ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 20 avril 2020

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 16 avril 2020

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal, qui se déroulera exceptionnellement à huis clos, est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 20 avril 2020, à 13 h**, **dans la salle du conseil de l'édifice Lucien-Saulnier, située au 2e étage du 155, rue Notre-Dame Est.** Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, Lucien-Saulnier building, street level)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 20 avril 2020

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 20 avril 2020 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 9 avril 2020.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 20.15 à 20.22, 30.01 à 30.06, 41.04, 41.05 et 51.01 ainsi que les articles 80.01 (20.15) à 80.01 (20.34), 80.01 (30.03) à 80.01 (30.06) et 80.01 (50.01).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, que les documents afférents aux articles 3.02 à 3.04 sont maintenant accessibles via ladite base de données. Le document de l'article 7.08 sera livré dès que possible.

Assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 20 avril 2020

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 23 mars 2020

03.03 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 29 mars 2020

03.04 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 2 avril 2020

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 26 mars 2020

07.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 29 mars 2020

07.03 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 2 avril 2020

07.04 *Service de sécurité incendie de Montréal* - 1207848002

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 4 139 100 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

07.05 *Service de sécurité incendie de Montréal* - 1207848003

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 500 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

07.06 *Service de sécurité incendie de Montréal* - 1207848004

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* / L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020

07.07 *Service de sécurité incendie de Montréal* - 1207848005

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de la COVID-19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* / L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020

07.08 *Service du greffe*

Dépôt du rapport annuel 2019 de l'ombudsman de Montréal

07.09 *Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1206960002

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.10 *Service de l'habitation* - 1200498003

Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2019

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231022

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 100 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques en 2020, dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 501 003,60 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

20.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968004

Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 84 bornes de recharge pour véhicules électriques - Dépense totale de 644 664,83 $, taxes incluses (fournisseur unique)

20.03 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204983002

Exercer l'option de la deuxième prolongation, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 89 429,16 $, pour la fourniture, sur demande, de balises coniques, dans le cadre du contrat accordé à Plastipro Canada ltée (CM16 0767), majorant ainsi le montant total du contrat de 282 568,92 $ à 360 333,41 $, taxes incluses

20.04 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204983003

Conclure une entente-cadre avec Lafarge Canada inc., pour une période de 36 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierres concassées nettes et prémélangées - Montant estimé de l'entente : 9 063 385,90 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18025 (4 soum.)

20.05 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1204922002

Exercer l'option de prolongation, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 220 854,32 $, pour des services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement et dans le cadre du contrat accordé à 3D Mec inc. (CE19 1558), majorant ainsi le montant total du contrat de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses

20.06 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1208696003

Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour l'acquisition d'analyseurs et des capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau, pour l'année 2020 - Dépense totale de 366 517,31 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public AO 20-18115 (1 soum.)

20.07 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1207711001

Exercer l'option de renouvellement, pour la saison hivernale 2020-2021, des contrats accordés à Pavages d'Amour inc. et à Marina matériaux et équipements, pour des services de déneigement clé en main, pour une somme maximale de 1 075 807,65 $ (LAC-102-1620) et de 784 941,57 $ (LAC-104-1620), majorant respectivement le montant total des contrats de 4 157 152,17 $ à 5 232 959,82 $, taxes incluses (LAC-102-1620) et de 2 999 609,60 $ à 3 784 551,17 $, taxes incluses (LAC-1040-1620)

20.08 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1204922003

Exercer l'option de renouvellement, pour la saison hivernale 2020-2021, des contrats accordés à Transporteurs en vrac St-Hyacinthe, pour des services de transport de la neige, pour une somme maximale de 398 612,88 $ (VSP-205-1820) et de 339 740 $ (VSP-206-1820), majorant respectivement le montant total des contrats de 654 520,71 $ à 1 053 133,59 $, taxes incluses (VSP-205-1820) et de 557 851,69 $ à 897 591,69 $, taxes incluses (VSP-206-1820)

20.09 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204982002

Conclure une entente-cadre avec EnviroServices inc., pour une période de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour des services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, d'analyses chimiques et de rapports d'analyses - Montant estimé de l'entente : 1 043 821,38 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-18036 (4 soum.)

20.10 *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1207711002

Exercer l'option de renouvellement, pour la saison hivernale 2020-2021, pour des services de transport de la neige, dans le cadre du contrat accordé à Transport H. Cordeau inc. pour une somme maximale de 1 679 138,62 $ (CE19 1750), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 660 869,06 $ à 3 340 007,68 $, taxes incluses

20.11 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1204338001

Exercer l'option de la deuxième prolongation prévue au contrat pour la fourniture et la livraison sur demande de briquettes de chlore destinées aux chlorinateurs de marque Pulsar, dans le cadre du contrat accordé à Aquatechno spécialistes aquatiques inc. (CM16 0729), pour la période du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 - Montant estimé pour la période de prolongation de 312 732 $, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 140 950,59 $ à 1 453 682,59 $, taxes incluses / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui de la prolongation, soit 46 909,80 $, taxes incluses

20.12 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231021

Accorder un contrat à Foraction inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 9 990 187,72 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458012 (2 soum.)

20.13 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1197000002

Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ S.E.N.C. pour la conception du projet de reconstruction et de réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb/Des Carrières - Dépense maximale de 1 066 680,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17879 (3 soum.)

20.14 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1207986001

Accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) / Approuver un projet de convention à cet effet

20.15 *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1200138002

Exercer l'option de prolongation, pour une période de 12 mois, soit du 29 mai 2020 au 28 mai 2021, de l'entente-cadre avec Les Reliures Caron & Létourneau ltée, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents (CM18 0637) - Dépense estimée à 225 000 $, taxes incluses

20.16 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1208528003

Accorder un contrat à Accessoires Outillage limitée (pour le lot 1) pour la location de six balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 verges cubes, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit mois, sans options de renouvellement - Dépense totale de 575 217,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17915 (2 soum.)

20.17 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1197000001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, Stantec Experts-Conseils, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-Lavalin, pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes et déboursés inclus - Appel d'offres public 19-17880 (7 soum.)

20.18 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231009

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 13 784 093,17 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458016 (2 soum.)

20.19 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231013

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458013 (2 soum.)

20.20 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1204368002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats - Accorder un contrat à PBSC Solutions Urbaines inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale de 17 421 244,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17994 (1 seul soum., conforme)

20.21 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1208023001

Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal - Dépense totale de 901 214,87 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10339 (3 soum.)

20.22 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1206717001

Accorder un contrat à Environnement Routier NRJ inc. pour la collecte et le transport des matières recyclables, de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie, pour une période de six mois, sans option de prolongation - Dépense totale de 1 610 869,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18098 (1 soum.)

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097001

Accepter l'offre de service de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements évolutifs, dans le boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e Avenue afin de réaménager la piste cyclable et un sentier piéton, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097002

Accepter deux offres de service de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge le financement, la conception et la réalisation des travaux, dans l'avenue Cedar, la rue Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve et dans la rue Wellington, entre les rues King et Soeurs-Grises, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.03 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1205929001

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil municipal

30.04 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1196924001

Autoriser, conformément à l'article 64 et du chapitre VI.1 de la *Loi sur le patrimoine culturel,* l'Académie Centennial à réaliser des travaux et actes visant à modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et à modifier une fenêtre de sous-sol située à l'arrière du bâtiment, à l'emplacement de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal constitué du lot 6 295 149 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

30.05 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1205205001

Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2019, la détermination des surplus de gestion des arrondissements / Adopter l'affectation de surplus 2019 à des dossiers spécifiques

30.06 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1200029001

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1202968005

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation

41.02 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190603018

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant l'agrandissement et l'occupation d'une résidence à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998 du cadastre du Québec

41.03 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1200649001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que des travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal

41.04 *Service des finances , Direction des revenus* - 1203843002

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020) (19-055)

41.05 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1207796006

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108)

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant divers Règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1192621002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques

42.02 *Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire* - 1194039016

Adoption - Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

42.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201009002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin

42.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1194386005

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.05 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1201081001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

42.06 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1196707002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College

42.07 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1206707002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest

42.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1208244002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux

42.09 *Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1200867001

Adoption - Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie

42.10 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1207796002

Adoption - Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel* - 1207520001

Nomination de la présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle visant la mise sur pied d'un Plan d'aide économique commerciale en temps de crise du COVID-19

65.02 *Service du greffe*

Motion imposant un moratoire contre la fusion des postes de police 9 et 11

65.03 *Service du greffe*

Motion visant à élargir le mandat donné à la Commission sur les transports et les travaux publics dans le cadre de la motion CM20 0317 afin d'y inclure l'étude de la possibilité d'équiper de caméras les autobus de la STM qui utilisent des voies réservées

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198378002*

Accorder un contrat à Megatel inc. pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC) - Dépense totale de 227 665,68 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17696 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.02 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie - 1203838001*

Conclure une entente-cadre avec Dalex-Québec inc. pour la remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation, pour une période de cinq ans - Montant estimé de l'entente : 779 858,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17870 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.03 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1206634001*

Renouveler le contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec Niche Technology inc., pour une période de cinq ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.04 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1205035001*

Accorder un contrat à JSI Telecom pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses - Fournisseur unique

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.05 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438012*

Accorder un contrat à Aérofil inc. pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e Avenue, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 180 288,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18007 (2 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.06 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438015*

Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée, pour une période de 36 mois, pour les services d'un lieu d'enfouissement technique, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 709 839,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18066 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.07 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204132003*

Exercer la seule option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle estimée de 288 475,02 $, pour une période de 12 mois, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Albert Viau Division de Emco Corporation (CG15 0334) pour la fourniture de poteaux d'incendie, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.08 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1208057002*

Accorder un contrat à Adobe Systems inc., pour une période d'un an, soit du 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées - Dépense totale de 809 811,99 $, taxes incluses - Fournisseur unique

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.09 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438013*

Autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG19 0366) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.10 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1203775002*

Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex pour le projet de construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds - Dépense totale de 2 468 283,30 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10342 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.11 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438010*

Accorder un contrat à Macogep inc. pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal - Dépense totale de 467 821,78 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18030 (3 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.12 *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine - 1207598004*

Accorder un soutien financier maximal de 955 000 $ à l'organisme Jalon MTL (JALON) pour initier le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Planification des déplacements dans l'agglomération*

20.13 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1206462001*

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation par la Ville de Hampstead à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant le même immeuble, dont l'assiette est située dans le prolongement nord de la rue Dufferin, de la rue Finchley à l'avenue Macdonald, dans la Ville de Hampstead

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.14 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1208741001*

Accorder un soutien financier de 306 600 $, sur une période de 3 ans, au Centre international pour la prévention de la criminalité, afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal », dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (276 600 $) et du Service de police de la Ville de Montréal (30 000 $) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.15 *Service de la culture , Direction du développement culturel - 1207641001*

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Mathieu Lévesque, artiste professionnel, pour une somme maximale de 270 421,21 $, taxes et contingences incluses, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Dédale et Icare » qui sera intégrée aux infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau*

20.16 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1206261001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Simo Management inc., pour l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.17 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1208260002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder 10 contrats à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation - Dépense totale de 11 980 775 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18067 (3 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.18 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1206810002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15507 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.19 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438014*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP19075-171156-C (5 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.20 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438016*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP19025-172689-C (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.21 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438017*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les excavations Lafontaine inc., pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP20004-180119-C (2 soum, 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.22 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1203855002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq firmes suivantes (montants, taxes incluses) : Groupe ABS inc. (5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283,40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc. (3 958 888,19 $), pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public 19-17934 (8 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.23 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1207684001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels - Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17582 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.24 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1206945001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP inc. et SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis et la surveillance de travaux - Dépense totale : 2 944 189,69 $, taxes et contingences incluses, pour le contrat A, et 2 929 967,68 $, taxes et contingences incluses, pour le contrat B - Appel d'offres public 20-18002 (contrat A : 4 soum. et contrat B : 3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.25 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231020*

Accorder un contrat aux Entrepreneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation pour l'aménagement de pistes cyclables à divers endroits de la ville de Montréal - Dépense totale de 1 977 389,43 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 424911 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.26 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207669001*

Autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG17 0352) afin de tenir compte de la portion reliée aux travaux de pistes cyclables réalisés dans le cadre du projet Griffintown sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire au montant de 323 544,19 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)*

20.27 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1196037007*

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Osmose » de Montréal pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, d'une superficie de 2 595,6 mètres carrés, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 14 ans, de 2036 à 2050, dont la rente annuelle à partir de 2036 sera de 4 800 $

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.28 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1208057001*

Conclure une entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximale de 11 724 403,20 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.29 *Service de l'habitation - 1208833001*

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 843 885 $ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi - Lespérance, de l'organisme Vilavi Québec

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.30 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1208741003*

Accorder un soutien financier de 187 000 $ à Moisson Montréal inc., pour l'année 2020, pour le projet « Développement social », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté*

20.31 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1208741002*

Accorder un soutien financier de 300 000 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), en trois versements totalisant 100 000 $ par année, pour 2020, 2021 et 2022, afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal » et, « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté*

20.32 *Service du développement économique - 1200191002*

Approuver le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie - Dépense totale de 1 055 000 $

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.33 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1208468003*

Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

20.34 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1203931001*

Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 200 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail pour mettre en œuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

30 – Administration et finances

30.01 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1191179002*

Autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ pour financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024 en lien avec le « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) »

Mention spéciale: *Dossier en lien avec l'article 42.05*

30.02 *Service de l'eau - 1207814001*

Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

30.03 *Service de l'habitation - 1206678002*

Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

30.04 *Direction générale , Cabinet du directeur général - 1205330004*

Adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

30.05 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1205929002*

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil d'agglomération

30.06 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1200029002*

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1193276001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.02 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1201081002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.03 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1201081003*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.04 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.05 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1191179002*

Adoption - Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

Mention spéciale: *Dossier en lien avec l'article 30.01*

42.06 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1206707001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vannes situées sous une partie de l'avenue McGill College

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.07 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1206707003*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 200 000 $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1208244001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.09 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1207518002*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.10 *Service de l'habitation - 1206678001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

50 – Ressources humaines

50.01 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1195326006*

Autoriser, rétroactivement, le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 23 mars 2020, 13 h

Séance tenue à huis clos le lundi 23 mars 2020
Salle du conseil de l'hôtel de ville, Édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Les élus ci-après nommés étaient présents en grande majorité par téléphone et une minorité d'entre eux étaient présents en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Jérôme Normand.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Pascale Loiseau, Analyste-rédactrice
Mme Marie Desormeaux, Conseillère - analyse et contrôle de gestion

---

Le conseiller Sterling Downey invite les membres du conseil, présents dans la salle, à prendre place et les remercie tous de leurs présences étant donné les circonstances liées à la COVID-19. Il poursuit en demandant un moment de silence dédié aux Montréalaises et Montréalais qui font preuve de résilience, de civisme et d'entraide en ces moments difficiles de pandémie du coronavirus.

Puis, le conseiller Downey rappelle l'importance de suivre les consignes qui ont été acheminées, préalablement afin d'assurer notamment le bon déroulement de la séance et le respect de la démocratie dans le but de bien servir les citoyennes et les citoyens. En effet, la discipline et la collaboration de chacun sont essentielles aux travaux du conseil lors de cette séance hors du commun. De plus, le conseiller Downey informe les membres du conseil que des moyens ont été pris afin de bien respecter les mesures d'hygiène établies par le gouvernement du Québec, entre autres, le plan de la salle qui respecte la distance des deux mètres entre chaque élu présent en salle. Il dépose un nouveau plan de banquettes à cet effet.

Finalement, le conseiller Downey informe les membres du conseil que la période de questions du public sera traitée en début de séance. Il donne également les modalités particulières qui ont prévalues dans le contexte de cette séance exceptionnelle à huis clos; notamment le fait que la population ait été invitée à transmettre ses questions à l'avance aux membres du conseil via un formulaire web. Au total, l'Administration a reçu un lot de 99 questions dans lequel une pige au hasard s'est effectuée en webdiffusion afin de déterminer un ordre de lecture.

I

00.01 – Désignation du président d'assemblée

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de nommer les conseillers Sterling Downey à titre de président d'assemblée et Alan DeSousa, à titre de vice-président d'assemblée pour cette séance du conseil.

La proposition est agréée.

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

La leader de l'opposition officielle s'enquiert des mesures d'hygiène mises en place dans la salle afin d'assurer la sécurité des membres du conseil présents en salle.

Le président d'assemblée et le leader de la majorité, M. François Limoges, confirment à la leader de l'opposition officielle que toutes les précautions sanitaires ont été prises pour répondre aux exigences de la Direction de la santé publique.

Le président d'assemblée cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse Plante prend la parole et explique l'importance de tenir une séance du conseil, malgré la pandémie, et ce, pour répondre aux questions des citoyennes et citoyens et permettre le bon fonctionnement de la ville. Elle en profite pour remercier la « grande famille municipale » en citant de nombreux services municipaux essentiels, de même que tous ceux et celles qui effectuent leurs tâches à distance, en mode télétravail. Elle adresse également un remerciement tout spécial aux travailleurs de la santé. En terminant, elle interpelle la population métropolitaine et québécoise en les incitant à ne pas baisser les bras, à faire preuve de vigilance et de prudence, en réfléchissant à chacun des gestes posés, afin de respecter toutes les consignes de santé publique en vigueur.

Le président d'assemblée remercie la mairesse Plante pour son intervention et cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle fait état de la gravité de la situation grave. Il mentionne les valeurs de résilience de la communauté, de même que le savoir et l'expertise de notre société pour passer au travers de cette épreuve. Aussi, il vante le travail de plusieurs acteurs clés de notre société qui sont au front pour soutenir la collectivité, notamment ceux dans le milieu de la santé et dans les services municipaux. M. Perez réitère l'entière collaboration de l'opposition officielle pour les nouvelles procédures de ce conseil hors de l'ordinaire, et ce, afin de préserver la démocratie.

Le président d'assemblée remercie le chef de l'opposition officielle pour son intervention.

Avant de procéder à la période de questions du public, le greffier de la Ville fait l'appel des membres du conseil.

---

1 - Période de questions du public

Le président d'assemblée appelle le point « Période de questions du public ».

Le président d'assemblée fait la lecture de 28 questions transmises par le public via un formulaire Web. L'ensemble des questions reçues par écrit par le public ont été déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Prendre note que toutes les questions du public reproduites au procès-verbal, ci-dessous et en annexe, apparaissent telles qu'elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
Mme Isabelle Arsenault	Mme Valérie Plante	Comment seront gérer les périodes de nettoyage des rues dès le 1 avril en considérant le fait que tout le monde est à la maison? Contravention car les gens ne sortent pas déplacer leur auto? Stationnement des magasins fermés accessibles et gratuit au besoin?
Mme Marianne Paquet	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Bonjour. Dans la situation actuelle, est-ce que la ville va suspendre les interdictions de stationner de certains côtés de rue deux fois semaine à partir du 1er avril? Il va être difficile de changer la voiture de côté avec les enfants, alors que les gens partent moins au travail. Et d'y penser aussi alors qu'on est en confinement. Ce serait vraiment aidant et je ne pense pas que le nettoyage des rues va être jugé essentiel en ce moment ou tous les employés de la ville sont rapatriés à domicile ou presque. Je pense que ce serait une belle adaptation de l'arrondissement dans la situation actuelle. Des contraventions de stationnement alors qu'on a oublié de déplacer notre véhicule quand on est en confinement avec des enfants ou qu'on travaille des heures et des heures en hôpital. ça ne sera pas aidant. Ni pour ceux qui sont sans salaire en ce moment.
M. Chris Eustace	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Municipal and school taxes are based on the city's property assessment roll...On January 24, 2018, I addressed Montreal City Council, regarding the idea of including the school tax bill with the municipal tax bill which is done in some Canadian juridictions. Two taxes on one bill could save money. The school tax bill in Montreal is set and managed by the Montreal Island School Tax Committee - Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal (CGTSIM), which is administered by school board commissioners of the five Montreal Island school boards (3 French; 2 English) But on February 8, 2020, the government adopted Bill 40 which, simply put, eliminated school commissioners. Presently, the CGTSIM is not represented with French boards. Now is the perfect time for the municipalities to take over school taxes. Will the City of Montreal promote the idea with the provincial government

Question de	À	Objet
Mme Emma Nuara	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	In light of the strong likelihood that schools, businesses and places of work will continue to be closed for several weeks and that most people will be self-isolating at home, will the parking restrictions that are set to begin on April 1st still come into effect?
Mme Nina Khmielnitzky	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Est-ce que les restrictions de stationnement des différents arrondissements pourraient être abolies le temps que la crise de la COVID-19 se termine? Étant donné que les gens sont confinés chez eux, leur voiture est obligatoirement stationnée sur leur rue et rares sont les personnes qui en ville ont un stationnement privé. Dans bien des rues, à compter du 1er avril, il faut déplacer sa voiture pendant 1 heure deux jours par semaine pour le nettoyage. Il semble illogique d'obliger tous ces gens à se retrouver sur la route en même temps alors qu'ils doivent rester chez eux.

À 13 h 31, le président d'assemblée précise qu'il autorise plus de trois questions sur le même sujet en raison des circonstances hors du commun liées à la pandémie de la COVID-19.

Mme Myriam Thinel.	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Bonjour, ma question concerne les heures de stationnement dans la ville de Montréal. Dès le 1er avril, plusieurs interdits de stationnement vont recommencer dans la ville, afin de nettoyer les rues. Je me demandais, considérant le contexte où nous sommes appeler à rester le plus possible chez soi, ce qui signifie plus de véhicule stationnés et de gens en télétravail ou en quarantaine, si les périodes d'interdictions allaient être maintenues ou suspendues
Mme Kim Macaulay	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	For all the students in all levels of education, how will the students in current semesters be able to finish their terms and graduate? For most programs there is a sequence of classes students must take and the Coronavirus is disrupting that. How can the students / parents of students be reassured that their education path won't be completely derailed?
M. Cédric Robillard	Mme Valérie Plante	On nous rabâche les oreilles de rester chez nous, mais on rappelle aussi qu'il faut sortir prendre l'air !!! Il y a une confusion et c'est comme cela que se créé des rassemblements, en extérieur, certes, mais des rassemblements. Quelles mesures pourraient être prises pour sensibiliser les Québécois?
M. Alexandre Hamel	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Afin de ralentir la spéculation immobilière rendant le logement inabordable, la ville pourrait-elle considérer une augmentation majeure de la taxe foncière pour les propriétaires qui ne sont pas citoyens montréalais? Cette taxe pourrait être soustraite aux calculs de la régie du logement pour les augmentations de loyer. Elle pousserait les investisseurs à placer leur argent ailleurs afin de faire diminuer la valeur spéculative des logements ainsi que les loyers. Cette taxe ne pénaliserait donc pas les Montréalaises et Montréalais. Si la ville n'a jamais considéré cette possibilité, pourquoi? Y-a-t'il des raisons pour lesquelles cette solution est inapplicable?

Question de	À	Objet
M. Philippe Girard	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Allez vous lever les interdictions de stationner pour nettoyage des rues jusqu'à la fin du confinement obligatoire des citoyens? Il n'y auras pas de place pour tous si les gens sont à la maison
Mme Éliane Clavette	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	J'ai une question pour vous qui m'as été posé par de la parenté et je la juge pertinente pendant ces moments de crises : Puisqu'il y aura beaucoup plus de monde que d'habitude à la maison et de ce fait leur véhicule aussi, que se passera t'il avec les interdictions de stationnements lors des passages des balais nettoyeur de rue? Imposerons t- ils de façon méthodique une contravention aux citoyens? Merci et bon courage => ca va bien aller !
Mme Sylvie Fortier	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Bonjour, puisque nous serons confinés à la maison jusqu'au 1er mai minimum, serait-il possible de suspendre l'interdiction de stationnement qui entre en vigueur le 1er avril?
Mme Jennifer May	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	As the parent of a student presently enrolled at McGill University, I'm concerned about the upcoming mass moving day on May 1st. As it stands, my daughter, (who shares an apartment with 2 Americans who have returned to the USA and at this point, it is unclear when they will be able to return to Canada) has returned home to Northwestern Ontario, with plans to return to Montreal for the move as necessary. I'm also concerned about the possibility of Quebec adopting Newfoundland's stance of mandatory 14 day isolation when returning to the province, even from travel within our country. I'm certain my student is not the only one in this situation (what about foreign students?). What plans are in place should plans for isolation escalate into the lockdown mode? Will landlords have the right to dispose of tenants' belongings when the tenants cannot return to the city? What happens to lease agreements in this situation?
Mme Claudia Gonzalez	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	il est vrai que 60% seront réduits sur le loyer aux locataires et à partir de quel mois ce sera ? ... merci

À 13 h 48, avant que la question de M. Stones ne soit répondue, le président propose que les questions concernant les périodes d'interdiction de stationnement devant débuter le 1er avril soient omises puisque la réponse a été donnée plusieurs fois depuis le début de la période de questions des citoyens.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, accepte dans la mesure où toutes les questions transmises par les citoyens soient inscrites au procès-verbal.

Le président d'assemblée donne son accord à la demande de M. Perez et informe le greffier de la Ville de Montréal à cet effet.

M. Cédric Stones	Mme Valérie Plante M. Pierre Lessard-Blais (M. Éric Alan Caldwell)	Nous allons être en isolement pour 15 j pour notre retour de nouvelle Zélande. Nous avons une auto et j'ai lu dans La Presse que si nous changions pas de place notre auto nous risquions un ticket. Qu est ce que la ville propose pour les personnes en confinement qui ont une auto ?

Question de	À	Objet
M. Jacques Plante	M. Sylvain Ouellet (M. Éric Alan Caldwell)	Compte tenu de la baisse marquée des automobiles à cause des mesures d'isolation sociale liées au Coronavirus, et du fait que cela engendre une opportunité inouïe de repaver les routes principales dans avoir reçoit à des bloquages partielles, la ville prévoit-elle de faire des fermetures completes de certains tronçons très abîmés pour faire une rénovation complète de la pavée? Coordonnez-vous avec Transports Québec pour fermer la 40 pour réparer la pavée très abîmée (spécialement entre la 15 et Lacordaire)?
Mme Cécile Zongo	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Madame Plante, A quand un un confinement total? Nous vivons au parc Lafontaine, nous voyons des groupes prenant des apéros ensemble, nous voyons des gens dans les rues se saluer en de faisant la bise, c'est dangereux. Il faut éviter la situation que vive les Européens. S'il vous plaît, instaurez un confinement. Merci et bonne semaine à vous. Cécile
M. Pascal Chamaillard	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Madame la mairesse, dans le contexte de crise que nous connaissons, l'annonce du report de l'échéance du deuxième versement des taxes foncières représente un geste, mais considérant la situation inédite, considérant l'impact que la crise actuelle peut avoir sur les particuliers et les entreprises qui sont aux prises avec des pertes de revenu importantes, considérant que les autres paliers de gouvernements ont annoncé des mesures plus accommodantes nous vous demandons de réexaminer la situation et de reporter le deuxième versement de taxes au 1er septembre prochain.
M. Francis Waddell	M. Benoit Dorais	Est-ce que la date butoir, le 30 avril à ma connaissance, sera reportée concernant la demande de révision du rôle foncier?
Mme Zhijuan Zhang	M. Robert Beaudry	Demande de fermeture des depanneur dans les stations de métro Bonjour, Nous sommes les propriétaires des dépanneurs dans les stations de métro à Montreal. Durant cette periode de pandémie,nous sommes très inquiètes de notre santé et sécurité. 1. Notre environnement de travail ne nous permet pas de suivre les consignés sanitaires pour se protéger et protéger nos clientèles .Nous ne pouvons pas garger une distance d'un mètre avec les clientèle .et nous n'avons pas d'accès à l'eau pour laver nos mains. Nous sommes exposés à des risques très élevés d'être infecté par le COVID-19. 2. Depuis la déclaration d'état d'urgence sanitaire au Québec ,le nombre de passagers dans les stations de métro a beaucoup diminué.nous n'avons plus de clients.nous avons perdu . À cause des deux raison,puisque nous sommes des commerces non essentiels,nous trouvons qu'il n'est pas nécessaire de garder l'ouverture pendant cette spécifique période.

Question de	À	Objet
Mme Zhijuan Zhang	M. Robert Beaudry	***SUITE*** - Nous avons essayés de contacter la STM. mais jusqu'à présent ,nous n'avons reçu aucune nouvelle ,De ce fait,je vous prie de communiquer avec la STM afin de nous permettre de fermer nos dépanners durant cette période de pandémie .
M. Christian Salette	Mme Valérie Plante (M. François Limoges)	Bonjour, je suis graphiste, je pourrais vous faire le design gratuitement d'affiches pour un rappel de distanciation sociale
Marielle Levine	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	What will you do to help renters who have lost their income? The federal and provincial programs are not enough to help residencial and commercial renters pay the inflated rents in this city, and many small businesses, self-employed people, and part time workers do not qualify for aid or will not receive anything before April rent is due. Also, what is the city going to do to help homeless people self-isolate during the pandemic?
M. Jean-Ricardo Andre	M. Sterling Downey	Pourquoi Montréal ne suit pas les protocols par l'example des autres villes qui canceller leur conciels de ville, sans leur population et Vous mettez la vie de nos consiellers en danger?
M. Nicola Zoghbi	M. Craig Sauvé (M. Éric Alan Caldwell)	Chers élu-e-s, Durant les derniers temps, la ville s'est donnée comme objectif d'investir dans les transports durables. Ceci s'est démontré en partie avec la création de nouvelles voies réservées aux autobus, permettant ainsi de rendre ce moyen de transport plus attrayant. Or, une zone floue entre le règlement de la ville et le code de la sécurité routière est interprétée par les corps policiers en tant qu'interdiction aux cyclistes d'emprunter les artères ayant une voie réservée. Étant donné l'objectif donné par la ville d'augmenter la part modale du vélo à 15 % d'ici 2029, est-ce que la ville compte corriger le tir pour officiellement permettre les vélos dans les voies réservées aux autobus, lorsqu'une voie séparée aux cyclistes n'est pas possible? Une telle action serait autant plus pertinente dans le contexte de cette crise sanitaire, alors que les travailleurs essentiels et la population en générale sont priés par les autorités d'éviter le transport en commun, et que le vélo représente un moyen presque assuré de garder sa distance sociale avec ses concitoyens.

À 14 h 08, le président d'assemblée rappelle aux membres du conseil présents au téléphone d'ajuster leur microphone en mode muet lorsqu'ils ne prennent pas la parole.

M. Lucien Pigeon	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Sujet - La responsabilité personnelle envers nos proches Préambule : Hier, mercredi le 18 mars, il y avait beaucoup de monde sur les plages de la Floride. Permettez-moi de faire la comparaison entre les conséquences mortelles de le coronavirus (la COVID- 19) et les conséquences mortelles de l'effondrement du climat.

Question de	À	Objet
M. Lucien Pigeon	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	***SUITE*** - Question : Pourquoi ces gens qui n'ont pas de sens de responsabilité personnelle mettent-ils en danger mortel les autres sur la plage et pourquoi vous nos dirigeants politiques qui me semble avoir peu de responsabilité personnelle et politique faite vous comme ces baigneurs sur la plage en mettant en danger mortel des millions si pas de milliards de gens innocents par votre lenteur d'agir radicalement pour combattre un danger plus mortel que celui du COVID-19, celui de la catastrophe climatique, 18 mois après avoir adopté la déclaration de l'urgence climatique le 5 novembre, 2018?
M. Andre Nguyen	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Nous aimerions savoir comment accéder au subventions de la ville pour supporter notre entreprise durant et après la fermeture ordonné par le gouvernement provincial le 15 mars 2020. Nous avons des coûts fixes à addresser (loyer, assurances, hydro, etc...) que nous avons besoin de payer même durant la fermeture. À date, les measures annoncé par les gouvernement fédéral et provincial ne s'adresse pas aux bars qui sont fermer. Le BDC et les 6 institutions financières ne prêt pas au bars. Ils ont juste un mandat pour prêter aux restaurants ou les ventes sont majoritairement nourriture et non pas alcool.
M. Lindsay Morrison	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	To whom it may concern, March 22 2020 My name is Lindsay Morrison I am a board member of the NDG Commuity Council. I am also 35 year resident of NDG. Member of the NDG Commuity Council. I am also 35 year resident of NDG. I have been to meetings and have asked why the city council of Montreal is trying to close our Burrough's only police station. We haven't as of yet had satisfactory answers to our questions. We have not really had anything more than a pat on the back then been sent on our way. Almost 3000 people that have signed a petition to keep the station open. Does this mean nothing to the city? Do we have NO say in our own jurisdiction? We don’t want to see a powerpoint seminar from the police deptatment telling us that this is a done deal. We need to beconsulted. Will lthe citizens be consulted? 2 We have asked politely on more than one occasion. We want answers. Real answers. I have yet to hear or see nothing other than the local counsellors telling us how great this be. There have'nt provided any real answers. We have only second hand annecdotes of how about how wonderful this will be. There has been no supporting data. The citizens of the area are worried. Should that not count for something?

Question de	À	Objet
		SUITE - WE WANT CONSULTATIONS not forgone conclusions. We want a moratorium on the closing of the station. The citizens of NDG are NOT happy with the lack of transparency. We want openess that should come with the closing of our ONLY police station. Thank you for listening.
M. Sylvain Laniel	M. François William Croteau (M. Benoit Dorais)	Dernièrement on apprenait que Rodgers déployait son réseau 5G aux centres des villes canadiennes Toronto, Vancouver, Montréal et Ottawa. Selon la carte de Rodgers (https://www.rogers.com/business/5g-network) il apparaît clairement que l'implantation de la 5G dépasse substantiellement la zone délimitée par le laboratoire urbain. Question 1) Est-ce que ce déploiement s'effectue à partir d'antennes installées sur du mobilier urbain de la ville? (Par exemple : lampadaires et pôles de signalisation) Il semble que la stratégie que la ville avait adoptée afin de minimiser le nombre d'antennes 5G sur son territoire ne fonctionne pas puisque chaque opérateur y va de son propre déploiement d'antennes et de sa technologie. Videotron avec Samsung, Bell et Telus avec Huawei et Rodgers avec Ericson. Question 2) Qu'est que la ville entend faire de nouveau pour minimiser le nombre d'antennes 5G déployées par les opérateurs sur son territoire? Merci.

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), le président d'assemblée du conseil déclare la période de questions du public close à 14 h 21. Il remercie les 13 personnes s'identifiant comme femmes et les 15 personnes s'identifiant comme hommes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

* aucune personne s'identifiant comme autre n'a posé une question.

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

La leader de l'opposition officielle demande à l'Administration d'autoriser une prolongation de la période de questions du public étant donné le nombre de questions reçues.

Le président d'assemblée cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité exprime son désaccord à la requête de Mme Boivin-Roy, en s'appuyant sur l'entente préalable entre les partis.

Le président d'assemblée informe la leader de l'opposition officielle qu'étant donné la pandémie actuelle, et dans le but de respecter les recommandations gouvernementales qui y sont associées, il ne peut accepter sa demande de prolongation. Toutefois, il invite les membres du conseil à répondre par écrit aux questions non répondues du public.

À 14 h 24, le président d'assemblée cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président d'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Invite l'Administration à explorer de nouvelles mesures d'aide financière destinées aux citoyens et aux entreprises afin de faire face à la situation économique créée durant la pandémie / Offre la collaboration, l'expertise et la solidarité de l'opposition officielle en cette période de crise
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Demande le nombre d'employés jugés pertinent pour les services essentiels et non-essentiels, ainsi que le nombre d'employés qui utilise le télétravail avec le taux de réussite de cette technologie / Souhaite connaître le pourcentage d'absentéisme pour cause de maladie chez les cols bleus et demande si toutes les mesures d'hygiène sont renforcées pour assurer un environnement de travail sain à ceux qui sont présents

À 14 h 37, le président d'assemblée procède à un tirage au sort pour déterminer le rang des conseillères et conseillers qui souhaitent participer à la période de questions qui leur est allouée.

Mme Sue Montgomery	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Est-ce qu'il y aura un moratoire concernant la fermeture annoncée du poste de quartier du Service de police de la Ville de Montréal dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce? / Exprime son désaccord dans ce dossier
M. Abdelaq Sari	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Est-ce que l'Administration peut évaluer une autre solution pour faciliter l'accès des citoyens aux policiers des postes de quartier durant la pandémie du COVID-19? Est-ce que d'autres changements majeurs sont à prévoir prochainement dans le travail des policiers?
M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Est-ce que l'Administration prévoit une révision du budget 2020 dans le contexte actuel? / Propose les services de la Commission sur les finances et l'administration

À 14 h 54, le président d'assemblée rappelle les consignes en salle du conseil à la suite de la question de privilège de M. Benoit Dorais concernant sa collation. Il répond plus précisément à la question de privilège de M. Dorais, en stipulant que seuls les verres et les contenants d'eau sont autorisés et qu'aucune nourriture n'est permise.

M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Quelles sont les stratégies qui seront mises de l'avant pour aider les clientèles les plus vulnérables, notamment les personnes aînées? / Suggère de diversifier les approches et offre son soutien pour aider cette cause

M. Marvin Rotrand	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Demande à l'Administration de revoir le rôle d'évaluation foncière afin que les valeurs des propriétés reflètent la situation actuelle / Demande à l'Administration de faire pression auprès du gouvernement fédéral pour limiter les différents taux d'intérêt pendant la crise actuelle

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président d'assemblée déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 15 h 07.

Avant la poursuite de l'étude des points inscrits à l'ordre du jour, le président d'assemblée cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

À titre de suggestion pour les prochaines séances, la leader de l'opposition officielle propose d'arrêter la minuterie le temps de la pige des noms, afin de respecter entièrement le temps alloué à cette période de questions des membres du conseil.

Le président d'assemblée remercie la leader de l'opposition officielle et cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, soulève un point de procédure selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), et demande une rencontre pour faire l'autopsie du déroulement de ce conseil exceptionnel tenu à huis clos. En effet, dans le but d'améliorer la collaboration entre les membres du conseil, il aimerait proposer de nouvelles mesures afin d'améliorer l'organisation d'un prochain conseil dans des conditions similaires.

Le président d'assemblée remercie le chef de l'opposition et assure que le suivi des commentaires sera effectué par le Bureau de la présidence

Le président d'assemblée cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

CM20 0197

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 23 mars 2020, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance, en y ajoutant l'article 7.14.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Karine Boivin-Roy

de reporter l'étude des articles 65.01 à 65.03 à la séance du conseil du 20 avril 2020.

La proposition est agrée.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle propose également de reporter les articles 30.03, 42.09, 42.10 et 80.01 (20.29) à la prochaine assemblée du conseil.

Le président d'assemblée cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole et informe le chef de l'opposition officielle qu'il n'est pas en mesure de consentir au report de ces articles et que cette proposition sera débattue à l'appel de chacun des points.

L'ordre du jour est adopté avec l'ajout de l'article 7.14 et le retrait des points 65.01 à 65.03.

Adopté à la majorité.

Dissidence : M. Marvin Rotrand

03.01

_____

CM20 0198

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 24 février 2020

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 24 février 2020, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 19 mars 2020 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

_____

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président d'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, pour la période du 1er au 29 février 2019.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 29 février 2019.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 29 février 2019.

_____

5 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements

Le président d'assemblée appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

5.01.1 Résolution CA20 12065 du conseil d'arrondissement d'Anjou - Demander au conseil de la Ville de Montréal de limiter à trois (3) ans l'octroi de contrat en matière de déneigement sur le territoire de l'arrondissement d'Anjou et de redonner aux arrondissements le pouvoir d'octroyer des contrats pour le transport de la neige.

5.01.2 Résolution CA20 170068 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce – Participation - « Une heure pour la terre 2020 » - 28 mars 2020 à 20 h 30.

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président d'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucune réponse déposée.

---

7 - Dépôt

Le président d'assemblée appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 27 février 2020.

CM20 0199

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil électronique.

07.02 1206643001

CM20 0200

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04 041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.03 1207146001

CM20 0201

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Montréal-Nord faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de l'arrondissement de Montréal-Nord faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04 041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.04 1207367002

CM20 0202

Dépôt du rapport d'activités du trésorier pour l'exercice financier 2019 selon l'article 513 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport d'activités du trésorier pour l'exercice financier 2019 selon l'article 513 de *la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalité*s, et le conseil en prend acte.

07.05

CM20 0203

Dépôt du bilan annuel 2019 de la qualité de l'eau potable de 16 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 de la qualité de l'eau potable de 16 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable, et le conseil en pend acte.

07.06 1207100001

CM20 0204

Dépôt du bilan annuel consolidé 2019 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout, en vertu du Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG05-002)

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel consolidé 2019 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout, en vertu du Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG05-002), et le conseil en prend acte.

07.07 1207518001

CM20 0205

Dépôt des règlements débattus et adoptés par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) à l'occasion de la 33e simulation tenue du 17 au 19 janvier 2020

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose les règlements débattus et adoptés par le Jeune Conseil de Montréal (JCM) lors de la 33e simulation tenue du 17 au 19 janvier 2020, et le conseil en prend acte.

07.08 1208215002

CM20 0206

Dépôt du rapport annuel d'activités du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport annuel d'activités du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.09 1205330002

CM20 0207

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides pour le territoire (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides pour le territoire (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.10 1200674002

CM20 0208

Bilan annuel 2019 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation de pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le bilan annuel 2019 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation de pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.11 1205320001

CM20 0209

Dépôt du rapport annuel 2019 du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport annuel 2019 du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal, et le conseil en prend acte.

Le présent rapport est référé à la Commission sur l'inspecteur général pour analyse et recommandation.

07.12

CM20 0210

Dépôt du rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19, au montant approximatif de 500 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19, au montant approximatif de 500 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.13 1207848001

CM20 0211

Ajout - Dépôt du rapport préélectoral - suivi de la lettre déposée par la vérificatrice générale au conseil municipal du 24 février 2020

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport préélectoral - suivi de la lettre déposée par la vérificatrice générale au conseil municipal du 24 février 2020, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.14

---

11 - Dépôt de pétitions

Le président d'assemblée appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucune pétition n'est déposée.

À 15 h 31, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0212

Approuver un projet d'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver le projet d'entente entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec exécutés par la Ville de Montréal sur son territoire du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022;

2- d'autoriser la réception d'une contrepartie financière du gouvernement du Québec au montant de 4 821 884 $ pour l'année 2020, 4 910 358 $ pour l'année 2021 et 5 000 216 $ pour l'année 2022;

3- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Adopté à l'unanimité.

1193217001
80.01 (20.01)

CM20 0213

Exercer l'option de la deuxième option de prolongation, pour une période de 12 mois, soit du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 30 412,04 $, taxes incluses, pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau aqueduc, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Novem Distribution inc. (CE17 0180), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 623 729,76 $ à 654 141,80 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer l'option de la deuxième option de prolongation, pour une période de 12 mois, soit du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 et d'autoriser une dépense additionnelle de 30 412,04 $, taxes incluses, pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau aqueduc, dans le cadre du contrat accordé à Novem Distribution inc. (CE17 0180 et CG19 0113), majorant ainsi le montant total du contrat de 623 729,76 $ à 654 141,80 $, taxes incluses;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et arrondissements utilisateurs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1208269001
80.01 (20.02)

CM20 0214

Conclure une entente d'achat contractuelle avec K+S Sel Windsor Ltée, d'une durée de 21 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau - Montant total de l'entente : 1 987 903,31 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18001 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente d'achat contractuelle, d'une durée de 21 mois avec une option de renouvellement de 12 mois, pour une durée maximale de 33 mois, pour la fourniture et la livraison de sel pour la génération d'hypochlorite de sodium utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets;

2- d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour une durée de 21 mois, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18001 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Lot	Firme	Montant (taxes incluses)
Sel pour la génération d'hypochlorite de sodium	K+S Sel Windsor ltée	1 807 184,83 $

3- d'autoriser une dépense de 180 718,48 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de l'agglomération, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1207100002
80.01 (20.03)

CM20 0215

Conclure une entente-cadre avec Bureau Veritas Canada (2019) inc. (lot 2 : 811 857,79 $), pour une période de 36 mois, prévoyant une période de prolongation de 12 mois, pour la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire - Montant estimé de l'entente : 933 636,46 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-17881 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, par laquelle Bureau Veritas Canada (2019) inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 2, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services d'analyses externes en laboratoire, pour une somme maximale de 811 857,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17881;

2- d'autoriser une dépense de 121 778,67 $, taxes incluses, à titre de budget de variations de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1204982001
80.01 (20.04)

CM20 0216

Accorder un soutien financier de 572 473,40 $ à l'Institut de recherche en biologie végétale de Montréal pour la réalisation de la phase II du banc d'essai en phytorémédiation, pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier de 572 473,40 $ à l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV) pour la réalisation de la phase II du banc d'essai en phytoremédiation pour la période allant du 1er avril 2020 au 31 mars 2024;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1196814002
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0217

Exercer la première prolongation et autoriser une dépense additionnelle estimée à 285 669,30 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison sur demande de pièces de béton pour aqueducs et égouts, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (CG17 0073), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 931 745,90 $ à 1 245 982,13 $, taxes incluses / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations des quantités, soit 28 566,93 $, portant ainsi le montant total à 314 236,23 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer la première option de prolongation et d'autoriser une dépense additionnelle de 285 669,30 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison sur demande de pièces de béton pour aqueducs et égouts, pour la période d'avril 2020 à mars 2021, dans le cadre du contrat accordé à St-Germain Égouts et Aqueducs inc (CG17 0073), majorant ainsi le montant total de 931 745,90 $ à 1 245 982,13 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 28 566,93 $, taxes incluses, à titre de variations de quantités;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1208316001
80.01 (20.06)

CM20 0218

Conclure une entente-cadre avec Dumoulin & Associés Réparations de béton limitée pour effectuer divers travaux d'injection de fissures dans le béton, de réparation de surface de béton et de réparation de joints de dilatation dans les diverses installations de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, pour une période de 36 mois, sans possibilité de prolongation - Montant estimé de l'entente : 722 520,30 $, taxes, contingences, variations des quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 10337 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, par laquelle Dumoulin & Associés Réparations de béton limitée, plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services pour effectuer divers travaux d'injection de fissures dans le béton, de réparation de surface de béton et de réparation de joints de dilatation dans les diverses installations de la direction de l'eau potable du Service de l'eau, pour une somme maximale de 532 707,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10337;

2- d'autoriser une dépense de 79 906,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 79 906,19 $, taxes incluses, à titre de budget de variations de quantités;

4- d'autoriser une dépense de 30 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1208452001
80.01 (20.07)

CM20 0219

Accorder un contrat à Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée pour le service de chargement des matières résiduelles de l'écocentre Saint-Laurent, pour une période de 32 mois, avec possibilité de prolongation d'un an - Dépense de 718 019 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18006 (7 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour le chargement de matières résiduelles à l'écocentre Saint-Laurent, pour une durée de 32 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 718 019 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18006 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1208502001
80.01 (20.08)

CM20 0220

Autoriser la prolongation, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle estimée à 869 527,18 $, taxes incluses, de l'entente-cadre conclue avec Location Discount (23137292 QC inc.) pour la location à court terme de camionnettes à l'usage de toute la Ville et les services corporatifs (CG18 0178)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'exercer la prolongation pour une période de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle estimée à 869 527,18 $, taxes incluses, pour la location à court terme de camionnettes à l'usage de toute la Ville et les services corporatifs, de l'entente conclue avec Location Discount (23137292) (CG18 0178);

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements de la Ville de Montréal et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1208528002
80.01 (20.09)

CM20 0221

Accorder un contrat à Hydro-Québec, fournisseur unique, pour des frais de report et de construction, dans le cadre du contrat accordé à Général Électrique du Canada International inc. (CG17 0093), pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 750 000 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Hydro-Québec, fournisseur unique, un contrat pour des frais de report et de construction, dans le cadre du contrat accordé à Général Électrique du Canada International inc., pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (CG17 0093), pour une somme maximale de 750 000 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203438002
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0222

Accorder un contrat à Ventilation Manic inc., pour l'installation d'une nouvelle unité de climatisation au bâtiment administratif de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 309 832,33 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP19002-150798-C (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Ventilation Manic inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour l'installation d'une nouvelle unité de climatisation au bâtiment administratif de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 258 193,61 $, taxes incluses**,** conformément aux documents de l'appel d'offres public SP19002-150798-C;

2- d'autoriser une dépense de 51 638,72 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203438004
80.01 (20.11)

CM20 0223

Accorder un contrat à Mécanique CNC (2002) inc., pour le remplacement des silencieux sur les systèmes d'épuration des gaz de combustion des cheminées des incinérateurs 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 585 290,80 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP19021-137029-C2 (2 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à Mécanique CNC (2002) inc., seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour le remplacement des silencieux sur les systèmes d'épuration des gaz de combustion des cheminées des incinérateurs 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 492 387,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP19021-137029-C2;

2- d'autoriser une dépense de 92 903,30 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1203438007
80.01 (20.12)

CM20 0224

Accorder un contrat à TechnoRem inc. pour la fourniture de services professionnels en environnement pour l'accompagnement des travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia - Dépense totale de 1 473 617,60 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres publics 19-17923 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à TechnoRem inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels en environnement pour l'accompagnement des travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usine Solutia aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 281 406,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17923;

2- d'autoriser une dépense de 192 210,99 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1205886001
80.01 (20.13)

CM20 0225

Conclure une entente-cadre avec IGF Axiom pour la fourniture d'agents de santé et sécurité sur les chantiers de construction, pour une période de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 943 260,65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17897 (2 soum., 1 conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 12 mois, par laquelle IGF Axiom inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels d'agents de santé et sécurité sur les chantiers de construction, pour une somme maximale de 943 260,65 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17897;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1207231018
80.01 (20.14)

CM20 0226

Accorder un contrat à FNX-INNOV inc. pour la fourniture de services professionnels pour le réaménagement de l'avenue des Pins, entre l'avenue du Parc et la rue Saint-Denis, pour une période de quatre ans - Dépense totale de 3 395 538,22 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 19-17954 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder à FNX-INNOV Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de quatre ans, le contrat pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'avant-projet définitif, des plans et devis et de l'assistance durant les travaux relatifs au projet de réaménagement de l'avenue des Pins, entre l'avenue du Parc et la rue Saint-Denis, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 607 716,93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17954;

2- d'autoriser une dépense de 442 896,29 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 344 925 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1202891001
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0227

Accorder un soutien financier maximal de 150 000 $ à La Fabrique des Mobilités Québec (FABMOBQC), pour initier le projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier maximal de 150 000$ à l'organisme La Fabrique des Mobilités Québec (FabmobQc), pour initier le projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207598003
80.01 (20.16)

CM20 0228

Approuver un projet d'acte aux termes duquel la Cité de Dorval crée en faveur de la Ville de Montréal, sans considération monétaire, une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique grevant l'emplacement situé au sud du chemin Héron à l'ouest de l'avenue Dorval, dans la Cité de Dorval

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet d'acte par lequel la Cité de Dorval crée en faveur de la Ville de Montréal une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique sur tout le lot 6 131 766 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 148,1 mètres carrés, située au sud du chemin Héron et à l'ouest de l'avenue Dorval, dans la Cité de Dorval, sans considération monétaire, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Adopté à l'unanimité.

1194501004
80.01 (20.17)

CM20 0229

Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 948 543,75 $, taxes incluses / Approuver un contrat de licence et de maintenance avec Tetra Tech QI inc. et un contrat d'entiercement avec Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., à cet effet, rétroactivement au 1er janvier 2020 (fournisseur unique)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré, à Tetra Tech QI inc. fournisseur unique, pour une période de trois ans commençant le 1er janvier 2020, pour les services de maintenance, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 948 543,75 $, taxes incluses;

2 - d'approuver un contrat de licence entre Tetra Tech QI inc. et la Ville, rétroactivement au 1er janvier 2020;

3 - d'approuver un contrat d'entiercement entre la Ville, Tetra Tech QI inc et et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., rétroactivement au 1er janvier 2020;

4 - d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées au Service de l'eau à signer, pour et au nom de la Ville de Montréal, tout document y donnant suite;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1193438038
80.01 (20.18)

CM20 0230

Accorder un contrat à Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, couvrant la période du 1er mars 2020 au 28 février 2022, pour une somme maximale de 260 128 $, taxes non applicables - Appel d'offres public 19-17932 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire Resto-Plateau, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la distribution de nourriture aux détenus, couvrant la période du 1er mars 2020 au 28 février 2022, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 260 128 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17932;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1195055001
80.01 (20.19)

CM20 0231

Autoriser une dépense additionnelle de 10 702 527,15 $, taxes incluses, pour le déneigement clé en main, le transport de la neige, la location de machinerie, l'exploitation de lieux d'élimination de la neige et le service de remorquage, majorant ainsi le montant total des contrats de 362 282 084,56 $ à 372 984 611,70 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 738 803,53 $, taxes incluses, pour des contrats de service de remorquage en déneigement, majorant ainsi le montant total des contrats de 2 696 755,52 $ à 4 435 586,06 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1206320002
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0232

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année), avec retour de 18 000 tonnes de compost mature, pour une période de 36 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 3 787 277 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17972 (1 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 193 065 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 207 763 $ par année de 2021 à 2023

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Complexe Enviro Connexions, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de valorisation de résidus verts par compostage et retour de compost mature, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 787 277 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17972;

3- d'autoriser un virement budgétaire de 193 065 $ au net, en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération, vers le budget de fonctionnement 2020 du Service de l'environnement;

4- d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 207 763 $ par année de 2021 à 2023;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1208260001
80.01 (20.21)

CM20 0233

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Loiselle inc, pour des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de pistes cyclables et de feux de circulation dans la rue Peel, de la rue Notre-Dame au boulevard René-Lévesque Ouest - Dépense totale de 30 771 307,91 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 412411 (4 soum.) / Autoriser un budget de revenus de 223 862,32 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de la STM intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par la STM en vertu de l'entente / Autoriser un budget de revenus de 297 574,99 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget de revenus de 836 843,24 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder à Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Peel, de la rue Notre-Dame au boulevard René-Lévesque Ouest, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 24 333 333,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 412411;

3 - d'autoriser une dépense de 2 527 467,79 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 3 910 506,84 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5 - d'autoriser un budget de revenus de 223 862,32 $, taxes incluses (contrat entente : 203 511,20 $ + contingences : 20 351,12 $), pour les travaux de la Société de transport de Montréal (STM) intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par la STM en vertu de l'entente;

6 - d'autoriser un budget de revenus de 297 574,99 $, taxes incluses (contrat entente : 270 522,72 $ + contingences : 27 052,27 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente;

7 - d'autoriser un budget de revenus de 836 843,24 $, taxes incluses (contrat entente : 760 766,58 $ + contingences : 76 076,66 $), pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente;

8 - d'approuver un projet d'entente avec la Société de transport de Montréal portant sur la réalisation desdits travaux de reconstruction des infrastructures;

9 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1207231008
80.01 (20.22)

CM20 0234

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec Ethnoscop inc. (1 111 486,32 $) et Arkéos inc. (877 627,17 $), pour la fourniture de services professionnels pour effectuer diverses études et interventions archéologiques sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 1 989 113,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17827 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels pour effectuer diverses études et interventions archéologiques sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17827;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Ethnoscop inc.	Contrat n°1	1 111 486,32 $
Arkéos inc.	Contrat n°2	877 627,17 $

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1204426001
80.01 (20.23)

CM20 0235

Exercer la première option de prolongation, pour la période du 16 mai 2020 au 15 mai 2021 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 722 992,03 $, pour la fourniture sur demande de produits d'entretien, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Produits Sany inc. (CG15 0280), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 4 213 149,69 $ à 4 936 141,72 $, taxes incluses / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités, soit 108 448,80 $, portant ainsi le montant total à 831 440,83 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'exercer la première option de prolongation de 12 mois et d'autoriser une dépense de 722 992,03 $, taxes incluses, pour l'acquisition de produits d'entretien ménager sur demande, pour la période du 16 mai 2020 au 16 mai 2021, dans le cadre du contrat accordé à Produits Sany inc. (CG15 0280), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 213 149,69 $ à 4 936 141,72 $, taxes incluses;

2 - d'autoriser une dépense de 108 448,80 $, taxes incluses, à titre de budget de variations de quantités;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1208719001
80.01 (20.24)

CM20 0236

Autoriser une dépense additionnelle de 214 267,09 $, taxes incluses, ainsi que trois virements totalisant 138 766,58 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences pour des travaux de conduites d'eau et de voirie dans le cadre du contrat accordé à Ali Excavation inc. (CG16 0407), majorant ainsi le montant total du contrat de 353 033,67 $, soit de 3 767 021,39 $ à 4 120 055,06 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 214 267,09 $, taxes incluses, ainsi que trois virements totalisant 138 766,58 $, taxes incluses, provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences, pour des travaux de conduites d'eau et de voirie, dans le cadre du contrat accordé à Ali Excavation inc. (CG16 0407), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 767 021,39 $ à 4 120 055,06 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197231075
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0237

Autoriser le transfert d'un montant de 54 613,13 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour la conception et la surveillance des travaux de réfection des façades, de la toiture et des systèmes électromécaniques du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et associés, architectes inc., NCK inc. et Martin Roy et associés (CG15 0026) majorant ainsi le montant total du contrat de 959 716,42 $ à 1 014 329,55 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser le transfert d'un montant de 54 613,13 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour la conception et la surveillance des travaux de réfection des façades, de la toiture et des systèmes électromécaniques du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et associés, architectes inc., NCK inc. et Martin Roy et associés (CG15 0026), majorant ainsi le montant du contrat de 959 716,42 $ à 1 014 329,55 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1200805001
80.01 (20.26)

CM20 0238

Approuver l'entente entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, le tout sous réserve de l'approbation de l'entente tripartite 2020 par le gouvernement du Québec / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la subvention attendue de 46 097 208 $

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un projet d'entente entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1208320001
80.01 (20.27)

CM20 0239

Autoriser une dépense additionnelle de 3 204 321,84 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à la firme POMERLEAU inc. (CG18 0555) majorant ainsi le montant total du contrat de 10 497 184,55 $ à 13 701 506,39 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 3 204 321,84 $, taxes incluses, pour des services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et la mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc., majorant ainsi le montant du contrat de 10 497 184,55 $ à 13 701 506,39 $, taxes incluses;

2- d'approuver un projet de convention de modification numéro 1 entre la Ville de Montréal et Pomerleau inc., à cet effet*;*

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1197737006
80.01 (20.28)

CM20 0240

Accorder un soutien financier de 280 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. afin de contribuer à la mise en oeuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC-Ville) 2018-2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier de 280 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal inc. afin de contribuer à la mise en oeuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC-Ville) 2018-2021;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité.

Dissidences : M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Michel Bissonnet
Mme Christine Black
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Josué Corvil
Mme Suzanne Décarie
Mme Mary Deros
M. Alan DeSousa

Mme Effie Giannou
M. Richard Guay
M. Benoit Langevin
M. Francesco Miele
M. Lionel Perez
M. Dominic Perri
Mme Chantal Rossi
M. Marvin Rotrand
M. Aref Salem
M. Abdelhaq Sari

1194505001
80.01 (20.29)

CM20 0241

Accorder un soutien financier non récurrent de 450 000 $ à La Maison de l'innovation sociale, pour une période de quatre ans, soit les années 2020-2023 afin d'assurer la mise en place du « Projet de cohortes ancrées dans la suite du mouvement Je fais Mtl au sein de son programme Incubateur civique » / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 450 000 $ à la Maison de l'innovation sociale afin d'assurer la mise en place du projet « Cohortes d'incubation civique Je fais Mtl », pour la période 2020-2023;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1205008001
80.01 (20.30)

CM20 0242

Approuver un projet d'addenda 1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et le Centre de la montagne et Les amis de la montagne (CG15 0699) prolongeant la durée de la convention, pour une période d'un an, du 1er mai 2020 au 30 avril 2021 / Autoriser une dépense de 386 000 $, majorant ainsi le montant total du soutien financier de 1 930 000 $ à 2 316 000 $

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet d'addenda 1 à la convention entre la Ville de Montréal, le Centre de la montagne et Les Amis de la montagne et accorder un soutien financier de 386 000 $, majorant ainsi le montant total du soutien financier de 1 930 000 $ à 2 316 000 $ (CG15 0699), prolongeant la durée de la convention du 1er mai 2020 au 30 avril 2021;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1207540001
80.01 (20.31)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.03) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0243

Approuver le rapport annuel des actions et des projets réalisés en 2019 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie de développement économique 2018-2022

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le rapport annuel des actions et projets réalisés en 2019 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie développement économique 2018-2022.

Adopté à l'unanimité.

1208432001
80.01 (30.01)

CM20 0244

Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter la résolution suivante :

il est résolu :

1 - d'assujettir au droit de préemption, aux fins de logement social, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

- dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (secteur du « Triangle »), les lots :

2 648 574	2 648 707	2 648 732	2 651 727
2 648 575	2 648 708	2 648 733	2 651 728
2 648 664	2 648 710	2 648 735	2 652 421
2 648 665	2 648 711	2 648 736	
2 648 682	2 648 724	2 648 744	
2 648 702	2 648 727	2 648 749	

- dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, les lots :

1 193 790	2 334 500	2 334 569	2 336 275
1 203 541	2 334 560	2 334 570	3 105 679
1 203 542	2 334 561	2 334 571	3 361 537
1 340 332	2 334 562	2 334 572	3 361 538
1 444 888	2 334 563	2 334 573	3 361 540
1 585 834	2 334 564	2 334 575	3 361 541
2 003 861	2 334 566	2 334 576	3 361 542
2 003 862	2 334 567	2 334 577	
2 003 865	2 334 568	2 334 578	

- dans l'arrondissement du Sud-Ouest, les lots :

1 243 265	1 573 181	1 851 517	2 815 685
1 243 827	1 573 291	1 851 527	2 975 631
1 380 977	1 573 541	2 091 785	4 140 514
1 380 984	1 573 606	2 091 790	4 140 515
1 573 179	1 851 454	2 091 791	
1 573 180	1 851 514	2 815 684	

- dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve le lot : 3 362 830

- dans le PDUES (Plan de développement urbain, économique et social) Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau, les lots :

1 867 972	2 245 916	2 249 855	2 590 440
1 867 973	2 246 657	2 589 394	3 604 064
1 867 974	2 247 284	2 589 537	3 604 065
1 868 773	2 249 346	2 589 538	3 604 066
2 245 874	2 249 603	2 589 539	3 610 860
2 245 899	2 249 748	2 589 540	
2 245 907	2 249 853	2 589 541	

- dans l'arrondissement de Verdun (secteur Hickson-Dupuis), les lots :

1 154 078	1 154 389	1 154 393	1 154 397
1 154 079	1 154 390	1 154 394	1 154 398
1 154 080	1 154 391	1 154 395	1 154 401
1 154 140	1 154 392	1 154 396	

- dans l'arrondissement de Ville-Marie, les lots :

1 064 407	1 338 869	1 424 819	2 339 880
1 065 651	1 338 897	1 425 215	3 361 052
1 066 188	1 338 921	1 425 219	3 361 059
1 179 318	1 338 923	1 852 943	3 361 259
1 179 688	1 338 925	2 160 625	3 361 260
1 179 689	1 340 084	2 160 999	3 361 265
1 179 713	1 340 222	2 161 220	3 361 268
1 179 759	1 340 558	2 161 330	3 361 270
1 180 610	1 341 137	2 161 333	3 361 272
1 180 612	1 423 912	2 161 334	3 362 041
1 180 697	1 423 913	2 162 009	3 362 045
1 180 851	1 423 916	2 162 026	5 097 267
1 180 879	1 424 605	2 162 034	5 097 268
1 180 889	1 424 612	2 162 036	6 031 150
1 181 224	1 424 665	2 162 073	
1 181 812	1 424 693	2 162 074	
1 284 447	1 424 727	2 162 077	
1 284 449	1 424 728	2 162 102	

- dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (secteur Parc-Extension), les lots :

2 245 623	2 245 662	2 248 517
2 245 625	2 248 444	2 248 718
2 245 626	2 248 516	2 248 775

2 - de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet;

La présente résolution prend effet à compter de l'entrée en vigueur du Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-XXX).

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1198018002
80.01 (30.02)

CM20 0245

Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'article 8 (1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* - Construction proposée pour le passage à niveau au point milliaire 141.97 de la subdivision de Saint-Laurent, dans la Ville de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8 (1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction proposée pour le passage à niveau au point milliaire 141.97 de la subdivision de Saint-Laurent, dans la Ville de Montréal;

2- d'autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis de non objection pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

1207211012
80.01 (30.03)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0246

Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) ».

Adopté à l'unanimité.

1190025009
80.01 (42.01)

CM20 0247

Adoption- Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) ».

Adopté à l'unanimité.

1208716001
80.01 (42.02)

CM20 0248

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection du secteur de la Place des Nations du parc Jean-Drapeau

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection du secteur de la Place des Nations du parc Jean-Drapeau », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1202837001
80.01 (42.03)

CM20 0249

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 065 000 $ afin de financer les travaux de réfection du secteur de la plage Jean-Doré du parc Jean-Drapeau

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 7 065 000 $ afin de financer les travaux de réfection du secteur de la plage Jean-Doré du parc Jean-Drapeau », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1202837002
80.01 (42.04)

CM20 0250

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 350 000 $ afin de financer la phase I des travaux de rénovation du Pavillon du Canada du parc Jean-Drapeau

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 350 000 $ afin de financer la phase I des travaux de rénovation du Pavillon du Canada du parc Jean-Drapeau », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

1202837003
80.01 (42.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.06) à 80.01 (42.08) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

À 16 h 17, le leader de la majorité, M. François Limoges, avec le consentement unanime des membres du conseil, reporte l'étude de l'article 80.01 (42.06) à une phase ultérieure.

CM20 0251

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) ».

Adopté à l'unanimité.

1203599002
80.01 (42.07)

CM20 0252

Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social

Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Robert Beaudry

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social ».

Adopté à l'unanimité.

1198018001
80.01 (42.08)

CM20 0253

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » et de son document d'accompagnement intitulé « Modifications au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie aux fins de conformité au Schéma d'aménagement et de développement modifié de l'agglomération de Montréal » concernant l'affectation du sol du site de la Brasserie Molson-Coors, dans l'arrondissement de Ville-Marie / Approbation de la procédure nécessaire à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé «Règlement modifiant le schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG14-029) » quant à l'affectation du sol sur le site de la Brasserie Molson-Coors, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

2- d'adopter le document d'accompagnement ci-joint intitulé : « Modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie aux fins de conformité au Schéma d'aménagement et de développement modifié de l'agglomération de Montréal »;

3- de demander l'avis au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à l'article 50 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU);

4- de mandater la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour tenir les assemblées publiques de consultation nécessaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

5- de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l'heure et le lieu sur le territoire de l'agglomération de Montréal de toute assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l'adoption du règlement pour faire suite au présent projet de règlement, et d'inclure dans l'avis public à publier dans un journal diffusé sur le territoire le résumé prévu au deuxième alinéa de l'article 53.3 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU).

Adopté à l'unanimité.

1200867002
80.01 (43.01)

CM20 0254

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 930 (brigadiers scolaires), visant à remplir les exigences émanant de la lettre d'intention no. 2

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 930 (brigadiers scolaires), visant à remplir les exigences émanant de la lettre d'intention no. 2 (lettre d'intention relative à la création d'un comité ad hoc) au sujet de la « faisabilité de permettre aux brigadiers de se mettre à l'abri lors des intempéries ».

Adopté à l'unanimité.

1208710001
80.01 (50.01)

CM20 0255

Nominations de représentants de l'agglomération de Montréal au sein du conseil d'administration de Concertation régionale de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de nommer les personnes suivantes à titre de représentants de l'agglomération de Montréal au sein du conseil d'administration de Concertation Montréal :

Mme Cathy Wong, conseillère de la Ville, arrondissement de Ville-Marie;

Mme Suzie Miron, conseillère de la Ville, arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;

Mme Valérie Patreau, conseillère de l'arrondissement d'Outremont;

Mme Younes Boukala, conseiller de l'arrondissement de Lachine;

Mme Christina Smith, mairesse de la Ville de Westmount;

2 - de renouveler le mandat des personnes suivantes au sein du conseil d'administration de Concertation Montréal :

Mme Karine Boivin Roy, conseillère de la Ville, arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;

M. Richard Deschamps, conseiller de la Ville, arrondissement de LaSalle.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1200191001
80.01 (51.01)

CM20 0256

Nommer Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord et M. Jean-Marc Poirier, conseiller d'arrondissement, district de Marie-Clarac, à titre de membres d'office non votants au conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Montréal-Nord pour les années 2020-2021

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement Montréal-Nord et M. Jean-Marc Poirier, conseiller d'arrondissement, district Marie-Clarac, à titre de membres d'office non votants au Conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Montréal-Nord pour 2020-2021.

Adopté à l'unanimité.

1207408001
80.01 (51.02)

CM20 0257

Nomination au conseil d'administration de l'Administration portuaire de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer M. Oumar Diallo au conseil d'administration de l'Administration portuaire de Montréal, pour une période de deux ans, débutant le 26 mars 2020, en remplacement de M^{e} Éric Simard.

Adopté à l'unanimité.

1202988001
80.01 (51.03)

À 16 h 23, le président d'assemblée cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole et soulève un point de règlement pour statuer sur le report de l'article 80.01 (42.06) à une phase ultérieure.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, informe le chef de l'opposition officielle que le report de l'article 80.01 (42.06) est pour permettre aux membres du conseil de délibérer sur le point.

Le président d'assemblée cède la parole au leader de la majorité pour la poursuite de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0258

Accorder un contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2020, pour une somme maximale de 230 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 318 832 $ équivalent aux recettes estimées

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0289;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et la Société des Amis du Biodôme, pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour une somme maximale de 230 000 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'autoriser un budget additionnel de dépenses de 318 832 $ et un budget additionnel de revenus de 318 832 $, équivalent aux recettes estimées des camps de jour;

3- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1193815003

CM20 0259

Accorder un contrat à Lanco aménagement inc. pour la stabilisation de berges et l'exécution de travaux de réfection au parc de la Promenade-Bellerive - Dépense totale de 691 886,79 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-6278 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0295;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Lanco aménagement inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour des travaux de stabilisation de berges et des travaux de réfection au parc de la Promenade-Bellerive, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 567 068,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-6278;

2- d'autoriser une dépense de 85 060,23 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 39 758,36 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1196496001

CM20 0260

Exercer la première option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle estimée à 874 764,29 $, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Peintures Ennis Canada ULC (CM17 0457), pour la fourniture et la livraison, sur demande, de peinture destinée au marquage routier, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 117 709,14 $ à 4 992 473,43 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0291;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la première option de prolongation et d'autoriser une dépense additionnelle de 874 764,29 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de peinture destinée au marquage routier, pour une période de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé à Peintures Ennis Canada ULC (CM17 0457), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 117 709,14 $ à 4 992 473,43 $, taxes incluses;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1204983001

CM20 0261

Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour l'acquisition d'électrodes PT-435 pour l'appareil Palintest SA-1100 afin d'analyser la concentration de plomb dans l'eau, pour la période de mars 2020 à octobre 2022 - Dépense totale de 1 867 492,94 $, taxes et variation de quantités incluses - Appel d'offres public AO 20-18003 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0297;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Atera Enviro inc, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour l'acquisition d'électrodes PT-435 pour l'appareil SA-1100 pour l'analyse de la concentration du plomb dans l'eau, pour la période de mars 2020 à octobre 2022, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 623 906,90 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public AO 20-18003;

2- d'autoriser une dépense de 243 586,04 $, taxes incluses, à titre de budget de variations de quantités;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1208696002

CM20 0262

Exercer l'option de prolongation de six mois et autoriser une dépense additionnelle de 210 080,11 $, taxes incluses, pour la période du 1er avril au 30 septembre 2020, pour le service d'agence de gardiennage et autres services connexes à la Cité des Hospitalières, dans le cadre du contrat accordé à Groupe de Sécurité Garda SENC (CE19 0451), majorant le montant du contrat de 385 307,25 $ à 595 387,36 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0294;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation et d'autoriser une dépense additionnelle de 210 080,11 $, taxes incluses, pour le service d'agence de gardiennage et autres services connexes à la Cité des Hospitalières, pour la période du 1er avril 2020 au 30 septembre 2020, dans le cadre du contrat accordé à Groupe de Sécurité Garda SENC (CE19 0451), majorant le montant total du contrat de 385 307,25 $ à 595 387,36 $ taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1208694001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0263

Accorder un contrat à Tisseur inc. pour le remplacement des deux ponts d'étagement du boulevard de L'Île-des-Sœurs, dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 9 544 320,89 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 426710 (8 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0301;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Tisseur inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour l'exécution des travaux de remplacement des deux ponts d'étagement du boulevard de L'Île-des-Sœurs (projet 17-21), dans l'arrondissement de Verdun, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 162 418,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 426710;

2- d'autoriser une dépense de 979 490,18 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 402 412,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1197000005

CM20 0264

Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement PIQA de la Congrégation, pour une somme maximale de 335 278,22 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0302;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée, pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement du Programme d'intervention dans les quartiers anciens (PIQA) de la Congrégation (projet de l'entente 83-89), pour une somme maximale de 335 278,22 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1200025001

CM20 0265

Autoriser la cession de l'entente entre la Ville de Montréal et la firme DAScom inc. pour l'utilisation du mobilier urbain en lien avec l'exploitation d'un réseau de télécommunications sans fil, à la firme APTUM Technologies inc., pour le reste de l'entente et selon les mêmes termes et conditions / Approuver un projet de convention de cession à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0309;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser la cession de l'entente entre la Ville de Montréal et la firme DAScom pour l'utilisation du mobilier urbain en lien avec l'exploitation d'un réseau de télécommunications sans fil, à la firme APTUM Technologies inc., pour le reste de l'entente et selon les mêmes termes et conditions;

2- d'approuver le projet de convention de cession à cette fin.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1192968008

CM20 0266

Accorder un soutien financier de 1 881 386 $ à La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. pour la rénovation et l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel aux fins d'un centre d'hébergement temporaire pour femmes, dans l'arrondissement de Ville-Marie / Approuver un projet de convention à cet effet / Approuver un projet d'acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0326;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser une contribution financière de 1 881 386 $ à l'organisme à La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. pour la rénovation, l'agrandissement et la transformation d'un bâtiment résidentiel dans l'arrondissement de Ville-Marie, en vue de créer un centre d'hébergement temporaire pour femmes en difficulté ;

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3- d'approuver l'acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal;

4- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte de garantie hypothécaire en faveur de la Ville de Montréal;

5- d'autoriser l'affectation de 1 881 386 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1208441001

CM20 0267

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'élargissement de la chaussée, d'une partie du lot 1 984 872 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle nord-ouest du boulevard Côte-Vertu et de la rue Latour, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, dans le cadre du projet d'un service rapide par bus (SRB) Côte-Vertu/Sauvé / Autoriser une dépense de 133 335 $ à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0311;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'élargissement de la chaussée, d'une partie du lot 1 984 872 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle nord-ouest du boulevard Côte-Vertu et de la rue Latour, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, dans le cadre du projet SRB Côte-Vertu/Sauvé;

2- de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3- d'autoriser une dépense de 127 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, pour cette acquisition;

4- d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1196462005

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0268

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins de l'élargissement de la chaussée, des parties des lots 3 982 202 et 1 985 006 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés à l'angle nord-ouest du boulevard Côte-Vertu et de la rue Latour, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, ainsi que d'une servitude perpétuelle à des fins d'utilités publiques, sur une partie du lot 1 985 006 et sur une partie du lot 3 982 202 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le cadre du projet d'un service rapide par bus (SRB) Côte-Vertu/Sauvé / Autoriser une dépense de 546 000 $ à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0312;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins de l'élargissement de la chaussée, des parties des lots 3 982 202 et 1 985 006 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés à l'angle nord-ouest du boulevard Côte-Vertu et de la rue Latour, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, ainsi que d'une servitude perpétuelle à des fins d'utilités publiques sur une partie du lot 1 985 006 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et sur une partie du lot 3 982 202 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans le cadre du projet SRB Côte-Vertu/Sauvé;

2- de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3- d'autoriser une dépense de 520 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, pour cette acquisition;

4- d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1196462006

CM20 0269

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à FNX-INNOV inc., pour une période de 12 mois et 12 jours, du 18 septembre 2019 au 30 septembre 2020, une partie du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 949 mètres carrés, faisant partie du 5010, rue Paré, à des fins de stationnement, pour un loyer total de 35 069,67 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0314;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à FNX-INNOV inc. pour une période de 12 mois et 12 jours, du 18 septembre 2019 au 30 septembre 2020, une partie du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 949 mètres carrés, faisant partie du 5010, rue Paré, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de stationnement, pour un loyer total de 35 069,67 $, taxes et tarif concernant les transactions immobilières inclus, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1195941010

CM20 0270

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Positron inc., pour une durée de 12 mois et 12 jours, du 18 septembre 2019 au 30 septembre 2020, une partie du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 127 mètres carrés, faisant partie du 5010, rue Paré, à des fins de stationnement, pour un loyer total de 3 991 $, auquel s'ajoute le tarif concernant les transactions immobilières de 500 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0315;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Positron inc. pour une durée de 12 mois et 12 jours, débutant le 18 septembre 2019 et se terminant le 30 septembre 2020, une partie du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 127 mètres carrés, faisant partie du 5010, rue Paré, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de stationnement, pour un loyer total de 5 163,53 $, taxes et tarif concernant les transactions immobilières inclus, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1205941001

CM20 0271

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Automobiles Sub-Ham inc., pour une durée de 12 mois et 12 jours, du 18 septembre 2019 au 30 septembre 2020, une partie du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, faisant partie du 5010, rue Paré, à des fins de stationnement d'au plus 20 véhicules, pour un loyer total de 16 147 $, auquel s'ajoute le tarif concernant les transactions immobilières de 500 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0316;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Automobiles Sub-Ham inc. pour une durée de 12 mois et 12 jours, débutant le 18 septembre 2019 et se terminant le 30 septembre 2020, une partie du lot 2 648 738 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située au 5010, rue Paré, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à des fins de stationnement d'au plus 20 véhicules, pour un loyer total de 19 139,89 $, taxes et tarif concernant les transactions immobilières inclus, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1205941002

CM20 0272

Approuver le projet d'une deuxième prolongation de bail par lequel la Ville loue de la Société en commandite,153-155, rue Beaubien Ouest Associés, pour une période additionnelle de cinq ans, à compter du 1er novembre 2019, des locaux d'une superficie approximative de 1 036,15 mètres carrés, situés au rez-de-chaussée du 6557, avenue de l'Esplanade, à des fins de garage municipal, pour une dépense totale de 751 818,27 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0313;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver la deuxième prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société en commandite, 153-155, rue Beaubien Ouest Associés, pour une période additionnelle de cinq ans, à compter du 1er novembre 2019, un local situé au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 6557, avenue de l'Esplanade, d'une superficie d'environ 1 036,15 mètres carrés, à des fins de garage municipal, moyennant un loyer total de 601 703,27 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la deuxième convention de prolongation de bail;

2- d'autoriser une dépense totale de 150 155 $, taxes incluses, pour la consommation d'énergie pour toute la durée du terme;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1195323009

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0273

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 450 000 $ à la Fondation Québec cinéma pour les 38e, 39e et 40e éditions des Rendez-vous du cinéma québécois / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0325;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 150 000 $ annuellement, à l'organisme Fondation Québec cinéma, pour soutenir les 38e, 39e et 40e éditions des Rendez-vous du cinéma québécois, en 2020, 2021 et 2022;

2- d'approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1191508006

CM20 0274

Accorder un contrat à Pépinière Jardin 2000 inc. pour la fourniture et la livraison d'arbres en 2020 et 2021 pour une période de deux ans avec possibilité de deux renouvellements d'un an chacun - Dépense totale de 920 001,21 $, taxes, contingences et variation des quantités incluses - Appel d'offres public 19-17519 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0371;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Pépinière Jardin 2000 inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et la livraison d'arbres en 2020 et 2021, avec option de renouvellement pour deux périodes de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 736 000,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17519 ;

2- d'autoriser un montant de 73 600,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser un montant de 110 400,15 $, taxes incluses, à titre de variation des quantités;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1208174002

CM20 0275

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Demix Construction inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue D'Iberville, de la rue Notre-Dame à la rue Sherbrooke - Dépense totale de 11 014 454,03 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 285401 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0377;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder à Demix Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduite d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue D'Iberville, de la rue Notre-Dame à la rue Sherbrooke, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 460 808,93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 285401;

3 - d'autoriser une dépense de 860 345,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 1 693 300 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1207231004

CM20 0276

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage, dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 598 412,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458011 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0378;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 839 011,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458011;

3 - d'autoriser une dépense de 583 901,11 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 175 500 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1207231001

CM20 0277

Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Saint-Laurent, de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et de Pierrefonds-Roxboro (PCPR-PRCPR 2020) - Dépense totale de 3 759 500 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458711 (11 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0379;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à Construction Bau-Val inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent (PCPR - PRCPR 2020), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 245 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458711;

2 - d'autoriser une dépense de 324 500 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'autoriser une dépense de 190 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1197231082

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0278

Accorder un contrat à De Sousa / 40402077 Canada inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (PCPR-PRCPR 2020) - Dépense totale de 3 867 575,56 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458721 (11 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0380;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à De Sousa / 40402077 Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (PCPR-PRCPR 2020), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 367 795,96 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458721;

2 - d'autoriser une dépense de 336 779,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'autoriser une dépense de 163 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1197231081

CM20 0279

Accorder un contrat à Construction Viatek inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle, de Verdun et du Sud-Ouest (PCPR-PRCPR 2020) - Dépense totale de 2 847 970,87 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458712 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0381;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Construction Viatek inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle, de Verdun et du Sud-Ouest (PCPR-PRCPR 2020), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 474 518,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458712;

2- d'autoriser une dépense de 247 451,90 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 126 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1207231003

CM20 0280

Accorder un contrat à Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Saint-Léonard, d'Anjou, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et de Montréal-Nord (PCPR-PRCPR 2020) - Dépense totale de 5 020 406,10 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458722 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0382;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder à Les Entrepreneurs Bucaro inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements de Saint-Léonard, d'Anjou, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et de Montréal-Nord (PCPR-PRCPR 2020), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 397 187,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458722 ;

2- d'autoriser une dépense de 439 718,73 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 183 500 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1207231002

CM20 0281

Autoriser une dépense additionnelle de 8 963 696,61 $, taxes incluses, pour le déneigement clé en main, le transport de la neige, la location de machinerie, l'exploitation des lieux d'élimination de la neige et le service de remorquage, majorant ainsi le montant total des contrats de 359 585 329,03 $ à 368 549 025,65 $,taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0402;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 8 963 696,61 $, taxes incluses, pour des contrats de déneigement clé en main, transport de la neige, location de machinerie et exploitation des lieux d'élimination de la neige, majorant ainsi le montant total des contrats de 359 585 329,03 $ à 368 549 025,65 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1206320002

CM20 0282

Approuver un projet d'entente avec Patinage de vitesse Canada afin d'assurer le maintien des équipes canadiennes de patinage de vitesse courte piste à l'aréna Maurice-Richard, pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2023 / Autoriser la réception de la somme de 463 708 $ à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0387;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et Patinage de vitesse Canada afin d'assurer le maintien des équipes canadiennes de patinage de vitesse courte piste à l'aréna Maurice-Richard pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2023;

2- d'autoriser la réception de la somme de 463 708 $ à cette fin;

3- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1201543001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 et 20.27 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0283

Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Santina Tutino, aux fins d'assemblage et de construction résidentielle, un terrain désigné par les lots 6 179 413 et 6 179 414 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 873,2 mètres carrés, situé entre le boulevard Louis-H.-La Fontaine (Autoroute 25) et la 4e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une somme de 186 000 $ / Fermer et retirer du domaine public le lot 6 179 414 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0390;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- de fermer et retirer du domaine public le lot 6 179 414 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2- d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Santina Tutino, aux fins d'assemblage et de construction résidentielle, un terrain vacant constitué des lots 6 179 413 et 6 179 414 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre le boulevard Louis-H.-La Fontaine (Autoroute 25) et la 4e Avenue, au sud de la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 873,2 mètres carrés, pour la somme de 186 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

3- d'imputer le revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1197723007

CM20 0284

Accorder un soutien financier maximal de 235 907 $ à la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour démarrer le projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0401;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier maximal de 235 907 $ à la Maison de l'innovation sociale, pour démarrer le projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1207598002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0285

Approuver la prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux lors d'événements spéciaux, dont des promotions commerciales, de la saison estivale 2020 de la Société de développement commercial Petite Italie - Marché Jean-Talon - Montréal, de la S.I.D.A.C Promenade Masson et de la S.I.D.A.C. Plaza St-Hubert

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0327;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver la prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux lors d'événements spéciaux, dont des promotions commerciales, de la saison estivale 2020 de la Société de développement commercial Petite-Italie - Marché Jean-Talon - Montréal, la S.I.D.A.C Promenade Masson et de la S.I.D.A.C. Plaza St-Hubert, aux dates et aux heures citées dans le dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1197699007

CM20 0286

Autoriser la conclusion d'ententes en matière de déneigement dans le but d'autoriser l'utilisation d'instruments de mesures optiques, en vertu de l'article 7 du *Règlement sur les poids et mesures* C.R.C., ch. 1605 / Autoriser le Directeur des travaux publics du Service de la concertation des arrondissements à signer ces ententes pour les saisons hivernales 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 pourvu que le document soit substantiellement conforme au projet de lettre joint dans le dossier décisionnel, à l'exception du type d'appareil de mesure

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0330;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'autoriser la conclusion d'ententes en matière de déneigement dans le but d'autoriser l'utilisation d'instruments de mesures optiques en vertu de l'article 7 du *Règlement sur les poids et mesures* C.R.C., ch. 1605;

2- d'autoriser le directeur des travaux publics du Service de la concertation des arrondissements à signer ces ententes pour les saisons hivernales 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 pourvu que le document soit substantiellement conforme au projet de lettre joint dans les pièces jointes à l'exception du type d'appareil de mesure.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1206320001

CM20 0287

Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2020 de l'Agence de mobilité durable / Autoriser l'affectation de 2 992 000 $ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2020 par sa résolution CE20 0336;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2020 de l'Agence de mobilité durable;

2- d'autoriser l'affectation de 2 992 000 $ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales;

3- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Dimitrios (Jim) Beis
M. Michel Bissonnet
Mme Christine Black
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Catherine Clément-Talbot
M. Josué Corvil
Mme Suzanne Décarie

Mme Mary Deros
M. Alan DeSousa
Mme Effie Giannou
M. Richard Guay
M. Benoit Langevin
M. Francesco Miele
M. Lionel Perez
M. Dominic Perri
Mme Chantal Rossi
M. Marvin Rotrand
M. Aref Salem
M. Abdelhaq Sari

30.03 1208480002

CM20 0288

Approuver la prolongation des heures d'admission des disquaires lors de la Journée des disquaires, le 18 avril 2020, jusqu'à minuit

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0405;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver la prolongation des heures d'admission des disquaires lors de la Journée des disquaires, le 18 avril 2020, jusqu'à minuit.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1207796003

CM20 0289

Adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à limiter les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0415;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction et tout agrandissement d'un bâtiment dans les secteurs visés sur les cartes jointes en annexe A et B à la présente résolution;

2- de permettre, malgré ce qui précède, toute construction et tout agrandissement d'un bâtiment :

- dont la hauteur n'excède pas celle indiquée sur les cartes intitulées « Plan des hauteurs – partie 1 » et « Plan des hauteurs – partie 2 », jointes en annexe A à la présente résolution;

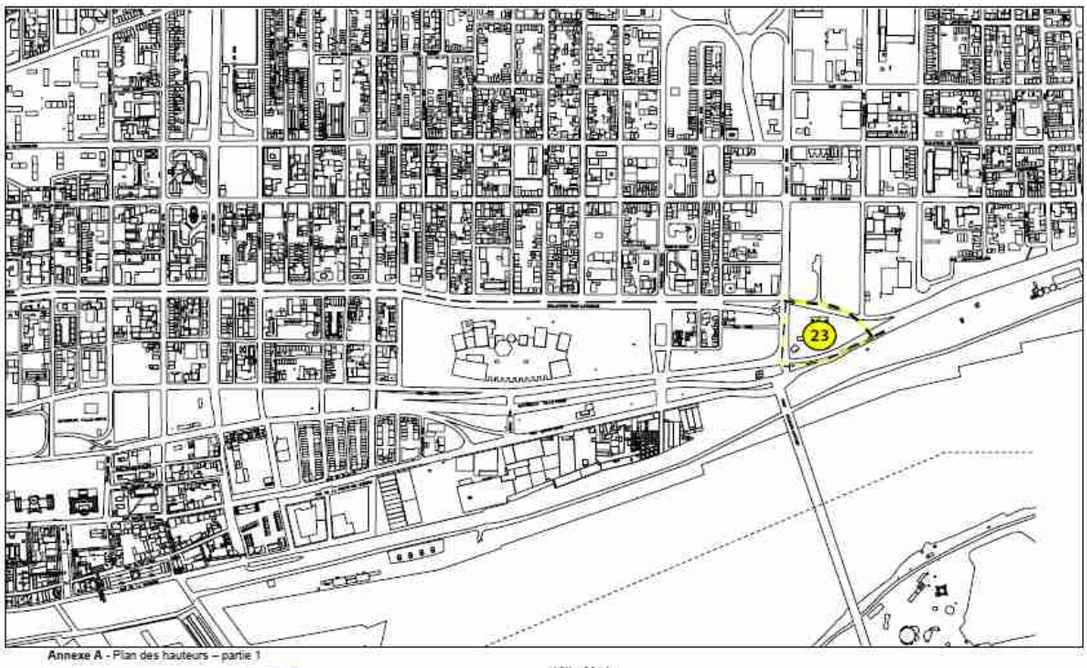
- dont la densité n'excède pas celle indiquée sur la carte intitulée « Plan des densités » jointe en annexe B à la présente résolution;

3- de prévoir qu'un permis ou un certificat d'autorisation visant toute construction ou tout agrandissement d'un bâtiment dans les secteurs visés sur les cartes jointes en annexe A et B à la présente résolution ne peut être délivré qu'en conformité aux exigences de celle-ci;

4- de prévoir que la présente résolution s'applique uniquement aux nouvelles constructions et aux agrandissements de bâtiments permis en vertu d'un règlement, d'une résolution ou de toute autre autorisation relevant du conseil d'arrondissement.

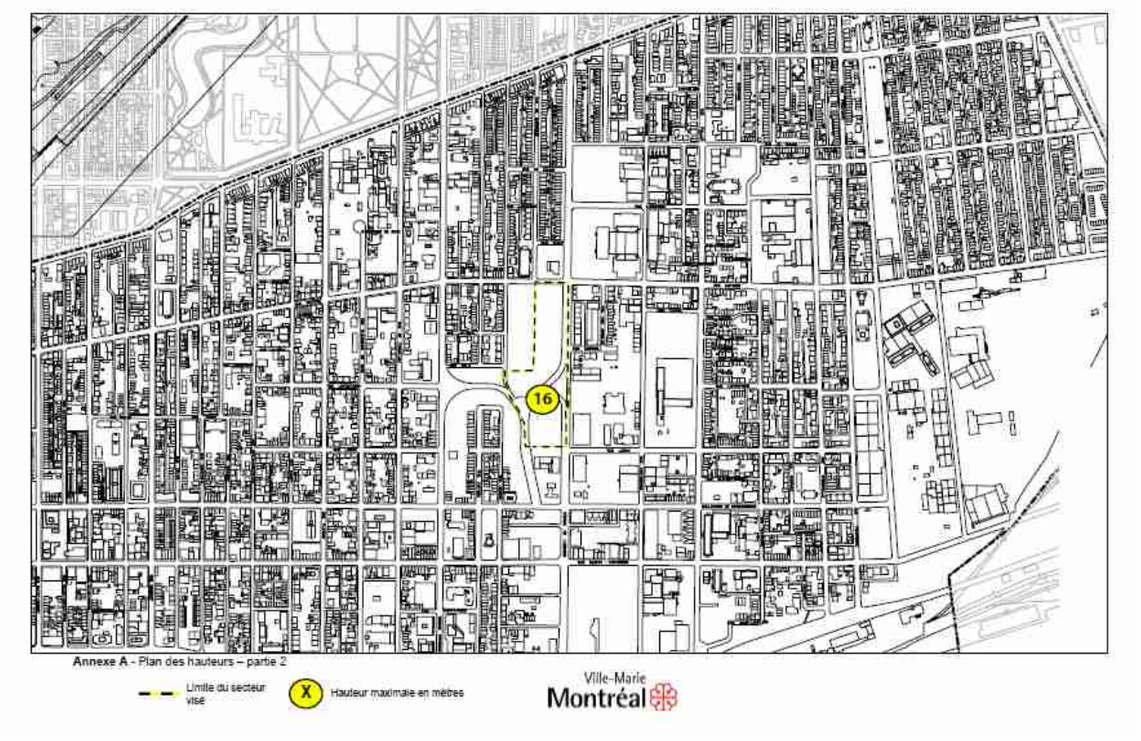
ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « PLAN DES HAUTEURS – PARTIE 1 »

_____



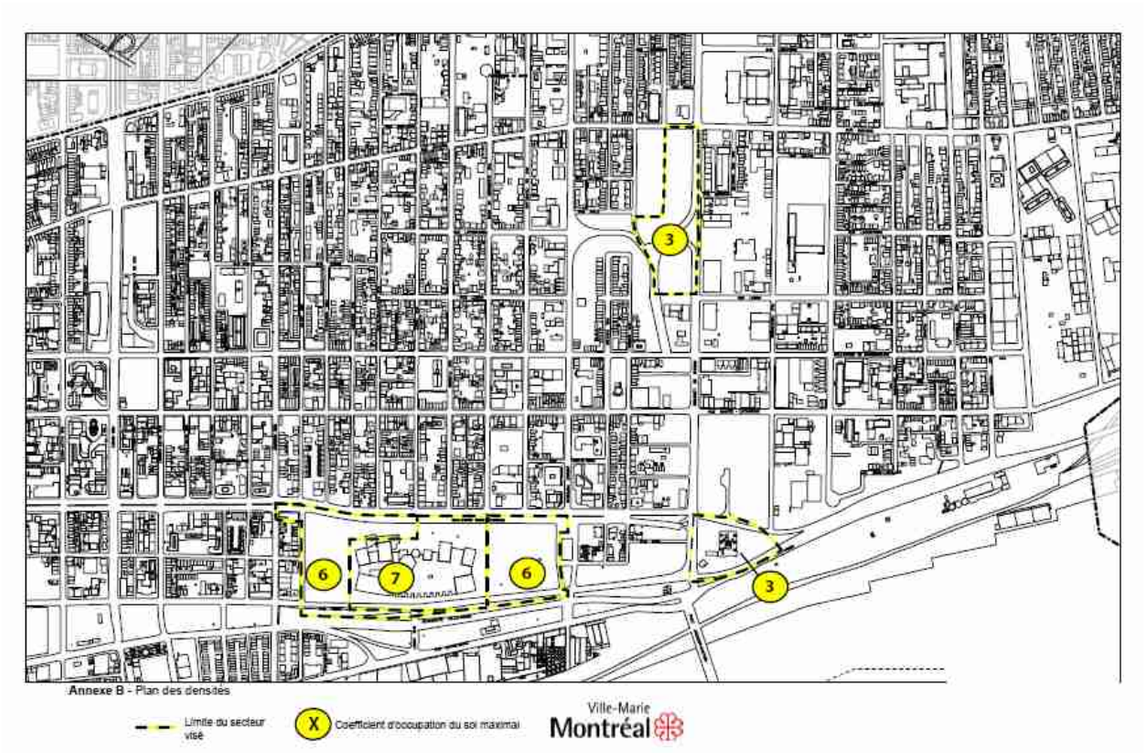
ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « PLAN DES HAUTEURS – PARTIE 2 »

_____



ANNEXE B
PLAN INTITULÉ « PLAN DES DENSITÉS »

_____



Adopté à l'unanimité.

30.05 1200867001

_____

À 17 h 03, le président d'assemblée cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole et propose de poursuivre les travaux au-delà de 17 h, afin de terminer l'étude des points inscrits à l'ordre du jour et de respecter les recommandations de la Direction de la santé publique concernant la pandémie du coronavirus (COVID-19).

La proposition est agréée.

À 17 h 04, le président d'assemblée suspend la séance du conseil pour cinq minutes afin qu'il puisse prendre une pause.

À 17 h 10, le conseil reprend ses travaux et le président d'assemblée invite le leader de la majorité à la poursuite de l'ordre du jour.

_____

CM20 0290

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription, pour adoption, à une séance subséquente du conseil municipal, du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1192621002

CM20 0291

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription, pour adoption, à une séance subséquente du conseil municipal, du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1194039016

CM20 0292

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription, pour adoption, à une séance subséquente du conseil municipal, du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public, dans le cadre du programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1201009002

CM20 0293

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1194386005

CM20 0294

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1201081001

CM20 0295

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 48 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.06 1196707002

CM20 0296

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.07 1206707002

CM20 0297

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.08 1208244002

CM20 0298

Avis de motion et dépôt - Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.09 1200867001

CM20 0299

Avis de motion et dépôt - Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.10 1207796002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0300

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0169;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0169;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 février 2020, par sa résolution CE20 0155;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01) ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1190025008

Règlement 20-004

CM20 0301

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier des interventions visant l'amélioration des affaires réalisées par les sociétés de développement commercial (15-083)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier des interventions visant l'amélioration des affaires réalisées par les sociétés de développement commercial (15-083) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0170;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de soutien financier des interventions visant l'amélioration des affaires réalisées par les sociétés de développement commercial (15-083) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0170;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 février 2020, par sa résolution CE20 0202;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement établissant le programme de soutien financier des interventions visant l'amélioration des affaires réalisées par les sociétés de développement commercial (15-083) »;

2- de réserver une somme de 1 700 000 $ pour la mise en œuvre dudit programme.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1197796009

Règlement 15-083-1

CM20 0302

Adoption - Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0171;

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0171;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0171;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0171;

Attendu qu'une copie des règlements et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ces règlements sont détaillés aux règlements et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 février 2020, par sa résolution CE20 0204;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1198146003

Règlement 20-005
Règlement 19-057-1

CM20 0303

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 500 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 36 500 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0172;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 36 500 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0172;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 février 2020, par sa résolution CE20 0206;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 36 500 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour le maintien et l'amélioration des feux de circulation et de la gestion de la circulation », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1192968010

Règlement 20-006

CM20 0304

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (14-036)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (14-036) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0173;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (14-036) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0173;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 février 2020, par sa résolution CE20 0211;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (14-036) ».

Adopté à l'unanimité.

42.05 1198146004

Règlement 14-036-3

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06, 42.07, 42.08, 42.10 et 42.11 de l'ordre du jour, et de reporter l'étude de l'article 42.09 à une phase ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0305

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0174;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0174;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 février 2020, par sa résolution CE20 0212;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037) ».

Adopté à l'unanimité.

42.06 1198146005

Règlement 14-037-4

CM20 0306

Adoption - Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs dans l'arrondissement de Ville-Marie

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs dans l'arrondissement de Ville-Marie à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0175;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs dans l'arrondissement de Ville-Marie » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0175;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 février 2020, par sa résolution CE20 0205;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs dans l'arrondissement de Ville-Marie ».

Adopté à l'unanimité.

42.07 1187400005

Règlement 20-007

CM20 0307

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0176;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0176;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 février 2020, par sa résolution CE20 0258;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.08 1196194003

Règlement 20-008

CM20 0308

Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (19-026)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (19-026) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0178

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (19-026) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0178;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 février 2020, par sa résolution CE20 0253;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (19-026) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.10 1208423001

Règlement 19-026-2

CM20 0309

Adoption - Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057)

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0179;

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0179;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0179;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0179;

Attendu qu'une copie des règlements et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ces règlements sont détaillés aux règlements et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 février 2020, par sa résolution CE20 0256;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile »;

2 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057) ».

Adopté à l'unanimité.

42.11 1206705001

Règlement 20-009
Règlement 19-057-2

À 17 h 24, le leader de la majorité, avec le consentement des membres du conseil, rappelle les articles 42.09 et 80.01 (42.06) afin d'en faire l'étude au même moment.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.09 et (80.01) 42.06.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0310

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0177;

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0177;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0177;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) » à l'assemblée du conseil municipal du 24 février 2020 par sa résolution CM20 0177;

Attendu qu'une copie des règlements et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ces règlements sont détaillés aux règlements et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 février 2020, par sa résolution CE20 0254;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle (18-038) »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) ».

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Francesco Miele

d'apporter l'amendement suivant au projet de Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle :

Le paragraphe 4 de l'article 1 du projet de règlement est modifié :

1) par le remplacement du paragraphe b) de la définition de « personne liée » par le suivant :

« le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible; »;

2) par le remplacement du paragraphe d) de cette définition par le suivant :

« d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible; ».

Un débat s'engage

À 17 h 30, le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole au président du comité exécutif, M. Benoit Dorais, qui exerce le droit de réplique et accepte les amendements.

Le président d'assemblée déclare l'article 42.09, tel qu'amendé, adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

42.09 1204184001

Règlement 18-038-1
Règlement 03-009-12

CM20 0311

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle (RCG 18-025)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 26 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) »;

2 - d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle (RCG 18-025) ».

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Francesco Miele

d'apporter l'amendement suivant au projet de Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle :

Le paragraphe 4 de l'article 1 du projet de règlement est modifié :

1) par le remplacement du paragraphe b) de la définition de « personne liée » par le suivant :

« le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible; »;

2) par le remplacement du paragraphe d) de cette définition par le suivant :

« d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible; ».

Un débat s'engage

À 17 h 30, le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole au président du comité exécutif, M. Benoit Dorais, qui exerce le droit de réplique et accepte les amendements.

Le président d'assemblée déclare l'article 80.01 (42.06), tel qu'amendé, adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

1204184002
80.01 (42.06)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 43.01et 43.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM20 0312

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs » / Tenue d'une consultation publique

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs », lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

ADOPTION DE PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs »;

2- de soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1200867001

Règlement P-04-047-209

CM20 0313

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux » aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2) »

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux », lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

AUTORISATION DE POURSUIVRE LES PROCÉDURES

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser la poursuite des procédures prévues par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* en vue de l'adoption finale du projet de règlement.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité soulève un point d'ordre pour demander au conseiller Marvin Rotrand d'axer son intervention uniquement sur le dossier à l'étude.

Ensuite, le président d'assemblée donne respectivement la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, et à la conseillère Émilie Thuillier.

Puis, le président d'assemblée déclare l'article 43.02 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

Dissidences : Mme Giuliana Fumagalli
M. Marvin Rotrand

43.02 1203430001

Règlement P-20-010

_____

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 46.01 à 46.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

CM20 0314

Nommer le square du Norseman dans l'arrondissement de Saint-Laurent

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0419;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer « square du Norseman » l'espace public situé au centre de la boucle formée par la rue William-Longhurst, et constitué du lot 6 271 234 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

Adopté à l'unanimité.

46.01 1204521004

CM20 0315

Nommer le passage Albert-Millaire dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0420;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer « passage Albert-Millaire » le passage public connu par l'appellation usuelle de « passage Denonville » situé dans l'axe de la rue Denonville, entre la rue Briand et le boulevard Monk, et constitué des lots numéros 1 243 281 et 1 243 282 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Adopté à l'unanimité.

46.02 1204521003

CM20 0316

Nommer le boulevard des Tanneries et confirmer les noms des parties prolongées du chemin de la Côte-Saint-Paul et du boulevard Angrignon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2020 par sa résolution CE20 0421;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- de nommer « boulevard des Tanneries » le nouveau boulevard situé entre l'intersection des rues Saint-Jacques et Saint-Rémi et de la rue Notre-Dame Ouest;
- de confirmer le nom de la rue Saint-Jacques, entre les rues De Courcelle et Saint-Rémi;
- de confirmer le nom de la rue Notre-Dame Ouest à l'intersection du boulevard des Tanneries;

- de nommer le prolongement du chemin de la Côte-Saint-Paul, entre le boulevard Monk et les voies de l'autoroute 15;

- de nommer le prolongement du boulevard Angrignon au nord-ouest de la rue Saint-Patrick.

Le tout dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Adopté à l'unanimité.

46.03 1194521021

Article 65.01

Motion de l'opposition officielle pour favoriser le covoiturage à Montréal

Reporté à la séance du conseil municipal du 20 avril 2020. (Voir article 3.01).

Article 65.02

Motion de l'opposition officielle pour diminuer le nombre de nids-de-poule à Montréal

Reporté à la séance du conseil municipal du 20 avril 2020. (Voir article 3.01).

Article 65.03

Motion de l'opposition officielle demandant que le conseil municipal invite la Vérificatrice générale en séance plénière au sujet de l'audit du rapport préélectoral

Reporté à la séance du conseil municipal du 20 avril 2020. (Voir article 3.01).

CM20 0317

Motion non partisane visant à réclamer au gouvernement du Québec de légiférer afin que le code de la sécurité routière du Québec permette que les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires soient équipés de caméras

Attendu que le conseil municipal a adopté la philosophie Vison zéro afin de réduire les morts et les blessures causées par des accidents, plus particulièrement ceux qui impliquent des piétons;

Attendu que, malgré l'importance de la situation, il arrive trop souvent que des conducteurs ne s'arrêtent pas, comme la loi l'exige, lorsqu'un autobus scolaire à l'arrêt déploie son signal d'arrêt escamotable et allume ses clignotants pour permettre à des élèves de monter ou de descendre, ce qui entraîne parfois des accidents tragiques causant des morts et des blessures évitables;

Attendu que la technologie a évolué et qu'elle permet aux organismes chargés d'appliquer la loi de donner des contraventions à ces contrevenants;

Attendu que, selon la Conférence nationale des législatures d'État, une organisation non gouvernementale américaine, vingt-deux états américains ont adopté des lois visant à intercepter et à punir les automobilistes qui dépassent des autobus scolaires arrêtés en permettant l'installation de caméras à l'extérieur des autobus afin d'enregistrer ces dépassements illégaux;

Attendu qu'en avril 2019, le gouvernement de l'Ontario a été le premier gouvernement provincial à légiférer pour permettre que les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires de l'ensemble de la province soient équipés de caméras afin d'augmenter la sécurité routière et de réduire les risques courus par les plus vulnérables de tous les usagers de la route;

Attendu que l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables permettrait de poursuivre les contrevenants sans que d'autres témoins aient à se présenter en cour, car les vidéos enregistrées par les caméras seraient considérées comme des preuves admissibles;

Attendu que les exploitants d'autobus scolaires de l'Ontario, dont les membres de l'Independent School Bus Operators Association of Ontario, se sont bien adaptés à l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables et qu'ils recommandent leur utilisation;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Luis Miranda

1- que le conseil municipal réclame que le gouvernement du Québec adopte un cadre législatif permettant l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires;

2- que, conformément au consensus voulant que le fait de dépasser un autobus scolaire dont le signal d'arrêt est déployé et les clignotants allumés constitue une infraction sérieuse au code de la sécurité routière, le conseil municipal réclame l'adoption de mesures législatives pour permettre l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires et faire en sorte que les vidéos enregistrées par ces caméras soient considérées comme des preuves admissibles afin que la présence en cour d'un témoin comme le chauffeur de l'autobus scolaire ne soit plus nécessaire;

3- que, pour tenir compte de la capacité des caméras à recueillir de grandes quantités de renseignements, le conseil municipal invite le gouvernement du Québec à restreindre la portée d'éventuelles mesures législatives relatives aux caméras installées sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires afin d'assurer le respect du droit à la protection des renseignements personnels des personnes qui figurent sur les enregistrements vidéos mais ne sont pas reconnues coupables d'infraction.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de référer la présente motion à la Commission sur le transport et les travaux publics pour en faire l'étude, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

Le président d'assemblée cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand prend la parole et indique qu'il est d'accord avec la proposition.

Le président d'assemblée déclare la proposition acceptée, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.04

_____

Article 65.05

Motion imposant un moratoire contre la fusion des postes de police 9 et 11

Avant présentation, il est proposé par M. Marvin Rotrand et appuyé par M. Luis Miranda de reporter l'article 65.05 à la séance du conseil municipal du 20 avril 2020, conformément au paragraphe 2 de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie inter du conseil municipal* (06-051).

_____

CM20 0318

Motion demandant une consultation publique sur le schéma de couverture de services policiers et des postes de quartier pour l'agglomération de Montréal et un moratoire sur toute fermeture ou fusion de poste de quartier

Attendu que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a pris la décision de fermer le poste de quartier (PDQ) 11 de Notre-Dame-de-Grâce et de le fusionner au PDQ 9 de Côte-Saint-Luc sans approbation préalable d'une instance décisionnelle civile de la Ville de Montréal;

Attendu que le SPVM a pris la décision de façon unilatérale de ne pas renouveler le bail se terminant en mars 2020 et de fermer le PDQ 11, plaçant ainsi les élus locaux et la population devant un fait accompli;

Attendu que la décision du SPVM a été prise sans consulter la population, sans consulter le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, sans informer les membres de la Commission sur la sécurité publique ni les membres du conseil municipal;

Attendu que la manière que cette décision a été prise par le SPVM soulève des enjeux de gouvernance liés à l'imputabilité des prises de décisions, la transparence et la surveillance civile du SPVM;

Attendu que cette fusion pourrait résulter en une perte de service de proximité et réduira considérablement l'accès sans rendez-vous à la police pour les citoyens de Notre-Dame-de-Grâce;

Attendu que la fermeture du PDQ 11 signifierait que Notre-Dame-de-Grâce, un quartier de 65 000 résidents, abritant de grandes institutions comme des écoles et des centres de santé, n'aura, pour la première fois, aucun poste de police;

Attendu que la fermeture du PDQ 11 laisserait l'arrondissement de 170 000 personnes, l'une des charges policières la plus importantes à Montréal, avec un seul PDQ, soit le PDQ 26, situé dans la partie nord du district de Snowdon, et qui dessert aussi le territoire de l'arrondissement d'Outremont;

Attendu que depuis la réforme du modèle de police dans les années 1996 par la Communauté urbaine de Montréal, les postes de quartier s'inspirent des principes du concept de la police communautaire;

Attendu que le concept de police communautaire se base notamment sur la notion de responsabilité géographique qui consiste à respecter les limites naturelles des quartiers et à définir le profil de chaque quartier lors de la division des territoires des PDQ afin de faciliter les rapprochements et partenariats policiers-citoyens;

Attendu que le profil sociodémographique et les besoins en sécurité publique entre Côte-Saint-Luc, Montréal-Ouest, Hampstead et Notre-Dame-de-Grâce est dissemblable;

Attendu que le SPVM a déjà sommé de reculer sur les décisions de fusion et de fermeture de postes de quartier devant le soulèvement populaire comme par exemple dans le cas des postes de quartier 49 et 45, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles;

Attendu qu'en 2007, une consultation publique de la Commission sur la sécurité publique sur le nouveau schéma de couverture de services policiers pour l'agglomération de Montréal a émis une recommandation à l'effet de maintenir les PDQ 9 et 11 étant donnée l'opposition des villes liées et des élus locaux;

Attendu que la Commission de la sécurité publique a fait le choix lors de la consultation publique en 2007 de recommander que le PDQ 11 soit relocalisé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce (lieu central et accessible) puisque ce secteur sollicitait statistiquement plus de services;

Attendu que l'Administration envisage la tenue d'une séance publique de la Commission sur la sécurité publique portant sur le Plan d'organisation policière, dont notamment le plan d'intégration des postes de quartier après que la décision a été prise de la fusion des PDQ 9 et PDQ 11;

Attendu qu'il est dans l'intérêt des Montréalais.es qu'il y ait une nouvelle consultation publique sur le schéma de couverture de services policiers;

Il est proposé par Mme Sue Montgomery

appuyé par M. Lionel Perez
M. Marvin Rotrand

que la Ville de Montréal :

demande au SPVM un moratoire sur toute décision de fermer et de fusionner tout poste de quartier, incluant les postes de quartier 9 et 11;

mandate, dans les plus brefs délais, la Commission sur la sécurité publique de tenir une consultation publique sur le Plan d'organisation policière afin de déterminer le schéma de couverture de services policiers et des postes de quartier pour l'agglomération de Montréal, avant de procéder à d'autres changements audit schéma de couverture.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité soulève un point d'ordre pour demander à la conseillère Sue Montgomery d'éviter un récit des événements et de s'en tenir à la présentation de la motion.

Le président d'assemblée remercie le leader de la majorité pour son intervention et cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole et donne son accord au point d'ordre du leader de la majorité, en précisant que cela doit être respecté par touts les membres du conseil.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Le président d'assemblée cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle soulève une question de privilège et demande au conseiller Marvin Rotrand de retirer les propos suivants : « la conseillère Rosannie Filato ne comprend pas les impacts ».

Le président d'assemblée demande au conseiller Rotrand de retirer les propos cités.

Le conseiller Rotrand acquiesce et retire les propos cités.

Puis, le chef de l'opposition officielle utilise le droit de réplique.

Rejeté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Valérie Plante
M. Christian Arseneault
M. Robert Beaudry
Mme Caroline Bourgeois
M. Éric Alan Caldwell
M. François William Croteau
M. Benoit Dorais
Mme Rosannie Filato
Mme Marianne Giguère
Mme Christine Gosselin
Mme Nathalie Goulet
Mme Laurence Lavigne Lalonde
M. Pierre Lessard-Blais
M. François Limoges
M. Normand Marinacci
Mme Sophie Mauzerolle
M. Peter McQueen
Mme Suzie Miron
M. Alex Norris
M. Sylvain Ouellet
Mme Marie-Josée Parent
M. Jean-François Parenteau
M. Hadrien Parizeau
M. Jocelyn Pauzé
Mme Magda Popeanu
M. Luc Rabouin

Mme Micheline Rouleau
M. Richard Ryan
M. Craig Sauvé
Mme Anne-Marie Sigouin
Mme Émilie Thuillier
M. Philipe Tomlinson
Mme Maja Vodanovic
Mme Stephanie Watt
Mme Cathy Wong

65.06

Avant de lever la séance, le président d'assemblée, M. Sterling Downey, remercie les équipes qui ont permis la tenue de cette séance à huis clos; en particulier le greffier de la Ville de Montréal, M^{e} Yves Saindon, qui en a coordonné le bon fonctionnement, l'équipe des techniciens pour l'acoustique, l'équipe de l'entretien de l'hôtel de ville et toutes les personnes qui ont contribuées à la réussite de cette assemblée dans des circonstances exceptionnelles. Il termine en souhaitant le bien-être de tous.

À 18 h 45, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président d'assemblée déclare l'assemblée levée.

_____
Sterling Downey
PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE

_____
Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante
MAIRESSE

ANNEXE

L’ensemble des questions reçues par écrit par le public ont été déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Article 3.03

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 29 mars 2020, 13 h

Séance tenue le dimanche 29 mars 2020
Salle du conseil de l'hôtel de ville, Édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Les élus ci-après nommés étaient présents par téléphone, à l'exception du président d'assemblée, M. Sterling Downey, qui était présent en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Jérôme Normand.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M. Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice

Avant de débuter les travaux du conseil, M. Sterling Downey invite les membres à un moment de silence qu'il dédie à la mémoire des personnes décédées et atteintes de la COVID-19 à Montréal, et ce, solidairement avec les villes et agglomérations du monde.

Puis, au nom des membres du conseil, il offre ses condoléances aux familles et aux proches des victimes, de même que ses encouragements aux personnes malades actuellement.

Par la suite, et afin de montrer l'exemple quant aux mesures sanitaires en vigueur, notamment en ce qui a trait aux déplacements essentiels, M. Downey explique qu'il s'agit d'un conseil extraordinaire tenu à distance. En effet, il est le seul élu présent dans la salle, accompagné d'une équipe très réduite du Service du greffe et de techniciens pour assurer la diffusion et la sonorisation. Tous les autres élus sont présents au téléphone afin de respecter les consignes liées au confinement. Il enchaîne en rappelant que les procédures opérationnelles de ce conseil ont été transmises préalablement à tous les membres et qu'il importe de bien les suivre durant la séance. Il dépose un nouveau plan de banquettes et demande au Greffier de faire l'appel des élus présents au téléphone et du directeur général de la Ville, M. Serge Lamontagne également au téléphone.

00.01 – Désignation du président d'assemblée

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de nommer le conseiller Sterling Downey à titre de président d'assemblée pour cette séance extraordinaire du conseil municipal.

La proposition est agréée.

---

1 - Période de questions du public

Le président d'assemblée du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Le président, M. Sterling Downey, précise qu'avant la tenue de ce conseil extraordinaire, le public a été invité à transmettre ses questions par écrit via un formulaire web, et ce, du vendredi 27 mars, en début de soirée, jusqu'au dimanche 29 mars, 9 h.

Le président d'assemblée fait la lecture de la seule question reçue par le public.

Prendre note que la question du public reproduite au procès-verbal ci-dessous apparaît telle qu'elle a été reçue, sans révision, ni modification.

Question de	À	Objet
Mme Cécile Brodeur	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Je marche tous les jours depuis le début du confinement sur la rue Fleury, avec le soleil qui est de retour, il y a tellement de monde qu'on ne peut garder la distanciation recommandée, pourquoi ne pas mettre la rue piétonnière?

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, le président d'assemblée déclare la période de questions du public close à 13 h 12. Il remercie la seule personne s'identifiant comme femme qui a soumis sa question par écrit à l'avance pour faire état de ses doléances aux membres du conseil.

* Aucune personne s'identifiant comme homme ou autre n'a posé une question.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président d'assemblée du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Est-ce que l'Administration peut exiger le respect des consignes en vigueur liées au confinement? / Souhaite que l'Administration informe davantage la population à ce sujet et réitère l'offre de collaboration de l'opposition officielle
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Aimerait connaître la date d'ouverture des cliniques de dépistage de la COVID-19 prévues dans l'Ouest et l'Est de l'île? / Quelles mesures seront mises en place pour relayer l'information auprès des élu.e.s?

À 13 h 27, le président d'assemblée procède à un tirage au sort pour déterminer le rang des conseillères et conseillers qui souhaitent participer à la période de questions qui leur est allouée.

M. Marvin Rotrand	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Y a-t-il des discussions avec la Direction nationale de la santé publique et le

		gouvernement du Québec afin d'imposer des mesures plus restrictives aux citoyens? / Demande un partage d'informations avec l'ensemble des élu.e.s?
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Délégation de pouvoirs au comité exécutif en matière de mesures d'urgence - Est-ce possible de déposer aux deux semaines un rapport sur les mesures d'urgence à l'ensemble des élus? / Aimerait communiquer et échanger avec les dirigeants du comité des mesures d'urgence
M. Abdelhaq Sari	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Clarifications souhaitées sur les mesures prises par l'Administration afin de protéger les premiers répondants / Réitère l'importance de protéger autant les premiers répondants que tous ceux qui sont en contact avec les citoyens

À 13 h 44,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Karine Boivin Roy

de prolonger la période de questions des membres du conseil afin de permettre aux trois élus inscrits de poser leurs questions, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Sylvain Ouellet) (M. Benoit Dorais)	Services municipaux essentiels – Aimerait savoir s'il y a des plans de contingences notamment pour le maintien du réseau d'aqueduc et d'égouts / Aimerait également connaître s'il y a un plan de contingences pour la collecte des déchets et des matières organiques
Mme Mary Deros	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	COVID-19 - Est-ce que la Ville peut adapter rapidement ses communications afin qu'elles soient accessibles dans plusieurs langues / Insiste sur l'importance de rejoindre les aînés multilingues de certains districts plus problématiques, à l'instar de Parc-Extension
M. Richard Deschamps	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	COVID-19 - Propose de regrouper les communications afin d'être bien informé et transmettre de manière efficace les informations aux citoyens

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président d'assemblée du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 14 h.

CM20 0319

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 29 mars 2020, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM20 0320

Renouveler l'état d'urgence déclaré le 27 mars dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19

Attendu l'état d'urgence décrété par la mairesse de Montréal, le 27 mars 2020, conformément à l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3);

Attendu que cet état d'urgence doit être renouvelé conformément à l'article 43 de cette loi;

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 29 mars 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité civile, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de **5 jours,** en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

80.01 (30.01)

Avant de lever la séance, le président d'assemblée, M. Sterling Downey, remercie les équipes qui ont permis la tenue de cette séance à huis clos; en particulier le greffier de la Ville de Montréal, M^{e} Yves Saindon, qui en a coordonné le bon fonctionnement, l'équipe des techniciens pour l'acoustique, l'équipe de l'entretien de l'hôtel de ville et toutes les personnes qui ont contribuées à la réussite de cette assemblée dans des circonstances exceptionnelles.

À 14 h 30, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président d'assemblée déclare l'assemblée levée.

Sterling Downey
PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE

Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Toutes et chacunes des résolutions ci-dessus relatées sont approuvées.

Valérie Plante
MAIRESSE

Article 3.04

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 2 avril 2020, 14 h

Séance tenue le jeudi 2 avril 2020
Salle du conseil de l'hôtel de ville, Édifice Lucien-Saulnier

Cette assemblée s'est tenue exceptionnellement à huis clos. Les élus ci-après nommés étaient présents par téléphone, à l'exception du président d'assemblée, M. Sterling Downey, qui était présent en salle du conseil.

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, Mme Manon Barbe, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Abdelhaq Sari, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLU.E.S* :

M. Jérôme Normand.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice

Le conseiller Sterling Downey invite les membres à observer un moment de silence qu'il dédie aux victimes du coronavirus, aux professionnels de santé, aux travailleuses et travailleurs de l'ombre, qui sont aux premières lignes dans les épiceries et commerces, aux membres des corps policiers et de la sécurité, ainsi qu'aux livreurs, aux bénévoles mais aussi, à nous toutes et tous, qui changeons notre quotidien de manière à réduire la propagation de la COVID-19.

Le conseiller Downey indique qu'il est le seul élu à être présent dans la salle. Il est accompagné d'une équipe très réduite du Service du greffe, dont le greffier et des techniciens pour assurer la diffusion et la sonorisation. Il mentionne également que ce conseil extraordinaire se fera entièrement via une conférence téléphonique afin d'éviter les déplacements des élus, soucieux de montrer l'exemple quant au respect des mesures sanitaires en vigueur.

Le conseiller Downey invite les membres du conseil à suivre les consignes qui leur ont été acheminées, préalablement, afin d'assurer le bon déroulement de la séance et le respect de la démocratie.

Le conseiller Downey cède la parole au greffier de la Ville de Montréal, M^{e} Yves Saindon, qui fait l'appel des membres du conseil présents via la conférence téléphonique. Il souligne aussi la présence dans la salle du conseil de M. Serge Lamontagne, directeur général de la Ville

Le conseiller Downey cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, afin de procéder à la désignation du président d'assemblée.

00.01 – Désignation du président d'assemblée

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

de nommer le conseiller Sterling Downey à titre de président d'assemblée.

La proposition est agréée.

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, remercie les membres du conseil de ce vote de confiance à son égard.

Le président d'assemblée cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse de Montréal salue la résilience des Montréalais en ce temps de crise en rappelant que les règles mises de l'avant sont de première importance car elles peuvent sauver des vies. Elle indique que le renouvellement de l'état d'urgence permet de poser des gestes concrets, dont la stabilisation de la situation des personnes itinérantes. À cet égard, la mairesse remercie les partenaires, les refuges, les organismes communautaires, le réseau de la santé, les policiers, les pompiers, les employés de la Ville qui tiennent le fort dans les centres de jour. Pour terminer, la mairesse rappelle aux élu.e.s qu'ils ont un rôle important à jouer dans leur arrondissement respectif même s'ils fonctionnent avec des équipes réduites et qu'ils sont des modèles pour leurs citoyens.

Le président d'assemblée remercie la mairesse de Montréal pour son intervention et cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand soulève une question de privilège en son nom et au nom des mairesses d'arrondissement Mmes Sue Montgomery, Giuliana Fumagalli et du conseiller Giovanni Rapanà. Lors de l'assemblée extraordinaire du 29 mars 2020, quelques élu.e.s ont signifié leur hésitation à donner des pouvoirs élargis au comité exécutif pour une période de deux mois. Lors de cette assemblée, le président du comité exécutif, M. Benoit Dorais, s'était engagé à partager l'information avec l'ensemble des élu.e.s. Le conseiller Rotrand souligne le fait qu'une séance d'information se soit tenue, avant le début de cette assemblée, avec le coordonnateur des mesures d'urgence et qu'aucun représentant des indépendants n'ait été invité.

Le président d'assemblée cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité rappelle qu'une question de privilège s'applique aux procédures du conseil et non aux événements qui se déroulent à l'extérieur du conseil. M. Limoges est en désaccord sur le contenu de l'intervention du conseiller Rotrand qui selon lui ne constitue pas une question de privilège au sens du règlement.

Le président d'assemblée fait le point sur l'intervention du conseiller Rotrand et du leader de la majorité en précisant qu'effectivement le président du comité exécutif s'était engagé à rendre l'information accessible à tous les élu.e.s lors de l'assemblée extraordinaire du 29 mars dernier et, dans le contexte du renouvellement des mesures d'urgence, il accepte la question du conseiller Rotrand.

Le conseiller Rotrand prend la parole à nouveau en réitérant les faits précédents.

Le président d'assemblée cède la parole à la mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mme Sue Montgomery.

Mme Montgomery soulève une question de privilège en mentionnant qu'en cette période de crise, il importe de travailler ensemble pour la sécurité de tous les citoyens. Mme Montgomery exprime le souhait d'être mise à jour concernant les informations liées à la COVID-19 considérant que son arrondissement est l'un des plus touchés sur le territoire montréalais.

Le président d'assemblée remercie Mme Montgomery et cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse de Montréal suggère que cette requête soit traitée directement par l'Administration.

Le président d'assemblée remercie la mairesse et cède la parole au leader de la majorité.

Le leader de la majorité mentionne que les précédentes interventions n'étaient pas selon lui des questions de privilège au sens du règlement d'assemblée.

Le président d'assemblée clôt les échanges en encourageant le dialogue entre les partis.

---

1 - Période de questions du public

Le président d'assemblée du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

M. Sterling Downey précise qu'avant la tenue de ce conseil extraordinaire à huis clos, le public a été invité à transmettre ses questions par écrit via un formulaire web, et ce, jusqu'au 2 avril, 9 h.

Le président d'assemblée fait la lecture des deux questions reçues par le public.

***Prendre note que les questions du public reproduites au procès-verbal ci-dessous apparaissent telles qu'elle ont été reçues, sans révision, ni modification*.**

Question de	À	Objet
Mr. Ech-Cheikh Mohamed Said	Mme Valérie Plante (Mme Rosannie Filato)	Being given a warrant for unpaid tickets is a violation of the freedom of a person. People cannot call the police without fear or being arrested at the moment of the call. Every human/citizen has the right to all legal/security services without fearing for his freedom. We need a change.
Ms. Erika Wawin	Mme Valérie Plante (Mme Émilie Thuillier)	Do you think we need electoral reform in municipal elections? If so will you party proceed to implement a single transferable voting system and abolish the first past the post system?

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, le président d'assemblée déclare la période de questions du public close à 14 h 29. Il remercie la personne s'identifiant comme femme et la personne s'identifiant comme homme qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

* Aucune personne s'identifiant comme autre n'a écrit une question.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président d'assemblée du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Remerciements à l'endroit de l'Adminis-

	(M. Benoit Dorais)	tration pour sa collaboration et son ouverture sur les enjeux soulevés quant à l'amélioration de la circulation de l'information
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell) (M. Craig Sauvé)	Est-ce que l'Administration peut demander à la STM d'installer des distributeurs de produits désinfectants à l'entrée des stations de métro / Dans le cas où la STM n'envisage pas l'installation de distributeurs de désinfectants, quelles seront les mesures sanitaires mises de l'avant dans les stations de métro?

À 14 h 38, le président d'assemblée procède à un tirage au sort pour déterminer le rang des conseillères et conseillers qui souhaitent participer à la période de questions qui leur est allouée.

M. Abdelhaq Sari	Mme Valérie Plante	Comment l'Administration compte-t-elle assurer la distanciation sociale dans les grands parcs de la Ville et combien de policiers seraient nécessaires à cet effet? / Les paliers de gouvernements supérieurs ont fermé l'accès aux parcs nationaux, est-ce que l'Administration suivra cette orientation et pourquoi?
Mme Chantal Rossi	Mme Valérie Plante	Durant la période de confinement liée à la COVID-19, est-ce que les BIXI seront mis en service? / Réitère sa requête à l'effet de reporter la saison de BIXI
M. Dimitrios (Jim) Beis	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais)	Inondations printanières – Quel est le plan de l'Administration pour assurer la protection des employés et des citoyens lors des opérations de prévention contre les inondations et, est-ce que la Ville prévoit des visières aux employés et bénévoles qui seront désignés? / Exprime ses préoccupations concernant la sécurité des employés et des bénévoles dans une telle circonstance

À 14 h 59,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Karine Boivin Roy

de prolonger la période de questions des membres du conseil afin de permettre aux trois élus inscrits de poser leurs questions, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Question de	À	Objet
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (Mme Nathalie Goulet)	COVID-19 – Est-ce que les services de livraison mis en place par les organismes communautaires bénéficient d'un encadrement sanitaire strict et quel est le rôle de la Ville afin de limiter la propagation du virus? / Comment peut-on s'assurer que le protocole sanitaire est bien appliqué par les organismes communautaires
M. Benoit Langevin	Mme Valérie Plante (Mme Nathalie Goulet)	COVID-19 et personnes en situation d'itinérance – Est-ce que l'Administration a mis en place un canal de

		communication afin de permettre aux travailleurs de rue de prêter mains fortes là où il y des besoins à combler? / Est-ce qu'il existe une porte d'entrée pour les organismes qui souhaitent offrir leurs services
M. Marvin Rotrand	Mme Valérie Plante (M. Benoit Dorais) (M. Craig Sauvé)	COVID-19 et (Pâque juive) – Est-ce que l'Administration, de concert avec la Direction de la santé publique, peuvent permettre la livraison de nourriture dimanche prochain? / Est-ce que l'Administration est ouverte à des discussions avec les dirigeants des syndicats de la STM concernant la sécurité des équipes sur les lieux de travail

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président d'assemblée du conseil déclare la période de questions des conseillères et des conseillers close à 15 h 16.

Le président d'assemblée fait un rappel des règles en ce qui a trait à l'inscription des élu.e.s à la période de questions des membres du conseil. L'inscription doit se faire par courriel au Bureau de la présidence du conseil au plus tard à 10 h, le jour de l'assemblée. Il cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

CM20 0321

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 2 avril 2020, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM20 0322

Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 2 avril 2020 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1202021001
80.01 (42.01)

Avant de lever l'assemblée, le président d'assemblée prend la parole pour remercier toutes les personnes impliquées au bon déroulement de cette séance dont le Bureau de la présidence du conseil, l'équipe du greffier, la sécurité, l'entretien et les techniciens.

À 15 h 33, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président d'assemblée déclare l'assemblée levée.

Sterling Downey
PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE

Yves Saindon
GREFFIER DE LA VILLE

Les résolutions ci-dessus relatées sont approuvées.

Valérie Plante
MAIRESSE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
20 AVRIL 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 MARS 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 MARS 2020 AU 31 MARS 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION (VILLE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION ACQUISITION	1204132001	CONCLURE QUATRE (4) ENTENTES-CADRES AVEC LA FIRME GFL ENVIRONMENTAL INC. (LOT 1: 233 577,17 $) (LOT 2: 393 761,21 $) (LOT 3 : 219 059,28 $) (LOT 4 : 229 070,73 $) POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE LA LOCATION, LA LIVRAISON ET L'ENTRETIEN DE TOILETTES CHIMIQUES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-18037 - AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE EN PRÉVISION DES POSSIBLES VARIATIONS DE QUANTITÉS AUX CONTRATS TOTALISANT UN MONTANT ÉQUIVALENT À 15 % DE CELUI OCTROYÉ, SOIT 161 320,25 $ POUR UN TOTAL ESTIMÉ DE 1 236 788,64 $ (3 SOUM.)	CE20 0370	2020-03-19	233 577,17 $
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION (VILLE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION ACQUISITION	1204132001	CONCLURE QUATRE (4) ENTENTES-CADRES AVEC LA FIRME GFL ENVIRONMENTAL INC. (LOT 1: 233 577,17 $) (LOT 2: 393 761,21 $) (LOT 3 : 219 059,28 $) (LOT 4 : 229 070,73 $) POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE LA LOCATION, LA LIVRAISON ET L'ENTRETIEN DE TOILETTES CHIMIQUES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-18037 - AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE EN PRÉVISION DES POSSIBLES VARIATIONS DE QUANTITÉS AUX CONTRATS TOTALISANT UN MONTANT ÉQUIVALENT À 15 % DE CELUI OCTROYÉ, SOIT 161 320,25 $ POUR UN TOTAL ESTIMÉ DE 1 236 788,64 $ (3 SOUM.)	CE20 0370	2020-03-19	393 761,21 $
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION (VILLE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION ACQUISITION	1204132001	CONCLURE QUATRE (4) ENTENTES-CADRES AVEC LA FIRME GFL ENVIRONMENTAL INC. (LOT 1: 233 577,17 $) (LOT 2: 393 761,21 $) (LOT 3 : 219 059,28 $) (LOT 4 : 229 070,73 $) POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE LA LOCATION, LA LIVRAISON ET L'ENTRETIEN DE TOILETTES CHIMIQUES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-18037 - AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE EN PRÉVISION DES POSSIBLES VARIATIONS DE QUANTITÉS AUX CONTRATS TOTALISANT UN MONTANT ÉQUIVALENT À 15 % DE CELUI OCTROYÉ, SOIT 161 320,25 $ POUR UN TOTAL ESTIMÉ DE 1 236 788,64 $ (3 SOUM.)	CE20 0370	2020-03-19	219 059,28 $
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION (VILLE)	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION ACQUISITION	1204132001	CONCLURE QUATRE (4) ENTENTES-CADRES AVEC LA FIRME GFL ENVIRONMENTAL INC. (LOT 1: 233 577,17 $) (LOT 2: 393 761,21 $) (LOT 3 : 219 059,28 $) (LOT 4 : 229 070,73 $) POUR UNE PÉRIODE DE TRENTE-SIX (36) MOIS, POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE LA LOCATION, LA LIVRAISON ET L'ENTRETIEN DE TOILETTES CHIMIQUES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 20-18037 - AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE EN PRÉVISION DES POSSIBLES VARIATIONS DE QUANTITÉS AUX CONTRATS TOTALISANT UN MONTANT ÉQUIVALENT À 15 % DE CELUI OCTROYÉ, SOIT 161 320,25 $ POUR UN TOTAL ESTIMÉ DE 1 236 788,64 $ (3 SOUM.)	CE20 0370	2020-03-19	229 070,73 $
GROUPE PRÉVOST-FORTIN INC.	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION GESTION DES PARCS ET BIODIVERSITÉ	1208167001	EXERCER L'OPTION DE PROLONGATION DE 12 MOIS, SOIT DU 26 MARS 2020 AU 25 MARS 2021 ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 94 351,65 $, CONTINGENCES ET TAXES INCLUSES, POUR DES SERVICES DU SUIVI ET DE PIÉGEAGE DE COYOTES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À GROUPE PRÉVOST-FORTIN INC., MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 92 957,29 $ À 187 308,94 $, CONTINGENCES ET TAXES INCLUSES.	CE20 0372	2020-03-19	94 352,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 5

TOTAL : 1 169 820,39 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
23 AVRIL 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 MARS 2020

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 MARS 2020 AU 31 MARS 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
UNISELECT QUEBEC INC. BUMPER TO BUMPER	ENTENTE-CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION (AGGLO)	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1208528001	CONCLURE AVEC LA FIRME UNI-SELECT CANADA INC. (ANCIENNEMENT BUMPER TO BUMPER), UNE ENTENTE-CADRE D'UNE DURÉE DE TRENTE-SIX (36) MOIS POUR LA FOURNITURE DE FILTRES DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE DES VÉHICULES ET APPAREILS DU PARC MOTORISÉ DE LA VILLE – APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17008 (2 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES) (MONTANT MAXIMAL DE L'ENTENTE 419 471,21 $ INCLUANT LES TAXES)	CE20 0374	2020-03-19	419 471,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 1

TOTAL : 419 471,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
20 AVRIL 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 MARS 2020

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 MARS 2020 AU 31 MARS 2020

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LE CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION HAÏTIENNE, CARAÏBÉENNE ET AFRO-CANADIENNE (CIDIHCA)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198728001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 10 000 $ À LE CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION HAÏTIENNE, CARAÏBÉENNE ET AFRO-CANADIENNE (CIDIHCA) POUR LA RÉALISATION DE LA 21E ÉDITION DE LA « SEMAINE D'ACTIONS CONTRE LE RACISME » PRÉVUE DU 21 AU 31 MARS 2020 DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0397	2020-03-19	10 000,00 $
LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1198728002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 80 000 $, SOIT DES VERSEMENTS TOTALISANT 40 000 $ EN 2020 ET 40 000 $ EN 2021, À LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS POUR LE PROJET DE RASSEMBLEMENT D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET CULTURELS ET D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AUTOUR D'ACTIVITÉS DE RAPPROCHEMENT DES COMMUNAUTÉS VISANT À ENCOURAGER LE DIALOGUE DANS LE CADRE DES 29E ET 30E ÉDITIONS DU « MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS » À MÊME LE BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0396	2020-03-19	80 000,00 $
CONSEIL DES MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC	100% VILLE	SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ	DIRECTION DE L'URBANISME	1200252001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURENT DE 5 000 $ AU CONSEIL DES MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC, DANS LE CADRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT, POUR L'ORGANISATION DE L'ÉVÉNEMENT MAESTRIA : LES RENDEZ-VOUS D'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE, AU MARCHÉ BONSECOURS, DU 12 AU 14 MARS 2020 / APPROUVER UN PROJET DE PROTOCOLE D'ENTENTE À CET EFFET	CE20 0319	2020-03-16	5 000,00 $
ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES (ANEL)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1201197002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 220 000 $ À 7 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020 POUR LA RÉALISATION DE VITRINES ET MARCHÉS CULTURELS ET CRÉATIFS ET APPROUVER LES 7 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE20 0321	2020-03-16	30 000,00 $
FESTIVAL MONTRÉAL MUNDIAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1201197002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 220 000 $ À 7 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020 POUR LA RÉALISATION DE VITRINES ET MARCHÉS CULTURELS ET CRÉATIFS ET APPROUVER LES 7 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE20 0321	2020-03-16	35 000,00 $
M POUR MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1201197002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 220 000 $ À 7 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020 POUR LA RÉALISATION DE VITRINES ET MARCHÉS CULTURELS ET CRÉATIFS ET APPROUVER LES 7 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE20 0321	2020-03-16	35 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CINARS (CONFÉRENCE INTERNATIONALE EN ARTS DE LA SCÈNE)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1201197002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 220 000 $ À 7 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020 POUR LA RÉALISATION DE VITRINES ET MARCHÉS CULTURELS ET CRÉATIFS ET APPROUVER LES 7 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE20 0321	2020-03-16	35 000,00 $
ANTENNE CRÉATIVE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1201197002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 220 000 $ À 7 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020 POUR LA RÉALISATION DE VITRINES ET MARCHÉS CULTURELS ET CRÉATIFS ET APPROUVER LES 7 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE20 0321	2020-03-16	25 000,00 $
ASSOCIATION DES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN (AGAC)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1201197002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 220 000 $ À 7 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020 POUR LA RÉALISATION DE VITRINES ET MARCHÉS CULTURELS ET CRÉATIFS ET APPROUVER LES 7 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE20 0321	2020-03-16	35 000,00 $
COOP LA GUILDE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1201197002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 220 000 $ À 7 ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2020 POUR LA RÉALISATION DE VITRINES ET MARCHÉS CULTURELS ET CRÉATIFS ET APPROUVER LES 7 PROJETS DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE20 0321	2020-03-16	25 000,00 $
MAINS UTILES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207447001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 120 000 $, POUR LA PÉRIODE 2020 À 2021, SOIT 50 000 $ À MAINS UTILES POUR LE PROJET « ENTRE ELLES », ET 70 000 $ À CONCERTATION SAINT-LÉONARD POUR LE PROJET « TOUS DIFFÉRENTS, TOUS LES MÊMES » DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE20 0322	2020-03-16	50 000,00 $
CONCERTATION SAINT-LÉORNARD	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1207447001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 120 000 $, POUR LA PÉRIODE 2020 À 2021, SOIT 50 000 $ À MAINS UTILES POUR LE PROJET « ENTRE ELLES », ET 70 000 $ À CONCERTATION SAINT-LÉONARD POUR LE PROJET « TOUS DIFFÉRENTS, TOUS LES MÊMES » DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018-2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE20 0322	2020-03-16	70 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION MISE EN VALEUR DES PÔLES ÉCONOMIQUES	1207796001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 60 000 $ À L'ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL (ASDCM) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE DÉPLOIEMENT D'UNE VISION STRATÉGIQUE POUR L'ASDCM ET LE RÉSEAU DES SDC / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE20 0392	2020-03-24	60 000,00 $
RÉSEAU DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE À MONTRÉAL	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	LABORATOIRE D'INNOVATION URBAINE	1208047003	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE MAXIMALE DE 75 000$ À L'ORGANISME RÉSEAU, POUR DÉMARRER LE PROJET DE COLLECTE DE DONNÉES PAR ET POUR LES AUTOCHTONES QUI S'INSCRIT DANS LE CADRE DU DÉFI DES VILLES INTELLIGENTES DU CANADA. APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE20 0399	2020-03-19	75 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 14

TOTAL : 570 000,00 $

4/4

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
20 AVRIL 2020

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 MARS 2020

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COFORCE INC.	1403470	06 MARS 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	375n266.v3 Chemises à dossier légal avec vision pleine longeur simple. Voir L'annexe pour la soumission.Prix au milles	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 266,16 $	
LEXISNEXIS CANADA INC.	1406127	19 MARS 2020	PICARD, GUY	Affaires civiles - LexisNexis - Relations de travail renewal avril 2020 a mars 2021 (Judiciaires)	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 279,21 $	
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1404770	13 MARS 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Affaires civiles - banque de données - SOQUIJ - Période de consultation février 2020 - voir annexe pour facture 753622 (Judiciaires)	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 753,47 $	
TECHNOLOGIA FORMATION	1403441	06 MARS 2020	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Technologia- frais de la facture 107564. CH107F - gestion efficace du temps et des priorités le 25 février 2020. Voir l'annexe pour la facture./ S.J.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 624,69 $	
TRIBUNE EXPERT	1402418	02 MARS 2020	BEAUDIN, ALEXANDRE	Formation parlez avec impact. Voir l'annexe pour la facture 2020-13 (Judiciaires)	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 047,26 $	
BARREAU DU QUEBEC	cotisations2020	18 MARS 2020	CLERVEAUX, REGINALD	cotisations2020	Affaires juridiques	Affaires civiles	101 678,71 $	
BLAKE CASSELS & GRAYDON	2172850	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 14-003219	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 328,94 $	
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUEBEC	cotisations2020	18 MARS 2020	CLERVEAUX, REGINALD	cotisations2020	Affaires juridiques	Affaires civiles	13 561,21 $	
D3B AVOCATS INC.	2366	13 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-002825	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 779,55 $	
DUFOUR MOTTET AVOCATS	36519	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 19-001346	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 895,40 $	
DUFOUR MOTTET AVOCATS	36731	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 19-001346	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 042,57 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	161347	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 16-000366	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 175,78 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	161348	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 15-003637	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 408,05 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	161351	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier;19-003271	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 061,59 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	161537	13 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-003353	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 468,63 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	36578	19 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 19-002238	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 044,11 $	
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L.	9090215174	13 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais vérification dossier; 19-000970	Affaires juridiques	Affaires civiles	18 115,07 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31575	05 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-001154	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 797,93 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31582	05 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-001253	Affaires juridiques	Affaires civiles	7 947,55 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31795	05 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier;19-002071	Affaires juridiques	Affaires civiles	20 208,78 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31838	05 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 17-002786	Affaires juridiques	Affaires civiles	8 868,82 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31839	05 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier;15-001253	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 674,56 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31935	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 19-002071	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 967,22 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31939	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 17-002786	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 977,71 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31940	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 18-002402	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 724,44 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31944	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 19-002071	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 044,64 $	
CAN-INSPEC INC.	1402461	02 MARS 2020	BOULIANE, CLAUDE	Bon ouvert pour service d'inspection d'égout	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	4 199,50 $	
CREUSAGE RL	1393202	17 MARS 2020	RIVARD, THOMAS	bon de commande pour service de creusage pneumatique aqueduc, début 2020	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	7 118,15 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1399327	10 MARS 2020	MARTEL, DIANE	Location pour 7 mois d'un camion plateforme avec grue et crochet pour la plantation d'arbres 2020. Fiche 63	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	34 908,34 $	
ENVIROSERVICES INC	1407036	30 MARS 2020	RIVARD, THOMAS	Bon ouvert pour analyse de terre d'Excavation, nouvelle entente temporaire de mars a juin. Entente no 1405728	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,74 $	1405728
J.C. VALLIERES INC.	1404007	10 MARS 2020	MARTEL, DIANE	Contrat Gré-à-Gré de rétro caveuse en lien avec la plantation d'arbre 2020	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	45 354,60 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1406661	25 MARS 2020	PAQUIN, DOMINIQUE	Réparation de drain au 10 505 Christophe-Colomb	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	10 165,41 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1407044	30 MARS 2020	PAQUIN, DOMINIQUE	Réparation de drain au 4365 Rue Dudemaine	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	13 228,42 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1407116	30 MARS 2020	PAQUIN, DOMINIQUE	Réparation de drain au 9123 Rue Tolhurst	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	15 073,58 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STUDIO IREGULAR INC.	1406100	19 MARS 2020	MARTEL, DIANE	Convention de services professionnels - Projet: Conception et création de l'espace de médiation culturelle accompagnant l'exposition "Miroirs" présentée dans le cadre de la Biennale internationale d'arts numériques (BIAN).	Ahuntsic - Cartierville	Autres - activités culturelles	3 149,62 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1406694	25 MARS 2020	PAQUIN, DOMINIQUE	Réparation de drain au 960 Blvd Gouin Ouest	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	8 294,01 $	
LAFARGE CANADA INC	1393964	27 MARS 2020	LETOURNEAU, SYLVIE	Fourniture et la livraison sur demande de pierre concassée. Entente-cadre 1195735 du 24 avril 2017 jusqu¿au 23 avril 2020.	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	222,57 $	1195735
LAFARGE CANADA INC	1393964	28 MARS 2020	LETOURNEAU, SYLVIE	Fourniture et la livraison sur demande de pierre concassée. Entente-cadre 1195735 du 24 avril 2017 jusqu¿au 23 avril 2020.	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	3 926,53 $	1195735
AEROCHEM INC.	1404664	25 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de solvant - Inventaire Viau	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $	
AREO-FEU LTEE	1403345	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT 1/2" X 50', BOYAU INCENDIE ENVELOPPE SIMPLE RACCORD PYROLITE QMT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,99 $	
AREO-FEU LTEE	1405238	17 MARS 2020	ROY, GUY	Réap St-Léonard	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	167,98 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1404883	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - POLAR,ORANGE,HAUTE VISIBILITE,INTERIEUR DETACHABLE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	8,40 $	
ELECTROMEGA LTEE	1402347	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - FEU FLECHE JAUNE A DEL ROND,MONTAGE D2-PV-2, LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	115,49 $	
ELECTROMEGA LTEE	1404464	24 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - MONTAGE D1-PV-A FINI POUDRE DE POLYESTER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	99,74 $	
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1403694	30 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPRO. (INVENTAIRE - SABOT)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	136,48 $	
EQUIPEMENT AMERIFOR INC.	1404169	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DIXON CABLE ELECTRIQUE,SOUFFLEUSE LARUE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	20,95 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1403030	04 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	18,27 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1404983	17 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - CAPTEUR)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	17,74 $	
EXPROLINK INC.	1406255	24 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - SAC MADVAC)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $	
FERTILEC LTEE	1406304	23 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SECATEUR A MAIN,8 1/2", CAP. 3/4"	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1404176	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DIXON - SOUPAPE,DIVISEUR,DEBIT CARTOUCHE,POMPE,HYDRAULIQE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	73,49 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1402373	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PLANCHE DE BARRICADE, 6" X 8' X 3/4"	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	52,49 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1404895	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BLOC EN BOIS,PRUCHE DE L'EST	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	52,49 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1406922	27 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masque KN95 pour le centre Colbert.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,99 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1407101	30 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masques KN95 pour le Centre Colbert	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,99 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1405438	18 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP MTLN - POTEAU ACIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	131,23 $	
PRACTICA LTD	1403280	10 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - SAC SELLE CHIEN 100% BIODEGRADABLE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	166,68 $	
QUALITY SPORT LTD	1402689	04 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP ST-LAURENT - CHANDAIL,T-SHIRT,MANCHE LONGUE,CHANDAIL,KANGOUROU,NOIR,LOGO MONTREAL	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $	
SECURITE LANDRY INC	1405936	19 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COUVRE-LUNETTE,POLYCARBONATE,LUNETTE,SECURITE,ANTI-BUEE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
TECHNO FEU INC	1402538	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP VIAU - MOULURE ALUMINIUM EN "U",CYLINDRE PNEUMATIQUE POUR OPERATION DE DRAIN ENTENTE 1325286	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	52,49 $	
TECHNO FEU INC	1402845	06 MARS 2020	JOLY, LINDA	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE) Adapteur, module Jack alarme, pédale à fuel...	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $	
TECHNO FEU INC	1403966	11 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces de camions de pompier - Inventaire Viau	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
TECHNO FEU INC	1404633	25 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces pour camion de pompier - Inventaire Viau	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECHNO FEU INC	1405160	18 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMIONS INCENDIE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
TECHNO FEU INC	1406544	26 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES - CAMION INCENDIE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
TECHNO FEU INC	1406655	27 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - PIECES CAMION INCENDIE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $	
TENAQUIP LIMITED	SLT963953	13 MARS 2020	BRISEBOIS, LUC	Commande pour matériel au magasin	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 958,27 $	
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1404908	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SAC,JETABLE,NYLON,DECHET	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	62,99 $	
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1406290	23 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - FILTRE HYDROSTATIQUE)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1402831	05 MARS 2020	ROY, GUY	Réap LaSalle	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	105,34 $	
4528221 CANADA INC.	1406733	25 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PRODUITS NETTOYANTS)	Bilan	Entretien et nettoyage	3 638,05 $	
ACIER LACHINE INC	1386127	10 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Projet Thimens - Fabrication de plaques soudées selon les dessins fournis par la Ville	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	62 941,06 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1246182	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	Mesure d¿urgence dans le cadre du plan de mission ¿activité approvisionnement. - SERVIETTE SANS ALCOOL-ESSUIE-TOUT POUR EQUIPEMENTS POP-UP...	Bilan	Entretien et nettoyage	10 729,73 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	1405950	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 9.46L, FLUIDE D'ECHAPPEMENT DIESEL	Bilan	Matériel roulant	3 942,83 $	
AEROCHEM INC.	1404664	24 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de solvant - Inventaire Viau	Bilan	Technologie et science	425,83 $	
AEROCHEM INC.	1404664	12 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de solvant - Inventaire Viau	Bilan	Entretien et nettoyage	6 616,00 $	
AEROCHEM INC.	1405003	16 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP ST LAURENT - DEGRAISSEUR BIODEGRADABLE	Bilan	Entretien et nettoyage	3 499,55 $	
AEROCHEM INC.	1407122	30 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - HUILE)	Bilan	Entretien et nettoyage	2 646,40 $	
AGREGATS WATERLOO INC. (AWI INC)	1403672	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SABLE DOLOMITIQUE,MARBRE BLANC	Bilan	Culture, sport et loisir	9 272,50 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1402744	03 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - COUVERCLE POUR BOITE DE SERVICE, BORNE FONTAINE 6'	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 081,94 $	1048943
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1402744	03 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - COUVERCLE POUR BOITE DE SERVICE, BORNE FONTAINE 6'	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	272,55 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1403629	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ROBINET-VANNE,REDUCTEUR EN FONTE ENTENTE 1129138/1137513	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 649,89 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1403629	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ROBINET-VANNE,REDUCTEUR EN FONTE ENTENTE 1129138/1137513	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	53,54 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1404044	10 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - COUVERCLE POUR BOITE DE SERVICE,13MM A 25MM	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 708,68 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1405465	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ROBINET-VANNE,152MM,COUDE 45* EN FONTE ENTENTE 1129138/1137513	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	12 362,66 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1405465	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ROBINET-VANNE,152MM,COUDE 45* EN FONTE ENTENTE 1129138/1137513	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	411,55 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1406275	20 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ROBINET-VANNE,D67M PREMIER,BORNE FONTAINE ENTENTE 1129138/1048943	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	9 984,43 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1406275	20 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ROBINET-VANNE,D67M PREMIER,BORNE FONTAINE ENTENTE 1129138/1048943	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	25 134,01 $	1048943
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1406961	27 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOITE DE SERVICE 32MM A 50MM	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	7 548,60 $	1137513
ALFAGOMMA CANADA INC.	1402342	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT- 50 ATTACHE,ACIER,INOXYDABLE,DOS-DOS	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 078,76 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1404002	10 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - FEUILLARD,ACIER INOXYDABLE,TYPE C-205, (6 LB)	Bilan	Transport et entreposage	2 296,60 $	
ALL TAPE DISTRIBUTION	1406299	23 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RUBAN BARRICADE "DANGER",JAUNE,EMBALLAGE,PLASTIQUE,EXTENSIBLE,PALETTE,BOIS	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 628,55 $	
ALL TAPE DISTRIBUTION	1406299	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RUBAN BARRICADE "DANGER",JAUNE,EMBALLAGE,PLASTIQUE,EXTENSIBLE,PALETTE,BOIS	Bilan	Transport et entreposage	1 162,84 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1402344	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - GILET,SECURITE,ORANGE,SOULIER DE SECURITE EN CUIR NOIR	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 764,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1402748	03 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT. 8"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 490,25 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1403634	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT. 8,BOTTE,15",CAOUTCHOUC,HOMME	Bilan	Vêtement et équipement de travail	13 686,64 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1404699	13 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - BOTTINE SECURITE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	5 395,30 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1405471	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTE,SECURITE,CAOUTCHOUC,HAUT.13",BOTTINE,SECURITE,HAUT. 8"	Bilan	Vêtement et équipement de travail	7 927,45 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1406966	27 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOTTINE,SECURITE,HAUT. 6",NOIR,BOTTINE DE SECURITE, 8",DOUBLEE,HIVER,NOIRE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 761,80 $	
AREO-FEU LTEE	1403345	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT 1/2" X 50', BOYAU INCENDIE ENVELOPPE SIMPLE RACCORD PYROLITE QMT	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 228,36 $	
AREO-FEU LTEE	1405238	17 MARS 2020	ROY, GUY	Réap St-Léonard	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 625,22 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1404909	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	REAP INVENTAIRE DICKSON - PNEUS	Bilan	Matériel roulant	11 283,89 $	1348750
BRIDGESTONE CANADA INC.	1405008	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - PNEU)	Bilan	Matériel roulant	2 629,31 $	1348750
BRIDGESTONE CANADA INC.	1405780	18 MARS 2020	ROY, LYNE	PNEU RECHAPE REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE DICKSON	Bilan	Matériel roulant	2 550,28 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1406431	23 MARS 2020	ROY, LYNE	PNEU RECHAPE RÉAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE DICKSON	Bilan	Matériel roulant	2 512,63 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1407147	30 MARS 2020	ROY, LYNE	PNEU RECHAPE RÉAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE DICKSON	Bilan	Matériel roulant	2 598,44 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	1405276	17 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - ENSEMBLE FILTRE ET JOINT)	Bilan	Matériel roulant	2 397,81 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1403237	10 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - GILET SECURITE ORANGE 1 ATTACHE BANDE REFLECHISSANTE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 470,39 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1404883	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - POLAR,ORANGE,HAUTE VISIBILITE,INTERIEUR DETACHABLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 285,37 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1406298	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON,PLUIE,BAVETTE,ORANGE FLUO	Bilan	Vêtement et équipement de travail	12 687,70 $	
CONFIAN	1404805	13 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	REAP COLBERT - LUNETTE SECURITE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	10 671,98 $	
CONFIAN	1404907	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MASQUE RESPIRATOIRE MOYEN,CARTOUCHE REMPLACABLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 098,91 $	
CONFIAN	1407030	30 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MASQUE RESPIRATOIRE,JETABLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 166,94 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1407125	30 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - VÉHICULE DE POMPIERS)	Bilan	Matériel roulant	4 812,63 $	
DORFIN INC	1403877	10 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ASSAINISSANT MAIN GEL ALCOOL AVEC POMPE	Bilan	Entretien et nettoyage	2 789,31 $	
DORFIN INC	1404841	16 MARS 2020	GAUTHIER, DEAN	COLBERT - 473ML, GEL ANTIBACTERIEN MAINS AVC PPE	Bilan	Entretien et nettoyage	174 248,79 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1313803	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SIGNALISATION,+14,7	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	10 108,72 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1402371	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENS/COUVERCLE,PORTE,ALUMINIUM,ECROU,SUPPORT,FUT,LAMPADAIRE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	7 218,94 $	
ELECTROMEGA LTEE	1402347	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - FEU FLECHE JAUNE A DEL ROND,MONTAGE D2-PV-2, LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 847,26 $	
ELECTROMEGA LTEE	1402347	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - FEU FLECHE JAUNE A DEL ROND,MONTAGE D2-PV-2, LANTERNE SANS UNITE OPTIQUE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 992,99 $	
ELECTROMEGA LTEE	1404464	12 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - MONTAGE D1-PV-A FINI POUDRE DE POLYESTER	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 002,38 $	
ELECTROMEGA LTEE	1404464	24 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - MONTAGE D1-PV-A FINI POUDRE DE POLYESTER	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 184,26 $	
ELECTROMEGA LTEE	1406963	27 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MONTAGE D1-PV-A,FINI POUDRE DE POLYESTER CUITE NOIR TEXTURE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	4 619,45 $	1402964
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1404887	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ESSUIE-TOUT,JETABLE,WYPALL,L40,BLANC 12.5" X 13"	Bilan	Entretien et nettoyage	10 858,46 $	
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1406301	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT CONTENANT,50 SERVIETTE,ESSUIE-MAIN,JETABLE,PRE-HUMECTE,WYPALL	Bilan	Entretien et nettoyage	3 384,80 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1403694	09 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	ST-LEONARD / REAPPRO. (INVENTAIRE - SABOT)	Bilan	Matériel roulant	2 033,32 $	
EQUIPEMENT AMERIFOR INC.	1404169	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DIXON CABLE ELECTRIQUE,SOUFFLEUSE LARUE	Bilan	Matériel roulant	2 309,62 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1403030	04 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - BOMBARDIER)	Bilan	Matériel roulant	3 920,63 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1404983	17 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - CAPTEUR)	Bilan	Matériel roulant	2 320,54 $	
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1402088	28 MARS 2020	ROY, GUY	Réap LaSalle	Bilan	Construction	3 703,96 $	
EXPROLINK INC.	1406255	19 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - SAC MADVAC)	Bilan	Matériel roulant	2 433,40 $	
FAUCHER INDUSTRIES	1406740	25 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - MARCHE PIED ESCAMOTABLE)	Bilan	Matériel roulant	4 021,81 $	
FERTILEC LTEE	1404889	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PINCE,REBUT,32"	Bilan	Outillage et machinerie	8 881,94 $	
FERTILEC LTEE	1406304	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SECATEUR A MAIN,8 1/2", CAP. 3/4"	Bilan	Outillage et machinerie	3 232,46 $	
FLEET BRAKE QUEBEC LTD	1404172	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DIXON - AILE ARRIERE,PLASTIQUE, COTE GAUCHE ET DROIT,ROUE DOUBLE	Bilan	Matériel roulant	2 033,82 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1404084	10 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CONNECTEUR,CABLE,SQUEEZE,PILE SECHE,ALCALINE,BATTERIE,7 AMPERES,12V	Bilan	Construction	327,56 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1404084	10 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CONNECTEUR,CABLE,SQUEEZE,PILE SECHE,ALCALINE,BATTERIE,7 AMPERES,12V	Bilan	Énergie et produit chimique	1 790,18 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1404449	12 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - LAMPE POCHE MINI-MAGLITE	Bilan	Outillage et machinerie	3 334,82 $	
FUTECH ST-LAURENT INC	1404173	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DIXON - CAPTEUR,INDUCTIF,AVEC RELAI SORTIE	Bilan	Matériel roulant	5 367,11 $	
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1405939	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ASSAINISSANT A MAIN GEL DESINFECTANT ALCOOL 65%,LUNETTE,SECURITE,ANTI-BUEE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 224,57 $	
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1405939	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ASSAINISSANT A MAIN GEL DESINFECTANT ALCOOL 65%,LUNETTE,SECURITE,ANTI-BUEE	Bilan	Entretien et nettoyage	1 604,73 $	
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1406313	20 MARS 2020	GAUTHIER, DEAN	Mesures exceptionnelles - Pieds, distributeurs et recharges 1200 ml	Bilan	Entretien et nettoyage	76 219,03 $	
GELPAC POLY BRAMPTON INC.	1402746	03 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - SAC ORDURE NOIR	Bilan	Environnement et nature	4 944,91 $	1276659
GESTION PARA-MEDICAL INC.	1404698	13 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - TROUSSE PREMIERS SECOUR	Bilan	Sécurité et santé	3 401,59 $	1239899
GESTION PARA-MEDICAL INC.	1405470	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 100 SACHETS,TAMPONS ANTISEPTIQUES,CHLORURE ENTENTE 1239899	Bilan	Sécurité et santé	4 367,48 $	1239899
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1402832	03 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - FILTRES, ISOLATEUR & JOINT)	Bilan	Matériel roulant	1 246,94 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1402832	04 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - FILTRES, ISOLATEUR & JOINT)	Bilan	Matériel roulant	815,60 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1403242	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - CONNECTEUR CABLE SQUEEZE 3/8" BAGUE ISOLEE,1/2" PILE SECHE,ALCALINE	Bilan	Construction	1 174,66 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1403242	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - CONNECTEUR CABLE SQUEEZE 3/8" BAGUE ISOLEE,1/2" PILE SECHE,ALCALINE	Bilan	Construction	10 409,74 $	
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1404176	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DIXON - SOUPAPE,DIVISEUR,DEBIT CARTOUCHE,POMPE,HYDRAULIQE	Bilan	Matériel roulant	3 763,20 $	
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1405020	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - POMPE)	Bilan	Matériel roulant	2 212,00 $	
GROUPE TRIUM INC.	1402747	03 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - CHANDAIL,POLO,HOMME,MARINE FONCE,BRODE VILLE DE MTL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 796,87 $	1220493
HAZMASTERS INC.	1405941	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COMBINAISON JETABLE,TRAVAIL,AVEC CAPUCHON	Bilan	Vêtement et équipement de travail	8 503,98 $	
IPL INC.	1402517	02 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COLBERT - BAC ROULANT VERT 240 L ET 360 L	Bilan	Environnement et nature	34 863,54 $	1317213
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC	1404548	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TUBE RESINE,CRAIE,CORDEAU,POUDRE BLEU FONCE,CROCHET,TASSE	Bilan	Entretien et nettoyage	476,22 $	
FOURNITURES INDUSTRIELLES INC	1404548	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TUBE RESINE,CRAIE,CORDEAU,POUDRE BLEU FONCE,CROCHET,TASSE	Bilan	Outillage et machinerie	22,30 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC	1404548	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TUBE RESINE,CRAIE,CORDEAU,POUDRE BLEU FONCE,CROCHET,TASSE	Bilan	Construction	4 067,43 $	
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC	1405188	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ROUE,MESURE DE DISTANCE, SERRE,C,ACIER FORGE,ARMATURE,ROULEAU,PEINTURE	Bilan	Construction	27,51 $	
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC	1405188	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ROUE,MESURE DE DISTANCE, SERRE,C,ACIER FORGE,ARMATURE,ROULEAU,PEINTURE	Bilan	Outillage et machinerie	6 527,91 $	
KENWORTH MONTREAL	1402847	03 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR MÉCANIQUE)	Bilan	Entretien et nettoyage	169,32 $	
KENWORTH MONTREAL	1402847	03 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	11 581,70 $	
KENWORTH MONTREAL	1402847	04 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	2 209,88 $	
KENWORTH MONTREAL	1402847	05 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	1 968,52 $	
KENWORTH MONTREAL	1405163	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - CAPTEUR, CHAMBRE A AIR)	Bilan	Matériel roulant	1 782,95 $	
KENWORTH MONTREAL	1405163	17 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - CAPTEUR, CHAMBRE A AIR)	Bilan	Matériel roulant	217,51 $	
KENWORTH MONTREAL	1406720	26 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - HUILE DELVAC)	Bilan	Matériel roulant	288,46 $	
KENWORTH MONTREAL	1406720	25 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - HUILE DELVAC)	Bilan	Matériel roulant	8 864,34 $	
KENWORTH MONTREAL	1407134	30 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR CAMION D'INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	4 831,20 $	
LALEMA INC.	1402566	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP ST-LAURENT - FONDANT,GLACE,ORGANIQUE	Bilan	Énergie et produit chimique	4 091,33 $	
LALEMA INC.	1403683	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PORTE-POUSSIERE,VERTICAL,BASCULANT	Bilan	Entretien et nettoyage	2 165,68 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403246	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT PINCEAU PLAT,SOIE PURE, PROFESSIONNELLE 100MM X 22 MM	Bilan	Environnement et nature	122,84 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403246	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT PINCEAU PLAT,SOIE PURE, PROFESSIONNELLE 100MM X 22 MM	Bilan	Outillage et machinerie	207,88 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403246	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT PINCEAU PLAT,SOIE PURE, PROFESSIONNELLE 100MM X 22 MM	Bilan	Construction	545,93 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403246	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT PINCEAU PLAT,SOIE PURE, PROFESSIONNELLE 100MM X 22 MM	Bilan	Construction	629,95 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403246	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT PINCEAU PLAT,SOIE PURE, PROFESSIONNELLE 100MM X 22 MM	Bilan	Transport et entreposage	2 063,00 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403246	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT PINCEAU PLAT,SOIE PURE, PROFESSIONNELLE 100MM X 22 MM	Bilan	Outillage et machinerie	165,15 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403246	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT PINCEAU PLAT,SOIE PURE, PROFESSIONNELLE 100MM X 22 MM	Bilan	Énergie et produit chimique	427,09 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1403632	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENS/7 CLE HEXAGONALE COURTE,MARTEAU,BRIQUETEUR,COUPE GLACE ENTENTE 1344947/1344950	Bilan	Outillage et machinerie	419,53 $	1344950
LE GROUPE J.S.V. INC	1403632	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENS/7 CLE HEXAGONALE COURTE,MARTEAU,BRIQUETEUR,COUPE GLACE ENTENTE 1344947/1344950	Bilan	Outillage et machinerie	3 408,14 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1404697	13 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - PINCE-ETAU, PINCE UNIVERSELLE, CLE MOLLETTE	Bilan	Construction	618,59 $	1374956
LE GROUPE J.S.V. INC	1404697	13 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - PINCE-ETAU, PINCE UNIVERSELLE, CLE MOLLETTE	Bilan	Outillage et machinerie	6 074,63 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1405162	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - DISQUE ET LAME)	Bilan	Outillage et machinerie	3 950,99 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1405468	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MARTEAU,MACHINISTE,ACIER,MASSE,DOUBLE FACE ENTENTE 1344947	Bilan	Outillage et machinerie	2 011,03 $	1344947
LE GROUPE J.S.V. INC	1405649	18 MARS 2020	COUTURE, MICHEL	COLBERT - GANT NITRILE M/L/XL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	26 794,80 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1407038	30 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SERRE-CABLE,ACIER GALVANISE, SERRE-CABLE,ACIER GALVANISE, PULVERISATEUR A MAIN, INDUSTRIEL	Bilan	Construction	1 151,30 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1407038	30 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SERRE-CABLE,ACIER GALVANISE, SERRE-CABLE,ACIER GALVANISE, PULVERISATEUR A MAIN, INDUSTRIEL	Bilan	Environnement et nature	1 644,10 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1400583	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - REGISTRE DE LA RONDE DE SECURITE,REGISTRE ET FICHE DE LA RONDE DE SECURITE (NACELLE)	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	11 080,95 $	
LES DISTRIBUTIONS LARCO	1403820	10 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 20,MASQUE RESPIRATOIRE,JETABLE,POUSSIERE NON-TOXIQUE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	7 727,08 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1402373	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PLANCHE DE BARRICADE, 6" X 8' X 3/4"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	9 608,46 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1404895	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BLOC EN BOIS,PRUCHE DE L'EST	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	5 590,58 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOUIS HEBERT UNIFORME INC.	1404511	12 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - COMBINAISON CHEMISE TRAVAIL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 652,93 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1402352	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TETE LUMINAIRE STYLE COBRA	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 677,18 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1406309	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - DEFLECTEUR ARRIERE POUR LUMINAIRE DEL STYLE «COBRA»	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 516,55 $	
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	1406399	22 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	pieces	Bilan	Outillage et machinerie	2 300,18 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1404162	11 MARS 2020	GAUTHIER, DEAN	Mesures exceptionnelles - 4300 bouteilles gels 1L	Bilan	Entretien et nettoyage	90 289,25 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1406922	27 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masque KN95 pour le centre Colbert.	Bilan	Vêtement et équipement de travail	28 346,62 $	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1407101	30 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Mesures d'urgences - Achat de masques KN95 pour le Centre Colbert	Bilan	Vêtement et équipement de travail	31 496,25 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1405438	17 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP MTLN - POTEAU ACIER	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 349,10 $	
MEGA-TECH	1406747	25 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - GYROPHARE)	Bilan	Matériel roulant	3 810,23 $	
MESSER CANADA INC.	1404050	10 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - GANT CUIR DE VACHE ET COTON DOUBLE DE MOUSSE ET FLANELLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 894,45 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1404700	13 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - GANT JETABLE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 202,12 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1404799	13 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COLBERT - GANT JETABLE EN NITRILE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	52 462,27 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1405643	18 MARS 2020	DESBIENS, JEAN-GUY	Gants pour François	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 080,86 $	
MESSER CANADA INC.	1406150	19 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT - GANT NITRILE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	11 242,60 $	
MESSER CANADA INC.	1406281	20 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - GANT GR. LARGE,CUIR VACHE,GANT,TRICOT,PAUME ENDUIT PVC ENTENTE 1321906	Bilan	Vêtement et équipement de travail	21 977,83 $	1321906
MESSER CANADA INC.	1406711	30 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	REAP COLBERT GANT NITRILE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	12 804,79 $	
MESSER CANADA INC.	1406792	26 MARS 2020	DESBIENS, JEAN-GUY	Gants pour inventaire	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 670,74 $	
MESSER CANADA INC.	1406967	27 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT GANT ENDUIT COMPLET NITRILE HYLITE, GANT,CHAUFFEUR,CUIR NON-DOUBLE,GANT,TRICOT NYLON ENTENTE 1321906	Bilan	Vêtement et équipement de travail	23 270,68 $	1321906
METAL M-PACT INC.	1407043	30 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - CROCHET TYPE "S"	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 981,13 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1404105	10 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - PNEU,4 SAISONS,TRACTION,MICHELIN	Bilan	Matériel roulant	4 868,82 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1404120	10 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pneus sur le compte nationale - Inventaire Dickson	Bilan	Matériel roulant	4 193,41 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1404994	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - PNEU)	Bilan	Matériel roulant	3 930,73 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1405605	18 MARS 2020	DESJARDINS, LOUISE	PNEUS NEUF POUR CAMIONS INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	3 679,52 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1406809	26 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - PNEUS)	Bilan	Matériel roulant	3 245,88 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1407007	30 MARS 2020	CHRETIEN, NORMAND	PNEUS NEUF POUR CAMIONS INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	9 773,41 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	1406032	19 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 4L,DESINFECTANT TOUT USAGE	Bilan	Entretien et nettoyage	9 826,83 $	
OPALE INTERNATIONAL INC.	1391799	19 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON CARGO,MARINE ENTENTE 1365329	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 760,40 $	1365329
OPALE INTERNATIONAL INC.	1403633	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON CARGO,MARINE ENTENTE 1365329	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 505,44 $	1365329
OPALE INTERNATIONAL INC.	1406279	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PANTALON CARGO,MARINE ENTENTE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 026,05 $	1365329
PEINTURE UCP INC.	1403686	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MARQUEUR,LATEX BLANC	Bilan	Culture, sport et loisir	7 538,10 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PIECES D'AUTO ST-HENRI	1403074	04 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	RÉAP INVENTIARE DICKSON-EPO LITHIUM EN REMPLACEMENT DU BC 1348225, mauvais fournisseur	Bilan	Matériel roulant	6 214,90 $	
PLASTIPRO CANADA LTEE	1404901	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BALISE CONIQUE,ROUGE FLUORESCENT ENTENTE 1133370	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	15 051,01 $	
PRACTICA LTD	1403280	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - SAC SELLE CHIEN 100% BIODEGRADABLE	Bilan	Environnement et nature	1 858,28 $	
PRODUITS SANY	1398565	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 100,SAC ORDURE,36 X 50, NOIR,2.4 MIL ENTENTE 1048199	Bilan	Environnement et nature	9 244,78 $	1048199
PRODUITS SANY	1403142	05 MARS 2020	ROY, GUY	Appel livraison Pierrefonds	Bilan	Entretien et nettoyage	2 842,73 $	1048199
PRODUITS SANY	1403631	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BALAI,PLANCHER,SAC,ORDURE,35" X 50" ENTENTE 1048199	Bilan	Entretien et nettoyage	1 428,67 $	
PRODUITS SANY	1403631	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BALAI,PLANCHER,SAC,ORDURE,35" X 50" ENTENTE 1048199	Bilan	Environnement et nature	4 103,46 $	
PRODUITS SANY	1403631	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BALAI,PLANCHER,SAC,ORDURE,35" X 50" ENTENTE 1048199	Bilan	Environnement et nature	9 244,78 $	1048199
PRODUITS SANY	1403631	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BALAI,PLANCHER,SAC,ORDURE,35" X 50" ENTENTE 1048199	Bilan	Entretien et nettoyage	975,12 $	1048199
PRODUITS SANY	1404428	12 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MANCHE FILE DE 60" ET BALAI-BROSSE DE 24"	Bilan	Entretien et nettoyage	2 554,03 $	
PRODUITS SANY	1404853	16 MARS 2020	ROY, GUY	Appel livraison + réap St-Léonard	Bilan	Entretien et nettoyage	4 674,13 $	1048199
PRODUITS SANY	1404853	17 MARS 2020	ROY, GUY	Appel livraison + réap St-Léonard	Bilan	Entretien et nettoyage	634,02 $	
PRODUITS SANY	1405469	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - EAU DE JAVEL,HYPOCHLORITE DE SODIUM 6%, VAPORISATEUR 9" ENTENTE 1048199	Bilan	Entretien et nettoyage	2 762,43 $	1048199
PRODUITS SANY	1405676	18 MARS 2020	ROY, GUY	Appel livraison + réap Verdun	Bilan	Entretien et nettoyage	2 010,62 $	
PRODUITS SANY	1405676	18 MARS 2020	ROY, GUY	Appel livraison + réap Verdun	Bilan	Entretien et nettoyage	1 275,43 $	1048199
PRODUITS SANY	1406964	27 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT -4L VINAIGRE, ABSORBANT GRANULE,HUILE & LIQUIDE INFLAMMABLE ENTENTE 1048199/1312347	Bilan	Énergie et produit chimique	5 847,80 $	1312347
PRODUITS SANY	1406964	27 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT -4L VINAIGRE, ABSORBANT GRANULE,HUILE & LIQUIDE INFLAMMABLE ENTENTE 1048199/1312347	Bilan	Alimentation, hébergement et voyage	395,09 $	1048199
QUALITY SPORT LTD	1402689	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP ST-LAURENT - CHANDAIL,T-SHIRT,MANCHE LONGUE,CHANDAIL,KANGOUROU,NOIR,LOGO MONTREAL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	219,43 $	
QUALITY SPORT LTD	1402689	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP ST-LAURENT - CHANDAIL,T-SHIRT,MANCHE LONGUE,CHANDAIL,KANGOUROU,NOIR,LOGO MONTREAL	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 228,88 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1402324	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP LACHINE - FE/1/4" X 4' X 8',CONTRE-PLAQUE,1/2" et 3/4"	Bilan	Construction	5 555,93 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1403689	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOYAU,ARROSAGE,SAC DE TRANSPORT POUR OUTILLAGE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 194,76 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1403689	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOYAU,ARROSAGE,SAC DE TRANSPORT POUR OUTILLAGE	Bilan	Environnement et nature	850,40 $	
QUINCAILLERIE SECURITE CANADA (QSC)	1404046	10 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - CADENAS,CLE MODIFIABLE 4 GOUPILLES & BARILLET	Bilan	Construction	4 797,51 $	1203411
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1405202	23 MARS 2020	CHRETIEN, NORMAND	COMMANDE D HUILE EN VRAC POUR MADISON	Bilan	Matériel roulant	11 256,46 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1406705	25 MARS 2020	DESJARDINS, LOUISE	HUILE EN VRAC POUR CAMIONS INCENDIE	Bilan	Matériel roulant	4 204,18 $	
SECURITE LANDRY INC	1405936	19 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COUVRE-LUNETTE,POLYCARBONATE,LUNETTE,SECURITE,ANTI-BUEE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	305,72 $	
SECURITE LANDRY INC	1405936	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - COUVRE-LUNETTE,POLYCARBONATE,LUNETTE,SECURITE,ANTI-BUEE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 915,08 $	
SEL WARWICK INC.	1404701	13 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - 20KG CHLORURE CALCIUM	Bilan	Énergie et produit chimique	6 787,06 $	1253915
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1406249	19 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - VALVE / CHAMBREA À AIR)	Bilan	Matériel roulant	4 670,89 $	
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1406249	19 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - VALVE / CHAMBREA À AIR)	Bilan	Construction	3,92 $	
SIGNOPLUS	1405935	18 MARS 2020	ROY, GUY	Réap Verdun	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 044,63 $	
SIGNOPLUS	1406060	19 MARS 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	POTEAU,TELESPAR,ACIER,GALVANISE,4 TROU,PERFORE,1 3/4" X 1 3/4" X 10'	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	12 267,79 $	
STELEM (CANADA) INC.	1402366	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BORNE FONTAINE,M67	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	662,26 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1402366	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BORNE FONTAINE,M67	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 349,09 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STELEM (CANADA) INC.	1405467	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - JOINT TORIQUE INTERIEUR POUR ECROU DE MANOEUVRE HYDRALUBE,BRIDE DE RUPTURE ENTENTE 1222638	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 879,84 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1405948	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOULON ET ECROU DU MANCHON DE RUPTURE,ITEM#63 ET 64,BORNE FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 571,67 $	
STELEM (CANADA) INC.	1405948	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - BOULON ET ECROU DU MANCHON DE RUPTURE,ITEM#63 ET 64,BORNE FONTAINE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	10,08 $	1222638
STELEM (CANADA) INC.	1406310	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ROBINET,GUILLOTINE,BORNE FONTAINE,	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	8 378,00 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1402541	03 MARS 2020	ROY, GUY	Appel livraison LaSalle	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	856,01 $	1388427
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1402541	03 MARS 2020	ROY, GUY	Appel livraison LaSalle	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 839,97 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1402745	03 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - SECTION INFERIEURE DE BOITE DE VANNE, COLLET RETENUE,JOINT D'ETANCHEITE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 716,66 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403253	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP LACHINE - GUIDEUR,CONIQUE,FONTE GRISE,TETE DE PUISARD EN BETON, GRILLE,FONTE,ANTI-VELO ENTENTE 1277188/1191511	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	180,58 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403253	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP LACHINE - GUIDEUR,CONIQUE,FONTE GRISE,TETE DE PUISARD EN BETON, GRILLE,FONTE,ANTI-VELO ENTENTE 1277188/1191511	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 592,85 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403630	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MANCHON DE REPARATION EN ACIER INOXYDABLE,ARRET DE DISTRIBUTION A CLE INVERSEE "QUICK" ENTENTE 1388427/1143933	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	879,66 $	1388427
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403630	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MANCHON DE REPARATION EN ACIER INOXYDABLE,ARRET DE DISTRIBUTION A CLE INVERSEE "QUICK" ENTENTE 1388427/1143933	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	15 256,57 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404045	10 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - RACCORD DE SERVICE "LEAD PACK - GRIP" BRIDE EN PLOMB	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	3 412,93 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404695	13 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - MANCHON DE REPARATION	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 378,70 $	1388427
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1405466	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - ENS\COLLET RETENUE "GRIP RING",RACCORD DE SERVICE "QUICK" ENTENTE 1143933	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 316,10 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1405796	18 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TUYAU DE CUIVRE EN ROULEAU ENTENTE 1388417	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 442,60 $	1388417
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1406276	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MANCHON DE REPARATION EN ACIER INOXYDABLE,RACCORD DE SERVICE "QUICK" ENTENTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	482,56 $	1388427
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1406276	20 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - MANCHON DE REPARATION EN ACIER INOXYDABLE,RACCORD DE SERVICE "QUICK" ENTENTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	1 877,81 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1406962	27 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RACCORD DE SERVICE "ULTRA TITE QUICK",RACCORD DE SERVICE "QUICK", ENTENTE 1143933	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 074,89 $	1143933
TACEL LIMITEE	1402383	02 MARS 2020	LABELLE, MARC-ANDRÉ	COLBERT - TETE DE FEUX PIETON TETE DE FEUX PIETON	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	37 885,96 $	1390025
TACEL LIMITEE	1404043	10 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLB - TETE DE FEUX PIETON COMPLET, POLYCARBONATE NOIR,ASS.. AVEC VISIERE,2 LANTERNE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	13 026,41 $	1390025
TACEL LIMITEE	1405473	17 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - TETE DE FEUX PIETON COMPLET	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 816,52 $	1390025
TECH-MIX	1406521	24 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - 22.7KG,ENROBE BITUMINEUX POUR REPARATION A FROID «ASPHALTE FROID»	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	9 028,40 $	1380991
TECHNO CVC INC.	1402539	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP VIAU - ALTERNATEUR,14V,420 AMP	Bilan	Matériel roulant	3 018,39 $	1168425
TECHNO FEU INC	1402538	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP VIAU - MOULURE ALUMINIUM EN "U",CYLINDRE PNEUMATIQUE POUR OPERATION DE DRAIN ENTENTE 1325286	Bilan	Matériel roulant	2 623,80 $	1325286
TECHNO FEU INC	1402845	06 MARS 2020	JOLY, LINDA	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE) Adapteur, module Jack alarme, pédale à fuel...	Bilan	Matériel roulant	2 160,87 $	
TECHNO FEU INC	1402845	04 MARS 2020	JOLY, LINDA	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE) Adapteur, module Jack alarme, pédale à fuel...	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	496,63 $	
TECHNO FEU INC	1402845	06 MARS 2020	JOLY, LINDA	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE) Adapteur, module Jack alarme, pédale à fuel...	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	437,31 $	
TECHNO FEU INC	1402845	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE) Adapteur, module Jack alarme, pédale à fuel...	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	74,05 $	
TECHNO FEU INC	1402845	04 MARS 2020	JOLY, LINDA	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE) Adapteur, module Jack alarme, pédale à fuel...	Bilan	Matériel roulant	4 173,29 $	
TECHNO FEU INC	1402845	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMION INCENDIE) Adapteur, module Jack alarme, pédale à fuel...	Bilan	Matériel roulant	1 354,08 $	
TECHNO FEU INC	1402874	04 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR CAMION)	Bilan	Matériel roulant	2 104,14 $	1325286

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECHNO FEU INC	1403966	10 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces de camions de pompier - Inventaire Viau	Bilan	Matériel roulant	273,01 $	1325286
TECHNO FEU INC	1403966	10 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces de camions de pompier - Inventaire Viau	Bilan	Matériel roulant	7 935,11 $	
TECHNO FEU INC	1403966	11 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces de camions de pompier - Inventaire Viau	Bilan	Matériel roulant	24,11 $	
TECHNO FEU INC	1404633	12 MARS 2020	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces pour camion de pompier - Inventaire Viau	Bilan	Matériel roulant	3 430,91 $	
TECHNO FEU INC	1405160	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES CAMIONS INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	7 497,58 $	
TECHNO FEU INC	1405609	18 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	2 961,41 $	1325286
TECHNO FEU INC	1406544	24 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES - CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	6 621,39 $	
TECHNO FEU INC	1406544	26 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES - CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	4 470,92 $	
TECHNO FEU INC	1406655	25 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - PIECES CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	5 865,56 $	1325286
TECHNO FEU INC	1407013	30 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO. (INVENTAIRE - PIÈCES POUR CAMION INCENDIE)	Bilan	Matériel roulant	2 899,57 $	1325286
TECHNO FEU INC	1407140	30 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPRO (INVENTAIRE - PIÈCES POUR CAMION)	Bilan	Matériel roulant	2 482,76 $	
TENAQUIP LIMITED	1406442	23 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - PROTECTEUR GENOUX,TISSU SYNTH.,REMBOURRE	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 356,24 $	
TORNADO PLASTICS INC.	1402359	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - RELIEUR ROUGE,POLYETHYLENE,3 ANNEAUX,CAPACITE 5/8",8 1/2"X11"	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 159,59 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1402924	04 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	VIAU / REAPPROV (INVENTAIRE - MÉCANIQUE)	Bilan	Matériel roulant	4 786,17 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1406638	24 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - GROTE)	Bilan	Matériel roulant	2 053,02 $	1231915
TUYAUX HITECH (HTP) LTEE	1403281	05 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - BOYAU,JARDIN,RACCORD,3/4" X 50'	Bilan	Environnement et nature	467,40 $	
TUYAUX HITECH (HTP) LTEE	1403281	09 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAP COLBERT - BOYAU,JARDIN,RACCORD,3/4" X 50'	Bilan	Transport et entreposage	11 758,60 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	1404182	11 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP DIXON - DEMARREUR,RECONDITIONNE, INTERRUPTEUR A BASCULE, FILTRE À L'HUILE...	Bilan	Matériel roulant	4 219,80 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	1404876	16 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - FILTRES WIX)	Bilan	Matériel roulant	3 528,56 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	1406235	19 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - FILTRES)	Bilan	Matériel roulant	2 222,03 $	
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1402382	02 MARS 2020	KPELA, BONA SYLVIE ROSEMONDE	COLBERT - FUT CONIQUE ROND DE 15 PIEDS	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	6 831,54 $	1224056
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1404908	16 MARS 2020	JOLY, LINDA	REAPP COLBERT - SAC,JETABLE,NYLON,DECHET	Bilan	Entretien et nettoyage	8 237,32 $	
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	1406290	20 MARS 2020	DESORMEAUX, LISE	DICKSON / REAPPRO. (INVENTAIRE - FILTRE HYDROSTATIQUE)	Bilan	Matériel roulant	2 286,63 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1402831	03 MARS 2020	ROY, GUY	Réap LaSalle	Bilan	Matériel roulant	1 907,92 $	
WOOD WYANT	1406522	24 MARS 2020	DESBIENS, JEAN-GUY	Ultra-Wipes pour Gaston	Bilan	Entretien et nettoyage	2 524,42 $	
9139-1490 QUEBEC INC.	1404271	11 MARS 2020	BISHOP, BRIGITTE	9139-1490 QUEBEC INC - Refonte du site Internet du Bureau de l'inspecteur général. Voir doct. GÀG en annexe	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	25 774,43 $	
LES CONSULTANTS OLYMPE INC.	1403876	10 MARS 2020	BISHOP, BRIGITTE	LES CONSULTANTS OLYMPE INC.-Contexte CORRECTIF et PRÉVENTIF (voir entente 1353377)	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	4 881,92 $	1353377
BARREAU DU QUEBEC	cotisations2020	18 MARS 2020	CLERVEAUX, REGINALD	cotisations2020	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	6 470,72 $	
CASEWARE INTERNATIONAL INC.	1404755	13 MARS 2020	GALIPEAU, MICHELE	Facture INV-104578-S6V4	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	7 900,31 $	
GROUPE EXPERTISE CONSEIL ET GESTION INC.	1404726	13 MARS 2020	GALIPEAU, MICHELE	Contrat BVG-SP-2020-03	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	5 249,37 $	
A.A. MENAGE PLUS INC.	1406503	24 MARS 2020	WU, CANDY YU	Service de désinfection-Quart de jour	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 042,39 $	
BELL CANADA	1312859	12 MARS 2020	WU, CANDY YU	Travaux de conversion rue Grant (CAP 2018)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	21 497,02 $	
DIVERSIFIED CERTIFICATION ET INSPECTION SERVICES	1403197	05 MARS 2020	WU, CANDY YU	Certification toiles et gants - votre soumission#Q20030301 certification avec atelier mobile	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 137,06 $	
EQUIPEMENT SAGUENAY (1982) LTEE	1403218	05 MARS 2020	WU, CANDY YU	Manteaux et salopettes d'hiver- soum. #SOU0002646	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 423,95 $	
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1406374	20 MARS 2020	WU, CANDY YU	Couverts et cadres votre soumission du 20 Mars 2020	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	68 874,66 $	
GROUPE ABS INC.	1383010	18 MARS 2020	WU, CANDY YU	Caractérisation env. des sols : mandat 1702	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	179 779,84 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE ABS INC.	1404399	12 MARS 2020	WU, CANDY YU	Contrat 1717 - Caractérisation environnementale et gestion des sols non caractérisés dans le cadre de projets urgents (contrat général-mineur) ou pour des interventions ponctuelles directement sur les chantiers de construction.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	50 423,94 $	
GROUPE ABS INC.	1407014	30 MARS 2020	WU, CANDY YU	Contrat 1703- contrôle des matériaux	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	100 362,80 $	
G-TEK	1302437	04 MARS 2020	WU, CANDY YU	Fourniture d'équipement de pompage et nettoyage de puits d'accès et conduits pour 2018-2019 - appel d'offres 1680	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	40 339,15 $	
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	1406567	24 MARS 2020	WU, CANDY YU	matériaux de construction- soumission 1069365	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	22 871,04 $	
INFRASTRUCTEL INC.	1344175	05 MARS 2020	WU, CANDY YU	Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1675	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	979 434,56 $	
INTERVIA	1403088	04 MARS 2020	WU, CANDY YU	Conception du devis pour le maintien de la circulation et la gestion des impacts dans le cadre des travaux à réaliser dans l¿emprise de la rue Vézina	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 998,62 $	
INTERVIA	1406765	26 MARS 2020	WU, CANDY YU	Contrat 1718 ¿ Conception et surveillance du maintien de la circulation et gestion des impacts dans le cadre des travaux à réaliser sur les rues Viger et Saint-Laurent	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	33 720,50 $	
LE GROUPE GENINOV INC.	1403750	09 MARS 2020	WU, CANDY YU	Contrat 1688-fourniture de personnel technique à la surveillance des travaux généraux (génie civil) des projets de construction ou modifications au réseau de conduits souterrains (électriques et télécom.) dans les limites de la V.M.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	100 847,87 $	
LE GROUPE GENINOV INC.	1403754	09 MARS 2020	WU, CANDY YU	Contrat 1689 - fourniture de personnel technique à la surveillance des travaux généraux (génie civil) des projets de construction ou modifications au réseau de conduits souterrains (électriques et télécom.) dans les limites de la V.M.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	100 847,87 $	
LES INVESTISSEMENTS DALU INC.	1312386	23 MARS 2020	AACHI, FOUZIA	Loyer 4305 Hogan pour l'année 2019	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	156 117,29 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1406648	25 MARS 2020	WU, CANDY YU	Matériels de construction-soumission 20777936-00	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 531,27 $	
MICROSOFT CANADA INC.	1405575	17 MARS 2020	WU, CANDY YU	Achat de logiciels-Microsoft Select Plus-723994	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 775,37 $	
MTQ MINISTERE DES TRANSPORTS QUEBEC	991410	09 MARS 2020	WU, CANDY YU	CONTRAT 1279 - Conduits souterrains dans l'emprise de la future rue Pullman entre le Centre d'opérations Turcot et la rue St-Rémi et dans l'emprise de la rue St-Jacques entre les rues St-Rémi et de Courcelle (Échangeur Turcot) et St-Pierre)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 246,39 $	
NADEAU ULTRA TECH	1403058	04 MARS 2020	WU, CANDY YU	Modification de l¿entrée électrique au 15590, rue Notre-Dame est	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	6 084,03 $	
NADEAU ULTRA TECH	1404058	10 MARS 2020	WU, CANDY YU	Relocaliser boîte de tirage et refaire les canalisations et le filage Perte de temps occasionné par la non-réalisation des travaux par HQ	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	4 934,41 $	
PLASTIQUES MOORE INC.	1405283	17 MARS 2020	WU, CANDY YU	Supports 300-200 et 125 mm- Offre de services du 12 Mars 2020	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	8 047,76 $	
TRANSELEC / COMMON INC.	1403080	04 MARS 2020	WU, CANDY YU	C 1557 Additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l'entreprise de la rue De la Montagne, entre les rues William et Wellington et la rue wellington entre la rue des bassins et la rue Murray (Projet inscrit dans le cadre de l'	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 050 560,72 $	
VIDEOTRON LTEE .	1404406	12 MARS 2020	WU, CANDY YU	ING-315235-Enfouissement de réseau Intersection rue Wellington et rue Charlevoix.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	15 394,26 $	
BELL CANADA	533763420200213	03 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 119,90 $	
BELL MOBILITE INC	534014179070320	27 MARS 2020	PROVENCHER, MYLENE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 274,95 $	
BMR MATCO RAVARY	6084075	23 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 625,29 $	
C3F TELECOM INC.	6455rev2	26 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	15 936,49 $	
COMPLEXE PLACE CREMAZIE S.E.C.	csemmai2020	27 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	46 537,45 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	in0007319	09 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	9 318,34 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	in0007478	24 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 353,42 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	in0007506	24 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 900,61 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	in0007597	24 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 484,89 $	
HYDRO-QUEBEC	29900030674200224	03 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 253,71 $	
INFO-EXCAVATION	7508	23 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	35 130,16 $	
LES INVESTISSEMENTS DALU INC.	2011	27 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	14 887,96 $	
MORNEAU SHEPELL LTE	1138482	30 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 024,05 $	
PELICANCORP (CA) INC.	1412	09 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 619,06 $	
PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	pc200310	17 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Petite caisse	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 460,60 $	
PLASTIQUES MOORE INC.	17498	26 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	8 133,49 $	
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	9935322710200225	03 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 824,96 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	025250	04 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 112,32 $	
SCOPSERV INTERNATIONAL INC.	8942	09 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	8 735,95 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	9002687627	23 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 161,45 $	
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	0360066849813515	03 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 173,90 $	
SOFTCHOICE LP	5352215	25 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 413,89 $	
SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE "LOCAL 305"	de200317dascemtl	18 MARS 2020	CLERVEAUX, REGINALD	P.J. 20-0438 - Cotisation syndicale due.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	24 364,37 $	
TEAM VIEWER GMBH	2105950044	24 MARS 2020	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 221,56 $	
ASSOCIATION QUEBECOISE DES TRANSPORTS	1406948	27 MARS 2020	EZZAHER, DRISS	Formations AQTR escouade mobilité	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	8 064,09 $	
CIVITAS ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1404690	13 MARS 2020	MATTEAU, VALÉRIE	Service de mesurage manuel de benne de camions Contrat : SCA-20-03.	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	22 141,86 $	
ENTRETIEN ST-LOUIS INC.	1379698	10 MARS 2020	ROUSSELET, CAROLINE	Site LAN - Location d'un tracteur-chargeur de code 0725 avec opérateur au taux de 100,00 $ - Saison H19-20 (AO 19-17872) (GRÉ À GRÉ)	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 929,15 $	1374673
EQUIPEMENT DE REHABILITATION ENVIRONNEMENTAL	1407165	30 MARS 2020	PUGI, BENJAMIN	BCO - Location d'équipement en cas de bris lors de l'échantillonnage des eaux de fonte du lieu d'élimination de la neige (LEN) Saint-Michel (20G018) - Suivi environnemental 2020-2021	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 414,71 $	
FNX-INNOV INC.	1403316	05 MARS 2020	MATTEAU, VALÉRIE	SCA-20-01 Étude photométrique du site pour la conception des systèmes d'éclairage pour le LEN Jules-Poitras #1.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	7 874,06 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	1402718	03 MARS 2020	PUGI, BENJAMIN	Chute Iberville - factures: 20093 - 20096 - 20095 - 20094 - 20092	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	5 853,05 $	
LES CONSULTANTS OLYMPE INC.	1406951	27 MARS 2020	BRISSON, GUYLAINE	Contexte PRÉVENTIF Évaluation et analyse ergonomique d'un poste informatique	Concertation des arrondissements	Administration, finances et approvisionnement	4 724,44 $	1353377
LES ENTREPRISES COLOREL	1406172	19 MARS 2020	EZZAHER, DRISS	Fournitures pour corvées de nettoyage 2020 - 5040 sacs en papier pour feuilles 50 % compostables.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	5 435,41 $	
LOCATION DICKIE MOORE.	1380630	17 MARS 2020	PUGI, BENJAMIN	LAS BCR TP 2019 - LOCATION DE 4 TOURS DE LUMIÈRES POUR LE LEN ANGRIGNON (Lasalle)	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	10 771,72 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1403256	05 MARS 2020	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 2141167126 du 24 février 2020	Concertation des arrondissements	Administration, finances et approvisionnement	55,23 $	1137408

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1403256	05 MARS 2020	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 2141167126 du 24 février 2020	Concertation des arrondissements	Autres - Transport	595,33 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1403256	05 MARS 2020	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 2141167126 du 24 février 2020	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	430,05 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1403256	05 MARS 2020	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 2141167126 du 24 février 2020	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	605,10 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1403256	05 MARS 2020	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 2141167126 du 24 février 2020	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	136,08 $	1137408
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1403256	05 MARS 2020	BRISSON, GUYLAINE	Téléphonie cellulaire - SCA - Facture 2141167126 du 24 février 2020	Concertation des arrondissements	Rel. avec les citoyens et communications	7 180,08 $	1137408
SAC AU SOL INC.	1403856	10 MARS 2020	EZZAHER, DRISS	Fournitures pour corvées de nettoyage 2020 - 5400 sacs de résidus de jardin (aucune inscription sur le sac) livraison incluse.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	3 514,98 $	
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	1406123	19 MARS 2020	EZZAHER, DRISS	Accompagnement psychosocial des brigades de propreté	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	5 690,00 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1404126	10 MARS 2020	HAMEL, ANDRE	Formation en développement professionnel pour Alain Bélanger, chef de division.	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 986,91 $	
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1406918	27 MARS 2020	EZZAHER, DRISS	Service de contrôle animalier lors de situation impliquant des chiens à risque, potentiellement dangereux et dangereux sur le territoire de la Ville de Montréal pour 2020	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	15 324,50 $	
AGENCE RELIEF DESIGN.CA INC.	1402959	04 MARS 2020	DESJARDINS, MICHELLE	CDN-NDG-20- AO GG-DAI-23012020. Parc Loyola-travaux d'amélioration	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	15 172,79 $	
AGENCE RELIEF DESIGN.CA INC.	1402959	11 MARS 2020	DESJARDINS, MICHELLE	CDN-NDG-20- AO GG-DAI-23012020. Parc Loyola-travaux d'amélioration	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 275,92 $	
INDUKTION GROUPE CONSEIL INC.	1394638	18 MARS 2020	DESJARDINS, MICHELLE	0151- Parc Nelson-Mandela : Projet de remplacement de l'éclairage du terrain de base-ball et réduction des ilots de chaleur.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 740,26 $	
INOLEC	1403241	05 MARS 2020	HOOPER, CHANTAL	Perceuse Hydraulique Atlas pour la division de l'aqueduc.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	2 656,18 $	
INOLEC	1405364	17 MARS 2020	HOOPER, CHANTAL	Ensemble de perçage " Tapping Tool T752" avec accessoires pour l'équipe de l'aqueduc.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	3 061,54 $	
LAFARGE CANADA INC	1394128	11 MARS 2020	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	2020 BC Ouvert - Fourniture de pierre concassée VM-4 (¾ NET)	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	22 257,35 $	1195735
LAFARGE CANADA INC	1394675	10 MARS 2020	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	BC Ouvert pour 2020 - Fourniture de pierre concassée prémélangée (0 - ¾)	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	18 582,79 $	1195735
MLC ASSOCIES INC.	1405823	18 MARS 2020	PLANTE, STEPHANE	CDN-NDG-20- AO GG-DAI-04022020. Projet amélioration des terrains de tennis.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	28 783,36 $	
AEDIFICA INC.	1402490	02 MARS 2020	FILION, IVAN	Rédaction du programme fonctionnel et technique (PFT) dans le cadre du projet de rénovation de la Bibliothèque de Saint-Léonard (3150) - Contrat 15570	Culture	Bibliothèques	76 509,64 $	
AEDIFICA INC.	1404460	12 MARS 2020	RAMOISY, THOMAS	Contrat de services professionnels pour l'élaboration de la proposition conceptuelle pour le concours de mobilier ludique dans le cadre du projet de l'esplanade Clark, Facture 44259	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	26 246,87 $	
ALTO DESIGN INC.	1404484	12 MARS 2020	RAMOISY, THOMAS	Contrat de services professionnels pour l'élaboration de la proposition conceptuelle pour le concours de mobilier ludique dans le cadre du projet de l'esplanade Clark, Facture 0008540	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	26 246,87 $	
BIBLIO RPL LTEE	1400461	16 MARS 2020	BELLEMARE, NATHALIE	Achat de fournitures pour les besoins de la préparation matérielle des documents destinés aux bibliothèques de la Ville de Montréal.	Culture	Bibliothèques	5 094,78 $	
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1405772	18 MARS 2020	HARBEC, AMELIE	Consultant en services alimentaires, pour la définition des besoins fonctionnels et techniques d¿un laboratoire culinaire, d¿un café bistro et d¿une cuisine communautaire dans le cadre du projet Espace Rivière (2459)	Culture	Bibliothèques	18 049,97 $	
CINE XPERT INC.	1404000	10 MARS 2020	ROSE, STEPHANIE	Remplacement du Prism dans le projecteur cinéma du Théâtre Outremont. Soumission 230	Culture	Autres - activités culturelles	20 936,87 $	
CONCEPTION-REALISATION JL ENR.	1402806	03 MARS 2020	PICHET, GENEVIEVE	Restauration de l'¿uvre " Le carrousel de l'Ile des s¿urs" Voir BC de l'année passée 1363811	Culture	Autres - activités culturelles	17 769,27 $	
COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	1404780	13 MARS 2020	LALIBERTE, ANNABELLE	BCO pour frais de taxis du MEM-Centre des mémoires montréalaises 2020	Culture	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	1405036	16 MARS 2020	ROSE, STEPHANIE	Pour frais de taxis du BAP (Bureau d'art Public) 2020	Culture	Autres - activités culturelles	2 099,75 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
C.P.U. DESIGN INC.	1401646	06 MARS 2020	LALIBERTE, ANNABELLE	Achat des trois ordinateurs, périphériques et accessoires pour l'arrivé des trois nouveaux employés de la Ville au MEM	Culture	Musées et centres d'exposition	4 436,19 $	
DINA ABDUL-MALAK	1402656	03 MARS 2020	PICHET, GENEVIEVE	Service professionnel en architecture - Accompagnement des architectes dans l'élaboration des documents en lien avec le projet du Centre PeterMcGill et d'autre projets	Culture	Autres - activités culturelles	24 999,00 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1402827	10 MARS 2020	COURT, ALEXANDRA	Location d'un camion GMC Cube Monte Charge pour la période du 28 Janvier 2020 au 19 Mars 2020 et location d'un camion Ford Cube 16 pieds pour la période du 05 au 18 Mars 2020 pour les besoins du CSP-Bibliothèques	Culture	Bibliothèques	1 573,77 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1402827	25 MARS 2020	COURT, ALEXANDRA	Location d'un camion GMC Cube Monte Charge pour la période du 28 Janvier 2020 au 19 Mars 2020 et location d'un camion Ford Cube 16 pieds pour la période du 05 au 18 Mars 2020 pour les besoins du CSP-Bibliothèques	Culture	Bibliothèques	815,33 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1402827	13 MARS 2020	COURT, ALEXANDRA	Location d'un camion GMC Cube Monte Charge pour la période du 28 Janvier 2020 au 19 Mars 2020 et location d'un camion Ford Cube 16 pieds pour la période du 05 au 18 Mars 2020 pour les besoins du CSP-Bibliothèques	Culture	Bibliothèques	15,44 $	
DL HERITAGE INC.	1403986	10 MARS 2020	ROSE, STEPHANIE	Installation de six bancs Daudelin à la fontaine Cailloudo. Soumission forfaitaire 2019-10-29.	Culture	Autres - activités culturelles	3 884,54 $	
ELIANE BELEC	1406976	27 MARS 2020	LALIBERTE, ANNABELLE	Mémoires des Montréalais (chroniques du JdeM)	Culture	Musées et centres d'exposition	11 675,00 $	
GO MULTIMEDIA INC.	1404829	13 MARS 2020	RAMOISY, THOMAS	Définition des besoins concernant la scénographie et la technologie nécessaire à la complétion de deux programmes fonctionnels et techniques - Biblio interarrondissement (1329) et Bibliothèque St-Charles (0266)	Culture	Bibliothèques	10 322,89 $	
GROSJOUEURS INC.	1402494	02 MARS 2020	BARIL, CHLOE	Jeux, organisation et mise en place du festival Montréal joue 2020, 5 animateurs-techniciens, 3 bénévoles pour l'animation pour l'événement du 29 février 2020	Culture	Bibliothèques	6 299,25 $	
GROSJOUEURS INC.	1402496	02 MARS 2020	BARIL, CHLOE	Organisation du Festival Montréal joue les 7 et 8 mars 2020, animateurs-techniciens, jeux (un bénévole)	Culture	Bibliothèques	3 884,54 $	
MARGUERITE HUDON	1402526	02 MARS 2020	MELANCON, MARIE-ODILE	Assistance à la direction technique de la pièce de Théâtre «Le Nez», présentée dans le cadre du projet du Théâtre La Roulotte 2020	Culture	Autres - activités culturelles	2 400,00 $	
MAUDE BOUCHARD DUPONT	1406975	27 MARS 2020	LALIBERTE, ANNABELLE	Mémoires des Montréalais (chroniques du JdeM)	Culture	Musées et centres d'exposition	9 425,00 $	
MAZDAK MOJDEHI	1402684	03 MARS 2020	PICHET, GENEVIEVE	Service professionnel en architecture - Accompagnement des architectes dans l'élaboration des documents en lien avec le projet du Centre PeterMcGill et d'autre projets	Culture	Autres - activités culturelles	11 500,00 $	
MVC IMPRESSIONS INC.	1402506	02 MARS 2020	BARIL, CHLOE	Impression de 150 cahiers du participant intitulé Tous tournés vers le citoyen pour les formations Expérience client	Culture	Bibliothèques	3 112,87 $	
MYRIAM FONTAINE	1402884	04 MARS 2020	BARIL, CHLOE	Soutien à la coordination du Programme de formation concertée 2020 - Service de la culture	Culture	Bibliothèques	7 140,00 $	
OVERDRIVE INC.	1403488	06 MARS 2020	COURT, ALEXANDRA	Renouvellement d'abonnement Overdrive pour la période de Mars 2020 à Février 2021.	Culture	Bibliothèques	26 082,73 $	
PARA-SOL	1404442	12 MARS 2020	RAMOISY, THOMAS	Contrat de services professionnels pour l'élaboration de la proposition conceptuelle pour le concours de mobilier ludique dans le cadre du projet de l'esplanade Clark, Facture 20089	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	26 246,87 $	
SHAMIEH HADI	1404445	12 MARS 2020	FILION, IVAN	Contrat de services professionnels pour l'élaboration de la proposition conceptuelle pour le concours de mobilier ludique dans le cadre du projet de l'esplanade Clark, Facture 2001	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	26 246,87 $	
TETRA TECH QI INC.	1403991	10 MARS 2020	ROSE, STEPHANIE	Inspection visuelle de l'¿uvre d'art public de Plensa et rapport. Offre de services du projet 42031TT.	Culture	Autres - activités culturelles	7 617,89 $	
THEATRE PARADOXE	1403321	05 MARS 2020	BARIL, CHLOE	Facture - Frais pour location de salle pour le Festival Montréal joue les 6, 7 et 8 mars 2020 - Service de la culture	Culture	Bibliothèques	6 057,45 $	
THEATRE PARADOXE	1407155	30 MARS 2020	MARTIN, NATHALIE	facture - Frais pour location de salle pour le Festival Montréal joue les 6, 7 et 8 mars 2020 - Service de la culture	Culture	Bibliothèques	3 664,96 $	
ULINE CANADA CORP	1402238	02 MARS 2020	BELLEMARE, NATHALIE	Achat de fournitures pour les besoins de la section réception et expédition de documents vers les bibliothèques des La Ville De Montréal.	Culture	Bibliothèques	2 533,87 $	
WEBCLARITY SOFTWARE INC.	1404451	12 MARS 2020	BELLEMARE, NATHALIE	Abonnement à la suite Bookwhere pour une année (Accès aux bases de données pour 7 employés de la section catalogage et traitements documentaires).	Culture	Bibliothèques	6 011,58 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	46983	04 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 273,00 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	47166	30 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 204,86 $	
LA MAISON DE L'EDUCATION (LIBRAIRE) INC	179436	30 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 479,81 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LEXISNEXIS CANADA INC.	11325780	19 MARS 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 279,21 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	163230	03 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 655,52 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	163232	03 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 489,15 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	163409	06 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 585,58 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	163410	06 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 355,55 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	163455	13 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 217,50 $	
LIBRAIRIE MEDIASPAUL	622420	02 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 077,53 $	
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7162381	02 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 203,35 $	
OVERDRIVE INC.	05161co20049467	16 MARS 2020	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 885,54 $	
PLANETE BD	2307	18 MARS 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 362,95 $	
PLANETE BD	2314	18 MARS 2020	GARRIDO HERNANDEZ, SUSAN CYNTHIA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 470,10 $	
SIMON BELLEAU	av2019017	05 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Programme de subvention aux artistes en arts visuels et métiers d'art.	Culture	Autres - activités culturelles	2 599,00 $	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	161351	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier;19-003271	Dépenses communes	Autres - Administration générale	627,00 $	
INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE	50022252627198	18 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-000656	Dépenses communes	Autres - Administration générale	43 460,00 $	
INVESTIGATION TRAK	15970	05 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais investigation dossier; 16-001052	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 090,02 $	
JULIE LEMAIRE	260	12 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais sténographe dossier; 19-002424	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 176,81 $	
LA CAPITALE CIE D'ASSURANCE GENERALE	50022255937198	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001514	Dépenses communes	Autres - Administration générale	11 500,00 $	
L'UNIQUE ASSURANCES GENERALES INC.	50022252608198	18 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-000161	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 000,00 $	
L'UNIQUE ASSURANCES GENERALES INC.	50022256192199	27 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001599	Dépenses communes	Autres - Administration générale	20 000,00 $	
MARCO GAGGINO AVOCAT INC.	50017108916191	27 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001997	Dépenses communes	Autres - Administration générale	15 684,07 $	
MARTINHO FERRARIA ET ISILDA RIBEIRO	50032706198183	13 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 18-003126	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 000,00 $	
MINISTRE DES FINANCES	3027781001112885	13 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier;19-001286	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 579,00 $	
PRUD'HOMME, MERCIER & ASSOCIES	5750	27 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluateur agrée dossier;18-000031	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 792,15 $	
PYROTECH BEI INC.	32390	03 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques expert en batiment dossier; 19-001679	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 280,33 $	
RACICOT CHANDONNET LTEE	31935	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier ; 19-002071	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 362,25 $	
REGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUEBEC	50017097359171	04 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 17-000364	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 795,08 $	
SNC-LAVALIN GEM QUEBEC INC.	1476473	19 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais ingénérie dossier;16-002710	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 097,15 $	
THEMIS MULTIFACTUM INC.	30600	25 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais reproduction dossier;13-000925	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 353,53 $	
TUE LONG LUC	50032709538195	13 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 19-001889	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 000,00 $	
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	192214	03 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluateur sgrée dossier;13-003249	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 593,20 $	
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	193359	03 MARS 2020	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluateur sgrée dossier;13-003249	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 812,36 $	
9324-1768 QUEBEC INC.	1403932	10 MARS 2020	DOUCET, VERONIQUE	Daly-Dallaire - Service de Traduction et de rédaction. Voir soumission	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 099,75 $	
PRINCIPAL STUDIO INC.	1397463	27 MARS 2020	CANTIN, DIANE	Principal Studio inc. Service - Traitement de données, bureautique - Édimestrerie et infographie. Voir Devis # 200121A	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	16 525,03 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ASSOCIATION DU CENTRE PIERRE-CHARBONNEAU	1406035	19 MARS 2020	LAPOINTE, NORMAND	Facture - Frais de réception - Rencontre des cadres du DG du 13 et 19 février 2020	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 694,98 $	
BOUTY INC	1406048	19 MARS 2020	LAPOINTE, NORMAND	Achat - Chaises - Salle de rencontre de la Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	7 513,75 $	1394177
BRODEUR FRENETTE S.A.	1405080	16 MARS 2020	LAPOINTE, NORMAND	2204970005-Accorder un contrat de services professionnels à Brodeur Frenette S.A., pour un accompagnement pour la mise à jour et le suivi de la mise en ¿uvre du Plan de gestion des risques et mesures de traitements du projet de la Cité des	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 478,80 $	
COPTICOM INC	1405196	17 MARS 2020	RIBAUX, SIDNEY	Service professionnels / Stratégies / Relations publiques - Plan de communication pour le plan climat - Direction générale	Direction générale	Protection de l'environnement	4 508,16 $	
GELBER CONFERENCE CENTRE	1406044	19 MARS 2020	LAPOINTE, NORMAND	Facture - Frais de réception - Rencontre des cadres du DG du 3, 5 et 20 février 2020	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	11 418,99 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1406582	24 MARS 2020	LAPOINTE, NORMAND	GLOBEX - BCO 2020 - Frais de courrier. BPPI - Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	1 889,78 $	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1406582	24 MARS 2020	LAPOINTE, NORMAND	GLOBEX - BCO 2020 - Frais de courrier. BPPI - Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 309,72 $	
HORS-PISTE S.E.N.C.	1406750	25 MARS 2020	RIZZI, ALDO	Octroyer un contrat la firme Hors piste pour la réalisation d¿un mandat d¿accompagnement de l¿équipe du Défi des Villes intelligentes - Direction générale	Direction générale	Gestion de l'information	25 197,00 $	
LE MADISON	1402610	03 MARS 2020	LAMONTAGNE, SERGE	Location salle, repas et service - Rencontres janvier-février 2020	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	18 408,86 $	
MANUBOIS INC.	1404347	11 MARS 2020	NORMANDIN, HENRI-PAUL	- MANUBOIS : fabrication des Coffrets et matrice pour les médailles de l'Ordre de Montréal - Direction général	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 593,19 $	
PAPRIKA COMMUNICATIONS INC.	1405195	17 MARS 2020	RIBAUX, SIDNEY	Création d'un univers graphique (illustration, pictogramme, éléments graphiques) du prochain plan climat de la Ville de Montréal - GESTION - Direction générale	Direction générale	Protection de l'environnement	48 189,26 $	
PIERRE BEAUCHEMIN	1377791	27 MARS 2020	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Services professionnels pour une Revue des activités internationales de Montréal. La revue consistera à documenter les activités internationales de VDM depuis 2015 et les résultats atteints (DG)	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	29 295,71 $	
UQAM FORUM URBA 2015,	1404972	16 MARS 2020	THERRIEN, JEAN	facture - Évaluation de la formation en ligne sur l'histoires et les réalités des peuples autochtones - Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 099,40 $	
YVES GAUTHIER	1406499	23 MARS 2020	LAPOINTE, NORMAND	Yves Gauthier - Paiement de présence - Comité de vérification 2020 - Membre indépendant	Direction générale	Greffe	17 500,00 $	
BARREAU DU QUEBEC	cotisations2020	18 MARS 2020	CLERVEAUX, REGINALD	cotisations2020	Direction générale	Administration, finances et approvisionnement	1 617,68 $	
ALEXIA DE BASTIANI	1402115	09 MARS 2020	BASTIEN, NADIA	Contrat de service prof. pour l'administration de la formation sur l'évaluation de projet donné dans le parcours "L'atelier" du bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	6 063,03 $	
ANNA KROL	1403728	09 MARS 2020	MEILLEUR, MARIE-JOSEE	2207986001-Contrat de service prof. pour la participation au comité d'évaluation du Programme PMI 2020	Diversité et inclusion sociale	Développement social	3 000,00 $	
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	1406236	19 MARS 2020	BASTIEN, NADIA	Contrat de service avec la firme Astral Média pour la production et l'installation de publicités sous forme de maquillage d'un train de la ligne verte dans le cadre de la stratégie Montréal inclusive au travail.	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	49 450,16 $	
ECOLE DE CREATIVITE LA FACTRY	1406234	19 MARS 2020	BASTIEN, NADIA	Contrat de service avec la firme Factry, école des sciences de la créativité, pour la tenue de la formation Design Thinking en février 2020 dans le cadre du programme L'Atelier déployé par le BINAM.	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	9 325,51 $	
MARKETING CALLOSUM INC.	1403994	10 MARS 2020	DEROME, JOHANNE	2204970004-Contrat de services professionnels à Marketing Callosum inc., pour une collecte de données dans le cadre de l'élaboration du Plan directeur sur les infrastructures communautaires	Diversité et inclusion sociale	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	22 782,29 $	
PARREIRA	1404912	16 MARS 2020	BASTIEN, NADIA	Service de traiteur pour la journée du parrainage professionnel	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	2 327,05 $	
QUEBECOR MEDIA AFFICHAGE	1406241	19 MARS 2020	BASTIEN, NADIA	Contrat de service avec la firme Quebecor Média pour l'affichage et la diffusion d'affiches de la campagne «Journée portes fermées» dans 110 abribus installés majoritairement dans le centre-ville, Saint-Léonard et Saint-Laurent.	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	83 374,77 $	
ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTREAL	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
ASSOCIATION DES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES DU QUEBEC	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 798,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI COTE-DES-NEIGES (CRECN)	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 331,00 $	
CENTRE EUREKA INC.	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 131,00 $	
CENTRE GENERATION EMPLOI	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 544,00 $	
CENTRE HORIZON CARRIERE	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
CLUB DE BOXE DE L'EST	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 976,00 $	
CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI MONTREAL CENTRE-NORD (CREMCN) INC.	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 490,00 $	
COUP DE BALAI INC.	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 214,00 $	
CYBERCAP	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 186,00 $	
EDUCALOI	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 015,00 $	
GROUPE ACTION PREVENTION DE LA TRANSMISSION DU VIH ET L'ERADICATION DU SIDA	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 574,00 $	
HABITATIONS L'ESCALIER DE MONTREAL	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 074,00 $	
ISABELLE LAMONTAGNE	36	19 MARS 2020	PRUD'HOMME, JOCELYNE	Programme Midi Contact - Planification et animations de lecture pour lees 0 à 5 ans et leurs parents	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	2 015,76 $	
JOHANNE BRUNET	202003	19 MARS 2020	PRUD'HOMME, JOCELYNE	Programme Midi Contact - Planification et animations de lecture pour lees 0 à 5 ans et leurs parents	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	2 015,76 $	
LA FONDATION QUEBECOISE POUR L'ALPHABETISATION	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 187,00 $	
L'ART-RIVE CENTRE DE JOUR DE RIVIERE-DES-PRAIRIES	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 367,00 $	
LE CENTRE DES TEXTILES CONTEMPORAINS DE MONTREAL	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 867,00 $	
L'ECOLE ENTREPRISE FORMETAL INC.	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
L'ENJEU : CAP SUR L'EMPLOI INC.	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 588,00 $	
PLEIN MILIEU	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 061,00 $	
QUEBEC COMMUNITY GROUPS NETWORK	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	5 000,00 $	
REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERSONNE AYANT DEFICIENCE INTELLECTUELLE MTL	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 088,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESEAU ENFANTS RETOUR CANADA	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 586,00 $	
SPORTS-QUEBEC	da201361001	26 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Aide financière aux OBNL locataires 2020_DA201361001	Diversité et inclusion sociale	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	2 058,00 $	
AGAT LABORATOIRES LTD	1402677	03 MARS 2020	BLAIN, ERIC	2020 - Service de laboratoire - PEPSC	Environnement	Protection de l'environnement	2 700,28 $	
CHAMARD ET ASSOCIES INC.	1404139	10 MARS 2020	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2020 - Portrait des équipements de collecte de type conteneurs semi-enfouis ou enfouis, disponibles sur le marché, adaptés pour la collecte de matières organiques	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	8 666,72 $	
EQUIPEMENT DE REHABILITATION ENVIRONNEMENTAL	1406540	24 MARS 2020	BLAIN, ERIC	2020 - Dipper-See examiner 150m item E654-7001 de la soumission SO18228	Environnement	Protection de l'environnement	6 929,16 $	
AMELIE GREGOIRE TAILLEFER	1396251	11 MARS 2020	LARRIVEE, MAXIM	Mandat de développer et offrirune formation entomologique à des jeunes du Nunavik et de planifier et mettre en place la logistique nécessaire pour offrir une telle formation. Conformément à l'offre de service du 18 décembre 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	36 028,00 $	
ANNIE DUVAL	1405652	18 MARS 2020	CHAREST, SONYA	Service de maquillage pour la Fiesta Monarque les 21, 22 et 23 août 2020 selon la soumission 454	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 400,00 $	
BALL SUPERIOR	1390838	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Semences et bouture pour les Jardins extérieurs (compte client #2220)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	14 803,99 $	
CLEMENT FONTAINE	1404228	11 MARS 2020	LE NAY, ALBANE	Mandat de programmation des publications d'EPLV sur les réseaux sociaux.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	
COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE RIVIERE-DU-LOUP	1403767	09 MARS 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Projet de laboratoire vivant - LLio - Janvier et février 2020 - Facture finale.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 518,45 $	
CONSULTANTS EXIM INC.	1403024	04 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Accompagnement technique dans le cadre de la mise en service des systèmes de transport vertical (ascenseur MRL et d'un monte-charge surdimensionné hydraulique) au Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 014,50 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1406659	25 MARS 2020	LARRIVEE, MAXIM	Tablette pour Michel Saint-Germain	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 009,66 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1403833	09 MARS 2020	LE NAY, ALBANE	2 ordinateurs portables - HP EliteBook 850 G5 - 15 po. + mémoire supplémentaire 1 DIMM 8 Go DDRA-2 133 MHz.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	216,96 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1403833	09 MARS 2020	LE NAY, ALBANE	2 ordinateurs portables - HP EliteBook 850 G5 - 15 po. + mémoire supplémentaire 1 DIMM 8 Go DDRA-2 133 MHz.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	1 856,14 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1406579	24 MARS 2020	LARRIVEE, MAXIM	Achat de sept (7) portables EliteBook 840 pour les six (6) préposés entomologiques et une (1) horticultrice puis un portable EliteBook X360 pour André-Philippe Drapeau-Picard	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 554,49 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1406579	24 MARS 2020	LARRIVEE, MAXIM	Achat de sept (7) portables EliteBook 840 pour les six (6) préposés entomologiques et une (1) horticultrice puis un portable EliteBook X360 pour André-Philippe Drapeau-Picard	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 924,57 $	1164102
CREONIX	1406162	19 MARS 2020	LARRIVEE, MAXIM	Service de maintenances et de programmation pour le site web de Mission Monarque et abeille citoyenne selon la soumission 1041	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	25 000,00 $	
DAVID BRODEUR	1404393	12 MARS 2020	LAURENCE, ETIENNE	EXP.HALL : Convention de services professionnels afin de produire 3 courts extraits sonores destinés à une station d'écoute dans le cadre d'un projet muséal pour le hall d'accueil du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 600,00 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1390529	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Bottes et souliers de sécurité pour les employés des Serres	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 195,50 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1390852	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Bottes et souliers de sécurités pour les employés des Jardins extérieurs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 679,00 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1387614	19 MARS 2020	BILODEAU, MATHIEU	Frais 2020 - Ramassage du courrier régulier et interne - Espace pour la vie.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 499,98 $	1302177
HORS-PISTE S.E.N.C.	1403199	06 MARS 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Accompagnement de la préparation et animation de la Journée de la biodiversité et co-animation des cafés citoyens.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	28 000,00 $	
HYDROCULTURE GUY DIONNE INC.	1391534	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Fournitures horticoles pour les Serres	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 625,50 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
JEROEN KLEIJN	1404747	13 MARS 2020	LAURENCE, ETIENNE	(EXP.HALL) - Contrat de services professionnels - Visant d'assurer le design et la production de 3 arômes représentant des scènes de milieu naturel pour la diffusion dans le cadre d'un projet muséal pour le hall d'accueil du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
KOPPERT CANADA LIMITED	1357645	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2019 - Prédateurs et produits pour la lutte biologique de l'Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 874,70 $	
KOPPERT CANADA LIMITED	1390936	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Prédateurs et produits pour la lutte biologique des Serres du Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	23 415,80 $	
KOPPERT CANADA LIMITED	1394912	11 MARS 2020	JUSSAUME, JEAN-FRANCOIS	BCO 2020 - Prédateurs et produits pour la lutte biologique de l'Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 000,00 $	
LES ENSEIGNES PROFESSIONNELLES	1402467	02 MARS 2020	LE NAY, ALBANE	Soumission #20200113-0926 : Ajustement des coûts de peinture.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 749,00 $	
MARC-ANDRE ROY	1404519	12 MARS 2020	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Contrat de gré à gré pour des services de grahisme spécialisé en signalétique et matériel d'animation pour les besoins de l'Espace pour la vie - 2020.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	25 000,00 $	
MATHIEU RIVARD	1405583	17 MARS 2020	LE NAY, ALBANE	Contrat de services professionnels pour les besoins de photographie reliés à la programmation et aux événements de l'Espace pour la vie - 2020.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 000,00 $	
MEDIA UB INC	1404251	11 MARS 2020	LE NAY, ALBANE	Entente publicitaire - Planétarium Printemps 2020 - Diffusion de publicités dans les salles de cinémas du20-04-24 au 20-05-14.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 300,00 $	
NATURAL INSECT CONTROL	1390951	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Prédateurs pour la lutte biologique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 229,60 $	
NORSECO INC	1390891	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Semences et boutures pour les Jardins extérieurs (client #MON022)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 841,20 $	
NOTTROT	1405100	16 MARS 2020	HERNANDEZ, OLIVIER	EQ.VL : 3 Moniteurs spécialisés - Théâtre de la Voie Lactée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 936,38 $	
OI ANALYTICAL	1404262	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	Digestion tubes et rack	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 746,62 $	
OUTFRONT MEDIA CANADA LP	1404495	12 MARS 2020	LE NAY, ALBANE	Affichage 10X20 Montréal centre-ville et Montréal région métropolitaine - Plantes étranges de madame Z.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	29 890,00 $	
PRODUCTIONS ARBORESCENCE INC.	1404803	13 MARS 2020	LAURENCE, ETIENNE	(PRO.SCO) - Contrat de services professionnels - Clé en main de conception, réalisation et production vidéo d'une capsule d'environ 1 minute, en français et en anglais visant à introduire les groupes à leur visite du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 123,00 $	
RODRIGO SOLIS SOSA	1405621	18 MARS 2020	LARRIVEE, MAXIM	Service d'entretien et de programmation pour le site eButterfly pour la période du 15 septembre au 31 décembre 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 900,00 $	
RODRIGO SOLIS SOSA	1405627	18 MARS 2020	LARRIVEE, MAXIM	Service d'entretien et de programmation pour le site eButterfly pour la période du 1er avril au 10 juillet 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000,00 $	
TENAQUIP LIMITED	1390959	11 MARS 2020	GAGNE, ANNIE	BCO 2020 - Équipements de sécurités et dispositifs de rangement	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 133,90 $	
TISSUS DE MAILLE METALLIQUE	1388510	12 MARS 2020	PARIS, YVES	MOB.ECO : rideaux de chaînettes de billes - Écosystèmes Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	73 891,00 $	
3R CLOTHING	2611r	05 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 131,34 $	
ABBOTT OF ENGLAND 1981 LIMITED	0704662e	09 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 974,58 $	
ATELIER 10 INC.	20200061	12 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #148 : Section collaborative de deux pages parue dans le magazine «Nouveau Projet # 17» - Premier versement.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
ATELIER 10 INC.	20200062	12 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #149 : Section collaborative de deux pages parue dans le magazine «Nouveau Projet # 17» - Deuxième versement.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
AUTRUCHE	225045	24 MARS 2020	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Marchandise destinée à la revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 271,75 $	
BASIC SPIRIT	bsjb20062tor	16 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 349,00 $	
BELANGER BRANDING DESIGN LTEE	207210	17 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #158 : Habillage d'objet et création d'un pictogramme pour location d'iPhone.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
CISION QUEBEC INC.	62651	06 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #125 : Surveillance de la visibilité média radio-télévision, Surveillance mensuelle de la presse écrite, coupures avec sommaire, résumé de nouvelles éditées et droit d'auteur pour l'Espace pour la vie - Février2020.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 128,32 $	
DISTRIBUTION ET ENSEIGNEMENT BOISSINOT INC	2039	06 MARS 2020	BEDARD, LOUISE	Formation premiers soins plongée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 500,00 $	
EAGLE RIDGE TRADING	00114744	16 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 151,03 $	
EDENBOROUGH LTD	336829	11 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 735,00 $	
EUGENE CLOUTIER INC.	31703	27 MARS 2020	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Marchandise destinée à la revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 207,34 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HOBART FOOD EQUIPMENT GROUP CANADA	1039218	25 MARS 2020	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Système d'odoucisseur d'eau	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 786,00 $	
JABCO CANADA INC.	69384	12 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 081,25 $	
KALYN IMPORTS LIMITED	205548	12 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 901,00 $	
K & M TOYS CANADA INC.	si459337	11 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 376,40 $	
LE DEVOIR INC.	de214461	12 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #145 : Encarts dans Le Devoir le 2020-02-29 - Publicité corporative.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 182,00 $	
LES AMIS DE L'INSECTARIUM DE MONTREAL	gdd1193426002a	25 MARS 2020	KERR, NATASHA	2e versement de la contribution financière selon le GDD1193426002	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	40 000,00 $	
LES PRODUCTIONS ATLAN INC.	048458	17 MARS 2020	BEDARD, LOUISE	BC-213029 bottes culottes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 184,58 $	
MARCHE FLORAL INTER-PROVINCIAL LTEE.	30091	09 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 283,25 $	
MEDIAQMI INC.	er00187226	12 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #144 : Publicité parue dans le Journal de Montréal le 2020-02-29 - Plantes étranges.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500,00 $	
MESSAGERIES ADP	2536614	09 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 059,12 $	
MICHELLE BEAUDOIN OBJETS DECORATIFS	8694	24 MARS 2020	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	marchandise destinée à la revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 975,42 $	
OSCARDO INC	25222	09 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 202,00 $	
PANABO SALES	in67215	05 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 841,45 $	
PAPEROLE	pap6965	12 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 206,50 $	
PAPER PRODUCTS DESIGN	214256	25 MARS 2020	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Marchandise destinée à la revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 306,94 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	311039	11 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #150, 151 et 152 : Parution de publicité dans la Gazette - Encartage brochure, Lucia et Plantes étranges.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 781,15 $	
PROLOGUE INC.	vfr0865264	05 MARS 2020	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 899,00 $	
PUBLICITE SAUVAGE INC.	4060211	12 MARS 2020	SCHOEB, AMELIE	Réf. #143 : Distribution de brochure - Campagne corporative.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 587,32 $	
SCOTTS CANADA LTEE	59737066	19 MARS 2020	BEDARD, LOUISE	BC-213296 Mélange de terreau	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 301,00 $	
SIMON FORTIN	031	19 MARS 2020	BEDARD, LOUISE	SP.PLUNE, soirée 8 mars 2020	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	
AGENCE DIALEKTA INC.	1402622	03 MARS 2020	TREMBLAY, LOUISE	Agence Dialekta - Conseiller en placement Média - Campagne Habitation/Marché locatif- Voir CSP2019014	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 840,45 $	
AGENCE MEDIAPRESSE INC.	1403499	06 MARS 2020	BEDARD, JOSEE	Agence MediaPresse - Conseiller en relation publique - Elaboration de la charte de la participation. Voir CSP 2020010	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	62 205,09 $	
BANG THE TABLE CANADA LTD	1350499	09 MARS 2020	EL BAHI, NOUR EL HOUDA	Bang the table - Logiciel d'engagement 1er et 2e versements - 1/3 Projet Griffintown.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 299,24 $	
CLUB DE CONSULTATION EN MANAGEMENT (CCM)	1404330	11 MARS 2020	GRANDMAISON, BRIGITTE	Club de consultation en Management - OBNL- Analyse et recommandation - Analyse "benchmark" de la planification et gestion 311. Voir soumission #VDM02	Expérience citoyenne et communications	Conseil et soutien aux instances politiques	2 016,00 $	
COMMUNICATION MAIN LIBRE INC.	1405611	18 MARS 2020	GRANDMAISON, BRIGITTE	Casques d'écoute monaural Armor TPH-3100M-P - Centre de service 311 - Conforme à la soumission 1298. Voir soumission #1298 - SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 362,22 $	
COMPAGNIE & CIE, CREATION	1406636	24 MARS 2020	HAMEL, NATHALIE	Compagnie et cie - Campagne cadre pour soutenir la transition écologique - Service de l¿expérience de des communication	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	81 890,25 $	
EGAN VALENTINE	1403810	09 MARS 2020	GRANDMAISON, BRIGITTE	Services professionnels d'évaluation de la langue anglaise pour les postes d'ACS à combler au 311 en 2020. Facture 200210-1	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 960,00 $	
ETIQUETTE & RUBAN ADHESIF COMMERCE INC.	1403176	05 MARS 2020	BLAIS, MARTIN	Étiquette & Ruban Adhésif Commerce - Impression autocollant codes barres Uen13 - Carte Accès Montréal. Voir Soumission et Dossier DKT-173769	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 331,98 $	
GRAPHISCAN MONTREAL INC.	1404322	11 MARS 2020	BLAIS, MARTIN	Graphiscan - Service Impression pour la carte Accès Montréal 2020-2021. Voir doc. GÀG	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	41 995,00 $	
IMPRESSION MULTI-SOURCES	1403674	09 MARS 2020	DAIGLE, REMI	Impression Multi-Sources - Impression de dépliants - Brochure grand parc de l'ouest (soumission 1259A) / SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 079,91 $	
JOCELYNE HEBERT, REDACTRICE	1402326	02 MARS 2020	PAQUIN, LUCIE	Jocelyne Hebert - Rédaction, révision - Convention SP 2020008 /SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 860,91 $	
LE CABINET DE RELATIONS PUBLIQUES NATIONAL INC.	1403596	06 MARS 2020	VIDAL, STEPHANIE	Le cabinet de relations publiques National - Accompagnement et préparation aux assemblées publiques - Réseau Express Vélo. Voir soumission 2020-02-24	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 299,25 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
L & L IMPRESSION	1402500	02 MARS 2020	HAMEL, NATHALIE	L&L Impression - Panneaux de chantier - SIRR.Travaux Vélo 2020. Voir doc. GÀG	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 249,37 $	
L & L IMPRESSION	1404203	11 MARS 2020	VIDAL, STEPHANIE	L&L Impression - Panneaux de chantier - Eau.Plomb 2020 / SECC	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 099,75 $	
MANUEL PETERSEN	1403583	06 MARS 2020	VIDAL, STEPHANIE	Manuel Petersen - Illustratrice - Illustration projet Vision Zéro. Voir soumission 2020-02-29	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 680,00 $	
MOUVEMENT QUEBECOIS DE LA QUALITE	1402818	03 MARS 2020	HAMEL, NATHALIE	Mouvement Quebecois de la Qualité - Formation Lean six sigma.- Mélina Rosay. Voir Facture 2000005101	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 616,85 $	
PELMOREX CANADA INC.	1405066	16 MARS 2020	PAQUIN, LUCIE	Pelmorex Canada - Placement Media - Déneigement Hiver 2019-2020. Voir facture #INV012773	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 774,45 $	
PERCOLAB COOP	1402319	02 MARS 2020	BEDARD, JOSEE	Percolab Coop - Soumission 2020.02.10 - Formation travailler en collaboration. Voir Soumission 2020.02.10	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	16 535,53 $	
PRISME TECHNOLOGIES INC.	1406229	19 MARS 2020	BELLAVANCE, LYNE	Facture - Prisme Technologies - Logiciel - PrintSys - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	11 023,69 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1406634	24 MARS 2020	VIDAL, STEPHANIE	Facture-Societe Canadienne des Postes -Envoi Postal - Rhéaume & Griffin Peel-Service de l¿expérience de des communication	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 332,29 $	
TELUS	1406227	19 MARS 2020	ROSAY, MELINA	BC ouvert 2020 - Telus - Téléphonie cellulaire - Service de l'expérience citoyenne et des communications	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 249,37 $	
TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.	1403667	09 MARS 2020	VIDAL, STEPHANIE	BCO - Traductions Tom Donovan - Service de Traducteur - Projet Sainte-Catherine	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 099,75 $	
VERIZON MEDIA CANADA CORP.	1403662	09 MARS 2020	VIDAL, STEPHANIE	Verizon Media Canada Corp - Placement média - Parcs Nature 2020. Voir soumission # 20278378	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 249,37 $	
VERSION IMAGE PLUS INC.	1406954	27 MARS 2020	PAQUIN, LUCIE	Version Image Plus - Impression - Affiches Campagne propreté (post corvées)(soumission 137008)	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 832,04 $	
CORPORATION PEPCO ENERGIE	472914	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 278,70 $	
CORPORATION PEPCO ENERGIE	482808	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 114,84 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112478074	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 443,33 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112483334	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 182,70 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112483335	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 206,76 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112483336	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 216,40 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112483338	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 739,57 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112487285	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 703,38 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112487286	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 699,22 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112490415	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 435,87 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112490894	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 802,57 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112490895	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 454,09 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112490896	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 391,83 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112490897	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 523,27 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112490898	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	29 214,65 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112491991	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 586,79 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112496265	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 903,46 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112497798	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 426,80 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112499245	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 852,80 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112499246	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 360,17 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112499247	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 799,07 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENERGIE VALERO INC.	4112500160	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 992,03 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112500161	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 089,10 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112500162	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 089,10 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112502923	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 523,06 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112502924	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 633,76 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112504675	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 280,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	29270110	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 143,84 $	
LES PETROLES PARKLAND	29314922	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 679,39 $	
LES PETROLES PARKLAND	29314923	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	30 036,80 $	
LES PETROLES PARKLAND	29314949	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 146,63 $	
LES PETROLES PARKLAND	29314954	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 147,65 $	
LES PETROLES PARKLAND	29314955	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 295,30 $	
LES PETROLES PARKLAND	29323834	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 392,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	29331232	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 001,58 $	
LES PETROLES PARKLAND	29358345	28 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	32 099,38 $	
LES PETROLES PARKLAND	29358346	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 565,09 $	
LES PETROLES PARKLAND	29358352	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 089,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	29358361	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 879,78 $	
LES PETROLES PARKLAND	29377369	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 576,43 $	
LES PETROLES PARKLAND	29377370	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 218,42 $	
LES PETROLES PARKLAND	29377371	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 601,81 $	
LES PETROLES PARKLAND	29377377	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	28 017,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	29411423	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	15 314,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	29411424	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 152,75 $	
LES PETROLES PARKLAND	29451585	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 254,02 $	
LES PETROLES PARKLAND	29451586	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 379,91 $	
LES PETROLES PARKLAND	29451587	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 324,24 $	
LES PETROLES PARKLAND	29451591	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 104,94 $	
LES PETROLES PARKLAND	29451600	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 424,62 $	
LES PETROLES PARKLAND	29451601	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 455,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	29451602	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 713,54 $	
LES PETROLES PARKLAND	29470856	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 252,16 $	
LES PETROLES PARKLAND	29470857	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 190,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	29470858	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 193,61 $	
LES PETROLES PARKLAND	29470859	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 281,16 $	
LES PETROLES PARKLAND	29490012	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	20 871,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	29543319	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	20 891,79 $	
LES PETROLES PARKLAND	29543322	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 743,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	29543323	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 444,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	29543324	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 611,37 $	
LES PETROLES PARKLAND	29543329	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 015,82 $	
LES PETROLES PARKLAND	29543352	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 719,25 $	
LES PETROLES PARKLAND	29554120	10 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 998,74 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579973	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 941,24 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579977	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 846,28 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579978	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 755,64 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579984	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 355,00 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579985	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 839,14 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579986	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 635,52 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579987	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 769,47 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579991	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 718,33 $	
LES PETROLES PARKLAND	29579993	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 176,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	29605444	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 877,82 $	
LES PETROLES PARKLAND	29605445	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 753,73 $	
LES PETROLES PARKLAND	29605446	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 568,03 $	
LES PETROLES PARKLAND	29605453	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 611,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	29605454	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 702,96 $	
LES PETROLES PARKLAND	29605455	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 904,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	29617602	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 259,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	29617603	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 590,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	29617613	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 391,96 $	
LES PETROLES PARKLAND	29648850	18 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 381,44 $	
LES PETROLES PARKLAND	29798750	25 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 315,53 $	
LES PETROLES PARKLAND	29798751	25 MARS 2020	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 232,29 $	
COMPUGEN INC.	1405581	17 MARS 2020	AUMONT, ANNIK	Ecran 24 pouces	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 275,09 $	1163303
C.P.U. DESIGN INC.	1404317	11 MARS 2020	MARCOTTE, CATHY	Achat d'un nouvel ordinateur portatif plus puissant pour Alexandra Gauthier-Blake - Service des finances. - # Dérogation R425063	Finances	Administration, finances et approvisionnement	3 044,43 $	1164102

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
C.P.U. DESIGN INC.	1405582	17 MARS 2020	BLANCHARD, PIERRE	Besoins informatiques - Service des finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	101 370,55 $	1164102
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	1405233	17 MARS 2020	HEBERT, ISABELLE	Huissier de justice - Services professionnels requis pour la signification de différents documents et l'exécution des brefs de saisie pour le Service des Finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	20 997,50 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1403015	04 MARS 2020	COURCHESNE, YVES	Démarche de réflexion stratégique - Phase II - Service des finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	6 143,87 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201968p	11 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	9 974,08 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201969p	10 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	8 565,64 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal201970p	23 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	8 565,64 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202003p	10 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 392,17 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202006p	10 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 081,34 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202007p	10 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 493,34 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202008p	23 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	4 889,17 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202012p	31 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 776,26 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	allocationensemblemontreal202013p	31 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 989,36 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20200113dp	03 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 766,20 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20200219kbr	23 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 376,87 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl202008e	11 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 619,95 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojetmtl201916a	05 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	8 723,00 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojetmtl201917a	11 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	15 576,43 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal201916e	05 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 683,17 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal201917e	13 MARS 2020	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	41 889,06 $	
3043176 NOVA SCOTIA LIMITED	1403855	10 MARS 2020	REICHSON, JORDY	Pièces et services de GPS des véhicules de patrouille.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 858,29 $	
9218-9778 QUEBEC INC.	1404356	11 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Entreposage, palletage, livraison et déchargement des fenêtres de bois de la caserne 26 (0079) - Incidences 13097	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	3 347,91 $	
9383-1766 QUEBEC INC.	1407089	30 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Contrat d¿entretien ménager pour les édifices du 2300 rue Alfred-Nobel et du 7140 Albert-Einstein (Technoparc). Période du 1er avril au 31 octobre 2020. (2 soumissionnaires)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	46 236,49 $	
ACCO ENTREPRENEUR GENERAL INC.	1403669	09 MARS 2020	CAPPELLI, JEAN	Fourniture et l¿installation de systèmes de panneaux acoustiques au nouveau Centre des mémoires montréalaises -le MEM (8252)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	14 829,70 $	
AEDIFICA INC.	1404831	13 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Vérification (coordination, erreur et omission) des plans et devis 100% pour le projet L¿Octogone (3071) - Incidences 14901	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	42 843,03 $	
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1404390	12 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Entretien des composantes en système d'alarme incendie dans plusieurs bâtiments.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 883,00 $	
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1406806	26 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Entretien et inspection des composantes de système incendie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 688,31 $	
ANIXTER CANADA INC.	1402908	04 MARS 2020	LYNCH, RENE	OUEST ALARME INCENDIE GICLEUR KIT COMMUNICATEUR INCENDIE LYNCH, RENE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 224,44 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1402775	03 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) -REMPLACEMENT DU MEDIA DES FILTRES DANS TROIS PISCINES - CENTRE DU PLATEAU, 2275 BOULEVARD SAINT-JOSEPH E. - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 582,79 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1403965	10 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	FLEURY - ACHAT VANNE À FLOTTE 4" POUR BAT: 0101	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 488,20 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1405170	17 MARS 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - REPARATION DY SYSTEME UV - CENTRE SPORTIF NOTRE-DAME-DE-GRACE (BENNY), 6445 AVENUE DE MONKLAND - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 316,55 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1406823	26 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	TORRES- Lavage du bassin/ pataugeoire et de la plage POUR BAT: 1078	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 931,79 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1406824	26 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	TORRES - Lavage du bassin/ pataugeoire et de la plage POUR BAT: 0499	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 937,03 $	
ARCOPEL ACOUSTIQUE LTEE	1405656	18 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	RICHER - ACHAT DE FISSURE 5/8" X 2' X 4' POUR BAT: 373	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 240,52 $	
ASCENSEURS INNOVATEC INC.	1406804	26 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Ajout de garde corps sur le toit de la cabine de l'appareil bâtiment 0266	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 939,65 $	
ASCENSEURS LAVAL INC.	1402808	03 MARS 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Remettre l'ascenseur de l'administration en fonction suite aux travaux - Migration	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	10 984,00 $	
AZIMI FRANCOISE TANI	1406246	19 MARS 2020	CORBEIL, SEBASTIEN	Continuation évaluation du projet pilote (produits d'hygiène féminine) et support à la gestion des prêts et des consultations à la salle des archives - taux horaire 30.00$ /hr, durée 40 semaines à 35 hres/sem-du 16 mars au 18 décembre 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	42 000,00 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1405454	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'électricité dans 5 bâtiments. 3114 - 0422 - 3332 - 0037 -	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 754,26 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1405512	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'électricité dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 029,14 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1406815	26 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'électricité dans 2 bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 015,61 $	
BASE SOLIDE CONSTRUCTION INC.	1404350	12 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	TORRES - FABRICATION D'UNE DALLE DE BÉTON POUR BAT:0105	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 813,15 $	
BC2 GROUPE CONSEIL INC.	1403402	05 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels pour accompagner la réalisation un programme fonctionnel technique (PFT) associé à l'aménagement d'un bain portuaire au bout du quai de l'horloge dans le Vieux-Port de Montréal (1296)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 908,22 $	
BEAUPRE MICHAUD ET ASSOCIES, ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.	1403682	09 MARS 2020	GIROUX, MICHELE	Services professionnels pour effectuer une expertise sur l'état du bâtiment situé au 7070 Casgrain (0294) à Montréal pour définir les travaux requis visant sa complète restauration	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 417,37 $	
BETON PROJETE M.A.H. INC.	1406775	26 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Ajout de rochers dans le bassin des manchots à l'intérieur de l'écosystème du Monde Polaire du Biodôme de Montréal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	17 175,00 $	
BOUTY INC	1402906	04 MARS 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Achat et installation d¿ameublement (chaises) pour la bibliothèque Frontenac (8662) - Incidences 15495	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	2 641,81 $	1394177
BOUTY INC	1404926	16 MARS 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Achat et installation d¿ameublement (chaises) pour la bibliothèque Mercier (0811) dans le cadre du projet RFID phase 3 - Incidences 15494	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	3 566,95 $	1394177
BOUTY INC	1404932	16 MARS 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Achat et installation d¿ameublement (chaises) pour la bibliothèque Parc-Extension (8742) dans le cadre du projet RFID phase 3 - Incidences 15493	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	3 564,87 $	1394177
BOUTY INC	1405683	18 MARS 2020	SHARIFIAN, JABIZ	Achat et installation d¿ameublement (chaises) pour la bibliothèque Côte-des-Neiges (0709) dans le cadre du projet RFID phase 3 - Incidences 15492	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	4 645,20 $	1394177
BRODEUR FRENETTE S.A.	1406913	27 MARS 2020	LALONDE, SOPHIE	Mise en ¿uvre du plan de gestion des risques associés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (0001)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	12 764,64 $	
CARDIN JULIEN INC.	1405696	18 MARS 2020	CAPPELLI, JEAN	Services professionnels pour préparer les documents d'appel d'offres afin de consolider l'Ex-Station de pompage Craig (0171)	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	22 677,30 $	
CE/CI FORMATION ET SERVICES INC.	1403309	05 MARS 2020	LALONDE, SOPHIE	OUEST FORMATION TECHNIQUES POUR LES COLS BLEU DE SGPI BURGY JOHANNE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 860,97 $	
CIMCO REFRIGERATION	1403134	05 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Tremblay, M - huile pour compresseur nh3	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 184,64 $	
CITRON HYGIENE LP	1403526	06 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Service de propreté pour les toilettes publiques, Service hygiéna, Freshaire et Autoflush. Période de12 mois pour l'année 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 029,45 $	
CITRON HYGIENE LP	1403534	06 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Services de gestion parasitaires. Service de 20 semaines prévues pour l'année 2020. (2 visites de janvier jusqu'au début mai et 1 visite par mois par la suite.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 335,46 $	
COFORCE INC.	1403706	09 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Ajout d'heures pour l'entretien ménager du Centre Jean-Claude Malépart. (2390) Période : du 1er janvier au 31 octobre 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	24 693,60 $	
COFORCE INC.	1405329	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Récurer et cirer le plancher du gymnase st-zotique	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 616,25 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COLLIERS MAITRES DE PROJETS INC.	1406909	27 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels en contrôle de chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l¿hôtel de ville de Montréal (0001)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	65 307,47 $	1367718
COMPRESSEURS GAGNON INC	1402699	03 MARS 2020	GASMI, ANIS	Appel de service pour la réparation du réseau d'air comprimé	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 068,25 $	
COMPRESSEURS GAGNON INC	1405776	18 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	AO-20_17850 Service d'entretien des compresseurs d'air industriel - Ateliers municipaux et autres.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	30 064,48 $	
COMPRESSEURS GAGNON INC	1405784	18 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	AO 20_17850. - Année 2020- Lot 2 - Service d'entretien des compresseurs d'air industriels - SIM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 144,17 $	
CONSTRUCTION GUILLAUME MAILHOT INC.	1404060	10 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture et installation des matériaux et de la main-d'oeuvre requis afin d'effectuer la réfection de l'éclairage des vivariums au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	40 000,00 $	
CONSTRUCTION L. MORIN INC.	1405435	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Refaire le plancher avec du planipatch. caserne 63	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 052,51 $	
CONSTRUCTIONS LUSSIER & FRERES INC.	1406134	19 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans le bâtiment	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 321,38 $	
CROSSROADS C&I (TMA827266)	1403628	09 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Vezina - pour inventaire	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 263,81 $	
DAFCO FILTRATION GROUP CORPORATION	1402648	03 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	MARTIN TREMBLAY- ACHAT DES FILTRES POUR BATI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 048,52 $	
DECO-LAM INC.	1404064	10 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	RICHER - ACHAT FEUILLE DE STRATIFIÉ POUR BAT:9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 244,14 $	
DECOR LACHARITE INC.	1402527	03 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Richer - Tapis le centre Roussin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 241,52 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403768	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48902 - ancien BC 1308898.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 045,19 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403781	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48900 ancien BC 1308935	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 093,79 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403785	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48905 ancien BC 1308885	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 063,70 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403788	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48904 ancien BC 1308834	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 204,02 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403791	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48903 ancien BC 1308872	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 040,77 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403805	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48895 ancien BC 1308916	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 485,39 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403806	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48894 ancien BC 1308927	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 144,18 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403808	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48899 ancien BC 1308939	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 095,19 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403811	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 48898 ancien BC 1308945	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 113,93 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403822	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 49416 ancien BC 1308834	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 408,05 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403823	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 49414 ancien BC 1308885	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 127,39 $	
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1403825	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Déneigement selon contrat du 1e novembre 2018 au 30 avril 2019. Facture 49426 ancien BC 1308898	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 527,12 $	
DESCHENES & FILS LTEE	1404667	13 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	CORBEIL - ACHAT NEUTRALISATION CALIFACTIO POUR BAT:9997	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 315,19 $	
DESCHENES & FILS LTEE	1405998	19 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	Corbeil - Detendeur, brise-vides	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 916,51 $	
DISTRIBUTION SPORTS LOISIRS - INSTALLATION INC.	1402725	03 MARS 2020	LEBLANC, VINCENT	Modification aux bandes actuelles au Centre Étienne-Desmarteau (0560) - Incidences 14975	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	14 914,02 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DOUVILLE, CROISETIERE & ASSOCIES INC.	1406259	19 MARS 2020	CORBEIL, SEBASTIEN	Création d'un plan d'action en expérience client	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	30 183,91 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1403258	05 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT - ACHAT DES PIECES ELECTRIQUES POUR 5 ARR BAT:9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 183,95 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1404161	17 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT - ACHAT MATÉRIEL ÉLECTRIQUE POUR BAT: 101	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	909,50 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1404161	11 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT - ACHAT MATÉRIEL ÉLECTRIQUE POUR BAT: 101	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 343,28 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1405623	18 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot - matériaux pour inventaire	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 171,53 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1406265	20 MARS 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Éclairage Tunnel de Glace - projet Migration	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	19 711,13 $	
EBI ENVIRONNEMENT INC.	1407123	30 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Service de conteneur hebdomadaire (le jeudi) du 1er mars au 31 décembre 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 545,97 $	
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1402335	02 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Travaux d'installation et de démontage d'échafaudages dans l'habitat du monde polaire au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	12 149,95 $	
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1403737	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	0318, 77-442915. Location de clôtures temporaire , de pieds de clôtures. transport aller et montage inclus	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 495,76 $	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	1407037	30 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Torres - Installation des poteaux Modul-R pour fissure(remplace le 1358040 pour 2020)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 418,12 $	
ENSEIGNES CMD INC.	1405895	18 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fabrication, livraison et installation des éléments signalétiques à l'intérieur du Biodôme de Montréal (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	34 564,80 $	
ENTREPRISES MICHELE & ANGELO CARDILLO LTEE	1393463	03 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Contrat de déneigement - Hiver 2019-2020 - Caserne 29 et PDQ 39. Portion 2020. Demande de prix 19-17705 et 19-17705/2 (5 soumissionnaires)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,74 $	
EQUIPEMENT DE VAPEUR INDUSTRIELLE VAPTEC INC	1403905	10 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST CHAUFFAGE MC DONNELL CENTRE COMMUNAUTRE N-D-G SAUVÉ, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 149,88 $	
GESTION HYGIENE DU BATIMENT	1404145	11 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Service d'évaluation des charges de travail (hygiène et salubrité) ou analyse des besoins en ressources humaines (entretien ménager) pour 6 bâtiments de la Ville.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 317,64 $	
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	1403582	06 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Commande ouverte année 2020. Service de collecte de matières compostables.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	35 028,61 $	
GROUPE DCR	1399195	10 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Ajout de rochers et réfection des murs des écosystèmes - projet migration	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	20 000,00 $	
GROUPE LOU-TEC INC.	1404945	16 MARS 2020	LAMBERT, ERLEND	Location d¿une roulotte de chantier dans le cadre du projet de réfection de la dalle du magasin des Carrières (0113) - Incidences 15491	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	2 451,83 $	
GROUPE NICKY	1403122	05 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Service de déneigement autour du Site Outremont, installation de 136 blocs à une dimension de 2.5 pieds pour clôturer le terrain. Service avant le 17 mars 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 763,84 $	
GROUPE SECURITE ROBILLARD INC	1403421	06 MARS 2020	REICHSON, JORDY	Commande ouverte 2020- Services de serrurerie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 498,75 $	
H2O INNOVATION (2000) INC.	1403972	19 MARS 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Fournir, installer et raccorder système osmose inverse au Jardin botanique. Marque H2O Concentrator 300 et les composantes. Soumission en annexe.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	93,57 $	
H2O INNOVATION (2000) INC.	1403972	10 MARS 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Fournir, installer et raccorder système osmose inverse au Jardin botanique. Marque H2O Concentrator 300 et les composantes. Soumission en annexe.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	10 000,00 $	
HONEYWELL LTEE	1402567	03 MARS 2020	GASMI, ANIS	Travaux sur système de chauffage dans le bâtiment 1106	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 827,31 $	
HONEYWELL LTEE	1402885	04 MARS 2020	GASMI, ANIS	1713, 01-429356. Vérification du problème de chauffage et faire remise en marche	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 042,50 $	
HONEYWELL LTEE	1404085	10 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur système de chauffage dans 2 bâtiments.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 019,80 $	
HONEYWELL LTEE	1405319	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'urgence suite à une fuite provenant du serpentin d'eau chaude et remplacement du moteur.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 191,57 $	
HONEYWELL LTEE	1405325	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Suite au problème de chauffage, changer la pompe et autres composantes de chauffage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 742,39 $	
HONEYWELL LTEE	1406818	26 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur système de chauffage et ou de ventilation dans 2 bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 364,36 $	
HYDRO-QUEBEC	1406415	23 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	tremblay - DCL-22648396 (bain st-denis)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 348,59 $	
HYPERTEC SYSTEMES INC	1403849	10 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CASTELLI - ACHAT MATÉRIEL SERVICE AUTOMATE POUR BAT:4397	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 317,18 $	
INGENIERIE CARMICHAEL LTEE	1406689	25 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - LE SUD-OUEST - HUILE AMMONIAC - REGION OUEST - LYNCH, RENE POUR DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 167,99 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
JADE ROBITAILLE	1390319	31 MARS 2020	CORBEIL, SEBASTIEN	Services professionnels pour continuation du projet d'amélioration de déploiement données cartographiques par la géomatique du 6 janvier au 1er mai 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 723,50 $	
JULES GAGNE METAL INC.	1405172	17 MARS 2020	CHRETIEN, NORMAND	Potvin - Fabrication et installation garde corps (GARAGE DE COUR POINTE-AUX-TREMBLES)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 388,51 $	
LA CIE JESS LTEE	1405174	17 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Corbeil - Evacuateur Cook (9255 Henri-Bourassa) approuvé par S. Trudel	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 723,38 $	
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1403691	09 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Richer - Plywood russe pour inventaire	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 750,47 $	
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1405123	16 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	RICHER - ACHAT PLYWOOD RUSSE POUR BAT: 9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 382,49 $	
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1406002	19 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - LE SUD-OUEST - FORMICA - BIBLIOTHEQUE SAINT-CHARLES (AGE D'OR), 1050 RUE D'HIBERNIA - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 943,32 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1403652	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparation de portes de garage dans 2 bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 180,15 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1404670	13 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST MÉTIER PORTE MOBILE COLLET ET MAILLE OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 107,30 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1406125	19 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - METIERS (PORTE MOBILE) - PAIRES D'EMBOUTS ET PENTURES - CENTRE OPERATIONNEL DU CESM, 2235 RUE MICHEL-JURDANT - DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 112,90 $	
LEDUC ELECTRIQUE LTEE.	1405619	18 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Martin - moteurs pour le pavillon de soccer VSMPE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 490,30 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1406520	30 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Desinfectant	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 375,35 $	
LE GROUPE MASTER INC.	1404931	16 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	CORBEIL - ACHAT MATÉRIEL POWER VENTOR POUR BAT: 0113	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 351,13 $	
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	1402880	04 MARS 2020	PLOURDE, PATRICK	OUEST LE SUD OUEST CALIBRER CENTRE SPORTIF SAINT CHARLES PLOURDE PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 105,87 $	
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1402633	06 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - CHAUFFAGE - CAPTEUR DE TEMPERATURE GARAGE COUR DES CARRIÈRES SAUVÉ, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 301,69 $	
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1403730	12 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - CHAUFFAGE - THERMOSTAT CENTRE SPORTIF SAINT CHARLES SAUVÉ, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 038,70 $	
LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR.	1403792	09 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Tremblay, M - Produits pour atelier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 262,19 $	
LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR.	1403792	11 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Tremblay, M - Produits pour atelier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 827,53 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1403646	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparation de composantes électrique dans 2 bâtiments.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 315,68 $	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1405373	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans 2 bâtiments - ouvrage 0869 - ouvrage 3757	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 360,66 $	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1406105	19 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie au bâtiment 3770, Pavillon de la ferme, Cap st-jacques	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 910,78 $	
LES EQUIPEMENTS JPB INC.	1406450	23 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Plourde - Certification des lignes de vie	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 044,64 $	
LES PLASTIQUES CY-BO INC	1406820	26 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	VEZINA - INSTALLATION SYSTÈME DE CHLORE LIQUIDE POUR BAT: 0052	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 082,11 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1403648	09 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	3800, 77-428863. Réparation de portes de garage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 229,41 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1405332	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Réparation de portes de garage 3687, 01-443478	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 593,71 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1406816	26 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Achat et ou installation de composantes de portes de garage dans 2 bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 576,46 $	
LES PRODUITS ENERGETIQUES GAL INC.	1404091	10 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Location en urgence d'une génératrice à cause du mat brisé. Branchement dans le panneau.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 197,24 $	
LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA INC.	1380256	02 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Fournir et installer des étagères de rangement dans la réserve au sous-sol 2e dans le cadre des travaux de restauration au Château Dufresne (0407) - Incidences 14293	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 843,06 $	
LOGISTIK UNICORP INC.	1405370	17 MARS 2020	REICHSON, JORDY	Service d'approvisionnement vestimentaire 2020 - Agents, sergents et officiers de sécurité	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	26 246,87 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1404584	12 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT - conversion chalet Jarry bât:2493 requête# 77-449167	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 186,49 $	
MACONNERIE BOUILLON INC.	1405186	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Sécurisation du mur de maçonnerie au 1606 av, de l'Église	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 526,09 $	
MARCEL MARTEL SERVICE D'ARBRES	1402303	02 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Service d'abattage, de ramassage de 27 arbres morts ainsi que disposition des résidus. Selon estimé : EST-000203 et EST-00214	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 748,06 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MATCO LTEE	1403014	12 MARS 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST CHAUFFAGE CONTROLE DE REMPLACEMENT OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST SAUVÉ, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 678,77 $	
MATCO LTEE	1403014	20 MARS 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST CHAUFFAGE CONTROLE DE REMPLACEMENT OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST SAUVÉ, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	390,95 $	
MECANICACTION INC.	1403861	10 MARS 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Travaux de drainage et remplacement lignes de fontes dans corridor technique -	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	12 539,13 $	
MONSIEUR PIGEONS INC.	1404239	11 MARS 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST TEM CONTRAT DE SERVICE POUR LE SYSTÉME ANTI PIGEON EDIFICE LUCIEN SAULNIER KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 829,42 $	
NEDCO	1401831	03 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - LUMIERES - ARENA DOUG-HARVEY (ANC. CONFEDERATION), 4985 AVENUE WEST HILL - DESROCHERS, ERIC POUR KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 587,42 $	
NEDCO	1402652	03 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Vezina - tem 93319 1620 Des Carrieres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	19 671,93 $	
NEDCO	1402970	04 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	vezina- lumiere pour le 1620 Des Carrieres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 968,64 $	
NEDCO	1403985	10 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT - ACHAT DES PIÈCES ÉLECTRIQUES BAT: 9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 206,76 $	
NEDCO	1404021	10 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	VEZINA - ACHAT DU MATÉRIEL ELECTRIQUE POUR BAT: 4397	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 228,43 $	
NEDCO	1404292	11 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST LE PLATEAU MONT ROYAL FILAGE OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 980,62 $	
NEDCO	1405135	16 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	VEZINA - ACHAT MATÉRIEL ÉLECTRIQUE POUR BAT:4397	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 441,08 $	
NELSON EMONDEUR	1402686	03 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Abattage et essouchage d'arbres (14) - Ramassage de branches et tout le bois, laisser le terrain propre.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 643,14 $	
OPTION MULTI CONFORT INC.	1400687	30 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	TORRES - Achat de chauffe-terrasse - phase 2 POUR BAT: 0450	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 530,30 $	
PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C.	1403097	04 MARS 2020	TURGEON, FRANCOISE	Services professionnels pour réaliser les plans et devis et surveillance en chantier du projet pour huit bâtiments dans le programme de remplacement de systèmes énergétiques au mazout	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	213 157,79 $	
PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C.	1403389	05 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels afin de réaliser un programme fonctionnel technique (PFT) associé à l'aménagement d'un bain portuaire au bout du quai de l'horloge dans le Vieux-Port de Montréal (1296)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	77 176,00 $	
PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C.	1403794	09 MARS 2020	LAMBERT, ERLEND	Mettre en oeuvre le projet de remplacement des unités de ventilation au toit du garage de la cour Bercy (0745)	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	33 570,76 $	
PARQUET DELUXE LASALLE INC	1405352	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Sablage, teinture et finition de 13 marches et 2 paliers.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 367,47 $	
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1405191	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Remplacement d'un chauffe-eau de 82 gallons au gaz dans la salle mécanique du sous-sol.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 393,75 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1402890	04 MARS 2020	GASMI, ANIS	1303, 01-442204. Changer les valves, connecteurs d'eau et le robinet de cuve.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 738,93 $	
PLOMBERIE SYRACUSE	1405369	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de plomberie dans divers bâtiments. ouvrage 2459 - ouvrage 0879 - ouvrage 0795	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	19 914,91 $	
PORTOMATIK INC.	1402861	04 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST MÉTIERS SERRURIER CHARNIÈRE CENTRE SPORTIF SAINT CHARLES DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 154,33 $	
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	1404186	11 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	ANDRÉ GAGNON - ACHAT DE LA PEINTURE(INVENTAIRE) POUR BAT:9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 752,62 $	
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	1404284	11 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - LE PLATEAU MONT-ROYAL - ACHAT DE PEINTURE - REGION OUEST - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 303,87 $	
PRESTON PHIPPS INC	1402348	02 MARS 2020	SAUVE, STEPHANE	OUEST CHAUFFAGE TRAPPE ARMSTRONG COMPLEXE GADBOIS SAUVÉ, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 982,69 $	
PRO-DEPOT INC.	1404260	11 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST MÉTIER (MACONNERIE) BLOC DE CIMENT OUVARGE DESSERVI RÉGION OUEST DESJARLAIS, PIERRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 867,08 $	
PRODUITS SANY	1404263	11 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Achat de produits d'entretien pour EPLV	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 210,48 $	
PRODUITS SANY	1404263	11 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Achat de produits d'entretien pour EPLV	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	295,20 $	1048199
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1390193	12 MARS 2020	LYNCH, RENE	OUEST ALARME INCENDIE GICLEUR MATÉRIEL INCENDIE OUVRAGE DESSERVI RÉGION OUEST	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 258,19 $	
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1405308	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Inspection annuelle des gicleurs et système préaction.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 759,07 $	
PROVINCIAL COMPRESSEURS LTEE	1404287	11 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Trudel - compresseur pour le centre aquatique RDP	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 967,61 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1402972	04 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	VEZINA - ACHAT CADRES EN ACIER ET DIVERS POUR BAT:0107	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 072,06 $	
QUINCAILLERIE A.C.L. INC.	1405995	19 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Richer - Penture de porte (inventaire)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 763,81 $	
QUINCAILLERIE ARCHITECTURALE CAPSOL INC	1402770	03 MARS 2020	LEBLANC, VINCENT	CORPO - Fourniture et installation de la quincaillerie spéciale pour les portes des vestiaires à l¿aréna St-Michel (0196) - Incidences 15352	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	11 565,43 $	
QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE	1403944	12 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	RICHER - divers materiaux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 139,65 $	
REGULVAR INC	1404140	11 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CASTELLI - ACHAT 160 Nm, Elect FailSafe POUR BAT: 0811	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 511,84 $	
RICHPORTER RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC	1406385	20 MARS 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	Urgent - fixture pour les colimaçons	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 827,20 $	
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LIMITEE	1402328	02 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Plourde - Désamiantage du vide technique a Henri-Julien	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 110,26 $	
SERVICE ART SOLUTION INC	1348702	09 MARS 2020	CAPPELLI, JEAN	Services professionnels et techniques en muséologie pour le nettoyage, l¿emballage, le transport et l¿entreposage d¿oeuvres d¿art du projet de restauration de la maçonnerie au Château Dufresne (0407) Incidences 14293	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 669,32 $	
SERVICE DE NETTOYAGE UNITED	1406621	24 MARS 2020	BREAU, MARC-ANTOINE	Covid-19 Ajout d'heures pour la désinfection des PDQ 1, 3, 4, 5	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 255,18 $	
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	1405339	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Fournir et installer des panneaux de clôtures sécuritaire	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 887,16 $	
SERVICE ENTRETIEN CASTELLO INC.	1403504	06 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Gré à Gré - Déneigement Marché Bonsecours. Période du 1 janvier au 15 avril 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 879,30 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1405415	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'électricité à la caserne 57	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 374,53 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1403116	05 MARS 2020	GUERIN, CAROLE	Lavage à la pression des excréments de pigeons sur les murs, la dalle de béton du garage, les tuyaux en hauteur et remplacement des tie-wraps qui tiennent les pics anti-pigeons.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 939,65 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1407067	30 MARS 2020	BRADETTE, LOUISE	Gré à Gré - Accorder un contrat d¿entretien ménager et de désinfection supplémentaire pour 18 espaces administratifs du Service des incendies de Montréal. Période du 1er avril au 30 juin 2020.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	83 028,95 $	
SHQ SOLUTIONS INC.	1404335	11 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Travaux d'installation des lignes de vie au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	81 789,94 $	
SOLUTIONS NC INC.	1404396	12 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT - conversion d.e.l bât:2483 cesm	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 456,74 $	
SOLUTIONS NC INC.	1406139	19 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot - conversion d.e.l bât:2483 centre environnemental ST Michel	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 828,58 $	
SPHERE - GESTION DE L'ESPACE INC.	1383329	27 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Assurer la gestion financière du projet de l'Hôtel de Ville (0001), maintenir le fichier MIGP ainsi qu'assister les chargés de projet sur les dossiers d'aménagement intérieur tel que le mobilier - Incidences 15193	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	13 879,94 $	
SPICA ACOUSTIQUE	1402350	02 MARS 2020	SOULIERES, MICHEL	Fourniture et l¿installation de systèmes de contrôle acoustique dans la salle de captation du Nouveau Centre des mémoires montréalaises -le MEM (8252)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	16 144,14 $	
STRATEGIA CONSEIL INC.	1407029	30 MARS 2020	CAPPELLI, JEAN	Services professionnels en analyse de la valeur, pour la mise en oeuvre d¿un exercice d¿analyse de la valeur pour l¿optimisation du projet à l'hôtel de ville (0001) - Incidences 15424	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	13 643,76 $	
SYSTEMES DE SUPPORT INFORMATIQUE R.L. INC.	1405357	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Contrat d'entretien préventif de 2 UPS Mitsubishi du 1e janvier 2020 au 31 décembre 2020	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 354,36 $	
TECHNO-CONTACT INC.	1404802	13 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	ERIC TREMBLAY - MODIFICATION PANNEAU ALARME GÉNÉRATRICE POUR BAT: 0887	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 262,48 $	
TELUS	1406257	19 MARS 2020	CASTONGUAY, JULIE	BCO 2020 - TÉLÉPHONIE CELLULAIRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	36 745,62 $	
TELUS MOBILITE	1397344	19 MARS 2020	CASTONGUAY, JULIE	BCO 2020 - Cellulaires pour contremaîtres sur appel régions Ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $	
TENAQUIP LIMITED	1404151	11 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - LE PLATEAU MONT-ROYAL - RESPIRATEUR "FULL FACE" RESPIRATEUR - REGION OUEST - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 698,80 $	
TENAQUIP LIMITED	1405680	18 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST LE SUD OUEST CHARIOT TAMPON OUVRAGE DESSERVI OUEST KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 693,90 $	
TENAQUIP LIMITED	1405855	18 MARS 2020	DESJARLAIS, PIERRE	Corbeil - Rangement pour tuyaux et garniture	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 502,00 $	
TENAQUIP LIMITED	1406017	19 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Fourniture, livraison et installation d'étagères métalliques dans l'entrepôt de la boutique au Biodôme (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 714,90 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TRADELCO INC.	1404301	11 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT - ACHAT MATÉRIEL ÉLECTRIQUE POUR BAT: 9996	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 660,67 $	
TRADELCO INC.	1405648	18 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot - matériaux conversion d.e.l bât:323 cour laurentien(	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 873,22 $	
TRAPPEXPERT INC.	1402757	03 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - SUPPORT POUR TRAVAUX EN HAUTEUR POUR LES GENS EN VCR - CENTRE DU PLATEAU, 2275 BOULEVARD SAINT-JOSEPH E. - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	15 748,12 $	
TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	1404385	12 MARS 2020	VERREAULT, DOMINIQUE	INSPECTION 536 POUR PROTECTION DES INCENDIES ET GICLEURS AU BIODÔME SELON SOUMISSION JOINTE. CONTRAT DU 1ER MARS 2020 AU 28 FÉVRIER 2021	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	26 900,00 $	
UTC FIRE & SECURITY CANADA INC.	1403859	10 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Entretien de 11 systèmes à pré action (total pack) et des gicleurs(4 visites) à l'édifice Shell (1106 SPVM). 31 Mars 2020 - 30 Juin 2020- 30 Septembre 2020 - 31 Décembre 2020. Contrat 1 an.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	16 012,69 $	
VENTILABEC INC.	1402606	03 MARS 2020	GASMI, ANIS	Inspection, mise en marche et test de combustion sur la bouilloire. Bâtiment 1058 et 3751.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 183,24 $	
VENTILABEC INC.	1405375	17 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur système de ventilation dans 4 bâtiments.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 983,15 $	
VENTILABEC INC.	1406112	19 MARS 2020	LEVESQUE, PIERRE	Installation d'un réservoir de pressurisation de système de glycole. et remplacer les 2 purgeurs d'air.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 896,09 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1385375	02 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	TRUDEL - Nettoyage industriel centre roussin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 274,69 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1397671	12 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	TREMBLAY- SERVICE D'ENTRETIEN DU BAT: 2483	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 919,19 $	
VWR INTERNATIONAL	1406848	26 MARS 2020	KHARBOUCH, KHALID	OUEST - VILLE-MARIE - MASQUES FACIAUX JETABLES - REGION OUEST - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 204,48 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1402322	02 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Gaston - clapet pour l'aréna clément jetté	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 455,88 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1403480	06 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	FLEURY - ACHAT DE MATÉRIEL POUR BAT: 0612	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 425,91 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1403622	09 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	Vezina - CENTRE COMMUNAUTAIRE ROUSSIN	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 876,22 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1404544	12 MARS 2020	DESROCHERS, ERIC	OUEST - LE SUD-OUEST - RACCORD ET ROBINET - PAVILLON DES TRINITAIRES, 3150 BOULEVARD DES TRINITAIRES - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 247,86 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1404602	17 MARS 2020	KAMIL, AZIZE	OUEST - TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - DOUCHE - CENTRE SPORTIF NOTRE-DAME-DE-GRACE (BENNY), 6445 AVENUE DE MONKLAND - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 677,93 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1404752	13 MARS 2020	BUTEAU, FRANCOIS	FLEURY - ACHAT DES ROBINETS DOSEURS POUR BAT: 0312	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 737,85 $	
WSP CANADA INC.	1378552	12 MARS 2020	BOUVRETTE, JEAN	Demande d'expertise de l'enveloppe extérieure de l'édifice du chef-lieu de la Cour Municipale au 775 rue Gosford (0002) - Incidences 14608	Gestion et planification immobilière	Cour municipale et magistrature	2 357,31 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3390780	12 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC213096 : PIÈCES	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 212,48 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3392997	12 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC213364 : PANNEAUX LED	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 437,50 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	3393075	12 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC213342 : PANNEAU LED BUREAUX	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 375,75 $	
DUMOULIN & ASSOCIES REPARATIONS DE BETON LTEE	110221	12 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC213443 : RÉPARATION DE BETON AU NIVEAU 100	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	7 203,57 $	
GROUPE CARREAUX CERAGRES INC	co618467	12 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC213444 : CÉRAMIQUES SDB PREMIERE NATION- conditions de paiement modifées par immédiat car la marchandisse doit être reçue rapidement-Myriam 12-03-20-	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 883,29 $	
ISO ENERGIE INC.	6036	11 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC213405 : ISOLATION A L'ARMAFLEX DE PLUSIEURS VALVES	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 430,37 $	
MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC	de200331	30 MARS 2020	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Remise des taxes sur acquisition d'un immeuble- TPS : 121364749 RT-0015 - TVQ : 1006001374 DQ-0035	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	14 224,96 $	
RICHPORTER RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC	2826	09 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC212209 : PROJECTEURS POUR TEST SENTIER JARDIN DE CHINE	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 706,20 $	
RICHPORTER RECHERCHE EN ECLAIRAGE INC	2975	09 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC212382 : BOLLARDS ET PIÈCES POUR JL 2019 (NOIR)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 127,50 $	
WM QUEBEC INC.	0001639218	09 MARS 2020	LAPALME, JULIE	BC212260 : FRAIS SERV. DÉCHETS MARS A SEPT. 2019 PLANÉ	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	4 087,20 $	
ALAIN PETIT	1402498	02 MARS 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Coaching exécutif pour Mme LHL	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	6 561,72 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ALAIN PETIT	1402505	02 MARS 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	coaching de gestion pour Mme Anne Désautels	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	6 561,72 $	
ARKEOS INC.	1405270	17 MARS 2020	CORBEIL, JASMIN	Réalisation de services professionnels en archéologie du projet d'aménagement d'accès à la Vague à Guy_18-1944_M09	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	16 965,98 $	
ATEK MCS	1339976	09 MARS 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	19-6373_Acquisition de compteurs mobiles avec service de maintenance dans les parcs urbains	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 989,52 $	
BC2 GROUPE CONSEIL INC.	1402772	03 MARS 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Accorder à BC2 Groupe Conseil inc. pour la réalisation d'une étude portant sur l'identification des besoins préalables à la planification d'un projet d'anneau de glace ré	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	24 829,54 $	
CIMA+ S.E.N.C.	1403992	10 MARS 2020	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Services professionnels pour automatisation de processus de mise à jour et validation de données - abattages et remplacement de frênes_20-1095	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	22 309,84 $	
DEMENAGEMENT/ENTREPOSAGE M.E.C. PLUS	1404033	10 MARS 2020	FRAPPIER, GENEVIEVE	TOILER LA SURFACE D'UNE PISTE DE 200 MÈTRES AVEC LES ROULEAUX DE TAPIS DÉJÀ SUR PLACE, LE 25 JANVIER 2020 + ENLEVER LES TOILES POUR LES REMETTRES SUR LEUR ROULEAU D'ORIGINE LE 26 JANVIER 2020 (CHEELEADING)	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	6 203,43 $	
GEOLOCATION SPRCP INC.	1403925	10 MARS 2020	DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	Service de géolocalisation des réseaux souterrains du secteur champêtre du bassin artificiel au parc Jarry 20-6482	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	21 606,43 $	
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1400888	04 MARS 2020	FRADETTE, JOHANNE	20-6498 Service de sensibilisation du public pour la coexistence avec les coyotes	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	5 444,00 $	
LAFAUNE.CA INC.	1405324	17 MARS 2020	FRADETTE, JOHANNE	Services techniques pour assurer une assistance en gestion de la faune dans les grands parcs de la Ville jusqu'au 31 décembre 2020_20-6497	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	18 924,81 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	1404334	11 MARS 2020	DESILETS, MICHEL	LES ÉQUIPEMENTS COLPRON INC-ACHAT-CHARGEUR-AVANT/TRACTEUR MASSEY FERGUSON 2010, MODLE5475/ACCESS., VOIR SOUMISSION DU 10/02/2020-ACCESSOIRES INCLUS (ATTACHE ALLO, GODET DE 95PO,FOURCHE À TRANSPALETTE48PO/5500LBS,4SORTIES HYD.FR+INSTALLATION	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	22 619,14 $	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1399014	11 MARS 2020	FRAPPIER, GENEVIEVE	Location d'une nacelle CSCR	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 238,78 $	
MONSELET JARDIN MARINE INC.	1404200	11 MARS 2020	DAFNIOTIS, DINO	Achat de tondeuse TORO timemaster modèle 21200 CSCR/AMR	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	5 068,79 $	
PRODUITS SANY	1403598	06 MARS 2020	FRAPPIER, GENEVIEVE	Nettoyant Monopod CSCR	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 779,61 $	
PRODUITS SANY	1404688	13 MARS 2020	ST-PIERRE, MARIETTE	DESINFECTANT	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 167,99 $	
SPORTS MONTREAL INC.	1404028	10 MARS 2020	DAFNIOTIS, DINO	ÉVÈNEMENT TESTEZ LE SPORT 2019. LOCATION MATÉRIEL D'ANIMATION, MATÉRIEL DE SIGNALISATION, ANIMATIONS, REPAS BÉNÉVOLES, VÊTEMENTS BÉNÉVOLES.	Grands parcs, mont Royal et sports	Autres - Activités récréatives	5 377,46 $	
ARTEFACTUAL SYSTEMS INC.	1407075	30 MARS 2020	SINCLAIR, NANCY	Renouvellement du plan d'hébergement annuel (1er mai 2020 au 31 avril 2021) - DA 2020 Greffe - ARTEFACTUAL SYSTEMS INC. - Archives - Service du greffe	Greffe	Greffe	10 496,50 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1406758	26 MARS 2020	SINCLAIR, NANCY	BCO - BÉLANGER SAUVÉ S.E.N.C.R.L - Conseiller à l'éthique et à la déontologie pour les personnes élues et les membres de cabinets politiques (1er mars au 1er juillet 2020) - Service du greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	10 498,75 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1406831	26 MARS 2020	SINCLAIR, NANCY	BCO - BÉLANGER SAUVÉ S.E.N.C.R.L - Conseiller à l'éthique et à la déontologie pour les personnes élues et les membres de cabinets politiques - 1er février au 29 février 2020 -	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	4 938,61 $	
LES PRODUCTIONS QUARTIER CARTIER	1406379	20 MARS 2020	MCSWEEN, BRIGITTE	DA 2020 Greffe - LES PRODUCTIONS QUARTIER CARTIER - Création de deux vidéos pour la Mairesse en date du 3 mars 2020 - Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif - Conformément à la facture 198	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 204,73 $	
NATHALIE GEORGES - SERVICE DE GARDE	1404769	13 MARS 2020	SINCLAIR, NANCY	BCO 2020 Greffe - Service de halte de garderie pour les séances du conseil municipal de mars à décembre 2020 - Bureau de la présidence du conseil - Conformément à la soumission signée le 11 mars 2020- Service du greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 000,00 $	
BARREAU DU QUEBEC	cotisations2020	18 MARS 2020	CLERVEAUX, REGINALD	cotisations2020	Greffe	Greffe	4 853,04 $	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9719255001	02 MARS 2020	LESPERANCE, YANICK	Postes Canada - envoi de la cartes de rappel dans le cadre de l'élection partielle dans l'arrondissement Saint-Léonard. CE20 0020.	Greffe	Greffe	10 716,43 $	
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1317079	19 MARS 2020	AUGY, STEPHANIE	Factures - Contrat de service avec Pitney-Bowes pour une timbreuse du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021 (Service de l'habitation)	Habitation	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	2 099,75 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ALLIED PROPERTIES REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	1395741	02 MARS 2020	CARETTE, CLAUDE	Location - Espace de stationnement - 75 rue Queen - SIRR pour l'année 2020	Infrastructures du réseau routier	Transport - Dir. et admin. - À répartir	5 593,73 $	
CANADIEN NATIONAL	1400755	04 MARS 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 441118 - Frais de surveillance pour des travaux dans l'emprise du CN, rue Gonthier entre Bellerive et Pierre-de-Coubertin. Dem. Lila Touahria - Réso tr. CM19 0756,	Infrastructures du réseau routier	Réseaux d'égout	5 905,55 $	
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1407168	30 MARS 2020	GOUDREAULT, JACQUES	Pour payer la facture de droit de passage du mois de Mars 2020	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 285,50 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1404663	12 MARS 2020	BEAUDIN, ALEXANDRE	Achat de 2 Ordinateurs portables avce accessoires pour Véronique Parenteau et Nadia Semaan - Dérogations R422793 ET R422808 - selon entente 1164102 (Infrastructures)	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 761,91 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1406273	20 MARS 2020	GOUDREAULT, JACQUES	Achat - Ordinateur de remplacement pour Nicolas Simard (cartographie thématique) et ordinateur de développement BIM (équipe Simon Vidal) - SIVT - # dérogation R427362 et R427370	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 660,81 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1404795	13 MARS 2020	HARVEY, ELIZABETH	Formation pour Monsieur Alfonso Carlos Suarez Rodriguez - PER-985 Lean 6 Sigma (LSS) - Ceinture verte de 6 jours non consécutifs à partir du 2 juin 2020 - Facture P103359 (Infrastructures)	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 020,49 $	
EDOUARD CABOT-CADOTTE	1402605	03 MARS 2020	CHAMPAGNE, BENOIT	09-16-08-033_SP en urbanisme et aménagement pour les projets du REM, Turcot, Champlain et la Ligne Bleu. Gré à gré Édouard Cabot-Cadotte.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 782,29 $	
ESRI CANADA LIMITED	1405056	16 MARS 2020	RIENDEAU, FRANCOIS	Proposition 00021072 Produit 87143 ArcGIS Desktop Basic Concurrent Use License	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	17 118,21 $	
GLT + INC	1404749	13 MARS 2020	BOUZAIDI, MOHAMED BECHIR	SP 456111 - 18-17287-1-016 - Estimation de travaux de voirie, d¿éclairage et de feux de circulation dans la rue St-Denis de Jarry à Crémazie , et dans la rue Berri de Crémazie au boul. Gouin . Réso. ent.:CG18 0670 -Type 3	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	9 303,84 $	1321299
JARDINS PAQUETTE INC.	1403450	06 MARS 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 278702. Fourniture horticole Projet Parthenais. Demandeur: Chey Huamani. Réso tr. CH 18 0124. V/Réf: Soumission.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	7 623,56 $	
LABRE ET ASSOCIES, ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1406098	19 MARS 2020	HARVEY, ELIZABETH	SP - Gré à gré-065-001 - Services d'arpentages concernant la production d'un plan d'emprise, le piquetage et le certificat de piquetage d'une portion de la rue Notre-Dame - Dem: Élizabeth Harvey - V/Réf: Dossier 22940 - Type 4	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	14 467,28 $	
LA COOP NOVAGO	1404089	10 MARS 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 223802. Achat de tapis amovible pour corridor piétonnier pour futur emplacement. Demandeur: Renaud Roy. Réso tr. CM 19 0332. Gré à gré. V/Réf: Soumission SOU0009004	Infrastructures du réseau routier	Éclairage des rues	7 742,91 $	
LEICA GEOSYSTEMES LTEE	1402390	02 MARS 2020	VIEL, CHRISTIAN	Batteries pour équipements d'arpentage GPS selon la soumission 20976791 (Infrastructures)	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 248,83 $	
MAISON DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1404072	10 MARS 2020	MISHRA, ANJALI	IN 333905 - Location de salles pour le comité de bon voisinage dans le projet Ste-Catherine - 9 rencontres - Dem: Pierre-Luc Sarault - Réso tr: CM19 0441 - Gré à gré - V/Réf: Soumission	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	4 724,44 $	
R.G. TECHNILAB	1358468	18 MARS 2020	BOULIANNE, MARTIN	IN308801 -ajout de ligne - BALISE DE DÉTECTION DE ZONE RADIUS ET PRO 5. DEMANDEUR : BENOIT GRONDIN. TR: CG19 0241. 26162 - GRÉ À GRÉ	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	2 624,69 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1323032	06 MARS 2020	CHAMPAGNE, BENOIT	BC ouvert- Service - Téléphonie cellulaire - BC OUVERT pour le paiement des factures pour les téléphone cellulaire pour l'année 2019 - 2020 pour le Service des infrastructures du réseau routier	Infrastructures du réseau routier	Transport - Dir. et admin. - À répartir	6 299,25 $	1137408
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL LAURIER OUEST PLATEAU-MONT-ROYAL	1403605	06 MARS 2020	OSTIGUY, MONYA	IN 284401. Achat et installation de bacs de sapins de Noël. Demandeur : Fernando Rivera. Réso tr. CM 16 1265. Gré à gré. V/Réf: Facture no. 81R.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	3 317,60 $	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1404654	12 MARS 2020	ROY, SYLVAIN	Renouvellement du contrat d'abonnement annuel à une licence AutoCAD Map 3D - Contrat #110001672818 - Licence no. 562-82308912 - 29 mai 2020 au 28 mai 2021 (Infrastructures)	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 152,24 $	
SOLUTIONS NOTARIUS INC	1404571	12 MARS 2020	BEAUDIN, ALEXANDRE	Achat de la solution Notarius pour la signature numérique des documents. (Frais d¿abonnement annuel par professionnel,incluant le logiciel ConsignO Desktop. + frais d¿adhésion CertifiO. (Infrastructures)	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 488,22 $	
VINCENT ERGONOMIE INC.	1403432	06 MARS 2020	PLAMONDON, DOMINIC	Service-conseil en ergonomie concernant situation de T. Fisher (Prius) et L. Poirier (Leaf) occupant le poste d'inspecteur. - SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RESEAU ROUTIER	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 150,13 $	
TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.	1406187	19 MARS 2020	GIRARD, MARIE-JOSEE	Paiement de factures 90990, 90696, 91480	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	7 387,41 $	
JULIE VALOIS	200224	19 MARS 2020	SING, THON DEE	Médiation culturelle en classe pour Tommelise - Central	LaSalle	Autres - activités culturelles	2 325,00 $	
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	1406152	19 MARS 2020	MORIN, PIERRE YVES	clapet 16po/400mm modèle WS390-S3-316	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseau de distribution de l'eau potable	9 002,68 $	
MANOREX INC.	1406000	19 MARS 2020	MORIN, PIERRE YVES	Réparation de conduit d'aqueduc 987 montée de l'Église Ile-Bizard.	L'Île Bizard - Ste-Geneviève	Réseaux d'égout	25 197,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
9295-4221 QUEBEC INC.	1402595	03 MARS 2020	RADI, NASSIRI	Achat PTI 68102 - Fourniture skid aménagé pour l'arrosage de plantations urbaines - Demandeur RDP-PAT	Materiel roulant et ateliers	Horticulture et arboriculture	17 842,63 $	
A-1 MACHINERIE INC.	1405886	18 MARS 2020	ROY, PATRICK	location de lift garage	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,74 $	
ACIER ALTITUBE INC.	ROS960234	30 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	BAGUE ET ACIER PLAT POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 487,42 $	
ACIER ALTITUBE INC.	ROS960315	30 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	TUBE ET CORNIERE POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 003,23 $	
ACIER ALTITUBE INC.	ROS960323	30 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	TUBE COUPÉ A 681MM POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 523,82 $	
ACIER ALTITUBE INC.	ROS960325	30 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	TUBE DE 981MM POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 176,33 $	
ACIER OUELLETTE INC	CAR964494	19 MARS 2020	TROTTIER, LUC	BARRE ACIER GROUSER POUR REPARATION APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 821,50 $	
ACIER TAG / RIVE-NORD	SLT960650	09 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PRODUIT ACIER ATELIER SOUDURE FACTURE 93394	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 115,50 $	
ACIER TAG / RIVE-NORD	SLT963393	09 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 892,41 $	
ADF DIESEL RIVE-SUD INC.	1400746	17 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	moteur reman pour chenillette 513-06123 (3 soumissions inclus)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	22 268,97 $	
ALTEC INDUSTRIES LTD	CAR964169	17 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 745,70 $	
AMTECH	ANJ963584	10 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	ACHAT D'ÉTABLIES ET TIRROIRS POUR BOITE CAMION AQUEDUC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 868,07 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	PIR958514	16 MARS 2020	LATOUR, REMI-PAUL	BOTTE SECURITE (FACT. # E4150931)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 397,39 $	
ATELIERS M. DRIVESHAFT INC.	DIC962350	03 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	280GCFJP-B5RK / PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 136,59 $	
ATELIERS M. DRIVESHAFT INC.	DIC964490	19 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	PIECE POUR REPARATION POMPE ET PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 850,74 $	
ATTACHE CHATEAUGUAY INC	1405700	18 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	3S. (PTI ACQUISITION 68102) - ACQUISITION D'UNE REMORQUE À DEUX ESSIEUX POUR STABILISER LE TRANSPORT DE LA PELLE DE CDN - MRA	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	28 898,86 $	
ATTACHE CHATEAUGUAY INC	MAD964431	19 MARS 2020	ITIM, SAÏD	FOURNIR PO POUR MODIFICATION DU TRAILER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 879,86 $	
BATTERIES DIXON INC.	1403713	09 MARS 2020	ROUSSEL, BRUNO	Réappro magasin de batterie pour Dodge Caravan	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 401,71 $	1351894
BATTERIES DIXON INC.	1406462	23 MARS 2020	ROUSSEL, BRUNO	Réappro de batterie pour avoir un surplus de batterie si fournisseur fermé	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 357,43 $	1335042
BATTERIES DIXON INC.	DEU40842	03 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	Batteries	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 253,77 $	
BATTERIES DIXON INC.	DEU41169	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	8 Piles US Battery - Quai de chargement	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 253,77 $	
BENCO PIECES ET SERVICES	MAD964359	18 MARS 2020	BRISEBOIS, JOEL	BE-48A262 SUPPORT DE COUTEAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 266,92 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	MAD962440	09 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir PO pour remplacer une transmission neuve.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 078,15 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	ROS960160	30 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	PIECES POUR DODGE JOURNEY POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 943,49 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	ROS963004	05 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS PIECES POUR DODGE RAM 2500 POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 010,35 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	VER962873	05 MARS 2020	LEFEBVRE, RICHARD	unité 213-15556 ESSIEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	174,52 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	VER962873	04 MARS 2020	LEFEBVRE, RICHARD	unité 213-15556 ESSIEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 731,03 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	VER962873	06 MARS 2020	LEFEBVRE, RICHARD	unité 213-15556 ESSIEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	107,92 $	
BRANDT TRACTEUR	CAR959629	04 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FORNIR P/O POURREPARATIONS MULTIPLES PROBLEMES, FUITE MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 930,98 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD956947	09 MARS 2020	TREPANIER, DOMINIC	Pièces et frais de transports M219647 C001471393	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 047,79 $	1173362

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BRANDT TRACTEUR	MAD956947	11 MARS 2020	TREPANIER, DOMINIC	Pièces et frais de transports M219647 C001471393	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	125,98 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	MAD962132	17 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	Fournir PO pour réparer l'aille au complet, miroirs et lumières.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 304,06 $	
BRANDT TRACTEUR	MAD963578	10 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	REMPLACER JOINT D'ÉTANCHEITÉ DE LA CULASSE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 375,31 $	
BRANDT TRACTEUR	NME962841	06 MARS 2020	ROY, ALAIN	437-14101/Locquet d'aile arrière 2ieme commande 437-14100 et101/ pièces pour modifier locquet d'aile comme les 2017 060320	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 997,01 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	NME962841	03 MARS 2020	ROY, ALAIN	437-14101/Locquet d'aile arrière 2ieme commande 437-14100 et101/ pièces pour modifier locquet d'aile comme les 2017 060320	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	141,37 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	NME962876	04 MARS 2020	PICARD, GUILLAUME	GP/454-11300 Pièces de pelle avant	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 160,46 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	NME962876	09 MARS 2020	PICARD, GUILLAUME	GP/454-11300 Pièces de pelle avant	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	83,99 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	NME964236	17 MARS 2020	ROY, ALAIN	437-14100+101/Attache d'aile côté droit	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 458,85 $	1173362
BRANDT TRACTEUR	PIR963451	10 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	BRANDT APPELLE DE SERVICE FAC#5100968	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 810,77 $	
BRANDT TRACTEUR	PIR964314	18 MARS 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG JOYSTICK	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 224,60 $	
BRANDT TRACTEUR	PIR964788	26 MARS 2020	LATOUR, REMI-PAUL	REPARATION (FACT. # 5101082)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 245,88 $	
BRANDT TRACTEUR	PIR964789	26 MARS 2020	LATOUR, REMI-PAUL	REPARATION (FACT. # 5101083)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 365,63 $	
BRANDT TRACTEUR	SLD963460	13 MARS 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 442,95 $	
BRANDT TRACTEUR	SLT961662	11 MARS 2020	DYOTTE, MATHIEU	pin de loader	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,71 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1402433	02 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	pneus réchapper 11R22.5	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 691,67 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	1405206	17 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	Service - Entretien camion Inter-Anjou - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 857,44 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	1405765	18 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Allonger le châssis du camion Isuzu pour permettre l'installation de boîtes de 16 pieds - pièces - MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 083,13 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	CAR961706	11 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UN CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 588,49 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	CAR963878	12 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO INDSPECTION PEP AUTORISÉ PAR ANDRE SEGUIN VOIR FCT#89649	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 664,07 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	DIC964052	16 MARS 2020	FORTIN, RENE	PIÈCES DE RÉPARATION SUR LE MOTEUR.EXCÈDE MA DÉLÉGATION DE POUVOIR:APPROUVÉ PAR M.NORMAND CHRÉTIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 962,72 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	PIR964268	17 MARS 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG REMPLACEMENT INJECTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 715,75 $	
CANAFLEX INC.	CAR962242	11 MARS 2020	TROTTIER, LUC	471TC-6-RL - PIED/BOYAU HYDRAULIQUE NOIR 3/8" - 5000 PSI	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 747,59 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	CAR962037	05 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	0SU20799 WASHER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 398,77 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	CAR962771	03 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION DE TRANSMISSION ET D'ESSIEU AVANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 868,42 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	CAR962776	03 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE #840982 @ JLD-LAGUE VARENNES, AU MONTANT DE 1922.72$ + TAXES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 018,62 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	CAR963466	10 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	fournir P.O reparation differentiel voir fct#d30818	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 962,07 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	MAD963092	05 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	M221194 REF-760697 C001486535	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 872,52 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR963627	17 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 708,25 $	
CENTRE DE MECANIQUE GAGNON INC.	CAR964783	26 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 164,88 $	
CENTRE DE MOTEUR J.S. LEVESQUE INC.	CAR949592	10 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CHENILLETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	19 090,22 $	
CENTRE DE MOTEUR J.S. LEVESQUE INC.	CAR958080	10 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CHENILLETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 703,51 $	
CERTIFLO INC.	LAC963302	06 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIRE UN P.O POUR LA COMPAGNIE CERTIFLO INC ,NR DE SOUMISSION 97431 ,MONTANT 4663.25$ AVANT TAX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 895,83 $	
CERTIFLO INC.	LAC963303	06 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIRE UN P.O POUR LA COMPAGNIE CERTIFLO INC ,MONTANT 9403.76$ AVANT TAX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 872,77 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	1400620	02 MARS 2020	ROY, PATRICK	pièces de freins et suspension 212-11132	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 108,28 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	1400620	03 MARS 2020	ROY, PATRICK	pièces de freins et suspension 212-11132	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	23,87 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	1400620	04 MARS 2020	ROY, PATRICK	pièces de freins et suspension 212-11132	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	36,31 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	CAR959559	04 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	0CG-782 O'RING DE POMPE A FUEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 164,50 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	CAR962359	06 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	0ZD-17 GLOW PLUG	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 233,01 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	SLT949152	10 MARS 2020	BRISEBOIS, LUC	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 539,10 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	CAR964299	18 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE UNDERWOOD 2020-71344 2914.62$ BARRURE ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 661,43 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	DIC955678	09 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATION TUYAU PRECÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 407,89 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	LAC959589	12 MARS 2020	TOSKA, ERMIR	REMPLACER LES SEAL DE CYLINDRE ARRIERE MP 810 ET MP 210	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 020,70 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	MAD964151	17 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FAIRE REBATIR CYLINDRE ARRIERE (CHROME PARTI A CERTAINS ENDROIT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 785,37 $	
CONTENEURS S.E.A. INC.	1407008	30 MARS 2020	MASSE, PAUL	PTI 68103 ¿ Achat de 2 conteneurs avec portes coulissantes pour les ateliers Menuiserie et Mécanique Rosemont- service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	8 090,02 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1405725	18 MARS 2020	MASSE, PAUL	SOUMISSION 1933 (POUR 2 VÉHICULES) - Travaux d'électricité (incluant marchepied) sur DEUX camions SIM-Télécom. - MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 861,66 $	
CUBEX LIMITED	ANJ964441	30 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	ANJ MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 306,06 $	
CYCLO CHROME INC.	1403286	05 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	Réparation et entretien des vélos de police sur la route et en boutique pièces et main-d'oeuvre	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 383,04 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1406341	20 MARS 2020	SAVAGE, CLAUDE	Location camion-cube 12 pieds - Sud-Ouest (janvier à mars 2020)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 335,45 $	
DOALL CANADA INC.	ROS959105	09 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS INSETS ET AUTRE DE PIECES DE COUPE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 590,17 $	
DOALL CANADA INC.	ROS964088	17 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	DIVERS INSETS ET AUTRE DE PIECES DE COUPE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 365,82 $	
DOUCET MACHINERIES INC.	CAR962526	10 MARS 2020	GENNARELLI, GERARDO	ENSEMBLE DE SERRE MURALE MODELE NWR-8 AJUSTEMENT RAPIDE***DOUCET INC. $3200.00***	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 464,59 $	
DRIVE PRODUCTS INC	DIC964238	17 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	Remplacement du pto et de l'extension shaft	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 084,10 $	
DRIVE PRODUCTS INC	MAD964085	16 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	RÉPARATION DU PTO.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 439,77 $	
DUMOULIN BICYCLETTES	1405685	18 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	1S. (PTI ACQUISITION ÉCORESPONSABLE 68106) - ACHAT DE DEUX VÉLOS ÉLECTRIQUES POUR LES BESOINS DU MUSÉE - ACTIVITÉS DE PROXIMITÉ CITOYENS - MRA	Materiel roulant et ateliers	Musées et centres d'exposition	19 020,00 $	
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	CAR959686	10 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL D'UN COMPRESSEUR MOBILE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 358,87 $	
EQUIPEMENT G.N. JOHNSTON LTEE	1402491	02 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Achat PTI 68106 - Voiturette électrique - Service approvisionnement	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	5 606,06 $	
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.	ROS963198	05 MARS 2020	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR NOVAQUIP EN RÉFÉRENCE À LA FACTURE # 20001200	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 591,06 $	
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.	ROS964763	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	INSPECTION DES EQUIPEMENTS DE LEVAGE GARAGE VIAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 489,48 $	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	ROS964888	30 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO A L'ARSENAL POUR COMMANDE BOYAU DE SUCCION TEL QUE SOUMISSION: SOUM049441	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 719,18 $	
EQUIPEMENTS J.K.L. INC.	DIC961523	18 MARS 2020	LEBRUN, ANDRÉ	PIECES TRACTEUR HOLDER CABINE SUSPENSION TRACTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 091,21 $	
EQUIPEMENT SMS INC.	CAR964862	30 MARS 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR POUR LA REPARATION D'UN CODE D'ERREUR - FACTURE: SSI / 70220310	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 957,00 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC960573	09 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	PIECE POUR REPARATION TRACTEUR A CHENILLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 890,24 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	LAS963090	05 MARS 2020	BERUBE, TOMMY	LS14059 PIECE TRACTEUR TROTTOIR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 214,58 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	SLT963099	10 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 621,42 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR962847	10 MARS 2020	JUTEAU, JACQUES	1FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	183,73 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR962847	03 MARS 2020	JUTEAU, JACQUES	0PANNEAU PROTECTEUR EXTENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 002,56 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR963690	19 MARS 2020	JUTEAU, JACQUES	FLECHE ASSY RETRACTABLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 586,90 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR964020	16 MARS 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O INSTALLATION DE SOUFFLEUSE VOIR FCT#I-5096694	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 538,31 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	VER963808	12 MARS 2020	LAJEUNESSE, MARC	UNITÉ 395-13231 BRAS DE TOILE ET PIÈCES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 384,90 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	VER963808	23 MARS 2020	LAJEUNESSE, MARC	UNITÉ 395-13231 BRAS DE TOILE ET PIÈCES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	62,99 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR964162	17 MARS 2020	TROTTIER, LUC	(S) PETIT ROULEAU MAT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 342,06 $	
EXPROLINK INC.	CAR963016	04 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FILTREUR POUR LA SAISON 2020 POUR ASPIRATEUR DE TROTTOIR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 662,81 $	
FORD ST-BASILE	ROS964761	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE VEHICULE DU SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 231,29 $	
GARAGE MARCIL INC.	CAR961596	11 MARS 2020	AUDY, MICHEL	C1482789 (ACHAT D'UNE TRANSMISSION POUR APPAREIL ARGO ADVENGER 2011 LES GRANDS PARCS)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 424,79 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1402479	04 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	système anti-pollution 396-16019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	154,01 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1402479	02 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	système anti-pollution 396-16019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 306,76 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1402479	03 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	système anti-pollution 396-16019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	427,98 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1403846	10 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	dispo 396-16019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 771,70 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	AVM964676	24 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 243240 GLOBO ANJOU CARROSSERIE POUR REBUILT COMPLET DU HOOD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 185,40 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR959342	06 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATION ANOMALIE MOTEUR D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 340,09 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR963703	19 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	0CUM3939284 VALVE COVER GASKET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 982,40 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DEU40853	04 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	MAINTENANCE ET PIÈCES SUR LE Z-269 selon facture 242937	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 600,13 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC959221	04 MARS 2020	LEBRUN, ANDRÉ	PIECES SYSTÈME REFROIDISSEMNT MOTEUR CAMION VIDANGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 449,29 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC962853	03 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR UN PO A GLOBOCAM ANJOU POUR REMPLACER EGR VALVE, EGR COOLER, TORQUE RODS ET REPROGRAMMATION SELON 05TS-47REV2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 303,11 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC963210	12 MARS 2020	RECTON, YAN	07-24359-000 COOLER HUILE A TRANSMISSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 907,77 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC963476	12 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	PIECE POUR REPARATION DPF ANTI POLLUTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 931,65 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC963476	16 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	PIECE POUR REPARATION DPF ANTI POLLUTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 526,51 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC963503	18 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	CUM/5271588 / REACTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 816,16 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC964565	25 MARS 2020	ROY, LYNE	EGR COOLER CUM4352253	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 814,04 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD963733	12 MARS 2020	BRISEBOIS, JOEL	0DDE/23533913 STUD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 796,37 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD964139	18 MARS 2020	BRISEBOIS, JOEL	CAT20R0177 COMPRESSEUR A AIR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 649,57 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS964887	30 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO A GLOBOCAM POUR FACTURE # 242848	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 588,06 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	1395092	06 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 526333 POMPE CARBURANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 108,52 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	DEU41043	18 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	Z-283 RÉPARATION GLOBOCAM /MRA -GARAGE DEEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 894,70 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD962914	04 MARS 2020	TREPANIER, DOMINIC	Pièces et main d'oeuvre M221129 REF-760331 C001485623	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 320,50 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR961255	10 MARS 2020	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	TURBO + EXHAUST MANIFOLD + REGULATEUR FENETRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 597,16 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT961799	01 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 200,21 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT963199	10 MARS 2020	VERMETTE, SUZANNE	997707 - VEH 296-12635 - PIECES POUR REPARATION SUR CAMION FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	19,99 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT963199	09 MARS 2020	VERMETTE, SUZANNE	997707 - VEH 296-12635 - PIECES POUR REPARATION SUR CAMION FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 748,91 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT963276	06 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	839,31 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT963276	08 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 722,26 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	VER964099	18 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	0FACT:1366546 / JOINT RACCORD CUM2880214	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 847,81 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	VER964099	20 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	1FACT:1366552 / SORTIE DPF CUM2880543	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 631,67 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	VER964099	25 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	2FACT:1366975 / MODULE DPF CUM2880512RX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 903,84 $	
GLOBOCAM RIVE-SUD, SOCIETE EN COMMANDITE - GLOBOCAM	AVM964629	24 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 128321 GLOBO R-S. REPARATIONS MULTIPLES, FUITES D'HUILE MOTEUR, FUITE PRESTONE (RAD), PLUSIEURS HOSE DE COOLANT ONT GONFLEES A CAUSE DE LA FUITE AU NIV	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 808,56 $	
GRAPHIQUE N.D. QUEBEC LTEE	ROS964220	18 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS PRODUITS POUR UTILISATION PAR LE LETTRAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 388,33 $	
HEBDRAULIQUE INC.	1404123	10 MARS 2020	MASSE, PAUL	Achat PTI 68103 - presse monté sur établie pour assemblage raccords et boyaux hydrauliques - Atelier Saint-Léonard- service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	6 150,79 $	
HEBDRAULIQUE INC.	CAR963948	13 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	FOURNITURES HYDRAULIQUE POUR RÉPARER MATÉRIEL ROULANT DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 012,42 $	
HEBDRAULIQUE INC.	DIC963192	05 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	CRIMPER HOSE HYDRAULIQUE PORTATIF AVEC DYE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 188,36 $	
HERCULES SLR INC.	CAR963861	12 MARS 2020	TROTTIER, LUC	CABLE DE TREUIL 1/2 - 35X7 - 80 PIEDS - CAPACITE MINIMALE 29 000 LBS - 1 BOUT LIBRE - 1 BOUT AVEC EPISSURE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 501,33 $	
HUNTER ENGINEERING COMPANY	1404275	13 MARS 2020	MASSE, PAUL	2S. (PTI Outils 68103) Achat d¿équipement spécialisé ¿Machine à pneus pour les besoins de l¿atelier mécanique Pierrefonds - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	9 801,86 $	
HYDRAUMAX ATELIER D'USINAGE INC.	ANJ963031	04 MARS 2020	THIBAULT, MAXIME	INSPECTION HIAB ET REBATIR 2 CYLINDRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 007,89 $	
HYUNDAI GABRIEL, S.E.C.	1406218	19 MARS 2020	RADI, NASSIRI	Devis 14020A11 - Automobile électrique Hyundai IONIQ ÉLECTRIQUE ULTIMATE (2020). Couleur noir fantôme. - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Conseil et soutien aux instances politiques	18 641,94 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR960125	02 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	2020 PFDS BCG ENS. DE PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 253,05 $	
INTERNATIONAL RIVE NORD INC.	PIR962625	03 MARS 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG VALVE FREINS, POMPE HAUTE PRESSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 942,35 $	
J.A. LARUE INC	CAR962833	18 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	PIÈCES POUR RÉPARER ROULEAU D'ASPHALTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 189,22 $	
J.A. LARUE INC	CAR962936	04 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT D'UN PLANETAIRE POUR SOUFFLEUSE LARUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 573,25 $	
J.A. LARUE INC	CAR962936	09 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT D'UN PLANETAIRE POUR SOUFFLEUSE LARUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	301,88 $	
J.A. LARUE INC	CAR963154	05 MARS 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES LARUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 960,91 $	
J.A. LARUE INC	CAR963154	09 MARS 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES LARUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	152,76 $	
J.A. LARUE INC	DIC960800	17 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	PAYER FACTURE POUR RÉPARATION #1000050332 ET #1000050334	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 139,85 $	
J.A. LARUE INC	DIC964178	17 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A J A LARUE POUR LA REPARATION DE LA SOUFFLEUSE EN REFERENCE A L'ODS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 940,97 $	
J.A. LARUE INC	SLT953124	13 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	CHUTE COMPLET 7060 LARUE 400029	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 910,61 $	
J.A. LARUE INC	SLT960439	03 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	086102N FILTRE HYDRAULIQUE IR8031-1827	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 681,23 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	CAR964786	26 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION TRANSMISSION D'UN CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 434,41 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	DIC961150	07 MARS 2020	LEBRUN, ANDRÉ	transmission dodge ram	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 002,64 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	DIC962994	04 MARS 2020	TREMBLAY, MICHEL	REPARATION TRANSMISSION*62593*	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 201,28 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
J.C. TRANSMISSION INC.	LAS964041	16 MARS 2020	LAPLANTE, JEAN-MARC	TRANSMISSION REBUILT CHEZ JC TRANSMISSION#037512	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 094,50 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	MAD963343	13 MARS 2020	ITIM, SAÏD	REMPLACER TRANSMISSION NEUVE CHEZ J.C TRANSMISSION.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 776,01 $	
J.I.T. LASER INC.	ROS961610	02 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	PIECES DE BANC COUPE AU LASER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 144,38 $	
J. RENE LAFOND INC.	1406770	26 MARS 2020	SAVAGE, CLAUDE	1S. (PTI ACQUISITION 68102) ¿Gré à Gré- Achat de trois (3) citernes remorquées de 3 rampres de lavage pour trottoir pour les besoins du Sud/Ouest et d¿Outremont- MRA	Materiel roulant et ateliers	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	89 033,59 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	CAR959264	17 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATION DIFFÉRENTIEL D'UN TRACTEUR DE PARCS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 984,87 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	DIC953226	06 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR UN PO POUR L'INSTALLATION DE SORTIES HYD. A L'AVANT ET 1 CARCAN DE SOUFFLEUSE POUR 2 APPAREILS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 841,90 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	DIC962299	05 MARS 2020	RECTON, YAN	Achat pièces de remplacement du a une collision avant..pièces de capot/carosserie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 201,90 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	LAS964635	24 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	TRANSFERT LIGNEUSE CHEZ KUBOTA MONTREAL SOUM.#42653	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 760,06 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	NME962703	02 MARS 2020	ROY, ALAIN	593-18329/ Pièces et main d'oeuvre pour installation d'une souffleuse	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 979,87 $	
LE GROUPE GUY INC.	CAR964246	17 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O REPARATION FREIGHTLINER VOIR FCT#BL66487 AUTORISÉ PAR B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 247,84 $	
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE	ROS961441	05 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	INSPECTION ET RÉPARATION DE CHAINE ET ELANGE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 751,77 $	
LE GROUPE SIMONEAU INC.	CAR962763	05 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	FOURNIR P/O POUR REPARATION SYSTEME DE COMBUSTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 607,97 $	
LE GROUPE SIMONEAU INC.	CAR962763	03 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	FOURNIR P/O POUR REPARATION SYSTEME DE COMBUSTION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 631,61 $	
LES CHARIOTS KIRMAR INC.	1406827	26 MARS 2020	THIBAULT, MAXIME	RÉPARATION CHARIOT TOYOTA COLBERT REF 940003263	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 800,42 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	DIC963289	18 MARS 2020	LEBRUN, ANDRÉ	PIÈCES POUR TRACTEUR MASSEY FERGUSON PARCS MHM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 857,13 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	MAD962392	17 MARS 2020	ITIM, SAÏD	Fournir PO pour réparer la transmission et ;le condenser d'air climatisé.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 416,31 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	MAD963738	11 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	REMPLACER EMBRAYAGE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 894,69 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	PIR963340	10 MARS 2020	MOCANU, SILVIU	2020 ILE BIZARD SERV. EXT. DEUX ATTACHES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 215,66 $	
LES HUILES DIESEL A. ROY INC.	1400311	11 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Factures #277998 et #277999 - Diésel clair pour le dépotoir à neige de Pierrefonds (loader, souffleuses et réservoirs)- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 378,42 $	
LES PRODUITS INDUSTRIELS MONTFORT INTERNATIONAL LTEE	1404327	11 MARS 2020	MASSE, PAUL	Achat PTI 68103 ¿Contrat de gré à gré- Achat d¿une Scie horizontale industrielle à métaux ¿ UTM- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	26 336,05 $	
LES PROS DU CAMION	DEU40346	28 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	Réparation	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 706,60 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	LAC964754	26 MARS 2020	TOSKA, ERMIR	FOURNIRE UN P.O POUR LA COMPAGNIE RESSORT LASALLE REPARER SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 300,16 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD963098	05 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	M221192 REF-760688 C001486511	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 654,08 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD963949	16 MARS 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	REMPLACER RESSORTS AVANT DEUX COTES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 749,90 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD964172	19 MARS 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	REMPLACER KING PIN REMPLACER TORQUE ROD SUR LE DESSUS DU DIFF REMPLACER BRACKET AMORTISSEUR AVANT C/G RESSERER U BOLTS ARRIERE C/G	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 725,98 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD964529	26 MARS 2020	BLAIS, JEAN-ROBERT	LAMME ARRIERE ET DRAG-LINK ET ALIGNEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 771,83 $	
LOCATION DICKIE MOORE.	SLT959113	04 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 405,33 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1329462	20 MARS 2020	SAVAGE, CLAUDE	Paiement factures- Location panel allongé ¾ toit moyen pour Rosemont - aqueduc (octobre et novembre 2019)- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 670,89 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1360965	23 MARS 2020	SAVAGE, CLAUDE	Location panel allongé 3/4 toit moyen pour Sud-Ouest (oct-nov-déc 2019)- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 796,89 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1406484	23 MARS 2020	SAVAGE, CLAUDE	Location auto compacte hybride pour finances (décembre 2019 à octobre 2020)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 479,33 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	1403987	10 MARS 2020	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	reparation de carosserie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 625,62 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	ROS963979	13 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE CAMIONNETTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 249,51 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	SLD963858	16 MARS 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 241,89 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	SLD963858	26 MARS 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	452,21 $	
LUBEQUIP (MC)	CAR963177	05 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	24F915 CHARIOT POUR BARILS 45 GALLONS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 749,83 $	
MACHINERIE A.M. INC.	1402588	03 MARS 2020	SAVAGE, CLAUDE	Remorque basculante équipée d¿un système de chargement avec grappin selon la soumission 2353 -devis 78119A11	Materiel roulant et ateliers	Exploitation des parcs et terrains de jeux	70 014,06 $	
MACHINERIE C. & H. INC.	LAC963934	13 MARS 2020	TOSKA, ERMIR	0113577 BUSHING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 672,16 $	
MACPEK INC.	1405294	17 MARS 2020	ROY, PATRICK	Avertisseur de benne levée	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 479,17 $	
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	CAR962682	06 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	P365A178ECAB22-7 POMPE HYDRAULIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 163,98 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR963439	09 MARS 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR INSPECTION ET REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 126,53 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR964866	30 MARS 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 889,58 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	CAR964867	30 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 739,92 $	
MAGNETO-LAVAL INC.	PIR962980	04 MARS 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG SERV. EXT. REP. PTO SUR UNITE 287-13056	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 298,32 $	
MECALECTRIQUE MB INC.	ANJ964095	16 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR PO POUR LA SUITE DES TRAVAUX SUR CAMION FREIGHTLINER REF 16056 / PRIX TOTAL AVAN TAXES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 364,14 $	
MERCEDES-BENZ LAVAL	MAD964721	25 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	REPARATION TRANSMISSION, DIRECTION ET REMPLACER AIR BAG CHEZ MERCEDES LAVAL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 721,47 $	
MERCEDES-BENZ WEST ISLAND	SLT962905	04 MARS 2020	VERMETTE, SUZANNE	986166 - VEH 227-15150 - PIECES POUR REPARATION SUR CAMION MERCEDES SPRINTER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 083,96 $	
METAL M-PACT INC.	ROS964254	17 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	FEUILLE ALUMINIUM POUR TRAVAUX DIVERS EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 330,72 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS963111	05 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	FEUILLE ACIER ,ALUMINIUM ET INOX POUR DIVERS TRAVAUX EFFECTUER PAR L'U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 505,28 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS964173	17 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	FABRICATION DE BUSHING TRAVAUX EFFECTUER PAR L'U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 091,89 $	
M.G. HYDROTHERMIE INC.	DIC962747	09 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	CERTIFICATION DES BOULLOIRES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 951,78 $	
M.G. HYDROTHERMIE INC.	DIC964695	25 MARS 2020	ARCE, CRISTIAN	mise au point bruleur boite asphalte	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 723,69 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	MAD964439	19 MARS 2020	ITIM, SAÏD	20.5R25 XNOPLUS / PNEU AVANT GAUCHE NEUF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 985,02 $	
MICHEL LABRECQUE AUTO LTEE	LAS963328	09 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	REMPLACEMENT COMPLET DU PLANCHER CHEZ MICHEL LABRECQUE AUTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 952,06 $	
MICHEL LABRECQUE AUTO LTEE	LAS963506	10 MARS 2020	LAPLANTE, JEAN-MARC	ACHATS DE PORTES USAGEES CHEZ MICHEL LABRECQUE AUTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $	
MMS LASER	ROS962716	02 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	PEINTRES A DECOUPÉ AU LASER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 819,24 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	SLD962419	26 MARS 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 830,01 $	
NETTOYAGE DPF MONTREAL INC.	ANJ964599	24 MARS 2020	MILLETTE, ROBERT	396-13133 RÉPARATION DPF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 866,64 $	
O.J. COMPAGNIE	NME964064	16 MARS 2020	ROY, ALAIN	MN-008904/Entretien annuel mars 2020	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 760,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PEINTURE ELECTROSTATIQUE XTM INC.	CAR963764	11 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	PREP & PEINTURE 272 UNITÉES POUR ATELIER MENUISERIE / 1350 DES CARRIÈRES / SYLVAIN SAUVÉ / RICHARD VACHON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 511,63 $	
PEINTURE ELECTROSTATIQUE XTM INC.	CAR963764	16 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	PREP & PEINTURE 272 UNITÉES POUR ATELIER MENUISERIE / 1350 DES CARRIÈRES / SYLVAIN SAUVÉ / RICHARD VACHON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	220,47 $	
P.E.S. CANADA INC.	1403161	05 MARS 2020	HOGUE, ROBERT	Réappro magasin rouge et bleu vertex 360 pour finaliser montage de Charger	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 141,77 $	
P.E.S. CANADA INC.	1407010	30 MARS 2020	ROUSSEL, BRUNO	Achat en urgence de board centrale pour barre Defender code 3	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,62 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1388757	03 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	2020 - FOURNITURE SUR DEMANDE DE PIÈCES AUTOMOBILES DIVERSES POUR GARAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR963061	06 MARS 2020	AUDY, MICHEL	C1484341	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 204,70 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR963061	20 MARS 2020	AUDY, MICHEL	C1484341	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	104,58 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	SLD962809	04 MARS 2020	IOANNONE, REMO	SLD-MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 375,26 $	
PIECES D'AUTO USAGEES RTA	ROS960497	23 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	DEVANT COMPLET DE FORD TAURUS POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 994,77 $	
PIE IX CHRYSLER	1406260	20 MARS 2020	ROUSSEL, BRUNO	Réappro de tapis coté conducteur pour Dodge Charger	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 217,98 $	1402511
PIE IX CHRYSLER	ANJ963249	06 MARS 2020	THIBAULT, MAXIME	REPARATION CAMION 211-14443 REF 365399	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 383,45 $	
PIE IX CHRYSLER	CAR954432	09 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	C1463639 (RÉPARATION DU MOTEUR 5.7 NON GARANTIE RAM 2500 2012)REMPLACE CAR953881	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 886,79 $	
PIE IX CHRYSLER	CAR962074	06 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATION SUSPENSION & ÉLECTRIQUE D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 118,35 $	
PIE IX CHRYSLER	CAR963529	11 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 728,87 $	
PNEUS BELISLE (BOUCHERVILLE) INC.	CAR962765	03 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	REPARATION D'UN PNEU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 280,12 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	MAD964208	19 MARS 2020	BRISEBOIS, JOEL	REMPLACER LE PNEUS USE SUR LA JANTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 715,76 $	
PRODUITS PRAXAIR	PIR963821	12 MARS 2020	MOCANU, SILVIU	2020 PFDS BCG CASQUE ET FILTRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 265,27 $	
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR964384	18 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	0FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15 523,45 $	
PRODUITS SANY	CAR963714	11 MARS 2020	AUDY, MICHEL	C1487909 (TRAVAUX EXECUTÉS SUR HYDRODINE TENNANT T16 2016)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 645,09 $	
RADIATEUR D'AUTO DECARIE (1976) INC.	SLT949453	01 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	pièces phyton	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 379,86 $	
REAL FAFARD INC.	ROS962964	04 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	CHANGER REGLE SUR MACHINE MEELING POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 201,23 $	
RESSORT IDEAL LTEE	1406784	26 MARS 2020	THIBAULT, MAXIME	REPARATION UNITÉ 393-11026 REF F0169418	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 250,01 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964230	17 MARS 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O REPARATION PEP FCT#F0169701	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 764,23 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964827	27 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O. A RESSORT IDEAL POUR REPARATION SUITE A L'INSPECTION AU MONTANT DE 7060.30$ AVANT TAXE # FACT F0169739	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 412,43 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964836	30 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	INSPECTION + REPARATION SELON LE # DE FACT: F0169468	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 590,63 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964870	30 MARS 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 378,36 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964872	30 MARS 2020	TROTTIER, LUC	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 982,84 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR964873	30 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 260,32 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC962406	26 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION SUSPENSION XAMION FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 437,19 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC963847	12 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A RESSORTS IDEAL POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 771,89 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC964317	18 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A RESSORTS IDEAL POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 989,91 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESSORT IDEAL LTEE	ROS964287	17 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN RÉFÉRENCE À LA FACTURE # F0169440	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 913,39 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS964289	17 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN RÉFÉRENCE À LA FACTURE # F0169733	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 282,34 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS964639	24 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 691,17 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS964642	24 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 812,90 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS964769	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 440,43 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS964778	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 734,50 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	1388771	03 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	MRA C/O 2020 POUR DIVERS TRAVAUX ET PIECES DE RECHANGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	AVM963188	05 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 1022641 RESSORT MTL NORD DIVISION PRO DU CAMION SUITE AU PEP	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 943,94 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	AVM963190	05 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO POUR REPARATION MULTIPLES FUITE D'HUILE, FUITE D'HUILE SEAL DU CRANK ET FRONT COVER. AUSSI, FUITE DE FUEL. FACTURE 1022753 RESSORT MTL NORD DIVISION LES PROS D	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 456,73 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC962934	04 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 796,01 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC963568	10 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FACTURE # 1023062 / FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 773,98 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC964181	17 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 362,91 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC964751	26 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 301,06 $	
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC964755	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR UN PO A RESSORT MONTREAL-NORD POUR L'INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS AFFERENTES AUTORISEES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 130,95 $	
ROBERT BOILEAU INC	CAR961134	03 MARS 2020	AUDY, MICHEL	C1481684 (ACHAT DE PIÈCES ZAMBONI DÉPOT DES CARRIERES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 565,58 $	
ROBERT BOILEAU INC	CAR962718	05 MARS 2020	LUSSIER, STEPHANIE	44-74322 CHAIN CONVOYEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 441,70 $	
ROBERT BOILEAU INC	CAR963674	13 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	C1484341 (ACHAT DE PIÈCES ZAMBONI POUR DÉPOT DE PIÈCES DES CARRIÈRES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 447,65 $	
ROBERT BOILEAU INC	SLD958253	17 MARS 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 259,02 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1406349	20 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	HUILE HYDRAULIQUE INDUSTRIELLE,HAUTE INDICE,VISCOSITE EN VRAC GR. ISO46	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 648,69 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR962864	26 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	HUILE HYDRAULIQUE EN VRAC POUR MATÉRIEL ROULANT DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 163,79 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR963493	10 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	COMPTE OUVERT POUR RESIDUS SOLVANT POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 199,50 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	DIC925976	10 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FOURNIR P/O POUR REMPLIRE RESERVOIR HUILE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 349,10 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	DIC957724	09 MARS 2020	THIBAULT, DENIS	FACT.#82233837/ FAIRE REMPLIR 0RESERVOIR EN VRAC HUILTE MOTEUR 5W20 ET 15W40	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 419,00 $	
S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.	PIR964550	20 MARS 2020	LATOUR, REMI-PAUL	REPARATION SOUFFLEUR (FACT. # 229232)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 070,14 $	
SERVICE DE PNEUS CD INC	LAS962702	05 MARS 2020	BERUBE, TOMMY	LS14022 ACHAT ET INSTALLATION PNEU TRACTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 325,59 $	
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	ROS963558	10 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	AMENAGEMENT DE CONDUITS D'ÉVACUATION DES GAZ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 209,99 $	
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1385857	26 MARS 2020	MASSE, PAUL	UTILISATION DE SERVICE ET APPLICATION POUR GMC/CHEVROLET(SNAP-ON POUR MAGASIN)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	35 634,85 $	
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1402579	03 MARS 2020	TURGEON, FRANCOISE	SAAQ - Renouvellement des immatriculations pour l'année 2019 - parc de véhicules	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 370 100,13 $	
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1406242	19 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	SAAQ - Vignettes PEP (programme d'entretien préventif) 2020- Vignette de conformité pour les véhicules assujettis à un programme d¿entretien préventif reconnu - MRA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 960,00 $	
SOCIETE EN COMMANDITE STRONGCO	DIC963394	09 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O AU FOURNISSEUR POUR BRIS ANORMALE A LA DEMANDE DE LA ARRONDISSEMENT REF: 8000232724	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 642,76 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE EN COMMANDITE STRONGCO	DIC963631	11 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR UN PO A STRONGCO POUR LA REPARATION D'UN BRIS ANORMAL SUR L'APPAREIL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 619,13 $	
SPINELLI NISSAN	LAS963676	16 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	0MOULURE DE CALANDRE #623205SA0A	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 652,69 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	PIR962518	08 MARS 2020	BOURRET, YANICK	APPEL DE SERVICE : RÉPARER SUSPENSION ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 359,99 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	SLT960648	05 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 592,36 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	SLT963196	10 MARS 2020	VERMETTE, SUZANNE	997360 - VEH 396-14057 - REPARATION DE SUSPENSION AVANT & ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 479,32 $	
TENAQUIP LIMITED	ROS962974	19 MARS 2020	BEAULIEU, DAMIEN	CONSOLE ET RAIL POUR TRAVAIUX EFFECTUER PAR L'U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 867,63 $	
TENAQUIP LIMITED	SLD959467	09 MARS 2020	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 166,33 $	
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS964745	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 162,08 $	
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS964747	26 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	REPARATION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	23 525,74 $	
T.M.S. MAITRES DES CAMIONS LTEE	CAR964126	16 MARS 2020	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO POUR INSPECTION PEP ET REPARATION VEHICULE - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 427,09 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	AVM964627	24 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 6800739311 TOROMONT POUR FUITE HYD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 318,58 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	CAR964519	20 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION BRIS HYDRAULIQUE D'UNE RÉTROCAVEUSE LOUÉE À L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 363,13 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	CAR964525	20 MARS 2020	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION D'UN BRIS HYDRAULIQUE D'UNE RÉTROCAVEUSE LOUÉ À L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 527,67 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DIC964833	30 MARS 2020	GARNEAU, DOMINIC	FOURNIR P/O AU FOURNISSEUR POUR REPARATION A LA DEMANDE DU MRA. RÉE TOROMONT 9800737909	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 991,23 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	MAD957349	04 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	PIÈCES POUR RÉPARATION SOUFFLEUSE CONTANT 825-07450	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 342,31 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	MAD957349	12 MARS 2020	VEILLETTE, PATRICK	PIÈCES POUR RÉPARATION SOUFFLEUSE CONTANT 825-07450	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 857,23 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	PIR958082	10 MARS 2020	BOURRET, YANICK	APPEL DE SERVICE: DIAGNOSTIQUE + RÉPARATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 344,35 $	
TRADITION FORD (VENTES) LTEE	1402973	04 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Achat PTI 68102 MRA - VUS Hybride rechargeable - utilisateur Direction des revenus, Caisse Centrale	Materiel roulant et ateliers	Administration, finances et approvisionnement	43 466,97 $	
TRANS ARTIK INC.	ROS963885	13 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	INSTALLATION DE SYSTEME DE CHAUFFAGE AUXILLIAIRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 913,91 $	
TRANS-FORM EXACT	CAR963838	12 MARS 2020	PASCAL, RAOUL	IMPRESSION 1358 PANNEAUX "NO PARKING" - ATELIER MENUISERIE - SYLVAIN SAUVÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 908,83 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	SLT963148	06 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 080,26 $	
TUBOQUIP	AVM963186	05 MARS 2020	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO SOUSMISSION SLS0000138385 POUR SHOP SUPPLY HYD.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 443,72 $	
TUBOQUIP	SLT954286	28 MARS 2020	BRISEBOIS, LUC	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 339,97 $	
TUBOQUIP	SLT958993	03 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 031,85 $	
TUBOQUIP	SLT963910	16 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 164,36 $	
TURF CARE PRODUCTS CANADA LIMITED	LAS962530	13 MARS 2020	LAPLANTE, JEAN-MARC	0KIT DE BLADES # 108-1453	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 179,03 $	
UNI-SELECT CANADA INC.	PIR955525	10 MARS 2020	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG ANTIGEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 870,52 $	
USINAGE USI-MAX INC.	SLT960980	25 MARS 2020	MONTPETIT, SYLVAIN	braquette pour chaine Phyton FACTURE 050157	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 275,61 $	
VENTE DE PIECES DE BALAIS SPS INC.	SLD962838	03 MARS 2020	IOANNONE, REMO	SLD-MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 016,61 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	1406767	26 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #16393 -Ville de DDO - Essence sans plomb et carburant diesel pour février 2020 - SIM Ville de Dollard-des-Ormeaux - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 692,45 $	
VILLE DE MONTREAL-EST	1404187	11 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #2020000037 -Consommation d'essence du Service des Incendies de Montréal pour le mois de nov-déc 2019- Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 977,78 $	
VILLE DE POINTE-CLAIRE	1404127	10 MARS 2020	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #202057-000006283 Consommation carburant SIM Pointe-Claire - janvier 2020 - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 706,61 $	
W. COTE ET FILS LTEE	CAR962840	04 MARS 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES WACKER NEUSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 384,41 $	
W. COTE ET FILS LTEE	CAR962840	05 MARS 2020	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES WACKER NEUSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	150,28 $	
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	1404254	11 MARS 2020	HOGUE, ROBERT	Réappro magasin pour deux kit de flèches pour gyrophare	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 056,54 $	
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	LAS963639	11 MARS 2020	LAPLANTE, JEAN-MARC	INSTALLATION D'UNE FLECHE CHEZ ZONE TECHNOLOGIES#21824	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 271,40 $	
9217-2089 QUEBEC INC.	016160	14 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471567	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 652,44 $	
AQUA SERVICE INC.	129318	05 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471060	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 348,19 $	
AU CENTRE DE SERVICES V.R. RIVE-SUD INC.	6542	18 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471645	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 024,65 $	
AU CENTRE DE SERVICES V.R. RIVE-SUD INC.	733	21 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471888	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 432,73 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	012936	18 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471574	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 156,29 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	012944	18 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471601	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 853,51 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	012955	19 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471790	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 625,74 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	012977	25 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471879	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 860,89 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	36825a	28 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471988	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 095,38 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	43756	07 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:465691	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 621,52 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	44736	07 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:467756	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 638,38 $	
CENTRE DE SERVICE 2010 ENR.	46042	05 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471172	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 300,43 $	
CHENIER AUTO SERVICE INC.	6730	18 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471622	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 762,94 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200311vaess	11 MARS 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 342,15 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200326va05	26 MARS 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 692,00 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200326va06	26 MARS 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 728,50 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200326va07	26 MARS 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 800,60 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200326va09	26 MARS 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 333,60 $	
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	20200326va10	26 MARS 2020	DI STEFANO, MELISSA	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 617,80 $	
LES ENT. DM LEO INC.	64488	07 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471489	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 788,55 $	
LES ENT. DM LEO INC.	64615	19 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471665	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 173,29 $	
LES ENT. DM LEO INC.	64669	28 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:472013	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 852,89 $	
PIE IX CHRYSLER	364585	07 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471426	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 255,99 $	
RADIATEUR PLUS	52845	14 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471566	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 268,10 $	
RADIATEUR PLUS	52864	14 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471526	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 521,42 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	7998	18 MARS 2020	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:471585	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 734,29 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2141167127	09 MARS 2020	BEAUDOIN, JULIE	Facturation cellulaires MRA pour le mois de février 2020	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 840,40 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	749113502215241364 0	31 MARS 2020	BEAUDOIN, JULIE	Frais de cellulaires pour le MRA - mars 2020	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 332,70 $	
DANY BOIVIN	1402941	04 MARS 2020	VILLANDRE, SERGE	Bon de commande 2020. Dany Boivin Programme de médiation culturelle des arrondissements Réf facture 045	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Autres - activités culturelles	2 320,00 $	
ISABELLE BOISVERT	1402928	04 MARS 2020	VILLANDRE, SERGE	Bon de commande 2020. Programme de médiation culturelle des arrondissements Réf facture 021	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Autres - activités culturelles	2 320,00 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1404062	10 MARS 2020	MORISSETTE, PIERRE	Service d'élimination et de traitement des sols contaminés caractérisés pour les mois de janvier à mars 2020 selon l'entente temporaire #1387182.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	10 623,62 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403916	10 MARS 2020	DUCHARME, PATRICK	Commande de grilles de puisard et caoutchouc à l'usage de la voirie de MHM.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	2 650,19 $	
EBI ENVIROTECH INC.	1403052	04 MARS 2020	TAILLEFER, FRANCINE	DA 635959: Paiement de facture.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	2 330,72 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1405134	16 MARS 2020	VASSART, CLAIRE	DA 638030: Demande de soumission pour une coupe fenêtre du branchement d'égout au 6715 Boulevard Gouin Est	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	6 194,26 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1406741	25 MARS 2020	VASSART, CLAIRE	DA 638979: Paiement facture # Coupe fenêtre égout et remplacement de branchement Urgent pour 5922, rue Pierre pour vendredi le 6 mars 2020	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	8 503,99 $	
HORS-PISTE S.E.N.C.	1403624	09 MARS 2020	CLOUTIER, SIMON	Préparation et animation de la rencontre du 6 février 2010 - Suivi et conseils stratégiques. Voir facture # HP-000492	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	10 498,75 $	
PASCAL HENRARD	1406238	19 MARS 2020	CLOUTIER, SIMON	Conseilles et accompagnement sur la démarche d'alignement stratégique - recherches, rencontres, rédaction, présentations	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	3 695,56 $	
ACIER LACHINE INC	1406334	20 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	ACIER LACHINE INC. - Location de plaques ext. selon factures OUMA-0109L APPRO M. BELANGER - Arrodissement Pierrefonds- Roxboro	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	5 306,07 $	
ATELIER D'USINAGE INNOVA PRECISION 2014	1406322	20 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	ATELIER D'USINAGE INNOVA PRÉCISION Kit pour bornes fontaines - OUMA-0109 GL 2130.0010000.303120.04121.56507.0.0.0.0.0.0 APPRO M. BELANGER	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	7 496,00 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1402660	03 MARS 2020	GERVAIS, FRANCYNE	Article 2.2, CATÉGORIE 127B - Location de Camionnette 4X4 cabine allongé (2 ou 4 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500 ou 2500, RAM 2500, Ford F-150 ou F-250, GMC Sierra 1500 ou 2500, 2017-2018 - Pierrefonds- R	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	10 948,10 $	1266110
GROUPE AKIFER INC.	1402803	03 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	BCO-GROUPE AKIFER - Service de laboratoire sur demande pour la réalisation d'analyses sur des échantillons de sols - Entente 1376033 - Pierrefonds- Roxboro	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	7 874,06 $	1376033
GROUPE SDM INC	1402705	03 MARS 2020	CASTONGUAY, ANNE	BCO 2020 - Assistance professionnelle pour dégels électriques résidentiel TPAE-0109S - ENTENTE 1326475 APPRO. S.BEAUDOIN - Pierrefonds - Roxboro	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	1326475
LAFARGE CANADA INC	1402518	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	BCO 2020 - PIERRE CONCASSÉE - ENTENTE 1195735 (Pierrefonds)	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	584,25 $	
LAFARGE CANADA INC	1402518	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	BCO 2020 - PIERRE CONCASSÉE - ENTENTE 1195735 (Pierrefonds)	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	16 596,42 $	1195735
LAFARGE CANADA INC	1402518	02 MARS 2020	JOLY, LINDA	BCO 2020 - PIERRE CONCASSÉE - ENTENTE 1195735 (Pierrefonds)	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	13 404,81 $	1195735
LAFARGE CANADA INC	1402518	03 MARS 2020	JOLY, LINDA	BCO 2020 - PIERRE CONCASSÉE - ENTENTE 1195735 (Pierrefonds)	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	723,37 $	
LES POMPES JP	1403931	10 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	LES POMPES JP - Location pompe pour station de pompage selon l¿estimation 132 (Pierrefonds)	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	2 547,16 $	
LES POMPES JP	1407061	30 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	LES POMPES JP - Réparationn pompe pour station de pompage - Selon estimations 147, 148 - Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	5 619,22 $	
LOCATION BATTLEFIELD QM	1406511	24 MARS 2020	JACOB, DOMINIQUE	LOCATION BATTLEFIELD QM Location de pompe en juin 2020 appro M. Belanger - Pierrefonds Roxboro	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	32 096,58 $	
LOCATION DICKIE MOORE.	1402799	03 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	BCO 2020 - LOCATION DICKIE MOORE Bureau mobile 10' x 24' pour les cols bleus Aqueduc - MARO-0303L APPRO M. BELANGER - Pierrefonds- Roxboro	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	3 280,85 $	
MOUSSE ARCHITECTURE DE PAYSAGE	1360757	26 MARS 2020	JACOB, DOMINIQUE	Majoration -Service consultatifs pour l'étude et la conception d'un projet d'aménagement ludique à la nouvelle bibliothèque Pierrefonds (3101) Incidences 14000 (En lien avec BC 1327589)	Pierrefonds - Roxboro	Bibliothèques	12 207,94 $	
NOVEM DISTRIBUTION INC	1402780	03 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	BCO 2020 - NOVEM Divers produits de cadenassage HORS ENTENTE SESA-0102 APPRO. M. BELANGER - Pierrefonds- Roxboro	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	3 674,56 $	
POMPACTION INC.	1406471	23 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	POMPACTION Location de pompe en urgence 11 janvier 2020 appro M. Belanger	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	5 081,40 $	
QUEBEC LINGE CO	1406332	20 MARS 2020	BELANGER, MARCEL	BCO 2020 - QUEBEC LINGE - Location et nettoyage de vêtement de travail pour l'Aqueduc - soumission 28-11-2018 VETR-0109L APPRO. M. BELANGER	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	3 359,60 $	1036431

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SANIVAC	1404190	11 MARS 2020	BEAUDOIN, STEPHANE	BCO - HORS ENTENTE - SANIVAC 9363-9888 Quebec Inc - Inspections télévisées (Pierrefonds)	Pierrefonds - Roxboro	Réseaux d'égout	15 748,12 $	
CENTRE DU JARDIN DEUX-MONTAGNES INC.	1406959	27 MARS 2020	BEGIN, NATHALIE	PROJET : Arbres Déminéralisation Plateau Est	Plateau Mont-Royal	Horticulture et arboriculture	3 885,58 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1405706	18 MARS 2020	KAMIL, HOUDA	Aqueduc (TP) Location - Facture 5844058948 pour la période du 07-02-2020 au 08-03-2020 Véhicule Ford transit-250 toit moyen - #série 1FTYR2CM7KKB36829	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
JULIE LEGAULT	de200210	06 MARS 2020	BORDAGE, MARYLISE	Voix des femmes	Plateau Mont-Royal	Autres - activités culturelles	3 000,00 $	
CIRA SERVICES MEDICAUX	1404472	12 MARS 2020	LANDRY, ANNE-MARIE	Cira, comité conjoint - ABR facture: 633461 et 635154 (RH)	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 976,40 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1404475	12 MARS 2020	LANDRY, ANNE-MARIE	Expertise neurosciences, facture 23194, 23209, 23220 (RH)	Ressources humaines	Gestion du personnel	11 811,09 $	
INDEED IRELAND OPERATIONS LTD	1402515	02 MARS 2020	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Abonnement de placement média d'offres d'emploi sur le site Indeed pour l'année 2020 (RH)	Ressources humaines	Gestion du personnel	50 000,00 $	
LINKEDIN IRELAND LIMITED	1402943	04 MARS 2020	LAPOINTE, JOSEE	Contrat à LinkedIn Ireland-Achat de 1500 licences d¿utilisation des services de LinkedIN Learning- montant total de 64500 $. Voir Contrat # CS5263095-18 / Dotation	Ressources humaines	Gestion du personnel	64 500,00 $	
MEDIAL CONSEIL SANTE SECURITE INC.	1404468	12 MARS 2020	LANDRY, ANNE-MARIE	Médial services-conseils-SST, impartition en gestion facture: 58228 (RH)	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 259,90 $	
NOVACONCEPT FORMATION INC.	1403314	05 MARS 2020	LAPOINTE, JOSEE	Conception de 2 programmes de formation en ressources humaines	Ressources humaines	Gestion du personnel	59 718,07 $	1331033
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1406685	25 MARS 2020	GREGOIRE, SOPHIE	Frais pour timbreuse Division de la paie pour l'année 2020 (RH)	Ressources humaines	Administration, finances et approvisionnement	5 249,37 $	
SERVICE D'ARBITRAGE ACCELERE INC.	1405602	18 MARS 2020	ROCHETTE, JEAN	Grief : SPPMM18-02 - Audiences du 28 septembre, 5 juillet et du 10 juillet 2019 - Facture 1418-1 (RH)	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 219,97 $	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1378686	04 MARS 2020	LAINEY, CHANTALE	Service SPB - Lancement de multiples cohortes de coaching en groupe sur le thème de la mobilisation - portion 2020. voir entente 1330593	Ressources humaines	Gestion du personnel	109 994,09 $	1330593
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1407158	30 MARS 2020	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	BCO - Téléphonie cellulaire - DSSME 2020	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 569,57 $	
PLOMBERIE MIRAGE INC	1402447	02 MARS 2020	COUTU, MARTIN	Remplacement d'une portion située sous le domaine public du branchement d'égout privé dans le cadre de l'application du règlement 15-085- 1900, 9e avenue (PAT)	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	4 881,92 $	
PRODUITS DE SERVICES PUBLICS INNOVA INC.	1402753	04 MARS 2020	LAUZON, CHRISTIAN	Certification équipements espace clos / Tel que soumission CO-040624	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	3 106,06 $	
STELEM (CANADA) INC.	1402998	04 MARS 2020	LAUZON, CHRISTIAN	Chapeau imperméable pour B.I Mc Avity et bride flottante (pleine)	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	2 541,12 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1406008	19 MARS 2020	COUTU, MARTIN	Remplacement d'une portion située sous le domaine public du branchement d'égout privé dans le cadre de l'application du règlement 15-085 au 11939, rue Victoria	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	8 399,00 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1405740	18 MARS 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation de conduite d'égout située au 7101, rue Alexandra dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie (3 soum.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	9 186,41 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1405740	26 MARS 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation de conduite d'égout située au 7101, rue Alexandra dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie (3 soum.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	2 149,89 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1403195	05 MARS 2020	LAFOND, DANIEL	Location de camions pour la division des Parcs de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie selon soumissions 192498, 192502 budgets de la canopée et de fonctionnement (Y.P.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Horticulture et arboriculture	30 483,65 $	
MODELAGE CANADA INC.	1403471	06 MARS 2020	LAFOND, DANIEL	Fabrication de 54 bacs à fleur hémisphériques en bois pour la division des parcs de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie (4 soum.) selon soumission 1411-1929 (M.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Construction d'infrastructures de voirie	86 770,07 $	
SIG-NATURE	1403096	04 MARS 2020	GIRARD, NADINE	Location d'un tracteur John Deere 4066R avec Charge # de série 1LV4066RPKK407048 unité 2264 pour l'équipe de la division des Parcs de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie du 01 mai au 30 octobre 2020 Budget Canopée	Rosemont- La Petite-Patrie	Horticulture et arboriculture	12 598,50 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1404020	24 MARS 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation en urgence d'une conduite d'égout située au 5985, 21e avenue (3 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	1 763,79 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1404020	10 MARS 2020	DEZIEL, GUYLAINE	Travaux de réparation en urgence d'une conduite d'égout située au 5985, 21e avenue (3 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	13 123,43 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1405046	16 MARS 2020	MYRE, ARIANE	Travaux de réparation en urgence d'une conduite d'égout située au 5915, 23e avenue (3 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	7 874,06 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1405679	18 MARS 2020	MYRE, ARIANE	Travaux de réparation d'une conduite d'égout située au 5447, rue Chapleau (3 soum.) ¿ DTET RPP (O.V.C.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	6 824,19 $	
LES COMPTEURS LECOMTE LTEE	1404928	16 MARS 2020	BASTIEN, ISABELLE	SLT-TP AQUEDUC - Mise à niveau de notre système d'acquisition de données Itron pour les compteurs d'eau	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	10 789,69 $	
MINOTAUR QUEBEC	1404930	16 MARS 2020	SIMON, DANIEL	SLT-TP AQUEDUC - Service d'inspection annuelle d'équipements pluviaux	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	5 039,40 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MP REPRODUCTIONS INC.	1404575	12 MARS 2020	PANI, ANDRE	SLT-TP AQUEDUC - Impression de plans pour l'utilisation par les employés dans le véhicules du service.	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	3 211,18 $	
STELEM (CANADA) INC.	1405735	18 MARS 2020	SIMON, DANIEL	SLT-TP AQUEDUC - Détecteur de fuite	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	5 196,88 $	
BF-TECH INC.	1406524	24 MARS 2020	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2020 BCO POUR SERVICE DE RÉPARATION ET DE FOURNITURE DE PIÈCES POUR LES BORNES D'INCENDIE	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	12 598,50 $	
ATERA ENVIRO INC.	1403187	05 MARS 2020	BANNIER, ALICIA	# Soumission 20200304M_KEMS10HM_Palintest Kemio HM	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	21 732,41 $	
ATERA ENVIRO INC.	1404693	13 MARS 2020	DEVEAU, DOMINIQUE	Achat de sept appareils de mesure Kemio HM et boîtes d'électrodes KEM22MPB - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	92 305,01 $	
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1404952	16 MARS 2020	NGO TCHA, HERMINE NICOLE	SLT-TP SOUT.TECH. - Service professionnels pour une étude hydraulique - Reconstruction de conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire entre la rue Marcel et l'intercepteur nord	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 654,35 $	
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1404952	16 MARS 2020	NGO TCHA, HERMINE NICOLE	SLT-TP SOUT.TECH. - Service professionnels pour une étude hydraulique - Reconstruction de conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire entre la rue Marcel et l'intercepteur nord	Service de l'eau	Réseaux d'égout	9 225,52 $	
CHARLES COUTURE	1403175	05 MARS 2020	PERIARD, MICHEL	Services professionnels pour la production d'un rapport bilan 2015-2020 de la Division expertise - DRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	25 000,00 $	
COMPUGEN INC.	1406030	19 MARS 2020	PART, CHRISTOPHE	14 MONITEUR 24 POUCES	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 394,05 $	1163303
C.P.U. DESIGN INC.	1404136	10 MARS 2020	BANNIER, ALICIA	Ordinateur de table, Configuration faible encombrement (modèle SFF)	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 258,30 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1405376	17 MARS 2020	PERIARD, MICHEL	Achat de Workstation de table pour l'équipe Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 853,86 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1405971	18 MARS 2020	PART, CHRISTOPHE	Achat d'un HP Workstation Z4G4 16 Go - Disque SSD 256 Go et licence Microsoft pour Section réglementation Plomb - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 383,84 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1405978	19 MARS 2020	PART, CHRISTOPHE	11 postes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	660,47 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1405978	19 MARS 2020	PART, CHRISTOPHE	11 postes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	12 441,33 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1406681	25 MARS 2020	LOGE, HERVE	Achat de Workstations portatifs et station d'accueil - Division Gestion durable de l'eau - DRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 163,39 $	1164102
ERGOCENTRIC SYSTEME DE SIEGES	1406283	20 MARS 2020	PERIARD, MICHEL	Table de travail assis-debout - UP-3L-BLACK-L7248302411-24-FM90	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 199,95 $	
HELENE RALAY	1391657	18 MARS 2020	LACROIX, REMI	Services professionnels pour la mise en route du plan d'action pour éliminer les entrées de service en plomb d'ici 2030 - Division expertise d'entretien - DRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 000,00 $	
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	1405892	18 MARS 2020	HACHEY, NORMAND	Formation de base Introduction à Mapinfo Pro	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	19 304,58 $	
LES SERVICES EXP INC.	1402421	02 MARS 2020	DAVID, KATHY	Portion service de l'eau (bc1401592 Ville-Marie) VMP-19-016 contrat #1 : Préparation des plans et devis des travaux de conduite d'aqueduc, d'égout, de voirie et d'éclairage; rue Coupal entre Dufresne et Fullum. MTR-00019016-A0	Service de l'eau	Réseaux d'égout	9 243,36 $	
LES SERVICES EXP INC.	1402421	02 MARS 2020	DAVID, KATHY	Portion service de l'eau (bc1401592 Ville-Marie) VMP-19-016 contrat #1 : Préparation des plans et devis des travaux de conduite d'aqueduc, d'égout, de voirie et d'éclairage; rue Coupal entre Dufresne et Fullum. MTR-00019016-A0	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	9 243,36 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1405916	18 MARS 2020	LACROIX, REMI	location Ford escape 4x4 ecoboost gyrophare	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 289,82 $	
ALLSTATE_30	rmi00014671000009 68900003	06 MARS 2020	Système RECLAM	ALLSTATE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-007248, sur la liste de paiement 2003IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 400,00 $	
BÉLAIR DIRECT_47	rmi00014901400013 31120003	06 MARS 2020	Système RECLAM	BÉLAIR DIRECT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-009499, sur la liste de paiement 2003IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 000,00 $	
BELL_39	rmi00014813400015 04120001	20 MARS 2020	Système RECLAM	BELL\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-008633, sur la liste de paiement 2003IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 944,37 $	
CHAUSSURES LE DÉPOT	rmi00014672300014 64320005	06 MARS 2020	Système RECLAM	CHAUSSURES LE DÉPOT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-007261, sur la liste de paiement 2003IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 310,10 $	
ÉNERGIR S.E.C._14	rmi00014674800013 21470006	17 MARS 2020	Système RECLAM	ÉNERGIR S.E.C.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-007281, sur la liste de paiement 2003IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 009,10 $	
GINETTE LÉONARD	rmi00014913400005 98530004	17 MARS 2020	Système RECLAM	GINETTE LÉONARD\Paiement d'une indemnité pour le dossier 20-000026, sur la liste de paiement 2003IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 300,00 $	
JEAN-SERGE FAUBERT_1	rmi00014749900014 71810003	20 MARS 2020	Système RECLAM	JEAN-SERGE FAUBERT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-008009, sur la liste de paiement 2003IC003 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 069,55 $	
JESUS PAULO HUAROTE ALDAY	rmi00014867100014 60630004	06 MARS 2020	Système RECLAM	JESUS PAULO HUAROTE ALDAY\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-009164, sur la liste de paiement 2003IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 299,50 $	
SHASHANNA ANISMAN	rmi00014815100006 26620005	17 MARS 2020	Système RECLAM	SHASHANNA ANISMAN\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-008650, sur la liste de paiement 2003IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	11 000,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOUTY INC	1383011	06 MARS 2020	BEAULIEU, CHANTAL	Achat de chaises pour la bibliothèque Georges-Vanier - DCSLDS	Sud-Ouest	Bibliothèques	2 872,21 $	1394177
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1403442	06 MARS 2020	DUBOIS, CLAUDE	TRAVAUX D'EXCAVATION EGOUT AU 630 DE LA CONGRÉGATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	19 947,62 $	
ACCEO SOLUTIONS INC	1386257	26 MARS 2020	THIBAULT, GERVAIS	Renouvellement - Support et entretien des imprimantes Zebra RW420 (SÉCI) - Période du 1er janvier au 30 décembre 2020 - Conformément à la soumission SPVM-918ZB-190327	Technologies de l'information	Gestion de l'information	78 843,61 $	
COMPUGEN INC.	1404792	13 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	Acquisition - Postes de travail portable - Conformément à la soumission 3984248	Technologies de l'information	Gestion de l'information	25 102,96 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1404691	13 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	Acquisition - Postes de travail portable - Service des TI - Conformément à la soumission 100660	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 322,14 $	
COOPERATIVE DE SOLIDARITE TERRITOIRES	1402201	02 MARS 2020	SARRAF, LIZA	Renouvellement - Contrat d'entretien et d'hébergement - Sites des bibliothèques - 15 janvier 2020 au 14 janvier 2021 selon la facture 151	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 149,62 $	
COOPERATIVE DE SOLIDARITE TERRITOIRES	1406791	26 MARS 2020	SARRAF, LIZA	Renouvellement - Services d'hébergement du calendrier interactif des événements du site web d'Espace pour la vie - Période du 1er mai 2020 au 30 avril 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 299,25 $	
CORPORATION COMPUWARE DU CANADA	1406367	20 MARS 2020	VANDELAC, ROBERT	Renouvellement et entretien - Licences logicielles FDRERASE - Période du 1er mai 2020 au 30 avril 2021 -Quote RW-126-ZJ - Client 106819	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 472,87 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1403507	06 MARS 2020	BOUCHARD, GILLES	projet 74562 ¿ Évolution du parc de postes de travail, autoriser une dépense auprès de CPU Design inc. pour la fourniture de 200 postes de travail - Service des technologies de l'information - # dérogation R426079	Technologies de l'information	Gestion de l'information	103 853,76 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1404713	13 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	Acquisition - Postes de travail portable - Service des TI - Conformément à la soumission 3076646	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 393,20 $	
FABIEN LABORIE	1402593	03 MARS 2020	BOUCHARD, LUC	70150_Accompagnement UX-UI (Documentation et Maintenance)_Fabien Laborie_Sylvain Hébert_28/2/2020 - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 378,52 $	
FIBRENOIRE INC.	1406990	29 MARS 2020	CADIEUX, MAXIME	Lien réseau Technoparc St-Laurent rues Albert Einstein et Alfred Nobel- Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 167,99 $	
FRESHWORKS INC.	1404065	10 MARS 2020	TRUDEAU, ANDRE	Licences Freshdesk - Direction générale- Blossom annual Plan - Période du 1er avril 2020 au 1er avril 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	19 735,79 $	
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1404715	13 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	Acquisition de postes de travail portable - Service des TI - Conformément à la soumission 200484	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 089,15 $	
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1404716	13 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	Acquisition de postes de travail portable - Service des TI - Conformément à la soumission 200487	Technologies de l'information	Gestion de l'information	45 098,45 $	
INNOVATIVE INTERFACES CANADA INC.	1404467	12 MARS 2020	SARRAF, LIZA	Renouvellement - Licences Encore Discovery - Bibliothèque - Période du 1er juin 2020 au 31 mai 2021 - Année 1/3	Technologies de l'information	Gestion de l'information	26 539,50 $	
IRON MOUNTAIN CANADA OPERATIONS ULC	1404080	10 MARS 2020	VANDELAC, ROBERT	Service de transport et d'entreposage de cassettes - Hébergement - Période du 9 mars 2020 au 8 mars 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	29 800,70 $	
K2 GEOSPATIAL INC.	1406023	19 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	74992_ Autoriser une dépense dse 11 250 $ CAD auprès du fournisseur K2 Géospatial INC. pour la Collecte de données relatives au dépistage du plomb dans l¿eau_ Françoise Selly_18/03/2020 - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 811,09 $	
MICROSOFT CANADA INC.	1404898	16 MARS 2020	TRUDEAU, ANDRE	Fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de la firme Microsoft, pour la période du 1er mars 2020 au 28 février 2021	Technologies de l'information	Gestion de l'information	90 499,22 $	
OMLAN SERVICES CONSEILS	1403126	05 MARS 2020	BOUCHARD, LUC	70501 _Autoriser une dépense en gré-à-gré à la firme OMLAN Services Conseil, d¿un expert Google _ Nathalie Allaire_04/03/2020 - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	45 061,68 $	
ONIX NETWORKING CANADA INC	1404685	13 MARS 2020	FUGULIN-BOUCHARD, ANTOINE	Renouvellement - ChromeBox for meeting - Période du 30 mars 2020 au 29 mars 2021 - Sale order - 00000140	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 818,07 $	
ONIX NETWORKING CANADA INC	1406411	23 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	70500 - Bureau de demain_Acquisition licences infonuagiques Dmarcian_Onix Networking Canada inc._Marie-Hélène Savard_19-03-2020 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 394,34 $	
PHISHINGBOX, LLC	1403139	05 MARS 2020	GUEDE, MARCELO	Souscription annuelle - Plateforme infonuagique Phishingbox - (15000 licences - Campagne hameconnage) - 29 février 2020 au 28 février 2021 Quote 601150	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 640,56 $	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON (RAYMOND CHABOT RESSOURCES HUMAINES INC.)	1407177	30 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	74250-04 - Système intégré en ressources humaines _Octroyer un contrat en gré à gré à Raymond Chabot Grant Thornton pour des services professionnels d¿accompagnement au balisage des conventions collectives_Annie Therrien_04/03/20 -STI	Technologies de l'information	Gestion du personnel	7 483,93 $	
SIMPLEVU INC.	1402603	03 MARS 2020	BOUCHARD, LUC	70501 ¿Autoriser une dépense en gré-à-gré à la firme Simplevu inc. pour l¿acquisition de trousseaux d¿adaptateurs d¿équipement_Nathalie Allaire_21/02/2020 - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 751,24 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	1402223	02 MARS 2020	HAIDAR, GHAYATH	Renouvellement de maintenance FME dev édition et production édition - du 1er mars 2020 au 28 février 2021- Soumission QUO-10268	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 913,41 $	
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1404692	13 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	Acquisition - Poste de travail portable - Service des TI - Conformément à la soumission 9484237	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 036,27 $	
VERTEX INC.	1405336	17 MARS 2020	THERRIEN, ANNIE	Renouvellement de l'entretien des licences Payroll Tax Q Series - Période du 30 juin 2020 au 29 juin 2021 - Account 21010439	Technologies de l'information	Gestion de l'information	36 175,65 $	
VIDERUM INC.	1406016	19 MARS 2020	MONET, PHILIPPE	60006.04 ¿ Autoriser une dépense au fournisseur , pour l¿acquisition d¿une banque d¿heures en développements CKAN_ANthony Ferrani_10/03/2020 - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	26 949,37 $	
BELL CANADA	526218253200301	20 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuel Internet_No compte: 526218253	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 443,18 $	
TELUS	35061056016	27 MARS 2020	DOMINGUEZ BETANCOURT, KIMBERLYE	Frais mensuels services sans-fil_No facture:35061056016	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 773,25 $	
8418748 CANADA INC.	1403100	04 MARS 2020	GAGNON, VALERIE	PAV20 19-34120: Services professionnels pour l'auscultation des trottoirs du réseau artériel - 2019 - Ref : Jean Carrier	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	81 959,54 $	
8418748 CANADA INC.	1403101	04 MARS 2020	GAGNON, VALERIE	PA V20 17-33717-2: Services professionnels pour l'auscultation du réseau routier 2017-2020 - Ref : Jean Carrier	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	102 421,50 $	
ANAIS MOULIN	1406645	24 MARS 2020	LE HENANFF, DAMIEN	Services professionnels de soutien technique et administratif sur divers dossiers en lien avec les phases 1, 2, 3 du projet de la rue St-Catherine Ouest - Ref : Ariane Quirion Lamoureux	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	12 600,00 $	
AVI-SPL CANADA LTD	1403438	06 MARS 2020	BESSETTE, HUGUES	Renouvellement contrat de maintenance VuWall 1 an - Ref : Patrick Ricci	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 731,67 $	
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	1403522	06 MARS 2020	GAGNON, VALERIE	AO447931_SP-2020-03 Travaux électriques de signalisation lumineuse (14 projets) - Ref: Michel Guerard	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	169 938,01 $	
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	1403528	18 MARS 2020	GAGNON, VALERIE	AO447932_SP-2020-04 Travaux électriques de signalisation lumineuse (10 projets) - Ref: Serge Pereira	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	193 489,33 $	
CANADIEN NATIONAL	1406594	24 MARS 2020	CARRIER, JEAN	Facture n° 91494852 : Réfection du passage à niveau rue des Ormeaux. Hochelaga - Maisonneuve. Réf. Jean Carrier - Service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	41 617,59 $	
CREATIONS LUPUNA S.E.N.C.	1404734	13 MARS 2020	GAGNON, LUC	Contrat gré à gré -Services professionnels à pour un accompagnement en matière de conception et de facilitation de démarches de collaboration dans le cadre de la révision des plans d¿urbanisme et de transport- SUM	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	79 265,56 $	
ENVIRONNEMENT S-AIR INC.	1406201	19 MARS 2020	CAREAU, LUCIE	Service inventaire des moisissures et qualité de l'air - SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITE	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	6 299,25 $	
FAHEY ET ASSOCIES INC.	1374869	24 MARS 2020	CAREAU, LUCIE	Fahey et associés a le mandat de faire l'estimation des coûts de construction des sites 1,4 et 5 - Service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	9 953,15 $	1369520
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1405759	18 MARS 2020	CARRIER, JEAN	Globex BCO 2020 - Frais de courrier INTERNE - SUM - Direction de la mobilité - Division gestion des actifs routiers et cyclables Compte 41041	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 099,75 $	1302177
GRACE CHEONG	1404234	11 MARS 2020	BERNIER, LISE	Convention de services professionnels graphiste en vue de la préparation de documents portant sur le patrimoine de Lachine Est - Infographie, graphisme- SUM	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	9 889,82 $	
HYDRO-QUEBEC	1400032	09 MARS 2020	BESSETTE, HUGUES	AO 447921 - BC pour paiement du prolongement du réseau HQ (facture #761209) Intersection BERRI & SAUVÉ. FC-01176-14 - SP 2019-025 - Ref : Serge Pereira	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	40 018,51 $	
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC	1402738	03 MARS 2020	GAGNON, LUC	Service - Statistiques et analyse sociales. Production de scénarios de projections démographiques personnalisées pour la VDM - Service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	14 670,95 $	
LAURIN LAURIN (1991) INC.	1403513	06 MARS 2020	GAGNON, VALERIE	AO447918_SP-2020-02 Travaux électriques de signalisation lumineuse (15 projets) - Ref : Michel Guérard	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	224 447,32 $	
MIOVISION TECHNOLOGIES INC.	1395382	19 MARS 2020	HAMAOUI, JEAN	Banque d'heures pour le traitement de comptages par Miovision - Ref : Anna Vizioli	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 249,37 $	
MNUBO INC.	1403424	06 MARS 2020	BESSETTE, HUGUES	Location de la plateforme analytique IoT Mnuo pour projet IA et accompagnement pour transfert - Ref : Olivier Audet	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	11 086,68 $	
MORNEAU SHEPELL LTE	1403045	04 MARS 2020	GAGNON, LUC	Pour le programme d'aide aux employés du SUM 2020 - Entente 1310883	Urbanisme et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	11 850,00 $	1310883
RESOLOGI INC.	1406258	19 MARS 2020	BESSETTE, HUGUES	Achat câbles UTP cat6 pour la salle des serveurs CGMU - Ref : Patrick Ricci	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 151,00 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1404078	10 MARS 2020	SAINTE MARIE, PIERRE	Location Imprimante Sharp 4071 _ Remplacement imprimante 801 Brennan (Local 10136)- Service de l¿urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	13 688,69 $	
WSP CANADA INC.	1404067	10 MARS 2020	BESSETTE, HUGUES	Projet REV - St-Antoine et St-Jacques_MAN de FC - Ref : Dominic Di Palma	Urbanisme et mobilité	Signalisation lumineuse	15 158,39 $	
ATELIER D'USINAGE GAGNE INC.	1406539	24 MARS 2020	ROBERGE, MARTIN	Pour paiement de facture 15930 - base de la fontaine à boire au Parc West Vancouver	Verdun	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 464,59 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BF-TECH INC.	1404504	12 MARS 2020	DORAIS, SYLVAIN	Achat - Détecteur de métal / Schonstedt magnetic. Locator with hard case GA-72CD - Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	2 992,90 $	
CONSTRUCTION CAMARA	1406561	24 MARS 2020	ROBERGE, MARTIN	Facture 013609 - Réparation d'un service d'égout - 1633 Rue Fayolle - Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	11 856,32 $	
DETECTION DE FUITES PGS INC.	1403268	05 MARS 2020	DORAIS, SYLVAIN	Soumission du 4 mars 2020, Aquascope 3 - appareil d'écoute pour inspection de bornes d'incendie, incluant frais de transport. - Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	5 406,85 $	
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1403773	09 MARS 2020	DUCHESNE, ANNICK	Achat de mobilier de bureau afin de réaliser des travaux d,ergonomie et d'aménagement d'espaces au niveau du Bureau accès Montreal conformément à la soumission JB-0716-0 datée du 5 février 2020	Verdun	Rel. avec les citoyens et communications	5 743,87 $	
CAPITAL SEWER SERVICES INC.	1396436	25 MARS 2020	DUFRESNE, ALAIN	Travaux préparation de conduite d'égouts et murage rue De la Gauchetière et Dorion (soumission courriel du 17-01-2020) - TP - Aqueduc - Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseaux d'égout	4 724,44 $	
CAPITAL SEWER SERVICES INC.	1405340	17 MARS 2020	LABELLE, MARC	Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout UNITAIRE sous la rue Mayor entre la rue Aylmer et la rue City Councillors - Soumission 20200310-TP - Aqueduc (Jonathan Labonté) - Règles de rotation des fournisseurs vérifiées	Ville-Marie	Réseaux d'égout	26 000,89 $	
CAPITAL SEWER SERVICES INC.	1405891	18 MARS 2020	LABELLE, MARC	Trois (3) soumissionnaires - Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout UNITAIRE sous la rue Provençale entre le parc et la rue Dufresne - Soumission 20200310 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	44 670,08 $	
CAPITAL SEWER SERVICES INC.	1406717	25 MARS 2020	LABELLE, MARC	Trois (3) soumissionnaires - Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout UNITAIRE sous l'avenue Viger entre Clark et Saint-Laurent - Soumission 20200316 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	36 139,11 $	
CLEAN WATER WORKS INC	1402408	02 MARS 2020	LABELLE, MARC	Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout sous le trottoir rue Sherbrooke Est entre Bercy et Montgomery - Soumission VMI-20-001 (version du 17-02-2020) - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	34 340,99 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1395133	09 MARS 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Enrobés bitumineux - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	15 748,12 $	1338038
DEMIX BETON	1397392	12 MARS 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dan l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 225,75 $	
DEMIX BETON	1397392	12 MARS 2020	LABELLE, MARC	2020 - BC ouvert - Béton pré mélangé pour divers chantiers dan l'arrondissement Ville-Marie - Entente 1340657 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	32 388,63 $	1340657
DEMIX BETON	1400904	26 MARS 2020	DUFRESNE, ALAIN	2020 - BC ouvert - Entente 1340660 - Béton remblai - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	524,94 $	
DEMIX BETON	1400904	26 MARS 2020	DUFRESNE, ALAIN	2020 - BC ouvert - Entente 1340660 - Béton remblai - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 459,35 $	1340660
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1402393	02 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	Formation PER-759 Mobiliser et fidéliser par la reconnaissance, en formule standard les 1er, 3 et 21 avril 2020 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 706,07 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1402393	05 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	Formation PER-759 Mobiliser et fidéliser par la reconnaissance, en formule standard les 1er, 3 et 21 avril 2020 - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 703,43 $	
ENGLOBE CORP.	1400923	09 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	2020 - BC ouvert - Entente 1388161 - Pour élimination et le traitement des sols contaminés caractérisés - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 505,53 $	
GROUPE ABS INC.	1401524	17 MARS 2020	LABELLE, MARC	Caractérisation environnementale pour le projet de réfection de rues 2020. Projet VMPRR-L2001 Entente 1338591	Ville-Marie	Construction d'infrastructures de voirie	4 128,11 $	1338591
GROUPE AKIFER INC.	1395109	26 MARS 2020	DUFRESNE, ALAIN	2020 - BC ouvert - Échantillonnages des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports - TP - Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $	
GROUPE DAGE	1404268	11 MARS 2020	ALI, SAMBA OUMAR	2020 - BC ouvert - Entretien/réparation caméra auto-tractée - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1393329	12 MARS 2020	ALI, SAMBA OUMAR	2020 - BC ouvert - Entretien/réparation de pompes diverses / TP - Karl Saulnier	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $	
LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.	1394969	11 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	Paiement de factures - Location d'un camion grue Hiab pour formation (incluant assurances, essence, KM et livraison)- TP - Aqueduc (Marcel Brisson)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 837,15 $	
MANOREX INC.	1404653	12 MARS 2020	ALI, SAMBA OUMAR	Travaux de réparation de la conduite pluviale sur la rue Queen au sud de Wellington (montant payable par Hydro Québec de 3500$ sur un total de 6000$, avant taxes) - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
MANOREX INC.	1405141	16 MARS 2020	DUFRESNE, ALAIN	Installation d'un nouveau regard Mayor entre City Councillors & Saint-Alexandre - Soumission 20200316 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	22 572,31 $	
MANOREX INC.	1406613	24 MARS 2020	LABELLE, MARC	Travaux de remplacement de la conduite AQ ave. Goulet et rue Cartier, excavation/disposition, installation, remblayage et équipement/main d'¿uvre. Règle de rotation respectée.	Ville-Marie	Réseaux d'égout	44 882,16 $	
MANOREX INC.	1406666	25 MARS 2020	DUFRESNE, ALAIN	Installation d'une nouvelle cheminée sur conduite ovoides 600mm X 900mm, rue Dorion/Gauchetière Est - Soumission 20200319 - TP - Aqueduc (Jonathan Labonté)	Ville-Marie	Réseaux d'égout	12 336,03 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1404648	12 MARS 2020	ALI, SAMBA OUMAR	Coroplasts oranges avec quarts de ronds bois "interdiction d'arrêt" - Soumission 2020-02-21 - TP - Aqueduc (Alejandro Restrepo)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 692,98 $	
PALANS ET OUTILLAGES LEGER INC.	1403410	06 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	ACHAT D'UNE FILETEUSE ELECTRIQUE SOUMISSION #3743	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 448,67 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 MARS 2020

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REAL HUOT INC.	1402535	03 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	ACHAT DES MANCHONS FLEXIBLE POUR GUILLAUME SAMUEL SOUMISSION#1122276	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 221,37 $	
RICHARD MORIN	1406604	24 MARS 2020	DUFRESNE, ALAIN	Service / banque d'heures spécialiste en matériaux, 140 H pour le projet de la Place Ottawa. OS du 27 février 2020	Ville-Marie	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	20 577,55 $	
SOCIETE XYLEM CANADA	1405190	17 MARS 2020	SAUVE, BENOIT	Restrepo, Alejandro acquisition de quatre pompes submersibles flygt et de boyau.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	7 859,71 $	
SOUDURE LONDON (2004) INC.	1403830	09 MARS 2020	LABELLE, MARC	Modification d'un garde-corps d'acier dans la salle de spectacle de la Maison de la culture Janine-Sutto (8662) - Incidences 15375	Ville-Marie	Autres - activités culturelles	4 114,20 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403617	09 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	Belleville, eric pour inventaire de la dalle de béton	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 737,81 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1403617	09 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	Belleville, eric pour inventaire de la dalle de béton	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	476,64 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404216	11 MARS 2020	BELLEVILLE, ERIC	ACHAT DE REGARD AVEC ENSEMBLE DE PIECES DE BÉTON SELON LA SOUMISSION #SC-71667 POUR LE PROJET RUE MAYOR ET CITY COUCILLORS.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 059,35 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404863	16 MARS 2020	SAUVE, BENOIT	RÉAPPRO DU MAGASIN EN BÉTON	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	358,00 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404863	16 MARS 2020	SAUVE, BENOIT	RÉAPPRO DU MAGASIN EN BÉTON	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	221,21 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404863	17 MARS 2020	SAUVE, BENOIT	RÉAPPRO DU MAGASIN EN BÉTON	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	690,82 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1404863	16 MARS 2020	SAUVE, BENOIT	RÉAPPRO DU MAGASIN EN BÉTON	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 350,22 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1405773	18 MARS 2020	SAUVE, BENOIT	REAPPRO EN TETE DE PUISARD	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	488,19 $	1191511
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1405773	18 MARS 2020	SAUVE, BENOIT	REAPPRO EN TETE DE PUISARD	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 533,75 $	1277188
GDLC EXCAVATION INC.	1403440	06 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 7177 Bordeaux	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 824,19 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1405708	18 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Remplacement d'une tête de puisard au 7125 De Lormier.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 309,72 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1405079	16 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 2630, ru L.O.-David	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1405083	16 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 7333, 1ère avenue.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1405517	17 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 7116-18-20, 18e avenue	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	9 448,87 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1405524	17 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 9325 rue d'Iberville	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1406761	26 MARS 2020	JOBIN, MICHEL	ÉGOUT - Branchement au 7991 ave de Chateaubriand	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 299,25 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1403990	10 MARS 2020	BEAUDREAULT, BRIGITTE	CANOPÉE - Location d'un camion-citerne pour 4 mois.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Horticulture et arboriculture	10 179,59 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1406444	23 MARS 2020	JOBIN, MICHEL	AQUEDUC - Location d'un camion-cargo pour l'été 2020	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	10 771,72 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1403437	06 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 3782, rue Jarry Est (2e excavation)	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	6 824,19 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1405091	16 MARS 2020	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 9030, 14e avenue.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	9 238,90 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1406469	23 MARS 2020	JOBIN, MICHEL	ÉGOUT - Branchement au 4200 rue Jean-Rivard	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	7 349,12 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1406882	27 MARS 2020	JOBIN, MICHEL	ÉGOUT - Branchement au 7062, 19e avenue.	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	8 189,02 $	
DANSE CARPE DIEM/EMMANUEL JOUTHE	aca020146	25 MARS 2020	DE VILLE, JOHANNE	Artistes	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Autres - activités culturelles	3 674,56 $	
						Total =	**20 639 799,03 $**	

Montréal

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 26 mars 2020, à 17 h

Au CM du lundi 20 avril 2020, à 13 h

20.01	Service de l'environnement , Direction - 1193217001

Approuver un projet d'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1208269001

Exercer l'option de la deuxième option de prolongation, pour une période de 12 mois, soit du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 30 412,04 $, taxes incluses, pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau aqueduc, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Novem Distribution inc. (CE17 0180), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 623 729,76 $ à 654 141,80 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1207100002

Conclure une entente d'achat contractuelle avec K+S Sel Windsor Ltée, d'une durée de 21 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois, pour la fourniture et la livraison de sel (chlorure de sodium) utilisé dans les usines de production d'eau potable Charles-J.-DesBaillets et Atwater pour la désinfection de l'eau - Montant total de l'entente : 1 987 903,31 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18001 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1204982001

Conclure une entente-cadre avec Bureau Veritas Canada (2019) inc. (lot 2 : 811 857,79 $), pour une période de 36 mois, prévoyant une période de prolongation de 12 mois, pour la fourniture sur demande d'un service d'analyses externes en laboratoire - Montant estimé de l'entente : 933 636,46 $, taxes et variations de quantités incluses - Appel d'offres public 20-17881 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1196814002

Accorder un soutien financier de 572 473,40 $ à l'Institut de recherche en biolo gie végétale de Montréal pour la réalisation de la phase II du banc d'essai en phytorémé diation, pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1208316001

Exercer la première prolongation et autoriser une dépense additionnelle estimée à 285 669,30 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison sur demande de pièces de béton pour aqueducs et égouts, dans le c adre de l'entente-cadre conclue avec St-Germain Égouts et Aqueducs inc. (CG17 0073), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 931 745,90 $ à 1 245 982,13 $, taxes incluses / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations des quantités, soit 28 566,93 $, portant ainsi le montant total à 314 236,23 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1208452001

Conclure une entente-cadre avec Dumoulin & Associés Rép arations de béton limitée pour effectuer divers travaux d'injection de fissures dans le béton, de réparation de surface de béton et de réparation de joints de dilatation dans les diverses installations de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, pour une période de 36 mois, sans possibilité de prolongation - Montant estimé de l'entente : 722 520,30 $, taxes, contingences, variations des quantités et incidences incluses - Appel d'offres public 10337 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1208502001

Accorder un contrat à Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée pour le service de chargement des matières résiduelles de l'écocentre Saint-Laurent, pour une période de 32 mois, avec possibilité de prolongation d'un an - Dépense de 718 019 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18006 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1208528002

Autoriser la prolongation, pour une période de 12 mois, et autoriser une dépe nse additionnelle estimée à 869 527,18 $, taxes incluses, de l'entente-cadre conclue avec Location Discount (23137292 QC inc.) pour la location à court terme de camionnettes à l'usage de toute la Ville et les services corporatifs (CG18 0178)

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438002

Accorder un contrat à Hydro-Québec, fournisseur unique, pour des frais de report et de construction, dans le cadre du contrat accordé à Général Électrique du Canada International inc. (CG17 0093), pour la conception et construction du poste de transformation 315 kV/25 kV à la station d'épuration des eaux usées Jean -R.-Marcotte, pour une somme maximale de 750 000 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438004

Accorder un contrat à Ventilation Manic inc., pour l'installation d'une nouvelle unité de climatisation au bât iment administratif de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 309 832,33 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP19002-150798-C (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1203438007

Accorder un contrat à Mécanique CNC (2002) inc., pour le remplacement des silencieux sur les systèmes d'épuration des gaz de combustion des cheminées des incinérateurs 2 et 4 de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 585 290,80 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP19021-137029-C2 (2 soum., 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1205886001

Accorder un contrat à TechnoRem inc. pour la fourniture de services professionnels en environnement pour l'accompagnement des travaux de réhabilitation environnementale de l'ancienne usin e Solutia - Dépense totale de 1 473 617,60 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres publics 19-17923 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231018

Conclure une entente-cadre avec IGF Axiom pour la fourniture d'agents de santé et sécurité sur les chantiers de construction, pour une période de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 943 260,65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17897 (2 soum., 1 conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1202891001

Accorder un contrat à FNX-INNOV inc. pour la fourniture de services professionnels pour le réaménagement de l'avenue des Pins, entre l'avenue du Parc et la rue Saint-Denis, pour une période de quatre ans - Dépense totale de 3 395 538,22 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 19-17954 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.16	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine - 1207598003

Accorder un soutien financier maximal de 150 000 $ à La Fabrique des Mobilités Québec (FABMOBQC), pour initier le projet de valorisation des données en mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1194501004

Approuver un projet d'acte aux termes duquel la Cité de Dorval crée en faveur de l a Ville de Montréal, sans considération monétaire, une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique grevant l'emplacement situé au sud du chemin Héron à l'ouest de l'avenue Dorval, dans la Cité de Dorval

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1193438038

Accorder un contrat de gré à gré à Tetra Tech QI inc. pour les services de maintenance du système CIDI, pour une durée de trois ans, pour une somme maximale de 948 543,75 $, taxes incluses / Approuver un contrat de licence et de maintenance avec Tetra Tech QI inc. et un contrat d'entiercement avec Tetra Tech QI inc. et Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l., à cet effet, rétroactivement au 1er janvier 2020 (fournisseur unique)

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de police de Montréal , Direction des enquêtes criminelles - 1195055001

Accorder un contrat à Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, couvrant la période du 1er mars 2020 au 28 février 2022, pour une somme maximale de 260 128 $, taxes non applicables - Appel d'offres public 19-17932 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA - 1206320002

Autoriser une dépense additionnelle de 10 702 527,15 $, taxes incluses, pour le déneigement clé en main, le transport de la neige, la location de machinerie, l'exploitation de lieux d'élimination de la neige et le service de remorquage, majorant ainsi le montant total des contrats de 362 282 084,56 $ à 372 984 611,70 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1208260001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année), avec retour de 18 000 tonnes de compost mature, pour une période de 36 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 3 787 277 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17972 (1 soum.) / Autoriser un virement budgétaire de 193 065 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 207 763 $ par année de 2021 à 2023

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1207231008

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Loiselle inc, pour des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de pistes cyclables et de feux de circulation dans la rue Peel, de la rue Notre-Dame au boulevard René-Lévesque Ouest - Dépense totale de 30 771 307,91 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 412411 (4 soum.) / Autoriser un budget de revenus de 223 862,32 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de la STM intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par la STM en vertu de l'entente / Autoriser un budget de revenus de 297 574,99 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget de revenus de 836 843,24 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme - 1204426001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec Ethnoscop inc. (1 111 486,32 $) et Arkéos inc. (877 627,17 $), pour la fourniture de services professionnels pour effectuer diverses études et interventions archéologiques sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour une durée de 36 mois - Montant estimé des ententes : 1 989 113,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17827 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1208719001

Exercer la première option de prolongation, pour la période du 16 mai 2020 au 15 mai 2021 et autoriser une dépense additionnelle estimée à 722 992,03 $, pour la fourniture sur demande de produits d'entretien, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Produits Sany inc. (CG15 0280), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 4 213 149,69 $ à 4 936 141,72 $, taxes incluses / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités, soit 108 448,80 $, portant ainsi le montant total à 831 440,83 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.25	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1197231075

Autoriser une dépense additionnelle de 214 267,09 $, taxes incluses, ainsi que trois virements totalisant 138 766,58 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences pour des travaux de conduites d'eau et de voirie dans le cadre du contrat accordé à Ali Excavation inc. (CG16 0407), majorant ainsi le montant total du contrat de 353 033,67 $, soit de 3 767 021,39 $ à 4 120 055,06 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1200805001

Autoriser le transfert d'un montant de 54 613,13 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour la conception et la surveillance des travaux de réfection des façades, de la toiture et des systèmes électromécaniques du quartier général du Service de police de la Ville de Montréa l, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et associés, architectes inc., NCK inc. et Martin Roy et associés (CG15 0026) majorant ainsi le montant total du contrat de 959 716,42 $ à 1 014 329,55 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service de l'habitation , Direction - 1208320001

Approuver l'entente entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, le tout sous réserve de l'approbation de l'entente tripartite 2020 par le gouvernement du Québec / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la subvention attendue de 46 097 208 $

Adopté à l'unanimité.

20.28	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1197737006

Autoriser une dépense additionnelle de 3 204 321,84 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à la firme POMERLEAU inc. (CG18 0555) majorant ainsi l e montant total du contrat de 10 497 184,55 $ à 13 701 506,39 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.29	Service de la culture , Direction - 1194505001

Accorder un soutien financier de 280 000 $ à l'Office des congrès et du tourisme du grand M ontréal inc. afin de contribuer à la mise en oeuvre d'une stratégie de développement en matière de tourisme culturel dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC -Ville) 2018-2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.30	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1205008001

Accorder un soutien financier non récurrent de 450 000 $ à La Maison de l'innovation sociale, pour une période de quatre ans, soit les années 2020-2023 afin d'assurer la mise en place du « Projet de cohortes ancrées dans la suite du mouvement Je fais Mtl au sein de son programme Incubateur civique » / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.31	Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1207540001

Approuver un projet d'addenda 1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et le Centre de la montagne et Les amis de la montagne (CG15 0699) prolongeant la durée de la convention, pour une période d'un an, du 1er mai 2020 au 30 avril 2021 / Autoriser une dépense de 386 000 $, majorant ainsi le montant total du soutien financier de 1 930 000 $ à 2 316 000 $

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service du développement économique , Direction - 1208432001

Approuver le rapport annuel des actions et des projets réalisés en 2019 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie de développement économique 2018-2022

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service de l'habitation , Direction - 1198018002

Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets - 1207211012

Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'article 8 (1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire - Construction proposée pour le passage à niveau au point milliaire 141.97 de la subdivision de Saint-Laurent, dans la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1193276001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc

Traité.

41.02	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1201081002

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Traité.

41.03	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1201081003

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

Traité.

41.04	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1201179001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

Traité.

41.05	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1191179002

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale)

Traité.

41.06	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1206707001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vannes situées sous une partie de l'avenue McGill College

Traité.

41.07	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1206707003

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 7 200 000 $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest

Traité.

41.08	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1208244001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles

Traité.

41.09	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1207518002

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Traité.

41.10	Service de l'habitation , Direction - 1206678001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

Traité.

42.01	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission - 1190025009

Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Adopté à l'unanimité.

42.02	Bureau du taxi de Montréal , Direction Administration - 1208716001

Adoption- Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Adopté à l'unanimité.

42.03	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1202837001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ afin de financer les travaux de réfection du secteur de la Place des Nations du parc Jean-Drapeau

Adopté à l'unanimité.

42.04	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1202837002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 065 000 $ afin de financer les travaux de réfection du secteur d e la plage Jean-Doré du parc Jean-Drapeau

Adopté à l'unanimité.

42.05	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1202837003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 350 000 $ afin de financer la phase I des travaux de rénovation du Pavillon du Canada du parc Jean-Drapeau

Adopté à l'unanimité.

42.06	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles - 1204184002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle (RCG 18-025)

Adopté à l'unanimité.

42.07	Service du greffe , Direction - 1203599002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053)

Adopté à l'unanimité.

42.08	Service de l'habitation , Direction - 1198018001

Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social

Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

Adopté à l'unanimité.

43.01	Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1200867002

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » et de son document d'accompagnement intitulé « Modifications au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie aux fins de conformité au Schéma d'aménagement et de développement modifié de l'agglomération de Montréal » concernant l'affectation du sol du site de la Brasserie Molson-Coors, dans l'arrondissement de Ville-Marie / Approbation de la procédure nécessaire à cette fin

Adopté à l'unanimité.

50.01	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail - 1208710001

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 930 (brigadiers scolaires), visant à remplir les exigences émanant de la lettre d'intention no. 2

Adopté à l'unanimité.

51.01	Service du développement économique , Direction - 1200191001

Nominations de représentants de l'agglomération de Montréal au sein du conseil d'administration de Concertation régionale de Montréal

Adopté à l'unanimité.

51.02	Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1207408001

Nommer Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal -Nord et M. Jean-Marc Poirier, conseiller d'arrondissement, district de Marie-Clarac, à titre de membres d'office non votants au conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Montréal-Nord pour les années 2020-2021

Adopté à l'unanimité.

51.03	Direction générale , Cabinet du directeur général - 1202988001

Nomination au conseil d'administration de l'Administration portuaire de Montréal

Adopté à l'unanimité.

Montréal

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU dimanche 29 mars 2020, à 15 h

Au CM du lundi 20 avril 2020, à 13 h

30.01	Service de sécurité incendie de Montréal - 1202021001

Renouveler l'état d'urgence déclaré le 27 mars dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19

Adopté à l'unanimité.

Montréal

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 2 avril 2020, à 16 h

Au CM du lundi 20 avril 2020, à 13 h

42.01	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction - 1202021001

Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile

Adopté à l'unanimité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.04

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207848002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 4 139 100 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

Il est recommandé de :

- déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19, au montant approximatif de 4 139 100 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-03-25 16:09

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207848002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 4 139 100 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec

CONTENU

CONTEXTE

L'actuelle pandémie de la COVID-19 constitue un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ainsi que celle des employés municipaux. Dans ces circonstances, selon l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), la mairesse peut décréter les dépenses et accorder les contrats qu'elle juge nécessaire pour remédier à la situation malgré les règles d'adjudication de contrat prévues aux articles 573 et suivants de la Loi sur les cités et villes applicables à la Ville.
En ce qui concerne les dépenses autorisées et les contrats octroyés en vertu de l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, au motif que celles-ci étaient nécessaires pour remédier à la situation dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population, un rapport motivé de ces dépenses et contrats doit être déposé au comité exécutif. Ce rapport doit par ailleurs être déposé au conseil (municipal et d'agglomération) de la première séance qui suit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire rapport au comité exécutif, puis au conseil municipal et d'agglomération, des dépenses décrétées par la mairesse le 20 mars 2020 et contrats octroyés en vertu de l'article 199 de l'Annexe C de la Charte de la Ville, pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19. Les acquisitions en biens et services sont identifiées sur le document joint et leur coût s'élève à 4 139 100 $ taxes incluses. Ces dépenses ont été engendrées pour l'acquisition de 800 000 masques équivalent conforme de type KN-95.

JUSTIFICATION

La Direction de santé publique du Canada recommande aux intervenants susceptibles d'entrer en contact avec des personnes contaminées de porter des équipements de protection individuelle dont notamment des masques de type N-95. Il y a actuellement une pénurie de masques N-95 et à la suite d'une recherche intensive, le Service de l'approvisionnement de la Ville a réussi à trouver un masque équivalent conforme, le masque KN-95.
Considérant que plusieurs employés municipaux, notamment les policiers et les pompiers pourraient devoir intervenir avec des personnes contaminées, il est essentiel de leur fournir des équipements de protection adéquats pour effectuer leur travail en toute sécurité et ainsi, éviter d'accélérer la propagation du virus.

L'acquisition de masques de type KN-95 constitue une réponse à un cas de force majeure et la non réalisation de cet achat serait de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population et celle des employés municipaux, ce qui justifie l'application de l'article 199 de l'Annexe C de la Charte de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des dépenses engagées le 20 mars 2020 est donné en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 1er avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, et au mieux de leurs connaissances, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dean GAUTHIER, Service de l'approvisionnement
Yves COURCHESNE, Service des finances
Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Raoul CYR, Service des finances
Nathalie M BOUCHARD, Service des finances
Patrice GUAY, Service des affaires juridiques
Véronique BELPAIRE, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO
Chef de division

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Annick MALETTO
Chef de division

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur par intérim
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2020-03-24

C-0C-DG-D-10-003 **(PROJET RÉVISÉ)**

FORMULAIRE D'APPROBATION D'OCTROI DE CONTRATS ET DE DÉPENSE / CAS DE FORCE MAJEURE
(Charte, annexe C, art. 199; C.c.Q., art. 1470)

VILLE DE MONTRÉAL		☐ CSEM
Nom du service	MISSION SOUTIEN LOGISTIQUE	COORDONNATEUR DES MESURES D'URGENCE
Nom du directeur	CLAUDE SAVAGE	RICHARD LIEBMANN
Date	19 MARS 2020	19 MARS 2020
Signature		
DESCRIPTION DU CAS DE FORCE MAJEURE (ÉVÉNEMENT):		
Date	19 MARS 2020	
Lieu	CCMU 4040 AVE DU PARC	
Description sommaire	MESURES EXCEPTIONNELLES SUITE À LA PANDEMIE COVID-19	
NATURE DU RISQUE :	☐ Danger pour la vie de la population	X Danger pour la santé de la population
	☐ Détérioration sérieuse des équipements	☐ Nuisance sérieuse au fonctionnement des équipements municipaux
GESTES À POSER POUR CORRIGER LA SITUATION (nature du ou des contrat(s) / contractant(s))		
ACTUELLEMENT IL Y A PÉNURIE DE MASQUES N-95 POUR PROTÉGER LES EMPLOYÉS DE LA VILLE CONTRE LE RISQUE DE CONTAMINATION AU CODIV-19		
SUITE À UNE RECHERCHE INTENSIVE, LE SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT A RÉUSSI A TROUVER UN MASQUE ÉQUIVALENT CONFORME # KN-95 FOURNISSEUR : LUMINARIE CANADA 800 000 MASQUES A 4,50$ CHACUN		
DÉPENSE REQUISE : Jusqu'à un maximum de 4 139 100.00$ $		

APPROBATION D'OCTROI DE CONTRAT ET DE DÉPENSE	
Maire	☑
ou Président du comité exécutif	☐
ou Directeur général	☐
Président de la CSEM	☐
Signature :	Date 20-03-2020

Luminarie™
CANADA Inc.

Facture VM001

2500-1155 Boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Qc
Canada
H3B 2K4

Date: March 19, 2020

To: **Ville de Montreal**
(a/s Dean Gauthier)

Reference	Product	Terms	Due Date
	Masque KN95	Livraison incluse	50% avec PO, 50% at pick up in China

Qty	Description	Unit Price	Line Total
800,000	Masque de type KN95, CE, US FDA Approuvé.	4.50	3,600,000.00 $
	Currency: USD		
	TVQ: 1223 651336 TQ 0001		
	TPS: 7809 25293 RT 0001		
		Subtotal	3,600,000.00 $
		TPS (5%)	180,000.00 $
		TVQ (9.975%)	359,100.00 $
		Total	4,139,100.00 $

MERCI!

Montréal

BON DE COMMANDE

1406389
Ce numéro doit apparaître sur toutes les factures ou documents relatifs à ce bon de commande

Fournisseur NO : 571370	Adresse de livraison	Adresse de facturation
LUMINARIE CANADA INC. **2500-1155 RENE-LEVESQUE O** **MONTREAL,QC,H3B 2K4** **Canada**	**9999-SAPP-INVENTAIRE CDM** **9701 COLBERT** **MONTREAL, QC H1J 1Z9** **Canada**	**Ville de Montréal** **C.P. 4500 SUCC B** **Montréal, QC H3B 4B5** **Canada**

Dernière date approbation	Termes	F.A.B.	Condition de transport	Référence au contrat
20-MAR-2020	**Net 30 jours**	**Destination**	**Paye ou inclus**	

Conditions générales

Le contrat est réputé conclu en vertu des lois du Québec;
- Le vendeur demeure responsable des biens jusqu'à leur livraison au lieu convenu entre les Parties, situé au Québec

La Ville de Montréal étant assujettie à la Charte de la langue française, le fournisseur doit s'assurer que ses dispositions sont suivies et respectées.

N°	Description	Date livraison	Quantité	Unité	Prix unitaire	Taxes	Montant
2	**Équipement de protection**		**1600**	**Boite**	**1560.00**	**Non**	**2,496,000.00**

1600 boites à 500 masques KN-95 = 800,000 masques

24 mars 2020

Acheteur		Devise	Total
GUY ROY **guy.roy@montreal.ca**	**Téléphone : 514-872-2404** **Télécopieur : --**	**USD**	**2,496,000.00**

Certificat du trésorier
Le numéro du bon de commande atteste que des crédits sont disponibles pour couvrir le coût des travaux ou articles énumérés ci-dessus.

Conditions
- Tout paiement d'intérêt ou de frais d'administration sera refusé par la Ville.
- Toute facture différente des prix de la présente commande sera refusée.
- Toute facture sans référence à ce numéro de commande sera retournée.

Taxes
Les prix et le total indiqués n'incluent pas la T.P.S. et la T.V.Q..
Le fournisseur devra les indiquer distinctement sur sa facture, si applicables.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.05

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207848003

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 500 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Il est recommandé de :

- déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19 au montant approximatif de 500 000 $ conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-03-25 16:09

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207848003**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 500 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

CONTENU

CONTEXTE

L'actuelle pandémie de la COVID-19 constitue un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ainsi que celle des employés municipaux. Dans ces circonstances, selon l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), la mairesse peut décréter les dépenses et accorder les contrats qu'elle juge nécessaire pour remédier à la situation malgré les règles d'adjudication de contrat prévues aux articles 573 et suivants de la Loi sur les cités et villes applicables à la Ville.
En ce qui concerne les dépenses autorisées et les contrats octroyés en vertu de l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, au motif que celles-ci étaient nécessaires pour remédier à la situation dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population, un rapport motivé de ces dépenses et contrats doit être déposé au comité exécutif. Ce rapport doit par ailleurs être déposé au conseil (municipal et d'agglomération) de la première séance qui suit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire rapport au comité exécutif, puis au conseil municipal et d'agglomération, des dépenses décrétées par la mairesse le 23 mars 2020 et contrats octroyés en vertu de l'article 199 de l'Annexe C de la Charte de la Ville, pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19. Les acquisitions en biens et services sont identifiées sur le document joint et leur coût s'élève jusqu'à 500 000 $, taxes non-incluses.

JUSTIFICATION

La propagation du COVID-19 continue à l'échelle de l'agglomération de Montréal et de la planète et la population est de plus en plus anxieuse par rapport au risque de contamination. Cette pandémie a d'ailleurs forcé le gouvernement du Québec ainsi que l'agglomération de Montréal à prendre des mesures exceptionnelles pour ralentir et limiter la propagation du virus.

Dans ce contexte, des mesures de contrôle de la population pourraient devenir nécessaires dans un avenir rapproché. Si de telles mesures de contrôle de la population s'avéraient nécessaires, le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) pourrait devoir augmenter ses effectifs sur le terrain et déployer des agents qui ne sont pas déployés sur le terrain en temps normal. Toutefois, plusieurs policiers, essentiellement des enquêteurs, sont affectés à des tâches pour lesquelles les vestes pare-balles ne sont pas obligatoires.

De plus, les mesures exceptionnelles prises par les différents paliers de gouvernement pour contrer la propagation du COVID-19 pourraient avoir un impact significatif sur la main d'œuvre disponible au sein des différents services, incluant le SPVM. L'augmentation des effectifs terrains disponibles pourrait donc permettre de limiter les effets de cette pénurie de main-d'œuvre et de prévoir en fonction de plan de relève de la police.

De manière à pouvoir augmenter ses effectifs terrains et de s'assurer que tous les policiers soient prêts à intervenir au cas où la situation nécessiterait des mesures de contrôle de la population, le SPVM souhaite équiper de vestes pare-balles tous les policiers affectés à des tâches pour lesquelles ces dernières ne sont pas obligatoires. Le SPVM a des fournisseurs sur contrat, mais le nombre requis de vestes pare-balles dépasse les limites des contrats existants.

Pour cette raison, l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM) demande une dérogation à l'article 199 (Annexe C) pour l'achat de 1 129 vestes pare-balles pour un coût maximal estimé de 500 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des dépenses engagées le 23 mars 2020 est donné en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 1er avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, et au mieux de leurs connaissances, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dean GAUTHIER, Service de l'approvisionnement
Yves COURCHESNE, Service des finances
Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Raoul CYR, Service des finances
Nathalie M BOUCHARD, Service des finances
Patrice GUAY, Service des affaires juridiques
Véronique BELPAIRE, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur adjoint
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2020-03-24

C-0C-DG-D-10-003 **(PROJET RÉVISÉ)**

FORMULAIRE D'APPROBATION D'OCTROI DE CONTRATS ET DE DÉPENSE / CAS DE FORCE MAJEURE
(Charte, annexe C, art. 199; C.c.Q., art. 1470)

VILLE DE MONTRÉAL		☐ CSEM
Nom du service	Mission soutien logistique	Coordonnateur des mesures d'urgence
Nom du directeur	Claude Savage	Richard Liebmann
Date	21 mars 2020	21 mars 2020
Signature		
DESCRIPTION DU CAS DE FORCE MAJEURE (ÉVÉNEMENT):		
Date	21 mars 2020	
Lieu	Agglomération de Montréal	
Description sommaire	Mesures exceptionnelles suite à la pandémie CODIV-19	
NATURE DU RISQUE :	☑ Danger pour la vie de la population	☑ Danger pour la santé de la population
	☐ Détérioration sérieuse des équipements	☐ Nuisance sérieuse au fonctionnement des équipements municipaux
GESTES À POSER POUR CORRIGER LA SITUATION (nature du ou des contrat(s) / contractant(s))		
Considérant l'augmentation de la pandémie, l'acquisition de 1129 vestes pare-balle est nécessaire afin de remettre en service des enquêteurs qui ne possèdent plus de veste pare-balle depuis plusieurs années.		
DÉPENSE REQUISE : Jusqu'à un maximum de : 530 000.$ taxes incluses		

APPROBATION D'OCTROI DE CONTRAT ET DE DÉPENSE	
Maire	☑
ou Président du comité exécutif	☐
ou Directeur général	☐
Président de la CSEM	☐
Signature :	Date 24 MARS 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.06

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207848004

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020.

Il est recommandé de :

- déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19 au montant approximatif de 1 000 000 $ conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-03-25 16:11

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207848004**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'actuelle pandémie de la COVID-19 constitue un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ainsi que celle des employés municipaux. Dans ces circonstances, selon l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), la mairesse peut décréter les dépenses et accorder les contrats qu'elle juge nécessaire pour remédier à la situation malgré les règles d'adjudication de contrat prévues aux articles 573 et suivants de la Loi sur les cités et villes applicables à la Ville.
En ce qui concerne les dépenses autorisées et les contrats octroyés en vertu de l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, au motif que celles-ci étaient nécessaires pour remédier à la situation dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population, un rapport motivé de ces dépenses et contrats doit être déposé au comité exécutif. Ce rapport doit par ailleurs être déposé au conseil (municipal et d'agglomération) de la première séance qui suit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La propagation rapide du COVID-19 a pris l'agglomération de Montréal ainsi que l'ensemble de la planète par surprise. Dû à cette pandémie qui a forcé le gouvernement du Québec ainsi que l'agglomération de Montréal à prendre des mesures exceptionnelles pour ralentir et limiter la propagation du virus, les villes et arrondissements pourraient être confrontés à une pénurie de main d'œuvre qui limiterait significativement leur capacité de préparation et d'intervention advenant une crue printanière.
De plus, une grande incertitude plane au sujet de la possibilité que l'agglomération de

Montréal soit affectée par des crues printanières et sur le possible effet aggravant que pourrait représenter le niveau d'eau élevé actuel du fleuve Saint-Laurent sur les niveaux d'eau dans le Lac des Deux Montagnes et la rivière des Prairies .

Dans ce contexte d'une possible pénurie de main d'œuvre importante et d'incertitudes quant aux possibilités d'inondations printanières, les villes et arrondissements ne peuvent prendre le risque d'attendre pour déployer certaines mesures préliminaires de protection; ils doivent entamer le plus rapidement possible le processus d'acquisition de matériel et d'équipements qui serviront à se préparer à faire face à une inondation. À défaut de fonds alloués immédiatement pour l'achat de matériel et d'équipement, les villes et arrondissements pourraient manquer pour se préparer adéquatement et ainsi assurer la sécurité des citoyens de l'agglomération de Montréal.

JUSTIFICATION

Ainsi, l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020, ce qui facilitera la préparation des villes et arrondissements.
La somme demandée est de :

- 1 million de dollar pour l'achat de matériel pour la mise en place de mesures de protection temporaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des dépenses engagées le 20 mars 2020 est donné en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 1er avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, et au mieux de leurs connaissances, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dean GAUTHIER, Service de l'approvisionnement
Yves COURCHESNE, Service des finances
Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Raoul CYR, Service des finances
Nathalie M BOUCHARD, Service des finances
Patrice GUAY, Service des affaires juridiques
Véronique BELPAIRE, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur adjoint
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2020-03-24

C-0C-DG-D-10-003 (PROJET RÉVISÉ)

FORMULAIRE D'APPROBATION D'OCTROI DE CONTRATS ET DE DÉPENSE / CAS DE FORCE MAJEURE
(Charte, annexe C, art. 199; C.c.Q., art. 1470)

VILLE DE MONTRÉAL		☐ CSEM
Nom du service	Mission soutien logistique	Coordonnateur des mesures d'urgence
Nom du directeur	Claude Savage	Richard Liebmann
Date	20 mars 2020	20 mars 2020
Signature		
DESCRIPTION DU CAS DE FORCE MAJEURE (ÉVÉNEMENT):		
Date	20 mars 2020	
Lieu	Agglomération de Montréal (CCMU au 4040 ave du Parc)	
Description sommaire	Mesures exceptionnelles en prévision de la crue printanière 2020	
NATURE DU RISQUE :	☐ Danger pour la vie de la population	☑ Danger pour la santé de la population
	☑ Détérioration sérieuse des équipements	☑ Nuisance sérieuse au fonctionnement des équipements municipaux
GESTES À POSER POUR CORRIGER LA SITUATION (nature du ou des contrat(s) / contractant(s))		
En prévision de la montée des eaux (crue printanière), le CCMU demande la possibilité d'acquérir pour 1M$ de matériaux de construction pour ériger les dignes temporaires.		
DÉPENSE REQUISE : Jusqu'à un maximum de 1 000 000 $		

APPROBATION D'OCTROI DE CONTRAT ET DE DÉPENSE	
Maire	☒
ou Président du comité exécutif	☐
ou Directeur général	☐
Président de la CSEM	☐
Signature :	Date 20 mars 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.07

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207848005

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020.

Il est recommandé de :

- déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID-19 au montant approximatif de 1 000 000 $ conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-03-25 16:10

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207848005**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Centre de la sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport des dépenses engagées pour répondre à la situation de force majeure engendrée par la pandémie de COVID -19, au montant approximatif de 1 000 000 $, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. L'organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'actuelle pandémie de la COVID-19 constitue un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ainsi que celle des employés municipaux. Dans ces circonstances, selon l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), la mairesse peut décréter les dépenses et accorder les contrats qu'elle juge nécessaire pour remédier à la situation malgré les règles d'adjudication de contrat prévues aux articles 573 et suivants de la Loi sur les cités et villes applicables à la Ville.
En ce qui concerne les dépenses autorisées et les contrats octroyés en vertu de l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, au motif que celles-ci étaient nécessaires pour remédier à la situation dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population, un rapport motivé de ces dépenses et contrats doit être déposé au comité exécutif. Ce rapport doit par ailleurs être déposé au conseil (municipal et d'agglomération) de la première séance qui suit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La propagation rapide du COVID-19 a pris l'agglomération de Montréal ainsi que l'ensemble de la planète par surprise. Dû à cette pandémie qui a forcé le gouvernement du Québec ainsi que l'agglomération de Montréal à prendre des mesures exceptionnelles pour ralentir et limiter la propagation du virus, les villes et arrondissements pourraient être confrontés à une pénurie de main d'œuvre qui limiterait significativement leur capacité de préparation et d'intervention advenant une crue printanière.
De plus, une grande incertitude plane au sujet de la possibilité que l'agglomération de

Montréal soit affectée par des crues printanières et sur le possible effet aggravant que pourrait représenter le niveau d'eau élevé actuel du fleuve Saint-Laurent sur les niveaux d'eau dans le Lac des Deux Montagnes et la rivière des Prairies.

Dans ce contexte d'une possible pénurie de main d'œuvre importante et d'incertitudes quant aux possibilités d'inondations printanières, les villes et arrondissements ne peuvent prendre le risque d'attendre pour déployer certaines mesures préliminaires de protection; ils doivent entamer le plus rapidement possible le processus d'acquisition de matériel et d'équipements qui serviront à se préparer à faire face à une inondation. À défaut de fonds alloués immédiatement pour l'achat de matériel et d'équipement, les villes et arrondissements pourraient manquer pour se préparer adéquatement et ainsi assurer la sécurité des citoyens de l'agglomération de Montréal.

JUSTIFICATION

Ainsi, l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal demande, à titre exceptionnel, d'autoriser les achats relatifs à l'acquisition d'équipement et de matériel exclusifs à la préparation aux crues printanières 2020, ce qui facilitera la préparation des villes et arrondissements.
La somme demandée est de :

- 1 million de dollar pour la location de pompes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant des dépenses engagées le 20 mars 2020 est donné en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 1er avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, et au mieux de leurs connaissances, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dean GAUTHIER, Service de l'approvisionnement
Yves COURCHESNE, Service des finances
Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Raoul CYR, Service des finances
Nathalie M BOUCHARD, Service des finances
Patrice GUAY, Service des affaires juridiques
Véronique BELPAIRE, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4037
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur adjoint
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2020-03-24

C-0C-DG-D-10-003 (PROJET RÉVISÉ)

FORMULAIRE D'APPROBATION D'OCTROI DE CONTRATS ET DE DÉPENSE / CAS DE FORCE MAJEURE
(Charte, annexe C, art. 199; C.c.Q., art. 1470)

VILLE DE MONTRÉAL		☐ CSEM
Nom du service	Mission soutien logistique	Coordonnateur des mesures d'urgence
Nom du directeur	Claude Savage	Richard Liebmann
Date	20 mars 2020	20 mars 2020
Signature		

DESCRIPTION DU CAS DE FORCE MAJEURE (ÉVÉNEMENT):	
Date	20 mars 2020
Lieu	Agglomération de Montréal CCMU au 4040 ave du Parc
Description sommaire	Mesures exceptionnelles en prévision de la crue printanière 2020

NATURE DU RISQUE :		
	☐ Danger pour la vie de la population	☑ Danger pour la santé de la population
	☑ Détérioration sérieuse des équipements	☑ Nuisance sérieuse au fonctionnement des équipements municipaux

GESTES À POSER POUR CORRIGER LA SITUATION (nature du ou des contrat(s) / contractant(s))

En prévision de la montée des eaux (crue printanière) , le CCMU prévoit louer un nombre élevé de pompes pour protéger les actifs de la Ville.

Basé sur les besoins des Inondations 2019 et des demandes des services et arrondissements, nous prévoyons une dépense de 1 000 000$ pour la location de pompes de grandeurs et modèles variés

DÉPENSE REQUISE : Jusqu'à un maximum de 1 000 000 $

APPROBATION D'OCTROI DE CONTRAT ET DE DÉPENSE	
Maire	☒
ou Président du comité exécutif	☐
ou Directeur général	☐
Président de la CSEM	☐
Signature :	Date 20 mars 2020

Article 7.08

Rapport annuel 2019 de l'ombudsman de Montréal

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.09

2020/04/20 13:00

(2)

Dossier # : 1206960002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)

Il est recommandé :
- de déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-03-10 13:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 3 mars 2020	Résolution: CA20 210047

Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)(1206960002)

Il est proposé par la conseillère Marie-Josée Parent

appuyé par le conseiller Luc Gagnon

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

de déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

60.01 1206960002

Jean-François PARENTEAU
_____
Maire d'arrondissement

Diane GARAND
_____
Secrétaire d'arrondissement par intérim

Signée électroniquement le 10 mars 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206960002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du règlement relatif à l'utilisation de pesticides (04-041), l'arrondissement de Verdun dépose le bilan annuel 2019 en ce qui concerne l'application de ce règlement sur l'ensemble de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 210028 - 5 février 2019, en ce qui concerne l'application du Règlement sur les pesticides de la Ville de Montréal (04-041).
CA18 210029 - 6 février 2018, en ce qui concerne l'application du Règlement sur les pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

CA17 210097 - 4 avril 2017, en ce qui concerne l'application du Règlement sur les pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

CA16 210271 - 6 septembre 2016, en ce qui concerne l'application du Règlement sur les pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

CA14 210403 - 7 octobre 2014, en ce qui concerne l'application du Règlement sur les pesticides de la Ville de Montréal (04-041).

CA04 210223 - 4 mai 2004, en ce qui concerne l'application du Règlement 04-041 sur le territoire de l'arrondissement.

C04 2601 - 26 avril 2004, en ce qui concerne l'application du Règlement 04-041 relatif à l'utilisation de pesticides.

DESCRIPTION

Voir le bilan annuel 2019 annexé en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Il est prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable dans un arrondissement, son conseil d'arrondissement, doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.
Le bilan annuel 2019 est déposé avec retard pour des raisons administratives.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan annuel 2019 à la séance du Conseil d'arrondissement du 3 mars 2020;

- Dépôt du bilan annuel 2019 à la séance du Comité exécutif du 8 avril 2020;
- Dépôt du bilan annuel 2019 à la séance du Conseil municipal du 20 avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-17

Kim VIGNEAU
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 765-7133
Télécop. :

Daniel POTVIN
Chef de division

Tél : 514.765.7101
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206960002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Verdun sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041)

Bilan_applic_pest_2019.pdf

Pesticides 2019_Golf Exécutif Montréal.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kim VIGNEAU
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 765-7133
Télécop. :



Bilan annuel 2019

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement Verdun

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **8**

Personnel dédié à l'application du règlement **9**

Activités de communication et de sensibilisation **10**

Gestion des demandes de citoyens **12**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Terrains de golf et de boulingrin **23**

Exploitations agricoles et horticoles **26**

Lutte intégrée **28**

Conclusion **33**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **34**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Cette année, le chef de division des permis et inspections a demandé à l'inspectrice d'arrondissement d'être la personne référence présente lors des réunions concernant les pesticides.

Le 2 avril 2019, l'inspectrice d'arrondissement a rencontré des intervenants du service de l'environnement dans une réunion informative sur les pesticides afin de poursuivre la sensibilisation en lien avec la règlementation municipale sur les pesticides.

Ces connaissances permettent à l'inspectrice d'arrondissement ainsi que ses collègues concenés; d'informer les citoyens et de gérer les plaintes qui seraient transférées par le bureau accès Montréal.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	20 000$ accordé**s** à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA04 2604	2011-12-31	Dépôt du bilan annuel	
CA04 21022	2011-12-31	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2010
CA12 21033	2012-07-03	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2011
CA12 0595	2012-08-20	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2012
CA14 21040	2014-10-07	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2013
CA16 210271	2016-09-08	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2014 et 2015
CA17 210097	2017-04-04	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2016
CA18 210029	2018-02-08	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2017
CA19 210028	2019-02-05	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2018

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation		
Formation		
Lutte intégrée		
Salaires (RH)		
Budget global		

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Total		

Commentaires et recommandations

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2019

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Cahier spécial arrondissement été 2019	entretien	toutes les portes de l'arrondissement
Lettre de sensibilisation Herbe à poux	sensibilisation	400

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

La division des communications de l'arrondissement a publié un article sur les pesticides dans le cahier spécial de l'arrondissement de juin 2019 intitulé " Entretien écologique de votre terrain ".

Voir lien ci-dessous :
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VER_FR/MEDIA/DOCUMENTS/BIENVENUE%20VERDUN-WEB_0.PDF

Comme le cahier est distribué porte-à-porte à tous les résidents, la visibilité de cet article est quand même assez grande.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Les demandes des citoyens, afin d'obtenir de l'information sur l'épandage de pesticides, sont prises par le bureau accès Montréal.
Les demandes des citoyens, afin d'obtenir un permis pour l'épandage de pesticides, doivent être prises par le Bureau Accès Montréal selon cette façon :
PROCÉDURE
PERMIS DE PESTICIDES (EXTÉRIEUR)
1. Imprimer une copie du formulaire de demande de permis et le faire compléter par le requérant.
2. Si le requérant n'est pas le propriétaire des lieux, celui-ci doit fournir une autorisation du propriétaire.
3. Dans les cas d'infestation, une inspection préalable doit être faite par le contremaître en horticulture. Dans ce cas, lui faire parvenir le formulaire de demande afin qu'il puisse compléter la section réservée à l'inspection.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	38		informations, requêtes et plaintes
Arbres et arbustes	33		informations, requêtes et plaintes
Pesticides	4		informations, requêtes et plaintes
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Rencontre informative pesticides	Ville de Montréal	2019-04-02	40

Commentaires et recommandations

La rencontre informative sur les pesticides a été suivie par l'inspectrice d'arrondissement sous la division des permis et inspections et a été donnée par le service de l'environnement.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Les demandes de permis d'épandage de pesticides sont prises en personne au bureau accès Montréal. Les plaintes concernant les pesticides sont également prises par le bureau accès Montréal et sont ensuite transférées aux inspecteurs du cadre bâti ou à l'inspecteur d'arrondissement. Si une problématique est constatée et fondée, l'inspecteur avisera le contrevenant et produira un constat d'infraction au besoin.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Demandes de citoyens	5
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	

Commentaires et recommandations

Aucune inspection effectuée à mener à l'émission d'un avis ou d'un constat d'infraction.

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés				0
	Sous-total			
Permis refusés				0
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

Aucune demande reçue par le bureau accès Montréal.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total

Commentaires et recommandations

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

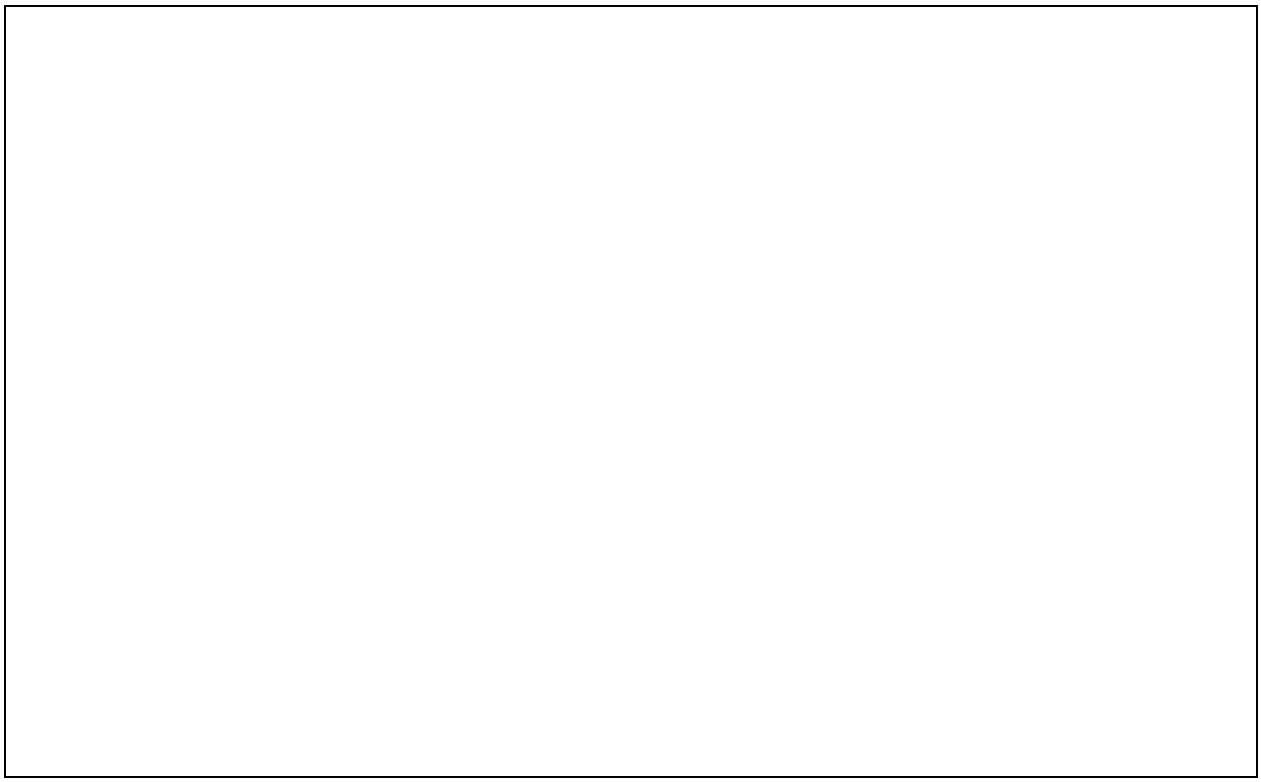
Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2017	3	0	3
2018	2	0	2
2019	0	0	0
Total	5	0	5

Commentaires et recommandations

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole



Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2019	2018	2017
Nombre d'avis écrits			
Nombre de constats d'infraction			
Nombre de constats non contestés et payés			
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale			
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)			
Amendes totales ($)			

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2019

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Commentaires et recommandations

Terrains de golf et de boulingrin

Mise en contexte

L'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, est autorisée sous certaines conditions prévues à la section V du Règlement. Ces conditions concernent l'entreposage des pesticides et l'affichage à respecter après l'épandage d'un pesticide. Elles visent également les registres d'utilisations de pesticides de ces exploitants ainsi qu'un état d'avancement du plan de réduction des pesticides selon les dispositions du Code de gestion des pesticides.

Afin de se conformer à l'article 73 du Code de gestion des pesticides, les propriétaires ou les exploitants d'un terrain de golf qui appliquent ou font appliquer un pesticide doivent transmettre tous les trois ans un plan de réduction des pesticides au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, depuis le 3 avril 2006. Ces plans doivent contenir les données sur les quantités de pesticides utilisés, les objectifs de réduction par catégorie de pesticides (fongicides, insecticides, herbicides, etc.), y compris les moyens mis en œuvre pour les atteindre, ainsi que les mesures prises en vue de réduire la migration des pesticides hors du site. De plus, chaque plan doit être signé par un agronome, membre de l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ).

Golf Exécutif Montréal
999, boulevard de la Forêt
terrain de golf

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	OUI	
Lieu d'entreposage	OUI	
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Non vérifié	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	OUI	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	OUI	
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	Non vérifié	

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Choix	
Lieu d'entreposage	Choix	
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Choix	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	Choix	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	Choix	
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	Choix	

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Choix	
Lieu d'entreposage	Choix	
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Choix	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	Choix	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	Choix	
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	Choix	

Commentaires et recommandations

Les documents signés et complétés par le Vice-président du Golf Exécutif Montréal; M. Guillaume Boulanger, sont joints au dossier.

Exploitations agricoles et horticoles

Mise en contexte

L'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, est autorisée sous certaines conditions prévues à la section VI du Règlement. Ces conditions concernent l'entreposage des pesticides et l'affichage à respecter après l'épandage d'un pesticide. Elles visent également les registres d'utilisations de pesticides de ces exploitants.

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides		
Lieu d'entreposage		
Conditions d'application (section VIII du Règlement)		
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement		

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides		
Lieu d'entreposage		
Conditions d'application (section VIII du Règlement)		
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement		

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides		
Lieu d'entreposage		
Conditions d'application (section VIII du Règlement)		
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement		

Commentaires et recommandations

Lutte intégrée

Mise en contexte

Les statistiques annuelles de l'agrile du frêne sont transmises par le service de l'environnement suite aux statistiques qu'il reçoit du SGPVMRS (Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et des sports).

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Frênes publics traités sur le territoire de Verdun	SGPVMRS	2019	297	46,565 L
Frênes privés traités sur le territoire de Verdun	SGVPMRS	2019	456	92,215 L

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Commentaires et recommandations

Conclusion

L'an dernier nous nous engagions à ce qu'un représentant de la DAUSE assiste aux différentes rencontres sur les pesticides afin de tenir l'équipe informée et ainsi pouvoir agir en tant que ressource lors de requêtes citoyennes.

Suite à ces réunions, l'équipe des permis et inspections se rencontrera afin de faire le point sur les notions et outils de sensibilisation appris.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Verdun
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Division des permis et inspections

Auteur (s)
Kim Vigneau

Février 2020

Golf Exécutif Montréal

999, Boulevard de la Forêt
Île des Soeurs (Qc.) H3E 1X9

Transmis par télécopieur : (514) 765-7114
(7) pages incluant celle-ci

Ile-des-Sœurs, le 4 février 2020

Direction de l'aménagement urbain et
des services aux entreprises (DAUSE)
de l'arrondissement de Verdun
4555, rue de Verdun, bureau 109
Verdun (Québec)
H4G 1M4

Attention : Mme. Kim Vigneau, Secrétaire d'unité administrative

Objet : Pesticides utilisés en 2019

Madame Vigneau,

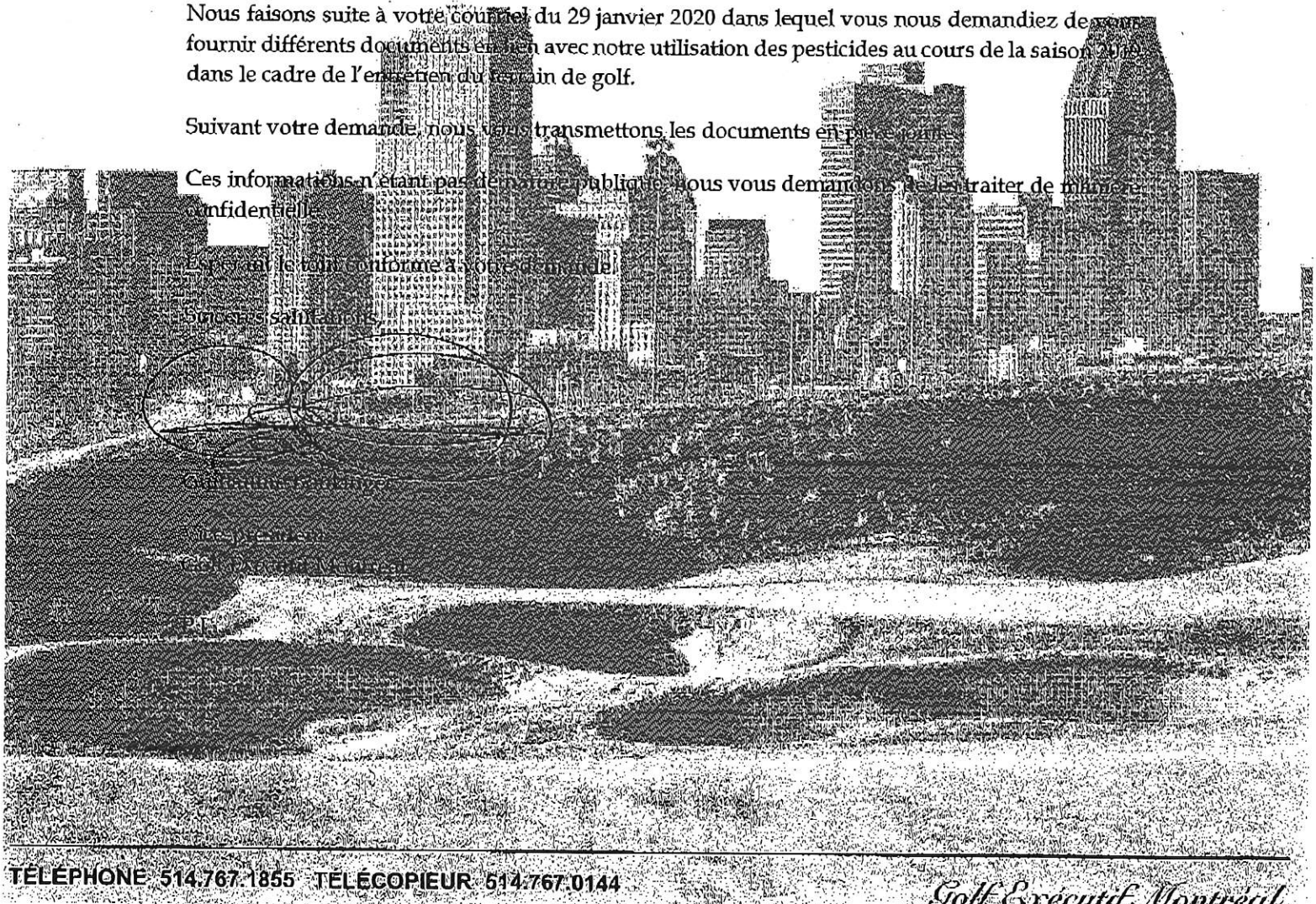
Nous faisons suite à votre courriel du 29 janvier 2020 dans lequel vous nous demandiez de vous fournir différents documents en lien avec notre utilisation des pesticides au cours de la saison 2019 dans le cadre de l'entretien du terrain de golf.

Suivant votre demande, nous vous transmettons les documents en pièces jointes.

Ces informations n'étant pas de nature publique, nous vous demandons de les traiter de manière confidentielle.

Espérant le tout conforme à votre demande,

Sincères salutations,



Registre d'utilisation des pesticides par catégorie
(Fongicides, herbicides, insecticides, etc.)

ANNÉE: 2019

1- Identification du terrain de golf titulaire de permis
Nom: 6358098 Canada inc. faisant affaire sous le nom Golf Exécutif Montréal
Adresse de correspondance: 999, boulevard de la Forêt, Verdun (Qc.) H3E 1X9
Nom de l'interlocuteur: Guillaume Boulanger

Date de l'application (jour/mois)	Lieu d'application	Organismes nuisibles	Fongicides/Herbicides /Insecticides/Biopesticides	Nom du produit	Numéro d'homologation	Quantité appliquée (en litres)	Superficie traitée (m2)	Indice de pression (litres/m2)	Nom de la personne responsable de l'application	Numéro du certificat de l'applicant
1er-mai	Départs et allées	Mauvaises herbes	Herbicide	Dimension	29003	1	2064,5	0,0004843	Tim Rember	401600599
1er-juin	Verts	Take all patch	Fongicide	Disarm	31857	0,425	3437,4	0,0001237	Tim Rember	401600599
1er-juin	Départs et allées	Mauvaises herbes	Herbicide	Trillion	27972	4	12541,9	0,0003229	Tim Rember	401600599
26-juin	Verts	Tache en dollar	Herbicide	Disarm	31857	1,2	9290,3	0,0001237	Tim Rember	401600599
04-juill	Herbe longue et contours trappes de sable	Mauvaises herbes	Herbicide	Trillion	27972	4	12541,9	0,0003229	Tim Rember	401600599
06-juill	Allées	Tache en dollar et plaque brune rhizoctone	Fongicide	Propiconazole	28797	10	18580,6	0,0005489	Tim Rember	401600599
08-juill	Herbes longues	Mauvaises herbes	Herbicide	Trillion	27972	20	62726,3	0,0003229	Tim Rember	401600599
10-juill	Allées	Tache en dollar et plaque brune rhizoctone	Fongicide	Propiconazole	28797	15	27324,4	0,0005489	Tim Rember	401600599
16-juill	Verts	Tache en dollar et plaque brune rhizoctone	Fongicide	Propiconazole	28797	5	4645,2	0,0010764	Tim Rember	401600599
16-juill	Verts	Tache en dollar et plaque brune rhizoctone	Fongicide	Disarm	31857	0,375	4645,2	0,0006458	Tim Rember	401600599
20-juill	Herbes longues	Mauvaises herbes	Herbicide	Premium 3-Way	27848	4,5	5973,7	0,0007534	Tim Rember	401600599
27-juill	Verts	Moisissure	Biopesticide	Phostrol	30449	20	9290,3	0,0021528	Tim Rember	401600599
08-août	Verts	Tache en dollar, plaque brune rhizoctone et Take all patch	Fongicide	Renovo	32097	3,5	3437,4	0,0009041	Tim Rember	401600599
15-août	Verts	Tache en dollar	Fongicide	Renovo	32097	2,5	5574,2	0,0005382	Tim Rember	401600599
20-août	Verts	Tache en dollar	Fongicide	Kabuto	31759	6,2	36421,7	0,0001722	Tim Rember	401600599
29-août	Départs	Tache en dollar	Fongicide	Kabuto	31759	0,9	5574,2	0,0001722	Tim Rember	401600599
29-août	Allées	Tache en dollar	Fongicide	Kabuto	31759	0,9	5574,2	0,0001722	Tim Rember	401600599
20-oct	Verts	Tache en dollar et plaque brune rhizoctone	Fongicide	Renovo	32097	4	9290,3	0,0043057	Tim Rember	401600599
20-oct	Verts	Mauvaises herbes	Herbicide	Quicksilver	30142	0,237	5574,2	0,0000425	Tim Rember	401600599
1er-nov	Allées	Moisissure des neiges	Fongicide	Intaglio	32765	143,2	38090,2	0,0376749	Tim Rember	401600599
20-nov	Verts	Moisissure des neiges	Fongicide	Intaglio	32765	42	11148,4	0,0376749	Tim Rember	401600599
20-nov	Départs	Moisissure des neiges	Fongicide	Intaglio	32765	28	7432,2	0,0376749	Tim Rember	401600599
					TOTAL:	316,937				

Montréal

Déclaration écrite pour terrains de golf et boulingrin et pour exploitations agricoles et horticoles (Art.9) (modèle)

Nom de l'arrondissement
Service

SECTION A : IDENTIFICATION

Nom de l'exploitant : 6358098 Canada inc.
Adresse : 999, boulevard de la Forêt, Verdun (Qc.) H3E 1X9

Nom du terrain de golf : Golf Exécutif Montréal
Adresse : 999, boulevard de la Forêt, Verdun (Qc.) H3E 1X9
de permis : 401696751

Personne responsable : Guillaume Boulanger
Tél : (514) 924-1595

SECTION B : DÉCLARATION

Indiquez les produits qui sont ~~ou seront~~ entreposés par vos soins en date du 30 janvier 2020 ~~et dont vous prévoyez faire usage au cours de l'année.~~

Banvel	**Dicamba**	**23957**		**3**	Inconnu pour le moment.
Primo Maxx	**Trinexapac-ethyl**	**26989**		**6,57**	Inconnu pour le moment.
Dimension	**Dithiopyr**	**23003**		**3**	Inconnu pour le moment.
Sevin	**Carbaryl**	**26873**		**13,25**	Inconnu pour le moment.
Trillion	**Dyméthylamine**	**27972**		**8**	

Je certifie que les renseignements que j'ai fournis dans cette déclaration sont complets et exacts.

Nom : Guillaume Boulanger

Date : 6 février 2020

Signature :

Rapport d'étape 2019 du plan de réduction des pesticides relatif aux terrains de golf[1]

1. IDENTITÉ	
Identification du propriétaire du terrain de golf	
Nom	6358098 Canada inc.
Prénom	
Adresse	999, boulevard de la Forêt, Verdun (Qc.) H3E 1X9
Identification du terrain de golf	
Nom	Golf Exécutif Montréal
Adresse	999, boulevard de la Forêt, Verdun (Qc.) H3E 1X9
Identification du titulaire du permis d'exploitation d'un établissement de vente et d'utilisation de pesticides	
Nom	6358098 Canada inc.
Prénom	
Adresse	999, boulevard de la Forêt, Verdun (Qc.) H3E 1X9
Numéro de permis	401696751
Identification de la personne responsable des entretiens	
Nom	Rember
Prénom	Tim
Adresse	999, boulevard de la Forêt, Verdun (Qc.) H3E 1X9
Identification de la personne signataire du plan de réduction des pesticides en cours	
Nom	Badra
Prénom	Abdo
Adresse	9095, boulevard Lasalle, Lasalle (Qc.) H8R 2M5
Numéro de membre de l'Ordre des agronomes du Québec	2954

[1] Ces informations sont requises en vertu du Règlement sur l'utilisation de pesticides (04-041) de la Ville de Montréal (article 14, deuxième alinéa)

2. DESCRIPTION DU TERRAIN

Superficie du terrain (en hectares)	
Vert	0,72
Tertres de départ	0,56
Allées	3,64
Trappes de sable	0,31
Herbes longues	5,52
Superficie totale	

Principaux problèmes représentant des risques	
Maladies ou champignons	Tâche en dollar, plaque brune rhizoctone, fusariose, moisissures des neiges.
Plantes indésirables	Toutes les mauvaises herbes à feuilles larges de gazon, Phragmites, digitaire
Insectes	Fournis, vers gris.

Facteurs abiotiques	
Type de sol	Variable et pauvre
Capacité de drainage du sol	Limité
Topographie	Plat et vallonné
Exposition	Plein soleil
Vent	Sud-Ouest, fort et fréquent

3. OBJECTIFS DE RÉDUCTION D'UTILISATION DES PESTICIDES DÉTERMINÉS DANS LE PLAN DE RÉDUCTION DES PESTICIDES EN VIGUEUR

Catégorie de pesticide	Objectif de réduction visé	Moyens prévus pour atteindre l'objectif
Fongicides	0%	Utilisation est déjà faible pour un parcours de golf de neuf trous, une académie de golf et un terrain de pratique.
Herbicides	0%	Idem que ci-haut.
Insecticides	0%	Idem que ci-haut.
Rodenticides	0%	Idem que ci-haut.
Autres pesticides	0%	Idem que ci-haut.

4. INTERVENTIONS EFFECTUÉES DANS L'ANNÉE EN COURS

Dépistage

Problèmes identifiés	Taux d'infestation	Commentaires
Digitaire	Mineur	
Take all patch	Mineur	
Trèfle	Mineur	
Pissenlit	Mineur	
Tache en dollar	Mineur	
Black medic	Mineur	
Crown Vetch	Mineur	
Plaque brune rhizoctone	Mineur	
Moisissure	Moyen	
Moisissure des neiges	Important	

Applications de pesticides dans l'année

Problème traité	Nom des produits	# homologation	Superficie traitée (ha)
Maladies fongiques	Disarm	31857	1,74
	Propiconazole	28797	5,06
	Phostrol	30449	0,93
	Renovo	32097	1,83
	Kabuto	31759	4,76
	Intaglio	32765	5,67
Plantes adventices	Dimension	23003	0,21
	Trillion	27972	8,78
	Premium 3-way	27848	0,6
	Quicksilver	30142	0,56
Insectes			
Petits rongeurs			
Autres problèmes			

5. ANALYSE DES MESURES D'ATTÉNUATION DE L'UTILISATION DE PESTICIDES		
Catégorie de pesticides	Tendance générale (augmentation – diminution – maintient)	Justification (nouveaux problèmes, efficacité des mesures d'atténuation, variations climatiques, etc.)
Fongicides	Augmentation	Augmentation de la surface à traiter contre les maladies fongiques en raison de l'ajout d'une superficie d'environ 1,5 hectare de surface gazonnée sur le site.
Herbicides	Diminution	
Insecticides	Aucune utilisation en 2019, ce qui représente une diminution par rapport au passé.	
Rodenticides	Aucune utilisation en 2019. Maintient par rapport au passé.	
Autres pesticides	Aucune utilisation en 2019. Maintient par rapport au passé.	

Je certifie que les renseignements qui précèdent sont complets et exacts.

Nom : Guillaume Boulanger

Date : 6 février 2020

Signature :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.10

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1200498003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2019.

Il est recommandé:
de prendre acte du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2019.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-03 08:10

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200498003**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

En 2005, le comité exécutif adoptait la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* qui constitue l'un des outils de mise en œuvre du Plan d'urbanisme et des orientations de la Ville en matière d'habitation. Au moment de l'adoption de la Stratégie, le contexte juridique ne permettait pas d'exiger l'inclusion de logements abordables par voie réglementaire, ce qui a mené la Ville à adopter une approche incitative**.** La Stratégie d'inclusion actuelle vise deux grands objectifs :

· Le maintien de la mixité sociale en encourageant le développement, dans les grands sites, d'une gamme diversifiée de logements pour répondre aux besoins de citoyens ayant des revenus variés, favorisant ainsi la création de communautés mixtes et inclusives ;

· Le soutien de la production de logements abordables, en facilitant la réalisation de logements sociaux et communautaires et en stimulant la production de logements (copropriétés ou locatifs) abordables.

Lors de son adoption en 2005, les cibles visées par la Stratégie étaient l'inclusion de 15 % de logements sociaux et communautaires et de 15 % de logements abordables privés dans le cadre de la réalisation de projets résidentiels de 200 logements et plus nécessitant une modification réglementaire importante. Certains objectifs « familles » ont été ajoutés à la suite de l'adoption de la Politique familiale de Montréal en 2008. Depuis décembre 2015, la Stratégie vise des projets de 100 logements et plus nécessitant une modification réglementaire importante à l'usage , la hauteur ou la densité.

Des contributions financières sont versées pour des projets particuliers lorsque la réalisation d'un projet sur site ou hors-site n'est ni souhaitable ou qu'il n'est pas pertinent ou encore lorsqu'il s'avère difficile voire impossible d'inclure les composantes de logements sociaux et communautaires ainsi que des logements abordables privés.

La création du Fonds permettant la gestion des contributions financières reçues des promoteurs a été autorisée par le comité exécutif le 14 mars 2012 par la résolution CE12 0338. Cette résolution permet :

1- d'approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels ,* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles ;

2- de créer deux comptes de dépôt corporatifs dédiés à cet effet dont un pour le logement social et communautaire et un autre pour le logement abordable privé ou pour familles.

Plus d'une centaine d'ententes d'inclusion ont été conclues depuis le début de la Stratégie. En plus des projets de construction directement issus de ces ententes, les contributions financières obtenues dans ce cadre permettent de compléter le montage financier de projets sociaux et communautaires émergents : plusieurs projets actuellement en élaboration dans le cadre de la Stratégie 12 000 logements sociaux et abordables reposent sur des apports du Fonds de contribution à l'inclusion pour compléter le financement du programme AccèsLogis.

Lors de la création du Fonds, la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire s'est engagée à informer périodiquement le comité exécutif et les arrondissements des contributions reçues, des sommes affectées et de l'état général du fonds. Des bilans ont été présentés annuellement depuis 2012. Le présent sommaire vise donc à présenter un nouveau bilan en date du 31 décembre 2019.

Par ailleurs, le 16 juin 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* a introduit un nouveau pouvoir habilitant dans la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU). Les municipalités du Québec peuvent désormais : « (...) par règlement et conformément à des orientations définies à cette fin dans le plan d'urbanisme, assujettir la délivrance de tout permis pour la construction d'unités résidentielles à la conclusion d'une entente entre le demandeur et la municipalité en vue d'améliorer l'offre en matière de logement abordable, social ou familial ». La Ville de Montréal entend se prévaloir de ce pouvoir; un projet de règlement a été déposé en juin 2019 au Conseil municipal et soumis à une consultation menée par l'Office de consultation publique de Montréal, dont le rapport est actuellement attendu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0784 (2019-06-17) - Avis de motion sur l'adoption du projet de règlement intitulé «Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial».

CG19 0100 (2019-03-28) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2018.

CG18 0100 (2018-02-22) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2017.

CG17 0068 (2017-03-30) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

CG16 0171 (2015-03-24) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2015.

CM15 1498 (2015-12-14) - Accepter que tous les promoteurs signataires d'ententes comportant l'obligation de réaliser des logements abordables privés puissent se prévaloir, à leur choix, soit des critères tels que stipulés dans leur entente, soit de critères modifiés dans le cadre de l'application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans le nouveaux projets résidentiels.

CE15 2254 (2015-12-09) - Adopter les modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CG15 0066 (2015-02-26) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2014.

CG14 0068 (2014-02-27) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2013.

CE13 0439 (2013-04-10) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2012.

CE12 0338 (2012-03-14) - Création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles.

CE05 1708 (2005-08-24) - Adoption de *la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

DESCRIPTION

A. <u>Fonctionnement du Fonds de contribution</u>

<u>La dotation du Fonds</u>

Les contributions financières des promoteurs pour le *logement social et communautaire* , résultant d'ententes conclues par la Ville en vertu de la Stratégie d'inclusion, doivent être déposées dans le Fonds, y compris les contributions négociées en arrondissement en vertu de stratégies locales et pour des projets comportant moins de 100 logements depuis décembre 2015. Chaque contribution doit être accompagnée d'une lettre d'entente entre le promoteur et la Ville ou d'une lettre d'engagement du promoteur confirmant que la contribution est destinée aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires.

Les contributions pour le *logement privé abordable ou pour familles* prennent forme lors de l'encaissement par la Ville des lettres de garantie bancaire, fournies par les promoteurs dans le cadre d'accords de développement ou d'ententes d'inclusion pour la réalisation de logements privés abordables ou pour familles, dont les conditions n'ont pas été respectées.

Les contributions financières résultant d'ententes conclues avant la mise sur pied du Fonds ont également été déposées.

<u>L'utilisation du Fonds</u>

Les sommes versées au Fonds de contribution peuvent servir à deux fins :

1- au développement de logements sociaux et communautaires (en priorité pour l'achat d'immeubles spécifiquement requis pour le développement de nouveaux projets sociaux et communautaires ou, en second lieu, pour compléter le montage financier de projets en élaboration);

2- au développement de logements privés abordables ou pour familles (pour l'achat d'immeubles destinés au développement de nouveaux logements privés abordables ou pour familles ou pour le financement de subventions pour des projets de logements abordables privés ou pour familles).

Chaque affectation de sommes provenant du Fonds fait l'objet d'un dossier décisionnel préparé par le Service de l'habitation. Ce dossier fait état des détails du projet auquel les sommes sont destinées. L'arrondissement d'où provient la contribution est invité à intervenir dans le dossier. Cette affectation est approuvée selon les règles de délégation en vigueur.

Le calcul du montant de la contribution pour les logements sociaux et communautaires

La méthode de calcul utilisée pour déterminer le montant de la contribution est basée sur la différence entre la valeur marchande (prédéterminée) par logement du terrain prêt à construire du secteur moins la capacité de payer des organismes (par logement) pour les projets sociaux subventionnés par les programmes AccèsLogis Québec et Montréal, programmes gouvernementaux dans le cadre duquel les logements sociaux et communautaires sont réalisés.

B. Bilan du Fonds de contribution au 31 décembre 2019

Le grand total du Fonds était de 21 896 284$, avant les réserves pour projets. Il se découpe en deux volets.

Logement social et communautaire

- Le solde disponible pour ce volet se chiffrait à 17 057 634 $ au 31 décembre 2018.
- Au cours de l'année 2019, onze contributions provenant de projets réalisés dans sept arrondissements (Le Sud-Ouest, Rosemont-La-Petite-Patrie, Villeray-St-Michel-Parc-Extension, Verdun,Lachine et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve) ont été reçues pour un total de 3 292 650 $.Le tableau présenté en pièce jointe détaille chacune de ces transactions.
- Un seul déboursé au montant de 1 345 000 $ a été effectué. Il s'agissait du coût de l'acquisition d'un terrain situé dans l'arrondissement Le Sud-Ouest.
- En date du 31 décembre 2019, le total du fonds était de 19 005 284 $.

- Cependant, quatre montants totalisant 1 219 160 $ sont réservés pour des projets situés dans les arrondissements Ville-Marie et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Logement abordable privé (et pour familles)

- Six contributions totalisant 1 751 000 $ ont été déposées en 2019 au profit des arrondissements Ahuntsic-Cartierville, Le Sud-Ouest , Rosemont - La-Petite-Patrie,Villeray - St-Michel - Parc-Extension, Hochelaga-Maisonneuve, Lachine et Saint-Laurent**.**
- En date du 31 décembre 2019, le solde total pour le logement abordable privé et pour familles était de 2 891 000 $.

A noter que les fonds d'inclusion liés au logement social et au logement abordable qui seront créés à la suite de l'adoption du Règlement pour une métropole mixte seront mutualisés rendant ainsi plus facile leur utilisation pour la réalisation de projets.

JUSTIFICATION

Lors de la création du Fonds de contribution, la Direction de l'habitation s'est engagée à informer annuellement le comité exécutif et les arrondissements sur les contributions reçues, les sommes affectées et l'état général du Fonds.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au 31 décembre 2019, le grand total du Fonds était de 21 896 284 $.
Le Fonds ne rapporte pas d'intérêts étant donné le caractère transitoire des sommes qui y sont déposées et du fait qu'il n'a pas été créé par règlement. Ces comptes ne sont pas des réserves financières ni des fonds réservés. Légalement, aucun intérêt n'est calculé sur des comptes de dépôts.

Les deux comptes corporatifs liés au Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* sont sous la gouverne du Service des finances. Le Service de l'habitation tient à jour mensuellement un rapport détaillé (auxiliaire) pour chacun des deux comptes qui fait état de la dotation et de l'utilisation des fonds par arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La création d'un Fonds de contribution, comme instrument de mise en oeuvre de la Stratégie d'inclusion, s'inscrit dans l'orientation du Plan de développement durable visant à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels. Le Fonds permet d'accueillir les contributions qui seront ultérieurement utilisées afin de réaliser des logements sociaux et communautaires qui contribuent à réduire les inégalités sociales et assurer des milieux inclusifs, ainsi que des logements abordables privés dont l'un des objectifs est de réduire le solde migratoire entre Montréal et sa périphérie en retenant des jeunes ménages familiaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Fonds permet d'accepter et de disposer, en toute transparence, des contributions lorsque l'inclusion de logements abordables sur site ou hors site n'est pas possible.
Ces contributions constituent un élément essentiel pour compléter le montage financier de nombreux projets sociaux et communautaires actuellement en développement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil d'agglomération : Avril 2020
Le prochain bilan sera préparé en date du 31 décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian BORYS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-29

Isabelle LUSSIER
Chef de division

Tél : 514-872-7909
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-04-02

Service de l'habitation

Fonds de contribution à l'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

Bilan des activités -état de situation - 31 décembre 2019

	Ahuntsic-Cartierville	CDN-NDG	Le Sud-Ouest	Rosemont-La-Petite-Patrie	Ville-Marie	Villeray-St-Michel-Parc-Extension	Saint-Léonard	Verdun	Plateau Mont-Royal	Hochelaga-Maisonneuve	Lachine	Saint-Laurent	TOTAL
Volet Logement social et communautaire													
Solde au 31 décembre 2018	1 144 000 $	1 457 750 $	6 159 370 $	464 488 $	4 849 426 $	63 500 $	899 000 $	418 600 $	495 000 $	1 106 500 $	- $	- $	17 057 634 $
Contributions approuvées par CM/CG, versées en 2019 à un projet de logement social													
- 1295, rue Laprairie (achat terrain)	- $	- $	(1 345 000) $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(1 345 000) $
Sous-total	- $	- $	(1 345 000) $	- $	0 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(1 345 000 $)
Contributions reçues en 2019													
- 745, 1e Avenue, Lachine	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	50 313 $	- $	50 313 $
- 2929, rue Victoria, Lachine	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	110 687 $	- $	110 687 $
- 1300-1340, rue Olier	- $	- $	962 500 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	962 500 $
- 50, rue des Seigneurs	- $	- $	140 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	140 000 $
- 6752, rue Sherbrooke est	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	92 000 $	- $	- $	92 000 $
- 6666, rue de Marseille	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	57 500 $	- $	- $	57 500 $
- 4820, 4e Avenue, Rosemont	- $	- $	- $	34 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	34 000 $
-703-707, rue Gordon	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	13 800 $	- $	- $	- $	- $	13 800 $
-Projet Maestra	- $	- $	- $	- $	1 312 750 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 312 750 $
-1811 et 1815-1819, rue Ste-Catherine est	- $	- $	- $	- $	471 500 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	471 500 $
-8100-8120, avenue de Chateaubriand	- $	- $	- $	- $	- $	47 600 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	47 600 $
Sous-total	- $	- $	1 102 500 $	34 000 $	1 784 250 $	47 600 $	- $	13 800 $	- $	149 500 $	161 000 $	- $	3 292 650 $
Solde au compte au 31 décembre 2019	**1 144 000 $**	**1 457 750 $**	**5 916 870 $**	**498 488 $**	**6 633 676 $**	**111 100 $**	**899 000 $**	**432 400 $**	**495 000 $**	**1 256 000 $**	**161 000 $**	**- $**	**19 005 284 $**
Contributions réservées par CM/CG mais non encore versées													
- Coopérative d'habitation La Montagne Verte (CG16 0319)	- $	- $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(220 000) $
- Coopérative d'habitation Gonthier (CG18 0556)	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(200 000) $	- $	- $	(200 000) $
- Projet Amaryllis du groupe Sidalys (CG19 0068)	- $	- $	- $	- $	(496 160) $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(496 160) $
- Fondation des aveugles Phase V (CG19 0146)	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(303 000) $	- $	- $	(303 000) $
Sous-total	- $	- $	- $	- $	(716 160) $	- $	- $	- $	- $	(503 000) $	- $	- $	(1 219 160) $
Solde disponible au 31 décembre 2019	**1 144 000 $**	**1 457 750 $**	**5 916 870 $**	**498 488 $**	**5 917 516 $**	**111 100 $**	**899 000 $**	**432 400 $**	**495 000 $**	**753 000 $**	**161 000 $**	**- $**	**17 786 124 $**
Volet Logement abordable privé et familles													
Solde au 31 décembre 2018	- $	- $	880 000 $	260 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 140 000 $
Contributions versées ou reçues durant l'année 2019													
-Résidence Boulevard Crémazie	470 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	470 000 $
- 745, 1e Avenue, Lachine	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	50 312 $	- $	50 312 $
- 2929, rue Victoria, Lachine	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	110 688 $	- $	110 688 $
- Griffintown 1- ilôt 09B	- $	- $	600 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	600 000 $
- Résidence Elogia 2	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	460 000 $	- $	- $	460 000 $
- Bois Franc 4	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	20 000 $	20 000 $
- 7400, boulevard Saint-Laurent	- $	- $	- $	- $	- $	40 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	40 000 $
Solde au compte au 31 décembre 2019	**470 000 $**	**- $**	**1 480 000 $**	**260 000 $**	**- $**	**40 000 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**460 000 $**	**161 000 $**	**20 000 $**	**2 891 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200498003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2019.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200498003 Bilan fonds d'inclusion.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5676

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Mathieu PERRIER
Chef de division
Tél : 514 868-3410
Division : Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207231022

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro -Québec, pour le raccordement de cent (100) bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques en 2020 dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 501 003,60 $ taxes incluses - fournisseur exclusif

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, fournisseur exclusif, pour le raccordement électrique de cent (100) bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, soit pour une somme maximale de 501 003,60 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction des infrastructures à signer, pour et au nom de la Ville, les lettres d'acceptation des travaux à cet effet ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-20 14:29

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207231022**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de cent (100) bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques en 2020 dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 501 003,60 $ taxes incluses - fournisseur exclusif

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville s'est jointe au *Circuit électrique (CÉ)* d'Hydro-Québec (HQ), à la suite d'ententes signées avec Hydro-Québec et le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (CM13 0963), et a amorcé l'installation d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques (VÉ). L'adhésion au *CÉ* a impliqué l'acquisition par la Ville de Montréal de bornes de recharge hors rue de niveau II (240 V) implantées dans des stationnements appartenant à la Ville (arénas, bibliothèques, complexes sportifs, etc.) ainsi que l'acquisition de bornes de recharge sur rue de même niveau, durant les années 2014 à 2017.
L'entente de partenariat pour le développement de ces bornes de recharge pour les véhicules électriques avec Hydro-Québec a été renouvelée et approuvée le 20 février 2017 (CM17 0154) pour une période de quatre (4) ans avec une option de renouvellement d'une durée additionnelle de cinq (5) ans.

Dans le cadre de sa stratégie d'électrification des transports, l'objectif de la Ville de Montréal était d'implanter 1 000 bornes de recharge publiques dans les dix-neuf (19) arrondissements de la Ville. L'objectif sera presque atteint avec 906 bornes de recharge sur rues installése à la fin de 2020. L'objectif de 1000 bornes de recharge sur rue sera atteint en 2021. Ces bornes de recharge accessibles au public seront aussi utilisées par les véhicules en libre-service (VLS) et l'industrie du taxi, et ce, dans la poursuite de l'objectif de la Ville de Montréal d'inciter les entreprises qui offrent ce service à convertir leur flotte de véhicules à l'électricité.

L'objectif est d'encourager l'adoption par les citoyens de moyens de déplacement verts et durables. Dans la continuité de l'installation des bornes initiées depuis 2016, la Ville prévoit installer cent (100) nouvelles bornes de recharge (BR) sur rue en 2020.

Préalablement à l'installation des bornes, la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) doit réaliser les travaux de nature civile (construction de bases et conduits) et Hydro-Québec (HQ) doit procéder aux branchements d'alimentation électrique pour les bornes.

Il est donc requis d'accorder un contrat à Hydro-Québec, pour le raccordement de ces bornes dans le cadre des travaux d'installation, pour la somme maximale estimée de 501 003,60 $, taxes incluses. Le paiement se fera sur réception des factures.

À cet effet, aucun appel d'offres n'est nécessaire puisque Hydro-Québec est un fournisseur exclusif.

À noter qu'un dossier aux fins d'installation des 100 bornes de recharge sur rue est présentement en préparation. L'octroi du contrat d'installation des bornes est planifié pour le mois juin 2020. La publication de l'appel d'offres #330107 sera effectuée en mai 2020 à cet effet. Un dossier pour l'achat des bornes de recharge est aussi prévu pour le printemps 2020.

Avec l'implantation de ces bornes, la Ville de Montréal assume son rôle de chef de file en électrification des transports.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1366926 - 3 septembre 2019 - Accorder un contrat à Néolect inc., pour des travaux d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans divers arrondissements de la Ville de Montréal. Dépense totale de 278 780,89$ (contrat: 216 331,21 $ + contingences: 32 449,68 $ + incidences: 30 000.00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 330106 - 2 soumissionnaires
CM19 0565 - 13 mai 2019 -Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 226 bornes de recharge pour véhicules électriques - Dépense totale de 1 907 900,90 $, taxes et contingences incluses (fournisseur unique) (1190160001)

CE19 0176 - 26 février 2019- Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de deux cents (200) bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques en 2019 dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 1 150 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif (1187231088);

CE18 0741 - 9 mai 2018 - Accorder un contrat à Senterre entrepreneur général inc., pour des travaux d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans divers arrondissements de la ville de Montréal. Dépense totale de 164 900,00 $ (contrat: 154 900,00 $ + incidences: 10 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 330105 - 6 soumissionnaires (1187231027) ;

CM18 0519 - 24 avril 2018 - Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839 -2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 200 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques - Dépense totale de 1 561 935, 38 $, taxes incluses (fournisseur unique) (1180160001) ;

CM18 0365 - 26 mars 2018 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de deux cents (200) bornes de recharge sur rue et de vingt (20) de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques en 2018 dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 1 350 000,00 $ taxes incluses - fournisseur exclusif. (1187231015) ;

CM17 1227 - 25 septembre 2017 - Autoriser une dépense additionnelle de 147 196,39 $,

taxes incluses, pour le raccordement de 20 bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre du contrat accordé à Hydro-Québec (CM17 0152), majorant ainsi le montant total du contrat de 905 316,23 $ à 1 052 512,62 $, taxes incluses (1177231070) ;

BC # 1211396 - 29 juin 2017 - Accorder un contrat à Senterre entrepreneur général inc., pour des travaux d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans divers arrondissements de la ville de Montréal, pour un montant de 85 282,71 $, taxes incluses. Appel d'offres 330103 - 3 soumissionnaires ;

CE17 1126 - 28 juin 2017 - Accorder un contrat à Senterre entrepreneur général inc., pour des travaux d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques dans divers arrondissements de la ville de Montréal. Dépense totale de 164 816,14 $ (contrat: 154 816,14 $ + incidences: 10 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 330104 - 2 soumissionnaires (1177231057) ;

CM17 0152 - 20 février 2017 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 250 bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 905 316,23 $ taxes incluses - fournisseur exclusif (1177231007) ;

CM17 0153 et CM17 0600 - 20 février 2017 et 15 mai 2017 - Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré de 1 774 926,56 $ (taxes incluses) à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 250 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques et autoriser une dépense maximale de 1 929 301,56 $, taxes incluses (1170414001) ;

CM17 0154 - 20 février 2017 - Approuver le projet d'entente de partenariat pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques à intervenir entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal, pour une période de 4 ans renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans (1170335001) ;

CM13 0963 - 23 septembre 2013 - Approuver une entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec portant sur l'adhésion de la Ville au projet de Circuit électrique d'Hydro-Québec / Approuver une entente concernant la prise en charge de la responsabilité d’offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques entre la Ville et la ministre des Ressources naturelles / Approuver les emplacements des bornes proposés par les arrondissements et Espace pour la vie / Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. afin de procéder à l'acquisition de 80 bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 497 151,90 $, taxes incluses (1123455002).

DESCRIPTION

Les travaux du présent dossier incluent des travaux de raccordement au réseau d'Hydro-Québec ainsi que des travaux de construction de raccordement au réseau de la Commission des services électriques de Montréal pour la partie des conduits.
Les travaux d'installation et de raccordement des 100 nouvelles bornes de recharge sur rue sont prévus dans 50 sites et répartis dans 13 arrondissements de la Ville. Tous les sites ont été déterminés en concertation avec les arrondissements concernés, le Service de l'urbanisme et de la mobilité, de concert avec Hydro-Québec et la Commission des services électriques de Montréal.

Hydro-Québec produira une estimation des coûts pour chaque site et demandera une acceptation préalable de la Ville avant d'y exécuter les travaux. Hydro-Québec facturera ensuite à la Ville les coûts réels des travaux exécutés.

JUSTIFICATION

Une estimation globale des coûts a été effectuée à l'interne par les professionnels de la Direction des infrastructures afin de déterminer les prévisions nécessaires pour réaliser les branchements qui seront effectués au cours de l'année 2020. Cette estimation est basée sur les prix des contrats octroyés entre 2016 et 2019 en tenant compte cependant des particularités suivantes des sites choisis:
· Les sites proches des points de branchements Hydro-Québec ont déjà été choisis dans les phases précédentes (principalement en 2016 dans les arrondissements centraux). Le déploiement des bornes de recharge se poursuit à l'extérieur des arrondissements centraux, ce qui implique que la distance entre la borne et le point de branchement HQ augmente. Les sites maintenant disponibles sont donc plus éloignés des points de branchement. En conséquence, la longueur de conduits à construire et de réfection de surface (trottoirs) à faire étant plus élevée, les prix pour ces travaux de branchement augmentent.

· De plus, en dehors des arrondissements centraux, les réseaux souterrains HQ (réseaux de conduits CSEM) sont de plus en plus rares et l'on retrouve davantage de zones avec des points de branchement HQ en aérien (poteaux HQ). Les branchements en aérien sont en moyenne plus dispendieux que ceux en souterrain car il faut construire une remontée aéro-souterraine sur les poteaux.

À noter que le coût moyen estimé par site de bornes de recharge sur rue pour l'année 2020 est de 10 020,00$ taxes incluses. Les balises utilisées pour l'acceptation des sites de l'année 2019 sont maintenues pour l'année 2020. En conséquence, les sites des bornes de recharge sur rue dont le coût d'installation, incluant les travaux d'Hydro-Québec et ceux de la CSEM pour la partie des conduits, seront acceptés selon les balises suivantes:
· 20 000$ et moins - acceptés,
· 20 000$ et 40 000$ - feront l'objet d'analyses plus approfondies (potentiel d'utilisation, couverture du territoire, alternatives limitées, etc.) avant leur acceptation ou leur rejet,
· 40 000$ et plus - rejetés.

Ces balises pourront être revues annuellement pour la suite du programme pour tenir compte, entre autres, des particularités des nouveaux secteurs qui seront couverts.

Le détail du montant total estimé de 501 003,60 $ taxes incluses est en pièce jointe au dossier.

L'implantation de ces nouvelles bornes de recharge s'inscrit dans la vision municipale de se démarquer comme ville innovante en misant notamment sur les nouvelles technologies et sur l'électrification des transports. L'électrification des transports répond aussi aux objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020 et du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020.

L'installation des bornes de recharge permettra à Montréal de confirmer son leadership en terme d'électrification des transports.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal estimé relatif à ce contrat est de 501 003,60 $, taxes incluses. Cette dépense représente un coût net de 457 483.07 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale qui sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale #16-075 « Acquisition et installation de bornes de recharge pour véhicules électriques ».

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, est prévue au PTI de la Direction de la mobilité.

Le détail des informations budgétaires et comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'installation de bornes de recharge pour VÉ dans les arrondissements concernés répond à l'objectif d'encourager l'électrification des transports et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le tout étant en conformité avec l'action 2 du Plan d'action *Montréal durable 2016-2020.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'autorisation de dépense est retardée ou refusée, l'échéancier des travaux serait modifié ce qui compromettrait l'installation de l'ensemble des 100 bornes de recharge sur rue en 2020 et, par la même occasion, cela compromettrait les objectifs que la Ville s'est fixée dans sa stratégie d'électrification des transports.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées:
Travaux d'installation des bornes: au cours de l'année 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Pascal LACASSE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie PERREAULT
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-3370
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-03-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-03-20

Estimation des travaux de raccordement d'Hydro-Québec pour BR 240 V
Année 2020

Type de BR	Unitaire avant taxes	Unité	Total avant taxes	TTC 1.15	Net incluant ristourne
Double sur rue (240V)	4 357.50	100	435 750.00	501 003.60	457 483.07

BR 240 V
Calcul basé sur estimation 2019

Type de BR	Unitaire avant taxes	Marge de protection de 5%	TTC 1.15
Double sur rue (240V)	4 150.00	4 357.50	5 010.04

Note

50 sites BR 240 V = 100 BR	Coût / site (2 BR)	10 020

Préparée par A-M Perreault, ing 13-02-2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231022

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro -Québec, pour le raccordement de cent (100) bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques en 2020 dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 501 003,60 $ taxes incluses - fournisseur exclusif

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1207231022.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-03

Étienne GUIMOND
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-7363
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1202968004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, au fournisseur unique AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 84 bornes de recharge pour véhicules électriques (42 équipements) - Dépense totale de 644 664,83 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc., fournisseur unique, pour la fourniture de 84 bornes de recharge pour véhicules électriques, conformément au prix de sa soumission reçue, soit pour une somme maximale de 644 664,83 $ taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-29 13:47

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202968004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, au fournisseur unique AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 84 bornes de recharge pour véhicules électriques (42 équipements) - Dépense totale de 644 664,83 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville s'est jointe au Circuit Électrique (CÉ) d'Hydro-Québec (HQ); le premier réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques au Canada et ce, suite à des ententes signées avec HQ et le Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (MERN). L'entente de partenariat avec HQ a été renouvelée en février 2017.
Après l'adhésion au CÉ en 2013, la Ville a amorcé l'installation d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques (BRVÉ), en commençant par l'acquisition d'un premier lot de 80 BRVÉ hors rue, implantées dans des stationnements appartenant à la Ville (arénas, bibliothèques, complexes sportifs, etc.).

Dans le cadre de sa *Stratégie d'électrification des transports 2016-2020* , la Ville s'est donnée comme objectif d'implanter un total de 1000 BRVÉ réparties sur le territoire montréalais avant la fin de l'année 2020. Cet objectif sera pratiquement atteint avec l'octroi de ce contrat. Ces bornes destinées au public sont également utilisées par les utilisateurs de véhicules en libre-service (VLS) et l'industrie du taxi. L'objectif de la Ville est d'inciter les entreprises offrant ces services à convertir progressivement leur flotte vers des véhicules électriques.

Amorcée en 2015-2016 au centre ville, puis dans tous les arrondissements de 2017 à 2019, la Ville entend poursuivre en 2020, l'installation de BRVÉ. À ce jour, 754 BRVÉ ont déjà été installées alors que 146 BRVÉ acquises en 2019, seront installées cette année pour un total de 900. Avec l'acquisition des 84 BRVÉ du présent dossier, l'objectif sera atteint à 98,4 %.

La Ville a adopté un virage marqué par sa stratégie de transition écologique en favorisant les projets de transports actifs et collectifs. Cette stratégie vise également à soutenir l'électrification des véhicules immatriculés sur son territoire en implantant un réseau de

BRVÉ adapté à sa population. Bon nombre de citoyens n'ont pas la possibilité d'accéder à une borne de recharge à domicile en raison du parc immobilier fortement locatif. L'implantation d'un réseau de recharge fort diminuera l'inquiétude liée au manque d'infrastructures de recharge en offrant un réseau bien réparti sur son territoire. La Ville désire, par ces initiatives, encourager les déplacements plus responsables et écologiques sur son territoire.

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, au fournisseur unique AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de ces 84 BRVÉ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0565 - 13 mai 2019 - Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 226 BRVÉ pour véhicules électriques - Dépense totale de 1 907 900,90 $, taxes et contingences incluses (fournisseur unique)

- **CM19 0176 - 26 février 2019** - Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 200 BRVÉ sur rue pour véhicules électriques en 2019, pour la somme maximale de 1 150 000 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).
- **CM17 0154 - 20 février 2017** - Approuver un projet d'entente de partenariat entre la Ville et HQ pour le déploiement de BRVÉ pour véhicules électriques, pour une période de 4 ans, renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans
- **CM16 1478 - 20 décembre 2016** - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation de BRVÉ pour véhicules électriques
- **CM16 0990 - 22 août 2016 -** Adopter le règlement intitulé Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service
- **CE16 1120 - 22 juin 2016** - Adopter la Stratégie d’électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal
- **CM13 0963 - 23 septembre 2013 -** Approuver une entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec portant sur l'adhésion de la Ville au projet de Circuit électrique d'Hydro-Québec / Approuver une entente concernant la prise en charge de la responsabilité d’offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques entre la Ville et la ministre des Ressources naturelles / Approuver les emplacements des BRVÉ proposés par les arrondissements et Espace pour la vie / Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. afin de procéder à l'acquisition de 80 BRVÉ de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 497 151,90 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

La Ville poursuit le déploiement de son réseau de BRVÉ sur l'ensemble de son territoire. La Ville centre, responsable du déploiement des BRVÉ, choisit les sites d'installation en concertation avec les arrondissements, la Direction des infrastructures (DI), Hydro-Québec et la Commission des services électriques de Montréal (CSEM). Les sites sélectionnés pour 2020 ne font pas exception à cette règle puisque tous les arrondissements ont été consultés. Ce sont 84 nouvelles bornes qui seront installées en 2020; soit 42 équipements comprenant chacun deux connecteurs (bornes).

Conformément à l'entente signée avec HQ, ces BRVÉ seront acquises auprès du fournisseur unique (AddÉnergie), et feront partie du CÉ.

Un contrat a été octroyé par appel d'offres par la Direction des Infrastructures pour l'installation des BRVÉ. Préalablement à l'installation de celles-ci par la DI , la CSEM réalisera les travaux de nature civile (construction de bases et conduits) et finalement HQ procédera aux branchements d'alimentation électrique des BRVÉ.

Le projet prévoit l'installation de 84 BRVÉ répartis sur 42 sites. Plusieurs de ces sites sont présentement en cours d'évaluation, dont voici la répartition :

Ahuntsic - Cartierville; 1
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce; 4
Lachine; 4
Lasalle; 1
Mercier - Hochelaga - Maisonneuve; 4
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles; 1
Rosemont - Petite-Patrie; 9
Sud-Ouest; 4
Saint-Laurent; 2
Verdun; 1
Ville-Marie; 11
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension; 4

Cette liste comporte 46 sites à titre préliminaire. En fonction des estimations quant aux coûts de raccordement électriques, certains sites pourraient être déplacés afin de respecter les budgets disponibles. Le nombre de nouveaux sites respectera le nombre indiqué de 42.

JUSTIFICATION

L'implantation de ces nouvelles BRVÉ s'inscrit dans la vision municipale de se démarquer comme ville innovante en misant notamment sur les nouvelles technologies et sur l'électrification des transports. L'électrification des transports répond aussi aux objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020 et du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020. Avec l'ajout de ces nouvelles BRVÉ sur le réseau, Montréal confirmera son leadership et sa réputation enviable en martière d'électrification des transports.

L'acquisition des BRVÉ est conforme au décret 839-2013 du Gouvernement du Québec, stipulant que les municipalités qui adhèrent au Circuit électrique d'Hydro-Québec sont autorisées à se procurer les BRVÉ auprès des fournisseurs retenus par Hydro-Québec. À l'heure actuelle, AddÉnergie Technologies inc. est le seul fournisseur autorisé à fournir ses BRVÉ pour le Circuit Électrique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer à AddÉnergie Technologies inc. est de 644 664,83 $, taxes incluses. Le coût inclut l'achat de la borne ainsi que le service de télécommunication, les frais de gestion du CÉ et la garantie pour 3 ans.
Montant sans taxes : 560 700,00 $
TPS (5%) : 28 035,00 $
TVQ (9.975%) : 55 92,83 $
Total : 644 664,83 $

Le coût unitaire d'une borne double est de 13 350 $ avant taxe. Le prix de la soumission

déposée est conforme aux prix soumis par AddÉnergie dans le cadre de l'appel d'offres lancé par HQ.

Cette dépense représente un coût net de 588 664,92 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, et sera financée par le règlement d'emprunt N° 16-075 « Acquisition et installation de BRVÉ pour véhicules électriques ». Elle sera comptabilisée au PTI 2020-2022 du Service de l'urbanisme et de la mobilité.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale. Le détail des informations budgétaires et comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'installation de BRVÉ pour véhicules électriques répond à l'objectif d'encourager l'électrification des transports et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le tout étant en conformité avec l'action 2 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les sites d'installation des BVRÉ ont été retenus en concertation avec les arrondissements et les différents partenaires. L'appel d'offres pour le contrat d'installation des BRVÉ (330106) sera lancé prochainement. La réalisation des plans pour les travaux civils est bien avancée pour les sites prévus pour l'installation des BVRÉ visées par ce sommaire. Le contrat de raccordement électrique a déjà été octroyé à HQ pour ces mêmes sites. Advenant le cas où l'autorisation de dépense pour l'acquisition des 84 BRVÉ serait retardée ou refusée, l'échéancier des travaux serait modifié et compromettrait l'installation de l'ensemble des BRVÉ de recharge prévues en 2020. Par la même occasion, cela compromettrait aussi l'objectif d'offrir aux citoyens montréalais un réseau de BRVÉ dense et réparti sur tout le territoire de la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat d'acquisition des BVRÉ par le CM : avril 2020
Début de l'installation des bornes: 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, au fournisseur unique AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 84 bornes de recharge pour véhicules électriques (42 équipements) - Dépense totale de 644 664,83 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1202968004 SUM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7652
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1204983002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation, pour une période de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 89 429,16 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de balises coniques, dans le cadre du contrat accordé à Plastipro Canada ltée (CM16 0767), majorant ainsi le montant total de 282 568,92 $ à 360 333,41 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la deuxième prolongation, pour une période de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 77 764,49 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de balises coniques, dans le cadre du contrat accordé à Plastipro Canada ltée (CM16 0767), majorant ainsi le montant total de 282 568,92 $ à 360 333,41 $, taxes incluses;

2. d'autoriser une dépense de 11 664,67 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-13 14:37

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204983002**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation, pour une période de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 89 429,16 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de balises coniques, dans le cadre du contrat accordé à Plastipro Canada ltée (CM16 0767), majorant ainsi le montant total de 282 568,92 $ à 360 333,41 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison, sur demande, de balises coniques (cônes de signalisation) destinées aux services et arrondissements de la Ville. Le contrat, au montant de 206 316,89 $, incluant les taxes, a été octroyé au seul soumissionnaire conforme, soit Plastipro Canada Ltée, pour une période de trente-six (36) mois à compter du 21 juin 2016. L'appel d'offres prévoyait deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.
En juin 2019, le Service de l'approvisionnement a procédé à l'utilisation de la première prolongation de l'entente-cadre de la firme Plastipro Canada Ltée, au montant de 76 252,03 $, incluant les taxes, pour une période de douze (12) mois.

L'objet du présent sommaire décisionnel vise à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois à compter du 21 juin 2020, aux mêmes conditions que l'appel d'offres public 16-15098.

En date du 17 février 2020, la consommation de l'entente-cadre était de 86 % pour les quarante-quatre (44) premiers mois, pour un montant total de 243 793,38 $, incluant les taxes. La consommation de la première prolongation était de 45 % pour les huit (8) premiers mois, pour un montant total de 34 201,84 $, incluant les taxes. Toutefois, les nombreuses commandes printanières à venir feront augmenter ce pourcentage rapidement.

Le montant total estimé pour la période de prolongation est de 77 764,49 $, incluant les taxes, majorant le montant total de 282 568,92 $ à 360 333,41 $, incluant les taxes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0556 – 13 mai 2019 - Exercer la première prolongation, pour une période de douze mois, de l'entente-cadre conclue avec Plastipro Canada Ltée (CM16 0767) pour un montant estimé à 76 252,03 $, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 206 316,89 $ à 282 568,92 $ / Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations

de quantités, soit 11 437,80 $, pour un total de 87 689,83 $.
CM16 0767 - 21 juin 2016 - Conclure avec Plastipro Canada Ltée, une entente-cadre d'une période de trente-six (36) mois avec 2 options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture, sur demande, de balises coniques - Appel d'offres public 16-15098. Montant estimé de l'entente-cadre : 206 316,89 $. (1 soumissionnaire)

CE15 0956 - 20 mai 2015 – Exercer la prolongation de douze (12) mois de l'entente-cadre avec Plastipro Canada Ltée, pour la fourniture, sur demande, de balises coniques - Appel d'offres public 14-13225. Montant estimé de l'entente : 105 604,54 $. (1 soumissionnaire)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois incluse au contrat et ayant pour objet la fourniture, sur demande, de balises coniques (cônes de signalisation) destinées à combler les besoins des dix-neuf (19) arrondissements et services corporatifs de la Ville. Celle-ci débutera le 21 juin 2020.
Ces balises coniques sont nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens et des employés municipaux lors des interventions sur la voie publique.

L'entreprise Plastipro Canada Ltée a confirmé son intérêt par écrit. La copie de la lettre est incluse en pièce jointe au présent dossier décisionnel.

Le prix entendu demeure ferme pour toute la durée de la prolongation.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 16-15098, à la clause 5 des clauses administratives particulières « prolongation du contrat », le contrat offre la possibilité de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Le présent sommaire décisionnel permettra d'utiliser la deuxième option de prolongation de douze (12) mois aux mêmes conditions du contrat.
Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de cette entente sont principalement la satisfaction du service rendu par ce fournisseur, de même que le prix compétitif obtenu. Le prix qui sera payé durant la période de prolongation est un prix indexé de 2 % selon les fluctuations de l'Indice des prix à la consommation (IPC) Montréal tel que publié par Statistique Canada. Par ailleurs, même en considérant la baisse récente du prix du pétrole, celui-ci est supérieur à l'IPC Montréal depuis 2016, ce qui laisse entrevoir qu'un retour en appel d'offres pourrait entraîner une augmentation des coûts.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour une période de douze (12) mois, et ce, à compter du 21 juin 2020.

La prolongation permettra également d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en réduisant les délais et les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite de l'éventuelle prolongation du contrat, nous avons procédé aux vérifications d'usage lié à une éventuelle inscription de l'adjudicataire recommandé sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de son contrat.

L'adjudicataire du contrat n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux

contrats publics (RENA). Le présent dossier décisionnel ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'approvisionnement a effectué l'estimation pour cette prolongation de l'entente-cadre qui s'élève à 77 764,49 $, incluant les taxes, et ce, pour une période de douze (12) mois à compter du 21 juin 2020.
Montant estimé de la prolongation :
67 636,00 $ + 3 381,80 $ (TPS) + 6 746,69$ (TVQ) = 77 764,49 $

Nous avons effectué l'estimation à partir de l'historique de consommation des quarante-quatre (44) derniers mois. Celle-ci a été calculée en fonction des prix payés, en lui ajoutant une majoration de 2 % établie en fonction de l'évolution de l'IPC Montréal, tel que publié par Statistique Canada et comme prévu dans l'appel d'offres.

Le prix unitaire sera de 18,28 $, excluant les taxes, pour cette deuxième prolongation de douze (12) mois. Ceci représente une augmentation annuelle moyenne du prix de 1,74 % depuis le début du contrat en juin 2016.

Il s’agit d’une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

Un montant équivalent à 15 % du montant de la deuxième prolongation, soit 11 664,67 $, incluant les taxes, a été ajouté en prévision des variations de quantité possible au contrat, pour un montant total estimé de 89 429,16 $, incluant les taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ensemble de la matière première est recyclé à 100 %.
Les palettes de bois utilisées pour l'emballage proviennent de palettes usagées et le reste de l'emballage est 100 % recyclable ou réutilisable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La prolongation de l’entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des biens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin « Info-achats » afin de les informer de la prolongation de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 8 avril 2020
Conseil municipal : 20 avril 2020

Début de la période de la deuxième prolongation : 21 juin 2020
Fin de la période de la deuxième prolongation : 20 juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francois ORBAN
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-1062
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-03-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-03-13

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 21 janvier 2020

Monsieur Pierre Lachance
Plastipro Canada Ltée
6855, boulevard Couture
Montréal (Québec) H1P 3M6

Courriel : pierre@plastipro.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 16-15098
Balises coniques

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 21 juin 2020 au 20 juin 2021 et ce, selon les termes et conditions du Contrat, le prix unitaire majoré à 18,28 $

En acceptant la prolongation de ce contrat, j'autorise la Ville de Montréal à conserver la garantie d'exécution fournie pour la durée initiale du contrat sous forme de chèque certifié au montant de 4 144,24 $.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à pierre.lallier@montreal.ca **au plus tard le 1er février 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ 21/01/2020
Nom en majuscules et signature — Date
Pierre Lachance

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Pierre L'Allier

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1204983003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Lafarge Canada inc. pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture et la livraison sur demande de pierres concassées nettes et prémélangées au montant de 7 881 205,13 $ - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations des quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 1 182 180,77 $ pour un total estimé de 9 063 385,90 $ - Appel d'offres public 20-18025 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, par laquelle Lafarge Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir et livrer à la Ville, sur demande, des pierres concassées nettes et prémélangées pour une somme maximale de 7 881 205,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18025;
2. d'autoriser une dépense de 1 182 180,77 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-16 13:11

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204983003**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Lafarge Canada inc. pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture et la livraison sur demande de pierres concassées nettes et prémélangées au montant de 7 881 205,13 $ - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations des quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 1 182 180,77 $ pour un total estimé de 9 063 385,90 $ - Appel d'offres public 20-18025 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture et la livraison sur demande de pierres concassées nettes et prémélangées de divers types qui doivent servir dans le cadre de travaux de voirie et de parc en régie. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
En avril 2017, le contrat pour la fourniture et la livraison de pierres concassées a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15885, au plus bas soumissionnaire conforme, soit la firme Lafarge Canada inc., pour un montant total estimé de 6 149 452,66 $, incluant les taxes. Cette entente-cadre était valide pour une période de trente-six (36) mois se terminant le 23 avril 2020, sans option de prolongation.

En date du 13 février 2020, la consommation sur l'entente-cadre était de 5 541 570,26 $, incluant les taxes, ce qui représentait 90 % du contrat octroyé.

L'appel d'offres public 20-18025 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication a eu lieu durant une période de trente-et-un (31) jours calendaires, soit du 27 janvier au 27 février 2020. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, soit jusqu'au 27 août 2020.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis un (1) addenda visant à clarifier le nombre d'essieux maximum des semi-remorques à utiliser pour les livraisons.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0418 - 24 avril 2017 - Conclure avec la firme Lafarge Canada inc., une entente-cadre pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierres concassées nettes et prémélangées de divers types - Appel d'offres public 17-15885 (5 soum.) (Montant estimé : 6 149 452,66 $)
CM16 0331 - 21 mars 2016 - Conclure avec Carrière St-Jacques inc., une entente-cadre

d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierres concassées nettes et prémélangées de divers types - Appel d'offres public 15-14806 (5 soum.) (Montant estimé : 1 630 455,04 $)

CM15 0305 - 23 mars 2015 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois de l'entente-cadre collective avec Lafarge Canada inc. pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierres concassées nettes et prémélangées de divers types - Appel d'offres public 14-13219 (5 soum.) (Montant estimé : 1 960 864,37 $)

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la fourniture sur demande de pierres concassées à toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
La pierre concassée est utilisée dans le cadre de travaux de voirie et de parc en régie. Elle sert de produit de base et de fondation dans les projets routiers et de matériel de base au sein des projets d'horticulture puisqu'elle favorise l'écoulement de l'eau des divers arrangements paysagers. Les types de pierres ainsi que les mélanges de pierres sont déterminés en fonction des types de projets à réaliser.

La pierre concassée provient du concassage du socle rocheux d'une carrière. La carrière possède les certificats d'exploitation requis conformément aux exigences municipales et gouvernementales en vigueur.

Le contrat comprend la fourniture et la livraison, par l'adjudicataire, sur les chantiers en régie et dans les cours de voirie des arrondissements, selon le besoin. Plus de 95 % des achats proviennent des arrondissements.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des trente-trois (33) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de trente-six mois (36) mois. Elles n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

L'octroi est en entier pour une estimation de 359 106 tonnes métriques, avec un prix pour chacun des cinq (5) types de pierres concassées et un prix de livraison par arrondissements et services corporatifs.

Les prix sont fermes pour la durée du contrat.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 2 % du montant total, incluant les taxes, ainsi qu'une garantie d'exécution de 5 % du montant total du contrat, incluant les taxes.

JUSTIFICATION

La conclusion de l'entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement.

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES (6):
- 9055 0344 Québec inc.;
- Lafarge Canada inc.;
- Construction DJL inc.;
- Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc.;
- Sintra inc;
- Uniroc inc.

SOUMISSIONNAIRES (4):
- Lafarge Canada inc.;
- Construction DJL inc.;
- Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc.;
- Uniroc inc.

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme.

L'un des preneurs du cahier des charges s'est désisté parce que le projet est à l'extérieur de sa zone géographique d'opération. Un autre preneur soutien avoir manqué de temps pour préparer sa soumission. Aucune demande de prolongation de la période de publication de l'appel d'offres a été soumise.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Lafarge Canada inc.	7 881 205,13 $	1 182 180,77 $	9 063 385,90 $
Demix Agrégats, une division de Groupe CRH Canada inc.	7 888 700,07 $	1 183 305,01 $	9 072 005,08 $
Construction DJL inc.	8 506 145,42 $	1 275 921,81 $	9 782 067,24 $
Uniroc inc.	9 621 891,62 $	1 443 283,74 $	11 065 175,37 $
Dernière estimation réalisée ($)	7 584 319,56 $	1 137 647,93 $	8 721 967,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			341 418,41 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			3,91 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			8 619,17 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0,10 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 7 584 319,56 $, incluant les taxes, pour les trente-six (36) prochains mois.
Cette estimation est basée sur l'historique de la consommation des trente-trois (33) derniers mois ainsi que sur la moyenne des prix unitaires soumis dans l'appel d'offres précédent. Nous avons considéré deux indices publiés par Statistique Canada, soit l'indice des prix des matières brutes (IPMB : tableau 18-10-0034-01) de la pierre concassée, qui représente une variation d'environ 3 % par année, et l'indice des prix des services de camionnage pour compte d'autrui (IP : tableau 18-10-0043-01), qui représente une variation d'environ 5 % par année. La redevance environnementale à la tonne métrique résultant de l'imposition obligatoire de droits municipaux a également été ajustée de 0,59 $ la tonne en 2019 à 0,60 $, 0,61 $ et 0,62 $ la tonne pour les trois (3) prochaines années de l'entente-cadre.

Suite aux résultats du présent appel d'offres, le montant estimé de l'entente-cadre pour la période de trente-six (36) est de :
6 854 712,01 $ + TPS 342 735,60 $ + TVQ 683 757,52 $ = 7 881 205,13 $

Un montant équivalent à quinze 15 % du montant total octroyé, soit 1 182 180,77 $, incluant les taxes, a été ajouté en prévision des variations de quantités possibles au contrat, pour un montant total estimé de 9 063 385,90 $, incluant les taxes.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.
CE 8 avril 2020
CM 20 avril 2020
Début du contrat 24 avril 2020
Fin du contrat 23 avril 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francois ORBAN
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-1062
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-03-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-03-13

Numéro d'appel d'offres	20-18025
Titre de l'appel d'offres	Fourniture et livraison de pierre concassée pour une période de trente-six (36) mois

	Lafarge	**Demix**	**DJL**	**Uniroc**
Montant total avant taxes	6 854 712,01 $	6 861 230,76 $	7 398 256,51 $	8 368 681,56 $
TPS	342 735,60 $	343 061,54 $	369 912,83 $	418 434,08 $
TVQ	683 757,52 $	684 407,77 $	737 976,09 $	834 775,99 $
Montant total	7 881 205,13 $	7 888 700,07 $	8 506 145,42 $	9 621 891,62 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18025

Numéro de référence : 1335069

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Fourniture et livraison de pierre concassée pour une période de trente-six (36) mois

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9055 0344 QC Inc. 774 route 133 Henryville, QC, J0J 1E0	Monsieur Daniel Choquette Téléphone : 450 299-2135 Télécopieur : 450 299-2384	**Commande : (1689556)** 2020-01-28 14 h 18 **Transmission :** 2020-01-28 14 h 18	3252272 - 20-18025 ADDENDA no.1 : Question - Réponse 2020-02-11 13 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Aggrégat Lafarge Canada Inc Ste-Adèle 1250 Notre-Dame Sainte-Adèle, QC, j8b 1s6	Madame Gloria Gagnon Téléphone : 450 229-6688 Télécopieur : 450 229-3862	**Commande : (1689626)** 2020-01-28 15 h 13 **Transmission :** 2020-01-28 15 h 13	3252272 - 20-18025 ADDENDA no.1 : Question - Réponse 2020-02-11 13 h 15 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction DJL Inc. (Montréal) 6200 rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E 1B3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur : 514 769-2784	**Commande : (1690984)** 2020-01-30 13 h 17 **Transmission :** 2020-01-30 13 h 17	3252272 - 20-18025 ADDENDA no.1 : Question - Réponse 2020-02-11 13 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSTRUCTION DJL INC. - Laval 4085 St-Elzear Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Johanne Durocher Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1706590)** 2020-02-26 13 h 45 **Transmission :** 2020-02-26 13 h 45	3252272 - 20-18025 ADDENDA no.1 : Question - Réponse 2020-02-26 13 h 45 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

			Messagerie (Purolator)
Demix Béton. 435 rue Jean-Neveu Longueuil, QC, J4G 2P9	Madame Karina Dupont Téléphone : 450 651-1117 Télécopieur : 450 651-2695	**Commande : (1689280)** 2020-01-28 10 h 10 **Transmission :** 2020-01-28 10 h 10	3252272 - 20-18025 ADDENDA no.1 : Question - Réponse 2020-02-11 13 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1690222)** 2020-01-29 14 h 06 **Transmission :** 2020-01-29 14 h 06	3252272 - 20-18025 ADDENDA no.1 : Question - Réponse 2020-02-11 13 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Uniroc inc 5605, route Arthur-Sauvé, C.P. 3390 Mirabel, QC, J7N2R4 http://uniroc.ca	Monsieur David Whissell Téléphone : 450 258-4242 Télécopieur : 450 258-4104	**Commande : (1689989)** 2020-01-29 10 h 52 **Transmission :** 2020-01-29 10 h 52	3252272 - 20-18025 ADDENDA no.1 : Question - Réponse 2020-02-11 13 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1204922002

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation, pour une période de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 220 854,32 $, pour des services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement et dans le cadre du contrat accordé à 3D Mec inc (CE19 1558), majorant ainsi le montant total de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de prolongation, pour une période de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 220 854,32 $, pour des services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement et dans le cadre du contrat accordé à 3D Mec inc (CE19 1558), majorant ainsi le montant total de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses;
2. d'autoriser une dépense au montant de 33 128,15 $ à titre de budget de variation de quantités;
3. d'autoriser une dépense au montant de 11 042,72 $ à titre de budget de contingences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-18 16:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204922002**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation, pour une période de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 220 854,32 $, pour des services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement et dans le cadre du contrat accordé à 3D Mec inc (CE19 1558), majorant ainsi le montant total de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses opérations de déneigement, la Ville de Montréal fait appel à des entrepreneurs privés pour charger et transporter la neige, laquelle représente, pour un hiver moyen, 12 millions de mètres cubes. La rémunération des entrepreneurs privés est essentiellement basée sur la quantité de neige transportée de là le besoin, de la Ville, de connaître précisément le volume de chaque benne de camion.
La numérisation 3D est la technique de mesure utilisée par le Service de la concertation des arrondissements (SCA) pour déterminer le volume des bennes des camions attitrés aux opérations de transport de la neige. Il s'agit d'une mesure optique qui modélise les camions en trois dimensions. Cette méthode de mesure est rapide, précise et permet d'éviter de devoir pénétrer à l'intérieur des bennes de camion, en comparaison avec la technique de mesure traditionnelle dite « au ruban ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1558 – 9 octobre 2019 : Accorder un contrat à l'entreprise 3D Mec inc. pour les services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement pour une durée d'un (1) an - Dépense maximale totale de 262 141,62 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) - Appel d'offres public 19-17809 - 3 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Ce dossier vise à exercer une option de renouvellement de 12 mois et à autoriser une dépense additionnelle de 265 025,18, taxes, variation de quantités et contingences incluses, au contrat octroyé à l'entreprise « 3D Mec inc. » pour des services de numérisation 3D des camions de transport de neige majorant ainsi le contrat initial de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses. L'exercice de cette option de renouvellement, prévue à l'article 15.02 du contrat, permettra à la Ville de prolonger le contrat jusqu'au 14 octobre 2021.
Le contrat prévoit la numérisation en trois dimensions de près de 1400 camions de transport, le traitement des nuages de points en fonction de paramètres contractuels intégrés aux différents contrats de déneigement, la fourniture de rapports techniques et de supports visuels.

Considérant que l'instrument de mesure électronique utilisé par l'adjudicataire n'est pas homologué en vertu de l'article 8 de la Loi sur les poids et les mesures, le SCA s'assurera de faire reconduire l'exemption émise, en octobre 2019, par le Ministère de l'innovation, sciences et développement économique Canada laquelle permet l'usage de l'instrument de numérisation 3D à des fins commerciales.

Le nombre total de camions mesurés par la numérisation 3D à la saison 2019-2020 est de 1302. Le SCA est satisfait de la prestation de services offerte par le fournisseur laquelle rencontre pleinement les exigences du devis technique.

Considérant que la rémunération des entrepreneurs attitrés au transport de la neige est basée sur le volume de neige transportée, le mesurage des bennes, à chaque début de saison hivernale, s'avère être une activité essentielle qui permet à la Ville de payer le juste prix pour les services obtenus. Au terme de ce contrat, le SCA sollicitera de nouveau le marché avec un nouvel appel d'offres.

JUSTIFICATION

L'utilisation des services de numérisation 3D en lieu et place de la mesure traditionnelle dite « au ruban » est justifiée pour la précision des données recueillies. Il s'agit qu'une méthode de mesure rapide et équitable pour l'ensemble des fournisseurs de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de 265 025,18 $, taxes incluses, de cette prolongation de contrat sera assumé par le budget de fonctionnement du SCA.
Le montant de la dépense comprend l'indexation des prix à un taux fixe de 1,1% ainsi qu'une majoration des prix de 20 %, soit 15 % (33 128,15 $) pour la variation des quantités et de 5 % (11 042,72 $) en frais de contingences. Les coûts détaillés sont présentés en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas exercer l'option de renouvellement au contrat obligerait le SCA à solliciter à nouveau le marché avec un nouvel appel d'offres.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement du contrat : 15 octobre 2020 au 14 octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael SAOUMAA, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Michael SAOUMAA, 13 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0582
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-13

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-03-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-03-17

Coût - Octroi des contrats - GDD 1204922002

Adjudicataire	Contrat	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant (variations, contingences et TTC)
3D Mec inc.	Numérisation 3D des camions	220 854.32 $	33 128.15 $	11 042.72 $	265 025.18 $

Contrat :	Numérisation 3D des camions	Adjudicataire:	3D Mec inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2020-2021*	192 088.99 $	9 604.45 $	19 160.88 $	220 854.32 $
TOTAL	192 088.99 $	9 604.45 $	19 160.88 $	220 854.32 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
72 881.92 $	147 972.39 $
72 881.92 $	147 972.39 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2020	72 881.92 $	0.00 $	0.00 $	72 881.92 $	66 550.91 $
2021	147 972.39 $	33 128.15 $	11 042.72 $	192 143.25 $	175 452.40 $
TOTAL	220 854.32 $	33 128.15 $	11 042.72 $	265 025.18 $	242 003.31 $

* Majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.

TTC : Toutes taxes comprises

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

Contrat	Autorisation de dépenses initiale (avec taxes)	Autorisation dépenses additionnelles (avec taxes)	Sous-total autorisations de dépenses en cours de contrat (avec taxes)	Prolongation (avec taxes)	Total par contrat (avec taxes)
Numérisation 3D des camions	262 141.62 $		262 141.62 $	265 025.18 $	527 166.80 $

Montréal

Service de la concertation des arrondissements
425, place Jacques-Cartier, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1

PAR COURRIEL

14 février 2019

Monsieur Eric Bouvier
Président
100 Malthide-Allen
Trois-Rivières (Québec) G8V 0B9
Courriel : e.bouvier@3dmec.ca

Objet : Option de renouvellement –
Appel d'offres n° 19-17809 Service de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat de l'appel d'offres n°19-17809.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat de service de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement de la Ville serait effectif du 15 octobre 2020 au 14 octobre 2021 et ce, selon les termes et conditions du contrat. Cette option de renouvellement, d'une durée de 12 mois, est définie à l'article 15.02 du contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 27 février 2020, en nous retournant par courriel ce document avec la partie ci-dessous dûment remplie, afin que nous puissions compléter le processus administratif confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Valérie Matteau
Chef de section – gestion contractuelle

Renouvellement du contrat n°19-17809.

Eric Bouvier 24/02/2020

J'accepte le renouvellement | Nom en majuscules et signature | Date

Je refuse le renouvellement | Nom en majuscules et signature | Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204922002

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Exercer l'option de prolongation, pour une période de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 220 854,32 $, pour des services de numérisation 3D des camions dans le cadre des activités de déneigement et dans le cadre du contrat accordé à 3D Mec inc (CE19 1558), majorant ainsi le montant total de 262 141,62 $ à 527 166,80 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204922002 19-17809_coût- renouvellement contrat.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Ronald ST-VIL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2999
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1208696003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Expertise d'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro Inc. pour l'acquisition d'analyseurs et des capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau pour l'année 2020 - Dépense totale de 366 517,31 $, taxes incluses (Contrat : 318 710,70 $ + variation de quantités : 47 806,61 $). Appel d'offres public No AO 20-18115 - (1 seul soumissionnaire conforme)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Atera Enviro Inc**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 366 517,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public AO 20-18115 ;

2. d'autoriser une dépense de 47 806,61 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 11:07

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208696003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Expertise d'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro Inc. pour l'acquisition d'analyseurs et des capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau pour l'année 2020 - Dépense totale de 366 517,31 $, taxes incluses (Contrat : 318 710,70 $ + variation de quantités : 47 806,61 $). Appel d'offres public No AO 20-18115 - (1 seul soumissionnaire conforme)

CONTENU

CONTEXTE

En collaboration avec de nombreux partenaires, dont la direction régionale de santé publique (DRSP), la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de l'école Polytechnique de Montréal et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), la Ville de Montréal a mis en place une méthodologie de dépistage des entrées de service en plomb ainsi qu'un programme de remplacement.
En 2019, la Ville a revu son plan d'action et s'est donné les moyens d'éliminer toutes les entrées de service en plomb situées sur son territoire d'ici 2030.

Le plan d'action comprend six actions, dont l'accélération du dépistage afin de localiser précisément l'ensemble des entrées de service en plomb sur son territoire.

La Ville de Montréal analysera l'eau du robinet d'environ 100 000 bâtiments d'ici 2022 en donnant la priorité aux bâtiments hébergeant des services de garderie en milieu familial, les centres de la petite enfance (CPE) et les maisons de type unifamilial, duplex et triplex.

De ce fait, avec l'acquisition des analyseurs et des capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau, la Ville pourra atteindre son objectif de réaliser 100 000 tests de dépistage de plomb dans l'eau d'ici 2022.

Un appel d'offres public a été publié le 24 février 2020 sur le site SEAO (système électronique d'appel d'offres) et dans *Le Journal de Montréal* L'ouverture des soumissions a eu lieu le 12 mars 2020. La période de validité des soumissions est de 90 jours.

Un seul (1) addenda a été émis en période de soumission :

Numéro d'addenda	Description
Addenda 1	Réponses aux questions relatives aux aspects contractuels et au devis technique

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 20 0261 - 23 mars 2020 - Accorder un contrat à Atera Enviro Inc. pour l'acquisition d'électrodes PT-435 pour appareil Palintest SA-1100 pour l'analyse de la concentration du plomb dans l'eau, pour la période de mars 2020 à octobre 2022 - Dépense totale de 1 867 492,94 $, taxes incluses (Contrat : 1 623 906,90 $ + variation de quantités : 243 586,04 $). Appel d'offres public No AO 20-18003 - (1 seul soumissionnaire)

CE 19 0350 - 13 mars 2019 - Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 596 030,40 $ taxes incluses. Appel d'offres public #19 -17463, un (1) soumissionnaire.

CM 19 0318 - 26 mars 2019 - Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 596 030,40 $ taxes incluses. Appel d'offres public #19 -17463, un (1) soumissionnaire.

CE 17 0851 - 31 mai 2017 - Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 307 903,05 $ taxes incluses. Appel d'offres public #17 -16056 - un (1) soumissionnaire.

CM 15 1033 - 21 septembre 2015 - Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais.*

CE 15 1722 - 16 septembre 2015 - Réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais.*

CE 15 0103 - 14 janvier 2015 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs concernant l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréal ais.*

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit l'acquisition de 21 analyseurs (appareils Palintest Kemio Heavy Metals) et de 2100 boîtes de capteurs (électrodes Palintest pour appareils Kemio Heavy Metals) pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau.
La dépense totale est de 366 517,31 $ répartie comme suit: contrat 318 710,70 $ et variation de quantités (15 %) de 47 806,61 $

JUSTIFICATION

Analyse de la soumission et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)

Il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges, dont une seule entreprise a déposé une soumission, ce qui représente un taux de réponse de trente-trois (33 %).

Les deux autres preneurs de cahier de charge n'ont pas émis les raisons de leurs désistement

Par ailleurs, il est à noter, que l'entreprise Atera Enviro Inc dispose de l'exclusivité des produits Palintest pour le marché municipal pour l'année 2020.

À la suite de la conformité administrative et de l'analyse technique de l'offre, nous recommandons l'octroi du contrat à Atera Enviro Inc.

Les délais de livraison pour les analyseurs sont de 45 jours et de trois (3) mois pour les capteurs suite à l'émission du bon de commande.

Analyse de la soumission :

Soumissions conformes	Coût de base (taxes incluses)	Autre (15 % de variation de quantités, taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Atera Enviro Inc	318 710,70 $	47 806,61 $	366 517,31 $
Dernière estimation réalisée;	346 000,00$	51 900,00 $	397 900,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(31 382,69 $) (7,89 %)

En vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, l'appel d'offres du présent sommaire décisionnel n'est pas visé par l'obligation de fournir une autorisation de L'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire ne se retrouve pas sur la liste RENA.

L'écart favorable de 7,89 % est dû au fait que l'estimation avait prévu une augmentation des coûts en raison que l'analyseur Kemio Heavy Metals et ses capteurs KEM22MPB sont de nouveaux modèles sur le marché depuis janvier 2020.

Ils sont considérés comme une version améliorée et une nouvelle génération comparativement aux analyseurs SA-1100 qui sont discontinués après plus de 25 ans.

L'adjudicataire n'est pas dans l'obligation de détenir une licence valide de la Régie du Bâtiment du Québec.

L'adjudicataire ne s'est pas rendu non conforme en vertu du règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

L'adjudicataire ne se trouve pas dans la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisants (LFRI).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts de ces biens seront assumés à même le budget de fonctionnement de la Direction des réseaux d'eau et les détails de ceux-ci sont présentés dans l'intervention du Service des finances.
Le montant net total de 334 679,16 $ sera imputé au budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal s'est dotée en 2011 de la Stratégie montréalaise de l'eau qui comprend des objectifs de sécurité publique, de gestion responsable des actifs et de développement durable.
Le projet de dépistage des entrées de service en plomb contribue à cette stratégie et améliore la qualité de l'eau potable qui est distribuée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le contrat ne serait pas octroyé, il sera difficile pour la Ville de Montréal de réaliser son objectif de dépistage d'entrées de service en plomb pour l'année de 2020. Ultimement, cela compromettrait l'atteinte de l'objectif d'éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public d'ici 2030.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication globale concernant le dossier du plomb dans l'eau est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Avril 2020

Mai 2020 : Début de la saison de dépistage des entrées de service en plomb
Juin 2020: réception des 21 analyseurs
Juillet 2020 : Réception de 2100 boîtes de capteurs
Octobre 2020 : Fin de la saison de dépistage des entrées de service en plomb

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe ANQUEZ, Service de l'eau
Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Philippe ANQUEZ, 25 mars 2020
Nathalie PLOUFFE, 20 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cherif Mohamed BENIDIR
Ingénieur

Tél : 514 872-5023
Télécop. : 514 872-6856

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Alicia BANNIER
Ingenieure

Tél : 514 872-2732
Télécop. : 514 872-6856

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-03-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208696003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Expertise d'entretien
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro Inc. pour l'acquisition d'analyseurs et des capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau pour l'année 2020 - Dépense totale de 366 517,31 $, taxes incluses (Contrat : 318 710,70 $ + variation de quantités : 47 806,61 $). Appel d'offres public No AO 20-18115 - (1 seul soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18115 pv.pdf 20-18115_Liste Det cah charges.pdf 20-18115_TCP.pdf

20-18115_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18115

No du GDD : 1208696003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'analyseurs et de capteurs/accessoires pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 12 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 12 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 6 - 2020

Date d'échéance révisée : 10 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Atera Enviro Inc.	318,710.70 $	√	

Information additionnelle

Deux (2) désistements et malgré la relance, aucune réponse et raison obtenues.

Préparé par : Francesca Raby

Le 18 - 3 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18115

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Atera Enviro Inc.										
	0	0	1	Analyseurs	21	Chaque	1	2 500,00 $	52 500,00 $	60 361,88 $
			2	Analyses (capteurs/accessoires)	21000	Chaque	1	10,70 $	224 700,00 $	258 348,83 $
Total (Atera Enviro Inc.)									**277 200,00 $**	**318 710,70 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18115
Numéro de référence : 1348120
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'analyseurs et de capteurs/accessoires pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AGILENT TECHNOLOGIES INC 2850 Centerville Road Wilmington, DE, 198081610 NEQ : 1148717821	Madame Georgeann Foster Téléphone : 800 227-9770 Télécopieur :	**Commande : (1705597)** 2020-02-25 10 h 54 **Transmission :** 2020-02-25 10 h 54	3265835 - 20-18115 Addenda #1 2020-02-28 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Atera Enviro Inc 952, Rouville Repentigny, QC, J5Y2N4 NEQ : 1163050819	Monsieur Pascal Picotte Téléphone : 514 592-4626 Télécopieur :	**Commande : (1705393)** 2020-02-25 8 h 59 **Transmission :** 2020-02-25 8 h 59	3265835 - 20-18115 Addenda #1 2020-02-28 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Sygesco inc 9350 rue de l'innovation, bureau 200 Montréal, QC, H1J 2X9 http://www.sygesco.ca NEQ : 1173287674	Madame Emily De la Torre Téléphone : 514 351-1441 Télécopieur : 514 351-8118	**Commande : (1704900)** 2020-02-24 13 h 14 **Transmission :** 2020-02-24 13 h 14	3265835 - 20-18115 Addenda #1 2020-02-28 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208696003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Expertise d'entretien
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro Inc. pour l'acquisition d'analyseurs et des capteurs pour la mesure de la concentration du plomb dans l'eau pour l'année 2020 - Dépense totale de 366 517,31 $, taxes incluses (Contrat : 318 710,70 $ + variation de quantités : 47 806,61 $). Appel d'offres public No AO 20-18115 - (1 seul soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1208696003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Bruno LAGACÉ
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207711001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 des contrats octroyés à « Pavages d'Amour inc. » et à « Marina matériaux et équipements » pour des service de déneigement clé en main pour une somme maximale de 1 075 807,65 $ (LAC-102-1620) et de 784 941,57$ (LAC-104-1620) taxes, variation de quantités et contingences incluses, majorant respectivement les contrats de 4 157 152,17 $ à 5 232 959,82$ (LAC-102-1620) et de 2 999 609,60$ à 3 784 551,17 $ (LAC-1040-1620). Appel d'offres 16-15049.

Il est recommandé:
1. d'exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 des contrats octroyés à « Pavages d'Amour inc. » et à « Marina matériaux et équipements » au montant, taxes incluses, de 896 506,37$ (LAC-102-1620) et de 654 117,98$ (LAC-104-1620);

2. d'autoriser une dépense au montant de 232 593,65 $ à titre de budget de variation de quantités;

3. d'autoriser une dépense au montant de 77 531,22 $ à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-18 14:58

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207711001**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 des contrats octroyés à « Pavages d'Amour inc. » et à « Marina matériaux et équipements » pour des service de déneigement clé en main pour une somme maximale de 1 075 807,65 $ (LAC-102-1620) et de 784 941,57$ (LAC-104-1620) taxes, variation de quantités et contingences incluses, majorant respectivement les contrats de 4 157 152,17 $ à 5 232 959,82$ (LAC-102-1620) et de 2 999 609,60$ à 3 784 551,17 $ (LAC-1040-1620). Appel d'offres 16-15049.

CONTENU

CONTEXTE

Les deux contrats visés par l'option de renouvellement ont été octroyés en 2016 par le Service de la concertation des arrondissements (SCA) qui est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats.
L'arrondissement de Lachine nous a informé qu'il était satisfait des services de déneigement clé en main de Pavages d'Amour inc. et de Marina matériaux et équipement. Ainsi, il souhaitait renouveler les deux contrats mentionnés en objet.

Pavage d'Amour a été retiré de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant le 8 août 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 16-0770 - 20 juin 2016 - Accorder vingt contrats aux firmes 9055-0344 Québec inc. (DM Choquette), Déneigement Moderne inc., Groupe IMOG inc., J.L. Michon Transports inc., Les Entrepreneurs Bucaro inc., Les Entreprises Michaudville inc., Les Excavations Payette ltée, Les Excavations Super inc., Pavages d'Amour inc., Marina Matériaux et Équipements (Pépinière et paysagiste Marina inc.), Pépinière Michel Tanguay inc., Transport Rosemont inc. pour des services de déneigement des chaussées et des trottoirs pour des durées variant entre 2 et 5 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 113 736 495,88, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15049 - 24 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Les deux contrats de déneigement clé en main de l'arrondissement de Lachine (LAC-102-1619 et LAC-104-1619) ont commencé à l'hiver 2016-2017 et leurs durées initiales étaient

de quatre saisons hivernales. Ces contrats incluent une option de renouvellement d'un an. Les renouvellements se font au gré de la Ville. Dans le cas présent, la Ville a informé les adjudicataires du renouvellement de ces contrats pour l'hiver prochain.

JUSTIFICATION

Le renouvellement de ces deux contrats de déneigement clé en main permettra de bénéficier de coûts avantageux et l'arrondissement a donné son accord.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour chacun des contrats a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC et pour couvrir, en termes de précipitations, approximativement 75 % des hivers, comme cela est fait dans toutes les demandes de prolongation de contrats.
Le montant total demandé pour chacun des contrats est présenté dans le tableau suivant.
Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjudicataire	Secteur	Montant (variations, contingences et TTC)
Pavages d'Amour inc.	LAC-102-16201	1 075 807,65 $
Marina matériaux et équipements	LAC-104-16201	784 941,57 $
Total		**1 860 749,22 $**

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de renouveler les contrats entraînera le lancement d'un appel d'offres pour l'hiver prochain.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicablet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des renouvellements des contrats : 1er novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Josée M GIRARD, Lachine
Lina PICHÉ, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-17

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-03-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-03-18

Coût - Prolongation de contrat - GDD 1207711001

Adjudicataire	Secteur	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant (variations, contingences et TTC)
Pavages d'Amour inc.	LAC-102-16201	896 506.37 $	134 475.96 $	44 825.32 $	1 075 807.65 $
Marina matériaux et équipements	LAC-104-16201	654 117.98 $	98 117.70 $	32 705.90 $	784 941.57 $
Total		**1 550 624.35 $**	**232 593.65 $**	**77 531.22 $**	**1 860 749.22 $**

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2020-2021

Secteur	Adjudicataire	Estimation saison hivernale 2020-2021					
		Estimation (sans taxes)	TPS	TVQ	Total (TTC)	Carburant**	Total H20-21 (avec taxes et carburant)
LAC-102-16201	Pavages d'Amour inc.	762 412.39 $	38 120.62 $	76 050.64 $	876 583.65 $	19 922.73 $	896 506.37 $

Répartition (TTC)	
Automne (33%)	Hiver (67%)
295 847.10 $	600 659.27 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation de quantités (15%)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net)
2020	295 847.10 $	0.00 $	0.00 $	295 847.10 $	270 147.838 $
2021	600 659.27 $	134 475.96 $	44 825.32 $	779 960.54 $	712 207.937 $
Total	**896 506.37 $**	**134 475.96 $**	**44 825.32 $**	**1 075 807.65 $**	**982 355.78 $**

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
MTA	762 412.39 $
Total ajustement	19 922.73 $

TTC : Toutes taxes comprises

Prévisions - Coût prolongation HIVER 2020-2021

Secteur	Adjudicataire	Estimation saison hivernale 2020-2021					
		Estimé saison hivernale 2020-2021 (sans taxes)	TPS	TVQ	Total (TTC)	Carburant**	Total H20-21 (avec taxes et carburant)
LAC-104-16201	Marina matériaux et équipements	556 278.98 $	27 813.95 $	55 488.83 $	639 581.76 $	14 536.22 $	654 117.98 $

Répartition (TTC)	
Automne (33%)	Hiver (67%)
215 858.93 $	438 259.04 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15%)	Contingences (5%)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net)
2020	215 858.93 $	0.00 $	0.00 $	215 858.93 $	197 107.977 $
2021	438 259.04 $	98 117.70 $	32 705.90 $	569 082.64 $	519 648.303 $
Total	**654 117.98 $**	**98 117.70 $**	**32 705.90 $**	**784 941.57 $**	**716 756.28 $**

*Indexés d'un IPC de 1,5%

**Ajustement carburant	
MTA	556 278.98 $
Total ajustement	14 536.22 $

TTC : Toutes taxes comprises

Contrat	Autorisation de dépenses initiale (avec taxes)	Autorisation dépenses additionnelles (avec taxes)	Sous-total autorisations de dépenses en cours de contrat (avec taxes)	Prolongation (avec taxes)	Total par contrat (avec taxes)
LAC-102-16201	4 130 648.73 $	26 503.44 $	**4 157 152.17 $**	**1 075 807.65 $**	**5 232 959.82 $**
LAC-104-16201	2 999 609.60 $	0.00 $	**2 999 609.60 $**	**784 941.57 $**	**3 784 551.17 $**

IPC provenant du master = 1,5 %

P.M.P.E.h provenant du master - moyenne hebdomadaire du 15 nov. 2019 au 25 février 2020 = **129,88**

P.M.P.E. i (référence) provient du master = **101,93**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207711001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 des contrats octroyés à « Pavages d'Amour inc. » et à « Marina matériaux et équipements » pour des service de déneigement clé en main pour une somme maximale de 1 075 807,65 $ (LAC-102-1620) et de 784 941,57$ (LAC-104-1620) taxes, variation de quantités et contingences incluses, majorant respectivement les contrats de 4 157 152,17 $ à 5 232 959,82$ (LAC-102-1620) et de 2 999 609,60$ à 3 784 551,17 $ (LAC-1040-1620). Appel d'offres 16-15049.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207711001 N Coût - Prolongation H20-21 LAC-102 et 104.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Lucie HUARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1093
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1204922003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 de deux contrats octroyés à l'entreprise « Transporteurs en vrac St-Hyacinthe » pour des services de transport de la neige pour une somme maximale de 332 177,40 $ pour le contrat VSP-205-1820 et de 283 116,67 $ pour le contrat VSP-206-1820, taxes, variation de quantités et contingences incluses, majorant respectivement les contrats de 654 520,71 $ à 1 053 133,59 $ (VSP-205-1820) et de 557 851,69 $ à 897 591,69 $ (VSP-206-1820). Appel d'offres 18-17163.

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 aux deux contrats octroyés à l'entreprise « Transporteurs en vrac St-Hyacinthe » au montant, taxes incluses, de 332 117,40 $ pour le contrat VSP-205-1820 et de 283 116,67 $ pour le contrat VSP-206-1820 pour des services de transport de la neige dans le cadre de l'appel d'offres 18-17163;

2. d'autoriser une dépense au montant de 92 294,11 $ à titre de budget de variation de quantités;

3. d'autoriser une dépense au montant de 30 764,70 $ à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette somme conformément aux informations financières au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-18 16:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204922003**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 de deux contrats octroyés à l'entreprise « Transporteurs en vrac St-Hyacinthe » pour des services de transport de la neige pour une somme maximale de 332 177,40 $ pour le contrat VSP-205-1820 et de 283 116,67 $ pour le contrat VSP-206-1820, taxes, variation de quantités et contingences incluses, majorant respectivement les contrats de 654 520,71 $ à 1 053 133,59 $ (VSP-205-1820) et de 557 851,69 $ à 897 591,69 $ (VSP-206-1820). Appel d'offres 18-17163.

CONTENU

CONTEXTE

Le 17 septembre 2018 le conseil municipal approuvait l'octroi de deux contrats, d'une durée de 2 ans, à l'entreprise « Transporteurs en vrac St-Hyacinthe » pour des services de transport de la neige dans l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Les deux contrats prévoient la possibilité d'exercer une option de renouvellement de 12 mois pour un lien contractuel maximum de 36 mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1119 – 17 septembre 2018 : Accorder 2 contrats à Transporteurs en vrac St-Hyacinthe pour des services de transport de neige, pour une durée de 2 ans, avec une option de prolongation d'une année - Dépense maximale totale de 1 212 372,40 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-17163 (3 soum.)

DESCRIPTION

Ce dossier vise à exercer une option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 aux deux contrats octroyés à l'entreprise « Transporteurs en vrac St-Hyacinthe » pour des services de transport de la neige à l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et à autoriser une dépense additionnelle de 332 117,40 $ au contrat VSP-205-1820 et de 283 116,67 $ au contrat VSP-206-1820. L'exercice de cette option de renouvellement permettra à la Ville de prolonger les contrats ci-haut mentionnés jusqu'au 31 mars 2021.

JUSTIFICATION

Les services de transport de la neige sont requis dans les secteurs où les opérations de déneigement sont réalisées en régie. De plus, considérant la période de pénurie de main-d'oeuvre dans le domaine du camionnage, exercer l'option de renouvellement permet de sécuriser les contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de 738 352,89 $, taxes, variation de quantités et contingences incluses, de ces deux prolongations de contrat sera assumé par le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements (SCA).
Le montant de la dépense comprend l'indexation des prix à un taux fixe de 1,0% ainsi qu'une majoration des prix de 20 %, soit 15 % (92 294,11$) pour la variation des quantités et de 5 % (30 764,70 $) en frais de contingences pour couvrir en termes de précipitations environ 75 % des hivers.

Les coûts détaillés sont présentés en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas exercer l'option de renouvellement au contrat obligerait la Ville à solliciter à nouveau le marché avec un nouvel appel d'offres.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement des contrats : 15 novembre 2020 au 31 mars 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael SAOUMAA, Service de l'approvisionnement
Michel JOBIN, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Thomas AUBÉ, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Michael SAOUMAA, 19 mars 2020
Thomas AUBÉ, 18 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0582
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-17

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-03-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-03-18

Coût - Prolongation des contrats GDD 1204922003

Adjuticataire	Contrat	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)	Variations quantités (15 %)	Contingences (5%)	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
Transporteurs en vrac St-Hyacinthe	VSP-205-18201	332 177.40 $	49 826.61 $	16 608.87 $	398 612.88 $
Transporteurs en vrac St-Hyacinthe	VSP-206-18201	283 116.67 $	42 467.50 $	14 155.83 $	339 740.00 $
Total		**615 294.07 $**	**92 294.11 $**	**30 764.70 $**	**738 352.89 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Chierry - St-Michel - Parc-Extension			
Contrat	TCP-20-13231	Entrepreneur	Transporteurs en vrac St-Hyacinthe

Coût - Saison hivernale

Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2020-2021*	288 912.72 $	14 465.84 $	28 810.94 $	332 177.40 $
TOTAL	288 912.72 $			332 177.40 $

Répartition

Automne (33%)	Hiver (67%)
109 618.54 $	222 558.86 $
109 618.54 $	222 558.86 $

Coût - Annuel

Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (10 %)	Contingences (5 %)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
2020	109 618.54 $	0.00 $	0.00 $	109 618.54 $	100 696.34 $
2021	222 558.86 $	49 826.01 $	16 639.87 $	288 994.34 $	263 892.35 $
TOTAL	332 177.40 $	49 826.01 $	16 639.87 $	398 612.89 $	363 588.69 $

*Montant de 2019-2020 majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1% tel qu'indiqué au devis.
† Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante
TTC : Toutes taxes comprises

Chlorey - St-Michel - Parc-Extension			
Contrat	TCP-204-19201	Entrepreneur	Transporteurs en vrac St-Hyacinthe

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2020-2021*	240 241.94 $	12 012.10 $	24 062.63 $	283 116.67 $
TOTAL	240 241.94 $			283 116.67 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
93 426.50 $	189 690.17 $
93 426.50 $	189 690.17 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (10 %)	Contingences (5 %)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) *
2020	93 426.50 $	0.00 $	0.00 $	93 426.50 $	85 312.67 $
2021	189 690.17 $	42 467.32 $	14 150.83 $	246 311.32 $	224 915.31 $
TOTAL	283 116.67 $	42 467.32 $	14 150.83 $	339 740.09 $	310 227.97 $

*Montant de 2019-2020 majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1% tel qu'indiqué au devis.
† Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante
TTC : Toutes taxes comprises

Contrat	Autorisation de dépenses initiale (avec taxes)	Autorisation dépenses additionnelles (avec taxes)	Sous-total autorisations de dépenses en cours de contrat (avec taxes)	Prolongation (avec taxes)	Total par contrat (avec taxes)
VSP-205-18201	654 520.71 $		654 520.71 $	398 612.88 $	1 053 133.59 $
VSP-206-18201	557 851.69 $		557 851.69 $	339 740.00 $	897 591.69 $

Montréal

Service de la concertation des arrondissements
425, place Jacques-Cartier, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1

PAR COURRIEL

27 février 2020

Monsieur Jean-Pierre Garand
Président
Transporteurs en vrac St-Hyacinthe inc.
3275 rue de l'Industrie, suite 5
St-Mathieu-de-Beloeil (Québec) J3G 0M8
Courriel : jegarand@cgocable.ca

Objet : Renouvellement des contrats des lots n^{os} VSP-205-1820 et VSP-206-1820
Appel d'offres n° 18-17163 Transport de la neige, par lot, dans le cadre des activités de déneigement pour les arrondissements de Ville-Marie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation des contrats des lots n^{os} VSP-205-1820 et VSP-206-1820 de l'appel d'offres n°18-17163. Cette prolongation est pour une durée d'une année supplémentaire. Cette option est définie à l'article 15.02 du contrat de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation des contrats de transport de la neige serait effective pour la période allant du 15 novembre 2020 au 31 mars 2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Valérie Matteau
Chef de section – gestion contractuelle

c.c. Michel Jobin, directeur des travaux publics - Arr. Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement
Alexandre Muniz, agent d'approvisionnement II

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204922003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 de deux contrats octroyés à l'entreprise « Transporteurs en vrac St-Hyacinthe » pour des services de transport de la neige pour une somme maximale de 332 177,40 $ pour le contrat VSP-205-1820 et de 283 116,67 $ pour le contrat VSP-206-1820, taxes, variation de quantités et contingences incluses, majorant respectivement les contrats de 654 520,71 $ à 1 053 133,59 $ (VSP-205-1820) et de 557 851,69 $ à 897 591,69 $ (VSP-206-1820). Appel d'offres 18-17163.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204922003 Coût Prolongation contrat VSP-205 ET 206.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Lucie HUARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-10093
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1204982002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme EnviroServices inc. pour une période de trente-six (36) mois, avec une option de prolongation de douze (12) mois pour des services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, des analyses chimiques et des rapports d'analyses au montant de 907 670,77 $ - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations des quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 136 150,61 $ pour un total estimé de 1 043 821,38 $ - Appel d'offres public 20-18036 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. Conclure une entente-cadre avec la firme EnviroServices inc. pour une période de trente -six (36) mois, avec une option de prolongation de douze (12) mois pour des services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, des analyses chimiques et des rapports d'analyses au montant de 907 670,77 $ taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 20-18036;

2. d'autoriser une dépense de 136 150,61 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-19 15:12

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204982002**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme EnviroServices inc. pour une période de trente-six (36) mois, avec une option de prolongation de douze (12) mois pour des services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, des analyses chimiques et des rapports d'analyses au montant de 907 670,77 $ - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations des quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 136 150,61 $ pour un total estimé de 1 043 821,38 $ - Appel d'offres public 20-18036 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture de services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, des analyses chimiques et des rapports d'analyses. Cette entente-cadre sera mise à la disposition des dix-neuf (19) arrondissements de la Ville et aussi, pour les services corporatifs.
En avril 2017, le contrat pour la fourniture des services spécialisés en prélèvement d'échantillons des sols, des analyses chimiques et des rapports d'analyses a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15752, au plus bas soumissionnaire conforme, soit la firme Groupe Akifer inc., pour un montant total estimé de 557 910,44 $, incluant les taxes. Cette entente-cadre était valide pour une période de trente-six (36) mois et se terminait le 29 février 2020, sans aucune option de prolongation.

En date du 29 février 2020, la consommation sur l'entente-cadre était de 557 910,44 $, incluant les taxes, ce qui représentait 100 % du contrat octroyé.

L'appel d'offres public 20-18036 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le Journal de Montréal. La publication a eu lieu durant une période de trente-quatre (34) jours calendaires, soit du 29 janvier au 3 mars 2020. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent quatre-vingts (180) jours calendaires, soit jusqu'au 29 août 2020.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis trois (3) addenda visant à fournir des précisions concernant les termes de paiement, les garanties de soumission et d'exécution.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0417 - 24 avril 2017 - Conclure une entente-cadre avec la firme Groupe Akifer inc., pour une période de trente-six (36) mois pour la fourniture sur demande de services de techniciens pour des prélèvements d'échantillons de sols, d'analyses chimiques et émissions

de rapports- Appel d'offres public 16-15752, (10 soum.) (Montant estimé : 557 910,44 $)
CM16 0757 - 20 juin 2016 - Autoriser la prolongation d'une entente-cadre avec EnviroServices inc., pour une période de douze (12) mois, pour la fourniture de services d'un technicien, pour des prélèvements d'échantillons de sols, des analyses chimiques et l'émission d'un rapport - Appel d'offres public 13-12773 (8 soum.) (Montant estimé de 205 030,33 $)

CE13 0691 - 22 mai 2013 - Conclure une entente-cadre avec EnviroServices Inc, pour une période de trente-six (36) mois, pour la fourniture, sur demande, de services de techniciens pour le prélèvement d'échantillons de sols contaminés, la réalisation d'analyses chimiques et la rédaction d'un rapport - Appel d'offres public 13-12773 (8 soum.) (Montant estimé : 268 096,46 $)

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la fourniture, sur demande, des services d'une firme pour la prise d'échantillons, la réalisation d'analyses chimiques spécifiques, l'émission d'un certificat d'analyse et d'un rapport de campagne d'échantillonnage, afin d'établir le mode de gestion adéquat des sols, conformément à la réglementation en vigueur pour les dix-neuf (19) arrondissements de la Ville et pour les services corporatifs.
Les sols à caractériser peuvent provenir des travaux d'excavation réalisés dans des parcs municipaux, d'interventions ponctuelles dans des emprises de chaussées lors de bris d'aqueduc, des sols excavés qui doivent être éliminés hors site et dont la nature et le niveau de contamination sont inconnus ou encore, ils peuvent provenir des travaux municipaux effectués par les arrondissements et les services corporatifs.

Les résultats d'analyses chimiques permettront, notamment, de déterminer le site d'enfouissement ou encore, le traitement approprié selon le niveau de contamination. Les sols excavés par des arrondissements ou des services corporatifs seront accumulés sur les lieux des travaux, dans le cas de projets linéaires ou seront accumulés dans des sites d'entreposage temporaire propres à chaque arrondissement.

L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec le Service de l'environnement.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de trente-six (36) mois, mais elles n'engagent aucunement la Ville pour quelques quantités que ce soit.

Les prix sont fermes pour la durée de l'entente.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons exigé une garantie de soumission de 10 % du montant total de la soumission, incluant les taxes, ainsi qu'une garantie d'exécution de 10 % du montant total du contrat, incluant les taxes.

JUSTIFICATION

Suite à une caractérisation de ce dossier concernant le mode d'adjudication, la méthode d'octroi au plus bas soumissionnaire conforme a été sélectionnée. Il est constaté que la majeure partie du mandat est réalisé par des techniciens et que la seule implication des professionnels se limite à un rôle de supervision et à la signature du rapport d'analyses. Ce rapport est strictement factuel et comporte aucune analyse ou interprétation des données techniques.
La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (11):

- SNC Lavalin GEM Québec inc.;
- Akifer inc.;
- Wood Solutions en environnement & Infrastructure;
- DEC (9139-6903 Québec inc, DEC Enviro);
- Avizo experts-conseils inc.;
- Englobe;
- EnviroServices inc.;
- Groupe ABS;
- Solmatech inc.;
- Stantec Experts-conseils ltée;
- Tecsol inc.

Soumissionnaires (4):

- Groupe Akifer inc.;
- EnviroServices inc.;
- Solmatech inc.;
- 9139-6903 Québec inc. (Dec Enviro).

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme.

De 11 preneurs du cahier des charges, 4 ont soumissionné. De 7 preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, seulement 3 ont donné une raison de leur désistement. En effet, trois (3) preneurs du cahier des charges ont justifié leurs désistements par l'incapacité de fournir les garanties de soumission ou d'exécution demandées, de respecter les délais de livraison en raison du volume de projets à réaliser et de l'exigence d'un minimum de trois (3) projets de plus de 250 000 $, de même nature que le présent mandat.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (incluant les taxes)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (incluant les taxes)	**TOTAL** (incluant les taxes)
EnviroServices inc.	907 670,77 $	136 150,61 $	1 043 821,38 $
9193-6903 Québec inc. (Dec Enviro)	1 046 830,07 $	157 024,51 $	1 203 854,58 $
Groupe Akifer inc.	1 221 304,69 $	183 195,70 $	1 404 500,39 $
Solmatech inc.	2 357 368.35 $	353 605,25 $	2 710 973,60 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 147 457,56 $	172 118,63 $	1 319 576,19 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-275 754,81 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-20,90 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			160 033 ,20 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,33 %

L'écart de 20,90 % à la baisse entre la soumission de la firme EnviroServices inc. et l'estimation s'explique par plusieurs facteurs.

L'estimation effectuée par le Service de l'environnement, pour l'appel d'offres 20-18036, a été calculée en utilisant la moyenne des prix unitaires des deux (2) derniers appels d'offres couvrant les années 2013 à 2020.

La majoration, qui a été considérée pour établir l'estimation, correspond aux prix obtenus pour des services professionnels similaires dans les dernières années. Ainsi, les prix moyens ont été majorés de 11 % à 13 % pour les analyses chimiques et de 15 % à 31 % pour les honoraires reliés à la mobilisation, aux prélèvements d'échantillons, à la gestion de projet et à la production des rapports.

La baisse des prix est également due à une concurrence accrue et une saine compétition entre les différents soumissionnaires qui souhaitent obtenir le contrat.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres exige la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Les quatre (4) soumissionnaires possèdent cette attestation. L'attestation de l'adjudicataire recommandé se trouve en pièce jointe au présent dossier.

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'environnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 147 457,56 $, incluant les taxes, et ce, pour les trente-six (36) prochains mois.

Cette estimation est basée sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les besoins grandissants pour ce genre de demande par le Service de l'environnement. L'augmentation des quantités au bordereau de prix de l'appel d'offres 20-18036 a donc été augmentée de 40 % en comparaison avec le précédent appel d'offres pour la mobilisation, la démobilisation du personnel, les prélèvements d'échantillon de sol et pour les deux types d'analyses chimiques.

Le montant total estimé de l'entente-cadre, pour la période de trente-six (36) mois est de : 789 450,55 $ + 39 472,53 $ (TPS) + 78 747,69 $ (TVQ) = 907 670,77 $

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 136 150,61 $, incluant les taxes, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat.

Il s’agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l’objet d’une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La politique environnementale de la firme EnviroServices inc. est basée sur le développement durable et sur l'intégration des comportements respectueux de l'environnement dans chacune des facettes de leurs activités. Elle s'engage à intégrer l'environnement dans leurs processus décisionnels, à toutes les étapes du cycle de vie de ses projets de développement, de ses produits, de ses services et de ses installations de façon à prévenir la pollution. De plus, la firme EnviroServices inc. s'engage à utiliser les ressources le plus efficacement possible, à favoriser une consommation responsable et à pratiquer la réduction à la source, le réemploi et le recyclage de celles-ci.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement, pour ce type de service, en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.
La conclusion des ententes-cadres permettra, outre la constitution des volumes économiques profitables, d’assurer la constance, la facilité d’approvisionnement et le niveau de qualité et des services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l’approvisionnement émettra une entente-cadre avec la firme retenue.
CE: 8 avril 2020
CM: 20 avril 2020
Début du contrat: 21 avril 2020
Fin du contrat: 20 avril 2023
Fin du contrat incluant l'année optionnelle: 20 avril 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard DAGENAIS
Conseiller en approvisionnement

Tél : (514) 872-2608
Télécop. : (514) 872-0863

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-03-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-03-18

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18036

Conformité

Soumissionnaires	Données	
	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Enviro Services inc	**789 450,55 $**	**907 670,77 $**
9139-6903 Québec inc (Dec Enviro)	**910 484,95 $**	**1 046 830,07 $**
Groupe Akifer inc	**1 062 235,00 $**	**1 221 304,69 $**
Solmatech inc	**2 050 331,25 $**	**2 357 368,35 $**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 28 août 2018

ENVIROSERVICES INC.
A/S MONSIEUR BENOIT DAGENAIS
589, RUE SAINT-JEAN-BAPTISTE
TERREBONNE (QC) J6W 4R2

N° de décision : 2018-CPSM-1048127
N° de client : 3001535599

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ENVIROSERVICES INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 août 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Benoît Desgagnés
Coordonnateur
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

En vertu de la subdélégation de pouvoir du 12 juillet 2018

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18036
Numéro de référence : 1338908
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services spécialisés en prélèvement d'échantillons de sols, analyses et rapports d'analyses - 36 mois -+ une option de prolongation de 12 mois

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Wood Solutions en Environnement & Infrastructure 1425, Transcanadienne, bureau 400 Dorval, QC, H9P2W9 http://www.woodplc.com	Monsieur Stéphan Bergeron Téléphone : 514 684-5555 Télécopieur : 514 684-1309	**Commande : (1692365)** 2020-02-03 11 h 38 **Transmission :** 2020-02-03 11 h 38	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Akifer inc. 1990, rue Cyrille-Duquet, bureau 210 Québec, QC, G1N 4K8 http://www.akifer.ca	Monsieur Stéphane Lambert Téléphone : 418 872-1161 Télécopieur : 418 872-5626	**Commande : (1691956)** 2020-02-03 8 h 01 **Transmission :** 2020-02-03 8 h 01	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Avizo experts-conseils inc. (bureau des offres) 1595, rue Bégin Montréal, QC, h4r1w9 http://www.avizo.ca	Madame Émeline Pillon Téléphone : 819 346-4342 Télécopieur :	**Commande : (1691056)** 2020-01-30 14 h 16 **Transmission :** 2020-01-30 14 h 16	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3

			2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DEC INC 149B, rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com	Monsieur Guillaume Dumais Téléphone : 450 222-76177 Télécopieur : 450 227-5377	**Commande : (1691133)** 2020-01-30 15 h 22 **Transmission :** 2020-01-30 15 h 22	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DEC INC 149B, rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com	Monsieur Guillaume Dumais Téléphone : 450 222-76177 Télécopieur : 450 227-5377	**Commande : (1704851)** 2020-02-24 12 h 22 **Transmission :** 2020-02-24 12 h 22	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-24 12 h 22 - Téléchargement 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-24 12 h 22 - Téléchargement 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1001, rue Sherbrooke Est, burau 600 Montréal, QC, H2L 1L3 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1691464)** 2020-01-31 9 h 42 **Transmission :** 2020-01-31 9 h 42	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EnviroServices inc.. 589, rue St-Jean-Baptiste	Madame Jennifer Ortega	**Commande : (1695767)** 2020-02-07 13 h 09	3248884 - 20-18036 addenda 1

Terrebonne, QC, J6W 4R2 http://www.enviroservices.qc.ca	Téléphone : 450 471-0552 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-02-07 13 h 09	2020-02-07 13 h 09 - Téléchargement 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur Jean Elie Joseph (Appels d'offres) Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1691907)** 2020-02-01 21 h 03 **Transmission :** 2020-02-01 21 h 03	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet 125046 3420 boul. Saint-Joseph Est Montréal, QC, H1X 1W6 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1690685)** 2020-01-30 9 h 53 **Transmission :** 2020-01-30 9 h 53	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Solmatech inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.solmatech.ca	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1695529)** 2020-02-07 10 h 02 **Transmission :** 2020-02-07 10 h 02	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-07 10 h 02 - Téléchargement 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 -

			Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1690426)** 2020-01-29 16 h 46 **Transmission :** 2020-01-29 16 h 46	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-05 21 h 15 - Courriel 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tecsol Inc. 5165, rue John Molson Suite 100 Québec, QC, G1X 3X4	Monsieur Sylvain Gonzalez Téléphone : 418 647-3800 Télécopieur :	**Commande : (1701409)** 2020-02-18 12 h 44 **Transmission :** 2020-02-18 12 h 44	3248884 - 20-18036 addenda 1 2020-02-18 12 h 44 - Téléchargement 3257664 - 20-18036 addenda 2 2020-02-18 19 h 32 - Courriel 3264327 - 20-18036 addenda 3 2020-02-27 10 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207711002

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 du contrat octroyé à l'entreprise « Transport H. Cordeau inc. » pour des service de transport de la neige pour une somme maximale de 1 679 138,62$, majorant le contrat de 1 660 869,06$ à 3 340 007,68$, taxes, variation de quantités et contingences incluses. Appel d'offres 19-17935.

Il est recommandé:
1. D'exercer l'option de renouvellement de 12 mois à Transport H. Cordeau inc. pour des services de transport de la neige se répartissant comme suit :

Adjudicataires	Lot	Montant, avant variations quantités et contingences (TTC)
Transport H. Cordeau inc.	S-O-201-19201	1 399 282,19 $
	Total	**1 399 282,19 $**

TTC : Toutes taxes comprises

2. D'autoriser une dépense au montant de 209 892,33 $ à titre de budget de variation de quantités;

3. D'autoriser une dépense au montant de 69 964,10 $ à titre de budget de contingences;

4. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-18 16:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207711002**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 du contrat octroyé à l'entreprise « Transport H. Cordeau inc. » pour des service de transport de la neige pour une somme maximale de 1 679 138,62$, majorant le contrat de 1 660 869,06 $ à 3 340 007,68$, taxes, variation de quantités et contingences incluses. Appel d'offres 19-17935.

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat visé par l'option de renouvellement a été octroyé en 2019 par le Service de la concertation des arrondissements (SCA) qui est responsable de la planification intégrée des opérations de déneigement, du lancement des appels d'offres et l'octroi des contrats.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1346 - 16 décembre 2019 - Approuver un avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Transvrac Montréal-Laval inc. (CM19 1025) afin de retirer de la convention initiale les services de transport de neige pour l'arrondissement du Sud-Ouest CE19 1750 - 13 novembre 2019 - Accorder un (1) contrat à Transport H. Cordeau inc. pour des services de transport de neige pour une durée de 1 an, avec une option de prolongation d'une (1) année - Dépense maximale totale de 1 660 869,06 $ (taxes, variations de quantités et contingences incluses) Appel d'offres public 19-17935 - 3 soumissionnaires.

CM19 1025 - 16 septembre 2019 - Accorder, conformément à la loi, un contrat à Transvrac Montréal-Laval inc. pour les services de transport de neige dans douze (12) arrondissements, d'une durée d'un an avec une option de prolongation d'une année, pour un montant maximal de 13 610 327,94 $, toutes taxes incluses.

DESCRIPTION

Le contrat de transport de la neige dans l'arrondissement du Sud-Ouest (S-O 202-1920) a commencé à l'hiver 2019-2020 et la durée initiale était d'une (1) saison hivernale. Ce contrat inclut une option de renouvellement d'un an avec l'accord des deux parties. Dans le cas présent, la Ville a informé l'adjudicataire de son intention de renouveler d'un hiver et celui-ci a donné son consentement par écrit dans les délais prévus.

JUSTIFICATION

Le renouvellement de ce contrat permettra de diminuer le risque de ne pas avoir de soumissionnaire pour un nouvel appel d'offres considérant la pénurie de main d'oeuvre dans le domaine du camionnage. L'arrondissement a donné son accord pour ce renouvellement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour le contrat a été majoré pour compenser l'augmentation de l'IPC et pour couvrir, en termes de précipitations, approximativement 75 % des hivers, comme cela est fait dans toutes les demandes de prolongation de contrat.
Le montant total demandé est présenté dans le tableau suivant. Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Adjudicataires	Lot	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
Transport H. Cordeau inc.	S-O-201-19201	1 679 138,62 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de renouveler le contrat entraînera le lancement d'un appel d'offres pour l'hiver prochain.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du renouvellement du contrat : 15 novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lina PICHÉ, Service de l'approvisionnement
Claude DUBOIS, Le Sud-Ouest

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

Tél : 514-872-7232
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Valérie MATTEAU
Chef de section

Tél : 514 872-7222
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André HAMEL
Directeur travaux publics
Tél : 514 872-8900
Approuvé le : 2020-03-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2020-03-18

Coût - Prolongation de contrat - GDD 1207711002

Adjudicataires	Lot	Montant après variations quantités et contingences (TTC)
Transport H. Cordeau inc.	S-O-201-19201	1 679 138,62 $
	Total	**1 679 138,62 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Arrondissement Le Sud-Ouest			
Lot :	S-O-201-19201	Adjudicataire	Transport H. Cordeau inc.

Coût - Saison hivernale				
Hiver	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL
2020-2021*	1 217 031,69 $	60 851,58 $	121 398,91 $	1 399 282,19 $
TOTAL	1 217 031,69 $			1 399 282,19 $

Répartition	
Automne (33%)	Hiver (67%)
461 763,12 $	937 519,06 $
461 763,12 $	937 519,06 $

Coût - Annuel					
Année	Contrat (TTC)	Variation quantités (15 %)	Contingences (5 %)	Contrat total (TTC)	Contrat (Net) [1]
2020	461 763,12 $	0,00 $	0,00 $	461 763,12 $	421 651,28 $
2021	937 519,06 $	209 892,33 $	69 964,11 $	1 217 375,50 $	1 111 626,10 $
TOTAL	1 399 282,19 $	209 892,33 $	69 964,11 $	1 679 138,62 $	1 533 277,37 $

** Montant de 2019-2020 majoré de l'IPC (Indice des prix à la consommation) de 1,1% tel qu'indiqué au devis.*

1. Les variations de quantités et les contingences de l'hiver sont appliquées sur l'année budgétaire suivante

TTC : Toutes taxes comprises

Contrat	Autorisation de dépenses initiale (avec taxes)	Autorisation dépenses additionnelles (avec taxes)	Sous-total autorisations de dépenses en cours de contrat (avec taxes)	Prolongation (avec taxes)	Total par contrat (avec taxes)
S-O-201-19201	1 660 869,06 $		1 660 869,06 $	1 679 138,62 $	3 340 007,68 $

Montréal

Service de la concertation des arrondissements
425, place Jacques-Cartier, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1

Le 28 février 2020

Monsieur Stéphane Cordeau
Président
Transport H. Cordeau inc.
2325, Désautels
Montréal (Québec) H1N 3B5

PAR COURRIEL : transport@gestioncordeau.ca

Objet : **Prolongation du contrat S-O 201-1920 - Appel d'offres no 19-17935**
Contrat de transport de la neige dans le cadre des activités de déneigement
Arrondissement Le Sud-Ouest

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat S-O-201-1920 de l'appel d'offres n°19-17935. Cette prolongation est pour une durée d'une saison hivernale supplémentaire. Cette option est définie à la clause 15.02 du Contrat cité en objet.

Sous réserve de l'approbation relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat de transport de le neige serait effective pour la période allant du 15 novembre 2020 au 31 mars 2021, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 13 mars 2020, en nous retournant par courriel ce document avec la partie ci-dessous dûment remplie, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous à scacontrat@ville.montreal.qc.ca.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Montréal

Service de la concertation des arrondissements
425, place Jacques-Cartier, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 3B1

Valérie Matteau
Chef de section – Gestion contractuelle

c.c. Monsieur Claude Dubois, directeur des travaux publics - Arr. Le Sud-Ouest
Lina Piché, chef de section – Service de l'approvisionnement

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation des contrats S-O-201 de l'appel d'offres n°19-19735, pour la période hivernale 2020-2021

Signature

02 mars 2020
Date

Nom (en lettres moulées) :

Titre :

Nom de la compagnie :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207711002

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel
Objet :	Exercer l'option de renouvellement pour la saison hivernale 2020-2021 du contrat octroyé à l'entreprise « Transport H. Cordeau inc. » pour des service de transport de la neige pour une somme maximale de 1 679 138,62$, majorant le contrat de 1 660 869,06$ à 3 340 007,68$, taxes, variation de quantités et contingences incluses. Appel d'offres 19-17935.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207711002 Coût - Prolongation contrat S-O-201.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Lucie HUARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1093
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1204338001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation prévue pour la fourniture et la livraison sur demande de briquettes de chlore destinées aux chlorinateurs de marque Pulsar, dans le cadre du contrat accordé à Aquatechno spécialistes aquatiques inc. (CM16 0729), pour la période du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 - Montant estimé pour la période de prolongation de 312 732,00 $, majorant ainsi le montant total de 1 140 950,59 $ à 1 453 682,59 $ - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui de la prolongation, soit 46 909,80 $, pour un total estimé de 359 541,80 $

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la deuxième prolongation de douze (12) mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 359 541,80 $, incluant les taxes, pour la fourniture et la livraison sur demande de briquettes de chlore destiné aux chlorinateurs de marque Pulsar, pour la période du 23 juin 2020 au 22 juin 2021, dans le cadre du contrat accordé à Aquatechno spécialistes aquatiques inc., majorant ainsi le montant total de 1 140 950,59 $ à 1 453 682,39 $, incluant les taxes;

2. d'autoriser une dépense de 46 909,80, incluant les taxes, à titre de variation des quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-18 16:49

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204338001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation prévue pour la fourniture et la livraison sur demande de briquettes de chlore destinées aux chlorinateurs de marque Pulsar, dans le cadre du contrat accordé à Aquatechno spécialistes aquatiques inc. (CM16 0729), pour la période du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 - Montant estimé pour la période de prolongation de 312 732,00 $, majorant ainsi le montant total de 1 140 950,59 $ à 1 453 682,59 $ - Autoriser une dépense supplémentaire en prévision des possibles variations de quantités au contrat totalisant un montant équivalent à 15 % de celui de la prolongation, soit 46 909,80 $, pour un total estimé de 359 541,80 $

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore destinées aux chlorinateurs de marque Pulsar, incluant deux (2) options de prolongation de douze (12) mois. Le contrat, au montant de 855 712,94 $, incluant les taxes, a été octroyé à Aquatechno spécialistes aquatiques inc. pour une période de trente-six (36) mois, et ce, depuis le 23 juin 2016.
L'objet du présent sommaire décisionnel vise à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois à compter du 23 juin 2020, aux mêmes conditions de l'appel d'offres public 16-15071.

Au mois de décembre 2019, la consommation de l'entente-cadre était de 942 107,86 $, incluant les taxes, soit près de 83 % du contrat octroyé.

Le montant estimé pour la période de prolongation est de 312 732,00 $, incluant les taxes, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 1 140 950,59 $ à 1 453 682,59 $, incluant les taxes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0412 -15 avril 2019 - Exercer la première option de prolongation pour une période de douze (12) mois, soit du 23 juin 2019 au 22 juin 2020, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar et autoriser une dépense additionnelle de 285 237,65 $, incluant les taxes
CM16 0729 - 21 juin 2016 - Conclure une entente-cadre avec Aquatechno spécialistes aquatiques inc., seul soumissionnaire, pour une période de trente-six (36) mois, avec deux

options de prolongation jusqu'à douze (12) mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar – Appel d'offres public 16-15071. Montant estimé de l'entente-cadre : 855 712,94 $, incluant les taxes

CM15 0648 - 25 mai 2015 - Conclure une entente-cadre avec Aquatechno spécialistes aquatiques inc., fournisseur unique, pour une période de douze (12) mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore pour les chlorinateurs de marque Pulsar – Gré-à-gré 15-13561. Montant estimé de l'entente-cadre : 221 516,58 $, incluant les taxes

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois prévue au contrat et ayant comme objet la fourniture et la livraison, sur demande, de briquettes de chlore. En effet, de nombreuses piscines de la Ville de Montréal sont équipées de chlorinateurs de la marque Pulsar et ces briquettes y sont nécessaires, car l'usage de produit d'une autre marque annulerait la garantie du manufacturier pour les chlorinateurs.
Cette entente-cadre sera disponible pour les dix-neuf (19) arrondissements de la Ville ainsi que pour les services corporatifs.

Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger la présente entente-cadre afin de bénéficier des termes ainsi que des conditions obtenues lors de l'appel d'offres 16-15071, ce qui réduirait les délais et les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Le prix entendu demeure ferme pour toute la durée de la prolongation, car les prévisions ont été établies sur l'historique de consommation et sur l'estimation des futurs besoins de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 16-15071 à la clause 5 des clauses administratives particulières "prolongation de contrat", le contrat offre la possibilité de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Le présent sommaire décisionnel permettrait l'utilisation de cette deuxième année de prolongation, selon les mêmes termes et conditions du contrat.
Les raisons nous incitant à recommander la deuxième prolongation de cette entente sont principalement la satisfaction du service rendu par ce fournisseur et le maintien du prix obtenu en 2016. Un retour en appel d'offres pourrait entraîner une augmentation du prix notamment en raison de la situation actuelle et de l'impact sur le dollar canadien.

De plus, une table de concertation sera mise en place et sera pilotée par le Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports afin de revoir les besoins et les pratiques dans ce domaine. Par la suite, le Service de l'approvisionnement effectuera une veille de marché afin de connaître les alternatives offertes par le marché et ainsi réviser la stratégie d'acquisition.

La firme Aquatechno spécialistes aquatiques inc., a consenti à prolonger le contrat actuel en vigueur, soit du 23 juin 2020 au 22 juin 2021 (copie de la lettre en pièce jointe du présent dossier décisionnel).

En date du 6 mars 2020, l'adjudicataire est conforme au Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Le présent dossier ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour la prolongation du contrat.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l’entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour une période additionnelle de douze (12) mois, et ce, à compter du 23 juin 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l’approvisionnement a estimé que la prolongation de l'entente-cadre s'élève à 359 541,80 $, incluant les taxes, et ce, pour une période de douze (12) mois à compter du 23 juin 2020.
Cette estimation est basée sur l'historique de consommation au cours des trente-six (36) derniers mois et est calculé en fonction du prix soumis couvrant la période de prolongation de douze (12) mois.

Montant estimé de la prolongation :

312 800,00 $ + TPS (5 %) 15 640,00 $ + TVQ (9,975 %) 31 201,80 $ = 359 641,80 $

Le montant estimé de la prolongation a été majoré de 15 % soit d'un montant de 46 909,80 $, incluant les taxes, afin de pallier aux possibles augmentations et variations des quantités demandées.

Il s’agit d’une entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'utilisation de chlorinateurs permet une utilisation optimale du chlore nécessaire au traitement de l'eau des piscines et permet ainsi de réduire l'impact environnemental de ce produit.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L’absence d’une entente-cadre alourdirait le processus d’approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La prolongation de l'entente-cadre permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin «Info-achats» afin de les informer de la prolongation de l'entente-cadre ainsi que des modalités d’achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 8 avril 2020
CM : 20 avril 2020
Début de la deuxième période de prolongation : 23 juin 2020
Fin de la deuxième période de prolongation : 22 juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Matthieu CROTEAU
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : -
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : -
Approuvé le : 2020-03-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : -
Approuvé le : 2020-03-18

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 17/01/2020

Madame Isabelle Ouellette
Directrice des ventes
Aquatechno spécialistes aquatiques Inc.
3470, 39e avenue
Montréal (Québec) H1A 3V1

Courriel : isabelleouellette@aquatechno.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 16-15071
Fourniture et livraison de briquettes de chlore pour chlorinateurs Pulsar pour les piscines de la Ville de Montréal

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 23/06/2020 au 22/06/2021 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à michael.saoumaa@montreal.ca **au plus tard le** 31/01/2020 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné..

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : ISABELLE OUELLETTE _____ 2020/01/17
Nom en majuscules et signature Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, nous garderons votre chèque visé au montant de 28,523.76 $ comme cautionnement d'exécution.

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature Date

Michael Saoumaa
Agent d'approvisionnement II
Courriel : michael.saomaa@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207231021

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à FORACTION Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal , aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 877 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458012 ;

2. d'autoriser une dépense de 887 744,34 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 225 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 11:53

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231021**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux de réhabilitation d'aqueduc afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats différents. La

présente demande d'octroi de contrat #458012 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires dans les arrondissements Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Sud-Ouest et Verdun. Ce projet est le troisième des huit (8) projets prévus cette année. Un premier contrat a été octroyé. Un second est en cours d'octroi. Les autres appels d'offres sont en préparation.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0276 - 23 mars 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage, dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 598 412,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458011 - 2 soumissionnaires - 1207231001.
CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.

CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441215 - 2 soumissionnaires - 1197231020

CM19 0567 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Foraction inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 200 630 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441219 - 3 soumissionnaires - 1197231030

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Aquaréhab Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires - 1197231011

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires - 1197231007

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux

inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires - 1197231004

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

CM18 1494 - 17 décembre 2018 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 057 226,22 $ (contrat: 5 397 478,38 $ + contingences: 539 747,84 $ + incidences: 120 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441211 - 2 soumissionnaires - 1187231069.

CM18 0660 - 29 mai 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 11 814 097,22 $ (contrat: 11 569 097,22 $ + incidences: 245 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417611 - 2 soumissionnaires - 1187231020.

CM18 0503 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 135 313,93 $ (contrat: 7 965 313,93 $ + incidences: 170 000,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 417615 - 2 soumissionnaires - 1187231019.

CM18 0500 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 853 509,84 $ (contrat: 5 738 509,84 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417610 - 3 soumissionnaires - 1187231011.

CM18 0366 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 7 100 312,86 $ (contrat: 6 960 312,86 $ + incidences: 140 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333711 - 2 soumissionnaires - 1187231003

CM18 0388 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 860 455,97 $ (contrat: 5 745 455,97 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417612 - 2 soumissionnaires - 1177231099.

CM18 0244 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 11 571 288,64 $ (contrat: 11 341 288,64 $ + incidences: 230 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 417613 - 2 soumissionnaires - 1177231090.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur de près de 4,5 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements suivants : Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Sud-Ouest et Verdun.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 887 744,34 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *« Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences »* en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l’analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de - 14.4 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l’estimation de soumission.

Les écarts les plus importants se trouvent dans les articles de « chemisage de conduite d’eau » et dans les articles de « réseau d’alimentation temporaire en eau potable » et

représentent 12,1 % de l'écart total. Pour les articles de chemisage, il est difficile de vérifier les prix car les entrepreneurs ont des ententes exclusives avec les fournisseurs de la gaine structurale utilisée dans le processus. Pour le réseau temporaire, les prix avantageux soumis par le plus bas soumissionnaire sont probablement attribuables à l'économie d'échelle à réaliser, étant donné les quantités importantes au contrat. L'écart résiduel de -2,3 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Considérant ces informations et que l'écart soit favorable à la Ville, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458012 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 9 990 187,72 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 8 877 443,38 $, des contingences de 887 744,34 $ et des incidences de 225 000,00 $.
Cette dépense de 9 990 187,72 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 9 122 372,96 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #18-071.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 juillet 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document *« Principes de gestion de la mobilité »* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau
Sandra PICARD, Le Sud-Ouest
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Jean CARDIN, Verdun

Lecture :

Kathy DAVID, 23 mars 2020
Pascal TROTTIER, 19 mars 2020
Hermine Nicole NGO TCHA, 19 mars 2020
Karine CÔTÉ, 19 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-03-18

Amar OUCHENANE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-2278
Télécop. : 514-872-6123

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-03-27

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458012 — No du GDD : 1207231021

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 / 2 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 5 / 3 / 2020

Ouverture faite le : 10 / 3 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
19 / 2 / 2020	Correction d'une erreur qui s'est glissée dans le numéro de l'AO, ajout de trois (03) articles dans le DTSI-RA, corrections de quantités et ajout d'un item au bordereau des prix.	27 000,00
27 / 2 / 2020	Report de la date d'ouverture, mise à jour du document normalisé DTNI-1A, retrait de l'encadrement sectoriel *« Mesures préventives pour la réduction des risques de contamination lors d'interventions et travaux effectués sur les conduites du réseau d'eau potable »* et modification de l'article *« Gestion des déblais »* dans le DTSI-RA.	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 / 7 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — Total
FORACTION INC.	8 877 443,38
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	9 845 546,10
Estimation **interne**	10 365 512,73

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-14,4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **10,9%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : FORACTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 8 877 443,38

Montant des contingences ($) : 887 744,34

Montant des incidences ($) : 225 000,00

Date prévue de début des travaux : 19 / 5 / 200 — Date prévue de fin des travaux : 16 / 11 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 13 mars 2020
Révision: 01
Par: Amar Ouchenane, ing

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458012

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation
CDN-AQ-2020-01	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Mayrand, rue**	Savane, rue de la	De Sorel, rue	Mixte	200	158	8 semaines
CDN-AQ-2020-02	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Mariette, avenue**	Fielding, avenue	Chester, avenue de	Mixte	200	320	10 semaines
CDN-AQ-2020-03	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Chester, avenue de**	Patricia, avenue	Connaught, avenue	Mixte	200	181	8 semaines
CDN-AQ-2020-04	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Chester, avenue de**	Mayfair, avenue de	Saint-Ignatius, avenue	Mixte	200	227	10 semaines
CDN-AQ-2020-05	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Prince-of-Wales, avenue**	Fielding, avenue	Chester, avenue de	Mixte	200	328	10 semaines
CDN-AQ-2020-06	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**O'Bryan, avenue**	Somerled, avenue	Fielding, avenue	Mixte	300	337	10 semaines
CDN-AQ-2020-07	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Walkley, avenue**	Terrebonne, rue de	Somerled, avenue	Mixte	150 200	62 194	8 semaines
CDN-AQ-2020-10	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Kensington, avenue de**	Fielding, avenue	Côte-Saint-Luc, chemin de la	Mixte	200	288	10 semaines
CDN-AQ-2020-11	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**De Maisonneuve Ouest, boulevard**	Madison, avenue	Cavendish, boulevard	Mixte	200	415	8 semaines
CDN-AQ-2020-12	000	Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce	**Vimy, avenue de**	Manoir, avenue du	Limite nord arrondissement	Mixte	200	208	8 semaines
LSO-AQ-2020-01	000	Le Sud-Ouest	**Carillon, avenue de**	Sainte-Marie, rue	Notre-Dame Ouest, rue	Mixte	150	99	8 semaines
LSO-AQ-2020-02	000	Le Sud-Ouest	**Saint-Antoine Ouest, rue**	Atwater, avenue	Vinet, rue	Mixte	150 300	165 199	12 semaines
LSO-AQ-2020-03	000	Le Sud-Ouest	**Hadley, rue**	Le Caron, rue	Église, avenue de l'	Mixte	200	209	8 semaines
LSO-AQ-2020-04	000	Le Sud-Ouest	**Saint-Antoine Ouest, rue**	Chatham, rue	Saint-Martin, rue	Mixte	300	192	6 semaines
LSO-AQ-2020-05	000	Le Sud-Ouest	**Galt-Crescent, rue**	Hadley, rue	Hadley, rue	Mixte	200	307	8 semaines
VER-AQ-2020-02	000	Verdun	**Commerce, place du**	Île-des-Sœurs, bouleverd de l'	#50 Commerce, place du	Mixte	250	102	8 semaines
VER-AQ-2020-03	000	Verdun	**Leclair, rue**	Penniston, rue	Champlain, boulevard	Souple	200	417	10 semaines
	000	Verdun	**Leclair, rue**	Ouimet, rue	Penniston, rue	Mixte			
VER-AQ-2020-05	000	Verdun	**Penniston, rue**	Penniston, rue (limite Ouest)	Crawford, rue	Mixte	150	108	8 semaines
							Total	4516	

ForAction INC
FORAGE HORIZONTAL DIRIGÉ
D'AQUEDUC

Liste des travaux de réhabilitation du réseau d'aqueduc
2016

Projet:	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage, Lot 1	Valeur	2 341 372,63 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	juin 2016 à novembre 2016
Client	Ville de Québec		
Adresse	50, rue Marie-de-l'Incarnation, 2e étage		
Ville, Province, Code postal	Québec (Québec) G1N 3E7		
Description des travaux	Réhabilitation de conduite d'aqueduc sur diverses rues, 3800 mètres linéaires diamètre 6" @ 12" tronçon entre 75 et 150 mètres linéaires.		
Artère principale	Avenue Jacques-Bédard		
No téléphone	418-641-6411	Courriel	jean-philippe.bernier@ville.quebec.qc.ca
Contact	Jean-Philippe Bernier	Titre	Ingénieur
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage, Lot 2	Valeur	2 738 698,83 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	Juin 2016 à Novembre 2016
Client	Ville de Québec		
Adresse	50, rue Marie-de-l'Incarnation, 2e étage		
Ville, Province, Code postal	Québec (Québec) G1N 3E7		
Description des travaux	Réhabilitation de conduite d'aqueduc sur diverses rues, 4200 mètres linéaires diamètre 6" @ 12" tronçon entre 75 et 150 mètres linéaires.		
Artère principale	Boulevard Wilfrid-Hamel		
No téléphone	418-641-6411	Courriel	jean-philippe.bernier@ville.quebec.qc.ca
Contact	Jean-Philippe Bernier	Titre	Ingénieur
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

ForAction

Liste des travaux de réhabilitation du réseau d'aqueduc
2017

Projet:	Réhabilitation d'aqueduc Chemin d'Oka - Ville de Deux-Montagnes	Valeur	112 000.00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	Août 2017
Client	Ville de Deux-Montagnes		
Adresse	625, 20e avenue		
Description des travaux	Réhabilitation d'une conduite d'aqueduc de 12" sur 400 mètres linéaires		
Artère principale	Chemin d'Oka		
Ville, Province, Code postal	Deux-Montagnes (Québec) J7R 6B2		
No téléphone	450-473-4688	Courriel	mpelletier@ville.deux-montagnes.qc.ca
Contact	Martin Pelletier	Titre	Directeur Adjoint
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	Réhabilitation d'aqueduc sur diverses rues - Ville de Beloeil	Valeur	1 926 000.00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	septembre à novembre 2017
Client	Ville de Beloeil		
Adresse	1000 rue Dupré		
Description des travaux	Réhabilitation de conduites d'aqueduc sur diverses rues pour des diamètres de 6" @ 12 " longueur total réhabilité de 2600 mètres linéaires.		
Artère principale	Rue Bourgeois		
Ville, Province, Code postal	Ville de Beloeil (Québec) J3G 4A8		
No téléphone	450-467-2835	Courriel	cdecourval@beloeil.ca
Contact	Claudia De Courval	Titre	Directrice du Génie
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	Réhabilitation d'aqueduc servitude Chemin Marieville - Ville de Richelieu	Valeur	63 167.00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	Août 2017
Client	Ville de Richelieu		
Adresse	200 boul. Richelieu		
Description des travaux	Réhabilitation d'une conduite de 155 mètres linéaires pour un diamètre de 10".		
Artère principale	Chemin Marieville		
Ville, Province, Code postal	Richelieu (Québec) J3L 3R4		
No téléphone	450-658-1157	Courriel	y.giroux@ville.richelieu.qc.ca
Contact	Yvan Giroux	Titre	
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	Réhabilitation d'aqueduc rue Champoux - Ville de Sorel-Tracy	Valeur	333 000.00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	octobre-novembre 2017
Client	Ville de Sorel-Tracy		
Adresse	71, rue Charlotte		
Description des travaux	Réhabilitation de la conduite d'aqueduc existante de 150mm sur une longueur de 500 mètres linéaires.		
Ville, Province, Code postal	Sorel-Tracy (Québec) J3P 7K1		
No téléphone	450-780-5600	Courriel	martin.bergeron@ville.sorel-tracy.qc.ca
Contact	Martin Bergeron	Titre	Chef de division - génie
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

ForAction INC.
FORAGE D'AQUEDUC

Liste des travaux de réhabilitation du réseau d'aqueduc
2018

Projet:	**Réhabilitation d'aqueduc Avenue Trudeau - Ville de Saint-Hyacinthe**	Valeur	±400 000,00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	avril 2018
Client	Ville de Saint-Hyacinthe		
Adresse	700 avenue de l'Hôtel de ville		
Description des travaux	Réhabilitation de la conduite d'aqueduc de 10" pour 640 mètres		
Artère principale	Avenue Trudeau		
Ville, Province, Code postal	Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5B2		
No téléphone	450-778-8317	Courriel	jocelyn.bazinet@ville.st-hyacinthe.qc.ca
Contact	Jocelyn Bazinet	Titre	Conseiller Technique
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	**Réhabilitation d'aqueduc sur rues René et Racine - Ville de Sainte-Anne-des-Plaines**	Valeur	±450 000,00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	mai 2018
Client	Ville de Sainte-Anne-des-Plaines		
Adresse	139, Boulevard Sainte-Anne		
Description des travaux	Réhabilitation sans tranchée des conduites d'eau potable de 6" pour 590 mètres		
Artère principale	Rue René et Parc Racine		
Ville, Province, Code postal	Sainte-Anne des Plaines (Québec) J0N 1H0		
No téléphone	450-478-0211	Courriel	pfournier@villesadp.ca
Contact	Paulo Fournier	Titre	Chargé de Projet
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	**Réhabilitation d'aqueduc - Ville de Châteauguay**	Valeur	± 1 600 000,00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	septembre 2018
Client	Ville de Châteauguay		
Adresse	5, Boulevard D'Youville		
Description des travaux	Réhabilitation par chemisage structural de conduite d'aqueduc de 6" et 8" pour 1800 mètres		
Artère principale	Boul. Maple et Saint-Francis		
Ville, Province, Code postal	Châteauguay (Québec) J6J 2P8		
No téléphone	450-698-3024	Courriel	Martin.Lebrasseur@ville.chateauguay.qc.ca
Contact	Martin Lebrasseur	Titre	Directeur
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	**Réhabilitation d'aqueduc Chicoutimi, Jonquière, La Baie - Ville de Saguenay**	Valeur	± 5 000 000,00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	juin 2018
Client	Ville de Saguenay		
Adresse	216, rue Racine Est		
Description des travaux	Réhabilitation sans tranchée par chemisage de conduite d'eau potable de 6", 10" et 12" pour 5900 mètres		
Artère principale	Boul. Talbot., Boul. Tadoussac, Boul. du Royaume et Boul. Saint-Paul		
Ville, Province, Code postal	Saguenay, Québec, G7H 5B8		
No téléphone	418-698-3130	Courriel	jean-philippe.gauthier@ville.saguenay.qc.ca
Contact	Jean-Philippe Gauthier	Titre	Chargé de Projet
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet:	Réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage - Ville de Sherbrooke	Valeur	1 063 013.70 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	Novembre 2018
Client	Ville de Sherbrooke		
Adresse	555, rue des Grandes Fourches sud, Bloc B, Local 190		
Description des travaux	Réhabilitation des conduites d'eau potable de 8" par chemisage pour 1345 mètres		
Artère principale	Chemin Saint-Élie		
Ville, Province, Code postal	Sherbrooke, Québec J1H 5G7		
No téléphone	819-823-8000	Courriel	francesco.dario@ville.sherbrooke.qc.ca
Contact	Francesco Dario	Titre	Chargé de Projet
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Liste des travaux de réhabilitation du réseau d'aqueduc 2019

Projet: R30018	Réhabilitation de conduite d'aqueduc Boulevard Sainte-Anne - Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	Valeur	1 332 000.00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	Mars 2019
Client	Ville de Sainte-Anne-des-Plaines		
Adresse	139, Boulevard Sainte-Anne		
Description des travaux	Réhabilitation sans tranchée des conduites d'eau potable pour 1080 mètres		
Artère principale	Boulevard Sainte-Anne		
Ville, Province, Code postal	Sainte-Anne des Plaines (Québec) J0N 1H0		
No téléphone	450-478-0211	Courriel	pfournier@villesadp.ca
Contact	Paulo Fournier	Titre	Chargé de Projet
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Projet: R30022	Réhabilitation de conduites d'eau potable secondaire sur diverses rues de Montréal 441219	Valeur	3 733 000.00 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	Mai 2019
Client	Ville de Montréal		
Adresse	801, rue Brennan, 9e étage		
Description des travaux	Réhabilitation sans tranchée des conduites d'eau potable pour 1600 mètres		
Artère principale	Diverses rues		
Ville, Province, Code postal	Montréal (Québec)		
No téléphone	514-868-1055	Courriel	lila.touahria@ville.montreal.qc.ca
Contact	Lila Touahria	Titre	Chef d'équipe
Responsable Entrepreneur	Robert Parent	Titre	Chargé de projet

Projet: R30023	Réhabilitation d'aqueduc sur la rue Lalancette - Ville de Roberval	Valeur	127 592.96 $
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	Date	Avril 2019
Client	Ville de Roberval		
Adresse	851, boulevard St-Joseph		
Description des travaux	Réhabilitation par chemisage structural de conduite d'aqueduc pour 260 mètres		
Artère principale	Rue Lalancette		
Ville, Province, Code postal	Roberval (Québec) G8H 2L6		
No téléphone	418-275-0202	Courriel	ljbrassard@ville.roberval.qc.ca
Contact	Louis-Jérôme Brassard	Titre	Chargé de projet
Responsable Entrepreneur	Jean-Philippe Bédard Cellulaire 418-573-2403	Titre	Chargé de projet

Liste des travaux de réhabilitation du réseau d'aqueduc

2019

Projet: R30025	**Réhabilitation d'aqueduc sur les rues Saint-Hubert, Lafontaine, Saint-Viateur à la Ville de Granby**	**Valeur**	**621 000.00 $**
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	**Date**	**Juin 2019**
Client	Ville de Granby		
Adresse	87, rue Principale, Granby		
Description des travaux	Réhabilitation sans tranchée par chemisage de conduite d'eau potable pour 945 mètres		
Artère principale	Plusieurs rues, route 112		
Ville, Province, Code postal	Granby (Québec) J2G 2T8		
No téléphone	450-776-8282	**Courriel**	fmarcil@granby.ca
Contact	Frédérick Marcil	**Titre**	Surveillant de travaux
Responsable Entrepreneur	Robert Parent	**Titre**	Chargé de projet

Projet: R30027	**Réhabilitation des conduites d'eau potable rue Saint-Charles - Varennes**	**Valeur**	**93 600.00 $**
Description	Réhabilitation structurale d'aqueduc par chemisage	**Date**	**Juin 2019**
Client	Ville de Varennes		
Adresse	175 rue Ste-Anne, CP 5000		
Description des travaux	Réhabilitation des conduites d'eau potable pour 1090 mètres		
Artère principale	Saint-Charles		
Ville, Province, Code postal	Varennes (Québec) J3X 1T5		
No téléphone	450-652-9888	**Courriel**	pier-luc.millette@ville.varennes.qc.ca
Contact	Pier-Luc Millette	**Titre**	Chargé de Projet
Responsable Entrepreneur	Robert Parent	**Titre**	Chargé de projet

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458012	DATE:
#GDD:	1207231021	DRM:	4580	2020/03/11
RESPONSABLE:	Amar Ouchenane			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100039	180989	8 916 917,98 $	8 877 443,38 $	887 744,34 $	0,00 $	C
1918100040	180990	205 454,98 $	0,00 $	0,00 $	225 000,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**9 122 372,96 $**	**8 877 443,38 $**	**887 744,34 $**	**225 000,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**9 122 372,96 $**	**8 877 443,38 $**	**887 744,34 $**	**225 000,00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**9 990 187,72 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458012	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**11/03/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 877 443,38 $
TRAVAUX CONTINGENTS			887 744,34 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		50 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		120 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		20 000,00 $	
Gestion des impacts		15 000,00 $	
Surveillance environnementale		20 000,00 $	
Archéologie		0,00 $	
		0,00 $	
	TOTAL À REPORTER	225 000,00	225 000,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			9 990 187,72 $
Imputation (crédits)			9 122 372,96 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES: À payer avant ristournes (100%)	434 450,43	866 728,61
Ristournes TPS et TVQ à 50%	867 814,74	

PLAN NUMÉRO:	CDN-AQ-2020-01@07, 10, 11, 12 LSO-AQ-2020-01@05 VER-AQ-2020-02 ,03 et 05	CALCULÉ PAR ›	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100039**	**SOUMISSION:**	**458012**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180989**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**11/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**FORACTION inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			8 877 443,38 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		887 744,34 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			9 765 187,72 $
Imputation (crédits)			8 916 917,98 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	424 665,70	847 208,07
Ristournes TPS et TVQ à 50%	848 269,74	

PLAN NUMÉRO:	CDN-AQ-2020-01@07, 10, 11, 12 LSO-AQ-2020-01@05 VER-AQ-2020-02 ,03 et 05	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100040**	**SOUMISSION:**	**458012**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180990**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**11/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		50 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		120 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		20 000,00 $	
Gestion des impacts		15 000,00 $	
Surveillance environnementale		20 000,00 $	
Archéologie		0,00 $	
	TOTAL À REPORTER	225 000,00	225 000,00 $
Dépenses totales à autoriser			225 000,00 $
Imputation (crédits)			205 454,98 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	9 784,74	19 520,55
Ristournes TPS et TVQ à 50%	19 545,02	

PLAN NUMÉRO:	CDN-AQ-2020-01@07, 10, 11, 12 LSO-AQ-2020-01@05 VER-AQ-2020-02 ,03 et 05	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

SOUMISSION 458012 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Arrondissements	**Rues**	
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Mayrand, Mariette, Chester, Prince-of Wales, O'Bryan, Walkley, Kensington, de Maisonneuve, Vimy.	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M. Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impact sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ici-bas.
Le Sud-Ouest	Carillon, Saint-Antoine, Hadley, Galt-Crescent	
Verdun	Place du Commerce, Leclair, Penniston	
LSO-AQ-2020-02 **Rue Saint-Antoine Ouest** De l'avenue Atwater à rue Vinet		**Occupation :** Travaux d'excavation : Maintien d'une voie de circulation sur Saint-Antoine entre rue Vinet et avenue Atwater lors des travaux d'excavation. Autres travaux : Maintien d'une voie lors des travaux et de deux voies en dehors des périodes de travaux entre rue Dominion et avenue Atwater. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h30. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.
LSO-AQ-2020-04 **Rue Saint-Antoine Ouest** De rue Chatham et rue Saint-Martin		**Occupation :** Travaux de remplacement de conduites: Fermeture complète de la rue Saint-Antoine entre Square Richmond et rue Canning et fermeture complète avec circulation locale seulement entre rue Guy et Square Richmond. Interdiction du camionnage sur la rue Guy à l'intersection Guy/Saint-Jacques. Réouvertures des voies en dehors des heures de travaux. Autres travaux : Maintien d'une voie sur la rue Saint-Antoine lors des travaux sur le tronçon est entre rue Saint-Martin et rue des Seigneurs et maintien de deux voies lors des travaux sur le tronçon ouest entre rue des Seigneurs et rue Canning. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h30. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets		– En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1. – Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux.

	– Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux). – Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de caserne d'incendie. – Relocaliser les zones de livraison, les zones pour handicapés, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes. – L'Entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1. – Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; – Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. – L'Entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info. – Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1. – À la demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité. – Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée. – L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A. – Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Copie de l'article 4.1 du cahier des clauses administratives spéciales – A.O. #458012

4.1 Expérience du soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **1 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un Contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du Contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **Adjudicataire du Contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du Contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 mai 2018

FORACTION INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3G 4S6

N° de décision : 2018-CPSM-1029709
N° de client : 3000146636

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CONSTRUNEL, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). FORACTION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **11 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 5 novembre 2019

FORACTION INC.
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE QC J3H 0M6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000146636
N° de demande :	1900015129
N° de confirmation de paiement :	053749

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 458012

Date de publication : 2020-02-10
Date d'ouverture : 2020-03-10

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Foraction inc.
2	Le Groupe Lécuyer Ltée
3	Sanexen Services Environnementaux inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231021

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1207231021.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : 514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Conseil et soutien financier - Pôle Eau-Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1197000002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection des structures routières
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ S.E.N.C. pour la conception du projet de reconstruction / réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières (projet 16-12) - Dépense maximale de 1 066 680.56 $ taxes et déboursés incluses. Appel d'offres public 19-17879 - 3 soumissionnaires tous conformes.

Il est recommandé :

1. d'accorder à CIMA+ s.e.n.c., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'ingénierie pour la conception du projet de reconstruction des structures du passage inférieur Christophe-Colomb/Des Carrières (projet 16-12) aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 066 680,56 $, taxes et déboursés incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 19-17879;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-27 15:32

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197000002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Programme de réfection des structures routières
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ S.E.N.C. pour la conception du projet de reconstruction / réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières (projet 16-12) - Dépense maximale de 1 066 680.56 $ taxes et déboursés incluses. Appel d'offres public 19-17879 - 3 soumissionnaires tous conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Le passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières a été construit en 1953 afin de permettre le passage de l'avenue Christophe-Colomb sous la rue Des Carrières et sous le chemin de fer du Canadian Pacific (CP). Le passage inférieur est localisé à la limite de deux arrondissements : Rosemont–La Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal (voir plan de localisation en pièce jointe). L'avenue Christophe-Colomb passant sous la rue Des Carrières est constituée de deux trottoirs sur sol et structuraux, soit dans chaque direction, ainsi que 3 voies de circulation; deux en direction nord et une en direction sud. En direction sud, on retrouve également une piste cyclable bidirectionnelle séparée des voies de circulation par une bordure. La rue Des Carrières passant au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb est quant à elle composée de deux voies de circulation et d'un trottoir.

Le passage inférieur est composé de plusieurs structures : un pont routier (81-05169A) qui est situé sur le tracé de la rue Des Carrières, un pont ferroviaire (81-05170B) exploité par le CP, mais sous la responsabilité de la Ville de Montréal pour l'entretien, ainsi que des murs de soutènement (81-05169B, 81-05169C, 81-05170A, 81-05170C et 81-05170D). Les derniers travaux de réfection effectués sur ces structures datent de 1997.

Les structures du passage inférieur présentent de nombreuses déficiences soit :

Pour le pont d'étagement routier :

· une limitation de charges,
· un béton de mauvaise qualité,
· des glissières de sécurité existantes en très mauvais état qui ont dû être sécurisées à l'aide de glissières temporaires,
· des garde-corps existants très endommagés dont plusieurs composantes sont perforées par la corrosion et qui ont dû être aussi sécurisées,
· un dégagement actuel du pont insuffisant causant de multiples collisions avec les camions.

Pour le pont d'étagement ferroviaire et les murs de soutènement :

· des endommagements locaux du béton au niveau des murs, culées, colonnes et le dessous de la dalle.

De plus, la géométrie de l'intersection entre la rue Des Carrières et la bretelle d'accès donnant accès à l'avenue Christophe-Colomb est problématique et non sécuritaire. L'arrondissement demande depuis plusieurs années un réaménagement complet de cette intersection afin de régler des enjeux liés à la sécurité. Afin de corriger tous les défauts constatés sur l'ouvrage, augmenter le dégagement inférieur du pont routier et effectuer le réaménagement de l'intersection, il a été déterminé qu'une reconstruction du pont routier s'avérerait nécessaire.

Un réaménagement de la piste cyclable Des Carrières, qui fait partie de la route verte et qui permet de traverser le pont ferroviaire sur son axe longitudinal, est aussi inclus au projet. Ce réaménagement s'avère nécessaire car les deux voies en sens inverse de la piste cyclable ne sont pas au même niveau (importante dénivellation) et un panneau publicitaire est localisé en plein milieu de la piste cyclable créant d'importants enjeux de sécurité pour les usagers. Il est donc prévu de procéder à l'enlèvement du panneau publicitaire et de mettre les deux voies au même niveau.

Une étude d'avant-projet préliminaire, réalisée en 2019, a confirmé la faisabilité d'un réaménagement sécuritaire de l'intersection entre la rue Des Carrières et la bretelle d'accès donnant accès à l'avenue Christophe-Colomb. Elle a aussi permis d'identifier les travaux à réaliser sur les actifs de la ville de Montréal dont, entre autres, la reconstruction du pont routier, la réparation du pont ferroviaire, la modification de la piste cyclable sur le pont ferroviaire, la réparation des murs de soutènement et des trottoirs structuraux, la réparation de la chaussée, des trottoirs sur sol et des bordures, la mise à niveau du système d'éclairage (fondation, fûts et luminaires), la modification ou le déplacement de services municipaux ainsi que la mise à niveau de la signalisation lumineuse si elle est toujours requise.

La Ville de Montréal doit s'assurer du maintien fonctionnel et sécuritaire de ces liens. Ainsi, le présent dossier a pour objet d'accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie pour la conception (avant-projet définitif et plans & devis) pour réaliser des travaux de remplacement des structures du passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières en 2021-2022. Cette planification a été coordonnée avec le bureau d'Assistance à la Gestion des Interventions sur la Rue (AGIR).

Les principales étapes du projet sont les suivantes:
Étape terminée :

	Coût (taxes non incluses)	Date de début	Date de fin
Investigation : Inspection, relevé des dommages, avant-projet préliminaire (EXP)	251 302.42 $	Juin 2018	Juin 2019

Étape à autoriser dans le présent dossier :

	Coût (taxes non incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
Conception :	1 066 680.56 $	mars 2020	2022

Plans et devis, assistance technique pendant les travaux (CIMA+)			

Étapes à venir:

	Coût (taxes non incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
Travaux de réfection	N/D	2021	2022
Surveillance des travaux et Assurance qualité	N/D	2021	2022

L'appel d'offres de services professionnels portant le numéro 19-17879 a été mené par le Service de l'approvisionnement afin de solliciter le marché à cet effet. Cet appel d'offres a été publié sur le site électronique d'appel d'offres SEAO du 28 octobre au 03 décembre 2019. La durée de la publication (35 jours) respecte le délai minimum requis.

La soumission est valide pendant les cent quatre-vingts (180) jours suivant sa date d'ouverture, soit jusqu'au 31 Mai 2020.

Trois (3) addenda ont été émis lors de l'appel d'offres :

Addenda 1 et 2 émis le 18 novembre 2019 : réponses émises par la Ville aux questions adressées dans le cadre de l'appel d'offres;

Addenda 3 émis le 27 novembre 2019 : réponses émises par la Ville aux questions adressées dans le cadre de l'appel d'offres;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0749 - 13 juin 2017 - Conclure trois ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec SNC-Lavalin inc., CIMA+ S.E.N.C. et Les Services EXP inc. pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 17-05).

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ S.E.N.C. pour la conception du projet de reconstruction/réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières.
Le mandat consiste à élaborer l'avant-projet définitif et les plans et devis, ainsi qu'à établir les coûts, les contraintes de faisabilité et les risques associés pour la reconstruction/réfection des structures. L'objectif du projet consiste à reconstruire le pont à étagement de la rue Des carrières ainsi qu'à reconstruire partiellement ou complètement les murs de soutènement adjacents. Les trottoirs structuraux situés sur l'avenue Christophe-Colomb seront également reconstruits. Des travaux de remplacement de conduites d'aqueducs et égouts ainsi que des travaux d'aménagement seront également intégrés au projet.

Les services professionnels comprennent, sans s'y limiter :

· l'élaboration d'un avant-projet définitif;

· la préparation des plans et devis (préliminaires, définitifs et documents d'appel d'offres pour la réalisation des travaux);

· l'assistance technique durant les travaux;

· la préparation des plans finaux émis « Conception finale »;

· la réalisation de services complémentaires.

Les différentes activités seront rémunérées sur une base horaire et la Ville peut décider de rémunérer certaines activités sur une base forfaitaire après entente préalable sur l'enveloppe budgétaire de ladite activité.

Un montant maximal de 150 000,00 $, excluant les taxes, a été prévu pour des déboursés. L'enveloppe des déboursés est un montant prévisionnel permettant de réaliser des expertises particulières (géotechnique, propriétés de matériaux, cycle de vie, technique de construction accélérée, etc.), et financer des équipements d'accès et de signalisation, des services complémentaires ainsi que des frais de reproduction de documents ou des frais de déplacement. Les déboursés sont applicables aux différentes étapes du projet, entre autres, à l'assistance technique durant les travaux ainsi qu'aux autres services complémentaires.

JUSTIFICATION

La réalisation du projet est essentielle pour assurer le maintien du lien et la sécurité des usagers. Le projet permettra de reconstruire le pont d'étagement et effectuer le réaménagement géométrique de l'ouvrage ainsi que de l'intersection.
Compte tenu de la nature des services professionnels requis ainsi que du nombre de ressources humaines nécessaires, il est proposé de retenir les services professionnels d'une firme d'experts-conseils pour la réalisation du mandat.

Un représentant de la Ville assurera la gestion du mandat afin de veiller au respect du contrat de services professionnels pendant toutes ses étapes.

Lors de l'appel d'offres public 19-17879, sur sept (7) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposés une soumission et quatre (4) n'ont pas déposés, ce qui représente respectivement des ratios de 43% et 57%.

Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes, les notes obtenues ainsi que le prix de base de la soumission, taxes incluses. Le tableau présente également les différents écarts entre les soumissions et l'estimation, et, entre les soumissions.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Déboursés (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
CIMA+ S.E.N.C.	78.5	0.74	894 218,06 $	172 462,50 $	1 066 680,56 $
SNC-LAVALIN	71.8	0.66	919 802,30 $	172 462,50$	1 092 264,80 $
EXP	71.8	0.65	962 988,75 $	172 462,50 $	1 107 324,23 $
Dernière estimation réalisée			827 195.27 $	172 462,50 $	999 657,77 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire - estimation)					67 022,79 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) 100 x (l'adjudicataire - estimation)/estimation					6,7 %

Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleure note finale - adjudicataire)	25 584,24 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) 100 x (2e meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire	2,4 %

L'adjudicataire recommandé est le soumissionnaire conforme ayant obtenu le plus haut pointage dans le cadre d'un système d'évaluation à deux enveloppes pour l'octroi d'un contrat de services professionnels. L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et n'est donc pas rendus non-conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

À la suite de l'analyse de conformité administrative par le Service de l'approvisionnement et de l'évaluation des soumissions par le comité de sélection, CIMA+ S.E.N.C. a obtenu la plus haute note finale. Les trois (3) soumissionnaires ont obtenu une note intérimaire supérieure à la note de passage.

L’offre déposée par le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale, CIMA+ S.E.N.C., s’élève à un montant de 1 066 680,56 $, taxes incluses. Cette offre est supérieure à l’estimation de soumission, réalisée par la Division gestion d’actifs - Ponts et tunnels, qui s’élève à 999 657,77 $, taxes incluses. La différence est de 67 022,79 $, soit 6,7 %.

Les soumissionnaires doivent détenir une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) afin d'obtenir un contrat avec la Ville. L'adjudicataire recommandé détient une attestation de l'autorité des marchés financiers (AMF) émise le 17 octobre 2018 (voir pièce jointe) et son nom figure dans la liste des entreprises autorisées (REA), publiée sur le site internet de l'AMP (voir pièce jointe)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 1 066 680,56 $ taxes incluses sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 974 021.53 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt 18-024, réfection des structures routières.

Le tableau qui suit résume les budgets pour chacune des phases de conception et des déboursés du projet:

Service de l'Urbanisme et de la mobilité - Direction de la mobilité :

Avant-projet définitif, plans & devis et déboursés : gérés par la Division de la gestion des actifs routiers et cyclables 2020 et 2021 : 911 464,31 $ taxes incluses, soit 832 288,40 $ net de ristournes

Service des infrastructures du réseau routier - Direction des infrastructures :
Assistance technique durant les travaux : gérée par la Division des la réalisation des travaux en 2021 et 2022 : 155 216,25 $ taxes incluses, soit 141 733,13 $ net de ristournes.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet 46000 - Programme de réfection des structures routières et est réparti

comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projet 46000 - Programme de réfection des structures routières	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
SUM	666	167	-	-	833
SIRR	-	43	99	-	142

Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation du mandat de conception pour la réfection des structures du passage inférieur, Christophe-Colomb / Des Carrières permettra d'assurer le maintien de l'actif ainsi que la fonctionnalité de ces derniers et la sécurité des usagers. Les techniques de construction ainsi que le choix des matériaux de construction seront optimisés dans le but de réduire au maximum l'empreinte environnementale. Il est demandé au consultant dès l'avant-projet définitif de travailler dans l'objectif d'obtenir la certification Envision.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le contrat ne serait pas octroyé, la conception du projet de réfection ne pourra être réalisée tel que prévu et les travaux ne pourront être réalisés en 2021-2022. Par conséquent, les probabilités de devoir intervenir de façon réactive face à une situation urgente seront augmentées. Dans ces circonstances, des fermetures partielles ou complètes pourraient être requises afin d'assurer la sécurité des usagers.

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait retardé au-delà du mois de mai 2020, le soumissionnaire recommandé pourrait alors exiger un délai supplémentaire qui pourrait mettre en péril l'échéancier du mandat ou engendrer des coûts supplémentaires pour accélérer le processus de conception.

L'échéancier visé pour la réalisation des travaux a été coordonné avec le bureau d'Assistance à la Gestion des Interventions sur la Rue (AGIR) afin d'assurer une coordination adéquate avec les divers travaux du secteur. Ainsi, retarder l'octroi du contrat engendrerait nécessairement une nouvelle coordination des travaux avec l'ensemble des intervenants.

Impacts durant la prestation de service:

Afin de réaliser certaines expertises durant la conception, des fermetures partielles de courtes durées de l'avenue Christophe-Colomb et dans l'éventualité où des fermetures complètes serait requises, des chemins de détour seront mis en fonction.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des avis aux partenaires seront émis advenant que des entraves sur le réseau soient nécessaires lors du mandat.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Approbation par le CM et octroi du contrat de services professionnels: Avril 2020
· Réalisation du mandat de conception : Avril 2020 - Hiver 2021;
· Assistance technique: Printemps 2021 - Automne 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction des revenus (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement : ; Service de l'approvisionnement, Direction acquisition (Pierre L'allier); Certification de fonds : ; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Isabelle Bessette)

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-12
Oumar Demba BA Ingénieur - Chargé de projets	Jean CARRIER Chef de division
Tél : 5148727049 **Télécop. :** 514-8725216	**Tél :** 514 872-0407 **Télécop. :** 514-872-4965

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-26

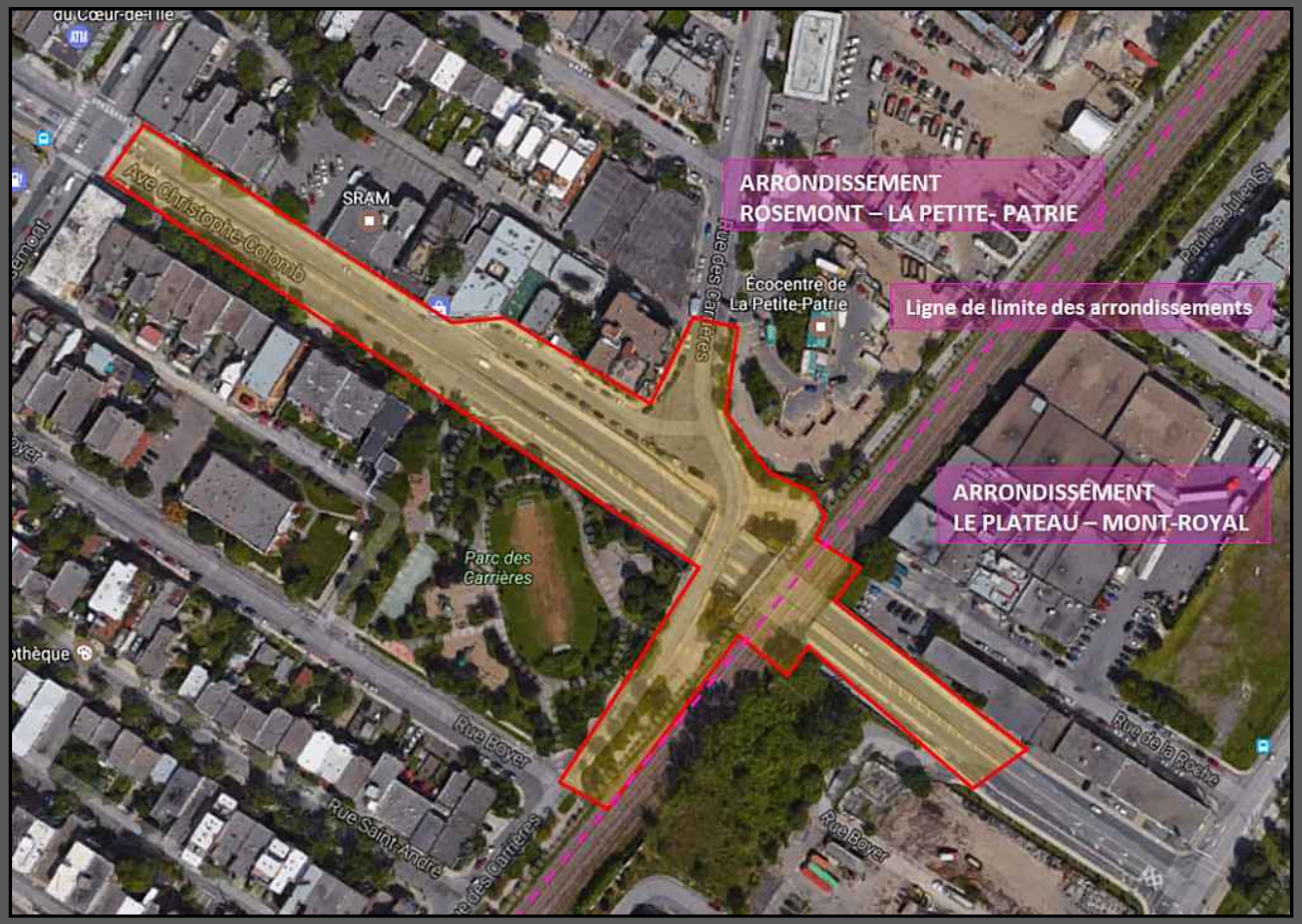
Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-26



Montréal
Direction des transports
Gestion d'actifs - ponts et tunnels

Localisation du passage inférieur

- Avenue Christophe-Colomb entre boulevard Rosemont et à 93 mètres au nord de la rue Saint-Grégoire



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 octobre 2018

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2018-CPSM-1057514
N° de client : 3000148732

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA PLUS
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
  CIMA-INFO
  COENTREPRISE CIMA +/GROUPE CARTIER
- COENTREPRISE CIMA+ / LE GROUPE IBI
- COENTREPRISE CIMA+/TECSULT
- COPAC ET ASSOCIÉS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LE CONSORTIUM CIMA+/ROCHE-DELUC/ITRANS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CIMA+ S.E.N.C. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics et
des entreprises de services monétaires par intérim

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 19 février 2020 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : cima

Nombre de résultats trouvés : 8

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
CIMA + CONSTRUCTION INC.		1140685570	3000150871	3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600	LAVAL	QC	H7V 3Z2	CANADA
CIMA LTCI CORPORATION		1166961152	3001311358	372, RUE SAINTE-CATHERINE O, BUR. 234	MONTRÉAL	QC	H3B 1A2	CANADA
CIMA+ S.E.N.C.	AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS CÉDÉGER CIMA + CIMA + GATINEAU CIMA + INTERNATIONAL CIMA + LONGUEUIL CIMA + MONTRÉAL CIMA + RIVIÈRE DU LOUP CIMA + SAINT-JÉRÔME CIMA + SENC CIMA + SHERBROOKE	3340563140	3000148732	3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600	LAVAL	QC	H7V 3Z2	CANADA

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
	CIMA PLUS CIMA QUÉBEC CIMA+/WALSH/ISIS CIMA-INFO COENTREPRISE CIMA +/GROUPE CARTIER COENTREPRISE CIMA+ / LE GROUPE IBI COENTREPRISE CIMA+/TECSULT COPAC ET ASSOCIÉS DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS LE CONSORTIUM CIMA+/ROCHE-DELUC/ITRANS LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS LNR ET ASSOCIÉS RDO ET ASSOCIÉS							
CIMAISE INC.	CIMAISE	1162634092	3000784027	36, RUE WELLINGTON N, BUR. 300	SHERBROOKE	QC	J1H 5B7	CANADA
DÉCIMAL TECHNOLOGIES INC.	DECIMAL	1140293037	3000712925	793, BOUL JEAN-PAUL-VINCENT, BUR. 202	LONGUEUIL	QC	J4G 1R3	CANADA

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
LA PRESSE, LTÉE	AUTO LOISIRS CVENDU.CA FORCEMÉDIA GESCA MEDIA SALES GESCA VENTES MÉDIA HEBDOBEC IMAGRAPHIS IMPACT LAVAL IMPACT MONTRÉAL IMPACT RIVE-SUD INFODEX LA PETITE PRESSE LA PRESSE LA PRESSE AFFAIRES LA PRESSE DIMANCHE LA PRESSE E.P. LA PRESSE ÉDUCATION LA PRESSE PLUS LA TÉLÉ-LIBRAIRIE LE TÉLÉ-LIBRAIRE LES ÉDITIONS LA PRESSE LES ÉDITIONS TRANSMONDE LES PUBLICATIONS LA PRESSE L'EXPRESS MEDIAMAX MÉTRO MONTRÉAL MATIN MONTRÉAL PLUS MONTRÉAL-MATIN PERSPECTIVES PERSPECTIVES-DIMANCHE POSTULUS SCOOP SERVICES DE PERCEPTION ÉLITE SONOPRESSE TÉLÉ+ TÉLÉ-PRESSE TÉLESPEC 5 TRANSMONDE	1141726332	3001044165	750, SAINT-LAURENT	MONTRÉAL	QC	H2Y 2Z4	CANADA

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
NVENTIVE INC.	AGENCE MÉDIA ÉQUATION HUMAINE ÉH ÉQUATION HUMAINE HE HUMAN EQUATION HUMAN EQUATION MEDIA AGENCY IMAGINE ENTREPÔT D'IDÉES SOLUTIONS NVENTIVE INC. SOLUTIONS WHERECLOUD WC INTERNET MOBILE WHERECLOUD SOLUTIONS	1164911977	3001087145	215, RUE SAINT-JACQUES, BUR. 500	MONTRÉAL	QC	H2Y 1M6	CANADA

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE	DESSAU/CIMA+ DESSAU/GÉNIPUR GESTRANS GROUPEMENT DESSAU - CIMA + GROUPEMENT DESSAU - GENIVAR GROUPEMENT DESSAU - GFBH GROUPEMENT DESSAU -SM- ROCHE GROUPEMENT DESSAU/ BPR GROUPEMENT DESSAU/PLURITEC GROUPEMENT DESSAU/SNC LAVALIN GROUPEMENT DST LVM/DESSAU SOCIÉTÉ GESTRANS STANTEC CONSULTING LTD. STANTEC/HYDROSYS	1170241336	3000241872	10220, 103 AVE NW, BUR.400	EDMONTON	AB	T5J 0K4	CANADA

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

N/Réf. EXP : MTR-00241230-A7
N/Réf. client : 16-12
13 mars 2019



Ville de Montréal

Avant-projet préliminaire des travaux de réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières

Étude d'avant-projet préliminaire
Finale

Les Services EXP inc.
1001, boul. de Maisonneuve Ouest, bur. 800
Montréal (Québec) H3A 3C8
Tél. : 514.788.6158
Téléc. : 514.935.1645

Ville de Montréal

Avant-projet préliminaire des travaux de réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb/ rue des Carrières

Étude d'avant-projet préliminaire
Finale
Entente-cadre :
16-12

Projet nº :
V/Réf. : 16-12
Dossier Str. : 81-05169 et 81-05170
N/Réf. : MTR-00241230-A7

Préparé par :

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3C8
Tél. : 514.788.6158
Téléc. : 514.935.1645
www.exp.com

Préparé par :

Carl Gagnon, ing.
Nº O.I.Q. : 137665

Stephanie Kim Bonneville, ing.
Nº O.I.Q. : 5012063

Approuvé par :

2019-03-13

Vincent Latendresse, ing., M.Sc.A., Ph D
Nº O.I.Q. : 108193

Équipe de projet

Ouvrages d'art
Vincent Latendresse, ing.
Carl Gagnon, ing.
Stephanie Kim Bonneville, ing.
Luis Felipe Zuluaga Rubio, ing.
Marco Bourdon, ing.
Klaude-Ève Taillon, ing.
Jonathan Légaré, techn
Mathieu Charland, dess.

Routier
Laurent Dupuy, ing.
Alam Jamal-Eddine, ing.
Francis Dubé, techn

Services publics et réseaux techniques urbains
Michel Imbeault, ing.
Carl Gagnon-Ouellette, ing. jr

Éclairage
Louis-David Houle, ing.
Mathieu Gravel, ing.

Maintien de la circulation
Stéphane Arsenault, ing.
Maxime Paquette, ing. jr

Date :
Le 13 mars 2019

Avis juridique

Le présent rapport a été préparé par Les Services EXP inc. pour le compte de la **Ville de Montréal**.

Toute utilisation qu'une tierce partie fera de ce rapport ou toute action ou décision prise sur son fondement demeure la responsabilité de ladite partie. Les Services EXP inc. ne peuvent être tenus responsables des dommages subis, le cas échéant, résultant des décisions prises ou des actions posées par un tiers en vertu du présent rapport.

Sommaire exécutif

Mandat

La Ville de Montréal sollicite les services professionnels des Services EXP inc. (EXP) afin de réaliser l'étude d'avant-projet préliminaire des travaux de réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières dans le but d'assurer la pérennité de ces ouvrages d'art dans le temps et ainsi garantir la sécurité des usagers.

Les principaux objectifs du mandat sont de confirmer la faisabilité du réaménagement de la rue des Carrières proposé dans l'étude de faisabilité réalisée en 2017 et 2018, d'élaborer les travaux à réaliser sur les actifs de la ville de Montréal dont, entre autres, la reconstruction du pont routier, la réparation du pont ferroviaire, la modification de la piste cyclable sur le pont ferroviaire, la réparation des murs de soutènement et des trottoirs structuraux, la réparation de la chaussée, des trottoirs sur sol et des bordures, la mise à niveau du système d'éclairage (fondation, fûts et luminaires), la modification ou le déplacement de services municipaux ainsi que la mise à niveau de la signalisation lumineuse si elle est toujours requise. Deux scénarios de reconstruction du pont en biais existant par un pont courbe non conventionnel routier seront analysés dans le présent rapport, soit (1) avec tablier à poutres d'acier ou (2) avec tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension.

Description de l'ouvrage et du site

Le passage inférieur est composé de sept structures, soit un pont d'étagement routier (P.E. 81-05169A), un pont ferroviaire (P.F. 81-05170B) et cinq murs de soutènement (M.S. 81-05169B, M.S. 81-05169C, M.S. 81-05170A, M.S. 81-05170C et M.S. 81-05170D). Les structures ont été construites dans les années 1950. Le pont d'étagement routier relève de la Ville de Montréal et la voie ferrée empruntant le pont ferroviaire appartient à la compagnie ferroviaire Canadian Pacific Railway (CPR).

Pont d'étagement routier

Le pont d'étagement routier P.E. 81-05169A est situé sur la rue des Carrières et surplombe l'avenue Christophe-Colomb. D'une longueur totale de 23,5 m, le tablier est composé d'une dalle épaisse en béton armé, sans armature de cisaillement, à deux travées continues et la largeur hors-tout du tablier est de 12,2 m. Le tablier est appuyé sur deux culées aux extrémités et sur une pile à trois colonnes carrées en béton armé au centre. Selon les plans d'origine, le biais du pont est de 12,68 degrés. Les fondations superficielles des unités de fondation reposent sur le roc. Le dégagement vertical actuel entre le dessous du tablier et la chaussée est de 4,5 m en direction nord (affiché à 4,05 m) et 4,7 m en direction sud (affiché à 4,01 m). Des travaux d'entretien ont été réalisés sur le pont en 1997. Le pont est actuellement limité en surcharge routière et approche de sa fin de vie utile théorique. Un trottoir structural est présent devant chaque culée. La figure suivante présente, de façon générale, les éléments principaux du pont d'étagement routier.



Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Vue en élévation

Pont ferroviaire

Le pont ferroviaire P.F. 81-5170B permet le passage des voies ferrées du Canadian Pacific par-dessus l'avenue Christophe-Colomb. Le tablier est composé d'une dalle épaisse en béton armé à deux travées continues, d'une longueur totale de 23,9 m et la largeur hors-tout est de 24,4 m. Le tablier est appuyé sur deux culées aux extrémités et une pile à six colonnes rectangulaires en béton armé au centre. Le biais du pont est de 1,82 degré selon les plans d'origine. Les fondations superficielles des unités de fondation reposent sur le roc. Le dégagement vertical actuel entre le dessous du tablier et la chaussée est de 4,2 m en direction nord (affiché à 4,05 m) et 4,2 m en direction sud (affiché à 4,01 m). Un trottoir structural est présent devant chaque culée et une piste cyclable surélevée par-dessus une conduite de vapeur possiblement désaffectée est présente sur le pont. Des travaux d'entretien ont été réalisés sur le pont en 1997. La figure suivante présente, de façon générale, les principaux éléments du pont ferroviaire.



Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Vue en élévation

Murs de soutènement

Les cinq murs de soutènement situés le long de l'avenue Christophe-Colomb aux approches des ponts sont en béton armé et la hauteur des murs varie selon le profil de la route. Les murs présentent une surface verticale uniforme sans motifs architecturaux. Le trottoir présent au pied des murs est en partie rehaussé et structural, et en partie sur sol. Des garde-corps, identiques à ceux situés sur les ponts, sont présents au haut des murs. Des travaux de réparations locales sans surépaisseur de béton ont été réalisés sur les murs de soutènement en 1997. Les dimensions générales des murs de soutènement sont présentées au tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Dimensions générales des murs de soutènement existants

Nº mur	Localisation (Quadrant)	Longueur (m)	Hauteur min. (m)	Hauteur max. (m)
M.S. 81-05169B	N-O	93,4	2,13	7,19
M.S. 81-05169C	N-E	90,3	2,13	6,74
M.S. 81-05170A	S-O	54,9	2,16	7,42
M.S. 81-05170C	E	14,1	7,39	7,49
M.S. 81-05170D	S-E	54,9	2,16	7,37

La figure suivante présente une vue d'ensemble du mur de soutènement 81-05169C, lequel est très semblable aux autres murs de soutènement de l'ouvrage.



Mur de soutènement type (M.S. 81-05169C)

Géométrie routière

L'avenue Christophe-Colomb est constituée d'une voie de circulation, d'une piste cyclable et d'un trottoir en direction sud, et de deux voies de circulation et d'un trottoir en direction nord. La rue des Carrières empruntant le pont d'étagement routier est constituée d'une voie de circulation dans chaque direction. Un carrefour ayant une géométrie particulière est présent à l'approche est du pont. La chaussée est asphaltée dans l'ensemble du secteur. La fondation de chaussée de l'avenue Christophe-Colomb est de type souple alors que celle de la rue des Carrières et de la bretelle menant à l'avenue Christophe-Colomb est de type rigide. La chaussée de la rue des Carrières et la bretelle d'accès vers l'avenue Christophe-Colomb ont été construites en 1954 et 1960. Des travaux de reconstruction de chaussée ont été réalisés en 2000 sur l'avenue Christophe-Colomb.

Éclairage

Le passage inférieur est en partie éclairé par un système d'éclairage qui date de la construction de l'ouvrage, soit 1951.

Résumé des interventions proposées

Pont d'étagement routier

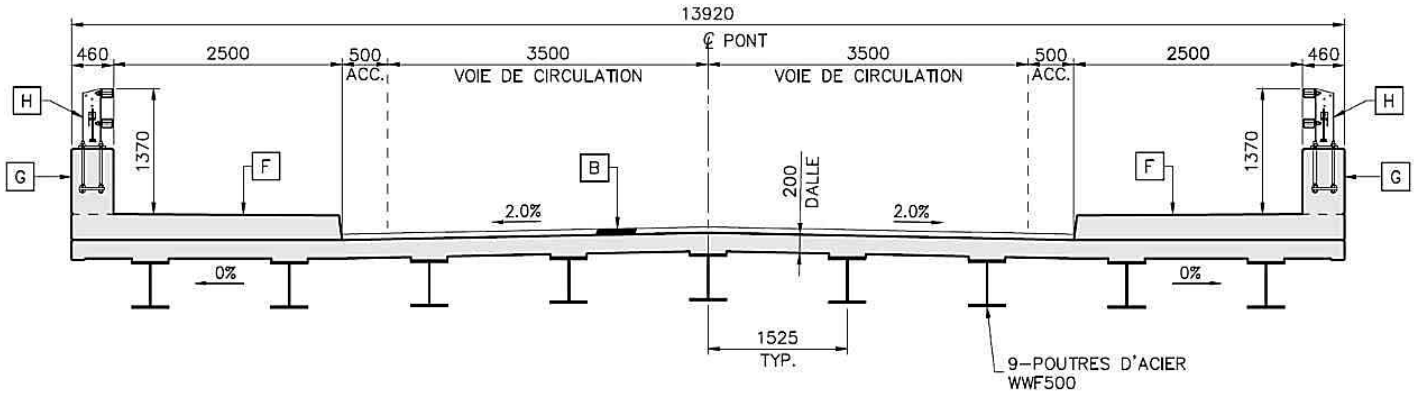
Les tracés vertical et horizontal de la rue des Carrières ainsi que la géométrie en plan du tablier du nouveau pont d'étagement routier ont été déterminés dans l'étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières. La largeur de tablier de 13 920 mm comprend deux voies de circulation de 3 500 mm, deux accotements de 500 mm et deux trottoirs de 2 500 mm. Le tablier du nouveau pont est supporté aux extrémités par deux culées et au centre par une pile. Les semelles superficielles prennent appui directement sur le roc. Le dispositif de retenue recommandé par la Ville de Montréal est de type « Pennsylvanie BR27C modifié ».

Deux scénarios de système structural pour le tablier ont été étudiés :

- Scénario 1 – Tablier à poutres d'acier;
- Scénario 2 – Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension.

Scénario 1 - Tablier à poutres d'acier

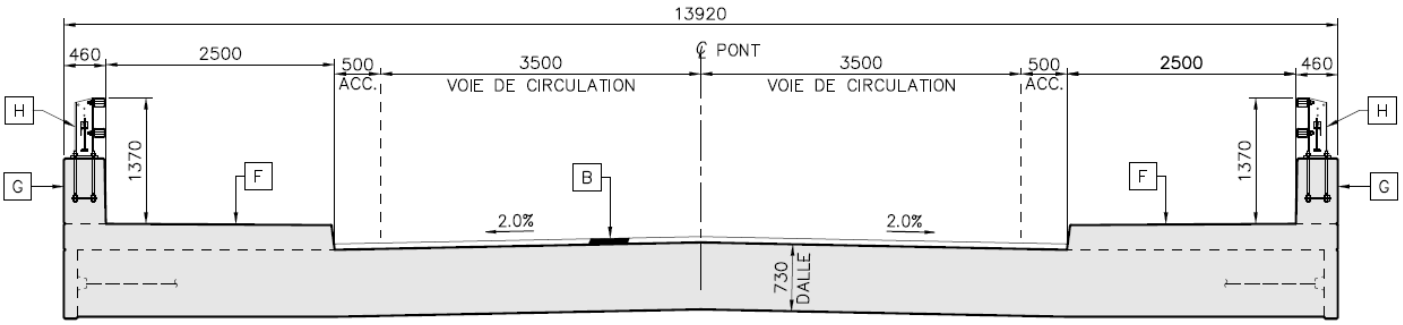
Le scénario 1 propose un tablier composé d'une dalle mince en béton armé de 200 mm d'épaisseur supportée par neuf poutres d'acier continues en I d'une hauteur de 500 mm (WWF500) et courbées parallèlement au côté extérieur de la dalle. Des joints de tablier à une garniture sont prévus aux axes 1 et 3 afin d'assurer un comportement adéquat en service. La courbe prononcée du tablier augmentant la longueur de projection transversale à l'axe 1 explique le comportement particulier en service du système et la nécessité de mettre en place un joint de tablier. Une dalle de transition de dimensions standards est prévue à chaque approche.



Extrait du plan d'ensemble du scénario 1 – Option poutres en acier – Coupe transversale type du tablier proposé

Scénario 2 – Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension

Le scénario 2 propose un tablier composé d'une dalle épaisse de béton précontraint par post-tension de 730 mm d'épaisseur. Des joints de tablier à une garniture sont prévus aux axes 1 et 3 afin d'assurer un comportement adéquat en service. La courbe prononcée du tablier augmentant la longueur de projection transversale à l'axe 1 explique le comportement particulier en service du système et la nécessité de mettre en place un joint de tablier. Une dalle de transition de dimensions standards est prévue à chaque approche.



Extrait du plan d'ensemble du scénario 2 – Option dalle épaisse en béton précontraint – Coupe transversale type du tablier proposé

Pont ferroviaire

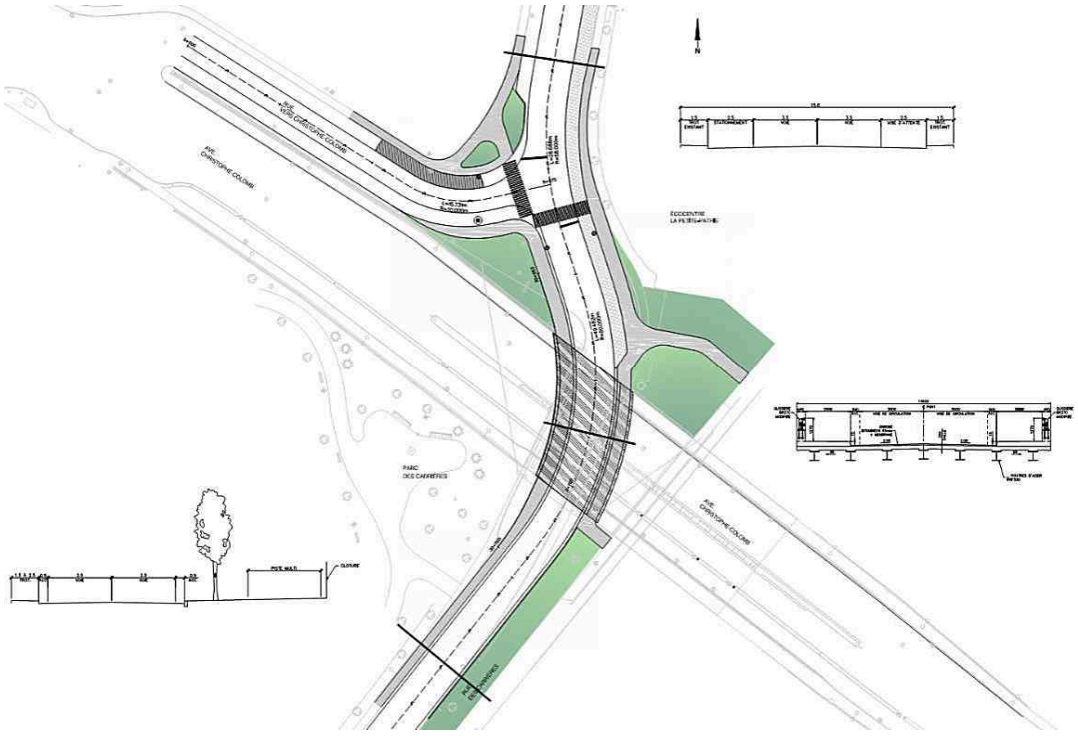
Les interventions proposées pour la réfection du pont ferroviaire consistent à la réparation avec coffrages sans surépaisseur de la pile, des culées et du dessous de la dalle, la réfection des côtés extérieurs pour le remplacement des garde-corps existants par des dispositifs de retenue de type « Pennsylvanie BR27C modifié », la reconstruction du chasse-roue à la pile et la démolition de la section surélevée de la piste cyclable pour l'abaisser directement sur le pont.

Murs de soutènements

La reconstruction du pont engendre la reconstruction complète sur la pleine hauteur d'une partie des murs de soutènement adjacents aux culées. Les murs sont reconstruits selon les mêmes dimensions que l'existant. La réfection du haut des murs de soutènement pour le remplacement des garde-corps existants par des dispositifs de retenue de type « Pennsylvanie BR27C modifié » est également prévue sur l'ensemble des murs du passage inférieur, et ce, à la demande de la Ville de Montréal. Ces travaux impliquent la démolition du haut du mur sur une hauteur de ± 500 mm. Des réparations locales de béton sans surépaisseur sont effectuées afin de maintenir les murs en bon état.

Routier

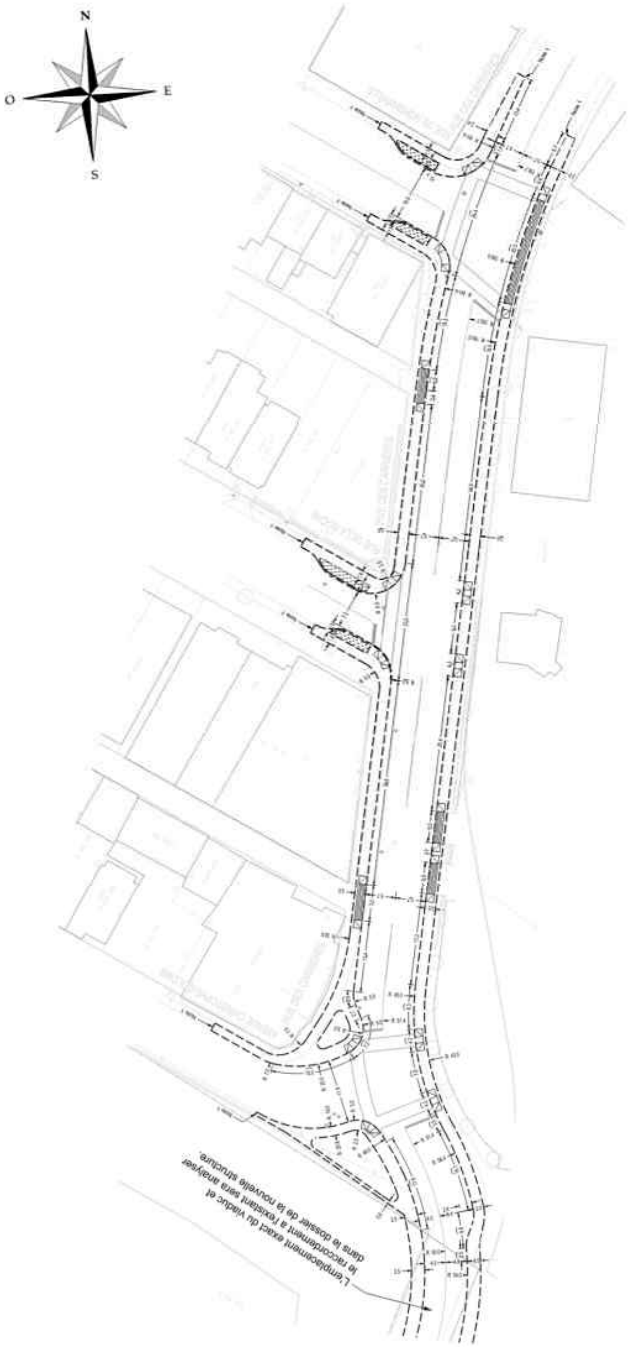
Les principales interventions à réaliser pour l'aménagement routier sur l'avenue Christophe-Colomb sont la reconstruction partielle (enrobé et MG 20) des sections avec défauts en profondeur, la reconstruction complète de la chaussé dans les zones d'excavation requises pour la reconstruction du pont, le remplacement de la conduite d'égout, la réparation de regard ainsi que la reconstruction de certains tronçons de trottoir, bordure et terre-plein central. Sur la rue des Carrières, la reconstruction complète de la structure de chaussée aux approches du pont est prévue en plus des aménagements recommandés dans le cadre de l'étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières à l'approche est du pont au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb, tel que montré à la figure suivante.



Aménagements recommandés dans le cadre de l'étude de faisabilité

Le profil proposé à l'étude de réaménagement géométrique a été validé en fonction de la conception préliminaire du pont d'étagement routier.

Par ailleurs, à la suite de cette étude et dans le cadre du réaménagement de la rue des Carrières, la Ville a modifié l'approche est de la structure de la façon suivante :



Aménagement final de l'approche est préparé par la Ville de Montréal

Ces principes d'aménagements sont directement intégrés aux plans d'aménagement. À la suite d'une rencontre avec les différents intervenants dont l'arrondissement Rosemont – La Petite Patrie, l'analyse d'une intersection surélevée ou de passages piétons surélevés à l'approche est ainsi que la mise en place de panneaux d'arrêt sera effectuée lors de l'étude d'avant-projet définitif.

Éclairage

Les principales interventions prévues au système d'éclairage consistent à l'ajout de lampadaires sur la rue des Carrières, au remplacement de lampadaires et luminaires situés sur les murs de soutènement et sous les ponts, de luminaires et appareils de signalisation lumineuse sur l'avenue Christophe-Colomb, des coffrets de branchement et de distribution et des boîtes de jonction. De nouveaux conduits en fibre de verre et boîtiers en PVC pour l'installation de nœud de contrôle intelligent sont également prévus.

Échéancier des travaux

Un échéancier de réalisation des travaux a été estimé pour chacun des scénarios de reconstruction du pont en fonction des scénarios de maintien de la circulation. La durée tient compte d'un nombre d'équipes de travail standard travaillant sur un horaire régulier.

Le tableau suivant résume la durée des travaux pour les deux scénarios.

Résumé de la durée des travaux en fonction des scénarios

	Scénario de reconstruction du pont	
Scénario de maintien de la circulation	**Scénario 1 - Tablier à poutres d'acier**	**Scénario 2 - Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension**
Scénario 1 – 3 phases	28 semaines	30 semaines
Scénario 2 ou 3 – 2 phases	23 semaines	25 semaines
Scénario 4 – 1 phase (Fermeture complète)	15 semaines	18 semaines

Les délais pourraient être réduits si les travaux sont réalisés sur deux quarts de travail et/ou s'il y a augmentation du nombre d'équipes.

Estimation des coûts de construction

Une estimation des coûts de construction a été effectuée pour chacun des scénarios. Pour tenir compte des imprévus et des variations, une contingence de ± 25 % a été considérée.

Les prix unitaires utilisés sont basés sur des projets comparables, relativement récents, réalisés dans la région de Montréal et selon la liste des prix suggérés 2018 du MTQ. Ils ont été estimés en dollars de l'année 2018 et aucune indexation n'est considérée selon l'année de réalisation.

L'estimation des coûts des travaux dans le cadre de cette étude d'avant-projet préliminaire ne tient pas compte de l'entretien. Le tableau suivant présente les coûts de construction de chaque domaine d'activité pour les deux scénarios de reconstruction étudiés, excluant les taxes.

Estimation des coûts

Discipline		Coûts (M$)	
		Scénario 1 - Tablier à poutres d'acier	**Scénario 2 - Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension**
Ouvrages d'art	Pont d'étagement	2 500 000 $	2 600 000 $
	Pont ferroviaire	360 000 $	360 000 $
	Murs de soutènement	590 000 $	590 000 $
Routier		1 500 000 $	1 500 000 $
Services publics, réseaux techniques urbains		840 000 $	840 000 $
Éclairage		300 000 $	300 000 $
Maintien de la circulation	*Scénario 1*	*193 000 $*	*200 000 $*
	Scénario 2 ou 3	168 000 $	177 000 $
	Scénario 4	*86 000 $*	*98 000 $*
Organisation de chantier et travaux connexes		1 450 000 $	1 450 000 $
SOUS TOTAL		**7 708 000 $**	**7 817 000 $**
Contingences 25 %		1 927 000 $	1 954 250 $
TOTAL		**9 635 000 $**	**9 771 250 $**

Le total inclut le scénario de maintien 2 ou 3. Les travaux connexes incluent, entre autres, la disposition des sols contaminés ainsi que le signaleur ferroviaire.

<u>Comparaison des scénarios</u>

Le tableau suivant résume les avantages et inconvénients des deux scénarios de reconstruction du pont proposés.

Avantages et inconvénients des deux scénarios de reconstruction de pont analysés

	Scénario 1 - Tablier à poutres d'acier	Scénario 2 - Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension
Avantages	• Entretien/réparation plus simple du tablier (à l'exception des impacts de véhicule) • Durée des travaux légèrement plus courte • Plus de latitude pour l'apport d'une touche esthétique (peinturage des poutres) • Peu d'impact pour les usagers de la route lors de la construction du tablier (pas de mise en place d'un système d'étaiement)	• Durabilité élevée (précontrainte = peu ou pas de fissuration de la dalle) • Plus résistant aux impacts de véhicule - aucune déformation du tablier
Inconvénients	• Délai de fabrication de la charpente d'acier relativement long • Nombre de poutres élevé (plus d'éléments = plus d'entretien) • Moins résistant aux impacts de véhicule - déformation latérale des poutres	• Système d'étaiement/support temporaire du tablier requis lors de la construction du tablier • Durée des travaux légèrement plus longue • Impact de plus longue durée et plus important pour les usagers de la route lors de la construction du tablier (mise en place du système d'étaiement) • Technique de construction moins conventionnelle • Entretien des câbles plus complexe advenant une contamination du tablier par les ions chlorures

Conclusion

La présente étude a permis de confirmer la faisabilité du réaménagement de la rue des Carrières proposé dans l'étude de faisabilité en élaborant deux scénarios de système structural pour la construction du nouveau tablier du pont routier. L'optimisation de l'épaisseur du tablier pour les tabliers à poutres d'acier et à dalle épaisse en béton précontraint a permis d'augmenter légèrement le dégagement vertical sous la structure. Le dégagement vertical projeté est de ± 4,7 m comparativement à ± 4,4 m existant (rehaussement de ± 300 mm).

Tel que démontré dans la section « Estimation des coûts de construction » du présent rapport, la différence de coût entre les deux options est faible considérant le coût total des travaux. Une différence de 250 K $ sur 8,5 M $ peut être considérée comme négligeable pour le choix du scénario.

De plus, l'analyse comparative a permis d'établir les avantages et inconvénients relatifs à chaque scénario.

Le scénario 1 – Tablier à poutres d'acier permet un entretien plus facile puisque les méthodes de réparation pour des dommages typiques de poutres d'acier sont simples (exemple : plaque soudée sur l'âme ou sur la semelle). Par contre, un dommage atypique, du genre un impact de véhicule, devient plus difficile à réparer considérant la possibilité d'importantes déformations. Ce phénomène peut cependant être éliminé ou amoindri en concevant une poutre de rive très massive et rigide ou simplement en ajoutant un gabarit sacrificiel en amont. Le scénario 1 permet plus de latitude au niveau de l'esthétisme du tablier, entre autres, un peinturage des poutres qui peut être réalisé. La construction de ce type de tablier ne nécessite pas de système d'étaiement, car les poutres peuvent être installées d'une seule longueur sur les unités de fondation et la dalle coulée avec un pontage en guise de protection pour les usagers de la route. L'impact est donc négligeable pour les usagers.

Le scénario 2 – Tablier à dalle épaisse en béton précontraint est plus difficile d'entretien pour des défauts typiques au niveau des câbles (exemple : délaminage, éclatement, etc.). Par contre, la réparation de ce type d'endommagement à l'extérieur des zones comportant des câbles est relativement simple. La durabilité de ce type de structure est très bonne considérant que le béton est toujours en compression et que l'infiltration d'ions chlorure par les fissures est faible, voire absente. Ce tablier massif est plus résistant et nécessite moins d'entretien face aux impacts de véhicules, mais il nécessite un système d'étaiement pour la coulée de la dalle et, par le fait même, impacte considérablement les usagers de la route. Lors de cette étape d'une durée approximative de 6 semaines, le système serait mis en place et permettrait assurément le passage des piétons et cyclistes, et possiblement le passage de véhicules de petites dimensions.

Le délai associé à la réalisation des travaux est légèrement plus court pour le scénario 1 – Tablier à poutres d'acier, mais la différence de ± 2 semaines avec le scénario 2 – Tablier à dalle épaisse en béton précontraint est négligeable sur une durée totale de ± 30 semaines. Par contre, il est important de réitérer sur le fait que le scénario 2 nécessite la fermeture presque complète de l'avenue Christophe-Colomb pour une période approximative de 6 semaines pour la coulée de la dalle et la mise en place des câbles de précontrainte. Cette étape de construction a un impact d'une plus longue durée pour les usagers de la route. De plus, il est important de considérer un long délai très variable pour la livraison des poutres en acier. Ce long délai de fabrication est associé à la difficulté d'approvisionnement des plaques depuis 2018.

Au niveau du maintien de la circulation, les scénarios à deux phases sont à prioriser afin de réduire la durée des travaux.

Les travaux à réaliser sur les actifs de la ville de Montréal au niveau du passage inférieur ont également été élaborés dans la présente étude, entre autres, pour les pistes cyclable et multifonctionnelle, les chaussées, le système d'éclairage, le réseau d'égout et d'aqueduc, et les autres structures existantes à conserver.

En terminant, les deux scénarios sont intéressants et possèdent chacun leurs avantages et inconvénients à différents niveaux. Le choix final du scénario revient à la Ville de Montréal et tiendra compte des aspects technique, budgétaire, esthétique et de durabilité.

Table des matières

Page

SOMMAIRE EXÉCUTIF ..... **ii**

1. MANDAT **1**
1.1 Contexte 1
1.2 Compréhension du mandat 3
1.3 Portée et limites du mandat 3
1.4 Documents de référence disponibles 4

2. DESCRIPTION DE L'OUVRAGE ET DU SITE **6**
2.1 État des lieux 6
2.1.1 Ouvrages d'art *6*
2.1.2 Géométrie routière et chaussées *18*
2.1.3 Éclairage *18*
2.1.4 Éléments/sites à proximité *18*
2.1.5 Description et potentiel archéologique *20*

3. ÉTUDES, INVESTIGATIONS ET INSPECTIONS RÉALISÉES ANTÉRIEUREMENT **21**
3.1 Études antérieures 21
3.1.1 Étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières à l'approche est du pont au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb (2018) *21*
3.1.2 Rapport de relevé de dommages des structures du passage inférieur C.-C / des Carrières – CP (2018) *22*
3.1.3 Expertise sur le béton de ciment (2018) *24*
3.1.4 Rapport d'étude géotechnique et de caractérisation environnementale (2018) *26*
3.1.5 Inspection générale (2017) *29*

4. RELEVÉ DE L'ÉTAT DE L'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE, DE L'ÉCLAIRAGE ET DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE **30**
4.1 Relevé de l'état de l'infrastructure routière 30
4.1.1 Relevé des déficiences *30*
4.1.2 Interprétation des observations *35*
4.1.3 Types et origine des fissures rencontrées sur l'avenue Christophe-Colomb *35*
4.1.4 Types et origines des ornières rencontrées sur l'avenue Christophe-Colomb *36*
4.1.5 Définition des secteurs homogènes d'intervention *36*
4.1.6 Hypothèses de dimensionnement *37*
4.1.7 Résumé des dégradations sur la chaussée *39*
4.2 Relevé de l'état du système d'éclairage 39
4.2.1 Éclairage sur l'avenue Christophe-Colomb au nord du pont d'étagement routier *39*

4.2.2 Éclairage sur les structures du passage inférieur avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières 41
4.2.3 Éclairage sous les ponts 43
4.2.4 Éclairage sur la rue des Carrières 44
4.2.5 Relevé de dommages structuraux de trois lampadaires incluant massif de fondation et système d'ancrage 44

5. OUVRAGES D'ART 47
5.1 Critères de conception 47
5.2 Reconstruction du pont d'étagement routier P.E. 81-5169A 47
5.2.1 Géométrie du tablier 48
5.2.2 Systèmes structuraux du tablier 48
5.2.3 Fondations 54
5.3 Murs de soutènement 62
5.4 Réfection du pont ferroviaire P.F. 81-5170B 63
5.4.1 Réfection de la piste cyclable surélevée 67

6. CONCEPTION ROUTIÈRE 71
6.1 Définition des différents secteurs étudiés 71
6.2 Secteur « des Carrières » 72
6.3 Secteur « Christophe-Colomb » 74
6.3.1 Interventions recommandées sur la chaussée 74
6.3.2 Dimensionnement préliminaire des structures de chaussée 75
6.3.3 Résumé des interventions recommandées sur la chaussée 75
6.3.4 Interventions recommandées sur le trottoir et bordure 75
6.3.5 Interventions recommandées sur l'îlot central 75
6.3.6 Interventions recommandées sur les éléments de drainage 76
6.3.7 Analyses géométriques recommandées 76

7. SERVICES MUNICIPAUX ET RÉSEAUX TECHNIQUES URBAINS 79
7.1 Méthodologie 79
7.2 Analyse des conditions existantes 79
7.2.1 Égout combiné 80
7.2.2 Aqueduc 81
7.2.3 RTU 82
7.2.4 Réseau aérien Hydro-Québec 82
7.3 Conflit potentiel avec les travaux et considérations particulières 83
7.3.1 CSEM 83
7.3.2 Énergir 83
7.3.3 Drainage du mur de soutènement 84
7.3.4 Égouts combinés 84
7.3.5 Conduite de vapeur 85
7.3.6 Réseau aérien d'Hydro-Québec 85
7.3.7 Déplacement de l'emprise de la rue des Carrières 85

7.4 Conditions et état des services municipaux 85
7.4.1 État et conditions 86
7.4.2 Opportunités de réhabilitation et reconstruction des services municipaux durant les travaux 87

8. ÉCLAIRAGE ROUTIER 88
8.1 Proposition d'aménagement d'éclairage lors des travaux prévus au passage inférieur 88
8.1.1 Critères de conception 88
8.1.2 Points d'alimentation – Systèmes du passage inférieur 88
8.1.3 Points d'alimentation – Avenue Christophe-Colomb et rue des Carrières 88
8.1.4 Lampadaires 89
8.1.5 Passerelle de communication 89

9. MAINTIEN DE LA CIRCULATION ET PHASAGE DES TRAVAUX 90
9.1 Résumé de la situation existante 90
9.2 Critères de conception 91
9.2.1 Phasage des travaux 91
9.2.2 Sommaire des scénarios de maintien de circulation et choix du scénario de maintien recommandé 97
9.2.3 Chemin de Détour 98
9.2.4 Transport en commun 99
9.2.5 Piétons 99
9.2.6 Cyclistes 100

10. ACQUISITION D'EMPRISE 101

11. ENVIRONNEMENT 102
11.1 *Loi sur la qualité de l'environnement* 102
11.2 Sols contaminés 102

12. PARTIES PRENANTES 103
12.1 CSEM 103
12.2 Énergir 103
12.3 Hydro-Québec – Réseau aérien 103
12.4 CPR 103
12.5 Arrondissements Rosemont – La Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal 104

13. ÉCHÉANCIER DES TRAVAUX 105

14. ESTIMATION DES COÛTS DE CONSTRUCTION 106

15. ANALYSE DES RISQUES 108

16. COMPARAISON DES SCÉNARIOS 110

17. CONCLUSION 111

Liste des tableaux

Page

Tableau 1 : Dimensions générales des murs de soutènement existants 4
Tableau 2 : Dimensions générales des murs de soutènement existants 15
Tableau 3 : Compilation des défauts 23
Tableau 4 : Résistance à la compression des échantillons de béton 25
Tableau 5 : Recouvrement moyen de l'armature supérieure 25
Tableau 6 : Potentiel de corrosion des armatures 26
Tableau 7 : Constituants de la chaussée 38
Tableau 8 : Résumé des dégradations et de l'origine des dégradations sur la chaussée de l'avenue Christophe-Colomb, deux directions 39
Tableau 9 : Résumé des interventions sur la chaussée de l'avenue Christophe-Colomb, deux directions 75
Tableau 10 : État des conduites et travaux potentiellement prévus par la Ville 86
Tableau 11 : État des ouvrages municipaux 86
Tableau 12 : Débits aux heures de pointe pour l'avenue Christophe-Colomb 90
Tableau 13 : Résumé des scénarios de maintien, impacts et mesures d'atténuation 97
Tableau 14 : Résumé de la durée des travaux en fonction des scénarios 105
Tableau 15 : Estimation des coûts 106
Tableau 16 : Analyse sommaire des risques du projet 108
Tableau 17 : Avantages et inconvénients des deux scénarios de reconstruction de pont analysés 110

Liste des figures

Page

Figure 1 : Localisation du secteur à l'étude 1
Figure 2 : Secteur à l'étude 2
Figure 3 : Localisation des structures 6
Figure 4 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Vue en élévation 7
Figure 5 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Extrait des plans 5170-1951 - Coupe type du tablier et pile existante 8
Figure 6 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Extrait des plans 5170-1951 - Vue en élévation d'une travée 8
Figure 7 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Tablier 9
Figure 8 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Vue en élévation 10
Figure 9 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Pile 10
Figure 10 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Extrait des plans 5170-1951 - Coupe type du tablier et pile existante 11
Figure 11 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Extrait des plans 5170-1951 - Vue en élévation 11
Figure 12 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Coupe type culée et trottoir structural 12
Figure 13 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B - Piste cyclable – Voie direction ouest abaissée et direction est surélevée 13
Figure 14 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B - Piste cyclable – Coupe type 14
Figure 15 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Panneau publicitaire 15
Figure 16 : Mur de soutènement type (M.S. 81-05169C) 16
Figure 17 : Coupes types des murs de soutènement (extrait des plans 5170-1951) 17

Figure 18 : Garde-corps fixé au haut des murs de soutènement 17
Figure 19 : Cour de services rue des Carrières 19
Figure 20 : Extrait du plan d'urbanisme illustrant le patrimoine archéologique de la ville de Montréal 20
Figure 21 : Option de réaménagement retenue 21
Figure 22 : Extrait du plan de gestion des sols – Étendue présumée des sols contaminés 28
Figure 23 : Secteurs d'intervention 36
Figure 24 : Localisation des lampadaires investigués 45
Figure 25 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 1 – Option poutres en acier – Vue en plan 49
Figure 26 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 1 – Option poutres en acier – Coupe au CL proposé 50
Figure 27 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 1 – Option poutres en acier – Coupe transversale type du tablier proposé 50
Figure 28 : Modélisation 3D du tablier à poutres en acier avec dalle mince en béton avec ADA 51
Figure 29 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 2 – Option dalle épaisse en béton précontraint – Vue en plan 52
Figure 30 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 2 – Option dalle épaisse en béton précontraint – Coupe au CL proposé 53
Figure 31 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 2 – Option dalle épaisse en béton précontraint – Coupe transversale type du tablier proposé 53
Figure 32 : Modélisation 3D du tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension avec CSI Bridge 54
Figure 33 : Coupe type d'un mur berlinois temporaire ancré au roc 55
Figure 34 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 1 - Coupe type avec trottoir structural 56
Figure 35 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 1 – Vue en élévation 57
Figure 36 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 3 - Coupe type avec trottoir standard et trottoir structural 57
Figure 37 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 3 – Vue en élévation 58
Figure 38 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Variante A - Vue en élévation 59
Figure 39 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Coupe type colonnes carrées 59
Figure 40 : Modélisation 3D de la pile avec SAP2000 60
Figure 41 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Variante B - Vue en élévation 60
Figure 42 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Variante B - Vue en plan 61
Figure 43 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Coupe type colonnes rondes 61
Figure 44 : Mur de soutènement – Dispositif de retenue – Dispositif de retenue de type BR27C 62
Figure 45 : Extrait du plan d'ensemble – Vue en plan 64
Figure 46 : Extrait du plan d'ensemble – Vue en élévation 65
Figure 47 : Extrait du plan d'ensemble – Coupe transversale du tablier 65
Figure 48 : Réparation typique du béton avec coffrage sans surépaisseur 66
Figure 49 : Pont ferroviaire – Reconstruction du chasse-roue à la pile 66
Figure 50 : Pont ferroviaire - Piste cyclable – Option 1 68
Figure 51 : Pont ferroviaire - Piste cyclable – Option 2 69
Figure 52 : Secteurs à l'étude 71
Figure 53 : Aménagements recommandés dans le cadre de l'étude de faisabilité 72
Figure 54 : Aménagement final de l'approche est préparé par la Ville de Montréal 73
Figure 55 : Secteur Christophe-Colomb – Interventions recommandées 74
Figure 56 : Secteur Christophe-Colomb – Terre-plein central 76
Figure 57 : Secteur Christophe-Colomb – Accès par la rue des Carrières 77
Figure 58 : Secteur Christophe-Colomb – Accès à la cour de services de Montréal 77
Figure 59 : Secteur Christophe-Colomb – Saillie côté ouest 78
Figure 60 : Localisation des services municipaux et RTU existants 80

Figure 61 : Égouts – Travaux potentiels prévus par la Ville de Montréal 81
Figure 62 : Aqueducs– Travaux potentiels prévus par la Ville de Montréal 82
Figure 63 : Vue en plan – Info Excavation 2017 – Conduite Énergir 84
Figure 64 : Scénario de maintien 1 - Phase 1 92
Figure 65 : Scénario de maintien 1 - Phase 2 93
Figure 66 : Scénario 1 de maintien 1 - Phase 3 93
Figure 67 : Scénario de maintien 2 - Phase 1 94
Figure 68 : Scénario 2 - Phase 2 95
Figure 69 : Scénario 3 de maintien - Phase 1 96
Figure 70 : Scénario de maintien 3 - Phase 2 96
Figure 71 : Chemins de détour 99
Figure 72 : Limite de propriétés du secteur 101

Liste des annexes

Annexe A – Rapport d'étude géotechnique et caractérisation environnementale pré-finale

Annexe B – État de l'infrastructure routière – Relevé de l'état et rapport photographique

Annexe C – Éclairage – Relevé de l'état

Annexe D – Plan d'ensemble – Scénario 1 – Tablier à poutres d'acier

Annexe E – Plan d'ensemble – Scénario 1 – Tablier avec dalle épaisse précontrainte

Annexe F – Plan d'ensemble – Pont ferroviaire

Annexe G – Routier – Aménagement proposé

Annexe H – Zones de relocalisation poteaux électriques Hydro-Québec

Annexe I – Éclairage – Aménagement proposé

Annexe J – Calendrier des travaux

Annexe K – Estimation du coût des travaux

Liste des acronymes

Action composite	Reprise des charges de compression par la dalle de béton et des charges de tensions par les poutres d'acier
AC	Analyse chimique
AG	Analyse granulométrique
ATC	Association des transports du Canada
CHUM	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
COV	Composés organiques volatils
CPR	Canadian Pacific Railway
CRCHUM	Centre de Recherche du CHUM
CSEM	Commission des Services électriques de Montréal
CSPQ	Centre de services partagés du Québec
HAP	Hydrocarbures aromatiques polycycliques
HP	Hydrocarbures pétroliers
H-Q	Hydro-Québec
LQR	Loi sur la qualité de l'environnement
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MTQ	Ministère des Transports du Québec
NFPA	National Fire Protection Association
PO	Puits d'observation
SDV	Station de détection de véhicule
STI	Système de transports intelligents
TO	Tube d'observation

Liste de distribution

Rapport distribué à :

Nom	**Coordonnées**
Étienne Cantin-Bellemare, ing., PMP	**Ville de Montréal** **Division Gestion d'Actifs – Ponts et Tunnels** **Direction des Transports** **Services des Infrastructures, de la Voirie et des Transports** 801, rue Brennan, 8e étage Montréal (Québec) H3C 0G4 T : 514 872-0257 etienne.cantinbellemare@ville.montreal.qc.ca
Oumar-Demba Ba, ing., P. Eng, M.Sc. Chargé de projet	**Ville de Montréal** **Division Gestion d'Actifs – Ponts et Tunnels** **Groupe Conception et Normalisation** **Services des Infrastructures, de la Voirie et des Transports** 801, rue Brennan, 8e étage Montréal (Québec) H3C 0G4 T : 514-872-7049 Oumar.demba.ba@ville.montreal.qc.ca

1. Mandat

1.1 Contexte

Le pont d'étagement routier situé sur la rue des Carrières au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb (P.E. 81-05169A) a été construit en 1953 dans le cadre du projet de construction du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb. Le passage inférieur a été construit afin de s'assurer de la continuité urbaine par une dénivellation de l'axe Christophe-Colomb par rapport au chemin de fer du Canadian Pacific Railway (CPR) se situant au sud de la rue des Carrières. Le pont d'étagement routier a été construit afin de maintenir le lien routier sur la rue des Carrières et connecte les deux tronçons est-ouest de la rue des Carrières et une bretelle du segment à l'est de l'avenue Christophe-Colomb qui permet de se diriger vers le nord. Le secteur à l'étude est localisé à la périphérie de deux arrondissements : Rosemont–La Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal.

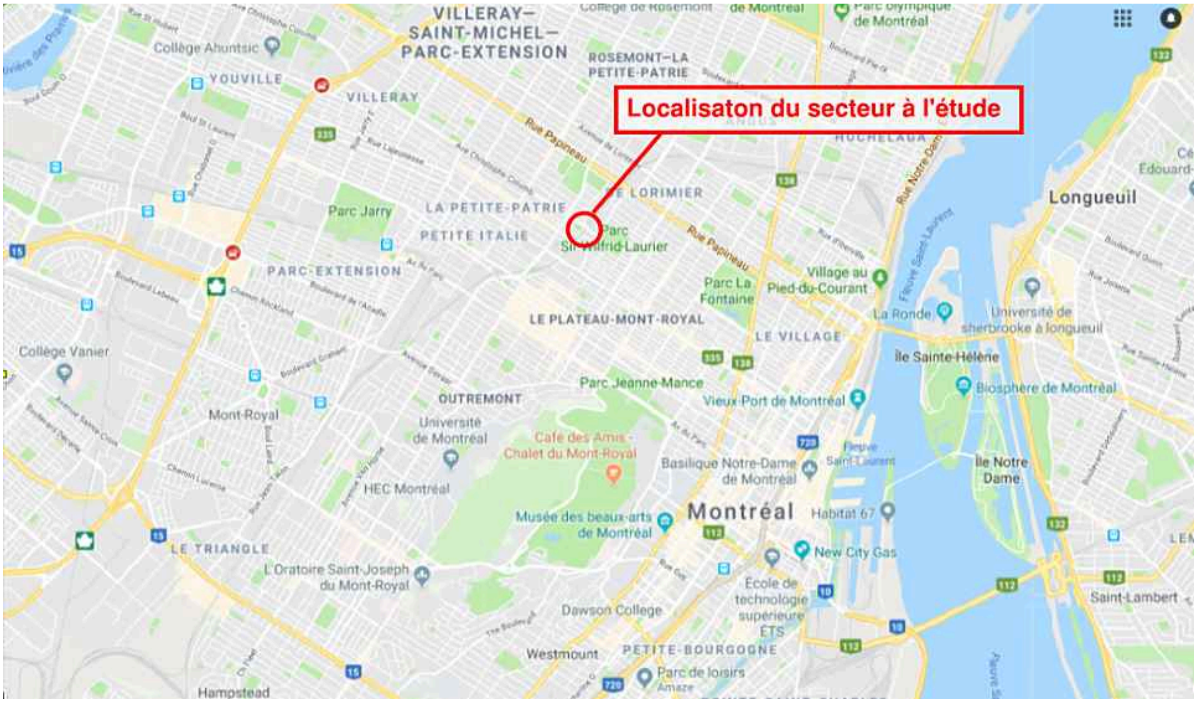


Figure 1 : Localisation du secteur à l'étude

Le passage inférieur est composé d'un pont d'étagement routier (P.E. 81-05169A) qui est situé sur le tracé de la rue des Carrières, d'un pont ferroviaire (P.F. 81-05170B) exploité par le CPR et de murs de soutènement (M.S. 81-05169B, M.S. 81-05169C, M.S. 81-05170A, M.S. 81-05170C et M.S. 81-05170D).

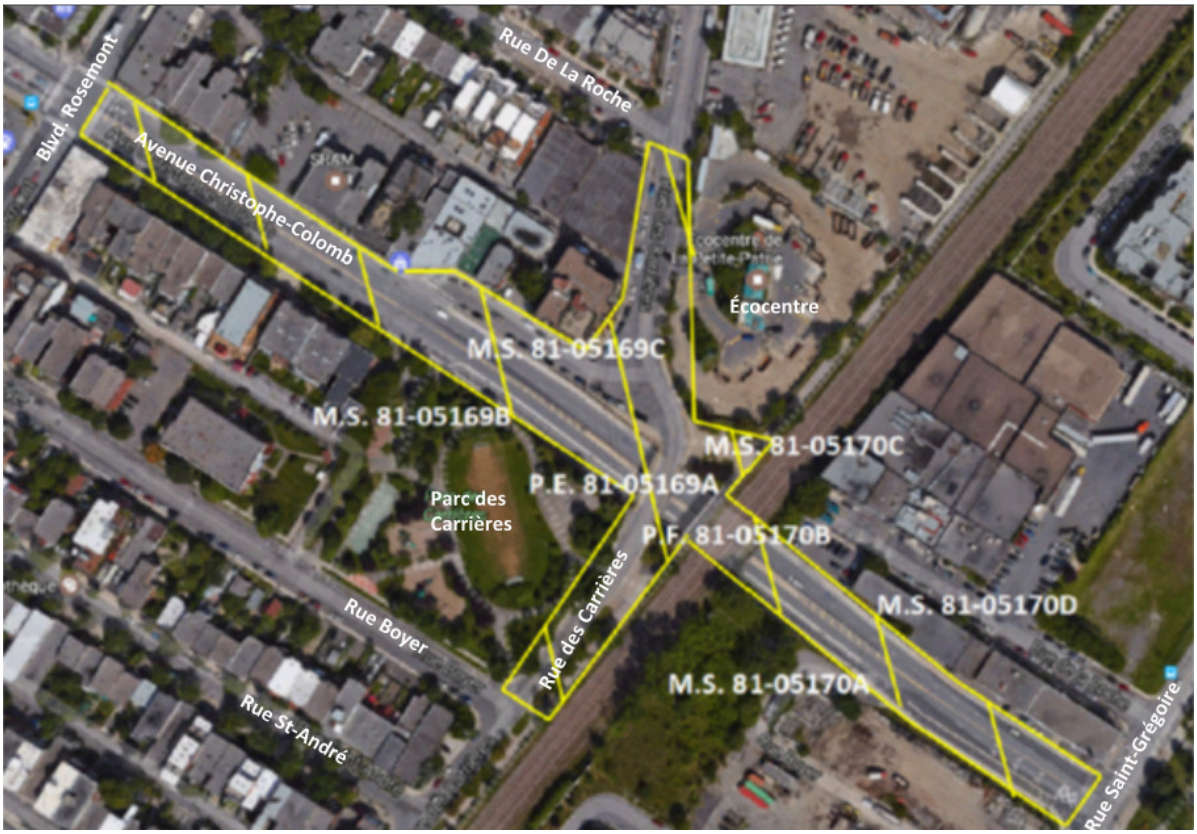


Figure 2 : Secteur à l'étude

Ce secteur a une très grande mixité d'usages du sol. Il contient à la fois des résidences, des industries, des commerces de proximité et de l'institutionnel.

Une piste cyclable bidirectionnelle, aménagée en 2012, longe les voies de circulation en direction sud sur l'avenue Christophe-Colomb. Une piste multifonctionnelle, dont la construction remonte à 1991, traverse le pont ferroviaire sur son axe longitudinal. Cette piste fait partie de la Route Verte.

Une étude de réaménagement de la géométrie routière a été réalisée en 2017 et 2018 dans l'optique d'améliorer la géométrie routière et la fonctionnalité de l'approche est du pont routier. L'étude démontre que la solution permettant de répondre aux problèmes de visibilités et de compréhension du tracé est de modifier la géométrie routière du carrefour rue des Carrières / avenue Christophe-Colomb, incluant le pont enjambant l'avenue Christophe-Colomb.

Étant donné que le réaménagement du carrefour des Carrières / avenue Christophe-Colomb nécessite une modification complète de la géométrie du pont routier, la Division Gestion d'Actifs - Ponts et Tunnels a opté pour la reconstruction du pont routier. De plus, le pont routier a été construit dans les années 1950 et démontre plusieurs signes de détérioration. Théoriquement, il approche de sa fin de vie utile évaluée à 75 ans.

Bien que le pont ferroviaire et les murs de soutènement aient fait l'objet de travaux antérieurs, ceux-ci présentent plusieurs déficiences qui nécessitent des interventions.

La Division Gestion d'Actifs - Ponts et Tunnels désire donc élaborer l'avant-projet préliminaire des travaux de réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières.

1.2 Compréhension du mandat

La Ville de Montréal sollicite les services professionnels des Services EXP inc. (EXP) afin de réaliser l'étude d'avant-projet préliminaire des travaux de réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières dans le but d'assurer la pérennité de ces ouvrages d'art dans le temps et ainsi garantir la sécurité des usagers.

Les principaux objectifs du mandat sont de confirmer la faisabilité du réaménagement de la rue des Carrières proposé dans l'étude de faisabilité, d'élaborer les options de travaux à réaliser sur les actifs de la ville de Montréal au niveau du passage inférieur, de tenir compte des travaux prévus sur les services municipaux (égouts et aqueduc) ainsi que d'assurer la sécurité des usagers du secteur.

Les travaux à réaliser sur les actifs de la ville de Montréal et qui devront être validés lors de l'étude sont, entre autres, la reconstruction du pont routier, la réparation du pont ferroviaire (à déterminer plus en détail suite à l'étude de celui-ci), la modification de la piste cyclable sur le pont ferroviaire, la réparation des murs de soutènement et des trottoirs structuraux, la réparation de la chaussée, des trottoirs sur sol et des bordures, la mise à niveau du système d'éclairage (fondation, fûts et luminaires), la modification ou le déplacement de services municipaux ainsi que la mise à niveau de la signalisation lumineuse si elle est toujours requise.

Les actifs les plus importants de la ville de Montréal dans ce mandat, c'est-à-dire le pont routier de la rue des Carrières et le pont ferroviaire, seront étudiés dans l'avant-projet préliminaire. Deux types de tabliers seront analysés pour le nouveau pont routier à construire. Ces activités, incluses dans l'élaboration de l'avant-projet préliminaire, permettront à la Ville de Montréal de prendre une décision éclairée sur le type de nouveau pont à reconstruire et d'assurer une gestion efficace du pont ferroviaire dans le temps.

Les principales contraintes à prendre en considération sont :

- Présence des services publics et des différents services municipaux situés sur la rue des Carrières et l'avenue Christophe-Colomb;
- Présence du milieu bâti;
- Présence de l'Écocentre de La Petite-Patrie;
- Dégagement libre minimum à respecter sous le nouveau pont;
- Présence de piétons et cyclistes.

1.3 Portée et limites du mandat

L'étude d'avant-projet préliminaire se limite aux actifs du secteur du passage inférieur avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières présenté à la figure 2.

Dans le cadre de cette étude, les services professionnels suivants sont exclus :

- Étude des travaux de réhabilitation et de reconstruction du réseau d'égout et d'aqueduc prévus lors des travaux de réfection du passage inférieur. Les travaux seront établis à une étape ultérieure du projet;
- Étude géotechnique;
- Étude hydraulique;
- Études sonores;
- Études de vibrations;
- Réalisation d'essais électrotechniques et relevé de dommages (câbles, mise à la terre, état des conduits souterrains);
- Études photométriques complètes;
- Analyse des besoins et dispositions des passerelles de communication (alimentation, réseau de fibres optiques, couverture du signal, réseau existant, etc.). Cet aspect sera traité en collaboration avec les responsables du système de la ville de Montréal;
- Analyse justificative d'éclairage de jour sous la structure;
- Estimation des coûts pour le déplacement des services publics d'envergure (ex. : Gaz Métro, CSEM, etc.);
- Étude, concept et plans des feux de circulation;
- Élaboration des STI;
- Étude archéologique;
- Étude environnementale;
- Participation aux consultations publiques.

1.4 Documents de référence disponibles

Les documents disponibles et utilisés au moment de la rédaction de ce rapport sont les suivants :

- Fiches de la localisation des structures (2009);
- Fiches d'inventaire détaillé (2017);
- Rapports d'inspection générale (2017);
- Rapport de l'évaluation de la capacité portante du pont routier (2011);
- Rapports des carottages antérieurs effectués sur les structures (2006, 2009, 2011 et 2013);
- Rapport du relevé de potentiel de corrosion, carottage et essais (2013);
- Rapport d'expertise sur l'évaluation du tablier du pont routier (2009);
- Étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières à l'approche est du pont au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb incluant tous les intrants reçus (2018);
- Plans de construction des structures (1951 ;
- Plans de la réfection sur les structures (1997);
- Plans des réseaux d'égout et d'aqueduc dans la zone;
- Plans du conduit de vapeur sous la piste cyclable (1991);
- Plan du système d'éclairage existant sur la rue des Carrières et Saint-Grégoire;
- Rapport d'expertise de béton (2018);
- Rapport préliminaire d'étude géotechnique et de caractérisation environnementale (2018);
- Rapport d'analyse des armatures (2017);

- Rapport de relevé de dommages des structures du passage inférieur C.-C / des Carrières – CP (2018);
- Plans de la CSEM (2018);
- Comptages de véhicules des rues du secteur (2018);
- Concept géométrique final des travaux routiers élaboré par la Ville de Montréal (2018).

2. Description de l'ouvrage et du site

2.1 État des lieux

Le passage inférieur est situé sur l'avenue Christophe-Colomb, sous le pont d'étagement routier de la rue des Carrières et le pont ferroviaire appartenant au CPR à Montréal. Il est délimité de part et d'autre par les intersections du boulevard Rosemont au nord et la rue Saint-Grégoire au sud.

2.1.1 Ouvrages d'art

Tel que mentionné précédemment, le passage inférieur est composé de sept structures, soit un pont d'étagement routier (P.E. 81-05169A), un pont ferroviaire (P.F. 81-05170B) et cinq murs de soutènement (M.S. 81-05169B, M.S. 81-05169C, M.S. 81-05170A, M.S. 81-05170C et M.S. 81-05170D). Les structures ont été construites en 1951. Le pont d'étagement routier relève de la Ville de Montréal et la voie ferrée empruntant le pont ferroviaire appartient à la compagnie ferroviaire Canadian Pacific Railway (CPR). La figure 3 illustre l'emplacement des structures.

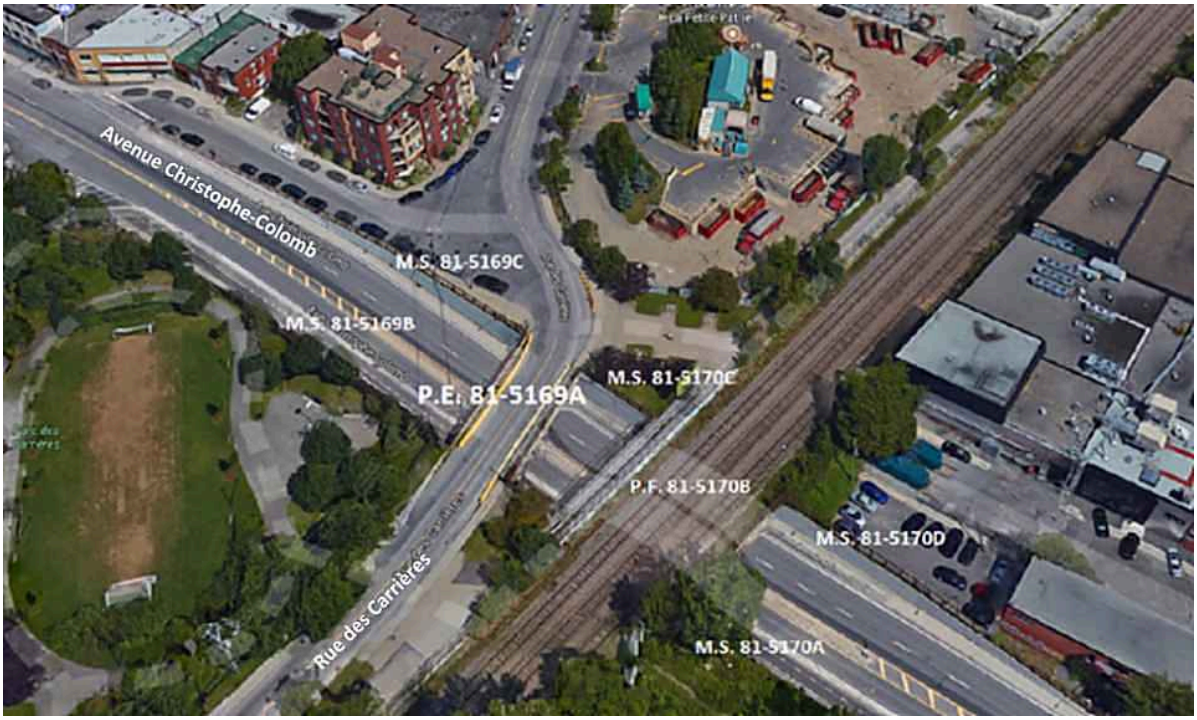


Figure 3 : Localisation des structures

2.1.1.1 Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A

Le pont d'étagement routier P.E. 81-5169A est situé sur la rue des Carrières et surplombe l'avenue Christophe-Colomb. D'une longueur totale de 23,5 m, le tablier est composé d'une dalle épaisse en béton armé, sans armature de cisaillement, à deux travées continues. La largeur hors-tout du tablier est de 12,2 m. Le tablier est appuyé sur deux culées aux extrémités et sur une pile à trois colonnes carrées en béton armé au centre. Selon les plans d'origine, le biais du pont est de 12,68 degrés. Les fondations superficielles des unités de fondation reposent sur le roc. Le dégagement vertical actuel entre le dessous du tablier et la chaussée est de 4,5 m en direction nord (affiché à 4,05 m) et 4,7 m en direction sud (affiché à 4,01 m). Le pont est actuellement limité en surcharge routière et approche de sa fin de vie utile théorique. Un trottoir structural est présent devant chaque culée. Les figures suivantes présentent de façon générale les éléments principaux du pont d'étagement routier.



Figure 4 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Vue en élévation

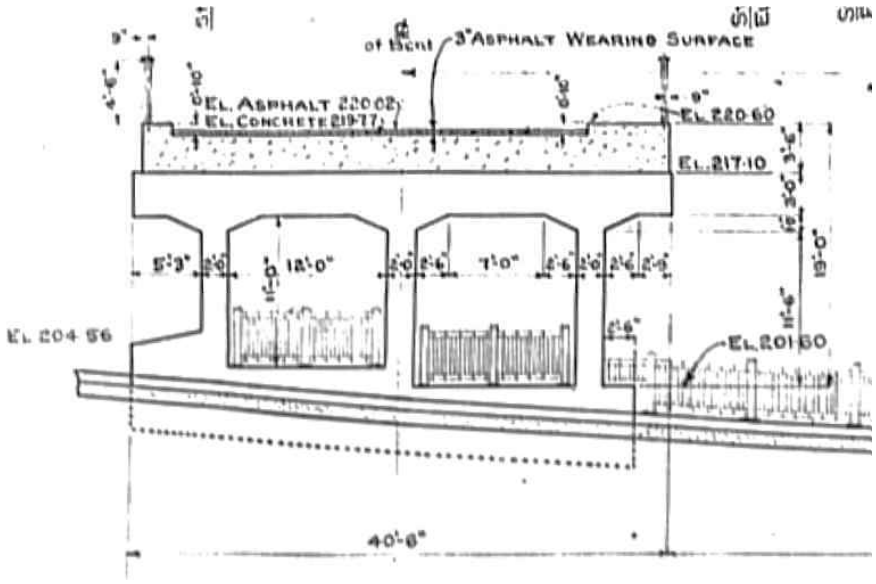


Figure 5 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Extrait des plans 5170-1951 - Coupe type du tablier et pile existante

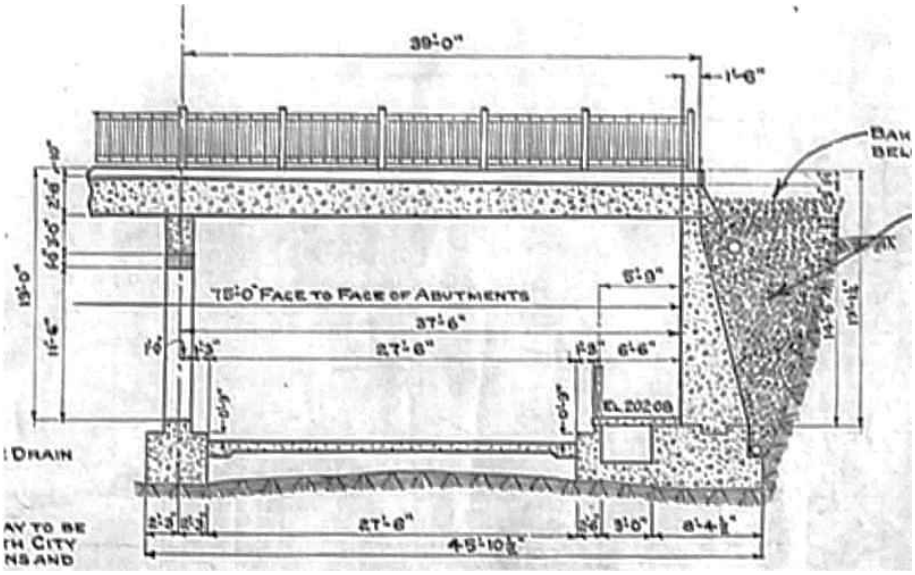


Figure 6 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Extrait des plans 5170-1951 - Vue en élévation d'une travée

Tel que montré à la figure 7, un trottoir est présent du côté sud et des glissières en béton ont été ajoutées à l'avant des garde-corps en acier existants sur le pont.

Des travaux d'entretien ont été réalisés sur le pont d'étagement routier en 1997. Voici une liste non limitative des interventions :

- Réparation des colonnes de la pile avec surépaisseur de béton;
- Réparation locale du dessous de la dalle sans surépaisseur ;
- Réparation sans surépaisseur des murs de front;
- Réparation des murets de dénivellation et des trottoirs;
- Réparation des parapets.



Figure 7 : Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A – Tablier

2.1.1.2 Pont ferroviaire

Le pont ferroviaire P.F. 81-5170B permet le passage des voies ferrées du Canadian Pacific par-dessus l'avenue Christophe-Colomb. Le tablier est composé d'une dalle épaisse en béton armé, à deux travées continues d'une longueur totale de 23,9 m. La largeur hors-tout est de 24,4 m. Le tablier est appuyé sur deux culées aux extrémités et une pile à six colonnes rectangulaires en béton armé au centre. Le biais du pont est de 1,82 degré selon les plans d'origine. Les fondations superficielles des unités de fondation reposent sur le roc. Le dégagement vertical actuel entre le dessous du tablier et la chaussée est de 4,2 m en direction nord (affiché à 4,05 m) et 4,2 m en direction sud (affiché à 4,01 m). Un trottoir structural est présent devant chaque culée. Les figures suivantes présentent de façon générale les principaux éléments du pont ferroviaire.



Figure 8 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Vue en élévation



Figure 9 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Pile

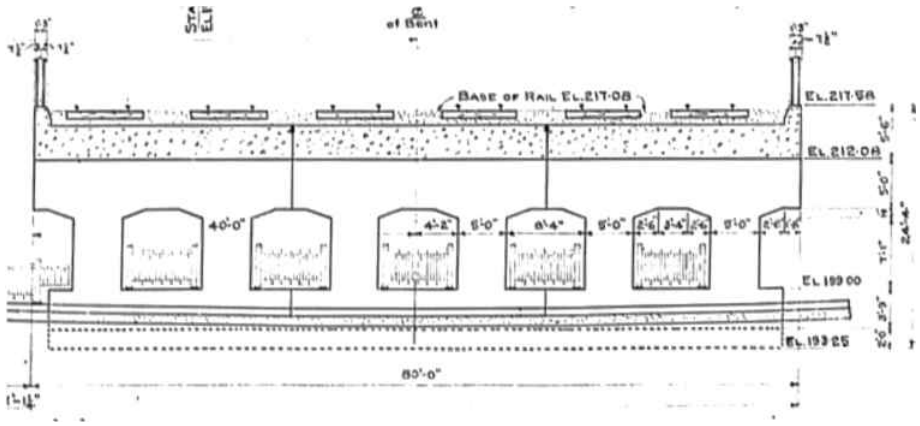


Figure 10 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Extrait des plans 5170-1951 - Coupe type du tablier et pile existante

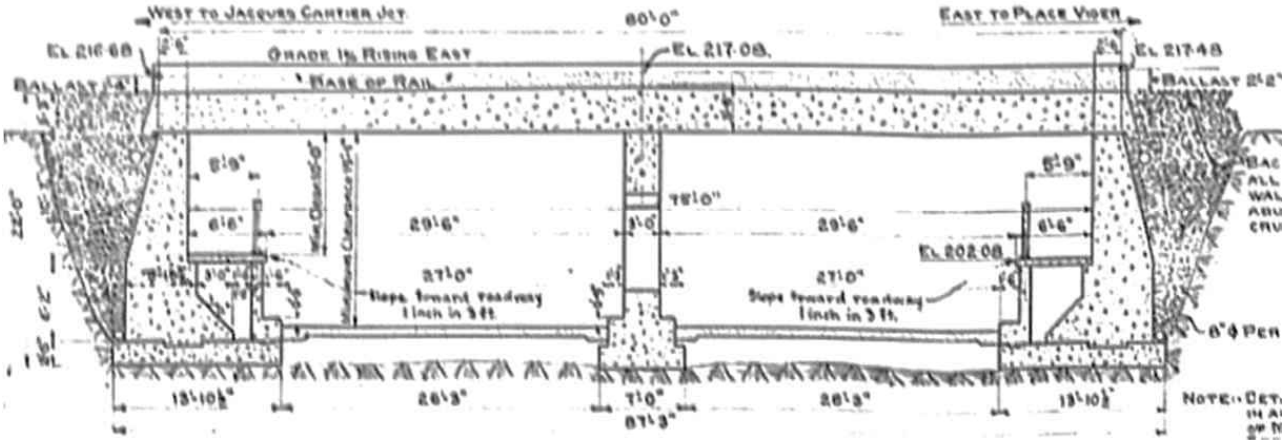


Figure 11 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Extrait des plans 5170-1951 - Vue en élévation

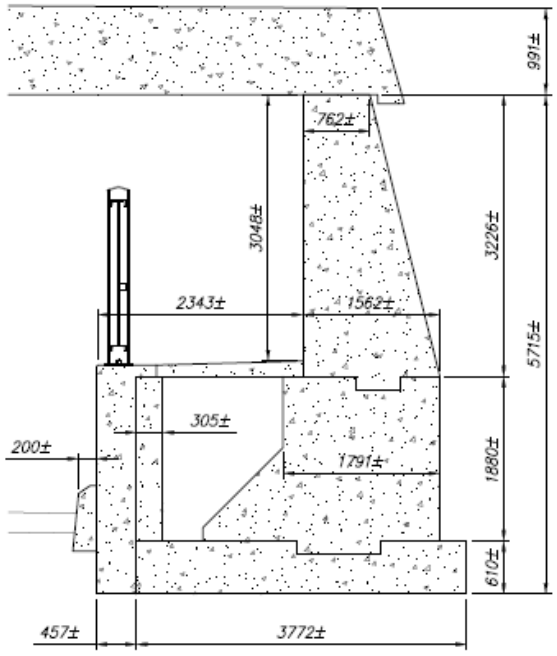


Figure 12 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Coupe type culée et trottoir structural

Une piste cyclable est présente sur le pont ferroviaire. La voie direction est de la piste est surélevée par-dessus une conduite de vapeur possiblement désaffectée, tel qu'illustré aux figures suivantes. Des clôtures de type « Frost » séparent les deux voies à sens inverse de la piste cyclable et la piste cyclable de la voie ferrée. Celles-ci prennent appui sur des murets en béton armé.

La présence de garde-corps en acier de même type que le pont d'étagement routier assure la sécurité des usagers de part et d'autre du pont ferroviaire.



Figure 13 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B - Piste cyclable – Voie direction ouest abaissée et direction est surélevée

Des travaux d'entretien ont été réalisés sur le pont ferroviaire en 1997. Voici une liste non limitative des interventions :

- Réparation des colonnes de la pile sans surépaisseur de béton;
- Réparation locale du dessous de la dalle sans surépaisseur;
- Réparation sans surépaisseur des murs de front;
- Réparation des murets de dénivellation et des trottoirs;
- Réparation des parapets.

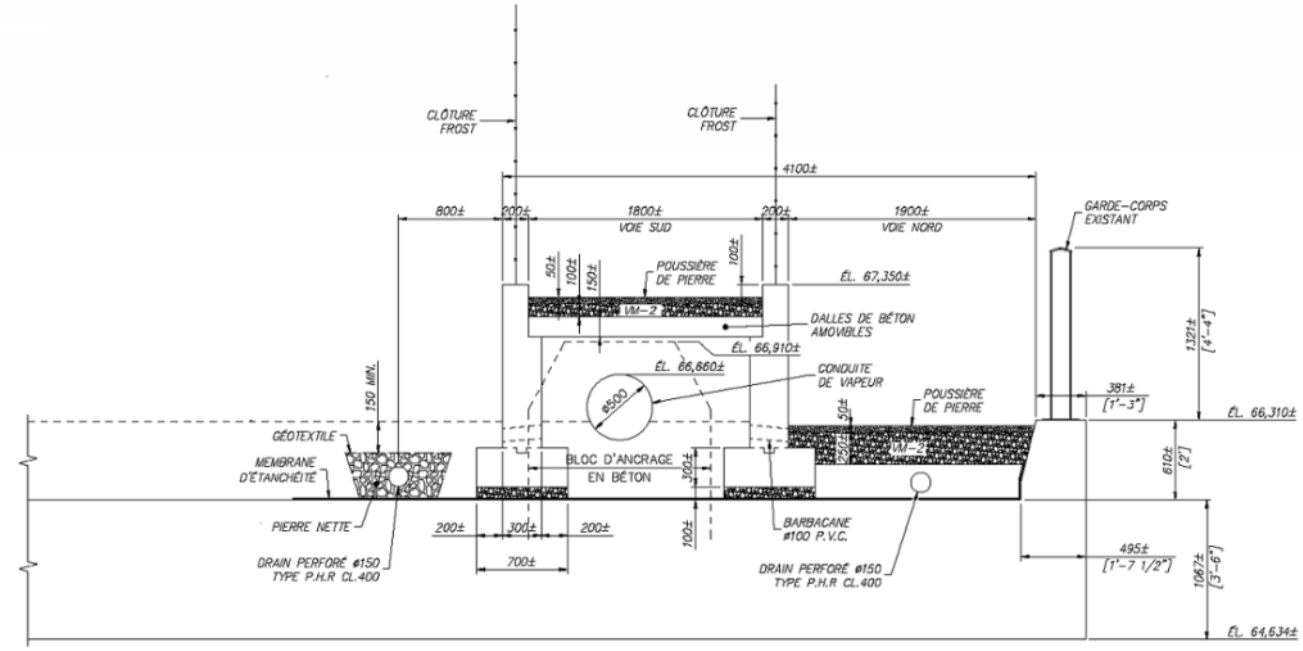


Figure 14 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B - Piste cyclable – Coupe type

Un panneau publicitaire appartenant à la compagnie ferroviaire Canadian Pacific Railway(CPR) est présent au centre de la piste cyclable, entre la voie surélevée et la voie abaissée, à l'approche est du pont ferroviaire. Les démarches de relocalisation ou d'enlèvement du panneau sont en cours par la Ville de Montréal auprès de CPR.



Figure 15 : Pont ferroviaire P.F. 81-5170B – Panneau publicitaire

2.1.1.3 Murs de soutènement

Les murs de soutènement situés le long de l'avenue Christophe-Colomb aux approches des ponts sont en béton armé. La hauteur des murs varie selon le profil de la route. Les dimensions générales des murs de soutènement sont présentées au tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Dimensions générales des murs de soutènement existants

Nº mur	Localisation (Quadrant)	Longueur (m)	Hauteur min. (m)	Hauteur max. (m)
M.S. 81-05169B	N-O	93,4	2,13	7,19
M.S. 81-05169C	N-E	90,3	2,13	6,74
M.S. 81-05170A	S-O	54,9	2,16	7,42
M.S. 81-05170C	E	14,1	7,39	7,49
M.S. 81-05170D	S-E	54,9	2,16	7,37

La figure 16 présente une vue d'ensemble du mur de soutènement 81-05169C, lequel est très semblable aux autres murs de soutènement de l'ouvrage.



Figure 16 : Mur de soutènement type (M.S. 81-05169C)

La figure 17 illustre la géométrie et l'armature des coupes types des murs de soutènement. Les murs présentent une surface verticale uniforme sans motifs architecturaux. Le trottoir présent au pied des murs est en partie rehaussé et structural (a) et en partie sur sol (b). Des garde-corps, identiques à ceux situés sur les ponts, sont présents au haut des murs tel que montré à la figure 17.

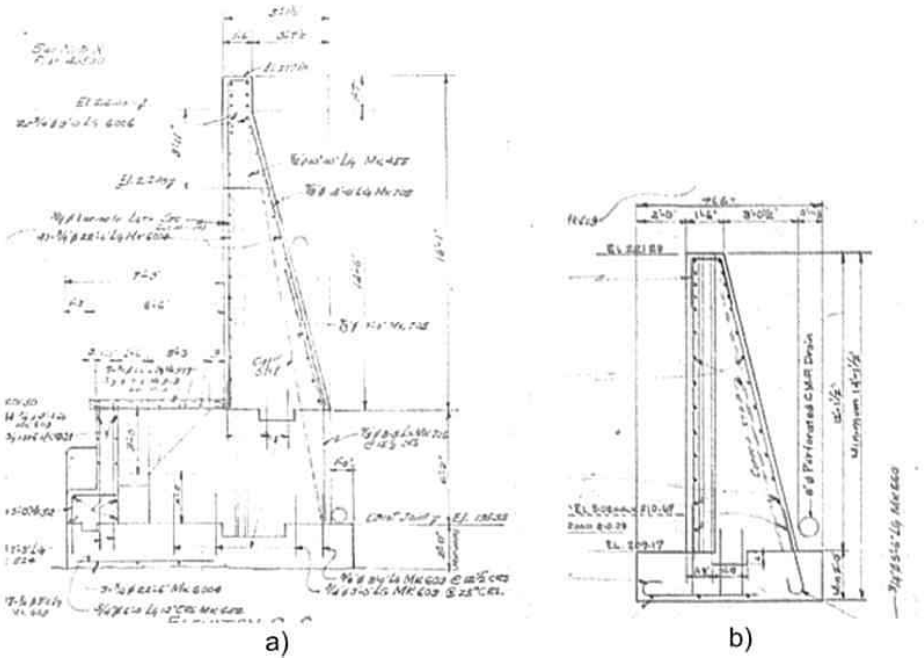


Figure 17 : Coupes types des murs de soutènement (extrait des plans 5170-1951)



Figure 18 : Garde-corps fixé au haut des murs de soutènement

Des travaux de réparations locales sans surépaisseur de béton ont été réalisés sur les murs de soutènement en 1997.

2.1.2 Géométrie routière et chaussées

L'avenue Christophe-Colomb est constituée d'une voie de circulation en direction sud et de deux voies de circulation en direction nord. En plus des voies de circulation, une piste cyclable, séparée de la voie de circulation en direction sud par une bordure de béton, est présente. Des trottoirs bordent l'avenue Christophe-Colomb de part et d'autre.

La rue des Carrières empruntant le pont d'étagement routier est constituée d'une voie de circulation dans chaque direction. Un carrefour ayant une géométrie particulière est présent à l'approche est du pont.

La chaussée est asphaltée dans l'ensemble du secteur. La fondation de chaussée de l'avenue Christophe-Colomb est de type souple alors que celle de la rue des Carrières et de la bretelle menant à l'avenue Christophe-Colomb est de type rigide.

La chaussée de la rue des Carrières et la bretelle d'accès vers l'avenue Christophe-Colomb ont été construites en 1954 et 1960. Des travaux de reconstruction de chaussée ont été réalisés en 2000 sur l'avenue Christophe-Colomb.

2.1.3 Éclairage

Le passage inférieur est en partie éclairé par un système d'éclairage qui date de la construction de l'ouvrage, soit 1951.

2.1.4 Éléments/sites à proximité

2.1.4.1 Écocentre

Un écocentre est situé dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie, dans la cour de services rue des Carrières.

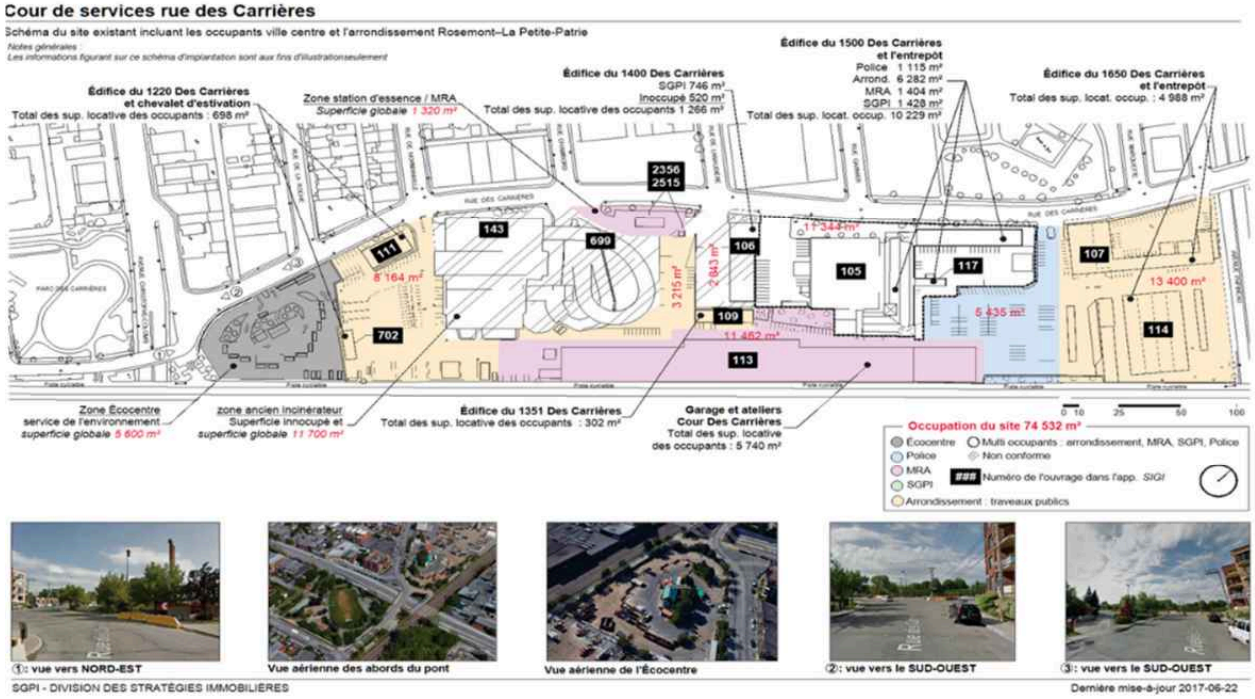


Figure 19 : Cour de services rue des Carrières

La cour de services rue des Carrières est un des ateliers municipaux qui comprend des bureaux, des entrepôts et des magasins de la Ville de Montréal, et l'entreposage des véhicules d'entretien de la voirie et d'enlèvement de la neige. La présence de cette facilité, de l'écocentre et d'autres bâtiments industriels est la principale attraction de véhicules lourds sur la rue des Carrières.

Le site de l'écocentre est constitué de deux niveaux : un niveau surélevé au centre accessible aux usagers qui veulent jeter des détritus, un niveau en contrebas où sont positionnés les conteneurs et où circulent les camions de transport. Ces deux niveaux sont nécessaires et indispensables à l'opération du site.

Plusieurs jours dans l'année, il est noté la formation de files d'attente pour l'accès à l'écocentre sur la rue des Carrières.

2.1.4.2 Parc des Carrières

La rue des Carrières longe le parc des Carrières par le sud et son tracé actuel semble être le résultat d'une intervention urbaine pour éviter un morcellement de l'espace du parc ou sa diminution. Dans un souci de cohérence à cette volonté, toute nouvelle conception du pont doit viser à minimiser des dommages spatiaux au parc.

2.1.5 Description et potentiel archéologique

Le secteur à l'étude ne fait pas partie d'un secteur d'intérêt archéologique selon l'extrait du plan d'urbanisme présenté à la figure 20 illustrant le patrimoine archéologique de la ville de Montréal.

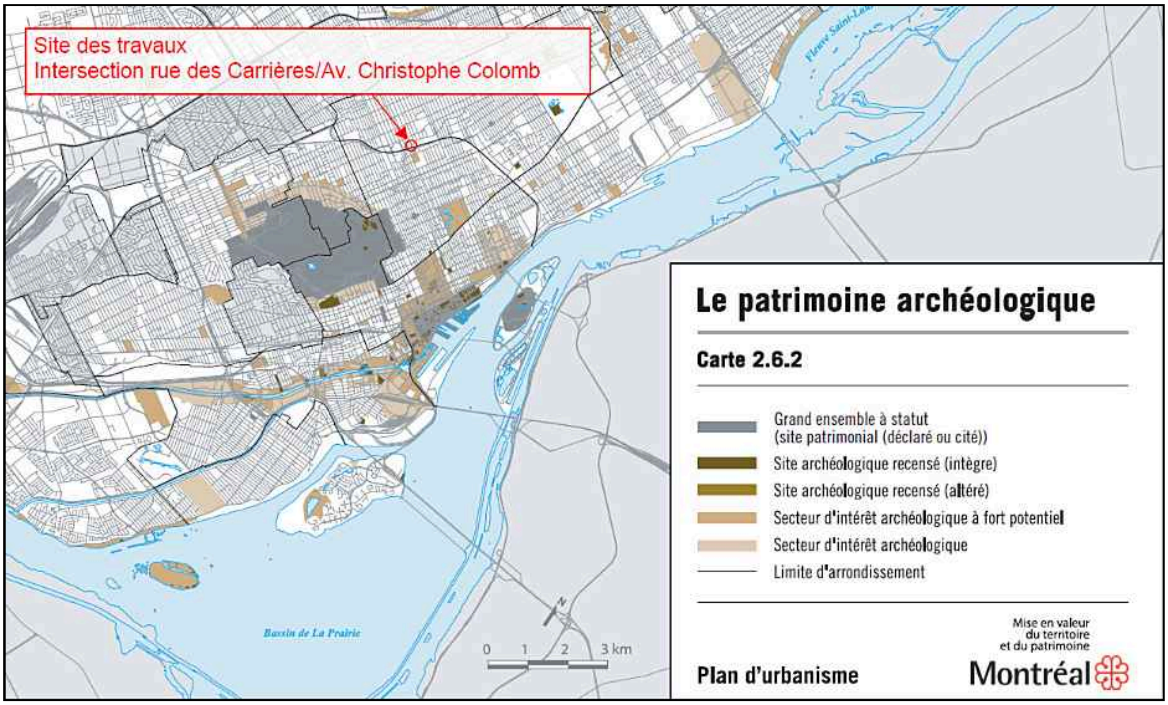


Figure 20 : Extrait du plan d'urbanisme illustrant le patrimoine archéologique de la ville de Montréal

3. Études, investigations et inspections réalisées antérieurement

3.1 Études antérieures

3.1.1 Étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières à l'approche est du pont au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb (2018)

Une étude de réaménagement de la géométrie routière a été réalisée par EXP en 2017 et 2018 dans l'optique d'améliorer la géométrie routière et la fonctionnalité de l'approche est du pont d'étagement routier. L'étude démontre que la solution permettant de répondre aux problèmes de visibilité et de compréhension du tracé est de modifier la géométrie routière du carrefour des Carrières / avenue Christophe-Colomb, incluant le pont enjambant l'avenue Christophe-Colomb.

L'option de réaménagement retenue afin d'optimiser au maximum le tracé de la rue des Carrières consiste à l'implantation de rayons maximums des courbes dans les contraintes d'emprise et donc la nécessité de l'implantation d'un pont courbe. La solution proposée permet de répondre à l'objectif principal de sécurisation des mouvements, pour l'ensemble des modes, tout en conservant l'intégrité du parc des Carrières et de l'écocentre, et en améliorant la fonctionnalité du réseau routier. Sa géométrie, plus douce, augmente les distances de visibilité tout en induisant des vitesses mesurées.

La figure suivante illustre l'option de réaménagement retenue.

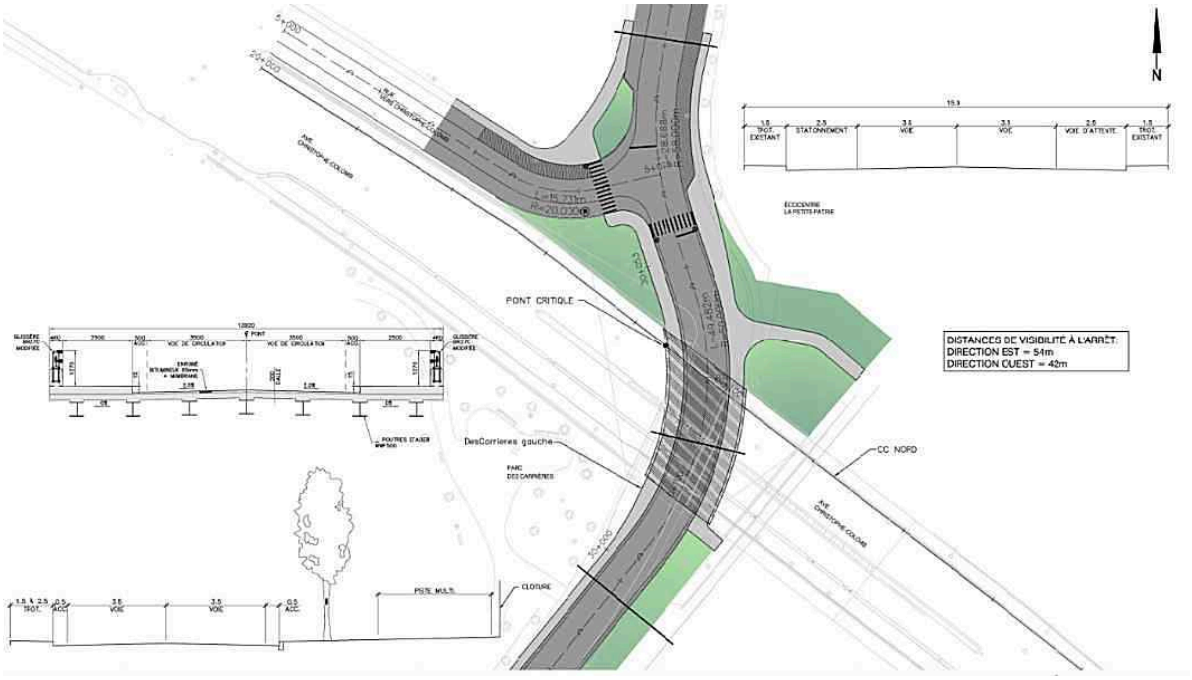


Figure 21 : Option de réaménagement retenue

Le rapport complet de l'étude est disponible pour consultation à la Ville de Montréal.

3.1.2 Rapport de relevé de dommages des structures du passage inférieur C.-C / des Carrières – CP (2018)

La Ville de Montréal a réalisé un relevé de dommages du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / des Carrières, incluant à la fois le pont d'étagement routier de la rue des Carrières, le pont ferroviaire exploité par le CPR ainsi que les murs de soutènement et les trottoirs du secteur. Ce relevé a été effectué conjointement avec l'inspection générale au mois de juillet 2017. Un rapport complet dédié à ce relevé de dommages a été produit en février 2018. Celui-ci est disponible au bureau de la Ville de Montréal pour consultation.

En résumé, ce relevé a permis de localiser, quantifier et illustrer l'intégralité des dommages aux structures et il a permis de constater que des travaux de court à moyen terme sont nécessaires.

Considérant la reconstruction complète du pont d'étagement routier, ce dernier n'est pas traité dans cette section du rapport.

Les principaux défauts relevés sur la structure du pont ferroviaire sont quelques zones de délaminage et d'éclatement sur les murs de front des culées, des zones d'éclatement avec armatures visibles et corrodées sur l'intrados de la dalle et de la désagrégation légère du béton des côtés extérieurs. Près de 15 m² de la surface de la pile sont affectés par du béton délaminé ou éclaté avec armatures visibles et plusieurs fissures sont présentes.

Les murs de soutènement sont généralement en bon état, à l'exception de quelques zones de délaminage et d'éclatement du béton, principalement localisées au bas des murs. Le mur 81-05169B est particulièrement affecté par les défauts, soit sur ± 15 % de sa surface. Quelques fissures, ayant une ouverture inférieure à 0,8 mm, sont également présentes sur les murs.

Les trottoirs structuraux présentent des défauts mineurs, tel que le délaminage sur ± 10 % de la surface et plusieurs fissures ont été relevées sur les murets de dénivellation. Les garde-corps des trottoirs structuraux sont en bon état outre quelques ancrages trop courts et des barrotins déformés.

Les garde-corps situés au haut des murs de soutènement ainsi que sur les côtés extérieurs des ponts présentent plusieurs défauts, dont la corrosion moyenne généralisée, des barrotins déformés, des ancrages trop courts et de la perforation locale.

Le tableau suivant présente la compilation des défauts par structure et élément.

Tableau 3 : Compilation des défauts

Structure	Élément	Superficie de l'élément (m^2)	Fissure ≤ 0,8 mm (m)	Désagrégation (m^2)	Délaminage et éclatement (m^2)	Pourcentage de l'élément affecté (%)	
						Défaut léger à moyen	Défaut important à très important
Pont ferroviaire							
81-5170B	Mur d'aile	45	3	-	-	1,67%	-
	Mur de front	73	12	-	2,62	4,11%	3,59%
	Mur de front	73	3	-	9,76	1,03%	13,37%
	Fût	24	0,50	-	11,70	0,52%	48,75%
	Colonnes	63	8	-	9,43	3,17%	14,97%
	Chevêtre	99	3	-	15,13	0,76%	15,29%
	Intrados – travée 1	292	-	-	0,5	-	0,17%
	Intrados – travée 2	292	-	-	3,04	-	1,04%
	Côtés extérieurs	100	-	Lég.: 13,11	0,27	-	1,08%
Murs de soutènement							
81-5169B	Mur	245	11	11,61	23,66	5,86%	9,66%
81-5169C	Mur	221	18	2,25	1,56	3,05%	0,71%
81-5170A	Mur	155	18	-	1,83	2,90%	1,18%
81-5170C	Mur	72	3	-	0,30	1,04%	0,42%
81-5170D	Mur	153	13	-	0,10	2,12%	0,06%
Trottoirs structuraux							
81-5170A	Muret	16	4,5	-	-	7,03%	-
81-5170A	Trottoir	57	3,5	-	14,22	1,54%	24,9%
81-5170B	Muret – Travée 1	35	19,95	-	0,79	14,3%	2,26%
81-5170B	Muret – Travée 2	34	14,2	-	-	10,4%	-
81-5170B	Trottoir – Travée 1	66	6,5	-	1,1	2,46%	1,67%
81-5170B	Trottoir – Travée 2	58	9	-	0,48	3,88%	0,83%
81-5170C	Muret	14	8,5	-	-	15,2%	-
81-5170C	Trottoir	34	6	-	2,25	4,41%	6,62%
81-5170D	Muret	15	10,7	-	-	0,18%	-
81-5170D	Trottoir	49	8	-	4,59	4,08%	9,37%

3.1.3 Expertise sur le béton de ciment (2018)

La Division de l'expertise et du soutien technique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville de Montréal a effectué une expertise de béton de ciment sur les structures du passage inférieur Christophe-Colomb. Les travaux d'expertise ont été réalisés entre juillet 2017 et février 2018. L'expertise réalisée comprend des relevés du recouvrement des barres d'armature, des relevés de potentiel, des profils de contamination par les ions chlorure solubles, des prélèvements de barres d'armature, une estimation de la résistance en compression du béton ainsi que des sondages par carottage pour la détermination de la composition des structures, leur résistance en compression et le facteur d'espacement des bulles d'air.

Les travaux sur le site comprenaient :

Pont ferroviaire
- Trois relevés du recouvrement des armatures (1 par unité de fondation)
- Deux relevés de potentiel
- Deux estimations de la résistance en compression du béton des culées par un essai non destructif

Murs de soutènement
- Quatre relevés du recouvrement des armatures
- Quatre relevés de potentiel
- Deux profils de contamination par les ions chlorure solubles
- Trois prélèvements de barres d'armature longitudinale
- Dix sondages par carottage pour la détermination de la composition de la structure des murs, leurs résistances à la compression et le facteur d'espacement des bulles d'air

Le rapport d'expertise complet est disponible pour consultation au bureau de la Ville de Montréal.

3.1.3.1 Béton

Un revêtement de peinture acrylique adhérente de faible épaisseur a été rencontré sur l'ensemble des structures. Sauf pour le béton du pont ferroviaire qui n'a pas été caractérisé, les mêmes constituants ont été utilisés pour le béton des murs de soutènement et du pont d'étagement.

Le béton est de masse volumique normale, sans air entraîné (confirmé par des teneurs en air sur béton durci), à gros granulat calcaire de classe granulaire généralement qualifiée de 5-28 mm et comprenant un granulat fin composé d'un sable naturel de classe granulaire 0-10 mm de composition granitique.

Le béton ne présente pas de signes de réactivité entre les alcalis du ciment et les granulats (RAG), mais présente des signes de carbonatation en surface, sur moins de 30 mm de profondeur. Le front de carbonatation n'a pas atteint le premier rang d'armature.

Résistance en compression

Le tableau suivant résume les résistances obtenues sur les différents échantillons de béton.

Tableau 4 : Résistance à la compression des échantillons de béton

Élément	Identification du mur	Moyenne	Écart type	Résistance à la compression équivalente spécifiée	Classe de résistance du béton
Murs de soutènement	Est	55,2 MPa	5,3 MPa	42,8 MPa	40 MPa
	Ouest	52,9 MPa	6,7 MPa	41,1 MPa	
Pont ferroviaire	Culée Est	55,3 MPa	1,0 MPa	44,8 MPa	40 MPa [(1)]
	Culée Ouest	59,2 MPa	1,3 MPa	47,8 MPa	

Note [(1)] : Considérant l'usage d'une méthode non destructive pour le béton du pont ferroviaire, la mesure du rebondissement, et malgré des mesures de référence sur des carottes de béton, nous recommandons de considérer ce béton d'une résistance de 40 MPa.

3.1.3.2 Acier d'armature

Selon l'analyse, l'armature des murs de soutènement et du pont ferroviaire est probablement de nuance 300R. Aucune analyse chimique n'a été réalisée pour la qualifier de W (soudable).

Recouvrement de l'armature

Le recouvrement de l'armature est très variable d'une structure à l'autre. Les tolérances de mise en place de l'armature actuellement en vigueur (±12 mm) selon la norme CSA A23.1-14, article 6.6.8, ne sont pas respectées en considérant les écarts-types calculés. L'enrobage minimum de l'armature suivant le tableau 17 de la norme pour une classe d'exposition C-1 devrait être de 48 mm (60 mm requis moins la tolérance de 12 mm). Le recouvrement caractéristique de l'armature devrait être considéré de 40 mm.

Le tableau suivant présente les recouvrements moyens du premier lit de l'armature des structures du passage inférieur.

Tableau 5 : Recouvrement moyen de l'armature supérieure

Élément	Identification du mur	Recouvrement moyen	Écart type
Murs de soutènement	Est	36 et 49 mm	11 et 16 mm
	Ouest	43 et 55 mm	7 et 5 mm
Pont ferroviaire	Culée Est	63 mm	11 mm
	Culée Ouest	46 mm	8 mm
	Colonne	45 mm	7 mm
Pont d'étagement	Culée Est	29 mm	7 mm
	Culée Ouest	90 mm	19 mm
	Colonne	45 mm	10 mm

Potentiel de corrosion et contenu en ions chlorure hydrosolubles

Le tableau suivant résume le potentiel de corrosion des armatures des différentes structures du passage inférieur. À noter qu'un panneau représente une section de mur délimitée par les joints de construction.

Tableau 6 : Potentiel de corrosion des armatures

Élément	Identification du mur	Milieu passif	Propice à la corrosion	Profil de contamination	Remarques
Murs de soutènement	Est	100 % panneau #7	-	-	Teneur en ions Cl^- supérieur à 500 ppm sur les premiers 35 mm
		80 % panneau #15	20 % de la surface	Fortement contaminée sur 2 m de hauteur	
	Ouest	100 % panneau #6	-	-	Teneur en ions Cl^- supérieur à 400 ppm sur les premiers 35 mm dans la plage verte
		56 % panneau #16	44 % de la surface	Contaminée sur 2 m de hauteur	
Pont ferroviaire	Culée Est	100 % de la surface	-	-	Aucune autorisation reçue pour des prélèvements
	Culée Ouest	22 % de la surface	48 % estimé*	-	
	Intrados	100 % de la surface	-	-	

Note (*) : En l'absence de profil de contamination et comme aucune détermination de la teneur en ions chlorure n'a été réalisée, 50 % de la plage jaune est considérée comme un milieu passif.

3.1.4 Rapport d'étude géotechnique et de caractérisation environnementale (2018)

Une étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols a été réalisée en 2018 par WSP Canada Inc. L'objectif de cette étude était de définir la stratigraphie et la qualité des sols, la profondeur et la qualité du roc, le niveau de l'eau souterraine et d'émettre des recommandations nécessaires à la conception et la réalisation des ouvrages dans un contexte de gestion environnementale des déblais qui seront éventuellement générés par les travaux.

Le rapport de l'étude version pré-finale est disponible à l'annexe A. La description sommaire de l'étude ainsi que les principales recommandations et conclusions présentées dans le rapport final d'étude préliminaire sont résumées ici.

Volet géotechnique

La stratigraphie générale du site consiste en une structure de chaussée reposant sur des matériaux de remblai ou sol naturel, suivi du socle rocheux à faible profondeur. Compte tenu de la proximité de la surface du roc, les éléments de fondation du nouveau pont d'étagement routier y seront appuyés, à une profondeur minimale de 1,8 m par rapport au niveau final du terrain, afin d'obtenir une protection adéquate contre le gel.

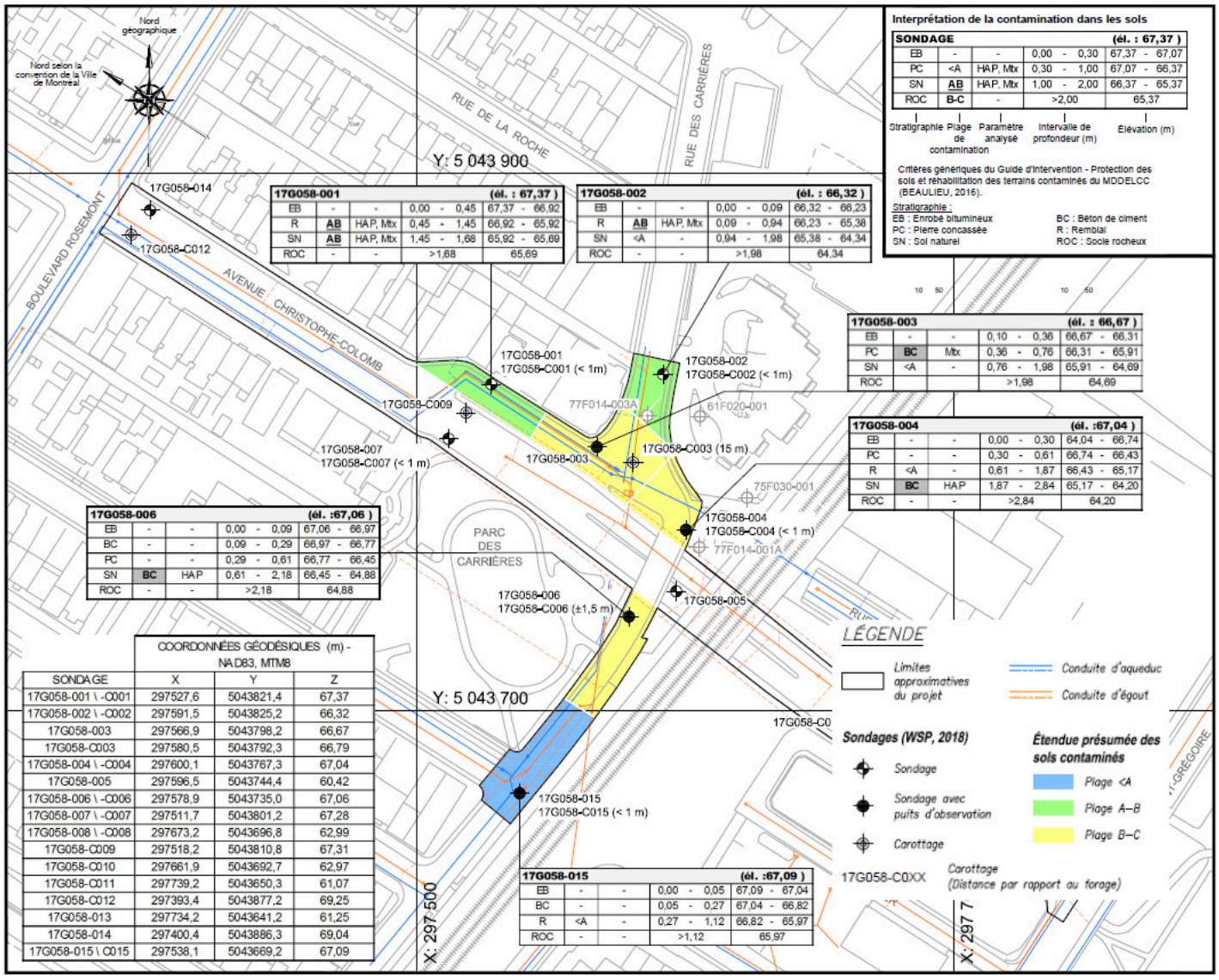
Les valeurs de résistance suivantes sont recommandées :

- La résistance géotechnique à l'état limite d'utilisation (ÉLUT) est évaluée à 8,5 MPa, avec un tassement anticipé des fondations négligeable.
- La résistance (capacité portante) pondérée à l'état limite ultime (ÉLUL) pour des fondations sur roc peut être considérée égale à 12 MPa. Cette valeur est obtenue à la suite de l'application d'un coefficient de pondération de la résistance de 0,5.

Volet environnemental

Dix-huit (18) échantillons de sol ont été soumis à des analyses chimiques. Les résultats analytiques sont variables, mais de façon générale, cinq (5) sont inférieurs à A, cinq (5) sont dans la plage A-B, six (6) sont dans la plage B-C et deux (2) sont supérieurs aux valeurs limites de l'Annexe I du RESC (Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés). Les deux résultats supérieurs aux valeurs limites proviennent du forage 17G058-013 localisé dans un secteur où aucune excavation n'est prévue. Les sols caractérisés respectent les critères applicables aux endroits où l'excavation est prévue et pourront être réutilisés en place ou disposés hors du site dans un centre autorisé à cet effet, selon leur degré de contamination et les prescriptions du MELCC.

La figure suivante, extraite de l'étude, illustre l'étendue présumée des sols contaminés.



SONDAGE	COORDONNÉES GÉODÉSIQUES (m) - NAD83, MTM8		
	X	Y	Z
17G058-001 \ -C001	297527,6	5043821,4	67,37
17G058-002 \ -C002	297591,5	5043825,2	66,32
17G058-003	297566,9	5043798,2	66,67
17G058-C003	297580,5	5043792,3	66,79
17G058-004 \ -C004	297600,1	5043767,3	67,04
17G058-005	297596,5	5043744,4	60,42
17G058-006 \ -C006	297578,9	5043735,0	67,06
17G058-007 \ -C007	297511,7	5043801,2	67,28
17G058-008 \ -C008	297673,2	5043696,8	62,99
17G058-C009	297518,2	5043810,8	67,31
17G058-C010	297661,9	5043692,7	62,97
17G058-C011	297739,2	5043650,3	61,07
17G058-C012	297393,4	5043877,2	69,25
17G058-013	297734,2	5043641,2	61,25
17G058-014	297400,4	5043886,3	69,04
17G058-015 \ C015	297538,1	5043669,2	67,09

Figure 22 : Extrait du plan de gestion des sols – Étendue présumée des sols contaminés

Aspect sismique

Le coefficient de site est en fonction des sols ou du roc rencontré au droit des unités de fondations projetées. Le coefficient de site pour l'accélération maximale du sol F(AHM) est déterminé en fonction de la classe du site et de l'accélération maximale du sol (AHM). Selon l'étude géotechnique pré-finale réalisée dans le secteur, le site est classé dans la catégorie « C ». Par contre, tous les calculs de conception sismique ont été effectués avec une catégorie de site « B » (l'utilisation de cette valeur semblait conservatrice à priori), car l'information n'était pas disponible au cours de l'étude d'avant-projet préliminaire. Une demande de validation de la classe du site est en cours auprès du laboratoire WSP Canada inc. considérant que les semelles prendront appui sur le roc à un niveau où celui-ci est de bonne qualité.

Dans le cas où la classe du site n'est pas rehaussée à la catégorie « B », les calculs de conception sismique devront être revus et ajustés au besoin lors de l'étude d'avant-projet définitif.

Profondeur de gel

La profondeur de protection au gel est de 1,8 m. Une demande de validation est en cours auprès du laboratoire WSP Canada inc. afin d'optimiser cette valeur considérant que les unités de fondation prendront appui sur le roc. Dans le cas où un abaissement de profil de l'avenue Christophe-Colomb est étudié lors de l'avant-projet définitif, une attention particulière devra être portée au niveau des fondations des structures existantes afin d'assurer en tout point la protection au gel.

3.1.5 Inspection générale (2017)

Une inspection générale des structures du passage inférieur Christophe-Colomb a été réalisée en juillet 2017 afin d'alimenter le système de gestion des structures de la Ville de Montréal (GSVM).

Les rapports d'inspection de chaque structure sont disponibles au bureau de la Ville de Montréal pour consultation.

4. Relevé de l'état de l'infrastructure routière, de l'éclairage et de la signalisation lumineuse

4.1 Relevé de l'état de l'infrastructure routière

Un relevé de l'état de l'infrastructure routière a été réalisé le 31 juillet 2018. Les dommages et déficiences des éléments tel que la chaussée, les bordures, les caniveaux, les terre-pleins, les accotements et le drainage ont été relevés et sont présentés aux sections suivantes.

4.1.1 Relevé des déficiences

La présente section expose un résumé du relevé des déficiences de l'infrastructure routière. Le relevé des déficiences au terrain a donné lieu à des fiches d'inspection (croquis montrant l'emplacement des déficiences) et à un rapport photographique des déficiences disponibles à l'annexe B.

Le relevé sur le terrain a été réalisé selon trois secteurs : l'avenue Christophe-Colomb direction sud, l'avenue Christophe-Colomb direction nord et la bretelle de l'avenue Christophe-Colomb menant à la rue des Carrières. À noter que le secteur de la rue des Carrières, soit l'approche est et ouest du nouveau pont d'étagement routier, n'a pas fait l'objet d'un relevé considérant qu'il sera complètement réaménagé.

<u>Avenue Christophe-Colomb direction sud (incluant l'îlot central et la piste cyclable)</u>

Chaussée



Carrelage type sur toute la longueur du biseau central et sur l'avenue Christophe-Colomb



Fissuration transversale et longitudinale sur toute la longueur



Fissuration transversale et joint froid



Ressuage au niveau des pistes de roues

La surface de roulement de l'avenue Christophe-Colomb en direction sud est généralement en mauvais état. Du carrelage ainsi que de la fissuration transversale et longitudinale à intervalle régulier sont observés tout au long de la voie (direction sud), du boulevard Rosemont jusqu'à l'intersection avec la voie reliant la rue des Carrières, incluant l'intersection. Ce type de défaut est également observé sous la structure de la rue des Carrières.

Il est à noter que du carrelage et de la fissuration sont aussi présents sur la chaussée de la piste cyclable.

La fissuration et le carrelage semblent être causés par un vieillissement du revêtement de la chaussée et le ressuage par un effet combiné de la température élevée du revêtement et des sollicitations du trafic. Enfin, les ornières sur pistes de roues mesurées sous les deux structures peuvent atteindre jusqu'à 15 mm de profondeur.

Bordure / caniveau / terre-plein



Fissure longitudinale sur une section du trottoir



Éclatement du béton de l'îlot central

L'îlot central en béton séparant les deux directions est dégradé à certains endroits et présente des zones d'éclatement avec armatures visibles et corrodées. Cet îlot central présente plusieurs fissures avec épaufrure surtout sur la section à proximité des deux ponts. Outre les déficiences au niveau de l'îlot central, les trottoirs présentent des fissures transversales à quelques endroits en plus d'y avoir des épaufrures mineures. Aussi, on retrouve de l'épaufrure au niveau de la bordure séparant la piste cyclable de la voie de circulation.

<u>Avenue Christophe-Colomb direction nord</u>

Chaussée



Fissuration longitudinale et transversale. Présence de carrelage



Joint froid sur toute la longueur



Fissuration transversale sur les deux voies direction nord

Le revêtement en enrobé des voies en direction nord peut être scindé en plusieurs zones : une section du boulevard Rosemont jusqu'à l'intersection avec la bretelle reliant la rue des Carrières, une section sous le pont de la rue des Carrières et une dernière section comprise entre l'intersection et la limite sud de la zone d'étude (hors partie sous le pont).

Les deux premières sections montrent un taux de fissuration élevé et une présence de zones de carrelage.

La surface de roulement dans la troisième section est généralement en bon état et les déficiences sont mineures, comme des fissures transversales présentes sur toute la largeur.

Bordure / caniveau / accotement



Éclatement au coin du trottoir en béton



Traces d'érosion par abrasion longeant le trottoir

Le trottoir longeant l'avenue Christophe-Colomb en direction nord présente seulement quelques traces d'érosion ponctuelles et de fissures transversales de niveau faible, sauf pour le coin du trottoir qui se situe à l'intersection avec la branche vers la rue des Carrières.

Drainage



Soulèvement de tête de regard



Affaissement de tête de regard

Les regards des voies de l'avenue Christophe-Colomb direction nord présentent des défauts récurrents de soulèvement et d'affaissement. On note aussi de l'affaissement à certains puisards.

<u>Bretelle menant à la rue des Carrières</u>

Chaussée



Carrelage



Fissuration longitudinale et transversale

La section de rue de l'avenue Christophe-Colomb menant à la rue des Carrières présente des défauts de revêtement de chaussée majoritairement composés de fissures longitudinales et transversales, et de quelques endroits avec du carrelage.

Bordure / caniveau / accotement



Érosion par abrasion mineure en bordure de trottoir



Fissure transversale et épaufrure

Le trottoir de la bretelle de l'avenue Christophe-Colomb menant à la rue des Carrières est généralement en bon état. Cependant, on y retrouve de la fissuration transversale ponctuelle et de l'érosion par abrasion mineure.

4.1.2 Interprétation des observations

L'analyse est basée sur le Manuel d'identification des dégradations des chaussées flexibles du Québec (manuel 2002).

4.1.3 Types et origine des fissures rencontrées sur l'avenue Christophe-Colomb

Le développement ainsi que la remontée des fissures dans la chaussée est un phénomène complexe. L'apparition est causée, en général, par la combinaison de plusieurs causes. Les fissures peuvent être regroupées en six catégories :

- Fissures dues au retrait thermique
  Les fissures de retrait se produisent essentiellement au niveau des couches de base et de l'enrobé recyclé. Ce phénomène est associé aux variations journalières et annuelles de la température. L'orientation de la fissure est perpendiculaire à l'axe de la chaussée et la fissure peut se répandre sur une partie ou sur toute la largeur de la chaussée avec un intervalle constant.

- Fissures dues au mouvement du sol
  Ce type de fissures apparaît à la suite d'une perte de capacité portante du sol support de la chaussée ou à cause du soulèvement au gel. Il est important de noter que ces fissures affectent non seulement le revêtement supérieur, mais se propagent également dans les différentes couches de la chaussée.

- Fissures dues à l'effet du trafic, de la fatigue et du vieillissement
  Le nombre important de passages des véhicules lourds engendre la fatigue des matériaux composant la structure de chaussée. Des microdégradations sont créées à la suite des tractions répétées à la base des couches et entraînent la dégradation des matériaux.

- Fissures longitudinales dans les pistes de roues
  Ce type de fissures apparaît généralement dans les traces de roues parallèles à la direction de la route. Les causes de ces fissures d'après le catalogue de dégradations des chaussées sont principalement la fatigue avancée de la chaussée, faible portance du sol support, mauvais fonctionnement de la structure de chaussée et la mauvaise qualité des matériaux.

- Fissures longitudinales en dehors des pistes de roues
  Ces fissures sont parallèles à l'axe de la chaussée, en dehors des pistes de roues. Les causes probables de ces fissures sont principalement un défaut de mise en œuvre de la couche de roulement, une mauvaise construction du joint longitudinal ou une remontée d'une fissure longitudinale.

- Fissures en rive
  Il s'agit d'une fissure de rupture en ligne droite ou en arc de cercle, le long de l'accotement. La cause la plus probable de ce type de fissures est l'infiltration de l'eau diminuant les modules des rigidités des matériaux avant le séchage.

- Faïençage
  Il s'agit d'une rupture superficielle du revêtement de la couche de roulement sous forme d'un ensemble de petites fissures, formant une série de fissuration à petites mailles polygonales. Les causes de ce type de fissures sont principalement la fatigue et le vieillissement de l'enrobé.

4.1.4 Types et origines des ornières rencontrées sur l'avenue Christophe-Colomb

Les ornières récemment mesurées, lors du relevé de l'état de l'infrastructure routière, sont majoritairement de l'ordre de 3 mm à 15 mm et ces valeurs sont de faibles à modérées.

4.1.5 Définition des secteurs homogènes d'intervention

Sur l'avenue Christophe-Colomb, deux familles de fissures sont distinguées et sont dues respectivement, aux dégradations structurelles de l'enrobé et aux retraits thermiques.

À cet égard, trois secteurs d'intervention sont définis. Les trois secteurs sont montrés à la figure 23.

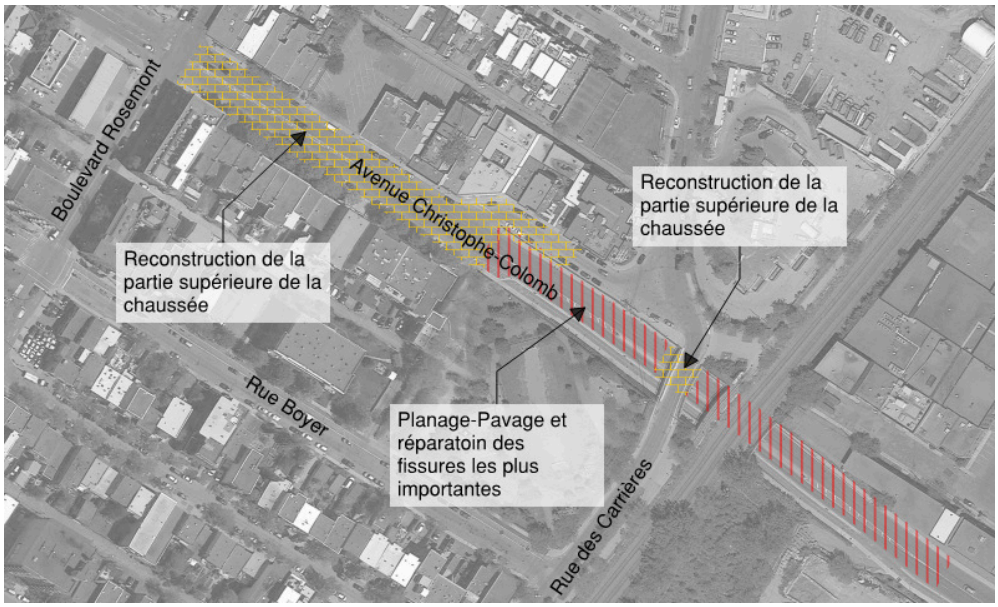


Figure 23 : Secteurs d'intervention

- Secteur 1 – Avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Rosemont et la bretelle menant à la rue des Carrières incluant l'intersection et le chemin menant à la rue des Carrières.

  Dégradations structurelles (fissures en faïençages transversales, longitudinales et en rive).

  Les ornières sont faibles avec de petits rayons et le caractère des fissures rencontrées dans cette section est en majorité des fissures de fatigue. Les conclusions suivantes peuvent donc être tirées :

- Les matériaux des fondations ainsi que les sols supports sont en bon état.
- Les problèmes des fissures ainsi que les ornières dans les couches bitumineuses sont à l'origine de la fatigue de l'enrobé.
- Le rechargement de l'enrobé accompagné par une couche de MG 20 d'une relativement faible épaisseur permettent de rétablir l'état structural de la chaussée ainsi que le niveau acceptable du confort des usagers.

- Secteur 2 – Avenue Christophe-Colomb entre la bretelle menant à la rue des Carrières et la fin du musoir.

  Fissures dues au retrait thermique.

  Les ornières sont faibles avec de petits rayons et le caractère des fissures rencontrées dans cette section est en majorité des fissures de retraite thermique. Les conclusions suivantes peuvent donc être tirées :

  - Les matériaux des couches bitumineux, les matériaux des fondations ainsi que les sols supports sont en bon état.
  - Le resurfaçage de la couche de roulement et le rapiéçage des fissures très larges permettent de rétablir l'état structural de la chaussée ainsi que le niveau acceptable du confort des usagers.

- Secteur 3 – Avenue Christophe-Colomb sous la structure des Carrières.

  Dégradations structurelles (fissures en faïençages transversales, longitudinales et en rive).

  Les ornières sont faibles avec de petits rayons et le caractère des fissures rencontrées dans cette section est en majorité des fissures de fatigue. Les conclusions suivantes peuvent donc être tirées :

  - Les matériaux des fondations ainsi que les sols supports sont en bon état.
  - Les problèmes des fissures ainsi que les ornières dans les couches bitumineuses sont à l'origine de la fatigue de l'enrobé.
  - Le rechargement de l'enrobé accompagné par une couche de MG 20 de relativement faible épaisseur permettent de rétablir l'état structural de la chaussée ainsi que le niveau acceptable du confort des usagers.

4.1.6 Hypothèses de dimensionnement

Les hypothèses de conception utilisées sont les suivantes :

- Circulation

  Selon les comptages, il y a environ 7,1 % de camions. Le DJMA est approximativement de 17 500 véhicules / jour.

  En conséquence, le nombre d'ECAS est de 4,7 millions en considérant la voie la plus sollicitée, un cycle de vie de 15 ans, un taux de croissance arithmétique de 3 % et un taux d'agressivité de 1,2.

- État des lieux et donnée de base des couches de la chaussée

  Selon l'étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols préparée par WSP en 2018, dossier numéro 17G058 – Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières, les constituants de la structure de la chaussée sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Constituants de la chaussée

Type de couche	Épaisseur (mm)
EB	Entre 70 et 110
Enrobé recyclé	Entre 200 et 210
MG-20	Entre 250 et 360
Fondation granulaire de bonne qualité	Entre 700 et 920
Infra-Sol Naturel	Roc fragmenté ou socle rocheux de très bonne qualité

4.1.7 Résumé des dégradations sur la chaussée

Tableau 8 : Résumé des dégradations et de l'origine des dégradations sur la chaussée de l'avenue Christophe-Colomb, deux directions

Itinéraires	Types de dégradation	Origine
Avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Rosemont et la bretelle menant à la rue des Carrières (incluant l'intersection avec la bretelle du chemin Désacières)	Faïençage Carrelage	Fatigue
	Fissure longitudinale	Joint froid fautif
	Trottoir fissuré	Probablement passage de charge élevée
	Dégradation de la chaussée autour d'un regard	Soulèvement au gel différentiel, Remblai autour du regard non conforme
Avenue Christophe-Colomb entre la bretelle menant à la rue des Carrières et la fin du musoir	Fissures perpendiculaires à l'axe de la chaussée	Retrait thermique
	Fissure longitudinale	Joint froid fautif
	Défragmentation des bordures du trottoir	Opération de déneigement
	Dégradation et éclatement sévère de l'îlot central, avant et après la structure	Carbonations du béton de ciment et corrosion de l'armature
Sous le pont d'étagement routier	Désenrobage de la chaussée sur les pistes de roues et présence d'ornières	Fatigue
De l'intersection avenue Christophe-Colomb vers la rue des Carrières	Faïençage Carrelage	Fatigue

4.2 Relevé de l'état du système d'éclairage

4.2.1 Éclairage sur l'avenue Christophe-Colomb au nord du pont d'étagement routier

L'éclairage existant du secteur à l'étude se décompose en plusieurs parties. Le secteur situé au nord du pont d'étagement routier est éclairé en utilisant des lampadaires fonctionnels et des lampadaires décoratifs disposés en double quinconce. Ces lampadaires sont alimentés via le coffret d'alimentation et de contrôle #0633_05H-3a situé au coin sud-ouest de l'intersection boulevard Rosemont / avenue Christophe-Colomb. Ce même système alimente également les lampadaires de type décoratif dans la bretelle menant la rue des Carrières vers Christophe-Colomb.

Sur l'avenue Christophe-Colomb, les lampadaires fonctionnels sont composés d'un fût RAC-061 d'une hauteur de 7,3 m, d'une console RAC-412 et d'un luminaire HPS 250W de type RAC-512, le tout de couleur noire. Tel que déjà mentionné, le lampadaire fonctionnel au coin sud-ouest de l'intersection boulevard Rosemont / avenue Christophe-Colomb possède le coffret de contrôle et d'alimentation et est utilisé également pour les feux de circulation.



Coffret d'alimentation et de contrôle 0633_A5H-3a



Lampadaire fonctionnel

Sur ce même tronçon et aussi dans la bretelle menant de la rue des Carrières à l'avenue Christophe-Colomb, les lampadaires décoratifs sont composés d'un fût RAC-309 d'une hauteur de 4,0 m, d'une console flambeau RAC-409 et d'un luminaire RAC-509, le tout de couleur noire. Le lampadaire décoratif au coin sud-est de l'intersection boulevard Rosemont / avenue Christophe-Colomb est également utilisé pour les feux de circulation.

De ce qui est visible au travers des trappes d'accès, le filage entre les lampadaires est en bon état. Dans l'ensemble, l'état des lampadaires de ce secteur est acceptable, mis à part quelques trappes d'accès qui sont défoncées ou brisées. Certains fûts montrent aussi des signes de déformation dû à des impacts.



Lampadaire décoratif



Fût en mauvais état

À noter que la présence d'arbres matures du côté ouest de l'avenue Christophe-Colomb à l'approche du pont d'étagement routier en direction sud diminue l'efficacité des lampadaires fonctionnels.



Présence d'arbres matures du côté ouest de l'avenue Christophe-Colomb

4.2.2 Éclairage sur les structures du passage inférieur avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières

Les appareils d'éclairage situés sur les murs de soutènement et les ponts sont alimentés via une distribution dédiée et contrôlée par une minuterie. Cette distribution est installée dans un boîtier encastré au mur de soutènement du côté est du pont ferroviaire. Des conduits dans les structures sont présents pour faire passer les conducteurs entre l'est et l'ouest des ponts ainsi que pour alimenter les appareils d'éclairage aux extrémités des ponts. La distribution aux différents lampadaires se fait avec des conduits en surface.



Boîtier encastré pour distribution



Conduits en surface des murs de soutènement

Les lampadaires installés sur les murs de soutènement sont composés de fûts de différentes hauteurs et de consoles non standards. Les luminaires sont de type Cobras HPS de 200W ou de 250W. Ces lampadaires sont installés directement sur les poteaux de garde-corps. Les conduits d'alimentation sont apparents et localisés près de la lisse supérieure des garde-corps. Un câble Teck a été utilisé entre quelques lampadaires et les conducteurs sont apparents sur quelques centimètres au-dessus du mur de soutènement nord-ouest. Les conduits localisés sur les garde-corps sont dans un état de corrosion très avancé. Entre les ponts, les conduits sont fixés en surface dans le haut des murs de soutènement.



Fût sur poteau de garde-corps au-dessus des murs de soutènement



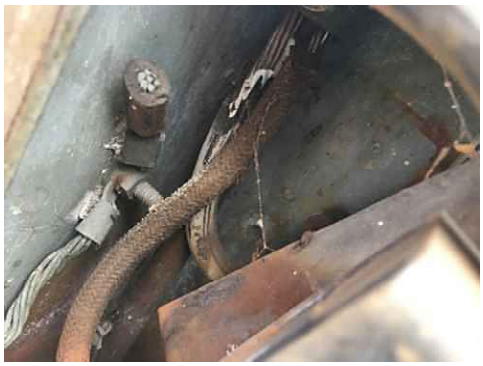
Conducteurs apparents

Le point de raccordement sur le réseau d'Hydro-Québec se fait via une liaison aérienne dans une arrière-cour située au coin sud-est du pont ferroviaire. Un boîtier contenant un porte-fusibles et des fusibles est installé sur un poteau de bois. Les conducteurs se dirigeant vers la distribution électrique sont vieux et doivent être remplacés. Le boîtier sur le poteau de bois doit être remplacé, au même titre que tout le reste de la distribution électrique encastrée dans le mur de front de la culée est du pont ferroviaire.

La signalisation lumineuse située dans l'îlot central de part et d'autre des ponts est aussi alimentée à partir de cette distribution.



Coffret de branchement sur poteau de bois



Conducteurs à remplacer

Le filage se dirigeant vers les lampadaires semble en bon état selon les observations faites dans les boîtes de jonction. Cependant, à la sortie de la distribution encastrée, le filage est à remplacer.

Un fût qui a fait l'objet d'une inspection plus approfondie démontre un décollement de la soudure et des cratères à sa base.



Conducteurs à remplacer à la sortie de la distribution encastrée



Soudure à la base d'un fût en mauvais état

4.2.3 Éclairage sous les ponts

Deux appareils muraux de puissance inconnue sont présents sur les murs de front des culées est, soit un sous le pont d'étagement routier et un sous le pont ferroviaire.

Des luminaires de type « Cobra » fixés en dessous de la dalle des ponts, de part et d'autre des piles (un de chaque côté de la pile du pont d'étagement routier et deux de chaque côté de la pile du pont ferroviaire).



Luminaire mural sous le pont ferroviaire



Luminaire de type « Cobra » sous le pont d'étagement routier

4.2.4 Éclairage sur la rue des Carrières

L'éclairage de la rue des Carrières à l'approche ouest du pont d'étagement routier est réalisé avec des luminaires de type Cobra 150W HPS sur console RAC-218 installés directement sur poteaux de bois. À l'approche est du pont d'étagement routier, un lampadaire fonctionnel tel que décrit pour l'avenue Christophe-Colomb est présent et a fait l'objet d'une réfection au DEL. L'appareil d'éclairage suivant est situé à l'intersection de la rue La Roche. Il s'agit d'un luminaire de style Cobra 150W HPS sur console RAC-218 installé directement sur poteau de bois.

L'annexe C présente l'éclairage existant des différents secteurs mentionnés ci-haut.

4.2.5 Relevé de dommages structuraux de trois lampadaires incluant massif de fondation et système d'ancrage

Un relevé de dommages structuraux a été effectué sur trois lampadaires représentatifs de la majorité. Ce relevé de dommages permet de connaître l'état global du système afin d'orienter la Ville de Montréal pour le remplacement ou la récupération des massifs de fondation ou du système d'ancrage.

La figure 24 montre la localisation des lampadaires investigués.

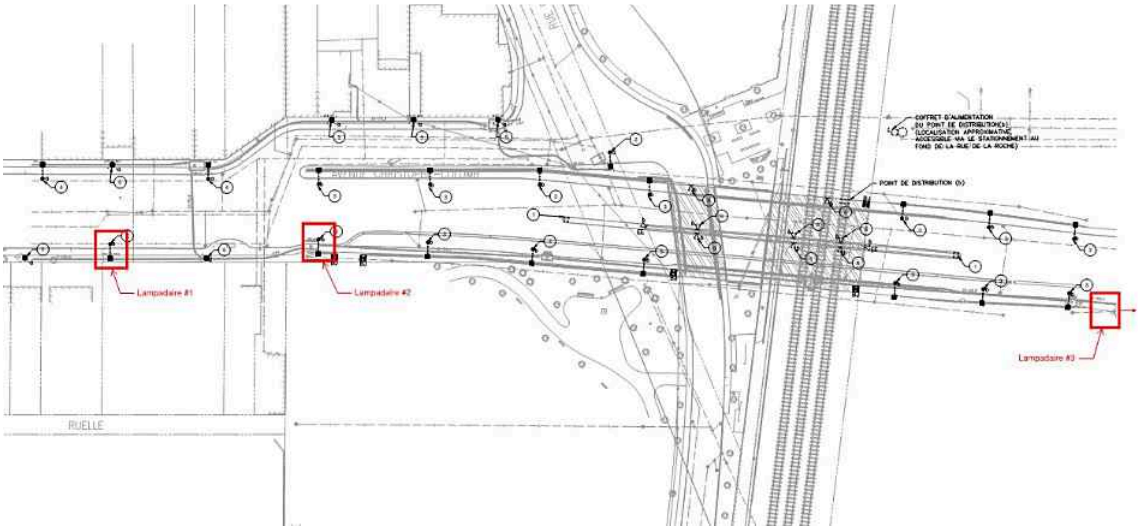


Figure 24 : Localisation des lampadaires investigués

Le lampadaire #1 est localisé dans un trottoir. Le lampadaire ne démontre pas de dommages apparents au niveau du fût et du système d'ancrage malgré le fait qu'il soit enfoui d'environ 100 mm sous le sol fini.

Le lampadaire #2 est fixé sur un poteau de garde-corps. La porte d'accès est manquante au niveau du fût. Un décollement de la soudure avec présence de cratères a été observé. Ces défauts peuvent avoir un impact sur la capacité structurale du fût. Le système d'ancrage du lampadaire au poteau de garde-corps n'est pas standard malgré qu'il semble avoir un comportement acceptable.



Lampadaire #1



Lampadaire #2

Le lampadaire #3 est localisé dans le sol. Plusieurs déformations par impact allant jusqu'à 115 mm de diamètre et jusqu'à 15 mm de profondeur ont été relevées à la base du fût. Le système d'ancrage n'est pas standard. Un piédestal en acier (HSS tubulaire) servant de rehaussement du massif de béton a été relevé sous la plaque de base située au niveau du sol. Les ancrages et le piédestal sont en bon état et semblent avoir un comportement adéquat.



Lampadaire #3



Piédestal lampadaire #3

5. Ouvrages d'art

5.1 Critères de conception

Les scénarios de reconstruction et de réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb développés dans cette étude tiennent compte des aspects technique, budgétaire, esthétique et de durabilité, le tout en considération de la conservation de l'état actuel des lieux afin de minimiser l'impact sur les infrastructures existantes, les routes avoisinantes et les services publics.

Le nouveau pont d'étagement routier est conçu conformément aux exigences des documents suivants :

- Le Code canadien sur le calcul des ponts routiers CAN/CSA-S6-14;
- Le Tome III « Ouvrages d'art » des Normes - Ouvrages routiers du MTQ;
- Le Manuel de conception des structures du MTQ.

Le pont est considéré irrégulier en raison de la courbe prononcée (variation brusque de la géométrie).

La catégorie d'importance sismique du nouveau pont d'étagement routier a été fixée à « autres ponts » selon le Code CAN/CSA S6-14 en accord avec la Ville de Montréal. Les périodes fondamentales (T) dans les deux directions d'analyse sont plus petites que 0,5 seconde et l'accélération S (0,2) est plus élevée que 0,35. Considérant ces valeurs spectrales pour une période de retour de 2 475 ans, la catégorie de performance sismique est 3. Une analyse dynamique élastique (ADE) incluant l'analyse spectrale de la réponse élastique multimodale a été réalisée dans la présente étude considérant l'irrégularité du pont.

5.2 Reconstruction du pont d'étagement routier P.E. 81-5169A

Les scénarios de reconstruction du pont routier développés dans cette étude prennent en considération l'option retenue par la Ville de Montréal à la suite de l'étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières à l'approche est du pont au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb réalisée en 2018. Le remplacement du pont en biais existant par un pont courbe non conventionnel a été retenu.

Deux scénarios de système structural pour le tablier ont été étudiés :

- Scénario 1 – Pont courbe à poutres en acier et dalle mince en béton armé;
- Scénario 2 – Pont courbe à dalle épaisse en béton précontraint par post tension.

Les scénarios sont optimisés en considérant les contraintes suivantes :

- Le maintien d'un dégagement horizontal de 3,0 m minimum entre le pont routier et le pont ferroviaire existant;
- Le maintien d'un dégagement vertical équivalent ou légèrement supérieur à celui existant.

5.2.1 Géométrie du tablier

Les tracés vertical et horizontal de la rue des Carrières ainsi que la géométrie en plan du tablier du nouveau pont d'étagement routier ont été déterminés dans l'étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières. La largeur de tablier de 13 920 mm comprend deux voies de circulation de 3 500 mm, deux accotements de 500 mm, deux trottoirs de 2 500 mm et des dispositifs de retenue de type « Pennsylvanie » de 460 mm. La hauteur du dispositif de retenue doit être de 1 370 mm considérant la présence potentielle de cyclistes sur le nouveau pont.

Le gabarit de la rue des Carrières aux approches a également été déterminé dans l'étude de faisabilité afin d'assurer un raccordement optimal avec les aménagements existants.

5.2.2 Systèmes structuraux du tablier

5.2.2.1 Scénario 1 - Pont à poutres en acier

Le scénario 1 proposé consiste à construire un nouveau pont d'étagement routier avec un tablier courbe à poutres d'acier et dalle mince en béton.

Le tablier est composé d'une dalle mince en béton armé de 200 mm d'épaisseur supportée par des poutres en I en acier. Neuf poutres continues d'une hauteur de 500 mm (WWF500) sont prévues pour ce scénario. Étant donné la géométrie particulière du pont, les poutres sont parallèles entre elles et par rapport au côté extérieur de la dalle. Elles sont donc courbées. La longueur de la dalle en porte-à-faux est ainsi constante d'une extrémité à l'autre du pont. La figure 27 montre une coupe transversale typique du tablier proposé. La métallisation et la peinture des poutres d'acier ont été prévues comme revêtement de protection contre la corrosion.

Des joints de tablier à une garniture sont prévus aux axes 1 et 3 afin d'assurer un comportement adéquat en service. La courbe prononcée du tablier augmentant la longueur de projection transversale à l'axe 1 explique le comportement particulier en service du système et la nécessité de mettre en place un joint de tablier. Une dalle de transition de dimensions standards est prévue à chaque approche.

Le dispositif de retenue recommandé par la Ville de Montréal est de type « Pennsylvanie BR27C modifié » dans un but d'uniformisation avec les autres dispositifs de retenue du secteur.

Le plan d'ensemble du *Scénario 1 – Option poutres en acier* est disponible à l'annexe D. Ce plan démontre l'envergure des travaux, une vue en plan, une coupe transversale du tablier proposé et une coupe longitudinale du pont, ce qui permet également de localiser les services publics, les services municipaux et les autres installations souterraines à proximité.

Les figures suivantes sont extraites du plan d'ensemble.

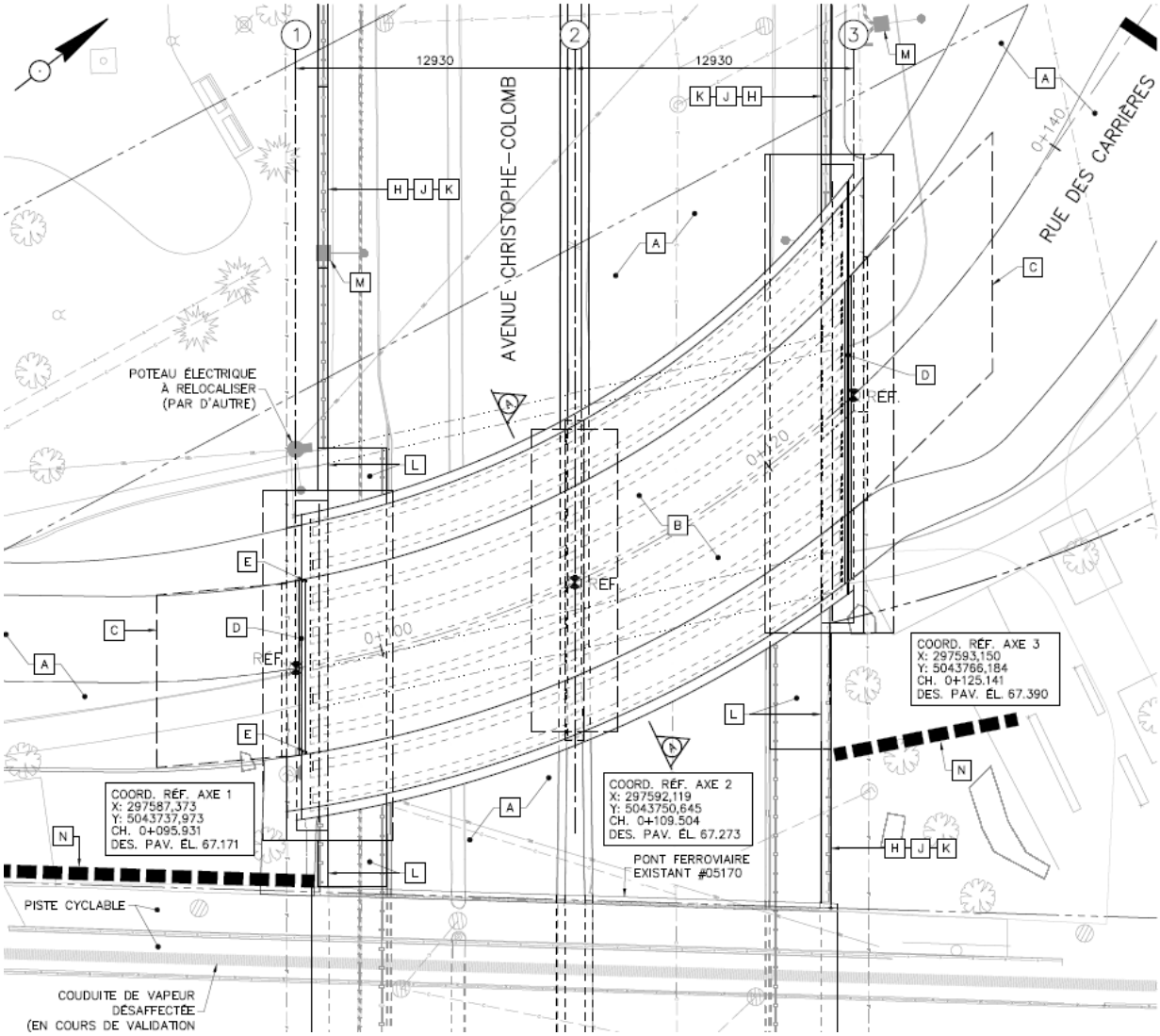


Figure 25 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 1 – Option poutres en acier – Vue en plan

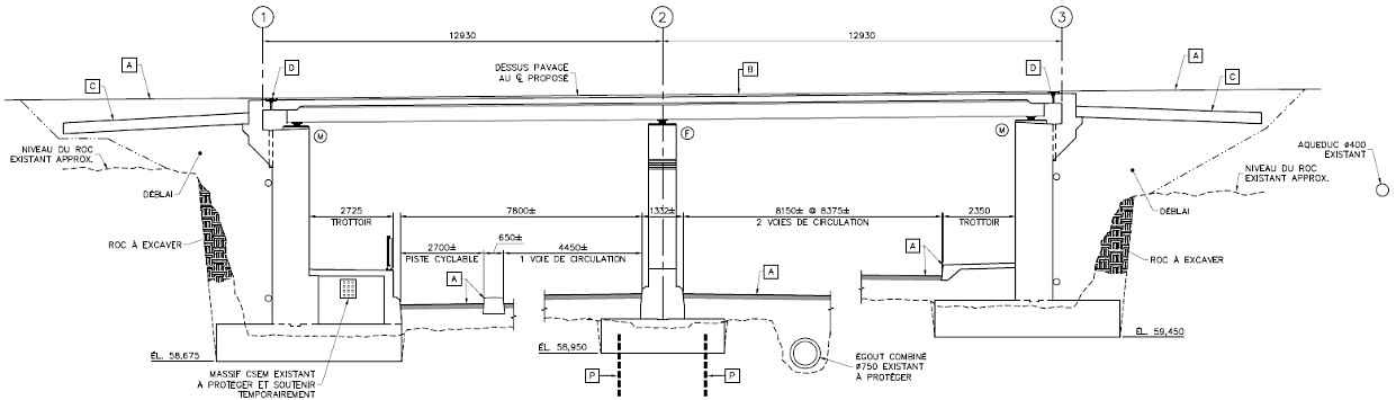


Figure 26 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 1 – Option poutres en acier – Coupe au CL proposé

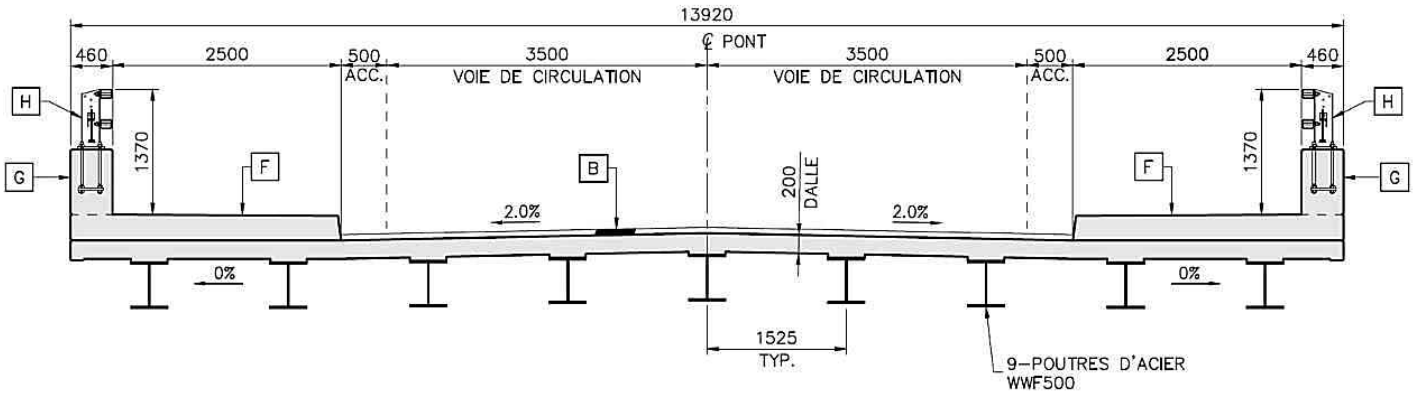


Figure 27 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 1 – Option poutres en acier – Coupe transversale type du tablier proposé

Étant donné la géométrie non conventionnelle du tablier (courbe prononcée), une modélisation 3D a été réalisée à l'aide du logiciel Advance Design America (ADA) afin d'obtenir les efforts réels et d'optimiser la conception. Un des modèles est montré à la figure 28 et il est à noter que la géométrie des unités de fondation ne représente pas le concept proposé, mais l'impact sur les efforts dans le tablier qui est négligeable.

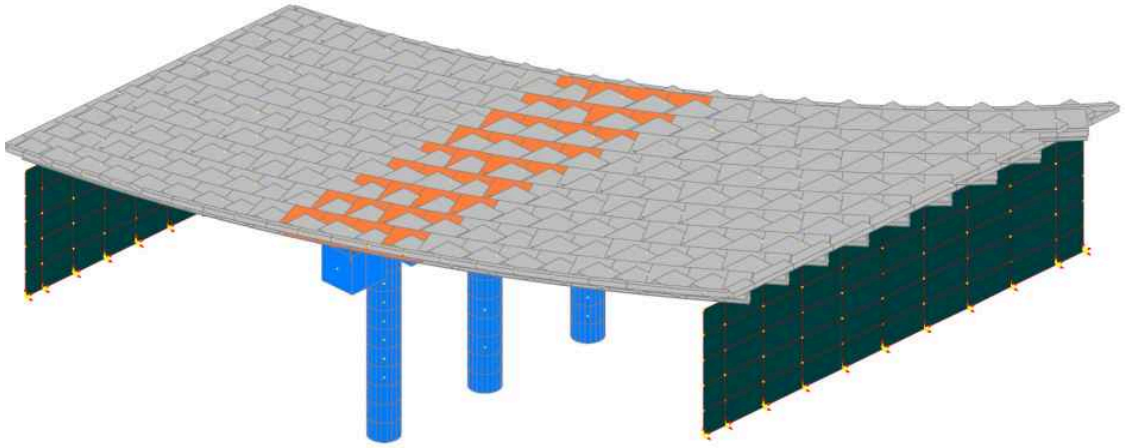


Figure 28 : Modélisation 3D du tablier à poutres en acier avec dalle mince en béton avec ADA

5.2.2.2 Scénario 2 – Pont à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension

Le scénario 2 proposé consiste à construire un nouveau pont d'étagement routier avec un tablier courbe à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension.

Le tablier est composé d'une dalle épaisse de béton précontraint par post-tension de 730 mm d'épaisseur. Trente-deux câbles longitudinaux 4C15 (aire = 150 mm²) sont requis pour assurer la capacité de la dalle épaisse. La figure 31 montre une coupe transversale typique du tablier proposé. Une précontrainte transversale de la dalle épaisse a également été prévue afin de pallier aux effets de courbure et de « biais » à l'axe 3.

Des joints de tablier à une garniture sont prévus aux axes 1 et 3 afin d'assurer un comportement adéquat en service. La courbe prononcée du tablier augmentant la longueur de projection transversale à l'axe 1 explique le comportement particulier en service du système et la nécessité de mettre en place un joint de tablier. Une dalle de transition de dimensions standards est prévue à chaque approche.

Le dispositif de retenue recommandé par la Ville de Montréal est de type « Pennsylvanie BR27C modifié » dans un but d'uniformisation avec les autres dispositifs de retenue du secteur.

Le plan d'ensemble du *Scénario 2 – Option dalle épaisse* est disponible à l'annexe E. Ce plan démontre l'envergure des travaux, une vue en plan, une coupe transversale du tablier proposé et une coupe longitudinale du pont, ce qui permet également de localiser les services publics, les services municipaux et les autres installations souterraines à proximité.

Les figures suivantes sont extraites du plan d'ensemble.

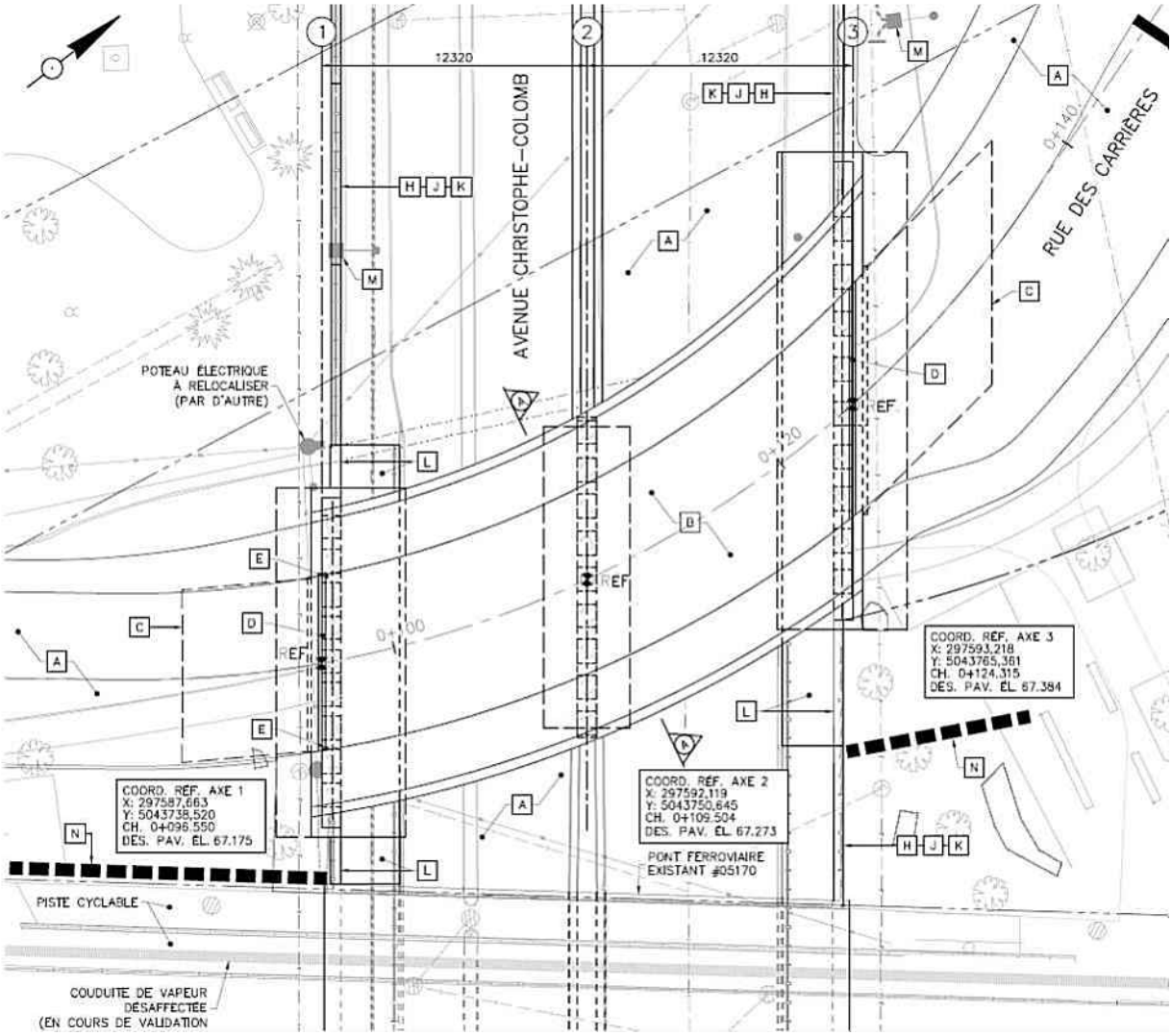


Figure 29 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 2 – Option dalle épaisse en béton précontraint – Vue en plan

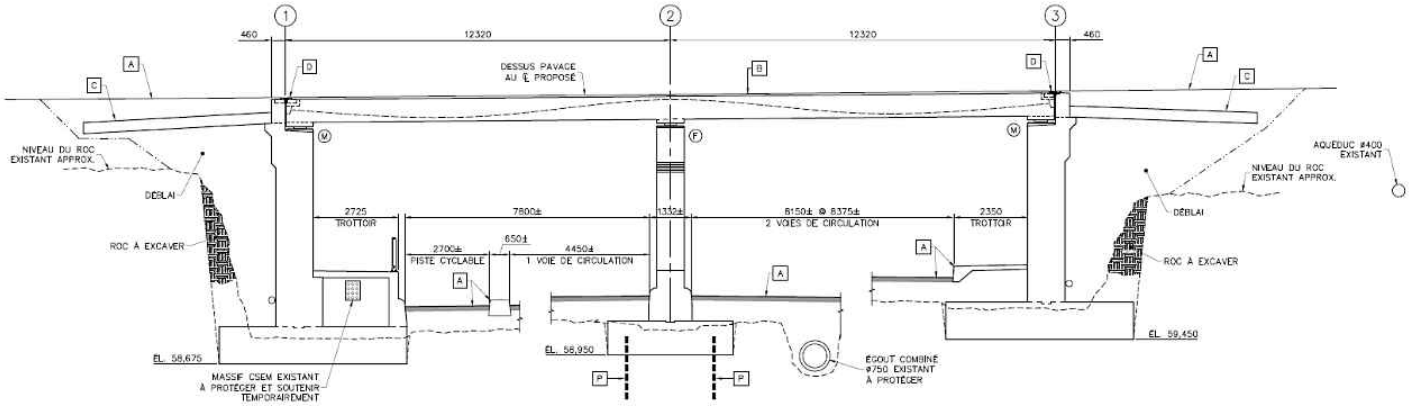


Figure 30 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 2 – Option dalle épaisse en béton précontraint – Coupe au CL proposé

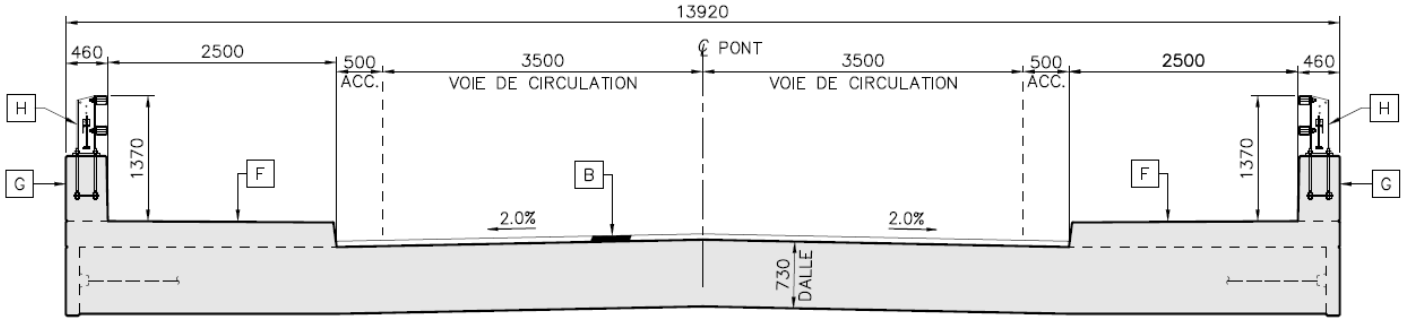


Figure 31 : Extrait du plan d'ensemble du scénario 2 – Option dalle épaisse en béton précontraint – Coupe transversale type du tablier proposé

Étant donné la géométrie non conventionnelle du tablier (courbe prononcée), une modélisation 3D a été réalisée à l'aide du logiciel CSI Bridge afin d'obtenir les efforts réels (contraintes en service / traction maximale) et d'optimiser la conception. Le modèle 3D est montré à la figure 32 et il est à noter que la géométrie des unités de fondation ne représente pas le concept proposé, mais l'impact sur les efforts dans le tablier est négligeable.

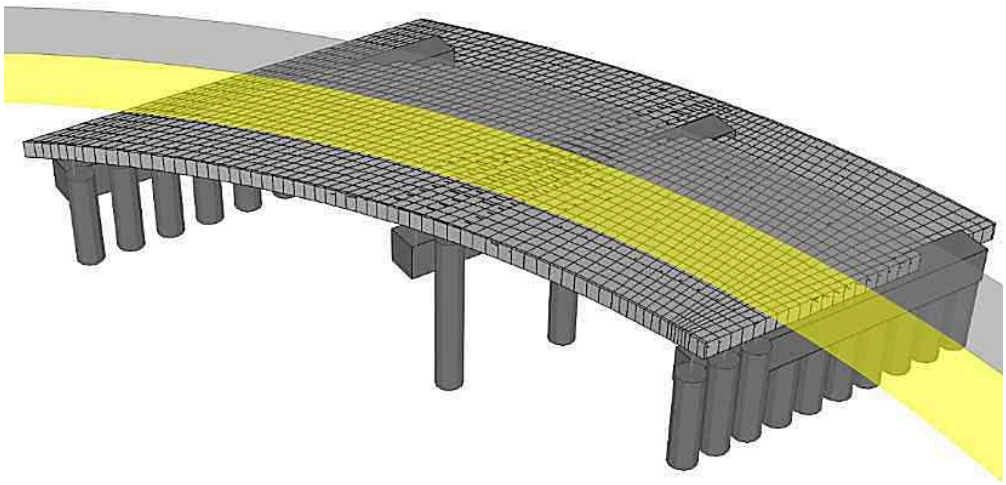


Figure 32 : Modélisation 3D du tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension avec CSI Bridge

5.2.3 Fondations

Le tablier du nouveau pont est supporté aux extrémités par deux culées et au centre par une pile. Les semelles superficielles prennent appui directement sur le roc et les fondations sont placées à une profondeur de 1,8 m par rapport au sol fini afin de respecter la profondeur de protection au gel recommandée dans l'étude géotechnique.

La construction du nouveau pont requiert des excavations importantes allant jusqu'à ± 8,5 m de profondeur. Des soutènements temporaires doivent être érigés aux approches du nouveau pont afin de soutenir les remblais au-dessus du roc. Ces ouvrages temporaires devront faire l'approbation du CPR avant les travaux.

Ces soutènements temporaires pourront être de type berlinois avec ancrages au roc, tel que montré à la figure 33.

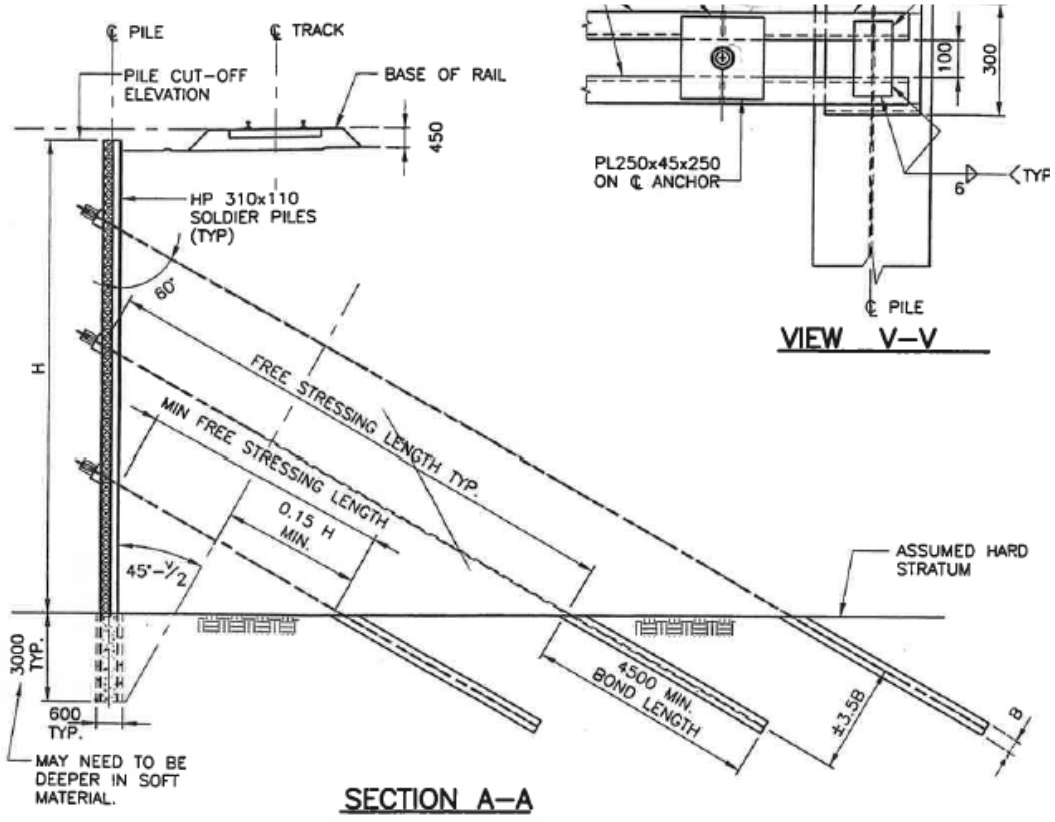


Figure 33 : Coupe type d'un mur berlinois temporaire ancré au roc

De l'excavation 1re classe est à prévoir puisque les dimensions des semelles projetées sont légèrement supérieures à celles des semelles existantes.

Les culées proposées sont positionnées de manière à assurer la continuité des murs de front avec les murs de soutènement adjacents et ainsi permettre de maintenir une largeur de trottoir constante sur l'ensemble du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières. Les appareils d'appui aux culées sont mobiles (guidés longitudinalement) et fixes à la pile.

Les figures suivantes illustrent les dimensions des culées proposées ainsi que les interventions requises à faire aux trottoirs et murs de soutènement adjacents.

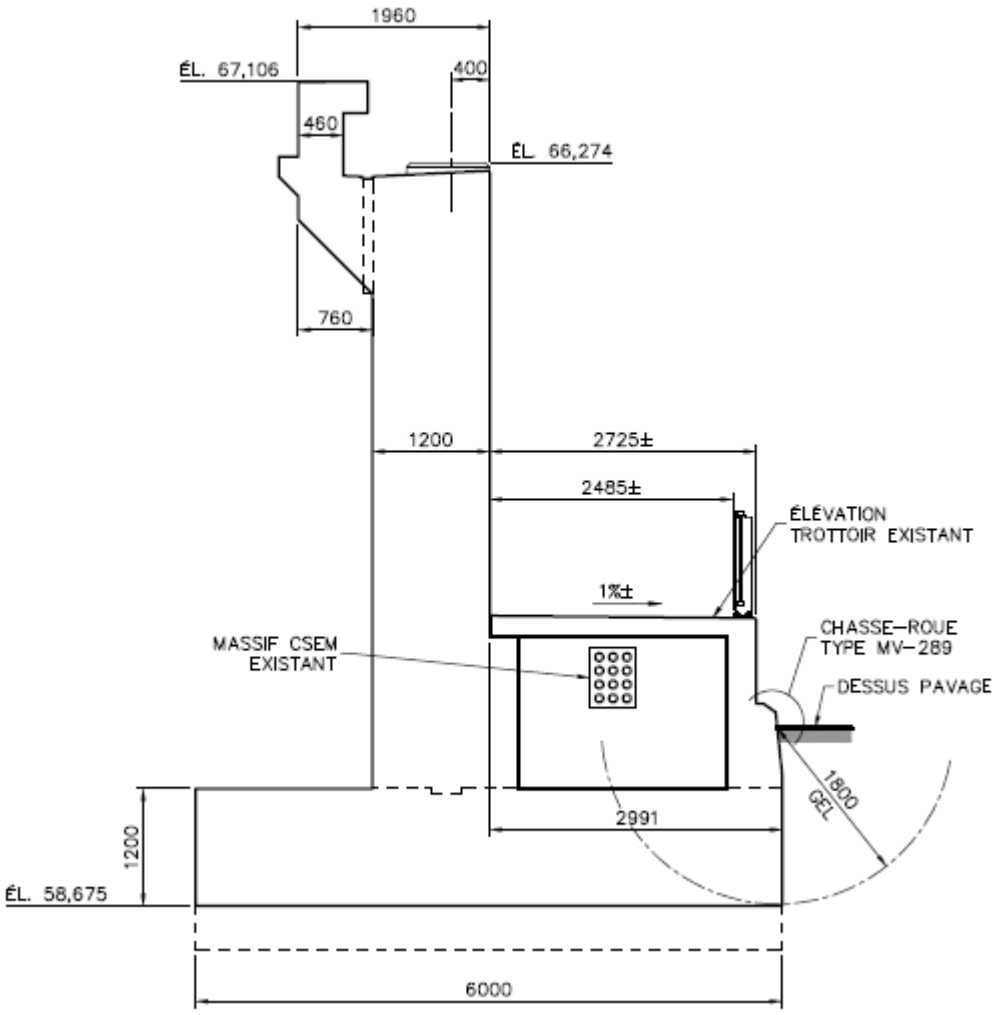


Figure 34 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 1 - Coupe type avec trottoir structural

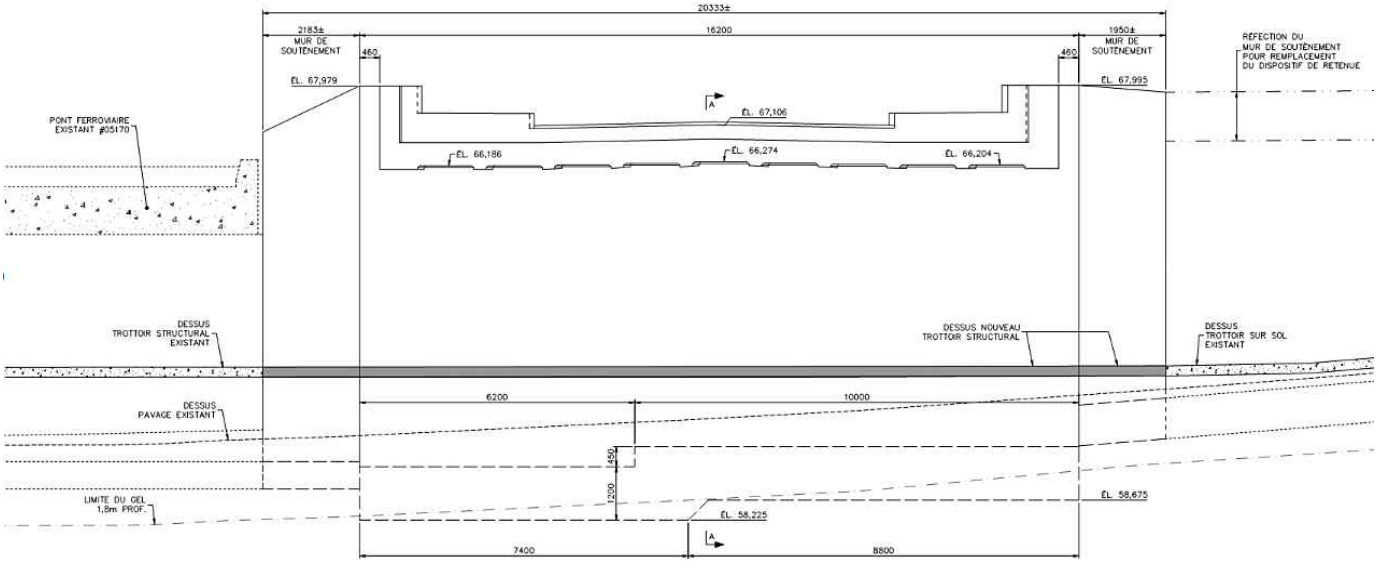


Figure 35 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 1 – Vue en élévation

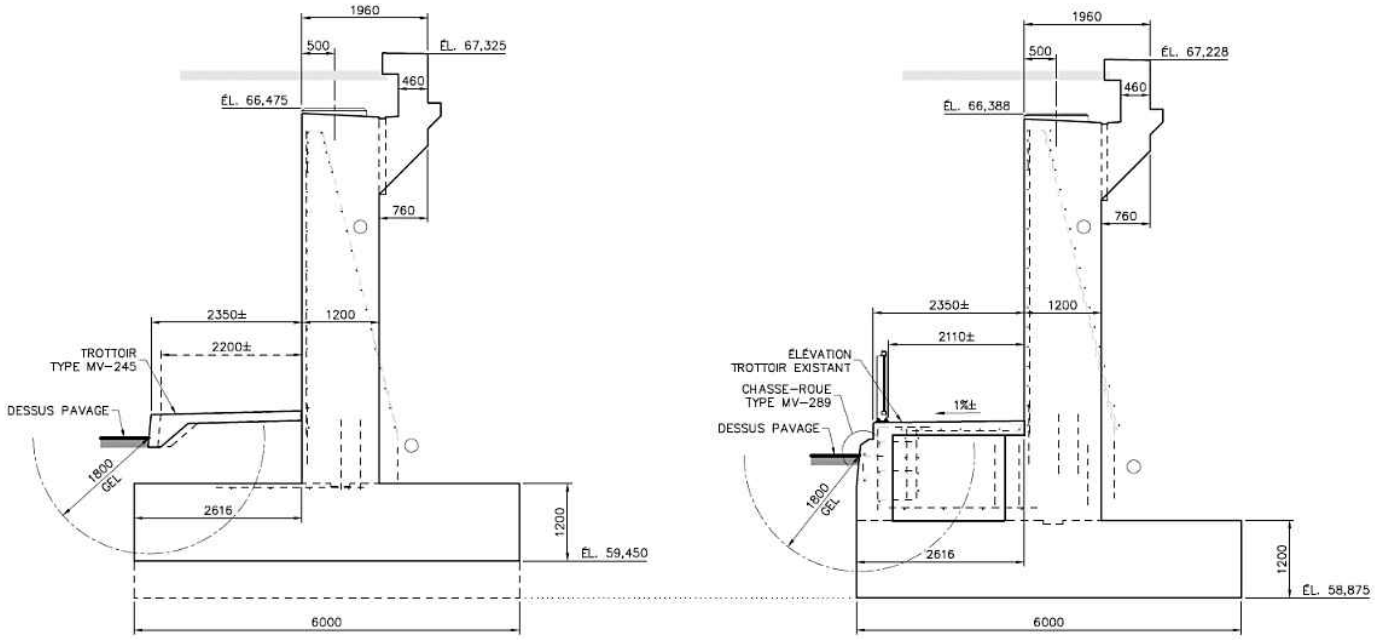


Figure 36 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 3 - Coupe type avec trottoir standard et trottoir structural

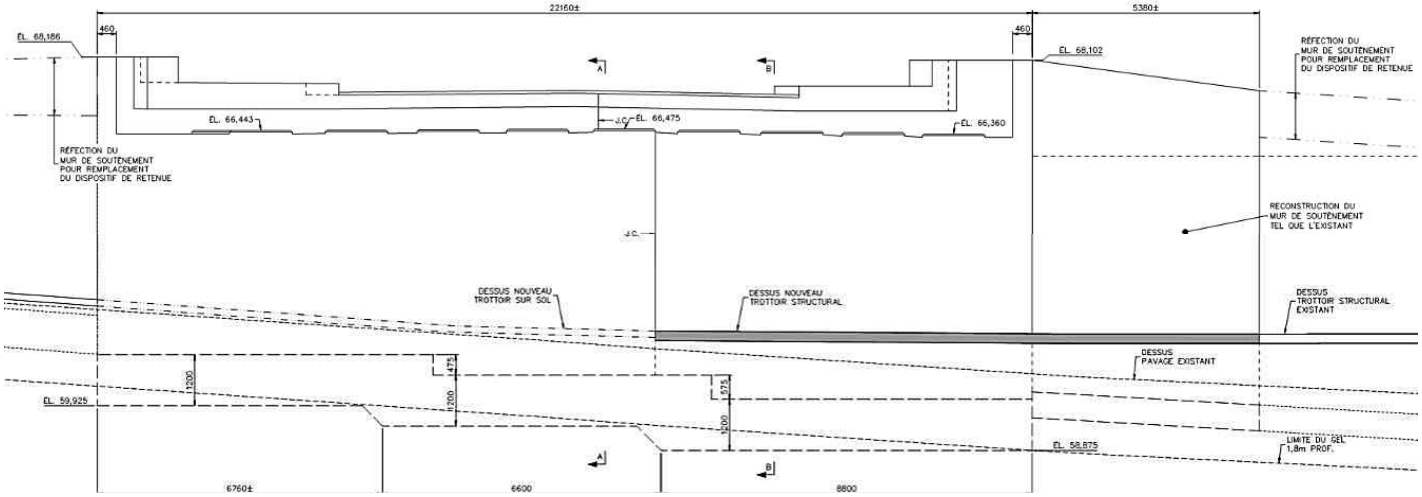


Figure 37 : Pont d'étagement routier – Culée proposée axe 3 – Vue en élévation

Pour la pile, les deux variantes suivantes ont été étudiées et sont présentées aux sous-sections suivantes :

- Variante A – Pile à 4 colonnes carrées;
- Variante B – Pile à 5 colonnes rondes.

5.2.3.1 Variante A – Pile à 4 colonnes carrées

La variante A consiste à la construction d'une pile à 4 colonnes carrées de 900 mm. La semelle est prévue en escalier considérant la dénivellation du roc dans l'axe de l'avenue Christophe-Colomb. Quatorze ancrages au roc sont requis afin de rencontrer les exigences sismiques actuelles. Un piédestal en béton à la base des colonnes en guise de glissière est prévu afin d'éviter les impacts. La géométrie proposée du chevêtre et des colonnes avec goussets à la jonction est en quelque sorte un rappel de la pile du pont ferroviaire adjacent dans un but d'esthétisme. Les figures suivantes illustrent une vue en élévation ainsi qu'une coupe type de la pile.

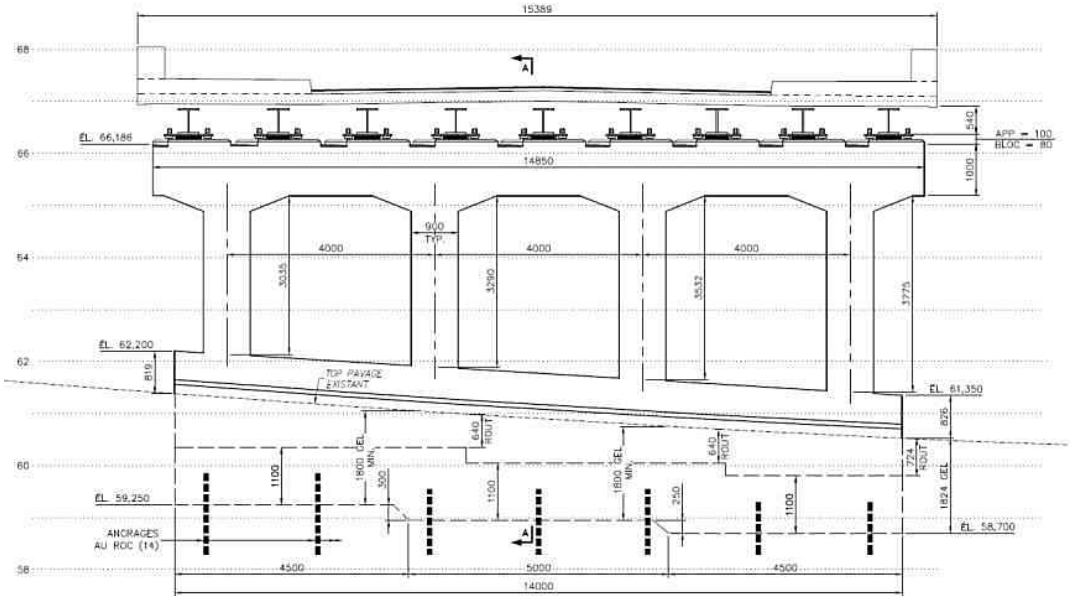


Figure 38 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Variante A - Vue en élévation

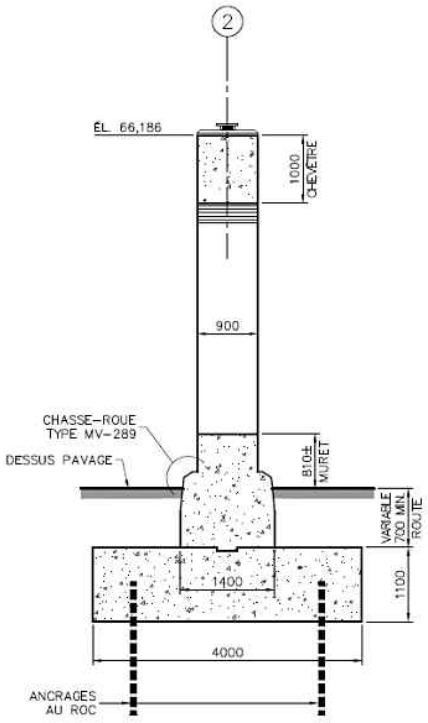


Figure 39 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Coupe type colonnes carrées

La figure suivante illustre le modèle SAP2000 utilisé pour la conception des unités de fondation.

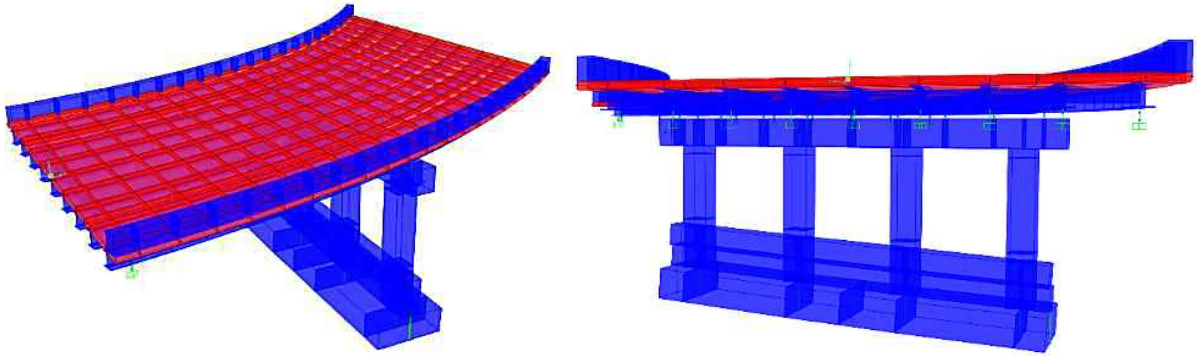


Figure 40 : Modélisation 3D de la pile avec SAP2000

5.2.3.2 Variante B – Pile à 5 colonnes rondes

La variante B consiste à la construction d'une pile à 5 colonnes rondes de 900mm de diamètre. La semelle est prévue en escalier considérant la dénivellation du roc dans l'axe de l'avenue Christophe-Colomb. Quatorze ancrages au roc sont requis afin de rencontrer les exigences sismiques actuelles. Un piédestal en béton à la base des colonnes rondes en guise de glissière est prévu afin d'éviter les impacts et protéger les usagers de la route. La géométrie proposée du chevêtre et des colonnes est plus conventionnelle que la variante A.Les figures suivantes illustrent une vue en élévation ainsi qu'une coupe type de la pile.

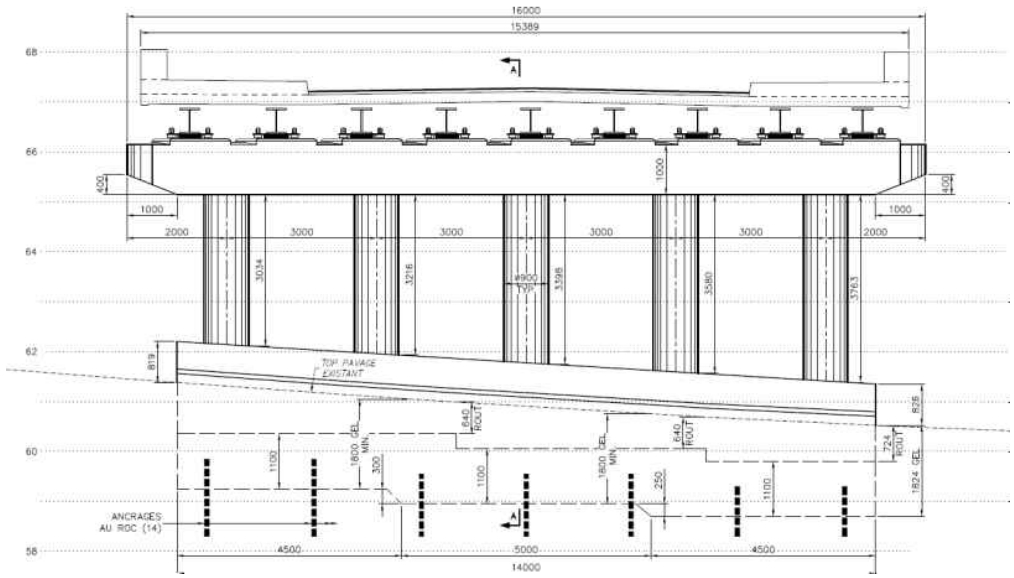


Figure 41 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Variante B - Vue en élévation

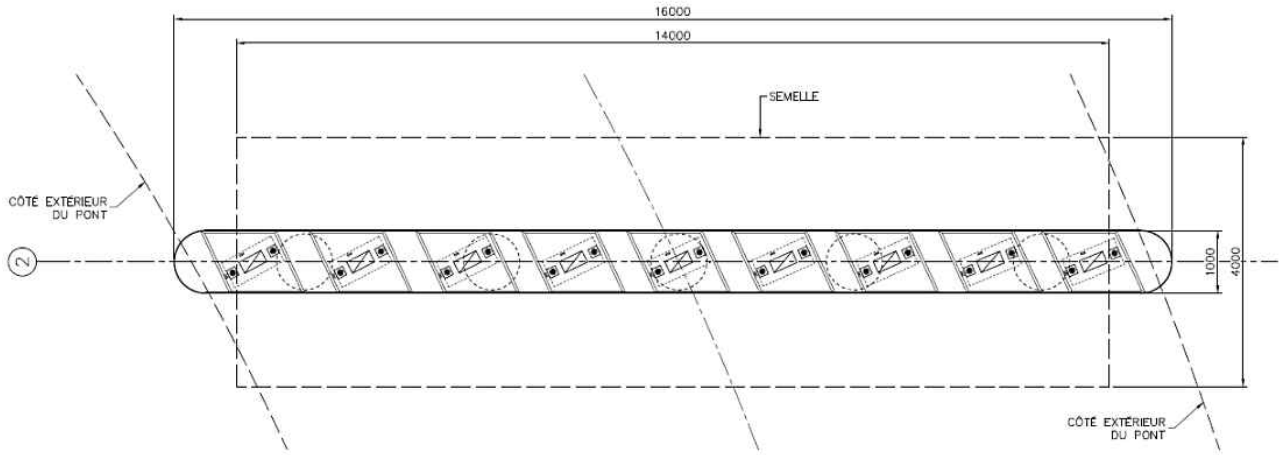


Figure 42 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Variante B - Vue en plan

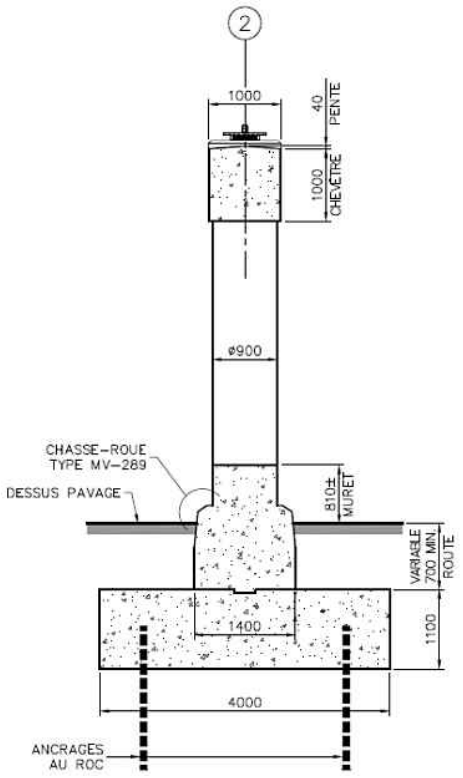


Figure 43 : Pont d'étagement routier – Pile axe 2 – Coupe type colonnes rondes

5.3 Murs de soutènement

La reconstruction du pont engendre la reconstruction complète sur la pleine hauteur d'une partie des murs de soutènement adjacents aux culées. Les murs sont reconstruits selon les mêmes dimensions que l'existant.

La réfection du haut des murs de soutènement pour le remplacement des garde-corps existants par des dispositifs de retenue de type « Pennsylvanie BR27C modifié » est également prévue sur l'ensemble des murs du passage inférieur à la demande de la Ville de Montréal. Ces travaux impliquent la démolition du haut du mur sur une hauteur de ± 500 mm, tel qu'illustré à la figure 44.

Les murs de soutènement sont rehaussés légèrement de façon graduelle à proximité du nouveau pont afin de considérer le rehaussement de profil de la rue des Carrières. De plus, des réparations locales de béton sans surépaisseur sont effectuées afin de maintenir les murs en bon état.

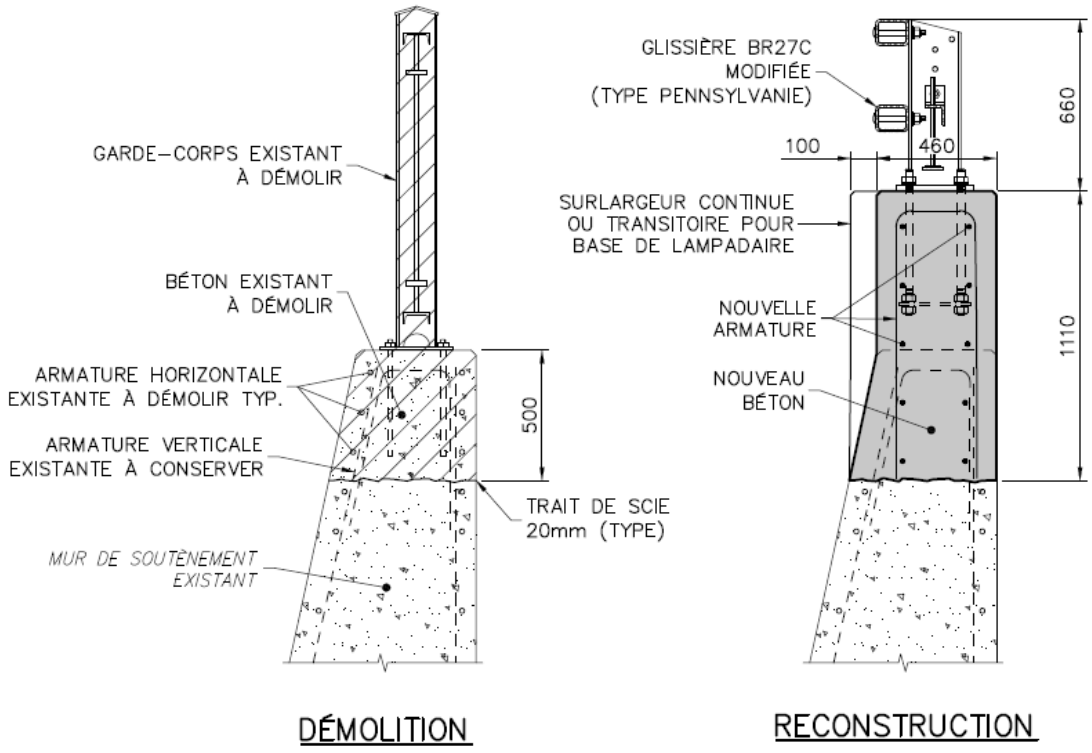


Figure 44 : Mur de soutènement – Dispositif de retenue – Dispositif de retenue de type BR27C

Le système proposé permet d'atteindre un niveau de sécurité, soit une résistance à l'impact conforme aux exigences de la norme CSA/CAN-S6-14. Dans le cadre de cette étude, le dispositif de retenue est prévu sur l'ensemble des murs du secteur dans un but d'uniformité. Cependant, pour les sections de murs où il n'y a aucun risque d'impact de véhicule, il

y a possibilité de remplacer le dispositif de retenue par un garde-fou ayant pour objet la protection des piétons et des cyclistes seulement.

5.4 Réfection du pont ferroviaire P.F. 81-5170B

Réfection

Les interventions proposées pour la réfection du pont ferroviaire P.F. 81-5170B consistent à :

- La réparation avec coffrages sans surépaisseur de pile, culée, dessous de dalle et mur de soutènement;
- La réfection des côtés extérieurs pour le remplacement des garde-corps existants par des dispositifs de retenue de type « Pennsylvanie BR27C modifié »;
- La reconstruction du chasse-roue à la pile;
- La réfection de la piste cyclable.

Lors des travaux de réfection du pont ferroviaire, la présence d'un signaleur ferroviaire devra être validée.

Les travaux à la pile devront être réalisés en phases ou à l'aide de supports temporaires afin de conserver l'intégrité structurale du pont. Les phases de démolition et de réparation seront élaborées à une étape subséquente.

Le plan d'ensemble de la réfection du pont ferroviaire est disponible en annexe. Ce plan démontre l'envergure des travaux, une vue en plan, une coupe transversale du tablier ainsi qu'une coupe longitudinale du pont et il permet également de localiser les services publics, les services municipaux et les autres installations souterraines à proximité.

Les figures suivantes sont extraites du plan d'ensemble.

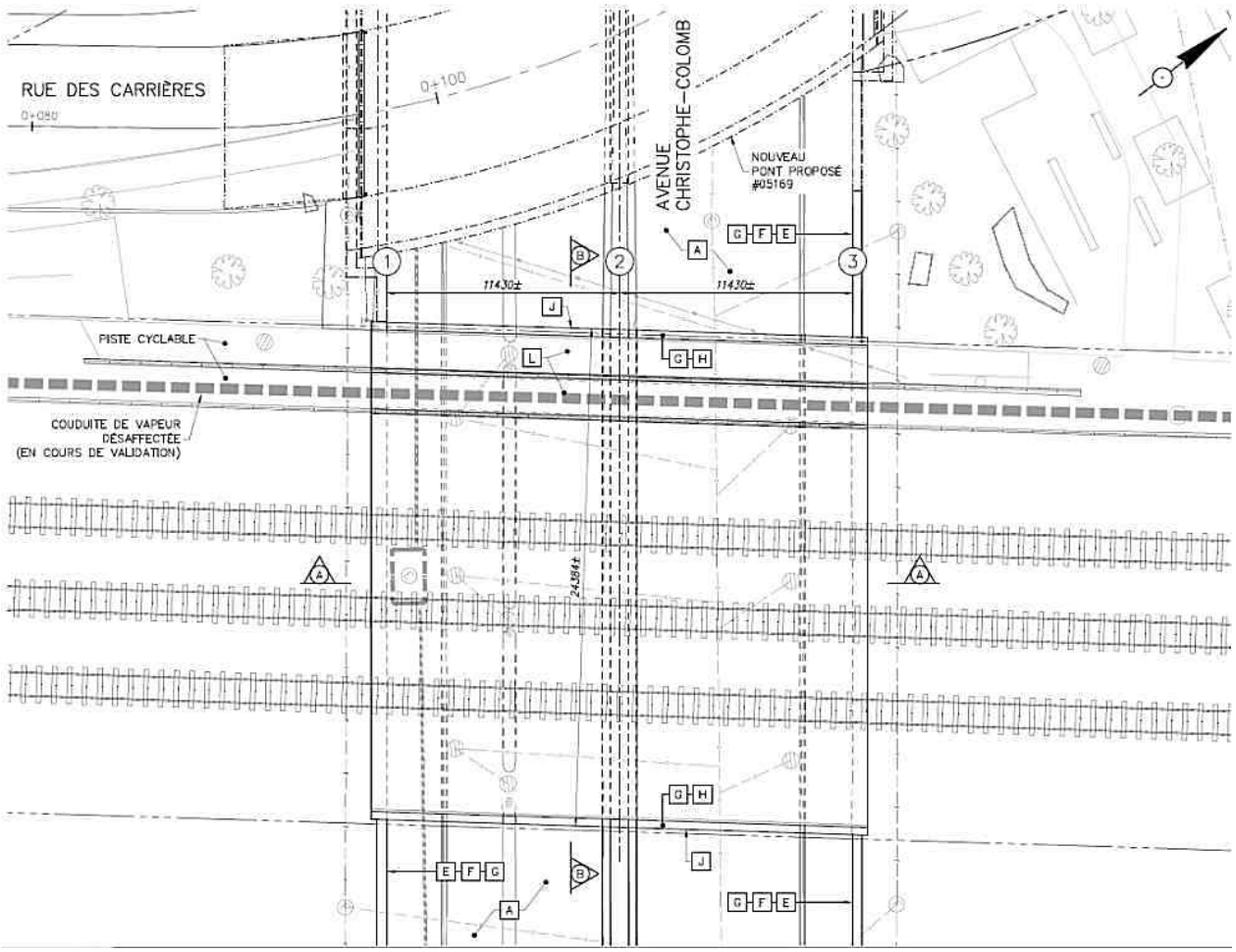


Figure 45 : Extrait du plan d'ensemble – Vue en plan

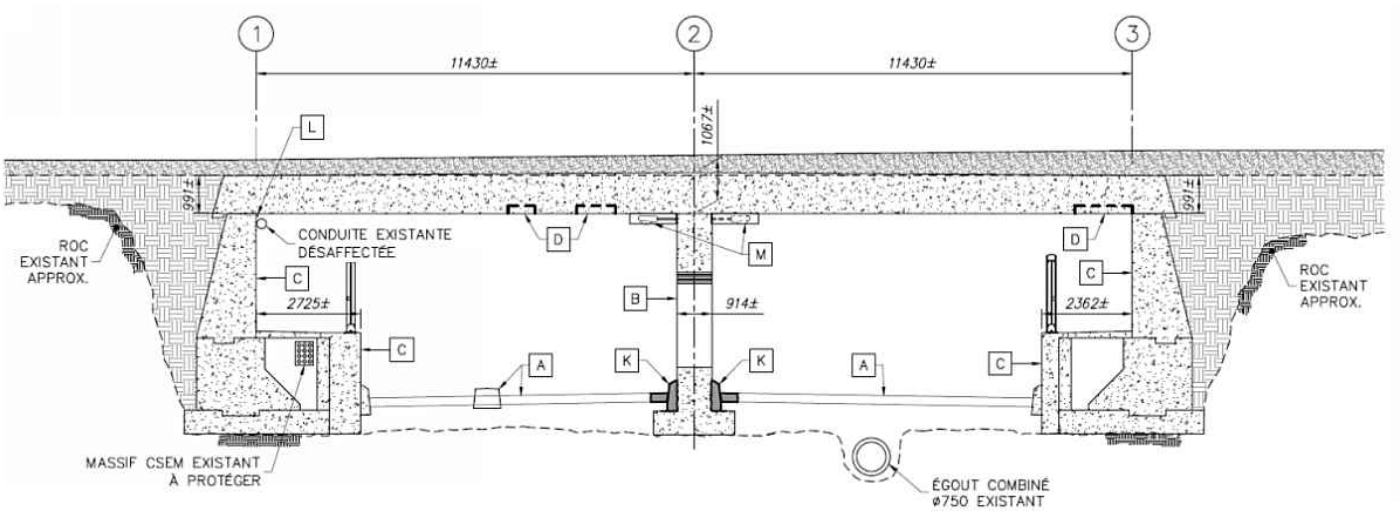


Figure 46 : Extrait du plan d'ensemble – Vue en élévation

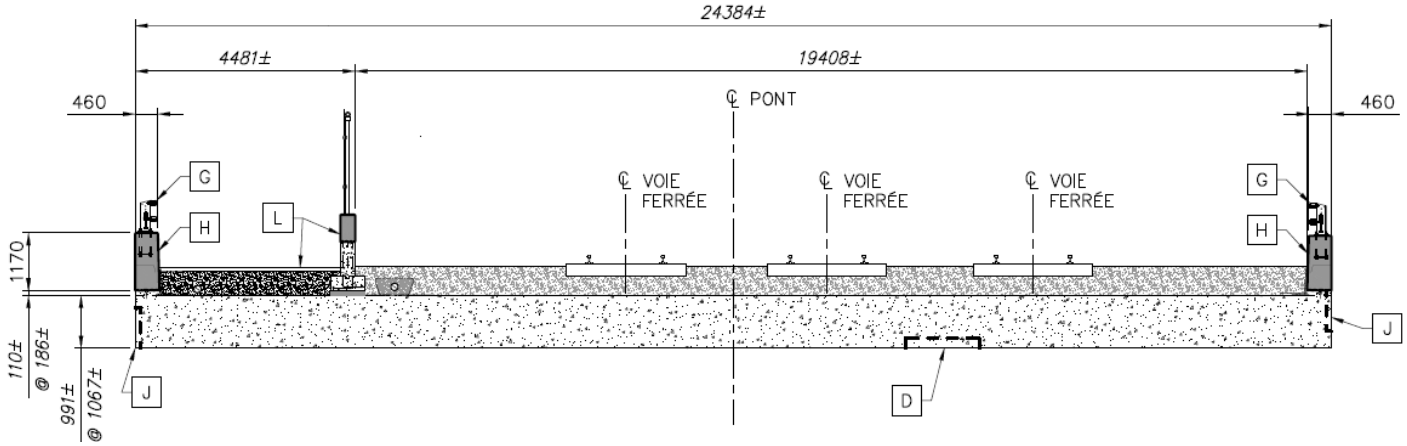


Figure 47 : Extrait du plan d'ensemble – Coupe transversale du tablier

Les dispositifs de retenue proposés sont composés d'un parapet en béton armé et d'une glissière de type « Pennsylvanie BR27C modifié », tel que prévu sur l'ensemble des structures du passage inférieur.

La reconstruction des chasse-roues à la pile est nécessaire afin d'assurer une continuité avec le chasse-roue prévu au niveau de la pile du pont d'étagement routier et de l'îlot central.

Des coupes de réparations typiques proposées sont montrées aux figures suivantes.

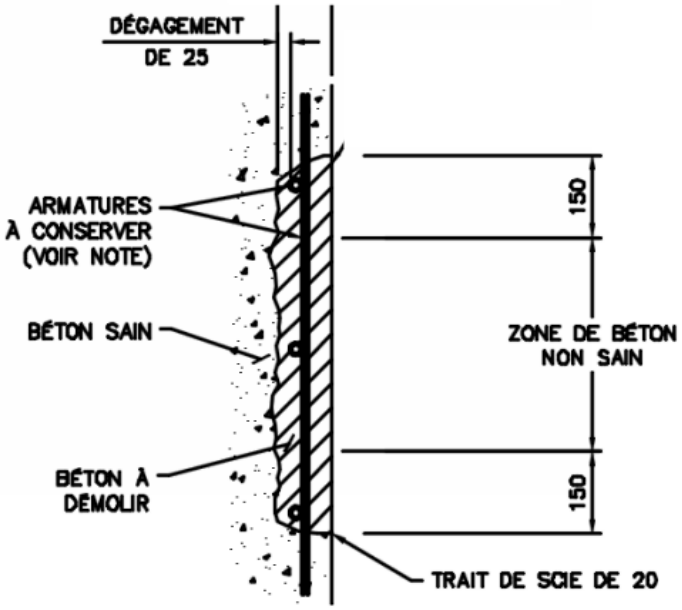
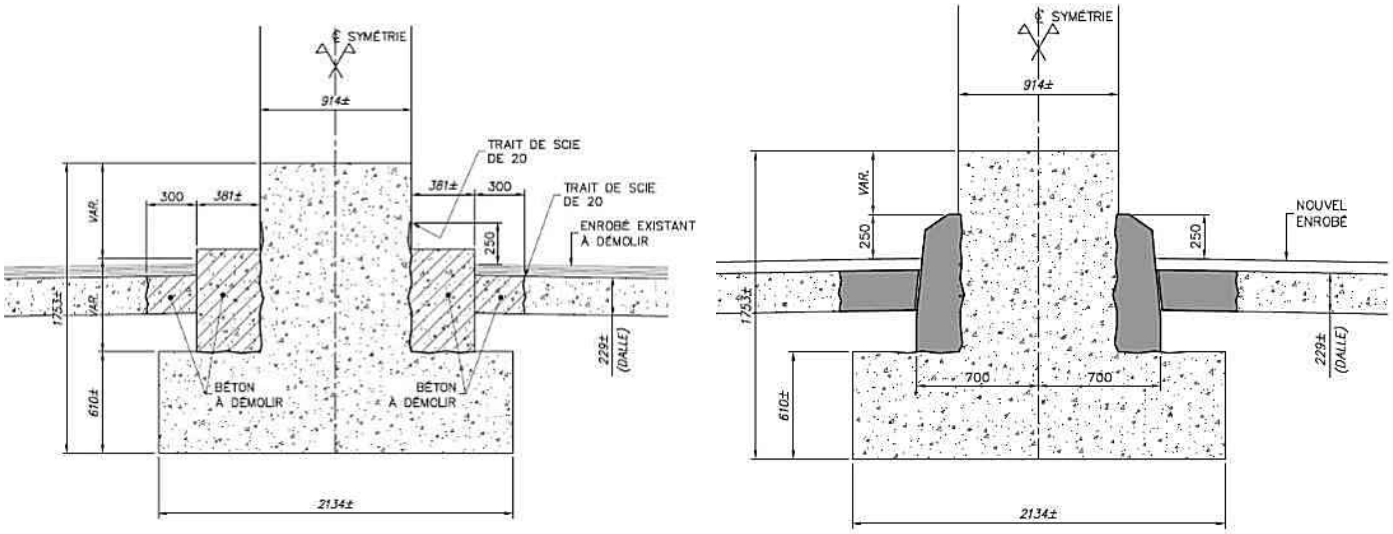


Figure 48 : Réparation typique du béton avec coffrage sans surépaisseur



Démolition **Reconstruction**

Figure 49 : Pont ferroviaire – Reconstruction du chasse-roue à la pile

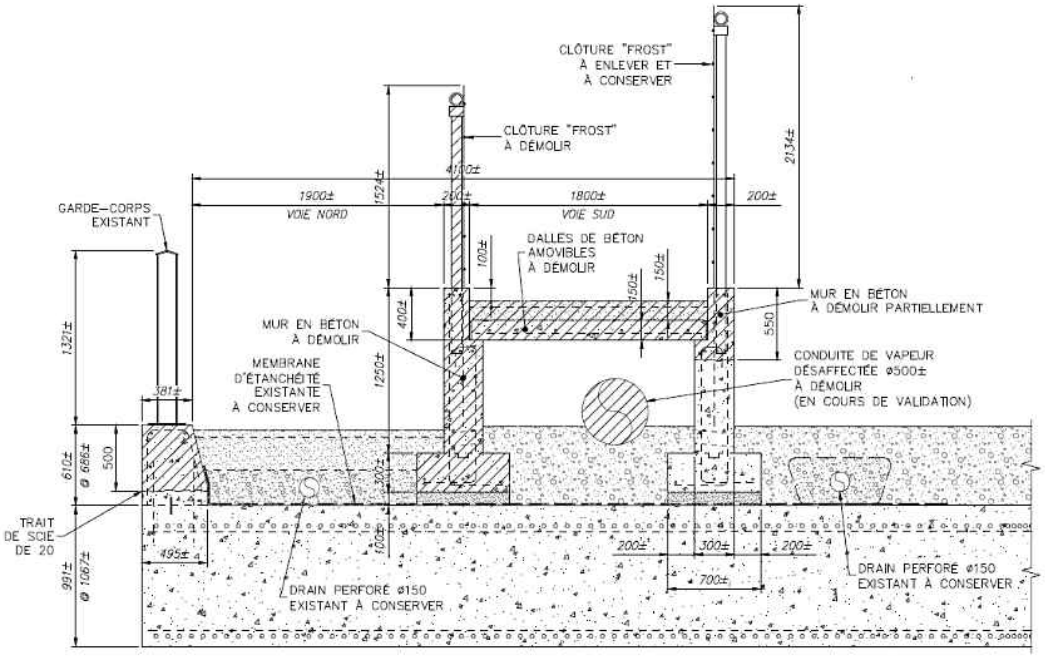
Évaluation de la capacité portante (à venir - 2019)

Considérant l'absence de données sur la capacité portante réelle du pont ferroviaire (81-05170B) exploité par le CPR, il a été statué qu'une évaluation de capacité portante serait réalisée dans le cadre de la présente étude. Celle-ci sera réalisée de façon conforme aux prescriptions du « *Manual for railway engineering* » de l'AREMA en tenant compte d'un chargement théorique de type E70. Les résultats de l'évaluation de la capacité portante ainsi que toutes les recommandations de travaux supplémentaires dans le cas où la capacité adaptée serait inférieure à la capacité souhaitée seront intégrés au rapport d'avant-projet définitif à l'étape suivante du projet.

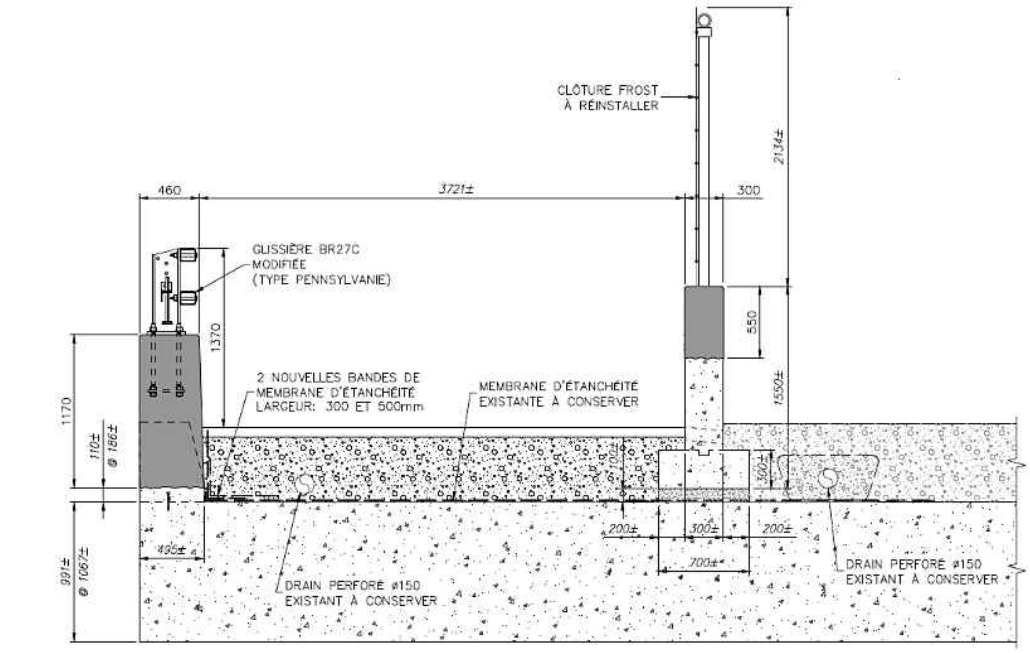
L'analyse permettra également d'évaluer si des mesures de support temporaire et/ou une séquence de travail seront requis pendant les travaux prévus à la pile du pont, et ce, en fonction des travaux prévus.

5.4.1 Réfection de la piste cyclable surélevée

La réfection de la piste cyclable située sur le pont ferroviaire consiste à démolir la structure de la voie sud de la piste cyclable, section surélevée, pour l'abaisser au même niveau que la voie nord. Le muret en béton séparant les deux voies est démoli ainsi que la dalle de béton amovible. La conduite de vapeur de 500 mm de diamètre est également démantelée, et ce, en considérant que cette dernière est désaffectée (en cours de validation). La partie supérieure du muret de béton séparant la piste cyclable des voies ferrées est démolie et reconstruite au même niveau afin de conserver une hauteur de clôture équivalente à celle existante. La possibilité de démolir la partie supérieure du mur et la clôture est également proposée afin de diminuer la hauteur du muret et, par le fait même, de diminuer l'écran visuel. Les deux options sont présentées aux figures suivantes.

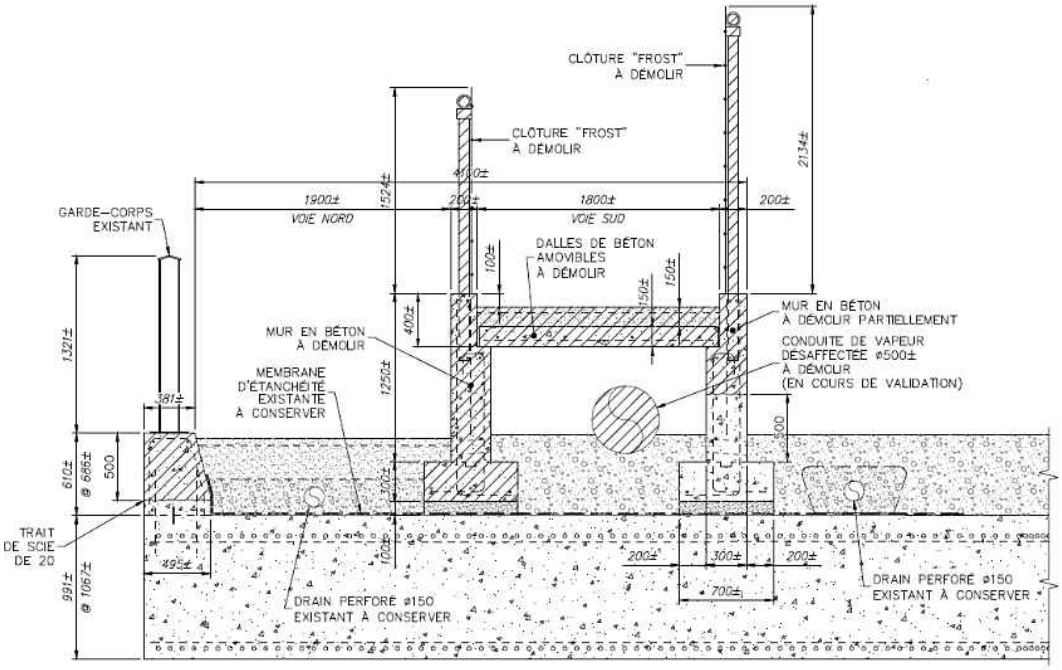


Démolition

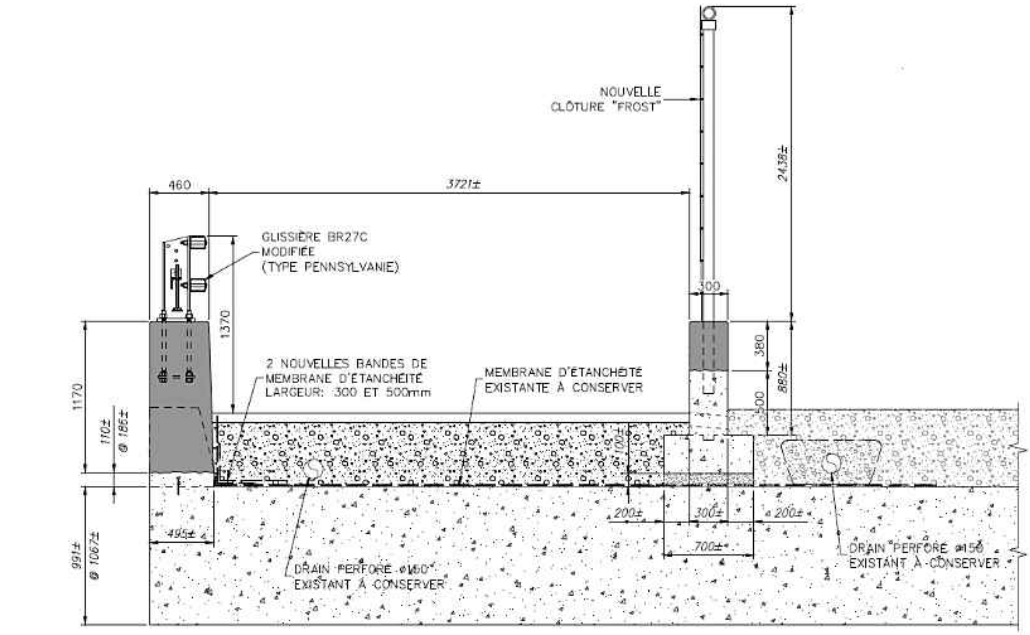


Reconstruction

Figure 50 : Pont ferroviaire - Piste cyclable – Option 1



Démolition



Reconstruction

Figure 51 : Pont ferroviaire - Piste cyclable – Option 2

L'abaissement de la piste cyclable fait en sorte que le panneau publicitaire appartenant au CPR devient un obstacle pour les cyclistes puisqu'il se retrouve directement au centre de la piste. La possibilité de relocaliser le panneau ou de l'éliminer est présentement en analyse par la Ville de Montréal.

6. Conception routière

6.1 Définition des différents secteurs étudiés

En ce qui concerne les études géométriques et les aménagements de surface, la zone d'étude est séparée en deux secteurs distincts :

- Le secteur « des Carrières » qui fait l'objet du rapport « Étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières à l'approche Est du pont au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb », rapport final – version définitive du 6 juin 2018 réalisé par EXP;
- Le secteur « Christophe-Colomb » qui a été ajouté dans le cadre du présent avant-projet préliminaire.

Ces secteurs sont montrés à la figure suivante.

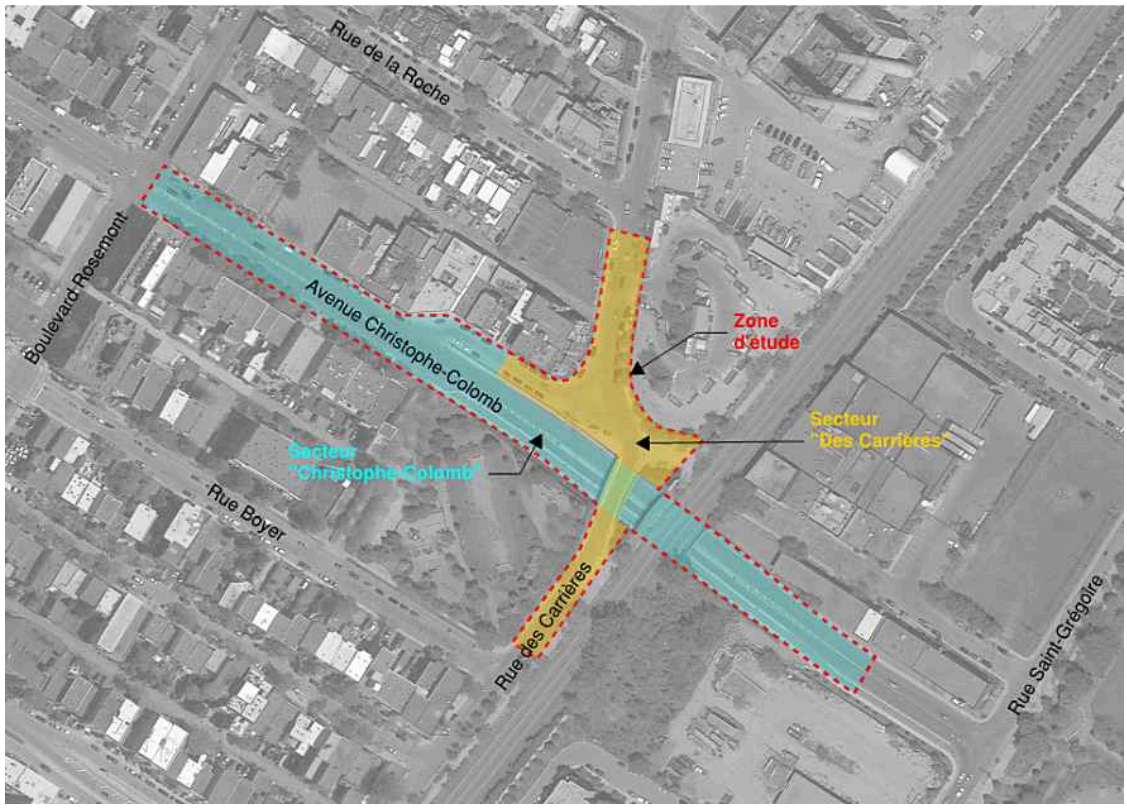


Figure 52 : Secteurs à l'étude

Le plan d'ensemble de l'aménagement routier proposé est disponible à l'annexe G.

6.2 Secteur « des Carrières »

Dans ce secteur, les principes d'aménagement recommandés dans l'étude de faisabilité du réaménagement de la géométrie de la rue des Carrières à l'approche est du pont au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb ont été validés par la Ville de Montréal sous réserve de faisabilité / coordination de la conception de la structure, soit l'objet de la présente étude.

La figure suivante montre les aménagements recommandés dans le cadre de l'étude de faisabilité.

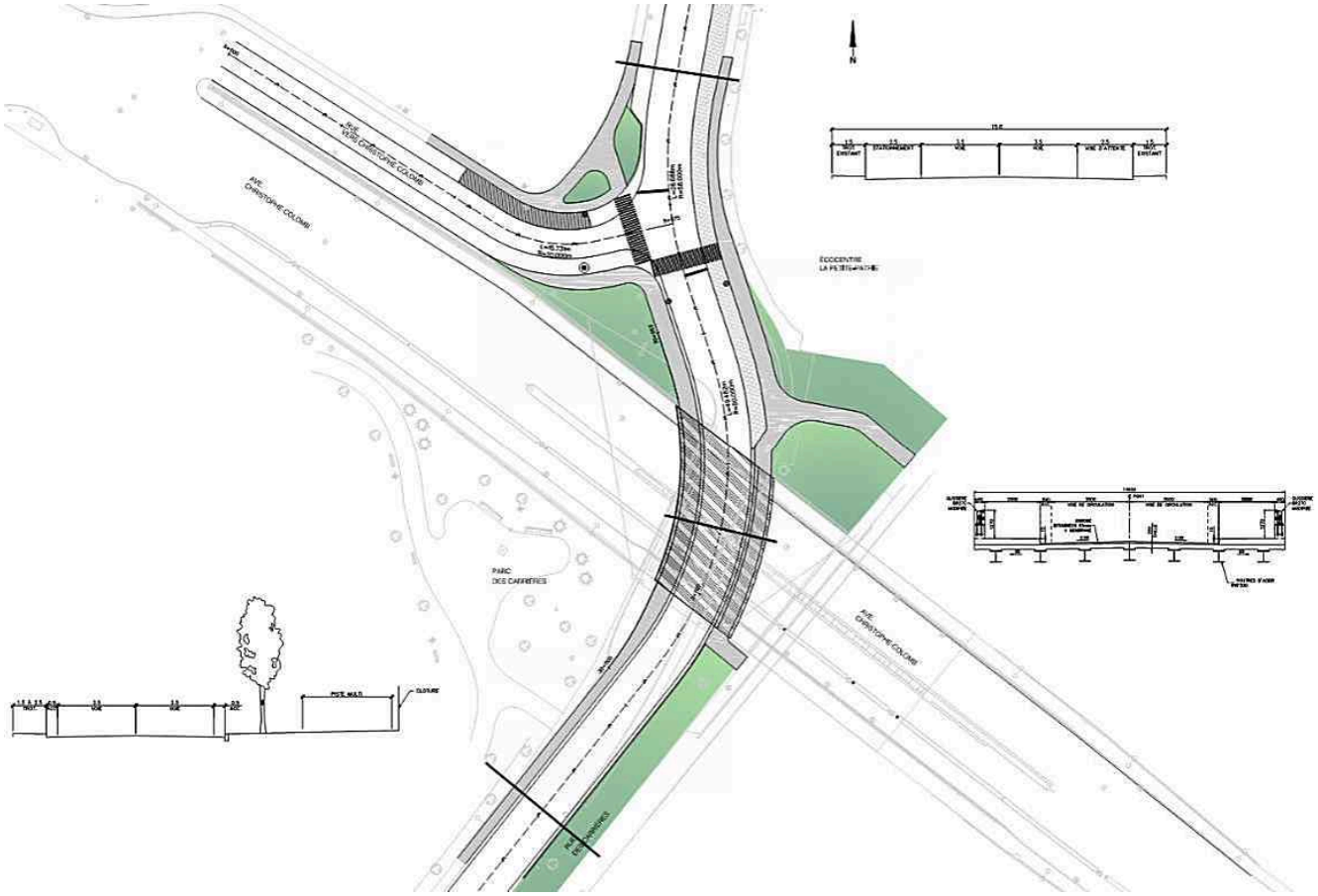


Figure 53 : Aménagements recommandés dans le cadre de l'étude de faisabilité

Le profil proposé à l'étude de réaménagement géométrique a été validé en fonction de la conception préliminaire du pont d'étagement routier.

Par ailleurs, à la suite de cette étude et dans le cadre du réaménagement de la rue des Carrières, la Ville a modifié l'approche est de la structure de la façon suivante :

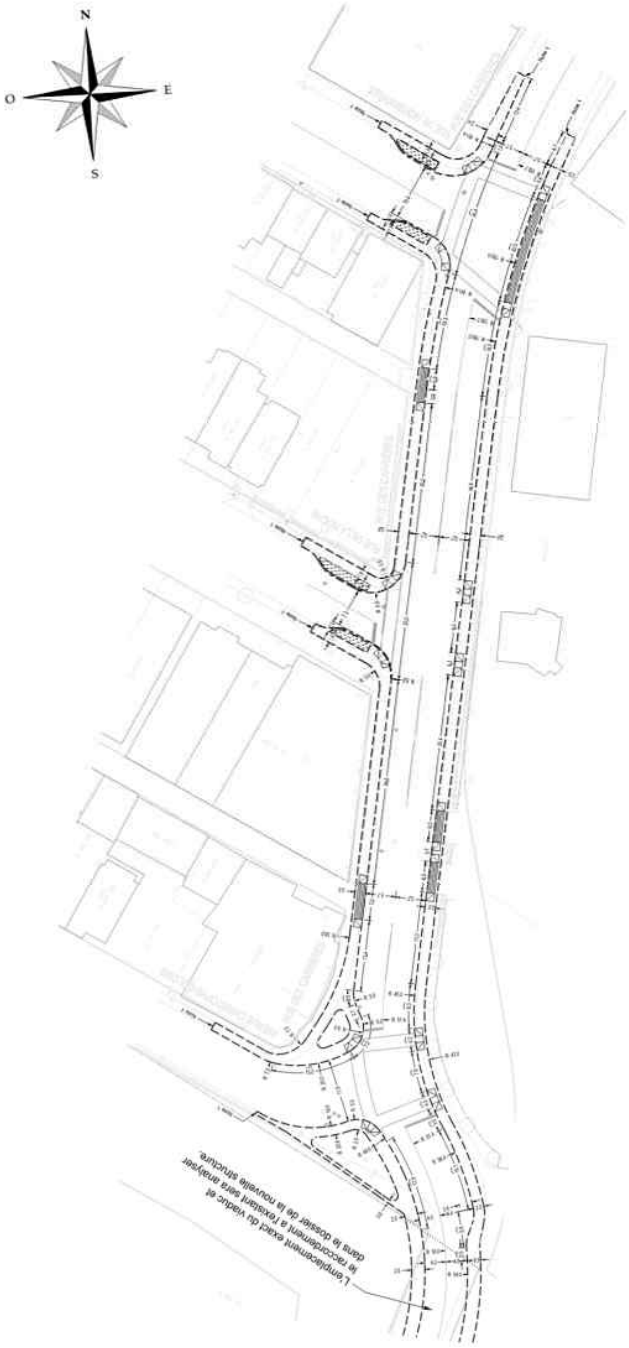


Figure 54 : Aménagement final de l'approche est préparé par la Ville de Montréal

Ces principes d'aménagements sont directement intégrés aux plans d'aménagement. À la suite d'une rencontre avec les différents intervenants dont l'arrondissement Rosemont – La Petite Patrie, l'analyse d'une intersection surélevée ou de passages piétons surélevés à l'approche est ainsi que la mise en place de panneaux d'arrêt sera effectuée lors de l'étude d'avant-projet définitif.

6.3 Secteur « Christophe-Colomb »

6.3.1 Interventions recommandées sur la chaussée

Les interventions principales sur la chaussée sont de deux types :

- Reconstruction partielle (enrobé et MG 20) lorsque les défauts relevés lors du relevé de dommages sont en profondeur (entre le boulevard Rosemont et la structure de la rue des Carrières;
- Reconstruction complète de la structure de chaussée dans la zone de la structure de la rue des Carrières en lien avec les excavations nécessaires pour la reconstruction des unités de fondation et entre la structure et la rue Saint-Grégoire en lien avec le remplacement de la conduite d'égout planifié sur ce tronçon.

Ces interventions sont montrées à la figure suivante :

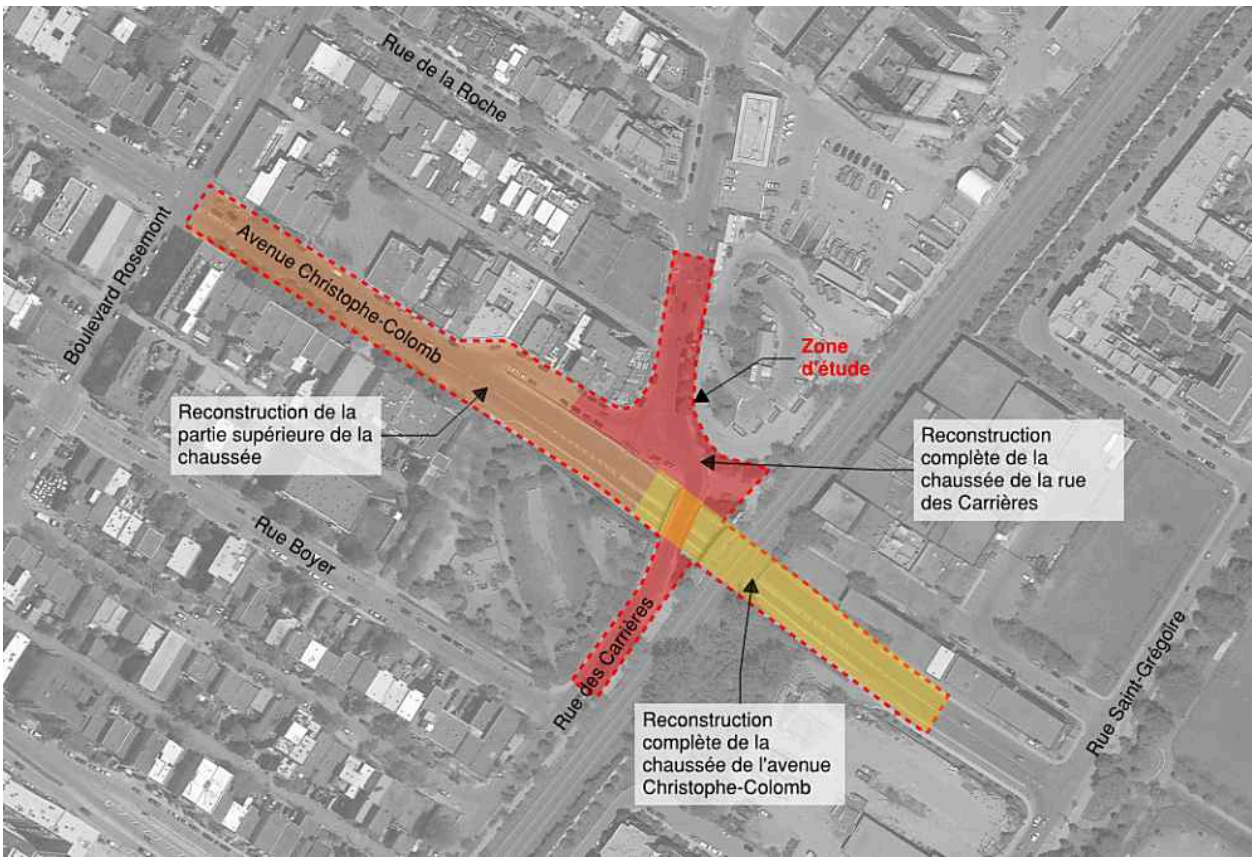


Figure 55 : Secteur Christophe-Colomb – Interventions recommandées

6.3.2 Dimensionnement préliminaire des structures de chaussée

Dans l'attente des conclusions de l'étude géotechnique en cours et afin de déterminer l'envergure des travaux et d'estimer un coût préliminaire, nous avons considéré une structure de chaussée souple typique pour les travaux de réfection complète de la chaussée.
La structure considérée est la suivante :

- 70 mm d'ESG-10;
- 120 mm de GB-20;
- 300 mm de MG 20;
- 500 mm de MG 112.

Cette structure typique est appliquée tant à l'avenue Christophe-Colomb qu'à la rue des Carrières. Elle devra être dimensionnée de manière plus précise à la prochaine étape du projet, sur la base de l'étude géotechnique finale.

6.3.3 Résumé des interventions recommandées sur la chaussée

Tableau 9 : Résumé des interventions sur la chaussée de l'avenue Christophe-Colomb, deux directions

Section de l'avenue Christophe-Colomb	Intervention liée au relevé de dommages	Autres interventions	Intervention finale sur la chaussée
Rosemont / bretelle des Carrières	Réfection partie supérieure de la chaussée	S/O	Réfection partie supérieure de la chaussée
Bretelle des Carrières / structure	Planage / pavage	Homogénéisation des travaux et de la durabilité de la chaussée	Réfection partie supérieure de la chaussée
Sous la structure	Réfection complète	Réfection des unités de fondation	Réfection complète
Structure / limite Saint-Grégoire	Planage / pavage	Remplacement de la conduite d'égout principale	Réfection complète

6.3.4 Interventions recommandées sur le trottoir et bordure

Certains tronçons ponctuels de trottoir et bordure doivent être reconstruits au complet.

Puisqu'elles sont ponctuelles et dépendent de l'état du trottoir au moment des travaux, ces interventions ne sont pas montrées au plan des aménagements. Cependant, aux fins d'estimation, une quantité provisionnelle est prévue.

6.3.5 Interventions recommandées sur l'îlot central

Le terre-plein central entre les deux directions doit être reconstruit au complet.

La bordure séparant la piste cyclable de la voie doit également être reconstruite dans la zone d'excavation.

6.3.6 Interventions recommandées sur les éléments de drainage

Des dégradations ont été observées autour d'un regard situé entre le boulevard Rosemont et le chemin menant à la rue des Carrières. Elles sont probablement dues à un soulèvement au gel différentiel et le remblai autour du regard est non conforme.

L'excavation autour du regard, l'isolation du regard et la mise en place d'un remblai avec des matériaux conformes sont recommandées.

6.3.7 Analyses géométriques recommandées

Plusieurs configurations géométriques sont à analyser.

Prolongement du terre-plein central

La présence de feux clignotants à chaque extrémité du terre-plein est justifiée par le manque de visibilité sur l'îlot à chaque approche et par le fait que l'îlot central et les piles de pont sont désaxés par rapport à la route : l'extrémité de l'îlot est exactement dans l'alignement de la voie en direction sud, l'extrémité de l'îlot est exactement dans l'alignement de la voie de gauche en direction nord. Les feux ont donc pour objectif de sécuriser ces deux approches.

Les photos ci-dessous montrent le manque de visibilité et l'alignement des voies sur l'îlot central.



Figure 56 : Secteur Christophe-Colomb – Terre-plein central

Une façon de s'assurer de la visibilité aux approches serait de prolonger l'îlot central au moins jusqu'en haut des rampes pour que l'îlot et sa signalisation soient visibles.

Le prolongement de l'îlot aux deux extrémités apporte d'autres opportunités d'amélioration de la sécurité :

- Le prolongement de l'îlot central côté nord pourrait également permettre de supprimer physiquement le mouvement de virage à gauche depuis la voie provenant de la rue des Carrières (ce mouvement est actuellement

interdit avec de la signalisation). Compte tenu des problématiques de visibilité, la suppression de ce mouvement améliore la sécurité des usagers.



Figure 57 : Secteur Christophe-Colomb – Accès par la rue des Carrières

- Le prolongement de l'îlot central côté sud pourrait permettre de supprimer le mouvement de virage à gauche depuis l'accès à la cour de services de la Ville de Montréal (arrondissement Le Plateau-Mont-Royal). Compte tenu des problématiques de visibilité, la suppression de ce mouvement améliore la sécurité des usagers. Par ailleurs, vu la nature de cet accès (entrée et sortie de camions) et le fait qu'il croise la piste cyclable, sa suppression devrait être étudiée. Ces éléments entrent dans une réflexion plus globale sur l'aménagement de la cour de services de l'arrondissement.



Figure 58 : Secteur Christophe-Colomb – Accès à la cour de services de Montréal

Également, l'implantation d'un îlot central en haut des rampes, étant donné que l'espace est restreint, demande des réflexions plus en profondeur sur l'aménagement géométrique de l'avenue Christophe-Colomb : nombre de voies de circulation, largeur des voies, largeur de la voie confinée entre bordures.

La reconfiguration géométrique plus globale de l'avenue Christophe-Colomb peut également être l'occasion de revoir la largeur des trottoirs (largeur faible et non constante), l'alignement des voies avant et après l'intersection avec la voie

venant de la rue des Carrières, l'intégration de la saillie, la piste cyclable et l'accès au lave-auto de façon plus linéaire.

Suppression de la saillie côté ouest

Il serait opportun de revoir la configuration du secteur face au lave-auto pour intégrer la saillie, la piste cyclable et l'accès au lave-auto de façon plus homogène et plus sécuritaire.

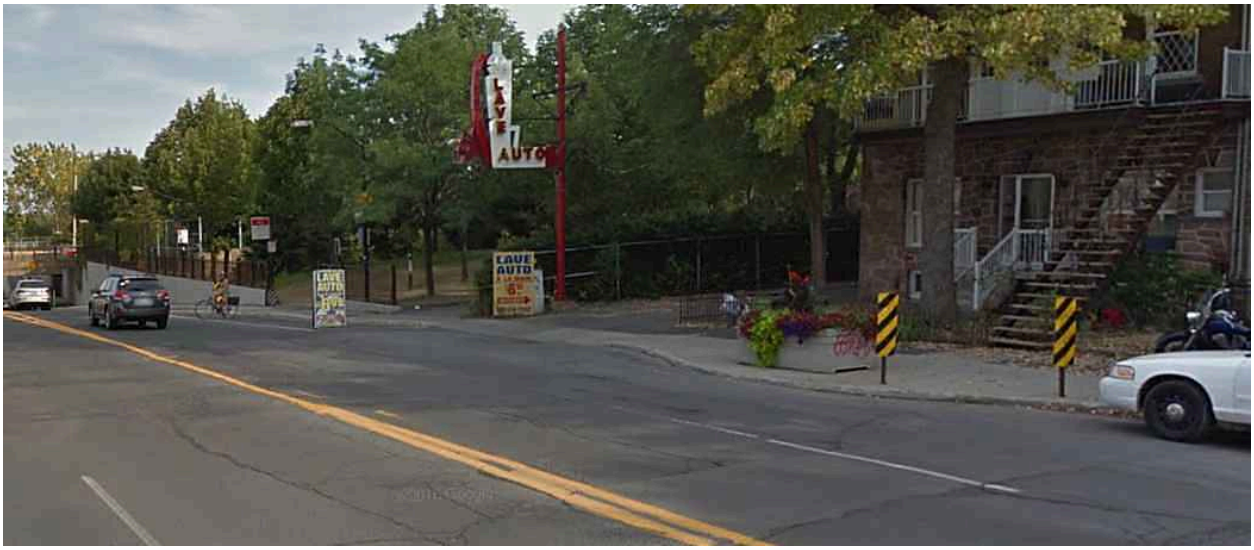


Figure 59 : Secteur Christophe-Colomb – Saillie côté ouest

7. Services municipaux et Réseaux Techniques Urbains

Dans le cadre des travaux de réaménagement de la rue des Carrières, la Ville de Montréal prévoit reconstruire le pont d'étagement routier et ses approches en modifiant la géométrie actuelle. Ces travaux nécessiteront le déplacement, la reconstruction ou la protection de certains éléments des services municipaux et des Réseaux Techniques Urbains (RTU). Le réaménagement de ce secteur offre également à la Ville de Montréal l'opportunité de mettre à jour certaines de ses infrastructures municipales. Cependant, ces travaux font actuellement l'objet d'une analyse de la part de la Ville de Montréal et seront intégrés au besoin aux documents de soumission dans les phases ultérieures du projet.

7.1 Méthodologie

Les données concernant les ouvrages municipaux et les RTU ont été obtenues du service de géomatique de la Ville de Montréal et d'une demande d'Info-Excavation respectivement. Des recoupements ont également été effectués à partir des plans et profils originaux du passage sous la voie ferrée et la rue des Carrières. Certains ouvrages ont été identifiés comme étant en conflit à partir des intrants obtenus. Compte tenu de l'espace souvent restreint entre certaines portions de services municipaux et les murs de soutènement, entre autres, il apparaît pertinent de valider la précision de la localisation des ouvrages considérés comme étant en conflit lors des étapes ultérieures (vérification et comparaison de relevé de l'existant, thermographie, tranchées exploratoires, etc.) au besoin.

Les modifications envisagées considèrent les interventions ponctuelles nécessaires afin de protéger ou déplacer les ouvrages existants étant donné l'impact direct des travaux aux murs de soutènement et pour les nouvelles culées (dans les zones d'excavation prévisibles, en considérant des pentes 1:1 pour le terrain meuble et une pente 1:10 pour le roc).

7.2 Analyse des conditions existantes

Les rues entourant le site du projet contiennent les services municipaux habituels pour ce secteur de la ville, soit des conduites d'égouts combinées et des conduites de distribution d'eau potable (aqueduc). Les Réseaux Techniques Urbains (RTU) présents dans la délimitation du projet sont des conduits de la Commission des Services Électriques de Montréal (CSEM) et des conduites de gaz d'Énergir. Aussi, une ligne aérienne d'Hydro-Québec reliée au réseau de la CSEM se trouve sur le site.

La localisation des services municipaux et des RTU existants est illustrée à la figure ci-dessous.

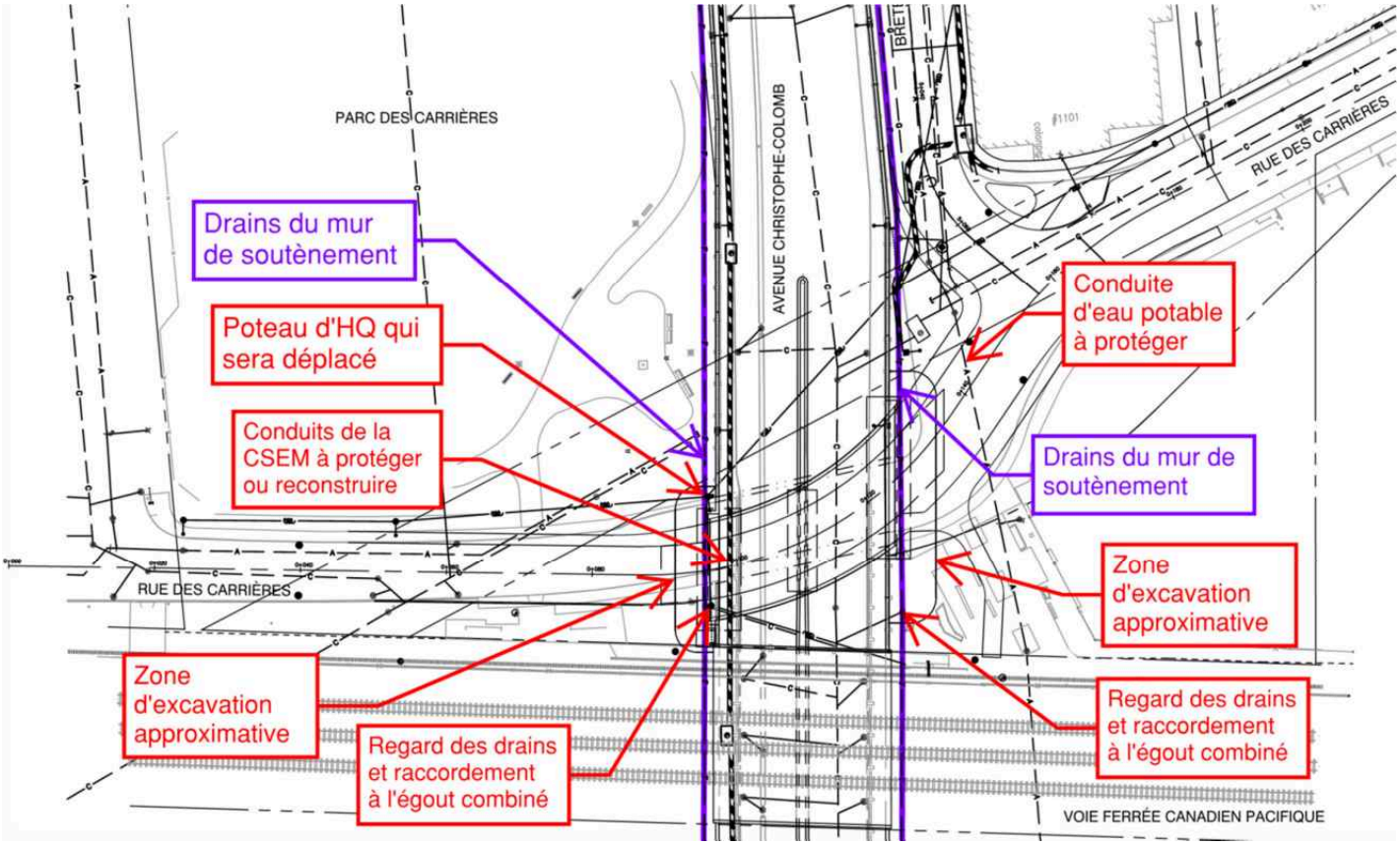


Figure 60 : Localisation des services municipaux et RTU existants

7.2.1 Égout combiné

À partir du nord-est, un égout combiné ovoïde de 900 mm x 600 mm suit le tracé d'origine de la rue des Carrières vers l'avenue Christophe-Colomb. La bretelle connectant l'avenue Christophe-Colomb et la rue des Carrières renferme un égout combiné circulaire de 450 mm de diamètre. Cet égout combiné se raccorde à l'égout ovoïde de la portion nord de l'avenue Christophe-Colomb vers l'égout combiné sous la rue des Carrières. Ensuite, l'écoulement est dirigé vers une chambre rectangulaire pour établir, plus bas, la liaison avec l'égout combiné de 750 mm de diamètre sous l'avenue Christophe-Colomb allant en direction sud. Finalement, du côté ouest, l'ancien égout combiné ovoïde de la rue des Carrières suit un parcours oblique sous le parc des Carrières entre le mur de soutènement et la rue du même nom.

Les ouvrages destinés au drainage des eaux de ruissellement sont composés de puisards reliés au réseau d'égout combiné. En complément, des drains perforés sont présents le long des murs de soutènement existants du passage sous la rue des Carrières et la voie ferrée. Ils sont aussi reliés au réseau d'égout combiné en deux points pour chaque rive. Les drains perforés sont considérés comme partie intégrante du mur de soutènement et non comme un service municipal.

La figure suivante illustre les travaux prévus et potentiellement envisagés par la Ville de Montréal au réseau d'égout.

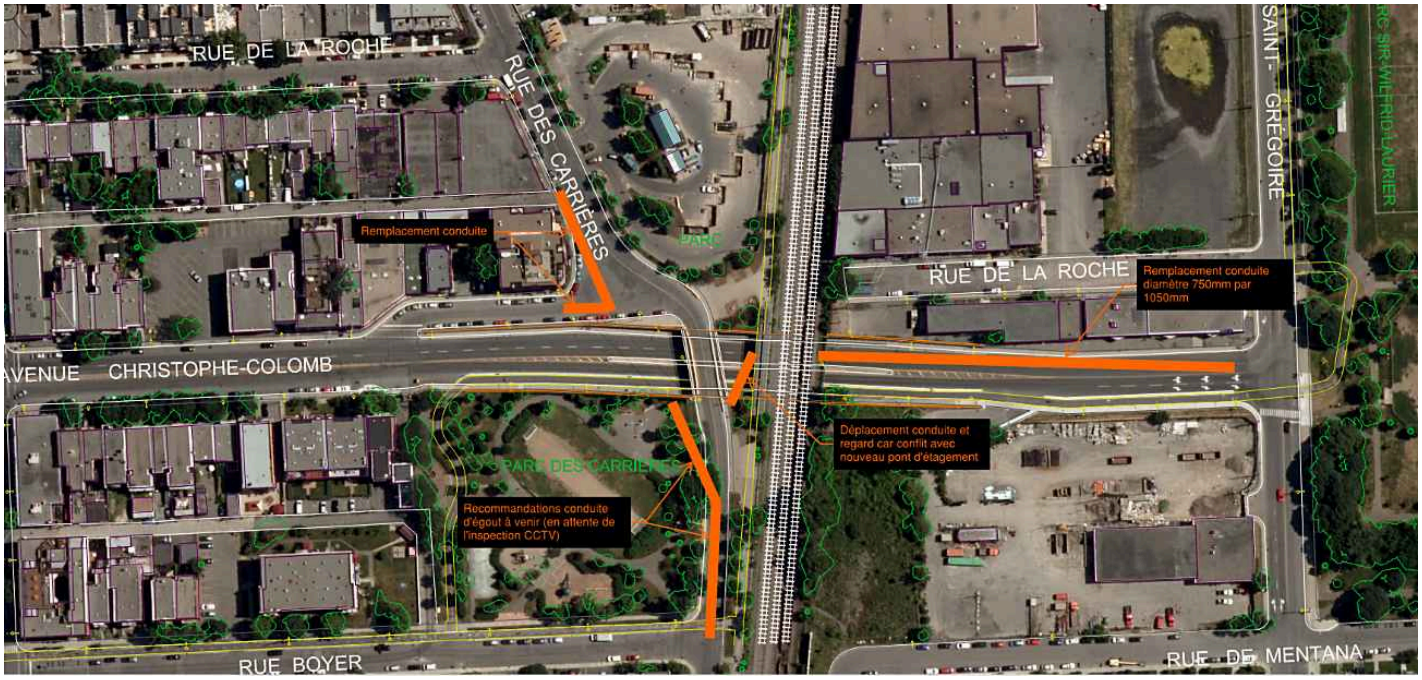


Figure 61 : Égouts – Travaux potentiels prévus par la Ville de Montréal

7.2.2 Aqueduc

La portion de l'avenue Christophe-Colomb, entre le boulevard Rosemont et la bretelle, contient une conduite d'eau de 200 mm de diamètre ainsi qu'une seconde conduite de 400 mm de diamètre. Celles-ci sont déviées vers l'est sous la bretelle pour rejoindre celle de 400 mm existant sous la rue des Carrières. La conduite de 400 mm se prolonge sous la voie ferrée du CPR pour rejoindre la rue de la Roche. Du côté de la rive ouest du passage, une conduite de 400 mm suit un parcours oblique entre la rue des Carrières et le mur de soutènement sous le parc des Carrières. Le tronçon de Christophe-Colomb sous le passage ne contient aucune conduite d'eau potable. La figure suivante illustre les travaux prévus et potentiellement envisagés par la Ville de Montréal au réseau d'aqueduc.

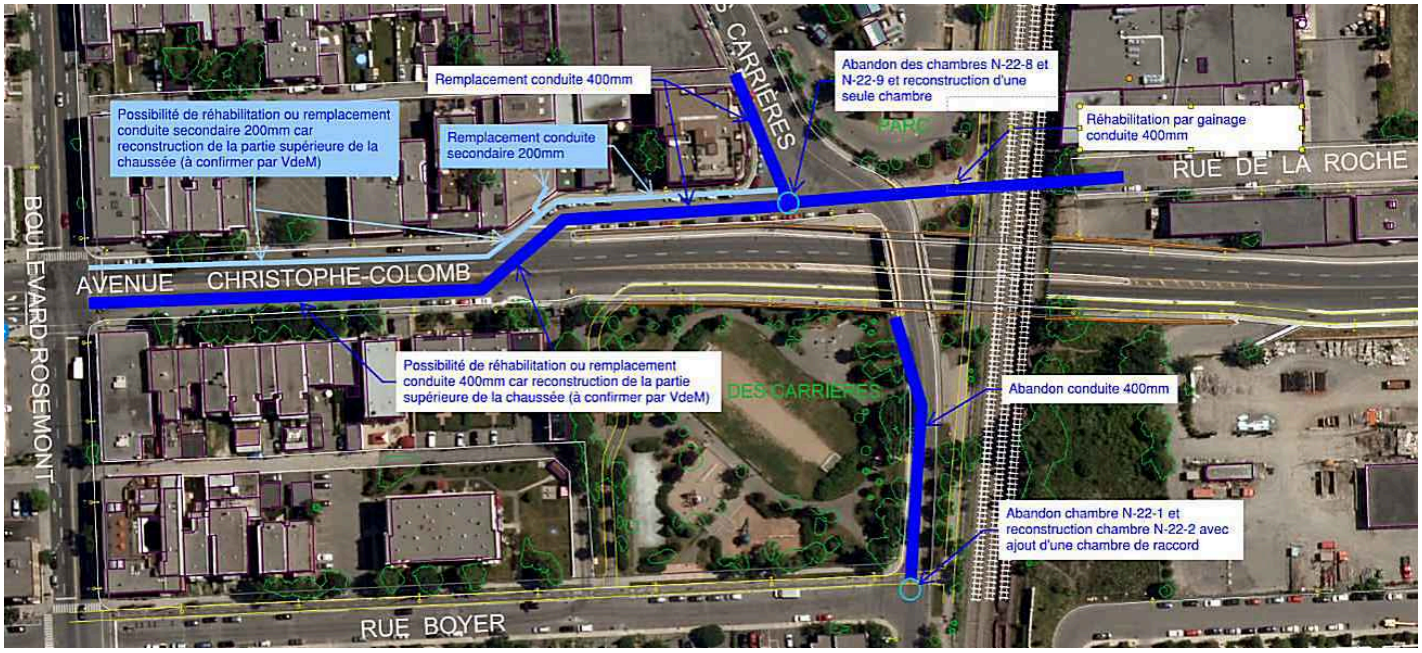


Figure 62 : Aqueducs– Travaux potentiels prévus par la Ville de Montréal

7.2.3 RTU

Pour les ouvrages de la CSEM, seul le trottoir ouest du passage de l'avenue Christophe-Colomb abrite un massif de douze conduits disposés en quatre rangées. En outre, ce massif n'est pas relié à la rue Saint-Grégoire vers le sud. Sous le trottoir côté est de la bretelle, entre l'avenue Christophe-Colomb et des Carrières, existe un autre massif aboutissant au puits d'accès de l'intersection avec des Carrières. À partir de ce puits d'accès, des conduits relient l'unique poteau d'Hydro-Québec situé près du mur de soutènement est.

Concernant les conduites de gaz d'Énergir, la portion de Christophe-Colomb encadrée par les murs du passage n'en contient pas. À partir de Rosemont, la conduite d'Énergir de 60,3 mm [2 po] de diamètre emprunte l'avenue Christophe-Colomb jusqu'à la bretelle pour ensuite courir le long de celle-ci. Même si, selon Info-Excavation, la conduite arrête avant d'atteindre des Carrières, un autre intrant laisse penser que cette conduite pourrait se prolonger sous la voie ferrée pour rejoindre celle sous la rue de La Roche.

7.2.4 Réseau aérien Hydro-Québec

Présentement, la ligne aérienne d'Hydro-Québec distribution suit la rive nord de la rue des Carrières. En arrivant au passage de l'avenue Christophe-Colomb, cette ligne oblique de près de 45° au-dessus de celui-ci avec des poteaux très près du mur de soutènement. En effet, l'emplacement du poteau du côté est suit l'axe de la rue des Carrières d'avant la construction du pont d'étagement.

7.3 Conflit potentiel avec les travaux et considérations particulières

Certaines portions de services municipaux et de RTU sont affectées par les travaux de reconstruction du pont d'étagement présentement à l'étude. À la figure 60 (au début de la section 7.2), les annotations en rouge indiquent les ouvrages en conflit avec les travaux directement liés au pont d'étagement et aux murs de soutènement. Le portrait détaillé des interventions considérées comme requises est présenté ci-après.

7.3.1 CSEM

Lors de la construction du nouveau pont de la rue des Carrières, le tronçon de douze conduits électriques (CSEM) sous le trottoir ouest de l'avenue Christophe-Colomb entre en conflit avec les travaux de la culée ouest. Ce massif pourrait être protégé ou reconstruit sur une longueur d'environ 25 m. Selon les intrants recueillis, ces conduits ne sont pas utilisés présentement. En effet, comme ce groupe de conduits ne se prolonge pas jusqu'à la rue Saint-Grégoire et qu'il n'y a pas de raccordements, cette portion de réseau semble prévue pour des usages futurs. Pour cette raison, l'option de la reconstruction du massif est privilégiée dans les estimés de l'avant-projet préliminaire.

De plus, une thermographie des puits d'accès sera effectuée dans l'étude d'avant-projet définitif pour détecter la présence de câbles électriques.

Les opportunités d'amélioration, durant les travaux, de la portion de réseau longeant l'avenue Christophe-Colomb devraient être discutées avec la CSEM lors de l'avant-projet définitif.

7.3.2 Énergir

Les informations recueillies permettent de statuer sur le risque de conflit avec la conduite d'Énergir. Avec les données les plus récentes d'Info-Excavation et le plan géoréférencé fourni par la Ville, aucun conflit n'est décelé, tel que montré sur la figure suivante.

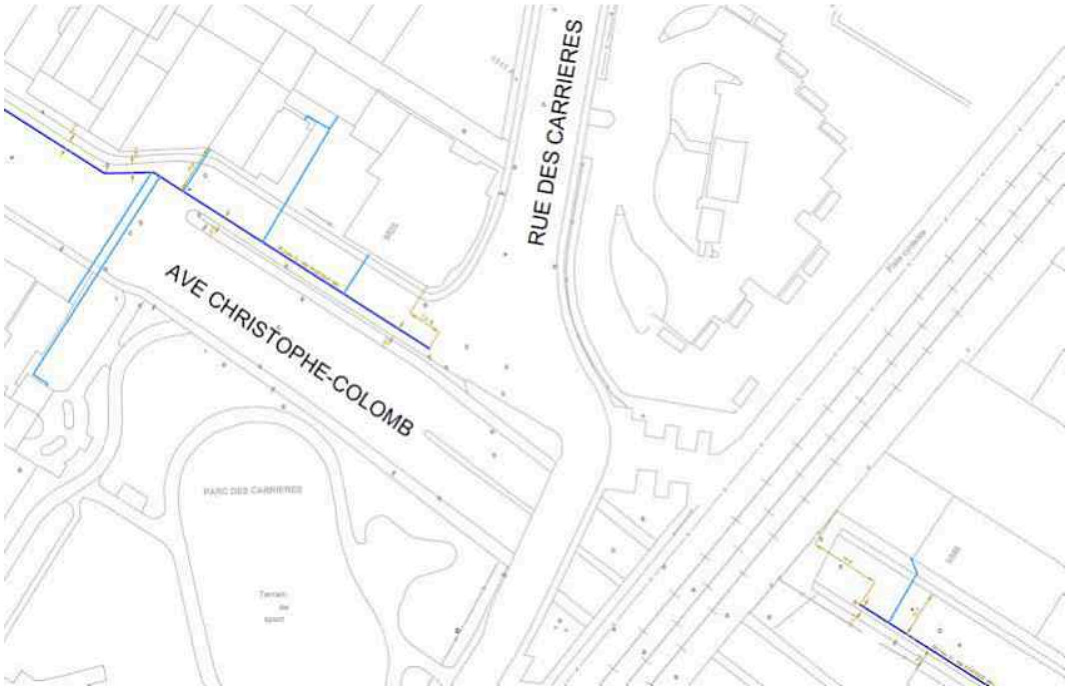


Figure 63 : Vue en plan – Info Excavation 2017 – Conduite Énergir

7.3.3 Drainage du mur de soutènement

Comme les conduites de drainage derrière les murs de soutènement sont à remplacer avec leurs deux regards, deux raccordements menant à l'égout combiné de l'avenue Christophe-Colomb devront être déplacés. Ces deux raccordements sont situés entre le pont d'étagement de la rue des Carrières et celui des voies ferrées du CP. Selon les dessins originaux du passage sous la voie ferrée, les conduites de drainage existantes sont en béton-amiante.

7.3.4 Égouts combinés

Au nord de la culée est, un égout combiné reliant la chambre rectangulaire et l'égout combiné de l'avenue Christophe-Colomb est près de l'excavation à effectuer pour la semelle. Ce conflit potentiel ne devrait pas poser de problème, car la conduite d'égout est à une profondeur plus grande que celle du roc près de la future semelle de la culée.

Aussi, il faut souligner la présence de l'égout combiné de l'avenue Christophe-Colomb près de la pile centrale du pont. Cette conduite de 750 mm de diamètre n'entre pas en conflit avec l'excavation de la semelle de la pile.

Pour les deux égouts combinés mentionnés plus haut, les vibrations engendrées par l'excavation du roc devront être considérées dans la méthode de travail de l'entrepreneur.

7.3.5 Conduite de vapeur

Une conduite de vapeur est située sur le pont ferroviaire sous la voie surélevée en direction est de la piste cyclable et semble avoir été alimentée exclusivement par l'incinérateur de l'écocentre par le passé. Ce dernier étant désaffecté, les principaux intervenants au dossier sont confiants que la conduite n'est plus alimentée. Par contre, il a été impossible d'identifier des documents confirmant la mise hors service de cette conduite. Selon un représentant de la CCUM contacté au cours de la préparation de la présente étude, le réseau de la CCUM n'est pas présent dans le secteur des travaux et il n'y a pas de réseau privé documenté. Le principal risque est lié à une alimentation indirecte involontaire reliée à une fuite de vapeur en provenance d'un réseau non documenté qui aurait un embranchement commun. Une telle alimentation pourrait être continue ou ponctuelle et saisonnière.

Un relevé thermique en continu directement sur la conduite, sous l'isolant d'amiante ou directement sur une jauge de purge pourrait permettre de valider l'absence d'activité dans la conduite. Il est pertinent de souligner que les jauges de purge sont généralement un tuyau de ¾ po non isolé et se situent dans les puits d'accès. La température externe d'une conduite alimentée se situe entre 320 et 350 degrés Fahrenheit. La température externe reliée à une alimentation involontaire serait moindre, mais engendrerait tout de même un gradient thermique presque instantané. L'instrumentation de la conduite pendant 12 mois afin de valider l'absence d'activité est recommandée. Le cas échéant, l'enlèvement de la conduite combiné à la condamnation des extrémités serait une option comportant peu de risque.

7.3.6 Réseau aérien d'Hydro-Québec

Hydro-Québec prévoit déplacer la ligne électrique aérienne du côté sud de la rue des Carrières. Ces travaux à venir avant ceux du présent projet sont une opportunité d'indiquer les emplacements qui seront assurément exempts de conflit pour les nouveaux poteaux. Le nouveau tracé de la ligne assurera que les poteaux de part et d'autre de l'avenue Christophe-Colomb seront positionnés suffisamment loin des murs de soutènement pour éviter le conflit avec l'excavation engendrée par la reconstruction du pont d'étagement routier. La zone de relocalisation proposée des poteaux électriques est indiquée sur le plan de l'annexe H.

7.3.7 Déplacement de l'emprise de la rue des Carrières

Le changement important de la géométrie de la chaussée et des trottoirs à l'intersection de la rue des Carrières et de la bretelle de l'avenue Christophe-Colomb implique que le tracé des nouvelles conduites d'aqueduc devra être ajusté. Également, pour l'égout combiné, le regard au nord de l'intersection est positionné dans la voie de stationnement et la cheminée de la chambre rectangulaire de l'égout descendant vers l'avenue Christophe-Colomb sera dans la portion hors chaussée et trottoir. Lors de son évaluation de réhabilitation de ces réseaux, la Ville pourrait décider de repositionner certains éléments de son réseau sous les chaussées du nouveau tracé proposé.

7.4 Conditions et état des services municipaux

Les services municipaux de la zone à l'étude doivent être évalués par la Ville de Montréal pour déterminer les portions à reconstruire ou à réhabiliter durant les travaux concernés par cet avant-projet préliminaire.

7.4.1 État et conditions

Au démarrage de cette étude, la Ville de Montréal a identifié plusieurs conduites du secteur à l'étude ainsi que leurs dimensions et matériaux, et leur année de construction. Les conduites concernées sont listées au tableau suivant et incluent également le type de travaux planifiés pour chacune lors de la dernière révision de ce rapport.

Tableau 10 : État des conduites et travaux potentiellement prévus par la Ville

Localisation de la conduite	Dimension (mm)	Année de construction	Type et matériau	Travaux prévus
Rue des Carrières, est de la bretelle	900 x 600	1909	Égout en brique	Remplacement
Rue des Carrières, est de la bretelle	400	1910	Aqueduc de fonte grise	Remplacement
Bretelle Christophe-Colomb (C-C)	450	1953	Égout de béton armé	Remplacement sous l'intersection avec la rue des Carrières
Bretelle, rive est	200	1953	Aqueduc de fonte grise	Remplacement
Bretelle, rive ouest	400	1953	Aqueduc de fonte grise	Remplacement
Rue des Carrières, ouest de C-C (sous le parc)	400	1910	Aqueduc de fonte grise	Abandon
Rue des Carrières, ouest de C-C (sous le parc)	900 x 600	1905	Égout en brique	Statut en attente

Les autres ouvrages identifiés se retrouvent dans le tableau 11.

Tableau 11 : État des ouvrages municipaux

Type d'ouvrage	Localisation de l'ouvrage	Travaux prévus	
Chambre de vannes d'aqueduc principale	Bretelle, des Carrières (côté sud)	Abandon	Remplacement par une chambre
Chambre de vannes d'aqueduc principale	Bretelle, des Carrières (côté nord)	Abandon	
Chambre de vannes d'aqueduc	Intersection, rue Boyer et rue des Carrières	Abandon	Remplacement par une chambre
Chambre de vannes d'aqueduc	Intersection, rue Boyer et rue des Carrières	Abandon	

7.4.2 Opportunités de réhabilitation et reconstruction des services municipaux durant les travaux

La Ville a une opportunité de jumeler les travaux de reconstruction du pont d'étagement du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb avec les travaux sur son réseau municipal. En effet, une grande portion de la chaussée doit être reconstruite. Cette situation rend plus facile et moins dispendieuse la coordination de travaux d'infrastructures supplémentaires. La Ville effectue actuellement des analyses d'opportunités. La présente étude inclut les travaux sur les services municipaux déjà identifiés par la Ville.

Dans l'étude d'APD, il faudra également valider que la mise en place d'une gaine en acier autour de la conduite d'aqueduc de 400 mm à réhabiliter sous la voie ferrée du CP n'est pas nécessaire.

8. Éclairage routier

8.1 Proposition d'aménagement d'éclairage lors des travaux prévus au passage inférieur

8.1.1 Critères de conception

Il a été convenu, avec les responsables de l'éclairage de la Ville de Montréal, que :

- L'avenue Christophe-Colomb est une artère ayant une activité piétonne faible;
- La rue des Carrières est une collectrice ayant une activité piétonne faible;
- La portion de l'avenue Christophe-Colomb sous les ponts doit être considérée comme ayant une activité piétonne moyenne.

Les différents niveaux d'éclairage devront donc satisfaire les exigences des tableaux 5 et 7 de la dernière édition du Guide d'aménagement durable des rues de Montréal (Fascicule 4, Éclairage) en fonction des types de voies et des activités piétonnes citées précédemment.

L'annexe I présente l'aménagement proposé de l'éclairage routier.

8.1.2 Points d'alimentation – Systèmes du passage inférieur

Les lampadaires situés sur les murs de soutènement, les luminaires sous et aux extrémités des ponts ainsi que les appareils de signalisation lumineuse aux approches sont alimentés par la distribution existante située sous le pont ferroviaire. La présente proposition prévoit le remplacement du coffret de branchement et de la distribution existante par un nouveau coffret d'éclairage (DN-3612) localisé sur le poteau de bois existant en arrière-cour. Un nouveau conduit en PVC sera installé entre ce nouveau coffret et la distribution existante. De nouveaux conduits en fibre de verre seront installés à partir de cette ancienne distribution pour rejoindre les différents appareils d'éclairage. Ces conduits en fibres de verre seront installés en surface, sur les structures de béton. Pour permettre le lien entre la distribution existante et les nouveaux conduits en fibre de verre, une nouvelle boîte de jonction devra être installée par-dessus une boîte encastrée existante. Les boîtes existantes encastrées seront conservées pour servir de boîte de tirage.

8.1.3 Points d'alimentation – Avenue Christophe-Colomb et rue des Carrières

Le coffret d'éclairage existant (#0633_05H-3a) alimentant les lampadaires de l'avenue Christophe-Colomb et de la bretelle menant à la rue des Carrières sera conservé. Le réseau de conduits sera prolongé sur la rue des Carrières pour y alimenter les nouveaux lampadaires décoratifs situés à l'est du pont d'étagement routier. Un nouveau coffret d'éclairage (DN-3612) sera prévu à même un nouveau lampadaire décoratif pour alimenter les nouveaux lampadaires sur la rue des Carrières, à l'ouest du pont d'étagement routier.

8.1.4 Lampadaires

Il est prévu de remplacer les lampadaires existants sur les murs de soutènement par de nouveaux lampadaires selon les dessins normalisés suivant :

- Nouveau fût DN-4311;
- Nouvelle console en col de cygne DN-3412;
- Luminaire DEL fourni par la Ville (GE – modèle I, 71W).

Au niveau des luminaires fonctionnels sur l'avenue Christophe-Colomb, il est prévu de seulement remplacer les luminaires dans le haut des fûts :

- Luminaire DEL fourni par le Ville (GE – modèle E, 58W).

Pour ce qui est des lampadaires décoratifs existants sur l'avenue Christophe-Colomb et la bretelle menant à la rue des Carrières ainsi que les nouveaux lampadaires décoratifs sur la rue des Carrières, de nouveaux équipements sont prévus :

- Nouveau fût décoratif DN-3309;
- Nouveau luminaire modèle métropolitain, DN-3531 (fourni par la Ville).

Finalement, pour l'éclairage sous les ponts, les luminaires existants seront remplacés par des nouveaux tel que la série Omnistar de la compagnie Schreder. Des boîtiers en PVC devront être prévus à proximité de chaque luminaire pour y installer le nœud de contrôle intelligent.

Pour l'ensemble des nouveaux luminaires, les nœuds de contrôle intelligent seront fournis par la Ville de Montréal. Pour les luminaires fonctionnels, ils seront livrés séparément pour être installés par l'entrepreneur au chantier. Pour les luminaires décoratifs, les nœuds intelligents internes seront également livrés séparément et l'entrepreneur devra s'occuper de les transmettre au manufacturier des luminaires pour installation en usine par le manufacturier.

8.1.5 Passerelle de communication

Lors de la prochaine étape, il est fortement conseillé de tenir une rencontre avec les fabricants de nœuds intelligents pour déterminer les recommandations d'installation de ceux-ci et le besoin d'ajout d'une passerelle pour assurer la bonne communication sous les ponts.

9. Maintien de la circulation et phasage des travaux

9.1 Résumé de la situation existante

La rue des Carrières est un axe est-ouest longeant principalement la voie ferrée entre les rues Papineau et Saint-Denis. L'écocentre de La Petite-Patrie se situe légèrement à l'est de la zone des travaux tandis que le parc des Carrières est situé légèrement à l'ouest.

La rue des Carrières présente une heure de pointe du matin en direction ouest de 609 véhicules contrairement à la direction est qui compte 130 véhicules. À l'heure de pointe du soir, la tendance est inversée, mais avec une différence moins marquée entre les deux directions, soit 534 vers l'est et 336 vers l'ouest. Les comptages ont été réalisés le 21 septembre 2017.

Les comptages permettent d'observer aussi une forte présence des piétons et des cyclistes sur la rue des Carrières. En période de pointe du matin, il y a 79 piétons et 130 cyclistes relevés à l'intersection formée par la rue des Carrières et la bretelle menant à l'avenue Christophe-Colomb, 38 et 41 sur l'heure du midi puis 128 et 136 en pointe du soir. Donc, cet axe est très fréquenté par des usagers des modes actifs. Les piétons et les cyclistes traversent à toutes les approches, mais majoritairement, ils traversent dans l'axe est-ouest.

L'avenue Christophe-Colomb est un axe important permettant la traverse de la voie ferrée. Avec les données des comptages réalisés le 21 juin 2016 et présentés ci-dessous, on observe un achalandage plus important en direction sud. De plus, à l'heure de pointe du matin, plus de 300 cyclistes empruntent la piste cyclable multidirectionnelle sur l'avenue Christophe-Colomb, entre le parc des Carrières et la rue Saint-Grégoire.

Tableau 12 : Débits aux heures de pointe pour l'avenue Christophe-Colomb

Débit	Direction Sud	Direction Nord
Heure de pointe AM (Véh.)	577	241
Heure de pointe PM (Véh.)	567	255

Deux pistes cyclables majeures passent dans le secteur des travaux :

- La piste multifonctionnelle qui longe la voie ferrée du CPR. C'est une des rares voies est-ouest en site propre et qui fait partie de la Route Verte. La piste cyclable des Carrières est une piste multifonctionnelle en site propre sur une surface en petit gravier autant pour les piétons que pour les cyclistes.
- La piste de la rue Boyer se décale sur l'avenue Christophe-Colomb pour passer sous la voie ferrée. Cette piste est classée prioritaire par la Ville et c'est une des seules pistes cyclables bidirectionnelles nord-sud.

La jonction entre ces deux pistes se fait à l'intersection entre la rue des Carrières et la rue Boyer, et par une connexion dans le parc des Carrières vers l'avenue Christophe-Colomb.

9.2 Critères de conception

Les critères de conception à respecter de façon générale pour l'élaboration des scénarios de maintien de la circulation sont les suivants :

- Maintenir, en tout temps, au moins un lien piétonnier et cyclable sur le pont ferroviaire;
- Maintenir, en tout temps, au moins un lien piétonnier et cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb;
- Maintenir, en tout temps, une voie de circulation en direction sud sur l'avenue Christophe-Colomb;
- Maintenir un accès, en tout temps, à l'écocentre de La Petite-Patrie.

9.2.1 Phasage des travaux

Les quatre scénarios de maintien de la circulation pour les travaux de reconstruction du pont sur la rue des Carrières au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb sont présentés dans les sections suivantes du présent document et se résument ainsi :

Scénario de maintien 1 : Maintien d'une voie de circulation de l'avenue Christophe-Colomb en direction sud avec maintien d'un couloir piétonnier et cyclable. Les travaux seront réalisés en trois (3) phases distinctes.

Scénario de maintien 2 : Maintien d'une voie de circulation de l'avenue Christophe-Colomb en direction sud avec maintien d'un couloir piétonnier et cyclable. Les travaux seront réalisés en deux (2) phases distinctes.

Scénario de maintien 3 : Maintien d'une voie de circulation de l'avenue Christophe-Colomb en direction sud. Les cyclistes seront déviés sur le trottoir et partageront le trottoir avec les piétons. Les travaux seront réalisés en deux (2) phases distinctes.

Scénario de maintien 4 : Fermeture complète de l'avenue Christophe-Colomb dans les deux (2) directions avec maintien d'un couloir piétonnier et cyclable.

Pour les quatre scénarios de maintien, la fermeture complète de la rue des Carrières au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb est requise. À l'approche est, la circulation sur la bretelle de l'avenue Christophe-Colomb menant à la rue des Carrières est maintenue durant les travaux à l'exception de quelques jours pour des travaux de génie civil (services publics, trottoirs, pavage, etc.). De plus, une fermeture complète de l'avenue Christophe-Colomb, entre le boulevard Rosemont et la rue Saint-Grégoire, de nuit ou de fin de semaine, est prévue pour la démolition du pont d'étagement existant.

La piste cyclable située sur le pont ferroviaire est maintenue durant pratiquement toute la durée des travaux. Lors des travaux aux abords de la voie ferrée ou sur le pont ferroviaire, tel que la réfection des côtés extérieurs du pont ferroviaire, le démantèlement de la conduite de vapeur et l'abaissement de la voie direction est de la piste cyclable, cette dernière est déviée par la rue Boyer et le parc des Carrières, et traverse l'avenue Christophe-Colomb avec la présence d'un feu piétonnier. Un corridor est aménagé à l'approche est provenant de la rue des Carrières en direction

de l'avenue Christophe-Colomb afin de rejoindre la piste cyclable existante. Une coordination est prévue avec les travaux sur l'avenue Christophe-Colomb afin d'éviter la présence de travaux dans l'itinéraire de déviation de la piste cyclable.

Pour la construction du nouveau pont d'étagement routier, deux types de tabliers ont été proposés. Dépendamment du type de tablier construit, les impacts sont différents sur la circulation. La construction d'un tablier à poutres en acier nécessite quelques fermetures complètes de nuit ou de fin de semaine sur l'avenue Christophe-Colomb, entre le boulevard Rosemont et la rue Saint-Grégoire, afin de réaliser les travaux de mise en place des poutres principalement. La construction d'un tablier à dalle épaisse en béton précontraint nécessite une fermeture complète pour l'avenue Christophe-Colomb, entre le boulevard Rosemont et la rue Saint-Grégoire, d'environ 6 semaines afin de réaliser les travaux de mise en place des étaiements et des coffrages, de pose d'acier d'armature, de bétonnage et de mise en place de la précontrainte par post-tension longitudinale. À noter qu'il pourrait être possible de conserver la circulation pour les véhicules de petites dimensions (voiture, motocyclette, etc.) sous les systèmes d'étaiement.

La circulation des piétons et des cyclistes est maintenue pour les deux types de tabliers proposés.

9.2.1.1 Scénario de maintien 1

Le scénario de maintien 1 offre la possibilité de maintenir une voie de circulation en direction sud sur l'avenue Christophe-Colomb. Cette option avec maintien de la circulation prévoit un total de trois phases pour la réalisation complète des travaux. Les travaux sont réalisés sur une période de 28 ou 30 semaines dépendamment du type de tablier. Un feu piétonnier est prévu légèrement au nord de la rue des Carrières afin de permettre le passage sécuritaire des piétons et des cyclistes sur l'avenue Christophe-Colomb.

La phase 1 présentée ci-dessous permet les travaux sur la culée ouest. Une voie de circulation en direction sud ainsi que la piste cyclable multidirectionnelle en contresens séparées physiquement par une glissière de béton sont maintenues en service. Le trottoir du côté est est également maintenu.

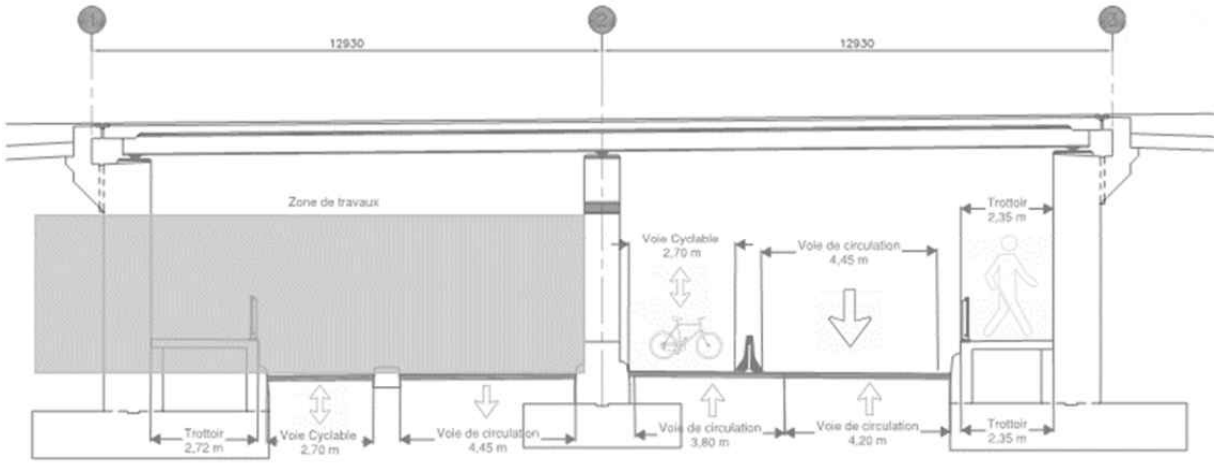


Figure 64 : Scénario de maintien 1 - Phase 1

La phase 2 présentée ci-dessous permet les travaux sur la pile centrale. La voie de circulation en direction sud est maintenue en contresens avec un séparateur physique de type glissière de béton avec la zone des travaux.

La piste cyclable bidirectionnelle demeure à son emplacement existant (côté ouest de la chaussée) avec une bordure ou une glissière de béton comme séparateur avec la zone des travaux. Aucune entrave sur les deux trottoirs.

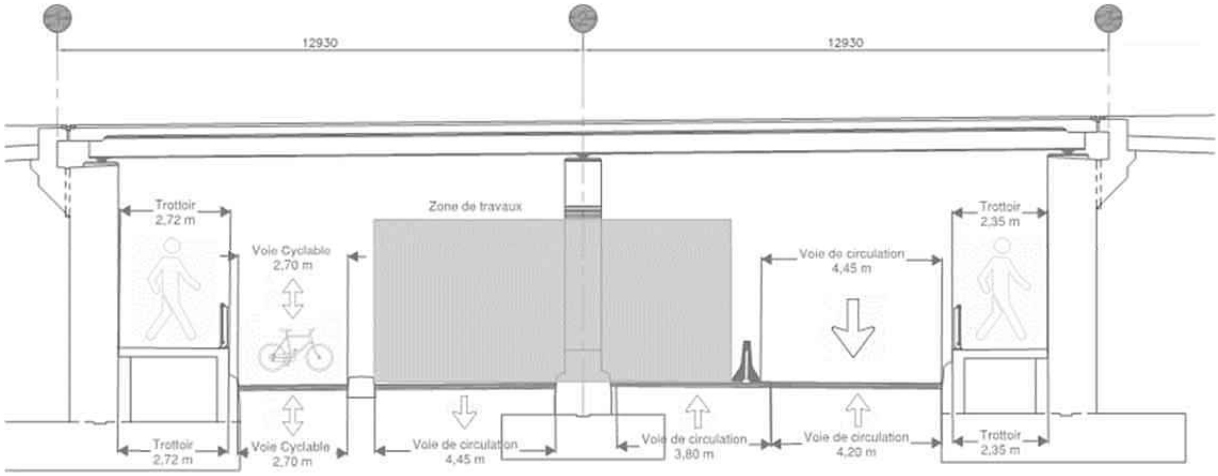


Figure 65 : Scénario de maintien 1 - Phase 2

La phase 3 présentée ci-dessous permet les travaux sur la culée est. La voie de circulation en direction sud ainsi que la piste cyclable bidirectionnelle sont maintenues du côté ouest avec un séparateur physique de type glissière de béton. Le trottoir du côté ouest est maintenu.

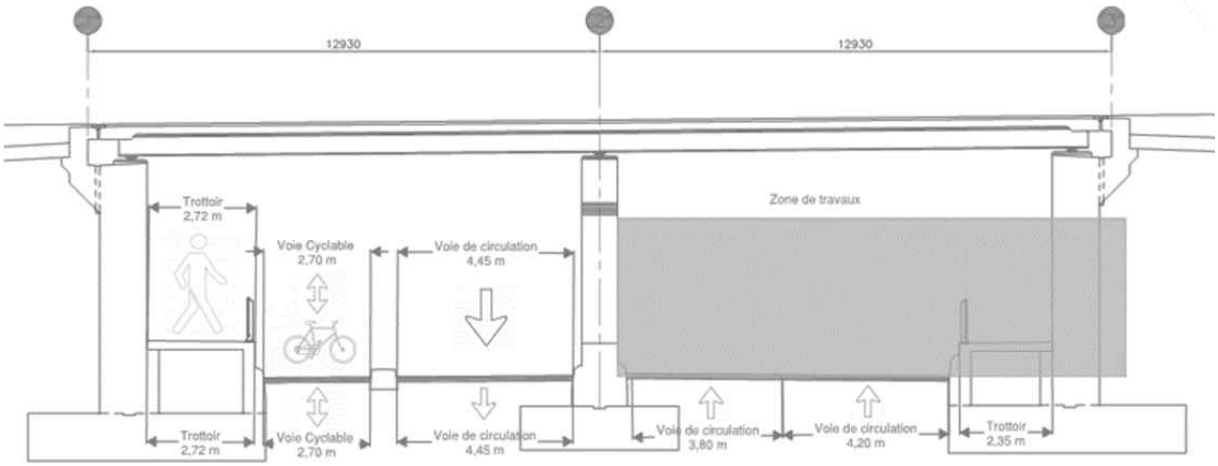


Figure 66 : Scénario 1 de maintien 1 - Phase 3

9.2.1.2 Scénario de maintien 2

Le scénario de maintien 2 offre la possibilité de maintenir une voie de circulation en direction sud sur l'avenue Christophe-Colomb. Cette option avec maintien de la circulation en direction sud prévoit un total de deux phases pour la réalisation complète des travaux. Les travaux sont réalisés sur une période de 23 ou 25 semaines dépendamment du type de tablier. Un feu piétonnier est prévu légèrement au nord de la rue des Carrières afin de permettre le passage sécuritaire des piétons et des cyclistes sur l'avenue Christophe-Colomb.

La phase 1 présentée ci-dessous permet les travaux sur les deux culées simultanément. Une voie de circulation en direction sud déviée à contresens est maintenue et séparée de la zone des travaux par une glissière de béton. Un couloir piétonnier ainsi qu'une piste cyclable multidirectionnelle sont aménagés du côté ouest de la chaussée et séparés de la zone des travaux par une glissière de béton.

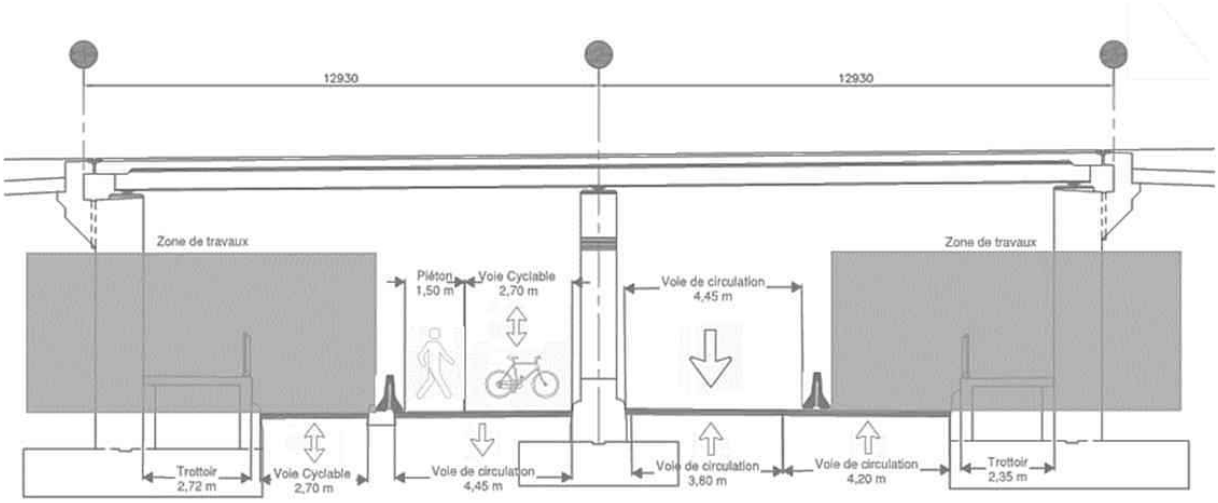


Figure 67 : Scénario de maintien 2 - Phase 1

La phase 2 de ce scénario de maintien est identique à la phase 2 présentée au scénario de maintien 1 et permet les travaux sur la pile centrale. La voie de circulation en direction sud est maintenue en contresens avec un séparateur physique de type glissière de béton avec la zone des travaux.

La piste cyclable bidirectionnelle demeure à son emplacement existant (côté ouest de la chaussée) avec une bordure ou une glissière de béton comme séparateur avec la zone des travaux. Aucune entrave sur les deux trottoirs.

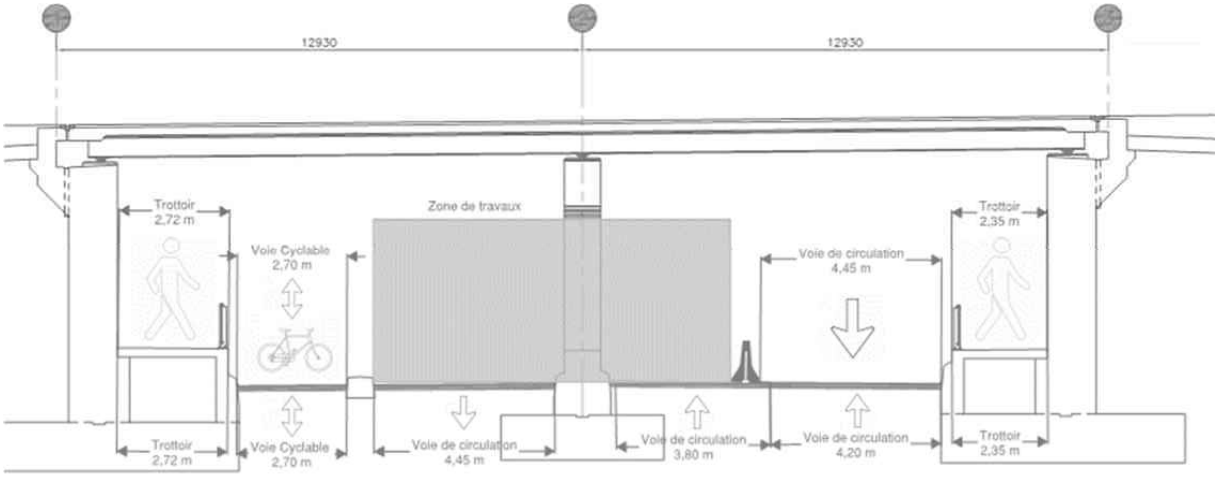


Figure 68 : Scénario 2 - Phase 2

9.2.1.3 Phasage des travaux – Scénario de maintien 3

Le scénario de maintien 3 offre la possibilité de maintenir une voie de circulation en direction sud sur l'avenue Christophe-Colomb. Ce scénario avec maintien de la circulation en direction sud prévoit un total de deux phases pour la réalisation des travaux. Les travaux sont réalisés sur une période de 23 ou 25 semaines dépendamment du type de tablier. Les piétons et les cyclistes sont amenés à partager un trottoir durant la phase 1. Un feu piétonnier est prévu légèrement au nord de la rue des Carrières afin de permettre le passage sécuritaire des piétons et des cyclistes sur l'avenue Christophe-Colomb.

La phase 1 présentée ci-dessous permet les travaux sur la pile centrale ainsi que la culée du côté est simultanément. La voie de circulation en direction sud est déviée dans la zone cyclable avec démolition de la bordure en béton et séparée de la zone des travaux par une glissière de béton. Les cyclistes et les piétons sont amenés à partager le trottoir du côté ouest avec priorité aux piétons.

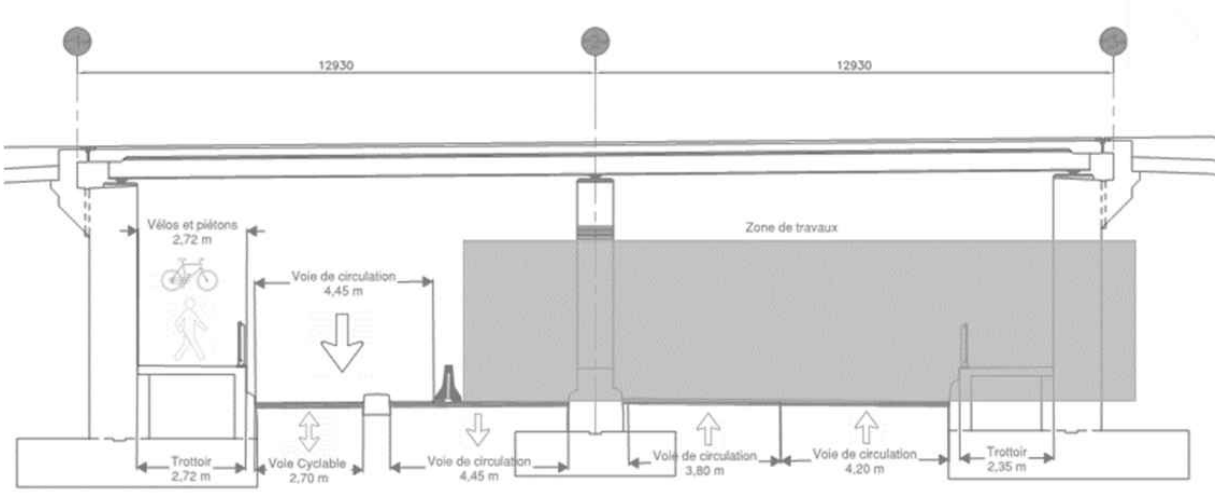


Figure 69 : Scénario 3 de maintien - Phase 1

La phase 2 est identique à la phase 1 du scénario de maintien 1 et permet les travaux sur la culée ouest. Une voie de circulation en direction sud ainsi que le maintien de la piste cyclable multidirectionnelle en contresens séparées physiquement par une glissière de béton sont maintenues. Le trottoir du côté est est maintenu.

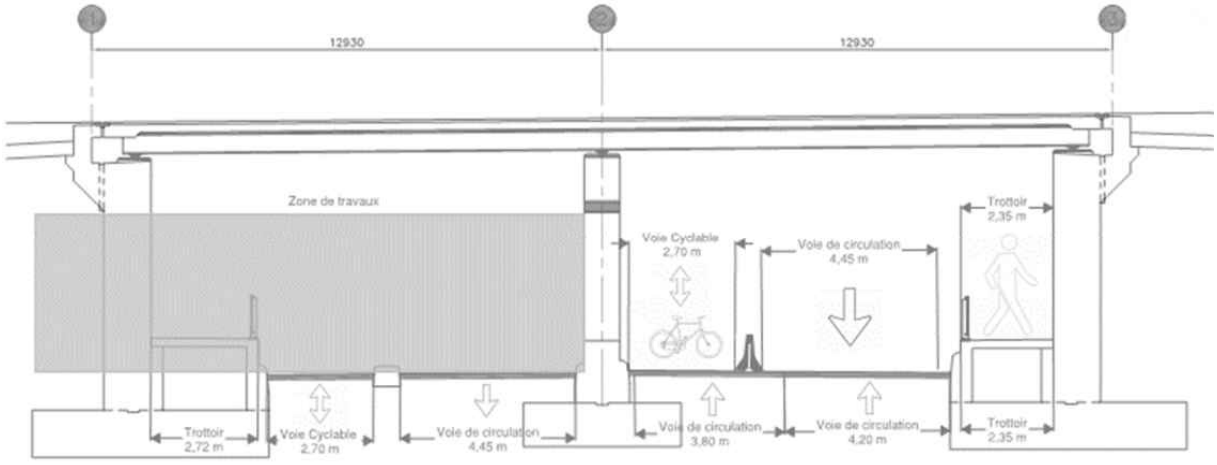


Figure 70 : Scénario de maintien 3 - Phase 2

9.2.1.4 Phasage des travaux – Scénario de maintien 4

Le scénario de maintien 4, tel que présenté plus précédemment, prévoit une fermeture complète de l'avenue Christophe-Colomb, entre la rue Saint-Grégoire et le boulevard Rosemont, et ce, en longue durée. Ce scénario de

maintien permet une réalisation des travaux en une seule phase et sur une période de 15 ou 18 semaines dépendamment du type de tablier.

L'installation d'un passage piétonnier et cycliste sécuritaire à travers le chantier sera requise afin de permettre aux piétons et aux cyclistes d'emprunter l'avenue Christophe-Colomb, entre le boulevard Rosemont et la rue Saint-Grégoire. L'emplacement exact du corridor est variable et peut être déplacé selon l'avancement des travaux.

9.2.2 Sommaire des scénarios de maintien de circulation et choix du scénario de maintien recommandé

Le scénario de maintien 1 comporte un impact moins important sur la circulation et permet à l'entrepreneur d'avoir une zone de travaux optimale. Ce scénario de maintien garde une voie de circulation en direction sud et un couloir piétonnier et cycliste adéquat. La durée de réalisation des travaux est toutefois plus longue à cause de ces trois (3) phases de réalisation.

Le scénario de maintien 2 comporte une durée de réalisation des travaux plus courte (2 phases) et un impact sur la circulation similaire au scénario précédent. Toutefois, l'aire de travail pour l'entrepreneur est plus restreinte.

Le scénario de maintien 3 comporte un impact important sur les cyclistes et les piétons durant la phase 1. La durée de réalisation est similaire au scénario 2 et l'aire de travail pour l'entrepreneur est optimale.

Le scénario de maintien 4 comporte un impact important sur les automobilistes. La durée de réalisation est la plus courte et l'aire de travail pour l'entrepreneur est optimale.

Les quatre scénarios de maintien permettent le maintien de la piste cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb ainsi que le passage des piétons.

Le tableau suivant résume les aspects évalués sur l'avenue Christophe-Colomb pour chacun des scénarios de maintien.

Tableau 13 : Résumé des scénarios de maintien, impacts et mesures d'atténuation

Scénario de maintien	Capacité véhiculaire	Mesures de Maintien	Impacts	Mesures d'atténuation
1	Bonne	• Maintien d'une voie en direction sud • Maintien de la piste cyclable • Maintien d'un corridor piéton	Durée des travaux entre 28 et 32 semaines	• Ajout d'un feu piétonnier au nord du pont de la rue des Carrières • Chemin de détour

Scénario de maintien	Capacité véhiculaire	Mesures de Maintien	Impacts	Mesures d'atténuation
2	Bonne	• Maintien d'une voie en direction sud • Maintien de la piste cyclable • Maintien d'un corridor piéton	Aire de travail pour l'entrepreneur restreinte	• Ajout d'un feu piétonnier au nord du pont de la rue des Carrières • Chemin de détour
3	Bonne	• Maintien d'une voie en direction sud • Maintien de la piste cyclable et des piétons sur le trottoir du côté ouest	Impact important pour les cyclistes et les piétons (plus de 200 cyclistes déviés sur le trottoir)	• Ajout d'un feu piétonnier au nord du pont de la rue des Carrières • Chemin de détour
4	Aucune	• Fermeture complète de l'avenue Christophe-Colomb • Maintien de la piste cyclable • Maintien d'un corridor piétonnier	Impact important pour les véhicules (détour de plus de 600 véh./h)	• Ajout d'un feu piétonnier au nord du pont de la rue des Carrières • Chemin de détour et itinéraire facultatif

9.2.3 Chemin de Détour

Les chemins de détour requis pour la réalisation des travaux sont décrits ci-dessous et illustrés à la figure 72.

Lors de la fermeture complète de la rue des Carrières, les chemins de détour suivants sont proposés :

- **Chemin de détour 1A** : Détour rue des Carrières direction est à St-Hubert direction nord : rue Saint-Hubert direction nord, boulevard Rosemont direction est, avenue Papineau direction sud jusqu'à la rue des Carrières.
- **Chemin de détour 1B** : Détour rue des Carrières ouest à rue de Normanville direction nord vers rue des Carrières ouest : boulevard Rosemont direction ouest, rue Saint-Hubert direction nord, rue de Bellechasse et avenue Chateaubriand direction sud jusqu'à la rue des Carrières.

Lors de la fermeture complète de la direction nord de l'avenue Christophe-Colomb, entre la rue Saint-Grégoire et le boulevard Rosemont :

- **Chemin de détour 2A** : Détour rue Saint-Grégoire direction est à Christophe-Colomb direction nord : rue Saint-Grégoire direction est, avenue Papineau direction nord, rue Beaubien direction ouest jusqu'à Christophe-Colomb;

- **Chemin de détour 2B** : Détour rue Saint-Grégoire direction ouest à Christophe-Colomb direction nord : rue Saint-Grégoire direction ouest, rue Saint-Hubert direction nord et boulevard Rosemont direction est jusqu'à Christophe-Colomb.

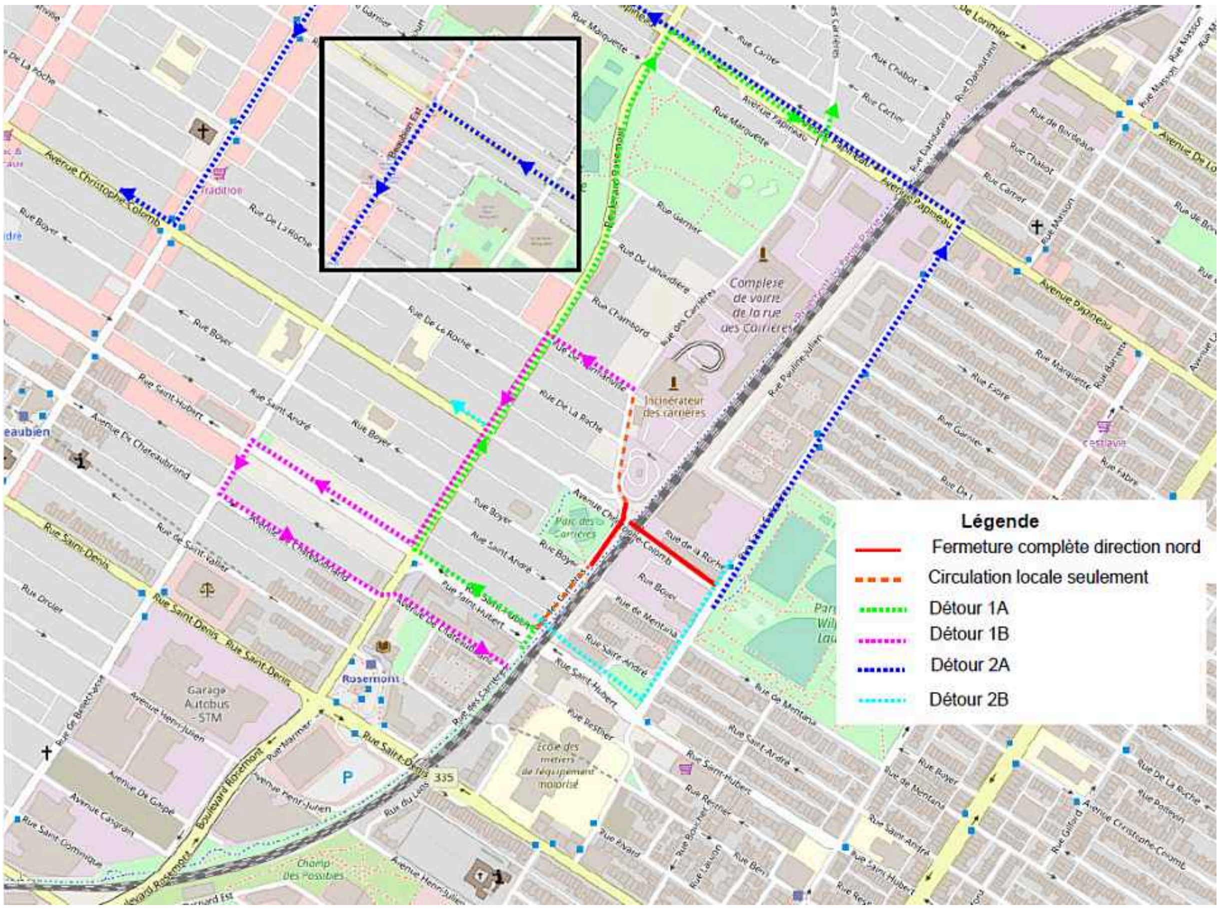


Figure 71 : Chemins de détour

9.2.4 Transport en commun

L'avenue Christophe-Colomb, entre le boulevard Rosemont et la rue Saint-Grégoire, ainsi que la rue des Carrières, entre la rue Papineau et la rue Saint-Hubert, ne comporte aucune ligne de transport en commun.

9.2.5 Piétons

Lors de la fermeture de la rue des Carrières au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb, un lien piétonnier devra être maintenu afin de permettre au piéton de traverser l'avenue Christophe-Colomb. L'installation d'un feu pour les piétons sur l'avenue Christophe-Colomb, au nord de la rue des Carrières, s'avère un choix sécuritaire pour les piétons.

9.2.6 Cyclistes

Les deux pistes cyclables principales présentées en introduction seront maintenues en service pratiquement pour toute la durée des travaux. La piste cyclable multifonctionnelle faisant partie de la Route Verte située sur le pont ferroviaire sera fermée pour une courte durée lors des travaux aux abords de la voie ferrée ou sur le pont ferroviaire, notamment lors du démantèlement de la conduite de vapeur et de l'abaissement de la piste cyclable. Cette piste multifonctionnelle est déviée via le parc des Carrières avec la présence d'un feu piétonnier pour le passage de l'avenue Christophe-Colomb d'ouest en est.

La piste cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb sous la rue des Carrières est maintenue en service durant toute la durée des travaux. Lors des travaux situés aux abords ou dans la zone de la piste cyclable, celle-ci sera relocalisée du côté opposé de l'avenue Christophe-Colomb avec la présence d'un feu piétonnier.

10. Acquisition d'emprise

Les travaux de réaménagement de la rue des Carrières et de construction du nouveau pont d'étagement routier sont localisés sur quatre lots différents, soit les lots 1 445 418, 1 618 900, 2 104 953 et 3 946 369. Selon l'information reçue, ces lots appartiennent à la Ville de Montréal. Cette information doit être validée avec le service de géomatique et le service d'acquisition interne de la Ville de Montréal. Il n'y aurait donc pas d'acquisition d'emprises à prévoir. Par contre, une entente entre la Ville de Montréal et les gestionnaires de l'écocentre situé sur le lot 1 445 418 doit être prévue afin de leur expliquer l'étendue des travaux.

Les travaux de construction des nouvelles culées du pont nécessitent des soutènements temporaires importants le long de l'emprise du CPR, principalement à l'approche ouest en raison des excavations relativement profondes. Ces soutènements temporaires demeureront sur les lots 1 445 418 et 1 618 900.

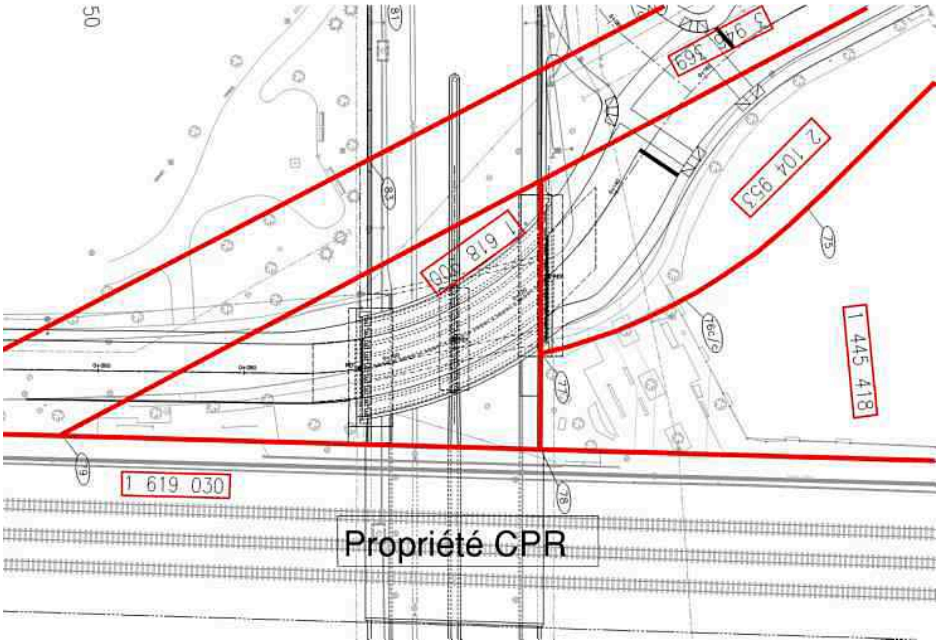


Figure 72 : Limite de propriétés du secteur

Tous les travaux effectués dans l'emprise ferroviaire doivent être approuvés par le CPR. La présence d'un signaleur ferroviaire est requise en tout temps pour les travaux sur le tablier du pont. Les travaux sous le tablier du pont, c'est-à-dire aux culées et à la pile, ne nécessitent pas la présence d'un signaleur ferroviaire selon l'information reçue. Par contre, un inspecteur des travaux accrédité CPR doit être présent afin d'assurer la conformité des travaux avec les plans et devis.

Le gabarit ferroviaire de construction doit être transmis par le CPR pour en tenir compte lors des étapes subséquentes du projet.

11. Environnement

11.1 *Loi sur la qualité de l'environnement*

Selon la nature des travaux projetés, le projet peut faire l'objet de demandes d'autorisation en vertu des articles 22 ou 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE).

Article 22 : « De prime abord, le projet est soustrait à l'application de l'article 22 de la LQE étant donné qu'ils correspondent aux projets définis à l'alinéa 3 de l'article 2 du règlement relatif à l'application de la *Loi sur la qualité de l'environnement* et qu'ils ne sont pas réalisés sur une rive ou dans une plaine inondable au sens de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Ainsi, aucun certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la LQE n'est nécessaire préalablement à la réalisation duprojet. »

Article 32 : « En vertu de l'article 32 de la LQE, nul ne peut établir un aqueduc ni procéder à l'exécution de travaux d'égout ou à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées avant d'en avoir soumis les plans et devis au ministre et d'avoir obtenu son autorisation. Toutefois, le règlement sur l'application de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* définit les travaux d'aqueduc ou d'égout qui sont soustraits à son application. »

En matière d'eau potable, la reconstruction de conduites d'eau potable est soustraite à l'application de l'article 32 de la LQE.

En matière d'eaux usées ou pluviales, les travaux de reconstruction de conduites d'égout sont soustraits à l'application de l'article 32 de la LQE, à la condition que leur réalisation ou que le projet lié à leur réalisation ne soit pas susceptible de causer des déversements d'eaux usées dans l'environnement ou, le cas échéant, d'augmenter la fréquence ou le volume des débordements dans l'un des ouvrages de surverse du réseau d'égout.

Enfin, mentionnons que les travaux d'infrastructure mentionnés précédemment qui sont visés par le devis normalisé BNQ 1809-300 — Travaux de construction — Clauses techniques générales — Conduites d'eau potable et d'égout sont exécutés conformément à l'édition la plus récente de ce devis à l'exception de son chapitre 12. Dans l'éventualité où les travaux ne peuvent être exécutés conformément au devis normalisé, ces derniers doivent être autorisés par le ministre conformément à l'article 32 de la LQE.

11.2 Sols contaminés

Tel que discuté précédemment, des sols contaminés sont présents dans le secteur à l'étude. Les sols contaminés excavés devront être réutilisés sur le site ou être disposés hors site dans un centre autorisé à cet effet. Les options générales de gestion des sols excavés, selon leur degré de contamination, sont détaillées à la Grille de gestion des sols excavés du Guide d'intervention du MELCC.

12. Parties prenantes

Six principales parties prenantes ont été identifiées dans le cadre du projet de réfection du passage inférieur avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières. Ces parties prenantes sont la CSEM, Énergir, Hydro-Québec, le CPR ainsi que les arrondissements Rosemont – La Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal. Les sections suivantes décrivent les impacts ainsi que les actions prises ou à prendre afin de répondre aux exigences de chacune des parties prenantes et de minimiser les impacts sur les infrastructures riveraines.

12.1 CSEM

Un massif de douze conduits électriques (CSEM) situé sous le trottoir ouest de l'avenue Christophe-Colomb entre en conflit avec les travaux de la culée du pont d'étagement routier. Ce massif pourrait être protégé ou reconstruit sur une longueur d'environ 25 m. Selon les intrants recueillis, ces conduits ne sont pas utilisés présentement. En effet, comme ce groupe de conduits ne se prolonge pas jusqu'à la rue Saint-Grégoire et qu'il n'y a pas de raccordements, cette portion de réseau semble prévue pour des usages futurs.

Les opportunités d'amélioration de la portion de réseau longeant l'avenue Christophe-Colomb devraient être discutées avec la CSEM lors d'une rencontre de coordination.

12.2 Énergir

Les informations recueillies ne permettent pas de statuer clairement sur le risque de conflits avec la conduite d'Énergir située du côté est du passage inférieur Christophe-Colomb.

Une rencontre de coordination doit être prévue avec Énergir pour confirmer la présence ou non de la conduite derrière la culée est du pont d'étagement de la rue des Carrières.

12.3 Hydro-Québec – Réseau aérien

Hydro-Québec prévoit déplacer la ligne électrique aérienne du côté sud de la rue des Carrières. Ces travaux à venir avant ceux du présent projet sont une opportunité d'indiquer les emplacements qui seront assurément exempts de conflit pour les nouveaux poteaux. Une rencontre de coordination doit être prévue avec Hydro-Québec afin d'identifier et confirmer que le nouveau tracé de la ligne assurera que les poteaux de part et d'autre de l'avenue Christophe-Colomb seront positionnés suffisamment loin des murs de soutènement pour éviter le conflit avec l'excavation engendrée par la reconstruction du pont d'étagement routier.

12.4 CPR

Des interventions sont prévues sur le pont ferroviaire du Canadian Pacific Railway (CPR). Outre la réfection de la structure et l'abaissement de la piste cyclable surélevée, un panneau publicitaire leur appartenant doit être déplacé ou éliminé. Une rencontre d'information devra être réalisée afin de les informer des travaux prévus et d'obtenir leur décision quant au panneau publicitaire. À noter qu'une première rencontre a eu lieu pour les informer du projet.

12.5 Arrondissements Rosemont – La Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal

Afin de réaliser les travaux, des ententes pourraient être requises avec la Ville de Montréal et les arrondissements Rosemont – La Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal, entre autres, pour l'impact du chantier sur la circulation dans les différents arrondissements. Une rencontre doit donc être planifiée avec les autorités responsables de l'arrondissement afin d'obtenir divers intrants pertinents au sujet du secteur du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue des Carrières requis pour la suite des étapes de conception et de réalisation des travaux.

13. Échéancier des travaux

Un échéancier de réalisation des travaux a été estimé pour chacun des scénarios de reconstruction du pont en fonction des scénarios de maintien de la circulation. La durée tient compte d'un nombre d'équipes de travail standard travaillant sur un horaire régulier. La variante d'une pile à 4 ou 5 colonnes ne modifie pas la durée des travaux. Les travaux de réfection du pont ferroviaire sont réalisés en simultanés avec les travaux du pont, donc inclus dans les délais.

Le tableau suivant résume la durée des travaux pour les deux scénarios :

Tableau 14 : Résumé de la durée des travaux en fonction des scénarios

	Scénario de reconstruction du pont	
Scénario de maintien de la circulation	**Scénario 1 - Tablier à poutres d'acier**	**Scénario 2 - Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension**
Scénario 1 – 3 phases	28 semaines	30 semaines
Scénario 2 ou 3 – 2 phases	23 semaines	25 semaines
Scénario 4 – 1 phase (Fermeture complète)	15 semaines	18 semaines

Les échéanciers de réalisation sommaires des scénarios proposés sont présentés à l'annexe J. Les délais pourraient être réduits si les travaux sont réalisés sur deux quarts de travail et/ou s'il y a augmentation du nombre d'équipes.

14. Estimation des coûts de construction

Une estimation des coûts de construction a été effectuée pour chacun des scénarios. Pour tenir compte des imprévus et des variations, une contingence de ± 25 % a été considérée.

Les prix unitaires utilisés sont basés sur des projets comparables, relativement récents, réalisés dans la région de Montréal et la liste des prix suggérés 2018 du MTQ. Ils ont été estimés en dollars de l'année 2018 et aucune indexation n'est considérée selon l'année de réalisation.

L'estimation du coût des travaux dans le cadre de cette étude d'avant-projet préliminaire ne tient pas compte de l'entretien. Le tableau suivant présente les coûts de construction de chaque domaine d'activité pour les deux scénarios de reconstruction étudiés, excluant les taxes.

Tableau 15 : Estimation des coûts

Discipline		Coûts (M$)	
		Scénario 1 - Tablier à poutres d'acier	Scénario 2 - Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension
Ouvrages d'art	Pont d'étagement	2 500 000 $	2 600 000 $
	Pont ferroviaire	360 000 $	360 000 $
	Murs de soutènement	590 000 $	590 000 $
Routier		1 500 000 $	1 500 000 $
Services publics, réseaux techniques urbains		840 000 $	840 000 $
Éclairage		300 000 $	300 000 $
Maintien de la circulation	*Scénario 1*	*193 000 $*	*200 000 $*
	Scénario 2 ou 3	168 000 $	177 000 $
	Scénario 4	*86 000 $*	*98 000 $*
Organisation de chantier et travaux connexes		1 450 000 $	1 450 000 $
SOUS TOTAL		**7 708 000 $**	**7 817 000 $**
Contingences 25 %		1 927 000 $	1 954 250 $
TOTAL		**9 635 000 $**	**9 771 250 $**

Le total inclut le scénario de maintien 2 ou 3. Les travaux connexes incluent, entre autres, la disposition de sols contaminés ainsi que le signaleur ferroviaire.

Les bordereaux d'estimation sont présentés à l'annexe K. Les coûts suivants sont exclus de la présente estimation :

- traitement architectural des structures;
- autorisation environnementale;
- acquisition d'emprise;
- honoraires professionnels.

15. Analyse des risques

Une analyse sommaire des risques a été effectuée pour le projet à l'étude.

Tableau 16 : Analyse sommaire des risques du projet

Identification des risques		Élaboration d'un plan de réponse (stratégie)
Déclencheur	**Description du risque**	**Mesures d'atténuation proposées**
Possibilité de plaintes des riverains relatives au bruit, aux vibrations et à la poussière durant les travaux de construction	Conséquence sur la qualité de vie des résidents, relations tendues avec le milieu, obligation de réduire le bruit pour certaines plages horaires (règlement des arrondissements)	Plan de communication soutenu pour aviser les riverains de l'objectif des travaux, des progrès et de la durée prévue. Minimiser l'utilisation d'équipements bruyants. Donner des recommandations pour le contrôle de la poussière.
Acquisition d'emprise ou entente avec les propriétaires du secteur (CPR)	Retard dans le début des travaux	Prévoir l'acquisition d'emprise avant la préparation des plans et devis
Préparation des plans de soutènements temporaires près de l'emprise du CPR et validation des documents par le CPR	Retard du chantier avant le début des travaux ou pendant les travaux	Préparer les plans de soutènements temporaires près du CPR lors de la préparation des plans et devis du nouveau pont et demander l'approbation de ces plans au CPR avant le début des travaux
Site très achalandé aux périodes de pointe	Possibilité d'avoir sous-estimé les impacts sur la mobilité durant les travaux	Plan de communication pour les entraves prévues et les chemins de détour, panneaux à messages variables
Réduction du nombre et de la largeur des voies durant les travaux	Panne dans une seule voie de circulation disponible	Prévoir des mesures pour intervenir rapidement (remorquage exclusif)
Entraves sur le réseau local municipal et possibilité d'autres travaux dans le même secteur ou sur le détour planifié	Possibilité que la stratégie de maintien de circulation soit à modifier	Coordonner le tout avec la Ville de Montréal en s'assurant de la non-interférence des travaux prévus ou la mise en place de mesures d'atténuation adéquates, le cas échéant
Mauvaise localisation de services publics	Modification des plans avec travaux et délais supplémentaires	S'assurer de la localisation exacte lors de la préparation des plans et devis
Conduites de services publics ou municipaux endommagées	Bris des conduites lors des excavations	Faire une inspection détaillée des conduites de drainage afin d'intégrer les interventions requises aux plans et devis
Pentes d'excavation ou espace de travail non conformes selon la CNESST	Arrêt temporaire des travaux et délais supplémentaires	S'assurer que l'entrepreneur respecte les exigences de la CNESST en matière d'excavation et d'espace de travail. Prévoir la mention lors de la préparation des plans et devis.
Possibilité de non-disponibilité de certains matériaux en raison d'un échéancier trop serré	Retard dans les travaux en raison de l'indisponibilité du matériau	S'assurer que les délais de fabrication et de livraison des différents matériaux ou la disponibilité d'équipements sont considérés dans le délai contractuel

Identification des risques		Élaboration d'un plan de réponse (stratégie)
Déclencheur	**Description du risque**	**Mesures d'atténuation proposées**
Construction d'un soutènement temporaire imposant avec ancrages au roc	Bris de conduites de services publics et municipaux lors du forage des ancrages	Localiser le plus précisément possible les conduites avant le début des travaux
Conduite de vapeur sur le pont ferroviaire toujours en service	Possibilité de blessures aux travailleurs et retard du chantier	(CN) Effectuer des essais/relevé thermique préalablement à la construction afin de confirmer l'absence d'activité dans la conduite

16. Comparaison des scénarios

Le tableau suivant résume les avantages et inconvénients des deux scénarios de reconstruction du pont proposés.

Tableau 17 : Avantages et inconvénients des deux scénarios de reconstruction de pont analysés

	Scénario 1 - Tablier à poutres d'acier	Scénario 2 - Tablier à dalle épaisse en béton précontraint par post-tension
Avantages	• Entretien/réparation plus simple du tablier (à l'exception des impacts de véhicule) • Durée des travaux légèrement plus courte • Plus de latitude pour l'apport d'une touche esthétique (peinturage des poutres) • Peu d'impact pour les usagers de la route lors de la construction du tablier (pas de mise en place d'un système d'étaiement)	• Durabilité élevée (précontrainte = peu ou pas de fissuration de la dalle) • Plus résistant aux impacts de véhicule - aucune déformation du tablier
Inconvénients	• Délai de fabrication de la charpente d'acier relativement long • Nombre de poutres élevé (plus d'éléments = plus d'entretien) • Moins résistant aux impacts de véhicule – déformation latérale des poutres	• Système d'étaiement/support temporaire du tablier requis lors de la construction du tablier • Durée des travaux légèrement plus longue • Impact de plus longue durée et plus important pour les usagers de la route lors de la construction du tablier (mise en place du système d'étaiement) • Technique de construction moins conventionnelle • Entretien des câbles plus complexe advenant une contamination du tablier par les ions chlorures

17. Conclusion

La présente étude a permis de confirmer la faisabilité du réaménagement de la rue des Carrières proposé dans l'étude de faisabilité en élaborant deux scénarios de système structural pour la construction du nouveau tablier du pont routier. L'optimisation de l'épaisseur du tablier pour les tabliers à poutres d'acier et à dalle épaisse en béton précontraint a permis d'augmenter légèrement le dégagement vertical sous la structure. Le dégagement vertical projeté est de ± 4,7 m comparativement à ± 4,4 m existant (rehaussement de ± 300 mm).

Tel que démontré dans la section « Estimation des coûts de construction » du présent rapport, la différence de coût entre les deux options est faible considérant le coût total des travaux. Une différence de 250 K$ sur 8,5 M$ peut être considérée comme négligeable pour le choix du scénario.

De plus, l'analyse comparative a permis d'établir les avantages et inconvénients relatifs à chaque scénario.

Le scénario 1 – Tablier à poutres d'acier permet un entretien plus facile puisque les méthodes de réparation pour des dommages typiques de poutres d'acier sont simples (exemple : plaque soudée sur l'âme ou sur la semelle). Par contre, un dommage atypique, du genre un impact de véhicule, devient plus difficile à réparer considérant la possibilité d'importantes déformations. Ce phénomène peut cependant être éliminé ou amoindri en concevant une poutre de rive très massive et rigide ou simplement en ajoutant un gabarit sacrificiel en amont. Le scénario 1 permet plus de latitude au niveau de l'esthétisme du tablier, entre autres, un peinturage des poutres peut être réalisé. La construction de ce type de tablier ne nécessite pas de système d'étaiement, car les poutres peuvent être installées d'une seule longueur sur les unités de fondation et la dalle coulée avec un pontage en guise de protection pour les usagers de la route. L'impact est donc négligeable pour les usagers.

Le scénario 2 – Tablier à dalle épaisse en béton précontraint est plus difficile d'entretien pour des défauts typiques au niveau des câbles (exemple : délaminage, éclatement, etc.). Par contre, la réparation de ce type d'endommagement à l'extérieur des zones comportant des câbles est relativement simple. La durabilité de ce type de structure est très bonne considérant que le béton est toujours en compression et que l'infiltration d'ions chlorures par les fissures est faible, voire absente. Ce tablier massif est plus résistant et nécessite moins d'entretien face aux impacts de véhicules. Ce type de tablier nécessite un système d'étaiement pour la coulée de la dalle et, par le fait même, impacte considérablement les usagers de la route. Lors de cette étape d'une durée approximative de 6 semaines, le système serait mis en place et permettrait assurément le passage des piétons et cyclistes et possiblement le passage de véhicules de petites dimensions.

Le délai associé à la réalisation des travaux est légèrement plus court pour le scénario 1 – Tablier à poutres d'acier, mais la différence de ± 2 semaines avec le scénario 2 – Tablier à dalle épaisse en béton précontraint est négligeable sur une durée totale de ± 30 semaines. Par contre, il est important de réitérer sur le fait que le scénario 2 nécessite la fermeture presque complète de l'avenue Christophe-Colomb pour une période approximative de 6 semaines pour la coulée de la dalle et la mise en place des câbles de précontrainte. Cette étape de construction a un impact d'une plus longue durée pour les usagers de la route. De plus, il est important de considérer un long délai très variable pour la livraison des poutres en acier. Ce long délai de fabrication est associé à la difficulté d'approvisionnement des plaques depuis 2018.

Au niveau du maintien de la circulation, les scénarios à deux phases sont à prioriser afin de réduire la durée des travaux.

Les travaux à réaliser sur les actifs de la ville de Montréal au niveau du passage inférieur ont également été élaborés dans la présente étude, entre autres pour les pistes cyclable et multifonctionnelle, les chaussées, le système d'éclairage, le réseau d'égout et d'aqueduc et les autres structures existantes à conserver.

En terminant, les deux scénarios sont intéressants et possèdent chacun leurs avantages et inconvénients à différents niveaux. Le choix final du scénario revient à la ville de Montréal et tiendra compte des aspect technique, budgétaire, esthétique et de durabilité.

Annexe A –
Rapport d'étude géotechnique et caractérisation environnementale pré-finale

VILLE DE MONTRÉAL

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE

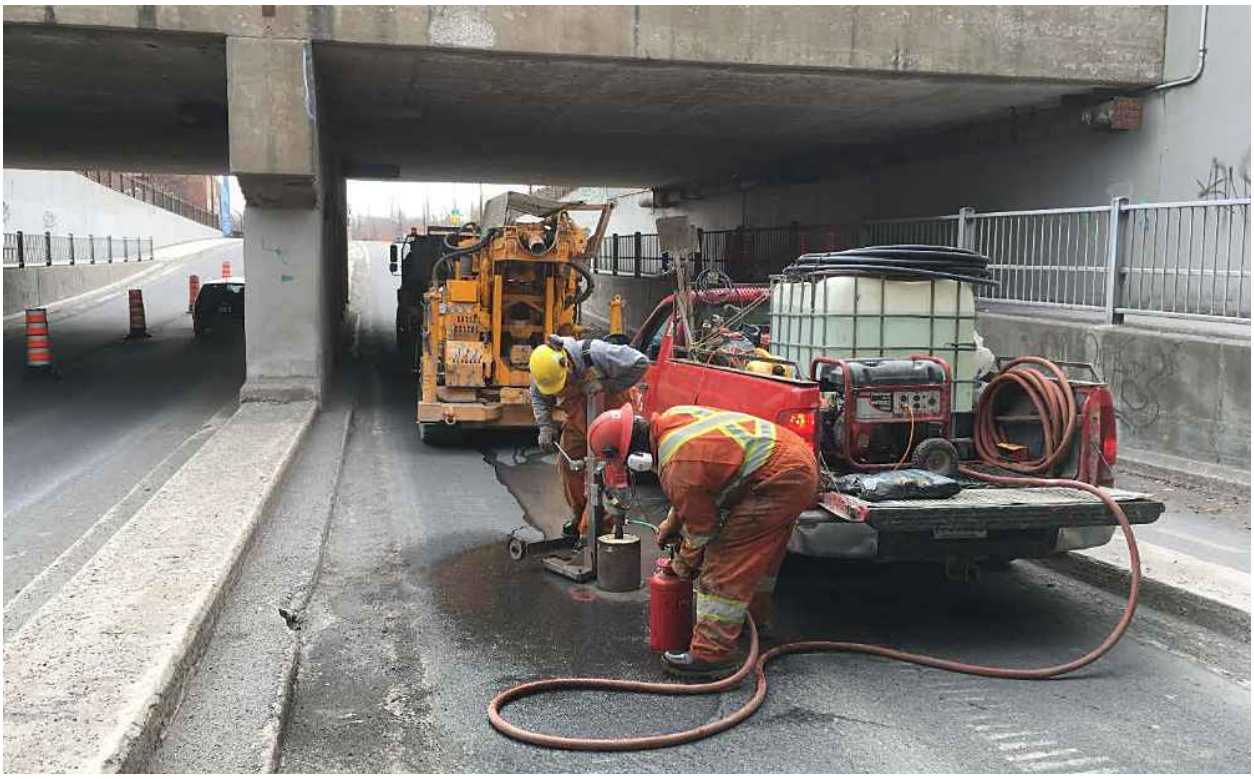
RÉFECTION DU PASSAGE INFÉRIEUR CHRISTOPHE-COLOMB / DES CARRIÈRES

ARRONDISSEMENTS DE ROSEMONT – LA PETITE-PATRIE ET DU PLATEAU-MONT-ROYAL

RÉF. : 171-09124-07 (VOTRE RÉF. : 17G058)

DATE : 21 DÉCEMBRE 2018

CONFIDENTIEL



VILLE DE MONTRÉAL

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE

RÉFECTION DU PASSAGE INFÉRIEUR CHRISTOPHE-COLOMB / DES CARRIÈRES

ARRONDISSEMENTS DE ROSEMONT – LA PETITE-PATRIE ET DU PLATEAU-MONT-ROYAL

RÉF. : 171-09124-07 (VOTRE RÉF. : 17G058)
DATE : 21 DÉCEMBRE 2018

VERSION 01 (PRÉFINALE)

WSP CANADA INC.
16E ÉTAGE
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE OUEST
MONTRÉAL QC H3H 1P9
CANADA

TÉL. : +1-514-340-0046
TÉLÉC. : +1-514-340-1337

WSP.COM

GESTION DE LA QUALITÉ

VERSION	DATE	DESCRIPTION
00	03/08/2018	Rapport préliminaire
01	21/12/2018	Version préfinale

SIGNATURES

PRÉPARÉ PAR

Paul Dombrowski, ing. (OIQ nº 146307)
Chargé de projet - Géotechnique

Dominique Chayer, géo. (OGQ nº 1054)
Chargée de projet - Environnement

RÉVISÉ PAR

Luc Paquette, ing. (OIQ nº110523)
Chef d'équipe - Géotechnique

Daniel Morin, M. Sc, EESA®
Directeur de projet - Environnement

Le présent rapport a été préparé par WSP pour le compte de Ville de Montréal conformément à l'entente de services professionnels. La divulgation de tout renseignement faisant partie du présent rapport incombe uniquement au destinataire prévu. Son contenu reflète le meilleur jugement de WSP à la lumière des informations disponibles au moment de la préparation du rapport. Toute utilisation que pourrait en faire une tierce partie ou toute référence ou toutes décisions en découlant sont l'entière responsabilité de ladite tierce partie. WSP n'accepte aucune responsabilité quant aux dommages, s'il en était, que pourrait subir une tierce partie à la suite d'une décision ou d'un geste basé sur le présent rapport. Cet énoncé de limitation fait partie du présent rapport.

L'original du document technologique que nous vous transmettons a été authentifié et sera conservé par WSP pour une période minimale de dix ans. Étant donné que le fichier transmis n'est plus sous le contrôle de WSP et que son intégrité n'est pas assurée, aucune garantie n'est donnée sur les modifications ultérieures qui peuvent y être apportées.

Référence à citer :

WSP. 2018. *Étude géotechnique et caractérisation environnementale, Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières, Arrondissements de Rosemont – La Petite-Patrie et du Plateau-Mont-Royal*. Rapport produit pour Ville de Montréal. Réf. : 171-09124-07 (Votre RÉF. : 17G058). 45 pages et annexes.

ÉQUIPE DE RÉALISATION

WSP CANADA INC. (WSP)

Directeur de projet– Géotechnique	Luc Paquette, ing.
Directrice de projet- Environnement	Daniel Morin, M.Sc., EESA®
Chargé de projet – Géotechnique	Paul Dombrowski, ing.
Chargée de projet - Environnement	Dominique Chayer, géo.
Assistantes de projet	Amélie Duval Courchesne, ing. Bintou Keita, ing. jr
Personnel de chantier	Dieudonné Barahebura, tech. Odile Giguère, tech.

SOUS-TRAITANTS

Forages	Succession Forage George Downing ltée
Localisateur de services	Promark-Telecon
Signalisation	Groupe Signalisation Laurentienne inc.
Analyses chimiques	AGAT Laboratoires

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION 1
1.1 Mise en contexte 1
1.2 Objectifs de l'étude 1
1.3 Contenu du rapport 1
1.4 Description du site 2
1.5 Limites et conditions générales 2
2 TRAVAUX ET MÉTHODOLOGIE 3
2.1 Travaux de chantier 3
2.2 Échantillonnage des sols et du roc 4
2.3 Installation de tubes d'observation 4
2.4 Prélèvement et gestion des échantillons de sol et de roc 5
2.5 Essais physiques et analyses de laboratoire 5
2.5.1 Géotechnique 5
2.5.2 Environnement 6
2.6 Programme d'assurance et de contrôle de la qualité 6
2.7 Relevé topographique 7
3 DESCRIPTION DES SOLS ET DU ROC 9
3.1 Sol naturel 13
3.2 Socle rocheux 13
4 EAU SOUTERRAINE 15
5 CONSTAT ENVIRONNEMENTAL 17
5.1 Critères de comparaison des résultats 17
5.2 Résultats analytiques 17
5.3 Résultats du programme d'assurance-qualité 17
5.4 Interprétation des résultats 18

6 COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS GÉOTECHNIQUES 19

6.1 Excavation 19

6.1.1 Excavation temporaire (non soutenue) 19

6.1.2 Soutènement temporaire 20

6.1.3 Drainage à court terme (durant la construction) 21

6.2 Ancrages 22

6.2.1 Tirants d'ancrage pour le soutènement temporaire et les fondations 22

6.2.2 Résistance dans la tige d'acier 23

6.2.3 Adhérence tige d'acier-coulis 23

6.2.4 Adhérence roc-coulis 23

6.2.5 Résistance de la masse rocheuse 24

6.3 Fondations des culées, des appuis et des murs de soutènement 25

6.3.1 Fondations conventionnelles 26

6.3.1.1 Préparation des assises sous les semelles 26

6.3.1.2 Résistances géotechniques aux états limites (ÉLUL et ÉLUT) 26

6.3.1.3 Résistance géotechnique horizontale pondérée à l'ELUL 27

6.3.2 Pieux-caissons 27

6.3.2.1 Capacité géotechnique axiale 28

6.3.2.1.1 Résistance géotechnique à la base du caisson 28

6.3.2.1.2 Résistance géotechnique le long des parois de l'emboîture 29

6.3.2.1.3 Résistance combinée de la base et de l'emboîture 29

6.3.2.1.4 Résistance à l'arrachement 31

6.3.2.2 Capacité et réaction latérale 31

6.3.2.2.1 Réaction latérale du roc 32

6.3.2.2.2 Capacité latérale du massif rocheux 32

6.3.2.3 Résumé des paramètres de conception des pieux caissons 33

6.3.3 Poussée des terres 34

6.3.4 Drainage structural à long terme 35

6.4 Voies de circulation 35

6.4.1 Préparation de l'assiette de la nouvelle chaussée 35

6.4.2 Option 1 : Mise en place d'une structure de chaussée Souple 36

6.4.2.1 Méthode de dimensionnement 36

6.4.2.2 Protection contre les effets du gel 36

6.4.2.3 Paramètres de conception 36

6.4.2.4 Structure de chaussée souple recommandée 37

6.4.2.5 Joints de raccordement 39

6.4.3 Option 2 : Mise en place d'une structure de chaussée rigide 39

6.4.3.1 Protection contre les effets du gel 39

6.4.3.2 Paramètres de conception 39

6.4.3.3 Structure de chaussée rigide recommandée 40

6.5 Nouvelle conduite d'égout 41
6.5.1 Préparation des assises sous le radier de la conduite 41
6.5.1.1 Pour une assise sur le socle rocheux 41
6.5.1.2 Pour une assise sur le mort-terrain 41
6.5.2 Fondations et remblayage de la conduite 42
6.6 Recommandations générales de construction 42
6.6.1 Aspects sismiques 42
6.6.1.1 Accélérations spectrales 42
6.6.1.2 Classification sismique du site 42
6.6.1.3 Potentiel de liquéfaction des sols 42
6.6.2 Protocole de réutilisation des sols en place (matériaux de remblai de 2e classe) 43
6.6.3 Excavation du roc 43
6.6.4 Profondeur de gel 43
6.6.5 Surveillance et inspection des travaux 44
7 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 45

TABLEAUX DANS LE TEXTE

TABLEAU 3-1 RÉSUMÉ DE LA STRATIGRAPHIE 10
TABLEAU 3-2 RÉSUMÉ DE LA STRUCTURE DE CHAUSSÉE 11
TABLEAU 3-3 RÉSULTATS D'ANALYSES GRANULOMÉTRIQUES SUR DES ÉCHANTILLONS DU REMBLAI 12
TABLEAU 3-4 RÉSULTATS D'ANALYSES GRANULOMÉTRIQUES SUR DES ÉCHANTILLONS DU DÉPÔT NATUREL 13
TABLEAU 3-5 RÉSULTATS DES ESSAIS PHYSIQUES SUR DES ÉCHANTILLONS DE ROC 14
TABLEAU 4-1 PROFONDEUR ET ÉLÉVATION DE L'EAU SOUTERRAINE 15
TABLEAU 6-1 PARAMÈTRES GÉOTECHNIQUES POUR LE DIMENSIONNEMENT DU SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE 21
TABLEAU 6-2 PARAMÈTRES GÉOTECHNIQUES POUR LA CONCEPTION DES ANCRAGES DANS LE ROC 22
TABLEAU 6-3 PARAMÈTRES GÉOTECHNIQUES DU ROC – CONCEPTION DES PIEUX CAISSONS 33
TABLEAU 6-4 PARAMÈTRES GÉOTECHNIQUES POUR LE CALCUL DES POUSSÉES DES TERRES 34
TABLEAU 6-5 PARAMÈTRES ET HYPOTHÈSES DE CONCEPTION – CHAUSSÉE SOUPLE 37
TABLEAU 6-6 STRUCTURE DE CHAUSSÉE RECOMMANDÉE – CHAUSSÉE SOUPLE 37
TABLEAU 6-7 PARAMÈTRES ET HYPOTHÈSES DE CONCEPTION – CHAUSSÉE RIGIDE 40
TABLEAU 6-8 STRUCTURE DE CHAUSSÉE RECOMMANDÉE – CHAUSSÉE RIGIDE 40
TABLEAU 6-5 PARAMÈTRES SISMIQUES 42

FIGURE

FIGURE A RÉPARTITION DE LA CHARGE DANS UNE EMBOÎTURE (D'APRÈS PELLS ET TURNER, 1979) 30

ANNEXES

A PORTÉE ET LIMITATIONS DE L'ÉTUDE

B DESSINS ET FIGURES

C RAPPORTS DE FORAGE ET RÉSULTATS DES ESSAIS DE LABORATOIRE GÉOTECHNIQUES

D CERTIFICATS D'ANALYSES CHIMIQUES ET GRILLE DE GESTION DES SOLS

E TABLEAUX DES RÉSULTATS ANALYTIQUES ET SYNTHÈSE ENVIRONNEMENTALE

F REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

1 INTRODUCTION

1.1 MISE EN CONTEXTE

Les services professionnels de WSP Canada Inc. (WSP) ont été retenus par Monsieur Sébastien Dubeau, ingénieur chargé de projet à la Division de l'expertise et du soutien technique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Division de l'expertise et du soutien technique de la Ville de Montréal (Ville), pour réaliser une étude géotechnique et une caractérisation environnementale des sols dans le cadre du projet de réfection du passage inférieur Christophe-Colomb/des Carrières dans les arrondissements de Rosemont – La Petite Patrie et du Plateau-Mont-Royal, à Montréal, Québec.

L'étude géotechnique et la caractérisation environnementale des sols ont été réalisées selon les termes généraux du contrat octroyé à WSP par la Ville, relativement à notre offre de services professionnels nº 171-09124-107 émise le 12 février 2018, de son avenant pour les travaux additionnels émis le 21 mars 2018 et concernant l'appel d'offres public nº 17-15901, de même qu'en fonction de votre demande de proposition nº 17G058A, datée du 2 février 2018.

1.2 OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Les objectifs de l'étude géotechnique consistaient à préciser la nature et les propriétés géotechniques des sols, du remblai et du roc prévalant sur le site à l'étude. Les résultats visaient à définir la stratigraphie des sols, la profondeur et la qualité du roc, le niveau de l'eau souterraine ainsi qu'à émettre les recommandations et les commentaires géotechniques nécessaires à la conception et à la réalisation du projet.

Les objectifs de la caractérisation environnementale des sols visaient essentiellement à émettre des conclusions et recommandations préliminaires sur la qualité des sols dans un contexte de gestion environnementale des déblais qui seront éventuellement générés par les travaux et de définir les volumes de sols à excaver en fonction de la qualité des sols.

1.3 CONTENU DU RAPPORT

Le rapport présente d'abord les objectifs du mandat (section 1), puis les travaux réalisés et les méthodologies appliquées (section 2) et les contextes stratigraphiques et hydrogéologiques dans le secteur investigué (sections 3 et 4 respectivement), ainsi que le constat environnemental (section 5). Finalement, les conclusions et recommandations d'ordre géotechnique sont présentées à la section 6.

Le rapport inclut également six (6) annexes qui présentent :

- la portée et limitations de l'étude (annexe A).
- le plan de localisation des sondages (PIDT_10997) et les figures présentant l'emplacement du site à l'étude (figure 1), le plan d'interprétation des résultats d'analyses (figure 2) et le plan de gestion des sols (figure 3) (annexe B);
- les rapports de forage, les essais géotechniques, ainsi que les photographies des carottes de roc (annexe C);
- les certificats d'analyses chimiques et la Grille de gestion des sols excavés (annexe D);
- les tableaux des résultats analytiques et de synthèse environnementale (annexe E);
- le reportage photographique (annexe F).

1.4 DESCRIPTION DU SITE

La Ville prévoit procéder à des travaux de reconstruction et de réfection des structures situées dans le secteur de l'intersection formée par la rue des Carrières et l'avenue Christophe-Colomb, dans les arrondissements de Rosemont – La Petite-Patrie et du Plateau-Mont-Royal. Les structures concernées sont le pont d'étagement de la rue des Carrières, ainsi que les trottoirs et les murs de soutènement adjacents à ce pont. Des travaux de réaménagement de l'approche est du pont à partir de la rue des Carrières et de resurfaçage de la chaussée de l'avenue Christophe-Colomb, de la rue des Carrières et de la bretelle d'accès des Carrières / Christophe-Colomb sont également prévus.

Selon les informations disponibles, les travaux suivants sont prévus :

- Démolition et reconstruction complète du pont routier à son emplacement actuel (possibilité d'élargir le pont vers le sud[1]);
- Démolition et reconstruction partielle des murs de soutènement adjacents au pont routier;
- Modification de la géométrie de la bretelle d'accès des Carrières / Christophe-Colomb et remplacement des conduites d'égout dans la rue des Carrières jusqu'à la première ruelle située à environ 50 m à l'est de l'avenue Christophe-Colomb;
- Réhabilitation de la chaussée par la technique de planage-revêtement sur l'avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Rosemont et la rue Saint-Grégoire;
- Reconstruction complète de la chaussée et des trottoirs de la rue des Carrières entre la rue Boyer et la première ruelle à l'est de l'avenue Christophe-Colomb, et de la bretelle d'accès des Carrières / Christophe-Colomb.

Le plan PIDT_10997 présente les limites approximatives du site à l'étude, alors que la localisation générale du site est présentée à la figure 1 de l'annexe B.

1.5 LIMITES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Il est important de faire ressortir que les limitations et conditions font partie intégrante du présent rapport et permettent une meilleure compréhension de celui-ci. Ces dernières sont présentées à l'annexe A.

[1] Selon la convention d'orientation généralement utilisée par la Ville, l'avenue Christophe-Colomb représente l'axe nord-sud du projet. Toute autre mention d'orientation dans ce document fait référence à cette convention.

2 TRAVAUX ET MÉTHODOLOGIE

2.1 TRAVAUX DE CHANTIER

Les travaux de chantier ont été réalisés entre le 28 mars 2018 et le 24 avril 2018 sous la supervision constante d'un professionnel à l'emploi de WSP. Le programme de sondage (nombre, emplacement et profondeur) a été établi en collaboration avec la Ville, tout en tenant compte de la localisation des services souterrains et des limites physiques du site.

Tous les travaux de terrain ont été réalisés selon les guides et normes du *ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques* (MDDELCC). Un résumé des travaux effectués dans le cadre du présent mandat est présenté ci-dessous :

- Réalisation de quinze (15) sondages dont :
  - Onze (11) forages stratigraphiques : 17G058-001 à 17G058-008 et 17G058-013 à 17G058-015;
    - À sept (7) de ces emplacements, un carottage complémentaire a été effectué (17G058-C001 à 17G058-C004, 17G058-C006, 17G058-C007 et 17G058-C015).
    - Quatre (4) carottages visant à déterminer l'épaisseur des couches superficielles de la chaussée : 17G058-C009 à 17G058-C012;
  - Installation de quatre (4) puits d'observation pour la mesure du niveau de l'eau souterraine : 17G058-003, 17G058-004, 17G058-006 et 18G058-015;
- Échantillonnage des sols en continu;
- Échantillonnage des sols selon les prescriptions du MELCC;
- Réalisation d'analyses granulométriques par tamisage au tamis 80 μm et de détermination de la teneur en eau sur des échantillons de sols en laboratoire;
- Réalisation d'essais de résistance en compression uniaxiale et de détermination du poids volumique sur des échantillons de roc en laboratoire;
- Sélection d'échantillons de sols prélevés lors de la réalisation des forages pour soumission à des analyses chimiques, en fonction des besoins du projet de construction, soit pour la gestion des déblais lors des travaux d'excavation;
- Relevé des niveaux d'eau;
- Réalisation d'un relevé d'arpentage;
- Gestion des déblais de forage;
- Émission des recommandations d'ordre environnemental et géotechnique.

Le reportage photographique inséré à l'annexe F illustre la localisation des sondages et certaines étapes des travaux réalisés.

Une vue générale du site avec la localisation des sondages est illustrée sur le dessin n° PIDT_10997 de l'annexe B.

2.2 ÉCHANTILLONNAGE DES SOLS ET DU ROC

Les forages stratigraphiques ont été réalisés à l'aide d'une foreuse de type CME-55 montée sur chenilles, sous la supervision constante du personnel technique de WSP. Les forages ont été avancés au moyen de tarières évidées et de prélèvements successifs de cuillères fendues.

Les échantillons de sols ont été récupérés en utilisant des cuillères fendues standards de calibre « B » et « N ». Lors des prélèvements, les indices « N » de l'essai de pénétration standard ont été mesurés pour chaque enfoncement de cuillère fendue conformément à la norme BNQ 2501-140. Cet indice correspond au nombre de coups requis pour faire pénétrer le carottier standard de calibre « B » de 300 mm lorsqu'il est battu à l'aide d'un marteau pesant 63,5 kg et tombant en chute libre d'une hauteur de 760 mm.

Le roc a été carotté au moyen d'un carottier double diamanté de calibre « NQ » dans les forages n^{os} 17G058-001 à 17G058-006 et 17G058-015 sur des longueurs variant entre 3,29 m et 7,78 m. De l'eau provenant de l'aqueduc a été injectée dans la formation rocheuse au cours du carottage du roc. Les carottes de roc ont été décrites par le technicien de chantier présent au moment des travaux et l'indice de qualité du roc, « *Rock Quality Designation* » (RQD), a été mesuré pour chaque course prélevée. Les descriptions du roc et les valeurs mesurées de RQD sont présentées sur les rapports de forage inclus à l'annexe C. Les photographies des échantillons de roc sont présentées à la suite des rapports de forage.

Chacun des sondages a fait l'objet d'une description stratigraphique complète incluant, en termes géologiques, la nature et la composition des différentes formations rencontrées, la nature de débris présents, le cas échéant, et de toute information supplémentaire jugée pertinente (odeurs ou évidences visuelles de contamination, etc.). Les données recueillies sur le terrain ont été compilées sur les rapports de forage présentés à l'annexe C.

Tous les échantillons de sol et de roc recueillis lors des travaux de forage ont été acheminés à notre laboratoire, afin d'être soumis à un examen visuel plus approfondi. Quant aux échantillons environnementaux de sols, ils ont été acheminés au laboratoire d'analyses. Les échantillons de sols ont été congelés directement au laboratoire. Les carottes de roc et les échantillons de sols congelés seront conservés pour une période de six (6) mois à partir de la date d'émission de ce rapport, après quoi nous en disposerons à moins d'avis contraire de la part de la Ville.

Des notes explicatives relativement aux rapports de forage et à la description des unités stratigraphiques sont présentées à l'annexe C de ce rapport.

2.3 INSTALLATION DE TUBES D'OBSERVATION

Un puits d'observation composé de PVC, dont l'espace annulaire a été par la suite comblé avec un sable calibré, a été installé au fond du trou des forages n^{os} 17G058-003, 17G058-004, 17G058-006 et 17G058-015 afin de permettre la lecture ultérieure du niveau de l'eau souterraine. Les diamètres des tubes de PVC utilisés dans le cadre de ce projet sont de 19 mm à 51 mm (¾ po à 2 po) selon l'emplacement. Des bouchons de bentonite ont été positionnés de manière à isoler les installations des eaux de surface.

Le détail des aménagements des puits d'observation est illustré sur les rapports de sondages inclus à l'annexe C.

2.4 PRÉLÈVEMENT ET GESTION DES ÉCHANTILLONS DE SOL ET DE ROC

Le technicien de chantier de WSP était responsable de la manipulation des divers échantillons. Une procédure rigoureuse de gestion conforme au *Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales* du MELCC a été suivie lors du prélèvement, de l'identification, de l'entreposage temporaire et du transport des échantillons environnementaux, de façon à assurer leur conservation et leur intégrité jusqu'à leur acheminement au laboratoire analytique retenu aux fins du mandat.

Avant chaque prélèvement d'échantillon de sol dans les forages, l'échantillonneur utilisé a été lavé et brossé à l'eau ordinaire savonneuse, puis rincé successivement à l'eau déminéralisée, à l'acétone, à l'hexane, à l'acétone et finalement à l'eau déminéralisée. Tous les échantillons de sol prélevés ont été placés dans des pots neufs en verre dont le couvercle de plastique, muni d'un papier d'aluminium, a été hermétiquement vissé.

Chaque échantillon environnemental prélevé a été clairement identifié sur une fiche signalétique contenant le numéro du sondage et de l'échantillon, sa profondeur de récupération et la date du prélèvement. Au chantier, les échantillons environnementaux ont été conservés dans des glacières refroidies à une température d'environ 4°C et temporairement entreposés dans un endroit sécuritaire.

À la fin de chacune des journées de chantier, tous les échantillons environnementaux prélevés ont été apportés au laboratoire de WSP où ils ont été conservés au frais, à une température sous 0°C, dans des congélateurs jusqu'à leur transport au laboratoire d'analyse.

2.5 ESSAIS PHYSIQUES ET ANALYSES DE LABORATOIRE

2.5.1 GÉOTECHNIQUE

Les essais physiques suivants ont été réalisés au laboratoire de WSP de façon à évaluer certaines propriétés géotechniques des sols et du roc rencontrés dans les forages :

- Huit (8) analyses granulométriques par tamisage du passant au tamis 5 mm avec lavage au tamis 80 μm (norme BNQ 2501-025);
- Huit (8) déterminations de la teneur en eau (norme CAN/BNQ 2501-170);
- Six (6) essais de résistance en compression uniaxiale sur carotte de roc intact et cinq (5) évaluations de la masse volumique (normes ASTM D 7012 et D4543).

Les résultats de ces essais ont permis de compléter l'information technique recueillie au chantier. Ils sont présentés et discutés à la section 5.0 du présent rapport. Les rapports des essais de laboratoire sont joints à l'annexe C à la suite des rapports de forage.

2.5.2 ENVIRONNEMENT

Le programme analytique appliqué a été établi en considérant la nature des sources potentielles de contamination dans les secteurs investigués et en tenant compte des recommandations du *Guide de caractérisation des terrains* du MELCC. Les échantillons de sols analysés ont été sélectionnés selon les indices visuels ou olfactifs de contamination détectés en chantier. Étant donné que cette caractérisation s'inscrit également dans le cadre de travaux d'aménagement, les paramètres analytiques pour les sols ont été sélectionnés afin de guider le mode de gestion des sols lors des futurs travaux d'excavation. Les échantillons sélectionnés ont été soumis à l'analyse d'un ou plusieurs des paramètres suivants :

- Hydrocarbures pétroliers (HP) C_{10}-C_{50};
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP); et
- Métaux (argent, arsenic, baryum, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, molybdène, nickel, plomb et zinc).

Les analyses ont été effectuées par AGAT Laboratoires de Montréal (Agat), accrédité par le *Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec* (CEAEQ) pour les paramètres analytiques sélectionnés. Les méthodes analytiques et les limites de détection rapportées (LDR) des appareils utilisés par le laboratoire sont présentées dans les certificats d'analyses chimiques joints à l'annexe D.

2.6 PROGRAMME D'ASSURANCE ET DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

WSP applique un système d'assurance et de contrôle de la qualité à l'intérieur de tous les projets qui lui sont confiés. Celui-ci inclut une réunion de démarrage, l'élaboration d'un programme de travail au chantier et de formulaires de compilation de données standardisés (rapports journaliers, relevé des niveaux de liquides, données obtenues dans le cadre de la purge, développement). Dans le cadre du présent mandat, les activités suivantes ont été réalisées :

- La manipulation minutieuse des contenants d'échantillonnage;
- La protection adéquate des échantillons durant le transport;
- L'identification précise des échantillons expédiés au laboratoire sur les bordereaux de demande d'analyses dûment remplis;
- L'expédition des échantillons au laboratoire dans les meilleurs délais;
- La conservation des échantillons selon les méthodes recommandées par le MELCC.

Le laboratoire applique un programme d'assurance et contrôle de la qualité sur l'ensemble des procédures analytiques. Le programme d'assurance-qualité comprend une série d'activités destinées à vérifier le bon fonctionnement des démarches associées à l'obtention des résultats analytiques. Le programme de contrôle de qualité s'applique quant à lui à un ensemble d'activités et de vérifications intralaboratoires. Ce programme de contrôle définit toutes les étapes essentielles du processus analytique appliqué à un échantillon spécifique depuis la réception et l'entreposage jusqu'à la validation des résultats. Le programme prévoit également jusqu'à cinq types de contrôle de la qualité de la procédure analytique : blancs de méthode analytique, duplicata, échantillons fortifiés, matériau de référence et étalons analogues (surrogates).

2.7 RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE

Les sondages 17G058-001 à 17G058-015 ont été implantés et relevés par un arpenteur certifié de WSP, le 28 mars 2018, à l'aide d'une station totale de type « *Trimble* ». Ce type de station totale est rattaché à trois (3) repères préalablement installés avec un appareil de positionnement satellitaire (GPS) de haute précision de type « *Trimble* » doté d'un carnet électronique intégré dont le niveau de précision est millimétrique. Le relevé est raccordé à un repère géodésique en MTM NAD83 (Système de coordonnées planes du Québec), fuseau 8.

À la suite des travaux, un relevé complémentaire a été effectué le 24 avril 2018 afin de relever la position des sondages qui ont été déplacés en raison des contraintes de chantier le jour des travaux.

3 DESCRIPTION DES SOLS ET DU ROC

La stratigraphie du terrain rencontrée au droit de tous les sondages est présentée ci-après. Elle consiste en :

- Une structure de chaussée qui, selon l'emplacement, est composée d'une couche superficielle d'enrobé bitumineux suivi d'enrobé recyclé (17G058-001, 17G058-003 à 17G058-005, 17G058-010 et 17G058-014), d'enrobé bitumineux suivi d'une dalle de béton de ciment (17G058-006 et 17G058-015) ou d'enrobé bitumineux (17G058-002, 17G058-007 à 17G058-009, et 17G058-011 à 17G058-013), reposant généralement sur une fondation granulaire ou directement sur des matériaux de remblai (17G058-001, 17G058-002, 17G058-007 et 17G058-015).

  Notons toutefois qu'en raison de la nature friable de l'enrobé/béton recyclé et de son apparence proche d'une fondation granulaire au fond de l'orifice des sondages, cette couche n'a parfois pas été échantillonnée localement lors des carottages. Ainsi, nous considérerons représentatifs le forage ou le carottage qui a permis d'observer l'ensemble des éléments de la chaussée et, dans les cas où les 2 types de sondages présentent les mêmes éléments, le sondage présentant les plus grandes épaisseurs sera considéré représentatif. Dans tous les cas, l'épaisseur totale de la chaussée jugée représentative correspond à celle observée lors des forages à l'exception de l'emplacement 17G058-007/C007;

- La fondation granulaire où le remblai repose sur le sol naturel à l'emplacement des forages n^{os} 17G058-001 à 17G058-004, 17G058-006, 17G058-007 et 17G058-013, et sur le roc à l'emplacement des forages n^{os} 17G058-005 et 17G058-015;

- Le socle rocheux de type calcaire a été confirmé dans les forages n^{os} 17G058-001 à 17G058-006 et 17G058-015;

- Les forages 17G058-007, 17G058-008, 17G058-013 et 17G058-014 ont pris fin suite à l'obtention d'un refus à l'enfoncement des tarières sur le roc probable.

Le tableau suivant présente l'élévation de la surface du sol, les épaisseurs de la structure de chaussée, du remblai, la profondeur et l'élévation du dépôt naturel de sol et du socle rocheux, ainsi que le fond de chacun des sondages.

Une brève description des unités stratigraphiques rencontrées dans les sondages est présentée aux sections qui suivent.

Tableau 3-1 Résumé de la stratigraphie

Forage nº 17G058 Élévation (m)	Structure de chaussée Épaisseur (mm)	Remblai Épaisseur (m)	Sol naturel Profondeur Élévation (m)	Socle rocheux Profondeur Élévation (m)	Fin du forage Profondeur Élévation (m)
001 (67,37)	450	1,00	1,45 (65,92)	1,68 (65,69)	5,09 (62,29)
002 (66,32)	90	0,85	0,94 (65,38)	1,98 (64,34)	5,44 (60,88)
003 (66,67)	760	-	0,76 (65,91)	1,98 (64,69)	5,49 (61,18)
004 (67,04)	610	1,26	1,87 (65,17)	2,84 (64,20)	9,07 (57,97)
005 (60,42)	710	-	-	0,71 (59,71)	4,00 (56,42)
006 (67,06)	610	-	0,61 (66,45)	2,18 (64,88)	9,96 (57,10)
007 (67,28)	800	-	0,80 (66,48)	-	1,12 [1] (66,16)
008 (62,99)	610	1,22	-	-	1,83 [1] (61,16)
013 (61,25)	450	0,92	1,37 (59,88)	-	1,98 [1] (59,27)
014 (69,04)	940	-	-	-	0,94 [1] (68,10)
015 (67,09)	270	0,85	-	1,12 (65,97)	5,18 (61,91)

Note : 1 = Refus sur roc probable.

MATÉRIAUX SUPERFICIELS (STRUCTURE DE CHAUSSÉE ET REMBLAI)

Un résumé de la structure de chaussée rencontrée dans les sondages est présenté dans le tableau ci-dessous. Les valeurs mises en évidence (**en gras**) sont celles jugées représentatives en regard aux différences observées aux emplacements situés à proximité l'un de l'autre :

Tableau 3-2 Résumé de la structure de chaussée

Forage nº 17G058 Élévation (m)	Enrobé bitumineux Épaisseur (mm)	Enrobé recyclé Épaisseur (mm)	Béton de ciment Épaisseur (mm)	Fondation granulaire Épaisseur (mm)	Épaisseur totale (mm)
001 (67,37)	**130**	**320**	-	-	**450**
C001 [1]	*110*	-	-	-	-
002 (66,32)	**90**	-	-	-	**90**
C002 [1]	*70*	-	-	-	*70*
003 (66,67)	**100**	**260**	-	**400**	**760**
C003 [2] (66,79)	**140**	-	-	-	-
004 (67,04)	**180**	**120**	-	**310**	**610**
C004 [1]	*120*	-	-	-	-
005 [3] (60,42)	**70**	**200**	-	**440**	**710**
006 (67,06)	90	-	200	**320**	**610**
C006 [4]	***105***	-	***210***	-	-
007 (67,28)	100	-	-	-	100
C007 [1]	***120***	-	-	-	***120***
008 [3] (62,99)	210	-	-	**400**	**610**
C009 (67,31)	**300**	-	-	-	-
C010 (62,97)	**95**	**205**	-	-	-
C011 (61,07)	**80**	-	-	-	-
C012 (69,25)	**90**	-	-	-	-
013 [3] (61,25)	**180**	-	-	**270**	**450**
014 [3] (69,04)	**110**	**210**	-	**620**	**940**
015 (67,09)	**50**	-	**220**	-	**270**
C015 [1]	*70*	-	*160*	-	*230*

Notes : [1] = Échantillonnage par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à moins de 1 m du forage;
[2] = Échantillonnage par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à environ 15 m du forage;
[3] = Échantillonnage par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à l'emplacement du forage;
[4] = Échantillonnage par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à environ 1,5 m du forage.

La structure de chaussée rencontrée au droit de l'ensemble des sondages est constituée en surface d'un enrobé bitumineux. L'épaisseur varie de 50 mm à 300 mm selon les endroits.

Sous la couche d'enrobé bitumineux, une base stabilisée d'enrobé/béton recyclé a été observée aux emplacements des sondages nos 17G058-001, 17G058-003, 17G058-004, 17G058-005, 17G058-010 et 17G058-014 sur des épaisseurs variant entre 120 mm et 320 mm.

Localement au droit des sondages nos 17G058-006 et 17G058-C006, et 17G058-015 et 17G058-C015, l'enrobé bitumineux repose sur une dalle de béton de ciment dont l'épaisseur varie entre 160 et 220 mm. L'état du béton de ciment des carottes prélevées des sondages nos 17G058-006, 17G058-C006 et 17G058-C015 est sain, alors que le béton de ciment de la carotte prélevée du forage no 17G058-015 est altéré. À ce dernier emplacement, la présence d'un treillis métallique à la base de la carotte a également été notée.

À l'emplacement des forages nos 17G058-003 à 17G058-006, 17G058-008, 17G058-013 et 17G058-014, la chaussée repose sur une fondation de matériaux granulaires de calibre apparent 20-0 mm, grise et sec à humide. L'épaisseur de la fondation granulaire varie de 270 mm à 620 mm selon les endroits. Localement au droit du forage no 17G058-005, des fragments de béton ont été observés dans la pierre concassée.

Au droit des forages nos 17G058-001, 17G058-002, 17G058-007 et 17G058-015, la chaussée repose directement sur des matériaux de remblai constitués de sable, de gravier et de silt en diverses proportions selon l'emplacement. Ils sont de couleur gris-brun, humides et dans un état lâche à compact selon les indices « N » mesurés. Ces matériaux ont également été observés sous la fondation granulaire au droit des forages nos 17G058-004, 17G058-008 et 17G058-013. L'épaisseur de ces matériaux varie de 0,85 m à 1,26 m selon l'emplacement. La présence de béton de ciment altéré d'environ 50 mm d'épaisseur a été observée à la base des matériaux de remblai rencontrés au forage no 17G058-001. La présence de morceaux de bois a été notée dans le forage no 17G058-004, alors que la présence d'un horizon de cendres a été observée dans le forage no 17G058-008.

Cinq (5) analyses granulométriques par tamisage du passant au tamis 5 mm avec lavage au tamis 80 μm et détermination de la teneur en eau ont été réalisées sur des échantillons représentatifs des matériaux de remblai. Le tableau suivant résume les caractéristiques physiques des matériaux obtenues des essais de laboratoire.

Tableau 3-3 Résultats d'analyses granulométriques sur des échantillons du remblai

Forage no 17G058	Échantillon	Profondeur (m)	Teneur en eau (%)	Gravier > 5 mm (%)	Sable < 5 mm et > 80 µm (%)	Particules fines < 80 µm (%)
002	CF-2	0,15-0,76	8,0	49	43	8
004	CF-5	1,22-1,83	4,3	71	22	7
008	CF-3	0,61-1,22	4,1	45	43	12
013	CF-2	0,76-1,37	13,5	26	55	19
015	CF-4	0,74-1,12	19,1	3	70	27

L'épaisseur totale des couches superficielles varie quant à elle de 0,71 m à 1,87 m selon l'emplacement.

Les forages nos 17G058-008 et 17G058-014 ont été interrompus au sein de ces matériaux lors du refus d'enfoncement des tarières évidées sur le roc probable aux profondeurs et élévations présentées au tableau 3-1.

3.1 SOL NATUREL

Sous la couche superficielle aux emplacements des forages nos 17G058-001 à 17G058-004, 17G058-006, 17G058-007 et 17G058-013, le sol naturel a été rencontré aux profondeurs et élévations présentées au tableau 3-1 (élévations entre 66,48 m et 65,15 m au niveau de la rue des Carrières et 59,88 m au niveau de la rue Christophe-Colomb/Saint-Grégoire). Le sol naturel est constitué principalement de sable avec diverses proportions de gravier et de silt. Il est généralement de couleur brun, brun-gris ou gris selon l'emplacement et dans un état humide. Sa compacité peut être qualifiée de très lâche à compact selon les indices « N » enregistrés.

Trois (3) analyses granulométriques par tamisage du passant au tamis 5 mm avec lavage au tamis 80 μm et trois (3) déterminations de la teneur en eau ont été réalisées sur des échantillons représentatifs du sol naturel. Le tableau suivant résume les caractéristiques physiques des matériaux obtenues des essais de laboratoire.

Tableau 3-4 Résultats d'analyses granulométriques sur des échantillons du dépôt naturel

Forage nº 17G058	Échantillon	Profondeur (m)	Teneur en eau (%)	Gravier > 5 mm (%)	Sable < 5 mm et > 80 µm (%)	Particules fines < 80 µm (%)
002	CF-3B	0,94-1,37	10,0	19	64	17
003	CF-4	0,76-1,37	17,9	10	67	23
006	CF-5	1,22-1,83	15,3	16	57	27

Les forages nos 17G058-007, 17G058-008, 17G058-013 et 17G058-014 ont été interrompus au sein de ces sols lors du refus d'enfoncement des tarières évidées sur le roc probable aux profondeurs et élévations présentées au tableau 3-1.

3.2 SOCLE ROCHEUX

Le rocher a été intercepté et carotté au droit des forages nos 17G058-001 à 17G058-006 et 17G058-015 à partir des profondeurs et élévations présentées au tableau 3-1.

Les échantillons de roc prélevés lors des forages montrent un rocher composé de calcaire à grains fins à moyens, gris et avec des passées argileuses plus foncées. Une veine de quartzite d'environ 10 mm d'épaisseur a été observée à environ 6,8 m (60,24 m) de profondeur (élévation) dans le forage nº 17G058-004.

Les récupérations obtenues lors du carottage du rocher sont de 100 % pour l'ensemble des courses réalisées à l'exception de l'échantillon CD-8 du forage no 17G058-015 dont la récupération est de 94 %. Les valeurs RQD (indice calculé permettant de déterminer la qualité du roc et signifiant « *Rock Quality Designation* ») obtenues dans le roc varient entre 49 % et 100 %, ce qui correspond à un roc dont la qualité varie de mauvaise à excellente qualité. Il est à noter que plus de 75 % des échantillons de roc possèdent un RQD supérieur à 75 %, soit un roc de bonne à excellente qualité. Les valeurs les plus faibles ont par ailleurs été observées dans la partie sommitale du roc.

Six (6) essais de résistance en compression uniaxiale sur un échantillon de roc intact et cinq (5) déterminations du poids volumique ont été réalisés sur des échantillons représentatifs du socle rocheux. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 3-5 Résultats des essais physiques sur des échantillons de roc

Forage nº 17G058	Échantillon	Profondeur (m)	Résistance en compression (MPa)	Poids volumique (kN/m^3)
001	CD-6	2,58-2,80	82	26,5
002	CD-7	3,15-3,29	66	26,4
004	CD-9	4,75-4,92	77	26,5
005	CD-5	2,14-2,25	86	-
006	CD-8	3,34-3,57	118	26,4
015	CD-6	2,26-2,46	81	26,4

La classification de la masse rocheuse a été réalisée selon le système GSI (Geological Strength Index) développé par Marinos et Hoek (2000) (MCIF 2013, section 3.2.4.7). Pour les besoins du projet, on considérera que pour la portion du massif rocheux de qualité moyenne à excellente intercepté au droit des forages, c'est-à-dire présentant un RQD supérieur à 60 %, une valeur GSI de 50 est retenue. Dans le cas de la partie supérieure du massif rocheux traversé, lequel montre un RQD parfois inférieur à 60 % (17G058-005 et 17G058-015), une valeur GSI de 30 est retenue.

Les forages nos 17G058-001 à 17G058-006 et 17G058-015 se sont terminés au sein du socle rocheux aux profondeurs et élévations indiquées au tableau 3-1.

4 EAU SOUTERRAINE

Suite à la réalisation des forages, quatre (4) puits d'observation ont été installés dans les forages 17G058-003, 17G058-004, 17G058-006 et 17G058-015, afin de pouvoir mesurer le niveau de l'eau souterraine.

La profondeur et l'élévation du niveau de l'eau souterraine sont présentées au tableau 4-1.

Tableau 4-1 Profondeur et élévation de l'eau souterraine

Forage no	Élévation de la surface (m)	Élévation de l'eau (m)	Profondeur du niveau d'eau mesuré par rapport à la surface (m)	Date de la mesure
17G058-003	66,67	63,37	3,30	25 avril 2018
17G058-004	67,04	62,86	4,18	
17G058-006	67,06	62,55	4,51	
17G058-015	67,09	64,62	2,47	

Il est important de souligner que le niveau de l'eau dans le sol est susceptible de fluctuer selon les saisons et/ou les conditions climatiques et peut donc se retrouver à des profondeurs différentes à d'autres périodes de l'année. Les niveaux de l'eau souterraine observés au droit des instruments mis en place dans les sondages n^{os} 17G058-004 et 17G058-006 ont probablement été influencés par le système de drainage en place derrière la structure du pont (culées).

5 CONSTAT ENVIRONNEMENTAL

5.1 CRITÈRES DE COMPARAISON DES RÉSULTATS

L'usage du site à l'étude est à vocation industrielle et comme voie publique. Les normes de qualité des sols applicables sont donc celles de l'Annexe II qui correspondent aux critères C du Guide d'intervention du MELCC.

Les résultats des analyses chimiques des échantillons de sols ont été comparés aux critères génériques A, B et C du Guide d'intervention du MELCC. Les critères A utilisés pour comparer les résultats des métaux sont les teneurs de fond des métaux et métalloïdes de la province géologique des Basses-Terres du Saint-Laurent. Les critères B et C du Guide d'intervention du MELCC correspondent respectivement aux valeurs limites des Annexes I et II du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RPRT). De plus, les résultats ont été comparés aux valeurs limites de l'Annexe I du *Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés* (RESC) en vue d'une éventuelle gestion de ceux-ci.

5.2 RÉSULTATS ANALYTIQUES

Les résultats analytiques obtenus pour les échantillons de sols prélevés dans le cadre des travaux sont présentés au tableau A (annexe E) et de façon schématique à la figure 2 (annexe B). Les certificats analytiques joints à l'annexe D présentent les résultats analytiques du laboratoire.

Dix-huit (18) échantillons de sol ont été soumis à des analyses chimiques. Les résultats analytiques sont variables. De façon générale, cinq (5) sont inférieurs à A, cinq (5) sont dans la plage A-B, six (6) sont dans la plage B-C et deux (2) sont supérieurs aux valeurs limites de l'Annexe I du RESC.

À la lumière de ces résultats, il apparaît que les sols caractérisés respectent les critères applicables, à l'exception des sols du secteur du forage 17G058-013. Il est à noter que ce forage est présent dans une section où il n'y aura finalement pas d'excavation des sols, mais seulement un resurfaçage de la chaussée.

5.3 RÉSULTATS DU PROGRAMME D'ASSURANCE-QUALITÉ

Les résultats du programme AQ/CQ mis en œuvre par AGAT (blanc, duplicata, pourcentage de récupération des échantillons fortifiés, matériaux de référence, etc.) sont présentés dans les certificats analytiques fournis à l'annexe D. Le rapport indique que les résultats des contrôles ont satisfait les critères préétablis du programme.

Dans le cadre de ce mandat aucun duplicata de terrain n'a été prélevé.

5.4 INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Cette section présente l'étendue et le volume de sols dont la qualité est comprise dans les plages A-B et B-C du Guide d'intervention du MELCC.

Cette évaluation repose sur les hypothèses ou éléments suivants :

- Les limites latérales des sols ont été établies en tenant compte du secteur à excaver lors des futurs aménagements;
- L'extension verticale des sols affectés a été établie en considérant l'intervalle de profondeur montrant des évidences de contamination similaires en fonction de la nature des sols, des résultats analytiques obtenus et des indices de contamination observés dans les sols, et de la profondeur d'excavation anticipée;
- Les travaux prévus sur l'avenue Christophe-Colomb ne comprennent pas d'excavation de sol, seulement un resurfaçage de la chaussée.

Les données disponibles permettent d'obtenir un ordre de grandeur du volume de sols non conformes en place sur le site. Ce volume peut être plus ou moins important que celui estimé en raison de l'hétérogénéité des sols. De plus, cette estimation ne tient pas compte des pentes d'excavation.

La figure 3 à l'annexe B illustre les détails de ces secteurs, tandis que le tableau B à l'annexe E présente la synthèse environnementale qui se résume comme suit :

- 1 014 m^3 de sols à gérer dans la plage A-B des critères du Guide d'intervention du MELCC;
- 2 809 m^3 de sols à gérer dans la plage B-C des critères du Guide d'intervention du MELCC.

GESTION DES SOLS

Les sols excavés peuvent être réutilisés sur le site à l'étude ou devront donc être disposés hors site dans un centre autorisé à cet effet. Les options générales de gestion des sols excavés, selon leur degré de contamination, sont détaillées à la Grille de gestion des sols excavés du Guide d'intervention du MELCC (Annexe D).

Enfin, toute observation et/ou tout indice de contamination perçus au moment des travaux d'excavation, laissant présager une qualité environnementale des sols différente de celle mesurée lors de l'étude de caractérisation, devront être rapportés à la Ville. Notamment, lors de la gestion des remblais excavés derrière les culées, où les forages n'ont pu être réalisés suffisamment près de celles-ci, les sols devront être gérés en pile au moment des travaux si leur stratigraphie diffère de celle des forages effectués à proximité.

6 COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS GÉOTECHNIQUES

Selon les informations reçues, la Ville prévoit procéder à des travaux de reconstruction et de réfection des structures situées dans le secteur de l'intersection formée par la rue des Carrières et l'avenue Christophe-Colomb, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie. Les structures concernées sont le pont d'étagement de la rue des Carrières, ainsi que les trottoirs et les murs adjacents à ces ponts. Des travaux de réaménagement de l'approche est du pont, à partir de la rue des Carrières, et de resurfaçage de la chaussée de l'avenue Christophe-Colomb et de la bretelle d'accès des Carrières / Christophe-Colomb, en plus du remplacement d'une conduite d'égout dans le secteur est de la rue des Carrières, sont également prévus être réalisés.

Les excavations prévues dans la chaussée pour le remplacement de la conduite d'égout seront de l'ordre de 2,1 m, alors qu'elles seront de l'ordre de 1,0 m à 7,5 m (à partir de la rue des Carrières / du haut du pont) de profondeur en périphérie de la structure du pont des Carrières.

La stratigraphie générale du site consiste en une structure de chaussée reposant sur des matériaux de remblai ou directement sur le sol naturel suivi du socle rocheux à faible profondeur.

En se basant sur les résultats obtenus aux emplacements des forages, et en considérant que ces résultats sont représentatifs de l'ensemble de la stratigraphie du site, les recommandations et commentaires géotechniques sont présentés dans les sections suivantes. Si des changements sont apportées au projet, les recommandations devront être validées par un ingénieur géotechnicien.

Les conditions rencontrées entre les forages peuvent éventuellement différer de celles observées à l'emplacement des forages. Dans cette optique, nous recommandons que les excavations soient inspectées par un ingénieur en géotechnique afin de s'assurer de la représentativité des forages et, le cas échéant, de détecter toute particularité inobservable lors des travaux de reconnaissance et qui serait susceptible d'affecter nos conclusions et recommandations.

Il est à noter que la section 6.6 contient des recommandations géotechniques de nature plus générale de même que des mises en garde applicables à l'ensemble des travaux de fondation qui seront requis pour la construction des structures projetées.

6.1 EXCAVATION

6.1.1 EXCAVATION TEMPORAIRE (NON SOUTENUE)

Les travaux de construction pour les divers travaux prévus nécessiteront des excavations de l'ordre de 1,0 m à 7,5 m de profondeur. Les excavations les plus profondes seront réalisées à partir de la rue des Carrières, à proximité de la structure du pont.

En fonction des données recueillies dans les forages réalisés au site, les excavations s'effectueront au niveau de l'ensemble des unités stratigraphiques rencontrées (structure de chaussée, remblai, sol naturel, et possiblement le socle rocheux).

Aux limites du projet, un prédécoupage du revêtement bitumineux et du béton de ciment, le cas échéant, rencontrés à la surface de la chaussée existante devra être effectué. Ces matériaux totalisent une épaisseur de 70 mm à 450 mm au droit des forages réalisés.

Des pentes d'excavation temporaires (non supportées) de l'ordre de 2,0 H : 1,0 V dans les matériaux superficiels (structure de chaussée et remblai) ainsi que dans le sol naturel pourront être envisagées. L'inclinaison de ces pentes suppose que les sols seront drainés. Localement, des pentes plus douces pourront être requises à la rencontre de sols lâches, le cas échéant.

Selon la durée d'exposition des parois de l'excavation ou des conditions climatiques qui prévaudront au moment des travaux, les parois constitués de sols devront être recouvertes de membranes imperméables afin de prévenir l'érosion et le développement d'instabilités locales.

Les excavations dans le roc calcaire de moyenne à excellente qualité pourront être réalisées en suivant des pentes temporaires de l'ordre de 10,0 V :1,0 H. Les excavations s'effectueront difficilement au moyen d'une excavatrice, et un marteau-mécanique ou le dynamitage devront être envisagés. Dans la mesure où le pont est prévu être reconstruit près de son emplacement actuel, les excavations dans le roc devraient être limitées.

Si les déblais d'excavation devaient être entreposés temporairement sur le site, ceux-ci devront être déposés à une distance minimale de la crête de la pente équivalente à la profondeur des excavations non soutenues. Il est également recommandé de ne pas stationner les véhicules lourds en crête du talus à une distance inférieure à la profondeur des excavations non soutenues et d'éviter la circulation des véhicules en crête des excavations, et ce, à l'intérieur d'une distance inférieure à la profondeur des excavations. Toute pente d'excavation non supportée devra être ajustée en fonction des conditions réelles du terrain (densité des sols, présence d'eau, de débris, évidence d'instabilités locales, etc.) rencontrées lors de l'excavation.

La réalisation de pentes d'excavation non supportées stables et sécuritaires durant les travaux demeure en tout temps la responsabilité de l'entrepreneur. Les pentes maximales d'excavation devraient donc être conformes au *Code de sécurité pour les travaux de construction* (L.R.Q., c. S-2.1 r.4) afin de réaliser les travaux de façon sécuritaire.

6.1.2 SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE

Compte tenu de la profondeur d'excavation à atteindre pour la reconstruction du pont des Carrières et de la présence de structures à proximité de la zone de travaux, un système de soutènement temporaire pourrait être requis.

Le cas échéant, le soutènement temporaire des parois devra être conforme au *Code de sécurité pour les travaux de construction* (L.R.Q., c. S-2.1 r.4). Il devra être adapté aux conditions d'eau souterraine et aux sols en place, et devra permettre d'assurer la stabilité du fond, des parois et des structures environnantes (existantes ou futures) ainsi que la sécurité des travailleurs. Comme il s'agit d'un ouvrage temporaire, l'entrepreneur est responsable de sa conception. Les analyses de stabilité devront prendre en compte la stabilité du fond d'excavation et les besoins éventuels en supports latéraux. La méthode de soutènement retenue devra aussi prendre en considération la présence du roc à faible profondeur.

Les paramètres géotechniques suivants sont recommandés pour la conception des éléments de soutènement temporaire des parois :

Tableau 6-1 Paramètres géotechniques pour le dimensionnement du soutènement temporaire

Paramètres	Remblai et sol naturel pulvérulent très lâche à compact
Poids volumique, γ (kN/m^3)	19,0
Poids volumique déjaugé, γ' (kN/m^3)	9,2
Angle effectif de frottement interne, $\emptyset'$ (°)	30
Cohésion effective, c', ou apparente, c_u (kPa)	0
Coefficient de poussée active, k_a*	0,33
Coefficient de butée, k_p*	3,00
Coefficient de poussée au repos, k_o*	0,50

Note: * = Pour une paroi verticale et pour une surface horizontale du sol retenu.

Selon les conditions de chantier, dans l'éventualité où les mouvements du sol devront être limités en périphérie de l'excavation (présence de services souterrains et autres structures), le coefficient de poussée des terres au repos k_o, plutôt que le coefficient de poussée active k_a, doit être utilisé pour le calcul des poussées sur les parois du soutènement. Toutefois, c'est la responsabilité du concepteur des murs de déterminer les coefficients de poussée des terres appropriés en fonction de la méthode de soutènement et de construction mise en œuvre. Les surcharges créées par la présence des structures adjacentes au projet et par la circulation de chantier devront également être considérées dans le calcul des efforts latéraux.

Les poussées hydrostatiques devront être ajoutées aux poussées des terres s'appliquant sur les systèmes de soutènement temporaire s'ils ne sont pas drainés. Le niveau de l'eau souterraine devra être considéré à une élévation de 63,0 m pour les calculs. Sous ce niveau, le poids déjaugé du sol additionné à la pression d'eau souterraine devra être considéré dans le calcul des poussées latérales.

Dépendant de la méthode d'excavation retenue, il est probable que les parois rocheuses et le toit du rocher soient fragilisés et fracturés par les travaux actuels et antérieurs; des chutes potentielles de morceaux de rocher seraient possibles. L'installation du système de retenu pour le soutènement temporaire des terres ou des boîtes de tranchées devra donc prendre en considération ces éléments durant les travaux ou encore prévoir l'écaillage des surfaces rocheuses afin de les stabiliser et les sécuriser.

6.1.3 DRAINAGE À COURT TERME (DURANT LA CONSTRUCTION)

Compte tenu des profondeurs d'excavation prévues (section 6.1) et des niveaux de l'eau souterraine qui ont été relevés (section 4.0), nous ne prévoyons pas de problème majeur d'eau souterraine lors des travaux de construction. Toutefois, des infiltrations causées par des eaux de ruissellement ou par des nappes d'eau occluses au sein des couches superficielles de sol pourraient survenir au cours des excavations, selon les conditions climatiques et/ou la période de l'année à laquelle les travaux seront réalisés.

Nous sommes d'avis que les venues d'eau pourront être gérées au moyen de pompes judicieusement positionnées près des sources d'infiltration et des points bas, c'est-à-dire en périphérie des fouilles, près des sources d'infiltration.

À noter que les venues d'eau en provenance du roc pourraient être importantes, mais limitées à un secteur spécifique des parois, dépendant de la période à laquelle les travaux seront réalisés.

6.2 ANCRAGES

6.2.1 TIRANTS D'ANCRAGE POUR LE SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE ET LES FONDATIONS

Le concepteur des ouvrages devra se référer aux sections *6.13 – Tirants d'ancrages* et *10.19 - Ancrages* ainsi que toute autre section pertinente de la version la plus récente du Code canadien sur le calcul des ponts routiers CAN/CSA S6-14 (Code CAN/CSA S6) pour la conception, l'installation, la mise à l'essai et l'inspection des tirants d'ancrages temporaires et/ou permanents installés dans le roc.

La position des ancrages devra aussi respecter les exigences de la section 26.12.4.1 du *Manuel canadien d'ingénierie des fondations* (MCIF) 2013, incluant la figure 26.16 par rapport au mur de soutènement et la surface du sol. Une attention particulière devra être apportée pour éviter que les ancrages entrent en conflit avec les infrastructures souterraines.

La conception des ancrages au roc doit vérifier quatre (4) modes de rupture possible différents :

- Rupture de la tige d'acier;
- Rupture de l'adhérence entre la tige d'acier et le coulis de scellement (ou résine);
- Rupture de l'adhérence entre le roc et le coulis de scellement (ou résine);
- Rupture de la masse rocheuse.

Les paramètres géotechniques recommandés pour le calcul des ancrages au roc sont présentés au tableau 6-2.

Tableau 6-2 Paramètres géotechniques pour la conception des ancrages dans le roc

Mode de rupture	Paramètre	Symbole	Valeur
Tige d'acier	Résistance minimale spécifiée de l'acier	F_u	Obtenir les spécifications du fabricant
Tige d'acier-coulis	Adhérence tige d'acier – coulis à l'ÉLUL Résistance en compression du coulis	S_b f'_c	Dépend du type de tige d'acier 30 MPa à 28 jours
Roc-coulis	Adhérence roc – coulis à l'ÉLUL Résistance en compression du coulis Résistance en compression du roc Longueur minimale de scellement	S_b f'_c q_u L_s	3,0 MPa 30 MPa à 28 jours 85 MPa 3 m
Masse rocheuse	Demi-angle au sommet du cône de roc Poids volumique du roc Poids volumique déjaugé du roc	β γ γ'	30° 26,4 kN/m^3 16,6 kN/m^3

Le niveau de l'eau souterraine pour la conception devra être considéré à l'élévation 63,0 m.

6.2.2 RÉSISTANCE DANS LA TIGE D'ACIER

La résistance minimale spécifiée de la tige d'acier est fonction du grade et de la qualité de l'acier retenus pour le projet; cette valeur de résistance devra être fournie par le fabricant. Il en est de même pour les charges de travail maximales des différents types de boulons d'ancrage. Les paramètres de conception dépendent du type d'ancrage utilisé et d'autres facteurs qui devraient être fournis par le fabricant au concepteur.

Le diamètre de la tige choisie devra être suffisant pour obtenir la résistance en tension pondérée requise, telle qu'indiquée à la section 10.19.2 du Code CAN/CSA S6.

6.2.3 ADHÉRENCE TIGE D'ACIER-COULIS

Plusieurs méthodes existent pour évaluer l'adhérence tige d'acier - coulis de scellement. Le Code CAN/CSA S6 en propose une, de même que la CPCA dans le « *Concrete Design Handbook* ». Une relation simple pour les tiges filetées est présentée ci-dessous. À moins de procéder à des essais de vérification, la valeur utilisée ne devra pas excéder celle spécifiée par le fabricant. Dans le cas des résines, cette valeur devra être obtenue du fabricant. La valeur de l'adhérence tige d'acier-coulis de scellement S_b peut être obtenue par l'équation suivante :

$$S_b = 0,95\sqrt{f'_c} \cdot 1000 \ (kPa)$$

où f'_c = la résistance en compression du coulis de scellement à 28 jours (MPa).

La résistance à l'arrachement R_a de l'interface tige d'acier-coulis à l'ultime (ÉLUL) s'obtient de la façon suivante:

$$R_a = \pi \cdot d \cdot L_{s1} \cdot S_b \ (kN)$$

où : d: diamètre de la tige d'acier avec cannelures (m);

L_{S1}: longueur de scellement entre la tige et le coulis (m).

Cette dernière équation peut également servir à déterminer la longueur de scellement L_{S1} entre la tige et le coulis permettant de développer l'adhérence tige d'acier-coulis de scellement requis en fonction de la résistance à l'arrachement pondérée. La contrainte de cisaillement à l'interface tige d'acier-coulis ne devra pas excéder la valeur de l'adhérence tige d'acier-coulis déduite à partir de la résistance à l'arrachement pondérée.

Un coefficient de tenue Φ de 0,4 devra être appliqué à la résistance à l'arrachement R_a pour obtenir la résistance pondérée.

6.2.4 ADHÉRENCE ROC-COULIS

Sur la base des résultats des forages et des essais, la résistance à l'arrachement R_a à l'ÉLUL ou la longueur minimale de scellement, L_{S2}, pourra être calculée en considérant la plus faible des valeurs ultimes d'adhérence roc-coulis S_r suivantes provenant de la section 26.12.4.3 du MCIF (2013). Il est à noter que les équations du MCIF (2013) incorporent un coefficient de sécurité de 3,0 qui a été enlevé ici pour obtenir les valeurs ultimes :

$S_r \leq 0,1C_o$	$S_r \leq 0,1f'_c$	S_r max = 3,9 MPa

où : C_o : résistance à la compression simple du roc intact (MPa);

f'_c : résistance à la compression simple du coulis (MPa);

S_r max : limite ultime maximale recommandée (3 x 1300 kPa).

Conformément aux exigences, la valeur S_r retenue sera équivalente à la plus faible valeur obtenue en considérant les trois critères suivants : la résistance en compression du coulis, la résistance en compression du roc et la valeur de 3,9 MPa (S_r max). La résistance à l'arrachement roc-coulis R_a à l'ÉLUL peut être calculée comme suit :

$$\boldsymbol{R_a = \pi \cdot D \cdot L_{s2} \cdot S_r}$$

où : D : diamètre du trou de l'ancrage dans le roc (m);

L_{S2} : longueur de scellement entre la roche et le coulis (m);

S_r : contrainte d'adhérence admissible entre le roc et le coulis, tel qu'indiqué ci-haut (kPa).

Un coefficient de tenue Φ de 0,4 devra être appliqué à la résistance à l'arrachement R_a pour obtenir la résistance pondérée.

Dans le cas des résistances du lien roc-résine, celles-ci sont fonction du type de résine utilisé et sont normalement fournies par les fabricants.

La longueur de scellement effective devra être d'au moins 3,0 m avec une couverture minimale d'au moins 1,5 m de roc intact, solide et sain. En plus, l'espacement entre les ancrages devra être d'au moins quatre (4) fois le diamètre D des trous d'ancrage.

6.2.5 RÉSISTANCE DE LA MASSE ROCHEUSE

La résistance de la masse rocheuse est calculée en considérant le poids de roc compris à l'intérieur d'un cône inversé se développant autour de l'ancrage à partir du centre de la zone de scellement ($L_s/2$) correspondant à la longueur la plus grande requise pour satisfaire la résistance acier-coulis ou roc-coulis, ou à partir du dessus de la coquille du boulon d'ancrage mécanique lorsque de tels boulons sont utilisés. Le cône inversé possède un angle égal à 2β à son sommet. La superposition des cônes inversés doit être prise en compte pour les groupes d'ancrages.

Le concepteur des ancrages devra considérer séparément la longueur d'adhésion L_s la plus critique et la profondeur du cône inversé si cette méthode s'avère plus sécuritaire que le calcul basé sur la stabilité globale qui fait intervenir le poids du cône de roc inversé additionné à la résistance à l'arrachement offerte par la moitié de la longueur de scellement $L_s/2$.

Il est à noter qu'un coefficient de tenue Φ de 0,3 doit être appliqué à la résistance en arrachement à l'ÉLUL calculée pour obtenir la résistance en arrachement pondérée (voir à la fin de la présente section pour la valeur du coefficient de tenue lorsque des essais d'arrachement sont effectués). Dans le cas des boulons d'ancrage, la longueur de scellement L_s est négligée dans le calcul. Les valeurs recommandées des paramètres géotechniques pour la conception des ancrages sont données dans le tableau 6-2.

Basée sur cette hypothèse, la résistance ultime à l'arrachement de la masse rocheuse à l'ÉLUL pour un seul ancrage peut être évaluée comme suit :

$$\boldsymbol{R_a = L_w^3 \cdot \gamma \cdot tan^2\beta} \quad et \quad \boldsymbol{L_w = L - {L_s}/{2}}$$

où : L_w : longueur ou hauteur du cône formé à partir du centre de la longueur de scellement de l'ancrage jusqu'à la surface du roc (m);

L : longueur totale de l'ancrage (m);

L_s : longueur de scellement de l'ancrage qui correspond à la valeur la plus grande de L_{S1} ou de L_{S2} (m);

γ : poids volumique effectif du roc (kN/m^3);

β : demi-angle au sommet du cône (°).

Si plusieurs ancrages sont requis pour une même unité de fondation, on doit tenir compte de l'interaction des cônes inversés des ancrages adjacents en appliquant un coefficient de réduction α sur la résistance à l'arrachement d'un ancrage isolé. Ce coefficient de réduction α peut être évalué comme suit :

$$R'_a = \alpha R_a$$

où : R_a' : résistance à l'arrachement réduite prenant en compte un ancrage adjacent (kPa);

R_a : résistance à l'arrachement d'un ancrage simple à l'ÉLUL (kPa);

α : coefficient de réduction en fonction du rapport a/r.

Pour 1 ancrage adjacent : **$\alpha = 0{,}5 + 0{,}4a/r$** si $0 < a < 1{,}25r$.

Pour 2 ancrages adjacents : **$\alpha = (0{,}5 + 0{,}4a/r)^2$** si $0 < a < 1{,}25r$.

et : $\alpha = 1$ si $a \geq 1{,}25r$.

où : a : distance centre-centre entre deux ancrages adjacents (m);

r : distance entre le centre d'un ancrage et le cône de rupture à la surface du roc (m).

Un coefficient de tenue Φ de 0,3 devrait être appliqué à la résistance en arrachement réduite R_a' ainsi calculée. Le coefficient de tenue de 0,3 peut être augmenté à 0,4 si la résistance à l'arrachement est validée par des essais d'arrachement au chantier conformément au Code CAN/CSA S6. On devra prévoir au moins deux (2) essais par groupe d'ancrages et au moins un (1) essai pour chaque série de dix (10) ancrages.

Il faudra s'assurer que la zone de scellement (d'adhésion) ainsi que le cône inversé utilisé dans les calculs soient situés sous la profondeur de gel et que ceux-ci n'interfèrent pas avec les services souterrains. Les trous d'ancrage devront être complètement remplis avec un coulis de protection tout en assurant une protection adéquate contre la corrosion, même avec l'utilisation de boulons d'ancrage. Il est également recommandé de prévoir des essais d'étanchéité dans chaque forage.

6.3 FONDATIONS DES CULÉES, DES APPUIS ET DES MURS DE SOUTÈNEMENT

Compte tenu de la proximité de la surface du roc, de sa qualité et de sa résistance à l'emplacement des semelles de tous les éléments du pont (culées, piles, murs de soutènement), les recommandations suivantes s'appliquent à l'utilisation de semelles de fondations superficielles à ces endroits.

Le concepteur de l'ouvrage devra se référer à la section *6.10 – Fondations superficielles* du Code CAN/CSA S6 pour la conception des semelles ou des radiers sous les culées, les appuis et les murs de soutènement.

6.3.1 FONDATIONS CONVENTIONNELLES

6.3.1.1 PRÉPARATION DES ASSISES SOUS LES SEMELLES

Préalablement au bétonnage des fondations superficielles reposant sur le socle rocheux, nous recommandons que la surface d'assise soit préparée comme suit :

- Si nécessaire, poursuivre l'excavation du roc en place jusqu'aux niveaux requis pour la mise en place des semelles et enlever tout fragment altéré, lâche, disloqué ou instable;
- Procéder ensuite à l'inspection de la surface de l'assise proprement dite. Lorsque l'assise de la fondation est entrecoupée par une intrusion (ou tranchée de conduite souterraine) de **matériau jugé inacceptable**, que l'intrusion (ou tranchée de conduite souterraine) se situe à l'intérieur du tiers (1/3) central de la fondation et que la largeur de l'intrusion n'excède pas un quart (1/4) de la largeur de la fondation, l'intrusion (ou tranchée de conduite souterraine) devra être excavée à une profondeur égale à deux (2) fois sa largeur et remblayée de béton maigre.

  Si la largeur de l'intrusion (ou tranchée de conduite souterraine) de **matériau jugé inacceptable** se situe à l'extérieur du tiers (1/3) central ou excède un quart (1/4) de la largeur de la fondation, la capacité portante devra être réduite en plus de la correction de la surface d'assise.

  Ces cas devront faire l'objet d'une étude particulière selon les conditions réelles rencontrées en chantier. L'utilisation de béton 35 MPa pourrait être requise.

  La surface du roc devra être nettoyée avant le bétonnage et toute fracture ouverte apparente devra être colmatée avec du coulis de ciment sur une profondeur égale au moins à cinq (5) fois la largeur de l'ouverture, s'il y a lieu.

  Aux endroits où des fractures s'intercepteront, produisant des zones de roc broyé ou altéré supérieures à la dimension des fractures, le roc broyé ou altéré devra être excavé, puis la cavité nettoyée et comblée avec du béton maigre lissé horizontalement en surface.

  La surface du roc devra être intacte et inclinée de moins de 15 % par rapport à l'horizontale.

  Aux endroits où la surface a été préparée, telle que mentionnée précédemment et présente un niveau d'assise non uniforme ou encore inférieur au niveau de construction prévu, la mise en place de béton 35 MPa pourrait être utilisé afin de permettre un nivellement adéquat de l'assise sur laquelle pourront reposer les fondations.

6.3.1.2 RÉSISTANCES GÉOTECHNIQUES AUX ÉTATS LIMITES (ÉLUL ET ÉLUT)

Pour des semelles appuyées sur le roc jugé acceptable et conforme aux exigences susmentionnées pour la préparation du roc (section 6.3.1.1), la capacité portante admissible peut être estimée selon l'équation 9.1 du MCIF (2013) :

$$q_a = K_{sp} \times q_{u\_éch}$$

où : $q_{u\_éch}$ = résistance en compression du roc. Une valeur moyenne de 85 MPa est utilisée dans le présent projet;

K_{sp} = coefficient de sécurité empirique comprenant un facteur se sécurité de 3. Il est recommandé d'utiliser une valeur de 0,1 pour ce projet.

Ainsi, la capacité admissible du roc est évaluée à 8,5 MPa. Cette valeur est probablement largement supérieure aux valeurs requises pour le projet.

Pour les fins du projet, une pression de contact correspondant à la résistance géotechnique à l'état limite d'utilisation de 4,0 MPa est suggérée. Le tassement anticipé des fondations devrait être négligeable.

Il est recommandé que le fond de chaque excavation soit inspecté par un personnel qualifié en géotechnique avant de procéder au bétonnage des fondations dans le but de confirmer la résistance géotechnique en fonction de l'état réel du rocher.

6.3.1.3 RÉSISTANCE GÉOTECHNIQUE HORIZONTALE PONDÉRÉE À L'ELUL

La résistance géotechnique horizontale pondérée ne devra pas être inférieure à la composante horizontale des charges pondérées. La résistance géotechnique horizontale pondérée au cisaillement (H_{ri}) présente à l'interface de la semelle et du roc peut être évaluée à partir de l'équation suivante tirée également de la section 6.10.5 du Code CAN/CSA S6.

$$\boldsymbol{H_{ri} = 0,8 \cdot A' \cdot c' + 0,8 \cdot V \cdot tan\delta^* > H_f}$$

où : A' = surface de contact minimale;

c' = cohésion effective (kPa) (à négliger *a priori*);

V = force verticale non pondérée (kN);

δ* = angle de frottement à l'interface roc-béton (35°);

H_f = composante horizontale de la charge pondérée.

Lorsqu'il sera possible à une structure de retenue des terres, telle que les murs de culée, de se déplacer latéralement à l'état limite ultime, et par conséquent de mobiliser la butée des sols de fondation, cette butée pourra être considérée comme une résistance horizontale dans les équations précédentes. Cette résistance pourra être calculée avec un coefficient de butée K_p de 3,00, multipliée par un coefficient de tenue de 0,5. Pour les semelles ne pouvant se déplacer ou avec un déplacement latéral restreint, on peut ajouter (additionner) à ces équations une résistance horizontale calculée avec un coefficient de pression des terres au repos K_o de 0,50 multipliée par un coefficient de tenue de 0,5, ou simplement négliger cette résistance horizontale dans les équations précédentes.

Dans l'équation ci-dessus, compte tenu de la présence du roc sous la fondation, le terme de cohésion effective (c') peut être négligé.

6.3.2 PIEUX-CAISSONS

Selon les informations reçues, des caissons forés au roc pourraient être envisagés pour supporter les murs de soutènement temporaire. Les sections qui suivent présentent les principaux éléments de conception de ce type de fondation.

La mise en place de caissons forés requiert le nettoyage des sédiments, des boues et tous autres débris afin de mobiliser la résistance évaluée à la base du caisson et de prévenir les tassements des ouvrages.

6.3.2.1 CAPACITÉ GÉOTECHNIQUE AXIALE

Selon le Manuel canadien d'ingénierie des fondations (ci-après MCIF, 2013), la conception des pieux caissons peut être basée sur trois hypothèses de calcul en ce qui concerne la capacité géotechnique axiale.

1. La capacité portante provient uniquement de la résistance à la base du caisson;
2. La capacité portante provient de l'adhérence béton-roc à la périphérie de l'emboîture;
3. La capacité portante provient à la fois de la résistance à la base et de l'adhérence le long de l'emboîture.

Il est important de noter que dans ces hypothèses, l'adhérence entre le tubage du caisson et les sols (remblai et dépôt naturel pulvérulent) ainsi que la portion supérieure du roc (de mauvaise qualité) est négligée.

6.3.2.1.1 RÉSISTANCE GÉOTECHNIQUE À LA BASE DU CAISSON

La résistance géotechnique ultime (ÉLUL) en compression à la base du caisson ($Q_{ult-base}$) peut être obtenue de l'équation suivante tirée du document *Drilled Shafts: Construction Procedures and LRFD Design Methods* (rapport n° FHWA NHI 10-016, U.S. DOT, 2010). Un coefficient de tenue de 0,4 doit être appliqué à cette valeur (selon CAN/CSA S6, tableau 6.2).

$$Q_{ult-base} = q_{ult-base}\,\pi\,\frac{B_s^2}{4}$$

Où :

$Q_{ult-base}$ [kN] = résistance ultime en compression à la base du caisson;

$q_{ult-base}$ [kPa] = résistance ultime du roc sous la base du caisson;

B_s [m] = diamètre de l'emboîture.

La résistance ultime du roc sous la base du caisson ($q_{ult-base}$) s'obtient en multipliant par 3 la valeur admissible ($q_{adm\ base}$). Selon la section 18.6.3.3 du MCIF (2013), $q_{adm-base}$ est obtenue de la formule suivante :

$$q_{adm-base} = q_u K_{sp} d$$

Où :

K_{sp} = coefficient empirique pour l'espacement des discontinuités, valeur retenue de 0,1 pour des discontinuités modérément rapprochées (tiré de la section 9.2 du MCIF 2013);

q_u [MPa] = résistance en compression moyenne du roc, valeur retenue de 85 MPa;

d = facteur d'encastrement.

La résistance en pointe est également multipliée par un facteur d'encastrement « d », pour l'emboîture dans le roc de moyenne qualité (RQD au moins égal à 60 %). Ce facteur d'encastrement se calcule de la façon suivante :

$$d = 1 + 0{,}4\frac{L_s}{B_s} \leq 3{,}0$$

Où :

L_s [m] = longueur de l'emboîture dans le roc de qualité moyenne ou supérieure (RQD_{min} de 60 %);

B_s [m] = diamètre de l'emboîture.

Pour les calculs impliquant la longueur d'emboîture, il est recommandé de ne pas considérer le roc de mauvaise qualité intercepté à la surface de ce dernier. Il faut plutôt considérer seulement l'emboîture dans le roc de qualité moyenne ou supérieure pour lequel le RQD est au moins égal à 60 %.

En considérant une résistance en compression moyenne de 85 MPa dans le cas du site à l'étude, la résistance géotechnique admissible du roc sous la base du caisson est donc égale à 8,5*d (MPa).

6.3.2.1.2 RÉSISTANCE GÉOTECHNIQUE LE LONG DES PAROIS DE L'EMBOÎTURE

La charge transmise à l'emboîture est également transférée au roc environnant, en fonction de l'adhésion entre le roc et le matériau composant le caisson, c'est-à-dire le béton.

Le long de l'emboîture, la charge de cisaillement ultime Qult-emb. est calculée selon l'équation 18.43 du MCIF (2013). Un coefficient de tenue de 0,4 doit être appliqué à cette valeur (selon CAN/CSA S6, tableau 6.2).

$$Q_{ult-emb.} = \pi\, B_s\, L_s\, q_{ult-emb.}$$

Où :

$Q_{ult\text{-}emb.}$ [kN] = résistance au cisaillement ultime le long de l'emboîture;

$q_{ult\text{-}emb.}$ [kPa] = résistance ultime moyenne (adhésion) au cisaillement le long de l'emboîture;

B_s [m] = diamètre de l'emboîture;

L_s [m] = longueur de l'emboîture dans le roc de qualité moyenne ou supérieure (RQD_{min} de 60 %).

L'adhésion ultime $q_{ult\text{-}emb}$ est calculée en considérant la valeur la plus faible entre la résistance en compression moyenne du roc (85 MPa) et la résistance en compression du béton utilisé (30 MPa) avec l'équation suivante (section 18.6.4.2 du MCIF (2013)) :

$$q_{utl-emb.} = P_a b \left(\frac{q_u}{P_a}\right)^{0,5}$$

Où :

P_a = 100 kPa (pression atmosphérique);

b= 1,41 (coefficient empirique, tableau 18.8 du MCIF 2013);

q_u [kPa] = résistance en compression du roc ou résistance du béton si plus faible.

Pour le site à l'étude, avec un béton dont la résistance en compression est d'au moins 30 MPa, une contrainte d'adhérence $q_{ult\text{-}emb}$ au contact roc-béton ultime de 2,44 MPa est suggérée, et ce, sur la longueur utile de l'emboîture (longueur du béton en contact avec un roc de qualité moyenne ou supérieure; RQD > 60 %).

6.3.2.1.3 RÉSISTANCE COMBINÉE DE LA BASE ET DE L'EMBOÎTURE

Finalement, si on considère la troisième hypothèse de calcul présentée au début de la section 6.3.2.1, c'est-à-dire que la résistance ultime combine une fraction de la résistance développée à la base et une fraction développée le long de l'emboîture, la résistance ultime totale est calculée avec l'équation suivante. Un coefficient de tenue de 0,4 doit être appliqué à cette valeur (selon CAN/CSA S6, tableau 6.2).

$$Q_{ult-total} = n\, q_{ult-base}\, \pi\, \frac{B_s^2}{4} + (1-n)\, q_{ult-emb.}\, \pi\, B_s\, L_s$$

Où :

n = fraction de la charge totale Q qui atteint la base de l'emboîture selon la figure 18.14 du MCIF;

$Q_{ult\text{-}total}$ [kN] = charge totale appliquée au sommet de l'emboîture;

$q_{ult\text{-}base}$ [kPa] = résistance ultime du roc sous la base du caisson;

$q_{ult\text{-}emb.}$ [kPa] = résistance ultime moyenne (adhésion) au cisaillement le long de l'emboîture;

B_s [m] = diamètre de l'emboîture;

L_s [m] = longueur de l'emboîture dans le roc de qualité moyenne ou supérieure (RQD_{min} de 60 %).

Pour mettre cette relation en application, l'évaluation de la proportion de la charge reprise par les côtés par rapport celle de la base est nécessaire. La méthode de transfert des charges, qui tient compte de la distribution des charges d'une emboîture dans le roc, est expliquée dans l'article de Pells et Turner (1979) et citée à la section 18.6.5 du MCIF 2013.

La figure qui suit (extrait du MCIF, 2013) montre la fraction n de la charge totale Q reprise en pointe Q_t en fonction de la géométrie de l'emboîture pour différentes valeurs du rapport entre les modules d'élasticité du béton E_c et du massif rocheux E_r.

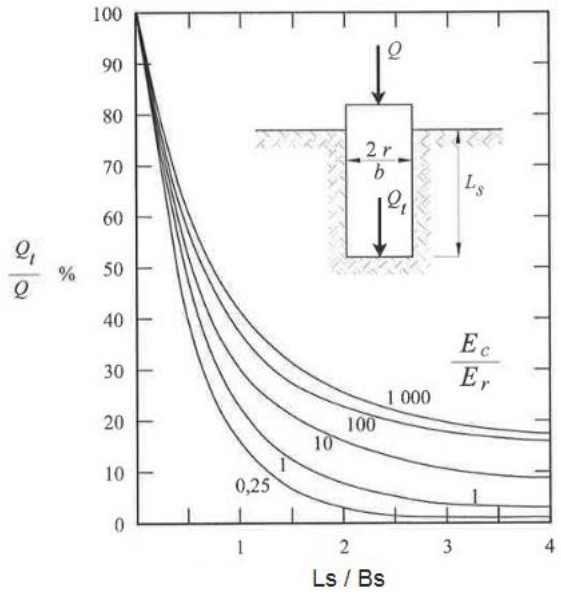


Figure A Répartition de la charge dans une emboîture (d'après Pells et Turner, 1979)

L'équation 18.46 du MCIF (2013) permet d'évaluer le module de déformation vertical du massif rocheux E_r en fonction de la résistance en compression du roc.

$$E_r = P_a\, b \left(\frac{q_u}{P_a}\right)^{0,5}$$

Où :

E_r [kPa]= module de déformation du massif rocheux;

P_a = 100 kPa (pression atmosphérique);

b = 680 (coefficient empirique, section 18.7.4.2 du MCIF 2013);

q_u [kPa] = résistance en compression du roc, valeur moyenne retenue de 85 MPa.

Une valeur du module de déformation vertical du massif rocheux E_r de 2,0 GPa est ainsi obtenue pour le site à l'étude.

L'équation présentée à la section 8.4.1.7 du code CAN/CSA S6 permet d'évaluer le module de déformation du béton E_c en considérant une résistance en compression du béton f'_c de 30 MPa et une masse volumique de 24,0 kN/m^3. Une valeur E_c de 24,7 GPa est donc retenue.

6.3.2.1.4 RÉSISTANCE À L'ARRACHEMENT

La résistance géotechnique ultime à l'arrachement d'un pieu caisson doit tenir compte de la résistance le long du fût et du poids du pieu (selon CAN/CSA S6). Ainsi, pour ce projet, seule la résistance le long de l'emboîture dans le roc est prise en compte dans la conception; le frottement du fût dans les sols étant négligé.

On considère donc une rupture du lien roc béton. Par conséquent, la résistance ultime à l'arrachement R_u correspond à la résistance au cisaillement ultime le long de l'emboîture additionnée du poids du caisson :

$$R_u = Q_{ult-emb.} + W_p'$$

Et où :

R_u [kN] = résistance géotechnique ultime à l'arrachement;

$Q_{ult\text{-}emb.}$ [kN] = charge de cisaillement ultime le long de l'emboîture, tel que défini à la section 6.3.2.1.2;

W_p' [kN] = poids effectif du caisson.

Un coefficient de tenue de 0,3 doit être appliqué à la valeur de la résistance géotechnique ultime à l'arrachement R_u selon le tableau 6.2 du code CAN/CSA S6.

Notez que pour un groupe de pieux, la résistance géotechnique à l'arrachement à considérer correspond à la plus petite valeur issue des deux (2) scénarios de rupture qui suivent :

1. La somme des résistances géotechniques à l'arrachement des pieux du groupe; ou
2. La somme des résistances au cisaillement mobilisable sur la surface du périmètre comprenant le groupe plus le poids effectif du sol et des pieux inclus dans ce périmètre.

Notez également que l'augmentation de la longueur d'emboîture ou l'élargissement de la base du caisson permet d'augmenter la résistance en cas d'efforts d'arrachement anticipés importants.

6.3.2.2 CAPACITÉ ET RÉACTION LATÉRALE

La capacité du caisson à résister aux charges latérales est fonction de la raideur du pieu ainsi que des caractéristiques de déformation des sols et du roc qu'il traverse.

La méthode d'analyse la plus répandue pour la conception des caissons chargés latéralement est la méthode des courbes de résistance p-y, laquelle est suggérée par le MCIF 2013 (section 18.5). Cette méthode fait le lien entre la déflexion d'un pieu et la réaction correspondante du sol ou du roc (déplacement latéral, moment fléchissant, effort de cisaillement) en fonction de la profondeur. Des programmes informatiques spécialisés sont disponibles pour l'analyse du déplacement latéral des pieux.

Dans le cadre de ce projet, seule la réaction latérale du roc et la capacité latérale du massif rocheux sont considérées.

6.3.2.2.1 RÉACTION LATÉRALE DU ROC

Le module de déformation K_r du roc peut être calculé en utilisant la valeur du module d'élasticité horizontal de la masse rocheuse (E_{rh}).

L'équation suivante est utilisée pour l'évaluation du module :

$$K_r = \frac{1}{r}\frac{E_{rh}}{(1+\nu)}$$

Où :

K_r [GPa/m] = module de déformation du roc;

r [m] = rayon du caisson;

E_{rh} [GPa] = module d'élasticité de la masse rocheuse;

ν = coefficient de poisson (valeur retenue de 0,22 pour un calcaire de la formation de Tétreauville, selon Boivin et Gagné, 2013).

La détermination du module d'élasticité de la masse rocheuse E_{rh} se base sur les valeurs GSI déterminées à la section 3.2 du présent rapport. Hoek et al. (2002) présentent l'équation suivante pour un roc dont la résistance en compression uniaxiale est inférieure à 100 MPa :

$$E_{rh} = \sqrt{\frac{q_u}{100}}\,10^{\frac{GSI-10}{40}}$$

Pour le site à l'étude, dans le cas du roc de qualité moyenne à excellente (RQD supérieur à 60 %), donc en utilisant un GSI de 50, une valeur E_{rh} = 9,2 GPa est obtenue. Si le roc de mauvaise qualité est considéré (RQD inférieur à 60%), donc avec un GSI de 30, une valeur E_{rh}= 2,9 GPa est obtenue.

Il est ensuite possible d'établir le module de déformation K_r du roc en fonction du diamètre de l'emboîture auquel doit être un facteur de réduction pour l'effet de groupe.

6.3.2.2.2 CAPACITÉ LATÉRALE DU MASSIF ROCHEUX

Selon le Manuel Canadien d'ingénierie des fondations (2013), la résistance du massif rocheux peut être estimée en utilisant le critère de rupture Hoek et Brown. Notez qu'un coefficient de tenue de 0,5 est applicable à la capacité latérale ultime du roc. Le critère de rupture généralisé de Hoek et Brown se définit comme suit :

$$\sigma_1' = \sigma_3' + \sigma_{ci}\left(m_b\frac{\sigma_3'}{\sigma_{ci}} + s\right)^a \quad \text{où} \quad m_b = m_i exp\left(\frac{GSI-100}{28}\right)$$

Où :

$\sigma_1'\ et\ \sigma_3'$ [MPa] = contraintes effectives maximales et minimales à la rupture, respectivement. Pour obtenir la résistance du roc σ_1', on considère la contrainte minimale σ_3' comme étant égale à 0;

σ_{ci}' [MPa] = résistance en compression uniaxiale d'un échantillon de roc. On retient une valeur de 85 MPa pour le site à l'étude;

$m_b\ et\ m_i$ = constantes Hoek-Brown pour le massif rocheux et la roche intacte, respectivement. Une valeur m_i de 9 est retenue pour le calcaire du site à l'étude;

GSI = indice géologique de résistance (*Geological Strength Index*);

$s\ et\ a$ = constantes qui dépendent des caractéristiques du massif rocheux. Pour GSI > 25, a = 0,5 et s = exp((GSI-100)/9).

Avec cette méthode de calcul, la résistance du massif rocheux peut être déterminée à différents endroits le long du caisson. Puisque la méthode de calcul se base essentiellement sur la valeur de GSI retenue, les valeurs de résistance ainsi calculées sont représentatives du choix des paramètres déterminants de l'indice GSI pour une zone de qualité de roc donnée.

Pour le cas à l'étude, lorsque le roc de mauvaise qualité avec un GSI de 30 est considéré (RQD inférieur à 60 %), la résistance ultime en compression de la masse rocheuse de 1,7 MPa est obtenue.

Dans le cas du roc de qualité moyenne à excellente avec un GSI de 50 (RQD supérieur à 60 %), une valeur de résistance ultime en compression de la masse rocheuse de 5,3 MPa est obtenue. Cette résistance maximale est atteinte à une profondeur de trois (3) fois le diamètre du caisson (3*D) sous l'élévation du roc sain. Pour une emboîture plus courte que 3*D, la valeur peut être interpolée entre 1,7 MPa au sommet de l'emboîture et 5,3 MPa à sa base à une profondeur de 3*D.

6.3.2.3 RÉSUMÉ DES PARAMÈTRES DE CONCEPTION DES PIEUX CAISSONS

Les paramètres géotechniques du roc à utiliser pour la conception des pieux-caissons avec emboîture dans le roc sont présentés au tableau 6-3 qui suit. Notez que certains de ces paramètres sont issus des calculs réalisés précédemment dans les sections 6.3.2.1.1, 6.3.2.1.2, 6.3.2.1.3 et 6.3.2.2.1 de ce rapport.

Tableau 6-3 Paramètres géotechniques du roc – Conception des pieux caissons

Paramètre	Symbole	Valeur
Poids volumique humide	γ_h	26,5 kN/m^3
Poids volumique déjaugé	γ'	16,7 kN/m^3
Résistance en compression moyenne du roc	C_0	85 MPa
Indice de qualité du roc minimum (1)	RQD	60 %
Coefficient de Poisson	ν	0,22
Résistance en compression du béton (28 jours) (2)	f_c'	30 MPa
Module de déformation du béton (2)	E_c	24,7 GPa
Module de déformation vertical du roc le long de l'emboîture (2)	E_r	2,0 GPa
Adhésion ultime au contact roc-béton (à l'ÉLUL, non pondérée) (3)	$q_{ult-emb.}$	2,44 MPa
Module de déformation horizontal du roc le long de l'emboîture pour un RQD inférieur à 60 % (4)	$E_{rh\ min}$	2,9 GPa
Module de déformation horizontal du roc le long de l'emboîture pour un RQD supérieur ou égal à 60 % (4)	$E_{rh\ max}$	9,2 GPa
Modules de réaction horizontale du roc (4)	K_r	À déterminer selon le diamètre de l'emboîture
Résistance à l'ultime non pondérée de la base (ÉLUL) (5)	$q_{ult-base}$	$25{,}5 \cdot d$ MPa
Capacité portante admissible de la base (ÉLUT) (5)	$q_{adm-base}$	$8{,}5 \cdot d$ MPa

Notes : (1) = Valeur de RQD minimale habituellement requise au niveau de l'emboîture et spécifiée par l'ingénieur en structure.
(2) = Pour références et calcul, voir section 6.3.2.1.3 de ce document.
(3) = Pour références et calcul, voir section 6.3.2.1.2 de ce document.
(4) = Pour références et calcul, voir section 6.3.2.2.1 de ce document.
(5) = Pour références et calcul, voir section 6.3.2.1.1 de ce document.

6.3.3 POUSSÉE DES TERRES

Le remblayage à l'arrière des murs et culées devra être effectué selon les exigences de la section 15.2.5.5 du *Cahier des charges et devis généraux* (CCDG) du *ministère des Transports du Québec* (MTQ). Pour ce faire, un matériau granulaire de type MG-112, MG-20 ou MG-56 placé en couches n'excédant pas 300 mm d'épaisseur et compacté à au moins 90 % de la masse volumique sèche maximale (MVSM) obtenue par l'essai avec énergie de compactage modifiée (BNQ 2501-255) pourra être utilisé.

Le remblayage entraînera des poussées latérales susceptibles de s'appliquer sur les ouvrages de soutènement des terres (murs latéraux, culées, etc.). À cet effet, la section 6.12.2 du Code CAN/CSA S6 décrit les méthodes de calcul.

Les paramètres géotechniques des matériaux proposés pour le remblayage à l'arrière des culées sont présentés dans le tableau 6-4 suivant. Ces paramètres se basent sur la section 2.6.2 du tome III, *Conception des ouvrages d'art*, des normes du MTQ.

Tableau 6-4 Paramètres géotechniques pour le calcul des poussées des terres

Paramètres	Matériaux granulaires MG-112	Matériaux granulaires MG-20 ou MG-56
Poids volumique humide (γ)	22	23
Poids volumique déjaugé (γ')	12,2	13,2
Angle de frottement interne ($Ø'$)	30	34
Angle de frottement à l'interface béton – Sol du mur (δ)	15	17,5
Coefficient de poussée active K_a	0,33	0,28
Coefficient de butée K_p	3,00	3,54
Coefficient de poussée au repos K_o	0,50	0,44
Coefficient de poussée active dynamique K_{ad}	0,60	0,53
Coefficient de butée dynamique K_{pd}	3,52	5,04

Note : Les valeurs ci-dessus sont applicables pour une géométrie de mur de $\theta = 0$ et $\beta = 0$.

Le coefficient de poussée active K_a est utilisé pour des structures non retenues au sommet alors que le coefficient de poussée au repos K_o est utilisé dans le cas de structures retenues en tête.

Le calcul de la force de poussée horizontale des sols s'exerçant sur les faces intérieures du mur de soutènement d'une hauteur H peut être effectué au moyen des équations suivantes :

$$\mathbf{P = ½\ \gamma\ K_a\ H^2}$$ (structures non retenues)

$$\mathbf{P = ½\ \gamma\ K_o\ H^2}$$ (structures retenues)

Toutefois, le poids volumique déjaugé (γ') devra être utilisé dans ces formules lorsque les sols se trouvent sous le niveau de l'eau souterraine. Pour le calcul structural des murs retenus ou non retenus, en plus de la force de poussée horizontale des sols, il faut ajouter la surcharge de compaction générée par la mise en place du remblai contre ceux-ci. La surcharge de compaction n'a pas à être appliquée pour les calculs de la largeur des semelles des murs non retenus; elle est par contre applicable dans les calculs de la largeur des semelles effectués pour les murs retenus.

À ce sujet, la section 6.12.3 du Code CAN/CSA S6 suggère une poussée supplémentaire minimale de 12,0 kPa à la surface du remblai et qui diminue linéairement jusqu'à 0 kPa à une profondeur de 2,0 m sous la surface pour tenir compte de l'effet de compaction.

Dans le cas des murs retenus ne pouvant pas se déplacer et soumis à des effets de compaction, la poussée latérale supplémentaire due à la compaction devra être prise en compte en majorant de 15 % le coefficient de poussée des terres au repos K_o utilisé dans le calcul de la poussée latérale totale à différentes profondeurs.

Lorsqu'il sera possible à une structure de retenue des terres, telle que les murs de soutènement rigides, de se déplacer latéralement à l'état limite ultime, et par conséquent de mobiliser la butée des sols de fondation, cette butée pourra être considérée comme une résistance dans les calculs.

6.3.4 DRAINAGE STRUCTURAL À LONG TERME

Pour ce qui est du drainage à long terme, des mesures doivent être prises afin de se prémunir contre les venues d'eau qui pourraient survenir durant la vie utile des structures et assurer le contrôle des poussées hydrostatiques derrière les culées et les murs de soutènement.

Dans le cas des culées et des murs de soutènement, un système de drainage devrait être installé derrière les murs incluant des drains avec enrobage granulaire et géotextile. Les drains devront être reliés à des puisards ou fosses de captage construits aux emplacements adéquats et permettant d'évacuer les débits d'infiltration. Des barbacanes pourront être utilisées dans le cas où les ouvrages seraient conçus pour résister à une certaine poussée hydrostatique sous le niveau de celles-ci. Le niveau d'eau de conception devra être considéré à une élévation de l'ordre de 63,0 m. Finalement, le remblayage extérieur autour des murs d'enceinte devrait être effectué au moyen de matériaux granulaires propres et bien drainants.

6.4 VOIES DE CIRCULATION

Dans le cadre des travaux de reconstruction du pont, il est prévu mettre en place une nouvelle chaussée sur la rue des Carrières entre la rue Boyer et la ruelle située à l'ouest de la rue Christophe-Colomb, ainsi que sur la bretelle d'accès de la rue des Carrières vers la rue Christophe-Colomb.

Dans le cas de la rue Christophe-Colomb, il est prévu réaliser uniquement des travaux de resurfaçage.

Les sections suivantes présentent les recommandations pour la mise en place d'une nouvelle chaussée souple ou une alternative en chaussée rigide. Il appartient au concepteur de retenir l'une ou l'autre des options proposées.

6.4.1 PRÉPARATION DE L'ASSIETTE DE LA NOUVELLE CHAUSSÉE

La préparation du terrain pour la construction de la nouvelle structure de chaussée devra prévoir :

- L'excavation de la chaussée existante, des matériaux de remblai et des sols naturels jusqu'au niveau prévu de la ligne d'infrastructure;
- La densification à un minimum de 90 % de la MVSM déterminée à l'essai avec énergie de compactage modifiée (2 700 kJ/m^3) de la surface exposée de façon à obtenir une infrastructure rigide et sans zone de déflexion excessive;
- Les zones molles ou instables rencontrées devront être surexcavées et remplacées par des matériaux granulaires compactables et non gélifs. Aux endroits où les sols d'infrastructure sont de gélivité différente, il sera nécessaire de pratiquer des transitions. Celles-ci devront être déterminées au chantier par un ingénieur qualifié en contrôle des matériaux en fonction des sols rencontrés.

  Si requises, des surépaisseurs de sous-fondation pourraient être nécessaires dans certains secteurs. À défaut d'effectuer ces transitions au niveau de l'infrastructure, des problèmes de soulèvement différentiels causés par

la pénétration du gel pourraient survenir et provoquer des dommages structuraux à la nouvelle structure de chaussée.

Il est important de comprendre que le suivi en chantier est la clé du succès de la réalisation de tels travaux.

- Le remblayage sous le niveau d'infrastructure pourra se faire au moyen de matériaux granulaires compactables non gélifs mis en place en couche de 300 mm maximum et compactés à 90 % de la MVSM déterminée à l'essai avec énergie de compactage modifiée (2 700 kJ/m^3). Il est recommandé de mettre en place un géotextile de type « Geo-9 » ou l'équivalent si, au moment des travaux, les sols d'infrastructure sont instables et déformables. Quoi qu'il en soit, il faudra éviter de circuler sur ceux-ci ou de les laisser exposer aux intempéries.

6.4.2 OPTION 1 : MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE DE CHAUSSÉE SOUPLE

6.4.2.1 MÉTHODE DE DIMENSIONNEMENT

La méthode retenue pour le dimensionnement structural de la chaussée est celle développée par le ministère des Transports du Québec (MTQ), laquelle est basée sur la méthode décrite dans le guide de dimensionnement de l'American Association of State Highway and Transportation Officials (AASHTO) – édition 1993.

Le logiciel de conception « Chaussée 2 » du MTQ a été utilisé pour le dimensionnement structural. Les hypothèses retenues pour la conception de la chaussée sont présentées dans la section 6.4.2.3.

6.4.2.2 PROTECTION CONTRE LES EFFETS DU GEL

La structure de chaussée doit être conçue de façon à empêcher l'apparition de soulèvements au gel majeurs ou de soulèvements différentiels de façon à limiter les déformations de la couche de roulement susceptibles de provoquer la formation de fissures et d'altérer l'uni de la chaussée.

Il est important de mentionner que l'épaisseur des structures de chaussée proposées ne vise pas à assurer une protection complète des matériaux du sol support contre le gel (environ 1,8 m dans le secteur des travaux). Une protection complète permettrait d'augmenter la durée de vie utile de la chaussée, mais le bénéfice escompté ne serait pas suffisant pour justifier les coûts additionnels pour obtenir cette protection.

Les structures de chaussée proposées pour la reconstruction des aires pavées de la rue des Carrières assurent de façon satisfaisante la protection partielle recommandable dans le secteur pour une chaussée de type « locale » selon les critères de l'AASHTO, soit 690 mm sur un sol d'infrastructure constitué de sable silteux et graveleux avec moins de 30 % passant au tamis 0,08 mm classé SM, selon la classification USCS.

6.4.2.3 PARAMÈTRES DE CONCEPTION

Les valeurs des différents paramètres utilisés pour le dimensionnement de la chaussée souple sont résumées dans le tableau suivant.

Tableau 6-5 Paramètres et hypothèses de conception – Chaussée souple

Paramètres de conception	**Valeurs utilisées**
Classification fonctionnelle de la chaussée	Locale
Nombre de voies par direction	1
Sol support : sable silteux et graveleux	SM
ΔPSI (différence entre l'indice de viabilité d'une chaussée neuve et celui d'une chaussée nécessitant une réhabilitation)	2,0 (4,0 – 2,0)
S_o (erreur standard associée à la mesure ou à l'estimation des paramètres de conception)	0,45
R (fiabilité ou pourcentage de chances que la chaussée présente un niveau de qualité supérieure ou égale à celui qui est visé à la fin de la période de conception)	70 %
Protection partielle minimale requise au gel pour le secteur et selon le sol support en place	690 mm
Hypothèses de conception	**Valeurs utilisées**
Débit journalier moyen annuel	1 000
Proportion de véhicules lourds	10 %
Facteur d'agressivité moyen des véhicules lourds	1,90
Augmentation annuelle du trafic	1 %
Durée de vie structurale	30 ans
Agressivité totale – durée de vie de 30 ans Équivalence de Charge Axiale Simple (ECAS)	1,0 million

6.4.2.4 STRUCTURE DE CHAUSSÉE SOUPLE RECOMMANDÉE

Cette section présente les recommandations pour la reconstruction complète de la chaussée de la rue des Carrières ainsi que la bretelle d'accès.

Tableau 6-6 Structure de chaussée recommandée – Chaussée souple

Élément de la structure de chaussée	**Type de matériau**	**Épaisseur (mm)**	**Compactage**
Enrobé bitumineux Couche de surface : Couche de base :	 EG-10, PG 70-28 GB-20, PG 64-28	 50 90	 93 – 98 % (LC 26-040/045)
Fondation granulaire	MG 20	225	95 % minimum (BNQ 2501-255)
Sous-fondation	MG 112 (fuseau entier)	350	95 % minimum (BNQ 2501-255)
Sol support	Remblai granulaire en place ou sol naturel	n/a	90 % minimum (BNQ 2501-255) à la ligne d'infrastructure

Note: n/a = non applicable.

Compte tenu que le trafic circulant sur la rue des Carrières sera constitué en partie de véhicules lourds des travaux publics de la Ville de Montréal et de l'écocentre, et que ceux-ci circuleront à faible vitesse, les risques de dégradation reliés à la fatigue (sollicitations cycliques quasi-statiques) et à l'orniérage (fluage) sont plus élevés que pour une route à faible trafic typique. Nous sommes d'avis qu'il serait approprié d'utiliser un enrobé de haute

résistance à l'orniérage (HRO) avec un bitume de type PG-70-28 pour réduire les risques de fluage et maintenir la qualité de la surface de roulement pendant toute la durée de vie utile de la structure de chaussée.

Les épaisseurs de béton bitumineux proposées satisfont aux exigences structurales pour le trafic envisagé et tiennent compte des recommandations d'épaisseur minimale pour la pose des enrobés. La période retenue pour la pose des enrobés doit respecter les dates butoirs du MTQ ainsi que les exigences de l'article 13.3.3 de la plus récente version du Cahier de Construction et Devis Généraux (CCDG) - 2018.

Il sera nécessaire de prévoir un liant d'accrochage entre les deux couches d'enrobé lors de la mise en place de celles-ci.

Les matériaux de sous-fondation doivent respecter le critère de filtre pour couche anticontaminante, selon la norme NQ 2560-114, afin de limiter la migration des particules fines contenues dans les matériaux d'infrastructure vers les matériaux de sous-fondation. À défaut, une membrane géotextile de type III selon la norme 13101 du tome VII – Matériaux du MTQ doit être posée entre les matériaux d'infrastructure et ceux de sous-fondation.

La surface de l'infrastructure sera préparée selon les indications applicables de l'article 11.10 de la plus récente version du CCDG 2018. De façon plus spécifique, et afin de minimiser les déformations et la fissuration prématurée de la surface pavée, il est recommandé de profiler la surface du sol d'infrastructure de façon à obtenir les pentes requises dans le but de permettre l'écoulement des eaux d'infiltration vers des drains permanents et efficaces. La surface d'infrastructure doit être exempte de tout sol remanié et ne pas avoir subi de déformations causées, par exemple, par le passage des équipements de construction pendant les opérations de terrassement avant la mise en place des matériaux de la structure de chaussée.

Le drainage permanent de la surface du sol d'infrastructure et des matériaux de la structure de chaussée peut être assuré par des drains de rive en périphérie, par des ouvertures dans les fûts des puisards, ou toute autre technique permettant d'évacuer efficacement l'eau qui pourrait s'infiltrer dans la fondation granulaire de la chaussée. Des pentes suffisantes devront être aménagées au niveau de l'infrastructure de chaussée, de la fondation granulaire et au niveau du revêtement d'enrobé bitumineux pour diriger l'eau vers les drains périphériques et le pourtour des surfaces pavées.

Des mesures appropriées doivent être prévues durant la construction de la chaussée afin d'éliminer les eaux de ruissellement et d'infiltration qui pourraient s'accumuler au fond des excavations.

La transition entre la chaussée mise en place dans la rue et la dalle de béton du trottoir devra respecter le dessin normalisé 015 – Chapitre 2 du Tome II – Construction routière de la collection « Normes – Ouvrage Routier » du MTQ. L'objectif est de prévenir la formation d'une dénivellation localisée à la jonction avec le trottoir et d'éviter les dégradations potentielles associées à la présence d'un joint.

Tous les matériaux neufs utilisés pour la construction de la chaussée devront rencontrés les exigences des normes contenues dans le tome VII – Matériaux de la collection « Normes – Ouvrage routiers » du MTQ, le recueil des méthodes d'essais du Laboratoire des chaussées du MTQ et la norme NQ 2560-114 du BNQ.

Les matériaux recyclés, si ceux-ci sont utilisés pour remplacer le MG 112 de la sous-fondation, devront être conformes au devis technique normalisé 6VM 20 Matériaux granulaires de recyclage destinés aux travaux routiers de la Ville. La pierre concassée doit satisfaire les exigences du devis technique normalisé 6VM 9 Matériaux granulaires pour fondations, assises et remblais de la Ville. Quant à l'enrobé bitumineux, celui-ci devra satisfaire les exigences du devis technique normalisé 4VM 10 Enrobés à chaud de la Ville.

L'enrobé bitumineux devra être mis en place à l'aide de finisseurs sur toute la largeur de la chaussée à recouvrir par bandes adjacentes et successives pavées en une seule opération pour éliminer la présence de joints froids. Toutefois, si cette exigence ne peut pas être rencontrée lors des travaux, un adhésif pour joint froid de type *Pavement joint adhesive* de la compagnie Crafco ou un équivalent approuvé devra être appliqué sur la bande d'enrobé froide avant de poser la bande d'enrobé adjacente. Cette exigence s'applique aussi aux joints de construction et de raccordement.

6.4.2.5 JOINTS DE RACCORDEMENT

Les raccordements entre les chaussées flexible et mixte devront se faire conformément au croquis nº MV-201 du Cahier des prescriptions normalisées de la Ville. Toutefois, contrairement à ce qui y est inscrit, le trait de scie à réaliser dans le revêtement bitumineux ne devra pas être effectué. Les travaux suivants devront plutôt être réalisés pour le raccordement de la couche de surface à la chaussée existante :

- Planage de la chaussée existante sur une largeur de 600 mm et sur une épaisseur égale à la nouvelle couche de surface;
- Mise en place d'une membrane qui réduit la réflexion des fissures, de type *Paveprep* de la compagnie Crafco (ou équivalent approuvé) sur les joints. Celle-ci chevauchera en partie la chaussée planée et le nouveau pavage de la couche de base. La membrane devra être mise en place selon les exigences du manufacturier;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) sur la surface planée et le reste de la surface à recouvrir, au taux résiduel de 0,3 l/m^2;
- Application d'un adhésif pour joint froid de type *Pavement joint adhesive* de Crafco (ou équivalent approuvé) sur les joints d'enrobé froid, avant de poser l'enrobé chaud de la couche de surface, et ce, selon les prescriptions du manufacturier.

6.4.3 OPTION 2 : MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE DE CHAUSSÉE RIGIDE

Le logiciel de dimensionnement de chaussée rigide *RCC-Pave* développé par la « *Portland Cement Association* » a été utilisé afin de calculer l'épaisseur de la dalle requise pour supporter le trafic de véhicules lourds anticipé sur la rue des Carrières.

Dans le programme *RCC-Pave*, l'épaisseur minimale de béton est déterminée en fonction de la réponse en fatigue de la dalle. L'épaisseur est déterminée de façon à ce que sa capacité structurale soit suffisante pour supporter sans rupture le nombre de répétitions de charges anticipées pendant la durée de vie utile de la chaussée.

6.4.3.1 PROTECTION CONTRE LES EFFETS DU GEL

Il est recommandé de mettre en place une fondation et une sous-fondation granulaire constituée de matériaux non gélifs d'une épaisseur minimale de 500 mm de façon à obtenir une structure de chaussée d'au moins 700 mm d'épaisseur suffisante pour assurer une protection partielle au gel conforme aux règles de l'art pour les conditions climatiques locales.

Une alternative pourrait consister à utiliser un isolant pour assurer la protection partielle au gel recommandée.

6.4.3.2 PARAMÈTRES DE CONCEPTION

Les valeurs des différents paramètres utilisés pour le dimensionnement de la chaussée rigide sont résumées dans le tableau suivant.

Tableau 6-7 Paramètres et hypothèses de conception – Chaussée rigide

Paramètres et hypothèses de conception	Valeurs utilisées
Nombre de voies par direction	1
Sol support : sable silteux et graveleux – Module de réaction	SM 60 MPa/m
Protection partielle minimale requise au gel pour le secteur et selon le sol support en place	690 mm
Nombre de véhicules lourds (en semaine)	100 camions/jour
Véhicules de conception	Camion benne (18 tonnes) – essieux doubles
Béton : – Résistance en compression; – Résistance en flexion; – Module élastique.	 – 30 MPa – 4 MPa – 22 GPa
Débit journalier moyen annuel	1 000
Proportion de véhicules lourds	10 %
Augmentation annuelle du trafic	1 %
Durée de vie structurale	30 ans

6.4.3.3 STRUCTURE DE CHAUSSÉE RIGIDE RECOMMANDÉE

Cette section présente les recommandations pour la reconstruction complète de la chaussée de la rue des Carrières et la bretelle d'accès à la rue Christophe-Colomb avec la mise en place d'une chaussée rigide.

Tableau 6-8 Structure de chaussée recommandée – Chaussée rigide

Élément de la structure de chaussée	Type de matériau	Épaisseur (mm)	Compactage
Dalle de béton	Coulé en place	210	n/a
Fondation granulaire	Pierre concassée MG 20	300	95 % minimum (BNQ 2501-255)
Sous-fondation	Pierre concassée MG 56	200	95 % minimum (BNQ 2501-255)
Sol support	Remblai granulaire en place ou sol naturel	n/a	90 % minimum (BNQ 2501-255) à la ligne d'infrastructure

Note: n/a = non applicable.

Il faut mentionner qu'il s'agit d'un dimensionnement préliminaire qui pourra éventuellement être optimisé selon les options retenues par le concepteur.

La dalle de béton devra être supportée latéralement par des bordures en béton disposées de chaque côté de la chaussée et goujonnées à la dalle. Si aucun support latéral n'est prévu, l'épaisseur de la dalle devra être augmentée de 15 à 20 % sur les bordures pour atteindre 250 mm, et ce, afin d'éviter un endommagement prématuré aux bordures.

Les matériaux granulaires de type MG 56 peuvent être remplacés selon les disponibilités par des matériaux granulaires de type MG 112, neufs ou recyclés.

Les matériaux de sous-fondation doivent respecter le critère de filtre pour couche anticontaminante, selon la norme NQ 2560-114, afin de limiter la migration des particules fines contenues dans les matériaux d'infrastructure vers les matériaux de sous-fondation. À défaut, une membrane géotextile de type III selon la norme 13101 du tome VII – Matériaux du MTQ doit être posée entre les matériaux d'infrastructure et ceux de sous-fondation.

L'utilisation de cadres et de couvercles de type auto-ajustable est recommandée dans tous les cas, car elle permet de minimiser la formation de fissures autour des regards ou des puisards qui pourraient résulter d'un soulèvement uniforme de la chaussée puisque la protection de gel est partielle seulement.

La pose d'un revêtement bitumineux à la surface de la dalle n'est pas nécessaire du point de vue géotechnique ou structural. Une surface en béton permet, entre autres :

- La suppression du risque d'orniérage induit par la circulation des véhicules lourds se déplaçant à allure modérée;
- L'élimination des phénomènes de glissement de la couche de roulement dus aux sollicitations de la force centrifuge;
- Une adhérence de surface durable;
- Un entretien minimal en comparaison avec les revêtements bitumineux.

Le choix d'une structure mixte pourrait reposer sur d'autres critères (bruit, esthétique, confort de roulement) dont il faudra éventuellement tenir compte dans la conception.

6.5 NOUVELLE CONDUITE D'ÉGOUT

6.5.1 PRÉPARATION DES ASSISES SOUS LE RADIER DE LA CONDUITE

Préalablement à la mise en place de la conduite d'égout projetée (ou toute autre nouvelle conduite qui pourrait être nécessaire dans le cadre de ce projet), nous recommandons que la surface d'assise soit préparée comme suit :

6.5.1.1 POUR UNE ASSISE SUR LE SOCLE ROCHEUX

- Procéder à l'excavation jusqu'au niveau requis dans le rocher;
- Nettoyer la surface du rocher ainsi dégagée afin de s'assurer qu'elle soit propre et libre de toute boue et de tout fragment lâche, disloqué, instable et friable. Nous recommandons la mise en place d'un coussin granulaire de type MG 20, d'au minimum 150 mm d'épaisseur et compacté à 90 % de la MVSM, telle que déterminée à l'essai avec énergie de compactage modifiée (2 700 KJ/m³).

6.5.1.2 POUR UNE ASSISE SUR LE MORT-TERRAIN

- Procéder à l'excavation jusqu'au niveau prévu dans le mort-terrain (matériaux de remblai ou sols naturels);
- Procéder à une inspection de la surface ainsi obtenue pour détecter toute zone molle ou remaniée et s'assurer d'obtenir un sol stable et non remanié. Excaver ces zones molles ou instables et remblayer avec un matériau granulaire compacté à 90 % de la MVSM, telle que déterminée à l'essai avec énergie de compactage modifiée (2 700 KJ/m³).

6.5.2 FONDATIONS ET REMBLAYAGE DE LA CONDUITE

À moins d'avis contraire au devis d'appel d'offres, les fondations du radier de la nouvelle conduite de même que le remblayage de la tranchée (nature des matériaux utilisés, épaisseurs des couches, degré de compactage, etc.) devront être réalisés selon le « *Cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal* ».

L'assise de la conduite devra prendre en considération les commentaires présentés à la section 6.5.1 lors de sa préparation en chantier.

6.6 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE CONSTRUCTION

6.6.1 ASPECTS SISMIQUES

6.6.1.1 ACCÉLÉRATIONS SPECTRALES

Pour le secteur à l'étude, les données d'accélération spectrales pour différentes périodes et l'accélération maximale au sol sont indiquées dans le tableau 6-5 pour une probabilité de dépassement de 2 % sur 50 ans, le tout conformément aux exigences du Code CAN/CSA S6 et le Code national du bâtiment (CNB 2010).

Tableau 6-9 Paramètres sismiques

Localisation du site	Données sismiques				
	Sa (0.2)	Sa (0.5)	Sa (1.0)	Sa (2.0)	AMS (g)
Montréal Lat : **45.5336°** N Long : **- 73.5923°** E	**0.641**	**0.313**	**0.137**	**0.047**	**0.326**

Source : http://www.earthquakescanada.nrcan.gc.ca/hazard-alea/interpolat/index_2010-fr.php

6.6.1.2 CLASSIFICATION SISMIQUE DU SITE

Considérant que l'ensemble des fondations reposeront sur le socle rocheux calcaire sain, le site peut être classé dans la catégorie d'emplacement « C » selon le tableau 4.1 de la section 4.4.3.2 du Code CAN/CSA S6 pour les besoins de l'analyse sismique.

À noter qu'une classe sismique plus élevée pourrait être obtenue suite à la réalisation de mesures sismiques au site.

6.6.1.3 POTENTIEL DE LIQUÉFACTION DES SOLS

Pour des semelles fondées sur le socle rocheux, les risques associés au potentiel de liquéfaction des sols sont inexistants.

6.6.2 PROTOCOLE DE RÉUTILISATION DES SOLS EN PLACE (MATÉRIAUX DE REMBLAI DE 2e CLASSE)

Selon les résultats des forages et des essais de laboratoire, nous sommes d'avis que les matériaux de remblai et les sols naturels en place pourraient être réutilisés dans ce projet.

Toutefois, lors des travaux de construction, un certain nombre de conditions doivent être vérifiées avant la réutilisation des déblais (matériaux de remblai et sols naturels) comme emprunt de 2e classe pour remblayer les tranchées d'infrastructure hors chaussée. Ces opérations doivent faire l'objet d'une supervision par un expert en géotechnique au moment des travaux afin de déceler toutes modifications aux conditions de sols par rapport aux données d'essais et de forages.

Les sols d'excavation considérés réutilisables pour le remblayage pourront être mis en pile temporairement sur le site, alors que les sols jugés non conformes devront être disposés hors site.

L'utilisation de tout matériau de 2e classe ne répondant pas à toutes les exigences de la classe MG-112 ne pourra toutefois se faire que si les conditions climatiques s'y prêtent (temps sec et ensoleillé) et que les teneurs en eau sont acceptables pour permettre le compactage à 90 % de la masse volumique maximale de référence établie par l'essai avec énergie de compactage modifié (anciennement l'essai Proctor modifié), c'est-à-dire que la teneur en eau du matériau devra être inférieure à l'optimum + 3 %.

De plus, ces sols devront être, au préalable, débarrassés des débris qu'ils renferment, ne pas contenir d'inclusions de terre végétale ou de sol organique. Les sols que l'on entend réutiliser devront également respecter les critères environnementaux du MELCC.

6.6.3 EXCAVATION DU ROC

Dans le cas où des travaux de dynamitage seraient requis, les impacts sur les structures adjacentes devront être contrôlés au moyen de mesures sismographiques. Des pré-inspections des structures et des bâtiments les plus susceptibles d'être affectés par ces vibrations devront être effectuées.

6.6.4 PROFONDEUR DE GEL

La susceptibilité au gel du rocher devra être vérifiée par l'exécution de sondages à percussion à intervalle régulier le long des axes où le rocher se situe dans la zone d'influence prévisible du gel. Suite aux sondages, l'état du rocher (présence de fissures ouvertes, de lits altérés et friables, etc.) peut être établi par inspection à l'aide d'une tige crochetée. À noter que les fondations actuelles, présentées sur les coupes B-B et C-C de l'extrait du plan 46500 (General Layout) montrant la structure du pont routier existante et qui avait été envoyé lors de la demande de proposition, sont représentées directement sur le socle rocheux.

Dans l'éventualité où le caractère non gélif du rocher n'a pas été démontré à l'emplacement prévu des fondations, toutes les fondations devront être placées à une profondeur minimale de 1,8 m par rapport au niveau final du terrain de façon à obtenir une protection adéquate contre les effets de la pénétration du gel dans le sol.

Alternativement, la pose d'isolant rigide sur les fondations peut aussi pallier à la couverture insuffisante de sol.

6.6.5 SURVEILLANCE ET INSPECTION DES TRAVAUX

Durant les travaux de construction, il est recommandé d'effectuer un suivi géotechnique et qualitatif des différentes phases des travaux dont :

- l'inspection des travaux de fondation et d'excavation par un personnel compétent en géotechnique, pour s'assurer que les surfaces d'assises et les structures seront placées sur un sol conforme, capable de supporter les pressions de la structure dans des conditions sécuritaires;
- la supervision des opérations de remblayage et de compactage, de façon à s'assurer que des matériaux conformes seront employés et que les degrés de compactage demandés au devis soient effectivement atteints.

7 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BEAULIEU. Michel. 2016. Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ISBN 978-2-550-76171-6, 210p.
- BOWLES, J.E. 2000. Foundation Analysis and Design 5th edition. McGraw Hill, Canada, 1207 pages.
- BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC.2007. *Travaux de construction – Clauses techniques générales – Conduites d'eau potable et d'égout*. Norme BNQ 1809-300/2004 (R2007). 369 p.
- CANADIAN STANDARDS ASSOCIATION. 2014. *Canadian Highway Bridge Design Code*. Canadian Standards Association. Mississauga. Ontario. 875 pages.
- HOEK, E. and BROWN, E.T., 1997. Practical Estimate of Rock Mass Strength. International Journal of Rock Mechanics and Mineral Science, Vol. 34, No. 8, pp. 1165-118.
- LAM, T. S.K. and JOHNSTON, I. W., 1989. Shear Behaviour of Regular Triangular Concrete/Rock Joints – Analysis. Journal of Geotechnical Engineering, Vol. 115, No. 5, May, pp. 711 – 723.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC, 1998 et révisions ultérieures. Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés. Direction des politiques du secteur industriel - Service des lieux contaminés, Les publications du Québec, Sainte-Foy, 124 p.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC, 2003. Guide de caractérisation des terrains. Direction des politiques du secteur industriel - Service des lieux contaminés du MENV. Les publications du Québec, Sainte-Foy, Québec, 111 p.
- MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS DU QUÉBEC, 2008. Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales – Généralités, cahier 1. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec, Québec, 58 p.
- MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS DU QUÉBEC, 2013. Modes de conservation pour l'échantillonnage des sols. DR-09-02. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec, Québec, 6 p.
- MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS DU QUÉBEC, 2010. Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales – Échantillonnage des sols, cahier 5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec, Québec, 59 p.
- SOCIÉTÉ CANADIENNE DE GÉOTECHNIQUE. 2013. Manuel canadien d'ingénierie des fondations. 4e édition. BiTech Publishers, Richmond, B.C., 476 pages.

LOIS ET RÈGLEMENTS REFONDUS DU QUÉBEC :

- *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2);
- *Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés* (RLRQ, c. Q-2, r. 18);
- *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RLRQ, c. Q-2, r. 37);
- *Règlement sur les matières dangereuses* (RLRQ, c. Q-2, r. 32).

ANNEXE

A PORTÉE ET LIMITATIONS DE L'ÉTUDE

LIMITES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Il est convenu que les rapports s'adressent uniquement à la Ville, que les rapports sont pris comme un tout et incluent tous les plans et annexes correspondants. Il est également convenu que la Ville et/ou tout autre mandataire désigné par celle-ci pourra utiliser et interpréter les rapports de sondages et documents qui leurs sont associés de façon indépendante du rapport d'étude et possiblement dans le cadre d'autres projets.

Il est entendu que les recommandations formulées dans les rapports sont basées sur les informations transmises par la Ville en cours de mandat ainsi que sur la topographie et les conditions prévalant au site des travaux pendant la durée de ceux-ci.

Il est convenu que les études réalisées par le Consultant seront employées par les concepteurs des projets, qu'ils soient de la Ville ou d'une tierce partie, afin de les guider au niveau des aspects géotechniques et environnementaux à travers leur conception, ou encore par les entrepreneurs mandatés pour leur réalisation. Les recommandations incluses aux rapports d'étude demeurent de la responsabilité de ceux qui les ont formulées.

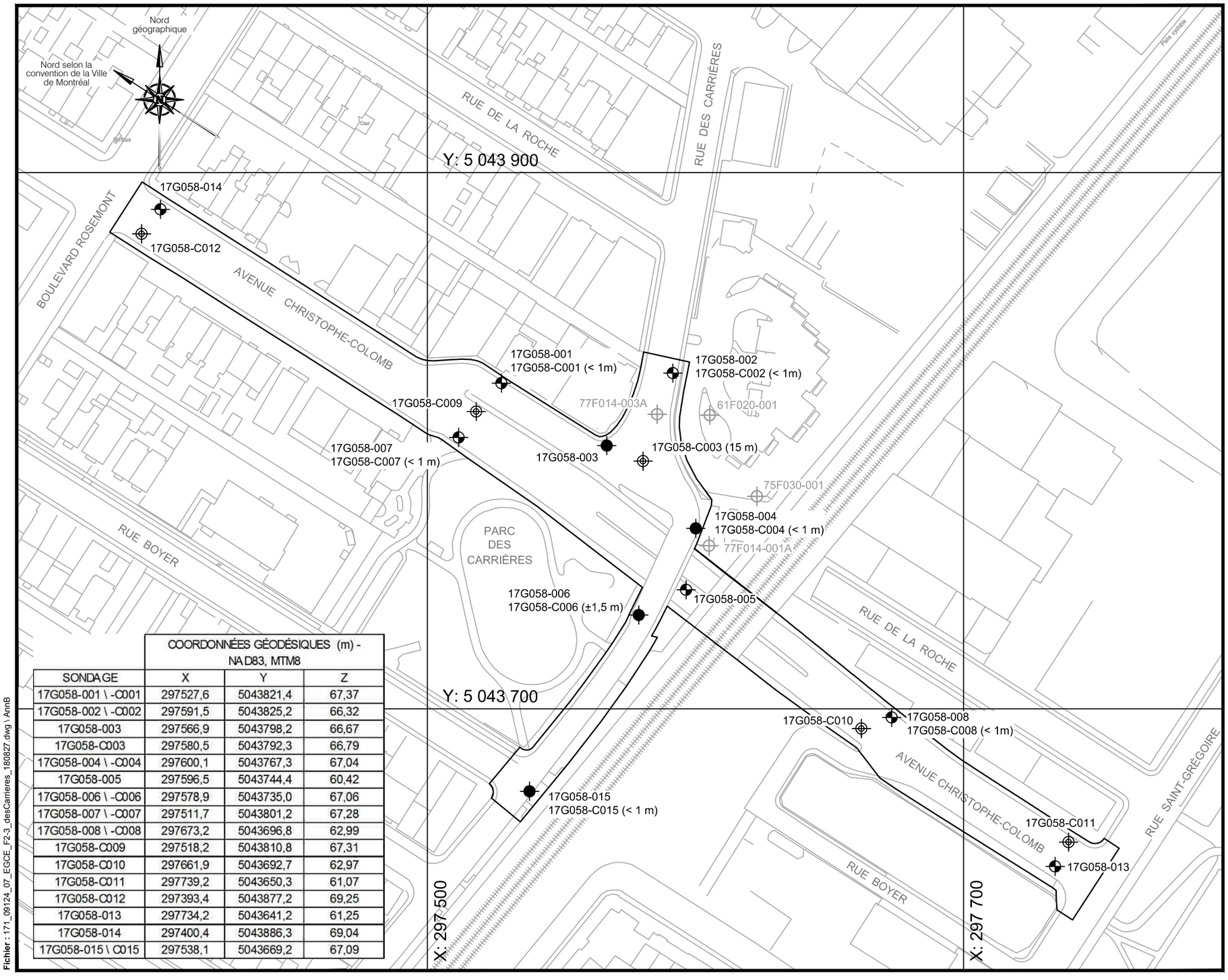
Au besoin, il pourra être recommandé que les services d'un ingénieur spécialisé en géotechnique soient retenus lors des travaux de construction de l'ouvrage pour lequel l'étude a été réalisée, et ce, afin de s'assurer de la similarité des conditions effectives du sous-sol avec celles décrites au rapport. Il est convenu que cet ingénieur pourra provenir de la Ville ou de toute autre firme désignée par celle-ci.

Il est entendu que les conditions, tant géotechniques qu'environnementales, de sol, de matériaux, de roc et d'eau peuvent varier en plan ou en profondeur entre les sondages. De plus, les conditions d'eau souterraine peuvent varier selon les saisons, les années et les conditions atmosphériques. Il est cependant convenu que le Consultant s'assurera de maximiser la représentativité des données qu'il recueillera.

ANNEXE

B DESSINS ET FIGURES

- Plan de localisation des sondages (PIDT_10997)
- Figures présentant l'emplacement du site à l'étude (figure 1)
- Plan d'interprétation des résultats d'analyses (figure 2)
- Plan de gestion des sols (figure 3)



SONDAGE	COORDONNÉES GÉODÉSIQUES (m) - NAD83, MTM8 X	Y	Z
17G058-001 \ -C001	297527,6	5043821,4	67,37
17G058-002 \ -C002	297591,5	5043825,2	66,32
17G058-003	297566,9	5043798,2	66,67
17G058-C003	297580,5	5043792,3	66,79
17G058-004 \ -C004	297600,1	5043767,3	67,04
17G058-005	297596,5	5043744,4	60,42
17G058-006 \ -C006	297578,9	5043735,0	67,06
17G058-007 \ -C007	297511,7	5043801,2	67,28
17G058-008 \ -C008	297673,2	5043696,8	62,99
17G058-C009	297518,2	5043810,8	67,31
17G058-C010	297661,9	5043692,7	62,97
17G058-C011	297739,2	5043650,3	61,07
17G058-C012	297393,4	5043877,2	69,25
17G058-013	297734,2	5043641,2	61,25
17G058-014	297400,4	5043886,3	69,04
17G058-015 \ C015	297538,1	5043669,2	67,09

LÉGENDE

Limites approximatives du projet

Forage existant

Sondages (WSP, 2018)

Sondage et carottage situé à moins de 1,0 m du forage (17G058–001/–C001, –002/–C002, –005, –007/–C007, –008/–C008, –013 et –014)

Sondage avec puits d'observation et carottage situé à moins de 1,5 m du forage (17G058–003, –004/–C004, –006/–C006 et –015/–C015)

Carottage (17G058–C003 et –C009 à –C012)

17G058-C0XX *Carottage (Distance par rapport au forage)*

NOTE: La cartographie de base est extraite du serveur de la géomatique

PRÉPARÉ	:	P. Dombrowski, ing.
DESSINÉ	:	V. Venne
VÉRIFIÉ	:	L. Paquette, ing.
DATE	:	27 août 2018

ÉCHELLE 1 : 1 500

0 5 10 15 25 50 75 100 m

REQUÉRANT

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

PROJET

Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols - Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières

TITRE

Localisation des sondages

Sites: 315 et 533

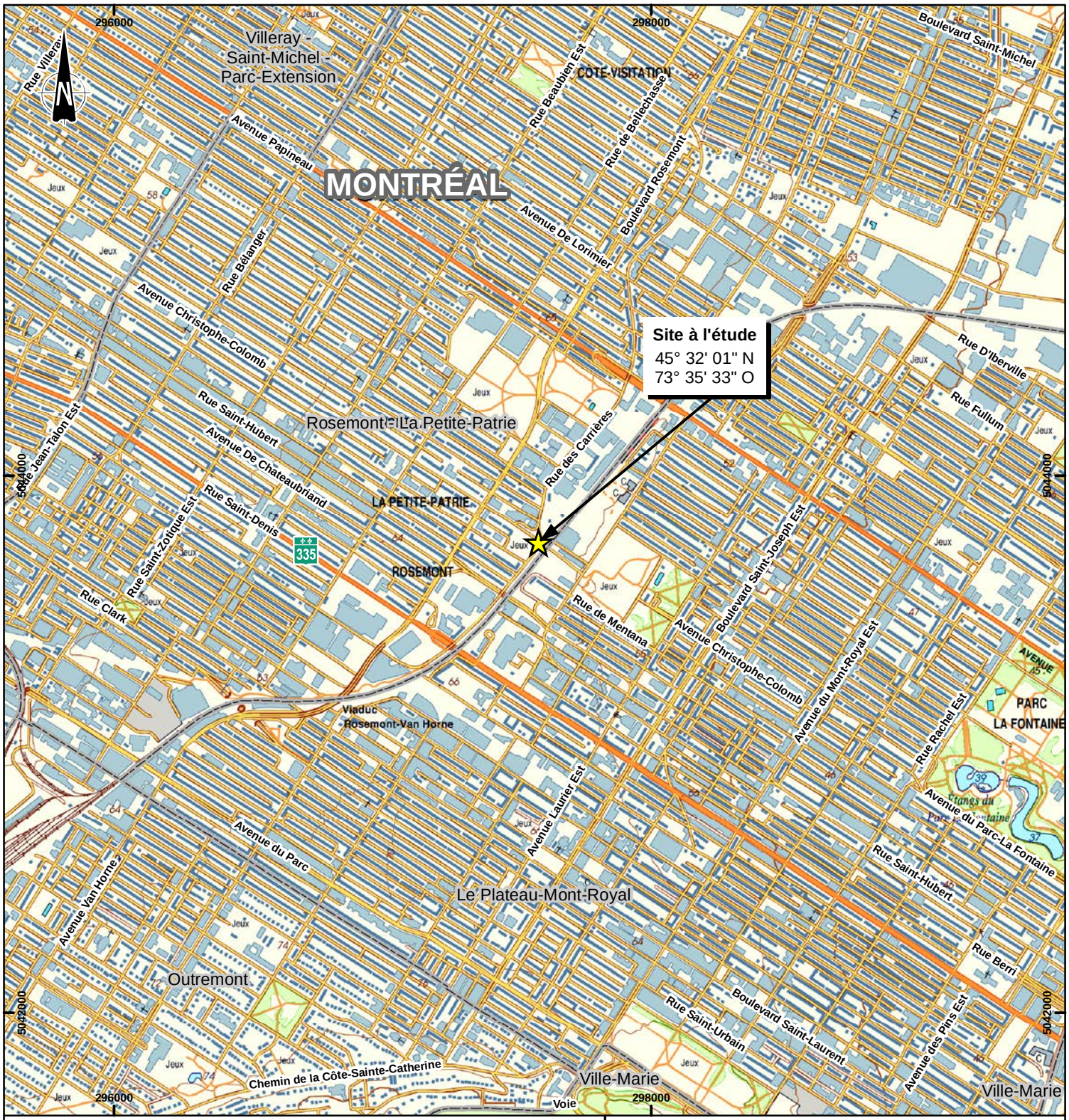
Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

11X17

Dossier N°	Dessin N°
17G058	PIDT_10997

Fichier : 171_09124_07_EGCE_F2-3_desCarrieres_180827.dwg \ AmB



Limite municipale

Limite d'arrondissement

Site à l'étude

0 200 400 800 m

1 : 20 000

Projection : NAD83, MTM fuseau 8

Sources :

Carte topographique : MERN, BDTQ 20K, feuillet 31H12-102
Limites de municipalités : SDA20K, 2010-01

Montréal

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS - Réfection du passage intérieur Christophe-Colomb / des Carrières

Montréal, Qc

Figure 1

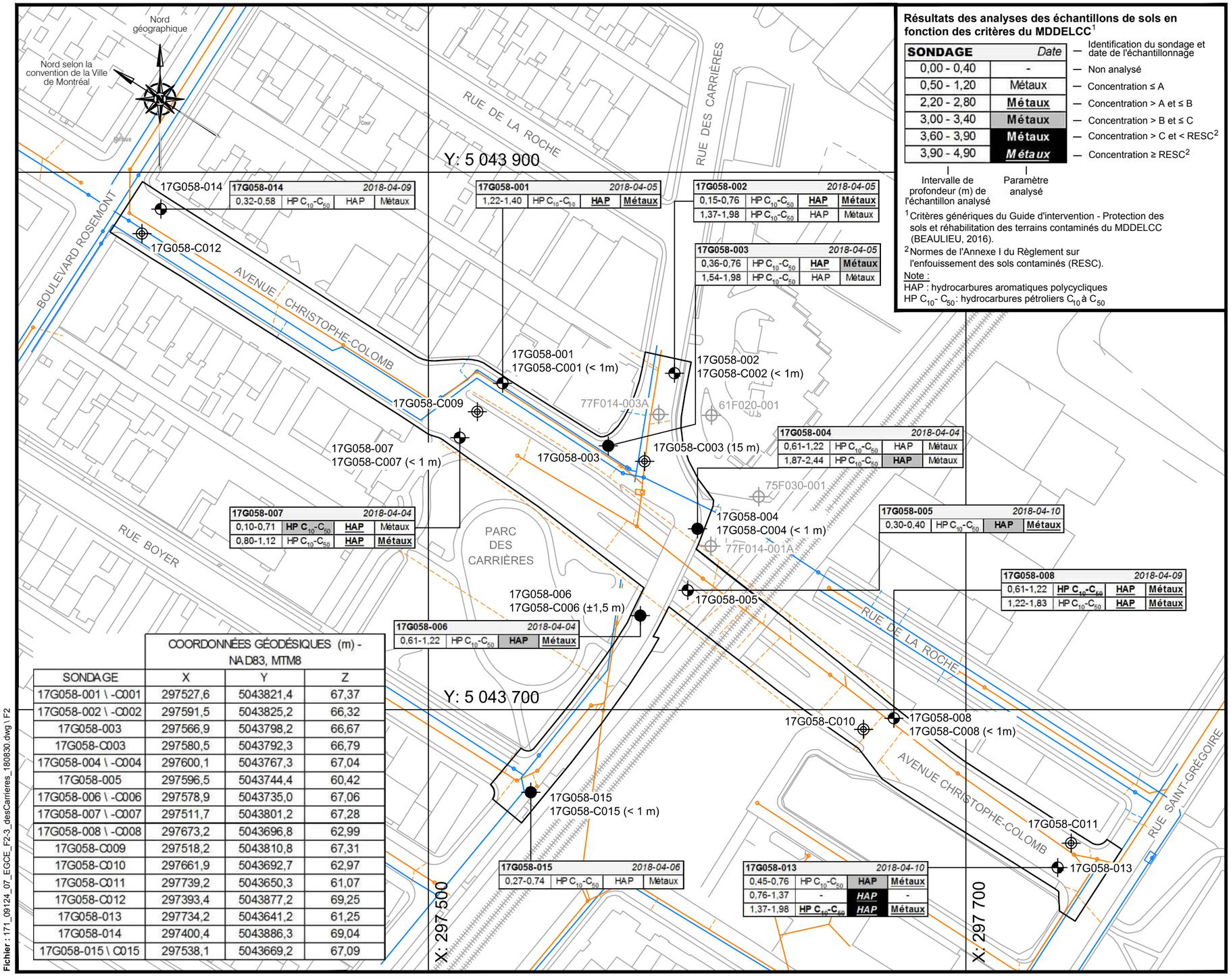
Emplacement du site à l'étude

Préparée par : D. Chayer, géo.
Dessinée par : V. Venne
Vérifiée par : A. Gauthier, M. Sc.

171-09124-07

18 juin 2018

Fichier : 171_09124_07_EGCE_F1_emplSite_180618.mxd



17G058-014	2018-04-09			
0,32-0,58	HP C_{10}-C_{50}	HAP	Métaux	

17G058-001	2018-04-05		
1,22-1,40	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**

17G058-002	2018-04-05		
0,15-0,76	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**
1,37-1,98	HP C_{10}-C_{50}	HAP	Métaux

17G058-003	2018-04-05		
0,36-0,76	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**
1,54-1,98	HP C_{10}-C_{50}	HAP	Métaux

17G058-004	2018-04-04		
0,61-1,22	HP C_{10}-C_{50}	HAP	Métaux
1,87-2,44	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	Métaux

17G058-005	2018-04-10		
0,30-0,40	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**

17G058-007	2018-04-04		
0,10-0,71	**HP C_{10}-C_{50}**	**HAP**	Métaux
0,80-1,12	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**

17G058-006	2018-04-04		
0,61-1,22	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**

17G058-008	2018-04-09		
0,61-1,22	**HP C_{10}-C_{50}**	**HAP**	**Métaux**
1,22-1,83	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**

17G058-015	2018-04-06		
0,27-0,74	HP C_{10}-C_{50}	HAP	Métaux

17G058-013	2018-04-10		
0,45-0,76	HP C_{10}-C_{50}	**HAP**	**Métaux**
0,76-1,37	-	***HAP***	-
1,37-1,98	**HP C_{10}-C_{50}**	***HAP***	**Métaux**

Résultats des analyses des échantillons de sols en fonction des critères du MDDELCC[1]

SONDAGE	Date	
0,00 - 0,40	-	— Non analysé
0,50 - 1,20	Métaux	— Concentration ≤ A
2,20 - 2,80	**Métaux**	— Concentration > A et ≤ B
3,00 - 3,40	**Métaux**	— Concentration > B et ≤ C
3,60 - 3,90	**Métaux**	— Concentration > C et < RESC[2]
3,90 - 4,90	***Métaux***	— Concentration ≥ RESC[2]

Identification du sondage et date de l'échantillonnage

Intervalle de profondeur (m) de l'échantillon analysé

Paramètre analysé

[1] Critères génériques du Guide d'intervention - Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés du MDDELCC (BEAULIEU, 2016).

[2] Normes de l'Annexe I du Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés (RESC).

Note :
HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques
HP C_{10}- C_{50}: hydrocarbures pétroliers C_{10} à C_{50}

SONDAGE	COORDONNÉES GÉODÉSIQUES (m) - NAD83, MTM8 X	Y	Z
17G058-001 \ -C001	297527,6	5043821,4	67,37
17G058-002 \ -C002	297591,5	5043825,2	66,32
17G058-003	297566,9	5043798,2	66,67
17G058-C003	297580,5	5043792,3	66,79
17G058-004 \ -C004	297600,1	5043767,3	67,04
17G058-005	297596,5	5043744,4	60,42
17G058-006 \ -C006	297578,9	5043735,0	67,06
17G058-007 \ -C007	297511,7	5043801,2	67,28
17G058-008 \ -C008	297673,2	5043696,8	62,99
17G058-C009	297518,2	5043810,8	67,31
17G058-C010	297661,9	5043692,7	62,97
17G058-C011	297739,2	5043650,3	61,07
17G058-C012	297393,4	5043877,2	69,25
17G058-013	297734,2	5043641,2	61,25
17G058-014	297400,4	5043886,3	69,04
17G058-015 \ C015	297538,1	5043669,2	67,09

LÉGENDE

Limites approximatives du projet

Conduite d'aqueduc

Conduite d'égout

Sondages (WSP, 2018)

Sondage et carottage situé à moins de 1,0 m du forage (17G058–001/–C001, –002/–C002, –005, –007/–C007, –008/–C008, –013 et –014)

Sondage avec puits d'observation et carottage situé à moins de 1,5 m du forage (17G058–003, –004/–C004, –006/–C006 et –015/–C015)

Carottage (17G058–C003 et –C009 à –C012)

17G058-C0XX *Carottage (Distance par rapport au forage)*

NOTE: La cartographie de base est extraite du serveur de la géomatique

PRÉPARÉ	:	D. Chayer, géo.
DESSINÉ	:	V. Venne
VÉRIFIÉ	:	A. Gauthier, M. Sc.
DATE	:	30 août 2018

ÉCHELLE 1 : 1 500

0 5 10 15 25 50 75 100 m

REQUÉRANT

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

PROJET

Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols - Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières

TITRE

Figure 2
Résultats analytiques

Sites: 315 et 533

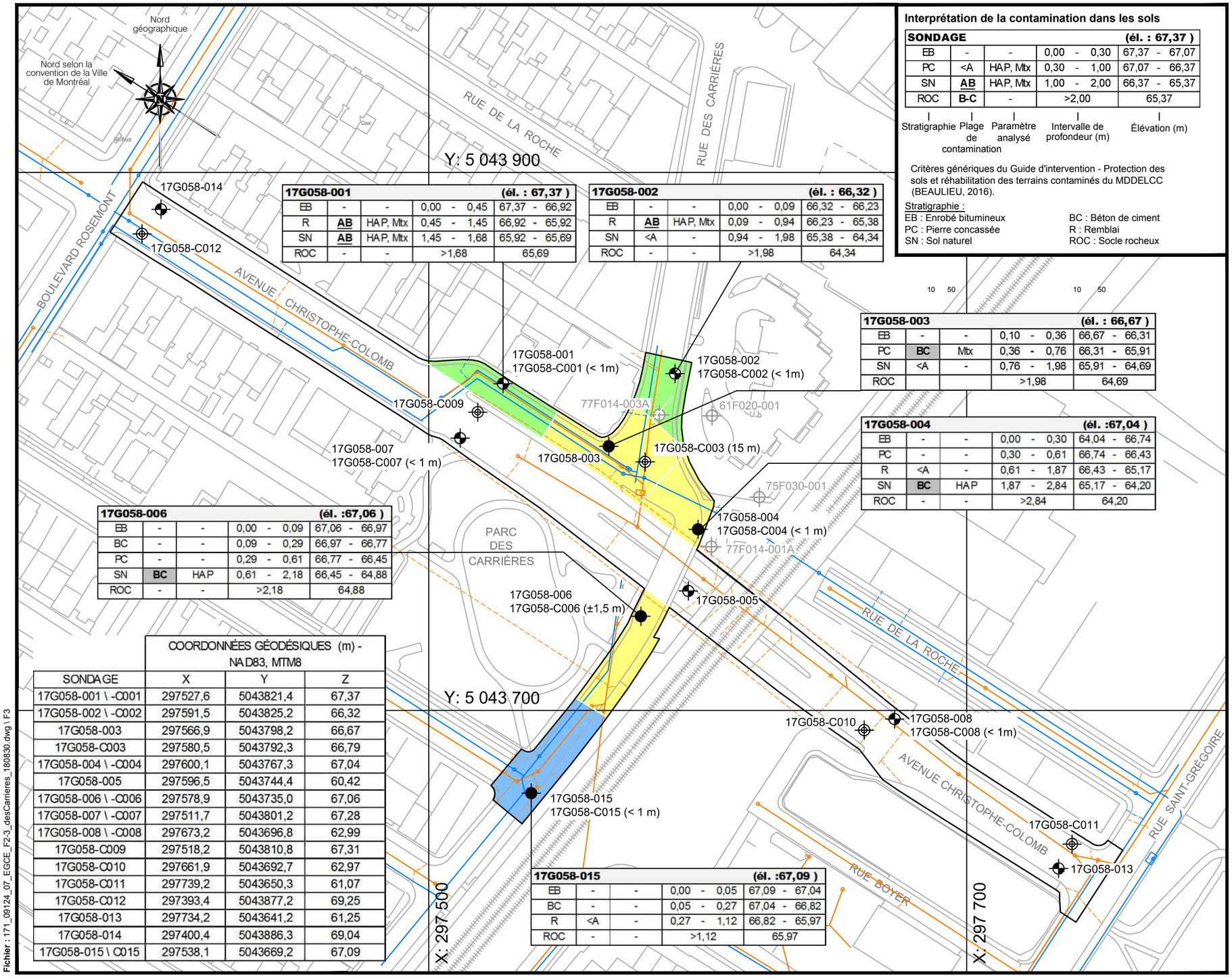
Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

11X17

Dossier N°	Figure N°
17G058	2

Fichier : 171_09124_07_EGCE_F2-3_desCarrieres_180830.dwg \ F2



17G058-001 (él. : 67,37)

EB	-	-	0,00 - 0,45	67,37 - 66,92
R	**AB**	HAP, Mtx	0,45 - 1,45	66,92 - 65,92
SN	**AB**	HAP, Mtx	1,45 - 1,68	65,92 - 65,69
ROC	-	-	>1,68	65,69

17G058-002 (él. : 66,32)

EB	-	-	0,00 - 0,09	66,32 - 66,23
R	**AB**	HAP, Mtx	0,09 - 0,94	66,23 - 65,38
SN	<A	-	0,94 - 1,98	65,38 - 64,34
ROC	-	-	>1,98	64,34

17G058-003 (él. : 66,67)

EB	-	-	0,10 - 0,36	66,67 - 66,31
PC	**BC**	Mtx	0,36 - 0,76	66,31 - 65,91
SN	<A	-	0,76 - 1,98	65,91 - 64,69
ROC			>1,98	64,69

17G058-004 (él. :67,04)

EB	-	-	0,00 - 0,30	64,04 - 66,74
PC	-	-	0,30 - 0,61	66,74 - 66,43
R	<A	-	0,61 - 1,87	66,43 - 65,17
SN	**BC**	HAP	1,87 - 2,84	65,17 - 64,20
ROC	-	-	>2,84	64,20

17G058-006 (él. :67,06)

EB	-	-	0,00 - 0,09	67,06 - 66,97
BC	-	-	0,09 - 0,29	66,97 - 66,77
PC	-	-	0,29 - 0,61	66,77 - 66,45
SN	**BC**	HAP	0,61 - 2,18	66,45 - 64,88
ROC	-	-	>2,18	64,88

17G058-015 (él. :67,09)

EB	-	-	0,00 - 0,05	67,09 - 67,04
BC	-	-	0,05 - 0,27	67,04 - 66,82
R	<A	-	0,27 - 1,12	66,82 - 65,97
ROC	-	-	>1,12	65,97

COORDONNÉES GÉODÉSIQUES (m) - NAD83, MTM8			
SONDAGE	X	Y	Z
17G058-001 \ -C001	297527,6	5043821,4	67,37
17G058-002 \ -C002	297591,5	5043825,2	66,32
17G058-003	297566,9	5043798,2	66,67
17G058-C003	297580,5	5043792,3	66,79
17G058-004 \ -C004	297600,1	5043767,3	67,04
17G058-005	297596,5	5043744,4	60,42
17G058-006 \ -C006	297578,9	5043735,0	67,06
17G058-007 \ -C007	297511,7	5043801,2	67,28
17G058-008 \ -C008	297673,2	5043696,8	62,99
17G058-C009	297518,2	5043810,8	67,31
17G058-C010	297661,9	5043692,7	62,97
17G058-C011	297739,2	5043650,3	61,07
17G058-C012	297393,4	5043877,2	69,25
17G058-013	297734,2	5043641,2	61,25
17G058-014	297400,4	5043886,3	69,04
17G058-015 \ C015	297538,1	5043669,2	67,09

Interprétation de la contamination dans les sols

SONDAGE				(él. : 67,37)
EB	-	-	0,00 - 0,30	67,37 - 67,07
PC	<A	HAP, Mtx	0,30 - 1,00	67,07 - 66,37
SN	**AB**	HAP, Mtx	1,00 - 2,00	66,37 - 65,37
ROC	**B-C**	-	>2,00	65,37

Stratigraphie | Plage de contamination | Paramètre analysé | Intervalle de profondeur (m) | Élévation (m)

Critères génériques du Guide d'intervention - Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés du MDDELCC (BEAULIEU, 2016).

Stratigraphie :
EB : Enrobé bitumineux
PC : Pierre concassée
SN : Sol naturel
BC : Béton de ciment
R : Remblai
ROC : Socle rocheux

LÉGENDE

- Limites approximatives du projet
- Conduite d'aqueduc
- Conduite d'égout

Sondages (WSP, 2018)

- Sondage
- Sondage avec puits d'observation
- Carottage

17G058-C0XX Carottage (Distance par rapport au forage)

Étendue présumée des sols contaminés

- Plage <A
- Plage A–B
- Plage B–C

NOTE: La cartographie de base est extraite du serveur de la géomatique

PRÉPARÉ	:	D. Chayer, géo.
DESSINÉ	:	V. Venne
VÉRIFIÉ	:	A. Gauthier, M. Sc.
DATE	:	30 août 2018

ÉCHELLE 1 : 1 500

0 5 10 15 25 50 75 100 m

REQUÉRANT

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

PROJET

Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols - Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières

TITRE

Figure 3
Plan de gestion des sols

Sites: 315 et 533

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

11X17

Dossier N°	Figure N°
17G058	3

Fichier : 171_09124_07_EGCE_F2-3_desCarrieres_180830.dwg \ F3

ANNEXE

C

RAPPORTS DE FORAGE ET RÉSULTATS DES ESSAIS DE LABORATOIRE GÉOTECHNIQUES

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-001**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/e de l'avenue Christophe-Colomb (av. C.-C.), face au no. civ. 5635 av. C.-C**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier: **NQ**

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297527,6**
Y: **5043821,4**
Z: **67,37**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**

Profondeur du sondage (m) : **5,09**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,37	Niveau											
		0,00	Enrobé bitumineux (130 mm). (3 couches)		CD-1									
		67,24 / 0,13			CD-2									
		66,92 / 0,45	Enrobé recyclé (320 mm) (fragments de béton et bitume).		CF-3	A	N	63			50-15-10			
						B								
1			Remblai: Sable, traces à un peu de silt, traces de gravier, gris-brun, humide, lâche à compact.		CF-4		N	10			6-7-5-5			
		65,92	Présence de ciment (béton) (50 mm) à 1,40 m.		CF-5	A	N	70			5-5-14-50 /10cm			AC
5		1,45 / 65,69				B								
		1,68	Sol naturel: Sable, brun foncé à noirâtre, humide, compact.			C								
2						D								
			Socle rocheux: Calcaire, grains fins à moyens, gris, présence de passées argileuses, de moyenne qualité.		CD-6			100	*60*					U = 82 MPa P_v = 26,5 kN/m³
		64,57 / 2,80	Devenant d'excellente qualité.											
3	10													
					CD-7			100	*91*					
4														
	15													
					CD-8			100	*100*					
5		62,29 / 5,09	Fin du forage.											

GRAPHIQUE: ▲ : N (pen. standard) ; △ : Nc (pen. dynamique) ; ● : Cu (laboratoire) ; ▽ : Cur (laboratoire) ; × : Cu (chantier) ; + : Cur (chantier) ; W_p w W_l ; 20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s): Éch. 1 et 2: Non récupérés. Les épaisseurs ont été évaluées dans le forage.
Éch. 3 à 5: Éch. environnemental.
U: Résistance en compression.
P_v: Poids volumique.
Éch. par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à < 1 m du forage (voir 17G058-C001).

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

RÉSISTANCE EN COMPRESSION SUR CAROTTE DE ROC

ASTM D7012 - (Méthode C)

LABORATOIRE DE MONTRÉAL
GÉOTECHNIQUE ET MATÉRIAUX
2224, 46e AVENUE
MONTRÉAL, QC
H8T 2P3

CLIENT :	Ville de Montréal	No. PROJET :	171-09124-07
SITE :	Rue Christophe-Colomb/ Des Carrières	No. D'ÉCHANTILLON LABORATOIRE :	C18-75
RÉALISÉ PAR : Sonia Bagué	DATE : 09-05-2018	DATE D'ÉMISSION :	11-05-2018

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOCALISATION :	17G058-001	No. D'ÉCHANTILLON :	CD-6
PROFONDEUR :	(2,58 - 2,8 m)	PRÉLÈVEMENT (ANGLE) :	N.D.
CARACTÉRISTIQUES :			
PRÉLEVÉ PAR :	Dieudonné Barahebura	DATE :	2018-04-05

RÉSULTATS

DIAMÈTRE 1 (mm)	DIAMÈTRE 2 (mm)	LONGUEUR (mm)	RATIO L/D 2,0< L/D <2,5	MASSE (g)	POIDS VOLUMIQUE Masse et Dimensions	CHARGE (kN)	RÉSISTANCE (MPa)
47,1	47,0	98,54	2,09			143,9	**82**

MASSE VOLUMIQUE (par immersion) ASTM C914 & NF P 94-410-2

	MASSE INITIALE (g)	MASSE DANS L'EAU (g)	TEMP. DE L'EAU (°C)	M.VOL. DE L'EAU (g/cm³)			POIDS VOLUMIQUE
☑ NON-PARAFFINÉ							
☐ PARAFFINÉ	413,4	260,6	20,2	0,9982			26,48 kN/m³

CAROTTE À L'ÉTAT INTACT



COMMENTAIRES :

CAROTTE APRÈS RUPTURE



COMMENTAIRES :

Multiples fractures de la carotte de roc
suivant le plan de compression

Préparé par : Sonia Bagué

Vérifié par : Abdelwahab Kamel, ing.



PHOTO 1 **17G058-001 / CD-6 à CD-8 (1,68 m à 5,09 m) - Échantillons du roc secs**



PHOTO 2 **17G058-001 / CD-6 à CD-8 (1,68 m à 5,09 m) - Échantillons du roc humides -**

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-C001**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **À < 1 m du forage 17G058-001**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297527,8**
Y: **5043821,3**
Z: **67,37**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,11**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,37 Niveau												
		0,00	Revêtement bitumineux (110 mm).		CD-1			100						
		67,26	(3 couches)											
		0,11	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-002**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/s de la rue des Carrières, face à la ruelle, à ±30 m à l'est de l'av. C.-C.**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier: **NQ**

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297591,5**
Y: **5043825,2**
Z: **66,32**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**

Profondeur du sondage (m) : **5,44**

TYPE D'ÉCHANTILLON	
CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE	
"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC	
% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ	INDICE "N"
Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS	
Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE	RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)
Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		66,32	Niveau											
		0,00	Enrobé bitumineux (90 mm). (2 couches)		CD-1									
		66,23 / 0,09	Remblai: Gravier et sable, traces de silt, gris-brun, humide, compact.		CF-2		N	46			11-11-29-13	◎		AG w = 8,0% AC
		65,38				A								
1		0,94	Sol naturel: Sable, un peu de gravier et de silt, brun, humide, lâche.		CF-3	B	B	67	7		5-4-3-4	▲◎		AG w = 10,0%
	5				CF-4		N	61			6-3-9-4			AC
		64,34												
2		1,98	Socle rocheux: Calcaire, grains fins à moyens, gris, présence de passées argileuses, d'excellente qualité.		CF-5				R		50 /0cm			
					CD-6			100	*91*					
3	10													
					CD-7			100	*96*					U = 66 MPa P_v = 26,4 kN/m³
4														
	15													
5					CD-8			100	*100*					
		60,88												
		5,44	Fin du forage.											

Remarque(s): Éch. 1: Non récupéré. L'épaisseur a été évaluée dans le forage.
Éch. 2 à 4: Éch. environnemental.
U: Résistance en compression.
P_v: Poids volumique.
Éch. par forage au diamant de la structure de chaussée à < 1 m du forage (voir 17G058-C002).

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant : wsp

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-002

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

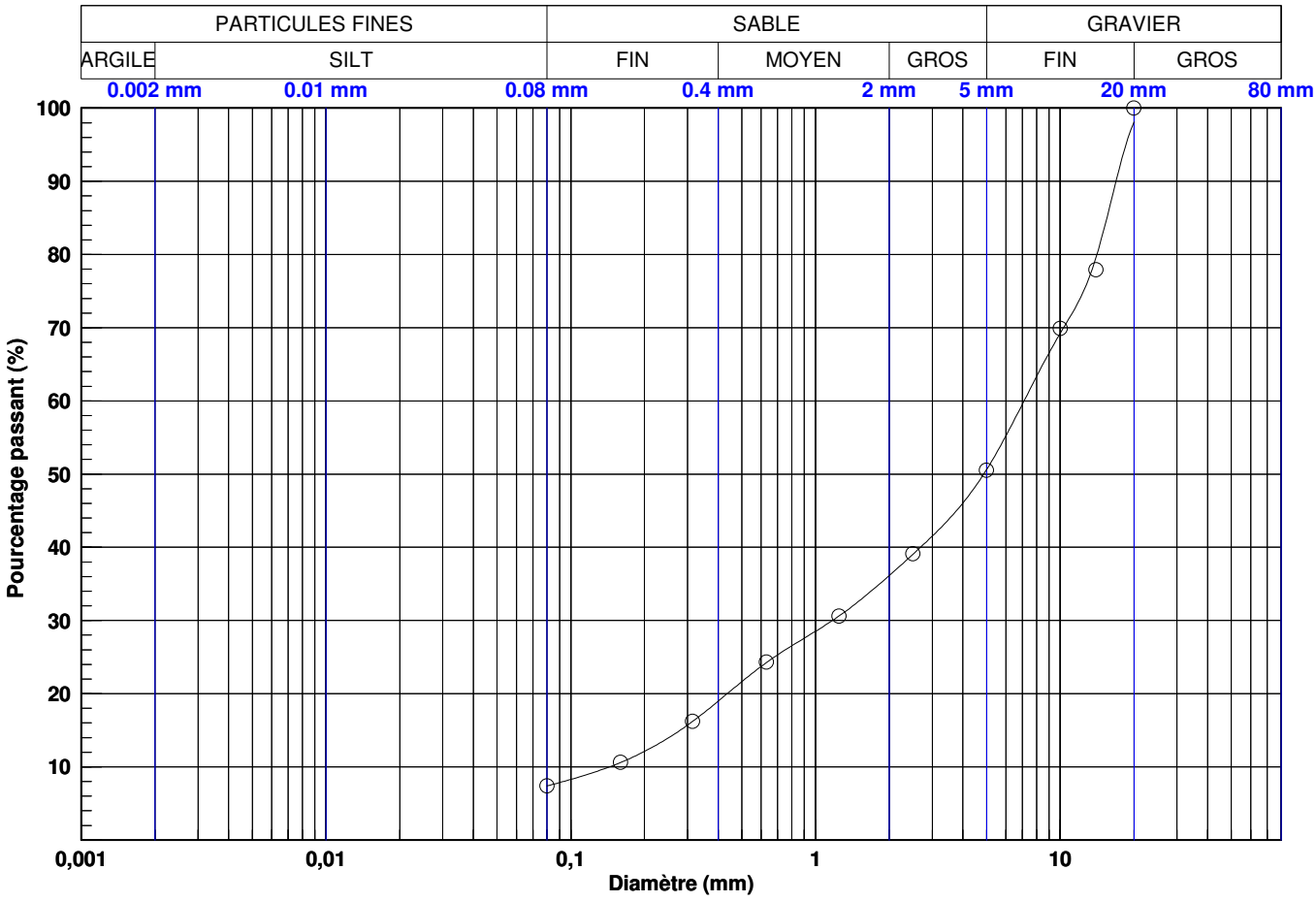
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **c/s de la rue des Carrières, face à la ruelle, à ±30 m à l'est de l'av. C.-C.**

No. de projet : **171-09124-07**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	7	43	49

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	7,39	10,61	16,23	24,25	30,64	39,05	50,62	69,27	79,59	98,13	100,00	100,00	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-002	2	0,15 - 0,76	Gravier et sable, traces de silt.	0,144	1,172	7,112	49,4	1,3	GW-GM	8,0

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr. Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. Date : 2018-05-11

2018-12-20 12:12:31

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_LogoNoir.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant : wsp

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-002

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

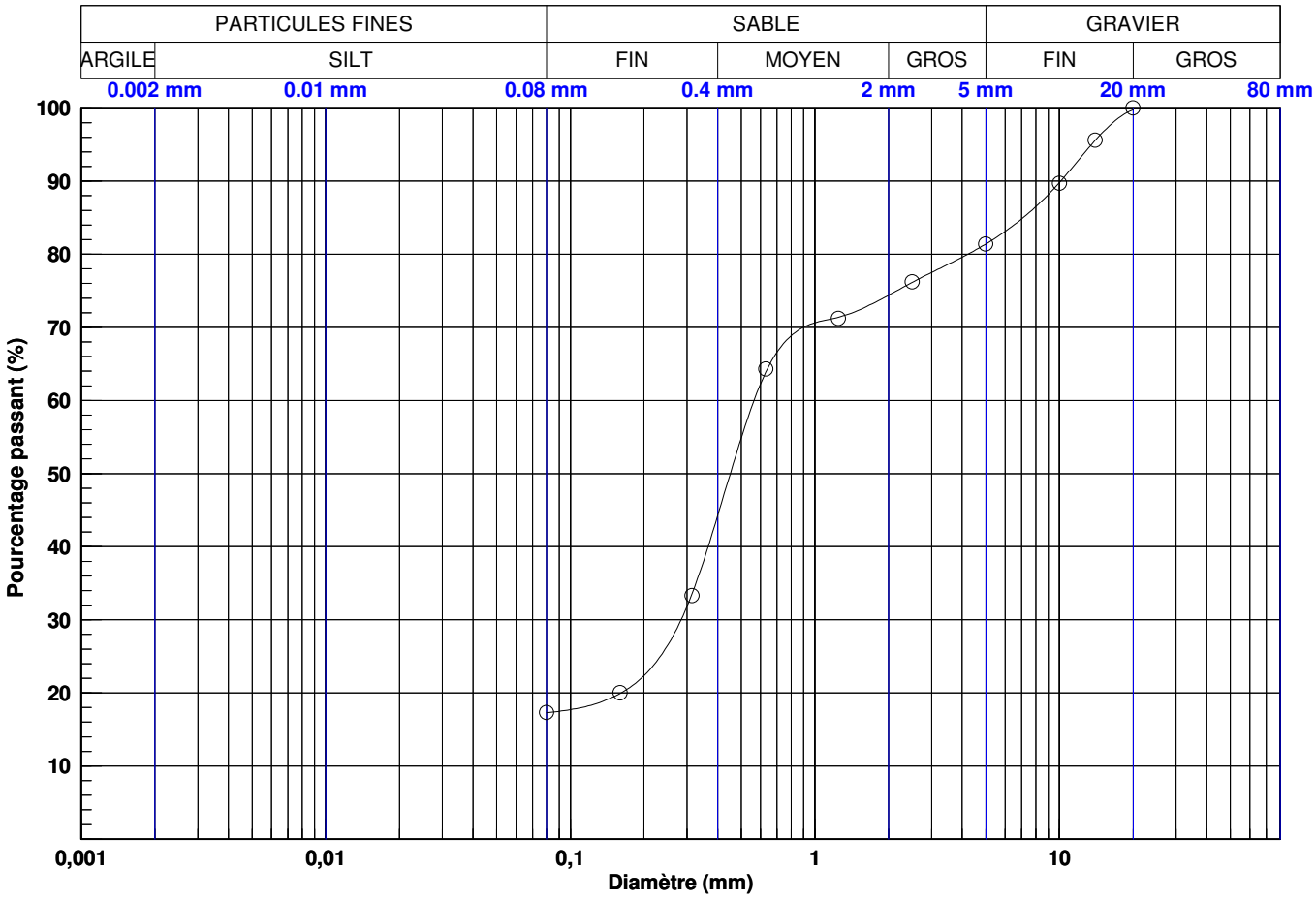
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **c/s de la rue des Carrières, face à la ruelle, à ±30 m à l'est de l'av. C.-C.**

No. de projet : **171-09124-07**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	17	64	19

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	17,27	19,95	33,62	63,90	71,39	76,15	81,41	89,81	95,58	99,78	100,00	100,00	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-002	3B	0,94 - 1,37	Sable, un peu de gravier et de silt.	-	0,284	0,564	-	-	SM	10,0

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr. Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. Date : 2018-05-11

2018-12-20 12:12:33

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_LogoNoir.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb

RÉSISTANCE EN COMPRESSION SUR CAROTTE DE ROC

ASTM D7012 - (Méthode C)

LABORATOIRE DE MONTRÉAL
GÉOTECHNIQUE ET MATÉRIAUX
2224, 46e AVENUE
MONTRÉAL, QC
H8T 2P3

CLIENT :	Ville de Montréal	No. PROJET :	171-09124-07
SITE :	Rue Christophe-Colomb/ Des Carrières	No. D'ÉCHANTILLON LABORATOIRE :	C18-76
RÉALISÉ PAR : Sonia Bagué	DATE : 09-05-2018	DATE D'ÉMISSION :	11-05-2018

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOCALISATION :	17G058-002	No. D'ÉCHANTILLON :	CD-7
PROFONDEUR :	(3,15 - 3,29 m)	PRÉLÈVEMENT (ANGLE) :	N.D.
CARACTÉRISTIQUES :			
PRÉLEVÉ PAR :	Dieudonné Barahebura	DATE :	2018-04-05

RÉSULTATS

DIAMÈTRE 1 (mm)	DIAMÈTRE 2 (mm)	LONGUEUR (mm)	RATIO L/D 2,0< L/D <2,5	MASSE (g)	POIDS VOLUMIQUE Masse et Dimensions	CHARGE (kN)	RÉSISTANCE (MPa)
47,2	47,3	109,54	2,32			115,3	**66**

MASSE VOLUMIQUE (par immersion) ASTM C914 & NF P 94-410-2

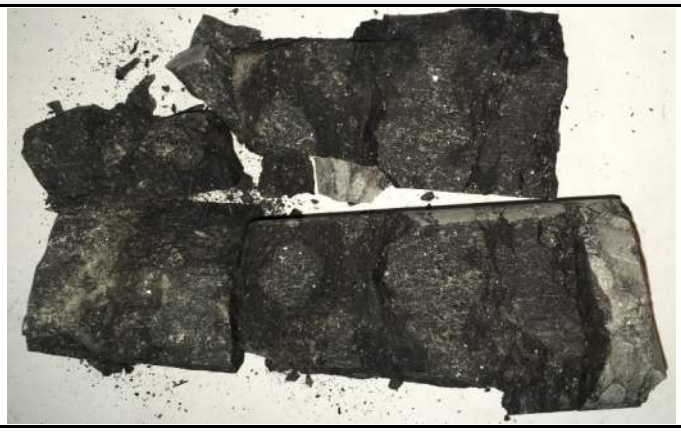
	MASSE INITIALE (g)	MASSE DANS L'EAU (g)	TEMP. DE L'EAU (°C)	M.VOL. DE L'EAU (g/cm³)			POIDS VOLUMIQUE
☑ NON-PARAFFINÉ							
☐ PARAFFINÉ	640,2	403,2	20,2	0,9982			26,44 kN/m³

CAROTTE À L'ÉTAT INTACT



COMMENTAIRES :

CAROTTE APRÈS RUPTURE



COMMENTAIRES :

Multiples fractures de la carotte de roc

suivant le plan de compression

Préparé par : Sonia Bagué

Vérifié par : Abdelwahab Kamel, ing.

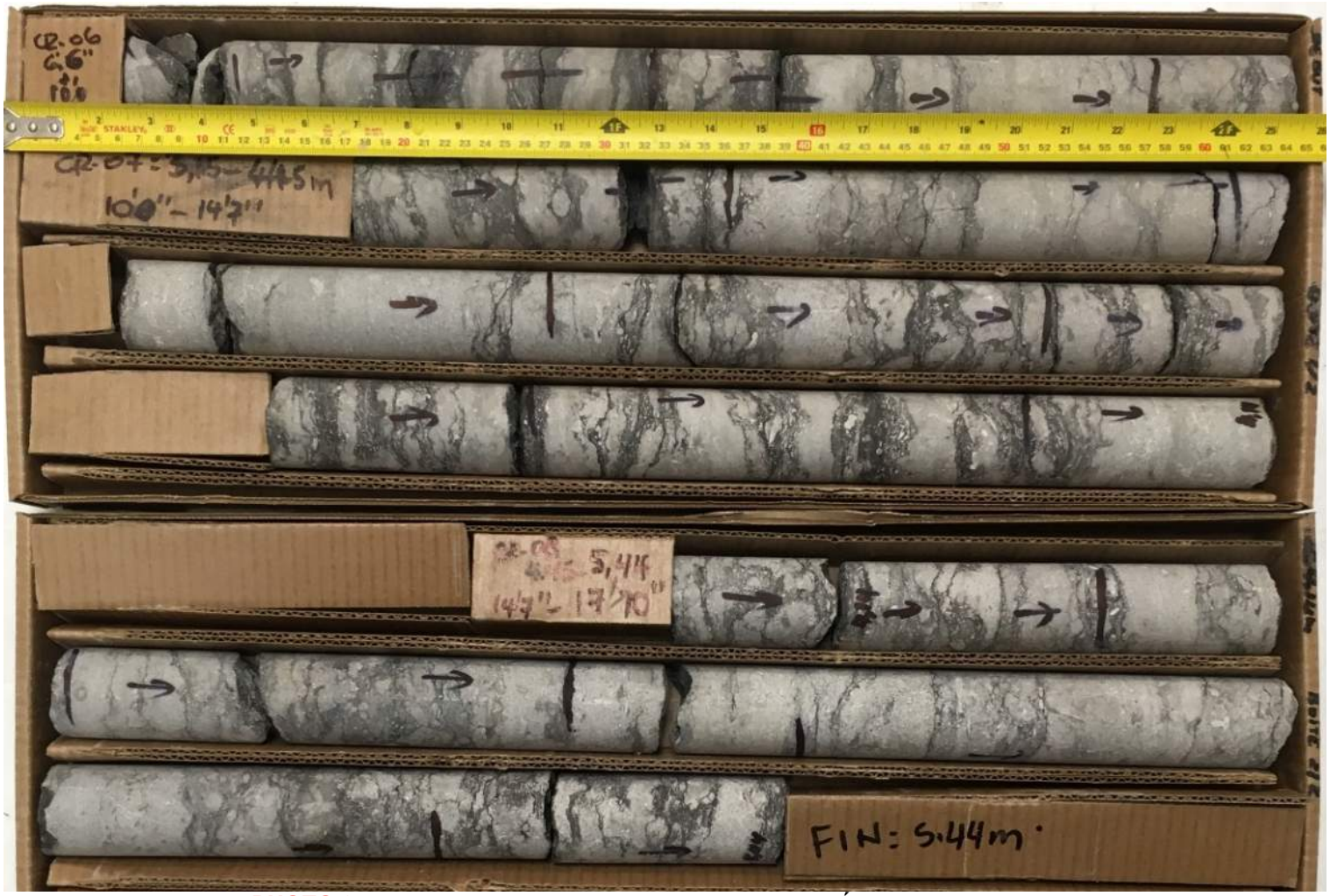


PHOTO 3 **17G058-002 / CD-6 à CD-8 (1,98 m à 5,44 m) - Échantillons du roc secs**



PHOTO 4 **17G058-002 / CD-6 à CD-8 (1,98 m à 5,44 m) – Échantillons du roc humides**

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C002

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **À < 1 m du forage 17G058-002**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297591,5**
Y: **5043825,2**
Z: **66,32**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,23**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		66,32	Niveau											
		0,00 66,25	Enrobé bitumineux (70 mm). (2 couches)		CD-1			100						
		0,07 66,09	Béton de ciment (160 mm).											
		0,23	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE

▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)

W_p w W_l

20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-003**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **Coin n/e de l'intersection de la rue des Carrières et de l'av. C.-C.**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier: **NQ**

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297566,9**
Y: **5043798,2**
Z: **66,67**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**

Profondeur du sondage (m) : **5,49**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Puits d'observation
Date: 2018-04-25 Date:
Prof.: 3,30 Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		66,67	Niveau									▲ : N (pen. standard) △ : Nc (pen. dynamique) ● : Cu (laboratoire) ▽ : Cur (laboratoire) × : Cu (chantier) + : Cur (chantier) W_P w W_I 20 40 60 80		AG : analyse granulométrique AC : analyse chimique WI : limite liquide Wp : limite plastique w : teneur en eau Cu : cisaillement non drainé Cur : cisaillement remanié P'c : préconsolidation Cc : coeff. de consolidation k : perméabilité Dup : éch. duplicata prélevé
		0,00	Enrobé bitumineux (100 mm).		CD-1									
		66,57	(2 couches)		CD-2									
		0,10	Enrobé recyclé (260 mm)											
		66,31	(fragments de béton et bitume).		CF-3		N	100						AC
		0,36												
		65,91	Fondation granulaire: Pierre											
1		0,76	concassée de calibre apparent											
			20-0 mm, grise, humide.		CF-4		B	44	5		3-3-2-2	▲ ◎		AG
			Sol naturel: Sable silteux, un peu											w = 17,9%
	5		de gravier, gris à gris-brun,			A								
			humide, lâche à très lâche.		CF-5	B	N	69			2-3-2-1			AC
		64,69												
2		1,98	Socle rocheux: Calcaire, grains											
			fins à moyens, gris, présence de											
			passées argileuses, d'excellente											
			qualité.		CD-6			100	*94*					
3	10													
					CD-7			100	*93*					
4														
	15													
					CD-8			100	*100*					
5														
		61,18												
		5,49	Fin du forage.											

2018-04-25

Remarque(s): Éch. 1 et 2: Non récupérés. Les épaisseurs ont été évaluées dans le forage.
Éch. 3 à 5: Échantillonnage environnemental.
Éch. par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à ±15 m du forage (centre de l'intersection) - (voir 17G058-C003).

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant : wsp

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-003

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

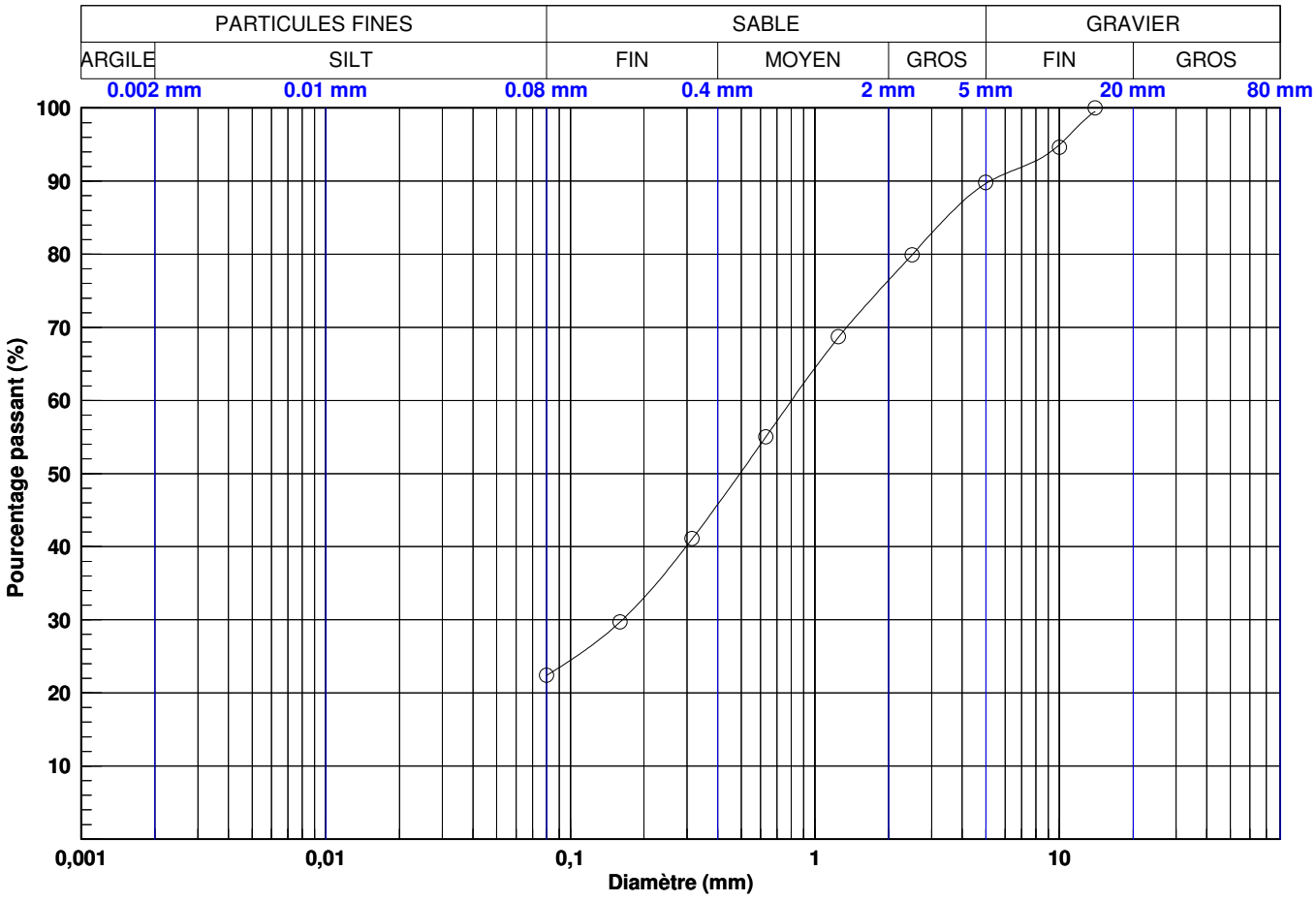
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **Coin n/e de l'intersection de la rue des Carrières et de l'av. C.-C.**

No. de projet : **171-09124-07**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	22	67	10

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	22,38	29,73	41,09	55,01	68,67	79,96	89,67	94,97	99,53	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-003	4	0,76 - 1,37	Sable silteux, un peu de gravier.	-	0,163	0,802	-	-	SM	17,9

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. Date : 2018-05-11

2018-12-20 12:12:36

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_LogoNoir.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb



PHOTO 5 **17G058-003 / CD-6 à CD-8 (1,98 m à 5,49 m) – Échantillons du roc secs**

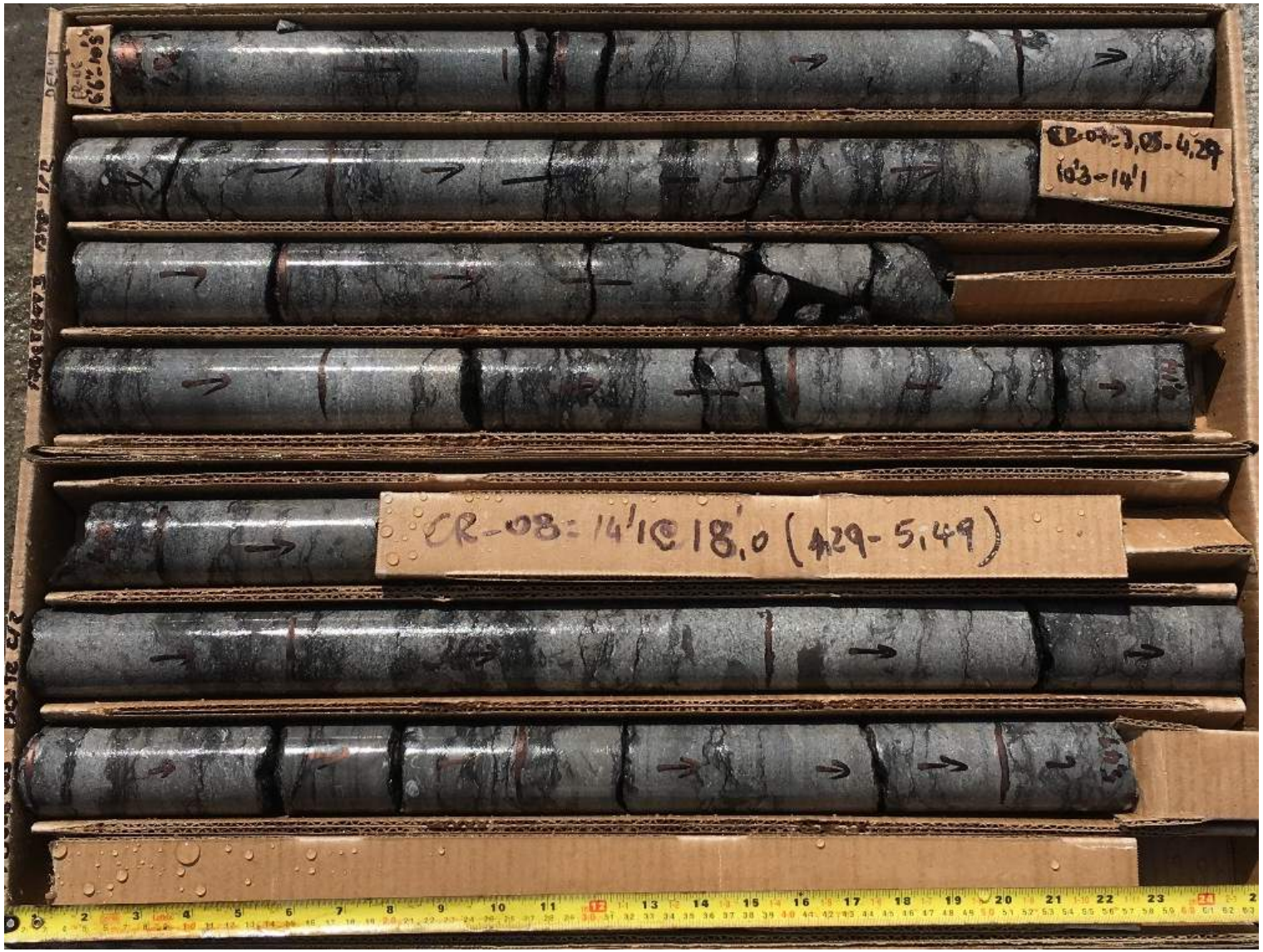


PHOTO 6 **17G058-003 / CD-6 à CD-8 (1,98 m à 5,49 m) – Échantillons du roc humides**

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C003

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **À ±15 m du forage 17G058-003**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297580,5**
Y: **5043792,3**
Z: **66,79**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,14**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		66,79	Niveau											
		0,00	Revêtement bitumineux (140 mm). (2 couches)		CD-1			100						
		66,65												
		0,14	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE: ▲ : N (pen. standard); △ : Nc (pen. dynamique); ● : Cu (laboratoire); ▽ : Cur (laboratoire); × : Cu (chantier); + : Cur (chantier); W_P w W_l; 20 40 60 80

ESSAIS: AG : analyse granulométrique; AC : analyse chimique; Wl : limite liquide; Wp : limite plastique; w : teneur en eau; Cu : cisaillement non drainé; Cur : cisaillement remanié; P'c : préconsolidation; Cc : coeff. de consolidation; k : perméabilité; Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-004**

Nom du projet:	**Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**
Nom du requérant :	**Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**
Localisation civile :	**c/s de la rue des Carrières,à ±4,5m à l'est du pont d'étagmt au-dessus l'av. C-C**
Entrepreneur en forage :	**Succession Forage George Downing Ltée.**
Type de forage :	**Tarières évidées** — Inclinaison : **90** — Azimut :
Diamètre du forage:	**200 mm** — Diamètre du carottier: **NQ**
Préparé par :	**Dieudonné Barahebura, tech.** — Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)	X: **297600,1**
	Y: **5043767,3**
	Z: **67,04**
Site numéro :	**315**
Plan de localisation No. :	**PIDT_10997**
Date du début du sondage :	**2018-04-04**
Profondeur du sondage (m) :	**9,07**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Puits d'observation
Date: 2018-04-25 Date:
Prof.: 4,18 Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,04	Niveau									▲ : N (pen. standard) △ : Nc (pen. dynamique) ● : Cu (laboratoire) ▽ : Cur (laboratoire) × : Cu (chantier) + : Cur (chantier) W_p w W_l 20 40 60 80		AG : analyse granulométrique AC : analyse chimique Wl : limite liquide Wp : limite plastique w : teneur en eau Cu : cisaillement non drainé Cur : cisaillement remanié P'c : préconsolidation Cc : coeff. de consolidation k : perméabilité Dup : éch. duplicata prélevé
		0,00 66,86	Enrobé bitumineux (180 mm). (2 couches)		CD-1 CD-2									
		0,18 66,74	Enrobé recyclé (120 mm) (fragments de béton et de bitume).		CF-3		B	50			9-10			
		0,30 66,43												
1		0,61	Fondation granulaire: Pierre concassée de calibre apparent 20-0 mm, grise, humide.		CF-4		B	59	22		9-10-12-12			AC
	5		Remblai: Gravier sableux, traces de silt, gris, humide, compact. Présence de débris (bois).		CF-5		B	46	21		11-11-10-8	◎		AG w = 4,3%
		65,17				A								
2		1,87	Sol naturel: Sable, traces de silt, gris-brun, humide, lâche.		CF-6	B	B	30	6		4-4-2-2			AC
		64,60												
		2,44	Devenant avec traces de gravier.		CF-7		B	25	R		5-2-50 /10cm			
		64,20												
3	10	2,84	Socle rocheux: Calcaire, grains moyens, gris, présence de passées argileuses, de moyenne qualité.											
					CD-8			100	*71*					
4														
	15													
5					CD-9			100	*63*					U = 77 MPa P_v = 26,5 kN/m³
		61,07												

2018-04-25

Remarque(s): Éch. 1 et 2: Non récupérés. Les épaisseurs ont été évaluées dans le forage.
Éch. 3 à 7: Éch. environnemental.
U: Résistance en compression.
P_v: Poids volumique.
Éch. par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à < 1 m du forage (voir 17G058-C004).

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-004

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	STRATIGRAPHIE: SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	ÉCHANTILLONS: SOUS - ÉCH.	ÉCHANTILLONS: ÉTAT	ÉCHANTILLONS: RÉCUPÉRATION	ÉCHANTILLONS: N, Nc ou RQD	ÉCHANTILLONS: COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
			Devenant de bonne qualité.											
7	25		À 6,79 m: Présence d'une veine de quartzite subhorizontale (10 mm).		CD-10			100	*75*					
8					CD-11			100	*90*					
9		57,97												
	30	9,07	Fin du forage.											
10														
	35													
11														
12	40													
13														
	45													
14														
15	50													
16														
	55													

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_P w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant : wsp

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-004

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

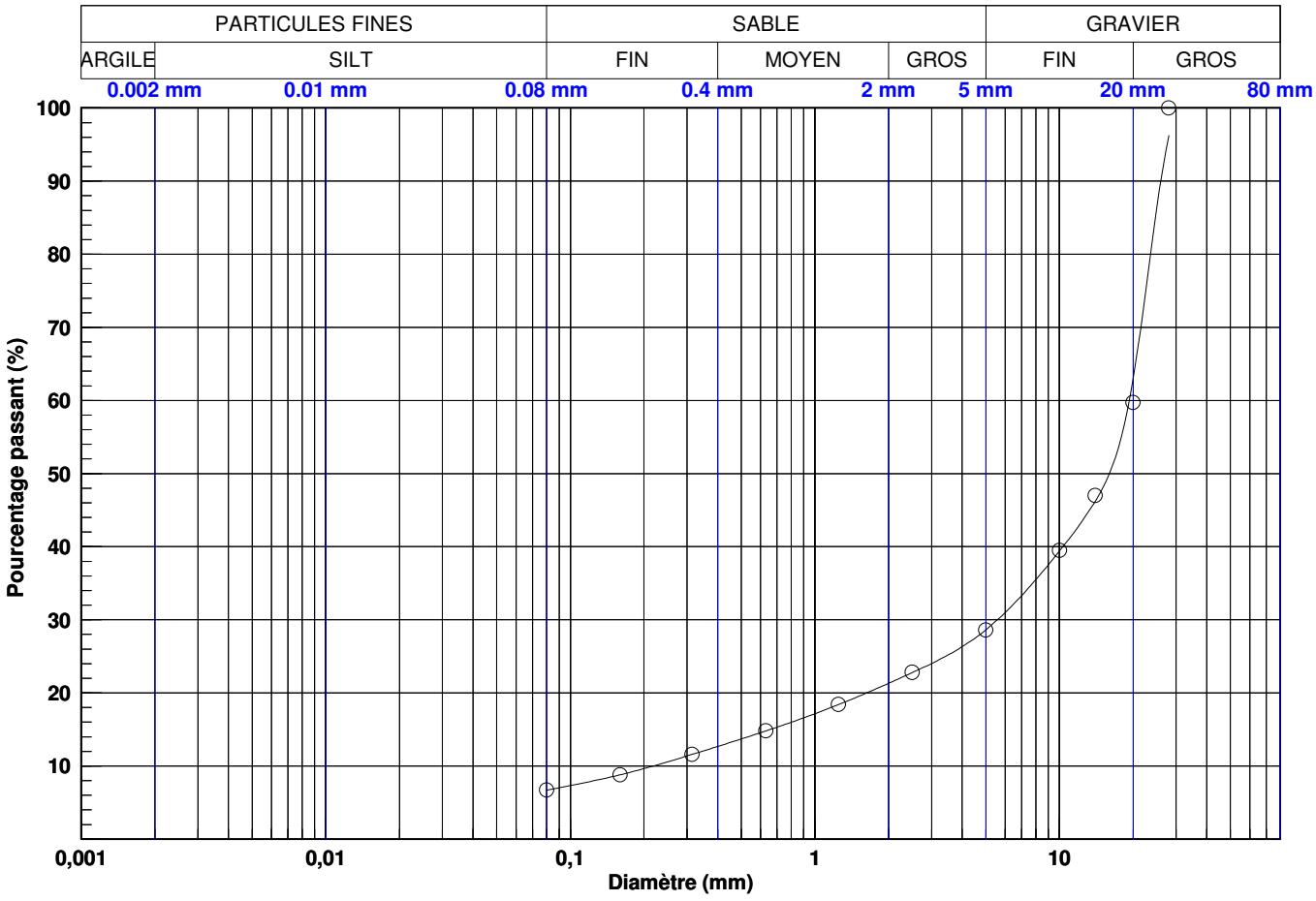
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **c/s de la rue des Carrières,à ±4,5m à l'est du pont d'étagmt au-dessus l'av. C-C**

No. de projet : **171-09124-07**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-04**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	7	22	71

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	6,70	8,81	11,59	14,80	18,40	22,78	28,64	39,41	46,23	62,95	96,25	100,00	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-004	5	1,22 - 1,83	Gravier sableux, traces de silt.	0,218	5,575	19,292	88,5	7,4	GP-GM	4,3

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. Date : 2018-05-11

2018-12-20 12:18:24

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_LogoNoir.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb

RÉSISTANCE EN COMPRESSION SUR CAROTTE DE ROC

ASTM D7012 - (Méthode C)

LABORATOIRE DE MONTRÉAL
GÉOTECHNIQUE ET MATÉRIAUX
2224, 46e AVENUE
MONTRÉAL, QC
H8T 2P3

CLIENT :	Ville de Montréal	No. PROJET :	171-09124-07
SITE :	Rue Christophe-Colomb/ Des Carrières	No. D'ÉCHANTILLON LABORATOIRE :	C18-77
RÉALISÉ PAR : Sonia Bagué	DATE : 09-05-2018	DATE D'ÉMISSION :	11-05-2018

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOCALISATION :	17G058-004	No. D'ÉCHANTILLON :	CD-9
PROFONDEUR :	(4,75 - 4,92 m)	PRÉLÈVEMENT (ANGLE) :	N.D.
CARACTÉRISTIQUES :			
PRÉLEVÉ PAR :	Dieudonné Barahebura	DATE :	2018-04-04

RÉSULTATS

DIAMÈTRE 1 (mm)	DIAMÈTRE 2 (mm)	LONGUEUR (mm)	RATIO L/D 2,0< L/D <2,5	MASSE (g)	POIDS VOLUMIQUE Masse et Dimensions	CHARGE (kN)	RÉSISTANCE (MPa)
47,0	47,0	95,56	2,03			133,8	**77**

MASSE VOLUMIQUE (par immersion) ASTM C914 & NF P 94-410-2

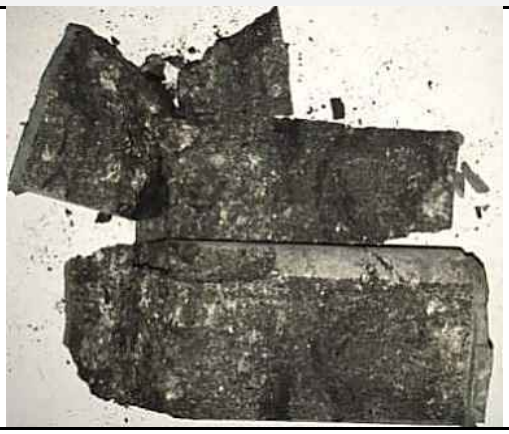
	MASSE INITIALE (g)	MASSE DANS L'EAU (g)	TEMP. DE L'EAU (°C)	M.VOL. DE L'EAU (g/cm³)			POIDS VOLUMIQUE
☑ NON-PARAFFINÉ							
☐ PARAFFINÉ	220,7	139,1	20,2	0,9982			26,47 kN/m³

CAROTTE À L'ÉTAT INTACT



COMMENTAIRES :

CAROTTE APRÈS RUPTURE



COMMENTAIRES :

Multiples fractures de la carotte de roc suivant le plan de compression

Préparé par : Sonia Bagué

Vérifié par : Abdelwahab Kamel, ing.

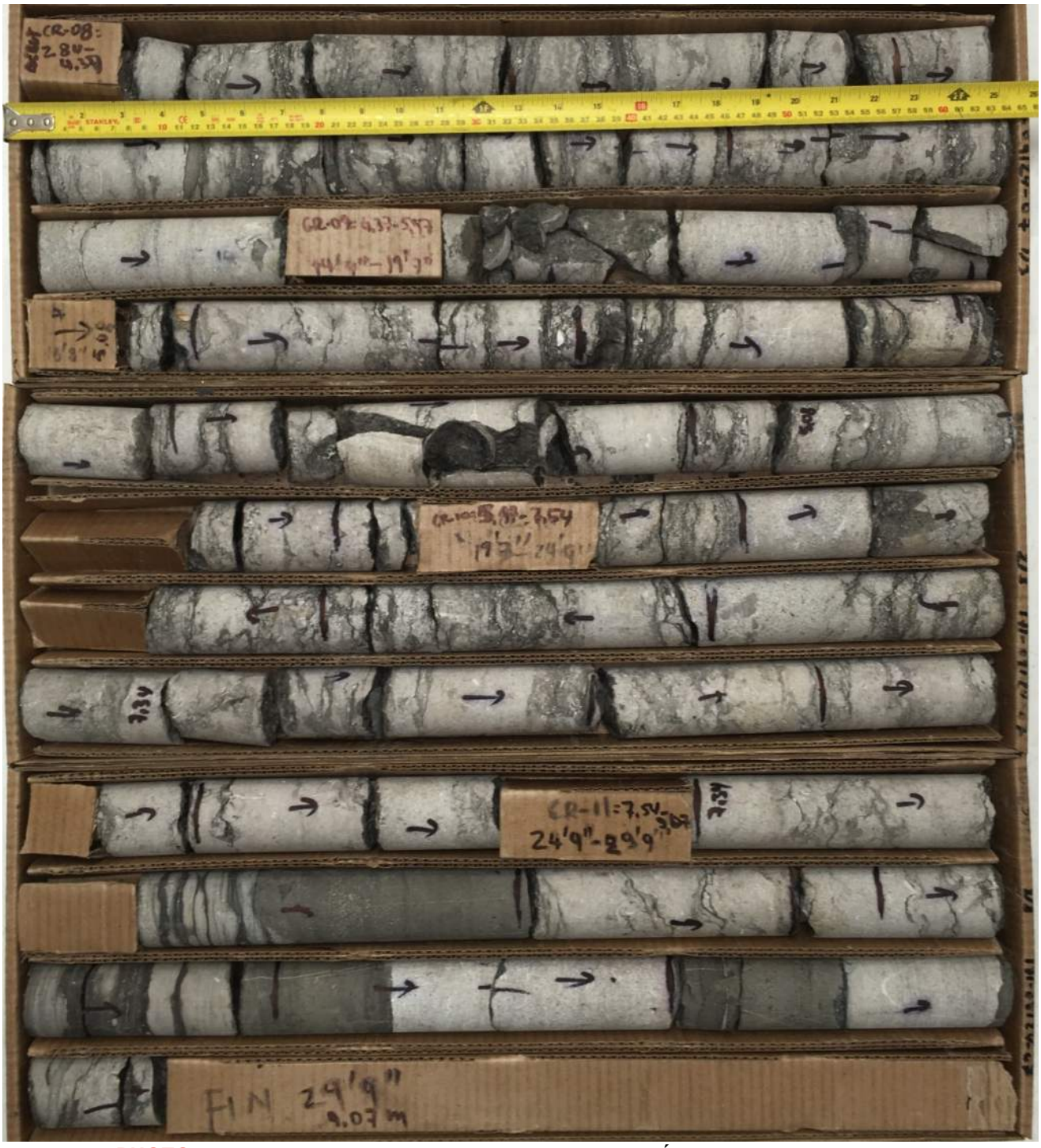


PHOTO 7 **17G058-004 / CD-8 à CD-11 (2,84 m à 9,07 m) – Échantillons du roc secs**



PHOTO 8 **17G058-004 / CD-8 à CD-11 (2,84 m à 9,07 m) – Échantillons du roc humides**

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C004

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **À < 1 m du forage 17G058-004**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297599,9**
Y: **5043767,0**
Z: **67,04**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,12**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,04 Niveau												
		0,00	Revêtement bitumineux (120 mm).		CD-1			100						
		66,92	(2 couches)											
		0,12	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE: ▲ : N (pen. standard) △ : Nc (pen. dynamique) ● : Cu (laboratoire) ▽ : Cur (laboratoire) × : Cu (chantier) + : Cur (chantier) — W_p w W_l — 20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-005**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/e de l'av. C.-C.direct. sud,entre le pont d'étagmt. rue des Carrières et du CN**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier: **NQ**

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297596,5**
Y: **5043744,4**
Z: **60,42**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-10**

Profondeur du sondage (m) : **4,00**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		60,42	Niveau											
		0,00	Enrobé bitumineux (70 mm).		CD-1									
		60,35	Enrobé recyclé (20 mm)		CD-2									
		0,07	(fragments de béton et bitume).		CF-3		N	100			50 /10cm			AC
		60,15												
		0,27	Fondation granulaire: Pierre											
		59,71	concassée de calibre apparent											
		0,71	20-0 mm, grise, humide.											
1			Présence de fragments de béton.		CD-4			100	*49*					
		59,00												
	5	1,42	Socle rocheux: Calcaire, grains fins à moyens, gris, présence de passées argileuses, de mauvaise qualité.											
2			Devenant d'excellente qualité. Présence d'un intrusif gris foncé à 1,48 m (250 mm d'épaisseur).		CD-5			100	*90*					U = 86 MPa
3	10													
					CD-6			100	*100*					
		56,42												
4		4,00	Fin du forage.											
	15													
5														

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s): U: Résistance en compression.

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

RÉSISTANCE EN COMPRESSION SUR CAROTTE DE ROC

ASTM D7012 - (Méthode C)

LABORATOIRE DE MONTRÉAL
GÉOTECHNIQUE ET MATÉRIAUX
2224, 46e AVENUE
MONTRÉAL, QC
H8T 2P3

CLIENT :	Ville de Montréal	No. PROJET :	171-09124-07
SITE :	Rue Christophe-Colomb/ Des Carrières	No. D'ÉCHANTILLON LABORATOIRE :	C18-78
RÉALISÉ PAR : Sonia Bagué	DATE : 09-05-2018	DATE D'ÉMISSION :	11-05-2018

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOCALISATION :	17G058-005	No. D'ÉCHANTILLON :	CD-5
PROFONDEUR :	(2,14 - 2,25 m)	PRÉLÈVEMENT (ANGLE) :	N.D.
CARACTÉRISTIQUES :			
PRÉLEVÉ PAR :	Dieudonné Barahebura	DATE :	2018-04-10

RÉSULTATS

DIAMÈTRE 1 (mm)	DIAMÈTRE 2 (mm)	LONGUEUR (mm)	RATIO L/D 2,0< L/D <2,5	MASSE (g)	POIDS VOLUMIQUE Masse et Dimensions	CHARGE (kN)	RÉSISTANCE (MPa)
47,0	47,0	100,54	2,14			149,9	**86**

MASSE VOLUMIQUE (par immersion) ASTM C914 & NF P 94-410-2

	MASSE INITIALE (g)	MASSE DANS L'EAU (g)	TEMP. DE L'EAU (°C)	M.VOL. DE L'EAU (g/cm³)	MASSE AVEC PARAFFINE (g)	M.VOL. PARAFFINE	POIDS VOLUMIQUE
☐ NON-PARAFFINÉ							
☐ PARAFFINÉ							

CAROTTE À L'ÉTAT INTACT



COMMENTAIRES :

CAROTTE APRÈS RUPTURE



COMMENTAIRES :

Multiples fractures de la carotte de roc

suivant le plan de compression

Préparé par : Sonia Bagué

Vérifié par : Abdelwahab Kamel, ing.



PHOTO 9 **17G058-005 / CD-4 à CD-6 (0,71 m à 4,00 m) – Échantillons du roc secs**



PHOTO 10 **17G058-005 / CD-4 à CD-6 (0,71 m à 4,00 m) – Échantillons du roc humides**

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-006**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/n de la rue des Carrières,à ±5,5m à l'ouest du pont d'étagmt au-dessus de C.-C**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier: **NQ**

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297578,9**
Y: **5043735,0**
Z: **67,06**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**

Profondeur du sondage (m) : **9,96**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ	INDICE "N"
Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Puits d'observation
Date: 2018-04-25 Date:
Prof.: 4,51 Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE	RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)
Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,06	Niveau									▲ : N (pen. standard) △ : Nc (pen. dynamique) ● : Cu (laboratoire) ▽ : Cur (laboratoire) × : Cu (chantier) + : Cur (chantier) W_p w W_l 20 40 60 80		AG : analyse granulométrique AC : analyse chimique Wl : limite liquide Wp : limite plastique w : teneur en eau Cu : cisaillement non drainé Cur : cisaillement remanié P'c : préconsolidation Cc : coeff. de consolidation k : perméabilité Dup : éch. duplicata prélevé
		0,00	Enrobé bitumineux (90 mm).		CD-1									
		66,97	Béton de ciment, sain (200 mm).		CD-2									
		0,09	Fondation granulaire: Pierre											
		66,77	concassée de calibre apparent		CF-3		N	73			14-12			
		0,29	20-0 mm, grise, sec à humide.											
		66,45												
		0,61	Sol naturel: Sable silteux, un peu		CF-4		B	48	10		13-7-3-3	▲		AC
1			de gravier, gris-brun, humide,											
	5		lâche à compact.		CF-5		N	79			8-7-5-4	◎		AG
														w = 15,3%
2					CF-6		B	69	R		6-4-50 /5cm			
		64,88												
		2,18	Socle rocheux: Calcaire, grains											
			fins à moyens, gris, présence de											
			passées argileuses, de bonne à											
			excellente qualité.		CD-7			100	*89*					
3	10													
					CD-8			100	*100*					U = 118 MPa
4														P_v = 26,4 kN/m³
	15												2018-04-25	
5					CD-9			100	*93*					

Remarque(s): Éch. 1 et 2: Non récupérés. Les ép. ont été évaluées dans le forage.
Éch. 3 à 6: Éch. environnemental.
U: Résistance en compression.
P_v: Poids volumique.
Éch. par forage au diamant de la structure de chaussée à ±1,52 m du forage (voir 17G058-C006).

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-006

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	STRATIGRAPHIE: SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	ÉCHANTILLONS: SOUS - ÉCH.	ÉCHANTILLONS: ÉTAT	ÉCHANTILLONS: RÉCUPÉRATION	ÉCHANTILLONS: N, Nc ou RQD	ÉCHANTILLONS: COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU
7	25				CD-10			100	*80*				
8					CD-11			100	*100*				
9	30				CD-12			100	*100*				
10		57,10 9,96	Fin du forage.										
11	35												
12													
13	40												
14	45												
15													
16	50												
	55												

GRAPHIQUE

▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)

W_p w W_l

20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant : wsp

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-006

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

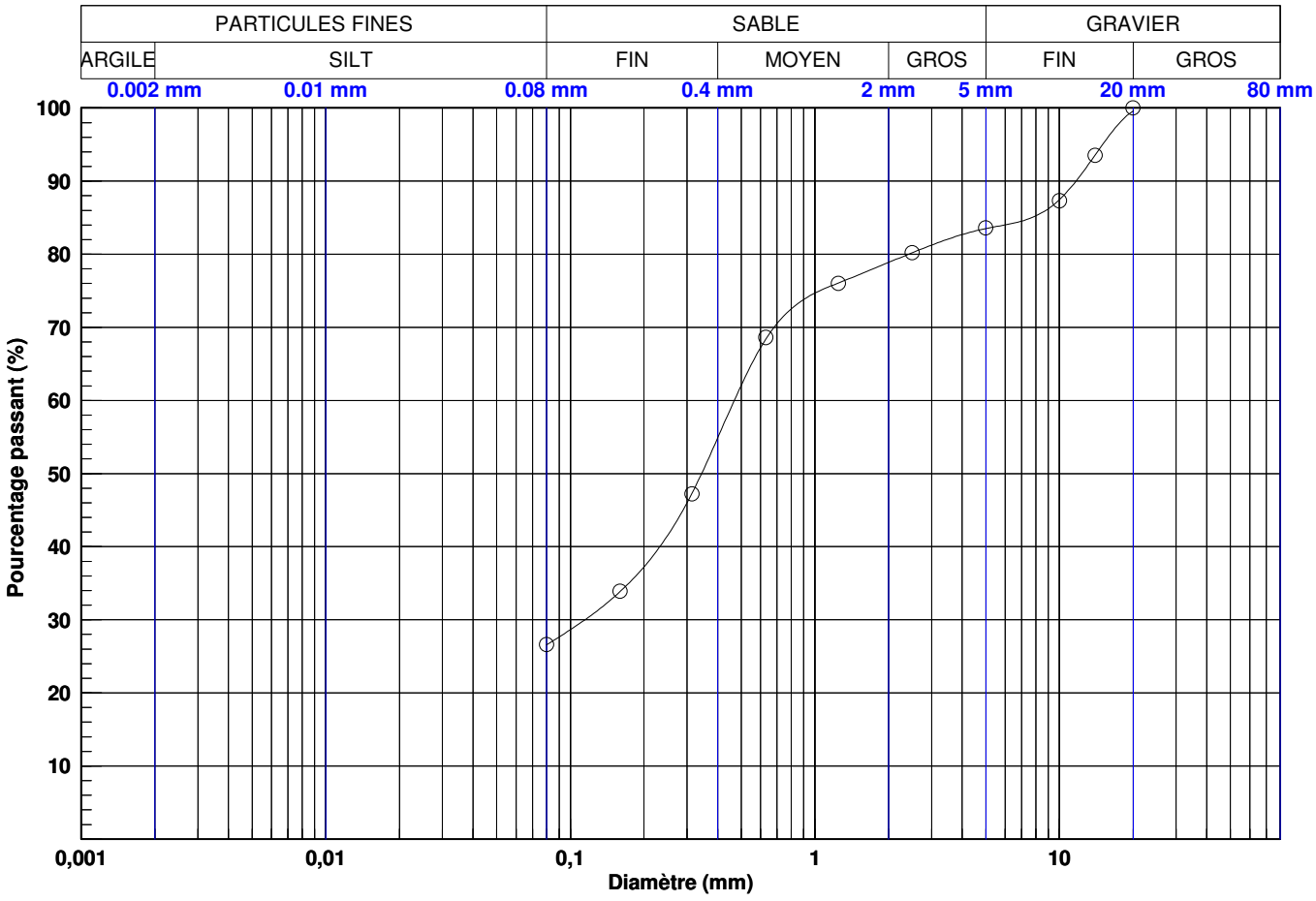
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **c/n de la rue des Carrières,à ±5,5m à l'ouest du pont d'étagmt au-dessus de C.-C**

No. de projet : **171-09124-07**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-05**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	27	57	16

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	26,58	33,89	47,35	68,40	76,08	80,21	83,52	87,48	93,59	99,59	100,00	100,00	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-006	5	1,22 - 1,83	Sable silteux, un peu de gravier.	-	0,115	0,468	-	-	SM	15,3

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. Date : 2018-05-11

2018-12-20 12:18:12

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_LogoNoir.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb

RÉSISTANCE EN COMPRESSION SUR CAROTTE DE ROC

ASTM D7012 - (Méthode C)

LABORATOIRE DE MONTRÉAL
GÉOTECHNIQUE ET MATÉRIAUX
2224, 46e AVENUE
MONTRÉAL, QC
H8T 2P3

CLIENT :	Ville de Montréal	No. PROJET :	171-09124-07
SITE :	Rue Christophe-Colomb/ Des Carrières	No. D'ÉCHANTILLON LABORATOIRE :	C18-79
RÉALISÉ PAR : Sonia Bagué	DATE : 09-05-2018	DATE D'ÉMISSION :	11-05-2018

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOCALISATION :	17G058-006	No. D'ÉCHANTILLON :	CD-8
PROFONDEUR :	(3,34 - 3,57 m)	PRÉLÈVEMENT (ANGLE) :	N.D.
CARACTÉRISTIQUES :			
PRÉLEVÉ PAR :	Dieudonné Barahebura	DATE :	2018-04-05

RÉSULTATS

DIAMÈTRE 1 (mm)	DIAMÈTRE 2 (mm)	LONGUEUR (mm)	RATIO L/D 2,0< L/D <2,5	MASSE (g)	POIDS VOLUMIQUE Masse et Dimensions	CHARGE (kN)	RÉSISTANCE (MPa)
47,2	47,1	94,52	2,00			206,2	**118**

MASSE VOLUMIQUE (par immersion) ASTM C914 & NF P 94-410-2

	MASSE INITIALE (g)	MASSE DANS L'EAU (g)	TEMP. DE L'EAU (°C)	M.VOL. DE L'EAU (g/cm³)			POIDS VOLUMIQUE
☑ NON-PARAFFINÉ							
☐ PARAFFINÉ	264,7	166,7	20,2	0,9982			26,44 kN/m³

CAROTTE À L'ÉTAT INTACT



COMMENTAIRES :

CAROTTE APRÈS RUPTURE



COMMENTAIRES :

Multiples fractures de la carotte de roc
suivant le plan de compression

Préparé par : Sonia Bagué

Vérifié par : Abdelwahab Kamel, ing.



PHOTO 11 **17G058-006 / CD-7 à CD-12 (2,24 m à 9,96 m) – Échantillon du roc secs**



PHOTO 12 **17G058-006 / CD-7 à CD-12 (2,24 m à 9,96 m) – Échantillons du roc humides**

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C006

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **À ±1,52 m du forage 17G058-006**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297579,2**
Y: **5043736,5**
Z: **67,05**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,32**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,05	Niveau											
		0,00 66,94	Revêtement bitumineux (105 mm).		CD-1			100						
		0,10 66,73	(3 couches)											
		0,32	Béton de ciment (210 mm).											
			Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-007**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/o de l'av. C.-C. direction sud, à ±150 m au sud du boul. Rosemont**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297511,7**
Y: **5043801,2**
Z: **67,28**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-04**

Profondeur du sondage (m) : **1,12**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,28	Niveau											
		0,00 / 67,18	Enrobé bitumineux (100 mm). (3 couches)		CD-1									
		0,10	Remblai: Sable, traces à un peu de gravier, traces de silt, grise, humide à sec, dense.		CF-2		B	80	50		27-33-17-12			AC
		66,48 / 0,80	Sol naturel: Sable, traces de gravier et de silt, gris-brun, humide.		CF-3	A / B	B	90	R		10-11-50 /10cm			AC
1	5	66,16 / 1,12	Fin du forage. Refus d'enfoncement des tarières sur le roc probable.											
2														
3	10													
4														
	15													
5														

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s): Éch.1: Non récupéré. L'épaisseur a été évaluée dans le forage.
Éch. 2 et 3: Échantillonnage environnemental.
Échantillonnage par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à < 1 m du forage (voir 17G058-C007).

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-C007**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **À < 1 m du forage 17G058-007**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297511,7**
Y: **5043801,2**
Z: **67,28**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,12**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,28 Niveau												
		0,00	Revêtement bitumineux (120 mm). (2 couches)		CD-1			100						
		67,16												
		0,12	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-008**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/e de l'av. C.-C. direction nord, à ±90 m au nord de la rue Saint-Grégoire**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297673,2**
Y: **5043696,8**
Z: **62,99**

Site numéro : **533**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **1,83**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		62,99	Niveau											
		0,00	Enrobé bitumineux (210 mm).		CD-1									
		62,78	(2 couches)		CF-2		N	75	R		50 /8cm			
		0,21	Fondation granulaire: Pierre concassée de calibre apparent											
		62,38	20-0 mm, grise, humide.											
		0,61	Remblai: Gravier et sable, un peu de silt, gris-brun, humide, compact.		CF-3		B	57	30		7-15-15-14			AC AG w = 4,1%
1			Présence d'un horizon de débris											
	5		(cendres) d'environ 5 cm		CF-4		B	41	20		7-10-10-7			
		61,16	d'épaisseur.											
2		1,83	Fin du forage. Refus d'enfoncement des tarières sur le roc probable.											
3	10													
4														
	15													
5														

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s): Éch. 2 à 4: Échantillonnage environnemental.

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant : WSP

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-008

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

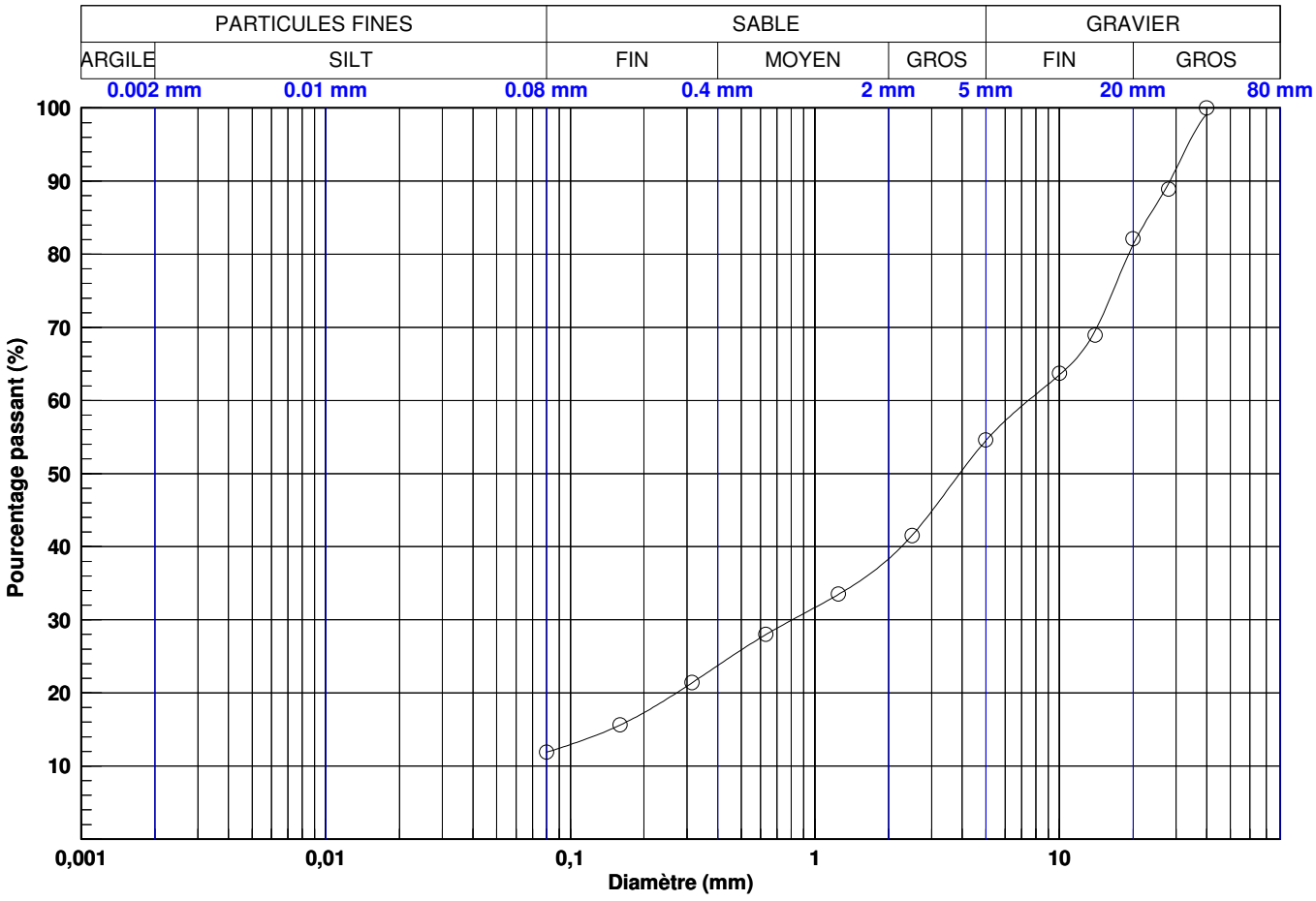
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **c/e de l'av. C.-C. direction nord, à ±90 m au nord de la rue Saint-Grégoire**

No. de projet : **171-09124-07**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	12	43	45

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	11,89	15,62	21,40	27,98	33,49	41,58	54,50	63,52	69,56	81,31	89,74	99,16	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-008	3	0,61 - 1,22	Gravier et sable, un peu de silt.	-	0,807	7,460	-	-	GW-GM	4,1

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. Date : 2018-05-11

2018-12-20 12:12:45

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_LogoNoir.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C009

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/e de l'av. C.-C. direction nord, à ±150 m au sud du boul. Rosemont**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297518,2**
Y: **5043810,8**
Z: **67,31**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,30**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,31	Niveau									▲ : N (pen. standard) △ : Nc (pen. dynamique) ● : Cu (laboratoire) ▽ : Cur (laboratoire) × : Cu (chantier) + : Cur (chantier) W_p w W_l 20 40 60 80		AG : analyse granulométrique AC : analyse chimique Wl : limite liquide Wp : limite plastique w : teneur en eau Cu : cisaillement non drainé Cur : cisaillement remanié P'c : préconsolidation Cc : coeff. de consolidation k : perméabilité Dup : éch. duplicata prélevé
		0,00	Enrobé bitumineux (110 mm).		CD-1			100						
		67,01	(2 couches)											
		0,30	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
	15													
5														

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C010

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/o de l'av. C.-C. direction sud, à ±100 m au nord de la rue Saint-Grégoire**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297661,9**
Y: **5043692,7**
Z: **62,97**

Site numéro : **533**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-10**

Profondeur du sondage (m) : **0,30**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		62,97	Niveau											
		0,00 / 62,87	Enrobé bitumineux (95 mm).		CD-1	A		100						
		0,10 / 62,67	Enrobé recyclé (205 mm)			B								
		0,30	(fragments de béton et bitume). Fin du forage.			C								
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE: ▲ : N (pen. standard) △ : Nc (pen. dynamique) ● : Cu (laboratoire) ▽ : Cur (laboratoire) × : Cu (chantier) + : Cur (chantier) — W_p w W_l — 20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C011

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/e de l'av. C.-C. direction nord, à ±10 m au nord de la rue Saint-Grégoire**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297739,2**
Y: **5043650,3**
Z: **61,07**

Site numéro : **533**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,08**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		61,07	Niveau											
		0,00	Enrobé bitumineux (80 mm).		CD-1			100						
		60,99	(2 couches)											
		0,08	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C012

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/o de l'av. C.-C. direction sud, à ±10 m au sud du boul. Rosemont**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297393,4**
Y: **5043877,2**
Z: **69,25**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,09**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m)/ PROFONDEUR	STRATIGRAPHIE: DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		69,25	Niveau											
		0,00	Enrobé bitumineux (90 mm).		CD-1			100						
		69,16	(2 couches).											
		0,09	Fin du forage.											
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE

▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)

W_p w W_l

20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-013

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/o de l'av. C.-C. direction sud, à ±10 m au sud de la rue Saint-Grégoire**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297734,2**
Y: **5043641,2**
Z: **61,25**

Site numéro : **533**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-10**

Profondeur du sondage (m) : **1,98**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		61,25	Niveau											
		0,00	Enrobé bitumineux (180 mm).		CD-0									
		61,07 / 0,18	(3 couches)			A								
		60,80 / 0,45	Fondation granulaire: Pierre concassée de calibre apparent 20-0 mm, grise, humide, compact.		CF-1	B	N	67			23-23-22-18			AC
1			Remblai: Sable graveleux, un peu de silt, gris-brun, humide, compact.		CF-2		B	100	16		6-7-9-15			AG w = 13,5%
	5	59,88 / 1,37	Sol naturel: Sable silteux, un peu à traces de gravier, gris-brun, humide, compact.		CF-3		B	77	17		8-10-7-6			AC
2		59,27 / 1,98	Fin du forage. Refus d'enfoncement des tarières sur le roc probable.											
3	10													
4														
	15													
5														

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s): Éch. 1 à 3: Échantillonnage environnemental.
Éch. par forage au diamant à l'emplacement du forage le 9 avril 2018.

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal

Nom du consultant : wsp

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-013

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

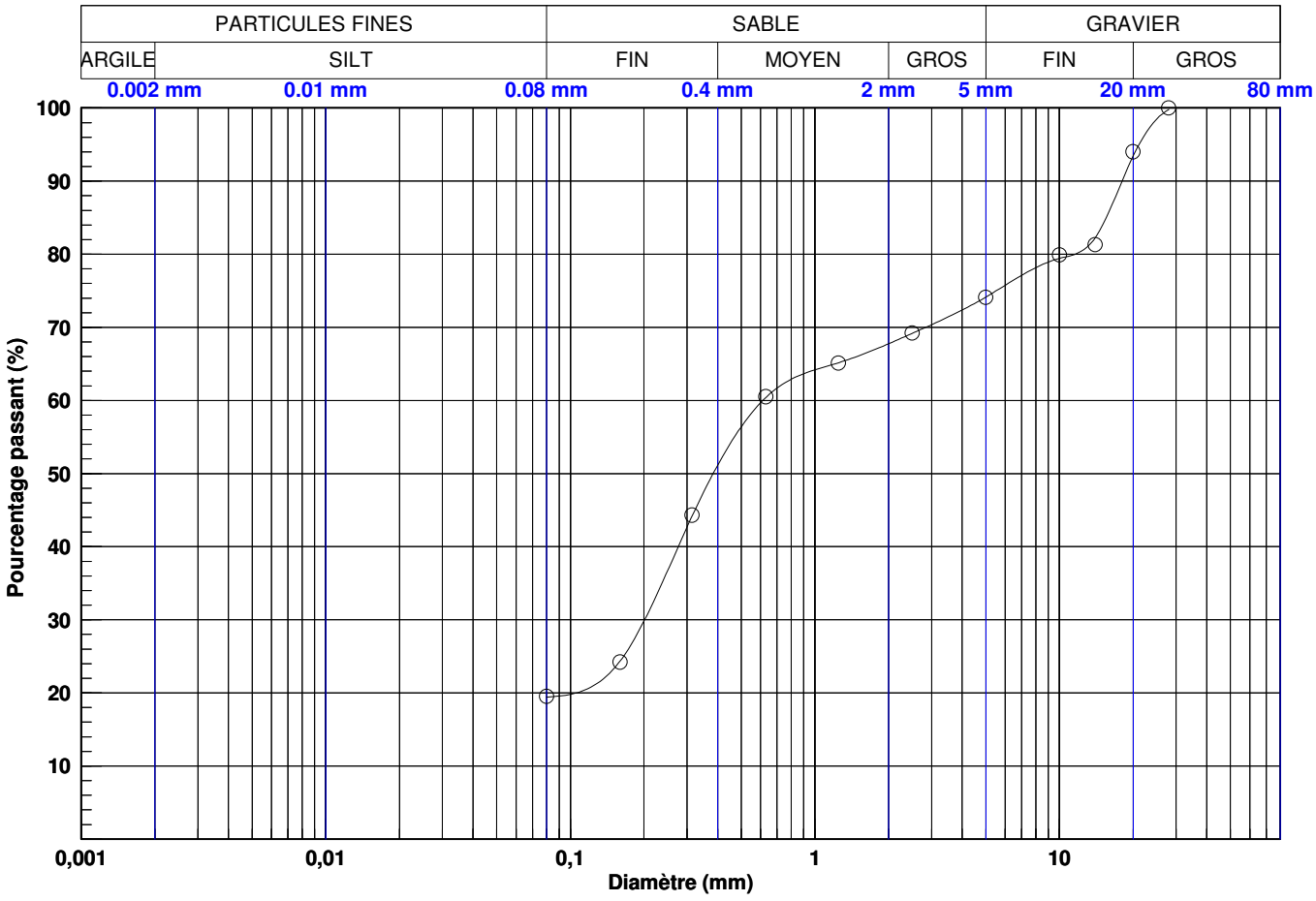
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **c/o de l'av. C.-C. direction sud, à ±10 m au sud de la rue Saint-Grégoire**

No. de projet : **17G058**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-10**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	19	55	26

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	19,42	24,39	44,21	60,42	65,17	69,18	74,15	79,43	82,28	93,43	99,82	100,00	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-013	2	0,76 - 1,37	Sable graveleux, un peu de silt.	-	0,201	0,612	-	-	SM	13,5

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. Date : 2018-05-11

2018-09-25 13:18:46

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_17G058.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-014**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/e de l'av. C.-C. direction nord, à ±10 m au sud du boul. Rosemont**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297400,4**
Y: **5043886,3**
Z: **69,04**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,94**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		69,04	Niveau											
		0,00 / 68,93	Enrobé bitumineux (110 mm). (2 couches)		CD-1									
		0,11 / 68,72	Enrobé recyclé (210 mm) (fragments de béton et bitume).		CF-2	A	N	81			55-22-50 /13cm			AC
		0,32 / 68,46	Remblai: Sable, un peu de silt, brun, humide.			B								
		0,58 / 68,10	Gravier sableux, gris, sec. (Pierre concassée probable.)		CF-3		B	40	R		50 /5cm			
1	5	0,94	Fin du forage. Refus d'enfoncement des tarières sur le roc probable.											
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s): Éch. 2: Échantillonnage environnemental.

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° **17G058-015**

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **c/s de la rue des Carrières, face à la rue Boyer**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **200 mm** Diamètre du carottier: **NQ**

Préparé par : **Dieudonné Barahebura, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297538,1**
Y: **5043669,2**
Z: **67,09**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-06**

Profondeur du sondage (m) : **5,18**

TYPE D'ÉCHANTILLON
CF Cuillère fendue
CD Échantillon par forage au diamant
EM Manuel
TA Tarière
TE Tube d'échantillonnage
TM Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU
Puits d'observation
Date: 2018-04-25 Date:
Prof.: 2,47 Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON
Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES
N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)
		67,09	Niveau								
		0,00	Enrobé bitumineux (50 mm).		CD-1						
		67,04	Béton de ciment, altéré, présence d'un treillis métallique (220 mm).		CD-2	A					
		0,05 / 66,82 / 0,27			CF-3	B	N	52			14-7-7-5
		66,35	Remblai: Sable silteux, traces de gravier, gris-brun, humide, compact.								
		0,74 / 65,97			CF-4		B	74	R		5-6-50 /8cm
1		1,12	Devenant avec traces d'argile.								
	5		Socle rocheux: Calcaire, grains fins à moyens, gris, présence de passées argileuses, de moyenne qualité.		CD-5			100	*59*		
2					CD-6			100	*69*		
		64,09									
3	10	3,00	Devenant d'excellente qualité.								
					CD-7			100	*99*		
4											
	15				CD-8			94	*94*		
5		61,91									
		5,18	Fin du forage.								

GRAPHIQUE
▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

NIVEAUX D'EAU
2018-04-25

ESSAIS
AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

AC
AG
w = 19,1%
U = 81 MPa
P_v = 26,42 kN/m³

Remarque(s): Éch. 1 et 2: Non récupérés. Les épaisseurs ont été évaluées dans le forage.
Éch. 3B: Éch environnemental.
U: Résistance en compression.
P_v: Poids volumique.
Éch. par forage au diamant de l'enrobé bitumineux à < 1 m du forage (voir 17G058-C015).

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant : wsp

ANALYSE GRANULOMÉTRIQUE

Sondage N° 17G058-013

Nom du projet : **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

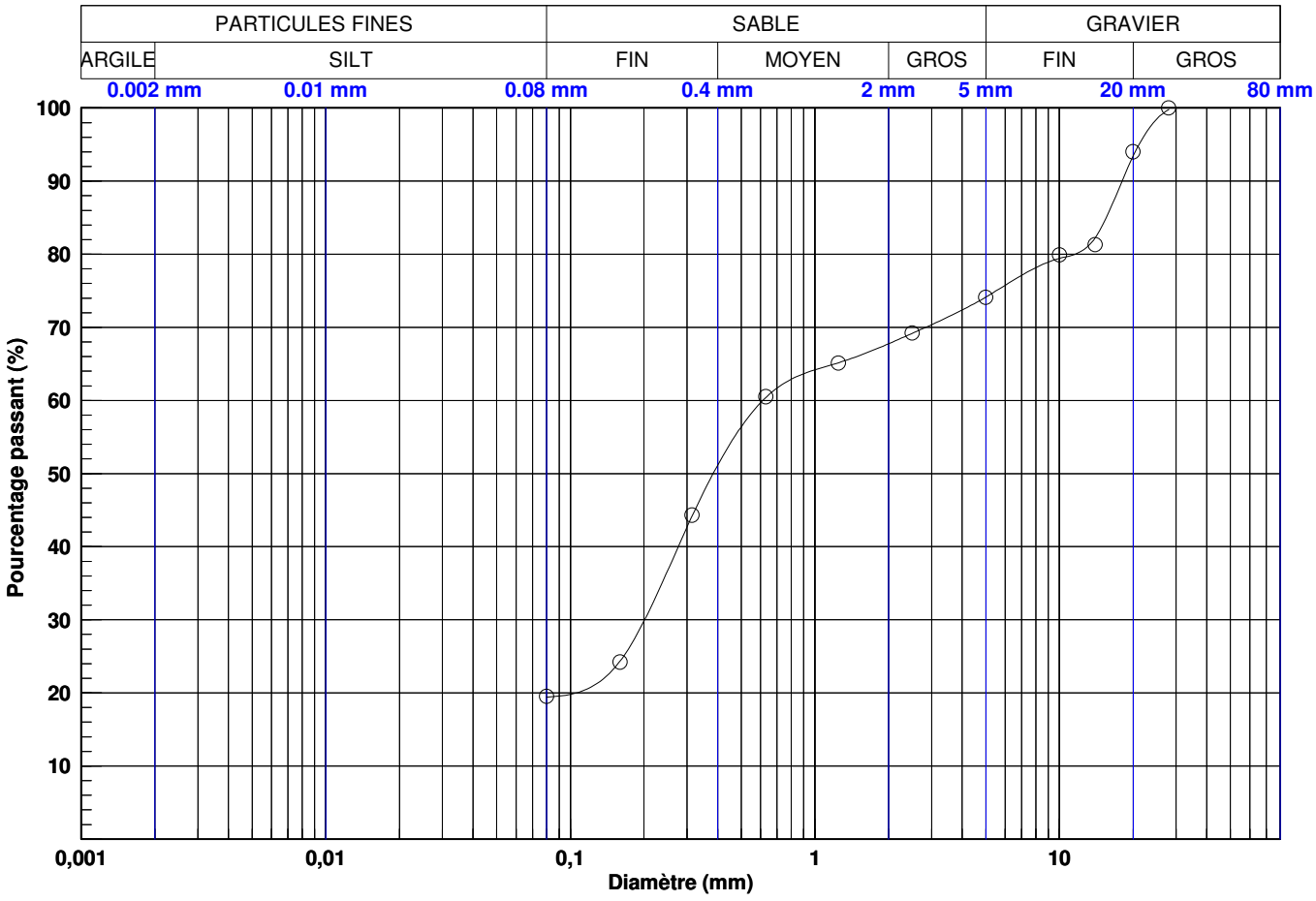
Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports Direction des transports Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels**

Localisation civile : **c/o de l'av. C.-C. direction sud, à ±10 m au sud de la rue Saint-Grégoire**

No. de projet : **171-09124-07**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-10**



Courbe	PARTICULES FINES	SABLE	GRAVIER
—○—	19	55	26

Courbe	0.08 mm	0.16 mm	0.315 mm	0.63 mm	1.25 mm	2.5 mm	5 mm	10 mm	14 mm	20 mm	28 mm	40 mm	56 mm	80 mm
—○—	19,42	24,39	44,21	60,42	65,17	69,18	74,15	79,43	82,28	93,43	99,82	100,00	100,00	100,00

Courbe	Sondage	Éch.	Profondeur (m)	Description	D10	D30	D60	Cu	Cc	USCS	WN
—○—	17G058-013	2	0,76 - 1,37	Sable graveleux, un peu de silt.	-	0,201	0,612	-	-	SM	13,5

Effectué par : Sonia Bagué, ing. jr — Date : 2018-05-11

Vérifié par : Abdelwahab Kamel Ing. — Date : 2018-05-11

2018-12-20 12:12:47

Y:\geotec_80\Style\lab\VDM_Lab_Granulo_LogoNoir.sty \\CAMTL1DAT01\projets\2017\1\171-09124-07\Environnement\2_TECH\4_INSP\3_Rapports\Base de données\171-09124-07-17G058_Basededonnées_20180925.mdb

RÉSISTANCE EN COMPRESSION SUR CAROTTE DE ROC

ASTM D7012 - (Méthode C)

LABORATOIRE DE MONTRÉAL
GÉOTECHNIQUE ET MATÉRIAUX
2224, 46e AVENUE
MONTRÉAL, QC
H8T 2P3

CLIENT :	Ville de Montréal	No. PROJET :	171-09124-07
SITE :	Rue Christophe-Colomb/ Des Carrières	No. D'ÉCHANTILLON LABORATOIRE :	C18-80
RÉALISÉ PAR : Sonia Bagué	DATE : 09-05-2018	DATE D'ÉMISSION :	11-05-2018

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOCALISATION :	17G058-015	No. D'ÉCHANTILLON :	CD-6
PROFONDEUR :	(2,26 - 2,46 m)	PRÉLÈVEMENT (ANGLE) :	N.D.
CARACTÉRISTIQUES :			
PRÉLEVÉ PAR :	Dieudonné Barahebura	DATE :	2018-08-06

RÉSULTATS

DIAMÈTRE 1 (mm)	DIAMÈTRE 2 (mm)	LONGUEUR (mm)	RATIO L/D 2,0< L/D <2,5	MASSE (g)	POIDS VOLUMIQUE Masse et Dimensions	CHARGE (kN)	RÉSISTANCE (MPa)
47,1	47,0	112,11	2,38			141,4	**81**

MASSE VOLUMIQUE (par immersion) ASTM C914 & NF P 94-410-2

	MASSE INITIALE (g)	MASSE DANS L'EAU (g)	TEMP. DE L'EAU (°C)	M.VOL. DE L'EAU (g/cm³)			POIDS VOLUMIQUE
☑ NON-PARAFFINÉ							
☐ PARAFFINÉ	230,0	144,8	20,2	0,9982			26,42 kN/m³

CAROTTE À L'ÉTAT INTACT



COMMENTAIRES :

CAROTTE APRÈS RUPTURE



COMMENTAIRES :

Multiples fractures de la carotte de roc

suivant le plan de compression

Préparé par : Sonia Bagué

Vérifié par : Abdelwahab Kamel, ing.

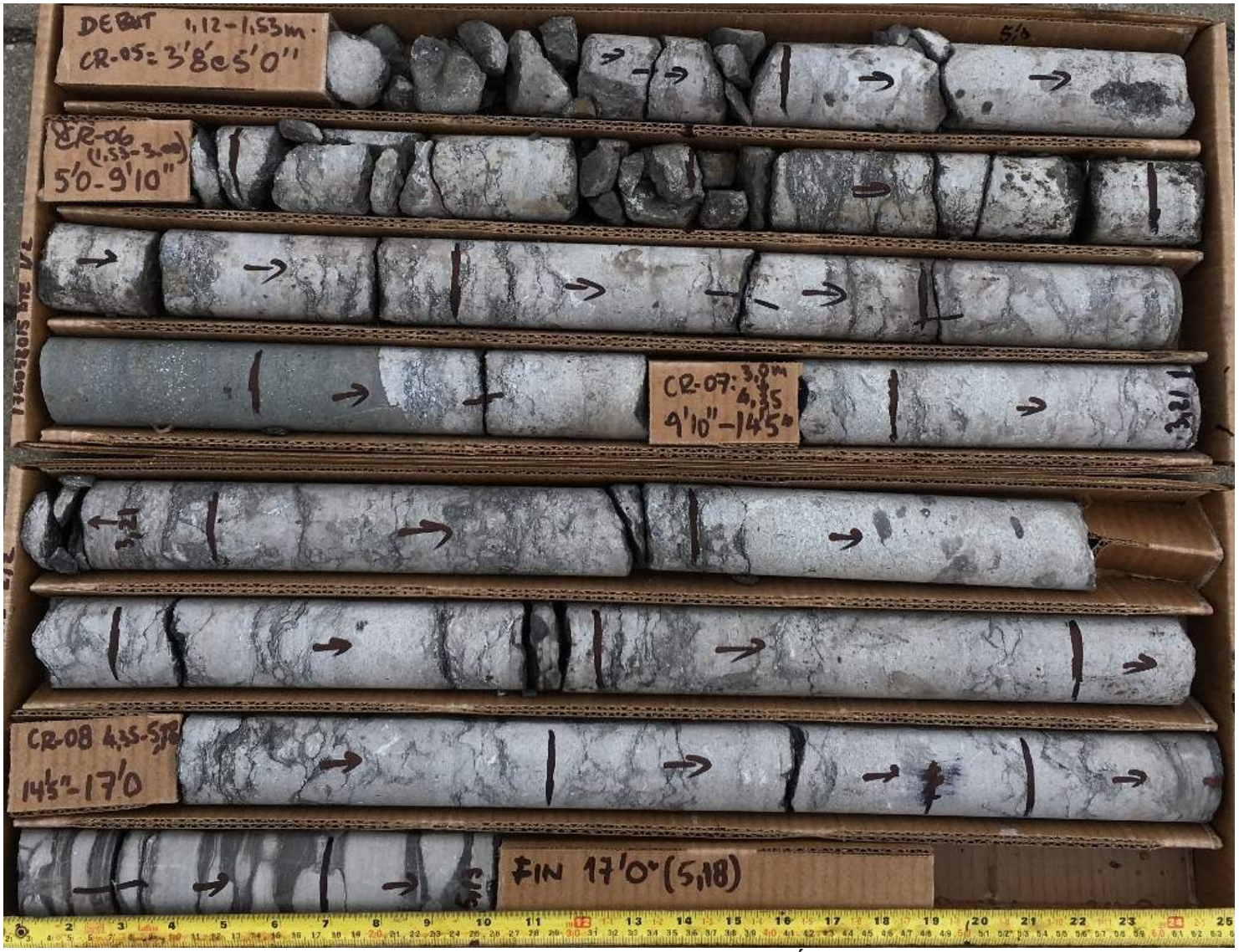


PHOTO 13 **17G058-015 / CD-5 à CD-8 (1,12 m à 5,18 m) – Échantillons du roc secs**

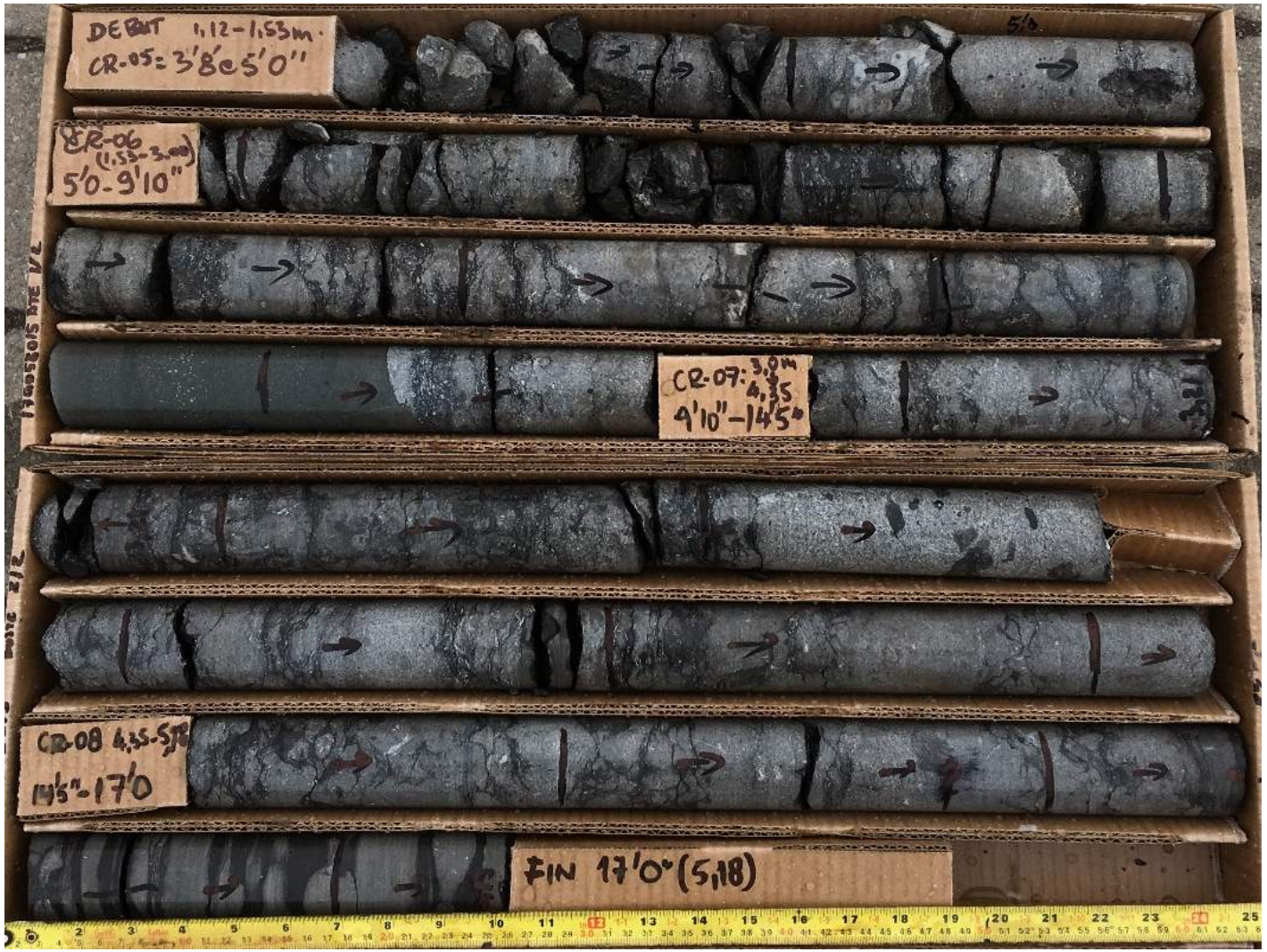


PHOTO 14 **17G058-015 / CD-5 à CD-8 (1,12 m à 5,18 m) – Échantillons du roc humides**

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Nom du consultant: WSP

Dossier no : 171-09124-07

RAPPORT DE FORAGE

Sondage N° 17G058-C015

Nom du projet: **Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arr. de Rosemont-La-Petite-Patrie et Le Plateau-Mont-Royal**

Nom du requérant : **Service des Infrastructures, de la voirie et des transports**
Direction des transports
Division de la gestion des actifs - ponts et tunnels

Localisation civile : **À < 1 m du forage 17G058-015**

Entrepreneur en forage : **Succession Forage George Downing Ltée.**

Type de forage : **Tarières évidées** Inclinaison : **90** Azimut :

Diamètre du forage: **250 mm** Diamètre du carottier:

Préparé par : **Odile Giguère, tech.** Vérifié par : **Paul Dombrowski, ing.**

Coordonnées géodésiques (m) MTM 8 Québec (NAD-1983)
X: **297537,9**
Y: **5043669,0**
Z: **67,09**

Site numéro : **315**

Plan de localisation No. : **PIDT_10997**

Date du début du sondage : **2018-04-09**

Profondeur du sondage (m) : **0,07**

TYPE D'ÉCHANTILLON

CF	Cuillère fendue
CD	Échantillon par forage au diamant
EM	Manuel
TA	Tarière
TE	Tube d'échantillonnage
TM	Tube à paroi mince

TERMINOLOGIE

"traces"	1-10%
"un peu"	10-20%
adjectif (...eux)	20-35%
"et"	35-50%

INDICE DE QUALITÉ DU ROC

% RQD	QUALIFICATIF
<25	Très mauvais
25-50	Mauvais
50-75	Moyen
75-90	Bon
90-100	Excellent

COMPACITÉ / INDICE "N"

Très lâche	0-4
Lâche	4-10
Compact	10-30
Dense	30-50
Très dense	>50

NIVEAU D'EAU

Date: Date:
Prof.: Prof.:

ÉTAT DE L'ÉCHANTILLON

Remanié
Intact (tube à paroi mince)
Perdu
Forage au diamant

SYMBOLES

N: Indice de pénétration standard
R: Refus (N > 100)
R.Q.D: Indice de qualité du roc (Rock Quality Designation)
% R.Q.D = Σ Carottes > 4 po. (10 cm) / longueur forée

CLASSIFICATION DES SOLS

Argile	< 0,002 mm
Silt	0,002 à 0,080 mm
Sable	0,080 à 5 mm
Gravier	5 à 80 mm
Cailloux	80 à 300 mm
Blocs	> 300mm

CONSISTANCE / RÉSISTANCE AU CISAILLEMENT (Cu)

Très molle	<12 kPa
Molle	12-25 kPa
Ferme	25-50 kPa
Raide	50-100 kPa
Très raide	100-200 kPa
Dure	>200 kPa

PROFONDEUR (m)	PROF - pi	STRATIGRAPHIE: NIVEAU (m) / PROFONDEUR	DESCRIPTION DU SOL ET DU ROC	SYMBOLES	ÉCHANTILLONS: TYPE NO	SOUS - ÉCH.	ÉTAT	RÉCUPÉRATION	N, Nc ou RQD	COV (ppm)	COUPS/15cm FRAGMENTATION (mm)	GRAPHIQUE	NIVEAUX D'EAU	ESSAIS
		67,09	Niveau											
		0,00 67,02 0,07	Revêtement bitumineux (75 mm). (2 couches) Fin du forage.		CD-1			100						
1	5													
2														
3	10													
4														
5	15													

GRAPHIQUE

▲ : N (pen. standard)
△ : Nc (pen. dynamique)
● : Cu (laboratoire)
▽ : Cur (laboratoire)
× : Cu (chantier)
+ : Cur (chantier)
W_p w W_l
20 40 60 80

ESSAIS

AG : analyse granulométrique
AC : analyse chimique
Wl : limite liquide
Wp : limite plastique
w : teneur en eau
Cu : cisaillement non drainé
Cur : cisaillement remanié
P'c : préconsolidation
Cc : coeff. de consolidation
k : perméabilité
Dup : éch. duplicata prélevé

Remarque(s):

Date de production 2018-12-20

VDM_PID_Logo_noir_Forage_(77)_(imprimante HP-5100)_COV_2018.sty

ANNEXE

D

CERTIFICATS D’ANALYSES CHIMIQUES ET GRILLE DE GESTION DES SOLS

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.
1600, René-Lévesque ouest, 16ème étage
MONTRÉAL, QC H3H1P9
(514) 340-0046

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

N° DE PROJET: 171-09124-07

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

ANALYSE DES SOLS VÉRIFIÉ PAR: Amar Bellahsene, Chimiste

ORGANIQUE DE TRACE VÉRIFIÉ PAR: Félix Brasseur, chimiste

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

VERSION*: 2

NOMBRE DE PAGES: 24

Si vous désirez de l'information concernant cette analyse, S.V.P. contacter votre chargé de projets au (514) 337-1000.

*NOTES
VERSION 2:Ajout de résultats, 2018-05-31.

Nous disposerons des échantillons dans les 30 jours suivants les analyses. S.V.P. Contactez le laboratoire si vous désirez avoir un délai d'entreposage.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Métaux Extractibles Totaux (sol) PRTC

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058004CF-04	17G058004CF-06B	17G058007CF-02	17G058007CF-03B	17G058006CF-04
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:					
						MATRICE:	Sol	Sol	Sol	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-05
Paramètre	Unités	C / N: A	C / N: B	C / N: C	C / N: D	LDR	9219662	9219665	9219667	9219669	9219691
Argent	mg/kg	2	20	40	200	0.5	<0.5	<0.5	<0.5	<0.5	<0.5
Arsenic	mg/kg	6	30	50	250	5.0	<5.0	<5.0	<5.0	<5.0	6.7[A-B]
Baryum	mg/kg	340	500	2000	10000	20	51[<A]	43[<A]	57[<A]	39[<A]	139[<A]
Cadmium	mg/kg	1.5	5	20	100	0.9	<0.9	<0.9	<0.9	<0.9	<0.9
Chrome	mg/kg	100	250	800	4000	45	<45	<45	<45	<45	<45
Cobalt	mg/kg	25	50	300	1500	15	<15	<15	<15	<15	<15
Cuivre	mg/kg	50	100	500	2500	40	<40	<40	<40	<40	<40
Étain	mg/kg	5	50	300	1500	5	<5	<5	<5	<5	<5
Manganèse	mg/kg	1000	1000	2200	11000	10	578[<A]	331[<A]	278[<A]	303[<A]	412[<A]
Molybdène	mg/kg	2	10	40	200	2	<2	<2	<2	<2	<2
Nickel	mg/kg	50	100	500	2500	30	<30	<30	<30	<30	<30
Plomb	mg/kg	50	500	1000	5000	30	<30	37[<A]	<30	<30	162[A-B]
Zinc	mg/kg	140	500	1500	7500	100	<100	<100	<100	405[A-B]	226[A-B]

Certifié par:

CHIMISTE
Amar Bellahsene
2011-214
QUÉBEC

La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Métaux Extractibles Totaux (sol) PRTC

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**17G058002CF-04**	**17G058001CF-05A**	**17G058003CF-03**	**17G058003CF-05B**	**17G058015CF-03B**
							MATRICE:	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**
							DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-05**	**2018-04-05**	**2018-04-05**	**2018-04-05**	**2018-04-06**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**		**9220346**	**9220347**	**9220352**	**9220355**	**9220358**
Argent	mg/kg	2	20	40	200	0.5		<0.5	<0.5	<0.5	<0.5	<0.5
Arsenic	mg/kg	6	30	50	250	5.0		<5.0	<5.0	<5.0	<5.0	<5.0
Baryum	mg/kg	340	500	2000	10000	20		46[<A]	64[<A]	174[<A]	47[<A]	49[<A]
Cadmium	mg/kg	1.5	5	20	100	0.9		<0.9	<0.9	<0.9	<0.9	<0.9
Chrome	mg/kg	100	250	800	4000	45		<45	<45	120[A-B]	<45	<45
Cobalt	mg/kg	25	50	300	1500	15		<15	<15	18[<A]	<15	<15
Cuivre	mg/kg	50	100	500	2500	40		<40	54[A-B]	<40	<40	<40
Étain	mg/kg	5	50	300	1500	5		<5	8[A-B]	<5	<5	<5
Manganèse	mg/kg	1000	1000	2200	11000	10		514[<A]	343[<A]	341[<A]	782[<A]	447[<A]
Molybdène	mg/kg	2	10	40	200	2		<2	<2	<2	<2	<2
Nickel	mg/kg	50	100	500	2500	30		<30	<30	365[B-C]	<30	<30
Plomb	mg/kg	50	500	1000	5000	30		<30	256[A-B]	70[A-B]	<30	<30
Zinc	mg/kg	140	500	1500	7500	100		<100	<100	<100	<100	<100

Certifié par:

CHIMISTE Amar Bellahsene 2011-214 QUÉBEC

La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Métaux Extractibles Totaux (sol) PRTC

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**17G058013CF-01B**	**17G058013CF-03**	**17G058005CF-03**	**17G058-008-CF-04**	**17G058-014-CF-02B**
							MATRICE:	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**
							DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-10**	**2018-04-10**	**2018-04-10**	**2018-04-09**	**2018-04-09**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**		**9220367**	**9220371**	**9220373**	**9220383**	**9220385**
Argent	mg/kg	2	20	40	200	0.5		<0.5	<0.5	<0.5	<0.5	<0.5
Arsenic	mg/kg	6	30	50	250	5.0		5.5[<A]	<5.0	6.8[A-B]	<5.0	<5.0
Baryum	mg/kg	340	500	2000	10000	20		47[<A]	36[<A]	53[<A]	50[<A]	38[<A]
Cadmium	mg/kg	1.5	5	20	100	0.9		<0.9	<0.9	<0.9	<0.9	<0.9
Chrome	mg/kg	100	250	800	4000	45		<45	<45	<45	<45	<45
Cobalt	mg/kg	25	50	300	1500	15		<15	<15	<15	<15	<15
Cuivre	mg/kg	50	100	500	2500	40		<40	<40	<40	<40	<40
Étain	mg/kg	5	50	300	1500	5		10[A-B]	12[A-B]	<5	<5	<5
Manganèse	mg/kg	1000	1000	2200	11000	10		295[<A]	175[<A]	250[<A]	441[<A]	323[<A]
Molybdène	mg/kg	2	10	40	200	2		<2	<2	<2	<2	<2
Nickel	mg/kg	50	100	500	2500	30		<30	<30	<30	<30	<30
Plomb	mg/kg	50	500	1000	5000	30		35[<A]	<30	<30	<30	<30
Zinc	mg/kg	140	500	1500	7500	100		<100	<100	<100	413[A-B]	<100

Commentaires: LDR - Limite de détection rapportée; C / N - Critères Normes: A se réfère QC PTC 2016 A, B se réfère QC PTC 2016 B, C se réfère QC PTC 2016 C, D se réfère QC RESC (Annexe 1)
Les valeurs des critères sont uniquement fournies comme référence générale. Les critères fournis peuvent être ou ne pas être pertinents pour l'utilisation prévue. Se référer directement à la norme applicable pour l'interprétation réglementaire.

9219662-9220385 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

PRTC - Métaux Extractibles Totaux (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	17G058002CF-02	17G058-008-CF-03 DUP
						MATRICE:	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-05	2018-04-09
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220343**	**9220382**
Argent	mg/kg	2	20	40	200	0.5	<0.5	<0.5
Arsenic	mg/kg	6	30	50	250	5.0	<5.0	14.8[A-B]
Baryum	mg/kg	340	500	2000	10000	20	81[<A]	51[<A]
Cadmium	mg/kg	1.5	5	20	100	0.9	<0.9	<0.9
Chrome	mg/kg	100	250	800	4000	45	<45	<45
Cobalt	mg/kg	25	50	300	1500	15	<15	<15
Cuivre	mg/kg	50	100	500	2500	40	<40	<40
Étain	mg/kg	5	50	300	1500	5	<5	<5
Manganèse	mg/kg	1000	1000	2200	11000	10	300[<A]	361[<A]
Molybdène	mg/kg	2	10	40	200	2	<2	<2
Nickel	mg/kg	50	100	500	2500	30	<30	<30
Plomb	mg/kg	50	500	1000	5000	30	96[A-B]	56[A-B]
Zinc	mg/kg	140	500	1500	7500	100	<100	<100

Commentaires: LDR - Limite de détection rapportée; C / N - Critères Normes: A se réfère QC PTC 2016 A, B se réfère QC PTC 2016 B, C se réfère QC PTC 2016 C, D se réfère QC RESC (Annexe 1)
Les valeurs des critères sont uniquement fournies comme référence générale. Les critères fournis peuvent être ou ne pas être pertinents pour l'utilisation prévue. Se référer directement à la norme applicable pour l'interprétation réglementaire.

9220343-9220382 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**17G058004CF-04**	**17G058004CF-06B**	**17G058007CF-02**	**17G058007CF-03B**	**17G058006CF-04**
							MATRICE:	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**
							DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-04**	**2018-04-04**	**2018-04-04**	**2018-04-04**	**2018-04-05**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**		**9219662**	**9219665**	**9219667**	**9219669**	**9219691**
Acénaphtène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1		<0.1	0.6[A-B]	<0.1	<0.1	2.4[A-B]
Acénaphtylène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1		<0.1	0.2[A-B]	<0.1	<0.1	0.6[A-B]
Anthracène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1		<0.1	1.7[A-B]	<0.1	<0.1	5.8[A-B]
Benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	2.5[B-C]	0.3[A-B]	0.1[A]	9.4[B-C]
Benzo(a)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	1.7[B-C]	0.2[A-B]	<0.1	6.5[B-C]
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1		<0.1	1.4[B-C]	0.2[A-B]	<0.1	5.5[B-C]
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1		<0.1	0.8[A-B]	0.1[A]	<0.1	3.1[B-C]
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1		<0.1	0.8[A-B]	0.1[A]	<0.1	3.0[B-C]
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1		<0.1	0.4[A-B]	<0.1	<0.1	1.6[B-C]
Benzo(g,h,i)pérylène	mg/kg	0.1	1	10	18	0.1		<0.1	1.0[B]	0.2[A-B]	<0.1	3.6[B-C]
Chrysène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	2.0[B-C]	0.4[A-B]	<0.1	8.2[B-C]
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	82	0.1		<0.1	0.2[A-B]	<0.1	<0.1	0.9[A-B]
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	0.3[A-B]
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	0.2[A-B]
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	0.2[A-B]	<0.1	<0.1	0.9[A-B]
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Fluoranthène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1		<0.1	6.3[A-B]	0.8[A-B]	0.2[A-B]	22.9[B-C]
Fluorène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1		<0.1	0.7[A-B]	<0.1	<0.1	2.1[A-B]
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1		<0.1	0.8[A-B]	0.1[A]	<0.1	3.0[B-C]
Méthyl-3cholanthrène	mg/kg	0.1	1	10	150	0.1		<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Naphtalène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1		<0.1	0.5[A-B]	<0.1	<0.1	1.0[A-B]
Phénanthrène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1		<0.1	5.7[B-C]	0.7[A-B]	0.1[A]	21.2[B-C]
Pyrène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1		<0.1	5.0[A-B]	0.6[A-B]	0.2[A-B]	17.8[B-C]
Méthyl-1naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1		<0.1	0.2[A-B]	<0.1	<0.1	0.7[A-B]
Méthyl-2naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1		<0.1	0.2[A-B]	0.1[A]	<0.1	0.6[A-B]
Diméthyl-1,3naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1		<0.1	0.2[A-B]	0.2[A-B]	<0.1	0.8[A-B]
Triméthyl-2,3,5naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1		<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	0.3[A-B]

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058004CF-	17G058004CF-	17G058007CF-	17G058007CF-	17G058006CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	04	06B	02	03B	04
						MATRICE:	Sol	Sol	Sol	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-05
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9219662**	**9219665**	**9219667**	**9219669**	**9219691**
Humidité	%					0.1	5.6	11.9	7.1	11.3	19.1
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**							
Acénaphtène-D10	%			40-140			90	77	88	93	80
Fluoranthène-D10	%			40-140			100	73	96	103	88
Pérylène-D12	%			40-140			82	56	94	87	87

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058002CF-	17G058002CF-	17G058001CF-	17G058003CF-	17G058003CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	02	04	05A	03	05B
						MATRICE:	Sol	Sol	Sol	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	9220343	9220346	9220347	9220352	9220355
Acénaphtène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Acénaphtylène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Anthracène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	0.2[A-B]	<0.1	0.2[A-B]	0.1[A]	<0.1
Benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	0.6[A-B]	<0.1	0.5[A-B]	0.4[A-B]	<0.1
Benzo(a)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	0.6[A-B]	<0.1	0.3[A-B]	0.3[A-B]	<0.1
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	0.4[A-B]	<0.1	0.3[A-B]	0.2[A-B]	<0.1
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	0.3[A-B]	<0.1	0.2[A-B]	0.1[A]	<0.1
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	0.4[A-B]	<0.1	0.2[A-B]	0.1[A]	<0.1
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Benzo(g,h,i)pérylène	mg/kg	0.1	1	10	18	0.1	0.4[A-B]	<0.1	0.3[A-B]	0.2[A-B]	<0.1
Chrysène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	0.7[A-B]	<0.1	0.4[A-B]	0.3[A-B]	<0.1
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	82	0.1	0.1[A]	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	0.1[A]	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Fluoranthène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	1.1[A-B]	<0.1	1.0[A-B]	0.8[A-B]	<0.1
Fluorène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	0.4[A-B]	<0.1	0.2[A-B]	0.2[A-B]	<0.1
Méthyl-3cholanthrène	mg/kg	0.1	1	10	150	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Naphtalène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Phénanthrène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1	0.5[A-B]	<0.1	0.6[A-B]	0.5[A-B]	<0.1
Pyrène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	0.9[A-B]	<0.1	0.8[A-B]	0.7[A-B]	<0.1
Méthyl-1naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Méthyl-2naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Diméthyl-1,3naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Triméthyl-2,3,5naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058002CF-	17G058002CF-	17G058001CF-	17G058003CF-	17G058003CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	02	04	05A	03	05B
						MATRICE:	Sol	Sol	Sol	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220343**	**9220346**	**9220347**	**9220352**	**9220355**
Humidité	%					0.1	12.1	18.9	14.2	16.1	18.0
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**							
Acénaphtène-D10	%			40-140			99	87	85	74	87
Fluoranthène-D10	%			40-140			94	104	95	98	107
Pérylène-D12	%			40-140			94	75	81	83	80

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058015CF-	17G058013CF-		17G058013CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	03B	01B		02
						MATRICE:	Sol	Sol		Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-06	2018-04-10		2018-04-10
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220358**	**9220367**	**LDR**	**9220368**
Acénaphtène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	0.1[A]	0.1	32.4[B-C]
Acénaphtylène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	0.8[A-B]	0.1	36.9[B-C]
Anthracène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	1.1[A-B]	0.1	74.7[B-C]
Benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	1.6[B-C]	0.1	62.0[>D]
Benzo(a)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	1.6[B-C]	0.1	104[>D]
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	<0.1	1.4[B-C]	0.1	98.3[C-D]
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	<0.1	0.7[A-B]	0.1	46.2[C-D]
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	<0.1	0.7[A-B]	0.1	56.2[C-D]
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	0.2[A-B]	0.1	10.8[C-D]
Benzo(g,h,i)pérylène	mg/kg	0.1	1	10	18	0.1	<0.1	1.8[B-C]	0.1	68.3[>D]
Chrysène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	1.3[B-C]	0.1	59.1[>D]
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	82	0.1	<0.1	0.3[A-B]	0.1	16.3[C-D]
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	0.1[A]	0.1	7.1[B-C]
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	<0.1	0.1	1.2[B-C]
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	0.4[A-B]	0.1	20.7[C-D]
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	<0.1	0.1	<0.1
Fluoranthène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	2.7[A-B]	2.5	177[>D]
Fluorène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	0.1[A]	0.1	78.7[B-C]
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1	1.4[B-C]	0.1	70.6[>D]
Méthyl-3cholanthrène	mg/kg	0.1	1	10	150	0.1	<0.1	<0.1	0.1	<0.1
Naphtalène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1	<0.1	<0.1	0.1	121[>D]
Phénanthrène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1	<0.1	1.2[A-B]	2.5	302[>D]
Pyrène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1	2.5[A-B]	0.1	138[>D]
Méthyl-1naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	0.1	85.8[>D]
Méthyl-2naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	0.1	84.2[>D]
Diméthyl-1,3naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	0.1	51.9[C-D]
Triméthyl-2,3,5naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1	<0.1	0.1	4.3[B-C]

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058015CF-	17G058013CF-		17G058013CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	03B	01B		02
						MATRICE:	Sol	Sol		Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-06	2018-04-10		2018-04-10
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220358**	**9220367**	**LDR**	**9220368**
Humidité	%					0.1	14.7	8.4	0.1	12.1
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**						
Acénaphtène-D10	%			40-140			79	80		117
Fluoranthène-D10	%			40-140			101	93		96
Pérylène-D12	%			40-140			79	75		107

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058013CF-		17G058005CF-	17G058-008-CF-	17G058-008-CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	03		03	03 DUP	04
						MATRICE:	Sol		Sol	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-10		2018-04-10	2018-04-09	2018-04-09
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220371**	**LDR**	**9220373**	**9220382**	**9220383**
Acénaphtène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.5	6.5[A-B]	0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Acénaphtylène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.5	16.5[B-C]	0.1	<0.1	0.3[A-B]	0.4[A-B]
Anthracène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.5	37.8[B-C]	0.1	0.3[A-B]	0.3[A-B]	0.5[A-B]
Benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	64.1[>D]	0.1	3.7[B-C]	0.5[A-B]	0.4[A-B]
Benzo(a)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	51.3[>D]	0.1	2.6[B-C]	0.7[A-B]	0.6[A-B]
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.5	48.7[C-D]	0.1	2.5[B-C]	0.7[A-B]	0.5[A-B]
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.5	24.7[C-D]	0.1	1.3[B-C]	0.3[A-B]	0.3[A-B]
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.5	23.6[C-D]	0.1	1.3[B-C]	0.6[A-B]	0.3[A-B]
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.5	10.5[C-D]	0.1	0.5[A-B]	<0.1	<0.1
Benzo(g,h,i)pérylène	mg/kg	0.1	1	10	18	0.5	30.4[>D]	0.1	1.7[B-C]	0.6[A-B]	0.8[A-B]
Chrysène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	54.7[>D]	0.1	3.1[B-C]	0.5[A-B]	0.4[A-B]
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	82	0.5	7.6[B-C]	0.1	0.4[A-B]	0.1[A]	0.1[A]
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	1.8[B-C]	0.1	0.2[A-B]	<0.1	<0.1
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	<0.5	0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	6.1[B-C]	0.1	0.4[A-B]	<0.1	0.2[A-B]
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	<0.5	0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Fluoranthène	mg/kg	0.1	10	100	100	1.0	164[>D]	0.1	5.1[A-B]	0.9[A-B]	0.5[A-B]
Fluorène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.5	5.7[A-B]	0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.5	26.5[C-D]	0.1	1.4[B-C]	0.6[A-B]	0.6[A-B]
Méthyl-3cholanthrène	mg/kg	0.1	1	10	150	0.5	<0.5	0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Naphtalène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.5	0.8[A-B]	0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Phénanthrène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.5	52.9[C-D]	0.1	1.2[A-B]	0.5[A-B]	0.2[A-B]
Pyrène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.5	130[>D]	0.1	4.3[A-B]	0.8[A-B]	0.6[A-B]
Méthyl-1naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.5	0.9[A-B]	0.1	<0.1	0.1[A]	<0.1
Méthyl-2naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.5	<0.5	0.1	<0.1	0.1[A]	<0.1
Diméthyl-1,3naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.5	2.9[B-C]	0.1	<0.1	0.2[A-B]	<0.1
Triméthyl-2,3,5naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.5	1.1[B-C]	0.1	<0.1	<0.1	<0.1

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058013CF-		17G058005CF-	17G058-008-CF-	17G058-008-CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	03		03	03 DUP	04
						MATRICE:	Sol		Sol	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-10		2018-04-10	2018-04-09	2018-04-09
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220371**	**LDR**	**9220373**	**9220382**	**9220383**
Humidité	%					0.1	11.9	0.1	13.9	7.4	13.1
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**							
Acénaphtène-D10	%			40-140			90		86	100	78
Fluoranthène-D10	%			40-140			105		104	99	92
Pérylène-D12	%			40-140			**NA**		102	104	76

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**17G058-014-CF-02B**
						MATRICE:	**Sol**
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-09**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220385**
Acénaphtène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1
Acénaphtylène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1
Anthracène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1
Benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Benzo(a)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Benzo (b) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	<0.1
Benzo (j) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	<0.1
Benzo (k) fluoranthène	mg/kg	0.1	1	10	136	0.1	<0.1
Benzo(c)phénanthrène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1
Benzo(g,h,i)pérylène	mg/kg	0.1	1	10	18	0.1	<0.1
Chrysène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Dibenzo(a,h)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	82	0.1	<0.1
Dibenzo(a,i)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Dibenzo(a,h)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Dibenzo(a,l)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Fluoranthène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1
Fluorène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	mg/kg	0.1	1	10	34	0.1	<0.1
Méthyl-3cholanthrène	mg/kg	0.1	1	10	150	0.1	<0.1
Naphtalène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1	<0.1
Phénanthrène	mg/kg	0.1	5	50	56	0.1	<0.1
Pyrène	mg/kg	0.1	10	100	100	0.1	<0.1
Méthyl-1naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1
Méthyl-2naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1
Diméthyl-1,3naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1
Triméthyl-2,3,5naphtalène	mg/kg	0.1	1	10	56	0.1	<0.1

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058-014-CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**02B**
						MATRICE:	**Sol**
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-09**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220385**
Humidité	%					0.1	9.0
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**			
Acénaphtène-D10	%			40-140			101
Fluoranthène-D10	%			40-140			118
Pérylène-D12	%			40-140			93

Commentaires: LDR - Limite de détection rapportée; C / N - Critères Normes: A se réfère QC PTC 2016 A, B se réfère QC PTC 2016 B, C se réfère QC PTC 2016 C, D se réfère QC RESC (Annexe 1)
Les valeurs des critères sont uniquement fournies comme référence générale. Les critères fournis peuvent être ou ne pas être pertinents pour l'utilisation prévue. Se référer directement à la norme applicable pour l'interprétation réglementaire.

9219662-9220367 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

9220368 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

Echantillon dilué.

9220371 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

L'échantillon est dilué.

Un des pourcentages de récupération n'est pas applicable en raison d'une interférence de matrice.

9220373-9220385 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures pétroliers C10-C50 (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**17G058004CF-04**	**17G058004CF-06B**	**17G058007CF-02**	**17G058007CF-03B**	**17G058006CF-04**
							MATRICE:	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**
							DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-04**	**2018-04-04**	**2018-04-04**	**2018-04-04**	**2018-04-05**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**		**9219662**	**9219665**	**9219667**	**9219669**	**9219691**
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	mg/kg	300	700	3500	10000	100		<100	<100	3490[B-C]	<100	<100
Humidité	%					0.1		5.6	11.9	7.1	11.3	19.1
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**								
Nonane	%			40-140				74	72	73	75	74

							IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**17G058002CF-02**	**17G058002CF-04**	**17G058001CF-05A**	**17G058003CF-03**	**17G058003CF-05B**
							MATRICE:	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**
							DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-05**	**2018-04-05**	**2018-04-05**	**2018-04-05**	**2018-04-05**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**		**9220343**	**9220346**	**9220347**	**9220352**	**9220355**
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	mg/kg	300	700	3500	10000	100		<100	<100	216[<A]	<100	<100
Humidité	%					0.1		12.1	18.9	14.2	16.1	18.0
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**								
Nonane	%			40-140				89	63	65	52	56

							IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	**17G058015CF-03B**	**17G058013CF-01B**	**17G058013CF-03**	**17G058005CF-03**	**17G058-008-CF-03 DUP**
							MATRICE:	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**	**Sol**
							DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	**2018-04-06**	**2018-04-10**	**2018-04-10**	**2018-04-10**	**2018-04-09**
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**		**9220358**	**9220367**	**9220371**	**9220373**	**9220382**
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	mg/kg	300	700	3500	10000	100		<100	<100	589[A-B]	<100	381[A-B]
Humidité	%					0.1		14.7	8.4	11.9	13.9	7.4
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**								
Nonane	%			40-140				52	60	56	**NA**	87

Certifié par:

La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Certificat d'analyse

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Hydrocarbures pétroliers C10-C50 (sol)

DATE DE RÉCEPTION: 2018-04-05

DATE DU RAPPORT: 2018-05-09

							17G058-008-CF-	17G058-014-CF-
						IDENTIFICATION DE L'ÉCHANTILLON:	04	02B
						MATRICE:	Sol	Sol
						DATE D'ÉCHANTILLONNAGE:	2018-04-09	2018-04-09
Paramètre	**Unités**	**C / N: A**	**C / N: B**	**C / N: C**	**C / N: D**	**LDR**	**9220383**	**9220385**
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	mg/kg	300	700	3500	10000	100	<100	<100
Humidité	%					0.1	13.1	9.0
Étalon de recouvrement	**Unités**			**Limites**				
Nonane	%			40-140			55	81

Commentaires: LDR - Limite de détection rapportée; C / N - Critères Normes: A se réfère QC PTC 2016 A, B se réfère QC PTC 2016 B, C se réfère QC PTC 2016 C, D se réfère QC RESC (Annexe 1)
Les valeurs des critères sont uniquement fournies comme référence générale. Les critères fournis peuvent être ou ne pas être pertinents pour l'utilisation prévue. Se référer directement à la norme applicable pour l'interprétation réglementaire.

9219662-9220371 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

9220373 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

Le pourcentage de récupération n'est pas applicable en raison d'une interférence de matrice.

9220382-9220385 Une LDR plus élevée indique qu'une dilution a été effectuée afin de réduire la concentration des analytes ou de réduire l'interférence de la matrice.

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Contrôle de qualité

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Analyse des Sols

Date du rapport: 2018-05-09

PARAMÈTRE	Lot	N° éch.	DUPLICATA			MATÉRIAU DE RÉFÉRENCE				BLANC FORTIFIÉ			ÉCH. FORTIFIÉ		
			Dup #1	Dup #2	% d'écart	Blanc de méthode	% Récup.	Limites		% Récup.	Limites		% Récup.	Limites	
								Inf.	Sup.		Inf.	Sup.		Inf.	Sup.
Métaux Extractibles Totaux (sol) PRTC															
Argent	9219665		<0.5	<0.5	NA	< 0.5	93%	80%	120%	106%	80%	120%	99%	80%	120%
Arsenic	9219665		<5.0	<5.0	NA	< 5.0	97%	80%	120%	105%	80%	120%	100%	80%	120%
Baryum	9219665	9219665	43	44	NA	< 20	83%	80%	120%	97%	80%	120%	83%	80%	120%
Cadmium	9219665	9219665	<0.9	<0.9	NA	< 0.9	92%	80%	120%	99%	80%	120%	99%	80%	120%
Chrome	9219665	9219665	<45	<45	NA	< 45	96%	80%	120%	103%	80%	120%	92%	80%	120%
Cobalt	9219665	9219665	<15	<15	NA	< 15	89%	80%	120%	95%	80%	120%	92%	80%	120%
Cuivre	9219665	9219665	<40	<40	NA	< 40	86%	80%	120%	92%	80%	120%	87%	80%	120%
Étain	9219665	9219665	<5	<5	NA	< 5	108%	80%	120%	92%	80%	120%	109%	80%	120%
Manganèse	9219665	9219665	331	277	17.8	< 10	76%	80%	120%	103%	80%	120%	NA	80%	120%
Molybdène	9219665	9219665	<2	<2	NA	< 2	97%	80%	120%	99%	80%	120%	104%	80%	120%
Nickel	9219665	9219665	<30	33	NA	< 30	85%	80%	120%	89%	80%	120%	NA	80%	120%
Plomb	9219665	9219665	37	36	NA	< 30	93%	80%	120%	95%	80%	120%	95%	80%	120%
Zinc	9219665	9219665	<100	<100	NA	< 100	93%	80%	120%	99%	80%	120%	99%	80%	120%

Commentaires: NA : Non applicable

NA dans l'écart du duplicata indique que l'écart n'a pu être calculé car l'un ou les deux résultats sont < 5x LDR.

NA dans le pourcentage de récupération de l'échantillon fortifié indique que le résultat n'est pas fourni en raison de l'hétérogénéité de l'échantillon ou de la concentration trop élevée par rapport à l'ajout.

NA dans le blanc fortifié ou le MRC indique qu'il n'est pas requis par la procédure.

Le pourcentage de récupération du MRC peut être en dehors du critère d'acceptabilité de 80-120%, s'il est conforme à l'écart du certificat du matériau de référence.

PRTC - Métaux Extractibles Totaux (sol)															
Argent	9220343	9220343	<0.5	<0.5	NA	< 0.5	104%	80%	120%	112%	80%	120%	NA	80%	120%
Arsenic	9220343	9220343	<5.0	<5.0	NA	< 5.0	105%	80%	120%	114%	80%	120%	116%	80%	120%
Baryum	9220343	9220343	81	67	NA	< 20	97%	80%	120%	99%	80%	120%	94%	80%	120%
Cadmium	9220343	9220343	<0.9	<0.9	NA	< 0.9	110%	80%	120%	106%	80%	120%	107%	80%	120%
Chrome	9220343	9220343	<45	<45	NA	< 45	105%	80%	120%	109%	80%	120%	109%	80%	120%
Cobalt	9220343	9220343	<15	<15	NA	< 15	90%	80%	120%	103%	80%	120%	95%	80%	120%
Cuivre	9220343	9220343	<40	<40	NA	< 40	113%	80%	120%	95%	80%	120%	115%	80%	120%
Étain	9220343	9220343	<5	<5	NA	< 5	108%	80%	120%	100%	80%	120%	105%	80%	120%
Manganèse	9220343	9220343	300	278	7.6	< 10	96%	80%	120%	103%	80%	120%	NA	80%	120%
Molybdène	9220343	9220343	<2	<2	NA	< 2	109%	80%	120%	113%	80%	120%	118%	80%	120%
Nickel	9220343	9220343	<30	<30	NA	< 30	111%	80%	120%	109%	80%	120%	115%	80%	120%
Plomb	9220343	9220343	96	85	NA	< 30	95%	80%	120%	104%	80%	120%	104%	80%	120%
Zinc	9220343	9220343	<100	<100	NA	< 100	100%	80%	120%	102%	80%	120%	95%	80%	120%

Commentaires: NA : Non applicable

NA dans l'écart du duplicata indique que l'écart n'a pu être calculé car l'un ou les deux résultats sont < 5x LDR.

NA dans le pourcentage de récupération de l'échantillon fortifié indique que le résultat n'est pas fourni en raison de l'hétérogénéité de l'échantillon ou de la concentration trop élevée par rapport à l'ajout.

NA dans le blanc fortifié ou le MRC indique qu'il n'est pas requis par la procédure.

Le pourcentage de récupération du MRC peut être en dehors du critère d'acceptabilité de 80-120%, s'il est conforme à l'écart du certificat du matériau de référence.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Contrôle de qualité

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.
N° BON DE TRAVAIL: 18M335486
N° DE PROJET: 171-09124-07
À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer
PRÉLEVÉ PAR:D.B.
LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Analyse des Sols (Suite)

Date du rapport: 2018-05-09			DUPLICATA			MATÉRIAU DE RÉFÉRENCE				BLANC FORTIFIÉ			ÉCH. FORTIFIÉ		
PARAMÈTRE	Lot	N° éch.	Dup #1	Dup #2	% d'écart	Blanc de méthode	% Récup.	Limites		% Récup.	Limites		% Récup.	Limites	
								Inf.	Sup.		Inf.	Sup.		Inf.	Sup.

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Contrôle de qualité

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.
N° BON DE TRAVAIL: 18M335486
N° DE PROJET: 171-09124-07
À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer
PRÉLEVÉ PAR:D.B.
LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Analyse organique de trace

Date du rapport: 2018-05-09

PARAMÈTRE	Lot	N° éch.	DUPLICATA			MATÉRIAU DE RÉFÉRENCE				BLANC FORTIFIÉ			ÉCH. FORTIFIÉ		
			Dup #1	Dup #2	% d'écart	Blanc de méthode	% Récup.	Limites Inf.	Limites Sup.	% Récup.	Limites Inf.	Limites Sup.	% Récup.	Limites Inf.	Limites Sup.
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)															
Acénaphtène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	98%	70%	130%	111%	70%	130%
Acénaphtylène	9220382	9220382	0.3	0.3	NA	<0.1	NA	70%	130%	84%	70%	130%	99%	70%	130%
Anthracène	9220382	9220382	0.3	0.3	NA	<0.1	NA	70%	130%	93%	70%	130%	95%	70%	130%
Benzo(a)anthracène	9220382	9220382	0.5	0.5	0.0	<0.1	NA	70%	130%	100%	70%	130%	96%	70%	130%
Benzo(a)pyrène	9220382	9220382	0.7	0.6	15.4	<0.1	NA	70%	130%	102%	70%	130%	88%	70%	130%
Benzo (b) fluoranthène	9220382	9220382	0.7	0.7	0.0	<0.1	NA	70%	130%	106%	70%	130%	109%	70%	130%
Benzo (j) fluoranthène	9220382	9220382	0.3	0.4	NA	<0.1	NA	70%	130%	108%	70%	130%	102%	70%	130%
Benzo (k) fluoranthène	9220382	9220382	0.6	0.4	NA	<0.1	NA	70%	130%	96%	70%	130%	90%	70%	130%
Benzo(c)phénanthrène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	95%	70%	130%	108%	70%	130%
Benzo(g,h,i)pérylène	9220382	9220382	0.6	0.6	0.0	<0.1	NA	70%	130%	115%	70%	130%	105%	70%	130%
Chrysène	9220382	9220382	0.5	0.5	0.0	<0.1	NA	70%	130%	108%	70%	130%	92%	70%	130%
Dibenzo(a,h)anthracène	9220382	9220382	0.1	0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	113%	70%	130%	110%	70%	130%
Dibenzo(a,i)pyrène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	121%	70%	130%	110%	70%	130%
Dibenzo(a,h)pyrène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	110%	70%	130%	93%	70%	130%
Dibenzo(a,l)pyrène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	120%	70%	130%	101%	70%	130%
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	101%	70%	130%	98%	70%	130%
Fluoranthène	9220382	9220382	0.9	0.8	11.8	<0.1	NA	70%	130%	97%	70%	130%	109%	70%	130%
Fluorène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	101%	70%	130%	116%	70%	130%
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	9220382	9220382	0.6	0.5	18.2	<0.1	NA	70%	130%	103%	70%	130%	85%	70%	130%
Méthyl-3cholanthrène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	116%	70%	130%	118%	70%	130%
Naphtalène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	85%	70%	130%	89%	70%	130%
Phénanthrène	9220382	9220382	0.5	0.5	0.0	<0.1	NA	70%	130%	97%	70%	130%	NA	70%	130%
Pyrène	9220382	9220382	0.8	0.7	13.3	<0.1	NA	70%	130%	98%	70%	130%	116%	70%	130%
Méthyl-1naphtalène	9220382	9220382	0.1	0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	90%	70%	130%	97%	70%	130%
Méthyl-2naphtalène	9220382	9220382	0.1	0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	87%	70%	130%	91%	70%	130%
Diméthyl-1,3naphtalène	9220382	9220382	0.2	0.2	NA	<0.1	NA	70%	130%	96%	70%	130%	105%	70%	130%
Triméthyl-2,3,5naphtalène	9220382	9220382	<0.1	<0.1	NA	<0.1	NA	70%	130%	81%	70%	130%	87%	70%	130%

Commentaires: NA : Non applicable

NA dans l'écart du duplicata indique que l'écart n'a pu être calculé car l'un ou les deux résultats sont < 5x LDR.

NA dans le pourcentage de récupération de l'échantillon fortifié indique que le résultat n'est pas fourni en raison de l'hétérogénéité de l'échantillon ou de la concentration trop élevée par rapport à l'ajout.

NA dans le blanc fortifié ou le MRC indique qu'il n'est pas requis par la procédure.

L'écart acceptable est applicable pour 90% des composés. Pour les 10% des composés restants, un écart de 40 à 160% est acceptable.

Hydrocarbures pétroliers C10-C50 (sol)															
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	9219665	9219665	< 100	< 100	NA	< 100	NA	70%	130%	80%	70%	130%	NA	70%	130%

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires
9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Contrôle de qualité

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC. **N° BON DE TRAVAIL: 18M335486**

N° DE PROJET: 171-09124-07 **À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer**

PRÉLEVÉ PAR:D.B. **LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb**

Analyse organique de trace (Suite)

Date du rapport: 2018-05-09			DUPLICATA			MATÉRIAU DE RÉFÉRENCE				BLANC FORTIFIÉ			ÉCH. FORTIFIÉ		
PARAMÈTRE	Lot	N° éch.	Dup #1	Dup #2	% d'écart	Blanc de méthode	% Récup.	Limites		% Récup.	Limites		% Récup.	Limites	
								Inf.	Sup.		Inf.	Sup.		Inf.	Sup.
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (sol)															
Acénaphtène	9219665		0.6	0.5	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	93%	70%	130%	106%	70%	130%
Acénaphtylène	9219665		0.2	0.2	NA	< 0.1	NA	70%	130%	74%	70%	130%	79%	70%	130%
Anthracène	9219665		1.7	1.9	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	102%	70%	130%	109%	70%	130%
Benzo(a)anthracène	9219665		2.5	2.6	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	107%	70%	130%	114%	70%	130%
Benzo(a)pyrène	9219665		1.7	1.7	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	90%	70%	130%	87%	70%	130%
Benzo (b) fluoranthène	9219665		1.4	1.5	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	93%	70%	130%	85%	70%	130%
Benzo (j) fluoranthène	9219665		0.8	0.8	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	83%	70%	130%	81%	70%	130%
Benzo (k) fluoranthène	9219665		0.8	0.8	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	88%	70%	130%	84%	70%	130%
Benzo(c)phénanthrène	9219665		0.4	0.4	NA	< 0.1	NA	70%	130%	117%	70%	130%	118%	70%	130%
Benzo(g,h,i)pérylène	9219665		1.0	1.0	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	100%	70%	130%	90%	70%	130%
Chrysène	9219665		2.0	2.2	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	102%	70%	130%	94%	70%	130%
Dibenzo(a,h)anthracène	9219665		0.2	0.3	NA	< 0.1	NA	70%	130%	77%	70%	130%	73%	70%	130%
Dibenzo(a,i)pyrène	9219665		<0.1	0.1	NA	< 0.1	NA	70%	130%	99%	70%	130%	76%	70%	130%
Dibenzo(a,h)pyrène	9219665		<0.1	<0.1	NA	< 0.1	NA	70%	130%	81%	70%	130%	NA	70%	130%
Dibenzo(a,l)pyrène	9219665		0.2	0.3	NA	< 0.1	NA	70%	130%	100%	70%	130%	90%	70%	130%
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	9219665		<0.1	<0.1	NA	< 0.1	NA	70%	130%	85%	70%	130%	78%	70%	130%
Fluoranthène	9219665		6.3	6.4	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	115%	70%	130%	130%	70%	130%
Fluorène	9219665		0.7	0.8	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	88%	70%	130%	96%	70%	130%
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	9219665		0.8	0.9	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	80%	70%	130%	77%	70%	130%
Méthyl-3cholanthrène	9219665		<0.1	<0.1	NA	< 0.1	NA	70%	130%	98%	70%	130%	91%	70%	130%
Naphtalène	9219665		0.5	0.7	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	102%	70%	130%	108%	70%	130%
Phénanthrène	9219665		5.7	6.2	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	113%	70%	130%	125%	70%	130%
Pyrène	9219665		5.0	4.8	0.0	< 0.1	NA	70%	130%	117%	70%	130%	130%	70%	130%
Méthyl-1naphtalène	9219665		0.2	0.2	NA	< 0.1	NA	70%	130%	86%	70%	130%	99%	70%	130%
Méthyl-2naphtalène	9219665		0.2	0.3	NA	< 0.1	NA	70%	130%	89%	70%	130%	96%	70%	130%
Diméthyl-1,3naphtalène	9219665		0.2	0.2	NA	< 0.1	NA	70%	130%	94%	70%	130%	107%	70%	130%
Triméthyl-2,3,5naphtalène	9219665		<0.1	<0.1	NA	< 0.1	NA	70%	130%	100%	70%	130%	109%	70%	130%

Commentaires: NA : Non applicable

NA dans l'écart du duplicata indique que l'écart n'a pu être calculé car l'un ou les deux résultats sont < 5x LDR.

NA dans le pourcentage de récupération de l'échantillon fortifié indique que le résultat n'est pas fourni en raison de l'hétérogénéité de l'échantillon ou de la concentration trop élevée par rapport à l'ajout.

NA dans le blanc fortifié ou le MRC indique qu'il n'est pas requis par la procédure.

Commentaires: NA : Non applicable

NA dans l'écart du duplicata indique que l'écart n'a pu être calculé car l'un ou les deux résultats sont < 5x LDR.

NA dans le pourcentage de récupération de l'échantillon fortifié indique que le résultat n'est pas fourni en raison de l'hétérogénéité de l'échantillon ou de la concentration trop élevée par rapport à l'ajout.

NA dans le blanc fortifié ou le MRC indique qu'il n'est pas requis par la procédure.

L'écart acceptable est applicable pour 90% des composés. Pour les 10% des composés restants, un écart de 40 à 160% est acceptable.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Contrôle de qualité

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

Analyse organique de trace (Suite)

Date du rapport: 2018-05-09

PARAMÈTRE	Lot	N° éch.	DUPLICATA			MATÉRIAU DE RÉFÉRENCE				BLANC FORTIFIÉ			ÉCH. FORTIFIÉ		
			Dup #1	Dup #2	% d'écart	Blanc de méthode	% Récup.	Limites		% Récup.	Limites		% Récup.	Limites	
								Inf.	Sup.		Inf.	Sup.		Inf.	Sup.
Hydrocarbures pétroliers C10-C50 (sol)															
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	9220368	9220368	381	317	NA	< 100	NA	70%	130%	108%	70%	130%	83%	70%	130%

Commentaires: NA : Non applicable

NA dans l'écart du duplicata indique que l'écart n'a pu être calculé car l'un ou les deux résultats sont < 5x LDR.

NA dans le pourcentage de récupération de l'échantillon fortifié indique que le résultat n'est pas fourni en raison de l'hétérogénéité de l'échantillon ou de la concentration trop élevée par rapport à l'ajout.

NA dans le blanc fortifié ou le MRC indique qu'il n'est pas requis par la procédure.

Certifié par:



La procédure des Laboratoires AGAT concernant les signatures et les signataires se conforme strictement aux exigences d'accréditation ISO 17025:2005 comme le requiert, lorsque applicable, CALA, CCN et MDDELCC. Toutes les signatures sur les certificats d'AGAT sont protégées par des mots de passe et les signataires rencontrent les exigences des domaines d'accréditation ainsi que les exigences régionales approuvées par CALA, CCN et MDDELCC.

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Sommaire de méthode

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC.

N° BON DE TRAVAIL: 18M335486

N° DE PROJET: 171-09124-07

À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer

PRÉLEVÉ PAR:D.B.

LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb

PARAMÈTRE	PRÉPARÉ LE	ANALYSÉ LE	AGAT P.O.N.	RÉFÉRENCE DE LITTÉRATURE	TECHNIQUE ANALYTIQUE
Analyse des Sols					
Argent	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6105F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/MS
Arsenic	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6105F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/MS
Baryum	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Cadmium	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Chrome	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Cobalt	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Cuivre	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Étain	2018-05-05	2018-05-05	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Manganèse	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Molybdène	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Nickel	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Plomb	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Zinc	2018-05-04	2018-05-04	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Argent	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6105F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/MS
Arsenic	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6105F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/MS
Baryum	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Cadmium	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Chrome	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Cobalt	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Cuivre	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Étain	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Manganèse	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Molybdène	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Nickel	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Plomb	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES
Zinc	2018-05-29	2018-05-29	MET-101-6107F	MA. 200 - Mét 1.2 ; MA. 203 - Mét 3.2	ICP/OES

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

AGAT Laboratoires

9770 ROUTE TRANSCANADIENNE
ST. LAURENT, QUEBEC
CANADA H4S 1V9
TEL (514)337-1000
FAX (514)333-3046
http://www.agatlabs.com

Sommaire de méthode

NOM DU CLIENT: WSP CANADA INC. **N° BON DE TRAVAIL: 18M335486**

N° DE PROJET: 171-09124-07 **À L'ATTENTION DE: Dominique Chayer**

PRÉLEVÉ PAR:D.B. **LIEU DE PRÉLÈVEMENT:Mtl - Christophe-Colomb**

PARAMÈTRE	PRÉPARÉ LE	ANALYSÉ LE	AGAT P.O.N.	RÉFÉRENCE DE LITTÉRATURE	TECHNIQUE ANALYTIQUE
Analyse organique de trace					
Acénaphtène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Acénaphtylène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Anthracène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Benzo(a)anthracène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Benzo(a)pyrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Benzo (b) fluoranthène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Benzo (j) fluoranthène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Benzo (k) fluoranthène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Benzo(c)phénanthrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Benzo(g,h,i)pérylène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Chrysène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Dibenzo(a,h)anthracène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Dibenzo(a,i)pyrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Dibenzo(a,h)pyrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Dibenzo(a,l)pyrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Fluoranthène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Fluorène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Méthyl-3cholanthrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Naphtalène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Phénanthrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Pyrène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Méthyl-1naphtalène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Méthyl-2naphtalène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Diméthyl-1,3naphtalène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Triméthyl-2,3,5naphtalène	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Acénaphtène-D10	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Fluoranthène-D10	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Pérylène-D12	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5102F	MA.400-HAP 1.1	GC/MS
Humidité	2018-05-04	2018-05-30	LAB-111-4040F	MA.100-ST 1.1	BALANCE
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5104F	MA.400–HYD. 1.1	GC/FID
Nonane	2018-05-07	2018-05-31	ORG-100-5104F	MA.400–HYD. 1.1	GC/FID
Humidité	2018-05-04	2018-05-30	LAB-111-4040F	MA.100-ST 1.1	BALANCE

Cette version remplace et annule toute version, le cas échéant. Ce document ne doit pas être reproduit, sinon en entier, sans l'autorisation écrite du laboratoire. Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis pour analyse.

La grille de gestion des sols excavés ne s'applique, pour les critères supérieurs à A, que pour une contamination de nature anthropique. Si la concentration naturelle dans le sol est supérieure à A, la gestion des sols contenant cette concentration naturelle est considérée comme équivalente à celle attribuable au critère A.

≤ critère A[1]

Utilisés sans restriction sur tout terrain.

< critère B (valeurs limites de l'annexe 1 du RPRT)

1. Ailleurs que sur le terrain d'origine, les sols ne peuvent être déposés que sur des sols dont la concentration en contaminants est égale ou supérieure à celle des sols remblayés (article 4 du RSCTSC) et s'ils n'émettent pas d'odeurs d'hydrocarbures perceptibles.
2. Aux mêmes conditions, déposés sur ou dans des terrains destinés à l'habitation s'ils sont utilisés comme matériau de remblayage dans le cadre de travaux de réhabilitation de terrains faits conformément à la LQE.

≤ critère B (valeurs limites de l'annexe 1 du RPRT)

1. Valorisés sur le terrain d'origine ou sur le terrain à partir duquel a eu lieu l'activité à l'origine de la contamination.
2. Valorisés comme matériau de recouvrement journalier ou final dans un lieu d'enfouissement technique (LET) ou comme matériau de recouvrement hebdomadaire ou final dans un lieu d'enfouissement en tranchée ou comme recouvrement mensuel ou final dans un lieu d'enfouissement de débris de construction ou de démolition, conformément au REIMR aux conditions des articles 42, 50, 90, 91, 105 ou 106.
3. Valorisés comme recouvrement final dans un lieu d'enfouissement de sols contaminés (LESC) aux conditions décrites à l'article 38 du RESC ou valorisés dans un système de captage des gaz prévu à l'article 13 du RESC.
4. Valorisés comme recouvrement final d'un lieu de dépôt définitif de matières dangereuses aux conditions de l'article 101 du RMD.
5. Valorisés comme matériau de recouvrement final dans un système de gestion qui comporte le dépôt définitif par enfouissement de déchets de fabriques de pâtes et papiers, aux conditions de l'article 116 du Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers (RFPP).
6. Valorisés sur un lieu d'élimination nécessitant un recouvrement, aux conditions prévues au certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la LQE.
7. Valorisés avec ou sans MRF, comme matériau apte à la végétation dans des projets de restauration d'aires d'accumulation de résidus miniers[2] ou dans la couverture de lieux visés par le RFPP, le RESC ou le RMD. Ne doit dégager aucune odeur d'hydrocarbures perceptible. Dans le cas d'ajout de MRF, le projet doit être autorisé et respecter le *Guide sur l'utilisation de matières résiduelles fertilisantes pour la restauration de la couverture végétale de lieux dégradés*[3].
8. Valorisés comme couche de protection d'une géomembrane utilisée dans un système multicouche lors de la restauration d'une aire d'accumulation de résidus miniers générateurs d'acide[2].

9. Éliminés dans un lieu d'enfouissement visé par le RESC.
10. Éliminés dans un LET, un lieu d'enfouissement en tranchée, un lieu d'enfouissement en milieu nordique, un lieu d'enfouissement de débris de construction ou de démolition ou un lieu d'enfouissement en territoire isolé, conformément à l'article 4 du REIMR.

≥ critère B et ≤ critère C

1. Utilisés sur le terrain d'origine comme matériau de remblayage à la condition que les concentrations mesurées respectent les critères ou valeurs limites réglementaires applicables aux sols selon l'usage et le zonage.
2. Valorisés comme matériau de recouvrement dans un LET ou comme matériau de recouvrement hebdomadaire dans un lieu d'enfouissement en tranchée, aux conditions des articles 42, 50 ou 90 du REIMR. Ces conditions incluent notamment que les concentrations de composés organiques volatils soient égales ou inférieures aux critères B.
3. Traités sur place ou dans un lieu de traitement autorisé.
4. Éliminés dans un lieu d'enfouissement visé par le RESC.

< annexe 1 du RESC

1. Utilisés pour remplir des dépressions naturelles ou des excavations sur le terrain d'origine lors de travaux de réhabilitation aux conditions prévues dans le plan de réhabilitation approuvé dans le cadre d'une analyse de risques (dossiers GTE), à la condition que les C_{10}-C_{50} et les COV respectent les critères d'usage.
2. Traités sur place ou dans un lieu de traitement autorisé.
3. Éliminés dans un lieu d'enfouissement visé par le RESC.

≥ annexe 1 du RESC

1. Décontaminés sur place ou dans un lieu de traitement autorisé et gestion selon le résultat obtenu. Si cela est impossible, éliminés dans un lieu d'enfouissement visé par le RESC pour les exceptions mentionnées à l'article 4.1° a, b ou c.

Cas particuliers

1. Des sols contaminés peuvent être utilisés, à condition de ne dégager aucune odeur d'hydrocarbures perceptible, pour la construction d'un écran visuel ou antibruit dont l'utilité est démontrée :
    a. Sur un terrain résidentiel avec des sols du terrain d'origine :
        i. dont les concentrations sont :≤B;
        ii. dont les concentrations sont : ≤ C, lors de travaux de réhabilitation sur le terrain réalisés conformément au plan de réhabilitation approuvé dans le cadre d'une analyse de risque (dossiers GTE), sous les mesures de confinement, à condition que les sols contiennent des concentrations : ≤ B en C_{10}-C_{50} et en composés organiques volatils (COV)[4];
        iii. dont les concentrations sont < annexe I du RESC, lors de travaux de réhabilitation sur le terrain réalisés conformément au plan de réhabilitation approuvé dans le cadre d'une analyse de risque (dossiers GTE), sous les mesures de confinement, à condition que les sols en place soient de niveau > C et que les sols déposés contiennent des concentrations : ≤ B en C_{10}-C_{50} et en COV[4];

b. Sur un terrain commercial/industriel avec des sols du terrain d'origine :

   i. dont les concentrations sont : ≤ C;

   ii. dont les concentrations sont : ≤ C, lors de travaux de réhabilitation sur le terrain réalisés conformément au plan de réhabilitation approuvé dans le cadre d'une analyse de risque (dossiers GTE), sous les mesures de confinement;

   iii. dont les concentrations sont < annexe I du RESC, lors de travaux de réhabilitation sur le terrain réalisés conformément au plan de réhabilitation approuvé dans le cadre d'une analyse de risque (dossiers GTE), sous les mesures de confinement, à condition que les sols en place soient > C, et que les sols déposés contiennent des concentrations : ≤ C en C_{10}-C_{50} et en COV[4].

2. La valorisation de sols contaminés dans un procédé en remplacement d'une matière vierge est possible aux conditions de l'autorisation.

3. Les sols ≥ B peuvent être acheminés sur les aires de résidus miniers, s'ils sont contaminés exclusivement par des métaux ou métalloïdes résultant des activités minières de l'entreprise responsable de l'aire, aux conditions de l'autorisation délivrée par le Ministère (article 6 du RSCTSC).

4. Les sols ≥ B peuvent être acheminés dans un lieu de dépôt définitif de matières dangereuses aux conditions du certificat d'autorisation détenu par ce lieu pour recevoir des sols.

Note : S'il y a présence de matières résiduelles dans les sols, se référer à la figure 12 de la section 7.7.2.

1. S'il est établi que la concentration naturelle dans le sol importé est supérieure au critère A et à la concentration du sol récepteur, il est recommandé au propriétaire du terrain récepteur de garder une trace du remblayage (localisation, niveau de contamination, provenance des sols importés), de façon à ce qu'il puisse, le cas échéant, démontrer qu'il ne s'agit pas d'une contamination anthropique. Faute de l'existence d'une telle trace, le Ministère considérera que les sols ont été contaminés par l'activité humaine et ils devront donc être gérés comme tels. Advenant le cas où les concentrations naturelles excèdent largement les critères génériques recommandés pour l'usage qui est fait du terrain récepteur, un avis sur les possibles risques à la santé et l'à-propos du remblayage avec de tels sols pourra être demandé à la direction de santé publique.

2. Ne s'applique pas aux sols contaminés = B, à moins que ces sols n'aient d'abord transité par un lieu visé à l'article 6 du Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés. Les sols excavés ≥ B ne peuvent en effet être acheminés directement que dans des lieux légalement autorisés à les recevoir et listés à l'article 6 du RSCTSC.

3. Il faudra toutefois s'assurer que la valorisation de sols A-B, auxquels on aura ajouté des matières fertilisantes ou non, entraîne un effet bénéfique, par exemple, sur la croissance de la végétation, et que ces sols répondent à un besoin réel, l'ajout de sols n'étant pas essentiel dans tous les cas de restauration minière. Il sera possible de s'assurer du bien-fondé du projet de valorisation et de son contrôle dans le cadre du certificat d'autorisation délivré préalablement à sa réalisation.

4. L'écran visuel ou antibruit doit être recouvert de 1 m de sols :≤ A ou de 40 cm :≤ A aux endroits recouverts d'une structure permanente (asphalte ou béton). Il est possible d'utiliser des MRF dans la couche apte à la végétation selon les orientations du *Guide sur l'utilisation des matières résiduelles fertilisantes pour la restauration de la couverture végétale des lieux dégradés* si la résultante est :≤ A.

ANNEXE

E

TABLEAUX DES RÉSULTATS ANALYTIQUES ET SYNTHÈSE ENVIRONNEMENTALE

- Résultats analytiques des échantillons de sols prélevés dans les forages (tableau A)
- Tableau synthèse des volumes de matériaux à excaver (tableau B)

Tableau A: Résultats analytiques des échantillons de sols prélevés dans les forages

août-18
171-09124-07

Paramètres	Guide d'intervention - PSRTC[1]			RPRT[1]		RESC[3]	Résultats analytiques (mg/kg)															
Sondage							17G058-001	17G058-002	17G058-002	17G058-003	17G058-003	17G058-004	17G058-004	17G058-005	17G058-006	17G058-007	17G058-007	17G058-008	17G058-008	17G058-013	17G058-013	17G058-013	17G058-014	17G058015
Date d'échantillonnage	Critères (mg/kg)			Valeurs limites (mg/kg)		Valeur limite (mg/kg)	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-05	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-10	2018-04-05	2018-04-04	2018-04-04	2018-04-09	2018-04-09	2018-04-10	2018-04-10	2018-04-10	2018-04-09	2018-04-06
Échantillon							CF-05A	CF-02	CF-04	CF-03	CF-05B	CF-04	CF-06B	CF-03	CF-04	CF-02	CF-03B	CF-03	CF-04	CF-01B	CF-02	CF-03	CF-02B	CF-03B
Profondeur (m)							1,22-1,40	0,15-0,76	1,37-1,98	0,36-0,76	1,54-1,98	0,61-1,22	1,87-2,44	0,30-0,40	0,61-1,22	0,10-0,71	0,80-1,12	0,61-1,22	1,22-1,83	0,45-0,76	0,76-1,37	1,37-1,98	0,32-0,58	0,27-0,74
Unité stratigraphique	A[2]	B	C	Annexe I	Annexe II		Remblai	Remblai	SN	Remblai	SN	Remblai	SN	Remblai	SN	Remblai	SN	Remblai	Remblai	Remblai	Remblai	SN	Remblai	Remblai
Hydrocarbures pétroliers C10-C50																								
Hydrocarbures pétroliers C10 à C50	300	700	3 500	700	3 500	10 000	216	<100	<100	<100	<100	<100	<100	<100	<100	**3 490**	<100	**381**	<100	<100	-	**589**	<100	<100
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)																								
Acénaphtène	0,1	10	100	10	100	100	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,6**	<0,1	**2,4**	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	0,1	**32,4**	**6,5**	<0,1	<0,1
Acénaphtylène	0,1	10	100	10	100	100	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	<0,1	**0,6**	<0,1	<0,1	**0,3**	**0,4**	**0,8**	**36,9**	**16,5**	<0,1	<0,1
Anthracène	0,1	10	100	10	100	100	**0,2**	**0,2**	<0,1	0,1	<0,1	<0,1	**1,7**	**0,3**	**5,8**	<0,1	<0,1	**0,3**	**0,5**	**1,1**	**74,7**	**37,8**	<0,1	<0,1
Benzo(a)anthracène	0,1	1	10	1	10	34	**0,5**	**0,6**	<0,1	**0,4**	<0,1	<0,1	**2,5**	**3,7**	**9,4**	**0,3**	0,1	**0,5**	**0,4**	**1,6**	**62**	**64,1**	<0,1	<0,1
Benzo(a)pyrène	0,1	1	10	1	10	34	**0,3**	**0,6**	<0,1	**0,3**	<0,1	<0,1	**1,7**	**2,6**	**6,5**	**0,2**	<0,1	**0,7**	**0,6**	**1,6**	**104**	**51,3**	<0,1	<0,1
Benzo (b) fluoranthène	0,1	1	10	1	10	136[4]	**0,3**	**0,4**	<0,1	**0,2**	<0,1	<0,1	**1,4**	**2,5**	**5,5**	**0,2**	<0,1	**0,7**	**0,5**	**1,4**	**98,3**	**48,7**	<0,1	<0,1
Benzo (j) fluoranthène	0,1	1	10	1	10	136[4]	**0,2**	**0,3**	<0,1	0,1	<0,1	<0,1	**0,8**	**1,3**	**3,1**	0,1	<0,1	**0,3**	**0,3**	**0,7**	**46,2**	**24,7**	<0,1	<0,1
Benzo (k) fluoranthène	0,1	1	10	1	10	136[4]	**0,2**	**0,4**	<0,1	0,1	<0,1	<0,1	**0,8**	**1,3**	**3,0**	0,1	<0,1	**0,6**	**0,3**	**0,7**	**56,2**	**23,6**	<0,1	<0,1
Benzo(c)phénanthrène	0,1	1	10	1	10	56	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,4**	**0,5**	**1,6**	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	**10,8**	**10,5**	<0,1	<0,1
Benzo(g,h,i)pérylène	0,1	1	10	1	10	18	**0,3**	**0,4**	<0,1	**0,2**	<0,1	<0,1	**1,0**	**1,7**	**3,6**	**0,2**	<0,1	**0,6**	**0,8**	**1,8**	**68,3**	**30,4**	<0,1	<0,1
Chrysène	0,1	1	10	1	10	34	**0,4**	**0,7**	<0,1	**0,3**	<0,1	<0,1	**2,0**	**3,1**	**8,2**	**0,4**	<0,1	**0,5**	**0,4**	**1,3**	**59,1**	**54,7**	<0,1	<0,1
Dibenzo(a,h)anthracène	0,1	1	10	1	10	82	<0,1	0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	**0,4**	**0,9**	<0,1	<0,1	0,1	0,1	**0,3**	**16,3**	**7,6**	<0,1	<0,1
Dibenzo(a,i)pyrène	0,1	1	10	1	10	34	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	**0,3**	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	0,1	**7,1**	**1,8**	<0,1	<0,1
Dibenzo(a,h)pyrène	0,1	1	10	1	10	34	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**1,2**	<0,5	<0,1	<0,1
Dibenzo(a,l)pyrène	0,1	1	10	1	10	34	<0,1	0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	**0,4**	**0,9**	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	**0,4**	**20,7**	**6,1**	<0,1	<0,1
Diméthyl-7,12benzo(a)anthracène	0,1	1	10	1	10	34	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,5	<0,1	<0,1
Fluoranthène	0,1	10	100	10	100	100	**1,0**	**1,1**	<0,1	**0,8**	<0,1	<0,1	**6,3**	**5,1**	**22,9**	**0,8**	**0,2**	**0,9**	**0,5**	**2,7**	**177**	**164**	<0,1	<0,1
Fluorène	0,1	10	100	10	100	100	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,7**	<0,1	**2,1**	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	0,1	**78,7**	**5,7**	<0,1	<0,1
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	0,1	1	10	1	10	34	**0,2**	**0,4**	<0,1	**0,2**	<0,1	<0,1	**0,8**	**1,4**	**3,0**	0,1	<0,1	**0,6**	**0,6**	**1,4**	**70,6**	**26,5**	<0,1	<0,1
Méthyl-3cholanthrène	0,1	1	10	1	10	150	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,5	<0,1	<0,1
Naphtalène	0,1	5	50	5	50	56	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,5**	<0,1	**1,0**	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**121**	**0,8**	<0,1	<0,1
Phénanthrène	0,1	5	50	5	50	56	**0,6**	**0,5**	<0,1	**0,5**	<0,1	<0,1	**5,7**	**1,2**	**21,2**	**0,7**	0,1	**0,5**	**0,2**	**1,2**	**302**	**52,9**	<0,1	<0,1
Pyrène	0,1	10	100	10	100	100	**0,8**	**0,9**	<0,1	**0,7**	<0,1	<0,1	**5**	**4,3**	**17,8**	**0,6**	**0,2**	**0,8**	**0,6**	**2,5**	**138**	**130**	<0,1	<0,1
Méthyl-1naphtalène	0,1	1	10	1	10	56	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	<0,1	**0,7**	<0,1	<0,1	0,1	<0,1	<0,1	**85,8**	**0,9**	<0,1	<0,1
Méthyl-2naphtalène	0,1	1	10	1	10	56	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	<0,1	**0,6**	0,1	<0,1	0,1	<0,1	<0,1	**84,2**	<0,5	<0,1	<0,1
Diméthyl-1,3naphtalène	0,1	1	10	1	10	56	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,2**	<0,1	**0,8**	**0,2**	<0,1	**0,2**	<0,1	<0,1	**51,9**	**2,9**	<0,1	<0,1
Triméthyl-2,3,5naphtalène	0,1	1	10	1	10	56	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**0,3**	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	**4,3**	**1,1**	<0,1	<0,1
Métaux																								
Argent	2	20	40	20	40	200	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	<0,5	-	<0,5	<0,5	<0,5
Arsenic	6	30	50	30	50	250	<5,0	<5,0	<5,0	<5,0	<5,0	<5,0	<5,0	**6,8**	**6,7**	<5,0	<5,0	**14,8**	<5,0	5,5	-	<5,0	<5,0	<5,0
Baryum	340	500	2 000	500	2 000	10 000	64	81	46	174	47	51	43	53	139	57	39	51	50	47	-	36	38	49
Cadmium	1,5	5	20	5	20	100	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	<0,9	-	<0,9	<0,9	<0,9
Chrome	100	250	800	250	800	4 000	<45	<45	<45	**120**	<45	<45	<45	<45	<45	<45	<45	<45	<45	<45	-	<45	<45	<45
Cobalt	25	50	300	50	300	1 500	<15	<15	<15	18	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	<15	-	<15	<15	<15
Cuivre	50	100	500	100	500	2 500	**54**	<40	<40	<40	<40	<40	<40	<40	<40	<40	<40	<40	<40	<40	-	<40	<40	<40
Étain	5	50	300	50	300	1 500	**8**	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	<5	**10**	-	**12**	<5	<5
Manganèse	1 000	1 000	2 200	1 000	2 200	11 000	343	300	514	341	782	578	331	250	412	278	303	361	441	295	-	175	323	447
Molybdène	2	10	40	10	40	200	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	<2	-	<2	<2	<2
Nickel	50	100	500	100	500	2 500	<30	<30	<30	**365**	<30	<30	<30	<30	<30	<30	<30	<30	<30	<30	-	<30	<30	<30
Plomb	50	500	1 000	500	1 000	5 000	**256**	**96**	<30	**70**	<30	<30	37	<30	**162**	<30	<30	**56**	<30	35	-	<30	<30	<30
Zinc	140	500	1 500	500	1 500	7 500	<100	<100	<100	<100	<100	<100	<100	<100	**226**	<100	**405**	<100	**413**	<100	-	<100	<100	<100

Effectué par : Dominique Chayer
Vérifié par : Annie Gauthier

NOTES:

(1) : Guide d'intervention - Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés (MDDELCC, Direction des lieux contaminés, Juillet 2016)
(2) : Teneurs de fond (critères A) pour les métaux et métalloïdes établies pour la province géologique de Basses-Terres du Saint-Laurent
(3) : Valeur limite de l'Annexe I du Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés (RESC)
(4) : Valeur limite applicable à la sommation des isomères b, j et k (benzo (b+j+k) fluoranthène)
(5) : Nommé CF-03 DUP dans le certificat d'analyse

LÉGENDE:

- : Non défini ou non analysé
0,7 : Concentration inférieur aux critères A du Guide d'intervention - PSRTC
0,7 : Concentration dans la plage A-B des critères du Guide d'intervention - PSRTC
5,9 : Concentration dans la plage B-C des critères du Guide d'intervention - PSRTC
300 : Concentration supérieure au critère C du Guide d'intervention - PSRTC
300 : Concentration supérieure ou égale à la valeur limite de l'Annexe I du RESC

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Tableau B : TABLEAU SYNTHÈSE DES VOLUMES DE MATÉRIAUX À EXCAVER

Nom du projet : Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols – Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arrondissements de Rosemont - La Petite-Patrie et le Plateau-Mont-Royal
N° du projet : 17G058
N° de PIDT : PIDT_10997
Nom du requérant : Service des infrastructures, de la voirie et des transports; Direction des transports; Division de la gestion des actifs – ponts et tunnels

Numéro de l'échantillon	Élévation de surface (m)	Matrice (2)	Profondeur de l'échantillon analysé (m)		Intervalle considéré pour la gestion des matériaux excavés				Aire (m^2)	Paramètres excédant les critères, valeurs limites ou normes (1)					Volume estimé (m^3)									
					Profondeur (m)		Élévation (m)			Sols				Matières résiduelles					Matériaux secs (2) (3)				Matières résiduelles (2)		Autres (2)
										Plage de contamination				Classification									
			de	à	de	à	de	à		A-B	B-C	C-RESC	> Annexe I RESC	> RMD	A-B	B-C	C-RESC	> Annexe I RESC	EB	BC	PC	DC	MR	MDR	CV
17G058-001 CD-01	67,37	EB			0,00	0,13	67,37	67,24	510										66						
17G058-001 CD-02	67,37	EB			0,13	0,45	67,24	66,92	510										163						
17G058-001 CF-03	67,37	R							510																
17G058-001 CF-04	67,37	R							510																
17G058-001 CF-05A	67,37	R	1,22	1,40	0,45	1,45	66,92	65,92	510	HAP, Métaux (Cu, Sn, Pb)					510										
17G058-001 CF-05B	67,37	R							510																
17G058-001 CF-05C	67,37	R							510																
17G058-001 CF-05D(4)	67,37	SN			1,45	1,68	65,92	65,69	510	HAP, Métaux(Zn)					117										
17G058-001 CD-06	67,37	ROC			>1,68		65,69		510																
17G058-002 CD-01	66,32	EB			0,00	0,09	66,32	66,23	455										41						
17G058-002 CF-02	66,32	R	0,15	0,76	0,09	0,94	66,23	65,38	455	HAP, Métaux (Pb)					387										
17G058-002 CF-03	66,32	SN							455																
17G058-002 CF-04	66,32	SN	1,37	1,98	0,94	1,98	65,38	64,34	455																
17G058-002 CF-05	66,32	SN							455																
17G058-002 CF-04	66,32	SN							455																
17G058-002 CF-05	66,32	SN							455																
17G058-002 CD-06	66,32	ROC			>1,98		64,34		455																
17G058-003 CD-1	66,67	EB			0,00	0,10	66,67	66,57	945										95						
17G058-003 CD-2	66,67	EB			0,10	0,36	66,57	66,31	945										246						
17G058-003 CF-03	66,67	PC	0,36	0,76	0,36	0,76	66,31	65,91	945	HAP, Métaux(CD, Pb)	Métaux(Ni)					378									
17G058-003 Cf-04	66,67	SN							945																
17G058-003 CF-05A	66,67	SN							945																
17G058-003 CF-05B	66,67	SN	1,54	1,98	0,76	1,98	65,91	64,69	945																
17G058-003 CD-06	6667	ROC			>1,98		64,69		945																
17G058-004 CD-01	67,04	EB			0,00	0,18	67,04	66,86	511										92						
17G058-004 CD-02	67,04	EB			0,18	0,30	66,86	66,74	511										61						
17G058-004 CF-03	67,04	PC			0,30	0,61	66,74	66,43	511												158				
17G058-004 CF-04	67,04	R	0,61	1,22	0,61	1,87	66,43	65,17	511																
17G058-004 CF-05	67,04	R							511																
17G058-004 CF-06A	67,04	R							511																
17G058-004 CF-06B	67,04	SN	1,87	2,44	1,87	2,84	65,17	64,20	511		HAP					496									
17G058-004 CF-07	67,04	SN							511																
17G058-004 CD-08	67,04	ROC			>2,84		64,20		511																
17G058-005 CD-01	60,42	EB			0,00	0,07	60,42	60,35	2215										155						
17G058-005 CD-02	60,42	EB			0,07	0,27	60,35	60,15	2215										443						
17G058-005 CF-03	60,42	PC	0,30	0,40	0,27	0,71	60,15	59,71	2215	Métaux(As)	HAP					974									
17G058-005 CD-04	60,42	ROC			>0,71		59,71		2215																
17G058-006 CD-01	67,06	EB			0,00	0,09	67,06	66,97	612										55						
17G058-006 CD-2	67,06	BC			0,09	0,29	66,97	66,77	612											122					
17G058-006 CF-3	67,06	PC			0,29	0,61	66,77	66,45	612												196				
17G058-006 CF-4	67,06	SN	0,61	1,22	0,61	2,18	66,45	64,88	612	Métaux(As, Pb, Zn)	HAP					961									
17G058-006 CF-05	67,06	SN							612																
17G058-006 CF-06	67,06	SN							612																
17G058-006 CD-07	67,06	ROC			>2,18		64,88		612																

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de l'expertise et du soutien technique

Tableau B : TABLEAU SYNTHÈSE DES VOLUMES DE MATÉRIAUX À EXCAVER

Nom du projet : Étude géotechnique et caractérisation environnementale des sols – Réfection du passage inférieur Christophe-Colomb / des Carrières - Arrondissements de Rosemont - La Petite-Patrie et le Plateau-Mont-Royal
N° du projet : 17G058
N° de PIDT : PIDT_10997
Nom du requérant : Service des infrastructures, de la voirie et des transports; Direction des transports; Division de la gestion des actifs – ponts et tunnels

Numéro de l'échantillon	Élévation de surface (m)	Matrice (2)	Profondeur de l'échantillon analysé (m)		Intervalle considéré pour la gestion des matériaux excavés				Aire (m^2)	Paramètres excédant les critères, valeurs limites ou normes (1)					Volume estimé (m^3)									
					Profondeur (m)		Élévation (m)			Sols				Matières résiduelles	A-B	B-C	C-RESC	> Annexe I RESC	Matériaux secs (2) (3)				Matières résiduelles (2)		Autres (2)
										Plage de contamination				Classification					EB	BC	PC	DC	MR	MDR	CV
			de	à	de	à	de	à		A-B	B-C	C-RESC	> Annexe I RESC	> RMD											
17G058-007 CD-01	67,28	EB			0,00	0,10	67,28	67,18	1365										136						
17G058-007 CF-02	67,28	R	0,10	0,71	0,10	0,80	67,18	66,48		HAP	HP														
17G058-007 CF-03A	67,28	R							(5)																
17G058-007 CF-03B	67,28	SN	0,80	1,12	0,80	1,12	66,48	66,16		HAP, Métaux(Zn)															
17G058-008 CD-01	62,99	EB			0,00	0,21	62,99	62,78	899										189						
17G058-008 CF-02	62,99	PC			0,21	0,61	62,78	62,38																	
17G058-008 CF-03	62,99	R	0,61	1,22	0,61	1,22	62,38	61,77	(5)	HP, HAP, Métaux(As, Pb)															
17G058-008 CF-04	62,99	SN	1,22	1,83	1,22	1,83	61,77	61,16		HAP, Métaux(Zn)															
17G058-009 CD-01	67,31	EB			0,00	0,30	67,31	67,01	1274										382						
17G058-010 CD-01	62,97	EB			0,00	0,30	62,97	62,67	1000										300						
17G058-011 CD-01	61,07	EB			0,00	0,08	61,07	60,99	605										48						
17G059-012 CD-01	69,25	EB			0,00	0,09	69,25	69,16	705										63						
17G058-013	61,25	EB			0,00	0,18	61,25	61,07	732										132						
17G058-013 CF-01A	61,25	PC			0,18	0,45	61,07	60,80																	
17G058-013 CF-01B	61,25	R	0,45	0,76	0,45	0,76	60,80	60,49		Métaux(Sn)	HAP														
17G058-013 CF-02	61,25	R	0,76	1,37	0,76	1,37	60,49	59,88	(5)				HAP												
17G058-013 CF-03	61,25	SN	1,37	1,98	1,37	1,98	59,88	59,27		HP, Métaux(Sn)			HAP												
17G058-014 CD-01	69,04	EB			0,00	0,11	69,04	68,93	1093										120						
17G058-014 CF-02A	69,04	EB			0,11	0,32	68,93	68,72																	
17G058-014 CF-02B	69,04	R	0,32	0,58	0,32	0,94	68,72	68,10	(5)																
17G058-014 CF-03	69,04	R																							
17G058-015 CD-01	67,09	EB			0,00	0,05	67,09	67,04	767										38						
17G058-015 CD-02	67,09	BC			0,05	0,13	67,04	66,96	767											61					
17G058-015 CF-03A	67,09	BC			0,13	0,27	66,96	66,82	767											107					
17G058-015 CF-03B	67,09	R	0,27	0,74	0,27	1,12	66,82	65,97	767																
17G058-015 CF-04	67,09	R							767																
17G058-015 CD-05	67,09	ROC			>1,12		65,97		767																
TOTAL :															**1014**	**2809**			**2827**	**291**	**354**				

Notes :

Note 1 : Critères tirés de l'annexe 2 du « *Guide d'intervention - Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés* » du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), des valeurs limites des annexes I et II du « *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* » (RPRT; RLRQ, c. Q-2, r. 37), des valeurs limites de l'annexe I du « *Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés* » (RESC; RLRQ, c. Q-2, r. 18) et des normes tirées de l'article 3 du « *Règlement sur les matières dangereuses* » (RMD; RLRQ, c. Q-2, r. 32), règlementation en vertu de la « *Loi sur la qualité de l'environnement* » (LQE; RLRQ c. Q-2).

Note 2 : EB = Enrobé bitumineux; R = Remblai; PC = Pierre concassée; BC = Béton de ciment; SN = Sol naturel; ROC = Socle rocheux; CV = Couvert végétal; MR = Matières résiduelles; DC = Débris de construction ou de démolition; MDR = Matières dangereuses résiduelles

Note 3 : Les volumes d'enrobé bitumineux, de béton de ciment et de pierre concassée devront être gérés selon le cas, d'après les « *Lignes directrices relatives à la gestion de béton, de brique et d'asphalte issus des travaux de construction et de démolition et des résidus du secteur de la pierre de taille* » ou le « *Guide de bonnes pratiques pour la gestion des matériaux de démantèlement* » du MDDELCC.

Note 4 : Résultat basé sur une sondage à proximité 17G058-007 CF3B

Note 5 : Secteur de planage/revêtement, aucun volume de remblai à géré sous la surface d'enrobé bitumineux

Remarques : La longueur/surface d'un polygone est fonction de la mi-distance entre deux forages et des limites du site à l'étude.

Il est à noter que les volumes de sols considérés « <A » et de roc ne sont pas calculés au présent tableau.

ANNEXE

F

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE



PHOTO 1 **Emplacement du forage 17G058-001.**



PHOTO 2 **Emplacement du forage 17G058-002 et du carottage 17G058-C002.**



PHOTO 3 **Emplacement du forage 17G058-003 et du carottage 17G058-C003.**



PHOTO 4 **Emplacement du forage 17G058-004 et du carottage 17G058-C004.**



PHOTO 5 **Emplacement du forage 17G058-005.**



PHOTO 6 **Emplacement du forage 17G058-006 et du carottage 17G058-C006.**



PHOTO 7 **Emplacement du forage 17G058-007 et du carottage 17G058-C007.**



PHOTO 8 **Emplacement du forage 17G058-008.**



PHOTO 9 **Emplacement du forage 17G058-009 (carotte de chaussée uniquement).**



PHOTO 10 **Emplacement du forage 17G058-010 (carotte de chaussée uniquement).**



PHOTO 11 **Emplacement du forage 17G058-011 (carotte de chaussée uniquement).**



PHOTO 12 **Emplacement du forage 17G058-012 (carotte de chaussée uniquement).**

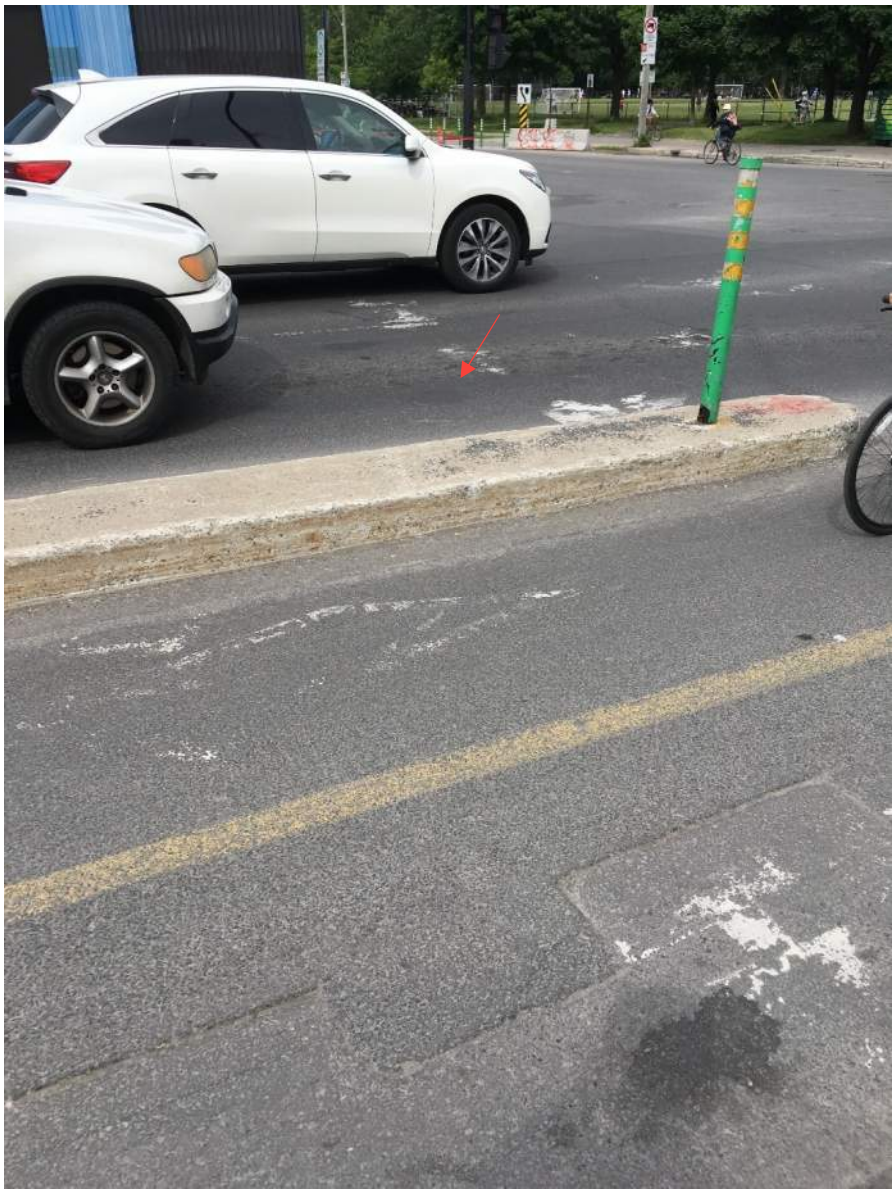


PHOTO 13 **Emplacement du forage 17G058-013.**

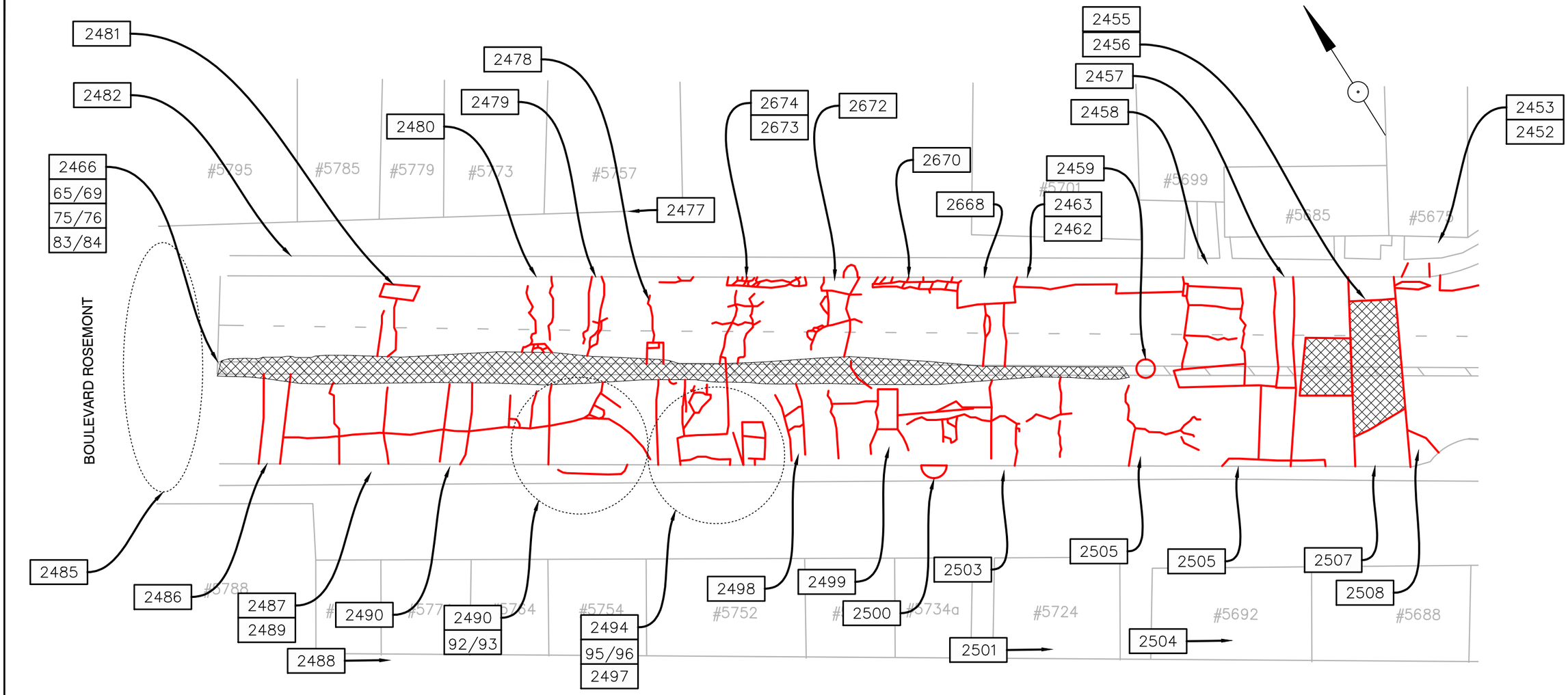


PHOTO 14 **Emplacement du forage 17G058-014.**



PHOTO 15 **Emplacement du forage 17G058-015 et du carottage 17G058-C015.**

Annexe B –
État de l'infrastructure routière – Relevé de l'état et rapport photographique



LÉGENDE

CARRELAGE	RESSUAGE	ORNIÈRES	NIDS DE POULE
FISSURATIONS	AFFAISSEMENT	TÔLE ONDULÉE	
SOULÈVEMENT	DÉSENROBAGE	PELADE	XXXX No. PHOTO

SCEAU:

TITRE:

AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB /
RUE DES CARRIÈRES

PRÉPARÉ PAR: FRANK FREITAS, T.P.

DESSINÉ PAR: FRANK FREITAS, T.P.

ÉCHELLE: 1:400 | DATE: 2018-09-11 | FEUILLE: 1 DE 3

PROJET:

RELEVÉ DE DOMMAGES
CHAUSSÉ

Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-00241230-A7

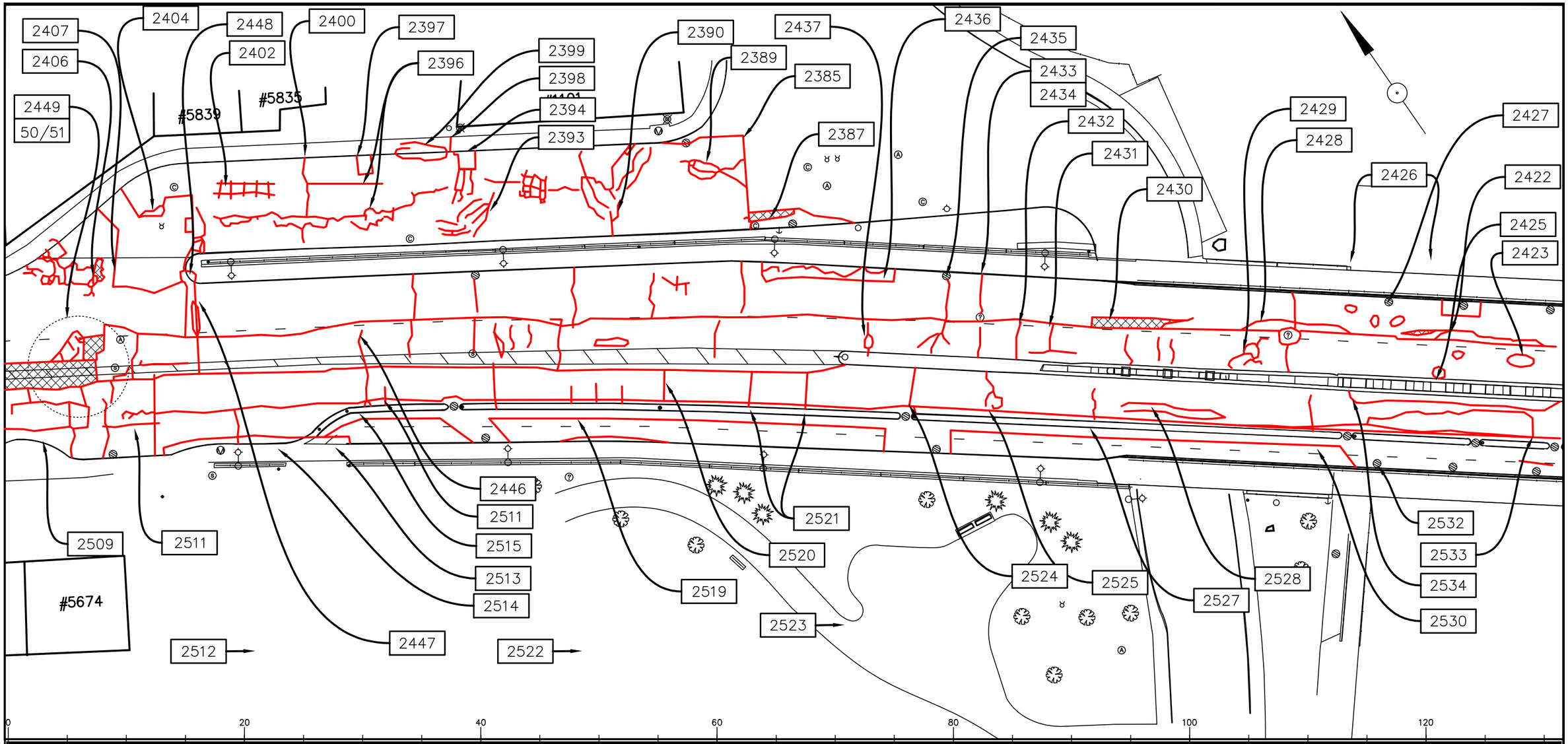
IDENTIFICATION TECHNIQUE:

XX-XXXX-XXXX-XXXXX-XX

NUMÉRO DE L'AVENANT:

No PROJET: -

No DOSSIER: -



LÉGENDE

CARRELAGE	RESSUAGE	ORNIÈRES	NIDS DE POULE
FISSURATIONS	AFFAISSEMENT	TÔLE ONDULÉE	
SOULÈVEMENT	DÉSENROBAGE	PELADE	XXXX No. PHOTO

PROJET:

RELEVÉ DE DOMMAGES
CHAUSSÉ

Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-00241230-A7

No PROJET: -

No DOSSIER: -

SCEAU:

TITRE:

AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB /
RUE DES CARRIÈRES

PRÉPARÉ PAR: FRANK FREITAS, T.P.

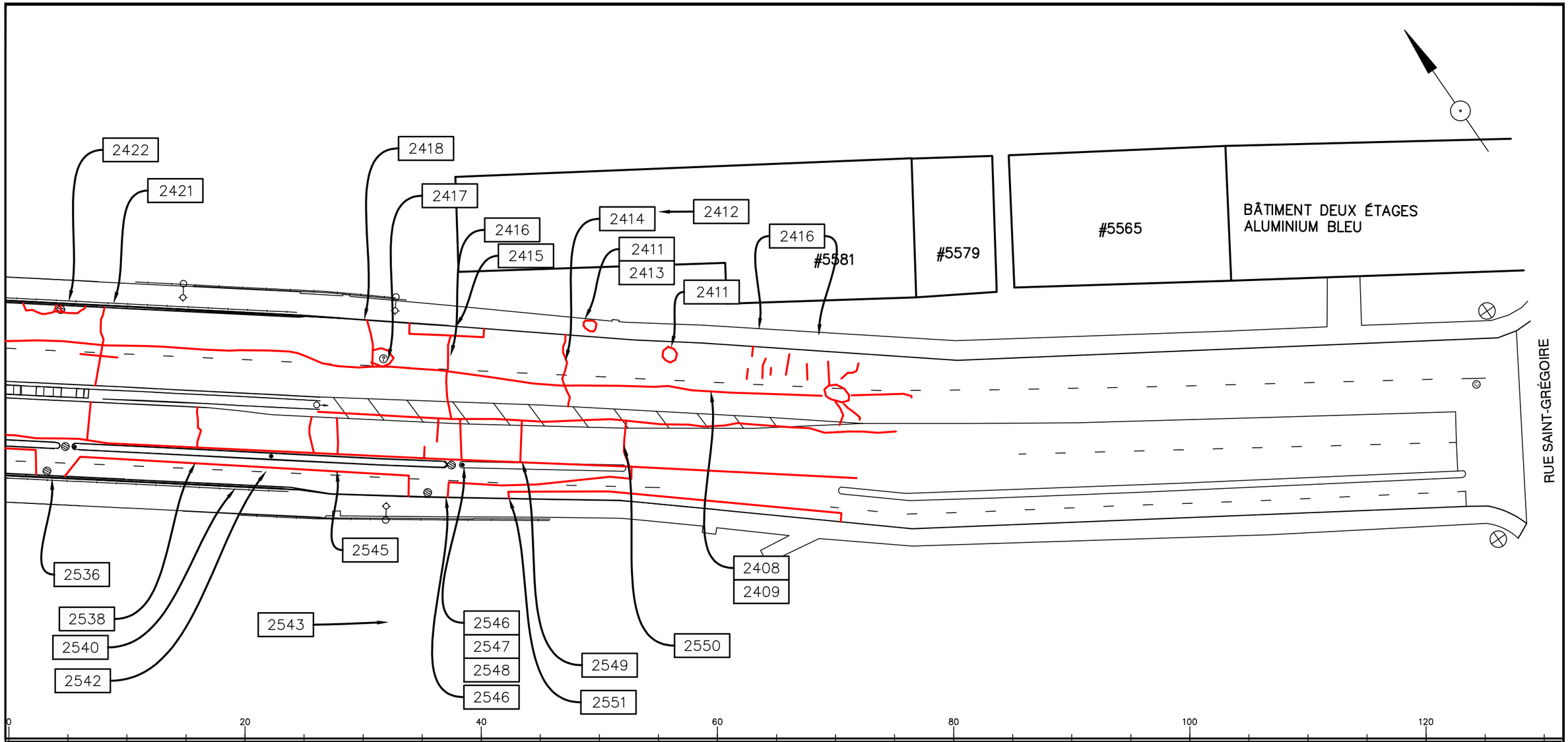
DESSINÉ PAR: FRANK FREITAS, T.P.

ÉCHELLE: 1:400 | DATE: 2018-09-11 | FEUILLE: 2 DE 3

IDENTIFICATION TECHNIQUE:

XX-XXXX-XXXX-XXXXX-XX

NUMÉRO DE L'AVENANT:



LÉGENDE

CARRELAGE | RESSUAGE | ORNIÈRES | NIDS DE POULE

FISSURATIONS | AFFAISSEMENT | TÔLE ONDULÉE

SOULÈVEMENT | DÉSENROBAGE | PELADE | XXXX No. PHOTO

SCEAU:

TITRE:

AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB / RUE DES CARRIÈRES

PRÉPARÉ PAR: FRANK FREITAS, T.P.

DESSINÉ PAR: FRANK FREITAS, T.P.

ÉCHELLE: 1:400 | DATE: 2018-09-11 | FEUILLE: 3 DE 3

PROJET:

RELEVÉ DE DOMMAGES CHAUSSÉ

Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-00241230-A7

IDENTIFICATION TECHNIQUE:

XX-XXXX-XXXX-XXXXX-XX

NUMÉRO DE L'AVENANT:

No PROJET: -

No DOSSIER: -

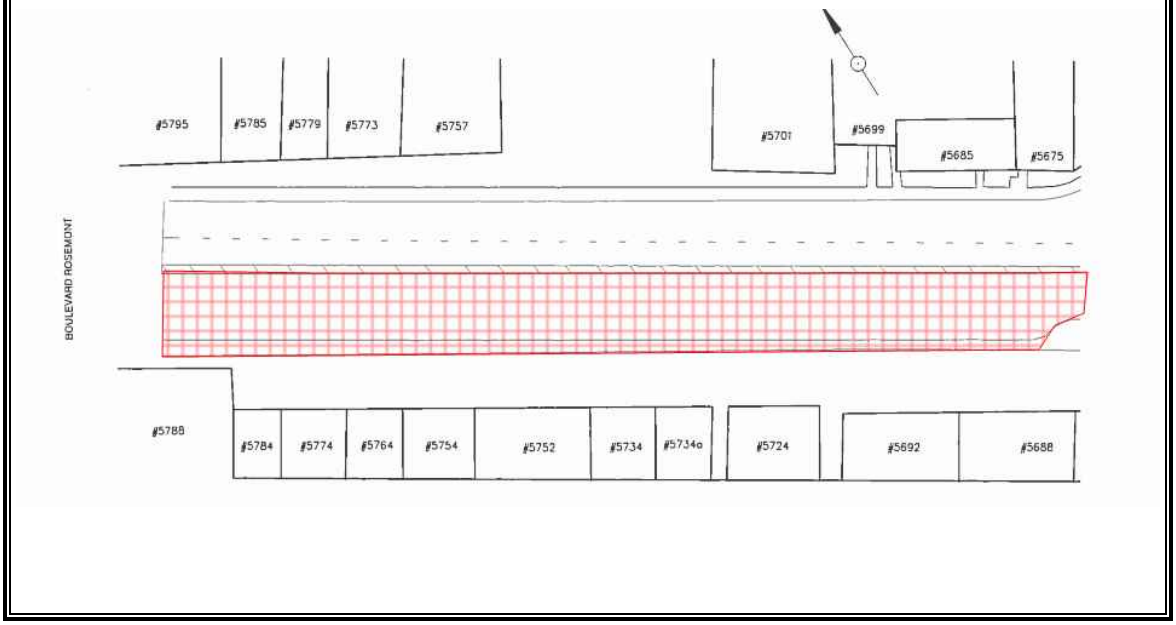
Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Localisation



Description :

Avenue Christophe-Colomb direction sud entre Boulevard Rosemont et Chemin menant à la rue Des Carrières

Photo n° : DSCN2466



Description :

Chaussée

Chaussée comportant du carrelage et des fissures linéaires ramifiées sur toute la longueur du biseau central séparant les deux directions en plus de la présence de fissuration autour du regard.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : **DSCN2487**



Description :

Chaussée

Fissures longitudinales dans les pistes de roues et fissures transversales.

Photo n° : **DSCN2491**



Description :

Chaussée

Rapiéçage endommagé avec présence de carrelage et de fissures longitudinales.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2496



Description :

Chaussée

Chaussée comportant des fissures longitudinales et transversales, ainsi que du carrelage.

Photo n° : DSCN2499



Description :

Chaussée

Dégradation de la chaussée autour du regard en bordure de route, ainsi que des fissures longitudinales et transversales.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2507



Description :

Chaussée

Chaussée endommagée (carrelage et rapiéçage affaissé)

Photo n° : DSCN2492



Description :

Bordures et trottoirs

Fissure longitudinale entre les sections du trottoir.

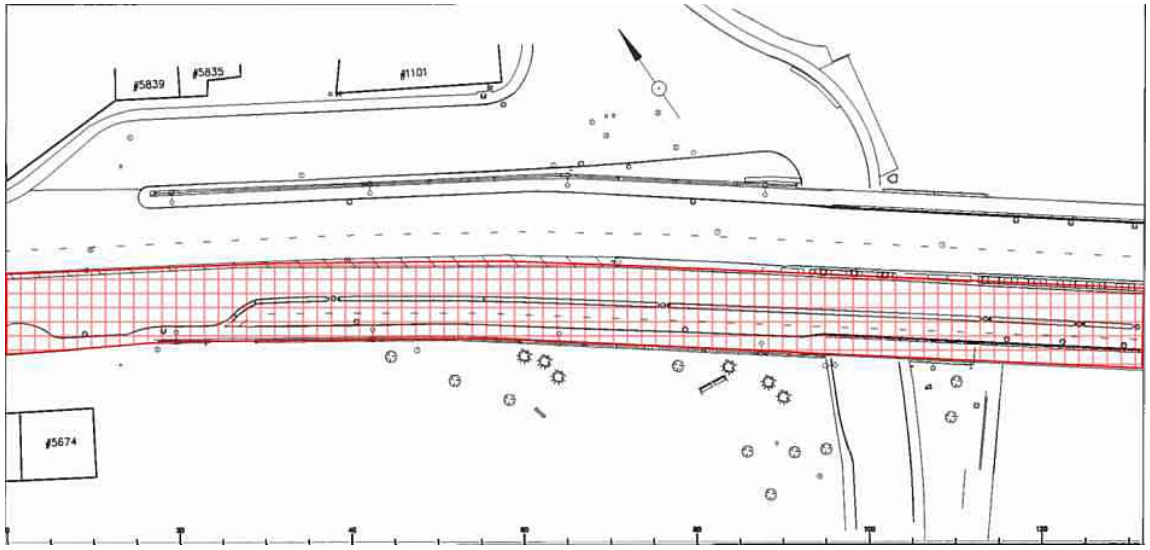
Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Localisation



Description :

Avenue Christophe-Colomb direction sud entre le Chemin menant à la rue Des Carrières et la fin de la structure.

Photo n° : DSCN2509



Description :

Chaussée

Chaussée comportant du carrelage et des fissures transversales.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2521



Description :

Chaussée

Fissure longitudinale sur toute la longueur ainsi que présence de fissures transversales.

Photo n° : DSCN2528



Description :

Chaussée

Désenrobage de la chaussée sur les pistes de roues et présence d'ornières.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2559



Description :

Chaussée

Ornières de niveau moyen sur les pistes de roues d'une profondeur de 15 mm.

Photo n° : DSCN2526



Description :

Bordures et trottoirs

Éclatement sévère de l'ilot central, avant la structure, séparant les deux directions.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2510



Description :

Bordures et trottoirs

Éclatement du trottoir à différents endroits.

Photo n° : DSCN2529



Description :

Bordures et trottoirs

Éclatement et dégradation de l'ilot central, sous la structure, séparant les deux directions.

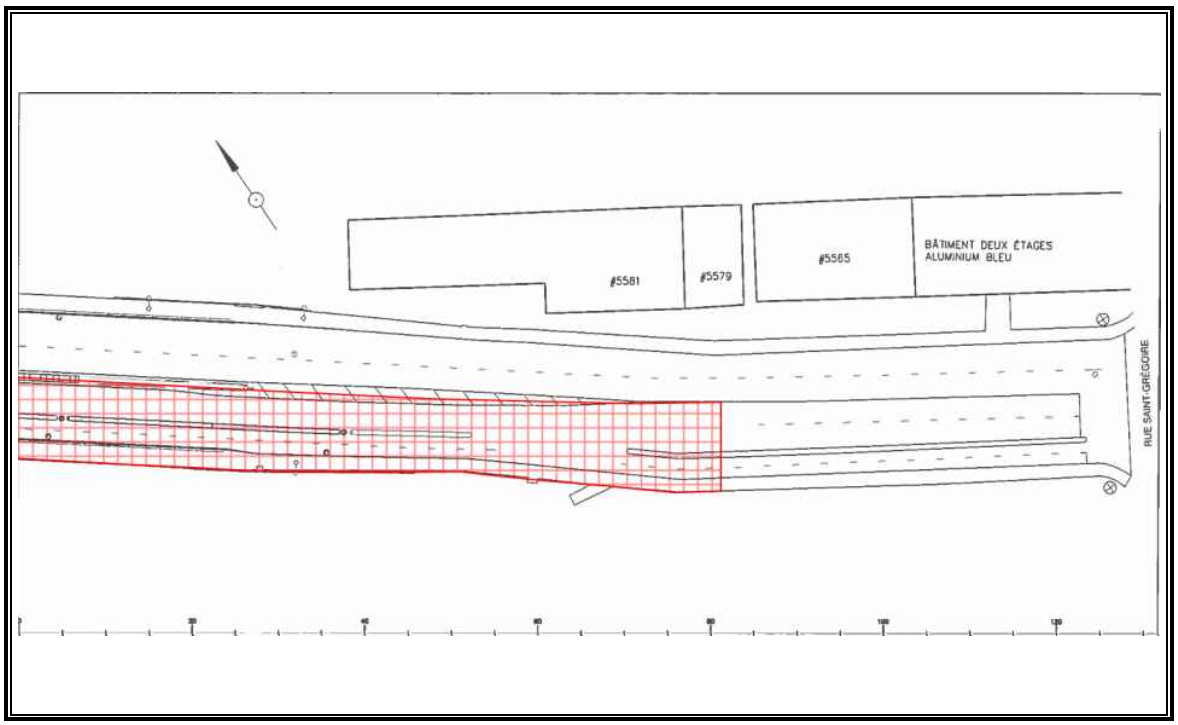
Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Localisation



Description :

Avenue Christophe-Colomb direction sud entre la fin de la structure et la fin du musoir.

Photo n° : DSCN2539



Description :

Chaussée

Ressuage au niveau des pistes de roues.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : **DSCN2540**



Description :

Chaussée

Carrelage présent sur la chaussée de la piste cyclable.

Photo n° : **DSCN2543**



Description :

Chaussée

Désenrobage en bordure de chaussée.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2561



Description :

Chaussée

Ornières de niveau faible sur les pistes de roues d'une profondeur de 7 mm.

Photo n° : DSCN2541



Description :

Bordures et trottoirs

Éclatement et dégradation de l'ilot central, séparant les deux directions.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2548



Description :

Bordures et trottoirs

Éclatement de l'ilot séparant la piste cyclable de la voie de circulation.

Photo n° : DSCN2537



Description :

Bordures et trottoirs

Dégradation sévère de l'ilot central séparant les deux directions.

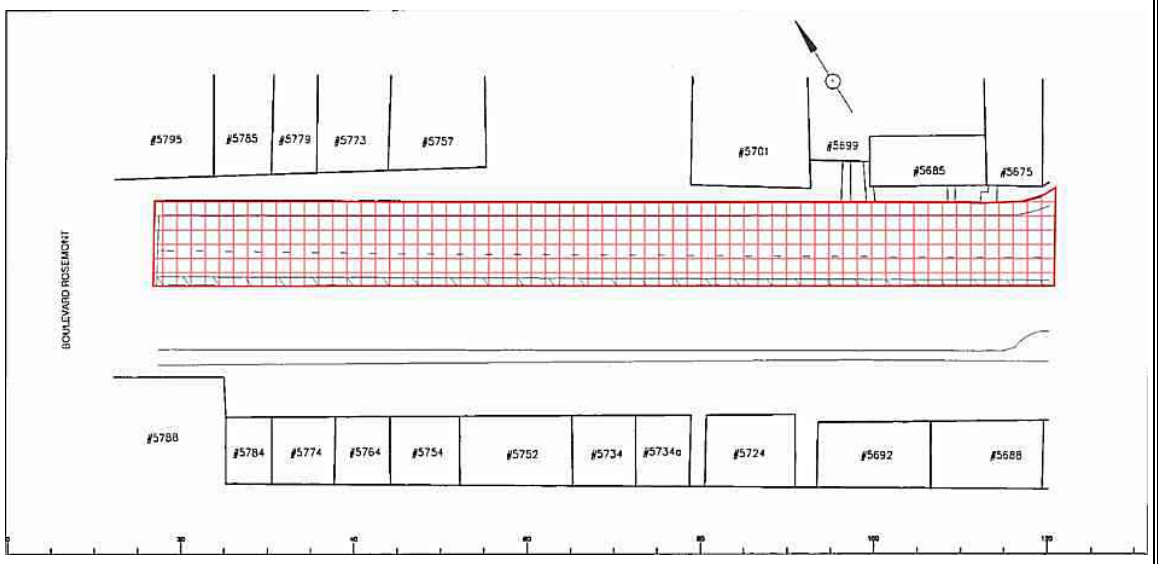
Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

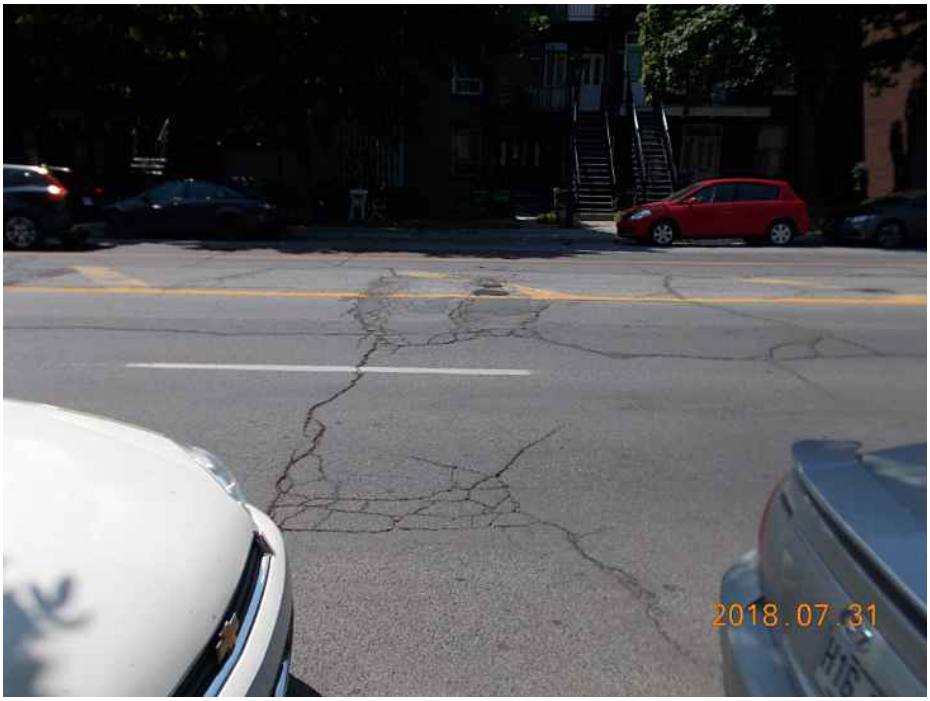
Localisation



Description :

Avenue Christophe-Colomb direction nord entre Boulevard Rosemont et Chemin menant à la rue Des Carrières

Photo n° : DSCN2480



Description :

Chaussée

Chaussée comportant des fissures longitudinales et transversales, ainsi que du carrelage.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2468



Description :

Chaussée

Rapiéçage endommagé avec présence de carrelage et de fissures transversales et longitudinales.

Photo n° : DSCN2463



Description :

Chaussée/ bordures et trottoirs

Chaussée comportant du carrelage et de la pelade. Trottoir abimé et éclatement présent.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières

Date : 2018-07-31

Nº dossier : MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2459



Description :

Chaussée

Dégradation de la chaussé autour du regard (fissuration et carrelage)

Photo n° : DSCN2456



Description :

Chaussée

Chaussée comportant du carrelage, ainsi que des fissures transversales et longitudinales.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2471



Description :

Chaussée/ Bordures et trottoirs

Nid de poule en bordure de chaussée, dégradation du bord du trottoir et fissure transversale sur le trottoir.

Photo n° : DSCN2473



Description :

Bordures et trottoirs

Éclatement du bord de trottoir.

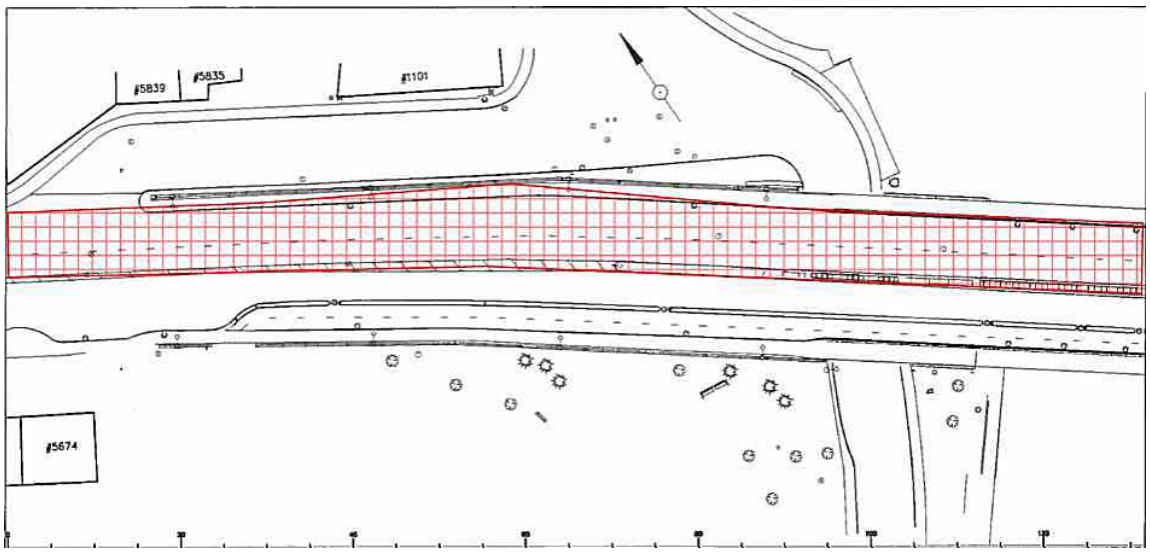
Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Localisation



Description :

Avenue Christophe-Colomb direction nord entre le Chemin menant à la rue Des Carrières et la fin de la structure.

Photo n° : DSCN2447



Description :

Chaussée

Chaussée comportant du carrelage sur les deux voies et des fissures longitudinales.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2438



Description :

Chaussée

Joint froid sur toute la longueur.

Photo n° : DSCN2427



Description :

Chaussée

Dénivellation en périphérie du puisard et désenrobage en bordure de chaussée.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2433



Description :

Chaussée

Fissure transversale de part et d'autre du regard.

Photo n° : DSCN2448



Description :

Bordures et trottoirs

Éclatement du coin du trottoir.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Localisation



Description :

Avenue Christophe-Colomb direction nord entre la fin de la structure et la fin du musoir.

Photo n° : DSCN2408



Description :

Chaussée

Longue fissure longitudinale sur toute la longueur (joint froid)

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2414



Description :

Chaussée

Fissure transversale sur toute la largeur.

Photo n° : DSCN2415



Description :

Chaussée

Pelade en bordure de chaussée et autour du puisard.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : **DSCN2570**



Description :

Drainage

Affaissement prononcé du regard de 5,5 mm par rapport au niveau de la chaussée.

Photo n° : **DSCN2413**



Description :

Bordures et trottoirs

Affaissement de forme circulaire sur le trottoir (probablement dû à un retrait de lampadaire).

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

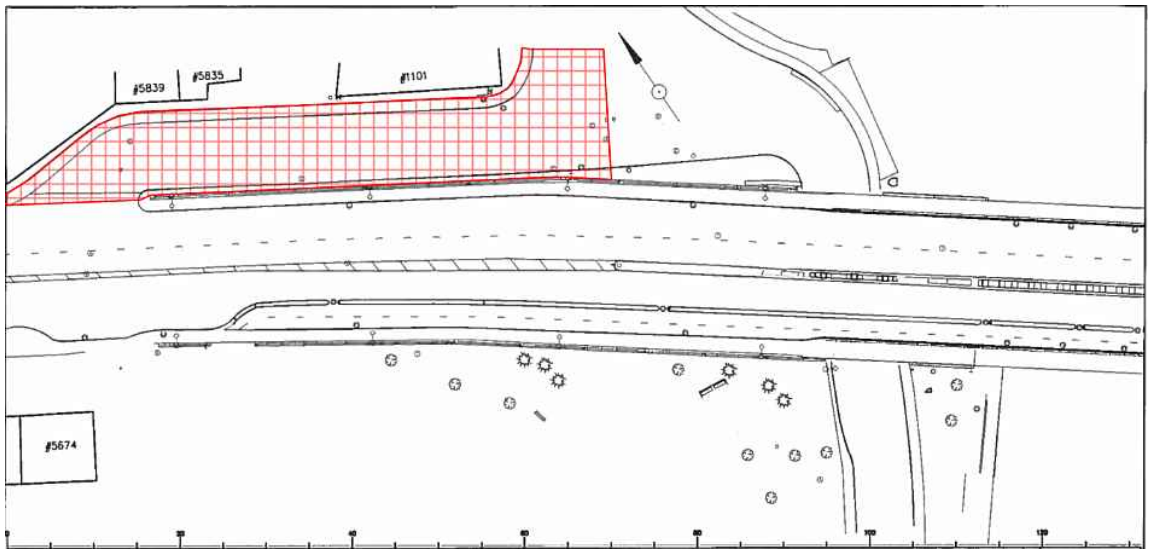
Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières

Date : 2018-07-31

Nº dossier : MTR-00241230-A7

Localisation



Description :

Avenue Christophe-Colomb vers la Rue des Carrières.

Photo n° : DSCN2385



Description :

Chaussée

Chaussée comportant des fissures linéaires ramifiées sur toute la longueur.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : **DSCN2391**



Description :

Chaussée

Carrelage de la chaussée.

Photo n° : **DSCN2396**



Description :

Chaussée

Réseau ramifié de fissures sur toute la longueur.

Rapport photographique

Client : La Ville de Montréal

Projet : AOSP : 17-15976 – Réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières **Date :** 2018-07-31

Avenue Christophe-Colomb / Des Carrières **Nº dossier :** MTR-00241230-A7

Photo n° : DSCN2399



Description :

Bordures et trottoirs

Dégradation du bord de trottoir.

Photo n° : DSCN2398



Description :

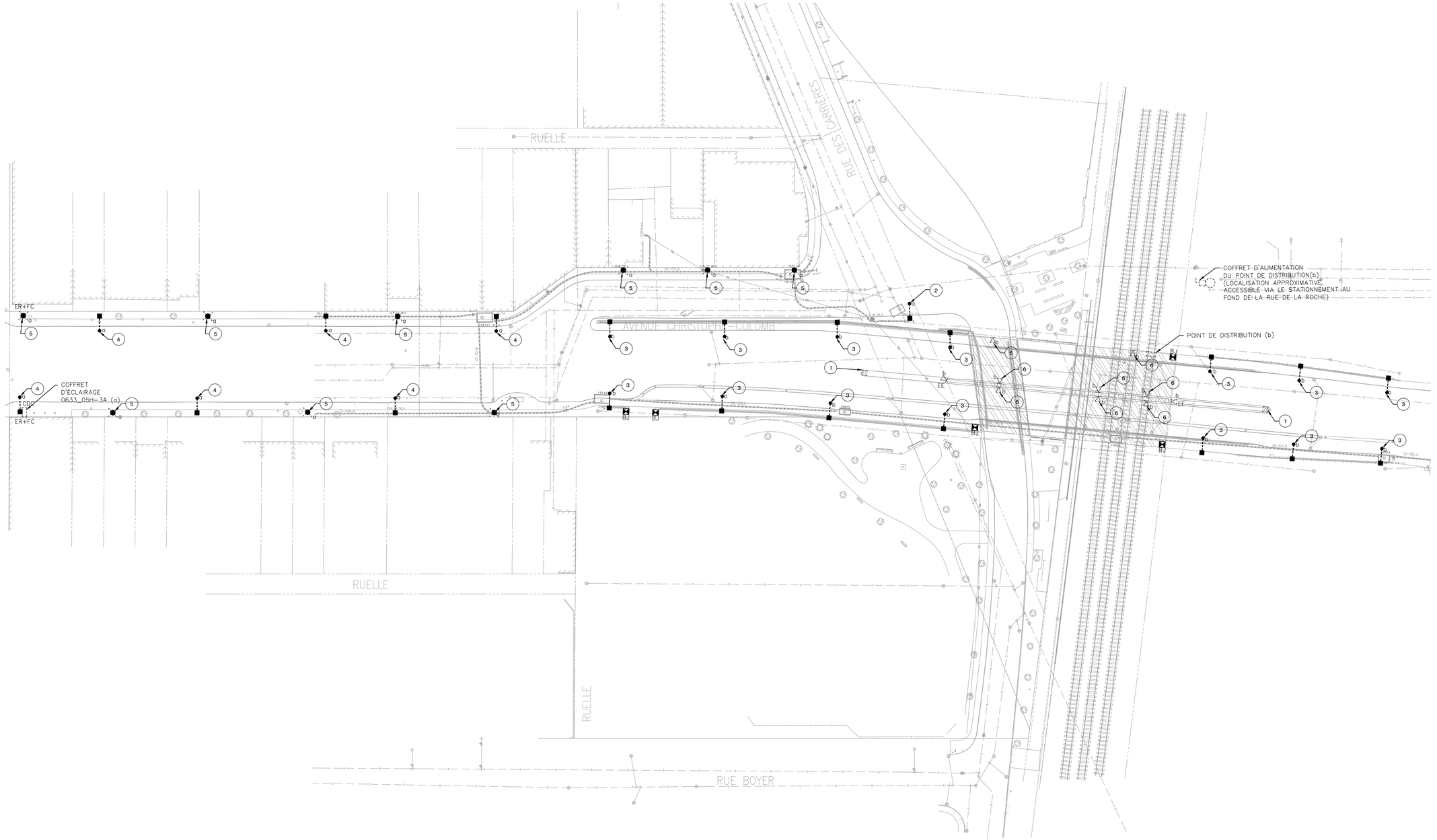
Bordures et trottoirs

Fissure transversale et éclatement du bord du trottoir.

Annexe C –
Éclairage – Relevé de l'état

05169-2018-EL-1

0 50 100 200 300



LÉGENDE

- LAMPADAIRE FONCTIONNEL EXISTANT
- LAMPADAIRE DÉCORATIF EXISTANT
- LUMINAIRE EN APPLIQUE MURAL EXISTANT
- CDC — COFFRET DE CONTRÔLE ET DE DISTRIBUTION EXISTANT
- BJ — BOITE DE JONCTION EXISTANTE
- COFFRET DE BRANCHEMENT EXISTANT
- POTEAU DE BOIS EXISTANT
- EC — EXISTANT À CONSERVER
- EE — EXISTANT À ENLEVER
- ER+FC : LAMPADAIRE COMBINÉ AVEC FEUX DE CIRCULATION

NOTES:

1. FEUX JAUNE CLIGNOTANTS
2. LUMINAIRE DEL EXISTANT.
3. LAMPADAIRE INSTALLÉ SUR LE GARDE-CORPS EXISTANT À REMPLACER PAR UN NOUVEAU LAMPADAIRE INSTALLÉ SUR LE MUR DE SOUTÈNEMENT.
4. LUMINAIRE À REMPLACER
5. LAMPADAIRE DÉCORATIF EXISTANT À REMPLACER
6. REMPLACER LUMINAIRE SOUS VIADUC.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

2018-11-23	AVANT-PROJET PRÉLIMINAIRE	Mathieu Gravel OIQ: 127170
AAAA-MM-JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE:
Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR.0024120-A7

SCEAU CONCEPTEUR:

VÉRIFICATEUR:
LOUIS-DAVID HOULE, ing.

DESSINATEUR(S):
YVON MACHADO, ing.jr.

CLIENT:
Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:

PROJET:
AVANT-PROJET PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX DE RÉFECTION
DU PASSAGE INFÉRIEUR DE
AV. CHRISTOPHE-COLOMB/RUE DES CARRIÈRES

TITRE DU PLAN:
ÉCLAIRAGE
CONDITIONS EXISTANTES

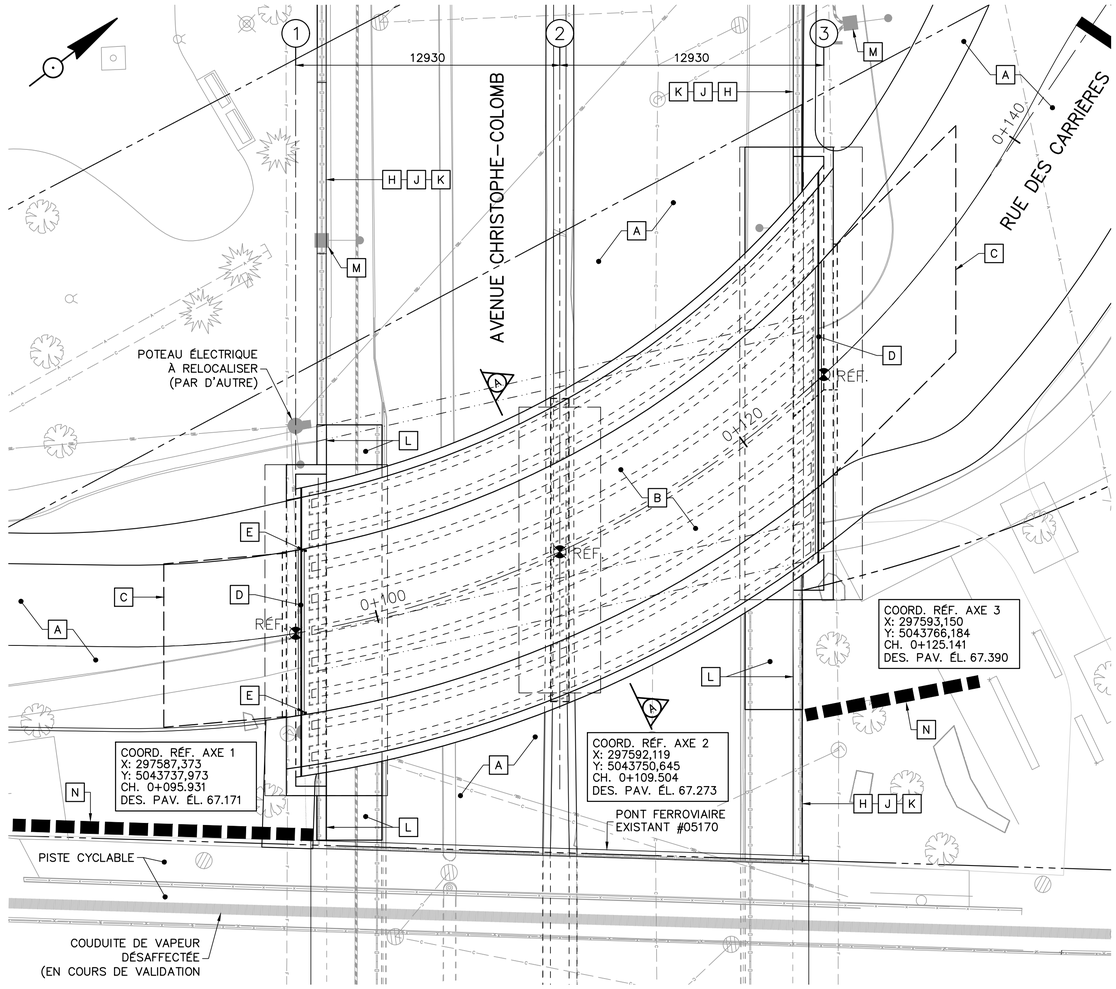
No. PROJET:	No. SOUMISSION:
16-12	

No. PLAN: 05169-2018-EL-1

05169-2018-EL-1.DWG

FORMAT ISO A1 (VERSION 2016-12-19)

Annexe D –
Plan d'ensemble – Scénario 1 – Tablier à poutres d'acier



VUE EN PLAN
ÉCH. 1:150

LISTE PARTIELLE DES TRAVAUX

- A AMÉNAGEMENT DES APPROCHES ET CHAUSSÉE, VOIR PLANS ROUTIER
- B ENROBÉ BITUMINEUX 65mm ET MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ
- C DALLE DE TRANSITION
- D JOINT DE TABLIER
- E DRAIN D'INTERFACE
- F TROTTOIR
- G PARAPET
- H GLISSIÈRE BR27C MODIFIÉE OU GARDE-CORPS
- J RÉFECTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT POUR REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE RETENUE
- K RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE MUR DE SOUTÈNEMENT*
- L RECONSTRUCTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT AVEC TROTTOIR STRUCTURAL
- M ÉLECTRICITÉ, VOIR PLANS D'ÉCLAIRAGE
- N SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE
- P ANCRAGE AU ROC

* LA LOCALISATION ET LES DIMENSIONS DES RÉPARATIONS SONT À DÉTERMINER AU CHANTIER PAR LE SURVEILLANT.

SURCHARGE: CL-625

NORME CAN/CSA-S6-14
FACTEUR D'ESSIEUX: N/A (ANALYSE RAFFINÉE PAR ÉLÉMENTS FINIS)
CATÉGORIE D'IMPORTANCE SISMIQUE: PONT AUTRE

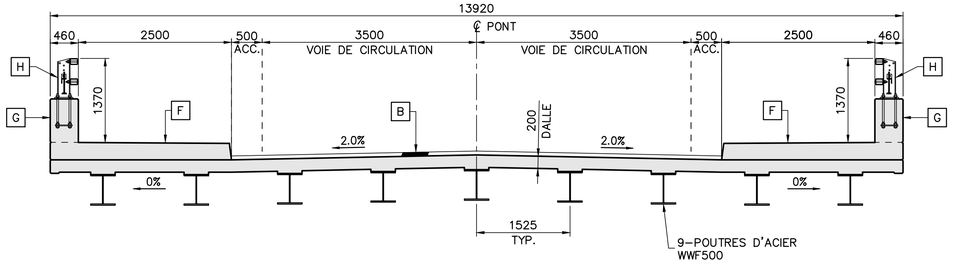
NOTES :

- LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.
- LES CHAÎNAGES, LES COORDONNÉES ET LES ÉLÉVATIONS SONT EN MÈTRES.
- LES DIMENSIONS ET LES ÉLÉVATIONS INDIQUÉES SUR CHACUN DES FEUILLETS DE PLANS DOIVENT ÊTRE CORRIGÉES SI LES DIMENSIONS DES OUVRAGES EXISTANTS L'EXIGENT.
- LÉGENDE :
  - EXISTANT VU
  - EXISTANT CACHÉ
  - PROJETÉ VU
  - PROJETÉ CACHÉ
  - RÉF. RÉFÉRENCE
  - (M) APPUI MOBILE
  - (F) APPUI FIXE

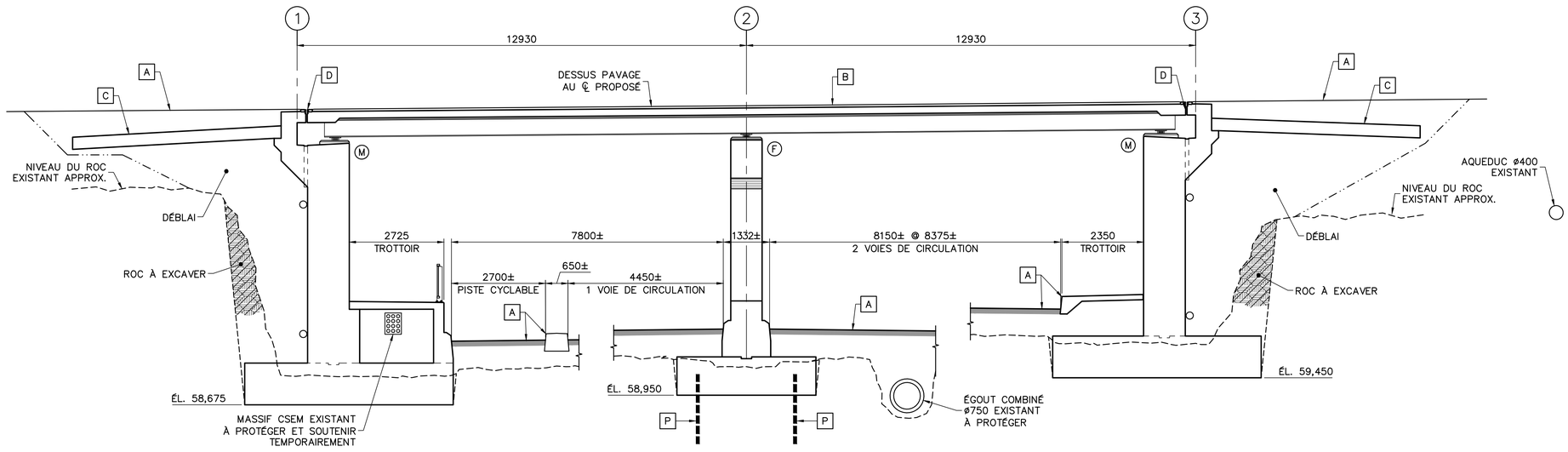
CARACTÉRISTIQUES DU BÉTON

PARTIES DE L'OUVRAGE	RÉSISTANCE @ 28 JOURS-MPa	TYPE DE BÉTON
SEMELLE ET COUSSIN DE SUPPORT	35	V-S
CULÉE, PILE ET TROTTOIR STRUCTURAL	35	V-S (1)
DALLE SUR POUTRE	35	V-S (1)
JOINT DE TABLIER	35	V-S (1)
TROTTOIR ET PARAPET SUR DALLE	35	XIII
BLOC D'ASSISE	35	XIV-R ou XIV-S
RECONSTRUCTION DE MUR DE SOUTÈNEMENT AVEC TROTTOIR STRUCTURAL	35	V-S (1)
RÉFECTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT POUR REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE RETENUE	35	V-S
RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE MUR DE SOUTÈNEMENT	35	XIV-R, XIV-S

(1) CIMENT TERNAIRE DU TYPE GUb-F/SF ou GUb-S/SF



COUPE A-A
ÉCH. 1:50



COUPE AU ℄ PROPOSÉ (NON DÉPLOYÉE)
ÉCH. 1:75

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

AAAA-MM-JJ	AVANT-PROJET PRÉLIMINAIRE	Carl Gagnon OIQ: 137665
AAAA-MM-JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE:
Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR.0004120-A7

SCEAU CONCEPTEUR:

CARL GAGNON, ing.

VÉRIFICATEUR:

SYLVAIN DENIS, ing., OIQ: 131083

DESSINATEUR(S):

JONATHAN LÉGARÉ

CLIENT:
Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:
P.E. 81-05169A

PROJET:
AVANT-PROJET PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX DE RÉFECTION
DU PASSAGE INFÉRIEUR
AV. CHRISTOPHE-COLOMB/RUE DES CARRIÈRES

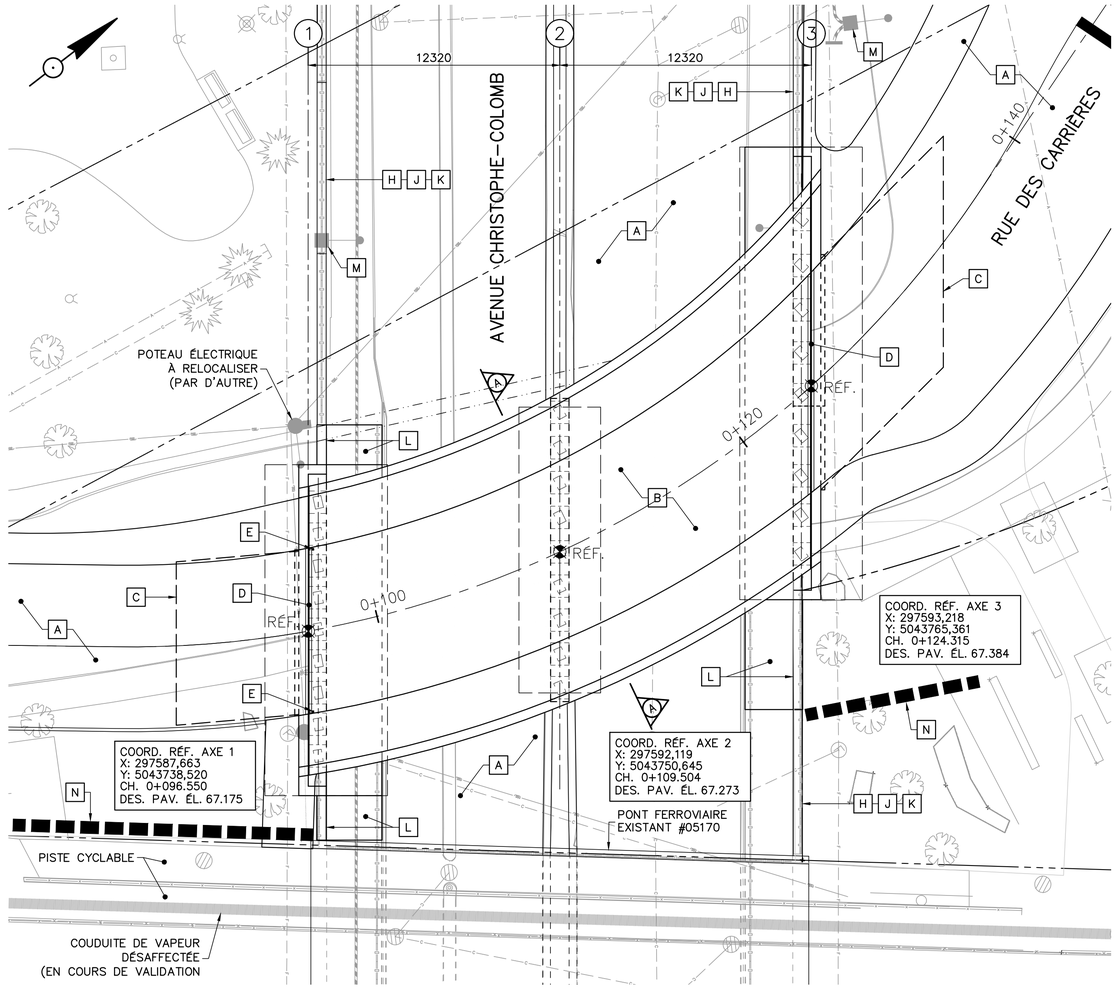
TITRE DU PLAN:
PLAN D'ENSEMBLE
OPTION
POUTRE EN ACIER

No. PROJET:	No. SOUMISSION:
16-12	

No. PLAN: 05169-2018-PO-1 XX/XX

Annexe E –
Plan d'ensemble – Scénario 1 – Tablier avec dalle épaisse précontrainte

05169-2018-PO-1-APP-001 – OPTION DALLE ÉPAISSE



VUE EN PLAN
ÉCH. 1:150

LISTE PARTIELLE DES TRAVAUX

- A AMÉNAGEMENT DES APPROCHES ET CHAUSSÉE, VOIR PLANS ROUTIER
- B ENROBÉ BITUMINEUX 65mm ET MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ
- C DALLE DE TRANSITION
- D JOINT DE TABLIER
- E DRAIN D'INTERFACE
- F TROTTOIR
- G PARAPET
- H GLISSIÈRE BR27C MODIFIÉE OU GARDE–CORPS
- J RÉFECTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT POUR REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE RETENUE
- K RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE MUR DE SOUTÈNEMENT*
- L RECONSTRUCTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT AVEC TROTTOIR STRUCTURAL
- M ÉLECTRICITÉ, VOIR PLANS D'ÉCLAIRAGE
- N SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE
- P ANCRAGE AU ROC

* LA LOCALISATION ET LES DIMENSIONS DES RÉPARATIONS SONT À DÉTERMINER AU CHANTIER PAR LE SURVEILLANT.

NOTES :

– LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

– LES CHAÎNAGES, LES COORDONNÉES ET LES ÉLÉVATIONS SONT EN MÈTRES.

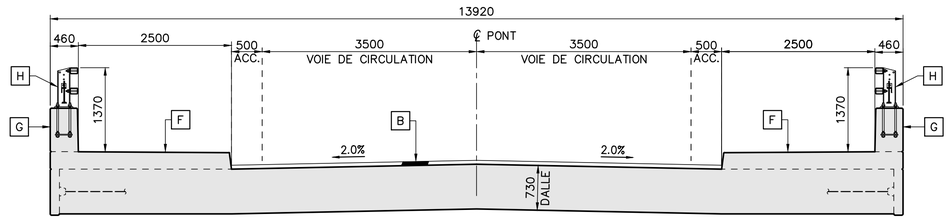
– LES DIMENSIONS ET LES ÉLÉVATIONS INDIQUÉES SUR CHACUN DES FEUILLETS DE PLANS DOIVENT ÊTRE CORRIGÉES SI LES DIMENSIONS DES OUVRAGES EXISTANTS L'EXIGENT.

– LÉGENDE :
- EXISTANT VU
- EXISTANT CACHÉ
- PROJETÉ VU
- PROJETÉ CACHÉ
- RÉF. RÉFÉRENCE
- (M) APPUI MOBILE
- (F) APPUI FIXE

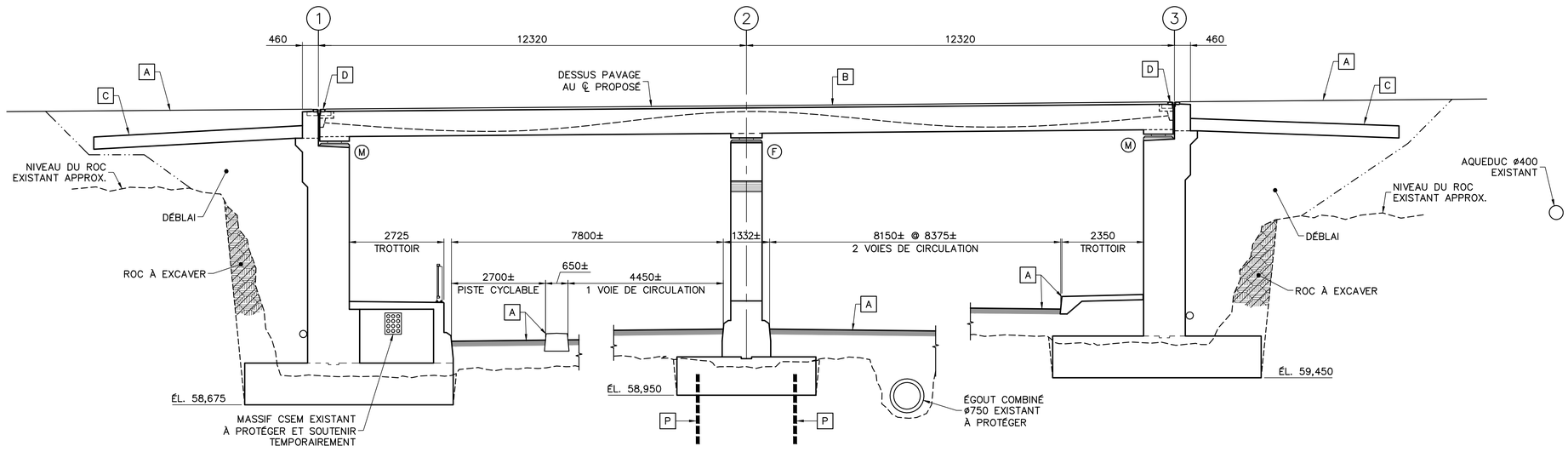
CARACTÉRISTIQUES DU BÉTON

PARTIES DE L'OUVRAGE	RÉSISTANCE @ 28 JOURS–MPa	TYPE DE BÉTON
SEMELLE ET COUSSIN DE SUPPORT	35	V–S
CULÉE, PILE ET TROTTOIR STRUCTURAL	35	V–S (1)
DALLE ÉPAISSE	35	V–S (1)
JOINT DE TABLIER	35	V–S (1)
TROTTOIR ET PARAPET SUR DALLE	35	XIII
BLOC D'ASSISE	35	XIV–R ou XIV–S
BUTOIR	35	V–S
RECONSTRUCTION DE MUR DE SOUTÈNEMENT AVEC TROTTOIR STRUCTURAL	35	V–S (1)
RÉFECTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT POUR REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE RETENUE	35	V–S
RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE MUR DE SOUTÈNEMENT	35	XIV–R, XIV–S

(1) CIMENT TERNAIRE DU TYPE GUb–F/SF ou GUb–S/SF



COUPE A–A
ÉCH. 1:50



COUPE AU ℄ PROPOSÉ (NON DÉPLOYÉE)
ÉCH. 1:75

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

2018–11–30	AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE	Carl Gagnon, OIQ: 137665
AAAA–MM–JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE:
Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-0004720-A7

SCEAU CONCEPTEUR:
CARL GAGNON, ing.

VÉRIFICATEUR:
SYLVAIN DENIS, ing., OIQ: 131083

DESSINATEUR(S):
JONATHAN LÉGARÉ

CLIENT:
Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:
P.E. 81–05169A

PROJET:
AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX DE RÉFECTION
DU PASSAGE INFÉRIEUR
AV. CHRISTOPHE–COLOMB/RUE DES CARRIÈRES

TITRE DU PLAN:
PLAN D'ENSEMBLE
RECONSTRUCTION ROUTIÈRE
OPTION – DALLE ÉPAISSE

No. PROJET:	No. SOUMISSION:
16–12	

No. PLAN: 05169–2018–PO–1 — 001

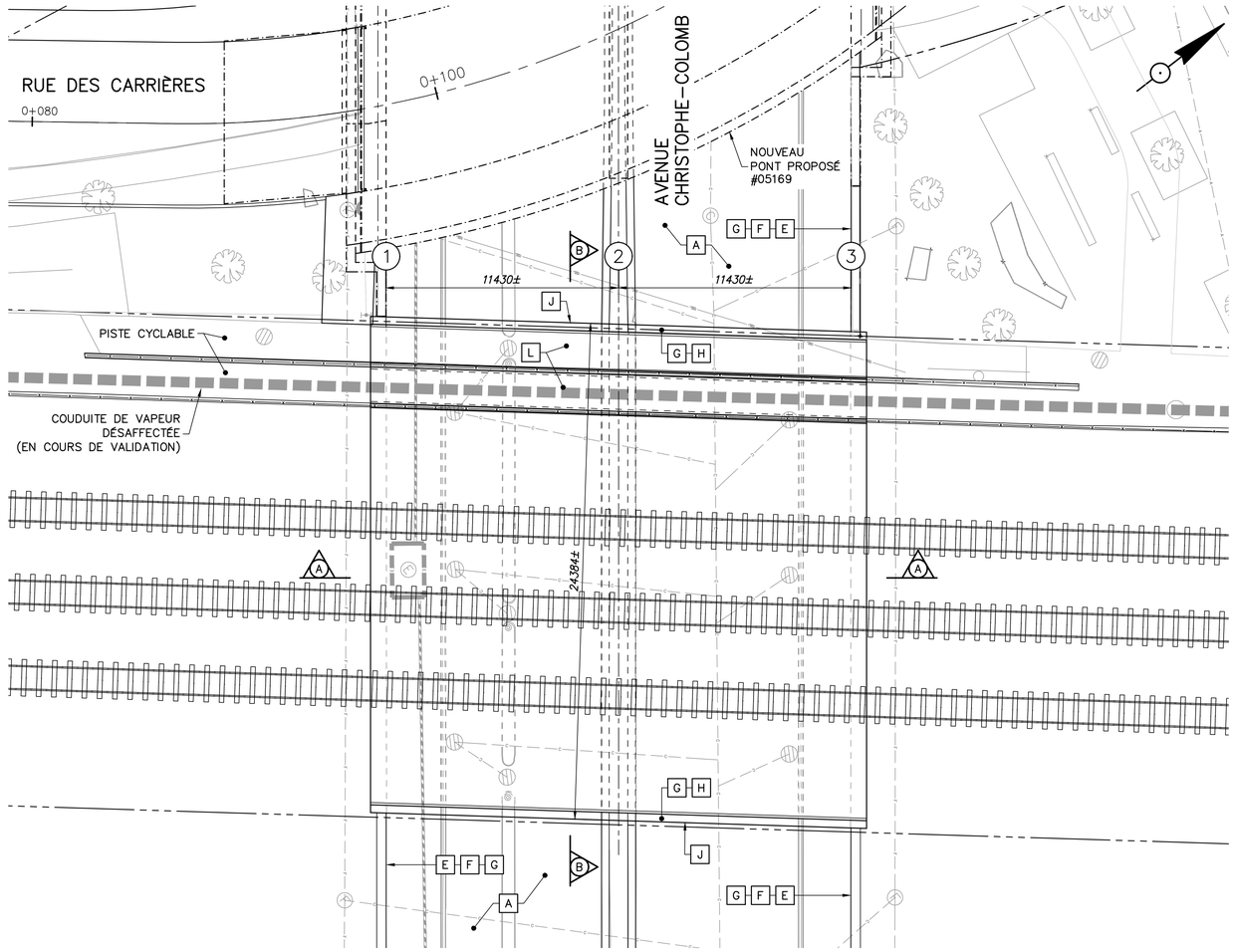
05169–2018–PO–1–APP–001 – OPTION DALLE ÉPAISSE.DWG

FORMAT ISO A1 (VERSION 2016–12–19)

Annexe F –
Plan d'ensemble – Pont ferroviaire

05170-2018-PO-1-APP-001
– RÉP. PONT
FERROVIAIRE

0 50 100 200 300



VUE EN PLAN
ÉCH. 1:150

LISTE PARTIELLE DES TRAVAUX

- A AMÉNAGEMENT DES APPROCHES ET CHAUSSÉE, VOIR PLANS ROUTIER
- B RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE PILE*
- C RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE CULÉE*
- D RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE DESSOUS DE DALLE*
- E RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE MUR DE SOUTÈNEMENT*
- F RÉFECTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT POUR REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE RETENUE
- G GLISSIÈRE BR27C MODIFIÉE OU GARDE–CORPS
- H RÉFECTION DU CÔTÉ EXTÉRIEUR
- J RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE CÔTÉ EXTÉRIEUR*
- K RECONSTRUCTION DU CHASSE–ROUE À LA PILE
- L RÉFECTION DE LA PISTE CYCLABLE ET DE LA CLÔTURE
- M ÉLECTRICITÉ, VOIR PLANS D'ÉCLAIRAGE

* LA LOCALISATION ET LES DIMENSIONS DES RÉPARATIONS SONT À DÉTERMINER AU CHANTIER PAR LE SURVEILLANT.

NOTES :

– LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

– LES CHAÎNAGES, LES COORDONNÉES ET LES ÉLÉVATIONS SONT EN MÈTRES.

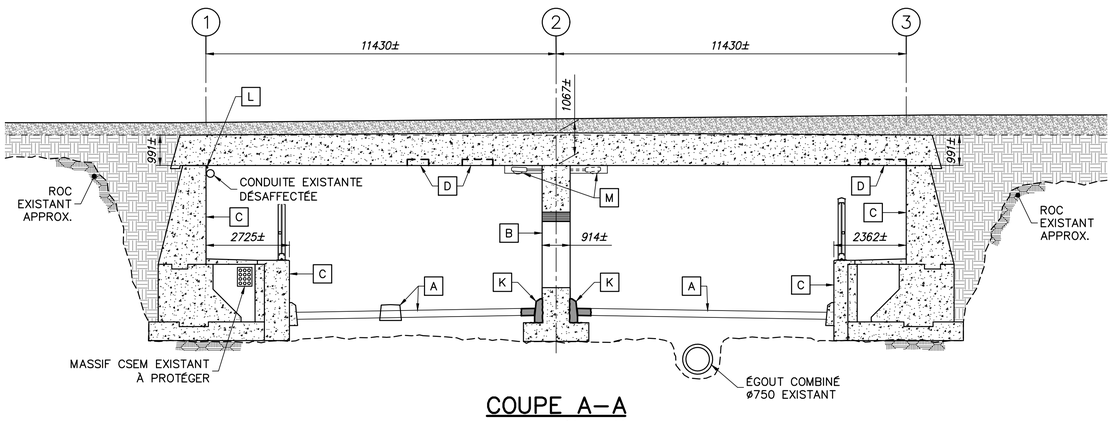
– LES DIMENSIONS ET LES ÉLÉVATIONS INDIQUÉES SUR CHACUN DES FEUILLETS DE PLANS DOIVENT ÊTRE CORRIGÉES SI LES DIMENSIONS DES OUVRAGES EXISTANTS L'EXIGENT.

– LÉGENDE :
- EXISTANT VU
- EXISTANT CACHÉ
- PROJETÉ VU
- PROJETÉ CACHÉ

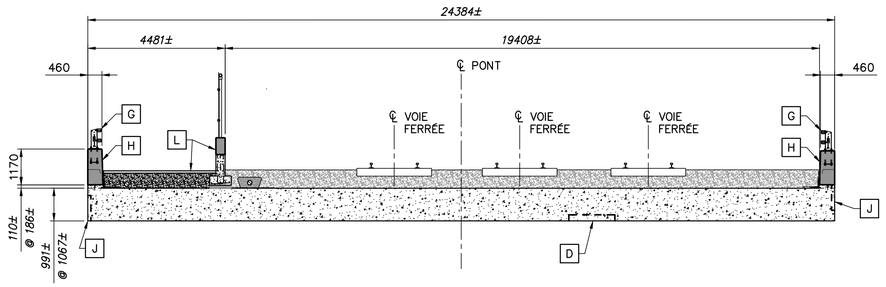
CARACTÉRISTIQUES DU BÉTON

PARTIES DE L'OUVRAGE	RÉSISTANCE @ 28 JOURS–MPa	TYPE DE BÉTON
RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE PILE	35	XIV–R, XIV–S
RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE CULÉE	35	XIV–R, XIV–S
RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE DESSOUS DE DALLE	35	XIV–R, XIV–S
RÉPARATION AVEC COFFRAGES SANS SURÉPAISSEUR DE MUR DE SOUTÈNEMENT	35	XIV–R, XIV–S
RÉFECTION DU MUR DE SOUTÈNEMENT POUR REMPLACEMENT DU DISPOSITIF DE RETENUE	35	V–S
RÉFECTION DU CÔTÉ EXTÉRIEUR	35	V–S
RECONSTRUCTION DU CHASSE–ROUE À LA PILE	35	V–S (1)
RÉFECTION DE LA PISTE CYCLABLE	35	V–S

(1) CIMENT TERNAIRE DU TYPE GUb–F/SF ou GUb–S/SF



COUPE A–A
ÉCH. 1:100



COUPE B–B
ÉCH. 1:100

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

2018–11–30	AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE	Carl Gagnon OIQ: 137665
AAAA–MM–JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE:
Les Services exp inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-00241230-A7

SCEAU CONCEPTEUR:

CARL GAGNON, ing.

VÉRIFICATEUR:

SYLVAIN DENIS, ing., OIQ: 131083

DESSINATEUR(S):

JONATHAN LÉGARÉ

CLIENT:
Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:
P.E. 81–05170

PROJET:
AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX DE RÉFECTION
DU PASSAGE INFÉRIEUR
AV. CHRISTOPHE–COLOMB/RUE DES CARRIÈRES

TITRE DU PLAN:
PLAN D'ENSEMBLE
RÉFECTION PONT FERROVIAIRE

No. PROJET:	No. SOUMISSION:
16–12	

No. PLAN: 05170–2018–PO–1 | 001

05170–2018–PO–1–APP–001 – RÉP. PONT FERROVIAIRE.DWG

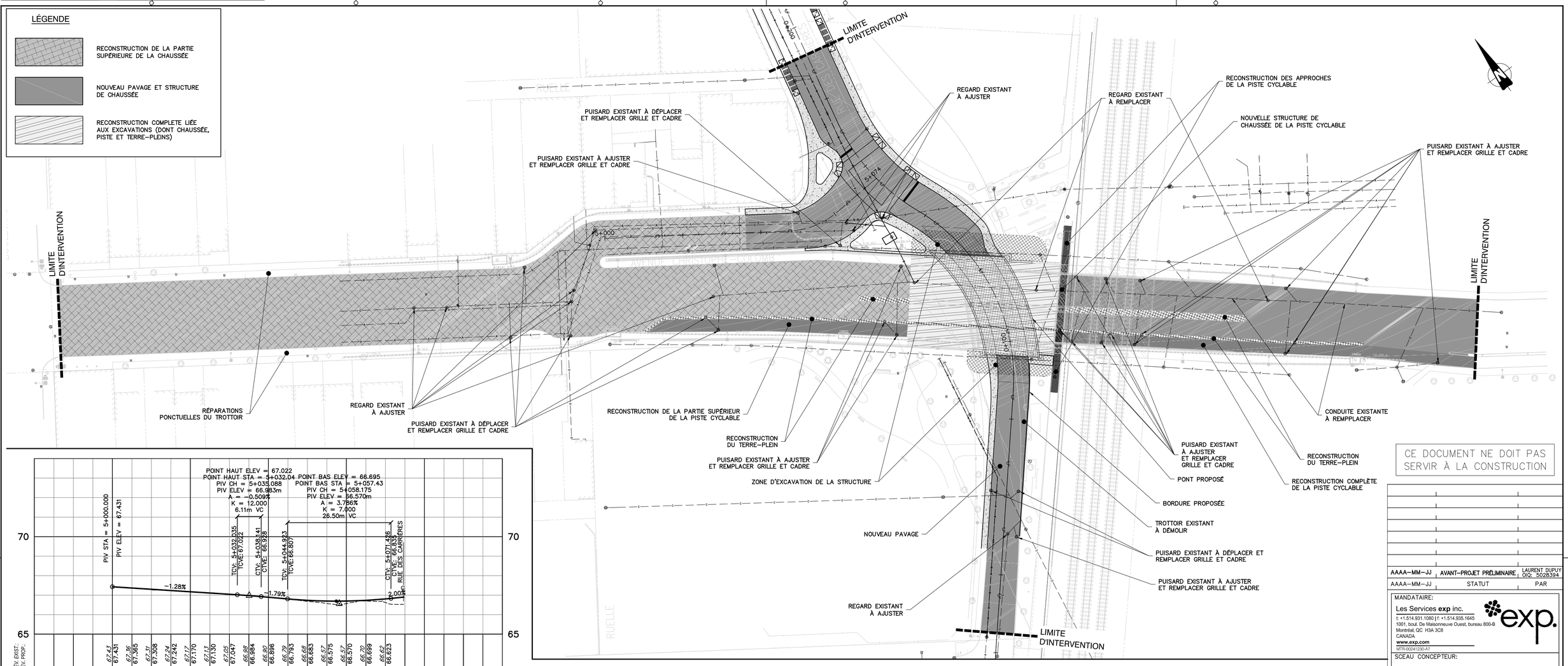
FORMAT ISO A1 (VERSION 2016–12–19)

Annexe G –
Routier – Aménagement proposé

0 50 100 200 300

LÉGENDE

- RECONSTRUCTION DE LA PARTIE SUPÉRIEURE DE LA CHAUSSÉE
- NOUVEAU PAVAGE ET STRUCTURE DE CHAUSSÉE
- RECONSTRUCTION COMPLETE LIÉE AUX EXCAVATIONS (DONT CHAUSSÉE, PISTE ET TERRE–PLEINS)

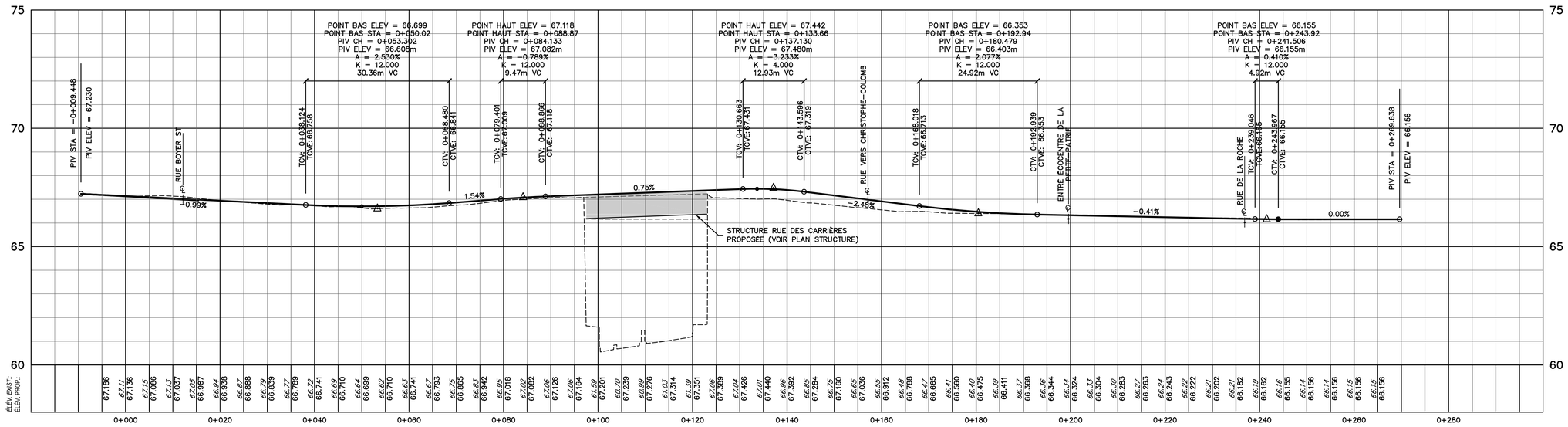


VUE EN PLAN

ÉCH. 1:500

VUE EN PROFIL – BRETELLE CHRISTOPHE COLOMB

ÉCH. 1:500 H / 1:100 V



VUE EN PROFIL – RUE DES CARRIÈRES

ÉCH. 1:500 H / 1:100 V

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

AAAA–MM–JJ	AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE	LAURENT DUPUY OIQ: 5028394
AAAA–MM–JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE:
Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-00241230-A7

SCEAU CONCEPTEUR:

LAURENT DUPUY, ing.

VÉRIFICATEUR:

LAURENT DUPUY, ing.

DESSINATEUR(S):

FRANCIS DUBÉ, techn

CLIENT:

Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:

P.E. 81–05169A

PROJET:

AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX DE RÉFECTION
DU PASSAGE INFÉRIEUR
AV. CHRISTOPHE–COLOMB/RUE DES CARRIÈRES

TITRE DU PLAN:

PLAN D'ENSEMBLE ET PROFIL
OPTION
PONT COURBE

No. PROJET:	No. SOUMISSION:
16–12	

No. PLAN: MTR–00241230–A7 – AM — 01/01

MTR–00241230–A7 – AM.DWG

FORMAT ISO A1 (VERSION 2016–12–19)

Annexe H –
Zones de relocalisation poteaux électriques Hydro-Québec

05169–05170_RELOCALISATION DES POTEAUX ÉLECTRIQUES

0 50 100 200 300

AVENUE CHRISTOPHE–COLOMB

RUE DES CARRIÈRES

0+060 0+080 0+100 0+120 0+140

POTEAU ÉLECTRIQUE À RELOCALISER

ZONE DE RELOCALISATION PROPOSÉE DES POTEAUX ÉLECTRIQUES

X: 297585,168
Y: 5043722,859

X: 297588,133
Y: 5043726,698

X: 297586,302
Y: 5043721,983

X: 297589,355
Y: 5043725,692

NOUVEAU PONT PROPOSÉ #05169

1 2 3

11430± 11430±

X: 297610,863
Y: 5043754,984

X: 297612,545
Y: 5043764,367

ZONE DE RELOCALISATION PROPOSÉE DES POTEAUX ÉLECTRIQUES

X: 297612,452
Y: 5043753,757

X: 297617,700
Y: 5043760,110

PISTE CYCLABLE

CONDUITE DE VAPEUR DÉSAFFECTÉE

CONDUIT VAPEUR

PONT FERROVIAIRE EXISTANT #05170

VUE EN PLAN
ÉCH. 1:150

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

AAAA–MM–JJ	AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE	Carl Gagnon OIQ: 137665
AAAA–MM–JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE:
Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-0014120-A7

SCEAU CONCEPTEUR:

CARL GAGNON, ing.

VÉRIFICATEUR:

SYLVAIN DENIS, ing., OIQ: 131083

DESSINATEUR(S):

JONATHAN LÉGARÉ

CLIENT:
Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:
P.E. 81–05169

PROJET:
AVANT–PROJET PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX DE RÉFECTION
DU PASSAGE INFÉRIEUR DE
AV. CHRISTOPHE–COLOMB/RUE DES CARRIÈRES

TITRE DU PLAN:
PLAN DE RELOCALISATION
DES POTEAUX ÉLECTRIQUES
(ZONES PROPOSÉES)

No. PROJET:	No. SOUMISSION:
16–12	

No. PLAN:	XX/XX
.	

05169–05170_RELOCALISATION DES POTEAUX ÉLECTRIQUES.DWG

FORMAT ISO A1 (VERSION 2016–12–19)

Annexe I –
Éclairage – Aménagement proposé



LÉGENDE

- LAMPADAIRE FONCTIONNEL
- LAMPADAIRE DÉCORATIF
- LUMINAIRE EN APPLIQUE MURAL
- CDC — COFFRET DE CONTRÔLE ET DE DISTRIBUTION
- BJ — BOITE DE JONCTION
- COFFRET DE BRANCHEMENT
- POTEAU DE BOIS EXISTANT
- EC — EXISTANT À CONSERVER
- EE — EXISTANT À ENLEVER
- NOUVEAU MASSIF DE CONDUIT SOUTERRAIN
- NOUVEAU CONDUIT EN FIBRE DE VERRE, EN SURFACE SUR LA STRUCTURE DU PONT

ER+FC : LAMPADAIRE COMBINÉ AVEC FEUX DE CIRCULATION

NOTES:

1. FEUX JAUNE CLIGNOTANTS
2. LUMINAIRE DEL EXISTANT.
3. NOUVEAU LAMPADAIRE FONCTIONNEL INSTALLÉ SUR LE MUR DE SOUTÈNEMENT.
4. NOUVEAU LUMINAIRE DEL SUR LAMPADAIRE FONCTIONNEL EXISTANT
5. LAMPADAIRE DÉCORATIF EXISTANT REMPLACÉ PAR UN NOUVEAU LAMPADAIRE DÉCORATIF
6. NOUVEAU LUMINAIRE MURAL SOUS LE VIADUC
7. NOUVEAU LAMPADAIRE DÉCORATIF SUR NOUVELLE BASE DE BÉTON STANDARD VDM, ALIMENTÉ VIA LE PROLONGEMENT DU RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE (a)
8. NOUVEAU LAMPADAIRE DÉCORATIF SUR NOUVELLE BASE DE BÉTON STANDRD VDM, ALIMENTÉ VIA LE NOUVEAU COFFRET (c).

NOTES GÉNÉRALES:

A. LES LUMINAIRES DES LAMPADAIRES FONCTIONNELS SONT FOURNIT PAR LA VILLE.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS SERVIR À LA CONSTRUCTION

2018-11-23	AVANT-PROJET PRÉLIMINAIRE	Mathieu Gravel OIQ: 127170
AAAA-MM-JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE:
Les Services **exp** inc.
t: +1.514.931.1080 | f: +1.514.935.1645
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com
MTR-0024I230-A7

SCEAU CONCEPTEUR:

VÉRIFICATEUR:
LOUIS-DAVID HOULE, ing.

DESSINATEUR(S):
YVON MACHADO, ing.jr.

CLIENT:
Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:

PROJET:
AVANT-PROJET PRÉLIMINAIRE
DES TRAVAUX DE RÉFECTION
DU PASSAGE INFÉRIEUR DE
AV. CHRISTOPHE-COLOMB/RUE DES CARRIÈRES

TITRE DU PLAN:
ÉCLAIRAGE
AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

No. PROJET:	No. SOUMISSION:
16-12	

No. PLAN: 05169-2018-EL-2

05169-2018-EL-2.DWG

FORMAT ISO A1 (VERSION 2016-12-19)

Annexe J –
Calendrier des travaux



N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin	Prédécesseurs
0	**Pont Christophe-Colomb / Des Carrières - Option poutres en acier**	**123 jours**	**Lun 13-04-29**	**Lun 13-10-14**	
1	Fabrication de la chaussée métallique	90 jours	Lun 13-06-24	Ven 13-09-20	20,22,23,30 jours
2	**Mobilisation au chantier**	**2 jours**	**Lun 10-05-17**	**Mar 10-05-18**	
3	Mobilisation générale	2 jours	Lun 10-05-17	Mar 10-05-18	
4	Signalisation	1 jour	Mar 10-05-18	Mar 10-05-18	3FD-1 jour
5	**Démolition du pont existant**	**5 jours**	**Mar 10-05-18**	**Mar 10-05-25**	
6	Démolition du tablier et des poutres	2 jours	Mar 10-05-18	Jeu 10-05-20	5
7	Démolition des culées	3 jours	Ven 10-05-21	Mar 10-05-25	6
8	**Travaux culée 1**	**37 jours**	**Mar 10-05-25**	**Jeu 10-07-15**	
9	Débrai démolition et excavation pour culée	2 jours	Mar 10-05-25	Jeu 10-05-27	7
10	Soutènement temporaire (pont fermoulaire)	5 jours	Mar 10-05-25	Mar 10-06-29	MFD-2 jours
11	Excavation première classe	2 jours	Mar 10-05-25	Jeu 10-05-27	10
12	Mise en place coulain de support en béton et tetron de confinement	1 jour	Ven 10-05-28	Ven 10-05-28	11
13	Coffrage semelle	2 jours	Lun 10-06-03	Mar 10-06-04	12
14	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mar 10-06-04	Jeu 10-06-06	13
15	Bétonnage de la semelle	1 jour	Ven 10-06-07	Ven 10-06-07	14
16	Coffrage de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	5 jours	Lun 10-06-10	Ven 10-06-14	15
17	Acier d'armature de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	5 jours	Mar 10-06-11	Mar 10-06-18	MFD-5 jours
18	Fermer coffrage de la culée	3 jours	Mar 10-06-18	Ven 10-06-21	17
19	Bétonnage de la culée	1 jour	Lun 10-06-24	Lun 10-06-24	18
20	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Mar 10-06-25	Mar 10-06-25	19
21	Décoffrage de culée et murs de soutènement	2 jours	Ven 10-06-28	Lun 10-07-01	MFD-5 jours
22	Nouvelle glacée et garde-corps au sommet des murs de soutènement	2 jours	Mar 10-07-02	Mer 10-07-03	21
23	Remblayage à la culée	3 jours	Jeu 10-07-04	Lun 10-07-08	MFD-21 jours
24	Enlèvement soutènement temporaire	1 jour	Mar 10-07-09	Mar 10-07-09	23
25	Coffrage dalles de transition	1 jour	Mar 10-07-09	Mar 10-07-09	23
26	Acier d'armature dalles de transition	1 jour	Mar 10-07-10	Mar 10-07-10	25
27	Bétonnage de la dalle de transition	1 jour	Jeu 10-07-11	Jeu 10-07-11	26
28	**Travaux Pile 2**	**40 jours**	**Ven 10-06-04**	**Jeu 10-07-15**	
29	Débrai démolition et excavation	2 jours	Ven 10-06-04	Lun 10-06-07	9
30	Soutènement temporaire (rue Christophe-Colomb)	2 jours	Mar 10-06-25	Mer 10-06-26	29
31	Excavation première classe	2 jours	Jeu 10-06-06	Ven 10-06-07	30
32	Mise en place coulain de support en béton et tetron de confinement	1 jour	Lun 10-06-10	Lun 10-06-10	31
33	Coffrage semelle	2 jours	Mar 10-06-04	Mer 10-06-05	32
34	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Jeu 10-06-06	Ven 10-06-07	33
35	Bétonnage de la semelle	1 jour	Lun 10-06-10	Lun 10-06-10	34
36	Coffrage des colonnes	2 jours	Mar 10-06-11	Mer 10-06-12	35
37	Acier d'armatures des colonnes	3 jours	Jeu 10-06-13	Lun 10-06-17	36
38	Bétonnage des colonnes	1 jour	Mar 10-06-18	Mar 10-06-18	37
39	Etalement et coffrage du chevêtre	5 jours	Mer 10-06-19	Mar 10-06-25	38
40	Arrivé d'une poutres	4 jours	Lun 10-06-24	Jeu 10-06-27	MDO-5 jours
41	Bétonnage du chevêtre	1 jour	Ven 10-06-28	Ven 10-06-28	40
42	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Lun 10-07-01	Lun 10-07-01	41
43	Décoffrage chevêtre et colonnes	2 jours	Mar 10-07-02	Jeu 10-07-11	41FD+7 jours
44	Remblayage pile	1 jour	Ven 10-07-12	Ven 10-07-12	43
45	Enlèvement soutènement temporaire	1 jour	Lun 10-07-15	Lun 10-07-15	44
46	Structure de chaussée Christophe-Colomb	3 jours	Mar 10-07-16	Jeu 10-07-18	45
47	**Travaux culée 2**	**38 jours**	**Ven 10-07-13**	**Mar 10-09-14**	
48	Changement de phase signalisation	1 jour	Ven 10-07-13	Ven 10-07-13	44
49	Débrai démolition et excavation pour culée	2 jours	Lun 10-07-22	Mar 10-07-23	48
50	Soutènement temporaire (pont fermoulaire)	5 jours	Lun 10-07-22	Mar 10-07-29	MFD-2 jours
51	Excavation première classe	2 jours	Lun 10-07-29	Mar 10-07-30	50
52	Mise en place coulain de support en béton et tetron de confinement	1 jour	Mar 10-07-31	Mar 10-07-31	51
53	Coffrage semelle	2 jours	Jeu 10-08-01	Ven 10-08-02	52
54	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Lun 10-08-05	Mar 10-08-06	53
55	Bétonnage de la semelle	1 jour	Mar 10-08-07	Mer 10-08-07	54
56	Coffrage de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	5 jours	Jeu 10-08-08	Mer 10-08-14	55
57	Acier d'armature de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	5 jours	Ven 10-08-12	Ven 10-08-19	MFD-5 jours
58	Fermer coffrage de la culée	3 jours	Lun 10-08-15	Mer 10-08-21	57
59	Bétonnage de la culée	1 jour	Jeu 10-08-22	Jeu 10-08-22	58
60	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Ven 10-08-23	Ven 10-08-23	59
61	Décoffrage de culée et murs de soutènement	2 jours	Mar 10-08-28	Jeu 10-08-30	MFD-5 jours
62	Nouvelle glacée et garde-corps au sommet des murs de soutènement	2 jours	Ven 10-08-31	Lun 10-09-03	61
63	Remblayage à la culée	3 jours	Mar 10-09-04	Jeu 10-09-05	MFD-21 jours,61
64	Enlèvement des soutènement	1 jour	Ven 10-09-06	Ven 10-09-06	63
65	Acier d'armature dalles de transition	1 jour	Lun 10-09-09	Lun 10-09-09	64
66	Bétonnage de la dalle de transition	1 jour	Mar 10-09-10	Mar 10-09-10	65
67	**Tablier**	**30 jours**	**Jeu 10-08-30**	**Ven 10-10-15**	
68	Mise en place des appareils d'appui	1 jour	Jeu 10-08-30	Jeu 10-08-30	45,60,61 jours
69	Installation de la chaussée métallique	5 jours	Ven 10-08-31	Jeu 10-09-06	68
70	Coffrage de la dalle + poutage	5 jours	Ven 10-09-06	Jeu 10-09-13	69
71	Acier d'armature de la dalle	5 jours	Mar 10-09-11	Mar 10-09-17	70FD+2 jours
72	Bétonnage de la dalle	1 jour	Mar 10-09-18	Mar 10-09-18	71
73	Cure de la dalle	3 jours	Jeu 10-09-20	Mar 10-09-25	72
74	Installation joint de tablier	2 jours	Lun 10-09-23	Mar 10-09-24	73FD-3 jours
75	Bétonnage le joint	1 jour	Jeu 10-09-26	Jeu 10-09-26	73
76	Coffrage chasse-roues	3 jours	Ven 10-09-27	Mar 10-09-24	73FD-4 jours
77	Armature chasse-roues	2 jours	Ven 10-09-27	Lun 10-09-30	76
78	Bétonnage chasse-roue	1 jour	Mar 10-10-01	Mar 10-10-01	77
79	Nettoyage de la dalle	1 jour	Mar 10-10-09	Mar 10-10-09	78FD+5 jours,72FD+10 jours
80	Membrane d'étanchéité	1 jour	Jeu 10-10-10	Jeu 10-10-10	79,73FD+6 jours
81	Installation glissière	1 jour	Lun 10-10-07	Lun 10-10-07	79FD+3 jours
82	Pavage sur le pont	1 jour	Ven 10-10-11	Ven 10-10-11	80FD-1 jour,80
83	**Travaux aux approches**	**10 jours**	**Mar 10-09-10**	**Ven 10-10-11**	
84	structure de chaussée aux approches	10 jours	Mar 10-09-10	Mar 10-10-01	65FD+5 jours
85	GBR-bordure-trottoir	2 jours	Mar 10-10-02	Ven 10-10-04	84,78
86	pavage approches	1 jour	Ven 10-10-11	Ven 10-10-11	85,80
87	**Réparation du pont ferroviaire**	**55 jours**	**Lun 10-05-17**	**Mer 10-08-01**	
88	**Travaux culée 1**	**10 jours**	**Lun 10-06-14**	**Ven 10-06-25**	
89	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Lun 10-06-14	Mer 10-06-16	10
90	Acier d'armature	3 jours	Jeu 10-06-17	Lun 10-06-21	89
91	Coffrages	3 jours	Mar 10-06-18	Jeu 10-06-20	89
92	Bétonnage	1 jour	Ven 10-06-21	Ven 10-06-21	91
93	**Travaux pile 2**	**20 jours**	**Mer 10-06-19**	**Jeu 10-07-14**	
94	**Phase 1**	**14 jours**	**Mer 10-06-19**	**Ven 10-06-28**	
95	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Mer 10-06-19	Lun 10-06-17	92
96	Acier d'armature	3 jours	Mer 10-06-19	Lun 10-06-24	92
97	Coffrages	3 jours	Mer 10-06-20	Jeu 10-06-27	96
98	Bétonnage	1 jour	Ven 10-06-28	Ven 10-06-28	97
99	**Phase 2**	**14 jours**	**Lun 10-07-01**	**Jeu 10-07-14**	
100	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Lun 10-07-01	Ven 10-07-05	98
101	Acier d'armature	3 jours	Lun 10-07-08	Ven 10-07-12	100
102	Coffrages	3 jours	Lun 10-07-15	Mer 10-07-17	101
103	Bétonnage	1 jour	Jeu 10-07-18	Jeu 10-07-18	102
104	**Travaux culée 2**	**10 jours**	**Jeu 10-06-20**	**Mer 10-06-31**	
105	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Jeu 10-06-20	Lun 10-06-24	103
106	Acier d'armature	3 jours	Mar 10-06-25	Jeu 10-06-27	105
107	Coffrages	3 jours	Ven 10-06-28	Mar 10-06-25	106
108	Bétonnage	1 jour	Mar 10-06-31	Mar 10-06-31	107
109	**Piste cyclable**	**17 jours**	**Mer 10-06-19**	**Jeu 10-10-14**	
110	Démolition partielle murs de soutènement	3 jours	Mer 10-06-19	Ven 10-06-20	MDO
111	Acier armature	3 jours	Lun 10-09-23	Mer 10-09-25	110
112	Coffrages	3 jours	Jeu 10-09-26	Lun 10-09-30	111
113	Bétonnage	1 jour	Mar 10-10-01	Mar 10-10-01	112
114	Cure du béton	3 jours	Mer 10-10-02	Ven 10-10-04	113
115	Fondation de chaussée	3 jours	Lun 10-10-07	Mer 10-10-09	114
116	Pavage	1 jour	Jeu 10-10-10	Jeu 10-10-10	115
117	**Remise en état des lieux**	**2 jours**	**Lun 10-10-14**	**Mar 10-10-15**	
118	Remise en état des lieux	1 jour	Lun 10-10-14	Lun 10-10-14	116
119	Démobilisation	2 jours	Mar 10-10-15	Mer 10-10-16	118

Semaine -2 | Semaine -1 | Semaine 1 | Semaine 2 | Semaine 3 | Semaine 4 | Semaine 5 | Semaine 6 | Semaine 7 | Semaine 8 | Semaine 9 | Semaine 10 | Semaine 11 | Semaine 12 | Semaine 13 | Semaine 14 | Semaine 15 | Semaine 16 | Semaine 17 | Semaine 18 | Semaine 19 | Semaine 20 | Semaine 21 | Semaine 22 | Semaine 23

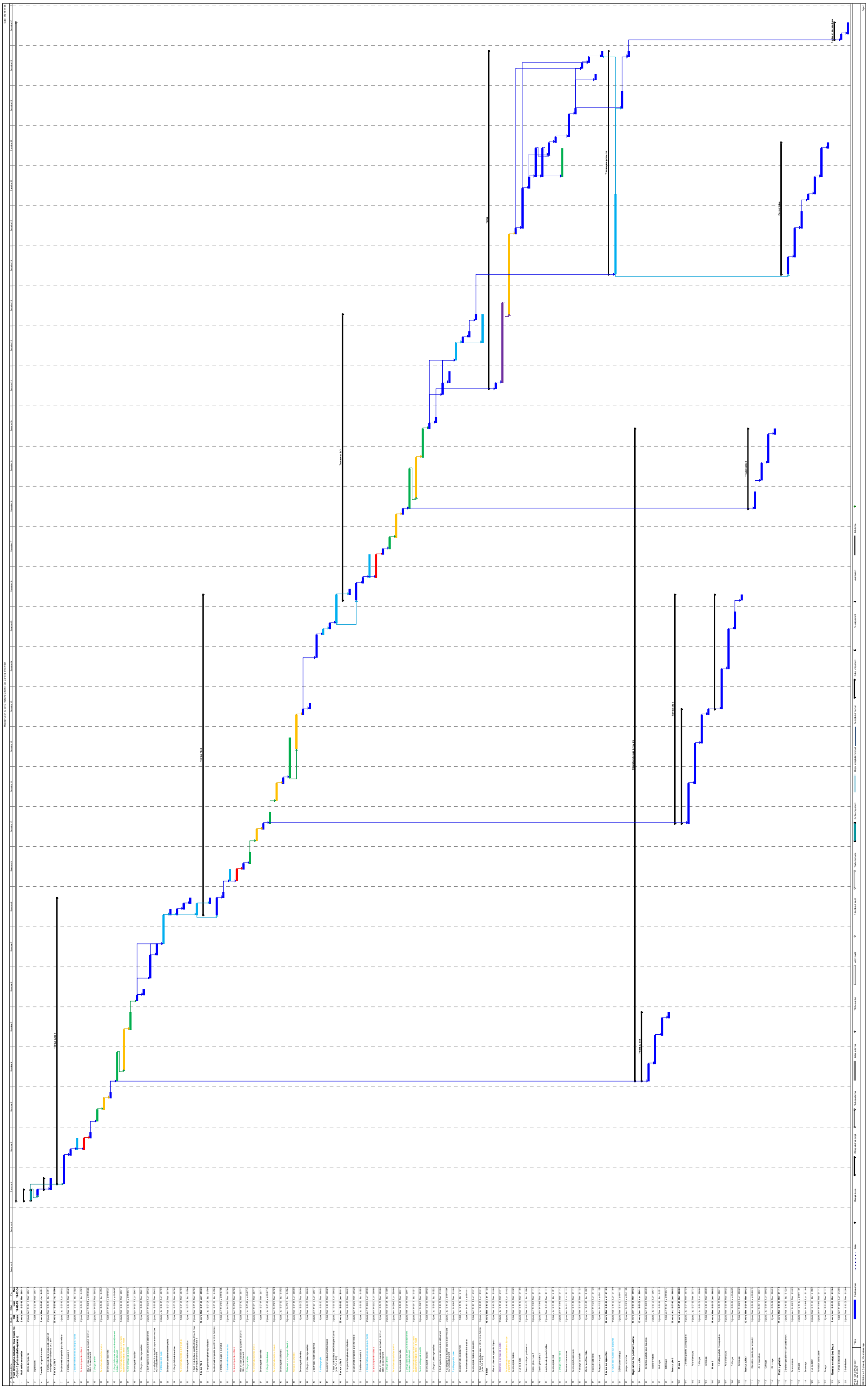
Travaux culée 1 | Travaux Pile 2 | Travaux culée 2 | Tablier | Travaux aux approches | Réparation du pont ferroviaire | Travaux culée 1 | Travaux pile 2 | Travaux culée 2 | Piste cyclable | Remise en état des lieux

Projet : Option Poutre acier
Date : Lun 13-10-01

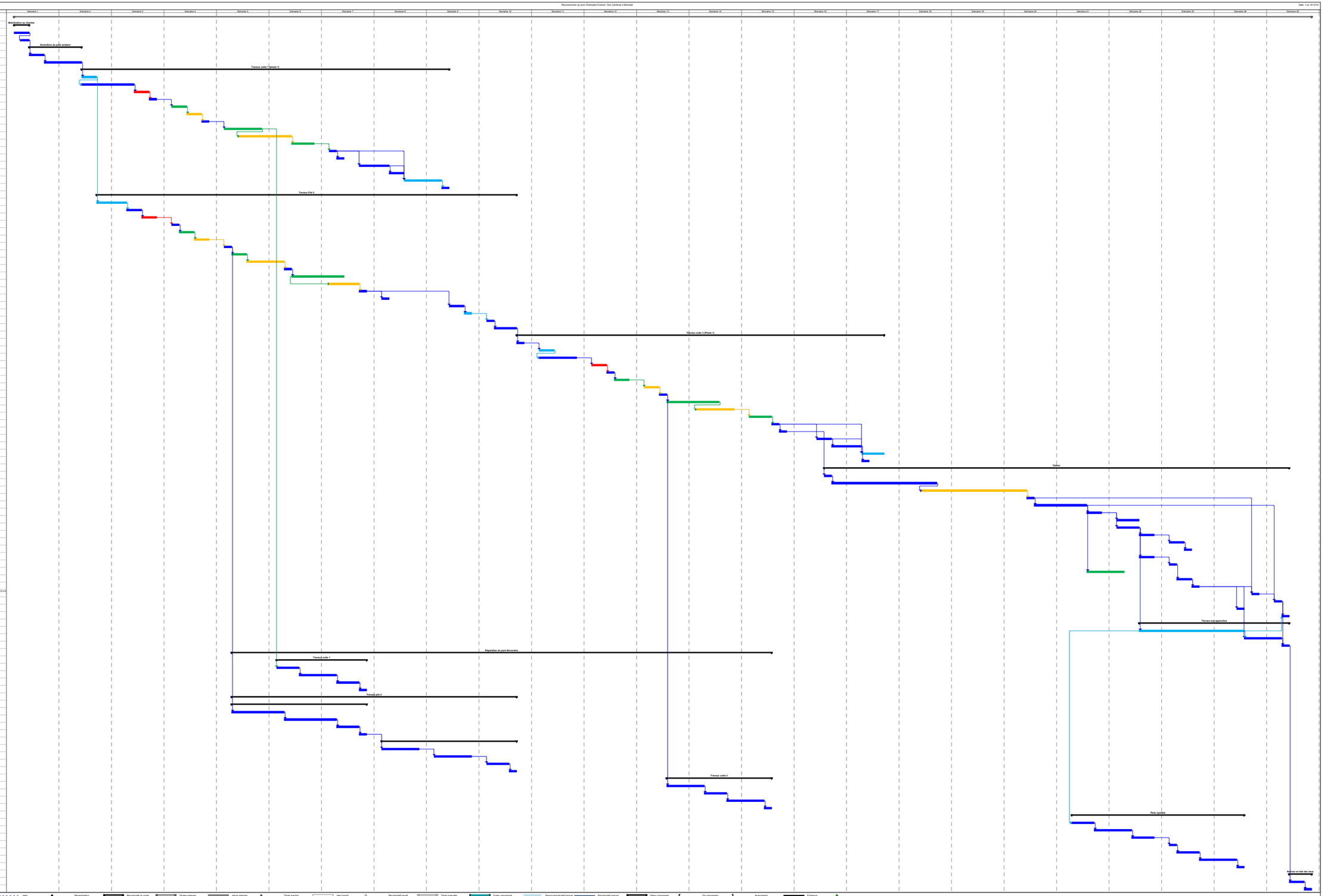
Tâche | Fractionnement | Jalon | Récapitulative | Récapitulatif du projet | Tâches externes | Jalons externes | Tâche inactive | Jalon inactif | Récapitulatif inactif | Tâche manuelle | Durée uniquement | Report récapitulatif manuel | Récapitulatif manuel | Début uniquement | Fin uniquement | Avancement | Echéance

C:\windows\desktop\Reconstruction du pont Christophe-Colomb_Des Carrières à Montréal_Option poutres acier_23 semaines.mpp

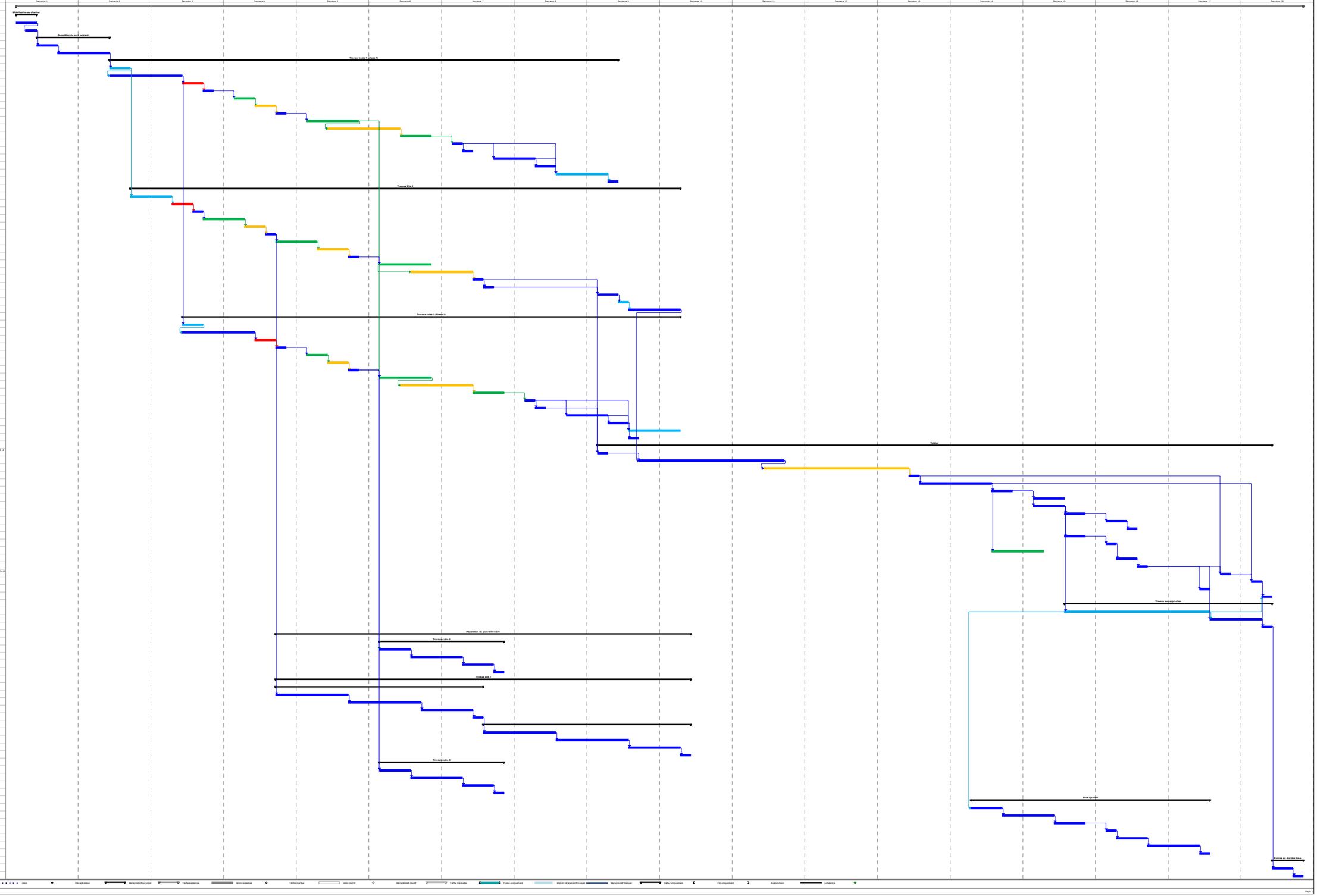
ID	Mode de la tâche	Durée	Début	Fin	Prédécesseurs
0	**Pont Christophe-Colomb / Des Carrières - Option poutres en acier**	**115 jours**	**Lun 19-03-18**	**Ven 19-08-23**	
1	Fabrication de la charpente métallique	60 jours	Lun 19-03-18	Ven 19-07-05	2SS+40 jours
2	**Mobilisation au chantier**	**2 jours**	**Lun 19-03-11**	**Mar 19-03-12**	
3	Mobilisation générale	2 jours	Lun 19-03-11	Mar 19-03-12	
4	Signalisation	1 jour	Mar 19-03-12	Mar 19-03-12	3FD-1 jour
5	**Demolition du pont existant**	**5 jours**	**Mar 19-03-12**	**Mar 19-03-21**	
6	Démolition du tablier et des poutres	2 jours	Mar 19-03-12	Jeu 19-03-14	
7	Démolition des culées	3 jours	Ven 19-03-15	Mar 19-03-19	
8	**Travaux culée 1**	**37 jours**	**Mar 19-03-12**	**Jeu 19-07-11**	
9	Débris démolition et excavation pour culée	2 jours	Mar 19-03-12	Jeu 19-03-21	
10	Soutènement temporaire (pont ferroviaire)	5 jours	Mar 19-03-12	Mar 19-03-26	3FD-2 jours
11	Excavation première classe	2 jours	Mar 19-03-26	Jeu 19-03-28	
12	Mise en place ceuvert de support en béton et béton de cuffrènement	1 jour	Ven 19-03-29	Ven 19-03-29	
13	Coffrage semelle	2 jours	Lun 19-04-01	Mar 19-04-02	
14	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mar 19-04-02	Jeu 19-04-04	
15	Bétonnage de la semelle	1 jour	Ven 19-04-05	Ven 19-04-05	
16	Coffrage de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	3 jours	Lun 19-04-08	Mer 19-04-10	
17	Acier d'armature de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	5 jours	Mar 19-04-12	Mar 19-04-16	16FD-3 jours
18	Fermer coffrage de la culée	3 jours	Mar 19-04-16	Ven 19-04-19	
19	Bétonnage de la culée	1 jour	Lun 19-04-22	Lun 19-04-22	
20	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Mar 19-04-23	Mar 19-04-23	
21	Décoffrage de culée et murs de soutènement	2 jours	Ven 19-04-26	Lun 19-04-29	17FD+3 jours
22	Nouvelle glissière et garde-corps au sommet des murs de soutènement	2 jours	Mar 19-04-30	Mer 19-05-01	
23	Remblayage à la culée	3 jours	Jeu 19-05-02	Lun 19-05-06	18FD+7 jours
24	Enlèvement soutènement temporaire	1 jour	Mar 19-05-07	Mar 19-05-07	
25	Coffrage dalles de transition	1 jour	Mar 19-05-07	Mar 19-05-07	
26	Acier d'armature dalles de transition	1 jour	Mar 19-05-07	Mar 19-05-07	
27	Bétonnage de la dalle de transition	1 jour	Jeu 19-05-09	Jeu 19-05-09	
28	**Travaux Pile 2**	**37 jours**	**Ven 19-03-22**	**Lun 19-05-06**	
29	Débris démolition et excavation	2 jours	Ven 19-03-22	Lun 19-03-25	
30	Excavation première classe	2 jours	Mar 19-03-26	Mer 19-03-27	
31	Mise en place ceuvert de support en béton et béton de cuffrènement	1 jour	Jeu 19-03-28	Jeu 19-03-28	
32	Coffrage semelle	2 jours	Ven 19-03-29	Lun 19-04-01	
33	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mar 19-04-02	Mer 19-04-03	
34	Bétonnage de la semelle	1 jour	Jeu 19-04-04	Jeu 19-04-04	
35	Coffrage des colonnes	2 jours	Ven 19-04-05	Lun 19-04-08	
36	Acier d'armature des colonnes	3 jours	Mar 19-04-09	Jeu 19-04-11	
37	Bétonnage des colonnes	1 jour	Ven 19-04-12	Ven 19-04-12	
38	Etalement et coffrage du chevêtre	3 jours	Lun 19-04-15	Mer 19-04-17	
39	Instrumentation chevêtre	4 jours	Jeu 19-04-18	Mar 19-04-23	38FD+3 jours
40	Bétonnage du chevêtre	1 jour	Mer 19-04-24	Mer 19-04-24	
41	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Jeu 19-04-27	Jeu 19-04-27	
42	Décoffrage chevêtre et colonnes	2 jours	Lun 19-04-29	Mar 19-04-30	40FD+7 jours
43	Remblayage pile	1 jour	Mar 19-07-16	Mar 19-07-16	
44	Structure de chaussée Christophe-Colomb	3 jours	Jeu 19-07-11	Lun 19-07-15	
45	**Travaux culée 3**	**37 jours**	**Mar 19-03-26**	**Jeu 19-07-18**	
46	Débris démolition et excavation pour culée	2 jours	Mar 19-03-26	Jeu 19-03-28	
47	Soutènement temporaire (pont ferroviaire)	5 jours	Mar 19-03-26	Mar 19-04-02	46FD-2 jours
48	Excavation première classe	2 jours	Mar 19-04-02	Jeu 19-04-04	
49	Mise en place ceuvert de support en béton et béton de cuffrènement	1 jour	Ven 19-04-05	Ven 19-04-05	
50	Coffrage semelle	2 jours	Lun 19-04-08	Mar 19-04-09	
51	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mar 19-04-09	Jeu 19-04-11	
52	Bétonnage de la semelle	1 jour	Ven 19-04-12	Ven 19-04-12	
53	Coffrage de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	3 jours	Lun 19-04-15	Mer 19-04-17	
54	Acier d'armature de la culée et murs de soutènement incluant trottoir et muret	5 jours	Mar 19-04-16	Mar 19-04-23	53FD-3 jours
55	Fermer coffrage de la culée	3 jours	Mar 19-04-23	Jeu 19-04-25	
56	Bétonnage de la culée	1 jour	Lun 19-07-01	Lun 19-07-01	
57	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Mar 19-07-02	Mar 19-07-02	
58	Décoffrage de culée et murs de soutènement	2 jours	Ven 19-07-05	Lun 19-07-08	55FD+3 jours
59	Nouvelle glissière et garde-corps au sommet des murs de soutènement	2 jours	Mar 19-07-09	Mer 19-07-10	
60	Remblayage à la culée	3 jours	Jeu 19-07-11	Lun 19-07-15	56FD+7 jours
61	Enlèvement des soutènement	1 jour	Mar 19-07-16	Mar 19-07-16	
62	Acier d'armature dalles de transition	1 jour	Mar 19-07-16	Mar 19-07-16	
63	Bétonnage de la dalle de transition	1 jour	Jeu 19-07-18	Jeu 19-07-18	
64	**Tablier**	**22 jours**	**Lun 19-07-08**	**Mar 19-08-06**	
65	Mise en place des appareils d'appui	1 jour	Lun 19-07-08	Lun 19-07-08	57FD+3 jours
66	Installation de la charpente métallique	5 jours	Mar 19-07-09	Lun 19-07-15	
67	Coffrage de la dalle + portage	5 jours	Mar 19-07-16	Lun 19-07-22	
68	Acier d'armature de la dalle	5 jours	Ven 19-07-19	Jeu 19-07-25	67FD-2 jours
69	Bétonnage de la dalle	1 jour	Ven 19-07-26	Ven 19-07-26	
70	Cure de la dalle	3 jours	Lun 19-07-29	Mer 19-07-31	
71	Installation joint de tablier	2 jours	Mar 19-07-30	Jeu 19-08-01	70FD-3 jours
72	Bétonnage du joint	1 jour	Lun 19-08-05	Lun 19-08-05	
73	Coffrage chasse-roues	3 jours	Mar 19-07-30	Jeu 19-08-01	70FD-4 jours
74	Armature chasse-roues	2 jours	Mar 19-08-06	Mer 19-08-07	
75	Bétonnage chasse-roues	1 jour	Jeu 19-08-08	Jeu 19-08-08	
76	Nettoyage de la dalle	1 jour	Ven 19-08-16	Ven 19-08-16	72FD+5 jours,69FD+10 jours
77	Membrane d'étanchéité	1 jour	Lun 19-08-19	Lun 19-08-19	76FD+2 jours
78	Installation glissières	1 jour	Mar 19-08-14	Mar 19-08-14	73FD+3 jours
79	Pavage sur le pont	1 jour	Mar 19-08-20	Mar 19-08-20	61FD+1 jour,77
80	**Travaux aux approches**	**18 jours**	**Ven 19-07-26**	**Mar 19-08-20**	
81	structure de chaussée aux approches	10 jours	Ven 19-07-26	Jeu 19-08-08	63FD+5 jours
82	GSR-bordure-drainage	3 jours	Ven 19-08-09	Mar 19-08-13	81,75
83	pavage approches	1 jour	Mar 19-08-20	Mar 19-08-20	82,77
84	**Réparation du pont ferroviaire**	**20 jours**	**Ven 19-04-05**	**Mer 19-07-10**	
85	**Travaux culée 1**	**10 jours**	**Lun 19-06-10**	**Ven 19-06-21**	
86	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Lun 19-06-10	Mer 19-06-12	
87	Acier d'armature	3 jours	Jeu 19-06-13	Lun 19-06-17	
88	Coffrages	3 jours	Mar 19-06-18	Jeu 19-06-20	
89	Bétonnage	1 jour	Ven 19-06-21	Ven 19-06-21	
90	**Travaux pile 2**	**20 jours**	**Ven 19-04-05**	**Mer 19-07-10**	
91	**Phase 1**	**14 jours**	**Ven 19-04-05**	**Mer 19-05-01**	
92	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Ven 19-04-05	Jeu 19-04-11	
93	Acier d'armature	3 jours	Ven 19-04-12	Jeu 19-04-25	
94	Coffrages	3 jours	Ven 19-04-26	Jeu 19-04-25	
95	Bétonnage	1 jour	Mar 19-04-30	Mer 19-05-01	
96	**Phase 2**	**14 jours**	**Ven 19-04-26**	**Mer 19-07-10**	
97	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Jeu 19-04-27	Mar 19-07-02	
98	Acier d'armature	3 jours	Jeu 19-07-04	Mar 19-07-10	
99	Coffrages	3 jours	Jeu 19-07-11	Lun 19-07-15	
100	Bétonnage	1 jour	Mar 19-07-16	Mar 19-07-16	
101	**Travaux culée 3**	**10 jours**	**Lun 19-04-15**	**Ven 19-05-03**	
102	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Lun 19-04-15	Mer 19-04-17	
103	Acier d'armature	3 jours	Jeu 19-04-25	Lun 19-04-29	
104	Coffrages	3 jours	Mar 19-04-30	Jeu 19-05-02	
105	Bétonnage	1 jour	Ven 19-05-03	Ven 19-05-03	
106	**Piste cyclable**	**17 jours**	**Ven 19-07-26**	**Lun 19-08-19**	
107	Démolition partielle murs de soutènement	3 jours	Ven 19-07-26	Mar 19-07-30	
108	Acier armature	3 jours	Mar 19-07-31	Jeu 19-08-02	
109	Coffrages	3 jours	Lun 19-08-05	Mer 19-08-07	
110	Bétonnage	1 jour	Jeu 19-08-08	Jeu 19-08-08	
111	Cure du béton	3 jours	Ven 19-08-09	Mer 19-08-13	
112	Fondation de chaussée	3 jours	Mer 19-08-14	Ven 19-08-16	
113	Pavage	1 jour	Lun 19-08-19	Lun 19-08-19	
114	**Ramise en état des lieux**	**3 jours**	**Mar 19-08-20**	**Jeu 19-08-22**	
115	Remise en état des lieux	1 jour	Mar 19-08-20	Mar 19-08-20	
116	Démobilisation	2 jours	Jeu 19-08-22	Ven 19-08-23	



ID	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin	Prédécesseurs
1	**Pont Christophe-Colomb / Des Carrières - Option précontrainte par postension**	**125 jours**	**Lun 19-05-13**	**Ven 19-11-01**	
1	**Mobilisation au chantier**	**2 jours**	Lun 19-05-13	Mar 19-05-14	
2	Mobilisation générale	2 jours	Lun 19-05-13	Mar 19-05-14	
3	Signalisation	1 jour	Mar 19-05-14	Mar 19-05-14	2FD-1 jour
4	**Demolition du pont existant**	**5 jours**	**Mer 19-05-15**	**Mar 19-05-21**	
5	Démolition du tablier et des poutres	2 jours	Mer 19-05-15	Jeu 19-05-16	3
6	Démolition des culées	3 jours	Ven 19-05-17	Mar 19-05-21	5
7	**Travaux culée 1 (phase 1)**	**35 jours**	**Mer 19-05-22**	**Mar 19-07-09**	
8	Génie, demolition et excavation pour culée	2 jours	Mer 19-05-22	Jeu 19-05-23	6
9	Soutènement temporaire (pont ferroviaire)	5 jours	Mer 19-05-22	Mar 19-05-28	6FD-2 jours
10	Excavation première classe	2 jours	Mer 19-05-29	Jeu 19-05-30	9
11	Mise en place coffrage de support en béton et tetes de confinement	1 jour	Ven 19-05-31	Ven 19-05-31	10
12	Coffrage semelle	2 jours	Lun 19-06-03	Mar 19-06-04	11
13	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mer 19-06-05	Jeu 19-06-06	12
14	Bétonnage de la semelle	1 jour	Ven 19-06-07	Ven 19-06-07	13
15	Coffrage de la culée et murs de soutènement incliné Kotlist et mural	3 jours	Lun 19-06-10	Mer 19-06-12	14
16	Acier d'armature de la culée et murs de soutènement incliné Kotlist et mural	5 jours	Mer 19-06-12	Mar 19-06-18	12FD-3 jours
17	Fermer coffrage de la culée	3 jours	Mer 19-06-19	Ven 19-06-21	16
18	Bétonnage de la culée	1 jour	Lun 19-06-24	Lun 19-06-24	17
19	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Mar 19-06-25	Mar 19-06-25	18
20	Décoffrage de culée et murs en retour	2 jours	Ven 19-06-28	Lun 19-07-01	19FD+3 jours
21	Glissière et garde-corps au sommet des murs de soutènement	2 jours	Mar 19-07-02	Mer 19-07-03	20
22	Remblayage à la culée jusqu'au niveau des assises	3 jours	Jeu 19-07-04	Lun 19-07-08	18FD+7 jours,20
23	Enlèvement soutènement temporaire	1 jour	Mar 19-07-09	Mar 19-07-09	22
24	**Travaux Pile 2**	**40 jours**	**Ven 19-05-24**	**Jeu 19-07-18**	
25	Génie, demolition et excavation	2 jours	Ven 19-05-24	Lun 19-05-27	9
26	Soutènement temporaire (sur Christophe-Colomb)	2 jours	Mer 19-05-29	Mer 19-05-29	25
27	Excavation première classe	2 jours	Jeu 19-05-30	Ven 19-05-31	26
28	Mise en place coussin de support en béton et tetes de confinement	1 jour	Lun 19-06-03	Lun 19-06-03	27
29	Coffrage semelle	2 jours	Mar 19-06-04	Mer 19-06-05	28
30	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Jeu 19-06-06	Ven 19-06-07	29
31	Bétonnage de la semelle	1 jour	Lun 19-06-10	Lun 19-06-10	30
32	Coffrage des colonnes	2 jours	Mar 19-06-11	Mer 19-06-12	31
33	Acier d'armature des colonnes	3 jours	Jeu 19-06-13	Lun 19-06-17	32
34	Bétonnage des colonnes	1 jour	Mar 19-06-18	Mar 19-06-18	33
35	Essorrent et coffrage du chevêtre	5 jours	Mar 19-06-18	Mar 19-06-25	34
36	Armature du chevêtre	4 jours	Lun 19-06-24	Jeu 19-06-27	35DD+3 jours
37	Bétonnage du chevêtre	1 jour	Ven 19-06-28	Ven 19-06-28	36
38	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Lun 19-07-01	Lun 19-07-01	37
39	Décoffrage chevêtre et colonnes	2 jours	Mar 19-07-16	Jeu 19-07-11	37FD+7 jours
40	Remblayage pile	1 jour	Ven 19-07-12	Ven 19-07-12	39
41	Enlèvement soutènement	1 jour	Lun 19-07-15	Lun 19-07-15	40
42	Structure du chaussée Christophe Colomb	3 jours	Mar 19-07-16	Jeu 19-07-18	41
43	**Travaux culée 2 (Phase 1)**	**35 jours**	**Ven 19-07-19**	**Jeu 19-09-05**	
44	Changement de phase pour signalisation	1 jour	Ven 19-07-19	Ven 19-07-19	42
45	Génie, démolition et excavation pour culée	2 jours	Lun 19-07-22	Mar 19-07-23	44
46	Soutènement temporaire (pont ferroviaire)	5 jours	Lun 19-07-22	Ven 19-07-26	43FD-2 jours
47	Excavation première classe	2 jours	Lun 19-07-29	Mar 19-07-30	46
48	Mise en place coussin de support en béton et tetes de confinement	1 jour	Mer 19-07-31	Mer 19-07-31	47
49	Coffrage semelle	2 jours	Jeu 19-08-01	Ven 19-08-02	48
50	Acier d'armature de la semelle	2 jours	Lun 19-08-05	Mar 19-08-06	49
51	Bétonnage de la semelle	1 jour	Mar 19-08-07	Mar 19-08-07	50
52	Coffrage de la culée et murs de soutènement incliné Kotlist et mural	3 jours	Jeu 19-08-08	Mar 19-08-13	51
53	Acier d'armature de la culée et murs de soutènement incliné Kotlist et mural	5 jours	Lun 19-08-12	Lun 19-08-19	52FD-3 jours
54	Fermer coffrage de la culée	3 jours	Lun 19-08-19	Mer 19-08-21	53
55	Bétonnage de la culée	1 jour	Jeu 19-08-22	Jeu 19-08-22	54
56	Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Ven 19-08-23	Ven 19-08-23	55
57	Décoffrage de culée et murs en retour	2 jours	Mer 19-08-28	Jeu 19-08-29	55FD+3 jours
58	Glissière et garde-corps au sommet des murs de soutènement	2 jours	Ven 19-08-30	Lun 19-09-02	57
59	Remblayage à la culée jusqu'au niveau des assises	3 jours	Mar 19-08-20	Jeu 19-08-22	53FD+7 jours,57
60	Enlèvement soutènement temporaire	1 jour	Mar 19-09-03	Mar 19-09-03	58
61	**Tablier**	**44 jours**	**Jeu 19-08-29**	**Mar 19-10-29**	
62	Mise en place des appareils d'appui	1 jour	Jeu 19-08-29	Jeu 19-08-29	56FD+3 jours
63	Essorrent et coffrage de la dalle	10 jours	Ven 19-08-30	Jeu 19-09-12	62
64	Acier d'armature de la dalle et câble de précontrainte	10 jours	Mar 19-09-17	Mar 19-09-24	63FD-2 jours
65	Bétonnage de la dalle	1 jour	Mar 19-09-25	Mar 19-09-25	64
66	Cure de la dalle	5 jours	Jeu 19-09-26	Mer 19-10-02	65
67	Précontrainte par post-tension	2 jours	Jeu 19-10-03	Ven 19-10-04	66
68	Culée 1 (Phase 2)	3 jours	Lun 19-10-07	Mer 19-10-09	67
69	Culée 2 (Phase 2)	3 jours	Lun 19-10-07	Mer 19-10-09	67
70	Coffrage dalles de transition (sans 1 et 2)	2 jours	Jeu 19-10-10	Ven 19-10-11	68
71	Acier d'armature dalles de transition (sans 1 et 2)	2 jours	Lun 19-10-14	Mar 19-10-15	70
72	Bétonnage de la dalle de transition (sans 1 et 2)	1 jour	Mer 19-10-16	Mer 19-10-16	71
73	Installation joint de tablier	2 jours	Jeu 19-10-10	Ven 19-10-11	69
74	Bétonnage du joint	1 jour	Lun 19-10-14	Lun 19-10-14	73
75	Coffrage chasse-roues	3 jours	Jeu 19-10-03	Lun 19-10-07	66
76	Armature chasse-roues	2 jours	Mar 19-10-15	Mer 19-10-16	74
77	Bétonnage chasse-roues	1 jour	Jeu 19-10-17	Jeu 19-10-17	76
78	Nettoyage de la dalle	1 jour	Ven 19-10-04	Ven 19-10-25	77FD+5 jours,65FD+5 jours
79	Membrane d'étanchéité	1 jour	Lun 19-10-28	Lun 19-10-28	78,66FD+2 jours
80	Installation glissières	1 jour	Mar 19-10-29	Mar 19-10-29	77FD+3 jours
81	Pavage sur le pont	1 jour	Mar 19-10-29	Mar 19-10-29	63FD+1 jour,79
82	**Travaux aux approches**	**14 jours**	**Jeu 19-10-10**	**Mar 19-10-29**	
83	structure de chaussée aux approches	10 jours	Jeu 19-10-10	Mer 19-10-23	69
84	GSR-fondure-drainage	3 jours	Jeu 19-10-24	Lun 19-10-28	83,77
85	jarvage approches	1 jour	Mar 19-10-29	Mar 19-10-29	84,79
86	**Réparation du pont ferroviaire**	**52 jours**	**Mer 19-06-11**	**Mer 19-08-21**	
87	**Travaux culée 1**	**18 jours**	**Lun 19-06-17**	**Mer 19-07-10**	
88	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Lun 19-06-17	Mer 19-06-19	10
89	Acier d'armature	3 jours	Jeu 19-06-20	Lun 19-06-24	88
90	Coffrages	3 jours	Mar 19-06-25	Jeu 19-06-27	89
91	Bétonnage	1 jour	Ven 19-06-28	Ven 19-06-28	90
92	**Travaux pile 2**	**28 jours**	**Mer 19-06-11**	**Jeu 19-07-18**	
93	**Phase 1**	**14 jours**	**Mer 19-06-11**	**Ven 19-06-28**	
94	Démolition partielle pour réparation	5 jours	Mer 19-06-11	Lun 19-06-17	31
95	Acier d'armature	5 jours	Mar 19-06-18	Lun 19-06-24	94
96	Coffrages	3 jours	Mar 19-06-25	Jeu 19-06-27	95
97	Bétonnage	1 jour	Ven 19-06-28	Ven 19-06-28	96
98	**Phase 2**	**14 jours**	**Lun 19-07-01**	**Jeu 19-07-18**	
99	Démolition partielle pour réparation	5 jours	Lun 19-07-01	Ven 19-07-05	97
100	Acier d'armature	5 jours	Lun 19-07-08	Ven 19-07-12	99
101	Coffrages	3 jours	Lun 19-07-15	Mer 19-07-17	100
102	Bétonnage	1 jour	Jeu 19-07-18	Jeu 19-07-18	101
103	**Travaux culée 2**	**15 jours**	**Jeu 19-08-08**	**Mer 19-08-21**	
104	Démolition partielle pour réparation	3 jours	Jeu 19-08-08	Lun 19-08-12	31
105	Acier d'armature	3 jours	Mar 19-08-13	Jeu 19-08-15	104
106	Coffrages	3 jours	Ven 19-08-16	Mar 19-08-20	105
107	Bétonnage	1 jour	Mer 19-08-21	Mer 19-08-21	106
108	**Piste cyclable**	**17 jours**	**Mer 19-10-01**	**Mer 19-10-23**	
109	Démolition partielle murs de soutènement	3 jours	Mer 19-10-01	Jeu 19-10-03	83DD+7 jours
110	Acier armature	3 jours	Ven 19-10-04	Mar 19-10-08	109
111	Coffrages	3 jours	Mer 19-10-09	Ven 19-10-11	110
112	Bétonnage	1 jour	Lun 19-10-14	Lun 19-10-14	111
113	Cure du béton	5 jours	Mar 19-10-15	Jeu 19-10-17	112
114	Fondation de chaussée	3 jours	Ven 19-10-18	Mar 19-10-22	113
115	Pavage	1 jour	Mar 19-10-22	Mar 19-10-22	114
116	**Remise en état des lieux**	**3 jours**	**Mer 19-10-23**	**Ven 19-11-01**	
117	Remise en état des lieux	2 jours	Mer 19-10-30	Jeu 19-10-31	85
118	Démobilisation	1 jour	Ven 19-11-01	Ven 19-11-01	117



ID	Mode de tâche	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin	Prédécesseurs
1		**Pont Christophe-Colomb / Des Carrières - Option précontrainte par posttension**	**562 jours**	**Lun 19-05-13**	**Ven 19-09-13**	
2		**Mobilisation au chantier**	**2 jours**	**Lun 19-05-13**	**Mar 19-05-14**	
3		Mobilisation générale	2 jours	Lun 19-05-13	Mar 19-05-14	
4		Signalisation	1 jour	Mar 19-05-14	Mar 19-05-14	3;0,1 jour
5		**Demolition du pont existant**	**5 jours**	**Mar 19-05-14**	**Mar 19-05-21**	
6		Démolition du tablier et des poutres	2 jours	Mar 19-05-14	Jeu 19-05-16	3
7		Démolition des culées	3 jours	Ven 19-05-17	Mar 19-05-21	6
8		**Travaux culée 1 (phase 1)**	**30 jours**	**Mar 19-05-21**	**Mar 19-07-09**	
9		Débar démolition et excavation pour culée	2 jours	Mar 19-05-21	Jeu 19-05-23	
10		Soutènement temporaire (pont ferroviaire)	5 jours	Mar 19-05-21	Mar 19-05-28	8FD-2 jours
11		Excavation première classe	3 jours	Mar 19-05-28	Jeu 19-05-30	
12		Mise en place ouvertr de support en béton et béton de confinement	1 jour	Ven 19-05-31	Ven 19-05-31	10
13		Coffrage semelle	2 jours	Lun 19-06-03	Mar 19-06-04	11
14		Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mar 19-06-04	Jeu 19-06-06	12
15		Bétonnage de la semelle	1 jour	Ven 19-06-07	Ven 19-06-07	13
16		Coffrage de la culée et murs de soutènement inclusif mottet et muret	5 jours	Lun 19-06-10	Ven 19-06-14	14
17		Acier d'armature de la culée et murs de soutènement inclusif bottet et muret	5 jours	Mar 19-06-11	Mar 19-06-18	15FD-3 jours
18		Fermer coffrage de la culée	3 jours	Mar 19-06-18	Ven 19-06-21	16
19		Bétonnage de la culée	1 jour	Lun 19-06-24	Lun 19-06-24	17
20		Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Mar 19-06-25	Mar 19-06-25	18
21		Décoffrage de culée et murs en retour	2 jours	Ven 19-06-28	Lun 19-07-01	19FD+3 jours
22		Glissière et garde-corps au extrmité des murs de soulèvement	2 jours	Mar 19-07-02	Mer 19-07-03	21
23		Remblayage à la culée jusqu'au niveau des acces	3 jours	Jeu 19-07-04	Lun 19-07-08	18FD+7 jours,20
24		Enlèvement soutènement temporaire	1 jour	Mar 19-07-09	Mar 19-07-09	22
25		**Travaux Pile 2**	**37 jours**	**Ven 19-06-24**	**Lun 19-07-15**	
26		Débar démolition et excavation	3 jours	Ven 19-06-24	Lun 19-06-27	9
27		Excavation première classe	3 jours	Mar 19-06-28	Mar 19-07-02	25
28		Mise en place ouvertr de support en béton et béton de confinement	1 jour	Jeu 19-03-30	Jeu 19-05-30	26
29		Coffrage semelle	2 jours	Ven 19-05-31	Lun 19-06-03	27
30		Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mar 19-06-04	Mer 19-06-05	28
31		Bétonnage de la semelle	1 jour	Jeu 19-06-06	Jeu 19-06-06	29
32		Coffrage des colonnes	2 jours	Ven 19-06-07	Lun 19-06-10	30
33		Acier d'armature des colonnes	3 jours	Mar 19-06-11	Jeu 19-06-13	31
34		Bétonnage des colonnes	1 jour	Ven 19-06-14	Ven 19-06-14	32
35		Essement et coffrage du chevêtre	5 jours	Lun 19-06-17	Ven 19-06-21	33
36		Armature du chevêtre	4 jours	Mar 19-06-25	Mar 19-06-25	34FD+3 jours
37		Bétonnage du chevêtre	1 jour	Mar 19-06-26	Mar 19-06-26	35
38		Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Jeu 19-06-27	Jeu 19-06-27	36
39		Décoffrage chevêtre et colonnes	3 jours	Lun 19-07-08	Mar 19-07-09	38FD+7 jours
40		Remblayage pile	1 jour	Mer 19-07-10	Mer 19-07-10	39
41		Structure de chaussée Christophe-Colomb	3 jours	Jeu 19-07-11	Lun 19-07-15	38
42		**Travaux culée 3 (Phase 1)**	**34 jours**	**Mar 19-05-28**	**Lun 19-07-15**	
43		Débar démolition et excavation pour culée	2 jours	Mar 19-05-28	Mer 19-05-29	
44		Soutènement temporaire (pont ferroviaire)	5 jours	Mar 19-05-28	Mar 19-06-04	42FD-2 jours
45		Excavation première classe	3 jours	Mar 19-06-04	Jeu 19-06-06	43
46		Mise en place ouvertr de support en béton et béton de confinement	1 jour	Ven 19-06-07	Ven 19-06-07	44
47		Coffrage semelle	3 jours	Lun 19-06-10	Mer 19-06-12	45
48		Acier d'armature de la semelle	2 jours	Mar 19-06-12	Jeu 19-06-13	46
49		Bétonnage de la semelle	1 jour	Ven 19-06-14	Ven 19-06-14	47
50		Coffrage de la culée et murs de soulèvement inclusif mottet et muret	5 jours	Lun 19-06-17	Ven 19-06-21	48
51		Acier d'armature de la culée et murs de soulèvement inclusif bottet et muret	5 jours	Mar 19-06-18	Mar 19-06-25	49FD-3 jours
52		Fermer coffrage de la culée	3 jours	Mar 19-06-25	Mer 19-06-26	50
53		Bétonnage de la culée	1 jour	Ven 19-07-01	Lun 19-07-01	51
54		Coffrage et bétonnage assises	1 jour	Mar 19-07-02	Mar 19-07-02	52
55		Décoffrage de culée et murs en retour	2 jours	Ven 19-07-05	Lun 19-07-08	53FD+3 jours
56		Glissière et garde-corps au extrmité des murs de soulèvement	2 jours	Mar 19-07-09	Mer 19-07-10	54
57		Remblayage à la culée jusqu'au niveau des acces	3 jours	Jeu 19-07-11	Lun 19-07-15	52FD+7 jours,54
58		Enlèvement soutènement temporaire	1 jour	Jeu 19-07-11	Jeu 19-07-11	55
59		**Tablier**	**47 jours**	**Lun 19-07-08**	**Mar 19-09-10**	
60		Mise en place des appareils d'appui	1 jour	Lun 19-07-08	Lun 19-07-08	53FD+3 jours,37FD+3 jours
61		Essement et coffrage de la dalle	10 jours	Ven 19-07-12	Jeu 19-07-25	60,48FD-2 jours
62		Acier d'armature de la dalle et dalle de transition	10 jours	Mar 19-07-24	Mar 19-08-06	63FD-2 jours
63		Bétonnage de la dalle	1 jour	Mar 19-08-07	Mar 19-08-07	61
64		Cure de la dalle	5 jours	Jeu 19-08-08	Mer 19-08-14	62
65		Précontrainte par post-tension	2 jours	Jeu 19-08-15	Ven 19-08-16	63
66		Culée 1 (Phase 2)	3 jours	Lun 19-08-19	Mer 19-08-21	64
67		Culée 3 (Phase 2)	3 jours	Lun 19-08-19	Mer 19-08-21	64
68		Coffrage dalles de transition (axes 1 et 3)	2 jours	Jeu 19-08-22	Ven 19-08-23	66
69		Acier d'armature dalles de transition (axes 1 et 3)	2 jours	Lun 19-08-26	Mar 19-08-27	67
70		Bétonnage de la dalle de transition (axes 1 et 3)	1 jour	Mar 19-08-28	Mar 19-08-28	68
71		Installation joint de tablier	2 jours	Jeu 19-08-29	Ven 19-08-30	69
72		Bétonnage du joint	1 jour	Lun 19-09-02	Lun 19-09-02	70
73		Coffrage chasse-roues	3 jours	Jeu 19-09-05	Lun 19-09-09	71
74		Armature chasse-roues	2 jours	Mar 19-09-27	Mer 19-09-28	71
75		Bétonnage chasse-roues	1 jour	Jeu 19-09-29	Jeu 19-09-29	73
76		Nettoyage de la dalle	1 jour	Ven 19-09-06	Ven 19-09-06	74FD+5 jours,62FD+10 jours
77		Membrane d'étanchéité	1 jour	Lun 19-09-09	Lun 19-09-09	75,63FD+5 jours
78		Installation glissière	1 jour	Mar 19-09-04	Mar 19-09-04	74FD+3 jours
79		Pavage sur le pont	1 jour	Mar 19-09-10	Mar 19-09-10	63FD-1 jour,76
80		**Travaux aux approches**	**14 jours**	**Jeu 19-09-22**	**Mar 19-09-10**	
81		structure de chaussée aux approches	10 jours	Jeu 19-09-12	Mer 19-09-25	
82		GSS-bordure-drainage	3 jours	Jeu 19-09-05	Lun 19-09-09	80,74
83		pavage approches	1 jour	Mar 19-09-10	Mar 19-09-10	81,76
84		**Réparation du pont ferroviaire**	**28 jours**	**Ven 19-06-07**	**Mar 19-07-16**	
85		**Travaux culée 1**	**10 jours**	**Lun 19-06-17**	**Ven 19-06-28**	
86		Démolition partielle pour réparation	3 jours	Lun 19-06-17	Mar 19-06-18	15
87		Acier d'armature	3 jours	Jeu 19-06-20	Lun 19-06-24	85
88		Coffrages	3 jours	Mar 19-06-25	Jeu 19-06-27	86
89		Bétonnage	1 jour	Ven 19-06-28	Ven 19-06-28	87
90		**Travaux pile 2**	**28 jours**	**Ven 19-06-07**	**Mar 19-07-16**	
91		**Phase 1**	**14 jours**	**Ven 19-06-07**	**Mer 19-06-26**	
92		Démolition partielle pour réparation	3 jours	Ven 19-06-07	Jeu 19-06-13	29
93		Acier d'armature	3 jours	Ven 19-06-14	Jeu 19-06-20	91
94		Coffrages	3 jours	Ven 19-06-21	Mer 19-06-26	92
95		Bétonnage	1 jour	Mar 19-06-26	Mar 19-06-26	93
96		**Phase 2**	**14 jours**	**Jeu 19-06-27**	**Mar 19-07-16**	
97		Démolition partielle pour réparation	3 jours	Jeu 19-06-27	Mar 19-07-02	94
98		Acier d'armature	3 jours	Jeu 19-07-04	Mar 19-07-10	96
99		Coffrages	3 jours	Jeu 19-07-11	Lun 19-07-15	97
100		Bétonnage	1 jour	Mar 19-07-16	Mar 19-07-16	98
101		**Travaux culée 3**	**10 jours**	**Lun 19-06-17**	**Ven 19-06-28**	
102		Démolition partielle pour réparation	3 jours	Lun 19-06-17	Mar 19-06-18	86
103		Acier d'armature	3 jours	Jeu 19-06-20	Lun 19-06-24	101
104		Coffrages	3 jours	Mar 19-06-25	Jeu 19-06-27	102
105		Bétonnage	1 jour	Ven 19-06-28	Ven 19-06-28	103
106		**Piste cyclable**	**17 jours**	**Mar 19-03-12**	**Mer 19-04-04**	
107		Démolition partielle murs de soulèvement	3 jours	Mar 19-06-11	Jeu 19-06-13	82,72FD-7 jours
108		Acier armature	3 jours	Ven 19-06-14	Mar 19-06-25	106
109		Coffrages	3 jours	Mer 19-06-21	Ven 19-06-23	107
110		Bétonnage	1 jour	Lun 19-06-24	Lun 19-06-24	109
111		Cure du béton	3 jours	Mar 19-06-27	Jeu 19-06-29	109
112		Fondation de chaussée	3 jours	Ven 19-06-30	Mar 19-07-02	110
113		Pavage	1 jour	Mar 19-09-04	Mar 19-09-04	111
114		**Remise en état des lieux**	**3 jours**	**Mar 19-09-11**	**Ven 19-09-13**	
115		Remise en état des lieux	3 jours	Mar 19-09-11	Jeu 19-09-12	82
116		Démobilisation	1 jour	Ven 19-09-13	Ven 19-09-13	114



Annexe K –
Estimation du coût des travaux

Montréal

Estimation préliminaire

Ville de Montréal
Direction des transports - Division gestion d'actifs
Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7 **Date : 2018-11-30**

Résumé

Discipline		Scénario 1 - Poutres d'acier	Scénario 2 - Dalle épaisse en béton précontraint par post-tension
Ouvrages d'art	**Pont d'étagement routier**	**2 500 000,00 $**	**2 600 000,00 $**
	Pont ferroviaire	**360 000,00 $**	**360 000,00 $**
	Mur de soutènement	**590 000,00 $**	**590 000,00 $**
Routier		**1 500 000,00 $**	**1 500 000,00 $**
Services publics et réseaux techniques urbains		**840 000,00 $**	**840 000,00 $**
Éclairage		**300 000,00 $**	**300 000,00 $**
Maintien de la circulation	*Scénario 1*	*193 000,00 $*	*200 000,00 $*
	***Scénario 2 & 3**	**168 000,00 $**	**177 000,00 $**
	Scénario 4	*86 000,00 $*	*98 000,00 $*
Organisation de chantier et travaux connexes		1 450 000,00 $	1 450 000,00 $
Sous-total des travaux	(*Scénario de maintien inclus)	**7 708 000,00 $**	**7 817 000,00 $**
Imprévus (25%)		1 927 000,00 $	1 954 250,00 $
Sous-total		**9 635 000,00 $**	**9 771 250,00 $**
TPS (5 %)		481 750,00 $	488 562,50 $
TVQ (9,975 %)		961 091,25 $	974 682,19 $
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX		**11 077 841,25 $**	**11 234 494,69 $**

Estimation préliminaire

Montréal
Ville de Montréal

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Administratif - Divers						
ART #		**DESCRIPTION DES TRAVAUX**	**QUANTITÉ**	**UNITÉ**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT (sans taxes)**
Administratif						
		Organisation de chantier	1	global	950 000,00 $	950 000,00 $
		Bureau du surveillant	1	global	25 000,00 $	25 000,00 $
		Signaleur ferroviaire	400	heure	100,00 $	40 000,00 $
		Gestion hors site des sols contaminés ; plage A-B	897	m.cu	75,00 $	67 275,00 $
		Gestion hors site des sols contaminés ; plage B-C	1835	global	160,00 $	293 600,00 $
		Équipement d'accès et signalisation pour inspection finale	1	global	5 000,00 $	5 000,00 $
		Arpentage, piquetage et pose de repères	1	global	40 000,00 $	40 000,00 $
		Nettoyage et régalage finale	1	global	10 000,00 $	10 000,00 $
		Déplacement de l'affiche publicitaire (nouvelles bases)	1	global	10 000,00 $	10 000,00 $

Sous-total des travaux **1 440 875,00 $**

± **1 450 000,00 $**

Estimation préliminaire - Ouvrages d'art

Montréal
Ville de Montréal

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Ouvrage d'art - Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A Scénario 1 Poutres d'acier						
ART #		**DESCRIPTION DES TRAVAUX**	**QUANTITÉ**	**UNITÉ**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT (sans taxes)**
Démolition et excavation						
ST		Démolition complète des ouvrages existants	1	global	180 000,00 $	180 000,00 $
ST		Soutènements temporaires	1	global	130 000,00 $	130 000,00 $
ST		Excavation 1ère classe pour ouvrages d'art	375	m^3	85,00 $	31 875,00 $
ST		Excavation 1ère classe pour ouvrages d'art et remplissage	1	Global	20 000,00 $	20 000,00 $
ST		Garde-corps sur le trottoir (ave Cristophe-Colomb) Enlèvement et reinstallation	1	global	5 000,00 $	5 000,00 $
Fondation						
ST		Coussin de support en matériaux granulaires	110	m^3	90,00 $	9 900,00 $
ST		Drain perforé 200 mm et géotextile	70	m	45,00 $	3 150,00 $
ST		Coussin de support en béton	65	m^3	400,00 $	26 000,00 $
ST		Ancrages au roc (pile)	14	unité	4 000,00 $	56 000,00 $
ST		Essai de traction sur ancrage témoin	2	unité	1 500,00 $	3 000,00 $
ST		Essai d'étanchéité	14	unité	700,00 $	9 800,00 $
ST		Injection et reforage	14	unité	2 500,00 $	35 000,00 $
ST		Béton des semelles	455	m^3	425,00 $	193 375,00 $
ST		Armature en acier (semelles)	40000	kg	2,00 $	80 000,00 $
ST		Béton de confinement des semelles	25	m^3	400,00 $	10 000,00 $
ST		Béton de culées	315	m^3	950,00 $	299 250,00 $
ST		Béton de pile et chevêtre	55	m^3	1 050,00 $	57 750,00 $
ST		Bloc d'assise	27	unité	900,00 $	24 300,00 $
ST		Béton des murs d'aile (raccord à l'existant)	76	m^3	1 100,00 $	83 600,00 $
ST		Béton des murets et trottoirs structuraux	47	m^3	1 200,00 $	56 400,00 $
ST		Béton des dalles de transition	40	m^4	450,00 $	18 000,00 $
ST		Armature en acier	16400	kg	2,00 $	32 800,00 $
ST		Armature en acier galvanisé	40000	kg	2,50 $	100 000,00 $
ST		Appareil d'appui	27	unité	2 100,00 $	56 700,00 $

Tablier						
ST		Ouvrage en acier	1	global	525 000,00 $	525 000,00 $
ST		Pontage	400	m^2	40,00 $	16 000,00 $
ST		Béton de dalle	83	m^3	1 400,00 $	116 200,00 $
ST		Armature en acier galvanisé (dalle)	16300	kg	2,50 $	40 750,00 $
ST		Béton de trottoir et parapet type XIII	65	m^3	1 400,00 $	91 000,00 $
ST		Armature en acier galvanisé	5000	kg	2,50 $	12 500,00 $
ST		Finition du béton durci (parapet et coté de dalle)	120	m^2	15,00 $	1 800,00 $
ST		Joint de tablier à une garniture	33,3	m	1 500,00 $	49 950,00 $
ST		Glissière BR27-C modifiée	77	m	650,00 $	50 050,00 $
ST		Nettoyage des surfaces de dalle	232	m^2	10,00 $	2 320,00 $
ST		Membrane d'étanchéité	232	m^2	42,00 $	9 744,00 $
ST		Nouvelle dalle, enrobé	35	t	170,00 $	5 950,00 $
Travaux connexes						
ST		Recouvrement avec enduit de surface	530	m^2	25	13 250,00 $
ST		Protection par temps froid - Type 1 - Isolant (RSI 0,40 par couche) (prix fixé par la Ville de Montréal)	540	m^2	8,85	4 779,00 $
ST		Protection par temps froid - Type 2 - Abris et chauffage (prix fixé par la Ville de Montréal)	270	m^2	64,75	17 482,50 $
ST		Chauffage des constituants (prix fixé par la Ville de Montréal)	270	m^3	13,2	3 564,00 $
ST		Refroidissement du béton type XIII	66	m^3	45	2 970,00 $
ST		Essai de convenance béton type XIII réalisé en dehors de l'ouvrage (prix fixé par la Ville de Montréal)	5	m^3	900	4 500,00 $
ST		Essai de convenance béton type V-S réalisé en dehors de l'ouvrage (prix fixé par la Ville de Montréal)	5	m^3	900	4 500,00 $

Sous-total des travaux **2 494 209,50 $**

± **2 500 000,00 $**

Estimation préliminaire - Ouvrages d'art

Montréal
Ville de Montréal

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Ouvrage d'art - Pont d'étagement routier P.E. 81-5169A Scénario 2 Dalle épaisse en béton précontraint par post-tension						
ART #		**DESCRIPTION DES TRAVAUX**	**QUANTITÉ**	**UNITÉ**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT (sans taxes)**
Démolition et excavation						
ST		Démolition complète des ouvrages existants	1	global	180 000,00 $	180 000,00 $
ST		Soutènements temporaires	1	global	130 000,00 $	130 000,00 $
ST		Excavation 1ère classe pour ouvrages d'art	375	m^3	85,00 $	31 875,00 $
ST		Excavation 2e classe pour ouvrages d'art et remplissage	1	Global	20 000,00 $	20 000,00 $
ST		Garde-corps sur le trottoir (ave Cristophe-Colomb) Enlèvement et reinstallation	1	global	5 000,00 $	5 000,00 $
Fondation						
ST		Coussin de support en matériaux granulaires	110	m^3	90,00 $	9 900,00 $
ST		Drain perforé 200 mm et géotextile	70	m	45,00 $	3 150,00 $
ST		Coussin de support en béton	65	m^3	400,00 $	26 000,00 $
ST		Ancrages au roc (pile)	14	unité	4 000,00 $	56 000,00 $
ST		Essai de traction sur ancrage témoin	2	unité	1 500,00 $	3 000,00 $
ST		Essai d'étanchéité	14	unité	700,00 $	9 800,00 $
ST		Injection et reforage	14	unité	2 500,00 $	35 000,00 $
ST		Béton des semelles	455	m^3	425,00 $	193 375,00 $
ST		Armature en acier (semelles)	40000	kg	2,00 $	80 000,00 $
ST		Béton de confinement des semelles	25	m^3	400,00 $	10 000,00 $
ST		Béton de culées	315	m^3	950,00 $	299 250,00 $
ST		Béton de piles et chevêtre	55	m^3	1 050,00 $	57 750,00 $
ST		Bloc d'assise	27	unité	900,00 $	24 300,00 $
ST		Béton des murs d'aile (raccord à l'existant)	76	m^3	1 100,00 $	83 600,00 $
ST		Béton des murets et trottoirs structuraux	47	m^3	1 200,00 $	56 400,00 $
ST		Béton des dalles de transition	40	m^4	450,00 $	18 000,00 $
ST		Armature en acier	15600	kg	2,00 $	31 200,00 $
ST		Armature en acier galvanisé	39200	kg	2,50 $	98 000,00 $
ST		Appareil d'appui	27	unité	2 100,00 $	56 700,00 $

Tablier						
ST		Étaiement	1	global	100 000,00 $	100 000,00 $
ST		Béton de tablier (dalle épaisse)	289	m^3	900,00 $	260 100,00 $
ST		Précontrainte longitudinale par post-tension du béton précontraint en place	1	global	55 000,00 $	55 000,00 $
ST		Précontrainte transversale par post-tension du béton précontraint en place	1	global	4 500,00 $	4 500,00 $
ST		Armature en acier galvanisé (dalle-épaisse)	56355	kg	2,50 $	140 887,50 $
ST		Béton de trottoir et parapet type XIII	65	m^3	1 400,00 $	91 000,00 $
ST		Armature en acier galvanisé (trottoir et parapet)	5000	kg	2,50 $	12 500,00 $
ST		Finition du béton durci (parapet et coté de dalle)	240	m^2	15,00 $	3 600,00 $
ST		Joint de tablier à une garniture	33,3	m	1 500,00 $	49 950,00 $
ST		Glissière BR27-C modifiée	77	m	650,00 $	50 050,00 $
ST		Nettoyage des surfaces de dalle	232	m^2	10,00 $	2 320,00 $
ST		Membrane d'étanchéité	232	m^2	42,00 $	9 744,00 $
ST		Nouvelle dalle, enrobé	35	m^2	170,00 $	5 950,00 $
Travaux connexes						
ST		Recouvrement avec enduit de surface	530	m^2	25	13 250,00 $
ST		Protection par temps froid - Type 1 - Isolant (RSI 0,40 par couche) (prix fixé par la Ville de Montréal)	700	m^2	8,85	6 195,00 $
ST		Protection par temps froid - Type 2 - Abris et chauffage (prix fixé par la Ville de Montréal)	3350	m^2	64,75	216 912,50 $
ST		Chauffage des constituants (prix fixé par la Ville de Montréal)	350	m^3	13,2	4 620,00 $
ST		Chauffage additionnel pour précontrainte (prix fixé par la ville de Montréal)	289	m^2	9,1	2 629,90 $
ST		Refroidissement du béton type XIII	66	m^3	45	2 970,00 $
ST		Essai de convenance béton type XIII réalisé en dehors de l'ouvrage (prix fixé par la Ville de Montréal)	5	m^3	900	4 500,00 $
ST		Essai de convenance béton type V-S réalisé en dehors de l'ouvrage (prix fixé par la Ville de Montréal)	5	m^3	900	4 500,00 $

Sous-total des travaux **2 559 478,90 $**

± **2 600 000,00 $**

Estimation préliminaire - Ouvrages d'art

Montréal
Ville de Montréal

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Ouvrages d'art - Murs de soutènement (MS-05169 B-C et MS-05170-A-C-D)						
ART #		**DESCRIPTION DES TRAVAUX**	**QUANTITÉ**	**UNITÉ**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT (sans taxes)**
Murs de soutènement (MS-05169 B-C et MS-05170-A-C-D)						
ST		Réparation avec coffrage sans surépaisseur (béton type XIV-R ou XIV (autoplaçant)	70	m.ca	1 000,00 $	70 000,00 $
Réfection de la partie supérieure pour remplacement des dispositifs de sécurité						
ST		Enlèvement et disposition des dispositifs de retenue existants	280	m	50,00 $	14 000,00 $
ST		Démolition du béton	74	m^3	1 000,00 $	74 000,00 $
ST		Béton V-S, Reconstruction de la partie supérieure	129	m^3	1 350,00 $	174 150,00 $
ST		Ancrages (15 M) (à la demande du surveillant)	200	unités	45,00 $	9 000,00 $
ST		Armature	16125	kg	5,00 $	80 625,00 $
ST		Glissière BR27-C modifiée	138	m	600,00 $	82 800,00 $
ST		Garde-fou type 20	142	m	300,00 $	42 600,00 $
ST		Recouvrement avec enduit de surface type 1	846	m^2	25,00 $	21 150,00 $
Réparation de la dalle (trottoirs structuraux)						
ST		Réparation en surface de trottoir (structural-béton V-S)	10	m^2	450,00 $	4 500,00 $
ST		Réparation en profondeur de trottoir (structural-béton V-S)	10	m^2	1 700,00 $	17 000,00 $

Sous-total des travaux **589 825,00 $**

± **590 000,00 $**

Estimation préliminaire - Ouvrages d'art

Montréal
Ville de Montréal

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Ouvrages d'art - Pont ferroviaire P.F. 81-5170B						
ART #		**DESCRIPTION DES TRAVAUX**	**QUANTITÉ**	**UNITÉ**	**PRIX UNITAIRE**	**MONTANT (sans taxes)**
Réparation de la pile						
ST		Réparation avec coffrage sans surépaisseur (béton type XIV-R ou XIV (autoplaçant)	110	m.ca	1 500,00 $	165 000,00 $
ST		Armature	100	kg	5,00 $	500,00 $
ST		Reconstruction du chasse-roue le long du fût	48	m	200,00 $	9 600,00 $
Réparation des culées						
ST		Réparation avec coffrage sans surépaisseur (béton type XIV-R ou XIV (autoplaçant)	25	m.ca	1 000,00 $	25 000,00 $
ST		Armature	100	kg	5,00 $	500,00 $
ST		Réparation en surface de trottoir (structural-béton V-S)	5	m^2	450,00 $	2 250,00 $
ST		Réparation en profondeur de trottoir (structural-béton V-S)	5	m^2	1 700,00 $	8 500,00 $
Réparation des cotés extérieurs et dessous de dalle						
ST		Réparation avec coffrage sans surépaisseur de dalle épaisse (béton type XIV-R ou XIV (autoplaçant)	15	m.ca	1 000,00 $	15 000,00 $
ST		Démolition du béton (réfection du parapet)	11	m^3	1 000,00 $	11 000,00 $
ST		Béton V-S, (reconstruction du parapet)	27	m^3	1 350,00 $	36 450,00 $
ST		Ancrages (15 M) (à la demande du surveillant)	100	unités	45,00 $	4 500,00 $
ST		Armature	1400	kg	5,00 $	7 000,00 $
ST		Glissière BR27-C modifiée	50,2	m	600,00 $	30 120,00 $
Réfection de la piste cyclable sur le tablier et démolition des structures aux approches						
ST		Enlèvement et disposition des clôtures à mailles	85	m	10,00 $	850,00 $
ST		Démolition de la partie supérieure du muret adjacent avec la voie ferrée	5	m^3	1 000,00 $	5 000,00 $
ST		Béton V-S, (reconstruction de la partie supérieure du muret adjacent avec la voie ferrée)	2,5	m^3	1 350,00 $	3 375,00 $
ST		Ancrages (15 M) (à la demande du surveillant)	100	unités	45,00 $	4 500,00 $
ST		Armature	100	kg	5,00 $	500,00 $
ST		Démolition de la structure au-dessus de la conduite de gaz désaffectée (murets-dalle et structures aux approches)	1	global	15 000,00 $	15 000,00 $
ST		Enlèvement et disposition de la conduite de vapeur désaffectée (tablier et approche)	1	global	2 000,00 $	2 000,00 $
ST		Membrane d'étanchéité	1	global	1 500,00 $	1 500,00 $
ST		Correction de la fondation avant pavage	1	global	1 500,00 $	1 500,00 $
ST		Enrobé ESG-10 pour piste cyclable sur le tablier	15	tonne	250,00 $	3 750,00 $
ST		Clôture grillagée à maille (hauteur 2,5)	25	m	100,00 $	2 500,00 $

Sous-total des travaux **355 895,00 $**

± **360 000,00 $**

Montréal
Ville de Montréal

Estimation préliminaire - Routier

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Article	Description du travail	Unité	Quantité précise	Quantité approx.	Prix unitaire	Montant total calculé
	Secteur "Des Carrières"					
A)	**Démolition**					
	Démolition de chaussée piste cyclable dont déblai	m^2	89	90	25,00 $	2 250,00 $
	Démolition de chaussée dont déblai	m^2	1 950	2000	25,00 $	50 000,00 $
	Démolition de trottoir	m^2	418	420	25,00 $	10 500,00 $
	Démolition de bordure	mètre	42	50	15,00 $	750,00 $
	Enlèvement de Glissière en béton	unité	17	17	50,00 $	850,00 $
	Enlèvement d'arbre	unité	3	3	500,00 $	1 500,00 $
B)	**Chaussée**					
	Chaussée neuve	m^2	1 666	1700	130,00 $	221 000,00 $
	Trottoir en béton	m^2	475	480	150,00 $	72 000,00 $
	Bordure en béton	mètre	45	50	100,00 $	5 000,00 $
	Engazonnement avec terre végétale	m^2	290	300	10,00 $	3 000,00 $
	Marquage / signalisation	global		1	10 000,00 $	10 000,00 $
C)	**Drainage**					
	Puisard à déplacer	unité	3	3	6 000,00 $	18 000,00 $
	Puisard à ajuster	unité	2	2	1 000,00 $	2 000,00 $
	Regard à ajuster	unité	4	4,00	1 000,00 $	4 000,00 $
	Nouveau cadre et grille puisard	unité	5	5,00	2 000,00 $	10 000,00 $
	Secteur "Christophe-Colomb"					
D)	**Démolition**					
	Démolition de chaussée dont déblai	m^2	711	2210	25,00 $	55 250,00 $
	Démolition de la partie supérieur de la chaussée	m^2	3 030	4100	15,00 $	61 500,00 $
	Planage piste cyclable	m^2	540	540	20,00 $	10 800,00 $
	Démolition de trottoir (provision)	m^2	209	200	25,00 $	5 000,00 $
	Démolition ilot de béton	m^2	183	190	15,00 $	2 850,00 $
E)	**Chaussée**					
	Structure de chaussée neuve	m^2	711	2210	150,00 $	331 500,00 $
	Réfection de la partie supérieure de la chaussée	m^2	3 030	4100	100,00 $	410 000,00 $
	Pavage piste cyclable	m^2	540	540	25,00 $	13 500,00 $
	Trottoir en béton (provision)	m^2	209	200	150,00 $	30 000,00 $
	Ilot en béton	m^2	183	200	150,00 $	30 000,00 $
	Marquage / signalisation	global		1	15 000,00 $	15 000,00 $
F)	**Drainage**					
	Regard à ajuster	unité	10	10	1 000,00 $	10 000,00 $
	Nouveau cadre et grille puisard	unité	22	22	2 000,00 $	44 000,00 $
	Nouveau regard	unité	2	2	10 000,00 $	20 000,00 $

Sous-total des travaux **1 450 250,00 $**

± **1 500 000,00 $**

Article	Description du travail	Quantité probable	Unité	Prix Unit/Fort	Montant total calculé
A)	**TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE**				
	MAINTIEN DE L'ÉCLAIRAGE	**1**	**GLOBAL**	**15 000,00 $**	15 000,00 $
	ENLÈVEMENT D'UN SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE EXISTANT	**1**	**GLOBAL**	**10 500,00 $**	10 500,00 $
	COFFRET DE CONTRÔLE ET DE DISTRIBUTION (AVEC EMBASE DE COMPTEUR DN-3607) - FOURNITURE ET INSTALLATION	**2**	**UNITÉ**	**5 170,00 $**	10 340,00 $
	CONNECTEUR COUPE-CIRCUIT ET CAISSON EN ACIER - FOURNITURE ET INSTALLATION	**1**	**UNITÉ**	**3 010,00 $**	3 010,00 $
	FÛT ROND DE 7.3m (DN-4311) - FOURNITURE ET INSTALLATION	**14**	**UNITÉ**	**2 000,00 $**	28 000,00 $
	FÛT ROND DE 4m (DN-3309) - FOURNITURE ET INSTALLATION	**17**	**UNITÉ**	**1 650,00 $**	28 050,00 $
	CONSOLE SIMPLE EN ACIER 2.4m (DN-3412) - FOURNITURE ET INSTALLATION	**14**	**UNITÉ**	**1 250,00 $**	17 500,00 $
	LUMINAIRE DÉCORATIF - INSTALLATION	**17**	**UNITÉ**	**200,00 $**	3 400,00 $
	LUMINAIRE FONCTIONNEL - INSTALLATION	**20**	**UNITÉ**	**200,00 $**	4 000,00 $
	LUMINAIRE MURAL - FOURNITURE ET INSTALLATION	**10**	**UNITÉ**	**3 000,00 $**	30 000,00 $
	CÂBLES				
	CÂBLE 3# 4 RWU-XLPE CUIVRE	**60**	**M**	**15,00 $**	900,00 $
	CÂBLE 2#6 RWU-XLPE CUIVRE + MATL	**1200**	**M**	**12,00 $**	14 400,00 $
	CONDUIT FIBRE DE VERRE	**400**	**M**	**90,00 $**	36 000,00 $
	THERMOGRAPHIE D'UN PUITS D'ACCÈS DE LA C.S.E.M	**24**	**UNITÉ**	**150,00 $**	3 600,00 $
	VÉRIFICATIONS ÉLECTROTECHNIQUES	**1**	**UNITÉ**	**2 000,00 $**	2 000,00 $
	MISE EN SERVICE DES NŒUDS INTELLIGENTS	**1**	**GLOBAL**	**600,00 $**	600,00 $
	TRANSPORT DE MATÉRIAUX APPARTENANT À LA VILLE	**1**	**GLOBAL**	**1 000,00 $**	1 000,00 $
				Total travaux d'éclairage : (A)	208 300,00 $
B)	**TRAVAUX CSEM**				
	1 CONDUIT BÉTON	**200**	**M**	**350,00 $**	70 000,00 $
	CORDE DE TIRAGE	**200**	**M**	**3,50 $**	700,00 $
	BASE ARMÉE DN-1308-R3	**8**	**UNITÉ**	**2 000,00 $**	16 000,00 $
	EXCAVATION / REMBLAYAGE	**200**	**M**	**20,50 $**	4 100,00 $
	MANDRINAGE	**225**	**M**	**3,50 $**	787,50 $
				Total travaux CSEM : (B)	91 587,50 $

Sous-total des travaux : (A+B) **299 887,50 $**
300 000,00 $

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels
Projet : Avant-projet préliminaire du remplacement du pont de la rue des Carrières au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Bordereau - Services municipaux et RTU

Article	Description du travail	Unité	Prix unitaire	Quantités TOTALES précises	Quantités TOTALES approx.	Montant TOTAL calculé
A)	TRAVAUX GÉNÉRAUX					
A-1	EXCAVATION D'EXPLORATION EN TRANCHÉE 2-8, 6.02	M CU.	125,00 $	75	75	9 375,00 $
A-2	GESTION DES SOLS ET MATÉRIAUX EXCAVÉS CATÉGORIE B-C CATÉGORIE >C	TONNE TONNE	50,00 $ 100,00 $	149 712	150 750	7 500,00 $ 75 000,00 $
A-3	NETTOYAGE DES PUISARDS, BOÎTES DE VANNES, CHAMBRES DE VANNES ET REGARDS	GLOBAL	3 000,00 $	1	1	3 000,00 $
B)	TRAVAUX D'AQUEDUC					
B-1	FOURNITURE ET POSE DE TUYAUX EN FONTE DUCTILE À JOINT TYTON, EN DEHORS DE LA TRANCHÉE DE L'ÉGOUT Y COMPRIS L'EXCAVATION ET LE REMPLISSAGE EN PIERRE PRÉMÉLANGÉE 2-9, 6.08 200 MM DIAM. CLASSE 350	M	650,00 $	75,5	80	52 000,00 $
B-2	FOURNITURE ET POSE DE TUYAUX EN FONTE DUCTILE À JOINT TYTON, EN DEHORS DE LA TRANCHÉE DE L'ÉGOUT Y COMPRIS L'EXCAVATION ET LE REMPLISSAGE EN PIERRE PRÉMÉLANGÉE 2-9, 6.08 400 MM DIAM. CLASSE 350	M	800,00 $	170,2	170	136 000,00 $
B-3	VANNE AVEC TÊTE AJUSTABLE ET ANTI-CHARRUE CR. M.V.263-A	UNITE	2 500,00 $	1	1	2 500,00 $
B-4	VANNE AVEC TÊTE CONVENTIONNELLE CR. M.V.263-A	UNITE	2 000,00 $	2	2	4 000,00 $
B-5	CHAMBRE DE VANNE RECTANGULAIRE MV 235-C PREFABRIQUEE Y COMPRIS LE COUVERCLE ET LE CADRE AJUSTABLE 2-9, 2.11 (5.03) 6.11 (3.09) 400 MM DIAM	UNITÉ	15 000,00 $	4	4	60 000,00 $
B-6	FOURNITURE ET POSE D'UNE GAINE STRUCTURALE SANS TRANCHEE 400 mm	M	2 500,00 $	37,4	40	100 000,00 $
B-7	SERVICE D'EAU À REMPLACER DANS LA TRANCHÉE DU DRAIN 2-9, 6.25, 6.26 - CR. M.V. 264 50 MM DIAM OU MOINS	UNITÉ	3 000,00 $	1	1	3 000,00 $
B-8	SERVICE D'EAU À REMPLACER 150 MM DIAM	M	200,00 $	20	20	4 000,00 $
B-9	CONDUITE D'AQUEDUC À ABANDONNER	GLOBAL	5 000,00 $	1	1	5 000,00 $
B-10	FOURNITURE ET POSE DE CONDUITE D'EAU TEMPORAIRE	GLOBAL	30 000,00 $	1	1	30 000,00 $
B-11	CONTRÔLE ET ESSAI SUR LES CONDUITES D'EAU 2-8, 6.41	GLOBAL	6 000,00 $	1	1	6 000,00 $
C)	TRAVAUX D'ÉGOUTS					
C-1	FOURNITURE ET POSE DE TUYAUX EN BETON ARMÉ, CLASSE IV, ÉTANCHE, Y COMPRIS L'EXCAVATION ET LE REMPLISSAGE AVEC DE LA PIERRE PRÉMÉLANGÉE 2-8,6.07 (3.01, 3.02, 3.08, 4.01, 4.04) - 750 MM DIAM. - 1050 MM DIAM.	M M	800,00 $ 1 200,00 $	54,4 172,1	55 175	44 000,00 $ 210 000,00 $
C-2	REGARD D'EGOUT PREFABRIQUE CIRCULAIRE ETANCHE Y COMPRIS LE COUVERCLE ET LE CADRE DE REGARD AJUSTABLE 2-8, 6.16 (3.08), CR. M.V. 216-D	UNITÉ	10 000,00 $	5	5	50 000,00 $
C-3	FOURNITURE ET POSE DE DRAIN EN BÉTON ARMÉ OU EN PCV DANS LA TRANCHÉE DU SERVICE D'EAU, Y COMPRIS LE RACCORDEMENT DE DRAIN EXISTANT À L'ÉGOUT 2-8, 6.05 (5.03) / 225 MM OU MOINS	M	200,00 $	53,7	55	11 000,00 $
C-4	CONTRÔLE ET ESSAIS INCLUANT POMPAGE SUR LES CONDUITES D'ÉGOUTS 2-8, 6.41	GLOBAL	5 000,00 $	1	1	5 000,00 $
D)	TRAVAUX DE CONDUITS SOUTERRAINS					

Montréal
Ville de Montréal

Estimation préliminaire - Services publics

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels
Projet : Avant-projet préliminaire du remplacement du pont de la rue des Carrières au-dessus de l'avenue Christophe-Colomb

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Bordereau - Services municipaux et RTU

Article	Description du travail	Unité	Prix unitaire	Quantités TOTALES précises	Quantités TOTALES approx.	Montant TOTAL calculé
D-1	BRIS, RECONSTRUCTION ET MISE EN BOÎTE DE BOIS TEMPORAIRE MASSIF 12 CONDUITS	M	600,00 $	29	30	18 000,00 $
			Sous-total des travaux			835 375,00 $
			±			840 000,00 $

Estimation préliminaire - Maintien de circulation

Montréal
Ville de Montréal

Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Gestion de la circulation et signalisation temporaire - Poutres d'acier - Scénario de maintien 1

Hypothèse:

Durée du chantier 28 semaine de calendrier. Travaux réalisés de semaine et quelques nuits et fin de semaine **28**

1 fermetures complète de fin de semaine et fermeture complète de nuit

Fermeture complète de fin de semaine: construction du tablier

		Durée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
	Prix unitaire	Quantité				
Responsable signalisation, gestion des demandes d'entraves et coordination	90 $	120				10 800 $
Fermeture complète rue des Carrières	650 $	2				1 300 $
Balisage supplémentaire	1 $	0				- $
TB-2 pour fermeture de rue	50 $	6				300 $
Fermeture complète direction	650 $	0				- $
Fermeture complète et de nuit	750 $	6	2	2	2	4 500 $
Signalisation piéton	100 $	0				- $
Signalisation cyclistes	- $	0				- $
Feux de circulation temporaire (90$ par jour)	50 000 $	1				50 000 $
Location et entretien de la signalisation (par jour) (32*7)	150 $	196				29 400 $
Accès chantier (signaleur par heure) 1 signaleur	30 $	1120				33 600 $
new jersey						
mob-demob	25 $	120				3 000 $
maintien m/jour	0,75 $	23520				17 640 $
déplacement	15 $	360	120	120	120	5 400 $
atténuatuer d'impact		0				
mob-demob maintien 1 mois	1 500 $	7				10 500 $
Autres						
PMVM 1 / mois	1 900 $	11				20 900 $
Panneaux de détours, itinéraires facultatifs, information, complémentaires (m2)	200 $	25				5 000 $
Total						192 340 $
						193 000,00 $

Estimation préliminaire - Maintien de circulation

Montréal
Ville de Montréal
Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels
Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Gestion de la circulation et signalisation temporaire - Poutres d'acier - Scénario de maintien 2 & 3

Hypothèse:

Durée du chantier 23 semaine de calendrier. Travaux réalisés de semaine et quelques nuits et fin **23**

1 fermetures complète de fin de semaine et fermeture complète de nuit

Fermeture complète de fin de semaine: construction du tablier

		Durée	Phase 1	Phase 2	
	Prix unitaire	Quantité			
Responsable signalisation, gestion des demandes d'entraves et coordination	90 $	92			8 280 $
Fermeture complète rue des Carrières	650 $	2			1 300 $
Balisage supplémentaire	1 $	0			- $
TB-2 pour fermeture de rue	50 $	6			300 $
Fermeture complète direction	650 $	0			- $
Fermeture complète et de nuit	750 $	4	2	2	3 000 $
Signalisation piéton	100 $	0			- $
Signalisation cyclistes	- $	0			- $
Feux de circulation temporaire (90$ par jour)	50 000 $	1			50 000 $
Location et entretien de la signalisation (par jour) (32*7)	150 $	161			24 150 $
Accès chantier (signaleur par heure) 1 signaleur	30 $	920			27 600 $
new jersey					
mob-demob	25 $	120			3 000 $
maintien m/jour	0,75 $	19320			14 490 $
déplacement	15 $	240	120	120	3 600 $
atténuatuer d'impact					
mob-demob maintien 1 mois	1 500 $	5,75			8 625 $
Autres					
PMVM 1 / mois	1 900 $	9,75			18 525 $
Panneaux de détours, itinéraires facultatifs, information, complémentaires (m2)	200 $	25			5 000 $
Total					167 870 $
					168 000,00 $

Estimation préliminaire - Maintien de circulation

Montréal
Ville de Montréal
Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels
Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Gestion de la circulation et signalisation temporaire - Poutres d'acier - Scénario de maintien 4

Hypothèse:

Durée du chantier 15 semaine de calendrier. Travaux réalisés de semaine et quelques nuits et fin de semaine **15**

		Durée	Phase 1	
	Prix unitaire	Quantité		
Responsable signalisation, gestion des demandes d'entraves et coordination	90 $	60		5 400 $
Fermeture complète rue des Carrières	650 $	2		1 300 $
Balisage supplémentaire	1 $	0		- $
TB-2 pour fermeture de rue	50 $	6		300 $
Fermeture complète direction	650 $	0		- $
Fermeture complète et de nuit	750 $	2	2	1 500 $
Signalisation piéton	100 $	15		1 500 $
Signalisation cyclistes	200 $	15		3 000 $
Feux de circulation temporaire (90$ par jour)	90 $	0		- $
Location et entretien de la signalisation (par jour) (32*7)	150 $	105		15 750 $
Accès chantier (signaleur par heure) 1 signaleur	30 $	1200		36 000 $
new jersey				
mob-demob	25 $	0		- $
maintien m/jour	0,75 $	0		- $
déplacement	15 $	0		- $
atténuatuer d'impact		0		
mob-demob maintien 1 mois	1 500 $	0		- $
Autres				
PMVM 1 / mois	1 900 $	8		15 200 $
Panneaux de détours, itinéraires facultatifs, information, complémentaires (m2)	200 $	30		6 000 $
Total				85 950 $
				86 000,00 $

Montréal
Ville de Montréal
Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels
Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Gestion de la circulation et signalisation temporaire -Dalle épaisse - Scénario de maintien 4

Hypothèse:

Durée du chantier 30 semaines de calendrier. Travaux réalisés de semaine et quelques nuits et fin de semaine **30**

1 fermeture complète de fin de semaine et fermeture complète de nuit

Fermeture complète de fin de semaine: construction du tablier

		Durée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	
	Prix unitaire	Quantité				
Responsable signalisation, gestion des demandes d'entraves et coordination	90 $	120				10 800 $
Fermeture complète rue des Carrières	650 $	2				1 300 $
Balisage supplémentaire	1 $	0				- $
TB-2 pour fermeture de rue	50 $	6				300 $
Fermeture complète direction	650 $	0				- $
Fermeture complète et de nuit	750 $	6	2	2	2	4 500 $
Signalisation piéton	100 $	0				- $
Signalisation cyclistes	- $	0				- $
Feux de circulation temporaire (90$ par jour)	50 000 $	1				50 000 $
Location et entretien de la signalisation (par jour) (32*7)	150 $	210				31 500 $
Accès chantier (signaleur par heure) 1 signaleur	30 $	1200				36 000 $
new jersey						
mob-demob	25 $	120				3 000 $
maintien m/jour	0,75 $	25200				18 900 $
déplacement	15 $	360	120	120	120	5 400 $
atténuatuer d'impact		0				
mob-demob maintien 1 mois	1 500 $	7,5				11 250 $
Autres						
PMVM 1 / mois	1 900 $	11,5				21 850 $
Panneaux de détours, itinéraires facultatifs, information, complémentaires (m2)	200 $	25				5 000 $
Total						199 800 $
						200 000,00 $

Estimation préliminaire - Maintien de circulation

Montréal
Ville de Montréal
Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels
Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

exp

Gestion de la circulation et signalisation temporaire - Dalle épaisse - Scénario de maintien 4

Hypothèse:

Durée du chantier 25 semaine de calendrier. Travaux réalisés de semaine et quelques nuits et fin **25**

1 fermetures complète de fin de semaine et fermeture complète de nuit

Fermeture complète de fin de semaine: construction du tablier

		Durée	Phase 1	Phase 2	
	Prix unitaire	Quantité			
Responsable signalisation, gestion des demandes d'entraves et coordination	90 $	100			9 000 $
Fermeture complète rue des Carrières	650 $	2			1 300 $
Balisage supplémentaire	1 $	0			- $
TB-2 pour fermeture de rue	50 $	6			300 $
Fermeture complète direction	650 $	0			- $
Fermeture complète et de nuit	750 $	4	2	2	3 000 $
Signalisation piéton	100 $	0			- $
Signalisation cyclistes	- $	0			- $
Feux de circulation temporaire (90$ par jour)	50 000 $	1			50 000 $
Location et entretien de la signalisation (par jour) (32*7)	150 $	175			26 250 $
Accès chantier (signaleur par heure) 1 signaleur	30 $	1000			30 000 $
new jersey					
mob-demob	25 $	120			3 000 $
maintien m/jour	0,75 $	21000			15 750 $
déplacement	15 $	240	120	120	3 600 $
atténuatuer d'impact					
mob-demob maintien 1 mois	1 500 $	6,25			9 375 $
Autres					
PMVM 1 / mois	1 900 $	10,25			19 475 $
Panneaux de détours, itinéraires facultatifs, information, complémentaires (m2)	200 $	25			5 000 $
Total					176 050 $
					177 000,00 $

Estimation préliminaire - Maintien de circulation

Montréal
Ville de Montréal
Direction des transports - Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels
Projet : Avant-projet préliminaire - Réfection du passage inférieur Avenue Christophe-Colomb /Rue Des Carrières

N° de dossier : MTR-00241230-A7

Gestion de la circulation et signalisation temporaire - Dalle épaisse - Scénario de maintien 4

Hypothèse:

Durée du chantier 18 semaine de calendrier. Travaux réalisés de semaine et quelques nuits et fin de semaine **18**

		Durée	Phase 1	
	Prix unitaire	Quantité		
Responsable signalisation, gestion des demandes d'entraves et coordination	90 $	72		6 480 $
Fermeture complète rue des Carrières	650 $	2		1 300 $
Balisage supplémentaire	1 $	0		- $
TB-2 pour fermeture de rue	50 $	6		300 $
Fermeture complète direction	650 $	0		- $
Fermeture complète et de nuit	750 $	2	2	1 500 $
Signalisation piéton	100 $	18		1 800 $
Signalisation cyclistes	200 $	15		3 000 $
Feux de circulation temporaire (90$ par jour)	90 $	0		- $
Location et entretien de la signalisation (par jour) (32*7)	150 $	126		18 900 $
Accès chantier (signaleur par heure) 1 signaleur	30 $	1440		43 200 $
new jersey				
mob-demob	25 $	0		- $
maintien m/jour	0,75 $	0		- $
déplacement	15 $	0		- $
atténuatuer d'impact		0		
mob-demob maintien 1 mois	1 500 $	0		- $
Autres				
PMVM 1 / mois	1 900 $	8		15 200 $
Panneaux de détours, itinéraires facultatifs, information, complémentaires (m2)	200 $	30		6 000 $
Total				97 680 $
				98 000,00 $


exp.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197000002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ S.E.N.C. pour la conception du projet de reconstruction / réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières (projet 16-12) - Dépense maximale de 1 066 680.56 $ taxes et déboursés incluses. Appel d'offres public 19-17879 - 3 soumissionnaires tous conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17879 int. d'octroi.pdf19-17879 PV.pdfliste seao.pdf19-17879 tableau.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-13

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17879 — No du GDD : 1197000002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie pour la conception du projet de reconstruction et réfection du passage inférieur Christophe-Colomb Des Carrières

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 3 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 19 - 12 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 27 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 5 - 2020

Date d'échéance révisée : 31 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Services EXP Inc.	1 107 324,23 $		
Cima + s.e.n.c.	1 066 680,56 $	X	
SNC Lavalin Inc.	1 092 264,80 $		

Information additionnelle

Nous n'avons pas de réponse des quatre preneurs restants.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 23 - 12 - 2019

19-17879 - Services professionnels d'ingénierie pour la conception du projet de reconstruction et réfection du passage inférieur de l'avenue Christophe-Colomb / rue Des Carrières

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les services EXP Inc.	3,83	6,67	10,33	15,00	21,33	14,67	71,8	1 107 324,23 $	0,65	3
Cima + s.e.n.c.	3,83	8,00	11,33	15,67	24,00	15,67	78,5	1 066 680,56 $	0,74	1
SNC Lavalin Inc.	3,33	8,00	11,17	14,33	22,00	13,00	71,8	1 092 264,80 $	0,66	2
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	jeudi 19-12-2019
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17879
Numéro de référence : 1314850
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels d'ingénierie pour la conception du projet de reconstruction et réfection passage inférieur Christophe-Colomb Des Carrières

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1658114)** 2019-10-29 9 h 56 **Transmission :** 2019-10-29 9 h 56	3213542 - 19-17879 Addenda 2 2019-11-18 16 h 01 - Courriel 3213570 - 19-17879 Addenda 1 2019-11-18 16 h 17 - Courriel 3217262 - 19-17879 Addenda 3 2019-11-27 10 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1657807)** 2019-10-28 14 h 41 **Transmission :** 2019-10-28 14 h 41	3213542 - 19-17879 Addenda 2 2019-11-18 16 h 01 - Courriel 3213570 - 19-17879 Addenda 1 2019-11-18 16 h 17 - Courriel 3217262 - 19-17879 Addenda 3 2019-11-27 10 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1658442)** 2019-10-29 15 h 38 **Transmission :** 2019-10-29 15 h 38	3213542 - 19-17879 Addenda 2 2019-11-18 16 h 01 - Courriel 3213570 - 19-17879 Addenda 1 2019-11-18 16 h 17 - Courriel 3217262 - 19-17879 Addenda 3 2019-11-27 10 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1659735)** 2019-11-01 10 h 03 **Transmission :** 2019-11-01 10 h 03	3213542 - 19-17879 Addenda 2 2019-11-18 16 h 01 - Courriel 3213570 - 19-17879 Addenda 1 2019-11-18 16 h 17 - Courriel 3217262 - 19-17879 Addenda 3 2019-11-27 10 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa	Madame Claudine Talbot	**Commande : (1658047)**	3213542 - 19-17879 Addenda 2 2019-11-18 16 h 01 - Courriel

Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	2019-10-29 8 h 52 **Transmission :** 2019-10-29 8 h 52	3213570 - 19-17879 Addenda 1 2019-11-18 16 h 17 - Courriel 3217262 - 19-17879 Addenda 3 2019-11-27 10 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2 NEQ : 1169411510	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1658376)** 2019-10-29 14 h 27 **Transmission :** 2019-10-29 14 h 27	3213542 - 19-17879 Addenda 2 2019-11-18 16 h 01 - Courriel 3213570 - 19-17879 Addenda 1 2019-11-18 16 h 17 - Courriel 3217262 - 19-17879 Addenda 3 2019-11-27 10 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1658238)** 2019-10-29 11 h 44 **Transmission :** 2019-10-29 11 h 44	3213542 - 19-17879 Addenda 2 2019-11-18 16 h 01 - Courriel 3213570 - 19-17879 Addenda 1 2019-11-18 16 h 17 - Courriel 3217262 - 19-17879 Addenda 3 2019-11-27 10 h 33 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction des revenus

Dossier # : 1197000002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie à CIMA+ S.E.N.C. pour la conception du projet de reconstruction / réfection des structures du passage inférieur Christophe-Colomb / Des Carrières (projet 16-12) - Dépense maximale de 1 066 680.56 $ taxes et déboursés incluses. Appel d'offres public 19-17879 - 3 soumissionnaires tous conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1197000002 - Certification de fonds.xlsx

Fwd_ GDD1197000002 - zamirjose.henaopanesso@montreal.ca - Courriel Ville de Montréal.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : 514-872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-6748
Division : Direction du conseil et du soutien financier Division Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207986001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) / Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo, pour une somme maximale de 80 700 $, taxes incluses, pour la coordination dudit programme ainsi que la formation, pour l'année 2020, le tout dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les deux projets de convention à cet effet

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la coordination du Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM), la formation des intervenants participant à ce programme et la préparation des chèques aux organisations admissibles audit programme, pour une somme forfaitaire de 80 700 $, taxes incluses, pour l'année 2020, conformément à son offre de services en date du 29 janvier 2020 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

de recommander au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer en divers montants aux organisations locales, demandeurs de services d'accompagnateurs pour les activités de loisir des personnes ayant des limitations

fonctionnelles dans le cadre du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM);
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-03-27 16:53

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207986001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) / Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo, pour une somme maximale de 80 700 $, taxes incluses, pour la coordination dudit programme ainsi que la formation, pour l'année 2020, le tout dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les deux projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) visant à favoriser l'accès des personnes handicapées aux loisirs sur l'île de Montréal existe depuis de nombreuses années. Son appellation et les parties impliquées ont évolué au fil du temps comme en témoigne l'historique ci-dessous :
1997 : Un Programme d'accompagnement en loisir est initié en 1997 par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). Dès son implantation, AlterGo coordonne le programme sur l'Île de Montréal.
2004 : La première année où la Ville de Montréal contribue au budget donnant ainsi lieu à une première année d'appui municipal au programme.
2005 : La création du programme montréalais intitulé « Programme municipal d'accompagnement en loisir » (PMACL). Au fil des années, l'initiative montréalaise s'est améliorée et les deux programmes (provincial et municipal) sont mis en oeuvre sur la base des mêmes demandes. Des critères très apparentés déterminent les versements effectués aux organismes.
2014 : La fusion des programmes, le Programme d'assistance financière aux loisirs des personnes handicapées (PAFLPH) du ministère de l'Éducation, du Loisir et des Sports (MELS) et le PMACL de la Ville. Le fruit de cette concertation a permis le développement du « Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM) ».

COVID-19
Dans la situation de crise actuelle, il nous est impossible de confirmer en date d'aujourd'hui si les camps de jour auront lieu cet été. Les inscriptions sont présentement en cours. Une

décision des autorités en ce sens, obligera l'organisme à revoir la manière de réaliser le programme afin de soutenir les enfants et les familles visés par le PALIM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0563 - 13 mai 2019
Accorder un soutien financier de 455 500 $ à AlterGo, pour l'année 2019, afin de distribuer divers montants aux organismes financés par le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM)
CE19 0725 - 1er mai 2019
Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la coordination du « Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM) », la formation des intervenants participant à ce programme et la préparation des chèques aux organisations admissibles audit programme, pour une somme forfaitaire de 71 500 $, taxes incluses, pour l'année 2019, conformément à son offre de services en date du 17 avril 2019 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention
CE16 1315 - 10 août 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 65 000 $, pour l'année 2016, dont 50 000 $ à AlterGo pour la réalisation d'un projet complémentaire au « Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM) » ... conformément à l'Entente administrative entre la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale sur le gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité sociale - Ville MTESS 2016 - 2017
CE16 1314 - 10 août 2016
Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la coordination du « Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM) », la formation des intervenants participant à ce programme et la préparation des chèques aux organisations admissibles au programme, pour une somme maximale de 13 500 $, taxes incluses, sur trois ans, soit une somme de 4 500 $, taxes incluses, pour les années 2016, 2017 et 2018, le tout conditionnel à l'octroi à AlterGo par le conseil municipal d’un soutien financier de 136 500 $
CM15 0798 - 15 juin 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 1 440 000 $ à AlterGo sur quatre ans, soit 360 000 $, par année, et ce, pour les années 2015, 2016, 2017 et 2018, afin de distribuer divers montants aux organisations locales, demandeurs de services d'accompagnateurs pour les activités de loisir des personnes ayant des limitations fonctionnelles dans le cadre du « Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) », et
Approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel AlterGo s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la coordination du « Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM) », la formation des intervenants participant à ce programme et la préparation des chèques aux organisations admissibles audit programme, pour une somme maximale de 208 000 $, taxes incluses, sur quatre ans, soit une somme maximale de 52 000 $, taxes incluses, par année, et ce, pour les années 2015, 2016, 2017 et 2018

DESCRIPTION

Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM)
Les objectifs du PALÎM sont de favoriser l’accès à l’offre de service en loisir pour les enfants et les adultes ayant une limitation fonctionnelle et nécessitant la présence d’un accompagnateur et de favoriser l’inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle en leur offrant une mesure compensatoire d’accès à l’offre de service en loisir.

Les secteurs d'activités de loisir admissibles dans le cadre du PALÎM sont les suivants : culturel, scientifique, technologique, socio-éducatif, communautaire, touristique, plein air et sportif. L'atteinte des objectifs du PALÎM nécessite une mobilisation de ressources afin de ~~de~~ permettre notamment l'accompagnement, le transport, l'accès aux lieux et aux activités ainsi que l'accessibilité financière et l'accueil des organismes. En effet, l'accessibilité du loisir aux personnes ayant une limitation fonctionnelle passe aussi par la qualité de l'expérience.

Implication du gouvernement provincial et répartition financière
Compte tenu de l'implication du gouvernement du Québec et de la volonté de la Ville de bonifier l'accès aux activités de loisir sur son territoire, le montage financier de ce programme se partage entre ces deux paliers de gouvernement. Ainsi, le budget total prévu pour le PALÎM en 2020 est de 1 094 389 $ et se répartit comme suit entre ces deux paliers :

Gouvernement du Québec : montant alloué au programme PALÎM pour le **territoire de l'Île de Montréal** :

- 437 555 $ à attribuer aux organisations admissibles au programme pour le paiement des accompagnateurs
- 29 834 $ pour la gestion et la coordination du PALÎM par AlterGo

Des sommes additionnelles sont aussi octroyées par les villes liées aux organisations admissibles de leur territoire respectif.

Ville de Montréal : montant alloué au programme PALÎM pour le **territoire de la Ville de Montréal** :

- 546 300 $ à attribuer aux organisations admissibles pour le paiement des accompagnateurs
- 80 700 $ pour les services professionnels d'AlterGo, pour la gestion et la coordination du PALÎM, incluant :
    - 20 000 $ pour la formation en accompagnement;
    - 60 700 $ à l'intérieur duquel on retrouve notamment un montant de 4 500 $ pour la gestion d'un projet pilote, soit celui avec des clientèles ayant des besoins plus importants.

Des sommes additionnelles sont aussi octroyées par les arrondissements aux organisations admissibles de leur territoire respectif.

Organisme responsable de la coordination du programme : AlterGo
La mission première d'AlterGo est de « soutenir l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l'abolition des obstacles au loisir, au sport et à la culture ». AlterGo est un regroupement de plus de 130 organismes ou services de loisir municipaux sur le territoire de la région de Montréal. Ils ont une préoccupation commune pour l'accès au loisir des personnes ayant l'un ou l'autre des sept types de troubles ou déficiences : auditive, intellectuelle, de santé mentale, de langage parole, motrice, visuelle ou du spectre de l'autisme. AlterGo offre notamment des services d'information, de soutien et de représentation.

Le projet de convention de services professionnels est d'une durée d'une année. Les services professionnels sont rendus en contrepartie d'une somme maximale annuelle de 80 700 $, répartie comme suit :
60 700 $ aux fins de coordination du PALÎM, notamment :

1. réception des demandes d'accompagnement provenant des organismes et des arrondissements;
2. analyse de l'admissibilité des demandes;
3. répartition des sommes allouées aux organisations du territoire de la Ville;

4. évaluation des résultats du programme, et

20 000 $ pour la formation en accompagnement en loisir des intervenants du PALÎM

JUSTIFICATION

Le PALÎM a reçu l'aval des arrondissements et des organismes concernés. Après analyse des résultats antérieurs et des présents projets, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) recommande son financement.
COVID-19
Advenant que les camps de jour soient annulés par les autorités, il sera nécessaire d'offrir un service adapté pour les enfants à besoins particuliers afin de soutenir ces familles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 627 000 $ est prévu au SDIS. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.
Le MEES verse directement à Altergo sa contribution pour la mise en oeuvre du PALÎM.

Le portrait des soutiens financiers versés par toute unité d'affaires de la Ville à cet organisme les dernières années ainsi que les contrats de services accordés sont en pièce jointe. Le soutien financier que la Ville lui a accordé au cours des dernières années pour le même projet se résume comme suit :

Organisme	**Contrat**	**Soutien accordé**			**Soutien recommandé**	**Ville / budget du projet 2020**
		2017*	**2018***	**2019**	**2020**	
AlterGo	**Soutien financier**	360 000 $	360 000 $	455 500 $	**546 300 $**	**57 %**
	Services professionnels	52 000 $	52 000 $	71 500 $	**80 700 $**	

*Soutien financier de 1 440 000 $ en quatre versements de 360 000 $/an, de 2015 à 2018, et contrat de service professionnel de gestion de 208 000 $, maximum de 52 000 $/an, pour la même période.

Les sommes accordées à ce programme ont été augmentées afin d'offrir plus d'heures d'accompagnement à plus d'enfants et d'adultes pour qu'ils puissent participer à des camps de jour et des activités en cours d'année. Le tout dans le but de favoriser leur développement dans un environnement mixte.

Dans le cadre de la contribution du PALIM, augmenter cette dernière de 100 000 $ équivaut à 6 000 h additionnelles d’accompagnement. Dans un contexte de camps de jour, 6 000 h d’accompagnement équivalent à 22 accompagnateurs pour l’été.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ces projets s'inscrit dans la priorité qui vise à assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé et plus particulièrement l'action 9 qui vise à mettre en oeuvre de nouvelles mesures pour améliorer l'accessibilité des services aux personnes en vulnérables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le PALÎM permet annuellement à plus de 1100 personnes ayant des limitations fonctionnelles de participer à des activités de loisir.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 présentation au Comité exécutif pour approbation du contrat de services professionnels
Avril 2020 présentation pour approbation au Conseil municipal pour approbation du soutien financier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-03-26
Mariem FAFIN		Nadia BASTIEN	
conseiller(ere) en affaires interculturelles		c/d diversite sociale	
Tél :	514 872-8299	**Tél :**	(514) 872-3510
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice du SDIS
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2020-03-26

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
1207986001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **ALTERGO**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant une place d'affaires au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4, agissant et représentée aux présentes par Elsa Lavigne, directrice générale, dûment autorisée à agir aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Numéro d'inscription TPS : 118795046 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006144183 TQ 0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118795046 RR 0001
(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l'abolition des obstacles au loisir, au sport et à la culture;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant dans le cadre du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM), lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : Le Directeur du Service de la diversité et l'inclusion sociale de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.3 « **Unité administrative** » : Le Service de la Diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1, pour la coordination du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) ainsi que pour la formation en accompagnement loisir.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet à la signature de la présente convention et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme forfaitaire de **quatre-vingt mille sept cents** dollars (**80 700 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder **quatre-vingt mille sept cents** dollars (**80 700 $**).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4 et tout avis doit être adressé à l'attention de Elsa Lavigne, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e^ Yves Saindon, greffier

Le e jour de 20

ALTERGO

Par : _____
Elsa Lavigne, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif, le e jour de …….. 20__ (Résolution CE …….).

ALTERGO

Offre de Services professionnels

Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) - 2020-2021

Volets :

1. Coordination des demandes du PALÎM
2. Coordination des formations du PALÎM

Version du 29 janvier 2020

Table des matières

Table des matières 2

1. La mission d'AlterGo 3

2. Mise en contexte du programme 3

3. Présentation, rôle et responsabilités des acteurs 4
   3.1. AlterGo 4
   3.2. Service de la diversité et de l'inclusion sociale 5

4. Présentation et mandats des comités 6
   4.1. Comité montréalais d'accompagnement en loisir 6
   4.2. Rencontre d'évaluation des demandes de financement 7
   4.3. Comité de concertation du projet PALÎM Pilote 7

5. Bilans et résultats 8
   5.1. Début de chaque année (ouverture du dossier) 8
   5.2. Rapport préliminaire pour émission des chèques (avant le 15 mai 2020) 9
   5.3. Rapport d'étape (avant le 30 septembre 2020) 10
   5.4. Bilan final (avant le 30 septembre 2021) 11

6. Coordination des formations du PALÎM 12
   6.1. Rôle et responsabilités de l'organisme 12
   6.2. Détail des formations 13
   6.3. Bilans et résultats 15

7. Soumissions 16
   7.1. Coordination du programme PALÎM 16
   7.2. Soumission pour les formations en accompagnement loisir 17

1. La mission d'AlterGo

Créé en 1975, AlterGo regroupe plus de 130 organismes ou services de loisir municipaux sur le territoire de la région de Montréal. Tous ont une préoccupation commune pour l'accès au loisir des personnes ayant l'un ou l'autre des 7 types de troubles ou déficiences : auditive, intellectuelle, de santé mentale, de langage-parole, motrice, visuelle ou du spectre de l'autisme et quelle que soit leur âge.

AlterGo a pour mission de « Soutenir l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l'abolition des obstacles au loisir, au sport et à la culture». De par le rôle qui lui a été confié par les organismes membres, AlterGo est appelé à jouer un rôle de coordination ou de représentant pour accomplir sa mission de promotion de l'exercice du droit au loisir. Dans tous les cas, il s'assure d'orienter ses actions vers la concertation et de tisser des liens avec d'autres partenaires.

2. Mise en contexte du programme

Le PALÎM vise à favoriser l'accessibilité du loisir aux personnes ayant une limitation fonctionnelle pour augmenter leur participation à des activités de loisir et de sport. Ceci passe par l'accompagnement, le transport, l'accueil des organismes, l'accès aux lieux et aux activités ainsi que l'accessibilité financière. L'accessibilité du loisir aux personnes ayant une limitation fonctionnelle passe également par la qualité de l'expérience, notamment la sensibilisation et la formation du personnel d'accompagnement ainsi que l'encadrement, essentiel pour la qualité des services. Les secteurs d'activités de loisir admissibles, dans le cadre de ce programme, sont les suivants : culturel, scientifique, technologique, socio-éducatif, communautaire, touristique, plein air et sportif.

Le PALIM Pilote vise à évaluer et arrimer les demandes de soutien financier au PALÎM de 3 organismes spécialisés pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles sévères à Montréal afin d'assurer une réponse adéquate aux besoins d'accompagnement dans le cadre du camp de jour estival pour l'ensemble des jeunes faisant une demande de soutien financier au PALÎM auprès de ces 3 organismes ou autre organisme potentiel;

Les formations offertes par Formation AlterGo dans le cadre du PALÎM, via cette convention de services professionnels, visent à outiller les intervenants qui accompagnent les personnes ayant une limitation fonctionnelle dans les organisations qui bénéficient d'un soutien financier dans le cadre du PALÎM.

3. Présentation, rôle et responsabilités des acteurs

3.1. AlterGo

Coordination des demandes du PALÎM régulier et du projet pilote

- Assure la coordination du PALÎM;
- Participe au comité bipartite du PALÎM;
- Fait la promotion du programme auprès des organismes et partenaires;
- Soutient les organismes participants;
- Assure les liens avec les différents partenaires : CIUSSS, centres de réadaptation, etc.;
- Reçoit et analyse les demandes d'assistance financière;
- Compile les données tel que mentionnée à la section bilan et résultats de la présente entente;
- Coordonne les rencontres d'évaluation des demandes de financement;
- Informe les organisations participantes des réponses et du montant à recevoir;
- Émet les chèques aux organismes participants;
- Émet les lettres de confirmation des montants aux organismes;
- Envoi les chèques aux porteurs de dossier par arrondissement;
- Compile les données des rapports d'évaluation;
- Rédige le bilan final du PALÎM;
- Visite les organismes au besoin;
- Coordonne le comité montréalais d'accompagnement en loisir;
- Assure les liens avec les porteurs du dossier accompagnement en loisir de l'île de Montréal;
- Encourage les arrondissements et les villes liées à répondre aux besoins d'accompagnement exprimés par les personnes ayant une limitation fonctionnelle.

Coordination du projet PALÎM Pilote

- Assure la coordination du projet pilote et la gestion financière de l'enveloppe spéciale allouée;
- Reçoit et analyse les demandes d'assistance financière déposées dans le cadre du PALÎM régulier afin d'assurer l'arrimage entre le programme régulier et le projet pilote;
- Informe les organisations participantes des réponses et du montant à recevoir;
- Émet les chèques aux organismes participants.
- Visite les organismes au besoin;
- Compile les données tel que mentionnée à la section bilan et résultats de la présente entente;
- Rédige le bilan final du projet pilote;
- Soutient les organismes participants;
- Coordonne les rencontres de gestion et de concertation;
- Coordonne les rencontres d'évaluation des demandes de financement;
- Assure les liens avec les différents partenaires : CIUSSS, centres de réadaptation, etc.;

3.2. Service de la diversité et de l'inclusion sociale

- Assure la gestion du PALÎM et établit les orientations régionales;
- assure la disponibilité des fonds du programme montréalais et conclue une entente avec AlterGo afin de confier la coordination du PALÎM;
- fait la promotion du PALÎM;
- approuve les recommandations d'AlterGo pour la répartition financière;
- participe au comité bipartite du PALÎM et au besoin, aux rencontres d'évaluation des demandes de financement;
- reçoit d'AlterGo le bilan annuel du PALÎM et collabore avec AlterGo pour l'utilisation des données du PALÎM;
- effectue les représentations nécessaires auprès du gouvernement du Québec, si besoin;
- Envoi les informations pertinentes aux arrondissements représentés par les porteurs du dossier accompagnement en loisir de l'île de Montréal.

4. Présentation et mandats des comités

4.1. Comité montréalais d'accompagnement en loisir

Composition

- Deux représentants d'AlterGo;
- Un représentant des Chefs de divisions en loisir;
- Un représentant des Responsables de l'accompagnement en loisir en arrondissement;
- Un représentant du Service de la diversité sociale et des sports, Ville de Montréal ;
- Un représentant des Directeurs de Culture, Sport, Loisir et Développement Social ;
- Un représentant des villes liées.

Mandat

- Assure de l'actualisation de la partie montréalaise du PALÎM et propose, au besoin, des modifications aux orientations et aux paramètres de gestion ;
- Procède à l'évaluation des demandes des organismes acheminé à AlterGo dans le cadre du projet PALÎM Pilote et procède à la répartition des montants entre les trois organismes selon les financements alloués du PALÎM régulier et du projet pilote ;
- S'assure que des sommes d'argent ne soient pas allouées à un même jeune ayant un besoin d'accompagnement dans 2 camps de jour différents et ce pour les mêmes semaines d'activités ;
- Soumet des recommandations au besoin.

4.2. Rencontre d'évaluation des demandes de financement

Composition

- Représentants d'arrondissements;
- Représentants d'organismes;
- Employés de la Ville de Montréal.

Mandat

- Procède à l'analyse et à l'évaluation de certaines demandes acheminées à AlterGo;
- Soumet au besoin, des recommandations au comité montréalais d'accompagnement en loisir.

4.3. Comité de concertation du projet PALÎM Pilote

Composition

- Deux représentants d'AlterGo;
- Un représentant du Service de la diversité sociale et des sports, Ville de Montréal.
- Un représentant de chaque organisme spécialisé impliqué :
    - Camp Massawippi, Centre Mackay;
    - Centre Philou;
    - Fondation papillon (anciennement Société pour les enfants handicapés du Québec – SEHQ).

Mandat

- Dresse un portrait des besoins et des attentes du projet pilote et émet des recommandations pour l'amélioration de celui-ci;
- S'assure que les besoins d'accompagnements sont bien répondus et assure un arrimage entre les orientations du programme et les besoins des organismes.

5. Bilans et résultats

La liste suivante présente les documents administratifs à produire dans le cadre du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM). Elle permettra de constater les actions en matière d'accompagnement en loisir et d'ajuster, au besoin, les modalités du programme.

5.1. Début de chaque année (ouverture du dossier)

Étapes	Titre du document à présenter	Réception
Demande de soutien financier et de contrat de services professionnels (2020-2021)		**1er décembre 2020**
Documents pour la signature de convention	Charte AlterGo	
	Rapport annuel AlterGo	
	États financiers AlterGo	
	Résolution du CA AlterGo	
	Registre des entreprises AlterGo	
	Offre de service de la coordination du PALIM (incluant la formation)	
	Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) – Guide (approuvé par la Ville)	
	Formulaire de demande du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM), destinés aux des organismes (approuvé par la Ville)	

5.2. Rapport préliminaire pour émission des chèques (avant le 15 mai 2020)

Étapes	Éléments à présenter	Réception
Rapport préliminaire et plateforme calcul pour émission des chèques (2020-2021)		**15 mai 2020**
États des lieux	Coordonnées des organisations	Onglet 1 (Plateforme de calcul)
	Demandes par organisations	Onglet 2 (Plateforme de calcul)
	Synthèse des demandes des organisations de l'Île de Montréal	Onglet E (Plateforme de calcul)
Budget disponible	Budget, résiduel et répartition des montants	Onglet H (Plateforme de calcul)
Calcul des montants à octroyer	Calcul des montants proratés (demandés, révisés, proratés et les montants de l'année d'avant)	Onglet 3a (Plateforme de calcul)
	Montants à octroyer aux organismes dans le cadre du projet pilote	Onglet 3b (Plateforme de calcul)
	Demande à postériori	Onglet 3c (Plateforme de calcul)
	Tableau des chèques (*Montants finaux à octroyer) – Incluant modification et refus + motifs*	Onglet 4 (Plateforme de calcul)
	Montants à octroyer aux organismes par arrondissement et ville liées (sans le montant des arrondissements)	Onglet B et C (Plateforme de calcul)
	Totaux des montants versés par arrondissements et villes liées (sans le montant des arrondissements)	Onglet D (Plateforme de calcul)
Visites et Vérifications	Identification des organisations à visiter et les motifs des visites	Compte rendu
Autres éléments requis pour l'approbation des chèques	1 liste des demandes reçues et non admissibles (précision des motifs) 1 liste des demandes acceptées et refusées (précision des motifs) 1 liste des demandes acceptées et modifiées (précision des motifs)	Compte rendu

Le rapport préliminaire doit donc être remis au 15 mai afin de permettre l'émission des chèques aux organisations participantes.

5.3. Rapport d'étape (avant le 30 septembre 2020)

Étapes	Éléments à présenter	Réception
Rapport d'étape (pour l'année en cours 2020-2021)		**30 septembre 2020**
Bilan des formations	Statistiques des formations	Rapport final formation
	Rapport des formations offertes	
	Compilation des évaluations Feuille de commentaires et explications (nouveautés, résultats, ajustements à apporter pour la prochaine année)	
Bilan de la mise en œuvre du PALIM	**États des demandes reçues :** Détails des demandes reçues (non admissibles, refusées et acceptées) **Synthèse des demandes acceptées :** Nombre d'organisations, Nombre d'heures d'accompagnement, Caractéristique des participants par limitation Caractéristiques des participants par tranche d'âge Montants demandés et révisés	Section 1 (Rapport d'étape)
	Budget disponibles et résiduels détaillés	Section2 (Rapport d'étape)
	Modifications aux montants attribués et vérification, demandes particulières, Détails des montants non versés Remboursement Montant réclamé et non reçus Demandes modifiés positivement etc.)	Section 3 (Rapport d'étape)
	Modifications aux montants proratés	Section 3 (Rapport d'étape)
	Identifier des problématiques, des constats et des décisions prises lors de rencontre et des échanges de courriels (*incluant le projet pilote*)	Section 3 (Rapport d'étape)
	Visites et vérifications	Compte rendu

Les résultats quantitatifs et qualitatifs présentés dans le rapport d'étape permettront de réaliser des constats, d'effectuer des analyses et de faire des recommandations pour l'année suivante.

5.4. Bilan final (avant le 30 septembre 2021)

Étapes	Élément à présenter	Réception
Bilan final de l'année (2020-2021)		**30 sept. 2021**
Bilan des évaluations	Tableau des chèques final (Montants dépensés)	Onglet 4b (Plateforme de calcul)
	Compilation des rapports d'évaluation	Onglet 5a (Plateforme de calcul)
	Tableau des bilans des évaluations	Onglet 5b (Plateforme de calcul)
	Tableau final des résiduels	(Onglets G-H) (Plateforme de calcul)
	Montants octroyés aux organismes par arrondissement et ville liées (avec le montant des arrondissements)	Onglet B et C (Plateforme de calcul)
	Totaux des montants versés par arrondissements et villes liées (avec le montant des arrondissements)	Onglet D (Plateforme de calcul)
	Évolution statistique globales	(Tableau F)
Rencontre de comité	Compte rendu des rencontres de comité (l'ensemble de rencontres)	Compte-rendu
Bilan final	Rapport final de visites de conformité (liste des organismes visités, problèmes identifiés, actions prises, recommandations)	Section 4 (Rapport final)
	Détails des montants finaux versés aux organismes (par arrondissements)	
	Synthèse des montants versés	
	Montants versés des 3 dernières années	
	Synthèse des montants résiduels	Section 5 (Rapport final)
	Synthèse des rapports d'évaluation	Section 6 (Rapport final)
	Bilan du projet Pilote	Section7 (Rapport final)
Bilan final	Provenances des résiduels à distribuer. Bilan des constats, recommandations, décisions prises en cours d'année. Recommandation pour l'année suivante	Section 8 (Rapport final)

Ce bilan final annuel permettra de constater les efforts en matière d'accompagnement en loisir et d'ajuster, au besoin, les modalités du programme.

En tout temps : un compte rendu des échanges et des décisions de chaque rencontre des comités sera rédigé et inclura toutes les décisions prises en cours d'année.

NB : Tous les documents à diffuser doivent être autorisés par la Ville de Montréal au préalable

6. Coordination des formations du PALÎM

Au printemps de chaque année, AlterGo offre 12 formations en accompagnement loisir aux organisations participantes au PALÎM. Les 4 différentes formations offertes, d'une durée de trois heures chacune, s'adressent à tout le personnel du camp de jour.

Dans le cadre de l'entente, en 2019-2020, la formation Accompagnement loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI), un trouble du spectre de l'autisme (TSA) ou un trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) a été ajustée pour répondre plus adéquatement aux besoins des accompagnateurs en camps de jour. Cette formation d'une durée de 3 heures a été donnée à 2 reprise en version pilote. Cette année, cette version sera ajustée en fonction des commentaires et des évaluations des participants afin de l'intégrer de façon officielle dans le cursus offert dans le cadre de l'entente.

6.1. Rôle et responsabilités de l'organisme

- Coordonne la formation dans les camps de jours;
- Prépare l'animation et le contenu des formations;
- Élabore et produits les documents;
- Recrute et forme et assure les liens avec les formateurs;
- Assure les liens avec les arrondissements et les camps de jour;
- Établit un calendrier des formations;
- Rédige le bilan final des formations.

À noter

- Les formations sont offertes de jour comme de soir, en semaine ou fin de semaine selon le besoin des organisations;
- Deux formateurs se déplacent dans les locaux des organismes avec le matériel nécessaire à la formation;
- Les groupes doivent être formés d'au moins 15 personnes pour avoir lieu, et d'un maximum de 25 personnes;
- L'organisation cliente doit fournir un ordinateur portable, un projecteur et un écran pour la présentation PowerPoint;

- Enfin, la salle de formation doit répondre aux critères d'accessibilité définis par AlterGo afin d'être accessible à tous les formateurs et à tous les participants.
- Le contenu de chaque formation doit être approuvé par la Ville de Montréal

6.2. Détail des formations

Formation 1 – Accompagnement loisir des personnes ayant une limitation fonctionnelle (3 heures)

Objectifs de la formation :

- S'initier aux caractéristiques générales des différents types de troubles et de déficiences;
- S'initier aux interactions appropriées avec les personnes ayant une limitation fonctionnelle;
- Découvrir le rôle des différents intervenants dans le cadre d'une activité de loisir;
- Découvrir les moyens d'inclure une personne ayant une limitation fonctionnelle dans une activité de loisir.

Formation 2 – Accompagnement loisir des personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme (TSA) (3 heures)

Objectifs de la formation :

- S'initier aux caractéristiques générales des personnes ayant un TSA;
- S'initier à la communication appropriée à utiliser avec une personne ayant un TSA;
- Découvrir le rôle de l'accompagnateur et de l'animateur;
- Découvrir les moyens d'inclure une personne ayant un TSA dans une activité de loisir;
- Reconnaitre les situations problématiques de façon à intervenir adéquatement.

Formation 3 - Accompagnement loisir des personnes ayant un trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) (3 heures)

Objectifs de la formation :

- S’initier aux caractéristiques générales des personnes ayant un TDAH;
- S’initier à la communication appropriée à utiliser avec une personne ayant un TDAH;
- Découvrir le rôle des différents intervenants;
- Découvrir les moyens d’inclure une personne ayant un TDAH dans une activité de loisir;
- Reconnaître les situations problématiques de façon à intervenir adéquatement.

Formation 4 (ajustée) – Accompagnement loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI), un trouble du spectre de l’autisme (TSA) ou un trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) dans les camps de jour (3 heures)

Objectifs de la formation :

- S’initier aux caractéristiques générales des personnes ayant une DI, un TSA ou un TDAH;
- Découvrir le rôle des différents intervenants;
- S’initier à la communication appropriée à utiliser avec ces personnes;
- Découvrir les moyens d’inclure ces personnes dans une activité de loisir;
- Reconnaître les situations problématiques de façon à intervenir adéquatement.

6.3. Bilans et résultats

Résultats :

Public cible : Accompagnateurs et animateurs en camps de jour

Nombre de personnes qui bénéficieront des formations : 300[1]

Impact sur les participants : Amélioration des attitudes et aptitudes pour l'accompagnement et l'animation auprès de jeunes ayant une limitation fonctionnelle

- Meilleure compréhension des caractéristiques des jeunes;
- Familiarisation avec des méthodes d'intervention adaptées aux jeunes;
- Amélioration de l'inclusion des jeunes ayant une limitation fonctionnelle dans les groupes réguliers.

Les documents suivants seront produits à la fin de chaque année de formation :

- Bilan et contenu de toutes les formations (cahier et power point)
- Compilation des évaluations;
- Feuille de commentaires et explications (nouveautés, résultats, ajustements à apporter pour la prochaine année).

[1] Un maximum de 25 participants par formation a été établi depuis le 1er septembre 2019. Cette limite de participation vise à assurer la qualité des formations offertes et la qualité de l'expérience pour les participants et formateurs. Le nombre de personnes qui seront rejointes par les formations sera donc inférieur aux années précédentes.

7. Soumissions

7.1. Coordination du programme PALÎM

Distribution du soutien financier accordé par la Ville de Montréal à AlterGo pour la coordination des demandes du PALÎM.

Dépenses	PALÎM	Projet Pilote	Total
Coordination générale – Directrice générale	4 000 $		4 000 $
Gestion du programme - Directeur accessibilité universelle en loisir	10 700 $	850 $	11 550 $
Préparation des demandes, inscription des données, suivis auprès des bailleurs de fonds : • Agente de programme, accessibilité universelle en loisir ; • Adjointe administrative, accessibilité universelle en loisir	30 000 $	2 640 $	32 640 $
Frais de réunions et de déplacement – réunion, visites dans les organismes	1 500 $	160 $	1 660 $
Frais de gestion – 15%	8 000 $	650 $	8 650 $
Émission des chèques pour la portion municipale de l'île de Montréal	2 000 $	200 $	2 200 $
Total	**56 200 $**	**4 500 $**	**60 700 $**

7.2. Soumission pour les formations en accompagnement loisir

Distribution du soutien financier accordé par la Ville de Montréal à AlterGo pour la formation dans le cadre du PALÎM.

Dépenses	Total
12 formations accompagnement (1 300 $ x 12)	15 600 $
Coordination, mise à jour des contenus, promotion et évaluation	3 300 $
Frais de déplacement et de réunion	100 $
Frais de gestion	1 000 $
Total	**20 000 $**

Paiement des honoraires

La Ville de Montréal paiera les honoraires professionnels sur présentation de factures.

Signature de la personne autorisée

Elsa Lavigne, Directrice générale

Date _____

Signature _____

AlterGo
525, rue Dominion, Bureau 340
Montréal, Québec H3J 2B4

514-933-2739

www.altergo.ca
info@altergo.ca

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD 1207986001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ALTERGO**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant une place d'affaires au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4, agissant et représentée aux présentes par Elsa Lavigne, directrice générale, dûment autorisée à agir aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Numéro d'inscription TPS : 118795046 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006144183 TQ 0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 118795046 RR 0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit dans le domaine de l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l'abolition des obstacles au loisir, au sport et à la culture;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour émettre les chèques dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM), tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire favoriser la réalisation du PALÎM;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence de la présente situation sanitaire occasionnée par la COVID19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du PALIM peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la population visée, pour lesquels la Ville et l'Organisme devront en convenir mutuellement au préalable;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme ont convenu du guide Édition 2020-2021 du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM)**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le guide Édition 2020-2021 du Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM)**;**

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : la description de la Reddition de compte au Document intitulé Offre de services professionnels;

2.4 « **Programme** » : le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) pour la réalisation duquel la Ville apporte son soutien à l'Organisme qui s'engage à distribuer le soutien financier approuvé annuellement par le Directeur conformément à la présente convention. L'Organisme doit émettre les sommes aux organisations demanderesses tel que stipulé dans le cadre du PALÎM et tel qu'approuvé par la Ville de Montréal.

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et

accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Programme;

2.7 « **Responsable** » : Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse distribuer le soutien financier tel que stipulé dans le cadre du PALÎM et tel qu'approuvé par la Responsable.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation de la présente convention

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la distribution du soutien financier aux organisations. En aucun cas, le soutien financier ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Programme et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Programme et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Programme. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Programme;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement

ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Programme;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cinq cent quarante-six mille trois cents** dollars (**546 300** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée pour la distribution du soutien financier aux organismes.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement : le versement, au montant de **cinq cent quarante-six mille trois cents** dollars (**546 300** $), sera remis dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Programme. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Programme ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Programme prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Programme reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Programme.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Programme reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, jusqu'au dépôt pour la Reddition de compte du Bilan final prévu en **Annexe 3** au plus tard le 30 septembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Programme réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses

sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Programme ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 340-525, Rue Dominion, Montréal, Québec, H3J 2B4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

ALTERGO

Par : _____
Elsa Lavigne, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM …….).

Programme d’accompagnement en loisir de l’Île de Montréal (PALÎM)

Date limite pour déposer une demande :
Le 20 mars 2020

GUIDE
ÉDITION **2020-2021**

Ce programme est rendu possible grâce au soutien financier du ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur (MEES) et de la Ville de Montréal.

AlterGo agit à titre d’organisme coordonnateur du PALÎM, programme de la Ville de Montréal et du MEES.

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières 2
1. Contexte 3
2. Fondements du PALÎM 4
3. Objectifs du programme 5
4. Définitions 6
4.1. Personne handicapée 6
4.2. Types de troubles et déficiences 6
4.3. Accompagnement 6
4.4. Jumelage 6
4.5. Loisir 7
5. Modalités administratives 8
5.1. Personnes admissibles 8
5.2. Organismes admissibles 8
5.3. Services d'accompagnement admissibles 9
5.4. Dépenses admissibles 9
5.5. Période d'admissibilité 9
5.6. Documents à joindre 9
5.7. Demandes incomplètes 10
5.8. Demandes reçues après la date limite 10
6. Prévisions budgétaires 11
6.1. Enveloppes du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) 11
6.2. Enveloppes de la Ville de Montréal 11
7. Répartition des montants 12
7.1. Répartition selon le siège social des organisations 12
7.2. Répartitions particulières 13
8. Engagement 14
9. Bonnes pratiques 15
10. Processus d'attribution de l'aide financière 16
10.1. Réémission de chèques 16
11. Date limite d'inscription 17

1. CONTEXTE

Dès l'implantation du Programme d'accompagnement en loisir, initié en 1997 par le gouvernement du Québec, AlterGo agit en tant que coordonnateur du programme sur l'île de Montréal. En 2003, la gestion régionale fut déléguée à Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) qui a reconduit le mandat de coordination avec AlterGo. La Ville de Montréal, consciente des besoins et des enjeux, a accordé un budget pour une première année d'expérimentation en 2004, dédié à l'accompagnement des enfants et des adultes, principalement utilisé dans les camps de jour. En arrimant l'initiative montréalaise au programme provincial, sa mise en place a été grandement facilitée. En 2005, il y a eu la création d'un programme montréalais. Au fil des années, l'initiative montréalaise a été améliorée et les demandes pour les deux programmes (provincial et municipal) sont désormais gérées conjointement. Le calcul des sommes versées est dès lors basé sur des critères similaires.

En 2013, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a souhaité offrir une plus grande latitude d'action en respect des réalités de chaque région administrative du Québec.

En 2014, les partenaires montréalais ont décidé d'harmoniser le Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées (PAFLPH) et le programme municipal d'accompagnement en loisir (PMACL). Le fruit de cette concertation s'appelle le Programme d'accompagnement en loisir de l'île de Montréal (PALÎM).

Puis en 2016, la Ville de Montréal, soucieuse d'améliorer l'accès aux loisirs, a accordé un budget pour un projet pilote. Ce projet a pour but d'assurer une réponse adéquate aux besoins d'accompagnement dans le cadre de camp de jour estival pour l'ensemble des jeunes ayant des limitations fonctionnelles sévères.

En 2015, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a été renommé ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). Puis en 2017, le mandat de gestion du programme d'assistance financière aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées, anciennement coordonné par le SLIM, a été confié à AlterGo. Les changements en ce sens ont donc été apportés au document ci présent.

Le programme et les formulaires pour l'Île de Montréal sont disponibles sur le site d'AlterGo : http://www.altergo.ca/fr/programmes/soutien-financier.

2. FONDEMENTS DU PALÎM

Le PALÎM vise à favoriser l'accessibilité du loisir aux personnes ayant une limitation fonctionnelle pour augmenter leur participation à des activités de loisir et de sport. Ceci passe par l'accompagnement, le transport, l'accueil des organismes, l'accès aux lieux et aux activités ainsi que l'accessibilité financière. Soulignons que l'accessibilité du loisir aux personnes ayant une limitation fonctionnelle passe également par la qualité de l'expérience, notamment par la sensibilisation et la formation du personnel d'accompagnement ainsi que l'encadrement, essentiel pour assurer la qualité des services.

L'accès au loisir ne doit aucunement être perçu comme un privilège ! Citoyennes à part entière, les personnes ayant une limitation fonctionnelle ont des droits enchâssés dans plusieurs documents dont:

- la Charte mondiale des personnes handicapées (1981);
- la Charte canadienne des droits et libertés (1982);
- la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (1975);
- la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (1978, modifiée en 2004- Loi 56);
- La Charte montréalaise des droits et responsabilités, adoptée en 2004;
- La Politique montréalaise d'accessibilité universelle de la Ville de Montréal, adoptée en 2011.

L'équité passe par une réponse fondée sur les besoins de chaque personne ayant une limitation fonctionnelle, sans égard au lieu et au dispensateur de services.

3. OBJECTIFS DU PROGRAMME

- Favoriser l'accès à l'offre de service en loisir pour les enfants et les adultes ayant une limitation fonctionnelle et nécessitant la présence d'un accompagnateur.
- Favoriser l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle en leur offrant une mesure compensatoire d'accès à l'offre de service en loisir.

4. DÉFINITIONS

4.1. Personne handicapée

« Toute personne ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujette à rencontrer des obstacles dans l'accomplissement d'activités courantes[1]. »

4.2. Types de troubles et déficiences

- Déficience motrice
- Déficience auditive
- Trouble de langage-parole
- Trouble de santé mentale
- Déficience visuelle
- Déficience intellectuelle
- Troubles du spectre de l'autisme, TSA

4.3. Accompagnement

L'accompagnement s'effectue par une personne dont la présence à l'activité de loisir est nécessaire pour le soutien et l'aide qu'elle apporte exclusivement à une ou plusieurs personnes ayant une limitation fonctionnelle. Cette mesure de compensation facilite la participation de la personne handicapée à une activité de loisir. Cette assistance n'est pas normalement requise par la population dans la réalisation de l'activité en question.

4.4. Jumelage

Le jumelage, lorsqu'il est réalisable, est un moyen d'offrir à plus d'une personne les services d'une même accompagnatrice ou d'un même accompagnateur (simultanément ou en temps partagé).

[1] Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale – L.R.Q., c. E-20-1

4.5. Loisir

On entend par « loisir » les activités de détente, de créativité, de développement personnel, de formation et de recherche d'excellence auxquelles on se consacre dans son temps libre (après l'accomplissement des obligations de la vie courante telle que des activités de nature professionnelle, scolaire, religieuse, familiale, de gardiennage, d'adaptation et de réadaptation, etc.). Ainsi, le PALÎM vise les secteurs suivants : culturel, scientifique, technologique, socio-éducatif, communautaire, touristique, de plein air et d'activités physiques et sportives.

5. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

Pour obtenir un service d'accompagnement, la personne désirant s'inscrire au programme doit faire une demande auprès d'un organisme admissible, la responsabilité de remplir et de transmettre le formulaire revient à l'organisme admissible.

5.1. Personnes admissibles

Toute personne ayant un handicap, au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, et ayant besoin d'un accompagnement pour ses loisirs, peut demander ce soutien à un organisme admissible.

5.2. Organismes admissibles

- Une municipalité de l'Île de Montréal ou un arrondissement de la Ville de Montréal est admissible à présenter une demande lorsque le but est d'offrir un service d'accompagnement à la personne ayant une limitation fonctionnelle pour la pratique d'une activité de loisir.
- Un organisme à but non lucratif de l'Île de Montréal légalement constitué est admissible s'il a une mission de loisir reconnue ainsi qu'une offre de services sur l'Île de Montréal.

Les organisations suivantes sont non admissibles au programme :

- les organisations du réseau de la santé tel que les centres d'hébergement et de soins de longue durée, les centres hospitaliers, les centres de réadaptation (ainsi que leurs organismes afférents);
- les organisations du réseau de l'éducation tels que les commissions scolaires, les écoles, les cégeps, les universités;
- les centres de la petite enfance, les centres de répit et les garderies;
- les organismes privés à but lucratif;
- les organismes parapublics, les ordres professionnels, les organisations politiques, les organisations syndicales ou patronales, les associations ou organismes à caractère religieux ou sectaire.

5.3. Services d'accompagnement admissibles

- Seuls seront considérés les services d'accompagnement qui ne peuvent être offerts dans le cadre de la mission ou des services réguliers offerts par l'organisme.
- Les activités de loisir avec hébergement ne sont pas admissibles.

Important
Les camps de vacances qui désirent présenter une demande pour des participants prenant part à un séjour avec hébergement, veuillez-vous référer au Programme d'assistance à l'accessibilité aux camps de vacances. (PAFACV) à l'adresse suivante : http://www.education.gouv.qc.ca/organismes-a-but-non-lucratif/aide-financiere/programme-dassistance-financiere-a-laccessibilite-aux-camps-de-vacances-pafacv/

5.4. Dépenses admissibles

L'assistance financière s'applique à la rémunération d'un accompagnateur salarié en présence de la personne accompagnée lors d'activités de loisir.

Important
Les frais liés à l'inscription, au transport, à la formation du personnel et à la participation aux activités sont à la charge de l'organisation ou du participant.

Taux horaire du personnel d'accompagnement
Le taux horaire établi pour le calcul de l'aide financière est calculé sur la base de 14$ de l'heure. Le taux horaire suggéré ici n'est mentionné qu'à titre indicatif.

5.5. Période d'admissibilité

Les dépenses admissibles au programme sont relatives à des activités de loisir ayant lieu entre le **1er avril 2020 et le 31 mars 2021**.

5.6. Documents à joindre

Pour être admissibles, les organismes et les municipalités doivent joindre obligatoirement au **formulaire de demande dûment complété et signé par la personne responsable**, les documents suivants :

- Le rapport d'évaluation, si une subvention a été reçue l'année précédente ;
- Une photocopie des lettres patentes dans le cas d'une première demande ou d'un changement des lettres patentes;
- Une description de l'organisme et le programme des activités.

- La dernière Déclaration de mise à jour annuelle « Personne morale » délivrée par le Registraire des entreprises du Québec ;
- Les coordonnées du président ou du maire ;
- Les activités auxquelles participera la personne ;
- Le nombre total d'heures d'activités ;
- Une preuve d'assurance responsabilités civiles de 2M$ pour tous les organismes ou de 5M$ pour les organismes proposant des activités aquatiques (sauf pour les municipalités).

5.7. Demandes incomplètes

Selon le processus à suivre adopté par les membres de l'ancien comité tripartite lors de la rencontre du 10 novembre 2016, lorsque les informations obligatoires sont manquantes :

- Un seul suivi par courriel comprenant une date limite est envoyé aux organismes.
- Ce courriel est envoyé en copie conforme au porteur de dossier de l'arrondissement concerné.
- En cas de non-respect de la date limite, la demande de financement est refusée sans suivi supplémentaire.
- Le cas échéant, un courriel final est envoyé à l'organisme les informant que leur demande de financement est refusée.

5.8. Demandes reçues après la date limite

Adopté par les membres du comité tripartite lors de la rencontre du 22 octobre 2016

- Une demande qui arrive en retard pourra être acceptée
    - dans les 5 jours ouvrables suivant la date d'échéance,
    - avec une pénalité de 25 %,
    - si une lettre d'explication est jointe à la demande,
    - Si ces conditions ne sont pas respectées, la demande de financement sera automatiquement refusée.

6. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

6.1. Enveloppes du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)

- Un montant total de 437 555 $ est octroyé pour l'accompagnement dont :
  - 340 339 $ du programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées (PAFLPH);
  - 17 933 $ du programme PAL;
  - 79 283 $ de crédits supplémentaires accordés par le MEES dans le cadre de la politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS).
- Des montants additionnels peuvent être octroyés par les villes liées pour le paiement des accompagnateurs.

6.2. Enveloppes de la Ville de Montréal

- Un montant total de 546 300 $ est octroyé pour l'accompagnement dont :
  - 450 800 $ de l'enveloppe régulière;
  - 45 500 $ du projet pilote;
  - 50 000 $ de l'ancienne enveloppe du MTESS pour l'agglomération;
- Des montants additionnels peuvent être octroyés par les arrondissements pour le paiement des accompagnateurs.

7. RÉPARTITION DES MONTANTS

7.1. Répartition selon le siège social des organisations

Répartition des montants en fonction du siège social des organisations		
	Provenance des fonds	
Siège social des organisations	**MEES**	**Ville**
Île de Montréal		
Anciennes organisations	424 555 $	
Nouvelles organisations	5 000 $	5 000 $
Ville de Montréal		
Anciennes organisations		495 800 $
Nouvelles organisations		
Organismes du projet pilote		45 500 $
Villes liées	8 000 $*	
Sous total	437 555 $	546 300 $
Grand total	983 855 $	

* Ce montant est réservé pour les organisations des Villes liées afin de compenser le manque à gagner du à l'absorption de l'enveloppe MTESS par la ville de Montréal.

7.2. Répartitions particulières

Anciennes organisations

- De façon à assurer le service instauré, une priorité est accordée aux organisations ayant un historique de trois années – anciennes organisations. Il est recommandé de reconduire les demandes similaires ou plus élevées à partir des montants octroyés l'année précédente.
- Une organisation qui cesse de faire des demandes pendant 3 années consécutives devient une nouvelle organisation.

Nouvelles organisations

- Les 3 premières années d'une demande, une organisation est considérée comme étant nouvelle.
- Un montant de 10 000 $ est réservé aux demandes des nouvelles organisations (5 000 $ Ville et 5 000 $ MEES).
- Le montant octroyé à une nouvelle organisation doit être équivalent au montant octroyé l'année précédente pour une demande équivalente.

Minimum par organisation : 800 $

- Pour qu'une personne bénéficie des bienfaits d'une activité de loisir il faut un minimum d'heure de participation.
- Pour ne pas décourager les organisations demanderesses qui se verraient attribuer un montant inférieur à 800 $ suite à la répartition des montants, alors que leur demande était supérieure, un seuil de 800 $ est appliqué afin de permettre de répondre au besoin d'accompagnement.
- Dans le cas d'une demande moins élevée que 800 $, le montant demandé sera accordé.
- Lorsqu'une subvention de 800 $ ou moins est accordée à une organisation, le montant est pris à 50 % dans le budget Provincial et à 50 % dans le budget de la ville de Montréal.

Maximum par demande individuelle : 3 360 $

- Un montant maximum de 3 360 $ est accordé par participant soit 240 heures d'accompagnement au ratio 1:1 et au taux horaire de 14$ / heure.

Maximum par organisation : 20 000 $

- Un montant maximum de 20 000 $ sera accordé par organisation.
- Lorsqu'une subvention de 20 000 $ est accordée à une organisation, le montant est pris à 50 % dans le budget provincial et à 50 % dans le budget ville de Montréal.

8. ENGAGEMENT

L'aide financière sera accordée sous réserve de l'approbation du programme et des crédits par le Conseil du trésor, le conseil municipal de la Ville de Montréal et d'agglomération de Montréal. Prendre note que l'aide financière accordée n'est pas récurrente.

L'organisme demandeur doit :

- Soutenir l'inclusion sociale de la personne dans ses programmes de loisir;
- Prendre les mesures nécessaires pour évaluer les besoins d'accompagnement pour optimiser la participation de la personne handicapée aux activités et établir les possibilités de jumelage;
- Assumer les responsabilités légales quant à la sélection, à l'embauche, à l'encadrement et à la rémunération du personnel d'accompagnement;
- Vérifier les antécédents judiciaires des accompagnateurs embauchés ;
- S'assurer que son personnel d'accompagnement ait minimalement reçu une formation à l'accompagnement en loisir pour les personnes handicapées;
- Répondre à toute demande d'information supplémentaire de la part d'AlterGo et ce, dans les délais prescrits;
- Remplir le rapport d'évaluation de l'année précédente et le transmettre à AlterGo, avant le 31 mars 2021, exception faite des camps de jour qui doivent transmettre leur rapport avant le 30 septembre 2020;
- Rembourser les sommes non dépensées.

Important
L'organisme qui a reçu une subvention l'année précédente devra avoir rempli et transmis le rapport d'évaluation au coordonnateur du programme pour recevoir le paiement.

9. BONNES PRATIQUES

Dans le but de contribuer à l'atteinte de l'objectif de la Politique de l'activité physique, du sport et du loisir, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) encourage les organismes bénéficiaires à :

- Devenir partenaire de la Carte accompagnement loisir[2];
- Offrir à son personnel une formation pour la sensibilisation à l'intégration des jeunes handicapés;
- Offrir des activités physiquement actives et qui favorisent le contact avec la nature;
- Pour les camps de jour, appliquer les balises du guide « Vers une intégration réussie en camp de jour » et faire son évaluation.

[2] Un organisme spécialisé pour les personnes handicapées peut être partenaire par son engagement dans la promotion de la CAL auprès de organismes promoteur d'activités de loisir et de sa clientèle et par le soutien à cette dernière pour compléter sa demande, au besoin.

10. PROCESSUS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'assistance financière sera accordée aux organismes après l'évaluation des demandes selon les critères décrits ci-après, et ce, jusqu'à l'épuisement des montants disponibles.

Tous les organismes admis au programme reçoivent du soutien financier. Toutefois, le MEES et la Ville de Montréal ne s'engagent pas à considérer la totalité de la demande d'un organisme.

À la suite des recommandations émises lors des rencontres d'évaluation des demandes de financement, le paiement de la subvention sera accordé et émis à l'organisme demandeur.

Les critères d'évaluation sont :

- Le nombre total d'accompagnateurs à embaucher ;
- Le nombre total d'heures d'accompagnement requis afin de répondre aux besoins des personnes ayant une limitation fonctionnelle.

10.1. Réémission de chèques

Dans le cas d'une demande de réémission de chèque pour un chèque perdu ou égaré, des frais de 50$ seront soustraits au montant attribué à l'organisme.

11. DATE LIMITE D'INSCRIPTION

Le formulaire dûment rempli doit être acheminé au plus tard le **20 mars 2020**.

Les demandes doivent être transmises **par courriel seulement** à l'adresse suivante : ana@altergo.ca.

Aucune demande reçue par la poste ne sera acceptée.

Le formulaire doit être envoyé **dans son format original**, il ne peut pas être scanné ou envoyé en PDF.

Aucune demande par télécopieur, par courrier postal ou en main propre ne sera acceptée.

Les formulaires incomplets ne seront pas analysés.

La correspondance sera adressée uniquement à la personne autorisée à répondre pour l'organisme tel que mentionné dans le formulaire de demande d'assistance financière.

Les organisations seront contactées au sujet de leur demande avant le 20 mai 2020.

Lexique

Montant demandé : montant demandé inscrit sur le formulaire par l'organisation

Montant révisé: montant recommandé suite à l'application des règles administratives régionales

Montant proraté : montant accordé en fonction des sommes disponibles

Montant dépensé: montant réellement dépensé, après analyse des rapports d'évaluation des organisations

Montant à rembourser : montants demandés, mais non utilisés pour des dépenses admissibles dans le cadre du programme d'accompagnement en loisir.

AlterGo

525, rue Dominion
Bureau 340
Montréal, Québec
H3J 2B4

514-933-2739

www.altergo.ca

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec **Ana Sosa,** Agente de programmes, Accessibilité universelle en loisir**, AlterGo.**
Par courriel : **ana@altergo.ca**
Par téléphone : 514 933-2739 poste 248

http://www.altergo.ca/fr/programmes/soutien-financier

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
  Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

• S’il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d’un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l’accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu’ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d’une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l’activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l’avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l’avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d’insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l’avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d’utilisation du logotype de la Ville et ses normes d’utilisation (disponible sur le site Internet à l’adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
• Respecter l’ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
• Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Contributions financières versées depuis 2017

Date du jour ***2020-02-18***

NOM_FOURNISSEUR	ALTERGO
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	2019	2020	Total général
Diversité sociale et des sports	CE16 1140	8 000,00 $				8 000,00 $
	CE16 1234	2 000,00 $				2 000,00 $
	CE17 0910	15 000,00 $				15 000,00 $
	CE17 1097	36 450,00 $	3 100,00 $			39 550,00 $
	CE17 1169	50 000,00 $				50 000,00 $
	CE18 1239		50 000,00 $			50 000,00 $
	CG17 0461	50 000,00 $	20 000,00 $			70 000,00 $
	CM15 0408	100 000,00 $	100 000,00 $			200 000,00 $
	CM15 0798	360 000,00 $	360 000,00 $			720 000,00 $
	CM16 0946	45 500,00 $	45 500,00 $			91 000,00 $
	CM16 0947		320 000,00 $	235 000,00 $		555 000,00 $
	CE19 0725			455 500,00 $		455 500,00 $
	CG19 0132			15 000,00 $		15 000,00 $
	CM19 1374				75 000,00 $	75 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**666 950,00 $**	**898 600,00 $**	**705 500,00 $**	**75 000,00 $**	**2 346 050,00 $**
Sud-Ouest	CA19 22 0372h			10 200,00 $		10 200,00 $
Total Sud-Ouest				**10 200,00 $**		**10 200,00 $**
Total général		**666 950,00 $**	**898 600,00 $**	**715 700,00 $**	**75 000,00 $**	**2 356 250,00 $**

Contrats de la Ville de Montréal - ALTERGO

Téléchargé à partir de l'adresse disponible sur ce lien

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-4ecccc3f1af023b8803ca61a5adac7ea4c5b3c29

Contrat	Acheteur: Diversité et inclusion sociale	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 56000.00$	Autorisé par: Fonctionnaires	Activité(s): Autres
date: 2019-07-09	Décision:	Dossier: 1357194
2198329004-Contrat de services professionnels à AlterGo pour la réalisation de 3 projets en accessibilité universelle.. Développement social. APPROUVÉ PAR : DEROME, JOHANNE.		

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-00a9f08c86f29260c0058d6d3c1f9266c8b9e8b3

Contrat	Acheteur: Diversité sociale et des sports	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 60500.00$	Autorisé par: Fonctionnaires	Activité(s): Autres
date: 2018-09-11	Décision:	Dossier: 1295728
2181643006-Contrat de services professionnels à AlterGo pour la réalisation de 4 projets en accessibilité universelle.. Développement social. APPROUVÉ PAR : DEROME, JOHANNE.		

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-b61d6fcba3811a9a9096931b43a91c945768e3b9

Contrat	Acheteur: Gestion et planification immobilière	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 2152.24$	Autorisé par: Fonctionnaires	Activité(s): Autres
date: 2018-04-25	Décision:	Dossier: 1269609
Consultant spécialisé en accessibilité universelle pour l'analyse des plans et devis à l'avancement 80% dans le cadre du projet de construction du nouveau complexe aquatique au Centre Rosemont (183) - incidences 14878. Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance. APPROUVÉ PAR : MANZONI DA SILVA, CARLOS.		

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-edd8d42729cf27970c02a634d98f0c3b09e8b23a

Contrat	Acheteur: Diversité sociale et des sports	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 5000.00$	Autorisé par: Fonctionnaires	Activité(s): Autres
date: 2017-06-22	Décision:	Dossier: 1210860
Octroyer un contrat de service de 5000$ (sans taxes) pour la participation au comité des partenaires en accessibilité universelle pour 2017.. Développement social. APPROUVÉ PAR : BASTIEN, NADIA.		

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-ee4e7dc38a7be7908c6811e74571460f6dadff75

Contrat	Acheteur: Diversité sociale et des sports	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 35500.00$	Autorisé par: Fonctionnaires	Activité(s): Autres
date: 2016-10-07	Décision:	Dossier: 1154253
AlterGO. Développement social. APPROUVÉ PAR : DEROME, JOHANNE.		

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-c5711dbc0eca8844a83c101e44fe2a0b87296cf2

Contrat	Acheteur: Culture	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 3149.62$	Autorisé par: Fonctionnaires	Activité(s): Autres
date: 2016-10-03	Décision:	Dossier: 1153239
Mois de l'AU - Service requis pour la mise sur pied des actions de comm visant la sensibilisation des médias et populations aux activités offertes dans le BM de la Ville de Montréal.. Bibliothèques. APPROUVÉ PAR : FILION, IVAN.		

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-c3801febfd36ae88bfb4d5eea86183250622f296

Contrat	Acheteur: Diversité sociale et des sports	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 3000.00$	Autorisé par: Fonctionnaires	Activité(s): Autres
date: 2016-04-28	Décision:	Dossier: 1069373
Réalisation de 15 formations en accessibilité universelle pour la compte de la Ville de Montréal. Développement social. APPROUVÉ PAR : BASTIEN, NADIA.		

Référence Open Contracting: ocds-a1234567-mt-35643f73f4ac16f3453dc3b1b1e75ea21a243cae

Contrat	Acheteur: ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST	Fournisseur / Bénéficiaire: ALTERGO
Montant: 8789.00$	Autorisé par: Conseils d'arrondissement	Activité(s): Arrondissements
date: 2016-02-05	Décision: CA16 22 0056	Dossier: 1153398007
APPROBATION DE LA RECONDUCTION DU BAIL PAR LEQUEL LA VILLE LOUE AU CENTRE D'INTÉGRATION À LA VIE ACTIVE POUR LES PERSONNES VIVANT AVEC UN HANDICAP PHYSIQUE DES LOCAUX SITUÉS AU 525, RUE DOMINION, POUR UNE PÉRIODE DE TROIS (3) ANS À COMPTER DU 1ER JANVIER 2016, MOYENNANT UN LOYER ANNUEL DE 8 875,76 $		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207986001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Accorder un soutien financier de 546 300 $ à AlterGo, pour l'année 2020, pour le redistribuer aux organismes financés par le Programme d'accompagnement en loisir de l'Île de Montréal (PALÎM) / Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à AlterGo, pour une somme maximale de 80 700 $, taxes incluses, pour la coordination dudit programme ainsi que la formation, pour l'année 2020, le tout dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver les deux projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207986001 PALIM ALTERGO.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1200138002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation de l'entente-cadre de service conclue avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée (CM18 0637) pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents, pour une période de 12 mois, soit du 29 mai 2020 au 28 mai 2021, pour une dépense estimée à 225 000 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser la prolongation de l'entente-cadre de service conclue avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée (CM18 0637) pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents, pour une période de douze (12) mois, soit du 29 mai 2020 au 28 mai 2021 ;
2. d'autoriser une dépense estimée à 225 000 $, taxes incluses, dans le cadre de la prolongation de l'entente-cadre d'approvisionnement conclue avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée;
3. d'imputer cette dépense de consommation au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-03-31 14:26

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200138002**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Centre de services partagés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation de l'entente-cadre de service conclue avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée (CM18 0637) pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents, pour une période de 12 mois, soit du 29 mai 2020 au 28 mai 2021, pour une dépense estimée à 225 000 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

L'entente-cadre actuelle émise par le Service de l'approvisionnement dans le cadre de l'appel d'offres public 18-16758 pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents pour les bibliothèques de la Ville de Montréal viendra à échéance le 28 mai 2020.
Le présent dossier a donc pour objet de se prévaloir de l'option de prolongation de cette entente-cadre aux mêmes conditions. En effet, l'article 15.02 des clauses administratives particulières du cahier de charges de l'appel d'offres 18-16758 porte sur la prolongation du contrat : « À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois. Cette période d'option peut être prise individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention, par écrit, à l'adjudicataire au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'adjudicataire. ».

L'adjudicataire, soit l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée, a confirmé l'acceptation de prolongation de contrat dans les délais et selon les termes prévus au contrat (voir le document rattaché en pièce jointe au sommaire décisionnel).

Cette prolongation sera applicable à compter du 29 mai 2020, sous réserve de l'approbation des membres du conseil municipal, pour se terminer le 28 mai 2021, selon les mêmes conditions que les soumissions présentées dans le cadre de l'appel d'offres 18-16758.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0637 en date du 30 mai 2018 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, avec Les Reliures Caron & Létourneau ltée pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents - Appel d'offres public 18-16758 (1 soum.).
CM17 0448 en date du 19 avril 2017 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre et

autoriser une dépense de 243 000 $ pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents pour les bibliothèques de Montréal pour douze mois, soit du 25 mai 2017 au 25 mai 2018, dans le cadre du contrat à Les Reliures Caron & Létourneau ltée (CM14 0482).

CM14 0482 - 26 mai 2014 : Conclure avec la firme Les reliures Caron et Létourneau ltée une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents suite à l'appel d'offres public 14-13482 (1 soum.).

CM14 0287 en date du 25 mars 2014 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Les Reliures Caron et Létourneau ltée pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 28 juin 2014, pour la fourniture de différents types de services de reliure de documents pour les bibliothèques de Montréal, selon les mêmes termes et conditions stipulées aux documents de l'appel d'offres public 12-12979.

DESCRIPTION

Ce contrat porte sur la fourniture, sur demande, de différents types de services de reliure de documents, tels que décrits aux documents d'appel d'offres. Le service de reliure de documents est requis afin de solidifier les livres et en maximiser l'usage au bénéfice des citoyennes et citoyens qui fréquentent les bibliothèques de la Ville de Montréal. Les documents visés par le présent appel d'offres peuvent se présenter sous forme de livre ou périodique, dans un état neuf ou usagé; chaque besoin requiert un type de reliure spécifique qui prolongera la durée de vie du document.
Cette entente de prolongation sera valide pour une période de douze (12) mois à partir de la date d'octroi, selon les mêmes termes et conditions.

JUSTIFICATION

Il est recommandé de maintenir les services actuels et de prolonger l'entente-cadre d'approvisionnement existante qui garantit à la Ville de Montréal les mêmes conditions qu'en 2018, et ce, pour une période de douze (12) mois.
De plus, cette prolongation permettra à la Ville de Montréal de bénéficier des conditions avantageuses obtenues lors de l'appel d'offres 18-16758.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets du Centre des services partagés – bibliothèques, de la Direction des bibliothèques du Service de la culture.

- Montant octroyé lors de l'appel d'offres public 18-16758 en 2018 : 590 220,71 $ taxes incluses (513 347 $ avant taxes)
- Montant estimé qui sera dépensé au 28 mai 2020 dans l'entente-cadre liée à l'appel d'offres public 18-16758 : : 414 782 $ (taxes incluses). Ce montant correspond à la somme cumulative de tous les achats effectués depuis le début de l'entente-cadre, incluant l'estimation des dépenses d'ici la date d'échéance de cette entente-cadre.
- Montant estimé par la prolongation de l'entente-cadre d'approvisionnement de douze (12) mois : 225 000 $ (taxes incluses), majorant ainsi le montant à 639 782 $ (taxes incluses). L'estimation de 225 000 $ est basée sur les dépenses effectuées durant l'entente cadre c'est-à-dire du 28 mai 2018 au 17 mars 2020 ainsi que sur le montant des dépenses estimés du 17 mai 2020 au mai 2020. .

- La prolongation de l’entente-cadre avec l'entreprise Les Reliures Caron & Létourneau Ltée garantit à la Ville de Montréal des prix identiques à ceux établis en 2018 lors de l’appel d’offres 18-16758.
- Les dépenses seront assumées à 100 % par la ville centre, soit par l’entremise du Centre de services partagés — bibliothèques, de la Direction des bibliothèques, au Service de la culture. Les montants sont déjà prévus dans son budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Agenda 21 de la culture appuie la culture comme quatrième pilier du développement durable.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l’accès à la lecture, à l’information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

La reliure et la protection des livres visent la prolongation de la vie utile des documents ce qui évite leur remplacement.

De plus, l'entreprise Les Reliures Caron et Létourneau Ltée, utilise du papier et de carton recyclé pour effectuer la reliure. Les cartons et papiers utilisés sont de couleur naturelle, donc sans utilisation de produit chimique pour les traitements de blanchissement. Les surplus et excédents de papiers ou cartons sont envoyés au recyclage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente-cadre facilitera le processus d’approvisionnement quant à la demande de services de reliure et permet à la Ville de faire des économies de volume.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Assure le renouvellement de l’entente dans les délais prévus afin d’être prêt dès la relance. Cette entente sans imputation budgétaire ne comporte aucun risque financier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation de l'entente à compter du 29 mai 2020.
Fin de l'entente : le 28 mai 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle politique culturelle pour la période de 2017-2022. Dans le cadre de cette politique, la Ville s’engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l’âme et de l’identité montréalaise et qu’elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;

- le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté ».

Le Prix s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra COURT
chef de division

Tél : 514-872-6563
Télécop. : 514-872-4911

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Alexandra COURT
C/d Centre de services partagés - Bibliothèques

Tél : 514 872-6563
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2020-03-30

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 4 mars 2020

Madame Mélissa Durand
Présidente Directrice générale
Les Reliures Caron et Létouneau Ltée
651, rue de la Gare
Labelle (Québec) J0T 1H0

Courriel : melissadurand@relcarlet.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 18-16758
SERVICE DE RELIURE DE DOCUMENTS POUR LES BIBLIOTHÈQUES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du **29 mai 2020** au **28 mai 2021** et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, j'autorise la Ville de Montréal à conserver la garantie d'exécution fournie pour la durée initiale du contrat sous forme de chèque certifié au montant de 17 706, 62 $.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à andres.larmat@montreal.ca **au plus tard le 13 mars 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Hauck DURAND — 13 mars 2020
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Andrés Larmat
Agent d'approvisionnement II
Courriel : andres.larmat@montreal.ca

13.05 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.06 Effet de la résiliation

13.06.01 Contrepartie

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, déboursés et sommes représentant la proportion du Contrat exécutée jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

13.06.02 Retour

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE tous les documents et le matériel qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du Contrat, dans un délai de DIX (10) jours suivant la résiliation du Contrat.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour de l'envoi de l'Avis d'Adjudication à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE.

15.00 DURÉE

15.01 Expiration

Le Contrat expire après une période de DEUX (2) an(s) à compter de son entrée en vigueur, à moins qu'il y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat.

15.02 Renouvellement

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour UNE (1) période(s) additionnelle(s) de DOUZE (12) mois chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention, par écrit, à l'ADJUDICATAIRE au moins TRENTE (30) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE.

15.03 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES, après l'expiration du

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-16758

Agent d'approvisionnement
Roxana Racasan Oancea

Conformité Oui

								Données	
Soumissionnaires	**Num. du Lot**	**Descreption du lot**	**Num. d'Item**	**Description d'item**	**Qté par période**	**Unité de mesure**	**Prix unitaires**	**Montant sans taxes**	**Montant taxes incluses**
LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE									
	LOT1	Année 1	1	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs)	2740	ch	8,30 $	22 742,00 $	26 147,61 $
			2	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) en 5	2740	ch	7,30 $	20 002,00 $	22 997,30 $
			3	Reliure de tyveck plastifiée (volumes usagés)	7650	ch	8,55 $	65 407,50 $	75 202,27 $
			4	Reliure dans la même couverture (volumes neufs)	7875	ch	6,70 $	52 762,50 $	60 663,68 $
			5	Reliure de volumes usagés (autre que reliure plastifiée	1350	ch	9,10 $	12 285,00 $	14 124,68 $
			6	Reliure de bougran avec demi-plastification des plats si possible (volumes neufs)	30	ch	10,45 $	313,50 $	360,45 $
			7	Reliure de périodiques	30	ch	10,70 $	321,00 $	369,07 $
			8	Renforcement plastifié	500	ch	5,90 $	2 950,00 $	3 391,76 $
			9	Plastification de jaquettes	1000	ch	6,65 $	6 650,00 $	7 645,84 $
			10	Reliure dans la même couverture (volumes neufs) en 10 exemplaires et plus	7875	ch	6,55 $	51 581,25 $	59 305,54 $
			11	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) en 10 exemplaires et plus	1370	ch	6,95 $	9 521,50 $	10 947,34 $
		Année 1 Traitements particuliers	12	Contreplats à décoler	2000	ch	1,05 $	2 100,00 $	2 414,48 $
			13	Photocopie noir et blanc	1000	ch	0,75 $	750,00 $	862,31 $
			14	Photocopie couleur	2625	ch	1,75 $	4 593,75 $	5 281,66 $
			15	Couture à surjet (oversewing)	25	ch	1,50 $	37,50 $	43,12 $
			16	Traitement de papier glacé	2500	ch	0,50 $	1 250,00 $	1 437,19 $
			17	Livres de plus de 32 cm	1000	ch	0,50 $	500,00 $	574,88 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-16758

Agent d'approvisionnement
Roxana Racasan Oancea

Conformité Oui

								Données	
Soumissionnaires	**Num. du Lot**	**Descreption du lot**	**Num. d'Item**	**Description d'item**	**Qté par période**	**Unité de mesure**	**Prix unitaires**	**Montant sans taxes**	**Montant taxes incluses**
LES RELIURES CARON	LOT1	Année 2	1	Reliure de tyveck plastifiée	2740	ch	8,55 $	23 427,00 $	26 935,19 $
			2	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) en 5 exemplaires et plus	2740	ch	7,55 $	20 687,00 $	23 784,88 $
			3	Reliure de tyveck plastifiée (volumes usagés)	7650	ch	8,80 $	67 320,00 $	77 401,17 $
			4	Reliure dans la même couverture (volumes neufs)	7875	ch	6,90 $	54 337,50 $	62 474,54 $
			5	Reliure de volumes usagés (autre que reliure plastifiée	1350	ch	9,40 $	12 690,00 $	14 590,33 $
			6	Reliure de bougran avec demi-plastification des plats si possible (volumes neufs)	30	ch	10,75 $	322,50 $	370,79 $
			7	Reliure de périodiques	30	ch	11,00 $	330,00 $	379,42 $
			8	Renforcement plastifié	500	ch	6,10 $	3 050,00 $	3 506,74 $
			9	Plastification de jaquettes	1000	ch	4,95 $	4 950,00 $	5 691,26 $
			10	Reliure dans la même couverture (volumes neufs) en 10 exemplaires et plus	7875	ch	6,75 $	53 156,25 $	61 116,40 $
			11	Reliure de tyveck plastifiée (volumes neufs) en 10 exemplaires et plus	1370	ch	7,15 $	9 795,50 $	11 262,38 $
		Année 2 Traitements particuliers	12	Contreplats à décoler	2000	ch	1,10 $	2 200,00 $	2 529,45 $
			13	Photocopie noir et blanc	1000	ch	0,80 $	800,00 $	919,80 $
			14	Photocopie couleur	2625	ch	1,80 $	4 725,00 $	5 432,57 $
			15	Couture à surjet (oversewing)	25	ch	1,55 $	38,75 $	44,55 $
			16	Traitement de papier glacé	2500	ch	0,50 $	1 250,00 $	1 437,19 $
			17	Livres de plus de 32 cm	1000	ch	0,50 $	500,00 $	574,88 $
Total (LES RELIURES CARON ET LÉTOURNEAU LTÉE)								**513 347,00 $**	**590 220,71 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1208528003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder 2 contrats aux firmes Accessoires Outillage limitée (lot 1 : 546 628,86$, taxes incluses) et Cubex ltée (lot 2 :215 741,67 $, taxes incluses) pour la location de 8 balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit (8) mois – sans options de renouvellement - Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 575 217,75 $ pour le lot 1 et de 225 271,30 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 19-17915 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Cubex ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de deux (2) balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit (8) mois, pour une somme maximale de 215 741,67 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17915;
2. d'autoriser une dépense de 9 529,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de recommander au conseil municipal :

4. d'accorder à Accessoires Outillage limitée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de six (6) balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien pour une période de huit (8) mois, pour une somme maximale de 546 628,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17915 ;

5. d'autoriser une dépense de 28 588,89 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

6. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-03-30 13:28

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208528003**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder 2 contrats aux firmes Accessoires Outillage limitée (lot 1 : 546 628,86$, taxes incluses) et Cubex ltée (lot 2 :215 741,67 $, taxes incluses) pour la location de 8 balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit (8) mois – sans options de renouvellement - Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 575 217,75 $ pour le lot 1 et de 225 271,30 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 19-17915 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et des services centraux.
Du printemps à l'automne, la grande quantité de débris sur la chaussée et les pistes cyclables requiert des opérations particulières d'entretien. Les débris, abrasifs et feuilles sont alors laissés au sol, bloquant les puisards et formant des amas glissants. Le passage des balais de rues offre un nettoyage adéquat. Afin d'assurer un entretien performant, du printemps à l'automne, les arrondissements utilisent les balais de rue pour une durée de 8 mois.

L'estimation de la quantité de balais de rue requise pour l'année 2020 est de onze (11) unités. Cependant, après sollicitation du marché, seuls 8 balais de rue mécanique étaient offerts par les 2 fournisseurs conformes : Six (6) balais de rue ont été proposés par Accessoires Outillage Limitée et deux (2) balais de rue ont été proposés par Cubex.

L'impact est que certaines opérations d'entretien soient affectées. Les deux arrondissements concernés sont Ville-Marie et MHM pour respectivement 2 et 1 unité.

Cependant, l'arrondissement Ville-Marie dispose présentement de 2 équipements moins récents que ceux que lui aurait fourni ce contrat, lesquels seront quand même en mesure d'opérer pour la prochaine saison.

Pour ce qui est de l'arrondissement MHM, le besoin opérationnel était de 6 unités, cependant, l'arrondissement qui disposera d'actifs plus récents sera quand même en mesure d'effectuer ses opérations d'entretien en répartissant notamment la charge de travail de la 6ème unité prévue sur les 5 autres équipements d'entretien acquis.

Au sens strict, il n'y aura un manque de balai que pour MHM. Tel que signifié plus haut, la charge de travail sera répartie sur 5 balais mécaniques au lieu de 6.

Pour Ville-Marie, l'arrondissement utilisera simplement des actifs moins récents. Le Service du Matériel roulant supportera l'arrondissement en cas de bris mécanique ou d'indisponibilité du ou des véhicules comme ce fut le cas au cours des dernières années.

Le présent dossier nécessite l'approbation du Conseil Municipal, car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence locale de la Ville supérieure à 500 000 $.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 19-17915, l'octroi du contrat se fait en entier aux plus bas soumissionnaires conformes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1265 – 22 octobre 2018 : 1) Conclure une entente-cadre avec Accessoires Outillage limitée, pour la location saisonnière de balais de rue, sans opérateur et avec entretien, pour un terme de 9 ans - entente comportant une clause d'utilisation maximale de 5 ans par appareil à raison de 8 mois par année - Appel d'offres public 18-16940 (3 soum.) / Autoriser une dépense de 13 398 294,80 $, taxes et contingences incluses, pour la location saisonnière de 26 balais de rue, sans opérateur et avec entretien, pour une période de 5 ans, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Accessoires Outillage limitée / Ajuster la base budgétaire du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) de 855 800 $, pour les années 2020 à 2022, conformément aux informations financières inscrites à la certification des fonds.
CA16 27 0037 - 2 février 2016 - Prolonger le contrat de gré à gré de la compagnie Cubex limitée (fournisseur unique), pour la location de deux (2) balais aspirateurs compacts de marque Ravo 5XL pour une période de près de trois (3) ans, soit d'avril 2017 à novembre 2019, au prix de sa soumission, soit 430 282,40 $, taxes incluses et autoriser une dépense de 495 990,23 $, taxes incluses.

CA16 27 0036 - 2 février 2016 - Attribuer à la compagnie Cubex limitée (fournisseur unique), un contrat de gré à gré de 607 435,84 $, taxes incluses, pour la location de deux (2) balais aspirateurs compacts de marque Ravo 5XL pour une période de près de quatre (4) ans, soit d'avril 2016 à novembre 2019, et autoriser une dépense de 673 143,67 $, taxes incluses. Autoriser la mise au rancart des véhicules 539-07151 et 539-07322.

CA14 27 0412 - 2 décembre 2014 - Attribuer un contrat de 773 493,85 $, taxes incluses à la firme Accessoires Outillage Limitée pour la location de deux (2) balais de rue pour 5 ans, soit d'avril 2015 à novembre 2019, autoriser une dépense de 805 993,85 $, taxes incluses, et autoriser la mise au rancart du véhicule 539-00043.

CG13 0474 – 19 décembre 2013 : Conclure avec la firme Accessoires Outillage limitée, une entente-cadre d'une durée de 4 ans, pour l'achat ou la location de balais de rue de type aspirateur, montés sur des châssis de camion à cabine avancée de marque Autocar, suite à l'appel d'offres public 13-13050 (3 soum.), (Montant estimé de l'entente : 13 888 052,15 $)

CM10 0143 - 22 février 2010 : Conclure avec la firme Groupe Gemec inc., une entente-cadre collective d'une durée de 4 ans, pour la location de balais de rue de type aspirateur, sans opérateur, avec entretien, suite à l'appel d'offres public 09-11187 (3 soum.) (Montant estimé de l'entente 7 128 914,10 $)

DESCRIPTION

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 4 décembre 2019 dans le quotidien le Journal de Montréal et via le système électronique SÉAO. L'ouverture des soumissions a été le 14 janvier 2020. Le délai total accordé aux soumissionnaires fût de quarante-trois (43) jours.
Règle d'adjudication (Régie 1,12,01) Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat à un ou plusieurs SOUMISSIONNAIRES conformes, en fonction du plus bas prix et de la capacité par attribution partielle. La capacité maximale de balais(s) disponible(s) du SOUMISSIONNAIRE servira à déterminer quelle proportion du contrat lui sera octroyée.

1 addenda a été émis durant la période de sollicitation :
· Addenda no 1 émis le 18 décembre 2019 : pour modifier l'exigence de la responsabilité légale

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour la location saisonnière de 8 balais de rue (sans opérateur et avec entretien) dédiés principalement au nettoyage des pistes cyclables pour un terme de 8 mois. Le contrat comporte une option de 2 semaines supplémentaires au début ou à la fin de la période de location. Le prix inclut l'entretien et les réparations ainsi que les frais de déplacement du technicien.

Cette acquisition vise le remplacement de 6 balais de rue et de 2 voiturettes aspirateurs dont le contrat de location est échu et pour lesquels les critères de désuétude sont atteints: 109-03663, 109-07406, 539-01548, 539-94169, 539-15170, 539-16227 et 539-16228, 539 -15169.

Les nouveaux appareils seront attitrés aux arrondissements suivants :

· Saint-Laurent : 1 (fin de contrat de location voir résolution **CA14 27 0412**)
· Lachine : 1 (fin de contrat de location)
· Outremont : 1 (fin de vie utile selon les critères de désuétude)
· Mercier-Hochelaga-Maisonneuve : 5 (fin de contrat de location - voir résolutions **CA16 27 0037**, **CA14 27 0412** et **CA16 27 0036**)

Des véhicules fiables, sécuritaires et en bonne condition sont indispensables aux opérations de nettoyage assumées par les arrondissements.

Entretien et réparation

Durant toute la durée du contrat, l'adjudicataire aura la responsabilité entière de l'entretien, de la réparation et des ajustements des balais (système de balayage et châssis porteur). A ce titre, il aura la responsabilité de s'assurer que les balais de rue rencontrent les normes de performance, de qualité et d'entretien recommandées par le manufacturier.

Dans son devis technique, le SMRA a balisé les délais accordés aux interventions de maintenance et de réparation de façon à ne pas impacter les opérations de nettoyage et ainsi offrir un service de qualité aux citoyens:

· Pour les travaux qui ne requièrent pas une immobilisation de l'appareil, l'adjudicataire devra procéder aux travaux dans un délai de 24 heures suivant l'appel de service.
· Pour les travaux qui nécessitent une immobilisation de l'appareil, l'adjudicataire devra procéder aux travaux dans un délai de 12 heures suivant l'appel de service.

Lorsque l'adjudicataire ne peut rencontrer les délais exigés par la Ville, celui-ci devra fournir, sans frais supplémentaire, un balai de remplacement dans un délai de 24 heures.

Provision - Bris qui peuvent être facturés

Le taux de location comprend les frais d'entretien et de réparation liés à un usage normal des appareils. La Ville est responsable des bris suite à un usage abusif, à un accident, à une négligence ou à un acte de vandalisme. Une provision correspondant à 5 % du coût du contrat de la location a été prévue pour payer, si requis, les coûts liés aux bris qui peuvent être facturés.

Autres modalités
Les prix soumis sont fermes pour les commandes émises pendant la période de validité de la soumission qui est 120 jours (jusqu'au 13 mai 2020).

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présent les résultats de l'appel d'offres public 19-17915 pour lequel il y a eu 2 preneurs du cahier des charges.
L'appel d'offres ne comportait qu'un seul lot.

L'objectif initial était de n'avoir qu'un seul adjudicataire pour répondre de façon unique à l'ensemble des besoins qui se chiffrait à 11 unités pour l'ensemble de la Ville. Devant l'incapacité du plus bas soumissionnaire à répondre à l'ensemble de ces besoins (6/11), nous avons la possibilité d'accorder au 2 ème plus bas soumissionnaire conforme, la balance des actifs requis par la Ville.

L'estimation de la Ville pour 11 balais est de 963 879,55$ taxes incluses.

Sans taxes
6 balais de rue : Accessoires Outillage limitée (475 432,8$)
2 balais de rue : Cubex ltée (187 642,24$)

Avec taxes
6 balais de rue : Accessoires Outillage limitée (546 628,86$)
2 balais de rue : Cubex ltée (215 741,67$)

Dans le but d'avoir une base comparative commune, les montants soumissionnés par les 2 fournisseurs et l'estimation de la Ville ont été ramenés au coût unitaire annuel.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS (unitaire pour 1 an)** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Accessoires Outillage limitée	91 104,81	0	91 104,81
Cubex ltée	107 870,83	0	107 870,83
Dernière estimation réalisée ($)	87 625,41	0	87 625,41
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			3 479,40 3,97
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			16 766,02 18,40

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*

Le fait d'avoir obtenu une offre pour seulement 8 balais démontre que le marché est limité dans ce qu'il peut offrir. Ceci peut expliquer l'écart de 18,4% entre les 2 soumissionnaires.

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
ADJUDICATAIRE 1 : Acessoires Outillage	546 628,86	28 588,89	575 217,75
ADJUDICATAIRE 2 : Cubex	215 741,67	9 529,63	225 271,30
Dernière estimation réalisée ($)	963 879,55	0,00	963 879,55
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			738 608,25
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			76,63
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			349 946,45
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			155,34

4-Le calcul des contingences se fait comme suit :
Contingences de l'adjudicataire 1 = (La somme des montants taxes incluses de l'adjudicataire 1 et 2) * 5% * 6/8
Contingences de l'adjudicataire 2 = (La somme des montants taxes incluses de l'adjudicataire 1 et 2) * 5% * 2/8

5- Justification des écarts entre les 2 fournisseurs :
L'importante différence de prix constatée s'explique essentiellement par la différence des modèles d'affaires adoptée par chacun des fournisseurs que sont Accessoires Outillage et Cubex Limité. Accessoires Outillage achète des châssis en volume important ce qui lui permet d'obtenir des coûts préférentiels et assemble par la suite lui-même, ses balais de rue mécaniques. Tandis que Cubex Limitée achète des véhicules déjà assemblés auprès des manufacturiers.
Accessoire Outillage dispose donc de plus de marge de manœuvre et peut offrir des prix nettement plus compétitifs que son concurrent. La différence de prix s'explique également par le fait que ce marché ne dispose que de très peu de fournisseurs.

6-Justification de l'écart entre l'estimation de la Ville et l'adjudicataire 1 : L'écart entre l'estimation de la Ville et le plus bas soumissionnaire conforme est de 3.97% lorsqu'il est comparé sur une base unitaire. Ce montant est tout à fait acceptable.

7-Justification de l'écart entre l'estimation de la Ville et l'adjudicataire 2 :
L'objectif initial était de n'avoir qu'un seul adjudicataire pour répondre de façon unique à l'ensemble des besoins qui se chiffrait à 11 unités pour l'ensemble de la Ville. Devant l'incapacité du plus bas soumissionnaire à répondre à l'ensemble de ces besoins (6/11), nous avons la possibilité d'accorder au 2 ème plus bas soumissionnaire conforme, la balance des actifs requis par la Ville. C'est un marché qui a une offre très limitée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant maximal de 734 264,44$ (net de ristourne) incluant les contingences sera financé par le budget de fonctionnement du SMRA.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La motorisation des balais de rue respecte les normes de l'EPA (Environmental Protection Agency), l'Agence Américaine de Protection de l'Environnement en matière de réduction des émissions polluantes dans l'air. Cette acquisition répond donc aux objectifs de la Ville en matière de développement durable.
Le balai de rue à motorisation 100% électrique du type visé par l'appel d'offres 19-17915 n'est pas un produit offert sur le marché. Il est en développement en Europe et n'est pas encore disponible en Amérique du Nord

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permettra des opérations de nettoyage rapides et efficaces. Le fait de ne pas recourir à ces services d'appareils pourrait retarder de façon importante les opérations de ménage du printemps et empêcher le ramassage des feuilles à l'automne.
Ne pas conclure le contrat de location alourdirait le processus d'approvisionnement des balais de rue en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume.

La location avec entretien d'un appareil à utilisation saisonnière permet à la Ville de bénéficier de véhicules outils récents à moindre coûts, de diminuer les coûts d'entretien et de réparation, de même que de réduire les frais de gestion rattachés à cette catégorie d'actifs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Considérant le ralentissement actuel des opérations, et le probable décalage du début des activités consécutifs à la situation de la COVID-19, nous n'anticipons aucun impact significatif pour la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Émission du bon de commande en avril 2020
· Livraison des véhicules en avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Renée VEILLETTE, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Renée VEILLETTE, 30 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jason BERTEAU
Agent de recherche

Tél : 514-872-1092
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2020-03-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208528003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder 2 contrats aux firmes Accessoires Outillage limitée (lot 1 : 546 628,86$, taxes incluses) et Cubex ltée (lot 2 :215 741,67 $, taxes incluses) pour la location de 8 balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit (8) mois – sans options de renouvellement - Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 575 217,75 $ pour le lot 1 et de 225 271,30 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 19-17915 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17915_Intervention_«SMRA» Octroi par capacité.pdf
19-17915 pv.pdf
19-17915_DetCah.pdf
19-17915_TCP_VF_approuvé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17915

Numéro GDD : 1208528003

Titre de l'appel d'offres : Location pour une (1) période de huit (8) mois de balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 4 - 12 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 6 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 18 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 43 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 5 - 2020

Date d'échéance révisée : 13 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité
ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITÉE	546 628,86 $	√	6

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité
CUBEX LTÉE	215 741,67	√	2

Information additionnelle

Règle d'adjudication (Régie 1,12,01) Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat à un ou plusieurs SOUMISSIONNAIRES conformes, en fonction du plus bas prix et de la capacité par Attribution partielle. La capacité maximale de balais(s) disponible(s) du SOUMISSIONNAIRE servira à déterminer quelle proportion du contrat lui sera octroyée.

Deux des 4 preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres car l'un est sous-contractant pour un adjudicataire et l'autre ne peux répondre à nos exigences.

Préparé par : Renée Veillette

Le 30 - 3 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 19-17915
Titre : Location pour une (1) période de huit (8) mois de balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien
Date d'ouverture des soumissions : 14 janvier 2020

LOT 1 Numéro d'item	Location de balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien. Pour chaque appareil, il s'agit d'une location de huit (8) mois consécutifs	Quantité mensuelle prévisionnelle	ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITÉE			CUBEX LTÉE		
			Quantité en fonction de la capacité du soumissionnaire	Prix unitaire	Prix unitaire (nombre de balais disponible xprix unitaire)	Quantité en fonction de la capacité du soumissionnaire	Prix unitaire (nombre de balais disponible xprix unitaire)	Montant total
			Nombre de balais disponibles (Capacité du soumisisonnaire)	6		Nombre de balais disponibles (Capacité du soumisisonnaire)	2	
1	Location 11 appareils 11 appareils 8 mois = 88 mensualités	88	48	8 494,00 $	407 712,00 $	16	10 000,00 $	160 000,00 $
2	OPTION: Location de deux (2) semaines supplémentaires au début ou à la fin de la période de location. 11 appareil = 11 location (unité de mesure, unitaire)	11	6	4 250,00 $	25 500,00 $	2	5 000,00 $	10 000,00 $
3	Taux horaire Représente le taux horaire du service routier pour effectuer la réparation au point d'arrivée. 11 appareil = 704 heures (unité de mesure, heure)	11	384	94,00 $	36 096,00 $	128	110,00 $	14 080,00 $
4	Taux au kilométrage Taux au kilométrage C'est un taux combiné incluant, l'appel de service, l'ouverture de dossier si requis, les frais et le temps de déplacement de l'unité mobile ainsi que les frais du technicien en déplacement. 11 appareil = 7744 kilomètres (unité de mesure, kilomètre)	11	4224	1,45 $	6 124,80 $	1408	2,53 $	3 562,24 $
		Total avant taxes			475 432,80 $			187 642,24 $
		TPS 5 %			23 771,64 $			9 382,11 $
		TVQ 9,975 %			47 424,42 $			18 717,31 $
		Montant total			546 628,86 $			215 741,67 $

Numéro de l'appel d'offres : 19-17915
Titre : Location pour une (1) période de huit (8) mois de balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien
Date d'ouverture des soumissions : 14 janvier 2020

LOT 1 Numéro d'item	Location de balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien. Pour chaque appareil, il s'agit d'une location de huit (8) mois consécutifs	Quantité mensuelle prévisionnelle	ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITÉE			CUBEX LTÉE		
			Quantité en fonction de la capacité du soumissionnaire	Prix unitaire	Prix unitaire (nombre de balais disponible xprix unitaire)	Quantité en fonction de la capacité du soumissionnaire	Prix unitaire (nombre de balais disponible xprix unitaire)	Montant total
Formulaire de soumission signé				OUI			OUI	
Achat du cahier des charges sur le SEAO				OUI			OUI	
Addendas (inscrire N/A ou le nombre)				1 émit le 18 décembre 2019			1 émit le 18 décembre 2019	
Numéro NEQ				1143395730			1170198106	
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)				Oui			Oui	
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)				Oui			Oui	
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»				Oui			Oui	
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»				Oui			Oui	
Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)				Oui			Oui	
Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP)				Non requis			Non requis	
Garantie de soumission				Oui - Chèque			Oui - Cautionnement	
on cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»				Non requis			Oui	
Autres conditions d'admissibilité ou documentd requis								
Validation conformité CNESST				Oui - 13 janvier 2020			Oui - 16 janvier 2020	
Liste des sous-contractants				Oui			Non-requis	
Avenant de Responsabilité civile				Oui			Non	

Remarque : Règle d'adjudication (Régie 1,12,01) Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat à un ou plusieurs SOUMISSIONNAIRES conformes, en fonction du plus bas prix et de la capacité par Attribution partielle. La capacité maximale de balais(s) disponible(s) du SOUMISSIONNAIRE servira à déterminer quelle proportion du contrat lui sera octroyée.

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date :** 16 janvier 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17915
Numéro de référence : 1325493
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Location pour une (1) période de huit (8) mois de balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Accessoires Outillage Limitee 8755 St-Laurent Montréal, QC, H2N 1M2 http://aolaml.com NEQ : 1143395730	Monsieur Sylvain Mallette Téléphone : 514 387-6466 Télécopieur : 514 387-4054	**Commande : (1671654)** 2019-12-05 8 h 33 **Transmission :** 2019-12-05 8 h 33	3226493 - 19-17915 - Addenda no 1 - Modifications 2019-12-18 11 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cubex Ltée 850 Boucher Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 7Z8 http://www.cubexltd.com NEQ : 1144713683	Monsieur Claude Halley Téléphone : 450 349-5846 Télécopieur : 450 349-4155	**Commande : (1671640)** 2019-12-05 8 h 09 **Transmission :** 2019-12-05 8 h 09	3226493 - 19-17915 - Addenda no 1 - Modifications 2019-12-18 11 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Entretiens J.R. Villeneuve 906 Jacques Paschini Bois-des-Filion, QC, J6Z 4W4 http://www.balayagevilleneuve.com	Monsieur Jean Villeneuve Téléphone	**Commande : (1681729)** 2020-01-13 12 h 45	3226493 - 19-17915 - Addenda no 1 - Modifications 2020-01-13 12 h 45 -

	NEQ : 1140399651	: 450 434-5083 Télécopieur : 450 434-7422	**Transmission :** 2020-01-13 12 h 45	Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	FST Canada Inc 8620 rue Jarry Anjou Montréal, QC, H1J1X7 http://www.jjei.com NEQ : 1171680722	Madame Cheryl Hoover Téléphone : 705 733-7700 Télécopieur : 705 733-8800	**Commande : (1672762)** 2019-12-09 14 h 41 **Transmission :** 2019-12-09 14 h 41	3226493 - 19-17915 - Addenda no 1 - Modifications 2019-12-18 11 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208528003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder 2 contrats aux firmes Accessoires Outillage limitée (lot 1 : 546 628,86$, taxes incluses) et Cubex ltée (lot 2 :215 741,67 $, taxes incluses) pour la location de 8 balais de rue compacts de type aspirateur, d'une capacité nominale minimale de 6,5 vg³, sans opérateur, avec entretien, pour une période de huit (8) mois – sans options de renouvellement - Dépense totale avec frais de contingences et toutes taxes incluses de 575 217,75 $ pour le lot 1 et de 225 271,30 $ pour le lot 2 - Appel d'offres public 19-17915 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208528003 - Location balais aspirateur.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-01

Lucie HUARD
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-1093
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1197000001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division conception et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, STANTEC EXPERTS-CONSEILS, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-LAVALIN pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes incluses incluants 6 565 162,76 $ en honoraires professionnels et 1 641 290,69 $ en déboursés - Appel d'offres public 19-17880 - 7 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1 - de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de 48 mois avec une possibilité de prolongement de 12 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels d'ingénierie, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17880;

Firmes	**Articles**	**Montant (taxes incluses)**
WSP	CONTRAT # 1	2 561 678,93 $
STANTEC EXPERTS-CONSEILS	CONTRAT # 2	2 234 412,65 $
CIMA+ S.E.N.C	CONTRAT # 3	1 824 653,25 $
SNC-LAVALIN	CONTRAT # 4	1 585 708,61 $

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de l'urbanisme et de la mobilité, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-24 14:13

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197000001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division conception et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, STANTEC EXPERTS-CONSEILS, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-LAVALIN pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes incluses incluants 6 565 162,76 $ en honoraires professionnels et 1 641 290,69 $ en déboursés - Appel d'offres public 19-17880 - 7 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est responsable de 581 structures routières et connexes (ponts, tunnels, ponts d'étagement, ponts ferroviaires, passerelles et tunnels piétonniers, murs de soutènement, escaliers structuraux, quais de déversement de neige) répartis dans 19 arrondissements sur l'ensemble du territoire.
La majorité de ces structures ont été construites avant 1970. Ces structures vieillissantes sont soumises à des charges de circulation qui ont augmenté depuis leur construction et sont soumises à des effets agressifs de leur environnement (sels de déglaçage, gel/dégel, réaction chimique alcali-granulat, impacts de véhicules, etc.).

En vue de préserver la pérennité et la fonctionnalité des structures ainsi que la sécurité des usagers, des interventions sont requises sur ces structures pour les inspecter, évaluer, réparer ou reconstruire.

Dans ce contexte, un appel d'offres public pour des services d'ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des structures routières (projet 19-03) a été mené par le Service de l'approvisionnement afin de solliciter le marché à cet effet. L'appel d'offres visait l'octroi de quatre (4) ententes-cadres.

L'appel d'offres a été publié le 28 octobre 2019 sur le site électronique d'appel d'offres (SEAO) du 28 octobre 2019 au 3 décembre 2019 pour une durée de publication de 35 jours. L'addenda 4 émis le 26 novembre 2019 a décalé la date d'ouverture des soumissions d'une semaine, soit au 10 décembre 2019. La durée de la publication a été de 42 jours calendrier, ce qui respecte le délai minimal requis.

La soumission est valide pendant les cent quatre-vingts (180) jours suivant sa date d'ouverture, soit jusqu'au 7 juin 2020.

Cinq (5) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications apportées aux documents d'appel d'offres :

· Addenda 1 émis le 12 novembre 2019 : Modification de la clause de renouvellement et réponse aux questions;

· Addenda 2 émis le 18 novembre 2019 : Modification de certains articles de la Régie et réponse aux questions;

· Addenda 3 émis le 21 novembre 2019 : Réponses aux questions;

· Addenda 4 émis le 26 novembre 2019 : Report de la date d'ouverture des soumissions, modification du bordereau et réponse aux questions;

· Addenda 5 émis le 05 décembre 2019 : Réponse aux questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0996 - 21 août 2018 - Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec les firmes SNC-Lavalin inc. (2 314 331,78 $, taxes incluses) et Les Services EXP inc. (1 992 229,31 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des structures routières et de la voirie (projet 18-02).
CM17 0749 - 15 juin 2017 - Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec SNC-Lavalin inc. (2 420 539,39 $, taxes incluses), CIMA+ S.E.N.C. (2 017 542,79 $, taxes incluses) et Les Services EXP inc. (1 484 700,92 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 17-05).

CG16 0026 - 28 janvier 2016 - Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, d'une durée maximale de 48 mois, avec SNC-Lavalin inc. (2 536 870,26 $) et CIMA+ S.E.N.C. (2 368 341,29 $ taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 15-03).

DESCRIPTION

Il s'agit de conclure quatre (4) ententes-cadres avec les firmes de génie-conseil WSP, STANTEC EXPERTS-CONSEILS, CIMA+ S.E.N.C et SNC-Lavalin. afin de réaliser des mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une somme globale maximale de 8 206 453,44 $, taxes incluses. Ce montant est inclus 6 565 162,76 $ d'honoraires professionnels et 1 641 290,69 $ de débours. Dans ces ententes-cadres, les mécanismes de rémunération sont à taux horaire ou forfaitaire à la discrétion de la Ville de Montréal. Le type de rémunération dépendra du type de contrat spécifique, de la complexité de l'ouvrage et de la disponibilité des données techniques. La durée maximale prévue du contrat est de 48 mois, avec une possibilité de renouvellement de 12 mois, soit d'avril 2020 à avril 2025 si on prend en considération le renouvellement possible de 12 mois.
Il est nécessaire pour la Division de la gestion des actifs routiers et cyclables de s'adjoindre les services de firmes d'experts-conseils dans le domaine des ponts et ouvrages d'art afin de l'épauler dans la réalisation des activités suivantes :

· inspection des structures;

· préparation d’études techniques, d’avant-projets et de plans et devis;
· assistance technique du concepteur durant les travaux.

L’ensemble des activités de la Division étant vastes et variées, il est avantageux de regrouper, dans une même entente-cadre, les besoins des différentes équipes de la division, soit inspection, investigation et planification et la section conception et entretien.

Les activités réalisées dans le cadre de ces mandats s'effectueront sous la supervision directe des ingénieurs de la division et permettront l'atteinte des objectifs fixés au programme triennal d'immobilisations (PTI).

Neuf (9) ententes-cadres sont disponibles pour la division dont certaines arrivent à échéance tandis que d’autres sont déjà grandement utilisées. Les états d'avancements de ces ententes sont les suivants :

· SNC-Lavalin (CG15 0077) : 97 %
· Les Consultants SMi (CG15 0077) : 99 %
· SNC-Lavalin (CG16 0026) : 97 %
· CIMA+ (CG16 0026) : 100 %
· SNC-Lavalin (CM17 0749) : 99 %
· CIMA+ (CM17 0749) : 99 %
· Les services EXP (CM17 0749) : 100 %
· SNC-Lavalin (CM18 0996) : 5 %
· Les services EXP (CM18 0996) : 97 %

JUSTIFICATION

Résultats de l'appel d'offres

Analyse des soumissions

L'appel d'offres public prévoit l'octroi de quatre (4) contrats distincts. Sur onze (11) preneurs du cahier des charges, sept (7) ont déposé une soumission, soit dans une proportion de 67 % (voir liste des preneurs en pièce jointe). La liste des preneurs du cahier des charges se retrouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Chaque soumissionnaire ne peut remporter qu’un seul contrat, donc l’adjudicataire d’un contrat est automatiquement disqualifié pour les autres contrats. Les sept soumissions reçues ont été déclarées conformes par le Service de l'approvisionnement et ont été soumises au comité de sélection pour évaluation. Cependant lors du comité, un des soumissionnaires, n’ayant pas obtenu le note intérimaire minimal de 70, a été disqualifié.

Pour les 4 contrats, toutes les six (6) soumissions restantes ont obtenu une note intérimaire supérieure à la note de passage. En prenant en considération que chaque soumissionnaire ne peut remporter qu’un seul contrat, il y eut 6 soumissionnaires conformes pour le contrat #1, 5 pour le contrat #2, 4 pour le contrat #3 et 3 pour le contrat #4.

Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de valeur d'enveloppe budgétaire. Le premier contrat est octroyé au soumissionnaire ayant obtenu la plus haute note finale et le même processus est appliqué pour les trois autres contrats.

Après vérification, dans le site de l'autorité des marches publics, il s'avère que les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et ne sont donc pas rendus non conformes en vertus du règlement sur la gestion contractuelle.

Contrat # 1 : Adjudicataire WSP.

Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes, les notes obtenues ainsi que le prix de base de la soumission. Le tableau présente également les différents écarts entre les soumissions et entre les soumissions et l'estimation.

Soumissions conformes	**Note Intérimaire**	**Note Finale**	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Autre (Déboursés)**	**Total (Taxes incluses)**
WSP	**79,7**	**0,51**	**2 049 343,14 $**	**512 335,79 $**	**2 561 678,93 $**
STANTEC Experts-Conseils	75,7	0,27	2 220 083,43 $	555 020,86 $	**2 775 104,29 $**
CIMA+ S.E.N.C	75,0	0,25	2 384 236,58 $	596 059,14 $	2 980 295,72 $
SNC-LAVALIN	77,5	0,25	2 519 301,16 $	629 825,29 $	3 149 126,45 $
Les SERVICES EXP	76,5	0,25	2 490 301,01 $	622 575,25 $	3 112 876,27 $
FNX-Innov	71,5	0,20	2 918 065,50 $	729 516,38 $	3 647 581,88 $
Dernière estimation réalisée			**2 332 131,00 $**	**583 032,75 $**	**2 915 163,75 $**
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					-353 484,82 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-12,13 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2ème meilleure note finale – adjudicataire)*					213 425,36 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					8,33 %

Un écart de 12,13 % en faveur de la Ville entre le prix de la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée est observé. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs, dont la situation du marché au moment du dépôt des soumissions ainsi que des décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné.

Parmi les six (6) firmes conformes, deux (2) d'entre elles ont proposé un montant inférieur à l'estimation.

L'adjudicataire recommandé WSP inc. détient une attestation de l'AMF émise le 8 mai 2018, ainsi qu'une demande de renouvellement soumise le 6 novembre 2019 (voir pièces jointes).

Contrat # 2 : Adjudicataire STANTEC Experts-Conseils.

Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes, les notes obtenues ainsi que le prix de base de la soumission. Le tableau présente également les différents écarts entre les soumissions et entre les soumissions et l'estimation.

Soumissions conformes	**Note Intérimaire**	**Note Finale**	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Autre (Déboursés)**	**Total (Taxes incluses)**

STANTEC Experts-Conseils	**75,7**	**0,34**	**1 787 530,12 $**	**446 882,53 $**	**2 234 412,65 $**
CIMA+ S.E.N.C	75,0	0,32	1 886 509,80 $	471 627,45 $	**2 358 137,25 $**
LES SERVICES EXP	77,5	0,3070	1 993 551,53 $	498 387,88 $	2 491 939,41 $
SNC-LAVALIN	76,5	0,3066	2 022 125,11 $	505 531,28 $	2 527 656,39 $
FNX-Innov	71,5	0,20	2 325 369,38 $	581 342,34 $	2 906 711,72 $
Dernière estimation réalisée			**1 874 657,26 $**	**468 664,31 $**	**2 343 321,57 $**
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					-108 908,92 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-4,65 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2ème meilleure note finale – adjudicataire)*					123 724,60 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					5,54 %

Un écart de 4,65 % en faveur de la Ville pour le deuxième contrat entre le prix de la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée est observé. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs, dont la situation du marché au moment du dépôt des soumissions ainsi que des décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné.

Parmi les cinq (5) firmes conformes restantes, une (1) a proposé un montant inférieur à l'estimation.

L'adjudicataire recommandé STANTEC Experts-Conseils Ltée. détient une attestation de l'AMP émise le 18 mars 2019 (voir pièce jointe).

Contrat # 3 : Adjudicataire CIMA+ S.E.N.C

Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes, les notes obtenues ainsi que le prix de base de la soumission. Le tableau présente également les différents écarts entre les soumissions et entre les soumissions et l'estimation.

Soumissions conformes	**Note Intérimaire**	**Note Finale**	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Autre (Déboursés)**	**Total (Taxes incluses)**
CIMA+ S.E.N.C	**75,0**	**0,41**	**1 459 722,60 $**	**364 930,65 $**	**1 824 653,25 $**
LES SERVICES EXP	77,5	0,4003	1 531 696,95 $	382 924,24 $	**1 914 621,19 $**
SNC-LAVALIN	76,5	0,3996	1 548 793,73 $	387 198,43 $	1 935 992,17 $
FNX-Innov	71,5	0,39	1 473 467,86 $	368 366,97 $	1 841 834,83 $
Dernière estimation réalisée			**1 437 021,02 $**	**359 255,25 $**	**1 796 276,27 $**
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					28 376,98 $

Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	1,58 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2ème meilleure note finale – adjudicataire)*	89 967,94 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	4,93 %

Un écart de 1,58 % en défaveur de la Ville pour le troisième contrat entre le prix de la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée est observé. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs, dont la situation du marché au moment du dépôt des soumissions ainsi que des décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné.

Parmi les quatre (4) firmes conformes restantes, aucune n'a proposé un montant inférieur à l'estimation.

L'adjudicataire recommandé CIMA+ S.E.N.C détient une attestation de l'AMF émise le 22 juin 2017 (voir pièce jointe).

Contrat # 4 : Adjudicataire SNC-LAVALIN.

L'octroie du contrat # 4 devra être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, car le contrat de services professionnels est d'une valeur de plus de 1 Million $ et l'adjudicataire en est à son troisième octroi consécutif pour un contrat récurrent.

Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes, les notes obtenues ainsi que le prix de base de la soumission. Le tableau présente également les différents écarts entre les soumissions et entre les soumissions et l'estimation.

Soumissions conformes	**Note Intérimaire**	**Note Finale**	**Prix soumis (taxes incluses)**	**Autre (Déboursés)**	**Total (Taxes incluses)**
SNC-LAVALIN	**77,5**	**0,4887**	**1 268 566,89 $**	**317 141,72 $**	**1 585 708,61 $**
LES SERVICES EXP	76,5	0,4809	1 272 658,28 $	318 164,57 $	**1 590 822,84 $**
FNX-Innov	71,5	0,47	1 221 592,13 $	305 398,03 $	1 526 990,16 $
Dernière estimation réalisée			**1 188 465,19 $**	**297 116,30 $**	**1 485 581,48 $**
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					100 127,13 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					6,74 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2ème meilleure note finale – adjudicataire)*					5 114,23 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					0,32 %

Un écart de 6,74 % en défaveur de la Ville pour le quatrième contrat entre le prix de la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée est observé. Cet écart peut être relié à de nombreux facteurs, dont la situation du marché au moment du dépôt des soumissions ainsi que des décisions d'affaires des entreprises ayant soumissionné.

Parmi les trois (3) firmes conformes restantes, aucune n'a proposé un montant inférieur à l'estimation.

L'adjudicataire recommandé SNC LAVALIN détient une attestation de l'AMF émise le 8 juin 2018, ainsi qu'une demande de renouvellement soumise le 6 novembre 2019 (voir pièces jointes).

Analyse – Contrat #4 récurent à SNC-Lavalin

Une analyse sur la possibilité d'un contrat récurrent à SNC-Lavalin a été effectuée en se basant sur les quatre derniers appels d'offres pour des ententes-cadres. Le tableau donne un résumé de chaque appel d'offre en mettant l'accent sur le nombre de contrat octroyés, le nombre de soumissionnaires, la liste des soumissionnaires, ainsi que les adjudicataires.

NOMBRE DE CONTRAT OCTROYÉ PAR APPEL D'OFFRE				
	2	3	2	4
NOMBRE DE SOUMISSIONNAIRE SOUMISSIONNAIRE CONFORME APPEL D'OFFRE				
	6	7	3	6
FIRMES SOUMISSIONNAIRES	CG16 0026 -AO 15-14713	CM17 0749 -AO 17-15976	CM18 0996 - AO 18-17872	CM20 xxx - AO 19-17880
SNC-LAVALIN	X	X	X	X
WSP	X	X		X
SANTEC EXPERTS-CONSEIL	X	X		X
CIMA+ S.E.N.C	X	X	X	X
LES SERVICES EXP	X	X	X	X
FNX-INNOV	X	X		X
GBI	X			X
AECOM CONSULTANTS	X	X		
TETRA TECH QI		X		
GROUPE-CONSEIL STRUCTURA		X		
LÉGENDE				
ADJUDICATAIRES				
DISQUALIFIÉS - (NON PAS OBTENUS LA NOTE DE PASSAGE)				

L'analyse du tableau montre qu'il y a seulement un nombre limité de soumissionnaires étant en mesure d'offrir les services complets en ouvrages d'art (moyenne de 5 soumissionnaires) et par le nombre de contrats octroyés par entente (moyenne de 3 contrats).

Ainsi, l'obtention d'un quatrième contrat par SNC-Lavalin vient principalement du nombre limité de firmes pouvant offrir les services demandés. Il n'est donc pas considéré que l'octroi d'un quatrième contrat consécutif à SNC-Lavalin serait le résultat d'un partage illégal du marché entre les firmes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit de conclure quatre (4) ententes-cadres sans imputation budgétaire pour l'obtention de services professionnels d'ingénierie dans le domaine des ponts et ouvrages d'art.
La valeur monétaire de l'ensemble des mandats confiés à l'intérieur de chacune des ententes-cadres sera limitée au montant maximal des offres des firmes soit:

Firme	Honoraires professionnels (taxes incluses)	Débours (taxes incluses)	Total
WSP	2 049 343,14 $	512 335,79 $	2 561 678,93 $
STANTEC EXPERTS-CONSEILS	1 787 530,12 $	446 882,53 $	2 234 412,65 $
CIMA+ S.E.N.C	1 459 722,60 $	364 930,65 $	1 824 653,25 $
SNC-LAVALIN	1 268 566,89 $	317 141,72 $	1 585 708,61 $
Total	**6 565 162,76 $**	**1 641 290,69 $**	**8 206 453,44 $**

Les dépenses d'honoraires professionnels incluant débours représenteront un coût total maximal de **8 206 453,44 $** (taxes incluses) sur une période de quatre (4) ans.

Contrairement à la dernière entente-cadre (voir décisions antérieures). il a été décidé d'octroyer 4 contrats au lieu de 2, et ce, afin de répondre aux besoins croissants de réfections des structures routières et aux besoins croissants des autres divisions et services (Grands parcs, Grands projets, Arrondissements, etc.) dans le domaine de la construction des ouvrages d'art.

Le suivi du respect de la valeur monétaire des mandats qui seront confiés à l'intérieur de ces ententes-cadres s'effectuera par la Division de la gestion des actifs routiers et cyclables du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Les différents mandats confiés feront l'objet d'une autorisation de dépenses, laquelle se veut en conformité avec les lois, les règlements et, plus spécifiquement, le règlement RCE 02-004, portant sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés.

Les crédits requis pour financer ces dépenses seront pris à même le budget de fonctionnement ou le budget d'immobilisation du Service de l'urbanisme et de la mobilité selon les mandats confiés à ces quatre fournisseurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces quatre (4) ententes-cadres permettront à la Ville de Montréal de poursuivre différentes activités qui contribuent à assurer une saine gestion de ses actifs routiers et cyclables. Les mandats confiés à ces firmes sont indispensables pour assurer la pérennité des ouvrages d'art et offrir aux citoyens des déplacements sécuritaires en préservant la fonctionnalité des réseaux routiers, cyclables et piétons, et ce, sur l'ensemble du territoire montréalais.
Les aspects de développement durable considérés tiennent compte du plan Montréal durable 2016-2020, de ses 4 priorités d'intervention ainsi que du plan d'action de l'administration municipale. Dans chaque projet, une attention particulière sera prêtée au type de matériaux choisi et la provenance. Il est important de donner une priorité à la réduction de l'empreinte environnementale en choisissant des matériaux plus durables et en réduisant les limites géographiques de l'approvisionnement. La philosophie Envision sera intégrée dans nos pratiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision retardée ou encore défavorable aurait pour principales conséquences le report ou l'annulation de certaines activités planifiées dans le cadre du PTI, occasionnant ainsi des retards dans l'avancement des divers projets. Dans l'éventualité où l'autorisation de conclure les quatre (4) ententes-cadres serait reportée à une date ultérieure de la date d'échéance de la soumission, soit le 7 juin 2020, les soumissionnaires recommandés pourraient alors retirer leur soumission. Conséquemment, la Division gestion des actifs

routiers et cyclables se verrait dans l'obligation de recommencer son processus d'appel d'offres public et de couvrir les coûts qui y sont associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Examen du dossier par le Comité exécutif: 01 avril 2020
Examen du Dossier par la commission permanente sur l'examen des contrats: 08 avril 2020
Octroi des contrats par le Conseil municipal : 20 avril 2020
Utilisation des ententes-cadres : 2020 à 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Oumar Demba BA
Ingénieur - Chargé de projets

Tél : 5148727049
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-13

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. : 514-872-4965

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-24

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 mai 2018

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 16E ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

N° de décision : 2018-CPSM-1030358
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AQUAPRAXIS
- CELLMAG
- CONSUMAJ ESTRIE
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- FOCUS CORPORATION
- GENIVAR GPM
- GENIVAR
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE OPTIVERT
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- NAGECO

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- PARSONS BRINCKERHOFF HALSALL
- PROBEMES
- PROGEMES CONSULTANTS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 mars 2019

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
A/S MONSIEUR PAUL JEREMY DAVID ALPERN
10220, 103 AVE NW
BUR.400
EDMONTON (AB) T5J 0K4

No de décision : 2019-DAMP-0131
N° de client : 3000241872

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DESSAU/CIMA+
- DESSAU/GÉNIPUR
- GESTRANS
- GROUPEMENT DESSAU - CIMA +
- GROUPEMENT DESSAU – GENIVAR
- GROUPEMENT DESSAU – GFBH
- GROUPEMENT DESSAU -SM- ROCHE
- GROUPEMENT DESSAU/ BPR
- GROUPEMENT DESSAU/PLURITEC
- GROUPEMENT DESSAU/SNC LAVALIN
- GROUPEMENT DST
- LVM/DESSAU
- SOCIÉTÉ GESTRANS
- STANTEC CONSULTING LTD.
- STANTEC/HYDROSYS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 mars 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 17 octobre 2018

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, BOUL DU SOUVENIR, BUR. 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2018-CPSM-1057514
N° de client : 3000148732

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA PLUS
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
  CIMA-INFO
  COENTREPRISE CIMA +/GROUPE CARTIER
- COENTREPRISE CIMA+ / LE GROUPE IBI
- COENTREPRISE CIMA+/TECSULT
- COPAC ET ASSOCIÉS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LE CONSORTIUM CIMA+/ROCHE-DELUC/ITRANS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CIMA+ S.E.N.C. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics et
des entreprises de services monétaires par intérim

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 juin 2018

SNC-LAVALIN INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de décision : 2018-CPSM-1034809
N° de client : 2700007364

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE;
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.;
- GROUPE FUTUR TURCOT;
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER;
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU;
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS;
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU;
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SNC-LAVALIN INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 6 novembre 2019

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007364
N° de demande :	1900012795
N° de confirmation de paiement :	098834

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 6 novembre 2019

WSP CANADA INC.
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
16E ÉTAGE
MONTRÉAL QC H3H 1P9

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700018263
N° de demande :	1900012794
N° de confirmation de paiement :	21512B

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 mai 2018

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 16E ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

Nº de décision : 2018-CPSM-1030358
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AQUAPRAXIS
- CELLMAG
- CONSUMAJ ESTRIE
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- FOCUS CORPORATION
- GENIVAR GPM
- GENIVAR
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE OPTIVERT
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- NAGECO

- PARSONS BRINCKERHOFF HALSALL
- PROBEMES
- PROGEMES CONSULTANTS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197000001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division conception et normalisation
Objet :	Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, STANTEC EXPERTS-CONSEILS, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-LAVALIN pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes incluses incluants 6 565 162,76 $ en honoraires professionnels et 1 641 290,69 $ en déboursés - Appel d'offres public 19-17880 - 7 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17880 int. d'octroi contrat 1.pdf
19-17880 int. d'octroi contrat 2.pdf
19-17880 int d'octroi contrat 3.pdf
19-17880 int. d'octroi contrat 4.pdf
19-17880 tableau contrat 3.pdf
19-17880 tableau contrat 4.pdf
19-17880 pv.pdf
19-17880 tableau contrat 2.pdf
19-17880 tableau contrat 1.pdf
SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-14

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17880 contrat 1

No du GDD : 1197000001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et ouvrages d'art.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 10 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 14 - 1 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 5 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 54,55

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 6 - 2020

Date d'échéance révisée : 7 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima + s.e.n.c.	2 980 295,72 $		
FNX-Innov Inc.	3 647 581.88 $		
Les services EXP Inc.	3 112 876.27 $		
SNC-Lavalin Inc.	3 149 126.45 $		
Stantec Experts-Conseils Ltée.	2 775 173,85 $		
WSP Canada Inc.	2 561 678,93 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 21 - 1 - 2020

19-17880 - Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et d'ouvrages d'art. CONTRAT 1

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du Coordonnateur de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima + s.e.n.c.	3,33	7,33	14,67	11,67	20,67	17,33	75,0	2 980 295,72 $	0,25	3
FNX-Innov Inc.	3,67	7,00	13,00	11,17	22,00	14,67	71,5	3 647 581,88 $	0,20	6
Les Services EXP Inc.	3,17	7,67	13,00	12,33	24,33	16,00	76,5	3 112 876,27 $	0,25	5
SNC-Lavalin Inc.	3,17	7,33	15,33	12,67	22,33	16,67	77,5	3 149 126,45 $	0,25	4
Stantec Experts-Conseils Ltée.	4,00	8,33	14,33	12,33	22,00	14,67	75,7	2 775 173,85 $	0,27	2
WSP Canada Inc.	3,67	8,00	16,67	12,00	24,67	14,67	79,7	2 561 678,93 $	0,51	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 14-01-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17880 contrat 2

No du GDD : 1197000001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et ouvrages d'art.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 10 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 14 - 1 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 5 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 54,55

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada Inc.	Obtenu contrat 1 (non conforme pour les contrats 2, 3 et 4)

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 7 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima + s.e.n.c.	2 358 137.25 $		
FNX-Innov Inc.	2 906 711.72 $		
Les services EXP Inc.	2 491 939.41 $		
SNC-Lavalin Inc.	2 527 656,39 $		
Stantec Experts-Conseils Ltée.	2 234 412,65 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 21 - 1 - 2020

19-17880 - Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et d'ouvrages d'art. CONTRAT 2

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du Coordonnateur de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima + s.e.n.c.	3,33	7,33	14,67	11,67	20,67	17,33	75,0	2 358 137,25 $	0,32	2
FNX-Innov Inc.	3,67	7,00	13,00	11,17	22,00	14,67	71,5	2 906 711,72 $	0,25	5
Les Services EXP Inc.	3,17	7,67	13,00	12,33	24,33	16,00	76,5	2 491 939,41 $	0,3070	3
SNC-Lavalin Inc.	3,17	7,33	15,33	12,67	22,33	16,67	77,5	2 527 656,39 $	0,3066	4
Stantec Experts-Conseils Ltée.	4,00	8,33	14,33	12,33	22,00	14,67	75,7	2 234 412,65 $	0,34	1
WSP Canada Inc.	3,67	8,00	16,67	12,00	24,67	14,67	79,7			contrat 1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 14-01-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17880 contrat 3

No du GDD : 1197000001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et d'ouvrage d'art

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 10 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 14 - 1 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 5 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 42,86

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GBI Experts-Conseils Inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
WSP Canada Inc.	Obtenu contrat 1 (non conforme pour les contrats 2, 3 et 4)
Stantec Experts-Conseils Inc.	Obtenu contrat 2 (non conforme pour les contrats 3 et 4)

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 7 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima + s.e.n.c.	1 824 653,25 $	X	
FNX-Innov Inc.	1 841 834,83 $		
Les Services EXP Inc.	1 914 621,19 $		
SNC-Lavalin Inc.	1 935 992,17 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 21 - 1 - 2020

19-17880 - Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et d'ouvrages d'art. CONTRAT 3

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du Coordonnateur de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima + s.e.n.c.	3,33	7,33	14,67	11,67	20,67	17,33	75,0	1 824 653,25 $	0,41	1
FNX-Innov Inc.	3,67	7,00	13,00	11,17	22,00	14,67	71,5	1 841 834,83 $	0,39	4
GBI Experts-Conseils Inc.	2,33	7,00	10,00	10,67	18,33	14,00	62,3			Non conforme
Les Services EXP Inc.	3,17	7,67	13,00	12,33	24,33	16,00	76,5	1 914 621,19 $	0,3996	3
SNC-Lavalin Inc.	3,17	7,33	15,33	12,67	22,33	16,67	77,5	1 935 992,17 $	0,4003	2
Stantec Experts-Conseils Ltée.	4,00	8,33	14,33	12,33	22,00	14,67	75,7		-	contrat 2
WSP Canada Inc.	3,67	8,00	16,67	12,00	24,67	14,67	79,7		-	contrat 1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 14-01-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17880 contrat 4

No du GDD : 1197000001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et d'ouvrages d'art

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 10 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 14 - 1 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 5 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 63,64

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 57,14

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GBI Experts-Conseils Inc.	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
WSP Canada Inc.	Obtenu contrat 1(non conforme pour les contrats 2, 3 et 4)
Stantec Experts-Conseils Inc.	Obtenu contrat 2 (non conforme pour les contrat 3 et 4)
Cima + s.e.n.c.	Obtenu contrat 3 (non conforme pour le contrat 4)

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 7 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
FNX-Innov Inc.	1 526 990,16 $		
Les Services EXP Inc.	1 590 822,84 $		
SNC-Lavalin Inc.	1 585 706,61 $	X	

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 21 - 1 - 2020

19-17880 - Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et d'ouvrages d'art. CONTRAT 4

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du Coordonnateur de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Cima + s.e.n.c.	3,33	7,33	14,67	11,67	20,67	17,33	75,0		-	contrat 3
FNX-Innov Inc.	3,67	7,00	13,00	11,17	22,00	14,67	71,5	1 526 990,16 $	0,47	3
GBI Experts-Conseils Inc.	2,33	7,00	10,00	10,67	18,33	14,00	62,3			Non conforme
Les Services EXP Inc.	3,17	7,67	13,00	12,33	24,33	16,00	76,5	1 590 822,84 $	0,4809	2
SNC-Lavalin Inc.	3,17	7,33	15,33	12,67	22,33	16,67	77,5	1 585 706,61 $	0,4887	1
Stantec Experts-Conseils Ltée.	4,00	8,33	14,33	12,33	22,00	14,67	75,7		-	contrat 2
WSP Canada Inc.	3,67	8,00	16,67	12,00	24,67	14,67	79,7		-	contrat1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 14-01-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17880
Numéro de référence : 1314879
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels d'ingénierie pour la réalisation de mandats de conception, d'inspection et d'évaluation dans le domaine des ponts et ouvrages d'art

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi. Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1658102)** 2019-10-29 9 h 48 **Transmission :** 2019-10-29 9 h 48	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 798-7845 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1658099)** 2019-10-29 9 h 47 **Transmission :** 2019-10-29 9 h 47	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1657910)** 2019-10-28 15 h 58 **Transmission :** 2019-10-28 15 h 58	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement

				3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1657408)** 2019-10-28 9 h 05 **Transmission :** 2019-10-28 9 h 05	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1658439)** 2019-10-29 15 h 36 **Transmission :** 2019-10-29 15 h 36	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 -

				Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GBi 13200, boul. Métropolitain Est Montréal, QC, H1A5K8 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1663359)** 2019-11-12 11 h 34 **Transmission :** 2019-11-12 11 h 34	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 11 h 34 - Téléchargement 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1657649)** 2019-10-28 12 h 13 **Transmission :** 2019-10-28 12 h 13	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel

				3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com NEQ : 1165310831	Madame Christine Sauvageau. Téléphone : 418 654-9696 Télécopieur : 418 654-9699	**Commande : (1657965)** 2019-10-28 18 h 09 **Transmission :** 2019-10-28 18 h 09	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-	Madame Claudine	**Commande : (1657680)**	3210420 - 19-17880 Addenda 1

	Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	2019-10-28 13 h 10 **Transmission :** 2019-10-28 13 h 10	2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2 NEQ : 1169411510	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1658373)** 2019-10-29 14 h 25 **Transmission :** 2019-10-29 14 h 25	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1657727)** 2019-10-28 13 h 41 **Transmission :** 2019-10-28 13 h 41	3210420 - 19-17880 Addenda 1 2019-11-12 10 h 35 - Courriel 3213586 - 19-17880 Addenda 2 2019-11-18 16 h 33 - Courriel 3215251 - 19-17880 Addenda 3 2019-11-21 15 h 24 - Courriel 3216628 - 19-17880 Addenda 4 (devis) 2019-11-26 10 h 06 - Courriel 3216629 - 19-17880 Addenda 4 (bordereau) 2019-11-26 10 h 06 - Téléchargement 3221175 - 19-17880 Addenda 5 2019-12-05 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne

Formation en ligne

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs

Contactez-nous

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO

Info et publicité sur Constructo

Conditions d'utilisation

Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Dossier # : 1197000001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division conception et normalisation
Objet :	Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, STANTEC EXPERTS-CONSEILS, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-LAVALIN pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes incluses incluants 6 565 162,76 $ en honoraires professionnels et 1 641 290,69 $ en déboursés - Appel d'offres public 19-17880 - 7 soumissionnaires.

Rapport - mandatSMCE197000001.pdf

Dossier # :1197000001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 20 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197000001

Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, STANTEC EXPERTS-CONSEILS, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-LAVALIN pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes incluses incluant 6 565 162,76 $ en honoraires professionnels et 1 641 290,69 $ en déboursés - Appel d'offres public 19-17880 - 7 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197000001

Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, STANTEC EXPERTS-CONSEILS, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-LAVALIN pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes incluses incluant 6 565 162,76 $ en honoraires professionnels et 1 641 290,69 $ en déboursés - Appel d'offres public 19-17880 - 7 soumissionnaires.

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M $:*
  - *l'adjudicataire du contrat # 4 en est à son troisième octroi consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 8 avril 2020, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'urbanisme et de la mobilité ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

La Commission salue le découpage de ce projet d'ententes-cadre, scindé en quatre contrats, qui vise l'accompagnement de la Division de la gestion des actifs routiers et cyclables par une firme experte dans le domaine des ponts et ouvrages d'art relativement à diverses activités (inspection des structures, préparation d'études techniques, avant-projets, plans et devis et assistance technique du concepteur durant les travaux). Le Service a expliqué que, parmi les 11 preneurs des documents d'appel d'offres, sept firmes ont déposé une soumission et que l'un des soumissionnaires a été disqualifié, n'ayant pas obtenu la note de passage de 70%.

En ce qui a trait au critère de récurrence de contrats pour la firme SNC-Lavalin, il s'avère que cette firme a proposé le meilleur prix pour le contrat #4, bien que ce prix, de 6,74 % supérieur à l'estimé de contrôle, soit légèrement défavorable à la Ville. Le Service a expliqué que cet écart pouvait être relié à de nombreux facteurs, dont la situation du marché au moment du dépôt des soumissions ainsi qu'à des décisions

d'affaires des entreprises ayant soumissionné. Il n'en demeure pas moins que les prix obtenus sont avantageux pour les deux premiers contrats de ce projet dans un contexte où le nombre de firmes possédant l'expertise pour offrir les services est particulièrement limité. Le Service recommande l'octroi à SNC-Lavalin, essentiellement en raison de sa position de chef de file dans le domaine et parce que son évaluation de rendement à la suite des trois ententes-cadres obtenues précédemment est très bonne, tout en précisant que la firme a offert par le passé des services d'une grande qualité à la Ville de Montréal. La Commission retient donc ces raisons à l'appui de l'octroi d'un troisième contrat consécutif pour un contrat récurrent en 2020.

En conclusion, la Commission salue la variété des mécanismes déployés par le Service dans sa stratégie visant l'ouverture du marché dans le cadre de ses appels d'offres d'ententes-cadre. La Commission est d'avis que ceci a définitivement permis l'ouverture du marché, en plus de permettre plus de flexibilité à la Ville dans le cadre de ses différents projets puisque la limite fixée à un seul contrat par adjudicataire permet d'assurer un maximum de disponibilité des firmes pour les projets de la Ville. En conclusion, la Commission a demandé l'ajout au sommaire décisionnel d'un tableau présenté en séance qui expose l'analyse du contrat octroyé à SNC-Lavalin.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M $:*
  - *l'adjudicataire du contrat # 4 en est à son troisième octroi consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie faite par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE197000001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1207231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen services environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 12 245 084,70 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458016 ;

2. d'autoriser une dépense de 1 224 508,47 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 314 500,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-20 13:34

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231009**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux de

réhabilitation d'aqueduc afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #458016 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard. Ce projet est le deuxième des huit (8) projets prévus cette année. Un premier contrat est en cours d'octroi. Les autres appels d'offres sont en préparation.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.

CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034.

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040.

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441215 - 2 soumissionnaires.

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires.

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires.

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires.

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue

Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

CM18 1494 - 17 décembre 2018 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 057 226,22 $ (contrat: 5 397 478,38 $ + contingences: 539 747,84 $ + incidences: 120 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441211 - 2 soumissionnaires - 1187231069.

CM18 0660 - 29 mai 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 11 814 097,22 $ (contrat: 11 569 097,22 $ + incidences: 245 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417611 - 2 soumissionnaires - 1187231020.

CM18 0503 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 135 313,93 $ (contrat: 7 965 313,93 $ + incidences: 170 000,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 417615 - 2 soumissionnaires - 1187231019.

CM18 0500 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 853 509,84 $ (contrat: 5 738 509,84 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417610 - 3 soumissionnaires - 1187231011.

CM18 0366 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 7 100 312,86 $ (contrat: 6 960 312,86 $ + incidences: 140 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333711 - 2 soumissionnaires - 1187231003.

CM18 0388 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d’eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 860 455,97 $ (contrat: 5 745 455,97 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417612 - 2 soumissionnaires - 1177231099.

CM18 0244 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 11 571 288,64 $ (contrat: 11 341 288,64 $ + incidences: 230 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 417613 - 2 soumissionnaires - 1177231090.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur de près de 5,2 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements suivants : Ahuntsic-Cartierville, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires

ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 224 508,47 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, d'archéologie, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:
1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT+ inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) a analysé les deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de 9,6 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission.

La majorité de cet écart se trouve dans les articles de chemisage. Vu la difficulté d'obtenir des prix des fournisseurs pour ces travaux, les prix de ces articles dans l'estimation de soumission sont basés sur l'historique des prix reçus dans nos appels d'offres dans les derniers quatre ans. Étant eux-mêmes les fournisseurs des produits de chemisage, il est normal que les soumissionnaires aient soumis des prix plus compétitifs.

Considérant ces informations et vu que l'écart est favorable à la Ville, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458016 (voir en pièce jointe).

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 10 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 13 784 093,17 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 12 245 084,70 $, des contingences de 1 224 508,47 $ et des incidences de 314 500,00 $.
Cette dépense de 13 784 093,17 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 12 586 714,33 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #18-071.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d’obtenir ce financement, la Direction des réseaux d’eau n’a toujours pas reçu le protocole d’entente signé pour cette dernière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l’eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 19 juin 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 8 avril 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Dominique PAQUIN, Ahuntsic-Cartierville
Gilbert BÉDARD, Montréal-Nord
Louis LAPOINTE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Dominic POITRAS, Saint-Léonard
Mazen ALBOUCHI, Service de l'eau

Lecture :

Karine CÔTÉ, 5 mars 2020
Mazen ALBOUCHI, 4 mars 2020
Louis LAPOINTE, 3 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

Tél : 514-872-0451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-03

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-03-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-03-20

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres :	458016	No du GDD :	1207231009
Titre de l'appel d'offres :	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal		
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience		

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	13 / 1 / 2020	Ouverture originalement prévue le :	6 / 2 / 2020		
Ouverture faite le :	20 / 2 / 2020	Délai total accordé aux soumissionnaires :	37	jrs	

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
23 / 1 / 2020	Report de la date de l'ouverture	-
5 / 2 / 2020	Retrait des travaux dans le boulevard Viau entre la rue Jean-Talon Est et la rue Bruel. Remplacement d'un branchement d'eau et d'égout dans le boulevard Gouin.	-250 000,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs	4	Nbre de soumissions reçues	2	% de réponses	50
		Nbre de soumissions rejetées	0	% de rejets	0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	19 / 6 / 2020		
Prolongation de la validité de la soumission de :	jrs	Date d'échéance révisée :			

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	12 245 084,70
FORACTION INC.	12 658 123,80

Estimation	**externe**	13 546 088,34

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-9,6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **3,4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire :	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
Montant du contrat (incluant les taxes) ($) :	12 245 084,70
Montant des contingences ($) :	1 224 508,47
Montant des incidences ($) :	314 500,00

Date prévue de début des travaux : 18 / 5 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 20 / 11 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 10 mars 2020
Révision: 03
Par: Yacine FAKHFAKH, ing

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458016

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation	Admissible subvention TECQ
AHU-AQ-2020-01	000	Ahuntsic-Cartierville	**Henri-Bourassa Est, boulevard**	Sackville, rue	J. J. Gagnier, rue	Mixte	200	282	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-02	000	Ahuntsic-Cartierville	**Saint-Charles, avenue**	Fleury Est, rue	Prieur Est, rue	Mixte	200	250	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-04	000	Ahuntsic-Cartierville	**Acadie, boulevard de l'**	Arthur-Lismer, rue	Sauvé Ouest, rue	Mixte	200	235	6 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-05	000	Ahuntsic-Cartierville	**De Salaberry, rue**	Taylor, boulevard	Pasteur, rue	Mixte	200	116	6 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-06	000	Ahuntsic-Cartierville	**Gouin Est, boulevard**	Papineau, avenue	Séguin, rue	Mixte	200	104	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-08	000	Ahuntsic-Cartierville	**De Montgolfier, place**	Legendre Est, rue	De Galinée, avenue	Mixte	200	288	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-09	000	Ahuntsic-Cartierville	**Millen, avenue**	Sauriol Est, rue	Fleury Est, rue	Mixte	200	254	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-10	000	Ahuntsic-Cartierville	**Chabanel Est, rue**	De Galinée, avenue	André-Grasset, avenue	Mixte	200	238	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-11	000	Ahuntsic-Cartierville	**Jeanne-Mance, rue**	Legendre Ouest, rue	Legendre Ouest, rue	Mixte	200	244	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-14	000	Ahuntsic-Cartierville	**Garnier, rue**	Pothier, avenue	Camille-Paquet, avenue	Mixte	200	173	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-15	000	Ahuntsic-Cartierville	**Waverly, rue**	De Beauharnois Ouest, rue	Crémazie Ouest, boulevard	Mixte	200	238	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-16	000	Ahuntsic-Cartierville	**Prieur Ouest, rue**	Clark, rue	Grande Allée, boulevard	Mixte	200	219	6 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-21	000	Ahuntsic-Cartierville	**Prieur Est, rue**	Rancourt, rue	D'Iberville, rue	Mixte	200	252	10 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-22	000	Ahuntsic-Cartierville	**Gouin Est, boulevard**	Laperle, rue	Jésuites, rue des	Mixte	200	222	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-23	001	Ahuntsic-Cartierville	**Gouin Ouest, boulevard**	Filion, rue	Colbert, avenue	Mixte	200	197	6 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-24	000	Ahuntsic-Cartierville	**Berri, rue**	Fleury Est, rue	Prieur Est, rue	Mixte	150 200	151 139	8 semaines	Oui
MTN-AQ-2020-01	000	Montréal-Nord	**Racette, avenue**	Amiens, rue d'	Castille, rue de	Mixte	150	215	6 semaines	Oui
MTN-AQ-2020-02	000	Montréal-Nord	**Éthier, avenue**	Amiens, rue d'	Castille, rue de	Mixte	150	218	6 semaines	Oui
MTN-AQ-2020-03	000	Montréal-Nord	**Rolland, boulevard**	Pierre, rue	Dagenais, rue	Mixte	300	216	6 semaines	Oui
MTN-AQ-2020-05	000	Montréal-Nord	**Rolland, boulevard**	Maurice-Duplessis, boulevard	Pascal, rue	Mixte	300	318	8 semaines	Oui
STL-AQ-2020-01	000	Saint-Léonard	**Viau, boulevard**	D'Artagnan, rue	Jean-Nicolet, rue	Mixte	250	166	6 semaines	Oui
STL-AQ-2020-02	000	Saint-Léonard	**Le Normand, rue**	Honoré-Mercier, rue	Belmont, rue de	Mixte	200	233	6 semaines	Oui
RDP-AQ-2020-02	000	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	**39e Avenue**	Limite Sud	Notre-Dame Est, rue	Mixte	200	183	8 semaines	Oui
							Total	**5151**		

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458016	DATE:
#GDD:	1207231009	DRM:	4580	2020/03/10
RESPONSABLE:	Yacine Fakhfakh			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout - TECQ**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100047	180998	12 299 533,92 $	12 245 084,70 $	1 224 508,47 $	0,00 $	C
1918100048	180999	287 180,41 $	0,00 $	0,00 $	314 500,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**12 586 714,33 $**	**12 245 084,70 $**	**1 224 508,47 $**	**314 500,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**12 586 714,33 $**	**12 245 084,70 $**	**1 224 508,47 $**	**314 500,00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**13 784 093,17 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458016	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**10/03/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			12 245 084,70 $
TRAVAUX CONTINGENTS			1 224 508,47 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		68 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		149 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		27 000,00 $	
Gestion des impacts		21 000,00 $	
Surveillance environnementale		27 000,00 $	
Archéologie		22 500,00 $	
		0,00 $	
	TOTAL À REPORTER	314 500,00	314 500,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			13 784 093,17 $
Imputation (crédits)			12 586 714,33 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		599 438,71	1 195 880,23
Ristournes TPS et TVQ à 50%		1 197 378,83	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine Fakhfakh

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100047**	**SOUMISSION:**	**458016**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180998**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**10/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**SANEXEN - Services Environnementaux inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			12 245 084,70 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		1 224 508,47 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			13 469 593,17 $
Imputation (crédits)			12 299 533,92 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	585 761,83	1 168 594,84
Ristournes TPS et TVQ à 50%	1 170 059,25	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine Fakhfakh

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100048**	**SOUMISSION:**	**458016**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180999**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**10/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques	68 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif	149 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation	27 000,00 $	
Gestion des impacts	21 000,00 $	
Surveillance environnementale	27 000,00 $	
Archéologie	22 500,00 $	
TOTAL À REPORTER	314 500,00	314 500,00 $

Dépenses totales à autoriser	314 500,00 $
Imputation (crédits)	287 180,41 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	13 676,89	27 285,39
Ristournes TPS et TVQ à 50%	27 319,59	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine Fakhfakh

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 avril 2017

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2017-CPSM-1021694
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVA-TECH
- EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
- REGENERATION
- REGÉNÉRATION
- SANEXEN
- SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

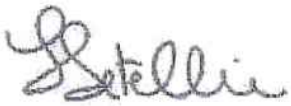
Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 14 janvier 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD QC J4Z 3V4

Objet : Accusé de réception - Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics) ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007373
N° de demande :	2000020638

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Copie de l'article 4.1 du cahier des clauses administratives spéciales – A.O. #458016

4.1 Expérience du soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **2 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des Soumissions.

Un Contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du Contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent Appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

<u>ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION</u>

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel

défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **Adjudicataire du Contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur réalisée des travaux de chemisage de conduites d'eau potable);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du Contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

Montréal

SOUMISSION 458016- PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
Arrondissements Rues - **Rivière-des-Prairies-Pointe-Aux-Trembles** : 39e Avenue; - **Montréal-Nord**; Racette, Éthier et Rolland; - **Saint-Léonard**; Viau et Le Normand - **Ahuntsic-Cartierville** : Henri-Bourassa Est, Saint-Charles, De l'Acadie, De Salaberry, Gouin Est, De Montgolfier, Millen, Chabanel, Jeanne-Mance, Garnier, Waverly, Prieur Ouest, Prieur Est, Gouin Ouest et Berri.	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M. Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ici-bas.
AHU-AQ-2020-01 Rue Henri-Bourassa Est De rue Sackville à rue J.J. Gagnier	**Occupation :** Entrave partielle et maintien de deux voies de circulation sur Henri-Bourassa en direction ouest entre rue J.J. Gagnier et rue André-Jobin,. Aucune entrave en direction est. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 7h à 19h et Dimanche de 7h à 19h.
AHU-AQ-2020-04 Boulevard de l'Acadie De rue Arthur-Lismer à rue Sauvé	**Occupation :** Entrave partielle en direction nord sur boulevard de l'Acadie avec maintien d'une voie de circulation. Aucune entrave en direction sud. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h.
AHU-AQ-2020-05 Rue de Salaberry De boulevard Taylor à rue Pasteur	**Occupation :** Maintien d'une voie de circulation en direction est et de deux voies de circulation en direction ouest sur rue de Salaberry. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h.
AHU-AQ-2020-06 Boulevard Gouin Est De l'avenue Papineau à la rue Séguin	**Occupation :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale sur le boulevard Gouin Est entre rue du Fort Lorette et avenue Seguin. Maintien de la piste cyclable. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 9h à 19h.
AHU-AQ-2020-23 Boulevard Gouin Ouest De rue Fillion à avenue Colbert	**Occupation** : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale sur du boulevard Gouin Ouest entre les boulevards de O'Brien et de l'Acadie. Maintien de la piste cyclable. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 9h30 à 15h30 pour les travaux d'excavation. Lundi au Vendredi 7h à 19h pour les autres travaux.
AHU-AQ-2020-24 Rue Berri De rue Fleury Est à rue Prieur Est	**Occupation et Horaire de travail :** Lors des travaux de remplacement de conduites : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale sur la rue Berri entre boulevard Henri-Bourassa et rue Fleury. Détour cycliste via avenue d'Auteuil. Vendredi de 9h30 à 19h, samedi et dimanche 7h à 19h Lors des autres travaux: Maintien d'une voie de circulation et les cyclistes sur la rue Berri. Lundi au Vendredi 7h à 19h, samedi et dimanche 7h à 19h

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de caserne d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour handicapés, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 458016

Date de publication : 2020-01-13
Date d'ouverture : 2020-02-20

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Foraction inc.
2	GLT+ inc.
3	LE Groupe Lécuyer Ltée.
4	Sanexen Services Environnementaux inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1207231009.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.18

2020/04/20 13:00

(2)

Dossier # : 1207231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires.

Rapport - mandatSMCE207231009.pdf

Dossier # :1207231009

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 20 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231009

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 – 2 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231009

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires.

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M $:*

Le 8 avril 2020, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du dossier du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

La Commission salue le découpage de grand projet en huit contrats distincts dans l'objectif d'ouvrir le marché et de permettre à de plus petites firmes d'accéder aux contrats de la Ville de Montréal. Ce projet, qui vise la réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage, s'inscrit dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et fait partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie. Les Commissaires ont beaucoup apprécié les explications du Service, photos des conduites à l'appui, qui a expliqué que ce projet de réhabilitation, comme les précédents, se fera par tronçon de rue, d'où la panoplie de pénalités prévues afin d'assurer une cadence de réalisation soutenue, réduisant ainsi la durée des inconvénients pour la population riveraine.

Bien que ce projet ait été scindé dans l'objectif d'ouvrir le marché pour obtenir les meilleurs coûts pour la Ville de Montréal, ce que la Commission salue, il reste que peu de soumissions ont été reçues. Le Service attribue ce fait à la forte saturation du marché en raison de l'intensité de la demande. Néanmoins, il est à noter que le prix obtenu pour ces travaux est à l'avantage de la Ville de Montréal.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M $:*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie faite par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207231009 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1207231013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen Services Environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 052 030,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458013 ;

2. d'autoriser une dépense de 205 203,07 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 74 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-26 16:34

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231013**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2020 de

réhabilitation de conduite d'eau potable afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #458013 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires des arrondissements de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et de Pierrefonds-Roxboro. Ce projet est le quatrième des huit (8) projets prévus cette année. Un premier contrat est en cours d'octroi. Les autres appels d'offres sont en préparation.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.
CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034.

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040.

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441215 - 2 soumissionnaires.

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires.

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires.

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires.

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 1,7 kilomètre de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et de Pierrefonds-Roxboro.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 205 203,07 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT + inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a analysé les deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. L’écart entre le plus basse soumissionnaire conforme (PBSC) et la deuxième plus basse soumission conforme est de 25,3 %.

La DGPÉC a constaté que plus de 23,8% de cet écart est concentré dans trois (3) articles. Ces articles sont les suivants, dans l'ordre d'importance : *maintien de la mobilité et de la sécurité routière* , *nouvelle vanne sur conduite existante* et *conduite d'eau proposée* . Les prix soumis par le 2e soumissionnaire pour les articles *maintien de la mobilité et de la sécurité routière* et *conduite d'eau proposée* sont exagérément élevés, par contre ceux soumis par le PBSC sont raisonnables et très proches de ceux de l'estimation de contrôle. Le PBSC a soumis un prix très bas pour l'article *nouvelle vanne sur conduite existante* alors que le prix soumis par le 2e soumissionnaire est beaucoup trop élevé.

L'écart résiduel de 1,5 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Considérant ces informations et que l'écart soit favorable à la Ville, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458013 (voir en pièce jointe).

Le présent dossier répond à deux (2) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. L'écart entre les deux (2) soumissions est de plus de 20%. De plus, le contrat est de plus de 2 000 000$ et le soumissionnaire en est à son troisième contrat consécutif pour un contrat récurrent en 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 331 233,75 $, taxes incluses et comprend :

- un contrat avec Sanexen Services Environnementaux inc. pour un montant de 2 052 030,68 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 205 203,07 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 74 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense de 2 331 233,75 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 2 128 727,13 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #18-071.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 3 juillet 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 8 avril 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2020
Fin des travaux : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Normand MARINACCI, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Manon DIONNE, Pierrefonds-Roxboro
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 23 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandre A MARTIN
ingenieur

Tél : 514 872-0801
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-03-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-03-26

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458013 — No du GDD : 1207231013

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 / 1 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 18 / 2 / 2020

Ouverture faite le : 5 / 3 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
11 / 2 / 2020	Report de la date d'ouverture, modification au plan PRF-AQ-2020-03A et retrait du remplacement d'un branchement d'eau de 100 mm de diamètre sur une conduite existante (item 9 du Formulaire de soumission).	-15 000.00
17 / 2 / 2020	Report de la date d'ouverture, retrait de l'item 55 du Formulaire de soumission (panneaux de signalisation complémentaires) et ajout des articles 10.3, 10.4 et 10,5 du DTSI-RA concernant les modes de paiement de certains articles.	-10 000.00
21 / 2 / 2020	Report de la date d'ouverture (en prévision d'un autre addenda à venir).	N/A
26 / 2 / 2020	Mise à jour du document normalisé DTNI-1A et modification de l'article 7,1 du DTSI-RA concernant la gestion des déblais.	-2 000.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 3 / 7 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	2 052 030.68
FORACTION INC.	2 574 000.00
Estimation — **externe**	2 252 442.59
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	**-8.9%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	**25.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 052 030.68

Montant des contingences ($) : 205 203.07

Montant des incidences ($) : 74 000.00

Date prévue de début des travaux : 18 / 5 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 18 / 10 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 21 janvier 2020
Révision: 00
Par: Alexandre Martin, ing

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458013

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation
IBI-AQ-2020-01A	000	Île-Bizard--Sainte-Geneviève	**Gouin Ouest, boulevard**	Saint-Charles, boulevard	Jouvence, rue de	Rigide	200	281	8 semaines
IBI-AQ-2020-02A	000	Île-Bizard--Sainte-Geneviève	**Gouin Ouest, boulevard**	Barbeau, rue	Lavigne, rue	Rigide	200	253	6 semaines
IBI-AQ-2020-03A	000	Île-Bizard--Sainte-Geneviève	**Saint-Antoine, rue**	Gouin Ouest, boulevard	Limite nord	Souple	150	240	8 semaines
PRF-AQ-2020-01AB	000	Pierrefonds-Roxboro	**Boischatel, rue de**	Kuchiran, rue	Acres, rue	Souple	150	538	12 semaines
PRF-AQ-2020-02A	000	Pierrefonds-Roxboro	**Hilltop, rue**	Chickalo, rue	Avon, rue	Souple	150	166	6 semaines
PRF-AQ-2020-03A	000	Pierrefonds-Roxboro	**Pierre-Lauzon, rue**	Gouin Ouest, boulevard	Gilmour, rue	Souple	250	235	8 semaines
							Total	1713	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458013	DATE:
#GDD:	1207231013	DRM:	4580	2020/03/13
RESPONSABLE:	Alexandre Martin, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100041	180991	2 061 155.27 $	2 052 030.68 $	205 203.07 $	0.00 $	C
1918100042	180992	67 571.86 $	0.00 $	0.00 $	74 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**2 128 727.13 $**	**2 052 030.68 $**	**205 203.07 $**	**74 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**2 128 727.13 $**	**2 052 030.68 $**	**205 203.07 $**	**74 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**2 331 233.75 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458013	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**13/03/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			2 052 030.68 $
TRAVAUX CONTINGENTS			205 203.07 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		12 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		27 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $	
Gestion des impacts		10 000.00 $	
Surveillance environnementale		15 000.00 $	
		0.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	74 000.00	74 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			2 331 233.75 $
Imputation (crédits)			2 128 727.13 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		101 380.03	202 253.16
Ristournes TPS et TVQ à 50%		202 506.61	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Alexandre Martin, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100041**	**SOUMISSION:**	**458013**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180991**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**13/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR ▸	**Sanexen Services Environnementaux inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			2 052 030.68 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		205 203.07 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			2 257 233.75 $
Imputation (crédits)			2 061 155.27 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	98 161.94	195 833.07
Ristournes TPS et TVQ à 50%	196 078.48	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Alexandre Martin, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100042**	**SOUMISSION:**	**458013**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180992**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**13/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		12 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		27 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $	
Gestion des impacts		10 000.00 $	
Surveillance environnementale		15 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	74 000.00	74 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			74 000.00 $
Imputation (crédits)			67 571.86 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		3 218.09	6 420.09
Ristournes TPS et TVQ à 50%		6 428.14	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Alexandre Martin, ing.

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 458013

Date de publication : 2020-01-27
Date d'ouverture : 2020-03-05

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	BCF, Avocats d'affaires
2	Foraction inc.
3	GFL Environmental inc.
4	GLT+ inc.
5	Sanexen Services Environnementaux inc.

Montréal

SOUMISSION 458013 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
Arrondissements / **Rues** L'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève / Gouin Ouest, Saint-Antoine Pierrefonds-Roxboro / Boischatel, Hilltop, Pierre-Lauzon	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de caserne d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour handicapés, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité;

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
	- Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 avril 2017

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2017-CPSM-1021694
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVA-TECH
- EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
- REGENERATION
- REGÉNÉRATION
- SANEXEN
- SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

7-1

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 14 janvier 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD QC J4Z 3V4

Objet : Accusé de réception - Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics) ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007373
N° de demande :	2000020638

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

7-2

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 12 mars 2020 à 19:30** ✓

OK, Extrait du Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA) A.M.

Fiche de l'entreprise

Nom : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. ✓
Adresse du siège social : 9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF, ENTRÉE 1, BUREAU 200, BROSSARD, QC, J4Z 3V4, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700007373 ✓
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172408883 ✓

Autres noms d'affaires

- EXCAVA-TECH
- EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
- REGENERATION
- REGÉNÉRATION
- SANEXEN
- SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

c. Éviter l'emploi d'une conduite inappropriée contrevenant aux règles collectives de respect ou du savoir-vivre en milieu de travail, et se caractérisant par des comportements rudes et non courtois, démontrant ainsi un manque de considération générale pour les autres.

4.3.12.2 En cas de faute, la Ville s'attend à ce que l'Entrepreneur prenne les mesures nécessaires auprès des personnes concernées afin de respecter ses engagements. Dans ce cas, la Ville avise l'Entrepreneur de tout comportement déviant par rapport aux exigences du présent Cahier des charges. L'Entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures pour intervenir afin de corriger la situation, mettre fin au comportement déviant signalé et fournir à la Ville toute l'information détaillant les démarches entreprises et les mesures mises en place. Si la Ville juge que ces mesures sont insuffisantes, elle peut exiger le remplacement du membre du personnel de l'entrepreneur qui est en faute.

4.3.12.3 L'Entrepreneur doit collaborer à toute vérification, portant sur le respect de ses engagements auprès de la Ville.

4.3.12.4 Tout manquement à l'article 4.3.12 de la part de l'Entrepreneur, d'un ou des membres du personnel à sa charge ainsi que de ses sous-traitants, est susceptible de sanction de la part de la Ville, pouvant aller du simple avertissement jusqu'à la résiliation du contrat.

3.4 Procédure de règlement des différends

La clause 5.1.12.2 du CCAG générales est remplacée par celle-ci :

5.1.12.2 L'Entrepreneur doit transmettre à la Ville le détail de sa demande dès que possible ou au plus tard soixante (60) jours calendrier suivant la date de fin des travaux relatifs à l'avis écrit. À l'expiration de ce délai, à moins qu'il en ait été convenu autrement avec le Directeur, il est convenu que l'Entrepreneur ne pourra présenter de demande de compensation relative à cet avis. La Ville fera connaître sa position à l'égard de ladite demande dans un délai maximum de soixante (60) jours calendrier, à moins qu'il en ait été convenu autrement.

3.5 Répertoire des prix unitaires des travaux d'infrastructures

Le soumissionnaire doit prendre note que pour le présent appel d'offres, le document normalisé d'infrastructures DTNI-11A « Répertoire des prix unitaires des travaux d'infrastructures », sera disponible au moment de la réalisation des travaux.

4. Dispositions relatives à la soumission

4.1 Expérience du soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a

obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **1 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un Contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du Contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **Adjudicataire du Contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du Contrat;**

- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

4.2 Sous-traitance

Pour les Sous-traitants qui effectuent les travaux de chemisage de conduite, le Soumissionnaire doit en plus de ce qui est spécifié à l'article 2.10 *« Conditions d'admissibilité »* des instructions aux soumissionnaires et à l'article 4.3.3 *« Sous-traitance »* du CCAG, respecter ce qui suit :

4.2.1 Déclaration d'entente ferme

Au moment du dépôt des Soumissions, le Soumissionnaire doit avoir une entente ferme avec le Sous-traitant en chemisage de conduites pour l'exécution des travaux, selon ce qui est requis dans le cadre du présent projet. Le Soumissionnaire doit identifier le décret qu'il doit respecter selon le montant des travaux de chacun de ses sous-traitants soit :

- Décret 796-2014 : s'il s'agit d'un sous-contrat de travaux de construction de 5M$ et plus ;
- Décret 1049-2013 : s'il s'agit d'un sous-contrat de travaux de construction de 25 000 $ et plus.

Le Sous-traitant ci-haut mentionné doit détenir, au moment du dépôt de la Soumission, une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics, **faute de quoi la Soumission sera automatiquement rejetée**. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, le Soumissionnaire doit indiquer la valeur du Sous-contrat, présenter le dossier d'expérience dudit Sous-traitant et joindre l'autorisation de contracter de celui-ci.

4.3 Autres documents à joindre à la soumission

Pour réaliser les travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable sur son territoire, la Ville accordera en 2020 plusieurs Contrats distincts. Un Entrepreneur peut soumissionner pour un ou plusieurs Contrats. Toutefois, il ne peut attitrer la même équipe pour plusieurs Contrats, incluant son chargé de projet.

L'Entrepreneur doit fournir avec sa Soumission un organigramme pour chacune des équipes affectées aux travaux sur lequel doit apparaître le nom du chargé de projet, du ou des contremaître(s) et de tous les manœuvres spécialisés, ouvriers et autres employés affectés au Contrat.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1207231013.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : 514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Conseil et soutien financier - Pôle Eau-Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.19

2020/04/20 13:00

(2)

Dossier # : 1207231013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.

Rapport - mandatSMCE207231013.pdf

Dossier # :1207231013

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 20 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231013

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux : 2 052 030,68 $ + contingences : 205 203,07 $ + incidences : 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231013

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux : 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
  - *écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme;*
  - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 8 avril 2020, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du dossier du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Ce dossier qui vise la réhabilitation d'environ 1,7 kilomètre de conduites d'eau secondaires des arrondissements de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et de Pierrefonds-Roxboro par la technique de chemisage. Il s'agit de l'un des huit contrats qui s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et fait partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie.

Bien que le grand projet 2020 ait été scindé dans l'objectif d'ouvrir le marché aux plus petites firmes, notamment, en vue d'obtenir les meilleurs coûts pour la Ville de Montréal, ce que la Commission salue, ceci n'a malheureusement pas permis de recevoir un grand nombre de soumissions. Le Service attribue ce fait à la forte saturation du marché en raison de l'intensité de la demande. Les membres de la Commission ont posé différentes questions afin de bien comprendre les raisons pour lesquelles ce marché

comptait aussi peu d'entreprises, seulement deux entreprises spécialisées dans la réhabilitation de conduites et un sous-traitant aptes à effectuer ces travaux hautement spécialisés. Les commissaires comprennent donc mieux que l'adjudicataire en soit à son troisième contrat consécutif pour un contrat récurrent en 2020.

Finalement, en ce qui a trait à l'écart de 25,3 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme, le Service a expliqué que plus de 23,8% de cet écart était réparti parmi trois éléments du contrat : « le maintien de la mobilité et de la sécurité routière », la « nouvelle vanne sur conduite existante » et la « conduite d'eau proposée ». Il s'avère, d'une part, que les prix soumis par le 2e soumissionnaire pour les articles « maintien de la mobilité et de la sécurité routière » et « conduite d'eau proposée » sont exagérément élevés, alors que les prix soumis par l'adjudicataire sont raisonnables et rapprochés des prix qui figurent à l'estimation de contrôle. D'autre part, l'adjudicataire a soumis un prix jugé très bas par le Service en ce qui a trait à l'article « nouvelle vanne sur conduite existante » alors que le prix soumis par le 2e soumissionnaire conforme lui semble beaucoup trop élevé. Quant à l'écart résiduel de 1,5 %, il est réparti parmi les autres articles de la soumission. Au demeurant, cet écart est favorable à la Ville et le Service recommande l'octroi du contrat après avoir validé la capacité de l'entreprise à respecter les termes du contrat, notamment en ce qui a trait au prix particulièrement bas de l'un des items.

La Commission a obtenu des réponses satisfaisantes relativement au calcul de l'estimation, qui se fait dorénavant sur la base des coûts réels détaillés plutôt qu'en se basant sur les valeurs historiques au pied linéaire, par exemple, parce que ceci pourrait fausser l'évaluation des travaux.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
  - *écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme;*
  - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie faite par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207231013 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale: 17 421 244,25 $, taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-17994 (1 seul soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire PBSC Solutions Urbaines Inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 17 421 244,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 20-17994;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 14:37

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale: 17 421 244,25 $, taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-17994 (1 seul soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

La saison 2019 de BIXI Montréal aura été marquante à plusieurs niveaux. L'ajout de 1 000 nouveaux vélos, de 60 stations et de 2 625 points d'ancrage et l'expansion du service dans six nouveaux arrondissements montréalais - Lachine, Saint-Laurent, Montréal-Nord, Anjou, Saint-Léonard et Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - ont eu un impact majeur sur les déplacements. En effet, ce sont plus de 15 millions de kilomètres qui ont été parcourus par 320 000 utilisateurs uniques. Plus de 5,8 millions de déplacements ont été enregistrés, une hausse de plus de 8% par rapport au record établi en 2018. Avec une croissance de 80% de l'achalandage et de 309% des ventes depuis les 5 dernières années, le vélo partage s'inscrit comme une véritable option de transport public à l'échelle montréalaise.
La fin de la saison aura été marquée également par l'arrivée des premiers E-BIXI, la version électrique de BIXI. Les quelque 120 vélos de couleur bleue ont rapidement conquis les utilisateurs au point où le nombre d'utilisations quotidiennes moyen de chaque vélo à assistance électrique a rapidement dépassé celui des vélos classiques. Dans le but de continuer d'offrir un service de qualité et de pouvoir mieux répondre aux besoins de la clientèle cycliste, il a été convenu de bonifier l'offre actuelle de vélos en libre-service par l'ajout de vélos à assistance électrique au cours des trois prochaines années.

Ainsi, il est prévu d'ajouter dès cette année 1 000 vélos à assistance électrique ainsi que 70 nouvelles stations et autres équipements connexes nécessaires au fonctionnement du système. Dès 2021, ce sont 725 autres vélos à assistance électrique qui seront ajoutés ainsi que 83 nouvelles stations. En 2022, 425 vélos à assistance électriques de plus seront déployés ainsi que 31 nouvelles stations.

C'est dans ce contexte qu'un appel d'offres a été publié le 3 février 2020 dans SEAO et le journal Le Devoir. La période de soumission a été de 35 jours et se terminait le 10 mars 2020. La durée de validité des soumissions a été fixée à 120 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 08 juillet 2020.

Durant la période au cours de laquelle l'appel d'offres a été publié, 3 addenda ont été diffusés afin de préciser certains détails ou d'ajouter un certain nombre d'informations.

Numéro d'addenda	Date de publication	Contenu
1	4 février 2020	Ajout du bordereau de prix
2	11 février 2020	Précisions sur les dates de livraison des équipements
3	14 février 2020	Modifications apportées à la description des équipements et aux quantités souhaitées

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0752 (18 juin 2019) Accorder un contrat de gré à gré à PBSC Solutions urbaines pour l'acquisition de pièces et d'équipements permettant le déploiement du système BIXI pour la desserte de la nouvelle navette fluviale, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour une somme maximale de 124 832,36 $, taxes incluses (fournisseur unique)
CM19 0199 (25 février 2019) : Approuver un nouveau projet d'entente entre la Ville de Montréal et BIXI Montréal, organisme à but non lucratif, afin de lui confier la gestion du système de vélo en libre-service sur le territoire de la Ville de Montréal à compter du 1er janvier 2019, et ce, pour les dix prochaines années et autoriser une dépense de 46 011 581,96 $ à cet effet

CM18 0997 (21 août 2018) Accorder un contrat de gré à gré à PBSC Solutions urbaines pour l'acquisition en 2018 de pièces et d'équipements permettant une expansion du système de vélo en libre-service, pour une somme maximale de 4 786 057,43 $, taxes incluses /Approuver un projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

L'année dernière, BIXI Montréal a fait l'acquisition de quelque 120 vélos à assistance électrique en libre-service afin de pouvoir tester leur appréciation par la clientèle. Leur coût d'acquisition a été entièrement assumé par BIXI Montréal.
Le montant de 17 M$ comprend l'achat de 2 150 vélos à assistance électrique, de batteries, terminaux, points d'ancrage, panneaux publicitaires, GPS, et tout le matériel nécessaire au fonctionnement du système.

Le contrat comprend une liste de pièces et d'équipements dont l'acquisition est prévue au cours des trois prochaines années. Ainsi, pour 2020, 1 000 vélos à assistance électrique doivent être acquis et mis en service dès le début de la prochaine saison estivale. À cela s'ajoutent des terminaux, pavés, panneaux solaires, points d'ancrage, panneaux publicitaires, GPS, etc. Pour 2021 et 2022, ce sont respectivement 725 et 425 vélos à assistance électrique qui s'ajouteront à la flotte gérée par BIXI Montréal en plus des équipements nécessaires au fonctionnement du système.

Tous les équipements à acquérir ont été décrits dans l'appel d'offres et subdivisés en 4 lots distincts de manière à favoriser une plus grande ouverture du marché:

LOT 1: Vélo à assistance électrique
Les spécifications fournies dans les documents d'appel d'offres comprennent les caractéristiques générales et celles relatives à l'assistance électrique, à la batterie, au moteur ainsi qu'aux diverses composantes.

LOT 2: Terminaux / Stations
Les spécifications fournies dans les documents d'appel d'offres comprennent les caractéristiques du terminal hybride ainsi que celles relatives au mât et à ses composantes,

au pavé technique, au point d'ancrage, au câble, à l'alimentation de la station et la recharge en station.

LOT 3: Panneaux publicitaires

LOT 4: GPS

Il est à noter qu'une garantie de 5 ans s'appliquera à tous les équipements acquis.

Une clause de pénalité de 1000$ par jour de retard de livraison est prévue dans le contrat.

JUSTIFICATION

Durant la période au cours de laquelle l'appel d'offres 20-17994 a été publié, trois (3) preneurs se sont procuré le cahier des charges.
Une seule firme a déposé une soumission, soit 33% des preneurs de cahier des charges:

- PBSC Solutions Urbaines Inc.

Parmi les firmes s'étant procuré le cahier des charges mais sans déposer d'offres, l'une a acquis les documents par intérêt seulement. L'autre qui s'est désistée a fait le constat qu'il lui était impossible de répondre aux exigences du cahier des charges.

Les résultats de l'appel d'offres sont les suivants:

Soumissionnaire conforme	**Montant soumis (Taxes incl.)**	**Autres (Taxes incl.)**	**Montant total (Taxes incl.)**
PBSC Solutions Urbaines Inc.	17 421 244,25 $	-	17 421 244,25 $
Dernière estimation réalisée	16 594 468,23 $	-	16 594 468,23 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	-	-	826 776,02 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]	-	-	4,98 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	-	-	n.a.
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]	-	-	n.a.

L'écart de près de 5 % entre la soumission et l'estimation s'explique de deux façons: 1) un coût unitaire plus élevé pour le vélo que celui qui avait été prévu initialement dans l'estimation puisque PBSC a été dans l'obligation d'adapter le cadre afin de permettre la permutation de la batterie, une exigence de la Ville. 2) l'autre élément qui augmente le prix concerne la station. Il faut comprendre que le terminal hybride demandé par la Ville n'existe nulle part ailleurs. PBSC a dû développer et mettre au point une technologie spécifiquement pour répondre à cette demande.

Compte tenu du résultat de l'analyse de la soumission, il est recommandé d'octroyer le contrat à PBSC Solutions Urbaines Inc., seul soumissionnaire, et considéré conforme lors de l'appel d'offres 20-17994 pour la fourniture de vélos à assistance électrique et autres équipements connexes dont la compatibilité avec le système de vélo en libre-service actuel de la Ville de Montréal est nécessaire et a été démontrée par le soumissionnaire.

L'adjudicataire recommandé respecte la Politique de gestion contractuelle de la Ville (PGC).

L'octroi du contrat doit être étudié par la Commission permanente sur l'examen des contrats puisque sa valeur est supérieure à 10 M$ et il s'agit d'un contrat de biens et services de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 17 421 244.25 $ (taxes incluses), ce qui correspond à un montant net à la charge des contribuables de 15 907 919 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Un montant maximal de 15 907 919 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corpo 19-027 « Acquisition de biens et équipements d'actifs permettant l'expansion du système de vélos Bixi CM190465 ».

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de dollars) :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
28040 -Vélo : Développement et optimisation du système de vélo en libre -service BIXI	6 652$	6 369$	2 887$	0$	15 908$
Total	6 652$	6 359$	2 887$	0$	15 908$

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le détail des informations budgétaires et comptables est précisé dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans un contexte de transition écologique, Montréal vise à accroître l'usage du vélo partout sur le territoire en offrant des liaisons confortables, sécuritaires, fiables et continues entre divers générateurs de déplacements, notamment les grands pôles d'activités et les principaux pôles de transport collectif.
L'usage du vélo est en accord avec les principes favorisant une meilleure qualité de vie, une protection accrue de l'environnement et une croissance économique durable à l'échelle locale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat est accordé :
- Les abonnés de BIXI Montréal et les utilisateurs occasionnels ou autres auront accès à une flotte totale de plus de 2 000 vélos à assistance électrique au cours des trois prochaines années, répondant ainsi à une demande sans cesse répétée des citoyens et des abonnés du service de vélos en libre-service;
- Davantage de citoyens dont les capacités physiques sont plus limitées seront intéressés à

opter pour les transports actifs s'ils peuvent compter sur des vélos à assistance électrique en quantité suffisante;
- Les performances du vélo à assistance électrique ne sont plus à démontrer. Son efficacité est telle qu'il pourra contribuer à supplanter certains trajets réalisés en automobile ou même en transport en commun. Conséquemment, il pourrait s'agir d'une mesure efficace pour diminuer la congestion routière.

Si le contrat n'est pas accordé :
- Il sera difficile pour BIXI Montréal de demeurer compétitif et d'augmenter le nombre d'abonnés si les usagers constatent qu'aucune amélioration de services n'est apportée au système actuel;
- L'offre de vélos à assistance électrique en libre-service à Montréal demeurera marginale en comparaison avec d'autres grandes villes ailleurs dans le monde qui ont déjà opté pour ce choix.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est à prévoir et devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville et celui de BIXI Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1er avril 2020 : Présentation du dossier au comité exécutif;
8 avril 2020 : Présentation et analyse du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats;
15 avril 2020 : Présentation du dossier au comité exécutif avec les recommandations de la Commission;
20 avril 2020 : Adoption par le conseil municipal;
23 avril 2020 : Octroi du contrat à PBSC Solutions Urbaines Inc.;
Juin 2020 : Livraison des 1 000 premiers vélos à assistance électrique;
Juillet 2020 : Livraison des pièces et autres équipements connexes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-20

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-03-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-03-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Octroyer un contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale: 17 421 244,25 $, taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-17994 (1 seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17994 DetCah.pdf 20-17994 pv.pdf 20-17994 Bordereau de prix.pdf

20-17994 Interevention Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17994 — No du GDD : 1204368002

Titre de l'appel d'offres : Entente d'acquisition de vélos à assistance électrique du système de vélo en libre-service BIXI et autres équipements connexes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 10 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 10 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 14 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 7 - 2020

Date d'échéance révisée : 8 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PBSC Solutions Urbaines Inc.	17 421 244,25		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à l'unique firme soumissionnaire PBSC Solutions Urbaines Inc. Des deux autres firmes détentrices du cahier des charges une l'avait acheté pour consultation et l'autre n'était pas en mesure de déposer une soumission.

Préparé par : Eddy Dutelly — Le 24 - 3 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Numéro d'appel d'offres		20-17994
Titre de l'appel d'offres		Entente d'acquisition de vélos à assistance électrique du système de vélo en libre-service BIXI et
Mode d'adjudication		Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication		Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*		PBSC Solutions Urbaines Inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)		1167981464
Adresse du soumissionnaire		1120, boulevard Marie-Victorin, Longueuil, Québec, J4G 2H9

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Article n°	***Description de l'article***	***Montant***	***TPS:5%***	***TVQ:9,975%***	***Total ($)***
1	Vélos à assistance électrique	6 326 870	316 343,50 $	631 105,28 $	7 274 318,78 $
2	Stations	8 084 082	404 204,10	806 387,18 $	9 294 673,28 $
3	Panneaux Publicitaires	322 000	16 100,00	32 119,50 $	370 219,50 $
4	GPS	419 250	20962,5	41 820,19 $	482 032,69 $
				Montant de la proposition (avec taxes) :	17 421 244,25 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-17994
Numéro de référence : 1341849
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Entente d'acquisition de vélos à assistance électrique du système de vélo en libre-service BIXI et autres équipements connexes

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
8D technologies ULC 1008 - 416 Boulevard de Maisonneuve O Montréal, QC, H3A 1L2 NEQ : 1172490303	Monsieur Youness Touzani Téléphone : 514 775-0399 Télécopieur :	**Commande : (1693090)** 2020-02-04 9 h 58 **Transmission :** 2020-02-04 9 h 58	3247340 - 20-17994 Addenda # 1 (Bordereau de prix) 2020-02-04 11 h 09 - Courriel 3252019 - 20-17994 ADDENDA_no.2 2020-02-11 11 h 06 - Courriel 3255365 - 20-17994 Addenda # 3 - modification bordereau de prix 2020-02-14 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bixi Montréal 5945 avenue De Gaspé Montréal, QC, H2S2X4 NEQ :	Monsieur Jean Turcot Téléphone : 514 397-8935 Télécopieur :	**Commande : (1695727)** 2020-02-07 12 h 02 **Transmission :** 2020-02-07 12 h 02	3247340 - 20-17994 Addenda # 1 (Bordereau de prix) 2020-02-07 12 h 02 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
PBSC Solutions Urbaines Inc. 1120, boul. Marie-Victorin Longueuil, QC, J4G 2H9 NEQ : 1167981464	Monsieur Adrian Popovici Téléphone : 450 748-7272 Télécopieur :	**Commande : (1692919)** 2020-02-04 8 h 17 **Transmission :** 2020-02-04 8 h 17	3247340 - 20-17994 Addenda # 1 (Bordereau de prix) 2020-02-04 11 h 09 - Courriel 3252019 - 20-17994 ADDENDA_no.2 2020-02-11 11 h 06 - Courriel 3255365 - 20-17994 Addenda # 3 - modification bordereau de prix 2020-02-14 13 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Octroyer un contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale: 17 421 244,25 $, taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-17994 (1 seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1204368002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Étienne GUIMOND
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7363
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Octroyer un contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale: 17 421 244,25 $, taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-17994 (1 seul soumissionnaire)

Rapport - mandatSMCE204368002.pdf

Dossier # :1204368002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 20 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE1204368002

Octroyer un contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale: 17 421 244,25 $, taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-17994 (1 seul soumissionnaire)

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE1204368002

Octroyer un contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale: 17 421 244,25 $, taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-17994 (1 seul soumissionnaire).

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ pour lequel :*
  - *Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres*

Le 8 avril 2020, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus.. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'urbanisme et de la mobilité et du Service de l'approvisionnement ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que ce contrat visant l'acquisition de vélos et autres composantes du système BIXI a été scindé en quatre lots distincts dans l'objectif d'ouvrir le marché. Néanmoins, ceci n'a permis de recevoir qu'une seule soumission, et ce, bien que trois entreprises avaient pris les documents de l'appel d'offres. Il a été précisé que l'une d'elles n'envisageait pas soumissionner et que l'autre a constaté l'impossibilité de le faire en raison des équipements très spécialisés qui doivent être compatibles avec les équipements du réseau existant. La Commission constate que la spécificité des équipements du système BIXI a un effet de fermeture du marché. La Commission retient donc que l'adjudicataire est l'une des rares entreprises à pouvoir produire les pièces.

Les commissaires ont voulu savoir si une négociation avait été tentée dans le contexte de la réception d'une seule soumission conforme. Le Service de l'approvisionnement a expliqué que cette démarche avait été entreprise, malgré le faible écart par rapport au prix de l'estimé de contrôle, sans pour autant résulter en une diminution du prix.

En conclusion, la Commission salue l'expansion du réseau BIXI avec l'acquisition de 2150 vélos et autres équipements dans le cadre des ressources prévues au PTI. Finalement, il s'avère que, dans le contexte actuel de la pandémie mondiale, la première livraison qui était prévue en juin 2020 devra être repoussée ainsi que la plupart des dates butoirs originalement prévues au contrat.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'urbanisme et de la mobilité et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat de biens et services de plus de 2 M$ pour lequel :*
  - *Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie faite par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE204368002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1208023001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Expertise d'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal - Dépense totale de 901 214,87 $, taxes incluses (Contrat 790 539,36 $ taxes incluses, budget de contingences (10 %) de 79 053,94 $ taxes incluses et budget des incidences (4 %) 31 621,57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 10339 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme pour des travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal, au montant de 790 539,36 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public # 10339 ;
2. d'autoriser une dépense de 79 053,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences (10% du montant du contrat);
3. d'autoriser une dépense de 31 621,57 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences (4% du montant du contrat);
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites à l'intervention financière.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 11:10

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208023001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Expertise d'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal - Dépense totale de 901 214,87 $, taxes incluses (Contrat 790 539,36 $ taxes incluses, budget de contingences (10 %) de 79 053,94 $ taxes incluses et budget des incidences (4 %) 31 621,57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 10339 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réparation ponctuelle d'égouts secondaires sont identifiés par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau à la suite d'inspections télévisées de conduites d'égouts.
Ces travaux de réparation (avec et sans tranchés) font partie des interventions qui contribuent à assurer la pérennité des infrastructures collectives et à améliorer le niveau de service aux citoyens.

Les conduites d'égout à réparer présentent plusieurs anomalies telles que des fractures, des trous et des déformations constatées lors d'inspections. La nature de ces bris ainsi que les caractéristiques des conduites rendent possible une réparation par l'intérieur, sans tranchée, par un entrepreneur spécialisé.

Ces techniques sans tranchée comportent de nombreux avantages comparativement aux méthodes traditionnelles de réparation par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la réparation par excavation;
· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation;
· Réduction des émissions de gaz à effet de serre comparativement à la réparation par excavation;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans le cas d'impossibilité de réparer les tronçons d'égouts par chemisage ponctuel pour des raisons techniques, la réparation se fera par excavation dans le cadre de se contrat également.

Les dégradations ponctuelles des égouts nécessitent une intervention rapide de réparation et de réhabilitation pour éviter de coûteuses reconstructions à moyen terme.

La DRE a procédé à un appel d'offres public pour l'octroi de travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal.

L'appel d'offres no 10339 a été publié dans le Journal de Montréal et dans le site électronique d'appel d'offres SEAO le 14 janvier 2020. Trois addendas ont été mis, l'addenda no 1 le 22 janvier 2020 , l'addenda no 2 le 10 février 2020 et l'addenda no 3 le 18 février 2020.

Les addendas concernent l'ajout d'un article au Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS), la réponse à une question posée par un soumissionnaire, la modification du bordereau de prix et le report de la date d'ouverture des plis.

La durée globale de publication de l'appel d'offres a été de 44 jours. La soumission est valide pendant cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture le 27 février 2020, soit jusqu'au 26 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0546 - 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour un montant de 598 876,04 $, taxes, contingences et variation de quantité incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10302.
CE18 1225 - 01 août 2018 - Accorder un contrat à chacune des firmes : Services Infraspec inc., lot A (30 réparations) pour un montant de 483 185,10 $ taxes incluses et Clean Water Works inc., lot B (15 réparations) pour un montant de 491 421,55 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10269.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat de réparation ponctuelle sur divers tronçons d'égouts secondaires de la Ville de Montréal. Il y aura cinquante-deux (52) réparations à faire dont huit (8) par excavation. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 27 février 2020 dans les locaux du Service du greffe.
Pour cet appel d'offres, quatre (4) entrepreneurs se sont procuré le cahier des charges via le SEAO. L'octroi du contrat sera attribué au plus bas soumissionnaire conforme.

Il est recommandé l'octroi du contrat à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, d'un montant total de 790 539,36 $, taxes incluses.

Dans ce contrat, il est prévu un budget de contingences (10 %), taxes incluses et un budget des incidences (4 %), taxes incluses.

JUSTIFICATION

Sur quatre (4) preneurs de cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 75 %. En ce qui concerne les motifs de désistement et suite à notre demande, la compagnie Construction GC-Merineau ltée n'a pas répondu.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Les prix de la soumission et les documents relatifs à la soumission conforme ont été vérifiés.
Le tableau des résultats d'ouverture de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à octroyer.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Services Infraspec inc.	790 539,36 $	0,00 $	790 539,36 $
Clean Water Works inc.	971 000,00 $	0,00 $	971 000,00 $
Services d'Égouts Capital	875 079,90 $	0,00 $	875 079,90 $
Dernière estimation réalisée ($)	860 674,11 $	0,00 $	860 674,11 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (l'adjudicataire – estimation)			-70 134,75 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(l'adjudicataire – estimation)/estimation) x 100]			-8,15 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse– la plus basse)			84 540,54 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]			10,69 %

L'estimation interne des professionnels a été réalisée à partir de l'historique des appels d'offres pour des travaux similaires. Il s'agit du troisième contrat de cette nature à la ville de Montréal avec des quantités aussi importantes de réparation ponctuelle de conduites d'égouts et un délai de réalisation aussi court de cent vingt (120) jours.

Il y a un écart favorable entre la plus basse soumission et l'estimation des professionnels de 8,15 %.

La plus grande partie de l'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation interne est répartie comme suit:

- Poste «Inspection télévisée après réparation (Incluant camion de nettoyage en tandem) - Art 19.6 » (env. 73 %) : cet écart peut être expliqué par l'expertise du plus bas soumissionnaire pour ce type de travaux , maîtrise de la technique, expérience du personnel, taux de productivité plus élevé.

- Poste « Remplacement de branchement par excavation - Art 19.5 » (env. 23 %) : étant donné qu'il y a peu ou pas d'historique de prix pour cet article, l'estimation interne a été surestimée.

- La balance de l'écart est répartie sur différents articles du bordereau de prix.

Il y a un écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse conforme de 10,69 %.

La plus grande partie de l'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse conforme est répartie comme suit:

- Poste « Assurances, garanties et frais généraux de chantier » (env. 37 %) : cet écart peut être expliqué par la sous-estimation de ces frais, soit 3,5 % du montant de la soumission avant taxes.

- Poste « Remplacement de conduite par excavation - Art 19.4 450 mm - 750 mm» (env. 46 %) : le prix de remplacement a été surestimé par rapport aux prix du marché.

- La balance de l'écart est répartie sur différents articles du bordereau de prix.

Le contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, la date d'obtention par l'adjudicataire, de son attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) est le 6 décembre 2017 et valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 19 juin 2020. L'attestation est en pièces jointes.

Après validation, l'adjudicataire ne fait pas partie du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) de la liste des firmes à rendement insatisfaisant et n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Services Infraspec inc., 4585 boulevard Lite, Laval (QC) H7C 0B8, a fourni l'attestation de Revenu Québec, valide jusqu'au 30 avril 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat est réparti comme suit :
Contrat : 790 539,36 $, taxes incluses;

Budget de contingences (10 %) : 79 053,94 $, taxes incluses;

Budget des incidences (4 %) (frais d'échantillonnage, de caractérisation et mise à disposition des sols contaminés) : 31 621,57 $, taxes incluses.

Le budget total est de 901 214,87 $, taxes incluses, ce qui représente une dépense nette de 822 929,30 $, lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est assumée par le budget de fonctionnement de la DRE.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La date souhaitée de la décision des instances est la fin du mois d'avril. Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux de réparation dans un délai relativement rapproché, peut impliquer une détérioration accrue des conduites d'égout et pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts plus importants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel de la pandémie du COVID-19, il sera demandé à l'adjudicataire du contrat de nous fournir les mesures de prévention adéquates qu'il mettra en place afin de respecter les mesures prescrites actuellement par la Ville de Montréal, notamment en ce qui a trait à l'isolation préventive et les mesures d'hygiène et sanitaire requises en lien avec la COVID-19. À la réception des mesures préventives de l'adjudicataire du contrat, nous communiquerons avec ce dernier pour confirmer si les travaux peuvent débuter, en conformité avec les directives actualisées du gouvernement du Québec, relatives à la pandémie COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée selon les besoins, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 avril 2020

Conseil municipal : 24 avril 2020

Début prévisionnel des travaux : 18 mai 2020

Fin prévisionnelle des travaux : 15 septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelkrim RAYASSE
Ingénieur

Tél : 514 872-9399
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Rémi LACROIX
Chef de section Intervention

Tél : 872-3973
Télécop. : 514 872-8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-03-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-26

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 6 décembre 2017

SERVICES INFRASPEC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BELLEMARE
4585, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7C 0B8

N° de décision : 2017-CPSM-1063080
N° de client : 3000241603

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES CANALISATIONS KARIC, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SERVICES INFRASPEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10339
Numéro de référence : 1335083
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Capital Sewer Services 10300 Boul. Henri-Bourassa O Montréal, QC, H4S1N6	Monsieur Luc Lefebvre Téléphone : 514 245-9130 Télécopieur :	**Commande : (1683101)** 2020-01-15 12 h 21 **Transmission :** 2020-01-15 12 h 21	3239428 - 10339_ADDENDA no 1 2020-01-22 20 h 05 - Courriel 3239431 - 10339_formulaire de soumission_v1 (devis) 2020-01-22 20 h 04 - Courriel 3239432 - 10339_formulaire de soumission_v1 (bordereau) 2020-01-22 20 h 04 - Téléchargement 3251474 - 10339_ADDENDA no 2 2020-02-10 21 h 27 - Courriel 3251488 - 10339_formulaire de soumission_v2 2020-02-10 21 h 36 - Courriel 3257150 - 10339 Addenda no3 2020-02-18 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1704125)** 2020-02-21 15 h 25 **Transmission :** 2020-02-21 15 h 25	3239428 - 10339_ADDENDA no 1 2020-02-21 15 h 25 - Téléchargement 3239431 - 10339_formulaire de soumission_v1 (devis) 2020-02-21 15 h 25 - Téléchargement 3239432 - 10339_formulaire de soumission_v1 (bordereau) 2020-02-21 15 h 25 - Téléchargement 3251474 - 10339_ADDENDA no 2 2020-02-21 15 h 25 - Téléchargement 3251488 - 10339_formulaire de soumission_v2 2020-02-21 15 h 25 - Téléchargement 3257150 - 10339 Addenda no3 2020-02-21 15 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Construction GC-Merineau ltée 2481, Dollard Montréal, QC, H8N 1S2	Monsieur Joe Ciconte Téléphone : 514 768-0222 Télécopieur : 514 768-7450	**Commande : (1692676)** 2020-02-03 15 h 13 **Transmission :** 2020-02-03 15 h 13	3239428 - 10339_ADDENDA no 1 2020-02-03 15 h 13 - Téléchargement 3239431 - 10339_formulaire de soumission_v1 (devis) 2020-02-03 15 h 13 - Téléchargement 3239432 - 10339_formulaire de soumission_v1 (bordereau) 2020-02-03 15 h 13 - Téléchargement 3251474 - 10339_ADDENDA no 2 2020-02-10 21 h 27 - Courriel 3251488 - 10339_formulaire de soumission_v2 2020-02-10 21 h 36 - Courriel 3257150 - 10339 Addenda no3 2020-02-18 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services Infraspec inc 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1682645)** 2020-01-14 16 h 07 **Transmission :** 2020-01-14 16 h 07	3239428 - 10339_ADDENDA no 1 2020-01-22 20 h 05 - Courriel 3239431 - 10339_formulaire de soumission_v1 (devis) 2020-01-22 20 h 04 - Courriel 3239432 - 10339_formulaire de soumission_v1 (bordereau) 2020-01-22 20 h 04 - Téléchargement 3251474 - 10339_ADDENDA no 2 2020-02-10 21 h 27 - Courriel 3251488 - 10339_formulaire de soumission_v2 2020-02-10 21 h 36 - Courriel 3257150 - 10339 Addenda no3 2020-02-18 11 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208023001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Expertise d'entretien
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc. pour des travaux de réparation ponctuelle de conduites d'égouts secondaires de la Ville de Montréal - Dépense totale de 901 214,87 $, taxes incluses (Contrat 790 539,36 $ taxes incluses, budget de contingences (10 %) de 79 053,94 $ taxes incluses et budget des incidences (4 %) 31 621,57 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 10339 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208023001_DRE_Information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-7598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Bruno LAGACÉ
Conseiller Budgétaire
Tél : 514 872-5391
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1206717001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat de collecte et de transport des matières recyclables de l'arrondissement Rosemont–La Petite Patrie à l'entreprise Environnement Routier NRJ Inc., pour une période de six (6) mois, sans option de prolongation et pour une dépense totale de 1 610 869,60 $ taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-18098 (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :
1. d'accorder **au seul soumissionnaire** Environnement Routier NRJ Inc., **ce dernier ayant présenté une soumission conforme,** le contrat pour l'exécution des travaux de collecte et de transport des matières recyclables de l'arrondissement de Rosemont–La Petite Patrie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 610 869,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18098;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-16 11:02

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206717001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat de collecte et de transport des matières recyclables de l'arrondissement Rosemont–La Petite Patrie à l'entreprise Environnement Routier NRJ Inc., pour une période de six (6) mois, sans option de prolongation et pour une dépense totale de 1 610 869,60 $ taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-18098 (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* , le conseil municipal a prolongé au 31 décembre 2020 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM19 1217 concernant les compétences à l'égard de l'enlèvement, du transport et du dépôt des matières résiduelles provenant des arrondissements. Ainsi, le Service de l'environnement est responsable de planifier les services et contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de la Ville de Montréal.
Depuis 2015, le conseil a octroyé trois (3) contrats à la Compagnie Col Sel Transit inc. pour les services de collecte et de transport des matières recyclables dans les arrondissements suivants :

1. Rosemont–La Petite-Patrie : 21 septembre 2015 (appel d'offres public #15-14213);
2. Lachine : 13 juin 2017 (appel d'offres public #17-15972);
3. Ville-Marie : 19 juin 2018 (appel d'offres public #18-16439).

Ces contrats devaient se terminer au 31 octobre 2020 malgré l'option de deux (2) années de prolongation. Au printemps 2019, à la suite d'une demande de la Ville de Montréal, Col Sel Transit inc. n'a pas souhaité profiter des options de prolongation pour chacun de ces contrats. Il s'agit des trois (3) seuls contrats en collecte et transport des matières résiduelles que l'entreprise exécute pour le compte de la Ville de Montréal.

- Le 3 février 2020, cette entreprise s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985) c. C-36 (« LACC ») et

obtenue l'émission d'une ordonnance le 5 février 2020, laquelle a été amendée le 12 février 2020 (référence site du contrôleur : https://www.pwc.com/ca/fr/services/insolvency-assignments/rebuts-solides-canadiens-inc.html). Dans le cadre des procédures sous la LACC, un processus de sollicitation d'investissements et de vente (PSIV) a été conduit. En parallèle, compte tenu de la nature et l'importance des services en jeu, des risques et des enjeux associés à une coupure de service, le Service de l'environnement, en concertation avec les Services de l'approvisionnement et des affaires juridiques, a lancé un appel d'offres public (#20-180980) le 3 mars 2020 pour assurer la continuité des services de collecte et de transport des matières recyclables dans ces trois (3) arrondissements (un lot par arrondissement). La sollicitation de marché et l'octroi des contrats étaient tributaire du résultat découlant de ce PSIV. Puisqu'aucun contrat n'a pu être cédé à un offrant dans le cadre du PSIV entrepris sous la LACC, la sollicitation de marché (AO #20-180980) s'est poursuivie conformément aux règles qui lui sont applicables.

Le 23 mars 2020, en vertu de dispositions de la LACC, la Compagnie Col Sel Transit inc. a transmis un préavis de résiliation du contrat de collecte et transport de matières recyclables pour l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie (appel d'offres public #15-14213) à la Ville de Montréal (voir pièce jointe) dont la date de résiliation prévue était le 22 avril 2020. Considérant les enjeux associés à cette résiliation et les échéanciers liés au processus d'appel d'offre public en cours à cette date, conformément aux disposition de la LACC, la Ville a adressée une demande de report auprès du tribunal et de l'entreprise. La date effective de résiliation convenue entre les parties est le 1 mai 2020.

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d'offres public N° 20-18980 a été lancé le 3 mars 2020.
· L'appel d'offres a été annoncé dans le Journal de Montréal et publié dans le SEAO.
· La date initiale d'ouverture des soumissions était le 19 mars. Celle-ci a été reportée à deux reprises au 9 avril 2020 (voir explication ci-dessous).
· Les soumissionnaires ont eu 37 jours calendriers pour préparer leur dossier.
· Les soumissions ont été ouvertes le 9 avril 2020.
· Les soumissions ont un délai de validité de cent-vingt (120) jours calendrier.
· Trois addenda ont été produits dans ce dossier (voir ci-dessous pour détails).
· Il y a eu neuf (9) preneurs de cahier des charges dont un (1) seul a déposé une soumission conforme sur l'un des trois lots.
· Aucune soumission n'a été obtenue pour deux des trois lots (Lachine et Ville-Marie).
· Aucune soumission n'a été jugée non admissible ou non conforme.
· Une démarche de négociation a été réalisée auprès du seul soumissionnaire.

Trois (3) addendas ont été produits, l'un le 12 mars 2020 pour répondre à une question d'acquéreur du cahier des charges en lien avec la date de début des services et l'horaire de collecte de Ville-Marie, l'un le 16 mars 2020 pour un report de la date d'ouverture des soumissions et le dernier, pour corriger la date d'ouverture des soumissions et informer les acquéreurs du cahier des charges des nouvelles mesures de la Ville en raison de la pandémie du COVID-19.

Ce contrat débutera le 1 mai 2020 pour une durée de six (6) mois et prendra fin le 31 octobre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1217 18 nov. 2019 Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2020, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM18 1525 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .

CM18 1525 18 déc. 2018 Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2019, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM14 1126 concernant les objets suivants : ... - l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles.

CM18 0826 19 juin 2018 Accorder des contrats d'élimination, de collecte / transport et de collecte / transport / élimination de matières résiduelles aux firmes : Recyclage Notre-Dame inc., Services MATREC inc., Environnement Routier NRJ inc., Derichebourg Canada Environnement inc., Col Sel Transit inc., RCI Environ. Div. WM Québec inc., Enviro Connexions F.A. et Entreprise Multi PM inc., pour des durées de 20, 22, 24½, 59 et 60 mois - Dépense totale de 44 730 784 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16439 (12 soum.)

CM17 0747 13 juin 2017 Accorder 2 contrats à Col Sel Transit inc. et Environnement Routier NRJ inc. pour la collecte et le transport des matières recyclables, pour des périodes de 37 et 32 mois - Dépense totale de 4 200 596 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15972 (10 soum.)

CM16 1455 20 déc. 2016 Prolonger au 31 décembre 2018 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM14 1126 concernant les objets suivants : ... - l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles.

CM15 1098 21 sep. 2015 Accorder des contrats d'élimination, de collecte, de transport et de collecte ainsi que de transport, d'élimination de matières résiduelles à diverses firmes pour des durées de 56, 58 ou 59 mois - Dépense totale de 76 145 764 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14213 (14 soum.).

CM14 1126 25 nov. 2014 Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* , le conseil de la ville compétent à l'égard des objets suivants jusqu'au 31 décembre 2016 et à compter du 1er janvier 2015 : ... 2 - l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles.

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil municipal, le présent sommaire concerne l'octroi du contrat de collecte et de transport des matières recyclables pour l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie puisqu'aucune soumission n'a été obtenue pour les territoires de Lachine et de Ville-Marie (lot #1 et #3 de l'appel d'offres). Cet octroi, en remplacement du contrat en vigueur (échéance au 31 octobre 2020), est requis compte tenu de la situation inattendue et exceptionnelle avec l'entreprise Col Sel Transit inc., qui s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985) c. C-36 (« LACC ») et qui a adressée une demande de résiliation de contrat auprès de la Ville. Ce nouveau contrat couvre une période de six mois, du 1 mai 2020 au 31 octobre 2020.
Les matières recyclables collectées dans l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie sont acheminées au Centre de tri et de récupération de matières recyclables, situé au 2240, rue Michel-Jurdant, Montréal (Québec), H1Z 4N1. Depuis l'automne 2019, le Centre de tri et de récupération de matières recyclables de Lachine, situé au 1131, rue François-Lenoir, Montréal (Québec), H8T 3P9 est également un lieu de livraison possible.

La dépenses totales de ce contrat est de 1 610 869,60 $ taxes incluses. Aucune contingence ou montant pour la variation de quantité n'est prévu. Ce contrat ne prévoit pas d'option de prolongation.

JUSTIFICATION

Considérant le contexte, les précautions nécessaires ont été prises par le Service de l'environnement, de concert avec les Services de l'approvisionnement et des affaires

juridiques, de façon diligente afin d'éviter une interruption des services pour les citoyens en lançant un appel d'offres public (#20-180980). Suite à l'appel d'offres, une seule soumission pour la collecte et le transport des matières recyclables a été obtenu. Il y a eu neuf (9) preneurs de cahier de charges et de ce nombre une seule entreprise a déposé une soumission (11 %). La proposition reçue pour le contrat de Rosemont–La Petite-Patrie est conforme. Six (6) compagnies ont fait part de leur motif de désistement. Les raisons de désistement étaient :

- engagement dans d'autres projets (2);
- carnet de commandes complet (2);
- désir de mieux comprendre le marché; et,
- analyse des documents d'appels d'offres (2).

Puisque l'entreprise Environnement Routier NRJ Inc. était le seul soumissionnaire conforme, le Service de l'approvisionnement a entrepris une démarche de négociation avec l'entrepreneur. Celui-ci a accepté de diminuer son prix unitaire soumis qui était de 36,60 $ la porte (valeur initiale totale de 1 660 783,87 $ taxes incluses) à 35,50 $ la porte (valeur totale négociée de 1 610 869,60 $ taxes incluses) soit une diminution de 1,10 $ la porte ou 3 % (réduction totale de 49 914,27 $ taxes incluses).

Le tableau suivant présente la soumission déposée par le soumissionnaire, le résultat de l'analyse et la comparaison avec les estimations internes du Service de l'environnement.

PRIX DU CONTRAT		
Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme		
Soumission conforme (taxes incluses)	**Montant du contrat (taxes incluses)**	**TOTAL**
Environnement Routier NRJ Inc.	1 610 869,60 $	**1 610 869,60 $**
Estimation des professionnels internes ($)	1 189 739,48 $	1 189 739,48 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	1 610 869,60 $	1 610 869,60 $
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	421 130,12 $	421 130,12$
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	35,39 %	35,39 %

Estimation du professionnel

L'estimation a été réalisée par les professionnels du Service de l'environnement et établie en prenant en compte la moyenne des soumissions reçues pour l'appel d'offres du contrat concerné, en excluant le prix soumis par l'entreprise Col Sel Transit inc., majoré de l'inflation (source : Banque du Canada). Ce scénario permet d'avoir une meilleure représentation des prix du marché puisque cette entreprise a soumis des prix très bas à l'époque et n'est plus un acteur potentiel (fournisseur de service) à l'heure actuelle. L'inflation appliquée selon pour ce contrat a été la suivante : 9,57 % pour l'AO 15-14213 (RPP). Finalement, le prix estimé a été majoré de 2 % afin d'avoir une représentation plus fidèle des prix du marché actuel.

Le résultat de l'appel d'offres est supérieur de 35,39 % à l'estimation du professionnel qui était de 1 189 739,48 $.

Cet écart se justifie essentiellement par une combinaison des éléments suivants :

- le marché actuel de la collecte et du transport des matières recyclables est limité (oligopole). À ce titre, six (6) entreprises se partagent les contrats pour la collecte des matières recyclables de 17 arrondissements;
- les entreprises connues ont des carnets de commandes chargés;
- les entreprises connues éprouvent dernièrement des difficultés au niveau du recrutement de la main-d'oeuvre et dans les délais de livraison pour l'acquisition de nouveaux camions;
- la hausse des coûts dans le secteur du transport;
- les mouvements d'acquisitions des dernières années dans le secteur de la collecte et du transport des matières résiduelles réduisant par le fait même la compétition entre entreprises;
- courts délais pour la préparation de la soumission (contexte urgent en raison de la situation avec Col Sel Transit inc. (LACC));
- date du début de contrat hâtive et contrat de très courte durée (peu attirant : permet pas d'amortir l'achat d'équipements, d'engager des ressources, d'investir, etc.);
- circulation difficile sur le territoire montréalais (trafic quotidien, chantiers routiers, cadre bâti et aménagé);
- la crise liée au COVID-19 placent les entreprises dans une position présentant davantage de risques et d'incertitudes (ex. enjeux santé et sécurité versus main-d'oeuvre, acquisition de pièces et d'équipements, délais de réparation des camions).

Conformité de l'adjudicataire
L'entreprise Environnement Routier NRJ Inc. dispose d'une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public délivré le 3 décembre 2019 par l'Autorité des marchés publics (AMP). Celle-ci est valide pour une durée de trois (3) ans, soit jusqu'au 2 décembre 2022 (voir pièce jointe).

Après vérification, l'entreprise Environnement Routier NRJ Inc. ne figure ni sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), ni sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Commission d'examen des contrats
Ce dossier n'a pas à être référé à la Commission d'examen des contrats (CEC).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est pour une durée de six (6) mois prenant fin au plus tard le 31 octobre 2020 . La somme requise s'élève à 1 610 869,60 $ toutes taxes incluses. Il n'y aura pas d'ajustement de prix durant le contrat. La répartition des coûts se présente comme suit :

Montant des contrats (taxes incluses)	**Rosemont–La Petite-Patrie**	**Total**
Collecte des matières recyclables	**1 610 869,60 $**	**1 610 869,60 $**

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'Environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles. Elle sera entièrement assumée par la Ville centre.

Ce nouveau contrat pont représente une hausse de 90 % par rapport au budget prévu en 2020 pour la collecte des matières recyclables de l’arrondissement, soit de 695 034,41 $

taxe nette. Le coût additionnel sera absorbé par des économies des autres contrats de collectes et de transports au Service de l'environnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2020, le présent dossier contribue à l'atteinte de la cible suivante : *atteindre les objectifs gouvernementaux de valorisation des matières recyclables (70 %) et des matières organiques (60 %) d'ici 2020.*
La collecte des matières recyclables s'inscrit également dans les priorités énoncées afin d'atteindre l'objectif zéro déchet en 2030 dans le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) 2020-2025, soit de détourner l'ensemble des matières recyclables de l'enfouissement d'ici 2030.

La Ville s'est également inscrite dans le cadre du C40 Cities à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra d'assurer la poursuite des services de collecte et de transport des matières recyclables pour la clientèle résidentielle, commerciale, institutionnelles et industrielles de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie. Les services liés à ce contrat sont nécessaires pour permettre à la Ville de poursuivre et de s'acquitter de ses obligations de salubrité et d'atteintes des objectifs de détournement de l'enfouissement des matières résiduelles, édictées par le gouvernement par l'entremise de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.
Sans l'octroi de ce contrat, dans les délais recommandés, le service de collecte des matières recyclables risque d'être interrompu dans l'arrondissement concerné.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le 23 mars 2020, le gouvernement du Québec a ordonné la fermeture de l'ensemble des commerces et services non prioritaires. Une liste des services et activités prioritaires a été mise en ligne et inclut la collecte des déchets et la gestion des matières résiduelles. Pour la gestion des matières résiduelles, voici la liste des services jugés essentiels :

- Services de collecte et d'élimination des déchets
- Services de collecte et de tri des matières recyclables
- Services de collecte et de traitement des matières dangereuses
- Services de collecte et traitement de matières organiques, incluant le vidage de fosses septiques
- Services de collecte et traitement des déchets biomédicaux
- Entreprises de gestion parasitaire (pour le contrôle des puces de lit, rats et souris notamment)

Dans ce contexte de pandémie relié à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes.

Les entreprises de collecte et de transport des matières résiduelles ont mis en place plusieurs mesures préventives afin de protéger la santé de leurs employés, tout en maintenant la prestation de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

L'arrondissement concerné par le volet collecte et transport réalisera des communications de proximité, le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 16 avril 2020
Conseil municipal : 20 avril 2020
Début du contrat : 1er mai 2020
Fin du contrat : 31 octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eliane CLAVETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Mélanie C BERGERON, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Caroline ST-LAURENT, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jason LAFRAMBOISE
Conseiller

Tél : 514 872-2056

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Frédéric SAINT-MLEUX
Chef de section - planification et developpement gmr

Tél : 514-868-8763

Télécop. : 514 872-8146 **Télécop. :** 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-04-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-04-16

C A N A D A

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

No : 500-11-057884-203

« Chambre commerciale »

COUR SUPÉRIEURE

DANS L'AFFAIRE DE L'ARRANGEMENT SOUS LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DE COMPAGNIES, L.R.C. (1985) ch. C-36 DE:

REBUTS SOLIDES CANADIENS INC.

-et-

LA COMPAGNIE DE RECYCLAGE DE PAPIERS MD INC.

-et-

COL SEL TRANSIT INC.

-et-

RECY-COMPACT INC.

-et-

TRANSPORT DE MATIÈRES RECYCLABLES OPTIMUM INC.

Débitrices

-et-

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.

Contrôleur

-et-

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

-et-

BANQUE NATIONALE DU CANADA

-et-

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE (RECYC-QUÉBEC)

-et-

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUX DROITS DU MINISTRE DE

L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Mises en cause

PRÉAVIS DE RÉSILIATION DE CONTRAT

À L'ATTENTION DE :

LA VILLE DE MONTRÉAL

275 Rue Notre-Dame Est, en la ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6

Attention : Me Nicolas Dufresne
Courriel : nicolas.dufresne@montreal.ca

Sachez que :

1. Une procédure visant les débitrices Rebuts Solides Canadiens inc. (« **RSC** »), La Compagnie de Recyclage de Papiers MD inc. (« **MD** »), Col Sel Transit inc. « **Col Sel** »), Recy-Compact inc. (« **Recy-Compact** ») et Transport de Matières Recyclables Optimum Inc. (« **Optimum** ») a été intentée sous le régime de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (la « **Loi** ») le 3 février 2020;

2. En vertu du paragraphe 32(1) de la Loi et du paragraphe 31(e) de l'Ordonnance initiale amendée et refondue émise le 12 février 2020, **Col Sel** donne préavis de son intention de résilier le contrat suivant :

    - **Contrat de collecte, transport et élimination de matières résiduelles pour l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie conclu entre Col Sel Transit inc. et la Ville de Montréal en date du 2 janvier 2016 (appel d'offres public no 15-14213).**

3. En vertu du paragraphe 32(2) de la Loi, toute partie au contrat peut, sur préavis aux autres parties au contrat et au Contrôleur, dans les quinze jours suivant la date du présent avis, demander au tribunal d'ordonner que le contrat ne soit pas résilié.

4. En vertu de l'alinéa 32(5)(a) de la Loi, si aucune demande n'est présentée en vertu du paragraphe 32(2) de la Loi, le contrat sera résilié le 22 avril 2020, soit trente jours après la date du présent préavis.

Fait à Montréal, le 23 mars 2020

COL SEL TRANSIT INC.

Par : _____

Gilbert Durocher
Président

Le contrôleur acquiesce au projet de résiliation

Fait à Montréal, le 23 mars 2020

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.,
en sa capacité de Contrôleur

Par : _____

Philippe Jordan
Représentant du contrôleur
responsable de la procédure

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 3 décembre 2019

ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.
A/S MONSIEUR STEVE BASTIEN
23, AV MILTON
LACHINE (QC) H8R 1K6

No de décision : 2019-DAMP-1184
N° de client : 2700035743

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES ENTREPRISES D'ELECTRICITE RENAISSANCE, NRJ, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **2 décembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18098
Numéro de référence : 1351424
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Collecte et transport des matières recyclables pour les arrondissements de Lachine, Rosemont–La Petite-Patrie et Ville-Marie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Col Sel Transit Inc. 404 boulevard Décarie Suite 100 Montréal, QC, H4L5E6 NEQ : 1147977780	Madame Christine Côté Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	**Commande : (1710467)** 2020-03-04 9 h 22 **Transmission :** 2020-03-04 9 h 22	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 30 - Télécopie 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 31 - Télécopie 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 29 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Derichebourg Canada Environnement 9000 boulevard ray lawson Montréal, QC, H1J1K8 http://www.derichebourg.com NEQ : 1170824479	Monsieur Raphaël Abbe Téléphone : 003 363-1580120 Télécopieur :	**Commande : (1709933)** 2020-03-03 12 h 42 **Transmission :** 2020-03-03 12 h 42	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 29 - Courriel 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 30 - Courriel 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBI Montréal inc. 8155, rue Larrey Montréal, QC, H1J 2L5 NEQ : 1146887220	Madame Roxanne Bélanger Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1712177)** 2020-03-06 9 h 48 **Transmission :** 2020-03-06 9 h 48	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 29 - Courriel 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 30 - Courriel 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Éco Entreprises Québec 1600, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 600 Montréal, QC, H3H 1P9 NEQ : 1161481032	Madame Jessica Matton Téléphone : 514 987-1491 Télécopieur : 514 987-1598	**Commande : (1713503)** 2020-03-09 15 h 51 **Transmission :** 2020-03-09 15 h 51	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 29 - Courriel 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 30 - Courriel 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 28 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Enviro Connexions 4799 rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 NEQ : 1160633906		Monsieur André Beausoleil Téléphone : 450 661-5080 Télécopieur : 450 661-8079	**Commande : (1710411)** 2020-03-04 8 h 44 **Transmission :** 2020-03-04 8 h 44	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 29 - Courriel 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 30 - Courriel 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939		Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1710058)** 2020-03-03 14 h 29 **Transmission :** 2020-03-03 14 h 29	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 29 - Courriel 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 30 - Courriel 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
J.R Services Sanitaires 2565 chemin comtois Terrebonne, QC, j6x 0h6 NEQ : 1147749080		Monsieur Jean-Pierre Labelle Téléphone : 514 648-4222 Télécopieur : 514 648-3359	**Commande : (1709935)** 2020-03-03 12 h 46 **Transmission :** 2020-03-03 12 h 46	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 30 - Télécopie 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 31 - Télécopie 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 29 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises K.L. Mainville 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5 NEQ : 1162059548		Monsieur Serge Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**Commande : (1712400)** 2020-03-06 12 h 46 **Transmission :** 2020-03-06 12 h 46	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 29 - Courriel 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 30 - Courriel 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services Ricova inc. 3400 rue de l'Éclipse suite 540 Brossard, QC, J4z 0P3 NEQ : 1165661415		Madame Maria Ouazzani Téléphone : 450 466-6688 Télécopieur : 450 466-8870	**Commande : (1713082)** 2020-03-09 11 h 06 **Transmission :** 2020-03-09 11 h 06	3274746 - Addenda no 1 - questions - réponses 2020-03-12 11 h 29 - Courriel 3277320 - Addenda no 2 - report de date 2020-03-16 16 h 30 - Courriel 3281846 - Addenda no 2 - report de date au 9 avril 2020-03-20 18 h 28 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1206717001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat de collecte et de transport des matières recyclables de l'arrondissement Rosemont–La Petite Patrie à l'entreprise Environnement Routier NRJ Inc., pour une période de six (6) mois, sans option de prolongation et pour une dépense totale de 1 610 869,60 $ taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-18098 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

2020-04-09 20-18098 SEAO_ Liste des commandes.pdf

20-18098 Tableau de vérification_prix révisé.pdf

20-18098_Intervention approvisionnement, lot 2.pdf

20-18098 Procès verbal.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE
Agente d'approvisionnement niv. 2
Service de l'approvisionnement
Direction - Acquisition
Division - Acquisition
Tél : 514-872-1858

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Lina PICHÉ
Chef de Section - Direction Acquisition
Service de l'approvisionnement

Tél : 514-868-5740
Division : Direction - Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18098 — No du GDD : 1206717001

Titre de l'appel d'offres : Collecte et transport des matières recyclables pour les arrondissements de Lachine, Rosemont–La Petite-Patrie et Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 3 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 19 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 9 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 3 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 38 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 11,11

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 7 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI) avant négociation	√	# Lot
Environnement NRJ inc.	1 660 783,87 $		2

Nom des firmes	Montant soumis (TTI) après négociation	√	# Lot
Environnement NRJ inc.	1 610 869,60 $		2

Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt des soumissions sont: Trois (3) preneurs disent que leur carnet de commandes est complet, deux (2) preneurs disent qu'ils ont des engagements dans d'autres projets ne leur permettent pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis, deux (2) preneurs disent qu'ils se sont procuré le cahier des charges à des fins de lecture du dossier et un (1) n'as pas répondu a notre demande. Le prix a été négocié en référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – « Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Noter l'absence du procès verbal car nous l'avons pas reçu avant l'intervention.

Préparé par : Éliane Clavette — Le 16 - 4 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18098
Titre : Collecte et transport des matières recyclables pour les arrondissements de Lachine, Rosemont–La Petite-Patrie et Ville-Marie
Date de publication sur le SÉAO :
Date d'ouverture des soumissions : 9 avril 2020

Addenda : # 1, 12 mars 2020 Questions - réponses; # 2, 16 mars 2020 Report de date au 7 avril 2020; # 3, 20 mars 2020 Report de date au 9 avril & modif COVID-19				**Environnement NRJ inc.**		**Environnement NRJ inc.**	
		Numéro de fournisseur VDM		115847		115847	
		Numéro NEQ		1142611939		1142611939	
Article	**Description**	**Quantité**	**Durée du contrat**	**Prix unitaire initial**	**Montant total**	**Prix unitaire révisé**	**Montant total**
Lot 2	Rosemont–La Petite-PatrieMatières recyclables	78933	0,5	36,60 $	1 444 473,90 $	35,50 $	1 401 060,75 $
		Total avant taxes			1 444 473,90 $		1 401 060,75 $
		TPS 5 %			72 223,70 $		70 053,04 $
		TVQ 9,975 %			144 086,27 $		139 755,81 $
		Montant total			1 660 783,87 $		1 610 869,60 $
			Requis ou non				
		Signature	Oui	Conforme			
		Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Conforme			
		Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) REA	Oui	Conforme			
		Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Non				
		Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Conforme			
		Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Conforme			
		Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Conforme			
		Vérification de l'inscription à la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	Non				
		Garantie de soumission 5 %	Oui	Intact # 760155-20-52, conforme			
		Lettre d'engagement	Oui	Intact # 760155-20-52, conforme			
		érification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»	Oui	Conforme			
		Validation de conformité - CNESST	Oui	7 avril 2020, conforme			
		Autres conditions d'admissibilité ou documents requis					
		Liste des sous-traitants	Oui	Aucun sous-traitant, Conforme			
		l'Annexe Équipements	Oui	Conforme			
		Copie assurance	Non				
		Renseignements complémentaires	Oui	Conforme			

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Éliane Clavette **Date :** 16 avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206717001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat de collecte et de transport des matières recyclables de l'arrondissement Rosemont–La Petite Patrie à l'entreprise Environnement Routier NRJ Inc., pour une période de six (6) mois, sans option de prolongation et pour une dépense totale de 1 610 869,60 $ taxes incluses. Appel d'offres public numéro 20-18098 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ENV 1206717001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1201097001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements évolutifs dans le boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e avenue afin de réaménager la piste cyclable et un sentier piéton.

Il est recommandé d'accepter l'offre de service du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements évolutifs dans le boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e avenue afin de réaménager la piste cyclable et un sentier piéton.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-30 16:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de service du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements évolutifs dans le boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e avenue afin de réaménager la piste cyclable et un sentier piéton.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Par ailleurs, le 24 octobre 2019 le conseil d'agglomération avait délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2019, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal. Sachant que l'aménagement et le réaménagement de la piste cyclable sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de service de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles constitue l'objet du présent dossier.
L'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles offre de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements

évolutifs dans le but d'aménager une piste cyclable et un sentier piéton dans l'emprise du boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e avenue (voir plan de localisation en pièce jointe). Il justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. *« La présence d'obstacles dans la voie cyclable, tels que des poteaux électriques, des bornes-fontaines et autres entraves de tout acabit conjuguées avec l'absence de trottoirs sur de longues portions du parcours, sont autant d'éléments incompatibles avec le statut de piste cyclable conféré par la Ville sur cette portion du boulevard Gouin. Il est donc impératif de corriger la situation dans les plus brefs délais. »* Il s'agit d'un projet d'aménagement évolutif qui permettra de pourvoir l'artère d'infrastructures inclusives en matière de déplacements, et ce, avant la réalisation éventuelle d'un projet de voirie plus structurant qui repose sur l'enfouissement des fils et le réaménagement complet du boulevard Gouin à l'intérieur des limites de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 30 03 0059 - 10 mars 2020 - Offrir au Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la mise à sens unique de certains tronçons du boulevard Gouin, entre la 87e Avenue et la limite ouest de l'arrondissement, à l'est de l'avenue Ozias-Leduc, de coordonner et de réaliser les travaux de marquage, de signalisation et d'aménagements évolutifs dans le but d'aménager une piste cyclable et un sentier piéton dans l'emprise du boulevard Gouin dans le cadre du "Projet poussette". - GDD1198330006
CG19 0483 - 24 octobre 2019 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - GDD1196407001

DESCRIPTION

Ce projet d'aménagement évolutif vise à implanter, sur une distance de 7,7 kilomètres, dans le boulevard Gouin entre la limite ouest de l'arrondissement, soit à l'est de l'avenue Ozias-Leduc, et la 87e Avenue sur le territoire de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles:

- la mise à sens unique de la circulation automobile,
- le réaménagement de la piste cyclable bidirectionnelle,
- l'aménagement d'un sentier piéton.

Les travaux se limiteront essentiellement à du marquage de la chaussée, à la modification de la signalisation, à l'installation de mobilier urbain et au verdissement de ce tronçon du boulevard Gouin. Les nouvelles voies de transport actif se déploieront en rive de la chaussée, selon la configuration actuelle du boulevard. Une zone tampon discontinue, de largeur variable, s'insérera entre la voie de circulation automobile qui sera conservée et les nouvelles voies dédiées aux déplacements actifs. Cette zone sera définie en fonction de la largeur de la chaussée disponible. Elle accueillera notamment du mobilier urbain qui sera intégralement disposé le long du parcours afin de constituer une barrière physique aux abords de la piste cyclable. La présence d'entrées charretières résidentielles sur les deux flancs du boulevard Gouin sera prise en compte dans l'élaboration de cette bande séparatrice. Le concept préliminaire d'aménagement multimodal est illustré en annexe du présent sommaire.

Ces travaux d'aménagement seront coordonnés avec les travaux de réfection de la chaussée entre la limite ouest du territoire, soit à l'est de l'avenue Ozias-Leduc et la 58e Avenue, planifiée en 2020 par la Direction de la mobilité dans le cadre du Programme de réfection de chaussées par planage/revêtement (PCPR). Il est à noter que le tronçon situé

entre la rue Sherbrooke Est et la 58e Avenue sur le boulevard Gouin a été refait en 2019 dans le cadre du PCPR.

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le RAAV et touchent également le réseau cyclable identifié au Plan de transport, dont la compétence est déléguée par le conseil d'agglomération à la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur le projet visé. La validation des esquisses préliminaires par la division de l'aménagement et grands projets est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Aménagement et Grands projets, comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette intervention confirmera que le SUM assumera l'entièreté des dépenses liées aux aménagements qui seront faits sur cet axe du RAAV, incluant la voie cyclable, selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;

- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire.
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité s'engage à assumer les coûts de réalisation du projet, à l'intérieur des budgets prévus du Service de l'urbanisme et de la mobilité, jusqu'à un maximum de 300 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet viendra améliorer la qualité de vie des citoyens et familles du secteur. Il incitera aux déplacements actifs comme la marche et le vélo et viendra sécuriser les déplacements des cyclistes et piétons. De plus, il permettra la mise en valeur des berges de la rivière des Prairies tout en créant des liens sécuritaires entre les parcs riverains situés le long du boulevard Gouin.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars à mai 2020 : Présentation du concept préliminaire et validation auprès des partenaires / Réalisation des plans de marquage
Avril 2020 : Acceptation par le conseil municipal de l'offre de services de l'arrondissement
Mai 2020 : Octroi du contrat
Été 2020 : Travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Yann LESSNICK, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Julie J FAVREAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Christianne RAIL, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 26 mars 2020
Julie J FAVREAU, 26 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-17

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 514 872-9471

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

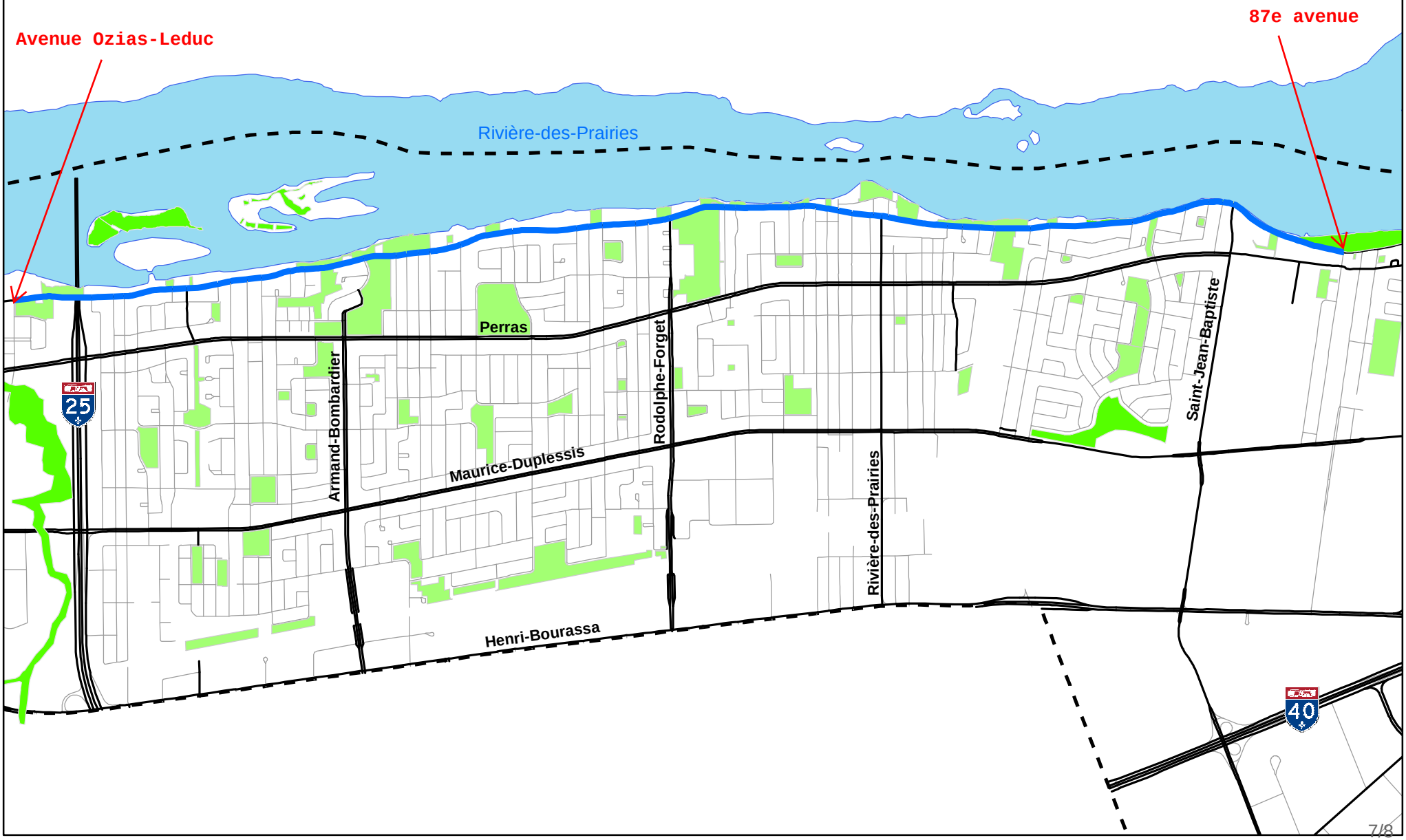
Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-03-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-03-30

Zone à l'étude

Circulation à sens unique sur le boulevard Gouin entre l'avenue Ozias-Leduc et la 87e av: +/- 7.7 km







Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1201097002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter deux offres de service du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception et la réalisation des travaux 1. dans l'avenue Cedar, la rue Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve et 2. dans la rue Wellington entre les rues King et Soeurs-Grises.

Il est recommandé d'accepter deux offres de service du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception et la réalisation des travaux 1. dans l'avenue Cedar, la rue Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve et 2. dans la rue Wellington entre les rues King et Soeurs-Grises.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-31 13:45

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accepter deux offres de service du conseil d'arrondissement de Ville-Marie en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge le financement, la conception et la réalisation des travaux 1. dans l'avenue Cedar, la rue Saint-Mathieu et le boulevard de Maisonneuve et 2. dans la rue Wellington entre les rues King et Soeurs-Grises.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Sachant que les rues sur lesquelles il souhaite intervenir relèvent de la juridiction du conseil de la Ville, l'arrondissement de Ville-Marie a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation à cet effet de deux offres de service de l'arrondissement de Ville-Marie constitue l'objet du présent dossier.

Première offre (CA20 240038):
L'arrondissement de Ville-Marie propose de prendre en charge la construction d'avancées de trottoir à deux intersections du réseau artériel et l'implantation de passages pour piétons en thermoplastique.
De fait, l'arrondissement justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. « *L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation* ».

Deuxième offre (CA20 240037):
L'arrondissement de Ville-Marie propose de prendre en charge l'ensemble des travaux de reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection des rues King, Wellington et Soeurs-Grises. De fait, l'arrondissement justifie une intervention rapide à cet endroit ainsi. « *Les*

trottoirs ont été démolis lors de la construction du bâtiment. Ils doivent être reconstruits suite au prélèvement d'un dépôt à l'entrepreneur ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240038 - 11 février 2020 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies et de traverses piétonnes en thermoplastique sur diverses rues artérielles de l'arrondissement Ville-Marie et abroger la résolution CA19 240403. (GDD 1204735001)
CA20 240037 - 11 février 2020 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de trottoirs sur dépôt à l'intersection de rues King, Wellington et Soeurs Grises de l'arrondissement Ville-Marie. (GDD 1204735003)

DESCRIPTION

Avenue Cedar / en face de l'hôpital général de Montréal
Les travaux consistent à construire des avancées de trottoir de part et d'autre de l'avenue Cedar vis-à-vis le passage pour piétons de l'entrée l'hôpital général de Montréal. (voir plan en pièce jointe)

Rue Saint-Mathieu / boul René-Levesque Ouest
Les travaux consistent à construire des avancées de trottoir dans la rue Saint-Mathieu au nord de l'intersection du boul René-Lévesque. (voir plan en pièce jointe)

boul Maisonneuve / rues Atwater et Lambert-Closse
Les travaux consistent à implanter des passages pour personnes en thermoplastique à ces deux intersections.

Rue Wellington entre les rues King et Soeurs-Grises
Les travaux consistent à reconstruire les trottoirs du côté sud en ajoutant des fosses de plantation dans les avancées de trottoir à la suite de la construction d'un bâtiment. (voir plan en pièce jointe)

JUSTIFICATION

Comme les travaux se situent dans le réseau artériel, compétences qui relèvent de la ville centre, il est requis que celle-ci délègue à l'arrondissement de Ville-Marie, le financement, la conception et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement de Ville-Marie est l'instance la mieux placée pour réaliser le plus rapidement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :
Pour l'exécution du projet, l'arrondissement devra se soumettre aux conditions suivantes :

- **L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la directrice de la mobilité avant de procéder au lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**
  Cette exigence vise à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur le

projet visé. La validation des esquisses préliminaires par la division de l'aménagement et grands projets est donc préalable à l'émission de l'autorisation par la directrice de la Direction de la mobilité. Cette autorisation témoignera de l'accord du SUM quant aux aménagements proposés et précisera toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le SUM en lien avec la réalisation dudit projet devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

- **L'arrondissement devra inscrire le SUM, direction de la mobilité - chef de la Division Aménagement et Grands projets, comme partie prenante dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux d'aménagement.**

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux de l'avenue Cedar / en face de l'hôpital général de Montréal, de la rue Saint-Mathieu / boul René-Levesque Ouest et boul Maisonneuve / rues Atwater et Lambert-Closse seront assumés par les surplus de gestion de l'arrondissement.
Les trottoirs de la Rue Wellington entre les rues King et Soeurs-Grises sont reconstruits à la suite de leur démolition lors de la construction du bâtiment et sont financés avec le prélèvement du dépôt à l'entrepreneur. L'ajout des fosses d'arbres sera assumé par les surplus de gestion de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les modifications proposées par l'arrondissement visent à favoriser un aménagement urbain plus sécuritaire et centré sur les déplacements actifs et collectifs et une meilleure qualité des milieux de vie résidentiels en y apaisant la circulation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où les deux offres de services de l'arrondissement ne sont pas acceptées, il ne sera pas possible de réaliser à court terme les travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toutes activités de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : Acceptation des offres de services de l'arrondissement par le conseil municipal
Mai 2020 : Octroi du contrat
Juin à octobre 2020: Travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 514 872-9471

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

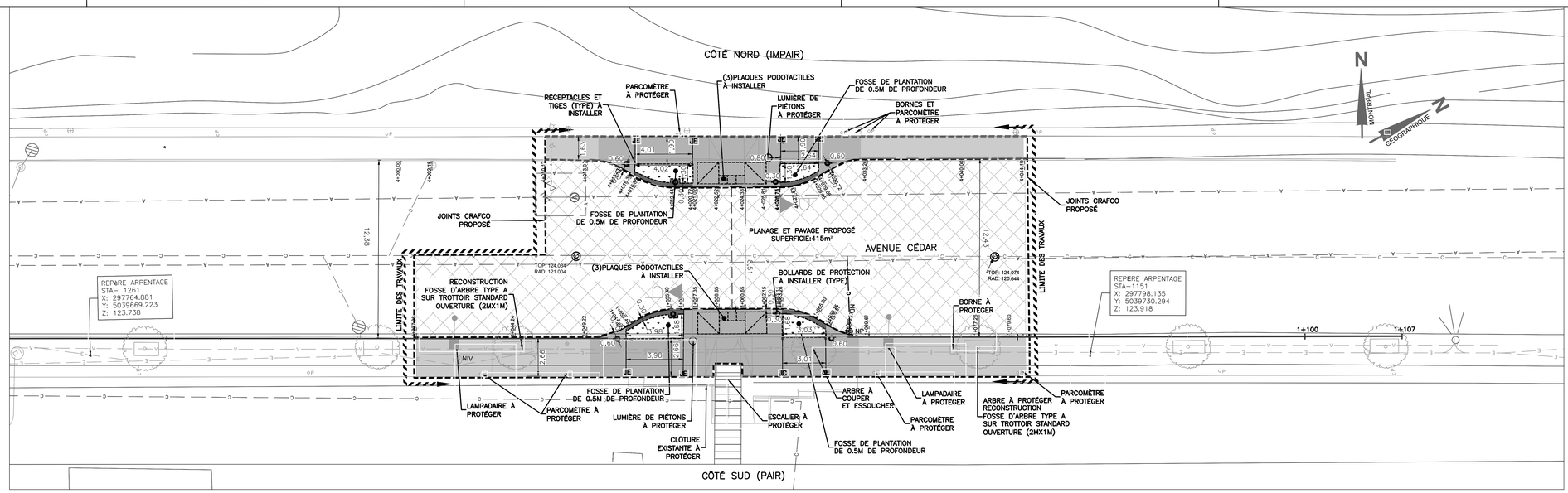
Valérie G GAGNON

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON

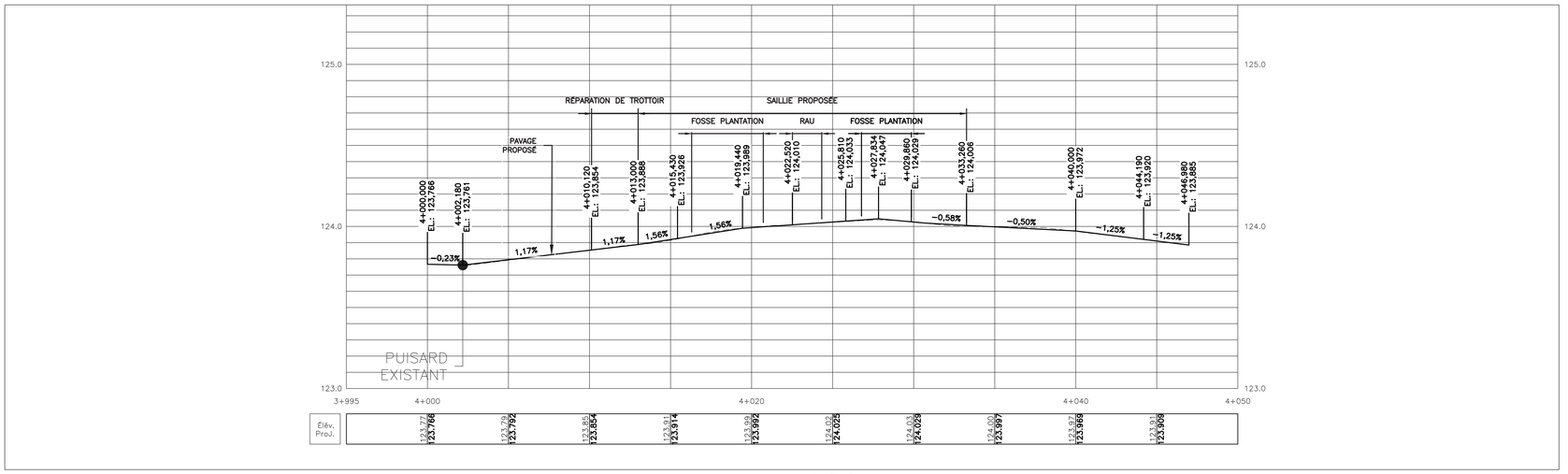
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-03-31

Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-03-31



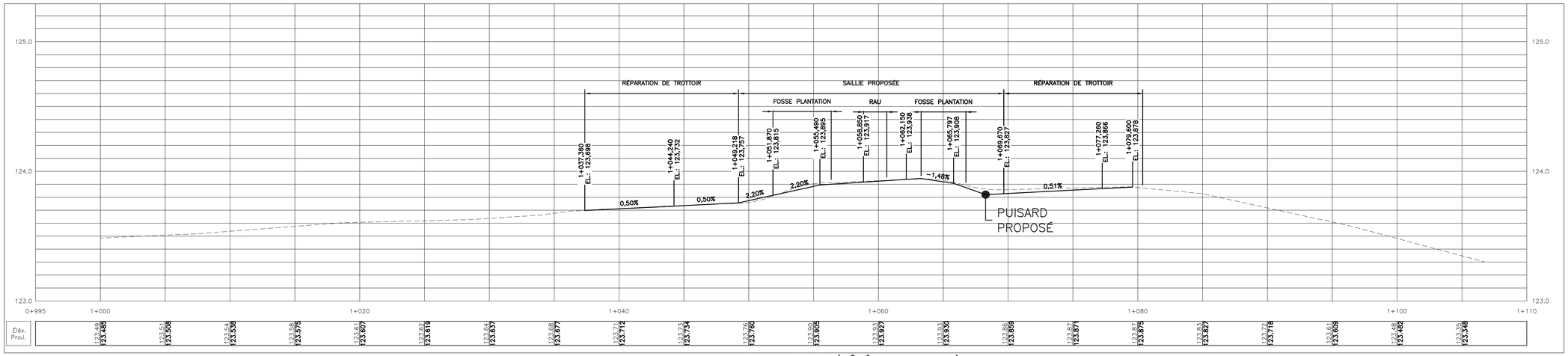
VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:125



VUE EN PROFIL (CÔTÉ NORD – IMPAIR)

ÉCHELLE HORZ. : 1:125
VERT. : 1:12.5



VUE EN PROFIL (CÔTÉ SUD – PAIR)

ÉCHELLE HORZ. : 1:125
VERT. : 1:12.5

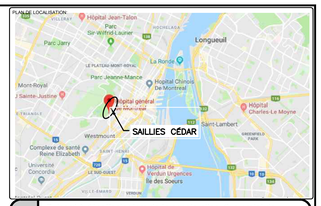
NOTES GÉNÉRALES

AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT :

1. VÉRIFIER LA CONCORDANCE ENTRE LES REPÈRES DE NIVELLEMENT ET AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTES DISCORDANCES;
2. VÉRIFIER ET VALIDER TOUTES LES DIMENSIONS ET ÉLÉVATIONS INDIQUÉES AUX PLANS ET AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTES DISCORDANCES, ERREURS OU OMISSIONS. DANS LE CAS OU IL EST IMPOSSIBLE D'EFFECTUER CES VÉRIFICATIONS L' ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER DES FOUILLES EXPLORATOIRES;
3. OBTENIR LA LOCALISATION DES SERVICES D'UTILITÉS PUBLIQUES AUPRÈS D'INFO-EXCAVATION, ET LES SERVICES MUNICIPAUX AUPRÈS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PUISQUE LA LOCALISATION DES SERVICES MONTRÉS AU PLAN EST APPROXIMATIVE. IL EST ENTENDU QUE L'INGÉNIEUR ET LE CLIENT N'ASSUMENT AUCUNEMENT LA RESPONSABILITÉ QUANT À L'EXACTITUDE ET L'INTÉGRITÉ DE CES INFORMATIONS
4. L'ENTREPRENEUR DEVRA ASSURER LE FONCTIONNEMENT DE TOUS LES SERVICES EXISTANTS PENDANT LES TRAVAUX, AINSI, IL EST DE SA RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER ET/OU SUPPORTER LES MASSIFS SOUTERRAINS ,LES POTEAUX, LES HAUBANS, LES LAMPADAIRES, LES FILERIES ENFOUIS, ETC.
5. TOUT DOMMAGE AUX STRUCTURES ENVIRONNANTES AUTRES QUE CELLES VISÉES PAR LES PLANS ET DEVIS DEVRONT ÊTRE REMPLACÉES OU RÉPARÉES PAR L'ENTREPRENEUR À LA SATISFACTION DU CLIENT

Format A0

PLAN DE LOCALISATION



Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
- DFE ..... égout
- DFD ..... drain
- DFP ..... pavage
- DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
- DP ..... pavage
- DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
- ND ..... drain
- NP ..... pavage
- NT ..... trottoir

Puisard
- T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
- T + G ..... tête et grille à changer
- A + N ..... ajustable à niveler
- A + C ..... ajustable à changer
- TÊTE ..... tête à changer
- GRILLE ..... grille à changer

Égout / Aqueduc
- C + C (CONV.) .... cadre et couvercle à changer par conventionnel
- C + C ..... cadre et couvercle à changer
- CADRE ..... cadre à changer
- COUV ..... couvercle à changer
- A + N ..... ajustable à niveler
- A + C ..... ajustable à changer
- TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
- TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers
- REP ..... à réparer
- NIV ..... à niveler
- RPH ..... rampe pour handicapés

Responsables

BELL :
514 598-3583
C.S.E.M. :
514 868-3686

GAZ MÉTRO :
514 598-3583

HYDRO-QUÉBEC :
(RÉSEAU DISTR.)
514 385-8888, # 5118

Légende

HYDROGRAPHIE ET DRAINAGE
- Puisard circulaire
- Regard puisard
- Regard d'égout pluvial
- Puisard de trottoir

SERVICES PUBLICS
- Aqueduc
- Égout combiné
- Égout sanitaire
- Gazoduc
- Télécommunication
- Poteau petite signalisation
- Valve d'aqueduc
- Borne-fontaine
- Regard d'aqueduc
- Regard d'égout combiné
- Regard d'égout électrique
- Puit d'accès de gazoduc
- Poteau, électricité
- Borne de protection (bollard)
- lampadaire
- Limite des travaux
- Trottoir à reconstruire
- Pavage et planage à refaire

VUES EN SECTION ET PROFIL
- trottoir proposé
- trottoir existant

NOTES SPÉCIFIQUES:

1. JOINT D'EXPANSION ET LONGIUDINAL À POSER SELON LES CROQUIS CR DNI-3A-703
2. LES TROTTOIRS PROPOSÉS ET LES BÂTIMENTS DOIVENT-ÊTRE SÉPARÉS PAR UN JOINT D'ISOLATION ÉTANCHE(DNI-3A-603)
3. POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) TAUX RÉSIDUEL DE 0.3 l / m² SUR AUTRE QUE L'ASPHALTE
4. POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) TAUX RÉSIDUEL DE 0.2 l / m² (ENTRE 2 COUCHES)
5. LES SECTIONS DE TROTTOIR À REFAIRE EN CONTACT AVEC UN POTEAU OU LAMPADAIRE DEVRONT-ÊTRE RENFORCÉES DE TREILLIS D'ACIER.(DNI-3A-101)
6. LES PENTES D'ÉCOULEMENT AUX INTERSECTIONS DOIVENT SE RACCORDER À L'EXISTANT ET LE CENTRE DE RUE DOIT PERMETTRE L'ÉCOULEMENT VERS LES TROTTOIRS (TEL QUE L'EXISTANT) RÉFÉRENCES DNI-3A-101.
7. L'ENTREPRENEUR DOIT AVISER LA SOCIÉTÉ DES TRANSPORT DE MONTRÉAL (STM) 48 HEURES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
8. TOUT LE MOBILIER URBAIN QUI SERA DÉSINSTALLÉ DEVRA ÊTRE RÉINSTALLÉ SELON LES RECOMMANDATIONS DE L'ARRONDISSEMENT.
9. POUR LE POSITIONNEMENT DES JOINTS TROTTOIR DE BÉTON , VOIR LE DESSIN NORMALISÉ DNI-3A-604.
10. IL Y AURA DES TREILLIS MÉTALLIQUE CONFORME À LA NORME ASTM A1064/ A1064M DE DÉSIGNATION 152 X 152 -MW47,6 / MW47,6 (7,79mm DE DIAMÈTRE ET 5,22 kg/m2) DANS LES SAILLIES .

No	Modifications	Initiales	Date
05	POUR SOUMISSION	J.T E.F	21–01–2020
04	POUR COMMENTAIRES A 100%	J.T E.F	06–01–2020
03	POUR COMMENTAIRES A 90%	J.T E.F	13–12–2019
02	POUR COMMENTAIRES A 50%	J.T E.F	12–08–2019
01	POUR COMMENTAIRES A 10%	J.T E.F	03–06–2019

IGF axiom Ingénierie intégrée
4125, autoroute des Laurentides,
Laval (Québec) H7L 5W5

SCEAUX :

2020/01/24

PROJET :

Montréal

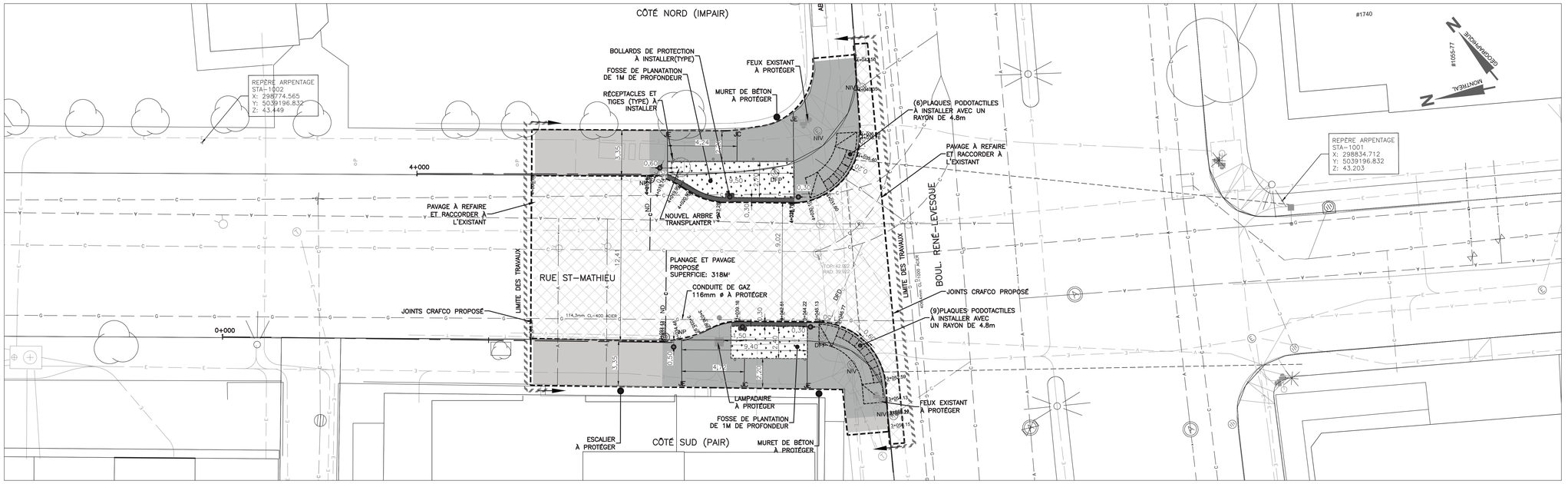
RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS AVEC SAILLIES
CONTRAT: VMP–20–001

TITRE :

ST–VM–001 – SAILLIES CÉDAR
(face a l'hôpital de l'avenue Cédar)
VUES EN PLAN ET PROFILS

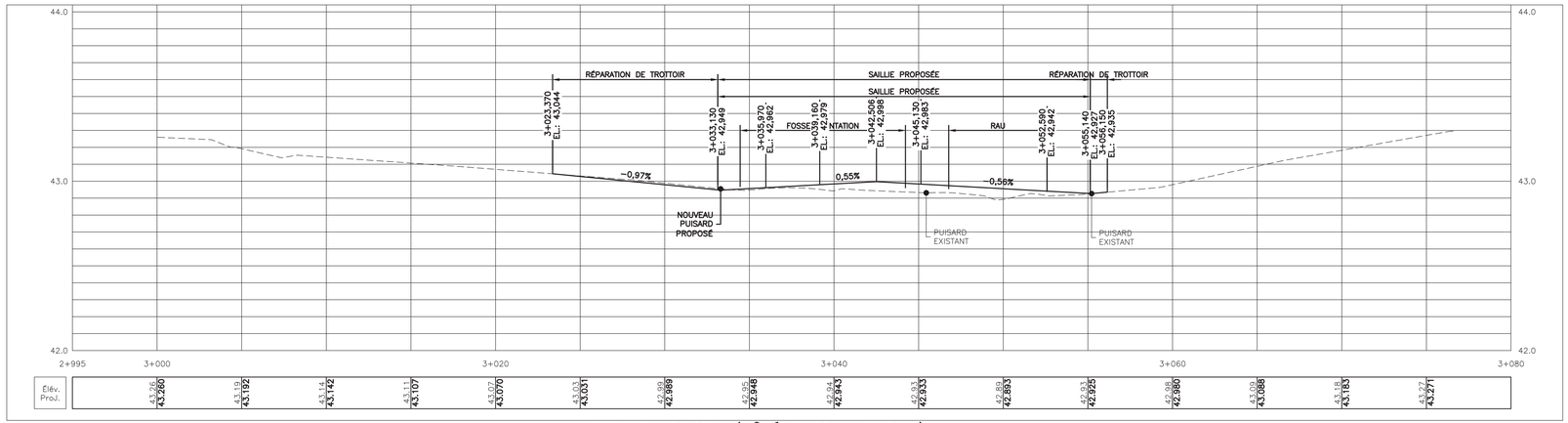
DESSINÉ :	J. TREMBLAY, tech. G. VEILLEUX, tech.	ÉCHELLE :	INDIQUÉES
PRÉPARÉ PAR :	E. FRIGON, ing. PERMIS #: 122850	DATE :	22–01–2020
VÉRIFIÉ PAR :	E. FRIGON, ing. PERMIS #: 122850	DOSSIER :	P–183–02b
PLAN NO :	A0–P183–02B–01	FEUILLET :	1 / 1

Dessin: A1-2.dwg 2020-01-24 - Utilisateur: Jean-Christophe Veilleux - Emplacement: Modèle - Dimensionné par: Manuel - Échelle: 1:1 - Fichiers: S:\Proj...



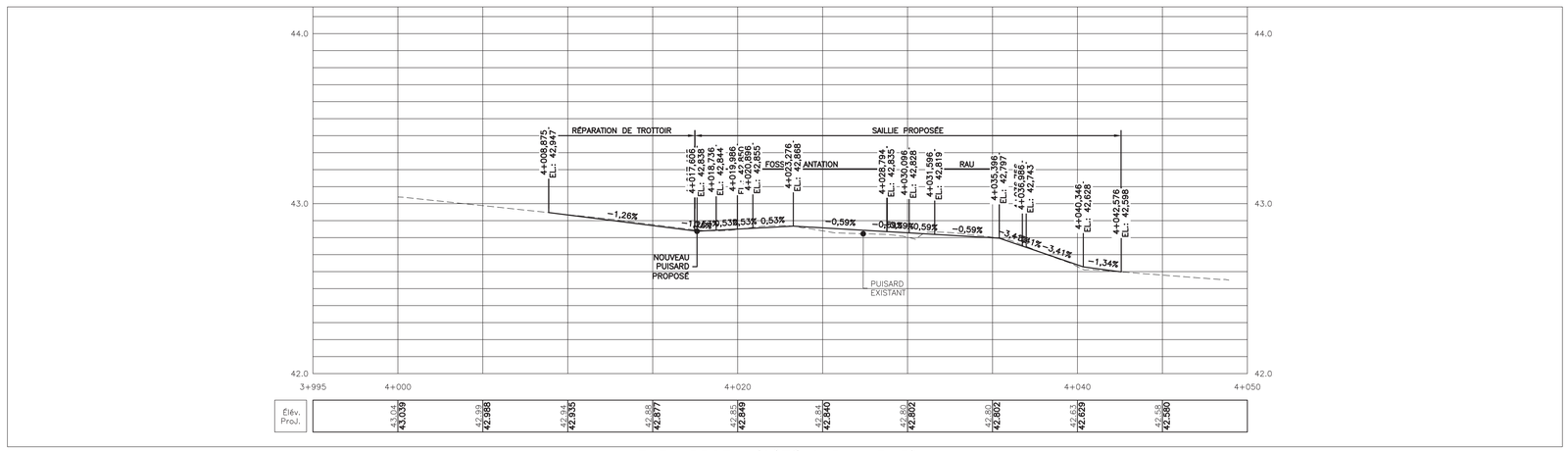
VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:125



VUE EN PROFIL (CÔTÉ NORD – IMPAIR)

ÉCHELLE HORZ. : 1:125
VERT. : 1:12.5



VUE EN PROFIL (CÔTÉ SUD – PAIR)

ÉCHELLE HORZ. : 1:125
VERT. : 1:12.5

NOTES GÉNÉRALES

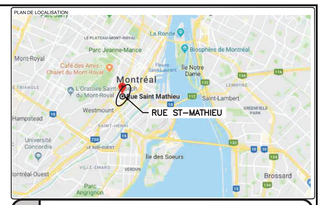
AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT :

1. VÉRIFIER LA CONCORDANCE ENTRE LES REPÈRES DE NIVELLEMENT ET AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTES DISCORDANCES;
2. VÉRIFIER ET VALIDER TOUTES LES DIMENSIONS ET ÉLÉVATIONS INDIQUÉES AUX PLANS ET AVISER L'INGÉNIEUR DE TOUTES DISCORDANCES, ERREURS OU OMISSIONS. DANS LE CAS OU IL EST IMPOSSIBLE D'EFFECTUER CES VÉRIFICATIONS L' ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER DES FOUILLES EXPLORATOIRES;
3. OBTENIR LA LOCALISATION DES SERVICES D'UTILITÉS PUBLIQUES AUPRÈS D'INFO-EXCAVATION, ET LES SERVICES MUNICIPAUX AUPRÈS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PUISQUE LA LOCALISATION DES SERVICES MONTRÉS AU PLAN EST APPROXIMATIVE. IL EST ENTENDU QUE L'INGÉNIEUR ET LE CLIENT N'ASSUMENT AUCUNEMENT LA RESPONSABILITÉ É QUANT À L'EXACTITUDE ET L'INTÉGRITÉ DE CES INFORMATIONS
4. L'ENTREPRENEUR DEVRA ASSURER LE FONCTIONNEMENT DE TOUS LES SERVICES EXISTANTS PENDANT LES TRAVAUX, AINSI, IL EST DE SA RESPONSABILITÉ DE PROTÉGER ET/OU SUPPORTER LES MASSIFS SOUTERRAINS ,LES POTEAUX, LES HAUBANS, LES LAMPADAIRES, LES FILERIES ENFOUIS, ETC.
5. TOUT DOMMAGE AUX STRUCTURES ENVIRONNANTES AUTRES QUE CELLES VISÉES PAR LES PLANS ET DEVIS DEVRONT ÊTRE REMPLACÉES OU RÉPARÉES PAR L'ENTREPRENEUR À LA SATISFACTION DU CLIENT

Impact Signalisation inc. Tous droits réservés. Ce document est la propriété exclusive de Impact Signalisation inc. Toute reproduction, modification, publication, adaptation, traduction, exécution publique ou communication au public, en tout ou en partie, est strictement interdite sans l'autorisation écrite préalable de Impact Signalisation inc. Toute violation de ces droits d'auteur pourra faire l'objet de poursuites judiciaires.

Format A0

PLAN DE LOCALISATION



Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de

DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de

DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de

ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Puisard

T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TÊTE ..... tête à changer
GRILLE ..... grille à changer

Égout / Aqueduc

C + C (CONV.)..... cadre et couvercle à changer par conventionnel
C + C ..... cadre et couvercle à changer
CADRE ..... cadre à changer
COUV ..... couvercle à changer
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers

REP ..... à réparer
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

Responsables

BELL :
514 870-1237
C.S.E.M. :
514 868-3686

GAZ MÉTRO :
514 598-3583

HYDRO-QUÉBEC :
(RÉSEAU DISTR.)
514 385-8888, # 5118

Légende

HYDROGRAPHIE ET DRAINAGE

- Puisard circulaire
- Regard-puisard
- Regard d'égout pluvial
- Puisard de trottoir

SERVICES PUBLICS

- Aqueduc
- Égout combiné
- Égout sanitaire
- Gazoduc
- Télécommunication
- Poteau petite signalisation
- Valve d'aqueduc
- Borne-fontaine
- Regard d'aqueduc
- Regard d'égout combiné
- Regard d'égout électrique
- Puit d'accès de gazoduc
- Poteau, électricité
- Borne de protection (bollard)
- lampadaire
- Limite des travaux
- Trottoir à reconstruire
- Pavage et planage à refaire

VUES EN SECTION ET PROFIL

- trottoir proposé
- trottoir existant

NOTES SPÉCIFIQUES:

1. JOINT D'EXPANSION ET LONGIUDINAL À POSER SELON LES CROQUIS CR DNI-3A-703
2. LES TROTTOIRS PROPOSÉS ET LES BÂTIMENTS DOIVENT-ÊTRE SÉPARÉS PAR UN JOINT D'ISOLATION ÉTANCHE(DNI-3A-603)
3. POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) TAUX RÉSIDUEL DE 0.3 l / m² SUR AUTRE QUE L'ASPHALTE
4. POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) TAUX RÉSIDUEL DE 0.2 l / m² (ENTRE 2 COUCHES)
5. LES SECTIONS DE TROTTOIR À REFAIRE EN CONTACT AVEC UN POTEAU OU LAMPADAIRE DEVRONT-ÊTRE RENFORCÉES DE TREILLIS D'ACIER.(DNI-3A-101)
6. LES PENTES D'ÉCOULEMENT AUX INTERSECTIONS DOIVENT SE RACCORDER À L'EXISTANT ET LE CENTRE DE RUE DOIT PERMETTRE L'ÉCOULEMENT VERS LES TROTTOIRS (TEL QUE L'EXISTANT) RÉFÉRENCES DNI-3A-101.
7. L'ENTREPRENEUR DOIT AVISER LA SOCIÉTÉ DES TRANSPORT DE MONTRÉAL (STM) 48 HEURES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
8. TOUT LE MOBILIER URBAIN QUI SERA DÉSINSTALLÉ DEVRA ÊTRE RÉINSTALLÉ SELON LES RECOMMANDATIONS DE L'ARRONDISSEMENT.
9. POUR LE POSITIONNEMENT DES JOINTS TROTTOIR DE BÉTON , VOIR LE DESSIN NORMALISÉ DNI-3A-604.
10. IL Y AURA DES TREILLIS MÉTALLIQUE CONFORME À LA NORME ASTM A1064/ A1064M DE DÉSIGNATION 152 X 152 -MW47.6 / MW47,6 (7.79mm DE DIAMÈTRE ET 5.22 kg/m2) DANS LES SAILLIES

No	Modifications	Initiales	Date
05	POUR SOUMISSION	J.T E.F	21-01-2020
04	POUR COMMENTAIRES À 100%	J.T E.F	06-01-2020
03	POUR COMMENTAIRES À 90%	J.T E.F	13-12-2019
02	POUR COMMENTAIRES À 50%	J.T E.F	12-08-2019
01	POUR COMMENTAIRES À 10%	J.T E.F	03-06-2019

IGF axiom Ingénierie intégrée
4125, autoroute des Laurentides,
Laval (Québec) H7L 5W5

SCEAUX :

2020-01-24

PROJET :

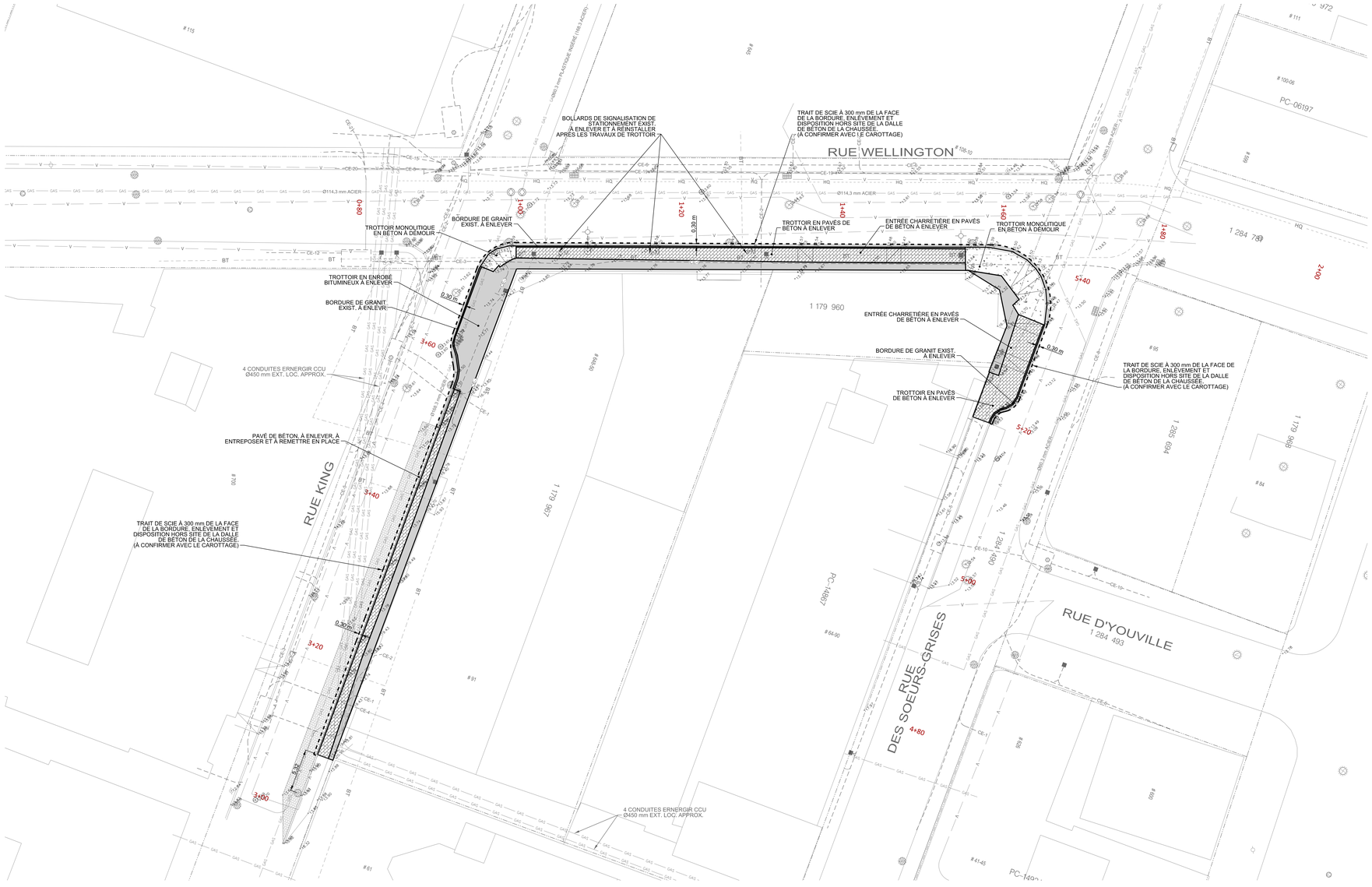
Montréal

RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS AVEC SAILLIES
CONTRAT: VMP-20-001

TITRE :

ST-VM-008 – SAILLIES ST-MATHIEU
(au coin St-Mathieu et Rène-Levesque)
VUES EN PLAN ET PROFILS

DESSINÉ : J. TREMBLAY, tech. G. VEILLEUX, tech.	ÉCHELLE : INDIQUÉES
PRÉPARÉ PAR : E. FRIGON, ing. PERMIS #: 122850	DATE : 22-01-2020
VÉRIFIÉ PAR : E. FRIGON, ing. PERMIS #: 122850	DOSSIER : P-183-02b
PLAN NO : A0-P183-02B-02	FEUILLET : 1 / 1



LÉGENDE DES SURFACES À DÉMOLIR:

- TROTTOIR EN ENROBÉ BITUMINEUX À ENLEVER
- PAVÉ DE BÉTON À ENLEVER, À ENTREPOSER ET REMETTRE EN PLACE
- TROTTOIR EN PAVÉS DE BÉTON À ENLEVER
- TROTTOIR MONOLITIQUE EN BÉTON À DÉMOLIR
- BORDURE DE GRANIT À ENLEVER

NOTES:

1- LES PAVÉS DE BÉTON EXISTANTS EN BON ÉTAT ET ENLEVÉS LORS DE LA RÉPARATION DES SOLS D'INFRASTRUCTURE DU TROTTOIR DOIVENT ÊTRE REMIS À L'ARRONDISSEMENT.

2- LES BORDURES DE GRANIT EN BON ÉTAT DOIVENT ÊTRE REMIS À L'ARRONDISSEMENT.

LÉGENDE COMPLÉMENTAIRE

- HQ — HYDRO-QUÉBEC
- GAS — ÉNERGIR
- V — VIDEOTRON
- BT — BELL
- CSEM
- LIGNE DE LOT

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

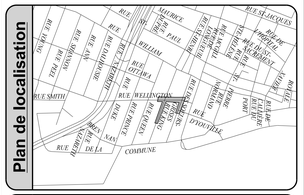
Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: M13KM006

RUE MARGUERITE-D'YOUVILLE / MCGILL
ALTITUDE: 13.960 m

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	Arpentage Robocad Inc.
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	-

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	M	Manchon
		B	Bollard
		OBS	Puits d'observation
★	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à construire		Chambre de transformateur
★	Base existante		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
★	Base à briser ou à enlever		

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe pour d'accès universelle
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
A	2020 / 03 / 02	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	É.B.

Ville-Marie Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division de la voirie
1455, rue Bercy, 2e étage Montréal (Québec) H2K 2V1

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par:
-
Ronald Lacasse, dess. — 2020-01
Catherine Charette, ing. jr.
Éric Bélanger, ing. — 2020-01

Voirie: -

PRÉLIMINAIRE
VERSION 50 %
2020 / 03 / 02

Préparé par:
Éric Bélanger, ing.

Projet:
Rue WELLINGTON
DE LA RUE KING
À LA RUE DES SOEURS-GRISES

Arrondissement(s): **Ville-Marie(20)**

Nature des travaux:
TRAVAUX DE VOIRIE

Titre du plan:
VUE EN PLAN
RUE WELLINGTON, KING ET DES SOEURS-GRISES
CONDITION EXISTANTES ET DÉMOLITION

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200
0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
XXXXXX	PL-VO-C-XXXX	2/4	A	N/A

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.03

2020/04/20 13:00

(2)

Dossier # : 1205929001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil municipal

Il est recommandé :

- D'adopter un budget supplémentaire de **303 712 000$** au PTI 2020-2022, provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2019, et ce, pour l'ensemble des arrondissements selon le document présenté en pièce jointe.
- De signifier aux arrondissements qu'ils ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-01 16:19

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205929001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil municipal

CONTENU

CONTEXTE

L'objet du présent dossier vise l'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2020-2022 provenant du report des surplus budgétaires des arrondissements au 31 décembre 2019. Les dépenses réelles des arrondissements pour l'année 2019, s'élèvent à un montant de **152 033 000 $.** Un portrait des résultats des arrondissements au 31 décembre 2019 est présenté en pièce jointe au présent dossier.

Il est important de rappeler que la gestion budgétaire des dépenses d'immobilisations s'effectue selon la base d'une limite d'emprunt à la charge des contribuables (PTI au net), l'enveloppe budgétaire allouée aux arrondissements est basée sur la dépense au brut déduite des dépôts de promoteurs, des contributions provenant du budget de fonctionnement et des subventions. Ainsi, le montant de **303 712 000 $** de dépenses d'immobilisations relevant du conseil municipal, reporté aux arrondissements a été calculé de la façon suivante : budget net modifié au 31 décembre 2019 moins la dépense réelle au net. Le résultat de ces reports est présenté en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 16 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM19 0590 **-** 14 mai 2019 - Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2018 - volet conseil municipal
CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 0531 - 24 avril 2018 - Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2017
CM18 0157 - 13 février 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM17 0468 - 28 avril 2017 - Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2016
CM16 1298 - 28 novembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM16 0470 - 19 avril 2016 - Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2015

DESCRIPTION

Afin de permettre aux arrondissements de finaliser les projets amorcés et non terminés, les budgets non utilisés au 31 décembre 2019 des dépenses d'immobilisations seront reportés en cours d'année 2020 pour leurs PTI 2020-2022. Rappelons que le montant des reports représente l'écart cumulé entre les dépenses réelles et le budget modifié 2019 pour l'ensemble des projets de chacun des arrondissements.

JUSTIFICATION

L'objet du présent dossier vise l'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2020-2022 provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets relevant du conseil municipal reportés en 2019 se chiffrent à **303 712 000 $** pour les arrondissements. Ces budgets incluent des transferts de PTI des services centraux pour un montant global de **50 087 000$**. L'état des reports est présenté en pièce jointe au présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report des budgets d'arrondissement permettra notamment aux arrondissements de poursuivre les investissements prévus à leur programmation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le transfert des sommes reportées à chacun des arrondissements sera effectué après approbation du présent dossier par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Natacha SAINT-JEAN
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-5864
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Philippe BRILLANT
Chef de division - Plan d'investissement

Tél : 514 872-2238
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2020-03-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-03-26

REPORT DES SURPLUS DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS 2019 (AU NET)

Conseil municipal

Données au 4 février 2020

(milliers $)

Arrondissements	Sous-projet	Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Total
Ahuntsic-Cartierville	2055836000	8 175		8 175
	2055836005		4 804	4 804
	Total	8 175	4 804	12 979
Anjou	2034909100	8 205		8 205
	1834909112		882	882
	Total	8 205	882	9 087
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	1955839001	12 272		12 272
	1955839002		1 205	1 205
	Total	12 272	1 205	13 477
Lachine	2055517000	9 744		9 744
	2055517001		2 161	2 161
	Total	9 744	2 161	11 905
LaSalle	2055900000	18 305		18 305
	2055900001		2 601	2 601
	Total	18 305	2 601	20 906
Île-Bizard–Sainte-Geneviève	1834506020	12 179		12 179
	2034506120		746	746
	Total	12 179	746	12 925
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	2055835000	24 057		24 057
	2055835001		1 493	1 493
	Total	24 057	1 493	25 550
Montréal-Nord	2055016100	15 756		15 756
	2055016200		3 400	3 400
	Total	15 756	3 400	19 156
Outremont	1955910001	7 528		7 528
	1955910002		257	257
	Total	7 528	257	7 785
Pierrefonds-Roxboro	2055513000	5 980		5 980
	2055513100		(133)	(133)
	Total	5 980	(133)	5 847
Plateau-Mont-Royal	1855834000	13 221		13 221
	1855834001		1 027	1 027
	Total	13 221	1 027	14 248
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	2055731100	44 090		44 090
	2055731101		8 758	8 758
	Total	44 090	8 758	52 848
Rosemont–La Petite-Patrie	2055837001	10 032		10 032
	2055837002		2 728	2 728
	Total	10 032	2 728	12 760
Saint-Laurent	2055515001	16 619		16 619
	2055515002		460	460
	Total	16 619	460	17 079
Saint-Léonard	1955514001	3 402		3 402
	1955514002		1 083	1 083
	Total	3 402	1 083	4 485
Sud-Ouest	2055833002	12 616		12 616
	2055833001		1 417	1 417
	Total	12 616	1 417	14 033
Verdun	1455612000	14 286		14 286
	1455612001		204	204
	Total	14 286	204	14 490
Ville-Marie	2055832000	9 306		9 306
	2055832020		15 397	15 397
	Total	9 306	15 397	24 703
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	2055838000	7 852		7 852
	2055838001		1 597	1 597
	Total	7 852	1 597	9 449
Total		253 625	50 087	303 712

SUIVI BUDGÉTAIRE DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS DES ARRONDISSEMENTS (AU NET)
AU 31 DÉCEMBRE 2019
(Milliers $)

							REPORTS 2019		
Total Ville	Budget original	Budget modifié	Réel	Reports avant ajustements	Ajustements	Reports après ajustements	Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
Ahuntsic-Cartierville	7 113	17 967	4 988	12 979	-	12 979	8 175	4 804	-
Anjou	5 663	16 097	7 010	9 087	-	9 087	8 205	882	-
Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce [1]	6 830	24 371	10 865	13 506	(29)	13 477	12 272	1 205	-
Lachine	3 677	15 008	3 103	11 905	-	11 905	9 744	2 161	-
LaSalle	13 132	29 172	8 266	20 906	-	20 906	18 305	2 601	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	2 927	14 404	1 479	12 925	-	12 925	12 179	746	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve [1]	9 787	31 158	5 043	26 115	(565)	25 550	24 057	1 493	-
Montréal-Nord	6 714	23 685	4 529	19 156	-	19 156	15 756	3 400	-
Outremont	2 561	13 054	5 269	7 785	-	7 785	7 528	257	-
Pierrefonds-Roxboro	5 799	16 820	10 973	5 847	-	5 847	5 980	(133)	-
Plateau-Mont-Royal	8 695	21 787	7 539	14 248	-	14 248	13 221	1 027	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	12 730	61 787	8 939	52 848	-	52 848	44 090	8 758	-
Rosemont-La Petite-Patrie	8 840	24 231	11 471	12 760	-	12 760	10 032	2 728	-
Saint-Laurent	9 620	30 105	9 233	20 872	(3 747)	17 125	16 619	460	46
Saint-Léonard	5 940	12 955	8 470	4 485	-	4 485	3 402	1 083	-
Sud-Ouest	5 839	23 429	9 396	14 033	-	14 033	12 616	1 417	-
Verdun	5 362	29 018	14 528	14 490	-	14 490	14 286	204	-
Ville-Marie	14 185	34 461	9 627	24 834	-	24 834	9 306	15 397	131
Villeray-St-Michel-Parc-Extension [1]	6 981	20 987	11 522	9 465	(16)	9 449	7 852	1 597	-
Total Ville	**142 395**	**460 496**	**152 250**	**308 246**	**(4 357)**	**303 889**	**253 625**	**50 087**	**177**
Conseil municipal	Budget original	Budget modifié	Réel	Reports avant ajustements	Ajustements	Reports après ajustements	Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
Ahuntsic-Cartierville	7 113	17 967	4 988	12 979	-	12 979	8 175	4 804	-
Anjou	5 663	16 097	7 010	9 087	-	9 087	8 205	882	-
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce [1]	6 830	24 371	10 865	13 506	(29)	13 477	12 272	1 205	-
Lachine	3 677	15 008	3 103	11 905	-	11 905	9 744	2 161	-
LaSalle	13 132	29 172	8 266	20 906	-	20 906	18 305	2 601	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	2 927	14 404	1 479	12 925	-	12 925	12 179	746	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve [1]	9 787	31 158	5 043	26 115	(565)	25 550	24 057	1 493	-
Montréal-Nord	6 714	23 685	4 529	19 156	-	19 156	15 756	3 400	-
Outremont	2 561	13 054	5 269	7 785	-	7 785	7 528	257	-
Pierrefonds-Roxboro	5 799	16 820	10 973	5 847	-	5 847	5 980	(133)	-
Plateau-Mont-Royal	8 695	21 787	7 539	14 248	-	14 248	13 221	1 027	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	12 730	61 787	8 939	52 848	-	52 848	44 090	8 758	-
Rosemont-La Petite-Patrie	8 840	24 231	11 471	12 760	-	12 760	10 032	2 728	-
Saint-Laurent [1]	9 620	27 496	9 016	18 480	(1 401)	17 079	16 619	460	-
Saint-Léonard	5 940	12 955	8 470	4 485	-	4 485	3 402	1 083	-
Sud-Ouest	5 839	23 429	9 396	14 033	-	14 033	12 616	1 417	-
Verdun	5 362	29 018	14 528	14 490	-	14 490	14 286	204	-
Ville-Marie	14 185	34 330	9 627	24 703	-	24 703	9 306	15 397	-
Villeray-St-Michel-Parc-Extension [1]	6 981	20 987	11 522	9 465	(16)	9 449	7 852	1 597	-
Total Conseil municipal	**142 395**	**457 756**	**152 033**	**305 723**	**(2 011)**	**303 712**	**253 625**	**50 087**	**-**
Conseil d'agglomération	Budget original	Budget modifié	Réel	Reports avant ajustements	Ajustements	Reports après ajustements	Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
Ahuntsic-Cartierville	-	-	-	-		-	-	-	-
Anjou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lachine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LaSalle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montréal-Nord	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outremont	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pierrefonds-Roxboro	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Plateau-Mont-Royal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rosemont-La Petite-Patrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Laurent [1]	-	2 609	217	2 392	(2 346)	46	-	-	46
Saint-Léonard	-	-	-	-		-	-	-	-
Sud-Ouest	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verdun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville-Marie	-	131	-	131	-	131	-	-	131
Villeray-St-Michel-Parc-Extension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Conseil d'agglomération	**-**	**2 740**	**217**	**2 523**	**(2 346)**	**177**	**-**	**-**	**177**

Note 1 : Report non requis à la demande de l'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.04

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1196924001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de l'article 64 et du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel, l'Académie Centennial à réaliser des travaux et actes visant à modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et à modifier une fenêtre de sous-sol située à l'arrière du bâtiment, à l'emplacement de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal identifié comme le lot 6 295 149 du Cadastre du Québec (numéro de référence SATSA de la demande : 20195455).

Adopter une résolution autorisant, en vertu de l'article 64 et du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel, l'Académie Centennial à réaliser des travaux et actes visant à modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et à modifier une fenêtre de sous-sol située à l'arrière du bâtiment, à l'emplacement de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal identifié comme le lot 6 295 149 du Cadastre du Québec (numéro de référence SATSA de la demande : 20195455).
ATTENDU les articles 64 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) (ci-après la « LPC »);

ATTENDU l'article 1.1 du Règlement intérieur du conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville au comité exécutif en matière d'aménagement, d'urbanisme et de patrimoine (15-077);

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété identifiée comme le lot 6 295 149 du Cadastre du Québec sur le plan de l'annexe A intitulée « Plan cadastral » jointe à la présente résolution.

La propriété visée par la présente résolution est située dans le site patrimonial du domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice, classé en vertu de la LPC.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le conseil de la Ville autorise :

L'Académie Centennial (emphytéote)
2075, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1B9

à réaliser les actes ou travaux suivants :

· modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment. L'ouverture sera agrandie afin de permettre l'installation d'une porte qui permettra l'accès au futur hall d'entrée;
· modifier une fenêtre de sous-sol afin de permettre l'installation d'une gaine métallique, à l'arrière de l'aile ouest, découlant de l'installation d'un équipement mécanique.

Le tout conformément aux plans de l'annexe B intitulée « Plans SK-17, SK-18-1 et SK-18-2 » préparés par Zinno Zappitelli, architectes, datés du 19 mars 2020.

3. Tous autres travaux non autorisés par la présente résolution doivent faire l'objet d'une autorisation distincte de l'instance appropriée.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « PLAN CADASTRAL »

ANNEXE B
PLANS INTITULÉS « PLANS SK-17, SK-18-1 ET SK-18-2 »

_____

GDD : 1196924001

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-03 15:25

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196924001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de l'article 64 et du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel, l'Académie Centennial à réaliser des travaux et actes visant à modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et à modifier une fenêtre de sous-sol située à l'arrière du bâtiment, à l'emplacement de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal identifié comme le lot 6 295 149 du Cadastre du Québec (numéro de référence SATSA de la demande : 20195455).

CONTENU

CONTEXTE

Les Prêtres de Saint-Sulpice ont été les seigneurs de l'île de Montréal dès 1857 et sont présents sur la montagne depuis 1666. Leurs actions sur ce site, successivement lieu de mission autochtone, d'agriculture et d'enseignement, ont marqué de nombreuses étapes du développement de Montréal. Ce lieu, à l'origine des premiers balbutiements de l'Université de Montréal, est aujourd'hui reconnu pour la présence de deux institutions d'enseignement majeurs : le Grand Séminaire et le Collège de Montréal.

Le site du domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice est classé à titre de site patrimonial en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (ci-après la « LPC »).

Son emplacement, sur le flanc sud du mont Royal, en bordure du centre-ville, constitue une oasis de verdure, de calme et de basse densité, entourée de bâtiments de grandes hauteurs en milieu urbain dense. Son retranchement derrière un mur d'enceinte en pierre le protège de cette turbulence et lui donne un caractère de calme propice au recueillement, à la réflexion et à l'apprentissage.

Les Prêtres de Saint-Sulpice souhaitent revoir et diversifier l'occupation de leur propriété. Ils visent à occuper uniquement le pavillon central du Séminaire et ainsi libérer l'aile ouest pour une occupation à long terme. Un bail emphytéotique a donc été conclu pour une période de 50 ans avec l'Académie Centennial afin d'accueillir une école privée.

L'Académie Centennial a déposé le 12 juillet 2019 une demande d'autorisation de travaux visant à aménager une école de niveau secondaire et collégiale dans l'aile ouest du bâtiment.

Conformément au chapitre VI.1 de la LPC, certains pouvoirs du ministre de la Culture et des Communications d'autoriser des types d'interventions dans les sites patrimoniaux classés sont exercés par la Ville de Montréal. Selon le type d'intervention, le pouvoir d'autoriser ou

de refuser les demandes relève soit de la directrice de la Direction de l'urbanisme, du comité exécutif ou du conseil de la Ville, conformément :
- à l'article 1.1 du Règlement intérieur du conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville au comité exécutif en matière d'aménagement, d'urbanisme et de patrimoine (15-077);
- à l'article 2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs liés à la délivrance d'autorisations en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RCE 18-008).

Dans un site patrimonial classé tel le domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice, une intervention visant la transformation ou le retrait d'une caractéristique architecturale d'un bâtiment doit être autorisée par le conseil de la Ville. Le projet de l'Académie Centennial prévoit la modification de l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et la modification d'une fenêtre du sous-sol. Le présent sommaire décisionnel vise à autoriser ces transformations, conformément à l'article 64 et au chapitre VI.1 de la LPC.

De plus, considérant que les autres travaux prévus n'impliquent pas la transformation ou le retrait d'une caractéristique architecturale du bâtiment, ceux-ci feront l'objet d'une autorisation distincte de la directrice de la Direction de l'urbanisme conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs liés à la délivrance d'autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RCE 18-008). Les travaux devant être autorisés par la directrice sont les suivants (voir en pièce jointe les plans de la firme EVOQ esquissant les travaux à venir) :

- construire une marquise au-dessus du balcon et de l'escalier qui seront refait, en façade de la rue Sherbrooke;
- creuser et remblayer autour de l'aile ouest afin de remplacer le réseau de drainage et les puisards existants;
- aménager une sortie temporaire à l'extrémité de l'aile l'ouest en remplaçant dans l'ouverture existante la porte d'issue et en construisant un escalier extérieur en bois;
- modifier l'appentis situé en cour arrière afin d'aménager une issue de secours. Les travaux impliquent notamment l'ajout d'une marquise au dessus de l'entrée et la construction d'un escalier extérieur en béton;
- refaire l'aménagement paysager du terrain qui ceinture l'aile ouest;
- ajouter un hall d'entrée, volume d'un étage, qui serait construit à l'extrémité ouest du bâtiment;
- installer un appareil mécanique dans la cour arrière du bâtiment.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Demande SATSA numéro 20196123 autorisée par le directeur de la Direction de l'urbanisme, le 9 avril 2019 - Morcellement du lot 1 062 788 en deux nouveaux lots afin de permettre la location pour une période de 50 ans, bail emphytéotique, de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal selon les plans préparés par les arpenteurs géomètres Gilles Dupont (minute 37347) et Sylvain Lebel (minutes 15443) en dates du 19 décembre 2018 et du 13 février 2019.

DESCRIPTION

Le projet déposé par l'Académie Centennial concerne notamment la réalisation de travaux visant à construire un hall d'entrée en façade latérale, refaire l'aménagement paysager du terrain, installer un appareil mécanique dans la cour arrière, le tout sur l'immeuble identifié comme l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal, situé 2075, rue Sherbrooke Oues, lot 6 295 149 (voir l'annexe A Plan cadastral en pièce jointe).
Dans le cadre de ce projet, les actes et travaux qui nécessitent l'autorisation du conseil de la Ville sont :

- la modification de l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment. L'ouverture sera agrandie afin de permettre l'installation d'une porte qui permettra l'accès au futur hall d'entrée;
- la modification d'une fenêtre de sous-sol afin de permettre l'installation d'une gaine métallique à l'arrière de l'aile ouest découlant de l'installation d'un équipement mécanique.

Ces travaux sont décrits aux plans SK-17, SK—18-1 et SK-18-2 préparés par Zinno Zappitelli, architectes, datés du 19 mars 2020 (voir l'annexe B en pièce jointe).

Conformément au troisième paragraphe de l'article 12.2 du règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136), un énoncé de l'intérêt patrimonial a été réalisé pour ce lieu (voir l'énoncé en pièce jointe).

Notez que conformément au paragraphe 4 a) de l'article 12.1 du Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136), le Conseil du patrimoine de Montréal a émis un avis favorable au projet (voir l'avis en pièce jointe).

L'Académie Centennial souhaite débuter ses travaux au printemps 2020.

JUSTIFICATION

La Division du patrimoine a procédé à l'analyse de la demande de l'Académie Centennial en tenant compte des dispositions de la LPC. Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Division du patrimoine est d'avis que le projet répond de manière satisfaisante aux objectifs de préservation du site patrimonial et que les modifications décrites aux plans SK-17, SK—18-1 et SK-18-2 préparés par Zinno Zappitelli, architectes (annexe B), n'auront pas d'impact négatif sur le site et sur le bien. Elle recommande ainsi au conseil de la Ville d'autoriser l'Académie Centennial à réaliser les actes et travaux décrits à la section précédente.
Le Conseil du patrimoine de Montréal a émis un avis favorable au projet (voir l'avis en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il n'y a aucun impact relatif à la Covid-19.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 15 avril 2020.
Conseil municipal : 20 avril 2020.

Délivrance de l'autorisation de la directrice de la Direction de l'urbanisme en vertu de la LPC pour les autres travaux de ce projet : printemps 2020.

Délivrance du permis de transformation par l'arrondissement de Ville-Marie : printemps 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François MORIN, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marco TREMBLAY
architecte - planification

Tél : 514.868.7898
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : (514) 868-7897
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-04-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-04-03

DOMAINE DES MESSIEURS DE SAINT-SULPICE

1931 et 2065, rue Sherbrooke Ouest, Arrondissement de Ville-Marie

ÉNONCÉ DE L'INTÉRET PATRIMONIAL

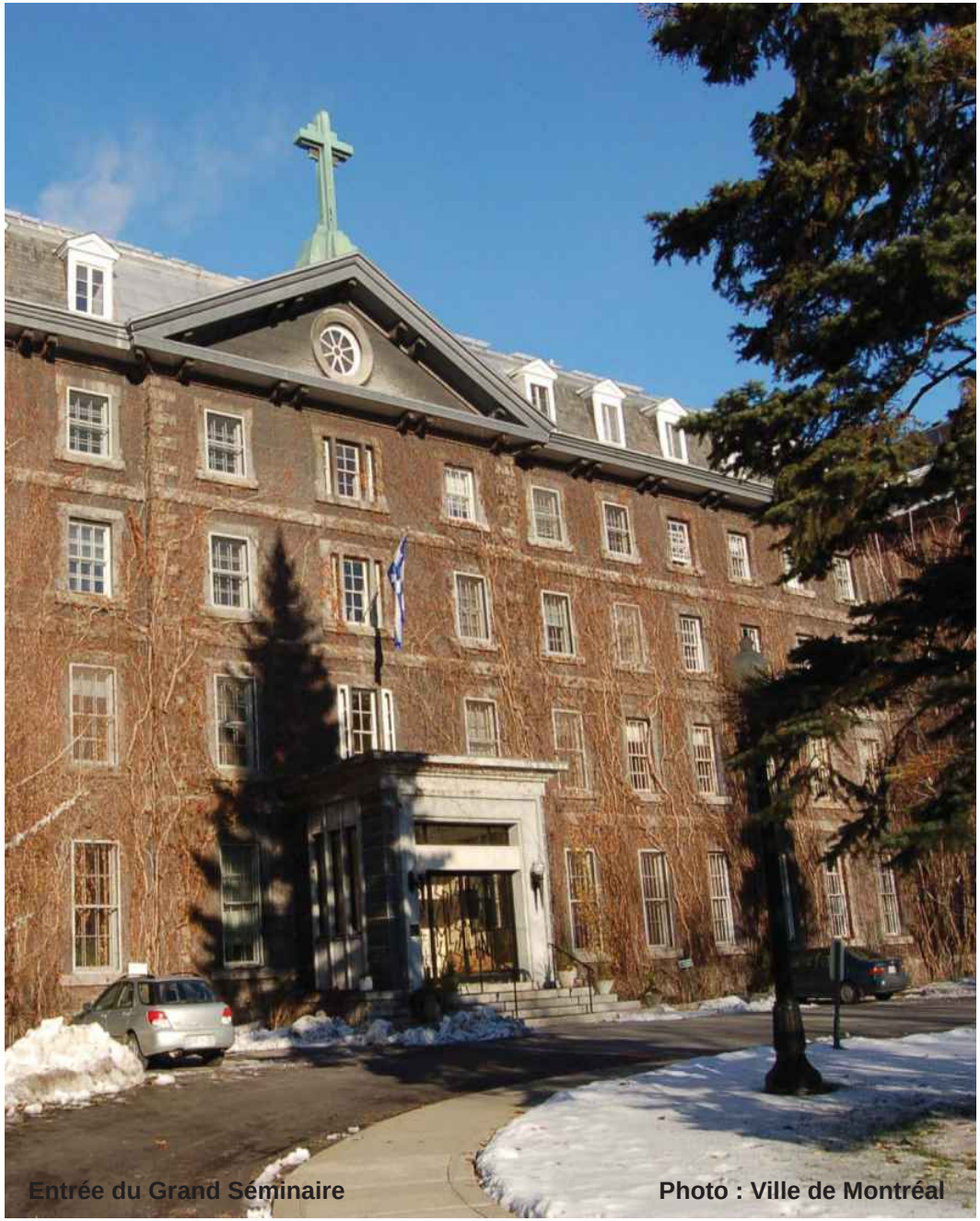
L'intérêt patrimonial du Domaine des Messieurs de Saint-Sulpice repose sur ses valeurs historique, archéologique, paysagère, architecturale, artistique et sociale.

Les prêtres de Saint-Sulpice (Sulpiciens), propriétaires d'origine et actuels du lieu, ont été les seigneurs de l'île de Montréal dès 1857 et sont présents sur la montagne depuis 1666. Leurs actions sur ce site, successivement lieu de mission autochtone, d'agriculture et d'enseignement ont marqué de nombreuses étapes du développement de Montréal. Ce lieu, à l'origine des premiers balbutiements de l'Université de Montréal, est aujourd'hui reconnu pour la présence de deux institutions d'enseignement majeurs : le Grand Séminaire et le Collège de Montréal.

Son emplacement, sur le flanc sud du mont Royal, en bordure du centre-ville, constitue une oasis de verdure, de calme et de basse densité, entourée de bâtiments de grandes hauteurs en milieu urbain dense. Son retranchement derrière un mur d'enceinte en pierre le protège de cette turbulence et lui donne un caractère de calme propice au recueillement, à la réflexion et à l'apprentissage.

L'aménagement du Domaine laisse transparaître des approches françaises d'aménagement. Ses bâtiments sont en général des oeuvres des plus grands architectes montréalais. L'usage de la pierre comme parement extérieur, souvent extraite du site même, témoigne d'un ancrage dans le territoire et d'une intégration en continuité avec le bâti montréalais traditionnel. Plusieurs intérieurs exceptionnels, notamment la chapelle du Grand Séminaire, sont conservés dans toute leur splendeur d'origine et constituent un trésor bien caché. Le bassin du séminaire, à la fois ornemental et lié à l'hydrologie du lieu est, avec le remaniement du terrain de la montagne en terrasses, un exemple de l'ingénierie avec lequel les Sulpiciens sont familiers.

Ce lieu d'enseignement tient une place particulière parmi les autres institutions montréalaises, autant pour son héritage français que pour la cohabitation de ses deux clientèles spécifiques. Aujourd'hui animé par les jeunes personnes qui le fréquentent, il fait l'objet d'un attachement particulier de la part des anciens des deux institutions.

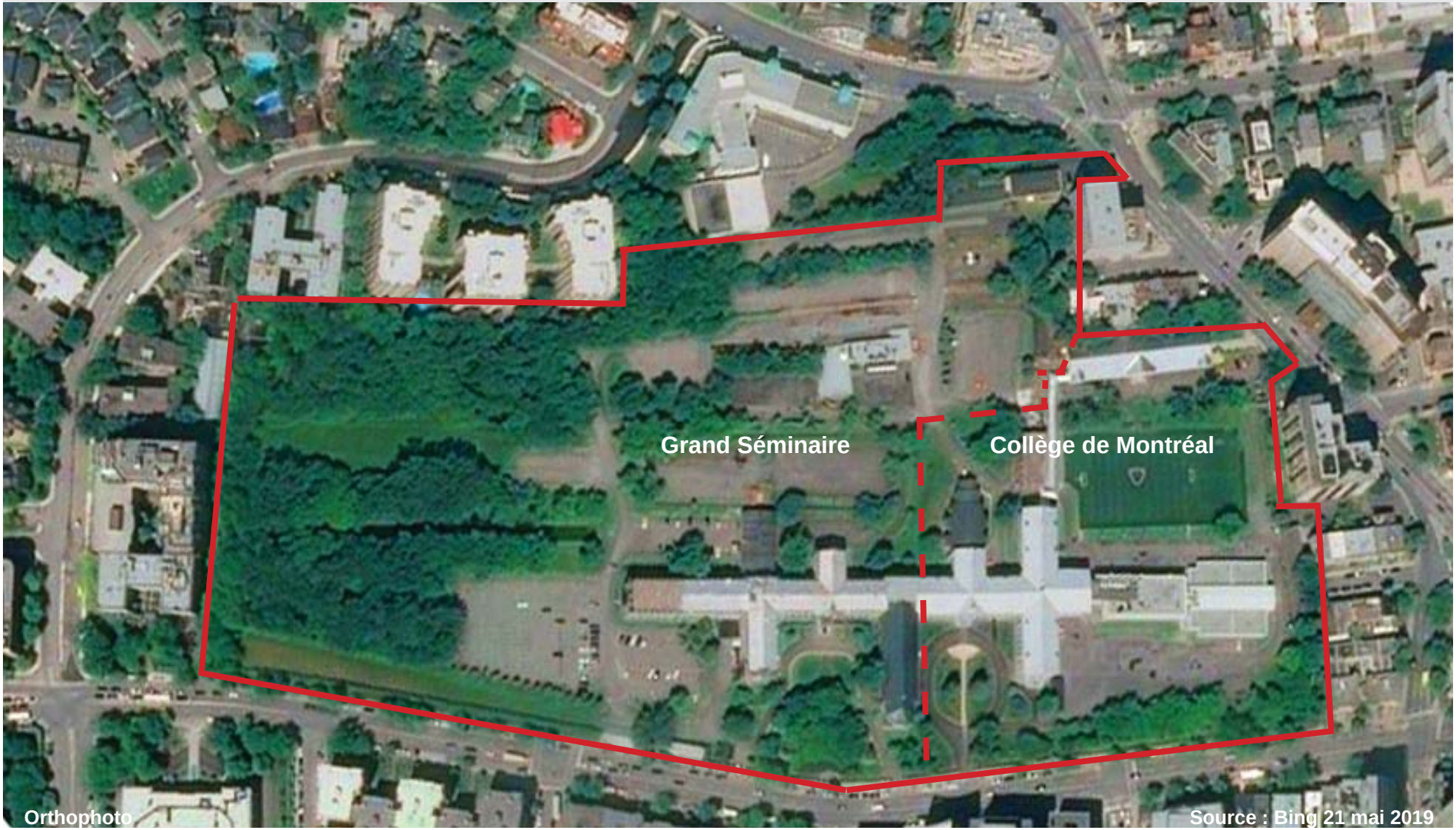


Entrée du Grand Séminaire **Photo : Ville de Montréal**

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DU DOMAINE DES MESSIEURS DE SAINT-SULPICE
Arrondissement de Ville-Marie

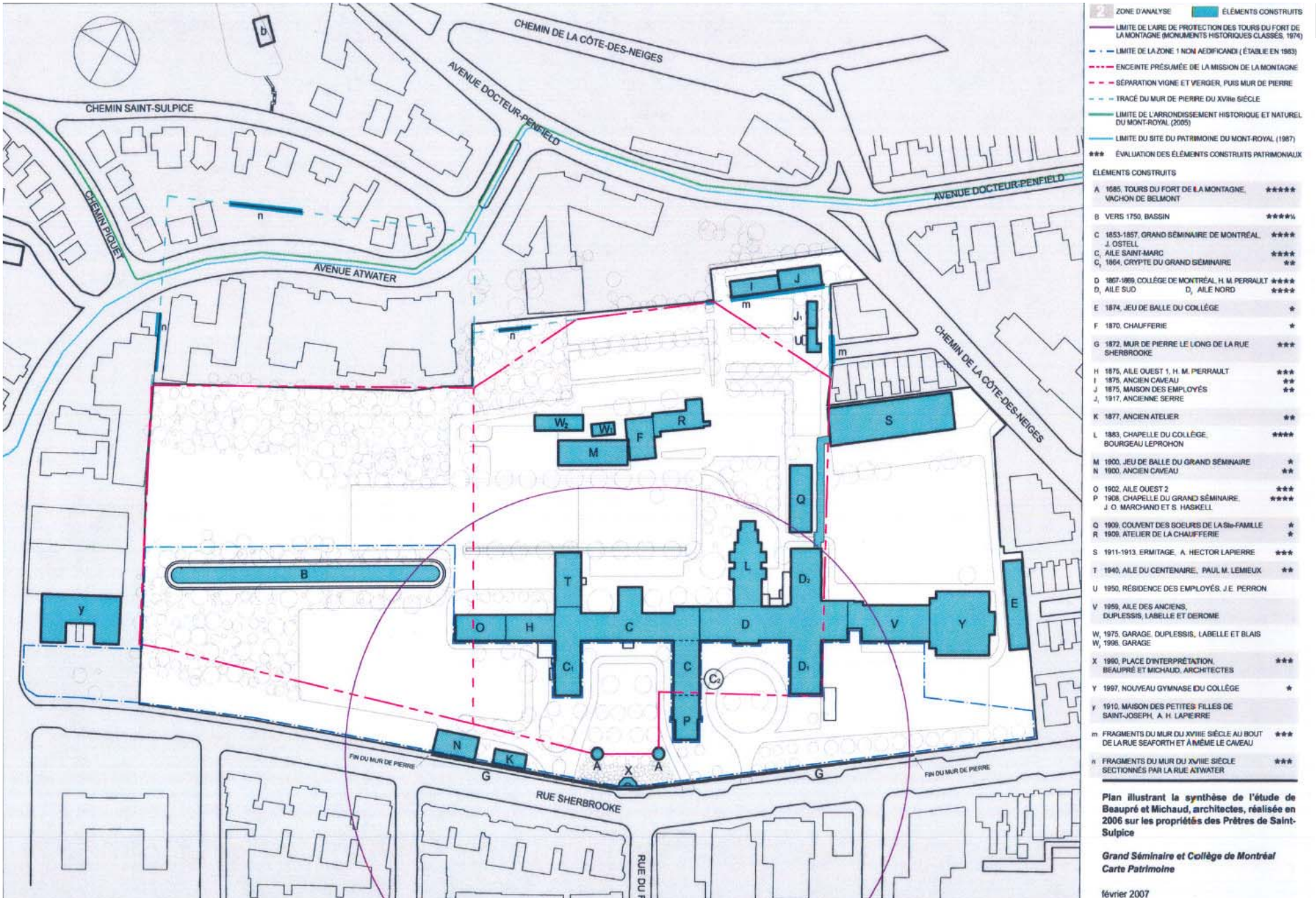
DÉSIGNATION PATRIMONIALE

Désignation au Schéma d'aménagement et de développement et au Plan d'urbanisme : Grande propriété à caractère institutionnel (2004 et 2015)
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : Site patrimonial classé (1982), Monuments historiques : Tours du Fort-des-Messieurs de Saint-Sulpice (1974) et aires de protection (1975)
Désignation patrimoniale fédérale : Lieu historique national du Canada (1970)



Orthophoto

Source : Bing 21 mai 2019



Plan du site 2007

Source : Beaupré Michaud architectes

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Grandes périodes historiques

1. Le Domaine de la montagne et la Seigneurie de Montréal (1666-1792)
Les Prêtres de Saint-Sulpice deviennent les seigneurs de Montréal
Développement du Domaine de la montagne
Établissement de la mission (1675-1705)
Poursuite du Domaine agricole (1705-1794)

2. Le Domaine de la montagne et les nouvelles limites de la ville (1792-1852)
Rôle des Prêtres de Saint-Sulpice dans le développement du territoire
Développement du Domaine de Belmont

3. Le pied de la Montagne, un emplacement de choix pour enseigner (1852-1890)
Implantation de l'enseignement sur le site

4. Le sommet du Domaine de la Montagne contribue à la mission d'enseignement (1890-1935)
Consolidation du Séminaire et du Collège de Montréal

5. Dislocation des reliefs du Domaine de la Montagne (1935-1982)
Modernisation du site et implantations de voies carossables et de stationnements

6. Interventions récentes au Domaine de la Montagne (1982-2019)
Diminution de la clientèle du Séminaire et hausse importante de celle du Collège de Montréal



Premiers bâtiments du Collège de Montréal (1859) Source : Archives Notman Musée McCord

Évolution des interventions humaines sur le site

Bâtiments :
Établissement de la Mission de la montagne au cœur d'un domaine agricole (1675-1705)
Poursuite du domaine agricole (1705-1794)
Développement du lieu pour l'enseignement, incluant des annexes et le jeu de balle du collège (1852-1890)
Ajouts de bâtiments annexes ; Jeu de balles et caveau (1900)
Prolongation de l'aile ouest (1902)
Chapelle du Grand Séminaire (1908)
Maison des Sœurs de la Sainte-Famille (1909)
Maison des petites filles de Saint-Joseph (1910)
Ermitage (1911)
Ouverture de la rue Atwater (1928)
Pavillon à l'extrémité ouest du bassin (vers 1935)
Aile du Centenaire (1940)
Aile des anciens du Collège de Montréal (1959)
Garages (vers 1980)
Place d'interprétation face à la rue Sherbrooke (1990)
Gymnase du Collège de Montréal (1998)

Aménagements paysagers :
Niveaux des différentes terrasses (développées graduellement vers les années 1750 pour le secteur du bassin et surtout des années 1850 aux années 1900).

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DU DOMAINE DES MESSIEURS DE SAINT-SULPICE
Arrondissement de Ville-Marie

VALEUR HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE



Une des deux tours du Domaine face à la rue Sherbrooke
Photo : Ville de Montréal



Dépendances en pierre du Domaine 2006
Photo : Ville de Montréal



La crypte du Grand Séminaire 2019
Photo : Ville de Montréal

La valeur historique et archéologique du Domaine des messieurs de Saint-Sulpice repose sur son témoignage :

- de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice (Sulpiciens), propriétaires d'origine et actuels du lieu, seigneurs de l'île de Montréal, acteurs majeurs de l'histoire de Montréal (premiers cadastres de l'île, concession des terres, tracés des rues, développements immobiliers);
- d'un lieu majeur dans l'histoire de Montréal, du Québec et du Canada, site de 150 Ha à l'origine et 12,5 Ha aujourd'hui;
- des activités horticoles et potagères passées, que rappellent les documents d'archives, évoquant un mode de vie intégré, fortement ancré dans la réalité du pays;
- de l'enseignement privé secondaire et de l'éducation menant à la prêtrise, fondamental dans l'histoire de Montréal et du Québec;
- du lien entretenu avec les peuples autochtones depuis l'origine de la colonie française, avérés notamment par la présence d'enseignantes autochtones dès le début;
- des liens étroits des Sulpiciens avec la Congrégation de Notre-Dame, première communauté religieuse féminine non-cloitrée en Amérique du Nord;
- de la nécessaire protection des premiers occupants et des cultures (vergers, etc.), matérialisée par le mur d'enceinte;
- des origines de l'Université de Montréal, qui a pris racine sur ce site, rappelées par l'image du fort de Belmont, présent sur les armoiries de l'Université de Montréal.

ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- L'emplacement du Domaine sur le flanc sud du mont Royal dans le centre-ville ouest
- Le mur d'enceinte, dont certaines parties datent du XVIII^{e} siècle
- Les bâtiments principaux en pierre qui persistent dans leurs fonctions d'origine
- Les bâtiments secondaires, qui se sont adaptés à l'évolution de nouveaux besoins, et leurs agrandissements
- La présence de vestiges archéologiques documentant la période autochtone, le fort de Belmont et d'autres bâtiments historiques disparus
- Les inscriptions en latin, notamment : *Hic Evangel Abantur Indi* (Ici on évangélise des indiens)
- Les Tours du fort de Belmont (1685), plus anciennes constructions sur le site
- Les archives et collections du Grand Séminaire
- Les caveaux à légumes
- La crypte du Grand Séminaire
- Les anciens jeux de balle en bois du Grand Séminaire et du Collège de Montréal

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DU DOMAINE DES MESSIEURS DE SAINT-SULPICE
Arrondissement de Ville-Marie

VALEUR PAYSAGÈRE



Arbres sur la propriété 2006
Photo : Beaupré Michaud architectes



Bassin du Grand Séminaire 2005
Photo : Ville de Montréal



Contraste avec l'environnement bâti autour du Domaine
Photo : Beaupré Michaud architectes

La valeur paysagère du Domaine des Messieurs de Saint-Sulpice repose sur :

- le silence, la quiétude et l'ampleur de cette enclave abondamment végétale en plein centre-ville;
- sa position au flanc du mont Royal, son appartenance à la « montagne »;
- la planification d'ensemble du terrain et la disposition des bâtiments : façon de penser le paysage importée de France;
- le contraste du site avec les immeubles de grande hauteur du centre-ville qui l'entourent;
- l'ancrage du site dans son territoire immédiat dont témoigne la construction des bâtiments avec la pierre en provenance du site;
- la présence d'ouvrages d'ingénierie importants : le bassin lié à l'hydrologie du lieu et le remaniement du terrain pour réaliser les actuelles terrasses;
- les aménagements paysagers en façade des bâtiments et autour du bassin.

ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- L'emplacement au cœur du centre-ville et sur le flanc sud du mont Royal
- La topographie de la propriété qui démontre son appartenance à la montagne
- La faible densité de construction, en contraste avec le centre-ville environnant
- Les aménagements paysagers (parterres, alignements d'arbres, bassin)
- Le mur d'enceinte longeant la rue Sherbrooke et entourant le Domaine ainsi que ses fragments
- Les bâtiments en alignement en retrait de la rue Sherbrooke et les parterres en façade de ceux-ci
- Les arbres et le couvert végétal
- Le bassin et les alignements d'arbres qui le bordent
- Les niveaux en terrasses dans la partie arrière de la propriété

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DU DOMAINE DES MESSIEURS DE SAINT-SULPICE
Arrondissement de Ville-Marie

VALEUR ARCHITECTURALE ET ARTISTIQUE



Bâtiments principaux du Grand Séminaire
Source : Univers culturel Saint-Sulpice



Aile d'origine du Collège de Montréal 2016
Photo : Journal Métro



Intérieur de la chapelle du Grand Séminaire
Photo : https://mtltimes.ca/

La valeur architecturale du Domaine des Messieurs de Saint-Sulpice repose sur :

- la fascination d'ensemble qu'exerce le site : grandeur, sobriété, économie du geste, souci de continuité et de respect du passé, lecture compréhensible de l'histoire des deux institutions;
- Ses différents pavillons, conçus par les plus grands architectes montréalais de leurs époques respectives : Victor Bourgeau, John Ostell, Henri-Maurice et Maurice Perreault, Albert Mesnard, Joseph Venne, Joseph-Omer Marchand, Joseph Alfred Hector Lapierre, Samuel Stevens Haskell, Paul-Marie Lemieux, etc.;
- l'architecture de ses bâtiments institutionnels en pierre dans une architecture qui a évolué sur trois siècles par l'ajoût d'ailes;
- La relation de l'ensemble bâti, s'affirmant sur la rue Sherbrooke tout en formant un ensemble en contraste avec la densité du bâti environnant;
- la concentration exceptionnelle de lieux intérieurs uniques à Montréal;
- les oeuvres d'art de qualité qu'on retrouve dans les différents bâtiments;
- la qualité du savoir-faire qui a été utilisée pour réaliser ses diverses composantes.

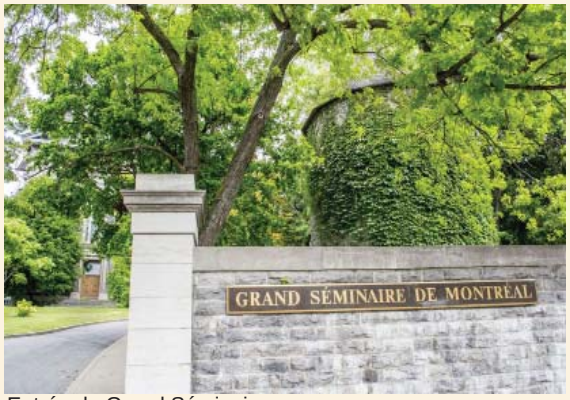
ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- Le mur d'enceinte et les tours du fort de Belmont
- Les bâtiments principaux en pierre (ailes centrale, Saint-Marc et ouest du Grand Séminaire, ailes centrale, nord et sud du Collège de Montréal) alignés de façon linéaire en retrait de la rue Sherbrooke, leurs entrées monumentales, escaliers, détails, inscriptions et bas reliefs
- L'aile du centenaire du Grand Séminaire
- L'aile des anciens du Collège de Montréal
- La résidence des sœurs de la Sainte-Famille
- L'Ermitage, à l'architecture plus pittoresque, et son passage couvert en bois
- L'ancien atelier et l'ancien caveau face à la rue Sherbrooke
- Les espaces intérieurs exceptionnels (grande chapelle et son orgue, petite chapelle des employés, escalier central, bibliothèque, crypte du Séminaire)
- La collection d'œuvres d'art des Messieurs de Saint-Sulpice, notamment l'œuvre de Jordi Bonet (tableau de la Trinité)

VALEUR SOCIALE



Élèves du Collège de Montréal
Photo : Collège de Montréal



Entrée du Grand Séminaire
Source : Le Devoir

La valeur sociale du Domaine des Messieurs de Saint-Sulpice repose sur :

- son implantation dans un milieu vivant, parmi une population environnante urbaine et diversifiée;
- son caractère sacré, de pouvoir, de culture et sa place importante dans le milieu de l'éducation québécoise;
- l'héritage, en terre nord-américaine des valeurs de l'école française de spiritualité : accueil, ouverture, accompagnement. Contrairement au modèle romain, le choix est laissé à l'individu, ce qu'on appelle la « pédagogie de la liberté ». Cette approche, qui laisse la place à l'individu, donne une couleur particulière à l'enseignement des deux institutions d'enseignement qui se trouvent sur le site;
- sa position comme lieu d'enseignement de rayonnement et de prestige (international pour le séminaire et national pour le collège) des origines à aujourd'hui;
- la présence de la jeunesse sur ce site, depuis toujours voué à l'enseignement : les élèves qui fréquentent le Collège de Montréal et les séminaristes du Grand Séminaire de Montréal;
- l'attachement de la communauté des anciens de ces deux institutions d'enseignement (Collège de Montréal : 25 000 élèves en 330 ans et Séminaire de Montréal : 6 000 prêtres formés en 180 ans).

ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- L'emplacement du Domaine au centre-ville ouest
- L'architecture institutionnelle de pierre des bâtiments faisant face à la rue Sherbrooke Ouest
- L'enseignement particulier prodigué au Séminaire de Montréal et au Collège de Montréal, selon un modèle français
- Les locaux d'enseignement des deux institutions
- Les associations d'anciens des deux institutions

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DU DOMAINE DES MESSIEURS DE SAINT-SULPICE
Arrondissement de Ville-Marie

DÉMARCHE

Cet énoncé répond à une demande faite par l'arrondissement de Ville-Marie à la Division du patrimoine de la Direction de l'urbanisme (DU) du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) pour l'évaluation de l'intérêt patrimonial du Domaine des Messieurs de Saint-Sulpice avec la collaboration des acteurs concernés.

Il se base sur la consultation d'une documentation sur le site, sur les expertises et expériences des participants au groupe de travail et sur une série d'observations et de constats découlant d'une visite des lieux effectuée le 3 avril 2019.

Les valeurs et les éléments caractéristiques qui les portent sont présentés dans ce document par ordre décroissant.

RÉFÉRENCES

Beaupré et Michaud, architectes. 2006. *Empreintes et reliefs du Domaine de la Montagne. Étude des valeurs patrimoniales des propriétés des Prêtres de Saint-Sulpice. Domaine des Messieurs de Saint-Sulpice et Collège Marianopolis.* Montréal : Prêtres de Saint-Sulpice, 161 pages.

Ethnoscop. 2006. *Domaine des Messieurs de Saint-Sulpice (BiFj-6) et Collège Marianopolis, Montréal. Évaluation du patrimoine archéologique*. Montréal : Ville de Montréal et ministère de la Culture et des Communications, 101 pages.

Primula environnement inc. 2006. *Inventaires floristiques et fauniques des milieux naturels des propriétés des Sulpiciens (Montréal).* Montréal : Prêtres de Saint-Sulpice, 142 pages.

Beaupré et Michaud, architectes. 2006. *Synthèse des études réalisées en 2006 sur les propriétés des Prêtres de Saint-Sulpice.* Montréal : Groupe de travail ad-hoc, 19 pages.

GROUPE DE TRAVAIL

Marc Bazinet, administrateur immobilier, Saint-Sulpice
Françoise Caron, conseillère en aménagement, Division du patrimoine, DU, SUM
Thomas Fontaine, architecte, arrondissement de Ville-Marie
Guy Guindon, recteur du Grand séminaire de Montréal
Jean Laberge, architecte, Division du patrimoine, DU, SUM
Marianne Leroux, architecte, EVOQ
Patricia Steben, directrice du Collège de Montréal

Chantal Grisé, architecte, ministère de la Culture et des Communications, observatrice

RÉDACTEUR

Jean Laberge, architecte, Ville de Montréal, Division du patrimoine, DU, SUM

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL SUITE À SON ASSEMBLÉE DU 20 MARS 2020
Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine*

Transformation de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal et aménagement d'une nouvelle entrée

A20-VM-03

Localisation :	Arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Grande propriété institutionnelle identifiée au Schéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal
Reconnaissance provinciale :	Site patrimonial classé (Domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice) Monument historique classé (Tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice) Aire de protection des Tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice
Reconnaissance fédérale :	Lieu historique national du Canada (Domaine des Messieurs-de-Saint-Sulpice)

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis sur le projet de transformation de l'aile ouest du Grand Séminaire en vertu de l'article 12.1, alinéa 4 de son règlement, selon lequel le CPM donne son avis sur tout « projet de démolition visant les interventions suivantes : […] (a) la transformation ou le retrait d'une caractéristique architecturale d'un bâtiment compris dans un immeuble patrimonial cité ou dans un site patrimonial classé en vertu de la [Loi sur le patrimoine culturel], telle que le revêtement, le couronnement, la toiture, les ouvertures et les saillies, sauf si l'intervention vise à lui conserver ou restaurer sa forme, ses matériaux et son apparence actuels, d'origine ou issus d'une période marquante dans l'histoire du bâtiment.

HISTORIQUE[1]

Un des plus grands complexes patrimoniaux de Montréal, le site du Grand Séminaire est occupé par les prêtres de Saint-Sulpice depuis 1676. D'abord simple mission vouée à l'évangélisation des Amérindiens, il devient à partir de 1685 un ensemble architectural englobant un ouvrage défensif avec courtines et tours, ainsi que des habitations, une chapelle et des installations agricoles. La mission amérindienne quitte le site en 1692 pour s'établir au Sault-au-Récollet. Dès lors, le fort des Messieurs de Saint-Sulpice devient un lieu de repos pour les sulpiciens.

En 1840, les sulpiciens obtiennent la responsabilité de la formation des futurs prêtres du diocèse. Le Grand Séminaire est alors érigé en 1854 selon les plans de John Ostell dans l'enceinte démantelée de l'ancien fort des sulpiciens, dont seulement deux tours subsistent encore aujourd'hui. En 1868-1871, le Collège de Montréal, aussi appelé Petit Séminaire, est construit dans le prolongement Est du Grand Séminaire. On érige ensuite une série de bâtiments secondaires pour subvenir aux besoins du Collège, tels la chaufferie et la résidence des employés (1870), une chapelle

[1] Source : Ville de Montréal, « Collège de Montréal », « Bassin du Grand Séminaire de Montréal », *Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal*, http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

dans l'aile arrière du collège (1881-1883) et l'Ermitage (1911-1913). Un important agrandissement, le pavillon des Anciens, est construit en 1959-1960 dans le prolongement est du corps principal, et un centre sportif est érigé en 1994.

En 1875, on procède au prolongement du corps principal du Grand Séminaire vers l'ouest par la construction d'une nouvelle aile, et on modifie le profil de la toiture en adoptant le toit à la Mansart. L'aile ouest est de nouveau prolongée en 1900. En 1911, les Sulpiciens décident de construire un nouveau bâtiment dans la partie nord-est du site qui abritera une salle de récréation ainsi qu'une salle académique (salle de théâtre). Le bâtiment est nommé l'Ermitage en raison de son éloignement du collège. En 1941-1942, la salle de récréation est transformée en gymnase. Parallèlement, une nouvelle aile, nommée l'aile du Centenaire, est construite à l'arrière du séminaire en 1940.

Aujourd'hui, l'édifice du Grand Séminaire (1854) ainsi que celui du Collège de Montréal (1868-1871), auxquels plusieurs ailes se sont greffées au fil du temps, constituent le principal ensemble architectural du site.



Le site du Grand Séminaire, à gauche, et la section de l'aile ouest visée par l'intervention, à droite (Source : Cartes Google)

DESCRIPTION DU PROJET ET CONTEXTE

L'académie Centennial, institution d'enseignement de niveau secondaire, a signé un bail emphytéotique de 51 ans avec les Sulpiciens dans le but d'occuper une partie de l'aile ouest du Grand Séminaire. Le projet vise l'aménagement d'une nouvelle entrée, l'ajout d'équipement électromécanique ainsi que certains aménagements paysagers. L'Arrondissement de Ville-Marie a déjà accordé le permis de transformation intérieure; les travaux sont en cours. Considérant la nature de l'intervention prévue (qui ne vise pas une restauration) sur l'extérieur d'un bâtiment situé dans un site patrimonial classé, l'autorisation du conseil municipal est requise[2]. Il est prévu de réaliser les travaux à l'été 2020 afin de permettre l'ouverture de l'institution d'enseignement pour septembre 2020. Parallèlement, un plan directeur d'aménagement du site du Grand Séminaire est en cours d'élaboration. Les prêtres de Saint-Sulpice ont déposé une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) pour enchâsser leur plan directeur.

[2] Depuis l'entrée en vigueur de la loi 121.

Le projet d'aménagement de l'entrée ainsi que la version préliminaire du plan directeur ont été présentés au CPM en juin 2019 et ont fait l'objet d'un avis préliminaire, dans lequel le CPM s'est prononcé en faveur de l'implantation de l'académie Centennial dans l'aile ouest du Grand Séminaire. Avant d'émettre un avis final, il a toutefois recommandé que plusieurs éléments soient clarifiés.

ENJEUX ET ANALYSE DU PROJET À L'ÉTUDE

Le CPM remercie les représentants de l'Arrondissement de Ville-Marie, du Service de l'urbanisme et de la mobilité et les représentants externes pour leur présentation. Il formule dans la section suivante ses commentaires et recommandations sur le projet.

Entrée principale de l'aile ouest et traitement architectural

De manière générale, le CPM est d'avis que le projet architectural visant la construction d'une nouvelle entrée principale pour l'académie Centennial s'est nettement amélioré depuis la première présentation du projet. Il apprécie la proposition d'aménagement qui réussit à bien intégrer le nouveau volume en exprimant clairement sa contemporanéité, notamment en évitant le mimétisme de la pierre et en respectant un recul par rapport à l'ancien bâtiment. La continuité du socle en pierre du vestibule avec celui du Grand Séminaire renforce son intégration, mais le CPM suggère d'éviter l'utilisation du verre pour la balustrade et les mains courantes et de s'en tenir à du fer forgé.

Afin d'exprimer le rôle de l'entrée principale de manière plus appuyée, le CPM est d'avis que le débord de la frise de toit pourrait être plus élaborée en terme architectural. Similairement, il estime que le projet devrait explorer la possibilité d'utiliser un autre matériau que l'aluminium pour les portes d'entrées, car il a tendance à les banaliser. Il suggère plutôt de raffiner leur caractère de manière à les distinguer des entrées de type commerce et à leur conférer une certaine noblesse architecturale.

Entrée de la rue Sherbrooke

Dans le projet présenté, l'entrée secondaire donnant sur la rue Sherbrooke est illustrée seulement en plan. À cet égard, le CPM regrette de n'avoir pu voir l'élévation pour cette entrée. Il aurait également souhaité que davantage de détails soient fournis quant à cette entrée, notamment eu égard aux mains-courantes et aux garde-corps. Seront-ils refaits à l'identique ?

Potentiel archéologique

De manière générale, le CPM regrette qu'aucune intervention archéologique ne soit prévue dans le projet présenté et ce, malgré le potentiel archéologique identifié ou avéré pour différents secteurs du site selon des études récentes disponibles, notamment au niveau des plantations (arbres de gros calibres), des escaliers de la façade avant, des pavés et de l'aménagement paysager (arbustes). Il estime qu'une stratégie globale d'intervention en archéologie devrait être préparée par un consultant en archéologie. De plus, considérant que la fondation de la nouvelle entrée principale prévoit être construite précisément au-dessus de vestiges maçonnés (maison du fermier) mis au jour à l'automne 2019, le CPM souhaite que les responsables du projet s'assurent et démontrent que la construction du nouveau volume ne portera pas atteinte à l'intégrité des vestiges archéologiques sous-jacents.

Proposition d'aménagement paysager

Dans l'ensemble, le CPM apprécie l'évolution de la proposition d'aménagement paysager depuis la première présentation. Il considère toutefois qu'il serait judicieux de revoir le choix des Calamagrostis alignés le long de la façade ouest devant l'entrée. Il craint que le caractère de cette plante, qui inspire l'idée de la prairie, risque de détonner avec le caractère du lieu.

Plan de site global et enjeux de circulation

Dans l'avis préliminaire qu'il a émis en 2019, le CPM avait recommandé que soit revu le Plan directeur d'aménagement du site, qui relève des Prêtres de Saint-Sulpice, afin d'améliorer la circulation véhiculaire sur le site. Or, il considère que plusieurs enjeux reliés à la circulation sont encore problématiques dans la version actuelle du projet. Il cite notamment l'accès vers la nouvelle entrée et la proximité entre le stationnement et l'entrée, qui engendrent un risque de conflit entre piétons et véhicules motorisés. De plus, le CPM juge le débarcadère inadéquat, car son aménagement ne prend pas en compte le fort volume de voitures qui peuvent être présentes au même moment sur le site. Il s'inquiète également de la sécurité des élèves sur le site en lien avec la circulation, car ceux-ci devront traverser une rue afin de gagner le gymnase. Comment vont-ils circuler sur le site de manière sécuritaire ?

Concernant les lignes jaunes peintes au sol, le CPM comprend que leur emploi peut sembler être une solution pratique. Il est toutefois d'avis qu'elles ne constituent pas une solution réaliste afin de tenir les véhicules à distance, en plus d'être visuellement peu appréciables et d'être mal adaptées à l'hiver. Par ailleurs, le CPM regrette que l'aménagement des circulations véhiculaires coupe encore le lien vers les bassins et estime qu'il mène à l'envahissement des espaces verts présents sur le site par du stationnement et des aires asphaltées.

Quant à l'accessibilité universelle, le CPM aurait apprécié que cet enjeu soit mieux explicité. Par exemple, il se demande quel est le pourcentage des gens qui auront besoin d'un tel accès.

À cet égard, le CPM souhaite qu'un plan de site global adéquat, qui aborde ces enjeux de sécurité, de mobilité et d'accessibilité, lui soit présenté pour approbation.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal est favorable à la proposition d'aménagement de l'entrée principale de l'académie Centennial dans l'aile ouest du Grand Séminaire. Cette position est toutefois conditionnelle aux éléments suivants :

01 Favoriser le fer forgé pour la balustrade et les mains courantes de l'entrée principale; concevoir le débord de la frise de toit de manière plus élaborée; favoriser un matériau plus noble que l'aluminium pour les portes d'entrée.

02 Octroyer un mandat à un consultant afin de développer une stratégie globale d'intervention en archéologie; s'assurer et démontrer que la construction du nouveau volume ne portera pas atteinte à l'intégrité des vestiges archéologiques sous-jacents.

03 Revoir le choix des Calamagrostis alignés le long de la façade ouest devant l'entrée.

Indépendamment de sa position quant à la proposition de l'entrée principale, le CPM formule la recommandation suivante concernant le plan directeur d'aménagement relevant des Sulpiciens :

04 Déposer un plan de site global adéquat, qui tienne compte des enjeux de mobilité, de sécurité et d'accessibilité soulevés.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 3 avril 2020

Adopter une résolution autorisant, en vertu de l'article 64 et du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel, l'Académie Centennial à réaliser des travaux et actes visant à modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment et à modifier une fenêtre de sous-sol située à l'arrière du bâtiment, à l'emplacement de l'aile ouest du Grand Séminaire de Montréal identifié comme le lot 6 295 149 du Cadastre du Québec (numéro de référence SATSA de la demande : 20195455).

ATTENDU les articles 64 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) (ci-après la « LPC »);

ATTENDU l'article 1.1 du Règlement intérieur du conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville au comité exécutif en matière d'aménagement, d'urbanisme et de patrimoine (15-077);

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété identifiée comme le lot 6 295 149 du Cadastre du Québec sur le plan de l'annexe A intitulée « Plan cadastral » jointe à la présente résolution.

La propriété visée par la présente résolution est située dans le site patrimonial du domaine des Messieur-de-Saint-Sulpice, classé en vertu de la LPC.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, le conseil de la Ville autorise :

L'Académie Centennial
2075, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1B9

à réaliser les actes ou travaux suivants :

- modifier l'ouverture d'une fenêtre murée située sur l'élévation ouest du bâtiment. L'ouverture sera agrandie afin de permettre l'installation d'une porte qui permettra l'accès au futur hall d'entrée;
- modifier une fenêtre de sous-sol afin de permettre l'installation d'une gaine métallique, à l'arrière de l'aile ouest, découlant de l'installation d'un équipement mécanique.

Le tout conformément aux plans de l'annexe B intitulée « Plans SK-17, SK-18-1 et SK-18-2 » préparés par Zinno Zappitelli, architectes, datés du 19 mars 2020.

3. Tous autres travaux non autorisés par la présente résolution doivent faire l'objet d'une

autorisation distincte de l'instance appropriée.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « PLAN CADASTRAL »

ANNEXE B
PLANS INTITULÉS « PLANS SK-17, SK-18-1 ET SK-18-2 »

GDD : 1196924001

EVOQ
ARCHITECTURE

Académie Centennial

Design du vestibule

20 mars 2020

Respect des *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux*

Norme 11 : *Conserver la valeur patrimoniale et les éléments caractéristiques lorsque l'on construit des ajouts à un lieu patrimonial ou de nouvelles constructions contiguës. S'assurer que les nouveaux éléments sont compatibles physiquement et visuellement avec le lieu patrimonial, qu'ils en sont subordonnés et qu'ils s'en distinguent.*

EVOQ a développé une méthodologie pour s'assurer que le design des nouvelles constructions au sein d'un contexte historique, tel que le *Domaine des Sulpiciens*, respecte la *norme 11*. Chacun des trois élément de la *norme 11* est discuté tour à tour. Pour un arrimage réussi au contexte, il est primordial que les trois éléments soient adressés. Il ne s'agit pas de favoriser l'un des éléments au détriment des deux autres, mais bien de balancer les trois éléments de façon appropriée.

Compatible physiquement et visuellement avec le lieu patrimonial

Le design par ANALOGIE
Se référer aux modèles sur lesquels les architectes de la période en question se seraient basés si un exercice de design similaire leur avait été assigné. Cette approche de «design par analogie» a été appliquée par EVOQ pour des projets de réhabilitation récipiendaires de prix tels que le *Bâtiment du Commissaire du Havre de Montréal* et l'*Édifice de l'Ouest du Parlement*.

Traditionnellement, dans l'architecture néo-classique, les ouvertures qui sont placées aux extrémités des ailes du bâtiment sont parallèles à la façade; placées symétriquement sur la façade, avec des escaliers symétriques. Sur une façade secondaire, ces entrées sont secondaires de nature, sans aucune intégration à la composition totale (pas de frontons au couronnement du toit). De plus, les éléments décoratifs de composition tels les bandeaux sont intégrés au design.

Le design proposé répond à l'ensemble de ces critères. En effet, la palette de matériaux utilisée est sensible au contexte environnant : une base en pierre qui correspond à la pierre grise de Montréal et de l'aluminium de couleur ocre qui s'harmonise à la couleur de la pierre calcaire avoisinante. En utilisant l'aluminium pour construire un cadre visuel, on rappelle, sans référence explicite à la typologie d'un temple, la symétrie globale du Séminaire.

Subordonné au lieu patrimonial

Le lieu patrimonial devrait être le premier à se dévoiler à notre œil. La nouvelle addition devrait seulement être révélée comme participante secondaire et complémentaire de ce lieu :

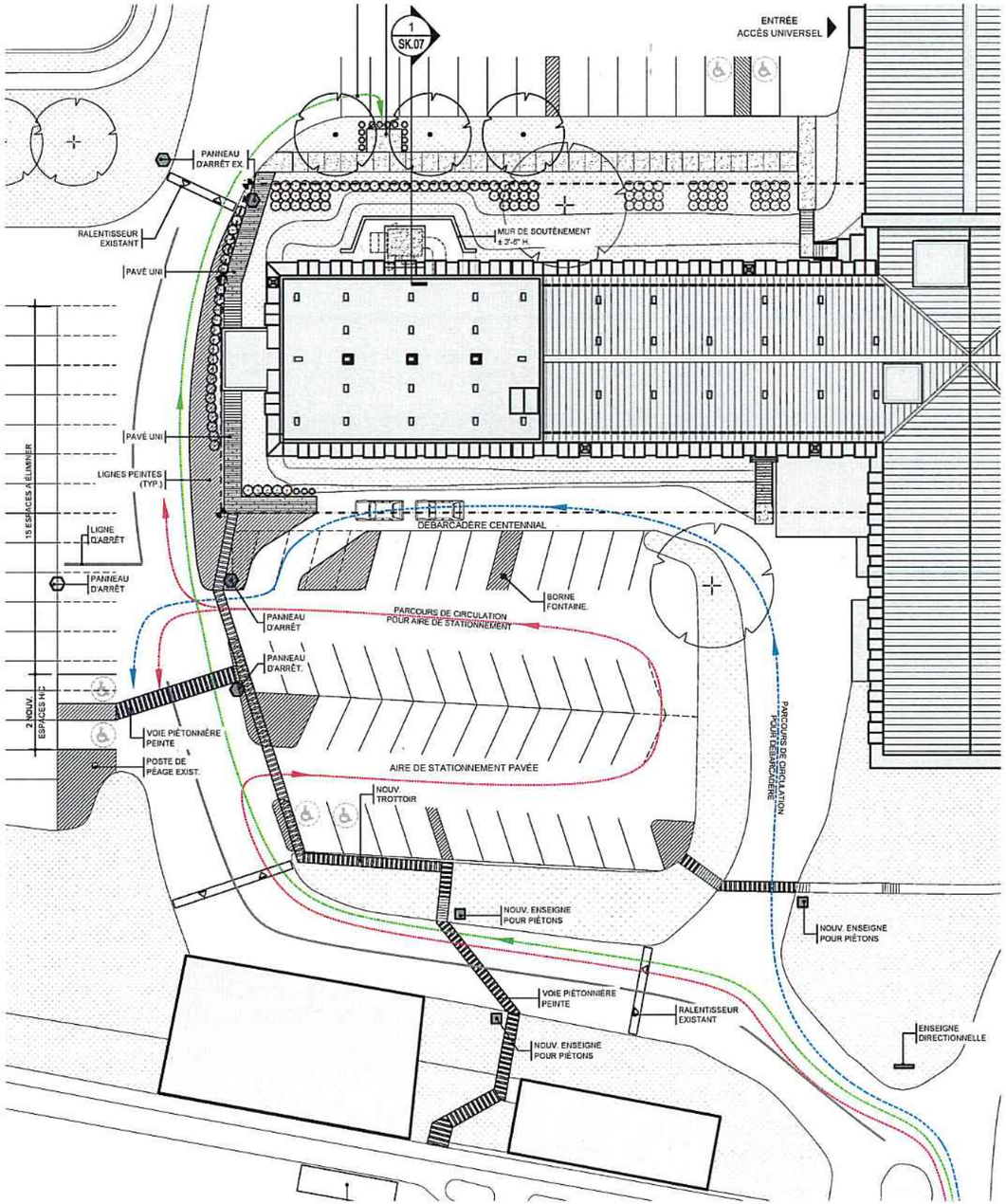
- L'entrée proposée est réalisée en aluminium et en verre, afin de réduire son impact visuel;
- L'entrée proposée est considérablement plus petite que l'aile adjacente.

Distingué du lieu patrimonial

Les matériaux de construction (traditionnels et/ou modernes) sont pensés et assemblés de manière contemporaine, alors que la composition d'ensemble respecte les origines historiques du bâtiment.

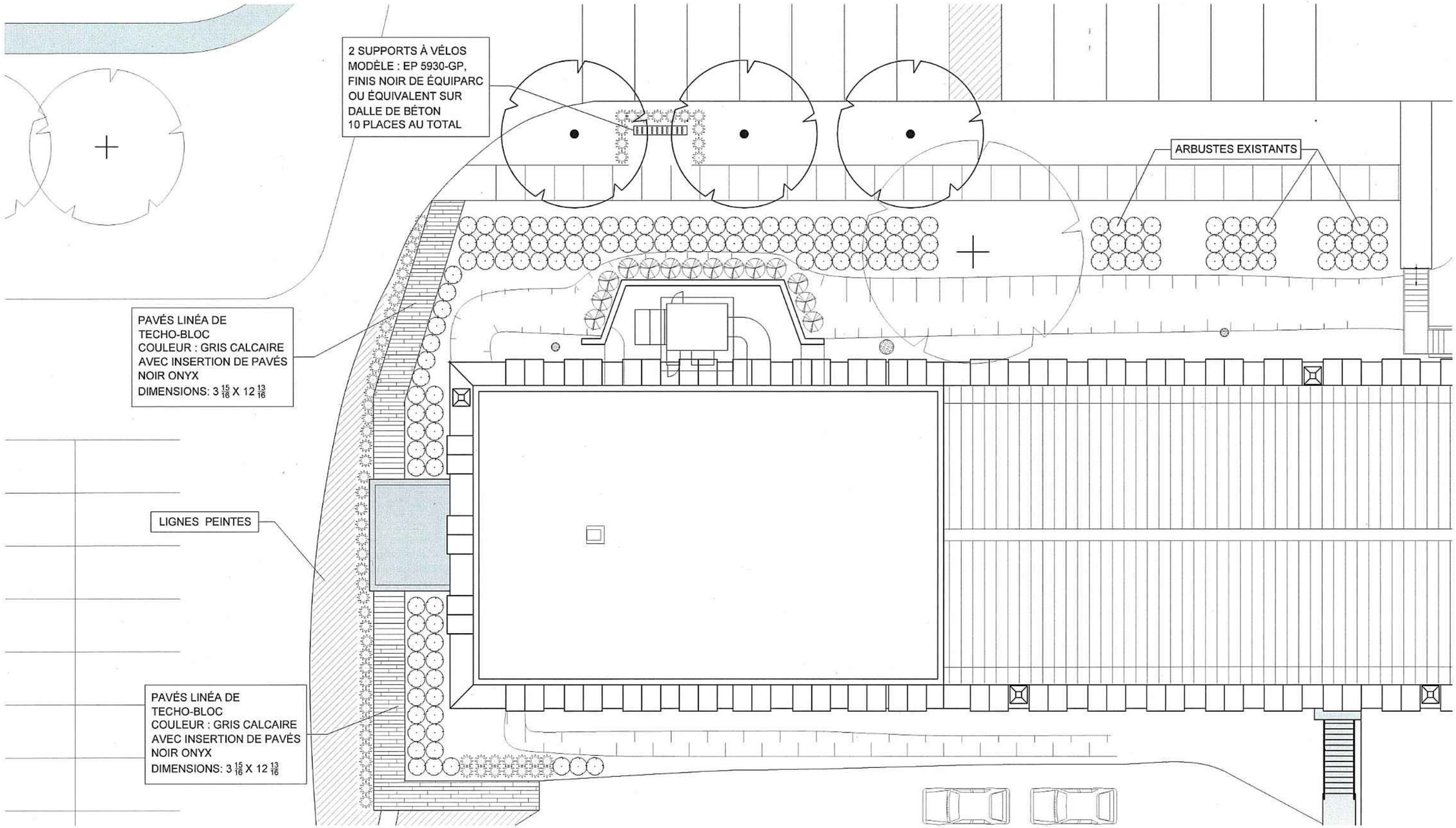
Plan de circulation

1/32" = 1'-0"



Plan d'aménagement paysager

1/16" = 1'-0"

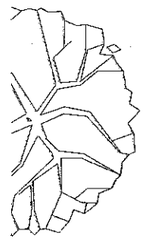


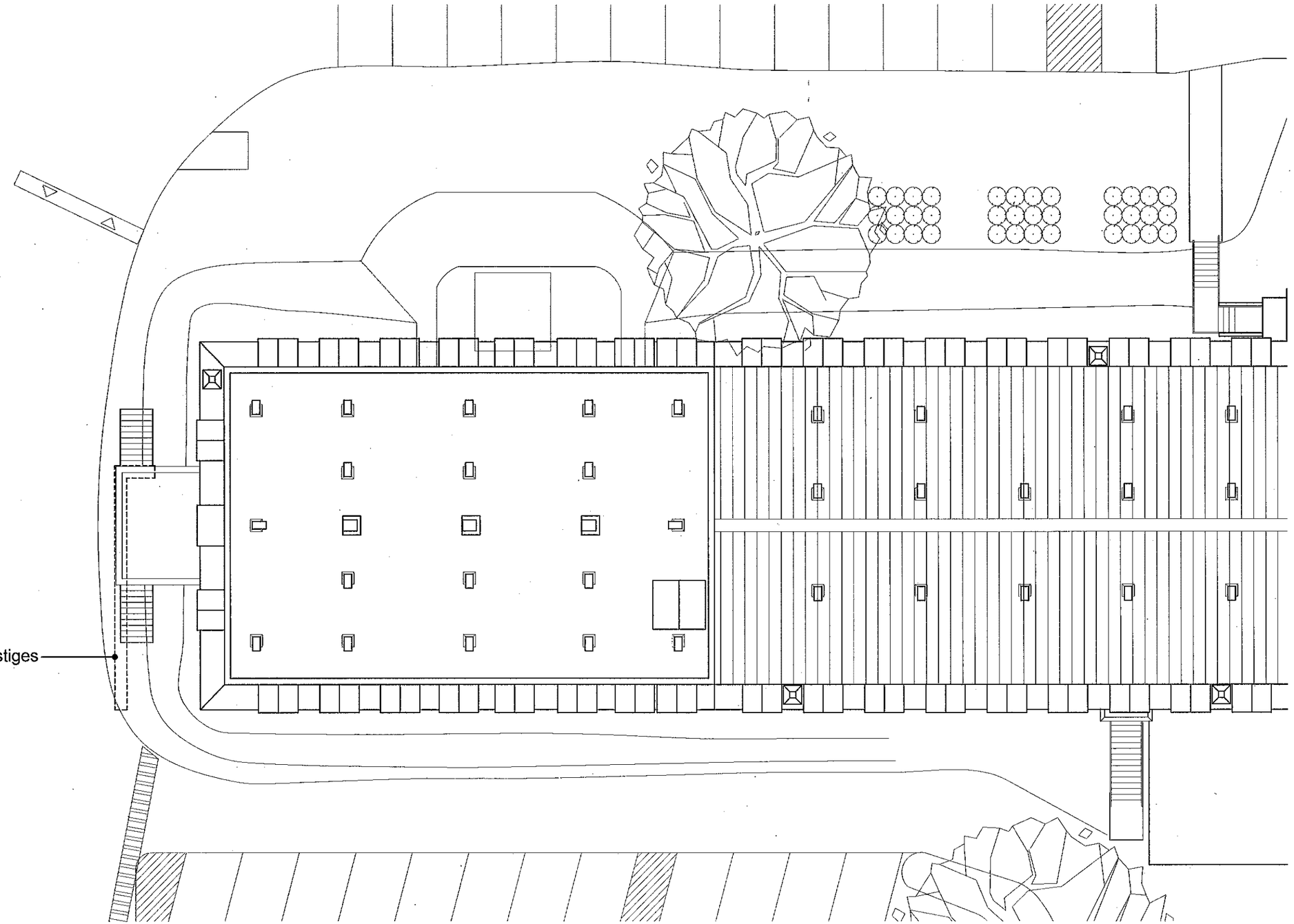
EVOQ

20 mars 2020

Plan de site

1/16" = 1'-0"



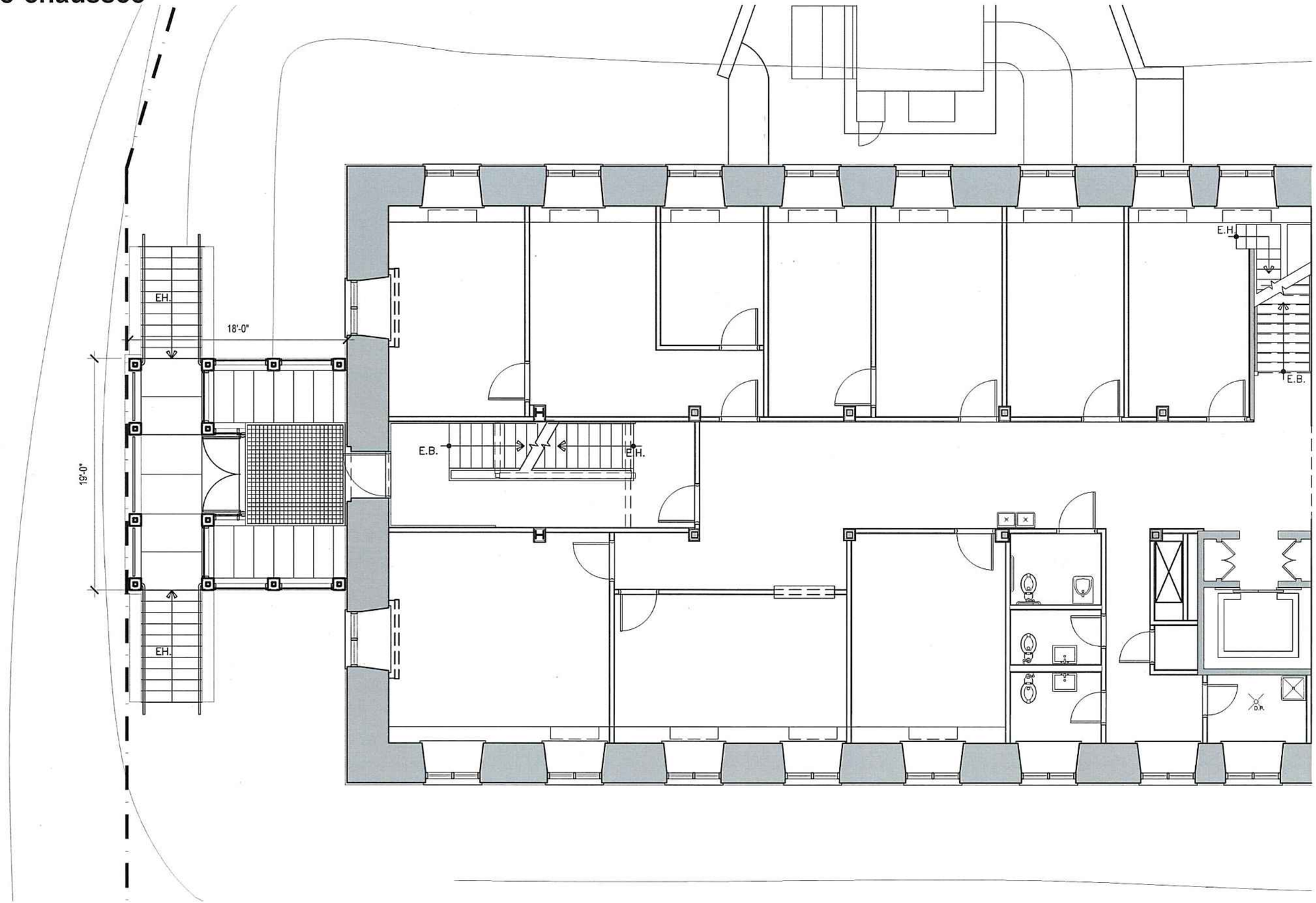


EVOQ

20 mars 2020

Plan du rez-de-chaussée

1/8" = 1'-0"



EVOQ

20 mars 2020

Élévation ouest

1/8" = 1'-0"



EVOQ

20 mars 2020

Élévation ouest (à travers le vestibule)
1/8" = 1'-0"



EVOQ

20 mars 2020

Élévation sud

1/8" = 1'-0"

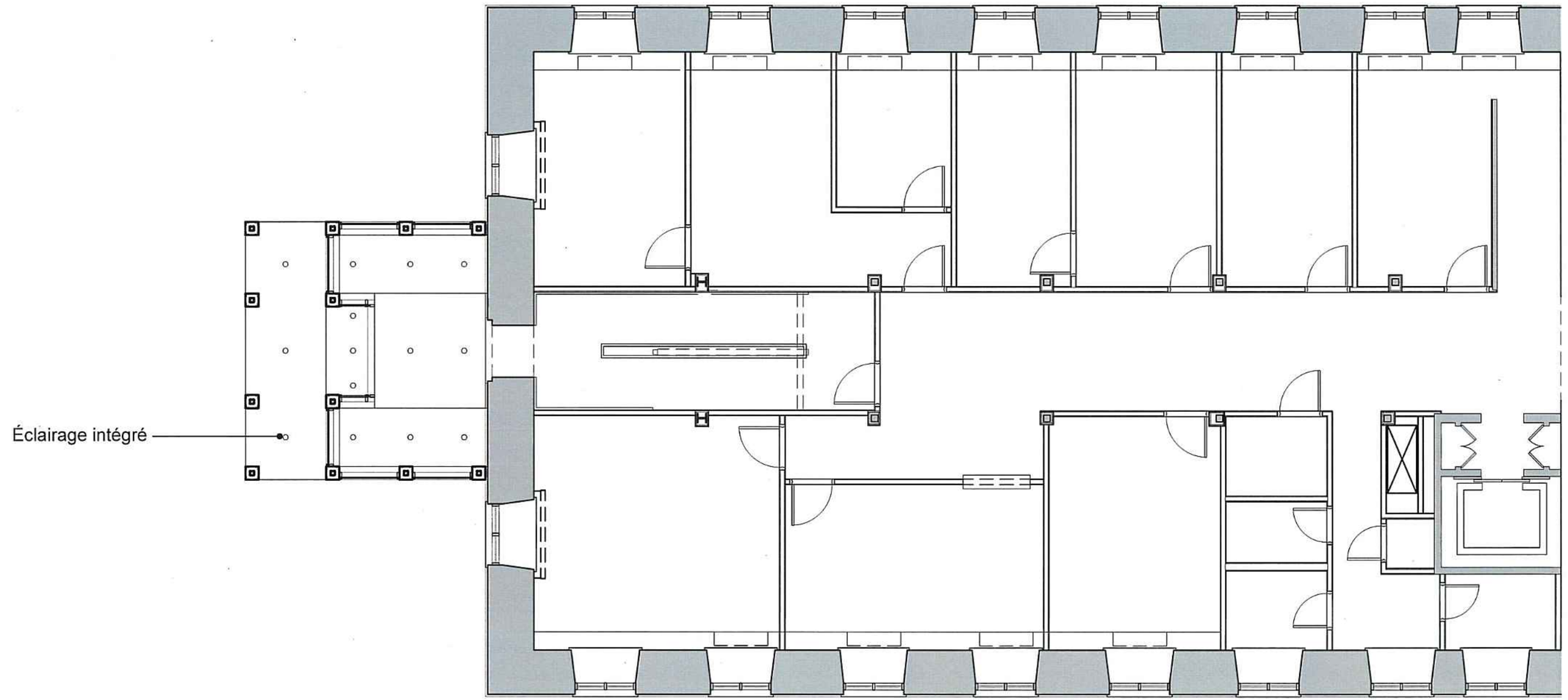


EVOQ

20 mars 2020

Plan du plafond réfléchi

1/8" = 1'-0"



Visualisation - Perspective

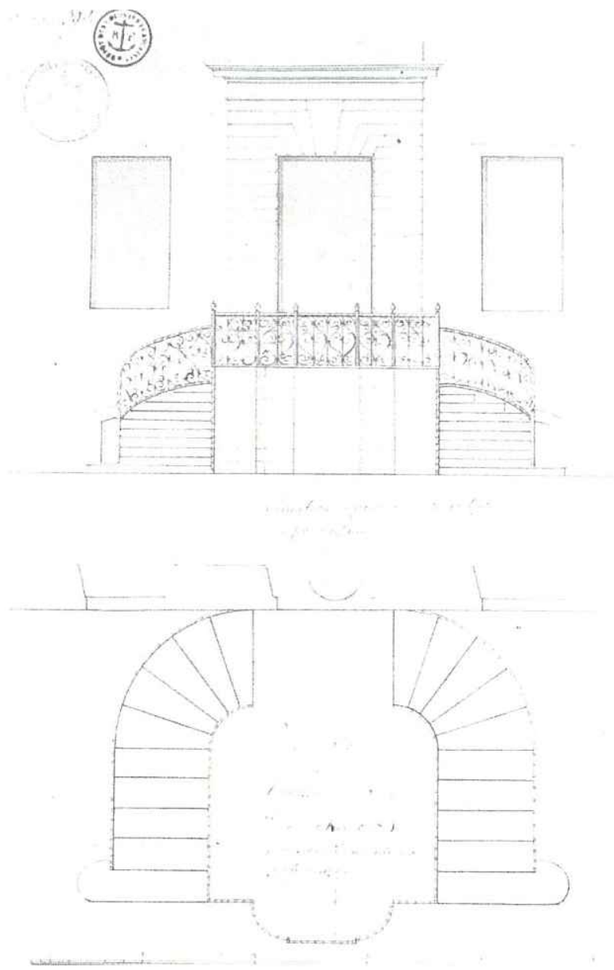


Visualisation - Élévation ouest



Le grand séminaire





Le grand séminaire: L'aile St-Marc



Le grand séminaire





Échantillons de matériaux in-situ (ensoleillé)



CLAIR ANODISÉ (#100-CL1)



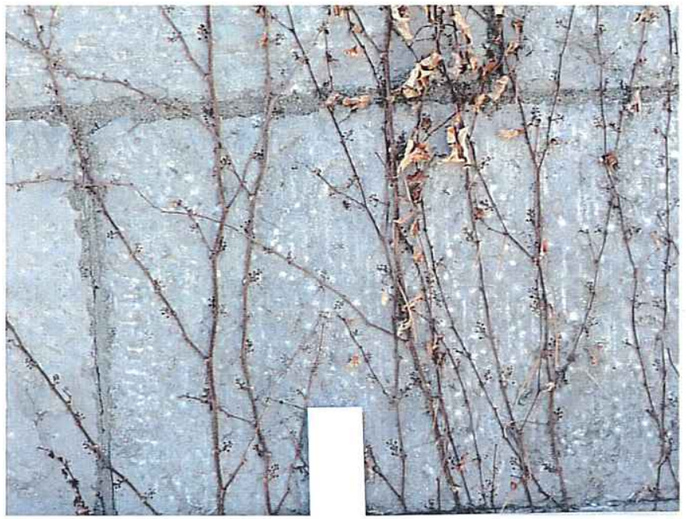
CHAMPAGNE ANODISÉ (#101)



BRONZE CLAIR ANODISÉ (#103)



Échantillons de matériaux in-situ (ombre)



CLAIR ANODISÉ (#100-CL1)



CHAMPAGNE ANODISÉ (#101)



BRONZE CLAIR ANODISÉ (#103)



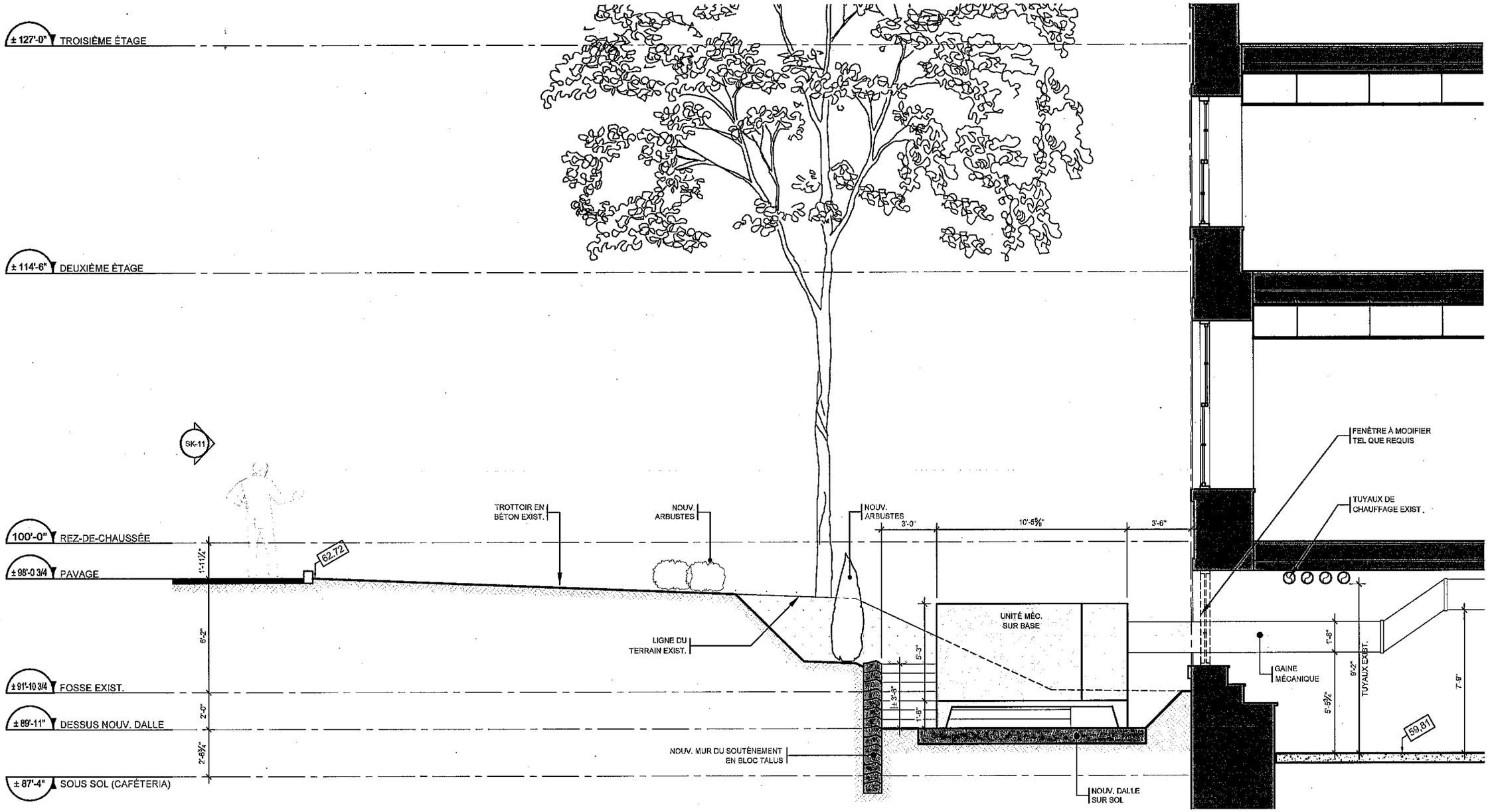
NOIR ANODISÉ (#109)



BRONZE ARCHITECTURAL ANODISÉ (#106)

Coupe espace mécanique

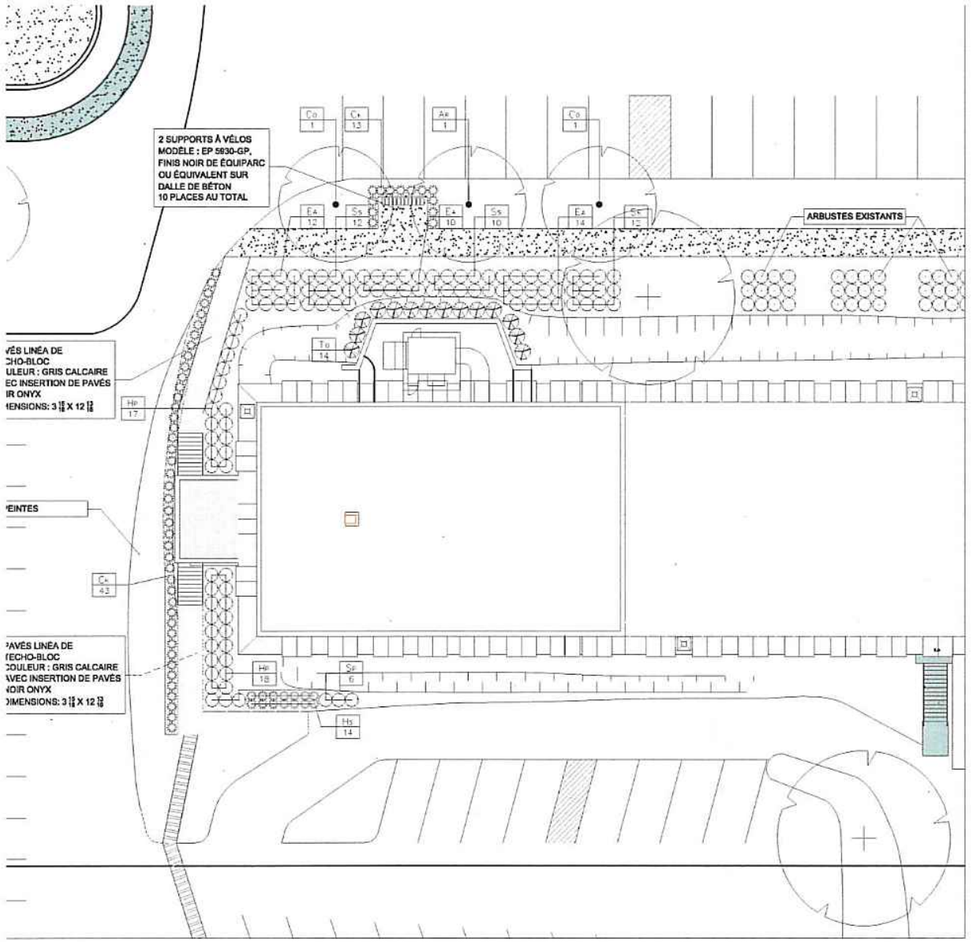
3/16" = 1'-0"



EVOQ

20 mars 2020

Plan de plantation



LISTE DES VÉGÉTAUX

CLÉ	NOM BOTANIQUE / FRANÇAIS	CALIBRE	QTÉ	DISTANCE C/C	MÉTHODE
	ARBRES FEUILLUS				
A R	ACER RUBRUM / ÉRABLE ROUGE	DIAM. 70 MM MESURÉ À 0.30 M DU SOL	1	INDIQUÉE	P.B.
C O	CELTIS OCCIDENTALIS / MICOCOULIER OCCIDENTAL		2	17.5 M	P.B.
	ARBUSTES FEUILLUS				
E A	EUONYMUS ALATUS 'COMPACTA' / FUSAIN AILÉ COMPACTA	3 GALLONS	36	1 M	POT
H P	HYDRANGEA PANICULATA 'INCREDIBALL' / HYDRANGÉE INCREDIBALL	3 GALLONS	35	1 M	POT
S S	SORBARIA SORBIFOLIA 'SEM' / FAUSSE SPIRÉE	3 GALLONS	34	1 M	POT
S P	SYRINGA MEYERI 'PALIBIN' / LILAS NAIN DE CORÉE	3 GALLONS	8	1 M	POT
	ARBUSTES CONIFÈRES				
T O	THUYA OCCIDENTALIS 'NIGRA' / CÈDRE NOIR	1.5 M DE HAUT	14	1 M	POT
	VIVACES				
C K	CALAMAGROSTIS A. 'KARL FOERSTER' / CALAMAGROSTIDE	1 GALLON	56	0.6 M	POT
H S	HEMEROCALLIS STELLA DE ORO / HÉMÉROCALLE STELLA DI ORO	1 GALLON	14	0.6 M	POT


A R


C O


E A

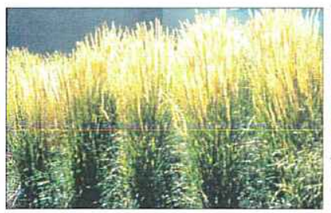

H P


S S



S P


T O

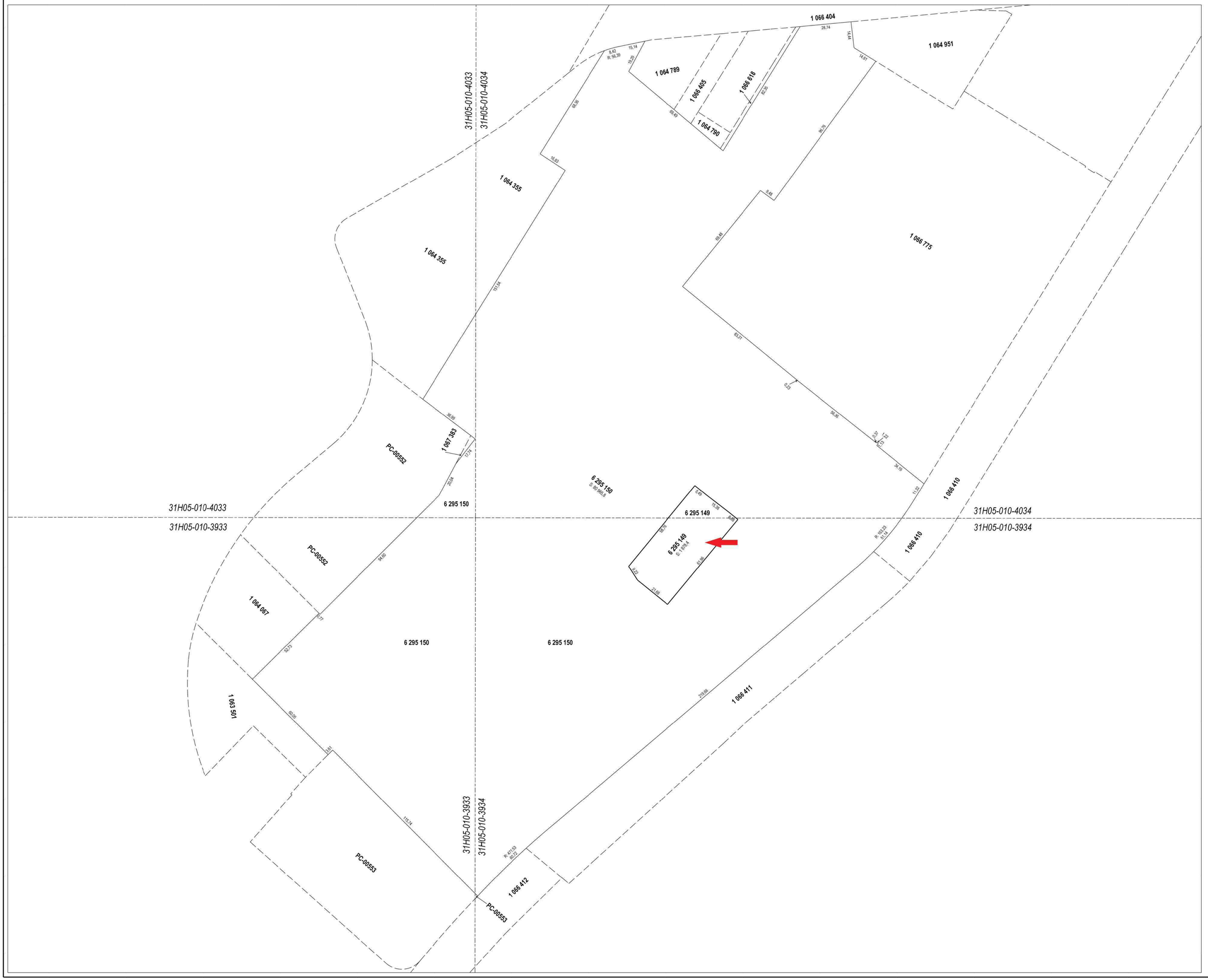

C K


H S

EVOQ

20 mars 2020

PLAN CADASTRAL



FEUILLET
1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1232372

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :

31H05-010-4034
31H05-010-4033
31H05-010-3933
31H05-010-3934

Projection : MTM
Fuseau : 8

Échelle : 1 : 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Repentigny

Signé numériquement par: Gilles Dupont
a.-g. (matricule 1584)

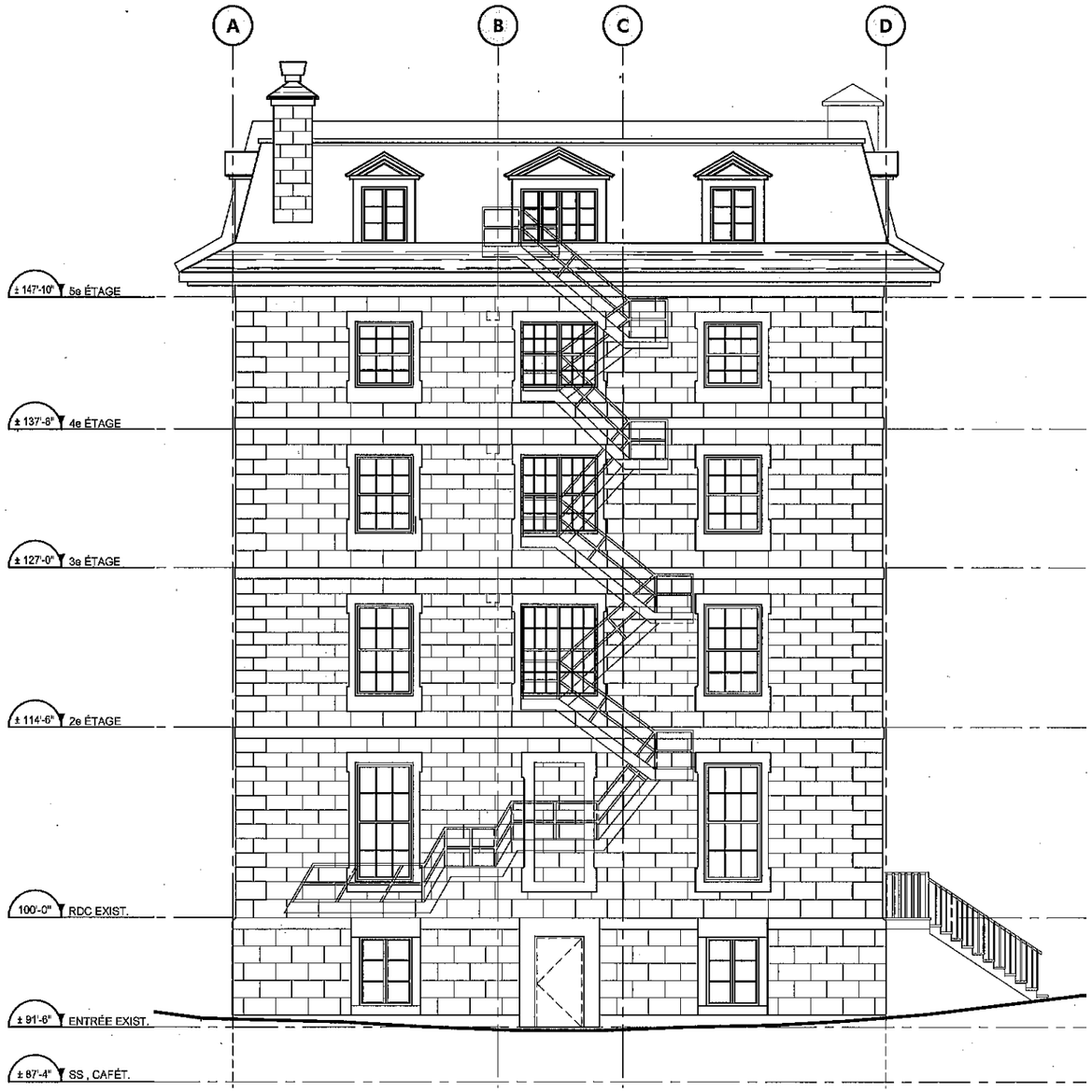
Minute: 37347 datée du 19 décembre 2018

Dossier a.-g.: 26587

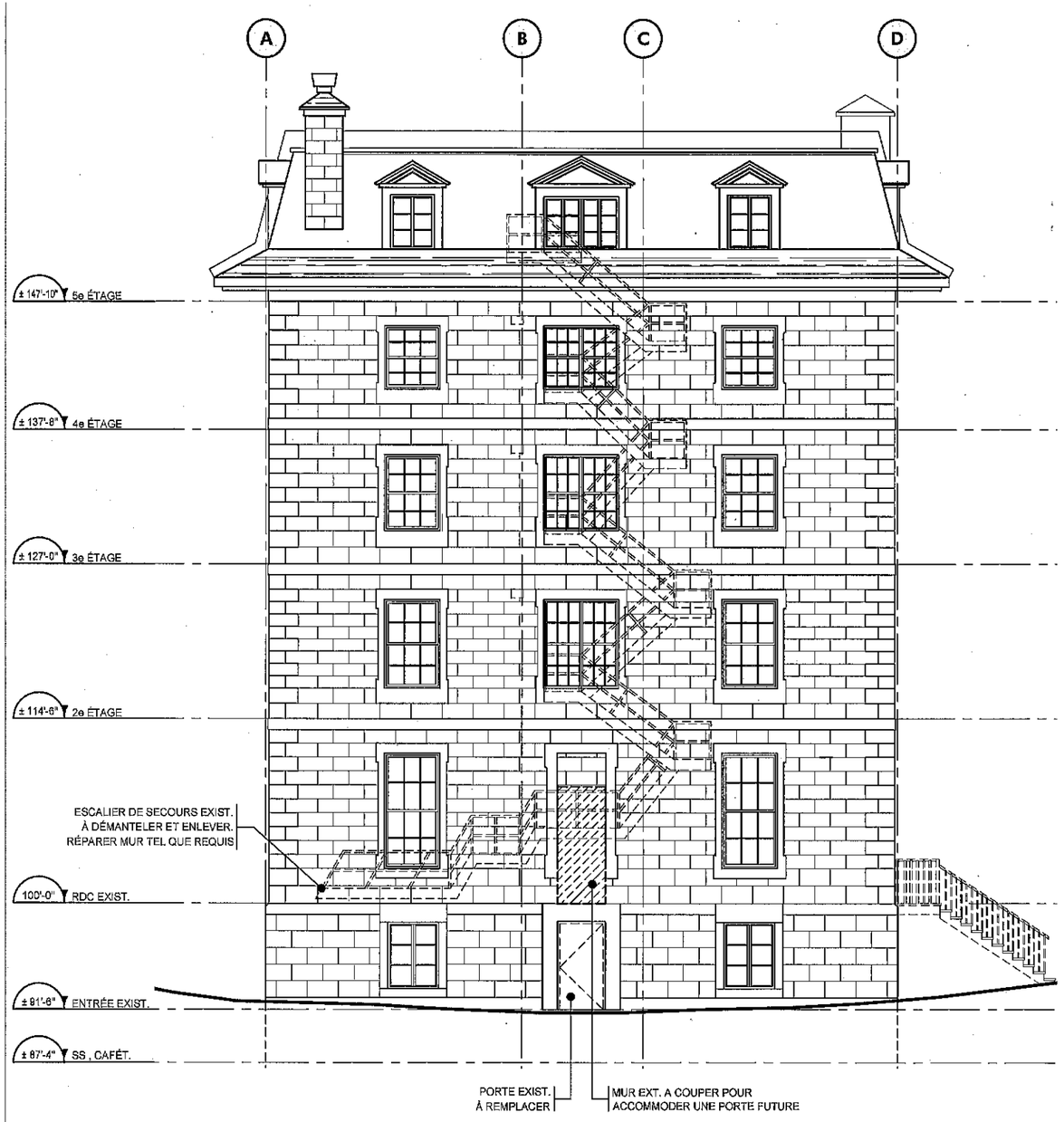
Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre

G37347.dgn Default 2019-01-10 12:10:27



1/SK-17. ÉLÉVATION OUEST, CONDITIONS EXIST.



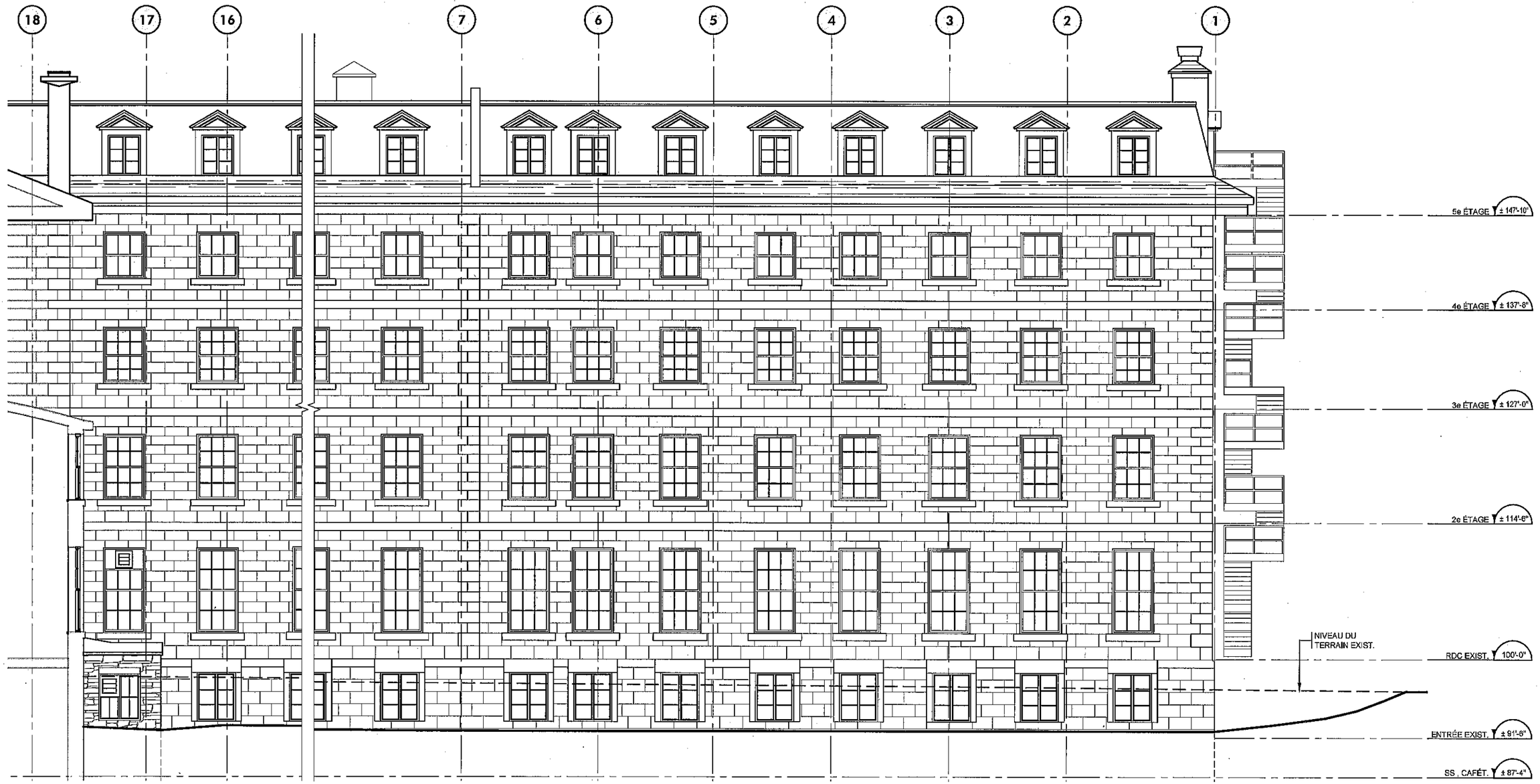
2/SK-17. ÉLÉVATION OUEST, DÉMOLITION PROPOSÉE

ÉLÉVATIONS - ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0"

ZINNO ZAPPITELLI ARCHITECTES
4480 Côte De Liesse, Suite 305, TMR, Qc, H4N 2R1 T. 514.735.5661 F. 514.733.4242 E. info@zzarch.com

CENTENNIAL ACADEMY
2065 Sherbrooke Ouest, Montréal, Qc.

2020-03-19
SK-17



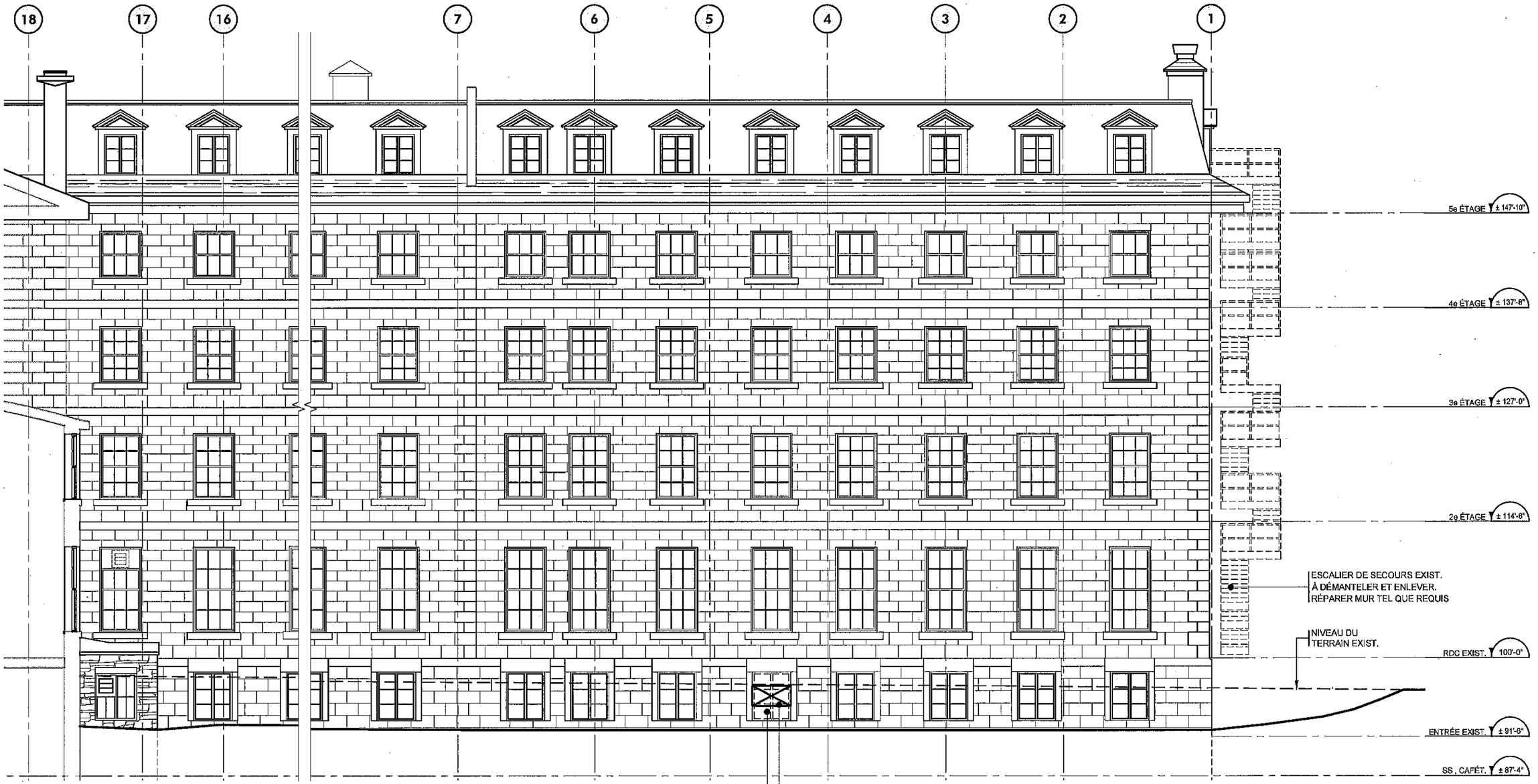
1/SK-18-1. ÉLÉVATION ARRIÈRE PARTIEL, CONDITIONS EXIST.

ÉLÉVATIONS - ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0"

ZINNO ZAPPITELLI ARCHITECTES
4480 Côte De Liesse, Suite 305, TMR, Qc, H4N 2R1 T. 514.735.5661 F. 514.733.4242 E. info@zzarch.com

CENTENNIAL ACADEMY
2065 Sherbrooke Ouest, Montréal, Qc.

2020-03-19
SK-18-1



1/SK-18-2. ÉLÉVATION ARRIÈRE PARTIEL, DÉMOLITION PROPOSÉE

ÉLÉVATIONS - ÉCHELLE: 3/32" = 1'-0"

ZINNO ZAPPITELLI ARCHITECTES
4480 Côte De Liesse, Suite 305, TMR, Qc, H4N 2R1 T. 514.735.5661 F. 514.733.4242 E. info@zzarch.com

CENTENNIAL ACADEMY
2065 Sherbrooke Ouest, Montréal, Qc.

2020-03-19
SK-18-2

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.05

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1205205001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2019, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2019 à des dossiers spécifiques.

Il est recommandé :

1. D'adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion, dégagés de l'exercice financier de 2019 de la Ville de Montréal;
2. D'approuver la méthode de calcul permettant d'établir les résultats financiers de 2019 des arrondissements, dans le but d'établir leur surplus de gestion;
3. D'adopter l'affectation du surplus d'un montant de 72 945,1 $ (en milliers de dollars) aux arrondissements et d'en autoriser les transferts;
4. De récupérer le déficit de 2019 des arrondissements, pour un montant de 330,0 $ (en milliers de dollars) et de réserver du surplus libre du conseil municipal, le même montant pour couvrir la récupération future du déficit des arrondissements;
5. D'adopter l'affection du surplus d'un montant de 2 757,0 $ (en milliers de dollars) à la Commission des services électriques pour le fonds de stabilisation des taux de redevances;
6. D'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 4 000,0 $ (en milliers de dollars) pour couvrir les coûts des prochaines élections municipales;
7. D'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 40 000,0 $ (en milliers de dollars) afin d'assurer une gestion responsable de l'endettement;
8. D'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 17 526,6 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour financer la portion locale du déficit cumulé de l'agglomération;
9. D'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 19 067,4 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour l'activité de déneigement et d'autoriser le virement au Service des finances;
10. D'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 12 740,0 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour l'équilibre budgétaire 2020;
11. D'adopter l'affectation des surplus d'un montant de 40 000,0 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal, pour pallier le ralentissement économique;

12. D'adopter l'affectation du surplus des autres demandes d'affectations, pour un montant total de 26 152,4 $ (en milliers de dollars), conformément aux informations inscrites dans le sommaire décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-14 07:53

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205205001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2019, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2019 à des dossiers spécifiques.

CONTENU

CONTEXTE

Le rapport financier consolidé, vérifié de la Ville de Montréal, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, sera déposé à l'Assemblée du conseil municipal du 20 avril 2020 (GDD 1200029001).
Ce rapport démontre que la Ville de Montréal dégage un surplus global de 250,8 M$, composé d'un surplus de 191 M$ pour le volet municipal et d'un surplus de 59,8 M$ pour le volet agglomération.

Les surplus ou les déficits, dégagés des activités du volet municipal, appartiennent à la Ville et aux arrondissements. Il revient au conseil municipal d'en disposer, d'en établir les utilisations et le mode de partage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0591 -14 mai 2019 - Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2018, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2018 à des dossiers spécifiques.

DESCRIPTION

Ce dossier vise à présenter les résultats financiers de l'exercice de 2019, l'appropriation de ces résultats et l'établissement du surplus de gestion des arrondissements.

Sommaire financier de l'appropriation de surplus au 31 décembre 2019

*(en milliers de dollars)**

	Volet municipal	Volet agglomération	Total
Surplus libre cumulé au 31 décembre 2019	105 236,6	(96 760,1)	8 476,5
Résultat / surplus (déficit) - Exercice 2019	191 033,4	59 826,0	250 859,4
Surplus libre disponible avant affectations	**296 270,0**	**(36 934,1)**	**259 335,9**
Affectations			
Surplus de gestion des arrondissements	(72 945,1)	-	(72 945,1)
CSE - Fonds pour la stabilisation des taux de redevances	(2 757,0)	-	(2 757,0)
Élections municipales 2021	(4 000,0)	-	(4 000,0)
Gestion responsable de l'endettement	(40 000,0)	-	(40 000,0)
Déficit 2019 d'agglomération (après le comblement du déficit de 2017) - portion locale du déficit d'agglomération	(17 526,6)	-	(17 526,6)
Réserve neige	(19 067,4)	-	(19 067,4)
Équilibre budgétaire 2020	(12 740,0)	-	(12 740,0)
Ralentissement économique	(40 000,0)	-	(40 000,0)
Sous-total - Affectations	**(209 036,1)**	-	**(209 036,1)**
Surplus disponible avant demandes d'affectations	**87 233,9**	**(36 934,1)**	**50 299,8**
Autres demandes d'affectations			
Créances à recevoir - Stationnement Montréal	(11 400,0)	-	(11 400,0)
Fermeture du Technoparc Montréal	(300,0)	-	(300,0)
Norme comptable liée à la mise hors service d'immobilisations	(11 552,4)		(11 552,4)
Rosemont–La Petite–Patrie / Commission scolaire de Montréal	(500,0)	-	(500,0)
Ateliers des artistes	(1 500,0)	-	(1 500,0)
Production du rapport préélectoral	(900,0)		(900,0)
Sous-total - Autres demandes d'affectation	**(26 152,4)**	-	**(26 152,4)**
Surplus disponible après affectations	**61 081,5**	**(36 934,1)**	**24 147,4**

** Les chiffres ont été arrondis.*

Le détail des informations inscrites dans le sommaire financier de l'appropriation de surplus au 31 décembre 2019 est présenté en pièces jointes.

JUSTIFICATION

L'affectation des surplus est nécessaire, selon les politiques établies, et permet le transfert des surplus (déficits) aux arrondissements, à la CSE et au financement de certains projets spécifiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S. o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les sommes allouées aux unités à des fins d'affectations, seront disponibles une fois que le présent sommaire décisionnel aura été approuvé par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniela TANASE
Conseillère budgétaire C/E

Tél : 514 872-5867
Télécop. : 514 872-5851

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Martine HACHÉ
Chef de division - Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Tél : 514 872-2454
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2020-04-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-04-09

DISTRIBUTION DU SURPLUS DE GESTION 2019 DES ARRONDISSEMENTS

en millier $

Arrondissement	Surplus/(Déficit) comptable avant affectations	Activités financières d'immobilisations	Réserves financières et fonds réservés	Plan d'action canopée	Surplus(Déficit) après affectations	Taxe d'arrondissement	Vente de terrains 20% du gain net	Stationnements tarifés	Correction SST Budget SBA /Réel	Imputabilité SST	Mutualisation - surplus de revenus permis construction - modif.	Remboursement libérés syndicaux cols bleus par le syndicat	Répartition des libérés syndicaux assumés par la Ville	Matières résiduelles	Mesures d'urgences - inondations printanières 2019	Mesures transitoires régime de retraite	Remboursement chargements de neige additionnels	Remboursement fonds d'énergie	Redevances CSEM	Autres ajustements (Note 1)	Surplus /(Déficit) 2019 de l'exercice
Ahuntsic-Cartierville	1 253,2			344,2	1 597,4	45,7	39,4		(114,4)	1 095,8	1 209,6	12,3	30,2	303,3	18,9	(251,4)	365,8	(50,0)			**4 302,6**
Anjou	189,6			113,8	303,4	31,0	18,0		(58,2)	(60,3)	627,0	1,7	(33,8)	(43,2)		(119,1)	305,5	(50,0)			**922,0**
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	3 101,1	414,5		234,2	3 749,8	(65,7)	0,4		(112,2)	603,1	2 482,2	103,8	40,2	511,8		(276,1)	120,3	(50,0)			**7 107,6**
Lachine	760,9			93,8	854,7	(1,0)			(74,3)	383,8	460,6	1,5	(40,0)	248,4	0,4	(128,7)	36,8	(23,0)	72,1	155,2	**1 946,5**
LaSalle	406,7	4,2		451,4	862,3	27,8			(70,3)	(101,8)	818,4	1,7	(43,2)	(94,8)		(154,1)	477,7		17,7		**1 741,4**
L'Île-Bizard–Ste-Geneviève	(513,9)			30,7	(483,2)	13,4			(21,2)	(247,0)	175,5	-	(18,4)	-	12,2	(47,9)	3,0		14,5	269,1	**(330,0)**
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	1 335,1			299,1	1 634,2	60,1	85,2		(119,0)	(994,8)	1 492,9	32,2	16,7	211,7		(295,7)	365,8	(50,0)			**2 439,3**
Montréal-Nord	2 397,5	0,1	0,1	174,6	2 572,3	4,5			(123,8)	(112,0)	1 038,1	10,1	(2,5)	217,8		(197,2)	160,1				**3 567,4**
Outremont	421,0			31,5	452,5	4,6		(28,8)	(39,6)	(27,2)	601,0	2,3	(13,0)	23,6		(68,5)	-	(50,0)	19,8		**876,7**
Pierrefonds–Roxboro	1 926,9			84,5	2 011,4	24,5			(52,5)	(817,6)	386,4	3,0	10,2	14,0	42,8	(143,8)	83,9		20,6		**1 582,9**
Plateau Mont-Royal	3 272,8	(537,5)		427,9	3 163,2	39,8			(118,0)	619,6	902,1	8,3	(71,6)	355,0	0,3	(264,3)	171,4				**4 805,8**
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	1 106,4			295,0	1 401,4	69,6	98,7		(114,8)	318,9	279,0	8,6	44,7	189,4	2,2	(248,1)	250,2	(100,0)			**2 199,8**
Rosemont–La Petite-Patrie	4 985,3			443,9	5 429,2	20,5	297,9		(204,1)	1 388,2	2 624,3	97,9	172,6	280,5	0,5	(285,3)	474,6				**10 296,8**
Saint-Laurent	4 054,5			230,0	4 284,5	108,6		(35,2)	(196,4)	33,1	912,5	35,9	(45,6)	65,0	2,5	(317,0)	799,6		106,4		**5 753,9**
Saint-Léonard	1 612,9			153,1	1 766,0	(52,2)			(78,1)	(216,5)	505,8	9,1	(31,6)	(18,3)		(144,5)	133,5	(50,0)	33,2		**1 856,4**
Sud-Ouest	4 000,7	104,2		85,9	4 190,8	265,9			(128,2)	(728,3)	435,9	50,8	(8,2)	(173,0)		(252,6)	150,5	(50,0)			**3 753,6**
Verdun	711,5			395,1	1 106,6	(42,4)		49,1	(92,7)	(283,8)	977,9	0,7	(50,9)	(39,7)		(168,4)	186,4		140,1		**1 782,9**
Ville-Marie	5 974,1			593,4	6 567,5	566,4	1 265,5		(157,3)	(477,1)	8 783,1	87,1	12,3	(172,1)	7,6	(383,7)	238,7				**16 338,0**
Villeray–St-Michel–Parc-Extension	(398,5)	1,9		256,6	(140,0)	(7,4)			(94,4)	33,9	1 099,3	33,3	31,9	850,8		(262,0)	126,1				**1 671,5**
Total - Arrondissements	**36 597,8**	**(12,6)**	**0,1**	**4 738,7**	**41 324,0**	**1 113,7**	**1 805,1**	**(14,9)**	**(1 969,5)**	**410,0**	**25 811,6**	**500,3**	**-**	**2 730,2**	**87,4**	**(4 008,4)**	**4 449,9**	**(473,0)**	**424,4**	**424,3**	**72 615,1**

Note 1
Lachine + 155,2 $: Déficit assumé pour le port de plaisance de Lachine - position prise dans le cadre de la réforme sur le financement des arrondissements (CM14 1127)
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève + 44,5 : Achat d'un immeuble à vocation communautaire non considéré dans la mise à jour des paramètres de la RFA à la confection du budget 2020
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève + 224,6 : Remboursement de frais d'avocats

Conciliation du surplus 2019	
Arrondissements en surplus :	72 945,1
Arrondissement en déficit :	(330,0)

DESCRIPTION DES AJUSTEMENTS AU SURPLUS DE GESTION 2019 DES ARRONDISSEMENTS

Ajustements surplus de gestion 2019	Explications
Activités financières d'immobilisations	L'ajustement comptable vise à régulariser la valeur des dépenses d'immobilisation payées au comptant. Par exemple, les écarts relatifs à l'utilisation du budget de fonctionnement pour des projets PTI comparativement aux dépenses réelles et le retour au surplus des engagements financiers non utilisés.
Réserves financières et fonds réservés	L'ajustement comptable vise à régulariser les dépenses de fonctionnement financées par les fonds réservés ou le fonds de roulement des arrondissements. L'ajustement concerne les écritures de fin d'année qui n'ont pas été effectuées par les arrondissements ou des ajustements au réel du Service des finances en période RÉG-19.
Plan d'action Canopée	Le plan d'action Canopée vise l'achat et la plantation d'arbres selon le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise. L'ajustement comptable sert à réduire les dépenses de fonctionnement de l'arrondissement, car ces dépenses sont financées par emprunt à la charge de la ville-centre même si elles sont non capitalisables.
Taxe d'arrondissement	L'ajustement vise à corriger l'écart entre la taxation estimée lors de la confection du budget et la taxation réelle de l'arrondissement.
Vente de terrains	L'ajustement relatif à la vente de terrains (pour fins de revente et actif à long terme) vise à verser aux arrondissements une partie des gains comptables découlant de la vente. L'ajustement de 2019 représente une remise de 20 % du gain comptable.
Stationnements tarifés	Le stationnement tarifé, contrôlé par parcomètre et distributeur de borne de stationnement sur le réseau de voirie locale, a été centralisé en 2015 suite aux travaux sur la réforme sur le financement des arrondissements. En 2019, certains arrondissements ont reçu et comptabilisé des revenus à cet effet. Tandis que d'autres arrondissements ont dépensé des montants pour des raisons particulières relativement au stationnement. Les ajustements visent donc à régulariser ces situations.
Correction SST budget SBA / Réel et Imputabilité SST	L'ajustement sert à refléter les dépenses réelles en matière de santé et sécurité au travail (SST) selon l'historique des lésions de l'arrondissement.
Mutualisation du surplus de permis de construction et modification	Mutualisation des surplus de revenus de permis de construction/modification, découlant de la réforme sur le financement des arrondissements. L'ajustement vise à répartir les surplus de permis entre les arrondissements à 75 % en fonction de la participation au surplus et à 25 % au prorata des budgets 2014 paramétrés en considérant les déficits, le cas échéant. Les surplus (déficits) sont déterminés sur la base du budget 2014, établi par chacun des arrondissements.
Remboursement libérés syndicaux cols bleus par le syndicat	L'ajustement représente le montant à rembourser aux arrondissements pour les libérations syndicales assumées par le syndicat des cols bleus (notamment l'article 8.08 les libérations aux frais du syndicat).

Ajustements surplus de gestion 2019	Explications
Répartition libérés syndicaux cols bleus assumés par la Ville	L'ajustement sert à partager les heures de libérations syndicales des cols bleus, non assumées par le syndicat, et ce, entre les arrondissements selon leur masse salariale.
Matières résiduelles	Cette activité relève du conseil municipal depuis 2015 à la suite des travaux sur la réforme du financement des arrondissements, mais les travaux en régie sont délégués aux arrondissements. L'ajustement vise à récupérer les surplus et compenser tout déficit aux arrondissements.
Mesures d'urgence - inondations printanières 2019	Remboursement de dépenses de rémunération, comptabilisées dans les arrondissements et non prévues à leur budget, concernant les inondations printanières 2019.
Mesures transitoires - régime de retraite	Participation des arrondissements à l'abolition de la mesure transitoire sur les régimes de retraite. La portion locale de cette mesure a été répartie au prorata de la masse salariale des unités administratives.
Remboursement des chargements de neige additionnels	Le conseil de la Ville est devenu compétent du déneigement sur le réseau de la voirie locale en 2015. Le Service de la concertation des arrondissements s'occupe de la gestion des contrats avec les entrepreneurs privés et les arrondissements effectuent le déneigement de certains territoires en régie. Ces derniers sont dotés pour le financement de cinq chargements de neige. Advenant le cas où plus de cinq chargements de la neige sont décrétés dans une année, des crédits additionnels sont octroyés pour chaque chargement supplémentaire.
Remboursement fonds d'énergie	Le fonds a été créé en 2008 (CE08 1163) afin d'accorder des prêts aux projets de réfection d'immeubles qui génèrent des économies d'énergie. L'ajustement correspond au remboursent des prêts des arrondissements, via le surplus de gestion, sur une période de 6 ans, à même les économies d'énergie générées. Le fonds d'énergie a été officiellement fermé par la résolution CM17 1254, mais les remboursements se poursuivent jusqu'à l'échéance du prêt dans les surplus non affectés de la Ville.
Redevances CSEM	Remboursement des redevances payées à la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) par les arrondissements ex-banlieues depuis 2015 et récupération des redevances impayées avant 2015. Cette facturation interne vise à rembourser la CSEM pour les frais d'entretien des conduits souterrains. À compter de 2020, le Service des infrastructures du réseau routier possède le budget nécessaire pour assumer ces dépenses de redevances pour tous les arrondissements.

VILLE DE MONTRÉAL

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2019 de la Ville de Montréal

Objectif

Adopter des règles de conduite en matière de détermination, d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion, dégagés de l'exercice financier 2019, de même que les règles de remboursement des déficits des exercices 2019 et antérieurs.

Une révision annuelle de la politique de surplus de gestion est souhaitable, considérant d'importants impondérables qui pourraient entraver tout engagement à long terme.

Définition des surplus budgétaires de l'exercice financier de 2019

Les surplus budgétaires sont définis comme étant tout excédent, entre les résultats de fin d'année et le budget, autant pour les dépenses que pour les revenus, suite aux ajustements mentionnés ci-après. Les déficits budgétaires sont définis comme un manque à gagner entre les résultats finaux et le budget, autant au niveau des dépenses que des revenus, après les mêmes ajustements.

Ajustements établissant les surplus de gestion des arrondissements pour 2019

L'établissement des surplus de gestion des arrondissements est présenté au schéma qui suit :

Description		**Commentaires**
« Surplus (déficit) » au 31 décembre 2019 - Dépenses	XX	Résultats par rapport au budget de 2019 des arrondissements se rapportant à une de ces catégories.
« Surplus (déficit) » au 31 décembre 2019 - Revenus	XX	
Total Surplus/(Déficit) avant ajustements	***XX***	
Ajustements		
a) Taxe d'arrondissement	YY	Ajustement lié à la variation réelle des revenus de taxation locale.
b) Vente des actifs municipaux	YY	Remise de 20 % du gain comptable sur la vente de terrains.
c) Imputabilité SST	YY	Imputabilité de la dépense réelle SST pour chacun des arrondissements.
d) Mutualisation des surplus de revenus de permis de construction / modification	YY	Ajustement découlant de la Réforme sur le financement des arrondissements. Répartition des surplus de revenus de permis de construction et modification à 75 % selon la participation au surplus et à 25 % selon les budgets paramétrés.
e) Corrections particulières	YY	Ajustements spécifiques à certains arrondissements.
f) Corrections et régularisations de fin d'année telles : le stationnement tarifé, les libérations syndicales, les remboursements des prêts liés au fonds d'énergie, les affectations, les matières résiduelles, les mesures transitoires relatives au régime de retraite, les chargements de neige additionnels, etc.	YY	Corrections de dépenses à être imputées ou créditées aux arrondissements concernés.
Total ajustements	***YY***	
Total Surplus / (Déficit) de gestion	***XX+YY***	

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2019 de la Ville de Montréal

Affectation des surplus de gestion alloués aux arrondissements

Seuls les arrondissements qui présentent un surplus de gestion se verront attribuer les sommes ainsi dégagées, qu'ils pourront affecter à des fins précises, au regard des modalités particulières retenues par leur conseil d'arrondissement respectif.

La présente politique propose l'affectation des sommes provenant du surplus de 2019, par ordre de priorité :

1. Le comblement du déficit cumulé au 31 décembre 2019, en fonction du plan de remboursement adopté par le conseil d'arrondissement ;

2. Le comblement, jusqu'à concurrence de 50 % du budget annuel d'enlèvement de la neige de l'arrondissement, de la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement à partir des surplus dégagés de cette activité. La somme allouée à la création de cette réserve ne peut dépasser le surplus de gestion établi ;

3. Le comblement, jusqu'à concurrence de 100 % du budget annuel (estimé des coûts 2019), d'une réserve dédiée à la stabilisation des coûts « santé et sécurité au travail » à partir des surplus dégagés de ce poste budgétaire. La somme allouée à la création de cette mesure ne peut dépasser le surplus de gestion établi ;

4. Le comblement, jusqu'à concurrence de 1,5 % du budget annuel de l'arrondissement, de la réserve pour imprévus, dans la mesure où il existe un solde disponible ;

Tout solde du surplus de gestion de 2019, déterminé pour l'arrondissement, est considéré comme un surplus libre à l'usage de l'arrondissement pour se doter d'une marge de manœuvre ou combler certains besoins.

Les montants transférés aux réserves pour l'enlèvement de la neige, « santé et sécurité au travail » et pour imprévus tiennent compte des soldes disponibles de ces réserves inscrites aux livres comptables au moment de l'affectation.

Règles de comblement des déficits de gestion des arrondissements

Les arrondissements ne présentant pas de surplus de gestion devront compenser ce manque à gagner (déficit de gestion) selon les priorités établies ci-après :

1. Le comblement du déficit d'opération de l'activité de l'enlèvement de la neige, à même la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement créée en 2002 et suivantes;

2. Le comblement du déficit d'opération lié aux coûts de santé et sécurité au travail, à même la réserve dédiée à la stabilisation des coûts de santé et sécurité au travail créée en 2008;

3. L'utilisation des surplus libres créés par la politique d'utilisation des surplus de gestion de 2002 et suivantes, afin de combler le solde du déficit, s'il en existe toujours un;

4. L'utilisation de la réserve pour imprévus, créée par la politique d'utilisation des surplus de gestion de 2002 et suivantes, afin de combler le solde de déficit, s'il en existe toujours un;

5. Un plan d'optimisation, à court terme, du budget de 2020, afin de compenser, s'il en existe toujours un, le solde du déficit de gestion de 2019, ou tout autre mode de financement proposé par l'arrondissement.

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2019 de la Ville de Montréal

Partage du surplus 2019 entre le comblement du déficit et l'utilisation des réserves

Les arrondissements devront faire adopter une résolution, par leur conseil d'arrondissement, établissant le partage des sommes à recevoir et du renflouement des déficits cumulés au 31 décembre 2019, ainsi que de l'utilisation des réserves, le cas échéant.

Approbation

Le comité exécutif soumettra au conseil municipal la politique des surplus de gestion, en fonction des règles retenues.

Mise en application de la politique

Les arrondissements sont responsables de l'application de la politique des surplus dans le respect des règles précitées.

Date d'entrée en vigueur

La mise en œuvre de cette politique s'effectuera à la suite du dépôt des états financiers de 2019 vérifiés et signés par le trésorier.

Description des affectations liées à l'appropriation de surplus au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Volet municipal	Volet agglomération	Total	Description
Surplus libre cumulé au 31 décembre 2019	105 236,6	(96 760,1)	8 476,5	Surplus libre cumulé des années antérieures.
Résultats / Surplus (déficit) - Exercice 2019	191 033,4	59 826,0	250 859,4	Résultats financiers de 2019 selon le rapport financier consolidé de la Ville.
Surplus libre disponible avant affectations	**296 270,0**	**(36 934,1)**	**259 335,9**	
Affectations				
Surplus de gestion des arrondissements	(72 945,1)	-	(72 945,1)	Le surplus de gestion inclut le retour des sommes non dépensées liées aux opérations courantes ainsi que d'autres ajustements, non reflétés dans le système comptable, dont le détail est inclus dans les pièces jointes « Distribution du surplus de gestion 2019 des arrondissements ».
CSE - Fonds pour la stabilisation des taux de redevances	(2 757,0)	-	(2 757,0)	Surplus 2019 de la Commission des services électriques (CSE) versés au fonds pour la stabilisation des taux de redevances.
Élections municipales 2021	(4 000,0)	-	(4 000,0)	L'affectation vise la création d'une réserve pour couvrir les coûts des élections municipales de 2021.
Gestion responsable de l'endettement	(40 000,0)	-	(40 000,0)	La politique de gestion de la dette, prévoit affecter 10% des surplus annuels pour le remboursement de la dette (19,1M$).
Portion locale du déficit cumulé de l'agglomération	(17 526,6)	-	(17 526,6)	Cette affectation représente la part que la Ville de Montréal doit assumer du déficit cumulé de l'agglomération. Cette somme s'ajoute au montant de 13M$ déjà prévu dans les surplus affectés pour atteindre 30,5M$.
Réserve neige	(19 067,4)	-	(19 067,4)	Renflouement de la réserve neige.
Affectation au budget 2020 - Équilibre budgétaire	(12 740,0)	-	(12 740,0)	Montant prévu au budget de 2020 pour l'équilibre budgétaire.
Ralentissement économique	(40 000,0)		(40 000,0)	
Sous-total - Affectations	**(209 036,1)**	**-**	**(209 036,1)**	
Surplus disponible avant demandes d'affectations	**87 233,9**	**(36 934,1)**	**50 299,8**	
Autres demandes d'affectations				
Créances à recevoir - Stationnement Montréal	(11 400,0)	-	(11 400,0)	Le 31 décembre 2019, la Ville a résilié l'entente intervenue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal. Cette résiliation a conduit à la signature d'un acte de cession en vertu duquel la Ville est devenue propriétaire, en date du 1er janvier 2020, des actifs de la Société liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession fut consentie sans contrepartie monétaire. Compte tenu des effets de cette cession à titre gratuit sur les liquidités de la Société, il est souhaitable d'affecter un montant de 11,4 M$ afin de couvrir toute perte possible sur la créance à recevoir.
Fermeture du Technoparc Montréal	(300,0)	-	(300,0)	L'affectation nécessaire pour couvrir les dépenses engendrées par la fermeture du Technoparc Montréal.

Description des affectations liées à l'appropriation de surplus au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Volet municipal	Volet agglomération	Total	Description
Norme comptable liée à la mise hors service d'immobilisations	(11 552,4)	-	(11 552,4)	L'affectation est nécessaire pour se conformer à la nouvelle norme comptable *« SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations »* . Des analyses sont nécessaires pour l'estimation des coûts à engager pour la mise hors service d'immobilisations (obligation de démantèlement, désaffectation, surveillance ou assainissement).
Rosemont–La Petite–Patrie / Commission scolaire de Montréal	(500,0)	-	(500,0)	
Ateliers des artistes	(1 500,0)		(1 500,0)	
Bureau du vérificateur général	(900,0)	-	(900,0)	Production du rapport préélectoral
Sous-total - Autres demandes d'affectation	**(26 152,4)**	**-**	**(26 152,4)**	
Surplus disponible après affectations	**61 081,5**	**(36 934,1)**	**24 147,4**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.06

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1200029001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 20 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

Je recommande :

- de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et de le déposer à l'assemblée du conseil municipal du 20 avril 2020.
- de ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-14 16:16

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200029001**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 20 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois ».
Toutes les données financières contenues dans ces états financiers ont été vérifiées. Les données du rapport financier consolidé vérifié sont les mêmes que celles qui seront présentées aux formulaires prescrits du MAMH. Seulement la présentation de quelques tableaux diffère des formulaires prescrits du MAMH.

De plus, dans une optique de transparence et de seine gestion, l'administration municipale s'est dotée, à partir de l'exercice financier 2014, d'un nouvel outil de gestion, soit le document « Reddition de comptes financière ». Ce document est considéré en soi comme un processus visant à faire la preuve, notamment, sous forme de rapport de gestion, que l'administration municipale a fait tout ce qui était raisonnable avec les pouvoirs et les ressources dont elle disposait, pour l'atteinte des résultats escomptés.

Le 1er janvier 2007, des changements ont été apportés aux Normes comptables applicables par les municipalités canadiennes à l'égard des avantages complémentaires de retraite offerts à leurs employés. Ces avantages complémentaires sont notamment liés à l'assurance -vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires accordés à certains employés. Le passif initial comptabilisé aux livres comptables de la Ville se chiffrait à 106 234 000 $.

À cette date, et en guise d'allègement fiscal, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (le MAMH) a permis aux municipalités de virer, dans un montant à pouvoir dans le futur, une somme équivalente au passif initial. La Ville de Montréal s'est alors prévalue de cette mesure d'allègement.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, basée sur les nouvelles conditions de travail de ses employés, la valeur du passif associé à ces avantages complémentaires de

retraite a été revue à la baisse. À cette date, il était de 98 921 000 $.

En vertu des règles élaborées par le MAMH, tout excédent du montant à pourvoir sur la valeur du passif inscrit aux livres doit être viré, par affectation, aux résultats établis à des fins fiscales. Une affectation, au montant de 7 313 000 $, a donc été comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Les règles du MAMH stipulent également que toute affectation comptabilisée à cet effet doit faire l'objet d'une résolution adoptée par les instances décisionnelles appropriées.

L'objectif du présent sommaire décisionnel vise donc à faire ratifier, par le conseil municipal et le conseil d'agglomération, l'affectation au montant de 7 313 000 $ comptabilisée au cours de l'exercice 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1190029006- CG20 0080 - Report du dépôt des états financiers 2019 au bureau du greffier, du 31 mars au 30 avril 2020, au plus tard.

DESCRIPTION

Prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

JUSTIFICATION

Compte tenu des règles édictées par le MAMH, l'affectation de 7 313 000 $ comptabilisée au cours de l'exercice financier 2019 doit être ratifiée par les instances décisionnelles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que décrit précédemment, l'affectation de 7 313 000 $ a été constatée dans les résultats établis à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2019. En conséquence, cette ratification n'a aucun effet sur les résultats du présent exercice.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du GDD 1200029002 au conseil d'agglomération du 23 avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-04-14

Rapport financier annuel

Exercice terminé le 31 décembre 2019



Rapport financier annuel 2019

Exercice terminé le 31 décembre

Déposé au greffe de la Ville de Montréal
le 15 avril 2020

Montréal

Table des matières

INTRODUCTION

Mot de la mairesse et du président du comité exécutif III

Message du trésorier VI

Carte géographique du territoire de Montréal IX

L'organisation municipale XI

Résumé des compétences XII

INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière 1

Rapport des auditeurs indépendants 2

États financiers consolidés

État consolidé de la situation financière 5

État consolidé des résultats 6

État consolidé de la variation de la dette nette 7

État consolidé des flux de trésorerie 8

Informations sectorielles

Annexe 1 – Situation financière consolidée par organisme 9

Annexe 2 – Résultats détaillés consolidés par organisme 10

Annexe 3 – Excédent (déficit) consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par organisme 11

Annexe 4 – (Déficit) excédent consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales par organisme 12

Annexe 5 – Charges par objet consolidées par organisme 13

Table des matières (suite)

Notes et tableaux complémentaires 15

Tableau 1 – Excédent (déficit) consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par compétence 46

Tableau 2 – (Déficit) excédent consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales par compétence 48

Tableau 3 – Excédent accumulé consolidé 50

Tableau 4 – Endettement total net à long terme consolidé 52

Tableau 5 – Conciliation des budgets déposés et du budget consolidé présenté à l'état consolidé des résultats 53

INFORMATION FINANCIÈRE DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Ventilation par compétence

Tableau 6 – Excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par compétence 56

Tableau 7 – Déficit non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales par compétence 59

Tableau 8 – Excédent accumulé non consolidé par compétence 60

Tableau 9 – Charges par objet non consolidées à des fins fiscales par compétence 62

Gestion de l'eau

Tableau 10 – (Déficit) excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales lié à la gestion de l'eau par compétence 66

Tableau 11 – (Déficit) excédent non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales lié à la gestion de l'eau par compétence 69

Ventilation des charges mixtes

Rapport des auditeurs indépendants 72

Tableau de la ventilation des charges mixtes par compétence 74

Notes complémentaires 76

Table des matières (suite)

INFORMATION FINANCIÈRE NON AUDITÉE RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET ENGAGEMENTS 79

CADRE DE RÉFÉRENCE DU GIFCC 80

Recommandations du GIFCC 80

GOUVERNANCE ET STRATÉGIES 82

Planification financière liée au climat 83

Stratégies et plans d'action liés au climat 83

RISQUE CLIMATIQUE 84

Évaluation des risques climatiques 84

GESTION DU RISQUE 87

Gestion des inondations 87

MESURES ET OBJECTIFS 88

Collectivité montréalaise 88

Activité municipales de l'agglomération de Montréal 89

PERSPECTIVES ET PROCHAINES ÉTAPES 91

BIBLIOGRAPHIE 92

Introduction

2019

MOT DE LA MAIRESSE ET DU PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF





Montréalaises,
Montréalais,

La crise sanitaire mondiale que nous traversons présentement et les impacts économiques qui s'ensuivent entraîneront, dans les prochains mois et, possiblement, les prochaines années, des défis budgétaires majeurs.

Heureusement, bien que nous traversions une période critique de notre histoire, nous sommes dans une bonne position économique pour aller de l'avant. Nos résultats positifs sont dus à la bonne gestion des opérations qui s'effectuent dans les arrondissements et aux efforts d'optimisation déployés par nos différents services centraux pour s'assurer que chaque dollar est dépensé adéquatement.

Ce bilan positif est d'une extrême importance étant donné la situation actuelle. En cette période de grande incertitude économique, nous sommes fiers d'avoir su gérer de façon responsable les finances de la Ville de Montréal au cours de la dernière année.

Dans le Rapport financier annuel et la Reddition de comptes financière pour l'exercice 2019, on constate que la métropole présente un excédent budgétaire global de 250,9 M$, en hausse de 38,2 M$ par rapport à l'année 2018.

De plus, malgré la crise sanitaire, l'urgence climatique ne prend pas de répit. Nous avons donc fixé, pour l'ensemble des services de la Ville de Montréal, des cibles ambitieuses visant à accélérer la transition écologique.

Nous publions d'ailleurs, dans ce rapport, un volet dédié à l'information financière relative aux changements climatiques – une première pour une ville québécoise!

Comme toujours, notre administration fait le choix de soutenir les Montréalaises et les Montréalais, quoi qu'il arrive, et s'engage à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins de la population, particulièrement en ces temps plus difficiles.

Nous investissons davantage pour faire face au vieillissement des infrastructures de la Ville, notamment afin de combler le déficit d'entretien des réseaux d'eau et de voirie.

Nous intensifions également nos efforts pour soutenir une offre résidentielle diversifiée, saine et abordable et nous développons des projets structurants qui favorisent la mobilité durable.

Nous soutenons et accompagnons les entreprises et les commerces montréalais afin d'assurer la prospérité de la métropole et de la positionner avantageusement sur l'échiquier mondial dans des secteurs à haut potentiel.

Nous investissons dans le développement social, la culture et les sports, mais aussi pour offrir à la population des services à la hauteur de ses attentes, que ce soit en matière de déneigement, de sécurité publique ou en modernisant les réseaux d'aqueducs et d'égouts de la Ville.

Enfin, la pandémie de la COVID-19 qui a frappé la planète nous l'a bien démontré, pour répondre aux enjeux sanitaires, économiques et environnementaux, une réponse collective s'impose. Heureusement, les dernières semaines ont démontré notre capacité à travailler ensemble pour un meilleur avenir commun.

Nous entendons mettre à contribution l'ensemble des forces vives de la métropole les Montréalaises et les Montréalais, afin que notre ville demeure un modèle de qualité de vie, de dynamisme économique et de prospérité.

Nous avons confiance, ça va bien aller!

La mairesse,



Valérie Plante

Le président du comité exécutif,



Benoit Dorais

MOT DU TRÉSORIER

Mesdames,
Messieurs,

La Ville de Montréal dévoile son rapport financier annuel pour l'année 2019. Ce rapport est constitué de deux sections : la première contenant les données financières consolidées de la Ville et la seconde, une analyse des informations financières de l'administration municipale. Cette dernière section exclut les organismes de son périmètre comptable.

L'exercice financier 2019 s'est soldé par un excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales de 250,9 M$, soit 4,4 % des revenus globaux de la Ville. Ces résultats sont le fruit d'une multitude d'éléments dont une saine gestion ainsi que le respect des perspectives financières de l'année 2019.

Cet excédent de 250,9 M$ est attribuable à des revenus supérieurs par rapport au budget de fonctionnement préalablement déposé. Il se ventile de la façon suivante : un excédent de 191,0 M$ de compétences de nature locale (228,3 M$ en 2018) et un surplus de 59,9 M$ (déficit de 15,6 M$ en 2018) de compétences d'agglomération. Ce surplus résulte d'un revenu de quotes-parts spécifiques de 86,2 M$ servant au comblement du déficit d'agglomération des exercices antérieurs. Sans ces quotes-parts, le résultat opérationnel de l'année 2019 de compétences d'agglomération se serait soldé par un déficit de 26,3M$. En ce qui concerne le surplus de gestion des arrondissements (inclut dans le surplus des compétences de nature locales), il s'élève à 72,6 M$ comparativement à 73,7 M$ en 2018.

Les revenus se chiffrent à 5 692,2 M$, soit une hausse de 143,0 M$ (2,6 %) par rapport au budget de fonctionnement. La hausse s'explique, entre autres, par un marché immobilier performant ayant, à lui seul, généré des revenus additionnels de 94,6 M$ avec l'imposition de droits de mutation immobilière et de 26,3 M$ avec la délivrance de permis de construction et de modification. Une activité économique favorable et les revenus d'intérêts ont aussi contribué à hauteur de 51,1 M$ par rapport au montant établi au budget de 2019. Par contre, cette hausse est atténuée par un ensemble de variations dans les autres catégories de recettes fiscales, notamment une variation de 29,0 M$ pour les amendes et pénalités.

Concernant les charges de fonctionnement et de financement et les affectations, elles sont de l'ordre de 5 441,3 M$, soit une baisse de 107,9 M$ (1,9 %) par rapport au budget établi. Cette diminution résulte principalement d'affectations moindres de 131,4 M$ et d'un remboursement de la dette inférieur de 2,5 M$ à ce qui était prévu. Par contre, ces baisses sont contrebalancées par des charges de fonctionnement supérieures de 26,0 M$, provenant principalement des augmentations suivantes :

- 51,8 M$ pour la rémunération globale, dont 48,5 M$ pour les heures supplémentaires;
- 15,2 M$ en service professionnels et techniques, majoritairement en lien avec l'élimination de la neige.

En contrepartie, certaines économies ont été réalisées pour les charges de fonctionnement suivantes :

- les contributions à des organismes et autres objets pour 38,3 M$;
- les frais de location, d'entretien et de réparation pour 17,2 M$;
- les frais de financement pour 7,7 M$.

De plus, compte tenu des impacts importants des différents bouleversements et changements climatiques auxquels chaque ville devra faire face dans les prochaines années, le rapport financier de la Ville inclut dorénavant une section non auditée rendant transparentes les informations financières relatives aux changements climatiques.

En terminant, il est important de souligner le professionnalisme du personnel de la Ville, qui s'emploie au quotidien à fournir les services municipaux. Ces femmes et ces hommes ont contribué à l'atteinte de ces résultats.

Le trésorier de la Ville de Montréal,

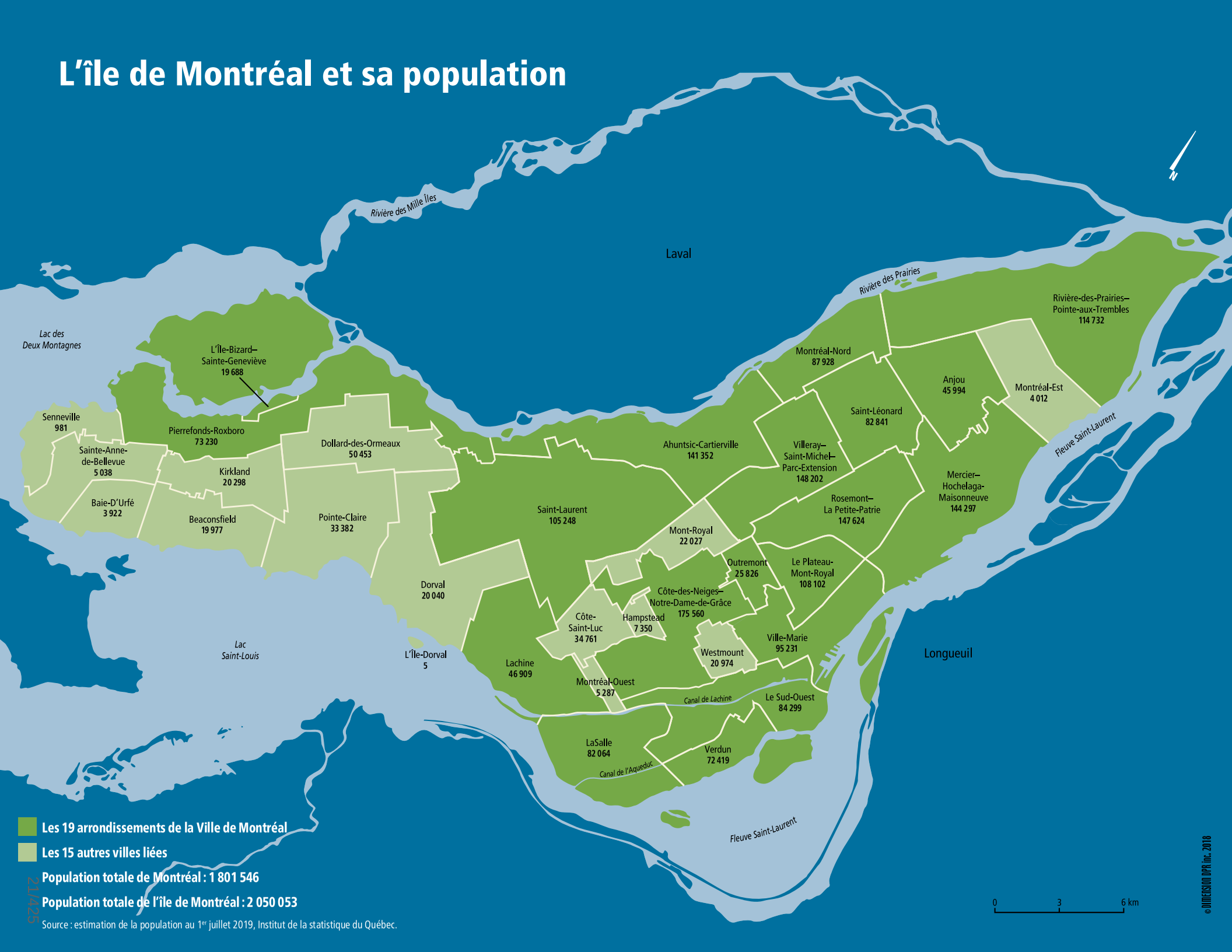


Yves Courchesne, CPA, CGA

EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE *(en milliers de dollars)*

	2019								2018
	Compétences de nature locale		Compétences d'agglomération		Éliminations		Total		Total
	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus									
Taxes	3 529 327	3 504 898	48 300	49 385	-	-	3 577 627	**3 554 283**	3 482 078
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855	-	-	-	-	275 845	**274 855**	264 417
Quotes-parts	-	-	2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	**425 936**	418 105
Transferts	191 981	206 162	128 363	152 506	-	-	320 344	**358 668**	283 068
Services rendus	262 314	254 509	56 150	62 053	(1 926)	(2 568)	316 538	**313 994**	313 510
Imposition de droits	246 449	367 494	1 969	1 838	-	-	248 418	**369 332**	318 973
Amendes et pénalités	105 916	94 430	102 497	85 033	-	-	208 413	**179 463**	189 033
Intérêts	77 323	88 902	74 355	83 824	-	-	151 678	**172 726**	160 802
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472	-	-	-	-	-	**8 472**	-
Autres revenus	22 035	32 195	2 175	2 286	-	-	24 210	**34 481**	52 145
	4 711 190	4 831 917	2 896 763	2 917 558	(2 058 750)	(2 057 265)	5 549 203	**5 692 210**	5 482 131
Charges de fonctionnement									
Administration générale	486 303	415 257	279 675	286 917	(657)	(584)	765 321	**701 590**	673 533
Sécurité publique	8 543	10 555	1 034 073	1 086 838	(505)	(636)	1 042 111	**1 096 757**	1 077 332
Transport	426 221	459 298	621 585	564 534	(70)	(353)	1 047 736	**1 023 479**	1 016 709
Hygiène du milieu	203 077	213 725	229 799	229 452	(334)	(708)	432 542	**442 469**	466 652
Santé et bien-être	65 973	61 624	49 134	62 352	-	-	115 107	**123 976**	94 991
Aménagement, urbanisme et développement	160 405	185 588	97 887	92 913	(293)	(281)	257 999	**278 220**	200 721
Loisirs et culture	479 247	496 505	110 421	121 102	(67)	(6)	589 601	**617 601**	597 210
Frais de financement	273 877	271 449	134 800	129 534	-	-	408 677	**400 983**	397 165
	2 103 646	2 114 001	2 557 374	2 573 642	(1 926)	(2 568)	4 659 094	**4 685 075**	4 524 313
Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération	2 056 824	2 054 697	-	-	(2 056 824)	(2 054 697)	-	**-**	-
Excédent avant financement et affectations	550 720	663 219	339 389	343 916	-	-	890 109	**1 007 135**	957 818
Financement									
Remboursement de la dette à long terme	(332 427)	(332 940)	(165 998)	(163 021)	-	-	(498 425)	**(495 961)**	(473 756)
Affectations									
Activités d'immobilisations	-	(8 899)	-	(1 632)	-	-	-	**(10 531)**	(17 704)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091	(86 170)	18	-	-	23 830	**159 109**	117 980
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)	(147 618)	(152 029)	-	-	(434 661)	**(437 312)**	(354 486)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)	60 397	32 574	-	-	19 147	**28 419**	(17 158)
	(218 293)	(139 246)	(173 391)	(121 069)	-	-	(391 684)	**(260 315)**	(271 368)
Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	-	191 033	-	59 826	-	-	-	**250 859**	212 694

L'île de Montréal et sa population



Les 19 arrondissements de la Ville de Montréal

Les 15 autres villes liées

Population totale de Montréal : 1 801 546

Population totale de l'île de Montréal : 2 050 053

Source : estimation de la population au 1er juillet 2019, Institut de la statistique du Québec.

21/425

© DIMENSION DPR inc. 2018

L'organisation municipale

Les pouvoirs d'administrer la Ville de Montréal sont partagés en compétences d'agglomération et en compétences locales. La Ville de Montréal, en sa qualité de ville centrale, continue à fournir des services et à gérer des équipements communs pour l'ensemble des citoyens de l'île de Montréal, à la fois sur son territoire et sur celui des 15 villes reconstituées.

La prestation des services communs est assurée par les employés de la Ville de Montréal. Depuis 2009, les 16 villes liées sur le territoire de l'île de Montréal financent au moyen de quotes-parts l'ensemble des services communs placés sous l'autorité du conseil d'agglomération. Ce mode de financement des compétences d'agglomération a été introduit par la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (projet de loi 22), adoptée en juin 2008.

Cette loi apporte également des modifications aux éléments relevant de la compétence du conseil d'agglomération à l'égard du réseau artériel de voirie à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, la compétence exclusive de la municipalité centrale sur ce réseau se limite désormais à certaines fonctions, notamment celles relatives à la détermination de normes de gestion et d'harmonisation, de planification générale du réseau et à la réalisation de certains travaux mentionnés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001). Les autres activités qui concernent le réseau de voirie artérielle à l'échelle de l'agglomération et qui ne sont pas mentionnées dans la loi demeurent de compétence locale.

Aussi, la liste initiale des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif prévue à l'annexe du *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (no 1229-2005 et modifications) a été diminuée de plusieurs éléments, notamment plusieurs grands parcs, équipements culturels, fêtes et festivals. De plus, à la suite de l'adoption de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale* (Projet de loi 120), à compter du 1er janvier 2017, la Ville de Montréal assume le remboursement des emprunts contractés par le conseil d'agglomération de Montréal pour le financement de dépenses engagées dans l'exercice de la compétence d'agglomération relative à l'aménagement et au réaménagement du domaine public dans le secteur désigné comme le centre-ville.

À la suite de l'adoption de la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (Projet de loi 121) qui a modifié la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001), l'activité de dépannage, de remorquage et de remisage des véhicules est maintenant de compétence d'agglomération. Les activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement ont toutefois été déléguées à chaque municipalité liée le 18 avril 2019, conformément au *Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs en matière de remorquage aux municipalités liées* (RCG 19-016).

Les compétences d'agglomération

Les compétences d'agglomération, soit les pouvoirs relatifs aux services fournis à l'ensemble des citoyens de l'île de Montréal, sont exercées par le conseil d'agglomération. Cette instance politique et décisionnelle de la Ville de Montréal détient, à l'égard des services communs, le pouvoir d'adopter tout règlement, d'autoriser toute charge et d'imposer toute quote-part sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal. La structure du conseil d'agglomération se veut légère et démocratique. La mairesse de Montréal choisit les représentants qui l'accompagnent au conseil d'agglomération, lesquels tiennent leurs mandats du conseil municipal; celui-ci détermine les orientations que prennent les élus au conseil d'agglomération. Il en est de même pour les maires des villes reconstituées, qui sont liés aux orientations de leur conseil municipal respectif.

Au total, le conseil d'agglomération est composé de 31 élus, soit :

- la mairesse de Montréal, qui en est la présidente;
- 15 élus du conseil municipal de Montréal, désignés par la mairesse;
- 14 maires des villes reconstituées, dont un nommé vice-président (il n'y a qu'un représentant pour L'Île-Dorval et Dorval);
- un représentant supplémentaire pour Dollard-des-Ormeaux (en raison de la taille de sa population), désigné par le maire de cette municipalité.

Au sein de ce conseil, les 16 villes liées possèdent une représentation proportionnelle à leur poids démographique, soit environ 87,8 % pour la Ville de Montréal et 12,2 % pour les 15 municipalités reconstituées.

Les compétences locales

Par ailleurs, les compétences locales de la Ville, conformément aux différents domaines d'activité énoncés dans la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* sont partagées entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement.

Le conseil municipal de la Ville de Montréal assume ses responsabilités à l'égard des compétences locales sur le territoire de Montréal qui compte 19 arrondissements. Les conseils d'arrondissement assurent, quant à eux, la prestation des services locaux sur leur territoire respectif.

Le conseil municipal est composé de la mairesse de Montréal qui est, d'office, mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie, et des 64 conseillères et conseillers municipaux, dont 18 sont des maires d'arrondissement. Les conseils d'arrondissement, dont la composition est fixée par le décret 645-2005, compte un minimum de cinq membres, soit le maire d'arrondissement, le ou les conseillères et conseillers municipaux et, selon le cas, les conseillères et conseillers d'arrondissement représentant cet arrondissement. Au total, les 19 arrondissements comprennent 46 conseillères et conseillers qui siègent également au conseil municipal et 38 conseillères et conseillers d'arrondissement.

Le coût inhérent aux services locaux fournis sur le territoire de la Ville de Montréal est défrayé à même les revenus provenant de la taxe municipale locale acquittée par les contribuables de la Ville de Montréal. Dans certains cas, les contribuables d'un arrondissement peuvent être appelés, à la suite de décisions de leur conseil d'arrondissement, à verser une taxe d'arrondissement pour des services locaux.

Résumé des compétences

Compétences d'agglomération

- L'évaluation foncière
- Les services de police et de sécurité incendie et civile
- Les services de premiers répondants, à l'exception de ceux de la Ville de Côte Saint-Luc
- Le centre d'urgence 911
- L'élaboration et l'adoption du schéma de couverture de risques en sécurité incendie et en sécurité civile
- La cour municipale
- Le logement social
- L'aide destinée aux sans-abri
- La prévention de la toxicomanie et de la prostitution, et la lutte contre celles-ci
- L'élimination et la valorisation des matières résiduelles ainsi que tout autre élément de leur gestion, si elles sont dangereuses
- L'élaboration et l'adoption du plan de gestion des matières résiduelles
- La gestion des cours d'eau municipaux
- Les équipements et les infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées, sauf les conduites locales
- Le transport collectif des personnes
- La détermination de normes minimales de gestion et la planification générale du réseau artériel ainsi que les travaux concernant certaines voies énumérées
- La promotion économique, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors du territoire d'une municipalité liée
- L'accueil touristique
- Les parcs industriels
- Le Conseil des arts de Montréal
- Les équipements, les infrastructures et les activités d'intérêt collectif nommés à l'annexe du *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (no 1229-2005 et modifications)
- La contribution au financement du déficit d'Espace pour la vie
- Toute autre compétence anciennement accordée à la communauté urbaine, dans le cas où la Ville a succédé à celle-ci

Compétences locales

- L'urbanisme
- La réglementation en matière de construction, de nuisance et de salubrité
- L'habitation
- La prévention en sécurité incendie et sécurité civile
- La collecte et le transport des matières résiduelles
- La gestion des rues locales et artérielles
- Les conduites qui, au sein des réseaux d'aqueduc et d'égout, sont de nature locale
- Les équipements locaux de sport ou de loisir
- Les bibliothèques locales
- Les parcs locaux
- Le développement économique local, communautaire, culturel et social
- Le patrimoine
- La Commission des services électriques
- Les sociétés de développement commercial
- Les parcs industriels énumérés au règlement RCG 06-020
- L'organisation des élections

Information financière consolidée

2019

Responsabilité de la direction de la Ville à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés présentés dans ce rapport sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le tout tel que décrit à la note 2 afférente à ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés et toute l'information figurant dans le présent rapport financier annuel sont la responsabilité de la direction de la Ville. Cette dernière s'est également assurée de la cohérence entre les états financiers consolidés et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier annuel.

Pour évaluer certains faits et opérations, la direction de la Ville a procédé à des estimations d'après la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de l'importance relative.

La direction de la Ville a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers consolidés reposent sur des registres comptables fiables.

Les pouvoirs et les compétences de la Ville sont exercés, soit par le conseil d'agglomération, soit par le conseil municipal ou encore par les conseils d'arrondissement.

Les responsabilités du comité de vérification, lequel est composé de huit membres dont deux sont membres du conseil qui représentent les municipalités reconstituées et trois proviennent de l'externe, comprennent la surveillance du processus de présentation et de communication de l'information financière, ce qui englobe notamment la révision des états financiers consolidés et des autres éléments contenus dans le présent rapport financier annuel.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal et l'auditeur indépendant, Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., ont audité les états financiers consolidés et ont présenté les rapports qui suivent.

Yves Courchesne
Trésorier

Serge Lamontagne
Directeur général

Montréal, le 14 avril 2020

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont décrites à la note 14 des états financiers. La direction a choisi de présenter ces informations, car elle juge qu'elles sont nécessaires en vue d'une analyse pertinente et plus approfondie des résultats des activités réalisées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne

sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal, Québec

Le 14 avril 2020

État consolidé de la situation financière
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Notes	2019	2018
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	**902 734**	563 290
Placements	4	**2 739 808**	2 880 376
Débiteurs	5	**5 057 134**	4 773 083
Propriétés destinées à la revente		**1 970**	1 592
Prêts	6	**57 600**	37 587
		8 759 246	8 255 928
Passifs			
Emprunts temporaires	7	**578 396**	456 280
Créditeurs, provisions et charges à payer	8	**2 313 560**	2 024 366
Revenus reportés	9	**577 139**	318 613
Dette à long terme	10	**12 980 955**	12 342 217
Passif au titre des avantages sociaux futurs	11	**308 651**	316 864
		16 758 701	15 458 340
Dette nette		**(7 999 455)**	(7 202 412)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	**18 288 245**	16 606 212
Propriétés destinées à la revente		**157 844**	133 716
Stocks		**98 134**	92 911
Autres actifs non financiers	13	**131 551**	161 278
		18 675 774	16 994 117
Excédent accumulé	14	**10 676 319**	9 791 705

Obligations contractuelles et droits contractuels	18
Actifs éventuels	19
Passifs éventuels	20
Événement postérieur à la date des états financiers	21
Transfert d'actifs, de passifs, d'obligations et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation	23

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des résultats
Exercice terminé le 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Notes	2019 Budget consolidé [1]	2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus				
Taxes		3 554 693	**3 529 631**	3 460 181
Compensations tenant lieu de taxes		275 845	**274 855**	264 417
Quotes-parts		426 130	**425 936**	418 105
Transferts	*15*	1 301 698	**1 233 622**	1 506 828
Services rendus		1 807 738	**1 812 902**	1 725 422
Imposition de droits		248 418	**369 332**	318 973
Amendes et pénalités		208 413	**179 463**	189 033
Intérêts	*16*	130 520	**167 133**	144 364
Autres revenus		110 296	**97 592**	121 294
		8 063 751	**8 090 466**	8 148 617
Charges				
Administration générale		772 875	**706 143**	678 195
Sécurité publique		1 071 467	**1 123 864**	1 105 533
Transport		2 912 408	**2 885 702**	2 642 669
Hygiène du milieu		668 089	**665 280**	688 239
Santé et bien-être		176 496	**182 698**	149 178
Aménagement, urbanisme et développement		303 306	**323 907**	244 862
Loisirs et culture		768 794	**807 605**	782 920
Frais de financement		536 514	**510 653**	500 709
		7 209 949	**7 205 852**	6 792 305
Excédent de l'exercice		853 802	**884 614**	1 356 312
Excédent accumulé au début de l'exercice		9 791 705	**9 791 705**	8 435 393
Excédent accumulé à la fin de l'exercice		10 645 507	**10 676 319**	9 791 705

[1] Des informations sur les données budgétaires sont fournies au tableau 5.

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de la variation de la dette nette
Exercice terminé le 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Note	**2019**	**2019**	**2018**
		Budget consolidé	**Réalisations**	**Réalisations**
Excédent de l'exercice		853 802	**884 614**	1 356 312
Variation des immobilisations				
Acquisition	*12*	(3 015 347)	**(2 747 389)**	(2 911 897)
Produit de cession		6 701	**21 652**	29 925
Amortissement	*12*	1 070 928	**1 054 966**	1 016 695
Gain sur cession		(6 701)	**(11 262)**	(16 449)
		(1 944 419)	**(1 682 033)**	(1 881 726)
Variation des propriétés destinées à la revente		-	**(24 128)**	(3 133)
Variation des stocks		-	**(5 223)**	(7 329)
Variation des autres actifs non financiers		-	**29 727**	107 309
		-	**376**	96 847
Variation de la dette nette		(1 090 617)	**(797 043)**	(428 567)
Dette nette au début de l'exercice		(7 202 412)	**(7 202 412)**	(6 773 845)
Dette nette à la fin de l'exercice		(8 293 029)	**(7 999 455)**	(7 202 412)

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Note	2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent de l'exercice		**884 614**	1 356 312
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations	*12*	**1 054 966**	1 016 695
Gain sur cession d'immobilisations		**(11 262)**	(16 449)
		1 928 318	2 356 558
Variation des éléments hors caisse			
Débiteurs		**(284 051)**	(567 308)
Propriétés destinées à la revente		**(24 506)**	766
Prêts		**(20 013)**	(4 757)
Créditeurs, provisions et charges à payer [1]		**234 999**	94 208
Revenus reportés		**258 526**	155 782
Passif au titre des avantages sociaux futurs		**(8 213)**	(142 052)
Stocks		**(5 223)**	(7 329)
Autres actifs non financiers		**29 727**	107 309
		2 109 564	1 993 177
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition d'immobilisations [1]		**(2 693 194)**	(2 815 718)
Produit de cession d'immobilisations		**21 652**	29 925
		(2 671 542)	(2 785 793)
Autres activités d'investissement			
Acquisition de placements		**(691 647)**	(562 448)
Produit de cession de placements		**832 215**	756 191
		140 568	193 743
Activités de financement			
Produit des emprunts		**1 946 086**	2 110 169
Remboursement de la dette à long terme déduction faite des refinancements		**(1 204 321)**	(847 473)
Rachat d'obligations par refinancement		**(103 027)**	(198 144)
Variation nette des emprunts temporaires		**122 116**	(182 019)
		760 854	882 533
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**339 444**	283 660
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		**563 290**	279 630
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		**902 734**	563 290

[1] Le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2019 est établi à 660,3 M$ (606,1 M$ en 2018). La variation de ce coût entre 2019 et 2018 est retranchée des créditeurs, provisions et charges à payer ainsi que des acquisitions puisqu'elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Informations sectorielles
Au 31 décembre 2019

ANNEXE 1– SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	2019				2018
	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total	Total
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	786 817	115 917	-	**902 734**	563 290
Placements	2 292 332	447 476	-	**2 739 808**	2 880 376
Débiteurs	3 166 130	3 044 763	(1 153 759)	**5 057 134**	4 773 083
Propriétés destinées à la revente	1 592	378	-	**1 970**	1 592
Prêts	55 718	1 882	-	**57 600**	37 587
	6 302 589	3 610 416	(1 153 759)	**8 759 246**	8 255 928
Passifs					
Emprunts temporaires	199 385	379 011	-	**578 396**	456 280
Créditeurs, provisions et charges à payer	1 803 411	569 820	(59 671)	**2 313 560**	2 024 366
Revenus reportés	564 107	13 032	-	**577 139**	318 613
Dette à long terme	9 922 209	4 152 834	(1 094 088)	**12 980 955**	12 342 217
Passif au titre des avantages sociaux futurs	287 199	21 452	-	**308 651**	316 864
	12 776 311	5 136 149	(1 153 759)	**16 758 701**	15 458 340
Dette nette	(6 473 722)	(1 525 733)	-	**(7 999 455)**	(7 202 412)
Actifs non financiers					
Immobilisations	11 944 998	6 343 247	-	**18 288 245**	16 606 212
Propriétés destinées à la revente	157 844	-	-	**157 844**	133 716
Stocks	46 915	51 219	-	**98 134**	92 911
Autres actifs non financiers	51 648	79 903	-	**131 551**	161 278
	12 201 405	6 474 369	-	**18 675 774**	16 994 117
Excédent accumulé					
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement non affecté	246 596	(9 822)	-	**236 774**	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	417 508	42 269	-	**459 777**	442 550
Réserves financières et fonds réservés	440 531	165 749	-	**606 280**	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(708 673)	(273 633)	-	**(982 306)**	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 212 485)	(113 591)	55 864	**(1 270 212)**	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	6 544 206	5 137 664	(55 864)	**11 626 006**	10 718 932
	5 727 683	4 948 636	-	**10 676 319**	9 791 705

Informations sectorielles
Exercice terminé le 31 décembre 2019

ANNEXE 2 – RÉSULTATS DÉTAILLÉS CONSOLIDÉS PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	2019				2018
	Administration municipale	**Organismes contrôlés**	**Éliminations**	**Total**	**Total**
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	3 554 283	-	(24 652)	**3 529 631**	3 460 181
Compensations tenant lieu de taxes	274 855	-	-	**274 855**	264 417
Quotes-parts	425 936	-	-	**425 936**	418 105
Transferts	358 668	143 846	(51 697)	**450 817**	370 220
Services rendus	313 994	1 580 772	(81 864)	**1 812 902**	1 725 422
Imposition de droits	369 332	-	-	**369 332**	318 973
Amendes et pénalités	179 463	-	-	**179 463**	189 033
Intérêts	172 726	30 569	(36 162)	**167 133**	144 364
Effet net des opérations de restructuration	8 472	-	(8 472)	**-**	-
Autres revenus	28 452	57 908	(12 000)	**74 360**	100 174
	5 686 181	1 813 095	(214 847)	**7 284 429**	6 990 889
Immobilisations					
Transferts	149 323	633 482	-	**782 805**	1 136 608
Contributions des promoteurs	9 129	-	-	**9 129**	7 386
Effet net des opérations de restructuration	5 047	-	(5 047)	**-**	-
Autres revenus	8 573	5 530	-	**14 103**	13 734
	172 072	639 012	(5 047)	**806 037**	1 157 728
	5 858 253	2 452 107	(219 894)	**8 090 466**	8 148 617
Charges					
Administration générale	715 337	-	(9 194)	**706 143**	678 195
Sécurité publique	1 124 559	-	(695)	**1 123 864**	1 105 533
Transport	1 297 569	1 691 394	(103 261)	**2 885 702**	2 642 669
Hygiène du milieu	666 565	-	(1 285)	**665 280**	688 239
Santé et bien-être	125 438	71 726	(14 466)	**182 698**	149 178
Aménagement, urbanisme et développement	319 419	10 228	(5 740)	**323 907**	244 862
Loisirs et culture	775 449	67 728	(35 572)	**807 605**	782 920
Frais de financement	400 983	145 832	(36 162)	**510 653**	500 709
Effet net des opérations de restructuration	-	13 519	(13 519)	**-**	-
	5 425 319	2 000 427	(219 894)	**7 205 852**	6 792 305
Excédent de l'exercice	432 934	451 680	-	**884 614**	1 356 312

Informations sectorielles
Exercice terminé le 31 décembre 2019

ANNEXE 3 – EXCÉDENT (DÉFICIT) CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

		2019				2018
	Budget consolidé	**Administration municipale**	**Organismes contrôlés**	**Éliminations**	**Total**	**Total**
Excédent de l'exercice	853 802	432 934	451 680	-	**884 614**	1 356 312
Moins: revenus des activités d'immobilisations	(919 780)	(172 072)	(639 012)	5 047	**(806 037)**	(1 157 728)
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales de l'exercice	(65 978)	260 862	(187 332)	5 047	**78 577**	198 584
Conciliation à des fins fiscales						
Immobilisations						
Produit de cession	6 701	18 576	3 076	-	**21 652**	29 925
Amortissement	1 070 928	740 244	314 722	-	**1 054 966**	1 016 695
(Gain) perte sur cession	(6 701)	(12 547)	1 285	-	**(11 262)**	(16 449)
Effet net des opérations de restructuration	-	-	5 047	(5 047)	**-**	-
	1 070 928	746 273	324 130	(5 047)	**1 065 356**	1 030 171
Financement						
Remboursement de la dette à long terme	(593 131)	(495 961)	(109 335)	(5 399)	**(610 695)**	(555 367)
Affectations (note 14)						
Activités d'immobilisations	(39 744)	(10 531)	(51 143)	-	**(61 674)**	(60 258)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	159 109	273	-	**159 382**	117 980
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	(437 312)	(9 095)	-	**(446 407)**	(496 756)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	28 046	28 419	3 616	5 399	**37 434**	(30 522)
	(422 529)	(260 315)	(56 349)	5 399	**(311 265)**	(469 556)
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	(10 710)	250 859	(28 886)	-	**221 973**	203 832

ANNEXE 4 – (DÉFICIT) EXCÉDENT CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

		2019				2018
	Budget consolidé	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total	Total
Revenus des activités d'immobilisations	919 780	172 072	639 012	(5 047)	**806 037**	1 157 728
Conciliation à des fins fiscales						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	(148 200)	(111 354)	-	-	**(111 354)**	(103 581)
Sécurité publique	(40 700)	(50 547)	-	-	**(50 547)**	(58 918)
Transport	(1 608 247)	(556 672)	(900 682)	-	**(1 457 354)**	(1 675 434)
Hygiène du milieu	(616 800)	(507 446)	-	-	**(507 446)**	(513 545)
Santé et bien-être	(41 000)	(2 253)	(28 898)	-	**(31 151)**	(78 415)
Aménagement, urbanisme et développement	(120 800)	(95 905)	(62)	5 047	**(90 920)**	(66 851)
Loisirs et culture	(439 600)	(498 597)	(20)	-	**(498 617)**	(415 153)
	(3 015 347)	(1 822 774)	(929 662)	5 047	**(2 747 389)**	(2 911 897)
Financement						
Financement à long terme des activités d'immobilisations	1 610 223	1 082 587	268 802	34 267	**1 385 656**	1 259 974
Affectations (note 14)						
Activités de fonctionnement	39 744	10 531	51 143	-	**61 674**	60 258
Excédent des activités de fonctionnement affecté	-	15 155	-	-	**15 155**	10 150
Réserves financières et fonds réservés	445 600	84 782	-	-	**84 782**	426 443
	485 344	110 468	51 143	-	**161 611**	496 851
(Déficit) excédent des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	-	(457 647)	29 295	34 267	**(394 085)**	2 656

ANNEXE 5 – CHARGES PAR OBJET CONSOLIDÉES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	2019				2018
	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total	Total
Rémunération					
Élus	11 198	104	-	**11 302**	10 045
Employés	1 823 683	781 283	(6 790)	**2 598 176**	2 506 245
Charges sociales					
Élus	4 781	16	-	**4 797**	4 943
Employés	507 396	239 889	-	**747 285**	662 371
Transport et communication	37 413	160 266	-	**197 679**	193 563
Services professionnels, techniques et autres					
Honoraires professionnels	66 690	23 806	-	**90 496**	79 079
Achats de services techniques	357 301	46 416	(16 798)	**386 919**	360 784
Autres	4 880	19 945	-	**24 825**	23 604
Location, entretien et réparation					
Location	96 457	19 204	(31 764)	**83 897**	91 277
Entretien et réparation	93 624	37 856	(28)	**131 452**	117 963
Biens durables					
Travaux de construction	58 262	-	-	**58 262**	24 134
Autres biens durables	6 385	19	-	**6 404**	7 978
Biens non durables					
Fourniture de services publics	83 587	15 433	(4 474)	**94 546**	95 127
Autres biens non durables	172 215	79 737	(6 629)	**245 323**	229 149
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :					
La municipalité	305 492	58 855	-	**364 347**	342 744
Gouvernement du Québec et ses entreprises	34 699	80 725	-	**115 424**	130 436
Autres tiers	57 048	-	(36 162)	**20 886**	18 982
Autres frais de financement	3 744	6 252	-	**9 996**	8 547
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts - Communauté métropolitaine de Montréal	39 505	-	-	**39 505**	39 328
Quotes-parts - Autorité régionale de transport métropolitain	541 829	-	-	**541 829**	551 450
Autres	51 990	-	(51 697)	**293**	210
Organismes gouvernementaux	16 441	-	-	**16 441**	15 492
Autres organismes	293 575	17 258	-	**310 833**	208 074
Amortissement des immobilisations	740 244	314 722	-	**1 054 966**	1 016 695
Autres objets					
Créances douteuses ou irrécouvrables	12 351	473	-	**12 824**	23 678
Effet net des opérations de restructuration	-	13 519	(13 519)	**-**	-
Autres	4 529	84 649	(52 033)	**37 145**	30 407
	5 425 319	2 000 427	(219 894)	**7 205 852**	6 792 305

1. STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (les NCCSP). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées à la note 14.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (la SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (la SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les provisions pour dévaluation de prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, des revenus relatifs aux services rendus par la STM à l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

b) Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

c) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

d) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour moins-value est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs (suite)

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2019, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 $. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

c) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

F) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'ARTM a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments

a) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;

- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;

- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;

- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;

- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;

- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;

- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;

- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

b) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

c) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération. La ventilation de l'excédent (déficit) consolidé des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales, par type de compétences, est donnée aux tableaux complémentaires 1 et 2.

h) Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en novembre 2018 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est montrée au tableau 5.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en novembre 2018 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

Une comparaison des données réelles avec les données budgétaires est également présentée dans les annexes et les tableaux établis à des fins fiscales.

3. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Trésorerie	846 398	558 190
Équivalents de trésorerie	56 336	5 100
	902 734	563 290

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,89 % à 2,40 % (2,10 % en 2018).

4. PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

	2019			2018
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	-	106 743	106 743	141 062
Obligations et débentures	2 377 291	255 774	2 633 065	2 739 314
	2 377 291	362 517	2 739 808	2 880 376

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des placements s'établit à 2 820,8 M$ (2 913,3 M$ en 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffraient respectivement à 2 566,7 M$ et à 313,6 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps et des établissements de la santé et des services sociaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 505,1 M$ (700,0 M$ en 2018).

4. PLACEMENTS (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2019				
2020	106 743	394 763	501 506	2,73 %
2021	-	211 302	211 302	4,06 %
2022	-	143 061	143 061	2,89 %
2023	-	193 331	193 331	3,25 %
2024	-	409 668	409 668	3,12 %
1 à 5 ans	106 743	1 352 125	1 458 868	3,12 %
6 à 10 ans	-	878 991	878 991	3,24 %
11 à 15 ans	-	212 603	212 603	3,91 %
16 à 20 ans	-	166 973	166 973	3,91 %
Plus de 20 ans	-	22 373	22 373	4,10 %
	106 743	2 633 065	2 739 808	3,27 %
31 décembre 2018				
2019	141 062	385 925	526 987	3,78 %
2020	-	417 462	417 462	2,85 %
2021	-	191 149	191 149	4,09 %
2022	-	135 342	135 342	2,91 %
2023	-	191 895	191 895	3,29 %
1 à 5 ans	141 062	1 321 773	1 462 835	3,41 %
6 à 10 ans	-	976 515	976 515	3,42 %
11 à 15 ans	-	237 121	237 121	3,68 %
16 à 20 ans	-	181 010	181 010	3,62 %
Plus de 20 ans	-	22 895	22 895	4,10 %
	141 062	2 739 314	2 880 376	3,45 %

5. DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Taxes	100 505	119 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	273 690	256 620
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	4 199 872	3 970 088
Organismes municipaux	56 063	57 694
Services rendus et autres	427 004	369 473
	5 057 134	4 773 083

[1] Comprend les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme de 2 886,2 M$ (2 862,8 M$ en 2018) dont la juste valeur s'établit à 2 990,9 M$ (2 912,1 M$ en 2018).

Une provision pour créances douteuses de 134,9 M$ (128,5 M$ en 2018) a été déduite des débiteurs.

Les encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2019, s'établissent comme suit :

	Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2019			
2020	325 596	3,33 %	4 175
2021	284 389	3,22 %	21 268
2022	253 989	3,19 %	13 358
2023	217 214	3,16 %	62 206
2024	149 867	3,25 %	99 262
1 à 5 ans	1 231 055	3,24 %	200 269
6 à 10 ans	335 381	2,77 %	525 728
11 à 15 ans	151 421	2,71 %	377 173
16 à 20 ans	45 778	2,79 %	19 352
	1 763 635	3,09 %	1 122 522
31 décembre 2018			
2019	334 482	3,65 %	14 590
2020	296 647	3,43 %	4 249
2021	255 019	3,32 %	21 565
2022	224 618	3,30 %	13 656
2023	188 572	3,27 %	62 504
1 à 5 ans	1 299 338	3,42 %	116 564
6 à 10 ans	359 742	3,05 %	460 697
11 à 15 ans	140 343	2,75 %	403 364
16 à 20 ans	54 109	2,92 %	28 677
	1 853 532	3,28 %	1 009 302

6. PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Prêts aux PME MTL	45 493	29 080
Prêts à un office municipal d'habitation	5 691	5 376
Prêts à des organismes à but non lucratif	4 534	2 303
Soldes de prix de vente	1 882	828
	57 600	37 587

Les prêts aux PME MTL, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,3 M$ (2,7 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 1,9 M$ (2,3 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéant en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,0 M$ (1,5 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Au 31 décembre 2019, aucune provision pour moins-value n'a été constatée (aucune en 2018).

7. EMPRUNTS TEMPORAIRES
(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	312 000	-	319 100	66 500
Titres [1]	1 781 500	578 396	1 762 200	389 780
	2 093 500	578 396	2 081 300	456 280

[1] Le montant total des titres autorisés de 1 781,5 M$ (1 762,2 M$ en 2018) se compose de la limite autorisée de 750,0 M$ à la STM et de 1 031,5 M$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires. La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018, le taux moyen pondéré des marges de crédit utilisées était de 2,39 %.

Au 31 décembre 2019, le taux moyen pondéré des titres émis est de 1,87 % (2,17 % en 2018)

8. CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER (en milliers de dollars)

	2019	2018
Fournisseurs	835 248	708 693
Rémunération et charges sociales	586 547	567 554
Dépôts et retenues de garantie	256 812	230 631
Intérêts courus sur la dette à long terme	92 506	88 398
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides [1]	83 141	83 907
Passif environnemental [2]	77 227	99 367
Contestations d'évaluation	40 708	39 153
Autres	108 473	89 747
Gouvernement du Québec et ses entreprises [3]	51 015	54 469
Autorité régionale de transport métropolitain	96 987	10 744
Autres	84 896	51 703
	2 313 560	2 024 366

[1] La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 145,2 M$ (153,2 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018).

[2] La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2019, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 54,1 M$ (76,9 M$ en 2018), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2045, se chiffrent à 73,5 M$ (96,5 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 23,1 M$ (22,5 M$ en 2018). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils sont confirmés et qu'ils satisfont à tous les critères de comptabilisation, sont portés en réduction du passif. Des recouvrements de 9,8 M$ (9,8 M$ 2018) ont réduit la provision au 31 décembre 2019.

[3] En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2019, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 39,3 M$ (39,7 M$ en 2018).

9. REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts	384 806	160 972
Primes à l'émission de titres	74 856	62 651
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	55 421	34 795
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 170	16 185
Fonds de développement du logement social	22 205	18 198
Autres	23 681	25 812
	577 139	318 613

10. DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Obligations et emprunts bancaires [1]	12 779 514	12 224 323
Emprunts à terme et hypothèques immobilières [2]	177 972	90 645
Autres dettes à long terme	23 469	27 249
	12 980 955	12 342 217

[1] Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2018).

[2] Les hypothèques immobilières, au montant de 5,1 M$ (11,1 M$ en 2018), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 20,6 M$ (33,3 M$ en 2018).

10. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2019	2018
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 753 298	4 276 154
De l'agglomération	2 583 345	2 281 092
Placements du fonds d'amortissement	2 377 291	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 886 157	2 862 834
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	380 864	355 394
	12 980 955	12 342 217

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 278,5 M$ (183,5 M$ en 2018). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2019			2018		
Années	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net
2019				1 301 788	242 780	1 059 008
2020	628 915	57 431	571 484	587 777	88 011	499 766
2021	1 031 474	297 167	734 307	964 097	297 167	666 930
2022	814 822	461 024	353 798	748 637	461 023	287 614
2023	1 453 541	579 812	873 729	1 319 772	507 072	812 700
2024	1 201 192	203 102	998 090	-	-	-
1 à 5 ans	5 129 944	1 598 536	3 531 408	4 922 071	1 596 053	3 326 018
6 à 10 ans	4 217 670	1 377 610	2 840 060	4 261 707	1 119 630	3 142 077
11 à 15 ans	1 234 463	93 321	1 141 142	722 607	80 365	642 242
16 à 20 ans	1 345 148	191 183	1 153 965	1 382 102	151 811	1 230 291
2043	934 556	-	934 556	934 556	-	934 556
2045	119 174	-	119 174	119 174	-	119 174
TOTAL	12 980 955	3 260 650	9 720 305	12 342 217	2 947 859	9 394 358

10. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2019	2018
Années d'échéance	**Moyenne pondérée**	**Moyenne pondérée**
1 à 5 ans	3,57 %	3,75 %
6 à 10 ans	3,15 %	3,59 %
11 à 15 ans	4,13 %	4,13 %
16 à 20 ans	3,36 %	3,60 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
	3,66 %	3,89 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 255,7 M$ (13 109,1 M$ en 2018). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018).

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Régimes de retraite à prestations déterminées	31 445	28 003
Autres régimes	277 206	288 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs	308 651	316 864

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 329,5 M$ (258,9 M$ en 2018). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,5 M$ (1,3 M$ en 2018) et à 2,9 M$ (2,8 M$ en 2018).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices 2016 à 2018.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	20 741 485	-	19 741 973	-
Obligation au titre des prestations constituées	(20 583 458)	(292 262)	(19 391 122)	(299 862)
Excédent (déficit)	158 027	(292 262)	350 851	(299 862)
Pertes (gains) actuarielles non amorties	(51 711)	15 056	(42 526)	11 001
Actif (passif) au titre des prestations constituées	106 316	(277 206)	308 325	(288 861)
Provision pour moins-value	(137 761)	-	(336 328)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(31 445)	(277 206)	(28 003)	(288 861)

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 746 045)	(292 262)	(6 787 150)	(299 862)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 235 411	-	6 208 473	-
Déficit	(510 634)	(292 262)	(578 677)	(299 862)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 741 973	-	19 018 793	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 164 263	-	1 136 308	-
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	347 775	-	20 142	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 512 038	-	1 156 450	-
Cotisations de l'employeur	327 976	9 689	391 010	9 987
Cotisations des employés	233 696	-	209 706	-
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Solde à la fin de l'exercice	20 741 485	-	19 741 973	-
Juste valeur des actifs des régimes [1]	21 318 594	-	19 427 822	-

[1] La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2018).

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2019		2018	
	Régimes de retraite [1]	Autres régimes	Régimes de retraite [1]	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 391 122	299 862	18 893 396	304 886
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Pertes (gains) survenues dans l'exercice sur l'obligation	270 179	1 806	(22 445)	(15 365)
Solde à la fin de l'exercice	20 583 458	292 262	19 391 122	299 862

[1] Au 31 décembre 2019, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 2 196,1 M$ (1 771,1 M$ au 31 décembre 2018) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Cotisations des employés	(233 696)	-	(209 706)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(134 220)	(2 580)	-	(4)
Amortissement des pertes actuarielles	65 809	331	96 031	1 743
Charge au titre des avantages de retraite	541 827	(12 429)	357 569	11 160
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 164 263)	-	(1 136 308)	-
Charge (revenu) d'intérêt	(11 842)	10 463	(53 395)	10 907
Variation de la provision pour moins-value	(198 567)	-	(67 296)	-
Charge totale	331 418	(1 966)	236 878	22 067

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,70% à 6,20%	3,00% à 3,50%	5,90% à 6,20%	3,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70% à 6,25%		5,90% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,10%	2,10%	2,00% à 2,10%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,20% à 2,75%	2,20% à 2,50%	2,50% à 2,85%	2,50% à 3,10%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 7,50%		3,00% à 7,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,00%		3,00% à 5,00%
Années où le taux devrait se stabiliser		2027 et 2028		2027 et 2028

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2019	2018
Régimes à cotisations déterminées	1 460	1 277
Régimes de retraite des élus municipaux	2 902	2 777

12. IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Cessions / Radiations	Solde à la fin de l'exercice
COÛT				
Infrastructures	13 144 042	1 203 507	797 927	13 549 622
Réseau du métro - infrastructures	2 691 757	267 443	12 913	2 946 287
Réseau du métro - tunnels	328 081	-	-	328 081
Voitures de métro	1 964 959	104 565	-	2 069 524
Bâtiments	4 120 244	546 976	14 727	4 652 493
Améliorations locatives	131 831	19 005	352	150 484
Véhicules	1 721 213	220 588	89 053	1 852 748
Ameublement et équipement de bureau	652 540	170 937	66 654	756 823
Machinerie, outillage et équipement	473 580	58 818	40 797	491 601
Terrains	1 396 431	151 534	2 895	1 545 070
Autres	13 089	4 016	-	17 105
	26 637 767	2 747 389	1 025 318	28 359 838
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 558 715	517 650	797 906	5 278 459
Réseau du métro - infrastructures	775 855	99 769	12 913	862 711
Réseau du métro - tunnels	107 062	3 398	-	110 460
Voitures de métro	286 249	42 741	-	328 990
Bâtiments	1 733 675	125 028	14 515	1 844 188
Améliorations locatives	73 916	11 831	274	85 473
Véhicules	988 001	114 438	82 409	1 020 030
Ameublement et équipement de bureau	294 429	98 174	66 132	326 471
Machinerie, outillage et équipement	213 447	41 866	40 779	214 534
Autres	206	71	-	277
	10 031 555	1 054 966	1 014 928	10 071 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	16 606 212	1 692 423	10 390	18 288 245

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 1 115,7 M$ au 31 décembre 2019 (1 231,8 M$ en 2018). Aucune réduction de valeur n'a été opérée au cours de l'exercice (aucune en 2018).

13. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	54 523	92 400
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	5 169	-
Frais d'émission de titres	60 182	60 011
Autres	11 677	8 867
	131 551	161 278

14. EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	236 774	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés	606 280	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(982 306)	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 270 212)	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	11 626 006	10 718 932
	10 676 319	9 791 705

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales. Outre la ventilation de l'excédent accumulé dans différents postes définis aux paragraphes qui suivent, ces informations financières sont montrées aux annexes 3 et 4, ainsi qu'aux tableaux 1 à 11.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment à l'aménagement et à l'entretien d'unités de stationnement, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

14. EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à la différence entre le coût des immobilisations et le total des sources de financement.

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce solde net est viré par affectations à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);

- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);

- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations, sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);

- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) (affectations sur une période maximale de 10 ans);

- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

15. REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 596	5 488
Gouvernement du Québec	402 233	327 129
Communauté métropolitaine de Montréal	42 988	37 603
	450 817	370 220
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	28 874	34 378
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	163	25 502
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	275 391	526 522
Programme d'aide financière du fonds de l'insfrastructure de transport en commun	320 620	251 325
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	31 613	168 296
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	45 806	38 743
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	30 237	44 002
Autres	50 101	47 840
	782 805	1 136 608
	1 233 622	1 506 828

16. REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Placements du fonds d'amortissement	96 471	78 926
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	56 141	49 475
	152 612	128 401
Arriérés de taxes	14 521	15 963
	167 133	144 364

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2019, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2019		2018	
	Juste valeur	**Valeur comptable**	**Juste valeur**	**Valeur comptable**
Placements	2 820 754	2 739 808	2 913 333	2 880 376
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 990 942	2 886 157	2 912 118	2 862 834
Dette à long terme	14 255 749	12 980 955	13 109 158	12 342 217

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2019, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS

a) Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 069,0 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2020	2021	2022	2023	2024	2025-2050	Total
704,6 M$	424,0 M$	339,7 M$	262,8 M$	201,4M$	1 136,5M$	3 069,0 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 5 617,6 M$, dont 821,9 M$ pour l'acquisition de bus et 482,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

b) Droits contractuels

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 138,5 M$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 578,9 M$ et des services rendus de 559,6 M$ associés à la location de locaux et à des prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2020 [1]	2021	2022	2023	2024	2025-2065	Total
301,4 M$	147,3 M$	128,1 M$	58,1 M$	46,3 M$	457,3 M$	1 138,5 M$

[1] Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 114,3 M$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 97,7 M$ et de services rendus de 16,6 M$ associés à des prêts d'employés.

Les droits contractuels liés aux activités d'immobilisations se chiffrent à 1 994,7 M$ dont 811,4 M$ pour l'acquisition de bus et 392,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

19. ACTIFS ÉVENTUELS

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

20. PASSIFS ÉVENTUELS

a) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 451,8 M$ (2 074,7 M$ en 2018).

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Selon lui, le réseau de transport collectif que gèrent la STM, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) (et les entités qui lui ont succédé) et l'administration municipale serait inaccessible et violerait les droits et libertés des personnes ayant un handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective de 171 M$ intentée par la Ligue des noirs du Québec et autorisée par la Cour supérieure le 7 août 2019. Cette action collective concerne toute personne physique des communautés noires et culturelles qui aurait subi du profilage racial entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 32,0 M$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

b) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2019.

c) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

20. PASSIFS ÉVENTUELS (SUITE)

d) Garanties d'emprunts

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) (l'ARTM) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci sont indiquées au tableau 4.

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 150,0 M$. Au 31 décembre 2019, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 8,6 M$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 3,2 M$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel relié aux prêts cautionnés est de 5,4 M$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1er juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière. Il est prévu que la STM transférera à l'ARTM des voies réservées, des stationnements incitatifs et des terminus et que cette dernière cédera des stationnements incitatifs et des terminus.

COVID-19 (maladie à coronavirus 2019)

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 4 mai 2020.

Face à cette pandémie, la Ville a adopté plusieurs mesures spécifiques qui comprennent notamment l'annulation de festivals, événements sportifs et rassemblements publics sur l'ensemble du territoire montréalais jusqu'au 2 juillet ainsi que la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives, des bureaux Accès Montréal et de différents comptoirs de services. La Ville a également reporté au 2 juillet le deuxième versement des taxes foncières et suspendu l'augmentation annuelle des tarifs des parcomètres. Des mesures d'aide aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises. La Ville continue d'assurer les services municipaux essentiels, comme l'accès à l'eau potable, les services d'urgence, le transport collectif et la collecte des ordures et du recyclage.

De plus, la COVID-19 a aussi des incidences financières importantes telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers consolidés et sur la situation financière de la Ville au cours des exercices futurs.

22. INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2019, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

23. TRANSFERT D'ACTIFS, DE PASSIFS, D'OBLIGATIONS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, l'administration municipale avait débuté ou complété des démarches visant le transfert d'actifs, de passifs et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation de la Ville.

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Technoparc Montréal

En vertu d'une entente intervenue le 19 décembre 2019, Technoparc Montréal a cédé à l'administration municipale, sans compensation monétaire, l'ensemble de ses éléments d'actifs en contrepartie de la prise en charge, par l'administration municipale de son passif et de ses obligations et responsabilités. Les actifs, d'une valeur comptable nette de 18,5 M$, sont composés de propriétés destinées à la revente et d'immobilisations. Les passifs, au montant de 4,4 M$, sont principalement lié aux propriétés destinées à la revente.

Le transfert de ces actifs et passifs a été effectués à la valeur comptable nette à la date du transfert. Il n'a aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville. À compter du 1er janvier 2020, les activités associées à la gestion des actifs transférés seront exercées par l'administration municipale. Le processus de dissolution de Technoparc Montréal se poursuivra en 2020.

Exercice subséquent

Société en commandite Stationnement de Montréal

Le 31 décembre 2019, l'administration municipale a résilié l'entente qu'elle avait conclue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal, par laquelle elle lui avait confié l'exploitation du stationnement tarifé sur son territoire. Les parties ont signé un acte de cession qui fait en sorte que l'administration municipale devient propriétaire, le 1er janvier 2020, des immeubles et autres biens meubles liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession est consentie sans compensation monétaire et en considération de la prise en charge, par l'administration municipale, de certains contrats, réclamations et recours de la SCSM. Le 1er janvier 2020, la valeur comptable nette des actifs cédés est de 12,4 M$.

Agence de mobilité durable

L'Agence de mobilité durable, nouvel organisme du périmètre comptable, a été constituée le 13 février 2019 en vertu de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. À compter du 1er janvier 2020, conformément à une l'entente intervenue entre les parties, l'administration municipale lui a confié la gestion, le développement et la promotion du stationnement tarifé et lui cède certains actifs pour une considération équivalente à leur valeur comptable nette de 7,4 M$. Cette transaction, constatée à la valeur comptable nette, n'aura aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2020.

24. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

TABLEAU 1 – EXCÉDENT (DÉFICIT) CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations [1]
Revenus		
Taxes	3 529 327	3 504 898
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855
Quotes-parts	-	-
Transferts	204 804	219 457
Services rendus	422 454	414 483
Imposition de droits	246 449	367 494
Amendes et pénalités	105 916	94 430
Intérêts	77 873	89 959
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472
Autres revenus	22 540	36 791
	4 885 208	5 010 839
Charges de fonctionnement		
Administration générale	759 921	688 875
Sécurité publique	883 985	885 997
Transport	1 002 058	1 030 282
Hygiène du milieu	464 931	473 452
Santé et bien-être	135 438	129 891
Aménagement, urbanisme et développement	218 736	247 664
Loisirs et culture	576 701	593 959
Frais de financement	277 358	274 413
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472
	4 319 128	4 333 005
Excédent avant financement et affectations	566 080	677 834
Financement		
Remboursement de la dette à long terme [3]	(337 558)	(340 631)
Affectations (note 14)		
Activités d'immobilisations	(19 744)	(45 230)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)
	(238 037)	(175 577)
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	(9 515)	161 626

[1] Les revenus de transferts, ainsi que les charges de fonctionnement équivalentes présentées à la fonction hygiène du milieu, sont réduits d'un montant de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Les éliminations sont liées aux opérations entre les organismes inclus dans le périmètre comptable et aux opérations intercompétences.

[3] Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
48 300	49 385	(22 934)	(24 652)	3 554 693	**3 529 631**	3 460 181
-	-	-	-	275 845	**274 855**	264 417
2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	**425 936**	418 105
257 949	283 057	(44 792)	(51 697)	417 961	**450 817**	370 220
1 481 782	1 482 851	(96 498)	(84 432)	1 807 738	**1 812 902**	1 725 422
1 969	1 838	-	-	248 418	**369 332**	318 973
102 497	85 033	-	-	208 413	**179 463**	189 033
90 120	113 336	(37 473)	(36 162)	130 520	**167 133**	144 364
-	-	-	(8 472)	-	**-**	-
53 713	59 959	(2 000)	(12 000)	74 253	**84 750**	113 650
4 519 284	4 556 092	(2 260 521)	(2 272 112)	7 143 971	**7 294 819**	7 004 365
279 675	286 917	(282 300)	(283 396)	757 296	**692 396**	663 562
1 034 073	1 086 838	(876 616)	(876 773)	1 041 442	**1 096 062**	1 077 332
1 933 393	1 870 307	(591 697)	(594 157)	2 343 754	**2 306 432**	2 095 554
229 799	229 452	(263 427)	(261 720)	431 303	**441 184**	465 835
49 134	62 352	(20 454)	(20 092)	164 118	**172 151**	140 120
97 887	92 913	(55 636)	(58 308)	260 987	**282 269**	204 730
159 824	188 812	(132 918)	(133 032)	603 607	**649 739**	627 768
296 629	272 402	(37 473)	(36 162)	536 514	**510 653**	500 709
-	-	-	(8 472)	-	**-**	-
4 080 414	4 089 993	(2 260 521)	(2 272 112)	6 139 021	**6 150 886**	5 775 610
438 870	466 099	-	-	1 004 950	**1 143 933**	1 228 755
(250 174)	(264 665)	(5 399)	(5 399)	(593 131)	**(610 695)**	(555 367)
(20 000)	(16 444)	-	-	(39 744)	**(61 674)**	(60 258)
(86 170)	291	-	-	23 830	**159 382**	117 980
(147 618)	(161 124)	-	-	(434 661)	**(446 407)**	(496 756)
63 897	36 190	5 399	5 399	28 046	**37 434**	(30 522)
(189 891)	(141 087)	5 399	5 399	(422 529)	**(311 265)**	(469 556)
(1 195)	60 347	-	-	(10 710)	**221 973**	203 832

TABLEAU 2 – (DÉFICIT) EXCÉDENT CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Transferts	125 000	58 540
Contributions des promoteurs	1 100	9 112
Effet net des opérations de restructuration	-	5 047
Autres revenus	-	7 878
	126 100	80 577
Acquisition d'immobilisations		
Administration générale	89 200	64 082
Sécurité publique	-	1 097
Transport	668 144	526 718
Hygiène du milieu	192 100	238 448
Santé et bien-être	41 000	29 090
Aménagement, urbanisme et développement [3]	110 100	93 135
Loisirs et culture	344 900	339 597
	1 445 444	1 292 167
Déficit avant financement et affectations	(1 319 344)	(1 211 590)
Financement		
Financement à long terme des activités d'immobilisations	1 008 600	885 693
Affectations (note 14)		
Activités de fonctionnement	19 744	45 230
Excédent des activités de fonctionnement affecté	-	15 155
Réserves financières et fonds réservés [4]	291 000	63 577
	310 744	123 962
(Déficit) excédent des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	-	(201 935)

[1] Les revenus comprennent des transferts de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Les éliminations sont liées aux opérations entre les organismes inclus dans le périmètre comptable.

[3] Comprend un montant de 5,0 M$ dans les compétences de nature locale et une élimination du même montant provenant des opérations de restructuration.

[4] L'affectation de 21,2 M$ (171,4 M$ en 2018) présentée dans les compétences d'agglomération inclut un montant de 2,9 M$ (10,0 M$ en 2018) provenant des compétences de nature locale.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations [1]	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
758 737	724 265	-	-	883 737	**782 805**	1 136 608
-	17	-	-	1 100	**9 129**	7 386
-	-	-	(5 047)	-	**-**	-
34 943	6 225	-	-	34 943	**14 103**	13 734
793 680	730 507	-	(5 047)	919 780	**806 037**	1 157 728
59 000	47 272	-	-	148 200	**111 354**	103 581
40 700	49 450	-	-	40 700	**50 547**	58 918
940 103	930 636	-	-	1 608 247	**1 457 354**	1 675 434
424 700	268 998	-	-	616 800	**507 446**	513 545
-	2 061	-	-	41 000	**31 151**	78 415
10 700	2 832	-	(5 047)	120 800	**90 920**	66 851
94 700	159 020		-	439 600	**498 617**	415 153
1 569 903	1 460 269	-	(5 047)	3 015 347	**2 747 389**	2 911 897
(776 223)	(729 762)	-	-	(2 095 567)	**(1 941 352)**	(1 754 169)
601 623	465 696	-	34 267	1 610 223	**1 385 656**	1 259 974
20 000	16 444	-	-	39 744	**61 674**	60 258
-	-	-	-	-	**15 155**	10 150
154 600	21 205	-	-	445 600	**84 782**	426 443
174 600	37 649	-	-	485 344	**161 611**	496 851
-	(226 417)	-	34 267	-	**(394 085)**	2 656

TABLEAU 3 – EXCÉDENT ACCUMULÉ CONSOLIDÉ *(en milliers de dollars)*

	2019	2018
Excédent accumulé		
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	**236 774**	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	**459 777**	442 550
Réserves financières et fonds réservés	**606 280**	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	**(982 306)**	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	**(1 270 212)**	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	**11 626 006**	10 718 932
	10 676 319	9 791 705
Ventilation des différents éléments		
Excédent des activités de fonctionnement affecté		
Affectation à l'exercice suivant	**12 740**	4 800
Excédent affecté - Arrondissements	**226 117**	205 253
Excédent affecté - Projets spécifiques	**124 866**	107 136
Excédent affecté - Autres fins	**96 054**	125 361
	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
Eau	**27 541**	35 337
Voirie	**26 791**	34 538
Immobilisations	**375 450**	282
	429 782	70 157
Fonds réservés		
Immobilisations	**152 692**	143 597
Fonds de roulement	**10 570**	10 768
Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés	**6 871**	8 240
Unités de stationnement	**6 106**	6 218
Autres	**259**	317
	176 498	169 140
	606 280	239 297
Charges constatées à taxer ou à pourvoir		
Avantages sociaux futurs		
Régimes de retraite	**74 558**	99 739
Autres régimes	**(191 827)**	(199 140)
	(117 269)	(99 401)
Passif environnemental	**(35 200)**	(36 800)
Mesure transitoire relative à la TVQ	**(6 740)**	(8 940)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	**(1 111 003)**	(1 087 637)
	(1 270 212)	(1 232 778)

TABLEAU 3 – EXCÉDENT ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite) *(en milliers de dollars)*

	2019	2018
Investissement net dans les immobilisations		
Actif		
Placements - Fonds d'amortissement	**2 377 291**	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	**2 795 295**	2 756 685
Immobilisations	**18 288 245**	16 606 212
	23 460 831	21 929 640
Passif		
Dette à long terme	**(12 980 955)**	(12 342 217)
Dette n'affectant pas l'investissement net dans les immobilisations	**1 146 130**	1 131 509
	(11 834 825)	(11 210 708)
	11 626 006	10 718 932

TABLEAU 4 – ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ *(en milliers de dollars)*

	2019	2018
Dette à long terme de l'administration municipale	**9 922 209**	9 221 042
Ajouter		
Activités de fonctionnement à financer à long terme	**74 234**	112 634
Activités d'immobilisations à financer à long terme	**708 673**	251 026
Acquisition de propriétés destinées à la revente à financer à long terme	**57 147**	26 761
Déduire		
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	**1 503 923**	1 414 779
Placements du fonds d'amortissement	**1 934 406**	1 957 537
Montant à recouvrer par l'entremise de redevances	**391 127**	361 503
Endettement net à long terme de l'administration municipale	**6 932 807**	5 877 644
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	**1 521 828**	1 377 794
Endettement net à long terme	**8 454 635**	7 255 438
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Réseau de transport métropolitain	**160 121**	169 246
Autorité régionale de transport métropolitain	**20 856**	23 271
Communauté métropolitaine de Montréal	**12 640**	9 166
Endettement total net à long terme consolidé	**8 648 252**	7 457 121

L'endettement total net à long terme correspond à l'endettement dont le remboursement doit être pourvu au moyen de revenus fiscaux ou d'autres revenus autonomes futurs.

TABLEAU 5 - CONCILIATION DES BUDGETS DÉPOSÉS ET DU BUDGET CONSOLIDÉ PRÉSENTÉ À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS *(en milliers de dollars)*

					2019
	Budgets déposés				
	Administration municipale	Organismes contrôlés [1]	Ajustements [2]	Éliminations [3]	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 577 627	-	-	(22 934)	**3 554 693**
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	-	-	-	**275 845**
Quotes-parts	426 130	-	-	-	**426 130**
Transferts	320 344	814 146	212 000	(44 792)	**1 301 698**
Services rendus	316 538	1 585 772	-	(94 572)	**1 807 738**
Imposition de droits	248 418	-	-	-	**248 418**
Amendes et pénalités	208 413	-	-	-	**208 413**
Intérêts	151 678	16 315	-	(37 473)	**130 520**
Autres revenus	24 210	86 986	1 100	(2 000)	**110 296**
	5 549 203	2 503 219	213 100	(201 771)	**8 063 751**
Charges					
Administration générale	765 321	-	15 579	(8 025)	**772 875**
Sécurité publique	1 042 111	-	30 025	(669)	**1 071 467**
Transport	1 047 736	1 683 395	282 361	(101 084)	**2 912 408**
Hygiène du milieu	432 542	-	236 786	(1 239)	**668 089**
Santé et bien-être	115 107	74 550	1 667	(14 828)	**176 496**
Aménagement, urbanisme et développement	257 999	6 100	42 263	(3 056)	**303 306**
Loisirs et culture	589 601	49 418	165 172	(35 397)	**768 794**
Frais de financement	408 677	165 310	-	(37 473)	**536 514**
	4 659 094	1 978 773	773 853	(201 771)	**7 209 949**
Excédent avant financement et affectations	890 109	524 446	(560 753)	-	**853 802**
Financement					
Remboursement de la dette à long terme	(498 425)	-	498 425	-	**-**
Affectations (note 14)					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	-	(23 830)	-	**-**
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	-	434 661	-	**-**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	19 147	-	(19 147)	-	**-**
	(391 684)	-	391 684	-	**-**
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	524 446	329 356	-	**853 802**

[1] Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 297,1 M$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport 286,3 M$, santé et bien-être 10,7 M$ et aménagement, urbanisme et développement 0,1 M$.

[2] Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'immobilisations de 213,1 M$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 773,8 M$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

[3] En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

Information financière de l'administration municipale

2019

Ventilation par compétence

Gestion de l'eau

Ventilation des charges mixtes

Information financière de l'administration municipale

2019

Ventilation par compétence

TABLEAU 6 – EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations [1]
Revenus		
Taxes	3 529 327	3 504 898
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855
Quotes-parts	-	-
Transferts	191 981	206 162
Services rendus	262 314	254 509
Imposition de droits	246 449	367 494
Amendes et pénalités	105 916	94 430
Intérêts	77 323	88 902
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472
Autres revenus	22 035	32 195
	4 711 190	4 831 917
Charges de fonctionnement		
Administration générale	759 921	688 875
Sécurité publique	883 985	885 997
Transport	916 764	949 841
Hygiène du milieu	464 931	473 452
Santé et bien-être	71 599	67 250
Aménagement, urbanisme et développement	212 692	237 875
Loisirs et culture	576 701	593 959
Frais de financement	273 877	271 449
	4 160 470	4 168 698
Excédent avant financement et affectations	550 720	663 219
Financement		
Remboursement de la dette à long terme [3]	(332 427)	(332 940)
Affectations (note 14)		
Activités d'immobilisations	-	(8 899)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)
	(218 293)	(139 246)
Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	-	191 033

[1] Les revenus de transferts, ainsi que les charges de fonctionnement équivalentes présentées à la fonction hygiène du milieu, sont réduits d'un montant de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Les éliminations sont liées aux opérations intercompétences.

[3] Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
48 300	49 385	-	-	3 577 627	**3 554 283**	3 482 078
-	-	-	-	275 845	**274 855**	264 417
2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	**425 936**	418 105
128 363	152 506	-	-	320 344	**358 668**	283 068
56 150	62 053	(1 926)	(2 568)	316 538	**313 994**	313 510
1 969	1 838	-	-	248 418	**369 332**	318 973
102 497	85 033	-	-	208 413	**179 463**	189 033
74 355	83 824	-	-	151 678	**172 726**	160 802
-	-	-	-	-	**8 472**	-
2 175	2 286	-	-	24 210	**34 481**	52 145
2 896 763	2 917 558	(2 058 750)	(2 057 265)	5 549 203	**5 692 210**	5 482 131
279 675	286 917	(274 275)	(274 202)	765 321	**701 590**	673 533
1 034 073	1 086 838	(875 947)	(876 078)	1 042 111	**1 096 757**	1 077 332
621 585	564 534	(490 613)	(490 896)	1 047 736	**1 023 479**	1 016 709
229 799	229 452	(262 188)	(260 435)	432 542	**442 469**	466 652
49 134	62 352	(5 626)	(5 626)	115 107	**123 976**	94 991
97 887	92 913	(52 580)	(52 568)	257 999	**278 220**	200 721
110 421	121 102	(97 521)	(97 460)	589 601	**617 601**	597 210
134 800	129 534	-	-	408 677	**400 983**	397 165
2 557 374	2 573 642	(2 058 750)	(2 057 265)	4 659 094	**4 685 075**	4 524 313
339 389	343 916	-	-	890 109	**1 007 135**	957 818
(165 998)	(163 021)	-	-	(498 425)	**(495 961)**	(473 756)
-	(1 632)	-	-	-	**(10 531)**	(17 704)
(86 170)	18	-	-	23 830	**159 109**	117 980
(147 618)	(152 029)	-	-	(434 661)	**(437 312)**	(354 486)
60 397	32 574	-	-	19 147	**28 419**	(17 158)
(173 391)	(121 069)	-	-	(391 684)	**(260 315)**	(271 368)
-	59 826	-	-	-	**250 859**	212 694

TABLEAU 7 – DÉFICIT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE *(en milliers de dollars)*

	2019						2018
	Compétences de nature locale		Compétences d'agglomération		Total		Total
	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations [1]	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus							
Transferts	125 000	58 540	87 000	90 783	212 000	**149 323**	191 429
Contributions des promoteurs	1 100	9 112	-	17	1 100	**9 129**	7 386
Effet net des opérations de restructuration	-	5 047	-	-	-	**5 047**	-
Autres revenus	-	7 878	-	695	-	**8 573**	7 752
	126 100	80 577	87 000	91 495	213 100	**172 072**	206 567
Acquisition d'immobilisations							
Administration générale	89 200	64 082	59 000	47 272	148 200	**111 354**	103 581
Sécurité publique	-	1 097	40 700	49 450	40 700	**50 547**	58 918
Transport	660 900	519 347	72 300	37 325	733 200	**556 672**	537 582
Hygiène du milieu	192 100	238 448	424 700	268 998	616 800	**507 446**	513 545
Santé et bien-être	-	192	-	2 061	-	**2 253**	25 892
Aménagement, urbanisme et développement [2]	110 100	93 073	10 700	2 832	120 800	**95 905**	66 845
Loisirs et culture	344 900	339 597	94 700	159 000	439 600	**498 597**	415 138
	1 397 200	1 255 836	702 100	566 938	2 099 300	**1 822 774**	1 721 501
Déficit avant financement et affectations	(1 271 100)	(1 175 259)	(615 100)	(475 443)	(1 886 200)	**(1 650 702)**	(1 514 934)
Financement							
Financement à long terme des activités d'immobilisations	980 100	785 693	460 500	296 894	1 440 600	**1 082 587**	918 781
Affectations (note 14)							
Activités de fonctionnement	-	8 899	-	1 632	-	**10 531**	17 704
Excédent des activités de fonctionnement affecté	-	15 155	-	-	-	**15 155**	10 150
Réserves financières et fonds réservés [3]	291 000	63 577	154 600	21 205	445 600	**84 782**	426 443
	291 000	87 631	154 600	22 837	445 600	**110 468**	454 297
Déficit des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	**-**	(301 935)	-	(155 712)	-	**(457 647)**	(141 856)

[1] Les revenus comprennent des transferts de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Comprend un montant de 5,0 M$ dans les compétences de nature locale provenant des opérations de restructuration.

[3] L'affectation de 21,2 M$ (171,4 M$ en 2018) présentée dans les compétences d'agglomération inclut un montant de 2,9 M$ (10,0 M$ en 2018) provenant des compétences de nature locale.

TABLEAU 8 – EXCÉDENT ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ PAR COMPÉTENCE

	2019		
	de nature locale	d'agglomération	Total
Excédent accumulé			
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	283 530	(36 934)	**246 596**
Excédent des activités de fonctionnement affecté	410 797	6 711	**417 508**
Réserves financières et fonds réservés	280 018	160 513	**440 531**
Déficit des activités d'immobilisations	(452 725)	(255 948)	**(708 673)**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 207 450)	(5 035)	**(1 212 485)**
Investissement net dans les immobilisations			**6 544 206**
			5 727 683
Ventilation des différents éléments			
Excédent des activités de fonctionnement affecté			
Affectation à l'exercice suivant	12 740	-	**12 740**
Excédent affecté - Arrondissements	226 117	-	**226 117**
Excédent affecté - Projets spécifiques	118 155	6 711	**124 866**
Excédent affecté - Autres fins	53 785	-	**53 785**
	410 797	6 711	**417 508**
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
Eau	10 090	17 451	**27 541**
Voirie	22 922	3 869	**26 791**
Immobilisations	236 963	138 487	**375 450**
	269 975	159 807	**429 782**
Fonds réservés			
Fonds de roulement	3 570	-	**3 570**
Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés	108	706	**814**
Unités de stationnement	6 106	-	**6 106**
Autres	259	-	**259**
	10 043	706	**10 749**
	280 018	160 513	**440 531**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir			
Avantages sociaux futurs			
Régimes de retraite	(31 142)	111 817	**80 675**
Autres régimes	(91 201)	(7 720)	**(98 921)**
	(122 343)	104 097	**(18 246)**
Passif environnemental	(35 200)	-	**(35 200)**
Mesure transitoire relative à la TVQ	(3 000)	(3 740)	**(6 740)**
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(1 046 907)	(105 392)	**(1 152 299)**
	(1 207 450)	(5 035)	**(1 212 485)**

(en milliers de dollars)

	2018		
	de nature locale	d'agglomération	Total
Excédent accumulé			
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	312 582	(96 760)	215 822
Excédent des activités de fonctionnement affecté	370 318	6 729	377 047
Réserves financières et fonds réservés	55 846	26 797	82 643
Déficit des activités d'immobilisations	(150 790)	(100 236)	(251 026)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 211 605)	27 539	(1 184 066)
Investissement net dans les immobilisations			6 054 329
			5 294 749
Ventilation des différents éléments			
Excédent des activités de fonctionnement affecté			
Affectation à l'exercice suivant	4 800	-	4 800
Excédent affecté - Arrondissements	205 253	-	205 253
Excédent affecté - Projets spécifiques	100 407	6 729	107 136
Excédent affecté - Autres fins	59 858	-	59 858
	370 318	6 729	377 047
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
Eau	13 751	21 586	35 337
Voirie	30 245	4 293	34 538
Immobilisations	70	212	282
	44 066	26 091	70 157
Fonds réservés			
Fonds de roulement	3 768	-	3 768
Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés	1 477	706	2 183
Unités de stationnement	6 218	-	6 218
Autres	317	-	317
	11 780	706	12 486
	55 846	26 797	82 643
Charges constatées à taxer ou à pourvoir			
Avantages sociaux futurs			
Régimes de retraite	(36 443)	142 299	105 856
Autres régimes	(96 320)	(9 914)	(106 234)
	(132 763)	132 385	(378)
Passif environnemental	(36 800)	-	(36 800)
Mesure transitoire relative à la TVQ	(4 000)	(4 940)	(8 940)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(1 038 042)	(99 906)	(1 137 948)
	(1 211 605)	27 539	(1 184 066)

TABLEAU 9 – CHARGES PAR OBJET NON CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations
Rémunération		
Élus	10 536	11 198
Employés	851 232	878 290
Charges sociales		
Élus	4 276	4 781
Employés	288 638	256 795
Transport et communication	31 142	29 810
Services professionnels, techniques et autres		
Honoraires professionnels	46 113	48 213
Achats de services techniques	251 287	265 165
Autres	3 681	3 518
Location, entretien et réparation		
Location	81 564	74 212
Entretien et réparation	73 458	66 796
Biens durables		
Travaux de construction	31 857	49 537
Autres biens durables	1 592	(187)
Biens non durables		
Fourniture de services publics	45 843	44 769
Autres biens non durables	114 966	116 254
Frais de financement		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :		
La municipalité	236 082	230 705
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14 737	17 142
Autres tiers	21 748	20 858
Autres frais de financement	1 310	2 744
Contributions à des organismes		
Organismes municipaux		
Quotes-parts - Agglomération de Montréal	2 056 824	2 054 697
Quotes-parts - Communauté métropolitaine de Montréal	28 309	28 016
Quotes-parts - Autorité régionale de transport métropolitain	-	-
Autres	10 086	13 680
Organismes gouvernementaux	-	-
Autres organismes	124 760	166 534
Autres objets		
Créances douteuses ou irrécouvrables	9 015	862
Autres	(178 586)	(215 691)
	4 160 470	4 168 698

[1] Les éliminations sont liées aux opérations intercompétences.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [1]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
-	-	-	-	10 536	**11 198**	9 845
912 149	945 393	-	-	1 763 381	**1 823 683**	1 774 830
-	-	-	-	4 276	**4 781**	4 907
228 466	250 601	-	-	517 104	**507 396**	575 752
7 717	7 603	-	-	38 859	**37 413**	34 933
17 293	18 477	-	-	63 406	**66 690**	57 822
94 688	93 371	(512)	(1 235)	345 463	**357 301**	332 248
1 073	1 362	-	-	4 754	**4 880**	4 830
24 032	22 708	(464)	(463)	105 132	**96 457**	92 756
29 614	27 673	(897)	(845)	102 175	**93 624**	78 386
10 775	8 725	-	-	42 632	**58 262**	24 134
553	6 597	(53)	(25)	2 092	**6 385**	7 929
39 897	38 818	-	-	85 740	**83 587**	84 125
51 349	55 961	-	-	166 315	**172 215**	154 837
81 070	74 787	-	-	317 152	**305 492**	304 529
16 152	17 557	-	-	30 889	**34 699**	44 913
37 473	36 190	-	-	59 221	**57 048**	46 679
105	1 000	-	-	1 415	**3 744**	1 044
-	-	(2 056 824)	(2 054 697)	-	**-**	-
11 633	11 489	-	-	39 942	**39 505**	39 328
599 200	541 829	-	-	599 200	**541 829**	551 450
38 466	38 310	-	-	48 552	**51 990**	49 176
16 407	16 441	-	-	16 407	**16 441**	15 492
96 869	127 041	-	-	221 629	**293 575**	194 012
14 080	11 489	-	-	23 095	**12 351**	23 464
228 313	220 220	-	-	49 727	**4 529**	16 892
2 557 374	2 573 642	(2 058 750)	(2 057 265)	4 659 094	**4 685 075**	4 524 313

Information financière de l'administration municipale

2019

Gestion de l'eau

TABLEAU 10 – (DÉFICIT) EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES LIÉ À LA GESTION DE L'EAU PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations
Revenus		
Quotes-parts - service de l'eau	-	-
Quotes-parts - alimentation en eau potable	-	-
Quotes-parts - financement des investissements TECQ	-	-
Quotes-parts - financement des investissements FCCQ	-	-
Quotes-parts - tarifaire	-	-
Tarification des eaux usées et vente d'eau potable à Charlemagne	-	-
Taxe relative à l'eau	374 524	371 865
Tarification forfaitaire et au compteur	24 513	25 468
Revenus pour activités déléguées d'agglomération	316	317
Autres tarifications	1 006	892
Services rendus	225	210
	400 584	398 752
Charges		
Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération	196 915	194 787
Fonctionnement	113 482	117 252
	310 397	312 039
Excédent avant financement et affectations	90 187	86 713
Financement		
Remboursement de la dette à long terme [1]	(32 092)	(41 207)
Affectations (note 14)		
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(384)	(517)
Réserve financière de l'eau	(57 711)	(55 231)
	(58 095)	(55 748)
(Déficit) excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	-	(10 242)

[1] Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers. Aux fins de ce tableau, le remboursement inclut les frais de financement.

[2] Les opérations intercompétences sont éliminées.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
137 142	137 142	(113 663)	(113 662)	23 479	**23 480**	22 644
91 769	89 414	(79 655)	(77 681)	12 114	**11 733**	11 906
4 198	4 198	-	-	4 198	**4 198**	3 919
3 205	3 205	(326)	(326)	2 879	**2 879**	2 279
3 294	3 328	(3 271)	(3 118)	23	**210**	286
4 271	3 968	-	-	4 271	**3 968**	4 346
-	-	-	-	374 524	**371 865**	336 952
-	-	-	-	24 513	**25 468**	25 866
-	-	(316)	(317)	-	**-**	-
304	443	-	(17)	1 310	**1 318**	1 943
1 167	1 603	-	-	1 392	**1 813**	845
245 350	243 301	(197 231)	(195 121)	448 703	**446 932**	410 986
-	-	(196 915)	(194 787)	-	**-**	-
176 871	175 698	(316)	(334)	290 037	**292 616**	284 844
176 871	175 698	(197 231)	(195 121)	290 037	**292 616**	284 844
68 479	67 603	-	-	158 666	**154 316**	126 142
(57 561)	(53 869)	-	-	(89 653)	**(95 076)**	(75 251)
-	-	-	-	(384)	**(517)**	(512)
(10 918)	(13 734)	-	-	(68 629)	**(68 965)**	(45 486)
(10 918)	(13 734)	-	-	(69 013)	**(69 482)**	(45 998)
-	-	-	-	-	**(10 242)**	4 893

TABLEAU 11 – (DÉFICIT) EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES LIÉ À LA GESTION DE L'EAU PAR COMPÉTENCE

(en milliers de dollars)

	2019						2018
	Compétences de nature locale		Compétences d'agglomération		Total		
	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus							
Transferts	101 326	33 929	38 763	32 684	140 089	**66 613**	113 999
Autres revenus	-	-	-	-	-	**-**	649
	101 326	33 929	38 763	32 684	140 089	**66 613**	114 648
Acquisition d'immobilisations							
Production de l'eau potable	-	-	163 076	115 306	163 076	**115 306**	148 870
Épuration des eaux usées	-	-	129 675	87 704	129 675	**87 704**	103 487
Réseau secondaire d'acqueduc et d'égout	182 651	220 074	6 534	11 836	189 185	**231 910**	226 205
Immeubles	-	15 951	3 713	7 657	3 713	**23 608**	14 611
	182 651	236 025	302 998	222 503	485 649	**458 528**	493 173
Déficit avant financement et affectations	(81 325)	(202 096)	(264 235)	(189 819)	(345 560)	**(391 915)**	(378 525)
Financement							
Financement à long terme des activités d'immobilisations	81 325	187 389	246 340	77 094	327 665	**264 483**	29 673
Affectations (note 14)							
Réserve financière de l'eau [1]	-	62 997	17 895	21 205	17 895	**84 202**	69 576
	-	62 997	17 895	21 205	17 895	**84 202**	69 576
(Déficit) excédent des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	-	48 290	-	(91 520)	-	**(43 230)**	(279 276)

[1] L'affectation de 21,2 M$ (30,9 M$ en 2018) présentée dans les compétences d'agglomération inclut un montant de 2,9 M$ (10,0 M$ en 2018) provenant des compétences de nature locale.

Information financière de l'administration municipale

2019

Ventilation des charges mixtes

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été établi par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la note 3 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de Montréal de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau
La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal, Québec

Le 14 avril 2020

TABLEAU DE LA VENTILATION DES CHARGES MIXTES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Charges		
Administration générale	150 571	135 841
Transport	55 390	58 527
Hygiène du milieu	18 913	18 322
Santé et bien-être	985	1 055
Aménagement, urbanisme et développement	8 170	8 222
Loisirs et culture	21 689	22 187
Total des charges	255 718	244 154

[1] Les opérations intercompétences sont éliminées.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [1]		Total		
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
159 432	167 972	(149)	(147)	309 854	**303 666**	292 214
1 634	1 843	-	(4)	57 024	**60 366**	63 023
7 430	7 680	(1)	(1)	26 342	**26 001**	27 984
2 572	2 253	-	-	3 557	**3 308**	3 121
4 978	5 458	-	-	13 148	**13 680**	12 720
7 391	7 143	-	(3)	29 080	**29 327**	29 570
183 437	192 349	(150)	(155)	439 005	**436 348**	428 632

Administration municipale – Ventilation des charges mixtes – Notes complémentaires
31 décembre 2019

1. CHARGES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les charges engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des charges mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une charge mixte constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

2. VENTILATION DES CHARGES MIXTES

Les charges mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une charge mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une charge mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des charges d'administration à appliquer aux charges d'agglomération, à l'exclusion des charges du service de la dette, des charges de contribution, des charges contingentes et des charges mixtes d'administration générale. Le taux des charges d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2019 est de 9,88 %.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les charges présentées dans le tableau de la ventilation des charges mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les charges mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

Information financière non auditée relative aux changements climatiques

2019

La présente section « non auditée » est insérée dans le Rapport financier annuel de la Ville de Montréal afin de sensibiliser et de fournir, à l'ensemble des parties prenantes, l'information financière relative aux changements climatiques. Dans cette optique, la Ville de Montréal a décidé de présenter l'information financière relative aux changements climatiques telle qu'elle est promue par le cadre de référence du « Groupe de travail sur les informations financières relatives aux changements climatiques (GIFCC) » établi par le Conseil de stabilité financière en 2015. Les principaux objectifs de cette divulgation sont les suivants :

- Proposer une démarche systématique et uniformisée pour cerner les risques, les occasions et les incidences financières de la Ville.
- Favoriser une allocation efficace des capitaux en vue d'une transition vers une économie à faible émission de carbone.
- Fournir les renseignements dans la communication de l'information financière pour permettre une appréciation qualitative et quantitative adéquate des risques et des occasions liés aux changements climatiques.
- Rendre les marchés plus transparents pour les citoyens, les investisseurs, les assureurs et les autres parties prenantes.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET ENGAGEMENTS

La Ville de Montréal, au même titre que les autres villes du monde, subit les effets des changements climatiques. Depuis les dernières années, ces changements ont engendré des conséquences importantes sur les activités opérationnelles ainsi que sur les coûts financiers et sociaux pour la Ville et sa communauté. Dans les années passées, la Ville a dû faire face notamment à plusieurs impacts de ces changements, tels que la tempête de verglas de 1998, les chaleurs extrêmes de 2010 et de 2018, les pluies diluviennes, ainsi que les fortes rafales connues lors de la tempête de l'Halloween à l'automne 2019. Finalement, un autre événement météorologique inhabituel, auquel la Ville de Montréal a été confrontée en 2017 et 2019 sont les crues printanières qui ont entrainé des inondations à divers endroits sur le territoire.

Figure 1 : Projections climatiques relatives aux aléas identifiés par la Ville de Montréal dans un scénario d'Ouranos avec RCP 8.5



Source : Ouranos, Portraits climatiques, www.ouranos.ca, consulté le 27 février 2020.

Si la tendance se maintient, les projections climatiques d'Ouranos font état d'une augmentation des températures moyennes estivales annuelles, du nombre de jours de vagues de chaleur et de la fréquence de pluies abondantes. Ainsi, la figure 1 présentée précédemment illustre les projections climatiques en se référant au scénario statu quo ou le scénario RCP 8.5 (*Representative Concentration Pathway*). Ce scénario tient compte d'une augmentation constante des concentrations de CO_2 causant ainsi une plus forte augmentation des températures de la surface de la Terre vers 2100. Aujourd'hui, les villes canadiennes doivent faire face aux changements climatiques et cette réalité force les décideurs à évaluer davantage les conséquences, les vulnérabilités, les risques et les occasions climatiques potentiels afin d'éviter le coût élevé de ses effets.

Par ailleurs, selon le rapport publié par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) [1], pour chaque dollar investi dans des mesures d'atténuation, six dollars sont économisés en dommages futurs. Ce rapport mentionne également que les coûts des infrastructures municipales au Canada, tels que les bâtiments, les digues et les routes nécessitent un plus grand investissement en matière d'adaptation, soit respectivement 2,01 %, 1,18 % et 0,47 % du PIB national.

L'engagement de la Ville de Montréal dans les mesures de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux impacts émergents et prévus des changements climatiques remonte à plusieurs années. En fait, cet engagement de la Ville a commencé en 2005 lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP-11) tenue à Montréal. La Ville s'était alors engagée à réduire les émissions de GES pour la collectivité montréalaise de 30 % d'ici 2020, par rapport à l'année de référence 1990. À cet effet, la Ville a adopté et publié en 2005 son premier Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise 2005-2010. Par la suite, d'autres plans ont suivi, tels que le Plan de réduction des émissions de GES corporatives 2007-2012, publié en 2007, et le premier Plan d'adaptation aux changements climatiques 2015-2020, publié en 2015. Montréal, qui est membre du Réseau C40 Cities Climate Leadership Group[2], a signé, lors du Sommet mondial 2018 en action climatique, la *One Planet Charter*, réaffirmant sa détermination à occuper ce rôle et à poursuivre son engagement en matière de lutte contre les changements climatiques.

De plus, en septembre 2019, la mairesse madame Valérie Plante a réitéré cet engagement auprès du Sommet des Nations Unies en invitant les villes ainsi que les gouvernements à agir rapidement contre les changements climatiques en investissant davantage dans l'adaptation et dans la réduction des émissions de carbone pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Elle a aussi appuyé, avec plus de 300 municipalités du Québec, la « Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique (DUC) » couvrant ainsi 70 % de l'ensemble de la population québécoise. Cette année en février 2020, la Ville de Montréal a affirmé dans un communiqué de presse son engagement et adhésion au cadre de référence du (GIFCC).

CADRE DE RÉFÉRENCE DU GIFCC

En octobre 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié un rapport sur les impacts majeurs du réchauffement planétaire appuyé par un scénario où les températures augmenteraient au-delà de 1,5 °C. Selon ce rapport, si le rythme actuel de GES se poursuit, le seuil de réchauffement global de +1,5 °C sera atteint entre 2030 et 2050. Avec l'Accord de Paris de 2015, des actions globales pour lutter contre les changements climatiques ont été entreprises pour réaliser la transition vers une économie durable à faible intensité de carbone et pour renforcer ainsi la capacité des villes à faire face aux conséquences des changements climatiques. Aujourd'hui, bien que ces actions soient prometteuses, elles demeurent toutefois insuffisantes. D'où l'importance de continuer à investir dans les efforts pour mieux s'adapter face aux changements climatiques. Ainsi, la Ville de Montréal, comme toutes autres municipalités au Canada et dans le monde, joue un rôle de première ligne auprès de ses citoyens face aux impacts des changements climatiques. Avec les initiatives mondiales pour soutenir les actions immédiates face aux risques et aux impacts liés à ces changements, les villes adoptent de plus en plus des stratégies et des actions novatrices dans l'élaboration des politiques, des modèles de gestion et de planification ainsi que dans l'implémentation des mesures d'atténuation et d'adaptation.

L'une de ces initiatives soutenues par la Ville de Montréal est l'adhésion au GIFCC. En juin 2017, au Sommet du G20, le GIFCC a publié un cadre de référence comprenant des recommandations afin d'inclure les risques et les occasions climatiques dans les opérations courantes d'une organisation, permettant ainsi une transparence au niveau de la divulgation financière liée aux changements climatiques. Bien que cette divulgation financière liée au climat soit volontaire, la Ville de Montréal et les villes de Toronto et de Vancouver ont décidé de s'aligner vers ces recommandations et de travailler ensemble pour harmoniser la présentation de l'information financière liée aux changements climatiques afin qu'elle soit cohérente, comparable, fiable, claire, efficace et utile lors de la prise de décision pour les prêteurs, les assureurs, les citoyens et les investisseurs.

RECOMMANDATIONS DU GIFCC

Tel qu'il est mentionné précédemment, le GIFCC a élaboré les lignes directrices pour permettre à toutes les organisations d'évaluer ses recommandations afin de pouvoir divulguer les informations financières liées aux changements climatiques. Cette divulgation comprend quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC qui sont essentiels au fonctionnement d'une organisation, tels que la gouvernance, les stratégies, la gestion de risque et les mesures et objectifs. Ainsi, en partant des recommandations du GIFCC, la Ville a inclus dans l'actuel rapport financier annuel la section non auditée traitant de l'information financière relative aux changements climatiques. Ces informations liées aux changements climatiques se trouvent également

[1] Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Bureau d'assurance du Canada (BAC), 2020. Investir dans l'avenir du Canada : Le coût de l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle locale.
[2] Un réseau de mégapoles qui s'engagent à intervenir sur les changements climatiques. www.C40.org.

dans divers documents de la Ville notamment dans le Budget 2020 et dans les fiches-projets du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

Les informations financières et non financières présentées dans ce rapport sont alignées sur une divulgation partielle des recommandations du GIFCC et évolueront avec la science climatique ainsi qu'avec l'expertise climatique au sein de la Ville.

Tableau 1 : Recommandations du GIFCC sur la divulgation financière relative aux changements climatiques de la Ville de Montréal

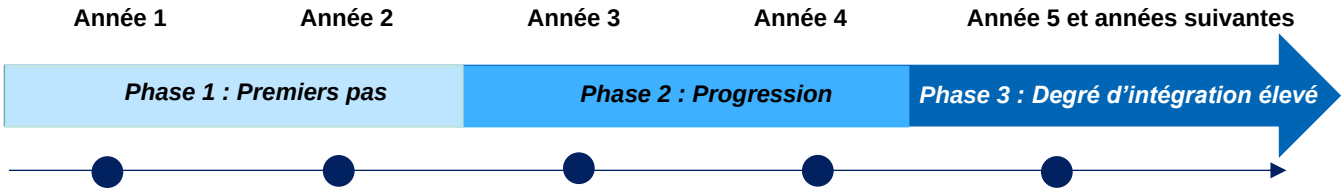
GOUVERNANCE	Décrire la surveillance exercée par la mairesse et les conseillers à l'égard des risques et des occasions relatifs aux changements climatiques.
	Décrire le rôle des dirigeants dans l'appréciation et la gestion des risques et des occasions relatifs aux changements climatiques.
STRATÉGIE	Décrire ce qui constitue selon la Ville les risques et occasions à court, moyen et long terme relativement aux changements climatiques.
	Décrire l'incidence des risques et occasions relatifs aux changements climatiques sur la stratégie et la planification financière de la Ville.
	Décrire la stratégie de résilience de la Ville compte tenu de différents scénarios de changements climatiques, dont un scénario de hausse des températures d'un maximum de 2 °C.
GESTION DES RISQUES	Décrire la procédure suivie par la Ville pour la détermination et l'appréciation des risques relatifs aux changements climatiques.
	Décrire la procédure suivie par la Ville pour la gestion des risques relatifs aux changements climatiques.
	Décrire la façon dont les procédures suivies pour la détermination, l'appréciation et la gestion des risques relatifs aux changements climatiques sont intégrées dans la stratégie globale de gestion des risques de la Ville.
MESURES ET OBJECTIFS	Communiquer les mesures utilisées par la Ville pour apprécier les risques et les occasions relatifs aux changements climatiques conformément à sa stratégie et à sa procédure de gestion des risques.
	Communiquer les émissions de GES des champs d'application 1, 2 et, s'il y a lieu, 3 ainsi que les risques associés.
	Décrire les mesures utilisées par la Ville pour évaluer la gestion des risques et des occasions relatifs aux changements climatiques au regard des objectifs.

En octobre 2019, CPA Canada a publié le rapport « Améliorer l'information relative aux changements climatiques fournie par les villes : Guide sur l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) ». Ce guide s'inspire des conseils d'un groupe de travail organisé par CPA Canada auquel plusieurs organismes ont participé, notamment les villes de Vancouver, Toronto et Montréal. Les ressources et les informations issues de ce guide peuvent être appliquées de façon plus large à l'ensemble des municipalités canadiennes ainsi qu'à d'autres villes dans le monde.

Une des cinq ressources contenues dans ce guide est le cadre d'évaluation de la maturité du GIFCC à l'intention des villes. Cette ressource permet aux villes d'effectuer une autoévaluation sur le progrès qu'elles ont accomplis dans la mise en œuvre des recommandations du GIFCC. Autrement dit, chacun des quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC est évalué en fonction des trois phases de la feuille de route présentée à la figure 2, qui suit. Cet exercice aidera les villes à évaluer leur état d'avancement et à déterminer les étapes à franchir afin de passer à la phase suivante.

En se référant à cette feuille de route, la Ville de Montréal a effectué une autoévaluation en utilisant une approche qualitative consentie avec les villes de Vancouver et de Toronto afin de promouvoir la transparence et la comparaison dans leurs déclarations financières.

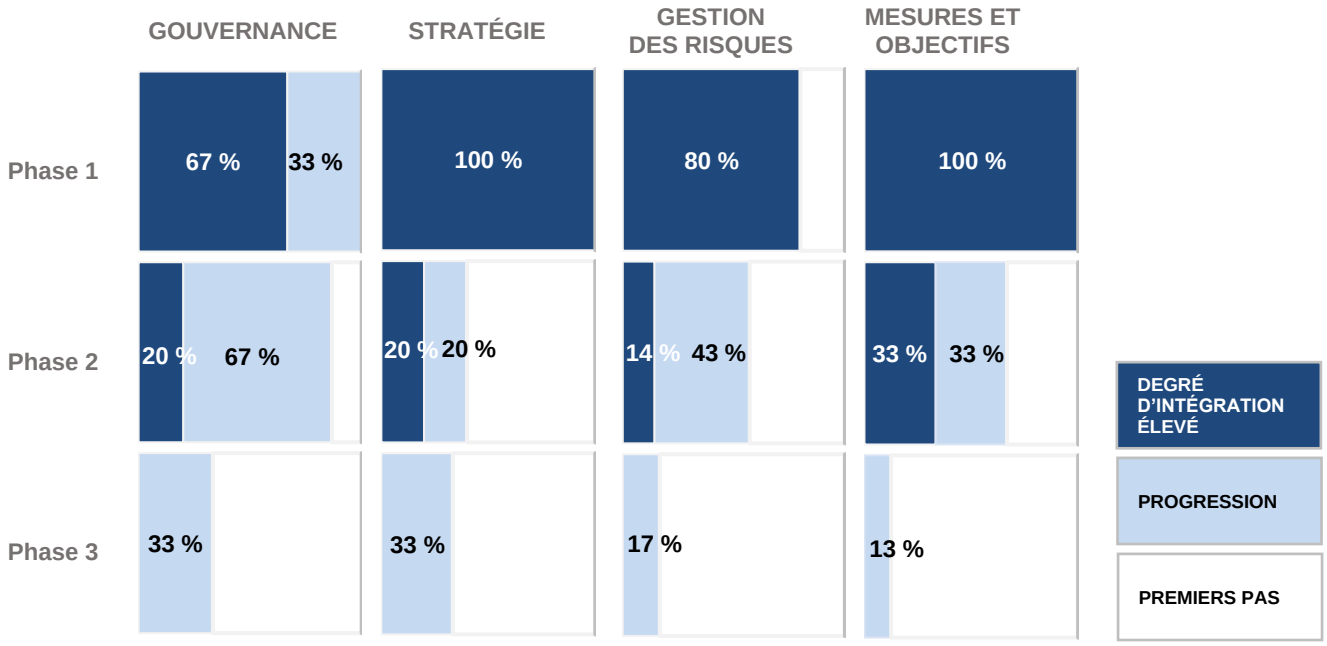
Figure 2 : Feuille de route pour progresser dans l'alignement sur les recommandations du GIFCC



La figure 3, ci-dessous, illustre à ce jour, l'état d'avancement de la Ville dans la mise en œuvre des recommandations du GIFCC. Actuellement, la Ville a dans l'ensemble rencontré la majeure partie de l'alignement selon les recommandations du GIFCC de la phase 1. Cependant, des progrès restent à réaliser pour compléter la phase 2 et pour finalement entreprendre la phase 3.

Figure 3 : Cadre d'évaluation de la maturité du GIFCC pour la Ville de Montréal selon les quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC

Pourcentage d'alignement de la Ville à ce jour par rapport aux recommandations du GIFCC



GOUVERNANCE ET STRATÉGIES

En 2018, la Ville a créé le « Bureau de la transition écologique et de la résilience » (BTER). Ce Bureau est le résultat du regroupement de trois équipes, soit le Bureau de la résilience, le Bureau du développement durable ainsi que l'équipe des changements climatiques et projets spéciaux provenant du Service de l'environnement de la Ville. Aujourd'hui, le BTER est sous la supervision de la Direction générale adjointe à la qualité de vie et se rapporte directement à un membre du comité exécutif. Ce bureau travaille principalement sur le développement durable à Montréal et sur la capacité de la Ville à surmonter les changements environnementaux afin de devenir un leader dans la lutte contre les changements climatiques. Parmi ses objectifs établis en 2019, notons :

- La poursuite de la réalisation de Montréal durable 2016-2020 et de la reddition de comptes.
- La poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de résilience et du plan d'action.
- L'amorce de la réflexion et l'élaboration d'un prochain plan en tenant compte des engagements actuels (transition écologique, carboneutre, équité, résilience écologique, etc.).

De concertation avec l'ensemble des arrondissements, des services centraux et d'autres partenaires, le BTER travaille à élaborer le Plan Climat 2020-2030-2050 dont le lancement est prévu en 2020. Ce plan regroupera des mesures concrètes à réaliser pour l'adaptation face aux changements climatiques ainsi que pour la réduction des émissions de GES de 55 % d'ici 2030 afin d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050, par rapport à l'année de référence de 1990. De plus, avec ce nouveau plan

climat, le BTER prévoit accompagner les services centraux et les arrondissements dans cette transition écologique afin d'intégrer les risques climatiques dans les processus et les pratiques d'affaires de la Ville.

Au cours de la même année, le comité directeur des planifications climatiques de l'agglomération de Montréal a été formé pour assurer le suivi et la mise en œuvre des différents engagements de l'agglomération en matière de lutte contre les changements climatiques.

En 2019, la Ville a créé un nouveau comité consultatif sur le climat composé de 20 membres internes et externes à la Ville avec un mandat de fournir des avis sur la lutte contre les changements climatiques, notamment, sur la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques. En plus de ce comité, la Ville a conclu une entente de collaboration avec plusieurs partenaires externes, dont notamment les fondations David Suzuki et Familiale Trottier et la Direction régionale de la santé publique, afin de mettre en commun nos ressources pour faire de Montréal un véritable leader municipal dans la lutte contre les changements climatiques. De plus, Montréal est membre affilié d'Ouranos depuis 2017, ce qui lui permet ainsi d'accéder à des outils et connaissances innovantes sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, ainsi qu'au vaste réseau d'experts d'Ouranos.

PLANIFICATION FINANCIÈRE LIÉE AU CLIMAT

En 2019, dans le cadre de la confection du Programme triennal des immobilisations de la Ville (PTI 2020-2022), une section appelée « Impact environnemental » traitant entre autres, de la réduction des émissions de GES ainsi que de l'adaptation, a été ajoutée dans chaque fiche-projet du PTI. Cette initiative avait pour but d'identifier et de suivre les projets en lien avec les actions et les orientations stratégiques de la Ville relatives aux changements climatiques.

De plus, le Bureau des projets et programmes d'immobilisations de la Ville, responsable de l'approbation des projets d'envergure à la Ville, a développé une section spécifique dans son guide relatif aux risques climatiques. Les unités d'affaires sont invitées de la compléter lors de la présentation de nouveaux projets d'immobilisations. Conséquemment, lors des rencontres mensuelles de suivis des projets, le risque climatique est intégré à l'agenda de travail.

STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION LIÉS AU CLIMAT

Les actions climatiques de la Ville de Montréal sont orientées en fonction de deux grandes catégories.

- L'atténuation du changement climatique est liée à la réduction des émissions de GES. Ces actions suivent les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) afin d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de GES mondiales de 45 % d'ici 2030 afin de limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5 ^{o}C ainsi que les conséquences imprévisibles des changements climatiques.

- L'adaptation aux changements climatiques est liée à l'état de préparation et de proactivité de la Ville ainsi que de la communauté montréalaise à réduire les conséquences, les vulnérabilités et les impacts potentiels réels ou prévus de ces changements.

Le tableau 2 résume les stratégies et les plans de mise en œuvre approuvés par les instances municipales de la Ville. La mise en œuvre des mesures d'adaptation relève de chacune des unités administratives de l'agglomération, soit les arrondissements, les villes liées et les services centraux. La stratégie de résilience, les plans de réduction de GES et d'adaptation aux changements climatiques ainsi que les progrès de leur mise en œuvre sont réalisés par le BTER chaque année ou selon l'intervalle de temps défini.

Le tableau 2 : Résumé des stratégies liées au climat de la Ville de Montréal

STRATÉGIES
En 2015, publication du premier **Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020**. Ce plan présente une analyse cartographique des vulnérabilités face aux six aléas climatiques identifiés pour le territoire montréalais. Ce document énonce les constats en lien avec les défis d'adaptation auxquels est confrontée l'agglomération de Montréal ainsi que les actions à consolider ou à développer concernant les engagements pris par les différentes unités administratives. En 2019, un état d'avancement de ce plan a été publié, soit le Suivi du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020. En 2013, le **Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020** et le **Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020** ont été publiés. Le suivi sur l'état d'avancement de ces plans a été publié en 2018. De plus, la publication des inventaires des émissions de GES de la collectivité montréalaise est réalisée annuellement et celle des corporatives à tous les cinq ans. En 2016, le plan **Montréal durable 2016-2020** est le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise et il propose 20 actions à réaliser pour faire de Montréal une métropole durable. En 2018, le rapport sur la **Stratégie montréalaise pour une ville résiliente** a été publié. En décembre 2014, la Ville de Montréal a été la première ville au Canada à adhérer au programme **100 Resilient Cities**. Aujourd'hui, ce programme continue d'exister sous le nom de **Global Resilient Cities Network.** Cette stratégie permet à la Ville d'améliorer sa capacité d'anticipation, de prévention et d'adaptation pour mieux faire face aux chocs et au stress pouvant affecter la population, les institutions, les entreprises et les systèmes. Parmi les enjeux identifiés dans cette stratégie, ils sont d'ordre climatiques, sociaux, sanitaires, technologiques et économiques. Finalement, cette stratégie comporte 30 mesures et est chapeautée par les différents services de la Ville et des partenaires externes. Un rapport de mi-mandat est en préparation.

RISQUE CLIMATIQUE

ÉVALUATION DES RISQUES CLIMATIQUES

Le plan initial d'adaptation aux changements climatiques de la Ville a identifié six aléas climatiques, dont les impacts sur le territoire et la population de l'agglomération de Montréal sont et/ou seront susceptibles d'être affectés par les changements climatiques : augmentation des températures moyennes, pluies abondantes, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, sécheresses et crues. Afin de développer la capacité d'adaptation de l'agglomération à ces aléas, la Ville de Montréal a opté pour une analyse cartographique des vulnérabilités de l'agglomération montréalaise plutôt que d'évaluer le risque associé à chacun d'eux en tenant compte de leurs probabilités d'occurrence respectives. Cette analyse est fondée sur les impacts potentiels des aléas tout en tenant compte des sensibilités physiques, territoriales, environnementales et sociales. Les impacts, quant à eux, ont été identifiés lors de la revue des événements climatiques extrêmes s'étant produits au cours des 30 dernières années et sont classés sous quatre catégories : impacts sur le bâti, impacts environnementaux, impacts socio-économiques et impacts sur les opérations municipales.

Les informations sur les impacts pour chacun de ces aléas se retrouvent dans le rapport « Plan d'adaptation aux changements de l'Agglomération de Montréal 2015-2020 : Les constats, édition 2017 ». Ainsi, le tableau 3 présente un exemple des impacts causés par les pluies abondantes sur l'agglomération de Montréal.

Tableau 3 : Exemple d'impacts potentiels des pluies abondantes sur l'agglomération de Montréal

Environnement bâti	Socio-économiques	Environnement naturel	Opérationnels
Infrastructures publiques	**Santé**	**Végétaux**	**Infrastructure**
▪ Dommages au réseau routier et structures connexes ▪ Dommages au réseau de commodités souterraines ▪ Dommages suite à un incident lié au transport de matières dangereuses ▪ Sollicitation accrue des infrastructures au-delà de leur capacité (conduites, stations de pompage, etc.) ▪ Détérioration accrue des conduites d'égout en briques	▪ Problèmes de santé causés par l'accroissement de la présence de moisissures ▪ Épidémies de maladies gastro-intestinales d'origine hydrique par refoulement d'égouts et inondations ▪ Maladies causées par contamination des eaux de baignade ▪ Maladies à transmission vectorielle ▪ Détresses psychologiques	▪ Diminution de certaines populations d'insectes	▪ Retard dans certains chantiers de construction
Infrastructures résidentielles - ICI[3]	**Dépenses pour les particuliers**	**Insectes**	**Augmentation des coûts**
▪ Endommagement des maisons ou immeubles (glissement de terrain, inondations, refoulement d'égouts et infiltrations d'eau)	▪ Réduction possible des couvertures d'assurance ▪ Coûts reliés à la destruction de biens (bâtiments endommagés)	▪ Création de mares d'eau temporaires pouvant favoriser la croissance des larves de moustiques vecteurs de maladies telles que le virus du Nil occidental (VNO) ▪ Production d'eau potable : conséquence de l'augmentation des surverses d'égouts en amont des prises d'eau	▪ Traitement d'eaux usées : volume d'eau collecté plus important et débits de pointe plus fréquents (augmentation du dosage de produits chimiques, sollicitation accrue des équipements)
	Désagréments et accidents	**Plans d'eau**	**Santé et sécurité**
	▪ Inconvénients reliés à la mobilité routière (accidents routiers, circulation ralentie ou bloquée) ▪ Désagréments liés à l'interruption des services de commodités souterraines autres que l'électricité	▪ Pollution des cours d'eau ✓Lessivage des nutriments et polluants ✓Surverses d'égout ▪ Érosion des berges et instabilité des pentes	▪ Risque accru sur les chantiers causé par l'instabilité des pentes

[3] Industries, commerces et institutions.

Le premier Plan d'adaptation aux changements climatiques 2015-2020 incluait 24 mesures phares et 1 733 engagements entrepris par les arrondissements, les villes reconstituées et les services centraux. Afin d'assurer un suivi optimal, la Ville a regroupé ces mesures en cinq catégories dans le « Suivi du plan d'adaptation aux changements climatiques 2015-2020 » :

- Adapter l'offre de services et les pratiques opérationnelles
- Adapter le territoire urbain
- Augmenter la résilience des infrastructures et des bâtiments
- Développer des mesures d'urgence
- Protéger la biodiversité.

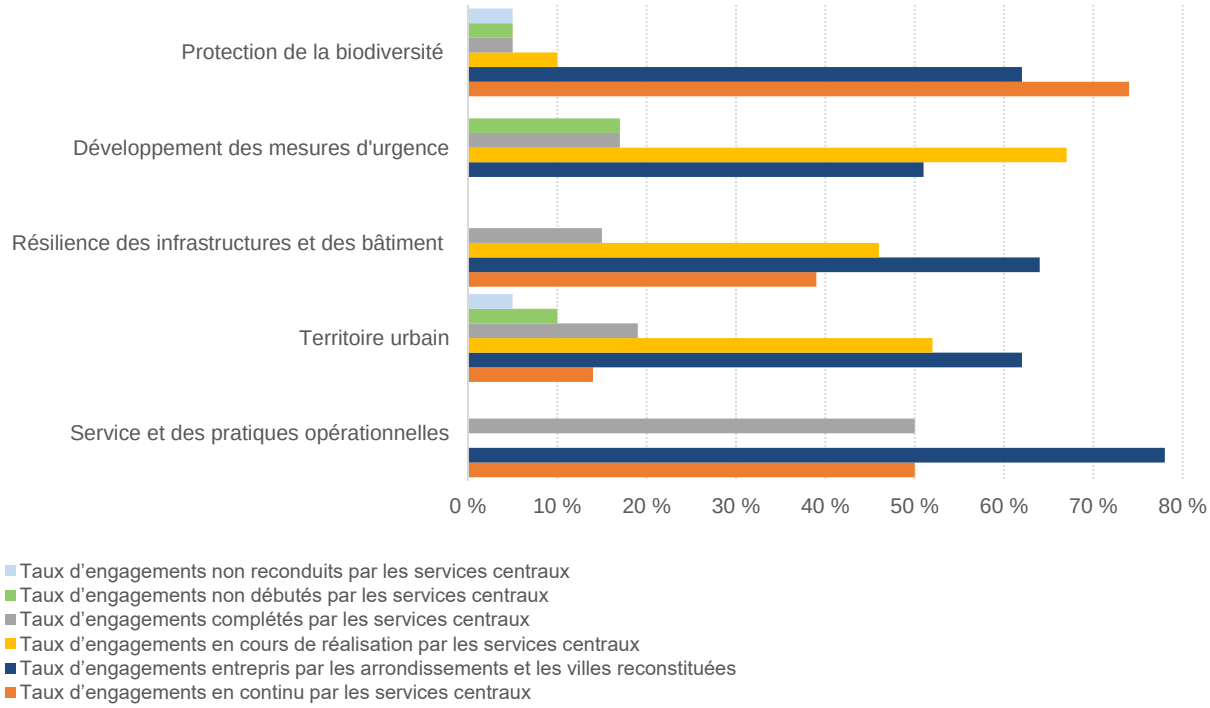
Ces catégories regroupent 60 sous-catégories de mesures et 104 indicateurs établis exclusivement pour les arrondissements et les villes reconstituées ainsi que 11 indicateurs globaux.

Cette stratégie est appuyée par d'autres mesures et plans d'action établis par les documents suivants :

- Plan de réduction des émissions de GES corporatives et collectives 2013-2020
- Plan de développement durable de la collectivité montréalaise Montréal durable 2016-2020
- Stratégie montréalaise pour une ville résiliente

La figure ci-dessous illustre l'état d'avancement de ces engagements dont les informations détaillées sont incluses dans le document de suivi.

Figure 4 : État d'avancement des engagements des arrondissements, des villes reconstituées et des services centraux selon les cinq catégories de mesures, en date de 2017



Source : Ville de Montréal, Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal : Les constats, édition 2017.

Finalement, le nouveau Plan Climat 2020-2030-2050 aura comme objectif de regrouper sous un même document l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des émissions de GES.

GESTION DU RISQUE

À partir des analyses de vulnérabilité et des impacts passés des aléas climatiques et des événements météorologiques exceptionnels subis au cours des dernières décennies, la Ville a mis en place différentes mesures permettant de réduire leurs effets sur ses opérations ainsi que sur la collectivité montréalaise. La gestion des inondations est un des exemples récents auxquels la Ville a dû faire face au cours des trois dernières années.

GESTION DES INONDATIONS

En 2017 et en 2019, la Ville a connu deux épisodes où une combinaison de facteurs météorologiques et hydrologiques ont entraîné des crues printanières importantes. Généralement, elles se produisent entre le début mars et la fin mai et sont influencées principalement par des facteurs tels que la quantité de neige accumulée, la vitesse de fonte de la neige, la température, la quantité de pluie et la sublimation[4]. Dans le but d'évaluer et de mettre en place les outils ou/et les infrastructures municipales nécessaires pour pallier les conséquences des inondations par rapport aux changements climatiques et aux évènements météorologiques exceptionnels, un comité pour l'atténuation du risque d'inondations fluviales a été formé. D'autres comités composés des membres de la direction des différents services de la Ville se réunissent régulièrement pour évaluer les autres risques et impacts climatiques sur ses opérations.

Tableau 4 : Impact des inondations de 2019 versus 2017 à la Ville de Montréal

	2019	2017
Mobilisation de l'OSCAM[5]	**152 jours**	**52 jours**
Impacts sur les propriétés et les biens matériels	**110 sinistrés**	**1 100 sinistrés**
Hébergements de longue durée	10	65
Domiciles ayant subi des dommages majeurs	Moins de 20	103
Territoires submergés	5,6 km^2	7,3 km^2
Résidences inondées	Moins de 100	Plus de 430
Impacts sur les infrastructures Essentielles et autres infrastructures publiques ou privées	Un centre de santé évacué et surveillance de plusieurs autres sites par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud	Trois centres de santé évacués
	Fermeture partielle du poste de quartier 3 du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) (seulement le comptoir citoyen); aucune fermeture de caserne de pompiers ni de clos de voirie	Fermeture d'une caserne de pompiers, d'un poste de quartier du SPVM et d'un clos de voirie de l'arrondissement de Pierrefonds- Roxboro
	Fermeture de 3 ponts et 10 rues, chemins et boulevards	Fermeture de 3 ponts et de 27 rues, chemins et boulevards
	Fermeture de courte durée de quelques commerces	Fermeture de longue durée de nombreux commerces et fermeture définitive pour certains
	Fermeture de l'école primaire Saint-Gérard	Fermeture de plusieurs établissements scolaires
Sommaire des dépenses de la Ville de Montréal	**17 241 085,91 $**	**8 014 316,80 $[6]**

Le tableau précédent présente le portrait des impacts des inondations sur le plan financier et non financier à l'échelle de l'agglomération en 2019 et en 2017. En fait, l'agglomération de Montréal a fait de nombreux apprentissages lors des crues printanières de 2017. D'ailleurs, le Plan particulier d'intervention (PPI) relatif aux inondations des crues printanières a été révisé en fonction des impacts potentiels d'une inondation affectant l'agglomération ainsi que des stratégies d'atténuation en vue de protéger les secteurs les plus vulnérables. Ces actions ont permis d'agir de façon proactive en 2019 pour limiter les cas

[4] Passage d'un corps de l'état solide à l'état gazeux, sans passer par l'état liquide.
[5] Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal.
[6] Cette valeur exclut les dépenses assumées par les arrondissements, les villes reconstituées et les services centraux lors du rétablissement.

d'infiltration d'eau dans les résidences ainsi que de fermeture des rues. L'écart entre ces deux années est expliqué par l'état de préparation de la Ville en 2019 qui a permis d'anticiper et de gérer plus efficacement les risques ainsi que les impacts d'inondations. En résumé, bien qu'à première vue, les impacts des inondations ont été plus prononcés et plus coûteux pour la Ville de Montréal en 2019, la communauté montréalaise affectée par cet événement a subi des conséquences moins importantes que celles de 2017.

MESURES ET OBJECTIFS

Cette section traite, sommairement, le dernier des quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC. Toutefois, les informations détaillées, notamment sur les méthodologies, la portée et la mise en garde sont publiées dans les derniers rapports de la Ville, soit « Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise : Inventaire 2015 », « Émissions de gaz à effet de serre des activités municipales de l'agglomération de Montréal : Inventaire 2015 » et finalement dans le rapport annuel publié sur la plateforme du CDP de la Ville de Montréal, anciennement appelé « Carbon Disclosure Project ». Cette section inclut également les émissions de GES classées en trois périmètres d'inventaire « Scope » tels qu'ils sont définis par l'Association canadienne de normalisation (CSA) dont la définition est la suivante :

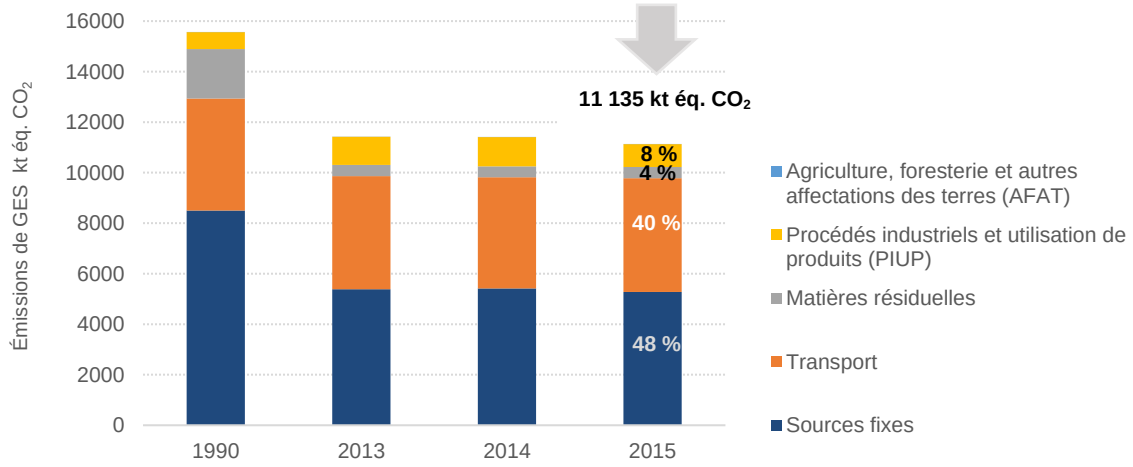
- *Scope 1 - Émission directe de GES* : Émissions de GES provenant de sources appartenant ou étant sous le contrôle de l'organisme.
- *Scope 2 - Émission de GES à énergie indirecte* : Émissions de GES provenant de la production d'électricité, de la chaleur ou de la vapeur importée et consommée par l'organisme.
- *Scope 3 - Émission indirecte de GES* : Émissions de GES autres que les émissions de GES à énergie indirecte (scope 2) qui résultent des activités d'un organisme, mais qui proviennent de sources de GES que possèdent ou contrôlent d'autres organismes.

COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE

Depuis 2002, l'agglomération de Montréal est engagée dans une démarche collective de lutte contre les changements climatiques. D'ailleurs, le Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020, publié en 2018, témoigne des efforts consentis et des progrès réalisés par rapport aux 12 pistes de solutions proposées à la collectivité afin d'atteindre la cible de réduction des émissions de GES de 30 % en 2020 par rapport à la période de référence de 1990.

Les inventaires d'émissions de GES sont comptabilisés selon les normes standards reconnues « Global Protocol for Community-Scale Greenhouse Emission Inventories (GPC) » et sont regroupés sous quatre secteurs : Sources fixes, Transport, Matières résiduelles, Procédés industriels et utilisation de produits (PIUP) et finalement Agriculture, foresterie et autres affectations des terres (AFAT).

La figure 5 présente une compilation des inventaires annuels des émissions de GES de la collectivité montréalaise.



Source : Ville de Montréal, Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise : Inventaire 2015

Le résumé des émissions de GES par secteur et par périmètre « Scope » tel que défini au GPC est présenté dans le tableau qui suit.

Tableau 5 : Émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2014 et 2015

Indicateurs clés de performance	**Scope 1**			**Scope 2**			**Scope 3**			**Émissions totales**
Inventaires GES / kt éq. CO_2										
Secteur	**2014**	**2015**	*Variation %*	**2014**	**2015**	*Variation %*	**2014**	**2015**	*Variation %*	*Variation totale 2014-2015*
Sources fixes (énergétique)	5 378 315	5 230 913	- 2,7 %	39 982	43 927	9,9 %				- 2,6 %
Transport	4 397 553	4 506 547	2,5 %							2,5 %
Matières résiduelles	148 701	145 673	- 2,0 %				287 832	296 487	3,0 %	1,3 %
PIUP	1 153 134	903 528	- 21,6 %							- 21,6 %
AFAT	5 543	7 035	26,9 %							26,9 %
TOTAL	**11 083 246**	**10 793 696**	**- 2,6 %**	**39 982**	**43 927**	**9,9 %**	**287 832**	**296 487**	**3,0 %**	**- 2,4 %**

Selon le dernier rapport détaillé d'inventaire 2015 pour la collectivité montréalaise publié en 2019, la réduction des émissions de GES est de 28 % par rapport à la période de référence de 1990. Cette diminution est principalement expliquée par l'abandon progressif du mazout, la fermeture d'une raffinerie de pétrole située sur le territoire de l'agglomération de Montréal en 2018 et l'amélioration des systèmes de captage du biogaz émis par les sites d'enfouissement entre 1990 et 2015. De plus, la variation des émissions de GES du secteur PIUP observée en 2015 par rapport à 2014, est principalement attribuable à une diminution de l'utilisation de coke[7] (charbon) comme non-combustible dans la province de Québec, selon les explications obtenues par Environnement et Changement climatique Canada. Les données disponibles ne permettent pas d'évaluer cette variation exclusivement pour l'agglomération de Montréal. Finalement, la variation des émissions de GES du secteur AFAT observée en 2015 par rapport à 2014 est principalement attribuable à une modification de la méthode de recensement de la superficie des terres agricoles par Statistique Canada.

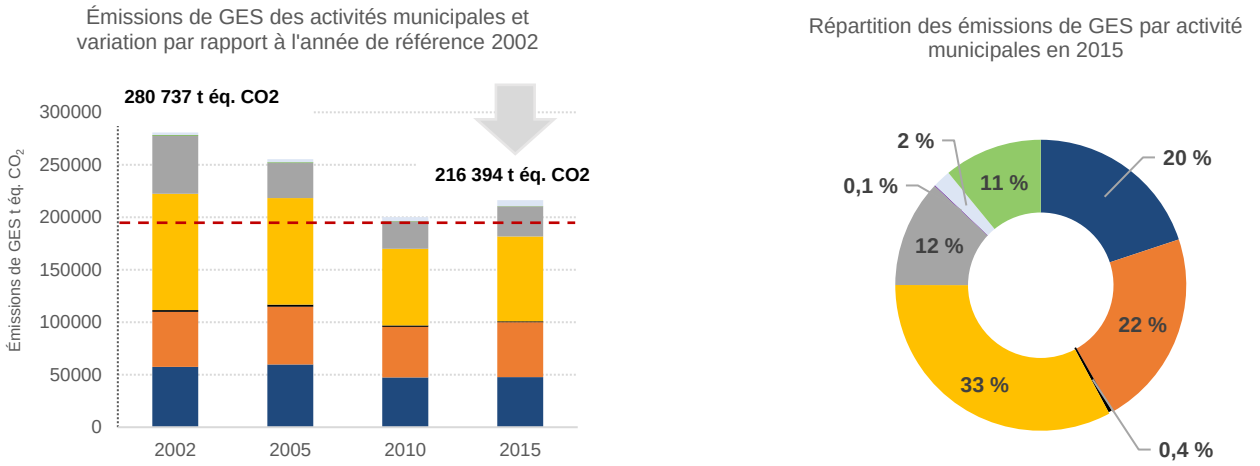
ACTIVITÉS MUNICIPALES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Le premier plan de réduction 2007-2012 visait à réduire de 20 % les émissions de GES par rapport à l'année de référence (2002), objectif atteint en 2010. En 2013, la Ville de Montréal s'est fixée un objectif de réduire à 30 % les émissions de GES des activités municipales d'ici 2020 par rapport à celles de 2002. En 2018, le rapport « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020 » fait état de l'avancement de la mise en œuvre des mesures de réduction de GES des arrondissements, des villes reconstituées et des services centraux de la Ville de Montréal afin de constater l'écart à combler pour atteindre cet objectif. Les constats publiés dans ce rapport portaient principalement sur la gestion des bâtiments municipaux, du parc de véhicules ainsi que sur le traitement des eaux potables et usées.

L'inventaire 2015 des émissions de GES pour les activités municipales de l'agglomération de Montréal est comptabilisé selon les principes de la norme ISO 14064-1 de l'Organisation internationale de normalisation « Gaz à effet de serre – partie 1 : Spécifications et lignes directrices, au niveau des organismes, pour la quantification et la déclaration des émissions et des suppressions de gaz à effet de serre ». L'inventaire des émissions de GES est réparti en huit secteurs : traitement des eaux usées, matériel roulant en régie, matériel roulant en sous-traitance, bâtiment, biogaz du CESM, fuites des réfrigérants, production d'eau potable et éclairage des rues et feux de circulation.

[7] Coke est un composé minéral dérivé du charbon.

Figure 6 : Émissions de GES pour les années 2002, 2005, 2010 et 2015 ainsi que leurs répartitions par activité municipale selon le dernier inventaire de GES de 2015



Source : Ville de Montréal, Émissions de gaz à effet de serre des activités municipales de l'agglomération de Montréal : Inventaires 2015.

Le résumé des émissions de GES par secteur et par périmètre « Scope » est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Émissions de GES pour les activités municipales en 2010 et 2015

Indicateurs clés de performance	**Scope 1**			**Scope 2**			**Scope 3**			**Émissions totales**
Inventaires GES / tonnes éq. CO_2										
Secteur	**2010**	**2015**	*Variation %*	**2010**	**2015**	*Variation %*	**2010**	**2015**	*Variation %*	*Variation totale 2010-2015*
Bâtiments	42 592	45 411	6,6 %	4 833	2 295	- 52,5 %				0,6 %
Matériel roulant en régie	48 242	52 330	8,5 %							8,5 %
Production d'eau potable	429	367	- 14,5 %	917	607	- 33,8 %				- 27,6 %
Traitement des eaux usées	72 376	80 456	11,2 %	581	317	- 45,4 %				10,7 %
Biogaz du CESM	26 060	28 659	10,0 %							10,0 %
Éclairage de rues et feux de circulation				459	273	- 40,5 %				- 40,5 %
Fuites de réfrigérants (HFC)	3 747	5 680	51,6 %							51,6 %
Matériel roulant en sous-traitance-Matières résiduelles							16 516	15 109	- 8,5 %	- 8,5 %
Matériel roulant en sous-traitance-Déneigement							9 655	11 688	21,1 %	21,1 %
TOTAL	**193 446**	**212 903**	**10,1 %**	**6 790**	**3 492**	- 48,6 %	**26 171**	**26 797**	**2,4 %**	**7,4 %**

Depuis la publication de l'inventaire 2010, les émissions de GES des activités municipales de l'agglomération ont augmenté de 8 %. Cette hausse en 2015 par rapport à 2010 est principalement due à l'augmentation des émissions provenant de la destruction du biogaz aux torches du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM). En 2014, après la cessation des activités pendant une période de trois ans de la centrale Gazmont suite à une panne majeure de sa turbine de cogénération[8], les émissions de GES ont augmenté. Cette hausse est expliquée par le fait que le biogaz capté fut brûlé au lieu d'être valorisé. Par ailleurs, si le biogaz capté avait été valorisé à la centrale de cogénération, les émissions totales de GES imputables aux activités municipales auraient été réduites de 28 % en 2015 par rapport à 2002, en supposant que les émissions de torchères

[8] Centrale de cogénération produit de l'énergie à partir du biogaz issu de méthane capté de l'ancienne carrière Miron.

soient demeurées constantes depuis 2010. À partir d'octobre 2017, les opérations de valorisation ont repris avec la mise en place complète de la centrale de cogénération au biogaz Biomont.

La source d'énergie électrique de Montréal est principalement hydroélectrique et renouvelable à 99 %. De ce fait, la Ville a développé et met actuellement en œuvre une stratégie d'électrification afin d'encourager l'électrification des transports et la mobilité durable. Cette stratégie vise le déploiement d'un réseau public de bornes de recharge pour favoriser la conversion progressive de la flotte montréalaise, la mise en place de conditions permettant aux entreprises privées de déployer un réseau de véhicules électriques en libre-service, la conversion du parc de véhicules thermiques municipaux en modèles électriques, etc.

PERSPECTIVES ET PROCHAINES ÉTAPES

La Ville travaille conjointement avec les villes canadiennes comme Vancouver et Toronto ainsi qu'avec d'autres villes et organismes, entre autres, CPA Canada et CUSP Network pour développer des méthodologies et des approches uniformes, standards et cohérentes en termes de divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques. D'autre part, la Ville continue d'évaluer ses processus existants en matière de gouvernance, de stratégie, de gestion des risques et de mesures et objectifs afin d'y intégrer les risques climatiques. Le Service des finances travaille également en étroite collaboration avec les différents services de la Ville notamment avec le Bureau de la transition écologique et de la résilience, afin de continuer à parfaire et à intégrer ces recommandations lors des prochaines publications, lorsque cela est possible. Lors du prochain Plan Climat 2020-2030-2050, d'autres possibilités s'offriront à la Ville afin d'intégrer les compétences acquises liées au climat dans sa gouvernance et ses stratégies tout en tenant compte des répercussions des changements climatiques dans la planification de ses opérations et ses investissements à court, moyen et à long terme.

BIBLIOGRAPHIE

Association canadienne de normalisation. (2006). CAN/CSA-ISO 14064-1:06 – Gaz à effet de serre – Partie I : Spécifications et lignes directrices, au niveau des organismes, pour la quantification et la déclaration des émissions et des suppressions des gaz à effet de serre.

CPA Canada. (2019). Améliorer l'information relative aux changements climatiques fournie par les villes : Guide sur l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC). Repéré à www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en affaires/information-financiere-et-non-financiere/durabilite-environnement-et-responsabilite-sociale/publications/guide-gifcc-pour-villes.

Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Bureau d'assurance du Canada (BAC). (2020). Investir dans l'avenir du Canada : Le coût de l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle locale. Repéré à www.data.fcm.ca/documents/reports/investir-dans-avenir-du-canada-le-cout-de-adaptation-au-climat.pdf.

Financial Stability Board. (2017). Final Report, Recommendations of the Task Force on Climate-related Financial Disclosure. Repéré à www.fsb-tcfd.org/wp-content/uploads/2017/06/FINAL-2017-TCFD-Report-11052018.pdf.

Greenhouse Gas Protocol. (2014). Global Protocol for Community-Scale Greenhouse Gas Emission Inventories – An Accounting and Reporting Standard for Cities, partenariat entre le World Resources Institute, le C40 Cities Climate Leadership Group et l'ICLEI pour la création d'un protocole standard pour les villes. Repéré à www.ghgprotocol.org/sites/default/fi les/ghgp/ standards/GHGP_GPC_0.pdf.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2018). Approbation par les gouvernements du Résumé à l'intention des décideurs relatif au Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C. Repéré à www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/11/pr_181008_P48_spm_fr.pdf.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2018). Approbation par les gouvernements du Résumé à l'intention des décideurs relatif au Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C. Repéré à www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf.

Ouranos. Portraits climatiques. Repéré le 27 février 2020 au www.ouranos.ca/portraitsclimatiques/#/.

Ville de Montréal. (2015). Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020, Les mesures d'adaptation, une production du Service de l'environnement. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/ docs/page/enviro_fr/media/documents/paccam_2015-2020_ lesmesures.pdf.

Ville de Montréal. (2017). Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020, Les constats, une production du Service de l'environnement. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/ docs/page/enviro_fr/media/documents/paccam_2015-2020_ lesconstats.pdf.

Ville de Montréal. (2019). Suivi du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SUIVIPLANADAPTATION2015-2020.PDF.

Ville de Montréal. (2016). Montréal durable 2016-2020, Ensemble pour une métropole durable. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/d_durable_fr/media/documents/plan_montreal_durable_2016_2020.pdf.

Ville de Montréal. (2016). Stratégie montréalaise pour une ville résiliente. Repéré à www.resilient.montreal.ca/ assets/doc/strategie-montreal-ville-resiliente-fr.pdf.

Ville de Montréal. (2013). Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_COLLECTIVITE_2013-2020_VF.PDF.

Ville de Montréal. (2013). Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_CORPORATIF_2013-2020_VF.PDF.

Ville de Montréal. (2019). Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise, Inventaire 2015. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/INVENTAIRECOLLECTIVITEGES_2015.PDF.

Ville de Montréal. (2019). Émissions de gaz à effet de serre municipales de l'agglomération de Montréal, Inventaire 2015. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/INVENT_GES_ACTMUNI_2015_VF.PDF.

Ville de Montréal. (2018). Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SUIVIPLANCOLLECTIVITE2013-2020.PDF

Ville de Montréal. (2018). Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SUIVIPLANCORPO2013-2020.PDF.

Ville de Toronto. (2018). City of Toronto Annual Financial Report for the fiscal year ending December 31, 2018. Repéré à www.toronto.ca/wp-content/uploads/2019/09/9655-SO-DS19-0220_2018FAR_Final_Web.pdf.

Ville de Vancouver. (2019). City of Vancouver Statement of Financial Information, December 31, 2019. Repéré à www.council.vancouver.ca/20200310/documents/r1.pdf.

Publié par la Ville de Montréal
Service des finances

630, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6
Canada

montreal.ca

Dépôt légal
2e trimestre 2020
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

978-2-7647-1759-2
Rapport financier annuel
PDF, Français

978-2-7647-1761-5
Annual Financial Report
PDF, English

Design graphique :
Ville de Montréal
Service de l'expérience citoyenne et des communications
24906

Montréal

montreal.ca

Reddition de comptes financière

Résultats financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019



Couverture :
Parc Frédéric-Back, arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Préparé par
le Service des finances

NOTES

- Pour les sections « Analyse des revenus par objets », « Analyse des charges par secteurs d'activités », « Autres charges corporatives » et « État des activités d'immobilisations », les données de 2017 et de 2018 ont été redressées de manière, notamment, à tenir compte des modifications de structure effectuées en 2019 et de les rendre comparables, dans la mesure du possible, à celles de 2019.

  Pour les autres sections, les données réelles sont comparées avec le budget original afin d'avoir une similitude avec les données figurant aux rapports financiers annuels.

- L'année financière s'étend du 1er janvier au 31 décembre.
- À moins d'indications contraires, toutes les données de ce document sont en milliers de dollars.
- L'arrondissement au millier de dollars peut faire en sorte que certaines données présentées dans la Reddition de comptes diffèrent de celles présentées aux états financiers.

TABLE DES MATIÈRES

Messages

Mot de la mairesse et du président du comité exécutif 9

Mot du trésorier 11

Objectifs de la reddition de comptes financière 13

Activités de fonctionnement – Faits saillants 15

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats de 2019 21

Analyse des revenus par objets 25

Taxes 25

Compensations tenant lieu de taxes 26

Quotes-parts 27

Transferts 31

Services rendus 33

Imposition de droits 34

Amendes et pénalités 35

Intérêts 36

Autres revenus 37

Affectation de revenus 38

Analyse des charges par secteurs d'activités 41

Services administratifs 43

Sécurité publique 59

Services institutionnels 67

Mobilité et attractivité - Global 81

Qualité de vie 95

Service aux citoyens 115

Arrondissements 125

Autres charges corporatives – Financement et autres charges 177

Service de la dette brute corporative 178

Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés 179

Dépenses communes 180

Charges de contributions corporatives 182

Analyses complémentaires 183

Charges de fonctionnement par objets 183

Analyse de certaines activités 198
Surplus accumulés et réserves 202
Activités d'immobilisations – Analyse des résultats de 2019
État des activités d'immobilisations 203
Portrait des investissements 204
Analyse des investissements par catégories d'actifs 207
Environnement et infrastructures souterraines 207
Infrastructures routières 209
Bâtiments 210
Parcs, espaces verts et terrains de jeux 211
Autres catégories d'actifs 212
Impact des investissements en immobilisations 214
Analyse des principales réalisations 215
Services centraux 216
Arrondissements 225
Dette et financement
Encadrement financier et stratégies de financement 235
Encadrement financier 235
Stratégies de financement des investissements 236
Évolution de la dette directe 240
Évolution de la dette consolidée directe et indirecte 241
Évolution des ratios énoncés dans la politique de gestion de la dette 242
Contributions volontaires énoncées dans la politique de gestion de la dette 246
Annexes
1. Données historiques (revenus et charges non consolidés) 1.1
2. Répartition des compétences d'agglomération et locales 2.1
3. Glossaire 3.1
4. Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations 4.1

INDEX DES TABLEAUX

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

FAITS SAILLANTS

Tableau 1 Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences 19
Tableau 2 Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales 20

ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

Tableau 3 Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par secteurs d'activités 22

Analyse des revenus par objets

Tableau 4 Sommaire des revenus à des fins fiscales 25
Tableau 5 Taxes 25
Tableau 6 Compensations tenant lieu de taxes 26
Tableau 7 Quotes-parts des villes reconstituées 27
Tableau 8 Transferts 31
Tableau 9 Services rendus 33
Tableau 10 Imposition de droits 34
Tableau 11 Amendes et pénalités 35
Tableau 12 Intérêts 36
Tableau 13 Autres revenus 37
Tableau 14 Affectation de revenus 38

Analyse des charges par secteurs d'activités

Tableau 15 Charges par secteurs d'activités 41
Tableau 16 Services administratifs 43
Tableau 17 Direction générale 44
Tableau 18 Finances 47
Tableau 19 Performance organisationnelle 49
Tableau 20 Ressources humaines 52
Tableau 21 Bureau de l'inspecteur général 55
Tableau 22 Commission de la fonction publique 57
Tableau 23 Secrétariat de liaison 58
Tableau 24 Sécurité publique 59
Tableau 25 Police 60

Analyse des charges par secteurs d'activités (suite)

Tableau 26 Sécurité incendie 63
Tableau 27 Services institutionnels 67
Tableau 28 Affaires juridiques 68
Tableau 29 Approvisionnement 70
Tableau 30 Évaluation foncière 72
Tableau 31 Gestion et planification immobilière 74
Tableau 32 Greffe 77
Tableau 33 Matériel roulant et ateliers 79
Tableau 34 Mobilité et attractivité - Global 81
Tableau 35 Commission des services électriques 82
Tableau 36 Eau 84
Tableau 37 Grands parcs, mont Royal et sports 87
Tableau 38 Infrastructures du réseau routier 90
Tableau 39 Urbanisme et mobilité 92
Tableau 40 Qualité de vie 95
Tableau 41 Culture 96
Tableau 42 Développement économique 99
Tableau 43 Diversité et inclusion sociale 102
Tableau 44 Environnement 105
Tableau 45 Espace pour la vie – Charges de fonctionnement 109
Tableau 46 Espace pour la vie – Revenus 111
Tableau 47 Habitation 112
Tableau 48 Service aux citoyens 115
Tableau 49 Concertation des arrondissements 116
Tableau 50 Expérience citoyenne et communications 119
Tableau 51 Technologies de l'information 121
Tableau 52 Sommaire des arrondissements 125
Tableau 53 Ahuntsic-Cartierville 126
Tableau 54 Anjou 129
Tableau 55 Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 131
Tableau 56 Lachine 134
Tableau 57 LaSalle 136
Tableau 58 Île-Bizard–Sainte-Geneviève 138

Analyse des charges par secteurs d'activités (suite)

Tableau 59 Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 140
Tableau 60 Montréal-Nord 143
Tableau 61 Outremont 146
Tableau 62 Pierrefonds-Roxboro 148
Tableau 63 Plateau-Mont-Royal 150
Tableau 64 Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 153
Tableau 65 Rosemont–La Petite-Patrie 156
Tableau 66 Saint-Laurent 159
Tableau 67 Saint-Léonard 162
Tableau 68 Sud-Ouest 165
Tableau 69 Verdun 168
Tableau 70 Ville-Marie 171
Tableau 71 Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 174

Autres charges corporatives – Financement et autres charges

Tableau 72 Autres charges corporatives – Financement et autres charges 177
Tableau 73 Service de la dette brute corporative 178
Tableau 74 Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés 179
Tableau 75 Dépenses communes 180
Tableau 76 Dépenses de contributions corporatives 182

Analyses complémentaires

Tableau 77 Charges de fonctionnement par objets 183
Tableau 78 Rémunération et cotisations de l'employeur 184
Tableau 79 Transport et communications 187
Tableau 80 Services professionnels, techniques et autres 188
Tableau 81 Location, entretien et réparation 190
Tableau 82 Biens non durables 191
Tableau 83 Biens durables 192
Tableau 84 Frais de financement 193
Tableau 85 Principales contributions à des organismes 194
Tableau 86 Autres objets 196
Tableau 87 Sommaire des surplus accumulés et des réserves 202

ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS

État des activités d'immobilisations

Tableau 88 Excédent (déficit) non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales..... 203

Analyse des principales réalisations

Tableau 89 Dépenses d'immobilisations par unités d'affaires 215

DETTE ET FINANCEMENT

Encadrement financier et stratégies de financement

Tableau 90 Encadrement financier 235

Tableau 91 Sources de financement et répartition des dépenses 236

Tableau 92 Évolution du solde à financer 238

Tableau 93 Évolution du coût réel de la dette..... 239

ANNEXES

Données historiques (revenus et charges non consolidés)

Tableau 94 Historique des revenus et des charges non consolidés 1.1

INDEX DES FIGURES

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

FAITS SAILLANTS

Figure 1 Répartition de l'excédent global 15

ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

Figure 2 Conciliation des données financières du rapport financier annuel et du budget de 2019 21

INDEX DES GRAPHIQUES

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

FAITS SAILLANTS

Graphique 1 Provenance des revenus, des charges de fonctionnement, du financement et des affectations 18

ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

Graphique 2 Sommaire des revenus et des charges à des fins fiscales 23

Analyses complémentaires

Graphique 3 Droits sur les mutations immobilières 198
Graphique 4 Coût de l'enlèvement de la neige en fonction des précipitations 199
Graphique 5 Coût de la gestion des matières résiduelles 200

ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS

Portrait des investissements

Graphique 6 Réalisations annuelles des activités d'immobilisations à des fins fiscales 205
Graphique 7 Engagements cumulatifs annuels – Ville de Montréal, de 2017 à 2019 206

Analyse des investissements par catégories d'actifs

Graphique 8 Réalisations de 2019, 2018 et 2017, par catégories d'actifs 207

DETTE ET FINANCEMENT

Encadrement financier et stratégies de financement

Graphique 9 Évolution de la dette directe brute et nette 240
Graphique 10 Évolution de la dette consolidée brute et nette 241
Graphique 11 Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale), en pourcentage des revenus de la Ville 242

Encadrement financier et stratégies de financement (suite)

Graphique 12 Coût net du service de la dette, en pourcentage des charges de fonctionnement..... 243
Graphique 13 Dette directe nette et dette actuarielle initiale, en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée..... 244
Graphique 14 Dette directe nette par citoyen..... 245

Reddition de comptes financière

2019



MOT DE LA MAIRESSE ET DU PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF





Montréalaises,
Montréalais,

La crise sanitaire mondiale que nous traversons présentement et les impacts économiques qui s'ensuivent entraîneront, dans les prochains mois et, possiblement, les prochaines années, des défis budgétaires majeurs.

Heureusement, bien que nous traversions une période critique de notre histoire, nous sommes dans une bonne position économique pour aller de l'avant. Nos résultats positifs sont dus à la bonne gestion des opérations qui s'effectuent dans les arrondissements et aux efforts d'optimisation déployés par nos différents services centraux pour s'assurer que chaque dollar est dépensé adéquatement.

Ce bilan positif est d'une extrême importance étant donné la situation actuelle. En cette période de grande incertitude économique, nous sommes fiers d'avoir su gérer de façon responsable les finances de la Ville de Montréal au cours de la dernière année.

Dans le Rapport financier annuel et la Reddition de comptes financière pour l'exercice 2019, on constate que la métropole présente un excédent budgétaire global de 250,9 M$, en hausse de 38,2 M$ par rapport à l'année 2018.

De plus, malgré la crise sanitaire, l'urgence climatique ne prend pas de répit. Nous avons donc fixé, pour l'ensemble des services de la Ville de Montréal, des cibles ambitieuses visant à accélérer la transition écologique.

Nous publions d'ailleurs, dans ce rapport, un volet dédié à l'information financière relative aux changements climatiques – une première pour une ville québécoise!

Comme toujours, notre administration fait le choix de soutenir les Montréalaises et les Montréalais, quoi qu'il arrive, et s'engage à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins de la population, particulièrement en ces temps plus difficiles.

Nous investissons davantage pour faire face au vieillissement des infrastructures de la Ville, notamment afin de combler le déficit d'entretien des réseaux d'eau et de voirie.

Nous intensifions également nos efforts pour soutenir une offre résidentielle diversifiée, saine et abordable et nous développons des projets structurants qui favorisent la mobilité durable.

Nous soutenons et accompagnons les entreprises et les commerces montréalais afin d'assurer la prospérité de la métropole et de la positionner avantageusement sur l'échiquier mondial dans des secteurs à haut potentiel.

Nous investissons dans le développement social, la culture et les sports, mais aussi pour offrir à la population des services à la hauteur de ses attentes, que ce soit en matière de déneigement, de sécurité publique ou en modernisant les réseaux d'aqueducs et d'égouts de la Ville.

Enfin, la pandémie de la COVID-19 qui a frappé la planète nous l'a bien démontré, pour répondre aux enjeux sanitaires, économiques et environnementaux, une réponse collective s'impose. Heureusement, les dernières semaines ont démontré notre capacité à travailler ensemble pour un meilleur avenir commun.

Nous entendons mettre à contribution l'ensemble des forces vives de la métropole les Montréalaises et les Montréalais, afin que notre ville demeure un modèle de qualité de vie, de dynamisme économique et de prospérité.

Nous avons confiance, ça va bien aller!

La mairesse,



Valérie Plante

Le président du comité exécutif,



Benoit Dorais

MOT DU TRÉSORIER

Mesdames,
Messieurs,

La Ville de Montréal dévoile son rapport financier annuel pour l'année 2019. Ce rapport est constitué de deux sections : la première contenant les données financières consolidées de la Ville et la seconde, une analyse des informations financières de l'administration municipale. Cette dernière section exclut les organismes de son périmètre comptable.

L'exercice financier 2019 s'est soldé par un excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales de 250,9 M$, soit 4,4 % des revenus globaux de la Ville. Ces résultats sont le fruit d'une multitude d'éléments dont une saine gestion ainsi que le respect des perspectives financières de l'année 2019.

Cet excédent de 250,9 M$ est attribuable à des revenus supérieurs par rapport au budget de fonctionnement préalablement déposé. Il se ventile de la façon suivante : un excédent de 191,0 M$ de compétences de nature locale (228,3 M$ en 2018) et un surplus de 59,9 M$ (déficit de 15,6 M$ en 2018) de compétences d'agglomération. Ce surplus résulte d'un revenu de quotes-parts spécifiques de 86,2 M$ servant au comblement du déficit d'agglomération des exercices antérieurs. Sans ces quotes-parts, le résultat opérationnel de l'année 2019 de compétences d'agglomération se serait soldé par un déficit de 26,3 M$. En ce qui concerne le surplus de gestion des arrondissements (inclut dans le surplus des compétences de nature locales), il s'élève à 72,6 M$ comparativement à 73,7 M$ en 2018.

Les revenus se chiffrent à 5 692,2 M$, soit une hausse de 143,0 M$ (2,6 %) par rapport au budget de fonctionnement. La hausse s'explique, entre autres, par un marché immobilier performant ayant, à lui seul, généré des revenus additionnels de 94,6 M$ avec l'imposition de droits de mutation immobilière et de 26,3 M$ avec la délivrance de permis de construction et de modification. Une activité économique favorable et les revenus d'intérêts ont aussi contribué à hauteur de 51,1 M$ par rapport au montant établi au budget de 2019. Par contre, cette hausse est atténuée par un ensemble de variations dans les autres catégories de recettes fiscales, notamment une variation de 29,0 M$ pour les amendes et pénalités.

Concernant les charges de fonctionnement et de financement et les affectations, elles sont de l'ordre de 5 441,3 M$, soit une baisse de 107,9 M$ (1,9 %) par rapport au budget établi. Cette diminution résulte principalement d'affectations moindres de 131,4 M$ et d'un remboursement de la dette inférieur de 2,5 M$ à ce qui était prévu. Par contre, ces baisses sont contrebalancées par des charges de fonctionnement supérieures de 26,0 M$, provenant principalement des augmentations suivantes :

- 51,8 M$ pour la rémunération globale, dont 48,5 M$ pour les heures supplémentaires;
- 15,2 M$ en service professionnels et techniques, majoritairement en lien avec l'élimination de la neige.

En contrepartie, certaines économies ont été réalisées pour les charges de fonctionnement suivantes :

- les contributions à des organismes et autres objets pour 38,3 M$;
- les frais de location, d'entretien et de réparation pour 17,2 M$;
- les frais de financement pour 7,7 M$.

De plus, compte tenu des impacts importants des différents bouleversements et changements climatiques auxquels chaque ville devra faire face dans les prochaines années, le rapport financier de la Ville inclut dorénavant une section non auditée rendant transparentes les informations financières relatives aux changements climatiques.

En terminant, il est important de souligner le professionnalisme du personnel de la Ville, qui s'emploie au quotidien à fournir les services municipaux. Ces femmes et ces hommes ont contribué à l'atteinte de ces résultats.

Le trésorier de la Ville de Montréal,



Yves Courchesne, CPA, CGA

Objectifs de la reddition de comptes financière 2019



Photo : Mathieu Sparks

OBJECTIFS DE LA REDDITION DE COMPTES FINANCIÈRE

Dans une optique de transparence et de saine gestion, l'administration municipale s'est dotée d'un outil de gestion, le document *Reddition de comptes financière*.

Ce document, qui se veut complémentaire du rapport financier annuel, permettra à l'administration municipale de répondre aux besoins des différents intervenants concernant l'exercice des responsabilités qui leur sont confiées tout au long de l'année financière.

Le principal objectif du document *Reddition de comptes financière* est de produire une information de gestion plus détaillée que celle du rapport financier annuel. En présentant l'information concernant l'utilisation, par l'administration municipale, des ressources financières mises à sa disposition pour l'année financière précédente, ce document permet d'analyser en détail les différentes activités de la Ville et de comparer les résultats avec les données budgétaires de l'année courante. De plus, des analyses permettent de mettre en évidence les tendances qui se dessinent pour certaines données financières ou qualitatives.

Ce document se divise en trois parties. Dans la première, l'ensemble des activités de fonctionnement sont analysées. Dans la deuxième, l'analyse porte sur les activités reliées aux charges d'immobilisations et la troisième partie présente la dette et les autres sources de financement.

Activités de fonctionnement – Faits saillants

2019

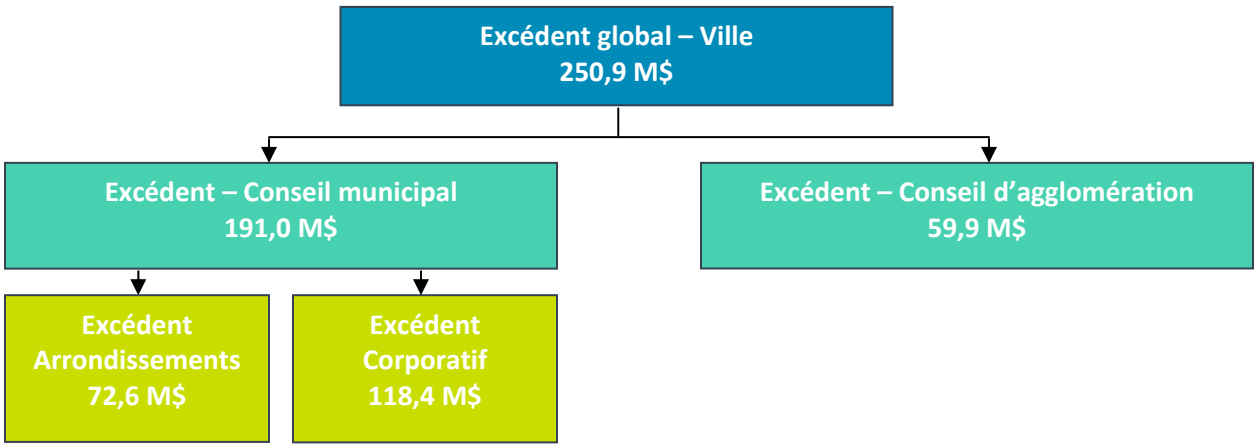

CAFÉ

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT – FAITS SAILLANTS

Afin de faire le lien avec la présentation officielle du rapport financier de la Ville, cette section présente les charges de fonctionnement et les affectations comme l'exige le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), soit par activités.

L'exercice financier 2019 de la Ville de Montréal, en excluant les organismes de son périmètre comptable[1], s'est soldé par un excédent global de 250,9 M$, soit 4,4 % des revenus globaux. L'excédent de 250,9 M$ se répartit comme suit :

Figure 1 – Répartition de l'excédent global



Analyse des résultats de 2019

Les éléments importants ayant permis de générer les excédents globaux de 250,9 M$ se situent principalement dans des revenus supplémentaires, pour 143,0 M$, et des affectations de 131,4 M$ provenant de surplus accumulés, tant par le conseil municipal que par les arrondissements. Ces augmentations sont toutefois contrebalancées par une augmentation des charges de fonctionnement, pour 26,0 M$.

Au niveau du Conseil d'agglomération, le surplus de 59,9 M$ provient d'un revenu de quotes-parts spécifiques de 86,2 M$ perçu pour combler le déficit d'agglomération des exercices antérieurs. Sans ces quotes-parts spécifiques, le résultat opérationnel de l'année 2019 se serait soldé par un déficit de 26,3 M$.

1. Le périmètre comptable comprend les organismes suivants : la Société de transport de Montréal (STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal, le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal.

Pour ce qui est des revenus globaux, l'excédent budgétaire s'établit à 143,0 M$ et s'explique principalement par les éléments suivants :

- une activité économique favorable et un marché immobilier encore robuste qui ont permis de générer des revenus supplémentaires de 94,6 M$ en droits sur les mutations immobilières et de 26,3 M$ en paiements de licences et permis;
- des transferts gouvernementaux supérieurs de 38,3 M$, principalement destinés à l'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus (14,3 M$) et à divers programmes s'échelonnant sur plusieurs années (14,0 M$), notamment le Fonds Chantiers Canada-Québec pour le Campus Outremont, le programme Climat des municipalités, financé par le gouvernement du Québec, le programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents financé par le Ministère de la sécurité publique, l'entente avec le MTQ Turcot pour mesurer la qualité de l'air et l'entente avec le MAMH pour les projets de revitalisation urbaine;
- des revenus additionnels de 11,9 M$ pour la cession d'actifs, liés principalement à l'encaissement de l'indemnité finale de 7,2 M$ pour l'expropriation relative à la construction du pont Champlain et à la vente non prévue d'une ruelle, pour 4,3 M$;
- des revenus supplémentaires de 21,0 M$, générés par des taux d'intérêt plus élevés que prévu pour les placements;
- ces hausses de revenus étant toutefois atténuées par un ensemble de variations dans les autres types de revenus, notamment une baisse de 23,3 M$ des revenus de taxes municipales en raison de la croissance immobilière un peu plus faible que prévu et des retards pour la finalisation de certains projets par rapport aux prévisions, ainsi qu'une baisse de 28,4 M$ pour les contraventions en matière de circulation et stationnement.

Les charges de fonctionnement, de financement et des affectations se sont élevées quant à elles à 5 441,3 M$, en baisse de 107,9 M$ (1,9%) par rapport au budget. Cette diminution étant attribuable principalement à des affectations moindres de 131,4 M$ et au remboursement de la dette inférieur de 2,5 M$. Par contre, ces baisses sont contrebalancées par des charges de fonctionnement supérieures de 26,0 M$, provenant principalement des éléments suivants :

- une augmentation de la rémunération globale de 51,8 M$, dont 48,5 M$ pour la rémunération liée aux heures supplémentaires;
- une augmentation de 15,2 M$ des coûts des services professionnels et techniques, découlant majoritairement des activités d'élimination de la neige;

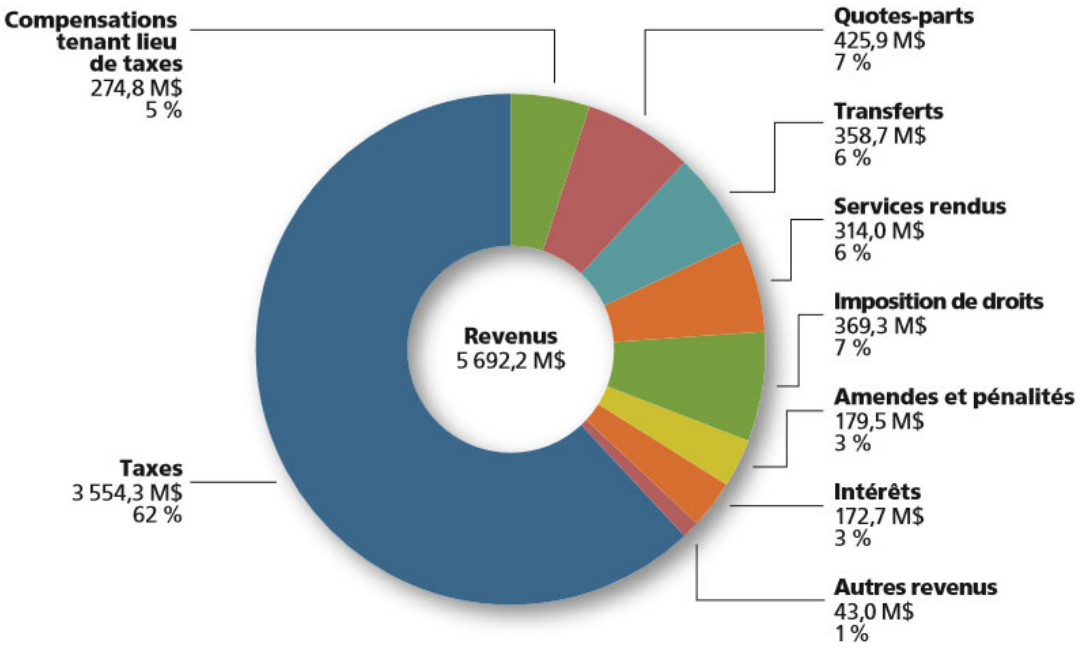
En contrepartie de ces augmentations, des économies ont été réalisées au niveau de certaines charges de fonctionnement, dont :

- des contributions à des organismes et autres objets moindres que prévu, pour 38,3 M$;

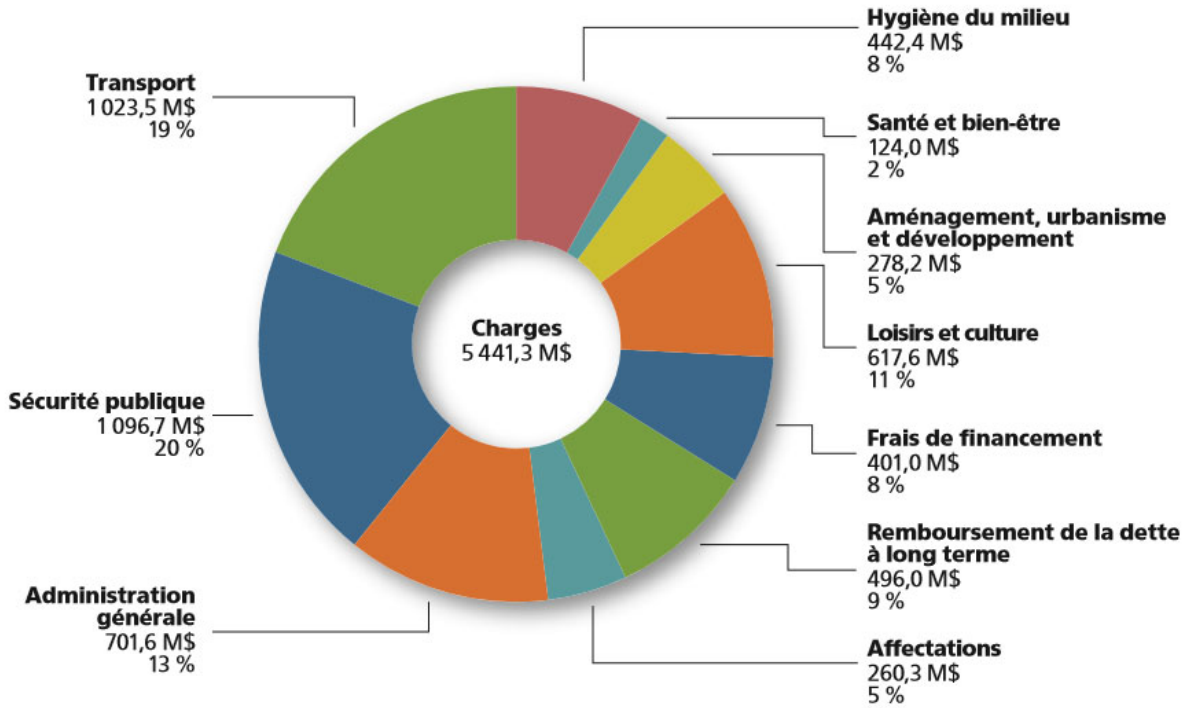
- une baisse des frais de location, d'entretien et de réparation, pour 17,2 M$;
- une réduction des frais de financement, pour 7,7 M$;
- des achats d'autres biens non durables tel que l'électricité, pour 3,7 M$.

Graphique 1 – Provenance des revenus, des charges de fonctionnement, du financement et des affectations

Total des revenus → **5 692,2 M$**



Total des charges de fonctionnement et de financement et des affectations → **5 441,3 M$**



Excédent de l'année → **250,9 M$**

Tableau 1 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences[2]

(en milliers de dollars)

	2019								2018
	Conseil municipal		Conseil d'agglomération		Éliminations		Total		Total
	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Réel
Revenus									
Taxes	3 529 327	3 504 898	48 300	49 385	-	-	3 577 627	3 554 283	3 482 078
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855	-	-	-	-	275 845	274 855	264 417
Quotes-parts	-	-	2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	425 936	418 105
Transferts	191 981	206 162	128 363	152 506	-	-	320 344	358 668	283 068
Services rendus	262 314	254 509	56 150	62 053	(1 926)	(2 568)	316 538	313 994	313 510
Imposition de droits	246 449	367 494	1 969	1 838	-	-	248 418	369 332	318 973
Amendes et pénalités	105 916	94 430	102 497	85 033	-	-	208 413	179 463	189 033
Intérêts	77 323	88 902	74 355	83 824	-	-	151 678	172 726	160 802
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472	-	-	-	-	-	8 472	-
Autres revenus	22 035	32 195	2 175	2 286	-	-	24 210	34 481	52 145
	4 711 190	**4 831 917**	**2 896 763**	**2 917 558**	**(2 058 750)**	**(2 057 265)**	**5 549 203**	5 692 210	**5 482 131**
Charges de fonctionnement									
Administration générale	486 303	415 257	279 675	286 917	(657)	(584)	765 321	701 590	673 533
Sécurité publique	8 543	10 555	1 034 073	1 086 838	(505)	(636)	1 042 111	1 096 757	1 077 332
Transport	426 221	459 298	621 585	564 534	(70)	(353)	1 047 736	1 023 479	1 016 709
Hygiène du milieu	203 077	213 725	229 799	229 452	(334)	(708)	432 542	442 469	466 652
Santé et bien-être	65 973	61 624	49 134	62 352	-	-	115 107	123 976	94 991
Aménagement, urbanisme et développement	160 405	185 588	97 887	92 913	(293)	(281)	257 999	278 220	200 721
Loisirs et culture	479 247	496 505	110 421	121 102	(67)	(6)	589 601	617 601	597 210
Frais de financement	273 877	271 449	134 800	129 534	-	-	408 677	400 983	397 165
	2 103 646	**2 114 001**	**2 557 374**	**2 573 642**	**(1 926)**	**(2 568)**	**4 659 094**	4 685 075	**4 524 313**
Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération	**2 056 824**	**2 054 697**	**-**	**-**	**(2 056 824)**	**(2 054 697)**	**-**	**-**	**-**
Excédent avant financement et affectations	**550 720**	**663 219**	**339 389**	**343 916**	**-**	**-**	**890 109**	**1 007 135**	**957 818**
Financement									
Remboursement de la dette à long terme	(332 427)	(332 940)	(165 998)	(163 021)	-	-	(498 425)	(495 961)	(473 756)
Affectations									
Activités d'immobilisations	-	(8 899)	-	(1 632)	-	-	-	(10 531)	(17 704)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091	(86 170)	18	-	-	23 830	159 109	117 980
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)	(147 618)	(152 029)	-	-	(434 661)	(437 312)	(354 486)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)	60 397	32 574	-	-	19 147	28 419	(17 158)
	(218 293)	**(139 246)**	**(173 391)**	**(121 069)**	**-**	**-**	**(391 684)**	**(260 315)**	**(271 368)**
Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	**-**	**191 033**	**-**	**59 826**	**-**	**-**	**-**	**250 859**	**212 694**

2. Ce tableau permet de faire le lien avec les états financiers consolidés de 2019 de la Ville de Montréal.

Tableau 2 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0	3 577 627,3	(23 344,3)	3 577 627,3
Compensations tenant lieu de taxes	260 024,1	264 416,6	274 855,2	275 845,3	(990,1)	275 845,3
Quotes-parts	397 246,2	418 105,5	425 936,3	426 130,3	(194,0)	426 130,3
Transferts	350 701,8	283 068,2	358 667,5	320 344,2	38 323,3	344 086,7
Services rendus	314 394,6	313 509,8	313 994,8	316 537,6	(2 542,8)	323 818,3
Imposition de droits	265 881,6	318 972,4	369 331,9	248 417,8	120 914,1	248 389,0
Amendes et pénalités	172 813,9	189 033,7	179 462,7	208 413,0	(28 950,3)	208 413,0
Intérêts	144 569,7	160 801,0	172 725,6	151 677,5	21 048,1	151 677,5
Autres revenus	43 132,2	52 145,7	42 953,1	24 210,2	18 742,9	27 716,2
Total – Revenus	**5 292 205,0**	**5 482 131,3**	**5 692 210,1**	**5 549 203,2**	**143 006,9**	**5 583 703,6**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	766 300,1	673 532,2	701 589,3	765 320,5	63 731,2	750 016,3
Sécurité publique	1 100 761,7	1 077 331,0	1 096 757,6	1 042 110,6	(54 647,0)	1 043 998,9
Transport	1 010 173,5	1 016 709,2	1 023 479,6	1 047 736,4	24 256,8	1 091 153,6
Hygiène du milieu	406 660,2	466 652,2	442 469,0	432 542,5	(9 926,5)	437 958,9
Santé et bien-être	89 913,5	94 991,8	123 977,4	115 106,8	(8 870,6)	120 855,2
Aménagement, urbanisme et développement	209 237,8	200 722,2	278 219,1	257 999,3	(20 219,8)	277 997,9
Loisirs et culture	615 354,0	597 209,8	617 600,2	589 601,1	(27 999,1)	611 109,2
Frais de financement	389 789,0	397 165,8	400 983,1	408 676,7	7 693,6	408 676,8
Total – Charges de fonctionnement	**4 588 189,8**	**4 524 314,2**	**4 685 075,3**	**4 659 093,9**	**(25 981,4)**	**4 741 766,8**
Financement						
Remboursement de la dette à long terme	463 853,5	473 755,5	495 960,9	498 425,2	2 464,3	498 437,6
Affectations						
Activités d'immobilisations	9 487,1	17 704,0	10 531,2	-	(10 531,2)	6 843,8
Excédent des activités de fonctionnement affecté	(141 995,9)	(117 979,3)	(159 110,3)	(23 830,3)	135 280,0	(72 940,6)
Réserves financières et fonds réservés	324 128,8	354 485,8	437 311,8	434 661,1	(2 650,7)	428 742,7
Montant à pourvoir dans le futur	(90 968,2)	17 157,5	(28 418,0)	(19 146,7)	9 271,3	(19 146,7)
Total – Affectations	**100 651,8**	**271 368,0**	**260 314,7**	**391 684,1**	**131 369,4**	**343 499,2**
Excédent (déficit) de l'exercice	**139 509,9**	**212 693,6**	**250 859,2**	**-**	**250 859,2**	**-**

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des revenus par objets

Analyse des charges par secteurs d'activités

Autres charges corporatives – Financement et autres charges

Analyses complémentaires



ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT – ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

La présente section comprend quatre parties, soit une analyse détaillée des revenus par objets, une analyse des dépenses par secteurs d'activités, une analyse des charges de financement corporatives et autres charges ainsi que des analyses complémentaires de certaines charges par objets.

Les charges de fonctionnement, les frais de financement et les affectations sont regroupés par secteurs d'activités afin de permettre une reddition de comptes financière sur la même base que celle établie pour la production du budget de 2019.

La figure 2 permet au lecteur de faire le lien entre les données présentées dans le rapport financier annuel de 2019 (tableaux 1 et 2), tel que l'exige le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), et la présentation budgétaire de 2019 (tableau 3), élaborée en fonction des secteurs d'activités, et ce, tel que l'ont adoptée les instances de la Ville.

Figure 2 – Conciliation des données financières du rapport financier annuel et du budget de 2019

		Rapport financier	Ajustements	Présentation budgétaire
Revenus	Revenus	5 692,2 M$	–	5 692,2 M$
	Affectations de revenus	–	226,5 M$	226,5 M$
	Total	5 692,2 M$	226,5 M$	5 918,7 M$
Charges	Charges de Fonctionnement [1]	5 181,0 M$	–	5 181,0 M$
	Affectations de charges	260,3 M$	226,5 M$	486,8 M$
	Total	5 441,3 M$	226,5 M$	5 667,8 M$
	Excédent	250,9 M$	–	250,9 M$

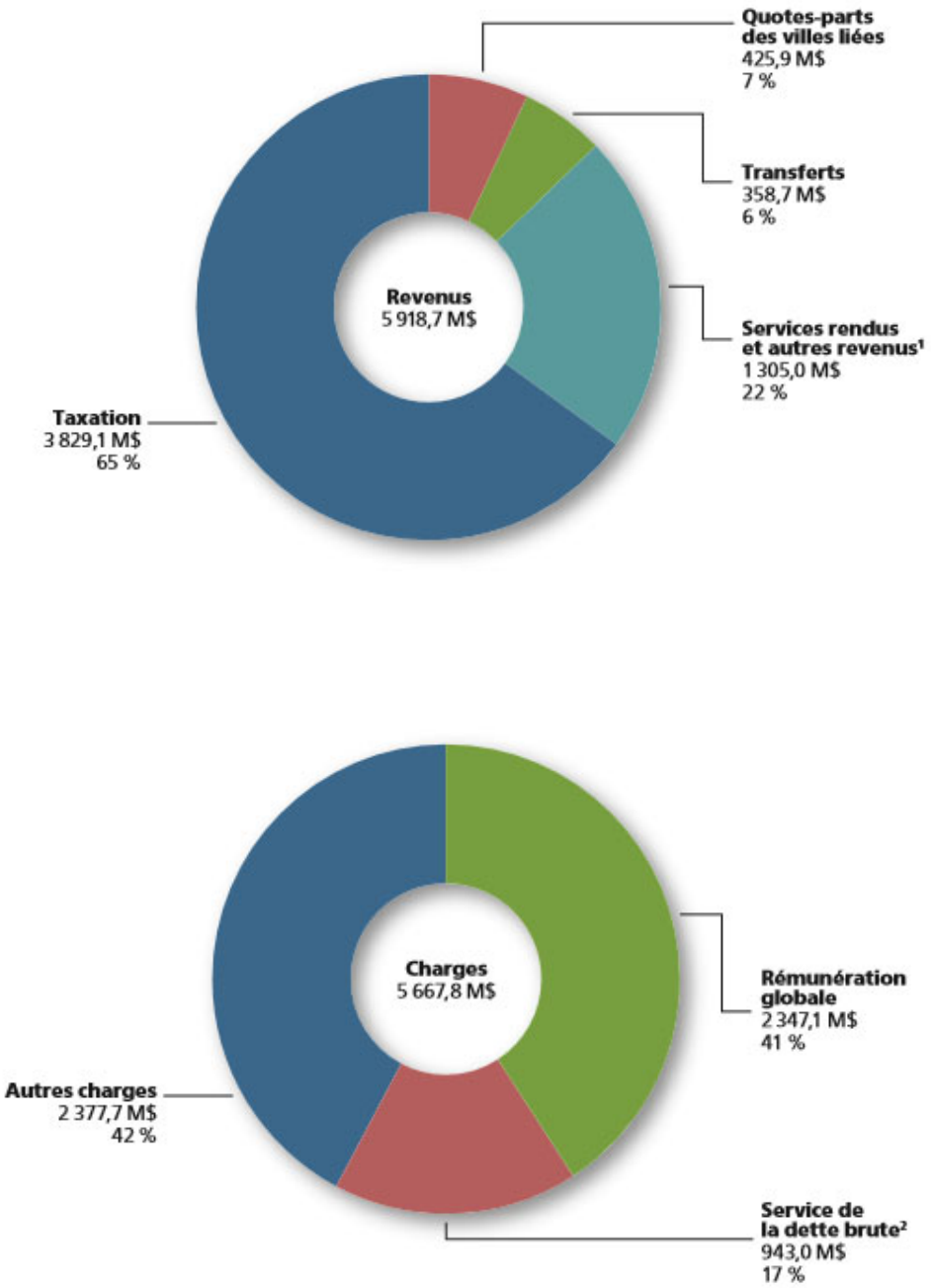
1. Comprend les charges de fonctionnement et le financement.

Tableau 3 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par secteurs d'activités

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0	3 577 627,3	(23 344,3)	3 577 627,3
Compensations tenant lieu de taxes	260 024,1	264 416,7	274 855,3	275 845,3	(990,0)	275 845,3
Quotes-parts	397 246,2	418 105,5	425 936,3	426 130,3	(194,0)	426 130,3
Transferts	350 701,8	283 067,9	358 667,4	320 344,2	38 323,2	344 086,7
Services rendus	314 394,6	313 509,9	313 994,7	316 537,6	(2 542,9)	323 818,3
Imposition de droits	265 881,7	318 972,4	369 331,9	248 417,8	120 914,1	248 389,0
Amendes et pénalités	172 813,9	189 033,7	179 462,8	208 413,0	(28 950,2)	208 413,0
Intérêts	144 569,7	160 801,1	172 725,6	151 677,5	21 048,1	151 677,5
Autres revenus	43 132,2	52 145,7	42 953,1	24 210,2	18 742,9	27 716,2
Affectation de revenus	223 075,1	158 136,6	226 496,9	155 850,1	70 646,8	204 960,7
Total – Revenus	**5 515 280,2**	**5 640 267,9**	**5 918 707,0**	**5 705 053,3**	**213 653,7**	**5 788 664,3**
Charges par secteurs d'activités						
Services administratifs	132 208,0	131 316,7	134 101,0	143 809,2	9 708,2	145 456,5
Sécurité publique	1 052 449,8	1 028 212,2	1 051 364,2	998 476,9	(52 887,3)	999 410,1
Services institutionnels	391 775,7	395 973,8	412 343,7	410 284,2	(2 059,5)	419 851,1
Mobilité et attractivité	428 244,0	430 059,8	494 931,2	456 960,9	(37 970,3)	467 329,5
Qualité de vie	401 305,7	433 540,5	479 446,4	471 055,9	(8 390,5)	489 668,7
Service aux citoyens	205 939,2	208 938,2	216 260,6	196 792,7	(19 467,9)	218 619,6
Arrondissements	876 843,6	887 768,9	917 602,2	904 638,0	(12 964,2)	940 748,7
Total – Charges par secteurs d'activités	**3 488 766,0**	**3 515 810,1**	**3 706 049,3**	**3 582 017,8**	**(124 031,5)**	**3 681 084,2**
Charges de financement corporatives						
Service de la dette brute	748 072,8	763 845,9	780 813,7	788 598,8	7 785,1	788 598,8
Paiement comptant d'immobilisations	333 674,4	379 198,4	454 851,5	441 611,2	(13 240,3)	442 536,6
Total – Charges de financement	**1 081 747,2**	**1 143 044,3**	**1 235 665,2**	**1 230 210,0**	**(5 455,2)**	**1 231 135,4**
Autres charges corporatives						
Dépenses communes	197 205,6	160 060,8	121 436,3	226 546,0	105 109,7	211 361,1
Dépenses de contributions	653 414,2	652 895,1	647 284,2	703 722,7	56 438,5	705 487,7
Total – Autres charges corporatives	**850 619,8**	**812 955,9**	**768 720,5**	**930 268,7**	**161 548,2**	**916 848,8**
Élimination des transactions internes et interentités	**(45 362,7)**	**(44 236,0)**	**(42 587,2)**	**(37 443,2)**	**5 144,0**	**(40 404,1)**
Total des charges de fonctionnement, du financement et des affectations	**5 375 770,3**	**5 427 574,3**	**5 667 847,8**	**5 705 053,3**	**37 205,5**	**5 788 664,3**
Excédent (déficit) de l'exercice	**139 509,9**	**212 693,6**	**250 859,2**	**-**	**250 859,2**	**-**

Graphique 2 – Sommaire des revenus et des charges à des fins fiscales



1. Comprend les affectations de revenus, pour 226,5 M$.
2. Comprend les frais de financement, le remboursement de la dette à long terme et le remboursement de capital sur les emprunts contractés pour le financement à long terme de dépenses de fonctionnement.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des revenus par objets


30

ANALYSE DES REVENUS PAR OBJETS

Les revenus de 2019, incluant les affectations de revenus, s'élèvent à 5,9 G$, pour un écart favorable de 213,7 M$ par rapport au budget original.

Tableau 4 – Sommaire des revenus à des fins fiscales
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0	3 577 627,3	(23 344,3)	3 577 627,3
Compensations tenant lieu de taxes	260 024,1	264 416,7	274 855,3	275 845,3	(990,0)	275 845,3
Quotes-parts	397 246,2	418 105,5	425 936,3	426 130,3	(194,0)	426 130,3
Transferts	350 701,8	283 067,9	358 667,4	320 344,2	38 323,2	344 086,7
Services rendus	314 394,6	313 509,9	313 994,7	316 537,6	(2 542,9)	323 818,3
Imposition de droits	265 881,7	318 972,4	369 331,9	248 417,8	120 914,1	248 389,0
Amendes et pénalités	172 813,9	189 033,7	179 462,8	208 413,0	(28 950,2)	208 413,0
Intérêts	144 569,7	160 801,1	172 725,6	151 677,5	21 048,1	151 677,5
Autres revenus	43 132,2	52 145,7	42 953,1	24 210,2	18 742,9	27 716,2
Affectations de revenus	223 075,1	158 136,6	226 496,9	155 850,1	70 646,8	204 960,7
Total – Revenus	**5 515 280,2**	**5 640 267,9**	**5 918 707,0**	**5 705 053,3**	**213 653,7**	**5 788 664,3**

TAXES

Les taxes foncières municipales, basées sur la valeur des immeubles, représentent la principale source de revenus de la Ville de Montréal.

Tableau 5 – Taxes
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Taxes						
Taxes générales	2 666 834,8	2 758 582,7	2 775 694,5	2 800 121,6	(24 427,1)	2 800 121,6
Taxes de secteurs	237 822,2	244 881,5	253 918,6	251 470,1	2 448,5	251 470,1
Taxes sur une autre base – Autres	12 696,6	13 572,4	13 748,4	13 883,3	(134,9)	13 883,3
Taxes, compensation et tarification	113 713,0	117 192,2	116 128,8	114 380,1	1 748,7	114 380,1
Taxe relative au financement de la contribution ARTM	-	-	11 006,6	11 170,5	(163,9)	11 170,5
Taxes spéciales	312 374,3	347 849,6	383 786,1	386 601,7	(2 815,6)	386 601,7
Total – Taxes	**3 343 440,9**	**3 482 078,4**	**3 554 283,0**	**3 577 627,3**	**(23 344,3)**	**3 577 627,3**

Les revenus de taxes pour l'année 2019 ont atteint 3,6 G$, produisant un écart défavorable de 23,3 M$, soit 0,65 % des sommes prévues au budget.
Cela est principalement dû au fait que la croissance immobilière a été un peu plus faible que prévu et, qu'en moyenne, les travaux de différents projets se sont terminés en retard par rapport à leurs échéanciers.

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

Ces revenus proviennent des compensations devant être payées par les propriétaires d'immeubles exempts de taxes foncières. À titre d'exemple, les immeubles appartenant aux gouvernements canadien et québécois, les immeubles du réseau de la santé et des services sociaux et du réseau de l'éducation, et ceux dont le propriétaire est mandataire de la Couronne, chef de l'État canadien, sont visés par différentes lois prévoyant le paiement de compensations.

Tableau 6 – Compensations tenant lieu de taxes

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Compensations tenant lieu de taxes						
Gouvernement du Québec	205 537,0	212 906,8	220 389,7	221 387,4	(997,7)	221 387,4
Gouvernement du Canada	41 252,1	35 859,1	39 128,9	39 636,2	(507,3)	39 636,2
Organismes municipaux	11 009,9	13 601,1	13 238,6	12 660,5	578,1	12 660,5
Autres organismes compensables	2 225,1	2 049,7	2 098,1	2 161,2	(63,1)	2 161,2
Total – Compensations tenant lieu de taxes	**260 024,1**	**264 416,7**	**274 855,3**	**275 845,3**	**(990,0)**	**275 845,3**

Les revenus provenant des compensations tenant lieu de taxes se sont élevés à 274,9 M$, générant un écart négatif de 1,0 M$, ou de 0,4 %, avec le budget. Ce faible écart est grandement lié au retard de quelques mois dans la finalisation d'un grand projet universitaire (catégorie « Gouvernement du Québec »). Les autres écarts sont liés à des variations dans la croissance de l'assiette foncière des comptes fédéraux et des organismes municipaux.

QUOTES-PARTS

Le conseil d'agglomération partage entre les villes liées, au moyen de quotes-parts, le financement des frais engendrés par l'exercice de ses compétences. Les villes liées peuvent ensuite prélever les sommes nécessaires au paiement de leurs quotes-parts, selon leurs propres orientations fiscales.

La Ville de Montréal, en tant que ville liée, participe aussi au financement des dépenses d'agglomération par le paiement de quotes-parts; celles-ci ont totalisé un peu plus de 2 G$ en 2019, soit 2 M$ de moins que le budget original. Cette charge a été financée, principalement, par les taxes et compensations tenant lieu de taxes perçues pour l'exercice.

Le montant global que la Ville de Montréal a perçu en 2019 auprès des autres villes liées, au nom de l'agglomération, se chiffre à 425,9 M$, soit 0,2 M$ de moins que le budget original de 426,1 M$. Ces autres villes liées, aussi appelées villes reconstituées, sont :

- Baie-D'Urfé
- Beaconsfield
- Côte-Saint-Luc
- Dollard-Des Ormeaux
- Dorval
- Hampstead
- L'Île-Dorval
- Kirkland
- Mont-Royal
- Montréal-Est
- Montréal-Ouest
- Pointe-Claire
- Senneville
- Sainte-Anne-de-Bellevue
- Westmount

Tableau 7 – Quotes-parts des villes reconstituées
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Quotes-parts des villes reconstituées						
Dépenses générales	357 066,2	374 024,0	366 945,9	366 945,8	0,1	366 945,8
Alimentation en eau potable	11 055,0	11 906,2	11 732,8	12 113,4	(380,6)	12 113,4
Service de l'eau	21 128,4	22 644,4	23 479,7	23 479,7	-	23 479,7
Dettes de la voirie artérielle (2006-2008)	1 741,0	1 672,1	427,4	427,4	-	427,4
Service des premiers répondants	1 237,0	1 374,5	1 311,0	1 311,0	-	1 311,0
Tarifaire (compteurs d'eau)	415,3	286,1	209,4	22,8	186,6	22,8
Déficit - Exercices antérieurs	-	-	14 752,9	14 752,9	-	14 752,9
Financement des investissements admissibles à la TECQ	3 445,0	3 919,3	4 198,0	4 198,1	(0,1)	4 198,1
Financement des investissements admissibles au FCCQ	1 158,3	2 278,9	2 879,2	2 879,2	-	2 879,2
Total – Quotes-parts des villes reconstituées	**397 246,2**	**418 105,5**	**425 936,3**	**426 130,3**	**(194,0)**	**426 130,3**

La section qui suit explique brièvement les différentes quotes-parts perçues par le conseil d'agglomération. Une distinction est apportée entre les quotes-parts générales, qui financent la plus grande partie des dépenses, et les quotes-parts spécifiques, pour le financement d'activités précises, notamment tout ce qui concerne la gestion de l'eau.

LES QUOTES-PARTS GÉNÉRALES

Les quotes-parts générales servent au financement des charges relevant des compétences d'agglomération, à l'exception de celles qui font déjà l'objet de quotes-parts spécifiques. Elles sont évidemment les plus importantes parmi l'ensemble des quotes-parts. Conformément à la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (projet de loi n° 22), ces charges sont réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif, établi conformément aux règles fixées par le gouvernement du Québec[1].

À moins de circonstances exceptionnelles, les quotes-parts générales sont définitives, de sorte qu'il n'y a pas d'écarts entre les prévisions budgétaires et les résultats financiers, hormis les écarts dus à l'arrondissement des données dans les différents systèmes financiers de la Ville.

LES QUOTES-PARTS SPÉCIFIQUES

Il existe huit quotes-parts spécifiques, dont cinq financent l'ensemble des coûts de l'eau pour l'agglomération : les quotes-parts pour l'alimentation en eau potable, les quotes-parts pour le service de l'eau, les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau ainsi que celles pour les travaux admissibles au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) et au Programme d'aide financière Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les trois quotes-parts restantes financent d'autres coûts spécifiques assumés par l'agglomération, soit le service des premiers répondants, les dettes de la voirie artérielle et le déficit constaté de l'exercice financier 2017.

Les quotes-parts pour l'alimentation en eau potable

Les coûts associés aux activités de production et de distribution de l'eau potable sont partagés entre les villes liées en fonction de leur consommation réelle respective. Aussi, les quotes-parts spécifiques pour l'alimentation en eau potable sont basées sur des estimations, à la fois, du volume d'eau consommé et du tarif au mètre cube. Au terme de chaque exercice financier, un tarif final est calculé en fonction des coûts réels et de la production réelle d'eau potable. Les quotes-parts spécifiques exigées des municipalités sont alors ajustées à la lumière de ces données réelles, incluant les frais d'intérêt lorsqu'il y a lieu.

1. Depuis 2017, le potentiel fiscal des villes liées de l'agglomération de Montréal est établi selon des règles prescrites par arrêté ministériel, en l'occurrence l'*Arrêté remplaçant l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions du 26 novembre 2007 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération*. Les règles de calcul précisées dans cet arrêté sont valables pour les exercices financiers de 2017 à 2019 inclusivement.

Somme toute, les écarts de fin d'exercice s'expliquent par la combinaison de deux facteurs : le volume d'eau réellement consommé dans l'ensemble des villes reconstituées et le tarif final par rapport au tarif provisoire établi au moment de l'élaboration du budget. En 2019, les revenus de l'exercice affichent une baisse de 0,4 M$ par rapport aux prévisions.

Les quotes-parts pour le service de l'eau

Les autres charges reliées au service de l'eau sont également financées par des quotes-parts spécifiques. Ces charges sont réparties entre les villes liées selon le même mode que celui des quotes-parts générales, à savoir le potentiel fiscal. Aussi, tout comme pour ces dernières, en l'absence de circonstances exceptionnelles, il n'y a pas d'écart entre les prévisions et les résultats pour ces quotes-parts, hormis les écarts dus à l'arrondissement des données dans les systèmes financiers de la Ville.

Les quotes-parts pour les dettes de la voirie artérielle (2006-2008)

La loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal, citée plus haut, a restreint considérablement la compétence du conseil d'agglomération concernant le réseau artériel des voies de circulation. Les villes liées ont en effet hérité de la responsabilité d'entretenir ce réseau. Dans cet esprit, la Loi prévoit que toutes les dettes relatives aux travaux d'immobilisations effectués sur les voies de circulation composant le réseau artériel, pour les exercices de 2006, 2007 ou 2008, doivent être financées au moyen de quotes-parts spécifiques par les municipalités ayant bénéficié de ces travaux. Les villes liées où des travaux de voirie artérielle ont été effectués et qui ont conservé un solde impayé assument donc les charges relatives aux dettes restantes au moyen de quotes-parts.

Étant donné qu'il s'agit d'un service de dette avec des annuités déjà calculées pour chacune des villes, on n'observe aucun écart entre les prévisions budgétaires et les résultats financiers.

Les quotes-parts pour le service des premiers répondants

La sécurité publique est une compétence d'agglomération, à l'exception du service des premiers répondants sur le territoire de Côte-Saint-Luc, qui assume le financement de son propre service de premiers répondants (L.R.Q., c. E-20.001, article 28.1). Pour cette raison, les activités associées au service des premiers répondants font l'objet de quotes-parts spécifiques, dont la Ville de Côte-Saint-Luc est exclue.

Les charges nettes des subventions prévues pour le service des premiers répondants sur l'île de Montréal sont réparties entre les villes liées en proportion du potentiel fiscal respectif des villes liées, en excluant celui de Côte-Saint-Luc. Tout comme les quotes-parts générales, celles des premiers répondants sont définitives, de sorte qu'il n'y a pas d'écarts entre les prévisions et les résultats.

Les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau

L'alimentation en eau relève du conseil d'agglomération, notamment la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles. Or, l'agglomération délègue aux municipalités liées les activités de mise en conformité des entrées d'eau, ainsi que d'installation, de lecture, de diagnostic, de réparation et d'entretien des compteurs.

Les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau permettent donc d'assumer les coûts de ces activités déléguées, de même que le coût des compteurs. Conséquemment, les prévisions budgétaires sont directement liées au nombre de compteurs que l'agglomération estime installer au cours de l'exercice.

L'écart favorable de 0,2 M$ témoigne de l'achat et de l'installation d'un nombre de compteurs plus élevé que prévu dans les villes reconstituées.

Les quotes-parts pour le financement des investissements admissibles au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ)

Depuis 2006, les villes liées doivent se partager le financement de travaux effectués sur les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement de l'eau. Certains de ces travaux sont admissibles à des programmes de subvention, tels ceux de la TECQ et du FCCQ. Les villes liées doivent choisir annuellement de payer comptant leur part des dépenses pour les travaux effectués l'année précédente ou d'en étaler le paiement sur 20 ans, en s'acquittant d'une quote-part spécifique à cet effet.

Tout comme les dettes de la voirie artérielle, les quotes-parts spécifiques de la TECQ et du FCCQ constituent un service de dette à la charge des villes concernées, en fonction d'annuités déjà calculées. En conséquence, il n'existe pas d'écart entre les prévisions et les résultats de fin d'exercice, hormis ceux attribuables à l'arrondissement des données dans les systèmes financiers.

Les quotes-parts tarifaires pour le déficit des exercices antérieurs

En 2019, de nouvelles quotes-parts spécifiques ont été prélevées afin de combler le déficit de l'agglomération pour l'exercice financier 2017, qui s'élevait à 86,2 M$. La part assumée par l'ensemble des villes reconstituées s'élevait à 14,8 M$, tandis que celle assumée par la Ville de Montréal était de 71,4 M$. La répartition du remboursement du déficit entre les villes suit les mêmes règles que celles des quotes-parts générales.

TRANSFERTS

Les revenus de transferts représentent des sommes reçues des gouvernements supérieurs sous forme de subventions. Règle générale, ces subventions sont liées à des ententes de partage, donc destinées à des fins précises, mais il existe aussi des transferts de droits, qui sont des sommes versées à la Ville sans être associées à des activités précises.

Tableau 8 – Transferts
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Transferts						
Contribution au service de la dette	35 454,7	30 745,0	25 448,2	25 302,1	146,1	25 302,1
CMM	35 705,5	37 603,0	42 988,3	45 886,2	(2 897,9)	52 586,2
AccèsLogis	-	978,2	28 106,1	11 300,0	16 806,1	9 709,8
Gestion des matières résiduelles	37 097,6	37 343,5	40 895,8	36 200,0	4 695,8	36 200,0
Rénovation urbaine	4 807,9	10 021,5	7 781,8	18 753,5	(10 971,7)	18 753,5
Développement économique local	8 582,0	8 936,6	20 754,7	6 464,8	14 289,9	20 729,7
Sécurité publique (police)	9 504,6	8 126,0	14 277,0	14 233,3	43,7	16 229,8
Lutte contre la pauvreté	8 903,7	8 884,2	7 946,2	10 000,0	(2 053,8)	7 946,2
Projet des premiers répondants	8 227,3	7 945,8	7 869,4	7 585,9	283,5	8 276,6
Loisirs et culture	30 194,1	13 007,7	13 218,6	7 628,9	5 589,7	12 200,0
Violence conjugale	1 873,7	1 758,8	1 483,4	2 039,2	(555,8)	2 039,2
Projets « Montréal 2025 »	-	-	356,8	-	356,8	-
Réflexe Montréal – Volet inconditionnel	83 000,0	86 474,2	88 636,7	89 900,0	(1 263,3)	89 900,0
Réflexe Montréal – Développement économique	-	8 389,4	25 472,5	30 000,0	(4 527,5)	25 472,5
Programmes de financements pluriannuels	15 012,6	13 770,0	13 535,5	9 112,7	4 422,8	8 493,2
Autres	72 338,1	9 084,0	19 896,4	5 937,6	13 958,8	10 247,9
Total – Transferts	**350 701,8**	**283 067,9**	**358 667,4**	**320 344,2**	**38 323,2**	**344 086,7**

Les revenus de transferts sont en hausse de 38,3 M$ par rapport au budget original, pour s'établir à 358,7 M$. Cette hausse de revenus s'explique principalement par :

- une hausse globale de 13,9 M$ des subventions reçues pour le programme AccèsLogis, s'expliquant par une hausse de 16,8 M$ en provenance du gouvernement du Québec et par une diminution de 2,9 M$ du soutien de la Communauté métropolitaine de Montréal. Ces subventions sont versées en fonction de l'avancement des travaux;
- un surplus de 4,7 M$, lié à la gestion des matières résiduelles et s'expliquant par la compensation de Recyc-Québec pour la collecte sélective ainsi que par la hausse des redevances sur l'élimination des matières organiques, en raison de la bonne performance de la Ville;
- une baisse de revenus de 11,0 M$, liée aux programmes de rénovation urbaine (Rénovation Québec, Programme d'amélioration des maisons d'hébergement, Programme d'adaptation de domicile, etc.) en raison d'un volume moins élevé de demandes;

- un écart favorable de 14,3 M$ pour le développement économique local s'expliquant principalement par une somme en provenance du gouvernement du Québec en lien avec l'avancement du développement de l'îlot central du Technopôle Angus;
- une baisse des subventions de 2,0 M$, liée à l'entente Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (lutte contre la pauvreté et l'itinérance) et s'expliquant par une baisse des contributions versées en raison d'une nouvelle répartition des fonds, sur 3 ans;
- une hausse des subventions de 5,6 M$, principalement pour les projets réalisés en 2019 en matière d'intégration de personnes immigrantes, selon l'entente avec le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI);
- un écart défavorable de 5,8 M$, lié à l'entente Réflexe Montréal pour soutenir la Stratégie de développement économique de la Ville et s'expliquant principalement par un avenant à l'aide financière de 150,0 M$ qui prévoit une nouvelle répartition annuelle de l'aide financière;
- un écart favorable de 4,4 M$, lié principalement aux subventions de programmes (TECQ, MCCQ, FCCQ, etc.) pour des travaux admissibles sur les infrastructures de l'eau non prévues au budget et aux intérêts à recevoir sur l'entente MCCQ;
- un écart favorable de 14,0 M$ s'expliquant par l'échelonnement sur plusieurs années du financement de divers programmes, notamment le Fonds Chantiers Canada-Québec pour le Campus Outremont, le programme Climat des municipalités, financé par le gouvernement du Québec, le programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents financé par le Ministère de la Sécurité publique, l'entente avec le MTQ Turcot pour mesurer la qualité de l'air et l'entente avec le MAMH pour les projets de revitalisation urbaine.

SERVICES RENDUS

Ces revenus comprennent l'ensemble des montants provenant d'organismes municipaux pour des services rendus sur une base contractuelle ou ponctuelle, en vertu d'ententes intermunicipales et lors de cas d'urgence. De plus, cette rubrique comprend l'ensemble des revenus associés aux services rendus à des gouvernements ou à leurs entreprises et à des tiers.

Tableau 9 – Services rendus
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services rendus						
Services rendus aux organismes municipaux	8 215,2	8 481,0	8 627,1	8 553,3	73,8	8 553,3
Autres services rendus	306 179,4	305 028,9	305 367,6	307 984,3	(2 616,7)	315 265,0
Total – Services rendus	**314 394,6**	**313 509,9**	**313 994,7**	**316 537,6**	**(2 542,9)**	**323 818,3**

Les revenus de 314,0 M$ des services rendus sont en baisse de 2,5 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique notamment par :

- un écart défavorable de 11,9 M$ pour les redevances de stationnement, attribuable à la résiliation de l'entente conclue antérieurement avec la Société en commandite Stationnement de Montréal (10 M$) ainsi qu'à une baisse des revenus de stationnement tarifés (1,9 M$)
- un écart défavorable de 3,9 M$, lié au retard dans la mise en application de l'entente de facturation pour les frais du Bureau des régimes de retraite;
- une baisse de revenus de 3,6 M$, attribuable principalement au report de l'ouverture du Biodôme dans le cadre du projet *Migration*;
- un écart défavorable de 2,1 M$ pour des prêts d'employés, lié principalement à l'entente conclue avec le MTESS et le Bureau du taxi

Cette baisse est contrebalancée par des hausses de revenus, soit :

- une augmentation de revenus de 7,0 M$, attribuable à l'occupation du domaine public dans les arrondissements, notamment dans le secteur de Griffintown;
- une hausse de revenus de 6,9 M$, reliée aux services de surveillance des chantiers routiers par les policiers (échangeur Turcot, pont Champlain, projet SRB Pie-IX, etc.)
- des revenus additionnels de 2,7 M$, attribuables à la vente d'inventaire provenant des stocks du Service de l'approvisionnement
- des revenus additionnels de 2,5 M$, relatifs aux activités supplémentaires de BIXI Montréal

IMPOSITION DE DROITS

La Ville de Montréal impose des droits sur les mutations immobilières et perçoit également des revenus pour la délivrance de licences et permis divers.

Tableau 10 – Imposition de droits
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Imposition de droits						
Licences et permis	54 605,0	65 422,7	55 956,5	29 686,9	26 269,6	29 658,1
Droits sur les mutations immobilières	211 276,7	253 549,7	313 375,4	218 730,9	94 644,5	218 730,9
Total – Imposition de droits	**265 881,7**	**318 972,4**	**369 331,9**	**248 417,8**	**120 914,1**	**248 389,0**

En 2019, les revenus de l'imposition de droits sont de 369,3 M$, soit une augmentation de 120,9 M$ par rapport au budget original. Cette hausse est attribuable à :

- un écart favorable de 26,3 M$, découlant principalement des permis de construction et de modification délivrés par les arrondissements pour des projets immobiliers, tels que le Square Children's, la Tour des Canadiens, la gare Viger, l'ensemble résidentiel Le Triangle, la réfection de plusieurs écoles, etc.
- un écart favorable de 94,6 M$ pour les revenus des droits sur les mutations immobilières, en raison d'un marché immobilier actif ayant généré une hausse de 4,1 % du nombre de transactions et une augmentation de 10,2 % de la valeur moyenne des transactions effectuées. Par ailleurs, les transactions de très grande envergure ont généré 50,0 M$ de plus que la moyenne des trois dernières années, soit 79 % de plus.

AMENDES ET PÉNALITÉS

Cette rubrique regroupe les revenus des contraventions données par les policiers et les agents de stationnement en matière de circulation et de stationnement, ainsi que d'autres types d'infractions, à savoir les contraventions à la réglementation municipale (urbanisme, nuisance, prévention incendie, fausses alarmes, etc.), à diverses lois provinciales et au Code criminel.

Tableau 11 – Amendes et pénalités
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Amendes et pénalités						
Contraventions – Circulation et stationnement	154 959,3	168 130,6	158 658,6	187 022,0	(28 363,4)	187 022,0
Autres – Amendes et pénalités	17 854,6	20 903,1	20 804,2	21 391,0	(586,8)	21 391,0
Total – Amendes et pénalités	**172 813,9**	**189 033,7**	**179 462,8**	**208 413,0**	**(28 950,2)**	**208 413,0**

Les revenus de 2019 s'élèvent à 179,5 M$, soit un écart défavorable de 29,0 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique par les éléments suivants :

- un écart défavorable de 28,4 M$ pour les revenus de contraventions en matière de circulation et stationnement, essentiellement en raison d'un nombre moins élevé de constats émis par les policiers et les agents de stationnement;
- un écart défavorable de 0,6 M$ qui est le résultat net d'un déficit de 2,0 M$, se trouvant principalement dans les revenus liés à la réglementation municipale pouvant donner lieu à l'émission de constats et d'un surplus de 1,4 M$ au chapitre des alarmes non fondées ayant entraîné des interventions des policiers ou des pompiers.

INTÉRÊTS

Ces revenus comprennent les intérêts sur les fonds d'amortissement, les intérêts sur l'encaisse et les autres intérêts, ainsi que les intérêts sur les arriérés de taxes.

Tableau 12 – Intérêts
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Intérêts						
Fonds d'amortissement	68 061,1	68 998,6	68 104,3	67 135,2	969,1	67 135,2
Encaisse et autres intérêts	61 193,6	75 839,3	90 100,4	70 865,1	19 235,3	70 865,1
Arriérés de taxes	15 315,0	15 963,2	14 520,9	13 677,2	843,7	13 677,2
Total – Intérêts	**144 569,7**	**160 801,1**	**172 725,6**	**151 677,5**	**21 048,1**	**151 677,5**

Les revenus d'intérêts totalisent 172,7 M$, soit une hausse de 21,0 M$ par rapport au budget original. Cette augmentation est attribuable à :

- des revenus supplémentaires de 1,0 M$, générés par l'accroissement des placements du fonds d'amortissement. Le volume additionnel du fonds d'amortissement est requis pour pourvoir au remboursement de la dette à long terme associé à la hausse du financement des dépenses en immobilisations;
- des revenus supplémentaires de 20,0 M$, générés par des taux d'intérêt plus élevés que prévu pour les placements.

AUTRES REVENUS

Cette rubrique comprend les revenus de cession d'éléments de l'actif, les contributions des organismes municipaux et les revenus divers.

Tableau 13 – Autres revenus
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Autres revenus						
Cession d'éléments d'actif	29 327,5	34 508,9	31 043,4	15 451,1	15 592,3	15 451,1
Autres	13 804,7	17 636,8	11 909,7	8 759,1	3 150,6	12 265,1
Total – Autres revenus	**43 132,2**	**52 145,7**	**42 953,1**	**24 210,2**	**18 742,9**	**27 716,2**

Les autres revenus s'élèvent à 42,9 M$, soit une hausse de 18,7 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique principalement par les éléments suivants :

- des revenus additionnels de 11,9 M$ pour la cession d'actifs, liés principalement à l'encaissement de l'indemnité finale de 7,2 M$ pour l'expropriation liée à la construction du pont Champlain et à la vente non prévue d'une ruelle, pour 4,3 M$;
- un revenu de 10,0 M$ à la suite de la résiliation de l'entente conclue avec Stationnement de Montréal;
- un écart favorable de 4,0 M$, lié à l'utilisation des fonds des parcs et des terrains de jeux et stationnements;
- des revenus inférieurs de 6,3 M$ à ceux prévus pour la cession de terrains destinés à la revente.

AFFECTATION DE REVENUS

Cette rubrique regroupe, d'une part, le financement provenant des excédents cumulés des années antérieures, des fonds réservés et des réserves financières et, d'autre part, les montants à pourvoir permis en vertu des dispositions de la comptabilité municipale du MAMH.

Tableau 14 – Affectation de revenus
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Affectation de revenus						
Financement à long terme – SOFIL-STM	29 876,0	6 790,0	5 829,8	38 900,0	(33 070,2)	38 900,0
Financement à long terme – Autres	39 944,7	26 358,7	54 548,2	-	54 548,2	-
Affectation – Montants à pourvoir – TVQ	11 200,0	-	-	-	-	-
Excédent de fonctionnement	93 395,9	81 979,3	74 693,5	25 583,2	49 110,3	74 693,8
Excédent de fonctionnement spécifique	-	-	71 416,8	71 416,8	-	71 416,8
Excédent de fonctionnement – Élections	12 000,0	-	-	-	-	-
Excédent de fonctionnement – TVQ – Allègement	9 900,0	9 300,0	-	-	-	-
Excédent de fonctionnement – Régimes de retraite – Allègement	26 700,0	26 700,0	13 000,0	13 000,0	-	13 000,0
Affectation des réserves et fonds	58,5	7 008,6	7 008,6	6 950,1	58,5	6 950,1
Total – Affectation de revenus	**223 075,1**	**158 136,6**	**226 496,9**	**155 850,1**	**70 646,8**	**204 960,7**

Ces affectations, qui totalisent 226,5 M$, affichent un écart favorable de 70,6 M$ qui s'explique principalement par les éléments suivants :

- un écart défavorable de 33,1 M$ reflétant un financement par emprunt moindre pour la contribution versée en 2019 par la Ville dans le cadre du programme de la SOFIL, compte tenu du ralentissement des investissements réalisés par la STM pour son programme d'immobilisations;
- un écart favorable de 54,5 M$ reflétant la décision de financer par emprunt certaines dépenses de fonctionnement, notamment :
  - des dépenses de 26,1 M$, principalement pour d'importants travaux de restauration du site du Campus Outremont de l'Université de Montréal, dans le cadre d'une entente avec la Ville;
  - des dépenses de 11,3 M$ liées à la réalisation du Plan de gestion de la forêt urbaine dans le cadre du programme Canopée de la Ville de Montréal;
  - afin de maintenir l'attractivité touristique du secteur des musées et des centres d'exposition, des contributions de près de 5,4 M$ versées au musée Pointe-à-Callière pour le renouvellement de ses expositions permanentes;
  - des travaux majeurs de nature non capitalisable de 4,7 M$, réalisés par les arrondissements pour, notamment, l'entretien des infrastructures locales de voirie et des parcs;

- un soutien financier de 2,0 M$ à l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal pour ses travaux de réaménagement, dans le cadre d'une entente prévoyant un appui de la Ville totalisant 10,0 M$ et s'échelonnant de 2017 à 2020
- des dépenses de près de 2,0 M$, liées à l'acquisition et à la distribution d'outils de collecte de matières organiques, dans le cadre du programme de gestion des matières résiduelles;
- des dépenses de l'ordre de 0,9 M$ en vertu du volet culturel de l'entente avec le ministère de la Culture et des Communications visant à favoriser l'accès aux arts et à la culture;

▪ un écart favorable de 49,1 M$ reflétant un recours plus important aux excédents accumulés des exercices antérieurs de la Ville, pour financer notamment :

- des dépenses additionnelles de 23,8 M$ réalisées par les arrondissements et financées à même leurs propres surplus accumulés, notamment pour des projets d'aménagement urbain, pour des contributions financières à des organismes communautaires et de loisirs ainsi que pour la bonification des services de proximité destinés aux citoyens;
- des dépenses additionnelles de 25,3 M$ réalisées par la Ville centre, notamment :
  - une somme de 19,1 M$ relative aux activités supplémentaires de chargement et de transport de la neige engendrées par des précipitations plus élevées que prévu;
  - une somme de 3,2 M$ consacrée aux travaux majeurs de réfection et de réaménagement des cours de services réservées aux activités de voirie et de transport de quelques arrondissements;
  - une contribution de 1,9 M$ versée à un OBNL pour compléter, à même les excédents de la Ville le montage financier d'un projet d'acquisition et de remise en état d'immeubles locatifs à des fins de logements abordables.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

- Services administratifs
- Sécurité publique
- Services institutionnels
- Mobilité et attractivité – Global
- Qualité de vie
- Service aux citoyens
- Arrondissements



ANALYSE DES CHARGES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tableau 15 – Charges par secteurs d'activités

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services centraux						
Direction générale	18 033,6	17 986,0	18 721,8	18 087,2	(634,6)	20 151,0
Finances	48 386,8	46 647,8	46 053,9	47 744,3	1 690,4	48 519,3
Performance organisationnelle	3 667,0	3 841,4	3 805,1	4 885,9	1 080,8	4 585,9
Ressources humaines	50 868,9	52 691,7	55 607,1	59 334,3	3 727,2	58 833,3
Bureau de l'inspecteur général	4 994,7	4 186,1	4 500,3	5 909,8	1 409,5	5 909,8
Commission de la fonction publique	759,4	624,5	351,7	726,0	374,3	726,0
Secrétariat de liaison	70,4	38,5	85,0	680,6	595,6	680,6
Vérificateur général	5 427,2	5 300,7	4 976,1	6 441,1	1 465,0	6 050,6
Total – Services administratifs	**132 208,0**	**131 316,7**	**134 101,0**	**143 809,2**	**9 708,2**	**145 456,5**
Police	683 174,7	683 014,9	695 509,4	662 206,6	(33 302,8)	661 369,6
Sécurité incendie	369 275,1	345 197,3	355 854,8	336 270,3	(19 584,5)	338 040,5
Total – Sécurité publique	**1 052 449,8**	**1 028 212,2**	**1 051 364,2**	**998 476,9**	**(52 887,3)**	**999 410,1**
Affaires juridiques	60 455,6	61 089,9	60 291,3	64 861,5	4 570,2	65 690,5
Approvisionnement	21 642,7	21 243,1	27 768,7	24 258,0	(3 510,7)	29 729,8
Évaluation foncière	15 742,1	15 942,5	15 464,0	15 929,7	465,7	15 945,6
Gestion et planification immobilière	145 544,7	156 249,8	164 286,7	170 765,4	6 478,7	164 596,2
Greffe	40 440,4	28 359,0	29 283,0	28 600,3	(682,7)	31 155,2
Matériel roulant et ateliers	107 950,2	113 089,5	115 250,0	105 869,3	(9 380,7)	112 733,8
Total – Services institutionnels	**391 775,7**	**395 973,8**	**412 343,7**	**410 284,2**	**(2 059,5)**	**419 851,1**
Commission des services électriques	60 578,9	64 098,6	65 700,3	74 683,0	8 982,7	74 683,1
Eau	224 518,6	227 940,6	256 100,4	248 024,3	(8 076,1)	247 031,9
Grands parcs, mont Royal et sports	53 093,0	49 999,1	52 671,5	42 579,0	(10 092,5)	42 916,9
Infrastructures du réseau routier	38 780,4	37 078,4	36 131,3	36 563,0	431,7	40 387,1
Urbanisme et mobilité	51 273,1	50 943,1	84 327,7	55 111,6	(29 216,1)	62 310,5
Total – Mobilité et attractivité	**428 244,0**	**430 059,8**	**494 931,2**	**456 960,9**	**(37 970,3)**	**467 329,5**
Culture	108 252,0	67 339,6	64 330,7	62 202,4	(2 128,3)	62 559,9
Développement économique	56 364,9	61 725,8	92 832,9	84 152,9	(8 680,0)	94 979,6
Diversité et inclusion sociale	28 206,2	29 205,5	29 253,7	29 505,8	252,1	30 314,2
Environnement	122 363,7	176 510,5	146 736,3	144 314,1	(2 422,2)	143 269,8
Espace pour la vie	58 120,0	58 201,2	59 351,3	60 735,1	1 383,8	61 519,8
Habitation	27 998,9	40 557,9	86 941,5	90 145,6	3 204,1	97 025,4
Total – Qualité de vie	**401 305,7**	**433 540,5**	**479 446,4**	**471 055,9**	**(8 390,5)**	**489 668,7**
Concertation des arrondissements	98 389,0	102 657,1	105 513,5	86 654,0	(18 859,5)	104 154,0
Expérience citoyenne et communications	22 097,9	22 434,3	23 867,0	22 889,5	(977,5)	25 152,5
Technologies de l'information	85 452,3	83 846,8	86 880,1	87 249,2	369,1	89 313,1
Total – Service aux citoyens	**205 939,2**	**208 938,2**	**216 260,6**	**196 792,7**	**(19 467,9)**	**218 619,6**
Arrondissements	876 843,6	887 768,9	917 602,2	904 638,0	(12 964,2)	940 748,7
Total – Charges par secteurs d'activités	**3 488 766,0**	**3 515 810,1**	**3 706 049,3**	**3 582 017,8**	**(124 031,5)**	**3 681 084,2**

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Services administratifs



SERVICES ADMINISTRATIFS

Tableau 16 – Services administratifs

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services administratifs						
Services de la direction générale						
Direction générale	18 033,6	17 986,0	18 721,8	18 087,2	(634,6)	20 151,0
Finances	48 386,8	46 647,8	46 053,9	47 744,3	1 690,4	48 519,3
Performance organisationnelle	3 667,0	3 841,4	3 805,1	4 885,9	1 080,8	4 585,9
Ressources humaines	50 868,9	52 691,7	55 607,1	59 334,3	3 727,2	58 833,3
Autres services administratifs						
Bureau de l'inspecteur général	4 994,7	4 186,1	4 500,3	5 909,8	1 409,5	5 909,8
Commission de la fonction publique	759,4	624,5	351,7	726,0	374,3	726,0
Secrétariat de liaison	70,4	38,5	85,0	680,6	595,6	680,6
Vérificateur général	5 427,2	5 300,7	4 976,1	6 441,1	1 465,0	6 050,6
Total – Services administratifs	**132 208,0**	**131 316,7**	**134 101,0**	**143 809,2**	**9 708,2**	**145 456,5**

DIRECTION GÉNÉRALE

Sous l'autorité du comité exécutif, la Direction générale dirige, supervise et coordonne l'ensemble des activités administratives de la Ville de Montréal, établit les priorités d'action, soutient le processus décisionnel des instances politiques et voit à la mise en œuvre de leurs décisions.

Le Service de la direction générale est composé du cabinet du directeur général, des quatre directions générales adjointes et des bureaux de la Transition écologique et de la Résilience, du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal, des Relations gouvernementales et municipales, des Projets et Programmes d'immobilisations, des Relations internationales et du Contrôleur général.

Tableau 17 – Direction générale

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	12 620,2	12 840,3	13 682,8	13 466,4	(216,4)	14 192,6
Transport et communications	445,8	494,7	375,4	572,9	197,5	475,6
Services professionnels	665,6	835,3	1 650,2	422,0	(1 228,2)	1 951,0
Services techniques et autres	1 759,6	2 345,9	1 861,0	1 677,4	(183,6)	2 075,7
Location, entretien et réparation	226,7	267,9	92,8	152,4	59,6	152,0
Biens durables et non durables	248,4	197,8	162,0	169,0	7,0	280,7
Contributions à des organismes	2 067,3	941,8	899,9	1 627,1	727,2	1 023,4
Autres objets de dépenses	-	62,3	(2,3)	-	2,3	-
Total – Charges de fonctionnement	**18 033,6**	**17 986,0**	**18 721,8**	**18 087,2**	**(634,6)**	**20 151,0**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mise en œuvre d'une démarche d'alignement stratégique ayant permis de dégager une vision et d'engager les employés et les partenaires internes dans une direction commune;
- déploiement d'une démarche de mobilisation dans l'ensemble des unités de la Ville de Montréal dans un objectif de performance organisationnelle et d'amélioration continue;
- offre de services sans papier depuis janvier 2019 par la Division soutien aux instances, qui appuie le comité exécutif;
- création du Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER), embauche d'un nouveau directeur, structuration de l'équipe par le transfert d'une division, actualisation de la mission et élaboration active et concertée d'un plan climat;
- obtention du premier prix du Défi des villes intelligentes du gouvernement du Canada, donnant droit à 50 M$, dans une optique d'innovation urbaine;

- poursuite des négociations avec les instances gouvernementales, notamment pour le financement du transport en commun, le pacte fiscal, le développement de l'Est, en plus de l'élaboration d'une stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones;
- accroissement du rayonnement international, notamment auprès de l'ONU et du G20 sur des thématiques au cœur des enjeux de la métropole comme l'environnement et les changements climatiques, la mobilité, l'inclusion sociale et la migration;
- poursuite du contrôle interne et du suivi rigoureux des recommandations de la vérificatrice générale, élaboration des règles liées aux changements législatifs touchant le processus d'appel d'offres et renforcement de l'encadrement des contributions financières octroyées aux organismes à but non lucratif;
- bonification du cadre de gouvernance de la gestion des actifs municipaux de la Ville de Montréal et implantation d'une culture commune de gestion de projets grâce à de nombreux outils.

Principales variations

Budget modifié

La Direction générale a reçu des budgets additionnels de 2,0 M$ au cours de l'année 2019 principalement reliés au transfert de la Division planification et suivi environnemental du Service de l'environnement au BTER.

Charges de fonctionnement

Nonobstant l'excédent de 1,4 M$ par rapport au budget modifié, globalement, la Direction générale présente un déficit budgétaire de 0,6 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants:

Rémunération et cotisations de l'employeur

L'écart défavorable de 0,2 M$ s'explique principalement par les éléments suivants :

- écart défavorable de 1,2 M$, relié au transfert de la Division planification et suivi environnemental du Service de l'environnement au BTER;
- écart favorable de 0,6 M$, relié au transfert de 6 postes au Service de l'expérience citoyenne et des communications, au Service des ressources humaines et au Service de l'environnement;
- écart favorable de 0,4 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de postes vacants.

Autres familles de dépenses

L'écart défavorable de 0,4 M$ s'explique principalement par les éléments suivants :

- écart défavorable de 1,4 M$, attribuable aux dépenses relatives à l'ancien Hôpital de la Miséricorde, à l'Institut des sourdes-muettes et à l'Îlot Voyageur, à des dépenses en lien avec la subvention du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le soutien à la réalisation de projets-pilotes de véhicules autonomes électriques ainsi qu'au transfert de la Division planification et suivi environnemental du Service de l'environnement au BTER;
- écart favorable de 1,0 M$, attribuable aux budgets versés aux arrondissements pour le programme Quartiers intégrés, divers réaménagements internes requis pour différents dossiers ainsi que des dépenses moindres en frais de déplacement.

FINANCES

Leader de la fonction « finance » et gardien des fonds publics, le Service des finances réalise des activités de conseil stratégiques, opérationnelles et transactionnelles, selon les meilleures pratiques de gouvernance, de gestion et de contrôle.

Le Service des finances :

- réalise la planification financière à long terme de la Ville et fournit des services d'expert-conseil en stratégies financières et fiscales aux unités d'affaires et aux instances;
- conseille et appuie les unités d'affaires dans la planification et l'optimisation des ressources financières. Il assure le respect des normes et l'exactitude de leurs informations financières;
- gère les opérations de taxation et de perception, les transactions de facturation et de déboursés, en conjuguant la qualité du service à la clientèle, l'innovation et l'efficience;
- produit les informations financières statutaires et de gestion et fournit un service d'expertise en comptabilité;
- établit les stratégies et gère les activités de financement, de placement et de trésorerie. Dans le cadre de mandats délégués, il administre les régimes de retraite dans le respect des lois et règlements applicables.

Tableau 18 – Finances
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	38 130,6	37 542,6	35 956,6	36 744,4	787,8	36 744,4
Transport et communications	1 497,4	1 346,7	1 688,8	1 591,0	(97,8)	1 814,3
Services professionnels	772,9	907,2	1 406,0	1 021,8	(384,2)	1 599,6
Services techniques et autres	3 223,5	3 222,4	3 436,2	4 565,5	1 129,3	4 408,0
Location, entretien et réparation	(392,8)	103,2	121,7	134,6	12,9	151,5
Biens durables et non durables	332,0	202,4	183,5	392,6	209,1	430,6
Autres objets de dépenses	4 823,2	3 323,3	3 261,1	3 294,4	33,3	3 370,9
Total – Charges de fonctionnement	**48 386,8**	**46 647,8**	**46 053,9**	**47 744,3**	**1 690,4**	**48 519,3**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mise en œuvre de la première consultation prébudgétaire de l'histoire de Montréal;
- poursuite de la modernisation des solutions touchant les encaissements simplifiés permettant une amélioration de l'expérience citoyenne en réduisant le temps passé aux comptoirs d'encaissement;

- refonte de l'ensemble des documents financiers, notamment les documents du budget de fonctionnement et du Programme triennal d'immobilisations, afin de faciliter la compréhension de l'information financière par les non-experts;
- production de plusieurs scénarios d'harmonisation fiscale qui ont permis à l'Administration d'analyser et de décider du scénario à mettre en œuvre d'ici 2022;
- développement des sources de revenus de la Ville par la création d'une nouvelle tranche pour les droits de mutation des transactions de 2,0 M$ et plus;
- assistance à l'administration municipale pour la révision de la Politique de la gestion de la dette par l'évaluation et la présentation de stratégies visant le retour du ratio d'endettement à l'intérieur des balises de la politique.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels de 0,8 M$ au cours de l'année 2019, principalement pour des travaux d'audit supplémentaires.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des finances dégage un excédent budgétaire de 1,7 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,8 M$ qui résulte essentiellement d'un écart entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;

Services professionnels

- écart défavorable de 0,4 M$, attribuable à des honoraires non budgétés pour les audits de diverses sociétés paramunicipales qui relevaient auparavant du Vérificateur général de la Ville de Montréal;

Services techniques et autres

- écart favorable de 1,1 M$, imputable principalement aux implantations tardives de projets informatiques qui ont généré des économies en frais de services bancaires et en frais de numérisation.

PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

La mission du Service de la performance organisationnelle est de mener les projets d'amélioration continue, les dossiers d'architecture d'affaires, les analyses de coûts complets et les démarches d'étalonnage à l'échelle de l'organisation, en vue d'optimiser les façons de faire et de générer des gains d'efficience mesurables et durables.

Tableau 19 – Performance organisationnelle

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	2 808,6	3 034,1	3 211,3	3 347,8	136,5	3 347,8
Transport et communications	22,5	28,7	22,7	78,0	55,3	46,1
Services professionnels	722,9	679,6	477,8	1 167,6	689,8	941,6
Services techniques et autres	58,6	48,7	66,0	134,5	68,5	136,7
Location, entretien et réparation	6,3	5,4	2,6	21,4	18,8	13,9
Biens durables et non durables	48,1	44,9	24,7	136,6	111,9	99,8
Total – Charges de fonctionnement	**3 667,0**	**3 841,4**	**3 805,1**	**4 885,9**	**1 080,8**	**4 585,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réalisation de près de 30 projets de simplification des processus d'affaires des services centraux et des arrondissements, notamment l'implantation d'un système de gestion quotidienne dans quelques directions des travaux publics, la révision des processus d'acheminement des demandes de permis au sein de certaines directions de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, la refonte de parcours de déneigement, la révision de la gestion des collectes des matières résiduelles, etc.;
- optimisation de l'activité de marquage des rues en vue d'en accroître l'efficacité et l'efficience, en collaboration avec l'équipe de l'Entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de l'Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
- publication conjointe, avec le Service des infrastructures du réseau routier, d'une vingtaine de documents techniques normalisés dans les domaines des infrastructures et des parcs, à l'intention des responsables de l'élaboration des appels d'offres publics pour l'exécution de travaux;
- publication de 141 indicateurs de performance portant sur la métropole seule ou la comparant à Calgary, Toronto et Winnipeg;

- développement de 2 nouveaux indicateurs de performance, l'un portant sur la diversité et l'inclusion, et l'autre, sur l'impression de documents, étant spécifiquement rattaché à la transition écologique, et production mensuelle d'un tableau de bord des indicateurs de performance à l'intention des directeurs de service et d'arrondissement;
- réalisation de dossiers d'architecture d'affaires dans le cadre de projets de modernisation des systèmes informatiques, comme le soutien aux opérations et aux activités de prévention du Service de sécurité incendie de Montréal ou à la gestion des immeubles pour le Service de la gestion et de la planification immobilière, la réalisation d'une analyse d'opportunité pour une plateforme visant à soutenir toutes les inspections des domaines public et privé, etc.

Principales variations

Budget modifié

La Performance organisationnelle a transféré un budget de 0,3 M$ au Service du matériel roulant et des ateliers.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la performance organisationnelle présente un excédent budgétaire de 1,1 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

L'écart favorable de 0,1 M$ s'explique par l'élément suivant :

- écart favorable de 0,1 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de postes vacants.

Autres familles de dépenses

L'écart favorable de 1,0 M$ s'explique par les éléments suivants :

- écart favorable de 0,7 M$ pour les services professionnels, relié à la réduction du nombre de projets de nature technologique auxquels le service devait contribuer (annulés ou ralentis de manière importante, considérant la capacité du Service des technologies de l'information et les choix effectués à son PTI) : déploiement d'un logiciel corporatif de gestion de l'entretien des actifs, d'un logiciel corporatif de gestion de projets et d'un système de code à barres pour la gestion des stocks; implantation d'un système permettant aux instances de ne pas produire de documents imprimés;

- écart favorable de 0,3 M$, attribuable à des dépenses moins élevées que prévu, principalement dans les biens non durables, les services techniques ainsi que le transport et les communications.

RESSOURCES HUMAINES

Le Service des ressources humaines exerce un leadership stratégique en offrant des services-conseils et des solutions à haute valeur ajoutée qui permettent une gestion saine et équitable des ressources humaines. Il contribue de manière importante à ce que la Ville dispose d'employés compétents et mobilisés, dans une perspective d'excellence du service aux citoyens.

Tableau 20 – Ressources humaines

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	44 073,9	46 123,7	49 146,5	51 521,8	2 375,3	50 863,4
Transport et communications	632,3	646,5	1 006,9	1 064,9	58,0	1 122,5
Services professionnels	3 789,2	3 796,7	4 150,2	4 703,7	553,5	4 973,5
Services techniques et autres	2 136,7	1 859,2	943,2	1 555,7	612,5	1 422,3
Location, entretien et réparation	(0,5)	73,8	64,7	95,2	30,5	80,7
Biens durables et non durables	237,3	182,5	295,6	393,0	97,4	370,9
Autres objets de dépenses	-	9,3	-	-	-	-
Total – Charges de fonctionnement	**50 868,9**	**52 691,7**	**55 607,1**	**59 334,3**	**3 727,2**	**58 833,3**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- pilotage de la démarche de mobilisation des employés et réalisation d'un sondage auprès de tout le personnel au début de 2019. Les résultats ont permis de faire un état de la situation afin de mettre en place des solutions d'amélioration visant à assurer un milieu de travail sain et mobilisant
- contribution à l'implantation d'une culture de valorisation de la diversité et de l'inclusion à la Ville en accompagnant étroitement les gestionnaires dans leur processus de recrutement. À ce jour, le pourcentage global des membres des minorités visibles et ethniques embauchés du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019 est de 36,1 %;
- déploiement d'une démarche en continu de gestion prévisionnelle des ressources humaines afin de faire un diagnostic des principaux enjeux et de déterminer les initiatives à mettre en place;
- renouvellement de la convention collective des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal jusqu'au 31 décembre 2023, permettant à l'Administration de reconnaître l'apport de ce groupe;
- conclusion d'une entente de 10 ans avec Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective, permettant l'obtention de conditions avantageuses pour l'ensemble du personnel;

- mise en place du Centre de services RH, offrant un point de contact unique aux employés des services centraux pour simplifier leur recherche de réponses et permettre des gains d'efficacité.

Principales variations

Budget modifié

La diminution de 0,5 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par :

- un montant de 1,2 M$ transféré aux unités d'affaires participant au programme d'assignation temporaire;
- une somme de 0,6 M$ reçue en cours d'année à titre de subvention du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour le programme de parrainage professionnel;
- un montant de 0,1 M$ reçu de la Direction générale à la suite du transfert d'un poste de cadre sur mandats.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des ressources humaines présente un excédent budgétaire de 3,7 M$ par rapport au budget original attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 1,5 M$, attribuable à l'écart entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;
- écart favorable de 1,2 M$ s'expliquant par des virements budgétaires aux unités administratives participant au programme d'assignation temporaire;
- écart défavorable de 0,3 M, relatif à l'augmentation du nombre de stagiaires participant au programme de parrainage professionnel;

Services professionnels

- écart favorable de 0,4 M$, principalement dû aux enquêtes externes en lien avec le respect de la personne;
- écart favorable de 0,1 M$, attribuable aux tests d'évaluation psychométriques et à l'évaluation des cadres;

Services techniques

- écart favorable de 0,3 M$, généré par un transfert budgétaire au Service des technologies de l'information pour l'archivage des données de la paie des employés;
- écart favorable de 0,3 M$, principalement dû à des économies reliées aux formations des employés et aux cotisations à des associations, à la formation des contremaîtres, à la formation en leadership, etc.

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

Le Bureau de l'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation de contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville ou par toute personne morale qui lui est liée, par exemple la Société d'habitation de Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Bureau du taxi, etc.

L'inspecteur général recommande au conseil municipal et à toutes les instances toute mesure visant à prévenir les manquements à l'intégrité dans le cadre de la passation de contrats. Il recommande également au conseil toute mesure visant à favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière de passation et d'exécution de contrats.

Il exerce son mandat tant à l'égard des contrats qui relèvent d'une compétence d'agglomération que de ceux qui relèvent d'une compétence de proximité.

Tableau 21 – Bureau de l'inspecteur général
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	4 143,4	3 804,1	3 955,6	4 260,1	304,5	4 260,1
Transport et communications	82,3	76,2	76,0	106,0	30,0	132,0
Services professionnels	33,5	8,5	54,2	1 086,2	1 032,0	913,9
Services techniques et autres	294,7	206,0	261,9	346,0	84,1	386,3
Location, entretien et réparation	310,8	29,1	34,7	34,0	(0,7)	42,3
Biens durables et non durables	130,0	62,2	117,9	77,5	(40,4)	175,2
Total – Charges de fonctionnement	**4 994,7**	**4 186,1**	**4 500,3**	**5 909,8**	**1 409,5**	**5 909,8**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- le Bureau de l'inspecteur général a reçu plusieurs centaines de signalements, réalisé de nombreuses enquêtes, déposé 3 rapports de recommandations aux instances et émis 3 rapports de décision résiliant des contrats déjà octroyés. De plus, un rapport de mi-année a été déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération pour rendre compte des interventions menées du 1er janvier au 30 juin 2019;
- le Bureau de l'inspecteur général a pour mandat de former tous les employés de la Ville, les élus, les membres de conseils et les employés des sociétés paramunicipales. Ce programme de formation est offert depuis l'automne 2017 et vise à accroître l'intégrité dans la gestion des contrats de la Ville. Afin de favoriser la participation du plus grand nombre de personnes possible aux 5 formations déjà offertes, le Bureau de l'inspecteur général a diffusé plus de 40 % de ses sessions de formation directement dans les unités d'affaires de la Ville ou des organismes qui lui sont liés;

- pour donner suite à des travaux d'enquête et de surveillance sur la gestion des sols contaminés à la Ville de Montréal, l'inspectrice générale a déposé ses constats et recommandations dans son rapport de mi-année 2019. Adhérant à sa vision de collaboration, plusieurs intervenants de la Ville ont été mis à contribution dans la recherche de solutions viables et applicables aux constats. C'est ainsi qu'ont été formulées des recommandations telles que la confection d'un guide des bonnes pratiques ainsi que l'évaluation de la mise en place de sites de dépôt transitoires afin de favoriser l'efficience dans la gestion écoresponsable des sols faiblement contaminés et, conséquemment, de prévenir les manquements à l'intégrité dans la gestion de ces sols.

Principales variations

Budget modifié

Au total, il n'y a aucun écart entre le budget original et le budget modifié.

Charges de fonctionnement

La variation globale favorable de 1,4 M$ entre les dépenses réelles et le budget original est principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,3 M$, dû à 2 postes laissés vacants en cours d'année et à l'abolition d'un poste de col blanc;

Services professionnels

- écart favorable de 1,0 M$ correspondant à des montants budgétisés, mais non dépensés pour des services professionnels. Ces montants sont réservés pour des projets ponctuels non récurrents et/ou pour des circonstances imprévues.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

La Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est un organisme indépendant dont la mission première est de traiter les plaintes relatives aux processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal. La CFPM mène ses activités avec rigueur, impartialité et professionnalisme, et ce, dans le but d'assurer la confiance des employés et des citoyens envers les pratiques en place. Dans une perspective d'amélioration continue, elle émet des recommandations et privilégie, dans toutes ses interventions, une approche constructive et de collaboration, tout en demeurant objective et neutre.

Tableau 22 – Commission de la fonction publique

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	730,9	509,0	278,1	593,0	314,9	593,0
Transport et communications	10,1	7,9	6,5	25,0	18,5	24,5
Services professionnels	39,3	88,4	50,2	68,0	17,8	67,0
Services techniques et autres	27,7	17,3	12,5	28,6	16,1	28,1
Location, entretien et réparation	(52,2)	0,8	2,7	2,7	-	4,7
Biens durables et non durables	3,6	1,1	1,7	8,7	7,0	8,7
Total – Charges de fonctionnement	**759,4**	**624,5**	**351,7**	**726,0**	**374,3**	**726,0**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- traitement de 81 demandes, dont 50 plaintes ont mené à une enquête 13 ont été jugées recevables et 2 se sont avérées fondées;
- raccourcissement du délai moyen de traitement des plaintes recevables, celui-ci étant passé de 49 jours en 2017 à 39 en 2019, atteignant la cible des 45 jours ouvrables;
- publication du rapport annuel uniquement en ligne, réduisant ainsi l'empreinte écologique de la CFPM.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, la Commission de la fonction publique présente un excédent budgétaire de 0,4 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement à des économies de 0,3 M$ découlant de délais dans le comblement de postes vacants.

SECRÉTARIAT DE LIAISON

Le Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal est entré en fonction le 1er janvier 2009 à la suite de l'adoption, par le gouvernement du Québec, du projet de loi 22 modifiant le décret concernant l'agglomération de Montréal en juin 2008. Il relève directement des membres du conseil d'agglomération. Sa mission est de répondre à toutes les demandes d'information formulées par un membre du conseil d'agglomération sur tout aspect de l'administration de la municipalité centrale qui intéresse l'agglomération. Pour ce faire, le secrétariat soumet une demande à la municipalité centrale.

Tableau 23 – Secrétariat de liaison

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	67,6	35,5	81,4	230,3	148,9	230,3
Transport et communications	-	-	-	12,7	12,7	12,7
Services professionnels	-	-	-	152,9	152,9	152,9
Services techniques et autres	2,7	3,0	3,6	14,9	11,3	16,9
Location, entretien et réparation	-	-	-	4,0	4,0	4,0
Biens durables et non durables	0,1	-	-	265,8	265,8	263,8
Total – Charges de fonctionnement	**70,4**	**38,5**	**85,0**	**680,6**	**595,6**	**680,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par l'élément suivant :

- traitement de 120 demandes des maires des villes liées et coordination de 9 demandes de présentation.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, le Secrétariat de liaison présente un excédent budgétaire de 0,6 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement à des économies réalisées en services professionnels, fournitures de bureau et équipements informatiques.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Sécurité publique



SÉCURITÉ PUBLIQUE

Tableau 24 – Sécurité publique

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Sécurité publique						
Police	683 174,7	683 014,9	695 509,4	662 206,6	(33 302,8)	661 369,6
Sécurité incendie	369 275,1	345 197,3	355 854,8	336 270,3	(19 584,5)	338 040,5
Total – Sécurité publique	**1 052 449,8**	**1 028 212,2**	**1 051 364,2**	**998 476,9**	**(52 887,3)**	**999 410,1**

POLICE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a pour mission de protéger la vie et les biens des citoyens, de maintenir la paix et la sécurité publiques, de prévenir et de combattre le crime et de faire respecter les lois et les règlements en vigueur (articles 48 et 69 de la Loi sur la police, L.R.Q. c. P-13.1).

En partenariat avec les institutions, les groupes communautaires, ainsi que la population de l'agglomération de Montréal, le SPVM s'engage à réduire la criminalité, à améliorer le bilan routier, à favoriser le sentiment de sécurité, à développer un milieu de vie paisible et sûr, et ce, dans le respect des droits et libertés garantis par les chartes canadienne et québécoise.

Tableau 25 – Police

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	660 227,3	659 178,2	671 502,1	632 677,1	(38 825,0)	632 694,6
Transport et communications	2 688,7	2 204,6	2 381,9	2 518,8	136,9	2 785,6
Services professionnels	1 670,5	1 630,7	976,0	2 175,2	1 199,2	1 280,4
Services techniques et autres	4 619,5	4 397,2	5 136,9	5 398,7	261,8	5 519,9
Location, entretien et réparation	1 368,6	2 361,8	2 126,5	2 922,1	795,6	3 155,3
Biens durables et non durables	9 320,2	9 082,2	9 783,9	11 856,8	2 072,9	11 285,9
Contributions à des organismes	4 258,1	4 161,9	4 647,8	4 657,9	10,1	4 647,9
Autres objets de dépenses	(978,2)	(1,7)	(1 045,7)	-	1 045,7	-
Total – Charges de fonctionnement	**683 174,7**	**683 014,9**	**695 509,4**	**662 206,6**	**(33 302,8)**	**661 369,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- découlant de la réorganisation stratégique opérationnelle :
  - décentralisation de 55 agents de circulation vers les postes de quartier (PDQ);
  - intégration des PDQ 24 et 26 dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
- réalisation de « barrages routiers alcool au volant et évaluations stupéfiants » (BRAVES);
- obtention du Prix national du maintien de l'ordre de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP) pour le projet *Intimidateur en encadrement;*
- conclusion d'opérations d'envergure, notamment les projets *Asterios* et *Mégalo.*

Principales variations

Budget modifié

L'écart à la baisse entre le budget original et le budget modifié, de l'ordre de 0,8 M$, est majoritairement attribuable à la prise en charge des paiements de certains honoraires juridiques par le Service des affaires juridiques.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de police de la Ville de Montréal présente un déficit opérationnel de 33,3 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

Le résultat défavorable de 38,8 M$ s'explique comme suit :

- écart défavorable de 17,1 M$ pour les heures supplémentaires, principalement liées aux opérations. Cependant, des revenus additionnels 5,2 M$ pour la commercialisation des effectifs policiers ont été générés et pris en considération dans la rubrique Services rendus;
- écart défavorable de 13,6 M$ pour la portion non réalisée de l'optimisation de la structure des effectifs policiers;
- écart défavorable de 9,6 M$ pour la prime de niveau de service et l'ajustement de diverses provisions;
- écart défavorable de 5,5 M$, attribuable au coût excédentaire du régime de retraite des policiers à la suite de l'évaluation actuarielle et à d'autres cotisations de l'employeur;
- écart défavorable de 2,6 M$ pour des dépassements liés aux activités du Centre d'urgence 911, aux activités de remorquage et à la gestion du stationnement;
- écart favorable de 9,6 M$ découlant d'économies qui résultent, entre autres, de départs à la retraite et de postes laissés vacants.

Autres familles de dépenses

Le résultat favorable de 5,5 M$ est principalement attribuable aux éléments suivants :

- écart favorable de 1,2 M$, lié à un transfert budgétaire de 0,8 M$ au Service des affaires juridiques ainsi qu'à une réduction de 0,4 M$ du coût des services de juricomptabilité et de déontologie;
- écart favorable de 0,8 M$, attribuable à des besoins moindres pour les travaux d'entretien des immeubles, l'entretien et le remplacement des équipements et la location de véhicules;

- écart favorable de 2,1 M$, dû au report de divers projets ponctuels comme le Programme d'acquisition des armes à impulsion électrique 2019 et le changement des écussons d'uniforme, pour 1,2 M$, ainsi qu'à des économies sur le coût des uniformes et des accessoires et sur les achats de munitions, de l'ordre de 1,0 M$;
- écart favorable de 1,0 M$ découlant d'ajustements comptables pour le transfert d'une dépense du SPVM à la Sécurité civile pour la crue printanière ainsi que pour l'aide financière du gouvernement du Québec à titre de compensation pour les coûts liés à la légalisation du cannabis.

SÉCURITÉ INCENDIE

Le Service de sécurité incendie de Montréal s'emploie à rendre l'agglomération de Montréal plus sécuritaire en protégeant les vies, les biens et l'environnement.

Cette mission se réalise en intervenant lors de tous types d'urgence, notamment les urgences médicales, les incendies et les mesures d'urgence, et en poursuivant les actions de prévention, d'éducation et de sécurité civile.

Tableau 26 – Sécurité incendie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	352 537,6	334 124,0	327 831,2	324 343,0	(3 488,2)	325 420,2
Transport et communications	735,5	740,9	1 027,6	909,4	(118,2)	1 016,8
Services professionnels	839,5	946,8	1 925,6	1 440,0	(485,6)	1 145,9
Services techniques et autres	1 827,7	1 697,4	3 210,2	2 096,4	(1 113,8)	1 762,4
Location, entretien et réparation	485,2	839,2	3 435,1	912,6	(2 522,5)	756,7
Biens durables et non durables	7 202,2	6 758,1	11 929,5	6 368,9	(5 560,6)	7 661,0
Contributions à des organismes	10,0	10,5	33,0	-	(33,0)	205,0
Autres objets de dépenses	5 637,4	80,4	6 462,6	200,0	(6 262,6)	72,5
Total – Charges de fonctionnement	**369 275,1**	**345 197,3**	**355 854,8**	**336 270,3**	**(19 584,5)**	**338 040,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mobilisation de l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal en mode alerte et intervention du 15 avril au 4 juin 2019 en raison de la crue des eaux printanières, tout en réduisant de 91 % les heures supplémentaires des pompiers et les dommages liés aux bâtiments, comparativement à 2017
- amélioration de la capacité d'anticipation par l'intégration d'analyses et d'outils prédictifs en élaborant des cartes interactives d'intervention pour la crue des eaux et en implantant un outil d'intelligence artificielle de prédiction et de prévention des endroits présentant des risques d'incendie dans l'agglomération de Montréal;
- poursuite de la mise en place du plan d'action de la CNESST afin de prévenir les maladies professionnelles, notamment les cancers chez les pompiers;
- poursuite de l'implantation de l'équipe pancanadienne de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd;
- tenue d'événements et d'activités avec les citoyens afin de promouvoir la prévention et la sensibilisation communautaires sur les risques liés aux incendies, comprenant la vérification de plus de 107 799 avertisseurs de fumée;

- réalisation de 125 804 interventions d'urgence, incluant 75 409 interventions pour urgences médicales à titre de premiers répondants. En effet, le taux de survie pour les arrêts cardio-respiratoires a augmenté à 49,2 % en 2019, comparativement à celui de 2007 qui était de 12,2 %, soit une des meilleures performances en Amérique du Nord;
- réalisation de plus de 19 634 inspections de bâtiments dans l'agglomération de Montréal, y compris 591 inspections de risques particuliers reliés à des bâtiments industriels.

Principales variations

Budget modifié

La différence entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par le budget additionnel en provenance du Service des ressources humaines pour le remboursement des affectations temporaires pour l'année 2019. Cet ajout au budget original explique une partie de l'écart en heures supplémentaires des pompiers (voir le quatrième point ci-dessous).

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de sécurité incendie de Montréal présente un déficit opérationnel de 19,6 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

L'écart défavorable de 3,5 M$ s'explique par les éléments suivants :

- écart défavorable de 13,3 M$, dû aux heures supplémentaires, essentiellement pour les pompiers, se détaillant ainsi :
  - 5,1 M$ pour les opérations;
  - 3,2 M$ en lien avec une augmentation de l'absentéisme, principalement relié aux maladies et accidents;
  - 2,8 M$ pour le remplacement des postes vacants;
  - 1,4 M$ associés au remboursement des affectations temporaires en cours d'année, engendrant un écart défavorable en heures supplémentaires;

    0,8 M$ en raison de la nouvelle entente salariale de l'état-major prévoyant un ajustement des heures supplémentaires
- écart défavorable de 0,6 M$, relatif à une dépense supplémentaire pour la nouvelle entente salariale de l'état-major;

- écart défavorable de 0,4 M$, relié aux dépenses de la Sécurité civile du SIM concernant les mesures d'urgence pour la crue des eaux printanières;
- écart favorable de 6,9 M$, réalisé grâce à des économies liées aux postes vacants, aux écarts salariaux et autres;
- écart favorable de 2,4 M$, dû à une désynchronisation entre les taux budgétés pour la cotisation de l'employeur et les taux réellement prélevés dans les unités d'affaires. Cependant, ce dernier élément n'a aucune incidence budgétaire pour la Ville dans son ensemble, puisque des ajustements sont faits au niveau corporatif;
- écart favorable de 1,5 M$ en raison de remboursements pour maladies supérieurs à l'hypothèse budgétaire.

Autres familles de dépenses

L'écart défavorable de 16,1 M$ s'explique par les éléments suivants :

- écart défavorable de 16,8 M$, relié aux dépenses de la Sécurité civile, des villes liées, des arrondissements et des autres services de la Ville concernant les mesures d'urgence pour la crue des eaux printanières;
- écart défavorable de 0,3 M$, attribuable à l'acquisition d'habits de combat pour les pompiers;
- écart favorable de 1,0 M$, attribuable à des économies en honoraires professionnels, en formation et en achat de mobilier et d'équipement divers.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Services institutionnels



SERVICES INSTITUTIONNELS

Tableau 27 – Services institutionnels

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services institutionnels						
Affaires juridiques	60 455,6	61 089,9	60 291,3	64 861,5	4 570,2	65 690,5
Approvisionnement	21 642,7	21 243,1	27 768,7	24 258,0	(3 510,7)	29 729,8
Évaluation foncière	15 742,1	15 942,5	15 464,0	15 929,7	465,7	15 945,6
Gestion et planification immobilière	145 544,7	156 249,8	164 286,7	170 765,4	6 478,7	164 596,2
Greffe	40 440,4	28 359,0	29 283,0	28 600,3	(682,7)	31 155,2
Matériel roulant et ateliers	107 950,2	113 089,5	115 250,0	105 869,3	(9 380,7)	112 733,8
Total – Services institutionnels	**391 775,7**	**395 973,8**	**412 343,7**	**410 284,2**	**(2 059,5)**	**419 851,1**

AFFAIRES JURIDIQUES

La mission du Service des affaires juridiques est d'offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville (services centraux et arrondissements), de rédiger des règlements municipaux et de représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs.

Le Service des affaires juridiques vise également à assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir à l'ensemble des justiciables de l'île de Montréal une justice pénale de proximité. Il vise aussi à assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté la Reine, dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence, et du Bureau du taxi de Montréal (BTM).

Enfin, le Service des affaires juridiques offre les services accessibles et efficaces du Bureau des réclamations, où les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.

Tableau 28 – Affaires juridiques
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	49 452,1	50 709,9	49 368,0	53 123,2	3 755,2	53 123,2
Transport et communications	2 508,4	2 232,6	1 995,6	2 602,3	606,7	2 486,2
Services professionnels	1 371,2	1 273,7	2 241,3	1 264,3	(977,0)	2 108,9
Services techniques et autres	6 425,9	6 069,0	5 899,1	7 055,8	1 156,7	7 078,2
Location, entretien et réparation	93,7	158,5	135,5	144,8	9,3	146,4
Biens durables et non durables	604,3	639,4	658,1	671,1	13,0	737,6
Contributions à des organismes	-	-	-	-	-	10,0
Autres objets de dépenses	-	6,8	(6,3)	-	6,3	-
Total – Charges de fonctionnement	**60 455,6**	**61 089,9**	**60 291,3**	**64 861,5**	**4 570,2**	**65 690,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- continuation des procédures de recouvrement, en application de la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics* (PL-26);
- nomination d'une nouvelle directrice à la Direction des affaires civiles;

- finalisation de l'architecture d'affaires et révision des processus visant à rendre entièrement numérique le traitement des dossiers de la cour municipale de Montréal;
- poursuite de la modernisation des opérations à la Direction des poursuites pénales et criminelles;
- représentation de la Ville de Montréal devant toutes les instances de droit commun au Québec, y compris devant la Cour suprême du Canada.

Principales variations

Budget modifié

Le budget modifié est plus élevé de 0,8 M$ en raison d'honoraires juridiques auparavant assumés par le SPVM.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des affaires juridiques présente un excédent budgétaire de 4,6 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 2,5 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de certains postes vacants, notamment en raison de postes spécialisés difficiles à combler;
- écart favorable de 1,2 M$ s'expliquant par la différence entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;

Transport et communications, services professionnels et techniques

- écarts favorables de 0,6 M$ et 0,7 M$ respectivement dans les frais de poste et les services techniques, principalement en raison d'un volume de dossiers moindre en lien avec la baisse du nombre de constats émis en matière de circulation et stationnement;
- écart favorable de 0,4 M$ dans les services techniques s'expliquant par le report en 2020 de l'inscription au Registre d'avis d'exécution du ministère de la Justice du Québec, qui fait suite à l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile;
- écart défavorable de 0,9 M$ dans les honoraires juridiques, sans incidence sur les résultats de l'ensemble de la Ville, le budget afférent étant auparavant la responsabilité du SPVM.

APPROVISIONNEMENT

Grâce à l'expertise de ses employés, le Service de l'approvisionnement soutient les unités d'affaires dans leurs besoins matériels liés aux services et aux activités. Il joue un rôle très actif dans la gestion des processus d'approvisionnement et dans l'harmonisation des pratiques d'achat et de gestion des stocks.

Le Service de l'approvisionnement développe des stratégies d'acquisition et de logistique contribuant à la saine gestion de la Ville de Montréal. Ses objectifs sont, entre autres, de suivre l'évolution des marchés, d'appliquer les nouvelles tendances en approvisionnement et d'influencer le cadre législatif régissant le domaine municipal. À cet égard, il se doit de prendre en charge et d'accompagner les unités d'affaires dans l'ensemble des activités reliées au processus d'approvisionnement.

Tableau 29 – Approvisionnement

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	21 023,8	20 401,9	20 554,7	20 857,7	303,0	20 857,7
Transport et communications	194,5	193,1	204,2	232,0	27,8	292,5
Services professionnels	53,6	34,4	129,0	130,0	1,0	240,0
Services techniques et autres	248,9	207,5	3 511,4	2 451,8	(1 059,6)	3 741,1
Location, entretien et réparation	(192,4)	44,4	67,0	75,9	8,9	77,3
Biens durables et non durables	290,1	160,8	180,1	221,5	41,4	242,1
Contributions à des organismes	2,0	-	-	-	-	-
Autres objets de dépenses	22,2	201,0	3 122,3	289,1	(2 833,2)	4 279,1
Total – Charges de fonctionnement	**21 642,7**	**21 243,1**	**27 768,7**	**24 258,0**	**(3 510,7)**	**29 729,8**

Faits saillants

Les résultats du Service de l'approvisionnement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- prolongation, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, de la déclaration de compétence du conseil municipal quant aux pouvoirs auxquels réfère le modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement, et ce, pour une période de cinq ans;
- refonte complète de la structure organisationnelle du service afin d'assurer une meilleure coordination des activités et une utilisation optimale des ressources;
- réception d'un mandat du comité exécutif afin que le service revoie son modèle d'affaires de manière à répondre à certaines lacunes mentionnées dans son bilan, mandat auquel le service a efficacement répondu par les moyens suivants :
    - mise en place d'une planification stratégique efficace des acquisitions ainsi que d'une gestion rigoureuse des achats, et ce, dans le respect des lois et règlements

en vigueur, afin de permettre à la Ville de se positionner comme acquéreuse influant sur le marché;

- gestion des activités du processus d'achat partagée entre le Service de l'approvisionnement et les unités d'affaires, selon des rôles et des responsabilités clairement établis;
- application rigoureuse du cadre législatif et administratif en matière d'approvisionnement;
- diversification des sources d'approvisionnement pour les requérants afin de mieux répondre aux besoins complexes et spécifiques en matière d'acquisition et de planification logistique.

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 5,5 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique par un budget additionnel de 4,0 M$ pour la vente au rabais des stocks, compensé par un revenu du même montant et l'octroi de crédits additionnels de 1,5 M$ pour des contingences reliées à la gestion vestimentaire intégrée.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'approvisionnement présente un déficit budgétaire de 3,5 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,9 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de certains postes vacants, notamment en raison de la nouvelle structure;
- écart défavorable de 0,6 M$ s'expliquant par une augmentation imprévue du volume d'heures supplémentaires en raison du soutien apporté au SMRA pour les opérations de déneigement ainsi que du soutien logistique requis durant les importantes inondations printanières.

Services techniques et autres

- écart défavorable de 1,1 M$ s'expliquant par des dépenses supplémentaires au contrat de service de gestion vestimentaire intégrée;

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 2,8 M$ s'expliquant par la vente de stocks en contrepartie d'un revenu.

ÉVALUATION FONCIÈRE

La mission du Service de l'évaluation foncière est de confectionner, tenir à jour et défendre le rôle d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal, conformément aux dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Tableau 30 – Évaluation foncière

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	15 082,0	15 327,3	14 881,5	15 115,0	233,5	15 130,9
Transport et communications	109,4	197,0	191,9	304,4	112,5	302,4
Services professionnels	10,8	15,5	10,0	14,7	4,7	16,6
Services techniques et autres	319,3	291,1	249,1	306,4	57,3	304,5
Location, entretien et réparation	51,3	24,1	24,5	40,3	15,8	41,4
Biens durables et non durables	169,3	87,5	107,0	148,9	41,9	149,8
Total – Charges de fonctionnement	**15 742,1**	**15 942,5**	**15 464,0**	**15 929,7**	**465,7**	**15 945,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- dépôt des rôles 2020-2021-2022, le 11 septembre, accompagné de nombreuses activités de communication comprenant des rencontres citoyennes dans trois secteurs de la ville;
- mise au rôle de nouvelles constructions et améliorations, pour 3,8 G$, en maintenant les délais de traitement à 6 mois pour le secteur résidentiel;
- conversion de plus de 1 260 dossiers non résidentiels selon les nouveaux standards du MAMH, dans le cadre de la modernisation réglementaire;
- déploiement de la tablette électronique comme outil d'inspection des immeubles résidentiels auprès de l'ensemble des inspecteurs.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'évaluation foncière dégage un excédent budgétaire de 0,5 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,2 M$ qui résulte essentiellement d'un écart entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;

Transport et communications

- écart favorable de 0,1 M$ découlant d'économies sur les frais de poste et de déplacement.

GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

La mission du Service de la gestion et de la planification immobilière consiste à être un leader novateur et à offrir à ses clients des solutions immobilières performantes et écoresponsables, à l'image et au bénéfice des Montréalais.

Tableau 31 – Gestion et planification immobilière

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	55 782,6	55 974,1	57 801,4	60 765,1	2 963,7	56 292,8
Transport et communications	742,3	691,1	678,1	722,5	44,4	805,4
Services professionnels	1 477,1	800,3	1 015,6	2 485,1	1 469,5	1 661,8
Services techniques et autres	6 036,6	7 940,3	7 681,8	8 306,3	624,5	8 899,2
Location, entretien et réparation	61 188,3	65 906,8	71 676,3	76 623,5	4 947,2	73 814,9
Biens durables et non durables	20 305,8	24 593,5	25 443,3	21 857,1	(3 586,2)	23 116,3
Contributions à des organismes	10,0	343,7	-	-	-	-
Autres objets de dépenses	2,0	-	(9,8)	5,8	15,6	5,8
Total – Charges de fonctionnement	**145 544,7**	**156 249,8**	**164 286,7**	**170 765,4**	**6 478,7**	**164 596,2**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action visant à accroître la performance de la sécurité au sein des édifices municipaux;
- droit de préemption : conclusion d'une première entente d'envergure avec les promoteurs qui ont fait l'acquisition du site Molson, permettant à la Ville d'y acquérir des terrains stratégiques pour réaliser un parc, une promenade et des unités d'habitation et pour offrir des services à la communauté;
- Réinventer Montréal – C40 Reinventing Cities : coordination d'un appel international à projets urbains visant à encourager la régénération urbaine bas carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés, tels que la cour de voirie de la Commune, en lieux exemplaires de développement durable et de résilience;
- acquisition et prise en charge d'immeubles dans le cadre de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables.

Principales variations

Budget modifié

La variation à la baisse de 6,2 M$ entre le budget original et le budget modifié du service est marquée par les éléments suivants :

- diminution du budget de 4,5 M$ en raison de la capitalisation des coûts en main-d'œuvre pour des employés affectés à des projets du PTI;
- virement budgétaire au SMRA afin de maintenir les activités courantes en disposant des crédits nécessaires dans les autres familles de dépenses, pour une diminution de 2,4 M$;
- travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales sur le site de l'écocentre LaSalle, pour une augmentation de 0,4 M$;
- frais de gestion au marché Bonsecours, pour une augmentation de 0,2 M$;
- augmentation de 0,1 M$ provenant d'une affectation de surplus pour les études d'avant-projet du service.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la gestion de la planification immobilière présente un excédent budgétaire de 6,4 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 3,0 M$, attribuable à l'effet combiné de la capitalisation de la main-d'œuvre, des postes vacants ainsi que de l'effort supplémentaire demandé pour la gestion de la main-d'œuvre et des heures supplémentaires des cols bleus affectés à la sécurité et à l'entretien;

Services professionnels

- écart favorable de 1,4 M$, attribuable au report de services professionnels et au report de l'audit des immeubles afin de réévaluer la portée du mandat;

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,6 M$, attribuable à des dépenses moins élevées que prévu pour les activités de sécurité;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 3,6 M$, relatif à des dépenses de location moins élevées que prévu et principalement dû à des fins de baux;
- écart favorable de 1,3 M$, attribuable à des dépenses moins élevées que prévu pour les contrats d'entretien des immeubles;

Biens non durables

- écart défavorable de 3,5 M$, attribuable à des dépenses plus élevées que prévu pour la consommation d'énergie et pour les pièces et accessoires nécessaires à l'entretien des immeubles.

GREFFE

Le Service du greffe voit à la préparation, à la tenue et au suivi des séances du comité exécutif, du conseil municipal et du conseil d'agglomération. Il assure le soutien opérationnel et professionnel aux commissions permanentes du conseil municipal et du conseil d'agglomération, au Conseil du patrimoine de Montréal, au Comité Jacques-Viger, au Conseil interculturel de Montréal, au Conseil des Montréalaises ainsi qu'au Conseil jeunesse. Il voit à la gestion des documents et des archives de la Ville ainsi qu'au traitement et à la signature des contrats. Il a également comme obligation de voir à l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur les archives* ainsi qu'à la gestion des processus électoraux.

Tableau 32 – Greffe
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	30 294,4	25 752,1	27 053,8	26 059,2	(994,6)	28 046,9
Transport et communications	2 342,6	431,0	460,9	513,0	52,1	641,4
Services professionnels	415,7	249,2	288,6	548,1	259,5	521,7
Services techniques et autres	5 173,9	896,7	775,7	773,7	(2,0)	1 060,3
Location, entretien et réparation	1 589,9	491,8	401,1	322,4	(78,7)	463,9
Biens durables et non durables	374,0	149,3	193,7	274,7	81,0	306,8
Contributions à des organismes	177,5	320,4	40,0	35,0	(5,0)	45,0
Autres objets de dépenses	72,4	68,5	69,2	74,2	5,0	69,2
Total – Charges de fonctionnement	**40 440,4**	**28 359,0**	**29 283,0**	**28 600,3**	**(682,7)**	**31 155,2**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- tenue d'une élection partielle dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;
- ajustement de la rémunération des élus afin de compenser l'imposition des allocations de dépenses.

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 2,6 M$ entre le budget original et le budget modifié provient de l'octroi de crédits additionnels de 0,8 M$ pour la tenue d'une élection partielle dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et de l'ajout de crédits de 1,8 M$ en vue de couvrir la rémunération supplémentaire payable aux conseillers de ville et d'arrondissement afin de compenser l'imposition des allocations de dépenses.

Charges de fonctionnement

Par rapport au budget original, le Service du greffe présente un déficit opérationnel de 0,7 M$, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 0,7 M$, causé en grande partie par la rémunération supplémentaire payable aux conseillers de ville et d'arrondissement afin de compenser l'imposition des allocations de dépenses;
- écart défavorable de 0,3 M$ pour couvrir la rémunération liée à l'élection partielle dans Le Plateau-Mont-Royal;

Services professionnels

- écart favorable de 0,2 M$ afin de financer la rémunération des présidents du Comité Jacques-Viger et du Conseil du patrimoine;
- écart favorable de 0,1 M$, causé par une baisse des activités au Bureau de la présidence du conseil.

MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) s'assure de la disponibilité et de la fiabilité des véhicules et de divers services et produits spécialisés, adaptés aux besoins des arrondissements et des unités, le tout de façon responsable et dans un milieu de travail sécuritaire.

Tableau 33 – Matériel roulant et ateliers

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	47 052,9	47 153,5	47 580,8	44 984,6	(2 596,2)	44 984,6
Transport et communications	210,8	174,1	163,9	214,8	50,9	157,0
Services professionnels	35,6	73,3	163,4	70,1	(93,3)	178,3
Services techniques et autres	2 682,0	2 997,9	2 760,8	2 860,2	99,4	2 853,5
Location, entretien et réparation	14 271,2	12 759,0	16 679,1	14 138,4	(2 540,7)	17 692,0
Biens durables et non durables	46 701,2	52 795,3	49 864,3	47 086,2	(2 778,1)	50 355,9
Contributions à des organismes	-	10,0	12,5	15,0	2,5	12,5
Autres objets de dépenses	(3 003,5)	(2 873,6)	(1 974,8)	(3 500,0)	(1 525,2)	(3 500,0)
Total – Charges de fonctionnement	**107 950,2**	**113 089,5**	**115 250,0**	**105 869,3**	**(9 380,7)**	**112 733,8**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- évaluation exhaustive des besoins de remplacement des véhicules sur une perspective de 10 ans;
- standardisation de différents types de véhicules qui a permis un accroissement des achats au volume, une économie sur les coûts d'achat et d'entretien, un développement de l'expertise des mécaniciens et un partage plus aisé des véhicules entre les arrondissements;
- usage partagé entre les 19 arrondissements : le SMRA a mis en service 9 véhicules avec benne chauffante et 4 colmateuses facilitant les opérations de colmatage de nids-de-poule;
- contribution aux actions de la Ville visant à limiter les surfaces glissantes en période hivernale en réalisant une capsule d'apprentissage en ligne destinée aux cols bleus et portant sur l'utilisation des véhicules et des équipements d'épandage;
- réaménagement de 10 ateliers selon la méthode 5S, une démarche éprouvée d'organisation des postes de travail;
- participation à la mise au point d'un aspirateur de trottoir 100 % électrique pour réduire le bruit et pour éliminer les émissions à gaz à effet de serre (GES).

Principales variations

Budget modifié

La variation à la hausse de 6,9 M$ entre le budget original et le budget modifié du service provient principalement d'une augmentation des dépenses en biens non durables et en entretien et réparation à l'externe afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des véhicules et des équipements.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service du matériel roulant et des ateliers présente un déficit opérationnel de 9,4 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,3 M$, relié aux heures supplémentaires destinées à assurer un service constant aux clients internes et aux citoyens;
- écart défavorable de 0,6 M$ entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;
- écart défavorable de 0,4 M$ en heures supplémentaires, causé par une augmentation du nombre de bris mécaniques lors de la crue printanière;

Biens durables et non durables

- écart défavorable de 2,9 M$ imputable à la quantité de pièces achetées afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des véhicules et des équipements pour les clients internes;

Location, entretien et réparation

- écart défavorable de 2,5 M$, attribuable à l'augmentation des travaux d'entretien et de réparation des camions et des véhicules, rendue nécessaire par l'accumulation de neige et de glace;

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 1,5 M$, occasionné par une diminution du nombre de demandes des unités d'affaires aux ateliers spécialisés (facturation interne).

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Mobilité et attractivité – Global



MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ - GLOBAL

Tableau 34 – Mobilité et attractivité - Global

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Mobilité et attractivité						
Commission des services électriques	60 578,9	64 098,6	65 700,3	74 683,0	8 982,7	74 683,1
Eau	224 518,6	227 940,6	256 100,4	248 024,3	(8 076,1)	247 031,9
Grands parcs, mont Royal et sports	53 093,0	49 999,1	52 671,5	42 579,0	(10 092,5)	42 916,9
Infrastructures du réseau routier	38 780,4	37 078,4	36 131,3	36 563,0	431,7	40 387,1
Urbanisme et mobilité	51 273,1	50 943,1	84 327,7	55 111,6	(29 216,1)	62 310,5
Total – Développement	**428 244,0**	**430 059,8**	**494 931,2**	**456 960,9**	**(37 970,3)**	**467 329,5**

COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES

La Commission des services électriques de Montréal (CSEM) s'emploie à promouvoir et à favoriser l'enfouissement des réseaux câblés sur l'ensemble du territoire de Montréal, conformément aux orientations et politiques de la Ville.

La CSEM planifie, conçoit, fait construire, entretient, exploite et administre le réseau de conduits souterrains. Elle gère et coordonne les interventions sur le réseau de distribution aérien et assure l'intégration de celui-ci au réseau souterrain.

La CSEM se finance au moyen de redevances perçues auprès de ses usagers et de ses utilisateurs.

Tableau 35 – Commission des services électriques
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	7 630,5	6 947,3	6 514,2	6 533,4	19,2	6 533,4
Transport et communications	178,7	190,7	235,3	294,2	58,9	298,5
Services professionnels	394,4	350,2	466,4	680,9	214,5	519,0
Services techniques et autres	277,0	3 562,5	3 864,5	8 246,0	4 381,5	8 126,7
Location, entretien et réparation	1 102,6	1 234,8	1 251,9	1 048,2	(203,7)	1 353,3
Biens durables et non durables	473,8	536,3	597,9	660,8	62,9	632,7
Frais de financement	23 487,4	22 947,6	20 865,6	23 606,9	2 741,3	23 606,9
Remboursement de la dette à long terme	25 866,8	28 027,9	31 473,5	32 012,6	539,1	32 012,6
Contributions à des organismes	-	-	431,0	-	(431,0)	1 600,0
Autres objets de dépenses	1 167,7	301,3	-	1 600,0	1 600,0	-
Total – Charges de fonctionnement	**60 578,9**	**64 098,6**	**65 700,3**	**74 683,0**	**8 982,7**	**74 683,1**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réalisation de travaux de construction et de modification de conduits souterrains, incluant ceux de la Ville et des tiers sur le réseau de la CSEM, pour 78,9 M$;
- enlèvement de poteaux sur 6 kilomètres de rues;
- inspection structurale de 4 022 puits d'accès et vérification de l'occupation sur 937 structures;
- fixation du taux de redevance à 3,895 $ par mètre, ce qui est supérieur de 0,5 % à la prévision budgétaire et de 2 % au budget réel de 2018;
- déménagement du siège social et agrandissement des bureaux au centre de gestion des réseaux.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, la Commission des services électriques de Montréal présente un excédent budgétaire de 9 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Services techniques et autres

- écart favorable de 4,4 M$ s'expliquant ainsi :
  - plusieurs travaux de construction intégrés aux contrats de la Ville et du ministère des Transports du Québec et non imputés aux comptes de dépenses et de revenus du service, pour 2,7 M$;
  - conclusion d'une nouvelle entente ayant réduit les frais d'administration de la Ville de Montréal, pour 1,0 M$;
  - économies sur les dépenses d'inspection structurale du réseau et de nettoyage des puits d'accès ainsi que sur les frais de services professionnels, pour 0,6 M$;

Frais de financement

- écart favorable de 2,7 M$, dû à des frais d'intérêts en baisse par rapport à ceux prévus au budget;

Remboursement de la dette à long terme

- écart favorable de 0,5 M$, relié aux remboursements d'emprunts réels inférieurs aux montants budgétés;

Contributions à des organismes

- écart défavorable de 0,4 M$, relié au reclassement de l'objet comptable « programmes d'aide et de subvention »;

Autres objets de dépenses

- écart favorable de 1,6 M$, causé par le report de plusieurs interventions des usagers en vue de l'enfouissement des câbles et du déplacement de poteaux en arrière-lot des projets de conversion.

EAU

Le Service de l'eau fournit l'eau potable à la collectivité montréalaise, gère les eaux pluviales et assainit les eaux usées pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.

Tableau 36 – Eau

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	73 811,5	77 732,5	76 259,0	75 293,6	(965,4)	75 298,2
Transport et communications	634,0	651,0	651,9	737,4	85,5	1 003,0
Services professionnels	5 949,5	6 849,0	8 021,8	8 577,0	555,2	8 237,1
Services techniques et autres	9 543,2	9 425,3	8 852,8	8 560,7	(292,1)	10 308,4
Location, entretien et réparation	11 214,1	9 452,2	10 968,5	18 890,1	7 921,6	15 601,6
Biens durables et non durables	52 788,3	49 399,1	56 658,2	57 151,9	493,7	57 415,4
Frais de financement	21 788,5	25 235,0	31 443,7	30 169,4	(1 274,3)	30 169,4
Remboursement de la dette à long terme	49 545,5	50 528,5	64 148,9	59 868,2	(4 280,7)	59 868,2
Contributions à des organismes	1 685,6	423,2	438,7	422,5	(16,2)	454,8
Autres objets de dépenses	(2 441,6)	(1 755,2)	(1 343,1)	(11 646,5)	(10 303,4)	(11 324,2)
Total – Charges de fonctionnement	**224 518,6**	**227 940,6**	**256 100,4**	**248 024,3**	**(8 076,1)**	**247 031,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

Protection de la sécurité et de la santé publiques dans le respect du cadre réglementaire

- respect des exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable pour les 6 usines de traitement d'eau potable et distinction spéciale pour 4 usines dans le cadre du Programme d'excellence en eau potable (PEXEP);
- repérage de plus de 10 000 entrées de service en plomb et remplacement de 4 800 entrées;

Protection de l'environnement

- respect des exigences d'enlèvement des matières en suspension et du phosphore dans les eaux usées;
- repérage de 212 raccordements inversés d'égouts et réalisation de 44 corrections;
- suivi de la qualité de l'eau dans les secteurs prévus pour les plages;
- valorisation, pour usage agricole, de 20 % de la production de cendres de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte;

Entretien optimal des infrastructures et investissements

- réalisation, par le service, de plus de 35 000 interventions d'entretien, dont près de 90 % en mode planifié;

- auscultation de 268 km de conduites d'eau potable et d'égout;
- réparation, par les arrondissements, de plus de 1 200 fuites sur le réseau d'aqueduc;
- installation et mise en service de 2 400 compteurs dans les industries, les commerces et les institutions (ICI), pour un total de 19 400 compteurs;

Saines pratiques de gestion

- optimisation des activités et participation au plan de gestion de la puissance d'Hydro-Québec, pour des économies de 0,6 M$;
- investissement de plus de 0,5 M$ pour l'élimination à la source des accidents du travail et plus de 12 heures de formation en santé et sécurité du travail par employé;
- déploiement des meilleures pratiques de planification des activités d'entretien dans 3 arrondissements au moyen d'un progiciel de gestion de la maintenance (MAXIMO).

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 1,0 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique par des virements effectués aux arrondissements pour les activités d'entretien des réseaux d'eau.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'eau présente un déficit opérationnel de 8,1 M$ par rapport au budget original. Les principaux écarts s'expliquent de la façon suivante :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,0 M$, principalement attribuable à la hausse du nombre d'heures supplémentaires et compensées;

Services professionnels

- écart favorable de 0,4 M$, en raison de l'annulation d'un appel d'offres pour l'inspection des chambres de vannes, à la Direction de l'eau potable;
- écart favorable de 0,2 M$, lié à un retard d'échéancier pour le plan directeur de drainage des eaux usées;

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,2 M$, lié à la diminution du nombre de stagiaires pour le programme de remplacement des entrées de service en plomb;
- écart défavorable de 0,4 M$, relatif à l'augmentation du nombre d'auscultations des collecteurs d'égouts;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 2,5 M$, lié au montant réservé pour les interventions pour travaux majeurs et imprévus (une partie de cette somme ayant été imputée à d'autres familles de dépenses en cours d'année);
- écart favorable de 2,5 M$ correspondant au montant réservé pour les transferts aux arrondissements et relatif à l'entente de partenariat ainsi qu'à l'intensification de l'entretien des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts;
- écart favorable de 2,3 M$, relié à l'exploitation et à l'entretien des usines et réservoirs d'eau potable ainsi qu'à l'entretien délégué des conduites principales d'aqueduc;
- écart favorable de 0,5 M$, dû à certains retards dans le programme de réparation ponctuelle d'égouts

Biens durables et non durables

- écart favorable de 1,6 M$ pour les dépenses en électricité provenant principalement du crédit de dépenses reçu d'Hydro-Québec, du report de la mise en service du procédé d'ozonation à l'usine Charles-J.-Des Baillets et du débit d'eaux usées traitées;
- écart défavorable de 0,4 M$, lié à l'achat de matériel dans le cadre du programme de remplacement des entrées de service en plomb;

Frais de financement et remboursement de la dette à long terme

- écart défavorable de 5,6 M$, attribuable à la sous-estimation des investissements financés par emprunt pour les exercices financiers 2018 et 2019

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 10,0 M$, lié à une économie anticipée au budget, sans réduction d'activités, basée sur les surplus historiques;
- écart défavorable de 0,2 M$ provenant du crédit de dépenses - compteurs et lié à la baisse de la cadence d'installation des compteurs dans les institutions, les commerces et les industries.

GRANDS PARCS, MONT ROYAL ET SPORTS

En tant qu'acteur majeur dans l'aménagement d'une ville qui préserve son environnement, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports a pour mission d'améliorer la qualité de vie des Montréalais et des visiteurs par la protection, le développement, l'aménagement et la gestion de parcs, d'espaces verts, de milieux naturels, de places publiques et de parcours urbains. Ces lieux assurent un ensemble de services écologiques favorisant notamment la détente, le ressourcement, la convivialité des déplacements et le loisir.

La mission du service vise également à mettre en œuvre le plan de protection et de mise en valeur du mont Royal, à verdir le domaine public et à encourager le verdissement du domaine privé, à assurer la protection et la mise en valeur des paysages, et à travailler à l'amélioration de l'ensemble du milieu urbain.

Le service vise également à contribuer, par ses installations d'envergure, son leadership, ses programmes et son expertise, à la vie physiquement active des citoyens et au rayonnement de Montréal en tant que métropole sportive de premier plan.

Tableau 37 – Grands parcs, mont Royal et sports

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	21 096,4	22 385,8	21 742,1	20 701,3	(1 040,8)	20 505,9
Transport et communications	258,1	305,8	267,3	316,3	49,0	334,0
Services professionnels	8 308,5	2 989,9	3 774,6	1 964,9	(1 809,7)	3 532,1
Services techniques et autres	7 451,1	9 372,4	8 025,8	7 730,8	(295,0)	6 208,3
Location, entretien et réparation	2 459,7	3 243,1	3 360,8	4 926,4	1 565,6	4 312,5
Biens durables et non durables	3 779,6	4 841,9	6 633,0	982,4	(5 650,6)	1 336,6
Contributions à des organismes	9 743,2	6 773,9	8 825,7	5 912,1	(2 913,6)	6 642,7
Autres objets de dépenses	(3,6)	86,3	42,2	44,8	2,6	44,8
Total – Charges de fonctionnement	**53 093,0**	**49 999,1**	**52 671,5**	**42 579,0**	**(10 092,5)**	**42 916,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

Parcs

- création du plus grand parc municipal au Canada (3 000 hectares) : le Grand parc de l'Ouest par l'acquisition historique de 175 hectares de milieux naturels;
- ouverture d'un nouveau secteur du parc Frédéric-Back et bonification de l'offre sportive;
- implantation de mesures d'apaisement de la circulation sur l'axe Camillien-Houde–Remembrance;
- enregistrement de plus de 1 million d'entrées dans le réseau des parcs-nature;

- mise en service de la Navette Nature pour améliorer l'accessibilité des parcs-nature;

Sports

- nomination de Montréal comme la meilleure ville du Canada pour l'accueil d'événements sportifs d'envergure (2018 et 2019);
- création de nouveaux programmes de soutien aux arrondissements : Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux et Programme des installations sportives extérieures;
- réalisation d'un guide d'aménagement et d'entretien des terrains de soccer extérieurs, en collaboration avec l'Association québécoise du loisir municipal;
- enregistrement de près de 2 millions d'entrées annuelles aux complexes sportifs Claude-Robillard et Marie-Victorin, au Stade de soccer de Montréal, au Taz et aux arénas Maurice-Richard et Michel-Normandin.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports présente un déficit opérationnel de 10,1 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine et à l'Entente sur le développement culturel. Les principaux écarts s'expliquent de la manière suivante :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,0 M$ composé de :
  - 0,7 M$ pour l'entretien et l'exploitation des parcs et des installations sportives;
  - 0,3 M$ pour une capitalisation moindre des coûts de la main-d'œuvre affectée à des projets du PTI;

Services professionnels

- écart défavorable de 1,8 M$, composé des éléments suivants :
  - écart défavorable de 2,3 M$ pour des dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine;
  - économies de 0,5 M$ pour des études non réalisées;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 1,6 M$, composé de :
  - 1,4 M$ en lien avec la révision des orientations d'un anneau de glace temporaire;
  - 0,2 M$ en lien avec des économies sur l'entretien et la réparation des installations;

Biens durables et non durables

- écart défavorable de 5,6 M$, dont 5,5 M$ pour des dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine;

Contributions à des organismes

- écart défavorable de 2,9 M$, composé de :
  - 1,4 M$ pour des dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine et 0,9 M$ pour des dépenses relatives à l'Entente sur le développement culturel;
  - 0,6 M$ pour des contributions à des événements sportifs internationaux accordées avec des budgets additionnels.

INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER

La mission du Service des infrastructures du réseau routier est de protéger, d'aménager et de développer les infrastructures urbaines de façon durable et innovante, afin de concrétiser le Montréal de demain.

Tableau 38 – Infrastructures du réseau routier

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	22 877,5	23 928,2	22 297,8	23 167,4	869,6	24 863,0
Transport et communications	590,0	627,7	633,2	882,3	249,1	887,9
Services professionnels	3 723,2	2 159,4	1 079,7	2 067,0	987,3	1 931,4
Services techniques et autres	1 749,5	1 649,8	3 045,9	1 047,5	(1 998,4)	3 300,6
Location, entretien et réparation	7 742,8	8 132,4	8 413,0	8 533,3	120,3	8 575,8
Biens durables et non durables	1 812,7	556,3	660,5	815,1	154,6	828,7
Contributions à des organismes	284,7	32,6	31,9	50,4	18,5	32,3
Autres objets de dépenses	-	(8,0)	(30,7)	-	30,7	(32,6)
Total – Charges de fonctionnement	**38 780,4**	**37 078,4**	**36 131,3**	**36 563,0**	**431,7**	**40 387,1**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- accompagnement des partenaires externes de la Ville dans la réalisation de leurs grands projets afin de faire respecter les exigences municipales et de saisir les occasions de bonifier l'intégration des réalisations au milieu bâti;
- planification intégrée des projets et réalisation d'un portefeuille de quelque 504 M$ en travaux;
- surveillance du marché afin que le citoyen paie un prix juste et raisonnable;
- réalisation des travaux en s'assurant de générer le moins de nuisances possible pour les citoyens et les riverains;
- établissement d'une cartographie des îlots de chaleur, tout comme celles des zones d'intervention stratégique dans le cadre des mesures gouvernementales prises à la suite des inondations printanières.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu pour l'année 2019 des budgets additionnels de 3,8 M$, principalement pour les éléments suivants :

- études et expertises en phase d'avant-projets préliminaires afin de soutenir les projets d'investissements (rue Peel, passage Berri-Sherbrooke, rue des Pins), pour une augmentation de 0,8 M$;
- études et expertises en phase d'avant-projets préliminaires afin de soutenir les projets en partenariat (SRB Pie-IX, corridor du pont Samuel de Champlain, rue Sainte-Catherine Ouest), pour une augmentation de 3,0 M$.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des infrastructures du réseau routier présente un excédent budgétaire de 0,4 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,0 MS, lié à une capitalisation moindre des coûts de la main-d'œuvre affectée à des projets d'immobilisations;
- écart favorable de 0,9 M$ pour les postes vacants et les écarts salariaux;
- écart défavorable de 0,9 M$ pour les projets en partenariat (SRB Pie-IX et corridor du nouveau pont Champlain);
- écart favorable de 1,9 M$, relié aux charges sociales et principalement dû à une désynchronisation entre les taux des cotisations de l'employeur aux régimes de retraite et aux banques de temps compensé qui ont été budgétés aux unités d'affaires et les taux prélevés au budget réel;

Services professionnels, techniques et autres

- écart favorable de 1,0 M$ pour le report d'études liées à des projets spécifiques;
- écart défavorable de 2,0 M$ pour des travaux réalisés pour des partenaires.

URBANISME ET MOBILITÉ

S'inscrivant dans une perspective de transition écologique, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) assure un développement et une mise en valeur du territoire répondant aux aspirations des Montréalais. À cette fin, il offre son expertise et sa capacité à innover à la Direction générale, aux arrondissements ainsi qu'aux partenaires de la Ville.

Tableau 39 – Urbanisme et mobilité
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	22 808,5	22 484,4	26 901,6	26 368,0	(533,6)	26 096,4
Transport et communications	1 065,0	691,5	951,9	676,5	(275,4)	920,5
Services professionnels	6 092,1	7 290,1	7 910,8	6 710,6	(1 200,2)	10 617,9
Services techniques et autres	2 920,1	2 524,4	2 745,7	3 243,6	497,9	4 138,9
Location, entretien et réparation	1 384,2	2 707,4	(624,2)	1 310,4	1 934,6	1 881,1
Biens durables et non durables	6 548,2	4 879,8	14 060,3	7 957,6	(6 102,7)	5 661,4
Contributions à des organismes	8 445,1	8 321,8	32 381,6	5 809,9	(26 571,7)	12 994,3
Autres objets de dépenses	2 009,9	2 043,7	-	3 035,0	3 035,0	-
Total – Charges de fonctionnement	**51 273,1**	**50 943,1**	**84 327,7**	**55 111,6**	**(29 216,1)**	**62 310,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réalisation de démarches concertées avec les citoyens pour les 5 secteurs stratégiques : site Louvain Est, partie nord de L'Île-des-Sœurs, secteur Bridge-Bonaventure, quartier Namur-Hippodrome et secteur de Lachine Est;
- mise en œuvre de Vision Zéro avec l'engagement des partenaires dans des actions collectives pour améliorer la sécurité des aînés, des jeunes, des cyclistes et des piétons et la mise en place d'une équipe post-collision mortelle;
- établissement des 5 premiers axes du Réseau express vélo (REV) et développement de leurs concepts d'aménagement;
- adoption d'un règlement encadrant l'offre de trottinettes électriques en libre service;
- création de la Direction des projets de mobilité durable, responsable de la ligne rose et du réaménagement de la rue Notre-Dame;
- lancement des démarches intégrées de révision du Plan d'urbanisme et d'élaboration du Plan de mobilité;
- élaboration des lignes directrices pour le patrimoine archéologique autochtone;
- révision de la stratégie d'électrification et du plan d'action de la politique de stationnement;
- comblement de plus de 150 000 nids-de-poule et auscultation de l'ensemble des trottoirs du réseau artériel ainsi que des voies cyclables.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par un budget additionnel de dépenses de 7,2 M$, soit 3,1 M$ pour la nouvelle entente avec BIXI Montréal, 2,8 M$ pour le fonds de voirie et 1,3 M$ pour des études d'avant-projets et des activités prioritaires.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'urbanisme et de la mobilité présente un déficit opérationnel de 29,2 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 0,5 M$ s'expliquant principalement par une capitalisation moindre des coûts de la main-d'œuvre affectée à des projets d'immobilisations;

Services professionnels

- écart défavorable de 1,2 M$ pour des études et expertises en phase d'avant-projets principalement pour le projet de la rue Sainte-Catherine;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 1,9 M$, attribuable aux éléments suivants :
  - économie de 1,4 M$ en raison de la fin des travaux de réfection du viaduc Rockland;
  - une économie de 0,5 M$ sur des travaux d'entretien et de réparation d'infrastructures;

Biens durables et non durables

- écart défavorable de 8,6 M$ pour les dépenses non capitalisables du Campus Outremont;
- écart favorable de 2,5 M$, lié à des virements vers d'autres familles de dépenses;

Contributions à des organismes et autres objets de dépenses

- écart défavorable de 26,6 M$, attribuable aux éléments suivants :
  - 21,0 M$ en contribution à l'Université de Montréal pour le Campus Outremont;
  - 3,8 M$ reliés à la contribution à BIXI Montréal, compensée par une renonciation aux revenus;
  - 1,3 M$ en économies sur des dépenses moindres que prévu pour l'Entente sur le développement culturel.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Qualité de vie


Vignoble Prémont
Bistro Hastings

QUALITÉ DE VIE

Tableau 40 – Qualité de vie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Qualité de vie						
Culture	108 252,0	67 339,6	64 330,7	62 202,4	(2 128,3)	62 559,9
Développement économique	56 364,9	61 725,8	92 832,9	84 152,9	(8 680,0)	94 979,6
Diversité et inclusion sociale	28 206,2	29 205,5	29 253,7	29 505,8	252,1	30 314,2
Environnement	122 363,7	176 510,5	146 736,3	144 314,1	(2 422,2)	143 269,8
Espace pour la vie	58 120,0	58 201,2	59 351,3	60 735,1	1 383,8	61 519,8
Habitation	27 998,9	40 557,9	86 941,5	90 145,6	3 204,1	97 025,4
Total – Qualité de vie	**401 305,7**	**433 540,5**	**479 446,4**	**471 055,9**	**(8 390,5)**	**489 668,7**

CULTURE

Le Service de la culture a pour mission de consolider, de développer et d'accroître le rayonnement de Montréal comme métropole culturelle, d'offrir une expertise professionnelle à la Direction générale, aux arrondissements et aux services municipaux et d'agir à titre de répondant municipal avec les milieux culturels, les partenaires publics et privés ainsi que le grand public en matière de culture.

De manière plus spécifique, l'action du service a pour but de développer ou de mettre en valeur :

- le loisir, la pratique artistique amateur et le patrimoine immatériel;
- le réseau des bibliothèques;
- le réseau municipal de diffusion culturelle (Accès culture);
- l'art public et le patrimoine artistique;
- les événements publics;
- les festivals et événements culturels;
- l'industrie cinématographique et télévisuelle;
- les industries culturelles et créatives;
- les équipements, espaces et quartiers culturels.

Tableau 41 – Culture
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	15 761,7	17 658,2	15 426,0	16 152,7	726,7	15 635,8
Transport et communications	283,5	326,6	213,2	256,8	43,6	259,1
Services professionnels	2 251,8	4 994,4	3 825,3	2 334,1	(1 491,2)	3 785,0
Services techniques et autres	5 120,1	3 043,1	3 723,6	2 650,5	(1 073,1)	3 179,6
Location, entretien et réparation	(163,3)	95,4	112,2	162,2	50,0	178,7
Biens durables et non durables	8 374,0	8 124,4	8 076,2	7 897,6	(178,6)	8 118,7
Contributions à des organismes	76 380,9	32 890,8	32 954,2	32 513,5	(440,7)	31 403,0
Autres objets de dépenses	243,3	206,7	-	235,0	235,0	-
Total – Charges de fonctionnement	**108 252,0**	**67 339,6**	**64 330,7**	**62 202,4**	**(2 128,3)**	**62 559,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- soutien aux quartiers culturels et à l'expérience culturelle citoyenne en développant à Verdun un projet pilote permettant de planifier un quartier culturel en concertation avec les acteurs du milieu et en procédant au démarrage d'un autre projet pilote à Saint-Laurent;
- finalisation du projet de l'analyse et du contrôle du bruit au parc Jean-Drapeau avec l'installation de sonomètres permanents pour assurer une meilleure cohabitation entre les promoteurs d'événements et les citoyens;
- inauguration de la nouvelle bibliothèque de Pierrefonds, récipiendaire du prix Architecture 2019 de bibliothèques et de centres d'archives du Québec;
- mise en place de 11 laboratoires de création numérique (*Fab Labs*) dans les bibliothèques, ce qui porte l'offre à 17 fabricathèques dans 11 arrondissements dans le but de cultiver l'expérience numérique citoyenne;
- bonification de l'offre d'activités et de services universellement accessibles avec l'installation de 35 claviers numériques accessibles à tous dans autant de bibliothèques;
- poursuite du maintien de l'actif en art avec la restauration de 13 œuvres d'art public et de 4 œuvres de la collection municipale;
- financement de projets et d'activités d'organismes culturels favorisant l'inclusion et la diversité;
- mise en place de 2 mesures pour des tournages « verts ».

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par un budget additionnel de dépenses de 0,4 M$, soit 0,1 M$ en contributions financières et 0,3 M$ en services professionnels et techniques.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la culture présente un déficit opérationnel de 2,1 M$ par rapport au budget original. Ce montant s'explique principalement par des dépenses non capitalisables financées par emprunt, en lien avec l'Entente sur le développement culturel de Montréal, et est composé des éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,7 M$ s'expliquant principalement par des postes vacants

Services professionnels

- écart défavorable de 1,5 M$, attribuable aux éléments suivants :
  - dépense de 2,6 M$ pour le Partenariat du Quartier des spectacles;
  - économies de 0,3 M$ sur des études d'avant-projet et de 0,8 M$ sur des virements internes vers d'autres familles de dépenses.

Services techniques

- écart défavorable de 1,0 M$, attribuable principalement à des dépenses liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

Contributions à des organismes

- écart défavorable de 0,4 M$, lié à l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La mission principale du Service du développement économique consiste à faire de Montréal un leader dans des secteurs d'avenir et une référence en matière de croissance économique durable et inclusive, en collaboration avec les acteurs du milieu.

Tableau 42 – Développement économique

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	5 772,0	7 032,9	8 194,9	8 032,4	(162,5)	8 093,1
Transport et communications	395,2	493,9	540,4	35,1	(505,3)	789,5
Services professionnels	1 858,9	1 848,7	2 683,4	1 388,8	(1 294,6)	3 926,4
Services techniques et autres	422,7	1 280,7	461,0	135,5	(325,5)	912,9
Location, entretien et réparation	(500,6)	122,9	25,8	12,6	(13,2)	100,3
Biens durables et non durables	202,0	255,5	61,4	6,2	(55,2)	151,5
Contributions à des organismes	29 471,4	26 794,1	80 862,7	44 190,8	(36 671,9)	81 003,6
Autres objets de dépenses	18 743,3	23 897,1	3,3	30 351,5	30 348,2	2,3
Total – Charges de fonctionnement	**56 364,9**	**61 725,8**	**92 832,9**	**84 152,9**	**(8 680,0)**	**94 979,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- adoption de l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture, qui permettra d'améliorer la qualité du cadre bâti des milieux de vie des Montréalais;
- développement d'une vision cohérente et porteuse pour l'est de Montréal, qui sera mise en œuvre grâce à l'approbation d'une entente de 100 M$ avec le Ministère de l'Économie et de l'innovation (MEI) et à l'adoption du Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal;
- renforcement du secteur du commerce de détail avec le déploiement du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs;
- soutien à l'innovation montréalaise par les moyens suivants :
  - investissement de 9,8 M$ dans les 6 organismes du réseau PME MTL pour soutenir des projets de commercialisation des innovations, d'entrepreneuriat commercial, de développement industriel et durable ainsi que les nouvelles expertises en innovation sociale;
  - accompagnement de 70 entreprises dans le cadre des programmes Parcours Innovation PME Montréal, Cabinet créatif et Parcours Créativité Culture Croissance;
  - financement de diverses initiatives importantes : C2 Montréal, Printemps numérique, M3, Startupfest, Néomed, Movin'On, C40, etc.;

- réalisation de 2 événements SÉRI (Synergie émergente - Recherche industrie) dont l'objectif est la création de liens et d'échanges entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises;
- soutien au développement des entreprises de Montréal par la réalisation des appels à projets « Accélérer l'entrepreneuriat » et « Accélérer les talents », qui visent à stimuler l'entrepreneuriat et le développement des compétences chez les clientèles prioritaires (jeunes, personnes de la diversité et *startups*).

Principales variations

Budget modifié

L'augmentation de 10,8 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par les éléments suivants :

- augmentation de 1,1 M$, reliée au transfert de surplus affectés de la Ville au Fonds de dynamisation des rues commerciales pour les sociétés de développement commercial du Plateau-Mont-Royal;
- augmentation de 3,4 M$ à la suite de l'octroi d'un budget additionnel lié à l'entente sur le Fonds de développement des territoires;
- augmentation de 10,8 M$ en budgets supplémentaires pour le projet d'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus;
- diminution de 4,5 M$, liée au report en 2020 de la portion non utilisée du budget de 2019 prévu à l'entente de 150 M$ (Réflexe Montréal) afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie « Accélérer Montréal ».

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service du développement économique présente un déficit opérationnel de 8,7 M$ par rapport au budget original, qui s'explique globalement par l'activation des dépenses pour la mise en œuvre de la stratégie « Accélérer Montréal ». Les principaux écarts sont les suivants :

Transport et communications

- écart défavorable de 0,5 M$, attribuable principalement à l'augmentation des dépenses liées à la participation de la Ville à des événements de nature locale, nationale et internationale;

Services et honoraires professionnels

- écart défavorable de 1,3 M$, associé à l'augmentation des dépenses en matière de services professionnels, notamment pour la réalisation d'études sectorielles;

Services techniques et autres

- écart défavorable de 0,3 M$, attribuable principalement à l'augmentation des dépenses pour des services nécessaires à la réalisation d'événements;

Contributions à des organismes et autres objets de dépenses

- écart défavorable net de 6,3 M$, attribuable à l'augmentation des contributions financées par le Fonds de développement des territoires, par l'entente de 150 M$ et par l'entente de financement du projet d'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus.

DIVERSITÉ ET INCLUSION SOCIALE

La mission du Service de la diversité et de l'inclusion sociale est de mobiliser les forces de transformation sociale et d'agir pour révéler tous les visages de Montréal : une ville inclusive, engagée et diversifiée.

Le service vise également à contribuer, par son leadership, ses programmes et son expertise, à faire de Montréal une ville de tous les possibles où chaque personne peut :

- vivre dans la dignité et être traitée avec respect;
- évoluer dans un milieu de vie dynamique et accessible;
- s'épanouir dans une ville plus équitable qui célèbre l'équité et les diversités, quelles que soient leurs formes.

Tableau 43 – Diversité et inclusion sociale

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	4 957,7	5 244,4	6 111,5	5 250,6	(860,9)	5 574,3
Transport et communications	237,1	221,3	111,8	92,2	(19,6)	131,7
Services professionnels	750,7	1 366,5	1 636,1	414,9	(1 221,2)	2 054,3
Services techniques et autres	392,7	295,0	342,7	684,2	341,5	422,7
Location, entretien et réparation	286,5	9,5	1,9	26,6	24,7	20,9
Biens durables et non durables	162,2	42,7	70,0	51,7	(18,3)	77,7
Contributions à des organismes	21 419,3	22 026,1	20 451,6	22 985,6	2 534,0	21 504,5
Autres objets de dépenses	-	-	528,1	-	(528,1)	528,1
Total – Charges de fonctionnement	**28 206,2**	**29 205,5**	**29 253,7**	**29 505,8**	**252,1**	**30 314,2**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- renforcement de la lutte contre l'itinérance par les efforts consentis du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal, pour un investissement total de 5,5 M$ sur quatre ans;
- renouvellement et renforcement de l'action locale, en collaboration avec les arrondissements, dans les « territoires d'inclusion prioritaires » des nouveaux arrivants, avec 6 conseillers en partenariat territorial et un soutien financier de 3,9 M$ à des projets structurants;
- adoption de la Politique d'accès aux services municipaux sans peur, qui prévoit une carte d'attestation d'identité et de résidence, une action clef pour un accès à tous les services municipaux de toutes les personnes résidant à Montréal, sans égard au statut d'immigration;

- réalisation de plusieurs actions phares pour mieux prévenir les situations pouvant compromettre la sécurité de la population dans l'espace public; par exemple, l'unité de débordement temporaire pour personnes en situation d'itinérance et l'adhésion de la Ville au programme Des villes sûres et des espaces publics sûrs, d'ONU Femmes;
- répartition de 20 M$ entre plus de 350 organismes qui offrent une gamme de services variés pour, notamment, lutter contre la pauvreté et l'itinérance, intervenir auprès des enfants et des familles, soutenir l'intégration socioéconomique des nouveaux arrivants, l'employabilité et plus encore;
- implantation progressive de l'ADS+, un outil qui permet de concevoir et réaliser des projets mieux adaptés aux besoins et réalités de toute la population, en tenant compte des diverses discriminations possibles. Des formations sur l'ADS+ ont été réalisées et l'outil commence à être intégré dans des projets de la Ville;
- création de 6 espaces de dialogue pour écouter la population et les organismes sur des sujets qui les touchent quotidiennement : racisme et discrimination systémique, profilage racial, égalité des genres, problèmes vécus par la population LGBTQ+, personnes aînées et personnes en situation d'itinérance.

Principales variations

Budget modifié

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale a reçu des budgets additionnels de 0,8 M$ au cours de l'année 2019, principalement pour le soutien à des projets ou à des organismes :

- augmentation de 4,9 M$, reliée aux ententes avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (Ville-MIFI) et avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH);
- augmentation de 0,5 M$ provenant des dépenses contingentes pour le Centre social et communautaire de la Petite-Patrie, en soutien à l'acquisition d'un immeuble;
- diminution de 2,9 M$, due à des transferts budgétaires vers les arrondissements pour la mise en œuvre de la Politique de l'enfant et des plans d'action locaux en développement social;
- diminution de 2,0 M$, liée à des dépenses reportées concernant la subvention relative à l'entente MTESS;
- augmentation de 0,3 M$ en lien avec les subventions pour la prévention du crime et de Municipalité amie des aînés (MADA), ainsi qu'avec la régularisation de la contrainte faisant suite à la réorganisation.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale présente un excédent budgétaire de 0,2 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 0,5 M$ découlant de l'effet combiné d'éléments non budgétés relatifs à 2 postes ainsi qu'à la régularisation de la contrainte faisant suite à la réorganisation ayant eu lieu à la fin de 2018;
- écart défavorable de 0,4 M$, attribuable à des postes financés par les subventions Ville-MIFI ainsi que par celles du MAMH et liés à la légalisation du cannabis;

Services professionnels

- écart défavorable de 0,7 M$ découlant de réaménagements internes requis pour la mise en œuvre du Plan d'action en accessibilité universelle et du Plan d'action en développement social;
- écart défavorable de 0,5 M$, lié à des dépenses financées par la subvention Ville-MIFI;

Contributions à des organismes

- écart favorable de 2,9 M$, principalement lié aux virements budgétaires vers les arrondissements pour la mise en œuvre de la Politique de l'enfant et des plans d'action locaux en développement social;
- écart favorable de 2,0 M$, lié à des dépenses reportées dans le cadre de la subvention relative à l'entente MTESS;
- écart favorable de 0,9 M$ découlant de réaménagements internes provenant des contributions à des organismes vers les services professionnels;
- écart défavorable de 3,3 M$, lié aux dépenses financées par la subvention Ville-MIFI, inscrite en budget modifié.

ENVIRONNEMENT

Le Service de l'environnement oriente ses actions afin d'améliorer la qualité et le cadre de vie des citoyens de l'agglomération de Montréal, en sensibilisant la population aux problématiques environnementales, en assurant la promotion et le contrôle de la qualité du milieu physique, en agissant pour une gestion responsable des matières résiduelles et des ressources sur le territoire pour atteindre le zéro déchet en 2030 et en contrôlant la qualité et l'innocuité des aliments des établissements alimentaires.

Par son expertise, le service assume, auprès des services municipaux, des arrondissements, des villes liées et autres instances, un rôle d'expert en matière de protection de l'environnement et développe, à ce titre, des politiques, des programmes et des plans d'action, le tout dans une perspective de développement durable.

Tableau 44– Environnement

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	23 400,2	23 162,8	21 697,4	22 961,8	1 264,4	21 969,0
Transport et communications	395,3	720,1	513,0	723,2	210,2	596,8
Services professionnels	1 253,2	640,1	2 984,3	3 673,2	688,9	4 496,5
Services techniques et autres	104 062,3	112 172,9	120 155,1	120 365,4	210,3	120 278,2
Location, entretien et réparation	897,7	853,7	890,4	1 238,2	347,8	1 168,5
Biens durables et non durables	4 889,7	5 071,2	27 632,9	32 965,9	5 333,0	32 141,0
Contributions à des organismes	243,8	131,4	146,2	120,5	(25,7)	353,9
Autres objets de dépenses	(12 778,5)	33 758,3	(27 283,0)	(37 734,1)	(10 451,1)	(37 734,1)
Total – Charges de fonctionnement	**122 363,7**	**176 510,5**	**146 736,3**	**144 314,1**	**(2 422,2)**	**143 269,8**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- extension de la collecte sélective des matières organiques à tous les immeubles de 8 logements et moins (environ 540 000 résidences);
- élaboration du projet de Plan de gestion des matières résiduelles (PDGMR) 2020-2025 avec la tenue d'une consultation publique. L'ambitieux plan vise, entre autres, à atteindre le zéro déchet d'ici 2030;
- modification du mode opératoire des écocentres à la suite des difficultés rencontrées avec le principal fournisseur et transporteur de conteneurs;
- lancement d'autres projets visant la maîtrise du passif environnemental de l'agglomération :
- démarrage de la construction d'une usine de traitement des eaux souterraines au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, avec mur-écran bloquant l'écoulement, pour 48,5 M$;

- conception d'une usine de traitement du lixiviat au Complexe environnemental de Saint-Michel, pour 14,5 M$;

- réalisation d'actions pour faire respecter les normes de qualité de l'air et de l'eau :
  - délivrance de 280 permis et autorisations pour différents travaux et activités :
    - quelque 1 400 prélèvements ou échantillons effectués pour vérifier si les entreprises étaient conformes aux normes de rejets;
    - 24 nouvelles poursuites déposées en cour contre des personnes morales pour non-respect des normes environnementales applicables;
    - près de 1 500 plaintes traitées;
    - dans le cadre de l'application du Règlement sur le chauffage au bois, 95 avis d'infraction ou demandes d'information complémentaire transmis et 16 poursuites entreprises à la suite de 141 plaintes reçues de citoyens;
- réalisation d'actions pour assurer la salubrité alimentaire des établissements réglementés, générant environ 0,8 M$ en amendes :
  - quelque 14 000 inspections menant à 2 700 avis d'infraction;
  - 1 150 poursuites judiciaires entreprises;
  - 270 fermetures d'établissement pour danger imminent;
  - 8 suspensions de permis;
  - 2 200 plaintes de citoyens traitées.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié est de 1,0 M$ et s'explique principalement par le transfert de l'équipe spécialisée en changements climatiques du Service de l'environnement au Bureau de la transition écologique et de la résilience, excluant les contributions obtenues pour les programmes MTQ Turcot - Mesure de la qualité de l'air et Climat municipalités.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'environnement présente un déficit opérationnel de 2,4 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 1,3 M$, principalement en raison du transfert de l'équipe spécialisée en changements climatiques au Bureau de la transition écologique et de la résilience, pour 1,4 M$;

Services professionnels

- écart favorable de 0,7 M$, attribuable au report en 2020 de l'utilisation des services professionnels pour les travaux de construction prévus au passif environnemental de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC);

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,2 M$, dû principalement aux éléments suivants :
  - écart défavorable de 0,9 M$ pour la différence sur les taux d'indexation des contrats de collecte et de transport des matières résiduelles (IPC et carburant);
  - écart favorable de 0,3 M$ pour le nouveau contrat d'entretien des bacs;
  - écart favorable de 0,9 M$, attribuable à la forte variabilité du marché pour le contrat de tri et de mise en marché des matières recyclables;
  - écart défavorable de 0,7 M$, lié à la hausse des coûts des écocentres à la suite de la résiliation des contrats du fournisseur principal au RENA et de l'implantation d'un nouveau mode d'exploitation;
  - écart favorable de 0,3 M$, attribuable aux variations de quantité et/ou du coût moyen de traitement des matières résiduelles;
  - écart favorable de 0,3 M$ pour l'entretien des bacs de matières résiduelles;

Biens durables

- Un écart favorable de 5,3 M$, attribuable principalement aux éléments suivants :
  - écart favorable de 6,9 M$, soit 4,1 M$ pour le report en 2020 de certains travaux à l'usine d'assainissement du lixiviat et 2,8 M$ pour le report en 2020 des procédés prévus dans le cadre de la construction de l'usine de traitement du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC);

- écart défavorable de 2,0 M$, associé à l'achat d'outils de collectes des matières résiduelles (implantation et remplacement) – financé par emprunt au PTI

Autres objets de dépenses

- ajustement à la hausse de la réserve du passif environnemental du PEPSC, pour 0,9 M$, résultant de la hausse du coût d'entretien de l'usine de traitement et de 0,7 M$ pour celle des autres sites contaminés;
- utilisation moindre des réserves, pour 8,7 M$, soit 3,8 M$ pour le PEPSC et 4,9 M$ pour le Complexe environnemental de Saint-Michel, principalement associée au report des travaux de construction et annulant les écarts favorables pour les autres familles de dépenses;

ESPACE POUR LA VIE

Par ses actions de diffusion, de conservation, de recherche et d'éducation, le Service de l'Espace pour la vie accompagne l'humain pour mieux vivre la nature. Ensemble, le Biodôme, le Jardin botanique, l'Insectarium et le Planétarium Rio Tinto Alcan forment le plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada – un important pôle de biodiversité actif et ouvert sur le monde, en milieu urbain.

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- la poursuite des travaux pour la *Migration* du Biodôme;
- la fermeture de l'Insectarium, en mars, pour sa *Métamorphose*;
- l'inauguration, en août, de la première station du Parcours des phytotechnologies (les Marais épurateurs);
- l'offre de programmes de sciences collaboratives (Mission monarque, Fripon, etc.) et de participation citoyenne (Mon Jardin Espace pour la vie, Biodiversité dans mon quartier, etc.), qui invitent les citoyens à agir;
- une programmation grand public comprenant plusieurs nouveautés : les expositions *Terre de Chine* et *Femmes d'impact*, Passeport pour l'Univers, Polaris, etc.

Tableau 45 – Espace pour la vie – Charges de fonctionnement
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	30 264,8	29 811,9	28 802,1	31 451,1	2 649,0	31 527,1
Transport et communications	2 027,3	1 980,1	2 168,7	1 402,3	(766,4)	2 231,6
Services professionnels	1 478,0	1 122,9	1 432,1	1 649,9	217,8	1 491,4
Services techniques et autres	8 488,9	8 673,7	8 886,0	8 133,8	(752,2)	7 317,3
Location, entretien et réparation	197,9	172,0	202,3	193,0	(9,3)	223,7
Biens durables et non durables	4 460,1	4 119,7	4 332,8	3 960,6	(372,2)	4 747,2
Frais de financement	4 939,6	5 147,7	5 627,8	5 741,2	113,4	5 741,2
Remboursement de la dette à long terme	5 918,4	6 750,1	7 464,5	7 800,2	335,7	7 800,2
Contributions à des organismes	345,0	423,1	435,0	403,0	(32,0)	440,1
Total – Charges de fonctionnement	**58 120,0**	**58 201,2**	**59 351,3**	**60 735,1**	**1 383,8**	**61 519,8**

Principales variations

Budget modifié

L'augmentation de 0,8 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par un budget additionnel de dépenses pour les éléments suivants :

- des contributions financières diverses, pour 0,3 M$, des contrats d'échanges d'échange de service avec des partenaires, pour 0,3 M$, et les camps de jour de l'Espace pour la vie, pour 0,2 M$.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'Espace pour la vie présente un excédent budgétaire de 1,4 M$, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 2,6 M$ s'expliquant ainsi :
  - 1,1 M$ en charges sociales et régimes de retraite;
  - 1,5 M$: économies sur postes vacants; écarts salariaux et primes; désynchronisation entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement prélevés dans les unités d'affaires

Transport et communications

- écart défavorable de 0,8 M$, relatif à un ajustement du budget devant couvrir les frais courants de publicité et de représentation;

Services techniques

- écart favorable de 1,1 M$ découlant du report de l'ouverture du Biodôme, combiné à une augmentation de 1,8 M$ des frais internes d'administration générale facturés à l'Espace pour la vie sur la portion des dépenses de fonctionnement administrées par le SGPI;

Biens durables et non durables

- écart défavorable total de 0,4 M$: 0,3 M$ attribuables à la contrainte liée à l'historique des dépenses; 0,1 M$ pour l'acquisition et le renouvellement de matériel et d'accessoires;

Frais de financement et remboursement de la dette à long terme

- écart favorable de 0,4 M$, associé aux emprunts charge de l'organisme municipal (projets d'immobilisations), baisse des taux d'intérêt.

Tableau 46 – Espace pour la vie – Revenus

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Transferts	297,7	358,0	214,9	-	214,9	214,9
Services rendus	25 902,7	17 127,0	14 617,9	18 066,3	(3 448,4)	18 636,1
Total – Revenus	**26 200,4**	**17 485,0**	**14 832,8**	**18 066,3**	**(3 233,5)**	**18 851,0**

Principales variations

Revenus

Les principaux écarts sont les suivants :

Transferts

- écart favorable de 0,2 M$, attribuable à des contributions financières et à des subventions

Services rendus

- le décalage de l'ouverture du Biodôme dans le cadre du projet *Migration* entraîne une diminution de l'achalandage et une perte de revenus de 3,7 M$ par rapport aux projections (droits d'entrée, boutiques et restaurants). De plus, un budget additionnel de 0,3 M$ a été dégagé pour des contrats d'échange de publicité et de représentation avec divers partenaires

HABITATION

Le Service de l'habitation a pour mission de soutenir et d'accélérer un développement résidentiel équilibré à Montréal, d'améliorer l'habitat et de répondre aux enjeux urbains en intervenant de façon structurante sur le cadre bâti et le territoire.

Tableau 47 – Habitation

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	7 628,3	8 838,2	9 654,8	10 299,6	644,8	10 197,5
Transport et communications	123,8	105,4	76,7	128,2	51,5	128,9
Services professionnels	446,9	268,1	408,2	882,8	474,6	831,0
Services techniques et autres	61,3	177,0	84,0	150,2	66,2	137,0
Location, entretien et réparation	(41,5)	7,1	19,6	19,1	(0,5)	17,1
Biens durables et non durables	69,3	142,3	139,2	129,8	(9,4)	234,0
Contributions à des organismes	847,1	858,8	76 559,0	936,1	(75 622,9)	85 479,9
Autres objets de dépenses	18 863,7	30 161,0	-	77 599,8	77 599,8	-
Total – Charges de fonctionnement	**27 998,9**	**40 557,9**	**86 941,5**	**90 145,6**	**3 204,1**	**97 025,4**

Faits saillants

Dans un contexte de resserrement du marché locatif et de forte activité immobilière, le Service de l'habitation a intensifié ses efforts pour soutenir une offre résidentielle diversifiée, saine et abordable.

À mi-parcours de la mise en œuvre de la Stratégie 12 000 logements sociaux et abordables (2018-2021), la cible est atteinte à 57 %, ce qui se traduit ainsi :

- 2 850 logements sociaux en chantier ou en élaboration, avec engagement de subventions;
- Plusieurs interventions pour du logement abordable au profit de 4 000 ménages;
- Une augmentation marquée du volume d'engagements annuels de subventions.

Pour la seule année 2019 :

- 2 700 logements ont été inspectés par la Division de la salubrité afin de contrer les logements insalubres;
- un projet de règlement pour une métropole mixte, qui balise l'inclusion de logements sociaux, abordables et familiaux, a été déposé au conseil municipal et soumis à une large consultation publique;
- une aide financière a été accordée pour près de 200 logements, dans le cadre de projets innovants de création de logements abordables;

- 1 300 logements locatifs ont été rénovés avec le soutien d'une subvention; de ce nombre, 200 appartiennent à des coopératives ou à des organismes d'habitation à but non lucratif. La révision des programmes d'aide à la rénovation permet maintenant de soutenir davantage le secteur sans but lucratif dans la mise à niveau de ses immeubles;
- le traitement des demandes faites dans le cadre du Programme d'appui à l'acquisition résidentielle a été accéléré.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels au cours de l'année 2019, portant l'écart entre le budget original et le budget modifié à 6,9 M$, un montant qui s'explique de la façon suivante :

- 5,1 M$ en budgets supplémentaires découlant des ententes tripartites 2018 et 2019 intervenues entre la Ville de Montréal, la SHQ et le gouvernement du Québec dans le cadre du programme AccèsLogis Québec;
- 1,8 M$ pour le financement d'un projet innovant de logements abordables, *Habitations communautaires Duff Court*.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'habitation présente un excédent budgétaire de 3,2 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,6 M$ qui s'explique principalement par des économies en lien avec les postes vacants;

Services professionnels

- écart favorable de 0,5 M$, attribuable à certains budgets d'honoraires professionnels non utilisés, notamment les sommes réservées pour le suivi de l'exploitation des nouveaux projets de logements sociaux;

Contributions à des organismes et autres objets de dépenses

- écart favorable net de 2,0 M$ pour ces deux catégories de charges de fonctionnement qui provient globalement de dépenses moindres pour le programme Rénovation Québec ainsi que des subventions associées à AccèsLogis, lesquelles sont constatées en fonction de l'avancement des travaux pour les dossiers engagés.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Service aux citoyens



SERVICE AUX CITOYENS

Tableau 48 – Service aux citoyens

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Service aux citoyens						
Concertation des arrondissements	98 389,0	102 657,1	105 513,5	86 654,0	(18 859,5)	104 154,0
Expérience citoyenne et communications	22 097,9	22 434,3	23 867,0	22 889,5	(977,5)	25 152,5
Technologies de l'information	85 452,3	83 846,8	86 880,1	87 249,2	369,1	89 313,1
Total – Service aux citoyens	**205 939,2**	**208 938,2**	**216 260,6**	**196 792,7**	**(19 467,9)**	**218 619,6**

CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS

La mission du Service de la concertation des arrondissements est de conseiller les services municipaux et les arrondissements et de se concerter avec eux, principalement en vue d'offrir son soutien aux opérations locales de déneigement, de mobilité, de gestion animalière et de propreté, notamment en développant des outils technologiques adaptés à leurs besoins.

Tableau 49 – Concertation des arrondissements

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	6 532,5	6 288,7	7 285,5	8 228,4	942,9	8 546,5
Transport et communications	152,4	148,1	150,4	229,1	78,7	179,3
Services professionnels	362,9	230,6	368,9	468,8	99,9	639,1
Services techniques et autres	88 478,7	93 761,7	96 320,5	80 081,2	(16 239,3)	97 168,8
Location, entretien et réparation	2 454,4	1 393,1	522,7	745,5	222,8	548,7
Biens durables et non durables	74,2	489,8	526,1	601,0	74,9	695,4
Contributions à des organismes	333,9	309,9	337,2	300,0	(37,2)	376,2
Autres objets de dépenses	-	35,2	2,2	(4 000,0)	(4 002,2)	(4 000,0)
Total – Charges de fonctionnement	**98 389,0**	**102 657,1**	**105 513,5**	**86 654,0**	**(18 859,5)**	**104 154,0**

Faits saillants

Les résultats du Service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

Déneigement

- lors du renouvellement de la compétence du déneigement (art. 85.5) en 2019, des ajustements ont été apportés à la Politique de déneigement pour mieux tenir compte des différentes réalités opérationnelles des arrondissements (art. 85.5). Ainsi, les arrondissements ont la possibilité de déclencher jusqu'à deux chargements locaux, financés par la Ville, et le Comité d'amélioration du déneigement a été créé et a déjà mis en place plusieurs actions;
- la compétence pour l'élimination de la neige (autre art. 85.5) a été renouvelée par reconduction du fonctionnement actuel;

Escouade mobilité

- composée de 11 inspecteurs, l'équipe a mené plus de 9 000 interventions pour améliorer la fluidité et la sécurité des déplacements dans 6 arrondissements, depuis sa création en juin 2018, dont 3 500 depuis son transfert au Service de la concertation des arrondissements, en juin 2019;

- Développement et exploitation de systèmes informatiques adaptés
  - en collaboration avec le STI, des outils technologiques utilisés par les arrondissements ont été améliorés. De nombreux permis sont maintenant disponibles en ligne pour les citoyens et le personnel a été formé pour répondre à la demande.

Gestion animalière

- une section du Service de la concertation des arrondissements se consacre à la gestion animalière. Elle veille à l'application du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (18-042) par l'intermédiaire d'activités quotidiennes de la Patrouille de contrôle animal et des agents de prévention. Ses priorités d'action consistent à encadrer les chiens à risque dans une optique de sécurité publique, à agir en amont afin de prévenir les morsures et à assurer le suivi lorsqu'il y a morsures. Elle apporte également son soutien aux arrondissements en la matière et met en œuvre des programmes de prévention, de sensibilisation et d'éducation, en collaboration avec les parties prenantes et ses partenaires. La Patrouille de contrôle animal a mené 11 790 interventions sur le territoire montréalais à des fins d'application réglementaire et de sensibilisation. Dans le but d'assurer le traitement des incidents de morsures et des plaintes concernant un chien au comportement agressif, les agents de prévention ont assuré le suivi de 287 requêtes pour chiens agressifs, transmises par le centre de service 311, et de 251 dossiers d'incidents de morsures, acheminés par le Service de police de la Ville de Montréal;

Propreté

- le programme intensif de propreté a été élargi à 15 arrondissements avec des brigades alternées faisant des passages de 3 à 4 fois par semaine par arrondissement, de juin à octobre. Pour leur part, les brigades classiques de propreté ont été déployées dans 4 arrondissements, d'avril à novembre, à raison d'un passage par jour par arrondissement, 7 jours sur 7. Un soutien matériel et communicationnel a été offert à près de 34 500 citoyens qui ont participé à des corvées de propreté (une augmentation de 25 % par rapport à 2018).

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels de 17,5 M$ au cours de l'année 2019, soit 17,2 M$ afin de couvrir les coûts supplémentaires de chargement et de transport de la neige, en raison de précipitations plus élevées que la normale, et 0,3 M$ pour l'expansion de l'escouade mobilité.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la concertation des arrondissements présente un déficit opérationnel de 18,9 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écarts favorables de 0,9 M$, principalement attribuable à des économies liées aux postes vacants, pour 0,6 M$, et entre les taux budgétés des cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires, pour 0,3 M$;

Services techniques et autres

- écart défavorable de 17,1 M$ pour les contrats d'enlèvement, de transport et d'élimination de neige, en raison de précipitations de 249 cm de neige et d'un volume de neige ramassé de 15,4 millions de mètre cubes.
- écart favorable de 0,9 M$, attribuable à des dépenses moindres que prévu en propreté;

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 4,0 M$, lié à la non-atteinte de l'objectif de rationalisation des dépenses.

EXPÉRIENCE CITOYENNE ET COMMUNICATIONS

Le Service de l'expérience citoyenne et des communications a pour mission de créer une expérience citoyenne simplifiée et fluide en établissant des liens intelligibles, compréhensibles et logiques entre les actions de la Ville et la population. Porte-étendard de la Ville, il fait rayonner celle-ci en la rendant inspirante, attirante et accueillante.

Tableau 50 – Expérience citoyenne et communications

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	15 505,9	17 830,5	19 136,9	17 958,4	(1 178,5)	19 501,2
Transport et communications	3 722,1	2 751,7	3 185,8	3 317,8	132,0	3 314,2
Services professionnels	641,1	307,2	575,1	246,0	(329,1)	949,0
Services techniques et autres	1 474,2	1 114,8	1 020,0	1 089,8	69,8	1 182,4
Location, entretien et réparation	303,7	286,8	20,8	109,4	88,6	63,4
Biens durables et non durables	439,9	143,8	87,8	168,1	80,3	142,3
Contributions à des organismes	11,0	(0,5)	-	-	-	-
Autres objets de dépenses	-	-	(159,4)	-	159,4	-
Total – Charges de fonctionnement	**22 097,9**	**22 434,3**	**23 867,0**	**22 889,5**	**(977,5)**	**25 152,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- définition de l'approche du positionnement stratégique du service;
- réalisation d'une vingtaine de campagnes de communication majeures, dont 4 en mobilité sécuritaire dans le cadre de l'approche Vision Zéro;
- soutien de communication et logistique pour la tenue et la promotion de plus de 20 consultations publiques et séances d'information;
- traitement de plus de 3 000 demandes médiatiques et réalisation de plus de 2 000 produits de communication;
- développement de la nouvelle plateforme web de la Ville, **Montreal.ca**, et de nouveaux services en ligne, notamment le permis animalier, le droit d'initiative et certains permis d'occupation du domaine public;
- acheminement de plus de 900 000 avis de travaux dans le cadre de 400 chantiers;
- mise en place du Programme d'aide financière aux commerces affectés par des travaux majeurs, notamment pour les rues Sainte-Catherine et Saint-Hubert;
- poursuite du regroupement des appels et des courriels au centre de services 311, portant à 6 le nombre d'arrondissements regroupés, et intégration des activités liées à Info-Travaux;

- début de la révision de la Politique de participation publique et d'engagement citoyen et déploiement d'un exercice de dialogue avec les Montréalais.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels de 2,3 M$ au cours de l'année 2019, soit :

- 1,5 M$ pour le transfert de 18 postes d'autres unités d'affaires, principalement pour l'intégration des appels de 6 nouveaux arrondissements (15 postes) au centre de services 311;
- 0,4 M$ pour la révision de la Politique de participation publique et d'engagement citoyen;
- 0,2 M$ pour le Programme d'aide financière aux commerces affectés par des travaux majeurs – rue Sainte-Catherine;
- 0,2 M$ pour différents projets ponctuels, notamment Vision Zéro – promotion de la mobilité sécuritaire.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'expérience citoyenne et des communications présente un déficit opérationnel de 0,9 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,2 M$, principalement attribuable au transfert pendant l'année de 18 postes de différentes unités administratives.

Transport et communications

- écart favorable de 0,1 M$, principalement dû à la diminution du nombre de placements obligatoires (publication des appels d'offres).

Services professionnels

- écart défavorable de 0,3 M$, principalement imputable au financement en budget modifié de la révision de la Politique de participation publique et d'engagement citoyen.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le Service des technologies de l'information (STI) assure le maintien des services technologiques clés de la Ville et en soutient la modernisation.

Il appuie aussi les unités de la Ville dans leurs mandats liés à la ville intelligente et numérique, aux autres initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Tableau 51 – Technologies de l'information
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	50 192,7	48 101,3	45 468,7	46 111,5	642,8	46 111,5
Transport et communications	8 023,5	8 079,9	9 813,6	8 517,6	(1 296,0)	9 085,3
Services professionnels	3 040,6	1 054,7	788,5	1 134,5	346,0	1 132,5
Services techniques et autres	2 621,8	3 447,7	1 065,5	1 342,2	276,7	1 320,0
Location, entretien et réparation	19 667,7	21 465,3	28 553,2	28 437,4	(115,8)	29 586,8
Biens durables et non durables	1 873,0	2 466,5	1 185,1	1 706,0	520,9	2 071,5
Contributions à des organismes	33,0	0,5	5,5	-	(5,5)	5,5
Autres objets de dépenses	-	(769,1)	-	-	-	-
Total – Charges de fonctionnement	**85 452,3**	**83 846,8**	**86 880,1**	**87 249,2**	**369,1**	**89 313,1**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- augmentation de l'expertise du service afin de développer des solutions numériques de pointe et une grande variété d'applications, et ce, malgré un contexte de pénurie de la main-d'œuvre dans le domaine des TI, grâce à une campagne de recrutement qui a donné ces résultats :
  - 124 affichages;
  - 9 882 candidatures de la part de 4 692 candidats;
  - 88 embauches et 84 promotions;
- soutien aux systèmes patrimoniaux et augmentation de l'automatisation et de la surveillance des activités;
- soutien opérationnel lors des inondations printanières;
- accompagnement et soutien TI pour la réalisation des grands chantiers;
- amélioration du processus de gestion des accès des nouveaux employés, en collaboration avec le Service de la performance organisationnelle (SPO) et le Service des ressources humaines (SRH), réduisant de 3 jours le délai d'obtention des accès aux outils informatiques et, par conséquent, augmentant la productivité de l'ensemble de la Ville (3 000 demandes par année);
- mise à niveau des applications et des ordinateurs avec la version 10 du système Windows;

- mise en place, pour 5 arrondissements, d'une solution totalement intégrée de gestion des dossiers physiques et électroniques;
- réalisation de l'architecture d'entreprise TI, cible de tous les domaines d'affaires clés de la Ville;
- élaboration de la Politique sur l'encadrement lié au mobilier urbain numérique et aux infrastructures de télécommunications, qui comprend un volet sur la protection de la vie privée;
- mise en place du comité de sécurité de l'information pour la Ville, afin d'améliorer la gestion des cyberrisques.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par l'octroi d'un budget additionnel de dépenses de 2,1 M$ pour l'acquisition et l'entretien de systèmes informatiques et de radiocommunication.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des technologies de l'information présente un excédent budgétaire de 0,4 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,6 M$, relié à des taux de cotisations de l'employeur moins élevés que les taux budgétaires;

Transport et communications

- écart défavorable de 1,3 M$, attribuable aux services de téléphonie et de réseau téléinformatique ainsi qu'à une campagne de recrutement;

Services professionnels

- écart favorable de 0,3 M$, attribuable à une diminution du recours aux services professionnels;

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,3 M$, attribuable à des économies sur le soutien technique à la téléphonie et à la téléinformatique;

Biens durables et non durables

- écart favorable de 0,5 M$, attribuable principalement à des économies sur l'acquisition d'équipements de radiocommunication.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Arrondissements

L'île de Montréal et sa population



Les 19 arrondissements de la Ville de Montréal

Les 15 autres villes liées

Population totale de Montréal : 1 801 546

Population totale de l'île de Montréal : 2 050 053

Source : estimation de la population au 1er juillet 2019, Institut de la statistique du Québec.

© DIRECTION DPA ville, 2018

ARRONDISSEMENTS

En 2019, le résultat des arrondissements reflètent un excédent de 72,6 M$ sur un budget original de dépenses de fonctionnement de 904,6 M$.

Tableau 52 – Sommaire des arrondissements

(en milliers de dollars)

	Réel 2019					Réel 2018
	Revenus	Charges[1]	Affectations	Ajustements corporatifs	Excédent	Excédent
Arrondissements						
Ahuntsic-Cartierville	57 023,0	58 785,9	3 061,8	3 003,7	4 302,6	4 374,7
Anjou	26 897,7	27 034,3	357,2	701,4	922,0	1 731,5
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	68 942,6	68 557,7	2 650,5	4 072,2	7 107,6	4 258,5
Lachine	29 804,0	30 594,1	1 550,0	1 186,6	1 946,5	1 367,3
LaSalle	38 748,9	39 400,8	1 086,4	1 306,9	1 741,4	3 440,8
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	10 618,8	11 157,6	38,3	170,5	(330,0)	(481,1)
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	65 031,1	65 582,0	1 946,1	1 044,1	2 439,3	3 883,3
Montréal-Nord	41 338,8	40 449,7	1 512,9	1 165,4	3 567,4	1 555,9
Outremont	14 115,2	14 127,9	438,3	451,1	876,7	641,5
Pierrefonds-Roxboro	31 380,8	32 438,1	3 008,7	(368,5)	1 582,9	256,4
Plateau-Mont-Royal	55 984,2	54 701,3	2 029,7	1 493,2	4 805,8	3 595,3
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	59 256,7	59 479,5	1 398,8	1 023,8	2 199,8	5 857,5
Rosemont–La Petite-Patrie	65 851,3	63 429,9	2 584,4	5 291,0	10 296,8	6 808,7
Saint-Laurent	70 595,3	66 045,0	(387,2)	1 590,8	5 753,9	4 075,5
Saint-Léonard	35 267,3	34 953,5	1 246,9	295,7	1 856,4	457,3
Sud-Ouest	55 019,0	54 968,0	4 215,6	(513,0)	3 753,6	5 506,4
Verdun	33 538,7	35 833,2	2 963,6	1 113,8	1 782,9	1 555,8
Ville-Marie	90 583,7	97 655,5	13 612,3	9 797,5	16 338,0	22 384,2
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	58 390,6	62 408,2	3 611,7	2 077,4	1 671,5	2 414,3
Total – Arrondissements	**908 387,7**	**917 602,2**	**46 926,0**	**34 903,6**	**72 615,1**	**73 683,8**

1. Inclut le remboursement de la dette à long terme.

Le budget des arrondissements comprend des activités déléguées par le conseil municipal et des activités de compétence locale, notamment l'adoption de tous les règlements relatifs à leur territoire respectif et concernant l'urbanisme, la voirie locale, le développement économique local, communautaire, culturel et social, les parcs locaux ainsi que les activités et équipements sportifs et culturels à vocation locale. Le conseil municipal adopte le budget des arrondissements et leurs surplus de gestion découlant des activités sous leur responsabilité.

Le surplus des arrondissements atteint 72,6 M$ incluant des ajustements corporatifs totalisant 34,9 M$. Ceux-ci portent essentiellement sur les surplus de revenus de permis de construction et de modification, pour 25,8 M$, le remboursement des dépenses relatives au Plan d'action canopée, pour 4,7 M$, un remboursement pour les chargements de neige additionnels, pour 4,4 M$, les ajustements au budget des matières résiduelles, pour 2,7 M$, une portion des gains de vente de terrains, pour 1,8 M$, l'excédent budgétaire de la taxe locale de services, pour 1,1 M$, une participation des arrondissements à l'abolition des mesures transitoires relatives au régime de retraite, pour (4,0 M$) et des ajustements touchant la SST, pour (1,6 M$).

ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE

Tableau 53 – Ahuntsic-Cartierville

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 935,1	7 120,9	7 305,4	7 266,3	39,1	7 266,3
Transferts centraux	45 224,7	47 703,6	47 224,3	47 493,4	(269,1)	47 568,7
Services rendus et autres revenus	2 540,8	2 200,0	2 488,3	1 946,3	542,0	2 111,1
Transferts	32,2	10,0	5,0	-	5,0	-
Total – Revenus	**54 732,8**	**57 034,5**	**57 023,0**	**56 706,0**	**317,0**	**56 946,1**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 492,9	7 795,7	7 659,5	9 103,7	1 444,2	8 579,6
Sécurité publique	346,9	379,7	325,4	371,2	45,8	382,5
Transport	13 102,3	13 468,3	14 576,0	13 109,2	(1 466,8)	14 521,7
Hygiène du milieu	7 897,9	7 885,0	7 970,0	7 864,9	(105,1)	7 927,1
Santé et bien-être	305,0	321,8	300,3	316,4	16,1	349,9
Aménagement, urbanisme et développement	3 151,0	3 329,7	3 514,0	3 037,7	(476,3)	3 497,5
Loisirs et culture	21 975,1	22 759,9	24 440,7	22 902,9	(1 537,8)	24 405,4
Total – Charges de fonctionnement	**54 271,1**	**55 940,1**	**58 785,9**	**56 706,0**	**(2 079,9)**	**59 663,7**
Affectations	805,6	1 395,7	3 061,8	-	3 061,8	2 717,6
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**1 267,3**	**2 490,1**	**1 298,9**	**-**	**1 298,9**	**-**
Ajustements	1 588,6	1 884,6	3 003,7			
Excédent (déficit) de gestion	**2 855,9**	**4 374,7**	**4 302,6**	**-**	**4 302,6**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- adoption du Plan stratégique de développement durable 2019-2025 et du Plan de transition écologique 2019-2021;
- adoption du Plan local de déplacements, qui vise à favoriser les déplacements actifs et collectifs, et réalisation du Plan de déplacement scolaire, pour 31 écoles de l'arrondissement;
- implantation de 3 pôles de mobilité : Complexe Claude-Robillard, secteur de Fleury-Chambord et secteur de l'Esplanade-Chabanel;
- lancement de la collecte des résidus alimentaires dans Saint-Sulpice;
- élaboration du plan fonctionnel et technique du nouveau centre culturel et communautaire Cartierville;
- bonification du programme de subvention pour couches lavables;
- tenue de 2 séances itinérantes du conseil d'arrondissement ainsi que de consultations publiques sur l'aménagement des parcs Ahuntsic, Saint-Simon-Apôtre et Henri-Julien;

- tenue du premier exercice de budget participatif : plus de 100 idées recueillies et 11 projets soumis au vote populaire.

Principales variations

Budget modifié

La variation entre le budget original et le budget modifié est de 3,0 M$. Elle provient essentiellement des éléments suivants :

- affectation de surplus de 1,7 M$ pour la réalisation de plusieurs projets du Plan stratégique 2019-2021 (Plan de lutte à l'agrile du frêne, Plan local de déplacement, Plan de propreté, etc.);
- affectation de surplus de 1,3 M$ pour financer les opérations de déneigement.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Écart favorable de 0,3 M$ provenant des revenus du fonds de stationnement et des constats d'infraction liés au stationnement.
- Écart favorable de 0,2 M$ provenant d'une contribution de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour les aires TOD (*transit-oriented development*) des gares Ahuntsic et Chabanel et de divers autres revenus.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 0,5 M$ provenant de transferts budgétaires à différentes activités.
- Économies budgétaires de 0,6 M$ provenant des postes vacants et d'écarts salariaux.

Transport

- Écart défavorable de 1,5 M$ provenant des activités réalisées dans le cadre des opérations de déneigement.

Loisirs et culture

- Écart défavorable de 1,0 M$ provenant de l'augmentation de l'offre de services concernant la forêt urbaine de l'arrondissement.
- Écart défavorable de 0,3 M$ provenant des transferts de la Ville centre pour la Politique de l'enfant, l'harmonisation des bibliothèques et la création d'un poste d'agent de liaison.
- Dépenses additionnelles de 0,2 M$ pour la création de la Division du développement social.

ARRONDISSEMENT D'ANJOU

Tableau 54 – Anjou

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	5 246,1	5 930,3	6 946,7	6 915,8	30,9	6 915,7
Transferts centraux	17 525,2	17 926,9	18 666,3	17 988,3	678,0	18 780,2
Services rendus et autres revenus	1 255,8	1 336,3	1 259,7	1 427,1	(167,4)	1 427,1
Transferts	(74,4)	33,5	25,0	50,5	(25,5)	50,5
Total – Revenus	**23 952,7**	**25 227,0**	**26 897,7**	**26 381,7**	**516,0**	**27 173,5**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	3 964,6	3 781,3	3 747,1	4 334,6	587,5	4 062,3
Sécurité publique	174,6	163,9	167,5	180,3	12,8	164,7
Transport	6 650,9	7 102,7	8 145,4	7 218,7	(926,7)	7 694,3
Hygiène du milieu	1 809,1	1 867,9	2 223,3	1 978,7	(244,6)	2 233,6
Aménagement, urbanisme et développement	1 527,4	1 529,5	1 494,9	1 695,9	201,0	1 764,8
Loisirs et culture	11 449,9	11 195,4	11 073,1	11 519,7	446,6	11 314,0
Frais de financement	72,6	65,7	58,3	70,8	12,5	58,4
Total – Charges de fonctionnement	**25 649,1**	**25 706,4**	**26 909,6**	**26 998,7**	**89,1**	**27 292,1**
Financement	(110,3)	(117,3)	(124,7)	(112,3)	(12,4)	(124,7)
Affectations	1 952,0	1 534,2	357,2	729,3	(372,1)	243,3
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**145,3**	**937,5**	**220,6**	**-**	**220,6**	**-**
Ajustements	423,8	794,0	701,4			
Excédent (déficit) de gestion	**569,1**	**1 731,5**	**922,0**	**-**	**922,0**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- amorce de la première phase des travaux de revitalisation de l'avenue de Chaumont;
- plantation de 1 000 arbres dans le cadre du plan maître de plantation;
- réalisation de travaux d'analyse, de développement et de rédaction pour un plan d'action culturel et un plan local de déplacements, dans le cadre du projet de la future maison de la culture;
- poursuite des rénovations à la bibliothèque Jean-Corbeil et à la mairie;
- conception et adoption du nouveau plan d'action local Municipalité amie des aînés (MADA) 2019-2022;
- conception et adoption du premier plan d'action en sécurité urbaine (2019-2021);
- migration de l'ensemble des employés vers un système intégré de gestion de documents;

- réaménagement de la cuisine du centre Roger-Rousseau, dans le cadre de la démarche MADA et de la Politique municipale d'accessibilité universelle.

Principales variations

Budget modifié

Financement obtenu par la réserve de gestion de l'eau, pour 0,2 M$, et la Politique de l'enfant, pour 0,1 M$.

Revenus

Transferts centraux

- Financement obtenu de 0,5 M$ pour la rénovation de l'édifice des Travaux publics.
- Financement de 0,2 M$ obtenu du Service de l'eau.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Somme de 0,4 M$ allouée pour imprévus et non requise.
- Économies de 0,1 M$ réalisées sur les postes vacants

Transport

- Surcroît de dépenses de 0,3 M$ à la suite de la hausse du coût du sel.
- Dépenses additionnelles de 0,7 M$ reliées aux activités de déneigement.
- Économies de 0,1 M$ pour l'éclairage des rues.

Loisirs et culture

- Économies réalisées de 0,4 M$ réalisées à la suite d'assignations d'employés à d'autres activités, notamment le déneigement.

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Tableau 55 – Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	8 866,5	8 871,4	9 175,9	9 255,4	(79,5)	9 255,4
Transferts centraux	51 399,1	52 617,1	53 759,2	53 237,0	522,2	54 407,9
Services rendus et autres revenus	3 985,5	3 918,9	5 895,6	3 346,7	2 548,9	4 056,8
Transferts	15,1	12,6	111,9	-	111,9	100,0
Total – Revenus	**64 266,2**	**65 420,0**	**68 942,6**	**65 839,1**	**3 103,5**	**67 820,1**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 929,5	7 569,3	7 974,5	9 195,3	1 220,8	8 716,7
Sécurité publique	605,7	619,6	671,4	630,6	(40,8)	670,5
Transport	13 230,1	12 606,1	13 015,9	14 022,4	1 006,5	14 131,7
Hygiène du milieu	9 951,0	10 683,7	10 640,9	10 011,5	(629,4)	10 326,5
Santé et bien-être	1 357,0	1 483,2	1 727,1	1 466,4	(260,7)	1 944,0
Aménagement, urbanisme et développement	4 172,3	4 203,7	5 191,5	4 488,0	(703,5)	5 650,5
Loisirs et culture	27 168,2	28 357,1	29 336,4	27 024,9	(2 311,5)	28 382,1
Total – Charges de fonctionnement	**64 413,8**	**65 522,7**	**68 557,7**	**66 839,1**	**(1 718,6)**	**69 822,0**
Affectations	2 232,6	623,2	2 650,5	1 000,0	1 650,5	2 001,9
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**2 085,0**	**520,5**	**3 035,4**	**-**	**3 035,4**	**-**
Ajustements	932,1	3 738,0	4 072,2			
Excédent (déficit) de gestion	**3 017,1**	**4 258,5**	**7 107,6**	**-**	**7 107,6**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- participation au déploiement d'une escouade mobilité sur le territoire;
- présentation de plus de 1 300 activités culturelles et événements publics, avec la collaboration de plus de 80 organismes sans but lucratif;
- analyse de la structure commerciale de la rue Sherbrooke Ouest et soutien à la Société de développement commercial du chemin de la Côte-des-Neiges pour le développement économique local et le maintien des emplois;
- réalisation d'un projet pilote de rue piétonne avec placottoir sur la rue Jean-Brillant;
- adoption du Plan d'action en développement social 2020-2024 et poursuite du Plan local de développement durable 2019-2022;
- réalisation du projet *Vélorution CDN-NDG* et déploiement du programme « À pied, à vélo, ville active »;

- organisation de consultations citoyennes, dont une liée à l'aménagement de parcs et d'espaces verts dans le secteur de Loyola;
- réalisation du projet d'éradication de l'herbe à poux;
- réalisation d'un projet d'agriculture urbaine sur le site de l'ancien hippodrome;
- restauration du piano et achat d'un nouvel équipement de sonorisation à la maison de la culture de Côte-des-Neiges;
- resurfaçage des sentiers à la place du 6 Décembre-1989.

Principales variations

Budget modifié

- Affectation de surplus de 1,0 M$ pour la réalisation de divers projets, tels que des travaux arboricoles et le soutien à divers organismes, notamment la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI).
- Attribution d'un budget additionnel de 1,1 M$ par la Ville-Centre, soit 0,6 M$ pour des travaux de réfection à la cour de services Madison, 0,3 M$ en soutien à la Politique de l'enfant, 0,1 M$ dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec et 0,1 M$ pour la réalisation des activités d'entretien sur les réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts.
- Budget de 0,6 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs.
- Budget de 0,2 M$ provenant du fonds de réserve SST pour les activités de prévention.

Revenus

Transferts centraux

- Transferts de 1,1 M$ en provenance d'autres unités administratives – principalement pour les travaux à la cour de services Madison.
- Économies de 0,4 M$ réalisées dans le projet de construction de trottoirs sur différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement.
- Ajustement de 0,2 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Revenus additionnels de 1,1 M$, associés aux permis d'occupation temporaire du domaine public et à divers services techniques.
- Budget de 0,6 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs.
- Revenus supplémentaires de 0,4 M$ provenant des constats de stationnement et des vignettes de stationnement pour résidents (SRRR).
- Écart favorable de 0,3 M$, lié aux revenus d'étude de demandes de permis.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Transfert de 1,0 M$ pour financer des postes additionnels dans diverses activités.

Transport

- Économies de 1,0 M$, soit 0,5 M$ dans les activités de voirie et de déneigement et 0,5 M$ sur les coûts d'électricité liés à l'implantation de matériel d'éclairage de type DEL (diode électroluminescente).

Hygiène du milieu

- Déficit de 0,6 M$, lié en grande partie à la gestion des matières résiduelles.

Aménagement, urbanisme et développement

- Dépense de 0,6 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs.

Loisirs culture et parcs

- Dépenses supplémentaires de 1,1 M$ pour l'achat, la plantation, l'élagage et l'entretien du parc arboricole.
- Déficit de 0,8 M$ pour l'activité « bibliothèques – centres communautaires et activités culturelles », lié entre autres à l'exploitation de deux *Fab Labs*, aux activités numériques, à divers projets d'animation culturelle (hors les murs) ainsi qu'à l'ouverture des bibliothèques durant les jours fériés.
- Excédent de dépenses de 0,4 M$ pour les activités « pataugeoires et piscines » résultant de la prolongation des heures d'ouverture durant la période de chaleur accablante, de la saison d'exploitation des plans d'eau et de l'exploitation de la patinoire Bleu Blanc Bouge, de même que de l'ajout de surveillants d'installations dans les centres communautaires, notamment au Centre Notre-Dame-de-Grâce.

ARRONDISSEMENT DE LACHINE

Tableau 56 – Lachine

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	4 275,8	4 325,3	4 443,2	4 444,1	(0,9)	4 444,2
Transferts centraux	21 250,8	20 890,6	21 632,8	21 435,1	197,7	21 726,6
Services rendus et autres revenus	3 404,1	3 506,9	3 669,8	3 585,3	84,5	3 626,1
Transferts	116,0	57,0	58,2	81,0	(22,8)	81,0
Total – Revenus	**29 046,7**	**28 779,8**	**29 804,0**	**29 545,5**	**258,5**	**29 877,9**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	3 697,0	3 709,3	4 121,0	4 864,8	743,8	4 528,4
Sécurité publique	47,4	51,4	33,2	65,0	31,8	65,0
Transport	5 354,4	4 358,3	5 206,4	5 353,4	147,0	5 449,2
Hygiène du milieu	3 442,0	3 671,4	4 019,8	3 493,1	(526,7)	3 907,2
Santé et bien-être	1 288,8	1 104,5	1 293,5	1 131,5	(162,0)	1 201,1
Aménagement, urbanisme et développement	1 903,7	1 958,7	2 193,8	2 003,4	(190,4)	2 363,5
Loisirs et culture	13 660,8	14 065,1	13 726,4	13 734,3	7,9	13 819,7
Total – Charges de fonctionnement	**29 394,1**	**28 918,7**	**30 594,1**	**30 645,5**	**51,4**	**31 334,1**
Affectations	251,6	924,6	1 550,0	1 100,0	450,0	1 456,2
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(95,8)**	**785,7**	**759,9**	**-**	**759,9**	**-**
Ajustements	217,7	581,6	1 186,6			
Excédent (déficit) de gestion	**121,9**	**1 367,3**	**1 946,5**	**-**	**1 946,5**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mise en place d'une programmation hivernale au parc Grovehill;
- mise en place d'un programme de ruelle communautaire;
- création de la Direction des services administratifs et des projets urbains;
- création de la Division des relations avec les citoyens et des communications;
- poursuite du projet *Jenkins* dans le secteur de Lachine-Est et délivrance de permis pour 225 unités d'habitation;
- production d'un diagnostic culturel;
- aménagement de terrains de tennis léger (*pickleball*) au parc LaSalle;
- réalisation de purges automatiques aux endroits problématiques d'eau colorée.

Principales variations

Budget modifié

Affectation des surplus, pour une somme de 0,5 M$, à divers dossiers (revitalisation de la rue Notre-Dame, création d'un centre communautaire et sportif, plan d'action local en développement social) et virement de crédits de 0,2 M$ en provenance de la Direction des réseaux d'eau pour des projets d'entretien des réseaux secondaires d'aqueduc et égouts.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies prévues de 0,5 M$ sur le financement de la masse salariale liée aux projets de la Direction des travaux publics.
- Économies (non récurrentes) de 0,2 M$, obtenues à la suite de la réorganisation de la fonction administrative et de la création de la Direction des services administratifs et des projets urbains.

Hygiène du milieu

- Financement de dépenses de 0,5 M$, en provenance de l'activité de l'administration générale, à la suite de la création de nouveaux postes liés à la mise en place de projets urbains complexes.

Aménagement, urbanisme et développement

- Appropriation du surplus de 0,3 M$ pour des projets divers visant la revitalisation de la rue Notre-Dame.

ARRONDISSEMENT DE LASALLE

Tableau 57 – LaSalle

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 055,2	4 424,0	4 532,8	4 500,7	32,1	4 500,8
Transferts centraux	29 564,9	30 895,4	32 416,0	32 718,2	(302,2)	32 871,6
Services rendus et autres revenus	1 687,9	1 486,2	1 761,7	1 423,8	337,9	1 423,8
Transferts	(141,7)	43,5	38,4	28,1	10,3	30,6
Total – Revenus	**37 166,3**	**36 849,1**	**38 748,9**	**38 670,8**	**78,1**	**38 826,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	5 961,6	5 885,6	6 104,2	7 736,9	1 632,7	6 547,4
Sécurité publique	463,1	461,6	517,0	515,0	(2,0)	574,5
Transport	10 123,3	9 472,1	10 753,1	10 594,1	(159,0)	10 796,4
Hygiène du milieu	3 270,3	3 677,4	3 601,4	3 448,8	(152,6)	3 635,5
Aménagement, urbanisme et développement	1 530,1	1 599,9	1 871,8	1 599,1	(272,7)	1 883,9
Loisirs et culture	14 796,8	15 129,6	16 540,8	15 472,0	(1 068,8)	16 007,4
Frais de financement	-	-	12,5	-	(12,5)	12,5
Total – Charges de fonctionnement	**36 145,2**	**36 226,2**	**39 400,8**	**39 365,9**	**(34,9)**	**39 457,6**
Affectations	(46,7)	857,1	1 086,4	695,1	391,3	630,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**974,4**	**1 480,0**	**434,5**	**-**	**434,5**	**-**
Ajustements	1 175,0	1 960,8	1 306,9			
Excédent (déficit) de gestion	**2 149,4**	**3 440,8**	**1 741,4**	**-**	**1 741,4**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réfection de plus d'une cinquantaine de tronçons de rue et de plusieurs kilomètres de trottoirs;
- transformation et restauration de l'ancienne station de pompage de la Borroughs Wellcome en une halte-repos pour piétons et cyclistes (Halte bonheur);
- sécurisation des secteurs de 4 écoles primaires;
- réalisation de la phase 1 de la réfection des sentiers piétonniers riverains (de Verdun à Lachine);
- installation de 4 écrans numériques extérieurs;
- organisation de la 5e édition du Festival de la SOUPE;
- reconstruction et réaménagement de la piscine et du pavillon des baigneurs, au parc Lacharité;
- réaménagement complet du parc Dalmany, comprenant l'ajout de jeux d'eau
- réaménagement complet (mobilier urbain et table de ping-pong) du parc G-Melatti;

- aménagement d'un 4e parc canin au parc Mohawk.

Principales variations

Budget modifié

Variation de 0,1 M$ provenant de crédits additionnels de 0,2 M$ pour des projets spéciaux et d'une affectation du budget de fonctionnement de 0,1 M$ au financement de projets d'immobilisations.

Revenus

Transferts centraux

- Transferts 0,1 M$. en provenance d'autres unités administratives – principalement pour la Politique de l'enfant.
- Ajustement de 0,5 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Revenus supplémentaires de 0,2 M$ pour des travaux effectués par l'Arrondissement à la charge des contribuables, tels que l'aménagement d'entrées charretières et l'abattage d'arbres.
- Revenus excédentaires de 0,1 M$, attribuables à l'augmentation du nombre de demandes de licences et de permis divers.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 1,6 M$ provenant principalement de transferts à d'autres activités budgétaires et d'économies sur des sommes allouées pour imprévus.

Aménagement, urbanisme et développement

- Écart défavorable de 0,3 M$ dans la rémunération, pour l'embauche de personnel temporaire, et dans les honoraires professionnels, pour la réalisation de la stratégie de développement de l'arrondissement.

Loisirs et culture

- Dépenses additionnelles de 1,0 M$ dans la rémunération, les services techniques et l'acquisition de biens, pour les activités en lien avec l'effort accru pour le programme Canopée.

ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE

Tableau 58 – L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	1 336,4	1 359,5	1 540,2	1 526,7	13,5	1 526,8
Transferts centraux	8 236,0	8 456,6	8 734,2	8 144,1	590,1	8 765,0
Services rendus et autres revenus	486,6	476,5	338,2	443,0	(104,8)	443,0
Transferts	(43,2)	6,0	6,2	7,0	(0,8)	7,0
Total – Revenus	**10 015,8**	**10 298,6**	**10 618,8**	**10 120,8**	**498,0**	**10 741,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	2 004,3	2 039,9	2 302,2	2 383,4	81,2	2 391,0
Sécurité publique	72,8	54,4	171,1	140,5	(30,6)	146,3
Transport	2 716,7	2 956,6	3 055,0	3 067,6	12,6	2 951,9
Hygiène du milieu	558,2	779,0	1 038,2	412,6	(625,6)	1 035,6
Santé et bien-être	9,6	9,2	36,1	9,5	(26,6)	36,3
Aménagement, urbanisme et développement	604,1	622,2	699,6	681,8	(17,8)	681,8
Loisirs et culture	4 148,2	4 113,5	3 855,4	3 425,4	(430,0)	3 506,5
Frais de financement	(0,2)	-	-	-	-	-
Total – Charges de fonctionnement	**10 113,7**	**10 574,8**	**11 157,6**	**10 120,8**	**(1 036,8)**	**10 749,4**
Affectations	96,0	17,5	38,3	-	38,3	7,6
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(1,9)**	**(258,7)**	**(500,5)**	**-**	**(500,5)**	**-**
Ajustements	(495,6)	(222,4)	170,5			
Excédent (déficit) de gestion	**(497,5)**	**(481,1)**	**(330,0)**	**-**	**(330,0)**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- sécurisation des bâtiments publics;
- préparation d'un site d'entreposage pour les Travaux publics, sur la montée de l'Église;
- réhabilitation des réseaux d'aqueduc et d'égouts ainsi que des trottoirs et de la chaussée de différents secteurs;
- mise en œuvre du programme de sensibilisation à l'agriculture pour les élèves des écoles primaires, dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal;
- bonification du service de transport collectif (7 jours sur 7), avec le concours de la Société de transport de Montréal (STM);
- achat de clapets antiretour pour des rues inondables;
- organisation d'une série de rencontres avec les résidents des secteurs les plus touchés par les inondations;
- élaboration d'un plan d'urgence pour le pont Jacques-Bizard;

- poursuite des rencontres avec les acteurs du projet *Paysage humanisé*;
- lancement du projet de revitalisation du village de Sainte-Geneviève;
- lancement du processus pour l'obtention de services professionnels en ingénierie afin d'analyser les besoins à la suite de l'inondation printanière;
- démolition d'un bâtiment commercial sur le boulevard Gouin pour l'aménagement du parc de Sainte-Geneviève;
- élaboration des plans et devis pour la rénovation du point de service de Sainte-Geneviève.

Principales variations

Budget modifié

Attribution de ressources additionnelles de 0,6 M$ par la Ville centre pour la réalisation de travaux sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts.

Revenus

Transferts centraux

- Variation de 0,6 M$ découlant de l'attribution de ressources additionnelles pour la réalisation de travaux sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts.

Services rendus et autres revenus

- Manque à gagner de 0,1 M$ provenant notamment de la location d'espaces publics.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 0,1 M$ en rémunération pour des postes vacants non pourvus.

Hygiène du milieu

- Dépenses supplémentaires financées par un budget additionnel de 0,6 M$ provenant du Service de l'eau.

Loisirs et culture

- Économie anticipée sur les postes vacants non réalisée, pour 0,4 M$.

ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Tableau 59 – Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	9 144,9	9 441,4	9 673,2	9 620,9	52,3	9 620,9
Transferts centraux	48 485,3	50 515,1	51 358,9	51 189,0	169,9	51 658,3
Services rendus et autres revenus	3 373,6	3 510,2	3 999,0	3 025,7	973,3	3 301,3
Transferts	17,3	-	-	-	-	-
Total – Revenus	**61 021,1**	**63 466,7**	**65 031,1**	**63 835,6**	**1 195,5**	**64 580,5**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 583,7	6 974,7	7 190,2	8 792,2	1 602,0	7 801,2
Sécurité publique	523,8	525,3	490,9	519,2	28,3	509,6
Transport	15 913,0	16 056,9	16 724,1	15 502,9	(1 221,2)	16 658,7
Hygiène du milieu	8 197,1	8 020,4	7 785,6	7 480,7	(304,9)	7 737,9
Santé et bien-être	218,0	122,5	530,7	245,3	(285,4)	530,7
Aménagement, urbanisme et développement	3 532,1	3 673,3	3 941,5	3 945,4	3,9	4 155,6
Loisirs et culture	26 233,7	26 750,3	28 919,0	27 349,9	(1 569,1)	28 833,7
Total – Charges de fonctionnement	**62 201,4**	**62 123,4**	**65 582,0**	**63 835,6**	**(1 746,4)**	**66 227,4**
Affectations	2 623,1	2 167,8	1 946,1	-	1 946,1	1 646,9
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**1 442,8**	**3 511,1**	**1 395,2**	**-**	**1 395,2**	**-**
Ajustements	1 968,5	372,2	1 044,1			
Excédent (déficit) de gestion	**3 411,3**	**3 883,3**	**2 439,3**	**-**	**2 439,3**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- efforts en verdissement partout sur le territoire, notamment par la réalisation de nouvelles ruelles vertes, la plantation de 619 arbres et 6 836 vivaces et arbustes, et la déminéralisation de 588 mètres carrés de surface bétonnée;
- adoption d'un plan d'action culturel local et obtention du titre de Municipalité amie des enfants;
- hausse de 50 % des coûts déclarés pour les travaux associés aux permis et augmentation de 7,5 % du nombre de permis délivrés, tous types confondus;
- réfection de l'auditorium de la maison de la culture Mercier et aménagement de 2 nouveaux jeux d'eau aux parcs Saint-Donat et Raymond-Préfontaine;
- remplacement de 422 entrées de service en plomb;
- démarche d'optimisation, en collaboration avec le Service de la performance organisationnelle, concernant le processus de délivrance des permis et l'inspection des logements, à la Direction de l'aménagement, de l'urbanisme et des services aux entreprises, ainsi que l'offre de services aux arrondissements, à la Division du soutien technique et logistique aux installations.

Principales variations

Budget modifié

- Affectations au fonctionnement de 1,6 M$, soit 0,5 M$ pour augmenter l'offre de services prévue au budget, 0,3 M$ pour contribuer à l'offre de services de partenaires et 0,8 M$ pour les opérations de déneigement.
- Attribution d'un budget additionnel de 0,5 M$ par la Ville centre pour divers projets (notamment le plan d'action Vision Zéro, la Politique de l'enfant et le programme Quartier intégré) et d'un budget additionnel de 0,3 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs et de stationnements.

Revenus

Services rendus et autres

- Revenus excédentaires reliés à l'utilisation des revenus reportés pour fins de parcs pour le remplacement d'installations dans les parcs à l'occupation du domaine public, aux études de demandes de permis en construction et aux contraventions liées au stationnement.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies principalement reliées au financement de dépenses dans d'autres activités, notamment par l'ajout de postes.

Transport

- Dépassement de 1,1 M$, résultat d'un hiver rigoureux ayant fait augmenter le nombre d'heures d'utilisation de remorqueuses et de tracteurs-chargeurs ainsi que la quantité d'abrasifs.

Hygiène du milieu

- Dépassement de 0,1 M$ pour l'entretien du réseau d'égouts et de 0,2 M$ pour la gestion des matières résiduelles, notamment en heures supplémentaires.

Santé et bien être

- Dépassement de 0,3 M$ résultant de l'obtention de sommes additionnelles à verser en contributions financières dans le cadre du programme Quartier intégré et de la Politique de l'enfant.

Loisirs et culture

- Dépassement de 1,0 M$ pour les parcs et les terrains de jeux en raison de décisions visant à hausser le niveau de service, entre autres : plantation, aménagement de carrés d'arbre, tonte de gazon et ouverture des jeux d'eau.
- Utilisation des surplus de l'Arrondissement et de la réserve pour fins de parcs, pour 0,6 M$, entre autres pour de l'essouchement, le verdissement de carrés d'arbre supplémentaires et la mise à niveau d'installations dans les parcs.

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Tableau 60 – Montréal-Nord

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	8 254,6	8 353,4	8 466,5	8 462,0	4,5	8 462,0
Transferts centraux	30 413,9	31 094,2	32 018,2	30 925,1	1 093,1	32 193,2
Services rendus et autres revenus	883,0	728,9	854,1	898,2	(44,1)	898,2
Transferts	(181,1)	-	-	-	-	-
Total – Revenus	**39 370,4**	**40 176,5**	**41 338,8**	**40 285,3**	**1 053,5**	**41 553,4**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	6 209,8	5 976,1	6 269,5	6 964,6	695,1	6 947,9
Sécurité publique	226,8	202,1	134,8	204,0	69,2	176,1
Transport	6 697,9	6 759,9	7 877,9	7 133,0	(744,9)	7 780,2
Hygiène du milieu	4 512,0	4 502,7	4 610,1	4 389,2	(220,9)	4 491,1
Santé et bien-être	1 498,1	1 750,5	2 146,9	1 838,0	(308,9)	2 237,9
Aménagement, urbanisme et développement	3 073,3	3 003,1	2 871,3	3 206,4	335,1	3 313,9
Loisirs et culture	15 674,9	16 718,9	16 539,2	17 617,9	1 078,7	17 944,3
Total – Charges de fonctionnement	**37 892,8**	**38 913,3**	**40 449,7**	**41 353,1**	**903,4**	**42 891,4**
Affectations	(75,9)	139,9	1 512,9	1 067,8	445,1	1 338,0
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**1 401,7**	**1 403,1**	**2 402,0**	**-**	**2 402,0**	**-**
Ajustements	1 299,7	152,8	1 165,4			
Excédent (déficit) de gestion	**2 701,4**	**1 555,9**	**3 567,4**	**-**	**3 567,4**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- adoption d'un cadre de référence pour les programmes d'aide financière et les ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif;
- tenue du deuxième Rendez-vous économique;
- aménagement et animation de la place éphémère Le Bouquiniste sur le site de la future bibliothèque interarrondissements;
- création d'un conseil jeunesse;
- fermeture de l'aréna Garon pour héberger temporairement l'organisme sportif Gymkhana;
- inauguration de 4 nouvelles ruelles vertes;
- fermeture de la piscine Henri-Bourassa pour réfection majeure et construction d'un pôle aquatique, en collaboration avec la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île et la Ville centre;

- ouverture d'un deuxième point de service de l'éco-quartier pour mieux desservir le nord-est de l'arrondissement;
- poursuite du programme Canopée et du plan de verdissement (plantation d'arbres, aménagement de saillies);
- mise en place de mesures de mitigation pour la sécurité du secteur de l'intersection Henri-Bourassa–Pie-IX et sur le boulevard Gouin.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié de 2019 s'élève à 1,5 M$. Cette différence est attribuable aux transferts budgétaires avec d'autres unités administratives. Les principaux transferts sont présentés dans la section « Revenus », ci-dessous.

Revenus

Transferts centraux

- Transferts en provenance d'autres unités administratives :
  - pour les travaux urgents dans les cours de services : 0,9 M$,
  - pour les projets locaux répondant aux besoins des enfants des milieux défavorisés (Politique de l'enfant) : 0,3 M$,
  - pour le programme Quartier intégré : 0,1 M$.
- Transfert de 0,1 M$ au centre de service 311 pour un agent de communication sociale.
- Ajustement de 0,2 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Réserve de 0,4 M$ pour imprévus transférée à d'autres activités.
- Économie de 0,1 M$ résultant du transfert d'un agent de communication sociale au centre de service 311.

Transport

- Excédent des dépenses de 0,7 M$ pour les activités de déneigement, incluant l'épandage d'abrasifs.

Hygiène du milieu

- Dépenses additionnelles de 0,2 M$ en rémunération des cols bleus pour la collecte de déchets effectuée en régie.

Santé et bien-être

- Octroi de contributions de 0,3 M$ pour les projets locaux répondant aux besoins des enfants des milieux défavorisés.

Aménagement, urbanisme et développement

- Non-exécution de projets de caractérisation des rives, de relevés de stationnement, etc., pour 0,1 M$.
- Report du projet de mise à niveau de la réglementation d'urbanisme, pour 0,1 M$.
- Économies de 0,2 M$ relatives à des comblements de postes tardifs, à taux moindre ou à des remplacements d'employés non effectués.

Loisirs et culture

- Dépenses supplémentaires de 0,2 M$ pour le programme Canopée.
- Économie de 0,6 M$ à la suite de fermetures temporaires de lieux récréatifs et culturels.
- Économie de 0,3 M$ engendrée par un écart important entre les taux réels et budgétés pour les cotisations de l'employeur.
- Économie de 0,2 M$ sur la masse salariale pour les comblements tardifs, les vacances et les remplacements à taux moindre.

ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT

Tableau 61 – Outremont

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	2 343,4	2 602,2	2 874,0	2 869,4	4,6	2 869,4
Transferts centraux	9 218,9	9 079,8	9 051,6	9 186,1	(134,5)	9 083,0
Services rendus et autres revenus	1 483,9	1 746,4	2 170,6	1 868,8	301,8	1 912,6
Transferts	3,6	3,4	19,0	8,0	11,0	8,0
Total – Revenus	**13 049,8**	**13 431,8**	**14 115,2**	**13 932,3**	**182,9**	**13 873,0**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	3 018,0	2 893,9	2 315,4	2 690,9	375,5	2 583,6
Sécurité publique	517,0	551,1	498,1	488,1	(10,0)	523,9
Transport	3 569,1	3 964,6	3 839,0	3 210,0	(629,0)	3 391,0
Hygiène du milieu	708,1	653,6	790,1	865,7	75,6	871,3
Aménagement, urbanisme et développement	1 384,9	1 326,8	1 343,1	1 248,3	(94,8)	1 268,4
Loisirs et culture	5 654,4	5 786,1	5 342,2	5 652,6	310,4	5 641,6
Total – Charges de fonctionnement	**14 851,5**	**15 176,1**	**14 127,9**	**14 155,6**	**27,7**	**14 279,8**
Affectations	1 809,3	1 872,9	438,3	223,3	215,0	406,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**7,6**	**128,6**	**425,6**	-	**425,6**	-
Ajustements	(175,6)	512,9	451,1			
Excédent (déficit) de gestion	**(168,0)**	**641,5**	**876,7**	-	**876,7**	-

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- octroi d'un mandat à Îlot Services-conseils en urbanisme : « Orientations de travail pour la mise en valeur des chalets de parc de l'arrondissement d'Outremont »;
- l'Enclume : atelier de développement territorial, étude typo-morphologique et caractérisation du paysage d'Outremont;
- mesures de transition écologique et de développement durable :
  - achat et installation de supports à vélo;
  - aménagement d'un lien cyclable nord-sud entre le campus de l'Université de Montréal et le campus MIL;

- verdissement :
  - plantation de 90 arbres;
  - élagage de 450 arbres matures;
- sécurisation des rues et des ruelles :
  - achat et installation de la signalisation, dans le cadre de la refonte du stationnement dans l'ensemble de l'arrondissement;
  - sécurisation de 3 ruelles (projet pilote);
- animation de l'espace public et développement social :
  - aménagement d'une guinguette éphémère;
  - inauguration du campus MIL;
  - soutien aux activités communautaires (Outremont en famille, Maison des jeunes d'Outremont, etc.).

Principales variations

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Revenus additionnels de 0,1 M$ à la suite de la signature d'un nouveau bail pour la location de locaux.
- Surplus de 0,2 M$ résultant de la délivrance des permis et des inspections pour le nouveau développement du MIL.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économie de 0,3 M$ à la suite de la restructuration de postes.

Transport

- Déficit de 0,3 M$ pour financer des postes de cadres en réaffectation, de cols bleus et la création de deux 2 postes de professionnels en cours d'année.
- Dépenses additionnelles de 0,3 M$, liées à l'achat de sel de voirie supplémentaire et aux dépenses en électricité.

Loisirs et culture

- Économie de 0,2 M$ à la suite de la restructuration de postes.
- Écart favorable de 0,1 M$ découlant d'un virement au Service de la culture pour le Théâtre Outremont.

ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO

Tableau 62 – Pierrefonds-Roxboro

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	5 069,3	5 255,0	5 548,7	5 524,2	24,5	5 524,2
Transferts centraux	22 245,5	22 830,6	24 244,5	24 279,2	(34,7)	24 329,1
Services rendus et autres revenus	1 427,3	1 430,3	1 578,2	1 360,1	218,1	1 360,1
Transferts	(144,0)	8,0	9,4	24,0	(14,6)	33,4
Total – Revenus	**28 598,1**	**29 523,9**	**31 380,8**	**31 187,5**	**193,3**	**31 246,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	4 376,7	4 904,3	4 842,5	5 522,4	679,9	5 496,8
Sécurité publique	393,1	170,9	31,1	79,5	48,4	69,3
Transport	8 366,9	8 877,2	8 565,2	6 901,0	(1 664,2)	8 305,3
Hygiène du milieu	2 990,4	3 087,3	3 083,3	3 131,4	48,1	3 232,5
Santé et bien-être	292,6	288,0	415,5	208,4	(207,1)	443,7
Aménagement, urbanisme et développement	2 409,3	2 573,0	2 660,7	2 773,2	112,5	2 974,8
Loisirs et culture	12 052,0	13 043,2	12 839,8	12 896,6	56,8	13 648,5
Total – Charges de fonctionnement	**30 881,0**	**32 943,9**	**32 438,1**	**31 512,5**	**(925,6)**	**34 170,9**
Affectations	2 267,5	3 133,2	3 008,7	325,0	2 683,7	2 924,1
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(15,4)**	**(286,8)**	**1 951,4**	**-**	**1 951,4**	**-**
Ajustements	1 147,0	543,2	(368,5)			
Excédent (déficit) de gestion	**1 131,6**	**256,4**	**1 582,9**	**-**	**1 582,9**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- gestion exceptionnelle de la crue des eaux, limitant les dommages en comparaison avec ceux de l'année 2017;
- implantation du programme « On s'occupe de vous! », visant à augmenter la satisfaction des résidents à l'égard des services reçus;
- versement de nombreuses contributions financières pour soutenir les organismes locaux;
- bonification de l'offre d'activités socioculturelles présentée aux citoyens;
- acquisition de 2 terrains à des fins de parcs locaux;
- organisation de plusieurs événements comme la fête d'hiver, la fête du Canada et les célébrations post-inondations.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par des affectations de surplus de 2,7 M$, autorisées par le conseil d'arrondissement afin de bonifier les services offerts par les Travaux publics, d'assumer les coûts excédentaires en sel et abrasifs, de tenir un événement post-inondations et de réaliser une multitude de projets locaux.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Augmentation de 0,1 M$ en aménagement urbain provenant de la délivrance des permis et des études de demandes.
- Recouvrement de 0,1 M$ à la suite de pénalités facturées en raison de travaux en retard.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies salariales de 0,2 M$, liées à des absences de longue durée et à des postes non comblés.
- Écart favorable de 0,1 M$ en frais de déplacement, contributions à des organismes et biens non durables.
- Écart favorable de 0,2 M$ en honoraires professionnels, services techniques et dépenses contingentes.

Transport

- Augmentation de 1,1 M$ en dépenses salariales pour le déneigement.
- Écarts défavorables de 0,3 M$ en achat de sel et abrasifs et de 0,2 M$ en location de machinerie.

Santé et bien-être

- Bonification de 0,1 M$ en crédits alloués aux projets communautaires, aux camps d'été et aux activités culturelles.
- Déficit de 0,1 M$, relié à l'ajout d'un poste temporaire en développement économique.

Aménagement, urbanisme et développement

- Économies salariales de 0,1 M$ en raison d'absences de longue durée et de postes non comblés.

ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Tableau 63 – Plateau-Mont-Royal

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	9 784,0	9 812,6	10 086,9	10 051,9	35,0	10 051,9
Transferts centraux	37 666,0	39 313,9	36 574,1	36 113,4	460,7	36 464,5
Services rendus et autres revenus	7 725,5	7 965,2	9 271,4	8 060,1	1 211,3	8 098,9
Transferts	27,5	-	51,8	-	51,8	-
Total – Revenus	**55 203,0**	**57 091,7**	**55 984,2**	**54 225,4**	**1 758,8**	**54 615,3**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	6 874,8	6 013,0	5 872,7	6 793,8	921,1	5 968,1
Sécurité publique	186,8	152,6	305,1	144,6	(160,5)	169,3
Transport	16 453,9	17 102,2	16 131,1	16 669,8	538,7	17 483,7
Hygiène du milieu	7 950,6	8 258,6	8 038,8	7 654,1	(384,7)	7 811,6
Aménagement, urbanisme et développement	4 122,6	4 059,5	4 103,3	4 156,2	52,9	4 532,0
Loisirs et culture	20 306,9	19 910,5	20 250,3	20 485,7	235,4	20 789,9
Total – Charges de fonctionnement	**55 895,6**	**55 496,4**	**54 701,3**	**55 904,2**	**1 202,9**	**56 754,6**
Affectations	1 498,8	1 191,6	2 029,7	1 678,8	350,9	2 139,3
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**806,2**	**2 786,9**	**3 312,6**	**-**	**3 312,6**	**-**
Ajustements	2 133,4	808,4	1 493,2			
Excédent (déficit) de gestion	**2 939,6**	**3 595,3**	**4 805,8**	**-**	**4 805,8**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- apaisement et sécurisation des déplacements sur la rue Marie-Anne Est par une mise à sens unique et bonification du réseau cyclable par des aménagements cyclables d'envergure sur la rue Milton, par la piétonnisation de la terrasse Mercure et l'agrandissement du parc Baldwin et par la diminution de la largeur de la voie de circulation;
- réaménagement et animation de plusieurs espaces publics, ce qui comprend la création d'une nouvelle place publique aux abords de l'école secondaire Robert-Gravel, la transformation de la rue Saint-Cuthbert en coulée verte, l'aménagement de 7 nouvelles ruelles vertes et de la bretelle Masson et l'inauguration d'un *skatepark* sous le viaduc Van Horne;
- rénovation des parcs Devonshire et Hirsch-Wolofsky;
- adoption de nouveaux règlements afin de mieux encadrer la construction de mezzanines, d'actualiser les critères d'évaluation pour une architecture intégrée, de qualité et durable, de prohiber les nouveaux fours à bois commerciaux, de permettre les tables et chaises sur le

domaine public pour les commerçants de la rue Prince-Arthur et d'exiger des corridors piétons aux abords des chantiers;

- création d'un concours entrepreneurial pour stimuler le démarrage d'entreprises et favoriser une hausse de l'achalandage des artères commerciales, et adoption d'un plan de relance pour la rue Saint-Denis;
- ouverture et aménagement du rez-de-chaussée du chalet Laurier en zone famille, avec prêt gratuit de matériel sportif et ludique;
- élaboration et adoption du premier Plan d'action en développement social;
- bonification des heures de bain libre dans les deux piscines intérieures (2 heures);
- poursuite de la rénovation de la bibliothèque Mordecai-Richler (phase 3) : intégration d'un robot de retour en libre service, actualisation des espaces d'accueil pour les rendre invitants et universellement accessibles;
- lancement des heures du conte dans les pataugeoires pour l'été 2019.

Principales variations

Budget modifié

- Budget additionnel de 0,1 M$ provenant du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la poursuite du projet *Chemin Gilford*.
- Virement de 0,1 M$ provenant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour la Politique de l'enfant.
- Virement de 0,1 M$ provenant du Service de l'eau.
- Ajout de 0,1 M$ en provenance du Fonds de dynamisation des rues commerciales.
- Budget additionnel de 0,5 M$ provenant des surplus et des revenus reportés des parcs et terrains de jeux à des fins de projets liés à l'aménagement, au transport, à la culture et aux loisirs.

Revenus

Transferts centraux

- Écart de 0,4 M$ provenant des virements des services centraux et du Fonds de dynamisation des artères commerciales.
- Ajout de 0,1 M$ reflétant un ajustement pour la plantation d'arbres, dans le cadre du programme Canopée, et les investissements en immobilisations financés par le budget de fonctionnement.

Services rendus et autres services

- Revenus supplémentaires de 0,6 M$ provenant des revenus d'occupation du domaine public.
- Écart favorable de 0,3 M$ provenant des demandes d'étude de dossiers en urbanisme.
- Revenus supplémentaires de 0,3 M$ en amendes et pénalités de remorquage, infligées notamment lors des opérations de déneigement.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économie de 0,4 M$ sur le droit d'ester en justice pour annulation de la provision.
- Écart favorable de 0,3 M$, généré par un transfert pour les assignations temporaires et les étudiants.
- Écart favorable de 0,2 M$, généré essentiellement par des retards de comblement de postes et des écarts salariaux.

Sécurité publique

- Dépenses additionnelles de 0,2 M$ à la suite d'un prêt de cols bleus à l'Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro durant les inondations.

Transport

- Écart favorable de 0,4 M$, généré par des retards de comblement de postes et des écarts salariaux.
- Économie de 0,1 M$ sur la location d'équipements et de matériel roulant avec opérateur.

Hygiène du milieu

- Dépenses supplémentaires de 0,4 M$, essentiellement pour la collecte des matériaux secs dans le but d'accroître la propreté.

Loisirs et culture

- Économie de 0,5 M$, à la suite de la fermeture de l'aréna Mont-Royal pour sa mise aux normes.
- Dépenses supplémentaires de 0,4 M$ dans le cadre du programme d'aide financière à la déminéralisation et du Plan de gestion de la forêt urbaine.
- Économie de 0,1 M$, attribuable à l'optimisation de la main-d'œuvre dans les bibliothèques.

ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

Tableau 64 – Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	9 820,1	9 949,4	10 234,2	10 169,4	64,8	10 169,4
Transferts centraux	44 108,9	46 142,1	47 683,6	46 947,9	735,7	47 978,7
Services rendus et autres revenus	1 636,1	1 682,8	1 327,2	1 563,7	(236,5)	1 563,7
Transferts	55,1	11,0	11,7	26,0	(14,3)	51,4
Total – Revenus	**55 620,2**	**57 785,3**	**59 256,7**	**58 707,0**	**549,7**	**59 763,2**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 534,0	6 201,5	6 853,4	8 082,8	1 229,4	7 501,6
Sécurité publique	330,6	353,3	362,3	355,4	(6,9)	378,5
Transport	14 049,6	13 372,0	15 946,6	14 951,6	(995,0)	15 761,9
Hygiène du milieu	7 099,1	7 775,2	7 737,7	7 207,3	(530,4)	7 634,9
Santé et bien-être	241,6	354,0	391,7	214,7	(177,0)	450,1
Aménagement, urbanisme et développement	3 183,5	3 420,6	3 592,0	3 353,8	(238,2)	3 686,5
Loisirs et culture	22 839,4	23 447,2	24 595,8	24 541,4	(54,4)	25 453,5
Total – Charges de fonctionnement	**55 277,8**	**54 923,8**	**59 479,5**	**58 707,0**	**(772,5)**	**60 867,0**
Affectations	578,4	740,8	1 398,8	-	1 398,8	1 103,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**920,8**	**3 602,3**	**1 176,0**	**-**	**1 176,0**	**-**
Ajustements	2 427,8	2 255,2	1 023,8			
Excédent (déficit) de gestion	**3 348,6**	**5 857,5**	**2 199,8**	**-**	**2 199,8**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- obtention du prix d'excellence décerné par l'Institut d'administration publique du Québec (IAPQ) pour le projet participatif *Transformons nos parcs*, qui invitait des citoyens et des organismes de l'arrondissement à proposer des aménagements de parcs qui ont été ultérieurement soumis au vote de la population afin d'en prioriser deux. Il s'agit du projet *Fenêtre sur la rivière* pour le parc Ernest-Rouleau, à Rivière-des-Prairies, et du projet *Halte culturelle* pour le terrain derrière la bibliothèque et la maison de la culture de Pointe-aux-Trembles;
- inauguration, à l'automne, de la piscine Hans-Selye, de dimensions olympiques, chauffée et homologuée par la Fédération internationale de natation (FINA);

- lancement de la toute première Politique en agriculture urbaine montréalaise, avec l'objectif 30-2030, soit 30 hectares du territoire de l'arrondissement qui porteront la marque de l'agriculture urbaine en 2030. Cette vision collective est la prémisse du dépôt, en 2020, d'un plan d'action sur l'agriculture urbaine;
- célébration du 300e anniversaire du Vieux Moulin de Pointe-aux-Trembles, pour lequel l'Arrondissement a reçu un soutien financier de Patrimoine canadien;
- diffusion d'une campagne publicitaire mettant de l'avant le potentiel récréotouristique de l'arrondissement à la radio, sur le web et sur les réseaux sociaux;
- construction de 103 nouveaux logements;
- réduction de la limite de vitesse de 50 km à 30 km/h dans 6 zones scolaires situées sur le réseau artériel et aux abords de certains terrains de jeux;
- embauche de 15 cols bleus pour offrir dans 7 parcs, du 11 mai au 20 septembre 2019, le service quotidien de gardiens de parc et assurer ainsi la propreté des lieux, renforcer le sentiment de sécurité des citoyens et diminuer le vandalisme;
- installation de panneaux Lexan permettant d'améliorer la signalisation lors d'opérations de chargement et de réfection de routes, de trottoirs et autres;
- plantation de 19 961 fleurs annuelles et de 400 arbres, et élagage de 454 arbres;
- implantation de vélos BIXI sur le territoire;
- poursuite de la navette fluviale sur le fleuve Saint-Laurent, à la hauteur du Vieux-Pointe-aux-Trembles, devenue en 2019 un projet pilote du gouvernement du Québec, à l'implantation et au succès duquel l'Arrondissement a collaboré.

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 2,2 M$ entre le budget original et le budget modifié résulte d'affectations de surplus de 1,2 M$, autorisées par le conseil d'arrondissement pour la mise en place d'une équipe de gardiens de parc, l'amélioration des installations et des parcs, l'embellissement des artères, le remplacement du mobilier urbain, l'installation de panneaux Lexan ainsi que pour des programmes fonctionnels et techniques préalables aux investissements. Il résulte aussi d'un transfert de 1,0 M$ en dotation budgétaire de la Ville centre pour les cours de services, la Politique de l'enfant, les réseaux d'aqueduc et d'égouts et des projets favorables à l'activité physique et à la pratique du sport.

Revenus

Transferts centraux

- Transfert de 1,0 M$ en dotation budgétaire des services centraux et ajustement de 0,3 M$ pour le remplacement des frênes.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Réserve de 0,4 M$ ayant servi à financer plusieurs projets tels que l'entretien de l'emprise ferroviaire nécessaire au projet de la navette fluviale et le projet *Aînés à vélo*.
- Réserve de 0,3 M$ nécessaire à la création d'un bureau de projets.
- Économies de 0,5 M$ relatives aux honoraires professionnels ainsi qu'à divers postes de dépenses reliés à la Maison du citoyen.

Transport

- Réserve de 0,9 M$ en voirie, pour la main-d'œuvre, les services techniques et la location de matériel roulant, ayant servi à réduire un déficit de 2,2 M$ cumulé pour des dépenses nécessaires aux opérations de chargement et de déblaiement de la neige : enlèvement de la neige, main-d'œuvre, achat de sel et abrasifs, et autres.
- Économie de 0,2 M$ sur l'éclairage des rues

Hygiène du milieu

- Écart défavorable de 0,3 M$ pour l'achat de pièces et accessoires ainsi que pour les services requis dans le cadre de travaux d'aqueduc et d'égouts.
- Déficit de 0,2 M$ lié à la main-d'œuvre (rémunération et cotisations de l'employeur) pour la gestion des matières résiduelles.

Loisirs et culture

- Écart défavorable de 0,5 M$, reliée aux projets de gardiens de parc, d'embellissement de diverses rues et de ramassage de débris, tous trois financés par affectation de surplus.
- Écart défavorable de 0,3 M$ pour le remplacement des frênes, financé par la Ville centre.
- Écart favorable de 0,2 M$ relative au projet de la piscine Hans-Selye.
- Économie de 0,1 M$ liée à la main-d'œuvre (rémunération et cotisations de l'employeur) pour l'activité « piscine ».
- Économies de 0,4 M$ sur les locations, les achats de biens durables, l'entretien, les réparations et autres.

ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

Tableau 65 – Rosemont–La Petite-Patrie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	7 008,3	8 788,8	9 057,5	9 038,2	19,3	9 038,2
Transferts centraux	45 115,0	46 221,6	47 700,1	47 330,1	370,0	48 143,8
Services rendus et autres revenus	6 451,4	7 663,5	9 066,9	3 531,8	5 535,1	6 164,1
Transferts	43,3	9,5	26,8	-	26,8	-
Total – Revenus	**58 618,0**	**62 683,4**	**65 851,3**	**59 900,1**	**5 951,2**	**63 346,1**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	10 637,2	10 926,0	8 360,4	7 956,5	(403,9)	8 019,8
Sécurité publique	256,9	187,5	87,6	202,8	115,2	202,8
Transport	19 397,8	17 243,2	19 404,8	17 041,6	(2 363,2)	21 052,1
Hygiène du milieu	7 149,3	7 489,3	7 323,2	7 149,1	(174,1)	7 148,1
Santé et bien-être	673,4	810,4	1 150,0	798,2	(351,8)	1 350,6
Aménagement, urbanisme et développement	3 645,4	3 409,9	3 474,5	3 441,8	(32,7)	3 820,7
Loisirs et culture	19 850,8	20 674,6	23 629,4	23 453,3	(176,1)	23 892,5
Total – Charges de fonctionnement	**61 610,8**	**60 740,9**	**63 429,9**	**60 043,3**	**(3 386,6)**	**65 486,6**
Affectations	2 970,5	1 668,1	2 584,4	143,2	2 441,2	2 140,5
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(22,3)**	**3 610,6**	**5 005,8**	**-**	**5 005,8**	**-**
Ajustements	1 842,8	3 198,1	5 291,0			
Excédent (déficit) de gestion	**1 820,5**	**6 808,7**	**10 296,8**	**-**	**10 296,8**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- création de 5 milieux de vie dans le cadre du Programme de projets participatifs citoyens;
- aménagement d'une place publique pour enfants, L'Île aux volcans;
- accompagnement de 50 familles dans le Défi Zéro déchet et lancement d'une deuxième édition du Défi;
- aménagement de la place publique temporaire Les Quais Masson;
- mise en œuvre du Programme des jardins de rue, ayant permis de remplacer 550 m^2 d'asphalte par 2 000 végétaux, en plus de la distribution de 28 000 plants de vivaces et de fines herbes;
- installation de 2 œuvres de l'artiste Armand Vaillancourt sur les places Pierre-Falardeau et Michel-Brault;
- sécurisation de nombreuses intersections;
- installation de 700 supports à vélos;

- récupération du bois de frêne et valorisation en mobilier urbain.

Principales variations

Budget modifié

- Facturation interne de la Division entretien, éclairage, signalisation et marquage sur la chaussée apportant une hausse de 2,3 M$ au budget de revenus et de charges de fonctionnement.
- Virement de 2,1 M$ du surplus budgétaire pour financer différents projets et activités, notamment 0,5 M$ pour le déneigement, 0,5 M$ pour le nettoyage des voies publiques et le solde pour divers projets (bois de frêne, Zéro déchet, etc.) et des contributions financières à des organismes.
- Budget additionnel de 0,4 M$ dans le cadre du programme de cours de services.
- Utilisation des revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du Fonds de stationnement, pour 0,3 M$.

Revenus

Transferts centraux

- Budgets additionnels de 0,8 M$ provenant des services centraux, notamment pour les cours de services à la voirie.
- Ajustement de 0,4 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Facturation interne de la Division entretien, éclairage, signalisation et marquage sur la chaussée, pour 2,3 M$.
- Réclamation de dommages par tiers et récupération de frais divers, pour 0,5 M$.
- Occupation temporaire du domaine public, étude de demandes et autres travaux effectués, pour 2,3 M$.
- Revenus réservés (fonds de parc et de stationnement), pour 0,4 M$.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Coûts additionnels d'assignation temporaire des employés.

Transport

- Entretien de l'éclairage, signalisation et marquage : accroissement du nombre de demandes de services internes, pour des coûts additionnels de 0,6 M$.
- Coûts additionnels de 0,9 M$ pour l'enlèvement de la neige (7 opérations de chargement) et l'épandage.
- Activités de nettoyage des voies publiques et activités d'entretien et de réfection des chaussées et des trottoirs financées par le surplus, pour 0,7 M$.

Santé et bien-être

- Divers projets de l'Arrondissement principalement financés par le surplus (bois de frêne, Zéro déchet, Politique de l'enfant, etc.), pour 0,4 M$.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

Tableau 66 – Saint-Laurent

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	11 773,8	12 997,4	13 333,9	13 231,8	102,1	13 231,9
Transferts centraux	51 932,6	52 368,0	52 746,2	52 682,4	63,8	52 976,2
Services rendus et autres revenus	4 371,7	4 542,6	4 515,2	5 052,9	(537,7)	5 151,3
Transferts	(400,0)	-	-	-	-	-
Total – Revenus	**67 678,1**	**69 908,0**	**70 595,3**	**70 967,1**	**(371,8)**	**71 359,4**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	13 340,3	9 795,1	7 831,0	11 132,5	3 301,5	10 067,2
Sécurité publique	1 425,1	1 470,8	1 106,5	1 205,9	99,4	1 162,8
Transport	15 253,2	14 847,9	16 818,7	16 783,5	(35,2)	17 136,4
Hygiène du milieu	5 335,8	5 115,9	5 283,1	5 445,3	162,2	5 550,4
Santé et bien-être	1 275,2	1 340,6	1 532,8	1 395,6	(137,2)	1 647,8
Aménagement, urbanisme et développement	4 588,4	4 856,4	4 927,3	5 343,5	416,2	5 564,0
Loisirs et culture	27 062,7	28 764,3	28 545,6	29 660,8	1 115,2	29 613,6
Total – Charges de fonctionnement	**68 280,7**	**66 191,0**	**66 045,0**	**70 967,1**	**4 922,1**	**70 742,2**
Affectations	747,5	(416,5)	(387,2)	-	(387,2)	(617,2)
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**144,9**	**3 300,5**	**4 163,1**	**-**	**4 163,1**	**-**
Ajustements	1 776,9	775,0	1 590,8			
Excédent (déficit) de gestion	**1 921,8**	**4 075,5**	**5 753,9**	**-**	**5 753,9**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- déclaration de Saint-Laurent « territoire municipal durable » et adoption d'une nouvelle politique de développement durable en 6 axes : lutte contre les changements climatiques; protection et augmentation de la biodiversité; pérennité des ressources; vitalité, sécurité et résilience des quartiers; développement socioculturel; économie verte, circulaire et solidaire;
- réduction de 21 % des émissions de gaz à effet de serre depuis 1990 – première entité municipale québécoise de plus de 100 000 habitants à franchir la dernière étape du programme Partenaire dans la protection du climat (PPC) de la Fédération canadienne des municipalités (FCM);
- obtention de la certification « Ville amie des abeilles », décernée par l'organisme canadien Bee City Canada, Saint-Laurent étant la première municipalité québécoise à la recevoir;
- inauguration d'une septième murale sur le territoire laurentien, *Cœurs combattants – Équanimité*, œuvre réalisée par Ankh One sur un mur du 900, boulevard Décarie;

- obtention du statut Argent de « Ville amie des monarques » du programme de la Fondation David Suzuki et implantation de 6 nouveaux passages piétons avec monarques. Saint-Laurent avait été le premier arrondissement montréalais à obtenir le statut d'ami des monarques à l'été 2017;
- tenue du premier Rendez-vous de l'écocitoyen, qui proposait aux citoyens et aux entreprises de l'arrondissement des outils concrets pour adopter des comportements écoresponsables au quotidien;
- inauguration du Mixlab, un laboratoire de création numérique à la Bibliothèque du Boisé qui permet aux usagers de développer leurs connaissances en robotique, photo, création de jeux vidéo, dessin virtuel et programmation;
- poursuite de la réalisation des 6 plans sectoriels, avec l'atteinte de 60 % des objectifs selon les indicateurs de performance et les outils de suivi : Plan d'action intégré en développement social 2017-2021, Plan local de déplacements, Plan local de développement culturel 2018-2021, Plan local de développement durable 2017-2020, Plan local de réduction des émissions de gaz à effet de serre 2016-2020 et Plan local de développement municipal 2018-2021.

Principales variations

Budget modifié

La baisse de 0,2 M$ entre les budgets original et modifié provient essentiellement des éléments suivants :

- transferts budgétaires de 0,3 M$ de la Ville centre pour la réalisation de divers projets, l'aménagement d'une rue piétonnière, les célébrations du 125e anniversaire de Saint-Laurent et la réalisation d'actions liées à la Politique de l'enfant;
- ajustement de la dotation de la Ville centre concernant les interventions menées par l'arrondissement sur l'aqueduc de l'agglomération, pour 0,1 M$;
- utilisation de 0,6 M$ du budget de fonctionnement pour financer la main-d'œuvre capitalisable.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Manque à gagner de 0,5 M$ qui s'explique par la fin de l'entente conclue avec le Service de la gestion et de la planification immobilière pour l'entretien d'immeubles situés sur le territoire et par la perte de revenus associée à la fermeture temporaire de l'aréna Raymond-Bourque.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 1,6 M$ qui s'explique principalement par des virements dans d'autres activités pour financer, entre autres, la location de glaces en vue de pallier la fermeture de l'aréna Raymond-Bourque, la location d'équipements additionnels pour le déneigement et diverses études de mobilité sur le territoire visant à gérer l'accroissement de la population.
- Diminution de la provision de 1,7 M$ pour le Technoparc Saint-Laurent.

Transport

- Dépassement de coûts de 2,9 M$ lié au déneigement, compensé par une gestion serrée des budgets de la voirie.

Aménagement, urbanisme et développement

- Économie de 0,4 M$, due au report d'études sur l'implantation de 2 aires T.O.D. (*transit-oriented development*) sur le territoire.

Loisirs et culture

- Économies de près 1,0 M$, générées par la fermeture de l'aréna Raymond-Bourque et de la bibliothèque du Vieux-Saint-Laurent.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD

Tableau 67 – Saint-Léonard

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 965,5	7 129,0	7 261,3	7 313,5	(52,2)	7 313,5
Transferts centraux	25 524,4	25 591,0	26 238,1	25 529,5	708,6	26 391,3
Services rendus et autres revenus	1 740,5	1 761,6	1 761,9	1 710,8	51,1	1 710,8
Transferts	(178,0)	2,1	6,0	30,1	(24,1)	30,1
Total – Revenus	**34 052,4**	**34 483,7**	**35 267,3**	**34 583,9**	**683,4**	**35 445,7**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	5 242,5	5 345,6	4 640,8	5 051,5	410,7	5 334,2
Sécurité publique	191,0	184,1	215,5	241,0	25,5	241,8
Transport	7 874,5	7 776,3	7 535,3	7 603,0	67,7	7 896,6
Hygiène du milieu	2 558,9	2 610,5	2 916,7	2 878,8	(37,9)	3 066,5
Santé et bien-être	246,6	193,1	163,6	207,5	43,9	194,6
Aménagement, urbanisme et développement	1 692,0	1 849,1	1 942,5	1 989,3	46,8	2 336,0
Loisirs et culture	14 982,2	15 948,8	16 599,7	16 173,1	(426,6)	16 530,1
Frais de financement	380,4	341,7	300,2	300,3	0,1	300,3
Total – Charges de fonctionnement	**33 168,1**	**34 249,2**	**34 314,3**	**34 444,5**	**130,2**	**35 900,1**
Financement	(559,0)	(597,7)	(639,2)	(639,4)	0,2	(639,4)
Affectations	147,6	616,8	1 246,9	500,0	746,9	1 093,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**472,9**	**253,6**	**1 560,7**	**-**	**1 560,7**	**-**
Ajustements	1 754,5	203,7	295,7			
Excédent (déficit) de gestion	**2 227,4**	**457,3**	**1 856,4**	**-**	**1 856,4**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- aménagement d'un corso sur la rue Jean-Talon Est, dans le cadre du Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées de la Ville de Montréal (PIRPP);
- réception de l'OSM au parc Wilfrid-Bastien au mois de juillet 2019 - spectacle ayant attiré plus de 7 000 personnes;
- construction du nouveau parc Ermanno-La Riccia sur le site des bassins de rétention du Domaine Chartier permettant d'accroître le verdissement et la biodiversité sur son territoire;
- organisation de la 25e Fête des citoyens;
- réaménagement des espaces administratifs et du bureau Accès Montréal (BAM) à la mairie d'arrondissement à des fins de mise aux normes et de regroupement des activités pour les citoyens;

- réalisation d'importants investissements dans le cadre de la politique de foresterie urbaine afin d'augmenter la cadence de plantation, d'essouchement, d'élagage et d'abattage d'arbres, avec l'objectif de remplacer des frênes et d'améliorer la canopée.

Principales variations

Budget modifié

La variation entre le budget original et le budget modifié est de 1,5 M$. Celle-ci provient essentiellement des éléments suivants :

- affectations de surplus totalisant 0,8 M$, utilisées afin de financer des dépenses excédentaires de déneigement ainsi que des dépenses supplémentaires en lien avec la politique de foresterie urbaine de l'Arrondissement.
- transferts budgétaires de 0,7 M$ dans le cadre de différents programmes corporatifs, notamment pour le corso de la rue Jean-Talon Est, le déneigement en régie, la cour de voirie, la gestion de l'eau et la Politique de l'enfant.

Revenus

Transferts centraux

- Transfert corporatif de 0,2 M$ pour la reprise en régie d'activités de déneigement sur le réseau local.
- Transfert corporatif de 0,2 M$ pour le PIRPP.
- Dotation supplémentaire de 0,2 M$ du Service de l'eau pour se défaire de sols d'excavation.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies de 0,3 M$ en lien avec le budget destiné à ester en justice, ainsi qu'avec un ajustement favorable de la provision pour cause en justice.

Transport

- Écart défavorable de 0,3 M$ pour l'achat de sel et abrasifs.
- Économie de 0,2 M$ en éclairage de rues, notamment grâce à une diminution de la consommation énergétique à la suite de la conversion aux lumières DEL.

Loisirs et culture

- Dépenses supplémentaires de 0,3 M$, effectuées dans le cadre du programme de foresterie urbaine.
- Dépenses additionnelles de 0,1 M$ pour l'entretien et le regazonnement de terrains sportifs afin d'améliorer la qualité des surfaces de jeu.

ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST

Tableau 68 – Sud-Ouest

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 911,5	7 298,6	7 790,5	7 522,2	268,3	7 522,2
Transferts centraux	40 232,8	39 625,6	40 132,6	39 989,2	143,4	40 322,9
Services rendus et autres revenus	5 245,6	5 768,9	7 058,8	4 147,9	2 910,9	4 306,9
Transferts	11,2	26,7	37,1	-	37,1	11,8
Total – Revenus	**52 401,1**	**52 719,8**	**55 019,0**	**51 659,3**	**3 359,7**	**52 163,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	6 939,5	10 695,3	10 831,7	11 132,7	301,0	11 491,9
Sécurité publique	180,3	164,3	174,6	209,8	35,2	175,0
Transport	12 453,5	11 632,8	12 095,0	12 858,0	763,0	13 091,6
Hygiène du milieu	7 793,1	8 310,8	7 709,3	7 883,6	174,3	7 727,3
Santé et bien-être	3 017,5	3 297,8	3 723,9	3 161,1	(562,8)	3 762,7
Aménagement, urbanisme et développement	3 761,6	4 076,3	4 130,4	4 196,1	65,7	4 412,1
Loisirs et culture	20 490,4	16 361,5	16 303,1	14 881,9	(1 421,2)	15 528,7
Total – Charges de fonctionnement	**54 635,9**	**54 538,8**	**54 968,0**	**54 323,2**	**(644,8)**	**56 189,3**
Affectations	3 097,2	3 914,4	4 215,6	2 663,9	1 551,7	4 025,5
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**862,4**	**2 095,4**	**4 266,6**	**-**	**4 266,6**	**-**
Ajustements	5 039,7	3 411,0	(513,0)			
Excédent (déficit) de gestion	**5 902,1**	**5 506,4**	**3 753,6**	**-**	**3 753,6**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- développement urbain, permis et inspection : délivrance de 1 142 permis de construction et transformation ayant généré un revenu de 2,0 M$ et représentant, entre autres, 1 666 nouvelles unités résidentielles;
- développement durable : distribution de plus de 26 556 végétaux aux citoyens, plantation et animation de 6 jardins communautaires et mise en œuvre du programme de couches lavables et d'hygiène féminine;
- mobilité et déplacements : mise en œuvre de mesures d'apaisement et de sécurisation, notamment l'ajout de 29 dos d'âne permanents sur 15 tronçons de rue, l'installation de balises d'apaisement et de panneaux d'arrêt lumineux, et l'augmentation du temps de traverse piéton; aménagement d'un nouveau réseau cyclable;
- loisirs, sports et culture : mise en œuvre du programme d'animation et d'accueil des chalets de parc, comprenant l'ouverture de 7 chalets; contributions financières à des événements qui

concourent à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et au développement économique local;

- bureau Accès Montréal et demande d'accès à l'information (DDS) : implantation d'un nouveau système de caisse, prolongation des heures d'ouverture du comptoir. Le Sud-Ouest est classé 2e arrondissement ayant le meilleur taux de résolution des DDS;
- travaux publics : optimisation de la gestion des ressources par la réalisation des activités en régie, notamment l'installation des dos d'âne, le colmatage des nids-de-poule, l'équipe à béton et la réparation mineure des trottoirs; projet de verdissement et de plantation de fleurs et d'arbres;
- direction des services administratifs : déploiement d'un système de rétention des impressions favorisant la réduction de la consommation de papier, augmentation de la polyvalence dans les équipes administratives pour la continuité du service offert, sondage de mobilisation des employés et élaboration d'un plan d'action.

Principales variations

Budget modifié

- Affectation des surplus de gestion de l'Arrondissement de 1,4 M$, principalement pour l'octroi de contributions financières à des activités de loisirs et culturelles, pour des projets de développement économique, pour le plan d'action 2018-2021 et pour le financement de projets d'aménagement urbain.
- Transfert de 0,3 M$ de la Ville centre, notamment pour la piétonnisation de la rue Island, la Politique de l'enfant et Cyclovia.
- Affectation de 0,2 M$ provenant des fonds de parcs et de terrains de jeux à divers projets.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Excédent de 2,1 M$ des revenus des permis d'occupation du domaine public, s'expliquant par la vigueur de la construction dans le secteur de Griffintown.
- Excédent de 0,4 M$ relatif aux revenus des frais d'étude de demandes.
- Excédent de 0,4 M$ provenant des revenus des contraventions et amendes relatives au remorquage lors des périodes de chargement de la neige.

Charges de fonctionnement

Transport

- Économie de 0,6 M$ dans les autres familles de dépenses de la voirie, notamment dans les frais de location d'équipements et de matériel roulant et autres services techniques, servant à compenser le déficit salarial pour les parcs et terrains de jeux et les travaux de béton en régie.

Santé et bien-être

- Affectation de surplus de l'Arrondissement pour des contributions financières à des organismes du Sud-Ouest, afin de combler un manque à gagner de 0,2 M$.
- Déficit de 0,3 M$ pour des travaux d'éclairage de rues et des feux de circulation.

Loisirs et culture

- Affectation de surplus de l'Arrondissement pour des contributions financières à des activités culturelles offertes par des organismes, afin de combler un manque à gagner de 0,4 M$.
- Déficit de 1,0 M$ relié à la main-d'œuvre (cols bleus) qui est financé par une économie dans l'activité « transport », comprenant les heures supplémentaires.

ARRONDISSEMENT DE VERDUN

Tableau 69 – Verdun

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 622,2	6 817,4	6 981,0	7 023,4	(42,4)	7 023,4
Transferts centraux	25 022,9	25 385,6	24 973,2	25 447,9	(474,7)	25 368,3
Services rendus et autres revenus	1 760,7	1 642,8	1 584,5	1 861,3	(276,8)	1 861,3
Transferts	(166,3)	0,4	-	-	-	-
Total – Revenus	**33 239,5**	**33 846,2**	**33 538,7**	**34 332,6**	**(793,9)**	**34 253,0**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	5 553,0	5 590,8	5 186,6	5 736,3	549,7	5 536,6
Sécurité publique	479,1	491,8	465,8	523,5	57,7	505,1
Transport	10 046,9	11 680,5	10 093,5	9 314,2	(779,3)	9 871,0
Hygiène du milieu	2 224,5	2 300,9	2 376,6	2 472,8	96,2	2 448,7
Santé et bien-être	498,5	169,9	554,9	482,5	(72,4)	599,1
Aménagement, urbanisme et développement	2 186,1	2 291,7	2 333,9	2 160,8	(173,1)	2 415,0
Loisirs et culture	13 208,0	13 766,7	14 821,9	15 365,6	543,7	15 446,0
Total – Charges de fonctionnement	**34 196,1**	**36 292,3**	**35 833,2**	**36 055,7**	**222,5**	**36 821,5**
Affectations	1 090,1	2 427,2	2 963,6	1 723,1	1 240,5	2 568,5
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**133,5**	**(18,9)**	**669,1**	**-**	**669,1**	**-**
Ajustements	2 759,7	1 574,7	1 113,8			
Excédent (déficit) de gestion	**2 893,2**	**1 555,8**	**1 782,9**	**-**	**1 782,9**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- ouverture de la plage urbaine de Verdun;
- tenue de plusieurs événements rassembleurs d'envergure : Festival international de jazz (80 380 participants), Cabane Panache et Bois rond (80 000 participants), 9e Festival Marionnettes Plein la rue (65 000 participants);
- implantation d'un projet pilote de bandes cyclables sur la rue de Verdun;
- optimisation du processus d'affaires en vue de la mise en place du bureau Accès Montréal (BAM) de l'avenir;
- tenue d'une charrette de design urbain pour le développement et la mise en valeur du secteur Hickson-Dupuis.

Budget modifié

L'écart de 0,8 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par les éléments suivants :

- affectation du surplus de gestion de 0,9 M$ afin de financer diverses dépenses liées aux activités de déneigement, pour 0,5 M$, le développement économique, pour 0,1 M$, et des dépenses en rémunération, pour 0,3 M$;
- transfert de l'activité du 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications, pour 0,2 M$;
- réception de 0,1 M$ pour la Politique de l'enfant.

Revenus

Transferts centraux

- Baisse de budget de 0,1 M$, relative aux virements nets avec les services centraux pour la Politique de l'enfant et au transfert des activités du 311.
- Ajustement de 0,4 M$ pour la plantation d'arbres, dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Diminution de 0,1 M$ des revenus de location de la glace, due à la fermeture de l'auditorium pour des travaux.
- Écart de 0,2 M$, lié à une baisse des revenus encaissés découlant des travaux effectués par la Ville (dépôts de garantie), ce qui produit un surplus d'un montant équivalent à la dépense, donc sans incidence sur les résultats financiers.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 0,2 M$, lié à une économie sur la rémunération (postes vacants et délais du processus de dotation).
- Économies de 0,3 M$ dans les autres familles de dépenses (honoraires professionnels et frais de poste).

Transport

- Déficit de 1,3 M$, lié au déneigement, notamment en raison de chargements additionnels.
- Économies de 0,3 M$ en rémunération réallouée depuis l'activité « voirie » aux activités de déneigement.
- Impact de 0,2 M$ sur les dépenses reliées à des travaux effectués par la Ville à la suite de l'encaissement des dépôts de garantie, ce qui produit un écart inverse équivalant aux revenus.

Aménagement, urbanisme et développement

- Dépense additionnelle de 0,1 M$ pour la contribution financière à la Société de développement commercial.
- Ajout d'une ressource, pour 0,1 M$, en vue de réaliser le projet de refonte réglementaire.

Loisirs et culture

- Économies de 0,3 M$ découlant de la fermeture de l'auditorium en raison de travaux en cours.
- Économies de 0,2 M$ en location d'installations sportives à la suite de la nouvelle entente avec les commissions scolaires.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Tableau 70 – Ville-Marie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	16 339,0	17 090,3	17 904,5	17 345,8	558,7	17 345,9
Transferts centraux	48 583,7	48 437,1	48 578,5	47 483,2	1 095,3	49 171,8
Services rendus et autres revenus	18 244,2	21 177,1	24 024,2	20 280,5	3 743,7	20 280,5
Transferts	12,5	9,4	76,5	20,0	56,5	20,0
Total – Revenus	**83 179,4**	**86 713,9**	**90 583,7**	**85 129,5**	**5 454,2**	**86 818,2**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	11 081,5	11 646,9	11 513,3	14 223,2	2 709,9	12 460,6
Sécurité publique	468,2	369,6	644,3	391,2	(253,1)	463,1
Transport	25 561,1	27 865,1	29 314,9	28 299,6	(1 015,3)	29 816,3
Hygiène du milieu	16 174,4	15 940,2	17 446,9	16 160,5	(1 286,4)	17 644,9
Santé et bien-être	787,4	1 050,3	956,3	1 050,9	94,6	1 064,6
Aménagement, urbanisme et développement	8 165,0	8 662,5	10 199,8	7 573,3	(2 626,5)	10 223,9
Loisirs et culture	25 507,2	26 251,2	27 580,0	25 881,5	(1 698,5)	28 163,7
Total – Charges de fonctionnement	**87 744,8**	**91 785,8**	**97 655,5**	**93 580,2**	**(4 075,3)**	**99 837,1**
Affectations	7 260,3	10 886,3	13 612,3	8 450,7	5 161,6	13 018,9
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**2 694,9**	**5 814,4**	**6 540,5**	**-**	**6 540,5**	**-**
Ajustements	10 890,0	16 569,8	9 797,5			
Excédent (déficit) de gestion	**13 584,9**	**22 384,2**	**16 338,0**	**-**	**16 338,0**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- permis et inspection : intégration des plans numériques au processus de délivrance des permis; 2 900 permis (construction et transformation) correspondant à des coûts de travaux de 2,7 G$;
- développement urbain : 5 282 nouveaux logements et près de 95 nouveaux projets immobiliers; étude de planification détaillée et étude patrimoniale et historique, dans le cadre du plan particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs;
- promotion et développement économique : soutien financier de 3,2 M$ pour la réalisation de divers projets et événements (décorations hivernales, préposés à l'accueil, La Sainte-Catherine célèbre 2019!, un service de voiturier au centre-ville, Canopée 18 nuances de gai, etc.) et pour l'activité des commerces de détail pendant les travaux du projet de la rue Sainte-Catherine;
- culture, sports, loisirs et développement social : contributions financières de 3,0 M$ à divers projets et mesures comme les murales, l'Auguste Théâtre, le programme en itinérance, le programme d'accueil, de surveillance et d'entretien sanitaire, le programme activité physique, etc.; plus de 250 activités et événements sur le domaine public et près de 25 parcs animés.

Principales variations

Budget modifié

- Affectation de surplus et de fonds réservés de 4,6 M$, principalement pour l'octroi de contributions financières à des activités de loisirs, de culture et de soutien au développement économique et commercial, de même que pour l'achat de sel de déglaçage et de mobilier urbain.
- Ajustement du fonds de l'eau pour 1,6 M$.

Revenus

Transferts centraux

- Virement de 1,7 M$ en provenance des services centraux, notamment pour les activités de gestion de l'eau.
- Ajustement de 0,6 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Excédent de 3,7 M$ principalement attribuable à la délivrance de permis d'occupation temporaire et aux frais d'inspection du domaine public.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Surplus de 2,7 M$, principalement lié au budget de dépenses contingentes et autres objets, viré pour financer des projets dans d'autres activités.

Transport

- Écart défavorable de 1,0 M$, occasionné par des affectations de surplus de l'Arrondissement pour financer l'achat de sel de déglaçage, l'achat de mobilier urbain et des travaux de rejointoiement des dalles de granite, au Quartier des spectacles.

Hygiène du milieu

- Déficit de 1,3 M$, attribuable à l'entretien du réseau de distribution de l'eau potable.

Aménagement, urbanisme et développement

- Dépenses additionnelles de 2,6 M$, principalement liées aux affectations de surplus de l'Arrondissement pour soutenir les sociétés de développement commercial et autres organismes dans la réalisation de divers projets en lien avec le développement économique, et pour financer une étude de planification détaillée et une étude patrimoniale et historique dans le cadre du plan particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs.

Loisirs et culture

- Déficit de 1,7 M$, dû à l'entretien des parcs et des terrains de jeux ainsi qu'à l'affectation de surplus de l'Arrondissement pour soutenir les travaux d'agrandissement des locaux de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud.

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Tableau 71 – Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	5 781,5	7 558,6	7 740,3	7 753,7	(13,4)	7 753,7
Transferts centraux	47 036,7	47 585,3	46 748,6	46 948,4	(199,8)	47 006,8
Services rendus et autres revenus	3 916,4	3 745,7	3 896,7	3 225,4	671,3	3 384,1
Transferts	1,9	37,2	5,0	-	5,0	-
Total – Revenus	**56 736,5**	**58 926,8**	**58 390,6**	**57 927,5**	**463,1**	**58 144,6**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 606,7	7 369,3	6 934,3	7 271,7	337,4	7 043,3
Sécurité publique	636,6	619,9	570,2	612,3	42,1	640,7
Transport	12 267,6	13 012,2	14 715,5	13 722,2	(993,3)	14 660,2
Hygiène du milieu	9 442,3	9 487,3	8 481,9	7 644,3	(837,6)	7 837,3
Santé et bien-être	204,6	206,7	455,4	169,1	(286,3)	456,0
Aménagement, urbanisme et développement	3 205,9	3 423,9	3 672,4	3 510,5	(161,9)	3 645,6
Loisirs et culture	26 187,1	26 670,8	27 578,5	25 398,2	(2 180,3)	27 214,7
Total – Charges de fonctionnement	**59 550,8**	**60 790,1**	**62 408,2**	**58 328,3**	**(4 079,9)**	**61 497,8**
Affectations	2 174,4	1 579,6	3 611,7	400,8	3 210,9	3 353,2
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(639,9)**	**(283,7)**	**(405,9)**	**-**	**(405,9)**	**-**
Ajustements	3 037,0	2 698,0	2 077,4			
Excédent (déficit) de gestion	**2 397,1**	**2 414,3**	**1 671,5**	**-**	**1 671,5**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- déploiement de mesures d'apaisement de la circulation aux endroits problématiques (arrêts, dos d'âne);
- implantation de la réduction de vitesse à 30 km/h sur les rues résidentielles et certaines rues collectrices;
- révision du règlement de zonage de l'arrondissement;
- élaboration du plan local de prévention et de lutte en matière de logements insalubres;
- élargissement de la portée du programme de ruelles vertes;
- consolidation de la collecte des résidus alimentaires sur l'ensemble du territoire (9 logements et moins);
- accroissement de la canopée par la plantation de près de 1 000 arbres;
- soutien aux initiatives citoyennes de verdissement des espaces publics;

- déploiement de mesures pour accroître la propreté et l'embellissement;
- offre d'un programme de subvention pour l'achat de couches lavables.

Principales variations

Budget modifié

Affectation de 3,2 M$ du surplus de l'Arrondissement, principalement à des projets de verdissement des espaces publics, au programme de ruelles vertes, à des projets de mobilité et de sécurité ainsi qu'à des travaux de propreté et d'embellissement.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Surplus de 0,4 M$ provenant des revenus d'occupation temporaire du domaine public.
- Revenus additionnels de 0,2 M$ en amendes et pénalités liées à la circulation et au stationnement, dans le cadre des opérations de déneigement.

Services rendus et autres revenus

- Variation favorable de 0,6 M$, provenant principalement des réserves pour parcs, pour le financement de divers projets de verdissement.

Charges de fonctionnement

Transport

- Écart défavorable de 0,6 M$ à la dépense de rémunération provenant des activités réalisées dans le cadre des opérations de déneigement et de 0,3 M$ pour l'achat de sel et d'abrasifs.

Hygiène du milieu

- Dépassement à la dépense de rémunération destinée à la gestion des matières résiduelles, pour 0,9 M$.
- Diminution du nombre d'interventions sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts, pour 0,1 M$.

Loisirs et culture

- Rémunération excédentaire de 0,6 M$ pour l'entretien des parcs, l'horticulture et l'arboriculture.
- Engagement de dépenses additionnelles de 0,3 M$ dans le cadre du programme Canopée.
- Excédent de 0,8 M$ résultant des affectations du surplus de l'Arrondissement à divers projets de verdissement des espaces publics.
- Dépassement de 0,2 M$, attribuable à la rémunération liée aux activités culturelles.
- Rémunération excédentaire de 0,2 M$ pour l'activité des patinoires intérieures et extérieures.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Autres charges corporatives – Financement et autres charges



AUTRES CHARGES CORPORATIVES – FINANCEMENT ET AUTRES CHARGES

Tableau 72 – Autres charges corporatives – Financement et autres charges

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de financement corporatives						
Service de la dette brute	748 072,8	763 845,9	780 813,7	788 598,8	7 785,1	788 598,8
Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés	333 674,4	379 198,4	454 851,5	441 611,2	(13 240,3)	442 536,6
Total – Charges de financement corporatives	**1 081 747,2**	**1 143 044,3**	**1 235 665,2**	**1 230 210,0**	**(5 455,2)**	**1 231 135,4**
Autres charges corporatives						
Dépenses communes	197 205,6	160 060,8	121 436,3	226 546,0	105 109,7	211 361,1
Dépenses de contributions	653 414,2	652 895,1	647 284,2	703 722,7	56 438,5	705 487,7
Total – Autres charges corporatives	**850 619,8**	**812 955,9**	**768 720,5**	**930 268,7**	**161 548,2**	**916 848,8**
Total – Autres charges corporatives et de financement	**1 932 367,0**	**1 956 000,2**	**2 004 385,7**	**2 160 478,7**	**156 093,0**	**2 147 984,2**

Les dépenses associées aux autres charges corporatives, totalisant 2,0 G$, affichent un écart favorable de 156,1 M$ par rapport au budget original. Cette rubrique est constituée du service de la dette brute corporative, des paiements au comptant d'immobilisations, des dépenses communes (charges relatives aux régimes de retraite, charges requises en vertu des dispositions légales, etc.) et des dépenses de contributions versées à des agences et organismes gouvernementaux et régionaux pour la réalisation d'activités relevant de leur responsabilité.

SERVICE DE LA DETTE BRUTE CORPORATIVE

Le service de la dette brute corporative comprend les éléments suivants :

- les frais de financement correspondant aux intérêts et autres frais relatifs à l'ensemble des emprunts émis par la Ville;
- le remboursement de la dette à long terme, reflétant les contributions au fonds d'amortissement et les remboursements de capital sur les emprunts liés au financement des dépenses d'immobilisations. Il inclut également le versement de contributions à la réserve financière destinée au remboursement accéléré de la dette;
- le remboursement de capital sur les emprunts contractés pour le financement à long terme de dépenses de fonctionnement.

Tableau 73 – Service de la dette brute corporative

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Frais de financement	389 789,2	397 165,8	400 970,5	408 676,7	7 706,2	408 676,7
Remboursement de la dette à long terme	463 853,3	473 755,5	495 960,9	498 425,2	2 464,3	498 425,2
Affectations – Remboursement de capital	27 098,6	32 683,8	46 028,5	41 818,2	(4 210,3)	41 818,2
Sous total – Service de la dette brute	**880 741,1**	**903 605,1**	**942 959,9**	**948 920,1**	**5 960,2**	**948 920,1**
Service de la dette décentralisé[1]	(132 668,3)	(139 759,2)	(162 146,2)	(160 321,3)	1 824,9	(160 321,3)
Total – Service de la dette brute	**748 072,8**	**763 845,9**	**780 813,7**	**788 598,8**	**7 785,1**	**788 598,8**

1. Ce montant correspond aux remboursements de dettes, aux intérêts et autres frais sur la dette à long terme dont le budget se trouve dans certaines unités d'affaires (Commission des services électriques, Eau, Espace pour la vie et arrondissements d'Anjou et de Saint-Léonard).

Le service de la dette brute corporative affiche une économie de 7,8 M$, pour s'établir à 780,8 M$. Celle-ci s'explique principalement par des taux d'intérêt moindres que ceux prévus lors de la confection budgétaire.

AFFECTATIONS – ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS, RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS

Tableau 74 – Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Affectations						
Affectation – Réserve financière – Eau	19 979,9	14 978,0	14 878,9	13 829,0	(1 049,9)	11 348,8
Affectation – Réserve financière – Eau – Taxes dédiées	-	31 500,0	54 800,0	54 800,0	-	54 800,0
Affectation – Réserve financière – Voirie	(5 227,8)	(1 869,0)	(797,0)	2 000,0	2 797,0	(1 493,6)
Affectation – Réserve financière – Immobilisations	307 980,6	316 482,5	375 168,1	370 900,0	(4 268,1)	370 900,0
Affectation – Financement comptant des activités d'immobilisations	9 487,1	17 704,0	10 531,2	-	(10 531,2)	6 843,8
Affectation – Fonds réservés	1 454,6	402,9	270,3	82,2	(188,1)	137,6
Total – Affectations	**333 674,4**	**379 198,4**	**454 851,5**	**441 611,2**	**(13 240,3)**	**442 536,6**

Les affectations aux activités d'immobilisations, totalisant 454,9 M$, affichent un écart défavorable de 13,2 M$ qui s'explique par les éléments suivants :

- une somme additionnelle de 1,0 M$, allouée à la réserve financière de l'eau pour financer au comptant les investissements dans les infrastructures de l'eau;
- une somme de 2,8 M$ de la réserve financière de la voirie, plutôt affectée au financement des dépenses de fonctionnement liées à des projets spécifiques et à celui des études de faisabilité des projets d'immobilisations liés aux infrastructures de voirie et de transport;
- une somme additionnelle de 4,3 M$, allouée à la réserve financière destinée au financement comptant des investissements pour l'ensemble des immobilisations autres que les infrastructures de l'eau et de la voirie;
- une somme de 10,5 M$, affectée directement au financement au comptant des activités d'immobilisations, notamment pour des travaux de mise aux normes et de protection des immeubles.

DÉPENSES COMMUNES

Tableau 75 – Dépenses communes

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Dépenses communes						
Redéploiement des ressources et dépenses relatives aux régimes de retraite	124 613,8	83 146,9	46 968,1	56 030,0	9 061,9	56 030,0
Crédits pour dépenses contingentes	23 451,1	(14 757,8)	44 285,2	32 018,6	(12 266,6)	18 054,2
Dépenses générales d'administration	51,0	-	-	-	-	-
Pertes possibles dans la perception	39 025,6	23 299,8	12 246,4	23 030,0	10 783,6	23 030,0
Prêt d'employés au MESS	23 298,2	21 821,2	17 857,6	20 334,6	2 477,0	20 334,6
Aide dédiée au développement économique	8 301,1	-	-	-	-	-
Développement du réseau des bibliothèques	-	-	-	812,8	812,8	812,8
Prêt d'employés à la société Stationnement de Montréal	4 532,0	4 571,4	4 535,2	4 738,4	203,2	4 738,4
Prêt d'employés au Bureau du taxi de Montréal	2 881,6	3 029,2	3 018,6	3 561,6	543,0	3 564,5
Bureau des régimes de retraite	7 364,7	7 392,0	7 219,0	7 967,7	748,7	7 967,7
Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Mesures d'allègement	(57 000,0)	-	-	-	-	-
Affectation – Régimes de retraite	26 700,0	32 600,0	14 300,0	14 300,0	-	14 300,0
Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Autres	(19 506,1)	(30 177,6)	(32 168,5)	(40 164,9)	(7 996,4)	(40 164,9)
Affectation – Sites contaminés	1 600,0	1 600,0	1 600,0	1 600,0	-	1 600,0
Affectation – Montant à pourvoir – TVQ	11 160,0	13 600,0	2 200,0	2 200,0	-	2 200,0
Affectation – Comblement de déficit ou autres	-	-	-	86 169,7	86 169,7	86 169,7
Autres	732,6	13 935,7	(625,3)	13 947,5	14 572,8	12 724,1
Total – Dépenses communes	**197 205,6**	**160 060,8**	**121 436,3**	**226 546,0**	**105 109,7**	**211 361,1**

Les dépenses communes de 121,4 M$ affichent un écart favorable de 105,1 M$ qui s'explique par les éléments suivants :

- un écart favorable global de 9,1 M$, associé aux charges liées au redéploiement des ressources et aux régimes de retraite, soit :
  - un écart favorable de 25,0 M$, attribuable à l'ajustement de la charge liée aux avantages sociaux futurs, à la suite de la signature de la nouvelle convention collective des professionnels;
  - un écart favorable de 2,7 M$ découlant de la révision à la baisse de la provision destinée aux règlements de griefs (cols bleus) et de versements moindres que prévu au budget en matière d'équité salariale;
  - un écart favorable de 3,0 M$, lié principalement à des dépenses moindres en matière de relations de travail et de gestion de la santé et de la sécurité au travail;

- un écart défavorable de 22,9 M$ découlant des derniers ajustements imputés aux charges de retraite comptabilisées au chapitre corporatif et dont la finalité reflète, conformément au dépôt de la dernière évaluation actuarielle, une charge de retraite globale à la hauteur de 263 M$ pour l'ensemble de la Ville, comparativement au budget original de 230,1 M$ (écart défavorable de 32,9 M$), tel que le présente le Tableau 78, « Rémunération et cotisations de l'employeur »;

- un écart défavorable de 12,3 M$ aux dépenses contingentes, attribuable principalement à :
  - un écart défavorable, lié à une révision à la hausse de 31,9 M$ de la provision pour les causes en justice relatives aux poursuites intentées contre la Ville;
  - un écart favorable de 10,8 M$ au poste des pertes possibles sur perception, attribuable principalement au recouvrement d'une somme de 10,0 M$ dans la liquidation de l'actif net de la Société de vélo en libre-service, dont les activités ont été transférées à BIXI Montréal en 2014;
  - un écart favorable de 2,5 M$, lié à une réduction importante du personnel de la Ville affecté à la gestion des programmes sociaux du MESS (départs à la retraite), conformément à l'entente;
- un écart favorable de 0,8 M$, dû au fait que les budgets destinés à l'ouverture de nouvelles infrastructures socioculturelles et sportives ont été transférés aux arrondissements, où les dépenses d'exploitation ont été réalisées à la suite de leur ouverture, en 2019;
- un écart favorable de 0,7 M$ en rémunération, constaté aux ententes de prêts d'employés aux organismes et principalement dû aux difficultés de comblement des postes devenus vacants en cours d'exercice;
- un ajustement de 0,8 M$, lié aux mesures transitoires prévues à la signature de la convention collective des professionnels;
- un surplus d'exercice de 86,1 M$ que la Ville doit obligatoirement consacrer au renflouement du déficit accumulé de l'agglomération de Montréal, au terme de l'exercice 2017;
- un écart favorable de 14,5 M$ pour les autres objets, qui s'explique principalement par les éléments suivants :
  - un écart favorable de 11,3 M$ résultant de la radiation de la provision consacrée au rachat d'éléments de l'actif de la Société en commandite Stationnement Montréal, dans le contexte de sa dissolution et du transfert de ses activités à la nouvelle Agence de mobilité durable;
  - un écart favorable de 7,4 M$ découlant principalement de la révision à la baisse des comptes créditeurs de fin d'exercice et de la reconnaissance d'une provision sur les prêts consentis à des organismes sans but lucratif;
  - un écart défavorable de 4,2 M$ découlant de la vente et de la dévaluation des terrains destinés au développement du logement social.

CHARGES DE CONTRIBUTIONS CORPORATIVES

Ce poste prévoit les contributions financières versées à des organismes relevant de la juridiction de la Ville, le paiement des quotes-parts à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ainsi que la contribution versée à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) qui, depuis 2018, se consacre à la planification de tous les services de transport collectif (incluant la STM) sur l'ensemble de son territoire, constitué de ceux de la CMM, de la réserve indienne de Kahnawake et de la ville de Saint-Jérôme.

Tableau 76 – Dépenses de contributions corporatives
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Dépenses de contributions corporatives						
Communauté métropolitaine de Montréal	39 113,6	39 328,0	39 505,0	39 942,4	437,4	39 942,4
Société de transport de Montréal	485 476,0	-	-	-	-	-
Agence métropolitaine de transport	26 020,5	-	-	-	-	-
Autorité régionale de transport métropolitain	37 535,7	551 450,4	541 829,4	599 200,0	57 370,6	599 200,0
Société du parc Jean-Drapeau	12 892,4	14 104,0	15 053,3	14 128,4	(924,9)	15 053,4
Société d'initiative et de développement commercial	12 696,6	13 572,4	13 748,4	13 900,0	151,6	13 900,0
Conseil des arts	14 450,0	16 950,0	18 450,0	18 450,0	-	18 450,0
Bureau du taxi de Montréal	3 917,6	4 577,8	4 805,0	4 805,0	-	4 805,0
Autres organismes	21 311,8	12 912,5	13 893,1	13 296,9	(596,2)	14 136,9
Total – Dépenses de contributions corporatives	**653 414,2**	**652 895,1**	**647 284,2**	**703 722,7**	**56 438,5**	**705 487,7**

Les dépenses de contributions corporatives, totalisant 647,3 M$, affichent un écart favorable de 56,4 M$ qui s'explique principalement par les éléments suivants :

- un écart favorable de 57,4 M$ pour la contribution versée à l'ARTM principalement attribuable à:
  - une révision à la baisse de 24,3 M$, décrétée par l'ARTM relativement à la quote-part que la Ville devait lui verser en 2018 et 2019;
  - une révision à la baisse de 33,1 M$ de la contribution que la Ville doit verser dans le cadre du programme de la SOFIL, compte tenu du ralentissement des investissements réalisés par la STM en 2019;
- un écart défavorable de 0,9 M$, lié à une contribution additionnelle à la Société du parc Jean-Drapeau pour la mise à jour du programme fonctionnel du nouveau site de la Place des Nations et du Plan directeur d'aménagement et de développement du parc Jean-Drapeau pour les 10 prochaines années;
- un écart défavorable de 0,6 M$ à la rubrique « Autres organismes », notamment pour des mandats additionnels confiés à l'Office de consultation publique de Montréal relativement à des projets priorisés par l'administration municipale.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyses complémentaires



ANALYSES COMPLÉMENTAIRES

CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJETS

Tableau 77 – Charges de fonctionnement par objets

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original[1]	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération	1 782 405,5	1 784 675,5	1 834 881,5	1 773 916,8	(60 964,7)	1 779 979,6
Cotisations de l'employeur	629 953,0	580 658,8	512 177,1	521 380,0	9 202,9	522 565,4
Transport et communications	39 238,0	34 932,8	37 413,5	38 858,9	1 445,4	41 785,0
Services professionnels, techniques et autres	384 152,3	394 901,2	428 870,9	413 622,4	(15 248,5)	470 724,2
Location, entretien et réparation	162 347,0	171 139,4	190 080,1	207 307,0	17 226,9	209 260,7
Biens non durables	240 628,5	238 962,0	255 801,7	252 054,4	(3 747,3)	263 684,9
Biens durables	21 471,2	32 063,2	64 646,3	44 724,0	(19 922,3)	50 374,7
Frais de financement	389 789,0	397 165,8	400 983,0	408 676,7	7 693,7	408 676,8
Contributions à des organismes	854 046,1	792 077,5	943 341,4	857 707,1	(85 634,3)	993 421,7
Autres objets	84 159,2	97 738,1	16 879,8	140 846,6	123 966,8	1 294,0
Total – Charges de fonctionnement	**4 588 189,8**	**4 524 314,3**	**4 685 075,3**	**4 659 093,9**	**(25 981,4)**	**4 741 767,0**

1. Pour les fins de présentation du Rapport financier annuel, une portion de l'enveloppe budgétaire 2019 présentée dans Autres objets a été reclassée dans l'objet Contributions à des organismes.

RÉMUNÉRATION ET COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR

Tableau 78 – Rémunération et cotisations de l'employeur
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Rémunération						
Salaires et avantages rattachés à la rémunération	1 665 491,7	1 668 120,7	1 703 957,8	1 690 915,2	(13 042,6)	1 696 804,0
Temps supplémentaire	112 343,4	111 829,5	126 168,1	77 682,5	(48 485,6)	77 858,3
Allocations et autres avantages	4 570,4	4 725,3	4 755,6	5 319,1	563,5	5 317,3
Total – Rémunération	**1 782 405,5**	**1 784 675,5**	**1 834 881,5**	**1 773 916,8**	**(60 964,7)**	**1 779 979,6**
Cotisations de l'employeur						
Régimes de retraite						
Services courants	208 523,8	197 269,4	199 012,7	187 663,4	(11 349,3)	188 051,3
Services passés	139 381,6	107 321,1	64 007,2	42 439,7	(21 567,5)	42 439,7
Total – Régimes de retraite	**347 905,4**	**304 590,5**	**263 019,9**	**230 103,1**	**(32 916,8)**	**230 491,0**
Charges sociales et autres cotisations	282 047,6	276 068,3	249 157,2	291 276,9	42 119,7	292 074,4
Total – Cotisations de l'employeur	**629 953,0**	**580 658,8**	**512 177,1**	**521 380,0**	**9 202,9**	**522 565,4**
Total – Rémunération globale	**2 412 358,5**	**2 365 334,3**	**2 347 058,6**	**2 295 296,8**	**(51 761,8)**	**2 302 545,0**

La rémunération globale est le poste de dépenses le plus important. Elle comprend la rémunération ainsi que les cotisations de l'employeur, et ce, pour tous les employés et élus de la Ville. La rémunération englobe les salaires et les indemnités. Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux et les charges sociales.

En 2019, la rémunération globale a atteint 2,3 G$, soit un écart défavorable de 51,8 M$ avec les prévisions budgétaires. Ces dépenses sont en baisse de 0,8 % par rapport à 2018.

Salaires et avantages rattachés à la rémunération

La rémunération régulière, soit les salaires et les avantages rattachés à la rémunération, s'élève à 1,7 G$ en 2019, soit un écart défavorable de 13,0 M$ avec les prévisions budgétaires originales. Cette rémunération représente 92,9 % de la rémunération globale. L'écart budgétaire s'explique principalement par les éléments suivants :

- services centraux : un écart favorable net de 2,2 M$ comprenant :
  - un écart défavorable de 12,2 M$, généré par la non-réalisation de l'optimisation de la structure de l'effectif policier;
  - un écart favorable net de 14,4 M$, causé par un nombre élevé de postes vacants, notamment chez les professionnels (17,7 M$), les cols bleus (5,9 M$), les pompiers (4,3 M$), les cadres (3,8 M$), et ce, malgré l'anticipation des économies sur les postes vacants déjà budgétisés;

- services centraux : un écart favorable net de 2,0 M$ provenant principalement de la non-utilisation de diverses provisions;
- arrondissements : un écart défavorable net de 17,2 M$.

Temps supplémentaires

En 2019, la rémunération liée aux heures supplémentaires s'élève à 126,2 M$, soit un écart défavorable de 48,5 M$ avec les prévisions budgétaires. Une grande partie de l'excédent des dépenses liées à la rémunération supplémentaire concerne la sécurité publique, soit plus de 65 %. Plus spécifiquement, l'écart budgétaire s'explique notamment par les éléments suivants :

- Service de police : un écart défavorable de 18,2 M$ qui s'explique ainsi :
  - policiers et officiers : un écart défavorable de 16,0 M$ principalement lié aux opérations;
  - employés civils : un écart défavorable de 2,2 M$ lié aux activités policières courantes;
- Service de sécurité incendie : un écart défavorable de 13,1 M$, associé principalement au travail des pompiers et de l'état-major, aux opérations, à l'augmentation de l'absentéisme et au remplacement des postes vacants;
- arrondissements : un écart défavorable de 12,1 M$, principalement attribuable aux heures supplémentaires non budgétées;
- services centraux : un écart favorable net de 5,1 M$ pour le remplacement des postes vacants.

Allocations et autres avantages

Les allocations et autres avantages s'élèvent à 4,8 M$ en 2019, pour un écart favorable de 0,6 M$ avec les prévisions budgétaires. L'écart budgétaire provient surtout de provisions non utilisées.

Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur incluent les charges des régimes de retraite, les avantages sociaux et la part de l'employeur dans les charges sociales.

Les régimes de retraite de la Ville de Montréal sont à prestations déterminées. On entend par régime de retraite à prestations déterminées un régime dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les employés, soit le mode de calcul du montant de ces prestations. Ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant.

Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation. Les cotisations déposées dans une caisse de retraite et les revenus de placement qui en découlent servent à financer le paiement des prestations prévues.

La charge des services courants représente la valeur des prestations acquises durant l'exercice financier. Elle est déterminée selon les hypothèses actuarielles. Ce montant permet de faire face aux obligations des régimes de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur.

La charge des services passés est un montant déterminé par l'actuaire afin de respecter les obligations des régimes de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s'agit notamment de la part nécessaire au remboursement du déficit.

Les dépenses associées aux cotisations de l'employeur ont atteint 512,2 M$ en 2019, soit un écart favorable de 9,2 M$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des éléments suivants :

- régimes de retraite : un écart défavorable de 32,9 M$ découlant principalement de 2 éléments :
  - services courants : un écart défavorable de 11,4 M$, généré par de nouvelles évaluations actuarielles, des changements d'hypothèses et de méthodes;
  - services passés : un écart défavorable de 21,6 M$ (voir les explications à la section «Dépenses communes » et le tableau 75);
- charges sociales et autres cotisations : un écart favorable de 42,1 M$ découlant principalement de l'élément suivant :
  - une économie de 23,9 M$ pour l'assurance collective des retraités, suivant l'entente de principe conclue avec les professionnels municipaux.

TRANSPORT ET COMMUNICATIONS

Tableau 79 – Transport et communications

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Transport et communications						
Transport et communications	39 238,0	34 932,8	37 413,5	38 858,9	1 445,4	41 785,0
Total – Transport et communications	**39 238,0**	**34 932,8**	**37 413,5**	**38 858,9**	**1 445,4**	**41 785,0**

Les charges associées au transport et aux communications sont de 37,4 M$, en baisse de 1,4 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique notamment par les diminutions suivantes :

- 1,2 M$ en frais de déplacement, dont 0,9 M$ pour les allocations automobiles de l'ensemble de la Ville;
- 0,5 M$ pour les frais de poste de la cour municipale en raison d'un volume de dossiers moindre en lien avec une baisse du nombre de constats émis en matière de circulation et de stationnement;
- 0,5 M$ pour les dépenses de publicité et d'information, principalement dans les arrondissements;
- Ces baisses étant contrebalancées par une augmentation de 1,0 M$ pour les dépenses en télécommunication, soit 0,6 M$ pour des tarifs de téléphonie supérieurs à ce qui était prévu et 0,4 M$ pour les coûts de la téléinformatique et des réseaux.

SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES

Tableau 80 – Services professionnels, techniques et autres

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services professionnels, techniques et autres						
Honoraires professionnels	63 023,7	57 822,6	66 689,5	63 405,5	(3 284,0)	85 665,0
Services techniques	316 263,1	332 248,2	357 301,4	345 462,2	(11 839,2)	379 445,4
Autres	4 865,5	4 830,4	4 880,0	4 754,7	(125,3)	5 613,8
Total – Services professionnels, techniques et autres	**384 152,3**	**394 901,2**	**428 870,9**	**413 622,4**	**(15 248,5)**	**470 724,2**

Les charges en services professionnels, techniques et autres s'élèvent à 428,9 M$ et affichent un écart défavorable de 15,2 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique notamment :

- d'une part, par une augmentation de 3,3 M$ des dépenses en honoraires professionnels, correspondant principalement aux hausses suivantes :
  - 4,1 M$ pour les dépenses des services centraux, essentiellement pour des crédits initialement prévus au poste « Autres objets » à des fins d'expertise juridique, d'ingénierie et autres, pour les affaires juridiques;
  - 1,8 M$ au Service des grands parcs, mont Royal et des sports, reliée principalement au Plan de gestion de la forêt urbaine, pour 2,3 M$, et à une baisse de 0,5 M$ pour des études non réalisées;
  - 1,5 M$ au Service de la culture, attribuable à une dépense de 2,6 M$ pour le Partenariat du Quartier des spectacles, compensée par une économie de 0,3 M$ sur des études d'avant-projet et à une autre de 0,8 M$ pour des virements internes à d'autres familles de dépenses;
  - 1,4 M$ à la Direction générale pour des dépenses en lien avec l'ancien Hôpital de la Miséricorde, l'Institut des sourdes-muettes et l'Îlot voyageur et pour des projets pilotes de véhicules autonomes électriques;
  - cette augmentation étant contrebalancée, notamment, par les diminutions suivantes :
    - 1,5 M$ dans les arrondissements, notamment au Plateau-Mont-Royal et à Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, due essentiellement à un transfert de charges à d'autres objets de dépenses;
    - 1,4 M$ au Service de la gestion et de la planification immobilière, s'expliquant principalement par le report temporaire de l'audit des bâtiments;
    - 1,0 M$ au Bureau de l'inspecteur général pour des projets ponctuels non récurrents et des circonstances imprévues;

- 1,0 M$ au Service des infrastructures du réseau routier pour le report d'études liées à des projets spécifiques;

- d'autre part, par une hausse de 11,8 M$ des dépenses en services techniques, se répartissant, entre autres, ainsi :
  - 17,1 M$ au Service de la concertation des arrondissements pour les contrats d'enlèvement, de transport et d'élimination de la neige, à la suite de précipitations plus élevées que prévu;
  - cette hausse étant contrebalancée en partie par les diminutions suivantes :
    - 3,3 M$ à la Commission des services électriques, s'expliquant principalement par une baisse dans les travaux effectués, lesquels sont plutôt intégrés dans les différents projets capitalisés, par une diminution des dépenses pour l'inspection structurale du réseau par caméra et le nettoyage des puits d'accès;
    - 1,1 M$ au Service des affaires juridiques, attribuable à des versements moindres de 0,8 M$ à la SAAQ ainsi qu'aux témoins et aux interprètes, en raison d'un nombre moins élevé de constats émis, ainsi qu'à des économies générées par les délais d'implantation des systèmes nécessaires au nouveau Code de procédure civile, pour 0,3 M$;
    - 1,1 M$ au Service de l'Espace pour la vie, diminution associée principalement au report de l'ouverture du Biodôme.

LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION

Tableau 81 – Location, entretien et réparation

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Location, entretien et réparation						
Location de bâtiments et de terrains	72 111,3	74 206,5	74 539,0	81 027,7	6 488,7	76 906,6
Location de véhicules et de matériel roulant	15 479,9	14 298,7	17 969,5	18 537,5	568,0	17 538,2
Autres locations	4 446,4	4 250,0	3 948,1	5 566,7	1 618,6	4 866,9
Entretien et réparation de bâtiments et de terrains	26 972,0	32 700,5	39 250,9	41 133,5	1 882,6	44 866,1
Entretien et réparation de véhicules et de matériel roulant	9 064,7	8 371,7	12 266,8	12 036,4	(230,4)	14 566,7
Entretien et réparation – Autres	34 272,7	37 312,0	42 105,8	49 005,2	6 899,4	50 516,2
Total – Location, entretien et réparation	**162 347,0**	**171 139,4**	**190 080,1**	**207 307,0**	**17 226,9**	**209 260,7**

Les charges de location, d'entretien et de réparation sont de 190,1 M$, en baisse de 17,2 M$ par rapport au budget original. Cet écart est attribuable aux éléments suivants :

- une diminution de 8,7 M$ des charges de location, notamment :
  - 5,2 M$ pour l'ensemble des baux de la Ville;
  - 2,4 M$, soit 1,0 M$ dans les arrondissements pour la location d'installations sportives et 1,4 M$ au Service des grands parcs, mont Royal et des sports, une baisse liée à la révision des orientations de l'anneau de glace temporaire;
  - 0,6 M$ pour l'ensemble des locations d'équipements de bureau et informatiques de la Ville;

- une diminution de 8,6 M$ des charges d'entretien et de réparation, soit :
  - 6,6 M$ au Service de l'eau, principalement en raison d'économies de 2,5 M$ sur le montant réservé aux interventions pour travaux majeurs et imprévus, de 2,5 M$ pour les transferts aux arrondissements relatifs à l'entente de partenariat et de 1,8 M$ pour l'entretien des usines et réservoirs d'eau potable et des conduites principales et d'égouts;
  - 1,9 M$ au Service de l'urbanisme et de la mobilité, diminution attribuable à la fin des travaux de la réfection du viaduc Rockland ainsi qu'à l'entretien et à la réparation d'infrastructures;
  - 1,3 M$ au Service de la gestion et de la planification immobilière, en raison d'une baisse relative concernant les travaux d'entretien des immeubles;
  - 0,9 M$ pour diverses économies dans les arrondissements, notamment pour les infrastructures municipales.

BIENS NON DURABLES

Tableau 82 – Biens non durables

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Biens non durables						
Fourniture de services publics	82 636,1	84 125,0	83 587,6	85 739,6	2 152,0	80 968,1
Autres biens non durables	157 992,4	154 837,0	172 214,1	166 314,8	(5 899,3)	182 716,8
Total – Biens non durables	**240 628,5**	**238 962,0**	**255 801,7**	**252 054,4**	**(3 747,3)**	**263 684,9**

Les charges associées aux biens non durables sont de 255,8 M$, en hausse de 3,7 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique, notamment, par les augmentations suivantes :

- 6,5 M$ pour les dépenses de sel et d'abrasifs pour l'ensemble de la Ville;
- 4,6 M$ au Service de sécurité incendie pour les mesures d'urgence reliées à la crue printanière;
- 2,9 M$ au Service du matériel roulant et des ateliers, principalement due aux pièces achetées afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des véhicules et des équipements pour les clients internes;
- ces augmentations étant contrebalancées, notamment, par les diminutions suivantes :
  - 3,8 M$ d'économies diverses dans les arrondissements, notamment pour des matériaux de construction en fonction des opérations des Travaux publics et diverses réserves;
  - 3,0 M$ au Service de l'urbanisme et de la mobilité pour des virements internes à d'autres familles de dépenses;
  - 2,4 M$ en frais d'électricité et d'énergie : au Service de l'eau, une diminution de 1,6 M$ en dépenses d'électricité provenant principalement du crédit de dépenses reçu d'Hydro-Québec et du report de la mise en service du procédé d'ozonation; dans les arrondissements, 3,0 M$ à la suite de l'installation d'un éclairage de rue plus écoénergétique. Ces économies sont contrebalancées par une hausse des coûts de l'énergie de 2,2 M$ dans les bâtiments de la Ville;
  - 2,1 M$ au Service de police, une diminution due au report de divers projets comme le Programme d'acquisition des armes à impulsion électrique et le changement des écussons d'uniforme, pour 1,2 M$, ainsi qu'à des économies sur le coût des uniformes et des accessoires et sur les achats de munitions, de l'ordre de 1,0 M$.

BIENS DURABLES

Tableau 83 – Biens durables

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Biens durables						
Biens durables	17 549,4	24 134,2	58 261,2	42 632,4	(15 628,8)	48 283,1
Propriétés destinées à la revente	3 921,8	7 929,0	6 385,1	2 091,6	(4 293,5)	2 091,6
Total – Biens durables	**21 471,2**	**32 063,2**	**64 646,3**	**44 724,0**	**(19 922,3)**	**50 374,7**

Les charges associées aux biens durables sont de 64,6 M$, en hausse de 19,9 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique, notamment, par les augmentations suivantes :

- 19,9 M$ de dépenses non capitalisables payées par emprunt, soit :
  - 9,4 M$ pour le Plan de gestion de la forêt urbaine;
  - 8,6 M$ pour la réalisation du Campus Outremont;
  - 1,9 M$ pour l'achat d'outils de collecte des matières résiduelles;
  - 4,8 M$ attribuables à une évaluation à la baisse de la valeur des terrains destinés à la construction de logements sociaux;
- ces augmentations étant contrebalancées, notamment, par les diminutions suivantes :
  - 4,1 M$ en raison des délais de construction de l'usine d'assainissement du lixiviat, au Complexe environnemental de Saint-Michel;
  - 2,8 M$ sous l'effet du report du choix des procédés pour l'usine de traitement prévue au PEPSC.

FRAIS DE FINANCEMENT

Tableau 84 – Frais de financement

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	388 662,8	396 121,5	397 238,8	407 262,2	10 023,4	407 249,8
Autres frais de financement	1 126,2	1 044,3	3 744,2	1 414,5	(2 329,7)	1 427,0
Total – Frais de financement	**389 789,0**	**397 165,8**	**400 983,0**	**408 676,7**	**7 693,7**	**408 676,8**

Les frais de financement totalisent 401,0 M$, créant un écart favorable de 7,7 M$ par rapport au budget original. Cette économie s'explique principalement par des financements négociés à des taux d'intérêt moindres que ceux prévus initialement lors de la confection budgétaire (9,7 M$), en contrepartie des frais encourus à l'émission de financement à court terme (2,0 M$).

CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES

Tableau 85 – Principales contributions à des organismes

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original[1]	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Principales contributions						
Communauté métropolitaine de Montréal	39 113,6	39 328,0	39 505,0	39 942,4	437,4	39 942,4
Société de transport de Montréal	485 476,0	-	-	-	-	-
Agence métropolitaine de transport	26 020,5	-	-	-	-	-
Autorité régionale de transport métropolitain	37 535,7	551 450,4	541 829,4	599 200,0	57 370,6	599 200,0
Société du parc Jean-Drapeau	12 892,4	14 104,0	15 053,3	14 128,4	(924,9)	15 053,4
Société d'initiative et de développement commercial	12 696,6	13 572,4	13 748,4	13 900,0	151,6	13 900,0
Conseil des arts	14 450,0	16 950,0	18 450,0	18 450,0	-	18 450,0
Bureau du taxi de Montréal	3 917,6	4 577,8	4 805,0	4 805,0	-	4 805,0
Autres organismes	221 943,7	152 094,9	309 950,3	167 281,3	(142 669,0)	302 070,9
Total – Principales contributions	**854 046,1**	**792 077,5**	**943 341,4**	**857 707,1**	**(85 634,3)**	**993 421,7**

1. Pour les fins de présentation du Rapport financier annuel, une portion de l'enveloppe budgétaire 2019 présentée dans Autres objets a été reclassée dans l'objet Contributions à des organismes.

Les charges des contributions à des organismes totalisent 943,3 M$, en hausse de 85,6 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique, entre autres, par les éléments suivants :

- un écart favorable de 57,4 M$ pour la contribution versée à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), découlant principalement des éléments suivants :
  - une révision à la baisse de 24,3 M$, décrétée par l'ARTM relativement à la quote-part que la Ville devait lui verser en 2018 et 2019;
  - une révision à la baisse de 33,1 M$ de la contribution que la Ville doit verser dans le cadre du programme de la SOFIL, compte tenu du ralentissement des investissements réalisés par la STM en 2019;
  - une contribution additionnelle de 0,9 M$ à la Société du parc Jean-Drapeau pour le nouveau site de la Place des Nations;
- un écart défavorable de 142,7 M$ pour les contributions aux autres organismes, s'expliquant par les éléments suivants :
  - un reclassement de 113,4 M$, relié principalement aux programmes d'aide et de subventions des services de l'Habitation et du Développement économique, budgété dans « Autres objets », alors que la dépense réelle est comptabilisée dans « Contributions »;
  - une dépense de contribution non capitalisable de 21,0 M$, payée par emprunt et accordée à l'Université de Montréal pour la cour de voirie du Campus Outremont;
  - un budget additionnel de 10,7 M$, reçu pour l'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus;

- des contributions de 4,1 M$ pour l'ensemble des arrondissements qui ont versé des sommes plus importantes que prévu au courant de l'année, notamment 3,1 M$ à l'Arrondissement de Ville-Marie, principalement pour des contributions aux sociétés de développement commercial pour la décoration hivernale et le plan d'action 2019;
- une hausse de 2,9 M$ pour le Service des grands parcs, mont Royal et sports, s'expliquant principalement par des dépenses non capitalisables payées par emprunt dans le cadre du Plan de gestion de la forêt urbaine, pour 1,4 M$, ainsi que par des contributions additionnelles accordées pour des événements sportifs (Championnats du monde de patinage artistique, Grand Prix de judo, etc.);

Ces éléments étant contrebalancés en partie par les diminutions suivantes :

- économie liée au report en 2020 de la portion non utilisée du budget de 2019 pour les deux ententes Réflexe Montréal (5,8 M$) et de l'entente MTESS (1,6 M$);
- un écart favorable de 2,0 M$ qui provient globalement de dépenses moindres pour le programme Rénovation Québec ainsi que d'une hausse des subventions associées à AccèsLogis, lesquelles sont constatées en fonction de l'avancement des travaux pour les dossiers actuellement engagés.

AUTRES OBJETS

Tableau 86 – Autres objets

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original[1]	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Autres objets						
Dépenses contingentes	22 593,0	(17 267,7)	40 434,4	36 694,7	(3 739,7)	12 507,7
Créances douteuses ou irrécouvrables	39 014,0	23 464,2	12 351,0	23 094,5	10 743,5	23 151,2
Autres objets – Autres que dépenses contingentes	22 552,2	91 541,6	(35 905,6)	81 057,4	116 963,0	(34 364,9)
Total – Autres objets	**84 159,2**	**97 738,1**	**16 879,8**	**140 846,6**	**123 966,8**	**1 294,0**

1. Pour les fins de présentation du Rapport financier annuel, une portion de l'enveloppe budgétaire 2019 présentée dans Autres objets a été reclassée dans l'objet Contributions à des organismes.

Les charges des autres objets totalisent 16,9 M$, en baisse de 124,0 M$ par rapport au budget original. Cet écart est attribuable principalement aux éléments suivants :

- une augmentation de 3,8 M$ dans les dépenses contingentes, soit :
  - hausse de 31,9 M$, relative à la révision de la provision pour les causes en justice liées aux poursuites intentées contre la Ville;
  - réduction de 14,5 M$, due au fait que les dépenses sont réalisées dans les unités d'affaires où des budgets ont été transférés à la suite des autorisations des instances pour la réalisation de projets ponctuels;
  - baisse de 5,2 M$ pour les litiges en réclamations contre la Ville ayant été réglés pour un montant moindre que prévu;
  - baisse de 4,6 M$ en raison d'un transfert de budget à d'autres familles de dépenses;
  - écart favorable de 3,8 M$ dans les arrondissements, relié à des réserves non utilisées et à des transferts de crédits à d'autres activités;
- un écart favorable de 10,8 M$ en créances douteuses ou irrécouvrables, attribuable principalement au recouvrement d'une somme de 10,0 M$ dans la liquidation de l'actif net de la Société de vélo en libre-service;
- une baisse de 117,0 M$ pour les autres objets, soit les diminutions suivantes :
  - 113,4 M$, attribuable au reclassement dans les contributions aux organismes de la dépense réelle reliée aux programmes d'aide et de subventions;
  - 11,4 M$ en raison de l'annulation de la provision pour le rachat des éléments de l'actif de Stationnement Montréal;
  - 7,3 M$ pour l'ajustement à la baisse des charges à payer de l'exercice antérieur;
  - 5,4 M$ de réserve dans les dépenses générales d'administration des arrondissements;
  - 3,0 M$ en budget non requis pour les relations de travail;

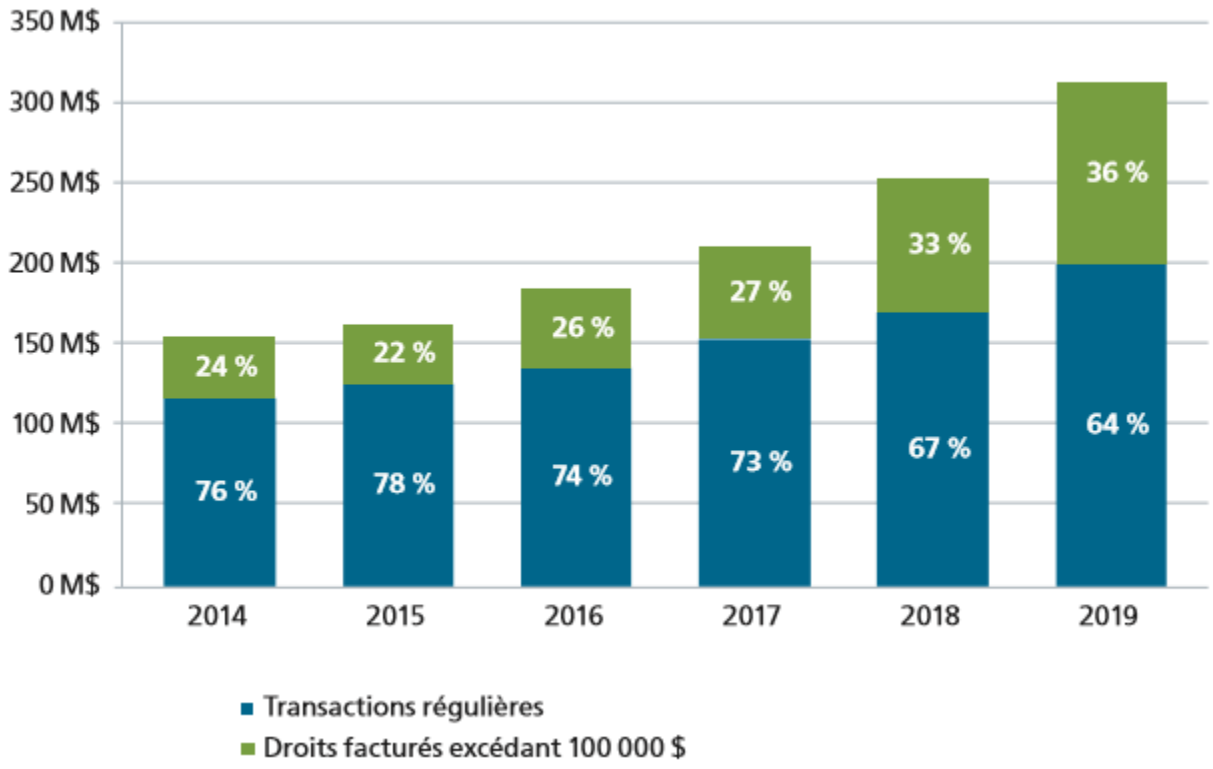
- 1,6 M$ à la Commission des services électriques pour l'enfouissement des fils et le report de projets avec ses partenaires;

- des éléments contrebalancés par les augmentations suivantes :
  - 10 M$ au Service de l'eau, attribuable à une économie anticipée au budget, mais réalisée dans les autres familles de dépenses;
  - 4,8 M$ pour le passif environnemental de la Pointe Saint-Charles (PEPSC), incluant un ajustement de la provision de 0,9 M$, dont la contrepartie est dans plusieurs objets;
  - 4,9 M$ pour le passif environnemental du Complexe environnemental de Saint-Michel, dont la contrepartie est dans les autres familles de dépenses;
  - 2,8 M$ au Service de l'approvisionnement pour un ajustement d'inventaire.

ANALYSE DE CERTAINES ACTIVITÉS

DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Graphique 3 – Droits sur les mutations immobilières
(en millions de dollars)

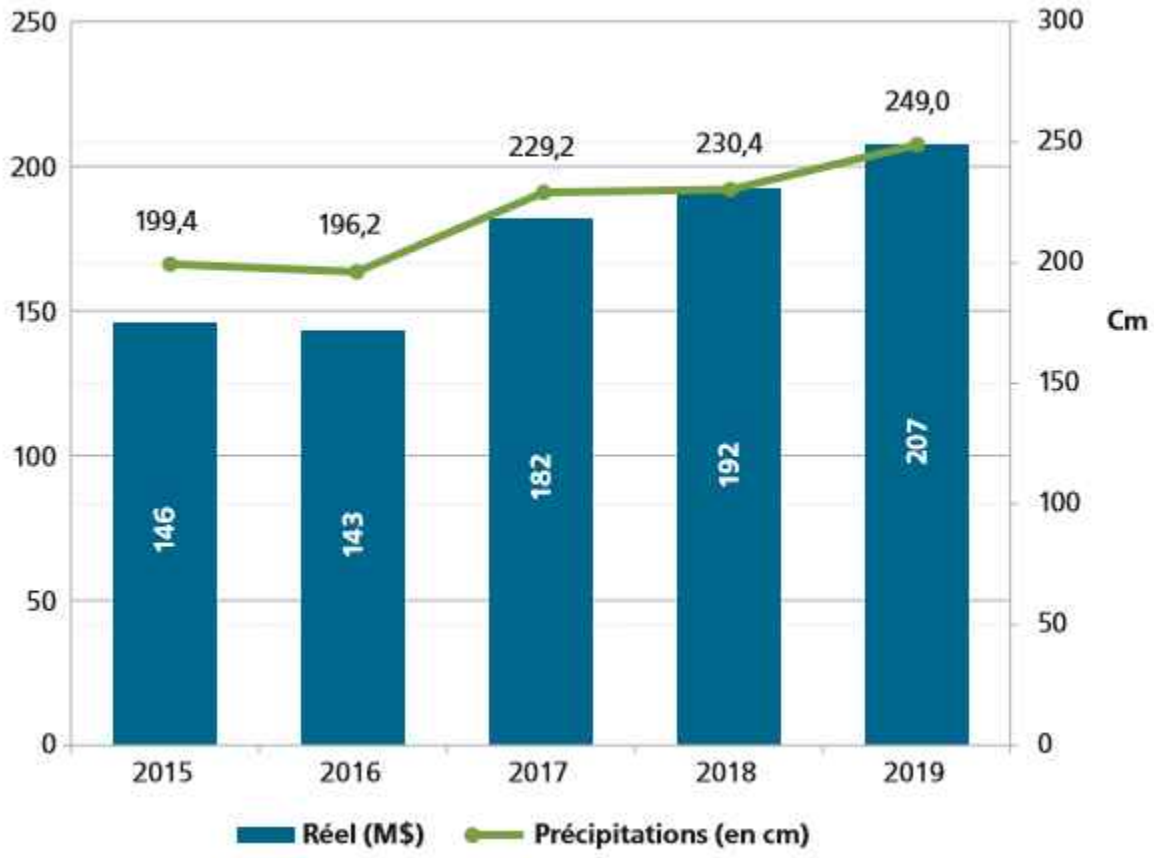


Les revenus associés aux droits sur les mutations immobilières ont fortement augmenté dans les dernières années. Bien que l'ampleur (en nombre et en valeur) des transactions courantes ait contribué à cette croissance, une bonne partie de l'augmentation est attribuable aux transactions générant des factures de plus 100 000 $, qui ont propulsé les revenus à plus de 310 M$ en 2019.

ENLÈVEMENT DE LA NEIGE

Graphique 4 – Coût de l'enlèvement de la neige en fonction des précipitations

(en millions de dollars)



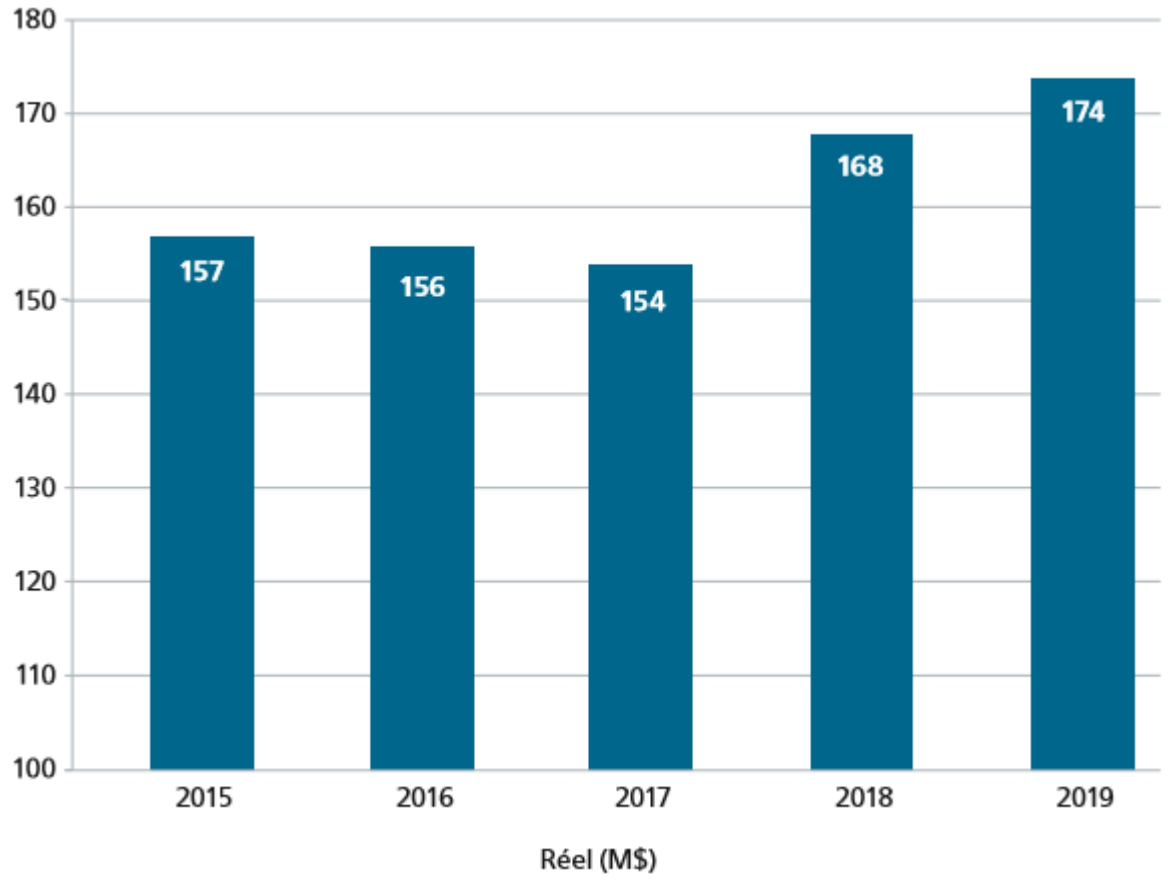
L'excédent des coûts de 15 M$ pour les activités de déneigement de 2019 par rapport aux activités de 2018 peut s'expliquer par les principaux éléments suivants;

- des précipitations de neige plus élevées et un nombre accru de jours de chargement;
- une augmentation du nombre d'opérations de déglaçage et d'épandage de fondants en raison de conditions hivernales difficiles.

Les données relatives aux précipitations proviennent de l'Aéroport international Montréal-Trudeau.

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Graphique 5 – Coût de la gestion des matières résiduelles
(en millions de dollars)



Basé sur les définitions du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, le coût de la gestion des matières résiduelles regroupe plusieurs dépenses relatives aux activités associées aux matières résiduelles, notamment :

- la collecte, le transport et l'élimination des déchets domestiques et assimilés;
- la collecte, le transport, le tri et le conditionnement des matières recyclables provenant de la collecte sélective;
- la collecte, le transport et le traitement des matières organiques (résidus verts et alimentaires);
- la collecte, le transport et la valorisation des matériaux secs tels que les résidus de construction, de rénovation et de démolition d'immeubles, de ponts, de routes et autres structures;
- la collecte, le transport, l'entreposage et la valorisation des autres matières non énumérées précédemment et destinées à être valorisées comme les pneus, les électroménagers, les meubles, les résidus domestiques dangereux, les résidus technologiques, etc.;
- la réalisation, la modification et la révision d'un plan de gestion des matières résiduelles.

Les dépenses reliées aux matières résiduelles de la Ville s'élèvent à 174 M$ en 2019. Il s'agit d'une hausse de 5,7 M$ par rapport à 2018, principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 4,1 M$ au contrat de tri et de mise en marché des matières recyclables, résultant de la poursuite de la chute de la valeur des matières triées (restrictions sur l'exportation);
- une baisse de 1,0 M$ des coûts de traitement et d'élimination des matières résiduelles, attribuable principalement à la baisse de la quantité de matières éliminées et à une hausse du volume des résidus alimentaires et mélangés et des résidus verts valorisés;
- une augmentation de 1,3 MS des dépenses des écocentres, à la suite de la résiliation des contrats du fournisseur principal au RENA et de l'implantation d'un nouveau mode d'exploitation pour le maintien du service;
- une hausse de 2,9 M$ à la suite de l'indexation des contrats de collecte et transport des matières résiduelles (IPC et indice de carburant) et de la hausse des coûts des nouveaux contrats;
- un ajustement du taux de répartition des dépenses liées au matériel roulant en fonction de l'inventaire des véhicules, pour un impact positif de 1,9 M$;
- une indexation des coûts de main-d'œuvre, associée aux activités de la gestion des matières résiduelles des arrondissements, pour 0,7 M$.

Sur cette période, les revenus totaux de 42 M$ ont augmenté de 3,2 M$ en raison des éléments suivants :

- une augmentation des redevances redistribuées concernant la performance en gestion des matières organiques (déploiement de la collecte);
- une hausse de 3,3 M$ de la compensation reçue, par l'intermédiaire du régime de compensation en place, pour les coûts de gestion des matières recyclables (eux-mêmes en hausse).

SURPLUS ACCUMULÉS ET RÉSERVES

Tableau 87 – Sommaire des surplus accumulés et des réserves
(en millions de dollars)

	Conseil municipal			Conseil d'agglo-mération	Total	
	Ville	Arrondis-sements	Total		2019	2018
Surplus accumulés non affectés[1]	210,9	72,6	283,5	(36,9)	246,6	215,8
Surplus accumulés affectés	184,7	226,1	410,8	6,7	417,5	377,1
Solde au 31 décembre	395,6	298,7	694,3	(30,2)	664,1	592,9
Réserves financières et fonds réservés						
Eau	10,1		10,1	17,4	27,5	35,4
Voirie	22,9		22,9	3,9	26,8	34,5
Immobilisations	237,0		237,0	138,5	375,5	0,2
Autres	0,3	9,7	10,0	0,7	10,7	12,5
	270,3	9,7	280,0	160,5	440,5	82,6
	665,9	308,4	974,3	130,3	1 104,6	675,5

1. Après affectation des surplus de gestion aux arrondissements et affectation à l'équilibre budgétaire de l'année suivante.

Les surplus accumulés de la Ville représentent les sommes dont la Ville dispose, en plus de son budget annuel, pour effectuer certains projets spécifiques. Ils sont composés des surplus accumulés non affectés et des surplus accumulés affectés.

SURPLUS ACCUMULÉS NON AFFECTÉS

Ces surplus accumulés représentent les sommes pour lesquelles aucune affectation n'a encore été faite, c'est-à-dire les surplus libres de la Ville. Ces montants sont présentés avant toute autre affectation à différents projets ou réserves.

SURPLUS ACCUMULÉS AFFECTÉS (RÉSERVES DE FONDS)

Ces surplus accumulés représentent l'ensemble des sommes affectées par la Ville ou les arrondissements à divers projets, ainsi que les sommes disponibles pour les surplus des arrondissements.

Activités d'immobilisations – Analyse des résultats

2019

État des activités d'immobilisations

Portrait des investissements

Analyse des investissements par catégories d'actifs

Impact des investissements en immobilisations

Analyse des principales réalisations



ÉTAT DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS

Le sommaire des résultats contenus dans le tableau suivant présente les activités d'immobilisations de la Ville de Montréal. Ces activités couvrent les investissements réalisés sur le territoire de Montréal. Le tableau illustre aussi les revenus et le financement à long terme des activités d'immobilisations ainsi que les affectations utilisées pour le paiement des immobilisations.

Tableau 88 – Excédent (déficit) non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales
(en milliers de dollars)

		Réel	
	2017	**2018**	**2019**
Revenus			
Transferts	268 355	191 429	149 323
Autres revenus			
Contributions des promoteurs	1 558	7 386	9 129
Effet net des opérations de restructuration	-	-	5 047
Autres	6 790	7 752	8 573
Total – Revenus	**276 703**	**206 567**	**172 072**
Dépenses d'immobilisations			
Infrastructures	1 020 585	1 285 381	1 295 629
Bâtiments et améliorations locatives	200 402	281 851	331 010
Véhicules	36 647	35 363	47 901
Ameublement et équipements de bureau	76 646	83 687	105 700
Machinerie, outillage et équipements	33 618	23 284	21 303
Terrains	46 220	3 735	18 410
Autres	800	8 200	2 821
Total – Dépenses d'immobilisations	**1 414 916**	**1 721 501**	**1 822 774**
Déficit de l'exercice	**(1 138 213)**	**(1 514 934)**	**(1 650 702)**
Financement			
Financement à long terme des activités d'immobilisations	679 966	918 781	1 082 587
Affectations			
Activités de fonctionnement	9 487	17 704	10 531
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement affecté	24 116	10 150	15 155
Réserves financières et fonds réservés[1]	343 716	426 443	84 782
Total – Affectations	**377 319**	**454 297**	**110 468**
Excédent (déficit) des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	**(80 928)**	**(141 856)**	**(457 647)**

1. En 2019, un montant de 375,4 M$ a été porté à la réserve pour le paiement au comptant des immobilisations. Ce montant sera utilisé en 2020.

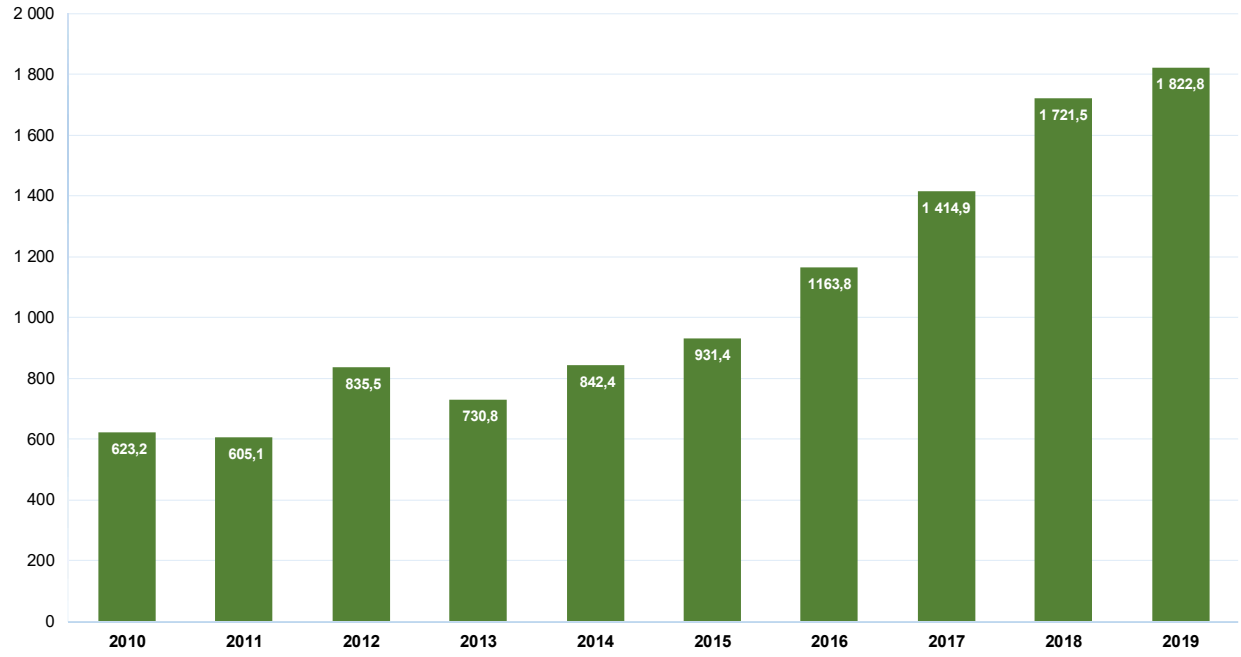
PORTRAIT DES INVESTISSEMENTS

Le Programme triennal d'immobilisations regroupe un ensemble de projets et de programmes d'investissement que la Ville de Montréal compte réaliser ou entreprendre sur son territoire, au cours des trois prochaines années, pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie des citoyens. La valeur de remplacement des éléments des actifs de la Ville est estimée à environ 66 G$[1].

Les infrastructures de la Ville ont besoin d'entretien et de réfection réguliers afin de parer aux hausses des coûts de fonctionnement et, aussi, d'éviter les coûts substantiels de réfection ou de remplacement complet, à la limite de la durée de vie d'un élément d'actif. Ainsi, les activités d'immobilisations s'imbriquent à plusieurs égards dans le budget de fonctionnement de la Ville pour maximiser l'utilisation des actifs.

[1] Données de 2011, en cours de révision.

Graphique 6 – Réalisations annuelles des activités d'immobilisations à des fins fiscales
(en millions de dollars)



En 2019, les sommes investies sur l'ensemble du territoire montréalais totalisent 1,8 G$, soit une hausse de 101,3 M$ ou 5,9 % par rapport à 2018.

Les principales réalisations proviennent des investissements dans les éléments d'actifs liés à l'environnement et aux infrastructures souterraines, pour 579,4 M$, aux infrastructures routières, pour 502,6 M$, aux bâtiments, pour 331,0 M$, ainsi qu'aux parcs, aux espaces verts et aux terrains de jeux, pour 213,6 M$.

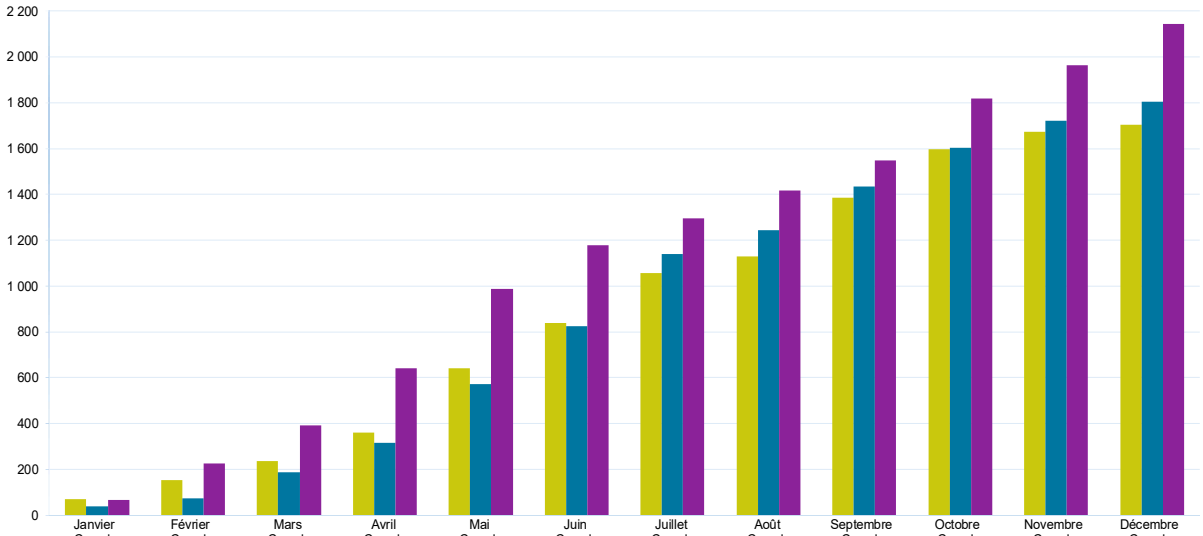
La valeur des réalisations en investissements a presque doublé de 2015 à 2019, étant passée de 0,9 G$ à 1,8 G$, soit une augmentation de 95,7 %, tel que l'illustre le graphique 6. Par ailleurs, il est possible d'observer un ralentissement de la croissance des réalisations entre 2018 et 2019 par rapport à celles des années précédentes, reflétant l'atteinte progressive de la capacité maximale de réalisation, tant du marché que de la Ville.

Le graphique 7 illustre les engagements annuels cumulés, des années 2017 à 2019. La poursuite de la progression des engagements annuels cumulatifs de la Ville en 2019 fait suite aux nombreux contrats octroyés durant cette période par les différents services centraux et arrondissements. Ces contrats seront réalisés au cours des mois et des années à venir.

L'augmentation du nombre d'engagements annuels témoigne de l'objectif de la Ville de combler les besoins à l'égard de ses infrastructures vieillissantes afin d'éliminer, notamment, le déficit d'entretien dans ses réseaux d'eau et de voirie.

Graphique 7 – Engagements cumulatifs annuels – Ville de Montréal, de 2017 à 2019

(en milliers de dollars)



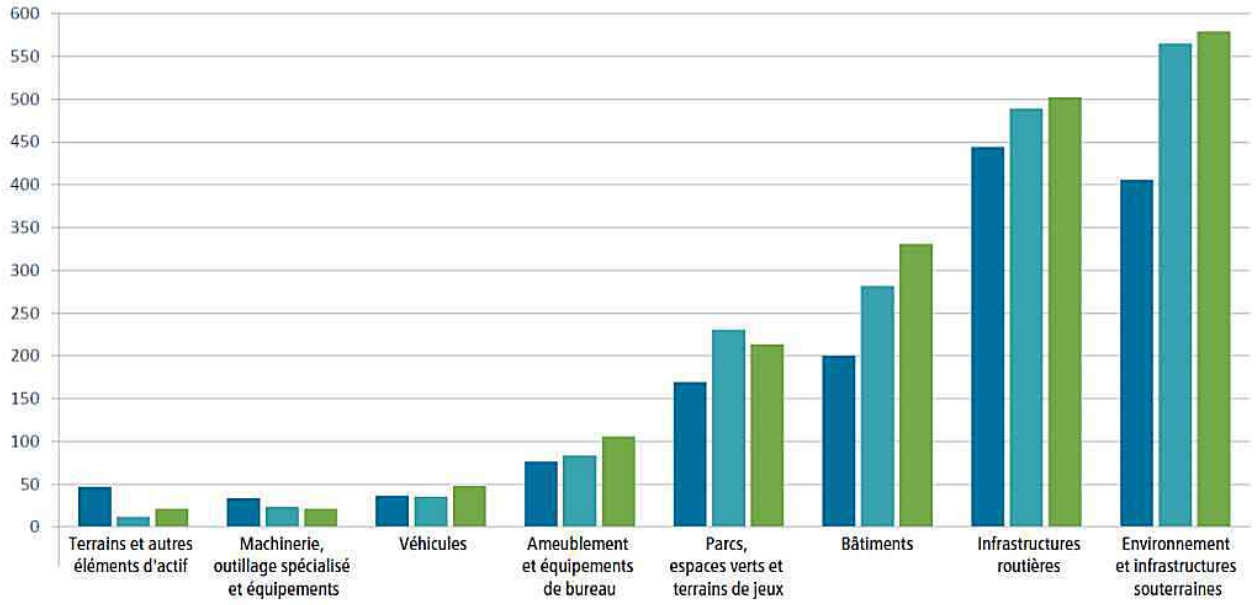
	Janvier Cumul.	Février Cumul.	Mars Cumul.	Avril Cumul.	Mai Cumul.	Juin Cumul.	Juillet Cumul.	Août Cumul.	Septembre Cumul.	Octobre Cumul.	Novembre Cumul.	Décembre Cumul.
2017	69,3	153,6	236,2	359,2	642,0	838,4	1 055,5	1 130,1	1 384,2	1 598,1	1 673,2	1 704,2
2018	39,7	72,0	186,0	315,8	571,0	823,0	1 139,1	1 243,9	1 434,7	1 604,3	1 720,3	1 803,7
2019	67,2	226,8	391,6	642,4	988,6	1 179,5	1 296,7	1 415,2	1 547,2	1 818,3	1 963,9	2 144,6

ANALYSE DES INVESTISSEMENTS PAR CATÉGORIES D'ACTIFS

La Ville de Montréal a injecté, en 2019, 1,8 G$ pour l'entretien, la réhabilitation et le développement d'éléments de ses actifs, répartis sur l'ensemble du territoire montréalais. À ces investissements totaux, ses services centraux ont participé à hauteur de 1,6 G$ et les arrondissements, à hauteur de 179,4 M$.

Cette section présente par grandes catégories d'actifs les principaux projets et programmes pour lesquels les sommes ont été investies.

Graphique 8 – Réalisations de 2019, 2018 et 2017, par catégories d'actifs
(en millions de dollars)



	Terrains et autres éléments d'actif	Machinerie, outillage spécialisé et équipements	Véhicules	Ameublement et équipements de bureau	Parcs, espaces verts et terrains de jeux	Bâtiments	Infrastructures routières	Environnement et infrastructures souterraines
2017	47,0	33,6	36,6	76,6	169,7	200,4	444,6	406,3
2018	11,9	23,3	35,4	83,7	230,6	281,8	489,5	565,3
2019	21,2	21,3	47,9	105,7	213,6	331,0	502,6	579,4

ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES

Un montant de 579,4 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative à l'environnement et aux infrastructures souterraines, en hausse de 14,1 M$ ou 2,5 % par rapport à l'exercice précédent.

La gestion de l'eau est une priorité pour la Ville de Montréal, et de nombreux projets sont réalisés sur l'ensemble du territoire afin d'éliminer le déficit d'entretien des années antérieures ainsi que d'entretenir et de développer l'ensemble des éléments d'actifs relatifs à l'eau.

Des investissements importants, soit 271,9 M$, ont été consacrés au renouvellement de l'ensemble des conduites. De ce montant, 35,7 M$ ont servi à la réhabilitation et à la reconstruction de 5,5 km de conduites primaires d'aqueduc, tandis que 219,9 M$ ont été investis dans le renouvellement de 50,3 km du réseau d'aqueduc et de 77,4 km d'égouts secondaires. La technique d'intervention sans tranchée a été utilisée pour 72 % des conduites. Un montant de 16,3 M$ a également été consacré au réseau des collecteurs d'égouts.

Un montant de 25,2 M$ a été consacré à la modernisation et à l'entretien des éléments d'actifs liés aux usines de production d'eau potable (notamment 7,5 M$ à l'usine Atwater et 5,3 M$ à l'usine Pierrefonds). Des investissements ont également été réalisés dans différents projets, soit 3,1 M$ pour la protection de la source d'alimentation à l'usine Atwater et 37,4 M$ pour la remise en service du réservoir Rosemont. Afin d'améliorer et d'optimiser la consommation et la distribution de l'eau potable, 6,5 M$ ont été investis de manière à sectoriser le réseau, à réguler la pression et à mesurer la distribution.

Concernant la gestion des eaux usées et la protection de l'environnement, un montant de 18,5 M$ a été investi à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte et dans son réseau d'intercepteurs afin de maintenir les actifs en bon état. Les investissements suivants ont aussi été réalisés en 2019 : 27,2 M$ dans la construction d'ouvrages de rétention afin de réduire les surverses d'eaux usées et 24,4 M$ dans le projet de désinfection à l'ozone des eaux usées.

Concernant les conduites d'aqueduc et d'égouts, des investissements ont également été effectués dans la réalisation de grands projets de réaménagement urbain, notamment 5,0 M$ pour le projet visant la mise en fonction du système rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX. Certains projets de réaménagement d'artères importantes sur l'ensemble du territoire de Montréal ont aussi fait l'objet d'investissements, tel que celui de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour 14,8 M$.

En ce qui a trait à l'environnement durable, la Ville a investi 22,6 M$ pour finaliser la construction du centre de tri des matières recyclables, dans l'arrondissement de Lachine, qui dessert maintenant le secteur ouest de l'agglomération. De plus, 15,4 M$ ont été consacrés au projet de construction d'un centre de compostage, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, afin de traiter les matières organiques.

Par ailleurs, la Commission des services électriques de Montréal a investi 66,7 M$ dans le programme de construction et de modification de conduits souterrains. Ce programme est autofinancé à 100 %, à même les redevances facturées aux utilisateurs, selon la portion de conduits qu'ils utilisent.

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Un montant de 502,6 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative aux infrastructures routières, en hausse de 13,1 M$ ou 2,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Maintenir et améliorer l'état d'un réseau routier vieillissant, comprenant plus de 4 070 km de chaussées et près de 600 structures, constitue un défi majeur et demeure chaque année une grande priorité pour la Ville. En conséquence, la remise à niveau de ce réseau névralgique a été établie comme un objectif stratégique, en visant l'élimination du déficit d'entretien.

Globalement, c'est un investissement de 283,6 M$ qui a été consacré à l'entretien des éléments d'actifs liés à la voirie, ce qui a permis de réhabiliter ou reconstruire 197 km de rues. Ainsi, la Ville de Montréal a investi dans plusieurs programmes destinés aux infrastructures de la voirie :

- 78,7 M$ dans les deux programmes complémentaires de planage-revêtement (qui consistent à prolonger la durée de vie des chaussées en attente de réhabilitation majeure);
- 79,0 M$ dans le programme de réfection des artères;
- 68,3 M$ dans le programme de réfection du réseau de rues locales;
- 28,6 M$ dans le programme de réfection des structures routières (ponts et tunnels);
- 19,4 M$ dans les programmes de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement;
- 7,1 M$ dans les programmes d'aménagement des rues;
- 2,5 M$ dans le programme de maintien des infrastructures routières.

Le déploiement de systèmes de transport intelligents sur le territoire de la ville se poursuit. Des investissements de 15,8 M$ ont été réalisés en 2019 pour équiper les réseaux routiers (caméras, feux de circulation mis aux normes, détecteurs), afin de réagir aux perturbations dès qu'elles surviennent et de rétablir des conditions de circulation normale.

Afin d'améliorer la sécurisation des déplacements, un investissement de 15,4 M$ a été réalisé dans le programme de réaménagement géométrique du réseau artériel. Par ailleurs, une somme de 27,8 M$ a été investie dans plusieurs projets de réaménagement d'artères importantes sur le territoire de Montréal, notamment celui de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour 14,2 M$, et celui de la rue Saint-Hubert, pour 13,6 M$. De plus, un montant de 32,7 M$ a été consacré au programme d'acquisition de mobilier d'éclairage et au projet de mise à niveau de l'éclairage de rue.

La réalisation de grands projets d'aménagement urbain et de transport a également nécessité des investissements en infrastructures routières, soit :

- 23,0 M$ dans la réalisation du Campus Outremont et de ses abords;

- 14,1 M$ dans le projet de reconstruction du complexe Turcot;
- 13,7 M$ dans le projet visant la mise en fonction du système rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX;
- 5,7 M$ dans le programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de Griffintown;
- 3,7 M$ dans le projet de revitalisation du Quartier des gares;
- 1,6 M$ dans la requalification urbaine du secteur de Namur–Jean-Talon Ouest (Le Triangle).

Enfin, un montant total de 43,0 M$ a été investi par les 19 arrondissements dans différents programmes de réfection routière afin de maximiser la durée de vie et le confort du réseau local.

BÂTIMENTS

Un montant de 331,0 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative aux bâtiments, en hausse de 49,2 M$ ou 17,5 % par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements sont les suivants :

- 44,7 M$ dans le programme de mise aux normes des arénas;
- 39,7 M$ à l'Espace pour la vie, principalement dans le projet *Migration du Biodôme*, le programme commun de maintien des actifs et le projet *Métamorphose de l'Insectarium*;
- 24,1 M$ dans les travaux d'amélioration des infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve pour le Grand Prix du Canada;
- 16,9 M$ dans le projet de rénovation de l'hôtel de ville;
- 15,9 M$ en matière de sécurité publique : programmes d'entretien des bâtiments du Service de police et du Service de sécurité incendie, projet de développement du pôle multifonctionnel du Service de police et projet de captation des gaz dans les casernes;
- 14,7 M$ dans le projet de réaménagement du secteur de la Place des Arts et de l'îlot Clark, dans le Quartier des spectacles;
- 12,0 M$ dans le développement d'installations sportives, principalement à la suite de l'acquisition du Centre sportif St-Jean-Vianney;
- 10,3 M$ dans le réseau des bibliothèques : programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques et programme d'aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID;
- 7,4 M$ au parc Jean-Drapeau, principalement dans la protection de son actif immobilisé;
- 7,1 M$ dans le programme d'amélioration locative des immeubles administratifs et dans le programme de protection des bâtiments administratifs et commerciaux;

- 6,6 M$ dans le programme de mise à niveau des cours de services, dans les arrondissements;
- 6,0 M$ dans le programme de protection des bâtiments culturels;
- 2,6 M$ dans le programme de réfection des bâtiments des grands parcs et dans le programme de protection des bâtiments sportifs;
- 2,4 M$ dans le programme d'accessibilité universelle (chalets de parc, arénas et piscines).

Enfin, 77,9 M$ ont été consacrés par les arrondissements à différents programmes de réfection, de protection et d'amélioration des installations et des bâtiments.

PARCS, ESPACES VERTS ET TERRAINS DE JEUX

Un montant de 213,6 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative aux parcs, aux espaces verts et aux terrains de jeux, en baisse de 17,0 M$ ou 7,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Afin de protéger la mosaïque d'habitats et la biodiversité, et d'offrir de nouveaux espaces verts qui favorisent le contact des citoyens avec la nature, un montant de 83,3 M$ a été investi dans le programme d'acquisition de milieux naturels.

Une somme de 8,7 M$ a été investie pour l'aménagement de certaines sections du parc Frédérick-Back, situé au cœur du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) : 6 hectares supplémentaires sont maintenant accessibles à la population. La transformation de ce parc constitue le plus vaste projet de réhabilitation environnementale jamais entrepris en milieu urbain, en Amérique du Nord. De plus, 7,9 M$ ont été consacrés au réaménagement du réseau des grands parcs ainsi qu'à celui du mont Royal, pour permettre sa protection et sa mise en valeur tout en bonifiant son accessibilité.

La réalisation de projets structurants d'aménagement urbain a également nécessité des investissements dans les parcs, les espaces verts et les terrains de jeux, soit 6,4 M$ dans la réalisation du Campus Outremont et de ses abords, 6,0 M$ dans le projet de réaménagement du square Viger, qui s'inscrit dans la requalification du secteur Champ-de-Mars, 4,5 M$ dans le secteur de Griffintown, 1,8 M$ dans le réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada ainsi que 1,7 M$ dans le réaménagement du secteur de la Place des Arts et de l'îlot Clark, dans le Quartier des spectacles.

Afin de favoriser l'utilisation sécuritaire du vélo selon une approche de développement durable, un montant de 11,1 M$ a été consacré à la mise en œuvre du Réseau express vélo (REV) et au développement du réseau cyclable montréalais, qui atteint maintenant 968 km.

Soucieuse d'améliorer la qualité de ses espaces verts, la Ville a mis en place, en 2019, un nouveau programme de soutien aux 19 arrondissements afin d'offrir des sites conviviaux et accessibles, favorisant les activités de plein air, et par conséquent, d'améliorer la qualité de l'offre aux usagers. Ce

soutien aux arrondissements a permis d'investir 3,7 M$ pour rénover des parcs dans plusieurs arrondissements.

Par ailleurs, le programme de réfection des terrains de balle a fait l'objet d'un investissement de 4,3 M$ afin de maintenir le réseau des terrains de balle municipaux en bon état et d'assurer une offre de services de qualité aux Montréalais. Un montant de 3,9 M$ a également été investi dans le nouveau terrain de soccer-football à surface synthétique du Complexe sportif Marie-Victorin, inauguré en octobre 2019.

Pour leur part, les 19 arrondissements ont investi un total de 49,7 M$ dans des programmes de réfection et d'aménagement de parcs et d'aires de jeux.

AUTRES CATÉGORIES D'ACTIFS

Un montant de 105,7 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative à l'ameublement et aux équipements de bureau, en hausse de 22,0 M$ ou 26,3 % par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements ont été réalisés dans des projets liés aux technologies de l'information (92,0 M$) : 17,9 M$ pour les solutions d'affaires institutionnelles, 13,1 M$ pour la télécommunication et la radiocommunication, 12,9 M$ pour les solutions de sécurité publique et de justice, 11,5 M$ pour les solutions numériques de services aux citoyens et aux entreprises, 10,8 M$ pour les solutions aux utilisateurs, 10,6 M$ pour les solutions de gestion du territoire, 9,6 M$ pour les plateformes et les infrastructures, 2,9 M$ pour l'intelligence d'affaires, 2,2 M$ pour la sécurité de l'information ainsi que 0,5 M$ pour le bureau de projets.

Un montant de 47,9 M$ a été investi dans la catégorie d'actifs relative aux véhicules, en hausse de 12,5 M$ par rapport à l'exercice précédent. Un montant de 17,1 M$ a permis d'acheter et de remplacer des véhicules pour le Service de police et le Service de sécurité incendie. De plus, un montant de 28,3 M$ a contribué à renouveler la flotte de véhicules, de camionnettes et autres équipements spécialisés pour les services centraux et les arrondissements. Les véhicules sont prioritairement remplacés par des modèles 100 % électriques ou plus écologiques, selon les catégories. Soulignons que la Ville de Montréal possède 227 automobiles compactes 100 % électriques, ce qui la place au premier rang des municipalités canadiennes à ce chapitre.

Un montant de 21,3 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative à la machinerie, à l'outillage spécialisé et aux équipements, en baisse de 2,0 M$ par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements sont les suivants :

- 4,6 M$ pour le développement et l'optimisation du système de vélo en libre service BIXI;
- 3,0 M$ pour la mesure de la consommation d'eau;
- 3,0 M$ pour l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques;

- 1,4 M$ pour l'ensemble des 19 arrondissements.

Enfin, un montant de 21,2 M$ a été investi pour la catégorie des terrains et autres éléments d'actifs, en hausse de 9,3 M$ par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements en acquisition de terrains sont les suivants :

- 14,4 M$ pour le programme d'acquisitions stratégiques dans les secteurs prioritaires de planification;
- 3,0 M$ pour le développement d'installations sportives, à la suite de l'acquisition du Centre sportif St-Jean-Vianney.

IMPACT DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

Les projets et programmes d'immobilisations inscrits au PTI influencent le budget de fonctionnement par leurs modes de financement. En effet, différentes sources de financement sont requises par la Ville, entre autres des emprunts à long terme, afin qu'elle soit en mesure d'effectuer ses investissements. Les emprunts ainsi contractés constituent la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les charges prévues au budget de fonctionnement : c'est ce que l'on appelle le service de la dette.

Un autre mode de financement influence également le budget de fonctionnement, soit le paiement au comptant d'immobilisations.

Enfin, les frais d'exploitation liés à certains investissements en immobilisations influencent également le budget de fonctionnement. En effet, les charges concernant l'exploitation et l'entretien des infrastructures sont comptabilisées au budget de fonctionnement. Ainsi, toute nouvelle construction ou tout développement d'un nouvel élément des actifs de la Ville doit faire l'objet d'une analyse d'impact sur le budget de fonctionnement à court et long terme pour en mesurer les répercussions sur le cadre financier des prochaines années et établir les besoins de financement qui s'y rattachent.

ANALYSE DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

Cette section présente les principales réalisations liées aux investissements effectués par les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Tableau 89 – Dépenses d'immobilisations par unités d'affaires
(en milliers de dollars)

		Réel	
	2017	2018	2019
Services centraux			
Commission des services électriques	35 322,4	51 469,2	69 089,9
Concertation des arrondissements	12 752,1	2 014,9	3 021,1
Culture	21 954,3	19 834,8	31 351,9
Diversite et inclusion sociale	135,7	366,9	1 704,6
Eau	336 472,5	478 562,7	435 006,6
Environnement	9 634,9	14 576,2	42 289,9
Espace pour la vie	15 899,3	14 142,6	43 489,2
Gestion et planification immobilière	92 091,9	75 847,2	93 619,0
Grands parcs, mont Royal et sports	81 896,7	95 584,4	187 469,7
Habitation	1 566,6	26 938,5	6 757,7
Infrastructures du réseau routier	5 072,9	6 785,5	34 553,7
Matériel roulant et ateliers	34 909,9	38 803,0	50 098,6
Sécurité incendie	618,1	354,0	895,6
Société du parc Jean-Drapeau	29 368,1	97 310,9	54 162,0
Technologies de l'information	64 049,8	75 824,6	91 998,7
Urbanisme et mobilité	491 476,5	540 862,2	495 054,4
Autres ajustements	800,0	8 200,9	2 851,7
Total – Services centraux	**1 234 021,7**	**1 547 478,5**	**1 643 414,3**
Arrondissements			
Ahuntsic-Cartierville	12 595,4	9 540,2	4 765,0
Anjou	6 949,2	5 225,1	7 715,8
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	12 454,9	10 991,1	11 776,8
Lachine	2 030,7	2 584,2	3 018,3
LaSalle	9 889,1	8 704,5	9 769,2
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	5 951,4	1 737,4	1 464,9
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	13 925,7	11 979,2	5 228,3
Montréal-Nord	7 918,5	8 792,6	10 441,9
Outremont	1 962,0	1 605,3	5 483,5
Pierrefonds-Roxboro	4 828,5	9 687,9	11 230,9
Plateau-Mont-Royal	11 613,2	9 596,5	10 596,0
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	8 341,6	18 463,4	15 084,8
Rosemont–La Petite-Patrie	11 762,2	16 697,1	11 494,7
Saint-Laurent	23 657,4	14 129,9	13 537,6
Saint-Léonard	10 035,1	7 656,1	9 830,6
Sud-Ouest	10 134,7	5 298,8	11 085,2
Verdun	6 149,0	7 303,8	15 519,4
Ville-Marie	7 405,9	14 321,5	9 512,4
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	13 290,0	9 708,4	11 804,8
Total – Arrondissements	**180 894,5**	**174 023,0**	**179 360,1**
Total – Dépenses d'immobilisations	**1 414 916,2**	**1 721 501,5**	**1 822 774,4**

Les montants énumérés ci-après peuvent différer de ceux présentés dans la section relative aux investissements par catégories d'actifs. En effet, cette dernière se limitait aux investissements en fonction d'une seule catégorie d'actifs à la fois, alors que les réalisations retenues dans la prochaine section peuvent couvrir plusieurs catégories d'actifs.

SERVICES CENTRAUX

Les services centraux mettent de l'avant des projets et programmes qui sont destinés à la collectivité montréalaise ou qui nécessitent une expertise particulière. Par ailleurs, les services centraux appuient les arrondissements dans la réalisation de différents projets et programmes tels que les programmes de mise aux normes des arénas et des équipements aquatiques, les programmes de réfection des rues locales, le Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques, et d'autres. En 2019, un montant de 1,6 G$ a été consacré à différentes activités d'immobilisations, ce qui représente une croissance de 95,9 M$ ou 6,2 % par rapport à l'exercice précédent.

COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL : 69,1 M$

- Intégration des travaux de la CSEM à une vingtaine de projets de la Ville relatifs au réseau de conduits souterrains.
- Enlèvement de poteaux sur 6 km de rues.
- Coordination de réseaux sur 2 km de nouveaux ensembles résidentiels.

CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS : 3,0 M$

- Réaménagement des chemins d'accès et des chaussées dans divers sites à neige et réfection du dépôt à neige de la 46e Avenue, à Lachine, avec création d'un bassin pour mise aux normes et pavage du site, pour 2,5 M$.
- Réaménagement de la chute à neige Jules-Poitras, dans Saint-Laurent, pour 0,3 M$.
- Réalisation de plusieurs études de conception en vue d'aménagements en 2020 (bassin et accès à Ray-Lawson, chemin d'accès à la chute Verdun, etc.).

CULTURE : 31,4 M$

- Quartier des spectacles – Réaménagement du secteur de la Place des Arts et de l'esplanade Clark, pour 16,5 M$:
  - Poursuite du chantier de construction de la patinoire extérieure réfrigérée, d'un lieu public et d'un bâtiment multifonctionnel sur l'îlot Clark, pour 14,8 M$.
  - Services professionnels en architecture, ingénierie et architecture du paysage, pour 1,0 M$.
- Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID, pour 6,0 M$:

- Poursuite de la phase 3 de l'implantation du système de détection avec identification, pour 5,4 M$.

- Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques, pour 5,3 M$:
  - Fin du chantier de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque de Pierrefonds, pour 2,8 M$.
  - Contrat de services professionnels en architecture pour la bibliothèque L'Octogone, pour 0,9 M$.
  - Poursuite de l'implantation des laboratoires de fabrication numérique (*Fab Labs*), pour 0,7 M$.
  - Contrat de services professionnels en architecture pour la bibliothèque Maisonneuve, pour 0,7 M$.
- Programme d'acquisition et de valorisation d'équipements culturels, pour 2,0 M$:
  - Poursuite des travaux de réaménagement de la salle de spectacle de la maison de la culture Janine-Sutto (Frontenac), pour 1,3 M$.

DIVERSITÉ ET INCLUSION SOCIALE : 1,7 M$

- Programme d'aménagement urbain pour les enfants : mise en œuvre du nouveau programme en 2019; 4 projets retenus (LaSalle, Montréal-Nord, Le Plateau-Mont-Royal et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles) pour leur réalisation en 2020.
- Programmes Municipalité amie des aînés (MADA) et accessibilité universelle : réalisation d'investissements dans 16 arrondissements (Ahuntsic-Cartierville, Anjou, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, LaSalle, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Outremont, Pierrefonds-Roxboro, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Le Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension), pour 1,2 M$.
- Programme Quartier intégré RUI : achèvement des projets de 3 arrondissements (Ville-Marie, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Montréal-Nord), pour 0,5 M$.

EAU : 435,0 M$

- Protection de la sécurité et de la santé publiques et respect du cadre réglementaire :
  - Modernisation et entretien des actifs liés aux usines de production d'eau potable, pour 28,2 M$.
- Protection de l'environnement et respect du cadre réglementaire :
  - Réalisation d'investissements à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte et dans son réseau d'intercepteurs afin de maintenir les actifs en bon état, pour 19,6 M$.
  - Construction d'ouvrages de rétention afin de réduire les surverses d'eaux usées, pour 27,1 M$.
  - Réalisation d'investissements dans le projet visant la désinfection des eaux usées à l'ozone, pour 24,4 M$.

- Rattrapage du déficit de maintien des actifs afin de préserver leur état fonctionnel et d'assurer un service fiable en eau potable et eaux usées :
  - Renouvellement de conduites secondaires d'eau potable et d'eaux usées, pour 220,1 M$.
  - Réalisation d'investissements dans le réseau de conduites primaires d'eau potable, pour 40,0 M$.
  - Réalisation d'investissements dans le réseau de collecteurs d'égouts, pour 16,5 M$.
  - Mise à niveau des réservoirs Rosemont, Dollard-des-Ormeaux et McTavish, pour 41,6 M$.
- Amélioration et optimisation de la consommation et de la distribution d'eau potable :
  - Installation et mise en service de 2 400 compteurs dans les industries, les commerces et les institutions, pour 3,2 M$, pour un total de 19 400 compteurs installés à ce jour.

ENVIRONNEMENT : 42,3 M$

- Réalisation de plusieurs projets majeurs et innovants qui ont favorisé l'adoption de nouvelles pratiques et de nouvelles habitudes chez les citoyens et les entreprises, qui participent ainsi à la transition écologique.
- Mise en service, dans l'arrondissement de Lachine, d'un nouveau centre de tri des matières recyclables, à la fine pointe de la technologie, qui respecte les meilleurs standards internationaux, pour 22,7 M$ en 2019. Ce centre permettra de desservir l'ouest de l'île et de traiter 58 % du total des matières recyclables de l'agglomération de Montréal (près de 100 000 tonnes annuellement).
- Octroi de 2 contrats pour la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien de 2 centres de traitement des matières organiques (CTMO), pour 18,6 M$. Pour le CTMO de Saint-Laurent, la conception a été avancée et le site a été préparé en 2019 pour permettre le démarrage de la construction en 2020. La conception du CTMO de Montréal-Est a commencé en 2019.

ESPACE POUR LA VIE : 43,5 M$

- Investissements dans les programmes de maintien des actifs, pour 13,5 M$, notamment :
  - Biodôme : réfection des écosystèmes (murs, pochettes et filets) et de l'enveloppe extérieure, réparation de la dalle de béton extérieure, rénovation des sanitaires, mise aux normes des issues et autres travaux, pour 8,6 M$.
  - Jardin botanique : réaménagement des serres Louis-Dupire et du jardin de la pureté (volet phytotechnologique), réfection des bâtiments de la chaufferie du complexe C et des services annexes, rénovation des pergolas et des murets du restaurant, réaménagement des sentiers, des terrasses et de l'exposition permanente du Jardin de Chine et autres travaux, pour 4,2 M$.
  - Planétarium Rio Tinto Alcan, renouvellement des équipements techniques des théâtres, pour 0,4 M$.

- Trois grands projets en cours de réalisation, pour 30,0 M$:
  - *Migration du Biodôme*, pour 21,0 M$.
  - *Métamorphose de l'Insectarium*, pour 6,6 M$.
  - *Parcours phytotechnologique*, pour 2,4 M$.

GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE : 93,6 M$

- Acquisition de terrains à des fins municipales (parcs et bassin de rétention d'eau), pour 17,1 M$.
- Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, incluant le déménagement des effectifs, pour 16,9 M$.
- Restauration des casernes 16, 18, 30, 31, 48, 61 et 71, pour 9,2 M$.
- Aménagement de plus de 1 110 postes de travail dans divers immeubles administratifs, pour 5,1 M$.
- Acquisition du bâtiment du Club Garçons et Filles de LaSalle, pour 3,6 M$.
- Réfection du quartier général de la police et diverses interventions aux postes de quartier (PDQ) 13, 21, 39 et 49, pour 3,6 M$.
- Mise à niveau de l'atelier Viau et de la cour des Carrières, pour 3,4 M$.
- Réalisation de travaux d'améliorations locatives au MEM (Mémoire des Montréalais) et au 5800, rue Saint-Denis (Archives Montréal), pour 2,9 M$.
- Réalisation de travaux d'accessibilité universelle au stade Hébert, au Centre culturel Georges-Vanier ainsi qu'aux chalets des parcs Saint-Georges et Jeannotte, pour 2,6 M$.
- Agrandissement et rénovation du pôle multifonctionnel du Service de police, pour 2,1 M$.
- Réfection de la station de pompage Vincent-d'Indy, pour 2,1 M$.
- Restauration du Château Dufresne, pour 1,6 M$.
- Mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, pour 1,2 M$.
- Réalisation du projet de captation des gaz à la source, dans les casernes, pour 1,0 M$.
- Mise en œuvre du nouveau programme de réfection des chalets de parc, destiné aux arrondissements, pour 1,0 M$.

GRANDS PARCS, MONT ROYAL ET SPORTS : 187,5 M$

- Protection, réhabilitation et valorisation des milieux naturels, de la forêt urbaine ainsi que des espaces verts et publics de Montréal, pour 111,2 M$, comprenant notamment :
  - Création du plus grand parc municipal au Canada (3 000 hectares), le Grand parc de l'Ouest, pour 83,3 M$.

- Maintien et réhabilitation du réseau vert des grands parcs, incluant le parc La Fontaine, pour 10,6 M$.
- Ouverture au public de 6 hectares supplémentaires au parc Frédéric-Back, pour 8,8 M$.
- Mise en valeur du square Viger, pour 6,0 M$.
- Réhabilitation des espaces riverains du Réseau bleu, pour 1,9 M$.
- Aménagement d'un nouveau seuil à l'entrée du mont Royal, à l'intersection Cedar–Côte-des-Neiges, pour 0,3 M$.

- Réalisation d'investissements dans divers programmes et projets pour soutenir la pratique sportive ainsi que le développement et la mise aux normes des équipements sportifs, pour 76,3 M$, notamment :
  - Mise aux normes de 8 arénas, pour 44,7 M$.
  - Acquisition du Centre sportif et culturel St-Jean-Vianney, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour 15,0 M$.
  - Création de 2 nouveaux programmes de soutien aux arrondissements, qui ont permis d'améliorer 31 parcs locaux et installations sportives extérieures, pour 4,7 M$.
  - Réfection de 7 terrains de balle, pour 4,3 M$.
  - Aménagement d'un terrain de soccer synthétique au Complexe sportif Marie-Victorin, pour 3,8 M$.
  - Programme de construction d'équipements aquatiques sportifs afin de démarrer le chantier du complexe aquatique de Rosemont, pour 1,9 M$.
  - Mise aux normes d'équipements aquatiques, pour 1,3 M$.
  - Protection d'installations municipales, pour 0,2 M$

S'ajoute au bilan la réalisation de divers programmes de mise aux normes des équipements sportifs, où les arrondissements ont notamment agi comme requérant pour 16 installations aquatiques locales, pour 18,8 M$.

HABITATION : 6,8 M$

- Réalisation d'investissements nécessaires au développement immobilier, principalement liés aux projets Habitations Saint-Michel Nord (OMHM), Les Développements Bois-Franc (phase 3A-3) et Privico Modena, pour 3,5 M$.
- Réalisation d'investissements dans le développement du logement social et communautaire, majoritairement en lien avec les Habitations Jeanne-Mance, cédées à la Ville à coût nul en 2018 par le gouvernement du Québec, pour 2,4 M$.

- Réalisation de travaux de réaménagement et d'infrastructures au site du Faubourg Contrecœur, pour 0,9 M$.

INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER : 34,6 M$

- Reconstruction du boulevard Pie-IX afin de permettre la mise en fonction du système rapide par bus (SRB), pour 18,7 M$. Environ 70 % des travaux prévus sont terminés du côté ouest du boulevard Pie-IX (chaussée, trottoirs et utilité publique).
- Reconstruction du complexe Turcot, pour 15,5 M$. Les travaux de voirie sur la rue Notre-Dame (secteur Angrignon–Sainte-Anne-de-Bellevue), les voies locales du secteur ouest et le viaduc Angrignon ainsi que l'aménagement de la nouvelle intersection Pullman–Notre-Dame sont terminés. Réalisation à 70 % du boulevard De La Vérendrye et des rues locales du secteur sud (Hadley, Eadie, Saint-Rémi et Angers).

MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS : 50,1 M$

- Acquisition de véhicules de remplacement, pour 29,9 M$.
- Acquisition de divers types de véhicules pour le Service de sécurité incendie, incluant 8 camions autopompes et 6 camions à échelle, pour 13,0 M$.
- Acquisition de plusieurs véhicules pour le Service de police, incluant 60 véhicules de patrouille, pour 4,1 M$.
- Acquisition de 14 voiturettes-aspirateurs, en lien avec le programme d'expérimentation des produits écoresponsables, pour 1,5 M$.
- Acquisition d'équipements mécaniques spécialisés, pour 1,4 M$.
- Construction ou remplacement de postes d'essence, pour les cours des arrondissements de Saint-Laurent et du Sud-Ouest, pour 0,2 M$.

SÉCURITÉ INCENDIE : 0,9 M$

- Acquisition de séchoirs portatifs pour les habits de combat afin de réduire les risques liés aux maladies professionnelles des pompiers, pour 0,6 M$.
- Acquisition de 3 analyseurs portables Hazmat ID Élite afin d'analyser et de contrôler rapidement les produits toxiques, pour 0,2 M$.
- Achat de divers équipements incendie, pour 0,1 M$.

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU : 54,2 M$

- Programme de protection des actifs, pour 14,3 M$:
  - Réfection de la station de filtration de la plage Jean-Doré, pour 4,5 M$.
  - Réfection de la toiture et mise aux normes du Musée Stewart, pour 1,9 M$.
  - Mise aux normes du circuit Gilles-Villeneuve, pour 1,7 M$.
  - Installation de la fibre optique sur l'île Notre-Dame, pour 1,0 M$.
  - Réfection des infrastructures électriques, pour 0,7 M$.
- Projets de legs du 375e anniversaire de Montréal et autres projets, pour 39,9 M$:
  - Réfection des installations liées au Grand Prix de Formule 1 du Canada, pour 24,1 M$.
  - Aménagement et construction de l'allée Calder et de l'amphithéâtre, dans le cadre du Plan d'aménagement et de la mise en valeur de la section sud de l'île Sainte-Hélène, pour 15,8 M$.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION : 92,0 M$

- Plateformes et infrastructures, pour 9,6 M$:
  - Rehaussement du niveau de plus de 1 000 serveurs Linux et Windows, représentant 70 % des infrastructures informatiques de la Ville.
  - Rehaussement du niveau du centre de données de l'édifice Brennan, amenant la Ville à utiliser seulement 3 centres de données majeurs.
- Sécurité de l'information, pour 2,2 M$:
  - Début du déploiement et de l'intégration d'une solution d'authentification unique rehaussée pour toutes les applications.
  - Amélioration du processus d'octroi des accès pour les nouveaux employés, en collaboration avec le SRH.
- Solutions d'affaires institutionnelles, pour 17,9 M$:
  - Déploiement d'un nouveau système de paie des policiers du Service de police.
  - Mise en place d'un nouveau système de comptabilisation des recettes diverses et des encaissements.
  - Déploiement d'un nouveau module d'entretien correctif de l'application mobile d'entretien des immeubles.
  - Mise en place d'interfaces pour assurer l'intégration du nouvel assureur de la Ville.
- Solutions aux utilisateurs, pour 10,8 M$:

- Déploiement de la « suite » Google : remplacement de la messagerie, de l'agenda et des contacts d'IBM Notes par les applications Google correspondantes, les outils de la suite bureautique ainsi que les outils de clavardage et de vidéoconférence.

- Solutions de gestion du territoire, pour 10,6 M$:
  - Début du déploiement de la gestion des actifs du Service de l'eau dans les arrondissements.
  - Création d'une carte interactive des entrées de service d'eau en plomb et application de marquage sur rue.
  - Déploiement d'équipements informatiques dans le nouveau bâtiment de la Direction de l'eau potable (DEP), à l'usine Atwater.
- Solutions pour la sécurité publique et la justice, pour 12,9 M$:
  - Rehaussement du niveau du système de gestion des empreintes digitales.
  - Mise en place d'un tableau de bord au Service de sécurité incendie (SIM) pour le suivi opérationnel et le temps de réponse.
  - Déploiement d'une solution de vidéo comparution dans les centres opérationnels du SPVM pour la comparution des détenus à la cour municipale.
  - Mise en place de la consultation numérique du rôle (salles d'audience) à la cour municipale.
  - Modernisation complète de la Répartition assistée par ordinateur (RAO) du SIM.
- Télécommunication et radiocommunication, pour 13,1 M$:
  - Déploiement d'outils de communication pour l'ensemble de la flotte de camions d'incendie.
  - Modernisation des communications numériques (modems cellulaires du SIM) pour les communications avec la RAO.
  - Déploiement du WiFi corporatif, contribuant ainsi à l'amélioration de la mobilité, de l'efficacité et des opérations des employés.
- Solutions numériques pour les services aux citoyens et les entreprises, pour 11,5 M$:
  - Déploiement de **Montréal.ca** et amélioration des services aux citoyens numériques, qui permettent maintenant un accès en ligne pour l'obtention de permis animaliers, d'occupation temporaire du domaine public, de rénovation extérieure, d'abattage d'arbres, d'installation de piscines, etc.
  - Déploiement de services en ligne pour les demandes de consultation publique, l'obtention de billets pour les musées de l'Espace pour la vie et l'inscription à des activités de loisirs.
  - Poursuite de la transformation numérique par la création de composantes transversales : gestion des accès, commerce en ligne, outil pour les formulaires et évolution du dossier citoyen intégré.
- Intelligence d'affaires, pour 2,9 M$:

- Mise en production de l'outil corporatif d'analytique et de visualisation des données de la Ville.

- Bureau de projets, pour 0,5 M$:
  - Rehaussement du niveau de l'écosystème de gestion de projets du service Jira-Confluence.

URBANISME ET MOBILITÉ : 495,1 M$

- Maintien des actifs de voirie : investissement de 283,6 M$ pour, notamment, réhabiliter, reconstruire ou réaménager 197 km de rues et pour réhabiliter 8 structures routières.
- Poursuite de la réalisation de projets structurants destinés, entre autres, à améliorer la convivialité des lieux ainsi que la sécurité des déplacements, tout en assurant le réaménagement géométrique du réseau artériel, pour 71,7 M$: les rues Sainte-Catherine Ouest, Saint-Hubert, Jarry Est et Laurentien-Lachapelle ainsi que le Quartier des gares et le Quartier latin.
- Réalisation de grands projets de requalification urbaine, pour 48,6 M$, notamment : le site du Campus Outremont et ses abords, le quartier de Griffintown, Le Triangle et des abords de l'autoroute Ville-Marie.
- Acquisition de mobilier d'éclairage et mise à niveau de l'éclairage des rues, pour 32,7 M$.
- Mise aux normes et amélioration de feux de circulation, pour 15,5 M$.
- Déploiement du Réseau express vélo (REV) et du réseau cyclable, pour 13,0 M$: ajout de 23 km de voies cyclables et de plus de 15 km de bandes de protection contre l'emportiérage et aménagement de la première vélorue sur la rue Saint-André.
- Réalisation de projets patrimoniaux, pour 10,5 M$, notamment : le réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada, l'aménagement de la rue Saint-Paul, la mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux, le plan lumière ainsi que le réaménagement du domaine public de la rue Saint-François-Xavier.
- Déploiement de systèmes de transport intelligents ou utilisant les nouvelles technologies (caméras et détecteurs pour améliorer l'exploitation du réseau, jalonnement dynamique des stationnements, préemption pour autobus et véhicules d'incendie, notamment), pour 6,1 M$.
- Extension du réseau BIXI Montréal à 6 autres arrondissements (Anjou, Lachine, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Saint-Laurent, Saint-Léonard) et acquisition de 1 000 vélos traditionnels ainsi que de 100 vélos à assistance électrique, pour 4,6 M$.
- Acquisition et installation de 104 bornes de recharge, pour 3,0 M$.

ARRONDISSEMENTS

Les arrondissements, au moyen des budgets qui leur sont réservés dans le cadre du PTI 2019-2021, investissent dans les éléments des actifs touchant les services de proximité destinés aux citoyens. Pour 2019, un montant de 179,4 M$ a été consacré à diverses activités d'immobilisations, ce qui représente une hausse de 5,3 M$ ou 3,1 % par rapport à l'exercice précédent.

AHUNTSIC-CARTIERVILLE : 4,8 M$

- Pavage et reconstruction de différents tronçons, incluant l'aménagement de 57 saillies de trottoirs permettant de sécuriser les intersections, pour 1,9 M$.
- Stabilisation des berges et aménagement du parc Nicolas-Viel, pour 1,3 M$.
- Réalisation de travaux de mise aux normes à l'aréna Marcellin-Wilson et au Complexe Sophie-Barat, pour 0,5 M$.
- Réalisation de travaux d'aménagement au parc et au stationnement Raimbault, pour 0,4 M$.
- Construction d'un abri pour la surfaceuse, à la patinoire Bleu, Blanc, Bouge, pour 0,4 M$.
- Protection de divers bâtiments, pour 0,2 M$.

ANJOU : 7,7 M$

- Mise aux normes de l'aréna Chénier, pour 1,8 M$.
- Réaménagement du parc de Verdelles, pour 1,5 M$.
- Finalisation de l'acquisition d'un terrain pour la maison de la culture, pour 1,2 M$.
- Rénovation de divers bâtiments, pour 1,0 M$.
- Réfection de la cour de l'édifice des travaux publics, pour 0,7 M$.
- Réfection de rues et de trottoirs, pour 0,5 M$.
- Installation d'une clôture sur la piste cyclable du Haut-Anjou, pour 0,2 M$.

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE : 11,8 M$

- Réalisation de travaux dans divers bâtiments municipaux, comme la bibliothèque interculturelle (BIC), le centre de ressources communautaires de Côte-des-Neiges, de même que le manoir et le centre communautaire Notre-Dame-de-Grâce, pour 4,7 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière local, comprenant la réfection de trottoirs, pour 2,3 M$.
- Agrandissement du chalet de parc de la Savane, pour 1,9 M$.

- Réalisation de mesures d'apaisement de la circulation, incluant les travaux de réaménagements géométriques aux abords de 4 écoles, pour 1,8 M$.
- Réaménagement du parc à chiens du parc Notre-Dame-de-Grâce, pour 0,4 M$.
- Finalisation des travaux de mise aux normes de la pataugeoire du parc Trenholme, pour 0,3 M$.
- Lancement des travaux de réaménagement du centre administratif de l'arrondissement (5160, boulevard Décarie), comprenant le bureau d'Accès Montréal, la mairie, les bureaux ainsi que l'aménagement d'une nouvelle salle de conseil, pour 0,2 M$.
- Aménagement d'un terrain de cricket au parc Van Horne, pour 0,1 M$.

LACHINE : 3,0 M$

- Réfection de rues, de trottoirs et de bordures, pour 0,9 M$.
- Réfection des toitures, escaliers extérieurs et échelles de toit de divers bâtiments municipaux, pour 0,6 M$.
- Achat de mobilier urbain et installation dans les parcs riverains, pour 0,4 M$.
- Réfection du système d'éclairage routier, pour 0,3 M$.
- Aménagement du parc Pominville (phase II : décontamination), pour 0,2 M$.
- Réparation du mur de fondation du garage du centre technique, pour 0,2 M$.
- Ouverture du Centre de pédiatrie sociale Fernand-Laplaine, pour 0,1 M$.
- Réalisation de travaux d'aménagement de dos d'âne, d'installation de signalisation et de marquage dans diverses rues de l'arrondissement, pour 0,1 M$.

LASALLE : 9,8 M$

- Renouvellement des parcs, comprenant la reconstruction ainsi que le réaménagement de la piscine et du pavillon des baigneurs du parc Lacharité, la démolition du parc Ménard pour sa réhabilitation complète, le réaménagement complet du parc Dalmany, comprenant l'ajout de jeux d'eau, le réaménagement du parc G.-Melatti, l'aménagement d'un quatrième parc canin au parc Mohawk et la réfection des sentiers piétonniers du parc riverain, entre les arrondissements Verdun et Lachine, pour 4,6 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection des bâtiments, notamment pour la réfection du dôme et du toit et le remplacement de l'ascenseur de la mairie, la réfection des vestiaires du complexe aquatique Michel-Leduc ainsi que le début des travaux de mise aux normes du Centre sportif Dollard-St-Laurent, pour 3,1 M$.

- Mise en œuvre du programme de réfection routière avec travaux de pavage et de reconstruction sur différents tronçons de chaussées et de trottoirs permettant d'améliorer l'état du réseau routier local, pour 1,4 M$.
- Réalisation de travaux de démolition pour le projet *Quartier culturel 13 Strathyre*, pour 0,7 M$.

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève : 1,5 M$

- Pavage et reconstruction de différents tronçons de chaussées et de trottoirs permettant d'améliorer l'état du réseau routier local, pour 0,7 M$.
- Mise en œuvre du programme de réaménagement de parcs, pour 0,4 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection des bâtiments, pour 0,3 M$.
- Acquisition d'équipements informatiques, pour 0,1 M$.

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve : 5,2 M$

- Mise en œuvre du programme de réaménagement de parcs, comprenant le réaménagement du parc de l'Ancienne-Pépinière, le réaménagement de la pataugeoire en jeux d'eau et celui des aires de jeu du parc Saint-Donat, la réfection du jeu de pétanque du parc Sainte-Claire, le réaménagement des parcs Hector-Vinet et Juliette-Huot, le remplacement des tableaux de pointage et du panneau d'alimentation du parc Louis-Riel, l'aménagement d'un nouveau jeu d'eau au parc Raymond-Préfontaine et l'achat d'éléments d'éclairage pour différents parcs, pour 2,5 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière, comprenant la conception et la reconstruction de trottoirs et l'aménagement d'avancées de trottoirs, pour 1,4 M$.
- Mise en œuvre du programme de protection des bâtiments, comprenant la poursuite de la mise aux normes de l'aréna Saint-Donat, la rénovation de la maison de la culture Mercier (sièges de l'auditorium, régie, plancher et câblage), l'ajout de serpentins à la bibliothèque Mercier et la réfection des vestiaires du pavillon des baigneurs de la piscine Maisonneuve, pour 0,9 M$.
- Mise en œuvre du programme d'apaisement de la circulation (dos d'âne, avancées de trottoirs et passages piétons surélevés), comprenant l'aménagement d'un parcours des écoliers sur l'avenue Pierre-De Coubertin ainsi que l'aménagement de plusieurs ruelles vertes, incluant l'aménagement de 3 ruelles en pavés drainants pour prolonger la promenade Luc-Larivée jusqu'au parc Hochelaga, pour 0,3 M$.
- Mise en œuvre du programme d'acquisition d'équipements, comprenant l'achat d'une console de son, d'un ordinateur studio et périphériques ainsi que de matériel d'éclairage pour la maison de la culture Maisonneuve, et l'achat d'équipements pour l'accessibilité universelle de la piscine Pierre-Lorange, pour 0,1 M$.

MONTRÉAL-NORD : 10,4 M$

- Construction d'un pavillon au parc Henri-Bourassa, pour 2,7 M$.
- Réfection de 5,35 km de rues et de 10 944 m^2 de trottoirs, construction de 92,65 ml de fosses de plantation et de 67 saillies et ajout de 1,3 km au réseau cyclable, pour 2,3 M$.
- Mise aux normes de la piscine Henri-Bourassa, pour 1,6 M$.
- Aménagement de scènes extérieures aux parcs Gouin et Eusèbe-Ménard, et rénovation du chalet de parc Aimé-Léonard, pour 1,2 M$.
- Mise aux normes de bâtiments administratifs, pour 0,5 M$.
- Mise aux normes de l'aréna Rolland, pour 0,4 M$.
- Réfection de la toiture des garages municipaux, pour 0,4 M$.
- Aménagement du parc et du chalet de service du parc Sabrevois, pour 0,4 M$.
- Mise aux normes de piscines et aires de jeux de différents parcs, pour 0,3 M$.
- Acquisition d'un terrain à des fins de parcs et d'espaces publics, pour 0,2 M$.
- Aménagement de 4 nouvelles ruelles vertes, pour 0,2 M$.
- Aménagement de différents espaces publics, pour 0,1 M$.
- Réaménagement du bureau Accès Montréal (BAM), pour 0,1 M$.

OUTREMONT : 5,5 M$

- Réfection routière et reconstruction de trottoirs, pour 2,3 M$:
  - Reconstruction de sections de trottoirs, incluant la traverse piétonne devant le Collège Stanislas et l'école Guy-Drummond.
  - Réfection des avenues Dunlop, Durocher, Duchastel et Maplewood.
  - Implantation de mesures d'apaisement de la circulation sur l'avenue Champagneur, entre Bernard et Saint-Viateur.
  - Construction de dos d'âne allongés sur diverses rues de l'arrondissement.
- Mise aux normes de la piscine John-F. Kennedy, pour 1,8 M$:
  - Mise à niveau du système de filtration.
  - Amélioration locative et travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, au pavillon des baigneurs.
- Réfection de l'enveloppe extérieure et de la fenestration de la Maison des jeunes, pour 0,4 M$.

- Mise aux normes du système de réfrigération de l'aréna du Centre communautaire intergénérationnel (CCI), pour 0,3 M$.
- Mise aux normes de l'aire de jeux du parc John-F. Kennedy, pour 0,2 M$.
- Restauration de l'enveloppe extérieure et de la fenestration du chalet du parc Pratt – services professionnels, pour 0,1 M$.

PIERREFONDS-ROXBORO : 11,2 M$

- Aménagement d'un troisième terrain de soccer-football synthétique au centre George Springate, pour 3,4 M$.
- Achèvement de la revitalisation du port de plaisance, pour 2,1 M$.
- Aménagement du passage culturel à l'arrière de la bibliothèque et à l'avant de la mairie, pour 1,4 M$.
- Finalisation de la mise aux normes de la piscine Versailles, pour 1,3 M$.
- Finalisation de la rénovation et de l'agrandissement de la bibliothèque de Pierrefonds, pour 1,2 M$.
- Construction de jeux d'eau au parc Cyril-W.-McDonald, pour 0,5 M$.

PLATEAU-MONT-ROYAL : 10,6 M$

- Mise en œuvre du programme de protection des bâtiments, comprenant notamment la mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, la réfection des piscines Laurier et Baldwin, la réfection de la toiture du gymnase du Centre multiethnique et des enclos de béton, à la cour de voirie Bercy, pour 4,7 M$.
- Mise en œuvre du programme de réaménagement des infrastructures, incluant notamment l'aménagement de l'intersection Fairmount – Saint-Dominique, le réaménagement géométrique des rues Bagg, Napoléon, Marie-Anne Est, Parthenais, De Lanaudière et Jeanne-Mance, ainsi que des projets de verdissement et d'aménagement de saillies, pour 3,4 M$.
- Mise en œuvre du programme de réaménagement des parcs, principalement par la poursuite des travaux d'aménagement du *skatepark*, l'aménagement des parcs Devonshire et Hirsch-Wolofsky, l'aménagement de la terrasse Mercure ainsi que la déminéralisation des terrains vacants, pour 1,2 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière, pour 0,9 M$.

RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES : 15,1 M$

- Construction d'une piscine et d'un chalet au parc Hans-Selye, pour 4,4 M$.
- Réfection routière et réaménagement de rues, pour 2,2 M$.

- Réaménagement des terrains de baseball des parcs Sainte-Marthe, Clémentine-De La Rousselière et Daniel-Johnson, pour 1,7 M$.
- Mise en valeur de la rivière des Prairies, notamment aux parcs du Moulin-du-Rapide et André-Corbeil-Dit-Tranchemontagne, pour 1,5 M$.
- Réalisation de divers travaux d'aménagement dans des parcs, tels que Gérard-Picard, de la Coulée-Grou, Daniel-Johnson, Saint-Georges, Renée-Vautelet et Saint-Marcel, et dans les jardins communautaires, pour 1,2 M$.
- Réalisation de divers travaux de réfection dans les centres de loisirs et communautaires, notamment pour les glissades du centre aquatique de Rivière-des-Prairies et pour le stationnement écologique de l'aréna Rodrigue-Gilbert, pour 1,0 M$.
- Construction d'un pavillon au parc Clémentine-De La Rousselière, pour 1,0 M$.
- Réaménagement de terrains de soccer, particulièrement ceux des parcs Daniel-Johnson et Saint-Marcel, pour 0,6 M$.
- Réalisation de la phase 2 de l'aménagement de la plage de l'Est, pour 0,6 M$.
- Acquisition d'un terrain à des fins de parc, pour 0,5 M$.
- Mise en œuvre du programme de protection des cours de services, pour 0,2 M$.
- Mise en œuvre du programme de travaux d'infrastructures dans les nouveaux secteurs résidentiels, pour les projets de développement Pointe-Est, Le Modéna, Rue Forsyth et Joseph-Morin, pour 0,1 M$.
- Avancement du projet Espace Rivière, pour 0,1 M$.

ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE : 11,5 M$

- Poursuite de la mise en œuvre du Plan local de déplacement (incluant de nombreuses mesures d'apaisement de la circulation), pour 2,6 M$.
- Aménagement permanent de l'avenue Shamrock et de la place du Marché, pour 1,5 M$.
- Réfection du chalet et réaménagement de l'aire de jeux sud au parc du Père-Marquette, pour 1,0 M$.
- Transformation de la pataugeoire du parc de la Cité-Jardin en jeux d'eau, pour 0,9 M$.
- Aménagement d'un sentier, installation de mobilier, réfection et éclairage des terrains de tennis et aménagement de 4 terrains de tennis léger (*pickleball*) au parc Beaubien, pour 0,8 M$.
- Réaménagement intérieur du centre Masson, pour 0,6 M$.
- Mise aux normes du système de réfrigération, réfection structurale et ajout d'un humidificateur au Centre Étienne-Desmarteau, pour 0,5 M$.

- Réfection des sanitaires du chalet du parc Saint-Édouard, pour 0,5 M$.
- Aménagement de 5 nouvelles ruelles vertes, pour 0,1 M$.

SAINT-LAURENT : 13,5 M$

- Construction d'infrastructures pour de nouveaux secteurs résidentiels : Jean-Gascon (phases 2A et 3), pour 5,3 M$.
- Amélioration et aménagement de parcs (Saint-Laurent, Marcel-Laurin, Bourbonnière, Guillaume-Bruneau, Urgel-Eugène-Archambault, Houde, MADA – quartier Chameran), pour 1,9 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière et de conversion à la DEL, pour 1,8 M$.
- Réfection partielle de la bibliothèque du Vieux-Saint-Laurent, pour 1,8 M$.
- Réalisation de rénovations majeures à l'aréna Raymond-Bourque, pour 0,9 M$.
- Aménagement (poursuite de la première phase) des projets Secteur Bois-Franc, Éco-campus Hubert-Reeves et bassin du ruisseau Bertrand, pour 0,8 M$.
- Réfection des composantes électromécaniques de la mairie d'arrondissement, pour 0,8 M$.
- Rénovation des ateliers municipaux, incluant la sécurisation des entrées, la ventilation ainsi que la climatisation et la cour arrière, pour 0,2 M$.

SAINT-LÉONARD : 9,8 M$

- Réalisation d'investissements dans le programme de protection des centres de loisirs, communautaires et administratifs, pour 4,9 M$:
  - Projet de mise aux normes des vestiaires, du pavillon des sauveteurs et du système de filtration de la piscine du parc Ladauversière, pour 1,7 M$.
  - Réfection du système de déshumidification, de ventilation et de climatisation du complexe aquatique de Saint-Léonard, pour 1,7 M$.
  - Mise aux normes des vestiaires et du système de filtration de la piscine du parc Garibaldi, pour 1,2 M$.
- Réalisation d'investissements locaux dans le programme de réfection de rues et trottoirs et d'éclairage, pour 2,1 M$.
- Réalisation d'investissements dans le programme d'amélioration des aires de jeux, pour 1,9 M$:
  - Poursuite des travaux d'aménagement des bassins de rétention du Domaine Chartier en vue de la création du parc Ermanno-La Riccia, pour 0,6 M$.
  - Réfection des terrains de tennis des parcs Coubertin et Luigi-Pirandello, pour 0,2 M$.

- Aménagement d'un nouveau parc de planche à roulettes (*skatepark*) de type plaza au parc Delorme, pour 0,2 M$.
- Installation de nouveaux jeux d'eau au parc Coubertin, pour 0,2 M$.

- Réaménagement majeur des espaces administratifs et du bureau Accès Montréal (BAM) de la mairie d'arrondissement à des fins de mise aux normes et de regroupement d'activités, pour 1,0 M$.

SUD-OUEST : 11,1 M$

- Réalisation d'investissements dans la mise aux normes des installations et le développement immobilier, pour 6,5 M$, notamment :
  - Piscine Georges-Étienne Cartier, pour 3,7 M$.
  - Construction du Pavillon des aînés de Pointe-Saint-Charles, pour 2,2 M$.
  - Début des travaux de mise aux normes des systèmes de réfrigération des arénas du Complexe Gadbois, pour 0,3 M$.
  - Ascenseur de la bibliothèque Georges-Vanier, pour 0,2 M$.
- Réalisation de plusieurs interventions dans les parcs, pour 3,9 M$, notamment :
  - Transformation des pataugeoires Vinet, Campbell-Ouest et Saint-Gabriel en jeux d'eau, pour 2,1 M$.
  - Réaménagement du parc de la Traite-des-Fourrures, pour 0,8 M$.
  - Parc des Jazzmen (sentier de la Bourgogne) et parc Charles-Drew, pour 0,5 M$.
  - Aménagement d'un espace pour les jeux d'échecs en plein air au parc Daisy-Peterson-Sweeney, pour 0,2 M$.
- Réalisation d'investissements dans les infrastructures urbaines, incluant diverses mesures d'apaisement de la circulation, pour 0,7 M$, notamment :
  - Création d'îlots de fraîcheur à la suite de travaux d'aménagement paysager dans 6 ruelles vertes, à savoir les ruelles d'Yamaska, Liverpool, Jogues, Hurteau, Victor-Rousselot et Sainte-Marie, pour 0,4 M$.
  - Réfection et construction de trottoirs, de chaussées et de saillies sur plusieurs rues ainsi que divers aménagements, pour 0,3 M$.

VERDUN : 15,5 M$

- Poursuite du projet de l'auditorium, pour 8,9 M$.
- Finalisation du projet de la plage urbaine de Verdun, pour 3,4 M$.
- Programme de réfection routière, pour 1,9 M$:

- Réfection des rues Melrose et Godin.
- Réfection des ruelles vertes Evelyn-Gertrude, de l'Église-Galt, 3e Avenue-Victor.
- Installation des lampadaires sur la piste cyclable de L'Île-des-Sœurs.
- Ajout de 16 saillies de trottoir, de 54 dos d'âne et de 11 arrêts pour favoriser les déplacements en transports actifs.

- Parcs et places publiques de l'arrondissement, pour 0,9 M$:
  - Réaménagement et modernisation des équipements du parc Duquette.
  - Aménagement du pourtour du parc-école des Marguerite, au parc Elgar.
  - Réfection partielle des espaces de jeux du parc de la Fontaine.
  - Changement des équipements des jeux au parc Marin.
- Protection des bâtiments, pour 0,3 M$.

VILLE-MARIE : 9,5 M$

- Travaux de réaménagement des parcs, pour 5,9 M$:
  - 1,4 M$ pour le réaménagement du parc des Joyeux-Vikings.
  - 1,2 M$ pour le réaménagement du parc Sainte-Marie.
  - 0,9 M$ pour le réaménagement des parcs Saint-Jacques, Robert-Prévost et Messier ainsi que la place Jean-Paul-Riopelle.
  - 0,7 M$ pour l'aménagement du parc Prudence-Heward.
  - 0,6 M$ pour l'aménagement de la partie sud du parc Raymond-Blain.
- Réfection routière, pour 2,4 M$.
- Protection des bâtiments, pour 0,7 M$, notamment 0,6 M$ pour la rénovation de la salle de spectacle de la maison de la culture Janine-Sutto.
- Création d'îlots de fraîcheur dans le secteur de l'école Jean-Baptiste-Meilleur, dans le cadre du programme Accès jardins, pour 0,3 M$.
- Installation de toilettes publiques, pour 0,1 M$.

VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION : 11,8 M$

- Poursuite du programme de réfection routière permettant d'améliorer l'état du réseau routier local, pour 3,7 M$.
- Mise aux normes des systèmes de réfrigération de l'aréna Saint-Michel, pour 3,3 M$.
- Finalisation des aménagements des parcs Saint-Damase et Jean-Marie-Lamonde, pour 0,8 M$.
- Réaménagement intérieur et amélioration de la sécurité du clos de voirie Saint-Michel, pour 0,7 M$.
- Remplacement du système de chauffage et réfection de la toiture au Centre Patro Le Prevost, pour 0,6 M$.
- Réaménagement intérieur du Centre Patro Le Prevost pour l'accueil d'organismes communautaires, pour 0,5 M$.
- Aménagement de la place du Centenaire-de Parc-Extension, pour 0,3 M$.
- Début du réaménagement du parc Nicolas-Tillemont, pour 0,3 M$.
- Ajout de systèmes d'éclairage aux terrains de basketball et multisports du parc Champdoré, pour 0,2 M$.
- Finalisation des travaux de réfection du système de chauffage et de la plomberie (eau chaude) au Centre Jean-Rougeau, pour 0,2 M$.
- Réaménagement partiel de la salle de diffusion du Centre William-Hingston, pour 0,1 M$.

Dette et financement

2019

Encadrement financier et stratégies de financement



ENCADREMENT FINANCIER ET STRATÉGIES DE FINANCEMENT

ENCADREMENT FINANCIER

La Ville de Montréal a recours à l'emprunt pour financer une partie de ses investissements. Cela implique que la Ville doit faire des choix parce qu'elle ne peut pas s'endetter outre mesure, bien qu'il n'y ait pas de limite légale à son pouvoir d'emprunt. La Ville a donc élaboré une stratégie financière qui tient compte notamment de son endettement. C'est dans cet esprit qu'elle a présenté, au budget de 2004, sa politique de gestion de la dette.

Rappelons que cette politique a pour but :

- de définir les objectifs de la gestion de la dette;
- de rendre plus systématique le processus de prise de décision;
- d'assurer la cohérence en introduisant discipline et continuité dans le processus de décision en matière d'endettement;
- de doter la Ville d'un encadrement permettant de maintenir, voire d'améliorer sa situation financière.

La politique de gestion de la dette fixe également certaines balises essentielles à de bonnes pratiques de gestion. Ces dernières composent l'encadrement financier et sont résumées dans le tableau suivant.

Tableau 90 – Encadrement financier

Balises	Définitions	Objectifs	Limite
Dette directe et indirecte nette / Revenus annuels	Solde de la dette nette par rapport aux revenus annuels	Limiter le niveau de la dette	Limiter le niveau de la dette directe et indirecte nette à 100 % des revenus annuels
Coût annuel net de la dette / Dépenses de fonctionnement	Coût net de la dette par rapport à l'ensemble des charges, du financement et des affectations	Limiter le coût net de la dette	Limiter le coût annuel net de la dette à la charge des contribuables à 16 % des dépenses de fonctionnement
Réserves de fonds (Surplus affectés)	Excédents annuels cumulés des revenus sur les dépenses, réservés à des fins particulières	Créer des réserves suffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues	Aucune
Réserve financière pour le paiement accéléré de la dette		Prévoir à même les frais financiers une contribution volontaire devant servir à rembourser la dette	5 M$ + une hausse minimum de 10 % par année et affecter 50 % des économies d'intérêts pour rembourser la dette
Dette nette / Potentiel fiscal	Solde des emprunts contractés par la Ville et à la charge de celle-ci par rapport à la capacité qu'a la Ville de générer des revenus	Éviter que la dette augmente plus rapidement que la capacité qu'a la Ville de générer des revenus	Aucune
Dette par habitant	Niveau d'endettement net par habitant	Déterminer le niveau de la dette par habitant	Aucune

STRATÉGIES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

En 2019, diverses sources de financement autres que l'emprunt ont servi à financer les dépenses de 1,9 G$ imputées aux différents règlements d'emprunt, tel que le présente le tableau suivant.

Tableau 91 – Sources de financement et répartition des dépenses[1]

(en millions de dollars)

	2017	2018	2019
Paiement au comptant d'immobilisations et autres			
Réserve pour le paiement au comptant d'immobilisations	267,7	356,5	-
Réserve Eau	77,1	69,6	84,2
Réserve du fonds d'amort. - Politique gestion dette	-	-	-
Autres Paiements au comptant[2]	40,9	49,8	51,2
Sous-total paiement au comptant	**385,7**	**475,9**	**135,4**
Subventions gouvernementales			
Subventions différées [3]	150,4	106,3	119,4
Subventions comptant[4]	165,3	91,7	39,2
Sous-total subventions gouvernementales	**315,7**	**198,0**	**158,6**
Total des autres sources de financement	**701,4**	**673,9**	**294,0**
Dépenses 2019 à financer par emprunts	**810,0**	**1 105,5**	**1 631,0**
Total – Montant global imputé à l'activité d'investissement en 2019	**1 511,4**	**1 779,4**	**1 925,0**
Répartition des dépenses			
Dépenses d'immobilisations [2]	1 414,9	1 699,4	1 823,9
Dépenses de fonctionnement	99,0	67,8	69,7
Propriétés acquises à des fins de revente	(2,5)	12,2	31,4
Dépenses totales imputées à l'activité d'investissement	**1 511,4**	**1 779,4**	**1 925,0**

1. Pour l'ensemble des dépenses qui y sont imputées (immobilisations, fonctionnement et autres).
2. Inclut un montant pour des travaux effectués pour des tiers et pour lesquels la Ville se fait rembourser.
3. En 2017, inclut un montant de 14,5 M$ provenant de la reclassification des subventions qui sont reliées à la dette en subventions différées, à la suite de la modification en 2015 de la stratégie de financement des projets afférents.
4. En 2017, exclut une reclassification de 20,3 M$ en provenance des revenus divers.

STRATÉGIE DE PAIEMENT AU COMPTANT (PCI)

Auparavant, la Ville finançait par emprunts la majorité de ses investissements. Depuis 2014, elle a opté pour une stratégie visant à accroître substantiellement, d'année en année, la portion des investissements qui seront financés au comptant. Au 31 décembre 2019, un montant de 375,4 M$ est réservé pour le paiement au comptant de dépenses d'investissement encourues à cette même date.

SUBVENTIONS DETTES DEVENUES SUBVENTIONS DIFFÉRÉES

Afin de financer une partie des investissements de la Ville, le gouvernement du Québec octroie à celle-ci des subventions. Certaines sont payées au comptant, alors que d'autres sont versées sur plusieurs années, selon les différents programmes et protocoles d'entente. Auparavant, la Ville devait financer par emprunt la part du gouvernement du Québec qui était remboursable sur plusieurs années (subventions dettes). Le coût de l'emprunt était alors remboursé par les différents ministères concernés. Depuis quelques années, de nouvelles clauses ont été ajoutées aux protocoles afin de ne plus obliger la Ville à emprunter, et ce, même si la subvention est remboursée par le gouvernement sur plusieurs années (subventions différées). Dans ce cas, des clauses spécifiques indiquent comment déterminer les dépenses d'intérêts qui seront effectivement remboursées à la Ville par les ministères.

Du point de vue financier, il est nettement préférable pour la Ville de bénéficier de ces nouvelles conditions. Cela diminue le besoin d'emprunts et génère des revenus d'intérêts supérieurs, compte tenu des taux d'intérêt des emprunts, des subventions et des placements actuels.

C'est donc dans ce contexte qu'à la fin de 2015, la Ville a adapté sa stratégie de financement des investissements qui bénéficient de subventions gouvernementales à être versées sur plusieurs années (subventions différées). Cette stratégie sera revue en fonction de l'évolution future des taux d'intérêt des emprunts, des subventions et des placements.

FINANCEMENT PAR EMPRUNT

Une partie des investissements est à la charge de tiers et l'autre, à la charge des contribuables. Dans les deux cas, une portion doit être financée par emprunts. Par conséquent, une partie des emprunts sera à la charge de tiers, et l'autre, à la charge des contribuables.

Plusieurs facteurs doivent être considérés avant la réalisation des emprunts, notamment :

- la capacité de réalisation des investissements au cours des exercices financiers;
- la stratégie de report du financement à long terme des investissements;
- l'utilisation des sommes réservées, en vue de réduire le recours à l'emprunt, notamment les sommes provenant de la politique de gestion de la dette et celles affectées à la réserve d'immobilisations;

- depuis 2011, l'émission par la Ville des emprunts à long terme nécessaires au financement des investissements non subventionnés de la Société de transport de Montréal (STM). La STM en assume tous les frais;
- les emprunts échus au cours de l'exercice et pour lesquels des refinancements sont requis.

Vu l'ensemble de ces paramètres, la Ville a émis en 2019 un volume d'emprunts de 1,5 G$. Ces emprunts ont été émis pour des termes de 5, 9, 10 et 19 ans, selon les besoins et opportunités des marchés financiers. La Ville a obtenu un taux d'intérêt nominal moyen de 2,84 %. Ces emprunts ont été émis à des fins de refinancement (103,0 M$), pour les besoins de la STM (195,6 M$) et pour le financement à long terme des dépenses de la Ville (dépenses de fonctionnement : 98,8 M$; investissements : 1,1 G$).

Compte tenu des dépenses, des autres sources de financement et des emprunts émis en 2019, voici l'évolution du solde des dépenses à financer en fin d'exercice :

Tableau 92 – Évolution du solde à financer
(en millions de dollars)

	2017	2018	2019
Solde des dépenses à financer par emprunt au 1er janvier	**143,6**	**258,6**	**390,4**
Plus : dépenses	1 511,4	1 779,4	1 925,0
Moins : autres sources de financement (voir tableau 91)	701,4	673,9	294,0
Total – Montant à financer par emprunt	**953,6**	**1 364,1**	**2 021,4**
Moins : emprunts réalisés	695,0	973,7	1 181,4
Solde des dépenses à financer par emprunt au 31 décembre	**258,6**	**390,4**	**840,0**
Moins : Montant réservé en vue du paiement au comptant des immobilisations au 31 décembre	-	-	375,4
	258,6	**390,4**	**464,6**

Après la réalisation du programme d'emprunts, au 31 décembre 2019, la dette brute de la Ville, non consolidée, s'élevait à 9,9 G$, alors que la dette nette atteignait 6,1 G$. Les coûts bruts et nets de cette dette pour les exercices 2017 à 2019 sont présentés dans le tableau ci-après. En 2019, le coût brut s'élève à 1,1 G$ et le coût net, à 771,8 M$, comparativement à des budgets respectifs de 1,1 G$ et 776,8 M$.

Tableau 93 – Évolution du coût réel de la dette

(en milliers de dollars)

	2017	2018	2019	Budget original 2019	Écart 2019	Budget modifié 2019
Coût brut de la dette						
Intérêts et autres frais[1]	389 788,0	397 165,8	400 970,5	408 676,7	7 706,2	408 676,8
Remboursement de capital et contributions aux fonds d'amortissement	463 854,0	473 755,0	495 960,9	498 425,2	2 464,3	498 425,2
	853 642,0	**870 920,8**	**896 931,4**	**907 101,9**	**10 170,5**	**907 102,0**
Affectation au remboursement de la dette	27 098,0	32 684,0	46 028,5	41 818,2	(4 210,3)	41 818,2
Remboursement de capital par subventions[2]	83 814,4	84 845,2	79 615,4	79 770,3	154,9	79 770,3
Remboursement de capital de la STM[3]	26 206,2	30 125,5	26 254,6	26 254,6	-	26 254,6
	137 118,6	**147 654,7**	**151 898,5**	**147 843,1**	**(4 055,4)**	**147 843,1**
Coût brut de la dette	**990 760,6**	**1 018 575,5**	**1 048 829,9**	**1 054 945,0**	**6 115,1**	**1 054 945,1**
Moins :						
Revenus de placement des fonds d'amortissement	68 061,0	68 998,0	68 104,3	66 116,2	1 988,1	66 116,2
Amortissement de la prime à l'émission[1]	7 577,0	-	-	-	-	-
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec						
pour la portion des intérêts	35 455,0	30 745,0	25 448,2	25 302,1	146,1	25 302,1
pour la portion du capital[2]	83 814,4	84 845,2	79 615,4	79 770,3	(154,9)	79 770,3
	194 907,4	**184 588,2**	**173 167,9**	**171 188,6**	**1 979,3**	**171 188,6**
Moins :						
Recouvrement de la Société de transport de Montréal						
pour la portion des intérêts	21 900,0	27 696,9	36 190,2	37 473,3	(1 283,1)	37 473,3
pour la portion du capital[3]	26 206,2	30 125,5	26 254,6	26 254,6	-	26 254,6
Recouvrement sous la forme de redevances du fonds des conduits souterrains	37 748,0	40 171,0	41 422,9	43 202,9	(1 780,0)	43 202,9
	85 854,2	**97 993,4**	**103 867,7**	**106 930,8**	**(3 063,1)**	**106 930,8**
Coût net de la dette à la charge des contribuables	**709 999,0**	**735 993,9**	**771 794,3**	**776 825,6**	**5 031,3**	**776 825,7**

1. À partir de 2018, l'« Amortissement de la prime à l'émission » est inscrit dans « Intérêts et autres frais ».
2. Cette dépense est annulée en contrepartie des subventions du gouvernement du Québec, portion du capital.
3. Cette dépense est annulée en contrepartie des sommes remboursées par la STM, portion du capital.

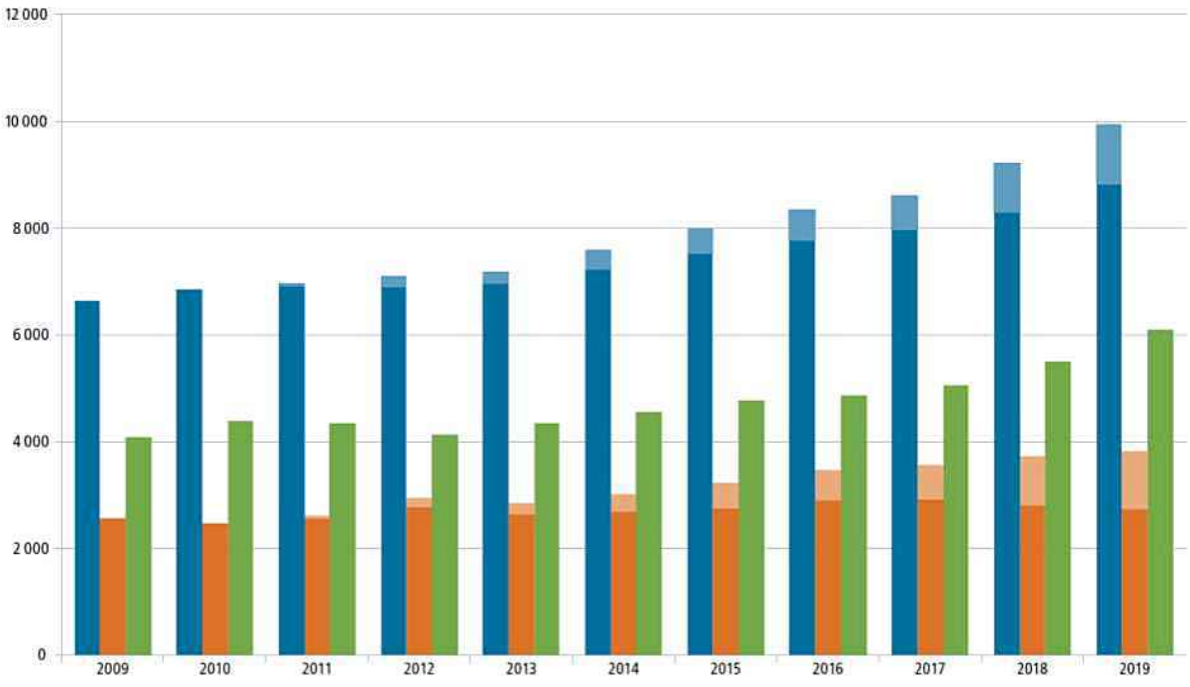
ÉVOLUTION DE LA DETTE DIRECTE

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette directe, brute et nette, depuis l'année 2009.

La dette nette comprend l'ensemble des emprunts contractés par la Ville, déduction faite de la portion remboursable par le gouvernement du Québec et d'autres tiers, ainsi que des sommes accumulées au fonds d'amortissement.

La dette nette est en hausse de 11,1% par rapport à 2018. Elle a atteint 6,1 G$ en 2019, soit une augmentation de 609,7 M$.

Graphique 9 – Évolution de la dette directe brute et nette
(en millions de dollars)



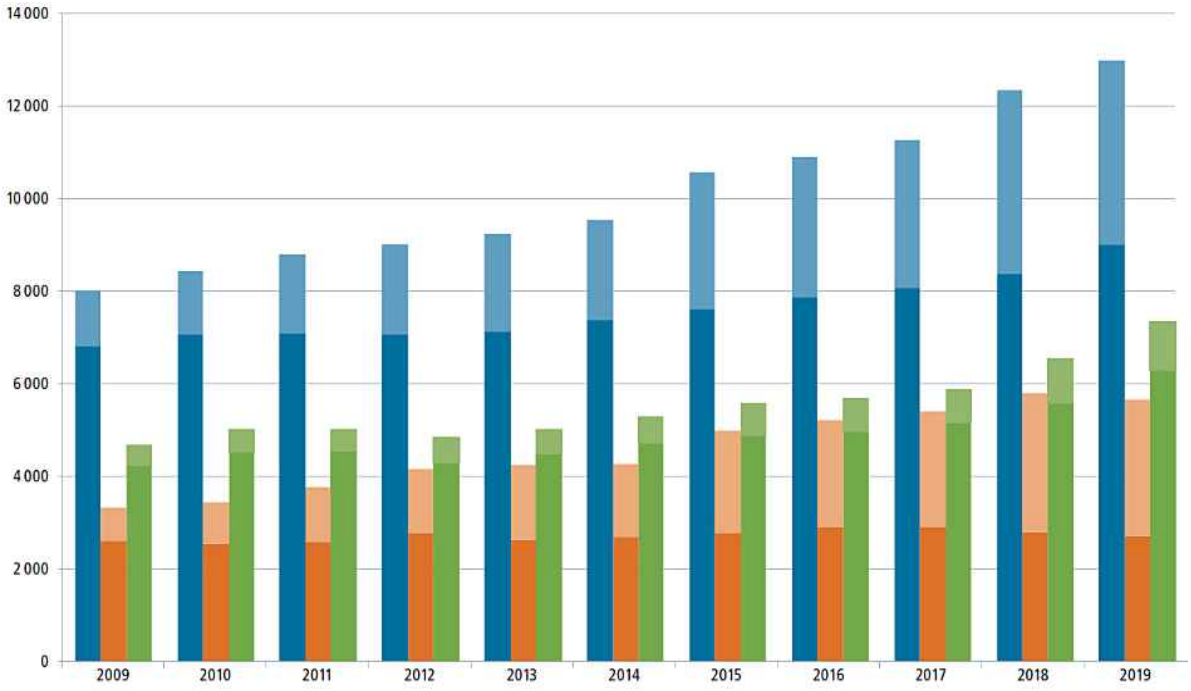
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette brute (excluant STM)	6 644	6 865	6 917	6 900	6 966	7 241	7 519	7 774	7 968	8 296	8 828
Dette brute STM	-	-	58	184	215	350	473	564	637	925	1 094
Déductions[1] (excluant STM)	2 572	2 469	2 566	2 771	2 631	2 674	2 757	2 907	2 914	2 803	2 725
Déductions STM	-	-	58	184	215	350	473	564	637	925	1 094
Dette nette (excluant STM)	4 071	4 396	4 351	4 129	4 335	4 567	4 763	4 867	5 054	5 493	6 103

1. Correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagers de la CSEM, ainsi qu'aux sommes accumulées au fonds d'amortissement.

ÉVOLUTION DE LA DETTE CONSOLIDÉE DIRECTE ET INDIRECTE

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette consolidée, brute et nette, de la Ville de Montréal. Celle-ci comprend la dette directe de la Ville et celle de certains organismes faisant partie du périmètre comptable de la Ville, soit la STM, la Société d'habitation et de développement de Montréal, Anjou 80, la Société de vélo en libre-service et la Société en commandite Stationnement de Montréal.

Graphique 10 – Évolution de la dette consolidée brute et nette
(en millions de dollars)



	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette brute (excluant STM)	6 828	7 072	7 101	7 069	7 121	7 378	7 632	7 877	8 065	8 387	9 006
Dette brute STM	1 182	1 374	1 684	1 940	2 127	2 174	2 930	3 014	3 213	3 955	3 975
Déductions[1] (excluant STM)	2 601	2 546	2 563	2 771	2 631	2 674	2 757	2 907	2 914	2 803	2 725
Déductions STM	728	890	1 200	1 390	1 603	1 584	2 237	2 294	2 481	2 982	2 919
Dette nette (excluant STM)	4 227	4 526	4 538	4 298	4 490	4 704	4 875	4 970	5 151	5 584	6 281
Dette nette STM	454	484	485	550	524	590	693	721	732	973	1 056

1. Correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagers de la CSEM, ainsi qu'aux sommes accumulées au fonds d'amortissement.

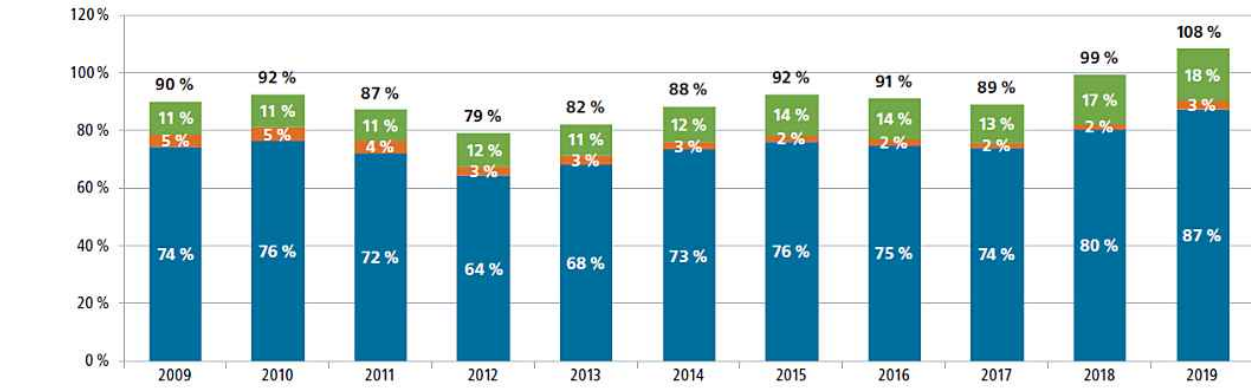
ÉVOLUTION DES RATIOS ÉNONCÉS DANS LA POLITIQUE DE GESTION DE LA DETTE

Ratio de la limite d'endettement

La politique de gestion de la dette, en vigueur depuis 2004, établit un certain nombre de paramètres afin de guider les actions de la Ville relativement à la gestion de sa dette. L'un de ces paramètres a pour but de limiter le niveau de la dette consolidée nette, excluant la dette attribuable au refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum équivalant à 100 % des revenus du budget global de la Ville de Montréal.

L'analyse des données permet de constater que pour 2019, ce ratio atteint 108 %, soit 8 % au-dessus de la limite fixée de 100 %. Ce résultat est conséquent avec la stratégie retenue par l'administration municipale prévoyant une dérogation à ce paramètre de la politique de gestion de la dette pour les années 2019 à 2026 et portant la limite du ratio d'endettement à un maximum de 120 %. Avec cette orientation, la Ville de Montréal vise à effectuer un important rattrapage dans le déficit d'entretien de ses actifs, tout en exerçant un contrôle serré de son bilan financier.

Graphique 11 – Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale), en pourcentage des revenus de la Ville
(données au 31 décembre de chacune des années)



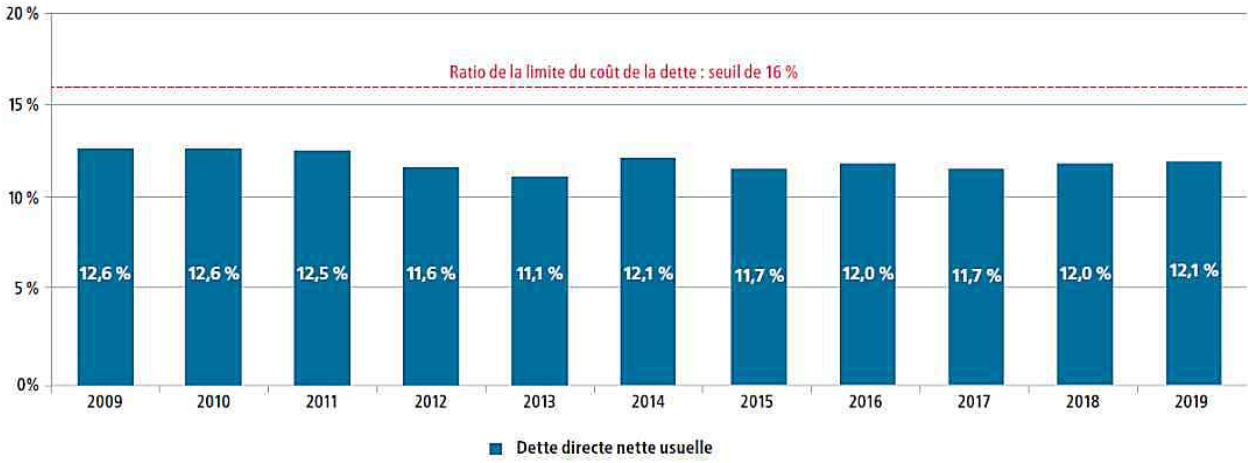
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total	90 %	92 %	87 %	79 %	82 %	88 %	92 %	91 %	89 %	99 %	108 %
Dette STM	11 %	11 %	11 %	12 %	11 %	12 %	14 %	14 %	13 %	17 %	18 %
Autres dettes	5 %	5 %	4 %	3 %	3 %	3 %	2 %	2 %	2 %	2 %	3 %
Dette ville	74 %	76 %	72 %	64 %	68 %	73 %	76 %	75 %	74 %	80 %	87 %

Ratio de la limite du coût de la dette

Le graphique suivant présente le coût net[1] de la dette par rapport à l'ensemble des dépenses[2]. La politique de gestion de la dette limite le coût net de la dette, excluant le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum de 16 % de l'ensemble des charges et du financement de la Ville.

Depuis 2009, ce ratio est relativement stable.

Graphique 12 – Coût net du service de la dette, en pourcentage des charges de fonctionnement



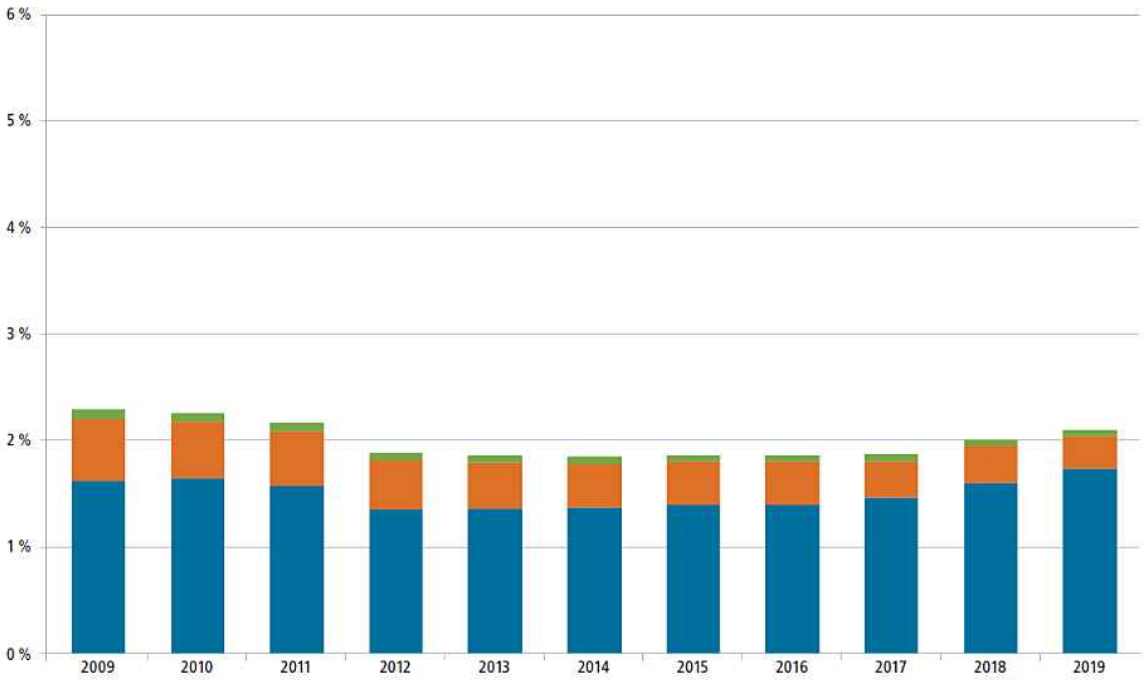
1. Ce coût net de la dette exclut le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale de cinq des six régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal. Ce coût net s'élève à 83 M$.
2. Le niveau des dépenses utilisé aux fins de l'établissement de ce ratio est celui présenté au tableau 3 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement par secteurs d'activités.

Ratio du poids de la dette par rapport à la richesse foncière

Le graphique suivant présente la dette directe nette en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée[3]. Le poids de la dette directe nette est passé de 1,62 % en 2009 à 1,74 % en 2019. En tenant compte du refinancement de la dette actuarielle initiale (DAI) de certains régimes de retraite, ce ratio atteint 2,1 % en décembre 2019. Cette variation est attribuable à trois facteurs principaux :

- l'appréciation de la valeur des immeubles sur le territoire de Montréal;
- l'évolution à la hausse de la dette directe nette, excluant le refinancement de la DAI;
- la stratégie de refinancement de la DAI de la Ville de Montréal.

Graphique 13 – Dette directe nette et dette actuarielle initiale, en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée



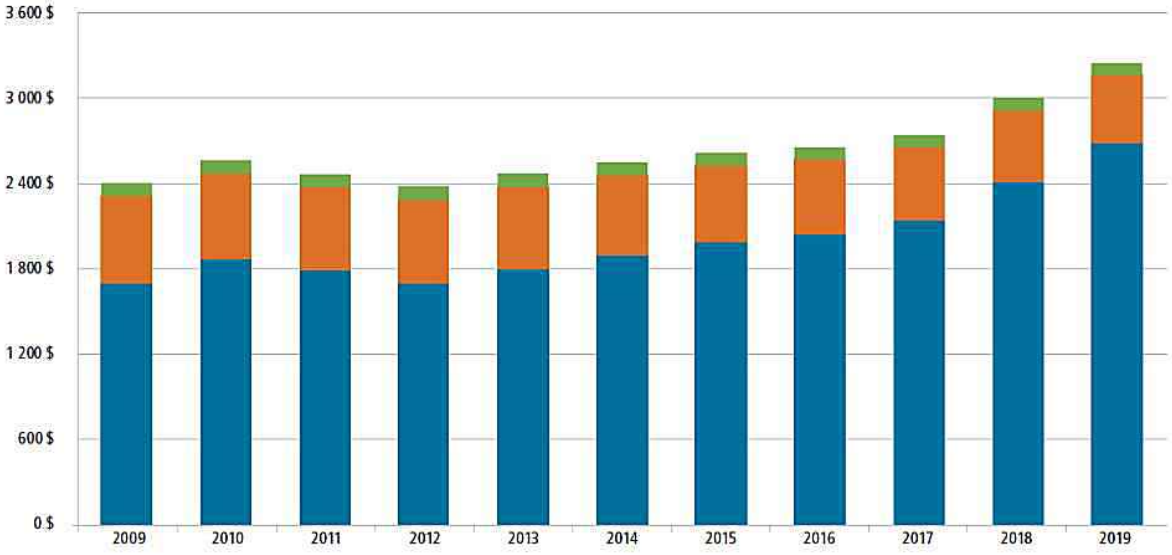
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Solde (DAI)	0,09 %	0,08 %	0,08 %	0,08 %	0,07 %	0,07 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,05 %
Dette directe nette : refinancement (DAI)	0,58 %	0,53 %	0,51 %	0,47 %	0,44 %	0,41 %	0,40 %	0,40 %	0,35 %	0,35 %	0,31 %
Dette directe nette usuelle	1,62 %	1,65 %	1,57 %	1,35 %	1,36 %	1,37 %	1,40 %	1,40 %	1,46 %	1,60 %	1,74 %

3. La valeur imposable équivalente uniformisée correspond à la valeur imposable plus la valeur ajustée des immeubles non imposables, assujettis à des paiements tenant lieu de taxes. La valeur imposable équivalente est redressée pour tenir compte de l'évolution du marché immobilier depuis le dépôt du rôle foncier et pour refléter les valeurs plus récentes (uniformisées).

Ratio du poids de la dette par citoyen

Le prochain graphique indique que la dette directe nette par citoyen, en incluant le refinancement de la dette actuarielle initiale, a augmenté de 35 % depuis 2009. Elle est passée de 2 408 $ en 2009 à 3 251 $ en 2019, soit une augmentation cumulative de 843 $ par habitant. Comparativement à 2018, la dette par citoyen est passée de 3 005 $ à 3 251 $. Cette hausse de 246 $, ou 8,2 % est attribuable à deux facteurs, soit la hausse de l'endettement de la Ville (328 $), compensée par la hausse de la population (82 $).

Graphique 14 – Dette directe nette par citoyen



	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Solde (DAI)	92	91	94	96	94	91	89	87	86	87	83
Dette directe nette : refinancement (DAI)	614	604	583	588	578	560	541	526	511	503	478
Dette directe nette usuelle	1 702	1 871	1 793	1 699	1 799	1 897	1 990	2 045	2 145	2 415	2 690
Total :	2 408	2 566	2 470	2 383	2 471	2 548	2 620	2 658	2 742	3 005	3 251

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ÉNONCÉES DANS LA POLITIQUE DE GESTION DE LA DETTE

Au-delà de la fixation de plusieurs balises, la politique prévoit notamment l'ajout de contributions volontaires chaque année. Ainsi, depuis sa mise en place en 2004 et jusqu'à la fin de 2018, ces contributions auront permis de réduire l'endettement global net de 636,3 M$. Au 31 décembre 2019, ces sommes ont été utilisées de diverses façons, notamment pour augmenter des contributions au remboursement accéléré d'un emprunt, pour 9,2 M$, pour réduire le recours à l'emprunt dans différents règlements d'emprunt, pour 335,7 M$, ou encore pour éviter des refinancements, pour 288,4 M$. Un solde de 3,1 M$ demeure en réserve au 31 décembre 2019. Il sera utilisé ultérieurement pour réduire les emprunts de refinancements ou pour financer au comptant des dépenses imputées aux règlements d'emprunt.

La mise en œuvre de la politique de gestion de la dette aura donc permis d'améliorer le profil financier de la Ville et, ce faisant, de contribuer à bonifier sa cote de crédit[4].

4. Moody's, depuis 2006 : Aa2; Standard & Poor's, depuis 2015 : AA-.

Annexes

2019

Données historiques (revenus et charges)

Répartition des compétences d'agglomération et locales

Glossaire

Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations



DONNÉES HISTORIQUES (REVENUS ET CHARGES NON CONSOLIDÉS)

Tableau 94 – Historique des revenus et des charges non consolidés

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Revenus										
Transferts	342 899,4	367 108,0	381 637,3	358 327,6	251 799,7	256 024,0	244 535,7	350 701,8	283 068,2	358 667,5
Taxes	2 583 720,9	2 746 059,4	2 871 471,3	2 973 164,1	3 061 444,5	3 173 700,8	3 262 398,2	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0
Services rendus et autres revenus	798 433,4	820 214,4	879 545,1	851 348,8	850 841,6	834 531,3	857 965,8	940 792,0	1 034 462,6	1 078 468,1
Quotes-parts	360 465,2	378 785,9	393 230,3	396 295,7	400 572,5	406 084,3	404 753,5	397 246,2	418 105,5	425 936,3
Compensations tenant lieu de taxes	266 571,3	227 816,4	241 638,1	238 411,8	250 956,6	254 543,3	252 329,6	260 024,1	264 416,6	274 855,2
	4 352 090,2	**4 539 984,1**	**4 767 522,1**	**4 817 548,0**	**4 815 614,9**	**4 924 883,7**	**5 021 982,8**	**5 292 205,0**	**5 482 131,3**	**5 692 210,1**
Charges de fonctionnement et autres activités financières										
Rémunération globale	1 652 650,5	2 299 338,0	2 436 570,3	2 439 961,9	2 363 751,2	2 369 989,5	2 367 691,3	2 412 358,5	2 365 334,2	2 347 058,6
Frais de financement	398 243,4	388 281,8	365 408,2	366 499,5	376 588,0	377 064,7	382 947,0	389 789,0	397 165,8	400 983,0
Contributions à des organismes	611 988,1	618 052,3	610 378,0	650 025,6	631 586,2	698 336,3	769 656,4	854 046,1	792 077,5	943 341,4
Biens et services	687 307,8	722 779,6	745 029,2	786 509,0	700 785,9	752 345,2	776 005,5	847 837,0	871 998,6	976 812,5
Autres objets de dépenses	118 985,7	85 895,3	39 113,4	187 816,0	69 548,2	105 373,1	95 833,8	84 159,2	97 738,1	16 879,8
	3 469 175,5	**4 114 347,0**	**4 196 499,1**	**4 430 812,0**	**4 142 259,5**	**4 303 108,8**	**4 392 134,0**	**4 588 189,8**	**4 524 314,2**	**4 685 075,3**
Remboursement de la dette à long terme	**(358 325,2)**	**(376 004,1)**	**(379 013,9)**	**(376 515,8)**	**(385 304,2)**	**(387 158,8)**	**(449 312,5)**	**(463 853,5)**	**(473 755,5)**	**(495 960,9)**
Affectations	**(332 524,8)**	**29 596,8**	**(82 883,2)**	**(58 162,2)**	**(74 111,4)**	**(88 802,8)**	**(41 416,3)**	**(100 651,8)**	**(271 368,0)**	**(260 314,7)**
Transfert aux activités d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales	**192 064,7**	**79 229,8**	**109 125,9**	**(47 942,0)**	**213 939,8**	**145 813,3**	**139 120,0**	**139 509,9**	**212 693,6**	**250 859,2**

RÉPARTITION DES COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION ET LOCALES

Compétences d'agglomération	Compétences locales
▪ L'évaluation foncière ▪ Les services de police et de sécurité incendie et civile Les services de premiers répondants, à l'exception de ceux de la Ville de Côte-Saint-Luc ▪ Le centre d'urgence 911 ▪ La mise en œuvre des schémas de couverture de risques en sécurité incendie et en sécurité civile ▪ La cour municipale ▪ Le logement social ▪ L'aide destinée aux sans-abri ▪ La prévention de la toxicomanie et de la prostitution, et la lutte contre celles-ci ▪ L'élimination et la valorisation des matières résiduelles ainsi que tout autre élément de leur gestion, si elles sont dangereuses ▪ L'élaboration et l'adoption du plan de gestion des matières résiduelles ▪ La gestion des cours d'eau municipaux ▪ Les équipements et les infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées, sauf les conduites locales ▪ Le transport collectif des personnes ▪ La détermination de normes minimales de gestion et la planification générale du réseau artériel ainsi que les travaux concernant certaines voies énumérées ▪ L'accueil touristique ▪ Les parcs industriels ▪ Le Conseil des arts de Montréal ▪ Les équipements, les infrastructures et les activités d'intérêt collectif nommés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (n° 1229-2005 et modifications) ▪ La contribution au financement du déficit de l'Espace pour la vie ▪ Toute autre compétence anciennement accordée à la Communauté urbaine de Montréal, dans le cas où la Ville a succédé à celle-ci	▪ L'adoption du plan d'urbanisme et les modifications qui y sont apportées ▪ La réglementation en matière de construction, de nuisance et de salubrité ▪ L'habitation ▪ La collecte et le transport des matières résiduelles ▪ La gestion des rues locales et artérielles ▪ Les conduites qui, au sein des réseaux d'aqueduc et d'égouts, sont de nature locale ▪ Les équipements locaux de sport ou de loisir ▪ Les bibliothèques locales ▪ Les parcs locaux ▪ La promotion économique locale, communautaire, culturelle et sociale ▪ Le patrimoine ▪ La Commission des services électriques de Montréal ▪ Les sociétés de développement commercial ▪ Les parcs industriels énumérés au règlement RCG 06-020 ▪ L'organisation des élections

GLOSSAIRE

Acquisition d'immobilisations

Poste qui représente les sommes destinées aux charges d'immobilisations prévues au Programme triennal d'immobilisations.

Affectation

Poste qui renvoie aux montants provenant des excédents accumulés et des réserves financières ou fonds réservés et qui permet de financer certaines dépenses de fonctionnement de l'exercice courant. Ce poste renvoie également aux montants affectés au renflouement des réserves financières et des fonds réservés ainsi qu'au financement des acquisitions d'immobilisations prévues au PTI.

Agglomération

L'agglomération de Montréal est le regroupement de l'ensemble des villes de l'île de Montréal. Elle a été créée le 1er janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été nommés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (2004)* comme relevant du regroupement des municipalités, plutôt que de chacune individuellement. Les services concernés comprennent la police et les pompiers, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

Amortissement

Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

Année-personne (a-p.)

Unité de mesure correspondant au temps de travail d'une personne ou d'un groupe d'employés converti en temps de travail régulier (c.-à-d. temps plein). Pour calculer des années-personnes, le nombre d'heures totales travaillées est divisé par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail du groupe d'emplois.

Arrondissement

Division territoriale, administrative et politique. La Ville de Montréal est divisée, pour l'exercice de certaines compétences, en 19 arrondissements, considérés comme des unités d'affaires.

Budget

Le budget de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs et l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

Capital

Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s'y rapportent.

Charge des services courants

Montant déterminé par l'actuaire du régime pour respecter les obligations du régime de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur.

Charges par objets

Système de classification des charges établi en fonction de la nature économique des biens et des services et défini dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*. La classification regroupe les charges selon les objets qui suivent : rémunération; cotisations de l'employeur; transport et communications; services professionnels, techniques et autres; location, entretien et réparation; biens durables; biens non durables; frais de financement; contributions à des organismes; autres objets.

Charte de la Ville de Montréal

Loi québécoise qui contient les dispositions ayant trait à la constitution, à l'organisation, aux compétences et aux pouvoirs de cette municipalité. C'est dans la Charte de la Ville de Montréal que se trouvent les règles régissant l'harmonisation de la fiscalité municipale.

Dépense contingente

Montant prévu au budget de l'exercice en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

Dépenses d'investissement – voir aussi « Immobilisations »

Charges comprenant les éléments qui peuvent être achetés, construits, développés ou mis en valeur. De plus, ces éléments de l'actif doivent répondre aux critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la production de biens, la prestation de services ou le fonctionnement de l'administration municipale;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités de l'entité municipale.

Dette

Somme due à un ou plusieurs créanciers.

Dette brute

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal.

Dette nette

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal, déduction faite des sommes accumulées au fonds d'amortissement ainsi que de la portion remboursable par le gouvernement du Québec, d'autres tiers et organismes.

Droits sur les mutations immobilières

Revenus provenant des droits imposés à l'acquéreur à la suite d'une transaction immobilière.

Financement (mode de)

Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisation (emprunt, subvention, paiement comptant, etc.).

Immobilisations

Éléments corporels identifiables de l'actif qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, à des fins administratives ou pour la production de biens ou encore à servir à l'entretien, à la réparation, au développement, à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

Immobilisations (capitalisation)

Charge faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou d'en réduire les frais d'exploitation, mais excluant les charges courantes d'entretien et de réparation.

Infrastructures

Installations publiques telles que routes, ponts, rues, conduites d'eau, ports, bâtiments, installations technologiques, etc.

Investissements

Dépenses effectuées par la Ville de Montréal en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation qui procurera des avantages économiques ou sociaux au cours d'un certain nombre d'exercices.

Maintien des infrastructures, des actifs

Action de maintenir en bon état de fonctionnement de l'équipement, des installations, des locaux, etc. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectuées, à la demande des utilisateurs, sur de l'équipement ou des installations afin que ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mises en œuvre pour éviter un dommage ou une panne.

Mutation immobilière

Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

Paiement au comptant d'immobilisations (PCI)

Procédé utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget de fonctionnement, les affectations de surplus, les réserves financières ou les sommes accumulées au fonds d'amortissement, à la suite des contributions effectuées en vertu de la politique de gestion de la dette. Dans ce dernier cas, les sommes utilisées privilégient le paiement au comptant d'actifs dont la période de financement est la plus courte.

Potentiel fiscal

Capacité, pour la Ville, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie du territoire de Montréal. Sont incluses dans ce potentiel fiscal :

- la valeur des immeubles résidentiels (unifamiliaux, bifamiliaux, multifamiliaux);
- la valeur des immeubles non résidentiels (industriels et commerciaux), majorée selon un facteur déterminé pour tenir compte du fait que ces immeubles sont imposés à un taux de taxe supérieur à celui des autres immeubles;
- la valeur pondérée des immeubles à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes (gouvernements);
- la valeur des terrains vacants.

Programme triennal d'immobilisations (PTI)

Il regroupe les projets d'investissements que la Ville prévoit effectuer sur son territoire au cours des trois prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Différentes sources de financement sont requises pour ces investissements, notamment des emprunts à long terme. L'ensemble des emprunts ainsi contractés constitue la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les charges prévues au budget de fonctionnement. C'est ce que l'on appelle le service de la dette.

Projet non capitalisable

Élément d'actif qui n'appartient pas à la Ville de Montréal ou qui ne répond pas à la définition d'une immobilisation, mais qui est tout de même acquis par emprunt à long terme (ex. : bacs de recyclage, matériel informatique, armes à feu, etc.). Dans la plupart des cas, il s'agit de différents programmes de subventions (ex. : rénovation des façades commerciales, stabilisation des falaises, aménagement des ruelles, aide à la stabilisation des rives) ou d'ententes de contribution à différents projets.

Proximité (compétences par service)

Un conseil municipal local, formé de représentants élus, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire et social, culture, loisirs et parcs d'arrondissement ainsi que voirie locale).

Refinancement

Lorsque l'emprunt est contracté pour un terme plus court que la période d'amortissement de certaines sommes, un nouvel emprunt sera requis pour poursuivre le financement par emprunt, jusqu'à la fin du terme de l'amortissement. Ces emprunts qui poursuivent le financement pour le reste du terme d'amortissement sont appelés refinancements.

Régime de retraite à prestations déterminées

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants, soit le mode de calcul du montant de ces prestations; ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

Règlement

Acte juridique par lequel le conseil municipal ou le conseil d'agglomération fait état des décisions, donne des directives ou établit des normes, des contraintes et parfois des sanctions.

Règlement d'emprunt

Règlement qui autorise à financer par emprunt certaines dépenses d'investissement, de fonctionnement ou autres. Généralement, le règlement prévoit le terme maximal de l'emprunt ainsi que la clause de taxation. Lorsqu'un emprunt est émis, les charges fiscales sont imposées aux contribuables (capital et intérêts) et, par conséquent, réparties sur plusieurs exercices financiers, selon le terme le plus court : la période prévue au règlement ou la période d'amortissement de l'actif.

Rôle d'évaluation foncière

Registre préparé par le Service de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal et comprenant toutes les données nécessaires à l'élaboration du rôle de taxation.

Service central

Entité administrative ou unité d'affaires qui assure des fonctions de planification et de soutien à l'Administration et aux arrondissements. Un service central peut également cumuler des responsabilités opérationnelles.

Secteur d'activités

Regroupement de services ou unités d'affaires ayant la même activité principale.

Service de la dette

Le service ou coût brut de la dette comprend les charges d'intérêts, les frais d'escompte et d'émission d'emprunts, les remboursements de capital et les contributions au fonds d'amortissement pour l'ensemble des emprunts en circulation. Le coût net est celui qui demeure à la charge des contribuables, déductions faites des revenus de placements du fonds d'amortissement, des sommes à la charge du gouvernement du Québec et autres tiers ou organismes, et de l'amortissement des revenus reportés qui sont reliés aux primes à l'émission d'emprunts, selon le cas.

Transferts

Subventions des gouvernements, des autres organismes publics, des entreprises privées et des personnes, sans aucun service en contrepartie. Les revenus de transferts sont regroupés en fonction de leur finalité. Ils peuvent financer les charges de fonctionnement, le service de la dette ou les investissements.

Unité d'affaires

Entité qui désigne un arrondissement ou un service central.

INDEX DES SIGLES, DES ACRONYMES ET DES AUTRES ABRÉVIATIONS

AA -	Cote de crédit Haute qualité *(High grade)* de Standard & Poor's
Aa2	Cote de crédit Haute qualité *(High grade)* de Moody's
ACCP	Association canadienne des chefs de police
ADS+	Analyse différenciée selon les sexes et plus
art.	Article
ARTM	Autorité régionale de transport métropolitain
BAM	Bureau Accès Montréal
BINAM	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal
BIXI	Système de vélos en libre-service de Montréal
BRAVES	Barrages routiers alcool au volant et évaluations stupéfiants
BTER	Bureau de la transition écologique et de la résilience
BTM	Bureau du taxi de Montréal
CDN-NDG	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de Grâce
CESM	Complexe environnemental de Saint-Michel
CFPM	Commission de la fonction publique de Montréal
cm	Centimètre
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CSEM	Commission des services électriques de Montréal
CTMO	Centre de traitement des matières organiques
DAI	Dette actuarielle initiale
DDS	Demande d'accès à l'information
DEL	Diode électroluminescente
DEP	Direction de l'eau potable
FCCQ	Fonds Chantiers Canada-Québec
FCM	Fédération canadienne des municipalités
FINA	Fédération internationale de natation
GES	Gaz à effet de serre
G20	Groupe des vingt (19 pays et Union européenne)
G$	Milliard de dollars
IAPQ	Institut d'administration publique de Québec

ICI	Industries, commerces et institutions
IPC	Indice des prix à la consommation
km	Kilomètre
LGBTQ+	Lesbiennes, gais, bisexuels, trans, queers et autres
M$	Million de dollars
MADA	Municipalité amie des aînés
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCCQ	Ministère de la Culture et des Communications du Québec
MEI	Ministère de l'Économie et de l'Innovation
MIFI	Ministères de l'immigration de la francisation et de l'intégration
MIDI	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MTQ	Ministère des transports du Québec
OBNL	Organisme à but non lucratif
OMHM	Office municipal d'habitation de Montréal
ONU	Organisation des Nations unies
PAMV	Plan d'aménagement et de mise en valeur du secteur sud de l'Île Sainte-Hélène
PCI	Paiement au comptant d'immobilisations
PDGMR	Plan de gestion des matières résiduelles 2020-2025
PDQ	Poste de quartier
PEPSC	Parc environnemental de la Pointe-Saint-Charles
PEXEP	Programme d'excellence en eau potable
PIRPP	Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées
PME MTL	Réseau d'experts en soutien aux entrepreneurs et aux entreprises
PPC	Partenaires dans la protection du climat
PPU	Programme particulier d'urbanisme
PTI	Programme triennal d'immobilisations
RAO	Répartition assistée par ordinateur
RDP-PAT	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
RENA	Registre des entreprises non admissibles
REV	Réseau express vélo
RFID	Identification par radiofréquence

RH	Ressources humaines
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
RRSM	Régimes de retraite du secteur municipal
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SÉRI	Synergie émergente - Recherche industrie
SGPI	Service de la gestion et de la planification immobilière
SHDM	Société d'habitation et de développement de Montréal
SHQ	Société d'habitation du Québec
SIM	Service de sécurité incendie de Montréal
SMRA	Service du matériel roulant et des ateliers
SOFIL	Société de financement des infrastructures locales
SOVERDI	Société de verdissement du Montréal métropolitain
SPO	Service de la performance organisationnelle
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
SRB	Service rapide par bus
SRH	Service des ressources humaines
SRRR	Stationnement sur rue réservé aux résidents
SST	Santé et sécurité au travail
STI	Service des technologies de l'information
STM	Société de transport de Montréal
TAZ	Centre sportif intérieur de Montréal pour la pratique du skateboard, du BMX, de la trottinette et du patin à roues alignées
TECQ	Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec
TI	Technologies de l'information
TOD	Transit-oriented development
TVQ	Taxe de vente du Québec

Publié par la Ville de Montréal
Service des finances

630, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6
Canada

montreal.ca

Dépôt légal
2e trimestre 2020
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

978-2-7647-1763-9
Reddition de comptes financière
PDF, Français

Design graphique :
Ville de Montréal
Service de l'expérience citoyenne
et des communications
24908

Montréal

montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1202968005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 09:59

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202968005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

CONTENU

CONTEXTE

En 2004, la Ville de Montréal a amorcé la modernisation des équipements de ses quelques 2300 feux de circulation dans le cadre du programme de mise aux normes des feux. Ce programme prévoit le remplacement des équipements de contrôle par des équipements électroniques de nouvelle génération. Cela permet à la Ville d'opérer les intersections à distance de façon centralisée par le Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU). Le programme de mise aux normes des feux de circulation permet également de rendre conformes les intersections munies de signalisation lumineuse selon les normes provinciales. Le Ministère des transports (MTQ) a d'ailleurs établi un échéancier pour la conformité, soit le mois de décembre 2021.
Le projet a été divisé en trois phases. La première s'est terminée en 2010 avec la réalisation des travaux à environ 800 intersections. La deuxième phase est presque terminée alors que la troisième phase est déjà amorcée. Au total, il reste moins de 300 feux de circulation pour lesquels une mise aux normes est nécessaire, tel qu'exigé par le MTQ.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par le Conseil municipal (Résolution CM19 1251), des investissements de l'ordre de 11 000 000 $ sont prévus pour l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et de gestion de la circulation sur le réseau routier relevant de la Ville centre. Afin de poursuivre les travaux dans le cadre du programme de mise aux normes des feux de circulation, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) doit faire adopter un règlement d'emprunt d'un montant cumulatif de 4 000 000 $ afin de permettre de financer ces investissements en 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1282 - 22 octobre 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 889 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation

CM16 0251 - 23 février 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'achat de feux de circulation et d'équipements de gestion du trafic »

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 4 000 000 $ permettant de financer pour 2021, l'achat et l'installation d'équipements de feux de circulation et de gestion de la circulation, y compris les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant dans le cadre de la mise aux normes des feux de circulation.
Les projets de modification des feux consistent essentiellement à :

- Ajouter, là où requis, des composantes supplémentaires en vue d'améliorer la sécurité des usagers, tels des feux pour les piétons, les cyclistes, les autobus, etc;
- Remplacer les éléments de la signalisation lumineuse non conformes par rapport aux normes québécoises de signalisation lumineuse en vigueur;
- Changer les lentilles fonctionnant avec des ampoules incandescentes par des lentilles à diode électroluminescente (DEL) pour des économies d'énergie;
- Ajouter des moniteurs de conflits et remplacer des contrôleurs de feux de circulation électromécaniques par des contrôleurs électroniques.

En accord avec les principes établis par le nouveau guide de conception des feux pour piétons, les interventions aux feux de circulation incluront l'ajout systématique de têtes de feux pour piétons à décompte numérique. Le règlement d'emprunt du programme de mise aux normes des feux de circulation et des équipements de gestion de la circulation (59002) permettra de soutenir les efforts mis en place dans le cadre de l'approche «Vision Zéro».

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SUM d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de travaux aux intersections munies de feux de circulation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement durant l'année 2021, du volet mise aux normes du programme «Feux de circulation et équipement de gestion de la circulation» (59002) qui tire à sa fin. Prévu au programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal, la répartition budgétaire était présentée comme suit (en milliers de $) :

Programme	2020	2021	2022	TOTAL
59002	7 000	4 000	-	11 000

Pour l'année 2020, une somme de 7 000 000 $ a déjà été empruntée sur le montant de 11 000 000 $ (18-058). Pour l'année 2021, les besoins de financement du volet mise aux normes du programme «Feux de circulation et équipement de gestion de la circulation» (59002), objet du présent dossier, seront donc de 4 000 000 M$.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisation datée du 1er janvier 2008 et approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise aux normes des feux de circulation s'inscrit dans une perspective de développement durable de différentes façons. En effet, les modifications apportées aux feux permettent d'améliorer les conditions de circulation et la mobilité des personnes et des biens en optimisant l'utilisation des infrastructures existantes, en intégrant de nouveaux paramètres favorables aux piétons et aux personnes à mobilité réduite, tout en permettant des déplacements plus sécuritaires pour les usagers des transports actifs. Enfin, en favorisant une mobilité plus efficace sur le réseau routier, notamment pour le transport collectif, l'amélioration continue des feux favorise le développement économique de Montréal tout en minimisant les émissions de gaz à effet de serre liées au domaine du transport. Le programme « Maintien et amélioration de l'actif feux de circulation afin d'assurer des déplacements actifs et collectifs sécuritaires » est en lien avec les priorités d'intervention du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des projets inscrits dans le programme des feux de circulation et équipements de gestion de la circulation (59002) repose sur la disponibilité de ressources financières et ce, à court, moyen et long termes. Sans ce règlement d'emprunt, la poursuite du programme serait compromise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du conseil municipal d'avril 2020 : avis de motion

1. Séance du conseil municipal de mai 2020 : adoption
2. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH)
3. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de la publication du règlement ou le 1er janvier 2021, le cas échéant
4. Engagement des fonds : automne 2020
5. Exécution des travaux en 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PROVOST
Agent technique principal - Systèmes de transport intelligent

Tél : 514 872-9019
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-18

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-03-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-03-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1202968005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1202968005 - Feux de circulation (mise aux normes).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-28

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 4 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACHAT ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS POUR LA MISE AUX NORMES DES FEUX DE CIRCULATION ET LA GESTION DE LA CIRCULATION

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 4 000 000 $ est autorisé afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

2. Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1202968005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202968005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 000 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements pour la mise aux normes des feux de circulation et la gestion de la circulation.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 59002 - GDD 1202968005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-09

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-6748
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 41.02

2020/04/20 13:00

(1)

Dossier # : 1190603018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

Il est recommandé :

- d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-03-16 15:59

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 9 mars 2020	Résolution: CA20 27 0054

Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Laurence LAVIGNE LALONDE

Et résolu :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1190603018

Dina TOCHEVA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 mars 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1190603018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2020-02-28 06:24

Signataire : Serge VILLANDRÉ

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190603018**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation Maison Charlemagne souhaite augmenter la capacité d'hébergement de sa résidence afin de mieux répondre à la hausse de la clientèle référée par les Services correctionnels du Canada. Pour ce faire, l'organisme a fait l'acquisition du bâtiment mitoyen (lot 1 879 188) en prévision de le transformer afin d'y accueillir 15 personnes supplémentaires. La Corporation Maison Charlemagne détient depuis 2016, une autorisation émise par le conseil municipal, accordée en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, lui permettant d'héberger un maximum de 35 bénéficiaires à l'intérieur de la résidence voisine (lot 1 881 998). Par la réunification des deux établissements, la capacité d'accueil atteindra un maximum total de 50 résidents.

Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) n'autorise pas les centres d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance dans les secteurs mixtes de commerce et d'habitation de catégorie C.1(1) A et H. Il faut donc reprendre les mêmes procédures pour octroyer les autorisations requises.

Le conseil municipal peut recourir aux pouvoirs inscrits au paragraphe 4°de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal afin de permettre à l'organisme d'agrandir son établissement. Celui-ci a déposé une demande à cet effet, le 13 décembre 2019.

La Corporation Maison Charlemagne gère un second centre d'hébergement localisé sur l'avenue Jeanne d'Arc, près de la rue de Rouen.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0800 - 20 juin 2016 - Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4°, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant un établissement servant à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 881 998 du cadastre du Québec (dossier no 1156399007).

DESCRIPTION

Description de l'organisme

La Corporation Maison Charlemagne œuvre dans les domaines social et communautaire au sein de l'arrondissement depuis plus de 40 ans. Fondée par des communautés religieuses en 1972, sa mission consiste à dispenser l'assistance nécessaire à la réhabilitation et à la réinsertion sociale de contrevenants adultes. Jusqu'à présent, l'organisme opère deux centres d'hébergement offrant une gamme de services professionnels à une clientèle purgeant des sentences provinciales et fédérales. Les sources de financement proviennent essentiellement de contrats conclus avec Ministère de la sécurité publique ainsi qu'avec le Service correctionnel du Canada.

Description de la propriété

Il s'agit d'un bâtiment commercial et résidentiel de deux étages édifié en 1948, construit en mode contigu, recouvert de briques et de pierres. Le terrain comprend le lot 1 879 188 du cadastre du Québec d'une superficie totale de 333,10 mètres carrés. Trois unités de stationnement extérieur desservent l'établissement aménagées à l'arrière. La résidence comporte sept logements avec un local commercial qui abritait autrefois un dépanneur.

Description du milieu

L'immeuble s'insère dans un voisinage dominé par l'habitation avec quelques commerces implantés en bordure de la rue Hochelaga.

Description du projet

Les travaux de transformation consistent à agrandir le bâtiment à l'arrière sur deux étages sur une superficie d'aire au sol de 59,2 mètres carrés. Un corridor reliera les deux immeubles. On y retrouve des salles de réunions, des bureaux de consultation et des chambres à coucher (7), aménagées au niveau du rez-de-chaussée. La cour arrière comprend une aire de détente, des supports à vélos et au moins deux cases de stationnement.

Une fois complété, la nouvelle résidence comprendra 31 chambres pour être en mesure d'accueillir 50 personnes.

La clientèle desservie et les mesures d'encadrement

Le centre d'hébergement opère 24 heures sur 24, toute la semaine, supervisé en permanence par une équipe d'intervenants dont le nombre varie entre 1 et 6 employés, selon le quart de travail. Certains résidents effectuent parfois des démarches de réinsertion sociale à l'extérieur du centre, dans la communauté; ceux-ci quittent la résidence entre 8 h 30 et 9 h 30 en matinée, pour y revenir en fin de journée. L'augmentation de la capacité d'accueil n'apportera pas de changements quant aux habitudes et aux déplacements de la clientèle résidente.

Réglementation d'urbanisme

La propriété du requérant se trouve dans un secteur d'habitation et de commerce (C.1 (1) A et H). Les taux d'implantation (minimum et maximum) doivent se situer entre 30 % et 85 %. Le coefficient de densité se limite à trois. Les hauteurs permises peuvent varier entre deux et trois étages sans jamais dépasser 11 mètres. Seul le mode d'implantation contigu

est autorisé.

Dérogations

L'octroi de la présente autorisation déroge aux points réglementaires suivants :

- Au pourcentage se devant être situé à l'alignement de construction inférieure à 60 % (articles 52 et 60.1);
- À l’usage « centre d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » qui n’est pas autorisé dans les secteurs de commerce et d'habitation C.1(1) A,H (article 124).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande la présente requête pour les raisons suivantes :

- Les registres de l'arrondissement ne relèvent aucune plainte de la part du voisinage relatant de mauvaises relations avec la clientèle de l'établissement. Ce bilan positif démontre bien la qualité de la gestion des lieux autant du côté de l'avenue Jeanne-d'Arc, que sur la rue Hochelaga;
- Les activités de l'organisme se comparent à celles d'une maison de chambres puisqu'elles consistent essentiellement à fournir des services d'hébergement transitoire aux personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. La maison de transition opère discrètement dans le voisinage de manière anonyme sans s'afficher publiquement. Ce mode opératoire demeure donc tout à fait compatible avec le milieu environnant;
- Même transformé, l'immeuble conserve à la fois son apparence et sa vocation résidentielle. Par conséquent, le bâtiment d'habitation peut être réutilisé à des fins d'hébergement de personnes dans l'éventualité où la maison de réhabilitation cesse ses activités, à cet endroit;
- La Maison Charlemagne s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire auprès des locataires (9) qui habitent présentement l'immeuble, en offrant notamment de l'aide financière pour leur déménagement ainsi que pour les accompagner dans la recherche d'un nouveau logement. D'ailleurs, tous les résidents pourront, selon leur souhait, quitter les lieux avant l'échéance de leurs baux sans subir de pénalité;
- Lors du solstice d’été (jour le plus long), l'étude d'ensoleillement démontre que l'ombrage apparaît seulement vers 12 h. Celui-ci se propage faiblement sur une partie la cour arrière de la résidence localisée du côté est. Pendant le solstice d'hiver (jour le plus court), l'agrandissement ne provoque pas de période d'assombrissement significatif sur les propriétés voisines. Aux équinoxes du printemps et de l'automne (jour égal à la nuit), le nouveau volume réduit temporairement les conditions d'ensoleillement des cours donnant du côté de la ruelle ainsi que celles localisées du côté est, durant la matinée jusqu'à midi. De manière générale, selon les simulations, le niveau de luminosité des propriétés adjacentes demeure sensiblement le même durant toute l'année, sans créer de zone d'ombrage permanent.

La DAUSE a émis certaines lignes directrices relativement au projet de transformation de la résidence proposée par le requérant qui se présentent de la manière suivante, à savoir :

- Utiliser de la pierre;
- Recréer la symétrie avec le bâtiment de droite (effet miroir);
- Maintenir les ouvertures existantes;
- Créer un projet contemporain, qui répond et rencontre l'architecture existante.

Voici en résumé les commentaires de la DAUSE quant à l'architecture du projet de transformation déposée récemment;

- Conserver le faux-toit décoratif avec ses pignons afin de maintenir une composition harmonieuse avec l'ensemble bâti, situé à droite ;
- Maintenir l'option des deux portes à l'étage;
- Reprendre le même type d'ouverture en façade qui était là à l'origine (c'est-à-dire une fenêtre divisée en 2 parts asymétriques formant un carré fixe vitré et le résiduel ouvrant (à guillotine)) ;
- Privilégier la double matérialité c'est-à-dire RDC et étage distincts;
- Conserver l'empreinte de la porte au RDC (bloquée pour les fins du nouvel usage);
- Maintenir le traitement de couronnement proposé sur le corps en saillie;
- Concevoir le bâtiment transformé comme une prolongation du voisin de gauche mais en soulignant son appartenance à l'ensemble bâti de droite.

De plus, la Direction considère que la relecture contemporaine peut être bénéfique mais que pour certaines interventions et certains détails architecturaux, à savoir :

- La DAUSE propose de rattacher les conditions suivantes à l'exercice de la présente autorisation :
- Maintenir la capacité d'hébergement de l'établissement à un maximum de 15 personnes à la fois (lot 1 879 188).
- Soumettre l'émission du permis de transformation à la procédure d'approbation prévue au titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA) pour les deux bâtiments réunifiés (lots lot 1 879 188 et 1 881 998) .

À séance du 4 février 2020, le comité consultatif d'urbanisme a reconnu le bien-fondé de la requête sans formuler de recommandations supplémentaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présente demande d'autorisation n’a pas d’incidence sur le développement durable et vise seulement à permettre la transformation et l’occupation du bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation du projet de règlement au conseil d'arrondissement pour avis d'orientation;
- Présentation du projet de règlement au comité exécutif;
- Avis de motion et adoption du projet de règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal par le conseil municipal;
- Adoption du règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 par le conseil municipal;
- Parution d'avis public et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande déroge aux articles 52, 60.1 et 124 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), mais peut être traitée et régularisée par l'entremise du conseil municipal en recourant aux pouvoirs prévus au paragraphe 4° de l'article 89° de la Charte de la Ville de Montréal.

Selon le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, la propriété du requérant se trouve dans un « secteur résidentiel ». Un centre d'hébergement à vocation communautaire peut s'implanter à l'intérieur de cette aire d'affectation en toute conformité. Le plan des densités de construction favorise un bâti d'un à quatre étages avec un taux d'implantation au sol moyen ou élevé.

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DECOSTE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6066
Télécop. : 514 872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre-Paul SAVIGNAC
Directeur
Tél : 514-872-4160
Approuvé le : 2020-02-27

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2020-01

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 4 février 2020, à 8 h 30
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle de conférence des élu-es

7.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2020-2211

Dossier n^{o} : 1190603018

Objet : Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : lot 1 879 188, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

Responsable du dossier : M. Sylvain Decoste, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE les registres de l'arrondissement ne relèvent aucune plainte de la part du voisinage relatant de mauvaises relations avec la clientèle de l'établissement. Ce bilan positif démontre bien la qualité de la gestion des lieux autant du côté de l'avenue Jeanne-d'Arc, que sur la rue Hochelaga;

CONSIDÉRANT QUE les activités de l'organisme se comparent à celles d'une maison de chambres puisqu'elles consistent essentiellement à fournir des services d'hébergement transitoire aux personnes ayant besoin d'aide et d'assistance. La maison de transition opère discrètement dans le voisinage de manière anonyme sans s'afficher publiquement. Ce mode opératoire demeure donc tout à fait compatible avec le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE même transformé, l'immeuble conserve à la fois son apparence et sa vocation résidentielle. Par conséquent, le bâtiment d'habitation peut être réutilisé à des fins d'hébergement de personnes dans l'éventualité où la maison de réhabilitation cesse ses activités, à cet endroit;

CONSIDÉRANT QUE la Maison Charlemagne s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire auprès des locataires (9) qui habitent présentement l'immeuble, en offrant notamment de l'aide financière pour leur déménagement ainsi que pour les accompagner dans la recherche d'un nouveau logement. D'ailleurs, tous les résidents pourront, selon leur souhait, quitter les lieux avant l'échéance de leurs baux sans subir de pénalité;

CONSIDÉRANT QUE lors du solstice d’été (jour le plus long), l'étude d'ensoleillement démontre que l'ombrage apparaît seulement vers 12 h. Celui-ci se propage faiblement sur une partie la cour arrière de la résidence localisée du côté est. Pendant le solstice d'hiver (jour le plus court), l'agrandissement ne provoque pas de période d'assombrissement significatif sur les propriétés voisines. Aux équinoxes du printemps et de l'automne (jour égal à la nuit), le nouveau volume réduit temporairement les conditions d'ensoleillement des cours donnant du côté de la ruelle ainsi que celles localisées du côté est, durant la matinée jusqu'à midi. De manière générale, selon les simulations, le niveau de luminosité des propriétés adjacentes demeure sensiblement le même durant toute l'année, sans créer de zone d'ombrage permanent.

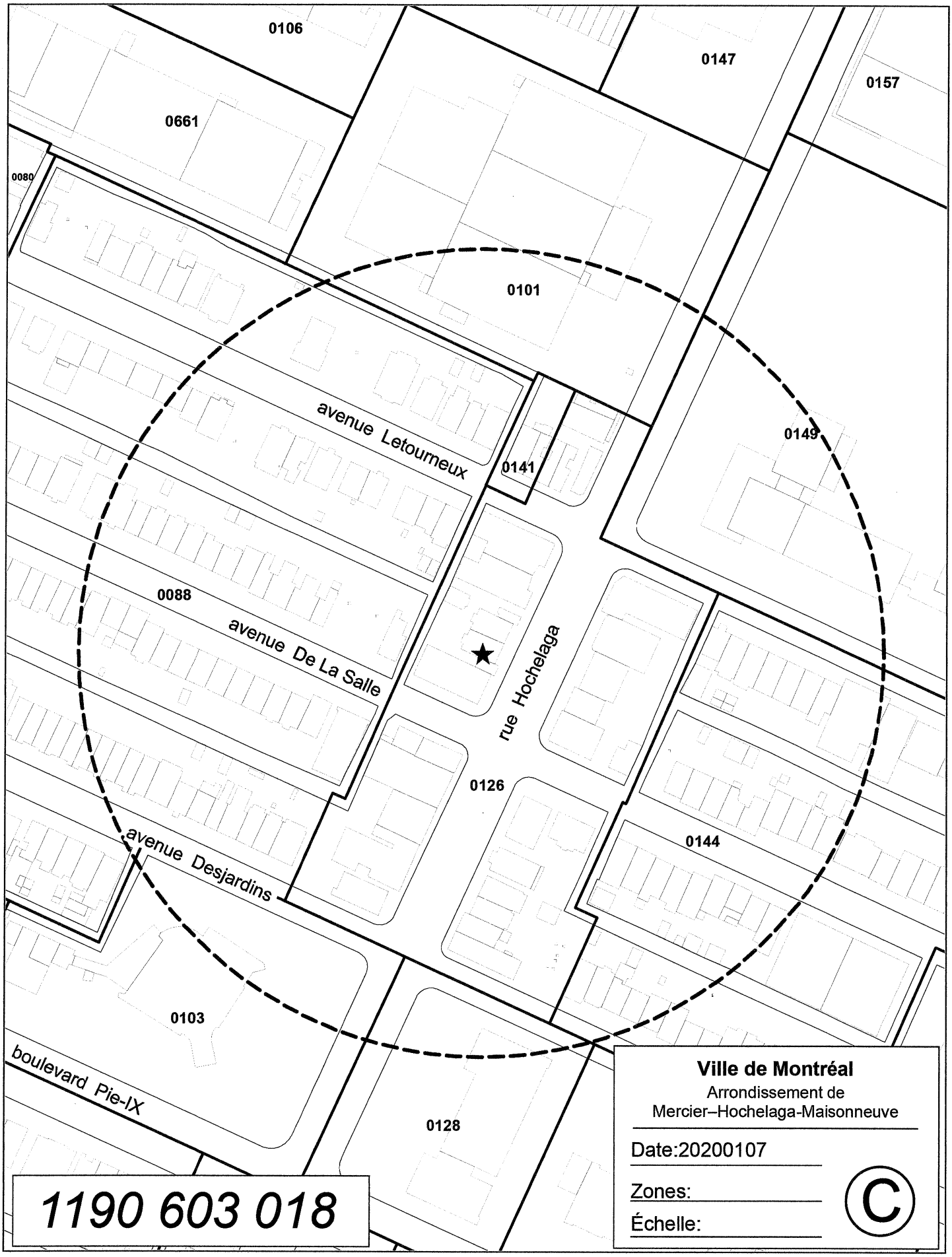
Par conséquent, il est adopté, À L’UNANIMITÉ

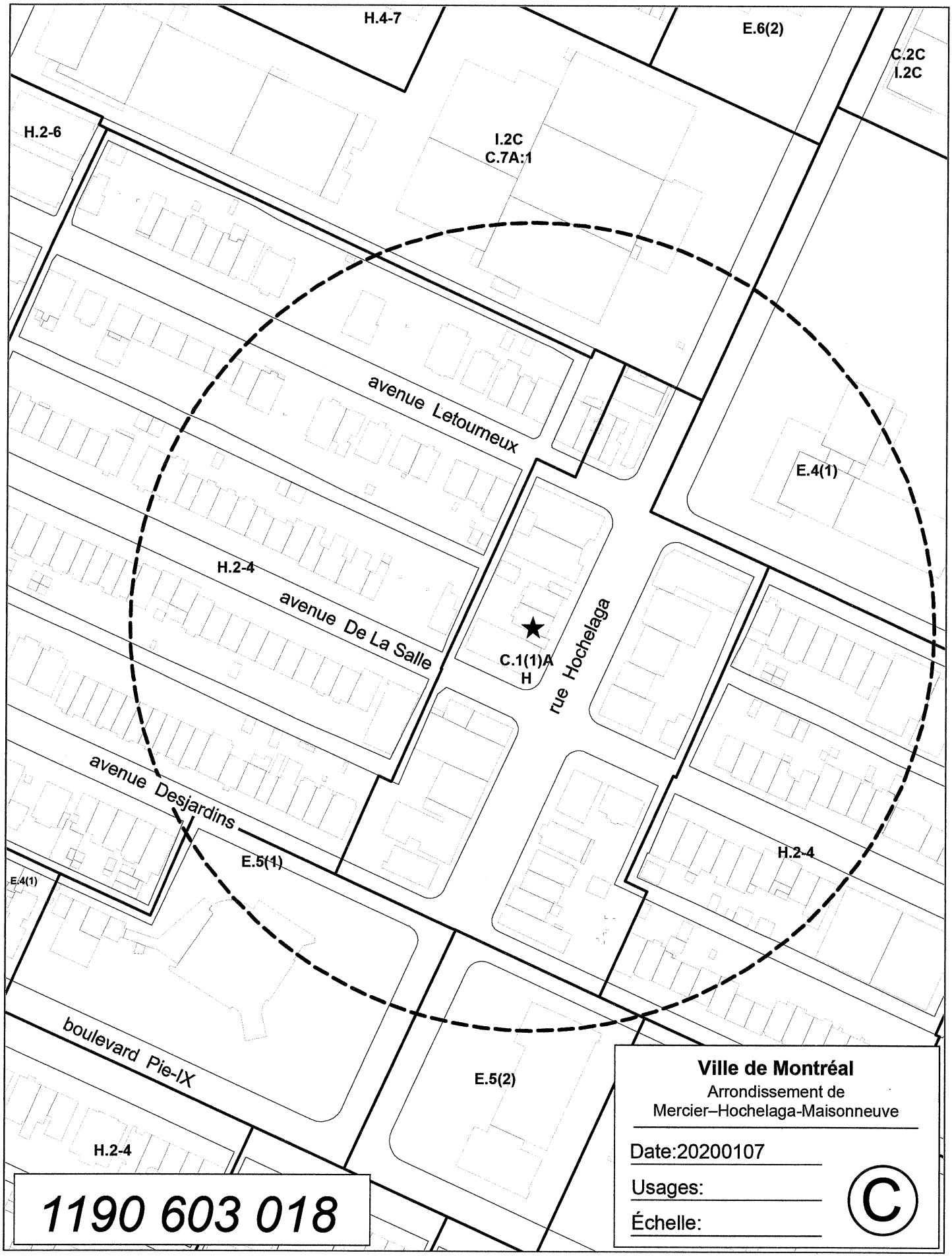
DE RECOMMANDER AU CONSEIL D’ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE SANS CONDITION.

:


1 881 124
1 881 125
1 881 126
1 881 127
1 881 128
1 881 129
1 881 130
2 310 913
1 881 100
1 878 655
1 878 654
1 881 994
avenue Letourneux
1 881 110
5 259 769
5 259 770
1 881 114
1 880 506
1 880 505
1 880 504
1 880 503
1 880 502
1 880 501
1 880 500
1 881 996
1 880 509
1 881 997
1 879 189
1 880 487
1 880 489
1 880 490
1 880 492
1 880 493
PC-21701
PC-21702
1 880 499
1 880 507
1 879 188
1 881 998
avenue De La Salle
1 882 012
rue Hochelaga
1 880 510
1 880 511
1 880 512
1 880 513
1 880 514
1 880 515
1 880 516
1 880 524
1 882 511
1 882 514
1 882 515
1 882 516
1 882 517
1 882 518
1 882 519
1 882 520
1 879 137
1 881 471
1 881 470
1 881 469
PC-08464
1 879 144
1 879 143
1 878 351
1 879 140
1 879 142
1 881 999
avenue Desjardins
1 878 986
1 878 987
1 882 001
1 881 473
1 881 472
1 881 475
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200214
Cadastre: Du Québec
Échelle:
A
1190 603 018


avenue Letourneux
avenue De La Salle
rue Hochelaga
Desjardins
4263
2610
2590
2584
2580
2570
2550
2565
2555
2543
2541
2533
4319
2507
4305
2505
2534
2528
2518
4295
4275
4271
4251
2583
2581
2575
2565
2559
2553
2547
2543
2531
2523
4290
4280
4270
4256
4250
2445
2435
2427
2572
2568
2564
2558
2554
2550
2536
2522
4247
4235
4229
4211
2503
4201
2553
2547
2539
2533
2527
2517
4240
2436
4222
4216
4210
4202
4200
2485
2420
2412
2408
2500
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200107
Utilisation du sol:
Échelle:
B
1190 603 018


0106
0147
0157
0661
0080
0101
avenue Letourneux
0141
0149
0088
avenue De La Salle
rue Hochelaga
0126
0144
avenue Desjardins
0103
boulevard Pie-IX
0128
1190 603 018
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200107
Zones:
Échelle:
©


H.4-7
E.6(2)
C.2C
I.2C
H.2-6
I.2C
C.7A:1
avenue Letourneux
E.4(1)
H.2-4
avenue De La Salle
C.1(1)A
H
rue Hochelaga
avenue Desjardins
E.5(1)
H.2-4
E.4(1)
boulevard Pie-IX
E.5(2)
H.2-4
1190 603 018
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20200107
Usages:
Échelle:
©

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190603018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant l'occupation d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 879 188 et 1 881 998, localisée entre les avenues De La Salle et Letourneux

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

2020-02-26 Regle_art_89_par_4_1190603018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'AGRANDISSEMENT ET L'OCCUPATION D'UNE RÉSIDENCE À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LES LOTS 1 879 188 ET 1 881 998 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé des lots 1 879 188 et 1 881 998 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé sur le lot 1 879 188 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 52, 60.1 et 124 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

CHAPITRE III
CONDITION APPLICABLE POUR LES LOTS 1 879 188 ET 1 881 998 DU CADASTRE DU QUÉBEC

3. Aux fins d'application de l'article 2 du présent règlement, seul l'usage « centre d'hébergement destiné à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement » est autorisé sur les lots 1 879 188 et 1 881 998 du cadastre du Québec.

CHAPITRE IV
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

4. Préalablement à la délivrance d'un permis de transformation ou de construction, les travaux visés par le présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), les objectifs et critères d'évaluation suivants s'appliquent :

Objectif 1

Sauvegarder le caractère des bâtiments tout en maintenant la qualité de leur expression architecturale respective et de leurs composantes.

Critère

1) Les travaux de construction ou de transformation doivent tendre à recréer la symétrie avec le bâtiment mitoyen présentant la même parenté architecturale tout en contribuant à la mise en valeur du caractère de l'ensemble des bâtiments en ce qui a trait aux formes, aux types et à la couleur des matériaux.

Objectif 2

Préserver l'intégrité de l'ensemble architecturale des bâtiments lorsque les travaux de transformation visent l'une ou l'autre de ses caractéristiques tout en maintenant une composition harmonieuse et contemporaine.

Critères

1) Les travaux doivent privilégier le maintien des ouvertures d'origine et la conservation du faux-toit et de ses pignons.

2) Les travaux doivent favoriser le principe de la double matérialité de la composition de la façade en ce qui a trait au traitement du rez-de-chaussée notamment en privilégiant le recours à la pierre.

CHAPITRE V
DÉLAI DE RÉALISATION

5. Les travaux de construction ou de transformation visés par le présent règlement doivent avoir été débutés dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

CHAPITRE VI
DISPOSITION PÉNALE

6. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Le règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1190603018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2020/04/20 13:00

(1)

Dossier # : 1200649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

Il est recommandé:
1. d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 278 952 000 $ afin de financer les travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la
surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM)

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2020-03-18 11:08

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200649001**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

CONTENU

CONTEXTE

Afin de procéder à la construction de nouveaux réseaux pour ses usagers et à l'enfouissement des fils aériens dans les différents arrondissements, de maintenir en bon état les différents réseaux électriques et de télécommunication, la Commission des services électriques de Montréal réalise différents travaux d'immobilisation. Ces travaux visent le maintien et le prolongement du réseau. Ils sont jugés prioritaires parce qu'ils sont directement reliés à l'obligation de distribution et de télécommunication par les usagers du réseau de la CSEM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM19 0605 14 mai 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 73 050 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent rapport vise l'autorisation d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 278 952 000 $ pour réaliser des travaux d'enfouissement et de déplacement des fils et de maintien du réseau de conduits souterrains de la CSEM. L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra à la Commission des services électriques de mener à terme la programmation prévue pour l'année 2020-2022.

Projet	2020 *	2021	2022	TOTAL
Réseau souterrain	66 002 000 $	106 475 000 $	106 475 000 $	**278 952 000 $**

* Pour l'année 2020 le montant est de 104 557 000 $ moins 38 555 000 $ déjà dans le

règlement d'emprunt 19-033 ce qui représente un montant de 66 002 000 $ pour l'année 2020 en cours.

JUSTIFICATION

Le présent règlement permettra d'octroyer des contrats rapidement et de répondre aux besoins des usagers ainsi que de réaliser plusieurs projets majeurs jugés prioritaires pour les usagers de la CSEM dans le cadre du Programme des dépenses d'immobilisation.
Les principaux travaux relatifs au présent règlement d'emprunt sont les suivants:
- Prolongement du réseau de conduits souterrain existant;
- Modifications et ajouts au réseau de conduits souterrain;
- Construction de nouveaux réseaux de conduits souterrains pour de nouveaux développements résidentiels
- Construction de réseaux d'éclairage

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux d'immobilisation qui seront réalisés par la Commission des services électriques figurent au projet de programme triennal d'immobilisation 2020-2022.
La présente dépense est assumée par la Ville Centrale et remboursée à l'aide des redevances payées par les usagers et utilisateurs du réseau de la CSEM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation du règlement d'emprunt permettra de répondre efficacement aux besoins de ses usagers dans les délais impartis par l'obligation de rendre à leurs clients et abonnés les services électriques et de télécommunications.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il faut noter que les travaux faisant l'objet du présent règlement d'emprunt ont été coordonnés avec les Services des infrastructures, du transport et de l'environnement et les arrondissements concernés pour les travaux de nature locale ou dans le cas des contrats généraux (mineur et intermédiaire), ils le seront dès l'identification précise du site de l'intervention.
De plus, pour l'ensemble des travaux, le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement ou l'arrondissement et la CSEM verront à coordonner les interventions lorsque l'échéancier et l'emplacement des travaux seront établis.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion du règlement d'emprunt au conseil municipal (avril 2020)
Adoption du règlement d'emprunt au conseil municipal (mai 2020)
Approbation des octrois de contrats au conseil d'administration de la CSEM (après l'entrée en vigueur du règlement)
Sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire.
Octroi des contrats: 2020 à 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1200649001 - Conduits souterrains (CSEM).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-872-9382

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-872-9382
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 278 952 000 $ POUR DES TRAVAUX GÉNÉRAUX DE MODIFICATIONS ET D'ADDITIONS AU RÉSEAU MUNICIPAL DE CONDUITS SOUTERRAINS AINSI QUE DES TRAVAUX RELIÉS À L'ENFOUISSEMENT DES FILS AÉRIENS DANS LES LIMITES DE LA VILLE DE MONTRÉAL, SOUS LA SURVEILLANCE DE LA COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 278 952 000 $ est autorisé pour le financement de travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrains ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement de fils aériens dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements doit être de 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

_____

GDD1200649001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1200649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2020-2022, un projet de règlement d'emprunt (fonds 105) autorisant le financement de 278 952 000 $ pour des travaux généraux de modifications et d'additions au réseau municipal de conduits souterrain ainsi que de travaux reliés à l'enfouissement des fils aériens, dans les limites de la Ville de Montréal, sous la surveillance de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200649001- CSE-Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

François MARTELLINO
Conseiller en planification budgétaire
Tél : (514) 872-8440
Division : Service des finances, Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2020/04/20 13:00

(2)

Dossier # : 1203843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020).

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-02 15:42

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203843002**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020)

CONTENU

CONTEXTE

À chaque exercice financier, l'adoption du budget de la Ville comporte l'obligation d'adopter le règlement requis pour imposer les taxes de l'exercice suivant. Ce processus annuel a été complété pour l'année 2020. Par contre, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, la Ville de Montréal a décidé de reporter la seconde échéance des comptes de taxes foncières annuelles au jeudi 2 juillet, 2020. Dans ce contexte, un amendement au Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055, est donc nécessaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1395 - 17 décembre 2019 - Adoption - Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055

DESCRIPTION

Le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055, prévoit des modes de paiements et des dates d'exigibilités pour des taxes et compensations. Dans le cadre de la COVID-19, la Ville de Montréal a décidé d'amender le règlement afin de reporter la seconde échéance des comptes de taxes foncières annuelles du lundi 1er juin au jeudi 2 juillet, 2020. L'amendement du règlement s'applique :

a) à la taxe foncière générale, la taxe sur les terrains vagues non desservis, la taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM, la taxe spéciale relative au service de la voirie, la taxe spéciale relative au service de l'eau, la taxe spéciale sur les installations publicitaires, les taxes spéciales relatives aux travaux municipaux et les compensations relatives aux immeubles exempts de taxes;et
b) uniquement sur le deuxième versement lorsque le montant du compte est de 300 $ ou plus.

Par ailleurs, plusieurs règlements adoptés par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement font référence aux dispositions relatives aux dates d'échéances du règlement annuel sur les taxes aux fins de fixer les dates d'échéances d'autres taxes et autres mesures fiscales. L'amendement au Règlement sur les taxes aura donc, également une incidence sur ces taxes et autres mesures fiscales notamment, celles prévues par les règlements suivants: Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement

(exercice financier 2020), 19-056; Règlements imposant les taxes d'arrondissement (taxe relative aux services); Règlements d'emprunt des arrondissements (taxe relative aux investissements); Règlements qui prévoient les modalités de perception de la tarification applicable à l'occupation permanente du domaine public; Règlements d'emprunt prévoyant des taxes d'améliorations locales.

JUSTIFICATION

Pour alléger le fardeau fiscal des citoyens dans le cadre dans la pandémie de la Covid-19, la Ville de Montréal a décidé de reporter l'échéance du deuxième paiement des comptes de taxes foncières annuelles au jeudi 2 juillet 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les recettes budgétaires des taxes et autres recettes reportées par l'adoption de ce règlement totalisent approximativement 2 G$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil municipal : Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS
Conseillère recettes fiscales

Tél : 514-868-4438
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus

Tél : 514 872-2455
Télécop. : 514 872-2247

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus

Tél : 514 872-2455
Approuvé le : 2020-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
TRÉSORIER ET DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-03-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les taxes (exercice financier de 2020)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML -1203843002- Règl modif règl sur les taxes (2020) 19-055.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-29

Véronique BELPAIRE
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514-872-7017
Division : Service des affaires juridiques

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TAXES (EXERCICE FINANCIER 2020) (19-055)

Vu l'article 252 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'article 21 du Règlement sur les taxes (exercice financier 2020) (19-055) est modifié par le remplacement de « 1er juin » par « 2 juillet ».

_____

GDD 1203843002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1207796006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) / Adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, afin de reporter la date d'échéance du deuxième versement des cotisations des sociétés de développement commercial au 1er septembre 2020

Il est recommandé:
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) ;

- d'adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-09 08:05

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796006**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) / Adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, afin de reporter la date d'échéance du deuxième versement des cotisations des sociétés de développement commercial au 1er septembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème commercial dans une grande incertitude financière et plusieurs établissements font face à de graves problèmes de liquidités provoqués par la fermeture actuelle des commerces non essentiels. Dans le contexte de cette crise, un comité a été formé afin de définir les meilleures stratégies visant à soutenir le commerce montréalais. Ce comité, formé de l'association de sociétés de développement commercial de Montréal, de sociétés de développement commercial (SDC), d'arrondissements et de partenaires du milieu commercial, a demandé de repousser l'échéance du deuxième versement des cotisations au 1er septembre 2020.
Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet de soumettre un projet de règlement visant à permettre le deuxième versement des cotisations trois mois plus tard qu'initialement prévu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 250401 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;
CA19 250402 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;

CA19 250403 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis,

pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;

CA19 250404 (10 décembre 2019) : Adoption du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest - Plateau-Mont- Royal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation à ses membres;

CA19 0318026 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 240559 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020**;**

CA19 240560 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 240561 (10 décembre 2019) : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 220385 (9 décembre 2019) : Adoption - Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Monk et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 220386 (9 décembre 2019): Adoption - Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial (SDC) Les Quartiers du canal et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 090317 (9 décembre 2019) : Adopter un Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial District central pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 09 0316 (9 décembre 2019) : Adopter un Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier Fleury Ouest pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 090315 (9 décembre 2019) : Adopter un Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la S.I.D.A.C. La Promenade Fleury pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 080615 (3 décembre 2019) : Adopter le règlement RCA19-08-6 portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial La Zone Décarie Nord et décréter les cotisations pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 210287 (3 décembre 2019) : Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Wellington pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 260375 (2 décembre 2019) : Adopter le règlement intitulé « Règlement portant sur

l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Promenade Masson, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation »;

CA19 260373 (2 décembre 2019) : Adopter le règlement intitulé « Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Petite Italie - Marché Jean-Talon - Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation »;

CA 19 260374 (2 décembre 2019) : Adopter le règlement intitulé « Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Plaza St-Hubert, pour la période de 1er janvier au 31 décembre 2020, et imposant une cotisation »;

CA 19 170344 (2 décembre 2019) : Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des -Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020;

CA19 270406 (2 décembre 2019) : Adopter le Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Hochelaga-Maisonneuve (SDC), pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-27005);

CA19 160437 (2 décembre 2019) : Adoption - Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest - Outremont pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CA19 130320 (2 décembre 2019) : Adoption du règlement numéro 2250 intitulé : Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial de la rue Jean-Talon à Saint-Léonard, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation;

CM03 0623 (25 août 2003) : Adopter un règlement intérieur délégant aux conseils d'arrondissement les compétence du conseil en matière de Sociétés de développement commercial.

DESCRIPTION

Le Service du développement économique recommande de repousser l'échéance du deuxième versement des cotisations des SDC au 1er septembre 2020.
Le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) permet au conseil municipal de déléguer aux conseils d'arrondissements ses pouvoirs relatifs à ces sociétés. C'est ainsi que, à chaque année et tel que prévu à l'article 458.20 de la Loi sur les cités et villes, chaque arrondissement dans lequel opère une SDC adopte un règlement approuvant le budget de fonctionnement de chacune des SDC de son territoire et imposant une cotisation à ses membres. Ce règlement approuve le budget de la société, établit les taux et les paramètres de cotisation, ainsi que les modalités de perception des cotisations.

Afin de pouvoir procéder dans les délais et afin d'éviter la modification par chacun des 11 arrondissements du ou des règlements des SDC situés sur leur territoire, le SDE recommande de modifier le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108), de façon à permettre au conseil de la Ville de Montréal de le faire.

Le Service du développement économique recommande également d'adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, qui vise à établir l'échéance du second versement des cotisations SDC trois mois plus tard qu'initialement prévu, soit au 1er septembre 2020.

L'entrée en vigueur du Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période est conditionnelle à l'adoption du Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial par le Conseil de la ville.

JUSTIFICATION

La modification du Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) permettrait d'alléger le processus réglementaire visant la modification de la deuxième échéance du versement des cotisations SDC, en permettant au conseil municipal d'adopter un règlement visant à repousser de trois mois l'échéance du deuxième versement de la cotisation SDC pour chacune des SDC.
Étant donné que les commerces non essentiels se retrouvent dans l'obligation de fermer temporairement leurs portes et ne peuvent admettre de la clientèle dans leurs établissements, ces derniers se voient confrontés à des pertes de revenus et de liquidités importants. L'échéance du second versement de la cotisation SDC étant prévue le 1er juin prochain par le biais de chacun des 22 règlements adoptés par les conseils d'arrondissement, il est souhaitable que les membres des SDC aient tous la chance d'acquitter leur facture de cotisation en date du 1er septembre 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recommandation du Service du développement économique n'a aucun impact financier pour la Ville de Montréal. Elle engendrera toutefois un impact auprès des sociétés de développement commercial qui auront accès aux montants de cotisation perçus par la Ville de Montréal environ trois mois plus tard qu'initialement prévu.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le fait de ne pas adopter la modification au Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) empêcherait le conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, et ainsi d'accorder un répit financier aux établissements membres des SDC. Chaque arrondissement devrait ainsi modifier son règlement approuvant le budget de chacune des SDC et imposant une cotisation à ses membres. La modification de ces 22 règlements adoptés à la fin de l'année 2019 rendrait cette opération complexe.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 20 avril 2020 : avis de motion
- 25 mai 2020 : adoption des règlements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Rachad LAWANI, Le Sud-Ouest
Denis COLLERETTE, Service du développement économique
Jean-François SOULIERES, Ahuntsic-Cartierville
Jean-François SIMONEAU, Rosemont - La Petite-Patrie
Julie BOUCHER, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Diane VALLÉE, Verdun
Pierre BOUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Gilles ETHIER, Service des finances
Jeffrey KIRTON, Le Plateau-Mont-Royal
Johanne COUTURE, Saint-Léonard
Laurence BOISVERT-BILODEAU, Outremont

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796006

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	COVID-19 - Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) / Adopter le Règlement modifiant divers règlements portant sur l'approbation de budgets de fonctionnement de sociétés de développement commercial pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant des cotisations pour cette période, afin de reporter la date d'échéance du deuxième versement des cotisations des sociétés de développement commercial au 1er septembre 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207796006 - Règl modif règl délég 03-108.doc

HP - 1207796006 - R. modif. R. SDC.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL DE LA VILLE PORTANT DÉLÉGATION AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT DE CERTAINS POUVOIRS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL (03-108)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

> « Le paragraphe 5° du premier alinéa ne s'applique pas à l'égard du pouvoir nécessaire à l'adoption de dispositions réglementaires visant à fixer la date d'échéance du deuxième versement de la cotisation relative à la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 lorsque le montant de cotisation dû est supérieur à 300 $. »

_____

GDD1207796006

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT DIVERS RÈGLEMENTS PORTANT SUR L'APPROBATION DE BUDGETS DE FONCTIONNEMENT DE SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT DES COTISATIONS POUR CETTE PÉRIODE

Vu l'article 458.28 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19)

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Promenade Fleury, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 09003) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

2. Le sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 4 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier Fleury Ouest pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 09004) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

3. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial District Central pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 09005) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

4. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 17327) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

5. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-15) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

6. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de

développement commercial du Boulevard Saint-Laurent, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-16) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

7. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-17) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

8. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest – Plateau-Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (2019-18) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

9. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Plaza Monk, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 22016) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

10. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Les Quartiers du Canal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19 22017) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

11. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 5 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Hochelaga-Maisonneuve, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-27005) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

12. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Laurier Ouest - Outremont pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (AO-470) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

13. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Petite-Italie - Marché-Jean-Talon - Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA-153) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

14. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de

l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Plaza St-Hubert, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA-154) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

15. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Promenade Masson, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA-155) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

16. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial La Zone Décarie Nord pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-08-6) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

17. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial de la rue Jean-Talon à Saint-Léonard pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (règlement numéro 2250) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

18. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Wellington, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (RCA19-210009) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

19. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 5 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-311) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

20. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-312) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

21. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-313) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

22. Le sous-paragraphe ii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'alinéa 1 de l'article 6 du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et imposant une cotisation (CA-24-314) est modifié par le remplacement des mots « 90e jour » par les mots « 180e jour ».

23. L'entrée en vigueur du présent règlement est conditionnelle à l'adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (*Insérer ici la référence de ce règlement*) par le conseil de la Ville.

GDD 1207796006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2020/04/20 13:00

(1)

Dossier # : 1192621002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant l'emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques.

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement d'emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte pour les matières organiques sur le territoire de la Ville de Montréal.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-02 10:49

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192621002**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant l'emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020* (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), approuvé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC) et entré en vigueur le 28 janvier 2017, 7 orientations et 28 mesures ont été adoptées, dont plusieurs doivent être mises en place par les autorités locales dont la Ville de Montréal.
En vertu de l'article 53.24 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., chapitre Q-2), les municipalités sont tenues de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre du PMGMR sur leur territoire. C'est pourquoi des actions du projet de Plan directeur de la gestion des matières résiduelles de l'Agglomération de Montréal (PDGMR) traitent spécifiquement des matières organiques.

Depuis le 1er janvier 2015, le conseil de ville détient les compétences à l'égard de l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles. La Division collecte, transport et traitement des matières résiduelles du Service de l'environnement a été identifiée pour coordonner le déploiement de nouveaux services de collecte ainsi que l'acquisition d'outils de collecte.

En 2019, la première phase d'implantation de la collecte des résidus alimentaires a été complétée avec la desserte des immeubles de huit logements et moins. D'ici 2025, le projet de PDGMR prévoit deux autres phases, soit le déploiement des services de collecte dans les immeubles de neuf logements et plus ainsi que dans les institutions et commerces ciblés avec une priorité donnée aux écoles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1217 - 18 novembre 2019 - Prolonger, jusqu'au 31 décembre 2020, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM18 1525 concernant l'enlèvement, le

transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* .
CM15 0681 - 25 mai 2015 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte de matières organiques », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 2 000 000 $ afin de financer l'acquisition de différents types d'outils de collecte des matières organiques pour la période 2020-2022. Ces outils serviront à la tenue de projets pilotes à l'intérieur de différents types de multilogements montréalais et d'écoles afin d'optimiser les futures dessertes des immeubles de neuf logements et plus ainsi que des institutions scolaires.
Ce règlement d'emprunt permettra de faire l'acquisition et de réaliser la mise en place des outils de collecte appropriés auprès des immeubles et institutions ciblés. Un suivi des performances des outils testés sera réalisé et des recommandations seront émises pour bonifier la stratégie d'implantation du service de collecte.

Ces projets pilotes ainsi que la desserte de l'ensemble des immeubles à multilogements et des institutions et commerces ciblés, sont nécessaires à la saine gestion des matières résiduelles et à l'atteinte de l'objectif du PMGMR et du projet de PDGMR 2020-2025, soit de recycler 60 % de la matière organique dans un horizon 2025.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'environnement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant l'acquisition d'outils de collecte divers indispensables à la détermination d'une collecte optimale des matières organiques dans tous les immeubles de neuf logements et plus ainsi que dans les institutions scolaires.
L'approbation par le Gouvernement du Québec et le Conseil municipal du règlement d'emprunt à portée globale permet de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de contrat, et par conséquent, assurer la mise en oeuvre rapide du projet d'achat des outils de collecte des matières organiques pour les immeubles et institutions scolaires ciblés sur le territoire de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Depuis le 1er janvier 2015, la Division collecte, transport et traitement des matières résiduelles du Service de l'environnement a été identifiée pour coordonner le déploiement de nouveaux services de collecte ainsi que l'acquisition et la distribution des outils de collecte.
Ces achats de nature non capitalisable, considérés comme une dépense de fonctionnement au sens des règles comptables, seront financés par emprunt et le terme de l'emprunt n'excédera pas cinq (5) ans.

L'acquisition de ces outils (contenants de différentes tailles conçus pour la collecte des matières organiques) est nécessaire afin d'atteindre les cibles fixées dans le PMGMR et le projet de PDGMR 2020-2025. Les coûts pour l'acquisition et la mise en place d'outils de collecte pour les matières résiduelles sur le territoire sont évalués à deux millions de dollars (2 000 000$). Une somme de 300 000 $ a été identifiée dans le budget de fonctionnement 2020 pour le suivi des performances des outils testés, la rédaction des recommandations ainsi que la bonification de la stratégie d'implantation du service de collecte des matières organiques.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

L'achat et la mise en place des outils de collecte dans le cadre des projets-pilotes sont prévus au programme triennal d'immobilisation 2020-22 de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2020, le présent dossier contribue à l'atteinte de la cible suivante : *Atteindre les objectifs gouvernementaux de valorisation des matières organiques (60 %) d'ici 2020.*
Il contribue de plus à l'action 7 des organisations partenaires de ce plan, soit de réduire et de valoriser les matières résiduelles, notamment en implantant la collecte des matières organiques.

Enfin, ce dossier permettra de se donner les moyens adéquats pour mettre en oeuvre la deuxième priorité du projet de PDGMR 2020-2025 soit détourner les matières organiques de l'enfouissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet qui vise l'atteinte des objectifs de récupération des matières fixés par le gouvernement du Québec (Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre les Changements Climatiques), permet d'encourager la participation des citoyens en les outillant adéquatement, d'augmenter la performance globale de la Ville dans ce champ d'activités et finalement, de poser des gestes pour protéger l'environnement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 11 mars 2020
Conseil municipal - Avis de motion pour règlement d'emprunt: 23 mars 2020
2020 - Approbation par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;
2020 - Adoption du règlement d'emprunt;
Prise d’effet en 2020 à compter de la publication du règlement d’emprunt;
2020 - Acquisitions et installations des outils aux endroits visés par les pilotes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Caroline BOIVIN, 7 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-21

Paula URRA
Chef de Division collecte transport et traitement MR

Tél : 514 868-8764
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles

Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-03-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1192621002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Adoption - Règlement autorisant l'emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1192621002 - Matières organiques.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-872-9382

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-13

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-872-9382
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE L'ACQUISITION D'OUTILS DE COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 2 000 000 $ est autorisé pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques sur le territoire de la Ville de Montréal. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

6. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

TYPE D'OUTILS DE COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES	MONTANTS ESTIMÉS
Bacs roulants de différents formats	200 000,00 $
Conteneurs roulants adaptés : 2, 3, 4 verges cubes ou autres formats	500 000,00 $
Conteneurs semi-enfouis	1 200 000,00 $
Autres contenants adaptés aux matières organiques	100 000,00 $
TOTAL	**2 000 000,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1192621002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Adoption - Règlement autorisant l'emprunt de 2 000 000 $ pour le financement de l'acquisition d'outils de collecte des matières organiques.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ENV 1192621002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget

Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-17

Louise B LAMARCHE

Professionnelle domaine d expertise-Chef d équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.02

2020/04/20 13:00

(1)

Dossier # : 1194039016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance »

Il est recommandé :
de demander au conseil municipal d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal un règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-02-20 14:52

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 10 février 2020	Résolution: CA20 09 0038

Soumettre pour adoption par le conseil municipal, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un projet de règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance - Zone 1263.

Il est proposé par la mairesse Émilie Thuillier

appuyé par la conseillère Nathalie Goulet

et résolu

DE soumettre pour adoption par le conseil municipal, en vertu du paragraphe 4 du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un projet de règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

40.11 1194039016

Émilie THUILLIER
_____
Mairesse d'arrondissement

Chantal CHÂTEAUVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 18 février 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1194039016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision quant à l'adoption du règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » - Zone 1263

de recommander au conseil municipal :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance».

Signé par Gilles CÔTÉ **Le** 2020-02-06 13:34

Signataire : Gilles CÔTÉ

Directeur du développement du territoire
Ahuntsic-Cartierville , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194039016**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision quant à l'adoption du règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » - Zone 1263

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal (CIUSSS-CSMTL) a signé une promesse d'achat de l'immeuble situé sur le lot 5 369 162 afin de mettre en place un foyer d'hébergement pour neuf (9) jeunes filles de 12 à 18 ans.
Selon le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), l'immeuble est situé dans un secteur de zonage résidentiel de la catégorie H.1-3 (habitation de 1 à 3 logements) où ce type d'hébergement n'est pas autorisé. Cependant, le conseil municipal peut, en vertu du 4e paragraphe de l'article 89 de la Charte, adopter un règlement autorisant l'occupation de ce bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'immeuble visé est situé à l'intersection du boulevard Gouin et de l'avenue de l'Esplanade. L'environnement de cet immeuble est essentiellement résidentiel. Le terrain dispose d'une superficie de 951 m^2 et le bâtiment occupe 21% de ce terrain. Ce bâtiment est implanté à plus de 10 m de l'emprise du boulevard Gouin et à 3 m de l'emprise de l'avenue de l'Esplanade.
Le bâtiment appartient actuellement à une communauté religieuse mais il est présentement inoccupé. Ce projet devrait nécessiter certaines modifications mineures de l'aménagement intérieur de l'immeuble. Toutefois, aucune modification extérieure n'est prévue.

Selon le CIUSSS, la clientèle de ce foyer serait composée des jeunes filles qui sont suivis par le programme jeunesse (CJM) sous divers lois : la LPJ (loi sur la protection de la jeunesse), la LSSS (loi sur la santé et les services sociaux) et peut être la LSJPA (loi sur le système de justice pénale pour les adolescents) (peu probable, mais pourrait arriver). Cette clientèle serait composée de jeunes filles de 12 ans à 18 ans avec divers problématiques de santé mentale (légère) et divers troubles de comportements (léger à moyen). Ces jeunes proviendraient d'Ahuntsic-Cartierville et des autres arrondissements de

l'île de Montréal. Si elles vont à l'école, elles fréquenteraient les écoles du quartier ou les écoles de leur milieu de provenance.

L'objectif de ce foyer serait principalement de développer l'autonomie de ces jeunes et de leur permettre de développer un réseau social positif ainsi que de préparer le passage à la vie autonome. Le souhait du CIUSSS est qu'elles participent aux activités de la communauté et utilisent les ressources et organismes du quartier.

Une équipe éducative serait présente continuellement pour encadrer ces jeunes filles. La nuit, un gardien serait sur place pour superviser et encadrer ces jeunes filles.

À noter que le CIUSSS a transmis à la population avoisinante un formulaire pour appuyer le projet. Neuf (9) résidents du boulevard Gouin Ouest et de l'avenue de l'Esplanade ont retourné le formulaire en spécifiant un appui au projet.

Avis du comité consultatif d'urbanisme

Le 4 décembre 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont recommandé l'approbation de ce projet.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est favorable à cette demande pour les motifs suivants :

- l'encadrement prévu des jeunes résidantes et le nombre limité de jeunes (9) font en sorte que le foyer ne devrait pas créer plus d'impacts sur le voisinage résidentiel du secteur que la présence de trois (3) familles ;
- ce type de foyer répond à la mission du CIUSSS-CCSMTL d'intégrer les jeunes dans un environnement résidentiel ;
- les transformations requises pour ce projet n'auraient aucun impact sur l'architecture du bâtiment ;
- le projet a reçu l'appui de neuf (9) résidents du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement demandant au conseil municipal d'adopter un règlement en vertu du 4e paragraphe de l'article 89 de la charte ;
Adoption d'une résolution par le comité exécutif de la Ville de Montréal ;
Adoption d'un avis de motion et du projet de règlement par le conseil municipal ;
Adoption du règlement par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet est conforme aux orientations du Plan d'urbanisme mais déroge aux dispositions de l'article 132 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274) quant aux usages prescrits. Pour toutes autres considérations et à la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre ALARIE
Conseiller en aménagement

Tél : ---
Télécop. : ---

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-06

Richard BLAIS
Chef de division - urbanisme

Tél : ---
Télécop. : --

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1194039016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Objet :	Rendre une décision quant à l'adoption du règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » - Zone 1263

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
DE L'ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE

Extrait du procès-verbal de la réunion tenue le 4 décembre 2019 à 18 heures, au 555, rue Chabanel Ouest, 6e étage.

5.9 Dossier 1194039016 : Rendre une décision quant à l'adoption du règlement intitulé «Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » – Zone 1263.

Monsieur Pierre Alarie présente le dossier et émet un avis favorable au nom de la DDT.

Considérant que l'analyse de la DDT est bien fondée;

Considérant que le voisinage immédiat a été consulté et qu'il est unanimement en faveur du projet;

Considérant que ce projet représente un jalon social essentiel à cette clientèle vulnérable.

Il est proposé :

De recommander l'approbation du projet tel que présenté.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre ALARIE
Conseiller en aménagement

Tél : ---
Télécop. : ---

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194039016

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Objet :	Rendre une décision quant à l'adoption du règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé sur le lot 5 369 162 du cadastre du Québec à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » - Zone 1263

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint

FICHIERS JOINTS

2020-01-15 art 89_4.projet de règlement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-16

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION DU BÂTIMENT SITUÉ SUR LE LOT 5 369 162 DU CADASTRE DU QUÉBEC À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSITANCE

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 5 369 162 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la règlementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour un centre de réadaptation ou un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse est autorisée.

À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 132.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274) quant à l'usage prescrit dans le secteur dans lequel se situe le territoire d'application du présent règlement.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

3. Les usages « centre de réadaptation » et « centre de protection de l'enfance et de la jeunesse » sont autorisés sur le territoire décrit à l'article 1.

CHAPITRE III
DISPOSITION PÉNALE

4. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou

contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 679 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274).

_____

GDD : 1194039016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1201009002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin.

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles - Pôle du Quartier latin".

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-24 13:16

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201009002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville a entrepris en 2017 le projet de réfection des infrastructures souterraines et d'aménagement de surface du domaine public aux abords de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ce projet fait partie du Programme particulier d'urbanisme (PPU) Quartier des spectacles - Pôle Quartier latin et consiste plus spécifiquement à réaménager:

· la rue Saint-Denis, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine ;
· la rue Sainte-Catherine, entre les rues Saint-Denis et Berri ;
· la rue Sanguinet, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque ;
· les rues Christin et Savignac, entre les rues Sanguinet et Saint-Denis.

En parallèle avec cette démarche, l'arrondissement de Ville-Marie a adopté le programme *Accès Jardins* afin de rendre disponibles et accessibles aux Montréalais de nouveaux lieux de qualité appartenant à des propriétaires institutionnels et privés. Dans le cadre de ce programme, l'arrondissement de Ville-Marie a conclu en 2018 une entente avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM) visant à mettre en valeur plusieurs terrains de l'université et à les rendre accessibles au public pour une période minimale de 25 ans. Selon l'entente, l'arrondissement s'est engagé à effectuer à ses frais les travaux d'aménagement requis pour convertir cinq terrains de l'UQAM en "jardins urbains", soit:

· la cour du Transept sud ;
· le pourtour de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes ;
· la cour du clocher Saint-Jacques ;
· la cour du pavillon J.-A. DeSève ;
· l'Espace Christin.

Afin d'en faciliter la gestion et la réalisation, et considérant les travaux des partenaires à intégrer au projet (travaux des réseaux techniques urbains, travaux de réhabilitation de conduites d'égout et d'aqueduc), le Service d'urbanisme et de la mobilité (SUM) agit à titre de requérant et le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) agit à titre d'exécutant.

Les travaux compris dans le projet de réaménagement des abords de l'UQAM ont été divisés

en trois (3) phases de construction.

Phasage du projet	Début des travaux	Fin des travaux
Phase 1		
· Réaménagement du trottoir ouest de la rue Saint-Denis, entre le boul. de Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine · Réaménagement de la place Pasteur · Réaménagement de la cour du Transept sud (terrain privé) pour créer un « jardin urbain »	Juin 2018	Novembre 2019
Phase 2		
· Réaménagement de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Saint-Denis et Berri · Réaménagement de la rue Saint-Denis, entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine · Réaménagement du pourtour de la chapelle Notre-Dame-de-Lourdes (terrain privé) pour créer un « jardin urbain » · Réaménagement de la cour du clocher Saint-Jacques (terrain privé) pour créer un « jardin urbain »	Été 2020	Automne 2021
Phase 3		
· Réaménagement de la rue Sanguinet, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque · Réaménagement des rues Christin et Savignac · Réaménagement de la cour du pavillon J.-A. DeSève (terrain privé) pour créer un « jardin urbain » · Réaménagement de l'Espace Christin (terrain privé) pour créer un « jardin urbain »	Printemps 2022	Automne 2022

Les travaux sont financés par deux sources principales, soit :

· le projet « PPU du Quartier latin (UQAM Pasteur-Boisbriand-Sanguinet) », pour les interventions sur le domaine public;
· le programme « Accès jardins » de l'arrondissement Ville-Marie, pour les interventions sur les terrains privés de l'UQAM.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par le conseil municipal, l'Administration prévoit des investissements de 15 225 000 $ sur trois ans pour le projet 68031 : « PPU Quartier latin (UQAM Pasteur-Boisbriand-Sanguinet) ». Le coût total du projet est de 26 554 000 $ en considérant les dépenses passées et les engagements ultérieurs.

À ce jour, un règlement d'emprunt d'une valeur de 12 884 000 $ a été adopté en février 2017 (dossier décisionnel #1165929007) pour financer le projet.

Un deuxième règlement d'emprunt d'une valeur de 13 670 000 $ fait l'objet du présent sommaire décisionnel pour permettre au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) de financer les interventions sur le domaine public des phases 2 et 3 du projet de réaménagement des abords de l'UQAM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0820, 19 juin 2018 : Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats - Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardins

inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement de la place Pasteur et des abords de l'UQAM, incluant un tronçon de la rue Saint-Denis et de la rue Sainte-Catherine (projet Pasteur/UQAM - Phase 1) - Dépense totale 10 494 405,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-18-007 (1 soum.) - Autoriser, pour la période 2018-2020, un budget additionnel de revenus et dépenses de 891 832, 52 $ pour les coûts remboursés par les partenaires
CM18 0813, 19 juin 2018 : Approuver un projet d'entente de partage des coûts de travaux de constructions par laquelle l'Université du Québec à Montréal (UQAM) rembourse à la Ville de Montréal, dans le cadre de travaux d'aménagement inscrits au programme « Accès Jardins », les coûts de réfection de membranes de toits de tunnels situés dans le secteur de la place Pasteur et de la cour du transept sud de l'UQAM, pour une somme maximale de 787 408,13 $, taxes incluses

CA18 240179, 10 avril 2018 : Approuver une entente d'occupation pour un terme initial de 25 ans par laquelle la Ville de Montréal, dans le cadre du programme « Accès Jardins », aménage 4 Jardins urbains, sur les sites de la cour du Clocher, la cour du Transept sud, la cour de la chapelle Notre- Dame-de-Lourdes et la cour du Pavillon J.-A.-De Sèves, étant des parties des lots 2 161 937, 2 161 954 et 2 162 287 du cadastre du Québec et appartenant à l'Université du Québec à Montréal.

CM17 1237, 25 septembre 2017 : Autoriser une dépense de 62 535 $ représentant une portion des coûts des services professionnels en lien avec la conception et la surveillance des travaux de certaines infrastructures souterraines des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis / Accorder un contrat de services professionnel à WSP Canada inc. pour la réalisation plans et devis et surveillance pour les travaux du secteur Pasteur / UQAM, Phases 1 et 2, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 961 621,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-17-030 (4 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

CM17 1244, 25 septembre 2017 : Autoriser une dépense de 265 103,61 $ pour une portion de la fourniture de services professionnel pour la conception, la production de plans et devis et la surveillance des travaux de réaménagement des rues Sanguinet, Christin et Savignac, ainsi que de l'aménagement de 2 espaces publics incluant l'installation de 4 bornes de recharge rapide pour véhicules électriques sur des terrains appartenant à l'UQAM / Accorder un contrat de services professionnels à Provencher Roy Urbanisme inc. à cette fin pour la somme maximale de 551 305 $ - Appel d'offres public VMP-17-023 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

CM17 0188, 20 février 2017 : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 883 998 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le Règlement autorisant un emprunt de 13 750 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement du domaine public PPU Quartier Latin (RCG 16-002)

CM12 0867, 25 septembre 2012 : Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin », et de soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'adoption d'un règlement d'emprunt de 13 670 000 $ pour compléter le financement de la réalisation du projet de réaménagement des abords de l'UQAM relevant de la compétence du conseil municipal.
Ce projet se retrouve dans le programme triennal d'immobilisations 2020-2022 sous

l’appellation : projet No 68031 "PPU du Quartier latin (UQAM-Pasteur-Boisbriand-Sanguinet)".

De façon plus spécifique, ce règlement d’emprunt permettra de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement de surface du domaine public dans le cadre du projet de réaménagement des abords de l’UQAM.

Cet emprunt couvre également les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition de plantation et de mobilier urbain ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La première phase du projet a été complétée en 2019. Il est prévu que la seconde phase des travaux s'amorce en 2020.
La mise en vigueur du règlement d’emprunt permettra au service de l'urbanisme et de la mobilité d’obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux des phases 2 et 3 du projet de réaménagement des abords de l’UQAM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant inscrit au programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la ville est de 15 225 000 $ sur trois ans pour le projet 68031 : « PPU Quartier latin (UQAM Pasteur-Boisbriand-Sanguinet) ». Le coût total du projet est de 26 554 000 $ en considérant les dépenses passées et les engagements ultérieurs.
Le règlement d’emprunt proposé servira à financer les dépenses pour le projet 68031 '' PPU du Quartier latin (UQAM Pasteur-Boisbriand-Sanguinet) '' prévu à la programmation du PTI 2020-2022 et pour les années ultérieures. Les dépenses seront assumées par la Ville-centre.

Les services et travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisation. La période de financement ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation du projet contribuera notamment à augmenter le couvert végétal et à la réduction des îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans adoption du règlement d'emprunt, les phases 2 et 3 du projet ne pourraient être réalisées, faute de financement. Dans l’éventualité où ce règlement ne serait pas adopté selon le calendrier projeté, une révision du calendrier du projet serait requise. Cela est d’autant plus vrai que l’approbation du Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation doit être obtenue à la suite de l’adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue suite à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : 23 mars 2020
2. Adoption : 20 avril 2020
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation
4. Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement
5. Octroi des contrats : à partir de l'automne 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie
Jean-Pierre BOSSÉ, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Guy CHARBONNEAU, 24 janvier 2020
Jean-Pierre BOSSÉ, 24 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-01-23
Laurent GUIGNARD Chargé de projets - Grands projets et Louis-Philippe Charest, chef de section	Pierre SAINTE-MARIE Chef de division
Tél : 514 872-3365 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-4781 **Télécop. :** 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-24

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201009002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1201009002 - PPU Quartier spectacles.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 13 670 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES ET DE RÉAMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC DANS LE CADRE DU PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU QUARTIER DES SPECTACLES – PÔLE DU QUARTIER LATIN

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 13 670 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition de plantations et de mobilier urbain ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1201009002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201009002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 670 000 $ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans le cadre du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des spectacles – Pôle du Quartier latin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD 1201009002.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier - Pôle Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1194386005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf.: 31H12-005-5270-04 Mandat: 17-0449-T

Il est recommandé :

1. d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-ouest de la 3e Rue et au nord-est de la 64e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle constituée des lots 6 331 076 à 6 331 083 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et dont l'emprise est délimitée par les lettres ABCDEFGHA, le tout, tels qu'identifiés au plan S-163 Rivière -des-Prairies, préparé par Noémie Plante, arpenteure-géomètre, en date du 14 janvier 2020, sous le numéro 253 de ses minutes, dossier 23061.
2. de créer une servitude d'utilités publiques aux fins de télécommunications et de distribution d'énergie sur les lots 6 331 078 et 6 331 079 du cadastre du Québec, dont l'assiette est délimitée par les lettres KDEJK sur le plan S-163 Rivière-des-Prairies.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-27 13:21

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194386005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf.: 31H12-005-5270-04 Mandat: 17-0449-T

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une demande par l'entremise d'un propriétaire pour acquérir la ruelle riveraine à sa propriété, située au nord-est de la 64^{e} Avenue, entre la 2^{e} Rue et la 3^{e} Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles (l' « Arrondissement »). De plus, l'Arrondissement avait soulevé le fait que ce quadrilatère avait quelques problématiques quant à l'occupation des lieux. Les deux (2) résidences en front, soit les 12615 et 12625, 64^{e} Avenue doivent obligatoirement traverser la ruelle de la Ville pour accéder à leur cour arrière respective et pour atteindre leur garage. Seulement les deux (2) propriétés ont accès à la ruelle connue comme les lots 6 331 076, 6 331 077, 6 331 080 et 6 331 081. L'autre partie de la ruelle connue par les lots 6 331 078, 6 331 079, 6 331 082 et 6 331 083 est relativement escarpée.
L'analyse de cette demande révèle que la ruelle, montrée à titre indicatif, sur les plans B, C et P annexés, régularisera des empiètements illégaux et permettra aux propriétaires de régulariser et d'assembler les lots. La plupart des ruelles sont entièrement occupées par l'ensemble des propriétaires riverains (6).

Les démarches nécessaires ont été entamées, en vue de procéder à la cession de la ruelle, délimitée par les lettres ABCDEFGHA sur le plan numéro S-163 Rivière-des-Prairies, par les lots numéro 6 331 076 à 6 331 083 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Plus des deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers en front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, quatre (4) propriétaires concernés ont répondu positivement.

Une action est requise pour permettre la fermeture, comme domaine public, des lots identifiés sur le plan numéro S-163 Rivière-des-Prairies, ci-joint, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal est propriétaire de cette ruelle aux termes de l'acte suivant :

- Par un acte de vente suivant un acte intervenu le 10 décembre 1987, devant M^{e} Yvan Delorme, notaire , sous le n° 5925 de ses minutes et publié au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 21 décembre 1987, sous le n° 3 968 324.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots numéro 6 331 076 à 6 331 083 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.
Créer une servitude d'utilités publiques aux fins de télécommunications et de distribution d'énergie sur les lots numéros 6 331 078 et 6 331 079 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'emprise est délimitée par les lettres KDEJK sur le plan, telle qu'identifiée au plan S-163 Rivière-des-Prairies, préparé par Noémie Plante, arpenteure – géomètre, en date du 14 janvier 2020, sous le numéro 253 de ses minutes, dossier n° 23061.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'adoption du présent règlement pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains et que des propriétaires adjacents l'occupent déjà sans droit.

· Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· L'ensemble des intervenants municipaux étant favorable à ce transfert, il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-GPI-D-17-002 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.
Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, la Direction des affaires civiles du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carl BEAULIEU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier
Fanny BOURSIER-BARBEAU, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Fanny BOURSIER-BARBEAU, 27 janvier 2020
Jacques GOUDREAULT, 24 janvier 2020
Carl BEAULIEU, 24 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

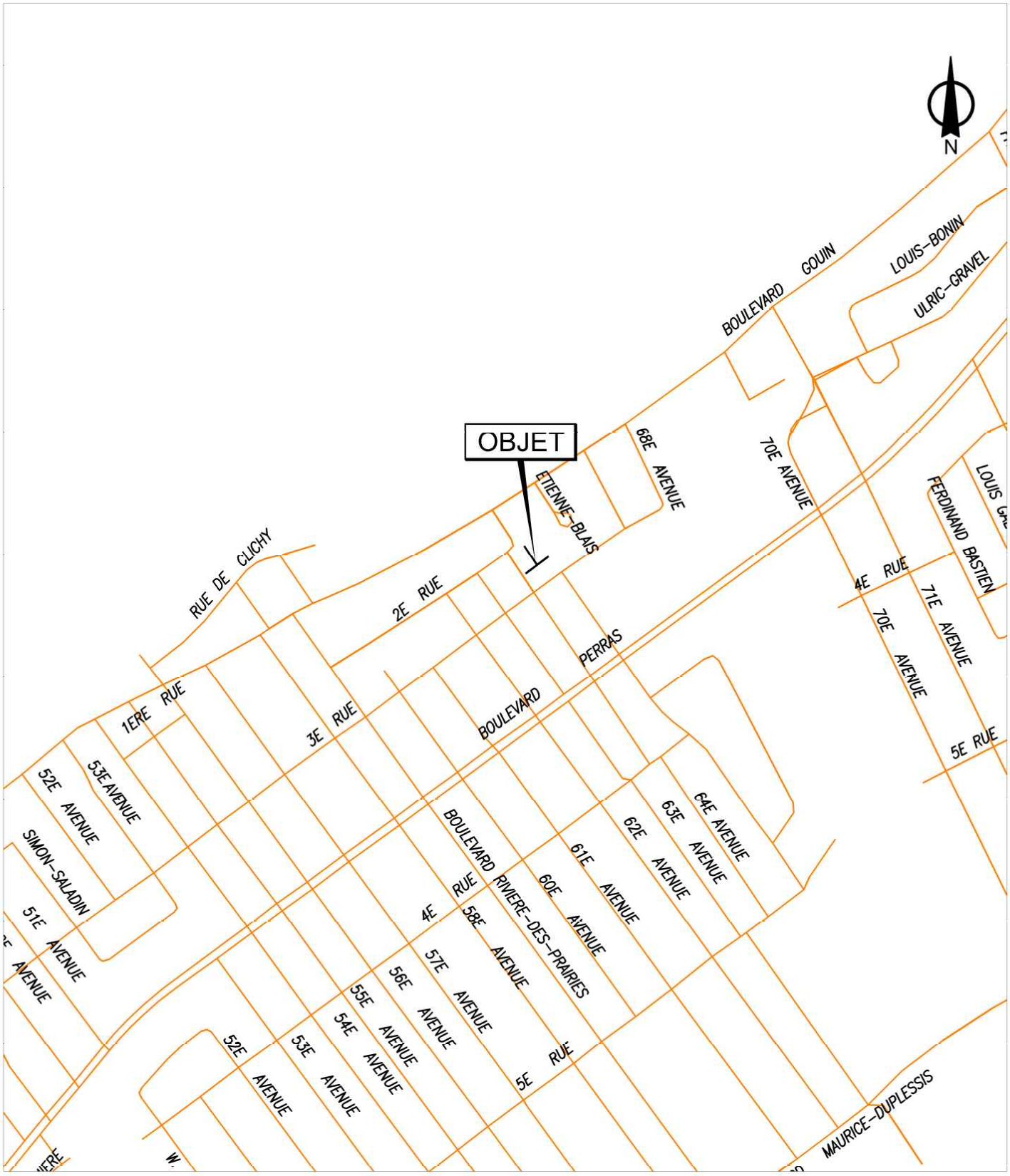
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice de la SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-27



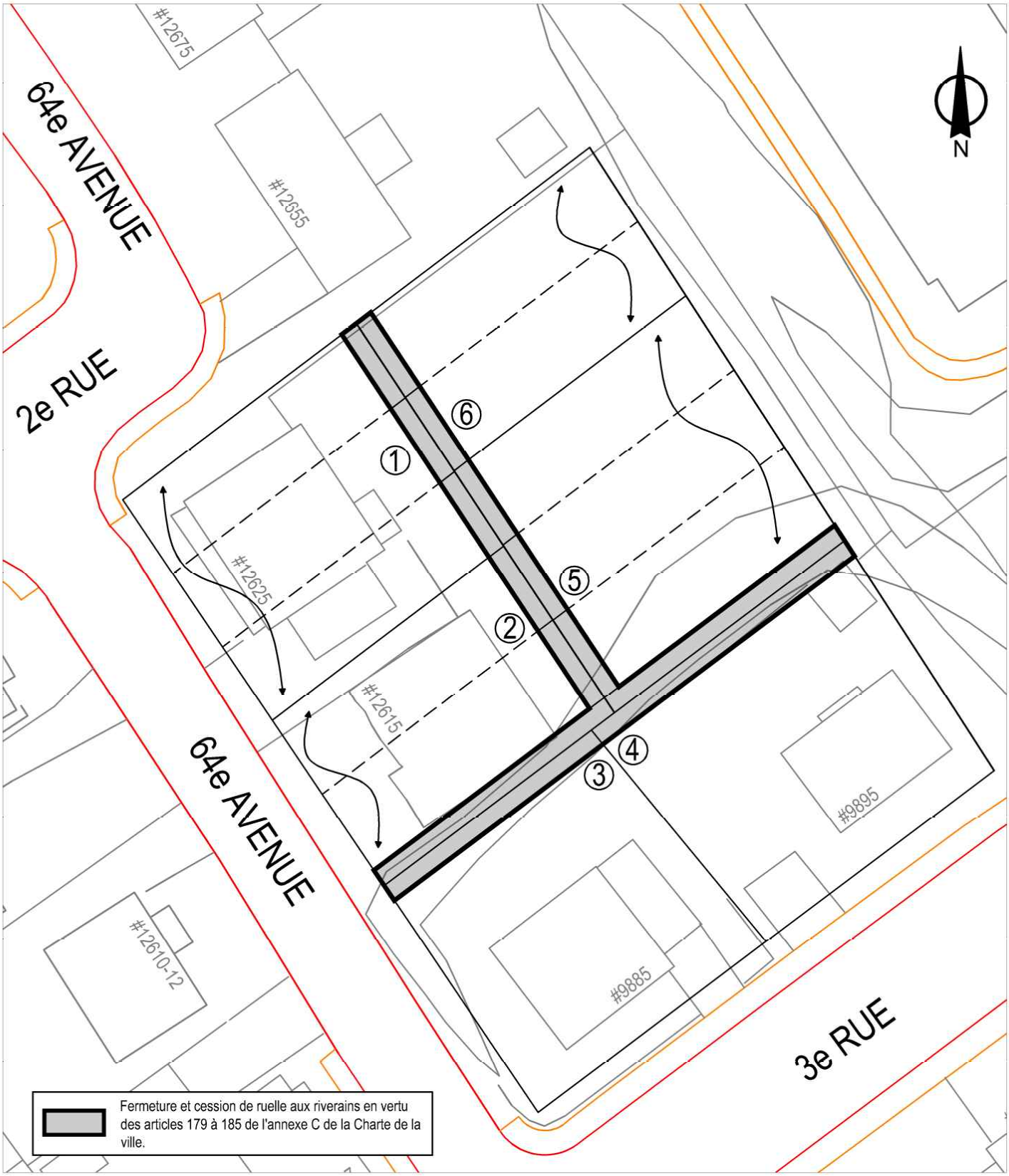
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-5270-05
Mandat: 17-0449-T
Dessinateur: JR
Échelle: - - -
Date: 05-07-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

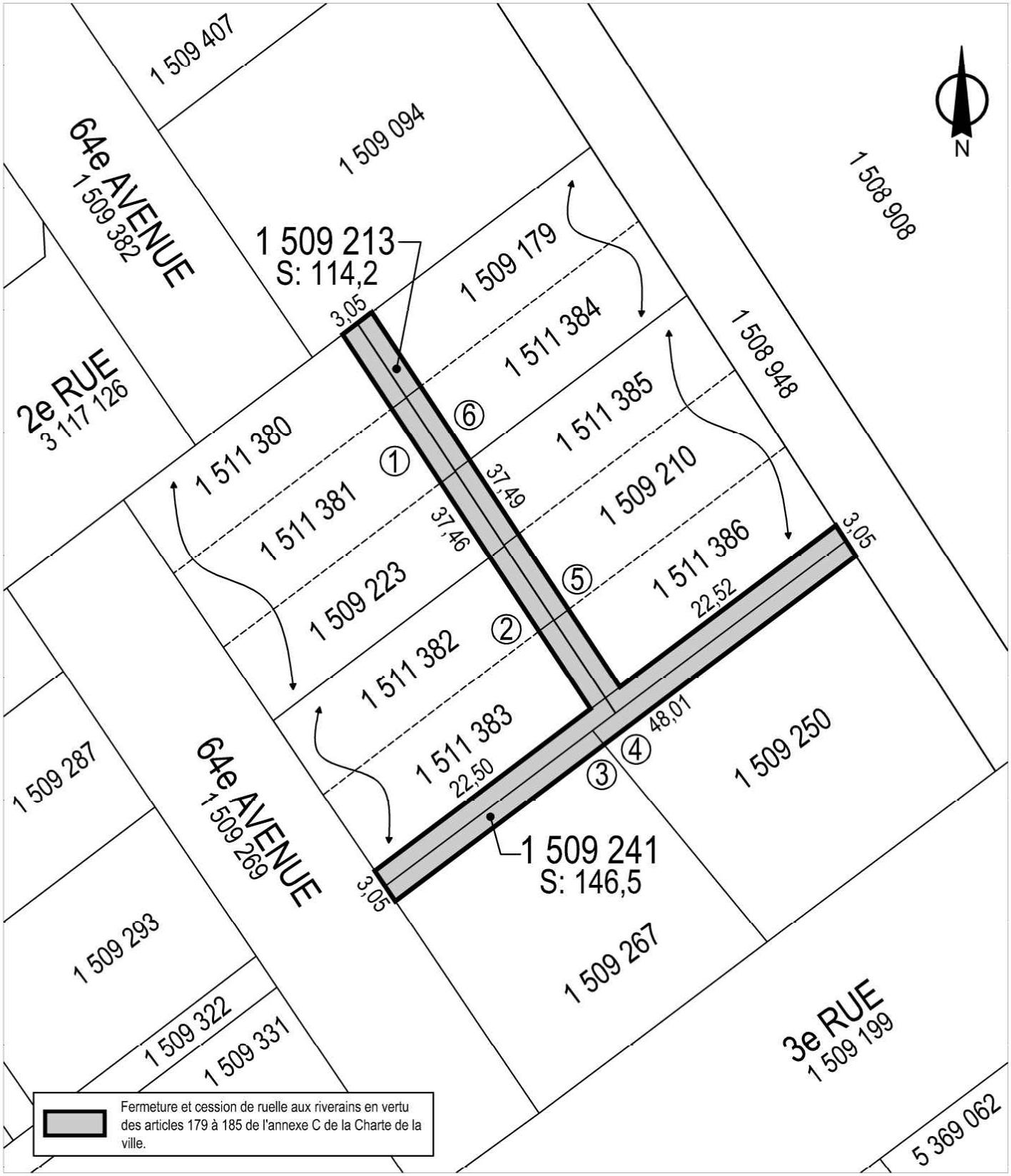


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier: 31H12-005-5270-05
Mandat: 17-0449-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:450
Date: 05-07-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H12-005-5270-05
Mandat: 17-0449-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:450
Date: 05-07-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



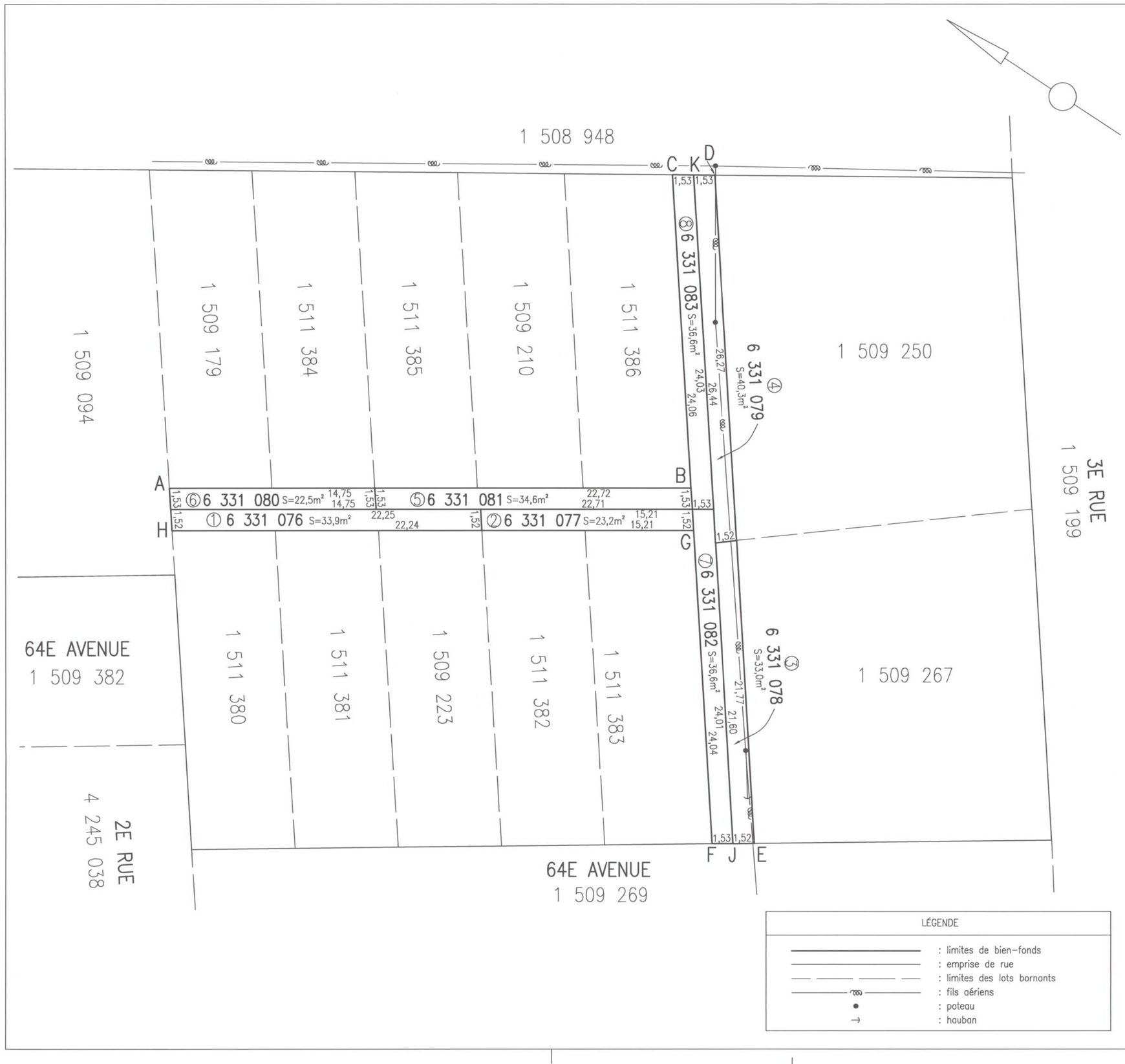
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: photo aérienne
Dossier: 31H12-005-5270-05
Mandat: 17-0449-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:450
Date: 05-07-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

AP26344



LÉGENDE

- : limites de bien-fonds
- : emprise de rue
- : limites des lots bornants
- : fils aériens
- : poteau
- : hauban

code du microfilm

A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Les lots 6 331 076, 6 331 077, 6 331 078, 6 331 079, 6 331 080, 6 331 081, 6 331 082 et 6 331 083

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-est de la
64E AVENUE
entre la
2E RUE
et la
3E RUE

FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES:

1- Les lettres ABCDEFGHA délimitent le liséré indiquant le transfert de ruelle.

2- Le bien-fonds indiqué par les lettres KDEJK devra être grevé d'une servitude à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 14 janvier 2020

Préparé par: NOÉMIE PLANTE
Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 2020-01-21
Arpenteur(e)

Minute Nº 253 Sceau

Références:

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-5270 (31H12-010-2635) Dessin: M.Joyal

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 23061 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Arpenteure-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº S-163 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

23061D.DWG

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 509 213 et 1 509 241 du cadastre du Québec, et située nord-est de la 64e Avenue entre la 2e Rue et la 3e Rue

DOSSIER : 31H12-005-5270-04 MANDAT : 17-0449-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
1	Madame Sylvie Legault Monsieur Mathieu Gingras Landry 12625, 64e Avenue Montréal (Québec) H1C 1T4	1 511 380, 1 511 381 et 1 509 223	6 331 076	33,9	872442-00	12625, 64e Avenue Montréal (Québec) H1C 1T4	22,24	**OUI**
2	Monsieur Mario Landry 12625, 64e Avenue Montréal (Québec) H1C 1T4	1 511 382 et 1 511 383	6 331 077 et 6 331 082	59,8	872442-05	12615, 64e Avenue Montréal (Québec) H1C 1T4	39,25	**OUI**
3	Madame Adèle Barrette 9885, 3e Rue Montréal (Québec) H1C 1E1	1 509 267	6 331 078	33,0	893437-00	9885, 3e Rue Montréal (Québec) H1C 1E1	21,77	**Pas de réponse**
4	Monsieur Alain Aubé 9895, 3e Rue Montréal (Québec) H1C 1E1	1 509 250	6 331 079	40,3	893438-00	9895, 3e Rue Montréal (Québec) H1C 1E1	26,27	**OUI**
5	Monsieur Mario Landry 12625, 64e Avenue Montréal (Québec) H1C 1T4	1 551 385, 1 509 210 et 1 511 386	6 331 081 et 6 331 083	71,2	872458-00	lot vacant 65e Avenue (non ouverte) Montréal (Québec) H1C 1T4	46,78	**OUI**
6	Monsieur Mario Landry 12625, 64e Avenue Montréal (Québec) H1C 1T4	1 509 179 et 1 511 384	6 331 080	22,5	872456-00	lot vacant 65e Avenue (non ouverte) Montréal (Québec) H1C 1T4	14,75	**OUI**
				260,7			171,06	

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée des anciens lots 1 509 213 et 1 509 241 du cadastre du Québec, et située nord-est de la 64e Avenue entre la 2e Rue et la 3e Rue

DOSSIER : 31H12-005-5270-04 **MANDAT :** 17-0449-T

Nos	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote

Nombre total de propriétaires:	6
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) :	4

Total des votes favorables obtenus (83,3 %)	5

Total mesure en front	171,06 m
Front requis 66.6%	113,93 m
Dimension du front obtenu	149,29 m
Superficie totale à transférer	260,70 m²

Note: La dernière compilation des noms des propriétaires a été effectuée en décembre 2019

87,3%

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194386005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au nord-est de la 64e Avenue entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf.: 31H12-005-5270-04 Mandat: 17-0449-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de règlement à être soumis aux autorités municipales pour approbation.

N/D 20-000227

FICHIERS JOINTS

Règlement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Droit notarial

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
20-

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU NORD-EST DE LA 64e AVENUE, ENTRE LA 2e RUE ET LA 3e RUE, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

Vu les articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 2020, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au nord-est de la 64e Avenue, entre la 2e Rue et la 3e Rue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, formée des lots 6 331 076, 6 331 077, 6 331 078, 6 331 079, 6 331 080, 6 331 081, 6 331 082 et 6 331 083, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 511 380, 1 511 381, 1 509 223, 1 511 382, 1 511 383, 1 509 267, 1 509 250, 1 509 179, 1 511 384, 1 511 385, 1 509 210 et 1 511 386, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan S-163 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, préparé par Noémie Plante, arpenteure-géomètre, le 14 janvier 2020, sous le numéro 253 de ses minutes (dossier : 23 061), dont copie est jointe en Annexe.

4. Une partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 6 331 078 et 6 331 079 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres KDEJK sur le plan S-163 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, est grevée d'une servitude d'utilités publiques à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des compagnies d'utilités publiques.

5. Le propriétaire du lot riverain auquel cette ruelle grevée de telle servitude d'utilités publiques est remembrée ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de cette servitude ou à le rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de la Ville ou de toute compagnie d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE
PLAN S-163 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, PREPARE PAR NOÉMIE PLANTE, ARPENTEURE-GEOMETRE, LE 14 JANVIER 2020, SOUS LE NUMERO 253 DE SES MINUTES (DOSSIER : 23 061)

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1201081001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Il est recommandé :
Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-24 20:02

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1201081001**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1235 - 25 novembre 2019 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés relevant de la compétence de la Ville centre de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés - Ville centre pour : 3 200 000 $ (no 68103) et (no 68107)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la mise à niveau des équipements mécaniques et spécialisés dans les garages d'entretien et ateliers

spécialisés. Plusieurs de ces équipements ne rencontrent plus les normes de santé et sécurité et d'efficacité de travail.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme 68103 et du projet 68107 prévu à la programmation du PTI 2020-2022.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM18 0120.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque remplacement est évalué afin d'avoir des solutions les plus éco-responsables possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces équipements sont essentiels pour le bon fonctionnement des garages d'entretien des véhicules et des ateliers spécialisés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 23 mars 2020

Adoption : Le 20 avril 2020

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201081001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1201081001 - Remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 3 200 000 $ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET SPÉCIALISÉS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 3 200 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1201081001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201081001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 200 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1201081001 - Règlement d'emprunt MRA équipements - CORPO.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1196707002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College.

Il est recommandé d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 48 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-27 15:46

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196707002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de la place de l'avenue McGill College comprend l'aménagement de surface et le remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College entre les rues Cathcart et Sherbrooke Ouest (lots 1 et 2). Des travaux d'aménagement et d'infrastructures souterraines sont également prévus sur la rue Cathcart entre la rue Mansfield et l'avenue Union (lot 3).
Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par le conseil municipal le 11 décembre 2019, l'Administration prévoit des investissements totaux de 101,1 M$ pour la réalisation des trois lots du projet, dont 48 M$ pour la réalisation du lot 1. De ce montant, 5,2 M$ est prévu entre 2020 et 2022. Le service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin de pouvoir financer le projet de la place de l'avenue McGill College.

Cet espace est actuellement partiellement démoli pour la construction de la station McGill du futur Réseau express métropolitain (REM). De plus, les travaux de la rue Sainte-Catherine Ouest, à l'intersection McGill College, débuteront cette année et de nombreux projets privés riverains sont en cours (voir Plan de localisation en pièce jointe). Dans un contexte où la population réclame plus d'espace public, la Ville de Montréal a saisi l'opportunité de repenser cette artère pour la convertir en place publique, nommée place de l'avenue McGill College. Cette décision permet de saisir l'opportunité d'arrimer ce projet d'envergure avec la planification et la réalisation de trois grands chantiers qui transformeront le secteur.

Depuis l'annonce du projet en avril 2018, une consultation publique menée par l'OCPM a eu lieu à l'automne 2018. Un programme d'aménagement fonctionnel et technique (PAFT) et un programme et un règlement de concours ont par la suite été rédigés. Le 31 octobre 2019, un Concours international de design urbain pluridisciplinaire, intitulé «McGill College : l'avenue réinventée», a été lancé. Le concept d'aménagement lauréat qui concerne les lots 1 et 2 du projet sera connu à l'automne 2020. Sous réserve de l'approbation des instances municipales, le contrat de services professionnels pour la conception du lot 1 sera alors octroyé et les travaux débuteront en 2023. Les montants nécessaires pour la conception et les travaux des lots 2 et 3 du projet feront l'objet de règlements d'emprunt ultérieurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 – 11 décembre 2019 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal.
CE10 1095 – 3 juillet 2019 – Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci, afin d'octroyer un contrat de services professionnels au lauréat du concours de design visant le réaménagement de l'avenue McGill College.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 48 millions $ afin de financer la réalisation des travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College, principalement entre la rue Cathcart et le boulevard De Maisonneuve. Un autre dossier décisionnel est soumis au conseil d'agglomération en parallèle dans le but d'obtenir un règlement d'emprunt au montant de 1 million $ afin de financer le remplacement d'une conduite d'aqueduc principale dans le lot 1 (GDD 1206707001). La conception et la réalisation des autres lots du projet feront l'objet de règlements d'emprunt subséquents. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des études techniques, des services professionnels, des travaux d'aménagement et d'infrastructures souterraines sur l'avenue McGill College.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira à financer la réalisation des travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College entre la rue Cathcart et le boulevard De Maisonneuve prévus au PTI 2020-2022 et ultérieur. Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil municipal par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet vise la transformation d'une rue en un espace public piéton largement végétalisé au coeur du centre-ville. Les grands principes et engagements de la Ville, tel que détaillés dans le Plan Montréal durable 2016-2020, ont été considérés lors de la réalisation du PAFT et des documents de concours, ce qui assure à terme la réalisation d'un projet qui répond aux objectifs de la Ville au niveau du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'un règlement d'emprunt, l'octroi du contrat de services professionnels au lauréat du concours pour la conception du lot 1, prévu pour l'automne 2020, serait retardé. Par conséquent, les travaux prévus pour 2023 ne pourront pas avoir lieu. Un retard du début des travaux empêcherait d'arrimer ceux-ci avec la fin des travaux de la station McGill du REM. Le tronçon de l'avenue McGill College, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard

De Maisonneuve, devra alors faire l'objet de travaux d'aménagement de surface temporaire dans l'attente de l'aménagement final.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée par le Services des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : Conseil municipal du 23 mars 2020
2. Adoption : Conseil municipal du 20 avril 2020
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
4. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement
5. Octroi du contrat pour la réalisation d'études techniques préalables aux travaux: juin 2020
6. Octroi du contrat de services professionnels pour la conception du lot 1: automne 2020
7. Début de l'exécution des travaux du lot 1: début 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ariane QUIRION LAMOUREUX
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-6180
Télécop. : 514-872-6478

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-14

Christianne RAIL
Chef de section

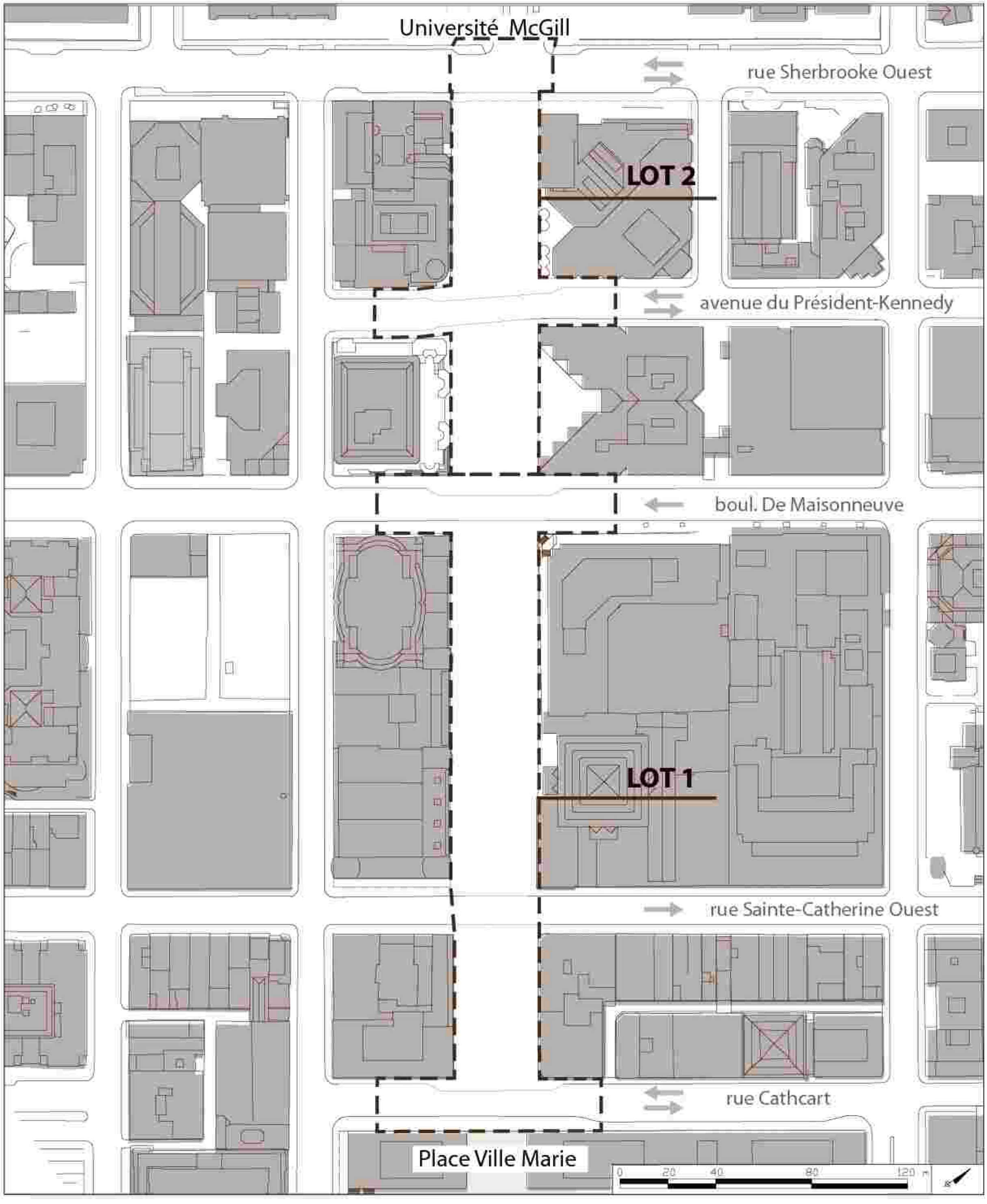
Tél : 514 872-4854
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-27


Université McGill
rue Sherbrooke Ouest
LOT 2
avenue du Président-Kennedy
boul. De Maisonneuve
LOT 1
rue Sainte-Catherine Ouest
rue Cathcart
Place Ville Marie
0
20
40
80
120 m

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1196707002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1196707002 - Travaux Avenue McGill.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 48 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT URBAIN, DE RÉAMÉNAGEMENT DES INTERSECTIONS ET DE REMPLACEMENT DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES DE L'AVENUE MCGILL COLLEGE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 48 000 000 $ est autorisé afin de financer la réalisation des travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1196707002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196707002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain, de réaménagement des intersections et de remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 75035 - GDD 1196707002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.07

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1206707002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98,2 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Il est recommandé d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 98,2 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-27 15:42

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206707002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98,2 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

Débuté depuis 2013, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest comprend l'aménagement de façade à façade et le remplacement ou la réhabilitation des infrastructures souterraines de cette artère commerciale emblématique sur 2,2 km, soit entre la rue De Bleury et l'avenue Atwater. En raison de l'ampleur de ce territoire et de la complexité qu'il présente, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest a été divisé en 2 phases. La phase 1, dont les travaux sont actuellement en cours, est située entre les rues de Bleury et Mansfield et a déjà fait l'objet de règlements d'emprunt. La phase 2 est située entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater et est elle-même divisée en trois lots.
> Le Lot 1 (Mansfield à Bishop) - travaux prévus 2022-2024 (650 mètres linéaires)
> Le Lot 2 (Bishop à Saint-Marc) - travaux prévus 2024-2026 (530 mètres linéaires)
> Le Lot 3 (Saint-Marc à Atwater) - travaux prévus 2026-2028 (500 mètres linéaires)

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par le conseil municipal le 11 décembre 2019, l'Administration prévoit des investissements totaux de 234,4 M$ pour la réalisation de la phase 2, dont 98,2 M$ pour le lot 1. De ce montant, 33,8 M$ sera dépensé entre 2020 et 2022. Le service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin de pouvoir financer le lot 1 de la phase 2 du projet Sainte-Catherine Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 – 11 décembre 2019 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 98,2 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de reconstruction des infrastructures souterraines sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop (lot 1 de la phase 2 du projet Sainte-Catherine Ouest). Un autre dossier décisionnel est soumis au conseil d'agglomération en parallèle dans le but d'obtenir un règlement d'emprunt au montant de 7,2 million $ afin de financer le remplacement de l'aqueduc principal pour la section de rue située dans le lot 1 (GDD 1206707003). Il est également important de

préciser que les montants nécessaires pour la conception et la réalisation des lots 2 et 3 du projet feront l'objet de demande de règlements d'emprunt distincts.
Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des études techniques, des services professionnels, des travaux d'aménagement et d'infrastructures souterraines nécessaires sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop (lot 1).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira à financer les travaux d'aménagement urbain et de reconstruction des infrastructures souterraines sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop qui sont prévus au PTI 2020-2022 et ultérieur. Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil municipal par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest valorisera les déplacements actifs notamment par l'élargissement des trottoirs et la sécurisation des intersections visant une importante amélioration de l'expérience piétonne. La réduction du nombre de voies et de la vitesse de circulation participera également à ces objectifs de sécurisation et d'amélioration de l'expérience sur la rue. Le projet comprend également l'augmentation du verdissement sur la rue, ainsi que le déploiement d'un mobilier urbain signature, impliquant notamment l'augmentation du nombre d'équipements de stationnement pour vélo et d'assises sur la rue. Enfin, le nouvel aménagement de la rue respecte les principes d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'un règlement d'emprunt, ou en cas de retard important, les fouilles exploratoires et l'octroi du contrat de services professionnels pour la conception du lot 1, prévus respectivement pour le printemps et l'été 2020, ne pourront pas avoir lieu. Le début des travaux du lot 1, prévu pour 2022, serait alors retardé ce qui compromettrait l'enchaînement des travaux de la phase 1 et 2, augmentant ainsi l'impact sur les citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée par le Services des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : Conseil municipal du 23 mars 2020
2. Adoption : Conseil municipal du 20 avril 2020
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
4. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement
6. Octroi du contrat de services professionnels pour la réalisation de fouilles exploratoires: printemps 2020

7. Conception du lot 1: été 2020-2021
8. Début des travaux du lot 1: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ariane QUIRION LAMOUREUX
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-6180
Télécop. : 514-872-6478

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-14

Christianne RAIL
Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1206707002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98,2 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1206707002 - Travaux rue Ste-Catherine (surface et egout) - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 98 200 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE REMPLACEMENT DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES SUR UNE PARTIE DE LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 98 200 000 $ est autorisé afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de reconstruction des infrastructures souterraines sur la rue Saint-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1206707002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206707002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98,2 millions $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 75021 - GDD 1206707002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.08

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1208244002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000$ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux» relevant de la compétence du conseil municipal.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000$ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-27 13:27

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208244002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000$ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux» relevant de la compétence du conseil municipal.

CONTENU

CONTEXTE

Pour répondre aux besoins de la planification du PTI 2020-2022, le Service de la gestion et de la planification immobilière doit faire adopter un nouveau règlement d'emprunt afin de permettre la réalisation de travaux de protection sur les immeubles corporatifs.
Les travaux seront réalisés entre autres sur les bâtiments culturels, industriels, des grands parcs et dans plusieurs programmes comme l'accessibilité universelle, la réfection des toitures et le développement durable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 11 décembre 2019 D'adopter le Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).
CM18 0843 19 Juin 2018 Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 53 509 000 $ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux.
CM17 0077 23 jan. 2017 Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ afin de financer les travaux de protection des immeubles.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 48 492 000$ pour réaliser les travaux de protection des bâtiments corporatifs sous la responsabilité du Conseil municipal.

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt existant, dédié aux programmes relevant en tout ou en partie du Conseil municipal, est utilisé à 69% et n'est plus suffisant pour couvrir les dépenses à venir du programme du PTI 2020-2022 du début de l'année 2020. L'actuel projet de règlement d'emprunt permettra de mettre en œuvre les programmes de protection et de développement durable des immeubles corporatifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Répartition des montants :

Programmes		**2020 (M$)**
30910	Programme d'amélioration locative des immeubles administratifs	4 076
38009	Programme de protection des bâtiments culturels	5 505
42200	Programme de protection des bâtiments à vocation communautaire	339
42211	Programme de réfection des bâtiments dans les grands parcs	2 028
42290	Programme de protection du Complexe sportif Claude Robillard	1 200
42306	Programme de protection des bâtiments sportifs	14 656
66030	Programme de protection de bâtiments administratifs et commerciaux	996
66032	Programme de protection - Édifices	40
66033	Programme de protection des immeubles de compétence locale	5 449
66130	Programme d'accessibilité universelle	3 000
66169	Programme de développement durable dans les édifices municipaux	2 018
66190	Programme des cours de services	6 630
66460	Programme de protection des bâtiments industriels	2 555
Total requérant		**48 492**

La période de financement ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce règlement d'emprunt permettra de financer la réalisation de certains projets réduisant l'empreinte écologique des bâtiments.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report d'obtention de ce règlement pourrait retarder la réalisation de certains projets en cours de conception.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 11 Mars 2020
CM: 23 Mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdeljalil BERRANNOUN
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0857
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Sébastien CORBEIL
Chef de division - Bureau de projet et gestion de l'information

Tél : 514 872-7903
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michèle GIROUX
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1208244002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000$ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux» relevant de la compétence du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1208244002 - Travaux protection et dvpt durable immeubles - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 48 492 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE PROTECTION ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES IMMEUBLES MUNICIPAUX

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ., chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 48 492 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1208244002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208244002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 492 000$ afin de financer les travaux de protection et de développement durable dans les immeubles municipaux» relevant de la compétence du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208244002 - Règlement d'emprunt GPI protection - CORPO.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-18

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.09

2020/03/23
13:00

(2)

Dossier # : 1200867001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme pour y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir des audiences publiques sur le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

Il est recommandé :
1. d'adopter un règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04 -047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs;

2. de mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir des audiences publiques sur le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme;

3. d'adopter le règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie »;

4. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire, dans les secteurs visés sur les cartes jointes en annexe A et B à la présente résolution, toute nouvelle construction et tout agrandissement d'un bâtiment;

5. de permettre, malgré ce qui précède, toute construction et tout agrandissement d'un bâtiment :

· dont la hauteur n'excède pas celle indiquée sur les cartes intitulées « Plan des hauteurs – partie 1 » et « Plan des hauteurs – partie 2 », jointes en annexe A à la présente résolution; et;

· dont la densité n'excède pas celle indiquée sur la carte intitulée « Plan des densités » jointe en annexe B à la présente résolution;

6. de prévoir qu'un permis ou un certificat d'autorisation visant toute construction ou tout

agrandissement d’un bâtiment dans les secteurs visés sur les cartes jointes en annexe A et B à la présente résolution ne peut être délivré qu’en conformité aux exigences de celle-ci;

7. de prévoir que la présente résolution s’applique uniquement aux nouvelles constructions et aux agrandissements de bâtiments permis en vertu d’un règlement, d’une résolution ou de toute autre autorisation relevant du conseil d’arrondissement.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-03-05 11:06

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200867001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme pour y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir des audiences publiques sur le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, la Stratégie centre-ville identifiait le secteur sud-est de l'arrondissement, comprenant notamment la Maison de Radio-Canada et la Brasserie Molson-Coors, comme étant l'un des principaux territoires du cœur de la métropole à requalifier. Peu après, les annonces des déménagements successifs de la Société Radio-Canada et de la Brasserie Molson-Coors confirmaient la nécessité d'une planification particulière pour ce territoire.
En juin 2018, l'arrondissement de Ville-Marie est mandaté pour entreprendre cette planification et étendre le territoire d'intervention à l'ensemble des quartiers avoisinants le pont Jacques-Cartier, jusqu'à la rue Sherbrooke, entre les rues Saint-Hubert et Fullum.
L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) est à son tour mandaté pour réaliser une démarche participative visant l'élaboration du programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs. Publié le 7 août 2019, le rapport de l'office comprend 44 recommandations en vue d'orienter la réalisation du projet de PPU.

Aujourd'hui, le conseil municipal peut enfin adopter ce projet et le soumettre à une nouvelle consultation publique dirigée par l'OCPM. Cette adoption est par ailleurs accompagnée d'une résolution et d'un règlement de contrôle intérimaire qui visent à sécuriser les orientations d'aménagement proposées, notamment en matière de hauteurs et de densités.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

§ CM17 1027 - 22 août 2017 - Adoption du Plan d'action de la Stratégie centre-ville;
§ CA18 240354 - 12 juin 2018 - Résolution afin de mandater la DAUM de l'arrondissement de Ville-Marie pour entreprendre le PPU des Faubourgs;
§ CE18 1157 - 27 juin 2018 - Résolution afin de mandater l'OCPM pour réaliser une démarche participative visant l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme pour le quartier des Faubourgs.

DESCRIPTION

Le territoire visé par le PPU est principalement compris entre la rue Saint-Hubert à l'ouest, la rue Sherbrooke au nord et la rue Fullum à l'est. Il s'étend jusqu'au fleuve et comprend également les abords de la rue Notre-Dame, jusqu'à la rue du Havre. Couvrant une partie des districts électoraux de Saint-Jacques et de Sainte-Marie, ce territoire de 263 hectares représente près de 15 % de la superficie de l'arrondissement de Ville-Marie.
Il s'agit essentiellement du territoire visé par la consultation publique de 2018 mentionnée plus haut, sauf pour l'îlot Voyageur, qui est ajouté en raison de son importance stratégique dans le quartier. Cet îlot, qui est bordé du boulevard De Maisonneuve et des rues Berri, Ontario et Saint-Hubert, fait en effet l'objet d'une planification particulière en vue de réaliser un projet multifonctionnel pouvant accueillir de l'habitation sociale et abordable, ainsi qu'un pôle civique avec une mairie d'arrondissement.

Le PPU requiert de modifier les affectations du Schéma d'aménagement et de développement (SAD) de l'agglomération de Montréal afin de permettre la conversion des terrains occupés par Molson-Coors. En conséquence, les affectations du Plan d'urbanisme sont également modifiées, de même que les densités et les hauteurs. La proposition comprend également de nouvelles dispositions à ajouter au document complémentaire du Plan d'urbanisme afin, notamment, de protéger des vues d'intérêt. Par ailleurs, étant donné que les abords du pont Jacques-Cartier font également partie du territoire du PPU du quartier Sainte-Marie, ce dernier doit également être modifié afin d'intégrer des modifications relatives à l'affectation du sol et aux plafonds de hauteurs et densités du Plan d'urbanisme.

En somme, l'adoption du PPU des Faubourgs implique les règlements suivants :
· le règlement modifiant le Schéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);
· le règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs;
· le règlement et la résolution de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie.

JUSTIFICATION

La vision du PPU des Faubourgs s'appuie sur la reconnaissance et le renforcement des caractéristiques urbaines et sociales du territoire, ainsi que sur l'objectif de corriger les grandes ruptures laissées par les opérations de rénovation urbaine et les aménagements autoroutiers des années 1950 à 1980. La proposition consiste à rétablir la relation du quartier avec le fleuve, le Vieux-Montréal et l'est du centre-ville. Le décloisonnement et l'ouverture sur le fleuve orientent les propositions pour la trame de rue, les espaces verts et le cadre bâti. Les interventions majeures proposées pour le domaine public nécessiteront l'engagement de plusieurs acteurs publics et privés.
L'approche de requalification urbaine proposée dans la partie sud du territoire vise à orienter les projets et les interventions en continuité et en complémentarité avec le milieu existant, ainsi que de prendre en compte les répercussions potentielles. En somme, il s'agit de reconnaître et de renforcer les qualités et les forces du milieu, notamment sa diversité sociale, son patrimoine architectural, son réseau d'équipements collectifs et communautaires, ses activités commerciales et culturelles et ses pôles d'emplois.

Compte tenu de ces orientations, le secteur de 53 hectares à requalifier présente un potentiel de 7 500 logements, dont 1 500 logements sociaux, ainsi que de nouveaux équipements collectifs, des espaces commerciaux et de bureaux pouvant abriter près de 15 000 emplois. La forme et la compacité de l'urbanisation proposée sont en parfaite continuité avec celles des faubourgs Saint-Laurent et des Récollets, qui ceinturent le Vieux-Montréal et présentent une densité de moyenne intensité et une forte mixité, tant sociale que fonctionnelle.

Ce potentiel d'accueil offre à la population l'occasion de se rapprocher des services du centre-ville et de profiter des autres avantages de la vie en ville. Rappelons en effet que, depuis le début des années 2000, l'étalement urbain autour de Montréal connaît la plus forte croissance parmi les régions métropolitaines canadiennes et que, pour une grande part de la population, la première option consiste à aller vivre dans des milieux de très faible densité où la dépendance à l'automobile est pratiquement incontournable. Il importe donc d'offrir d'autres options, ce que permet justement la requalification de friches urbaines comme celles du quartier des Faubourgs.

La desserte actuelle et projetée en transport collectif permet cette densification durable du territoire en offrant la possibilité de profiter d'un environnement où tous les déplacements du quotidien peuvent se faire à pied. Enfin, elle permet de repenser jusqu'aux infrastructures urbaines souterraines, dans une perspective de résilience du milieu urbain.

Démarche participative en amont de l'OCPM
En 2018, l'OCPM a reçu le mandat de mener une démarche participative encadrant l'élaboration du PPU des Faubourgs. Cette consultation a pris la forme d'une séance d'information et de quatre forums thématiques, tenus en février et mars 2019. Plus de 1 000 participations ont été recensées pour les différentes activités. La commission chargée de la consultation a reçu 223 contributions écrites (105 mémoires et 118 opinions en ligne) et entendu 58 intervenants.

Les contributions ont porté sur un grand nombre de thèmes relatifs au sentiment d'appartenance au quartier et à ses éléments identitaires, aux enjeux sociaux d'inclusion de toutes les classes sociales, à l'accès aux services ou, encore, à la présence d'une importante circulation routière. La présente proposition de PPU inclut des éléments de réponse à l'ensemble des 44 recommandations du rapport de l'OCPM publié en août 2019, à l'exception des suivantes :
· la recommandation de retirer l'aménagement d'une passerelle dans le prolongement de la rue de la Visitation pour accéder aux quais du Vieux-Port n'est pas retenue parce que ce projet correspond à des attentes légitimes du milieu et qu'à ce jour, il demeure faisable;
· la recommandation visant à soutenir les groupes de ressources techniques afin de contrer les difficultés d'offrir du logement social au centre-ville fait plutôt l'objet d'une réflexion dans le cadre plus large de l'adoption du projet de Règlement sur une Métropole mixte;
· les recommandations relatives à l'ancien Hôpital de la Miséricorde sont traitées dans une plus vaste étude de potentiel pour la reconversion du site et son acquisition potentielle menée par la Ville de Montréal;
· la recommandation relative au calcul de l'indice de défavorisation et la recommandation visant l'obtention d'un pouvoir de taxation différenciée visaient principalement le gouvernement du Québec.

Avis des comités
Le projet de PPU a fait l'objet de trois présentations au comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement de Ville-Marie lors des séances suivantes :
· 10 octobre 2019 : le comité a demandé que le projet fasse l'objet d'une présentation plus détaillées dans le cadre d'une séance spéciale en raison de l'envergure du dossier;
· 28 octobre 2019 (séance spéciale) : le comité s'est montré favorable, mais a demandé de revoir le projet lors d'une séance ultérieure afin de clarifier certains éléments concernant notamment le réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier, les critères d'évaluation des projets immobiliers et la protection du patrimoine;
· 16 janvier 2020 : le comité s'est montré favorable au projet de PPU estimant que la proposition répondait à ses attentes.

Le projet de PPU a également fait l'objet de deux présentations au comité mixte lors des séances suivantes :
· 4 octobre 2019 : le comité a émis un avis préliminaire demandant notamment de

présenter à nouveau le projet de programme particulier d'urbanisme avec plus de détails;
· 13 décembre 2019 : le comité a émis un avis comprenant 12 recommandations.

Les recommandations du comité mixte visaient notamment la notion d'entrée de ville, la réglementation d'arrondissement découlant du projet de PPU, les paramètres de densités et de hauteurs, incluant le mécanisme de hauteur conditionnelle, la sécurisation des axes routiers, le plan d'action visant la station de pompage Craig, la matérialité de l'ancienne brasserie Molson, la stratégie de développement durable et le phasage des travaux. Un document explicatif fourni en pièce jointe du présent sommaire décisionnel présente, de façon détaillée, de quelle façon le projet de PPU répond à l'ensemble de ces demandes.

Investissements et revenus estimés
Une grande part du PPU des Faubourgs vise des travaux d'aménagement du domaine public, lesquels requièrent d'importants investissements pour la Ville de Montréal. Essentiellement, ces travaux comprennent les éléments suivants :
· aménagement du boulevard Ville-Marie;
· création de nouvelles rues et réaménagement de plusieurs rues existantes en faveur des déplacements actifs et du verdissement;
· aménagement du parc des Faubourgs et des voies d'accès au pont Jacques-Cartier;
· aménagement de nouveaux parcs et bonification des espaces verts existants.

Le coût pour l'ensemble de ces travaux est estimé à 430 M$, qui peut être récupéré en 12 ou 15 ans selon les hypothèses de retombées fiscales déterminées par le Service des finances. Au terme de la reconstruction du secteur, les retombées fiscales annuelles immédiates sont estimées à près de 80 M$. Ainsi, peu importe l'année de récupération des investissements, dans la mesure où ils répondent adéquatement aux besoins du quartier et que le développement immobilier se réalise selon les prévisions, le Service des finances est d'avis que le projet est bénéfique pour la Ville.

Étant donné la position stratégique du quartier des Faubourgs pour le centre-ville de Montréal, il ne fait aucun doute que les interventions proposées en matière de circulation (piétonne, cycliste, automobile et en transport collectif), d'offre de services publics et de construction ou d'aménagement des terrains vagues profiteront également aux usagers et résidents des quartiers voisins, en plus de réparer une lourde rupture urbaine dans le cœur historique de la métropole.

Considérant ce qui précède, il est recommandé d'adopter la modification du Plan d'urbanisme intégrant notamment le PPU des Faubourgs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation préliminaire des coûts de réalisation de ce projet est d'approximativement 430 M$, tandis que ses retombées fiscales sont estimées à 80 M$ par année lorsque le secteur sera entièrement reconstruit. Pour ce faire, les instances municipales devront s'assurer que les montants requis soient inscrits par le Service de l'urbanisme et de la mobilité au Programme triennal d'immobilisations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de PPU des Faubourgs est résolument orienté dans le sens d'une transition écologique durable avec, notamment, la requalification d'un vaste territoire déstructurée en favorisant une urbanisation mixte, compacte et orientée en fonction des déplacements actifs et collectifs. Également, les interventions proposées visent à maximiser la canopée urbaine et une gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Faciliter la requalification urbaine du plus important secteur destructuré du centre-ville en continuité des milieux de vie existants et dans le respect des caractéristiques significatives du quartier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par la Division des communications et des relations avec les citoyens, en collaboration avec la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

§ **19 février :** CE - Mise à l'ordre du jour du CM des projets de règlement;
§ **24 février :** CM - Avis de motion et adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, mandat de consultation à l'OCPM, avis de motion et dépôt du projet de règlement de contrôle intérimaire, adoption de la résolution de contrôle intérimaire;
§ **23 mars :** CM - Adoption du règlement de contrôle intérimaire;
§ **Mars - août 2020 :** Tenue des activités de l'OCPM et dépôt du rapport de consultation;
§ **24 septembre :** CG - Adoption de la modification du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal;
§ **19 octobre :** CM - Adoption du règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin d'intégrer notamment le PPU des Faubourgs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle LUSSIER, Service de la gestion et de la planification immobilière
Francine FORTIN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Josée CHIASSON, Service du développement économique
Sylvain GARCIA, Service de l'urbanisme et de la mobilité
David THERRIEN, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Valérie G GAGNON, 21 février 2020
Isabelle LUSSIER, 13 février 2020
David THERRIEN, 13 février 2020
Francine FORTIN, 12 février 2020
Sylvain GARCIA, 12 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno COLLIN
Conseiller en aménagement - chef d'équipe

Tél : 872-7998
Télécop. : 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2020-02-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marc LABELLE
Directeur d'arrondissement délégué
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2020-03-03



Rapport de consultation publique

SECTEUR DES FAUBOURGS

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

26 juillet 2019





OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

L'AVENIR DU SECTEUR DES FAUBOURGS

Rapport de consultation publique

Le 26 juillet 2019

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
Internet : www.ocpm.qc.ca
Courriel : info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2019
ISBN 978-2-924750-63-6 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-64-3 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 26 juillet 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur l'avenir du secteur des Faubourgs

---

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur l'avenir du secteur des Faubourgs.

Cette consultation en amont invitait la population à réfléchir aux propositions de la Ville pour ce secteur et à se prononcer sur des questions telles la mobilité, la relance socio-économique, le logement, les commerces et services, les équipements collectifs et le patrimoine. Des sujets précis comme la reconfiguration de l'autoroute Ville-Marie (A-720) et de la rue Notre-Dame, la création de nouveaux liens vers le fleuve, l'aménagement des abords du pont Jacques-Cartier, le sort de grands ensembles ou terrains vacants à réaffecter (hôpital de la Miséricorde, Radio-Canada, brasserie Molson, Portes Sainte-Marie) étaient également mis au jeu. L'exercice visait à dégager une vision, des orientations et à mettre en lumière les priorités et les attentes des citoyens.

On ne peut passer sous silence les conditions particulières dans lesquelles se sont déroulées les différentes phases de cette consultation. En plus de clore plus d'une décennie de participation citoyenne où l'Office avait consulté onze fois sur des projets concernant une partie ou l'autre de ce vaste territoire, tout le processus de consultation a été ponctué d'annonces, de nouvelles informations et idées, qui sont venues altérer le cadre de réflexion au fur et à mesure que les travaux avançaient.

Plus de 1000 participations ont néanmoins été recensées aux différentes séances ainsi qu'aux forums et aux exercices prospectifs proposés. La commission a reçu 223 contributions écrites (105 mémoires et 118 opinions en ligne) et entendu 58 intervenants. Ce large tour d'horizon a permis à la commission de constater l'engagement et le dévouement des diverses parties prenantes et de bien saisir les enjeux et les défis posés par la planification de ce territoire.

Les participants ont remis de l'avant les objectifs et les orientations qu'ils ont maintes fois formulés au cours des dernières quinze années. Leurs attentes sont claires, documentées et bien définies. Prenant l'ensemble de ces éléments en considération, la commission y va de différentes recommandations pour la suite des choses qui permettront de poursuivre la conversation sur un projet de PPU en phase avec l'importance stratégique du territoire et les aspirations de tous. Parmi celles-ci, on retrouve notamment celle de ne pas restreindre le PPU aux seules notions d'usage, de densité, de paramètres normatifs ou discrétionnaires d'encadrement de projets d'infrastructures ou d'équipements publics. La commission est d'avis que ce PPU doit aussi s'ouvrir sur la notion de développement durable qui inclut les dimensions économiques, sociales et environnementales et qu'il doit s'appuyer sur la culture du lieu, son histoire et les caractéristiques des populations qui l'habitent et la fréquentent.

Le secteur des Faubourgs représente une opportunité de réaliser la vision d'un centre-ville habité et animé proposée dans la Stratégie centre-ville. Situé aux portes du Quartier latin, du Vieux-Montréal et du quartier des affaires, il est à la fois un quartier d'atterrissage, un milieu de vie riche de traditions, un lieu d'innovation. Les communautés LGBTQ2+ s'y reconnaissent et se sont approprié une bonne portion du territoire qu'elles souhaitent à leur image. L'itinérance et la précarité y sont bien présentes et remettent de l'avant la nécessité de pérenniser des ressources pour y faire face. Les blessures du passé quadrillent le territoire et rendent inévitable la création de passerelles pour lier le présent et le passé. Pour grandir et s'épanouir dans le secteur des Faubourgs, il faut y retrouver les attributs d'un quartier complet, solidaire, inclusif, durable et participatif.

La commission reconnaît que les nouveaux îlots à requalifier accueilleront des immeubles de plus grande hauteur que les milieux de vie existants, car la construction immobilière dans un secteur central répondra nécessairement aux lois économiques. De plus grandes hauteurs peuvent néanmoins être acceptables lorsqu'elles sont associées à de larges espaces publics accueillants et ouverts, des commerces de proximité, des équipements publics, des emplois, du transport

actif et collectif et une qualité des composantes architecturales des bâtiments qui doivent également être en harmonie avec le caractère et l'identité du lieu d'insertion.

En ce sens, les balises d'aménagement proposées par la commission et qui découlent de la consultation visent à mettre en relief la nécessité de revoir la cohabitation avec la circulation de transit qui marque ce territoire, d'encadrer les projets sur les îlots à requalifier, de réfléchir à des aménagements modernes et pratiques.

L'Office rendra ce rapport public le 7 août 2019, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Monsieur Éric Alan Caldwell, responsable de l'OCPM


50





TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. L'avenir du secteur des Faubourgs 3

1.1 La localisation du secteur 3

1.2 Vers un programme particulier d'urbanisme (PPU) 4

1.3 Un bref survol historique 5

1.4 Le profil du secteur 11

1.5 Les principaux enjeux et caractéristiques du secteur 13

1.6 Les milieux de vie existants 14

1.7 La zone à requalifier 15

1.8 Les orientations d'aménagement pour le secteur 16

1.9 La vision de développement pour la zone à requalifier 17

1.10 Le dossier de documentation 20

1.11 La démarche de consultation 21

1.11.1 Kiosque lors de la journée communautaire Fierté Montréal (18 août 2018) 21

1.11.2 Activité contributive citoyenne *101 histoire, un territoire* (février et mars 2019)

1.11.3 Séance d'information générale et conférence sur la mise en récit (19 février 219) 22

1.11.4 Forums thématiques (16 et 23 mars 2019) 22

1.11.5 Opinions en ligne (16 mars au 22 avril 2019) 23

1.11.6 Séances d'audition des opinions (9 au 17 avril 2019) 23

1.11.7 Portrait de la participation 24

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 25

2.1 Accueil général 25

2.2 Repères identitaires 25

2.2.1 Territoire d'appartenance 26

2.2.2 Tissu social 27

2.2.3 Culture et arts 30
2.2.4 Histoire et patrimoine 31
2.2.5 Relation au fleuve 34
2.3 Mobilité 36
2.3.1 Connectivité 37
2.3.2 Transport véhiculaire 37
2.3.3 Axe Ville-Marie/Notre-Dame 38
2.3.4 Accès au pont Jacques-Cartier 40
2.3.5 Transports collectifs 41
2.3.6 Transports actifs 43
2.3.7 Transports des marchandises 44
2.4 Milieux de vie 45
2.4.1 Quartiers complets 45
2.4.2 Adaptation aux changements climatiques 46
2.4.3 Habitation 47
2.4.5 Architecture et design 51
2.4.6 Activités commerciales et services 53
2.4.7 Équipements collectifs 55
2.4.8 Parcs, espaces verts et espaces publics 56
2.4.9 Emplois 58
2.5 Mise en œuvre du PPU 60
2.5.1 Concertation 61
2.5.2 Suivi du PPU 62
3. Les constats et l'analyse de la commission 63
3.1 La mise en contexte 63
3.2 Quinze ans de consultations publiques 67
3.2.1 PPU du quartier Sainte-Marie – janvier 2012 68
3.2.2 Plan d'action de la Stratégie centre-ville 69
3.3 Les repères identitaires multiples du secteur 71

3.4 Grandir et s'épanouir dans le secteur 75
3.4.1 Propositions de vision et de concept d'aménagement 76
3.5 Se déplacer en sécurité dans le secteur 77
3.5.1 Mobilité durable et fluidité de la circulation de transit 77
3.5.2 Marchabilité 80
3.5.3 La mobilité 82
3.5.4 Le réaménagement du secteur d'approche du pont Jacques-Cartier 83
3.5.6 L'accès au fleuve 85
3.6 Habiter dans un quartier inclusif et solidaire 87
3.6.1 Le logement accessible 88
3.6.2 Le logement étudiant et pour familles 90
3.6.3 L'ancien hôpital de la Miséricorde 91
3.6.4 La rénovation et la restauration 92
3.7 Accéder aux commerces et services de proximité 93
3.7.1 La rue Sainte-Catherine 93
3.7.2 La rue Ontario 93
3.7.3 Les projets commerciaux annoncés 94
3.7.4 Plan de développement commercial 95
3.7.5 La rue Atateken 96
3.8 Travailler dans un quartier animé et diversifié 96
3.9 Contrer les effets de la hausse des valeurs mobilières 98
3.10 Les paramètres d'encadrement des projets urbains 99
3.10.1 La rue Ontario, à l'est de la rue Saint-Hubert 100
3.10.2 La rue Parthenais 101
3.10.3 Le quadrilatère formé par les rues Ontario, Parthenais, Sainte-Catherine et De Lorimier 101
3.10.4 L'îlot occupé par le Grand quartier général de la Sûreté du Québec et ses abords 101

3.10.5 Le quadrilatère formé par les rues Sainte-Catherine, Parthenais, René-Lévesque et l'avenue De Lorimier (Les Portes Sainte-Marie) (Groupe Prével) 102

3.10.6 Le secteur du pont Jacques-Cartier 103

3.10.7 La zone à requalifier (version mars 2019) 104

3.10.8 Le site de Radio-Canada (Groupe Mach et Broccolini) 106

3.10.9 Le site de la brasserie Molson (Groupe Sélection/Montoni) 107

3.10.10 La station de pompage Craig au cœur d'une concentration d'infrastructures, de bâtiments et d'activités à caractère patrimonial 109

3.11 Approche règlementaire à venir 110

3.12 S'engager et s'impliquer 111

Conclusion 115

Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 117

Annexe 2 – La documentation 121

Annexe 3 – Les recommandations 131











Introduction

Le 27 juin 2018, l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) a reçu le mandat du comité exécutif de la Ville de Montréal de réaliser en deux étapes une démarche participative sur l'avenir du secteur des Faubourgs. La présente consultation, dite d'amont, avait pour objectif de mobiliser la population, de connaître son degré d'appréciation du territoire et les améliorations qu'elle souhaiterait y voir. Elle a aussi permis aux participants de se prononcer sur une vision de développement et des orientations d'aménagement mises au jeu par l'arrondissement de Ville-Marie. Les fruits de la consultation seront ensuite considérés par l'équipe de l'arrondissement dans l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme (PPU) à présenter aux citoyens dans le cadre d'une seconde consultation, en vue de son adoption par les élus municipaux.

Un PPU est une composante du Plan d'urbanisme[1]. C'est un plan détaillé produit lorsqu'un secteur fait ou fera face à des changements importants. Il permet de dégager une vision d'ensemble et d'encadrer les interventions futures sur un territoire donné à partir d'orientations. Il fixe des objectifs pour l'avenir et propose des mesures pour les atteindre, incluant de nouveaux règlements d'urbanisme, des aménagements publics améliorés, des programmes et des politiques[2].

Durant son mandat, la commission, formée de Bruno Bergeron, de Danielle Casara et de Christian Giguère, a conduit diverses activités pour informer et recueillir l'opinion du plus grand nombre sur les propositions de l'arrondissement. Plus de 31 000 dépliants ont été distribués dans les environs du secteur des Faubourgs pour annoncer la consultation et inciter à la participation. Un peu plus de 1 000 participations ont été recensées dans le cadre de l'exercice.

La démarche a débuté au mois de février 2019 avec l'activité contributive citoyenne *101 histoires, un territoire,* où les participants ont été invités à raconter en mots et en images ce qui les unissait au secteur des Faubourgs. Cet exercice avait pour but de constituer de façon collaborative une représentation de l'identité du secteur et de mieux comprendre ce qui faisait son caractère, son essence.

Le 19 février 2019, la commission a tenu la séance d'information principale à l'Écomusée du fier monde pour que l'arrondissement puisse présenter ses propositions et répondre aux questions du public. Près d'un mois plus tard, les 16 et 23 mars 2019, la population a pu participer à quatre forums citoyens qui examinaient le territoire sous l'angle des Transports et déplacements, des Milieux de vie complets, de l'Architecture, patrimoine et paysages et de la Vie communautaire.

[1] L'article 85 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* présente les composantes d'un PPU, de même que certaines des actions publiques que peut poser une municipalité dans le cadre de sa mise en œuvre

[2] Le petit guide des programmes particuliers d'urbanisme (PPU) à Montréal : http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/publications/fr/le_petit_guide_des_programmes_particuliers_d039urbanisme_ppu-fr.pdf

Ces rencontres ont été suivies par une phase d'opinions en ligne, au cours de laquelle la commission a questionné les citoyens sur des enjeux particuliers. La démarche de consultation s'est conclue par la tenue de huit séances d'audition des opinions qui ont eu lieu entre le 9 et le 17 avril 2019 à l'Écomusée du fier monde.

Dans ses efforts de diffusion de l'information relative aux consultations publiques, l'OCPM s'appuie sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités et les partagent. Chaque consultation est annoncée aux abonnés de son infolettre, ainsi qu'aux abonnés de ses comptes Facebook, Twitter, et Instagram. Les réseaux sociaux de l'Office permettent aussi de faire des rappels avant les séances publiques et de suivre l'évolution des consultations, par exemple, lors de l'annonce de séances supplémentaires ou de la mise en ligne de nouveaux documents.

Le présent rapport comporte trois chapitres. Le premier chapitre expose les propositions de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'avenir du secteur des Faubourgs. Il reprend l'essentiel des documents d'information et des présentations qu'il a réalisées lors de la séance d'information et des forums thématiques. Le deuxième chapitre présente les étapes de la démarche de consultation et résume les préoccupations et les propositions des participants. Enfin, le troisième et dernier chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à la présentation de ses recommandations.

Par l'intermédiaire de ce rapport, la commission souhaite communiquer aux élus municipaux les opinions citoyennes et contribuer, par son analyse, à la prise de décision. Elle destine également ce rapport à la population afin qu'elle se l'approprie et qu'elle y trouve un instrument de suivi utile, qui dépasse l'exercice de consultation lui-même.

Rappelons enfin que toute la documentation reçue et produite dans le cadre de cette consultation est disponible sur le site web de l'OCPM à l'adresse suivante : http://ocpm.qc.ca/fr/faubourgs/documentation.

1. L'avenir du secteur des Faubourgs

Ce premier chapitre présente la vision de développement et les orientations d'aménagement de l'arrondissement de Ville-Marie pour le secteur des Faubourgs. Il brosse un portrait du secteur réalisé à partir du document de mise en situation (document 3.1), des 13 fiches d'information[3] (documents 3.2 et suivants) et du profil statistique (documents 3.3.1 et 3.3.2). Il tient également compte des nouvelles informations qui ont été communiquées par l'arrondissement à l'occasion des séances publiques, à mesure qu'avançaient ses réflexions (documents 3.5, 3.6, 3.7, 3.8 et 3.9).

1.1 La localisation du secteur

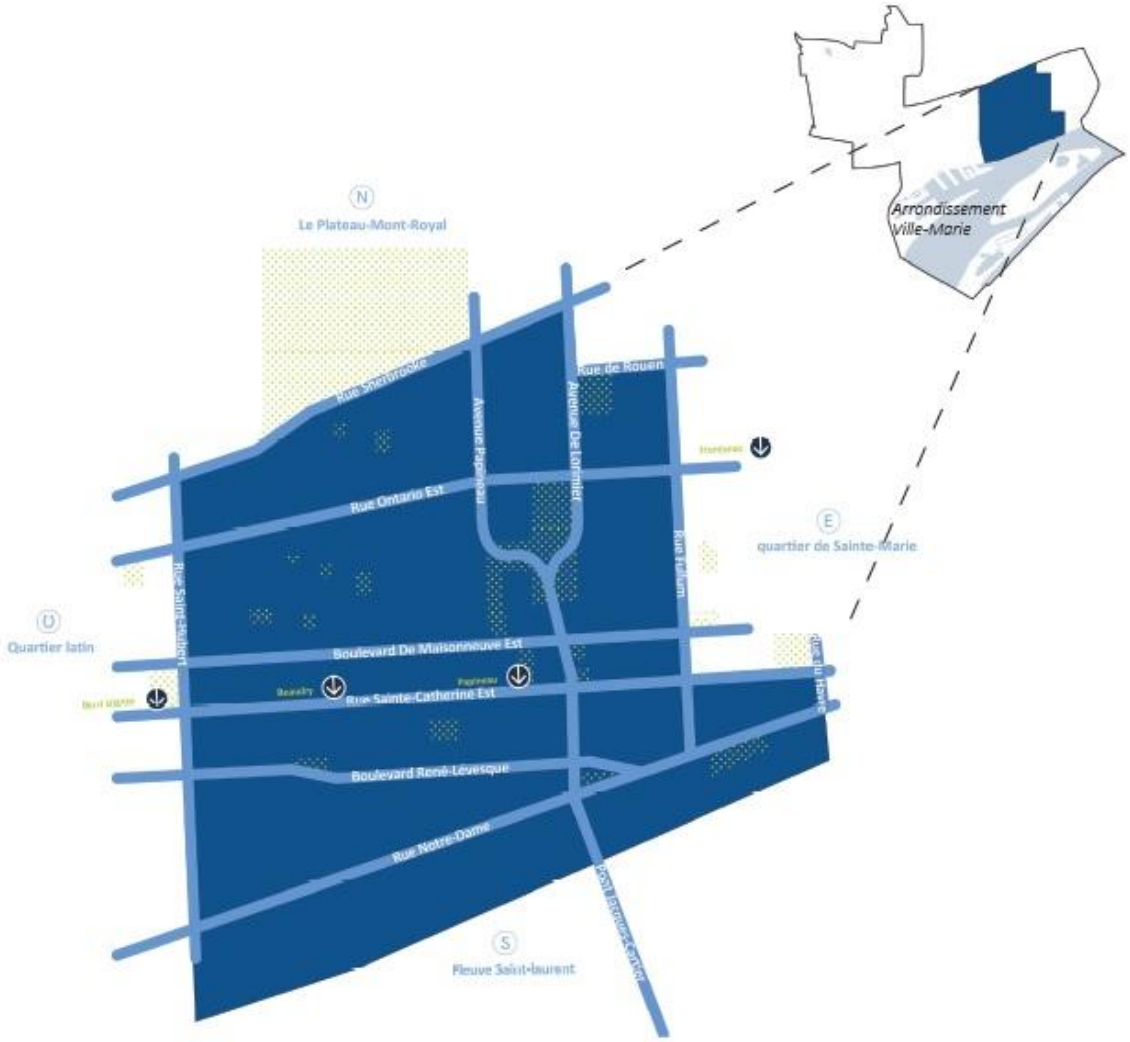
Le secteur des Faubourgs est situé dans l'arrondissement de Ville-Marie, à l'est du centre-ville de Montréal. Ses limites sont la rue Saint-Hubert à l'ouest, la rue Sherbrooke au nord, les rues Fullum et du Havre à l'est, et les berges du fleuve Saint-Laurent au sud. Elles ont été définies en fonction des opportunités et des projets annoncés et planifiés.

Le secteur comprend, au nord du boulevard René-Lévesque, le quartier résidentiel Centre-Sud, et au sud, une zone déstructurée qui fait face à des changements importants, notamment avec le départ de la brasserie Molson et le déménagement de la Maison de Radio-Canada.

Il est traversé par deux infrastructures routières importantes, l'autoroute Ville-Marie et le pont Jacques-Cartier, qui sont respectivement de juridiction provinciale et fédérale. Deux stations de métro, Beaudry et Papineau, se trouvent au sein du secteur, alors que deux autres stations, Frontenac et Berri-UQAM, se trouvent à proximité de ses limites est et ouest. Le secteur des Faubourgs est ceinturé à l'ouest par le Quartier latin et au nord par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. À l'est, sa frontière divise le quartier Sainte-Marie.

[3] L'arrondissement de Ville-Marie a découpé le secteur des Faubourgs en 13 sous-secteurs, allant d'un seul bâtiment à une portion de quartier. Chaque sous-secteur a été documenté dans une fiche qui présente une description historique, un état de la situation et une déclinaison des enjeux relevant de l'urbanisme auxquels pourrait répondre le futur PPU. Carte interactive, doc. 3.2

Figure 1 : la localisation du secteur des Faubourgs



Source : document de mise en situation, doc. 3.1, p. 2

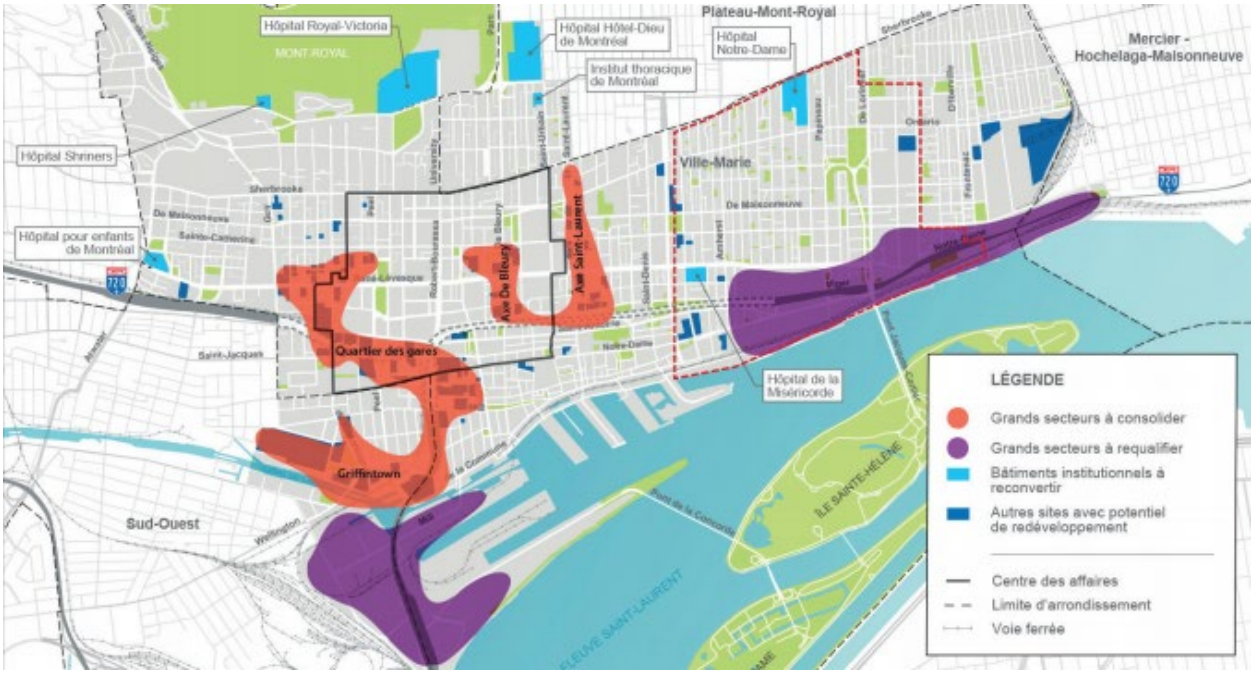
1.2 Vers un programme particulier d'urbanisme (PPU)

L'arrondissement a identifié diverses raisons qui justifient l'élaboration éventuelle d'un PPU pour le secteur des Faubourgs. D'abord, en 2017, le secteur riverain du quartier Centre-Sud a été identifié comme une grande zone à requalifier dans la planification de la Stratégie centre-ville (2016) et inscrit prioritairement pour faire l'objet d'une planification dans le plan d'action de la Stratégie (2017). De plus, selon l'arrondissement, le contexte actuel de changement dans le secteur, avec le départ des activités industrielles de la brasserie Molson et la construction de la nouvelle Maison de Radio-Canada, offre une opportunité unique de repenser le rapport du secteur au fleuve, de même qu'avec le Vieux-Montréal. Aussi, le devenir de la fin de l'autoroute Ville-Marie peut être considéré en lien avec les restructurations des sites mentionnés précédemment pour disposer d'une vision d'ensemble intégrant planification, mobilité et design

urbain. À cet égard, le ministère des Transports du Québec (MTQ) a d'ailleurs un projet de remise à niveau des tunnels de l'autoroute Ville-Marie.

En outre, l'arrondissement dit souhaiter poursuivre l'accroissement de sa population, en offrant des milieux de vie complets et agréables qui soignent la place du piéton, accueillent les équipements collectifs nécessaires et permettent une offre commerciale ajustée. Il dit également souhaiter que les résultats de la requalification s'harmonisent aux quartiers consolidés et qu'ils contribuent à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) inscrits dans le Plan Montréal durable 2016-2020[4].

Figure 2 : les secteurs à consolider et à requalifier dans la Stratégie centre-ville



Il est à noter que la ligne pointillée rouge correspond aux limites du secteur des Faubourgs.
Source : document de mise en situation, doc. 3.1, p. 5

1.3 Un bref survol historique

Le terme « *Faubourgs* » correspond à un volet important de l'histoire de Montréal. Il fait référence aux premiers développements construits à l'extérieur des fortifications (Vieux-Montréal), qui ont mené à la ville qu'on connaît aujourd'hui. Le territoire d'aujourd'hui présente des caractéristiques urbanistiques particulières attribuables aux événements qui ont marqué son développement.

[4] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 5

L'urbanisation du secteur des Faubourgs a principalement débuté durant la deuxième moitié du 18e siècle le long de la rue Notre-Dame. Le territoire est alors occupé par des fermes et devient peu à peu un lieu de villégiature pour la bourgeoisie[5]. À cette époque, les développements urbains du secteur sont considérés comme des faubourgs, par opposition à la centralité du Vieux-Montréal[6]. En continuité avec le Vieux-Montréal, l'urbanisation du secteur des Faubourgs se poursuit vers l'est le long de l'axe Saint-Antoine. La rue de la Visitation constitue la première antenne de développement vers le nord. Au début du 19e siècle, ces deux axes représentent les deux principales voies de développement du secteur. À cette époque, la rive naturelle du fleuve accueille surtout des villas, mais aussi la brasserie Molson qui apparaît dans le paysage urbain en 1786[7]. Les activités de la brasserie ont éventuellement permis à la famille de construire des résidences, une église et même une école.

Figure 3 : le secteur des Faubourgs en 1825



Source : présentation de l'arrondissement de Ville-Marie
lors de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 3.5, p. 11

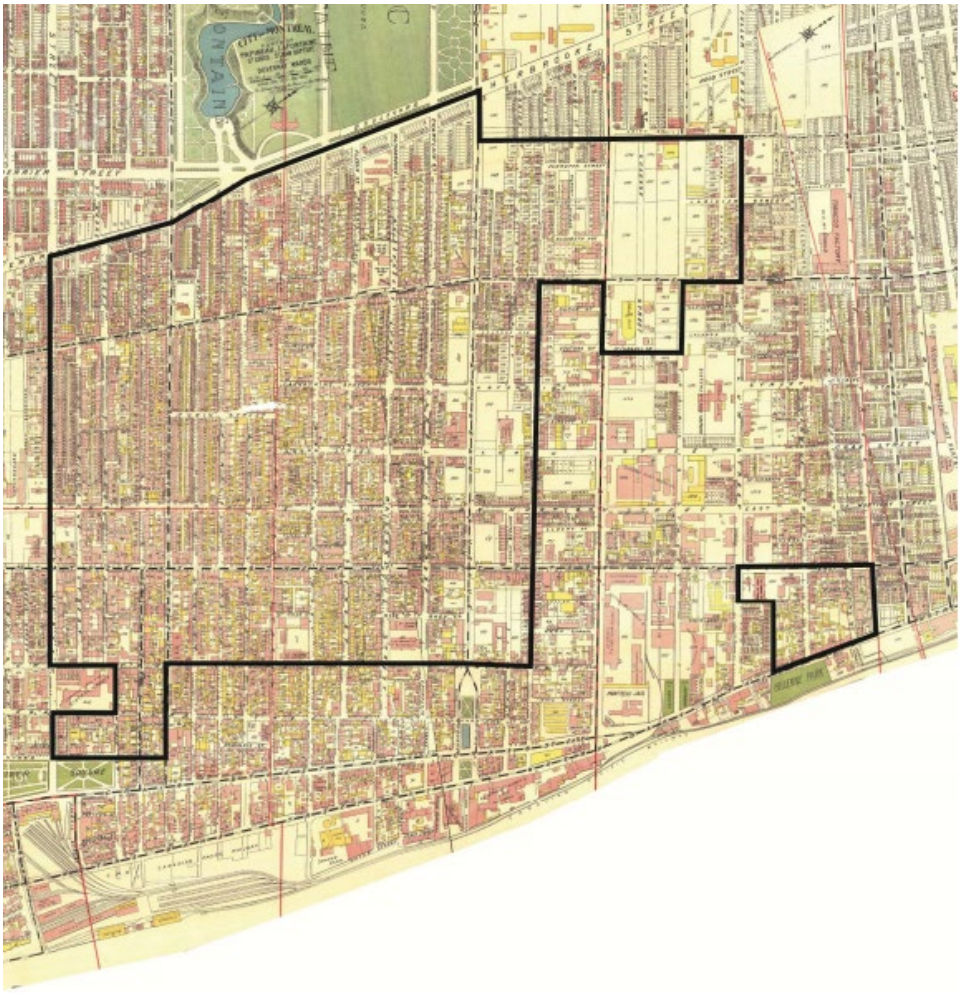
[5] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[6] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 8
[7] Fiche Secteur 3 – La brasserie Molson, doc. 3.1.3

Des institutions, dont les bâtiments sont encore présents aujourd'hui, voient le jour à cette époque, telles que l'ancienne prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant en 1840 et l'ancien hôpital de la Miséricorde en 1853[8]. Au fil des années, l'habitat disparait graduellement au bord du fleuve au profit des activités industrielles, avec, entre autres, la construction des gares Dalhousie et Viger vers la fin du 19e siècle, puis l'expansion de la brasserie Molson[9]. L'expansion des activités ferroviaires du Canadien Pacifique mène d'ailleurs à la construction des ateliers ferroviaires De Lorimier, sur le site actuel des Portes Sainte-Marie en 1883, et à la démolition d'une partie du Faubourg Québec[10]. Avec l'aménagement des quais et des voies ferrées, l'accès piétonnier au fleuve n'est plus possible, bien que les parcs Sohmer et Bellerive, tous deux de tenure privée, offrent des fenêtres sur le fleuve à partir des années 1880[11]. C'est aussi lors de la même période que la Ville de Montréal fait construire la station de pompage Craig, permettant de rediriger les eaux d'égout dans le fleuve via l'égout collecteur avec quatre pompes à vapeur alimentées au charbon. Cette dernière contribue ainsi à éviter d'éventuelles inondations du secteur, au même titre que l'aménagement de la voie maritime du Saint-Laurent et le dragage du fleuve[12]. La fin du 19e siècle se caractérise par l'apparition des premiers grands magasins à rayons sur la rue Sainte-Catherine avec l'ouverture de *Dupuis et Frères*[13]. L'arrivée du tramway électrique en 1892 contribue fortement à l'essor économique de la rue commerciale à cette époque[14].

Le 20e siècle est témoin de plusieurs transformations dans le territoire, alors que l'entièreté du territoire du quartier Centre-Sud est urbanisé[15]. La rue Ontario connaît un essor considérable avec l'ouverture du théâtre *La lune rousse* et l'installation de l'ancienne usine Aird & Son[16]. Près du fleuve Saint-Laurent, l'expansion des activités ferroviaires et industrielles se poursuit au tournant du siècle et entraîne de nouvelles démolitions dans le Faubourg Québec[17]. Les travaux mènent notamment à l'aplanissement de la colline située entre les rues Berri et Beaudry pour accueillir les voies ferrées. Au cours des années 1920, le territoire des Faubourgs voit l'apparition d'une infrastructure de transport majeur : le pont Jacques-Cartier. La construction de ce dernier s'échelonne sur cinq ans jusqu'en 1930[18]. C'est aussi au cours de cette décennie que plusieurs équipements majeurs sont construits, tels que l'hôpital Notre-Dame et le stade De Lorimier[19]. Les activités de la brasserie Molson prennent de l'expansion au cours de cette période, et ce, jusqu'en 1950. Tous les bâtiments non industriels, comprenant une église, un collège et des résidences, laissent place aux installations de la brasserie[20]. Finalement, la gare Viger cesse ses opérations en 1951[21].

[8] Document de mise en situation, doc. 3.1
[9] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[10] Fiche Secteur 7 – Le terrain Portes Sainte-Marie, doc. 3.1.7; Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[11] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[12] Fiche Secteur 5 – La station de pompage Craig, doc. 3.1.5
[13] Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13
[14] Idem
[15] Fiche Secteur 11 – Centre-Sud, doc. 3.1.11
[16] Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13
[17] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[18] Fiche Secteur 9 – Les abords du pont Jacques-Cartier – la tête de pont, doc. 3.1.9
[19] Fiche Secteur 11 – Centre-Sud, doc. 3.1.11; Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13
[20] Fiche Secteur 3 – La brasserie Molson, doc. 3.1.3
[21] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2

Figure 4 : le quartier Centre-Sud en 1907



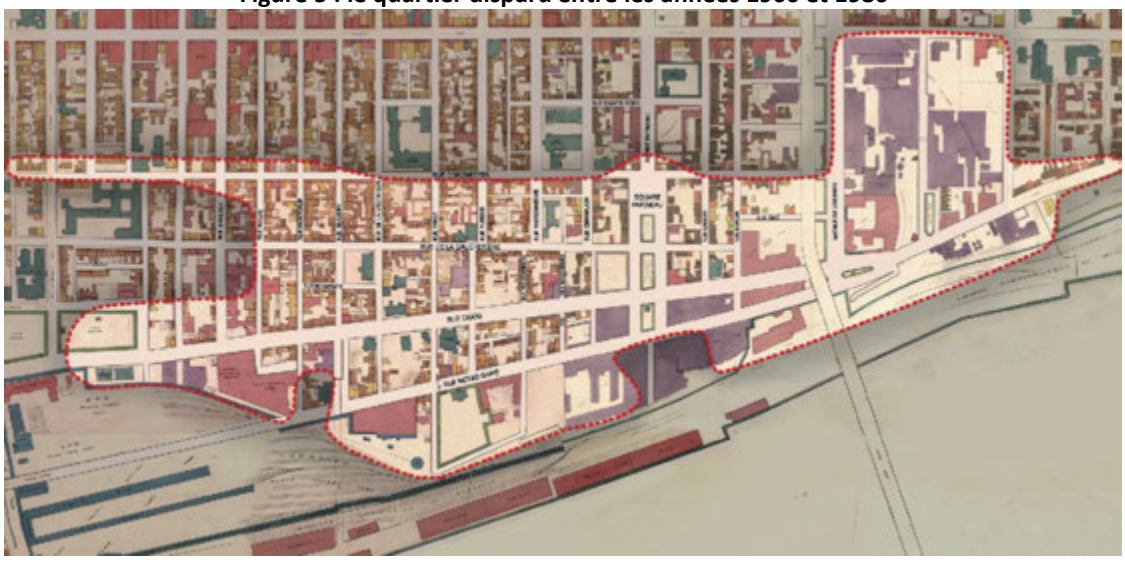
Source : fiche Secteur 11 – Centre-Sud, doc. 3.1.11, p. 3

Pendant la deuxième moitié du 20e siècle, le territoire est notamment marqué par l'arrivée de plusieurs équipements culturels majeurs et le développement du réseau routier, à commencer par la réalisation des travaux de la tour de Radio-Canada. C'est en 1963 que le gouvernement fédéral, la Ville de Montréal et la Société Radio-Canada identifient le site qui accueillera les activités de l'entreprise publique de radiodiffusion[22]. Les travaux conduisent à la démolition d'une partie du Faubourg Québec avec ses écoles, ses établissements commerciaux, religieux et plus de 600 logements. Au cours de la même décennie, la brasserie Molson s'agrandit vers l'ouest, notamment sur le parc Sohmer[23]. Les stations de métro Berri-de-Montigny, Papineau et Beaudry sont également érigées[24]. À partir des années 1970, les premiers établissements

[22] Fiche Secteur 4 – Le site de Radio-Canada, doc. 3.1.4
[23] Fiche Secteur 3 – La brasserie Molson, doc. 3.1.3
[24] Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13

destinés à une clientèle gaie font leur apparition sur la rue Sainte-Catherine, dans ce qui constitue aujourd'hui le Village[25]. Cette décennie est aussi marquée par des démolitions majeures. La mise en œuvre du projet de l'autoroute Ville-Marie en 1972 entraîne la démolition de 1 200 logements sur trois ans[26]. Alors que le ministère des Transports de l'époque projette de démolir la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant pour réaliser l'autoroute Ville-Marie, des protestations permettent le classement de celle-ci comme site historique en vertu de la Loi sur les biens culturels[27]. Les travaux ont toutefois pour effet d'enclaver totalement la station de pompage Craig, située sur un terre-plein de l'autoroute, qui est déclarée bâtiment excédentaire en 1987[28]. La fin du 20e siècle est témoin de nouvelles démolitions, cette fois entre les bretelles d'accès au pont Jacques-Cartier, l'avenue De Lorimier et la rue Ontario[29].

Figure 5 : le quartier disparu entre les années 1960 et 1980



Source : document de mise en situation, doc. 3.1, p. 14

Contrastant avec le siècle dernier, l'activité ferroviaire en bordure du fleuve cède peu à peu place, dans les années 2000, aux habitations et à d'autres établissements. Le Faubourg Québec débute ainsi sa reconstruction sur le site de l'ancienne cour de triage du Canadien Pacifique[30]. À l'est du pont Jacques-Cartier, un incendie provoque la démolition de la dernière usine de l'îlot situé entre la rue Sainte-Catherine, la rue Parthenais, le boulevard René-Lévesque et l'avenue De Lorimier, qui avait autrefois une vocation entièrement industrielle[31]. Trois ans plus tard, en 2004, le projet

[25] Fiche Secteur 10 – Le Village, doc. 3.1.10
[26] Fiche Secteur 1 – Le boulevard Ville-Marie et l'accès au pont Jacques-Cartier, doc. 3.1.1
[27] Fiche Secteur 6 – La prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, doc. 3.1.6
[28] Fiche Secteur 5 – La station de pompage Craig, doc. 3.1.5
[29] Fiche Secteur 9 – Les abords du pont Jacques-Cartier – la tête du pont, doc. 3.1.9
[30] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[31] Fiche Secteur 7 – Le terrain Portes Sainte-Marie, doc. 3.1.7

Portes Sainte-Marie est autorisé, bien qu'il n'ait jamais vu le jour[32]. L'aménagement du parc des Faubourgs, à la tête du pont Jacques-Cartier, est achevé l'année suivante[33]. Vers la fin des années 2000, un projet pilote débute sur la rue Sainte-Catherine. Cette dernière devient alors piétonne pendant la période estivale[34]. Ceci marque le début d'une époque qui voit de plus en plus d'aménagements publics favoriser le transport actif. Le belvédère du Chemin-Qui-Marche est aménagé au-dessus des voies ferrées en 2012. Pendant ce temps, les abords du parc du Pied-du-Courant, autrefois appelé parc Bellerive, deviennent de plus en plus animés. À partir de 2014, le site à l'ouest du parc accueille durant l'été le Village au Pied-du-Courant[35].

Figure 6 : le secteur des Faubourgs aujourd'hui



Source : document de mise en situation, doc 3.1, p. 6

Ces dernières années sont marquées par des événements annonciateurs de changement. En 2015, la Société Radio-Canada déclare son intention de déménager dans sa nouvelle Maison, située entre le prolongement de la rue Alexandre-DeSève et l'avenue Papineau[36]. Deux ans plus tard, une des industries ayant le plus marquée le paysage du secteur des Faubourgs, la brasserie Molson, annonce la mise en vente de sa propriété et, à l'horizon 2021, le transfert de ses activités de production à Longueuil. Des changements se dessinent aussi pour la zone située à l'est du pont Jacques-Cartier, alors que le gouvernement du Québec acquiert le bâtiment situé au 1 000, rue Fullum, pour en faire un pôle institutionnel[37]. Ces quelques événements figurent d'ailleurs parmi les éléments qui motivent aujourd'hui l'arrondissement de Ville-Marie à effectuer une démarche de planification.

[32] Fiche Secteur 7 – Le terrain Portes Sainte-Marie, doc. 3.1.7
[33] Fiche Secteur 9 – Les abords du pont Jacques-Cartier – la tête de pont, doc. 3.1.9
[34] Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13
[35] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[36] Fiche Secteur 4 – Le site de Radio-Canada, doc. 3.1.4
[37] Fiche Secteur 12 – Le pôle institutionnel, doc. 3.1.12

1.4 Le profil du secteur

L'exercice de planification du PPU s'inscrit dans une croissance de la population de l'arrondissement de Ville-Marie de 19 % entre 2001 et 2016. Quant au secteur des Faubourgs, il connaît une hausse de 13,6 % de sa population pour la même période, ce qui fait qu'en 2016, on y compte 24 035 personnes réparties au sein de 13 950 ménages[38]. À lui seul, le secteur accueille un peu plus du quart de la population de l'arrondissement (27 %)[39].

En 2016, le secteur est composé d'une population majoritairement adulte : 69 % des résidents sont âgés de 25 à 64 ans. Entre 2011 et 2016, il perd 23 % de ses résidents de 15 à 24 ans, et la même part de ses résidents âgés de 80 ans et plus[40].

En quinze ans, le nombre d'immigrants double dans le secteur des Faubourgs, passant de 2 925 personnes en 2001 à 5 665 personnes en 2016. La population immigrante forme près du quart (24 %) de la population actuelle du secteur, ce qui reste sous la moyenne de l'agglomération de Montréal (34 %). Fait à noter, le quart des immigrants du secteur (25 %) sont nés en France, tandis que la Chine et le Maroc sont les deux autres principaux pays d'origine, avec respectivement 5 % et 4 %[41].

Avec une moyenne de 1,7 personne par ménage, un peu plus de 54 % des ménages du secteur sont composés d'une personne seule, contre 40 % dans l'agglomération de Montréal (moyenne de 2,2 personnes par ménage). Entre 2011 et 2016, on note une croissance importante des familles de 37 %. Près de 60 % des familles du secteur des Faubourgs sont sans enfant en 2016, alors que 22,4 % d'entre elles ont au moins un enfant. Pour l'agglomération, ces proportions se chiffrent respectivement à 36 % et 48 %. En 15 ans, le nombre de familles avec conjoints, mais sans enfants, connaît une hausse de 55 %, avec quelque 1 000 familles de plus en 2016 comparativement à 2001. Pour leur part, les familles avec enfants font un bond de 27,5 %, contre 4,9 % au sein de l'agglomération[42].

En 2016, la population du secteur des Faubourgs est sensiblement plus scolarisée que quinze années auparavant. La progression la plus notable se situe au niveau des détenteurs de diplômes universitaires, dont le nombre a doublé, passant de 5 110 personnes en 2001 à 10 225 personnes en 2016. Alors que les diplômés universitaires comptent pour 48 % de la population du secteur en 2016, cette part est de 36 % dans l'ensemble de l'agglomération de Montréal[43].

[38] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 8; Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 1
[39] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 10
[40] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 1
[41] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 3
[42] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 1
[43] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 4

Le secteur des Faubourgs compte près de 27 000 emplois (en 2016) sur les 318 000 (en 2012), répartis dans l'arrondissement de Ville-Marie, soit environ 8,5 % (doc. 3.1, p. 11). Tandis que la population active du secteur des Faubourgs a augmenté de 18 % entre 2001 et 2016, passant de 12 910 à 15 270 personnes, le nombre de chômeurs a diminué de 29 % passant de 1 660 à 1 175. Ainsi, durant cette période, le taux de chômage est passé de 12,9 % à 7,7 %, ce qui constitue une meilleure performance que celle de l'ensemble de l'agglomération (9,2 % en 2001 et 9 % en 2016)[44].

Le revenu moyen d'un ménage du secteur des Faubourgs (61 303 $) est inférieur à celui des ménages de l'agglomération (76 614 $). La progression du revenu des ménages entre 2001 et 2016 est largement supérieure dans le secteur des Faubourgs (+80 %) à celle de l'agglomération (+55 %)[45].

Dans le secteur des Faubourgs, au recensement de 2016, le nombre de personnes se trouvant en situation de faible revenu est de 6 845, ce qui correspond à 29 % de la population. Il s'agit d'une amélioration par rapport à 2001, où 49 % des personnes vivaient dans un ménage à faible revenu. La proportion de ménages à faible revenu (18 %) est près de trois fois plus élevée dans le secteur des Faubourgs que dans l'agglomération (6,9 %)[46].

En 2017, le secteur des Faubourgs possède un parc immobilier qui comprend surtout des immeubles multiplex de 4 à 11 logements (31 %). Les immeubles de plus de trois étages et de 12 logements et plus occupent aussi une part importante, soit une proportion de plus de 21 %. On peut qualifier son parc immobilier d'ancien avec près de la moitié de ses logements (47 %) qui ont été construits avant 1946, contre 22 % dans l'agglomération[47].

72 % des logements se trouvant dans le secteur des Faubourgs sont occupés par des locataires. Toutefois, entre 2001 et 2016, le nombre de ménages propriétaires a doublé, passant de 1 745 en 2001 à 3 915 en 2016, représentant une augmentation de 124 %. On note également une hausse considérable du coût des logements pour cette période, à savoir 63 % pour les propriétaires et 58 % pour les locataires. Ces hausses sont sensiblement plus importantes que celles subies par l'ensemble des propriétaires (+51 %) et des locataires (+49 %) de l'agglomération de Montréal pendant la même période[48].

Dans leurs déplacements du domicile vers le travail, les résidents du secteur des Faubourgs utilisent surtout les transports collectifs (43 %). Les autres modes de transport sont l'automobile (conducteur ou passager) pour 27 %, la marche pour 20 % et, enfin, le vélo pour 9 % des

[44] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 4
[45] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 5
[46] Idem
[47] Données sur les ménages et les logements, doc. 3.3.2, p. 7
[48] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 10

résidents[49]. Entre 2001 et 2016, ce comportement n'a guère changé. On note néanmoins que la proportion d'usagers du vélo a presque doublé. Les modes de déplacements des travailleurs du secteur se distinguent cependant des autres habitants de l'île de Montréal, où plus d'une personne sur deux se rend au travail en voiture, et 8 % seulement s'y rendent à pied. Quant au transport en commun, il est utilisé par 35 % des travailleurs de l'agglomération de Montréal[50].

Comparativement à l'ensemble des Montréalais, la population du secteur des Faubourgs est plus encline à déménager. En 2016, 43 % des résidents de l'agglomération ont changé d'adresse, tandis que 58 % des résidents du secteur ont déménagé en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie ou d'un autre arrondissement montréalais[51].

1.5 Les principaux enjeux et caractéristiques du secteur

Le secteur des Faubourgs, composé de divers quartiers articulés autour d'infrastructures publiques, possède une histoire riche, particulièrement marquée par des démolitions, des constructions et des mouvements sociaux. En plus de milieux de vie bien établis, le secteur comprend des sites qui sont voués, dans l'éventuel PPU, à une requalification, dont ceux de Radio-Canada, de la brasserie Molson et des Portes Sainte-Marie. Dans cette optique, l'arrondissement de Ville-Marie a décidé d'aborder dans son document de mise en situation le secteur des Faubourgs sous deux angles : les milieux de vie existants et la zone à requalifier. Ces deux grandes zones se situent principalement de part et d'autre du boulevard René-Lévesque. Au nord, on retrouve principalement le quartier Centre-Sud. Au sud se trouve une zone décrite comme étant déstructurée et faisant face à des changements importants.

[49] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 11; Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 6
[50] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 6
[51] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 3

Figure 7 : les limites du secteur des Faubourgs



Source : dépliant, doc. 2.1, p. 1

1.6 Les milieux de vie existants

Les milieux de vie existants sont à dominante résidentielle. La mixité des usages se concentre particulièrement sur les axes commerciaux d'importance, soit les rues Ontario, Sainte-Catherine, et dans une moindre mesure sur la rue Amherst (portant aujourd'hui le nom Atateken) et le boulevard De Maisonneuve. De plus, des sites et des bâtiments possédant une valeur exceptionnelle ponctuent cette partie du territoire.

L'arrondissement identifie les enjeux suivants pour les milieux de vie existants :

- le parc de logements locatifs, une caractéristique importante du quartier, notamment pour les populations à faibles revenus, a tendance à se réduire et les coûts pour se loger à augmenter;

- le devenir de certains bâtiments publics d'intérêt patrimonial ou liés à l'histoire du quartier n'est pas assuré;
- le pont Jacques-Cartier crée une coupure entre l'est et l'ouest du secteur et ses abords sont marqués par la présence d'un achalandage routier mal intégré;
- les principales artères commerciales du secteur (les rues Sainte-Catherine et Ontario) ne répondent pas nécessairement aux besoins locaux;
- le secteur est actuellement déconnecté des abords du fleuve;
- et certains équipements collectifs font défaut[52].

De plus, les fiches d'information fournies, associées à la carte interactive du secteur des Faubourgs, font état d'enjeux qui touchent des bâtiments et des sites particuliers du territoire. Celles-ci portent sur l'ancien hôpital de la Miséricorde[53], la tête du pont Jacques-Cartier[54], le Village[55], le quartier Centre-Sud[56], le pôle institutionnel[57], et les principales artères commerciales[58].

1.7 La zone à requalifier

La zone à requalifier a une prédominance d'usages liés à l'emploi. Le terrain de Radio-Canada est notamment caractérisé par un usage mixte. Le site longeant le fleuve qui accueille la brasserie Molson est, quant à lui, inscrit comme un secteur d'activités diversifiées au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. Ce site s'étend jusqu'à la limite est de l'arrondissement de Ville-Marie, mais exclut le parc du Pied-du-Courant, anciennement appelé le parc Bellerive[59]. En plus de ce parc, le secteur comprend plusieurs espaces verts de petite taille et d'autres de taille plus importante, dont le square Viger et le parc des Faubourgs.

Dans la zone à requalifier, la densité de construction résidentielle, de même que la hauteur sont relativement faibles. Ces paramètres urbanistiques augmentent cependant en bordure du pont Jacques-Cartier et du fleuve pour arriver à un maximum de 45 mètres de hauteur pour le terrain de Radio-Canada et celui des Portes Sainte-Marie[60]. Ces deux sites sont, par ailleurs, inscrits dans le Plan d'urbanisme comme possédant une valeur patrimoniale intéressante.

Comme pour les milieux de vie existants, les fiches d'information présentent aussi des enjeux qui touchent des bâtiments et des sites particuliers de la zone à requalifier, parmi lesquels

[52] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 9-11, 16
[53] Fiche Secteur 8 – L'hôpital de la Miséricorde, doc. 3.1.8
[54] Fiche Secteur 9 – Les abords du pont Jacques-Cartier – la tête de pont, doc. 3.1.9
[55] Fiche Secteur 10 – Le Village, doc. 3.1.10
[56] Fiche Secteur 11 – Centre-Sud, doc. 3.1.11
[57] Fiche Secteur 12 – Le pôle institutionnel, doc. 3.1.12
[58] Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13
[59] Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, carte de l'affectation du sol, doc. 5.1.1
[60] Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, carte de la densité de construction, doc. 5.1.2; Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, carte des limites de hauteur, doc. 5.1.3

figurent : l'axe Ville-Marie et l'accès au pont Jacques-Cartier[61], les abords du fleuve Saint-Laurent[62], la brasserie Molson[63], le site de Radio-Canada[64], la station de pompage Craig[65], la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant[66], et le terrain des Portes Sainte-Marie[67].

L'arrondissement identifie les enjeux suivants pour la zone à requalifier :

- le boulevard Ville-Marie, connexion entre la rue Notre-Dame et l'autoroute en tranchée, et les accès au pont Jacques-Cartier, par la rue Notre-Dame et l'avenue Papineau, ont été aménagés au détriment des circulations locales et des mobilités actives;
- la présence de mégas îlots introvertis et monofonctionnels coupe le secteur des abords du fleuve et des quartiers adjacents comme le Vieux-Montréal;
- la trame urbaine traditionnelle des quartiers existants a disparu au sud du boulevard René-Lévesque au cours de la seconde moitié du 20e siècle;
- les terrains utilisés pour du stationnement contribuent à créer un effet d'îlot de chaleur et ne favorisent pas le verdissement;
- des milieux de vie incluant des équipements collectifs et des services sont inexistants au sud du boulevard René-Lévesque;
- le patrimoine institutionnel et industriel est encore présent, mais nécessite de trouver de nouvelles vocations pour assurer sa pérennité; et
- la présence du Port de Montréal et des voies ferrées est indissociable du rapport au fleuve dans le secteur[68].

1.8 Les orientations d'aménagement pour le secteur

À partir des enjeux propres au secteur des Faubourgs, l'arrondissement de Ville-Marie propose de grandes orientations d'aménagement qui viendront encadrer les interventions futures sur le territoire et guider l'élaboration du futur PPU.

L'arrondissement énonce trois orientations pour l'ensemble du secteur des Faubourgs[69] :

- articuler les différentes échelles, du local au métropolitain;
- arrimer les secteurs en redéveloppement aux quartiers environnants, notamment en accord avec la trame urbaine traditionnelle existante;
- décloisonner le quartier pour les déplacements actifs aux abords de l'entrée du pont Jacques-Cartier, ainsi que vers le fleuve, le Vieux-Montréal et l'est de Sainte-Marie.

[61] Fiche Secteur 1 – Le boulevard Ville-Marie et l'accès au pont Jacques-Cartier, doc. 3.1.1
[62] Fiche Secteur 2 – Les abords du fleuve, doc. 3.1.2
[63] Fiche Secteur 3 – La brasserie Molson, doc. 3.1.3
[64] Fiche Secteur 4 – Le site de Radio-Canada, doc. 3.1.4
[65] Fiche Secteur 5 – La station de pompage Craig, doc. 3.1.5
[66] Fiche Secteur 6 – La prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, doc. 3.1.6
[67] Fiche Secteur 7 – Le terrain Portes Sainte-Marie, doc. 3.1.7
[68] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 12-16
[69] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 18

Il présente deux orientations pour les milieux de vie existants :

- préserver et consolider le quartier Centre-Sud, notamment dans ses caractéristiques sociales et architecturales, par la protection du patrimoine bâti et du parc résidentiel existant;
- répondre aux besoins du milieu en matière d'équipements collectifs et de diversité commerciale.

Il établit finalement six orientations pour la zone à requalifier :

- reconnecter les trames de rue des quartiers Centre-Sud et Vieux-Montréal;
- transformer le lien routier entre la fin de l'autoroute Ville-Marie, l'avenue Papineau (accès au pont Jacques-Cartier) et la rue Notre-Dame pour l'adapter au contexte urbain et y concilier toutes les mobilités;
- soutenir et orienter la reconstruction des grands terrains vacants et des zones à transformer du secteur;
- créer de nouveaux milieux de vie incluant les équipements collectifs nécessaires;
- mettre en valeur le patrimoine institutionnel et industriel afin d'assurer une requalification respectueuse de l'histoire des lieux;
- inventer un rapport durable au fleuve tenant compte de la présence du Port de Montréal et des voies ferrées.

1.9 La vision de développement pour la zone à requalifier

Pour l'arrondissement, l'ampleur des transformations des cinquante dernières années nécessite une remise en question en vue de retisser la trame urbaine et ainsi permettre une réappropriation du secteur. Selon lui, la recomposition de la trame urbaine en continuité entre le Vieux-Montréal et le quartier Centre-Sud est une condition préalable essentielle pour s'assurer que la requalification des grands sites, comme celui de Radio-Canada ou de Molson, puisse contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des milieux de vie existants[70]. Ainsi, aux fins de l'exercice de planification en cours, l'arrondissement a établi une stratégie pour la reconfiguration de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame et pour le retissage des rues locales dans le secteur à requalifier.

Les propositions de l'arrondissement ont été présentées dans le cadre des séances publiques tenues par l'OCPM. En séance d'information et durant les forums thématiques, les représentants de l'arrondissement ont dévoilé de nouvelles informations et idées qui sont venues bonifier la documentation de base de la consultation, au fur et à mesure que les travaux avançaient.

[70] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 14

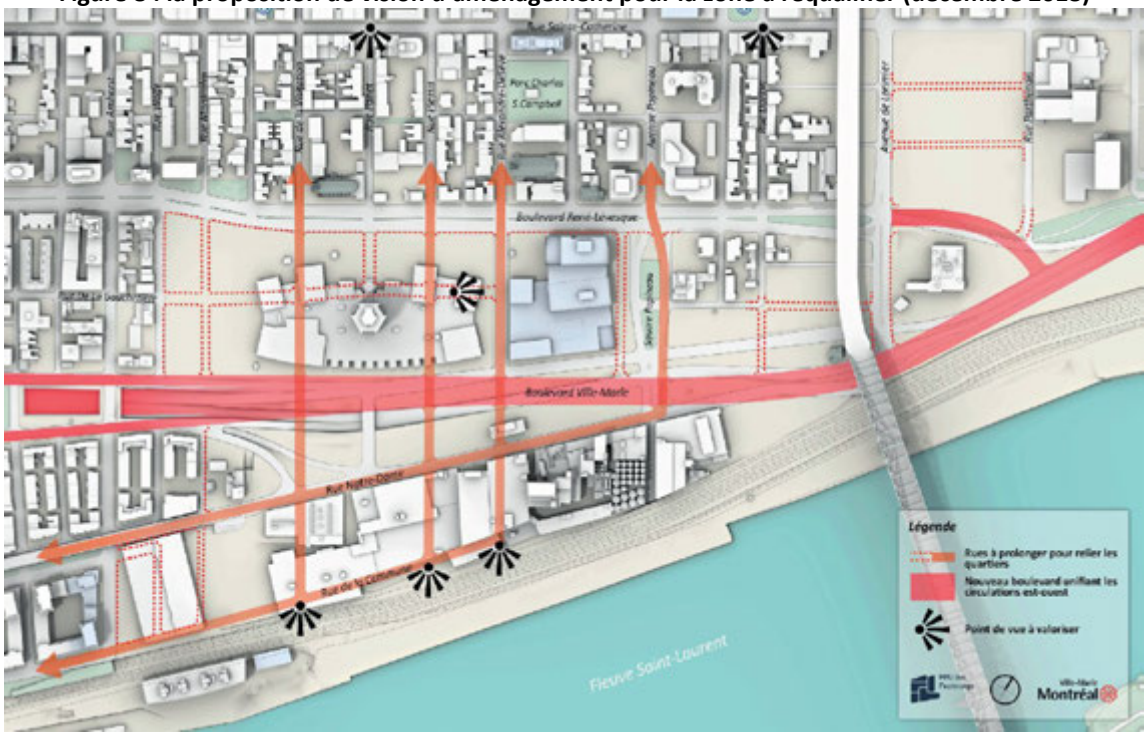
L'une des principales interventions proposées est d'adapter l'axe Ville-Marie/Notre-Dame au contexte urbain existant et à venir, de façon à créer de nouveaux liens entre les quartiers et le fleuve. Cette proposition se traduit par l'aménagement d'un boulevard urbain qui intégrera, au sein de son emprise, les circulations est-ouest et les accès au pont Jacques-Cartier et à l'avenue De Lorimier. L'unification des modes de déplacement en un seul boulevard permettra ainsi d'y faciliter les déplacements actifs et collectifs[71]. Des intersections seront aménagées, à la hauteur de la rue de la Visitation, à l'embouchure du tunnel et à la hauteur du boulevard René-Lévesque. Une autre, au croisement de la rue Fullum, reste à confirmer[72].

En ce qui concerne le retissage des rues locales, l'arrondissement propose de prolonger le plus grand nombre de rues possible depuis le boulevard René-Lévesque jusqu'au fleuve et de prolonger vers l'est la rue de la Commune, ce qui permettrait l'aménagement d'une promenade fluviale jusqu'à la rue Alexandre-DeSève. Pour réaliser ce prolongement, le niveau du sol le long des voies ferrées devra être relevé au-dessus des conteneurs de trains[73]. La rue Notre-Dame, à la hauteur de la brasserie Molson, pourra ainsi retrouver sa vocation locale et son viaduc pourra être transformé en rue partagée avec une seule voie de circulation[74]. À l'est du pont Jacques-Cartier, le prolongement de rues est proposé pour améliorer les liens de part et d'autre de l'avenue De Lorimier. Au total, 20 nouvelles intersections sont prévues pour le secteur en requalification et près de 7 km de trottoirs seront aménagés[75].

Ce retissage permettra la création de nouveaux îlots et l'ajout d'adresses. Ce faisant, le PPU devra permettre de clarifier les paramètres d'encadrement de l'urbanisation sur les sites à transformer[76]. Ceux-ci accueilleront logements, emplois, équipements, services, espaces verts et école(s), afin de créer de nouveaux milieux de vie dans le prolongement des quartiers existants[77]. À terme, environ 10 000 nouveaux logements pourront être construits dans le secteur[78]. Avec la nouvelle Stratégie d'inclusion de logement social, abordable et familial (20/20/20), devenue entretemps le projet de règlement pour une métropole mixte, 2 000 logements sociaux et 2 000 logements abordables pourront être mis à la disposition de la population[79].

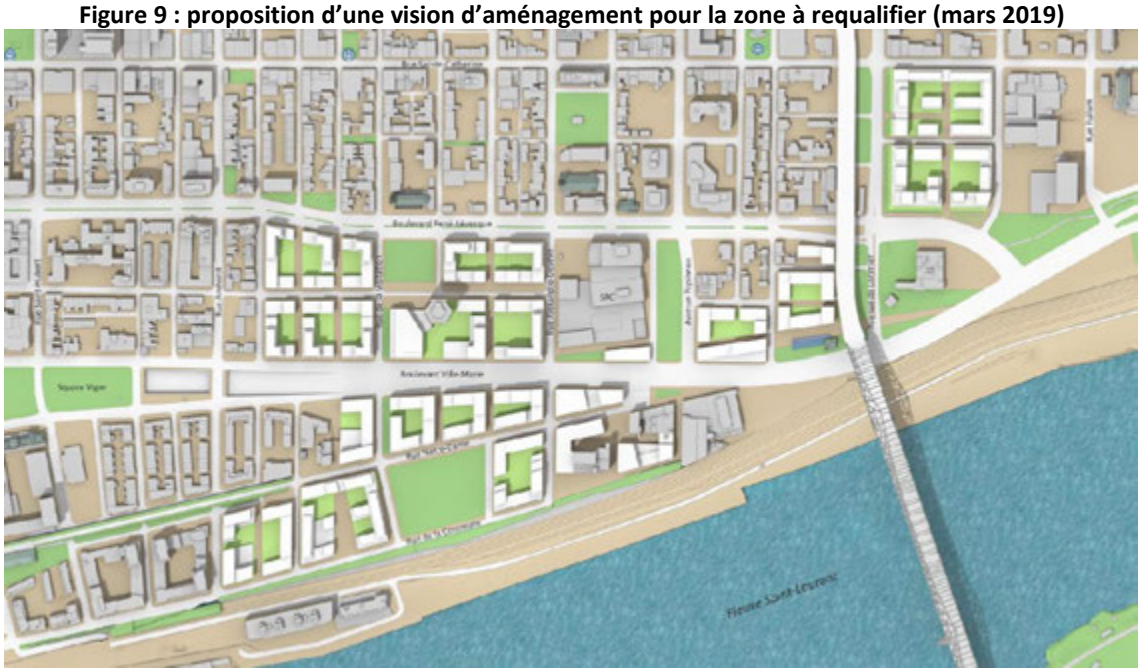
[71] Transcription de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 7.1.1, L. 453
[72] Transcription de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 7.1.1, L. 487, 780
[73] Transcription de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 7.1.1, L. 504
[74] Transcription de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 7.1.1, L. 525
[75] Transcription des forums citoyens tenus le 16 mars 2019 – Transports et déplacements et Milieux de vie complets, doc. 7.2, L. 271
[76] Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 2
[77] Transcription des forums citoyens tenus le 23 mars 2019 – Architecture, patrimoine et paysages et Vie communautaire, doc. 7.2; Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 19
[78] Transcription de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 7.1.1; Présentation de l'arrondissement de Ville-Marie lors de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 3.5
[79] Transcription de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 7.1.1, L. 509

Figure 8 : la proposition de vision d'aménagement pour la zone à requalifier (décembre 2018)



Source : document de mise en situation, doc. 3.1, p. 19

Figure 9 : proposition d'une vision d'aménagement pour la zone à requalifier (mars 2019)



Source : vision d'aménagement proposée par la Ville de Montréal, doc. 3.10, p. 2

Plusieurs espaces publics, dont le Square Papineau, seront transformés et d'autres seront créés. L'arrondissement prévoit l'aménagement d'un nouveau square face à l'Église de Saint-Pierre-Apôtre sur une partie du site de Radio-Canada en bordure du boulevard René-Lévesque. Un autre

parc, « la pièce maîtresse », est planifié sur le site de l'ancien parc Sohmer, en bordure du fleuve[80]. À plusieurs reprises dans les séances publiques, l'arrondissement a mentionné que le rapport au fleuve sera pensé de manière durable, en tenant compte de la présence des activités portuaires et ferroviaires. À cet effet, il étudie la possibilité de construire une passerelle à l'extrémité de la rue de la Visitation, liant le bord du fleuve à la rue de la Commune.

Dans sa démarche de planification, l'arrondissement prévoit aussi d'introduire des vues au Plan d'urbanisme comme étant des éléments à prendre en compte pour les nouveaux développements immobiliers. La Figure 8 présente celles-ci, parmi lesquelles figurent des vues vers le fleuve, le pont Jacques-Cartier, la biosphère, la future murale de la Maison de Radio-Canada et le quai de l'horloge. Ceci s'inscrit notamment dans la volonté de l'arrondissement d'assurer un lien entre les milieux de vie existants et futurs. L'exercice de planification pourra aussi mener à la définition de balises d'encadrement que devront respecter les nouveaux développements du secteur des Faubourgs. En séances publiques, l'arrondissement a notamment dit vouloir favoriser les toits verts sur les édifices commerciaux ou institutionnels. Il a aussi émis le souhait d'encadrer la gestion des eaux, alors que les infrastructures, même souterraines, seront reconstruites dans le cadre des travaux prévus.

1.10 Le dossier de documentation

Le dossier de documentation, disponible sur le site web de l'OCPM (http://ocpm.qc.ca/fr/faubourgs/documentation) recense un ensemble de documents d'information. La majorité de ces documents ont été déposés par l'arrondissement (section 3), tandis que d'autres ont été proposés par des citoyens (section 4).

L'arrondissement a choisi de présenter une série de documents qui viennent compléter la carte interactive et les 13 fiches d'information des sous-secteurs (doc. 3.2). Parmi eux, on compte :

- Le rapport du BAPE sur le Projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal par le ministère des Transports du Québec (2002) (doc. 3.1.1.1);
- L'étude de préfaisabilité pour le secteur Square Papineau/Pied du Courant. Évaluation des conditions favorables à la réalisation d'un boulevard entre le tunnel Viger et la rue Frontenac (2018) (doc. 3.1.1.2);
- Le règlement autorisant la construction du projet Solano (2001) (doc. 3.1.2.1);
- Le règlement autorisant la modification et l'occupation du bâtiment Héritage (ancien entrepôt frigorifique) (2001) (doc. 3.1.2.2);
- La carte des installations du Port de Montréal (doc. 3.1.2.3);
- La résolution autorisant l'implantation d'un complexe immobilier sur la partie Est du site de Radio-Canada (2017) (doc. 3.1.4.1) (doc. 3.1.2.3);
- L'accord de développement pour les parties Est et Ouest du site de Radio-Canada (2017) (doc. 3.1.4.2);

[80] Transcription de la séance d'information du 19 février 2019, doc. 7.1.1, L. 496

- L'étude des valeurs architecturales et patrimoniales de la station de pompage Craig (2005) (doc. 3.1.5.1);
- Le règlement autorisant la construction et l'occupation du projet des Portes Sainte-Marie (2004) (doc. 3.1.7.1); et
- L'étude patrimoniale de l'ancien hôpital de la Miséricorde (2003) (doc 3.1.8.1).

Les documents déposés par les participants comprennent pour leur part :

- Le rapport synthèse de l'événement autour d'une vision de développement du sud-est de Ville-Marie (2017) (doc. 4.1);
- L'histoire du Centre-Sud cartographiée (2009) (doc. 4.2);
- Le portrait du Village (2019) (doc. 4.3);
- Le projet d'inversion de l'accès ferroviaire du CP au Port de Montréal (2008) (doc. 4.4.).

1.11 La démarche de consultation

Pour recueillir l'opinion du plus grand nombre et s'assurer qu'une diversité d'acteurs du milieu participe à la consultation, l'OCPM a élaboré une démarche qui s'est déroulée en 6 étapes :

- la tenue d'un kiosque lors de la journée communautaire Fierté Montréal (18 août 2018);
- l'activité contributive citoyenne : *101 histoires, un territoire* (février et mars 2019);
- la séance d'information générale (19 février 2019);
- les forums thématiques (16 et 23 mars 2019);
- la consultation en ligne (16 mars au 22 avril 2019);
- les séances d'audition des opinions (9 au 17 avril 2019).

1.11.1 Kiosque lors de la journée communautaire Fierté Montréal (18 août 2018)

Des membres de l'équipe de l'OCPM ont tenu un kiosque à l'occasion de la journée communautaire Fierté Montréal. Le but était d'informer les Montréalais sur la nature du mandat de consultation et de les encourager à y participer le moment venu.

1.11.2 Activité contributive citoyenne *101 histoires, un territoire* (février et mars 2019)

L'activité contributive citoyenne *101 histoires, un territoire* a consisté en la première étape de la démarche de consultation. Elle visait à rassembler des histoires racontées par des gens qui participent à la vie du secteur des Faubourgs comme des résidents, des travailleurs ou des visiteurs. Cet exercice avait pour but de constituer, de façon collaborative, une représentation de l'identité du secteur et de mieux comprendre ce qui faisait son caractère, son essence.

101 histoires, un territoire s'est décliné en trois volets. Il était d'abord possible de partager en ligne photos, vidéos et récits, via Facebook ou Instagram, en utilisant le mot-clic

#101histoires1territoire. Pour ceux et celles désirant aller un peu plus loin, une trousse « prêt-à-consulter » à télécharger en ligne était mise à la disposition des personnes ou groupes intéressés à organiser leur propre activité. Les participants ont alors été invités à raconter une histoire qui les unissait au secteur des Faubourgs à l'aide d'une photo ou d'un objet évocateur, à créer avec d'autres une visite guidée, puis à formuler des souhaits pour l'avenir du territoire. La commission a finalement organisé, entre le 3 et le 7 février 2019, quatre activités spéciales auprès de publics cibles (familles, aînés, jeunes et travailleurs), afin de mieux comprendre leur réalité et cerner leurs besoins.

L'ensemble des histoires recueillies ont par la suite été partagées dans le cadre d'une exposition présentée lors de la séance d'information générale et des forums thématiques.

Pour plus de détails sur cette activité au : http://faubourgs.ocpm.qc.ca/101histoires.html.

1.11.3 Séance d'information générale et conférence sur la mise en récit (19 février 2019)

Le 19 février dernier, la commission a tenu en soirée une séance d'information à l'Écomusée du fier monde. Les participants ont pu assister à une présentation des représentants de l'arrondissement de Ville-Marie sur les propositions de vision et d'orientations qu'ils souhaitaient mettre au jeu. Ces derniers ont pu, par la suite, répondre aux questions des citoyens.

Dans la foulée de l'activité contributive citoyenne, *101 histoires, un territoire*, la séance a été précédée d'une conférence sur l'expérience de mise en récit de Loos-en-Gohelle en France. Cette conférence de Julian Perdrigeat a été l'occasion d'en apprendre plus sur le potentiel de la mise en récit comme outil de changement collectif et de transformation du territoire.

La séance et la conférence ont été diffusées en ligne sur Facebook, Twitter et sur le site web de l'OCPM. Les vidéos ont, par la suite, été archivées pour le visionnement en différé sur YouTube.

Sur le site web de l'OCPM, il est possible de consulter :

- l'archive vidéo de la séance d'information https://www.youtube.com/watch?v=XKj4OywMeHY
- l'archive vidéo de la conférence https://www.youtube.com/watch?v=CiRBk8vYnxw
- ou encore la transcription de la séance d'information http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P97/7.1.1_ocpm-190218_faubourgs.pdf

1.11.4 Forums thématiques (16 et 23 mars 2019)

La commission a organisé quatre forums les 16 et 23 mars, dont les thèmes étaient : Transports et déplacements, Milieux de vie complets, Architecture, paysages et patrimoine et Vie communautaire. L'objectif de ces rencontres était d'approfondir les propositions soumises à la consultation.

Durant ces deux journées, les représentants de l'arrondissement ont fait des présentations thématiques qui ont été suivies de périodes de questions du public. Ces derniers ont profité des forums pour partager l'état d'avancement de leurs travaux en présentant de nouvelles informations qui ne figuraient pas dans la documentation de base de la consultation. Le troisième forum (Architecture, patrimoine et paysages) s'est vu bonifié par la présentation de trois panélistes invités. Ils ont accepté de partager avec la salle leurs réflexions sur l'aménagement des espaces publics dans un contexte de changements climatiques, sur le génie du lieu, puis sur les mesures favorisant l'appropriation de l'espace public par les citoyens.

Des ateliers créatifs ont également été proposés aux participants. Deux ateliers ont permis de recueillir des idées de projets visant à améliorer les déplacements au sein du secteur, ou encore à créer/consolider des milieux de vie complets et agréables à vivre. Un autre atelier s'est intéressé aux recommandations des participants en matière d'architecture et de design, aux repères identitaires ainsi qu'aux éléments de l'histoire et du patrimoine à protéger et mettre en valeur.

1.11.5 Opinions en ligne (16 mars au 22 avril 2019)

La mise en ligne de questions préparées par la commission a offert l'occasion aux participants de se prononcer sur certains aspects de la vision et des orientations d'aménagement proposées par l'arrondissement. Ces questions ouvertes étaient regroupées en huit thématiques : Histoire et patrimoine, Habitation, Équipements collectifs, Transports et déplacements, Architecture, Mixité sociale et cohabitation, Activités commerciales et Accès au fleuve. Les citoyens pouvaient répondre au nombre de questions de leur choix et leurs réponses ne devaient pas dépasser 250 mots.

Pour consulter les questions et les résultats de cette étape :
http://ocpm.qc.ca/fr/faubourgs/documentation (Section 9).

1.11.6 Séances d'audition des opinions (9 au 17 avril 2019)

Les activités de consultation se sont conclues avec la tenue de huit séances d'audition des opinions.

Elles ont été l'occasion pour tous ceux qui le désiraient de présenter devant la commission leurs propositions d'avenir pour le secteur des Faubourgs et d'échanger avec elle. L'ensemble des séances ont eu lieu à l'Écomusée du fier monde, en après-midi ou en soirée, entre le 9 et le 17 avril 2019.

Au terme de la démarche de consultation, la commission et son équipe ont procédé à l'analyse de l'ensemble des opinions et références qui lui ont été fournies dans le but de formuler des recommandations à remettre aux élus municipaux.

1.11.7 Portrait de la participation

Un peu plus de 1 000 participations ont été recensées dans le cadre de la consultation. En février, quelque 300 personnes ont participé à la séance d’information générale et à la conférence. *101 histoires, un territoire* a permis de rencontrer 35 personnes lors des quatre activités spéciales auprès de publics cibles, et a été l’occasion de recueillir près de 80 récits, dont 8 vidéos. Un peu plus d’une centaine de personnes ont participé à chacun des quatre forums thématiques du mois de mars. La commission a reçu 105 mémoires au total, dont 58 ont été présentés en personne lors des séances d’audition des opinions d’avril. Elle a aussi entendu sept présentations orales sans dépôt de mémoire. À ce nombre se sont ajoutées 118 contributions en ligne.


Secteur des
FabourgS






• Mise en contexte
• Évolution historique
• Situation actuelle
• Vision d'aménagement et proposition
Ville de Montréal

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce deuxième chapitre propose une synthèse des préoccupations, des attentes et des opinions présentées par les participants durant les différentes étapes de la consultation.

Il ne présente pas le détail de chacune des opinions lues et analysées par la commission, mais fait état des grandes lignes et tendances qui se dégagent de l'exercice.

Il est possible de consulter en tout temps les opinions présentées à la commission sur le site web de l'OCPM : http://ocpm.qc.ca/fr/faubourgs/documentation.

2.1 Accueil général

La grande participation à cette consultation témoigne d'un grand intérêt pour l'avenir du secteur des Faubourgs. Les participants saluent l'initiative de la Ville de tenir une consultation d'amont permettant de définir une vision d'ensemble pour cette partie du territoire, qui a longtemps été laissée pour compte.

Plusieurs sont d'avis que la planification doit contribuer à renforcer la connectivité et la complémentarité entre les milieux de vie existants, la zone à requalifier et les secteurs voisins. Ils maintiennent que la transition d'un quartier à un autre doit se faire de façon fluide et naturelle, en facilitant les déplacements actifs et l'accès aux services, en préservant l'esprit du lieu et en favorisant le « vivre ensemble ».

De l'avis de plusieurs, le PPU est perçu comme une occasion de compenser la population du secteur à qui on a imposé de lourds sacrifices au nom de la modernité. Comme les attentes des Montréalais sont élevées, tous ne s'entendent pas sur la façon de planifier le secteur. Même si la plupart des idées proposées par l'arrondissement ont été bien accueillies, certaines d'entre elles ont fait l'objet de critiques et de bonifications. Deux constantes semblent s'être dégagées de la consultation. La première est la volonté d'innover et de faire preuve d'audace et de créativité dans l'aménagement du secteur. La seconde est le souhait d'arrimer aménagement et développement social, culturel et économique.

Les thèmes qui ont fait l'objet du plus grand nombre d'interventions sont en ordre d'importance : la relation avec le fleuve, l'habitation abordable, l'histoire et le patrimoine, les équipements collectifs, les transports actifs, les activités commerciales, les hauteurs et densités des projets futurs et les transports collectifs.

2.2 Repères identitaires

La consultation a démontré l'importance de l'esprit du lieu. Elle a été l'occasion pour les participants de mettre en évidence certains éléments matériels et immatériels qui contribuent à

définir l'identité du secteur et à en faire un ensemble urbain singulier et unique. Une organisation recommande d'ailleurs la formation d'un groupe de travail en amont de l'élaboration du PPU, sur le maintien de l'esprit du lieu et des composantes patrimoniales[81].

Pour de nombreux citoyens, il importe de s'appuyer sur l'identité du secteur, tant dans les milieux de vie existants que dans la zone à requalifier, pour projeter le secteur dans l'avenir, le moderniser et favoriser son adaptation aux modes de vie d'aujourd'hui et de demain. Dans cette section, la question des repères identitaires est traitée sous l'angle du territoire d'appartenance, du tissu social, de la culture et des arts, de l'histoire et du patrimoine, puis, finalement, de la relation au fleuve.

2.2.1 Territoire d'appartenance

Le choix du nom du secteur « des Faubourgs » est parfois félicité par certains participants pour sa profondeur historique et sa dimension plurielle. Pour d'autres, il s'agit plutôt d'une dépossession des quartiers existants au profit d'une construction administrative. Dans un cas comme dans l'autre, les citoyens souhaitent que le PPU célèbre la diversité du secteur. Ils sont certes en faveur d'une planification d'ensemble, mais s'opposent à une approche « uniformisante » qui ne tient pas compte du caractère distinctif de chacun des quartiers actuels et futurs. Il est proposé notamment que la Ville mise sur le développement de « signatures physiques » pour accentuer la personnalisation des quartiers. Ces signatures pourraient, par exemple, se manifester à travers l'aménagement du domaine public, l'architecture, l'art public et la toponymie. Cette pluralité du territoire se traduit aussi dans le sentiment d'appartenance des résidents. Ces derniers ne s'identifient pas au secteur des Faubourgs, mais aux quartiers Centre-Sud, Sainte-Marie, Saint-Jacques, Faubourg Québec ou au Village.

L'inclusion du secteur dans le prolongement du centre-ville, tel qu'annoncé dans la Stratégie centre-ville et le Cadre de révision des hauteurs et densités, est loin de faire l'unanimité. Les opposants, composés majoritairement de résidents, expriment à de nombreuses reprises leurs craintes. Ils redoutent qu'une telle approche dénature les quartiers qu'ils connaissent et apprécient, et qu'elle mine « l'ambiance de faubourg ouvrier » et « l'esprit de village » qui lui sont si caractéristiques. Pour eux, leurs quartiers, bien que centraux, n'ont rien à voir avec le centre-ville. Ils sont des milieux de vie mixtes à dominante résidentielle et doivent le demeurer.

En revanche, des acteurs économiques considèrent le secteur, et plus particulièrement la portion située au sud de la rue Sainte-Catherine, comme la continuité naturelle du centre-ville et du quartier des affaires[82]. D'après eux, le secteur des Faubourgs est un territoire stratégique qui vient répondre à une demande grandissante de gens voulant habiter, travailler et se divertir au

[81] Héritage Montréal, doc. 8.81, p. 5

[82] Institut de développement urbain du Québec, doc. 8.84, p. 6-8; Consortium Groupe Sélection Montoni, doc. 8.19, p. 20; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 8.80, p. 8, 11; Devimco Immobilier Inc., doc. 8.64, p. 7-8; Groupe MACH, doc. 8.91, p. 20

centre-ville. Il peut aussi combler un manque d'immeubles de première classe offrant des bureaux prestigieux. Comme le boulevard René-Lévesque traverse l'entièreté du centre-ville, ils souhaitent qu'il maintienne son caractère d'axe de prestige. De plus, ils soutiennent que les abords du pont Jacques-Cartier doivent être traités comme l'entrée est du centre-ville. Ceux-ci estiment que l'architecture iconique du pont, sa signature lumineuse, la traversée du fleuve et les vues vers le quartier des affaires gagneraient à être valorisées et exploitées pour offrir une expérience d'arrivée forte et distinctive.

2.2.2 Tissu social

L'activité contributive citoyenne *101 histoires, un territoire* avait pour but de constituer de façon collaborative une représentation de l'identité du secteur et de mieux comprendre ce qui faisait son caractère, son essence. Les récits recueillis ont permis de révéler, de façon implicite ou explicite, des valeurs partagées par une majorité de participants. Parmi elles, on compte notamment la solidarité, la générosité, l'engagement citoyen, l'esprit de communauté et de convivialité, le respect et l'accueil des différences, la justice sociale, l'inclusion et l'équité. Ces valeurs teintent les préoccupations, les attentes et les opinions exprimées tout au long de la consultation[83].

Les transformations profondes qu'occasionneront les grands projets de revitalisation urbaine annoncés par l'arrondissement soulèvent d'importantes inquiétudes chez les résidents qui craignent les effets d'un embourgeoisement qui s'accélère. Des questions émergent dans le milieu. Comment le tissu social sera-t-il affecté? Le coût des loyers sera-t-il haussé? Les commerces de proximité abordables fermeront-ils leurs portes? Les organismes communautaires seront-ils forcés à quitter ou à se réinventer? La hausse du revenu moyen et la modification de l'indice de défavorisation conduiront-ils à la diminution de certains services publics jugés essentiels, notamment dans les écoles? Ainsi, à l'instar des démolitions antérieures, plusieurs appréhendent l'éviction économique des habitants actuels du secteur. Ils réaffirment à de nombreuses reprises la nécessité de préserver l'identité « populaire » et de placer les besoins des populations actuelles au cœur des décisions entourant l'avenir du territoire (services, commerces, équipements, logements, etc.).

Des propositions sont formulées pour limiter les effets de l'embourgeoisement et faire en sorte que les ménages à faibles revenus puissent rester dans le secteur. Il est recommandé de s'inspirer des réflexions issues des Assises sur la gentrification 2017 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve[84]. Il est aussi suggéré de construire de nouveaux logements sociaux, communautaires et abordables, de bonifier le parc locatif, de proposer une offre commerciale pour toutes les bourses et de prévoir des emplois adaptés à tous les profils.

[83] Histoires des participants recueillies dans le cadre de *101 histoires, un territoire*, doc. 6.5.1; Vidéos des participants recueillies dans le cadre de *101 histoires, un territoire*, doc. 6.5.2; Brochure de présentation des vidéos, doc. 6.5.3; Synthèse des activités spéciales réalisées dans le cadre de *101 histoires, un territoire*, doc. 6.5.4

[84] Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, *Assises sur la gentrification 2017,* http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9417,142589527&_dad=portal&_schema=PORTAL

Il est rappelé à diverses occasions l'importance que le secteur des Faubourgs demeure un milieu de vie inclusif prônant la mixité sociale. La plupart des intervenants adhèrent à une vision où des personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles, à des cultures, à des tranches d'âge et aux parcours de vie différents se côtoieraient au quotidien, tant au nord qu'au sud du boulevard René-Lévesque. Pour ce faire, certains recommandent d'aménager le secteur de manière à favoriser la rencontre et l'ouverture entre tous les citoyens. Un regroupement invite la Ville à inclure au PPU des éléments empruntés au « Food Oriented Development » (FOD), afin de répondre notamment à l'enjeu de la sécurité alimentaire[85]. D'autres participants proposent qu'une attention particulière soit accordée à des catégories de population éprouvant des besoins particuliers comme les femmes, les personnes en situation de handicap, les aînés, les adolescents, les familles, les enfants, les populations vulnérables et que celles-ci soient parties prenantes du processus de planification et de prise de décisions. Plus spécifiquement, il est proposé :

- d'effectuer une analyse différenciée selon les sexes;
- d'appliquer la politique d'accessibilité universelle;
- de mettre à profit les résultats du Plan d'action municipal pour les personnes aînées afin de briser l'isolement et d'améliorer le sentiment général de sécurité (par exemple, miser sur l'accessibilité universelle des commerces, des services et des équipements collectifs, la présence de mobilier urbain dans l'espace public, l'amélioration de l'éclairage urbain, et les courtes distances);
- d'améliorer l'offre de services et d'activités aux adolescents afin de contribuer à développer leur plein potentiel et leur persévérance (par exemple, aménager des piscines et des terrains de soccer et de basketball intérieurs et extérieurs, des centres sportifs intérieurs consacrés à la pratique du skateboard, du BMX, de la trottinette et du patin à roues alignées, des skateparks, des parcs et installations qui leur sont destinés, et offrir un soutien aux organismes existants);
- d'offrir des ressources de proximité pour les familles et les enfants (par exemple, prévoir des services de proximité et de garde, des activités et des lieux de rencontre destinés aux pères, des coopératives de prêts, des haltes-garderies avec horaires atypiques, des espaces collectifs de rassemblement, des programmes de loisirs et de services sociaux à l'enfance); et
- de pérenniser les ressources destinées aux populations vulnérables (par exemple, les sites d'injection supervisée, les refuges, les maisons d'hébergement, les centres de jour et de soir, les sites fixes, les services de santé de proximité et les banques alimentaires, le travail de rue et de milieu, le soutien à l'employabilité et à l'insertion socioprofessionnelle).

Des participants soulignent l'importance du rôle des organismes communautaires dans le secteur. Ils demandent, entre autres, que l'arrondissement élabore une stratégie pour favoriser

[85] Carrefour alimentaire Centre-Sud, doc. 8.41, p. 3-4

le maintien et l'amélioration des locaux communautaires dans les milieux de vie existants et pour soutenir le développement de nouveaux espaces dans la zone à requalifier. Pour assurer une mixité et une cohabitation social dans l'espace public, il est aussi suggéré de s'appuyer sur l'expertise des organismes communautaires déjà présents dans le milieu. Un promoteur propose la création d'une Maison du développement social en collaboration avec les organismes communautaires. Il est aussi suggéré que l'arrondissement mette en place des espaces favorisant le dialogue social qui s'inspirerait du Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. Ce comité, porté par la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud et l'équipe de Rayside Labossière Architectes, aurait pour but d'alimenter les échanges et réflexions entre la société civile et les grands propriétaires et promoteurs immobiliers du secteur. Des groupes recommandent, pour leur part, de miser sur l'information, la médiation et la sensibilisation des résidents et des commerçants, notamment en incitant à la tolérance et en luttant contre les préjugés et les craintes non fondées envers les personnes marginalisées et itinérantes.

Toujours dans un souci de respect de la diversité et d'inclusion, des intervenants souhaitent que le PPU donne une plus grande visibilité aux communautés LGBTQ2+ et qu'il traite de l'avenir du Village. Ils demandent, entre autres, que ce dernier soit reconnu officiellement comme quartier afin que son caractère, son importance symbolique et ses rôles social, communautaire et culturel soient préservés. En plus d'être un lieu de divertissement et de tourisme, certains soutiennent que le Village est aussi un milieu de vie et un lieu d'appartenance fort dont le statut particulier devrait être reconnu et préservé.

Il est également suggéré que le document de planification de l'arrondissement tienne compte des réflexions du comité sur l'avenir du Village, une démarche qui consiste à permettre aux acteurs du Village d'échanger, de partager leurs préoccupations, leurs idées, leurs souhaits, dans le but de travailler de façon transversale à sa prospérité. Parmi les enjeux identifiés par le comité figurent le manque de logements sociaux et abordables, des problèmes de toxicomanie, d'itinérance et de cohabitation entre les différentes populations, la hausse du coût des loyers commerciaux et l'absence d'espaces destinés aux organismes communautaires LGBTQ2+. Ce dernier enjeu attire particulièrement l'attention durant la consultation. En effet, bon nombre de participants réclament l'établissement dans la zone à requalifier d'un centre communautaire et culturel LGBTQ2+, centralisant l'offre de services aux communautés. Enfin, un collectif formule une demande de création d'un lieu hommage aux communautés LGBTQ2+, qu'il souhaiterait situer dans un espace vert au cœur du Village sur la rue Sainte-Catherine. Ce lieu de commémoration évolutif honorerait des gestes visant des faits, des personnages et des pratiques, de même que des mouvements culturels significatifs. Il favoriserait, entre autres, la reconnaissance publique, la transmission de la mémoire collective, le consensus social et collectif, ainsi que la diversité culturelle, sexuelle et de genre comme valeurs universelles.

2.2.3 Culture et arts

Pour des organismes et des citoyens, la culture et les arts représentent l'un des fondements de l'ADN du secteur, de même qu'un levier important de développement social et économique. Des acteurs du milieu rappellent que le secteur a subi des transformations profondes dans les dernières décennies, en passant de milieu industriel à « hub » culturel. Qualifié de « coulisse du quartier des spectacles » par certains, il regorge désormais d'organismes, d'entreprises et de lieux de diffusion qui promeuvent les télécommunications, les arts de la scène, les arts et effets visuels et l'artisanat. Ils mentionnent d'ailleurs que son dynamisme a été reconnu en 2009, lorsque la Ville y a créé le premier pôle de création culturel.

Pour des citoyens et des organismes des milieux culturels et économiques, le PPU doit faire une place de choix à la culture et aux arts. Certains demandent néanmoins que les mesures qui y seront mises de l'avant tiennent compte des plans de développement existants, dont le plan d'action de Montréal métropole culturelle, qui intègre une vision des quartiers culturels, le plan local de développement culturel de l'arrondissement de Ville-Marie, l'Agenda 21 de la culture, qui déclare la culture 4^{e} pilier du développement durable, et le Plan stratégique du tourisme culturel de Tourisme Montréal.

Des groupes avancent également que le PPU doit miser sur la création d'une identité culturelle forte qui participe à la qualité de vie, au sentiment d'appartenance des résidents, à l'embellissement du secteur ainsi qu'à son attrait touristique. Pour ce faire, il est recommandé, entre autres, de mettre en place des éléments de signature, tels que des installations artistiques lumineuses ou une œuvre d'art public sur la rue Ontario, à l'image des guirlandes de boules du Village. Il est aussi proposé de prévoir une signalétique attrayante sur les artères principales et à la sortie des stations de métro qui indiquerait la localisation des lieux de création et de diffusion et faciliterait leur accès. Pour certains, l'identité culturelle du secteur devrait se traduire par l'implantation d'incubateurs consacrés au soutien de la relève, au développement des cultures émergentes et au partage des savoirs.

Des recommandations ont également trait à l'enrichissement de la vie culturelle et artistique dans l'espace public. On souhaite ainsi pouvoir contribuer à rendre la culture plus accessible à tous. Les efforts de requalification présentés dans le cadre de la consultation sont perçus comme une occasion à saisir pour créer de nouveaux équipements culturels qui répondent aux besoins de clientèles variées (enfants, adolescents, familles, aînés, personnes marginalisées). Certains groupes soulignent toutefois la nécessité de réfléchir à cette nouvelle offre dans un souci de complémentarité à celle déjà présente au nord du boulevard René-Lévesque. Il est demandé, entre autres, de récupérer la salle Molson pour en faire un haut lieu culturel et artistique et de prévoir la construction d'une bibliothèque, d'une maison de la culture, de salles d'exposition et d'une salle de cinéma.

Pour plusieurs, les rues, les parcs et les places publiques du secteur doivent être des lieux privilégiés de diffusion culturelle et artistique et offrir une programmation riche et diversifiée : spectacles musicaux, pièces de théâtre, œuvres d'art public, murs destinés aux graffitis, pianos publics, expositions, marchés d'artisanat, fermeture de rues lors d'événements spéciaux, rappels des icônes télévisuelles, etc. Contribuer à dynamiser les artères commerciales du secteur par des initiatives culturelles est aussi vu d'un bon œil par différents intervenants. À cet égard, certains parlent même d'encourager la formation d'un regroupement des acteurs commerciaux et culturels autour de la rue Ontario.

De plus, des participants notent qu'une menace plane sur les lieux de création du secteur et qu'il incombe à l'arrondissement de les protéger et de les consolider. La précarité de ces derniers repose principalement sur le fait qu'ils sont tributaires du marché immobilier privé. La hausse du prix des propriétés produit une hausse des taxes foncières qui conduit la plupart du temps à une augmentation des loyers des ateliers d'artistes et d'artisans. Dans cette perspective, il est recommandé d'inscrire comme priorité au PPU la disponibilité d'espaces de création abordables. Il est aussi suggéré d'adapter de façon innovante le cadre règlementaire et de mettre en place des mesures incitatives complémentaires.

2.2.4 Histoire et patrimoine

Plusieurs sont d'avis que le PPU doit aborder l'histoire, le patrimoine et la mémoire comme des composantes fondamentales de l'unicité des quartiers du secteur des Faubourgs. Selon eux, ces éléments doivent aussi être traités comme des facteurs de qualité des milieux de vie et de développement social, culturel et économique. De leur avis, l'histoire, le patrimoine et la mémoire contribuent au dynamisme du secteur, au sentiment d'appartenance des résidents et à la création de liens sociaux. Ainsi, ils demandent que le PPU encourage les Montréalais à se les réapproprier. Le besoin d'élaborer une vision d'ensemble du patrimoine plutôt que de le traiter à la pièce (chaque site et bâtiment séparément), est énoncé. Certains croient que les nouvelles vocations données aux bâtiments patrimoniaux devraient permettre de répondre aux besoins des populations existantes et futures. De plus, une organisation propose de profiter de son expertise spécifique et du potentiel que représente sa collection écomuséale pour le développement local[86]. Celle-ci suggère aussi de soutenir les initiatives citoyennes, communautaires et culturelles qui vont dans le sens d'une préservation et d'une mise en valeur du passé, et d'inclure ces réseaux au processus de prise de décisions.

De nombreux intervenants craignent que les travaux de requalification viennent dénaturer les milieux de vie existants. Ils souhaitent, par conséquent, que le PPU oriente les nouveaux projets afin qu'ils conjuguent harmonieusement présent, passé et futur. Il est demandé que l'architecture et la vocation de ceux-ci respectent et s'inspirent de l'existant (plex, portes cochères, « parcs de poche », ruelles, escaliers extérieurs, etc.) et qu'ils en valorisent les aspects

[86] Écomusée du fier monde, doc. 8.2, p. 5

historiques, culturels et patrimoniaux. L'histoire des lieux deviendrait ainsi une source d'inspiration des transformations à venir qui dépasse la stratégie de commémoration.

En outre, des participants demandent que le PPU remplisse un devoir de mémoire et de réparation face aux démolitions et délocalisations qui se sont déroulées dans le secteur au cours du dernier siècle. De l'avis d'intervenants, la disponibilité de grands terrains vacants offre à la Ville et aux promoteurs immobiliers une occasion privilégiée d'honorer les quartiers disparus. Ils souhaitent que le (re)développement serve à mettre en place divers mécanismes de mise en valeur historique, notamment pour informer et sensibiliser les futurs habitants et, plus largement, les Montréalais et les touristes, sur la nature et l'ampleur des événements. Certains résidents demandent que le PPU compense la population à qui on a imposé de lourds sacrifices. À ce titre, le renforcement de l'accès au fleuve, la bonification du verdissement et des équipements collectifs et la construction de nombreux logements sociaux, communautaires et abordables sont évoqués.

Aux dires de nombreux participants, le secteur des Faubourgs possède un important passé industriel qu'il convient de préserver et de mettre en valeur, comme « l'esprit de faubourg », les habitations ouvrières, la trame industrielle, la brasserie Molson, l'ancienne station de pompage Craig, la Canadian Rubber Company of Montreal, l'ancien entrepôt frigorifique, le tunnel Beaudry, le bâtiment de la Cité 2000, la Grover, le quai Poupart, de même que la mémoire des silos à M'lasse et de la Domion Oil Cloth and Linoleum.

Vu l'importance du patrimoine industriel dans le secteur, cette notion gagne, selon quelques intervenants, à être renforcée et clarifiée dans le PPU. Ils demandent que le PPU agisse comme facteur de reconnaissance des immeubles industriels d'époque en adoptant des mesures de protection en vertu des lois provinciales et des règlements municipaux. Il est aussi recommandé que le document de planification répertorie l'ensemble des bâtiments et sites d'intérêt, et que la Ville soutienne l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (AQPI) dans sa démarche de création d'un parcours sur le tourisme industriel dans le secteur. Toujours dans une optique de protéger et mettre en valeur le passé industriel du secteur, des groupes proposent d'intégrer à la règlementation d'urbanisme des zones destinées aux activités artisanales et industrielles légères.

En outre, certains craignent que l'ensemble de la brasserie Molson fasse l'objet de démolitions trop importantes et recommandent en ce sens d'intégrer une plus grande partie des bâtiments et du site dans le PPU. Une organisation souhaite que les réflexions entourant sa requalification tiennent compte des « principes de Dublin », adoptés par le Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS), une organisation non gouvernementale qui œuvre pour la conservation du patrimoine dans le monde, à savoir :

- étudier et comprendre les constructions, sites, aires et paysages industriels et leur valeur patrimoniale;

- assurer la protection et la conservation efficaces des constructions, sites, aires et paysages du patrimoine industriel;
- conserver les constructions, les sites, les aires et les paysages du patrimoine industriel;
- présenter et communiquer les valeurs patrimoniales des constructions, sites, aires et paysages du patrimoine industriel pour sensibiliser le public et les entreprises, et soutenir l'éducation et la recherche[87].

Des projets de réhabilitation sont également proposés pour le site. L'un d'entre eux vise à en faire un quartier des distilleries, à l'image des villes de Toronto et de Dublin, qui allierait loisirs, patrimoine et habitation. D'autres projets visent une démolition sélective de l'usine et une conversion des bâtiments restants en espace multifonctionnel, incluant du coworking, un musée, des lieux culturels, des commerces, une halte touristique, des bureaux, des lofts, des ateliers, un hôtel-boutique et une terrasse sur le fleuve. De plus, puisque la brasserie Molson jouit depuis longtemps d'un accès unique et privilégié au port et au fleuve pour mener à bien ses opérations industrielles et commerciales, des participants soutiennent qu'une partie des bâtiments et terrains qu'elle occupe devrait revenir à la Ville pour qu'elle y construise des logements sociaux et qu'elle y aménage des espaces verts et des belvédères donnant sur le fleuve.

La station de pompage Craig a aussi attiré l'attention. Des participants sont heureux de constater que son avenir est considéré par la Ville et proposent différents projets de requalification. Une organisation suggère d'aménager un axe culturel et patrimonial, en remplacement du boulevard urbain proposé par l'arrondissement, qui s'articulerait autour de l'îlot Craig[88]. Selon elle, un tel boulevard tirerait profit de la valeur et du positionnement de la station de pompage pour en faire une entrée du secteur. Il aurait pour rôle de transformer la barrière actuelle des voies routières pour en faire un lieu de déambulation organique entre les différents quartiers du secteur, à l'usage des piétons et des cyclistes. Le transport en commun pourrait également y trouver sa place. Il aurait aussi pour objectif de connecter les différents lieux de culture et de patrimoine situés autour de l'emprise actuelle de l'autoroute, dont la brasserie Molson, la station de pompage Craig, la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, et le terrain des Portes Sainte-Marie.

D'autres groupes pensent également qu'il faille créer un pôle de destination autour du site de l'îlot Craig en relation avec le fleuve. Un groupe ferait du bâtiment et du site de la station de pompage une halte relais, un espace public, ainsi qu'un lieu culturel (art public, galerie d'art, lieux d'exposition, ateliers, etc.)[89]. Un autre créerait un lieu dont les retombées culturelles fortes seraient basées sur l'innovation sociale et technologique[90]. La création d'un musée et d'un centre d'interprétation sur les égouts est aussi proposée à quelques reprises.

[87] Héritage Montréal, doc. 8.81, p. 2-3
[88] Les Forges de Montréal, doc. 8.98, p. 11
[89] Les AmiEs du courant Sainte-Marie, doc. 8.33, p. 16-17
[90] Montréal-Jonction, doc. 8.43, p. 1

Néanmoins, tous les participants à la consultation ne s'entendent pas sur les structures et les sites à protéger et à mettre en valeur. Certains voudraient tout préserver, tandis que d'autres se montrent plus ouverts à des démolitions totales ou partielles. À titre d'exemple, la requalification de la station de pompage Craig, de l'horloge et de la cheminée de la brasserie Molson ne fait pas l'unanimité.

Un grand nombre de contributions s'intéressent aussi au patrimoine institutionnel et commercial, dont le pont Jacques-Cartier, la tour et l'ancienne Maison de Radio-Canada, la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, la Maison des Gouverneurs, les églises Saint-Vincent et Saint-Eusèbe, l'îlot Saint-Pierre-Apôtre, la Maison mère des sœurs de la Providence, le Pensionnat Sainte-Catherine, l'ancienne école de Salaberry (Comité social Centre-Sud), l'Écomusée du fier monde, le marché Saint-Jacques et l'ancien hôpital de la Miséricorde.

Plusieurs contributions ont trait à l'ancien hôpital de la Miséricorde. La majorité des intervenants qui s'intéressent au site convergent vers une même vision d'avenir. Ils recommandent que des efforts soient déployés pour en faire un projet multifacettes à portée sociale et communautaire. Ce projet inclurait des habitations familiales, du logement étudiant, des logements pour aînés de la rue, des ateliers d'artistes, un musée, des services et des espaces multifonctionnels et mutualisés et des emplois. Certains participants souhaitent que le gouvernement du Québec, actuel propriétaire, et la Ville de Montréal se mobilisent pour stopper la dégradation des bâtiments et qu'ils contribuent financièrement à leur sauvegarde. D'autres demandent plutôt à la Ville d'acquérir le site, pour éviter qu'il ne soit offert au secteur privé, et de le transférer par la suite à la communauté.

Dans le même ordre d'idées, quelques intervenants soulignent l'importance que les éléments du patrimoine bâti qui appartiennent à la Ville de Montréal ou au gouvernement du Québec, et qui sont à redévelopper, le sont de façon exemplaire en faisant place à des projets innovants et d'utilité sociale.

Finalement, les nombreuses contributions couvrent l'ensemble des types de patrimoine, à savoir les bâtiments, les sites, les objets, les traditions, les savoir-faire, les paysages, les personnages, les lieux et les événements historiques. Elles révèlent, en outre, une foule de moyens originaux pour mettre en valeur le passé : percées visuelles, esplanades, art public, soutien financier à la rénovation, collection écomuséale, toponymie, signalétique historique et patrimoniale, interprétation physique ou virtuelle, modélisation 3D, parcours déambulatoires, activités, visites, animations, lieux de commémoration et hommages aux artistes et personnages nés dans le secteur.

2.2.5 Relation au fleuve

Le thème de la relation au fleuve est de loin le thème ayant suscité le plus de réactions. La proposition de l'arrondissement de donner un plus grand accès aux berges du Saint-Laurent en

créant une promenade riveraine et un large parc reçoivent l'appui des citoyens et des organismes, avec toutefois quelques réserves.

Des intervenants croient que la promenade riveraine gagne à être élargie. Certains proposent qu'elle intègre la rue de la Commune pour devenir une rue piétonne ou une piste multifonctionnelle. Son prolongement vers l'est est également souvent évoqué. Malgré les enjeux que pose la topographie du site, des participants demandent de poursuivre la promenade, parfois jusqu'au pont Jacques-Cartier, parfois jusqu'à la friche au Pied-du-Courant, et parfois même jusqu'à la limite est du quartier Sainte-Marie (rue Frontenac). Des études de scénarios novateurs et viables de liaison sans interruption ni détour par la rue Notre-Dame sont ainsi réclamées. Un projet de raccordement vers l'ouest jusqu'au Vieux-Port, voire jusqu'au canal de Lachine, est aussi suggéré.

Pour les participants, les percées visuelles et les vues sur le fleuve doivent être valorisées et le bord de l'eau investi. La transformation des terrains de la Molson ne doit pas mener à leur privatisation, mais laisser place à une occupation publique. La promenade riveraine doit s'inscrire dans un réseau de transport actif du secteur, de façon à faciliter les déplacements piétonniers et cyclistes depuis les quartiers vers le fleuve. Certains souhaitent même que le fleuve devienne le point de référence qui génère les traits, les axes, l'implantation et la cohérence des futurs milieux de vie. D'autres parlent d'inscrire les sections du cours d'eau et des berges comprises dans le secteur des Faubourgs dans une trame bleue et verte à l'échelle du secteur, de l'arrondissement ou de la ville.

De nombreuses contributions remettent en question le niveau d'accessibilité du fleuve annoncé par la Ville. Les citoyens sont avides d'un accès direct au fleuve, et proposent diverses façons d'y arriver, comme recouvrir les voies ferrées jusqu'à l'eau, aménager des passerelles piétonnières et cyclables ou recourir à l'ancien tunnel Papineau. Le scénario le plus souvent évoqué est l'inversion vers l'est de l'accès ferroviaire du Canadien Pacifique (CP) au Port de Montréal, qui permettrait d'éliminer la majorité des voies ferrées qui se déploient dans le secteur des Faubourgs[91]. Il est proposé que les convois en provenance de l'est empruntent de nouveaux rails à construire dans la cour de triage Hochelaga pour éviter qu'ils n'aient à reculer derrière la brasserie Molson pour attendre de remonter. Il est demandé à la Ville à maintes occasions d'étudier sérieusement cette option, de concert avec tous les interlocuteurs concernés, pour maximiser le désenclavement de la zone et offrir aux citoyens l'accès au fleuve dont ils ont toujours rêvé. Il est également suggéré d'optimiser le fleuve en mettant en place un système de navettes fluviales et d'aménager dans le secteur l'un des débarcadères.

Des propositions d'aménagement des berges de toutes sortes sont présentées par les participants à la consultation. Ils citent en exemple des projets tels que le Brooklyn Bridge Park et le Domino Park à Brooklyn aux États-Unis, l'Écoquartier et la plage urbaine à Malmö en Suède, la promenade Samuel-de-Champlain à Québec et celles aménagées à Verdun, Ville LaSalle et

[91] Jean Décarie, doc. 4.4, p. 1-8

Mercier. Un regroupement professionnel recommande aussi à la Ville de favoriser les concours d'aménagement, d'idées et d'architecture pour renforcer l'attrait local et touristique des berges[92]. Des participants souhaitent, pour leur part, que le projet d'ensemble d'aménagement des berges, incluant notamment la promenade riveraine, le boulevard urbain, la rue Notre-Dame et le secteur du pont Jacques-Cartier, la friche, le Village et le parc du Pied-du-Courant, fasse l'objet d'une démarche d'urbanisme participatif. La pérennisation de la friche et du Village au Pied-du-Courant est également demandée, et ce, en dépit des travaux de réaménagement de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame. À ce titre, les acteurs locaux sollicitent d'ailleurs la collaboration du ministère des Transports afin d'entamer une démarche conjointe de recherche de solutions pour la durée des travaux.

À l'image de leurs quartiers, les citoyens souhaitent que l'aménagement des abords du fleuve, tout comme les chemins pour s'y rendre, soit inclusif. Ils souhaitent que se déploie sur les berges une variété d'activités, d'équipements collectifs et de commerces, afin que tous les citoyens et visiteurs puissent s'y reconnaître (parcs, aires de repos, école, terrains de jeux et de sports, centre multifonctionnel, piscines intérieure et extérieure, marché public, plage, lieux de baignade, belvédères, cafés, terrasses suspendues, etc.).

De plus, des intervenants préconisent la naturalisation des berges du secteur, en totalité ou en partie. Ils maintiennent que dans un contexte de changements climatiques, il devient urgent de reverdir les espaces vacants en milieu urbain et, plus particulièrement, dans le secteur des Faubourgs, où la verdure fait défaut. Deux groupes suggèrent de faire de la friche au Pied-du-Courant un laboratoire de décontamination des sols par le vivant, aussi appelée phytoremédiation. Selon une organisation, un autre aspect à ne pas négliger serait de mettre en évidence la particularité du fleuve dans le contexte montréalais, en installant des panneaux de sensibilisation sur le courant Sainte-Marie et la biodiversité du Saint-Laurent[93].

En outre, quelques acteurs économiques émettent des mises en garde relativement aux propositions de l'arrondissement et aux attentes de la société civile. Ces joueurs se disent être favorables à l'amélioration de l'accès aux berges et même motivés à y participer, pourvu que cette entreprise n'entrave pas les activités logistiques qui s'y tiennent. Par conséquent, il est inenvisageable, selon eux, de déplacer les voies ferrées ou de donner accès aux quais, des infrastructures essentielles au bon fonctionnement du port.

2.3 Mobilité

Les participants à la consultation ont abordé le thème de la mobilité sous des angles divers. Ainsi, la présente section traite tour à tour de la connectivité du secteur, du transport véhiculaire, de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame, des abords du pont Jacques-Cartier, des déplacements collectifs et actifs, puis des transports des marchandises.

[92] Ordre des architectes du Québec, doc. 8.61, p. 5
[93] Comité ZIP Jacques-Cartier, doc. 8.65, p. 7-8

2.3.1 Connectivité

Les propositions de l'arrondissement relatives à l'amélioration de la connectivité du secteur sont jugées porteuses. Une majorité d'intervenants s'entendent sur le besoin d'atténuer l'effet de fracture des grandes infrastructures de transport, et de retisser la trame urbaine orthogonale vers le fleuve et les quartiers voisins. Une seule organisation n'est pas de cet avis et prône plutôt la préservation de l'irrégularité de la trame au nom de l'esprit du lieu[94]. Selon elle, les rues en cul-de-sac, les passages piétonniers et la perméabilité des méga-îlots de la brasserie Molson et de la Maison de Radio-Canada doivent être travaillés grâce à des gestes judicieux de design urbain et non morcelés par le prolongement de rues.

Des participants abordent aussi la connectivité sous l'angle des piétons et des cyclistes. Ils enjoignent par conséquent à la Ville à poser une diversité de gestes d'aménagement en faveur d'une amélioration marquée de la sécurité et de la convivialité des déplacements collectifs et actifs.

Pour certains, l'ensemble des efforts en faveur d'une connectivité améliorée n'auront d'effet que s'ils s'inscrivent dans une stratégie globale de mobilité qui se déploie à l'échelle de l'arrondissement, de la ville, voire de la région métropolitaine. On mentionne d'ailleurs à ce titre la nécessité d'arrimer le PPU avec le Plan local de déplacements de l'arrondissement de Ville-Marie qui a fait l'objet d'une consultation en 2015-2016. Dans cette même logique de fluidité des connexions, il est aussi recommandé que le PPU soit en phase avec le nouveau plan directeur du Vieux-Port et le PPU Sainte-Marie datant de 2011.

2.3.2 Transport véhiculaire

La présence du pont Jacques-Cartier, de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame et la proximité du secteur avec le centre-ville font en sorte qu'il est un lieu important de destination et de transit pour bon nombre de véhicules venant de l'extérieur. Les résidents rappellent à maintes reprises qu'ils sont minoritaires et vulnérables devant cette lourde circulation, qu'ils attribuent à un problème chronique de dépendance à l'automobile. Ils en dénoncent les coûts environnementaux et les impacts sur la santé. Certains s'inquiètent que l'arrivée de centaines de camions de construction, puis de milliers de nouveaux résidents n'envenime la situation déjà jugée critique. Les participants souhaitent, de ce fait, que s'opèrent des changements en profondeur.

Pour eux, un virage vers une mobilité durable dans le secteur est essentiel. Ce virage doit impliquer une diminution marquée de l'usage de l'automobile, et qui plus est, de l'auto solo, au profit d'autres modes de déplacement. Il doit se traduire par une réduction des espaces qui lui sont destinés, tant sur les rues locales que les artères. Outre le rétrécissement des voies et de leur nombre, les participants exigent aussi la diminution progressive du nombre de places de

[94] Héritage Montréal, doc. 8.81, p. 4

stationnement de surface et sur rues. Pour certains, l'idée d'imposer des péages urbains doit également être considérée, puisque cette pratique a fait ses preuves ailleurs dans le monde, notamment à Londres et à New York.

Par ailleurs, des regroupements militent en faveur d'une cohabitation harmonieuse entre véhicules motorisés et transports actifs. Une institution demande, à cet effet, que les accès véhiculaires à leurs installations demeurent efficaces, fonctionnels et sécuritaires, sans quoi la sécurité des piétons et des cyclistes pourrait être compromise, notamment sur le boulevard René-Lévesque[95].

2.3.3 Axe Ville-Marie/Notre-Dame

La proposition de l'arrondissement qui consiste à transformer l'axe Ville-Marie/Notre-Dame en boulevard urbain reçoit un accueil mitigé. Tous les participants voient d'un bon œil l'intention de la Ville qui sous-tend la proposition, à savoir d'atténuer les effets de barrière et d'enclavement, mais plusieurs remettent en cause la façon d'y arriver.

Quelques intervenants s'y opposent catégoriquement et plaident pour un changement de paradigme. Ils considèrent que Montréal offre un terreau favorable à l'expérimentation d'aménagements urbains innovants et résilients et formulent des souhaits en ce sens. Certains demandent, d'une part, de poursuivre le recouvrement de l'autoroute vers l'est, notamment jusqu'à l'avenue De Lorimier ou même jusqu'à la rue Frontenac. De cette façon, l'espace dégagé en surface pourrait être consacré aux déplacements actifs, aux équipements collectifs, aux parcs et aux nouvelles constructions. D'autre part, une organisation demande à la Ville d'envisager le retrait complet des voies de circulation[96]. Elle avance que le dynamisme du secteur des Faubourgs et, plus largement, de Montréal ne doit plus se calculer en fonction de leur fluidité routière. Selon elle, des exemples internationaux nous démontrent qu'il est possible de renverser les tendances héritées du 20e siècle. On n'a qu'à penser aux berges de Paris, piétonnisées après avoir été pendant des décennies des axes de transit pour les voitures de banlieue, ou encore à la transformation du Cheonggyecheon Expressway à Séoul en une promenade piétonne bordant une rivière anciennement enfouie sous le béton. Dans cette optique, elle suggère l'aménagement d'un boulevard culturel et patrimonial, à l'usage des mobilités collectives et actives, qui s'articulerait en particulier autour de l'îlot Craig. Aux dires de l'organisation, un tel boulevard permettrait de retisser les liens ver le fleuve et entre les quartiers, tout en favorisant la promenabilité des futurs milieux de vie.

D'autres propositions misent sur une révision du tracé du boulevard. Un participant présente un concept d'entrée maritime qui viserait à déplacer la portion de la rue Notre-Dame, située à l'est du pont Jacques-Cartier, au-dessus des voies d'assemblage ferroviaire du port[97]. Il soutient que

[95] CBC/Radio-Canada, doc. 8.67, p. 10-11, 15
[96] Les Forges de Montréal, doc. 8.98, p. 3
[97] Richard Bergeron, doc. 8.5, p. 29, 31; Richard Bergeron, doc. 8.5.1, p. 5-46

cette action permettrait d'aménager un quartier entier à même la propriété du ministère des Transports (MTQ). Un groupe de citoyens appellent, quant à lui, à un déplacement du boulevard au nord de la station de pompage Craig pour reconnecter cette dernière au fleuve et optimiser sa fréquentation[98].

Le plus grand nombre de contributions portant sur l'axe Ville-Marie/Notre-Dame ont trait à son réaménagement et à son design. Une foule de participants recommandent une variété d'améliorations à la proposition de l'arrondissement pour répondre aux attentes du milieu. Les participants ne semblent pas faire de distinction entre le traitement du boulevard Ville-Marie et la portion de la rue Notre-Dame traversant le quartier Sainte-Marie. Parmi les améliorations proposées, on compte, entre autres, de :

- réduire le débit de circulation en diminuant la largeur des voies et leur nombre (2 à 3 voies);
- soigner la transition entre l'autoroute et le boulevard urbain;
- diminuer la vitesse de circulation à 50 km/h ou moins;
- améliorer les voies véhiculaires d'accès et de sortie dans l'axe nord-sud;
- mettre en place des mesures d'apaisement de la circulation;
- réserver des voies à un système de transport collectif structurant à haute capacité;
- aménager une piste cyclable en site propre;
- faciliter l'expérience piéton (trottoirs élargis, bancs, feux de circulation, temps de traversée allongés, traverses piétonnières balisées, saillies de trottoirs, passerelles menant aux berges, etc.);
- adopter des mesures de verdissement massif pour limiter les îlots de chaleur et atténuer les pollutions sonores et atmosphériques (terre-plein central, plantation d'arbres, d'arbustes et de fleurs, écrans végétaux antibruit, etc.);
- retirer les panneaux publicitaires pour dégager les vues vers le fleuve; et
- prévoir l'aménagement de services commerciaux et d'équipements collectifs aux abords.

En outre, des intervenants croient que le réaménagement de l'axe Ville-Marie en boulevard urbain ne doit pas se fonder sur les modèles de René-Lévesque et de Bonaventure, tel que suggéré par l'arrondissement. De leur avis, ces boulevards ne représentent pas des exemples d'aménagement convivial et sécuritaire pour les piétons et les cyclistes desquels s'inspirer. Par ailleurs, certains maintiennent que le PPU peut être l'occasion de créer un dialogue entre les boulevards René-Lévesque et Ville-Marie par l'intermédiaire d'une signature distinctive qui s'appuie sur des liens paysagers et des aménagements sécuritaires.

[98] Montréal-Jonction, doc. 8.43.1, L. 1031-1063

2.3.4 Accès au pont Jacques-Cartier

Les préoccupations touchant aux abords du pont Jacques-Cartier visent surtout à mettre en lumière la nécessité d'atténuer l'effet de coupure est-ouest occasionné par le pont et ses voies d'accès.

Une organisation appuie la proposition présentée par l'arrondissement, car elle améliorerait la sécurité et l'accessibilité au parc des Faubourgs depuis la station de métro Papineau et la rue Sainte-Catherine[99]. Ses quelques détracteurs croient, en contrepartie, que la proposition nuit au sentiment général de sécurité. Il est plutôt suggéré d'aménager de larges passerelles qui enjambent les bretelles d'autoroute pour faciliter la mobilité au sein du parc des Faubourgs. L'installation d'une dalle-parc au-dessus de la rue Papineau et de l'avenue De Lorimier pour retisser les liens est-ouest est aussi proposée. D'autres participants sont d'avis que le concept retenu ne doit pas contribuer à accentuer l'expression autoroutière de la tête de pont, mais doit marquer le passage du réseau routier métropolitain à haute vitesse au réseau local.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que certains présentent un plaidoyer en faveur d'une nouvelle vision de l'entrée du secteur, qui annoncerait clairement la présence d'un milieu de vie axé sur les mobilités actives, et minimiserait l'effet de zone de transit véhiculaire. Il est proposé d'installer un panneau de signalisation d'entrée. Des participants plaident également en faveur du verdissement de la zone, qui pourrait se traduire par la plantation massive d'arbres et la création d'un parc linéaire entre le parc des Faubourgs et le fleuve. Ces mesures se verraient compléter par une reconfiguration des bretelles qui laisseraient place, à l'extrémité du pont, à une intersection en « T » munie de feux de circulation, conçue comme un espace partagé par les véhicules, les piétons et les cyclistes. Une recommandation fait preuve d'encore plus d'audace et examine la possibilité de reconfigurer complètement le système autoroutier au pied du pont[100].

Cette révision de l'entrée du secteur représenterait aussi l'occasion pour certains d'améliorer la rue Papineau et l'avenue De Lorimier. Une circulation à double sens, des pistes cyclables protégées connectées à celles se trouvant sur les boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque, des mesures d'apaisement de la circulation, de même qu'une riche canopée pourraient profiter aux équipements collectifs riverains, dont l'école Garneau.

En outre, la question de l'accès au pont Jacques-Cartier pose un problème pour certains, particulièrement à l'intersection des rues Ontario et Papineau. Principale artère de services de proximité des quartiers Sainte-Marie et Saint-Jacques, la rue Ontario est aux prises avec un enjeu majeur de congestion routière engendrée par la présence du pont. L'interdiction du virage à droite sur la rue Papineau à partir de la rue Ontario apparaît pour quelques-uns comme une solution. Selon eux, l'adoption d'une telle mesure comporterait plusieurs avantages, puisqu'elle participerait à canaliser les automobiles sur la rue Sherbrooke et le boulevard René-Lévesque.

[99] Fierté Montréal, doc. 8.53, p. 3
[100] Claude Dionne, doc. 8.105.1, L. 4819-4878

Elle concourrait, entre autres, à redonner un caractère local à la rue Ontario et contribuerait à son dynamisme commercial et culturel.

Quelques intervenants demandent de profiter des travaux de réfection du pont pour y favoriser les transports actifs. Il est suggéré de simplifier l'accès cyclable au pont et de le signaler plus clairement. L'aménagement de pistes multifonctionnelles plus larges, sécurisées et déneigées à l'année participerait aussi, selon des participants, à faire de cette infrastructure un lieu incontournable pour y observer le fleuve, la ville et les feux d'artifice. Certains suggèrent d'aménager un belvédère, d'autres de construire un ascenseur public qui faciliterait l'accès des piétons au tablier. L'idée de créer une structure adjacente, mais indépendante du pont, qui regrouperait belvédère et ascenseur, est aussi évoquée. De plus, un groupe demande de revoir la configuration des voies de circulation sur le pont de façon à privilégier les modes de transport alternatifs à l'automobile et à en faire un lieu propice à la tenue d'événements à caractère social et culturel[101]. Un autre groupe recommande d'inscrire le pont et ses abords dans le prolongement du pôle récréotouristique du Village.

Dans un autre ordre d'idées, un groupe demande à la Ville de reconnaître dans le PPU que des personnes en situation d'itinérance habitent sous le pont Jacques-Cartier, et d'offrir par conséquent des services dans une perspective de réduction des méfaits (toilettes publiques, emplacements de camping, poubelles et bacs de recyclage, espace BBQ, zones destinées aux graffitis, etc.)[102].

2.3.5 Transports collectifs

Un consensus se dégage sur la nécessité de développer une offre de transport collectif structurante et efficace dans le secteur. Les participants considèrent d'ailleurs cet élément comme un facteur essentiel à sa requalification. Ils réclament en ce sens que le PPU s'engage en faveur de l'implantation d'un nouveau système de transport de grande capacité qui se déploierait entre l'est de l'île et le centre-ville, dans l'axe Ville-Marie/Notre-Dame/René-Lévesque. Pour des raisons de fiabilité et de rapidité, plusieurs intervenants privilégient l'implantation d'une technologie en site propre comme le tramway ou le système rapide par bus (SRB). Un système de grande envergure apparaît indispensable pour répondre aux besoins d'une population grandissante, tout spécialement dans un contexte où la ligne verte du métro est achalandée et le réseau routier congestionné. Selon quelques participants, son raccordement aux autres modes de transport collectif présents ou à venir sur le territoire, comme le métro, l'autobus, le SRB Pie-IX et le Réseau express métropolitain (REM), maximiserait également les bénéfices.

Par ailleurs, pour minimiser les coûts d'intervention, ainsi que les impacts sur la circulation véhiculaire, il est suggéré que la création du corridor de transport collectif soit effectuée en

[101] Centre-Sud Debout!, doc. 8.11, p. 10
[102] Exeko, doc. 8.35, p. 7

même temps que les travaux de modernisation de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame, et non pas dans un deuxième temps, comme cela a été annoncé par les autorités publiques.

En outre, des citoyens déplorent le manque d'efficacité du service d'autobus dans le secteur. Les autobus sont ralentis par la congestion et peinent à respecter les horaires. Les voies réservées sont parfois discontinues ou simplement inexistantes. Les fréquences de passage sont trop faibles, notamment aux heures de pointe. La localisation de certains arrêts d'autobus est discutable tout comme le niveau de convivialité de leurs installations, qui sont, aux dires de certains, peu adaptées aux besoins des populations fragilisées. Selon un groupe, les équipements des autobus ne répondent pas aux besoins des personnes à mobilité réduite ou en perte de vision[103]. D'après lui, les autobus nécessitent l'installation d'assistants vocaux annonçant les arrêts à l'intérieur et le numéro de la ligne et la direction à l'extérieur, et de rampes fonctionnelles pour les fauteuils roulants.

De fait, il est demandé de bonifier la desserte d'autobus, particulièrement dans l'axe est-ouest. Des citoyens souhaitent, par ailleurs, l'instauration d'un système d'autobus « local » qui mise sur l'amélioration des déplacements à l'intérieur du secteur. Ce système viendrait compléter le réseau de métro qui n'est pas accessible à distance de marche pour bon nombre de résidents, contrairement à ce qu'avance l'arrondissement.

Pour quelques intervenants, la présence du fleuve doit être optimisée. On propose, d'une part, de concrétiser la mise en place d'un système de navettes fluviales reliant l'est de la ville, le centre-ville, le Vieux-Port, Longueuil et le parc Jean-Drapeau, incluant un embarcadère dans le secteur. Le succès de la navette reliant Pointe-aux-Trembles au centre-ville illustre, selon eux, l'intérêt de ce système alternatif à Montréal. D'autre part, on suggère la construction d'un téléphérique à l'ouest du pont Jacques-Cartier qui connecterait en toute saison le secteur à l'île Sainte-Hélène, l'île Notre-Dame et la Rive-Sud. Outre le côté pratique d'un tel ouvrage, ses adhérents croient qu'il pourrait compléter l'offre récréotouristique du secteur.

En complément à une offre de transport collectif développée et performante qui permet de rivaliser avec les temps de parcours de l'automobile, quelques personnes suggèrent de tabler sur l'intermodalité. Certains suggèrent d'implanter des pôles de mobilité aux abords des stations de métro du secteur et autour de lieux qui génèrent ou généreront des déplacements dans un avenir plus ou moins rapproché. Ils mentionnent notamment à ce titre la Maison de Radio-Canada. Ces pôles faciliteraient les pratiques multimodales en proposant plusieurs modes alternatifs à l'autosolo, tels que la marche, le vélo, le BIXI et les véhicules en libre-service et en autopartage. Il est suggéré, par ailleurs, d'augmenter au sein de ces pôles le nombre d'espaces de stationnement quatre saisons pour les vélos et de réaménager les rues pour favoriser une circulation piétonne accrue et plus harmonieuse.

[103] Fondation INCA, doc. 8.59, p. 3

2.3.6 Transports actifs

La majorité des intervenants se montrent favorables aux mesures de mobilité active présentées par l'arrondissement, mais s'attendent à plus. La population demande que le PPU prenne résolument parti pour les piétons et les cyclistes et qu'il les place au cœur de l'aménagement des milieux de vie existants et de la zone à requalifier, peu importe leur âge, leur sexe ou leur condition physique. Elle recommande, par conséquent, d'y inscrire des mesures de mobilité active qui soient exemplaires et dignes des meilleures pratiques.

Dans cette perspective, différentes mesures sont proposées, à commencer par l'amélioration du potentiel piétonnier en toute saison. Bon nombre de participants parlent d'améliorer la « *marchabilité* » ou la « *promenabilité* » du secteur. Il est demandé d'agir sur ses caractéristiques pour en faire un milieu propice à la marche et aux courtes distances. Il est aussi demandé que le secteur soit respectueux de l'échelle humaine, en mettant à l'avant-plan les besoins des personnes en matière de sécurité, de confort, de mobilité et d'appartenance. Le secteur doit, de plus, pouvoir offrir une variété d'expériences de marche et de déambulation : des rues, ruelles et passages piétonniers aux caractères distincts, une continuité dans la trame et le tissu urbains, des volumétries et des architectures changeantes, des rez-de-chaussée animés, un éclairage adéquat, une végétation abondante et variée, des œuvres d'art, des rappels historiques, du mobilier urbain répondant à une foule de besoins et des lieux de socialisation.

De nombreux intervenants croient que les espaces destinés aux piétons doivent être multipliés dans le secteur. Ils doivent être généreux et conviviaux. Leurs aménagements doivent également être réfléchis dans une perspective de sécurité et d'accessibilité universelle. De nombreuses idées soumises par les participants à la consultation touchent à l'apaisement de la circulation. Elles regroupent des mesures visant un partage plus équitable de la rue entre les différents usagers, en accordant une attention particulière aux plus vulnérables. Le rétrécissement de la largeur de la rue, la diminution de la vitesse maximale, l'élargissement des trottoirs, l'aménagement de saillies de trottoirs, le marquage au sol des traverses piétonnières, la prolongation des phases protégées des feux piétonniers, l'amélioration de la signalisation, l'ajout d'obstacles constituent quelques-unes des propositions les plus répandues. Quelques participants ont aussi mentionné l'importance d'aménager les rues existantes et futures en s'inspirant des concepts de rue complète et de rue partagée. Certains priorisent, quant à eux, l'aménagement de rues piétonnières.

La majorité des contributions relatives aux déplacements à vélo visent à consolider le réseau cyclable dans le but d'accroître la sécurité de tous les usagers. Selon les participants, la sécurité des cyclistes passe le plus souvent par une augmentation du nombre de pistes cyclables, particulièrement dans l'axe est-ouest, le tout dans la perspective d'offrir des cheminements confortables, efficaces et continus entre les quartiers. La sécurité serait également favorisée par l'aménagement de pistes cyclables en site propre, à sens unique, et intégrant des feux de

signalisation spécialisés. Un autre moyen mis de l'avant est celui d'implanter des pistes cyclables sur les rues de desserte locale et les ruelles, et non seulement sur les grandes artères.

Relativement à la qualité des aménagements, des participants proposent l'installation de feux synchronisés pour les vélos. Certaines personnes veulent aussi que les pistes cyclables soient praticables à l'année.

Dans un souci de connectivité, des intervenants demandent que le PPU s'engage à tisser au sein du secteur une trame verte axée sur les déplacements actifs. Cette trame se déploierait du nord au sud et d'est en ouest, et viserait à offrir des liaisons confortables, efficaces, continues et fortement verdies entre les différents espaces verts et équipements collectifs. Elle assurerait un niveau de sécurité optimal des piétons et des cyclistes et favoriserait une cohabitation harmonieuse avec les autres usagers de la route. Dans le même ordre d'idées, des groupes demandent la mise en place de mesures d'apaisement de la circulation automobile pour sécuriser les déplacements piétonniers et cyclistes à proximité des équipements collectifs (écoles, centres sportifs et de loisirs).

Finalement, quelques personnes profitent de la consultation pour saluer l'initiative de la Ville de souscrire à l'approche Vision zéro. D'autres se réjouissent de la réalisation du Réseau express vélo (REV), et demandent d'y intégrer le secteur des Faubourgs.

2.3.7 Transports des marchandises

La présence des grandes infrastructures routières constitue à la fois un atout pour la métropole et un défi de taille pour le secteur. L'autoroute Ville-Marie, le boulevard Notre-Dame, l'avenue Viger, le pont Jacques-Cartier et le Port de Montréal constituent des liens stratégiques pour le transport des marchandises, mais sont également sources d'importantes nuisances pour les citoyens : congestion, bruit, vibrations, odeurs, pollutions lumineuse et atmosphérique.

Les travaux de requalification du secteur et l'arrivée de milliers de nouveaux résidents et travailleurs pourraient exercer dans les années à venir des pressions importantes sur un réseau routier déjà congestionné. Dans ce contexte, des acteurs économiques jugent important que les autorités publiques, de concert avec les promoteurs, s'assurent de trouver des solutions pour maintenir la fluidité du transport de marchandises sur les principaux axes traversant le secteur. Tout projet qui aurait le potentiel d'entraver, même potentiellement, l'efficacité du réseau routier représenterait, selon eux, une menace à la compétitivité de Montréal.

Les résidents, en revanche, s'intéressent à leur qualité de vie. Ils maintiennent que le transport des marchandises ne doit pas se faire au détriment de l'ambiance des quartiers, de la sécurité et de la santé physique et mentale. Ils demandent d'intégrer au PPU des mesures d'atténuation des nuisances. Ils suggèrent une stratégie de camionnage qui indiquerait, par exemple, les routes à emprunter et les vitesses permises, qui annoncerait les mesures d'apaisement de la circulation à

mettre en place, qui interdirait la circulation des poids lourds sur la rue Notre-Dame la fin de semaine, et qui établirait les normes à respecter en matière de bruit routier et de propreté des camions, notamment à la sortie des chantiers (poussières, débris).

Les activités maritimes et ferroviaires font aussi l'objet de préoccupations. Avec le départ de la brasserie Molson, des projets immobiliers à caractère résidentiel et commercial verront le jour à proximité des voies ferrées, au croisement de servitudes perpétuelles réelles, aériennes, souterraines, de bruit et d'odeurs, ce qui pourrait poser d'importants enjeux de cohabitation.

De l'avis d'acteurs économiques, les résidents qui s'installeront dans la zone à requalifier devront être conscients qu'ils habitent près d'un voisin industriel qui conduit des opérations à toutes heures du jour et de la nuit. Pour prévenir les enjeux de cohabitation, l'un d'entre eux demande de prévoir des efforts de sensibilisation aux fonctions des terminaux maritimes et des zones de services ferroviaires, et à l'importance de préserver l'intégrité des liens logistiques pour l'économie de la métropole.

Des groupes de citoyens et de représentants du milieu des transports militent en faveur de la fixation d'exigences relatives à la construction d'habitations à proximité des voies ferrées. Ils mentionnent, entre autres, à titre de référence, les *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires*, préparées par la Fédération canadienne des municipalités et l'Association des chemins de fer du Canada. Il leur apparaît aussi tout naturel de consolider les mécanismes de bon voisinage, d'information et de consultation, et les efforts de mitigation déjà en place.

2.4 Milieux de vie

Pour les fins de la consultation, l'appellation milieux de vie regroupe les thèmes quartiers complets, adaptation aux changements climatiques, habitation, architecture et design, activités commerciales et services, équipements collectifs, parcs, espaces verts et espaces publics, et emploi.

2.4.1 Quartiers complets

Plusieurs intervenants souhaitent voir le secteur des Faubourgs se développer en tant que quartier complet. De façon précise ou implicite, les intervenants formulent le vœu d'un quartier à échelle humaine, conçu avant tout pour le piéton. Le quartier souhaité doit être convivial et agréable à vivre pour une population diversifiée. Cela se traduit par des espaces publics accueillants, stimulants et confortables. La capacité du quartier à retenir les familles présentes et à en attirer de nouvelles est également une priorité pour plusieurs. Pour ce faire, il serait impératif que la Ville déploie des équipements collectifs répondant à leurs besoins, tels que des écoles, des espaces verts, des équipements récréatifs, un centre communautaire et des commerces de proximité. Plusieurs personnes insistent pour que le développement des zones à

requalifier ne se fasse pas aux dépens des résidents actuels ni des personnes marginalisées vivant dans le secteur. Ces participants demandent qu'une attention soit portée aux types et aux coûts des logements et des commerces, ainsi qu'à l'aménagement de l'espace public, afin que personne ne soit exclu.

La nécessité d'implanter une mixité d'usages recueille un large consensus. Aux dires de certains, la mixité fait présentement défaut dans le secteur, plusieurs services et types de commerces y étant indisponibles. En ce sens, concevoir un quartier complet implique d'y intégrer une offre commerciale diversifiée, davantage de services et des zones d'emploi. Plusieurs personnes ont souligné l'importance d'habiter le plus près possible des services, des commerces et de leur milieu de travail, dans un esprit de conciliation famille-travail-études. Disposer d'un accès rapide à des moyens de transport collectif et actif efficaces vient également servir cet objectif. Puis, un intervenant souligne que, pour attirer les nouveaux résidents et être à la fois dynamique et agréable, le secteur des Faubourgs doit réunir travail, divertissement et repos, dans un esprit de « *Live, Work, Play* ».

2.4.2 Adaptation aux changements climatiques

Le thème de l'environnement, lié à la question des changements climatiques, s'est imposé avec force au cours de la consultation. Un constat général émerge : le problème des changements climatiques serait englobant, au sens où il imposerait des solutions globales, et non des traitements ponctuels adaptés à des nuisances particulières.

Une personne souligne que l'accentuation des changements climatiques au cours des prochaines années devrait se manifester, entre autres, par le prolongement des vagues de chaleur, l'allongement de la saison des pollens et l'intensification de la pollution atmosphérique occasionnée par les feux de forêt[104]. De tels symptômes auraient pour effet d'accroître les taux de mortalité et de morbidité, en prenant d'abord pour cibles les citoyens les plus vulnérables. À de pareilles menaces, plusieurs intervenants proposent des solutions d'envergure. L'une d'elles consiste à développer la zone à requalifier comme un écoquartier modèle ou laboratoire, pour générer de l'innovation et adopter de meilleures pratiques qui pourront être généralisées. Une autre solution vise à végétaliser massivement l'espace urbain, non seulement dans une perspective de qualité de vie, mais également pour maximiser la biodiversité et favoriser la perméabilité des sols. D'après ces participants, un tel objectif suppose une adaptation optimale de la végétation urbaine aux conditions locales, ainsi qu'une meilleure gestion des eaux de ruissellement, notamment par la réduction des surfaces imperméables.

Un regroupement d'organismes préconise l'implantation d'un réseau d'infrastructures vertes (aménagements paysagers et écologiques) et bleues (gestion des eaux) dans le secteur[105]. Ces

[104] Manon Massé, députée de Sainte-Marie – Saint-Jacques, doc. 8.74, p. 3
[105] Écohabitation, Institut de l'Énergie Trottier et Les ateliers Ublo, doc. 8.60, p. 3-4

corridors écologiques favorisant le développement de la flore, de la faune et des insectes auraient notamment pour bénéfices de :

- lutter efficacement contre les îlots de chaleur;
- combiner un réseau de mobilité active au réseau des espaces verts;
- diminuer les épisodes de surverse dans le fleuve;
- permettre une mutualisation des équipements de gestion des eaux de ruissellement et autres eaux;
- fournir des solutions de stockage thermique, advenant le développement d'un réseau énergétique de partage de chaleur.

Dans le même ordre d'idée, afin de renforcer l'identité patrimoniale du secteur, un groupe suggère d'aménager un système de récupération des eaux pluviales sur le tracé des anciens ruisseaux enfouis, dont le ruisseau Saint-Martin[106].

L'idée d'implanter un réseau de partage de chaleur est aussi présentée à quelques reprises. Un tel réseau viserait à offrir un accès universel à une énergie propre et verte (chaleur et climatisation). Il permettrait de valoriser les rejets thermiques issus du secteur industriel et d'éviter les rejets domestiques dans l'air ambiant.

De plus, plusieurs préoccupations ont trait aux îlots de chaleur. Des citoyens soulignent à ce titre une contradiction du secteur, aux prises avec une circulation automobile intense et la pollution qui en découle, alors que de nombreux résidents ont recours aux transports collectifs et actifs. Outre la végétalisation du domaine public, les solutions proposées incluent la réduction du transport motorisé, l'implantation de toits verts et de toits blancs, la création de grands espaces verts donnant sur le fleuve et l'agriculture urbaine.

Afin d'atteindre la carboneutralité dans l'ensemble du secteur, des personnes suggèrent enfin de recourir au savoir et aux compétences d'écoles et d'universités menant des recherches sur cette question, telles que le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG).

2.4.3 Habitation

L'habitation est l'un des thèmes les plus populaires de la consultation. Divers intervenants, citoyens, élus et groupes partagent leur inquiétude quant à la capacité des populations moins nanties d'habiter le secteur dans un avenir rapproché. Certains soulignent la crainte de ces populations de ne plus se reconnaître dans leur quartier une fois les projets de développement immobilier réalisés, voire de perdre leur logement ou leurs services. La pression exercée sur le parc de logements locatifs par les conversions en copropriétés et les plateformes d'hébergement

[106] Ipso Facto, doc. 8.21, p. 38

de type Airbnb est également source d'appréhension. Un groupe déplore que l'augmentation des valeurs foncières entraîne une hausse des taxes foncières, qui elle-même se répercute sur les coûts d'exploitation des projets de logements sociaux existants et sur le loyer des logements non subventionnés[107]. Peu de nouveaux développements en logements sociaux ont pu voir le jour ces dernières années malgré les efforts fournis, de telle sorte que les besoins augmentent sans être répondus. En conséquence, ces intervenants espèrent que les nouveaux projets à construire viendront contribuer positivement à la vie du quartier existant, et non le transformer irrémédiablement.

Un éventail de recommandations sont adressées à la Ville afin de protéger le parc locatif et l'abordabilité du logement. Il est d'abord suggéré d'inspecter les logements tous les dix ans pour s'assurer qu'ils soient maintenus en bon état. En réponse à la hausse des taxes foncières affectant les OBNL en habitation, il est demandé à la Ville d'obtenir du gouvernement du Québec une modification à la Loi sur la fiscalité municipale. Une telle modification permettrait aux municipalités d'attribuer un statut fiscal différencié aux coopératives et aux OBNL, compte tenu de leur mission sociale et de leur statut non spéculatif. Des participants conseillent également à la Ville de se prévaloir des émissions de permis pour intervenir dans des projets de transformation d'immeubles en copropriétés, qui auraient pour résultat d'en évincer les occupants. La Ville de Montréal pourrait ainsi rendre conditionnel l'octroi de permis au respect des droits des locataires et à la sauvegarde du logement locatif à coût abordable. Concernant les logements utilisés à des fins d'hébergement touristique à court terme, certains sont d'avis qu'il faut mandater des inspecteurs pour faire respecter la règlementation applicable. Certains intervenants invitent la Ville de Montréal à réclamer auprès du gouvernement du Québec un pouvoir de taxation pour l'appliquer aux investisseurs étrangers, de même qu'aux spéculateurs procédant à des achats et reventes rapides ou laissant leurs bâtiments vacants et à l'abandon sur une longue période. Les revenus de taxation pourraient ensuite, selon lui, être investis dans le logement social et communautaire. Ces recommandations trouvent écho dans plusieurs opinions déposées durant la consultation.

De nombreux intervenants se sont prononcés sur la proportion de logements abordables à construire dans la zone à requalifier. Alors que certains espèrent un taux de logements accessibles (tous types confondus) fixé à 20 %, d'autres estiment que la Ville doit se fixer des cibles plus ambitieuses. De telles cibles seraient justifiées, non seulement par l'étendue des terrains disponibles et les besoins en logement des locataires du secteur, mais également pour réparer les torts causés par les démolitions massives ayant eu lieu sur le territoire au courant du 20^{e} siècle. D'après ces intervenants, la Ville a intérêt à établir clairement des objectifs. Ces derniers doivent reposer sur l'augmentation anticipée de la population, de même que sur un diagnostic des besoins en logement de la population locale et d'autres populations intéressées à s'y installer.

[107] Habiter Ville-Marie, doc. 8.16, p. 10

Invoquant l'urgence des besoins, des participants souhaitent voir appliquer au secteur la nouvelle stratégie d'inclusion de logement social, abordable et familial, devenue entretemps le Règlement pour une métropole mixte, et ce, même avant son entrée en vigueur officielle prévue en 2021. Ce règlement indispose toutefois de nombreux participants, dont les propriétaires et promoteurs immobiliers, qui lancent un appel à la prudence. D'après eux, son application aurait pour conséquence de réduire les mises en chantier d'unités résidentielles. Elle entraînerait aussi une augmentation du prix des unités afin de permettre d'éponger les pertes de revenus, ce qui influencerait négativement le pouvoir d'achat des futurs habitants de logements non subventionnés. Cela limiterait la capacité des promoteurs immobiliers à attirer de nouveaux résidents sur l'île, ce qui nuirait par le fait même à l'atteinte des objectifs de mixité visés par l'administration municipale. Les tenants de cette mise en garde estiment que l'application du règlement doit être assortie de mesures compensatoires, en particulier d'une plus grande souplesse en matière de densités et de hauteurs.

Une seconde mise en garde a été formulée quant à l'application du Règlement pour une métropole mixte. Ce dernier placerait la réalisation des logements financièrement accessibles à la remorque du développement de logements privés, qui sont majoritairement des copropriétés destinées à la classe moyenne supérieure ou des copropriétés de luxe. Cela pourrait avoir pour conséquence l'embourgeoisement progressif des milieux de vie. Aux dires de certains, ce Règlement rendrait l'accès au logement, qui devrait être considéré comme un droit fondamental, tributaire des règles du marché. Dans un pareil contexte, la formule coopérative, qui repose sur l'engagement d'un groupe de personnes définissant elles-mêmes leur projet de façon démocratique, mériterait d'être promue selon plusieurs. Il est également suggéré que la Ville définisse un zonage inclusif ou locatif qui privilégierait le développement immobilier communautaire en fonction de critères déterminés, qu'elle crée une réserve de terrains ou qu'elle mette sur pied une fiducie foncière communautaire.

Le déploiement d'une offre d'habitation variée dans les espaces à requalifier fait consensus chez les participants. Une organisation propose sa vision des éléments à inclure :

- le mode de tenure : locatif privé, locatif social et communautaire, copropriété;
- la programmation : nombre de chambres, unités familiales et multigénérationnelles, résidence pour personnes âgées;
- la configuration des unités : orientation et ensoleillement, potentiel de vues[108].

Une forte proportion d'opinions comporte des demandes relatives au maintien et à l'intégration de populations aux besoins plus spécifiques dans la zone à requalifier : les familles, les étudiants, les personnes âgées, les personnes malvoyantes, les personnes locataires de maisons de chambres, les personnes marginalisées et les personnes issues de la diversité. Considérant le faible nombre de logements sociaux comptant trois chambres et plus réalisés dans l'arrondissement de Ville-Marie ces dernières années, il est recommandé que la Ville de Montréal

[108] Consortium Groupe Sélection Montoni, doc. 8.19, p. 21

privilégie ce type de logements à l'intention des familles. Dans le secteur des Faubourgs, une première démarche en ce sens consisterait à acquérir l'ancien hôpital de la Miséricorde afin d'y intégrer des logements pour les familles, les personnes seules ayant un besoin d'accompagnement, les étudiants, ainsi que des ateliers d'artistes et d'artisans. Certains intervenants font remarquer que le manque de résidences étudiantes au centre-ville de Montréal, mais aussi dans l'ensemble de la métropole, pousse les étudiants à partager des logements de grande taille, qui pourraient être destinés à une occupation familiale. En plus de l'hôpital de la Miséricorde, on propose de considérer aux fins du logement étudiant, la transformation de la portion sud de l'îlot Voyageur.

Des participants signalent que l'inclusion des personnes vivant avec des incapacités exige de prévoir que les futurs logements soient adaptables et sécuritaires. Selon eux, le vieillissement de la population impose de planifier l'adaptabilité des logements dès leur construction plutôt qu'a posteriori, ce qui serait aussi avantageux sur le plan économique. Ils réfèrent, par exemple, à des cadres de porte suffisamment larges, à des murs renforcés là où des barres d'appui pourraient être installées, ou à des comptoirs de cuisine pouvant être abaissés.

L'absence de référence à la sauvegarde du parc de maisons de chambres dans les propositions de l'arrondissement inquiète certains organismes. De leur avis, elles sont une composante essentielle de l'offre résidentielle au centre-ville, car elles constituent un rempart contre l'itinérance. Elles représentent aussi une option peu coûteuse, accessible et située près des services et ressources. Trois recommandations sont faites à la Ville pour assurer leur sauvegarde et intégrité. La première consiste à instaurer des mécanismes permettant de suivre l'évolution de ce parc immobilier et d'intervenir, au besoin, pour le préserver ou en transférer des parties à des organismes. La seconde est de réclamer auprès du gouvernement du Québec un statut particulier pour les maisons de chambres. Et la dernière recommandation vise à créer une foncière.

Toujours au chapitre de la prévention et de la lutte contre l'itinérance, un organisme souligne la valeur des logements sociaux avec soutien communautaire[109]. Ce type d'habitation, dont la Ville a reconnu les effets positifs dans son Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020, aiderait grandement les personnes en situation d'itinérance à se stabiliser en logement, mais aussi à contrer l'isolement et l'exclusion sociale. Dans la même foulée, un autre groupe fait valoir l'importance d'y autoriser les animaux, et de permettre aux locataires d'y fumer et d'y consommer du cannabis[110].

Enfin, quelques participants demandent des aménagements urbains respectueux des besoins des personnes marginalisées et itinérantes, où elles pourront être en sécurité et en quiétude, et où les intervenants sociaux du quartier pourront aller à leur rencontre. De tels aménagements ne devraient pas nécessiter la consommation de biens et de services ni comporter de mobilier urbain

[109] Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), doc. 8.70, p. 5-6
[110] Exeko, doc. 8.35, p. 6

hostile à leur présence, tels des bancs avec des accoudoirs. Afin de concevoir les espaces publics du secteur de manière inclusive, certains préconisent la concertation des acteurs et la cohérence des actions, la consultation des personnes itinérantes et leur inclusion dans la prise de décisions, la sensibilisation de la population, et la prise en compte systématique des besoins spécifiques de certaines populations, telles que les autochtones, les communautés LGBTQ2+ et les femmes.

2.4.5 Architecture et design

Dans l'ensemble, les préoccupations en matière d'architecture et de design se partagent entre le souci d'excellence architecturale et la recherche de flexibilité en matière de densités et de hauteurs. Un groupe dit souscrire pleinement aux démarches de la Ville en vue de se doter d'un agenda montréalais pour la qualité en design et en architecture[111]. Des participants signalent par ailleurs que l'échelle humaine, élément essentiel d'un milieu de vie de qualité, doit se refléter dans le cadre physique et l'organisation spatiale (trame viaire, partage de la rue, implantation et volumétrie du cadre bâti). De tels éléments contribueraient directement à la qualité du domaine public en induisant une animation de la rue et en proposant une définition visuelle confortable et humaine de l'espace public. Le traitement du rez-de-chaussée et de l'interface entre le domaine public et les espaces semi-privés travaillerait également en ce sens.

Considérant que les plus grands terrains à requalifier sont séparés entre trois promoteurs, des intervenants avancent qu'il pourrait être tentant, pour des raisons économiques, d'opter pour une architecture générique pour l'ensemble des bâtiments. Or, si l'on veut créer un paysage urbain visuellement riche et conférer une personnalité aux lieux, il est jugé important d'adopter un traitement architectural diversifié, où tout en maintenant une ligne directrice, chaque bâtiment présente une variété dans le choix de ses matériaux et de ses volumétries. Un groupe fait d'ailleurs remarquer que puisque le secteur des Faubourgs constitue la porte d'entrée du centre-ville, la Ville a tout intérêt à assurer un contrôle de la qualité des projets[112].

Des intervenants recommandent d'intégrer au PPU des normes relativement aux matériaux et pratiques écologiques. Certains renchérissent sur la nécessité de construire un patrimoine architectural durable, conçu avec rigueur et raffinement, qui traversera les décennies. De nombreuses suggestions sont données quant aux stratégies d'écoconstruction :

- utiliser le bois et des matériaux locaux;
- procéder à des analyses du cycle de vie;
- limiter les surfaces bâties superflues;
- recourir à l'architecture bioclimatique;

[111] Ordre des architectes du Québec, doc. 8.61, p. 9
[112] Institut de développement urbain du Québec, doc. 8.84, p. 7-8

- pratiquer une gestion exemplaire des chantiers et en gérer les résidus;
- orienter les gouttières vers des surfaces perméables; et
- prévoir des espaces pour l'entreposage des matières résiduelles.

De l'avis de participants, l'assurance de qualité doit reposer sur la mise en place de politiques plus mordantes que les mécanismes actuels. Un participant donne l'exemple des Zones d'aménagement concertées (ZAC) françaises, où des terrains de propriété publique, après avoir fait l'objet d'un concours d'aménagement global, sont répartis entre des architectes et des promoteurs différents pour créer un paysage urbain diversifié et riche[113]. L'idée de diviser les projets en phases ou en lots confiés à des architectes différents a d'ailleurs été soutenue à quelques reprises au cours de la consultation publique. Il est recommandé de profiter de la requalification d'espaces dans le secteur pour recourir au concours d'architecture. Cette méthode aurait notamment pour avantages de réaliser des projets de meilleure qualité, en stimulant l'innovation et en suscitant l'émulation. Elle permettrait d'affronter des défis complexes et nouveaux, tels que ceux associés au développement durable, aux changements climatiques et à la mixité des usages. À titre d'exemple, soumettre à un concours d'architecture les logements pour aînés sur le site de la brasserie Molson pourrait produire un lieu de vie inspirant, en suivant une approche intergénérationnelle ou basée sur des usages mixtes.

D'autres méthodes sont proposées afin d'encourager l'excellence architecturale et de design. L'une d'elles serait que la Ville réduise le coût et facilite l'obtention du permis de construction pour tous les projets démontrant un niveau de qualité élevé, et s'appuyant sur des processus qui accroissent leur qualité finale comme les consultations, les concours et la concertation citoyenne. Une autre méthode serait d'offrir un congé de taxes aux promoteurs durant une période donnée afin d'absorber les coûts d'une qualité architecturale supérieure. Il est également proposé d'élaborer une charte architecturale. Ce document contribuerait à une meilleure harmonisation entre le nouveau et l'ancien, en soutenant des principes tels que la préséance des éléments à valeur patrimoniale.

La question des densités et des hauteurs suscite les principales divergences d'opinions en matière architecturale. Des organismes demandent un développement des nouveaux quartiers en continuité avec les milieux existants présents au nord du secteur, en termes de volumétrie, d'ambiance et de disposition. Ils affirment que ce cadre bâti est le plus susceptible de répondre aux besoins et aux aspirations des ménages montréalais, en particulier des plus vulnérables. Ces intervenants craignent qu'une trop grande hauteur ne mette en péril l'échelle humaine du secteur (deux ou trois étages) et des bâtiments patrimoniaux tels que la station de pompage Craig et l'édifice de la Canadian Rubber Company. Les édifices du Bourbon, du Zénith ou de la Sûreté du Québec, considérés trop élevés, sont notamment qualifiés par quelques participants d'erreurs à ne pas répéter.

[113] Marc André Perreault, doc. 8.69, p. 7-8

D'autres intervenants jugent inévitable une augmentation de la densité dans la zone à requalifier. Certains insistent cependant pour que la densification s'inscrive dans une planification d'ensemble, et qu'elle s'opère graduellement entre les milieux de vie existants et les nouveaux développements. De nombreuses contributions visent une augmentation plus importante des hauteurs et des densités dans la zone à requalifier. Le coefficient d'occupation du sol (COS) demandé oscillerait entre 5 et 9, pour des hauteurs allant de 45 à 65, voire 80 mètres. Des acteurs économiques souhaiteraient une hauteur de 65 mètres le long du boulevard René-Lévesque et du futur boulevard Ville-Marie afin d'y produire un encadrement proportionné. C'est également une hauteur de 65 mètres qui est demandée sur l'îlot est de la gare Viger. Les tenants de cette approche plaident qu'en augmentant le nombre de portes, le promoteur dispose d'une meilleure marge de manœuvre pour mettre en vente des unités à prix abordable. D'après eux, une haute densité permet d'atteindre plus facilement les seuils nécessaires à la mise en place de services publics, favorise la mobilité durable de nombreuses personnes et la vitalité des artères commerciales. Elle freine aussi l'étalement urbain et renforce l'attractivité des secteurs auprès des employeurs, attirés par les bassins de main-d'œuvre. Sur le plan architectural, elle autorise plus de flexibilité dans les formes bâties, permettant du même coup de libérer des espaces à aménager au niveau du sol. Une proposition s'appuie sur l'envergure métropolitaine des espaces publics à développer le long des berges et milite pour la création d'un front d'eau. À la manière de villes telles que Chicago, Boston, ou encore Vancouver, une augmentation des hauteurs autorisées offrirait les conditions nécessaires pour développer un réseau d'espaces publics.

Un groupe suggère de recourir au « *form based code »* pour dépasser le zonage traditionnel[114]. Cette approche dicterait, selon lui, la forme des bâtiments en fonction du type de voies publiques. Il donne l'exemple de Rotterdam, où la forme bâtie n'est pas régulée par un rapport entre la superficie construite et la superficie du terrain, mais par un rapport entre le volume construit et la superficie du terrain, et ce, sans limitation de hauteur.

2.4.6 Activités commerciales et services

L'ensemble des participants s'étant prononcés sur la question des activités commerciales s'accordent pour dire que l'offre actuelle du secteur est assez faible, notamment en ce qui concerne les biens de consommation courante comme les supermarchés, les épiceries et les pharmacies. Concernant la rue Ontario entre les rues Atateken (Amherst) et d'Iberville, un sondage évoqué par des participants aurait révélé qu'une forte majorité des habitants du quartier fréquenteraient davantage cette artère si l'offre commerciale s'améliorait[115]. Les résultats indiqueraient que la faible fréquentation s'expliquerait par les devantures inesthétiques et le manque de diversité commerciale. Les commerces d'alimentation et de restauration formeraient la catégorie la plus demandée, les exemples les plus souvent cités étant la SAQ, les

[114] NOS Architectes, doc. 8.36, p. 12

[115] *« En juin [2018], la CCEM a effectué un sondage en collaboration avec la firme POTLOC. L'étude a permis de sonder plus de 2000 répondants sur leur niveau de satisfaction de l'artère commerciale, tout comme leurs souhaits en matière d'offre commerciale, pour la portion de la rue Ontario située entre les rues Amherst [Atateken] et d'Iberville »,* Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.38, p. 4

marchés publics, les supermarchés, les poissonneries, les cafés, et les restaurants offrant des tapas ou des brunchs.

Dans cette foulée, des intervenants soulignent l'intérêt de consolider les activités commerciales et les services de proximité sur les rues Sainte-Catherine et Ontario. Ils jugent essentiel que les activités implantées au sein des nouveaux milieux de vie soient complémentaires à l'offre existante sur ces rues et non en concurrence avec elles. De même, il faudrait éviter que trois pôles commerciaux distincts et indépendants ne se forment dans la zone à requalifier. À ce titre, le projet de centre commercial intégré au site de Radio-Canada ne fait pas l'unanimité. Même si la plupart des intervenants voient d'un bon œil ce développement qui, d'après eux, profiterait à tout le secteur au sud du boulevard René-Lévesque, incluant le quartier du Faubourg Québec, certains redoutent un impact négatif sur le Village, situé à proximité.

Des intervenants souhaitent rompre l'isolement alimentaire et commercial du Faubourg Québec. Les résidents du quartier auraient à traverser l'autoroute Ville-Marie, la rue Viger et le boulevard René-Lévesque pour accéder à la Place Dupuis et à la rue Sainte-Catherine, zones de services les plus proches. Selon eux, les connexions physiques et la complémentarité commerciale de la zone à requalifier devraient atteindre le Vieux-Montréal, également mal desservi, en longeant la rue Notre-Dame et le boulevard Ville-Marie. Prolonger la rue de la Gauchetière sur le site de Radio-Canada fournirait l'occasion de créer une voie piétonnière animée en direction du Faubourg Québec et du Vieux-Montréal.

Des participants de divers horizons appuient la création de marchés publics à la manière des marchés Jean-Talon et Atwater. De leur avis, ces pôles sont très importants pour plusieurs raisons, que ce soit pour garantir la sécurité alimentaire des résidents (une offre diversifiée et de qualité), assurer un accès à des produits frais et locaux, mettre en valeur des producteurs et des artisans locaux, et offrir un lieu de rencontre pour tous les citoyens. Les emplacements suggérés pour l'implantation de ce type d'établissements sont le site de Radio-Canada, l'ouest du site Molson et l'entrée du pont Jacques-Cartier et les abords du fleuve.

Afin d'assurer que les résidents du quartier actuel puissent fréquenter des commerces et services dans l'ensemble du secteur, plusieurs intervenants demandent de prendre en compte les écarts sociodémographiques entre les populations présentes et à venir. La question des commerces abordables est jugée cruciale. Des participants demandent de promouvoir l'implantation de coopératives, de cuisines collectives et de restaurants à faible prix, de friperies et de buanderies, de vétérinaires abordables et d'animaleries, et d'une succursale de la Société québécoise du cannabis (SQDC). Les cliniques médicales sont en nombre insuffisant et souffrent d'un manque de médecins généralistes.

Développer une offre commerciale de proximité diversifiée et accessible à tous les types de ménages, notamment ceux à faible revenu, exige de maintenir des loyers commerciaux également modérés. Citoyens et organismes souhaitent limiter les bars au profit d'une plus

grande offre culturelle et de loisirs abordables. Ils souhaitent aussi limiter le nombre de franchises et de chaînes, entre autres, dans l'alimentation, pour favoriser une vie de quartier dynamique, à l'identité forte.

Afin de garantir un accès équitable aux commerces et services dans l'ensemble du secteur, certains recommandent de penser l'aménagement physico-spatial des nouveaux ensembles de manière accueillante. Cela inclut des installations pour rendre les commerces accessibles à tous, telles que des rampes d'accès et des bornes BlindSquare, une application GPS destinée aux personnes malvoyantes et non voyantes, qui décrivent l'environnement et annoncent les points d'intérêts (noms des rues, commerces à proximité, etc.), afin qu'elles puissent s'orienter et se promener plus facilement[116]. Un citoyen recommande de maximiser l'accès des commerces et services à la lumière naturelle et leur contact direct avec l'espace public extérieur. D'après cette personne, il faut proscrire le recours à tout passage ou complexe commercial souterrain ou via passerelle aérienne, malgré l'apparence trompeuse de bienfaits en saison froide. L'expérience montrerait que ces espaces, souvent en rupture visuelle et physique avec l'extérieur, évacuent l'animation de l'espace public à longueur d'année[117].

Un organisme souligne que le caractère inclusif des commerces et services se mesure aussi, chez les employés, par l'absence de profilage au moment de l'embauche. Indépendamment de l'apparence, des handicaps, de l'orientation sexuelle ou du genre qui sont les siens, toute personne compétente devrait bénéficier d'un accès égal à l'emploi.

2.4.7 Équipements collectifs

Un premier enjeu concernant les équipements collectifs consiste à répondre aux besoins de l'ensemble de la communauté en matière de culture, de sports et de loisirs. Un acteur institutionnel note certaines disparités quant à l'accessibilité des installations sportives et récréatives de la Ville par les établissements scolaires selon les secteurs. Il demande que les jeunes bénéficient des mêmes possibilités, quel que soit leur milieu de vie, en ayant accès à des ressources et des activités culturelles, sportives et scientifiques le jour, le soir et la fin de semaine.

La vaste majorité des intervenants à la consultation publique aimeraient voir implanter de nouveaux équipements dans la zone à requalifier, en complémentarité à l'offre dans les milieux de vie existants. Les bibliothèques, écoles primaires, services de garde, centres de la petite enfance (CPE) et centres communautaires ont été mentionnés à plusieurs reprises. L'implantation de piscines publiques, de lieux pour adolescents, d'espaces récréatifs pour enfants et d'un centre de formation professionnelle, est également demandée. La pénurie de lieux récréatifs pour enfants dans le secteur au sud du boulevard René-Lévesque est également dénoncée. Le Faubourg Québec ne dispose, pour sa part, d'aucun espace de jeu pour enfants ni d'espace pour adolescents, malgré la présence en ces lieux d'habitations communautaires.

[116] Fondation INCA, doc. 8.59, p. 2
[117] Marc André Perreault, doc. 8.69, p. 7

Les participants s'étant intéressés à la question des équipements collectifs affirment d'un commun accord que toute planification dans la zone à requalifier devrait inclure un centre communautaire annexé à une école primaire. L'implantation d'une école ou d'un centre de formation professionnelle dans l'îlot ouest du site de la brasserie Molson profiterait également, selon certains, aux familles habitant le Vieux-Montréal. Le propriétaire et promoteur responsable du développement de la portion ouest du site de Radio-Canada, se dit prêt à y construire des équipements communautaires, de même qu'une école nouveau genre (à la verticale dans un bâtiment mixte). Il demande toutefois que les acteurs impliqués, et notamment la Ville de Montréal, prennent des engagements en ce sens en amont de la réalisation du projet.

De l'avis d'un participant, on doit saisir l'occasion de construire dans le secteur des Faubourgs des écoles innovantes, dans l'esprit de ce qui est proposé par l'organisme sans but lucratif Lab-École (environnements polyvalents, flexibles, inspirants, favorisant un mode de vie actif, une alimentation saine et offrant de nouveaux territoires de découvertes et d'apprentissages)[118].

Des citoyens, des organismes et des acteurs économiques joignent leurs voix pour réclamer une planification des projets scolaires et communautaires en amont des processus de développement immobilier. Il est, par conséquent, impératif que le PPU permette à la fois d'anticiper les nouveaux besoins de la population et de répondre aux pénuries déjà soulevées par la communauté locale. Pour cela, il importe d'effectuer rapidement des réserves de terrains et les acquisitions nécessaires à l'implantation des nouveaux services.

2.4.8 Parcs, espaces verts et espaces publics

Un consensus règne chez les intervenants, quant au désir d'améliorer les parcs et espaces verts existants et d'en construire de nouveaux. Un groupe déplore la négligence qui affecte les « parcs de poche », les passages et les ruelles qui parsèment les milieux de vie existants. À son avis, la Ville devrait profiter du PPU pour lancer un programme de rénovation et d'amélioration qui vise à créer une collection de jardins publics. Des participants demandent l'ajout, partout dans le secteur, de nouveaux parcs et parcs à chiens, l'intégration d'espaces de verdure, et l'aménagement d'installations sportives. Certains souhaitent aussi améliorer et sécuriser l'accès au parc des Faubourgs. Ils demandent que ce dernier soit décloisonné sur l'ensemble de son pourtour et prolongé jusqu'au boulevard Ville-Marie. Le parc des Faubourgs bénéficierait également d'une patinoire en hiver et d'un marché de Noël. En hiver, des intervenants recommandent de déblayer les ruelles et les accès aux parcs du secteur, et d'organiser des activités récréatives en vue d'encourager la pratique d'activités physiques hivernales. Selon plusieurs, les parcs devraient comprendre davantage d'équipements de loisirs et de sports, tels que des espaces de lecture et de jeux, des points d'eau, des pataugeoires et des piscines. À titre d'exemple, la gestion du chalet du parc des Vétérans par l'association Les Chemins du Soleil, qui y propose des activités variées, est très appréciée, et il est demandé que ce modèle se répande.

[118] Grégory Taillon, doc. 8.54, p. 14

Des personnes souhaitent voir apparaître dans la zone à requalifier des places publiques et des parcs pour favoriser les interactions sociales. Une participante maintient que la réussite des espaces publics passe par le fait d'intégrer aux processus de planification conventionnels des approches méthodologiques alternatives qui garantiront la création de lieux publics vivants, identitaires et supports de sociabilité. Elle mentionne à ce propos le « placemaking », une approche qui se concentre avant tout sur l'intelligence collective des usagers d'un futur espace public (Qui sont-ils? Comment circulent-ils? Qu'est-ce qu'ils y feront? Et à quelle heure?). Des intervenants avancent, de plus, que les expérimentations temporaires, éphémères ou transitoires gagneraient à être utilisées pour venir tester des aspects d'un projet d'espace public ou de parc, puisqu'elles sont réversibles et souples.

D'autres demandent que le PPU précise le sens et le potentiel d'usage des nouveaux parcs prévus (parc Sohmer, Square Papineau et parc Radio-Canada longeant la rue de la Visitation), et leur contribution particulière au cadre de vie en complément des parcs existants. Une institution souhaite, par ailleurs, que l'aménagement du Square Papineau et de ses abords soit réfléchi à l'échelle de la nouvelle Maison de Radio-Canada, et non à l'échelle du boulevard Ville-Marie et de l'accès au pont Jacques-Cartier[119].

De l'avis d'autres participants, la Ville devrait se garder d'assigner à ces espaces un programme spécifique, et plutôt opter pour la polyvalence et l'adaptabilité aux usages et événements, à la manière de Bryant Park, à New York. Un promoteur annonce son intention d'offrir des lieux de détente et de rencontre, dont notamment un grand parc situé entre la rue de la Gauchetière, le boulevard René-Lévesque, les rues Panet et de la Visitation, mettant en valeur la tour ainsi que l'église Saint-Pierre-Apôtre et un parvis paysager en terrasse permettant de surplomber le fleuve[120]. Ces places végétalisées constitueraient le début d'une coulée verte entre le boulevard René-Lévesque et le fleuve. Le groupe ajoute que les espaces semi-publics tels que les cours avant des immeubles résidentiels et les passages piétonniers entre les nouveaux éléments bâtis joueraient un rôle dans le quartier en matière de sociabilité, d'animation et de connectivité. Le promoteur propriétaire du site Portes Sainte-Marie, propose d'y créer un espace vert central[121]. Si le PPU l'y autorise, cet espace serait accessible depuis la rue Sainte-Catherine et agirait comme un repère au cœur du projet et du quartier. Le promoteur dit espérer que les aménagements du secteur permettront de connecter cet espace avec le réseau vert existant et futur.

Ces propositions rejoignent les souhaits de plusieurs citoyens et groupes. L'idée d'un réseau d'espaces verts dont les connexions seraient propices à la mobilité active apparaît sous différentes formes au fil des interventions. Un organisme parle d'une véritable trame urbaine verte, celle-ci devant intégrer des parcs au sein des terrains vacants, une friche sous le pont Jacques-Cartier et les espaces publics au sein des nouveaux projets immobiliers. En plus d'offrir

[119] CBC/Radio-Canada, doc. 8.67, p. 16
[120] Groupe MACH, doc. 8.91, p. 24
[121] Prével, doc. 8.10, p. 7

des lieux de loisirs et de socialisation, cette trame pourrait constituer un attrait écotouristique, et donc un atout économique. Un citoyen rêve d'une promenade urbaine verte surélevée qui relierait le grand parc du site de Radio-Canada au nouveau parc Sohmer, et permettrait de franchir l'axe Ville-Marie/Notre-Dame en toute sécurité. Une intervenante suggère de créer des zones de verdure le long de la rue Notre-Dame et des berges du fleuve, souhaitant ne pas voir cet espace occupé par la circulation automobile. Puisque les berges ne sont pas toujours accessibles, il y aurait lieu de concevoir une promenade surélevée dans l'esprit de la Coulée verte de Paris ou de la High Line de New York. Concernant le site Portes Sainte-Marie, une citoyenne précise qu'elle aimerait y voir implanter un parc de quartier et non d'envergure métropolitaine. Elle demande l'installation de jeux d'eau pour adultes, de fontaines, de kiosques d'ombrage où des musiciens pourraient jouer, et de supports à vélos.

Quels que soient les aménagements réalisés, des organismes rappellent combien il est crucial que les parcs, espaces verts et espaces publics demeurent accessibles à tous, en toutes circonstances.

2.4.9 Emplois

Les contributions sur le thème de l'emploi sont rassemblées en deux groupes, soit celles portant sur les types d'emplois souhaités dans un contexte de mixité des fonctions, et celles visant à stimuler l'embauche locale et l'économie sociale.

Il est d'abord recommandé à l'arrondissement de reconnaître la culture comme un moteur de développement économique dans le secteur. Des participants suggèrent d'augmenter les espaces de création disponibles et accessibles et favoriser la rétention et le recrutement de nouvelles entreprises culturelles. Certains proposent, par ailleurs, de recourir au zonage pour protéger les zones d'emploi et, en particulier, les espaces de création dans le secteur. Si ce règlement ne protège pas contre les hausses de prix des loyers, il constituerait néanmoins un levier efficace pour préserver les ateliers d'artistes de la concurrence avec l'immobilier résidentiel. Pour leur part, des participants regrettent de voir les anciennes industries manufacturières du secteur n'héberger que des fonctions mixtes résidentielles et commerciales, voire uniquement résidentielles. Y voyant une fragilisation de l'écosystème des quartiers et une occasion manquée de réaliser des milieux de vie complets, ils maintiennent que Montréal dispose de tous les ingrédients nécessaires – main-d'œuvre et espaces – pour devenir un phare en matière de réindustrialisation durable au Québec. Il ajoute que le secteur manufacturier peut être une source d'emplois de qualité et générer des retombées substantielles sur les autres secteurs économiques.

De l'avis de certains, la Ville devrait demander au gouvernement du Québec de poursuivre le projet annoncé par son prédécesseur, qui consiste à rassembler 3 100 fonctionnaires dans des édifices situés dans le voisinage est du pont Jacques-Cartier. Advenant sa réalisation, un tel pôle devrait s'accompagner d'une mixité des fonctions et des emplois, afin d'éviter l'effet de

dévitalisation en dehors des heures de travail. On conseille donc de miser sur les industries créatives et les nouvelles technologies qui, à l'exemple du Mile-End et du Mile-Ex, produisent peu de nuisances pour les résidents et créent un équilibre intéressant entre les fonctions économiques et résidentielles. Pour stimuler l'emploi, un groupe propose de créer dans la zone à requalifier des espaces de bureaux et des incubateurs d'entreprises pour l'industrie légère[122].

L'idée d'une pépinière regroupant l'innovation, les arts, et particulièrement, les effets visuels, est présente chez de multiples intervenants. Elle est suggérée en complément à la Cité des Ondes voisine, au pôle institutionnel en éducation et santé, formé par l'UQAM et le CHUM, ainsi qu'au pôle récréotouristique réunissant le Vieux-Montréal et le Village gai. Sa présence sur le site de la brasserie Molson aurait pour effet de consolider le pôle d'emplois de l'axe Papineau (Cité des Ondes). Un groupe recommande d'allier les industries créatives au domaine des sciences de la vie et des technologies de la santé. La présence sur le territoire d'acteurs économiques forts et le haut niveau de scolarité disponible dans le secteur viendraient, selon lui, appuyer un tel développement.

Le promoteur propriétaire du site de la brasserie Molson dit vouloir maintenir la vocation de pôle d'emplois des lieux grâce au développement de nouveaux espaces de bureaux, à l'implantation d'un hôtel, et à la création d'un centre d'attraction touristique (îlot est) incluant une microbrasserie. Sur le site de Radio-Canada, la création de milliers d'emplois appartenant à toutes les catégories, y compris de proximité, est également projetée. Des participants réitèrent également l'importance que les futurs employeurs entament, en amont, des collaborations avec les organismes en employabilité présents dans le secteur, afin que les besoins des entreprises soient harmonisés avec ceux des chercheurs d'emploi locaux.

En outre, un organisme souhaite que le secteur devienne le pôle d'économie sociale montréalais et que la Ville prenne les dispositions nécessaires pour qu'il incarne cette appellation. De nombreux intervenants sont préoccupés quant à l'embauche locale dans les nouveaux projets. Ils souhaitent l'élaboration d'une stratégie spécifique d'intégration d'espaces destinés aux entreprises d'économie sociale. L'un d'entre eux souligne que l'embauche de résidents (adultes et adolescents) pourrait être une retombée non négligeable de la requalification du secteur, et que les promoteurs et partenaires devraient y contribuer. Des personnes souhaitent donc que le PPU guide la création d'un pôle d'emplois inclusif et positif pour la population du quartier. Pour y parvenir, ces intervenants recommandent de favoriser l'intégration des Centres-conseils en emploi dans l'offre de services auprès des entreprises impliquées dans la réalisation ou la mise en œuvre des grands développements immobiliers. De pair avec le secteur de l'économie sociale, les Centres-conseil en emploi jouent un rôle essentiel en matière d'insertion socioprofessionnelle de personnes de tous âges que des parcours diversifiés ont éloignées du marché du travail. Les intervenants demandent que l'arrondissement reconnaisse cette contribution. On demande également de faciliter la création de liens entre l'industrie, les cégeps, les universités et le milieu de la formation professionnelle. Dans une optique similaire, une citoyenne propose d'implanter

[122] Ipso Facto, doc. 8.21, p. 3

un nouvel Écocentre, couplé d'un centre de réemploi, de transformation et de production, destiné aux personnes vivant avec des limitations fonctionnelles ou avec un handicap physique. Une organisation souhaite aussi pouvoir poursuivre sa mission auprès des personnes ayant une difficulté à intégrer le marché du travail, en opérant un point de dépôt de contenants consignés, recyclables ou réutilisables.

2.5 Mise en œuvre du PPU

Quelques intervenants se questionnent quant au séquencement des étapes d'élaboration du PPU. D'une part, certains intervenants jugent malheureux que la démarche de consultation n'ait pu être entreprise avant la vente du site de Radio-Canada, et en amont des nouveaux projets prévus sur celui-ci. De la même façon, ils déplorent que la présente consultation se déroule après que la brasserie Molson ait sélectionné l'acheteur de ses installations.

D'autre part, un promoteur demande que le PPU ne néglige pas le travail de planification et de concertation avec le milieu qu'il a conduit depuis 2007. Selon lui, le document de planification ne doit pas non plus remettre en cause certains outils règlementaires ayant guidé l'élaboration de son projet, comme l'accord de développement renouvelé en 2017 et la règlementation d'urbanisme. De plus, une institution se dit préoccupée par l'échéancier de réalisation du PPU face aux nombreux enjeux du secteur[123]. Les questions d'accessibilité et de mobilité, voire de désenclavement sont au cœur de ses préoccupations et font partie des conditions essentielles à la réalisation de son mandat.

Dans un souci de planification d'ensemble et de pragmatisme, un groupe recommande à la Ville de rendre publics le portrait, l'état et la capacité des infrastructures actuelles. De son avis, il est dans l'intérêt de tous de savoir si le réseau d'infrastructures actuelles (égouts et aqueduc) est en bon état et s'il sera en mesure de répondre à la pression qu'exerceront les nouveaux développements. Il demande également à la Ville de dévoiler ses intentions quant aux investissements qu'elle prévoie faire en matière de construction et d'entretien des infrastructures publiques, car les ambitions des projets pourraient être influencées par ces facteurs. Dans la même foulée, des intervenants suggèrent d'adopter une stratégie en matière d'infrastructures qui considérerait dans un ensemble les trois grands terrains localisés dans la zone à requalifier. L'idée serait de développer en parallèle des interventions en commun ou en synergie qui ne seraient pas techniquement faisables ou économiquement viables (gestion des eaux, système de chauffage, etc.). Pour d'autres participants, il importe que la Ville réfléchisse en amont aux besoins à court, moyen et long terme de la population actuelle et future du secteur en matière de services publics et d'équipements collectifs (écoles, réseau de parcs et espaces publics, etc.). Ils demandent du même souffle qu'elle procède rapidement aux réserves de terrains et acquisitions jugées nécessaires.

[123] CBC/Radio-Canada, doc. 8.67, p. 13

Dans un autre ordre d'idées, des intervenants s'inquiètent des nuisances qu'entraîneront pour une longue période (10, 15 ou 20 ans) les travaux de construction et de réaménagement des axes routiers dans la zone à requalifier. Ils demandent, par conséquent, la mise en place de mesures de mitigation importantes pour atténuer les effets sur la santé et sur la qualité de vie de ceux et celles qui résident et fréquentent le secteur. Pour faciliter la cohabitation des citoyens avec les chantiers, un participant prône un aménagement artistique et culturel de ces derniers qui pourrait, entre autres, comprendre une stratégie d'information et de communication, des aménagements urbains éphémères, une programmation d'événements culturels et festifs et des interventions artistiques, comme des expositions. L'objectif d'une telle approche est de mieux intégrer le temps et l'espace des chantiers dans la ville et d'améliorer leur acceptabilité par la population. Cette approche pourrait contribuer, selon lui, à améliorer l'expérience des résidents et des travailleurs locaux, en créant un effet de destination entourant de nouveaux attraits, de même qu'en révélant et en consolidant l'histoire, le patrimoine et la mémoire du secteur.

2.5.1 Concertation

Pour des intervenants, la Ville doit faire preuve de leadership et s'assurer que toutes les parties prenantes du secteur discutent entre elles et soient mises à contribution. De leur avis, le PPU ne doit pas mener qu'à des consensus, mais assurer une concordance et une cohérence entre les projets, particulièrement ceux des trois principaux promoteurs et propriétaires terriens de la zone à requalifier (espaces publics, écosystème durable, stratégies de mobilité et d'inclusion, équipements collectifs, activités commerciales, aires d'emploi, etc.). Selon certains, il apparaît essentiel qu'un groupe de travail, comité directeur ou table de concertation soit mis en place pour assurer la concrétisation de la vision du PPU de manière inclusive, transparente, ouverte et innovante. Aux dires de ceux-ci, cette structure doit rassembler les trois paliers de gouvernement (fédéral, provincial, municipal) ainsi que l'ensemble des parties prenantes, dont les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, l'Administration portuaire de Montréal, la Société immobilière du Canada (Vieux-Port), le Canadien National, le Canadien Pacifique, l'arrondissement de Ville-Marie, la Commission scolaire de Montréal, les groupes d'intérêts privés, les organismes communautaires et les citoyens. Il est également suggéré qu'une société paramunicipale ou qu'un organisme indépendant externe à la Ville devienne le maître d'œuvre du PPU et y amène une expertise en gestion de projets complexes.

De plus, il est recommandé que la Ville supporte les instances de concertation existantes dans le quartier et qu'elle poursuive sa collaboration au Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud, de même qu'aux divers autres comités impliquant la société civile, qui se développeront au-delà des consultations publiques. Certains précisent également qu'il est important que les autorités municipales, les développeurs et les professionnels qui interviendront sur le réaménagement local maintiennent des liens avec le réseau des organismes communautaires et culturels du quartier. En outre, des citoyens demandent qu'une place soit faite à la participation des populations locales dans les processus de prise de décision, et ce, même après que le PPU soit adopté.

2.5.2 Suivi du PPU

De l’avis de certaines personnes, la mise en œuvre du PPU requiert un mécanisme continu de suivi pour coordonner les actions et maintenir le cap sur les objectifs visés. Pour elles, ce mécanisme doit inclure une structure de gouvernance qui assure notamment l’implication des citoyens et des organismes du secteur. Elles maintiennent que, de cette façon, le PPU pourra mieux refléter les besoins et les souhaits des premiers concernés par le (ré)aménagement et s’arrimer aux démarches de participation citoyenne déjà en cours, permettant ainsi aux uns et aux autres de profiter de la mise en commun et de la circulation de l’information. Finalement, il est recommandé d’établir et de maintenir des indicateurs de performance pour surveiller et mesurer l’état d’avancement du PPU.






2




6

3. Les constats et l'analyse de la commission

3.1 La mise en contexte

La commission remercie chaleureusement tous les participants qui ont donné temps et effort pour débattre de tous les enjeux qui touchent les milieux de vie du secteur des Faubourgs. La commission reconnaît les contributions exceptionnelles des participants aux activités de la présente consultation publique, en amont du programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur des Faubourgs. Plusieurs participants ont rapporté à la commission avoir participé activement aux consultations publiques qui ont été tenues dans ce même secteur au cours des quinze dernières années. La commission s'est aussi donné la tâche de relire les onze rapports de consultation publique qu'a produits l'OCPM depuis 2004, consultations qui touchaient en tout ou en partie le secteur de la présente consultation. C'est ainsi qu'elle a considéré dans son analyse, comme élément de contexte, les commentaires citoyens et les conclusions des consultations suivantes :

- Projet le Bourbon (2017)
- Stratégie centre-ville (2017)
- Projet immobilier du Carré des Arts (2015)
- Projet de transformation du marché Saint-Jacques (2013)
- PPU du Quartier des spectacles – pôle du Quartier latin (2013)
- Cadre de révision des hauteurs et densités – centre-ville (2012)
- PPU du quartier Sainte-Marie - PPU (2011)
- Projet de développement de la Maison de Radio-Canada (2009)
- Ancienne gare-hôtel Viger (2008)
- Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) (2007)
- Portes Sainte-Marie (2004)

Tout au long des activités de la consultation, la commission a demandé aux participants de non seulement aborder les préoccupations qui sont les leurs de façon répétée depuis quinze ans, mais d'aller aussi plus loin et d'élaborer des suggestions et des propositions concrètes. À la lecture des contributions citoyennes, relatées abondamment dans le chapitre 2 de ce rapport, la commission relève que les participants, et ils ont été nombreux à le faire, ont entendu le message et ont proposé mille idées plus riches et plus innovantes les unes que les autres. Non seulement les participants ont remis de l'avant les objectifs et les orientations qu'ils ont maintes fois formulés au cours des quinze dernières années, mais leurs attentes sont claires, documentées et bien définies. Leurs propositions lors de la présente consultation apportent un éclairage additionnel auquel il est important de s'attarder.

De ces consultations passées, des participants ont fait état de leurs préoccupations quant à la mise en œuvre des orientations et des objectifs qui en ressortent. À titre d'exemple, des participants relevaient que peu de réalisations concrètes ont vu le jour dans le secteur malgré

l'adoption du PPU du quartier Sainte-Marie, tandis que d'autres réaffirmaient les opinions émises lors de la consultation sur la Stratégie centre-ville.

La commission a choisi de porter une attention toute particulière à ces deux documents. Le PPU du quartier Sainte-Marie est toujours en vigueur, car près de la moitié du territoire du secteur des Faubourgs est incluse dans le territoire de ce secteur, soit de la rue Champlain à l'ouest jusqu'à la rue Fullum à l'est. Il en est de même pour le plan d'action de la Stratégie centre-ville qui propose des actions très ciblées qui pourront être mises en œuvre dans le secteur des Faubourgs.

Par ailleurs, la commission juge que la documentation qui a été déposée par l'arrondissement pour soutenir certaines propositions s'est avérée insuffisante et incomplète par endroit. À titre d'exemple, la commission souligne que le profil socio-économique soumis est établi pour une seule année en particulier. Il aurait été intéressant que le profil tienne compte de l'évolution des données sur au moins une dizaine d'années pour permettre de la prospective sur l'évolution des besoins ou sur la pertinence de maintenir ou de doter le secteur d'équipements publics. La commission relève aussi que l'enjeu particulier de l'offre de logements, notamment en ce qui a trait aux familles avec enfants et à la forte demande pour le logement étudiant, aurait mérité une attention toute particulière.

La commission relève aussi le peu d'information disponible pour comprendre les enjeux de desserte en matière d'équipements collectifs. L'arrondissement a déposé une planche localisant certains équipements sportifs, récréatifs, communautaires et scolaires. Pourtant, la commission relève l'absence de données sur l'évolution de leur capacité de desserte, des besoins connus ou à venir. Il en est de même pour la desserte des commerces de proximité. Des données ont été fournies sur le nombre de locaux occupés et vacants, mais aucune étude sur les besoins, les segments de marché en évolution, les fuites commerciales et autres n'était disponible.

La commission tient à souligner l'audace du projet de requalification de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame et de ses raccordements prévus avec un grand nombre de rues locales ou de transit. En cours de consultation, la commission apprenait qu'un équipement de transport collectif d'importance pourrait s'y adjoindre et a trouvé quelques informations utiles dans l'étude de la firme d'ingénieurs-conseils, les Services EXP inc.[124], mandatée par la Ville de Montréal pour analyser ce vaste projet. Par ailleurs, la documentation portant sur les enjeux relatifs à la circulation de transit dans le secteur sur les rues Papineau, Ontario et l'avenue De Lorimier, par exemple, n'a pas été présentée et est encore à venir.

La commission souligne le complément d'information[125] que l'arrondissement lui a fourni à sa demande, le 28 mai 2019, sur les activités et les nuisances potentielles de la gare de triage qui

[124] Secteur Square Papineau/Pied du Courant. Évaluation des conditions favorables à la réalisation d'un boulevard entre le tunnel Viger et la rue Frontenac, doc. 3.1.1.2
[125] Réponse de l'arrondissement à la question de la commission (31 mai 2019), doc. 6.4.1

longe les installations actuelles de la brasserie Molson. Elle déplore que de nombreux participants ayant formulé des propositions concernant l'accessibilité au fleuve à cet endroit en proposant d'éliminer ou de recouvrir les voies ferrées, n'aient pas eu accès, en temps opportun, aux contraintes juridiques et environnementales suivantes : le découpage des propriétés, le maillage des opérations de transfert de wagons entre le Canadien National, le Canadien Pacifique et le Port de Montréal, ainsi que les mesures de mitigation qui pourraient être requises afin de permettre la cohabitation entre les usages résidentiels et les activités ferroviaires.

Le territoire du PPU du quartier Sainte-Marie, toujours en vigueur, se superpose en partie avec le territoire du PPU en devenir pour le secteur des Faubourgs. La documentation présentée par l'arrondissement ne fait pas état d'une mise à jour de la situation et ne propose pas de bilan des actions qui ont déjà été posées. Pourtant, plusieurs enjeux sont toujours d'actualité. Par exemple, un de ceux-ci a trait à la conversion des bâtiments du patrimoine industriel du secteur. La documentation fournie par l'arrondissement n'identifie pas clairement ces bâtiments, ni en nombre, ni en superficie de plancher, ni sur leur occupation actuelle.

La commission relève également que l'arrondissement présente ses orientations en soutenant que la requalification des trente hectares des terrains doit être perçue comme un prolongement du Vieux-Montréal sans présenter l'argumentaire qui soutient ce choix. Toutefois, des participants ont souligné que le plan d'action de la Stratégie centre-ville de 2017 soutenait qu'il s'agissait plutôt d'un prolongement du centre-ville, tandis que d'autres argumentaient sur le fait qu'il s'agissait plutôt d'un prolongement du Village.

Recommandation #1
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie d'inclure un diagnostic prospectif beaucoup plus détaillé du profil sociodémographique, des équipements collectifs, des fuites commerciales, du plan de mobilité durable, du patrimoine bâti et du patrimoine industriel.

Ce diagnostic prospectif permettra d'établir des constats beaucoup plus près des attentes et des besoins actuels et de les projeter dans l'avenir. Les orientations d'aménagement et le plan d'action du PPU à venir seront davantage fondés et légitimés.

Par ailleurs, la commission admet que les treize fiches détaillées des projets soumises à l'OCPM par l'arrondissement et qui soutiennent la nécessité d'établir un PPU pour le secteur des Faubourgs méritent toute son attention. Néanmoins, après avoir pris connaissance de l'ensemble des interventions citoyennes, la commission prend le parti d'associer les enjeux soulevés par chacun de ces treize projets aux besoins et objectifs retenus par les participants. La commission est d'avis que ce serait une erreur de considérer la requalification de chaque îlot sans répondre aux besoins plus larges du secteur.

La commission est d'avis que l'arrondissement doit porter un regard transversal sur tous ces projets, éviter qu'ils soient examinés en silo, et profiter de leur mise en œuvre pour doter le secteur des Faubourgs des attributs d'un quartier qui répond aux aspirations de sa population.

La commission prend acte du fait que l'arrondissement de Ville-Marie considère qu'*« un PPU est un outil règlementaire de planification urbaine qui n'a pas vocation à traiter toutes les problématiques d'un secteur, mais principalement de celles relevant de l'urbanisme*[126] ». L'arrondissement prend toutefois soin de mentionner que la consultation publique en amont du PPU du secteur des Faubourgs peut aborder l'ensemble des préoccupations des participants.

La commission s'est interrogée sur le sens limitatif que donne l'arrondissement aux notions d'urbanisme. La commission a revisité les publications du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et les pratiques actuellement exercées en planification urbaine dans quelques grandes villes du Québec. Les publications du ministère et les pratiques municipales ne présentent pas d'ambiguïté à ce sujet. Les notions d'urbanisme ne s'attardent aucunement aux seules notions d'usage, de densité, de paramètres normatifs ou discrétionnaires d'encadrement de projets urbains ou d'infrastructures ou d'équipements publics. Un PPU peut aussi s'ouvrir sur la notion de développement durable qui inclut les notions économiques, sociales et environnementales, et peut s'appuyer sur la culture du lieu, son histoire et les caractéristiques des populations qui l'habitent et le fréquentent.

Dans son plan d'action, le PPU peut aborder des sujets qui débordent des projets d'aménagement, d'usage, de densité et d'infrastructures. Il peut aussi porter sur toutes questions visant à « *assurer le maintien et l'amélioration de la qualité de vie de la population du quartier*[127] *»*. Un PPU comporte généralement un volet diagnostic duquel découlent des enjeux d'aménagement. Ce diagnostic s'appuie sur des considérations sociodémographiques, des relevés, des observations terrain, etc. De ces enjeux, l'instance politique se donne une vision d'aménagement et de développement d'un territoire en proposant des orientations, des objectifs et surtout un plan d'action à mettre en œuvre. Ce plan d'action n'est aucunement limitatif aux seuls objets d'usage, de densité ou d'équipement et d'infrastructure publique**.**

Recommandation #2
La commission recommande à l'arrondissement de ne pas se limiter aux notions d'usages, de densité, d'équipements et d'infrastructures publiques pour y inclure aussi les composantes du développement social, économique et environnemental en s'appuyant sur la culture du lieu, son histoire et les caractéristiques des populations qui habitent et fréquentent le secteur.

[126] Document de mise en situation, doc. 3.1, p. 3
[127] Ministère des Affaires municipales et Habitation, *Guide La prise de décision en urbanisme*, *« Programme particulier d'urbanisme »*, https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/planification/programme-particulier-durbanisme/

Il est à noter que la commission reviendra plus loin sur chacun des sujets abordés dans cette section.

3.2 Quinze ans de consultations publiques

Une lecture attentive des attentes citoyennes, énumérées dans plus de 15 années de consultation dans le secteur des Faubourgs, amène la commission à conclure que les citoyens et citoyennes sont parfaitement cohérents et concordants. La commission est tout à fait en accord avec un profond désir exprimé par les citoyens d'établir dans le secteur des Faubourgs un quartier complet :

- qui prend acte de son histoire et de son identité dans la protection de son patrimoine et de la complétion de son tissu urbain;
- sur le plan du transport actif et collectif qui tient compte de la nécessité d'atténuer les inconvénients causés par la circulation de transit;
- sur le plan de la desserte en parcs, en espaces verts et de son accès au fleuve;
- inclusif sur le plan de la cohabitation des différents profils sociaux qui y vivent et le fréquentent;
- sur le plan de la solidarité qui constitue un trait dominant du secteur;
- qui offre à proximité des services commerciaux, sportifs, récréatifs, communautaires, culturels et scolaires;
- qui offre à proximité des emplois diversifiés et adaptés à tous les profils des citoyens.

Le quartier complet réclamé par les citoyens déborde de la simple expression « *habiter/travailler/se récréer*[128] ». Comme le rapporte l'Ordre des architectes du Québec, les grandes villes du continent européen ont largement fait évoluer cette notion lors de la création d'écoquartiers[129] sur de vastes terrains à requalifier, là où se trouvaient jadis de grands complexes industriels. Un quartier complet est un quartier qui se soucie aussi de la mixité sociale et économique, de l'environnement et de la lutte aux changements climatiques, de la mixité des usages, qui permet à ses occupants de se loger, de travailler et de s'approvisionner en biens et services à distance de marche ou en utilisant le transport collectif, et d'avoir accès à de vastes espaces verts.

La commission retient qu'une variable s'est montrée très présente tout au long de la consultation : la prise en compte de l'ensemble des enjeux environnementaux. La question des changements climatiques a fait l'objet de plusieurs interventions tout au long de la consultation. Les participants ont relevé plusieurs actions à mener, largement soulignées au chapitre 2[130], que

[128] Consortium Groupe Sélection Montoni, doc. 8.19; Chambre de commerce de l'Est de Montréal, doc. 8.38; Groupe MACH, doc. 8.91

[129] Pierre FRISKO, *Les écoquartiers en Europe. Aires de changement*, Ordre des architectes du Québec, Esquisses, vol. 21, no 4, hiver 2010-2011
https://www.oaq.com/esquisses/archives_en_html/construction_durable/dossier/les_ecoquartiers_en_europe.html

[130] Chapitre 2, section 2.4.2 du présent rapport

ce soit par la création d'un éco quartier,ou par la végétalisation massive de l'espace urbain, par la mutualisation des équipements de gestion des eaux de ruissellement, ou encore par la création de corridors écologiques.

La commission ne peut que souscrire à cette volonté d'inscrire le PPU du secteur des Faubourgs dans ce courant de pensée qui ne cesse de grandir. Plus de dix mille logements sont à construire. L'idée d'implanter un réseau de partage de chaleur ne peut être ignorée, de même que la végétalisation du domaine public, la réduction du transport motorisé, l'implantation de toits verts et de toits blancs, la création de grands espaces verts donnant sur le fleuve et l'agriculture urbaine.

La commission a aussi pu constater la très importante participation des différents acteurs sociocommunautaires et économiques tout au long des consultations passées et de la présente consultation. Lorsque leurs prises de position renforcent les désirs citoyens individuels, force est de constater que la somme des attentes s'accorde avec les règles les plus actuelles de la planification urbaine[131]. Les attentes citoyennes sont non seulement complémentaires, mais englobent l'ensemble des sujets à aborder.

La commission reconnaît ainsi que les citoyens ont toutes les habiletés requises pour faire valoir les enjeux d'aménagement et de développement de leur milieu de vie et formuler de façon non équivoque les orientations et objectifs à poursuivre pour s'assurer d'une qualité de vie qui correspond à ce qu'ils souhaitent le plus ardemment.

La commission en arrive ainsi à suggérer fortement que des règles de gouvernance soient mises en place pour permettre aux citoyens de participer aux arbitrages incontournables lors de la définition des projets urbains, tant privés que publics.

Pour mettre ces aspirations en contexte avec les autres engagements et orientations pris par la Ville de Montréal, la commission a analysé plus particulièrement deux documents de planification générale, adoptés en 2012 et en 2017.

3.2.1 PPU du quartier Sainte-Marie – janvier 2012

Le PPU du quartier Sainte-Marie, dont 50 % du territoire sera intégré dans le PPU du secteur des Faubourgs, se fixe trois grands objectifs[132] dans sa vision d'aménagement :

- insuffler un nouveau dynamisme économique et social afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens et accueillir de nouveaux arrivants;

[131] Écohabitation, Institut de l'Énergie Trottier et Les ateliers Ublo, doc. 8.60; Ordre des architectes du Québec, doc. 8.61
[132] Ville de Montréal (2012), *Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie*, p. 19, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125387576&_dad=portal&_schema=PORTAL

- mettre en valeur la qualité et l'offre en équipements collectifs pour optimiser leur utilisation et créer un milieu de vie recherché;
- miser sur l'économie culturelle émergente pour dynamiser l'économie du quartier.

En accord avec les attentes citoyennes exprimées tout au long des activités de la consultation, le PPU du quartier Sainte-Marie vise l'amélioration de la qualité de l'habitation, des services de proximité, tout en répondant aux besoins de mobilité des personnes et des marchandises en atténuant les impacts de la circulation sur les milieux de vie. Le PPU souhaite favoriser les bonnes pratiques de développement durable avec un désir de mettre en valeur le potentiel de développement du territoire et de maintenir et accroître la population résidente. Plusieurs terrains sous-utilisés à l'est de l'avenue De Lorimier sont identifiés[133] pour supporter l'objectif de densification du secteur.

La commission prend acte que le PPU propose de mettre de l'avant les activités et les entreprises dans le secteur des arts et de la culture, la vitalité des artères commerciales et l'économie sociale pour favoriser le développement d'une économie diversifiée[134].

Le PPU établit cinq secteurs d'intervention prioritaire, dont trois trouvent leur place, en partie ou en totalité, dans le secteur des Faubourgs : la rue commerciale Ontario, la rue Parthenais et le secteur du pont Jacques-Cartier, tandis qu'on attribue aux abords de la rue Notre-Dame le statut de secteur d'intervention secondaire, car les enjeux de ce dossier relèvent davantage du niveau métropolitain. Des balises d'aménagement sont établies pour chacun des secteurs d'intervention.

Le programme stipule que le Port de Montréal est un équipement essentiel à l'économie montréalaise. À la hauteur du quartier Sainte-Marie, les voies ferrées sont utilisées pour le triage des wagons et l'accès au fleuve n'est pas envisageable, mais établit que le réaménagement de la rue Notre-Dame permettrait d'améliorer l'interface entre le port et le quartier, tout en portant une attention à l'accessibilité du parc du Pied-du-Courant (anciennement parc Bellerive).

La commission reviendra plus en détail sur ces balises d'aménagement. Elle retient que les constats et les orientations du PPU du quartier Sainte-Marie s'avèrent toujours d'actualité et devraient, par conséquent, être repris dans le PPU du secteur des Faubourgs.

3.2.2 Plan d'action de la Stratégie centre-ville 2017

La commission constate que plusieurs actions annoncées dans le plan d'action de la Stratégie centre-ville 2017 sont maintenues dans les énoncées de l'arrondissement pour le secteur des

[133] Ville de Montréal (2012), *Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie*, p. 33, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125387576&_dad=portal&_schema=PORTAL
[134] Idem, p. 34

Faubourgs, tant dans la documentation soumise à la commission que lors des présentations publiques.

Entre autres, l'arrondissement de Ville-Marie arrime ses intentions d'aménagement avec les trois grands chantiers[135] du plan d'action par l'établissement d'un réseau de transport en commun dans l'axe du boulevard René-Lévesque pour relier les quartiers plus à l'est au centre-ville; par l'ouverture du quartier sur le fleuve au moyen du prolongement de la rue de la Commune et de la promenade piétonne du Chemin-Qui-Marche; et par le prolongement du réseau des rues qui traverseront les îlots du site de Radio-Canada et de la brasserie Molson.

Toutefois, la commission ne retrouve pas explicitement dans la documentation de l'arrondissement, l'arrimage avec les orientations stratégiques du plan d'action qui visent à répondre à la notion de milieux de vie complets et inclusifs ainsi qu'à l'établissement d'un moteur économique distinctif. Néanmoins, l'arrondissement est fortement concordant avec les orientations stratégiques du plan d'action qui visent à répondre à la notion de mobilité durable et intelligente, de même qu'à l'insertion des infrastructures et équipements au tissu urbain.

La commission n'a pu obtenir le Plan local de déplacement de l'arrondissement de Ville-Marie qui est en révision. Cependant, plusieurs enjeux liés au déplacement dans le secteur ont été mis en lumière par l'arrondissement dans les fiches détaillées. Les participants ont aussi soulevé plusieurs questions à cet effet.

La commission note que le plan d'action concernant les abords du pont Jacques-Cartier a pour but d'ouvrir le centre-ville sur le fleuve et d'atténuer les barrières physiques que représentent les infrastructures routières, tout en profitant du redéveloppement du site de Radio-Canada[136].

Le plan d'action identifie aussi les objectifs d'implanter des écoles au centre-ville et d'offrir des logements pour les familles qui allient densité et milieu favorable à leur épanouissement[137]. Le plan d'action met également de l'avant d'y associer des services collectifs, des espaces verts, des logements sociaux et communautaires.

Le plan d'action ne prévoit pas de travaux d'aménagement spécifiques à la rue Sainte-Catherine à l'est de la rue Saint-Hubert[138]. L'arrondissement, lors des forums thématiques de la

[135] Les trois grands chantiers sont : Réseau complémentaire de transport en commun; Un centre-ville ouvert sur le fleuve; La reconversion des ensembles institutionnels et des immeubles publics : un modèle de régénération urbaine. Ville de Montréal (mai 2017), *Plan d'action de la Stratégie centre-ville. Soutenir l'élan*, p. 10
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,142747661&_dad=portal&_schema=PORTAL
[136] Idem, p. 20
[137] Ville de Montréal (mai 2017), *Plan d'action de la Stratégie centre-ville. Soutenir l'élan*, p. 24
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,142747661&_dad=portal&_schema=PORTAL
[138] Objectifs 5.3, Ville de Montréal (mai 2017), *Plan d'action de la Stratégie centre-ville. Soutenir l'élan*, p. 33
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,142747661&_dad=portal&_schema=PORTAL

consultation, s'est beaucoup appuyé sur les objectifs du plan d'action qui visent le rééquilibrage du partage du domaine public en faveur des modes de transport actif et collectif et du verdissement, sans aborder spécifiquement la rue Sainte-Catherine. À cet effet, les boulevards René-Lévesque et De Maisonneuve, la rue Papineau et l'avenue De Lorimier sont spécifiquement mentionnés dans la liste des artères du centre-ville à réaménager[139].

Le plan d'action relève aussi la nécessité de requalifier le site de l'ancien hôpital de la Miséricorde, jugé non sécuritaire et exigeant d'importantes rénovations[140].

La commission reconnaît la nécessité de coordonner l'ensemble des interventions qui auront cours dans le secteur des Faubourgs et qui sont illustrées dans les treize fiches détaillées soumises par l'arrondissement. Plus de trente hectares de terrains vacants ou qui le deviendront, selon les dires de l'arrondissement, sont ainsi à aménager; le secteur est actuellement dans la lorgnette des agents de développement urbain. La reconstruction du site de Radio-Canada, le déménagement de la brasserie Molson, l'annonce d'un nouvel acteur sur le vaste terrain des Portes Sainte-Marie, le désir trop longtemps formulé de réaménager la rue Notre-Dame à la sortie de l'autoroute Ville-Marie, la cité des fonctionnaires du gouvernement du Québec qui pourraient amener dans le secteur de cinq à dix mille nouveaux travailleurs, sont autant de signes avant-coureurs du changement qui s'amorce.

La commission reconnaît la nécessité d'élaborer une planification fine de ce vaste territoire. Selon elle, l'enjeu n'est pas de savoir encadrer un à un des projets urbains dans le secteur des Faubourgs en élaborant pour chacun des critères de contrôle du développement. L'enjeu est plutôt de profiter de l'opportunité qu'offre la réalisation de ces treize grands projets pour parfaire le tissu urbain et répondre aux attentes citoyennes.

3.3 Les repères identitaires multiples du secteur

Les participants ont souligné que ce sont dans les diverses entités du secteur, tels Centre-Sud, Sainte-Marie, Saint-Jacques, Faubourg Québec et le Village qu'ils se reconnaissent. Ils y retrouvent un certain nombre de repères auxquels ils s'identifient et pour lesquels ils manifestent un attachement et accordent de la valeur. Il peut s'agir d'éléments matériels, tels le caractère des rues, de l'architecture, des parcs et équipements publics, ou encore d'éléments immatériels, tels les souvenirs des quartiers anciens, leur histoire, leurs personnages, ou encore les activités qui s'y déroulaient.

Se retrouvent, dans le secteur des Faubourgs des composantes identitaires qui constituent de forts repères historiques, sociaux et culturels tels que :

[139] Idem, p. 33
[140] Idem, p. 35

- la rue Sainte-Catherine et le Village comme lieu de destination, d'ouverture, où s'y côtoie, sous toutes ses formes, la diversité;
- les attraits et le potentiel de la rue Ontario, pour ses commerces de proximité et ses établissements culturels, fréquentés par tous les citoyens du secteur;
- la raison d'être de l'ancien hôpital de la Miséricorde qui, à l'époque, a vu naître tant d'enfants;
- la brasserie Molson et son histoire;
- l'ancienne station de pompage Craig;
- le parc du Pied-du-Courant et les activités de la Friche;
- l'ancienne prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant et la Maison du Gouverneur;
- la structure emblématique du pont Jacques-Cartier;
- le fleuve Saint-Laurent;
- l'architecture vernaculaire[141] de ses rues locales et conviviales;
- les nombreux potagers communautaires;
- la qualité de restauration des bâtiments et de l'aménagement de la rue partagée Sainte-Rose;
- les traces encore visibles du faubourg à m'lasse.

Et c'est sans compter d'autres attraits tels : la cité des ondes (Radio-Canada, TVA et Télé-Québec), l'industrie culturelle avec ses services et ses artisans, et les ateliers d'artistes de la rue Parthenais.

Or, l'établissement de 15 000 à 20 000 nouveaux arrivants, tel que projeté sur les îlots à requalifier, notamment au sud du boulevard René-Lévesque, est perçu par plusieurs participants comme une menace à l'identité de leur quartier. Aux yeux de ces participants, cette arrivée massive pourrait provoquer un phénomène d'embourgeoisement qui modifierait l'organisation urbaine de l'ensemble du secteur, menaçant ainsi les repères auxquels ils s'identifient. Des participants craignent une rupture, un mur, entre les milieux de vie existants et les milieux de vie qui se développeront au sud, notamment sur les anciens sites de Radio-Canada et de la brasserie Molson.

Malgré une ouverture manifeste des gens consultés quant à l'arrivée graduelle de nouveaux arrivants, les participants tiennent à préserver les repères auxquels ils s'identifient : les quartiers d'origine, les valeurs de solidarité, d'inclusion, de partage, la culture et les arts, l'histoire et le patrimoine, le fleuve et les parcs.

La commission s'accorde avec la vision citoyenne voulant que l'ensemble des lieux et symboles historiques du secteur représentent des repères identitaires auxquels le PPU à venir doit accorder son attention.

[141] Grégory Taillon, doc. 8.54; André Gagnon, doc. 8.104.1

La commission fait sienne l'analyse de l'arrondissement, notamment lorsqu'il est question du développement historique de la rue Sainte-Catherine et du Village. Cette analyse démontre bien comment, depuis la fin des années 60, les valeurs d'ouverture, de respect, d'inclusion et de solidarité se sont déployées dans le quartier et sont devenues, au fil des ans jusqu'à aujourd'hui, partie intégrante de la culture publique commune des résidents du secteur. Ainsi, la décriminalisation de l'homosexualité, l'adoption de la Charte québécoise des droits et libertés, l'élection de représentants politiques voués à la défense des droits des minorités et la lutte au sida sont des exemples d'outils démocratiques à partir desquels s'est construite une culture qui a encouragé l'évolution des mentalités qui donne au secteur la couleur qu'on lui reconnaît aujourd'hui.

S'appuyant sur la pertinence des enjeux identifiés par l'arrondissement de Ville-Marie, la commission suggère de présenter l'ensemble des composantes identitaires auxquelles les citoyens s'identifient, c'est-à-dire les biens matériels et immatériels, les valeurs communes au secteur, les différents repères et symboles historiques et patrimoniaux, de manière à les intégrer dans une vision d'ensemble. L'importance des divers enjeux soulevés dans le cadre d'élaboration du PPU du secteur des Faubourgs laisse à penser qu'une planification gagnerait éventuellement en profondeur et s'assurerait d'une certaine adhésion sociale et citoyenne en concevant l'aménagement urbain du secteur de manière transversale, soit en intégrant l'ensemble des repères auxquels des acteurs concernés s'identifient et accordent de la valeur.

Recommandation #3
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier et de reconnaître les composantes identitaires du secteur, d'établir des mécanismes qui en assureront la protection et la mise en valeur.

Les participants reconnaissent le rôle central de la rue Sainte-Catherine au cœur du secteur des Faubourgs. Un lieu reconnu et largement fréquenté tout au long de la saison estivale. L'arrondissement a souligné l'importance d'établir un bilan de ses dix ans de piétonnisation pour peut-être en faire une rue animée quatre saisons. La commission est d'avis que le PPU du secteur des Faubourgs doit appuyer cette démarche. La rue Sainte-Catherine fait partie intégrante du plan de reconnaissance et de mise en valeur des repères identitaires du secteur.

Recommandation #4
La commission recommande à l'arrondissement de faire reposer le PPU sur un concept d'aménagement qui reconnaît le rôle central de la rue Sainte-Catherine comme cœur d'animation du secteur tout au long de l'année.

La commission salue la volonté de l'arrondissement de Ville-Marie de rétablir les rues nord/sud, du Village jusqu'à la rue de la Commune prolongée (Atateken, de la Visitation, Plessis, Alexandre-DeSève), de réaménager le Square Papineau, de reconstruire la rue de la Gauchetière jusqu'à la

façade du nouvel immeuble de la Maison de Radio-Canada dans l'axe est/ouest, soucieuse de la fracture urbaine des années 1960, encore très sensible chez les participants.

La commission est d'avis que ces passerelles matérielles sont un jalon sur lequel le PPU du secteur des Faubourgs doit s'appuyer pour relier entre eux les quartiers existants et les îlots. En permettant des déplacements piétonniers sécuritaires, en encourageant une mixité sociale, en établissant des rues partagées conviviales, la commission croit que l'on pourra ainsi marquer l'imaginaire collectif et considérer que les projets immobiliers à venir, nécessairement d'une facture différente et plus dense que les quartiers existants, peuvent faire éventuellement partie intégrante du secteur des Faubourgs.

Recommandation #5
La commission recommande à l'arrondissement de s'appuyer sur les diverses composantes du patrimoine matériel et immatériel du secteur pour établir des passerelles entre les milieux de vie existants et les îlots à requalifier.

Les repères identitaires historiques, sociaux et culturels devraient constituer les fondements du design, de l'architecture et de l'aménagement urbain. Les arts et la culture pourraient aussi être mis à profit pour créer des passerelles qui encouragent la cohabitation entre les citoyens des quartiers existants et les nouveaux arrivants. L'exemple de la rue partagée Sainte-Rose[142], où l'aménagement du réseau viaire et des espaces publics, la restauration des bâtiments peuvent faire figure d'inspiration et de reproduction pour l'aménagement de la rue fondatrice de la Visitation et de la rue des artistes Parthenais.

Recommandation #6
La commission recommande à l'arrondissement de miser sur les arts et la culture en tant que vecteurs de développement social et économique, à l'instar de ce qui a été proposé dans le PPU du quartier Sainte-Marie adopté en 2012.

La commission est amenée à reconnaître que le secteur des Faubourgs est doté d'un potentiel récréotouristique important par les activités de la rue Sainte-Catherine, reconnues à l'échelle internationale et qui pourrait accueillir un centre communautaire pour les communautés LGBTQ2+ et un lieu de mémoire sur leurs luttes, mais également par la concentration de nouveaux lieux pressentis pour de hautes fréquentations, tels :

- les nouvelles rues nord/sud qui traverseront le site de Radio-Canada et de la brasserie Molson pour rejoindre la promenade fluviale;
- le parc sous le pont Jacques-Cartier, longeant l'avenue De Lorimier;
- la rue partagée Parthenais, dite la rue des artistes;

[142] Grégory Taillon, doc. 8.54

- la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant et la Maison du Gouverneur mises en valeur par la reconfiguration du réseau viaire qui les entoure;
- le parc du Pied-du-Courant agrandi et sa Friche qui accueille déjà de nombreux visiteurs dans un climat festif et convivial;
- le futur lieu de mémoire de la brasserie Molson;
- le futur centre d'interprétation de la Station de pompage Craig.

Ce vaste secteur, dont les accès piétons/cyclables seront indubitablement améliorés par le réaménagement de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame et la construction d'un équipement de transport collectif prévu dans l'axe Notre-Dame/René-Lévesque, deviendra un pôle récréotouristique important pour le secteur. À ce pôle, pourront éventuellement s'ajouter des lieux de mémoire, notamment sur le site de l'hôpital de la Miséricorde, sur la rue Sainte-Catherine pour les communautés LGBTQ2+ et, possiblement, sur le site de Radio-Canada, à propos de l'histoire et de la contribution de la radio et télévision francophones du Canada.

Recommandation #7
La commission recommande à l'arrondissement de reconnaître et de mettre en valeur le potentiel récréotouristique du secteur de la station de pompage Craig/Pied-du-Courant.

Recommandation #8
La commission recommande à l'arrondissement d'appuyer les projets de lieux de mémoire sur la rue Sainte-Catherine pour les communautés LGBTQ2+ et sur le site de l'hôpital de la Miséricorde, en plus de réserver les terrains et d'acquérir les immeubles requis pour leur établissement.

3.4 Grandir et s'épanouir dans le secteur

Les participants, tout au long des quinze années de consultation publique et encore d'actualité, ont souligné l'importance de maintenir dans le secteur des Faubourgs une échelle humaine, axé sur la qualité du ressenti lorsqu'on circule dans son milieu de vie. Un secteur où il est agréable de marcher, de prendre le temps de s'arrêter et qui est propice aux rencontres. Ils appréhendent le gigantisme et la monotonie des infrastructures et de l'architecture contemporaine qui s'accordent mal avec les notions de lisibilité, d'accessibilité et d'hospitalité.

Pour grandir dans le secteur des Faubourgs de l'enfance jusqu'à l'âge d'or, les participants ont insisté sur le maintien et la création de lieux ouverts et accueillants, accessibles à pied et qui répondent aux besoins des enfants, des adolescents, des familles, des adultes et des aînés.

Recommandation #9
La commission recommande à l'arrondissement d'asseoir toute la réflexion et les orientations sur les attentes des citoyens de tous âges qui souhaitent grandir et s'épanouir dans leur milieu de vie.

Les participants souhaitent aussi voir s'installer à proximité de leur lieu d'habitation, dans leur communauté et quartier, des lieux communs d'entraide, des lieux de fréquentation inclusive et solidaire, des écoles, des parcs avec des équipements adaptés pour tous les âges, des équipements sportifs et culturels. Les participants souhaitent le développement de lieux de socialisation pour contrer l'isolement des personnes seules, pour favoriser les échanges, l'entraide et le partage. Des lieux où il est agréable de fréquenter en toute sécurité, des citoyens de tous âges, de toutes origines et de toutes conditions sociales.

La commission adhère au fait qu'une école de quartier soit un bien public, ouvert sur sa communauté et qui compte une bibliothèque, des installations culturelles et des salles multifonctionnelles, des gymnases et des installations sportives diverses. La commission est aussi d'avis qu'une école de marcheurs devrait être située au cœur de chacun des quartiers, là où peuvent converger les parents et les enfants et où peuvent se mobiliser différents acteurs sociaux et culturels du milieu, dans le but de contribuer à la réussite éducative des enfants.

Recommandation #10
La commission recommande à l'arrondissement de doter le secteur des Faubourgs d'équipements scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, et de lieux de socialisation sécuritaires, conviviaux, inclusifs et solidaires.

Plus de 10 000 nouveaux logements viendront compléter la trame urbaine du secteur au cours des prochaines années. La commission considère qu'il est essentiel d'identifier les besoins, non seulement pour les milieux de vie existants, mais également pour les milieux de vie à requalifier.

Recommandation #11
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier dès à présent les besoins estimés pour les 15 000 à 20 000 nouveaux citoyens des îlots à requalifier et de réserver les terrains ou les bâtiments requis.

3.4.1 Propositions de vision et de concept d'aménagement

Les participants aux quinze ans de consultation publique amènent la commission à conclure que les orientations, les objectifs et le plan d'action du PPU du secteur des Faubourgs doivent reposer sur une prémisse qui répond aux attentes citoyennes de tous les âges et de toutes conditions.

Recommandation #12
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire un élément de vision fondateur et respectueux des attentes citoyennes de tous âges, qui leur permettront de grandir et s'épanouir dans les différents milieux de vie qui composent le secteur des Faubourgs.

La commission est d'avis que le PPU du secteur des Faubourgs doit proposer un plan d'action qui dépasse les questions d'aménagement urbain ou d'infrastructures urbaines. La planification urbaine au Québec, dictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, a beaucoup évolué depuis son adoption. La commission est d'avis que le PPU doit aussi prendre en compte les notions d'aménagement et de développement urbain durable qui s'appuient sur les grands principes des collectivités viables[143] qui lui ont été rapportées par les participants.

La commission est d'avis qu'il est de la responsabilité du PPU du secteur des Faubourgs d'offrir aux citoyennes et aux citoyens qui y vivent et le fréquentent un cadre de vie exemplaire et innovateur en matière d'aménagement durable et de gouvernance, en proposant d'établir un quartier complet, inclusif, solidaire et durable. Le respect des multiples identités du secteur et la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel devront constituer la trame de fond de toutes les actions entourant l'aménagement et le développement de toutes les composantes du secteur des Faubourgs, un quartier aux multiples visages.

Recommandation #13
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire les notions les plus actuelles sur les collectivités viables, afin que le secteur puisse être qualifié de secteur complet, solidaire, inclusif, durable et participatif.

3.5 Se déplacer en sécurité dans le secteur

3.5.1 Mobilité durable et fluidité de la circulation de transit

Le thème de la mobilité a fait l'objet de plusieurs questionnements de la part des participants. La commission a été saisie d'un enjeu qui est à la fois d'ordre local et métropolitain. Les participants, préoccupés de leur sécurité et de la quiétude qu'ils souhaitent retrouver dans leur milieu, sont aussi confrontés aux inconvénients des bouchons de circulation occasionnés par la circulation de transit menant ou provenant du pont Jacques-Cartier et menant ou provenant de l'autoroute Ville-Marie/rue Notre-Dame Est. Les rues locales sont prises en otage et la circulation de transit altère la qualité de vie des résidents et des citoyens qui fréquentent le secteur.

Nombreux ont été les participants qui ont relevé que la rue commerciale Ontario, entre les rues Atateken (anciennement Amherst) et Papineau, était prise d'assaut à l'heure de pointe du soir et qui émettent le souhait que le virage à droite sur Papineau soit interdit. Leur prétention étant

[143] Vivre en Ville (2013), *Vers une charte des écoquartiers,* https://vivreenville.org/media/38198/venv_2013_verscharteecoquartiers_v2_lr.pdf

à l'effet que la fréquentation de la circulation véhiculaire de transit sur la rue Ontario serait grandement diminuée et contribuerait à augmenter la qualité de la fréquentation de cette rue commerciale hautement appréciée pour la variété de ses commerces de proximité. Les trottoirs pourraient être élargis pour accueillir des terrasses; la circulation piétonne et cyclable gagnerait en qualité et en sécurité.

La commission est sensible à ces arguments des participants qui réclament une amélioration de leur qualité de vie, mais elle peut difficilement établir une recommandation ponctuelle sur cet enjeu soulevé par les participants, car aucun rapport d'expert ne supporte cette proposition.

Toutefois, la commission est en mesure de porter un regard assez large sur la problématique où s'opposent la nécessité d'assurer la convivialité des rues du secteur pour les résidents et les citoyens et la nécessité d'assurer de la fluidité à la circulation de transit.

Sur la rue Sherbrooke, les virages vers la rue Papineau ont déjà été réduits et, comme la rue Ontario, la congestion à l'heure de pointe du soir s'étend fréquemment de la rue Atateken jusqu'à la rue Papineau.

Sur le boulevard De Maisonneuve, la circulation de transit n'est perceptible qu'à l'approche de la rue Papineau, malgré le rétrécissement de la chaussée requis par l'aménagement de la piste cyclable.

Sur la rue Sainte-Catherine, la circulation de transit est inexistante, car elle est piétonne durant la saison estivale et hors cette saison, sa congestion vers la rue Papineau à l'heure de pointe du soir ne se compare pas aux rues Sherbrooke ou Ontario. L'arrondissement informait la commission qu'un scénario de piétonnisation quatre saisons était à l'étude pour la rue Sainte-Catherine.

Dans le plan d'aménagement que l'arrondissement soumet à la consultation publique, il propose de revoir le positionnement et le gabarit du boulevard René-Lévesque et d'y intégrer un équipement de transport collectif. L'arrondissement suggère également de reconfigurer l'axe Ville-Marie/Notre-Dame. Ce projet audacieux est, par ailleurs, accueilli avec réserve. La commission ne peut que saluer cette initiative très louable de simplifier de façon significative le nœud de circulation de transit qui est particulièrement important autour de la rue Papineau au sud du boulevard René-Lévesque. Ce nœud rend particulièrement difficile et dangereuse la circulation piétonne ou cyclable dans cette large zone, toutes heures de la journée confondues.

Le deuxième nœud de circulation de transit du secteur des Faubourgs est occasionné par la circulation de transit vers ou en provenance du centre-ville, à la sortie et à l'entrée du pont Jacques-Cartier. L'impact négatif de ce nœud sur les rues Papineau, Ontario et Sherbrooke et sur l'avenue De Lorimier est sans conteste.

La commission a aussi été saisie de la question du camionnage qui dessert le Port de Montréal, le centre-ville et qui a accès à l'autoroute Ville-Marie. En réponse aux participants, l'arrondissement assurait que le déménagement des activités de la brasserie Molson allègerait la circulation de camion dans le secteur. La commission apprenait, par ailleurs, qu'un poste de transbordement de camion pour desservir le centre-ville pourrait s'installer sur le site de l'ancienne gare d'autobus rues Berri/de Maisonneuve[144].

Dans ses interventions, l'arrondissement adopte un parti important pour la mobilité durable et le transport actif. La commission salue les nombreuses propositions de l'arrondissement qui font état de projets de classification des rues locales, des rues de transit, des élargissements de trottoirs, d'aménagement de saillies de trottoirs aux intersections de certaines rues, pour améliorer la quiétude des passants et des traverses de rues. La commission estime que le PPU du secteur des Faubourgs sera davantage explicite en cette matière.

La commission n'a pu avoir accès au Plan local de déplacement qui a fait l'objet d'une consultation publique récente du secteur qui doit sans doute être révisé suite au dépôt des orientations soumises à cette commission.

La grande question que pose la commission fait état de la dichotomie qui lui est rapportée entre la réelle intention de favoriser la mobilité durable et le maintien de la fluidité pour la circulation véhiculaire de transit dans le secteur.

Une étude produite le 31 juillet 2018 par le bureau d'ingénieurs-conseils, les Services EXP inc.[145], soumise à la commission en support au scénario de requalification de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame, apporte certains éléments de réponse. Dans son étude, les Services EXP inc. prend soin de limiter le territoire qui fait état de certaines prémisses auxquelles il ne s'attaquera pas. Il confirme que l'axe Ville-Marie/Notre-Dame est l'un des principaux axes est-ouest de l'île de Montréal, qu'il dessert aussi le Port de Montréal, tout en étant l'un des principaux axes de camionnage de la région métropolitaine[146].

Dans cette étude, le projet de réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier n'est pas abordé, ni la possibilité d'interdire le virage à droite sur Papineau en provenance de la rue Ontario, ni le projet à l'étude de piétonniser la rue Sainte-Catherine quatre saisons, ni l'impact de la construction de plus de 10 000 nouveaux logements, de nouvelles tours de bureaux, ni la venue de la cité des fonctionnaires provinciaux dans les locaux de l'édifice où logeait Télé-Québec à l'est de l'avenue De Lorimier.

[144] (5 juin 2019), *« Des livraisons à relais via l'Îlot Voyageur, pour réduire la présence des poids lourds »,* Radio-Canada, https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1173936/montreal-poids-lourds-projet-pilote-circulation-pietons-cyclistes
[145] Secteur Square Papineau / Pied du Courant. Évaluation des conditions favorables à la réalisation d'un boulevard entre le tunnel Viger et la rue Frontenac, doc. 3.1.1.2
[146] Idem, p. 10

La commission salue toutefois les références[147] qu'offrent les Services EXP inc. sur des projets comparables en Amérique du Nord et à Montréal, et prend acte de certaines leçons qui furent tirées à la suite du retrait ou de la transformation des autoroutes dans la littérature, soit :

- *« La réduction de la capacité [routière] réduit le nombre de déplacements automobiles;*
- *Les débordements de trafic peuvent être absorbés;*
- *Le retrait d'une autoroute urbaine n'implique pas forcément de changement modal majeur vers le transport collectif;*
- *Le design est la clé;*
- *Les réductions de capacité routière doivent être gérées, atténuées et surveillées au fil du temps;*
- *Le retrait d'une autoroute ne doit pas être envisagé sans une analyse approfondie des compromis inhérents;*
- *L'élimination des autoroutes devrait faire partie d'une stratégie plus large*[148] ».

La commission souscrit à l'opportunité qu'offre le réaménagement de l'axe Ville Marie/Notre-Dame et ses abords pour les nombreux bénéfices qu'il accorde aux traverses piétonnes et aux accès à la promenade riveraine qui serait prolongée de la rue Atateken jusqu'à la rue Alexandre-DeSève, ainsi qu'à la simplification du réseau routier. Néanmoins, le débat reste entier pour l'ensemble des interventions ponctuelles dans le secteur des Faubourgs.

Recommandation #14
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire dans le PPU la nécessité d'élargir l'étude des déplacements à l'échelle de tout le secteur.

Cette étude permettra de disposer de la question du virage à droite sur la rue Papineau en provenance de la rue Ontario Ouest, de prendre position sur la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine entre la rue Saint-Hubert et la rue Papineau, d'y inclure le volet camionnage et le volet circulation cyclable dans le contexte du nouveau plan d'autoroute cyclable récemment annoncé par la Ville de Montréal, le Réseau Express Vélo (REV).

3.5.2 La marchabilité

Les participants ont beaucoup abordé la question de la marchabilité dans le secteur des Faubourgs. Dans la vision d'un quartier où il fait bon grandir et s'épanouir, la commission salue les nombreuses améliorations que l'arrondissement propose et qui sont concordantes avec une vision intégrée des déplacements dans le secteur des Faubourgs. Les propositions de l'arrondissement ne semblent pas mettre de l'avant la notion de réseau piétonnier à l'échelle du

[147] Idem, p. 43
[148] Idem, p. 44

secteur. La commission a entendu que le projet visant l'établissement d'un grand parc linéaire sous la structure du pont Jacques-Cartier, à partir du parc des Faubourgs jusqu'à la brasserie Molson, devrait s'inscrire dans une perspective au point de vue de la marchabilité. La commission relève que le secteur entourant la station de pompage Craig comportera un nombre important de destinations touristiques, incluant un lien direct avec la promenade riveraine. Ce réseau pourrait également être raccordé à la rue Sainte-Catherine, déjà fort achalandée durant la saison estivale.

La commission suggère d'établir un lien paysager entre le parc Lafontaine et la promenade riveraine de la rue de la Commune qui emprunterait la rue Atateken. Selon elle, le potentiel piétonnier de cette rue, qui comporte déjà un attrait remarquable avec la perspective visuelle vers la tour de l'horloge du Vieux-Port, devrait être mis en valeur. Toutes les rues qui seront prolongées vers la promenade riveraine contribueront à établir des passerelles entre le Village et le fleuve qui sont tant souhaitées par les participants.

La commission a retenu aussi que l'arrondissement prolongeait la rue de la Visitation jusqu'à la promenade riveraine et au futur parc Sohmer. Cette rue fondatrice du secteur des Faubourgs, réhabilitée dans son entièreté, pourrait aussi être marquée, tant par son mobilier urbain, son aménagement, que par l'architecture de nouveaux bâtiments, du sceau de l'histoire et de l'identité du secteur. Rue piétonne ou partagée, elle pourrait offrir, de la rue Sainte-Catherine à la promenade riveraine, un lien important entre le Village et le secteur à requalifier.

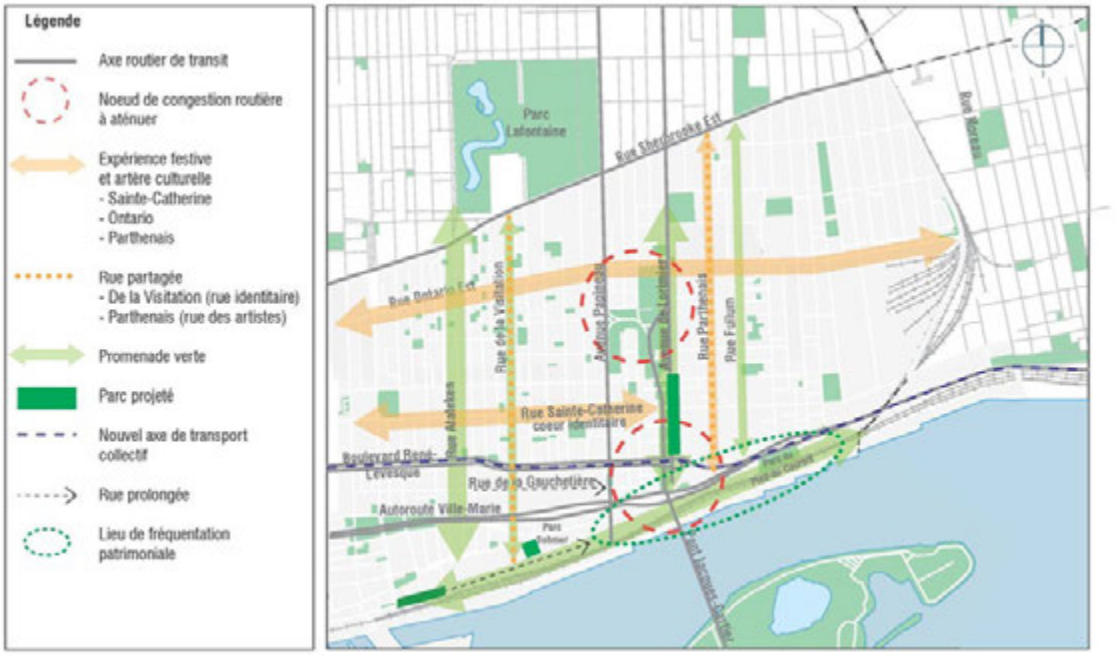
La rue Parthenais, reconnue par les participants pour la présence de nombreux ateliers d'artistes, trouverait avantage à être aménagée en une rue partagée; elle pourrait offrir de la rue Ontario au parc du Pied-du-Courant un lien important dans le quartier Sainte-Marie.

La rue Fullum, située au cœur d'un grand secteur d'emploi, pourrait faire office de liaison à partir de la rue Ontario et de la rue Sainte-Catherine jusqu'au parc du Pied-du-Courant, réhabilité après les travaux de réfection de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame.

Recommandation #15
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie d'inscrire au PPU la nécessité d'établir des liaisons conviviales reliant les importants attraits du secteur des Faubourgs par l'aménagement d'un réseau vert intégré, à partir de son cœur, la rue Sainte-Catherine.

Ce réseau vert constituerait un grand réseau piétonnier, marqué du sceau de l'histoire et du patrimoine ayant la vocation d'établir un parcours significatif entre les grands parcs du secteur et la mise en valeur des attraits touristiques autour de la station de pompage Craig.

Figure 10 : synthèse des recommandations



3.5.3 La mobilité

La commission salue la volonté de l'arrondissement d'améliorer la sécurité des piétons et des cyclistes qui empruntent les grandes artères telles la rue Ontario et la rue Notre-Dame à l'est de la rue Atateken. L'arrondissement table principalement sur l'accessibilité aux stations de métro qui desserviraient adéquatement les citoyens du secteur vers le centre-ville. Les participants ont exprimé des attentes plus larges. Ils ont fait part de leur souhait d'améliorer la circulation à l'intérieur même du secteur des faubourgs. Au-delà des cercles de desserte de 1,6 kilomètre autour des stations de métro, plusieurs portions du secteur des Faubourgs seraient mal desservies. La circulation de transit rend quasi inopérante la circulation en autobus dans le secteur aux heures de pointe. Le secteur des Faubourgs est déjà doté de nombreuses entreprises auxquelles s'ajouteront la cité des fonctionnaires du gouvernement provincial et les nouvelles entreprises qui occuperont les édifices à bureaux des trois grands projets immobiliers du secteur.

La commission est d'avis qu'un regard plus large que la desserte par le réseau de métro est à évaluer. La combinaison des différents types de transport doit être au cœur de la mobilité dans l'ensemble du secteur des Faubourgs. La commission salue le projet d'implanter un équipement de transport collectif sur le boulevard René-Lévesque, qui viendra combler, en partie, les attentes des participants.

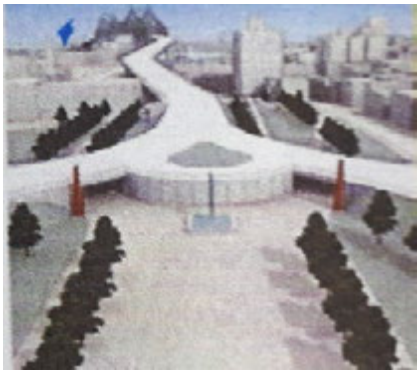
Recommandation #16
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire au PPU la nécessité d'établir un plan d'ensemble intra et inter quartier qui regroupe les améliorations de toutes les composantes du

transport intermodal telles les stations de métro, le réseau d'autobus, la desserte de Bixi, l'autopartage, le tramway, les systèmes rapides par autobus, les voies cyclables, le Réseau express vélo sans négliger l'accessibilité universelle.

3.5.4 Le réaménagement du secteur d'approche du pont Jacques-Cartier

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite améliorer les relations entre les espaces verts qui sont interrompus par les approches du pont Jacques-Cartier. À cet effet, l'arrondissement reprend la proposition qu'il avait faite sienne dans le PPU du quartier Sainte-Marie, proposition où la tête du pont Jacques-Cartier serait rehaussée pour permettre le passage de sentiers pour piétons et cyclistes sous la nouvelle structure, qui serait dessinée par un architecte de renom selon les dires de l'arrondissement.

Figure 11 : aménagements proposés pour la tête du pont Jacques-Cartier



Source : secteur Square Papineau/Pied du Courant.
Évaluation des conditions favorables à la réalisation d'un boulevard
entre le tunnel Viger et la rue Frontenac, doc. 3.1.1.2, p. 17

Ces passages sous dalles permettraient de relier le parc des Faubourgs au parc des Vétérans au sud. Un nouveau corridor pour cyclistes serait également créé dans l'axe de la rue Logan par la construction d'une structure sous l'approche nord.

L'arrondissement donne en exemple les réaménagements des étagements des Avenue du Parc/Avenue des Pins et de l'autoroute Bonaventure au centre-ville pour supporter le projet de réaménagement de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame en boulevard urbain[149]. La commission s'interroge sur la proposition de réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier, qui prend le chemin inverse.

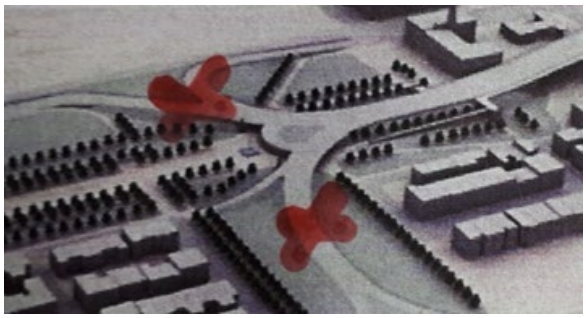
Les participants à la consultation ne se sont pas attardés aux questions de la reconstruction de la tête de pont proposée. Ils ont plutôt insisté sur la nécessité d'aménager cette entrée de ville

[149] Transcription des forums citoyens tenus le 23 mars 2019 – Architecture, patrimoine et paysages et Vie communautaire, doc. 7.2, L. 212-222

en s'inspirant des meilleures pratiques pour en faire un lieu beaucoup plus sécuritaire et convivial. Le tracé de la rue Papineau, dont les sens uniques permettent des accélérations indues des automobilistes et des camions, une avenue De Lorimier au caractère autoroutier sont davantage remis en question. Un participant[150] a davantage insisté sur la nécessité de prendre parti pour une entrée verte où les sens uniques seraient abandonnés, les bretelles d'accès seraient converties avec des intersections en « T » avec des feux de circulation, comme à la hauteur de la rue Sherbrooke par exemple.

La commission reconnaît la nécessité d'apporter des correctifs au réseau routier entourant la tête du pont Jacques-Cartier. Le parti de l'arrondissement d'axer toute intervention dans le secteur des Faubourgs vers la mobilité durable et le transport actif vient se poser en contradiction avec la proposition qui vise la construction d'une structure étagée à cet endroit. Bien que les relations piétonnes et cyclables puissent se faire au niveau du sol, la commission se questionne sur le fait que le projet inclut le relèvement des bretelles d'accès pour accéder à la tête de pont.

Figure 12 : aménagements proposés pour la tête du pont Jacques-Cartier



Les « X » rouges, ajoutés par la commission, illustrent les endroits où seraient relevées les bretelles d'accès à la tête de pont.

Source : secteur Square Papineau/Pied du Courant.
Évaluation des conditions favorables à la réalisation d'un boulevard entre le tunnel Viger et la rue Frontenac, doc. 3.1.1.2, p. 17

La sécurité des usagers qui emprunteraient ces passages sous dalle en dehors des heures de grande fréquentation n'est pas assurée, considérant que les murets qui soutiendront les bretelles d'accès menant à la tête de pont créent d'importantes barrières visuelles au niveau du sol.

Le statu quo n'aurait aucun effet sur la réduction de la vitesse des véhicules qui accèdent au pont ou qui en proviennent. La sécurité des traverses ne serait pas améliorée sur les rues Papineau (approches nord et sud), Dorion et La Fontaine.

[150] Antonin Labossière, doc. 8.31, p. 3-4

L'accès au parc des Faubourgs pour les citoyens en provenance de l'est ne sera pas davantage amélioré, car seule la traverse de l'avenue De Lorimier à la hauteur de la rue Ontario le permet. L'avenue De Lorimier, à cette hauteur, a davantage un statut autoroutier que celui d'une rue de transit. La sécurité des piétons à la hauteur de l'école Garneau ne serait pas davantage améliorée.

Les démolitions des étagements Avenue du Parc/Avenue des Pins et de l'autoroute Bonaventure au centre-ville ont été réalisées à contrario de la proposition de relèvement de la tête du pont Jacques-Cartier. La commission est d'avis qu'un projet d'infrastructure routière élaboré à la fin des années 1990, lorsque les considérations de déplacement durable et de transport actif n'étaient pas encore au rendez-vous, peut et doit être réévalué.

Recommandation #17
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de réévaluer le projet de relèvement de la tête du pont Jacques-Cartier en s'appuyant sur les attentes citoyennes qui souhaitent une entrée de ville verte, sécuritaire et conviviale.

Ce projet, doit être actualisé et davantage reposer sur les valeurs de déplacement durable et soucieuses de la qualité de l'expérience, tant pour les piétons, les cyclistes et les véhicules routiers.

3.5.6 L'accès au fleuve

La commission salue les propositions de l'arrondissement qui visent l'amélioration des vues sur le fleuve, tant par le prolongement de la promenade riveraine du Chemin-Qui-Marche entre la rue Atateken et la rue Alexandre-DeSève que par le prolongement de plusieurs rues qui traverseront le site à l'ouest de la tour de Radio-Canada, l'axe Ville-Marie/Notre-Dame et, enfin, le site de la brasserie Molson.

L'arrondissement propose également une passerelle étagée qui s'élèverait au-dessus de la gare de triage du Port de Montréal pour rejoindre la rive du fleuve dans l'axe de la rue de la Visitation. La commission remet en question la pertinence de cette passerelle pour des raisons d'accessibilité et de sécurité des usagers ainsi que des raisons techniques[151].

Recommandation #18
La commission recommande à l'arrondissement de ne pas retenir la proposition d'ériger une passerelle surplombant les activités de la gare de triage du Port de Montréal, tant pour des raisons de sécurité que pour des raisons d'ordre technique.

[151] Réponse de l'arrondissement à la question de la commission (31 mai 2019), doc. 6.4.1, p. 1

Par ailleurs, la commission ne relève pas de proposition de l'arrondissement ayant pour objectif de réaménager ou d'agrandir le parc du Pied-du-Courant. Les participants[152] ont avisé la commission de l'intention du ministère des Transports d'utiliser les terrains dont il est propriétaire de part et d'autre du parc du Pied-du-Courant lors de la reconfiguration de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame. Le Collectif des Fricheuses qui utilise ce terrain pour les activités très fréquentées de La Friche, en été, et la Pépinière qui a aménagé un espace d'interprétation sur la végétation naturelle du site (Village au Pied-du-Courant) se verraient ainsi délogés pendant une période de dix ans.

La commission est d'avis que l'arrondissement doit prendre en haute considération les bienfaits que ces activités ont sur les citoyens qui les fréquentent tout au long de la saison estivale.

Recommandation #19
La commission recommande à l'arrondissement d'élargir le parc du Pied-du-Courant en y intégrant les deux terrains du ministère des Transports.

Recommandation #20
***La commission recommande à l'arrondissement de convenir d'une entente avec le ministère des Transports afin qu'il puisse utiliser d'autres terrains qui seront libérés lors de la reconfiguration de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame, afin de maintenir les activités de la Friche et du Village au Pied-du-Courant*.**

Les participants ont déposé à la commission de nombreuses propositions pour optimiser l'accès au fleuve en récupérant entièrement ou partiellement, ou en surplombant la propriété du Port de Montréal, propositions plus séduisantes les unes que les autres. L'arrondissement, dans son PPU du quartier Sainte-Marie, et le Conseil municipal, dans son plan d'action de la Stratégie centre-ville, avaient déjà statué que les activités du Port de Montréal étaient là pour rester. La commission a aussi été informée qu'à l'arrière des installations de la brasserie Molson, les activités ferroviaires qui s'y déroulent sont de l'ordre d'une gare de triage pour des wagons en provenance de l'ouest, acheminés par le Canadien National. Leurs voies longent la rue de la Commune dans le Vieux-Montréal en provenance de l'est. D'autres wagons proviennent du Port de Montréal lui-même ou de la gare de triage du Canadien Pacifique située à la frontière du quartier Sainte-Marie. De plus, le niveau du terrain du Port de Montréal, à l'arrière des installations de la brasserie Molson, est relativement élevé.

Les nombreuses propositions des participants accordent peu d'importance aux contraintes techniques. Les Services EXP inc.[153] mentionne dans son rapport que la proposition de couvrir la gare de triage d'une dalle de béton à l'est de l'avenue De Lorimier a déjà fait l'objet d'une évaluation technique et budgétaire. Les ingénieurs-conseils seraient arrivés à la conclusion que

[152] Coalition pour la promenade au Pied-du-Courant, doc. 8.89.2, L. 588-592
[153] Secteur Square Papineau/Pied du Courant. Évaluation des conditions favorables à la réalisation d'un boulevard entre le tunnel Viger et la rue Frontenac, doc. 3.1.1.2, p. 1

ce projet n'était pas réalisable, considérant les contraintes importantes de structure et les élévations prévisibles de la nouvelle rue Notre-Dame Est, qui aurait été bien au-dessus de son élévation actuelle.

La commission a aussi observé qu'un dénivelé sensible au sud de la Maison de Radio-Canada rend difficile une nette perspective visuelle vers le fleuve, contrairement à la perspective de la rue Atateken sur la tour de l'horloge.

L'arrondissement a aussi fait état de la difficulté de relier le parc du Pied-du-Courant à la promenade riveraine, vu l'exiguïté de l'emprise de la rue Notre-Dame proposée face à l'édifice occupé par l'entreprise U-Haul et à l'édifice patrimonial de la Canadian Rubber (Cité 2000). L'arrondissement a souligné que le lien cyclable en provenance de l'est, sur la nouvelle mouture de la rue Notre-Dame Est, devrait être dévié et ne pourrait rejoindre directement la rue Notre-Dame vers l'ouest. Il suggère la construction d'un trottoir plus large qui pourrait faciliter les déplacements entre le parc du Pied-du-Courant et la promenade riveraine à la hauteur de la rue Alexandre-DeSève.

Recommandation #21
La commission recommande à l'arrondissement de relier la promenade riveraine pour raccorder le parc du Pied-du-Courant à la promenade riveraine du Chemin-Qui-Marche et de raccorder le réseau cyclable du REV à établir dans ce secteur.

La commission est sensible au fait que le terrain de stationnement d'U-Haul, par son positionnement, gagnera en valeur spéculative sur le marché immobilier dès que la rue Notre-Dame Est et le Square Papineau auront été reconfigurés. Si la commission osait la prospective, il serait fort probable que ce terrain de stationnement serait visé par les agents de développement urbain pour y accueillir un immeuble de forte densité.

La commission suggère donc qu'un droit de préemption soit établi sur la propriété occupée par U-Haul et l'édifice patrimonial Canadian Rubber en vue d'éventuellement utiliser une partie du terrain de stationnement de U-Haul et une partie du bâtiment de la Canadian Rubber pour établir un lien entre le parc agrandi et la promenade riveraine**.**

3.6 Habiter dans un quartier inclusif et solidaire

Plusieurs participants souhaitent que le prix de leur logement soit raisonnable, à la hauteur de leur capacité de payer et qui corresponde à leur mode de vie. La commission retient que le logement accessible pour la population de tous âges, des plus nantis aux plus démunis, est la première condition pour grandir et s'épanouir dans le secteur des Faubourgs.

3.6.1 Le logement accessible

L'arrondissement de Ville-Marie atteste que le loyer médian des logements du secteur des Faubourgs a considérablement augmenté au cours des quinze dernières années, tant pour les ménages propriétaires que pour les ménages locataires[154]. Les participants ont confirmé cet état de fait, de sorte que les ménages vulnérables et fragilisés seraient, à plus ou moins courte échéance, forcés de quitter le quartier. Aux questions des participants, l'arrondissement a plusieurs fois souligné la volonté de la Ville de doter le secteur de logements sociaux et abordables qui pourraient répondre de façon tangible aux craintes fondées des participants. Le secteur des Faubourgs pourrait recevoir dans les prochaines années plus de 10 000 nouveaux[155] logements sur les trente hectares de terrains à requalifier du secteur. De ce nombre, plus de 20 % pourraient être réservés au logement social, sans compter le potentiel qu'offre la conversion de l'hôpital de la Miséricorde. Un organisme a souligné que la liste de demandeurs d'habitation à loyer modique (HLM) de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) comptait, en 2018, 1 449 ménages demeurant dans l'arrondissement de Ville-Marie. La liste de demandeurs de logements sociaux du Comité logement Ville-Marie comptait, pour sa part, à la fin mars 2019, 816 ménages, dont 259 familles avec enfants[156].

D'aucuns pourraient croire que l'offre de logements sociaux pourrait égaler voire dépasser la demande. Il est pourtant de notoriété publique que les centres urbains sont des terres d'accueil pour les populations fragilisées et vulnérables.

Malgré l'importante contribution de logements sociaux et abordables annoncée, celle-ci ne répond pas aux désirs des participants qui voient les logements du Centre-Sud leur échapper au profit de l'embourgeoisement.

Plusieurs autres arrondissements de Montréal sont aussi sollicités par leurs citoyens qui subissent les pressions à la hausse du loyer des logements locatifs. L'arrondissement du Sud-Ouest[157] aurait revu sa règlementation d'urbanisme en refusant systématiquement les demandes de transformation de logement locatif en copropriété divise et en assurant un meilleur contrôle sur les demandes de démolition. L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâces[158] annonçait l'adoption d'une politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, car 27 000 ménages de l'arrondissement consacrent plus de 30 % de leurs revenus pour se loger. Dans Saint-Henri, de nombreuses familles refusent

[154] Profil statistique, doc. 3.3.1, p. 2
[155] Transcription des forums citoyens tenus le 16 mars 2019 – Transports et déplacements et Milieux de vie complets, doc. 7.2, L. 271, L. 3585-3586
[156] Comité logement Ville-Marie, doc. 8.15, p. 9
[157] Ville de Montréal (26 novembre 2018), *« L'arrondissement du Sud-Ouest offre son aide à des locataires menacés d'éviction »*, Newswire, https://www.newswire.ca/fr/news-releases/larrondissement-du-sud-ouest-offre-son-aide-a-des-locataires-menaces-deviction-701266131.html
[158] Ville de Montréal (5 février 2019), *« Logement abordable, social et familial : priorité aux familles de CDN-NDG »*, http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7497,81296252&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=21462

encore de partir dans le cas d'éviction dans des immeubles encore en bon état. La commission invite l'arrondissement à étudier la possibilité de mettre en réserve des bâtiments locatifs de différentes catégories, ou encore l'établissement d'un droit de préemption pour des édifices à logements dans les milieux de vie existants afin de contrer le déclin du logement locatif et endiguer l'exode des populations fragilisées et vulnérables.

La commission apprenait que la Ville de Montréal doublait les subventions annuelles pour la construction ou la rénovation de chambres et de studios afin d'atténuer certaines difficultés avec lesquelles les organismes doivent composer[159]. Le 16 janvier 2019, le comité exécutif de la Ville de Montréal annonçait la bonification du programme Accès-Logis pour les bâtiments à composantes patrimoniales, des modifications règlementaires pour l'introduction de nouveaux critères donnant accès à du financement additionnel, la mise à jour des loyers médians et la modification du Guide d'élaboration et de réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif.

Recommandation #22
La commission recommande à l'arrondissement de proposer et de promouvoir toutes initiatives visant à maintenir dans les milieux de vie existants des logements abordables pour les populations vulnérables et fragilisées qui désirent conserver leurs logements.

Un organisme[160] qui entreprend et développe des projets de logements sociaux a aussi interpellé la commission. Il atteste que dans les deux mille logements sociaux estimés à venir, la moitié des locataires bénéficieraient de l'aide gouvernementale afin que la part de leur revenu consenti au logement ne dépasse pas 25 %. Pour ces participants, il s'agit là d'une avancée louable. Toutefois, l'augmentation incessante des loyers médians du secteur a un effet pervers qui est peu mis de l'avant. Les mille locataires estimés des logements sociaux à venir, non admissibles à l'aide gouvernementale, doivent débourser le loyer médian du secteur qui, à l'heure actuelle, serait à plus de 899 $[161] par mois et ne cessera de croître. La commission comprend que cela aurait pour effet de créer une disparité importante entre le profil social et économique des deux classes de bénéficiaires des logements sociaux. Cette disparité influerait sur la gestion même des coopératives d'habitation ou des OBNL à établir. Les participants attestent également de la difficulté d'établir des projets de logements sociaux au centre-ville, car le coût des terrains est exorbitant, les coûts de construction en hauteur sont prohibitifs et les taxes municipales qui suivent ce type de construction en centre-ville grèvent de façon importante leur budget d'exploitation annuel, au détriment de la réserve budgétaire pour l'entretien des immeubles, les imprévus et la rénovation.

[159] Henri OUELLETTE-VÉZINA (8 mai 2019), *« Montréal double les subventions aux OBNL pour la construction de logements »,* Journal Métro, https://journalmetro.com/actualites/montreal/2318710/montreal-double-subventions-obnl-construction-chambresstudios/
[160] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 8.25, p. 4
[161] Transcription des forums citoyens tenus le 23 mars 2019 – Architecture, patrimoine et paysages et Vie communautaire, doc. 7.2, L. 4091 à 4096

Recommandation #23
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de poursuivre et de promouvoir les initiatives visant à soutenir les groupes de ressources techniques afin de contrer les difficultés d'offrir du logement social au centre-ville.

3.6.2 Le logement étudiant et pour familles

Les organismes UTILE[162] et Habiter-Ville-Marie ont apporté à la commission un éclairage particulier sur la situation du logement étudiant dans le secteur des Faubourgs. Environ 20 % des locataires seraient des étudiants, facteur principalement occasionné par la proximité des institutions d'enseignement et par l'inabordabilité des quartiers limitrophes. 30 % des locataires étudiants occupent des 4 ½ pièces, et 35 % dans des 5 ½ pièces et plus. Selon la SCHL, les loyers médians, en 2018, étaient de 700 $ pour un 4 ½ et 1 000 $ pour un 5 ½. UTILE atteste que la population étudiante est utilisée comme population transitoire pendant une phase d'embourgeoisement d'un quartier.

La commission aurait apprécié un portrait plus complet de la réalité. Les données statistiques produites par Habiter Ville-Marie attestent que le nombre des diplômés universitaires dans le secteur[163] est important, près de 33 %, que le revenu des ménages est faible[164], et que 25 % des locataires déménagent chaque année[165]. La commission s'est interrogée sur la signification de ces données éparses. Les familles vulnérables et fragilisées du secteur des Faubourgs perdraient la capacité de trouver un logement abordable devant la pression indue des demandeurs de logements étudiants. Les étudiants partagent le coût du loyer entre plusieurs colocataires et acceptent souvent de débourser davantage, sachant qu'ils habitent à proximité de leur maison d'enseignement et que ce n'est que pour une courte période.

Recommandation #24
La commission recommande à l'arrondissement de porter une attention particulière au logement étudiant afin de documenter le phénomène et de vérifier l'impact réel sur le logement destiné aux familles avec enfants.

Il y a une donnée incontestable, l'attrait du quartier pour les étudiants restera grand, et toute augmentation de logements de grandes dimensions destinés aux familles constituera un attrait soutenu pour la population étudiante.

Recommandation #25
La commission recommande à l'arrondissement de proposer des initiatives visant à doter ce secteur de nouveaux logements pour étudiants par la mise en réserve de terrains, ou

[162] UTILE, doc. 8.88, p. 1
[163] Habiter Ville-Marie, doc. 8.16, p. 7
[164] Idem
[165] Idem

l'inscription d'un droit de préemption sur des immeubles existants pour contrer la concurrence entre les demandeurs de logements pour famille et les demandeurs de logements étudiants.

3.6.3 L'ancien hôpital de la Miséricorde

L'arrondissement de Ville-Marie soutient que l'avenir de cette propriété excédentaire du gouvernement du Québec est un des grands enjeux du centre-ville. En 2007, la structure du bâtiment est jugée vétuste par le ministère de la Santé. Sa réhabilitation était évaluée à cette époque entre 50 M$ et 60 M$[166]. L'arrondissement établit que les études récentes attestent que les structures de l'édifice seraient en mauvais état et se dégradent[167]. Il s'agit toutefois d'un lieu de mémoire important pour une portion importante de la population du Québec et qui comporte une valeur patrimoniale immatérielle sans conteste et une valeur patrimoniale sur certaines portions du vaste complexe immobilier.

Recommandation #26
La commission recommande à l'arrondissement de s'engager à protéger et mettre en valeur le patrimoine matériel sur la portion reconnue du bâtiment et d'instruire un projet de mise en valeur du patrimoine immatériel de l'hôpital de la Miséricorde.

Les participants[168] ont été très loquaces sur leur désir de conserver et de préserver la mémoire du lieu. Des groupes communautaires sont à pied d'œuvre depuis plus de quatre années pour définir l'occupation éventuelle du complexe immobilier. Un bâtiment au bénéfice de la population étudiante serait démoli et reconstruit à l'angle du boulevard René-Lévesque et Saint-Hubert. Du logement social pourrait y prendre place et la Maison du Père pourrait occuper une section du complexe[169]. Aux questions de la commission, les groupes concernés n'ont pu identifier les obstacles qui freinent la réappropriation du site.

Recommandation #27
La commission recommande à l'arrondissement de réévaluer la pertinence de conserver les portions du complexe immobilier dont la valeur patrimoniale n'est pas reconnue.

La commission est d'avis qu'en lieu et place d'une rénovation, l'arrondissement doit entrevoir la possibilité d'une démolition partielle et d'une reconstruction, offrant ainsi aux organismes communautaires des bâtiments mieux adaptés et moins couteux pour desservir le besoin

[166] Fiche Secteur 8 – L'hôpital de la Miséricorde, doc. 3.1.8, p. 1
[167] Idem, p. 3
[168] Richard Bergeron, doc. 8.1; Collectif pour un lieu hommage LGBTQ2+, doc. 8.8; Comité de participation citoyenne du Comité social Centre-Sud, doc. 8.9; Habiter Ville-Marie, doc. 8.16; Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), doc. 8.25; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 8.37; Coopérative d'habitation Testan, doc. 8.40; Table de concertation du faubourg Saint-Laurent, doc. 8.46; Atelier Habitation Montréal, doc. 8.48; Musée de l'Hôpital de la Miséricorde, doc. 8.57; Groupe CDH, doc. 8.72; Quadrilatère de la Miséricorde, doc. 8.75; Denis Côté, doc. 8.78; UTILE, doc. 8.88; Angèle Dufresne, doc. 8.96; Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) 8.101
[169] Quadrilatère de la Miséricorde, doc. 8.75

pressant de logements sociaux. La portion du bâtiment d'origine qui doit être conservée en façade du boulevard René-Lévesque comporte des éléments de mémoire qui illustre le passé de cette importante institution au Québec.

Recommandation #28
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier dans le PPU des règles de compositions architecturales en harmonie avec la portion du bâtiment patrimonial conservée.

Entre autres, l'arrondissement pourrait privilégier le maintien d'un jardin institutionnel en façade du bâtiment sur le boulevard René-Lévesque et porter une attention particulière au respect de l'identité de la rue de la Gauchetière/côté sud.

3.6.4 La rénovation et la restauration

L'arrondissement de Ville-Marie convient que le caractère d'origine du tissu urbain du Village doit être préservé en favorisant son entretien ainsi que sa restauration, et en minimisant l'impact sur le prix des logements[170]. Il en est de même pour le secteur Centre-Sud, dont 72 % des logements sont locatifs et le bâti modeste de forte valeur patrimoniale, lesquels doivent faire l'objet d'une grande vigilance afin d'en conserver les éléments significatifs[171].

L'arrondissement, dans ses réponses aux questions des participants, confirme que des règles de contrôle architectural sont déjà en vigueur dans l'arrondissement. Des participants allèguent que la hausse des coûts des composantes architecturales sur des bâtiments de valeur patrimoniale est très importante et rend parfois impossible la restauration de ces éléments.

Recommandation #29
La commission recommande à l'arrondissement de maintenir des objectifs visant la rénovation et la restauration des bâtiments qui sont les témoins du passé, sans oublier le caractère particulier des rues commerciales Ontario et Sainte-Catherine.

Recommandation #30
La commission recommande à l'arrondissement de maintenir une assistance technique et monétaire, à l'instar du plan de mise en œuvre du PPU du quartier Sainte-Marie[172], de contrôler la location à court terme des logements, et d'étudier la possibilité de prendre en charge les logements et les édifices laissés à l'abandon.

[170] Fiche Secteur 10 – Le Village, doc. 3.1.10, p. 6
[171] Fiche Secteur 11 – Centre-Sud, doc. 3.1.11, p. 5-6
[172] Programme d'amélioration des logements. Ville de Montréal (2012), *Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie*, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125387576&_dad=portal&_schema=PORTAL

3.7 Accéder aux commerces et services de proximité

L'arrondissement de Ville-Marie relève que plusieurs commerces de proximité ont fermé leurs portes sur la rue Sainte-Catherine et certains segments de la rue Ontario présentent des locaux vacants[173]. Il atteste aussi que ces rues évolueraient en complémentarité[174] plutôt qu'en compétition. Les milieux de vie au sud du boulevard René-Lévesque et à l'est de l'avenue De Lorimier compteraient très peu de commerce de proximité.

3.7.1 La rue Sainte-Catherine

La rue Sainte-Catherine, lieu touristique d'intérêt, entre les rues Saint-Hubert et Alexandre-DeSève, accueille principalement des commerces de destination, davantage fréquentée durant la belle saison, mais voit son dynamisme décliner hors saison. La commission a reçu peu d'opinions relativement aux attentes des participants sur la destinée de la rue Sainte-Catherine touristique. Cependant, l'arrondissement annonce une intention d'établir un bilan des dix ans de piétonnisation estivale de la rue Sainte-Catherine, principalement en qui a trait aux aménagements à réaliser et à leurs impacts sur la vie commerciale[175]. La dynamique commerciale de la rue Sainte-Catherine, à l'est de la rue Alexandre-DeSève, présente des failles importantes.

Recommandation #31
La commission recommande à l'arrondissement d'établir ses orientations sur la destinée toutes saisons de la rue Sainte-Catherine, par la reconnaissance de son caractère identitaire dont la notoriété rayonne aussi à l'international.

La commission suggère d'évaluer la possibilité d'en faire une rue verte en été et festive quatre saisons, une rue événementielle à l'image de ce que la commission a observé dans les Jardins Gamelin ou dans le Quartier des festivals, ou encore ce qui est annoncé pour la rue Saint-Hubert[176].

3.7.2 La rue Ontario

De nombreux participants[177] ont interpellé la commission sur le fait que le commerce de proximité est au cœur de leurs préoccupations dans plusieurs segments du secteur des

[173] Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13, p. 5-6
[174] Idem, p. 2, 6
[175] Idem, p. 6
[176] Ville de Montréal, *« Réaménagement de la rue Saint-Hubert »,* http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7097,143073557&_dad=portal&_schema=PORTAL
[177] Comité de participation citoyenne du Comité social Centre-Sud, doc. 8.9; Centre-Sud Debout!, doc. 8.11; Coopérative d'habitation Val Perché, doc. 8.12; Faubourg Ontario, doc. 8.20; Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, doc. 8.24; Exeko, doc. 8.35; CIUSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 8,37; Association des résidents du Vieux-

Faubourgs. À ce sujet, la commission a été saisie de la faible desserte commerciale à l'est de l'avenue De Lorimier et des fermetures de commerces de moyenne gamme à la place Frontenac, malgré l'orientation du PPU du quartier Sainte-Marie visant la restructuration de la fonction commerciale[178]. Quant aux usagers des commerces de la rue Ontario, plusieurs craignent que l'embourgeoisement du secteur contribue à la fermeture de commerces d'intérêt pour la population ayant moins de revenus au profit de commerces haut de gamme. La commission apprenait qu'un commerce d'alimentation de moyenne gamme pourrait s'installer prochainement au Marché Saint-Jacques[179]. La commission entend que sur le plan de l'offre commerciale, les usagers de la rue Ontario, à l'ouest de Papineau, considèrent que l'artère commerciale est peu conviviale, car la circulation de transit vers le pont Jacques-Cartier est source de désagrément important.

L'arrondissement de Ville-Marie propose de réaliser un portrait de l'évolution commerciale de la rue Ontario[180] et souhaite améliorer la desserte commerciale à l'est de la rue Papineau.

Recommandation #32
La commission recommande à l'arrondissement d'inclure dans le plan d'action du PPU des mesures visant la conservation du caractère actuel de la rue Ontario et d'adopter des mesures pour réduire les inconvénients causés par la circulation de transit.

3.7.3 Les projets commerciaux annoncés

Sur le site de Radio-Canada, l'arrondissement et le promoteur prévoient une artère commerciale dans le prolongement de la rue de la Gauchetière Est et des établissements de grandes surfaces dans les sous-sols du nouveau complexe immobilier. L'arrondissement prévoit des locaux commerciaux sur la rue Notre-Dame face aux édifices patrimoniaux de la brasserie Molson[181], tandis que sur le terrain des Portes Sainte-Marie, l'acheteur du terrain vacant souhaite implanter des commerces sur la rue Sainte-Catherine à l'est de l'avenue De Lorimier, sans compter la future desserte commerciale dans le complexe à construire, voisin de la gare Viger[182].

Montréal, doc. 8.50; Grégory Taillon, doc. 8.54; Bureau de la députée fédérale Hélène Laverdière, doc. 8.86; Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) 8.101; André Gagnon, doc. 8.104

[178] Balise d'aménagement numéro 4. Ville de Montréal (2012), *Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie*, p. 43, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125387576&_dad=portal&_schema=PORTAL

[179] Mathias MARCHAL (6 décembre 2018), *« Une épicerie Super C dans le marché Saint-Jacques »,* Journal Métro, https://journalmetro.com/actualites/montreal/1965858/une-epicerie-super-c-dans-le-marche-saint-jacques/

[180] Fiche Secteur 13 – Les principales artères commerciales, doc. 3.1.13, p. 6

[181] Transcription des forums citoyens tenus le 23 mars 2019 – Architecture, patrimoine et paysages et Vie communautaire, doc. 7.2, L. 3591 à 3595

[182] Groupe Jesta, doc. 8.73, p. 8

3.7.4 Plan de développement commercial

La commission note qu'il est de notoriété publique que la présence de commerces de détail dans un secteur donné ne relève pas des règles de zonage arbitraires, mais sur des masses critiques de consommateurs prêts à consommer des produits qui leur conviennent. La commission est aussi informée que les municipalités, soucieuses d'assurer une adéquation entre les besoins de leur population et les commerces qui pourraient y répondre, ne laissent plus les règles du hasard opérer, mais s'appuient sur l'élaboration d'un Plan de développement commercial pour les secteurs visés[183].

Que les promoteurs immobiliers souhaitent installer des commerces dans les complexes qu'ils construisent est légitime, mais la commission est d'opinion que l'improvisation ne saurait être la règle.

La mise en application d'un plan de développement commercial par une instance indépendante pourra favoriser le maintien de commerces abordables sur la rue Ontario ou à l'est de l'avenue De Lorimier, par exemple. Il permettra de calibrer la desserte commerciale entre les nouveaux commerces de la rue de la Gauchetière, de la rue Notre-Dame et du complexe voisin de la gare Viger. Il peut orienter la complémentarité de l'offre commerciale entre tous les segments des rues commerciales du secteur des Faubourgs, diminuer les effets négatifs de l'offre excédentaire ou de la sous-offre commerciale, et prendre en compte les effets positifs ou négatifs des commerces de grande surface qui peuvent miner le dynamisme de certains établissements qui ont encore leur place dans le secteur.

La commission est d'avis que l'arrondissement de Ville-Marie doit définir, dans le PPU du secteur des Faubourgs, une orientation claire en matière de desserte commerciale pour le secteur des Faubourgs dans son entièreté**.**

Recommandation #33
La commission recommande à l'arrondissement d'inclure dans le plan d'action du PPU la nécessité d'établir un plan de développement commercial pour l'ensemble du secteur.

Un tel plan deviendrait un outil de promotion et d'encadrement pour la desserte commerciale, outil autant profitable aux commerçants qui s'installent au bon endroit pour desservir une clientèle à proximité, que rassurant pour les usagers qui pourront retrouver à proximité les commerces de biens courants avec une gamme de prix qui leur sied.

[183] Demarcom (mars 2019), *« Cité et Redéveloppement. L'art de l'harmonie commerciale urbaine durable »,* https://www.demarcom.ca/document/bulletin-mars-2019/

3.7.5 La rue Atateken

La rue Atateken comporte un langage architectural et paysager assez remarquable au nord de la rue Sainte-Catherine. La largeur de ses trottoirs, son mobilier urbain, son verdissement, l'architecture des bâtiments qui la bordent, la simplicité de son affichage commercial, la faiblesse de la circulation de transit en font une rue commerciale de proximité accueillante et diversifiée. Toutefois, ces attributs sont absents et son statut est indéfini au sud de la rue Sainte-Catherine, malgré sa perspective exceptionnelle vers la tour de l'horloge sur les quais du fleuve Saint-Laurent. L'arrondissement entend prolonger la rue Atateken vers le sud jusqu'à la rue de la Commune, donnant ainsi un accès à la promenade riveraine. La requalification de ce segment de rue entre la rue Sainte-Catherine et le fleuve mérite, de l'avis de la commission, une attention particulière.

Recommandation #34
La commission recommande à l'arrondissement de définir le caractère à donner à la rue Atateken au sud de la rue Sainte-Catherine en mettant en valeur sa marchabilité vers le fleuve.

3.8 Travailler dans un quartier animé et diversifié

L'arrondissement a émis le souhait[184] de stimuler le développement économique et commercial du secteur des Faubourgs, en complémentarité avec les efforts consentis pour améliorer le milieu de vie des résidents, tout en mettant de l'avant la relance socio-économique du secteur par des interventions ciblées. La commission salue la concordance de ces objectifs avec les souhaits exprimés par les participants aux consultations publiques de ces dernières années dans le secteur. La commission est d'avis que ces orientations s'arriment étroitement avec le désir de créer un milieu de vie complet où les citoyens pourront habiter, travailler et s'épanouir.

L'arrondissement de Ville-Marie souligne l'importance de compenser les pertes d'emplois locaux chez les employeurs qui quittent le secteur. L'arrivée de nouveaux travailleurs est pressentie dans la cité des fonctionnaires annoncée par le gouvernement du Québec et sur les sites de Radio-Canada, de la brasserie Molson et des Portes Sainte-Marie. Les postes ainsi créés par le secteur privé seraient dans des domaines identifiés comme porteurs (haute technologie, multimédia, effets visuels et autres de ces catégories). Ces emplois seront d'une nature très différente des emplois perdus.

Peu de participants ont abordé la thématique de l'emploi directement, mais plusieurs l'ont fait implicitement[185]. Le secteur des Faubourgs est déjà doté de nombreux emplois du secteur des médias, de l'enseignement supérieur, de la santé et de l'économie du savoir. Citons à titre

[184] Ville de Montréal (11 juin 2018), *« Lancement du Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs pour revitaliser l'est du centre-ville »*, Newswire, https://www.newswire.ca/fr/news-releases/lancement-du-programme-particulier-durbanisme-ppu-des-faubourgs-pour-revitaliser-lest-du-centre-ville-685134601.html
[185] Conseil central du Montréal métropolitain – CSN, doc. 8.3; TGTA, doc. 8.18

d'exemple : Radio-Canada, Télé-Québec, TVA, la Cité des ondes, les artisans de la production et de la diffusion culturelle à la porte du Quartier des spectacles, l'Université du Québec et le Collège du Vieux-Montréal, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal. Le patrimoine industriel du secteur est relativement important. Les bâtiments sont rapidement recyclés pour accueillir de nombreux employeurs, artisans et artistes.

Les emplois du secteur du commerce de détail et de services sont importants et seront en croissance avec la construction de nouveaux hôtels et de nouvelles artères commerciales. De plus, il est déjà établi qu'une importante offre commerciale sera développée à l'intérieur et autour des grands projets afin de répondre aux besoins des dix mille nouveaux résidents qui sont pressentis et des nombreux nouveaux travailleurs qui fréquenteront le secteur.

Si les secteurs privé et public ont certes un important rôle à jouer dans la nouvelle définition du secteur des Faubourgs, la commission s'interroge sur la variété de l'offre d'emploi que ces projets pourront générer, notamment sur la place allouée à l'embauche locale.

La commission considère que des initiatives collectives créatrices d'emplois et de développement économique doivent également être reconnues, soutenues et valorisées. Ces initiatives, en permettant aux populations locales de participer à des processus collectifs, de définir et de s'approprier leurs milieux de vie, permettraient de relever le défi de lier la culture de solidarité des milieux de vie existants au nouveau tissu urbain qui sera créé dans la zone à requalifier. Le développement de l'emploi dans de nouveaux créneaux devrait aussi permettre l'inclusion de travailleurs fragilisés et vulnérables dans une approche d'inclusion ouverte à tous.

Les participants ont mis en lumière une des caractéristiques importantes du secteur des Faubourgs, à savoir sa très grande concentration de groupes communautaires, d'entreprises d'économie sociale et d'organisations nationales qui la soutiennent. La commission est d'avis que cette grande richesse du secteur doit être mise à profit. À titre d'exemple, le Groupe Mach souhaiterait mener des projets d'innovation sociale dans son projet immobilier et déclare avoir déjà entrepris des démarches en ce sens[186]. La commission est d'avis que de telles initiatives sont porteuses et doivent en inspirer d'autres.

Plusieurs participants ont présenté des projets dont le déploiement pourrait être envisagé sous forme d'entrepreneuriat collectif, tel :

1. le secteur de la culture et de la créativité qui réclame protection et consolidation par l'accessibilité à des locaux abordables dans des bâtiments industriels (ateliers d'artistes, lieu de diffusion)[187];

[186] Groupe MACH, doc. 8.91, p. 5, 20
[187] Louis Caudron, doc. 8.13; Voies culturelles des Faubourgs, doc. 8.94

2. le secteur industriel qui a tant marqué le territoire et qui pourrait encore trouver sa place dans une forme légère[188];
3. des projets de nature touristique, récréative et éducationnelle, mettant en valeur l'histoire et le patrimoine et les nouvelles technologies développées à Montréal par exemple (Écomusée du fier monde, station de pompage Craig, brasserie Molson, lieu de mémoire de Radio-Canada, prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, le lieu hommage et le centre communautaire LGBTQ2+, le lieu de mémoire de l'ancien hôpital de la Miséricorde);
4. des projets en matière de développement durable (laboratoire de décontamination Phytoaction, un projet d'écocentre);
5. des projets d'insertion à l'activité économique des populations vulnérables et fragilisées[189].

La commission retient que l'emploi est une condition d'épanouissement importante pour chacun. Les populations fragilisées et vulnérables du secteur devront tirer profit de l'opportunité qu'offre la venue de nombreuses nouvelles entreprises qui réclameront une gamme importante de services accessoires. L'économie sociale est un vecteur important pour favoriser l'intégration et la cohabitation des différents profils sociaux qui fréquenteront à demeure le secteur des Faubourgs.

Recommandation #35
La commission recommande à l'arrondissement d'intégrer toutes contributions possibles et soutenues à l'économie sociale pour le développement de l'emploi solidaire et inclusif dans le secteur.

Recommandation #36
La commission recommande à l'arrondissement d'appuyer les différents organismes à vocation solidaire et inclusive dans la recherche de locaux ou d'espaces pour exercer leurs activités.

3.9 Contrer les effets de la hausse des valeurs mobilières

La commission ne peut passer sous silence les représentations des participants qui sonnent l'alarme sur la pérennité des services de soutien aux personnes et aux familles vulnérables et fragilisées du secteur. La venue de 15 à 20 000 nouveaux citoyens dans le secteur doté d'un niveau de revenu supérieur au niveau actuel induira un effet des plus pervers sur l'indice de défavorisation[190] du secteur. L'embourgeoisement indubitable du secteur sans diminuer le nombre de personnes et de familles fragilisées et vulnérables induit une réduction de l'accès aux services communautaires essentiels dans un secteur central qui est une terre de refuge naturelle.

[188] Conseil central du Montréal métropolitain – CSN, doc. 8.3
[189] Exeko, doc. 8.35; Les Valoristes Coopérative de solidarité, doc. 8.90
[190] Commission scolaire de Montréal (CSDM), doc. 8.42

Recommandation #37
La commission recommande à la Ville de Montréal de sensibiliser le gouvernement du Québec afin qu'il révise le mode de calcul de l'indice de défavorisation d'un secteur pour que le phénomène d'embourgeoisement qui affecte plusieurs arrondissements de Montréal n'atteigne pas les personnes les plus démunies dans leur capacité d'avoir accès à des services que les groupes communautaires ne pourraient plus leur offrir.

D'autre part, des participants attestent que les taxes municipales peuvent représenter jusqu'à 10 à 20 % du budget annuel d'exploitation d'une coopérative d'habitation[191] en centre-ville, minant ainsi sa capacité de maintenir des réserves pour les rénovations majeures.

Des propriétaires en centre-ville qui souhaitent entretenir leur bâtiment, en mettant en valeur leurs composantes architecturale et patrimoniale, sont aux prises avec la hausse prévisible de la valeur foncière de leur immeuble.

Certains participants ont saisi la commission des préoccupations des ménages à faible revenu qui craignent de voir disparaitre les commerces abordables sur la rue Ontario et à la Place Frontenac. La hausse de la taxation municipale des locaux commerciaux dans un contexte d'embourgeoisement du secteur pourrait menacer de façon importante les commerces traditionnels au profit des commerces de chaine.

Recommandation #38
La commission recommande à la Ville de Montréal de poursuivre ses représentations auprès du gouvernement du Québec afin d'obtenir un pouvoir de taxation différenciée pour diverses catégories de bâtiment et de commerce dans des secteurs aux prises avec les effets néfastes de l'embourgeoisement.

3.10 Les paramètres d'encadrement des projets urbains

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite une contribution citoyenne dans la définition de paramètres d'encadrement destinés aux îlots à requalifier dans le secteur des Faubourgs. La commission tire des interventions des participants et du PPU du quartier Sainte-Marie un certain nombre de paramètres attribuables à chacun des îlots visés.

Toutefois, la commission, consciente de la dimension et de la complexité des projets à venir dans le secteur des Faubourgs, est d'avis que plusieurs projets devront faire l'objet de nouvelles consultations publiques. Le règlement de concordance qui sera adopté à la suite de l'entrée en vigueur du PPU du secteur des Faubourgs ne doit pas avoir pour effet de permettre la réalisation des grands projets de plein droit et diminuer la capacité de l'arrondissement de négocier leur

[191] Inter-Loge, doc. 8.30.2, L. 1262-1265

approbation à la lumière du contexte socioéconomique qui aura cours au moment des demandes de permis de construction.

Les balises d'aménagement, suggérées à la commission, ne peuvent être déclarées finales et exhaustives. La commission est d'avis que le PPU du secteur des Faubourgs ne peut suggérer des modifications règlementaires qui permettront aux promoteurs de présenter des projets de plein droit sans que l'arrondissement de Ville-Marie puisse négocier des accords de développement pour chacun des grands îlots à requalifier.

3.10.1 La rue Ontario, à l'est de la rue Saint-Hubert

Contexte d'intervention

La rue Ontario comporte une concentration importante de commerces de proximité très variés. Des commerces de niche, résultats de la venue dans le secteur de clientèle plus fortunée, des commerces plus abordables et diversifiés, auxquels s'ajouterait sous peu un commerce d'alimentation de grande surface dans le bâtiment patrimonial du marché Saint-Jacques. Cette artère occupe donc un emplacement stratégique pour tout le secteur Centre-Sud et le Village. La vitalité et la continuité commerciale sont interrompues entre les rues Papineau et Parthenais par la présence du parc des Faubourgs et d'institutions publiques. Par ailleurs, les participants ont souligné à la commission que la convivialité de la rue Ontario et le confort des déplacements actifs sont grandement affectés par la circulation de transit vers le pont Jacques-Cartier et ont fait état du désert alimentaire dont fait preuve le secteur à l'est de l'avenue De Lorimier. Toute intervention dans le segment commercial entre la rue Papineau et la rue Fullum réclame au préalable des interventions ciblées pour améliorer la desserte commerciale et intervenir sur l'offre commerciale.

Recommandation #39

La commission recommande à l'arrondissement d'être attentif au caractère architectural et paysager de la rue Ontario et d'agir avec prudence lors de travaux d'amélioration, afin de ne pas mettre en péril les commerces qui s'adressent aussi aux ménages à faible revenu.

L'établissement d'un plan de développement commercial pour le segment de la rue Ontario à l'est de l'avenue De Lorimier pourrait mettre de l'avant un programme d'assistance pour lutter contre le désert alimentaire de ce secteur. La commission suggère de faire appel aux entreprises d'économie sociale qui sauraient sans doute intervenir à ces fins.

Balises d'aménagement

1. Assurer le maintien des commerces de toutes gammes sur la rue Ontario.
2. Modifier le zonage entre la rue Papineau et la rue Dorion à des fins de commerces de destination ou de services uniquement.
3. Favoriser le transport actif et assurer une meilleure fluidité au transport en commun.
4. Adopter des mesures d'apaisement de la circulation et limiter la circulation de transit.

5. Réaliser des aménagements axés sur le confort des piétons et des cyclistes.
6. Verdir les abords de l'artère.
7. Maintenir le caractère vernaculaire de l'architecture et de l'affichage afin d'endiguer les effets de l'embourgeoisement et de conserver le caractère unique de la rue.
8. Adopter de bonnes pratiques de développement durable dans la réalisation des aménagements sur le domaine public.

3.10.2 La rue Parthenais

Contexte d'intervention

Les îlots de la rue Parthenais comptent de nombreux espaces de stationnement et plusieurs terrains vacants ou sous-utilisés. Ces espaces contribuent à la surchauffe du secteur en été et accentuent les surcharges sur le réseau de collecte des eaux de pluie. Le redéveloppement de ces sites par l'insertion d'ensembles immobiliers serait bénéfique au niveau environnemental et économique par la densification du tissu urbain. Le PPU du quartier Sainte-Marie favorisait une approche innovatrice de l'aménagement des rues misant sur le verdissement, le cheminement piéton et sur l'apaisement de la circulation dans les milieux de vie, et créait trois ensembles distincts. La commission reprend ici les enjeux soulevés dans ce PPU.

3.10.3 Le quadrilatère formé par les rues Ontario, Parthenais, Sainte-Catherine et De Lorimier

Contexte d'intervention

Cet ensemble comprenait plusieurs grands terrains sous-utilisés sur l'avenue De Lorimier. Depuis l'entrée en vigueur du PPU du quartier Sainte-Marie, plusieurs projets immobiliers ont tiré profit des opportunités qui étaient offertes.

3.10.4 L'îlot occupé par le Grand quartier général de la Sûreté du Québec et ses abords

Contexte d'intervention

À l'est de la rue Parthenais, l'îlot occupé par le Grand quartier général de la Sûreté du Québec crée un îlot de chaleur très important. La présence de nombreux espaces de stationnement et le faible encadrement du domaine public en font un ensemble déstructuré et peu convivial pour les piétons.

Balises d'aménagement

1. Autoriser la densification de l'îlot.
2. Favoriser la concentration des espaces de stationnement en sous-sol ou dans un bâtiment étagé au nord de l'îlot.
3. Favoriser l'aménagement d'un parc ou d'un jardin dans la portion sud de l'îlot.
4. Contribuer à l'encadrement de l'espace de verdure proposé par l'ajout possible d'une nouvelle aile au bâtiment existant.

5. Proposer la création de liens est-ouest traversant l'îlot afin de faciliter les déplacements piétons de part et d'autre, dans l'axe de la rue Magnan, par exemple.
6. Mettre en place des mesures d'apaisement de la circulation dans le contexte du redéveloppement du secteur, notamment dans les rues Parthenais et Fullum.
7. Améliorer le couvert forestier de ce secteur fortement minéralisé du quartier Sainte-Marie lors de la redéfinition des emprises de rue.

3.10.5 Le quadrilatère formé par les rues Sainte-Catherine, Parthenais, René-Lévesque et l'avenue De Lorimier (Les Portes Sainte-Marie) (Groupe Prével)

Contexte d'intervention

Ce vaste îlot vacant de 3,5 hectares au pied du pont Jacques-Cartier présente une possibilité de développement en accord avec un nouveau pôle récréotouristique au sud qui regrouperait plusieurs établissements de haute valeur patrimoniale et qui suggèrent de plus grandes fréquentations. L'arrivée de plusieurs milliers de travailleurs dans le secteur, la reconfiguration du réseau routier et l'ajout d'un axe de transport collectif sur le nouveau tracé du boulevard René-Lévesque contribueront à accélérer le redéveloppement de cet îlot. Il est important que le redéveloppement de cet îlot contribue à doter le secteur à l'est de la rue De Lorimier des attributs qui lui font défaut, en évitant que le complexe immobilier n'offre des services qu'à ses seuls occupants. La commission s'est beaucoup interrogée sur la question de la hauteur des bâtiments sur ce site. Elle en arrive à la conclusion que des bâtiments de grande hauteur ne représentent pas un enjeu important sur cet îlot, car dès qu'un bâtiment d'un minimum de trois étages serait érigé sur la rue Sainte-Catherine, toute vue sur la structure du pont serait déjà obstruée. Le site se prête favorablement aux grandes hauteurs, éloigné de la structure du pont, adossé à un secteur d'emploi à l'est et peu nuisible à l'ensoleillement du secteur plus au nord.

Balises d'aménagement

1. Adopter un langage architectural en harmonie avec l'identité du secteur des Faubourgs.
2. Privilégier un développement mixte, résidentiel, emploi, commerce de proximité.
3. Toute aire de stationnement doit être aménagée en sous-sol et inclure des aires réservées aux vélos, aux autopartages et des branchements pour les véhicules électriques.
4. Intégrer des logements sociaux et abordables.
5. Éviter tout aménagement favorisant la fermeture de l'îlot sur lui-même.
6. Proposer l'implantation de bâtiments en pourtour d'îlot afin de permettre l'encadrement du domaine public des rues Sainte-Catherine, Parthenais, du boulevard René-Lévesque et de l'avenue De Lorimier.
7. Contribuer à la mise en valeur du site historique du Pied-du-Courant.
8. Poursuivre la trame commerciale en continu sur la rue Sainte-Catherine en intégrant des commerces de détail au rez-de-chaussée des bâtiments dont la façade est sur rue.
9. Tirer profit d'un plan de développement commercial afin d'améliorer la desserte de commerce de proximité dans le secteur.
10. Autoriser des espaces verts ouverts au public sur le site.

11. Intégrer une approche LEED dans toutes les phases de construction, de gestion et d'opération.
12. Adopter des pratiques de gestion intégrée des déchets.
13. Favoriser l'agriculture urbaine.
14. Porter une attention à l'ensoleillement sur les espaces verts.
15. Autoriser des bâtiments de grande hauteur.
16. Adopter une signalétique et un mobilier urbain adaptés au secteur d'insertion.
17. Établir des règles d'affichage pour les commerces de détail respectueuses du site d'insertion.

3.10.6 Le secteur du pont Jacques-Cartier

Contexte d'intervention

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite mettre en valeur la structure du pont Jacques-Cartier dans son environnement urbain, poursuivre les efforts entrepris pour embellir l'entrée de ville et améliorer les interfaces entre le transport actif, collectif et véhiculaire, afin d'assurer une cohabitation harmonieuse des utilisateurs.

Le pont Jacques-Cartier est une construction emblématique de Montréal. Érigé à la fin des années vingt, l'ouvrage monumental fait partie intégrante du paysage montréalais et constitue une porte d'entrée importante à Montréal. À l'échelle du secteur, il domine le paysage urbain et marque son entrée. Le développement des terrains ainsi que les aménagements réalisés aux abords du pont doivent prendre en compte sa valeur symbolique et favoriser sa mise en valeur. L'aménagement d'une esplanade verte sous le pont, en continuité avec le parc des Faubourgs, pourrait faire de cette entrée de ville l'une des plus réussies de Montréal.

Selon le PPU du quartier Sainte-Marie, chaque année, plus de 35,8 millions de véhicules empruntaient le pont Jacques-Cartier pour entrer sur l'île de Montréal ou rejoindre la Rive-Sud[192]. Cet achalandage a encore des répercussions directes sur les quartiers adjacents. L'intense circulation véhiculaire lors des heures de pointe génère des embouteillages et des problèmes de sécurité sur l'ensemble de la voirie locale, sans compter l'incidence sur la qualité de l'air. Des participants suggèrent de faire de cette entrée de ville au caractère autoroutier une entrée de ville conviviale et sécuritaire pour les populations locales, suggestion à laquelle adhère la commission. La commission croit aussi que les interventions ponctuelles en faveur du transport actif proposées sur les voies d'accès au pont Jacques-Cartier doivent être intégrées à une vision d'ensemble.

Balises d'aménagement

1. Revoir l'ensemble des interventions ponctuelles qui affectent la fluidité du transit véhiculaire vers ou en provenance du pont Jacques-Cartier, qui sont présentement en

[192] Ville de Montréal (2012), *Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie*, p. 52, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125387576&_dad=portal&_schema=PORTAL

conflit avec l'orientation de favoriser le transport actif sécuritaire et convivial dans tout le secteur.
2. Réévaluer la nécessité des sens uniques sur les rues Papineau et De Lorimier et favoriser des intersections en « T ».
3. Revoir la nécessité des bretelles d'accès au pont Jacques-Cartier qui favorise l'accélération des automobilistes au détriment des usagers du transport actif.
4. Rejeter le projet qui vise à relever la tête du pont Jacques-Cartier.
5. Aménager un grand parc de verdure sous la structure du pont, créant ainsi un large corridor piétonnier entre le parc des Faubourgs et le nouveau pôle récréotouristique comprenant la station de pompage Craig réhabilitée, le parc du Pied-du-Courant, la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, les activités souhaitées dans la portion historique de la brasserie Molson et la promenade riveraine, en collaboration avec les acteurs concernés.
6. Poursuivre les actions menant au retrait des panneaux publicitaires aux abords du pont Jacques-Cartier.
7. Prolonger la piste cyclable du boulevard De Maisonneuve à l'est du pont.
8. Réaménager l'avenue De Lorimier en priorisant la sécurisation des intersections pour les piétons et les cyclistes, ainsi que le verdissement de l'artère.
9. Sécuriser les traverses piétonnes dans l'axe de l'avenue Papineau et aux abords de l'école Garneau.

3.10.7 La zone à requalifier (version mars 2019)[193]

Contexte d'intervention

Le secteur à requalifier relève d'une opération très importante de reconstruction de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame entre la rue Atateken et la rue Fullum. Les rues Viger Est et Saint-Antoine Est sont intégrées au boulevard Ville-Marie. La rue Notre-Dame en provenance de l'ouest et la rue de la Commune sont raccordées au boulevard Ville-Marie à la hauteur du prolongement de la rue Alexandre-DeSève. Le boulevard René-Lévesque se raccorde au boulevard Ville-Marie en étant déplacé au nord de la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant et pourra comporter une infrastructure de transport collectif qui reliera l'est de Montréal au centre-ville.

Cette vaste opération, qui intègre la construction sur aires de stationnement de la Maison de Radio-Canada, le terrain de la brasserie Molson et le terrain des Portes Sainte-Marie, libère plus de trente hectares de terrains à mettre en valeur. L'arrondissement a requis de prolonger les rues nord/sud à l'origine du secteur des Faubourgs jusqu'au prolongement de la rue de la Commune, le long de laquelle sera prolongée la promenade riveraine surélevée. Une grande esplanade verte sera aménagée sous le pont Jacques-Cartier pour rejoindre le site historique de la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant. La reconfiguration du réseau routier autour du site historique, par le déplacement vers le nord de l'emprise du boulevard René-Lévesque, auquel

[193] Document de mise en situation, doc. 3.1

seront intégrés une infrastructure de transport collectif, et le retrait de la rue Viger au sud, permettra de revoir l'aménagement paysager du jardin institutionnel autour des bâtiments et d'en améliorer l'attrait.

Le secteur est pressenti pour recevoir des immeubles de grande hauteur et densité dans le prolongement des immeubles nouvellement construits à l'est du Vieux-Montréal.

La commission salue l'audace de ce grand projet urbain. Les participants sont inquiets et réclament de l'arrondissement des balises d'aménagement qui prendront en compte l'identité propre du secteur des Faubourgs au nord du boulevard René-Lévesque, afin de s'assurer que les nouveaux venus sachent qu'ils sont accueillis dans un quartier solidaire et inclusif, fier de son histoire et de ses caractéristiques architecturales, paysagères et patrimoniales.

Recommandation #40
La commission recommande à l'arrondissement de porter une attention particulière à certains éléments apparaissant au plan intitulé Vision d'aménagement proposée par la Ville de Montréal pour la zone en requalification (futurs milieux de vie) version de mars 2019[194] et qui, de l'avis de la commission, réclament des ajustements.

1. Ouvrir les perspectives visuelles vers le fleuve sur toutes les rues nord-sud du secteur, notamment celles des rues Wolfe, Montcalm, Beaudry, de la Visitation, Plessis, Alexandre-DeSève, Cartier et Dorion.
2. Le terrain de stationnement occupé par U-Haul doit permettre de relier le parc du Pied-du-Courant à la promenade riveraine; le terrain résiduel devra être voué à un redéveloppement immobilier.
3. Les terrains du ministère des Transports, de part et d'autre du parc du Pied-du-Courant, devront être intégrés au parc. Il s'agit là de rares terrains riverains où la présence de la structure emblématique du pont Jacques-Cartier éclairée est totalement dégagée.
4. Le tracé du nouveau boulevard René-Lévesque est pressenti pour être d'un gabarit assez large à la hauteur de l'avenue De Lorimier et sur la façade nord du site historique de la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant. La largeur de cette emprise pourrait occasionner un inconfort certain pour les usagers du transport actif qui désireraient accéder au site et poursuivre leur route jusqu'au parc du Pied-du-Courant.
5. Le terrain situé à l'angle sud-est du Square Papineau et du boulevard René-Lévesque offre un potentiel de requalification qui n'est pas exprimé au plan.
6. Le projet annoncé à l'est de la rue Saint-Hubert, voisin de la gare Viger, n'est pas inscrit au plan. Ses composantes devront faire partie de toutes études établissant les besoins du secteur en équipement collectif et sur le plan de développement commercial à établir pour tout le secteur.

[194] Cartes de la vision d'aménagement proposée par la Ville de Montréal pour la zone à requalifier, doc. 3.10, p. 2

3.10.8 Le site de Radio-Canada (Groupe Mach et Broccolini)

Contexte d'intervention

La proposition du groupe MACH s'inscrit sur un terrain de plus de quatre hectares. La tour de la Maison de Radio-Canada est conservée ainsi que son enseigne emblématique. Tout le basilaire est détruit pour permettre la reconstruction d'un vaste complexe de logements de 6 à 15 étages de part et d'autre de la tour. Un parc public est maintenu sur le boulevard René-Lévesque. Les rues historiques du secteur des Faubourgs seront réhabilitées et traverseront le site du nord au sud et d'ouest en est. Les sous-sols de 15 mètres de profondeur ainsi dégagés permettront d'aménager des aires de stationnement et d'accueillir des commerces de grande surface. La rue de La Gauchetière, prolongée jusqu'à la nouvelle rue Alexandre-DeSève, devrait accueillir des commerces de proximité. Le Groupe MACH a conclu un accord de développement avec la Ville de Montréal qui prévoit l'intégration de 20 % de logements sociaux et 10 % de logements abordables[195]. À terme, le projet pourrait compter 3 000 logements et près de 3 000 emplois chez Radio-Canada, auxquels s'ajouteront les travailleurs de la tour de 23 étages de bureaux et plusieurs commerçants[196].

La commission reconnaît que l'accueil des commerces de grande surface dans les sous-sols peut répondre aux besoins d'un vaste secteur à desservir. La commission se questionne à propos de ce choix, car il est de notoriété publique que les commerces de grande surface ont des exigences qui s'accommodent mal d'un établissement en sous-sol. Les commerces de grande surface réclament de la visibilité, de grands espaces de stationnement, de l'affichage à la dimension de leur établissement et doivent générer de très hautes fréquentations d'acheteurs pour maintenir leurs activités. La commission est d'avis qu'il serait opportun d'offrir à la communauté des locaux qui pourrait accueillir une maison de la culture, par exemple, ou encore un lieu de mémoire de la radiodiffusion et télédiffusion canadiennes.

Balises d'aménagement

1. Adopter un langage architectural en harmonie avec l'identité du secteur des Faubourgs et respectueux de son contexte d'insertion en évitant les murs rideaux.
2. Privilégier un développement mixte, résidentiel, emplois, commerces de proximité.
3. Toute aire de stationnement doit être aménagée en sous-sol et inclure des aires réservées aux vélos, aux autopartages et des branchements pour les véhicules électriques.
4. Intégrer des logements sociaux et abordables.
5. Éviter tout aménagement favorisant la fermeture de l'îlot sur lui-même.
6. Proposer l'implantation de bâtiments en pourtour d'îlot afin de permettre l'encadrement du domaine public des nouvelles rues.
7. Favoriser des espaces verts intra-îlot ouverts sur le domaine public.
8. Contribuer à l'aménagement particulier de la rue de la Visitation, une rue partagée comportant un mobilier urbain et une signalétique qui invitent les promeneurs à circuler

[195] Accord de développement pour les parties est et ouest du site de Radio-Canada, doc. 3.1.4.2, p. 6
[196] Groupe MACH, doc. 8.91, p. 18, 27

de la rue Sainte-Catherine jusqu'à la promenade riveraine et à découvrir les attraits de la nouvelle rue commerciale de la rue de la Gauchetière.

9. Favoriser une trame commerciale en continu sur la rue de la Gauchetière en intégrant des commerces de détail au rez-de-chaussée des bâtiments dont la façade est sur rue.
10. Tirer profit d'un plan de développement commercial afin d'améliorer la desserte de commerce de proximité dans le secteur.
11. Adopter des mesures pour améliorer l'accès au parc du boulevard René-Lévesque à partir de ce boulevard.
12. Intégrer une approche LEED dans toutes les phases de construction et de gestion des opérations.
13. Adopter des pratiques de gestion intégrée des déchets.
14. Favoriser l'agriculture urbaine.
15. Porter une attention à l'ensoleillement sur les espaces verts.
16. Adopter une signalétique et un mobilier urbain convivial et accueillant.
17. Apporter une attention particulière aux entrées et sorties des aires de stationnement en sous-sol qui s'ajouteront sur le boulevard René-Lévesque.
18. Établir des règles d'affichage pour les commerces de détail et de grande surface respectueuses du site d'insertion.

3.10.9 Le site de la brasserie Molson (Groupe Sélection/Montoni)

Contexte d'intervention

Le site de la brasserie Molson tire ses origines depuis la fin du XVIII^{e} siècle et fait figure emblématique pour Montréal. Le déménagement prochain de ses procédés de fabrication laisse au secteur des Faubourgs un vaste complexe à requalifier de plus de 12 hectares. La Ville de Montréal a inscrit ce site à son règlement pour faire valoir un droit de préemption advenant une vente du terrain. Au Plan d'urbanisme de Montréal et à la règlementation d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, l'affectation de l'immeuble de la brasserie Molson est industrielle. La commission a été informée qu'une entente est intervenue entre la Ville et le propriétaire du terrain, dont les nouvelles balises d'aménagement sont différentes, mais concordantes avec celles de la vision d'aménagement présentée lors de cette consultation. Un parc, rappelant le parc Sohmer d'origine, a été reconduit. Ont été prolongées, les rues nord-sud d'origine, de la Visitation, Plessis et Alexandre-DeSève. Les bâtiments ayant une valeur patrimoniale ont été identifiés. Des îlots ont été réservés pour accueillir du logement social et un équipement scolaire et communautaire. L'arrondissement propose de prolonger la rue de la Commune et la promenade riveraine surélevée jusqu'à la rue Alexandre-DeSève. Un segment de la rue Notre-Dame Est, à l'ouest de la rue Papineau, est pressenti pour accueillir au rez-de-chaussée des commerces de détail.

La brasserie Molson aurait laissé entendre qu'un lieu de mémoire pourrait être maintenu dans les édifices patrimoniaux ainsi qu'une brasserie artisanale. La commission est d'avis que les paramètres d'encadrement pour la réaffectation des portions de bâtiments patrimoniaux de la

brasserie Molson pourraient s'inspirer des exemples réussis des villes de Dublin et de Milwaukee. Ces lieux de grand achalandage touristique ont su mettre en valeur les vestiges des complexes brassicoles à l'image de ce qui est souhaité pour la brasserie Molson.

La reconfiguration de la sortie de l'autoroute Ville-Marie sur la rue Notre-Dame laisse de vaste portions de terrains à remembrer et à adjoindre aux terrains de stationnement qui se trouvent entre la rue Montcalm et la rue Papineau.

L'arrondissement de Ville-Marie relève que le Port de Montréal est un équipement essentiel à l'économie montréalaise. À la hauteur du quartier Sainte-Marie, les voies ferrées sont utilisées pour le triage des wagons en provenance de l'ouest sur les voies du Canadien National et en provenance de l'est sur les voies du Port de Montréal et du Canadien Pacifique. Les édifices de la brasserie Molson joueraient le rôle de mur antibruit actuellement.

Le site se prête favorablement aux bâtiments de grande hauteur, éloigné de la structure du pont, adossé à l'autoroute Ville-Marie et en continuité des bâtiments déjà construits sur la rue de la Commune à l'est de la rue Atateken. Toutefois, une attention particulière doit être portée afin de respecter les bâtiments emblématiques du secteur : les bâtiments historiques de la brasserie Molson, la tour de la Maison de Radio-Canada et la structure du pont Jacques-Cartier.

Balises d'aménagement

1. Adopter un langage architectural en harmonie avec l'identité du secteur des Faubourgs et respectueux de son contexte d'insertion en évitant les murs rideaux.
2. Apporter un soin particulier aux bâtiments adjacents à la gare de triage du Port de Montréal en développant des mesures importantes d'atténuation du bruit généré par le triage des wagons.
3. Mettre en valeur les bâtiments patrimoniaux de la brasserie Molson et de la Canadian Rubber.
4. Privilégier un développement mixte, résidentiel, emplois, commerces de proximité.
5. Prolonger la rue de la Commune jusqu'à la rue Alexandre-DeSève.
6. Aménager une promenade riveraine de la rue Atateken jusqu'aux bâtiments patrimoniaux de la brasserie Molson.
7. Prolonger les rues nord-sud jusqu'à la rue de la Commune.
8. Toute aire de stationnement doit être aménagée en sous-sol et inclure des espaces réservés aux vélos, à l'autopartage et des branchements pour les véhicules électriques.
9. Intégrer des logements sociaux et abordables.
10. Éviter tout aménagement favorisant la fermeture de l'îlot sur lui-même.
11. Proposer l'implantation de bâtiments en pourtour d'îlot afin de permettre l'encadrement du domaine public des nouvelles rues.
12. Favoriser des espaces verts intra-îlot ouverts sur le domaine public.

13. Favoriser une trame commerciale en continu sur un segment de la rue Notre-Dame à l'ouest de la rue Papineau reconfigurée, en accueillant des commerces de détail au rez-de-chaussée des bâtiments dont la façade est sur rue.
14. Tirer profit d'un plan de développement commercial afin d'améliorer la desserte de commerce de proximité dans le secteur.
15. Intégrer une approche LEED dans toutes les phases de construction et de gestion des opérations.
16. Adopter des pratiques de gestion intégrée des déchets.
17. Favoriser l'agriculture urbaine.
18. Porter une attention à l'ensoleillement sur les espaces verts.
19. Adopter une signalétique et un mobilier urbain convivial et accueillant.
20. Établir des règles d'affichage pour les commerces de détail respectueuses du site d'insertion.

3.10.10 La station de pompage Craig au cœur d'une concentration d'infrastructures, de bâtiments et d'activités à caractère patrimonial

Contexte d'intervention

Les citoyens[197] ont fortement insisté sur la valeur patrimoniale de cette infrastructure urbaine, témoin d'une innovation technologique. La commission a été touchée par les exemples de musées des égouts qui témoignent du potentiel récréotouristique de la station de pompage Craig[198].

La commission salue l'orientation de l'arrondissement de déplacer le boulevard René-Lévesque pour désenclaver le site et en faciliter l'accès. Toutefois, l'arrondissement suggère d'adosser des immeubles résidentiels sur la nouvelle limite nord du terrain qu'occupe la station de pompage Craig, ce qui, de l'avis de la commission, contribuera à l'enclaver de nouveau. Historiquement la station de pompage Craig s'inscrit dans l'histoire du fleuve sur le plan symbolique. La commission s'interroge sur les opportunités que suggère la présence de tous les objets patrimoniaux à proximité de la station Craig : le fleuve Saint-Laurent, le prolongement proposé de la promenade riveraine du Chemin-Qui-Marche, le parc du Pied-du-Courant, la nouvelle esplanade verte sous la structure majestueuse du pont Jacques-Cartier, la maison du Gouverneur et la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, sans oublier la nouvelle vocation des bâtiments patrimoniaux de la brasserie Molson.

[197] Écomusée du fier monde, doc. 8.2; Comité de sauvegarde des pompes Craig, doc. 8.29; AmiEs du courant Sainte-Marie, doc. 8.33; Montréal-Jonction, doc. 8.43; Renaud Paré, doc. 8.47; UTILE, doc. 8.98; Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), doc. 8.101

[198] Comité de sauvegarde des pompes Craig, doc. 8.29

Recommandation #41
La commission recommande à l'arrondissement de reconsidérer la proposition d'implanter des immeubles résidentiels à la limite nord du terrain de la station Craig, en laissant le terrain libre de construction jusqu'au prolongement de la rue de la Gauchetière Est au nord du site.

Le terrain ainsi dégagé contribuera à l'édification du projet de réhabilitation de ce patrimoine indiscutable et pourra offrir la possibilité d'adjoindre à la station de pompage Craig réhabilitée des équipements publics complémentaires sur le plan culturel ou communautaire, par exemple. La station de pompage Craig réhabilitée deviendrait une destination touristique d'importance, au cœur d'une concentration d'infrastructures, de bâtiments et d'activités génératrices d'achalandage récréotouristique.

3.11 Approche règlementaire à venir

La commission, soucieuse de voir le secteur des Faubourgs doté des équipements scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels essentiels à l'épanouissement des citoyens qui grandissent et fréquentent le secteur des Faubourgs, invite l'arrondissement de Ville-Marie à la plus grande prudence lorsque seront annoncés des changements d'affectation, de densité et de hauteur autorisées pour refléter les orientations qui seront souhaitées. Ces modifications règlementaires ont généralement un effet immédiat sur la spéculation foncière, qui pourraient rendre très difficile, voire impossible, l'acquisition des immeubles requis pour l'établissement de ces équipements publics.

Recommandation #42
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier, préalablement à la publication du projet de PPU, tout immeuble d'intérêt pour protéger la dotation du secteur d'équipements publics scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, essentiels à l'épanouissement des citoyens qui fréquentent le secteur des Faubourgs et y grandissent. Elle recommande également que l'arrondissement suggère au conseil municipal d'établir soit des réserves foncières ou d'inscrire des droits de préemption sur les terrains visés.

Recommandation #43
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier, préalablement à la publication du projet de PPU, les bâtiments du patrimoine industriel du secteur des Faubourgs qui doivent être mis en valeur pour accueillir des activités artisanales et industrielles légères, en accord avec la volonté de maintenir dans le secteur des Faubourgs une importante contribution des artistes et des artisans et de conférer à ces immeubles un zonage exclusivement d'industrie légère.

3.12 S'engager et s'impliquer

La commission souligne la très forte implication des groupes d'intérêt du large secteur des Faubourgs dans la réflexion et dans la formulation d'objectifs aux fins de sensibiliser les acteurs du développement urbain et les décideurs publics. La commission salue cette très forte participation et la très forte appartenance au secteur. Avant même la tenue de la consultation, plusieurs groupes ont réalisé des ateliers ou des séminaires pour bien identifier les problématiques de leur milieu de vie et en saisir la commission.

La commission relève que les participants sont très impliqués dans l'accueil et la surveillance des grands projets immobiliers du secteur. Des groupes communautaires et des citoyens sont appelés à participer au comité d'accompagnement des grands projets sur les terrains à requalifier de Radio-Canada et, récemment, sur un comité d'accompagnement du projet des Portes Sainte-Marie sur l'avenue De Lorimier. Les comités LGBTQ2+ sont aussi très nombreux qui visent chacun des objectifs divergents ou convergents.

La commission s'inquiète du traitement parfois en silo de certains comités ou sur les mandats parfois restreints qui leur sont confiés.

La gouvernance citoyenne rapproche les élus des citoyens en toute transparence en diffusant l'information et l'argumentaire qui soutiennent chaque décision politique. Les choix stratégiques des projets toujours trop nombreux, débattus sur la place publique, offrent l'intérêt du débat et de l'étalement des enjeux et des choix budgétaires. Il va de soi qu'il est impossible de satisfaire tous les besoins exprimés, mais les choix décidés en concertation et en toute transparence ont l'avantage d'aider à construire le consensus et d'assurer une meilleure acceptabilité sociale.

La commission constate que les projets à mettre de l'avant dans le secteur des Faubourgs réclament des investissements très importants de la part des paliers gouvernementaux, des organismes communautaires et des entreprises privées. Le plan d'action de la Stratégie centre-ville fait état de la nécessité de réunir les acteurs afin d'assurer une cohésion dans les actions à mener lors de la réalisation des grands projets au centre-ville. Dans le secteur des Faubourgs, ce rôle est en partie attribué au Comité d'accompagnement des grands projets du Centre-Sud. Sans sous-estimer le travail accompli par ce comité, la commission est d'avis que l'analyse de la réceptivité d'un projet doit dépasser le site du projet du promoteur, car la simple addition des projets des promoteurs ne peut assurer l'établissement dans le secteur des équipements publics qui seront réclamés par les futurs occupants. Ce n'est pas le mandat des promoteurs.

Pour atteindre les objectifs du PPU et promouvoir les projets qui y sont inscrits, la commission retient que la Ville doit mettre en place un mode de gouvernance approprié, muni de moyens adéquats qui assure la mise en œuvre du plan d'action du PPU. La tâche à réaliser est énorme, et demande de voir :

1. au maintien d'un diagnostic des variables socio-économique et de leur adéquation avec les besoins des différentes clientèles en matière d'équipement public;
2. à la mise en œuvre du plan d'action de la Stratégie centre-ville pour le secteur des Faubourgs;
3. à la dotation de tous les attributs nécessaires à l'épanouissement des citoyens qui fréquentent le secteur, tels les équipements récréatifs, sportifs, communautaires, culturels et scolaires;
4. à la mise en place des recommandations d'un Plan de développement commercial des artères du secteur afin d'offrir des commerces de proximité adaptés à tous les profils de citoyens;
5. au recensement et à la protection des immeubles industriels, afin de maintenir dans le secteur des lieux d'accueil pour les artisans, les artistes, les incubateurs d'entreprises et pour les organismes d'économie sociale;
6. à l'identification des composantes identitaires du secteur, à l'établissement des mécanismes qui en assureront le maintien, la promotion et le développement dans les secteurs qui en sont pourvus et de les prolonger sur les îlots à requalifier;
7. à miser sur les arts et la culture en tant que vecteur de développement social et économique et comme moyen de créer des liens, des passerelles et des lieux de socialisation entre les citoyens des quartiers existants et les nouveaux arrivants;
8. à identifier les immeubles à mettre en réserve ou pour lesquels il est utile de se prévaloir d'un droit de préemption;
9. à la mise en valeur de la rue Sainte-Catherine au cœur du secteur des Faubourgs et du nouveau pôle récréotouristique du Pied-du-Courant/station de pompage Craig/brasserie Molson;
10. à l'implication citoyenne lors de la réalisation des grands projets urbains :

    a. l'autoroute et le boulevard Ville-Marie/boulevard René-Lévesque;
    b. la tête du pont Jacques-Cartier;
    c. le projet récréotouristique de la station de pompage Craig;
    d. l'îlot de l'hôpital de la Miséricorde;
    e. l'îlot de Radio-Canada;
    f. l'îlot de la brasserie Molson;
    g. l'îlot des Portes Sainte-Marie;
    h. la promenade riveraine;
    i. l'esplanade verte aménagée sous le pont Jacques-Cartier;
    j. le potentiel piétonnier des rues Ontario, Atateken, de la Visitation, Parthenais, Fullum, et des nouvelles rues Notre-Dame et de la Gauchetière.

Ce mode de gouvernance aurait la capacité de réunir autour du PPU du secteur des Faubourgs, les ministères concernés, ainsi que l'ensemble des parties prenantes, dont les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, l'Administration portuaire de Montréal, la Société immobilière du Canada (Vieux-Port), le Canadien National, le Canadien Pacifique, l'arrondissement de Ville-

Marie, la Commission scolaire de Montréal, les groupes d'intérêts privés, les organismes communautaires et les citoyens.

Recommandation #44
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de prévoir l'établissement d'un mode de gouvernance approprié pour assurer la mise en œuvre du plan d'action du PPU.







CONCLUSION

Les travaux de la commission sur la consultation publique en amont de l'élaboration du PPU du secteur des Faubourgs a permis d'élargir le débat et d'atteindre de nouveaux groupes de citoyens. Pensons aux adolescents, aux familles, aux personnes âgées et aux travailleurs. La commission relève que les quinze années de consultation publique, sur des territoires parfois plus larges ou plus restreints, ont contribué à préciser de façon non équivoque les attentes citoyennes. Les activités qui ont été tenues lors de cette consultation a permis aux participants d'aller plus loin que la formulation, de besoins, d'orientations générales et d'objectifs particuliers. Les participants ont mis sur la table une panoplie de projets concrets à mettre en œuvre et largement décrits au chapitre deux. De ce constat, la commission retient que les citoyens de tous âges souhaitent ***grandir et s'épanouir*** dans ce milieu de vie qu'ils ont choisi.

Ce milieu est défini par son histoire et son identité, par les valeurs des citoyens qui y habitent et qui le fréquentent. Le secteur des Faubourgs, aux portes du quartier étudiant, du Vieux-Montréal et du centre-ville, a plusieurs visages, riche de tout horizon avec des attributs de solidarité et d'inclusion. Les communautés LGBTQ2+ s'y reconnaissent et se sont approprié ce milieu de vie qu'elles souhaitent à leur image et réponde à leurs besoins.

La commission relève que pour grandir et s'épanouir dans le secteur des Faubourgs, il faut y retrouver les attributs d'un quartier complet, solidaire, inclusif, durable et participatif, et rendre pérennes les ressources communautaires destinées aux populations vulnérables et fragilisées.

Un quartier où il est possible de trouver un logement qui correspond à sa condition et à son budget et qui permet aux familles avec enfant de s'y établir. Doivent s'y trouver, un réseau de parcs accueillants et adaptés, des équipements sportifs, récréatifs, communautaires, culturels et scolaires, véritables lieux de socialisation et d'inclusion, des emplois variés pour tous les types de travailleurs, des commerces de proximité pour toutes les bourses. Un quartier verdoyant où il est possible de se divertir, de se ressourcer, de marcher et de circuler à vélo en sécurité, et où les effets néfastes de la circulation de transit sont atténués. Un quartier durable, sain où les traces de son histoire et de son identité sont mises en valeur.

La commission reconnaît que les nouveaux îlots à requalifier accueilleront des immeubles de plus grande hauteur que les milieux de vie existants où l'on retrouve une majorité de duplex et de triplex, car la construction immobilière dans un secteur central répond nécessairement aux lois économiques. De plus grandes hauteurs peuvent néanmoins être acceptables lorsqu'elles sont associées aux attributs d'un quartier complet axés sur les meilleures pratiques de développement durable : de larges espaces publics accueillants et ouverts, des commerces de proximité, des équipements publics, des emplois, du transport actif et collectif, ainsi que la qualité des composantes architecturales des bâtiments et l'aménagement des espaces publics qui doivent également être en harmonie avec le caractère et l'identité du lieu d'insertion.

La commission est d'avis que le PPU des Faubourgs représente une opportunité nette de profiter d'un marché immobilier dynamique pour doter le secteur des attributs qui assureront à long terme

une amélioration de la qualité de vie dans ce secteur qui porte toujours les blessures du passé. La commission met en relief la nécessité de revoir la cohabitation de la circulation de transit qui marque ce territoire, de revoir le projet de la tête du pont Jacques-Cartier, d'encadrer les projets sur les îlots à requalifier, de réfléchir à la concurrence entre le logement étudiant et le logement pour les familles.

La commission retient également la nécessité de faire de la rue Sainte-Catherine une rue animée et conviviale quatre saisons, qui inclue un centre communautaire et un lieu hommage pour les communautés LGBTQ2+. De la rue Sainte-Catherine peuvent se déployer des parcours piétonniers et cyclables vers le parc Lafontaine, le parc des Faubourgs, la rue des artistes Parthenais, les rues vertes sous la structure du pont Jacques-Cartier, sur la rue fondatrice de la Visitation, sur la rue revalorisée Atateken et vers un nouveau lieu de fréquentation récréotouristique autour du parc du Pied-du-Courant/station de pompage Craig/brasserie Molson et le fleuve Saint-Laurent, dont les barrières seront progressivement éliminées.

La commission propose d'établir des passerelles réelles entre les milieux de vie existants et les îlots à requalifier, tant par leur ouverture sur le quartier actuel que sur tout élan favorisant le développement durable, l'économie sociale, l'agriculture urbaine et les meilleures pratiques en aménagement du territoire. Finalement, la commission propose d'établir un mode de gouvernance efficient et imputable qui, doté des moyens requis, assurera une mise en œuvre de ce vaste chantier, de sorte que la population des Faubourgs s'y sente accueillie et que les nouveaux arrivants contribuent à la culture d'inclusion et de solidarité, qui feront de ce quartier de Montréal un quartier exemplaire.

La commission remercie chaleureusement tous les participants, le personnel de l'OCPM et souligne la contribution attentive et nourrie du personnel de l'arrondissement de Ville-Marie tout au long de cette consultation publique.

Fait à Montréal, le 26 juillet 2019.

Bruno Bergeron
Président de commission

Danielle Casara
Commissaire

Christian Giguère
Commissaire






9



Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 27 juin 2018, le comité exécutif confiait à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le mandat de tenir une consultation publique « *encadrant l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le cœur du quartier Centre-Sud, qui inclut le Village, les abords du pont Jacques-Cartier et les berges, soit plus particulièrement le territoire bordé des rues Saint-Hubert, Sherbrooke, de Rouen, Fullum, Sainte-Catherine, d'Iberville et le fleuve Saint-Laurent*[199] ».

La consultation publique

La documentation a été rendue disponible sur le site web de l'OCPM, de même que sur la page web de la consultation, le 10 décembre 2018. Un communiqué a été diffusé en ligne sur le site web Newswire le même jour.

Pour diffuser l'information relative aux consultations publiques, l'OCPM s'appuie sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités. Ainsi, la présente consultation a été annoncée aux 6 300 abonnés à son infolettre, aux plus de 13 000 abonnés à ses pages Facebook et Twitter, ainsi qu'à plus de 32 000 personnes qui résident dans le secteur ou au pourtour de celui-ci et qui ont reçu un dépliant par la poste.

Une rencontre préparatoire a eu lieu le 3 décembre 2018 aux bureaux de l'OCPM avec les représentants de l'arrondissement de Ville-Marie.

La commission a tenu une séance d'information le 19 février 2019 à l'Écomusée du fier monde, quatre forums thématiques les 16 et 23 mars 2019 à l'Espace Fullum, et huit séances d'audition des opinions les 9, 10, 11, 16 et 17 avril 2019 à l'Écomusée du fier monde.

La séance d'information a été diffusée en ligne sur Facebook, Twitter et sur le site web de l'OCPM. La vidéo a par la suite été archivée pour le visionnement en différé sur YouTube. À ce jour, la séance a été visionnée à 1 417 reprises.

La commission et son équipe

Bruno Bergeron, président de la commission
Danielle Casara, commissaire
Christian Giguère, commissaire
Stéfanie Wells, secrétaire-analyste
Olivier Rinfret, analyste
Marina Jolly, analyste

[199] Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 1

L'équipe de l'OCPM
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Hadrien Chénier-Marais, responsable de la mobilisation et de la participation en ligne
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Guy Grenier, consultant
Laurent M. Lafontant, préposé à l'accueil
Lizon Levesque, adjointe administrative
Anik Pouliot, directrice des communications
Nicole Uwimana, préposée à l'accueil
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Les porte-paroles de la Ville de Montréal
Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe, arrondissement de Ville-Marie
Charlotte Horny, conseillère en aménagement, arrondissement de Ville-Marie
Olivier Légaré, conseiller en aménagement, arrondissement de Ville-Marie
Christophe Ripeau, conseiller en aménagement, arrondissement de Ville-Marie

Les personnes-ressources

Pour la Ville de Montréal
François Cadotte, conseiller en aménagement, service de l'habitation
Martin Crépeau, conseiller en développement communautaire, direction culture, sports, loisirs et développement social, division des sports, loisirs et développement social, arrondissement de Ville-Marie
Driss Ezzaher, chef de division, division circulation et inspection du domaine public, arrondissement de Ville-Marie
Alain Lavoie, conseiller en développement communautaire, direction culture, sports, loisirs et développement social, division des sports, loisirs et développement social, arrondissement de Ville-Marie
Cécile Poirier, conseillère en développement, service de l'habitation

Pour la Commission scolaire de Montréal (CSDM)
David Genesse Bolduc, coordonnateur, Bureau de la planification et de la gestion des espaces
Joëlle Simard, analyste en planification, Bureau de la planification et de la gestion des espaces

Pour Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI)
Étienne Caissy, ingénieur Planification
Jean-François Rousseau, ingénieur Responsable d'ouvrages
Andy Woo, directeur Planification

Pour la Société immobilière du Canada, Vieux-Port de Montréal
Amal Dagher

Les participants ayant posé des questions lors de la séance d'information du 19 février 2019 (par ordre d'intervention)

Sandra Boissé
Sylvie Chamberland
Éric Michaud
Imane Allam
Karim Kammah
Andréanne Lapointe
Daniel Chartier
Roberta Capelovitch
Jean Décarie
Caroline Douret
Gaétan Auger
Johanne David
Victor Balsis
Marie Bourbeau
Pierre-Luc Rivest
Lucie Dufour
Ron Rayside
Mélina Morin
Angelo Vendetti
Angèle Dufresne
Jacques Larin
Julie Leblanc
André Gagnon
Denis Côté

Les participants ayant posé des questions lors du forum citoyen sur les Transports et déplacements du 16 mars 2019 avant-midi (par ordre d'intervention)

Ron Rayside
Pascal Chartier
Yves Chartrand
Marie Bourbeau
Victor Balsis
Julie Leblanc
Benoît St-Jean
Charles Gaudreau
Anthony Labossière
Jacques Larin
Karim Kammah
François Dandurand
Philippe Chartier
Louise Constantin
André Lavallée
Nicolas Zoghby
Jérôme Fèvre-Burdy

Les participants ayant posé des questions lors du forum citoyen sur les Milieux de vie complets du 16 mars 2019 après-midi (par ordre d'intervention)

Saki Satsuki Aida
Guillaume Le Ny Jean
Lucie Dufour
André Gagnon
Pascale Therrien
Charles Gaudreau
Cécile Deschamps
Éric Michaud
Julie Leblanc
Benoît St-Jean
Veronica Islas
Jean-Charles Hamel
Jody Negley
Isabelle Wolfmann
Hitesh Bhanabhai
Marie-Christine Dubuc
Louis-Philippe Myre
Anne-Marie Grondin
Saki Satsuki Aida

Les participants ayant posé des questions lors du forum citoyen sur l'Architecture, le patrimoine et les paysages du 23 mars 2019 avant-midi

Heidi Miller
Ron Rayside
Marie Bourbeau
Yves Chartrand
Pascale Felisa
Victor Balsis
Denise Chiasson
Carl Bégin
Julie Leblanc
Louis Bourque
Julie Duchesne
Jacques Larin
Isabelle Wolfmann
André Gagnon
Louise Constantin
Charles Gaudreau
Mardjane Amin

Les participants ayant posé des questions lors du forum citoyen sur la vie communautaire du 23 mars 2019 après-midi

Lucie Dufour
Yves Chartrand
Julie Leblanc
Claude Dionne
Louise Constantin
André Gagnon
Tella Bradia
Michel Blais
Heidi Miller
Christian Tanguay
Dominique Lahaise
Jacques Larin
Nathalie Germain
Annie Savage
Véronica Islas
André Querry
Imane Allam
Manon Massé
Claude Dionne
Lucie Dufour

La liste des citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec ou sans présentation orale apparaît à l’annexe 2 sous la rubrique 8.

Annexe 2 – La documentation

1. Procédure et objet du mandat

1.1. Sommaire décisionnel
1.2. Recommandation
1.3. Pièce jointe
  1.3.1. Territoire
1.4. Résolutions
  1.4.1. Résolution CA18 240380 – séance ordinaire du 12 juin 2018
  1.4.2. Résolution CE18 1157 – séance ordinaire du 27 juin 2018

2. Démarche de consultation

2.1. Dépliant
2.2. Activité contributive citoyenne *101 histoires, un territoire*
  2.2.1. Trousse « prêt-à-consulter »
2.3. Forums thématiques
  2.3.1. Canevas des ateliers créatifs

3. Documentation déposée par l'arrondissement de Ville-Marie

3.1. Document de mise en situation
  3.1.1. Secteur 1 – Le boulevard Ville-Marie et l'accès au pont Jacques-Cartier
    3.1.1.1. Rapport du BAPE sur le Projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal par le ministère des Transports du Québec (2001) http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape162.pdf
    3.1.1.2. Évaluation des conditions favorables à la réalisation d'un boulevard entre le tunnel Viger et la rue Frontenac – Secteur Square Papineau/Pied-du-Courant (2018)
  3.1.2. Secteur 2 – Les abords du fleuve
    3.1.2.1. Règlement autorisant la construction du projet Solano (2001) http://ville.montreal.qc.ca/sel/sypre-consultation/afficherpdf?idDoc=10036&typeDoc=1
    3.1.2.2. Règlement autorisant l'occupation du bâtiment Héritage (ancien entrepôt frigorifique) (2001) http://ville.montreal.qc.ca/sel/sypre-consultation/afficherpdf?idDoc=10293&typeDoc=1
    3.1.2.3. Carte des installations du Port de Montréal https://www.port-montreal.com/pmgeo/navires.do?action=getmap&mapname=installations&lang=fr
  3.1.3. Secteur 3 – La Brasserie Molson
  3.1.4. Secteur 4 – Le site de Radio-Canada
    3.1.4.1. Projet particulier pour la partie Est du site (2017)

3.1.4.2. Accord de développement pour les parties Est et Ouest du site (2017)
3.1.5. Secteur 5 – La station de pompage Craig
3.1.5.1. Étude des valeurs architecturales et patrimoniales (2005)
3.1.6. Secteur 6 – La prison des Patriotes-au-pied-du-courant
3.1.7. Secteur 7 – Le terrain « Portes Sainte-Marie »
3.1.7.1. Règlement autorisant la construction du projet des « Portes Sainte-Marie » (2004)
http://ville.montreal.qc.ca/sel/sypre-consultation/afficherpdf?idDoc=1224&typeDoc=1
3.1.8. Secteur 8 – L'hôpital de la Miséricorde
3.1.9. Étude patrimoniale (2003)
3.1.10. Secteur 9 – Les abords du pont Jacques-Cartier – la tête de pont
3.1.11. Secteur 10 – Le Village
3.1.12. Secteur 11 – Centre-Sud
3.1.13. Secteur 12 – Le pôle institutionnel
3.1.14. Secteur 13 – Les principales artères commerciales
3.2. Carte interactive - fiches détaillées des 13 secteurs
http://faubourgs.ocpm.qc.ca/carte-interactive.html
3.3. Profil du secteur des Faubourgs
3.3.1. Profil statistique (2018)
3.3.2. Données sur les ménages et les logements (2018)
3.4. État de la situation scolaire du secteur Ville-Marie – CSDM
3.5. Présentation de l'arrondissement de Ville-Marie lors de la séance d'information du 19 février 2019
3.6. Présentation de l'arrondissement lors du forum sur les Transports et déplacements du 16 mars 2019
3.7. Présentation de l'arrondissement lors du forum sur les Milieux de vie complets du 16 mars 2019
3.8. Présentation de l'arrondissement lors du forum sur l'Architecture, patrimoine et paysages du 23 mars 2019
3.8.1. Présentation de Caroline Magar-Bisson lors du forum sur l'Architecture, patrimoine et paysages du 23 mars 2019
3.9. Présentation de l'arrondissement lors du forum sur la Vie communautaire du 23 mars 2019
3.10. Cartes de la vision d'aménagement proposée par la Ville de Montréal pour la zone en requalification (futurs milieux de vie), versions de décembre 2018 et mars 2019

4. Documents déposés par les groupes et citoyens

4.1. Rapport synthèse de l'événement autour d'une vision de développement du sud-est de Ville-Marie (octobre 2017)
4.2. Histoire du quartier Centre-Sud cartographiée (mai 2009)
4.3. Portrait du Village (février 2019)
4.4. Projet d'inversion de l'accès ferroviaire du CP au Port de Montréal (mai 2008)

5. Documents et liens utiles

5.1. Planification et règlementation

5.1.1. L'affectation du sol – Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/170612_AFFECTATION_25.PDF

5.1.2. La densité de construction – Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/170821_DENSITE_25.PDF

5.1.3. Les limites de hauteur- Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/170821_HAUTEURS_25.PDF

5.1.4. Les parcs et les espaces verts – Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/170612_PARC_25.PDF

5.1.5. Le patrimoine bâti- Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PLAN_URBANISME_FR/MEDIA/DOCUMENTS/161219_PATRIMOINE_25.PDF

5.1.6. Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie 01-282
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VMA_FR/MEDIA/DOCUMENTS/01-282%202017-08-03%20F.PDF

5.2. Portrait de l'arrondissement de Ville-Marie

5.2.1. Profil sociodémographique
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6897,68087682&_dad=portal&_schema=PORTAL

5.2.2. Profil économique
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/arrond_vma_fr/rep_affaires_economie/rep_ae_dev_economique/rep_de_profil_economique/coll_de_profil_economique

5.2.3. Portrait commercial (2016)

5.2.4. Carte des projets immobiliers terminés depuis 2013 (avril 2018)
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VMA_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROJETS_IMMO_2018_AVRIL_TERMIN%C9S.PDF

5.2.5. Carte des projets immobiliers en chantier (permis émis) (avril 2018)
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VMA_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROJETS_IMMO_2018_AVRIL_CHANTIER.PDF

5.2.6. Carte des projets immobiliers à l'étude (plans et devis) (avril 2018)
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VMA_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROJETS_IMMO_2018_AVRIL_ETUDE.PDF

5.3. Consultations publiques de l'OCPM

5.3.1. Projet le Bourbon (2017)
http://ocpm.qc.ca/fr/bourbon

5.3.2. Stratégie centre-ville (2017)
http://ocpm.qc.ca/fr/centre-ville

5.3.3. Projet immobilier du Carré des Arts (2015)
http://ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/projet-immobilier-carre-arts
5.3.4. Projet de transformation du marché Saint-Jacques (2013)
http://ocpm.qc.ca/fr/etiquettes/marche-saint-jacques
5.3.5. PPU du Quartier des spectacles – pôle du Quartier latin (2013)
http://ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/ppu-quartier-spectacles-pole-quartier-latin
5.3.6. Cadre de révision des hauteurs et densités – centre-ville (2012)
http://ocpm.qc.ca/fr/hauteurs-densites
5.3.7. Revitalisation du Quartier Ste-Marie - PPU (2011)
http://ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/revitalisation-du-quartier-ste-marie-ppu
5.3.8. Projet de développement de la Maison de Radio-Canada (2009)
http://ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/projet-developpement-maison-radio-canada/documentation
5.3.9. Ancienne gare-hôtel Viger (2008)
http://ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/ancienne-gare-hotel-viger
5.3.10. Porte Sainte-Marie (2004)
http://ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/porte-sainte-marie

6. Travaux de la commission

6.1. Compte-rendu de la rencontre préparatoire avec l'arrondissement (3 décembre 2018)
6.2. Correspondance de la commission avec la présidence de l'OCPM.
6.3. Suivi des questions des citoyens adressées à l'arrondissement lors de la séance d'information (19 février 2019)
6.3.1. Réponses de l'arrondissement (10 avril 2019)
6.4. Question de la commission destinée à l'arrondissement (27 mai 2019)
6.4.1. Réponse de l'arrondissement (31 mai 2019)
6.5. Activité contributive citoyenne *101 histoires, un territoire*
6.5.1. Histoire des participants
6.5.2. Vidéos des participants
6.5.3. Brochure de présentation des vidéos
6.5.4. Synthèse des résultats des activités spéciales (publics cibles)

7. Transcriptions et webdiffusions

7.1. Webdiffusion de la séance d'information du 19 février 2019
7.1.1. Transcriptions de la séance d'information du 19 février 2019
7.2. Transcription des forums citoyens tenus le 16 mars 2019 – Transports et déplacements et Milieux de vie complets
7.3. Transcription des forums citoyens tenus le 23 mars 2019 – Architecture, patrimoine et paysages et Vie communautaire
7.4. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 9 avril 2019, 19h
7.5. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 10 avril 2019, 13h
7.6. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 10 avril 2019, 19h
7.7. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 11 avril 2019, 13h

7.8. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 11 avril 2019, 19h
7.9. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 16 avril 2019, 19 h
7.10. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 17 avril 2019, 10 h
7.11. Transcription de la séance d'auditions des opinions du 17 avril 2019, 13 h

8. Opinions
8.1. Richard Lessard
8.1.1. Présentation
8.1.2. Transcription
8.2. Écomusée du fier monde
8.2.1. Transcription
8.3. Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
8.3.1. Transcription
8.4. Centre d'éducation et d'action des femmes
8.4.1. Transcription
8.5. Richard Bergeron
8.5.1. Annexe
8.5.2. Transcription
8.6. Administration portuaire de Montréal
8.6.1. Présentation
8.6.2. Transcription
8.7. Au Coup de Pouce Centre-Sud inc.
8.7.1. Vidéo
8.7.2. Présentation
8.7.3. Transcription
8.8. Collectif pour un lieu hommage LGBTQ2+ à Montréal
8.8.1. Transcription
8.9. Comité de participation citoyenne du Comité social Centre-Sud
8.9.1. Transcription
8.10. Prével
8.10.1. Transcription
8.11. Centre-Sud Debout !
8.11.1. Transcription
8.12. Coopérative d'habitation Val Perché
8.12.1. Transcription
8.13. Louis Caudron
8.13.1. Transcription
8.14. Rayside Labossière
8.14.1. Présentation
8.14.2. Transcription
8.15. Comité logement Ville-Marie
8.15.1. Transcription
8.16. Habiter Ville-Marie
8.16.1. Annexe

8.16.2. Présentation
8.16.3. Transcription
8.17. Restaurant Au Petit Extra et Cabaret Lion d’Or
8.17.1. Présentation
8.17.2. Transcription
8.18. TGTA
8.18.1. Transcription
8.19. Consortium Groupe Sélection
8.19.1. Présentation
8.19.2. Transcription
8.20. Faubourgs Ontario
8.20.1. Présentation
8.20.2. Transcription
8.21. Équipe Ipso Facto
8.21.1. Présentation
8.21.2. Transcription
8.22. Groupe 1 d’étudiants à l’École d’architecture de l’Université de Montréal
8.22.1. Présentation
8.22.2. Transcription
8.23. Groupe 2 d’étudiants à l’École d’architecture de l’Université de Montréal
8.23.1. Présentation
8.23.2. Transcription
8.24. Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud
8.24.1. Présentation
8.24.2. Transcription
8.25. Fédération des coopératives d’habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM)
8.25.1. Transcription
8.26. Marianne Forgues
8.26.1. Présentation
8.26.2. Transcription
8.27. Spirale comité parents
8.27.1. Présentation
8.27.2. Transcription
8.28. Philippe Bouchard
8.28.1. Transcription
8.29. Comité de sauvegarde des pompes Craig
8.29.1. Présentation
8.29.2. Transcription
8.30. Inter-Loge
8.30.1. Document complémentaire
8.30.2. Transcription
8.31. Antonin Labossière
8.31.1. Transcription

8.32. Conseil régional de l'environnement de Montréal
8.32.1. Présentation
8.32.2. Transcription
8.33. AmiEs du courant Sainte-Marie
8.33.1. Présentation
8.33.2. Transcription
8.34. Daniel Chartier et le Collectif en environnement Mercier-Est
8.34.1. Transcription
8.35. Exeko
8.35.1. Transcription
8.36. NOS Architectes
8.36.1. Présentation
8.36.2. Transcription
8.37. CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
8.37.1. Présentation
8.37.2. Transcription
8.38. Chambre de commerce de l'Est de Montréal
8.38.1. Présentation
8.38.2. Transcription
8.38.3. Phyto Action
8.38.4. Présentation
8.38.5. Transcription
8.39. Coopérative d'habitation Testan
8.39.1. Transcription
8.40. Carrefour alimentaire Centre-Sud
8.40.1. Transcription
8.41. CSDM
8.41.1. Présentation
8.41.2. Lien web : https://csdmsos.maps.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=406043d8b3ac4998be6ffccd3ff80de1
8.41.3. Transcription
8.42. Montréal-Jonction
8.42.1. Transcription
8.43. Jacques Larin
8.44. Comité citoyen René-Cat de la Visitation
8.45. Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
8.46. Renaud Paré
8.47. Atelier Habitation Montréal
8.48. Thomas-Marc Etchecopar
8.49. L'Association des résidants du Vieux-Montréal
8.50. Les Amis du Quai de l'Horloge
8.51. Sid Lee Architecture
8.52. Fierté Montréal

8.53. Grégory Taillon
8.54. Gilbert St-Arnaud
8.55. Michèle Renaud et Véronique Nazair-Blanc
8.56. Musée de l’Hôpital de La Miséricorde
8.57. Manœuvres
8.58. Fondation Inca
8.59. Écohabitation en partenariat avec IET et Ateliers Ublo
8.60. Ordre des architectes du Québec
8.61. Boulangerie Pain à Tartine inc.
8.62. Regroupement Centres conseils en emploi du quartier Centre-Sud
8.63. Devimco Immobilier Inc.
8.64. Comité ZIP Jacques-Cartier
8.65. Montréal International
8.66. CBC / Radio-Canada
8.67. Noémie Pomerleau-Cloutier
8.68. Marc André Perreault
8.69. Réseau d’aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
8.70. Denis Hébert
8.71. Groupe CDH
8.72. Groupe Jesta
8.73. Manon Massé, députée de Sainte-Marie Saint-Jacques
8.74. Quadrilatère de la Miséricorde
    8.74.1. Présentation
    8.74.2. Transcription
8.75. Georges Adamczyk
8.76. Association pour la mobilité active de Ville-Marie
8.77. Denis Côté
    8.77.1. Transcription
8.78. Ateliers créatifs Montréal
    8.78.1. Présentation
    8.78.2. Document supplémentaire
    8.78.3. Transcription
8.79. Chambre de commerce du Montréal métropolitain
    8.79.1. Transcription
8.80. Héritage Montréal
    8.80.1. Transcription
8.81. Patrick Drouin
8.82. Pierre Marcoux
8.83. Institut de développement urbain du Québec
8.84. Claude Boullevraye de Passillé
8.85. Bureau de la députée fédérale Hélène Laverdière
8.86. Association des architectes paysagistes du Québec
8.87. UTILE
    8.87.1. Transcription

8.88. Coalition pour la promenade au Pied-du-Courant
8.88.1. Présentation
8.88.2. Transcription
8.89. Les Valoristes Coopérative de solidarité
8.89.1. Présentation
8.89.2. Transcription
8.90. Groupe Mach
8.90.1. Document déposé
8.90.2. Présentation
8.90.3. Transcription
8.91. Charles Gaudreau
8.91.1. Présentation
8.91.2. Transcription
8.92. Frédérick Bastarache-Ouellette
8.92.1. Transcription
8.93. Voies culturelles des Faubourgs
8.93.1. Transcription
8.94. Provencher Roy
8.95. Angèle Dufresne
8.95.1. Présentation
8.95.2. Document supplémentaire
8.96. Centre culturel et communautaire Ste-Brigide
8.96.1. Transcription
8.97. Les Forges de Montréal
8.97.1. Transcription
8.98. Isabelle Wolfmann
8.98.1. Transcription
8.99. IRIS
8.99.1. Transcription
8.100. TIESS
8.100.1. Transcription
8.101. Chantale Saint-Onge
8.101.1. Transcription
8.102. Huguette Trahan
8.102.1. Transcription
8.103. André Gagnon
8.103.1. Transcription
8.104. Claude Dionne
8.104.1. Transcription

Annexe 3 – Recommandations

Recommandation #1
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie d'inclure un diagnostic prospectif beaucoup plus détaillé du profil sociodémographique, des équipements collectifs, des fuites commerciales, du plan de mobilité durable, du patrimoine bâti et du patrimoine industriel.

Recommandation #2
La commission recommande à l'arrondissement de ne pas se limiter aux notions d'usages, de densité, d'équipements et d'infrastructures publiques pour y inclure aussi les composantes du développement social, économique et environnemental en s'appuyant sur la culture du lieu, son histoire et les caractéristiques des populations qui habitent et fréquentent le secteur.

Recommandation #3
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier et de reconnaître les composantes identitaires du secteur, d'établir des mécanismes qui en assureront la protection et la mise en valeur.

Recommandation #4
La commission recommande à l'arrondissement de faire reposer le PPU sur un concept d'aménagement qui reconnaît le rôle central de la rue Sainte-Catherine comme cœur d'animation du secteur tout au long de l'année.

Recommandation #5
La commission recommande à l'arrondissement de s'appuyer sur les diverses composantes du patrimoine matériel et immatériel du secteur pour établir des passerelles entre les milieux de vie existants et les îlots à requalifier.

Recommandation #6
La commission recommande à l'arrondissement de miser sur les arts et la culture en tant que vecteurs de développement social et économique, à l'instar de ce qui a été proposé dans le PPU du quartier Sainte-Marie adopté en 2012.

Recommandation #7
La commission recommande à l'arrondissement de reconnaître et de mettre en valeur le potentiel récréotouristique du secteur de la station de pompage Craig/Pied-du-Courant.

Recommandation #8
La commission recommande à l'arrondissement d'appuyer les projets de lieux de mémoire sur la rue Sainte-Catherine pour les communautés LGBTQ2+ et sur le site de l'hôpital de la Miséricorde, en plus de réserver les terrains et d'acquérir les immeubles requis pour leur établissement.

Recommandation #9
La commission recommande à l'arrondissement d'asseoir toute la réflexion et les orientations sur les attentes des citoyens de tous âges qui souhaitent grandir et s'épanouir dans leur milieu de vie.

Recommandation #10
La commission recommande à l'arrondissement de doter le secteur des Faubourgs d'équipements scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, et de lieux de socialisation sécuritaires, conviviaux, inclusifs et solidaires.

Recommandation #11
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier dès à présent les besoins estimés pour les 15 000 à 20 000 nouveaux citoyens des îlots à requalifier et de réserver les terrains ou les bâtiments requis.

Recommandation #12
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire un élément de vision fondateur et respectueux des attentes citoyennes de tous âges, qui leur permettront de grandir et s'épanouir dans les différents milieux de vie qui composent le secteur des Faubourgs.

Recommandation #13
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire les notions les plus actuelles sur les collectivités viables, afin que le secteur puisse être qualifié de secteur complet, solidaire, inclusif, durable et participatif.

Recommandation #14
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire dans le PPU la nécessité d'élargir l'étude des déplacements à l'échelle de tout le secteur.

Recommandation #15
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie d'inscrire au PPU la nécessité d'établir des liaisons conviviales reliant les importants attraits du secteur des Faubourgs par l'aménagement d'un réseau vert intégré, à partir de son cœur, la rue Sainte-Catherine.

Recommandation #16
La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire au PPU la nécessité d'établir un plan d'ensemble intra et inter quartier qui regroupe les améliorations de toutes les composantes du transport intermodal telles les stations de métro, le réseau d'autobus, la desserte de Bixi, l'autopartage, le tramway, les systèmes rapides par autobus, les voies cyclables, le Réseau express vélo sans négliger l'accessibilité universelle.

Recommandation #17
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de réévaluer le projet de relèvement de la tête du pont Jacques-Cartier en s'appuyant sur les attentes citoyennes qui souhaitent une entrée de ville verte, sécuritaire et conviviale.

Recommandation #18
La commission recommande à l'arrondissement de ne pas retenir la proposition d'ériger une passerelle surplombant les activités de la gare de triage du Port de Montréal, tant pour des raisons de sécurité que pour des raisons d'ordre technique.

Recommandation #19
La commission recommande à l'arrondissement d'élargir le parc du Pied-du-Courant en y intégrant les deux terrains du ministère des Transports.

Recommandation #20
La commission recommande à l'arrondissement de convenir d'une entente avec le ministère des Transports afin qu'il puisse utiliser d'autres terrains qui seront libérés lors de la reconfiguration de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame, afin de maintenir les activités de la Friche et du Village au Pied-du-Courant.

Recommandation #21
La commission recommande à l'arrondissement de relier la promenade riveraine pour raccorder le parc du Pied-du-Courant à la promenade riveraine du Chemin-Qui-Marche et de raccorder le réseau cyclable du REV à établir dans ce secteur.

Recommandation #22
La commission recommande à l'arrondissement de proposer et de promouvoir toutes initiatives visant à maintenir dans les milieux de vie existants des logements abordables pour les populations vulnérables et fragilisées qui désirent conserver leurs logements.

Recommandation #23
La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de poursuivre et de promouvoir les initiatives visant à soutenir les groupes de ressources techniques afin de contrer les difficultés d'offrir du logement social au centre-ville.

Recommandation #24
La commission recommande à l'arrondissement de porter une attention particulière au logement étudiant afin de documenter le phénomène et de vérifier l'impact réel sur le logement destiné aux familles avec enfants.

Recommandation #25
La commission recommande à l'arrondissement de proposer des initiatives visant à doter ce secteur de nouveaux logements pour étudiants par la mise en réserve de terrains, ou

l'inscription d'un droit de préemption sur des immeubles existants pour contrer la concurrence entre les demandeurs de logements pour famille et les demandeurs de logements étudiants.

Recommandation #26
La commission recommande à l'arrondissement de s'engager à protéger et mettre en valeur le patrimoine matériel sur la portion reconnue du bâtiment et d'instruire un projet de mise en valeur du patrimoine immatériel de l'hôpital de la Miséricorde.

Recommandation #27
La commission recommande à l'arrondissement de réévaluer la pertinence de conserver les portions du complexe immobilier dont la valeur patrimoniale n'est pas reconnue.

Recommandation #28
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier dans le PPU des règles de compositions architecturales en harmonie avec la portion du bâtiment patrimonial conservée.

Recommandation #29
La commission recommande à l'arrondissement de maintenir des objectifs visant la rénovation et la restauration des bâtiments qui sont les témoins du passé, sans oublier le caractère particulier des rues commerciales Ontario et Sainte-Catherine.

Recommandation #30
La commission recommande à l'arrondissement de maintenir une assistance technique et monétaire, à l'instar du plan de mise en œuvre du PPU du quartier Sainte-Marie[200], de contrôler la location à court terme des logements, et d'étudier la possibilité de prendre en charge les logements et les édifices laissés à l'abandon.

Recommandation #31
La commission recommande à l'arrondissement d'établir ses orientations sur la destinée toutes saisons de la rue Sainte-Catherine, par la reconnaissance de son caractère identitaire dont la notoriété rayonne aussi à l'international.

Recommandation #32
La commission recommande à l'arrondissement d'inclure dans le plan d'action du PPU des mesures visant la conservation du caractère actuel de la rue Ontario et d'adopter des mesures pour réduire les inconvénients causés par la circulation de transit.

Recommandation #33
La commission recommande à l'arrondissement d'inclure dans le plan d'action du PPU la nécessité d'établir un plan de développement commercial pour l'ensemble du secteur.

[200] Programme d'amélioration des logements. Ville de Montréal (2012), *Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie*, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7317,125387576&_dad=portal&_schema=PORTAL

Recommandation #34
La commission recommande à l'arrondissement de définir le caractère à donner à la rue Atateken au sud de la rue Sainte-Catherine en mettant en valeur sa marchabilité vers le fleuve.

Recommandation #35
La commission recommande à l'arrondissement d'intégrer toutes contributions possibles et soutenues à l'économie sociale pour le développement de l'emploi solidaire et inclusif dans le secteur.

Recommandation #36
La commission recommande à l'arrondissement d'appuyer les différents organismes à vocation solidaire et inclusive dans la recherche de locaux ou d'espaces pour exercer leurs activités.

Recommandation #37
La commission recommande à la Ville de Montréal de sensibiliser le gouvernement du Québec afin qu'il révise le mode de calcul de l'indice de défavorisation d'un secteur pour que le phénomène d'embourgeoisement qui affecte plusieurs arrondissements de Montréal n'atteigne pas les personnes les plus démunies dans leur capacité d'avoir accès à des services que les groupes communautaires ne pourraient plus leur offrir.

Recommandation #38
La commission recommande à la Ville de Montréal de poursuivre ses représentations auprès du gouvernement du Québec afin d'obtenir un pouvoir de taxation différenciée pour diverses catégories de bâtiment et de commerce dans des secteurs aux prises avec les effets néfastes de l'embourgeoisement.

Recommandation #39
La commission recommande à l'arrondissement d'être attentif au caractère architectural et paysager de la rue Ontario et d'agir avec prudence lors de travaux d'amélioration, afin de ne pas mettre en péril les commerces qui s'adressent aussi aux ménages à faible revenu.

Recommandation #40
La commission recommande à l'arrondissement de porter une attention particulière à certains éléments apparaissant au plan intitulé Vision d'aménagement proposée par la Ville de Montréal pour la zone en requalification (futurs milieux de vie) version de mars 2019[201] et qui, de l'avis de la commission, réclament des ajustements.

Recommandation #41
La commission recommande à l'arrondissement de reconsidérer la proposition d'implanter des immeubles résidentiels à la limite nord du terrain de la station Craig, en laissant le terrain libre de construction jusqu'au prolongement de la rue de la Gauchetière Est au nord du site.

[201] Cartes de la vision d'aménagement proposée par la Ville de Montréal pour la zone à requalifier, doc. 3.10, p. 2

Recommandation #42
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier, préalablement à la publication du projet de PPU, tout immeuble d'intérêt pour protéger la dotation du secteur d'équipements publics scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, essentiels à l'épanouissement des citoyens qui fréquentent le secteur des Faubourgs et y grandissent. Elle recommande également que l'arrondissement suggère au conseil municipal d'établir soit des réserves foncières ou d'inscrire des droits de préemption sur les terrains visés.

Recommandation #43
La commission recommande à l'arrondissement d'identifier, préalablement à la publication du projet de PPU, les bâtiments du patrimoine industriel du secteur des Faubourgs qui doivent être mis en valeur pour accueillir des activités artisanales et industrielles légères, en accord avec la volonté de maintenir dans le secteur des Faubourgs une importante contribution des artistes et des artisans et de conférer à ces immeubles un zonage exclusivement d'industrie légère.

Recommandation #44
La commission recommande à l'arrondissement de prévoir l'établissement d'un mode de gouvernance approprié pour assurer la mise en œuvre du plan d'action du PPU.




2



OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

Recommandation de l'OCPM	Orientation du PPU	Commentaires/Suivi dans le PPU
Recommandation #1 La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie d'inclure un diagnostic prospectif beaucoup plus détaillé du profil sociodémographique, des équipements collectifs, des fuites commerciales, du plan de mobilité durable, du patrimoine bâti et du patrimoine industriel.	/	Le PPU est accompagné de prévisions relatives à la démographie, les types de logements offerts et les emplois à venir. Le Plan local de déplacement (PLD) sorti en 2019 offre un portrait des déplacements et présente les orientations en matière de mobilité durable. La CSDM a été sollicitée, de même que la Direction de la culture, sports et loisirs ainsi que le Service de la diversité et de l'inclusion sociale afin d'établir les besoins actuels et à venir, en fonction du potentiel de développement immobilier. Enfin, un mandat a été confié à une firme spécialisée en patrimoine en vue d'établir un portrait exhaustif du patrimoine bâti du secteur.
Recommandation #2 La commission recommande à l'arrondissement de ne pas se limiter aux notions d'usages, de densité, d'équipements et d'infrastructures publiques pour y inclure aussi les composantes du développement social, économique et environnemental en s'appuyant sur la culture du lieu, son histoire et les caractéristiques des populations qui habitent et fréquentent le secteur.	Vision	La division de l'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie travaille conjointement avec plusieurs services de la Ville au cours de l'élaboration du PPU et pour sa mise en œuvre : habitation (pour le développement du logement social), développement économique (pour les pôles d'emplois et le développement commercial), diversité et inclusion sociale (notamment pour les services communautaires des communautés LGBTQ+), eau (pour la gestion écologique des eaux pluviales), transition écologique (notamment pour le système de partage de chaleur). Le PPU prévoit également des mesures relatives à la protection des locataires, la promotion des espaces culturels et des ateliers d'artistes.
Recommandation #3 La commission recommande à l'arrondissement d'identifier et de reconnaître les composantes identitaires du secteur, d'établir des mécanismes qui en assureront la protection et la mise en valeur.	Orientation 4 : enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires Orientation 9 : préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti Orientation 11 : assurer une intégration urbaine et architecturale adaptée	Les composantes identitaires du secteur font l'objet de plusieurs mesures de protection et de mise en valeur : les vues protégées, des mesures particulières pour des sites importants du patrimoine industriel, la création ou le réaménagement d'espaces publics soulignant la présence de repères patrimoniaux ou de lieu de commémoration.
Recommandation #4 La commission recommande à l'arrondissement de faire reposer le PPU sur un concept d'aménagement qui reconnaît le rôle central de la rue Sainte-Catherine comme cœur d'animation du secteur tout au long de l'année.	Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale	Le rôle prépondérant de la rue Sainte-Catherine est reconnu sur le plan commercial, culturel et communautaire. Le PPU prévoit une stratégie d'intervention dédiée : « Définir une stratégie d'aménagement permanent pour la rue Sainte-Catherine ». Cette stratégie devra être définie avec les acteurs du milieu, dont la société de développement commercial (SDC) du Village.
Recommandation #5 La commission recommande à l'arrondissement de s'appuyer sur les diverses composantes du patrimoine matériel et immatériel du secteur pour établir des passerelles entre les milieux de vie existants et les îlots à requalifier.	Orientation 2 : Consolider la vie communautaire de quartier et du Village Orientation 4 : enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires Orientation 9 : préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti Orientation 11 : assurer une intégration urbaine et architecturale adaptée	Parmi les propositions du PPU allant dans ce sens, mentionnons la trame de rues, les percées visuelles et le maintien des activités d'emploi dans les bâtiments existants. De plus, des démarches de concertation sont prévues autant pour l'arrimage des nouveaux développements au quartier existant que pour des projets de mise en valeur (station Craig) et l'aménagement de parcs.
Recommandation #6 La commission recommande à l'arrondissement de miser sur les arts et la	Orientation 5 : Renforcer la présence et la mixité des activités	Le droit de préemption est maintenu sur le site U-Haul et de telles activités sont encouragées sur le site Molson (pôle civique) et dans l'ancienne savonnerie Barsalou. Également, le caractère d'emplois est

culture en tant que vecteurs de développement social et économique, à l'instar de ce qui a été proposé dans le PPU du quartier Sainte-Marie adopté en 2012.		réintégré au secteur Parthenais.
Recommandation #7 La commission recommande à l'arrondissement de reconnaître et de mettre en valeur le potentiel récréotouristique du secteur de la station de pompage Craig/Pied-du-Courant.	Orientation 4 : enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires Orientation 9 : préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	Un réseau de parc visant à mettre les sites de la station Craig et de la prison Au-pied-du-courant en valeur est proposé. De plus, une démarche visant à définir une vocation pour la station Craig sera mise en place.
Recommandation #8 La commission recommande à l'arrondissement d'appuyer les projets de lieux de mémoire sur la rue Sainte-Catherine pour les communautés LGBTQ2+ et sur le site de l'hôpital de la Miséricorde, en plus de réserver les terrains et d'acquérir les immeubles requis pour leur établissement.	Orientation 4 : enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires Orientation 9 : préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	Le PPU comprend le projet de réaménagement du parc de l'Espoir, en concertation avec le milieu, ainsi que le projet de reconversion de l'Hôpital de la Miséricorde, présentement à l'étude au Bureau des projets stratégiques et prioritaires de la Direction générale de la Ville de Montréal.
Recommandation #9 La commission recommande à l'arrondissement d'asseoir toute la réflexion et les orientations sur les attentes des citoyens de tous âges qui souhaitent grandir et s'épanouir dans leur milieu de vie.	Vision	Tel qu'énoncé dans la vision, le projet se veut inclusif pour toutes les générations.
Recommandation #10 La commission recommande à l'arrondissement de doter le secteur des Faubourgs d'équipements scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, et de lieux de socialisation sécuritaires, conviviaux, inclusifs et solidaires.	Orientation 2 : Consolider la vie communautaire de quartier et du Village	Le PPU prévoit un pôle civique comprenant une école dans le site Molson, et une deuxième école jumelée à un équipement communautaire sur le site de Radio-Canada. Il vise également la consolidation de l'îlot communautaire Alexandre-DeSève, qui comprend l'Hôpital Notre-Dame et des équipements de l'arrondissement.
Recommandation #11 La commission recommande à l'arrondissement d'identifier dès à présent les besoins estimés pour les 15 000 à 20 000 nouveaux citoyens des îlots à requalifier et de réserver les terrains ou les bâtiments requis.	Vision	Les prévisions ont été réévaluées à 15 000 nouveaux résidents maximum. La division de l'urbanisme a travaillé avec ses différents partenaires, dont la CSDM, pour anticiper les besoins de la future population résidante.
Recommandation #12 La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire un élément de vision fondateur et respectueux des attentes citoyennes de tous âges, qui leur permettront de grandir et s'épanouir dans les différents milieux de vie qui composent le secteur des Faubourgs.	Vision	Tel qu'énoncé dans la vision, le projet se veut inclusif pour toutes les générations.
Recommandation #13 La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire les notions les plus actuelles sur les collectivités viables, afin que le secteur puisse être qualifié de secteur complet, solidaire, inclusif, durable et participatif.	Vision	Le processus de consultation avec partie en amont, les propositions relatives à la densification de milieux à proximité des stations de métro et du centre-ville, les infrastructures écologiques sont quelques-unes des dispositions qui répondent au concept de collectivité viable.
Recommandation #14 La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire dans le PPU la nécessité d'élargir l'étude des déplacements à l'échelle de tout le secteur.	Orientation 6 : Rétablir la trame de rues entre Centre-Sud et le Vieux-Montréal Orientation 7 : Concilier le pont et les milieux de vie Orientation 8 : Améliorer et	Les déplacements ont été étudiés à l'échelle du secteur afin de cerner les dynamiques entourant l'accès au pont Jacques-Cartier et à l'autoroute Ville-Marie. Des propositions concernant la rue Ontario, les avenues De Lorimier et Papineau sont ainsi soumises, ainsi que la reconfiguration du boulevard Ville-Marie. De plus, les éléments d'ordre « micro » sont inclus dans le PLD. Les orientations tendent à privilégier les mobilités actives et collectives, afin de contribuer à l'atteinte de réduction des GES et l'amélioration de la qualité des milieux de vie.

	compléter les réseaux cyclables et de transport en commun	
Recommandation #15 La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie d'inscrire au PPU la nécessité d'établir des liaisons conviviales reliant les importants attraits du secteur des Faubourgs par l'aménagement d'un réseau vert intégré, à partir de son cœur, la rue Sainte-Catherine.	Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires	Le PPU prévoit de créer une trame verte suivant les axes du pont Jacques-Cartier et du fleuve. La trame de rue proposée met en relation les quartiers du Centre sud et du Vieux-Montréal, afin de relier l'ensemble des espaces publics entre eux. De plus, le réaménagement de la rue Sainte-Catherine devra s'articuler autour de l'intégration des espaces publics qui bordent la rue, comme la galerie Blanc, le parc de l'Espoir et la place de la station Papineau (parc Maisonneuve-Cartier) et du renforcement de la présence artistique et culturelle.
Recommandation #16 La commission recommande à l'arrondissement d'inscrire au PPU la nécessité d'établir un plan d'ensemble intra et inter quartier qui regroupe les améliorations de toutes les composantes du transport intermodal telles les stations de métro, le réseau d'autobus, la desserte de Bixi, l'autopartage, le tramway, les systèmes rapides par autobus, les voies cyclables, le Réseau express vélo sans négliger l'accessibilité universelle.	Orientation 8 : Améliorer et compléter les réseaux cyclables et de transport en commun	La réflexion relative aux déplacements est incluse dans la proposition de PPU en coordination avec tous les acteurs impliqués dans ce domaine (Bureau de projet Notre-Dame, STM, MTQ, PJCCI). Elle reprend aussi les orientations du PLD de l'arrondissement Ville-Marie.
Recommandation #17 La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de réévaluer le projet de relèvement de la tête du pont Jacques-Cartier en s'appuyant sur les attentes citoyennes qui souhaitent une entrée de ville verte, sécuritaire et conviviale.	Orientation 7 : Concilier le pont et les milieux de vie	Plusieurs scénarios du projet de tête du pont ont été testés, mais aucun n'atteint les objectifs de sécurité ou de verdissement, outre le projet de relèvement des bretelles d'accès. Afin d'améliorer les accès au parc des Faubourgs et pour atténuer la coupure urbaine des bretelles actuelles, le projet a été bonifié avec de nouvelles intersections à niveau avec feux de circulation et traverses piétonnes. Le prolongement de la rue Logan vers l'ouest et une nouvelle piste cyclable sur l'avenue De Lorimier complètent la réappropriation des abords du pont et du parc des Faubourgs.
Recommandation #18 La commission recommande à l'arrondissement de ne pas retenir la proposition d'ériger une passerelle surplombant les activités de la gare de triage du Port de Montréal, tant pour des raisons de sécurité que pour des raisons d'ordre technique.	Orientation 6 : Rétablir la trame de rues entre Centre-Sud et le Vieux-Montréal	Le PPU prévoit la réalisation d'une passerelle dédiée aux mobilités actives, afin d'accéder plus près du fleuve et pour désenclaver le secteur du port de plaisance. Les enjeux de sécurité et d'ordre technique ont été analysés dans le cadre d'une étude de conception externe. Ils seront raffinés dans une étude de faisabilité ultérieure, en partenariat avec le Port de Montréal.
Recommandation #19 La commission recommande à l'arrondissement d'élargir le parc du Pied-du-Courant en y intégrant les deux terrains du ministère des Transports.	Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires	Le PPU prévoit cet élargissement.
Recommandation #20 La commission recommande à l'arrondissement de convenir d'une entente avec le ministère des Transports afin qu'il puisse utiliser d'autres terrains qui seront libérés lors de la reconfiguration de l'axe Ville-Marie/Notre-Dame, afin de maintenir les activités de la Friche et du Village au Pied-du-Courant.	Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires	Une entente avec le ministère relative à l'aménagement du nouveau boulevard permettra de discuter de l'avenir des terrains sous-utilisés.
Recommandation #21 La commission recommande à l'arrondissement de relier la promenade riveraine pour raccorder le parc du Pied-du-Courant à la promenade riveraine du Chemin-Qui-Marche et de raccorder le réseau cyclable du REV à établir dans ce secteur.	Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires Orientation 8 : Améliorer et compléter les réseaux cyclables et de transport en commun	Le parcours riverain permet de relier les extrémités est et ouest de l'arrondissement, notamment en passant à travers le site de l'îlot des Voltigeurs de Molson. Le réseau cyclable du REV et les orientations du Plan Vélo 2019 de la Ville de Montréal ont été intégrés dans le PPU. Le REV est en effet localisé sur le boulevard René-Lévesque.

Recommandation #22 La commission recommande à l'arrondissement de proposer et de promouvoir toutes initiatives visant à maintenir dans les milieux de vie existants des logements abordables pour les populations vulnérables et fragilisées qui désirent conserver leurs logements.	Orientation 1 : Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif	Le PPU propose d'introduire de nouvelles mesures réglementaires visant à prévenir l'érosion du parc de logements abordables par le biais de nouveaux critères visant un développement résidentiel diversifié et d'un encadrement des interventions pouvant mener à la suppression ou au remplacement de logements existants.
Recommandation #23 La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de poursuivre et de promouvoir les initiatives visant à soutenir les groupes de ressources techniques afin de contrer les difficultés d'offrir du logement social au centre-ville.	Orientation 1 : Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif	Une réflexion est en cours à ce sujet dans le cadre de l'adoption du Règlement sur une Métropole mixte.
Recommandation #24 La commission recommande à l'arrondissement de porter une attention particulière au logement étudiant afin de documenter le phénomène et de vérifier l'impact réel sur le logement destiné aux familles avec enfants.	Orientation 1 : Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif	Le territoire des Faubourgs est propice à l'accueil de logements destinés aux étudiants de par sa proximité avec les trois universités situées au centre-ville. L'un des projets de logements abordables que le secteur accueillera pourra donc être dédié au logement étudiant.
Recommandation #25 La commission recommande à l'arrondissement de proposer des initiatives visant à doter ce secteur de nouveaux logements pour étudiants par la mise en réserve de terrains, ou l'inscription d'un droit de préemption sur des immeubles existants pour contrer la concurrence entre les demandeurs de logements pour famille et les demandeurs de logements étudiants.	Orientation 1 : Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif	Le territoire des Faubourgs est propice à l'accueil de logements destinés aux étudiants de par sa proximité avec les trois universités situées au centre-ville. L'un des projets de logements abordables que le secteur accueillera pourra donc être dédié au logement étudiant.
Recommandation #26 La commission recommande à l'arrondissement de s'engager à protéger et mettre en valeur le patrimoine matériel sur la portion reconnue du bâtiment et d'instruire un projet de mise en valeur du patrimoine immatériel de l'hôpital de la Miséricorde.	Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	La Ville de Montréal procède, depuis le printemps 2019, à une vaste étude de potentiel pour la reconversion du site et son acquisition potentielle. Cette étude comprend un audit du bâtiment, un examen de la contamination des sols, un énoncé d'intérêt patrimonial, une évaluation du potentiel archéologique ainsi que des analyses financières. L'objectif consiste à définir les nouvelles vocations possibles et une stratégie de mise en œuvre, incluant l'acquisition par la Ville.
Recommandation #27 La commission recommande à l'arrondissement de réévaluer la pertinence de conserver les portions du complexe immobilier dont la valeur patrimoniale n'est pas reconnue.	Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	Voir ci-dessus.
Recommandation #28 La commission recommande à l'arrondissement d'identifier dans le PPU des règles de compositions architecturales en harmonie avec la portion du bâtiment patrimonial conservée.	Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	Voir ci-dessus.
Recommandation #29 La commission recommande à l'arrondissement de maintenir des objectifs visant la rénovation et la restauration des bâtiments qui sont les témoins du passé, sans oublier le caractère particulier des rues commerciales Ontario et Sainte-Catherine.	Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	L'une des stratégies d'intervention du PPU est de renforcer les caractéristiques architecturales existantes, en raffinant la connaissance du milieu et en transposant ces connaissances dans la réglementation d'urbanisme. Une vaste étude patrimoniale a ainsi été réalisée et ses conclusions seront traduites notamment dans une révision des unités de paysage qui couvrent le secteur.
Recommandation #30 La commission recommande à l'arrondissement de maintenir une	Orientation 1 : Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif	Le programme auquel fait référence le PPU Sainte-Marie s'applique à l'ensemble de la ville. Les programmes de rénovation du Service de l'habitation sont en cours de révision. Une consultation

assistance technique et monétaire, à l'instar du plan de mise en œuvre du PPU du quartier Sainte-Marie, de contrôler la location à court terme des logements, et d'étudier la possibilité de prendre en charge les logements et les édifices laissés à l'abandon.	Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	publique sur les locaux commerciaux vacants a eu lieu au début de l'année 2020 et ses conclusions seront intégrées au PPU.
Recommandation #31 La commission recommande à l'arrondissement d'établir ses orientations sur la destinée toutes saisons de la rue Sainte-Catherine, par la reconnaissance de son caractère identitaire dont la notoriété rayonne aussi à l'international.	Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale	Le PPU prévoit une stratégie d'intervention dédiée : « Définir une stratégie d'aménagement permanent pour la rue Sainte-Catherine ». Cette stratégie devra être définie avec les acteurs du milieu, dont la société de développement commercial (SDC) du Village. Le réaménagement de la rue Sainte-Catherine devra s'articuler autour de l'intégration des espaces publics qui bordent la rue, comme la galerie Blanc, le parc de l'Espoir et la place de la station Papineau (parc Maisonneuve-Cartier) et du renforcement de la présence artistique et culturelle.
Recommandation #32 La commission recommande à l'arrondissement d'inclure dans le plan d'action du PPU des mesures visant la conservation du caractère actuel de la rue Ontario et d'adopter des mesures pour réduire les inconvénients causés par la circulation de transit.	Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale	Le PPU propose un sens unique véhiculaire en direction ouest, afin que la rue Ontario ne supporte plus le flux de transit en direction est pour accéder au pont Jacques-Cartier. Le sens unique est proposé entre les rues Atateken et Papineau. Il recommande de maintenir le double sens de circulation pour les bus, afin de prioriser les mobilités actives et collectives. Il
Recommandation #33 La commission recommande à l'arrondissement d'inclure dans le plan d'action du PPU la nécessité d'établir un plan de développement commercial pour l'ensemble du secteur.	Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale	Afin d'assurer la vitalité des artères actuelles et futures et de répondre aux besoins de la population, un exercice de vision du développement commercial à l'échelle du secteur pourra être mené par les acteurs du milieu – la Société de développement commerciale (SDC) du Village, les représentants des commerces de la rue Ontario et les promoteurs des sites de Radio-Canada, de Molson et des Portes Sainte-Marie – et la Ville de Montréal. Les objectifs de cohésion et de complémentarité doivent guider la définition de l'offre des nouvelles artères, en vue de compléter l'offre du quartier sans la concurrencer.
Recommandation #34 La commission recommande à l'arrondissement de définir le caractère à donner à la rue Atateken au sud de la rue Sainte-Catherine en mettant en valeur sa marchabilité vers le fleuve.	Orientation 11 : Assurer une intégration urbaine et architecturale adaptée	La vue d'intérêt vers la tour du quai de l'horloge dans l'axe de la rue Atateken est reconnue et devra être protégée.
Recommandation #35 La commission recommande à l'arrondissement d'intégrer toutes contributions possibles et soutenues à l'économie sociale pour le développement de l'emploi solidaire et inclusif dans le secteur.	Orientation 5 : Renforcer la présence et la mixité des activités	Le PPU vise à pérenniser ou accompagner le développement de pôles d'activités diversifiés. Plusieurs sites sont visés dans le PPU en vue d'y soutenir les activités existantes (pôle de création Parthenais, Canadian Rubber) ou d'y créer des locaux pour des entreprises en démarrage, des artistes ou des organismes. Ainsi la Ville a obtenu, dans le cadre d'une entente avec les propriétaires du site Molson, la vente ultérieure d'un bâtiment dédié à un pôle économique.
Recommandation #36 La commission recommande à l'arrondissement d'appuyer les différents organismes à vocation solidaire et inclusive dans la recherche de locaux ou d'espaces pour exercer leurs activités.	/	Voir ci-dessus.
Recommandation #37 La commission recommande à la Ville de Montréal de sensibiliser le gouvernement du Québec afin qu'il révise le mode de calcul de l'indice de défavorisation d'un secteur pour que le phénomène d'embourgeoisement	/	Cette recommandation n'est pas traitée à l'intérieur du PPU mais sera prise en considération par les services concernés.

qui affecte plusieurs arrondissements de Montréal n'atteigne pas les personnes les plus démunies dans leur capacité d'avoir accès à des services que les groupes communautaires ne pourraient plus leur offrir.		
Recommandation #38 La commission recommande à la Ville de Montréal de poursuivre ses représentations auprès du gouvernement du Québec afin d'obtenir un pouvoir de taxation différenciée pour diverses catégories de bâtiment et de commerce dans des secteurs aux prises avec les effets néfastes de l'embourgeoisement.	/	Cette recommandation n'est pas traitée à l'intérieur du PPU mais sera prise en considération par les services concernés.
Recommandation #39 La commission recommande à l'arrondissement d'être attentif au caractère architectural et paysager de la rue Ontario et d'agir avec prudence lors de travaux d'amélioration, afin de ne pas mettre en péril les commerces qui s'adressent aussi aux ménages à faible revenu.	Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale	Les propositions du PPU prévoient de consolider le caractère commercial de quartier de la rue Ontario, en privilégiant les mobilités actives et collectives et en réduisant le trafic de transit, afin d'améliorer les conditions de sécurité et la qualité des cheminements actifs.
Recommandation #40 La commission recommande à l'arrondissement de porter une attention particulière à certains éléments apparaissant au plan intitulé Vision d'aménagement proposée par la Ville de Montréal pour la zone en requalification (futurs milieux de vie) version de mars 2019194 et qui, de l'avis de la commission, réclament des ajustements. 1. Ouvrir les perspectives visuelles vers le fleuve sur toutes les rues nord-sud du secteur, notamment celles des rues Wolfe, Montcalm, Beaudry, de la Visitation, Plessis, Alexandre-DeSève, Cartier et Dorion. 2. Le terrain de stationnement occupé par U-Haul doit permettre de relier le parc du Pied-du-Courant à la promenade riveraine; le terrain résiduel devra être voué à un redéveloppement immobilier. 3. Les terrains du ministère des Transports, de part et d'autre du parc du Pied-du-Courant, devront être intégrés au parc. Il s'agit là de rares terrains riverains où la présence de la structure emblématique du pont Jacques-Cartier éclairée est totalement dégagée. 4. Le tracé du nouveau boulevard René-Lévesque est pressenti pour être d'un gabarit assez large à la hauteur de l'avenue De Lorimier et sur la façade nord du site historique de la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant. La largeur de cette emprise pourrait occasionner un inconfort certain pour les usagers du transport actif qui désireraient accéder au site et poursuivre leur route jusqu'au parc du Pied-du-Courant. 5. Le terrain situé à l'angle sud-est du Square Papineau et du boulevard René-Lévesque offre un potentiel de requalification qui n'est pas exprimé au plan. 6. Le projet annoncé à l'est de la rue Saint-Hubert, voisin de la gare Viger, n'est pas inscrit au plan. Ses composantes devront faire partie de toutes	Vision Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires Orientation 6 : Rétablir la trame de rues entre Centre-Sud et le Vieux-Montréal	1. Stratégie 11.3 2. Un droit de préemption est en vigueur sur ce terrain. 3. Inclus dans les propositions de parcs 4. Les trottoirs seront d'une dimension favorisant le confort des piétons. 5. Inclus dans la proposition actuelle. 6. Inclus dans la proposition actuelle.

études établissant les besoins du secteur en équipement collectif et sur le plan de développement commercial à établir pour tout le secteur.		
Recommandation #41 La commission recommande à l'arrondissement de reconsidérer la proposition d'implanter des immeubles résidentiels à la limite nord du terrain de la station Craig, en laissant le terrain libre de construction jusqu'au prolongement de la rue de la Gauchetière Est au nord du site.	Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires	Un parc public est désormais proposé au nord de la station Craig jusqu'à l'axe de la rue de la Gauchetière.
Recommandation #42 La commission recommande à l'arrondissement d'identifier, préalablement à la publication du projet de PPU, tout immeuble d'intérêt pour protéger la dotation du secteur d'équipements publics scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, essentiels à l'épanouissement des citoyens qui fréquentent le secteur des Faubourgs et y grandissent. Elle recommande également que l'arrondissement suggère au conseil municipal d'établir soit des réserves foncières ou d'inscrire des droits de préemption sur les terrains visés.	Orientation 2 : Consolider la vie communautaire de quartier et du Village	Le Service des immeubles étudie présentement plusieurs opportunités de réserves foncières ou d'application du droit de préemption dans l'ensemble de la ville. Par ailleurs, un site a déjà fait l'objet d'une entente pour l'emplacement d'une école et d'un équipement communauatire sur le site de Molson.
Recommandation #43 La commission recommande à l'arrondissement d'identifier, préalablement à la publication du projet de PPU, les bâtiments du patrimoine industriel du secteur des Faubourgs qui doivent être mis en valeur pour accueillir des activités artisanales et industrielles légères, en accord avec la volonté de maintenir dans le secteur des Faubourgs une importante contribution des artistes et des artisans et de conférer à ces immeubles un zonage exclusivement d'industrie légère.	Orientation 5 : Renforcer la présence et la mixité des activités Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti	Une affectation industrielle est préservée sur le site de la Canadian Rubber (qui accueille les studios de musique Cité 2000), et l'affectation Activités diversifiées est proposée pour le pôle Parthenais. Le reste des secteurs accueillera une vocation mixte.
Recommandation #44 La commission recommande à l'arrondissement de Ville-Marie de prévoir l'établissement d'un mode de gouvernance approprié pour assurer la mise en œuvre du plan d'action du PPU.	Gouvernance et concertation	Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du PPU devra être établi et mis en place dès l'adoption du PPU. Tout d'abord, un comité de suivi sera formé. Les parties qui devront y être représentées sont minimalement : l'arrondissement de Ville-Marie, les services de la Ville de Montréal impliqués (notamment le service de l'urbanisme et de la mobilité et le service de l'eau), le milieu communautaire du secteur et les partenaires. Une présentation publique annuelle rendra compte des projets municipaux et des partenaires. De plus, le site internet de l'arrondissement devra régulièrement faire état de l'avancement des interventions. Enfin, l'arrondissement participera et accordera un soutien financier au Comité d'accompagnement des grands projets.

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
16 janvier 2020
s. o.
4.3.1

Objet : **PPU DES FAUBOURGS**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Bruno Collin, Charlotte Horny, Olivier Légaré et Christophe Ripeau

Description : Il est proposé d'adopter un projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur des faubourgs situé de part et d'autre du pont Jacques-Cartier le long du fleuve. Une première version a été soumise au comité et la présente version vise à répondre aux questions de ce dernier.

La version du PPU des Faubourgs soumise en octobre 2019 présentait un découpage délimité par le fleuve Saint-Laurent au sud, la rue Sherbrooke au nord, la rue Fullum et l'avenue De Lorimier à l'est et la rue Saint-Hubert à l'ouest. Afin d'inclure l'îlot Voyageur pour lequel la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) prévoit un projet de pôle civique incluant du logement social, il est proposé de déplacer la limite ouest sur la rue Berri pour cette portion. Ainsi, une nouvelle densité de 7 est proposée sur ce site afin de correspondre aux paramètres du projet.

Également, il est proposé de modifier le Schéma d'aménagement et de développement à l'emplacement d'un secteur identifié comme secteur d'emploi au PPU Sainte-Marie situé à l'angle des rues Larivière et Parthenais afin d'y prévoir l'affectation Secteur d'activités diversifiées.

Entrées et sorties du pont Jacques-Cartier
Concernant le quadrilatère de l'entrée et sortie du pont Jacques-Cartier, le comité souhaite que l'option de rediriger la circulation du pont entièrement vers De Lorimier soit évaluée. Également, il est demandé d'inclure, à la documentation de présentation, les analyses et les évaluations de chacun des scénarios qui ont été envisagés. De plus, il est suggéré à l'équipe du PPU d'évaluer et de présenter le nombre d'arbres en bon état, coupés et déplacés pour le réaménagement des accès.

Afin de répondre aux demandes du comité, la DAUM a demandé un complément d'études pour l'option De Lorimier. Le mandat est d'évaluer le prolongement des 5 voies du pont Jacques-Cartier dans l'avenue De Lorimier en direction sud. Ainsi, dans cette proposition, l'avenue De Lorimier devient l'axe exclusif d'entrée et de sortie du pont.

Deux volets sont requis :

- Volet A – Faisabilité géométrique de la giration des 5 voies du pont dans l'avenue De Lorimier direction sud, insertion dans l'emprise de l'avenue et impacts sur les propriétés riveraines.

- Volet B – Impacts en matière de circulation et de gestion des intersections dans les rues principales (artères) entre les rues Sherbrooke et Notre-Dame et entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Frontenac.

Pour ce qui est du couvert végétal, on estime qu'une trentaine d'arbres devront être déplacés ou remplacés, notamment en raison des voies de contournement qui devront être aménagées pour la réalisation du projet. Au total, le projet soumis comprend plus d'arbres qu'actuellement.

Hauteurs de fenêtres minimales
Concernant les hauteurs minimales de fenêtre, il est demandé de revoir la proposition puisque le comité souligne que l'option privilégiée aura un impact important sur l'animation de la rue.

Afin de répondre aux demandes du comité, la hauteur minimale d'une fenêtre doit tendre à respecter une hauteur de 1,2 m.

Le site Molson
À propos du site Molson, le comité demande si la construction autorisée serait plus haute que la hauteur actuelle du bâtiment existant comprenant l'horloge et les enseignes « Molson » et si ce bâtiment existant et ses enseignes seront conservés.

La hauteur maximale proposée est de 100 m, soit légèrement deçà de la hauteur actuelle de la tour Radio-Canada plus au nord. L'objectif consiste essentiellement à favoriser la préservation du plus grand nombre de bâtiments existants tout en maintenant la prédominance de la tour existante afin d'assurer son caractère de point de repère. Il est également précisé que la conservation et la mise en valeur de la tour actuelle seront privilégiées, et que la *hauteur conditionnelle* permise pourrait être réalisée via un exhaussement.

Notons à ce sujet que l'horloge existante est incluse dans la liste des enseignes emblématiques du projet de règlement modifiant le règlement d'urbanisme concernant l'affichage commercial.

Hôpital Notre-Dame
Le comité se demande également si le PPU prévoit des interventions pour l'Hôpital Notre-Dame.

L'approche préconisée consiste à travailler avec les partenaires (CIUSSS, conseil de Fabrique) dans le but de diminuer l'îlot de chaleur et de consolider le pôle d'équipements collectifs. À cet effet, il pourrait être envisagé de revoir l'organisation des circulations dans l'îlot, de favoriser une utilisation optimale des aires de stationnement, de verdir, d'agrandir le parc Persillier-Lachapelle, de rénover les immeubles patrimoniaux et d'évaluer l'opportunité d'aménager une piscine extérieure.

Tunnel Beaudry
Concernant le tunnel Beaudry, le comité se demande s'il y a une vision et espère qu'une fonction sera trouvée.

La proposition vise à faciliter la conversion du tunnel Beaudry et à empêcher d'hypothéquer une réutilisation éventuelle. Pour ce faire le PPU prévoit une servitude de non-construction dans son parcours sur les terrains privés et une mise en valeur de son entrée existante avec l'aménagement d'un petit parc. Rappelons qu'une reconversion du tunnel

pourrait également viser un objectif commercial ou de loisir. Avec ses grandes qualités structurales et architecturales, le tunnel Beaudry recèle un grand potentiel qui gagnerait à être exploité.

Efficacité énergétique
Le comité suggère également d'introduire de nouvelles exigences innovantes au niveau de la transition écologique et de l'efficacité énergétique.

À ce titre, le projet de PPU prévoit notamment des mesures relatives :

- *à la réduction de la consommation énergétique à l'échelle du secteur*
- *à la construction de bâtiments efficaces*
- *à l'implantation d'un système de partage de chaleur.*

De façon générale, la proposition de PPU vise à assurer un développement urbain conforme aux meilleures pratiques en ce domaine et présente une réponse crédible afin de contrer la tendance lourde à l'étalement urbain.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 10 octobre 2019, le comité a demandé à revoir le projet de PPU au cours d'une séance spéciale.

À la séance spéciale du 28 octobre 2019, le comité s'est montré favorable sous réserve d'une série de questions et a demandé une présentation supplémentaire.

Considérant que : Le projet de PPU vise à réaffirmer les qualités du milieu et à les renforcer, notamment sa diversité sociale, son patrimoine architectural, son réseau d'équipements collectifs et communautaires, ses activités commerciales et culturelles et ses pôles d'emplois.

Considérant que : Le projet de PPU permet d'orienter le développement dans le secteur des faubourgs afin d'assurer la création de milieux de vie complets dans le secteur en requalification.

Considérant que : Le projet de PPU, dans son ensemble, répond aux demandes du CCU.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
SÉANCE SPÉCIALE

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

28 octobre 2019
9 h 00

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente

Mme Caroline Déom, membre
M. Christian Ducharme, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Sylvain Villeneuve, directeur – Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Jean-Philippe Gagnon, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Christophe Ripeau, conseiller en aménagement

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 05.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté.

3. Dépôt des documents

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier
Aucun dossier

4.3 Modifications réglementaires
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure
Aucun dossier

4.5 Usage conditionnel
Aucun dossier

4.6 Titre VIII – Révision de projet
Aucun dossier

4.7 Surhauteur
Aucun dossier

4.8 Avis préliminaire
Aucun dossier

4.9 Autres dossiers

4.9.1	s. o.	PPU des Faubourgs	Point d'information

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 12 novembre 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 14 novembre 2019.

6. Varia

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 11 h 56.

07-11-2019 — 12-11-2019

Sophie Mauzerolle Présidente	date	Billy Chérubin Secrétaire	date

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
28 octobre 2019
s. o.
4.9.1

Objet : **PPU DES FAUBOURGS – POINT D'INFORMATION**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Bruno Collin, Charlotte Horny, Olivier Légaré et Christophe Ripeau

Description : La présente séance a été planifiée suite à la demande des membres du comité consultatif d'urbanisme, qui après la présentation du PPU des Faubourgs lors de la dernière séance régulière, ont décidé de reporter leur avis, afin de prendre le temps nécessaire pour les commentaires et discussions sur le sujet.

Au début de la présente séance, les membres soulignent que le PPU propose plusieurs éléments intéressants et ils saluent plusieurs idées introduites dont celle de réaligner le boulevard Ville-Marie et celle de proposer un sens unique sur Ontario incluant le transport en commun en contre-sens.

Les membres émettent leurs commentaires sur différents sujets abordés dans le PPU et demandent par conséquent de reconsidérer certaines des propositions.

Entrées et sorties du pont Jacques-Cartier
Concernant le quadrilatère de l'entrée et sortie du pont Jacques-Cartier, le comité indique que les interventions proposées pourraient être plus audacieuses afin d'avoir un impact majeur sur l'amélioration de la qualité de vie des résidents du secteur. Certains membres appuient la proposition de relèvement des bretelles alors que d'autres font état de leurs idées quant aux aménagements nécessaires, à leurs yeux, pour solutionner les problèmes d'embranchement et diminuer les impacts des aménagements et de la circulation. Il est entre autres proposé par ceux-ci de rediriger la circulation du pont entièrement vers De Lorimier. L'équipe du PPU informe les membres que ces propositions nécessitent une analyse de l'impact sur la circulation. De plus, il faut considérer les impacts non seulement à une échelle du quartier puisque le pont possède un statut métropolitain. Pour ce point, les membres du comité demandent à l'équipe PPU d'inclure à leur documentation de présentation, surtout pour l'OCPM, les analyses et les évaluations de chacun des scénarios qui ont été envisagés, et ce, afin de permettre au public de bien comprendre pourquoi la solution présentée est celle à préconiser. De plus, il est suggéré à l'équipe du PPU d'évaluer et de présenter le nombre d'arbres en bon état, coupés et déplacés pour le réaménagement des accès.

Piétonnisation de Sainte-Catherine
Les membres se questionnent sur les raisons de ne pas avoir proposé la piétonnisation à l'année longue de la rue Sainte-Catherine Est au PPU.

L'équipe du PPU explique qu'il s'agit d'un élément nécessitant une évaluation en soi qui doit se faire en concertation avec le milieu, notamment avec la SDC du Village, ce que propose le PPU. Tous sont donc d'accord pour simplement en faire mention dans les documents, comme une possibilité.

Révision des densités et hauteurs
Le comité se questionne aussi sur la possibilité de baisser les hauteurs et densités le long de la rue Ontario et de la rue Sainte-Catherine pour reconnaître le bâti existant. L'équipe PPU a expliqué qu'il y avait déjà des propositions d'abaisser la densité et la hauteur à certains endroits, mais que les paramètres actuels garantissaient l'intégrité du cadre bâti en général.

Les demi-sous-sols
Concernant les demi-sous-sols, il est discuté de revoir la proposition puisque le comité souligne que l'option privilégiée aura un impact important sur l'animation de la rue. Il est donc proposé d'évaluer l'interdiction des logements en demi-sous-sol et, advenant l'impossibilité d'arriver à une option adéquate, la proposition initiale sera maintenue mais en réduisant la hauteur à 1 m au lieu de 1.8 m.

Le site Molson
Les discussions sur le site Molson portent principalement sur la hauteur de la tour la plus à l'est à venir. Certains membres demandent si elle sera plus haute que la hauteur actuelle du bâtiment existant comprenant l'horloge et les enseignes « Molson » et si ce bâtiment existant et ses enseignes seront conservés. Il est expliqué aux membres que la hauteur sera d'un maximum de 100 m, soit la hauteur actuelle de la tour Radio-Canada plus au nord. L'objectif est de permettre cette tour afin de s'assurer de préserver le plus de bâtiments au sol. Il est convenu de préciser dans le PPU que la conservation et la mise en valeur de la tour actuelle sera privilégiée, et que la hauteur conditionnelle peut consister en un exhaussement.

Hôpital Notre-Dame
Le comité se demande également si le PPU prévoit des interventions pour l'Hôpital Notre-Dame. À cet effet, un exercice visant l'élaboration d'un projet pour la partie sud-est est prévu, et des discussions avec le CIUSSS sont en cours.

Tunnel Beaudry
Concernant le tunnel Beaudry, le comité se demande s'il y a une vision et espère qu'une fonction sera trouvée.

Efficacité énergétique
Le comité suggère également d'introduire des exigences beaucoup plus audacieuses et innovantes au niveau de la transition écologique et de l'efficacité énergétique. Certains secteur du PPU, dont les vastes sites à redévelopper aux abords du futur boulevard Ville-Marie, pourraient être assujettis à des exigences beaucoup plus élevées dans ces domaines. Bien qu'il soit expliqué aux membres que certains éléments pourraient être ajoutés dans une modification de certains règlements, il est néanmoins convenu que la réflexion sur ces éléments se poursuivra afin d'avoir un PPU à la hauteur des aspirations de la population.

Par conséquent, suite aux discussions et commentaires, il est décidé que le dossier sera rediscuté lors d'une séance subséquente afin que le comité puisse y émettre son avis.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Montréal

AVIS PRÉLIMINAIRE DU COMITÉ MIXTE (COMPOSÉ DES MEMBRES DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER)

Suite à leur assemblée du 4 octobre 2019

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*

Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs

AC19-VM-02

Localisation :	Territoire compris entre la rive du fleuve Saint-Laurent au sud, la rue Saint-Hubert à l'ouest, la rue Sherbrooke au nord et, à l'est, l'avenue de Lorimier, la rue de Rouen, la rue Fullum et la rue Sainte-Catherine Est Arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Le territoire visé comprend un élément cité en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : la maison L'Archevêque (immeuble patrimonial cité)
Reconnaissance provinciale :	Le territoire visé comprend plusieurs éléments classés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : la maison Marguerite-Hay (immeuble patrimonial classé) et son aire de protection, l'ensemble d'immeubles patrimoniaux de Saint-Pierre-Apôtre (immeuble patrimonial classé) et la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant (immeuble patrimonial classé)
Demandeur :	Arrondissement de Ville-Marie

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après le comité mixte) émettent un avis préliminaire à la demande de l'Arrondissement de Ville-Marie. L'avis du CPM est obligatoire en vertu de l'article 12.1, alinéa 1 de son règlement. Le projet nécessite l'avis du CJV puisqu'il vise une modification au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, et par conséquent une modification au Plan d'urbanisme (article 11 de son règlement).

Bien que l'Arrondissement de Ville-Marie ait souhaité obtenir un avis, le comité mixte a décidé d'émettre un avis préliminaire étant donné qu'il n'a pu lire le document complet du PPU.

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Le secteur visé par le Programme particulier d'urbanisme (PPU) correspond de manière générale à l'ancien faubourg Sainte-Marie, aussi nommé faubourg Québec puisque situé tout juste à l'extérieur des fortifications de la ville sur le chemin du Roy menant à Québec (actuelle rue Notre-Dame). Le territoire visé par le PPU a été agrandi pour s'étendre jusqu'à la rue Sherbrooke.

Il a été marqué par une forte industrialisation durant le 19e siècle et par d'importantes transformations dans les années 1960 à 1980, dont la démolition d'un vaste secteur résidentiel du faubourg Québec en vue notamment de la construction de la place Radio-Canada et de l'autoroute Ville-Marie.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

LE PROJET

À sa réunion du 4 octobre 2019, le comité mixte a reçu les représentants de l'Arrondissement de Ville-Marie et du Service de l'urbanisme et de la mobilité. La présentation du projet a porté sur la vision et les grandes orientations du PPU. Ainsi, la vision du PPU repose sur la double volonté de :

- Pérenniser l'identité sociale, patrimoniale et architecturale du quartier et à favoriser un milieu de vie agréable, durable et respectueux de l'environnement
- Consolider le territoire et assurer une continuité urbaine entre les quartiers Centre-Sud et Sainte-Marie, le fleuve et le Vieux-Montréal

Ses grandes orientations sont les suivantes :

Milieu de vie

1. Maintenir un parc de logements diversité et inclusif
2. Consolider la vie communautaire de quartier et du Village
3. Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale
4. Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires
5. Renforcer la présence et la mixité des activités

Trame urbaine et mobilité

6. Rétablir la trame de rues entre le quartier Centre-Sud et le Vieux-Montréal
7. Concilier l'entrée du pont et les milieux de vie
8. Améliorer et compléter les réseaux cyclables et de transport en commun

Cadre bâti et forme urbaine

9. Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti
10. Assurer une densification équilibrée dans le secteur à requalifier
11. Assurer une intégration urbaine et architecturale adaptée

Infrastructures et aménagements durables

12. Réduire les surfaces imperméables et accroître la canopée
13. Assurer une gestion des infrastructures souterraines plus durable
14. Réduire la consommation énergétique à l'échelle du secteur

ENJEUX ET ANALYSE DE LA DEMANDE

Le comité mixte formule dans les paragraphes qui suivent ses commentaires et recommandations sur le projet qui lui a été soumis.

Nature du document présenté au comité mixte

D'emblée, le comité tient à souligner l'ampleur et la qualité du travail de réflexion sur un vaste territoire, qui est à la base de ce PPU. Il voit ce projet d'un œil très positif, jugeant que la revitalisation de ce secteur est fortement souhaitée. Il salue également les efforts en vue de rabaisser les hauteurs et les densités autant dans les quartiers existants que sur le site en redéveloppement de la place Radio-Canada.

Lors de la rencontre, seules les intentions du PPU des Faubourgs ont été présentées au comité mixte. Le texte du Programme particulier d'urbanisme était en révision juridique et n'a pas été soumis au comité. Le document sur lequel le comité doit se pencher traite des orientations présentées ci-haut ainsi que de certaines cartes visant des modifications réglementaires.

Le comité est donc perplexe par rapport au fait qu'on lui ait demandé d'émettre un avis final sur une série d'intentions qui sont décrites de manière succincte, alors que le texte complet du PPU semble être rédigé. Il souligne que d'autres Arrondissements viennent le consulter en amont pour un avis préliminaire en lui présentant le texte complet d'un PPU.

Aux yeux du comité, les éléments sur lesquels on lui demande de se pencher pour émettre un avis sont incomplets, ce qui ne lui permet pas de bien saisir leur articulation et les aspects qui pourraient être améliorés. Bien que les intentions soient généralement de qualité, elles demeurent trop souvent générales. À défaut d'avoir le document du PPU, le comité souhaiterait que la réflexion et les choix soient plus explicites et appuyés par des mesures qui vont au-delà des orientations générales et des modifications réglementaires proposées.

Plusieurs éléments lui auraient été utiles pour mieux comprendre certaines intentions à la base du PPU. Notamment, il aurait souhaité des représentations en trois dimensions plus précises afin de mieux comprendre les volumétries proposées. En effet, leur impact est difficile à saisir à partir des plans et des illustrations présentés. Par ailleurs, le comité suggère de superposer différentes couches thématiques d'information pour rendre plus explicites les qualités des milieux de vie projetés: par exemple, combiner la trame verte et les rues, ou encore le mobilier et les rues, etc.

Il aurait également été pertinent de voir en coupe les principales rues d'importance du secteur (et non uniquement la rue Ontario) de même qu'une illustration d'une rue type avec les infrastructures de drainage, telles que les fossés drainants, puisque celles-ci prendront beaucoup d'espace sur l'emprise de la voie. Il importe notamment de s'assurer que les promoteurs des nouveaux développements octroieront à la Ville des rues dont l'emprise sera suffisamment large pour mettre en place ces infrastructures de drainage tout en assurant des déplacements actifs de qualité et les espaces nécessaires aux mobiliers urbains et aux mesures de verdissement. À cet égard, le comité mixte réfère l'Arrondissement à la typologie d'aménagement des rues incluses au PPU Griffintown.

De plus, bien que l'on affirme d'emblée que ce secteur est un prolongement du centre-ville, sa relation avec celui-ci n'a pas été démontrée. L'ensemble des vues en trois dimensions est limité au quartier. Le comité aimerait voir la relation tridimensionnelle de ce qui est proposé dans le secteur couvert par le PPU en lien avec les hauteurs du centre-ville, afin de comprendre de manière plus globale les intentions.

Enfin, bien que certains espaces soient prévus pour de nouveaux équipements publics (école, équipement sportif, centre communauté, équipement culturel, etc.), aucune donnée n'a été présentée eu égard aux besoins dans un horizon à court, moyen et long termes.

Site de l'ancienne brasserie Molson et entrée de ville

Le comité est en désaccord avec la démolition de la tour de la brasserie Molson et son remplacement par un immeuble résidentiel. Il considère que la tour de la brasserie Molson est un élément identitaire fort (tant matériel qu'immatériel) de Montréal, en plus d'être un marqueur visuel important depuis le pont Jacques-Cartier. Tel un palimpseste, le site de la brasserie témoigne des différentes époques de construction et d'agrandissement de cette entreprise, de même que de l'évolution des techniques et des besoins brassicoles. La disparition de la tour aurait pour conséquence l'effacement du lien étroit entre la famille Molson et l'histoire de la ville de Montréal. Le comité mixte souhaiterait que la Ville de Montréal étudie la possibilité de faire du site de la brasserie Molson, incluant l'ancienne station de pompage Craig, un site patrimonial cité en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec.

Par ailleurs, il est à noter qu'aucune vue ou simulation du projet de remplacement n'a été montrée. Le comité souligne que cette tour est également un élément important de l'entrée de ville. Il invite l'Arrondissement à mieux réfléchir et à

développer le projet de réaménagement du site comme une entrée de ville, ce qui n'est pas exploré à partir de l'expérience visuelle depuis le pont Jacques-Cartier.

Patrimoine vernaculaire

Le comité apprécie fortement les intentions visant à améliorer la qualité de vie et du bâti dans le quartier. Il souligne que le fait de greffer de nouveaux développements dans un quartier historique représente un grand défi. Pour le comité, il lui apparaît qu'on a mis de côté la conservation du tissu urbain existant ainsi que la revitalisation et la complémentarité de son offre commerciale. La stratégie de mise en valeur du patrimoine n'a pas été démontrée. Puisqu'il est composé du CJV et du CPM, instance consultative de la Ville en matière de patrimoine, le comité mixte aurait souhaité qu'on lui présente les enjeux liés au patrimoine et comment ce PPU tente d'y répondre. Cette partie du quartier Centre-Sud renferme un riche écosystème de patrimoine vernaculaire qu'il importe de bien comprendre pour le conserver et le mettre en valeur. Quelles sont les particularités du patrimoine de ce quartier? Y a-t-il des concentrations de bâtiments patrimoniaux? Des secteurs reconnus pour leur valeur patrimoniale? Quel est le lien entre les nouveaux développements et l'existant et quelle est la connexion avec les unités de paysage? Le comité souligne que les rues ont aussi leur paysage et il croit qu'il doit y avoir une réflexion dans le développement de nouveaux secteurs afin de préserver le caractère des rues, notamment en établissement le découpage des zones de hauteur et de densité au centre des îlots plutôt que dans les rues. La prise en compte et le respect des paysages des rues est pour le comité une des clés majeures de l'intégration des nouvelles constructions. En conséquence, le comité encourage l'Arrondissement à mieux étudier les enjeux liés au patrimoine afin de développer des stratégies et objectifs adaptés.

Traitement de l'existant et du nouveau

Le comité salue l'objectif de privilégier une architecture distincte entre les nouveaux bâtiments qui seraient adjacents. Toutefois, il se demande si les mécanismes en place permettent d'arriver à un résultat heureux. Il importe de mieux définir ce que l'on désigne par une diversité harmonieuse, puisque cela peut mener à la conception de bâtiments très similaires à l'existant (et entre eux), ce qui n'est pas nécessairement le résultat souhaité.

Par ailleurs, il apparaît au comité que le territoire couvert par le PPU est composé de deux secteurs distincts, l'un au sud et marqué par le redéveloppement des grandes propriétés et l'autre au nord composé du tissu urbain existant. Ces deux secteurs possèdent chacun des intentions d'aménagement très différentes et des processus de mise en œuvre distincts. Pour l'instant, cette distinction paraît floue pour le comité, car ces deux secteurs sont englobés dans le même territoire couvert par les mêmes orientations et les mêmes actions ciblées. Le comité croit que les intentions de requalification de ces deux secteurs méritent d'être clarifiées, surtout en ce qui a trait à la mise en œuvre du PPU. À titre d'exemple, les interventions dans les rues nouvelles seront complètement différentes de celles dans les rues existantes. Les nouvelles rues seront mises en œuvre rapidement, alors que les transformations de la canopée dans les rues existantes seront faites au fur et à mesure que les travaux de réfection de la voirie seront réalisés. Ces deux logiques différentes doivent être exprimées dans le document.

Développement durable

Le comité apprécie l'innovation que l'on souhaite promouvoir dans le cadre de la mise en œuvre de ce PPU, notamment par l'intention de créer des galeries multiréseaux en visant à intégrer les nouveaux bâtiments à un réseau thermique carboneutre. Il souligne que l'Arrondissement a une opportunité en or pour repenser les infrastructures et il l'encourage et l'appuie totalement dans son intention de créer ces réseaux.

Mais le comité craint que l'on passe à côté d'un des aspects fondamentaux du développement durable : la prolongation de la durée de vie des infrastructures et des bâtiments existants. En appui à sa considération pour la mise en valeur du patrimoine existant du quartier Centre-Sud, le comité rappelle que l'entretien et la conservation de l'existant peuvent constituer un facteur de lutte aux changements climatiques. En effet, la conservation des bâtiments s'inscrit au cœur d'une approche de développement durable qui vise notamment la réduction de l'impact environnemental des travaux de construction et de réaménagement[1]. Le recyclage des bâtiments s'impose comme une solution permettant de réduire notre empreinte climatique. Par conséquent, tout en encourageant l'Arrondissement dans son intention de réaliser des infrastructures et des aménagements durables, il souhaite que cette intention soit poussée plus loin et que les intentions relatives au développement durable soient beaucoup plus affirmées dans le PPU. Il s'agit d'une opportunité de faire preuve d'innovation, et le comité croit qu'il serait souhaitable d'intégrer au PPU des stratégies visant à encourager la conservation des bâtiments et des aménagements en place et de minimiser les démolitions.

Il encourage également l'Arrondissement à pousser encore plus loin le concept d'innovation en matière de développement durable en intégrant de la gestion des précipitations par biorétention. Il remarque cependant que seules les interventions sur le domaine public sont considérées dans le PPU. Afin de compléter cette dimension, le PPU devrait faire référence à la réglementation locale sur la gestion de l'eau des propriétés privées, voire à la bonifier le cas échéant.

Perméabilité des parcours piétons

Le comité salue le geste de permettre la perméabilité piétonne sous la tête du pont Jacques-Cartier, mais il est d'avis que cet élément mériterait d'être expliqué davantage. Il souligne également la très grande importance du soin à apporter à la façon de régler la perméabilité piétonne et de faire en sorte que ce lieu devienne un grand parc plutôt que des espaces morcelés. Le concept de la perméabilité piétonne devrait d'ailleurs être étendu aux parcours nord-sud à travers les nouveaux grands îlots et le boulevard urbain projeté.

AVIS PRÉLIMINAIRE DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte ne peut se positionner à cette étape sur le Projet particulier d'urbanisme des Faubourgs, à défaut d'avoir eu suffisamment de détails sur les intentions et, surtout, faute d'avoir pu lire le document du PPU. Par conséquent, il émet un avis préliminaire et invite l'Arrondissement à venir lui présenter le document complet du PPU. En vue de cette présentation et de sa bonification, il fait les recommandations suivantes :

- Représenter les intentions d'aménagement de façon plus précise, et ce, dans leurs trois dimensions, afin de mieux illustrer la composition de l'ensemble ainsi que sa relation avec le centre-ville ;
- Présenter des coupes de rues et une illustration d'une rue type et prendre en compte le paysage des rues afin de s'assurer d'une intégration heureuse des nouvelles constructions ;
- Détailler les besoins en nouveaux équipements publics (école, équipement sportif, centre communautaire, équipement culturel, etc.) dans un horizon à court, moyen et long termes ;
- S'assurer de réaliser des échéanciers qui prennent en compte l'intégration de l'ensemble des parties concernées dans la conception des projets et réaliser une stratégie de phasage ;

[1] Notons qu'en 2008, entre 15 et 20% des matières résiduelles générées au Québec provenaient de la construction, la rénovation et la démolition de bâtiments. (Source : Recyc-Québec, 2009, dans Collectivités viables, « Recyclage des bâtiments », collectivitesviables.org.)

- À propos de l'ancienne brasserie Molson, conserver la tour de même que certaines sections plus anciennes du site ;
- À propos du patrimoine vernaculaire, réaliser une stratégie de mise en valeur du patrimoine ;
- Étudier l'expérience d'entrée de ville des utilisateurs du pont Jacques-Cartier et intégrer des éléments de mise en valeur ;
- Mieux définir les intentions quant à l'architecture des nouveaux bâtiments et préciser ce que l'on entend par « diversité harmonieuse »;
- Affirmer davantage les intentions liées au développement durable en intégrant la conservation des bâtiments et des aménagements en place et la minimisation des démolitions ainsi qu'en raffinant les exigences en matière de biorétention dans les aménagements publics et privés.

À l'attention de la Direction de l'urbanisme du Service de l'urbanisme et de la mobilité :

- Étudier la possibilité de créer un site patrimonial cité pour le site de l'ancienne brasserie Molson, en englobant l'ancienne station de pompage Craig.

Le président du Comité Jacques-Viger

Original signé

Patrick Marmen

Le 28 octobre 2019

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal

Original signé

Peter Jacobs

Le 28 octobre 2016

Montréal

AVIS DU COMITÉ MIXTE (COMPOSÉ DES MEMBRES DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER)

Suite à leur assemblée du 13 décembre 2019

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*

Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs

AC19-VM-05 (ERRATUM)

Localisation :	Territoire de l'arrondissement de Ville-Marie compris entre la rue Saint-Hubert à l'ouest, et la rue Fullum à l'est
Reconnaissance municipale :	Le territoire visé comprend un élément cité en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : la maison L'Archevêque (immeuble patrimonial cité)
Reconnaissance provinciale :	Le territoire visé comprend plusieurs éléments classés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : la maison Marguerite-Hay (immeuble patrimonial classé) et son aire de protection, l'ensemble d'immeubles patrimoniaux de Saint-Pierre-Apôtre (immeuble patrimonial classé) et la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant (immeuble patrimonial classé)
Demandeur :	Arrondissement de Ville-Marie

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après le comité mixte) émettent un avis à la demande de l'Arrondissement de Ville-Marie. L'avis du CPM est obligatoire en vertu de l'article 12.1, paragraphe 1, de son règlement. Le projet nécessite l'avis du CJV puisqu'il vise une modification au Plan d'urbanisme (article 11, paragraphe 1, de son règlement).

LOCALISATION ET HISTORIQUE [1]

Le territoire visé par le Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs est compris entre la rue Saint-Hubert à l'ouest, incluant l'îlot Voyageur, la rue Sherbrooke au nord et la rue Fullum à l'est. Il s'étend jusqu'au fleuve et comprend également les abords de la rue Notre-Dame, jusqu'à la rue du Havre. Couvrant une partie des districts électoraux de Saint-Jacques et de Sainte-Marie, ce territoire de 263 hectares représente près de 15 % de la superficie de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le territoire du PPU des Faubourgs se démarque par une identité complexe, avec de multiples dénominations, dont le quartier Centre-Sud, le Village gai (ou Village), l'ancien Faubourg Québec, le Pied-du-Courant, le quartier Sainte-Marie, le Faubourg à m'lasse et la Cité des ondes. Ce territoire se caractérise également par la présence marquante du pont Jacques-Cartier, et par sa proximité du centre des affaires.

[1] Contenu majoritairement tiré de : Ville de Montréal, *PPU des Faubourgs*, document soumis au comité mixte à la séance du 13 décembre 2019

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm



Les PPU dans l'arrondissement de Ville-Marie (Source : Ville de Montréal)



Le territoire du PPU des Faubourgs (Source : Ville de Montréal)

Le secteur visé par ce PPU correspond de manière générale à l'ancien Faubourg Sainte-Marie, aussi nommé Faubourg Québec puisque situé tout juste à l'extérieur des fortifications de la ville sur le chemin du Roy menant à Québec (actuelle rue Notre-Dame). Au cours de l'histoire, ce territoire a été marqué par une forte industrialisation durant le 19e siècle et par d'importantes transformations dans les années 1960 à 1980, dont la démolition d'un vaste secteur résidentiel du Faubourg Québec en vue notamment de la construction de la place Radio-Canada et de l'autoroute Ville-Marie.

HISTORIQUE DU DOSSIER

Le comité mixte a reçu les représentants de l'Arrondissement de Ville-Marie et du Service de l'urbanisme et de la mobilité lors de la séance du 13 décembre 2019. Auparavant, le comité mixte a été consulté à la demande de l'Arrondissement de Ville-Marie pour le même objet, donnant lieu à un avis préliminaire (AC19-VM-02) daté du 28 octobre 2019.

DESCRIPTION DU PROJET[2]

La vision du PPU des Faubourgs s'appuie sur la reconnaissance et le renforcement des caractéristiques urbaines et sociales du territoire, ainsi que sur l'objectif de corriger les grandes ruptures laissées par les opérations de rénovation urbaine et les aménagements autoroutiers des années 1950 à 1980.

Les orientations du PPU des Faubourgs sont les suivantes :

Milieu de vie

1. Maintenir un parc de logements diversité et inclusif
2. Consolider la vie communautaire de quartier et du Village
3. Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale
4. Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires
5. Renforcer la présence et la mixité des activités

Trame urbaine et mobilité

6. Rétablir la trame de rues entre le quartier Centre-Sud et le Vieux-Montréal
7. Concilier l'entrée du pont et les milieux de vie

[2] Contenu majoritairement tiré de : Ville de Montréal, *PPU des Faubourgs*, document soumis au comité mixte à la séance du 13 décembre 2019

8. Améliorer et compléter les réseaux cyclables et de transport en commun

Cadre bâti et forme urbaine

9. Assurer une densification équilibrée dans le secteur à requalifier
10. Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti
11. Assurer une intégration urbaine et architecturale adaptée

Infrastructures et aménagements durables

12. Réduire les surfaces imperméables et accroître la canopée
13. Assurer une gestion des infrastructures souterraines plus durable
14. Réduire la consommation énergétique à l'échelle du secteur

Le projet du PPU vise plusieurs interventions sur le domaine public, en particulier pour le sous-secteur de requalification (sites Radio-Canada, Molson et Portes-Sainte-Marie).

L'ajout du PPU des Faubourgs au Plan d'urbanisme et sa mise en œuvre impliquent la modification du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, du Plan d'urbanisme incluant son document complémentaire (continuité commerciale, affectations, densités, hauteurs) et du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie. Il implique également la modification des paramètres de densité prévus par le PPU du quartier Sainte-Marie puisqu'il chevauche en partie celui-ci.

ENJEUX ET ANALYSE DE LA DEMANDE

Le comité mixte formule les commentaires suivants sur le projet qui lui a été soumis :

Délimitation et règlementation

D'emblée, le comité mixte tient à souligner l'ampleur et la qualité du travail de réflexion accompli sur un vaste territoire qui est à la base du PPU des Faubourgs. De manière générale, il entrevoit d'un œil très positif le développement de la portion sud ainsi que la revitalisation de l'ensemble de ce secteur.

Parmi ses observations, le comité s'interroge toutefois sur les raisons justifiant la délimitation du territoire de ce PPU, qui chevauche en partie le PPU du Quartier des spectacles – Pôle Quartier latin et le PPU du quartier Sainte-Marie. Néanmoins, il comprend bien que l'inclusion d'une portion du territoire du PPU du quartier Sainte-Marie découle des nouveaux enjeux liés à l'aménagement des abords du pont Jacques-Cartier, et au déménagement prochain de la maison de Radio-Canada et de la brasserie Molson Coors. Il s'interroge cependant sur les justifications qui motivent l'inclusion de l'îlot Voyageur dans le nouveau PPU puisque les enjeux de ce site sont éloignés de ceux liés à l'aménagement des abords du pont Jacques-Cartier. Le comité est d'avis que l'utilisation d'un autre processus règlementaire pour intervenir sur le site de l'îlot Voyageur, dont une modification du PPU du Quartier des spectacles – Pôle Quartier latin, assurerait une plus grande cohérence des outils règlementaires de la Ville.

Le comité mixte note également que la rédaction du document semble s'attarder principalement à la portion sud du PPU, marquée par le redéveloppement des grandes propriétés (la portion nord étant composée d'un tissu majoritairement résidentiel). Dans le tissu existant, plusieurs intentions d'intervention sont mentionnées (ex.

bonification de l'espace piéton, augmentation de la canopée, intégration architecturale et paysagère, etc.) sans toutefois aborder leurs détails ainsi que les logiques de mise en œuvre ou de phasage associées. Le comité mixte craint que l'attention et les investissements soient accordés principalement au secteur situé au sud de la rue Sainte-Catherine, dont l'aménagement des nouvelles rues, au détriment de la bonification du domaine public situé au nord du territoire considéré dans le PPU.

Dans un même ordre d'idée, les actions de mise en valeur patrimoniale identifiées au PPU pour le tissu urbain existant mentionnent principalement de changements règlementaires à effectuer au zonage, au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A), etc. Toutefois, les informations détaillées reliées à ces modifications n'ont pas été présentées au comité mixte. Celui-ci salue les intentions énoncées dans le projet de PPU à cet effet, mais ne peut commenter leur transcription règlementaire et l'encadrement entourant leur mise en œuvre.

Hauteur et densité de construction

De manière générale, le comité mixte salue les efforts réalisés en vue de rabaisser les hauteurs et les densités de construction de certaines portions au sud du PPU, tout particulièrement sur le site de la Société Radio-Canada (en matière de densité). Il juge qu'il s'agit d'un gain par rapport à l'existant.

Néanmoins, le comité mixte aurait souhaité que la logique d'ensemble ayant guidé le choix des nouveaux paramètres soit mieux explicitée autant par rapport à la cohérence interne du projet que par rapport à l'ensemble du profil du centre-ville montréalais. Depuis le Plan d'urbanisme de 1992, la logique des hauteurs du centre-ville vise une progression graduelle similaire à celle du mont Royal. Le PPU des Faubourgs semble rompre avec cette approche en permettant des hauteurs moyennes très largement supérieures à celles environnantes et des pointes de hauteur allant jusqu'à 100 mètres pour l'îlot des Voltigeurs (terrain de la Molson) aux abords du pont Jacques-Cartier. Le comité regrette que ce nouveau profil du centre-ville de Montréal ne soit pas étudié dans le document.

De plus, le comité constate que les paramètres de hauteur et de densité fixés au PPU sont très favorables au développement immobilier. La règlementation proposée pour encadrer la mise en forme des développements demeure trop flexible (ex. latitude généreuse entre la limite minimale et maximale de hauteur) ou trop floue (paramètres qualitatifs difficiles à faire appliquer afin de limiter une hauteur permise). Il suggère conséquemment un raffinement de la règlementation afin d'encadrer davantage les interventions, par exemple, par la présence de normes paramétriques, de critères détaillés, etc.

Protection des vues vers le mont Royal

L'une des inquiétudes importantes du comité mixte à propos des paramètres de hauteur du PPU concerne la protection des vues vers le mont Royal et vers le fleuve. Le comité mixte apprécie que l'Arrondissement ait présenté une modélisation des formes bâties permises par le PPU des Faubourgs afin d'étudier son impact potentiel sur les vues à partir du pont Jacques-Cartier. Bien qu'il comprenne que la modélisation ne peut reproduire exactement les formes bâties à venir puisque plusieurs formalisations sont possibles, il considère inacceptable de constater un impact des paramètres de densité et de hauteur sur une vue protégée depuis la réalisation du Plan d'urbanisme de 1992.

Dans un même sens, le comité mixte soulève sa forte préoccupation quant à l'impact cumulatif de perte de vues vers le mont Royal à travers le temps, et ce, malgré la protection des vues incluse au Plan d'urbanisme de 1992. Le comité

précise que les vues ne doivent pas être l'objet de négociation dans le cadre d'une analyse découlant uniquement d'outils discrétionnaires (notamment le P.I.I.A).

Conséquemment, le comité suggère que le PPU des Faubourgs inclue des dispositions supplémentaires permettant une protection systématique à tout égard des vues vers le mont Royal, telles que par le biais de critères précis impliquant des limites de hauteur.

Le comité juge également opportun que l'étude des vues se fasse de plusieurs points, tel qu'à partir du parc Jean-Drapeau et de la rive sud du fleuve Saint-Laurent.

Interface entre les domaines publics et privés

Le comité apprécie les modélisations tridimensionnelles effectuées par l'Arrondissement. Parmi ses observations, il aurait toutefois souhaité obtenir davantage de détails quant à la relation entre les volumes prévus (le bâti) et la rue.

D'emblée, le comité mixte soulève que l'intervention sur le domaine public est une opportunité de privilégier un traitement des façades exprimant la hiérarchie de la trame urbaine et des usages, en considération des voies publiques principales (rue Sainte-Catherine, boulevard René-Lévesque, etc.). Le comité appuie la proposition d'établir une hiérarchie de la trame des rues et de privilégier l'absence d'entrée de véhicules aux sites à partir du boulevard René-Lévesque.

De plus, le comité se préoccupe particulièrement de la présence des commerces et de leur relation à la rue (façades principales/façades arrières). Il suggère que les paramètres de localisation des entrées commerciales ainsi que de leur accès de service et de livraison soient mieux encadrés en fonction de la hiérarchie des rues souhaitées. Tel que proposé, il recommande la présence de commerces de proximité avec accès individuel à la rue (pas de centre commercial) afin de desservir les résidences actuelles et celles prévues selon les besoins du milieu. De plus, un soin devrait être apporté afin de limiter la création de rues principalement dédiées aux accès de services (stationnement, livraison, etc.).

Afin d'avoir des rues conviviales et animées, le comité est également d'avis qu'il serait opportun d'étudier la relation entre la hauteur permise et l'emprise de la rue en matière d'ensoleillement et de couloir de vent.

Mobilité et sécurité

Bien que le PPU soit fondé sur la requalification de la jonction entre l'autoroute Ville-Marie et de la rue Notre-Dame (création du futur boulevard Ville-Marie), il constate que cet axe de transit demeurera une voie à large débit routier. Entre autres, il est particulièrement inquiet de la proposition d'implanter une école au coin de la rue de la Visitation et de l'avenue Viger, à proximité du futur boulevard Ville-Marie.

D'autre part, si des résidences sont prévues sur le bord d'une autoroute, le comité souhaite que soient prévues des mesures de mitigation (vibration, bruit, déraillement de la voie ferrée, etc.).

Pour des mesures de sécurité, considérant le flot des voitures, le comité est en faveur de la proposition d'améliorer et de créer des traverses piétonnières, telles que celles prévues à proximité du pont Jacques-Cartier. Il souhaite aussi que des efforts soient prévus pour la réalisation de la passerelle vers le fleuve dédiée aux mobilités actives, afin de désenclaver le secteur du port, laquelle franchirait les voies ferrées dans le prolongement de la rue de la Visitation pour accéder aux quais du Vieux-Port. Le cas échéant, il souhaite qu'une collaboration soit effectuée entre les

différents intervenants impliqués dans cette démarche (ex. le Ministère des Transports du Québec et le Port de Montréal).

Le comité mixte est aussi fortement préoccupé par la sécurité des cyclistes aux abords des axes routiers importants. Il remarque que les plans d'aménagement localisent les bandes de plantation entre la voie cyclable et le trottoir. Afin de sécuriser davantage les voies cyclables, il suggère que ces dernières soient suffisamment larges et surélevées. Il recommande aussi que les bandes de plantation soient localisées entre la chaussée routière et les voies cyclables afin de créer un vrai séparateur entre les axes de transit respectifs.

Patrimoine bâti

Unités de paysage

Alors que le territoire du PPU comporte des secteurs très variés, le comité se réjouit de la création d'unités de paysage permettant de détailler les caractéristiques architecturales et urbaines dominantes de chaque secteur. Par le biais de critères intégrés au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A), les interventions seront ainsi plus encadrées. Le comité souhaite que ces futures interventions tiennent compte de la matérialité actuelle du territoire, à la lumière d'exigences de qualité. Néanmoins, tel que mentionné précédemment, le comité ne peut commenter la transcription règlementaire de cette intention puisqu'aucune information détaillée n'a été présentée.

Patrimoine bâti

En ajout aux unités de paysage, le comité suggère que soit formulée une stratégie de conservation et de mise en valeur du patrimoine visant l'ensemble du territoire du PPU des Faubourgs.

Site de Molson (îlot des Voltigeurs)

Le comité se questionne sur l'aménagement du futur site de Molson (îlot des Voltigeurs). En réponse à ses interrogations, les critères d'aménagement présentés à la séance sont les suivants : la conservation de la silhouette du bâti en cascade autour d'un point culminant central; la tour comme point de repère marquant l'entrée de ville; la prédominance de matériaux de revêtement de brique d'argile rouge et l'intégration des cours intérieures historiques en continuité du parcours riverain.

Parmi ses commentaires, le comité mixte suggère que la future tour conserve la même matérialité que la tour actuelle afin de préserver l'identité urbaine de cette structure dans le profil du centre-ville.

Le comité se questionne également sur le « bonus de hauteur » convenu pour ce site. Selon le PPU, le comité comprend que la hauteur de la future tour est conditionnelle et proportionnelle à la conservation des volumes d'intérêt patrimonial de l'îlot. Respectant ce mécanisme de hauteur conditionnelle, la tour pourrait alors être exhaussée à une hauteur supérieure à la hauteur autorisée dans le secteur (soit 65 mètres) par le Plan d'urbanisme et atteindre jusqu'à 100 mètres. Or, le comité s'interroge, d'une part, sur le précédent que ce mécanisme pourrait créer en matière de protection du patrimoine puisqu'il associe cette protection à une condition (soit la possibilité d'accéder à un bonus de hauteur permettant une augmentation des surfaces à construire). D'autre part, le comité s'interroge quant à l'obligation que ce bonus soit situé à l'emplacement exact de la tour actuelle du site de Molson, alors qu'il pourrait très bien s'appliquer ou être réparti sur une autre partie du site ayant moins d'impact en matière de paysage bâti et de protection des vues.

Station Craig

Le comité mixte note que la cheminée de l'ancienne station de pompage Craig, construite en 1887, sera démolie. Le comité souligne l'urgence de préserver ce bâtiment. Il suggère qu'un plan d'action d'urgence soit réalisé dans les plus brefs délais pour la conservation de ce bâtiment, avec la formulation d'une stratégie de conservation, considérant l'importance de cet ouvrage civil dans l'histoire de Montréal et sa présence distincte dans le paysage urbain. À cet effet, il tient à rappeler le principe d'exemplarité des biens municipaux en matière de patrimoine adopté par la Ville de Montréal dans sa Politique du patrimoine (mai 2005) et dans le Plan d'action en patrimoine 2017-2020 (2017).

Site Barsalou

Le comité se questionne des raisons justifiant le changement de la limite maximale de hauteur du l'îlot de l'ancienne savonnerie Barsalou, haussée de 25 mètres à 35 mètres (portion sud du bâti existant).

Entrées de ville

Le comité mixte considère que le concept d'entrée de ville semble peu développé. Il est particulièrement préoccupé par l'entrée de ville du pont Jacques-Cartier, en tant que repère significatif. Le comité se réjouit toutefois de la considération des vues vers le pont Jacques-Cartier, à partir de l'axe de l'avenue De Lorimier et de la rue Parthenais. Tel que recommandé à la dernière séance (avis daté du 28 octobre 2019), le comité propose que l'Arrondissement poursuive l'exploration de l'aménagement de l'entrée de ville du pont Jacques-Cartier afin d'intégrer des éléments de mise en valeur au sein du PPU.

Développement durable

Le comité est favorable aux intentions formulées à l'égard du développement durable.

Le comité recommande la rédaction d'une stratégie de développement durable (incluant les notions d'efficacité énergétique) afin que les principes élaborés dans le document soient clairement véhiculés auprès des développeurs.

De plus, en ce qui a trait à la rédaction du document du PPU, le comité suggère des orientations formulées « à la positive » selon une approche constructive. Par exemple, le comité propose que la notion de « réduction des îlots de chaleur » (orientation 12) soit plutôt abordée par le biais « des îlots de fraîcheur »; à savoir, leur localisation et leur nombre prévus.

Planification des travaux

Considérant les divers travaux en vue, à court et à long terme, le comité suggère la réalisation d'une stratégie de phasage (avec échéanciers) afin d'assurer une planification adéquate.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte reconnaît la pertinence des intentions énoncées dans le PPU des Faubourgs ainsi que la connaissance fine du territoire sur lequel repose le travail effectué. Cependant, le comité mixte se questionne de façon importante sur les principes qui encadrent la mise en œuvre de ces intentions et tient à signaler ses diverses préoccupations dans les lignes suivantes.

À cet effet, le comité émet les recommandations suivantes :

- Justifier, voire réévaluer, les paramètres de densité et de hauteur en fonction d'une vision d'ensemble du profil du centre-ville montréalais et des vues protégées vers le mont Royal;
- Étudier la relation entre la hauteur permise et l'emprise prévue de la rue en matière d'ensoleillement et de couloir de vent;
- Reconsidérer le mécanisme de hauteur conditionnelle ou réévaluer ses modalités d'application;
- Traduire de façon plus explicite les intentions du PPU et du Plan d'urbanisme dans la règlementation (ex. protection des vues vers le mont Royal, qualité du bâti, etc.) afin que certains paramètres, comme la densité et la hauteur, ne soient pas en contradiction avec des critères de nature plus qualitative;
- Privilégier un traitement de façade exprimant la hiérarchie de la trame urbaine, notamment pour les entrées commerciales;
- Poursuivre les réflexions quant à l'aménagement de l'entrée de ville du pont Jacques-Cartier;
- Inclure des mesures de sécurité aux abords des axes routiers d'importance; réévaluer l'implantation d'une nouvelle école à proximité de l'autoroute Ville-Marie; poursuivre la création de traverses piétonnières; aménager des pistes cyclables sécuritaires;
- Réaliser dans les plus brefs délais un plan d'action d'urgence ainsi qu'une stratégie de conservation visant la conservation de la station Craig et sa cheminée;
- Préciser et ajuster l'encadrement règlementaire découlant des nouvelles unités de paysage; réaliser une stratégie visant la conservation et la mise en valeur du patrimoine;
- À propos de l'ancienne brasserie Molson, conserver la matérialité de la tour actuelle dans la future construction de la tour afin de préserver l'identité urbaine de cette structure dans le profil du centre-ville;
- Rédiger une stratégie de développement durable incluant les notions d'efficacité énergétique;
- Réaliser une stratégie de phasage des divers travaux et développements prévus.

Le président du Comité Jacques-Viger

Original signé
Patrick Marmen
Le 29 janvier 2020

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal

Original signé
Peter Jacobs
Le 29 janvier 2020

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

RÉPONSES ET PRÉCISIONS RELATIVES À L'AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER – Assemblée du 13 décembre 2019

Justifier, voire réévaluer, les paramètres de densité et de hauteur en fonction d'une vision d'ensemble du profil du centre-ville montréalais et des vues protégées vers le mont Royal

Les hauteurs proposées par le PPU des Faubourgs ont d'abord pour objectif de favoriser des projets présentant une composition architecturale de qualité en regard de la densité autorisée. À cet effet, une attention particulière a été portée à l'impact des projets sur la qualité du domaine public et au dégagement de vues vers le fleuve.

Le choix des emplacements pour les espaces publics, la répartition des plus grandes hauteurs et le plafond de hauteur établi à 100 m pour l'édifice le plus emblématique répondent tous à une logique en lien avec le profil du centre-ville et la transition vers le milieu bâti des faubourgs tout en permettant, en plus, de conserver les vues protégées vers le mont Royal.

Les hauteurs et densités proposées de 65 m et d'un COS de 6 s'inscrivent dans la continuité du secteur du Faubourg Québec, le long de la rue de la Commune, qui est en reconstruction depuis le début des années 2000 et du corridor du boulevard René-Lévesque. De plus, le PPU prévoit des normes et de critères pour les bâtiments d'une hauteur supérieure à 30 m, en fonction des objectifs énoncés ci-dessus.

Les paramètres de hauteur et de densité proposés pour le sud du secteur des Faubourgs s'apparentent, avec les particularités liées à l'histoire du territoire, aux paramètres des autres faubourgs, situés au pourtour du Vieux-Montréal, et aux abords du centre-ville. Ainsi, les silhouettes sont dessinées le long d'axes structurants, comme les axes du boulevard Robert-Bourassa et de la rue McGill pour le faubourg des Récollets, et l'axe du boulevard René-Lévesque pour le faubourg Saint-Laurent.

Étudier la relation entre la hauteur permise et l'emprise prévue de la rue en matière d'ensoleillement et de couloir de vent

La répartition des hauteurs, telle qu'expliquée dans la réponse précédente, répond d'une logique de transition vers le centre-ville, permet de favoriser une grande qualité architecturale et permet de protéger les vues d'intérêts existantes ou à venir du quartier. De plus, l'encadrement proposé des projets d'une hauteur supérieure à 30 m permet de réduire l'impact sur l'ensoleillement du domaine public.

En plus de ces propositions inclues au projet de PPU, notons que les dispositions réglementaires existantes de l'arrondissement de Ville-Marie prévoient que de tels projets doivent systématiquement faire la démonstration d'un impact minimal sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes du domaine public.

Reconsidérer le mécanisme de hauteur conditionnelle ou réévaluer ses modalités d'application

Le mécanisme innovateur de la hauteur conditionnelle vise à introduire un incitatif, qui se veut complémentaire aux dispositions discrétionnaires usuelles, en vue de préserver et de mettre en valeur le bâti d'intérêt de la brasserie. Cette proposition vise également à assurer le maintien d'un point de repère historique marquant l'arrivée sur le pont Jacques-Cartier à Montréal, en considération de la reconstruction des terrains avoisinant l'îlot des Voltigeurs de Molson. La reconstruction de ces terrains pourrait en effet avoir pour conséquence de minimiser la prédominance volumétrique de ce point de repère. Or, la possibilité de l'exhausser au-delà

hauteurs permises aux environs permet justement de maintenir cette prédominance dans le paysage du quartier.

Traduire de façon plus explicite les intentions du PPU et du Plan d'urbanisme dans la règlementation (ex. protection des vues vers le mont Royal, qualité du bâti, etc.) afin que certains paramètres, comme la densité et la hauteur, ne soient pas en contradiction avec des critères de nature plus qualitative;

La réglementation d'urbanisme constitue effectivement un niveau d'intervention plus précis et ses paramètres sont plus détaillés. Par exemple, la hauteur maximale telle que traduite au Plan d'urbanisme comprend plusieurs niveaux de contraintes dans le règlement d'urbanisme (01-282) tel que la hauteur sur rue et la surhauteur qui font l'objet de normes et critères différents. Un PPU, puisqu'il fait partie du Plan d'urbanisme, obéit à la même logique et la réglementation qui en découlera présentera des dimensions plus précises.

Privilégier un traitement de façade exprimant la hiérarchie de la trame urbaine, notamment pour les entrées commerciales

Parmi les règles encadrant le développement commercial, deux nouvelles rues où la continuité commerciale est obligatoire au rez-de-chaussée sont proposées. Sur ces rues, chaque commerce devra disposer d'une entrée individuelle afin d'assurer l'animation de ces rues commerciales. De plus, les questions relatives aux entrées de services et de chargement sont gérées par la réglementation d'urbanisme d'arrondissement. Par ailleurs, des critères sont justement proposés afin d'assurer que l'expression architecturale des projets respecte la hiérarchie de la trame urbaine. C'est ainsi que le traitement d'une façade sur la rue de la Commune, par exemple, devra exprimer une prédominance dans la composition architecturale et/ou la qualité des matériaux de revêtement par rapport aux autres façades du même édifice.

Poursuivre les réflexions quant à l'aménagement de l'entrée de ville du pont Jacques-Cartier

La notion d'entrée de ville du PPU des faubourgs est présente dans plusieurs volets du projet. D'abord, l'échelle du bâti proposé vise à maintenir la prédominance de bâtiments tel que la tour de Radio-Canada et le bâtiment Molson tout en marquant l'entrée de ville. Également, le redéveloppement du secteur déstructuré actuel constitue une grande amélioration du front fluvial qui marque les abords du centre-ville.

De plus, l'encadrement du redéveloppement de l'ancienne savonnerie Barsalou et ses abords permet d'améliorer l'état de l'entrée de ville actuel en autorisant une limite de hauteur à 35 m, en encourageant le retrait des panneaux réclames bénéficiant de droits acquis sur l'usine Barsalou et en valorisant les qualités architecturales de ce bâtiment patrimonial.

Enfin, le projet de reconfiguration de la tête de pont met en valeur les percées visuelles vers l'Église de Notre-Dame-de-Guadalupe et permet de structurer un espace public sous-utilisé tout en de sécurisant les abords du pont Jacques-Cartier au bénéfice des modes de déplacement actifs. Dans ce projet, l'accent est mis sur l'intégration du pont dans un milieu de vie et vise donc à minimiser les impacts négatifs d'une entrée de ville en la redéfinissant en fonction du piéton.

Inclure des mesures de sécurité aux abords des axes routiers d'importance; réévaluer l'implantation d'une nouvelle école à proximité de l'autoroute Ville-Marie; poursuivre la création de traverses piétonnières; aménager des pistes cyclables sécuritaires

L'augmentation du nombre d'intersections est une des mesures de sécurité en faveur des piétons. Le parti du PPU, tout comme celui du Plan local de déplacements (PLD) adopté en 2019, est de favoriser les modes de déplacement actif et de répondre aux orientations de la Vision Zéro. Parmi les mesures proposées, le PPU prévoit le prolongement d'axes cyclables

incomplets, l'aménagement de trottoirs d'une largeur minimale de 5 m et la plantation d'arbres dans les axes existants et à venir.

Aucune des écoles proposées n'est adjacente au futur boulevard Ville-Marie. L'école prévue le long de la rue De la Visitation est plutôt située au coin de la rue De la Gauchetière.

Réaliser dans les plus brefs délais un plan d'action d'urgence ainsi qu'une stratégie de conservation visant la conservation de la station Craig et sa cheminée

Le PPU prévoit la mise en valeur de cet édifice et a organisé la reconfiguration du boulevard Ville-Marie en vue d'intégrer la station Craig à un îlot et ainsi assurer son accessibilité de manière sécuritaire.

Étant donnés les risques pour la sécurité publique, le démantèlement de la cheminée a dû être autorisé en février 2020. Tel que l'annonce le PPU, un comité de travail incluant plusieurs services de la Ville, l'arrondissement de Ville-Marie et des parties prenantes de la communauté va devoir évaluer les options de mise en valeur à court terme.

Préciser et ajuster l'encadrement règlementaire découlant des nouvelles unités de paysage; réaliser une stratégie visant la conservation et la mise en valeur du patrimoine;

Le PPU prévoit un ensemble de critères associés aux unités de paysages du secteur en requalification. La définition des unités de paysage comme telles sera réalisée à partir de ces critères lors de la modification de la réglementation d'urbanisme, qui suivra l'adoption du PPU.

De plus, le PPU prévoit de raffiner les unités de paysage dans le secteur habité. Une caractérisation typomorphologique du quartier, ainsi que la définition d'éléments identitaires du secteur ont été commandés. Ce document de l'atelier Enclume, qui accompagne le document du PPU, servira de base à la révision des unités de paysage dans la réglementation d'urbanisme qui entrera en vigueur suite à l'adoption du PPU.

En plus de cet exercice de raffinement des unités de paysage, les stratégies de conservation du patrimoine du PPU comprennent notamment :

- un mécanisme incitatif de hauteur conditionnelle pour l'îlot des Voltigeurs;
- un encadrement particulier pour le site de l'ancienne savonnerie Barsalou;
- un réseau d'espaces et de place publics visant à valoriser le patrimoine existant;
- une étude de potentiel pour la reconversion de l'ancien hôpital de la Miséricorde;
- l'interdiction de construire au-dessus de l'axe du tunnel Beaudry;
- la mise en valeur de la station Craig
- l'introduction de sept nouvelles vues protégées vers des constructions emblématiques du quartier.

À propos de l'ancienne brasserie Molson, conserver la matérialité de la tour actuelle dans la future construction de la tour afin de préserver l'identité urbaine de cette structure dans le profil du centre-ville

La proposition d'encadrement de l'îlot des Voltigeurs limite les matériaux à la brique d'argile rouge caractéristique du complexe industriel de Molson.

Rédiger une stratégie de développement durable incluant les notions d'efficacité énergétique

Le PPU prévoit de nouvelles obligations d'efficacité énergétique, mais également une proposition de réseau de partage de chaleur et une orientation claire en faveur de la perméabilité des sols et la gestion des eaux de pluie.

Réaliser une stratégie de phasage des divers travaux et développements prévus

Un tableau de phasage fait l'objet de la première section du chapitre 6 à propos de la mise en œuvre.

Archéologie

Vue d'ensemble

À l'instar des grands centres urbains à travers le monde, la Ville de Montréal a reconnu l'importance de préserver son patrimoine archéologique. En effet, la Ville s'emploie depuis une trentaine d'années à planifier et à réaliser des interventions en vue d'assurer adéquatement la protection et la mise en valeur de son patrimoine archéologique sur ses propriétés et celles de ses sociétés. Aux fils des années, c'est plus de 235 sites archéologiques qui ont été recensés et documentés sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal et ce, sans parler des nombreux secteurs d'intérêt archéologique inscrit dans le Plan d'urbanisme (2004). La richesse et la variété des découvertes réalisées à ce jour témoignent d'un riche passé montréalais digne d'être connu, protégé, mis en valeur et diffusé.

La Ville accorde une attention particulière à l'archéologie pour assurer un développement durable de son territoire dans le respect des lois[1] et des directives gouvernementales qui s'appliquent à ses propriétés et celles de ses sociétés. En l'occurrence, l'application de la Loi sur le patrimoine culturel a imposé, à travers le temps, une attitude préventive face à l'aménagement du territoire et la protection des ressources archéologiques. L'évolution des pratiques d'aménagement en milieu urbain, en lien avec l'application de cette loi, a permis de passer d'un mode en réaction, occasionnant des arrêts ponctuels de travaux d'excavation, à un mode préventif, prenant en considération l'existence de la ressource archéologique dès l'étape de planification d'un projet de construction et d'aménagement d'un espace public, de restauration de bâtiment d'intérêts patrimoniaux ou d'un programme de développement urbain.

Le territoire couvert par le PPU des Faubourgs représente un secteur d'envergure qui comporte un fort potentiel archéologique, varié et multiple selon les époques. Ainsi, le patrimoine archéologique doit être abordé dans une vision d'ensemble et être intégré à la conception de projets afin de mettre en valeur les vestiges qui témoignent notamment :

- d'une occupation autochtone;
- d'une occupation domestique, agricole, artisanale et commerciale;
- d'une occupation industrielle;
- d'une activité religieuse;
- d'une activité institutionnelle;

Stratégies d'intervention :
Protéger et conserver le patrimoine archéologique existant

D'abord, nous retrouvons un potentiel relatant l'établissement de groupes autochtones sur le territoire du PPU des Faubourgs notamment avec la présence du ruisseau Saint-Martin et du fleuve Saint-Laurent. Puis, un potentiel archéologique associé à la période historique des 18e, 19e et 20e siècles qui est attesté avec plusieurs sites d'importance tels le cimetière civil et protestant au parc des Vétérans, la villa Woodbine au parc des Faubourgs, les fabriques de

[1] Loi sur le patrimoine culturel et Règlement sur la recherche archéologique, Loi sur la qualité de l'environnement, Loi sur les lieux et monuments historiques nationaux, Loi sur la réhabilitation des sols contaminés, Loi sur les inhumations et les exhumations; Plan d'urbanisme de Montréal adopté en novembre 2004; Politique du patrimoine de la Ville de Montréal adoptée en 2005.

pipes Bannerman et Henderson-Dixon dans le quartier Sainte-Marie sous le pont Jacques-Cartier, le marché Papineau, le faubourg Québec, le faubourg « À m'lasse », la Molson, etc.

Déjà, deux grands ensembles délimités par le boulevard René-Lévesque semblent ressortir du territoire visé avec :

- au nord, un secteur résidentiel;
- au sud et près du Fleuve, un secteur industriel.

Le potentiel archéologique présumé

Comme aucune étude de potentiel n'a été réalisée pour l'ensemble du territoire du PPU des Faubourgs, les potentiels archéologiques présentés sont issus de parcelles d'études et des interventions archéologiques réalisées à ce jour.

Potentiel paléo-environnemental

Les interventions archéologiques permettent, entre autres, de reconstituer le paysage ancien et de comprendre comment les populations ont décidé de s'installer sur le territoire. À titre d'exemple, il est possible de retrouver les traces du ruisseau Saint-Martin qui traverse le territoire ainsi que les anciennes berges du fleuve.

Potentiel autochtone

La présence de populations autochtones sur l'île de Montréal est attestée dans plusieurs sites archéologiques notamment dans les sites patrimoniaux déclarés du Vieux-Montréal et du Mont-Royal ainsi que le long des berges du fleuve et des ruisseaux de l'île. Le secteur du PPU des Faubourgs est situé près des berges du fleuve et du ruisseau Saint-Martin. Les études de potentiel réalisées à date présentent et délimitent ce potentiel autochtone.



Tesson de bord d'un vase et pointe de flèche

Potentiel historique

Les études de potentiel et les interventions archéologiques réalisées à ce jour présentent et délimitent toutes un potentiel historique important. Ce potentiel est varié et multiple selon les époques. Sans être exhaustif, voici quelques exemples des ressources archéologiques présentes dans le secteur et qui pourraient être mises au jour :

- Occupations des 18e, 19e et 20e siècles ;
- Bâtiments principaux et secondaires : vestiges en pierre, en bois, en brique, latrines, puits, drainage ;
- Activités agricoles : fermes, vergers, jardins, drainages (il est plutôt rare de trouver ce type d'activités et en plus une ferme du 18e siècle) ;
- Activités industrielles (très nombreuses) : fabriques de pipiers Bannerman et Henderson-Dixon, station de pompage Craig, Molson (brasserie, distillerie et fonderie),

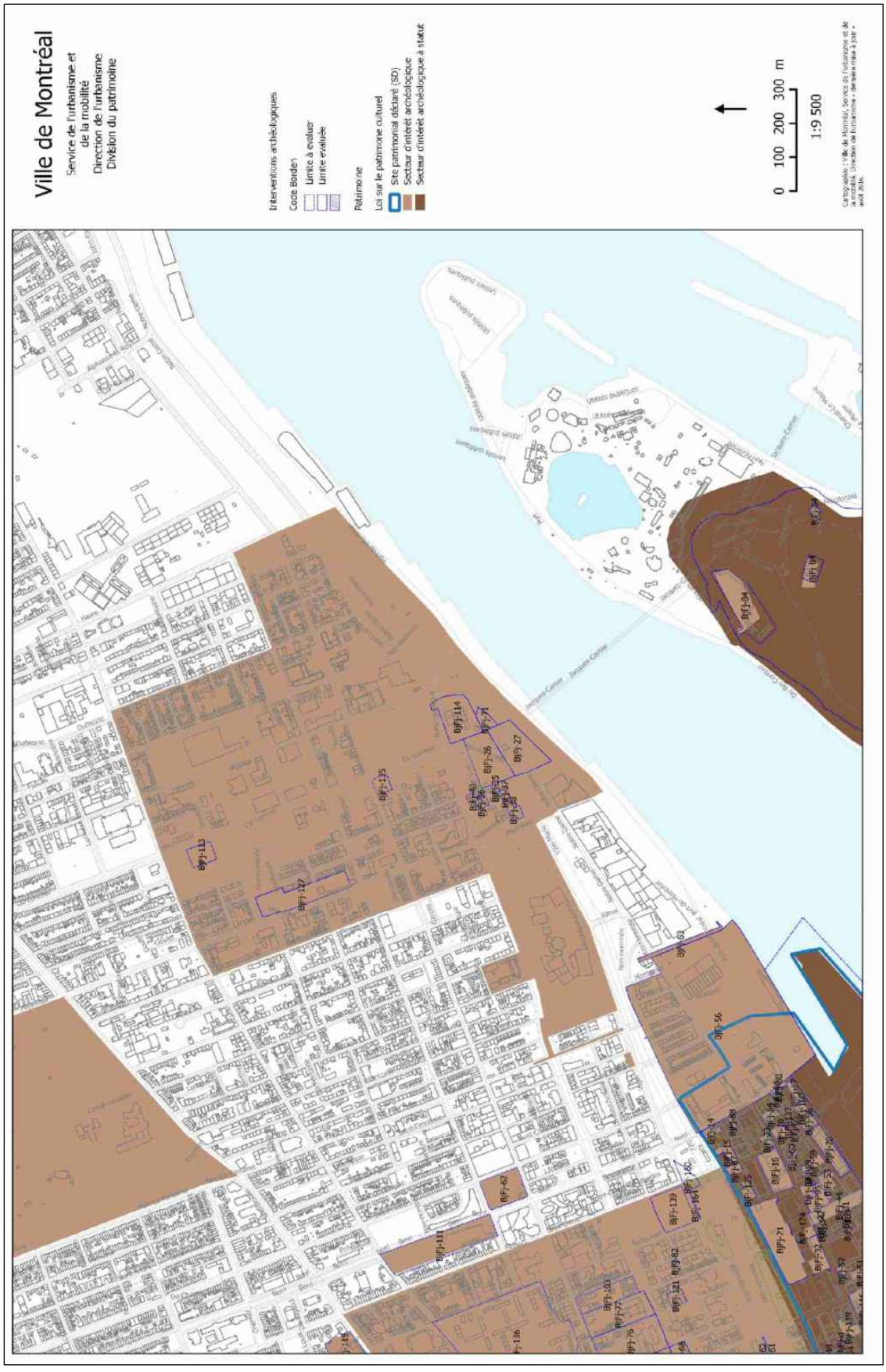
chantier maritime, fonderies St. Mary et Wolf, manufacture de tabac, fabriques de savons et de chandelles, moulin à vapeur, fabrique d'amidon, tannerie et corderie, Canadian Rubber Co, fabrique de prélarts et de toile, Métropolitan Rolling Mills, Canadian Pacifique, etc.

- Activités religieuses : cimetière des Vétérans;
- Activités institutionnelles : Hôpital de la Miséricorde;
- Occupations commerciales : Marché Papineau;
- Occupations domestique, artisanale et commerciale ;
- Anciens niveaux de circulation : chemin du Roy, chaussées et trottoirs;
- Infrastructures souterraines: canalisations en bois ou terre cuite grossière ;
- Autres : couches d'incendie du quartier en 1842, ponceau, vestiges divers, couches d'occupation.

Les sites archéologiques recensés

Plusieurs sites ont fait l'objet d'interventions archéologiques dans et à proximité du secteur. Ils démontrent clairement que ce territoire présente un fort potentiel. Ces sites sont recensés à l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ) du ministère de la Culture et des Communications (plan 1), comprenant notamment :

- BjFj-026 et BjFj-178 : Fabriques de pipes Bannerman ;
- BjFj-027 : Molson Malt House & Sugar Refinery ;
- BjFj-035 : Rue De La Gauchetière, intersection Gauchetière et Dorion ;
- BjFj-036 : Rue Cartier, espace compris entre Gauchetière et René-Lévesque ;
- BjFj-037 : Rue Gauchetière, entre Cartier et Dorion ;
- BjFj-038 : Rue Gauchetière, entre Papineau et Cartier ;
- BjFj-040 : Intersection Dorion et René-Lévesque ;
- BjFj-056 : Faubourg Québec;
- BjFj-071 : Ancien emplacement du monument des Patriotes ;
- BjFj-063 : Tunnel Beaudry ;
- BjFj-113 : Villa Woodbine c1840. Parc des Faubourgs ;
- BjFj-114 : Prison des patriotes, Pied-du-Courant ;
- BjFj-127 : Cimetière civile et militaire (protestants). Parc des vétérans ;
- BjFj-135 : Fabrique de pipes à Henderson-Dixon;
- BjFj-185 : Site de l'ancien faubourg « À m'lasse » (Radio Canada);
- BjFj-XX : Tous les sites archéologiques recensés dans le site patrimonial déclaré de Montréal.



Plan 1 : Localisation des sites archéologiques recensés à l'inventaire des Sites Archéologiques du Québec (ISAQ), 2016

Voici quelques descriptions de grands ensembles que l'on retrouve dans le secteur du PPU des Faubourgs.

Le faubourg Québec

Avec les incendies de 1721 et de 1727 qui dévastent de larges pans de la ville fortifiée, un édit de la Ville interdit de bâtir dorénavant des maisons en bois à l'intérieur de l'enceinte. Mais construire coûte cher et, c'est à partir de ce moment que les «faux bourgs» commencent à se développer. La Ville se prolonge alors vers l'ouest par le faubourg des Récollets, vers le nord par le faubourg Saint-Laurent et vers l'est par les faubourgs Québec et Sainte-Marie.

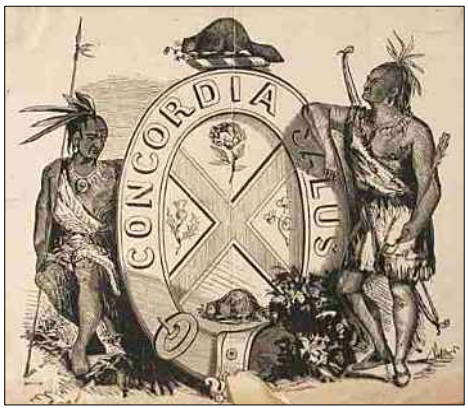
Le faubourg Québec a fait l'objet de nombreuses fouilles archéologiques depuis les années 1990 qui ont permis de révéler des pans entiers de son histoire, riche et diversifiée. Bordé par la rivière Saint-Martin et le fleuve et, à la limite est de la vieille ville fortifiée, le faubourg apparait d'abord comme un milieu agricole pratiquement dénudé de bâtiments. C'est surtout avec la seconde moitié du 19e siècle que le faubourg commence à s'urbaniser avec l'installation de familles d'ouvriers et de petits artisans de condition modeste comme en témoigne la photo ci-bas montrant une maison ouvrière de cette période. Ces occupations domestiques côtoient des vestiges associés à des occupations autochtones, aux installations militaires (fortifications) et aux immenses élévateurs à grains qui bordaient le fleuve.





Fouilles d'occupations domestiques au faubourg Québec et maison ouvrière (1903)





Assiette retrouvée au faubourg Québec, montrant les armoiries de Montréal encadrées par des autochtones et rappelant les armoiries de la Ville de Montréal tel que dessinées par Jacques Viger

Le quartier Sainte-Marie

Situé à l'est du faubourg Québec, le quartier Sainte-Marie a fait l'objet de quelques interventions archéologiques au cours des dernières années et son périmètre est inscrit au Plan d'urbanisme de 2004 comme Secteur d'intérêt archéologique. Celles-ci ont mis en lumière le début d'un faubourg à caractère industriel.

Vers 1786, un jeune immigrant John Molson décide d'y installer une brasserie qui deviendra aux fils des ans, ce que nous appelons communément la Molson, une véritable industrie emblématique du paysage montréalais. En 1825, là où des champs cultivés se succèdent, trois brasseries, un chantier maritime, les fonderies St. Mary et Wolf, une manufacture de tabac et deux fabriques de savons et de chandelles s'activent. Certes, la production reste artisanale et les boutiques sont modestes. Quelques années plus tard, on y dénombre en plus, un moulin à vapeur, une fabrique d'amidon, une tannerie et une corderie.

Le grand incendie de 1852 dévastent le faubourg Saint-Laurent et la vieille partie du faubourg Sainte-Marie qui abritait les installations de Molson (brasserie, distillerie et fonderie) ainsi que le marché Papineau. Les familles quittent le faubourg Saint-Laurent vers Sainte-Marie. Durant cette même période, des artisans et ouvriers irlandais s'installent dans le quartier. Avec l'essor industriel que connait Montréal, plusieurs industries, commerces et institutions s'y installent. La présence de plusieurs pipiers est recensée principalement sous les bannières de Bannerman et Henderson-Dixon. Plus tard, d'autres industries s'installeront dans le quartier : la Canadian Rubber Co, une fabrique de prélarts et de toile, la Métropolitan Rolling Mills qui fabrique des rails de chemins de fer, des crampons de navire, des fers à cheval, des barils, des clous, etc. La Canadian Pacifique et la Standard Shirt sont présente également.

L'ensemble des ces industries font du faubourg Sainte-Marie le second pôle industriel montréalais d'importance après le canal de Lachine.



La brasserie Molson après l'incendie de 1858






Fouilles archéologiques au site de la fabrique de pipes Henderson situé sous le pont Jacques-Cartier et fourneaux de pipes retrouvés au terrain

Cimetière civile et militaire (protestants) au parc des Vétérans

Le cimetière des Vétérans est situé le long de la rue Papineau, à l'entée du pont Jacques-Cartier. En fait, il s'agit de deux cimetières dont le premier fut aménagé en 1814 dans la portion sud du parc pour servir de lieu de sépultures aux militaires britanniques. Ce dernier accueillit aussi bien les morts de la guerre de 1812 que les martyrs des Rébellions de 1837 -1838, les vétérans de la guerre de Crimée et les officiers ayant combattus en Afrique du Sud. Les syndics des églises protestantes de Montréal aménagèrent également leur cimetière dans la portion nord du parc en 1816. Celui-ci fut agrandi en 1842 jusqu'à la rue Lafontaine.

Les deux cimetières furent progressivement abandonnés à partir du milieu du 19^{ième} siècle pour des raisons de salubrité. Par la suite, la Ville de Montréal tenta, par diverses interventions d'acquérir le terrain à des fins récréatives. L'aménagement du parc fut finaleme nt réalisé en 1947. Certaines portions des cimetières firent alors l'objet d'exhumations.

Des inventaires archéologiques effectués lors du réaménagement du parc ont permis de préciser les limites des cimetières et la présence de sépultures encore en place.



Sépulture retrouvée au cimetière de la première église Notre-Dame. Des sépultures similaires sont encore en place au parc des Vétérans.

Mise en œuvre :
Intégrer la démarche archéologique à la conception de projets

La démarche proposée repose sur une vision d'ensemble qui couvre tout le territoire du PPU des Faubourgs. Elle comprend les quatre étapes suivantes :

1. Étude de potentiel archéologique;
2. Inventaire archéologique préalable;
3. Interventions archéologiques (fouilles, supervision ou complément d'inventaire archéologique);
4. Conservation *in situ*, mise en valeur et mise en interprétation des ressources archéologiques.

1. Première étape : Étude de potentiel archéologique

L'étude de potentiel archéologique est la première étape à réaliser pour l'ensemble du secteur du PPU des Faubourgs. Quelques études de potentiel existent déjà et ont été effectuées en lien avec des projets de construction et d'aménagement mais il s'agit d'études ponctuelles ou parcellaires qu'il est requis de regrouper et de compléter. Les données sont actuellement insuffisantes pour statuer définitivement sur les potentiels archéologiques de l'ensemble du secteur, de proposer des choix d'interventions au terrain ainsi que des gestes de conservation et de mise en valeur.

Étude de potentiel archéologique

La prise en compte des ressources archéologiques du territoire commence par une étude visant à en définir, de façon théorique, la valeur archéologique (identification, intégrité, intérêt documentaire et scientifique, etc.). Étant donné que les vestiges sont la plupart du temps enfouis, il n'est pas possible de savoir de façon précise où ils se trouvent sans procéder à une forme de dégagement du sol. Il est toutefois impensable de s'en remettre uniquement à ce moyen, en particulier en contexte urbain. C'est pourquoi des analyses du territoire sous ses différents aspects : géomorphologique, géographique, historique, archéologique, ethnologique, permettent généralement de circonscrire des espaces plus propices ou d'identifier des vestiges potentiels.

En milieu aménagé de longue date, une première étude via les cartes et les photographies aériennes anciennes, les documents d'époque illustrant ou décrivant des bâtiments ou des activités, permet généralement de préciser avec assez de justesse la présence de vestiges, leur fonction et leur localisation. L'étude de potentiel archéologique du secteur du PPU des Faubourgs qui est à réaliser devra être basée sur l'interprétation de plans polyphasés[2] et sur la documentation historique du secteur. Ces derniers nécessitent un regroupement et une mise à jour cartographique en fonction des limites du territoire. Cette production cartographique peut illustrer, à différentes périodes, des éléments de la topographie, de l'hydrographie, du cadre bâti principal et secondaire, des activités, des axes de circulation et d'aménagements paysagers ou autres.

[2] Chaque plan ancien retenu pour l'analyse d'un espace est numérisé et géoréférencé sur le plan base moderne de la Ville de Montréal. Pour la superposition des plans, les points de repère qui se retrouvent à la fois sur le plan moderne et les documents anciens (angle de bâtiment, coin de rue, etc.) sont dessinés pour une plus grande précision. Ces points de repère servent à uniformiser l'échelle de tous les plans sélectionnés et à effectuer des manipulations qui permettent d'en arriver à une superposition, la plus juste possible.

À la fin de cette évaluation ou étude de potentiel archéologique, il sera nécessaire de comparer le plan polyphasé aux aménagements récents qui ont pu perturber le sous-sol et entraîner la destruction des ressources archéologiques potentielles. Nous référons ici aux aménagements modernes (infrastructures souterraines - égout, aqueduc, gaz, électricité, téléphone - et bâtiments avec sous-sol). Cette analyse comparative des données permettra de circonscrire les zones décapées, perturbées et remblayées et les zones qui recèlent un réel potentiel archéologique – une première étape essentielle pour cibler des zones et des vestiges et planifier un programme d'inventaire archéologique au terrain.

Programme de recherche, de conservation *in situ* et de mise en valeur

Avec l'étude de potentiel et dépendamment de l'ampleur et des besoins du projet de construction et d'aménagement, un document en parallèle peut être réalisé. Il s'agit d'un « Programme de recherche, de conservation *in situ* et de mise en valeur des ressources archéologiques ». Ce programme, bien que théorique et en évolution, s'articule sur les recommandations et sur la planification des interventions archéologiques à poser lors des travaux prévus sur les différents terrains, emprises publiques et bâtiments. Il s'agit d'une cartographie accompagnée d'un tableau qui identifie pour chacun des espaces les recommandations de protection des ressources archéologiques qui devront être réalisées au terrain. On parle ici de travaux d'inventaire, de supervision, de fouilles, de conservation *in situ*, de mise en valeur ou de mise en interprétation. Il peut s'agir aussi de demandes de dérogation, de modifications d'un tracé, de création de «réserves archéologiques» pour des générations futures, etc.

Ce «programme» doit permettre de déterminer les sites d'intérêt et de planifier des gestes d'interventions archéologiques au terrain, de conservation *in situ* et de mise en valeur sur le territoire du PPU des Faubourgs. Il doit être vu comme le prolongement de l'étude de potentiel. Il servira d'outils de gestion et de référence qui pourra être modifié au fur et à mesure de l'avancement des connaissances.

2. Deuxième étape : Inventaire archéologique

En référence à l'étude de potentiel, la seconde étape consiste à réaliser un inventaire archéologique. L'inventaire au terrain doit se faire en amont de tout projet et permettra de mieux cibler les interventions archéologiques à réaliser. Il doit se faire en collaboration avec l'entrepreneur et les divers spécialistes affectés au projet.

L'inventaire archéologique consiste en une évaluation directe au terrain au moyen de forages, sondages ou tranchées archéologiques. Il s'agit ici de faire l'inventaire des ressources archéologiques et d'en préciser l'état de conservation, l'épaisseur du tissus archéologique, l'étendu du site ainsi que l'intérêt documentaire et scientifique. L'excavation de sondages et tranchées disposés et orientés en fonction des vestiges présumés suffit souvent à repérer les indices probants, que ce soit des murs, des couches recelant des objets particuliers ou de simples modifications du sol indiquant une transformation anthropique.

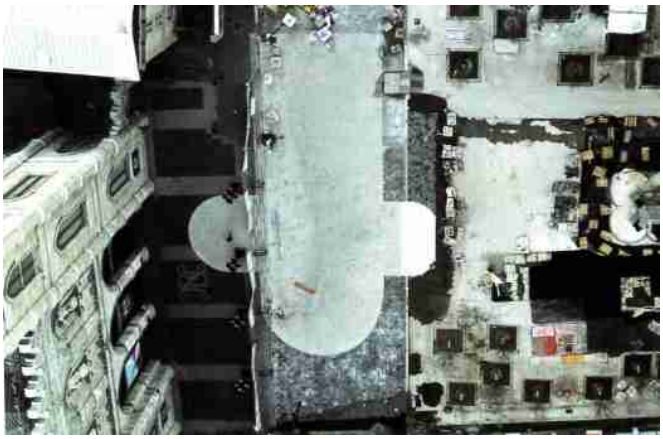
3. Troisième étape : Interventions archéologiques (fouilles, supervision ou complément d'inventaire)

À la suite de l'inventaire archéologique où il a été possible de déterminer l'état de conservation, l'épaisseur du tissus archéologique, l'étendu du site ainsi que l'intérêt documentaire et

scientifique, des fouilles préventives à aire ouverte, une supervision des travaux ou un complément d'inventaire pourraient être recommandés lors des travaux de construction et d'aménagement. Ces travaux pourront se faire avec la collaboration de l'entrepreneur, préalablement et pendant les travaux.

4. Quatrième étape : Conservation *in situ*, mise en valeur et mise en interprétation des ressources archéologiques

Il s'agit de cibler les espaces ayant un potentiel archéologique élevé pouvant permettre la conservation *in situ* et de proposer des mesures de protections spécifiques, telles que la création de «réserves archéologiques» (espaces non fouillés qui seront préservés pour les générations futures), des gestes de mise en valeur et de mise en interprétation (vitrine archéologique et historique, marquage au sol, volumétrie du bâtiment, espaces de commémoration, évocations historiques, etc.). Des recommandations doivent être émises et discutées au fur et à mesures des interventions sur le terrain.



Exemple : Marquage au sol de la première église Notre-Dame sur le parvis de la Basilique actuelle et dans la rue Notre-Dame.

Quelques sites du secteur du PPU des Faubourgs peuvent se prêter à des gestes de conservation *in situ*, mise en valeur et mise en interprétation des ressources archéologiques. En général, la conservation *in situ* des vestiges archéologiques est chose relativement courante et des mesures de protection sont faites sur les vestiges avant de les recouvrir de sols. Les gestes d'évocation sont plus rares et se font généralement en lien avec la présence du vestige. À titre d'exemple, au faubourg Québec, l'angle dit «capital» au coin sud-est des fortifications bastionnées de Montréal a été évoqué par un marquage au sol dans la rue de la Commune et dans l'architecture d'un des bâtiments ayant front sur cette même rue. Des gestes similaires d'évocation et de mise en valeur sont en cours d'élaboration pour le parc Fleury-Mesplet situé à proximité, au coin Berri et de la Commune. L'évocation des fortifications bastionnées est en lien avec un document de référence rédigé par la Ville, en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications, qui dicte le plan de pose et les matériaux pour marquer au sol les établissements du 18^{e} siècle dans le site patrimonial déclaré de Montréal. En outre, les évocations sont inscrites dans le «Plan de conservation et de mise en valeur du site patrimonial déclaré de Montréal».



Fortifications bastionnées de Montréal.
La première flèche indique l'emplacement du parc Fleury-Mesplet où seront évoquées les fortifications;
La seconde flèche indique l'angle «capital» de la fortification situé dans le faubourg Québec

Pour le secteur du PPU des Faubourgs, plusieurs éléments en lien avec le potentiel archéologique et la présence des sites pourraient être rappelés : le tracé de l'ancien ruisseau Saint-Martin, les anciennes berges du fleuve, le cimetière civile et militaire des Vétérans, la présence des anciens faubourgs Québec et « À m'lasse » et du quartier Sainte-Marie, les fabriques de pipes Bannerman et Henderson-Dixon, la Molson, le tunnel Beaudry, le monument des Patriotes, les nombreuses industries installées sur le territoire.

Sur un autre point de vue, le secteur favorise le lien entre le Fleuve et la Montagne avec tout le secteur en réaménagement des abords du pont Jacques-Cartier vers les parcs des Faubourgs et Lafontaine, un peu comme le projet de Promenade urbaine qui existe déjà dans la partie ouest de la Ville. Les sites, et leurs composantes archéologiques et historiques, pourraient devenir autant de stations de mise en valeur et d'interprétation de l'histoire du quartier Sainte-Marie. D'autre part, le secteur fait le lien avec la vielle ville, le site patrimonial déclaré de Montréal, via une future promenade bordant la rive du fleuve, à l'avant de la Molson. Une autre manière d'évoquer le passé insulaire et industriel de la Ville et, de se réapproprier l'histoire de ce secteur.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200867001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme pour y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour tenir des audiences publiques sur le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire limitant les hauteurs et les densités dans l'arrondissement de Ville-Marie » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints

FICHIERS JOINTS

2020-01-27 - REG - PU_Faubourgs.docPU Annexe_A.pdfPU Annexe_B.pdfPU Annexe_C.pdf
PU Annexe_D.pdfPU Annexe_E.pdfPU Annexe_F.pdfPU Annexe_G.pdfPU Annexe_H.pdf
PU Annexe_I.pdfPU Annexe_J.pdfPU Annexe_K.pdfPU Annexe_L.pdfPU Annexe_M.pdf
PU Annexe_N.pdfPU Annexe_O.pdf2020-01-27 - REG - Résolution PPU Faubourgs.doc
Résolution - Annexe A - partie 1.pdfRésolution - Annexe A - partie 2.pdf
Résolution - Annexe B.pdf2020-01-27 - REG - RCI PPU_Faubourgs.docx
RCI - Annexe A - partie 1.pdfRCI - Annexe A - partie 2.pdfRCI - Annexe B.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-09

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) AFIN D'Y INTÉGRER LE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DES FAUBOURGS

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 109 et 109.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 2.1.2 intitulée « Les principales composantes commerciales » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. L'illustration 2.3.2 intitulée « Les rues commerçantes du Centre à consolider » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée par l'illustration jointe en annexe B au présent règlement.

3. La carte 2.4.1 intitulée « Le schéma des secteurs d'emplois » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe C au présent règlement.

4. L'illustration 2.4.1 intitulée « Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe D au présent règlement.

5. L'illustration 2.4.2 intitulée « Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe E au présent règlement.

6. L'illustration 2.4.3 intitulée « Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe F au présent règlement.

7. L'illustration 2.4.4 intitulée « Les secteurs propices à une transformation à des fins d'activités mixtes » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe G au présent règlement.

8. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur les extraits de cette carte joints en annexe H au présent règlement.

9. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe I au présent règlement.

10. Le chapitre 25 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Ville-Marie est modifié par la création d'un nouveau secteur à transformer ou à construire dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 25-T7 :
- C.O.S. maximal : 7 ,0. ».

11. La carte intitulée « Les limites de hauteur » incluse au chapitre 25 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe J au présent règlement.

12. Le chapitre 5 de la partie III de ce plan d'urbanisme intitulé « Un paysage urbain et une architecture de qualité » est modifié par l'ajout de la section suivante :

« 5.9 Vues protégées du secteur des Faubourgs

MISE EN CONTEXTE

Les dispositions sur la préservation des vues d'intérêt découlent des énoncés suivants du Plan d'urbanisme :
- Action 7.1 : Assurer une qualité supérieure de l'architecture et des aménagements au Centre
- Action 12.1 : Favoriser une production architecturale de qualité, écologique et respectueuse du caractère montréalais

Ces dispositions visent aussi plus spécifiquement à :
- Pérenniser l'identité sociale, patrimoniale et architecturale du secteur des Faubourgs;
- Favoriser un milieu de vie agréable;

- Protéger et mettre en valeur les points de vue qui contribuent à la qualité du paysage et à l'identité du territoire du secteur des Faubourgs.

DISPOSITIONS

5.9.1 Les vues protégées

La réglementation de l'arrondissement de Ville-Marie doit prévoir que les axes identifiés sur la carte intitulée « Les vues axiales protégées du secteur des Faubourgs » jointe en annexe L à la fin du présent document complémentaire demeurent dégagés de toute construction hors-sol.

La réglementation de l'arrondissement de Ville-Marie doit inclure des règles ou des critères visant à assurer que les vues identifiées sur la carte intitulée « Les vues d'intérêt du secteur des Faubourgs » jointe en annexe M à la fin du présent document complémentaire soient prises en compte dans l'étude des projets de construction hors-sol. ».

13. La partie III intitulée « Le document complémentaire » de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout, à la fin de celle-ci :

1° de l'annexe L relative à la carte intitulée « Les vues axiales protégées du secteur des Faubourgs » jointe en annexe K au présent règlement;

2° de l'annexe M relative à la carte intitulée « Les vues d'intérêt du secteur des Faubourgs » jointe en annexe L au présent règlement.

14. La partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout du document intitulé « Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs » joint en annexe M au présent règlement.

15. L'illustration intitulée « vue à vol d'oiseau des propositions liées au secteur Parthenais » de la sous-section 3.4.4 du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie inclus à la partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est abrogée.

16. Le deuxième alinéa de la sous-section intitulée « L'affectation du sol » de la section 4.1 du Programme particulier d'urbanisme du quartier de Sainte-Marie inclus à la partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifié par le remplacement des mots « secteur d'emplois » par les mots « secteur d'activités diversifiées ».

17. La carte intitulée « Modifications à la carte d'affectation du sol du Plan d'urbanisme » de la section 4.1 du Programme particulier d'urbanisme du quartier de Sainte-Marie de la partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifiée tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe N au présent règlement.

18. Le troisième alinéa de la sous-section intitulée « La densité de construction » de la section 4.1 du Programme particulier d'urbanisme du quartier de Sainte-Marie inclus à la partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est remplacé par le suivant :

> « Dans l'axe de la rue Ontario, le C.O.S. maximal actuellement autorisé de 3 est majoré à 4 entre les rues Fullum et Dufresne afin de l'harmoniser sur l'ensemble du parcours Est aux abords de la station Frontenac, un C.O.S. maximal de 4 étant déjà en vigueur à l'extrémité Est de l'artère. ».

19. Le quatrième alinéa de la sous-section intitulée « La densité de construction » de la section 4.1 du Programme particulier d'urbanisme du quartier de Sainte-Marie inclus à la partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifié par l'insertion, après le mot « justifié », des mots « sauf pour une lisière en bordure de la rue Sainte-Catherine dont le C.O.S. maximal est maintenu à 4. ».

20. La carte intitulée « Modifications à la carte de densité de construction du Plan d'urbanisme » de la section 4.1 du Programme particulier d'urbanisme du quartier de Sainte-Marie de la partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe O au présent règlement.

ANNEXE A
CARTE 2.1.2 INTITULÉE « LES PRINCIPALES COMPOSANTES COMMERCIALES »

ANNEXE B
ILLUSTRATION 2.3.2 INTITULÉE « LES RUES COMMERÇANTES DU CENTRE À CONSOLIDER »

ANNEXE C

EXTRAIT DE LA CARTE 2.4.1 INTITULÉE « LE SCHÉMA DES SECTEURS D'EMPLOIS »

ANNEXE D
EXTRAIT DE L'ILLUSTRATION 2.4.1 INTITULÉE « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF »

ANNEXE E
EXTRAIT DE L'ILLUSTRATION 2.4.2 INTITULÉE « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER »

ANNEXE F
EXTRAIT DE L'ILLUSTRATION 2.4.3 INTITULÉE « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS »

ANNEXE G
EXTRAIT DE L'ILLUSTRATION 2.4.4 INTITULÉE « LES SECTEURS PROPICES À UNE TRANSFORMATION À DES FINS D'ACTIVITÉS MIXTES »

ANNEXE H
EXTRAITS DE LA CARTE 3.1.1 INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE I
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE J
EXTRAIT DE LA CARTE INTITULÉE « LES LIMITES DE HAUTEUR »

ANNEXE K
ANNEXE L – CARTE INTITULÉE « LES VUES AXIALES PROTÉGÉES DU SECTEUR DES FAUBOURGS »

ANNEXE L
ANNEXE M – CARTE INTITULÉE « LES VUES D'INTÉRÊT DU SECTEUR DES FAUBOURGS »

ANNEXE M
PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DES FAUBOURGS

ANNEXE N
EXTRAIT DE LA CARTE INTITULÉE « MODIFICATIONS À LA CARTE D'AFFECTATION DU SOL DU PLAN D'URBANISME »

ANNEXE O
CARTE INTITULÉE « MODIFICATIONS À LA CARTE DE DENSITÉ DE CONSTRUCTION DU PLAN D'URBANISME »

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 20XX, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 20XX et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1200867001

Les principales composantes commerciales

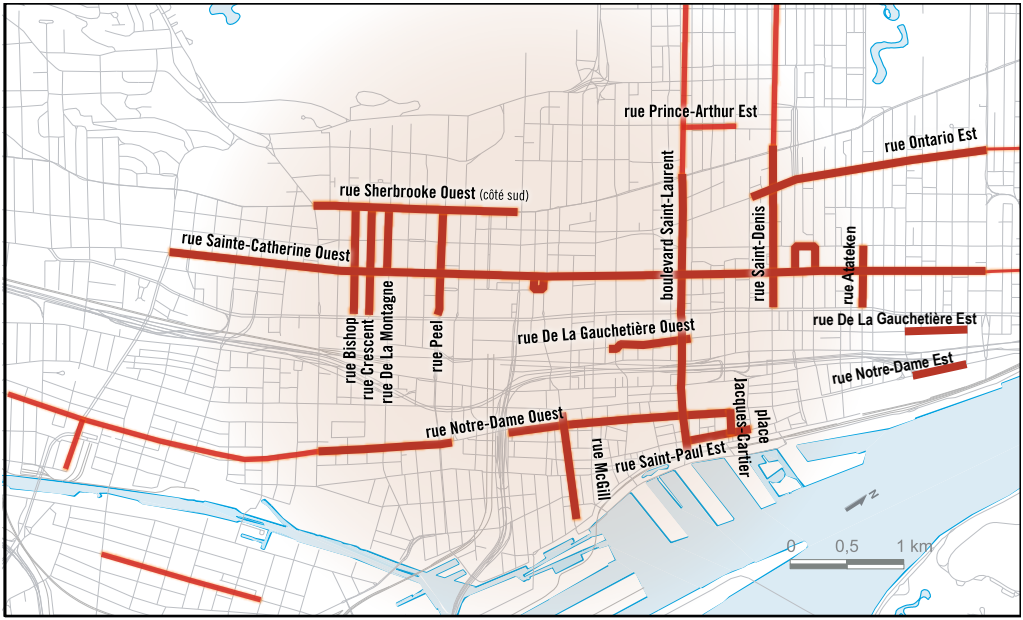
Carte 2.1.2

- Centre
- Secteur d'affaires et de commerce
- Axe ou centre commercial
- Rue commerçante
- Rue du Centre où la continuité commerciale au rez-de-chaussée est exigée
- Limite municipale ou d'arrondissement

Plan d'urbanisme

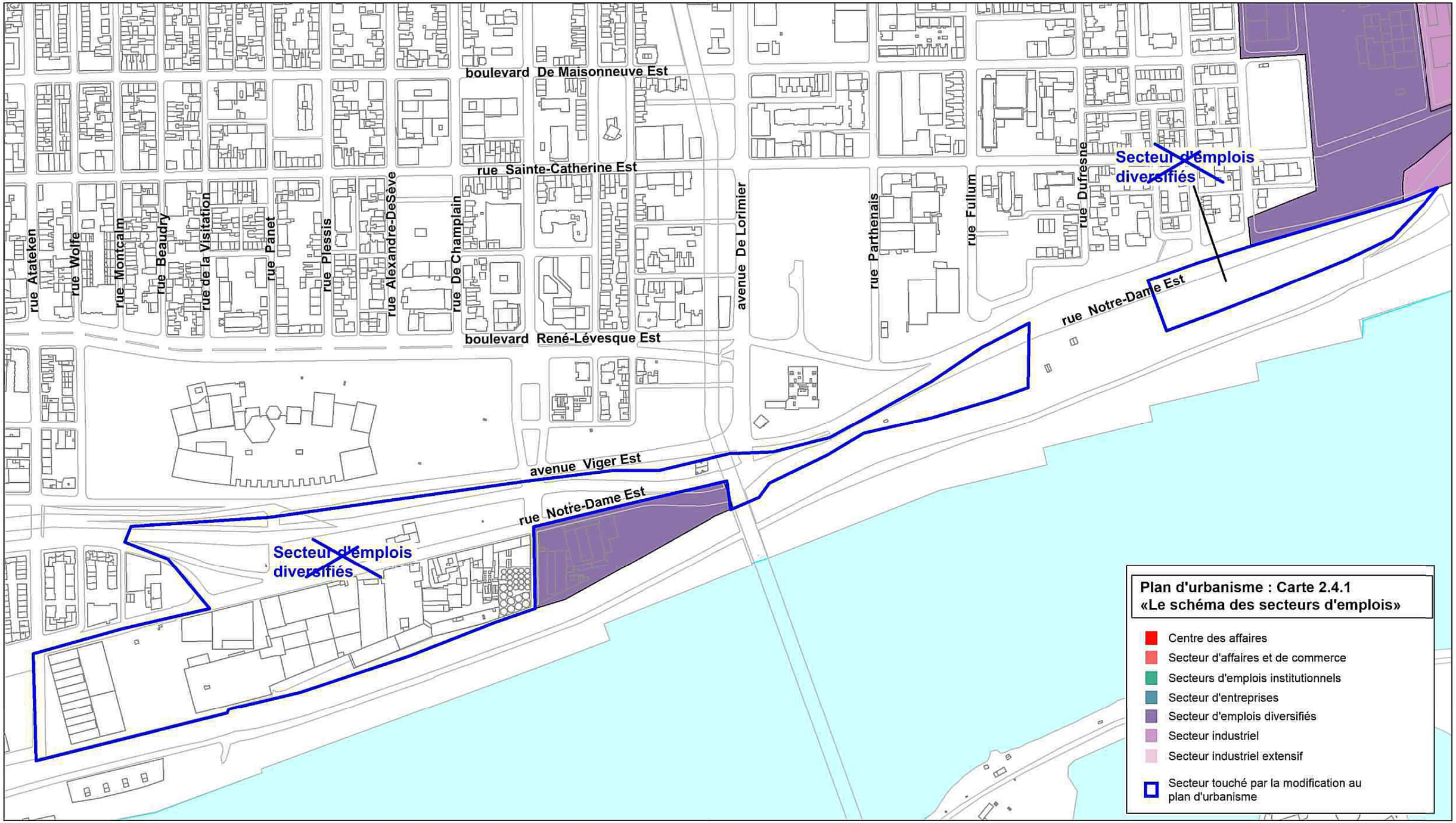
Annexe A

Ville-Marie
Montréal



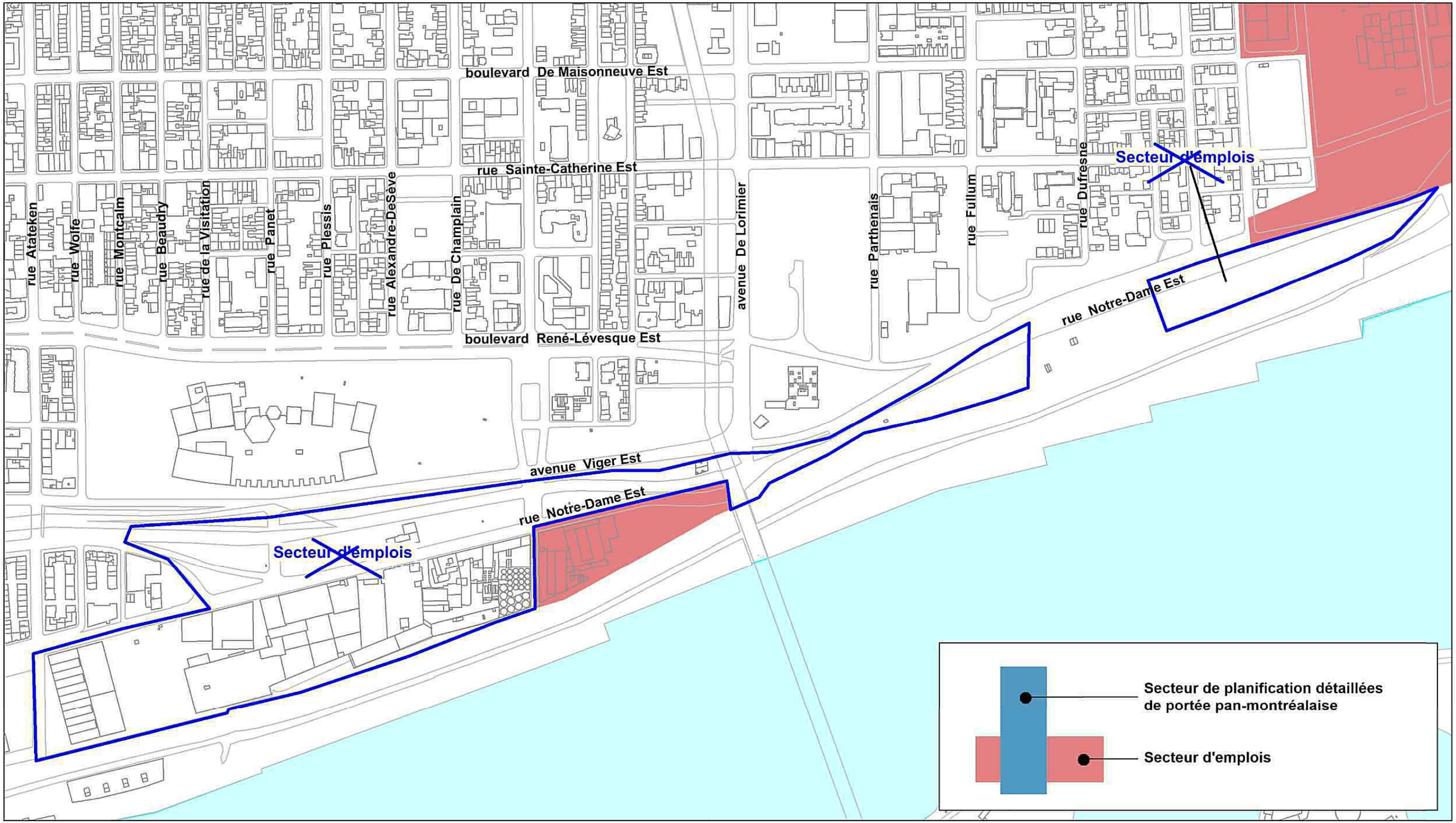
Annexe B

Ville-Marie
Montréal



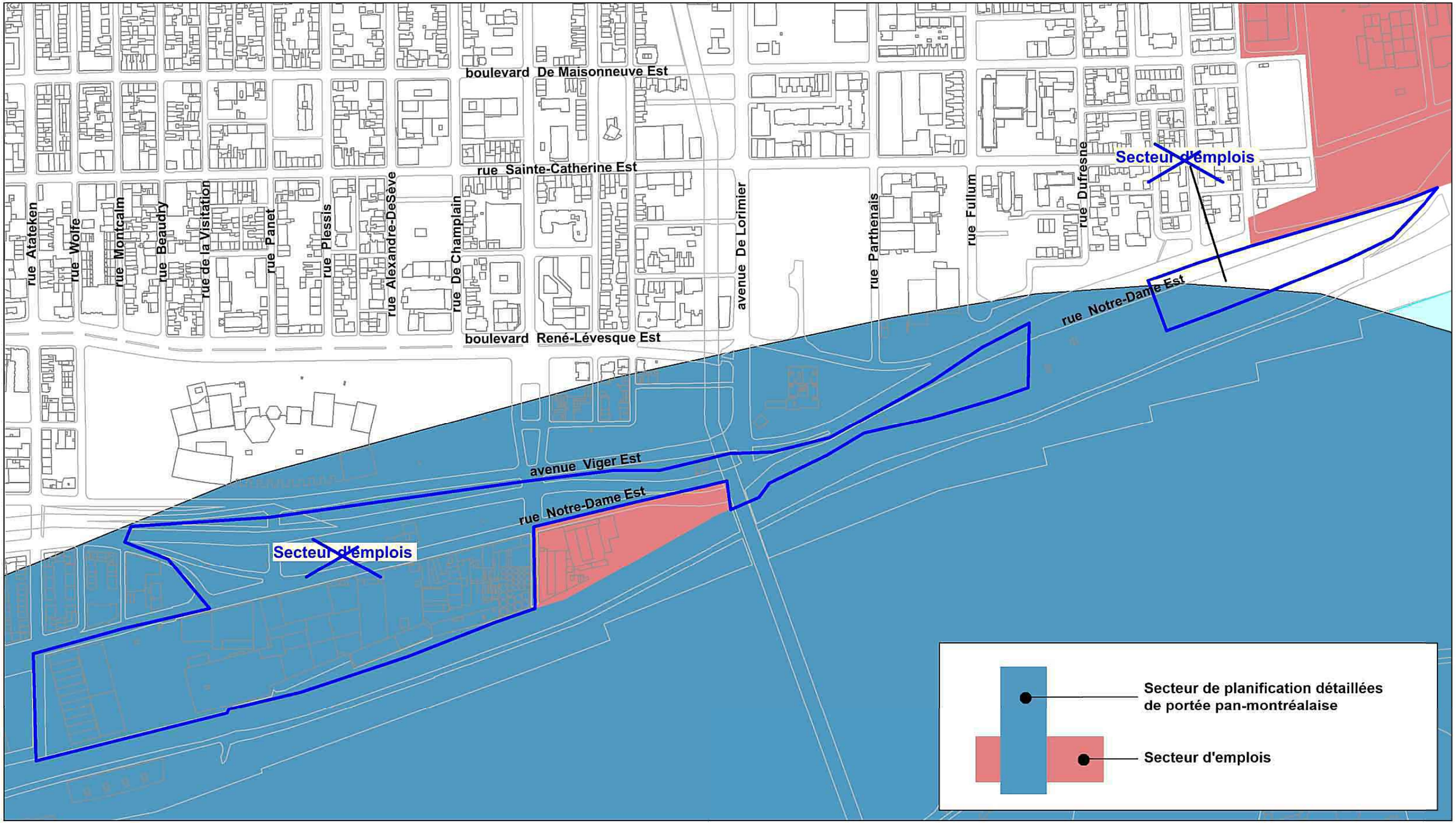
Annexe C

Ville-Marie
Montréal



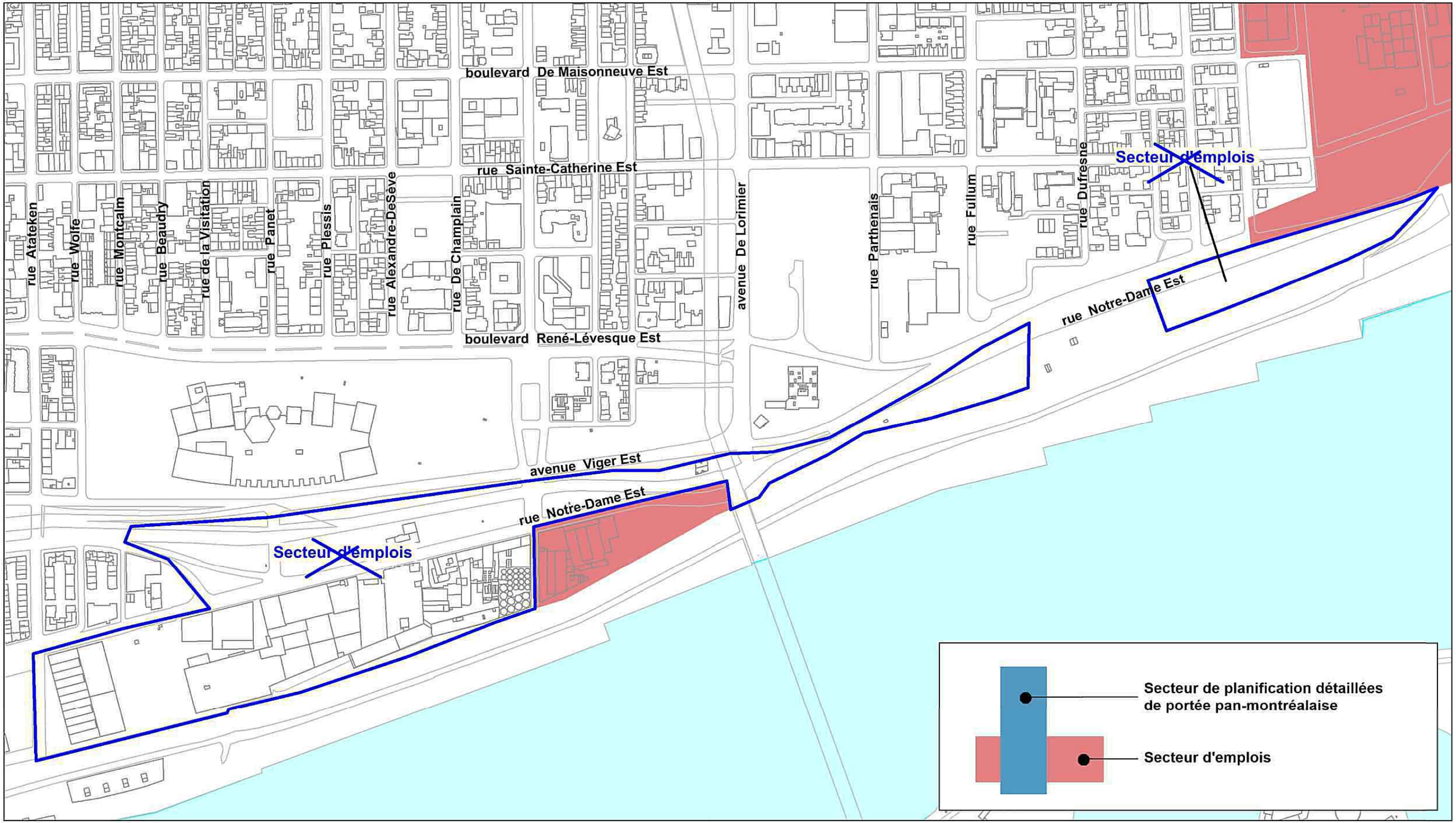
Annexe D

Ville-Marie Montréal



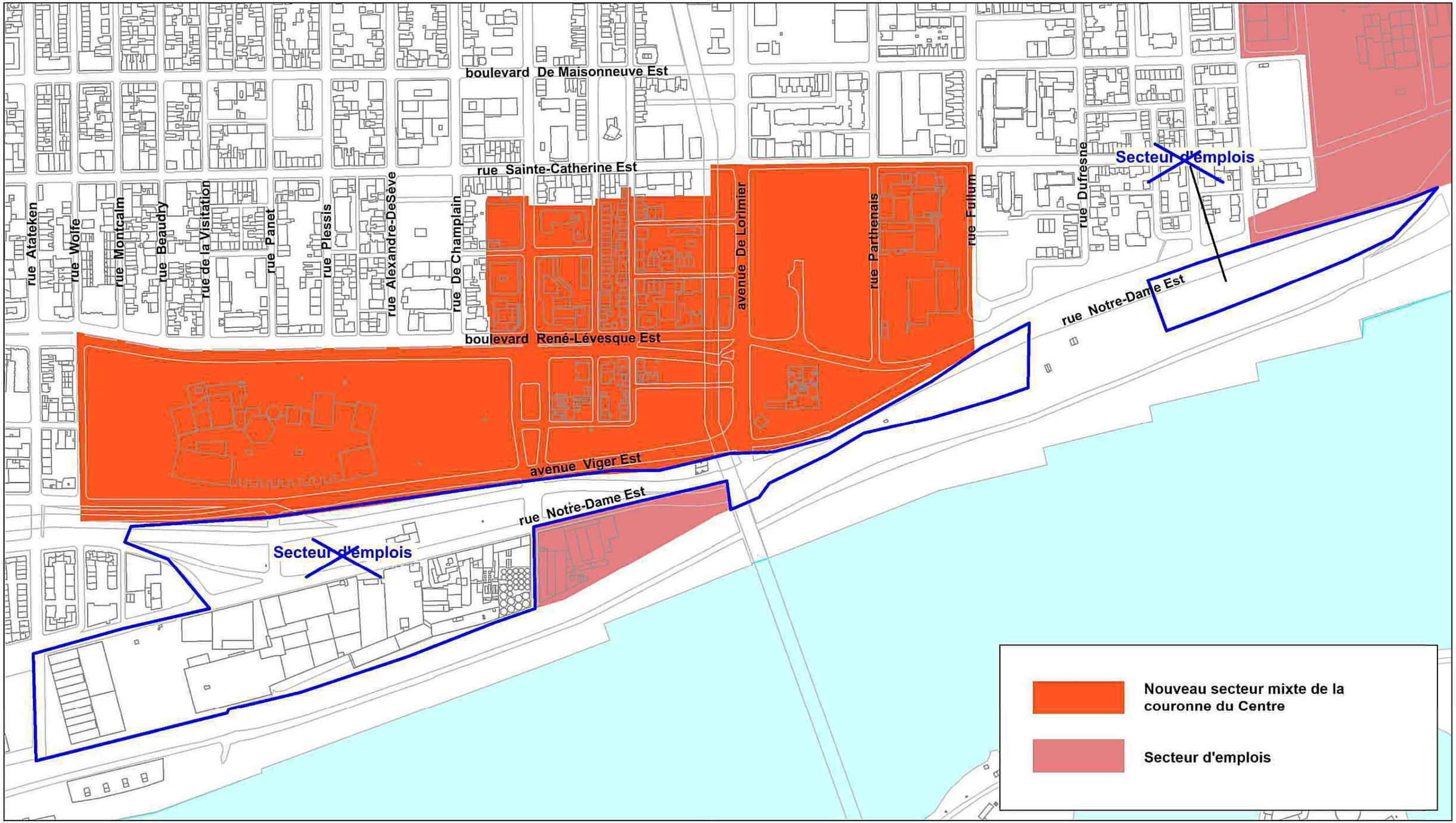
Annexe E

Ville-Marie
Montréal



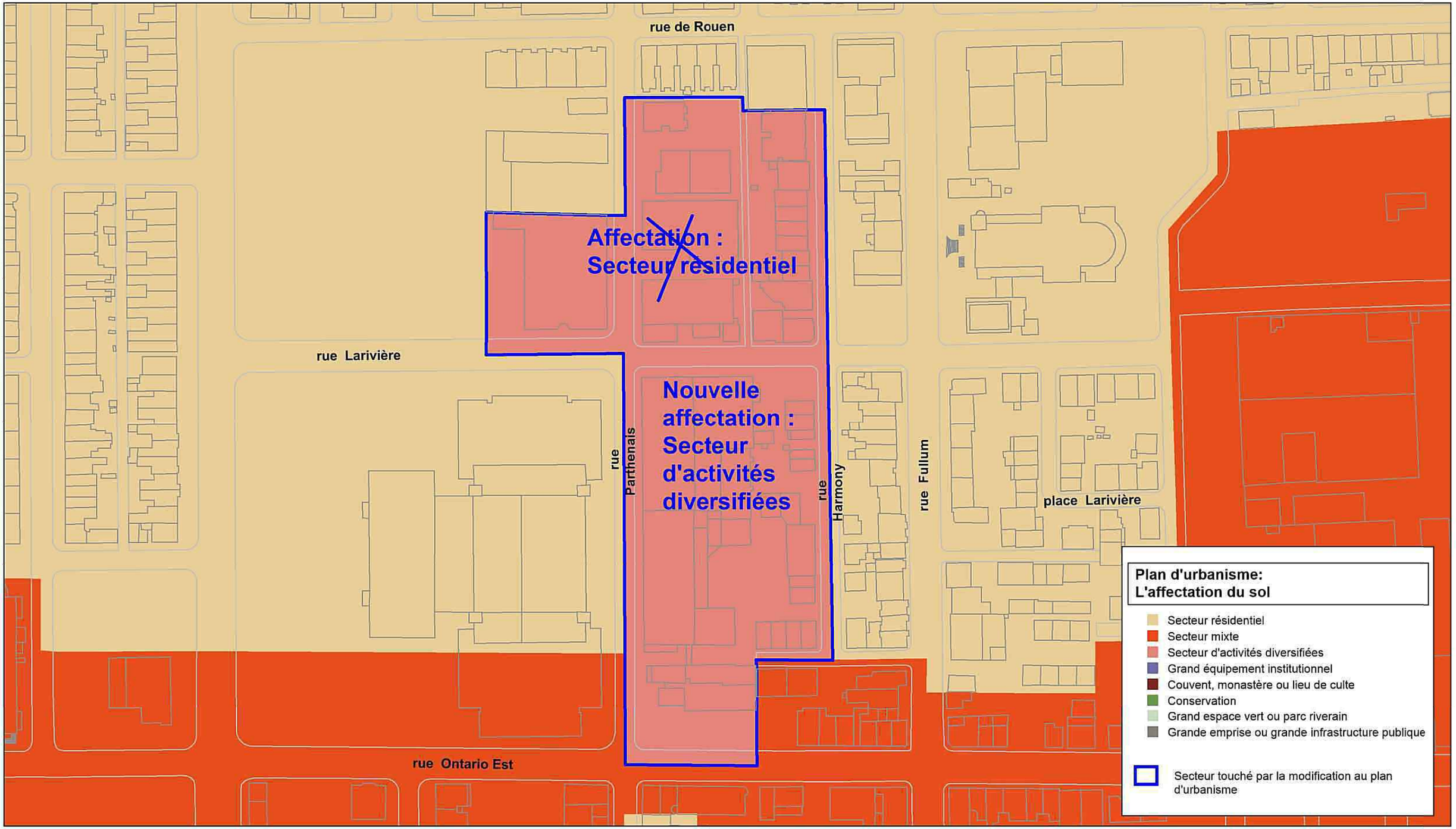
Annexe F

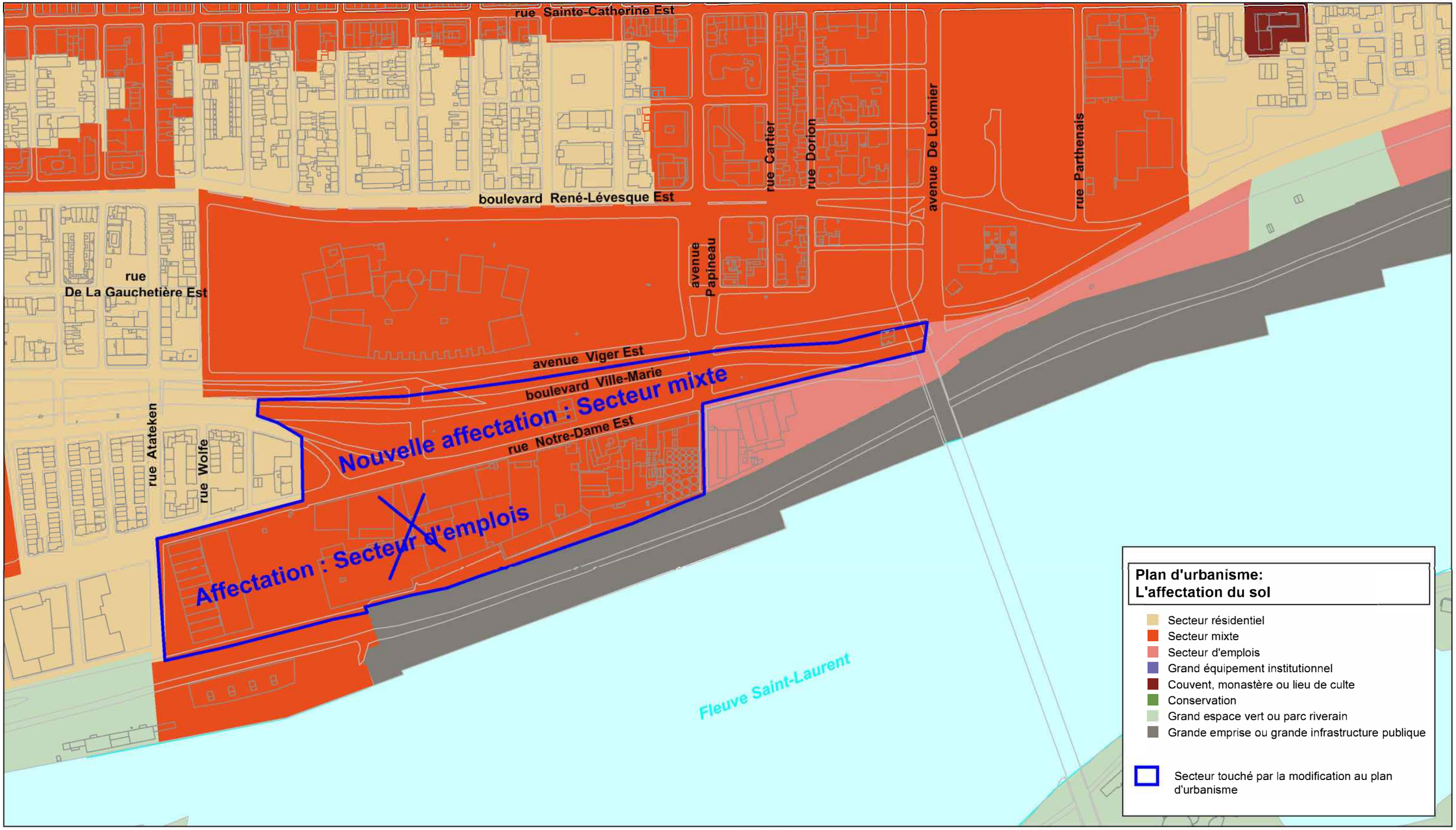
Ville-Marie
Montréal



Annexe G

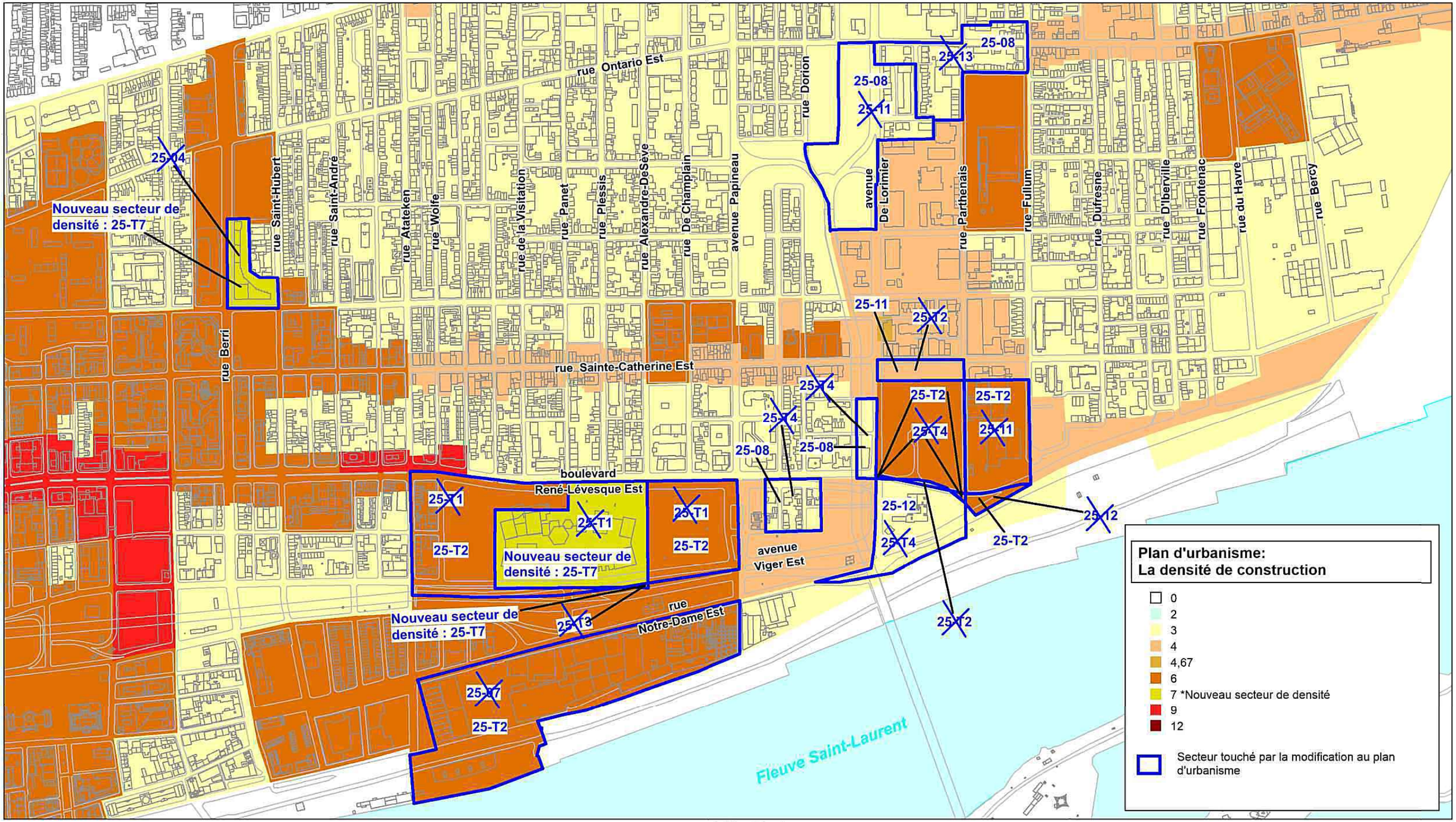
Ville-Marie Montréal


rue de Rouen
Affectation :
Secteur résidentiel
rue Larivière
Nouvelle affectation :
Secteur d'activités diversifiées
rue Parthenais
rue Harmony
rue Fullum
place Larivière
rue Ontario Est
Plan d'urbanisme:
L'affectation du sol
Secteur résidentiel
Secteur mixte
Secteur d'activités diversifiées
Grand équipement institutionnel
Couvent, monastère ou lieu de culte
Conservation
Grand espace vert ou parc riverain
Grande emprise ou grande infrastructure publique
Secteur touché par la modification au plan d'urbanisme



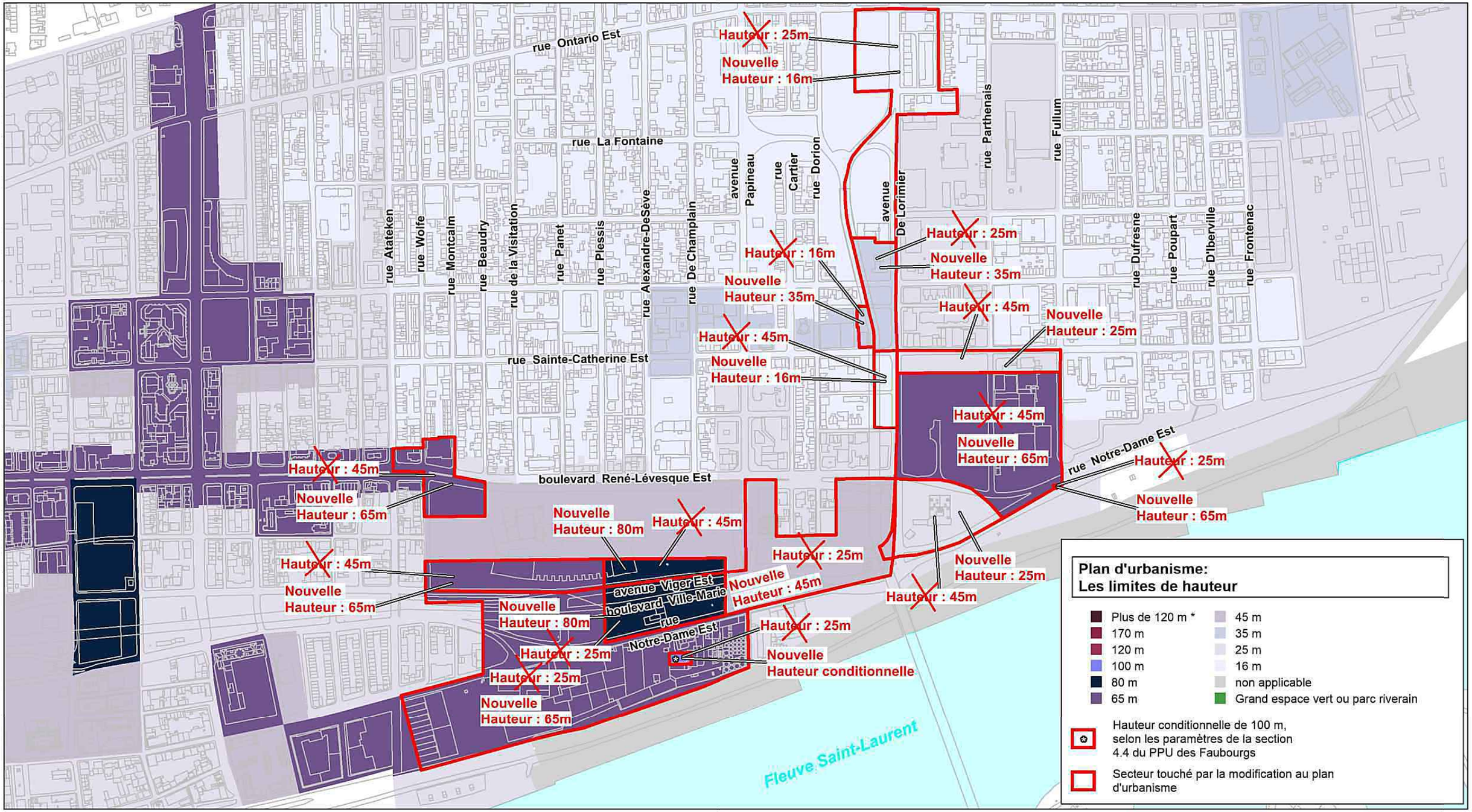
Annexe H

Ville-Marie
Montréal



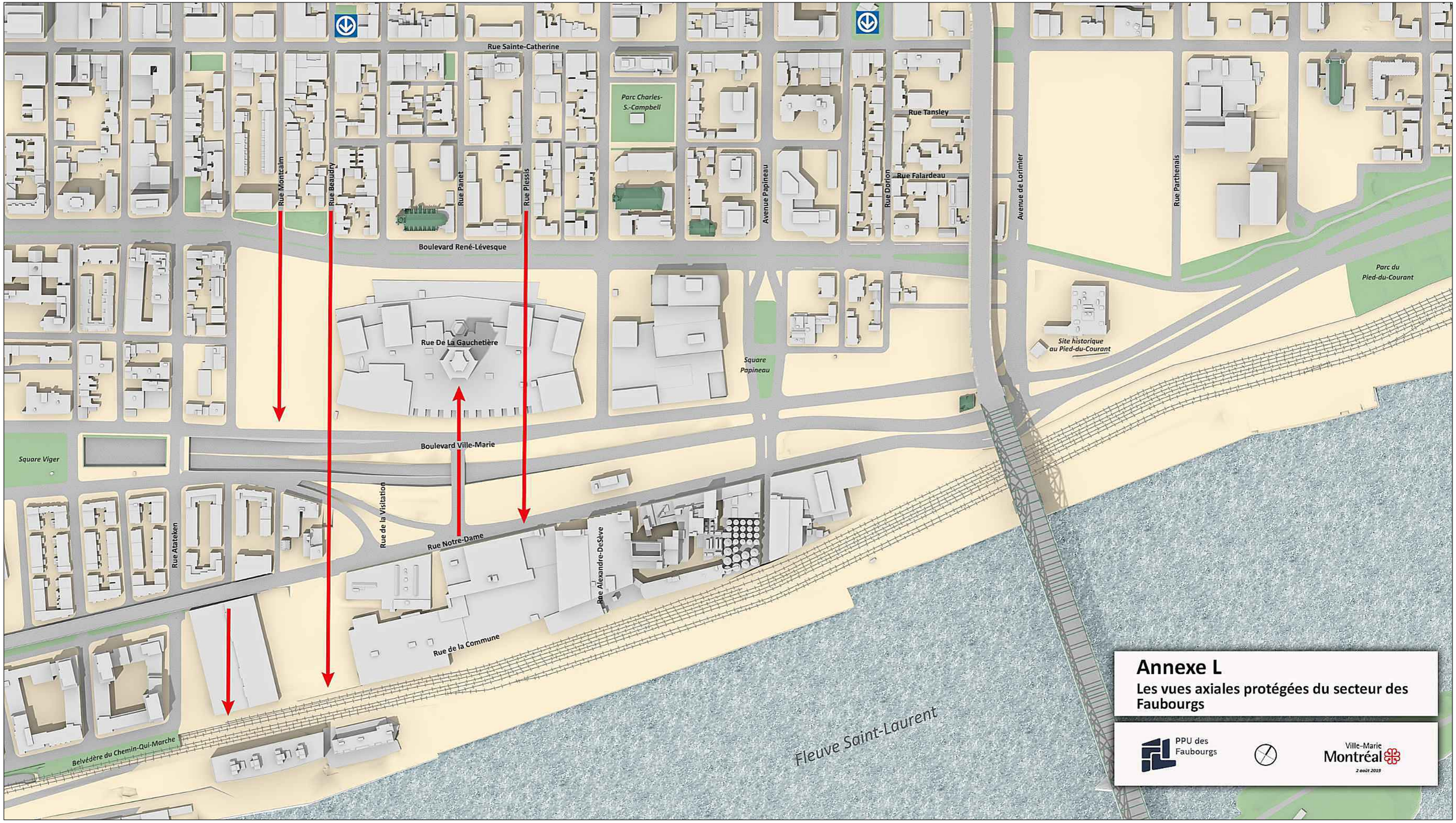
Annexe I

Ville-Marie
Montréal



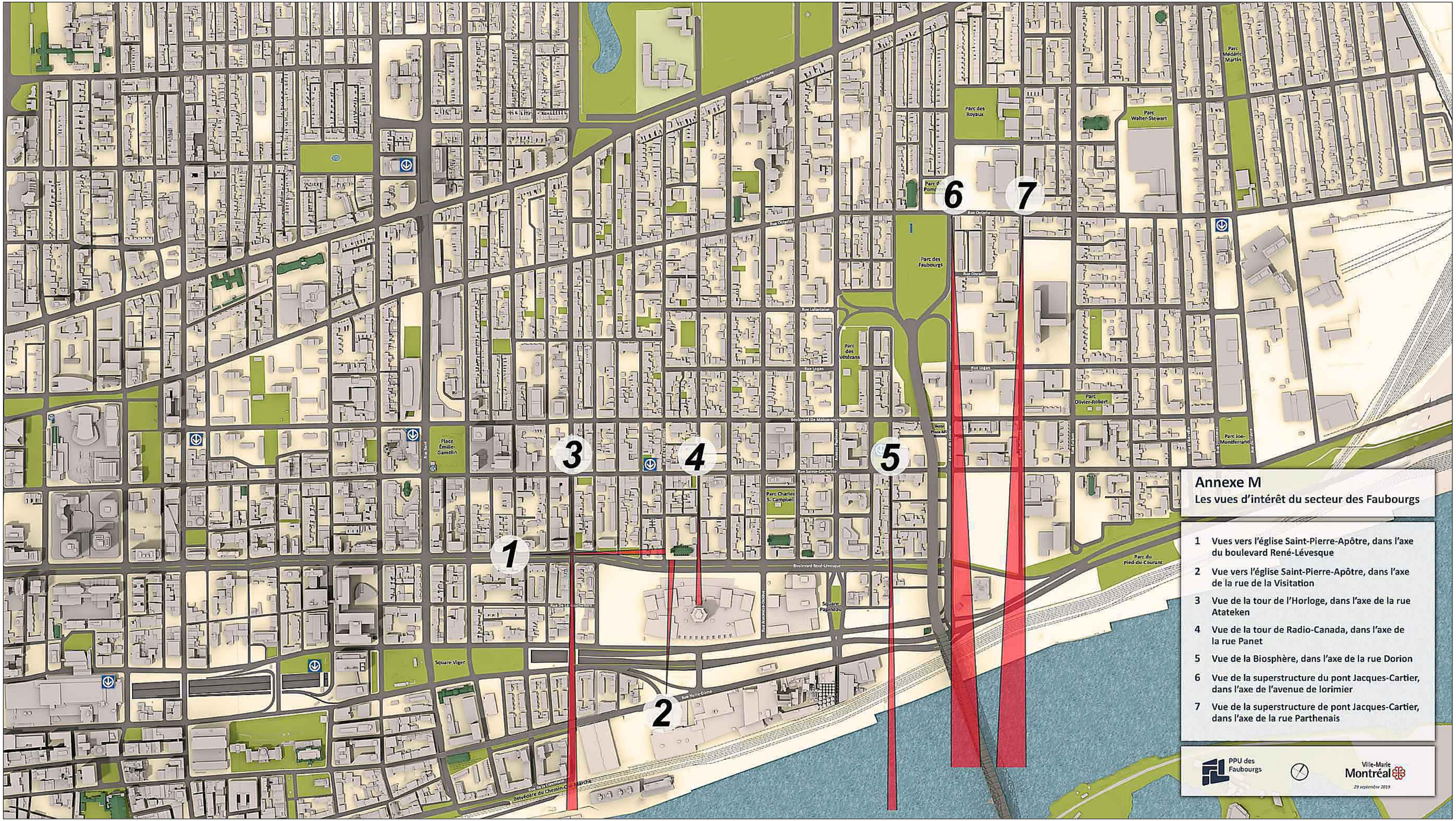
Annexe J

Ville-Marie
Montréal



Annexe K

Ville-Marie Montréal



Annexe L

Ville-Marie Montréal

Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs

Mars 2020

Ville-Marie
Montréal

Mot de la mairesse



Le secteur des Faubourgs offre aux Montréalaises et aux Montréalais un formidable canevas qui nous permettra de dessiner le Montréal de demain. Ce quartier, haut lieu de l'industrialisation canadienne, est en voie de subir une transformation majeure. En requalifiant les imposants terrains situés aux abords du pont Jacques-Cartier, nous avons l'occasion de créer, sous l'impulsion de la communauté et des populations locales des Faubourgs, un quartier digne du 21e siècle. Ce nouvel espace fera la part belle aux espaces verts, au transport collectif et aux services de proximité, s'ouvrira sur le fleuve Saint-Laurent, et devra répondre aux impératifs des générations futures en misant sur la transition écologique et la mixité sociale.

Le Programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs a été élaboré à la suite d'une importante démarche de consultation publique. Il a pour ambition de donner un nouveau souffle au secteur en y retissant la trame de rues, en préservant son caractère patrimonial et architectural, en pérennisant un riche écosystème communautaire et en favorisant un milieu de vie agréable et respectueux de l'environnement.

Le secteur des Faubourgs, un rare espace à redévelopper aux portes du centre-ville de Montréal, accueillera, au cours des prochaines années, de nouveaux milieux de vie complets, mixtes et diversifiés, en interrelation avec les quartiers environnants. Grâce à la création de logements sociaux, d'espaces verts, d'écoles, de centres communautaires, de commerces et de bureaux, ainsi qu'à la consolidation des artères commerciales existantes, un nouveau bassin de population viendra dynamiser le secteur et lui donner une nouvelle couleur. Un grand parc central, une promenade linéaire en bordure du fleuve Saint-Laurent et un projet mixte résidentiel aménagés sur des terrains de Molson Coors, tous issus d'une entente stratégique conclue entre la Ville de Montréal et les promoteurs responsables du redéveloppement des terrains de l'entreprise brassicole, offriront, de plus, une nouvelle fenêtre exceptionnelle sur le Fleuve, qui profitera à l'ensemble de la collectivité.

Les piétons et les cyclistes seront au cœur du nouveau quartier à échelle humaine qui naîtra dans le secteur des Faubourgs. À distance de marche de quatre stations de métro, de nombreux espaces verts, de services et de commerces de proximité, le secteur des Faubourgs récoltera aussi les fruits de l'implantation d'un réseau structurant de transport collectif sur la rue Notre-Dame Est.

La requalification du secteur des Faubourgs mariera la richesse de son passé aux avancées de demain. Elle permettra de bâtir des milieux de vie à la fois respectueux du patrimoine et des quartiers existants et innovateurs grâce, notamment, à des aménagements verts, durables et résilients. À l'heure de la transition écologique, nous avons la responsabilité d'en faire un endroit à la hauteur des aspirations des Montréalaises et des Montréalais et d'y créer un quartier où il fera bon vivre et travailler. Le secteur des Faubourgs s'ouvre à nous. Offrons-lui les moyens de s'épanouir pleinement !



Valérie Plante
Mairesse de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie

Table des matières

1. Contexte et vision

1.1 Territoire 09
1.2 Consultation publique en amont de l'OCPM 11
1.3 Rappel historique 13
1.4 Les Faubourgs aujourd'hui 17
1.5 Une vision ancrée dans le milieu 18

2. Milieux de vie

2.1 Habitation 26
2.2 Vie communautaire 30
2.3 Commerce 34
2.4 Parcs et espaces publics 38
2.5 Développement culturel et économique 48

3. Trame urbaine et mobilité

3.1 Nouvelle trame urbaine 56
3.2 Abords du pont Jacques-Cartier 64
3.3 Mobilité active et collective 68

4. Cadre bâti et forme urbaine

4.1 Consolidation du tissu urbain 76
4.2 Densification urbaine 88
4.3 Principes et balises de la densification 92

5. Réseaux et aménagements résilients

5.1 Verdissement et gestion de l'eau 106
5.2 Galeries multiréseaux 110
5.3 Efficacité énergétique 111

6. Mise en œuvre

6.1 Grandes étapes de réalisation 114
6.2 Interventions de la Ville sur le domaine public et les équipements publics 116
6.3 Accords de développement et autres ententes 119
6.4 Réglementation 120
6.5 Gouvernance et concertation 132

Sources des images 134



1.
Contexte et vision



1.1 Le territoire du PPU des Faubourgs

1.1 Territoire

Le territoire visé par le présent programme particulier d'urbanisme (PPU) est compris entre la rue Saint-Hubert à l'ouest, la rue Sherbrooke au nord et la rue Fullum à l'est. Il s'étend jusqu'au fleuve et comprend également les abords de la rue Notre-Dame, jusqu'à la rue du Havre. Couvrant une partie des districts électoraux de Saint-Jacques et de Sainte-Marie, ce territoire de 263 hectares représente près de 15 % de la superficie de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le territoire du PPU des Faubourgs se démarque par une identité complexe, avec de multiples dénominations, dont le quartier Centre-Sud, le Village gai (ou Village), l'ancien Faubourg Québec, le Pied-du-Courant, le quartier Sainte-Marie, le faubourg à m'lasse et la Cité des ondes. Ce territoire se caractérise également par la présence marquante du pont Jacques-Cartier, et par sa proximité du centre des affaires.

Le contexte de planification

Depuis 2002, l'arrondissement de Ville-Marie a effectué plusieurs planifications particulières, dont cinq programmes particuliers d'urbanisme (PPU) et le Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville. Ces exercices de planification ont contribué à baliser et à stimuler le renouveau du centre-ville observé depuis 15 ans.

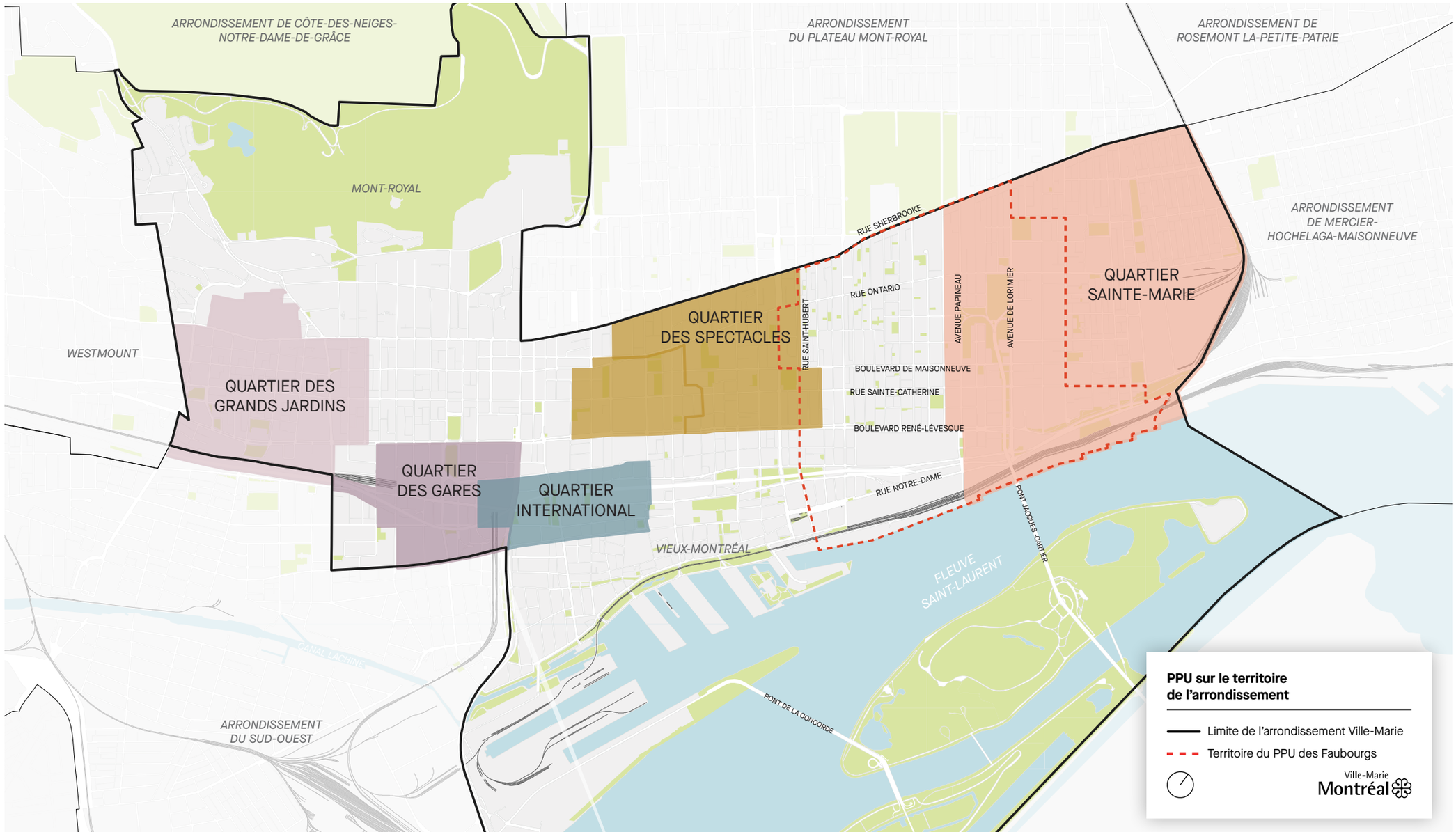
Parmi ces exercices de planification, le PPU du quartier Sainte-Marie, adopté en 2012, présente un périmètre qui chevauche partiellement celui de la présente démarche. Ce chevauchement découle notamment des nouveaux enjeux liés à l'aménagement des abords du pont Jacques-Cartier, et au déménagement prochain de la maison de Radio-Canada et de la brasserie Molson Coors.

Des paramètres de hauteur et de densité du PPU du quartier Sainte-Marie feront d'ailleurs l'objet de modifications dans le cadre de la modification du Plan d'urbanisme intégrant le PPU des Faubourgs, mais les autres dispositions du PPU du quartier Sainte-Marie demeureront. Une partie du PPU du Quartier des spectacles – Pôle Quartier latin présente également un chevauchement, mais aucune de ses dispositions ne nécessite une modification.

Par ailleurs, en 2017, la Ville a adopté le Plan d'action de la Stratégie centre-ville, qui identifie deux grands secteurs devant faire l'objet d'une planification particulière, soit le secteur Bassin Peel-Bridge-Wellington et le secteur Square Papineau-Pied-du-Courant. Ce dernier, d'une superficie de 53 ha, occupe le sud du territoire du présent PPU et représente la plus grande zone à requalifier du centre-ville. Cette requalification s'impose en raison de la rupture urbaine qu'elle constitue dans le quartier, mais également en raison de la transformation prochaine du site de Radio-Canada, du départ de Molson Coors et de la reconstruction du méga-îlot situé au sud-est de l'avenue De Lorimier et de la rue Sainte-Catherine.

Qu'est-ce qu'un PPU ?

Un PPU est un exercice de planification qui permet de définir une vision d'ensemble pour un territoire donné, en précisant les intentions d'aménagement. Il propose un programme d'interventions comprenant notamment de nouvelles règles de zonage et de construction, ainsi qu'une vision de la nature, de l'emplacement et du type des équipements collectifs et des infrastructures nécessaires à la mise en valeur du territoire. L'adoption d'un PPU s'effectue par la modification du Plan d'urbanisme, car il en fait partie intégrante.



1.2 Les PPU dans l'arrondissement

1.2 Consultation publique en amont de l'OCPM

En 2018, l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) a été mandaté pour mener une démarche participative encadrant l'élaboration du programme particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs. Cette consultation a pris la forme d'une séance d'information et de quatre forums thématiques, tenus en février et mars 2019. Plus de 1 000 participations ont été recensées pour les différentes activités. La commission chargée de la consultation a reçu 223 contributions écrites (105 mémoires et 118 opinions en ligne) et entendu 58 intervenants.

Les contributions ont porté sur un grand nombre de thèmes, relatifs au sentiment d'appartenance au quartier et à ses éléments identitaires, aux enjeux sociaux d'inclusion de toutes les classes sociales, à l'accès aux services ou encore, à la présence d'une importante circulation routière.

L'accès au fleuve a été abondamment évoqué, dans l'optique de créer un parcours riverain et de donner accès aux berges. Les enjeux de l'abordabilité des logements et de la création ou du maintien de milieux de vie inclusifs, dans un contexte de redéveloppement d'une partie du territoire, ont également été soulevés. La circulation routière, notamment aux abords du pont et dans la rue Ontario, est ciblée comme limitant les déplacements piétonniers, la vitalité commerciale et la qualité du milieu de vie en général. Plusieurs sites ont été mentionnés comme ayant une valeur patrimoniale à préserver, tels que Molson, l'hôpital de la Miséricorde ou la station Craig. Des questions ont enfin été soulevées quant aux équipements collectifs, aux transports actifs et collectifs, aux activités commerciales, ainsi qu'aux hauteurs et densités des projets futurs.

Le rapport de l'OCPM, publié en août 2019, formule 44 recommandations pour orienter le PPU. Parmi ces recommandations, il est préconisé de miser sur l'identité du quartier pour envisager la requalification du sud du territoire, incluant le patrimoine bâti et immatériel et les caractéristiques socio-économiques. L'OCPM recommande également le développement d'une vision articulée autour des principes de durabilité, de solidarité, d'inclusion et de participation. Il y est proposé de planifier des équipements collectifs répondant aux besoins actuels et futurs, d'aménager un réseau vert autour de la rue Sainte-Catherine, de soutenir les initiatives visant le maintien de logements abordables et la création de logements sociaux et d'établir un mode de gouvernance pour le suivi de la mise en œuvre. Enfin, plusieurs recommandations visent une intégration architecturale et paysagère des nouveaux projets ainsi que la préservation du caractère des rues existantes.



Vue sur la construction du pont Jacques-Cartier, en 1927



Montréal, Porte de Québec, aquarelle de George Heriot autour de 1795



Vue vers l'ouest de la rue Notre-Dame, aquarelle de George Seton, 1845

1.3 Rappel historique

À ses débuts, le faubourg Québec consiste en un noyau villageois établi de part et d'autre du chemin du Roy qui permit de relier Québec dès 1737 : à ce moment, à peine sept maisons sont dénombrées dans le secteur.

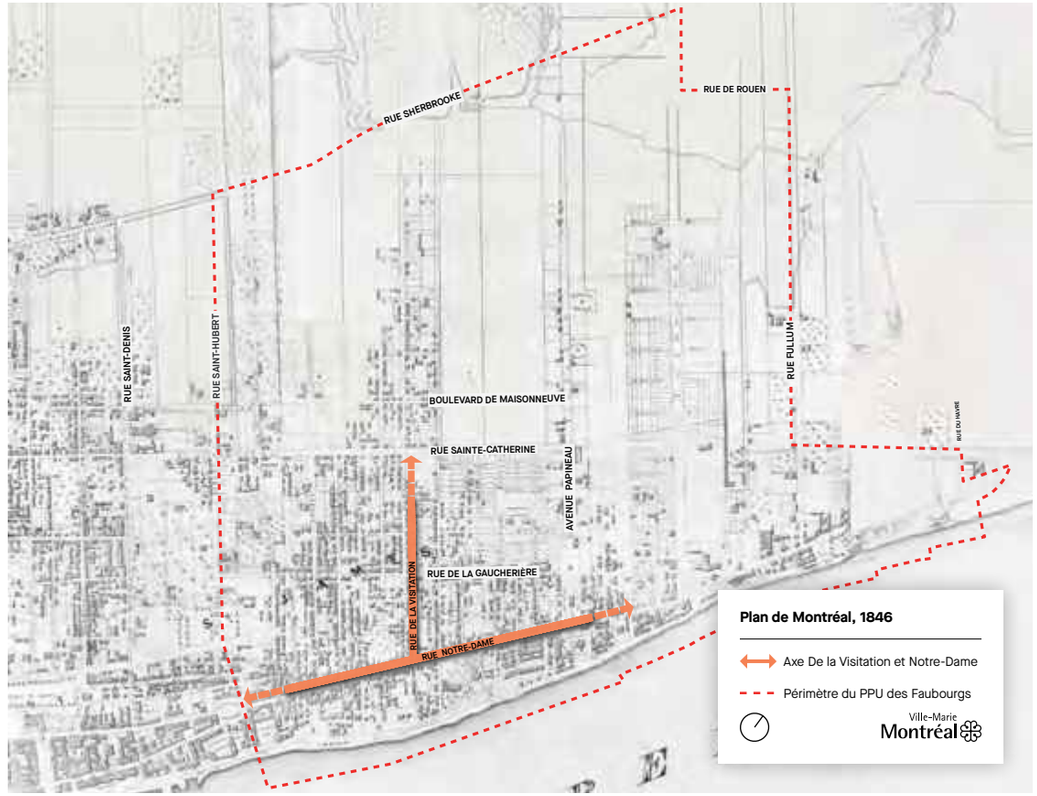
Ce noyau villageois connaît ensuite une croissance soutenue, qui se maintient malgré la Conquête de 1760. En 1801, l'adoption du plan des Commissaires permet de démolir les fortifications, désormais désuètes, et d'aménager de nouveaux espaces publics susceptibles de structurer et de faciliter l'expansion urbaine et l'intégration des Faubourgs en devenir. L'urbanisation du Faubourg Québec continue de suivre l'axe du chemin du Roy, et commence également à s'étendre vers le nord, dans l'axe des rues de la Visitation et Panet. Pour ce qui est de la rive naturelle du fleuve, celle-ci accueille des villas et bientôt des établissements industriels comme la brasserie Molson.



Illustration des faubourgs Québec (en bleu) et Saint-Laurent (en rouge), d'après une aquarelle de James Peachey datée de 1784



1.3 1825 – Urbanisation du Faubourg Québec le long des axes Notre-Dame et de la Visitation



1.4 1846 – Le Faubourg Québec connaît une croissance rapide

Les années suivantes, le faubourg connaît une croissance accélérée et l'ensemble du territoire s'urbanise entre le fleuve et la rue Sainte-Catherine, à l'ouest de l'avenue Papineau. Cette urbanisation se poursuit également au nord de la rue Sainte-Catherine, toujours dans l'axe des rues de la Visitation et Panet. Ainsi, en 1861, le faubourg atteint une population de 10 196 habitants.



1.5 1907 – L'apogée de l'urbanisation du secteur

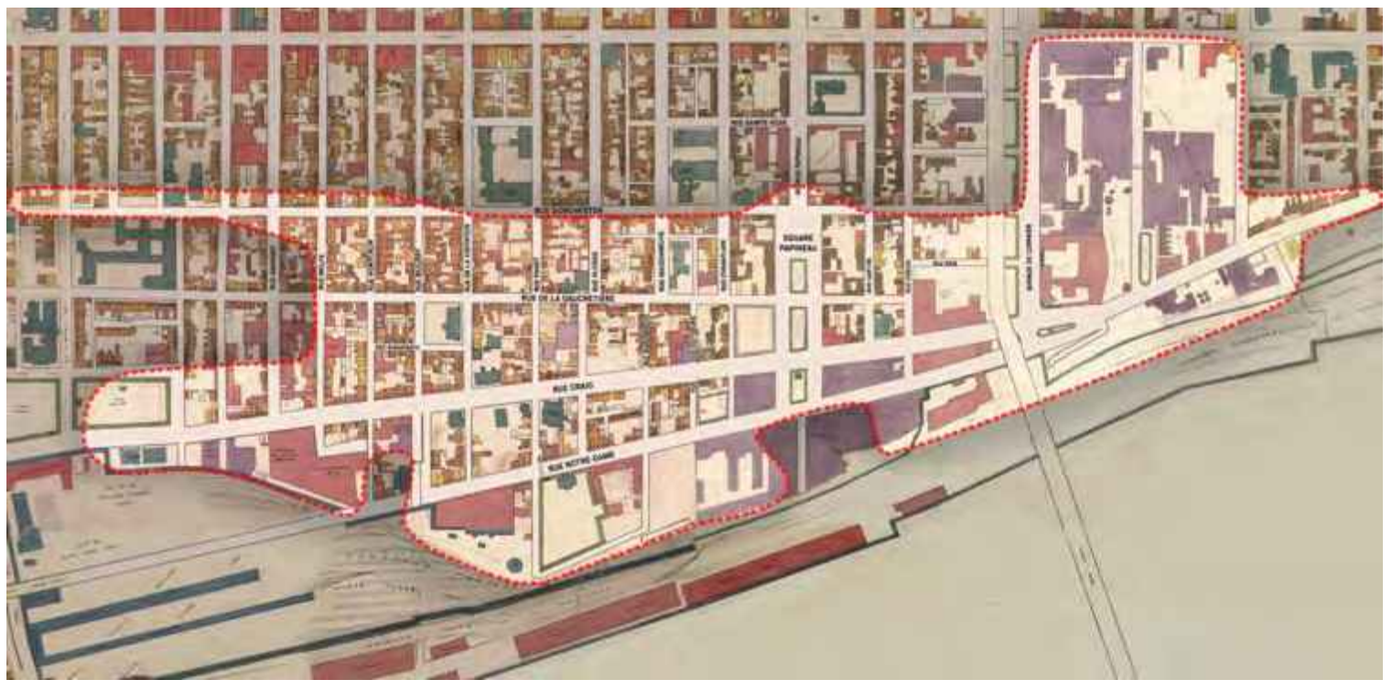
Vers la fin du 19e siècle, le chemin de fer fait son apparition et marque l'arrivée des gares Dalhousie puis Viger. Ces infrastructures font disparaître la trame urbaine située en bordure du fleuve au profit des activités industrielles. La rive naturelle est graduellement remplacée par des quais et des voies ferrées qui isolent les milieux de vie du fleuve. Ces derniers conservent tout de même une relation avec le fleuve grâce aux parcs Sohmer et Bellerive.



1.6 1949 – Le quartier à l'aube de la rénovation urbaine

La première moitié du 20e siècle voit l'intensification des activités industrielles s'accélérer au sud de la rue Notre-Dame autour de l'usine Molson, mais également à l'est de l'avenue De Lorimier. La construction du pont Jacques-Cartier vient accentuer la rupture entre les parties plus industrielles à l'est et plus résidentielles à l'ouest, en surplombant le quartier sur une distance de 1 km. Enfin, plus au nord, l'hôpital Notre-Dame se développe de part et d'autre de la rue Alexandre-DeSève.

C'est durant les années d'après-guerre que le noyau urbain initial du quartier sera soumis à l'une des plus importantes opérations de rénovation urbaine à Montréal. Tout d'abord, une large tranchée est percée dans la trame urbaine du quartier afin d'élargir le boulevard René-Lévesque (alors la rue Dorchester). Par la suite, dix-neuf îlots sont rasés au sud du boulevard afin d'accueillir la nouvelle maison de Radio-Canada, faisant disparaître environ 600 logements, des équipements collectifs, des églises, des établissements industriels



1.7 Quartier disparu entre les années 1960 et 1980 (en surbrillance).

et des commerces. Cette vaste tabula rasa sera suivie de l'expansion de la brasserie Molson jusqu'à la cour de triage de l'ancienne gare Viger, sacrifiant au passage le parc Sohmer. Plus récemment encore, la construction de l'autoroute Ville-Marie s'ajoute à ces nombreuses coupures. Les liens entre le quartier Centre-Sud, le Vieux-Montréal et le fleuve sont désormais rompus.

De la même façon, autour de la tête du pont Jacques-Cartier, le bâti est graduellement éliminé afin de faciliter l'expansion du trafic autoroutier.

Le quartier Centre-Sud est aussi marqué par plusieurs démolitions et la construction de nombreux bâtiments de fort gabarit, notamment ceux de l'hôpital Notre-Dame, qui absorbent partiellement la rue Alexandre-DeSève, désormais en impasse au nord de la rue Ontario. Le caractère industriel du quartier connaît également un déclin progressif. Plusieurs bâtiments industriels sont démolis ou convertis pour faire place à des lieux à vocation culturelle ou résidentielle, notamment.

Parallèlement à cette période de grande transformation, le quartier, à partir des années 1970, se voit accueillir un nombre grandissant d'établissements de la communauté LGBTQ+. Celle-ci y connaîtra une croissance importante au cours des années 1980, donnant ainsi au secteur aux abords de la rue Sainte-Catherine le nom de Village gai. Le 14 mai 2019, l'Assemblée nationale a adopté une motion reconnaissant le statut particulier du Village gai de Montréal comme lieu de refuge et d'émancipation pour les communautés LGBTQ+ du Québec.

1.4 Les Faubourgs aujourd'hui

Aujourd'hui, le secteur sud de l'arrondissement est une zone d'emplois monofonctionnelle principalement accessible en automobile malgré son emplacement à l'entrée du centre-ville. Les portions qui sont demeurées résidentielles au nord du territoire des Faubourgs ont également vécu les impacts de ces années de rénovation urbaine et de croissance du trafic automobile qui ont rendu le domaine public beaucoup moins accueillant pour les piétons et les cyclistes.

L'ensemble du quartier est très morcelé, puisque la circulation automobile engendre de nouvelles barrières physiques. L'impact se fait notamment sentir sur le patrimoine modeste qui a longuement été négligé. De plus, les logements, qui sont demeurés bon marché jusqu'aux années 2000, ont vu leur valeur augmenter de façon considérable, engendrant ainsi des problèmes d'abordabilité.



1.8 2019 – Un tissu urbain marqué par les interventions du passé

1.5 Une vision ancrée dans le milieu

La vision du PPU des Faubourgs s'appuie sur la reconnaissance et le renforcement des caractéristiques urbaines et sociales du territoire, ainsi que sur l'objectif de corriger les grandes ruptures laissées par les opérations de rénovation urbaine et les aménagements autoroutiers des années 1950 à 1980.

L'évolution du quartier des Faubourgs se caractérise, jusqu'à la fin des années 1940, par une densification graduelle du cadre bâti, une riche mixité des usages et un tissu urbain construit en fonction des mobilités actives (marche, vélo, etc.) et collectives (trolleybus, tramway, métro, etc.). Ces caractéristiques historiques – encore présentes dans le nord du territoire du PPU – sont reconnues aujourd'hui comme favorisant une transition écologique pouvant réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre et permettant de créer un environnement où il fait bon vivre.

Le PPU propose de rétablir la relation du quartier avec le fleuve, le Vieux-Montréal et l'est du centre-ville. Cette intention de décloisonnement et d'ouverture sur le fleuve oriente les propositions pour la trame de rue, les espaces verts et le cadre bâti. Les interventions majeures proposées pour le domaine public nécessiteront l'engagement de plusieurs acteurs publics et privés.

Une intégration urbaine renouvelée du pont Jacques-Cartier est également présentée dans l'optique d'améliorer les conditions de vie aux abords, de mettre en valeur cet ouvrage emblématique et les espaces verts l'entourant et de favoriser les transports actifs et collectifs.

L'approche générale pour la requalification du secteur au sud du territoire est de considérer tous les projets et les interventions en interrelation avec le milieu existant. Cela implique à la fois d'inscrire la requalification dans une dynamique de continuité et de complémentarité avec les quartiers environnants, et de prendre en compte les répercussions potentielles. Les qualités du milieu sont donc réaffirmées et renforcées, notamment sa diversité sociale, son patrimoine architectural, son réseau d'équipements collectifs et communautaires, ses activités commerciales et culturelles et ses pôles d'emplois.

Compte tenu de ces positions, le secteur de 53 hectares à redévelopper présente un potentiel de près de 7 500 logements, dont 1 500 logements sociaux, ainsi que de nouveaux équipements collectifs, des espaces commerciaux et des bureaux pouvant regrouper près de 15 000 emplois. Cela s'inscrit également dans la dynamique du réaménagement des faubourgs montréalais – des Récollets, Saint-Laurent – privilégiant une densité de moyenne intensité et une mixité sociale et fonctionnelle.

Ce potentiel d'accueil offre à la population l'occasion de se rapprocher des services du centre-ville et de profiter des autres avantages de la vie en ville. Rappelons en effet que, depuis le début des années 2000, l'étalement urbain autour de Montréal connaît la plus forte croissance parmi les régions métropolitaines canadiennes et que, pour une grande part de la population, la première option consiste à aller vivre dans des milieux de très faible densité où la dépendance à l'automobile est pratiquement incontournable. Il importe donc d'offrir d'autres options, ce que permet justement la requalification de friches urbaines comme celles du quartier des Faubourgs.

La desserte actuelle et projetée en transport collectif permet cette densification durable du territoire en offrant la possibilité de profiter d'un environnement où tous les déplacements du quotidien peuvent se faire à pied. Enfin, elle permet de repenser jusqu'aux infrastructures urbaines souterraines, dans une perspective de résilience du milieu urbain.

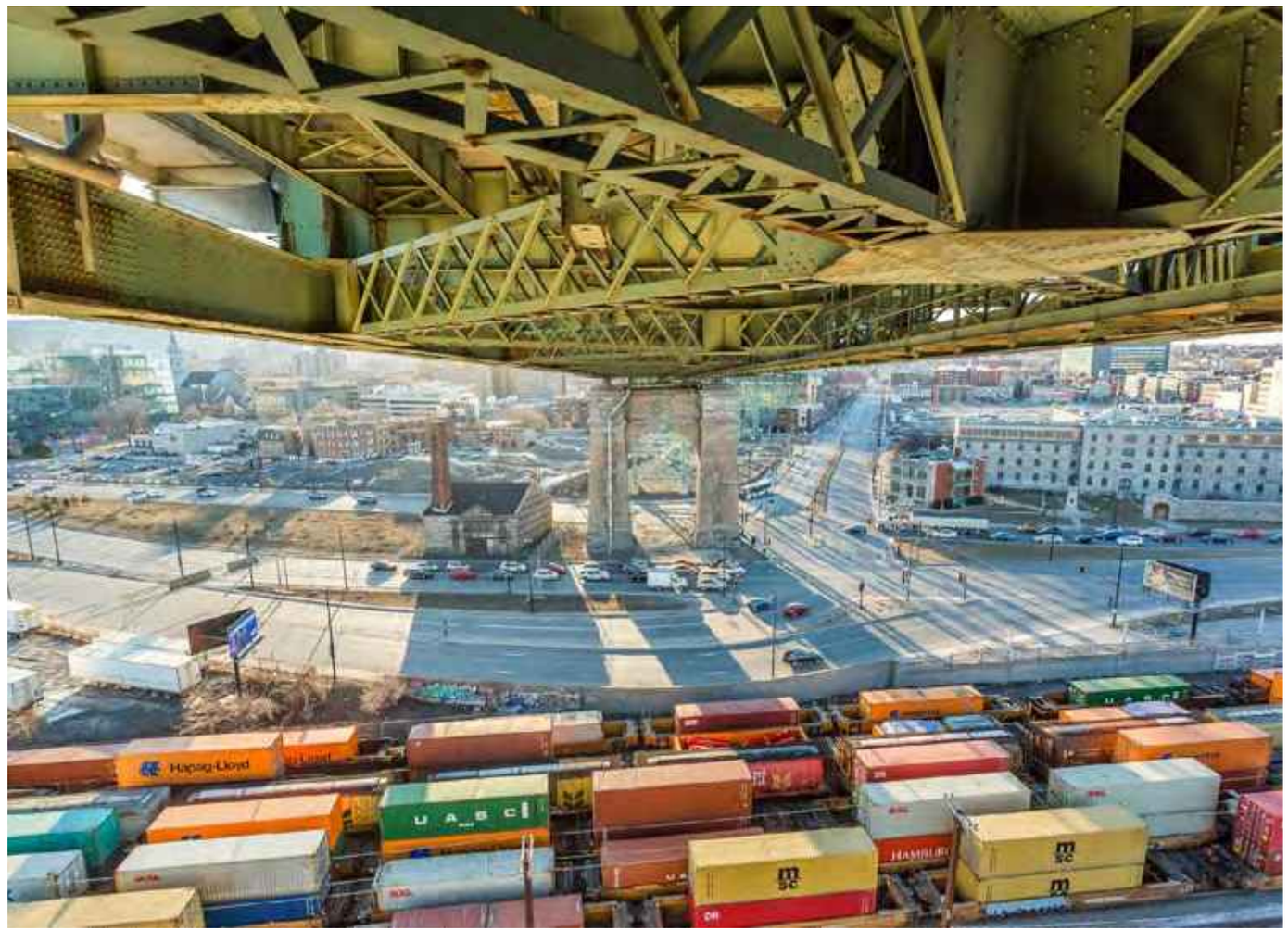


1.9 Vision pour le secteur des Faubourgs.



Vision pour le secteur en requalification : consolider le territoire, pérenniser l'identité sociale, patrimoniale et architecturale du quartier, et favoriser un milieu de vie agréable, durable et respectueux de l'environnement.

« Consolider le territoire, pérenniser l'identité sociale, patrimoniale et architecturale du quartier, et favoriser un milieu de vie agréable, durable et respectueux de l'environnement. »





2.
Milieux de vie

Le tissu urbain tout comme le tissu social de Centre-Sud sont caractérisés par une mixité de populations et de fonctions, ainsi qu'une diversité de services et de lieux d'activités qui sont à préserver. Les interventions viseront donc à soutenir la vie qui s'y déroule et à conserver un quartier inclusif. Il s'agit aussi d'assurer le dynamisme et la diversité des commerces et des lieux d'emplois.

Les nouveaux secteurs qui vont être redéveloppés dans le sud du territoire devront répondre aux mêmes objectifs d'inclusion et de diversité, tout en développant leur propre identité, autour de nouveaux lieux de rassemblements et équipements collectifs.

L'un des premiers enjeux est de préserver, à court, moyen et long termes, une part de logements et de locaux abordables. En effet, le redéveloppement d'une partie du territoire représente à la fois une opportunité de répondre à des besoins et un risque pour le maintien des conditions d'abordabilité du milieu existant. Le second enjeu est d'assurer les bonnes conditions pour une mixité de populations et d'activités, en misant sur les espaces communautaires et les espaces publics.

Vue d'ensemble

Orientation 1 : Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif
Stratégies d'intervention :
1.1 Créer de nouveaux logements sociaux, abordables et familiaux
1.2 Prévenir l'érosion du parc de logements abordables

Orientation 2 : Consolider la vie communautaire du quartier et du Village
Stratégies d'intervention :
2.1 Soutenir la vocation communautaire du Village
2.2 Consolider le réseau d'équipements collectifs et communautaires du quartier
2.3 Conforter la présence de ressources pour les populations marginalisées
2.4 Assurer l'arrimage entre nouveaux développements et quartier existant

Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale
Stratégies d'intervention :
3.1 Assurer une répartition et une complémentarité de l'offre commerciale
3.2 Diminuer la circulation de transit dans la rue Ontario
3.3 Définir une stratégie d'aménagement permanent pour la rue Sainte-Catherine

Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires
Stratégies d'intervention :
4.1 Créer une trame verte suivant les axes du pont Jacques-Cartier et du fleuve
4.2 Mettre en valeur l'histoire du quartier à travers des espaces publics
4.3 Préserver des espaces verts à l'échelle de l'îlot

Orientation 5 : Renforcer la présence et la mixité des activités
Stratégie d'intervention :
5.1 Pérenniser ou accompagner le développement de nouveaux pôles d'activités diversifiés

2.1 Habitation

Orientation 1 : Maintenir un parc de logements diversifié et inclusif

La diversité de l'offre de logements dans le secteur des Faubourgs est une force qui doit être maintenue afin que la population du quartier puisse continuer à se loger à un coût abordable en fonction de ses revenus et que la nouvelle population résidante puisse refléter la mixité sociale de Montréal.

Sur le territoire des Faubourgs, 72 % des logements sont offerts en location. En 2019, les logements sociaux et communautaires représentent 20 % du parc de logements, avec un total de 3 268 logements sociaux. Environ la moitié des logements du territoire sont donc loués sur le marché privé.

Le parc locatif, privé ou communautaire, représente, pour un grand nombre de ménages, la seule option viable pour résider dans les quartiers centraux, à proximité des services, des emplois ou encore du transport en commun. Or, entre 2001 et 2016, le nombre de logements en location dans le secteur des Faubourgs a stagné (autour de 10 100 unités), tandis que le nombre de logements en propriété a plus que doublé (passant de 1 745 à 3 915 unités). À titre d'exemple, sur les 1 390 logements construits entre 2013 et 2017, près de 75 % sont des copropriétés.

En parallèle, la hausse du coût des logements a été plus importante dans le secteur des Faubourgs que dans l'ensemble de l'agglomération de Montréal. Cette hausse touche potentiellement davantage les locataires : au cours des cinq dernières années, le prix médian des plex (qui accueillent la majorité des logements locatifs dans le secteur) a augmenté de 30 % dans Ville-Marie, tandis que pour les unifamiliales et



Bâtiment résidentiel à louer

les copropriétés, les prix ont seulement augmenté de 2 % et 9 % respectivement.

Le redéveloppement de 53 hectares aux portes du centre-ville est une opportunité unique de construire de nouveaux logements dans un milieu de vie complet, desservi par le transport en commun. On estime ainsi un potentiel d'environ 7 500 logements. Ce nouveau parc de logements devra s'adresser à toutes les classes socio-économiques, incluant les ménages à revenus faibles ou modestes, et à tous les types de ménages, incluant les familles avec enfants.

De plus, une attention particulière est à prêter aux impacts de la requalification sur les coûts de l'habitation dans le quartier environnant, en particulier pour les locataires qui risquent de subir les hausses de valeurs foncières.

Stratégie d'intervention 1.1
Créer de nouveaux logements sociaux, abordables et familiaux
L'objectif est de contribuer à la création de logements visant spécifiquement les besoins des ménages auxquels le marché privé ne répond pas, soit les ménages à revenus faibles ou modestes et les familles. Les différents programmes de la Ville seront mis à profit et les différentes opportunités seront exploitées pour améliorer l'offre de logements sociaux, mais aussi de logements abordables et de logements familiaux (trois chambres et plus).

Secteur en requalification
Dans les trois grands sites à requalifier – Radio-Canada, Molson et Portes Sainte-Marie –, l'intégration de logement social, abordable et familial sera favorisée. Pour le site de Radio-Canada, un accord de développement signé en 2017 prévoit la réalisation de 20 % de logements sociaux et 10 % de logements abordables.

Par ailleurs, l'adoption du règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (Règlement pour une métropole mixte) est prévue pour le printemps 2020. Étant donné le potentiel de nouveaux logements établi pour le secteur en requalification – environ 7 500 –, l'application des ratios prévus dans le projet de règlement permet d'estimer que ce secteur pourrait accueillir 1 500 logements sociaux.

Règlement pour une métropole mixte : une contribution systématique des promoteurs résidentiels

La réglementation municipale visant à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social et familial communément appelée Règlement pour une métropole mixte, dont l'adoption est prévue au printemps 2020, sera l'un des outils importants dont la Ville disposera pour maintenir la diversité de l'offre dans le secteur des Faubourgs. En outre, le projet de règlement, dans sa mouture actuelle, permettra d'acquérir des sites pour des projets sociaux dans le secteur en requalification, ce qui aurait été impossible en misant seulement sur les programmes gouvernementaux. Les grands projets qui s'y développent pourront aussi faire place à des formules de propriétés alternatives destinées aux ménages à revenu plus modeste, une autre possibilité offerte par le règlement.

Hors du secteur en requalification, le règlement apportera aussi des retombées significatives, puisque son application s'étend également aux projets de petites tailles et conformes à la réglementation applicable.

Portion sud de l'îlot Voyageur

La Ville de Montréal a acquis la portion sud de l'îlot Voyageur en 2018. Un mandat a été octroyé en août 2019 à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) afin de réaliser une étude de préfaisabilité visant à orienter et à encadrer le développement du site. Le projet à venir pourrait contribuer aux objectifs de la Ville de Montréal en matière d'habitation sociale et abordable. Il pourrait de plus accueillir un pôle civique avec la mairie d'arrondissement, les services à la population et les bureaux administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie, ainsi qu'un pôle de bureaux administratifs. L'analyse d'avant-projet devra proposer des solutions innovantes qui contribueront à la performance énergétique des bâtiments, à l'économie d'énergie et la protection de l'environnement. Rappelons que la portion sud de l'Îlot Voyageur accueille, depuis septembre 2019, le projet pilote de livraison urbaine écologique Colibri, dont l'objectif est de réduire l'impact environnemental du dernier kilomètre de livraison au centre-ville, grâce à des vélos cargos électriques.



Logement social Inter-Loge

Ce nouveau parc de logements comprendrait aussi 1250 logements abordables, ainsi que 500 logements familiaux répartis sur l'ensemble des unités (sociales, abordables et au prix du marché).

En plus de ces trois grands sites privés, la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) détient un terrain, au coin des rues Atateken et de la Commune, où pourront être construits des logements abordables.

Autres projets

Des projets supplémentaires dédiés au logement social ou abordable pourraient s'ajouter, à l'initiative du milieu ou de la Ville. Le site de l'hôpital de la Miséricorde pourrait être redéveloppé dans les prochaines années et contribuer ainsi à l'offre de logement social, abordable et familial. De plus, des sites pourront être ciblés pour de futurs projets.

Logement étudiant
La Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 de la Ville de Montréal vise la mise sur pied de projets hors programmes, qui nécessitent donc des mécanismes et des montages financiers différents d'un projet de logement abordable standard. Le logement étudiant entre dans cette catégorie. Le territoire des Faubourgs est propice à l'accueil de logements destinés aux étudiants de par sa proximité avec les trois universités situées au centre-ville. L'un des projets de logements abordables pourra donc être dédié au logement étudiant.

Stratégie d'intervention 1.2
Introduire de nouvelles mesures réglementaires visant à prévenir l'érosion du parc de logements abordables
Le parc locatif privé existant est une réserve importante de logements abordables. Il importe donc d'assurer son maintien et son entretien par différents outils. Dans les secteurs établis – Faubourg Québec, Centre-Sud, Sainte-Marie –, le potentiel de nouvelles constructions sur des terrains vacants ou sous-utilisés est restreint. Par contre, les projets de transformation d'immeubles existants ou de démolition-reconstruction peuvent être plus nombreux.

Dès lors, la réglementation d'urbanisme devra favoriser le maintien ou le développement d'une offre de logements diversifiée et équilibrée répondant aux besoins des ménages montréalais.

Il est à noter qu'une refonte des programmes de rénovation de la Ville est en cours et que l'impact de travaux de rénovation sur les locataires d'un immeuble sera pris en considération dans l'élaboration du programme, afin de favoriser le maintien des locataires en place.

La pérennité du parc de logements sociaux et communautaires

La Ville de Montréal, en collaboration avec ses partenaires, a entamé en 2018 une réflexion sur la pérennité du parc social. Une première action fut la modification des programmes de rénovation au printemps 2019, pour soutenir les coopératives et les organismes à but non lucratif (OBNL) en habitation dans les travaux qu'ils entreprennent. Le secteur des Faubourgs disposant d'un grand nombre de logements sociaux anciens, notamment sous forme de coopératives, ces programmes pourront avoir un impact visible sur ce territoire.

L'encadrement des plateformes d'hébergement touristique

La conversion de logements locatifs en résidences de tourisme (de type Airbnb) contribue à l'érosion du parc locatif dans le secteur des Faubourgs.

Depuis juin 2018, le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie n'autorise les résidences de tourisme que sur la rue Sainte-Catherine entre les rues Saint-Mathieu et Atateken, avec un contingentement (une distance minimale de 150 mètres est à respecter entre deux résidences de tourisme).

En juin 2019, le gouvernement provincial a présenté un projet de règlement modifiant le Règlement sur les établissements d'hébergement touristique, visant principalement à établir une nouvelle catégorie d'établissement, soit « l'établissement de résidence principale », applicable aux personnes qui utilisent leur résidence principale à des fins d'hébergement touristique. Le projet permet donc de distinguer une activité commerciale d'une activité collaborative de location d'un logement. Le règlement, qui enchâsse plusieurs modifications demandées par la Ville, a été adopté le 13 novembre 2019 et entrera en vigueur en mai 2020.

2.2 Vie communautaire

Orientation 2 : Consolider la vie communautaire de quartier et du Village

L'histoire du territoire des Faubourgs – à la fois Centre-Sud, Village, abords du centre-ville – et de sa population lui confère une vie communautaire riche et active à différentes échelles. Le PPU prend en compte cette vocation multiple pour aborder le thème de la vie communautaire du secteur. Les objectifs poursuivis sont la bonne cohabitation entre les différentes personnes qui résident dans le quartier et qui le fréquentent, et le développement d'un sentiment d'appartenance par rapport au nouveau secteur.



L'astérisk, un organisme communautaire pour les jeunes LGBTQ+ ayant pignon sur rue dans le secteur des faubourgs

Stratégie d'intervention 2.1
Soutenir la vocation communautaire du Village

Aujourd'hui, le Village comprend toujours la grande majorité des services communautaires offerts aux communautés LGBTQ+ du grand Montréal, voire du Québec. Le Village est donc non seulement un lieu de destination touristique et de socialisation, mais également un pôle de référence concernant les services communautaires. On constate depuis le milieu des années 2000, la tenue d'événements ou l'ouverture de bars identifiés aux communautés LGBTQ+ en dehors du Village. Néanmoins, la concentration d'activités et l'appartenance au quartier perdurent pour un grand nombre de membres de ces communautés.

Depuis 2018, plusieurs regroupements et organismes ont entamé une démarche visant la création d'un complexe communautaire dédié aux organismes LGBTQ+. En effet, plusieurs organismes des communautés LGBTQ+, à l'instar des autres organismes communautaires de Centre-Sud et des quartiers centraux en général, connaissent des difficultés à trouver des locaux abordables. Ainsi, plusieurs ont dû quitter le Village.

Pour répondre à cette demande, la Ville de Montréal a entamé, au début de l'été 2019, une démarche de consultation visant à mieux comprendre les besoins des populations LGBTQ+ montréalaises. Un comité de pilotage composé de partenaires du milieu a aussi été mis sur pied.

Les conclusions de cette démarche, ainsi que les travaux du comité de travail pour un complexe communautaire LGBTQ+, permettront à la Ville de cibler la meilleure manière de soutenir la présence des groupes communautaires LGBTQ+ dans le Village.

Stratégie d'intervention 2.2
Consolider le réseau d'équipements collectifs et communautaires de quartier

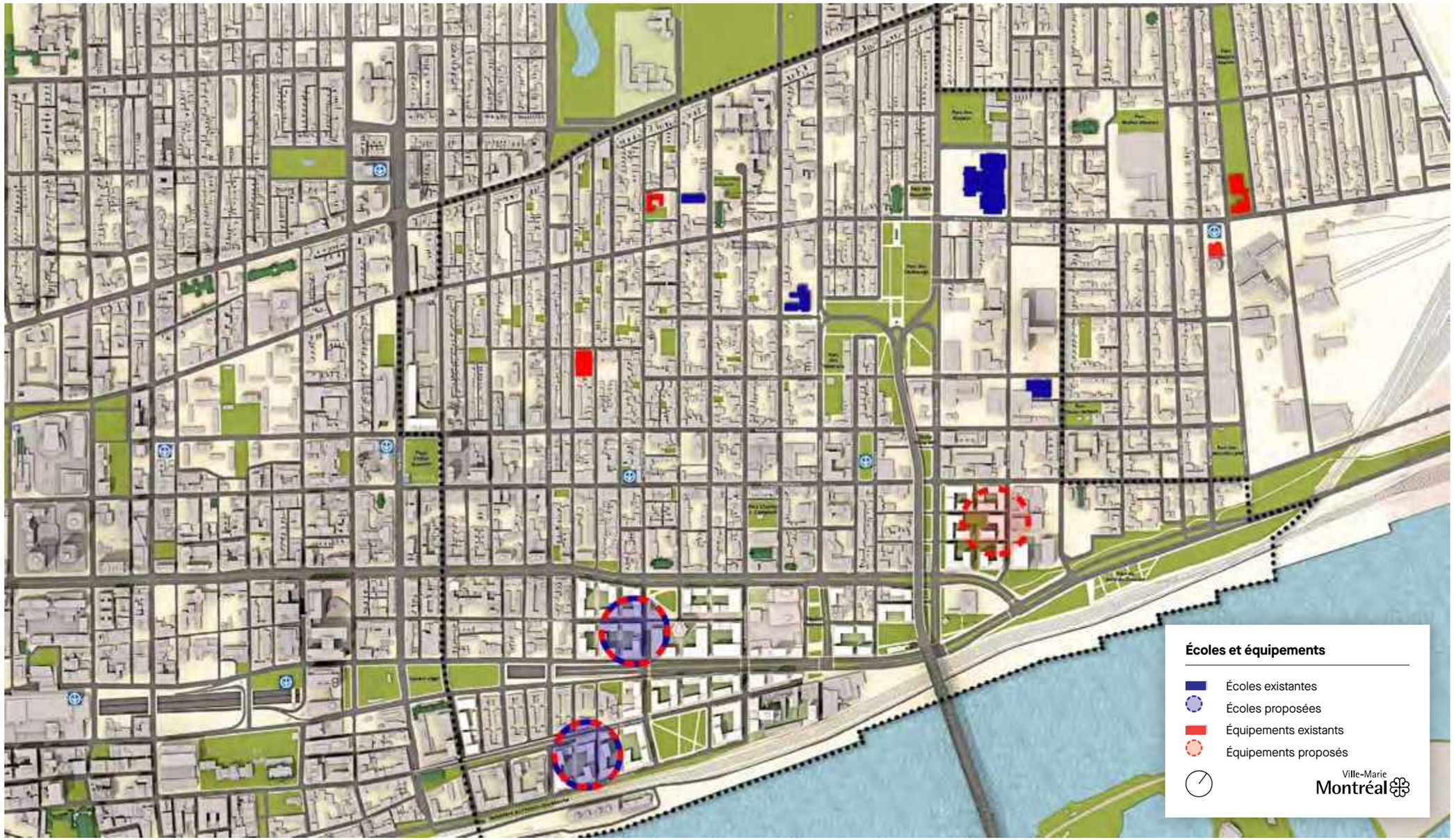
Le quartier Centre-Sud est bien pourvu en matière d'équipements collectifs – écoles, bibliothèques, centres sportifs. Par contre, le secteur du Faubourg Québec, tout comme le Vieux-Montréal, ne dispose d'aucun équipement municipal. La construction de nouveaux logements, avec le redéveloppement au sud du boulevard René-Lévesque, apportera un bassin de population qui justifiera la création de nouveaux équipements collectifs. Ces équipements devraient être mis en place dès les premières phases des nouveaux développements.

<u>La mutualisation des équipements</u>

En vue d'optimiser l'espace et de mutualiser les besoins, la complémentarité entre les équipements y sera privilégiée. On pourrait voir la construction de complexes regroupant une école, une bibliothèque et un centre communautaire ou sportif, par exemple. Un partenariat entre la Ville de Montréal, la Commission scolaire de Montréal et le ministère de l'Éducation pour établir les bases de ce nouveau type d'équipement sera donc nécessaire en amont.

<u>Les nouveaux sites visés</u>

En vue du redéveloppement du sud du territoire, des sites ont été ciblés à des fins d'équipements. Un premier terrain a fait l'objet d'une entente en 2019 pour son acquisition par la Ville de Montréal sur le site Molson, au sud de la rue Notre-Dame, dans l'axe de la rue Montcalm. Un deuxième site est prévu le long du prolongement de la rue De La Gauchetière, au coin de la rue de la Visitation, près de la Maison de Radio-Canada. Un troisième site est projeté sur le site des Portes Sainte-Marie. Ces deux derniers devront faire l'objet de transactions immobilières.



2.1 Écoles et équipements existants et projetés

De plus, un terrain sera cédé à la Ville à des fins de réserve foncière, tel qu'il a été prévu dans l'entente entre la Ville de Montréal et les propriétaires du site Molson en 2019. Situé le long du tunnel Beaudry et de son entrée rue Saint-Antoine, ce terrain sera consolidé et agrandi lors du réaménagement du boulevard Ville-Marie, et pourra ainsi accueillir un nouvel immeuble. La vocation ainsi que le mode de tenure (propriété de la Ville, fiducie foncière, vente à un organisme ou autre) seront à déterminer en fonction des besoins et des opportunités.

La consolidation de l'îlot communautaire Alexandre-DeSève

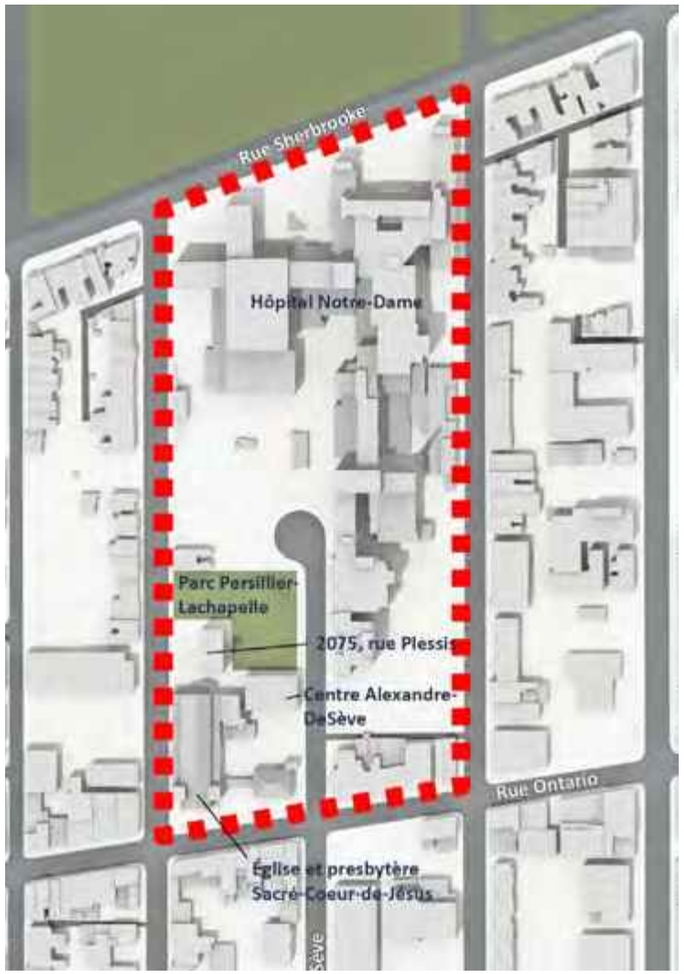
L'îlot situé entre les rues Sherbrooke, Ontario, Plessis et De Champlain accueille aujourd'hui des institutions et équipements communautaires – l'hôpital Notre-Dame, le centre Alexandre-DeSève, le 2075 rue Plessis –, le parc Persillier-Lachapelle ainsi que l'église et le presbytère Sacré-Cœur-de-Jésus. À proximité, on trouve également l'école Marguerite-Bourgeoys. La rue Alexandre-DeSève se termine en impasse à l'arrière de l'hôpital.

Les stationnements de l'hôpital Notre-Dame constituent des terrains sous-utilisés et des îlots de chaleur. De plus, certains pavillons de l'hôpital deviendront excédentaires dans les prochaines années en raison de la réorganisation suivant l'ouverture du CHUM, et une nouvelle vocation devra être donnée. Enfin, plusieurs édifices de cet îlot ont un intérêt patrimonial et certains d'entre eux nécessitent des rénovations, dont l'église Sacré-Cœur-de-Jésus et le bâtiment situé au 2075, rue Plessis.

L'approche préconisée par le PPU est de travailler avec les partenaires (CIUSSS, conseil de Fabrique) dans le but de diminuer l'îlot de chaleur et de consolider le pôle d'équipements collectifs. À cet effet, il pourrait être envisagé de revoir l'organisation des circulations dans l'îlot, de favoriser une utilisation optimale des aires de stationnement, de verdir, d'agrandir le parc Persillier-Lachapelle, de rénover les immeubles patrimoniaux et d'évaluer l'opportunité d'aménager une piscine extérieure.



L'îlot communautaire Alexandre-DeSève



2.2 Îlot Alexandre-DeSève

Stratégie d'intervention 2.3
Conforter la présence de ressources pour les populations marginalisées
Les enjeux de société et de santé tels que l'itinérance, la dépendance aux drogues ou encore la prostitution sont présents dans le quartier. De nombreux organismes d'aide, refuges et centres d'accueil sont regroupés entre le secteur de la Place-des-Arts et le pont Jacques-Cartier. Ce réseau est renforcé par la présence institutionnelle des hôpitaux (Notre-Dame, CHUM).

Les vagues successives de réaménagement et de redéveloppement du centre-ville, de même que la hausse du coût des loyers, ont eu pour effet un déplacement progressif vers l'est des organismes et des populations qui le fréquentent. Le territoire des Faubourgs doit conserver sa vocation d'hospitalité et de ressource d'aide tout en assurant un sentiment de sécurité aux populations qui le fréquentent.

Par le maintien de sa réglementation et de ses programmes, l'arrondissement soutient les organismes d'aide aux personnes vulnérables ou en situation précaire et confirme leur présence dans le quartier.

En vue d'intervenir auprès des populations vulnérables et d'assurer le sentiment de sécurité de l'ensemble de la population, l'arrondissement de Ville-Marie a notamment mis en place plusieurs pôles d'intervention dont un sur le territoire des Faubourgs, soit le pôle d'intervention du Village, qui couvre la place Émilie-Gamelin et la rue Sainte-Catherine. Des organismes du milieu ont ainsi le mandat d'intervenir sur ce territoire en offrant des services aux populations marginalisées ou vulnérables (accompagnement, référence, sensibilisation) et aux populations riveraines (résident.e.s et commerçant.e.s).

Stratégie d'intervention 2.4
Soutenir la concertation visant l'arrimage entre nouveaux développements et quartier existant
Dans le contexte particulier de redéveloppement du sud du territoire des Faubourgs, le dialogue entre la communauté, l'arrondissement et les promoteurs est une condition de réussite pour une requalification en phase avec le milieu d'insertion.

Le territoire des Faubourgs connaît une tradition d'implication de sa population et du milieu communautaire dans les questions d'aménagement, de vie de quartier ou de développement social qui remonte aux années 1970. Ces mobilisations ont mené à la création de tables de concertation, d'organismes spécialisés, d'équipements culturels, d'associations sportives et d'un centre d'éducation populaire toujours en activité.

Depuis le début de la démarche d'élaboration du PPU en 2018, un Comité d'accompagnement des grands projets est piloté par la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud. Son mandat est d'organiser des rencontres entre les promoteurs des grands projets de requalification et un comité composé d'une quarantaine d'organisations et de groupes communautaires du quartier et de la ville.

Pour assurer le suivi de la mise en œuvre du PPU, que ce soit la réalisation des aménagements du domaine public ou l'avancement des projets immobiliers privés, plusieurs mécanismes seront mis en place ou poursuivis :
- un comité de suivi composé de l'arrondissement de Ville-Marie, des services centraux de la Ville, des partenaires institutionnels et des organismes du milieu ;
- une présentation publique annuelle par la Ville décrivant l'état d'avancement ;
- un comité d'accompagnement des grands projets piloté par la communauté.

Par ailleurs, une occupation temporaire des terrains en redéveloppement par des organismes communautaires du quartier est à favoriser. Avec des objectifs de verdissement et d'appropriation par la population du quartier de ces espaces en transition, des projets permettant d'utiliser les espaces disponibles avant leur réaménagement sont encouragés. Cet aspect pourra être abordé dans le cadre d'un accord de développement avec le propriétaire du terrain. À titre d'exemple, le Carrefour alimentaire Centre-Sud a ouvert un jardin collectif à l'été 2019 sur le site des Portes Sainte-Marie, en partenariat avec le promoteur.

2.3 Commerce

Orientation 3 : Stimuler la vitalité et la complémentarité de l'offre commerciale

L'offre commerciale du territoire des Faubourgs est structurée autour de deux artères commerciales, soit la rue Ontario et la rue Sainte-Catherine. La rue Atateken et le boulevard De Maisonneuve, par exemple, accueillent aussi des locaux commerciaux, mais de manière plus diffuse.

La rue Sainte-Catherine représente le cœur du Village et comporte une offre unique à Montréal de divertissement destinée à une clientèle LGBTQ+. Comprenant des pôles d'emplois importants (Place Dupuis, Cité des ondes), les commerces de la rue s'adressent également à cette clientèle. Ainsi, plus du tiers (36 %) des établissements commerciaux de la rue relèvent du secteur de la restauration, du divertissement et de l'hôtellerie. La rue Sainte-Catherine se démarque également par une offre de services d'affaires, qui représente 25 % de la superficie commerciale.

Rue Ontario, le secteur de la restauration-divertissement est également présent (un quart des établissements). Par contre, cette rue s'est davantage spécialisée dans les commerces de proximité (alimentation, pharmacie, etc.) : les commerces de biens courants représentent 30 % de la superficie commerciale le long de la rue Ontario et 9 % le long de la rue Sainte-Catherine.

Le taux de locaux vacants est préoccupant sur les deux artères : en 2016, la rue Ontario comptait 18 locaux commerciaux vacants (14 % des commerces) et la rue Sainte-Catherine, 42 locaux (24 % des commerces). Ces chiffres étaient en hausse depuis 2013.

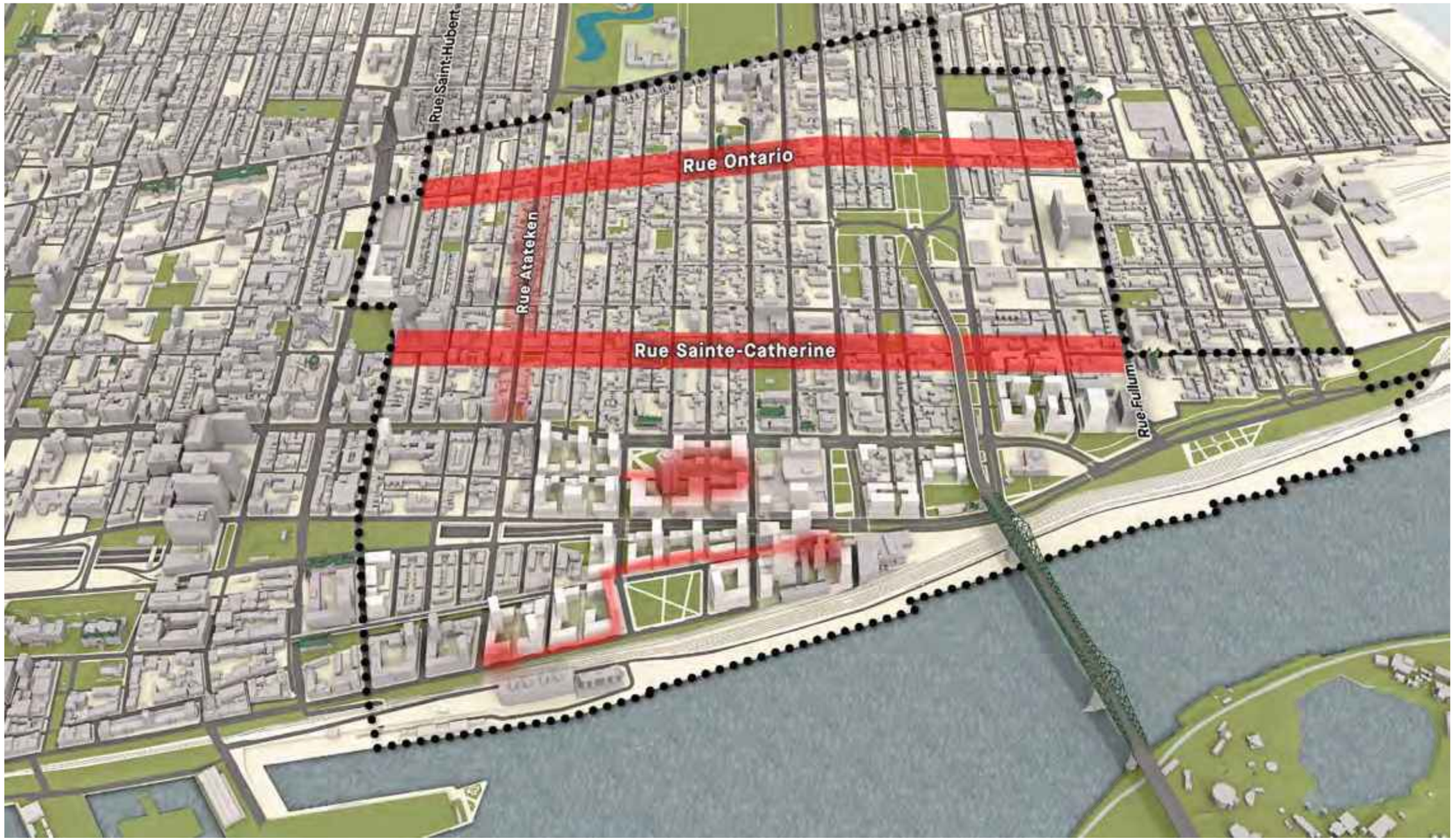
L'augmentation du nombre de logements et de lieux d'emplois dans le sud du territoire des Faubourgs entraînera de nouveaux besoins, notamment en matière de commerces de proximité et de restaurants. Il s'agit également d'une opportunité pour combler les besoins des secteurs existants. Par exemple, dans le secteur du Faubourg Québec, on ne compte aucun commerce de proximité. De même, le pôle d'emploi autour de la prison des Patriotes et de la rue Parthenais n'a accès qu'à très peu de services.

Stratégie d'intervention 3.1
Assurer une répartition et une complémentarité de l'offre commerciale
La requalification des sites de Radio-Canada et de Molson offre la possibilité de créer deux nouvelles rues commerciales, soit la rue De La Gauchetière, entre les rues de la Visitation et Alexandre-DeSève, et l'axe rue de la Commune/rue Notre-Dame, entre la rue Atateken et l'avenue Papineau.

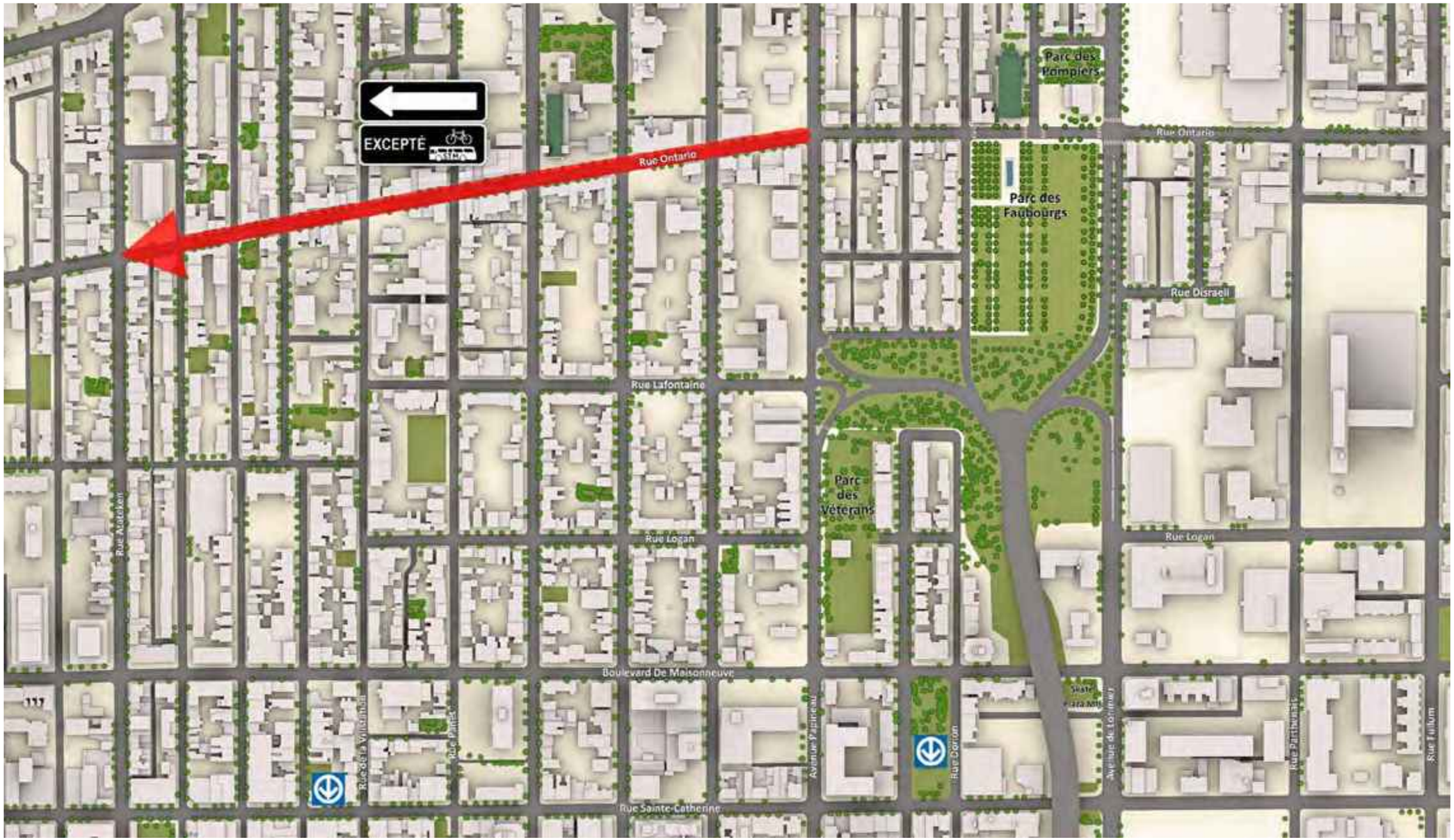
À l'est du pont Jacques-Cartier, le redéveloppement du site des Portes Sainte-Marie offre la possibilité de poursuivre la vocation commerciale de la rue Sainte-Catherine.

Les locaux commerciaux de la rue De La Gauchetière auront la particularité de pouvoir compter sur un étage souterrain (anciens locaux de Radio-Canada). Une offre de biens courants et semi-courants pourra s'établir sur des petites et moyennes surfaces, réparties sur plusieurs étages. Afin d'assurer l'animation de la rue, tous les commerces disposant d'un espace en souterrain ou à un étage supérieur devront posséder un local et une entrée principale au rez-de-chaussée. Cette rue commerciale pourra accueillir des commerces d'alimentation de type épicerie ou fruiterie en vue de desservir le secteur. En ce qui concerne l'axe rue de la Commune/rue Notre-Dame, il serait pertinent qu'un commerce d'alimentation de type épicerie soit implanté dans sa partie ouest, en vue de desservir la population de Faubourg Québec. Cette artère commerciale faisant face au fleuve et au parc Sohmer, elle sera propice à accueillir des terrasses.

Afin d'assurer la vitalité des artères actuelles et futures et de répondre aux besoins de la population, un exercice de vision du développement commercial à l'échelle du secteur pourra être mené par les acteurs du milieu – la Société de développement commerciale (SDC) du Village, les représentants des commerces de la rue Ontario et les promoteurs des sites de Radio-Canada, de Molson et des Portes Sainte-Marie – et la Ville de Montréal. Les objectifs de cohésion et de complémentarité doivent guider la définition de l'offre des nouvelles artères, en vue de compléter l'offre du quartier sans la concurrencer.



2.3 Artères commerciales actuelles et projetées



2.4 Établissement d'un sens unique sur la rue Ontario entre l'avenue Papineau et la rue Atateken

Stratégie d'intervention 3.2
Apaiser la circulation sur la rue Ontario
La rue Ontario est une rue de forte intensité urbaine, aux vocations à la fois commerciale et résidentielle. C'est un axe important de mobilité collective et active vers l'est, mais également une voie d'accès au pont Jacques-Cartier.

Elle connaît depuis quelques années un renouveau commercial avec des commerces de proximité qui semblent apporter une offre autrefois présente sur la rue Sainte-Catherine. L'implantation récente d'une épicerie dans l'ancien marché Saint-Jacques conforte cette vocation de proximité.

Parallèlement, la circulation de transit pour accéder au pont Jacques-Cartier représente un frein à l'attractivité commerciale de la rue ainsi qu'un handicap majeur pour la ponctualité des lignes de bus présentes sur cet axe, en plus de constituer une source d'insécurité pour les mobilités actives.

Afin d'appuyer la vocation commerciale de la rue et de prioriser les mobilités actives et collectives qui y sont complémentaires, la circulation de transit doit être réduite, d'autant que l'emprise de la rue n'est pas adaptée à cette fonction.

Pour y parvenir, la proposition consiste à rendre la rue à sens unique vers l'ouest entre l'avenue Papineau et la rue Atateken, tout en maintenant la circulation à double sens pour les autobus et à redistribuer l'espace de la rue au profit des mobilités actives.

La circulation de transit sera ainsi totalement supprimée et, avec elle, les problèmes de sécurité et de pollution. La régularité des lignes d'autobus sera assurée et l'ouverture de certains commerces sur la rue (placottoirs, terrasses ou autres) sera favorisée.

Locaux vacants et abordabilité le long des artères commerciales

La location des locaux commerciaux n'étant pas encadrée, on constate, dans le quartier comme ailleurs à Montréal, des hausses de loyers qui peuvent entraîner le départ de commerçants n'ayant pas les moyens de payer.

Ces enjeux de locaux vacants et de spéculation immobilière le long des artères commerciales font l'objet, début 2020, de consultations publiques à travers la ville. L'arrondissement de Ville-Marie contribue à la réflexion en abordant notamment les enjeux relatifs au secteur des Faubourgs et en particulier de la rue Sainte-Catherine Est.



La rue Sainte-Catherine en été

Stratégie d'intervention 3.3
Définir une stratégie d'aménagement permanent pour la rue Sainte-Catherine
Artère commerciale associée au Village et à sa vie nocturne, la rue Sainte-Catherine compte également des lieux de diffusion artistique intérieurs (Olympia, National) et extérieurs (galerie Blanc). L'événement Aires Libres, mis en place par la Société de développement commercial (SDC) du Village en 2009, conçoit également la rue Sainte-Catherine comme un lieu de diffusion artistique à part entière pendant la saison estivale.

Après dix années de piétonnisation estivale, l'offre commerciale s'est transformée et le secteur doit répondre aux besoins en évolution des communautés qui l'habitent, y travaillent et le fréquentent.

Une démarche de planification en concertation avec la Société de développement commercial et les autres parties prenantes sera lancée. Cette démarche devra permettre de dresser un bilan de la piétonnisation et d'identifier des aménagements pérennes à réaliser. Ce réaménagement pourrait notamment comprendre des élargissements de trottoirs, une réflexion relative à la continuité des trajets piétonniers, eu égard aux enjeux d'accessibilité universelle, et l'intégration des espaces publics qui bordent la rue, comme la galerie Blanc, le parc de l'Espoir et la place de la station Papineau (parc Maisonneuve-Cartier).

La démarche devra également viser à favoriser la continuité de l'activité commerciale tout au long de l'année, évitant ainsi des locaux vides pendant les saisons froides, à renforcer la présence culturelle et artistique, notamment reliée au Village gai, et à assurer une bonne cohabitation entre les populations qui fréquentent l'artère.

2.4 Parcs et espaces publics

Orientation 4 : Enrichir le réseau d'espaces verts et de lieux identitaires

Le secteur des Faubourgs dispose de plusieurs parcs d'envergure (plus de 9 000 m²), depuis les plus anciens, comme le parc du Pied-du-Courant (anciennement Bellerive), aménagé en 1883, ou le parc des Vétérans, en 1947, aux plus récents, comme le parc des Royaux ou le parc des Faubourgs (2002). Leurs caractéristiques communes sont leur accessibilité limitée par les voies de circulation de transit et le manque de confort (bruit, poussière) que leur localisation induit.

Certains parcs et espaces publics qui ont animé la vie civique et contribué au paysage urbain dans le sud du territoire ont été altérés ou ont disparu : le square Papineau, le parc Sohmer devenu le parc Campbell, la place des Patriotes. Le PPU mise sur le renouveau de ces espaces publics pour constituer une assise de la transformation du secteur.

Les interventions prévues dans le PPU sur les axes de circulation nord-sud (entrées et sorties du pont Jacques-Cartier) et est-ouest (boulevard Ville-Marie et rue Notre-Dame) s'accompagnent d'une réflexion sur la trame d'espaces verts qui servent à la fois de lieux de rencontre pour le quartier, mais aussi de lieux de destination, et qui mettent en valeur les éléments emblématiques – le pont et le fleuve – et plus généralement l'histoire de ce territoire. D'autres parcs, de moindre envergure, seront créés ou réaménagés afin de desservir la population locale et de souligner le patrimoine, bâti ou immatériel, du quartier.

La conception ou le réaménagement de tous les parcs se fera en concertation avec la communauté.

Les petits parcs, insérés dans la trame urbaine, sont également une caractéristique du secteur Centre-Sud et représentent des espaces collectifs de détente ou d'activités pour la population du quartier (tables à pique-nique, jeux pour enfants, jets d'eau), en plus de leur apport au verdissement. La création d'une nouvelle trame urbaine pour le secteur en requalification devra intégrer ce type d'espaces verts.



Patinoire sous le viaduc de la rue Notre-Dame

Stratégie d'intervention 4.1
Créer une trame verte suivant les axes du pont Jacques-Cartier et du fleuve
A partir des espaces verts existants, un réseau de parcs et d'espaces publics réaménagés ou nouvellement créés est proposé pour desservir le secteur. Connectés entre eux, ils forment une promenade le long de deux axes emblématiques : l'axe du pont Jacques-Cartier et l'axe du fleuve.

Ces corridors verts sont bénéfiques pour la biodiversité, la température ambiante et la qualité de l'air. En outre, la fluidité des parcours piétonniers à travers le quartier et la succession d'espaces verts animés visent à accroître le sentiment de sécurité. Cette trame verte permet d'offrir une pluralité de trajets et de décloisonner les espaces verts, notamment par la suppression des impasses et l'aménagement des terrains vacants.



Petit parc de quartier



2.5 La trame verte du fleuve et du pont Jacques-Cartier

L'axe du pont Jacques-Cartier comprend et relie les parcs suivants : le parc des Royaux, le parc des Pompiers, le parc des Faubourgs, le parc des Vétérans, le parc linéaire sous le pont Jacques-Cartier, l'esplanade De Lorimier, l'esplanade de la prison des Patriotes, le parc Craig et le parc du Pied-du-Courant.

Parc des Faubourgs (54 000 m²)
Au cœur de cet axe, un parcours piétonnier continu est rendu possible au niveau du sol grâce au prolongement proposé de la structure du pont jusqu'aux intersections des avenues Papineau et De Lorimier (voir section 2.4).

Le parc des Faubourgs est ainsi réunifié, depuis la rue Ontario jusqu'à l'axe de la rue Logan, et est directement connecté au parc des Vétérans. L'espace vert résiduel situé au sud de la voie d'accès au pont, le long de l'avenue De Lorimier, peut être utilisé. Un jardin communautaire ou un terrain de soccer de petites dimensions pourrait par exemple y être aménagé. Un chalet de parc pouvant être occupé à des fins d'activités d'animation du parc (loisirs, café ou autre) pourra être installé dans la rotonde constituant l'ultime pilier du pont, face au parc. L'ensemble de ces activités permet d'assurer une animation durant la journée et en soirée. Enfin, une œuvre d'art public pourra être intégrée dans l'axe central du parc, dans l'alignement de l'église Notre-Dame de Guadalupe et du pont Jacques-Cartier, marquant ainsi l'entrée de ville.

Les accès au parc seront également améliorés, avec la création de nouveaux passages piétons sur l'avenue De Lorimier dans l'axe des rues Disraeli et Logan, sur l'avenue Papineau, aux intersections des rues La Fontaine et Logan, ainsi qu'avec le prolongement de la rue Logan, entre la rue Dorion et l'avenue De Lorimier.

Parc linéaire sous le pont Jacques-Cartier (27 000 m²)
Les espaces occupés par du stationnement ainsi que les terrains vacants entre le boulevard De Maisonneuve et l'avenue Viger seront plantés et aménagés. Ces terrains étant majoritairement une propriété de la société fédérale Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée (PJCCI), une entente devra d'abord être conclue.

En fonction des besoins, ces aménagements pourront comprendre entre autres :
- l'agrandissement et le réaménagement du skateparc, situé au coin du boulevard De Maisonneuve ;
- l'ajout de commodités pour des organismes de l'arrondissement à vocation sociale dont les activités sont extérieures et qui visent l'entretien du domaine public et le verdissement ;
- l'implantation d'un bassin de rétention pour les eaux de surface du pont, au coin de l'avenue Viger (travaux qui seraient effectués par la société PJCCI).



2.6 Proposition de réaménagement du parc des Faubourgs

L’axe du fleuve comprend et relie les espaces et les parcs suivants : le belvédère du Chemin-qui-marche, la promenade linéaire de la Commune, le parc Sohmer, l’îlot des Voltigeurs et le parc du Pied-du-Courant.

Promenade linéaire de la Commune

La promenade s’inscrit dans le prolongement de la rue de la Commune, en conservant le même niveau qu’à la hauteur de la rue Atateken. De cette manière, elle permet d’offrir une vue panoramique sur le fleuve, les îles et le pont Jacques-Cartier depuis la rue Atateken jusqu’à la rue Alexandre-DeSève. La rue est aménagée en rue apaisée : elle peut accueillir une chaussée à double sens, notamment pour la desserte par autobus, une voie cyclable dans chaque sens et offrir un trottoir d’au moins 4 mètres au nord et un trottoir élargi en promenade, d’une largeur variant entre 8 et 20 mètres, au sud.



Perspective illustrant le potentiel d’aménagement du parc Sohmer et de la promenade linéaire de la Commune

Îlot des Voltigeurs

Le parcours riverain se poursuivra depuis la rue de la Commune, à travers l'îlot patrimonial de Molson identifié comme l'îlot des Voltigeurs, conformément à l'entente en cours. Il reprendra le tracé des passages qui ont perduré au cours de l'évolution de l'îlot, et débouchera sur la rue Notre-Dame face au square Papineau, par la porte cochère en pierre.











Cours intérieures de l'îlot des Voltigeurs (site Molson)

Parc du Pied-du-Courant (34 000 m^2)
Les sites de la friche et du Village éphémère au Pied-du-Courant/chute à neige, situés de part et d'autre du parc du Pied-du-Courant (anciennement Bellerive), devraient avoir pour vocation de demeurer des espaces ouverts au public, l'objectif étant de constituer un parc ouvert sur le fleuve de près de 800 mètres de long. Ces deux terrains appartenant au ministère des Transports du Québec (MTQ), toute occupation, cession ou opération de décontamination devra faire l'objet de négociations avec l'administration provinciale. Le site du Village éphémère au Pied-du-Courant/chute à neige devra être aménagé de manière que les activités hivernales liées au déneigement y soient maintenues. Les deux sites étant animés et pris en charge par la communauté depuis plusieurs années, la définition de ces deux nouvelles sections de parc se fera à travers une collaboration suivie.

L'accès au parc du Pied-du-Courant sera amélioré par le réaménagement du boulevard Ville-Marie. Depuis l'avenue Papineau, un trottoir d'au moins 6 mètres de large agrémenté d'une rangée d'arbres permettra un déplacement sécuritaire jusqu'au parc. De plus, les traverses seront améliorées ou créées, dans l'axe de la rue Fullum, du boulevard René-Lévesque et de l'avenue De Lorimier. En parallèle, la Ville de Montréal, en collaboration avec le MTQ, prévoit revoir l'axe de la rue Notre-Dame Est, dans une perspective d'intégration urbaine et d'amélioration des déplacements actifs et du transport collectif.



Aménagement citoyen des abords du parc du Pied-du-Courant



Enclavement du Village au Pied-du-Courant généré par les infrastructures routières

Stratégie d'intervention 4.2
Mettre en valeur l'histoire du quartier à travers des espaces publics

Dans la trame verte comme dans le reste du secteur, plusieurs parcs seront créés ou réaménagés avec la volonté de révéler l'histoire du quartier. Ces parcs mettront en valeur des bâtiments patrimoniaux ou commémoreront des événements marquants et auront vocation à devenir des lieux de rassemblement significatifs pour le quartier. Ces espaces publics permettront également d'établir un dialogue entre les bâtiments existants et les nouveaux édifices.

Parc de l'Espoir (385 m^2)
Cet espace public attenant à la rue Sainte-Catherine honore la mémoire des victimes du sida et de la lutte contre le VIH-sida. Inauguré en 1994 à la suite de démarches de plusieurs activistes et groupes militants, dont Act Up, il demeure aujourd'hui un lieu de rassemblement au cœur du Village. Le parc de l'Espoir sera réaménagé afin de l'ouvrir sur la rue, d'augmenter son couvert végétal et de mettre en valeur son aspect commémoratif.

Square Papineau (6 000 m^2)
Le square Papineau est l'un des plus anciens squares de Montréal. Créé en 1828, il a accueilli un marché public pendant la seconde moitié du 19^e siècle. Initialement, il s'étendait jusqu'à la rue Notre-Dame. Les transformations successives du secteur, notamment dans les années 1960 et 1970, ont privilégié la circulation automobile et le square a été réduit à un terre-plein planté pratiquement inaccessible.

Après la construction de la nouvelle Maison de Radio-Canada, dont l'entrée principale se situe face au square, celui-ci sera réaménagé comme un parc public, et les voies de circulation de l'avenue Papineau seront déplacées à l'est du square, de manière à le rendre accessible et convivial. Le redéveloppement des terrains vacants situés du côté est permettra de compléter l'encadrement de l'espace. Le réaménagement du parc comprendra minimalement une plantation d'arbres et l'ajout de mobilier (bancs, tables). Il est également visé pour intégrer des infrastructures vertes de rétention des eaux de pluie de type water square (voir section 5.1).

Esplanade de la prison des Patriotes (5 000 m^2)
Construite dans les années 1830, et fermée en 1912, la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant est utilisée par la Société des alcools du Québec depuis 1921. Elle subit des transformations importantes dans les années 1970, dont un agrandissement majeur du côté nord. Plusieurs constructions relativement récentes sont démolies afin de dégager les plus anciens bâtiments.

En 1978, à la suite de protestations citoyennes face à la menace d'une démolition au profit du prolongement de l'autoroute 720 du ministère des Transports du Québec, la prison est classée site historique en vertu de la Loi sur les biens culturels. Dans les années 1980, le prolongement vers l'est du boulevard René-Lévesque jusqu'à la rue Notre-Dame isole la prison et entraîne la formation d'un îlot triangulaire, tel qu'il est constitué aujourd'hui.

Le réaménagement proposé du domaine public environnant le site historique, incluant le nouveau boulevard Ville-Marie, permettra d'améliorer son accessibilité et de le rendre plus sécuritaire.



Section arrière du parc de l'Espoir



Îlot triangulaire du site historique Prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant



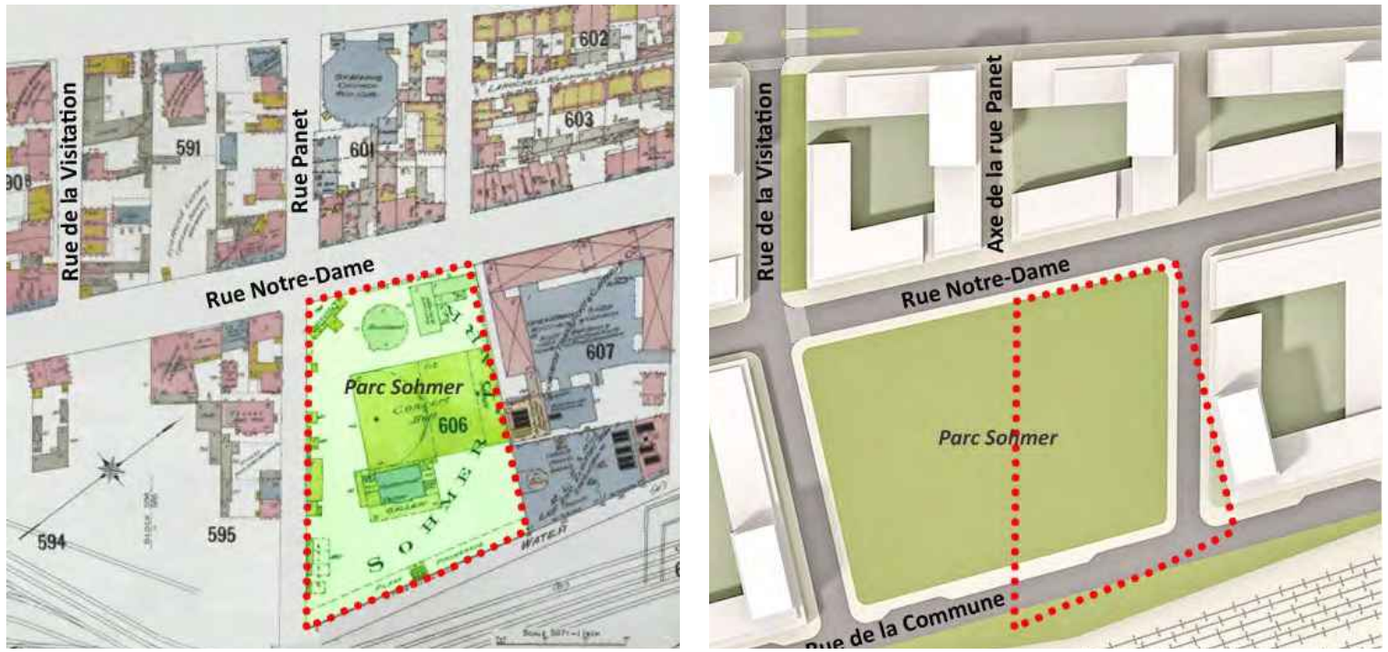
2.7 Les parcs et espaces publics créés ou réaménagés au sud de la rue Sainte-Catherine

Parc Sohmer (13 200 m²)
Le parc Sohmer, ouvert en 1889, est le premier parc de loisirs et de divertissement payant de la ville. Créé et animé par le musicien Ernest Lavigne, ce parc privé offre une terrasse avec vue sur l'île Sainte-Hélène et accueille de nombreux concerts et rassemblements. Grâce à son prix d'entrée modique, il est très fréquenté par toutes les classes sociales. Il fermera à la suite d'un incendie, en 1919, et le terrain sera cédé à la Ville, qui le cédera en 1967 pour l'expansion de la brasserie Molson.

Le redéveloppement du site de Molson est l'occasion de recréer un parc s'inscrivant à peu près à l'emplacement du parc Sohmer disparu et qui deviendra une vitrine sur le fleuve. Une entente à cet effet est déjà en cours.

Parc de la Visitation (5 000 m²)
Ce nouveau parc situé sur le site de Radio-Canada s'inscrira entre les rues de la Visitation et Panet. Il permettra de mettre en scène l'église Saint-Pierre-Apôtre, au nord du boulevard René-Lévesque, ainsi que la tour de Radio-Canada. Le parc sera prolongé à l'intérieur du quartier par deux esplanades : l'une vers le sud, le long de la rue de la Visitation, et l'autre vers l'est, le long de la rue De La Gauchetière. L'aménagement de cet espace vert devra être adapté à la mixité des fonctions à ses abords (lieux d'emplois, immeubles résidentiels, école, etc.).

Parc de la Station-Craig (7 000 m²)
La reconfiguration du boulevard Ville-Marie permet de rattacher le terre-plein de la station Craig à l'îlot délimité au nord par la rue De La Gauchetière. Cet îlot sera partiellement aménagé en parc, et une programmation de l'espace, en lien avec les activités qui se dérouleront dans la station Craig, pourra être proposée. Le parc, qui sera situé en léger surplomb,



2.8 Parc Sohmer en 1915 et proposé

offrira une vue imprenable sur le pont Jacques-Cartier, la station Craig et le fleuve. Un potentiel agrandissement de la station Craig, en bordure du boulevard Ville-Marie, permettrait de créer un écran sonore entre le parc et le boulevard, tout en préservant la vue sur le pont et le fleuve.

Parc du tunnel Beaudry (1 800 m²)
La reconfiguration de l'îlot actuellement délimité par une bretelle de sortie du tunnel Ville-Marie permettra de poursuivre le front bâti à l'est du tunnel, le long de la rue Saint-Antoine. L'aménagement d'un espace vert reliant les rues Saint-Antoine et Notre-Dame viendra marquer l'entrée du tunnel et exploiter cette infrastructure unique à Montréal ainsi que la topographie qui en résulte.

Esplanade Molson (600 m²)
La configuration de la trame de rues crée cet espace triangulaire qui s'inscrit dans l'axe du square Papineau. Il permet de révéler les façades les plus anciennes de la brasserie Molson et servira de parvis à l'édifice phare qui pourra

s'élever à l'intersection de la rue Notre-Dame et du boulevard Ville-Marie.

Stratégie d'intervention 4.3
Préserver des espaces verts à l'échelle de l'îlot
Le quartier Centre-Sud dispose de cœurs d'îlot la plupart du temps verdis, qu'ils soient organisés autour d'une ruelle ou non. En effet, plusieurs îlots n'intègrent pas de ruelle, mais plutôt des cours arrière accessibles par des portes cochères. Une autre caractéristique de la trame de rues de Centre-Sud est la présence de passages ou de rues étroites, comme les rues Sainte-Rose, Dalcourt, Martineau et Lalonde.

Les secteurs en redéveloppement reprendront ces caractéristiques, adaptées à la volumétrie du cadre bâti. Ainsi, certains axes sont proposés à titre de passages piétonniers (accessibles aux véhicules d'urgence). Une largeur minimale de 9 mètres est visée pour ces passages. Ceux-ci pourront accueillir des arbres, des arbustes, des bancs et des lampadaires. La vie de quartier pourra s'y dérouler comme dans une ruelle. Sur certaines sections bordées par des immeubles de bureaux, ces allées pourront être animées par des commerces en rez-de-chaussée.

Le type d'aménagement prévu pour ces nouveaux passages sera également appliqué lors de la réfection programmée de rues étroites et peu achalandées dans le milieu existant, telles que la rue Sainte-Rose.

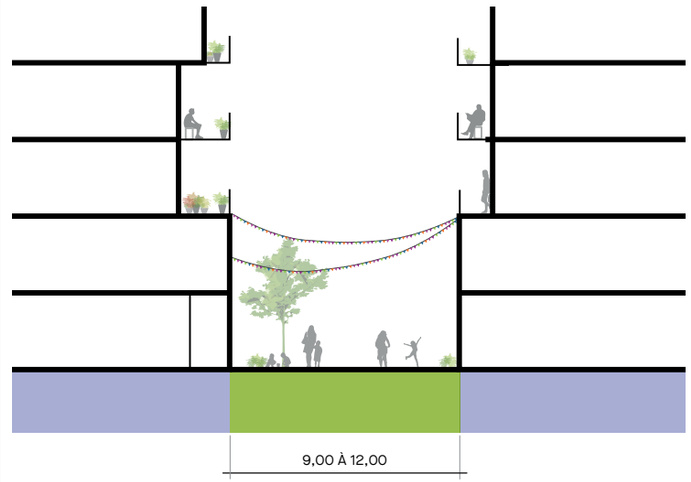
Sur le site des Portes Sainte-Marie, en plus des rues est-ouest (prolongement des rues Tansley et Falardeau jusqu'à la rue Parthenais), un ou deux parcs de quartier s'intégreront au nouveau développement. De plus, une promenade le long de l'avenue De Lorimier permettra de créer une zone de verdure



Rue Dalcourt

entre les nouveaux bâtiments et la circulation de l'avenue. Enfin, une rue piétonne pourrait être aménagée dans l'axe central nord-sud.

Dans les nouveaux développements, l'aménagement de cours intérieures végétalisées sera favorisé. La connexion physique ou visuelle entre les cours et les passages piétonniers sera encouragée de manière à créer des continuités végétales.



2.9 Coupe type d'un passage

2.5 Développement culturel et économique

Orientation 5 : Renforcer la présence et la mixité des activités

Le secteur des Faubourgs compte près de 27 000 emplois (en 2016), soit environ 8,5 % des emplois dans l'arrondissement. Identifié en 2009 comme quartier culturel par la Ville de Montréal, le pôle des Faubourgs est caractérisé par une concentration d'emplois dans les milieux culturels et créatifs au sens large. L'un des objectifs est de préserver l'écosystème artistique en assurant la présence de lieux de création et de production, qui ont presque disparu du reste de l'arrondissement.

Un pôle d'institutions gouvernementales, appelé à croître, est présent à l'est de l'avenue De Lorimier. On y trouve la Sûreté du Québec (sur le terrain de l'ancienne prison pour femmes entre les rues Parthenais et Fullum), le ministère de l'Éducation et Télé-Québec. La SODEC rejoindra ce pôle, les bureaux d'autres ministères s'établiront sur le site actuel de Télé-Québec.

Le secteur des Faubourgs est caractérisé par une mixité très serrée des usages dans le tissu urbain. Cette mixité sera autorisée et favorisée dans le secteur à redévelopper.

Les nouveaux lieux d'emplois pourront miser sur les communautés et les ressources présentes sur le territoire, qui constituent les atouts et l'ancrage du quartier : le milieu artistique, le milieu médiatique, l'économie sociale, l'agroalimentaire urbain, les institutions et administrations ainsi que la présence continue, depuis 233 ans, de l'activité brassicole de Molson.

Stratégie d'intervention 5.1
Pérenniser ou accompagner le développement de pôles d'activités diversifiés

L'accès à des locaux pour des artistes, des artisans et de jeunes entreprises est déterminant pour la vitalité artistique et économique d'une ville. Le secteur des Faubourgs comprend plusieurs immeubles qui ont fait l'objet de démarches de la communauté afin de les pérenniser comme lieux de création (la Grover et le Chat des artistes, rue Parthenais, ou le Symphonique, rue Atateken). Dans cette dynamique, plusieurs sites sont visés dans le PPU en vue d'y soutenir les activités existantes ou d'y créer des locaux pour des entreprises en démarrage, des artistes ou des organismes.

Les espaces de création de la rue Parthenais constituent le cœur du pôle de création des Faubourgs, de par la concentration d'ateliers d'artistes et d'artisans qu'on y retrouve. Il est souhaitable que ce pôle puisse être consolidé par l'ajout de nouveaux lieux de création et pérennisé. Poursuivant cet objectif, la priorisation des activités et des emplois doit être prévue aux termes des affectations du Plan d'urbanisme.

Selon les paramètres de hauteur et de densité proposés dans le secteur à requalifier, on estime le potentiel immobilier à des fins de commerces et bureaux à près de 260 000 mètres carrés, ce qui représente une capacité d'accueil de plus de 14 000 nouveaux emplois.

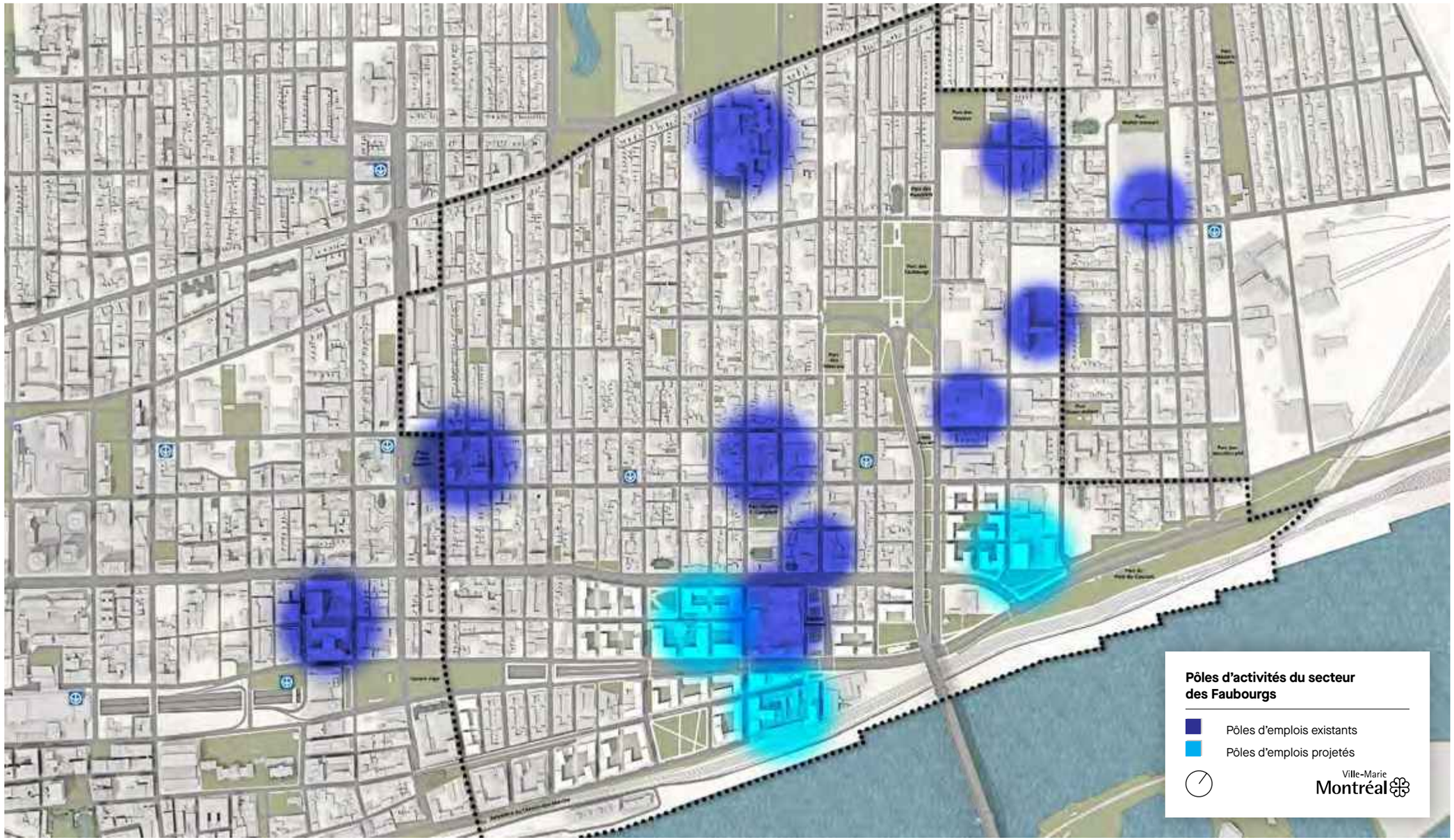
Pour chacun des nouveaux pôles d'emplois créés, il s'agit de favoriser la complémentarité avec les activités existantes dans le secteur et de faire la promotion des secteurs d'activités qui sont en voie de développement à Montréal (par exemple : agroalimentaire urbain, industrie numérique en réalité augmentée ou virtuelle, etc.). Les principes de synergie et de



Le Chat des artistes

mutualisation orientent autant la définition des espaces de travail que la composition des pôles. Ainsi, la Ville encourage les lieux d'emplois où se côtoient les petites et moyennes entreprises, les activités de production comme de conception, ainsi que les lieux de formation professionnelle.

<u>Pôle Pied-du-Courant</u>
La rénovation du site de l'ancienne prison des Patriotes pour l'aménagement des bureaux de la SODEC et de Télé-Québec assure une continuité de l'activité. Les immeubles laissés vacants par ce déménagement, situés au coin des rues Sainte-Catherine et Parthenais, accueilleront des emplois d'autres unités administratives provinciales. Enfin, un potentiel de développement est identifié entre ces deux sites existants, en bordure de la rue Notre-Dame et du boulevard



2.10 Pôles d'activités du secteur des Faubourgs

René-Lévesque, entre la rue Fullum et l'avenue De Lorimier. L'augmentation de la hauteur et de la densité vise à permettre l'érection sur ces terrains vacants d'immeubles de bureaux, la silhouette urbaine ainsi créée constituant le front fluvial.

Pôle Molson

Étant donné l'histoire du site (lieu de naissance de la première brasserie au Canada créée par John Molson en 1786), la présence de bâtiments patrimoniaux témoignant de l'évolution de l'industrie brassicole et l'emplacement charnière entre le Vieux-Montréal et Centre-Sud, la Ville encouragera la création d'un pôle d'innovation et de démonstration de l'industrie brassicole. L'acte de vente entre Molson et le nouveau propriétaire prévoit d'ailleurs le maintien du siège social de Molson sur le site ainsi que la création d'un espace culturel d'interprétation de la bière et d'histoire de la brasserie Molson.

La Ville a par ailleurs identifié un espace sur le site de Molson pour des fins de pôle économique. Dans une entente signée avec le promoteur du site Molson en juin 2019, la vente ultérieure à la Ville d'un bâtiment ou d'un volume destiné à un pôle économique est ainsi prévue. Un modèle sera à développer par la Ville pour permettre une offre pérenne de locaux, que ce soit par le mode de tenure (fiducie foncière, coopérative, organisme à but non lucratif), la structure de gouvernance ou le modèle d'affaire du projet.

Avoisinant le site de Molson, du côté est de l'avenue Papineau, se trouve l'édifice industriel de l'ancienne usine de caoutchouc Canadian Rubber Co., construit en 1854. Au fil des ans, le bâtiment a connu plusieurs transformations et sa fonction manufacturière a fait place à d'autres activités : location de véhicules, stationnement, entreposage, bureaux et locaux de répétition pour musiciens. Considérant la rareté de



L'usine Canadian Rubber en 1930 (la partie existante aujourd'hui est marquée d'un contour vert)

ce type de lieu de création, l'affectation de secteur d'emplois existante sur le site sera maintenue. Par ailleurs, la Ville a assujetti le terrain à l'exercice du droit de préemption en novembre 2018. Lors d'une mise en vente de l'édifice, la Ville pourra alors se substituer à l'acheteur, avec les mêmes conditions de vente. Les fins visées seraient le maintien de locaux pour le milieu artistique.

Pôle De La Gauchetière

La nouvelle maison de Radio-Canada est en cours de construction et son ouverture est prévue pour 2020. Le reste du site de Radio-Canada, incluant la tour existante, pourra accueillir bureaux et commerces. La particularité du site étant la présence de plusieurs étages souterrains sur une vaste superficie, une occupation par des fonctions adaptées au sous-sol et qui n'entrent pas en concurrence avec les activités hors sol sera favorisée.

Enfin, la présence d'activités est également envisagée dans les sites en reconversion appartenant à la Ville ou au gouvernement du Québec – station Craig, hôpital de la Miséricorde, Îlot Voyageur.



3.
Trame urbaine et mobilité

De nombreux axes de circulation du secteur supportent un important trafic de transit en raison de la présence de deux infrastructures autoroutières majeures : le pont Jacques-Cartier et l'autoroute Ville-Marie. Aucune des deux ne bénéficiant d'un arrimage intégré à la trame des rues environnantes, elles ont fini par exclure les mobilités actives et collectives au seul bénéfice de la circulation automobile : ainsi, depuis près de 90 ans, le système autoroutier s'est étendu dans les rues adjacentes à l'entrée du pont. Parallèlement, depuis plus de 30 ans, l'autoroute Ville-Marie se termine aux abords de l'avenue Papineau, dans un aménagement conçu provisoirement.

L'objectif prioritaire d'assurer la fluidité de la circulation automobile sur ces axes a conduit à transformer des tronçons de rues en bretelles de type autoroutier : la rue Notre-Dame à l'est de la rue Beaudry devant l'usine Molson, l'avenue De Lorimier jusqu'à la rue Ontario et l'avenue Papineau de la rue Ontario jusqu'à l'entrée du pont.

Il en résulte des coupures urbaines fortes, autant dans l'axe nord-sud que dans l'axe est-ouest, ainsi que des intersections parmi les plus accidentogènes de l'arrondissement, en raison d'un manque de transition adéquate entre l'environnement autoroutier et le milieu urbain. En effet, ces axes desservent aussi des milieux de vie tels que l'école Garneau, à l'angle de l'avenue Papineau et de la rue La Fontaine, et le parc des Faubourgs.

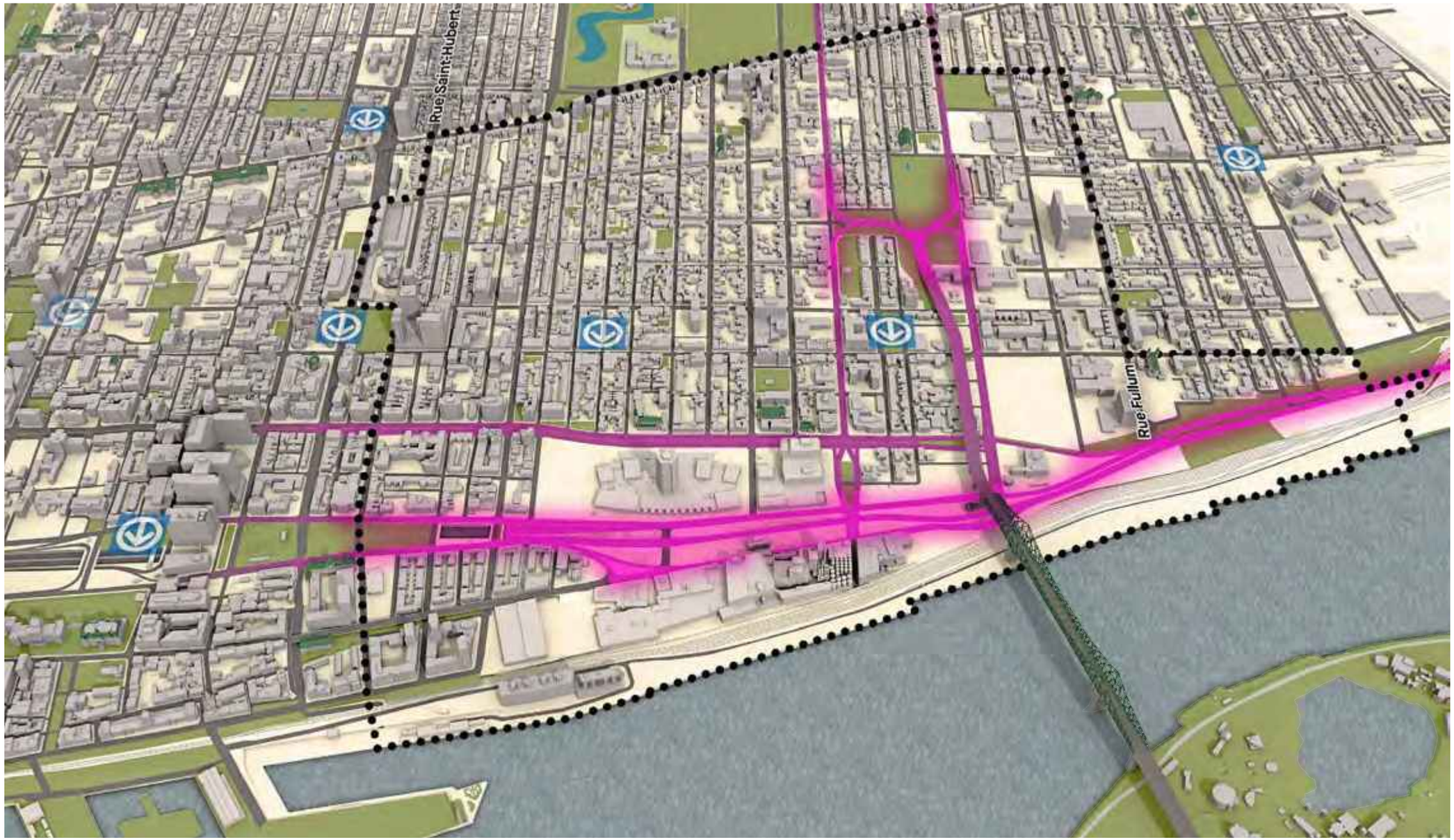
Il s'agira donc de redistribuer l'emprise des rues au profit des mobilités actives et collectives afin de les concilier avec un trafic routier qui demeurera important. Ce nouveau partage de l'espace public est un principe qui sous-tend les interventions du PPU, en conformité avec le Plan local de déplacement (PLD) de l'arrondissement.

Vue d'ensemble

Orientation 6 : Rétablir la trame de rues entre Centre-Sud et le Vieux-Montréal
Stratégies d'intervention :
6.1 Aménager le boulevard Ville-Marie en boulevard urbain
6.2 Poursuivre la trame de rues existantes jusqu'aux abords du fleuve

Orientation 7 : Concilier l'entrée du pont Jacques-Cartier et les milieux de vie
Stratégies d'intervention :
7.1 Raccourcir les bretelles du pont et décloisonner le parc des Faubourgs
7.2 Redonner un caractère urbain aux avenues Papineau et De Lorimier

Orientation 8 : Améliorer et compléter les réseaux cyclables et de transport en commun
Stratégies d'intervention :
8.1 Bonifier la desserte en transport collectif
8.2 Aménager de nouvelles pistes cyclables



3.1 Les infrastructures autoroutières constituent des barrières importantes à l'intérieur du secteur des Faubourgs

3.1 Nouvelle trame urbaine

Orientation 6 : Rétablir la trame de rues entre Centre-Sud et le Vieux-Montréal

Avec le projet de Cité des ondes et l'implantation de la Maison de Radio-Canada dans les années 1970 puis l'arrivée de l'autoroute Ville-Marie au milieu des années 1980, un quartier complet a disparu et, avec lui, une partie de l'identité du secteur. Une vingtaine d'îlots et plusieurs kilomètres de rues ont été démolis entre le boulevard René-Lévesque au nord et les voies ferrées au sud.

Ce processus a rompu les liens entre Centre-Sud et le Vieux-Montréal. Cela s'ajoute à la perte de contact entre le fleuve et le faubourg qui date de la fin du 19e siècle. En effet, le Port, avec ses besoins de desserte ferroviaire, ainsi que l'arrivée des gares Dalhousie et Viger ont créé une rupture entre le quartier et le fleuve dès les années 1860. La surélévation des quais et le développement de la brasserie Molson Coors aux 19e et 20e siècles ont poursuivi et confirmé cette perte d'accès au fleuve.

Avec le départ de la brasserie Molson Coors et le déménagement de la maison de Radio-Canada, une double opportunité se présente : relier Centre-Sud et le Vieux-Montréal tout en créant un nouveau rapport au fleuve qui tienne compte du fonctionnement du Port de Montréal et de la présence des voies ferrées.

Stratégie d'intervention 6.1
Aménager le boulevard Ville-Marie en boulevard urbain

Le boulevard Ville-Marie, qui assure la transition entre le tunnel Ville-Marie et la rue Notre-Dame à l'est du pont Jacques-Cartier, est de juridiction provinciale. Dès lors, un cadre de collaboration entre la Ville et le ministère des Transports du Québec (MTQ) est mis en place pour l'élaboration des études préalables nécessaires à la validation du concept proposé dans le présent PPU. Ce cadre de collaboration s'arrime aux projets de transformation de la rue Notre-Dame et à la desserte en transport collectif de l'est de l'île.

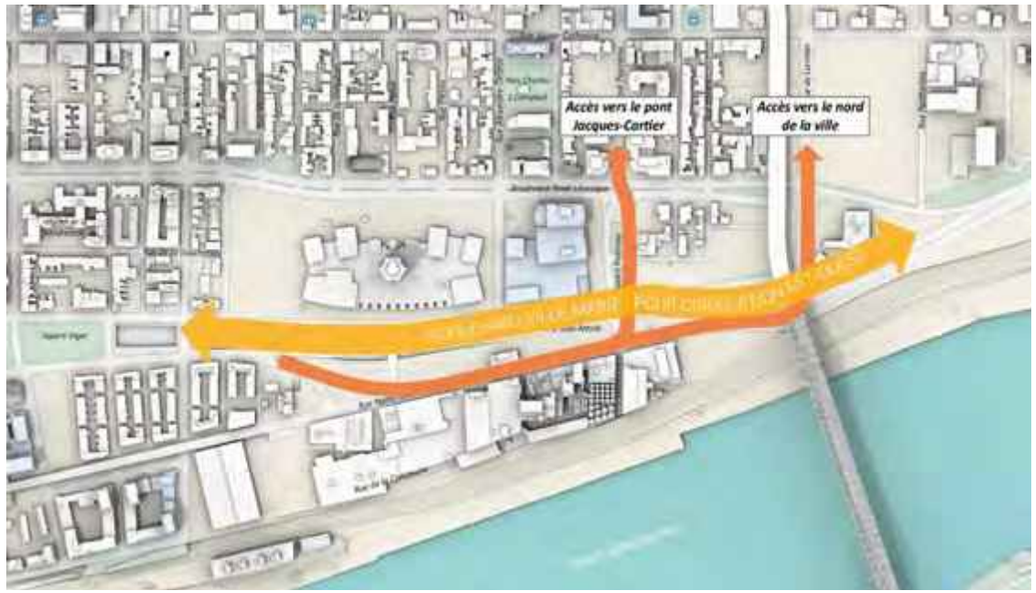
La configuration actuelle du boulevard Ville-Marie empêche le développement de milieux de vie intégrés à leur environnement. Pour parvenir à cette intégration, le système de bretelles qui sert d'accès au pont Jacques-Cartier et au nord de la ville (via la rue Notre-Dame et les avenues Papineau et De Lorimier) doit laisser la place à des intersections avec feux de circulation permettant l'ensemble des mouvements routiers et les circulations piétonnes, cyclables et en transport collectif.

Réalisée en 1986 dans un contexte d'incertitudes quant à son prolongement vers l'est, l'autoroute Ville-Marie était conçue comme un lien autoroutier de desserte du sud de l'île et de lien de transit entre les autoroutes 10, 15, 25 et le pont Jacques-Cartier.

Cette vocation a été abandonnée en 2002 avec les conclusions du BAPE qui préconisaient que le MTQ et la Ville de Montréal trouvent un accord pour un projet commun de boulevard urbain. Cependant, depuis plus de 30 ans, la conception autoroutière perdure et a englobé les rues adjacentes. Ainsi, la rue Notre-Dame, l'ancien chemin du Roy, est devenue une bretelle d'accès à l'avenue Papineau et au pont Jacques-Cartier. Dans ce contexte, les terrains alentour n'ont eu comme seule vocation que le stationnement.

Il s'agira donc de maintenir les fonctionnalités routières actuelles, mais en les regroupant dans une même emprise, au niveau du sol, et avec des intersections à feux tous les 250 mètres environ, afin de faciliter les mobilités actives et collectives.

Le principe est que la transition entre la fin du tunnel Ville-Marie et le boulevard éponyme soit la plus courte possible, afin d'en minimiser l'impact. En rejoignant le niveau du sol avec une première intersection dès la rue de la Visitation, une des plus anciennes rues du secteur, une première continuité nord-sud depuis la rue Sherbrooke jusqu'au fleuve est rendue possible. Le même principe est mis en œuvre au niveau de la rue Alexandre-DeSève. En complément, le boulevard René-Lévesque sera réaménagé en double sens entre l'avenue De Lorimier et la rue Notre-Dame pour faciliter les connexions.



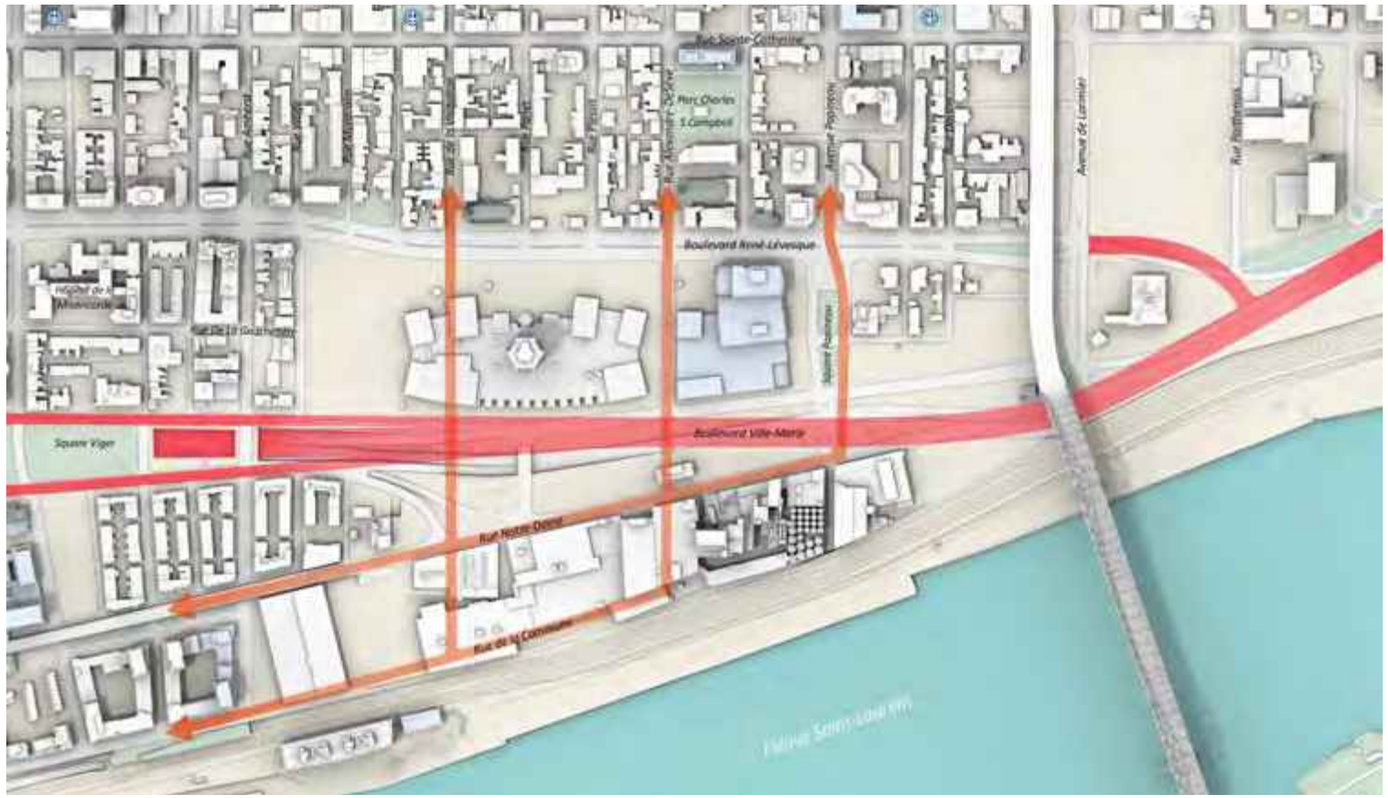
3.2 Le boulevard Ville-Marie actuel et l'impact des bretelles



3.3 Le boulevard Ville-Marie et les mouvements vers le nord regroupés dans une seule emprise

Cette rationalisation de la circulation permettra l'implantation d'édifices le long du boulevard Ville-Marie, créant ainsi un front bâti continu. Des trottoirs d'une largeur minimale de 5 mètres et un terre-plein central de largeur variable (avec un minimum de 3 mètres) seront plantés d'arbres et bénéficieront de mesures de verdissement et de gestion des eaux de pluie. Le confort des piétons sera assuré par ces larges trottoirs et par des passages piétons à chaque intersection (de la Visitation, Alexandre-DeSève et Papineau). Du mobilier urbain complétera les aménagements.

Le square Papineau réaménagé reliera les boulevards René-Lévesque et Ville-Marie, tandis que l'esplanade Molson assurera la jonction avec la rue Notre-Dame sans permettre de lien automobile. Enfin, le nouveau tracé du boulevard permettra de décloisonner l'ancienne station Craig et facilitera sa réutilisation et son intégration au quartier.



3.4 Le boulevard Ville-Marie et ses nouvelles liaisons dans l'axe des rues de la Visitation et Alexandre-DeSève

Légende

- Rues à prolonger pour relier les quartiers
- Nouveau boulevard unifiant les circulations est-ouest

Ville-Marie Montréal

Stratégie d'intervention 6.2
Poursuivre la trame de rues existantes jusqu'aux abords du fleuve

La trame de rues disparue au sud du boulevard René-Lévesque était un héritage du 19e siècle, soit avant le développement de l'automobile, et a été conçue pour les déplacements à pied et en tramway. Elle est donc complètement d'actualité pour répondre aux enjeux de mobilité d'aujourd'hui et à la priorité accordée aux circulations piétonnes, cyclables et en transport collectif.

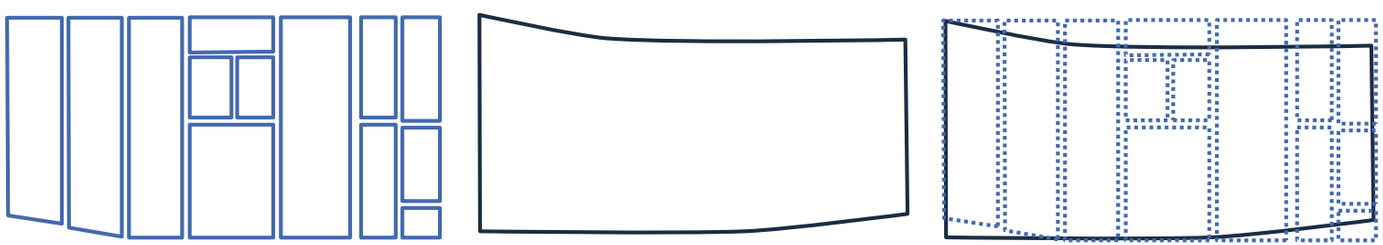
En prolongeant les rues existantes vers le sud et vers l'est, de nouvelles continuités sont possibles et permettent notamment d'optimiser le rayonnement des stations de métro existantes.

Cette trame de rues permet la création d'îlots d'une superficie de 1 à 2 hectares à la place des méga-îlots de 8 à 12 hectares, soit une échelle totalement adaptée aux déplacements piétonniers et un cadre favorable au développement d'une vie de quartier.

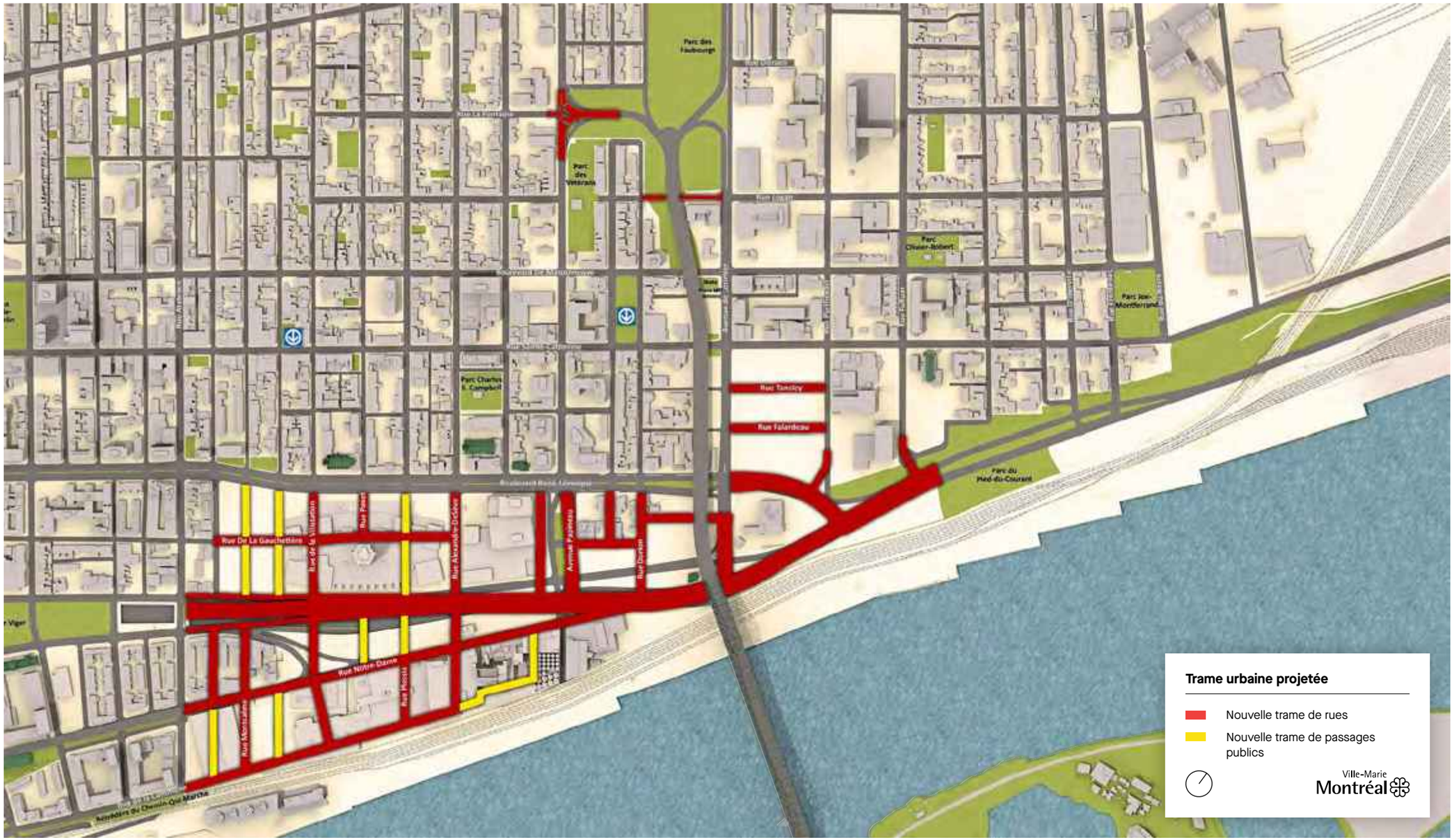
Ces rues permettront également de créer un nouveau rapport au fleuve, en tenant compte de la présence du Port de Montréal et des activités ferroviaires liées. La rue de la Commune prolongée sera plus haute que le niveau du sol actuel afin que soit dégagée la vue du fleuve au-dessus des conteneurs superposés sur les trains en contrebas, comme c'est le cas au niveau de la rue Atateken et du parc du Pied-du-Courant.

La nouvelle trame de rues permettra de désenclaver l'est du Vieux-Montréal et de créer des continuités jusqu'au pont Jacques-Cartier et même au-delà. La promenade de la rue de la Commune sera ainsi prolongée de plusieurs centaines de mètres vers l'est, afin qu'elle rejoigne les secteurs patrimoniaux de la brasserie Molson et du Pied-du-Courant (station Craig, prison des Patriotes).

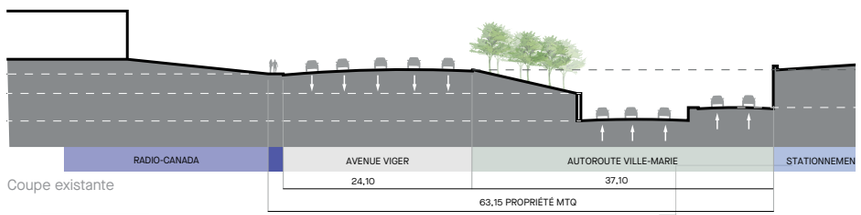
Le prolongement de la trame de rues existantes s'accompagne d'une amélioration des intersections sur les axes existants. Outre les nouvelles intersections sécuritaires qui seront aménagées sur le boulevard Ville-Marie, des intersections sur le boulevard René-Lévesque, la rue Notre-Dame et l'avenue De Lorimier seront créées ou bonifiées par des aménagements physiques ou des adaptations du temps de passage. Ces intersections s'inscriront dans les parcours qui permettront de traverser le quartier à pied.



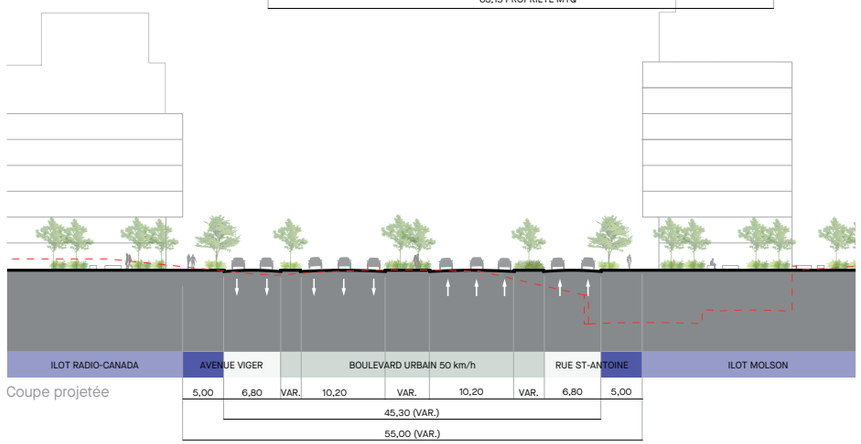
3.5 Différence d'échelle entre les îlots traditionnels des Faubourgs (à gauche) et un méga-îlot tel que celui de Radio-Canada (au centre). À droite, tel que démontré par leur superposition, l'îlot traditionnel présente une opportunité de perméabilisation des méga-îlots du secteur en requalification.



3.6 Trame urbaine projetée



Coupe existante



Coupe projetée



Plan-image projeté

3.7 Proposition de mise à niveau du boulevard Ville-Marie



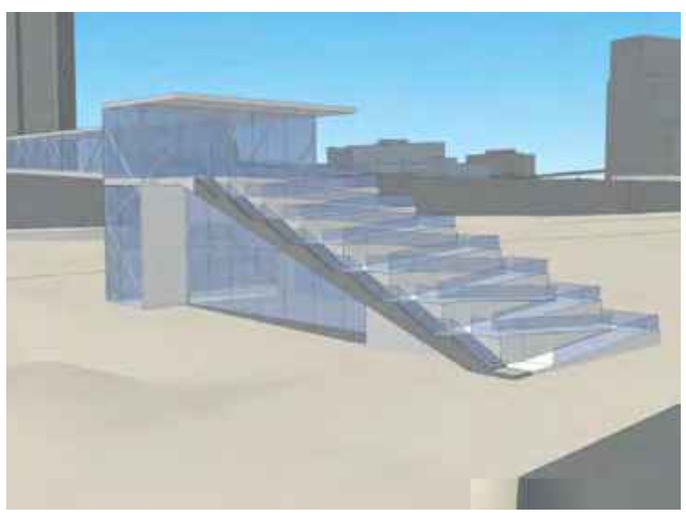
3.8 La rue de la Commune prolongée et la promenade linéaire



3.9 Des parcours piétonniers bonifiés

Dans le but de se rapprocher du fleuve et de pouvoir profiter de sa présence, une passerelle dédiée aux mobilités actives franchira les voies ferrées dans le prolongement de la rue de la Visitation pour accéder aux quais du Vieux-Port.

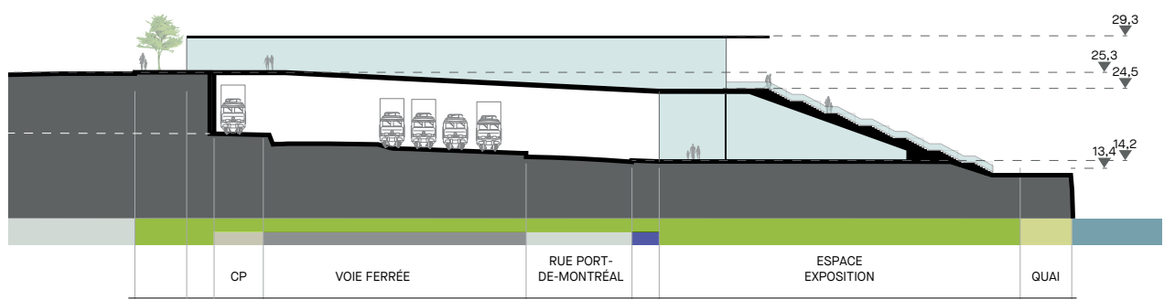
Elle permet de désenclaver le secteur du port de plaisance et de créer une promenade unique plus près du fleuve, car le quai à cet endroit n'a pas été surélevé comme partout ailleurs dans le Vieux-Port.



Modélisation de la passerelle



Propriété du Vieux-Port de Montréal adjacente au fleuve



Coupe longitudinale 1:200

3.10 Faisabilité d'une passerelle vers le fleuve

3.2 Abords du pont Jacques-Cartier

Orientation 7 : Concilier le pont et les milieux de vie

Lorsque le pont Jacques-Cartier est mis en service en 1930, le nombre de véhicules pour toute l'île de Montréal est estimé à 75 000. Aujourd'hui, près de 90 000 véhicules l'empruntent quotidiennement. Les interventions successives en faveur de la fluidité routière ont eu pour effet de supprimer la rue La Fontaine et de cannibaliser ses abords immédiats avec la démolition de plusieurs îlots et finalement, vers 1967, de transformer des tronçons entiers des avenues Papineau et De Lorimier en bretelles autoroutières. Au début des années 2000, la démolition des derniers îlots bâtis entre la tête du pont et la rue Ontario a laissé la place au parc des Faubourgs.

Cependant, le faible nombre d'intersections sur les avenues Papineau et De Lorimier de part et d'autre du parc réduit son accessibilité et a pour effet de reporter en périphérie de celui-ci les cheminements piétons et cyclistes. L'arrivée du pont dans le quartier est devenue une rupture urbaine majeure. Cette situation a également un impact sur les circulations piétonnes et cyclables qui s'effectuent depuis et vers le pont Jacques-Cartier.

Aujourd'hui, le parc et les bretelles autoroutières sont juxtaposés dans un méga-îlot qui marginalise et limite les déplacements actifs. Les intersections de la rue Ontario avec les avenues Papineau et De Lorimier sont d'ailleurs parmi les plus accidentogènes de l'arrondissement.

Il convient donc de disposer d'une vision d'ensemble de ce secteur, afin de répondre à toutes les problématiques :

- Contenir les bretelles autoroutières du pont pour redonner un caractère de rues aux avenues Papineau et De Lorimier ;
- Créer de nouvelles continuités pour les déplacements actifs ;
- Améliorer l'accessibilité du parc des Faubourgs.

Stratégie d'intervention 7.1
Raccourcir les bretelles du pont et décloisonner le parc des Faubourgs

La travée centrale du pont Jacques-Cartier étant de propriété fédérale (Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée, PJCCI) et les bretelles d'accès de propriété municipale, le concept proposé nécessitera donc la conclusion d'une entente entre la Ville et PJCCI.

La proposition consiste à ramener le dispositif actuel des bretelles le plus près de l'axe du pont, afin d'en réduire l'impact sur les avenues Papineau et De Lorimier. Avec cette intervention, de nouvelles intersections peuvent être aménagées à la hauteur des rues Logan et Disraeli.

Enfin, l'ascension vers le pont se fera à partir des avenues et non plus à partir du centre du parc, de manière à dégager celui-ci de la présence d'accès routiers importants. La circulation piétonne et cyclable devient ainsi possible entre le parc des Faubourgs et la rue Logan, facilitant l'accès à la station de métro Papineau et au reste du secteur.



Ambiance de jour aux abords des passages de la tête de pont



Ambiance de soir aux abords des passages de la tête de pont



3.11 Système d'accès actuel, raccourcissement des bretelles et intersections créées ou réaménagées

Stratégie d'intervention 7.2
Redonner un caractère urbain aux avenues Papineau et De Lorimier

Le réaménagement proposé des accès au pont Jacques-Cartier est une opportunité pour redonner aux avenues Papineau et De Lorimier leur rôle d'avenue urbaine avec des intersections à feux permettant les circulations piétonnes et cyclables au niveau du sol, en continuité avec les alentours.

Des intersections avec feux et traverses piétonnes seront ainsi aménagées au niveau des rues Logan et Disraeli.
De même, l'intersection entre l'avenue Papineau et la rue Lafontaine, en avant de l'école Garneau, sera entièrement revue et ramenée à l'échelle du piéton. Comme dans le cas du futur boulevard Ville-Marie, ces nouvelles intersections permettent une plus grande perméabilité pour les cheminements piétons et cyclables avec une distance d'au plus 250 mètres entre les intersections.

La voie réservée pour autobus sur l'avenue Papineau sera prolongée au sud de la rue Sherbrooke. Sur l'avenue De Lorimier, le long du trottoir est, une piste cyclable rejoindra la rue Sherbrooke au nord, avant de retrouver la piste cyclable de la rue Rachel et celle du boulevard René-Lévesque au sud.

Enfin, un ajustement des temps de passage aux différentes intersections – Maisonneuve, Sainte-Catherine, René-Lévesque – pourra être apporté, et ce, avant le réaménagement des accès au pont.

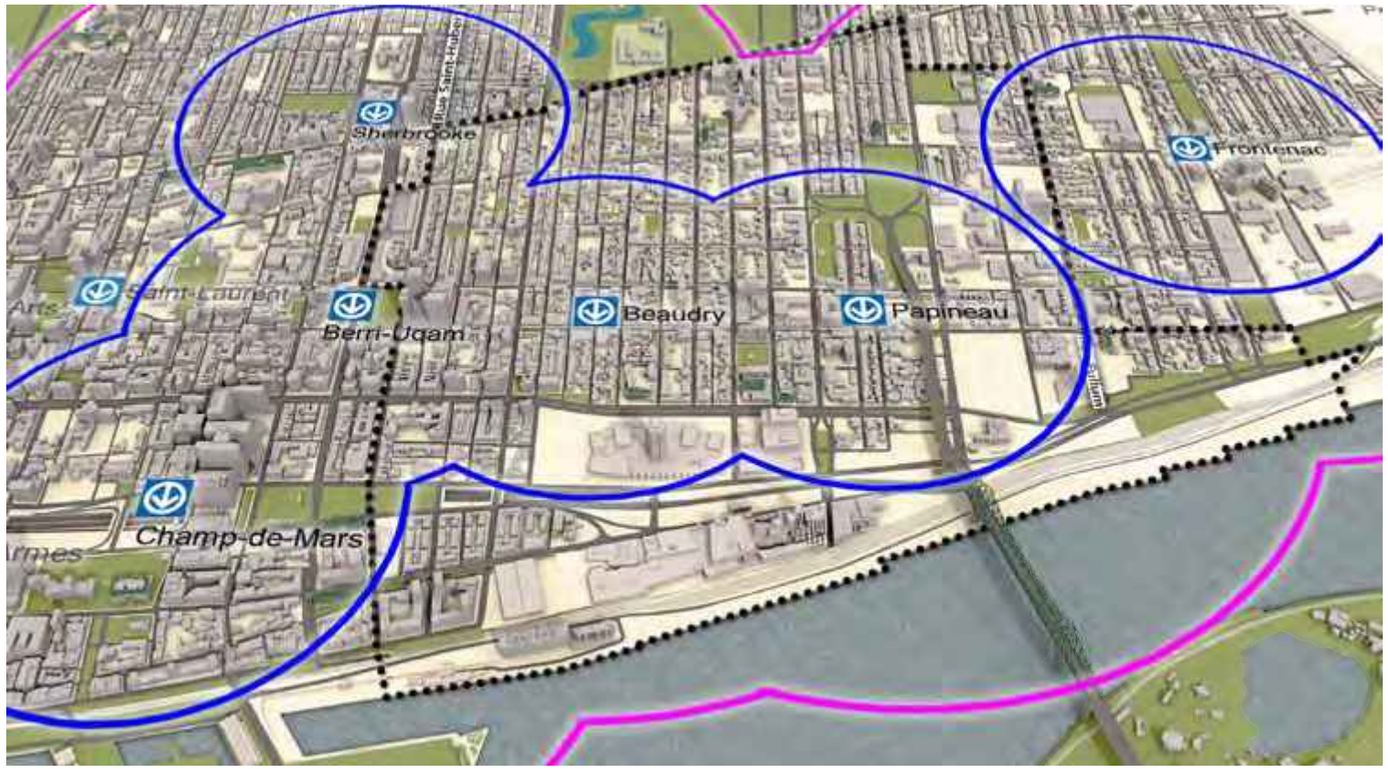


Avenue De Lorimier majoritairement dédiée à l'automobile

3.3 Mobilités actives et collectives

Orientation 8 : Améliorer et compléter les réseaux cyclables et de transport en commun

La présence de trois stations de métro à moins d'un kilomètre et de plusieurs lignes de bus express (410, 430 et 445) assure une desserte en transport collectif à moins de 15 minutes de marche pour l'ensemble du secteur à l'étude. Le site de Molson et le Faubourg Québec demeurent néanmoins éloignés et un relais par des lignes d'autobus sera nécessaire. De plus, le réseau de transport en commun pourra être bonifié pour répondre aux besoins qu'entraînera la présence de quelque 7 500 nouveaux logements, de bureaux, services et autres commerces représentant un potentiel d'au moins 14 000 emplois dans le secteur. Plusieurs pistes cyclables sont en service sur les axes est-ouest, mais font défaut en nord-sud. Le réseau sera donc complété.



3.12 Un secteur doté d'une desserte exceptionnelle en transport collectif

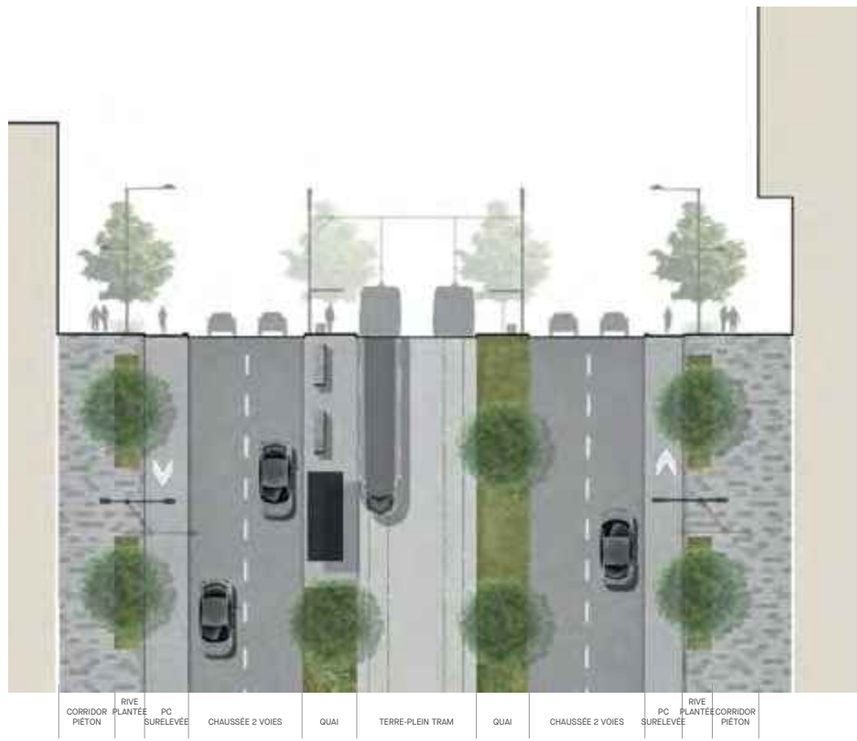
Stratégie d'intervention 8.1
Bonifier la desserte en transport collectif
Les deux infrastructures autoroutières que sont l'autoroute Ville-Marie et le pont Jacques-Cartier entraînent la présence d'un trafic routier très important dans le secteur, notamment un trafic de transit en provenance de l'est de l'île et de la rive sud.

Afin de redistribuer l'espace public au profit des mobilités actives et collectives, les transformations à venir supposent ou anticipent la réalisation de projets de transport collectif comme alternative efficace à l'utilisation de l'auto-solo.

Pour le boulevard Ville-Marie, à l'horizon de sa réalisation, le principe proposé s'appuie sur un report d'une partie du trafic automobile sur le transport collectif par le biais du projet de desserte de l'est de l'île porté par la Ville de Montréal et le MTQ (un bureau de projet est en cours de constitution). Dans cette perspective, le boulevard René-Lévesque, axe structurant de déplacements dans l'arrondissement, pourra accueillir un transport collectif en site propre, afin de relier le sud-est de l'île et le centre-ville par la rue Notre-Dame.

Il viendra ainsi compléter la desserte du centre-ville pour soulager les lignes orange et verte en s'insérant entre elles à l'ouest de la station Berri-UQAM. Il permettra aussi de desservir le futur secteur. En attendant la réalisation de ce transport collectif, les voies réservées existantes seront bonifiées, afin de permettre un accroissement de la fréquence de passage des bus.

Quant aux intersections du boulevard René-Lévesque, elles seront progressivement réaménagées pour améliorer et sécuriser les passages piétons. Ces interventions permettront



3.13 Un transport collectif en site propre sur le boulevard René-Lévesque

de réduire la coupure que représente le boulevard René-Lévesque actuellement.

Le prolongement des rues existantes entre Centre-Sud et le Vieux-Montréal servira aussi de base au déploiement de nouvelles lignes de bus, afin d'assurer une desserte plus fine du secteur, notamment par la rue de la Commune pour rejoindre les stations de métro de la ligne verte au nord ou le pôle de transport Bonaventure à l'ouest.

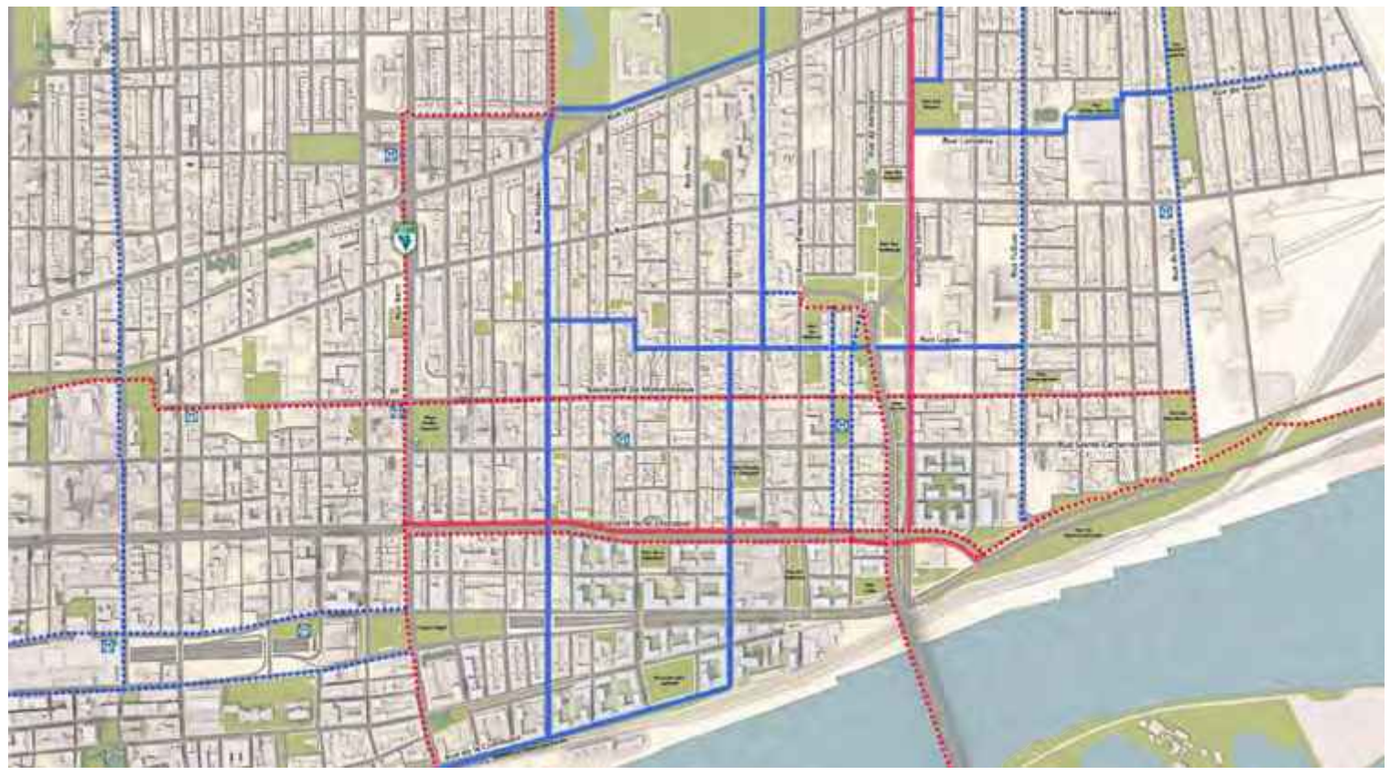
Pour le pont Jacques-Cartier et son débouché dans le quartier, les solutions proposées sont viables avec les conditions actuelles de trafic, mais l'option d'utiliser la voie centrale du pont comme voie réservée au transport collectif aux heures de pointe sera à considérer pour rejoindre l'île et le centre-ville. Cette option, qui devra faire l'objet d'études ultérieures, offrira une alternative efficace supplémentaire pour les liens entre l'île et la rive sud.



3.14 Une desserte en transport collectif optimisée

Stratégie d'intervention 8.2
Aménager de nouvelles pistes cyclables
La reconnexion de la trame de rue permet de nouveaux itinéraires cyclables à l'échelle du territoire du PPU et de l'est de l'arrondissement. L'objectif est de raccorder les itinéraires cyclables existants, notamment dans l'axe nord-sud, et en complément du futur réseau express vélo (REV) prévu sur le boulevard René-Lévesque.

Ainsi, deux nouvelles pistes nord-sud sont proposées, l'une dans l'axe Alexandre-DeSève et Champlain, afin de rejoindre le parc La Fontaine, l'autre dans l'axe de l'avenue De Lorimier afin de relier la piste de la rue Rachel avec celles des boulevards De Maisonneuve et René-Lévesque. Dans l'axe est-ouest, l'opportunité offerte par le prolongement de la rue Logan sous le pont Jacques-Cartier vient compléter la desserte locale du secteur.



3.15 Plan du réseau cyclable proposé



4.
Cadre bâti et forme urbaine

La trame urbaine caractéristique du quartier, avec ses îlots étroits, souvent dénués de ruelles, et son bâti implanté en contiguïté avec un alignement sur rue, constitue une richesse patrimoniale d'exception qui doit être prise en compte dans la planification du territoire, incluant la démarche de requalification du secteur sud.

L'identité du quartier découle en grande partie de la qualité de son cadre bâti existant, et particulièrement celui d'intérêt patrimonial. Au même titre que la végétation et l'aménagement de l'espace public, ce cadre bâti compose le paysage de la rue. Il joue un rôle de premier plan pour assurer l'attrait et l'animation des rues et des parcours piétonniers de la ville.

C'est en ce sens que le PPU privilégie une approche fondée sur la continuité et la mise en valeur des caractéristiques fortes du quartier.

Vue d'ensemble

Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti
Stratégies d'intervention :
9.1 Renforcer les caractéristiques architecturales du bâti existant
9.2 Encourager la préservation et la mise en valeur du patrimoine industriel
9.3 Mettre en valeur le patrimoine bâti à caractère public

Orientation 10 : Assurer une densification équilibrée dans le secteur à requalifier
Stratégie d'intervention :
10.1 Favoriser une densification de moyenne intensité dans le secteur à requalifier

Orientation 11 : Assurer une intégration urbaine et architecturale adaptée
Stratégies d'intervention :
11.1 Favoriser un encadrement spatial harmonieux des rues et des espaces publics
11.2 Moduler les hauteurs et leur intégration architecturale en fonction du contexte
11.3 Préserver les vues d'intérêt et les vues axiales

4.1 Consolidation du tissu urbain

Orientation 9 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti

L'analyse du quartier des Faubourgs révèle un tissu urbain relativement éclectique, qui offre un échantillonnage significatif des différentes étapes de l'urbanisation de Montréal depuis le début du 19e siècle. La trame de rues, l'implantation et l'architecture diversifiée du bâti de faible à moyenne densité, principalement de deux ou trois étages, sont autant de caractéristiques fortes à mettre en valeur dans le quartier. Parmi les premiers faubourgs de Montréal, c'est ce quartier qui a conservé le plus ses caractéristiques populaires et architecturales d'origine.

Le cadre réglementaire existant vise, depuis plusieurs décennies, à maintenir les caractéristiques dominantes du quartier, mais l'approche adoptée à ce jour peut encore être bonifiée.

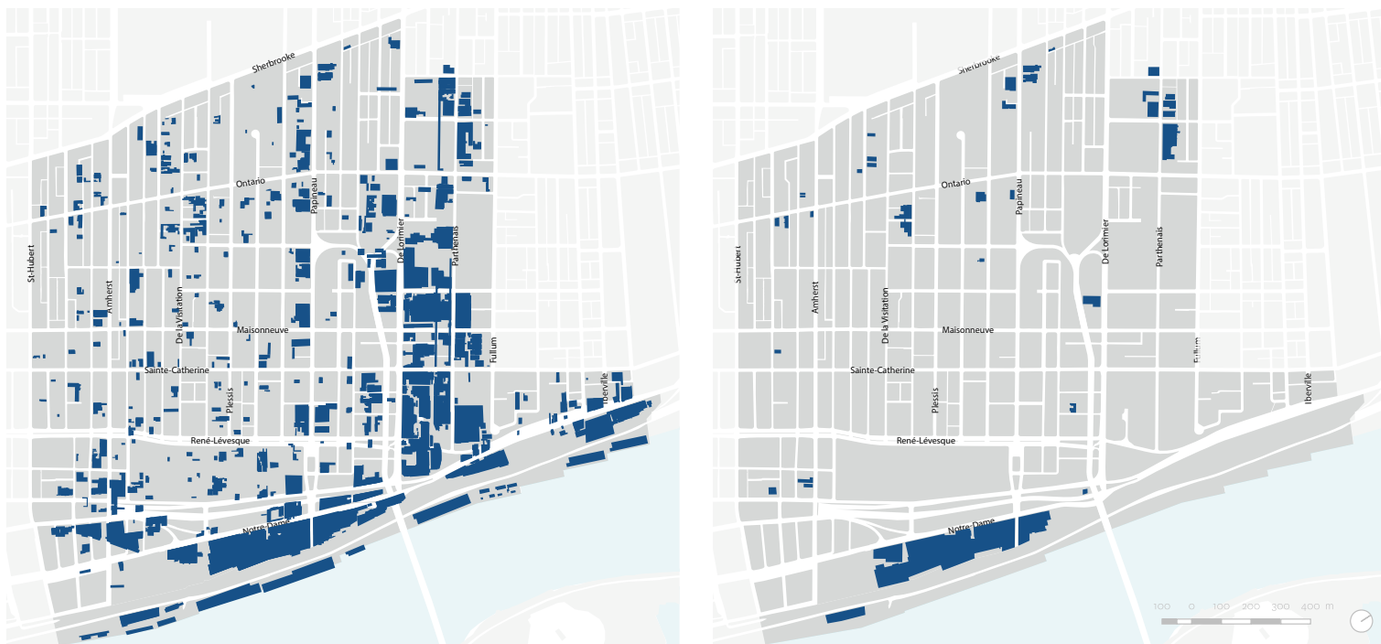
Depuis son origine, le quartier s'est démarqué par la présence d'activités industrielles, entremêlées d'autres fonctions urbaines. En plus de cette présence industrielle à même le tissu urbain habité, certaines parties du territoire n'ont jamais été utilisées à d'autres fins, excluant bien sûr l'agriculture. C'est le cas d'une partie du secteur à requalifier, comme le méga-îlot des Portes Sainte-Marie, ou encore certains terrains de la brasserie Molson, au sud de la rue Notre-Dame.

Le caractère industriel du quartier suit à peu près le même parcours historique que celui du faubourg des Récollets et des abords du canal de Lachine, considérés comme étant le berceau de l'industrialisation canadienne.

Le bâti du quartier se démarque donc par la richesse exceptionnelle de son patrimoine industriel, qui présente par ailleurs

Empreinte du bâti industriel à travers les époques

Bâti industriel toujours présent



4.1 Évolution de la présence industrielle dans le secteur des Faubourgs

de nombreux signes de vulnérabilité. De la même façon, on retrouve plusieurs ensembles bâtis institutionnels d'intérêt, qui requièrent également une attention spéciale en raison de leur vocation future aussi incertaine que celle des ensembles industriels.

À ce jour, plusieurs reconversions exemplaires ont été effectuées, souvent portées par la communauté, comme l'ancienne maison des Sœurs de la Providence (Espace Fullum), l'église Sainte-Brigide-de-Kildare (Centre communautaire Sainte-Brigide), le bain Généreux (Écomusée du Fier Monde), l'usine Raymond (Usine C), ou encore l'usine Grover.

Considérant la grande vulnérabilité de plusieurs édifices marquants du territoire, des mesures particulières sont proposées afin de favoriser leur réutilisation et leur mise en valeur.

Stratégie d'intervention 9.1
Renforcer les caractéristiques architecturales existantes
Le territoire des Faubourgs est découpé en unités de paysage qui permettent de détailler les caractéristiques architecturales et urbaines dominantes de chaque secteur. Ces caractéristiques concernent généralement l'implantation et la volumétrie des bâtiments, les types de couronnement, les proportions d'ouvertures et leur rythme, les matériaux de revêtement pour les façades et les toitures apparentes.

Ces dispositions servent de guide lors de l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale. Une telle procédure d'approbation de projet vise à assurer une architecture et des aménagements de qualité qui s'intègrent adéquatement à leur milieu.



4.2 Bâti d'intérêt patrimonial

Dans l'optique de pérenniser les éléments les plus significatifs du milieu, une caractérisation typomorphologique du territoire des Faubourgs a été réalisée. Cette démarche a pour but d'enrichir les dispositions existantes du règlement d'urbanisme de l'arrondissement relativement à l'implantation et l'intégration architecturale d'un bâtiment (unités de paysage). Elle permettra d'améliorer l'encadrement des projets de transformation et l'insertion des nouvelles constructions.

De plus, une analyse des hauteurs et des densités du territoire des Faubourgs a été réalisée en vue d'assurer leur adéquation avec le bâti existant. Ainsi, sur la partie est du parc des Faubourgs, aux abords de la rue Dorion au sud du boulevard René-Lévesque et sur le site historique de la prison du Pied-du-Courant, les dispositions de hauteur et de densité sont revues à la baisse afin de favoriser la conservation du patrimoine bâti modeste existant. Un rabaissement est également prévu sur la rue Sainte-Catherine à l'est de l'avenue De Lorimier afin d'assurer l'intégration du nouveau bâti avec le tissu urbain existant (voir illustration 4.15).



Bâtiments d'intérêt patrimonial





Stratégie d'intervention 9.2
Encourager la préservation et la mise en valeur du patrimoine industriel du quartier

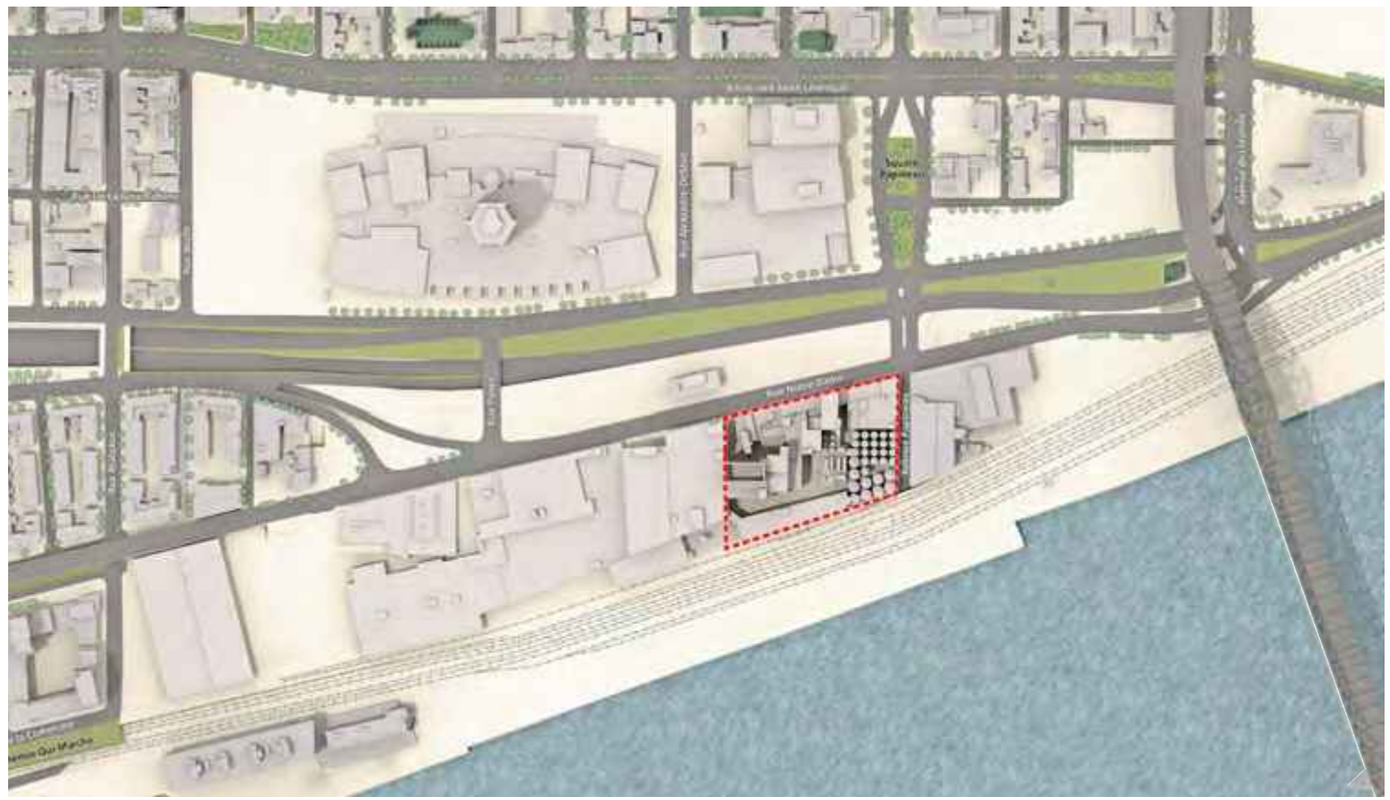
Un grand nombre de bâtiments industriels ont été démolis au cours du 20e siècle (voir illustration 4.1). Parmi les édifices qui ont subsisté, plusieurs ont fait l'objet de reconversion à des fins résidentielles, commerciales ou communautaires. Actuellement, deux sites industriels d'intérêt, celui de la brasserie Molson et celui de l'ancienne savonnerie Barsalou, requièrent un encadrement particulier pour favoriser leur mise en valeur.

Brasserie Molson Coors

Fondée en 1786 sur le site actuel, la brasserie Molson est la doyenne des brasseries d'Amérique du Nord et la plus ancienne société canadienne toujours en activité sur son site d'origine, toutes productions confondues.

Considérant sa longévité et sa contribution au paysage urbain, la brasserie Molson est sans doute le témoin le plus significatif du patrimoine industriel de Montréal. Sa présence emblématique au premier plan du panorama du centre-ville, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, en fait un point de repère majeur marquant l'entrée de ville.

L'approche préconisée pour la requalification du site de Molson Coors vise la reconversion et l'intégration de l'îlot des Voltigeurs. Cet ensemble bâti, situé entre l'ancienne rue des Voltigeurs, l'avenue Papineau, la rue Notre-Dame et les voies ferrées, est considéré comme étant le site fondateur de la brasserie. Il comprend les bâtiments les plus anciens ou les plus emblématiques. L'ensemble se démarque par une architecture singulière qui découle des besoins de production en constante évolution, avec pour résultat une forme d'une

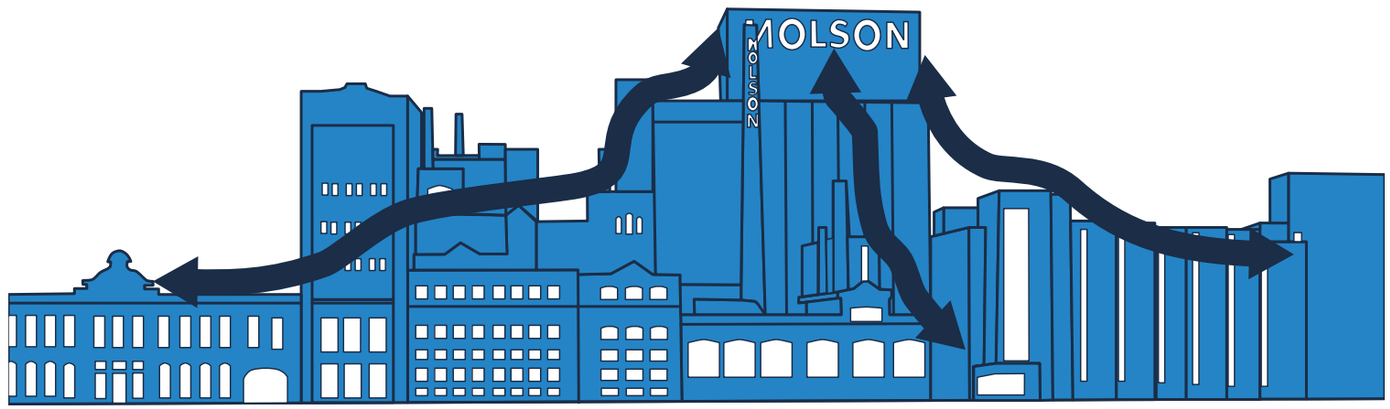


4.3 L'îlot des Voltigeurs, noyau historique du site de la brasserie Molson

grande complexité. On y observe également la persistance d'axes de composition ou de fragments de bâtiments réemployés dans les constructions plus récentes. La façade continue sur la rue Notre-Dame affiche stabilité, durabilité et ordre avec ses bâtiments classiques en pierre grise et témoigne de l'implantation à l'alignement qui prévalait autrefois des deux côtés de la rue, depuis les fortifications jusqu'au pont Jacques-Cartier. La façade sur le fleuve présente une volumétrie bigarrée, généralement en brique rouge, qui se déploie autour d'un point culminant central.

Plusieurs principes de design urbain se dégagent de l'évolution historique du site et peuvent orienter la requalification à venir.

Il s'agit tout d'abord de préserver la volumétrie complexe de l'ensemble de l'îlot des Voltigeurs. Celle-ci repose à la fois sur un effet de cascade autour d'un point culminant et sur les ajouts successifs de volumes de formes différentes. La prédominance historique de la tour qui accueille la structure de l'enseigne Molson doit être maintenue dans la silhouette urbaine du quartier et du front fluvial, et ce malgré la densification du bâti environnant. Cela comprend à la fois sa hauteur culminante et l'implantation, légèrement de biais par rapport à la rue Notre-Dame.



4.4 Silhouette bâtie du complexe industriel Molson

En plus des édifices eux-mêmes, l'intérêt du complexe découle aussi de son implantation sur rue et autour d'une succession de cours intérieures formant un U existant depuis plus de 200 ans. Ce parcours comprend la porte cochère ouvrant sur l'axe de circulation privé en direction du fleuve, l'ancien tracé de la rue des Voltigeurs (utilisé actuellement comme une voie d'accès) et l'axe de l'ancienne terrasse Molson qui relie les premiers tracés.

Pour assurer la mise en œuvre de ces principes, un mécanisme de hauteur conditionnelle est tout d'abord mis en place. Ainsi, afin que l'actuelle tour la plus élevée du complexe demeure le point culminant parmi les nouvelles constructions du secteur, elle pourra être exhaussée à une hauteur supérieure à la hauteur autorisée dans le secteur par le Plan d'urbanisme (soit 65 m) et atteindre jusqu'à 100 m. Cette autorisation sera conditionnelle et proportionnelle à la conservation des volumes d'intérêt patrimonial de l'îlot. La superficie de plancher des bâtiments patrimoniaux existants qui sera conservée et intégrée à un projet pourra être comptabilisée dans le calcul de la hauteur du bâtiment repère. Le bâti situé à l'emplacement du point de repère bâti dominant devra être conservé le plus possible et intégré à la nouvelle construction.

La densité du site peut ainsi être répartie entre les volumes conservés, une nouvelle construction le long de l'avenue Papineau et le bâtiment repère. Cette répartition permet aussi de préserver les cours intérieures.

À noter que la hauteur conditionnelle prévue dans l'îlot des Voltigeurs permet l'atteinte d'une hauteur de construction qui demeure toutefois inférieure à celle de la tour de Radio-Canada ainsi qu'à celle de la superstructure du pont Jacques-Cartier.

Les nouvelles constructions devront s'intégrer à l'ensemble par leur matérialité, en favorisant une unité chromatique avec la brique d'argile rouge typique du site et l'addition de volumes reprenant le principe de cascade. Enfin, pour assurer une animation des passages à l'intérieur de l'îlot, les activités commerciales ou communautaires sont favorisées au rez-de-chaussée.



4.5 Grands principes de design urbain pour l'îlot des Voltigeurs

Ancienne savonnerie Barsalou

L'ancienne savonnerie Barsalou est implantée en bordure de l'avenue De Lorimier, dans le prolongement de la rue Logan. L'édifice de brique rouge a été construit en 1910 selon les plans de l'architecte Eugène Payette, peu avant la planification du pont Jacques-Cartier. Lors de cette planification, le tracé initial du pont impliquait l'acquisition et la démolition de la savonnerie, ce qui a été décliné par Hector Barsalou. Le tracé définitif contourne ainsi l'usine, ce qui explique la courbe à l'arrivée au sol du pont.

La savonnerie cessera pourtant ses activités à peine une décennie après la construction du pont, et c'est le fabricant de produits alimentaires et pharmaceutiques Familex qui prendra la relève jusqu'en 1974. Aujourd'hui, l'édifice est occupé par des bureaux de style loft, des studios de production et d'autres activités liées au multimédia.

De par son emplacement et son implantation isolée, l'immeuble de l'ancienne savonnerie Barsalou affiche une visibilité exceptionnelle dans l'entrée de ville du pont Jacques-Cartier, mais aussi dans le quartier, dans l'axe de l'avenue De Lorimier notamment. Cette localisation privilégiée fait également en sorte que le bâtiment est utilisé comme support pour des enseignes publicitaires de grande dimension. Ces enseignes, qui bénéficient de droits acquis, bloquent les vues sur le quartier depuis le pont en plus d'altérer l'intégrité architecturale du bâtiment.



4.6 Site de l'ancienne savonnerie Barsalou

Dans le cadre du projet de décloisonnement du parc des Faubourgs et de la mise en valeur du paysage aux abords de la tête du pont Jacques-Cartier prévu dans le présent PPU, le prolongement de l'axe de la rue Logan vers la rue Dorion longe la façade nord de l'ancienne usine. Cette nouvelle rue permettra de révéler la façade nord de l'édifice industriel, qui profitera par ailleurs d'une visibilité accrue pour les piétons grâce au réaménagement des abords de la tête de pont.

Les deux ailes du bâtiment bordant les voies publiques – De Lorimier et la future rue Logan – sont à conserver et leurs caractéristiques architecturales à mettre en valeur, incluant la cheminée.

Pour assurer la mise en œuvre de ces principes, l'approche préconisée consiste à modifier la limite maximale de hauteur sur le site, actuellement de 25 m. Ainsi, en vue de reconnaître le bâti existant d'intérêt patrimonial, la hauteur maximale pour cet emplacement est abaissée dans le Plan d'urbanisme à 16 m – soit la hauteur actuelle des bâtiments. En parallèle, la hauteur maximale du Plan d'urbanisme passe à 35 m pour la partie de terrain au sud du bâti existant d'intérêt patrimonial. Une nouvelle construction sur le site pourrait dès lors être intégrée tout en respectant la percée visuelle vers le pont dans l'axe de l'avenue De Lorimier.

Les principes de design urbain définis pour le site pourront également être pris en compte dans le cadre de la négociation d'un accord de développement qui permettrait le retrait des panneaux-réclames et l'aménagement d'une rue sur la propriété dans l'axe de la rue Logan.



4.7 Grands principes de design urbain pour le site de l'ancienne savonnerie Barsalou

Grands principes de design urbain pour le site Barsalou

- Bâtiments d'intérêt à conserver et à mettre en valeur
- Emplacement pouvant recevoir une construction d'une hauteur de 35 m
- Prolongement de la rue Logan

Ville-Marie Montréal

Stratégie d'intervention 9.3
Mettre en valeur le patrimoine bâti à caractère public
Le territoire du PPU compte d'autres bâtiments désaffectés d'intérêt patrimonial, mais de propriété publique : la station de pompage Craig et le tunnel Beaudry, ainsi que l'hôpital de la Miséricorde (propriété du gouvernement du Québec). Ces bâtiments requièrent d'importants investissements aux fins de leur préservation et de leur changement de vocation.

Station de pompage Craig
Construite en 1887, la station de pompage Craig est un témoin exceptionnel de l'histoire du quartier et de la gestion du réseau d'aqueduc et d'égouts de la Ville de Montréal. Il s'agit également d'une des plus anciennes stations de pompage du genre en Amérique du Nord.

Le soin apporté à sa composition architecturale, avec des façades en pierres marquées d'un bas-relief représentant les armoiries de la Ville, d'une corniche, d'un fronton, de fenêtres encadrées de fonte ornementale, le tout couronné d'un toit à deux versants traversé en diagonale par une immense cheminée de briques, confère à cette station un caractère institutionnel exceptionnel. Bien qu'elle soit inoccupée, voire pratiquement abandonnée depuis plus de trente ans, elle conserve encore toutes ses composantes d'origine.

Mise hors service en 1987, elle demeure le seul bâtiment dans ce secteur, avec la prison des Patriotes-au-Pied-du-Courant, à avoir survécu aux démolitions liées à la construction du pont Jacques-Cartier, à la rénovation urbaine des années 60 et 70 et enfin au prolongement de l'autoroute Ville-Marie. Elle se trouve aujourd'hui isolée du reste du quartier sur un terre-plein central, entre l'avenue Viger et la rue Notre-Dame.

Le concept d'aménagement proposé pour le nouveau boulevard Ville-Marie, avec le déplacement de toutes les voies de circulation au sud de la station de pompage, permet enfin de décloisonner l'édifice et de rétablir un lien piétonnier avec le reste du quartier. La création d'un parc adjacent, au nord de la station, contribue également à sa mise en valeur.



La station de pompage Craig en 1921

Considérant que le désenclavement de la station Craig ne se fera qu'à moyen terme, et que l'édifice requiert une intervention immédiate, il est proposé d'effectuer dès 2020 des travaux de sécurisation d'urgence, et de mettre en place une structure de protection du bâtiment.

En parallèle, un processus participatif visant à définir l'occupation permanente sera mis en place. La nouvelle vocation devra permettre la mise en valeur du patrimoine immobilier (la station, les pompes) et immatériel (le savoir-faire lié à la gestion urbaine de l'eau). La nouvelle configuration des abords de la station rendra le bâtiment plus attrayant pour tout type d'occupation. Elle permettra également un potentiel d'agrandissement le long du boulevard.



4.8 Désenclavement proposé de la station de pompage actuellement isolée sur un terre-plein

Hôpital de la Miséricorde

L'ancien Hôpital de la Miséricorde (ancien CHSLD Jacques-Viger), propriété du gouvernement du Québec, est inoccupé depuis 2013. Le bâtiment avait alors été évacué pour des raisons de sécurité, les conditions structurales de plusieurs pavillons étant mauvaises. Construit entre 1876 et 1947, le lieu a connu des réaménagements successifs et un usage intensif comme établissement de santé. Aucuns travaux n'ont été réalisés depuis la fermeture, outre des interventions de sécurisation temporaire, notamment dans la chapelle.

La Ville de Montréal procède, depuis le printemps 2019, à une vaste étude de potentiel pour la reconversion du site et son acquisition potentielle. Cette étude comprend un audit du bâtiment, un examen de la contamination des sols, un énoncé d'intérêt patrimonial, une évaluation du potentiel archéologique ainsi que des analyses financières. L'objectif consiste à définir les nouvelles vocations possibles et une stratégie de mise en œuvre, incluant l'acquisition par la Ville.





Ancien Hôpital de la Miséricorde à la fin du 19e siècle et aujourd'hui



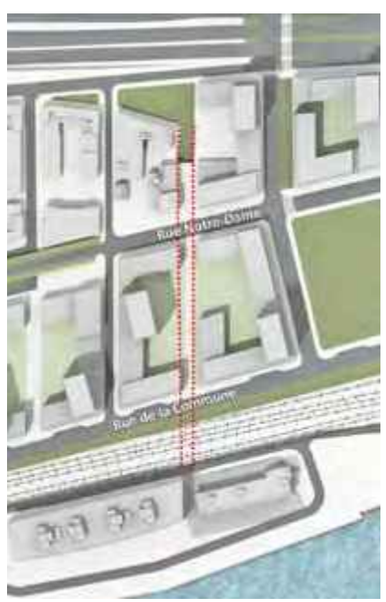
4.9 Années de construction des différents pavillons de l'Hôpital de la Miséricorde

Tunnel Beaudry

À la fin du 19e siècle, avec l'arrivée du chemin de fer dans le port et la construction de la gare Dalhousie, le faubourg se trouve isolé du fleuve, et un lien s'impose notamment afin de relier le port au reste du quartier. La topographie aidant, un tunnel est construit en 1895 dans l'axe de la rue Beaudry, entre la rue Craig et la rue du Port. Il est constitué d'une voûte de briques et de pierres, et comprend un trottoir et deux voies de circulation. Avec le déclin des activités industrielles du port, le tunnel est peu à peu abandonné et sera définitivement fermé dans les années 70. Aujourd'hui, l'accès sud est muré par un stationnement étagé, et l'état général de l'ouvrage est jugé critique.

Dans le cadre de la requalification urbaine du site de la brasserie Molson Coors, il est recommandé de maintenir, dans l'axe des anciennes rues du quartier, des passages piétonniers non construits. Le tunnel étant situé dans l'axe de l'ancienne rue Beaudry, cette zone de non-construction hors sol permet d'envisager la sauvegarde d'une partie de l'ouvrage. De nombreux précédents existent où d'anciens tunnels ont été reconvertis pour des usages de type musée ou d'interprétation. Une telle reconversion pourrait également viser un objectif commercial ou de loisir. Avec ses grandes qualités structurales et architecturales, le tunnel Beaudry recèle un grand potentiel qui gagnerait à être exploité.





4.10 Emplacement du tunnel Beaudry et son contexte (autour des années 1940 et projeté)



Entrée du tunnel en 2019

4.2 Densification urbaine

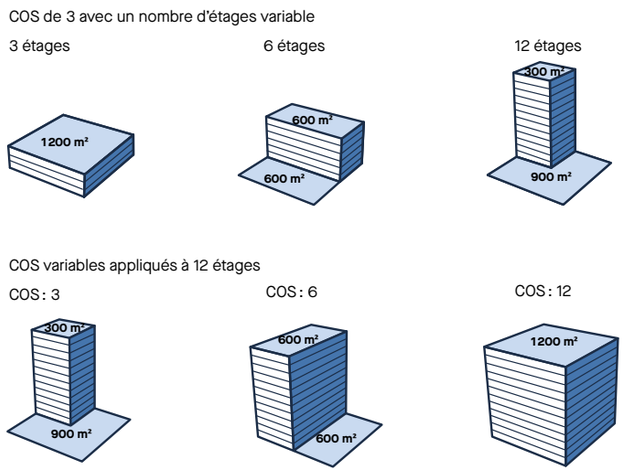
Orientation 10 : Assurer une densification équilibrée dans le secteur à requalifier

La densification proposée pour les secteurs à requalifier est fondée sur des principes de développement durable, d'intégration urbaine et architecturale et de milieu de vie complet. En somme, l'objectif consiste à créer un nouveau milieu de vie doté d'une densité de construction moyenne pouvant s'intégrer harmonieusement au contexte existant tout en accueillant une masse critique de résidents et d'usagers pour justifier une desserte complète de commerces et de services.

Les principes d'intégration architecturale et urbaine proposés sont la clé pour que cette densification puisse contribuer à améliorer la qualité du milieu de vie existant, et participer au décloisonnement réel du quartier ainsi qu'à sa reconnexion avec le Vieux-Montréal et le fleuve.

Dans la réglementation d'urbanisme, la densité de construction est exprimée par un coefficient d'occupation du sol (COS) indiquant la superficie de plancher de bâtiment pouvant être construite sur un terrain.

Une même densité (COS) peut donner une forme urbaine différente selon les autres dispositions comme la hauteur, l'alignement sur rue ou l'implantation au sol. Bien plus que la hauteur ou le taux d'implantation, le COS a un grand impact sur la valeur marchande d'un terrain tout comme sur le milieu (ensoleillement, trafic routier, etc.).



4.11 Variation de la volumétrie en fonction de la hauteur ou de la densité (COS)

Stratégie d'intervention 10.1
Favoriser une densification de moyenne intensité dans le secteur à requalifier

De façon générale, dans le Plan d'urbanisme on trouve quatre catégories de densité de construction, soit :

- COS de 2 à 4 (faible) ;
- COS de 6 (moyenne) ;
- COS de 9 (forte) ;
- COS de 12 (très forte, normalement réservée au cœur du centre-ville).

Dans le territoire du PPU, la densité actuellement permise est généralement de 3, avec certaines parties à 4 comme en bordure des rues Sainte-Catherine et Ontario, ainsi que des sous-secteurs à 6 comme dans la Cité des ondes ou aux abords de certaines stations de métro (Berri-UQAM, Papineau, Frontenac). Le Vieux-Montréal, les faubourgs des Récollets et Saint-Laurent sont généralement affectés d'un COS de 6 qui reflète la nature du bâti existant.

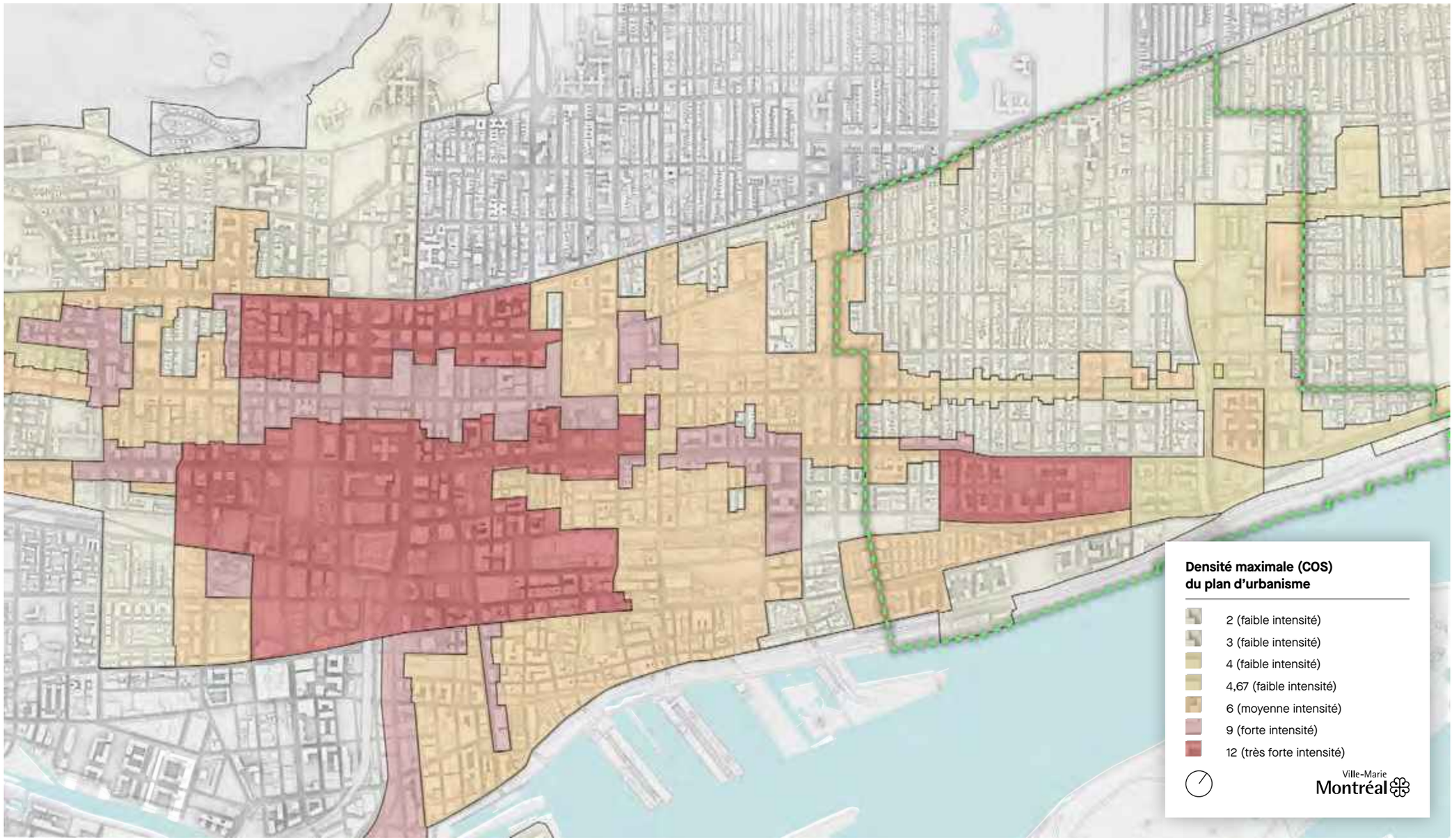
Le concept d'aménagement proposé pour le secteur sud à requalifier est fondé sur le parti d'un COS maximal moyen de 6, à l'exception de certaines parties à 3 ou 4, comme en bordure de la rue Sainte-Catherine, à l'est de l'avenue De Lorimier. Un secteur est à 7 pour tenir compte de la spécificité de l'ancienne maison de Radio-Canada qui comprend des sous-sols pouvant être reconvertis pour accueillir des activités. Cette densité moyenne semble la plus appropriée pour s'harmoniser au quartier existant tout en assurant une masse critique de nouveaux résidents et de lieux d'emplois.

Également, la tête de l'îlot Voyageur, située en face de la place Émilie-Gamelin, est dotée d'un COS maximal de 7 afin de permettre la construction d'un édifice multifonctionnel à l'échelle du cadre bâti existant de part et d'autre de cette même place publique, soit le pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM à l'ouest et la Place Dupuis à l'est. Initialement, le projet de l'îlot Voyageur s'étendait jusqu'à la rue Ontario, mais depuis que le site a été scindé en deux, la partie située au sud de la gare d'autobus comprend une superficie de terrain qui limite le potentiel immobilier de cette tête d'îlot structurante.

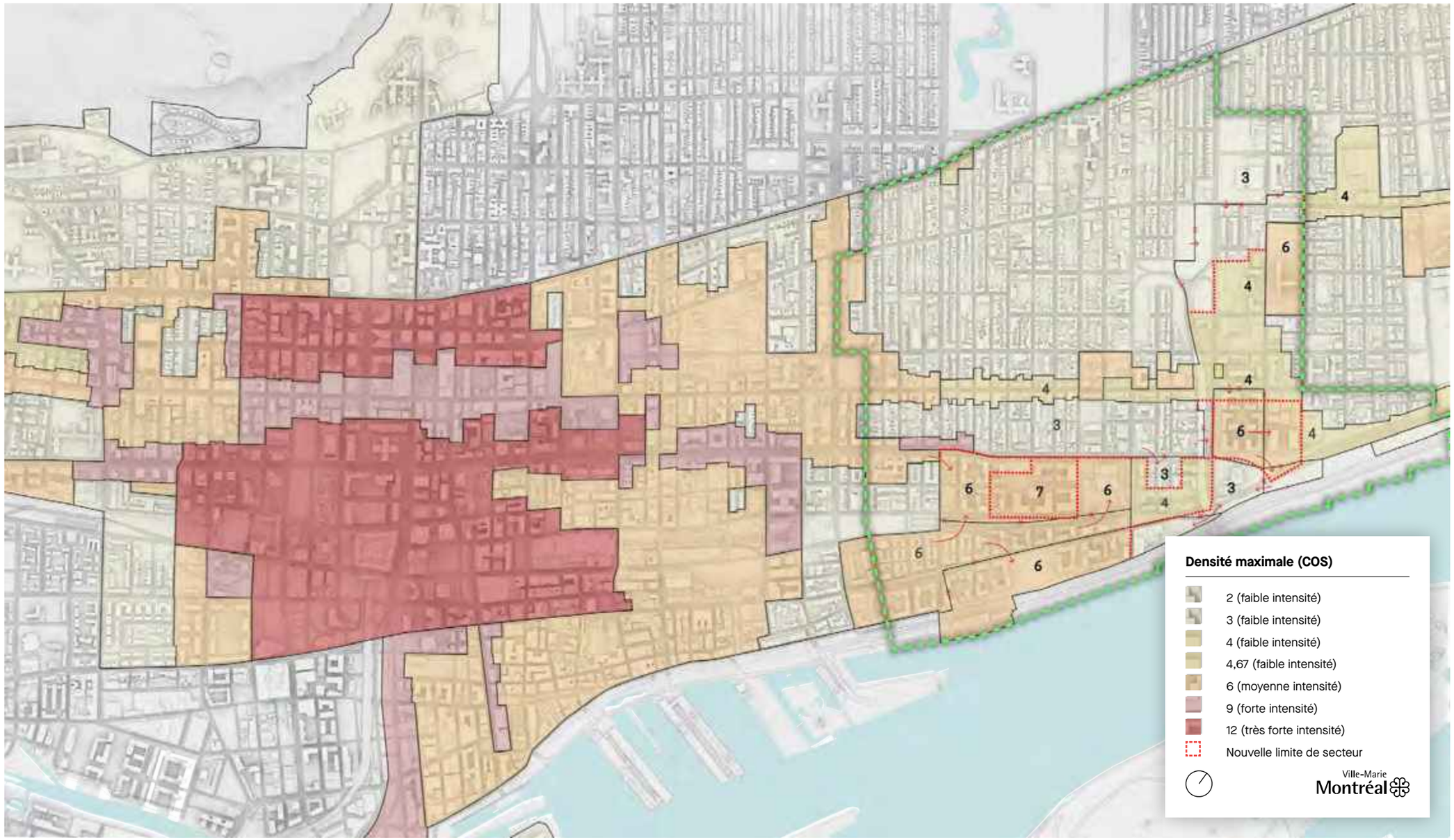
La requalification urbaine proposée fait appel à une échelle de construction qui s'apparente davantage à celle du Vieux-Montréal et des faubourgs des Récollets et Saint-Laurent qu'à celle du quartier Centre-Sud, constitué d'un bâti en bois et en briques de deux ou trois étages.



Vision pour le secteur en requalification : consolider le territoire, pérenniser l'identité sociale, patrimoniale et architecturale du quartier, et favoriser un milieu de vie agréable, durable et respectueux de l'environnement.



4.12 Contexte des densités maximales actuelles du Plan d'urbanisme



4.13 Contexte des densités maximales proposées

4.3 Principes et balises de la densification

Orientation 11 : Assurer une intégration urbaine et architecturale adaptée

L'espace public de qualité a toujours été au cœur de l'image et de l'attrait des villes. Qu'il s'agisse d'une place, d'un boulevard, d'une avenue ou d'une simple rue, la richesse de cet espace public découle aussi des qualités du bâti qui le borde. En conséquence, la relation du bâti avec la rue est retenue comme étant une condition déterminante du présent projet de requalification urbaine.

Cette relation à la rue dépend des grands principes suivants :

- Alignements et hauteurs sur rue cohérentes, notamment en regard du bâti situé de part et d'autre d'une même rue ;
- Maximisation des accès piétonniers aux rez-de-chaussée et des ouvertures en façade ;
- Contrôle des impacts microclimatiques pour les constructions hauteur ;
- Continuité architecturale entre les générations du bâti, et cohérence d'ensemble ;
- Implantation respectueuse des vues à protéger vers les points de repère significatifs du quartier, dont les flèches de la superstructure du pont Jacques-Cartier, la tour de Radio-Canada, la Biosphère, la silhouette du centre-ville, le fleuve et le mont Royal.

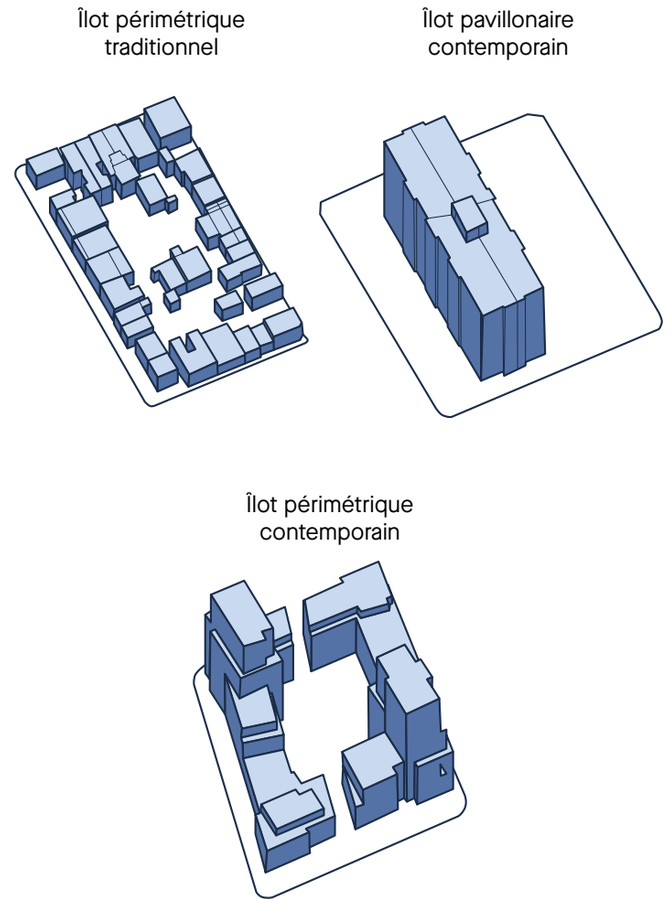
Stratégie d'intervention 11.1
Favoriser un cadre bâti en relation stimulante avec la rue et les espaces publics

L'approche préconisée par le PPU pour baliser la densification proposée est fondée sur l'objectif de créer des rues d'ambiance de qualité, dans la continuité des rues existantes du quartier. Le traitement du rez-de-chaussée des immeubles bordant une rue a un impact aussi déterminant que l'aménagement de la rue elle-même.

L'îlot traditionnel a une implantation périmétrique, ce qui facilite l'encadrement de la rue, à l'opposé d'un îlot déstructuré avec un bâti pavillonnaire sans relation avec la rue. Par conséquent, l'implantation périmétrique contemporaine du cadre bâti dans le secteur en requalification permet d'entretenir cet encadrement tout en favorisant la multiplication des accès directs à la rue.

Par ailleurs, la multiplication des accès à un bâtiment depuis la voie publique engendre une interaction continue des constructions avec la rue. À l'opposé, l'absence de tels accès diminue l'interaction et l'animation de la rue s'en trouve réduite.

Dans le cas des édifices résidentiels, un accès individuel sur rue (ou passage public) est ainsi privilégié pour un logement situé au rez-de-chaussée. De même, si l'édifice résidentiel est implanté sans marge de recul par rapport à la rue ou à un passage public, les fenêtres du niveau le plus bas doivent tendre à être situées à au moins 1, 2 m du niveau du sol, afin d'éviter les logements en demi sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir.



4.14 Types d'implantation du bâti



4.15 L'îlot faubourien typique offre plusieurs accès directs à partir de la rue contrairement à un îlot contemporain

Dans le cas des édifices ayant une fonction commerciale ou de bureau, la relation à la rue dépendra également du nombre d'accès piétonniers et des activités du rez-de-chaussée. L'objectif d'animer le domaine public sera une condition de base pour l'autorisation et l'approbation des projets de construction ou de transformation.

Enfin, les hauteurs de construction doivent être établies de façon cohérente, en respectant l'échelle du bâti situé de part et d'autre de la rue. De même, la majorité des nouvelles rues étant le prolongement de rues existantes, l'apparence des nouveaux bâtiments pourrait reprendre certaines caractéristiques du bâti environnant. Le traitement architectural des nouvelles façades devrait contribuer à définir une identité cohérente à l'échelle des rues ou encore des noyaux de quartier.

Stratégie d'intervention 11.2
Moduler les hauteurs et leur intégration architecturale en fonction du contexte
Le PPU propose une définition de la forme urbaine pour le secteur en requalification à travers de nouvelles limites de hauteur et des critères d'intégration architecturale spécifiques pour les bâtiments d'une hauteur supérieure à 30 m.

Cette forme urbaine s'inscrit dans le paysage des abords du Vieux-Montréal : faubourg des Récollets et faubourg Saint-Laurent. Elle prend en considération l'échelle de l'espace public (largeur des rues et dégagements) ainsi que la silhouette du front fluvial. Elle est également définie par les objectifs d'ouverture des vues et d'ensoleillement de l'espace public.

Les nouvelles constructions du secteur comprenant un volume d'une hauteur supérieure à 30 m doivent respecter des normes et des critères spécifiques d'intégration architecturale prévus pour les constructions en hauteur dans le règlement d'urbanisme, relatifs notamment à l'ensoleillement de l'espace public, aux percées visuelles vers le mont Royal et aux impacts éoliens au sol.

Cependant, considérant le contexte particulier du secteur à l'est de la rue Atateken, des conditions et critères additionnels sont appliqués pour ces constructions. Ces balises visent à assurer que la densité retenue soit utilisée de façon respectueuse pour le quartier et le domaine public environnants, à permettre des dégagements visuels en direction du fleuve et à contribuer à la qualité du paysage urbain.

De plus, s'agissant de la construction d'un vaste secteur où des sections de rues seront entièrement neuves, la recherche d'une variété et d'une originalité de l'expression architecturale devra être encouragée, à l'intérieur de paramètres – alignement, hauteur sur rue, etc. – qui assureront une lisibilité et une identité d'ensemble.

<u>Le front fluvial</u>
Le nouveau front fluvial s'inscrira dans la continuité du Faubourg Québec et du Vieux-Montréal où le bâti de la rue de la Commune est caractérisé par la compacité et l'unité (implantation contiguë, sans marge de recul, d'une hauteur sur rue variant en moyenne entre 15 et 30 m).

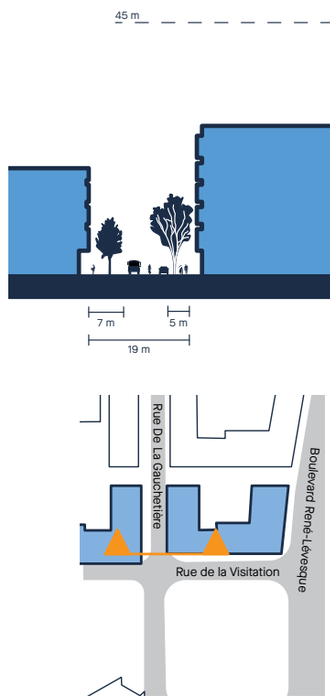
Afin de permettre l'aménagement de cours intérieures végétalisées et d'offrir un cadre bâti aéré, les paramètres du Plan d'urbanisme permettent l'atteinte d'une hauteur de 65 m en bordure de la rue de la Commune et de la rue Notre-Dame.

Toutefois, pour assurer l'ouverture visuelle depuis la rue vers le fleuve, la partie du bâtiment située au-dessus de 30 m, c'est-à-dire la partie surplombant le basilaire, devra présenter une silhouette élancée. Sauf exception, une superficie de plancher par étage d'au plus 650 m^2, incluant les balcons, devra être imposée pour ces volumes.

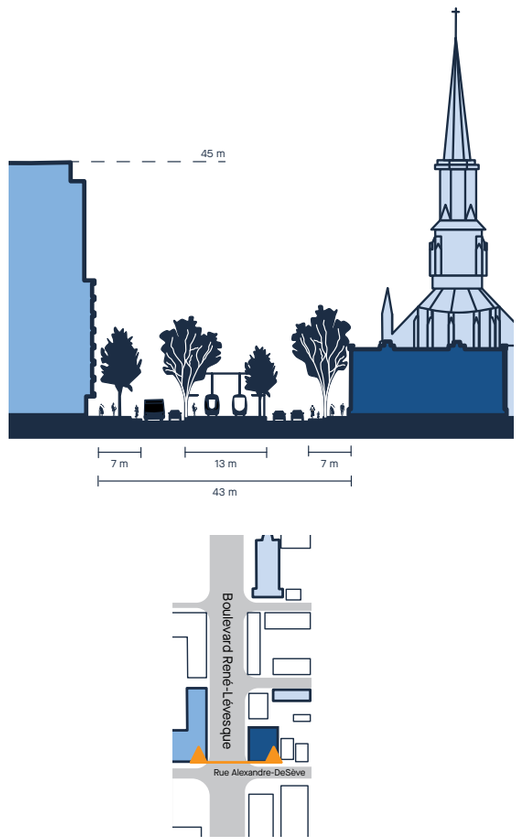
À l'est du pont, le nouveau bâti le long du boulevard René-Lévesque et de la rue Notre-Dame constituera la poursuite du front fluvial, avec des façades aussi soignées que le long de la rue de la Commune. Les hauteurs pourront atteindre 65 m, de manière à favoriser des volumes plus fins, dégageant la vue vers le fleuve et le pont, et des espaces libres au sol.

Les boulevards

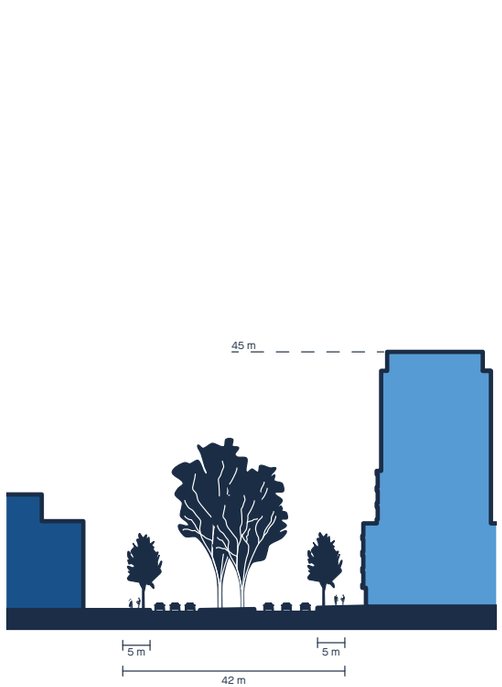
La largeur des boulevards Ville-Marie (de 42 m à 46 m) et René-Lévesque (42 m) fait en sorte qu'un bâti plus haut permettra un encadrement structurant. Aux abords du boulevard Ville-Marie, entre la rue Plessis et l'avenue Papineau, le PPU prévoit une hauteur maximale de 80 m afin de marquer l'entrée vers le centre-ville. La possibilité de construire en hauteur permettra aussi le développement de terrains atypiques potentiellement plus difficiles à bâtir. En poursuivant vers l'ouest, la hauteur diminue à 65 m afin de créer une perspective intéressante et une transition avec le bâti plus bas à l'ouest de la rue Wolfe. De même, à l'est entre l'avenue Papineau et le pont Jacques-Cartier, les hauteurs sont préservées à 25 m côté sud, afin de reconnaître le bâti existant (ancienne Canadian Rubber) et fixées à 45 m côté nord. Alliée à une densité plus faible (COS maximal de 4), cette hauteur de 45 m contribuera à la production d'une forme urbaine distincte du reste du boulevard.

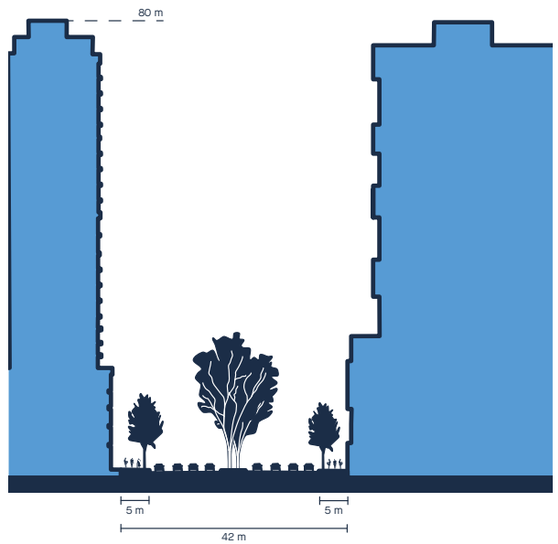


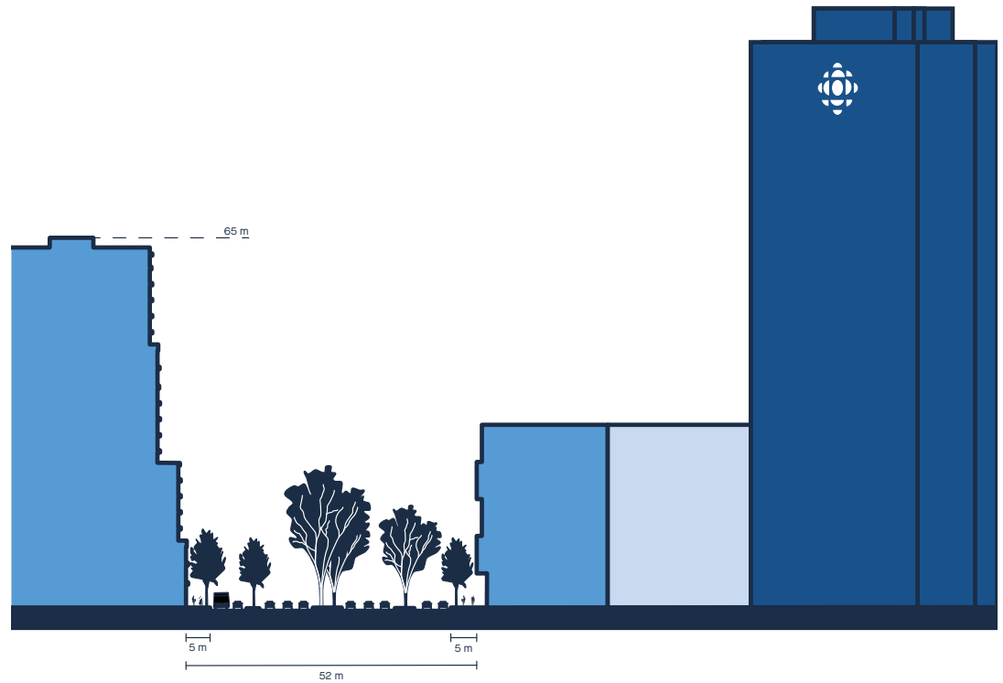
4.16 Coupes de la rue De La Gauchetière



4.17 Coupes du boulevard René-Lévesque

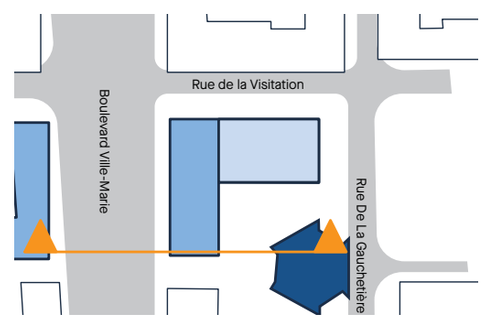












4.18 Coupes du boulevard Ville-Marie – Hauteur maximale : 45 m

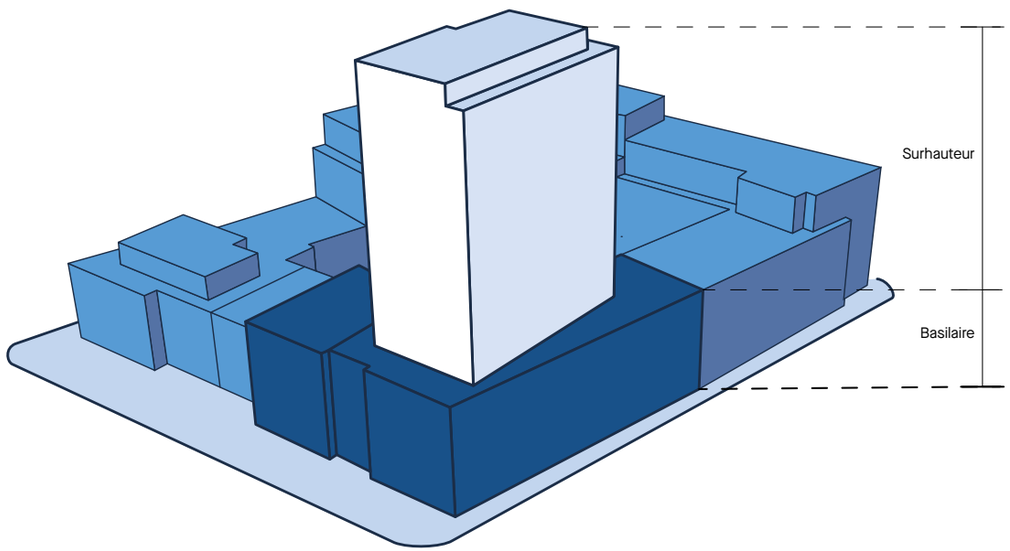
4.19 Coupes du boulevard Ville-Marie – Hauteur maximale : 80 m

4.20 Coupes du boulevard Ville-Marie – Hauteur maximale : 65 m

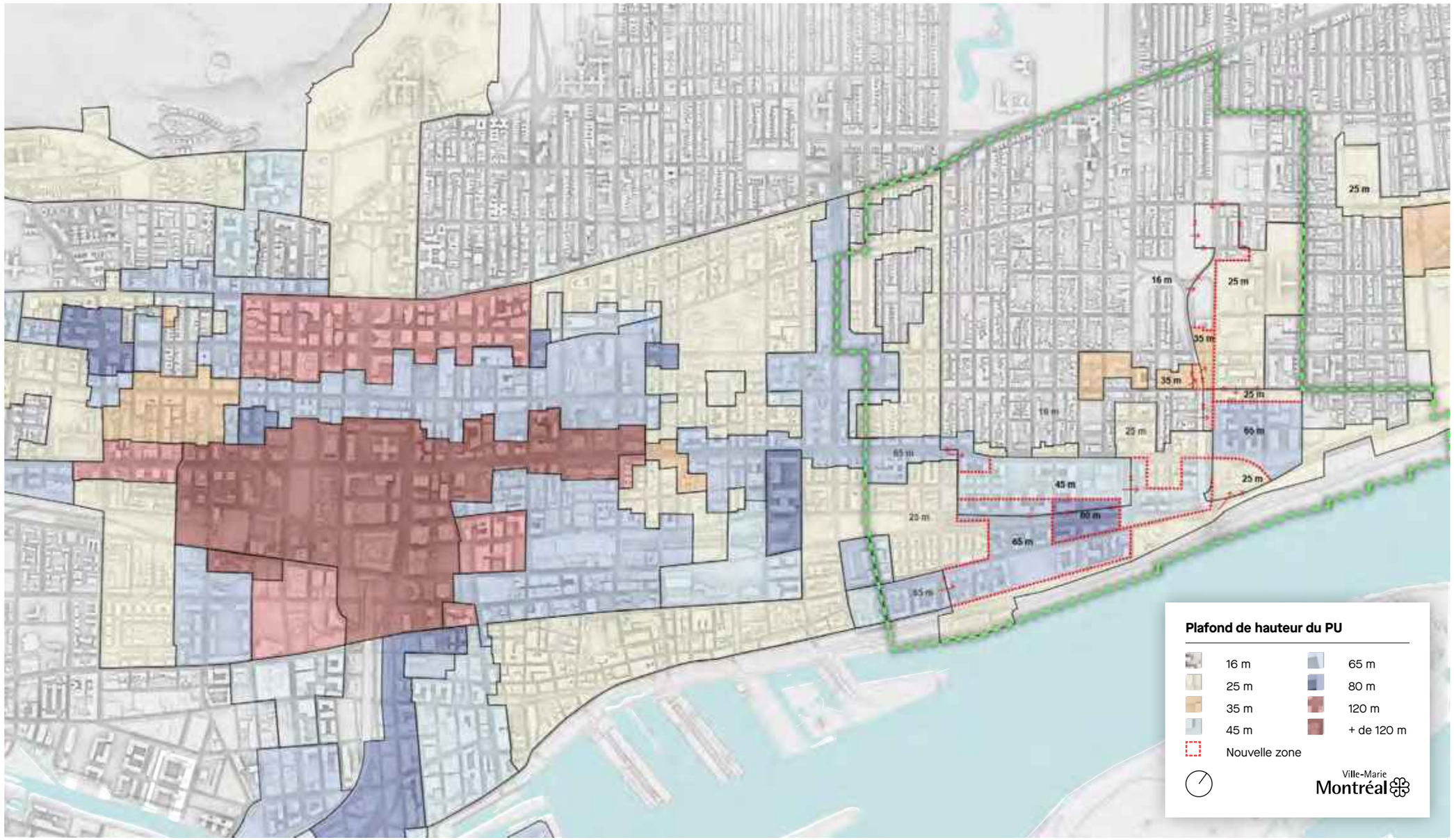
En bordure du boulevard René-Lévesque, du côté sud, la hauteur est fixée à 45 m afin d'assurer un équilibre avec le bâti existant, du côté nord. Le secteur de 65 m de l'ouest de la rue Wolfe est toutefois étendu jusqu'à l'axe de la rue Beaudry en symétrie avec le nord du boulevard. À cet endroit se joue la transition vers un autre paysage du boulevard René-Lévesque, celui du centre-ville. Les volumes au-dessus de 30 m devront avoir une superficie d'étage restreinte (750 m^2) afin de ne pas créer de volumes trop imposants.

Les abords de la tête de pont

Sur l'îlot de l'ancienne savonnerie Barsalou, au sud du bâtiment d'intérêt patrimonial, jusqu'au boulevard De Maisonneuve, la hauteur de construction est haussée à 35 m afin de permettre la construction d'édifices pouvant encadrer l'arrivée du pont. La construction et l'occupation des terrains non construits ou sous-utilisés existants favorisera une intensification des activités et une augmentation de l'achalandage dans la partie sud-est réaménagée du parc des Faubourgs.



4.21 Bâtiment comprenant un volume au-dessus de 30 m



4.22 Contexte des modifications aux limites de hauteurs

Stratégie d'intervention 11.3
Préserver les vues d'intérêt et les vues axiales
La trame de rues orthogonale de Centre-Sud offre au piéton des intersections tous les 60 à 90 m. En effet, sur les rues est-ouest, soit les rues commerçantes telles que Sainte-Catherine ou Ontario, l'interruption des rues nord-sud crée un dynamisme et un dégagement et peut offrir des perspectives intéressantes, comme c'est le cas pour la rue Panet, qui s'ouvre sur la tour de Radio-Canada. Ainsi, il est préconisé de prolonger le dégagement de ces axes nord-sud même lorsque la rue n'est pas prolongée, car une perspective bloquée peut donner un sentiment d'enfermement ou de rupture.

L'implantation du bâti doit se faire en continuité avec la trame urbaine existante de façon à ne jamais bloquer les vues axiales existantes dans l'axe des rues Wolfe, Montcalm, Beaudry, Panet et Plessis. Après entente avec les propriétaires de terrain concernés, des servitudes de passage public devront, le cas échéant, être obtenues pour s'assurer que de tels passages soient libres de toute construction hors sol.

De plus, l'analyse des caractéristiques paysagères du territoire révèle plusieurs points de vue exceptionnels qui contribuent à l'identité du quartier des Faubourgs :

- Vues vers l'église Saint-Pierre-Apôtre, dans l'axe du boulevard René-Lévesque et dans l'axe de la rue de la Visitation ;
- Vue vers la tour de l'Horloge, dans l'axe de la rue Atateken ;
- Vue vers la tour de Radio-Canada, dans l'axe de la rue Panet ;
- Vue vers la Biosphère, dans l'axe de la rue Dorion ;
- Vues vers la superstructure du pont Jacques-Cartier, dans l'axe de l'avenue De Lorimier et de la rue Parthenais.

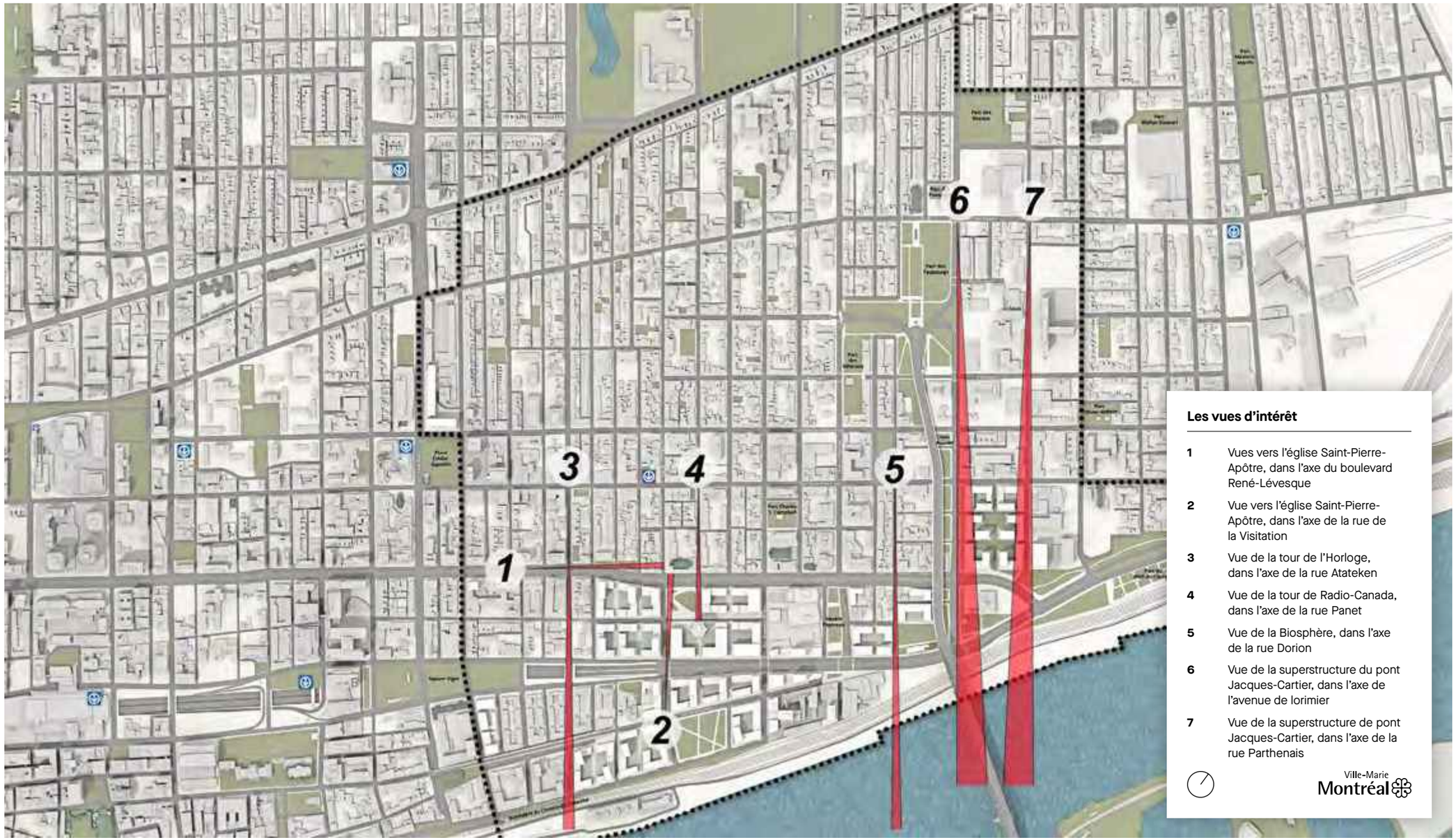
Ces vues sont ajoutées aux vues protégées du document complémentaire du Plan d'urbanisme de façon à assurer leur conservation dans le paysage urbain du quartier.



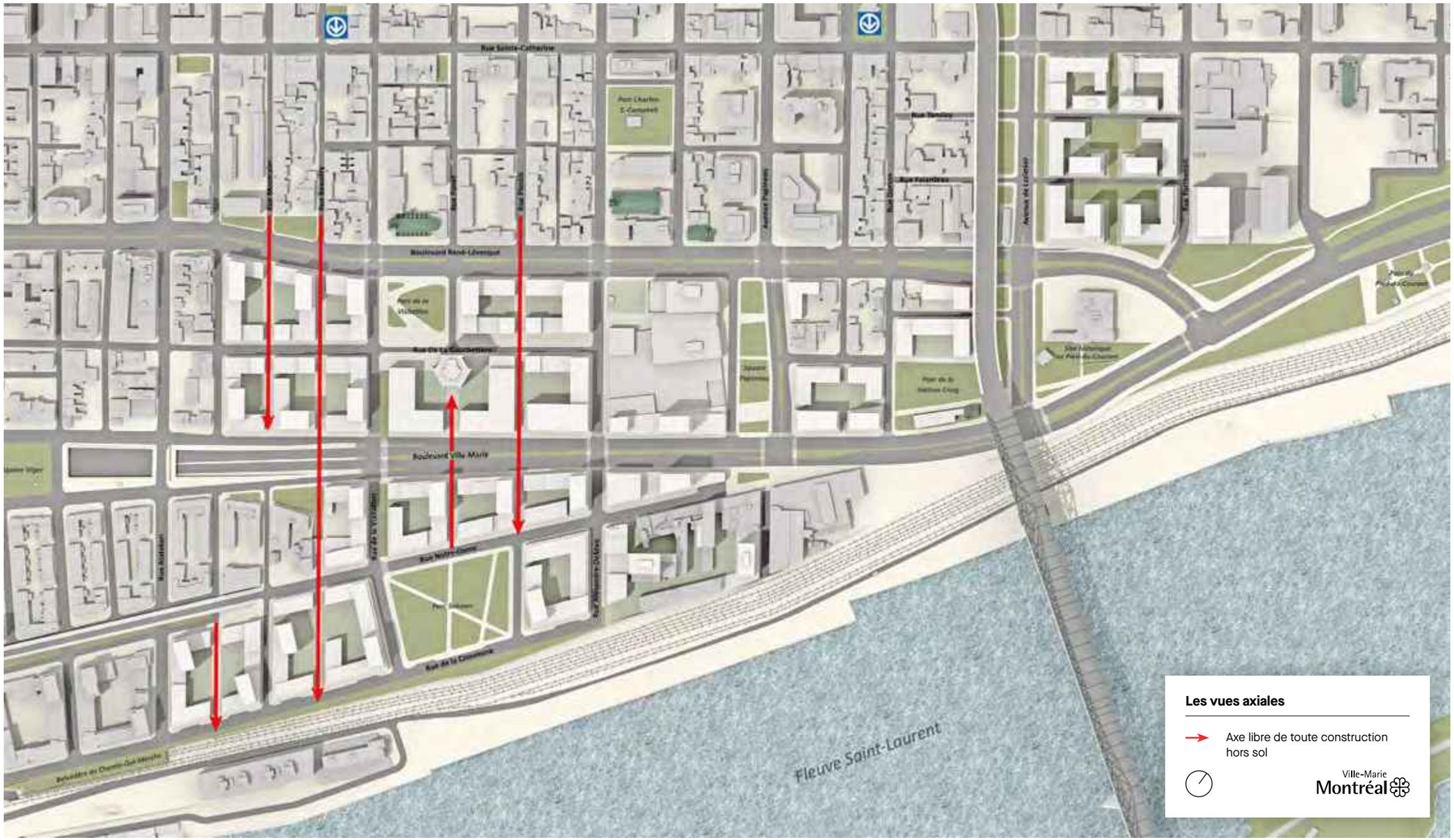




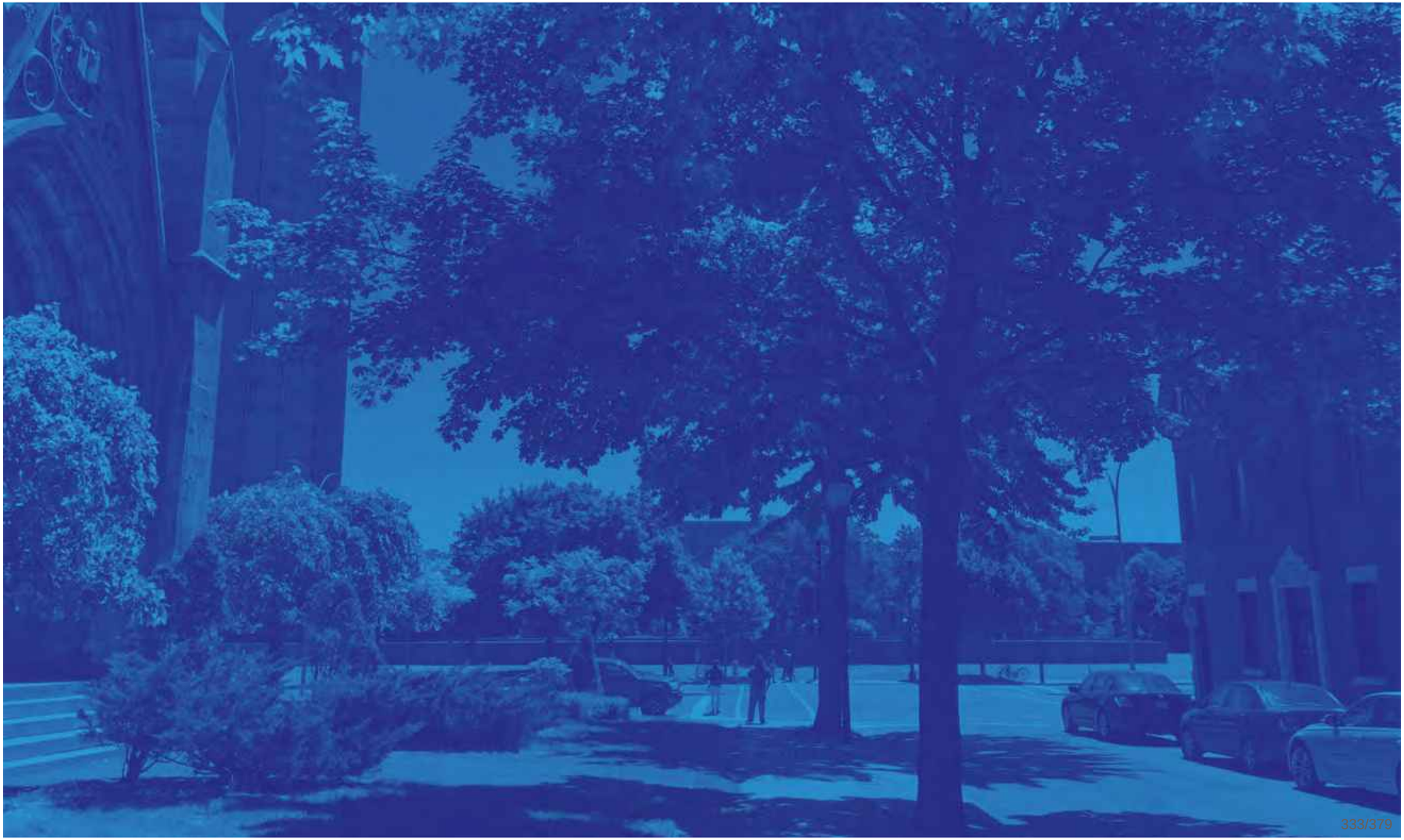
Certaines vues d'intérêt du secteur des Faubourgs : tour de l'Horloge (rue Atateken), l'église Saint-Pierre-Apôtre (boulevard René-Lévesque) et pont Jacques-Cartier (rue Parthenais)



4.23 Vues d'intérêt



4.24 Vues axiales



5
Réseaux et aménagements résilients



Arbres de rues de l'avenue De Lorimier atténuant l'effet de chaleur en partie provoqué par la circulation

Les principes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de performance énergétique orientent les interventions, autant sur le domaine privé que public, et doivent être pris en considération depuis l'installation des réseaux souterrains jusqu'à la construction des édifices et à la réfection des rues.

Le secteur en requalification est déjà desservi par les infrastructures d'utilité publique (eau, égouts, électricité), mais le découpage de méga-îlots, l'ouverture de rues et la densification de ce territoire créent la nécessité d'agrandir ces réseaux. C'est donc là l'opportunité d'implanter des réseaux qui répondent aux objectifs contemporains de résilience urbaine.

Cependant, pour toute réfection de rues dans les secteurs établis ou pour les nouvelles constructions dans le reste du secteur des Faubourgs, les orientations visant un quartier plus résilient sont aussi valables.

Vue d'ensemble

Orientation 12 : Accroître le couvert végétal et la canopée
Stratégies d'intervention :
12.1 Poursuivre la plantation d'arbres de rues
12.2 Intégrer le verdissement et la gestion des eaux de pluie sur le domaine public
12.3 Renforcer les exigences liées au revêtement et à la végétalisation des cours et des toits

Orientation 13 : Assurer la résilience des rues et des infrastructures souterraines
Stratégie d'intervention :
13.1 Intégrer des galeries multiréseaux

Orientation 14 : Réduire la consommation énergétique à l'échelle du secteur
Stratégies d'intervention :
14.1 Favoriser la construction de bâtiments efficaces
14.2 Implanter un système de partage de chaleur

5.1 Verdissement et gestion de l'eau

Orientation 12 : Accroître le couvert végétal et la canopée

La forme urbaine dominante du milieu de vie existant, composée de duplex et triplex, comprend des cours arrière qui accueillent souvent des arbres matures à grand déploiement. De plus, une majorité de rues sont bordées d'arbres, que ce soit sur le domaine public (trottoir) ou privé (cour avant). Toutefois, on retrouve encore dans le quartier de nombreux îlots de chaleur et des sections de rues sans arbres.

En ce qui concerne la gestion des eaux de pluie, le système en place est celui du « tout-à-l'égout ». Le revêtement du sol reste en grande majorité imperméable. En cas de fortes pluies, on peut constater des refoulements, des inondations ou des débordements et des rejets d'eaux usées dans le fleuve. Sur le domaine privé, la réglementation municipale impose la rétention à la source des eaux de pluie pour le redéveloppement des terrains comprenant une surface imperméable de plus de 1 000 m^2, sans imposer de technologie particulière.

Le verdissement, notamment par la plantation d'arbres, est l'un des moyens d'intervention les plus efficaces pour réduire les îlots de chaleur. Les arbres jouent également un rôle important dans la rétention de l'eau de pluie. Cela concorde donc avec l'objectif de réduire la pression sur les infrastructures souterraines en traitant la majorité des eaux de pluie en surface, via des sols perméables et des infrastructures végétalisées.

Stratégie d'intervention 12.1
Poursuivre la plantation d'arbres de rue
Selon les relevés effectués pour le secteur, le nombre d'arbres de rue pourrait minimalement être doublé sur le territoire du PPU. Dans le secteur à requalifier, les plantations seront effectuées au fur et à mesure de l'aménagement des rues. Dans le reste du territoire, le programme de plantation actuel sera intensifié.



5.1 Canopée projetée et actuelle

Stratégie d'intervention 12.2
Intégrer le verdissement et la gestion des eaux de pluie sur le domaine public

Le réaménagement du domaine public (places, rues) devrait permettre de réduire les surfaces imperméables, de végétaliser et d'utiliser ces surfaces perméables comme infrastructures de biorétention et de filtration en surface de l'eau de pluie (noues, bassins, etc.).

Les infrastructures vertes de biorétention (jardins de pluie, saillies drainantes, noues) permettent d'absorber les petites pluies et donc de réduire la surcharge du réseau. Les espaces publics inondables – water squares – permettent quant à eux de gérer les inondations au moment de fortes pluies et lorsque toutes les infrastructures vertes sont saturées.

La végétalisation des rues et la gestion des eaux de pluie pourront être combinées et programmées dans l'aménagement de nouvelles rues et lors de la réfection des rues existantes. L'objectif est d'avoir entre 5 et 10 % d'infrastructures vertes drainant la chaussée et le trottoir.

À court terme, certaines infrastructures sont à privilégier, telles que des saillies drainantes aux intersections des rues et des fosses d'arbres agrandies et drainantes sur les trottoirs. De plus, les parcs et les espaces publics devront être conçus en légère dépression afin que l'eau de pluie des rues soit dirigée vers les espaces végétalisés. Les aménagements de biorétention pourront aussi comprendre des noues (fossés peu profonds végétalisés) dans la continuité des fosses d'arbres, des jardins de pluie ou des bassins de rétention secs.

Dans le secteur à requalifier, l'analyse de la topographie permet de cibler les points bas, soit les axes vers lesquels s'écoulera naturellement l'eau de pluie. Ces points bas devront faire l'objet d'aménagements de rétention de surface. Dans cette optique, sont ciblés :

- l'avenue Papineau, incluant le square Papineau comme potentiel de water square ;
- l'avenue De Lorimier, incluant les espaces verts sous le pont ;
- le boulevard Ville-Marie.

En complément, la société responsable des ponts Jacques-Cartier et Champlain (PJCCI) prévoit aménager un bassin de biorétention sous le pont Jacques-Cartier, au nord de l'avenue Viger, dans son plan de drainage du pont.

Un plan de gestion des eaux pluviales à l'échelle du secteur à requalifier pourra prévoir le réseau de rétention et de circulation de l'eau le long des rues et dans les espaces publics. Un programme de plantation d'arbres est déjà établi et mis à jour régulièrement par l'arrondissement.



Opération de verdissement réalisé par l'organisme Sentier urbain

Stratégie d'intervention 12.3
Renforcer les exigences liées au revêtement et à la végétalisation des cours et des toits

Les revêtements de surface en ville, incluant le couvert végétal, jouent un rôle important dans la gestion de l'eau de pluie et les îlots de chaleur. La perméabilisation et la végétalisation des espaces extérieurs (cours et aires de stationnement) doivent donc être favorisées. En raison du cadre bâti préconisé dans le secteur en requalification, il est probable que, dans les nouveaux projets, des cours seront aménagées sur la toiture de stationnements souterrains. La viabilité du couvert végétal, comprenant des arbres, doit y être assurée.

Étant donné que les paramètres prévus pour le secteur en requalification visent la construction de bâtiments composés d'un basilaire et d'un volume en hauteur, une végétalisation du toit de ces basilaires sera favorisée.

De plus, dans un développement en plusieurs phases, comme ce sera le cas dans le secteur en requalification, la réalisation d'un plan directeur visant la rétention et la gestion durable des eaux de surface sur l'ensemble du projet est favorisée à l'échelle d'un ou de plusieurs îlots.





Illustration d'une saillie drainante (arrondissement du Sud-Ouest) et d'un fossé drainant le long de l'avenue Papineau (arrondissement de Villeray-Saint-Michel–Parc-Extension)

5.2 Galeries multiréseaux

Orientation 13 : Assurer la résilience des rues et des infrastructures souterraines

Le territoire au sud du boulevard René-Lévesque, appelé à se redévelopper, est aujourd'hui constitué de très grands îlots inadaptés en infrastructures souterraines nécessaires aux transformations à venir. Plusieurs kilomètres de réseaux (eau, gaz, électricité, câble) vont donc être installés dans les prochaines années. Traditionnellement, ces réseaux sont enfouis dans le sol à proximité les uns des autres et nécessitent des travaux majeurs lors de leur entretien ou de leur remplacement, ce qui cause des entraves importantes pour les déplacements et une fragilité de la chaussée.

Dans l'optique d'améliorer la gestion des infrastructures à long terme, de faciliter l'introduction d'un système de partage de chaleur ou de boucle thermique, et de permettre une mobilité efficace, une solution consiste à construire des galeries souterraines pour accueillir tous ces réseaux. Ces galeries sont accessibles par des escaliers intégrés aux bâtiments ou depuis les trottoirs.

Cette option est aussi privilégiée en raison de deux caractéristiques propres aux sites de Radio-Canada et de Molson. Sur le terrain de Radio-Canada, le basilaire de la tour est constitué d'un sous-sol très profond qui ne nécessitera pas de nouvelles excavations. Pour une partie des emprises de la brasserie Molson, le niveau actuel du terrain ne correspond pas au niveau projeté et nécessitera un remblai important. Cette situation permet donc là aussi d'éviter d'excaver et d'insérer la galerie multiréseaux au moment du remblai.

Une évaluation des besoins est à mener pour répondre aux transformations attendues qui vont générer un potentiel constructible de 7 500 logements et 320 000 m^2 de bureaux, commerces et équipements collectifs (école, centre communautaire) autour de nouvelles rues et de nouveaux parcs.

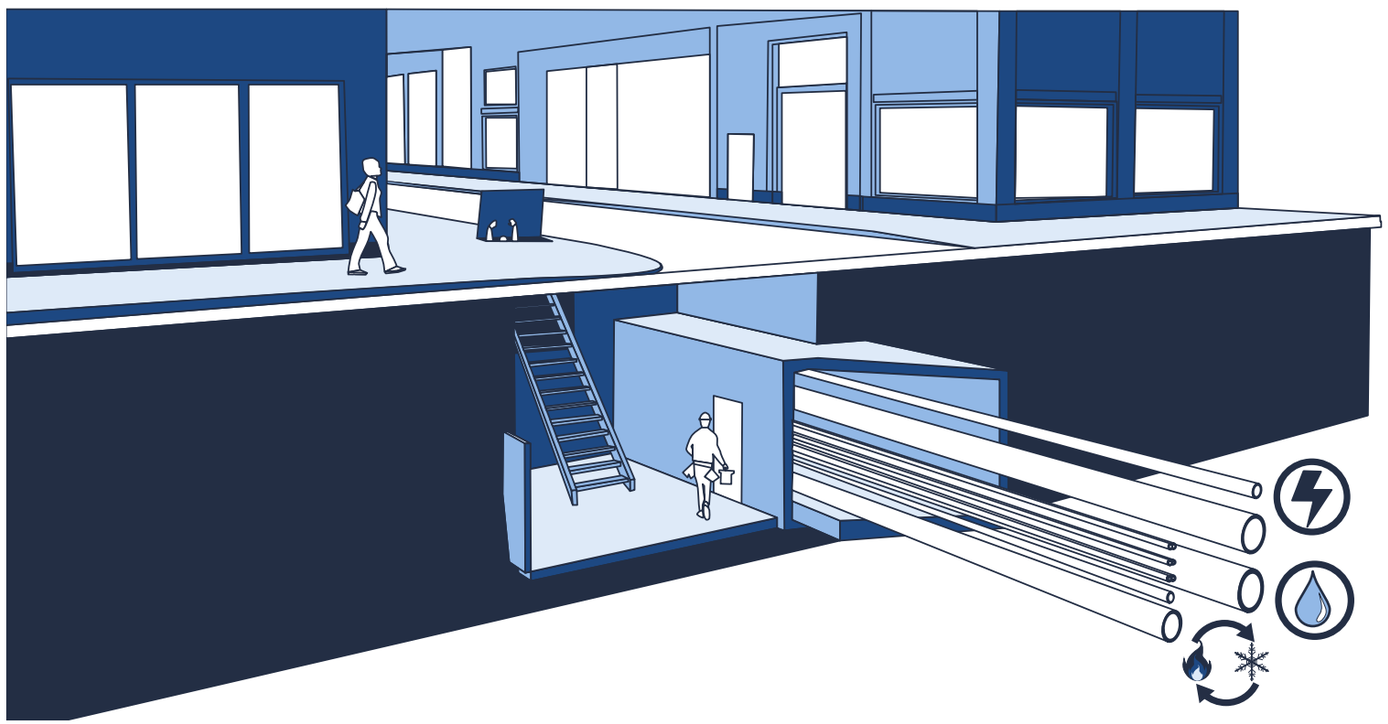


Illustration d'une galerie multiréseaux

Un plan directeur sera élaboré afin d'identifier les axes à privilégier pour l'implantation de galeries multiréseaux. Par la suite, les prescriptions techniques des galeries serviront de cahier des charges pour la réalisation de ces infrastructures.

5.3 Efficacité énergétique

Orientation 14 : Réduire la consommation énergétique à l'échelle du secteur

En 2015, les émissions de gaz à effet de serre (GES) du milieu bâti représentent 37 % des émissions totales de la collectivité montréalaise. Il s'agit du deuxième secteur en importance après celui du transport qui représente près de 40 % des émissions totales de la collectivité. Les émissions du milieu bâti sont associées à l'énergie consommée par les bâtiments (aussi bien du secteur résidentiel, commercial et institutionnel que du secteur industriel) pour l'éclairage, la climatisation, le chauffage de l'air et de l'eau et l'utilisation de divers équipements. En vue de diminuer ces émissions, la réduction de la consommation d'énergie des bâtiments résidentiels est ciblée, ainsi que l'abandon progressif des sources d'énergie fossiles telles que le mazout ou le gaz naturel.

Le redéveloppement de 53 hectares offre la possibilité d'intégrer des objectifs de performance environnementale dans la conception et la planification à l'échelle du quartier. La réduction de la consommation énergétique du secteur en requalification passe par l'efficacité énergétique des constructions et une utilisation intelligente des ressources telle que le partage de chaleur. Les modèles visant une résilience du système d'approvisionnement des bâtiments ainsi que l'utilisation d'énergie récupérée et d'énergies renouvelables sont ainsi privilégiés.

Stratégie d'intervention 14.1
Favoriser la construction de bâtiments efficaces

Dans la requalification du territoire sud du PPU, l'efficacité énergétique dépend tout d'abord de la forme urbaine et de la densité. Ainsi, une forme urbaine compacte et la contiguïté des bâtiments sont préconisées, en vue d'offrir une meilleure performance thermique que lorsque les bâtiments sont isolés.

Par ailleurs, la construction ainsi que la rénovation à haute performance énergétique sont favorisées. L'enveloppe du bâtiment et la fenestration jouent un rôle fondamental dans la consommation d'énergie, puisqu'elles déterminent les besoins en chauffage et en climatisation ainsi que l'éclairage des bâtiments. Une bonne isolation est également une mesure à visée sociale, puisqu'elle permet de réduire les dépenses liées au chauffage et à la climatisation.

L'implantation d'un monitorage de la consommation énergétique dans chaque bâtiment pourra également être encouragée, de manière que les propriétaires et les locataires puissent facilement contrôler leur consommation d'énergie.

Stratégie d'intervention 14.2
Favoriser l'implantation d'un système de partage de chaleur

Un réseau de chaleur urbain est un système de chauffage et de climatisation à l'échelle d'un secteur. Cette installation permet la production d'énergie thermique (une ou plusieurs centrales thermiques) et sa distribution (réseau de canalisations) dans plusieurs bâtiments. Un réseau de chaleur urbain peut, par exemple, récupérer la chaleur émise par une activité (commerciale, industrielle) ou par une infrastructure (les égouts), ou encore la chaleur présente naturellement (hydrothermie fluviale, énergie solaire). Une combinaison de plusieurs sources de chaleur peut être envisagée.

Le secteur en requalification est un site propice pour implanter ce type d'infrastructure : il accueillera une mixité de fonctions (donc une répartition des besoins dans le temps) et toute la desserte en infrastructures souterraines doit être refaite.

Une étude des sources d'énergie potentielles dans le secteur sud du territoire devra donc être réalisée, avec une priorité pour les sources d'énergie récupérée ou renouvelable. Une analyse des bénéfices et inconvénients du réseau thermique par rapport à un système conventionnel en matière d'économie d'énergie et de coûts de l'implantation devra être dressée.

Advenant un potentiel, les propriétaires des sites à redévelopper seront sollicités pour l'intégration des bâtiments à un réseau thermique carboneutre et fondé sur le principe de valorisation des rejets thermiques.



6.
Mise en œuvre

6.1 Grandes étapes de réalisation

Certaines grandes étapes de réalisation du PPU nécessitent une coordination avec des projets majeurs entrepris par les acteurs publics ou privés. Leur mise en œuvre sera, en tout ou en partie, prise en charge par ces acteurs. À titre d'exemple, la réalisation des rues sur les terrains privés sera planifiée en fonction du rythme des programmes immobiliers des promoteurs. D'autres interventions peuvent par contre être réalisées indépendamment par la Ville.

Échéance prévue des grands projets publics et privés	**Interventions coordonnées avec l'échéancier des grands projets**	**Acteur public ou privé impliqué dans la réalisation**
2020 : déménagement de Radio-Canada	Tronçons de nouvelles rues sur la portion ouest du site de Radio-Canada	Propriétaire du site de Radio-Canada
2021-2030 : travaux sur le tunnel Ville-Marie (MTQ)	Aménagement du nouveau boulevard Ville-Marie et mise en double sens du boulevard René-Lévesque à l'est de l'avenue De Lorimier	MTQ Propriétaire du site des Portes Sainte-Marie
	Nouvelle vocation pérenne de la station Craig	–
	Parc de la station Craig	MTQ, propriétaire du site de Molson
	Réaménagement de l'esplanade de la prison des Patriotes	MTQ
	Tronçons de nouvelles rues aux abords du boulevard	MTQ, propriétaire des sites de Radio-Canada et de Molson
À partir de 2022 : déménagement de Molson	Tronçons de nouvelles rues sur le site de Molson, au sud de la rue Notre-Dame	Propriétaire du site de Molson
	Promenade linéaire de la Commune	Propriétaire du site de Molson
	Parc Sohmer	–
	Pôle civique (école, équipement collectif) sur le site de Molson	CSDM
À partir de 2024 : travaux sur le tablier du pont Jacques-Cartier (PJCCI)	Aménagement des bretelles du pont et des nouvelles intersections	PJCCI
	Réfection de la tête de pont	PJCCI
	Réaménagement du parc des Faubourgs	–

Phasage	Autres interventions de la Ville (indépendantes des grands projets)
Court terme – Horizon 2022	Étude de potentiel de sites identifiés pour le développement de logement social
	Mise en sens unique (sauf autobus et vélo) du tronçon de la rue Ontario (Atateken – Papineau)
	Réaménagement du parc de l'Espoir
	Restauration de la station Craig et occupation temporaire
	Réaménagement du square Papineau et intégration potentielle de water square
	Aménagement du parc linéaire sous le pont Jacques-Cartier (partenariat PJCCI)
Moyen terme – Horizon 2026	Aménagement du parc de la Visitation
	Aménagement du parc Sohmer
	Aménagement du parc sur le site des Portes Sainte-Marie
Long terme – Horizon 2030	Reconversion du tunnel Beaudry
	Construction de la passerelle vers le Vieux-Port
	Agrandissement du parc du Pied-du-Courant

6.2 Interventions de la Ville sur le domaine public et les équipements publics

Aménagements sur le domaine public
L'ensemble des travaux effectués sur le domaine public sont, à quelques exceptions près, du ressort de la Ville de Montréal, mais leur réalisation peut être confiée à un tiers. Ils relèvent de deux secteurs : la voirie et les parcs.

Ces travaux sur le domaine public devront s'effectuer de façon à mettre en valeur le potentiel archéologique et à intégrer l'histoire du quartier.

Le boulevard Ville-Marie
Sans conteste le chantier public le plus important du PPU, les travaux visant à transformer l'autoroute Ville-Marie en boulevard urbain se feront en coordination avec le ministère des Transports du Québec. Une entente cadre a été mise en place afin d'assurer cette coordination. Ces travaux nécessiteront également la collaboration des développeurs des grands sites limitrophes, soit l'ancienne usine Molson et les sites ancien et actuel de la maison de Radio-Canada. Afin d'orienter les nombreux sites privés adjacents, en regard de leurs échéanciers de construction, mais également de celui du projet de la rue Notre-Dame à l'échelle métropolitaine, ces travaux devront débuter dès 2023.

La mise en double sens du boulevard René-Lévesque à l'est de l'avenue De Lorimier devra également être coordonnée avec les propriétaires des sites adjacents des Portes Sainte-Marie et du Pied-du-Courant (Télé-Québec).

Trame urbaine
En plus du futur boulevard, de nouvelles rues seront aménagées, dont plusieurs sont prévues dans des accords de développement, et des servitudes de passages seront négociées. En fonction des conclusions des études de faisabilité en cours, certaines de ces rues, ainsi que le boulevard Ville-Marie, devront accueillir les structures de galeries multiréseaux.

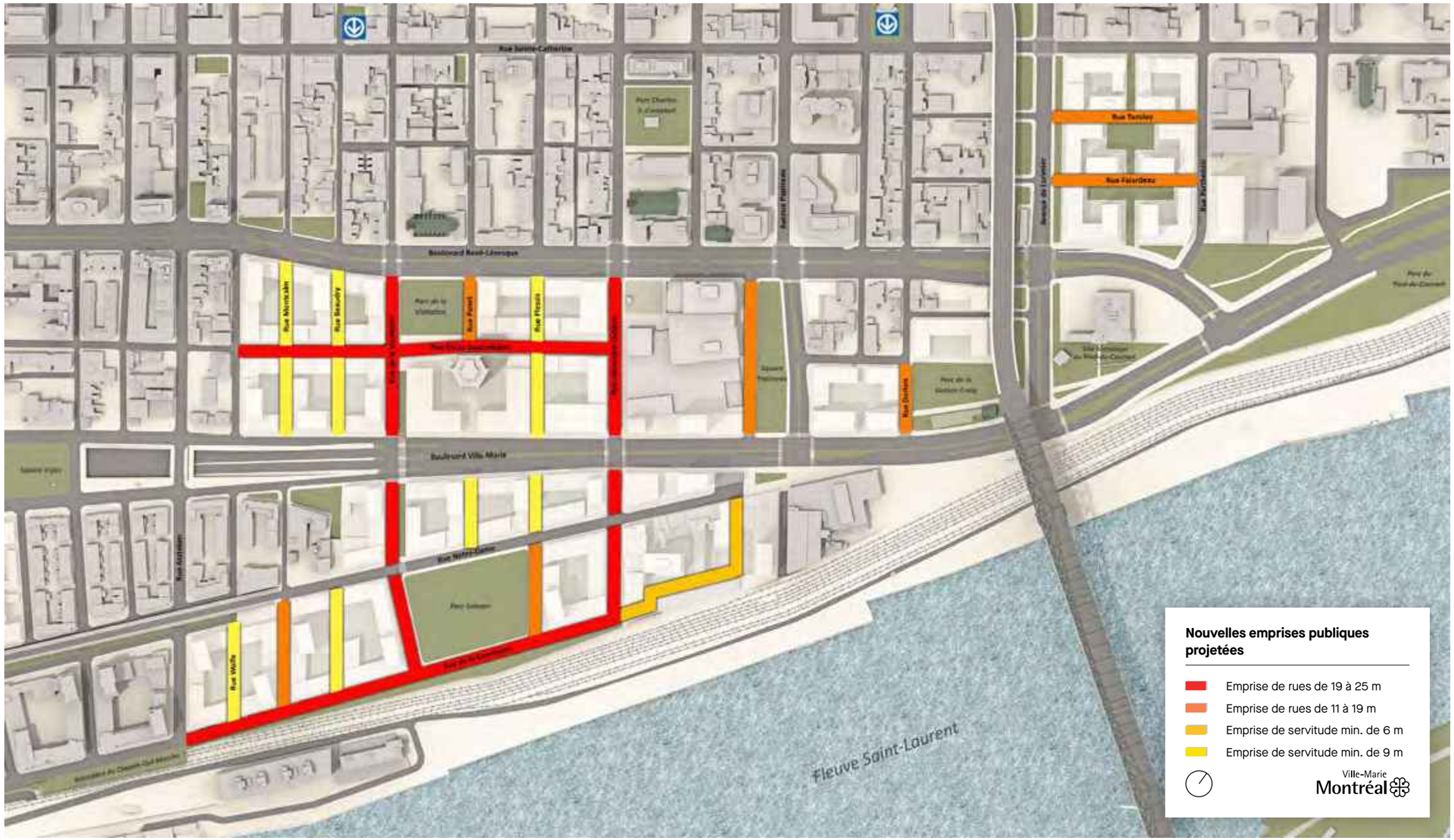
L'établissement de la nouvelle trame d'emprises publiques doit suivre les tracés et les dimensions minimales présentées dans l'illustration 6.1.

Par ailleurs, les rues suivantes seront réaménagées afin que leur configuration réserve notamment une meilleure part au transport collectif et au transport actif :
1. la rue Ontario entre la rue Atateken et l'avenue Papineau ;
2. le boulevard René-Lévesque entre les rues Saint-Hubert et Notre-Dame, au niveau de la prison du Pied-du-Courant ;
3. la rue Notre-Dame de sa partie surélevée jusqu'à l'intersection avec le boulevard Ville-Marie ;
4. la rue Sainte-Rose ;
5. la rue Atateken ;
6. le tronçon de l'avenue Papineau entre les boulevards Ville-Marie et René-Lévesque ;
7. l'avenue De Lorimier ;
8. l'intersection des rues Fullum et Notre-Dame ;
9. la rue Logan entre les rues de la Visitation et Fullum ;
10. la rue De Champlain au nord de la rue Logan ;
11. la rue de Bordeaux ;
12. la rue Larivière ;
13. la rue de Rouen entre l'avenue De Lorimier et la rue des Érables.

La tête du pont
Le projet de réaménagement de la tête du pont se fera en collaboration avec la société responsable des ponts Jacques-Cartier et Champlain (PJCCI), qui possède une partie des terrains et qui prévoit des travaux sur la culée du pont. Les interventions comprennent les travaux suivants :
- reconstruction des voies d'accès ;
- aménagement de nouvelles intersections avec feux et traverses piétonnes ;
- réaménagement de l'intersection de la rue La Fontaine et l'avenue Papineau ;
- construction de la rue Logan entre l'avenue De Lorimier et la rue Dorion.

La passerelle vers le Vieux-Port
La construction d'une passerelle au-dessus des voies ferrées dans l'axe de la rue de la Visitation, afin de rejoindre les terrains du port de Montréal et d'accéder au site du Vieux-Port, nécessitera l'implication de l'Administration portuaire de Montréal et de la Société du Vieux-Port de Montréal. Des études de faisabilité relatives notamment aux questions de sécurité, de structure et d'accessibilité universelle seront requises préalablement à la réalisation de la passerelle.

Verdissement des rues
La plantation d'arbres, la gestion écologique des eaux et le verdissement seront intégrés lors de l'aménagement ou le réaménagement de rues, en lien avec les objectifs de transition écologique.



6.1 Nouvelles emprises publiques projetées

Comme pour tout parc à réaménager ou à créer dans l'arrondissement, leur réalisation inclura un processus participatif.

Square Papineau
Le square conservera le maximum d'arbres existants. Situé naturellement à un point bas du secteur, il pourra accueillir un espace inondable, ou water square. Ainsi, en cas de fortes pluies, l'eau de ruissellement du secteur sera dirigée vers ce bassin de rétention naturel.

Parc Sohmer et esplanade de la Commune
Le parc Sohmer, l'esplanade de la Commune ainsi que la rue de la Commune devront tous être surélevés par rapport au terrain naturel actuel, afin de préserver les vues vers le fleuve et de créer un rempart sonore et physique contre les activités ferroviaires. Pour ce faire, des travaux de remblai ainsi que l'élévation d'un mur de soutènement seront nécessaires entre les voies ferrées et l'esplanade de la Commune. Ces travaux devront se faire en collaboration avec le Canadien Pacifique, l'administration portuaire de Montréal et le propriétaire du site de l'ancienne usine Molson.

Parc des Faubourgs
Servant de base à ce secteur d'entrée sur l'île de Montréal, le parc des Faubourgs sera étendu vers le sud afin d'accompagner les nouveaux itinéraires piétons et cyclables. Il intégrera le parc des Vétérans à l'ouest et servira de trait d'union avec le futur parc linéaire du dessous du pont à l'est, le long de l'avenue De Lorimier.

L'interface avec les voies surélevées devra constituer un ouvrage d'art de qualité, au même titre que les arches de la rue Notre-Dame. L'aménagement du pavillon communautaire doit également assurer un maximum d'animation ainsi que de la transparence entre l'intérieur du pavillon et l'extérieur.

Parc de la Station-Craig
Si la fonction future de la station de pompage Craig reste à définir, il n'y a aucun doute qu'une opération de restauration et de mise en valeur s'impose. De plus, un projet d'aménagement de type parc devra également être réalisé par la Ville afin, notamment, d'améliorer l'intégration de l'édifice.

Équipements publics
Les nouveaux équipements publics prévus dans le territoire du PPU auront pour rôle de répondre aux demandes à venir et de compléter l'offre actuelle. Le type d'équipement municipal – culturel, sportif, de loisirs ou communautaire est à définir en fonction de ces besoins.

Le pôle civique du site Molson, situé à l'angle des rues Montcalm et Notre-Dame, sera aménagé en collaboration avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) puisqu'il comprendra une école primaire en plus des équipements prévus par la Ville. Concernant l'implantation d'un équipement public sur le site de Radio-Canada, une stratégie immobilière devra être établie en partenariat avec la CSDM, pour une deuxième école. Enfin, une stratégie immobilière sera définie pour l'implantation d'un équipement sur le site des Portes Sainte-Marie.

6.3 Accords de développement et autres ententes

Comme pour la majeure partie du territoire du PPU, les principaux terrains du secteur à requalifier appartiennent à des propriétaires privés avec lesquels des ententes (accords de développement ou ententes sur les infrastructures) sont à conclure pour de nombreuses interventions.

Le site de Radio-Canada a fait l'objet d'un accord de développement (2017) relatif à plusieurs objets, dont la cession de rues et de parcs et l'inclusion de logement social sur le site. Cet accord de développement doit être mis à jour en raison, notamment, de la modification du tracé des rues et de l'enjeu des galeries multiréseaux.

Des accords de développement et des ententes sur les infrastructures doivent également être conclus pour les terrains du site Molson et des Portes Sainte-Marie. Ces accords et ententes permettront d'assurer une cohérence d'ensemble dans le contexte du développement du secteur, et pourraient porter sur les objets suivants :

- la répartition sur site du logement social ;
- les modalités de l'application de la cession pour fins de parcs ;
- les conditions d'aménagement et d'entretien des servitudes de passage ou de non-construction, le cas échéant ;
- l'occupation temporaire des terrains vacants par des organismes communautaires du quartier ;
- l'utilisation de matériaux de fabrication locale ou de matériaux de certification environnementale, l'isolation thermique performante, l'implantation de monitorage et de contrôle de la consommation ;
- la connexion des bâtiments à une boucle énergétique, lorsque l'opportunité se présente ;
- les prescriptions pour les aménagements des rues, incluant les infrastructures souterraines (lignes directrices d'aménagement à prescrire par la ville).

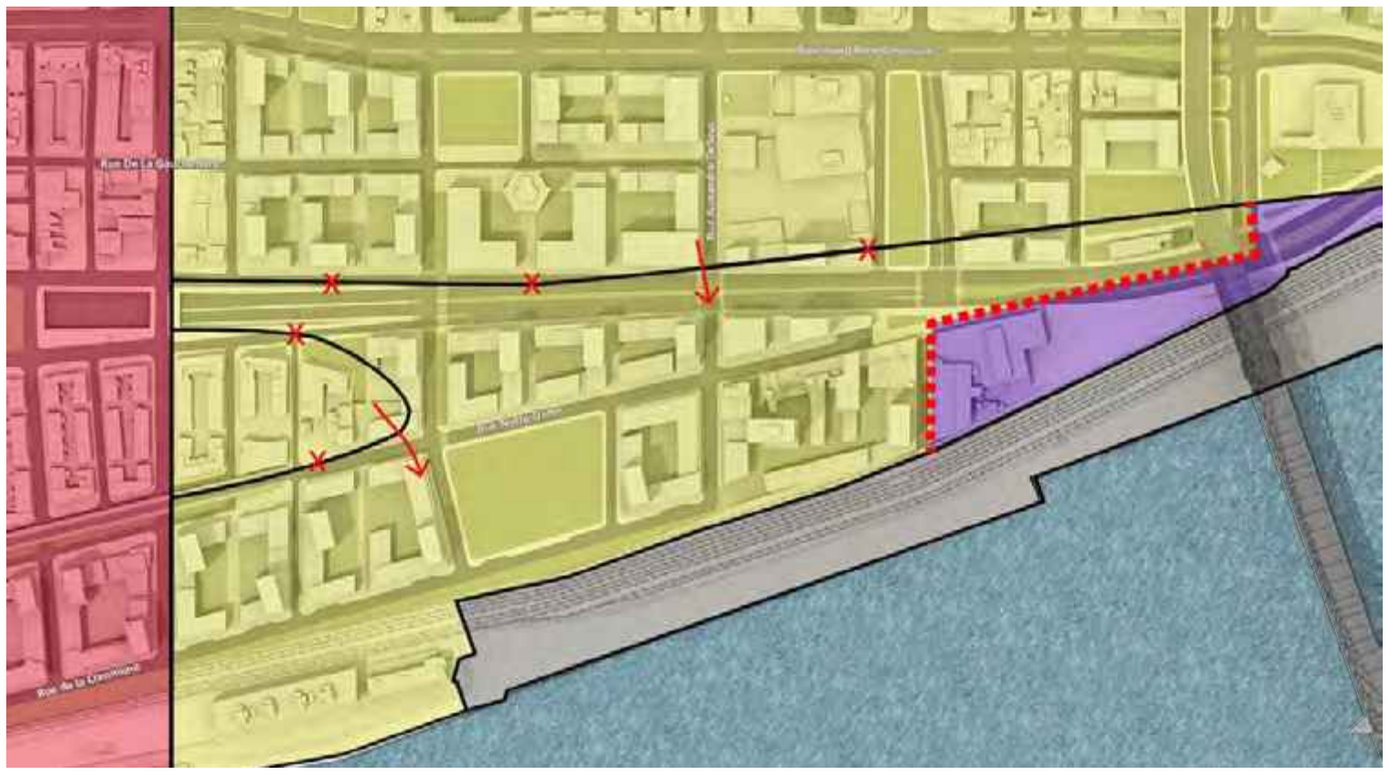
6.4 Réglementation

L'introduction du PPU des Faubourgs dans le Plan d'urbanisme et sa mise en œuvre impliquent de modifier les documents d'urbanisme suivants :

1. Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (« schéma d'aménagement »)
2. Plan d'urbanisme incluant son document complémentaire
3. Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Enfin, puisque certaines propositions visent des paramètres de densité prévus par le Programme particulier d'urbanisme du quartier de Sainte-Marie, celui-ci est également modifié.

Modification au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal :
Le secteur actuellement occupé par l'usine Molson est d'affectation « Industrie » au schéma d'aménagement. Avec le départ des activités industrielles, le développement prévu nécessite de changer l'affectation actuelle pour l'affectation « Dominante résidentielle ». Ces modifications sont représentées sur l'illustration 6.2, intitulées « Modifications des affectations du schéma d'aménagement ».



6.2 Modifications des affectations du schéma d'aménagement- secteur Molson

Modifications au Plan d'urbanisme :

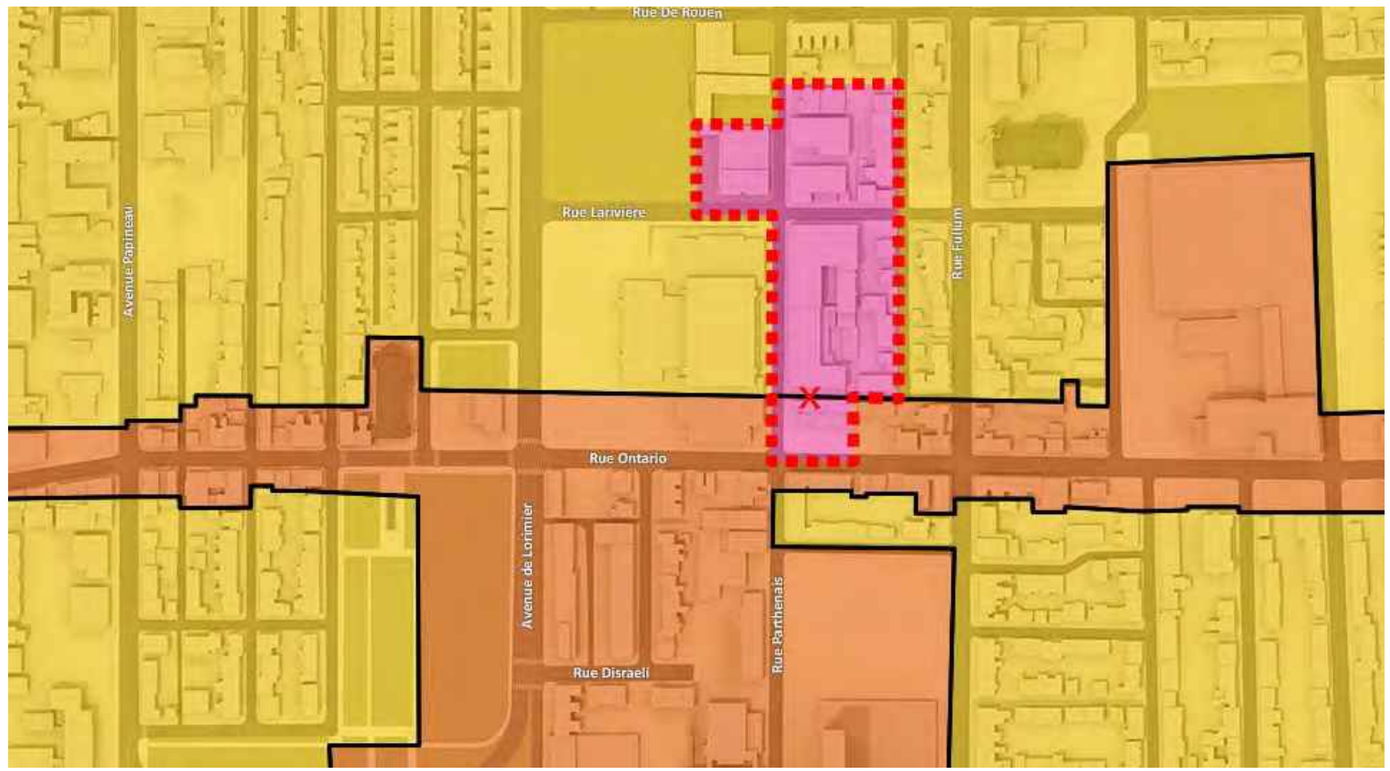
Continuité commerciale

Afin d'assurer une présence commerciale sur rue, la carte 2.3.2 intitulée « Les rues commerciales du centre à consolider » du Plan d'urbanisme est modifiée de façon qu'elle comprenne de nouvelles obligations de continuité commerciale pour :

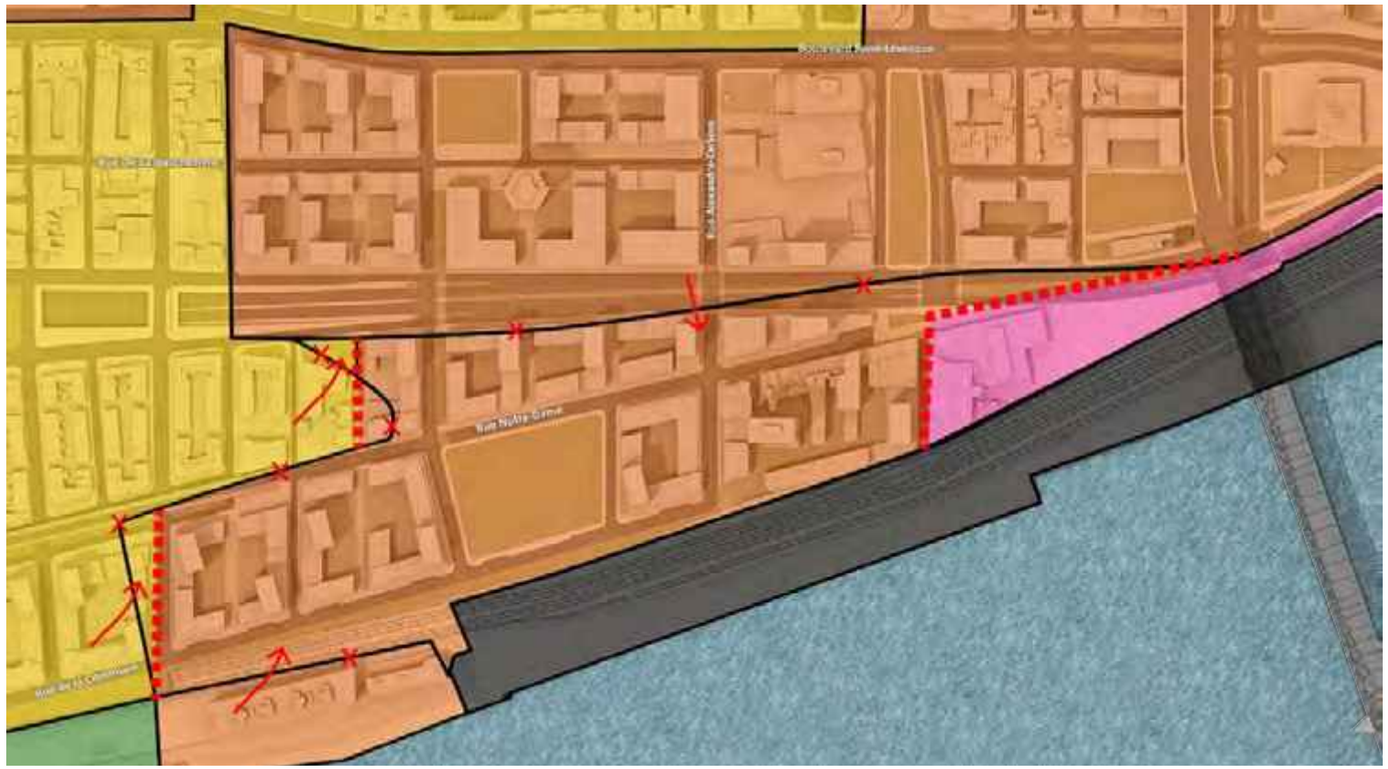
- la rue De La Gauchetière entre les rues de la Visitation et Alexandre-DeSève ;
- la rue Notre-Dame, entre les rues de la Visitation et Alexandre-DeSève.

Affectations

L'affectation du sol prévue au Plan d'urbanisme est revue autour de la rue Parthenais et au sud du site de Radio-Canada, tel qu'il est indiqué sur les illustrations 6.3 et 6.4 intitulées « Modification des affectations du Plan d'urbanisme ». Pour le pôle de création de la rue Parthenais, au nord de la rue Ontario, ce secteur devient un secteur d'activités diversifiées. Pour le secteur Molson, le secteur d'emploi devient un secteur mixte. La même modification est apportée pour l'emprise du boulevard Ville-Marie à l'est de l'avenue Papineau, incluant la station Craig.



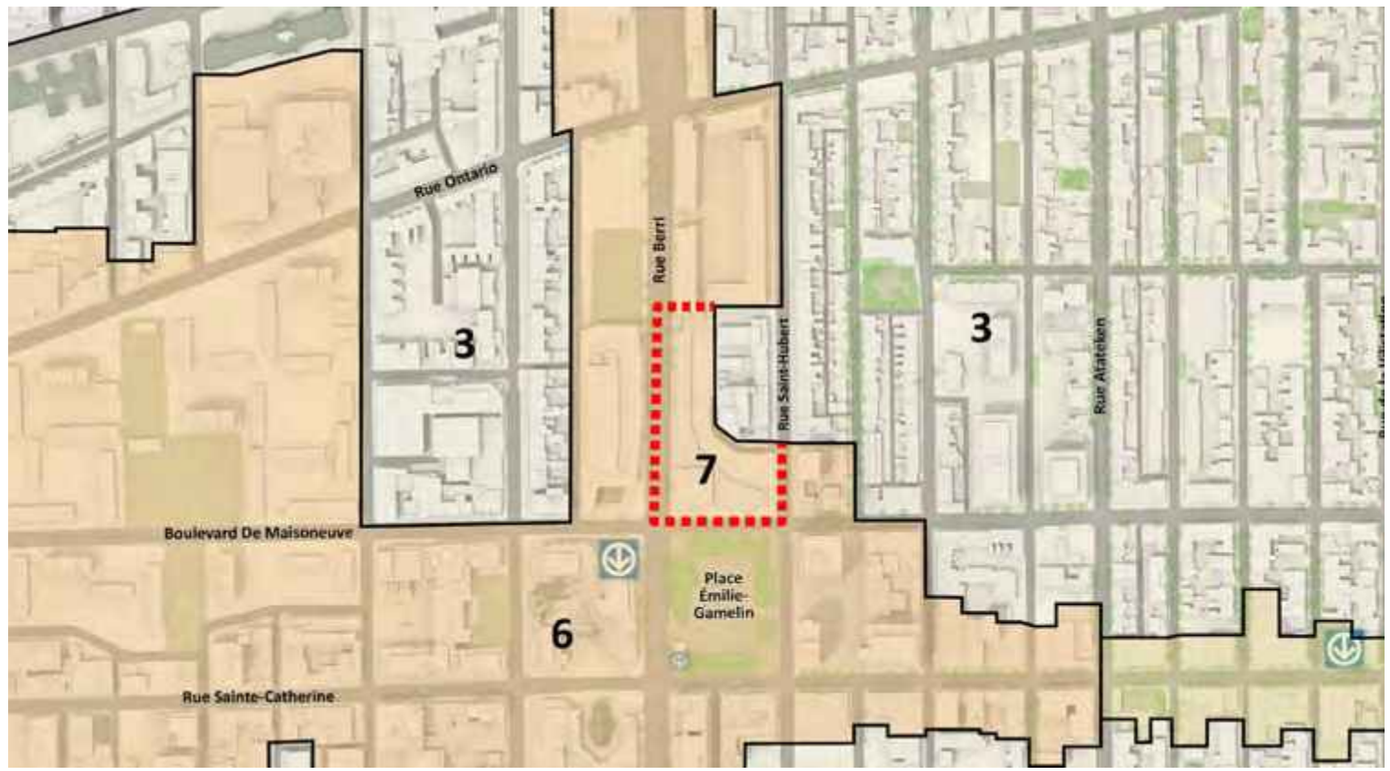
6.3 Modification des affectations du Plan d'urbanisme – secteur Parthenais



6.4 Modification des affectations du Plan d'urbanisme – secteur Molson

Densités

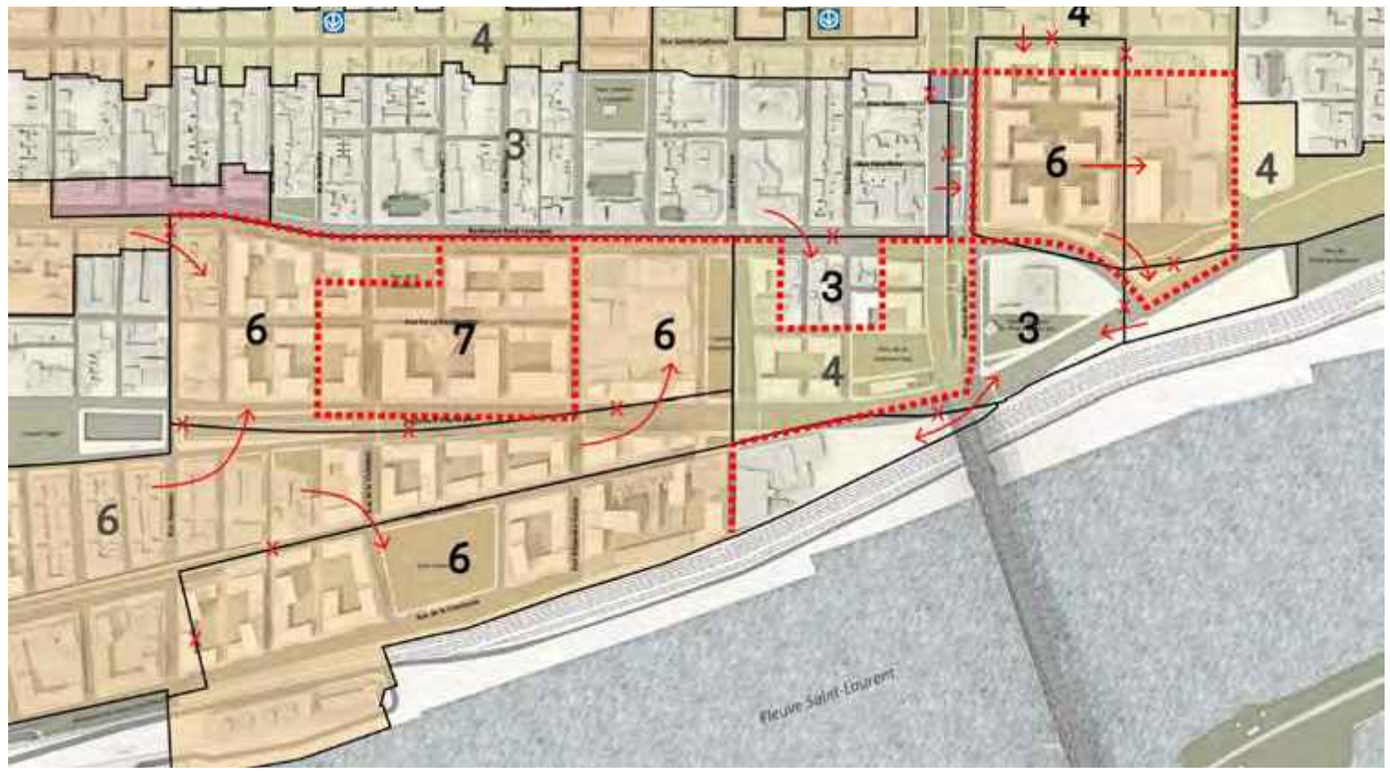
Les paramètres de densité actuels du plan d'urbanisme sont maintenus pour la partie habitée du territoire du PPU, à l'exception de la partie sud de l'îlot Voyageur, sur laquelle ces paramètres sont rehaussés d'un point tel qu'il est illustré sur la carte 6.5 intitulée « Modification des densités de l'îlot Voyageur » et du secteur situé au sud-est de l'intersection de la rue Ontario et de l'avenue De Lorimier sur lequel ils sont légèrement abaissés, tel qu'il est indiqué sur l'illustration 6.6 intitulée « Modification des densités dans la partie habitée ». Par contre, le secteur en requalification fait l'objet de plusieurs modifications, qui sont indiquées sur l'illustration 6.7 intitulée « Modification des densités dans le secteur en requalification ».



6.5 Modification des densités (COS) de l'îlot Voyageur



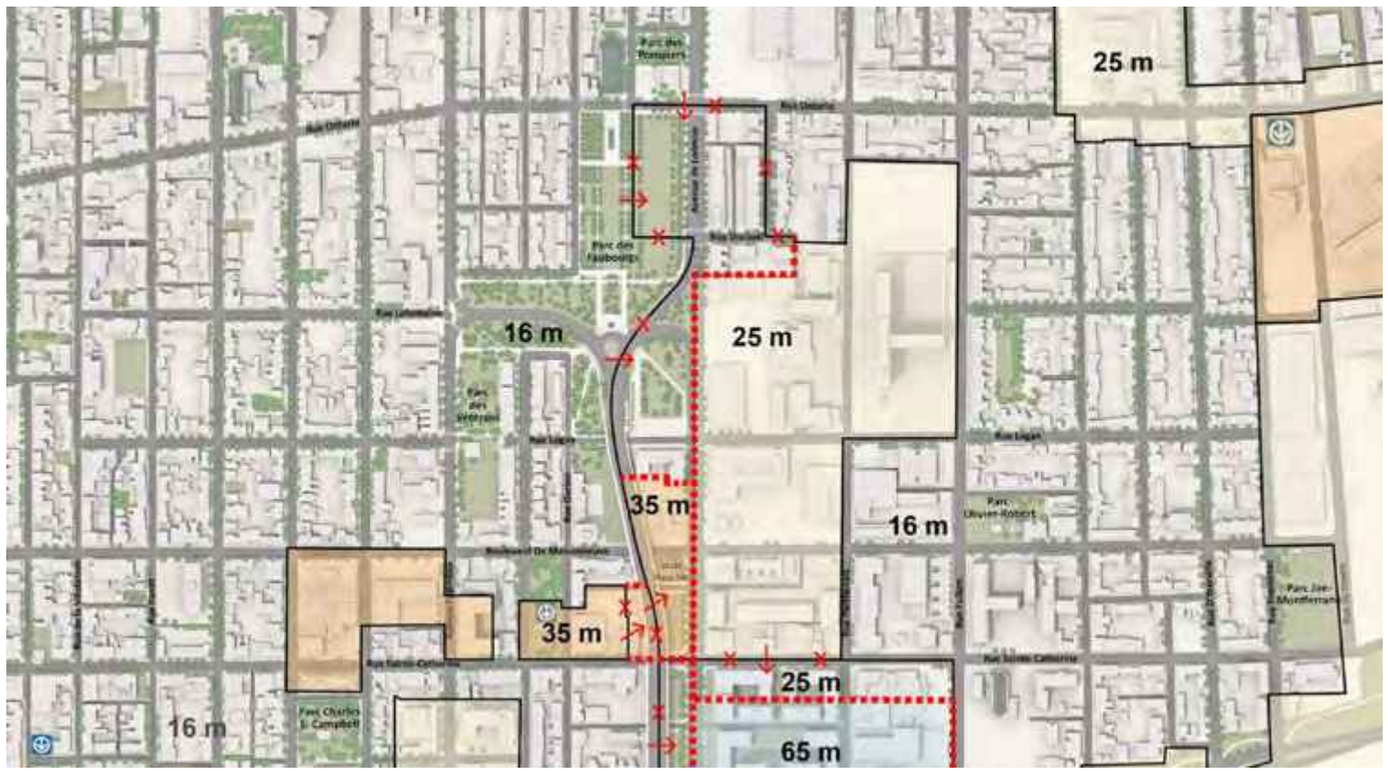
6.6 Modification des densités (COS) dans la partie habitée



6.7 Modification des densités (COS) dans le secteur en requalification

Hauteurs

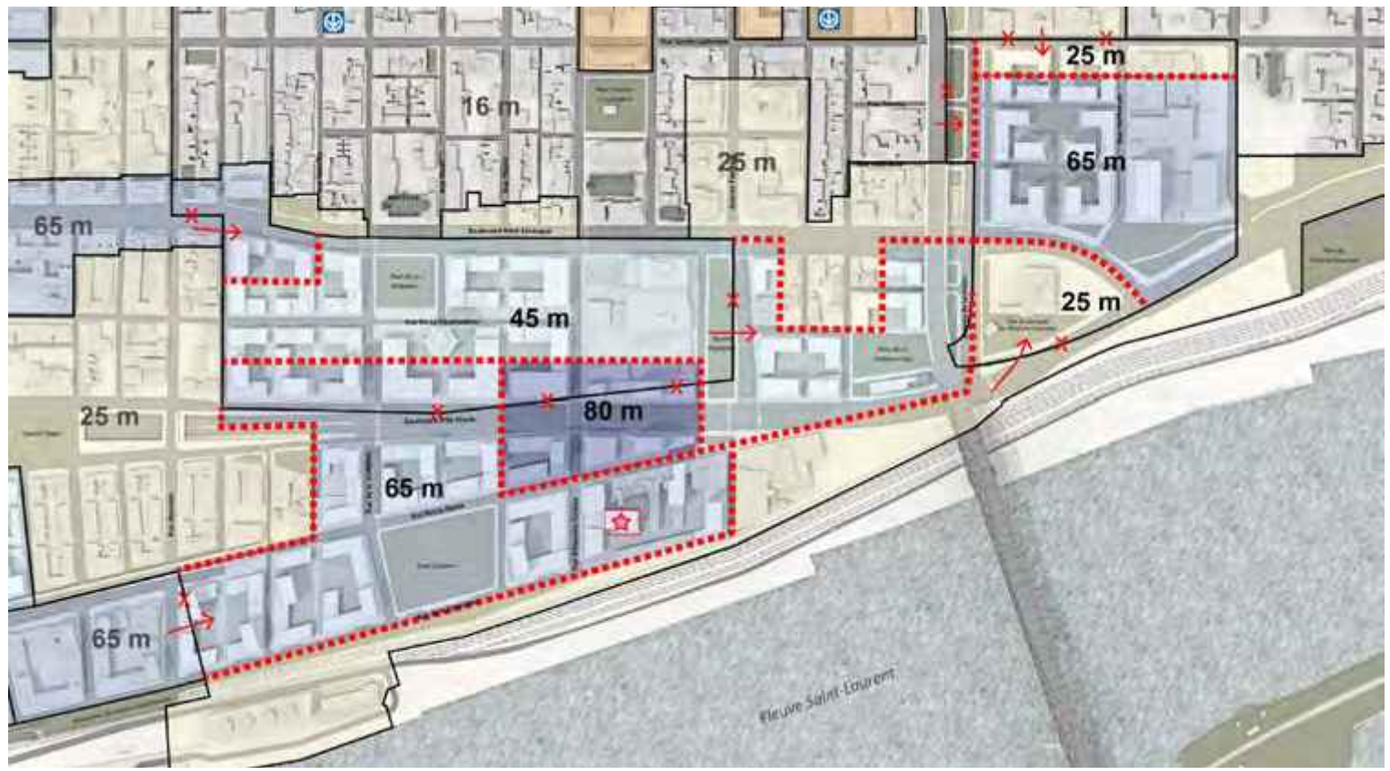
Pour la partie habitée du territoire du PPU, les paramètres de hauteur actuels du Plan d'urbanisme sont maintenus, à l'exception de ceux du secteur aux abords de l'avenue De Lorimier, tel qu'il est indiqué sur l'illustration 6.8 intitulée « Modification des hauteurs dans la partie habitée ». Au sud-est de l'intersection de la rue Ontario et de l'avenue De Lorimier ainsi qu'au sud-ouest de l'intersection de la rue Logan et de l'avenue De Lorimier, la hauteur maximale est abaissée de 25 m à 16 m. De même, la hauteur maximale en bordure sud de la rue Sainte-Catherine, entre l'avenue De Lorimier et la rue Fullum est abaissée de 45 m à 25 m. La hauteur maximale dans le secteur situé au nord-est de l'intersection de l'avenue De Lorimier et du boulevard de Maisonneuve passe de 25 m à 35 m.



6.8 Modification des plafonds de hauteurs dans la partie habitée

Le secteur en requalification fait l'objet de plusieurs modifications, qui sont indiquées sur l'illustration 6.9 intitulée « Modification des hauteurs dans le secteur en requalification ». La hauteur maximale dans le secteur situé entre l'avenue De Lorimier et la rue Fullum, au nord du boulevard René-Lévesque, passe de 45 m à 65 m ; celle du secteur situé au sud de la rue Notre-Dame occupé actuellement par le site Molson, passe de 25 m à 65 m. De part et d'autre du boulevard Ville-Marie, à l'ouest de l'avenue Papineau, la hauteur maximale passe de 25 m (au sud) et 45 m (au nord) à respectivement 65 m et 80 m. À l'est de l'avenue Papineau, la hauteur maximale est augmentée de 25 m à 45 m, sauf pour les abords de la rue Dorion et de la rue Cartier. La hauteur sur le site de la prison Pied-du-Courant est abaissée de 45 m à 25 m. Enfin, en bordure du boulevard René-Lévesque, du côté sud entre la rue Wolfe et la rue Beaudry et du côté nord entre la rue Atateken et la rue Montcalm, la hauteur maximale des têtes d'îlot passe de 45 m à 65 m.

De plus, la carte des limites de hauteur intègre l'outil de la hauteur conditionnelle, appliqué au site de l'îlot des Voltigeurs. Cette hauteur conditionnelle maximale de 100 m pourra être autorisée de la façon prévue ci-dessous.



6.9 Modification des plafonds de hauteurs dans le secteur en requalification

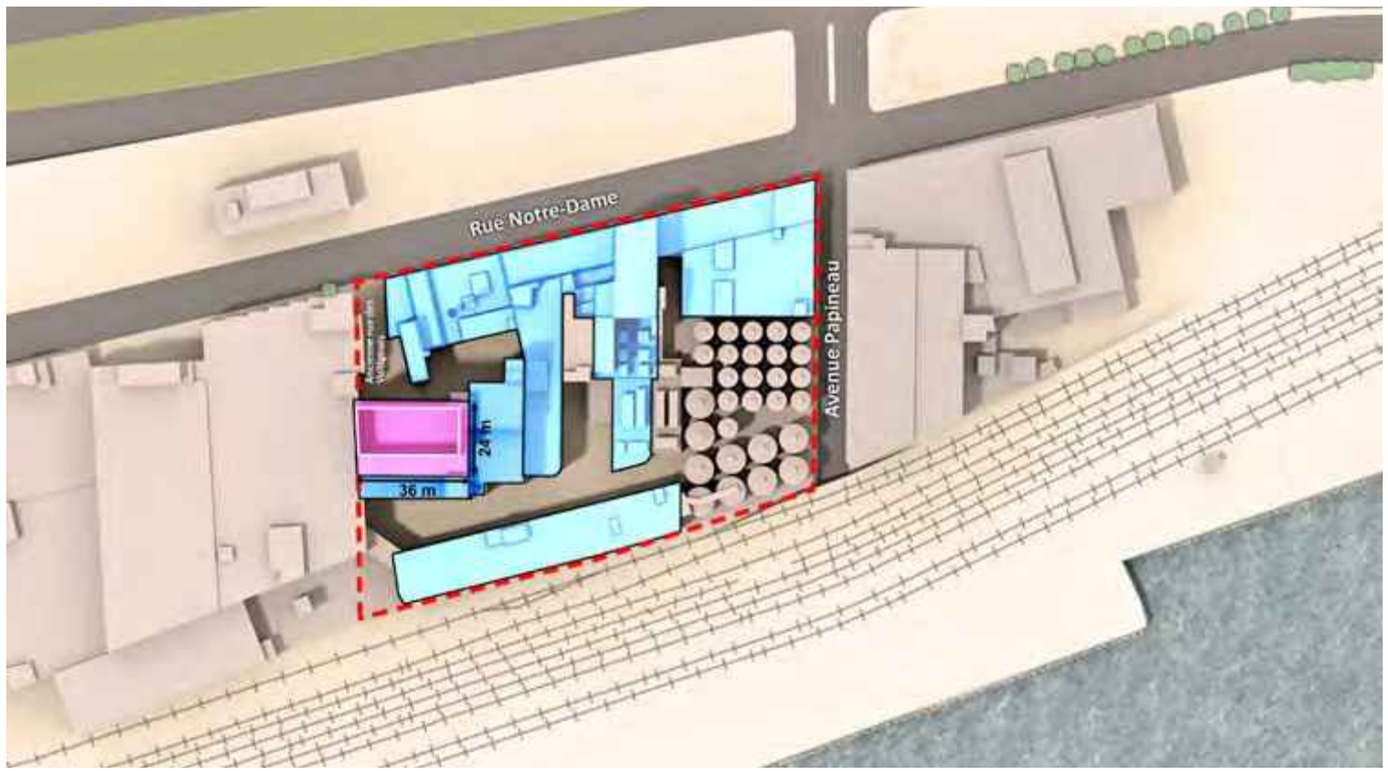
Plafond de hauteur du PU

- 16 m
- 25 m
- 35 m
- 45 m
- 65 m
- 80 m
- Nouvelle limite de secteur
- Hauteur conditionnelle de 100 m, selon les paramètres de la section 4.4 du PPU des Faubourgs

À noter qu'il faut compter 3 m par étage pour le résidentiel et 4 m par étage pour le commercial

Ville-Marie Montréal

Dans le cadre d'une procédure d'autorisation réglementaire de projet particulier (PPCM0I), la superficie de plancher du bâti d'intérêt identifié sur l'illustration 6.10 intitulée « Composantes visées pour la hauteur conditionnelle de l'îlot des Voltigeurs » qui sera conservée et intégrée à la mise en valeur du site pourra être reconnue dans le calcul de la hauteur d'un bâtiment sur l'emplacement identifié « Emplacement pouvant faire l'objet d'une hauteur conditionnelle d'au plus 100 m » sur cette même illustration. Cette hauteur conditionnelle est calculée selon un ratio maximal de 2 pour 1, c'est-à-dire que pour deux mètres carrés de superficie de plancher conservée et intégrée au projet, il est possible d'ajouter un mètre carré de superficie de plancher au-dessus de la hauteur maximale prescrite par le Plan d'urbanisme et ce, jusqu'à concurrence d'une hauteur de 100 m.



6.10 Composantes visées pour la hauteur conditionnelle de l'îlot des Voltigeurs

Composantes visées pour la hauteur conditionnelle de l'îlot des Voltigeurs

Bâti d'intérêt pouvant être pris en compte dans le calcul de la hauteur conditionnelle

Emplacement pouvant faire l'objet d'une hauteur conditionnelle d'au plus 100 m

Ville-Marie Montréal

En plus des critères prévus dans le règlement sur les PPCMOI, un projet pour lequel une hauteur conditionnelle est autorisée doit respecter les orientations suivantes :

- favoriser la conservation du bâti existant situé à l'emplacement pouvant faire l'objet d'une hauteur conditionnelle ainsi que son intégration à la nouvelle construction ;
- favoriser la conservation d'une silhouette bâtie composée d'une cascade graduelle de volumes répartis autour d'un point culminant central ;
- privilégier une architecture pouvant constituer un point de repère exemplaire dans le paysage du front fluvial pour une construction sur l'emplacement identifié « Emplacement pouvant faire l'objet d'une hauteur conditionnelle d'au plus 100 m » ;
- assurer une prédominance de revêtement de matériaux de brique d'argile rouge ;
- tendre à ce que les bâtiments respectent un taux d'implantation maximal de 65 % ;
- tendre à préserver et aménager la configuration en U des cours intérieures qui provient du lotissement initial, soit l'axe de la porte cochère, l'axe de l'ancienne terrasse Molson et l'axe de l'ancienne rue des Voltigeurs ;
- favoriser des usages au rez-de-chaussée assurant l'animation des cours intérieures ;
- favoriser le maintien d'activités brassicoles sur le site, de préférence dans un bâtiment existant ;
- tendre à offrir des connexions entre le réseau de cours intérieures et le parcours riverain projeté.

Vues protégées
Les vues axiales ainsi que les vues d'intérêt illustrées aux cartes 4.23 et 4.24 sont ajoutées aux vues protégées du document complémentaire du Plan d'urbanisme.

Modifications à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie :

Concordance avec le Plan d'urbanisme (hauteur, densité, usages, etc.)
À la suite de la modification des paramètres de hauteur, de densité et d'affectation du plan d'urbanisme, un règlement de concordance sera adopté afin de refléter ces modifications dans la réglementation d'urbanisme. Ainsi, les normes de hauteur et de densité prévues dans la réglementation d'urbanisme devront être conformes aux nouveaux paramètres du plan d'urbanisme, et tout projet devra s'y conformer. De la même manière, les dispositions liées aux usages devront être revues afin de modifier celles-ci de manière que l'habitation soit autorisée.

Contraintes anthropiques et qualité du domaine public
La réglementation d'urbanisme doit comprendre des normes ou des critères visant à minimiser les impacts des contraintes anthropiques sur les usages sensibles tels que les nuisances liées au bruit ou aux vibrations engendrées par les axes de transport et visant également à minimiser les impacts des constructions en hauteur sur l'ensoleillement et les conditions éoliennes du domaine public.

Animation d'une rue commerciale
La réglementation d'urbanisme doit prévoir qu'un local commercial situé au rez-de-chaussée ou à un niveau inférieur à celui-ci doit offrir une entrée principale directement accessible depuis la rue.

Verdissement, gestion de l'eau de pluie et efficacité énergétique
La réglementation d'urbanisme doit inclure des normes visant le verdissement et le revêtement perméable des cours. De plus, elle doit exiger une épaisseur de terreau de 50 centimètres pour la croissance de végétaux dans les cas où une telle cour est aménagée sur dalle (au-dessus d'un stationnement souterrain, par exemple). Elle doit également prévoir des normes relatives à la végétalisation des toits des basilaires.

La réglementation d'urbanisme doit par ailleurs prévoir des critères favorisant l'efficacité énergétique des nouveaux bâtiments pour ce qui est des ouvertures (localisation, proportion, protection du soleil) et du revêtement de façade.

Maintien du parc de logements
Les modifications suivantes doivent être apportées à la réglementation d'urbanisme afin de favoriser le maintien et le développement du parc de logements notamment abordables :
- introduction, dans le règlement d'urbanisme, d'une disposition régissant ou restreignant la division ou la subdivision de logements permettant ainsi le maintien d'un parc de logements de grande superficie ;
- dans l'évaluation d'une demande d'usage conditionnel relative à l'autorisation d'un nombre de logements supérieur au nombre prescrit par le règlement d'urbanisme, ajout de critères visant à favoriser l'offre en matière de logement abordable, social ou familial ;
- dans le règlement sur les PPCMOI, ajout de critères favorisant un développement résidentiel diversifié.

Encadrement d'un bâtiment d'une hauteur supérieure à 30 m situé à l'est de la rue Atateken
La réglementation d'urbanisme doit prévoir que, pour tout bâtiment situé dans le territoire du PPU à l'est de la rue Atateken et comportant des étages situés à une hauteur supérieure à 30 m, la superficie brute d'un étage doit être égale ou inférieure aux limites suivantes :
- 650 m^2 pour un bâtiment situé au sud de la rue Notre-Dame ;
- 750 m^2 pour un bâtiment situé au nord de la rue Notre-Dame.

Un projet peut déroger à ces limites de superficie dans l'un des cas suivants :
- pour un étage comportant un usage commercial, industriel ou institutionnel autorisé dans le cadre de l'adoption d'un règlement en vertu du paragraphe 1° ou 3° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) ou autorisé dans le cadre d'un PPCMOI ;
- dans le cadre de l'adoption d'un règlement en vertu du paragraphe 4° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) ;
- pour une construction bénéficiant d'une hauteur conditionnelle sur l'îlot des Voltigeurs.

Unités de paysage
Le règlement d'urbanisme doit intégrer de nouvelles unités de paysage et de nouveaux critères spécifiques pour celles-ci ainsi que pour celles qui existent déjà afin d'assurer la protection et la mise en valeur des qualités patrimoniales présentes dans le territoire des Faubourgs et l'intégration architecturale des nouvelles constructions.

Balises qualitatives d'aménagement dans le traitement des demandes de permis de construction sur le territoire du PPU des Faubourgs
La réglementation d'urbanisme doit prévoir qu'une demande de permis de construction d'un bâtiment doit faire l'objet de l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale afin d'assurer que le nouveau développement soit en continuité avec le secteur adjacent, qu'il présente une grande perméabilité et que les déplacements piétons soient favorisés, notamment en considération des critères suivants :
- favoriser une intégration urbaine et architecturale en continuité avec les caractéristiques significatives du contexte du secteur des Faubourgs ;
- privilégier un traitement de l'enveloppe d'un bâtiment qui présente une composition architecturale distincte par rapport à celle d'un bâtiment voisin ;
- privilégier un traitement de façade permettant d'exprimer la hiérarchie de la trame urbaine du quartier, en considération des voies publiques principales suivantes :
  - → la rue Sainte-Catherine ;
  - → le boulevard René-Lévesque incluant le pourtour du parc compris entre les rues de la Visitation et Panet ;
  - → le boulevard Ville-Marie ;
  - → la rue de la Commune incluant les abords du parc compris entre les rues de la Visitation et Plessis ;
  - → l'avenue De Lorimier.
- tendre à respecter une hauteur minimale de 1,2 m pour le positionnement d'une fenêtre de logement située en bordure d'un trottoir, afin d'éviter les logements en demi sous-sol dont les seules ouvertures donnent directement sur le trottoir ;
- privilégier un accès individuel pour les logements situés au rez-de-chaussée, en bordure d'une rue ou d'un passage public.

Balises qualitatives d'aménagement dans le traitement des demandes de permis de construction d'un bâtiment d'une hauteur supérieure à 30 m situé à l'est de la rue Atateken

La réglementation d'urbanisme doit prévoir qu'une demande de permis de construction relative à un tel bâtiment doit faire l'objet de l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale afin d'assurer une continuité et une insertion harmonieuse avec le Vieux-Montréal, Faubourg Québec et l'îlot patrimonial de Molson et, aussi, de préserver la relation visuelle avec le fleuve, notamment en considération des critères de surhauteur prévus par le règlement d'urbanisme ainsi que des critères spécifiques suivants :

- favoriser des ouvertures verticales représentant une proportion d'un maximum de 50 % de la superficie de la façade ;
- favoriser une implantation des volumes bâtis permettant un dégagement visuel en direction du fleuve ;
- favoriser un traitement architectural distinctif des deux derniers étages du bâtiment afin de marquer le couronnement.

Balises qualitatives d'aménagement dans le traitement des demandes de permis de construction sur le site de l'îlot des Voltigeurs

La réglementation d'urbanisme doit prévoir qu'une demande de permis de construction d'un bâtiment sur le site de l'îlot des Voltigeurs identifié sur l'illustration 4.3 intitulée « L'îlot des Voltigeurs, noyau historique du site de la brasserie Molson », doit faire l'objet de l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale afin de mettre en valeur le patrimoine industriel existant, notamment en considération des critères suivants :

- favoriser la conservation d'une silhouette bâtie composée d'une cascade graduelle de volumes répartis autour d'un point culminant central ;
- privilégier une architecture pouvant constituer un point de repère exemplaire dans le paysage du front fluvial pour une construction sur l'emplacement identifié « Emplacement pouvant faire l'objet d'une hauteur conditionnelle d'au plus 100 m » ;
- assurer une prédominance de revêtement de matériaux de brique d'argile rouge ;
- tendre à ce que les bâtiments respectent un taux d'implantation maximal de 65 % ;
- tendre à préserver et aménager la configuration en U des cours intérieures qui provient du lotissement initial, soit l'axe de la porte cochère, l'axe de l'ancienne terrasse Molson et l'axe de l'ancienne rue des Voltigeurs ;
- favoriser des usages au rez-de-chaussée assurant l'animation des cours intérieures ;
- tendre à offrir des connexions entre le réseau de cours intérieures et le parcours riverain projeté.

6.5 Gouvernance et concertation

Suivi de la mise en œuvre du PPU
Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du PPU devra être établi et mis en place dès l'adoption du PPU.

Tout d'abord, un comité de suivi sera formé. Les parties qui devront y être représentées sont minimalement : l'arrondissement de Ville-Marie, les services de la Ville de Montréal impliqués (notamment le service de l'urbanisme et de la mobilité et le service de l'eau), le milieu communautaire du secteur et les partenaires. Une présentation publique annuelle rendra compte des projets municipaux et des partenaires. De plus, le site internet de l'arrondissement devra régulièrement faire état de l'avancement des interventions.

Enfin, l'arrondissement participera et accordera un soutien financier au Comité d'accompagnement des grands projets.

Planification concertée de la rue Sainte-Catherine Est
L'arrondissement de Ville-Marie mettra en place une démarche de planification en concertation avec la Société de développement commercial et les autres parties prenantes liées au développement économique et culturel du secteur. Cette démarche aura entre autres pour objectifs d'identifier des aménagements pérennes à réaliser en lien avec un bilan de la piétonnisation, de consolider la vocation commerciale alliant destination et proximité, de confirmer la présence culturelle et artistique et d'assurer une bonne cohabitation entre les différentes personnes qui fréquentent l'artère. La démarche inclura une participation citoyenne.

Consolidation de l'îlot communautaire Alexandre-De Sève
L'arrondissement entamera une démarche auprès des propriétaires institutionnels de l'îlot (CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, Fabrique de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus) afin de définir un plan d'action visant à diminuer l'îlot de chaleur, consolider le pôle d'équipements collectifs, revoir l'organisation des circulations dans l'îlot, rénover les immeubles patrimoniaux et évaluer l'opportunité d'aménager une piscine extérieure.

Station Craig
La Ville mettra en place un comité de travail incluant des parties prenantes de la communauté. La démarche de concertation devra notamment mener à évaluer les possibilités de maintien in situ et de mise en valeur, et à définir un projet d'occupation.

Parcs et espaces publics
Les nouveaux parcs et espaces publics, de même que les parcs réaménagés, feront l'objet d'une démarche participative visant à définir la programmation.

La démarche participative prendra en compte l'implication préalable de la communauté sur ces sites, comme c'est le cas pour le parc de l'Espoir ou la friche du MTQ.

Sources des images

Conception du document
Division de l'urbanisme
Arrondissement de Ville-Marie

Conception graphique
Jolin Masson

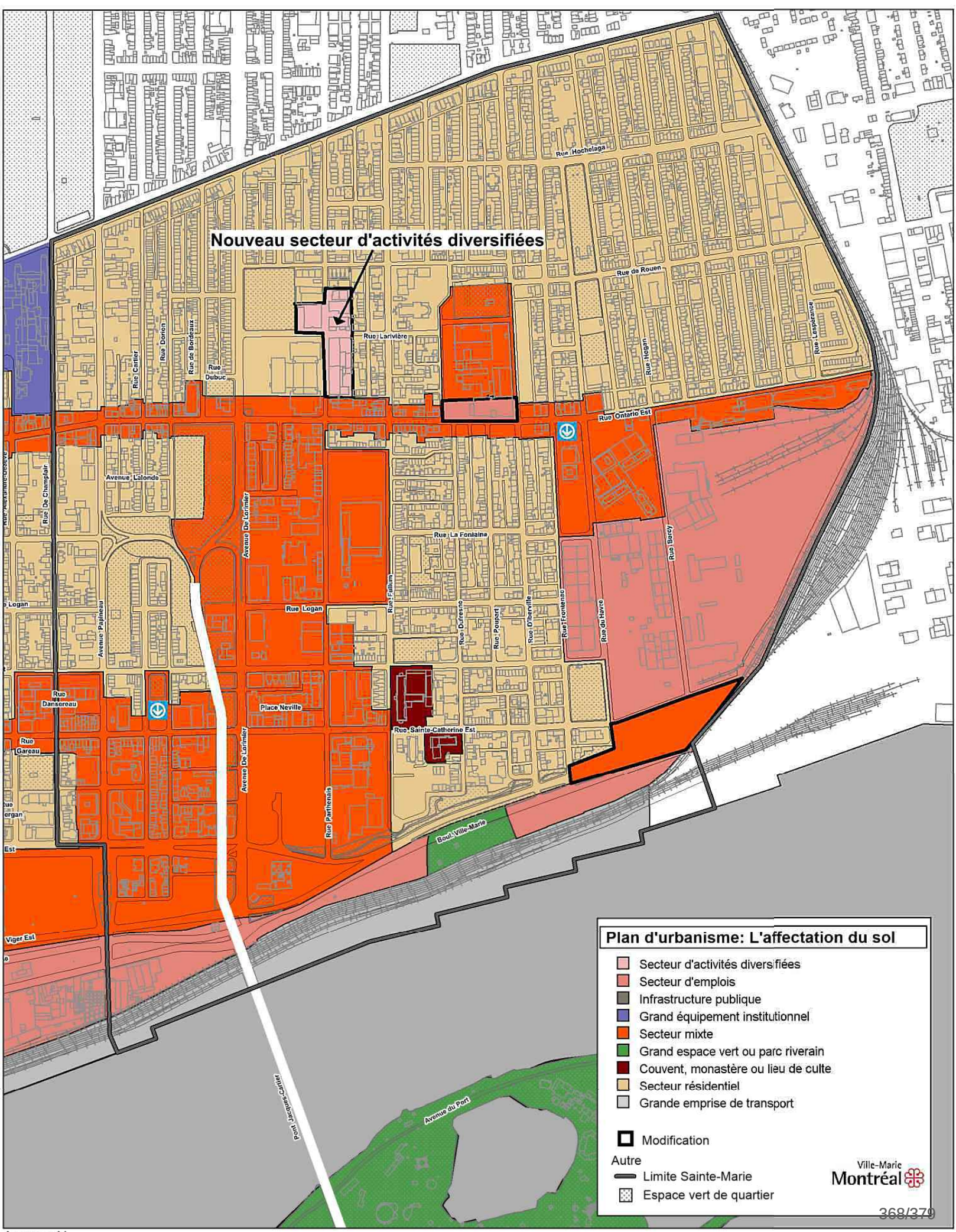
Février 2020

Sources des photographies et illustrations
L'ensemble des illustrations a été produit par la division d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie à l'exception des images suivantes :

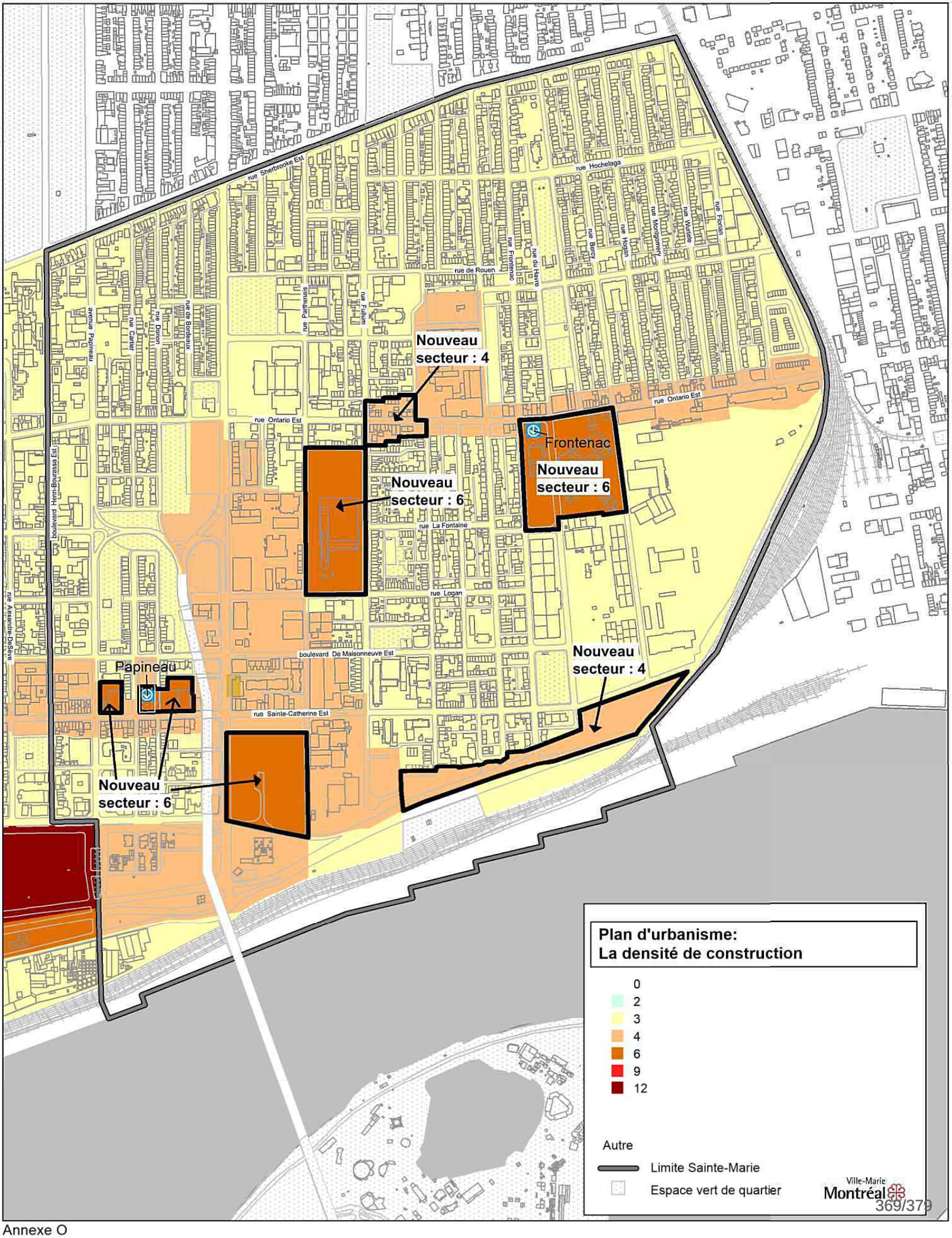
Antoine Amnotte-Dupuis,
p. 38 (gauche)
Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ),
p. 06, 12 (gauche),
15, 16, 46, 86, 87
Bibliothèques et Archives Canada,
p. 13, 50
Civiliti,
p. 47, 61, 63, 69
Graph Synergie,
p. 41, 52, 65, 136
Julien Perron,
p. 21
L'Enclume – Atelier de développement territorial,
p. 38 (droite), 76, 78
Musée des beaux-arts du Canada,
p. 12 (haut)
Musée Royal de l'Ontario,
p. 12 (bas)
Rayside Labossière,
p. 112
Sandra Bolduc,
p. 22, 98 (haut), 104
Ville de Montréal,
p. 14, 84, 109



Ville-Marie
Montréal


Nouveau secteur d'activités diversifiées
Rue Hochelaga
Rue de Rouen
Rue Larivière
Rue Dorion
Rue Carlier
Rue de Bordeaux
Rue Dubuc
Rue Hogan
Rue Lesperance
Rue Ontario Est
Avenue Lalonde
Rue De Champlain
Avenue De Lorimier
Rue La Fontaine
Rue Fullum
Rue Logan
Avenue Papineau
Rue Dufresne
Rue Pomport
Rue Ontario
Rue Frontenac
Rue du Havre
Rue Sicotte
Rue Dansereau
Place Neville
Rue Sainte-Catherine Est
Rue Gareau
Rue Parthenais
Boul. Ville-Marie
Viger Est
Pont Jacques-Cartier
Avenue du Port
Plan d'urbanisme: L'affectation du sol
Secteur d'activités diversifiées
Secteur d'emplois
Infrastructure publique
Grand équipement institutionnel
Secteur mixte
Grand espace vert ou parc riverain
Couvent, monastère ou lieu de culte
Secteur résidentiel
Grande emprise de transport
Modification
Autre
Limite Sainte-Marie
Espace vert de quartier
Ville-Marie
Montréal

Annexe N


Nouveau secteur : 4
Nouveau secteur : 6
Frontenac
Nouveau secteur : 6
Papineau
Nouveau secteur : 6
Nouveau secteur : 4
rue Sherbrooke Est
rue Hochelaga
rue de Rouen
rue Ontario Est
rue La Fontaine
rue Logan
boulevard De Maisonneuve Est
rue Sainte-Catherine Est
boulevard Henri-Bourassa Est
rue Alexandre-DeSève
avenue Papineau
rue Cartier
rue Dickson
rue de Bordeaux
rue Parthenais
rue Fullum
rue Frontenac
rue du Havre
rue Berri
rue Hogan
rue Montgomery
rue Viau
rue Florian
Plan d'urbanisme:
La densité de construction
0
2
3
4
6
9
12
Autre
Limite Sainte-Marie
Espace vert de quartier
Ville-Marie
Montréal

Annexe O

VILLE DE MONTRÉAL
RÉSOLUTION DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion et adopté un projet de règlement enclenchant le processus de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), notamment en ce qui concerne les hauteurs et les densités maximales permises dans un secteur de l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion en vue d'adopter un règlement de contrôle intérimaire limitant la hauteur et la densité des nouvelles constructions et des agrandissements de bâtiments;

ATTENDU QUE la réalisation d'un projet de construction conforme au règlement d'urbanisme en vigueur risque de compromettre les nouvelles dispositions de hauteur et de densité du plan d'urbanisme;

ATTENDU QUE jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur pour la période nécessaire à ce que la réglementation d'urbanisme appropriée de l'arrondissement reflète les modifications proposées au plan d'urbanisme, une résolution de contrôle intérimaire peut être adoptée afin de restreindre temporairement les dispositions relatives aux nouvelles constructions et aux agrandissements de bâtiments visés par la présente résolution.

VU les articles 109 à 109.5, 110.4, 111, 112 et 112.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

VU les articles 88 et 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Il est proposé par :

Appuyé par :

Et résolu :

1. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire, dans les secteurs identifiés sur les cartes jointes en annexe A et B à la présente résolution, toute nouvelle construction et tout agrandissement d'un bâtiment;

2. de permettre, malgré ce qui précède, toute construction et tout agrandissement d'un bâtiment :

1° dont la hauteur n'excède pas celle indiquée sur les cartes intitulées « Plan des hauteurs – partie 1 » et « Plan des hauteurs – partie 2 », jointes en annexe A à la présente résolution; et

2° dont la densité n'excède pas celle indiquée sur la carte intitulée « Plan des densités » jointe en annexe B à la présente résolution.

3. de prévoir qu'un permis ou un certificat d'autorisation visant toute construction ou agrandissement d'un bâtiment dans les secteurs identifiés sur les cartes jointes en annexe A et B à la présente résolution ne peut être délivré qu'en conformité aux exigences de celle-ci.

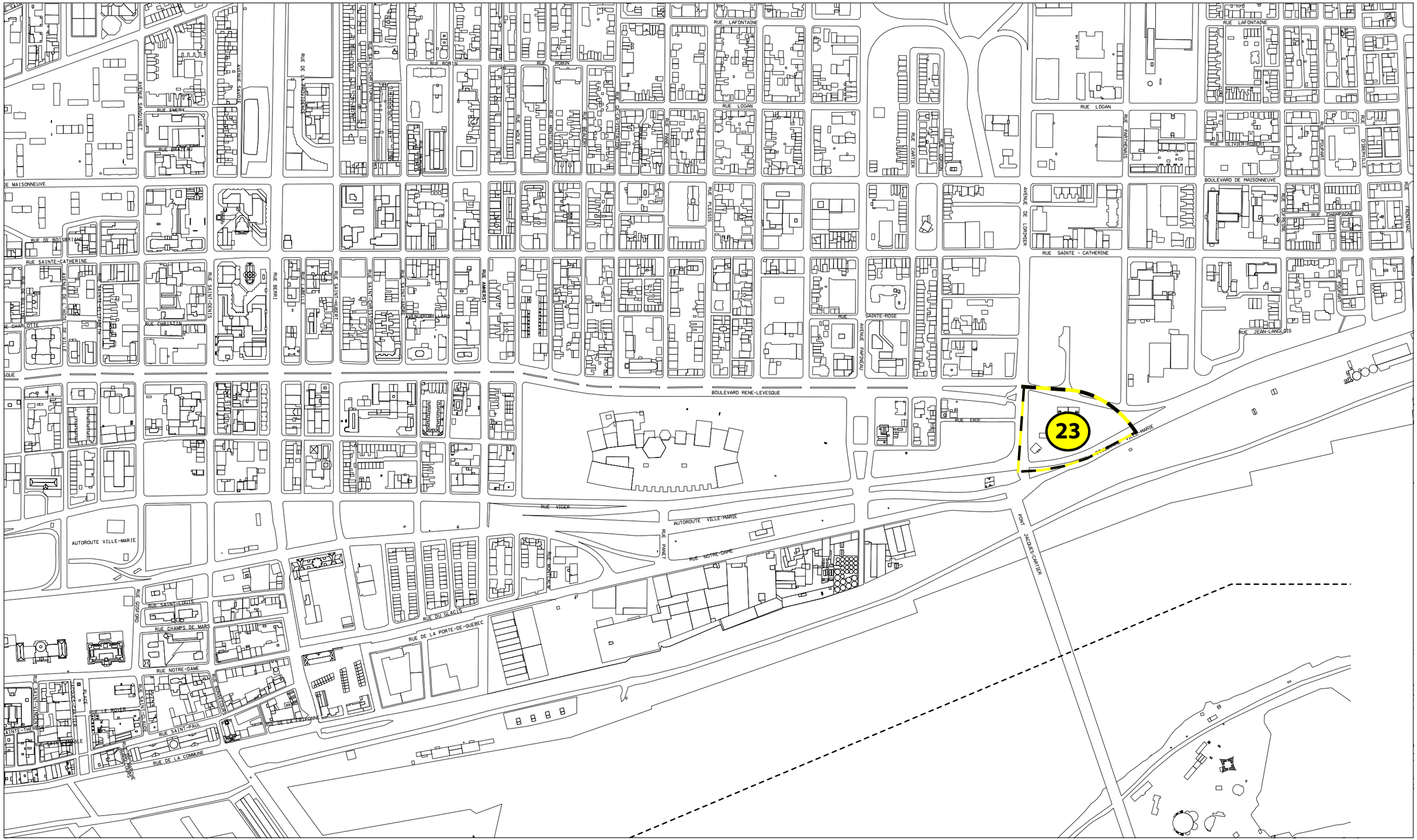
4. de prévoir que la présente résolution s'applique uniquement aux nouvelles constructions et aux agrandissements de bâtiments permis en vertu d'un règlement, d'une résolution ou de toute autre autorisation relevant du conseil d'arrondissement.

ANNEXE A
CARTES INTITULÉES « PLAN DES HAUTEURS – PARTIE 1 » ET « PLAN DES HAUTEURS – PARTIE 2 »

ANNEXE B
CARTE INTITULÉE « PLAN DES DENSITÉS »

GDD : 1200867001

XX-XXX/2

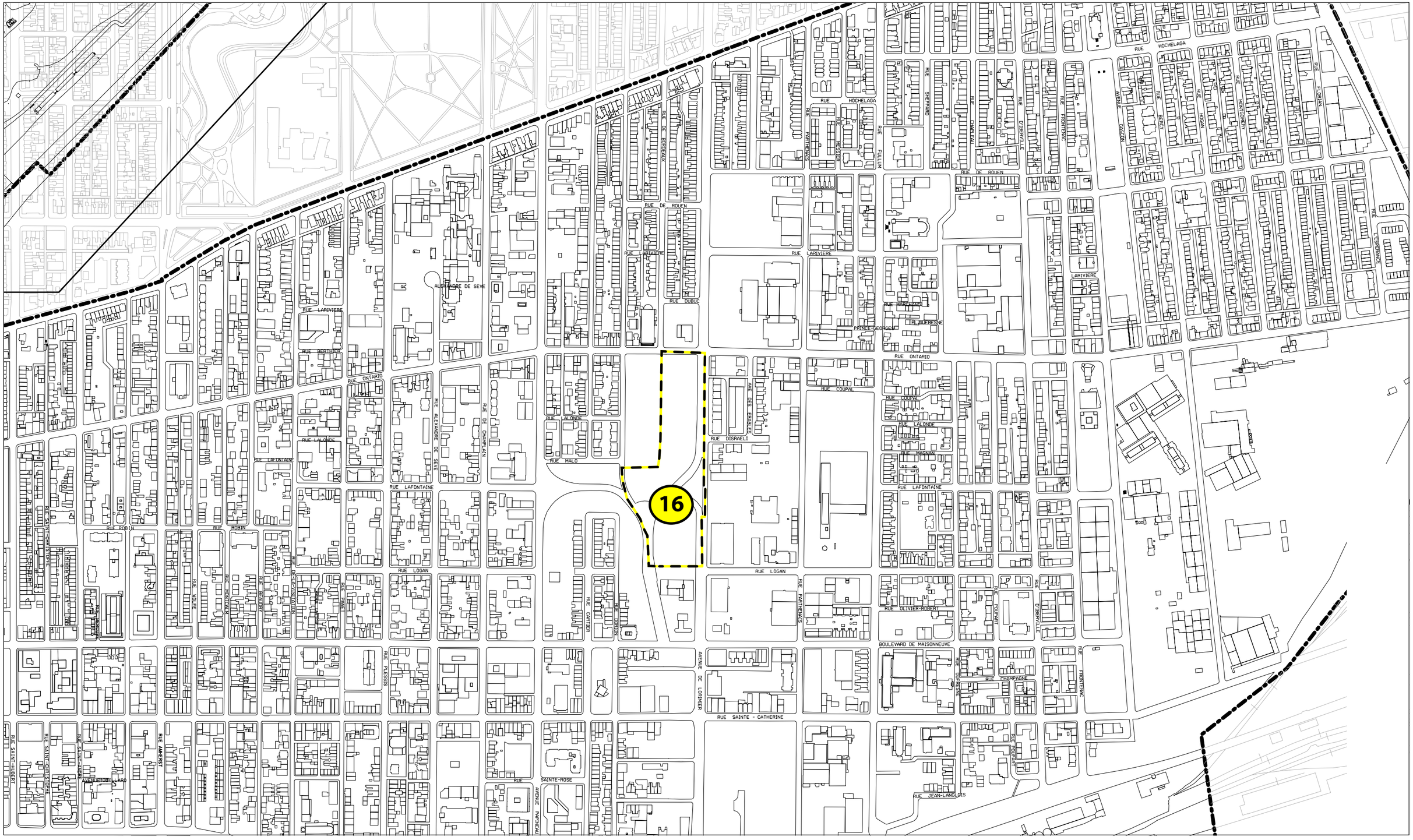


Annexe A - Plan des hauteurs – partie 1

Limite du secteur visé

X Hauteur maximale en mètres

Ville-Marie Montréal



Annexe A - Plan des hauteurs – partie 2

Limite du secteur visé

X Hauteur maximale en mètres

Ville-Marie Montréal

Annexe B - Plan des densités

Limite du secteur visé

X Coefficient d'occupation du sol maximal

Ville-Marie Montréal

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE LIMITANT LES HAUTEURS ET LES DENSITÉS DANS L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion et adopté un projet de règlement enclenchant le processus de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) en ce qui concerne les hauteurs et les densités maximales permises dans un secteur de l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE la réalisation d'un projet de construction conforme au règlement d'urbanisme en vigueur risque de compromettre les nouvelles dispositions de hauteur et de densité du plan d'urbanisme;

ATTENDU QUE jusqu'à ce que la réglementation d'urbanisme applicable soit modifiée afin de refléter les modifications proposées au plan d'urbanisme, un règlement de contrôle intérimaire peut être adopté afin de restreindre temporairement les dispositions relatives aux nouvelles constructions et aux agrandissements de bâtiments visés par le présent règlement;

VU les articles 109 à 109.5, 110.4 et 111 à 112.8 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

VU les articles 88 et 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le présent règlement s'applique aux nouvelles constructions et aux agrandissements de bâtiments permis en vertu d'un règlement, d'une résolution ou de toute autre autorisation relevant du conseil d'arrondissement.

2. Un permis ou un certificat d'autorisation visant toute construction ou agrandissement d'un bâtiment dans les secteurs identifiés sur les cartes jointes en annexe A et B au présent règlement ne peut être délivré qu'en conformité aux exigences de celui-ci.

3. Malgré la réglementation applicable, les nouvelles constructions et les agrandissements de bâtiments dans les secteurs identifiés sur les cartes jointes en annexe A et B au présent règlement doivent être conformes à celui-ci.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

4. La hauteur d'un bâtiment faisant l'objet d'un projet de construction ou d'agrandissement doit être conforme à celle indiquée sur les cartes intitulées « Plan des hauteurs – partie 1 » et « Plan des hauteurs – partie 2 », jointes en annexe A au présent règlement.

5. La densité d'un bâtiment faisant l'objet d'un projet de construction ou d'agrandissement doit être conforme à celle indiquée sur la carte intitulée « Plan des densités » jointe en annexe B au présent règlement.

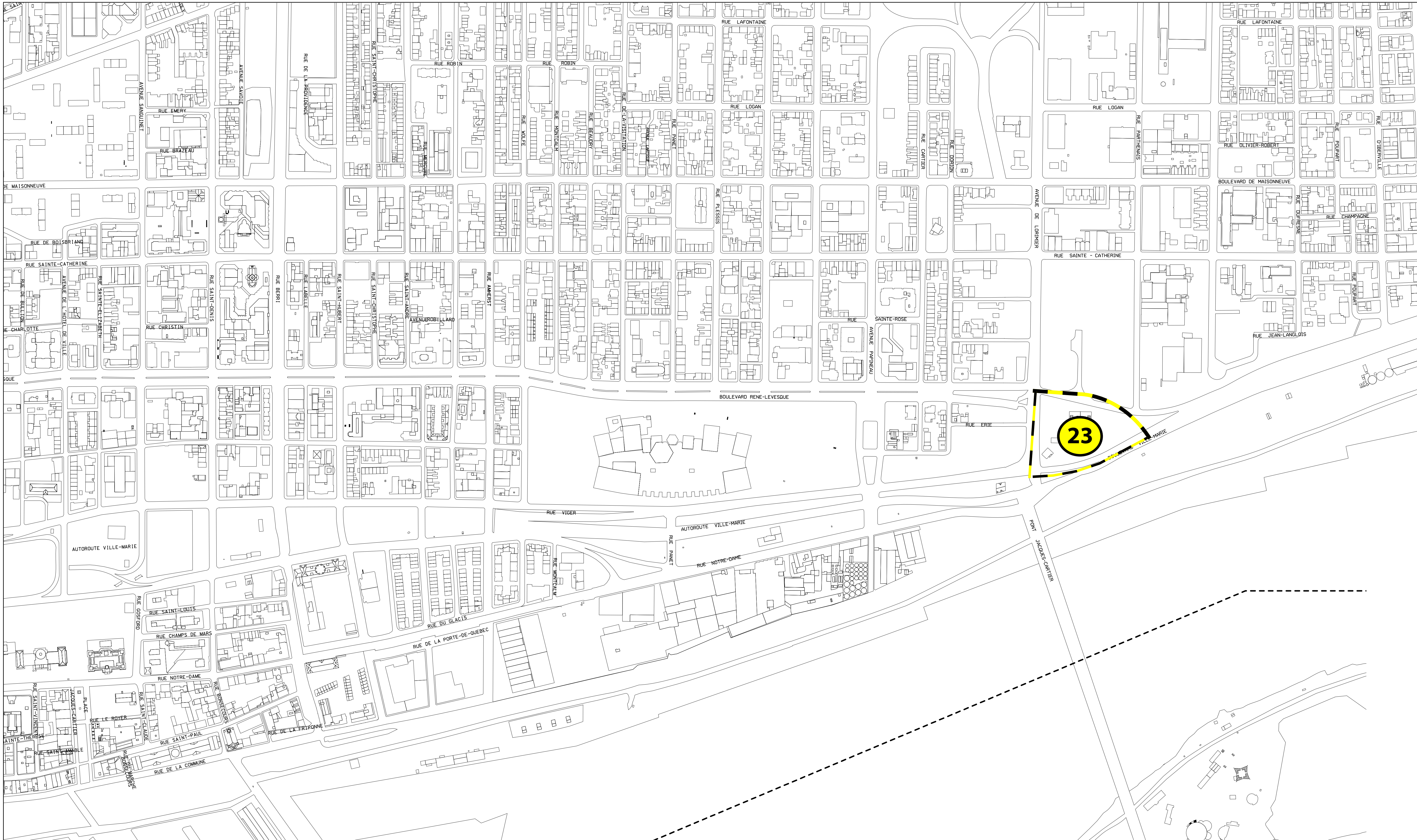
ANNEXE A
CARTES INTITULÉES « PLAN DES HAUTEURS – PARTIE 1 » ET « PLAN DES HAUTEURS – PARTIE 2 »

ANNEXE B
CARTE INTITULÉE « PLAN DES DENSITÉS »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1200867001

XX-XXX/2

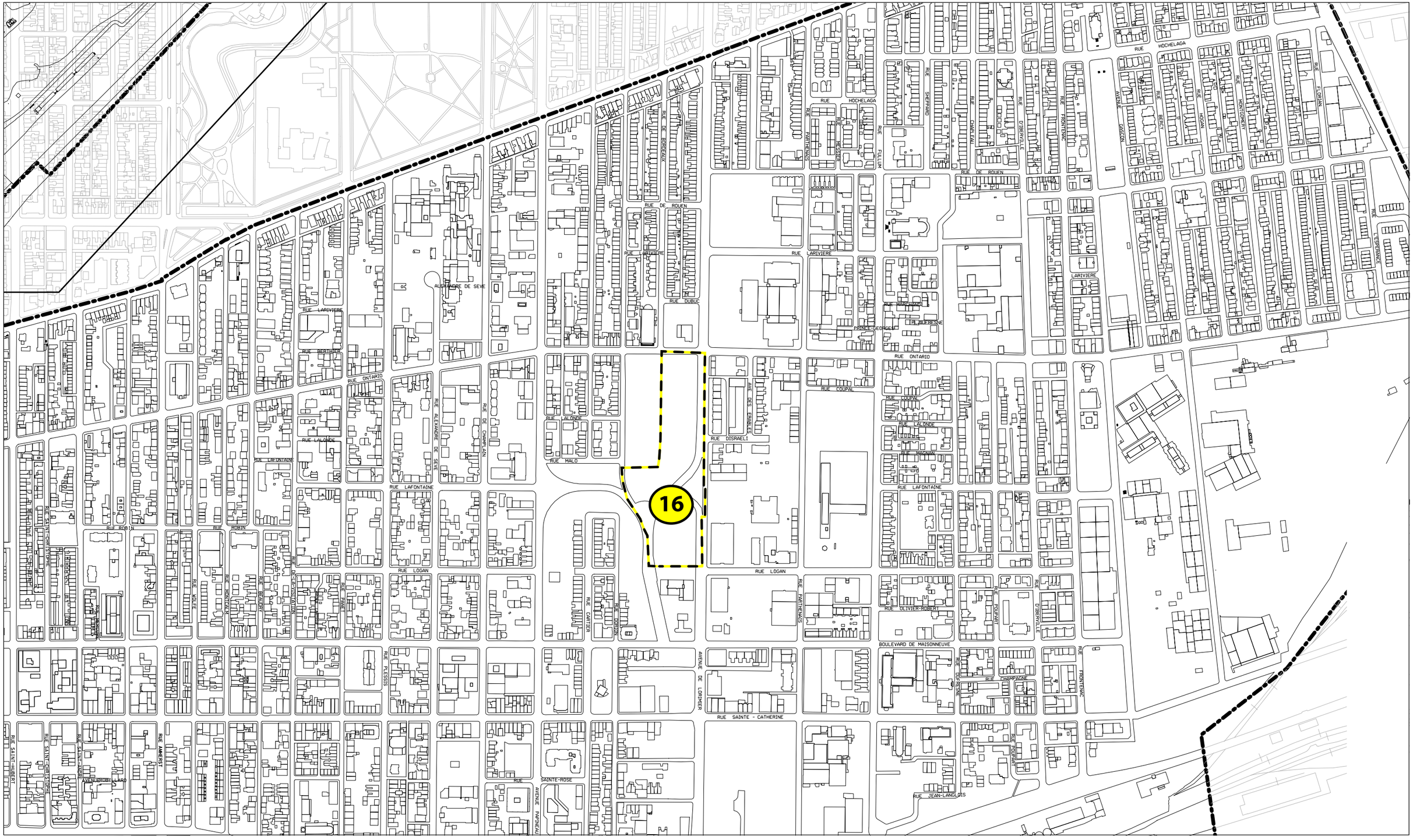


Annexe A - Plan des hauteurs – partie 1

Limite du secteur visé

X Hauteur maximale en mètres

Ville-Marie
Montréal



Annexe A - Plan des hauteurs – partie 2

Limite du secteur visé

X Hauteur maximale en mètres

Ville-Marie Montréal

Annexe B - Plan des densités

Limite du secteur visé

X Coefficient d'occupation du sol maximal

Ville-Marie Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.10

2020/04/20
13:00

(1)

Dossier # : 1207796002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques

Il est proposé:
- d'adopter le Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-27 11:52

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 septembre 2017 était adoptée la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Cette loi introduit de nouvelles dispositions en regard de la *Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux* qui permettent désormais à la Ville de Montréal, à l'égard d'établissements commerciaux situés sur son territoire, de prévoir, par règlement, des périodes légales d'admission différentes de toute période prévue à la Loi.
Le statut de zone touristique permet aux établissements commerciaux québécois d'un territoire de bénéficier d'heures d'admission différentes de celles prévues à la *Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux* . Accordé par le Ministère de l'Économie et de l'Innovation, ce statut prend notamment en compte la concentration de commerces et d'activités touristiques, l'hébergement commercial, la programmation événementielle, la notoriété touristique du territoire, etc. Depuis 2010, plusieurs quartiers de Montréal en bénéficient : le secteur du Casino de Montréal, le Quartier chinois, le Quartier Latin, le Quartier des spectacles, le Vieux-Montréal et le Village. Depuis 2015, le Plateau Mont-Royal fait également l'objet d'un projet pilote. Le statut arrivera à terme le 25 mai 2020 pour les zones concernées à Montréal.

Une réflexion plus large s'amorcera à l'automne 2020, visant à valider si les zones touristiques définies sont toujours celles qui doivent faire l'objet d'une prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux et valider si d'autres secteurs de l'industrie du commerce de détail pourraient bénéficier d'horaires prolongés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1096 (13 juin 2018) : approuver le Plan d'action en commerce intitulé : « Vivre Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal.*
CE14 1887 : Demander au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations de prolonger les heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, pour une période maximale de deux ans, afin de réaliser un projet pilote pour le territoire des sociétés de développement commercial Boulevard Saint-Laurent, Carrefour du Plateau Mont-Royal et Pignons rue Saint-Denis, et l'Association des commerçants avenue Duluth.

CE10 0910 : Demander au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) de prolonger pour une période maximale de cinq ans les heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et les dimanches jusqu'à 20 h, pour le territoire des sociétés de développement commercial Destination Centre-Ville, Quartier Latin et Village ainsi que pour la Corporation de développement urbain Faubourg Saint-Laurent.

CE08 1186 : Demander au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation de prolonger les heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, pour le territoire de la Société de développement commercial Destination Centre-Ville.

DESCRIPTION

Le règlement proposé vise à :

- permettre aux établissements vendant principalement des disques de déroger aux heures d'admission prévues par la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux;
- permettre à tout établissement commercial situé dans une zone touristique de bénéficier d'heures et de jours d'admission différents de ceux prévus par la Loi.

Deux zones touristiques sont proposées dans le cadre du règlement. La première, dans l'arrondissement de Ville-Marie, permettrait à tout établissement d'admettre la clientèle à tous les jours et à toute heure. La seconde, sur le Plateau Mont-Royal, permettrait aux établissements commerciaux d'admettre la clientèle jusqu'à 20h les samedis et dimanches lorsqu'il s'agit d'un jour légal d'ouverture.

JUSTIFICATION

Certains types d'établissements commerciaux à vocation culturelle, telles que les librairies ou les établissements vendant principalement des oeuvres d'art ou d'artisanat, bénéficient déjà d'heures d'admission prolongées. Plusieurs disquaires montréalais ont énoncé faire l'objet de besoins similaires aux libraires en matière d'heures d'admission dans leurs établissements. En effet, les librairies, qui vendent également souvent des disques, peuvent demeurer ouverts plus tardivement que les disquaires et ainsi profiter de la clientèle qui ne peut se rendre dans ces établissements pour y faire des achats.
Les zones touristiques proposées dans le règlement bénéficient déjà des dérogations proposées depuis 2015. Le territoire de la SDC Boulevard Saint-Laurent a toutefois été ajusté afin de s'arrimer à son nouveau territoire, qui a fait l'objet d'un agrandissement en 2018. Depuis l'obtention du statut de métropole du Québec et l'adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec, en 2017, la reconduction du statut de zone touristique ne passe plus par la Ministère de l'économie, mais doit être effectuée par voie de règlement par la Ville de Montréal. Ainsi, l'adoption d'un règlement prolongeant le statut actuel de zone touristique est nécessaire pour que les commerces de détail situés dans les zones concernées puissent continuer à bénéficier d'horaires étendus.

La Ville de Montréal dispose maintenant des pouvoirs lui permettant d'accorder une prolongation des heures d'admission des établissements commerciaux. Cet appui permet d'établir les conditions propices aux affaires de façon à assurer la vitalité économique et le rayonnement des secteurs commerciaux montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L’approbation de la prolongation des heures d’admission dans les établissements commerciaux n’engendre aucun coût supplémentaire pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au coeur des quartiers, la Ville favorise la présence d'établissements commerciaux à proximité des milieux de vie, une notion importante pour le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le règlement n'était pas adopté, les disquaires situés sur le territoire de la Ville de Montréal et les établissements commerciaux situés dans les zones touristiques devraient continuer à se soumettre aux heures et aux jours d'admission prévus par la Loi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2020: Avis de motion

- Avril 2020 : Adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre PAUL-HUS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Denis COLLERETTE, Service du développement économique
Genevieve LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Luc GUILBAUD-FORTIN, 25 février 2020
Denis COLLERETTE, 24 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Alain MARTEL
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement régissant les heures et les jours d'admission dans certains établissements commerciaux montréalais et dans les zones touristiques

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le document juridique ci-joint est conforme.

FICHIERS JOINTS

RCG_Heures_Admission (final SAJ).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre PAUL-HUS
Avocat, division droit public
Tél : 514 872-1891

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT RÉGISSANT LES HEURES ET LES JOURS D'ADMISSION DANS CERTAINS ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX MONTRÉALAIS ET DANS LES ZONES TOURISTIQUES

Vu l'article 4.2 de Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (RLRQ, chapitre H-2.1);

Vu l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la stratégie de développement économique 2018-2022 (CG18 0245 du 26 avril 2018);

Vu le plan économique conjoint Ville de Montréal – Ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation (MESI) (CE18 0491 du 28 mars 2018);

À l'assemblée du le conseil municipal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« disque » : plaque de forme circulaire faite de plastique ou de vinyle servant à enregistrer des sons.

« établissement commercial » : établissement défini comme établissement commercial selon la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (RLRQ, chapitre H-2.1).

« loi » : Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (RLRQ, chapitre H-2.1).

« zone touristique » : Secteur géographique sur le territoire de la Ville de Montréal ayant une importante fréquentation touristique et désigné comme tel en application du présent règlement.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement vise à déterminer des périodes légales d'admission différentes de celles prévues par la loi, pour certaines catégories d'établissements commerciaux situés sur le territoire de la Ville de Montréal.

SECTION III
APPLICATION

3. Malgré les dispositions de la loi, le public peut être admis dans un établissement commercial en dehors des heures et des jours autorisés par celle-ci, lorsque celui-ci correspond à l'une ou l'autre des catégories suivantes:

1° établissement commercial qui offre principalement en vente des disques;

2° établissement commercial qui est situé à l'intérieur d'une zone touristique.

4. Dans un établissement commercial correspondant à l'une ou l'autre des catégories prévues à l'article 3 du présent règlement, le public peut être admis aux heures et jours suivants, selon la catégorie d'établissements commerciaux concernée:

1° à tous les jours, incluant lorsqu'il s'agit d'un jour où l'ouverture d'un établissement commercial est interdite par la loi, et à toute heure, pour les établissements commerciaux offrant principalement en vente des disques, et ce, nonobstant toute restriction prévue au présent règlement;

2° à tous les jours, incluant lorsqu'il s'agit d'un jour où l'ouverture d'un établissement commercial est interdite par la loi, et à toute heure, pour les établissements situés dans la zone touristique « Centre-ville » délimitée à l'annexe 1 du présent règlement;

3° jusqu'à 20h les samedis et dimanches, pourvu qu'il s'agisse d'un jour où l'ouverture d'un établissement commercial n'est pas interdite par la loi, pour les établissements situés dans la zone touristique « Plateau Mont-Royal » délimitée à l'annexe 2 du présent règlement.

5. Malgré les dispositions du présent règlement, les dispositions non incompatibles prévues à la loi continuent de s'appliquer à tout établissement commercial situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

SECTION V
ORDONNANCES

6. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° ajouter, retirer ou modifier tout secteur identifié comme faisant partie d'une zone touristique en vertu du présent règlement;

2° modifier les catégories d'établissements commerciaux qui bénéficient d'une dérogation aux dispositions de la loi en vertu de l'article 3 du présent règlement, ainsi que les périodes légales d'admission prévues à l'article 4 du présent règlement;

3° prévoir une date à laquelle l'une ou l'autre des périodes légales d'admission prévues à l'article 4 du présent règlement prend fin.

GDD 1207796002

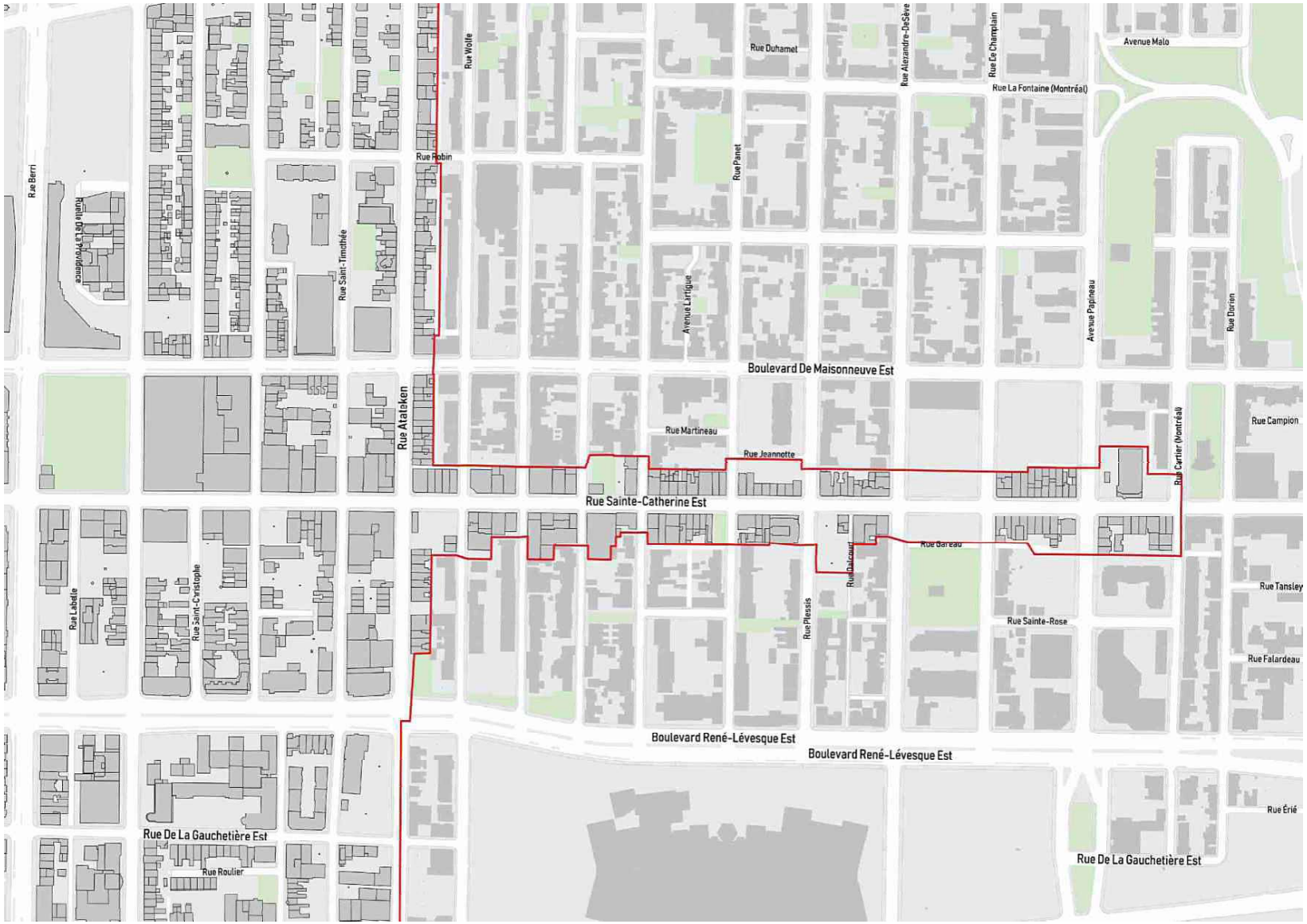
ANNEXE 1
Zone touristique « Centre-Ville »

ANNEXE 2
Zone touristique « Le Plateau Mont-Royal »

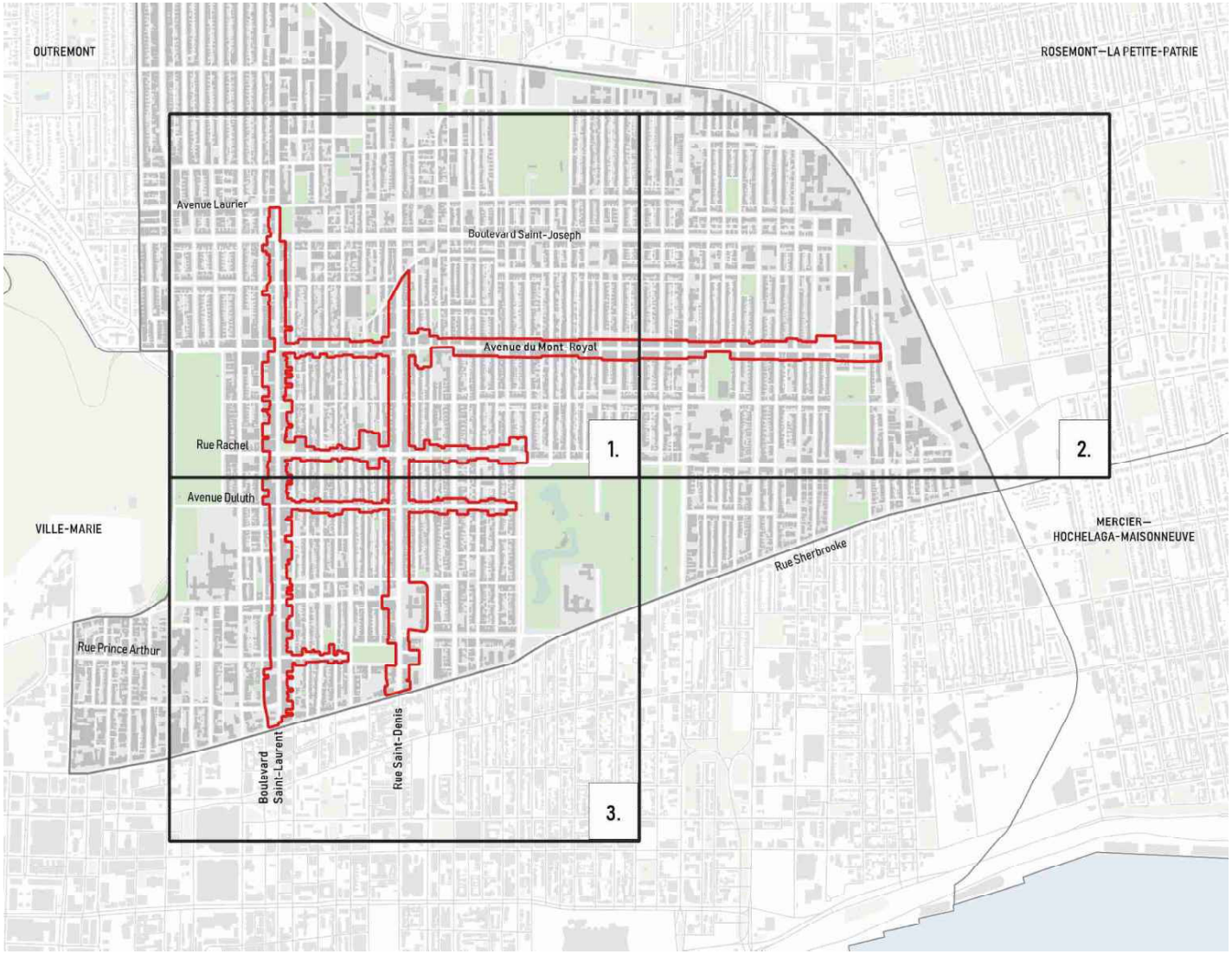
Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le .

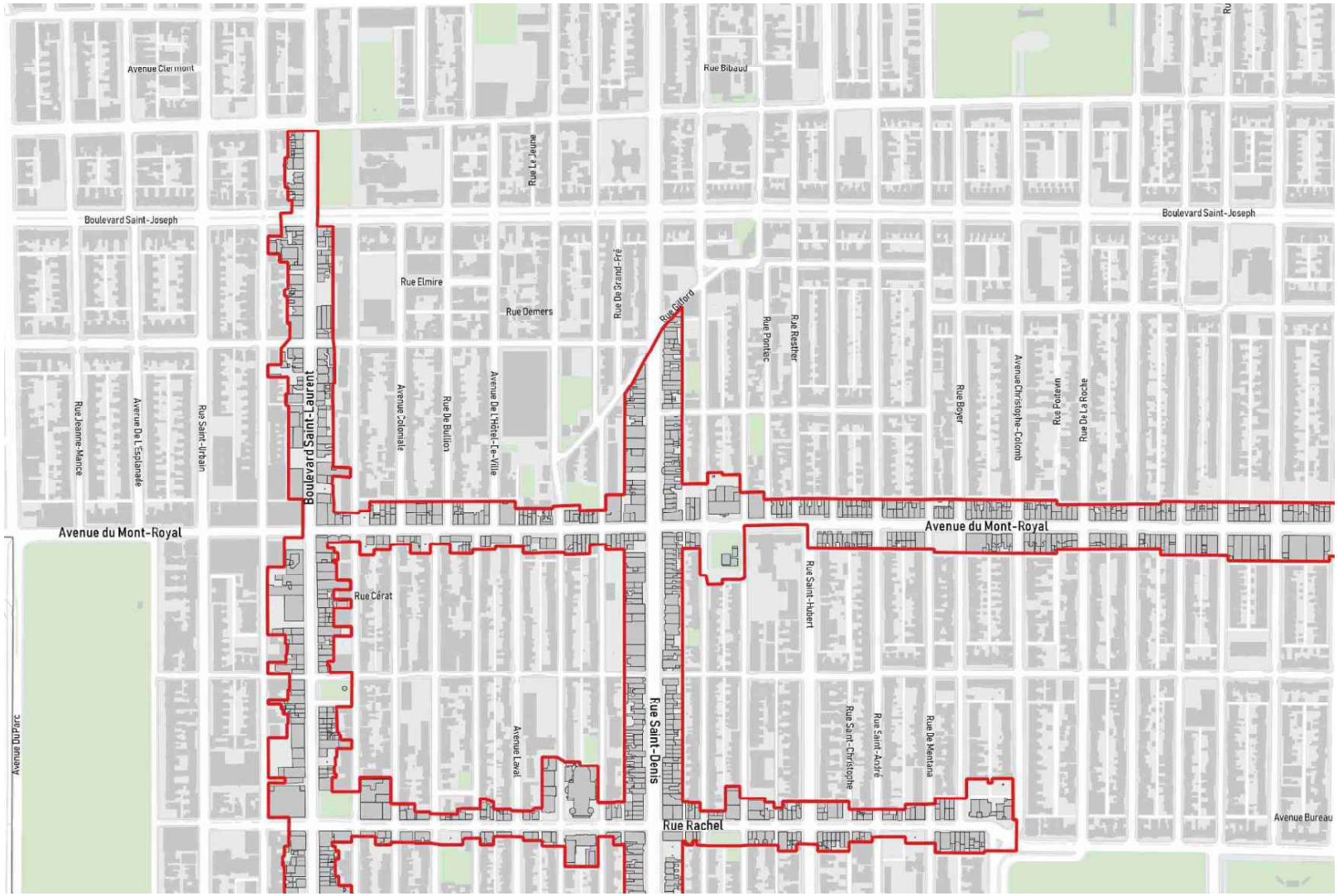
ANNEXE 1
Zone touristique « Centre-Ville »

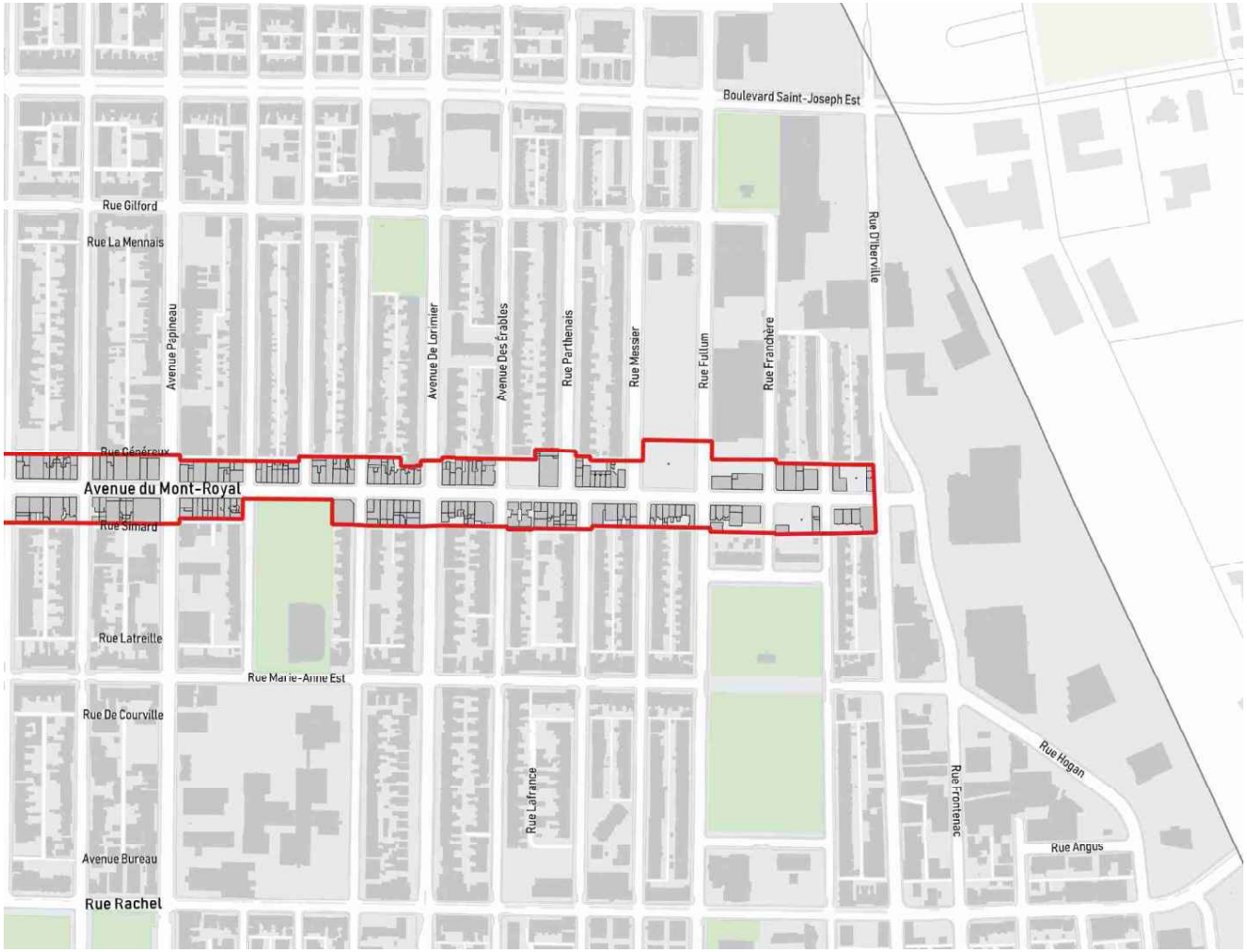


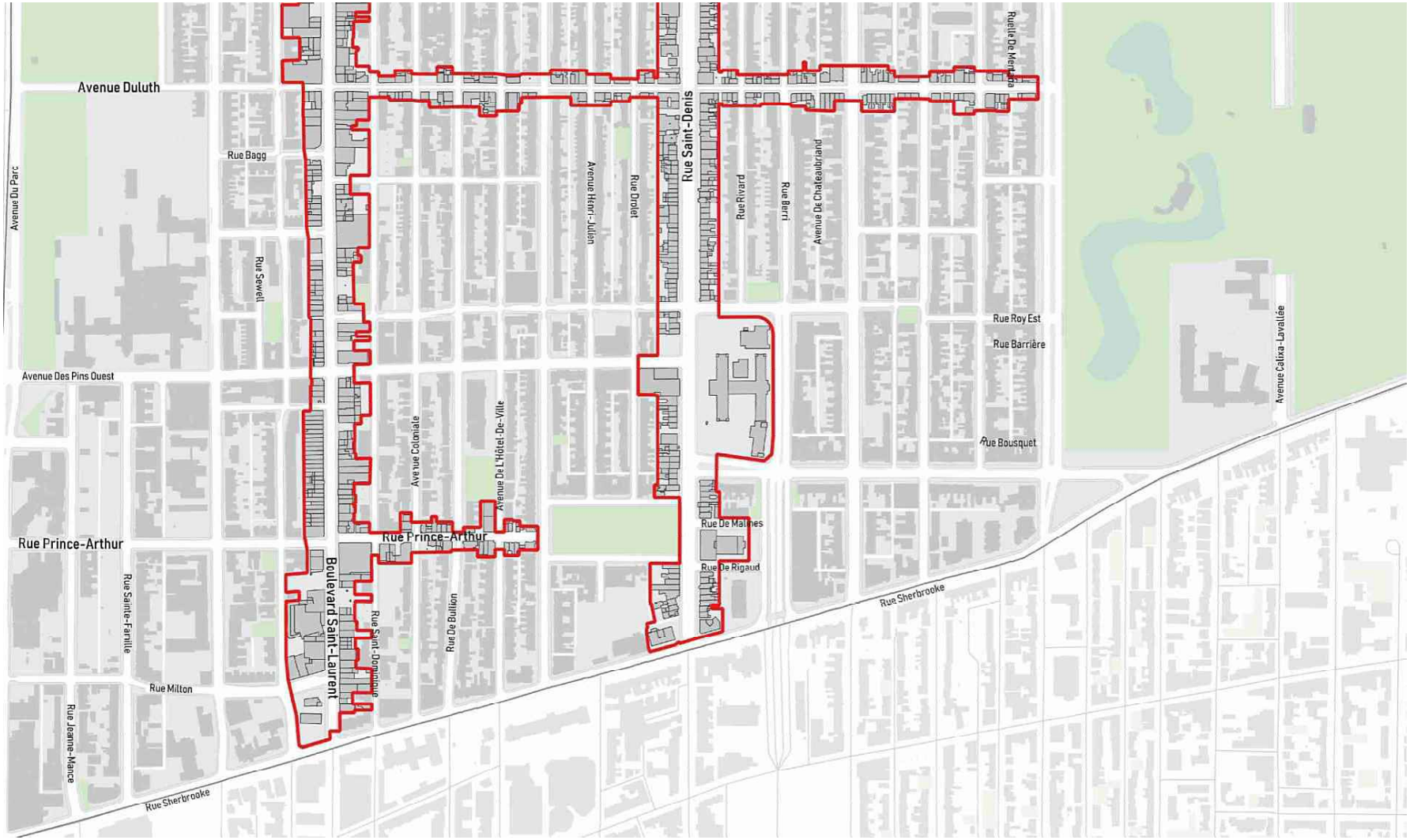

Rue Berri
Rue Robin
Rue Wolfe
Rue Duhamel
Rue Alexandre-DeSève
Rue Le Champlain
Avenue Malo
Rue La Fontaine (Montréal)
Rue Panet
Avenue Lartigue
Avenue Papineau
Rue Dorion
Boulevard De Maisonneuve Est
Rue Saint-Timothée
Rue Ataleken
Rue Martineau
Rue Jeannotte
Rue Cartier (Montréal)
Rue Campion
Rue Sainte-Catherine Est
Rue Labelle
Rue Saint-Christophe
Rue Dalcourt
Rue Plessis
Rue Sainte-Rose
Rue Tansley
Rue Falardeau
Boulevard René-Lévesque Est
Boulevard René-Lévesque Est
Rue Érié
Rue De La Gauchetière Est
Rue Roulier
Rue De La Gauchetière Est

ANNEXE 2
Zone touristique « Le Plateau Mont-Royal »




Avenue Clermont
Boulevard Saint-Joseph
Rue Bibaud
Rue Elmire
Rue Demers
Rue De Bullion
Avenue Coloniale
Avenue De L'Hôtel-De-Ville
Rue Clifford
Rue Pontiac
Rue Roy
Rue Esther
Rue Boyer
Avenue Christophe-Colomb
Rue De La Roche
Rue Saint-Urbain
Rue Jeanne-Mance
Avenue De L'Esplanade
Boulevard Saint-Laurent
Avenue du Mont-Royal
Rue Cérat
Rue Saint-Hubert
Rue Saint-Denis
Avenue Laval
Rue Saint-Christophe
Rue Saint-André
Rue De Mentana
Rue Rachel
Avenue Bureau
Avenue Du Parc


Boulevard Saint-Joseph Est
Rue Gilford
Rue La Mennais
Avenue Pepineau
Avenue De Lorimier
Avenue Des Érables
Rue Parthenais
Rue Messier
Rue Fullum
Rue Franchère
Rue D'Iberville
Rue Généreux
Avenue du Mont-Royal
Rue Simard
Rue Latreille
Rue Marie-Anne Est
Rue De Courville
Avenue Bureau
Rue Rachel
Rue Lafrance
Rue Hogan
Rue Frontenac
Rue Angus


Avenue Duluth
Avenue Du Parc
Rue Bagg
Rue Sewell
Avenue Des Pins Ouest
Rue Prince-Arthur
Rue Sainte-Famille
Rue Milton
Rue Jeanne-Mance
Rue Sherbrooke
Boulevard Saint-Laurent
Avenue Coloniale
Avenue De L'Hôtel-De-Ville
Rue Saint-Dominique
Rue De Bullion
Avenue Henri-Julien
Rue Drolet
Rue Saint-Denis
Rue Rivard
Rue Berri
Avenue De Chateaubriand
Ruelle De Mentana
Rue Roy Est
Rue Barrière
Rue Bousquet
Avenue Calixa-Lavallée
Rue De Malines
Rue De Rigaud
Rue Sherbrooke

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.01

2020/04/20
13:00

(2)

Dossier # : 1207520001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division recherche de talents et dotation - cadres
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination d'Isabelle Chabot à titre de Présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal dans la fourchette salariale FM09, à compter de la date du Conseil municipal ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat d'une durée de quatre ans.

Approuver la nomination d'Isabelle Chabot à titre de Présidente de la Commission de la fonction publique dans la fourchette salariale FM09 (minimum: 108 185$, maximum normal: 135 232$, maximum mérite: 162 280$), à compter de la date du Conseil municipal ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat d'une durée de quatre ans.
Autoriser le directeur général à signer le contrat de travail pour et au nom de la ville.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-14 08:34

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207520001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division recherche de talents et dotation - cadres
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination d'Isabelle Chabot à titre de Présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal dans la fourchette salariale FM09, à compter de la date du Conseil municipal ou d'une autre date convenue entre les parties, pour un mandat d'une durée de quatre ans.

CONTENU

CONTEXTE

Le poste de Président(e) de la Commission de la fonction publique de Montréal est devenu vacant à la suite du départ de la titulaire du poste en octobre 2019. Un processus de recrutement interne et externe a été amorcé en janvier 2020 afin de combler le poste.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La candidate retenue a été soumise à deux étapes d'évaluation.
Elle a été évaluée en entrevue par un comité constitué de trois membres : monsieur Benoit Dorais, Président du comité exécutif, monsieur Serge Lamontagne, directeur général et madame Josée Lapointe, directrice du service des ressources humaines.

Les compétences génériques de gestion ont été évaluées par la firme SPB Psychologie organisationnelle. À l'issue de ce processus, madame Isabelle Chabot a été retenue pour exercer les fonctions de Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal.

Détentrice d'un baccalauréat en relations industrielles de l'Université Laval et d'un programme court de deuxième cycle en gestion de l'École nationale d'administration publique, madame Chabot cumule vingt-cinq années d'expérience pertinente dans des postes à responsabilités croissantes au sein de la Ville de Gatineau, du Casino du Lac-Leamy et du Mouvement des caisses Desjardins du Québec.

Elle occupe actuellement le poste de chef de service – planification, dotation et recrutement à la Ville de Gatineau.
Elle accompagne les gestionnaires de la Ville de Gatineau dans la mise en place de stratégies en ressources humaines supportant leurs besoins opérationnels.
Elle a ainsi eu, au cours de sa carrière, à procéder à l'élaboration et l'implantation de nombreuses politiques, directives et programmes corporatifs en ressources humaines.

Nous sommes donc assurés que l'expérience pertinente de madame Chabot ainsi que ses compétences de gestion lui permettront de se réaliser pleinement au sein de la Commission de la fonction publique de Montréal.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Madame Isabelle Chabot sera embauchée à titre de Présidente de la commission de la fonction publique de Montréal dans la fourchette salariale FM09 (minimum: 108 185$ - maximum normal: 135 232$ - maximum mérite:162 280). Sa rémunération annuelle est établie à 135 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Considérant le statut contractuel de madame Isabelle Chabot, le contrat de travail figurant en pièce jointe devra être signé par les parties.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La nomination de madame Isabelle Chabot est conforme à l'article 10.2.2 de la Politique de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal et à l'article 5 des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal. De plus, à la suite des vérifications effectuées, le Service des ressources humaines atteste que ce dossier respecte les règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie MEUNIER
Chef de division, Dotation des cadres)

Tél : 514-872-6416
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-13

Julie MEUNIER
Chef de division, Dotation des cadres

Tél : 514-872-6416
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Simon LEFRANÇOIS
Chef de division recherche de talents et dotation
Tél : 514 872-2592
Approuvé le : 2020-04-13

OBJECTIF DE CARRIÈRE

Contribuer à l'atteinte des objectifs stratégique d'une organisation en occupant un poste stratégique en ressources humaines.

RÉSUMÉ DES QUALIFICATIONS

Vingt-cinq (25) années d'expérience en ressources humaines dans des postes à responsabilités croissantes au sein d'une importante municipalité, d'une société d'État, et d'une institution financière d'envergure. Les compétences développées au fil de ma carrière sont : un leadership mobilisateur axé sur les objectifs stratégiques de l'organisation, des habiletés de résolution de problèmes complexes dans un contexte de gestion de changement, ma créativité, mon sens de l'organisation et de l'orchestration, mes habiletés de communication interpersonnelles et mon sens de l'adaptation.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Ville de Gatineau ***2008 à ce jour***

Chef de service – planification, dotation et recrutement *2018 à ce jour*

Responsabilités principales:
- Effectuer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de la section;
- Accompagner les directions de services et les gestionnaires dans la mise en place de stratégies ressources humaines supportant leur plan d'affaires;
- Proposer des plans d'action en matière de gestion des ressources humaines, gestion prévisionnelle de la main d'œuvre, dotation, recrutement, gestion du changement, gestion de la relève, et organisation du travail;
- Élaborer des stratégies sur mesure d'attraction et de rétention des talents, de structures organisationnelles et de gestion de la relève;
- Assurer le respect des conventions collectives en vigueur et participer au processus de négociation.

Réalisations :
- Gérer une équipe de seize employés qui réalisent annuellement plus de 850 processus de dotation avec un budget annuel de plus de 800 000 $;
- Concevoir et implanter un plan triennal des effectifs pour l'ensemble de la Ville;
- Procéder à la révision en profondeur de la structure organisationnelle et de l'organisation du travail de 5 services municipaux d'envergure;
- Développer et implanter une nouvelle approche de sélection du personnel favorisant l'augmentation des compétences incluant la mise à jour de 181 listes d'admissibilités.

Chef de section – développement organisationnel *2008 à 2018*

Responsabilités principales:
- Effectuer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de la section;
- Accompagner les directions de services et les gestionnaires dans la mise en place de stratégies ressources humaines supportant leur plan d'affaires;
- Proposer des orientations en matière de gestion des ressources humaines, développement des compétences, dotation, développement organisationnel, gestion du rendement, gestion du changement, planification de la main-d'œuvre, développement de la relève, et organisation du travail;
- Élaborer des stratégies sur mesure d'attraction et de rétention de la main d'œuvre et de développement des compétences;
- Assurer le respect des conventions collectives en vigueur et participer au processus de négociation.

Réalisations :
- Gérer une équipe de quinze employés qui réalisent annuellement plus de 850 processus de dotation et plus de 60 sessions de perfectionnement avec un budget annuel de plus de 900 000 $;
- Implanter l'approche de la gestion par compétences, procéder à la révision des profils de compétences de plus de 350

titres d'emploi et de l'ensemble des processus de dotation pour tous les groupes d'employés;
- Concevoir et déployer un nouveau programme de gestion du rendement pour le personnel cadre et syndiqué, développer des programmes de perfectionnement à la fonction-cadre et en gestion des ressources humaines et élaborer (20) plans de développement des compétences et accompagner les gestionnaires dans leur démarche;
- Négocier la mise sur pied d'un certificat en gestion immobilière avec l'Université du Québec en Outaouais et un microprogramme de deuxième cycle en gestion avec l'École nationale d'administration publique.

Casino du Lac Leamy ***2005-2008***

Coordonnatrice formation et dotation

Responsabilités principales:
- Superviser le personnel des secteurs formation, dotation et ralliement du personnel;
- Proposer des orientations et réaliser un support-conseil auprès des gestionnaires en matière de formation, dotation, développement organisationnel, planification de la main-d'œuvre, développement de la relève, développement des compétences, gestion du changement et gestion du rendement;
- Développer des outils ou activités en matière de formation, dotation et développement organisationnel.

Réalisations :
- Gérer une équipe de travail de six (6) employés qui réalisent plus de 300 embauches annuellement et la diffusion de plus de 100 programmes de formation avec un budget annuel de 350 000 $;
- Développer des activités de formation pour l'implantation d'une nouvelle culture en service à la clientèle;
- Responsable de l'application de cinq (5) conventions collectives et un recueil des conditions de travail pour les cadres.

Fédération des caisses Desjardins du Québec ***2001-2005***

Conseillère en intervention - gestion des ressources humaines

Responsabilités principales:
- Accompagner les caisses dans la mise en place de stratégies ressources humaines supportant leur plan d'affaires;
- Réaliser un support-conseil dans les activités de développement organisationnel, dotation, planification de la main-d'œuvre, développement de la relève, développement des compétences, relations de travail, gestion du changement, gestion du rendement et rémunération.

Réalisations:
- Élaborer neuf (9) plans de développement des compétences et accompagner les gestionnaires dans leur démarche;
- Accompagner trois (3) caisses dans la réalisation d'étude sur la mobilisation et la satisfaction du personnel et le développement de plans d'action;
- Implanter de nouveaux programmes : Gestion du rendement, harcèlement psychologique, gestion de la présence au travail et nouvelle rémunération.

Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est ***2000-2001***

Coordonnatrice à l'éducation permanente

Responsabilités principales:
- Planifier, organiser, coordonner et évaluer les programmes de formation de l'éducation permanente;
- Effectuer l'embauche et la gestion du personnel affecté aux programmes;
- Réaliser la planification budgétaire et s'assurer d'obtenir les subventions provinciales accordées pour les programmes.

Réalisations:
- Gérer le travail de quatre (4) enseignants et neuf (9) instructeurs;
- Mettre en place et promouvoir auprès de la clientèle 52 cours d'intérêt populaire;

- Participer à un comité d'évaluation des emplois pour les postes non syndiqués.

Fédération des caisses populaires de l'Ontario ***1996-2000***

Conseillère en développement des ressources humaines ***2000-2000***

Responsabilités principales:
- Poser un diagnostic sur la situation et les besoins des caisses en matière de ressources humaines;
- Conseiller et supporter les caisses en matière de planification de la main-d'œuvre, dotation, relations de travail, gestion de la performance, formation, développement des compétences et rémunération.

Réalisations:
- Effectuer le diagnostic de 12 caisses touchant les domaines des ressources humaines, des ventes, de l'organisation du travail et de la gestion financière;
- Élaborer une politique interne de formation et de perfectionnement.

Conseillère en développement de la main d'œuvre ***1996-2000***

Responsabilités principales:
- Planifier, organiser, coordonner et évaluer l'ensemble des programmes de formation, de perfectionnement et d'informations diffusées de la Fédération et des caisses affiliées;
- Offrir un support-conseil auprès des cadres des caisses et de la Fédération;
- Administrer le budget de formation et les subventions accordées au réseau des caisses.

Réalisations:
- Négocier avec l'Université Laurentienne la création d'un certificat universitaire en planification financière et d'un certificat en leadership du changement;
- Assurer l'obtention d'une subvention de 53 000 $ pour le développement d'un programme de formation en crédit commercial.

Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Abitibi ***1994-1996***

Conseillère en ressources humaines

Responsabilités principales:
- Planifier, organiser, coordonner et évaluer l'ensemble des programmes de formation, de perfectionnement et d'informations diffusées de la Fédération et des caisses affiliées;
- Réaliser un support-conseil dans les activités de développement organisationnel, dotation, appréciation du rendement, relations de travail et rémunération.

Réalisations:
- Implanter un programme d'entraînement à la tâche pour les conseillers en services financiers;
- Assurer l'obtention d'une subvention de 53 000 $ pour le développement d'un programme de formation en crédit commercial.

FORMATION

Formation scolaire

Programme court de 2e cycle en gestion - École nationale d'administration publique ***2019***
Baccalauréat en relations industrielles - Université Laval ***1993***
Diplôme d'études collégiales en sciences humaines (DEC) - Cégep Sainte-Foy ***1989***

Formations complémentaires

Conception d'activités de formation ***2017***
Anglais langue seconde ***2013 à ce jour***
Disney's Institute, Quality service ***2006***

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ET IMPLICATION DANS LA COMMUNAUTÉ

Membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec ***1996 à ce jour***

Représentante entreprise du conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Outaouais ***2010 à ce jour***

Administratrice du conseil d'administration de La Relance Outaouais ***2016 à 2018***

Animation des conférences et présentation d'une conférence sur le courage managérial dans le cadre du 50e congrès annuel de la corporation des services d'ambulances du Québec ***2016***

Présentation d'une conférence sur la gestion par compétences et la refonte des processus de sélection du personnel de la Ville de Gatineau dans le cadre du Symposium EPSI ***2015***

Présentation d'une conférence sur l'implantation de la gestion par compétences et la refonte des processus de sélection pour le personnel occasionnels et aquatiques de la Ville de Gatineau dans le cadre du 16e congrès de l'association québécoise du loisir municipal ***2015***

Rédaction d'un article pour la revue Agora forum : « Recrutement du personnel, Gatineau innove en s'appuyant sur la gestion par compétences » ***2015***

Rédaction d'un article pour le site internet américain: Alliance for Innovation Transforming Local Government « Gatineau is Innovating by Integrating the Competency-Based Approach into its Redesigned Staffing Processes » ***2015***

RECONNAISSANCES PROFESSIONNELLES

Récipiendaire à titre de gestionnaire de projet du prix d'excellence en développement professionnel de l'Association canadienne des administrateurs municipaux « Refonte des processus de dotation » ***2015***

Projet finaliste dans la catégorie « Gestion des ressources et des procédés : matériels, humains, financiers et technologiques » au mérite Ovation municipale de l'Union des municipalités du Québec «Journée de l'emploi » ***2013***

Contrat de travail à durée déterminée pour l'embauche d'un cadre de direction

Intervenu

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège social au 275, rue Notre-Dame Est, dans les villes et districts de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, représentée aux fins des présentes par Serge Lamontagne, directeur général, dûment autorisé par la résolution du conseil municipal.

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Isabelle Chabot**, domiciliée et résidant au _____

Ci-après appelée l'« **Employée** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet, fonction et objectifs

1.1. Objet

L'Employée rend disponibles et fournit à la Ville, qui les retient, ses services à plein temps pour occuper le poste de Présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal.

L'Employée convient qu'elle doit respecter les règles qui sont applicables à ses fonctions prévues par loi ou règlement. Elle convient également de respecter les politiques, directives et encadrements administratifs de la Ville, tels que modifiés de temps à autre, y incluant notamment le Code de conduite des employés de la Ville de Montréal. Elle s'engage ainsi notamment à respecter ses valeurs d'intégrité, de loyauté et de respect et d'accomplir les devoirs de ses fonctions.

Le présent contrat de travail est régi par les Conditions des cadres de la Ville de Montréal (ci-après appelées « Conditions des cadres »), telles que modifiées de temps à autre.

1.2. Description de la fonction

Relevant du Conseil municipal, vous êtes appelée à favoriser le règlement harmonieux des plaintes des candidats par l'échange d'information et la médiation entre les intervenants concernés. Vous avez également à privilégier une approche constructive et à faire en sorte que toute recommandation découlant d'une plainte puisse servir à améliorer de façon continue les processus de dotation administrés à la Ville.

1.3. Objectifs

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, l'Employée s'engage à consacrer tous ses efforts pour en assumer pleinement les charges et atteindre ses objectifs qui sont convenus annuellement avec son supérieur immédiat.

Article 2 – Durée

Le présent contrat est d'une durée de quatre ans, en vertu du règlement sur la Commission de la fonction publique, et entre en vigueur le (date du début du contrat à durée déterminée) et se termine le XXX.

L'Employée sera assujettie à la période de probation prévue aux Conditions des cadres, telles que modifiées de temps à autre.

Article 3 – Rémunération et conditions

La rémunération et les conditions de l'Employée sont prévus aux Conditions des cadres, telles que modifiées de temps à autre. Nonobstant ce qui précède, l'Employée est toutefois exclue du programme de Gestion de la performance des cadres et de toute forme de bonification qui pourrait y être liée.

3.1. Salaire annuel de base

Le salaire annuel de base est fixé à compter du (date du début du contrat) à 135 000 $ dans l'échelle salariale de la classe d'évaluation FM09.

3.2. Régime de retraite

L'Employée adhère automatiquement au régime de retraite applicable aux cadres de direction de la Ville dès qu'elle satisfait aux conditions d'adhésion de ce régime.

Article 4 – Résiliation

Les parties peuvent résilier le présent contrat de la manière prévue pour les cadres de direction à l'article 18 des Conditions des cadres, telles que modifiées de temps à autre.

Article 5 – Règles éthiques après emploi

5.1. Le cadre de direction ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, accepter une nomination au conseil d'administration ou comme membre d'une entité avec laquelle elle a eu des rapports officiels, directs et importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions ou accepter d'exercer une fonction ou un emploi au sein d'une telle entité.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à une nomination au conseil d'administration ou comme membre ou employée du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec ou d'une autre province, d'une ville autre que Montréal, ou d'une société ou organisme d'un de ces gouvernements; le présent paragraphe ne s'applique pas non plus à une nomination au conseil d'administration ou comme membre ou employée d'un organisme sans but lucratif.

5.2. Le cadre qui a cessé d'exercer ses fonctions au sein de l'administration municipale doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures.

Le cadre qui a cessé d'exercer ses fonctions au sein de l'administration municipale ne doit pas communiquer une information confidentielle. Elle ne peut non plus donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Ville ou un tiers avec lequel elle avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

Le cadre qui a agi relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions au sein de l'administration municipale, agir au nom ou pour le compte d'autrui à l'égard de la même procédure, négociation ou autre opération.

Le cadre ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions, intervenir pour le compte d'une entité auprès d'un service ou d'un arrondissement où elle a travaillé au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.

Article 6 – Autres conditions

Toutes les politiques, directives, normes et méthodes de la Ville, telles que modifiées de temps à autre, régissent les relations entre les parties comme si elles étaient spécifiquement décrites aux présentes.

Le présent contrat est conditionnel à son approbation par l'autorité compétente.

Article 7 – Signatures

Le présent contrat est signé en trois exemplaires.

La Ville :

Par : Serge Lamontagne, Directeur général	Date :

L'Employée :

Par : Isabelle Chabot	Date :

Cette nomination a été approuvée par le conseil municipal le (date) en vertu de la résolution .

Motion de l'Opposition officielle
Séance du conseil municipal du 20 avril 2019 **65.01**

Motion visant la mise sur pied d'un Plan d'aide économique commerciale en temps de crise du COVID-19

Attendu que le 13 mars dernier, des mesures sanitaires urgentes ont été mises en place par le gouvernement du Québec pour limiter la propagation du COVID-19;

Attendu que ces mesures sanitaires, bien qu'elles soient primordiales d'un point de vue de santé publique, ont un impact économique négatif sur les commerces locaux;

Attendu que Montréal est le deuxième pôle commercial canadien et que les commerces jouent un rôle fondamental dans la qualité de vie des Montréalais et la vitalité des quartiers;

Attendu que selon les résultats préliminaires du sondage effectué par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante le 20 mars dernier, 55 % des petites et moyennes entreprises (PME) au Canada ont dû restreindre leurs activités partiellement ou complètement, plus de la moitié des PME ont commencé à faire des mises à pied et un quart ont mis à pied tout leur personnel, et ce, en raison de la crise sanitaire induite par la COVID-19;

Attendu que selon ce sondage, un entrepreneur sur trois a affirmé qu'il ne survivra pas un mois à la forte baisse de ses revenus dans les conditions actuelles sans aide supplémentaire du gouvernement;

Attendu que le gouvernement fédéral offre une subvention salariale de 75 % rétroactive au 15 mars 2020 à toutes les entreprises dont les revenus ont chuté d'au moins 30 % en raison de la pandémie;

Attendu qu'en réponse au COVID-19, la Ville de Montréal a également mis en place une première série de mesures pour venir en aide aux entreprises montréalaises et qu'elle se doit d'aller plus loin;

Attendu que vingt-trois Sociétés de développement commercial (SDC) sont présentes sur le territoire montréalais, que les SDC comptent plus de 17 500 commerces et places d'affaires et que les membres des SDC doivent acquitter annuellement une cotisation qui s'ajoute aux autres dépenses courantes;

Attendu que les Sociétés de développement commercial ne couvrent pas l'ensemble des commerces sur le territoire montréalais et que plusieurs d'entre eux sont représentés par des associations de commerçants ou ne sont représentées par aucune organisation;

Attendu qu'en réponse au COVID-19, la ville de Paris a annoncé le gel des droits de terrasse pour les acteurs qui font l'objet d'une fermeture ainsi que le gel des redevances perçues par la ville au titre de l'occupation de son espace public pour les activités économiques et associatives qui font l'objet d'une fermeture;

Attendu que de nombreux commerçants exploitent notamment des certificats d'occupation temporaire, périodique ou permanent de l'espace public, des permis de construction, des permis de café-terrasse et que cela constitue des dépenses coûteuses pour ces derniers qui ne disposent plus des liquidités nécessaires à leur survie;

Attendu que l'achat local est bénéfique pour le développement économique dans la mesure où les entreprises locales distribuent davantage d'argent dans la localité que les grandes chaînes et les multinationales;

Attendu que l'investissement économique dans la communauté stimule l'emploi direct et indirect et favorise une diversification de l'économie qui la rend plus stable et moins sujette à un déclin rapide advenant une crise;

Attendu que dans le contexte de crise du COVID-19, la livraison est souvent la seule possibilité pour les commerçants de répondre aux besoins de leur clientèle et que plusieurs d'entre eux ne disposent pas d'un service de livraison qui pourrait pourtant mitiger les pertes de revenus;

Attendu que l'arrêt actuel de l'industrie de la construction rendra difficile la livraison des rénovations d'établissements commerciaux débutées dans le cadre du programme PRAM-Commerce avant la date limite prévue, notamment le 30 juin 2020 pour le secteur désigné de l'Avenue Mont-Royal, le 30 avril 2020 pour celui du secteur du Vieux Pointe-aux-Trembles-Rue Notre-Dame-Est et 31 mai 2020 pour celui de la Rue Fleury Est;

Attendu qu'en date du 27 novembre, seulement 1,2 million de dollars avaient été dépensés sur les 25 millions alloués jusqu'en 2022 dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs;

Attendu que dans l'état actuel, l'effet des travaux majeurs sur les entreprises montréalaises représente un défi de moindre ampleur à surmonter que la chute de l'activité économique engendrée par le COVID-19;

Attendu que depuis 2016, avec l'entente « Réflexe Montréal », Québec verse à Montréal un montant de 83 millions de dollars pour son développement économique ajusté annuellement selon indicateur de l'évolution économique;

Il est proposé par	**Aref Salem, conseiller de la Ville du district de Norman-McLaren**
et appuyé par	**Karine Boivin-Roy, conseillère de la Ville du district de Louis-Riel et Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord**

Que la ville de Montréal adopte un Plan d'aide économique commerciale en temps de crise du COVID-19 qui inclut :

- La réforme du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'étendre à l'ensemble des commerces de l'agglomération de Montréal affectés par la crise du COVID-19 selon leurs pertes de revenus mensuels;

- La prolongation d'un an de toutes les dates limites des rénovations admissibles au programme PRAM-Commerce;

- Une demande à l'ensemble des arrondissements d'annuler les coûts des permis (terrasse, occupation, enseigne, stationnement, etc) pour les commerces pour 2020 et 2021;

- Le paiement des cotisations aux Sociétés de développement commercial par la Ville de Montréal, incluant une rétroaction pour les cotisations déjà payées;

- Une campagne publicitaire massive de relance commerciale post-crise du COVID-19 pour valoriser achat local;

- La mise en place, avec des partenaires du domaine du transport, d'une initiative visant à offrir un service de livraison de produits provenant des commerces locaux.

Que la Ville de Montréal puise les fonds nécessaires à ce Plan d'aide économique commerciale à même les transferts du gouvernement provincial dédiés au développement économique de la métropole.

Montréal

Séance du conseil municipal
20 avril 2020

65.02

MOTION IMPOSANT UN MORATOIRE CONTRE LA FUSION DES POSTES DE POLICE 9 ET 11

Attendu que les Montréalais ont été bien servis par le modèle novateur de police communautaire mis en place dans les années 1990 par le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal à la suite d'importantes consultations publiques;

Attendu que ce modèle, qui met l'accent sur la prévention du crime plutôt que sur la répression, ouvre le dialogue avec les organismes communautaires, encourage la mise sur pied de comités consultatifs locaux et donne aux citoyens un accès plus facile aux postes de police locaux, connaît un grand succès auprès de la population;

Attendu qu'au cours des dernières années, le Service de police de la Ville de Montréal a, sans tenir de véritable débat public, commencé, tout en conservant certaines caractéristiques de la police communautaire, à retourner à son ancien modèle organisationnel comportant des postes de police plus importants et moins accessibles;

Attendu qu'en 2014, les efforts du SPVM pour fermer le poste 45 de Rivière-des-Prairies ont entraîné une importante mobilisation de la population qui s'est opposée à cette proposition, forçant ainsi le SPVM à abandonner son projet de fermeture;

Attendu que, comme dans le cas de Rivière-des-Prairies, le Service de police de la Ville de Montréal a unilatéralement décidé, sans consulter les résidents de Notre-Dame-de-Grâce ni ceux des municipalités de Côte-Saint-Luc, Hampstead et Montréal-Ouest, de fusionner les postes de police 9 et 11 qui fournissent des services de sécurité publique à ces communautés et annoncé que cette fusion aurait lieu à l'automne 2020;

Attendu que le quartier de Notre-Dame-de-Grâce comporte une population de 65 000 personnes et que des dizaines de milliers d'autres personnes accèdent quotidiennement à ses institutions publiques, dont une université et plusieurs centres de soins de santé, et qu'avec le changement proposé, Notre-Dame-de-Grâce deviendrait le plus important quartier de toute l'île de Montréal à ne pas comporter de poste de police local;

Attendu que le SPVM s'est contenté d'informer les maires des localités concernées de sa décision de fusionner les postes 9 et 11, alors que les conseillers municipaux de ces collectivités n'ont reçu aucun avis formel à l'avance;

Attendu que; alors que se répand la nouvelle de cette fusion, l'indignation de la population ne fait qu'augmenter que les maires de Côte-Saint-Luc et de Hampstead se sont opposés publiquement à ce plan de fusion et que, parallèlement, un important mouvement communautaire a pris naissance à Notre-Dame-de-Grâce et lancé une pétition qu'il fait circuler dans la collectivité pour s'opposer à la fusion et qu'au moment du dépôt de cette motion, cette pétition a déjà recueilli près de 2 500 signatures;

Attendu que le commentaire du membre du Comité exécutif responsable de la sécurité publique, qui a déclaré que le poste 11 ne peut rester ouvert parce que le SPVM n'a pas renouvelé le bail du poste de police de l'avenue Somerled, donne une impression de mauvaise volonté et de manque de considération envers l'opinion des citoyens et des élus locaux;

Attendu que la Commission de la sécurité publique n'a pas organisé de séance sur la fermeture du poste 11 et sa fusion avec le poste 9 ni sur la question plus large qui concerne l'avenir de la police communautaire à Montréal;

Il est proposé par Marvin Rotrand, conseiller municipal du district de Snowdon;

Appuyé par Luis Miranda, maire de l'arrondissement d'Anjou et Andrée Hénault, conseillère municipale de l'arrondissement d'Anjou;

Qu'un moratoire d'un an commençant à la date d'adoption de cette motion soit décrété en ce qui concerne la fermeture du poste 11;

Que la commission de la sécurité publique soit mandatée pour tenir des séances de consultation publique sur l'avenir de la police communautaire à Montréal et sur la fusion des postes 9 et 11;

Que, dans le cadre de ses travaux; la Commission de la sécurité publique organise au moins une séance publique dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce et une autre dans la ville de Côte-Saint-Luc.

Motion visant à élargir le mandat donné à la Commission sur les transports et les travaux publics dans le cadre de la motion CM20 0317 afin d'y inclure l'étude de la possibilité d'équiper de caméras les autobus de la STM qui utilisent des voies réservées

Conseil municipal – Montréal, le 20 avril 2020

Attendu que l'utilisation de caméras placées à l'extérieur des autobus scolaires et des autobus utilisés pour les transports en commun peut permettre d'améliorer la sécurité et de réduire la durée des trajets;

Attendu que, lors de la séance du 23 mars, le Conseil municipal a adopté la motion CM 20 0317 qui donne à la Commission sur le transport et les travaux publics le mandat d'étudier les trois propositions suivantes :

1. que le conseil municipal réclame que le gouvernement du Québec adopte un cadre législatif permettant l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires;

2. que, conformément au consensus voulant que le fait de dépasser un autobus scolaire dont le signal d'arrêt est déployé et les clignotants allumés constitue une infraction sérieuse au code de la sécurité routière, le conseil municipal réclame l'adoption de mesures législatives pour permettre l'installation de caméras sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires et faire en sorte que les vidéos enregistrées par ces caméras soient considérées comme des preuves admissibles, afin que la présence en cour d'un témoin comme le chauffeur de l'autobus scolaire ne soit plus nécessaire;

3. que, pour tenir compte de la capacité des caméras à recueillir de grandes quantités de renseignements, le conseil municipal invite le gouvernement du Québec à restreindre la portée d'éventuelles mesures législatives relatives aux caméras installées sur les signaux d'arrêt escamotables des autobus scolaires afin d'assurer le respect du droit à la protection des renseignements personnels des personnes qui figurent sur les enregistrements vidéo, mais ne sont pas reconnues coupables d'infraction.

Attendu que la Metropolitan Transportation Authority (MTA) de la Ville de New York a récemment équipé de caméras les autobus de plusieurs lignes de cette ville dans le cadre d'un projet visant à utiliser cette technologie pour donner des contraventions aux conducteurs de véhicules qui obstruent les voies réservées aux autobus en s'y stationnant ou en les empruntant illégalement;

Attendu qu'il existe une corrélation manifeste entre la vitesse à laquelle circulent les autobus et leur achalandage, car, lorsque les citoyens constatent que les autobus sont plus rapides et plus ponctuels, ils les utilisent davantage;

Attendu que les voies réservées constituent un moyen rapide et abordable d'accélérer la circulation des autobus, ainsi qu'un élément essentiel de la stratégie des organismes de gestion du transport en commun de notre communauté métropolitaine pour attirer de nouveaux passagers.

Attendu que lorsque des véhicules se stationnent dans des voies réservées aux autobus ou les empruntent illégalement, cela réduit l'efficacité de ces voies réservées, ralentit la circulation et rend donc les transports en commun moins attrayants pour de nouveaux passagers;

Attendu que l'installation de caméras sur les autobus utilisés pour le transport en commun constitue une solution aussi efficace qu'abordable et que, dans un communiqué qu'elle a récemment publié, la MTA a écrit que, sur les lignes dont les autobus ont été équipés de caméras extérieures, la durée des voyages a diminué de 36 %, alors que l'achalandage a fait un bond impressionnant de 25 %;

Il est proposé par Marvin Rotrand, conseiller municipal de Snowdon;

Appuyé par Luis Miranda, maire de l'arrondissement d'Anjou;

Que le mandat donné à la commission sur le transport et les travaux publics dans le cadre de la résolution CM 20 0317 soit élargi pour y inclure une étude des avantages potentiels d'équiper de caméras extérieures les autobus de la Société de transport de Montréal qui utilisent des voies réservées sur le plan de la promotion de l'utilisation des transports en commun.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1198378002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Megatel inc. pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC) - Dépense totale 227 665,68 $ taxes incluses (Contrat 206 968,80 $ taxes incluses, budget de contingences de 20 696,88 $ taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17696 - (1) seul soumissionnaire conforme.

Il est recommandé :
1- d'accorder au seul soumissionnaire Megatel inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC), au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 206 968,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (19-17696);

2- d'autoriser un montant de 20 696,88 $, taxes incluses, pour les contingences;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 11:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198378002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Megatel inc. pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC) - Dépense totale 227 665,68 $ taxes incluses (Contrat 206 968,80 $ taxes incluses, budget de contingences de 20 696,88 $ taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17696 - (1) seul soumissionnaire conforme.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de centralisation de ses activités dans le nouveau bâtiment administratif situé au 999, rue Dupuis, la direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau désire mettre à niveau ses futurs ateliers selon les plus hauts standards de l'industrie.
Actuellement, les équipements d'usinage mécaniques sont vétustes et inadéquats pour garantir le meilleur rendement, et sont susceptibles d'engendrer des risques d'accident de travail. Aussi , ils sont limités pour usiner des pièces en interne pour les besoins de l'opération.

L'achat d'une machine-outil (fraiseuse à commande numérique) augmentera la sécurité du machiniste et productivité. La fabrication de la plupart des pièces pourra se faire dans notre atelier, ce qui permettra de réduire le besoin de la sous-traitance.

Un appel d'offre public 19-17696, pour l'achat d'une fraiseuse à commande numérique (CNC), a été publié dans Le Journal de Montréal, sur le site internet de la ville ainsi dans le système électronique d'Appel d'offres (SÉAO) pendant vingt-cinq (29) jours, du 28 août 2019 au 26 septembre 2019 . La soumission était valide pendant 120 jours, celle-ci a été prolongée jusqu'au 30 avril 2020 (total de 217 jours) . Quatre (4) addenda ont été émis.

Addenda	Date d'émission	Nature	Impact sur le dépôt des soumissions
1	2019-09-06	répondre à une question	oui
2	2019-09-9	annulation de la visite obligatoire des lieux	aucun
3	2019-09-11	modifications des spécifications pour permettre une ouverture du marché, du bordereau de prix et report de la date d'ouverture	oui
4	2019-09-23	demande de clarifications	aucun

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0430 - 22 juin 2016 - Accorder un contrat à Entreprise de construction T.E.Q. inc. pour la construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe Atwater situé au 999 rue Dupuis, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 34 359 289,97 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5832 (6 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Megatel inc., le seul soumissionnaire conforme, pour nous fournir la fraiseuse à commande numérique (CNC) pour le nouvel atelier d'usinage dans le nouveau bâtiment du complexe Atwater. Ce contrat comprend:
· La livraison de la fraiseuse à commande numérique (CNC), l'installation selon les normes en vigueur et le test avec notre machiniste;
· Une formation à notre machiniste pendant deux (2) semaines.

Une autorisation de dépenses incluant des contingences de 10 % est recommandée dans ce sommaire décisionnel pour faire face aux imprévues lors de l'installation de la machine.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public 19-17696, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Une (1) seule firme a déposé sa soumission. Quatre (4) autres firmes se sont désistées. Parmi les firmes qui ont répondu, les raisons de désistement s'expliquent par le fait que la demande apparaît restrictive et parce que les firmes ne rencontrent pas les spécifications techniques requises pour nos besoins.
Les spécifications demandées permettent au machiniste d'avoir une machine sécuritaire et facile à opérer. De plus, le machiniste pourra réparer les pièces des usines d'eau potable.

En vertu des exigences dans les documents d'appel d'offres, la seul soumission reçue est conforme.

Le 24 octobre 2019 le Service de l'approvisionnement a demandé une révision de prix au seul soumissionnaire conforme. En effet, le montant initial de la soumission se chiffrant à 214 557.15 $ (TTI) et a été révisé à 206 968.80 $ (TTI).

Tableau des résultats de l'appel d'offres

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total Taxes incluses
Megatel inc	180 012,00 $		206 968,80 $
Dernière estimation réalisée	171 000,00 $		196 607,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme-estimation)			10 361,55 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme-estimation)/estimation) x 100			5,3 %

L'analyse de la soumission permet de constater un écart défavorable de 5,3 % par rapport à l'estimation réalisée par la ville. Cette différence correspond à 10 361,55 $. L'estimation réalisée par la ville est basée sur des prix qui étaient annoncés par des fabricants des équipements de fabrication mécaniques.

Les validations requises indiquent que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles (RENA). De plus, le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la politique de gestion contractuelle de la ville.

L’entreprise Megatel inc. n’est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal.

Ce contrat n’est pas visé par la loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (LIMCP). Le soumissionnaire recommandé n’a pas à obtenir une attestation de l’Autorité des marchés financiers (AMF). Enfin, conformément à l’Article 477.4 de la *Loi et Cités et Villes,* la DEP effectué une estimation préalable pour l’achat de l’équipement visé par cet appel d’offres.

Nous recommandons d’octroyer le contrat d’achat de la fraiseuse à commande numérique à la firme Megatel inc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 206 968,80 $, taxes incluses.
La dépense totale est de 227 665,68 $, taxes incluses, comprenant le coût total du contrat auquel s'ajoute un montant de 20 696,88 $, taxes incluses, pour les contingences.

Les sommes nécessaires au présent contrat sont prises à même les incidences du contrat octroyé à l'entreprise de construction T.E.Q. (CG160430) qui a construit le nouvel immeuble.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.* Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération. Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat à Megatel inc. devra être complété dans les meilleurs délais afin de permettre le déménagement du machiniste dans son nouvel atelier

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du comité exécutif : 8 avril 2020
Séance du conseil municipal : 20 avril 2020
Séance du conseil d'agglomération : 23 avril 2020
Livraison : mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Johanne LANGLOIS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed MEZIANE
ingenieur(e)

Tél : 514.872.4852
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-24

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-03-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198378002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Accorder un contrat à Megatel inc. pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC) - Dépense totale 227 665,68 $ taxes incluses (Contrat 206 968,80 $ taxes incluses, budget de contingences de 20 696,88 $ taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17696 - (1) seul soumissionnaire conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17696 Mégatel prolong signée.pdf
19-17696 pv.pdf
19-17696_ Liste preneurs cahier charges.pdf
19-17696_TCP VF.pdf
Intervention 1198378002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne LANGLOIS
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 872-5502

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Lina PICHÉ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17696 — No du GDD : 1198378002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et installation d'une fraiseuse CNC pour l'usine Atwater

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 8 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 9 - 2019

Ouverture faite le : 26 - 9 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 9 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 97 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 1 - 2020

Date d'échéance révisée : 30 - 4 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom de la firme		Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Megatel Inc.		214 557,15 $		
Megatel Inc.	(Montant révisé suite à la négociation)			
Modèle AF-1250 Awea	145 800,00 $			
Mastercam - Mill et maintenance 2 ans	17 320,00 $	**206 968,80 $**	√	

Information additionnelle

En vertu de la réception d'une seule soumission conforme, une négociation de prix a été effectuée, ce qui a permis une réduction de 7 588,35 $.
Motifs de désistements (4): La demande apparaît restrictive (1), Ne rencontre pas les spécifications (1), Pas de réponse (2)

Préparé par : Johanne Langlois — Le 25 - 2 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17696

Agent d'approvisionnement
Johanne Langlois

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Megatel Information systems inc.										
	0	0	1	Acquisition d'une fraiseuse CNC avec logiciel de programmation Mastercam incluant une garantie de 2 ans (fraiseuse et logiciel)	1	1	1	172 620,00 $	172 620,00 $	198 469,85 $
			2	Installation	1	1	1	- $	- $	- $
			3	Formation pour utilisation de la fraiseuse	1	1	1	- $	- $	- $
			4	Formation supplémentaire de 2 semaines (40 hres/sem)	1	1	1	- $	- $	- $
			5	Acquisition d'un lot d'outillage	1	1	1	7 392,00 $	7 392,00 $	8 498,95 $
			6	Option Garantie prolongée 6 000 $	1	1	1	- $	- $	- $
Total (Megatel Information systems inc.)									**180 012,00 $**	**206 968,80 $**

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 16 janvier 2020

Monsieur Richard Tobagi
Megatel Information Systems inc.
3930, rue Griffith
St-Laurent (Québec) H4T 1A7

Courriel: richard@megatelcnc.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 19-17696
ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE FRAISEUSE CNC POUR L'USINE ATWATER

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 30 avril 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 21 janvier 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :



Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Johanne Langlois
Agente d'approvisionnement II
Courriel: johanne.langlois@montreal.ca

LN86Fbssp

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17696
Numéro de référence : 1300279
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition et installation d'une fraiseuse CNC pour l'usine Atwater

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Les Distributions Spark & Co Inc. 30 Emiliens Marcoux Suite 102 Blainville, QC, J7C 0B5 http://www.spark-co.com NEQ : 1160741832	Monsieur Guy Bélanger Téléphone : 450 433-2160 Télécopieur :	**Commande : (1638478)** 2019-09-09 16 h 08 **Transmission :** 2019-09-09 16 h 08	3180897 - 19-17696 Addenda 1 2019-09-09 16 h 08 - Téléchargement 3181582 - 19-17696 Addenda 2 2019-09-09 16 h 58 - Courriel 3182564 - 19-17696 Addenda 3 (devis) 2019-09-11 12 h 29 - Courriel 3182565 - 19-17696 Addenda 3 (bordereau) 2019-09-11 12 h 29 - Téléchargement 3187688 - 19-17696 Addenda 4 2019-09-23 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
MACHINERIES BV LTEE 5555 SAINT-ROCH SUD Drummondville, QC, J2B 6V4 http://www.machineriesbv.com NEQ : 1167919308	Monsieur ALAIN FORTIER Téléphone : 819 474-4444 Télécopieur : 819 474-2191	**Commande : (1635745)** 2019-08-30 15 h 26 **Transmission :** 2019-08-30 15 h 26	3180897 - 19-17696 Addenda 1 2019-09-06 16 h 39 - Courriel 3181582 - 19-17696 Addenda 2 2019-09-09 16 h 58 - Courriel 3182564 - 19-17696 Addenda 3 (devis) 2019-09-11 12 h 29 - Courriel 3182565 - 19-17696 Addenda 3 (bordereau) 2019-09-11 12 h 29 - Téléchargement 3187688 - 19-17696 Addenda 4 2019-09-23 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MEGATEL CNC 3930 rue Griffith Montréal, QC, H4T 1A7 NEQ : 1143829662	Monsieur Richard Tobagi Téléphone : 514 333-0717 Télécopieur : 514 333-1032	**Commande : (1635926)** 2019-09-03 8 h 31 **Transmission :** 2019-09-03 8 h 31	3180897 - 19-17696 Addenda 1 2019-09-06 16 h 39 - Courriel 3181582 - 19-17696 Addenda 2 2019-09-09 16 h 58 - Courriel 3182564 - 19-17696 Addenda 3 (devis) 2019-09-11 12 h 29 - Courriel 3182565 - 19-17696 Addenda 3 (bordereau) 2019-09-11 12 h 29 - Téléchargement 3187688 - 19-17696 Addenda 4 2019-09-23 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
RAYMOND ROBERT MACHINERIE 3205 1e rue Saint-Hubert, QC, j3y8y6 NEQ : 1142901520	Monsieur DANY DAVIS Téléphone : 514 935-3589 Télécopieur :	**Commande : (1635172)** 2019-08-29 12 h 11 **Transmission :** 2019-08-29 12 h 11	3180897 - 19-17696 Addenda 1 2019-09-06 16 h 39 - Courriel 3181582 - 19-17696 Addenda 2 2019-09-09 16 h 58 - Courriel 3182564 - 19-17696 Addenda 3 (devis) 2019-09-11 12 h 29 - Courriel 3182565 - 19-17696 Addenda 3 (bordereau) 2019-09-11 12 h 29 - Téléchargement 3187688 - 19-17696 Addenda 4 2019-09-23 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sirco Machinery Company Ltd. 40 Jutland Rd. Toronto, ON, M8Z 2G9 NEQ : 1149919210	Monsieur George Vertkas Téléphone : 416 255-1321 Télécopieur :	**Commande : (1636709)** 2019-09-04 12 h 29 **Transmission :** 2019-09-04 12 h 29	3180897 - 19-17696 Addenda 1 2019-09-06 16 h 39 - Courriel 3181582 - 19-17696 Addenda 2 2019-09-09 16 h 58 - Courriel 3182564 - 19-17696 Addenda 3 (devis) 2019-09-11 12 h 29 - Courriel 3182565 - 19-17696 Addenda 3 (bordereau) 2019-09-11 12 h 29 - Téléchargement 3187688 - 19-17696 Addenda 4 2019-09-23 13 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198378002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Accorder un contrat à Megatel inc. pour la fourniture d'une fraiseuse à commande numérique (CNC) - Dépense totale 227 665,68 $ taxes incluses (Contrat 206 968,80 $ taxes incluses, budget de contingences de 20 696,88 $ taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17696 - (1) seul soumissionnaire conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1198378002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Louise B LAMARCHE
Professionnelle domaine d'expertise-Chef d équipe
Tél : 514-872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1203838001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Dalex-Québec inc. une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour la remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une période de cinq ans – Appel d'offres public 19-17870 – un soumissionnaire conforme – montant approximatif de 779 858.18 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans, par laquelle Dalex-Québec inc., seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services de remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes, incluant les services d'entretien et de réparation, pour une période de cinq (5) ans, pour une somme maximale de 779 858,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17870;

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de sécurité incendie de Montréal - Direction stratégique et de la prévention incendie, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-03-13 16:47

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203838001**
Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Dalex-Québec inc. une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour la remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une période de cinq ans – Appel d'offres public 19-17870 – un soumissionnaire conforme – montant approximatif de 779 858.18 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La présente entente-cadre comprend la remise à neuf de séchoirs à boyau pour les casernes et les services d'entretien et de réparation pour une durée de cinq (5) ans.
Dans la poursuite de la mise en oeuvre du plan d'action pour réduire les risques des maladies professionnelles des pompières et pompiers, il est prévu la remise à neuf de séchoirs à boyau pour les casernes afin de permettre le séchage des boyaux après un lavage de routine effectué par les pompières et pompiers.

La réduction des risques liés aux maladies professionnelles des pompiers s'inscrit comme priorité n^{o}1 au Plan stratégique 2018-2021 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), *Notre leadership mobilisateur en SST au profit de tous* .

L'appel d'offres a été publié sur le système électronique SÉAO le 30 octobre 2019 pour une ouverture des soumissions le 3 décembre 2019, permettant ainsi 33 jours pour déposer une proposition. La période de validité des soumissions est de 120 jours civils suivant la date d'ouverture de la soumission. Un addenda a été émis durant la période, le 11 novembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Cette entente-cadre permettra la remise à neuf de 46 séchoirs à boyau dans les casernes.
Un séchoir à boyau peut servir à sécher 10 boyaux d'incendie simultanément.
Il est prévu de s'assurer que chaque caserne possède un séchoir à boyau conforme, exception les casernes possédant une tour à boyau.

La remise à neuf des séchoirs à boyau doit respecter les recommandations NFPA 1851 quant à la température, le fonctionnement et le séchage des boyaux.

JUSTIFICATION

Un (50 %) des deux preneurs du cahier des charges a déposé une soumission. Les motifs de désistement du preneur de cahier de charges sont qu'il ne fournissait pas les produits ou services demandés.
L'analyse de la soumission atteste de la conformité administrative et technique.

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Soumissionnaire 1	779 858.18		779 858.18
Dernière estimation réalisée			699 208.97
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			80 649.21
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			11.5 %

Une rencontre a été réalisée avec le soumissionnaire en collaboration avec le Service de l'approvisionnement afin de clarifier le mandat et les exigences du cahier de charge. Cette rencontre a permis de diminuer de 19 545.75 $ (taxes incluses) la soumission du fournisseur.

Un écart défavorable de 80 649.21 $, soit 11.5 %, entre l'estimation de 699 208.97 $ et la soumission de 779 858.18 $, peut être lié à une augmentation des frais de transport.

Le soumissionnaire n'est ni déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a effectué une estimation préalable de la dépense.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 779 858,18 $ (taxes incluses) et sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 723 825,11$ (taxes incluses), correspondant aux coûts d'acquisitions, incluant les frais de transport, de la remise à neuf des séchoirs à boyau seront financés par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 14-021 du SIM « Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la Sécurité incendie ».

Le solde, soit 56 033,07$ (taxes incluses), correspondant aux frais d'entretien et de réparation pour les 5 prochaines années, sera assumé par le budget de fonctionnement du SIM (pour couvrir les dépenses au fur et à mesure des besoins).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il est prévu au contrat que le SIM prévoit se départir d'environ 57 séchoirs à boyau, qui sont soient non-fonctionnel ou ne pouvant recevoir une remise à neuf.
La destruction ou récupération est à la charge de l'adjudicataire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La remise à neuf et l'entretien des séchoirs à boyau permettront de remplir les obligations de l'employeur liées à LSST, notamment en fournissant des équipements sécuritaires, conformes et d'en assumer leur maintien en bon état.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Remise à neuf des séchoirs à boyau en 2020, entretien pour 5 ans du parc de séchoirs à boyau au SIM.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Saiv Thy CHAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Badre Eddine SAKHI, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Badre Eddine SAKHI, 27 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain LECOURS
Chef aux opérations

Tél : 514 872-4730
Télécop. : 514 872-7443

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Rémi PERRY
chef de division-intervention - sim

Tél : 514 872-4376
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alexandre MIZOGUCHI
Directeur adjoint p.i.
Tél : 514 872-4304
Approuvé le : 2020-03-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur p.i.
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2020-03-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203838001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Objet :	Conclure avec Dalex-Québec inc. une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour la remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une période de cinq ans – Appel d'offres public 19-17870 – un soumissionnaire conforme – montant approximatif de 779 858.18 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17870 intervention - 1203838001.pdf
1-17870 DetCah.pdf
19-17870 PV.pdf
17870 Tableau de vérification.pdf
Prolongation Ville de Montréal, projet séchoirs boyaux[14547].pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-27

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5149
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17870 — No du GDD : 1203838001

Titre de l'appel d'offres : Remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une période de cinq ans – SIM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 3 - 12 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 11 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 182 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 4 - 2020

Date d'échéance révisée : 30 - 9 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Dalex-Québec inc.	$ 779 858,18	√	

Information additionnelle

Conformément à l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes et en collaboration avec le requérant (SSIM), j'ai organisé une rencontre de négociation avec l'unique fournisseur Dalex-Québec inc. dans le but de clarifier le mandat et de tenter de réduire le prix. Cette rencontre s'est soldée par une réduction de prix de 19 545.75 $ Taxes incluses. Une économie de l'ordre de 2.5%.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 27 - 2 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 19-17870
Remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une
Date de publication sur le SÉAO : 30 octobre 2019
Date d'ouverture des soumissions : Mardi 3 décembre 2019
Addenda # 1 : - 11 novembre 2019 - Ajout d'information

Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle pour 5 ans	Unité de mesure	Dalex-Québec inc.
1	Remise à neuf (RetroFit) séchoir actuel Montréal - Changement module de contrôle CirculAir et toutes composantes prévues au devis technique	46	Chaque	13 050,00 $
2	Kit de remplacement de tablette - Remplacement complet des tablettes (10x) / séchoir	34	Chaque	500,00 $
3	Frais de transport - Frais d'aller-retour pour le transport, livraison, récupération et échange des séchoirs à boyau	65	Chaque	450,00 $
4	Frais pour appel de services - Les frais doivent inclure le déplacement et un minimum de 3 h de main-d'œuvre	20	Chaque	380,00 $
5	Entretien des séchoirs - L'entretien tels que décrit au devis technique, incluant le temps et le déplacement	111	Chaque	285,00 $
6	Taux horaire pour la réparation - heures de travail pour la réparation qui dépasseraient les heures prévues aux appels de service	100	Hrs	95,00 $

Sous total	695 285,00 $
TPS	34 764,25 $
TVQ	69 354,68 $
MTTC	799 403,93 $

Rencontre de négociation avec le fournisseur en date du 21 janvier 2020 et retrait de l'item 2 qui est déjà inclus dans l'item 1. Une économie de 19 545.75 $ taxes incluses **779 858,18 $**

				Requis	Dalex-Québec inc.
			NEQ	Oui	**1163133532**
			Date d'immatriculation	non	**2005-07-26**
	Signature			Oui	Conforme
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)			Oui	Conforme
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)			Oui	Conforme
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»			Oui	Conforme
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»			Oui	Conforme
	Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)			Oui	Conforme
	Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP)			non	Non requis
	Garantie de soumission			Oui	1315226
	Validation de conformité - CNESST			Oui	Conforme

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Badre Sakhi **Date :** 6 décembre 2019

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 25 mars 2020

Monsieur Stéphane Simard
DALEX-QUÉBEC inc.
4314 boulevard Grande Allée
Boisbriand QC J7H 1M9

Courriel: ssimard@dalexjacar.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 19-17870
Remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une période de cinq ans – SIM

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 30 septembre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 30 mars 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

, président 25/03/20.
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Badre Eddine Sakhi
Agent d'approvisionnement II
Courriel: badre.sakhi@montreal.ca

LN86Fbssp

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17870
Numéro de référence : 1315226
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une période de cinq ans - SIM

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Dalex-Quebec Inc 4314 Boul. Grande Allée Boisbriand, QC, J7H 1M9 http://www.dalexjacar.com	Monsieur Patrick Gascon Téléphone : 450 420-5454 Télécopieur : 450 420-5353	**Commande : (1659277)** 2019-10-31 11 h 23 **Transmission :** 2019-10-31 11 h 23	3210155 - 19-17870 Addenda 1 2019-11-12 8 h 52 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Équipements Incendies CMP Mayer inc. 2250 André-C.-Hamel Drummondville, QC, J2C 8B1	Monsieur Serge Therrien Téléphone : 819 474-2111 Télécopieur :	**Commande : (1659199)** 2019-10-31 10 h 05 **Transmission :** 2019-10-31 10 h 05	3210155 - 19-17870 Addenda 1 2019-11-11 16 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203838001

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Objet :	Conclure avec Dalex-Québec inc. une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour la remise à neuf de séchoirs à boyau incendie pour les casernes incluant les services d'entretien et de réparation pour une période de cinq ans – Appel d'offres public 19-17870 – un soumissionnaire conforme – montant approximatif de 779 858.18 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ÉJ GDD 1203838001 Intervention Finance (Séchoirs à boyau).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Saiv Thy CHAU
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-6012

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-06

Hélène DÉRY
Chef d'équipe - Professionnelle d'expertise
Tél : 514 872-9782
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1206634001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Renouveler le contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec l'entreprise Niche Technology inc., et ce, pour une période de cinq (5) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'approuver le renouvellement du contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec l'entreprise Niche Technology inc., et ce, pour une période de cinq (5) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-26 16:59

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206634001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Renouveler le contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec l'entreprise Niche Technology inc., et ce, pour une période de cinq (5) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est doté d'un système informatique intégré, M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité), qui est essentiel à la gestion des informations policières. Ce logiciel gère notamment des informations de nature stratégiques qui touchent le noyau d'affaires de leurs opérations policières. M-IRIS est fourni par la firme Niche Technology inc..

Le système M-IRIS permet au SPVM de rédiger électroniquement des rapports d'événements, d'arrestations et d'accusations. Il permet également aux policiers de faire la recherche de l'information policière en temps réel et de réduire le nombre de retranscriptions de l'information ainsi que la distribution des rapports papier.

L'objectif du présent dossier est de renouveler le contrat de maintenance et de support du système M-IRIS du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec l'entreprise Niche Technology inc., et ce, pour une période de cinq (5) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0391 - 26 septembre 2013 - Approuver l'avenant no 2 modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Niche Technology inc. (CG07 0437) dans le cadre du projet « Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité (M- IRIS) » afin de libérer la firme de ses obligations relatives à l'implantation des modules «Analyse et tableaux de bord» et d'implanter les modules « Bertillonnage » et « Détention ».

CG12 0185 – 21 juin 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 189 708,75 $, taxes incluses, pour les frais de services d'entretien suite à l'intégration de la solution de Coplogic dans le système de Niche Technology inc., pour une durée de 5 ans.

CG07 0437 - 29 novembre 2007 - Octroyer un contrat à Niche Technology inc., pour la fourniture et les services d'entretien d'un système intégré de données policières (IDP2), pour une durée de cinq ans, au montant total de 10 973 490,52 $, taxes incluses - RASOP - Appel d'offres public 07-10221 (2 soum.)

CE07 0143 - 14 février 2007- Autoriser le lancement d'un appel d'offres pour l'acquisition d'un système intégré des données policières (IDP) pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Le contrat serait d'un montant approximatif de 7.4M $, après taxes, et puisé à même le PTI corporatif de 2007-2008-2009.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel concerne le renouvellement du contrat de maintenance et de support du système M-IRIS utilisé pour :

- Intervenir auprès du citoyen;
- Déployer un service d'ordre, des mesures d'urgence;
- Enquêter, citer en justice;
- Élaborer des activités de prévention;
- Gérer l'information policière et le renseignement;
- Faire les échanges électroniques des données policières du SPVM et des autres instances policières à l'échelle provinciale et nationale.

La durée du présent contrat est de cinq (5) ans.

JUSTIFICATION

Le renouvellement du contrat de maintenance et de support d'entretien du système M-IRIS est indispensable pour assurer et supporter les opérations policières du SPVM.
En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Niche Technolgy inc. a obtenu son accréditation.

L’estimation du contrat de maintenance et de support d'entretien de ce système est basée sur une augmentation annuelle de 3%, prévue à l’article 15.2 de la convention initiale. La soumission reçue, au montant de 3 922 992,76 $, taxes incluses, est égale à l’estimation initiale, par conséquent il n'y a aucun écart. L'article 15.2 de la convention prévoit un renouvellement automatique d'année en année, à moins d'un avis écrit de la Ville émis au trois (3) mois avant le terme du contrat en cours.

Ce contrat est accordé de gré à gré à Niche Technology inc. puisqu'elle détient les droits sur

le logiciel installé et le code source permettant d'assurer le support et la maintenance du logiciel et de son fonctionnement continu. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du renouvellement du contrat de maintenance et de support d'entretien est de 3 922 992,76 $, taxes incluses.
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses):

Description	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
Maintenance et de support d'entretien du système M-IRIS	369 456,83 $	749 997,33 $	772 497,20 $	795 672,16 $	819 542,35 $	415 826,89 $	3 922 992,76 $
Total	369 456,83 $	749 997,33 $	772 497,20 $	795 672,16 $	819 542,35 $	415 826,89 $	3 922 992,76 $

La dépense de 3 922 992,76 $ taxes incluses (3 582 215,28 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Tableau comparatif des coûts annuels de maintenance et de support d'entretien des années antérieures (taxes incluses) :

Période	Coûts de maintenance et de support d'entretien (taxes incluses)	Écart en $	Écart en %
2015	358 695,92 $	N/A	N/A
2016	717 391,85 $	0	0
2017	717 391,85 $	0	0
2018	717 391,85 $	0	0
2019	717 391,85 $	0	0
2020	728 152,75 $	10 760,90 $	1,5%
2021	749 997,33 $	21 844,58 $	3%
2022	772 497,20 $	22 499,87 $	3%
2023	795 672,16 $	23 174,96 $	3%
2024	819 542,35 $	23 870,19 $	3%
2025	415 826,89 $	N/A	N/A

Les coûts de maintenance et de support d'entretien pour les années 2015 et 2025 sont basés sur une période de six (6) mois, contrairement aux autres années (2016 à 2024) où les coûts sont basés sur une période de douze (12) mois.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat de support et de maintenance permet au SPVM de maintenir le bon fonctionnement du système M-IRIS et de son évolution. Ce système est critique aux opérations policières et au maintien de la sécurité des citoyens de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit:
Approbation du dossier par le CE: 8 avril 2020;
Approbation du dossier par le CM: 20 avril 2020;
Approbation du dossier par le CG: 23 avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

:

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 16 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-03-03
Lucia DELLA SALA Conseiller(ere) analyse - controle de gestion	Réjean GAGNÉ Chef de division TI - Procesus judiciare et cour municipale
Tél : 514-868-3912	**Tél :** 514-872-1239

Télécop. :		**Télécop. :**	000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514-880-9577
Approuvé le : 2020-03-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-03-26

January 9, 2020

Lucia Della Sala
Conseillère en analyse et contrôle de gestion
Direction – Sécurité Publique et Justice
Service des technologies de l'information (STI)
801 rue Brennan, 2e étage, Montréal, Canada H3C 0G4
Téléphone : 514-868-3912
lucia.dellasala@ville.montreal.qc.ca

Re: Quote for NicheRMS support and maintenance

Dear Lucia,

As requested, please see below for a quote for support and maintenance of the NicheRMS software on a per monthly basis for the period July 1, 2020 through June 30, 2025.

Quote: 2020-2025

July 2020-June 2021	$53,556.11
July 2021-June 2022	$55,162.79
July 2022-June 2023	$56,817.67
July 2023-June 2024	$58,522.21
July 2024-June 2025	$60,277.87

The quote is guaranteed to June 30, 2020

Yours sincerely,

Roger Thomas
Contracts Manager
Roger.Thomas@NicheRMS.com

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 OCT. 2007
DIRECTRICE
DIRECTION DU CONTENTIEUX

CONVENTION

ACQUISITION D'UNE SOLUTION CLÉ EN MAIN
SYSTÈME D'INTÉGRATION DES DONNÉES POLICIÈRES (IDP2)
SERVICE DE POLICE VILLE DE MONTRÉAL

POUR

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale ayant son siège au 275 rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fin des présentes en vertu du Règlement_____, article___et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

ci-après appelée **"Ville"**

ET **NICHE TECHNOLOGY INC.**, personne morale ayant une place d'affaires au 54 Balmoral St, Winnipeg, Manitoba, R3C 1X4, agissant et représentée par Monsieur Chris Schneider, président dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : .
Numéro d'inscription T.V.Q. :

ci-après appelée **"Contractant"**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1	Annexe 1	Bordereau de prix;
1.2	Annexe 2	Échéancier de projet;
1.3	Annexe 3	Documents des renseignements supplémentaires; a) Équipe de projet b) Architecture technique c) Garantie et support d) Hébergement
1.4	Annexe 4	Document d'appel d'offres public #07-10221 intitulé « Système d'intégration des données policières (IDP2)» du 19 février 2007, ses Addendas (1, 2) et autres informations;
1.5	Annexe 5	Offre de services du Contractant du 7 mai 2007;
1.6	Annexe 6	Travaux supplémentaires;
1.7	Annexe 7	Licence d'utilisation du logiciel.

Les Annexes 3, 4 et 5 font partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de les y annexer physiquement.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 à fournir le SYSTÈME D'INTÉGRATION DES DONNÉES POLICIÈRES (IDP2) et tous les biens et services y mentionnés à la satisfaction de la Ville.

ARTICLE 3
PRÉSÉANCE

L'ordre de préséance d'interprétation de la présente convention et des Annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 sera le suivant:

3.1 d'abord, la présente convention;

3.2 ensuite, les Annexes suivant l'ordre numérique.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En contrepartie du paiement par la Ville des honoraires mentionnés à l'article 6 de la présente convention, le Contractant doit notamment :

4.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le représentant de la Ville;

4.2 fournir, pendant toute la durée de la convention, les services du chef de projet et des membres de l'équipe identifiés à l'Annexe 3a et ne remplacer aucun d'eux sans le consentement préalable écrit du représentant de la Ville. Les frais de remplacement sont à la charge du Contractant;

4.3 sur demande raisonnable et motivée du représentant de la Ville, procéder, sans frais pour la Ville, au remplacement du chef de projet ou de tout membre de l'équipe;

4.4 remettre à la Ville, dans les quinze (15) jours de la prise d'effet de la présente convention un manuel d'organisation de projet qui comprend un plan de travail, un manuel d'opération du projet et un calendrier de réalisation pour l'implantation du Système;

4.5 remettre à la Ville, sur demande raisonnable, toute information, tout rapport ou document concernant la fourniture des biens et services prévus à la présente convention;

4.6 assurer une bonne qualité du français;

4.7 intégrer les recommandations du Contractant et les modifications préalablement convenues par une demande de changement de façon à optimiser la solution fournie, le tout selon les règles de l'art ;

4.8 fournir au début du mois de janvier de chaque année, un certificat d'employeur en règle de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) en tenant compte du fait que le Contractant n'est pas une société Québécoise.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Pour permettre au Contractant de fournir les services et les biens conformément aux conditions prévues aux présentes, la Ville doit:

5.1 collaborer avec le Contractant et lui communiquer, dans les meilleurs délais, les informations nécessaires à l'exécution des services et à la livraison des biens;

5.2 vérifier avec diligence la facturation progressive du Contractant;

5.3 transmettre au Contractant, dans les plus brefs délais, toute réclamation ou poursuite découlant directement ou indirectement de la présente convention;

5.4 payer au Contractant les montants suivant le parachèvement de chacun des livrables;

5.5 fournir les ressources et le matériel nécessaires pour assister le Contractant dans l'élaboration et la réalisation du Système, tel que décrit dans le Manuel d'Organisation de Projet (MOP).

ARTICLE 6
PRIX

6.1 En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **HUIT MILLION SIX CENT TRENTE-SIX MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-TREIZE DOLLARS (8 636 993,00 $),** excluant toutes taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ), tel que détaillé dans l'Annexe 1. Le montant total du projet, tel que détaillé dans l'Annexe 1, sera versé conformément aux modalités de paiement définies à l'Annexe 4.

6.2 Sous réserve des dispositions de l'article 7, la Ville peut demander au Contractant de lui fournir des biens et services supplémentaires pour assurer la fourniture du Système jusqu'à concurrence d'une somme maximale de **NEUF CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE QUATRE-VINGT-DIX-NEUF DOLLARS ET SOIXANTE CENTS (993 099,60 $)** excluant toutes taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ). La nature et le prix de ces biens et services doivent être convenus entre les représentants des parties par une demande de changement selon les dispositions de l'Annexe 6.

6.3 Les factures doivent indiquer les taux de TPS et de TVQ en vigueur ainsi que les montants de chacune de ces deux (2) taxes.

6.4 Tout paiement effectué par la Ville ne doit pas être interprété comme une admission à l'effet que les services rendus sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 7
SUBSTITUTION OU AJOUT D'UN BIEN

7.1 Sous réserve d'une autorisation préalable écrite de la Ville, le Contractant peut substituer un bien à un autre, par exemple d'une technologie plus récente, dans la mesure où la Ville n'assume pas, de façon directe ou indirecte, de coûts additionnels.

7.2 Sous réserve des dispositions de l'article 7.3, la Ville peut également demander au Contractant de substituer un bien à un autre d'une technologie équivalente ou supérieure dans la mesure où cette substitution n'entraîne pas de coûts additionnels pour le Contractant.

7.3 La Ville peut demander la substitution d'un bien par un autre d'une technologie équivalente ou supérieure si la dépense nette additionnelle que devra assumer la Ville est inférieure à vingt-cinq mille dollars (25 000 $). La Ville peut également demander l'ajout d'un bien si la dépense nette pour ce bien est inférieure à vingt-cinq mille dollars (25 000 $).

7.4 Dans tous les cas mentionnés aux articles 7.1 à 7.3, la Ville émettra une demande de changement.

ARTICLE 8
REPRÉSENTANTS DES PARTIES

8.1 Le représentant de la Ville, désigné *Directeur de projet SPVM* selon les dispositions de l'Annexe 4, voit à l'administration des présentes et a la responsabilité et l'autorité nécessaires pour :

8.1.1 prendre les décisions relatives à la prestation de services et à la fourniture des biens, tel que prévu aux présentes;

8.1.2 transmettre au Contractant les renseignements et toutes les données utiles ou nécessaires;

8.1.3 s'assurer que les tâches dont la Ville a la responsabilité soient exécutées à temps et efficacement;

8.1.4 approuver les demandes du Contractant qui nécessitent une autorisation de la Ville;

8.1.5 accepter les services rendus et les biens livrés conformément aux présentes;

8.1.6 approuver les factures du Contractant;

8.1.7 assurer au personnel du Contractant l'accès à la propriété de la Ville tel que requis;

8.1.8 désigner, s'il y a lieu, les employés de la Ville à qui sont adressées toutes les communications relatives à l'exécution des tâches quotidiennes et assurer leur collaboration;

8.1.9 recevoir les avis adressés à la Ville par le Contractant;

8.1.10 signer les licences d'utilisation dont les termes sont, de l'avis de la Directrice du contentieux ou de son représentant désigné, conformes aux conditions usuelles acceptées par la Ville.

8.2 Le représentant du Contractant, désigné *Chef de projet Fournisseur* selon les dispositions de l'Annexe 4, a la responsabilité et l'autorité nécessaires pour :

8.2.1 s'assurer que tous les biens et services soient livrés à temps et efficacement;

8.2.2 désigner les personnes que le Contractant a choisies pour l'exécution des diverses tâches prévues par les présentes;

8.2.3 recevoir les avis adressés au Contractant par la Ville.

8.3 Les représentants des parties sont:

VILLE

Monsieur Alain Tonthat
Directeur de projet – IDP2
Service de police de la Ville de Montréal
1441, rue St-Urbain
Montréal (Québec) H2X 2M6
Téléphone : (514) 280-6922
Télécopieur : (514) 280-2833

CONTRACTANT

Madame Fiona Ellison
Niche Technology Inc.
54, Balmoral St
Winnipeg (Manitoba) R3C 1X4
Téléphone : (204) 786-2400
Télécopieur : (204) 775-1469

Si l'une ou l'autre des parties désire changer son représentant, son adresse ou toute autre information le concernant, elle doit le faire par un avis écrit conformément aux présentes.

8.4 Le représentant d'une partie peut confier une partie de ses responsabilités à une autre personne qu'il désigne. Cette partie doit aviser l'autre représentant du nom, de l'adresse, des numéros de téléphone et de télécopieur de cette personne ainsi que des responsabilités qu'il lui confie.

ARTICLE 9
GARANTIES

Le Contractant garantit :

9.1 que les biens et services fournis conformément aux présentes seront exécutés selon les règles de l'art de l'industrie actuellement reconnues à l'égard de biens et de services de nature semblable;

9.2 que les périodes de disponibilité et des temps réponses seront en tout temps conformes aux exigences de la Ville telles que prévues aux présentes;

9.3 qu'il apportera les correctifs appropriés dès qu'une panne se manifeste, sans coût additionnel pour la Ville, dans les délais prévus, sur réception d'un avis de la Ville, tant que le système est sous contrat de garantie ou de maintenance;

9.4 qu'il est le titulaire des droits de propriété intellectuelle sur tout ce qu'il utilise pour la réalisation du projet ou qu'il en est l'usager autorisé et qu'il ne viole aucun brevet ou droit d'auteur.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 Sous réserve des droits prévus à l'article 10.2, les travaux réalisés par le Contractant dans le cadre de cette convention, y compris tous les accessoires et tous les documents, tels les rapports, sont la propriété entière et exclusive de la Ville qui peut en disposer à son gré.

10.2 Le Contractant conserve tous les droits de propriété intellectuelle visant le Logiciel. Toutefois, la Ville sera propriétaire d'une copie du Logiciel et détiendra une licence d'utilisation. Le Logiciel sera livré en code exécutable, et la licence d'utilisation permettra à la Ville de charger, d'exécuter, d'afficher, d'emmagasiner ou d'utiliser le Logiciel. Sous réserve du respect des conditions rattachées à la licence d'utilisation de l'Annexe 7 et du paiement des sommes prévues à l'article 6.1, le droit et la licence accordés à la Ville seront perpétuels, exempts de redevance, non transférables, non cessibles et non exclusifs. Le Logiciel, y compris la copie devant devenir la propriété de la Ville, sont confidentiels et sont assujettis à la clause de confidentialité (article 11). Le Contractant détiendra également un droit d'usage de tous les travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

10.3 En cas de réclamation ou de poursuite en matière de droits de propriété intellectuelle, le Contractant prend fait et cause pour la Ville, et la tient indemne de tous les dommages-intérêts et dépens à la charge de la Ville.

10.4 Dans le cours de la défense ou du règlement de la réclamation, le Contractant peut soit obtenir pour la Ville le droit de continuer d'utiliser les biens livrés, soit remplacer ou modifier le bien visé pour qu'il n'y ait plus violation desdits droits de propriété intellectuelle (droits d'auteur, brevets) ou, si de telles mesures ne sont pas raisonnablement disponibles, reprendre le bien livré et accorder à la Ville un crédit pour celui-ci, en sus de lui payer les dommages-intérêts.

10.5 Nonobstant toute autre disposition contraire, le Contractant n'assume aucune responsabilité si la prétendue violation est fondée sur l'utilisation du Logiciel avec d'autres produits non fournis par le Contractant ou si le Logiciel est utilisé sans respecter les indications y afférentes.

ARTICLE 11
CONFIDENTIALITÉ

11.1 Tous les travaux réalisés par le Contractant en vertu de la convention ainsi que tous les renseignements, matériels ou documents communiqués par la Ville au Contractant dans le cours de l'exécution des services prévus par la convention sont considérés confidentiels et ne peuvent en aucun cas être divulgués à un tiers sans le consentement écrit au préalable de la Ville. Les données qui sont ou deviendront connues du public ne sont pas considérées comme confidentielles.

11.2 Aucune des parties ne divulguera les dispositions de la convention à un tiers, sauf si elle y est tenue en vertu d'une obligation légale. Aucune partie n'utilisera le nom de l'autre dans toute publicité, réclame ou autre activité similaire sans le consentement préalable écrit de l'autre, qui ne sera pas retenu ou retardé de manière déraisonnable; cependant, la Ville consent par les présentes à ce que le Contractant ajoute le nom de la Ville dans ses listes de clients qui peuvent être publiées comme partie intégrante des efforts de marketing du Contractant.

ARTICLE 12
CESSION

Le Contractant ne peut céder les droits et obligations découlant de la présente convention sans le consentement écrit de la Ville.

ARTICLE 13
SUSPENSION OU RÉSILIATION

13.1 Outre les droits et dispositions prévus à l'article 5.12 de l'Annexe 4, la Ville se réserve le droit de résilier la présente convention à toutes fins que de droit ou d'en suspendre l'exécution, en partie ou en totalité, si la Ville constate un défaut important du Contractant à remplir les obligations qui lui incombent en vertu des présentes.

13.2 Si un défaut important du Contractant est constaté par la Ville, et avant d'exercer l'un ou l'ensemble des recours prévu à l'article 5.13 de l'Annexe 4, le représentant de la Ville fait parvenir un avis écrit au Contractant et à la Caution. qui doivent remédier au défaut important énoncé dans les trente (30) jours de la réception dudit avis ou dans tout autre délai additionnel déterminé par la Ville, à sa discrétion.

13.3 Si le Contractant et la Caution ne corrigent pas ce défaut important dans le délai imparti ou dans tout autre délai accepté par la Ville, la convention peut être résiliée et la Ville peut à sa discrétion:

13.3.1 soit exiger le remboursement des sommes versées si les travaux exécutés ne sont pas utilisés par la Ville;

13.3.2 soit payer les montants exigibles avant l'envoi de l'avis;

13.3.3 soit suspendre sa décision quant au montant exigible ou payable jusqu'à ce que la Ville ait déterminé les coûts qu'elle doit supporter pour terminer les travaux, lesquels sont la responsabilité du Contractant et de la Caution, jusqu'à concurrence du montant prévu au cautionnement dans le cas de la Caution, sans autre indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit, pour quelque cause que ce soit.

13.4 Si le Contractant et la Caution ne corrigent pas ce défaut important dans le délai imparti ou dans tout autre délai accepté par la Ville, les travaux prévus à la convention peuvent aussi être suspendus en partie ou en totalité et la Ville peut à sa discrétion et aux frais du Contractant:

13.4.1 soit demandé au Contractant et à la Caution de mettre en place des mesures alternatives pour rencontrer les exigences de la Ville;

13.4.2 soit permettre que le Contractant et la Caution, le cas échéant, poursuivent les travaux prévus à la convention pourvu qu'ils mettent en place des mesures alternatives pour rencontrer les exigences de la Ville.

ARTICLE 14
RETARD

14.1 Le Contractant doit exécuter ses travaux conformément à la présente convention. Le Contractant et la Ville doivent s'efforcer en tout temps de respecter l'échéancier. Si le Contractant n'est pas en mesure de livrer les services et les biens dans les délais prévus, pour diverses raisons sous le contrôle de la Ville ou pour des raisons indépendantes de la volonté du Contractant, dont la preuve incombe au Contractant, tels que:

14.1.1 l'incapacité de la Ville de fournir les documents, les renseignements, les données ou les résultats d'analyse nécessaires à l'exécution des travaux;

14.1.2 un retard de la part de la Ville à remettre les approbations ou autorisations requises;

14.1.3 un retard que le Contractant ne pouvait pas raisonnablement prévoir par les moyens mis à sa disposition, ou

14.1.4 un retard survenu sans qu'il y ait eu une faute de la part du Contractant;

Le Contractant doit soumettre à l'approbation de la Ville un plan de rattrapage indiquant les ressources additionnelles qu'il propose d'affecter à l'exécution des travaux pour respecter la date d'échéance. Ces efforts additionnels sont alors considérés et traités comme des modifications aux services prévus à la convention.

14.2 Le Contractant n'est pas responsable de tout défaut de se conformer aux obligations de la présente convention ou de tout délai dans son exécution lorsque le défaut ou le délai est causé ou occasionné par un événement de force majeure. Cependant, les parties tenteront, dans la mesure du possible, de s'entendre pour minimiser les inconvénients causés par un tel événement et pour faire en sorte que les opérations du Système se poursuivent.

ARTICLE 15
DURÉE

15.1 La présente convention prend effet lorsque les deux (2) parties l'ont signée et que le Contractant est avisé, par écrit, par la Ville, que la présente convention et les crédits nécessaires ont été approuvés par les autorités compétentes. Sous réserve des autres dispositions prévues aux présentes, elle se terminera lorsque le Contractant aura rempli toutes ses obligations, soit au plus tard au terme de la cinquième année d'entretien du Système.

15.2 Le contrat de maintenance et de support dont les conditions sont décrites aux présentes se renouvellera, par la suite, automatiquement d'année en année, à moins d'un avis écrit de la Ville émis au moins trois (3) mois avant le terme du contrat en cours. En vue du renouvellement, le Contractant pourra alors ajuster annuellement les prix du contrat de maintenance et de support d'un pourcentage maximal annuel de 3 % par année après la cinquième année.

ARTICLE 16
AVIS

Tout avis qui doit être donné par une partie à l'autre, en vertu de la présente convention, doit être transmis par télécopieur, par courrier recommandé, par huissier, par messager ou par courrier électronique. L'avis doit être expédié au représentant de la partie désignée selon les stipulations de l'article 8.

ARTICLE 17
CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

17.1 Le Contractant doit fournir à la Ville, dans les quinze (15) jours suivant la date de prise d'effet des présentes, le cautionnement d'exécution mentionné à l'article 5.8 de l'Annexe 4 (25% du montant total du projet).

17.2 Malgré les dispositions de l'article 17.1 et pourvu que le Contractant ait rempli toutes et chacune de ses obligations dans les délais prévus, le Directeur pourra permettre au Contractant, le ou vers le 31 octobre 2008 et 2009, de remplacer son cautionnement d'exécution par un autre cautionnement d'exécution représentant 25% de la valeur résiduaire du montant total du projet.

ARTICLE 18
MODIFICATIONS

Aucune modification aux termes de cette convention ne peut être validement effectuée sans l'accord écrit des deux (2) parties.

ARTICLE 19
VALIDITÉ

Si certaines dispositions ou parties de cette convention sont déclarées invalides par la Cour, les autres dispositions sont considérées comme ayant plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 20
LOIS

Cette convention est régie par les lois de la province de Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 21
DÉCLARATION PARTICULIÈRE

21.1 Le Contractant déclare avoir lu attentivement et compris l'ensemble des documents contractuels et avoir, au besoin, obtenu les avis de ses conseillers et avoir bien évalué les besoins de la Ville tel que décrits à l'Annexe 4. Le Contractant déclare ne connaître aucune raison qui l'empêcherait d'implanter, développer, paramétrer, supporter et maintenir le Système.

21.2 De plus, le Contractant s'engage à aviser par écrit la Ville, dans un délai de cinq (5) jours, de toute raison ou cause, relevant de la Ville, qui serait de nature à retarder ou compromettre la livraison ou l'exploitation du Système.

21.3 À défaut de ce faire dans le délai ci-dessus mentionné, le Contractant ne peut pas invoquer telle raison ou cause, même si celle-ci était connue de toutes les parties.

21.4 Les parties s'engagent à respecter la procédure d'acceptation des livrables tel qu'elle sera définie dans le Manuel d'Organisation du Projet (MOP).

ARTICLE 22
LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Les parties reconnaissent que des circonstances peuvent survenir donnant droit à la Ville de réclamer des dommages-intérêts et conviennent que, dans de telles circonstances, les recours de la Ville et la responsabilité totale du Contractant, qu'ils soient contractuels ou extra-contractuels, sont limités au montant mentionné à l'article 6.1. Le Contractant ne peut en aucun cas être tenu responsable de dommages-intérêts spéciaux, indirects, accessoires ou exemplaires, même si ce dernier est avisé de la possibilité de tels dommages. Sans pour autant restreindre la généralité de ce qui précède, ces dommages comprennent les pertes financières, la perte des profits, les dommages résultant de la perte de données ou de l'impossibilité d'utiliser les produits, et les dommages subis par une autre partie et faisant l'objet d'une réclamation à l'endroit de la Ville. Nonobstant ce qui précède et sous réserve des dispositions de l'article 10.5, il n'y a pas de limite de responsabilité du Contractant relativement aux réclamations pour violation de droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 et en cas de fraude ou de faute lourde.

ARTICLE 23
DIFFÉREND

23.1 Les parties doivent agir de façon honnête et raisonnable dans l'application de la présente convention. Tout désaccord ou tout différend ayant trait à la présente convention sera d'abord soumis aux représentants de chaque partie et, le cas échéant, aux niveaux supérieurs de direction.

23.2 Si le différend n'est pas réglé, chaque partie pourra alors prendre les dispositions requises pour faire valoir ses droits.

ARTICLE 24
DEMANDE DE CHANGEMENT

L'une ou l'autre des parties pourra effectuer une demande de changement. La partie réceptrice avisera la partie demanderesse, dans les cinq (5) jours de la réception d'une demande de changement transmise par cette dernière, des incidences de ce changement sur le rendement optimal du Système. La partie réceptrice doit, dans les cinq (5) jours de la réception de cet avis, informer la partie demanderesse qu'elle confirme sa demande ou qu'elle l'abandonne. Les parties peuvent procéder à des ajouts, des modifications ou des annulations, sous réserve d'un accord écrit sur le prix, mais jusqu'à concurrence du montant maximal mentionné à l'article 6.2. La modification des livrables se fait par l'entremise d'une demande de changement signée par les deux (2) parties et qui sera jointe au MOP.

ARTICLE 25
SURVIE

La résiliation de la présente convention pour une raison quelconque ne libère pas les parties des responsabilités ou des obligations imposées dans la présente convention i) à l'égard desquelles les parties ont expressément convenu qu'elles seraient maintenues après une telle résiliation ou ii) qui, par leur nature, devraient être applicables à la suite d'une telle résiliation, y compris sans restreindre la portée de ce qui précède, les articles 10 (Droits de propriété intellectuelle), 11 (Confidentialité), 22 (Limitation de responsabilité), 25 (Survie) et l'Annexe 7 (Licence d'utilisation du Logiciel).

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 21 e jour de 2007
VILLE DE MONTRÉAL

Par:

Le 21 e jour de December 2007
Niche Technologie inc..

Par:

Cette convention a été approuvée par le de la Ville de Montréal, le e jour de 2007 ( )

ANNEXE 1

Bordereau de prix

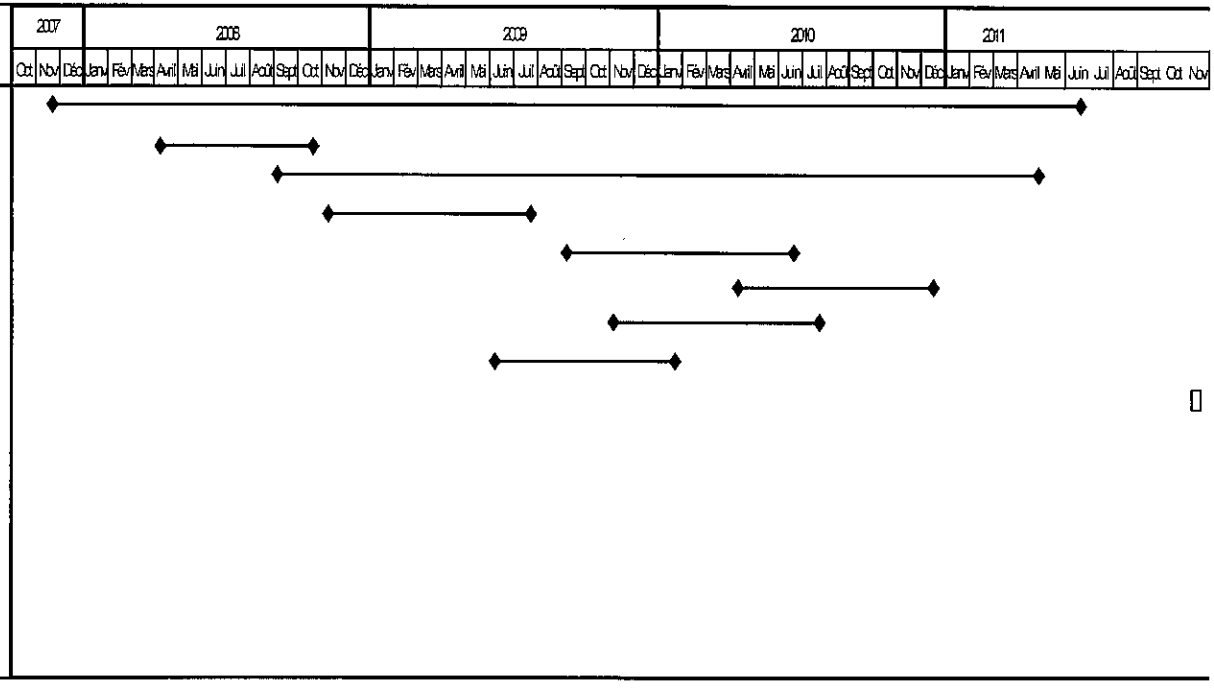
Système d'intégration des données policières (IDP2)

	RMS	Infrastructure	TOTAL
Projet			
Main d'oeuvre	**200 050 $**	**0 $**	**200 050 $**
Installation			0 $
Formation (train the trainer)	40 050 $		40 050 $
Matériel de formation			0 $
E-Learning			0 $
Cadrage (fit-gap)			0 $
Conversion	160 000 $		160 000 $
Support (Warranty support bridge)			0 $
Transition & Gestion de projet			0 $
Acquisition	**4 729 680 $**	**587 490 $**	**5 317 170 $**
Progiciel	4 379 800 $		4 379 800 $
Modules optionnels			0 $
Matériel	53 820 $	463 006 $	516 826 $
Logiciel	296 060 $	124 484 $	420 544 $
Total projet	**4 929 730 $**	**587 490 $**	**5 517 220 $**
Garantie & support (5 ans)	3 076 167 $	43 606 $	3 119 773 $
TOTAL	**8 005 897 $**	**631 096 $**	**8 636 993 $**

ANNEXE 2

Échéancier de projet

N°	Nom de la tâche	Fin
1	SPVM - IDP2 Phase 1	2011-11-29
111	Property roll out	2008-10-21
267	Event and vehicle (mobile) roll out	2010-04-23
497	Warrant roll out	2009-07-13
626	Crime analysis roll out (assumed no interfaces)	2010-06-10
696	Investigation roll out (assumed no interfaces)	2010-12-28
787	Management scoreboard roll out (assumed no interfaces)	2010-07-15
879	Citizen report roll out (assumed no interfaces or data conversion)	2010-01-22
967	Final acceptance	2011-11-29
968		
969	SPVM - IDP2 Phase 2	
970	Pawn shop roll out (Optional - timings not provided)	
980	Detention roll out (Optional - timings not provided)	
990	Fingerprints and mugshot roll out (Optional - timings not provided)	
1005	Court appearance agenda roll out (Optional - timings not provided)	
1015	Photo gallery roll out (Optional - timings not provided)	



ANNEXE 6

Travaux supplémentaires

Travaux supplémentaires - Taux Journaliers, pour des services informatiques et professionnels optionnels couvrant la période de la date d'attribution du contrat jusqu'au 28 décembre 2010.

SERVICES PROFESSIONNELS

DÉVELOPPEMENT	Hourly rate - Junior	Hourly rate - Intermediate	Hourly rate - Senior
Niche will conduct all RMS development under the Niche RMS site license on the Basic Functionality Tab			
SUPPORT TECHNIQUE			
Project Manager	124,85 $	145,66 $	202,88 $
System Architect	124,85 $	145,66 $	202,88 $
Application Architect	111,32 $	124,85 $	135,25 $
Database Architect	111,32 $	124,85 $	135,25 $
Business Analyst	111,32 $	124,85 $	135,25 $
System Analyst	111,32 $	124,85 $	135,25 $
Programmer	90,51 $	109,24 $	130,05 $
Tester	83,23 $	109,24 $	114,44 $
System Administrator	83,23 $	111,32 $	124,85 $
Technical / Business Writer	59,30 $	69,71 $	83,23 $
Project Control Officer	69,71 $	75,95 $	86,35 $
Project Admin Support	69,71 $	75,95 $	86,35 $
Management Consultant	138,37 $	202,88 $	234,09 $
Security Specialist	124,85 $	145,66 $	173,75 $
FORMATION			
"E-Learning" Deveoloper	83,23 $	96,76 $	111,32 $
Classroom Training Developer	104,04 $	114,44 $	130,05 $
Trainer	104,04 $	114,44 $	130,05 $

ANNEXE 7
LICENCE D'UTILISATION DU LOGICIEL

LES DROITS CONFÉRÉS EN VERTU DE LA PRÉSENTE ANNEXE SONT SUJETS AU PAIEMENT DE LA SOMME PRÉVUE À L'ARTICLE 6.1 CONCERNANT LE LOGICIEL.

1. OBJET

Sous réserve des dispositions prévues à la convention et les autres annexes, cette annexe établit les conditions générales qui s'appliquent au Logiciel fournis par le Contractant. En tout état de cause, la présente Licence est exclusive de la fourniture de tout logiciel tiers, y compris ceux nécessaires au fonctionnement du Logiciel.

Le Contractant accorde à la Ville une licence d'utilisation aux conditions prévues à l'article 10.2 de la convention et de la présente Annexe.

En vertu des droits qui lui sont consentis à l'égard du Logiciel, la VILLE est autorisée à effectuer toutes les opérations de chargement, d'installation, d'exécution, d'affichage, d'emmagasinage ou d'édition du Logiciel.

2. TERMES D'UTILISATION DE LA LICENCE

2.1 Sauf dispositions différentes dans les Conditions particulières, le Logiciel est exclusivement fourni en code exécutable.

2.2 La Ville ne peut ni désassembler, ni décompiler le Logiciel.

2.3 En cas d'utilisation du Logiciel en dehors des termes de la Licence, la Ville sera pleinement responsable de la conformité avec toute législation et réglementation applicable en matière importation et d'exportation.

2.4 La Ville s'interdit de commercialiser le Logiciel ou d'en distribuer des copies ou adaptations au public.

2.5 Lorsque l'utilisation du Logiciel ou copie par un tiers est nécessaire au titre d'un plan de secours, contrat de maintenance, contrat d'infogérance ou tout autre contrat d'externalisation, ce tiers devra, préalablement à toute intervention, être agréé par le Contractant et signer une Licence d'utilisation et un accord de confidentialité. Une copie de ces documents sera transmise à la Ville à première demande.

2.6 La Ville permettra au Contractant, à tout moment, de vérifier l'utilisation qui est faite du Logiciel incluant un droit pour le Contractant de procéder ou faire procéder à un audit sur Site.

3 GARANTIES

3.1 Le Contractant garantit qu'il a le droit de concéder la Licence du Logiciel conformément aux termes des présentes.

3.2 Sous réserve des engagements de la présente convention, le Contractant ne garantit pas que le dit Logiciel fonctionnera sans les interruptions ou les erreurs qui peuvent apparaître pour ces types de logiciels dans des conditions normales d'utilisation. Le Contractant ne garantit pas l'obtention de résultats particuliers au-delà de la conformité du Logiciel aux spécifications techniques décrites à la convention et limite expressément sa garantie aux stipulations de la convention.

3.3 Le Contractant ne sera pas responsable : (1) de la fourniture de toutes fonctionnalités non prévues à la convention, (2) de tout défaut de fonctionnement des postes de travail/équipements fournis par la Ville ou son mandataire sur lesquels

le Logiciel est installé et (3) de tout défaut dû à la combinaison du Logiciel avec les postes de travail/équipements utilisés et/ou logiciels et éléments tiers fournis par la Ville ou son mandataire.

4 COPIE

4.1 En dehors des deux (2) copies de sauvegarde autorisées selon les conditions ci-après, la Ville n'est pas autorisée à dupliquer le Logiciel ou à procéder à des adaptations non expressément autorisées par le Contractant. Le détenteur de la Licence est autorisé à procéder à deux (2) copies de sauvegarde et à deux (2) copies seulement pour les sites Principal et de Relève. L'avis de Copyright devra être repris sur le Logiciel et inclus sur les copies de secours. Ces copies peuvent être archivées ou utilisées sur un système de secours mais uniquement en cas de défaillance du système principal. Toute autre forme de copie sur des supports physiques, par transfert électronique ou par voie de télécommunication d'un ordinateur à un autre est formellement interdite.

4.2 Toute copie, même partielle de la documentation qui accompagne le Logiciel ou toute utilisation d'extraits de ladite documentation sont formellement interdites sans l'accord écrit exprès préalable du Contractant.

5 PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ

5.1 La Licence objet des présentes constitue une concession de droits d'usage mais ne confère à la Ville aucun titre ou droit de propriété sur le Logiciel et sur son code source, exception faite et si accord préalable et exprès du Contractant de la propriété du support physique lui-même.

La Ville est informée que le Logiciel et la documentation afférente sont protégés par les droits d'auteur.

5.2 La Ville s'engage à ne pas retirer, altérer ou cacher de quelque manière que ce soit, toute mention de propriété indiquée sur ou dans le Logiciel.

5.3 La Ville s'engage à prendre et à maintenir toutes les mesures adéquates de sécurité permettant d'éviter une utilisation, un accès ou une copie non autorisés du Logiciel. La Ville notifiera au Contractant immédiatement toute divulgation, utilisation, accès ou copie non autorisée dont il aurait connaissance et à assister le Contractant dans la préservation de ses droits.

5.4 La Ville reconnaît et accepte que le Logiciel contienne des secrets de fabrication et de commerce du Contractant ou de tiers. Sous réserve des obligations de confidentialité aux présentes, la Ville s'engage à garder comme strictement confidentielles toutes informations relatives au Logiciel et à ne pas utiliser ces informations pour un autre objet que celui prévu aux présentes.

6 PAIEMENT

6.1 Le prix de la redevance d'utilisation du Logiciel est inclus dans le prix de l'article 6.1 de la convention.

7 LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

7.1 Les seules obligations et responsabilités du Contractant au titre du Logiciel sont celles définies à la présente convention.

8 DURÉE ET RÉSILIATION

8.1 La durée de la Licence est spécifiée à l'article 10.2 de la convention, sauf résiliation anticipée conformément à l'article 8.2 de l'Annexe 7 ci-après.

8.2 Sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels le Contractant pourrait prétendre, le Contractant se réserve le droit de mettre fin à la Licence en cas de non-respect par la Ville de l'une des obligations en

relation avec l'utilisation du Logiciel ou de violation des droits relatifs à la propriété intellectuelle et industrielle et au Copyright.

8.3 Dès cessation de la Licence pour quelque cause que ce soit, la Ville cessera immédiatement d'utiliser le Logiciel. En outre, la Ville s'engage, soit à retourner au Contractant toutes les copies du Logiciel et de sa documentation, soit, après accord du Contractant, à lui adresser un certificat de destruction des dites copies.

9 GÉNÉRAL

9.1 Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à l'une quelconque des obligations des présentes ne saurait être interprété comme une renonciation définitive à l'exécution de l'obligation.

9.2 La Ville ne peut céder ou transférer la présente Licence à un tiers, y compris à une société parapublique, sans l'accord écrit et préalable du Contractant. Le Contractant ne peut refuser la cession ou le transfert sans motif raisonnable.

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 23 septembre 2019

NICHE TECHNOLOGY INC.
A/S MONSIEUR ROLAND SCHNEIDER
629, MCDERMOT AVE
WINNIPEG (MB) R3A 1P6

No de décision : 2019-DAMP-0847
N° de client : 3001644070

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous NICHE TECHNOLOGIE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). NICHE TECHNOLOGY INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206634001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Renouveler le contrat de maintenance et de support du système M-IRIS (Montréal - inscription et recherche de l'information de sécurité) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), prévu au contrat conclu le 29 novembre 2007 (CG07 0437) avec l'entreprise Niche Technology inc., et ce, pour une période de cinq (5) ans, soit du 1er juillet 2020 au 30 juin 2025, pour une somme maximale de 3 922 992,76 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1206634001-Certification des fonds-Excel.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : 514-872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-04

Gilles BOUCHARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1205035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Division Solutions processus judiciaires et cour municipale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur unique) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur unique) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-26 17:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205035001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Division Solutions processus judiciaires et cour municipale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur unique) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a octroyé, le 22 janvier 2003, un contrat (CE03 0100) à la firme JSI Telecom pour l'achat et l'installation d'un système d'enregistrement et d'écoute électronique. Ce système se compose de logiciels spécialisés, dont JSI Telecom est propriétaire de code source, et de matériel conçu spécifiquement pour être robuste et fiable. L'entretien et le support de ce système sont assurés par la firme JSI Telecom depuis son implantation en 2005.

En août 2016, le Service des TI a rapatrié la gestion des contrats informatiques du SPVM dont le contrat relatif à la gestion du système d'enregistrement et d'écoute électronique. Pour mettre à niveau le système d'écoute et améliorer ses performances, un contrat (CG17 0151) a été accordé, le 27 avril 2017, à JSI Telecom. Ledit contrat incluait l'acquisition de nouvelles composantes matérielles (serveurs, postes de travail, etc.) spécialisées ainsi que le renouvellement de l'entretien et le support pour une période de trois (3) ans.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur unique) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système

d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0151 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme JSI Telecom (fournisseur unique), pour la mise à jour du système d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), incluant l'acquisition de composantes matérielles spécialisées, ainsi que l'entretien et le support pour une période de 3 ans, soit du 1er juillet 2017 au 30 juin 2020, pour une somme maximale de 817 544,15 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin
CE03 0100 - 22 janvier 2003 - Accorder au plus bas soumissionnaire conforme, JSI Telecom, le contrat pour l'achat et l'installation d'un système d'enregistrement et d'écoute électronique aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 1 848 294 $ (plus les taxes applicables), conformément à l'appel d'offres 2002-059

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel concerne le renouvellement du contrat de maintenance et de support du système d'enregistrement et d'écoute électronique utilisé pour :

- Supporter les enquêtes policières et fournir des preuves pour comparaître en justice;
- Faire les échanges électroniques des données policières du SPVM et des autres instances policières à l'échelle provinciale et nationale.

La durée du présent contrat est de trois (3) ans.

JUSTIFICATION

Le renouvellement du contrat de maintenance et de support d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique est indispensable pour assurer et supporter les opérations policières du SPVM. Ledit contrat est reconduit aux mêmes termes et conditions (niveaux de services, mise à jour logiciels, processus d'escalade, etc.) que le contrat initial (CG17 0151) pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023.
Conformément à la Loi 19 concernant l'organisation des services policiers, et étant donné que le SPVM est classé niveau 5 (population à desservir de 1 000 000 d'habitants ou plus), il est tenu dans le cadre des services de soutien, d'assumer la surveillance électronique. De ce fait, le système d'enregistrement et d'écoute électronique est critique et essentiel aux enquêtes policières du SPVM.

Le contrat de maintenance et de support d'entretien de ce système est basé sur une augmentation annuelle de 2,5%.

Ce contrat est accordé de gré à gré à JSI Telecom puisqu'elle est la seule à détenir les droits sur le logiciel installé et le code source permettant d'assurer le support et la maintenance du logiciel et de son fonctionnement continu. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 504 663,22 $**,** taxes incluses (460 824,78 $ net de taxes).

Tableau de répartition des coûts d'entretien, taxes incluses, pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 :

Description	Du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2020	2021	2022	Du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023	Total
Support et entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique	82 042,71$	166 136,00 $	170 288,90 $	86 195,61$	504 663,22 $
Total	**82 042,71$**	**166 136,00 $**	**170 288,90 $**	**86 195,61$**	**504 663,22 $**

La dépense de 504 663,22 $, taxes incluses (460 824,78 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Tableau comparatif des coûts annuels, avant taxes, d'entretien des années antérieures :

Période	Coût annuel d'entretien (avant taxes)	Écart en $	Écart en %
1 juillet 2006 au 30 juin 2009	131 000,00 $	N / A	N / A
1 juillet 2009 au 30 juin 2017	125 580,00 $	- 5 420,00 $	- 4,13 %
1 juillet 2017 au 30 juin 2018	129 975,30 $	4 395,30 $	3,5 %
1 juillet 2018 au 30 juin 2019	134 524,44 $	4 549,14 $	3,5 %
1 juillet 2019 au 30 juin 2020	139 232,79 $	4 708,35 $	3,5 %
1 juillet 2020 au 30 juin 2021	142 714,00 $	3 481,21 $	2,5 %
1 juillet 2021 au 30 juin 2022	146 281,00 $	3 567,00 $	2,5 %
1 juillet 2022 au 30 juin 2023	149 938,00 $	3 657,00 $	2,5 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat de support et de maintenance permet au SPVM de maintenir le bon fonctionnement du système d'écoute électronique et de son évolution. Ce système est critique aux opérations policières et au maintien de la sécurité des citoyens de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : 8 avril 2020;
- Approbation du dossier par le CM : 20 avril 2020;
- Approbation du dossier par le CG : 23 avril 2020;
- Émission du bon de commande à même le budget de fonctionnement par le Service des TI : Mai 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 24 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8783

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 5142806963

Télécop. : 514 872-3964 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514-880-9577
Approuvé le : 2020-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-03-26

JSI
Unified. Visualized.

99 Michael Cowpland Drive
Ottawa | Ontario | K2M 1X3 | Canada
T +1 613 591 5910 F +1 613 591 5969

To: Abdelhak Baba Saci

Date: 12 March 2020

JSI designs, engineers, manufactures and sells its Collection / Management equipment direct to Government Agencies at all levels (Federal, State / Provincial, and Municipal) around the World.

JSI is the sole owner of the 4Sight source code for its 4Sight solution. JSI is the sole provider of support for both hardware and software for its 4Sight Lawful Intercept solution.

JSI has a certification and accreditation process that it applies to the specification; setup and configuration of the hardware and software used with the communication intercept system.

This contract renewal is with the same terms and conditions of the initial contract (Warranty and Services Agreement # 780003620 Revision #5 dated 2016- 01-06) for the period from July 1, 2020 to June 30, 2023.

If you have any questions please email

Sincerely,

Mike Exley

JSI
Unified. Visualized.

99 Michael Cowpland Drive
Kanata | Ontario | Canada | K2M 1X3
T +1 613 591 5910 F +1 613 591 5969

To: Abdelhak Baba Saci

Date: 10 March 2020

File: MUC-19-KAN-0207-Service Plan-V3

Valid – 180 days

Subject – JSI Price Quotation – 2020/2023 Service Plan

Abdel,

As per your request, here is JSI's Gold Service Plan pricing for the 2020 to 2023 as per your request.

Coverage Period	**Amount (not including taxes)**
1 July 2020 to 30 June 2021	$ 142,714
1 July 2021 to 30 June 2022	$ 146,281
1 July 2022 to 30 June 2023	$ 149,938

Notes

1. Taxes are not included

If you have any questions please email

Mike Exley

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1205035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Division Solutions processus judiciaires et cour municipale
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur unique) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Suivant les vérifications effectuées par le service T.I et sur la foi des informations fournies par ce dernier, la Ville peut conclure un contrat de gré à gré avec JSI Telecom (Telecom), et ce, conformément à l'article 573.3 alinéa 1, paragraphe 6b) de la Loi sur les cités et villes puisque l'objet du contrat, l'entretien et le support du système d'enregistrement et d'écoute électronique (Système), vise la protection des licences exclusives appartenant à Telecom. Telecom est la seule à détenir les codes sources pour faire l'entretien et le support du Système.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-17

Sandra PALAVICINI
avocate
Tél : 514 872-1200
Division : droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Division Solutions processus judiciaires et cour municipale
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à JSI Telecom (fournisseur unique) pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'enregistrement et d'écoute électronique du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2023 pour une somme maximale de 504 663,22 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205035001 Cont JSI Tech Syst elect SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Direction du Conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1203438012

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Aérofil inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e avenue dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 180 288,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18007 - 1 seul soumissionnaire conforme.

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire .Aérifil inc.**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 180 288,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18007;

2. d'ajuster la base budgétaire de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'année 2021 et les suivantes au montant de 168 000 $ net de ristournes de taxes. Ce montant tient compte d'une majoration de 2% pour l'année 2021.

3. d'imputer cette dépense**,** conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 14:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438012**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Aérofil inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e avenue dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 180 288,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18007 - 1 seul soumissionnaire conforme.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à de nombreuses plaintes de citoyens touchant les mauvaises odeurs émanant des égouts traversant l'arrondissement de LaSalle, la ville de Montréal (Ville) a autorisé en 2011 (CG11 0048) la construction d'une unité de traitement des odeurs (UTO) sur la 75e avenue. La technologie retenue pour ce projet fut celle combinant l'utilisation du charbon activé et des rayons UV. Cette technologie éprouvée dans d'autres unités de traitement d'odeurs de la Ville s'est avérée la plus efficace pour l'épuration et le traitement des odeurs causés par la présence d'égouts.
La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) souhaite avec ce dossier procéder au remplacement des mélanges de médias (charbon activé imprégné de produits chimiques) contenus dans les 3 épurateurs de l'UTO. Ces mélanges remplissent deux fonctions essentielles dans l'abattement des problèmes d'odeurs soient l'extraction de l'air vicié de l'égout pour le maintenir en pression négative et son traitement par absorption avant le rejet à l'atmosphère.

Depuis la mise en opération de l'UTO en 2017, plusieurs tests ont été effectués avec différents mélanges de médias provenant de fournisseurs différents, afin de déterminer la combinaison optimale pour le traitement des odeurs dans ce secteur de la Ville. A partir de la meilleure combinaison trouvée en 2019, la Ville désire poursuivre ses tests avec une composition qu'elle croit la plus efficace, pour chacun des trois épurateurs. De plus, les médias doivent être remplacés annuellement, pour maintenir leur efficacité et satisfaire le règlement municipal en matière de nuisances olfactives.

A cet effet, un appel d'offres public a été lancé le 5 février 2020 sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 25 février 2020. La validité des soumissions était de quatre vingt dix (90) jours. Un (1) addenda a été émis durant la période de l'appel d'offres pour répondre aux questions reçues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0048 - 24 février 2011 Octroyer un contrat à Sept Frères Construction inc. pour la construction d'un système de traitement des odeurs (UTO) sur la 75e Avenue dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 5 257 091,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 3271-AE (9 soum.) - 1113334001

DESCRIPTION

Ce contrat de remplacement des médias des trois épurateurs de l'UTO de la 75e avenue inclut:

- les services pour la vidange, le récurage et le remplissage des épurateurs;
- les services pour la disposition des médias usés hors du site;
- la fourniture de combinaisons de mélanges de médias pour les trois épurateurs. Il faut préciser que dans chaque épurateur, il est possible de placer jusqu'à trois types de mélanges différents pour un volume total de 7 306 litres par épurateur.

JUSTIFICATION

Cinq entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et deux d'entre elles ont déposé une soumission. Une des soumissions s'est avérée non conforme, parce que les mélanges de médias proposés ne rencontraient pas les spécifications du devis.
Tel que prévu dans la loi sur les cités et villes à l'article 573.3.3, lorsqu'il y a un seul soumissionnaire conforme et que le prix soumis présente un écart important avec l'estimation fait par la municipalité, les deux parties peuvent s'entendre et conclure le contrat à un prix moindre. Dans le cas qui nous concerne, le prix soumis était supérieur à l'estimation. Il a donc été négocié avec le fournisseur, pour obtenir un escompte de 10,6 %. Le prix révisé est celui indiqué au tableau:

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Aérofil inc.	180 288,85 $	-	180 288,85 $
Dernière estimation réalisée ($)	152 894,62 $	-	152 894,62 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			27 394,23 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			17,92 %

Veuillez-vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse administrative des soumissions.

L'écart entre l'estimation de la Ville et la seule soumission conforme est défavorable de 17,92 %. Cet écart est dû principalement aux coûts de disposition des médias usés hors site (article 2 du bordereau) qui s'avèrent nettement supérieurs à ceux prévus dans l'estimation.

Selon la loi sur la qualité de l'environnement, les médias chimiques sont considérés comme des matières dangereuses. Elles ne peuvent être enfouies sans avoir subi un traitement physique et chimique spécifique, de façon à réduire au minimum la dimension et l'activité chimique du résidu. Le coût de ces traitements qui n'était pas inclus dans l'estimation explique à lui seul 84 % de l'écart (23 011 $).

Il est recommandé d'octroyer le contrat à Aérofil inc. au prix de sa soumission révisée, soit 180 288,85 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Aérofil inc., 30 boul. Hymus, Pointe-Claire (Québec) H9R 1C9 (NEQ: 1142501734). Elle n’est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour le remplacement des médias de traitement pour l'UTO est de 180 288,85 $, taxes incluses.
Ceci représente un montant de 164 627,75 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera comptabilisée au budget de fonctionnement de la DEEU.

Cette nouvelle activité (remplacement des médias) est récurrente chaque année et elle n'est pas incluse dans la base budgétaire 2020 de la DEEU.

Pour l'année 2021, nous recommandons une augmentation de la base budgétaire pour la somme de 168 000 $ net de ristournes de taxes, ainsi que pour les années suivantes. Ce montant tient compte d'une majoration de 2 % pour l'année 2021.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où le remplacement des médias de traitement de l'UTO n'était pas réalisé, il faudrait opérer l'unité avec des mélanges usés et moins performants. Il s'ensuivrait des plaintes pour nuisances olfactives de la part des citoyens du secteur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : mai 2020
Fin des travaux : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-19

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203438012

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Aérofil inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e avenue dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 180 288,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18007 - 1 seul soumissionnaire conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18007 pv.pdf20-18007_Liste det cah charges.pdf20-18007_TCP.pdf

20-18007_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18007 — No du GDD : 1203438012

Titre de l'appel d'offres : Remplacement des média de traitement pour l'unité de traitement des odeurs.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 25 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 17 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Mécanique CNC (2002) Inc.	Conformité technqiue

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 5 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 25 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis négocié (TTI)	√	# Lot
Aerofil Inc.	180,288,85 $	√	

Information additionnelle

Une seul soumissionnaire conforme, nous avons négocié les prix de 201,712.14 $ (TTI) à 180,288.85 $ (TTI).
Les raisons de désistements sont les suivantes : (1) produits spécifiés non-disponibles pour le moment car besoin d'une approbation technique à l'interne, (1) sous-traitant d'un des soumissionnaires et (1) pas reçu de réponse malgré la relance.

Préparé par : Francesca Raby — Le 6 - 3 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18007

Agent d'approvisionnement
Francesca Raby

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Aérofil Inc.										
	0	0	1	Services pour la vidange, le récurage et le remplissage des 3 épurateurs	1	Forfaitaire	1	20 125,00 $	20 125,00 $	23 138,72 $
			2	Services pour la disposition des média usés hors site (matière résiduelle dangereuse)	1	Forfaitaire	1	20 000,00 $	20 000,00 $	22 995,00 $
			3	Fourniture de combinaisons de mélanges de média pour les épurateurs 1 et 2	1	Forfaitaire	1	62 400,00 $	62 400,00 $	71 744,40 $
			4	Fourniture de combinaisons de mélanges de média pour l'épurateur 3	1	Forfaitaire	1	27 950,00 $	27 950,00 $	32 135,51 $
			5	Services sur demande pour la vidange, le récurage, la disposition des média usés hors site et remplissage du compartiement 1	1	Forfaitaire	1	15 815,00 $	15 815,00 $	18 183,30 $
			6	Fourniture sur demande d'une combinaison de mélange de média pour le compartiment 1	1	Forfaitaire	1	9 317,00 $	9 317,00 $	10 712,22 $
			7	Service d'échantillonage de suivi	1	Forfaitaire	1	1 200,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
Total (Aérofil Inc.)									**156 807,00 $**	**180 288,85 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18007
Numéro de référence : 1341566
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Remplacement des média de traitement pour l'unité de traitement des odeurs

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aerofil_ Inc. 30 boul. Hymus Pointe-Claire, QC, H9R1C9 NEQ : 1142501734	Monsieur Thierry Despaux Téléphone : 418 831-1750 Télécopieur :	**Commande : (1696764)** 2020-02-10 15 h 53 **Transmission :** 2020-02-10 15 h 53	3256560 - 20-18007 Addenda #1 2020-02-17 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Brenntag Canada 2900 J.B. Deschamps Montréal, QC, H8T 1C8 NEQ : 1143917384	Madame Nicole Rawlings Téléphone : 514 636-9230 Télécopieur : 514 636-8229	**Commande : (1695671)** 2020-02-07 11 h 33 **Transmission :** 2020-02-07 11 h 33	3256560 - 20-18007 Addenda #1 2020-02-17 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Québeco Inc. 451 rue Mercure Mont-Tremblant, QC, J8E 3H6 http://www.groupequebeco.com NEQ : 1165882474	Monsieur Sébastien Marcoux Téléphone : 819 717-3434 Télécopieur : 819 717-3330	**Commande : (1696490)** 2020-02-10 13 h 01 **Transmission :** 2020-02-10 13 h 01	3256560 - 20-18007 Addenda #1 2020-02-17 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Mécanique CNC (2002) Inc. 1470 rue Graham-Bell Boucherville, QC, J4B 6H5 http://www.cnc2002.ca NEQ : 1161024147	Madame Caroline Bourget Téléphone : 450 652-6319 Télécopieur : 450 652-1935	**Commande : (1696666)** 2020-02-10 14 h 49 **Transmission :** 2020-02-10 14 h 49	3256560 - 20-18007 Addenda #1 2020-02-17 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Spécialités Industrielles sherbrooke inc 682, lavigerie Sherbrooke, QC, J1G2X2 NEQ : 1171434740	Monsieur Jonathan Perron Téléphone : 819 564-1800 Télécopieur :	**Commande : (1694879)** 2020-02-06 11 h 43 **Transmission :** 2020-02-06 11 h 43	3256560 - 20-18007 Addenda #1 2020-02-17 14 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438012

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Aérofil inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour le remplacement des médias de traitement pour l'unité de traitement des odeurs de la 75e avenue dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 180 288,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18007 - 1 seul soumissionnaire conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Cette nouvelle activité (remplacement des médias) est récurrente chaque année et elle n'est pas incluse dans la base budgétaire 2020 de la DEEU.
Demande d'ajustement à la base budgétaire pour l'année 2021 et les suivantes au montant de 168 000 $ net de ristournes de taxes.

FICHIERS JOINTS

GDD1203438012_DEEU_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : 514 280-0066

Co-Auteure
Iva Stoilova- Dineva
Conseillère budgétaire
514-280-4195

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : (514) 872-6630

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1203438015

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Complexe Enviro Connexions ltée. un contrat de 36 mois pour les services d'un lieu d'enfouissement technique, incluant deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 709 839,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18066 - 1 soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Complexe Enviro Connexions ltée., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 709 839,55 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18066;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 20:51

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438015**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Complexe Enviro Connexions ltée. un contrat de 36 mois pour les services d'un lieu d'enfouissement technique, incluant deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 709 839,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18066 - 1 soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) dispose de quatre incinérateurs pour brûler les boues déshydratées. Lors de travaux majeurs ou de bris, l'excédent de boues qui ne peut être incinéré est transporté vers un lieu d'enfouissement autorisé par le Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) pour être enfoui. Egalement, les granules produites par l'unité de stabilisation thermique qui ne peuvent être valorisées en engrais agricole ou en combustible solide, à cause d'une demande insuffisante, sont également transportées dans un site d'enfouissement. D'autres résidus provenant du dégrillage, des rebuts commerciaux et des particules de sable récupérées des dessableurs sont aussi dirigés vers un lieu d'enfouissement technique.

Le contrat actuel avec la firme Complexe Enviro Progressive ltée vient à échéance le 17 avril 2020. Bien que la Station fasse des efforts importants pour valoriser ses résidus, elle doit obtenir les services d'un LET pour disposer des surplus de boues déshydratées et autres rebuts. Si l'on considère les risques inhérents au vieillissement des équipements et les bris qui peuvent survenir, il est impératif de maintenir l'utilisation d'un LET pour l'enfouissement des matières résiduelles.

L'appel d'offres 20-18066 a été lancé le 10 février 2020 et publié dans le Journal de Montréal ainsi que sur le site SEAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 3 mars 2020. Les soumissions ont un délai de validité de cent vingt (120) jours. Aucun addenda a été émis durant la période d'appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0181 - 18 mai 2017 - Accorder un contrat à Complexe Enviro Progressive ltée pour les services d'un lieu d'enfouissement technique pour la disposition de boues déshydratées, granules, sable et autres résidus de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de trois ans, pour une somme maximale de 1 276 503,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15775 (2 soum.) - 1173438002

CG12 0014 - 26 janvier 2012 - Accorder un contrat à la firme BFI Usine de triage Lachenaie ltée pour les services d'un lieu d'enfouissement technique pour la disposition de boues déshydratées, granules, résidus de dégrillage, sable et résidus commerciaux de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une période de cinq ans, au prix total approximatif de 5 411 324,81 $, taxes incluses — appel d'offres 2046-AE (1 soumissionnaire).

CE11 1541 – 28 septembre 2011 – Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour les services d'un site d'enfouissement pour les besoins de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

CG09 0036 – 26 février 2009 – Accorder à la firme BFI Usine de triage Lachenaie ltée le contrat pour les services d'un site d'enfouissement pour les besoins de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au prix total approximatif de 2 310 844,72 $, toutes taxes incluses

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise l'octroi d'un contrat pour les services d'un LET externe approuvé par le MELCC pour une période de trois ans avec deux options de prolongation d'une année chacune.
Les quantités estimées de résidus qui seront expédiées au centre d'enfouissement au cours des trois prochaines années ont été revues à la baisse, en fonction du volume expédié au cours des trois dernières années et des risques de bris d'équipements. Le contrat est pour une quantité totale de 11 400 tonnes métriques, soit 47 % de moins que le dernier contrat (appel d'offres 17-15775).

En vertu du règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles effectif depuis le 23 juin 2006, la Station s'est vu imposer une redevance sur chaque tonne métrique enfouie. En 2010, une redevance supplémentaire s'est ajoutée. Pour l'année 2020, le coût total des redevances a été établi à 23,51 $ la tonne. Les redevances estimées pour la durée de ce contrat sont au montant de 273 410 $ et sont incluses au bordereau de soumission.

Étant donné que la Station fournit les équipements et la main d’œuvre pour le transport, les prix soumissionnés ont été ajustés afin de prendre en considération ces frais de transport pour couvrir la distance entre le site de la Station et le LET du ou des soumissionnaire (s). Le facteur d'ajustement de 2,78 $ par kilomètre parcouru inclut tous les frais relatifs au transport des déchets tels que: consommation d'essence, entretien et réparations, amortissement du véhicule, taux horaire du chauffeur, etc.

Ce montant ajusté de nos coûts de transport est considéré pour déterminer le plus bas soumissionnaire conforme.

JUSTIFICATION

Trois (3) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et une seule d'entre elles a déposé une soumission. Les deux autres preneurs de documents ne possèdent pas de LET.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Complexe Enviro Connexions ltée	709 839,55 $	--	709 839,55 $
Dernière estimation réalisée ($)	776 723,73 $	--	776 723,73 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(66 884,18 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(8,61 %)

Veuillez-vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse administrative des soumissions.

L'écart entre l'estimation de la Ville et la seule soumission conforme est favorable de 8,61 %.

Ce contrat représente une augmentation de 3,12 % pour la première année et de 1.5% par année pour les deux autres années.

Il est recommandé d'octroyer à Complexe Enviro Connexions ltée. le contrat pour les services d'un lieu d'enfouissement technique au montant de sa soumission, soit 709 839,55 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Complexe Enviro Connexions ltée., 3779 chemin des 40 Arpents, Terrebonne, QC, J6V 9T6 (NEQ: 1149425598). Cette entreprise n’est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, elle a fourni une attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 mars 2020.

Bien que non requis dans le cadre de cet appel d'offres, la firme Complexe Enviro Connexions ltée. détient une autorisation valide de contracter avec un organisme public émis par l'Autorité des Marchés Publics. Ce document a été reproduit en pièce jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les services d'un LET pour la Station est de 709 839,55 $, taxes incluses. Ceci représente un montant de 648 178,12 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera comptabilisée au budget de fonctionnement de la DEEU.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'était pas accordé, il faudrait trouver un lieu d'enfouissement technique pour disposer des boues, granules et autres résidus qui seraient générés par un bris ou un arrêt imprévu d'équipements. Ces résidus s'accumuleraient à la Station et causeraient des odeurs nauséabondes qui affecteraient les citoyens qui vivent à proximité de la Station.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du service: 24 avril 2020
Fin du service: 23 avril 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203438015

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Complexe Enviro Connexions ltée. un contrat de 36 mois pour les services d'un lieu d'enfouissement technique, incluant deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 709 839,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18066 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18066_Intervention.pdf20-18066_TCP.pdf20-18066_DetCah.pdf20-18066 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cherifa HELLAL
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-0349
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18066 — No du GDD : 1203438015

Titre de l'appel d'offres : Service d'un lieu d'enfouissement technique pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 3 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 3 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 1 - 7 - 2020

Date d'échéance révisée : 1 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Complexe Enviro Connexions Ltée	709 839,55	√	

Information additionnelle

Complexe Enviro Connexions Ltée est le seul soumissionnaire conforme dans le cadre de cet appel d'offres. Son prix est lègérement au dessus de l'estimé de la Ville. Une démarche de négociation a été initiée, cependant, la firme maintient ses prix et justifie cet écart par le fait que les prix soumis initialement sont ceux appliqués dans le cadre du même contrat qu'elle a avec la Ville durant l'année 2019 ajustés à l'IPC pour l'année 2020.
Les deux détenteurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, ont évoqué les motifs suivants: - Une firme confirme qu'ils ne sont pas en mesure de répondre à nos exigences et qu'ils ont acheté les documents d'appel d'offres par erreur,
- Une firme n'a pas completé le formulaire de non-participation et ce, malgré notre relance.

Préparé par : Cherifa Hellal — Le 17 - 3 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18066

Conformité

Soumissionnaires	Données	
	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Complexe Enviro Connexions Ltée		
Total (Complexe Enviro Connexio	**617 386,00 $**	**709 839,55 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18066
Numéro de référence : 1343202
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service d'un lieu d'enfouissement technique pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Complexe Enviro Connexions Ltée 3779, chemin des Quarante-Arpents Terrebonne, QC, J6V9T6 http://www.bficanada-quebec.com	Madame Sylvie Lesieur Téléphone : 450 434-2684 Télécopieur : 450 474-1871	**Commande : (1697260)** 2020-02-11 11 h 55 **Transmission :** 2020-02-11 11 h 55	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 8365, Ave Broadway Nord Montréal-Est, QC, H1B 5X7 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1700656)** 2020-02-17 14 h 18 **Transmission :** 2020-02-17 14 h 18	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
les Entreprises Presqu'île Inc 85 rue Arboit L'Assomption, QC, J5W4P3	Madame Roxanne Bedard Téléphone : 450 589-8884 Télécopieur : 450 589-8581	**Commande : (1697064)** 2020-02-11 9 h 37 **Transmission :** 2020-02-11 9 h 37	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438015

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Complexe Enviro Connexions ltée. un contrat de 36 mois pour les services d'un lieu d'enfouissement technique, incluant deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 709 839,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18066 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1203438015_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1204132003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer la seule prolongation pour une période de douze (12) mois de l'entente-cadre conclue avec la firme Albert Viau Division de Emco Corporation pour la fourniture de poteaux d'incendie - (CG15 0334) - Montant estimé pour la période de la seule prolongation: 288 475,02 $ majorant ainsi le montant total de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la seule prolongation de douze (12) mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 288 475,02 $, incluant les taxes, pour la fourniture sur demande de poteaux d'incendie, pour la période du 28 mai 2020 au 27 mai 2021, dans le cadre du contrat accordé à la firme Albert Viau Division de Emco Corporation, majorant ainsi le montant total de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $, incluant les taxes;

2. d'autoriser une dépense de 288 475,02 $, incluant les taxes, à titre de variation des quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-27 10:12

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204132003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer la seule prolongation pour une période de douze (12) mois de l'entente-cadre conclue avec la firme Albert Viau Division de Emco Corporation pour la fourniture de poteaux d'incendie - (CG15 0334) - Montant estimé pour la période de la seule prolongation: 288 475,02 $ majorant ainsi le montant total de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $

CONTENU

CONTEXTE

En mai 2015, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement de l'appel d'offres public 15-13749 ayant pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de poteaux d'incendie tenus en inventaire dans les différents magasins et dépôts de la Ville de Montréal. Le contrat, au montant total de 1 849 039,45 $, incluant les taxes, a été octroyé à la firme Albert Viau Division de Emco Corporation pour une période de soixante (60) mois, et ce, depuis le 28 mai 2015.
L'objet du présent sommaire décisionnel vise à exercer l'option de la seule prolongation de douze (12) mois à compter du 28 mai 2020, aux mêmes termes et conditions du contrat.

En date du 3 mars 2020, la consommation de l'entente-cadre était à 1 442 375,18 $, incluant les taxes, soit près de 78 % de la valeur totale du contrat octroyé.

Selon l'historique de consommation annuelle moyenne, depuis le 28 mai 2015, l'estimation de la dépense totale pour la période de la seule prolongation de douze (12) mois s'élève à 288 475,02 $, incluant les taxes, majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 1 849 039,45 $ à 2 137 514,47 $, incluant les taxes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0334 - 28 mai 2015 - Conclure une entente-cadre d'une durée de soixante (60) mois, avec une option de renouvellement de douze (12) mois, avec la firme Albert Viau Division de Emco Corporation pour la fourniture, sur demande, de poteaux d'incendie - Appel d'offres public 15-13749 - Montant estimé 1 849 039,45 $, incluant les taxes - cinq (5) soumissionnaires
CG09 0393 – 24 septembre 2009 - Conclure une entente-cadre d'une durée de soixante (60) mois avec la firme Albert Viau Division de Emco Corporation, pour la fourniture, sur demande, de poteaux d'incendie - Appel d'offres public 09-11113 - Montant estimé de 1 558 916,62$, incluant les taxes - cinq (5) soumissionnaires

CE04 0908 – 12 mai 2004 - Conclure une entente-cadre d'une durée de soixante (60) mois avec la firme Albert Viau Division de Emco Corporation, pour la fourniture, sur demande, de poteaux d'incendie - Appel d'offres public 04 8007 – Montant estimé de 859 696,85$, incluant les taxes - quatre (4) soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la seule prolongation de douze (12) mois, incluse au contrat, ayant comme objet la fourniture sur demande de poteaux d'incendie permettant l'entretien, la gestion du réseau d'aqueduc et d'égout de la Ville de Montréal. Ces pièces qui sont tenues en inventaire dans les différents magasins et dépôts de la Ville de Montréal, sont requises pour les dix-neuf (19) arrondissements et services corporatifs. Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger la présente entente-cadre afin de bénéficier des termes et conditions du contrat.

Le prix demeure ferme pour toute la durée de la prolongation.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 15-13947, à la clause 5 des clauses administratives particulières "prolongation de contrat", ce contrat offre la possibilité d'une (1) seule prolongation de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel permettrait l'utilisation de cette prolongation, selon les mêmes termes et conditions du contrat.
Les raisons nous incitant à recommander la seule prolongation de cette entente-cadre sont principalement la satisfaction du service rendu par ce fournisseur, de même que les prix compétitifs obtenus. Depuis le début du contrat en mai 2015, l'adjudicataire n'a jamais exercé son droit à l'indexation annuelle des prix, prévue à la clause 6 de la section des clauses administratives particulières qui représente un coût évité d'environ 30 638,09 $, incluant les taxes, soit 2,12 % de la dépense totale. Le maintien des prix tout au long du contrat résulte de la stabilité des indices de prix des produits industriels (IPPI) démontrée par l'évolution des indices mensuels publiés par Statistique Canada.

La firme Albert Viau Division de Emco Corporation, a confirmé son consentement à prolonger le contrat actuel par écrit. La copie de la lettre est incluse en pièce jointe au présent dossier décisionnel.

En date du 19 mars 2020, l'adjudicataire est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA). Le présent dossier décisionnel ne requiert pas la présentation d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante aux mêmes termes et conditions du contrat pour une période additionnelle de douze (12) mois.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 288 475,02 $, incluant les taxes, et ce, pour les douze (12) prochains mois.
Bien que l'appel d'offres public 15-13749 prévoyait l'indexation des prix des produits composant cette entente-cadre avec l'indice des prix des produits industriels, la Ville bénéficiera du maintien des prix actuellement en vigueur durant cette seule prolongation.

Le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation pour la prolongation de l'entente-cadre, en tenant compte de la moyenne annuelle des consommations pour la

période du 28 mai 2015 au 3 mars 2020. Le montant estimé de la prolongation s'élève à environ 288 475,02 $, incluant les taxes.

Montant estimé de la seule prolongation :

250 902,39 $ + TPS (5 %) 12 545,12 $ + TVQ (9,975 %) 25 027,51 $ = 288 475,02 $

Le montant d'achat prévisionnel reflète l'historique de consommation de la Ville des cinquante-sept (57) derniers mois, en fonction des prix soumis couvrant la période de la seule prolongation de douze (12) mois.

Une fois la seule prolongation du contrat autorisée, une demande sera placée auprès de l'adjudicataire, visant l'obtention d'un nouveau cautionnement d'exécution d'une valeur de 14 423,75 $ et représentant 5 % du montant de la seule prolongation.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués, sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes par le biais d'un bulletin "info-achats" afin de les informer de la seule prolongation de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation de l'entente-cadre à la suite de l'adoption de la résolution.
Comité exécutif : 8 avril 2020
Conseil municipal : 20 avril 2020
Conseil d'agglomération : 23 avril 2020
Début de la seule prolongation : 28 mai 2020
Fin de la seule prolongation : 27 mai 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre MANDEVILLE
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-5392
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Marie-Claude GUENETTE
c/d acquisition

Tél : 514-872-5396
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directeur acquisitions
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2020-03-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2020-03-26

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 6 mars 2020

Monsieur Charles-André Thibeault
Directeur
ALBERT VIAU DIVISION DE EMCO CORPORATION
2140, le Chatelier
Laval (Québec) H7L 2B4

Courriel : cthibeault@emcoltd.com

Objet : Prolongation de contrat
Appel d'offres n° 15-13749_Fourniture de poteaux d'incendie Entente#1048943

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective du 28 mai 2020 au 27 mai 2021 (options 12 mois) et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel **au plus tard le** 11 mars 2020 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : CHARLES-ANDRÉ THIBEAULT — 10 MARS 2020

Nom en majuscules et signature — Date

Charles-André Thibeault

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (15) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, une garantie d'exécution sous forme de chèque visé, de traite bancaire ou de cautionnement avec les mêmes termes et conditions.

Je refuse la prolongation :

Nom en majuscules et signature — Date

Cherifa Hellal
Agente d'approvisionnement II
Courriel : cherifa.hellal@montreal.ca
Tél. : 514 872-0486

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1208057002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc. pour une période d'un an, soit 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 809 811,99 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Il est recommandé :
1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc., fournisseur unique, pour une période d'un an, du 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant leur entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 809 811,99 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le Directeur de la direction Solutions d'affaires institutionnelles du Service des technologies de l'information à signer ladite entente et tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 15:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208057002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc. pour une période d'un an, soit 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 809 811,99 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
En mai 2016, un contrat gré à gré de 3 ans (CG16-0295) a été octroyé à Adobe Systems inc. pour la fourniture de licences logiciels incluant leur entretien et le rehaussement vers des versions normalisées. Ce contrat est venu à échéance en juin 2019 et fut reconduit pour 1 an suite à un contrat de gré à gré qui prendra fin en juin 2020. Afin de permettre la continuité du service aux utilisateurs, le contrat doit être renouvelé.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc. pour une période d'un an, soit 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 809 811,99 $, taxes incluses (fournisseur unique). Deux familles de produits sont couvertes par cette entente : les outils de création et gestion des PDF ainsi que les outils de créativité et de design.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0305 - 20 juin 2019 - Accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc., pour la fourniture de licences logiciels incluant leur entretien et le rehaussement à des versions normalisées pour la période du 3 juin 2019 au 2 juin 2020, pour une somme maximale de 523 136,07 $, taxes incluses, (fournisseur unique) / Autoriser un virement budgétaire de 321 400,00 $ en 2019 en provenance des dépenses contingentes, soit un montant de 161 000,00 $ de compétence d'agglomération et un montant de 160 400,00 $ de compétence locale / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 321 400,00 $ à compter de 2020.

CG18 0413 - 23 août 2018 - Autoriser une dépense additionnelle totale de 339 655,15 $ taxes incluses, pour l'acquisition de licences supplémentaires dans le cadre du contrat accordé de gré à gré à Adobe Systems inc. (CG16 0295), portant le total du contrat de 374 986,86 $ à 714 642,01 $ taxes incluses.

CG16 0295 - 19 mai 2016 - Approuver un contrat de licence de gré à gré avec Adobe Systems inc., pour une période de 3 ans, pour la fourniture de licences logiciels, incluant leur entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 374 986,86 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).

DESCRIPTION

L'entente couvre deux familles de solutions décrites ci-dessous.

Logiciels OUTILS PDF	**Description**
Acrobat DC Standard	Affichage et impression de fichiers PDF
Acrobat DC Pro	Création, édition et partage de fichiers complexes PDF

Logiciels OUTILS CRÉATIVITÉ ET DESIGN	**Description**
Acrobat DC Standard	Affichage et impression de fichiers PDF
Acrobat DC Pro	Création, édition et partage de fichiers complexes PDF
Dreamweaver	Conception et développement de sites Web
Illustrator	Création de graphiques vectoriels (images complexes, logos, etc.)
InDesign	Création d'affiches, dépliants, brochures, magazines, journaux ou livres
Photoshop	Retouche, traitement et dessin assisté par ordinateur
All app/Creative Cloud	Regroupement d’une quinzaine de logiciels dont : Acrobat Pro, Photoshop, Illustrator, Indesign. Lightroom, Premiere Pro, After Effect, Animate, Audition, Deamweaver et plusieurs autres logiciels.

Les services et les arrondissements utilisent de plus en plus les différents logiciels Adobe, et ce dans une multitude de contextes.

Les outils PDF, qui sont les plus répandus, simplifient la mise en place de processus interne. Ils permettent notamment la production des formulaires d’évaluation annuelle de la contribution et du rendement des cadres, l’approbation de plans et devis (interne et avec les citoyens), le montage graphique, la préparation et l’échange de documents avec les citoyens.

Ainsi, ces outils permettent aux employés de la Ville d'être plus efficients et de réduire l’utilisation de l’imprimante tout en abaissant la consommation de papier. Une analyse des besoins réalisée par la Ville en 2018 a démontré que ces logiciels sont essentiels à l’atteinte des objectifs du directeur général pour l’élimination du papier.

Les outils de la suite “créativité et design” d’Adobe sont pour leur part utilisés principalement par des concepteurs graphiques, des architectes, des arpenteurs, des ingénieurs, des conseillers, des gestionnaires et leurs assistants. Ces outils sont nécessaires pour qu’ils puissent réaliser leur travail quotidien et plus spécifiquement des tâches techniques : créer une image, un logo, un panneau d’information, une affiche publicitaire et des outils de communication.

Leur usage contribue également à rehausser l’image de marque de la Ville avec des

présentations plus visuelles et adaptées aux médias sociaux et sites web.

Le contrat avec Adobe est de type « True up », c'est-à-dire qu'à tous les anniversaires du contrat (mois de juin), nous devons indiquer à Adobe les nouvelles quantités qui deviennent le nouveau plancher pour le contrat. Ce type de contrat permet de ne payer que les installations additionnelles qui ont été faites au cours de l'année.

Les installations de licences sont enregistrées dans une console qui permet de répertorier et de contrôler le nombre de licences installées ainsi que leur utilisation. Un rapport est produit par demande et permet notamment de réassigner des licences qui ne sont pas ou peu utilisées. Les licences peuvent aussi être enlevées de console de gestion.

JUSTIFICATION

De 2016 à 2020, les quantités en utilisation des logiciels mentionnés ci-dessus ont augmenté globalement de 208 %.
Les outils de la suite "créativité et design" qui disposent d'un coût unitaire plus élevé représentent la plus grande part de l'augmentation de ce coût. Plusieurs employés disposaient de vieilles versions de ces solutions, maintenant non compatibles, que nous modernisons avec de nouvelles versions.

La centralisation de l'acquisition et de la gestion des licences au Service des technologies de l'information explique également l'augmentation du nombre de demandes. Les nouvelles demandes d'installation des logiciels Adobe se feront selon le principe de l'utilisateur-payeur.

Le contrat avec Adobe est de type « True up », c'est-à-dire qu'à tous les anniversaires du contrat (mois de juin), nous devons indiquer à Adobe les nouvelles quantités qui deviennent le nouveau plancher pour le contrat.

Voici les tableaux d'évolution des quantités de 2016 à 2020 :

Logiciels OUTILS PDF	**Qté 2016 Juin**	**Qté 2017 Juin**	**Qté 2018 Juin**	**Qté 2019 Juin**	**Qté 2020 Juin**
Acrobat Std	285	301	356	448	471
Acrobat Pro	504	704	810	1600	2170
Quantité totale	789	1005	1166	2048	2641

Logiciels OUTILS CRÉATIVITÉ ET DESIGN	**Qté 2016 Juin**	**Qté 2017 Juin**	**Qté 2018 Juin**	**Qté 2019 Juin**	**Qté 2020 Juin**
Dreamweaver	9	9	9	6	6
Illustrator	9	42	42	40	83
Indesign	66	66	74	80	112
Photoshop	141	141	141	144	194
Formule Web	12	12	12	12	0
Formule Conception	29	56	71	141	0
Creative Cloud	0	0	0	0	219
Quantité totale	266	326	349	423	614

L'évolution des solutions informatiques, la mise en place de nouveau processus, la gestion responsable du papier, ainsi que l'avènement des médias sociaux et l'accroissement des communications numériques sont des facteurs importants dans la croissance des utilisateurs de ces logiciels.

NOTE : Les produits "Formule Web" et "Formule conception" n'existent plus en 2020. Ils sont remplacés par le produit "Creative Cloud".

Voici les tableaux d'évolution prévue des quantités de juin 2020 à juin 2021 :

Logiciels OUTILS PDF	**Qté 2020 Juin**	**Qté true up 2021 (estimation)**	**Qté 2021 Juin**
Acrobat Std	471	29	500
Acrobat Pro	2170	830	3000
TOTAL	2641	859	3500

Logiciels OUTILS CRÉATIVITÉ ET DESIGN	**Qté 2020 Juin**	**Qté true up 2021 (estimation)**	**Qté 2021 Juin**
Dreamweaver	6	0	6
Illustrator	83	37	120
Indesign	112	88	200
Photoshop	194	106	300
All Apps/Formule Web/Creative Cloud	219	81	300
TOTAL	614	312	926

NOTE: Ces quantités représentent les estimations maximales d'ajouts entre les mois de juin 2020 et juin 2021.

L'octroi de ce contrat est indispensable pour maintenir le niveau de service offert aux citoyens par l'ensemble des Services centraux et des arrondissements.

Dans le cadre du déploiement du Plan de relève et de continuité des opérations et des besoins de la Ville de Montréal, suite aux mesures d'urgence mise en place en raison du Coronavirus, le Service des TI doit s'assurer de disposer des outils nécessaires. À cette fin, dans le cadre de la mise en place du télétravail pour un grand nombre d'employés, les quantités planifiées à être installées de juin 2020 à juin 2021 ont été majorées dépassant la demande habituelle constatée au courant des années passées.

Afin d'assurer la compatibilité des systèmes existants, le paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes, nous permet de conclure une entente de gré à gré avec Adobe Systems inc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense d'un montant maximal de 809 811,99 $ taxes incluses, pour une période de 1 an, soit du 3 juin 2020 au 2 juin 2021, se répartit comme suit:

Outils PDF / Outils créativité et design (taxes incluses)	2020	2021	Total
Licences annuelles OUTILS PDF (TI)	220 044,12 $		220 044,12 $
Licences annuelles OUTILS CRÉATIVITÉ ET DESIGN (TI)	282 735,89 $		282 735,89 $
Sous-total TI	**502 780,01 $**		**502 780,01 $**
Licences annuelles OUTILS PDF (Ville)	31 395,73 $	42 117,71 $	73 513,44 $
Licences annuelles OUTILS CRÉATIVITÉ ET DESIGN (Ville)	136 078,66 $	97 439,88 $	233 518,54 $

Sous-total Ville	**167 474,39 $**	**139 557,59 $**	**307 031,98 $**
TOTAL (taxes incluses)	**670 254,40 $**	**139 557,59 $**	**809 811,99 $**

La dépense de 502 780,01 $ taxes incluses (459 105,16 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Une dépense maximale de 307 031,98 $ taxes incluses (280 361,12 $ net de taxes) pour des achats effectués auprès du fournisseur se feront au rythme de l'expression des besoins des diverses unités administratives et selon leurs disponibilités budgétaires. Les coûts des services seront entièrement assumés par les unités administratives à même leurs budgets de fonctionnement et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

Le montant total de la dépense depuis 2016 jusqu'à ce jour est de 949 692.51$ avant taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La consommation de papier dans le monde est estimée à environ 300 millions de tonnes. Une des plus grosses sources de consommation de cette matière première provient de l'utilisation du papier en entreprise. De surcroît, la surconsommation de papier dans le monde contribue à la destruction de forêts et à l'émission de CO2.
L'une des toutes premières démarches mises en place pour améliorer la performance environnementale est la réduction de la consommation de papier. L'utilisation de logiciels comme ceux d'Adobe, qui permettent la manipulation des données numériques et de données imprimées, est un geste simple qui contribue à la réduction de la consommation de papier et qui s'inscrit dans une logique de développement durable et rentable.

La gestion responsable du papier engendre aussi des économies par la réduction de certaines dépenses tels les coûts du papier, des impressions, de l'encre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente permettra de répondre aux besoins des employés de la Ville et d'optimiser le travail lié aux activités bureautiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera mis en place pour informer les services centraux et les arrondissements des modalités d'accès et d'utilisation des logiciels Adobe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : 8 avril 2020;
- Approbation du dossier par le CM : 20 avril 2020;
- Approbation du dossier par le CG : 23 avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl LESSARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-868-8747
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-26

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
Chef de division - Solutions aux utilisateurs

Tél : 438-221-1708
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2020-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-03-27

Adobe Systems Incorporated
345 Park Avenue
San Jose, CA 95110-2704
Phone 408 536.6000
Fax 408 537.6000

February 29th, 2016

José G. Simon, B.Sc, EMBA
Conseiller stratégique, gestion contractuelle
Ville de Montréal
Service des technologies de l'information
801, rue Brennan, Montréal
(Québec) H3C - OG4

Dear Mr. Simon,

Thank you for your interest in pursuing a direct Enterprise Term Licencing Agreement (ETLA) with Adobe Systems, Inc. In regards to the direct ETLA, only Adobe Systems can offer the pricing outlined in the proposed agreement as well as to negotiate the specific custom terms and conditions. No other entity has the ability to offer a direct ETLA other than Adobe Systems.

With the ETLA, la Ville de Montréal will be able to procure the necessary licences that have been deployed with the Windows 7 migration. To help facilitate the migration to Windows 7, Adobe authorized the deployment of licences in preparation for la Ville de Montreal to enter into an ETLA or procure the necessary licences through other contractual mechanisms. The original due date to reconcile these licences was November 21st, 2015 and then was extended to February 26th, 2016. With the addition of the new licences we have extended the finalization of the agreement until May 13th, 2016. Pricing in this agreement goes beyond the standard Government discounts and locks in pricing for three years based on an .82 cent dollar and are based on 2015 product pricing. After May 13th, we will need to adjust pricing based on the current exchange rate as well as 2016 price list.

Once an ETLA is in place, it will provide a mechanism for future licence procurement that can be extended to all entities controlled by la Ville de Montréal.

If you have any further questions, please do not hesitate to contact me.

Regards,

Chris Ethier

Chris Ethier
Senior Account Manager
Public Sector Canada
Adobe Systems Incorporated

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208057002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Adobe Systems inc. pour une période d'un an, soit 3 juin 2020 au 2 juin 2021, pour la fourniture de licences logiciels incluant l'entretien et le rehaussement à des versions normalisées, pour une somme maximale de 809 811,99 $, taxes incluses (fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



GDD 1208057002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Direction du Conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Francine LEBOEUF
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : 514 872-0985
Division : Direction du Conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1203438013

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG 19 0366) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte**,** dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG 19 0366**)** majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 21:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438013**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG 19 0366) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le 22 août 2019, le conseil d'agglomération de la ville de Montréal (Ville) accordait un contrat à l'entreprise Cimota inc. (Cimota) pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique (L.E.T.) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au montant de 1 797 476,94 $ taxes incluses, incluant 299 579,48 $ pour des contingences.
Entre autres, parmi les travaux à réaliser pour la sécurisation des parois rocheuses du L.E.T., Cimota devait effectuer le nettoyage de la banquette n° 3. et transporter les débris de roc déversés sur le chemin de descente au pied de la paroi.

Dès le début des travaux de nettoyage de la banquette no. 3 , Cimota a avisé verbalement la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) que le volume de matériaux serait bien supérieur au volume indiqué au bordereau de soumission (item 2.9). Cimota a par la suite documenté et justifié cette présomption par écrit au moyen d'un rapport de volumétrie effectué par un arpenteur géomètre indépendant.

Le volume excédentaire de débris de roc à enlever de la banquette n° 3 ainsi que la quantité excédentaire de matériaux (roc, cailloux et blocs de béton) à récupérer et transporter au pied de la paroi le long du chemin de descente (item 2.13) seront nettement supérieurs à ce qui était prévus au début du projet. Par conséquent, le budget alloué aux contingences ne suffira pas à payer ces coûts supplémentaires. Il faut préciser que l'augmentation des quantités n'a aucune incidence sur les coûts unitaires.

Le tableau suivant montre les écarts entre les quantités prévues dans l'appel d'offres et les quantités révisées.

Articles du bordereau de soumission	Quantités prévues au bordereau	Quantités révisées	Ecart de quantités
2,9	1 365 m3	9 542 m3	8 177 m3
2,13	4 110 t.m.	22 991 t.m.	18 881 t.m.

Les travaux de sécurisation sont actuellement complétés à 85 % et le budget alloué aux contingences a été utilisé à 30 %, ce qui correspond à 89 873 $ sur 299 579,49 $. La DEEU demande donc un montant additionnel de 174 762 $ taxes incluses pour couvrir les quantités excédentaires des articles 2.9 et 2.13 qui totaliseront plus de 275 000 $ taxes incluses. Il faut également prévoir que d'autres frais contingents pourraient s'ajouter au contrat d'ici la fin des travaux en juillet 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0366 - 22 août 2019 - Accorder un contrat à Cimota inc. pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 1 797 476,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP19024-172689-C (3 soum.) - 1193438010

DESCRIPTION

Les travaux de sécurisation comprennent notamment, le découvrement et le profilage du sol au-dessus du roc, le déplacement de blocs de béton et poutres de béton, l'écaillage manuel, l'écaillage mécanique, l'enlèvement des masses de roc instables sur les parois de roc libres ou protégées par un treillis métallique, l'enlèvement de masses rocheuses avec préclivage, la mise en place d'un treillis métallique de protection ancré au roc, l'enlèvement de débris de roc sur la banquette no.3 de la paroi nord. Certaines sections comprennent la réparation ou l'enlèvement du treillis actuel et la pose d'un nouveau treillis après la sécurisation de la paroi.

JUSTIFICATION

Les travaux réalisés au LET pour sécuriser les parois rocheuses sont nécessaires pour permettre la circulation sécuritaire des équipements et du personnel le long de la paroi rocheuse.
Bien que le processus d'évaluation utilisé pour l'estimation du projet était basé sur la géomatique, un dépassement de coûts a été enregistré.

Après avoir regardé toutes les options possibles pour limiter la majoration du contrat dont entre autres la possibilité de retrancher certains travaux, la DEEU estime qu'il ne sera pas possible de réduire la portée des travaux, sans affecter la bonne marche des opérations et la sécurité du personnel sur le site.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût additionnel pour les travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique est de 174 762 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant des contingences de 20% à 31,67% du coût du contrat.
Le coût additionnel pour les travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique est de 174 762 $ taxes incluses.

Ceci représente un montant de 159 581 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non réalisation des travaux aurait des répercussions sur la sécurité du personnel. Cela compromettrait l'opération du LET, l'accès aux cellules d'enfouissements et la sécurité du site puisque les débris de la banquette no. 3 pourraient se retrouver sur le chemin de la descente. De plus, le fait de ne pas récupérer et transporter le roc, les cailloux et les blocs de béton au pied de la paroi nuirait à la circulation des véhicules sur le chemin de la descente.
De plus, la non réalisation des travaux pourrait entraîner pour des raisons de sécurité l'arrêt des opérations de transport de la cendre produite par l'usine d'épuration des eaux au LET. Il faudrait donc trouver un lieu d'enfouissement alternatif répondant aux normes et critères du gouvernement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 23 avril 2020
Fin des travaux: Juillet 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-09

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

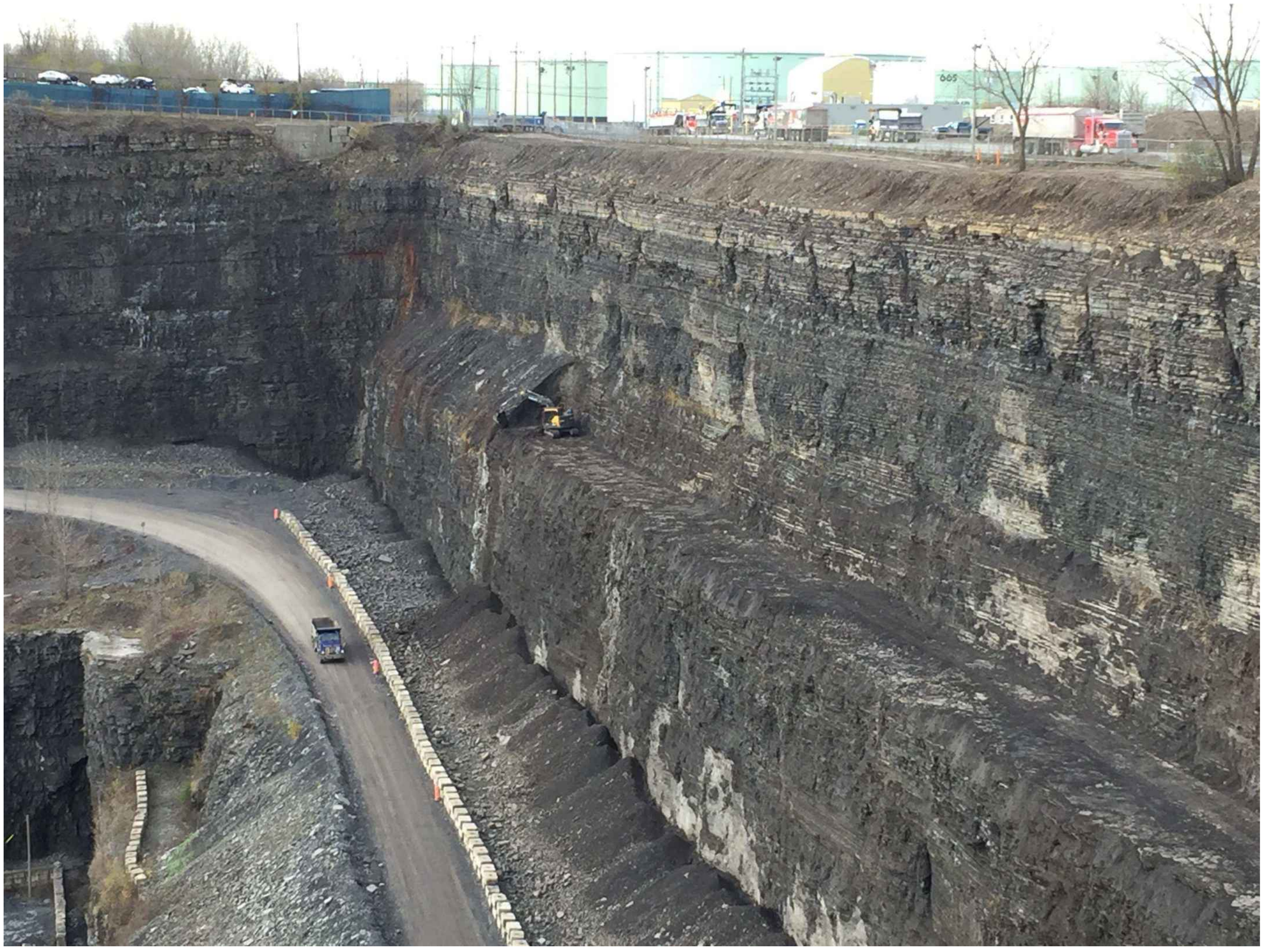
Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

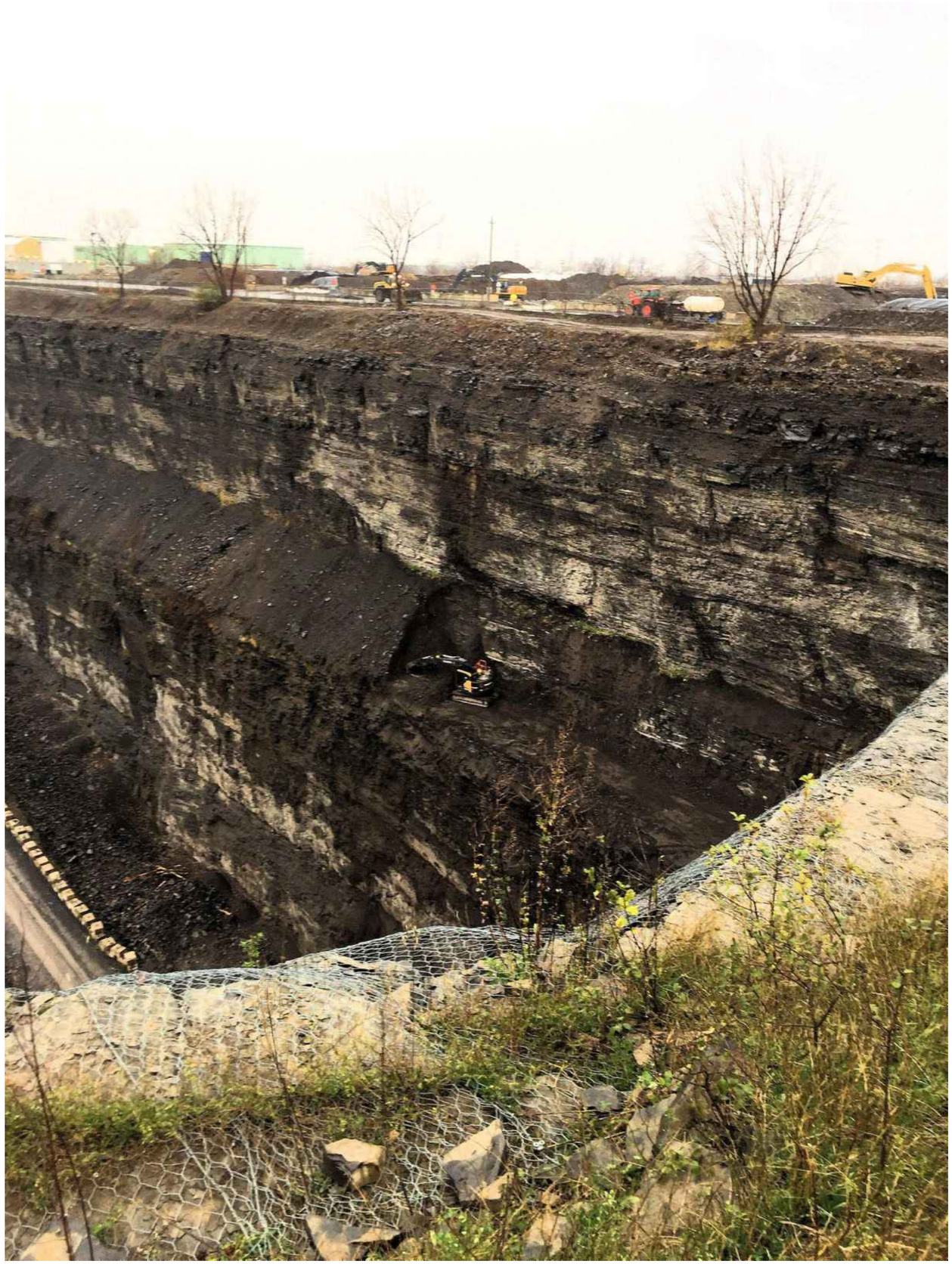
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-25


605




VOLVO
ECR145EL
BCM CONSTRUCTION



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438013

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Ingénierie et procédés
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 174 762 $, taxes incluses, pour des travaux de sécurisation des parois rocheuses au lieu d'enfouissement technique de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, dans le cadre du contrat accordé à Cimota inc. (CG 19 0366) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 797 476,94 $ à 1 972 238,94 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438013_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1203775002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds", pour un montant de 2 056 902,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10342 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 468 283,30 $ taxes incluses (contrat : 2 056 902,75$ + contingences : 205 690,28$ + incidences : 205 690,28$)

Il est recommandé :
1. de recommander au conseil d'agglomération :

d'accorder à la firme Les Entreprises Cogenex, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Pierrefonds, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 056 902,75 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10342 ;

2. d'autoriser une dépense de 205 690,28 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 205 690,28 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 11:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203775002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds", pour un montant de 2 056 902,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10342 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 468 283,30 $ taxes incluses (contrat : 2 056 902,75$ + contingences : 205 690,28$ + incidences : 205 690,28$)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :
· en 2014, les secteurs Côte Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
· en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
· en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
· en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest.
· en 2019, les secteurs Le Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield, ainsi que le secteur de suivi du débit Dollard-des-Ormeaux.

Le présent projet couvre le second secteur de régulation pour l'année 2020. Il s'agit du second secteur de Pierrefonds – Roxboro. Un autre secteur de régulation (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce) et d'autres secteurs de suivi du débit (Saint-Laurent et Kirkland) font l'objet d'autres dossiers décisionnels. Comme pour les travaux de 2019, ce premier contrat couvre les travaux de civil, de structure et de mécanique. Les travaux d'électricité et d'instrumentation feront l'objet d'un autre appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 10 février 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'édifice Lucien-Saulnier le 17 mars 2020, soit 36 jours après le lancement.

Un addenda a été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

Addenda no 1	2020-03-09	Clarifications et réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 15 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0413 - 18 septembre 2019 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses.
CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction principalement pour la réalisation du second secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Pierrefonds – Roxboro. Ces travaux visent à réguler toute l'eau entrant dans une partie de l'arrondissement et ainsi réguler la pression et mesurer la consommation de l'eau:
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur la rue René-Émard, près du boulevard Pierrefonds;
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur la rue Perron, près du boulevard Pierrefonds;
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation d'urgence sur le boulevard des Sources, près de la rue Pavillon;
· la construction d'une nouvelle chambre de suivi de la pression sur la rue Monk, près du boulevard Gouin Ouest;
· la construction d'une nouvelle chambre de suivi de la pression sur la rue Clark, près du parc Brook.

Le contrat comprend également des travaux pour d'autres secteurs de régulation et pour la mesure de débit sur le réseau de distribution, notamment la conversion de deux chambres de mesure en chambres de vanne aux limites de l'arrondissement Sainte-Geneviève, sur la rue Paiement et sur le boulevard Saint-Charles.

L'arrondissement touché par les travaux a été informé.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 205 690,28 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protections d'utilités publiques non identifiées aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc.).

Des frais incidents de 205 690,28 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
· alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec;
· déplacement d'utilités publiques;
· contrôle qualitatif des matériaux (61 707,08 $, taxes incluses soit 3 % des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu douze (12) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, six (6) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 50 % des preneurs de documents. Parmi les six (6) qui n'ont pas déposé d'offre, deux (2) étaient des sous-traitants et un (1) était un fournisseur. Enfin, pour les trois (3) derniers preneurs, ils n'ont pas jugé à propos de nous fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, tous les soumissionnaires ont été jugés conformes, un avait fait une erreur de calcul, mais le total a pu être recalculé à partir du montant unitaire, cette erreur n'a pas d'incidence sur l'ordre des soumissionnaires. L'analyse peut être consultée en pièce jointe. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
Les Entreprises Cogenex	2 056 902,75 $	205 690,28 $	2 262 593,03 $
Roxboro Excavation	2 136 999,99 $	213 700,00 $	2 350 699,99 $

Eurovia Québec Grands Projets	2 144 522,28 $	214 452,23 $	2 358 974,50 $
C.M.S. Entrepreneurs Généraux	2 198 023,07 $	219 802,31 $	2 417 825,37 $
Ali Excavation	2 483 115,08 $	248 311,51 $	2 731 426,58 $
Sanexen Services Environnementaux	2 590 340,76 $	259 034,08 $	2 849 374,84 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	2 356 664,42 $	235 666,44 $	2 592 330,86 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			2 495 149,05 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			10,30 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			586 781,81 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			25,90 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-329 737,84 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-12,70 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			88 106,97 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			3,90 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 12,7 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L'analyse des montants soumis n'a pas permis d'identifier un site ou une activité en particulier pour expliquer cette différence, elle est répartie sur l'ensemble du bordereau de soumission.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour l'adjudicataire recommandé, Les Entreprises Cogenex, est expirée depuis le 20 janvier 2020. Par contre, la demande de renouvellement a été déposée conformément aux exigences, l'autorisation demeure donc valide, comme en fait foi la présence du soumissionnaire sur le "registre des entreprises autorisées à contracter et à sous-contracter" de l'Autorité des marchés publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 468 283,30 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 2 253 871,65 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts :

- RCG 16-039 Optimisation des réseaux, pour un montant de 2 232 354,60 $ taxes incluses;

- RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 235 928,70 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 15 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 23 avril 2020
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Chantal BRISSON, Pierrefonds-Roxboro

Lecture :

Chantal BRISSON, 24 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. : 514-868-4275

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-03-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-26

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**10342**
Titre d'AO :	**Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds**
Date d'ouverture :	**3/17/2020**
Heure d'ouverture :	**13h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Les Entreprises Cogenex Inc
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	2 056 902,75 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme	Roxboro Excavation Inc
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	2 137 000,00 $
Dernière estimation :	2 356 664,42 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-13%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	4%
Nombre de soumissions déposées :	6

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les Entreprises Cogenex Inc	2 056 902,75 $	Conforme	Conforme	
2	Roxboro Excavation Inc	2 137 000,00 $	Conforme	Conforme	
3	Eurovia Québec Grands Projets Inc	2 153 825,00 $	Conforme	Conforme	
4	C.M.S. Entrepreneurs Généraux Inc	2 191 124,57 $	Conforme	Conforme	/ Erreur d'entrée à l'article 6.1 du bordereau, le montant total de l'article a été reconstitué à partir du montant unitaire
5	Ali Excavation Inc	2 483 115,08 $	Conforme	Conforme	
6	Sanexen Services Environnementaux Inc	2 590 340,76 $	Conforme	Conforme	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Jean-François Côté	Date : 2020-03-20
Vérifiée par :		Date :

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2017

LES ENTREPRISES COGENEX INC.
A/S MONSIEUR CARLO RIVERA
10685, BOUL HENRI-BOURASSA E, BUR. 300
MONTRÉAL (QC) H1C 1G7

N° de décision : 2017-CPSM-1016412
N° de client : 2700035672

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRISES COGENEX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **20 janvier 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **vendredi, 13 mars 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LES ENTREPRISES COGENEX INC.
Adresse du siège social : 3805, BOUL LITE, , LAVAL, QC, H7E 1A3, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700035672
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169270676

Autres noms d'affaires

- Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10342
Numéro de référence : 1344182
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1697603)** 2020-02-11 16 h 34 **Transmission :** 2020-02-11 20 h 28	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
BREBEUF MECANIQUE DE PROCEDE INC. 149 route 323 Brébeuf, QC, J0T1B0 http://www.bmdp.ca	Monsieur François Primeau Téléphone : 819 425-8635 Télécopieur : 819 425-8931	**Commande : (1698157)** 2020-02-12 13 h 32 **Transmission :** 2020-02-12 13 h 32	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur Yanick Blouin Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1697528)** 2020-02-11 15 h 29 **Transmission :** 2020-02-11 19 h 57	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 34 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1697389)** 2020-02-11 13 h 48 **Transmission :** 2020-02-11 19 h 45	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1697649)** 2020-02-11 17 h 50 **Transmission :** 2020-02-11 17 h 50	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 34 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1699713)** 2020-02-14 11 h 59 **Transmission :** 2020-02-14 14 h 01	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1700344)** 2020-02-17 10 h 21 **Transmission :** 2020-02-17 14 h 06	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 31 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 1255 boul. Lebourgneuf suite 450 Québec, QC, G2K0M6 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1699522)** 2020-02-14 9 h 58 **Transmission :** 2020-02-14 10 h 11	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1697988)** 2020-02-12 10 h 58 **Transmission :** 2020-02-12 10 h 58	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1702536)** 2020-02-19 17 h 48 **Transmission :** 2020-02-20	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 32 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	**Commande : (1711025)** 2020-03-04 16 h 39 **Transmission :** 2020-03-04 21 h 45	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1697556)** 2020-02-11 15 h 48 **Transmission :** 2020-02-11 19 h 59	3272396 - 10342 Addenda 1 2020-03-10 10 h 01 - Courriel 3272399 - M01-RENE-ÉMARD - Addenda 1 2020-03-10 10 h 32 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203775002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Cogenex, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Pierrefonds", pour un montant de 2 056 902,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10342 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 468 283,30 $ taxes incluses (contrat : 2 056 902,75$ + contingences : 205 690,28$ + incidences : 205 690,28$)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1203775002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1203438010

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Macogep inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal - Dépense totale de 467 821,78 $, taxes incluses (contrat: 425 292,53 $, contingences: 42 529,25 $) - Appel d'offres public 20-18030 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme Macogep inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 425 292,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18030;
2. d'autoriser une dépense de 42 529,25 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;**)**

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 20:53

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438010**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Macogep inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal - Dépense totale de 467 821,78 $, taxes incluses (contrat: 425 292,53 $, contingences: 42 529,25 $) - Appel d'offres public 20-18030 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) de la ville de Montréal (Ville) lancera au cours des prochains mois un appel d'offres pour la construction d'une unité de désinfection à l'ozone des eaux usées traitées à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station). Ces travaux de grande envergure incluront, entre autres:

· la construction et la finition des bâtiments de pompage, de refroidissement, de production et de destruction d'ozone (surface approximative 22 000 m2);
· l'installation de tous les équipements et les fournitures de l'unité d'ozonation;
· la fourniture et l'installation des équipements de mécanique, mécanique du bâtiment, tuyauterie (souterraine et hors terre), électricité et instrumentation;
· la fourniture et l'installation des électrogènes incluant les cheminées;
· la fourniture et l'installation des réseaux d'aqueduc, de protection incendie et de gaz naturel;
· la fourniture et l'installation de réseaux d'égouts pluvial et sanitaire;
· la fourniture, l'installation et les raccordements des réseaux d'échanges d'informations de procédés et informationnels entre les nouveaux bâtiments d'ozonation, le poste électrique et la Station;

Outre la construction de l'unité de désinfection décrite précédemment, plusieurs contrats

connexes à ce projet (construction de routes, travaux de raccordements, télémétrie, etc.) nécessiteront aussi les services d'une firme spécialisée en estimation de projets.

Compte tenu de l'ampleur des travaux et des investissements reliés à ce projet, la DEEU devra procéder à une estimation des coûts avant et pendant les processus d'appels d'offres, pour valider la recevabilité des soumissions qui seront déposées. A cet effet, les services d'une firme de professionnels externes avec une expertise reconnue en estimation de travaux de construction sont requis, pour appuyer l'équipe du projet de désinfection de la DEEU.

L'établissement d'une estimation juste et précise des coûts de construction demeure une opération importante et délicate, puisqu'elle viendra supporter les recommandations d'octrois qui seront faites aux instances de la Ville dans le cadre de ce projet. La DEEU doit donc s'assurer non seulement que les estimations réalisées sont représentatives des conditions du marché, mais aussi qu'elles sont déterminées de façon indépendante par des professionnels en estimation.

Un appel d'offres public a été publié le 22 janvier 2020 sur le site SEAO et dans le journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 25 février 2020. La période de validité des soumissions est de 180 jours. Aucun addenda a été émis dans le cadre de cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte , pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses - 1153334001;

CG10 0192 - 20 mai 2010 : Approbation et signature du protocole d'entente de financement entre le MAMROT et la Ville de Montréal pour le projet de désinfection (1103334014);

CG09 0355 - 24 septembre 2009 : Autorisation d'un règlement d'emprunt de 200 M$ pour la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection de l'effluent de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte de la Ville de Montréal (1083474001).

DESCRIPTION

Le présent contrat a pour objet de retenir les services d'une firme externe spécialisée en estimation des coûts de travaux de construction de grande envergure et de contrats connexes.
Il est basé sur une banque totale de 3730 heures réparties entre un chargé de projet et des estimateurs de niveau senior, intermédiaire et junior.

Les services consistent, entre autres, à:

- procéder à l'estimation des projets, conformément aux documents d'appels d'offres et addenda émis;
- exécuter le travail d'estimation dans le même contexte d'affaires et à l'intérieur des délais accordés aux entreprises pour préparer une soumission;
- procéder, pour chaque projet à l'évaluation des coûts unitaires de chaque article du bordereau de soumission dans des domaines aussi variés que la ventilation, l'électricité, la mécanique, l'instrumentation, les coûts de main-d'oeuvre directe et indirecte, les matériaux, la location d'équipements, etc.;

- déposer son estimation révisée à la DEEU, au plus tard le jour avant l'ouverture des soumissions;
- expliquer tout écart significatif entre l'estimation et le prix du plus bas soumissionnaire.

La durée du contrat est de trente mois ou jusqu'à épuisement des crédits.

JUSTIFICATION

Huit (8) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres et trois (3) d'entre elles ont déposé une soumission. Lors de l'évaluation par le comité de sélection des offres qualitatives reçues, deux soumissions ont été rejetées, pour ne pas avoir obtenu le pointage intérimaire minimum de 70%, sur les critères de sélection préétablis dans le devis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**CONTINGENCES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Macogep inc.	79	3,03	425 292,53 $	42 529,25 $	467 821,78 $
Dernière estimation réalisée			395 514, 00 $	39 551,40 $	435 065,40 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					32 756,38 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					7,53 %

Veuillez-vous référer à l'intervention du service de l'Approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse administrative des soumissions.

L'écart entre la seule soumission conforme et la dernière estimation réalisée est défavorable de 7,53 %.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites. La firme Macogep inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Les firmes ne devaient pas détenir une attestation de l'autorité des marchés publics pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres et la firme Macogep inc. n'a pas présenté une telle autorisation.

Il est recommandé d'octroyer le contrat à Macogep inc. au prix de sa soumission; soit: 425 292,53 $ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal, est de 467 821,78 $ taxes et contingences incluses.
Ceci représente un montant de 427 183,64 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'était pas accordé, il serait impossible d'estimer correctement la valeur des différents contrats qui seront octroyés dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone des eaux usées de la Station et de faire les recommandations d'octrois appropriées aux instances décisionnelles de la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat: 27 avril 2020
Fin du contrat: 26 octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203438010

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Macogep inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal - Dépense totale de 467 821,78 $, taxes incluses (contrat: 425 292,53 $, contingences: 42 529,25 $) - Appel d'offres public 20-18030 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO Liste des commandes.pdf
20-18030 pv.pdf
20-18030 tableau comité.pdf
20-18030 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18030 — No du GDD : 1203438010

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 25 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 11 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 37,5

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Consultants Legico-CHP Inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
Groupe Altus Limitée	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 23 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Macogep inc.	425 292,53 $	√	

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que: une firme a un carnet de commandes complet et une firme nous indique que les ressources demandées ne sont pas disponibles. Les autres preneurs n'ont pas retourné de formulaire de non participation.

Préparé par : Robert Normandeau — Le 18 - 3 - 2020

20-18030 - Services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 25%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Consultants Legico-CHP Inc.	3,83	5,00	6,67	17,00	22,33	13,00	67,8			Non conforme
GROUPE ALTUS LIMITÉE	3,00	5,33	6,00	6,33	17,67	13,00	51,3			Non conforme
Macogep inc.	4,00	9,00	8,33	19,33	23,67	14,67	79,0	425 292,53 $	3,03	1
							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	11-03-2020
Heure	13 h 30
Lieu	255 boul. Crémazie Est, bureau 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Liste des commandes

Numéro : 20-18030
Numéro de référence : 1335913
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sophy Duquette Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1686979)** 2020-01-23 7 h 50 **Transmission :** 2020-01-23 7 h 50	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 2147 de la Province Longueuil, QC, j4g 1y6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1688361)** 2020-01-27 8 h 48 **Transmission :** 2020-01-27 8 h 48	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GBi Experts-Conseils inc. 13200, boul. Métropolitain Est Montréal, QC, H1A5K8 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1696642)** 2020-02-10 14 h 37 **Transmission :** 2020-02-10 14 h 37	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Altus Limitée - Consultation en analyse de coûts et gestion de projets 1100 Boul. Rene-Levesque Ouest 16th floor Montréal, QC, H3B 4N4 http://www.groupealtus.com NEQ : 1167244210	Monsieur Sergio Callocchia Téléphone : 514 392-7700 Télécopieur :	**Commande : (1687218)** 2020-01-23 10 h 53 **Transmission :** 2020-01-23 10 h 53	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Monsieur Daniel Paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1702847)** 2020-02-20 9 h 50 **Transmission :** 2020-02-20 9 h 50	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1686985)** 2020-01-23 7 h 59 **Transmission :** 2020-01-23 7 h 59	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Vanessa Abou-Merhi Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur :	**Commande : (1698737)** 2020-02-13 10 h 08 **Transmission :** 2020-02-13 10 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1687361)** 2020-01-23 13 h 26 **Transmission :** 2020-01-23 13 h 26	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438010

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire conforme Macogep inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels d'estimateurs en construction pour le projet de désinfection des eaux usées de la Ville de Montréal - Dépense totale de 467 821,78 $, taxes incluses (contrat: 425 292,53 $, contingences: 42 529,25 $) - Appel d'offres public 20-18030 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438010_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1207598004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 955 000$ à l'organisme Jalon MTL (JALON), pour initier le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
d'accorder une contribution financière maximale de 955 000 $ à l'organisme Jalon MTL (JALON), pour démarrer le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-01 16:17

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207598004**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 955 000$ à l'organisme Jalon MTL (JALON), pour initier le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, Montréal gagnait le grand prix de 50 000 000$ au Défi des villes intelligentes du Canada. Il s'agit d'un appel à candidature du ministère des infrastructures et des collectivités du Canada visant à financer des projets municipaux et encourageant les collectivités à adopter une approche axée sur les villes intelligentes pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées. La candidature de Montréal porte sur la mobilité et l'accès à l'alimentation dans les quartiers. Notamment, des solutions en termes de mobilité de quartier sont proposées afin de rendre les déplacements plus efficaces et réduire l'utilisation de l'auto solo dans la grande région de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 191701 - 6 novembre 2019 -Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La contribution financière visée par le présent dossier décisionnel porte sur le soutien à JALON pour lui permettre de préciser et de structurer la proposition de projet développée et

soumise par la Ville dans le cadre du dépôt de sa candidature au Défi des villes intelligentes du Canada. Par l'octroi de cette contribution financière, JALON pourra ainsi développer un dossier de projet détaillé reflétant ses engagements pour la mise en place d'une plateforme numérique de mobilité et également démarré la phase de prototypage et l'intégration des premières sources données de mobilité.Le dossier de projet détaillé vise à définir la planification globale de l'initiative sur une durée de cinq ans (comprenant entre autres: l'analyse des besoins, la définition de la portée de ce qui sera réalisé, les coûts associés aux différentes étapes de réalisation, les requis en ressources humaines et matérielles, l'établissement d'indicateurs de performance et de mesures d'impact citoyen).
La plateforme numérique de mobilité est un projet réalisé sur plusieurs années à l'intérieur du cadre du Défi des villes intelligentes du Canada et qui sera appelé à s'enrichir et à évoluer au cours des prochaines années avec l'ajout de données externes et d'outils analytiques de plus en plus performants. JALON se dotera d'une équipe dédiée au cours des 12 prochains mois pour démarrer la réalisation du Projet. Pour les phases suivantes, l'approche préconisée par JALON en est une itérative, qui s'ajustera aux demandes des parties prenantes.

À terme, l'objectif visé est que cette plateforme devienne un outil par défaut pour l'ajout et la consultation de données mobilité historique pour tous les acteurs de l'écosystème mobilité (entreprises en démarrage, entreprises établies, secteur académique, organismes publics et municipaux, etc.). Cette plateforme offrira également l'opportunité de concentrer la connaissance mobilité à partir d'une banque de connaissance en lien avec la mobilité. Finalement, cette plateforme sera valorisée pour présenter la donnée mobilité de différentes façons (outils de visualisation de données interactive et autres tableaux de bord).

La plateforme numérique mobilité est une fondation numérique qui facilitera le développement de nouveaux services aux citoyens en matière de mobilité. Voici une description plus précise des principaux axes où le projet interviendra:

- Elle supporte l'innovation en permettant de regrouper et de croiser des données provenant de toutes les sphères de la mobilités (passagers, livraisons et services de la Ville). Au-delà de la donnée elle-même, JALON s'engage à avoir une approche active à faire découvrir la plateforme et ses données aux différents acteurs de l'écosystème.

- Elle favorise la cocréation en étant facilement accessible à partir du web et en regroupant, à terme, les données d'une très grande variété d'acteurs liés à la mobilité. En ciblant une approche « ready to query » en 10 minutes, n'importe quel utilisateur pourra rapidement croiser des données et ainsi créer de nouvelles perspectives jusqu'alors inusitées.

- Elle favorise la participation citoyenne en offrant aux citoyens l'opportunité de questionner la donnée/la connaissance mobilité et de trouver des réponses pertinentes jusqu'alors inaccessibles. De l'information pertinente pourra être rendue disponible sous forme de tableaux de bord et d'outils de visualisation interactive afin de faciliter la compréhension de réalité mobilité complexe.

- Elle permet l'accessibilité à des services en permettant à tous les acteurs de l'exploiter afin d'alimenter leur modèle d'affaires supportant les nouveaux services qu'ils mettent en place (en mobilité ou en accès à l'alimentation). Ce service permettra à leur tour d'augmenter le bien-être des Montréalais et Montréalaises.

Le projet de Jalon MTL, dans le cadre du Défi des villes intelligentes, se situe présentement à l'étape de démarrage. Dans les prochains mois, l'organisme prévoit de recruter les ressources humaines requises pour démarrer les activités en lien avec la planification et la documentation pour la mise en place de la plateforme numérique de données en mobilité.

Plusieurs phases sont prévues pour ce projet et les activités vont se poursuivre sur la période du du Défi des villes intelligentes, soit jusqu'en mars 2025. Ce dossier décisionnel couvre les activités et réalisation de Jalon MTL dans le cadre du projet pour une période de 12 mois.

JUSTIFICATION

La présente demande vise à raffiner la proposition faite par le JALON lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada, de se doter d'une équipe de réalisation dédiée au projet et de démarrer les activités de développement de la plateforme numérique de mobilité. Ceci est la première étape en vue de lui octroyer une subvention ultérieure pour la réalisation complète de son initiative sur la durée du Défi de villes intelligentes.

Le dossier de projet produit à l'issu du présent projet indiquera :

- les raisons pour lesquelles le projet doit être entrepris dans le cadre du programme des villes intelligentes;
- les besoins auxquels le projet répond;
- les résultats escomptés et comment ils seront mesurés;
- la définition de ce qui sera livré, et de comment ce devrait être livré;
- la planification de la prochaine phase (qui, quand, quoi, comment et combien pour la phase de planification).

Il s'agira de la base de référence pour partager une vision commune de l'initiative de l'agence gouvernementale, et des raisons pour lesquelles cette initiative devrait être financée dans le cadre du programme des villes intelligentes.

Également un rapport de phase sera produit et présentera:

- un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus;
- les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires complétant le même genre de document.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière maximale de 955 000 $ à l'organisme JALON pour la production des livrables mentionnés en annexe 1 de la convention de contribution financière.
L'ensemble des activités liées au volet données de mobilité va impliquer plusieurs partenaires au cours des 5 prochaines années. Cette somme est prévue au budget approuvé de 50 000 000$ du Laboratoire d'innovation urbaine pour le programme des villes intelligentes. Ce dossier de compétence d'agglomération n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Spécifiquement, le projet de JALON s'inscrit dans la thématique du pôle de données de mobilité visant à faciliter et accélérer le déploiement de solutions de modes de transport collectifs et actif qui encouragent la mobilité durable: mobilité de proximité, apaisement de la circulation, réduction de la dépendance à l'auto et favoriser l'équité et l'accessibilité en transport. Le transport collectif étant une compétence d'agglomération,

100% de la contribution financière accordée à JALON est attribué à l'agglomération mais le financement proviendra de la subvention du Défi des villes intelligentes.

Jalon utilisera la contribution financière pour assurer son implication dans le Projet, en permettant de rémunérer le personnel qui sera dédié à la coordination et à la réalisation des activités de mise en œuvre du Projet (conception, développement de la plateforme de données de mobilité, animation d'atelier et de comité de travail, concertation avec les autres partenaires porteurs et collaborateurs du Défi des villes intelligentes, analyses d'opportunités, production de rapports, etc.) et autres dépenses connexes.

Le tableau suivant détaille l'utilisation de la contribution financière visée par le présent sommaire décisionnel, soit la somme maximale de 955 000 $ principalement pour les années 2020 et une portion de 2021.

Description	**Montant**
Embauche d'employés qui seront assignés à la réalisation du Projet (gestionnaire de projet, architecte de solutions, développeurs, scientifique de données, expert en base de données et formateur).	570 000 $
Accompagnement professionnel pour de l'expertise ponctuelle: Animation d'ateliers sur la gouvernance de la plateforme et la définition des exigences de confidentialité. Analyse de sécurité de la plateforme.	70 000 $
IVADO va appuyer Jalon pour définir des méthodes d'analyses et des outils de valorisation des données de mobilité reposant sur l'intelligence artificielle.	30 000 $
Infrastructures technologiques (matériel et logiciel) en lien avec le développement et l'opération de la plateforme.	150 000 $
Budget dédié à la recherche, valorisation, acquisition et intégration de nouvelles données pertinentes à la plateforme pour l'écosystème.	40 000 $
Étude du marché pour alimenter le rapport de phase en prévision des prochaines étapes du Projet.	20 000 $
Frais de bureau et autres frais connexes	75 000 $

Toutes les dépenses sont financées par la subvention de 50 000 000$ dans le cadre de la compétition pancanadienne du Défi des villes intelligentes d'Infrastructure Canada, ne laissant aucune charge aux contribuables.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toutes les activités des projets en lien avec le volet de mobilité intégrée et la valorisation des données de mobilité de la candidature de la Ville de Montréal ont pour caractéristique commune de soutenir les principes de développement durable, en facilitant l'utilisation de transports collectifs. À cet effet, il est prévu de développer des métriques ayant un impact sur le développement durable, plus particulièrement sur le volet environnemental.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où la contribution financière ne serait pas accordée à l'Organisme, ce dernier ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités pour la réalisation du dossier de Projet et par la suite poursuivre dans une phase ultérieure la mise en oeuvre de l'initiative sur le volet de l'accès à l'alimentation, tel que défini dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Ce qui aurait également pour conséquence de compromettre le développement des initiatives associées décrites dans la candidature et potentiellement créer un impact sur le respect de l'engagement de la Ville de Montréal auprès d'Infrastructure Canada, qui a fixé à 5 ans (mars 2025) le délai maximum de réalisation des initiatives du Défi des villes intelligentes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans l'attente d'une clarification des attentes fédérales en termes de communication et dans une optique de collaboration entière et de valorisation des actions liées au Défi des villes intelligentes, l'Organisme suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu : La réalisation des activités planifiées du Projet jusqu'au 30 juin 2021, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour cette période.

·Remise du **plan pour la réalisation du dossier de projet** au plus tard le 15 juin 2020;

·Remise du **dossier de projet** au plus tard le 30 septembre 2020;

·Remise du **rapport de phase** au plus tard le 30 juin 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc LEBEL, Service du greffe

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél :	514-872-9609	**Tél :**	514-872-9609
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats
Tél : 514-872-9609
Approuvé le : 2020-03-27

Plan de réalisation du projet préliminaire

Jalon mtl

Mise en place d'une plateforme numérique en mobilité – Défi des villes intelligentes

---

Présentée à la Ville de Montréal

Jean-François Tremblay, Président-directeur général

François-Patrick Allard, Directeur des opérations (514)347-2363

Karim Er-Rafia, Directeur, Stratégie de la valorisation de la donnée

Introduction

La plateforme numérique de mobilité est un projet quinquennal qui sera appelé à s'enrichir et à évoluer au cours des prochaines années avec l'ajout de données externes et d'outils analytiques de plus en plus performants. Le plan de réalisation de projet qui suit précisera ce que nous entendons développer au cours des 12 premiers mois avec une équipe dédiée de développeurs sur le projet. Pour les phases suivantes, l'approche que nous préconisons en est une itérative, qui s'ajustera aux demandes des parties prenantes.



La raison d'être

À terme, la mission que nous nous ciblons est de devenir la plateforme par défaut pour l'ajout et la consultation de données mobilité historique pour tous les acteurs de l'écosystème mobilité (entreprises en démarrage, entreprises établies, secteur académique, organismes publics et municipaux, etc.). Cette plateforme offrira également l'opportunité de concentrer la connaissance mobilité à partir d'une banque de connaissance en lien avec la mobilité. Finalement, cette plateforme sera valorisée pour présenter la donnée mobilité de différentes façons (outils de visualisation de données interactive et autres tableaux de bord).

Liens avec le programme des villes intelligentes

*« La collectivité montréalaise se façonne une vie de quartier efficiente et dynamique en **innovant** en matière de mobilité et d'accès à l'alimentation. Grâce à un processus de **cocréation** et de **participation citoyenne**, **l'accessibilité aux services** et le bien-être des Montréalais et Montréalaises augmentent de manière notable. »*

La plateforme numérique en mobilité est une fondation numérique qui facilitera le développement de nouveaux services aux citoyens en matière de mobilité. Voici une description plus précise des principaux axes où le projet interviendra.

Elle supporte **l'innovation** en permettant de regrouper et de croiser des données provenant de toutes les sphères de la mobilités (passagers, livraisons et services de la Ville de Montréal). Au-delà de la donnée elle-même, Jalon mtl (Jalon) s'engage à avoir une approche active à faire découvrir la plateforme et ses données aux différents acteurs de l'écosystème.

Elle favorise la **cocréation** en étant facilement accessible à partir du web et en regroupant, à terme, les données d'une très grande variété d'acteurs liés à la mobilité. En ciblant une approche « ready to query » en 10 minutes, n'importe quel utilisateur pourra rapidement croiser des données et ainsi créer de nouvelles perspectives jusqu'alors inusitées.

Elle favorise la **participation citoyenne** en offrant aux citoyens l'opportunité de questionner la donnée/la connaissance mobilité et de trouver des réponses pertinentes jusqu'alors inaccessibles. De l'information pertinente pourra être rendue disponible sous forme de tableaux de bord et d'outils de visualisation interactive afin de faciliter la compréhension de réalité mobilité complexe.

Elle permet **l'accessibilité à des services** en permettant à tous les acteurs de l'exploiter afin d'alimenter leur modèle d'affaires supportant les nouveaux services qu'ils mettent en place (en mobilité ou en accès à l'alimentation). Ce service permettra à leur tour d'augmenter le bien-être des Montréalais et Montréalaises.

Jalons importants et échéanciers

Les 12 mois couverts par l'actuelle demande permettront de déposer les rapports et documents suivants. Voici une description de ces principales activités :

Dossier de projet

Un dossier de projet sera monté selon le gabarit et les spécifications demandés. Il permettra de positionner le projet de Jalon selon les six questions suivantes :

1. Pourquoi et quoi changer?
2. Que faire et comment s'assurer que c'est la bonne solution?
3. De quoi faudra-t-il tenir compte? Comment?
4. Comment s'y prendre et de quoi a-t-on besoin?
5. Qui est touché par le projet et comment le projet est-il organisé pour en tenir compte?
6. Quelles expériences et apprentissages passées seront utiles pour le projet et comment seront-ils pris en compte?

L'élaboration du dossier de projet sera mise en priorité dès la signature de la présente convention. Une partie significative du travail a déjà été effectuée par Jalon toutefois, il y a encore un travail important au niveau de la cinquième section, notamment pour l'analyse des parties prenantes et les approches de mobilisation et de communication de la solution. Ces étapes sont primordiales à la réussite et au rayonnement du projet.

Portail

Le portail permettra une navigation à travers les différents ensembles de données disponibles et une visualisation des données. La solution d'eMetrix© (version personnalisée pour répondre aux besoins spécifiques de Jalon) est également incluse. Une version Alpha(version de base avec un jeu de données

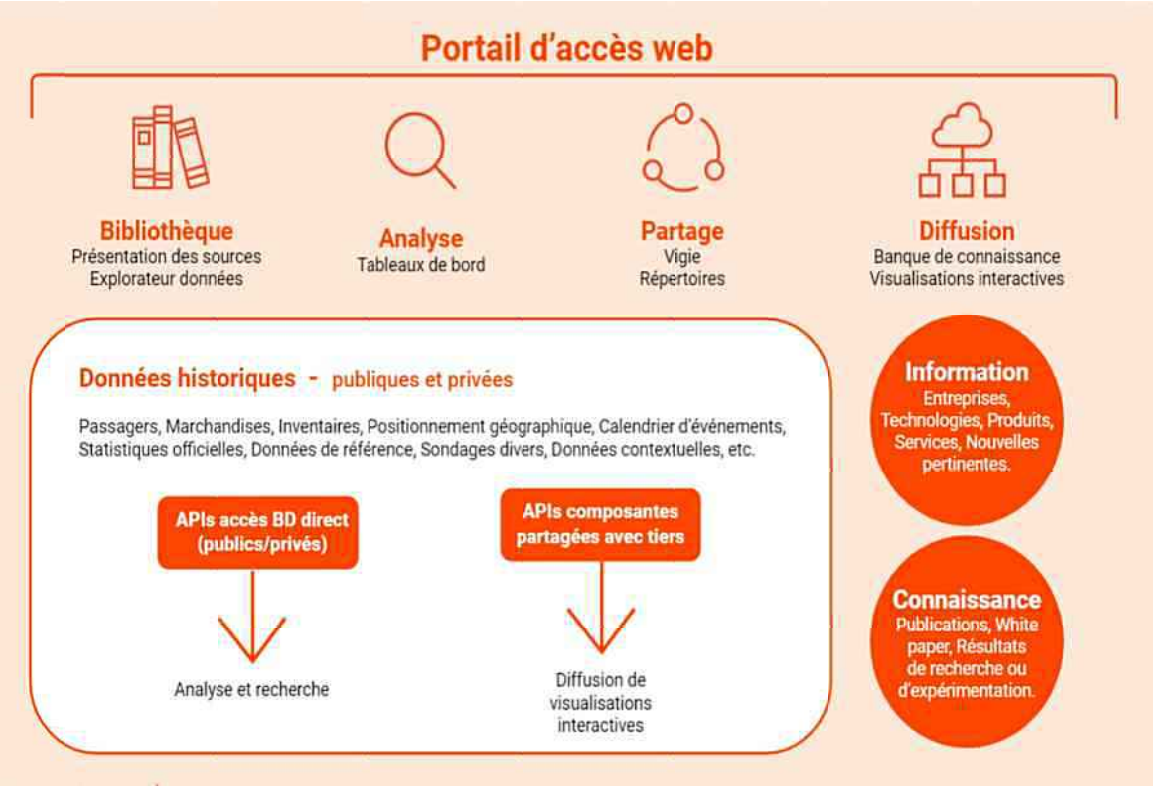
fictif) a déjà été mise en place en février 2020. Une version 1.0 (version fonctionnelle mais pas encore raffinée) sera mise en ligne en juillet 2020. Finalement, nous prévoyons déployer une première version fonctionnelle (version 2.0) en septembre 2020 (GoLive).

Veuillez noter qu'il sera aussi possible pour les clients plus aguerris d'avoir un « Accès base de données » qui consiste en une connexion directe (lecture seulement) aux tables de données de la plateforme.

Bibliothèque

La Bibliothèque représente l'ensemble des bases de données accessibles aux utilisateurs. Elle supportera tous les types de données qu'elles soient structurées, semi-structurées ou non structurées. Elle intégrera des données transactionnelles directement de leurs sources (Bases de données), ainsi que des données disponibles sous format JSON, CSV, XML. Il sera aussi possible d'intégrer des données disponibles sous forme de flux (Streaming) et sous différents autres formats (PDF, Image, Vidéo). Il est à noter que ces intégrations seront toujours en mode « *historisé* ».

À l'instar du portail, une version Alpha a déjà été livrée et les versions 1.0 et 2.0 seront livrées en même temps que les versions équivalentes du portail, ces deux éléments étant intimement liés. Voici une portée schématique du projet afin de visualiser comment chaque élément s'intègre :



En plus de l'intégration des données traditionnelles de mobilité, la plateforme fournira des données externes, ce qui pourra permettre un enrichissement important de la bibliothèque et la rendra unique. À ce chapitre, Jalon travaille actuellement avec le MÉI sur un programme d'expérimentations riches en données. Ce projet est à l'extérieur du périmètre de la présente demande mais permettra certainement d'enrichir la plateforme au bénéfice de tous. En ce qui concerne le programme du Défi des villes intelligentes, Jalon compte faire au minimum, dans les 12 mois, l'intégration de deux bases de données stratégiques pour Montréal : les données du Bureau du Taxi et celles de Vision Zéro.

Intégration des données du Bureau du taxi

Le Bureau du taxi a à sa disposition une quantité importante de données qui peuvent permettre de dresser un portrait juste de la mobilité partagée à Montréal. Nous en sommes actuellement à la première

phase de ce projet le rôle de la plateforme est d'intégrer les données du bureau du taxi et permettre le croisement avec d'autres ensembles de données.

Intégration des données de Vision Zéro

Le projet Vision Zéro s'intéresse à la sécurité des piétons et est parrainé par la Ville de Montréal. À l'instar du projet avec le Bureau du Taxi, nous en sommes actuellement à la première phase de ce projet mais rôle de la bibliothèque de Jalon : un entrepôt central des données provenant des différents participants (VdM, SPVM, Ministère des transports, SAAQ, etc.). Cet entrepôt permettra un accès sécurisé à ces données, l'échange, le croisement ainsi que la visualisation (Tableau, Graphes, cartes, ...)

Rapport de phase

Finalement, le rapport de phase sera complété lors des trois derniers mois du calendrier et contiendra les sections suivantes :

- Revue de ce qui a été réalisé;
- Présentation des résultats;
- Coûts et échéancier par livrable;
- Risques et enjeux qui se sont présentés;
- Leçons apprises;
- Recommandations sur les prochaines étapes en lien avec l'initiative.

Échéancier

Voici l'échéancier proposé pour la réalisation des divers rapports et documents de planification et de reddition de compte ainsi que les premiers éléments livrables pour les 12 prochains mois :

Échéancier 12 mois de la plateforme numérique en mobilité

	juill-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21
DOSSIER DE PROJET												
Rédaction du document	■	■										
Validation		■	■									
Dépôt			■									
PORTAIL												
Version Alpha du Portail - complétée												
Version Beta du Portail	■	■										
Go Live - Portail (Version initiale)		■	■	■								
BIBLIOTHÈQUE												
Version Alpha de la Bibliothèque - complétée												
Version Beta de la Bibliothèque	■	■										
Go Live - Bibliothèque		■	■	■								
BUREAU DU TAXI												
Preuve de concept	■	■	■									
Définition des requis prochaines phase		■	■	■	■	■						
Développement					■	■	■	■	■			
VISION ZÉRO												
Preuve de concept - complétée	■	■	■	■	■							
Définition des requis prochaines phase			■	■	■	■	■					
Développement						■	■	■	■	■	■	■
INTÉGRATION DE DONNÉES - en continu (selon décisions du Comité de gouvernance)												
Développement TdB ou Vis. Interactive - si requis	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Recherche de données	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Analyse pour valoriser les données	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Acquisition des données	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Intégration des données	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
RAPPORT DE PHASE												
Rédaction du document										■	■	
Validation											■	■
Dépôt												■

Investissement et utilisation de la subvention

L'investissement requis pour les 12 premiers mois se chiffre à 955 000 $ et les frais se répartissent de la façon suivante.

	Juillet 2020 à Juin 2021	
	Total	**$955,000**

#	DESCRIPTION	INVESTISSEMENT	HYPOTHÈSES ET DESCRIPTIONS
1	**Gestionnaire de projet**	$100,000	Gestion du projet et responsable de l'atteinte des objectifs du projet. 30 % de ce montant est alloué à la rédaction du dossier de projet et 20 % à celle du rapport de phase.
2	**Architecte de solution / Lead Dev**	$150,000	Élaboration de l'architecture de la solution. Priorisation et assignation des activités de développement. Documentation des requis d'architecture pour alimenter les activités d'acquisition. Cette ressource jouera également un rôle au niveau du développement.
3	**Développeur - Back end**	$100,000	Développement des composantes back-end de la solution, notamment scripts de chargement et de transformation de données, les jobs du *céduleur*, etc. Support à la réalisation de Tableaux de bord et autres outils de visualisation interactive de la donnée. Support aux opérations de la plateforme.
4	**Développeur -Front end**	$50,000	Développement des composantes UI de la plateforme (portail, forum, banque de connaissance, tableaux de bord, etc.) et d'autres applications présentant la donnée de façon interactive. Inclus aussi une réserve pour design graphique de certaines composantes du portail et des autres composantes de la

			plateforme.
5	**Scientiste en données**	$50,000	Extraire le potentiel maximum des données de la plateforme. Identification d'opportunités de valorisation novatrices. Rechercher des données nouvelles qui pourraient bonifier la plateforme. Élaboration de solutions pour répondre à des besoins réels en données mobilité. Préparation de la donnée pour intégration à la plateforme. Participer aux tests.
6	**Analyste et formateur**	$70,000	Analyse fonctionnelle et tests. Participe au nettoyage des données. Formation des utilisateurs à la plateforme.
7	**Expert Bases de données**	$50,000	Développement, sécurisation, optimisation de la performance et autres activités d'administration des bases de données.
8	**Analyses de sécurité par firme indépendante**	$30,000	Tests d'intrusion et de vulnérabilités exécutés à intervalles réguliers par firmes indépendantes.
9	**Responsable de la gouvernance et conformité de la plateforme**	$40,000	Ressource indépendante de l'équipe. Mise en place et animation de la gouvernance de la plateforme. Assurer la conformité de la plateforme aux différentes exigences, dont la confidentialité et les niveaux de service. Analyse de conformité pour la confidentialité.
10	**Budget IVADO**	$30,000	Budget dédié aux activités d'IVADO en lien avec cette Plateforme numérique mobilité.
11	**Acquisition, valorisation et intégration de nouvelles données**	$40,000	Budget dédié à la recherche, valorisation, acquisition et intégration de nouvelles données pertinentes à la Plateforme pour l'écosystème.
12	**Infrastructure et Logiciels (mise-en-place)**	$50,000	Acquisition de desktops/laptops pour membres de l'équipe, imprimante et autres logiciels PC divers. Frais de mise en place initiaux (et de rehaussement) pour les environnements DEV, TEST et PROD par fournisseur de service cloud. Lorsque possible, l'open source sera privilégié.

13	**Infrastructure et Logiciels (opérations)**	$100,000	Environnements de développement, de tests et de production Cloud de la plateforme (Serveurs, SAN, frais CPU, frais bande passante, backup, licences O/S et BD, et support sur les heures d'affaires), Desktops/laptops pour membres de l'équipe, Imprimante, Logiciels divers desktop.
14	**Frais de bureau**	$50,000	Frais de bureau pour un groupe de huit personnes.
15	**Études de marché**	$20,000	Études de marché nécessaires pour appuyer le rapport de phase
16	**Services de consultation stratégiques**	$25,000	Services retenus pour aider à la rédaction du dossier de projet, principalement pour l'analyse des parties prenantes et les plans de mobilisation et de communication.

Il faut préciser que les frais de production prévus pour le dossier de projet et le rapport de phase sont inclus dans différents postes de ces dépenses et sont estimés à 55 000 $ pour le dossier de projet et à 40 000 $ pour le rapport de phase.

Conclusion

Le projet de la bibliothèque numérique en mobilité gagnera, à court terme, de se doter d'une équipe dédiée pour réaliser le développement informatique nécessaire afin de mettre les données de mobilité accessibles à tous. Nous croyons que la mise en place de cette équipe permettra de faire avancer de façon significative la bibliothèque, qui contient des données indispensables à l'ensemble des parties prenantes.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre Dame Est, à Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par Me Yves Saindon, greffier , dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **JALON MTL (JALON),** personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 1000 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, Québec, H3C 1G7, agissant et représentée par Jean-François Tremblay, président et directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 730939691RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1224920349TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme suscite et accompagne l'action citoyenne dans le déploiement de projets collectifs locaux, pour la création de milieux de vie conviviaux, solidaires et écologiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Aldo Rizzi, chef de division – direction du programme Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : **Laboratoire d'Innovation urbaine, direction générale.**

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.
Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 L'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville;

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de neuf cent cinquante-cinq mille **(955 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinq cent soixante-quinze mille **(575 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant maximum de cent quatre-vingt-dix mille **(190 000 $),** au plus tard le 1 décembre 2020 et conditionnellement à ce que le montant du premier versement ait été entièrement utilisé;

- un troisième versement au montant maximum cent quatre-vingt-dix mille **(190 000 $),** au plus tard le 1 avril 2021 et conditionnellement à ce que le montant du deuxième versement ait été entièrement utilisé.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1000 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, Québec, H3C 1G7 et tout avis doit être adressé à l'attention du président et directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, QC, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2020

JALON

Par : _____
Jean-François Tremblay
Président et directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CG).

ANNEXE 1

PROJET
(Description du Projet)

Titre	Dossier de projet
Description et Utilité	Ce Projet vise à raffiner la proposition faite par l'Organisme lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes et de mettre en place les ressources humaines et matérielles pour assurer sa capacité de réalisation pour les prochaines étapes. Le présent Projet est donc la première étape en vue de lui octroyer des subventions subséquentes pour la réalisation des différentes phases de son initiative. La plateforme numérique de mobilité est un projet réalisé sur plusieurs années à l'intérieur du cadre du Défi des villes intelligentes du Canada et qui sera appelé à s'enrichir et à évoluer au cours des prochaines années avec l'ajout de données externes et d'outils analytiques de plus en plus performants. JALON se dotera d'une équipe dédiée au cours des 12 prochains mois pour démarrer la réalisation du Projet. Pour les phases suivantes, l'approche préconisée par JALON en est une itérative, qui s'ajustera aux demandes des parties prenantes. À terme, l'objectif visé est que cette plateforme devienne un outil par défaut pour l'ajout et la consultation de données mobilité historique pour tous les acteurs de l'écosystème mobilité (entreprises en démarrage, entreprises établies, secteur académique, organismes publics et municipaux, etc.). Cette plateforme offrira également l'opportunité de concentrer la connaissance mobilité à partir d'une banque de connaissance en lien avec la mobilité. Finalement, cette plateforme sera valorisée pour présenter la donnée mobilité de différentes façons (outils de visualisation de données interactive et autres tableaux de bord). La plateforme numérique en mobilité est une fondation numérique qui facilitera le développement de nouveaux services aux citoyens en matière de mobilité. Voici une description plus précise des principaux axes où le projet interviendra: Elle supporte l'innovation en permettant de regrouper et de croiser des données provenant de toutes les sphères de la mobilité (passagers, livraisons et services de la Ville). Au-delà de la donnée elle-même, JALON s'engage à avoir une approche active à faire découvrir la plateforme et ses données aux différents acteurs de l'écosystème. Elle favorise la cocréation en étant facilement accessible à partir du web et en regroupant, à terme, les données d'une très grande variété d'acteurs liés à la mobilité. En ciblant une approche « ready to query » en 10 minutes, n'importe

	quel utilisateur pourra rapidement croiser des données et ainsi créer de nouvelles perspectives jusqu'alors inusitées. Elle favorise la participation citoyenne en offrant aux citoyens l'opportunité de questionner la donnée/la connaissance mobilité et de trouver des réponses pertinentes jusqu'alors inaccessibles. De l'information pertinente pourra être rendue disponible sous forme de tableaux de bord et d'outils de visualisation interactive afin de faciliter la compréhension de réalité mobilité complexe. Elle permet l'accessibilité à des services en permettant à tous les acteurs de l'exploiter afin d'alimenter leur modèle d'affaires supportant les nouveaux services qu'ils mettent en place (en mobilité ou en accès à l'alimentation). Ce service permettra à leur tour d'augmenter le bien-être des Montréalais et Montréalaises. Le **plan de réalisation du dossier de projet** présente les jalons importants, les échéanciers, ainsi que la répartition des coûts pour la réalisation du **dossier de projet** et **du rapport de phase**. Le **dossier de projet** produit à l'issu du présent Projet indiquera : • Les raisons pour lesquelles l'initiative doit être entreprise dans le cadre du programme des villes intelligentes; • Les besoins auxquels l'initiative répond; • Les résultats escomptés et comment ils seront mesurés; • La définition de ce qui sera livré, et de comment ce devrait être livré, • La planification de la prochaine phase (qui, quand, quoi, comment et combien pour la phase de planification). Il s'agira de la base de référence pour partager une vision commune de l'initiative du partenaire, et des raisons pour lesquelles cette initiative devrait être financée pour sa réalisation dans le cadre du programme de villes intelligentes. Le **rapport de phase** sur ce qui a été produit présentera: • Un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus; • Les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires complétant le même genre de document. Il s'agira de la base de référence pour le versement final des fonds prévus dans cette convention de financement.
Composition	**Dossier de projet:** • La raison d'être et objectifs de l'initiative; • La description de ce qui sera produit dans le cadre de l'initiative • La description de comment l'initiative sera réalisée et reflète les engagements en lien avec la candidature de la Ville de Montréal au

	Défi des villes intelligentes du Canada; • Planification globale de l'initiative; • Évaluation des coûts en lien avec l'initiative; • Gouvernance propre à la réalisation de l'initiative; • Plan pour la phase suivante. **Rapport de phase:** • Revue de ce qui a été livré; • Présentation des résultats; • Coûts et échéancier par livrable; • Risques et enjeux qui se sont présentés; • Leçons apprises; • Recommandations sur les prochaines étapes en lien avec l'initiative.
Éléments requis pour la production du dossier de projet	• Documentation sur la situation actuelle; • Analyse des besoins; • Analyses des parties prenantes; • Analyses de faisabilité; • Études de marché; • Résultat d'activités de prototypage; • Tout autre document permettant d'enrichir ce qui est présenté dans le **dossier du projet** et le **Rapport de phase**.
Format et présentation	Utilisez les gabarits fournis par l'équipe du programme du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative (dans la bibliothèque de références sur le disque partagé dans Google Drive) et imprimer la version finale en PDF.
Responsabilités	• Réalisation du document : l'Organisme recevant la subvention • Suivi périodique : Le Responsable du dossier et /ou l'équipe du programme des villes intelligentes de l'Unité administrative; • Acceptation : Le comité de direction du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative.
Échéancier	• Remise du **plan pour la réalisation du dossier de projet** pour le 15 juin 2020; • Remise du **dossier de projet** au plus tard le 30 septembre 2020; • Remise du **rapport de phase** au plus tard le 30 juin 2021.
Principaux critères de qualité à respecter à la satisfaction du Responsable.	• Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature; • Les informations présentées dans le document doivent être appuyés sur des faits ou des informations vérifiables. Si ce n'est pas possible, des hypothèses documentées peuvent aussi être acceptées; • Le **dossier de projet** démontre clairement la capacité du partenaire à mener le projet.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal et du Défi des villes intelligentes du Canada

- Faire état de la contribution de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le Défi des villes intelligentes pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du Défi des villes intelligentes lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Une initiative de la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes***
- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca et consulter le site : https://mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : montreal.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur

tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville https://montreal.ca/, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et un représentant du Gouvernement du Canada à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca
À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207598004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 955 000$ à l'organisme Jalon MTL (JALON), pour initier le projet de mise en place d'une plateforme numérique de mobilité qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207598004 Jalon.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1206462001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation par la Ville de Hampstead à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant le même immeuble, dont l'assiette est située dans le prolongement nord de la rue Dufferin, de la rue Finchley à l'avenue Macdonald, dans la Ville de Hampstead. N/Réf. : 31H05-005-7756-02

Il est recommandé :

- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation, par la Ville de Hampstead, à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant des parties des lots 5 930 797 et 5 930 798 du cadastre du Québec, dans la Ville de Hampstead, sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-17 10:22

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206462001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation par la Ville de Hampstead à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant le même immeuble, dont l'assiette est située dans le prolongement nord de la rue Dufferin, de la rue Finchley à l'avenue Macdonald, dans la Ville de Hampstead. N/Réf. : 31H05-005-7756-02

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Hampstead (« Hampstead ») est propriétaire des lots 5 930 797 et 5 930 798 du cadastre du Québec (l'« Immeuble »), pour les avoir acquis aux termes des actes publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 258 259, 839 266 et 1 586 887.
L'Immeuble est utilisé à titre de parc et de cour de voirie et il fait partie du domaine public de Hampstead. Sous peine de nullité absolue, les biens faisant partie du domaine public d'une municipalité ne peuvent être affectés d'un droit réel sans avoir été préalablement fermés et retirés du domaine public.

Une conduite d'égout est installée en tréfonds de l'Immeuble et elle relève de la compétence du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») suivant l'article 27.1 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001).

Bien que Hampstead ait établi sur l'Immeuble, par destination du propriétaire, une servitude réelle et perpétuelle d'aqueduc et d'égout, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 19 juillet 2017, sous le numéro 23 252 600 (la « Servitude publiée »), aucun règlement de fermeture du domaine public ou résolution en ce sens, n'a été adopté par Hampstead préalablement à l'établissement de la servitude susmentionnée. Par ailleurs, tel que mentionné précédemment, la conduite d'égout située en tréfonds de l'Immeuble n'est pas une conduite locale relevant de la compétence d'Hampstead.

Afin de régulariser cette situation et pour donner suite au mandat qui nous a été confié par

Hampstead, la Ville désire obtenir une bonne et valable servitude pour la conduite d'égout, concurremment avec la renonciation expresse par Hampstead à la Servitude publiée.

Comme stipulé à la résolution 2019-257, du 7 octobre 2019, annexée au présent sommaire, Hampstead accepte de consentir une telle servitude, sans contrepartie, en faveur de la Ville. En ce sens, par la résolution 2019-326, du 2 décembre 2019, Hampstead a fermé et retiré l'assiette de la servitude de son domaine public.

Le présent sommaire vise donc à approuver le projet d'acte de servitude soumis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution 2019-326 Ville de Hampstead - 2 décembre 2019 - Que la Ville de Hampstead ferme et retire du domaine public les parties des lots faisant l'objet de la servitude mentionnée dans la présente résolution.
Résolution 2019-257 Ville de Hampstead - 7 octobre 2019 - Que la Ville de Hampstead désigne pour signer, au moment jugé opportun, tous les documents relatifs à l'exécution de la présente résolution et lui donner pleine force, le maire de la Ville de Hampstead, Dr William Steinberg, et le greffier de la Ville de Hampstead, Me Pierre Tapp, et en son absence la greffière adjointe, Madame Simona Sonnenwirth.

DESCRIPTION

L'assiette de la servitude d'égout, d'une superficie totale de 558,13 m² (558,1 m² + 0,03 m²) est identifiée sur le plan P66553, réalisé le 18 avril 2017, par Étienne Côté, arpenteur-géomètre, sous le numéro 1583 de ses minutes, en pièce jointe.
Les conditions d'exercice de la servitude réelle et perpétuelle d'égout seront les suivantes:

- Hampstead convient que la Ville pourra placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter sur et en dessous du fonds servant, des tuyaux ou des conduits souterrains et tout autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de ses réseaux d'égout pluvial.
- Hampstead convient également que la Ville aura un droit de circuler à pied ou en véhicule sur ledit fonds servant et, si nécessaire, en dehors dudit fonds servant, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au fonds servant.

- Hampstead convient aussi que la Ville pourra couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur ledit fonds servant, tous arbres, arbustes, branches ou racines et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien de ses réseaux d'égout pluvial.

- Le droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous dudit fonds servant, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, des haies décoratives ainsi que des revêtements d'asphalte, de béton et autres, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ce fonds servant, sauf avec le consentement écrit de la part de la Ville.

- La Ville aura le droit, au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, de délaisser et d'abandonner les ouvrages ou constructions souterrains s'y rapportant tels quels et dans l'état du moment.

Tous les frais, droits et émoluments reliés à la préparation de l'acte, incluant les frais de publication au registre foncier, ainsi que les frais d'une copie authentique pour la Ville seront à la charge de cette dernière.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») recommande l'acquisition de la servitude pour les motifs suivants:

- L'acquisition de cette servitude d'utilités publiques permettra à la Ville de réaliser l'entretien de ses infrastructures d'égout et assurera la pérennité de ses installations sur l'Immeuble;

- L'acquisition de cette servitude permettra de régulariser le titre de propriété de la Ville;

- L'ensemble des intervenants municipaux concernés s'est montré favorable à cette acquisition.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales afin d'approuver le projet d'acte de servitude soumis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette servitude est consentie sans aucune contrepartie. Selon la division des analyses immobilières du SGPI, la valeur marchande attribuable à cette servitude, en date du 11 mars 2020, est supérieure à 25 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'approuver ce dossier, la Ville ne sera pas en mesure d'effectuer l'entretien de ses infrastructures et d'assurer leur pérennité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier : Avril 2020
Signature et publication de l'acte: Mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André LEMIEUX, Service de l'eau
Sylvie BLAIS, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel GRECESCU
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7185
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-04

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-03-17



Sigs3

Date: 18-05-14 11:37

Échelle 1:635

Producteur: GRECESCU, DANIEL

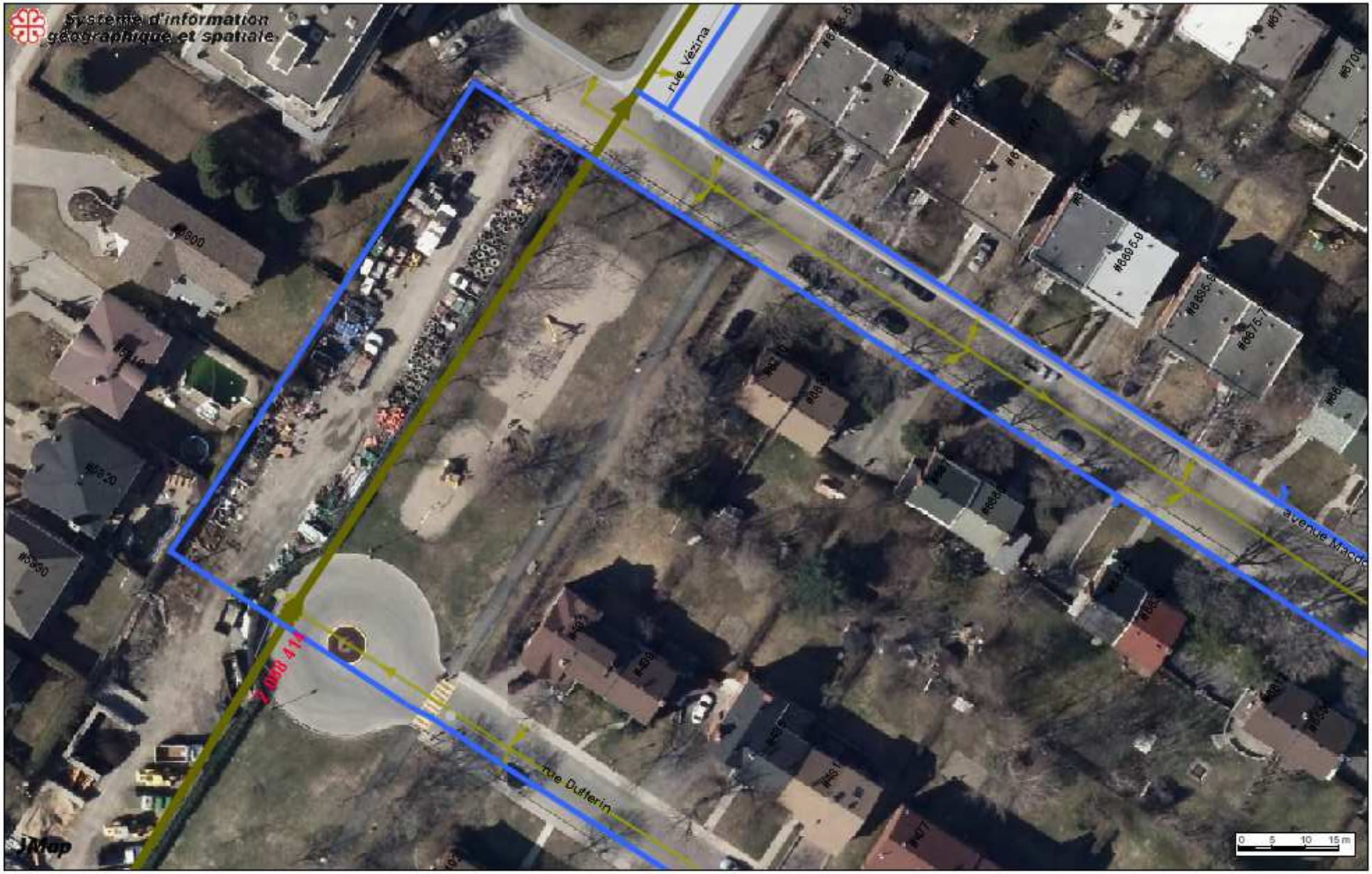


7/23









Sigs3

Date: 16-06-06 11:07

Producteur: GRECESCU, DANIEL

Échelle 1:800

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206462001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Hampstead crée en faveur de la Ville de Montréal, sans aucune contrepartie, une servitude réelle et perpétuelle d'égout, concurremment avec la renonciation par la Ville de Hampstead à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600, dont la Ville de Hampstead est bénéficiaire, grevant le même immeuble, dont l'assiette est située dans le prolongement nord de la rue Dufferin, de la rue Finchley à l'avenue Macdonald, dans la Ville de Hampstead. N/Réf. : 31H05-005-7756-02

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de servitude donnant suite à la recommandation du Service. Nous avons reçu une confirmation du représentant de la Ville de Hampstead à l'effet que le projet d'acte ci-joint a été approuvé par ses instances décisionnelles et qu'il pourra être signé sans modification.

N/D : 18-002002

FICHIERS JOINTS

Servitude (intervention).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159
Division : Division du droit notarial

18-002002 (1206462001)

L'AN DEUX MILLE VINGT, le

DEVANT **M^e^ Daphney ST-LOUIS** notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE HAMPSTEAD, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 5569, chemin Queen-Mary, à Hampstead, province de Québec, H3X 1W5, agissant et représentée par

en vertu :

a) de la résolution numéro 2019-257 adoptée par le conseil municipal de la ville, à sa séance du sept (7) octobre deux mille dix-neuf (2019); et

b) de la résolution numéro 2019-326 adoptée par le conseil municipal de la ville, à sa séance du deux (2) décembre deux mille dix-neuf (2019);

copie certifiée conforme de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants avec en en présente de la notaire soussignée.

Ci-après nommée **« Hampstead »**

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG20 adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du deux mille vingt (2020);

copie certifiée conforme de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée **« Montréal »**

Hampstead et Montréal sont également désignées collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU qu'aux termes d'un acte reçu par M^e^ Maude Giguère, notaire, le dix-sept (17) juillet deux mille dix-sept (2017), sous le numéro 1 200 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 252 600, Hampstead a établi, par destination du propriétaire, une servitude réelle et perpétuelle d'aqueduc et d'égout grevant les lots 5 930 797 et 5 930 798 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après la «Servitude 23 252 600»);

ATTENDU que Hampstead est propriétaire des lots 5 930 797 et 5 930 798 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour les avoir acquis aux termes des actes publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 258 259, 839 266 et 1 586 887;

ATTENDU que ces lots sont utilisés à titre de parc et de cour de voirie et, qu'en conséquence, ils font partie du domaine public de Hampstead;

ATTENDU que, sous peine de nullité absolue, les biens faisant partie du domaine public d'une municipalité ne peuvent être affectés d'un droit réel sans avoir été préalablement fermés et retirés du domaine public;

ATTENDU qu'aucun règlement de fermeture ou résolution en ce sens, n'a été adopté par Hampstead, préalablement à l'établissement de la Servitude 23 252 600;

ATTENDU que la conduite d'égout faisant l'objet de la Servitude 23 252 600 relève de la compétence du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal suivant l'article 27.1 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001);

ATTENDU que Montréal désire obtenir une bonne et valable servitude pour une conduite d'égout pluvial sur les lots 5 930 797 et 5 930 798 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU que Hampstead accepte de consentir une telle servitude en faveur de Montréal.

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. RENONCIATION À UNE SERVITUDE

Hampstead, à titre de bénéficiaire, renonce expressément à la servitude publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 252 600 et renonce, à toutes fins que de droit, à tous les droits dont elle était bénéficiaire en vertu de cette de servitude sur le fonds servant grevé, le tout conformément aux dispositions de l'article 1191 (2) du Code civil du Québec.

FONDS SERVANT

Le fonds servant de la Servitude 23 252 600 est connu et désigné comme étant les lots **CINQ MILLIONS NEUF CENT TRENTE**

MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (5 930 797) et **CINQ MILLIONS NEUF CENT TRENTE MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (5 930 798)** tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

FONDS DOMINANT

Le fonds dominant de la Servitude 23 252 600 est connu et désigné comme étant le lot **DEUX MILLIONS TROIS CENT QUARANTE-SEPT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (2 347 696)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2. CRÉATION D'UNE SERVITUDE D'ÉGOUT

Hamsptead, stipulant pour elle-même, ses représentants et ayants droit, accorde à Montréal, ici présente et acceptant et, stipulant pour elle-même, ses représentants et ayants droit, des droits de servitudes consistant en :

1. Un droit pour Montréal de placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter sur et en-dessous du fonds servant ci-après décrit, des tuyaux ou des conduits souterrains et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de ses réseaux d'égout pluvial.

2. Un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur ledit fonds servant, tous arbres, arbustes, branches ou racines et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien de ses réseaux d'égout pluvial.

3. Un droit de circuler à pied ou en véhicule sur ledit fonds servant et, si nécessaire, en dehors dudit fonds servant, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au fonds servant.

4. Un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en-dessous

dudit fonds servant, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, des haies décoratives ainsi que des revêtements d'asphalte, de béton et autres, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ce fonds servant, sauf avec le consentement écrit de la part de Montréal.

5. Un droit, au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, de délaisser et d'abandonner les ouvrages ou constructions souterrains s'y rapportant tels quels et dans l'état du moment.

CONVENTIONS SPÉCIALES

Il est spécialement convenu et entendu entre les Parties :

1. Que Montréal est et demeure propriétaire des ouvrages ou constructions faits à l'intérieur des limites du fonds servant.

2. Que Montréal pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu des présentes.

SERVITUDE RÉELLE

Les droits ci-dessus accordés sont aussi établis et créés par Hampstead comme servitude réelle et perpétuelle sur le fonds servant en faveur du fonds dominant ci-après décrit.

CONDITIONS

1. Montréal prend à sa charge les frais et honoraires relatifs au présent acte, à sa publication et aux copies, dont une pour Hampstead.

2. Montréal s'engage avec diligence à réparer la surface du fonds servant et à rétablir les clôtures, barrières, haies décoratives et revêtements dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des travaux respectifs de construction ou d'entretien des réseaux d'égout pluvial.

3. Montréal sera responsable des dommages découlant de la servitude et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au fonds servant, soit à la propriété de Hampstead, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de Hampstead ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soient pas la conséquence inévitable de l'existence à cet endroit desdits réseaux d'égout pluvial.

NON-USAGE OU ABANDON

Le non-usage ou l'abandon par Montréal des droits réels et perpétuels ci-haut mentionnés, n'affectera en rien les droits réels et perpétuels existant en faveur d'un tiers, le cas échéant, lesquels continueront de subsister intégralement sur le fonds servant ci-après décrit.

CONSIDÉRATION

La présente servitude est consentie sans considération monétaire par Hampstead en faveur de Montréal, en considération des avantages que Hampstead et le public en général retirent de l'existence du réseau de conduites d'égout pluvial de la Ville de Montréal, dont quittance totale et finale.

FONDS SERVANT

Le fonds servant de cette servitude est constitué comme suit :

I) **Une partie du lot CINQ MILLIONS NEUF CENT TRENTE MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (Ptie 5 930 797)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière, délimitée par les lettres A-B-C-D-E-F-G-H-I-A sur le plan ci-après décrit et désignée comme suit :

Commençant au point indiqué par la lettre A sur le plan ci-annexé, lequel point A est situé à une distance de trois mètres et soixante-neuf centièmes (3,69 m) au sud-est d'un point étant l'intersection des limites

nord-ouest et nord-est du lot 5 930 797, ladite distance mesurée le long de la limite nord-est du lot 5 930 797.

Le segment A-B est borné au nord-est par le lot 2 347 696 (avenue Macdonald) et suit un gisement de 122°41’02” sur une distance de huit mètres et cinquante et un centièmes (8,51 m).

Le segment B-C est borné au sud-est par une partie du lot 5 930 797 et suit un gisement de 214°56’31” sur une distance de vingt-huit mètres et quatre-vingt-douze centièmes (28,92 m).

Le segment C-D est borné au sud-est par une partie du lot 5 930 797 et suit un gisement de 216°18’52” sur une distance de trente-cinq mètres et cinq centièmes (35,05 m).

Le segment D-E est borné au sud-ouest par le lot 5 930 794 (chemin Dufferin) et est une courbe de dix mètres et neuf centièmes (10,09 m) suivant un arc de cercle de seize mètres et vingt et un centièmes (16,21 m) de rayon et dont la corde mesure neuf mètres et quatre-vingt-douze centièmes (9,92 m) suivant un gisement de 275°14’30”.

Le segment E-F est borné au nord-ouest par une partie du lot 5 930 797 et suit un gisement de 36°18’52” sur une distance de deux mètres et quatre-vingt-cinq centièmes (2,85 m).

Le segment F-G est borné au nord par le lot 5 930 798 et est une courbe de huit centièmes de mètre (0,08 m) suivant un arc de cercle de dix-huit mètres et vingt et un centièmes (18,21 m) de rayon et dont la corde mesure huit centièmes de mètre (0,08 m) suivant un gisement de 84°18’44”.

Le segment G-H est borné au nord-ouest par le lot 5 930 798 et suit un gisement de 32°26’41” sur une distance de quatre-vingt-sept centièmes de mètre (0,87 m).

Le segment H-I est borné au nord-ouest par une partie du lot 5 930 797 et suit un gisement de 36°18’52” sur une distance de trente-six mètres et vingt-sept centièmes (36,27 m).

Le segment I-A est borné au nord-ouest par une partie du lot 5 930 797 et suit un gisement de 34°56'31" sur une distance de vingt-huit mètres et cinquante-deux centièmes (28,52 m).

Contenant une superficie de cinq cent cinquante-huit mètres carrés et un dixième (558,1 m^2).

II) **Une partie du lot CINQ MILLIONS NEUF CENT TRENTE MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT (Ptie 5 930 798)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière, délimitée par les lettres G-F-H-G sur le plan ci-annexé et désignée comme suit :

Commençant au point indiqué par la lettre G sur le plan ci-annexé, lequel point G est situé à l'intersection des limites sud-est et sud du lot 5 930 798.

Le segment G-F est borné au sud par le lot 5 930 797 et est une courbe d'une distance de huit centièmes de mètre (0,08 m) suivant un arc de cercle de dix-huit mètres et vingt et un centièmes (18,21 m) de rayon et dont la corde mesure huit centièmes de mètre (0,08 m) suivant un gisement de 264°18'44".

Le segment F-H est borné au nord-ouest par une partie du lot 5 930 798 et suit un gisement de 36°18'52" sur une distance de quatre-vingt-douze centièmes de mètre (0,92 m).

Le segment H-G est borné au sud-est par le lot 5 930 797 et suit un gisement de 212°26'41" sur une distance de quatre-vingt-sept centièmes de mètre (0,87 m).

Contenant une superficie de trois centièmes de mètre carré (0,03 m^2).

Ces parties de lots apparaissent sur le plan préparé par Étienne Côté, arpenteur-géomètre, le dix-huit (18) avril deux mille dix-sept (2017), sous le numéro 1583 de ses minutes, dont copie certifiée conforme est annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après appelé le « **Fonds servant** »

FONDS DOMINANT

L'immeuble décrit comme « fonds dominant » est constitué du réseau de conduites d'égout pluvial de Montréal, relevant de la compétence de son conseil d'agglomération, qui correspond à la totalité de l'immeuble qui a fait l'objet de l'établissement de la fiche immobilière numéro 65-B-77 027 au registre des réseaux des services publics de la circonscription foncière de Montréal.

Ci-après appelé le « **Fonds dominant**

FERMETURE

Hampstead déclare que les parties de lots constituant le Fonds servant ont été fermées et retirées de son domaine public en vertu de la résolution numéro 2019-326 mentionnée dans sa comparution.

TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.) RELATIVES À LA SERVITUDE

Si la servitude créée aux termes des présentes est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise fédérale* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec (*RLRQ chapitre T-0.1*)*, Montréal effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de Hampstead.

Les numéros d'inscription de Montréal, aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Montréal a adopté un *règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à Hampstead.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de Montréal ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la soussignée.

Les Parties déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire soussignée.

VILLE DE HAMPSTEAD

Par : _____

Par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

_____
Daphney ST-LOUIS, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2020/04/23
17:00

(1)

Dossier # : 1208741001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 306 600 $ sur trois ans à Centre international pour la prévention de la criminalité, afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal » dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (276 600 $) et du Service de police de la Ville de Montréal (30 000 $) / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 306 600 $, sur trois ans, à Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour 2020, soit un versement de 140 000 $ pour 2020, un de 83 300 $ en 2021 et un dernier de 83 300 $ en 2022 afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal » dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale et du Service de police de la Ville de Montréal;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assurée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-03-19 16:04

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208741001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 306 600 $ sur trois ans à Centre international pour la prévention de la criminalité, afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal » dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (276 600 $) et du Service de police de la Ville de Montréal (30 000 $) / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'amélioration de la sécurité et du sentiment de sécurité est une condition essentielle au bien-être des Montréalaises et des Montréalais ainsi qu'au maintien de quartiers plus équitables et inclusifs. Depuis plusieurs décennies, la Ville favorise et soutient le développement d'interventions locales et régionales qui répondent aux besoins des communautés touchées par l'insécurité, la violence et la criminalité. Soucieuse de demeurer pertinente et efficace dans son action, cette dernière a entrepris l'évaluation et la révision de ses principaux programmes en sécurité urbaine, dont celui du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, de la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et de Tandem - Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine.
Ces démarches ont toutes mis en évidence l'importance d'instaurer un système d'indicateurs en sécurité urbaine permettant d'informer et d'appuyer la prise de décision, de soutenir la mise en œuvre d'initiatives locales de prévention basées sur des données probantes, mais également de suivre et d'évaluer l'effet des actions sur le terrain. En outre, le Nouvel agenda urbain des Nations Unies (2017), soulignant l'importance de l'inclusion et la diversité pour un développement urbain durable, appelle les villes à lutter de manière collaborative et intégrée contre les défis complexes que pose l'insécurité urbaine.

Ainsi, la création d'espaces d'apprentissage, d'innovation et d'expérimentation est l'assise sur laquelle le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) propose à la Ville de Montréal de mettre en place un « Laboratoire en sécurité urbaine » (Laboratoire) qui cherchera à mobiliser les connaissances du milieu montréalais en sécurité urbaine, dont la Ville, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Réseau de la santé et des services sociaux, dans une optique d'amélioration continue des stratégies et des pratiques.

Le CIPC travaille depuis plus de 25 ans à bâtir des communautés plus sûres et plus inclusives en faisant la promotion de mesures proactives ainsi que préventives agissant sur

les facteurs de risque et de protection qui ont un impact sur la criminalité. Compte tenu de la nature complexe et multiforme de la criminalité, ce dernier s'est entouré d'une équipe d'experts issus tant du monde de la criminologie, des politiques publiques, du droit, de l'économie, des communications, que des relations internationales. Siégeant à Montréal depuis ses tous débuts, il est devenu un acteur incontournable de la scène internationale en matière de prévention de la criminalité et de la violence. Le CIPC a, par ailleurs. été au cœur de l'établissement des principes directeurs des Nations Unies en matière de prévention de la criminalité et continue aujourd'hui à les promouvoir activement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le projet « Laboratoire en sécurité urbaine » est un espace collaboratif d'apprentissage et de centralisation de l'information en sécurité urbaine. Sa mission consiste à regrouper et analyser les données sur la sécurité urbaine à Montréal pour ensuite fournir aux acteur clés l'information jugée stratégique nécessaire à l'élaboration des politiques et à l'organisation des services. Cinq thématiques prioritaires ont été définies pour la période 2020-2022 :

1. Violence commise et subie chez les jeunes
2. Comportements à risque et abus de substances
3. Radicalisation menant à la violence et crimes haineux
4. Sécurité des collectivités et résilience communautaire
5. Sécurité dans les espaces publics et cohabitation sociale

Le déploiement du Laboratoire se fera selon les étapes suivantes :

1. Mise en place d'un comité stratégique de sécurité urbaine, coordonné par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS)
2. Gouvernance des données, incluant la mise en place d'ententes de partages et d'usages des données
3. Définition d'indicateurs en sécurité urbaine, en fonction des cinq thématiques
4. Création de hubs de réflexion et de production de la connaissance, réunissant les principaux experts, tant chercheurs qu'intervenants
5. Production des livrables

Annuellement, sont visés les livrables suivants :

- Un rapport annuel sur la criminalité et la violence
- Deux diagnostics locaux
- Deux rapports thématiques

En 2020-2021, les thèmes des comportements à risque et l'abus de substances ainsi que la sécurité dans les espaces publics et la cohabitation sociale seront priorisés étant donné les chantiers régionaux en cours.

Enfin, en respect des valeurs et des principes de la Ville en matière d'analyse différenciée dans une perspective intersectionnelle (ADS+), les indicateurs et données viseront à prendre en compte les particularités de tous les citoyens, comme le genre, la race, l'âge, l'orientation sexuelle, le niveau d'éducation ou les différences culturelles, s'assurant de tenir compte des besoins de toutes les communautés vulnérables ou marginalisées.

JUSTIFICATION

Les démarches d'évaluation et de révision des principaux programmes de prévention en sécurité urbaine de la Ville de Montréal ont mis en évidence l'importance des données probantes dans la prise de décisions. Or, celles sur l'insécurité urbaine proviennent de plusieurs sources et ne sont pas, à l'heure actuelle, centralisées, organisées et optimisées, ce qui freine la capacité des acteurs à établir un portait global et intégré qui tient compte des nombreuses facettes propres aux enjeux et aux phénomènes en matière de sécurité urbaine. Le déploiement du Laboratoire en sécurité urbaine à Montréal permettra de rassembler les données des principaux acteurs et de mettre à leur disposition des analyses afin de faciliter les prises de décisions, dans un esprit de cohérence, de complémentarité et de collaboration.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 306 600 $, est prévu en partie au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (276 600 $) et en partie au Service de police de la Ville de Montréal (30 000 $). Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération. Le projet a pu débuter avant son adoption par l'instance décisionnelle car il est issu d'un maillage financier avec le ministère de la Sécurité publique et l'organisme.

Le tableau illustrant le soutien financier accordé ces dernières années au CIPC pour le même projet ainsi que le montage financier se trouve en pièces jointes.

La contribution de la Ville de Montréal correspond au tiers du budget total du projet. L'autre partie du budget provient du ministère de la Sécurité publique et de l'organisme. Il est à noter que la contribution du ministère de la Sécurité publique est en voie d'être officialisée par les autorités concernées.

Le portrait des contributions versées par toute unité d'affaires de la Ville à cet organisme au cours des dernières années est disponible en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette initiative s'inscrit dans la priorité 3 du nouveau plan de développement durable 2016-2020 *Ensemble pour une métropole durable* qui se lit comme suit : « Assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les données qui seront produites par le Laboratoire permettront aux acteurs de construire leurs politiques, programmes et projets sur des données probantes, de même que de suivre et mesurer l'effet de ceux-ci. Cela contribuera à augmenter la portée de leurs actions et par le fait même d'améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des Montréalaises et des Montréalais, notamment des plus vulnérables, le bien-être de la population et la qualité des milieux de vie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de visibilité publique, en Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 Présentation au comité exécutif pour recommandation du soutien financier
Avril 2020 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation du soutien financier

Le projet fera l'objet d'un suivi de la part d'un comité d'orientation coordonné par le SDIS. Un rapport annuel est requis au plus tard le mois suivant la date de fin de l'année. L'organisme s'engage à fournir les rapports aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc CHARBONNEAU, Service de police de Montréal
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 20 février 2020
Marc CHARBONNEAU, 20 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aissata OUEDRAOGO
Agente de recherche

Tél : 514 872-8849
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-20

Nadia BASTIEN
Directrice - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal

Tél : 514 872-3510
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME

Directrice - Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2020-03-19

Organisme	Projet	Provenance des fonds	Montants accordés			Contributions recommandées			Total Bailleurs	% du soutien / projet global
			2017	2018	2019	2020	2021	2022		
Centre international pour la prévention de la criminalité	**Laboratoire en sécurité urbaine de Montréal**	Service de la Diversité et de l'inclusion Sociale	-	-	-	130 000$	73 300$	73 300$	276 600$	27%
		Service de Police de la Ville de Montréal	-	-	-	10 000$	10 000$	10 000$	30 000$	3%
		Ministère de la sécurité publique (contribution estimée)	-	-	-	87 500$	262 500$	262 500$	612 500$	60%
		Centre international pour la prévention de la Criminalité (CIPC)	-	-	-	36 750$	36 750$	36 750$	110 250$	11%
		Total	-	-	-	**264 250$**	**382 550$**	**382 550$**	**1 029 350$**	**100%**

Contributions financières versées depuis 2017

Date du jour ***2020-02-06***

NOM_FOURNISSEUR	CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PREVENTION DE LA CRIMINALITE (CIPC)
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER			
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	2019	Total général
Police	CE 17 0282	10 000,00 $			10 000,00 $
	CE18 0515		10 000,00 $		10 000,00 $
Total Police		**10 000,00 $**	**10 000,00 $**		**20 000,00 $**
Diversité et inclusion sociale	CE17 0282	10 000,00 $			10 000,00 $
	CE18 0515		10 000,00 $		10 000,00 $
	(vide)	3 056,00 $	3 110,00 $	2 998,00 $	9 164,00 $
Total Diversité et inclusion sociale		**13 056,00 $**	**13 110,00 $**	**2 998,00 $**	**29 164,00 $**
Total général		**23 056,00 $**	**23 110,00 $**	**2 998,00 $**	**49 164,00 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 120 8741 001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 3535, avenue du Parc, Montréal, (Québec), H2X 2H8, agissant et représentée par Mme Ann Champoux, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 13591 5833 RT 0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 101580542
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 135915833 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un centre de ressources et un forum international d'échanges de connaissances en matière de prévention de la criminalité et de sécurité quotidienne;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant; y

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.
Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2020 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la

présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TROIS CENT SIX MILLE SIX CENTS** dollars (**306 600** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2.1 Pour l'année **2020 :**

5.2.1.1 une somme maximale de **CENT DOUZE MILLE** dollars (**112 000** $) dans les (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2 une somme maximale de **VINGT-HUIT MILLE** dollars (**28 000** $) après approbation par le responsable d'une reddition de compte annuelle comportant un état des dépenses et des livrables tel qu'entendu dans le plan de travail pour l'année en cours et comportant les informations demandées.

5.2.2 Pour l'année **2021** :

5.2.2.1 une somme maximale de **SOIXANTE-SIX MILLE SIX CENT QUARANTE** dollars (**66 640** $) après approbation par le responsable d'un rapport annuel et des deux rapports thématiques comportant les informations demandées par ce dernier;

5.2.2.2 une somme maximale de **SEIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE** dollars (**16 660** $) après approbation par le responsable d'une reddition de compte annuelle comportant un état des dépenses et des livrables tel qu'entendu dans le plan de travail pour l'année en cours et comportant les informations demandées;

5.2.3 Pour l'année **2022** :

5.2.3.1 une somme maximale de **SOIXANTE-SIX MILLE SIX CENT QUARANTE** dollars (**66 640** $) après approbation par le responsable du rapport final et des deux rapports thématiques comportant les informations demandées par ce dernier;

5.2.3.2 une somme maximale de **SEIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE** dollars (**16 660** $) après approbation par le responsable d'une reddition de compte annuelle comportant un état des dépenses et des livrables tel qu'entendu dans le plan de travail pour l'année en cours et comportant les informations demandées.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.3 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars

(**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3535, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2X 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention du gestionnaire de projet. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brenan, 4e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

Par : _____
Ann Champoux, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2020 (Résolution CG …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208741001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 306 600 $ sur trois ans à Centre international pour la prévention de la criminalité, afin de réaliser le projet « Laboratoire de sécurité urbaine de Montréal » dans le cadre des budgets du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (276 600 $) et du Service de police de la Ville de Montréal (30 000 $) / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208741001 CIPC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

Co-Auteur: Line Desjardins, Professionnel(le) (domaine d expertise)-Chef d équipe
(514) 280-2192

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-27

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2020/04/23
17:00

(2)

Dossier # : 1207641001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Mathieu Lévesque, artiste professionnel, au montant maximal de 270 421,21 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Dédale et Icare » qui sera intégrée aux infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 et approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'approuver un projet de convention par lequel Mathieu Lévesque, artiste professionnel, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin pour une somme maximale de 245 931,53 $ taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'autoriser une dépense de 24 489,68 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-03-31 14:29

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207641001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Mathieu Lévesque, artiste professionnel, au montant maximal de 270 421,21 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Dédale et Icare » qui sera intégrée aux infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 et approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

*Préambule dans le contexte de la COVID-19
L'octroi de ce concours est une obligation de la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec* . Bien que l'échéancier de réalisation de l'oeuvre sera bouleversé par la crise actuelle, la rémunération de l'artiste impliqué est nécessaire afin de lui permettre de débuter la conceptualisation de l'oeuvre. Par ailleurs, un tel octroi aura un impact positif sur la communauté artistique dans ces temps difficiles. Par ailleurs, nous donnerons davantage de temps à l'artiste pour réaliser l'oeuvre prévue et nous nous adapterons à la situation.*

La présente oeuvre s'inscrit dans le contexte du projet de réfection des infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 réalisé du 20 juin 2018 au 24 mai 2019. Conformément à la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec,* ces nouvelles infrastructures doivent être dotées d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour celles-ci. La Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) est requérante et exécutante du projet de réfection.

Le Bureau d'art public du Service de la culture (SC) a tenu un concours par avis public destiné aux artistes professionnels afin de doter le bâtiment longitudinal du Circuit Gilles-Villeneuve d'une oeuvre sculpturale occupant les deux volumétries des deux balcons situés

à l'entrée principale. Lors de la première rencontre du jury tenue le 25 septembre 2019, les membres du jury ont analysé 24 candidatures reçues et jugées conformes. Trois finalistes ont été désignés pour produire une proposition complète d'œuvre d'art. Il s'agissait de Marie-France Brière, Mathieu Lévesque et Shelley Miller. Lors de la rencontre pour le choix du lauréat, le 13 décembre 2019, le jury a recommandé la proposition de Mathieu Lévesque intitulée *Dédale et Icare.*

Le jury formé spécifiquement pour ce concours était composé de : Anne-Claude Bacon, responsable de la Collection d'Hydro-Québec et spécialiste en arts visuels; Linda Covit, artiste et spécialiste en art public; Thomas Degembe, représentant des citoyens; Callie Delarme, chargée de projet, représentante de la SPJD; Éric Gauthier, architecte concepteur, représentant de la firme FABG retenue pour la conception du projet de réfection; Bernard Lamarche, conservateur de l'art actuel au Musée national des beaux-arts du Québec, spécialiste en arts visuels, Geneviève Matteau, chargée de projet au Bureau d'art public, représentante du SC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1251 – 7 août 2019 : Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public dans le cadre du projet de réfection des infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1. Autoriser une dépense de 32 767,88 $ taxes incluses pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CE18 0614 – 11 avril 2018 : Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) à octroyer un contrat pour les travaux de construction du projet de réfection des infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 (paddocks), incluant la rénovation des actifs autour du projet, à la firme « Groupe GEYSER inc. » / Autoriser une dépense totale de 59 946 878,49 $, comprenant toutes taxes et contingences - Appel d'offres public 20171253PUBCO (5 soumissionnaires).

CA 2017-07 – 8 mars 2017 : Octroyer un contrat à la firme « Les Architectes FABG » pour les services professionnels en architecture afin de réaliser les plans et devis et assurer la surveillance des travaux du projet de réfection des infrastructures du Grand Prix du Canada de F1.

CA 2014-55 – 30 octobre 2014 : Octroyer le contrat pour la réalisation d'un programme fonctionnel et technique (PFT) dans le cadre de la modernisation des infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve à la firme FABG.

DESCRIPTION

Dédale et Icar e est un tracé composé de formes géométriques (cercle/carré) de couleur doré qui semble traverser le plancher de l'étage supérieur du bâtiment longitudinal lorsqu'il est observé dans son ensemble. L'œuvre, inspirée du mythe de Dédale et Icare, évoque notamment des liens avec le sport automobile et le mythique duo père-fils. Cette sculpture signalétique offrira également une expérience à échelle humaine qui permettra de la découvrir autrement et de l'apprécier sous d'autres points de vue en lien avec l'architecture et le paysage.

Les services de l'artiste comprennent notamment : les honoraires et les droits d'auteur; les frais de production des plans, devis et estimations de coût (préliminaires et définitifs) de l'oeuvre; les honoraires des professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'oeuvre; l'achat et la transformation des matériaux; le transport, la fabrication,

l'assemblage et l'installation de l'oeuvre; les permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'oeuvre; les frais d'administration et d'assurances. Les travaux de réalisation seront exécutés selon les documents présentés par l'artiste.

Afin d'assurer une pratique exemplaire en matière de sécurité et d'accessibilité universelle, la firme Société logique, spécialisée en design universel, a guidé le comité technique et l'artiste dans l'élaboration d'une solution visant la sécurité des déplacements aux abords de l'œuvre. À cet effet, les plans aux pages 5 et 6 de l'Annexe 1 en pièces jointes illustrent l'aboutissement de ce travail d'accompagnement.

Les frais reliés au projet se décrivent comme suit:

Frais liés au projet d'art public	Montants avant taxes	Montants taxes incluses	Montants nets de ristournes
Contrat de l'artiste	213 900,00 $	245 931,53 $	224 568,26 $
Contingences	21 300,00 $	24 489,68 $	22 362,34 $
Total	**235 200 $**	**270 421,21 $**	**246 930,60 $**

JUSTIFICATION

La Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et public du gouvernement du Québec (Référence L.R.Q., c. M-17, a. 13. Décret 955-96) prévoit que pour tout projet de construction financé en tout ou en partie par le Gouvernement du Québec, un montant d'environ 1% du coût de construction doit être consacré à la réalisation d'une oeuvre d'art spécialement conçue pour ce lieu. La grille de calcul du montant affecté à l'œuvre d'art est précisée dans le Décret.

Le Service de la culture a été mandaté par le ministère de la Culture et des Communications (MCC) afin de mener le processus de réalisation des oeuvres d'art dans les arrondissements de la Ville pour tout équipement, bâtiment ou site, propriétés de la Ville.

Le présent contrat vise la création d'une oeuvre qui participera à l'enrichissement de la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal et à la promotion de la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette dépense est de 270 421,21 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 24 489.68 $ sera assumée par la Société du Parc Jean-Drapeau comme suit:

Un montant maximal de 246 930,60 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération #15-002-1- Infrastructures Circuit G.Villeneuve.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
43013 - Grand Prix du Canada - Amélioration des infrastructures.	246 931	-		-	246 931
Total budget net par année	**246 931**	**-**	**-**	**-**	**246 931**

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020,* en particulier les actions no. 10 et 11 qui visent à « Protéger, restaurer et mettre en valeur le patrimoine montréalais » puis « Soutenir le développement de la culture locale » pour assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé (priorité 3).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'oeuvre participera à la mise en valeur des nouvelles infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 par son envergure et sa dimension signalétique la rendant visible depuis l'accès menant à l'entrée principale du bâtiment. Elle offrira également une expérience à l'échelle humaine puisqu'elle s'inscrira dans des espaces de circulation accessibles aux publics.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Tel que mentionné plus haut, l'échéancier sera ajusté en fonction des répercussions de la crise actuelle.
- Octroi du contrat à l'artiste par le conseil municipal : avril 2020
- Réalisation des plans finaux et production de l'œuvre : mai à novembre 2020
- Installation de l'œuvre : automne 2020
- Inauguration de l'œuvre : automne 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dyane RAYMOND, Société du Parc Jean-Drapeau
Ronald CYR, Société du Parc Jean-Drapeau
Mario DUGUAY, Service des infrastructures du réseau routier
Manuela - Ext FERRON, Société du Parc Jean-Drapeau

Lecture :

Ronald CYR, 20 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MATTEAU
Agent(e) de developpement culturel

Tél : 514-872-1128
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Stéphanie ROSE
Chef de division par intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2020-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél : 514-872-1608
Approuvé le : 2020-03-30

CONTRAT D'EXÉCUTION D'OEUVRE D'ART

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « Ville »

ET : **Mathieu Lévesque,** dont l'adresse principale est 11 720, avenue Pelletier, Montréal-Nord (Québec) H1H 3S5;

Ci-après appelé le « **Contractant** »

Le Contractant et la Ville sont individuellement ou collectivement nommés la « Partie » ou les « Parties »

ATTENDU QUE le comité exécutif de la Ville de Montréal a adopté, le 7 août 2019, une résolution visant la création d'une œuvre d'art public dans le cadre du projet de réfection des infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1, et qu'il a autorisé les crédits nécessaires à cette fin (Résolution no CE19 1251);

ATTENDU QUE le projet de construction concerné est assujetti à l'application du décret 955-96 du Gouvernement du Québec sur la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics;

ATTENDU QU'un concours a été organisé pour le choix de cette œuvre d'art;

ATTENDU QUE le 13 décembre 2019, le jury a retenu la proposition du Contractant;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document préparé par le Contractant, décrivant l'Œuvre d'art et daté du 12 mars 2020;

1.2 « **Annexe 2** » : le texte préparé par le Service de la culture et intitulé «Règlement et programme du concours pour une œuvre d'art intégrée aux nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve» dans sa version finale datée du 26 juin 2019;

1.3 « **Annexe 3** » : le plan de localisation de l'Œuvre d'art, située dans les deux volumétries (obligatoire) que forment les avancées des deux plates-formes (balcons) est du nouveau bâtiment, extrait du document présenté à l'Annexe 1;

1.4 « **Annexe 4** » : le document intitulé : Compte rendu - Rencontre d'information aux finalistes produit à la suite de la rencontre du 25 septembre 2019;

1.5 « **Dessins** » : la représentation de l'Œuvre d'art en deux dimensions sous forme de dessins présentés à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.6 « **Maquette** » : la représentation de l'Œuvre d'art telle que présentée au jury par le Contractant;

1.7 « **Œuvre d'art** » : l'œuvre intitulée *Dédale et Icare*, décrite à l'Annexe 1 du présent contrat;

1.8 « **Responsable** » : Chef de division, Équipements culturels et Bureau d'art public du Service de la culture de la Ville de Montréal;

1.9 « **Unité d'affaires** » : Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

Aux fins des présentes, la Ville retient les services du Contractant qui s'engage à exécuter l'Œuvre d'art conformément aux Dessins et aux Annexes 1, 2 et 4 du présent contrat, et à l'installer à l'emplacement illustré à l'Annexe 3.

Toute modification aux Annexes des présentes doit être préalablement approuvée par écrit par les Parties.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à :

3.1 réaliser et installer l'Œuvre d'art conformément aux Dessins et aux Annexes, le cas échéant, à obtenir l'autorisation écrite du Responsable avant d'apporter des changements qui modifient le concept de l'Œuvre d'art tel qu'accepté;

3.2 verser les honoraires ou les salaires aux personnes dont il s'adjoint les services ou avec lesquelles il collabore pour la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art;

3.3 présenter au Responsable, pour approbation écrite, les plans d'ingénieur, les dessins d'atelier ou les plans et devis comprenant les ancrages, les fiches techniques, les échantillons des matériaux utilisés (béton aluminium, etc.) avec les finitions et traitements qui seront utilisés pour la réalisation de l'Œuvre d'art, le tout approuvé par un ingénieur en structure et électrique* et modifier, à ses frais, lesdits documents si, de l'avis du Responsable, l'Œuvre d'art présente des dangers pour la sécurité du public;

*À la charge de la Ville (SPJD).

3.4 fournir tous les matériaux nécessaires à l'exécution et à l'installation de l'Œuvre d'art et procéder à son installation au plus tard le 27 novembre 2020 et, le cas échéant, remettre le site en état;

3.5 collaborer avec le Responsable et les autres représentants de la Ville, les consultants et les fournisseurs pour assurer, entre autres, le respect du calendrier des travaux;

3.6 transmettre au Responsable les rapports d'étape requis montrant l'avancement des travaux et, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, lui transmettre un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du calendrier;

3.7 préparer un devis d'entretien de l'Œuvre d'art;

3.8 transmettre au Responsable le devis d'entretien et un avis lui indiquant que l'Œuvre d'art est prête pour l'acceptation finale par la Ville, selon la procédure établie par le Responsable;

3.9 prendre fait et cause pour la Ville, ses représentants ou ses employés, dans toute réclamation ou poursuite résultant directement ou indirectement du présent contrat, et à tenir la Ville, ses représentants ou ses employés indemnes de toute décision ou jugement qui pourrait être prononcé contre eux en capital, intérêts et frais;

3.10 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ; toute facture ne comportant pas ces informations sera retournée au Contractant pour correction, aux frais de ce dernier;

3.11 s'assurer que l'Œuvre d'art respecte les normes de sécurité dans les édifices publics, notamment la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics* (RLRQ, c. S-3), la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (RLRQ, c. S-2.1) et le *Règlement sur l'application du Code du bâtiment* et leurs amendements. Dans le cas où l'Œuvre d'art ne respecte pas ces normes, le Contractant doit la modifier à ses frais, dans le délai imparti par le Responsable afin de la rendre conforme. À défaut par lui de ce faire, la Ville pourra procéder, aux frais du Contractant, au démantèlement de l'Œuvre d'art, sans autre avis ni délai, sans préjudice quant à l'exercice de ses autres recours; dans l'éventualité d'un tel démantèlement, le Contractant renonce à tout recours à l'endroit de la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, la Ville s'engage à :

4.1 lui verser une somme forfaitaire de deux cent quarante-cinq mille neuf cent trente et un dollars et cinquante-trois cents (245 931,53$) incluant toutes les taxes applicables, payable comme suit :

- soixante-treize-mille sept-cent soixante-dix-neuf dollars et quarante-six cents, (73 779,46$) lors de la signature du présent contrat; (30 %)

- soixante-treize-mille sept-cent soixante-dix-neuf dollars et quarante-six cents, (73 779,46$) lors du dépôt des plans d'ingénieur, des dessins d'atelier ou des plans et devis comprenant les ancrages, des fiches techniques, des échantillons des matériaux utilisés (béton aluminium, etc.) avec les finitions et traitements qui seront utilisés pour la réalisation de l'Œuvre d'art, le tout approuvé par un ingénieur en structure et électrique*; (30 %)

*À la charge de la Ville (SPJD).

- quarante-neuf mille cent quatre-vingt-six dollars et trente et une cents (49 186, 31 $), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ 50 %, accompagné dune facture; (20 %)

- vingt-quatre mille cinq cents quatre-vingt-treize dollars et quinze cents (24 593,15 $), dans les trente (30) jours de l'acceptation par le Responsable d'un rapport d'étape démontrant que l'Œuvre d'art a été réalisée à environ 75 %, accompagné dune facture; (10 %)

- le solde de vingt-quatre mille cinq cents quatre-vingt-treize dollars et quinze cents (24 593,15 $), dans les trente (30) jours de la remise des documents prévus aux paragraphes 3.7 et 3.8 et de l'acceptation de l'Œuvre d'art par le Responsable, accompagnés dune facture; (10 %)

4.2 fournir au Contractant la collaboration du Responsable pour toute question qui pourrait être soulevée quant aux obligations des Parties prévues au présent contrat;

4.3 aviser immédiatement le Contractant si des modifications sont apportées à l'aménagement et que celles-ci ont une incidence sur l'Œuvre d'art; dans ce cas, le Responsable doit voir avec le Contractant à ce que ces modifications respectent les principales données de l'Œuvre d'art;

4.4 entretenir l'Œuvre d'art, conformément au devis d'entretien déposé par le Contractant;

4.5 fournir et installer, à ses frais, une plaque d'identification de l'Œuvre d'art faite dans un matériau durable, en indiquant le nom du Contractant ou son pseudonyme, le titre de l'Œuvre d'art et l'année de sa réalisation. La Ville consultera le Contractant sur la localisation et le texte de la plaque.

ARTICLE 5
ASSURANCES

5.1 Le Contractant doit souscrire et maintenir en vigueur, pour la durée du présent contrat, à ses frais et à son nom, une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par événement ou accident, dont une copie doit être remise au Responsable dans les dix (10) jours de la signature des présentes; si le Contractant détient déjà une police d'assurance, il s'engage à la modifier de façon à couvrir l'objet du présent contrat.

5.2 Dans tous les cas où le Contractant retient les services d'un sous-traitant aux fins de la réalisation de l'Œuvre d'art, le Contractant doit s'assurer, préalablement à l'embauche de ce sous-traitant, que ce dernier détient une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par événement ou accident. Le Contractant devra remettre au Responsable une copie certifiée de cette assurance dans les dix (10) jours de l'embauche de ce sous-traitant.

ARTICLE 6
DOMMAGES

6.1 Le Contractant est responsable de toute perte ou dommage causé à ou par l'Œuvre d'art, par sa faute ou négligence, ou par celle d'une personne agissant sous sa responsabilité, jusqu'à son acceptation finale par le Responsable.

6.2 Advenant que l'Œuvre d'art soit endommagée ou détruite pendant la période décrite au paragraphe 7.1, le Contractant devra effectuer, à ses frais, le remplacement de l'Œuvre d'art ou faire les réparations nécessaires à la satisfaction du Responsable.

6.3 La Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'Œuvre d'art contre les dommages qui pourraient survenir du fait des travaux d'aménagement exécutés par la Ville, jusqu'à la fin de ceux-ci; tout dommage ainsi causé sera réparé aux frais de la Ville après consultation avec le Contractant.

ARTICLE 7
GARANTIES APPLICABLES À L'OEUVRE D'ART

7.1 Le Contractant garantit l'Œuvre d'art contre tous les bris et les détériorations, pendant une période de trois ans après l'acception finale de l'Œuvre d'art par le Responsable, exception faite de ces bris et détériorations qui résultent de l'usure normale, du défaut d'entretien, du vandalisme, de la négligence ou de l'incurie de la Ville.

7.2 Durant cette période, le Contractant s'engage, sur réception d'un avis écrit du Responsable, à effectuer les réparations requises dans un délai convenable, accepté par les Parties.

ARTICLE 8
ACCEPTATION DE L'OEUVRE D'ART

8.1 Le Responsable devra faire connaître son acceptation ou son refus des travaux dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de remise de l'Œuvre d'art et du devis d'entretien.

8.2 Le Responsable peut refuser la totalité des travaux ou une partie de ceux-ci s'ils ne sont pas conformes aux Dessins ou à tout autre document fourni par le Contractant, et accepté par le Responsable; le Contractant doit, dans ces circonstances, reprendre, à ses frais, les travaux jusqu'à complète satisfaction du Responsable.

8.3 Lorsque l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art dépend de l'exécution de travaux préalables exécutés par d'autres personnes, le Contractant s'assurera qu'ils sont à son entière satisfaction et acceptés par le Responsable, avant de commencer son propre travail.

8.4 Le fait pour le Contractant de commencer l'exécution ou l'installation de l'Œuvre d'art constitue en soi une acceptation du travail préalable.

ARTICLE 9
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

9.1 L'Œuvre d'art devient la propriété de la Ville à son acceptation finale par le Responsable et les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés par le Contractant, le deviennent dès leur remise à la Ville.

9.2 La Ville s'engage à conserver l'Œuvre d'art dans son cadre actuel pendant une période de 25 ans. Cependant, la Ville pourra, si l'intérêt public l'exige, après consultation de spécialistes de la Ville, déplacer, relocaliser, entreposer l'Œuvre d'art, pourvu que telle mesure prise par la Ville concerne l'ensemble de l'Œuvre d'art. Après ladite période de 25 années ans, la Ville pourra, en outre, à sa seule discrétion, aliéner ou disposer de l'Œuvre d'art. Le Contractant reconnaît expressément que toutes les mesures prises par la Ville en vertu du présent article ne peuvent constituer en aucun cas une atteinte à ses droits moraux.

9.3 Si l'Œuvre d'art est endommagée ou détériorée, la Ville peut, à son entière discrétion, la faire réparer; dans une telle éventualité, elle doit, sauf en cas d'urgence, demander au Contractant, par écrit, une consultation quant aux mesures à prendre. Si le Contractant ne donne pas suite à cet avis dans les trente (30) jours de son expédition, la Ville pourra procéder aux travaux de sa propre initiative, mais après consultation d'un de ses spécialistes en la matière, en essayant de respecter l'honneur et la réputation du Contractant.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier en tout temps le présent contrat sur avis écrit au Contractant à cet effet. Sur réception de cet avis, le Contractant doit immédiatement cesser l'exécution de tous travaux. En pareil cas, le Contractant n'aura droit qu'au remboursement des dépenses faites en vertu du présent contrat et à une indemnité de dix pour cent (10 %) de la somme forfaitaire mentionnée à l'article 4 des présentes.

10.2 Si la somme déjà reçue par le Contractant en vertu du paragraphe 4.1 excède, au moment de telle résiliation, le montant devant lui être remis conformément au paragraphe 10.1, le Contractant devra rembourser cet excédent à la Ville.

10.3 L'Œuvre d'art ainsi inachevée demeurera la propriété du Contractant. Si l'Œuvre d'art est réalisée sur les lieux mêmes de l'emplacement décrit à l'Annexe 3 des présentes, celle-ci demeurera la propriété du Contractant, à condition que ce dernier en prenne possession et procède, à ses frais, à son enlèvement dans les soixante (60) jours de l'avis de résiliation; à défaut par le Contractant de ce faire dans le délai prescrit, la Ville conservera l'Œuvre d'art inachevée en pleine et entière propriété et pourra en disposer à sa guise.

10.4 Le Contractant n'a aucun recours à l'encontre de la Ville du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCÈS

11.1 En cas de décès du Contractant, le cas échéant, avant qu'il n'ait terminé l'Œuvre d'art, ou d'une incapacité l'empêchant de la compléter, selon les termes et conditions des présentes, la Ville pourra, à sa discrétion :

11.1.1 démanteler ou démolir la partie de l'Œuvre d'art déjà exécutée; ou

11.1.2 faire compléter l'exécution de l'Œuvre par une autre personne de son choix, conformément aux plans et devis.

11.2 La Ville devra commencer l'exécution de l'option retenue dans les six (6) mois de la date du décès ou du début de l'incapacité.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le Contractant garantit la Ville qu'il est le titulaire des droits d'auteur et de tous les autres droits de propriété intellectuelle sur l'Œuvre d'art et sur les différents documents mentionnés au paragraphe 12.2 ou l'usager autorisé de tous ces droits et déclare qu'il a le pouvoir d'accorder à la Ville les licences ci-après.

12.2 Le Contractant conserve ses droits d'auteur sur l'Œuvre d'art terminée et accorde à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de représenter ou de reproduire cette Œuvre d'art, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la licence accordée par le Contractant comprend le droit d'intégrer l'Œuvre d'art au site Internet de la Ville et de diffuser des photos de l'Œuvre d'art sur les médias sociaux.

12.3 Le Contractant accorde aussi à la Ville, qui accepte, une licence lui permettant de reproduire tous les documents d'information, le devis d'entretien et les rapports préparés dans le cadre du présent contrat aux seules fins de construction, d'entretien ou d'archivage de l'Œuvre d'art; la Ville s'engage à respecter et à faire respecter les secrets de fabrication (savoir-faire) du Contractant.

12.4 Les licences décrites aux paragraphes 12.2 et 12.3 du présent article sont non exclusives, incessibles et sont accordées à des fins non commerciales, sans limite territoriale, pour une durée illimitée, en contrepartie d'une somme totale de vingt et un mille trois cent quatre-vingt-dix dollars (21 390 $) tel que le déclare le Contractant, laquelle somme est comprise dans la somme forfaitaire prévue au paragraphe 4.1 des présentes. En cas d'aliénation de l'Œuvre d'art, ces licences continueront de s'appliquer pour les fins d'archivage seulement.

12.5 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme (Mathieu Lévesque) et, s'il y a lieu, le titre de l'Œuvre d'art lors de sa présentation, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

12.6 En cas d'utilisation de l'Œuvre d'art ou de toute reproduction de celle-ci par des moyens audiovisuels par le Contractant ou par les personnes qu'il autorise à ce faire, ce dernier s'engage à mentionner ou à exiger de toute telle personne qu'elle mentionne le nom de la Ville comme propriétaire de l'Œuvre d'art et l'emplacement de celle-ci.

12.7 Les Parties conviennent que ni le Contractant ni la Ville ne sont autorisés à produire des maquettes de l'Œuvre d'art à des fins commerciales ou en vue de cadeaux protocolaires.

ARTICLE 13
DÉLAI D'EXÉCUTION

13.1 L'Œuvre d'art doit être installée sur l'emplacement indiqué à l'Annexe 3, au plus tard le 27 novembre 2020, à moins que son installation ne soit retardée par le fait de la Ville, notamment par une suspension ou un retard des travaux de construction, auquel cas, si l'installation devait en être retardée après le 4 décembre 2020, la Ville paiera au Contractant, à compter de cette dernière date, les frais d'entreposage, d'assurance et la hausse du coût des matériaux de l'Œuvre d'art, sur présentation des pièces justificatives et, si besoin est, les frais devant être convenus par les Parties.

13.2 Advenant que la réalisation et l'installation de l'Œuvre d'art est retardée après le 15 mars 2021 dû au fait du Contractant, sous réserve d'un cas de force majeure, le Contractant paiera à la Ville une pénalité de 2 % par mois de retard, jusqu'à un maximum de 10 % de la valeur du contrat.

ARTICLE 14
ARRÊT COMPLET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Si un arrêt complet des travaux de la Ville survient, le cas échéant, la Ville doit aviser le Contractant que le contrat est résilié. Dans un tel cas, le Contractant aura droit aux sommes prévues à l'article 10 des présentes.

ARTICLE 15
DURÉE

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui y sont énoncées ont été accomplies, mais au plus tard le 26 novembre 2021. Les dispositions relatives aux garanties et à la propriété intellectuelle continuent de s'appliquer.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 Entente complète

Le présent contrat constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 Divisibilité

Une disposition du présent contrat jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 Représentations du Contractant et l'Artiste

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 Modification au présent contrat

Aucune modification aux termes du présent contrat n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des Parties.

16.6 Lois applicables et juridiction

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 Ayants droit liés

Le présent contrat lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement au présent contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 11 720, avenue Pelletier, Montréal-Nord (Québec) H1H 3S5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Contractant. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, pavillon Duke, 5e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 Exemplaire ayant valeur d'original

Le présent contrat peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …. e jour de …… 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le 12…. e jour de ……mars……. 2020

LE CONTRACTANT

Par : _____
Mathieu Lévesque

Ce contrat a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver le contrat) …….).

Bureau d'art public
Service de la culture
6 janvier 2020

FICHE TECHNIQUE

Nouvelle œuvre d'art public

(Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec)

Réfection des infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1
Circuit Gilles-Villeneuve - Parc Jean-Drapeau



Mise en contexte

Ce projet s'inscrit dans le contexte de la réfection des infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 réalisée du 20 juin 2018 au 24 mai 2019. Conformément à la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec*, ces nouvelles infrastructures doivent être dotées d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour ce lieu.

Ce concours vise la création d'une œuvre sculpturale extérieure, d'envergure internationale, déployée en plusieurs éléments dans la volumétrie des deux balcons aux étages du bâtiment longitudinal de l'espace Paddock.

Équipe de travail de la Ville de Montréal

- Société du parc Jean-Drapeau
- Service de la culture

Mode d'acquisition

Concours par avis public

Comité de sélection

- **Anne-Claude Bacon**, responsable de la collection Hydro-Québec, spécialiste en arts visuels
- **Linda Covit**, artiste, spécialiste en art public
- **Thomas Degembe**, représentant des citoyens
- **Callie Delarme**, chargée de projet, représentante de la Société du parc Jean-Drapeau
- **Éric Gauthier**, architecte concepteur, représentant de la firme FABG retenue pour la conception du projet de réfection;
- **Bernard Lamarche**, conservateur de l'art actuel au Musée national des beaux-arts du Québec, spécialiste en arts visuels
- **Geneviève Matteau**, chargée de projet, représentante du Service de la culture

Finalistes

- Marie-France Brière
- Mathieu Lévesque
- Shelley Miller

Lauréat

- Mathieu Lévesque

Calendrier

- Octroi du contrat à l'artiste par le conseil municipal : 25 février 2020
- Réalisation des plans finaux et production de l'œuvre : mars à novembre 2020
- Installation de l'œuvre : automne 2020
- Inauguration de l'œuvre : printemps 2020

Financement

- Parc Jean-Drapeau : *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec*
- Service de la culture : aucune contribution financière

Budget du projet

Frais liés au projet d'art public	**Montants avant taxes**	**Montants taxes incluses**	**Montants nets de ristournes**
Frais liés au concours Dossier # : 1197641002	28 500 $	32 767,88 $	29 921,44 $
Contrat de l'artiste Dossier # : 1207641001	**213 900 $**	**245 931, 53$**	**224 568,26 $**
Contingences de l'œuvre Dossier # : 1207641001	**21 300 $**	**24 489,68 $**	**22 362,34 $**
TOTAL	263 700 $	303 189,08 $	276 852,04 $

Concept lauréat

Dédale et Icare est un tracé composé de formes géométriques (cercle/carré) de couleur bronze doré qui semble traverser le plancher du troisième étage du bâtiment longitudinal lorsqu'il est observé dans son ensemble. L'œuvre, inspirée du mythe de Dédale et Icare, évoque notamment des liens avec le sport automobile et le mythique duo père-fils.

L'artiste Mathieu Lévesque la décrit notamment ainsi : « La dissidence racontée par ce mythe est d'abord décelable par la conversation chromatique entre l'œuvre et l'architecture des paddocks. Symbolisant la nature raisonnable et ingénieuse de Dédale, la blancheur du bâtiment et le côté plus naturel du bois s'équilibrent avec et la richesse du bronze : ce métal noble rappelant non seulement l'excellence du médaillé, mais aussi l'ambition qui animait Icare.

Sous un point de vue narratif, on pourrait interpréter cette œuvre comme un circuit en trois dimensions, ou une roue qui décampe à toute allure en laissant une trainée aérodynamique derrière elle. Tournant vivement sur elle-même, sa force et sa vitesse de pointe lui auront permis de passer au travers le plancher, voire de franchir le mur du son ! Cette fluidité représente l'avancée technologique cruciale en course automobile. Si les courbes de la sculpture rappellent l'aspect cyclique du circuit, de la roue et du moteur qui tourne, ses lignes brisées en diagonales font écho au motif de la structure labyrinthique du toit ainsi qu'à cette tension qui anime la compétition. »

À partir du deuxième et du troisième étage de l'édifice, cette sculpture signalétique offrira également une expérience à échelle humaine qui permettra de la découvrir autrement et d'apprécier d'autres points de vue en lien avec l'architecture et le paysage.

Données techniques
Matériaux : aluminium (6061 T6), peinture électrostatique bronze doré, vernis acrylique extérieur clair (non-jaunissant, anti-graffiti, voir fiche technique)
Dimensions générales : 260cm x 200cm x 673cm au 2^{e} étage et 329cm x 187cm x 327cm au 3^{e} étage

Biographie de l'artiste
Mathieu Lévesque s'intéresse aux fondements de la peinture et à sa proximité avec la sculpture et l'architecture. Il s'interroge sur ce qui se passe – ou pourrait se passer – à l'extérieur des limites tangibles de l'objet peint et à l'expansion que peut prendre le tableau dans l'espace.

L'artiste est diplômé de l'UQAM en arts visuels et médiatiques (M.A. et B.A.) en plus d'avoir fait des études en histoire de l'art. Son travail en peinture, en sculpture et en installation a été exposé au Canada, aux États-Unis, en Allemagne et en Belgique. Il est membre actif de la communauté artistique en tant qu'artiste, commissaire, membre de différents jurys, peintre scénique et enseignant.

Dédale et Icare
Mathieu Lévesque

Proposition faite pour une œuvre d'art public intégrée aux nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve (Grand Prix du Canada de Formule 1)

Organisme propriétaire : Société du parc Jean-Drapeau

Démarche et inspiration

Dédale et Icare est une sculpture qui s'inscrit dans la continuité de mes recherches sur le contexte de présentation de l'oeuvre. En effet, ma démarche artistique porte sur les constituants élémentaires de la peinture et de la sculpture, la question des limites du tableau et leur proximité avec l'architecture. La fascination que j'ai pour les zones limitrophes entre la peinture et la discipline architecturale m'a amené à vouloir repousser leurs limites : je cherche à souligner la relation de dépendance du tableau à l'égard du mur.

Traditionnellement, les codes de présentation d'un tableau répondent à des standards relatifs à la forme rectangulaire (ou carré) ainsi qu'au mode de lecture et de contemplation nécessairement frontal. Il en va tout autrement avec mes œuvres picturales. En plus d'être de forme polygonale, elles se regardent comme des sculptures : vue de face, on ne perçoit qu'un écho des couleurs et des motifs peints sur leurs contre-faces (côtés) et de nombreux effets échappent à notre regard. Il est donc nécessaire de se déplacer pour prendre la pleine mesure de ce qui a été peint. Mon intention est de déloger le spectateur d'un rapport postural passif afin d'amener celui-ci à déambuler dans l'espace; d'une contemplation immobile à une rêverie en mouvement.

Aussi, en accordant une importance capitale aux contre-faces des tableaux, je dénature la fonction traditionnelle de délimitation de la bordure, pour lui attribuer une fonction de liaison avec les murs et son environnement immédiat. Je cherche alors à établir un dialogue entre l'intérieur et l'extérieur du tableau.

Thème et concept, intégration au lieu, espace d'implantation et composantes de l'oeuvre

L'architecture aérée des nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve est constituée de nombreuses ouvertures qui invitent à imaginer une œuvre d'aspect léger en harmonie avec sa blancheur et sa transparence. La spatialité de ce lieu d'exception répond naturellement à ce dialogue intérieur-extérieur duquel mes recherches sont axées. *Dédale et Icare* est une sculpture dynamique et fluide en harmonie avec son environnement architectural et vocationnel. Sa composition minimaliste et abstraite a été conçue en résonance avec la matérialité et l'esthétique élancée des paddocks.

La sculpture circulaire érigée sur deux étages est composée d'une spirale labyrinthique aluminium peint de couleur dorée qui semble passer au travers du plancher : illusion possible grâce au recul offrant une large vue d'ensemble. Sa base rectangulaire – dont le ratio fait écho à ma série de tableaux intitulée *Parallèles* (2013-2017) – rappelle immédiatement la géométrie allongée du bâtiment. La complémentarité géométrique (cercle/rectangle) de cette œuvre inspirée du mythe de Dédale et Icare, vient rappeler cette dualité qui anime autant les compétiteurs et sportifs, que notre mythique duo père-fils.

> Le mythe de Dédale et Icare : Symbolisant le désir de l'homme d'aller toujours plus loin, au risque de devoir reconnaître sa condition de simple être humain, ce mythe raconte que Dédale (inventeur et architecte) eut l'idée de s'enfuir par la voie des airs du Labyrinthe du roi Minos, dans lequel il fût emprisonné avec son fils Icare. En récupérant des plumes d'oiseaux, il fabriqua deux paires d'ailes qu'il fixa avec de la cire à leurs épaules. Raisonnable, Dédale recommanda à Icare de ne pas s'élever trop haut car la cire pouvait fondre à la chaleur du soleil. Fougueux, le téméraire Icare oublia cette mise en garde et monta de plus en plus haut. Ses ailes se détachèrent et il tomba dans la mer tandis que Dédale poursuivit sa route sans accident...

La dissidence racontée par ce mythe est d'abord décelable par la conversation chromatique entre l'oeuvre et l'architecture des paddocks. Symbolisant la nature raisonnable et ingénieuse de Dédale, la blancheur du bâtiment et le côté plus naturel du bois s'équilibrent avec et la richesse du doré : cette couleur rappelant non-seulement l'excellence du médaillé, mais aussi l'ambition qui animait Icare.

Sous un point de vue narratif, on pourrait interpréter cette œuvre comme un circuit en trois dimensions, ou une roue qui décampe à toute allure en laissant une trainée aérodynamique derrière elle. Tournant vivement sur elle-même, sa force et sa vitesse de pointe lui auront permis de passer au travers le plancher, voire de franchir le mur du son! Cette fluidité représente l'avancé technologique cruciale en course automobile. Si les courbes de la sculpture rappellent l'aspect cyclique du circuit, de la roue et du moteur qui tourne, ses lignes brisées en diagonales font écho au motif de la structure labyrinthique du toit ainsi qu'à cette tension qui anime la compétition.

Vue sous un angle plus pragmatique, l'oeuvre est subtilement décentrée et semble presque flotter dans les airs. Orienté vers le sud, cet anneau spiralé aurait pu être déformé par la chaleur du soleil, telles les ailes d'Icare. La séparation horizontale produite par le plancher souligne non-seulement cette dépendance de l'oeuvre à l'architecture qui la supporte, mais aussi cette dualité raison/démesure racontée précédemment.

Disposée de manière à laisser passer les gens, ceux-ci pourront admirer le paysage et la piste au travers, sans être encombrés par une masse trop présente. Le public pourra aisément circuler autour de ses composantes fines mais franches, pour découvrir ses détails avec plus d'intimité et ainsi vivre une expérience à échelle humaine immersive et mémorable. Comme le pilote qui course dans la piste sans pouvoir saisir le circuit dans son entièreté d'un seul coup d'oeil, le spectateur devra se déplacer afin de parcourir l'oeuvre du regard et ainsi pouvoir l'admirer sous différents points de vue. Ainsi, ce n'est qu'avec un certain recul qu'on pourra admirer la sculpture dans son ensemble. Lorsque le spectateur déambulera au sein des paddocks, il devra gravir les escaliers pour avoir une proximité avec l'oeuvre, en la découvrant un balcon à la fois.

L'ile Notre-Dame accueille une diversité d'oeuvres témoignant de la riche tradition en art abstrait du Québec et du Canada. En continuité avec ce patrimoine, la sculpture que je propose répond à la géométrie circulaire des sigles de la ville de Montréal, de Terre des Hommes, à la Biosphère, ainsi qu'au caractère international des événements ayant eu lieu au parc Jean-Drapeau et sur l'ile Notre-Dame au cours de son histoire. Fièrement ornée par le majestueux fleuve Saint-Laurent, *Dédale et Icare* s'épanouirait merveilleusement bien dans la quiétude silencieuse de l'hiver, de même que dans un environnement estival et animé. De jour, les reflets dorés du bronze resplendiront sous les rayons du soleil, alors que le soir un éclairage sobre et fin, orienté de manière centrale, viendra produire un équilibre lumineux rappelant le rayonnement d'un astre.

À partir de ces considérations, j'appréhende que *Dédale et Icare* sera une œuvre inclusive et dynamique, dont la prestance signalétique et universelle enrichira le panorama montréalais.

Description technique

L'œuvre sculpturale se déploiera dans l'espace attribué par la direction de la Société du Parc Jean-drapeau. Elle sera constituée de six (6) pièces longiformes, soit trois (3) par étage.

La sculpture sera constituée de plaques d'aluminium (6061 T6) de 1/8 pouces d'épaisseur, qui seront soudées au TIG (GTAW). Les plaques d'aluminium découpées puis assemblées formeront de longs tubes à base rectangulaire (4,5 x 3 pouces), dont certaines parties seront jointes mécaniquement à des endroits stratégiques, afin de faciliter son transport et sa manipulation. Sur chacun des étages, chaque pièce sera juxtaposées au moins à une autre, puis soudées entre-elles lors de l'installation, afin de créer une triangulation qui viendra répartir les charges, et ainsi stabiliser la structure de l'oeuvre.

La sculpture sera ancrée mécaniquement à six endroits par étage (12 au total) avec des tiges filetées (acier inoxydable 316, ¾ pouces) de 8 pouces dans le béton du balcon. Ces vis peuvent supporter un poids de 3000 lbs chacune et seront renforcées avec une colle (Hilti HY70). Un manchon lisse sera inséré entre l'oeuvre et le béton afin d'éviter un effet de compression.

2e étage : Concernant l'ancrage de l'oeuvre au plafond, l'espace entre le revêtement d'aluminium et le béton étant de 600mm, nous allons d'abord ancrer un support d'acier galvanisé dans le plafond de béton, pour ensuite venir y ancrer l'oeuvre.

3e étage : Concernant l'ancrage de l'oeuvre au plancher, il est entendu qu'elle sera fixée au socle de béton (Voir description p.5) ainsi qu'à la dalle sous-jacente et que les appareils d'éclairage de l'oeuvre seront aussi intégrée au socle de béton.

La couleur dorée de l'oeuvre sera obtenu grâce à une peinture électrostatique, ensuite protégé par un vernis acrylique extérieur clair (non-jaunissant, anti-graffiti, voir fiche technique). L'aluminium peint est très stable et résistant aux intempéries. Le vernis protecteur est conçu pour résister aux engravures et aux traces de doigts.

Sécurité en regard des déplacements aux abords de l'oeuvre

Afin d'assurer une sécurité optimale pour tous les usagers et visiteurs des paddocks du circuit Gilles-Villeneuve, un **socle rectangulaire** au plancher du deuxième balcon (3e étage) a été élaboré à la suite des recommandations de la firme Société Logique spécialisée en design universel. Ce socle gris très foncé sera constitué de béton teint, et mesurera 150 x 1300 x 5600 mm.

Nous avons prévu coffrer, armer et couler le béton sur place à partir d'une bétonnière et d'une pompe à béton. Nous prévoyons utiliser du béton 32.5MPa avec agent entraineur d'air (5 à 8%) de la pierre 14mm et du pigment à béton de type Interstar à raison de 2 sacs par m3 de béton, afin d'obtenir la couleur grise la plus foncée possible en pigmentant le béton dans la masse, sans en affecter la performance. Le béton sera ensuite fini au balai pour avoir une finition rugueuse antidérapante, finition typiquement demandée pour ce genre d'ouvrage afin d'éviter que quelqu'un ne glisse sur une surface trop lisse. La dalle aura ses arêtes chanfreinées de 20mm afin d'éviter un éclatement des arrêtes et en améliorer l'apparence générale.

Le mélange de béton sera formulé pour les besoins spécifiques de ce projet extérieur. Deux (2) fournisseurs ont été ciblés pour la fabrication du béton (Unibéton, Lafarge). Le choix du sous-traitant, les fiches techniques et les échantillons du produits seront transmis lorsque les dates d'exécution des travaux seront confirmées.

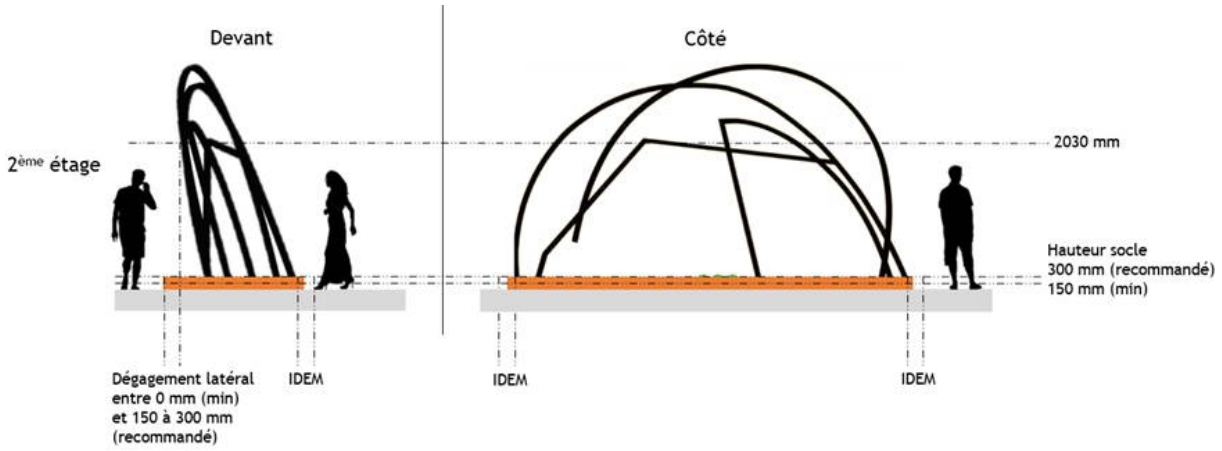
Nous ancrerons cette nouvelle dalle de béton à la dalle sous-jacente à l'aide d'ancrages à cale avec crochet galvanisés à chaud conçus pour le béton sur lequel nous fixerons le treillis métallique 4x4 4/4 qui servira d'armature.

Le périmètre de sécurité créé par le socle réduira considérablement le risque de blessure dû aux heurts possibles avec la sculpture. Ainsi, même les usagers à visibilité réduite, ou ceux ayant une vigilance amoindrie par les charmes de la fête pourront circuler allègrement sur les balcons sans risque de se blesser, puisque ce socle les avertira et les découragera à s'approcher davantage.

Le béton teint a été choisi par souci d'harmonie avec l'esthétique de l'architecture des paddocks. Ce choix permet également un contraste avec le gris pâle du plancher de béton original, se rapprochant ainsi du 70 % exigé pour que le socle et l'oeuvre soient détectable visuellement selon les principes de design universel.

*Cette solution permettra de conserver l'intégrité artistique, esthétique et conceptuelle de l'oeuvre *Dédale et Icare*. L'ingénieur en structure s'assurera de réduire le poids du socle pour répondre aux charges surfaciques admissibles. Les charges de neige seront prises en compte.

Image suivante : Avis de Société Logique sur le projet



Entretien

L'œuvre ne requière aucun entretien particulier. Au besoin, l'œuvre pourra être lavée avec une eau savonneuse.

Un document détaillé expliquant comment démonter l'oeuvre, et changer l'éclairage, en cas de besoin, sera fourni dans les termes à la convenance de la ville.

Dimensions (*voir schémas)
Base rectangulaire du « tube » : 11,43 x 7,62 cm (4,5 x 3 pouces)
Aire totale de la surface (dépliée) : 196 671,9 cm2 (30 484,2 pouces carrés)
Longueur totale du tube : 5162cm (2032,28 pouces)

Poids de l'oeuvre
1 plaque d'aluminium 6061 T6
de 1/8 pouces d'épaisseur mesurant 4 x 10 pieds (48 x 120 po ou 5760 po2)
pèse 70,44 lbs (31,95 kg)

70,44 lbs divisé par 5760 po2 =
0,012 lbs par pouce carré (ou 1,761 lbs par pied carré)

La sculpture étant constituée d'un tube à base rectangulaire de 4,5 x 3 pouces
4,5 + 4,5 + 3 + 3 = 15 po X 12 po =
15 po2 d'aluminium au pouce linéaire (ou 180 po2 d'aluminium au pied linéaire)

Longueur du tube @ 2032,28 po X 15 po2 linéaire d'aluminium =
30 484,2 pouces carrés (ou 211,69 pieds carrés)

Poids de l'oeuvre
211,69 pi2 d'aluminium X 1,761 lbs = **372,79 lbs (ou 169,09 kg)**
L'oeuvre étant déployée principalement sur deux surfaces de 1 mètre carré :
372,79 / 2 = 186,39 lbs par mètre carré (ou 84,55 kg par mètre carré)
Charge volumétrique de l'oeuvre : 84,55 x 0,0098 = **0.829kN/m2**

Poids du socle
Dimensions : 6 pouces x 51,2 x 220,5 pouces ou 150 x 1300 x 5600 mm
ou 1,092 m3 ou 7,28m2
Masse volumétrique du béton : 24kN/m3
Donc sur 150mm de hauteur, la charge surfacique du socle : 24 x 1,092 = 26,208kN
Charge volumétrique du socle : 26,208kN divisé par 7,28 m2 = **3,6kN/m2**
Poids du socle : 2672,47 kg (92,37 kg/m2)

Poids total œuvre + socle : 169,09 kg + 2672,47 = 2841,56 kg (ou 121,24 kg/m2)
Charge volumétrique totale œuvre + socle : 0.829kN/m2 + 3,6kN/m2 = <u>4,429 kN/m2</u>

*Considérant que 1 kN = 101,972 kg, 1 kg = 0,0098 kN
***La charge maximale des balcons étant de <u>4,8 kN/m2</u>**, soit 1079,04 lbs/m2 (ou 489,6 kg/m2)
*L'ingénieur en structure s'assurera de réduire le poids du socle pour répondre aux charges surfaciques admissibles. Les charges de neige seront prises en compte.

Grille de présentation du budget

Concours pour une œuvre d'art public pour :
Nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve (Grand Prix du Canada de Formule 1)
Île Notre-Dame, Montréal

Préparation de l'emplacement (si applicable)

Travaux préparatoires (excavation et préparation du sol, fondation, ancrage, etc.)	00,00$
Travaux de réfection	7000,00$
	Sous-total : 7000,00$

Honoraires des professionnels

Ingénieur en structure (conception et plans, devis, estimations de coûts)	2500,00$
Consultant en éclairage	0,00$
Ingénieur en électricité	0,00$
Dessin technique	8000,00$
	Sous-total : 10 500,00$

Oeuvre

Achat des matériaux	27 000,00$
Fabrication	26 000,00$
Peinture	8000,00$
Ancrages	9000,00$
Transport	5000,00$
Installation	15 801,00$
Entreposage	2234,00$
Permis (occupation temporaire du domaine public)	0,00$
	Sous-total : 93 035,00$

Socle

Matériaux	3000,00$
Fabrication	3000,00$
Transport	1000,00$
Installation	3305,00$
	Sous-total : 10 305,00$

Autres

Honoraires (15%) et droits d'auteur (10%) de l'artiste	53 475,00$
Frais généraux et administration	1500,00$
Assurances	3000,00$
Frais relatifs aux rencontres avec sous-contractants	1500,00$
Documentation de l'œuvre: plans, dessins, photographies (étapes de fabrication)	1500,00$
	Sous-total : 60 975,00$

Frais pour imprévus (15%)	32 085,00$

Sous-total : 213 900,00$

Total partiel : 213 900,00$

Taxes
TPS 5% : 10 695,00$
TVQ 9,975% : 21 336,53$

TOTAL GLOBAL : 245 931,53$

Ce budget est complet et il inclut toutes les étapes de production et de réalisation du projet *Dédale et Icare*. Il a été réalisé en étroite collaboration avec les fournisseurs, sous-traitants, installateurs et conseillers techniques.

Échéancier

Décembre 2019 :
Décision du jury

Février 2020
Révision du dossier

Mars-avril 2020
Approbations des instances décisionnelles

Mai 2020 :
Dessins techniques et plans (Kevin Dubeau en collaboration avec l'Atelier du bronze et Infravert)

Mai-août 2020 :
Commande des matériaux (Atelier du bronze)
Fabrication des pièces (Atelier du bronze)

- Découpe
- Assemblage et soudure
- Peinture et finition de la surface
- Tests et pré-assemblage
- Emballage

Commande des matériaux pour le socle (Infravert)

Septembre 2020 :
Livraison de l'oeuvre (Atelier du bronze)
Fabrication du socle (4 jour)
Installation de l'oeuvre sur le site (Infravert) (4 jours)
Installation de l'éclairage (1 jour)

Équipe de réalisation

Fabrication
Atelier du bronze
Jean-François Gagnon

Gestion de projet et installation
Infravert
Ariel Dumontier

Dessin technique
Kevin Dubeau

Récemment, l'Atelier du bronze et Infravert ont travaillés de concert à la réalisation de *Coup de circuit* (2019), une œuvre d'art public que j'ai intégré à l'architecture de l'école secondaire des Trois-Saisons, située à Terrebonne.

Quelques réalisations antérieures :

Atelier du bronze

- Fabrication de l'oeuvre *Rope dope nope grope pope* de l'artiste Valérie Blass. Aires libres, Montréal, 2014
- Fabrication de l'oeuvre *Curiosités* de l'artiste Francis Montillaud. Jardin de sculptures, Saint-Boniface, Winnipeg, 2012
- Fabrication de l'oeuvre *Le mélomane* du duo d'artistes Cooke-Sasseville. Parc François-Perrault, Montréal, 2011
- Fabrication de l'oeuvre *L'oeil* de l'artiste David Altmejd. Musée des Beaux-Arts de Montréal, 2011

Infravert

- Gestion de projet, consultation et supervision des travaux dans le cadre de la réalisation de l'oeuvre *La rencontre* par les artistes Cooke-Sasseville, Centre Vidéotron, Québec, 2017
- Fabrication de la Réplique de la Croix du Mont-Royal (*Corrid'art* de l'artiste Pierre Ayot), en collaboration avec le Bureau d'art public de Montréal et la Galerie B-312, Parc Jeanne-Mance, Montréal, 2016
- Conception, fabrication et installation de l'oeuvre d'art publique *À travers les branches* de l'artiste André Dubois, école La Traversée, Saint-Philippe, 2016
- Restauration, fabrication et installation de l'oeuvre d'art publique *Les Promeneurs* de l'artiste Aurelio Sandonato, Parc Jean-Drapeau, arr. Saint-Laurent, Montréal, 2014

INFRAVERT
RESTAURATION DE PATRIMOINE
4275 MONTÉE GAGNON, TERREBONNE J6Y 0G7
514-617-4973 — FAX : 450-419-8751
RBQ 8286-4844-10

Terrebonne, le 11 mars 2020

À l'attention de Monsieur Mathieu Lévesque

Objet : Budget estimatif pour construction du socle de béton pour une œuvre d'art public

Lieu : Nouveaux paddocks du Circuit Gilles-Villeneuve

Adresse : Parc Jean-Drapeau, Montréal, QC H3C 6A1

Voici notre estimation des coûts pour la construction d'un socle de béton pour votre œuvre d'art pour le 1% pour intégration de l'art à l'architecture dans le cadre la réfection des infrastructures du Grand Prix Formule 1. Cette estimation sera basée sur nos discussions au sujet de l'œuvre et son socle ainsi que notre expérience avec ce genre de projet.

Le socle de béton doit être gris foncé et doit mesurer 150 x 1300 x 5600 mm. Nous avons prévu coffrer, armer et couler le béton sur place à partir d'une bétonnière et d'une pompe à béton. Nous prévoyons utiliser du béton 32.5MPa avec agent entraineur d'air (5 à 8%) de la pierre 14mm et du pigment à béton de type Interstar à raison de 2 sacs par m3 de béton afin d'obtenir la couleur grise la plus foncée possible en pigmentant le béton dans la masse sans en affecter la performance. Le béton sera ensuite fini au balai pour avoir une finition rugueuse antidérapante, finition typiquement demandée pour ce genre d'ouvrage afin d'éviter que quelqu'un ne glisse sur une surface trop lisse. La dalle aura ses arêtes chanfreinées de 20mm afin d'éviter un éclatement des arrêtes et en améliorer l'apparence générale. Il est entendu que l'œuvre d'art sera fixée à cette dalle de béton ainsi qu'à la dalle sous-jacente et que les appareils d'éclairage de l'œuvre sera aussi intégrée à la dalle de béton.

Ce mélange à béton est un mélange formulé pour la ville de Montréal pour ses infrastructures de béton extérieures comme les trottoirs. Il nous est impossible de vous dire hors de tout doutes avec qui nous allons faire affaire pour la fourniture du béton ainsi que vous fournir les fiches techniques du béton car la fourniture du béton est compliquée depuis la dernière année en raison de la raretée de la main d'œuvre et de la grande quantité de projet en cours à Montréal. Une fois les dates d'exécution connues, nous allons réserver le béton avec un de nos fournisseurs (Typiquement Unibéton et Lafarge) et vous faire parvenir les fiches techniques précises.

Nous ancrerons cette nouvelle dalle de béton à la dalle sous-jacente à l'aide d'ancrages à cale avec crochet galvanisés à chaud conçus pour le béton sur lequel nous fixerons le treillis métallique 4x4 4/4 qui servira d'armature.

Nous pensons que cet ouvrage peut s'exécuter en 4 jours de travail à 2 ouvriers avec une pompe à béton afin d'acheminer le béton jusqu'à l'étage. Ces temps d'exécution dépendent cependant des conditions de chantier lors de notre intervention. Le prix budgétaire suggéré inclus les matériaux, machinerie au chantier, équipements, outils et la main-d'œuvre pour effectuer les travaux.

Vous trouverez à la page suivante les étapes d'installations ainsi que le budget ventilé.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ANTICIPÉS

- Coordination des travaux avec le client et la SPJD
- Mobilisation de l'équipe et de l'équipement au chantier
- Coffrage de la dalle de béton
- Fourniture et installation des ancrages à cales avec crochet ainsi que du treillis métallique
- Intégration des luminaires dans la dalle de béton et connections électriques (par d'autres)
- Fourniture et mise en place du béton pigmenté
- Finition du béton au balais
- Décoffrage de la dalle le lendemain
- Démobilisation de l'équipe et de l'équipement

ESTIMATION BUDGÉTAIRE

INSTALLATION DE L'OEUVRE

Mobilisation équipements, machinerie & outils au chantier	900.00 $
Coordination avec l'artiste, l'ingénieur, le fabricant et le client	340.00 $
Recherche et achat des matériaux	340.00 $
Main d'œuvre pour construction	3 800.00 $
Matériaux, quincaillerie et équipements spécialisés	2 250.00 $
Sous-total :	7 630.00 $
Profit et administration 15% :	1 144.50 $
TOTAL :	8 774.50 $

Les travaux d'installation de votre œuvre peuvent s'effectuer pour la somme de 8 774.50 $ avant taxes.

Nous avons fabriqué, restauré et conçu plus d'une cinquantaine d'œuvres d'art public depuis 2003. Le chargé de projet et le surintendant de l'entreprise sont des artisans métalliers d'art reconnus par le Conseil des Métiers d'Art du Québec. Nous travaillons depuis plusieurs années pour le Bureau d'Art Public de la Ville de Montréal ainsi que le Centre de Conservation du Québec et nous jouissons d'une excellente réputation auprès de nos clients.

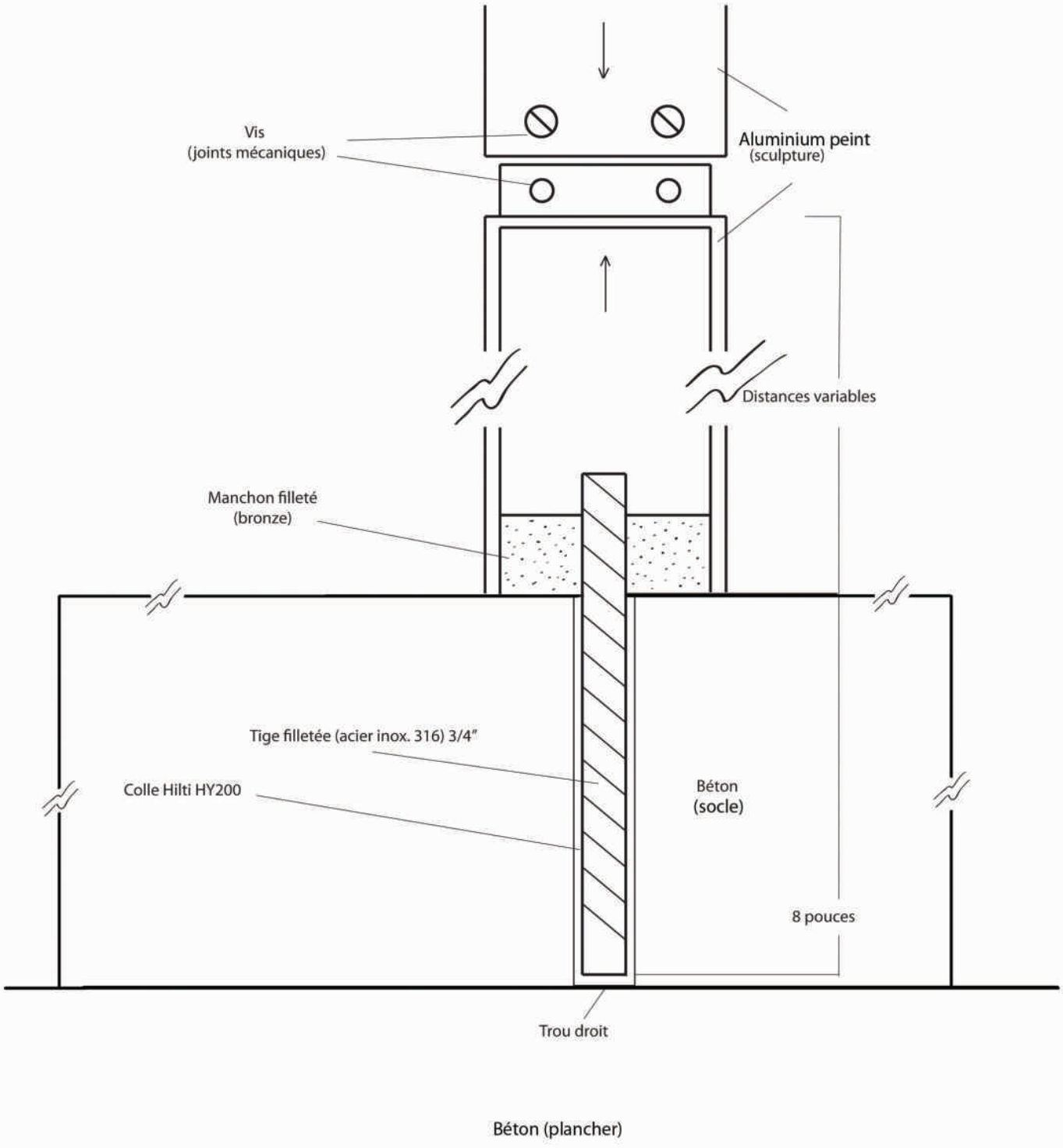
Nous possédons une licence d'entrepreneur général de la Régie du Bâtiment du Québec, des assurances pour responsabilité civile de 5M$ ainsi que des assurances pour ancrage de structure décorative.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Ariel Dumontier, Ingénieur
Ingénieur, Chargé de projet
INFRAVERT
RESTAURATION DE PATRIMOINE
514-655-5848
info@infravert.ca
4275 Montée Gagnon
Terrebonne, J6Y 0G7, Québec

Mathieu Lévesque
Dédale et Icare

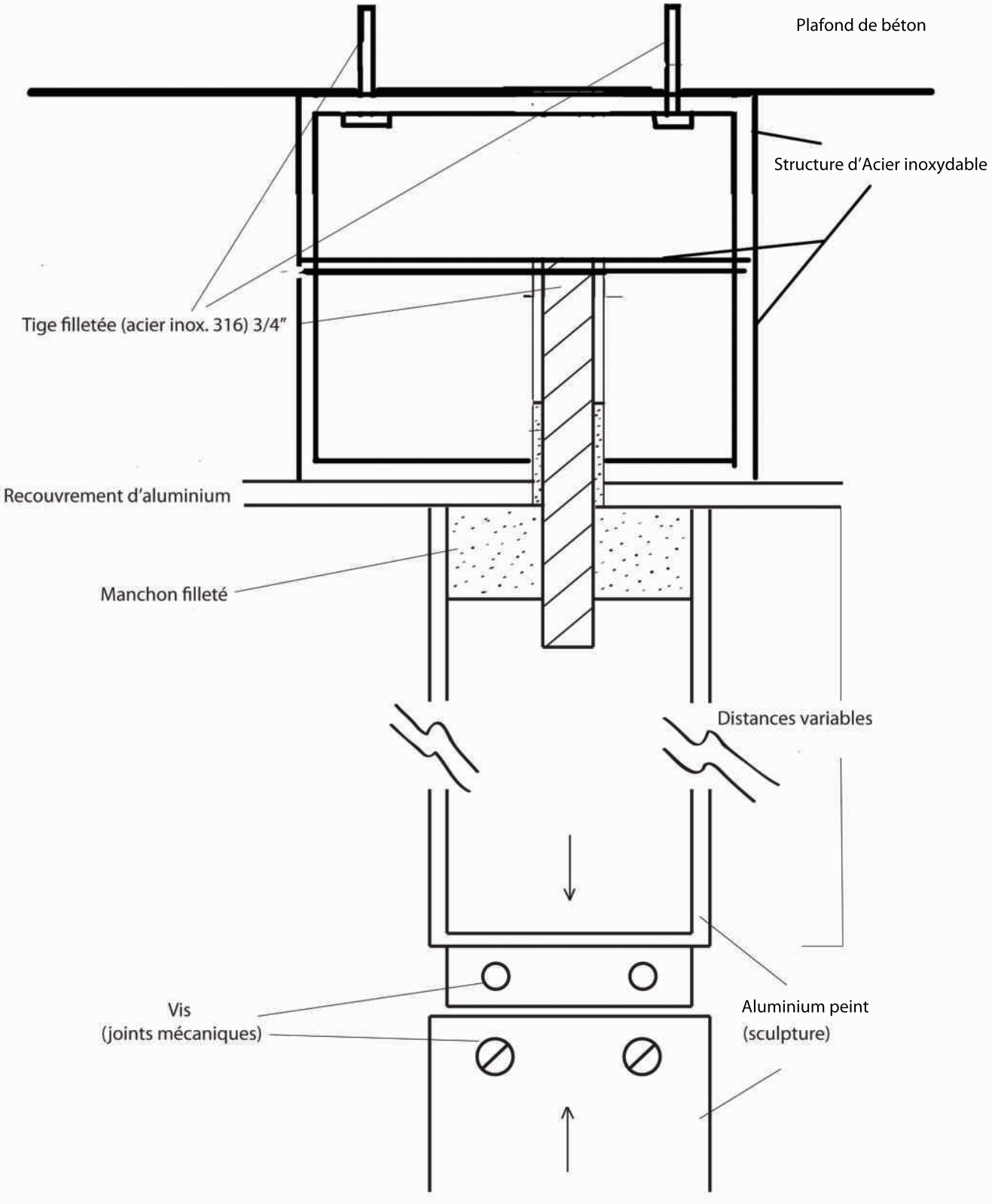
Composition du système d'ancrages
(Partie du haut, 2e étage, au plancher)



Mathieu Lévesque
Dédale et Icare

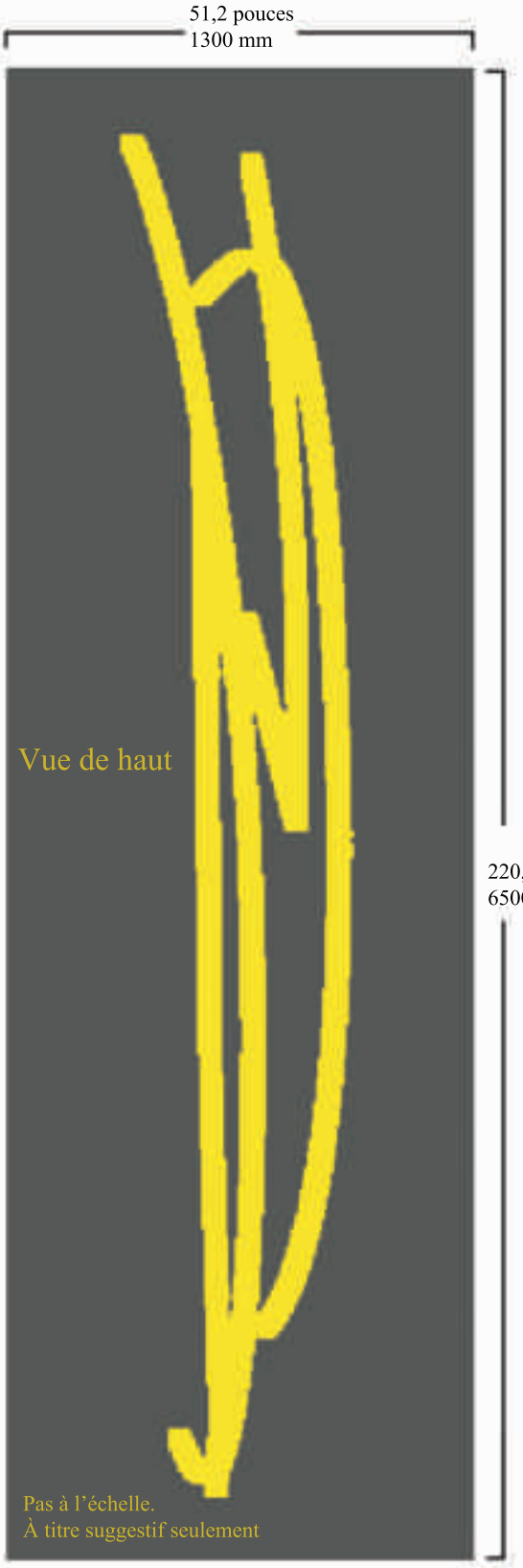
Composition du système d'ancrages
(Partie du bas, 1er étage, au plafond)

Pas à l'échelle



SOCLE

Dimensions
6 x 51,2 x 220,5 pouces ou 150 x 1300 x 5600 mm





Un exemple de béton teinté noir
(*Espace cubique* ou
Hommage à Malevitch,
André Fournelle,
1992, Lachine, Québec)


Éclairage
Pas à l’échelle. À titre suggestif seulement.


Pas à l'échelle. À titre suggestif seulement.
Éclairage



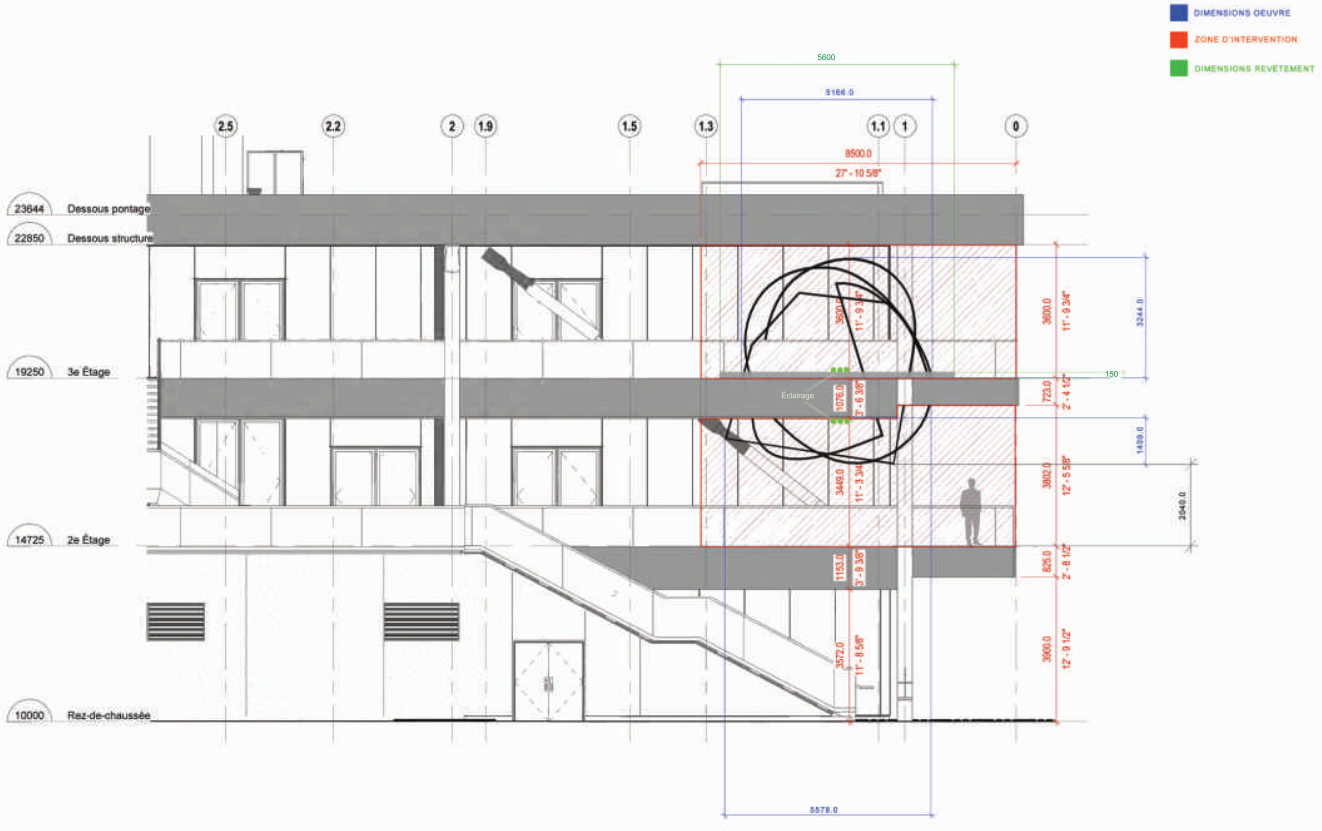
Oeuvre pas à l'échelle. À titre suggestif seulement.

GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet ekm: 1702	titre: Perspective	
dessiné par:	échelle:	date: 2019-06-25
approuvé par:		no. de dessin: CR-005

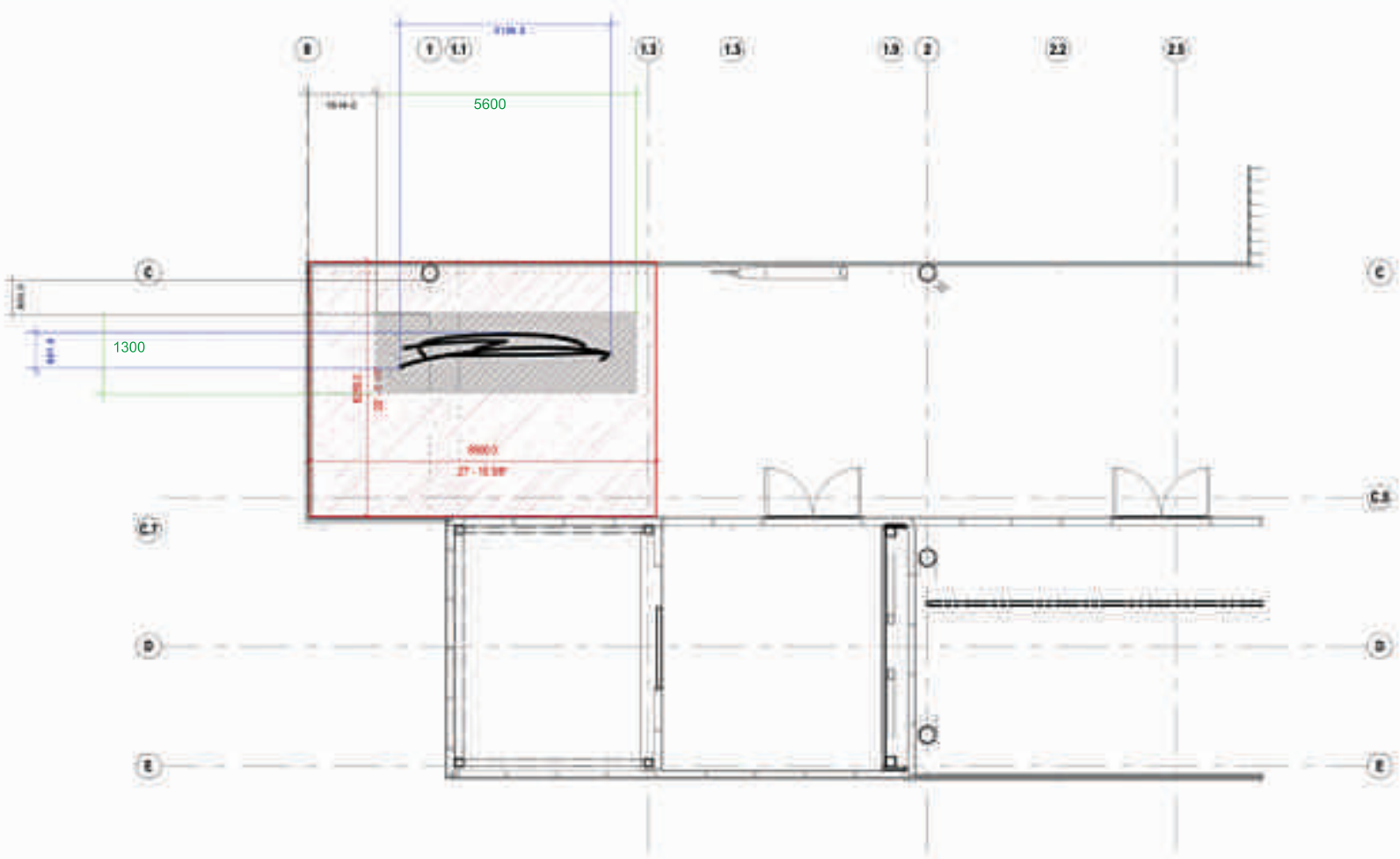


GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet elem: 1702	titre: Extrait Élevation bassin	
dessiné par:	échelle: 1 : 100	date: 2019-06-21
approuvé par:		no. de dessin: CR-003



GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)
PAS POUR CONSTRUCTION

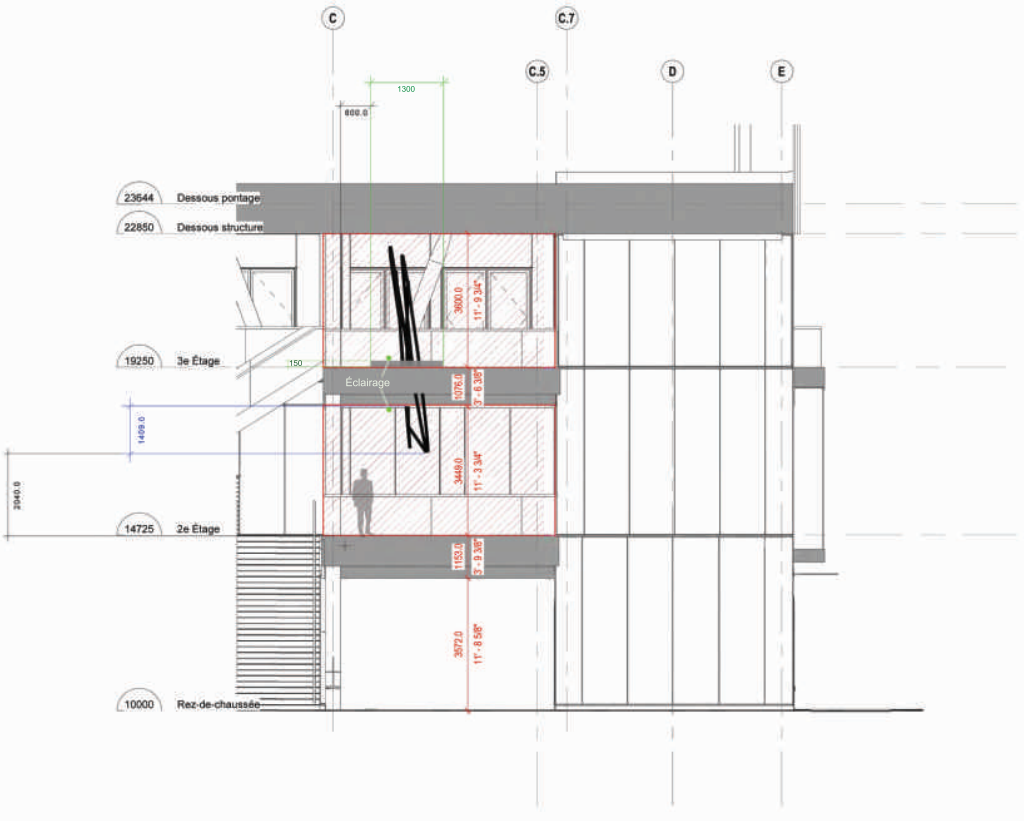
1702

Extrait du plan 3e étage

1 | 100

2019-06-25

CR-002

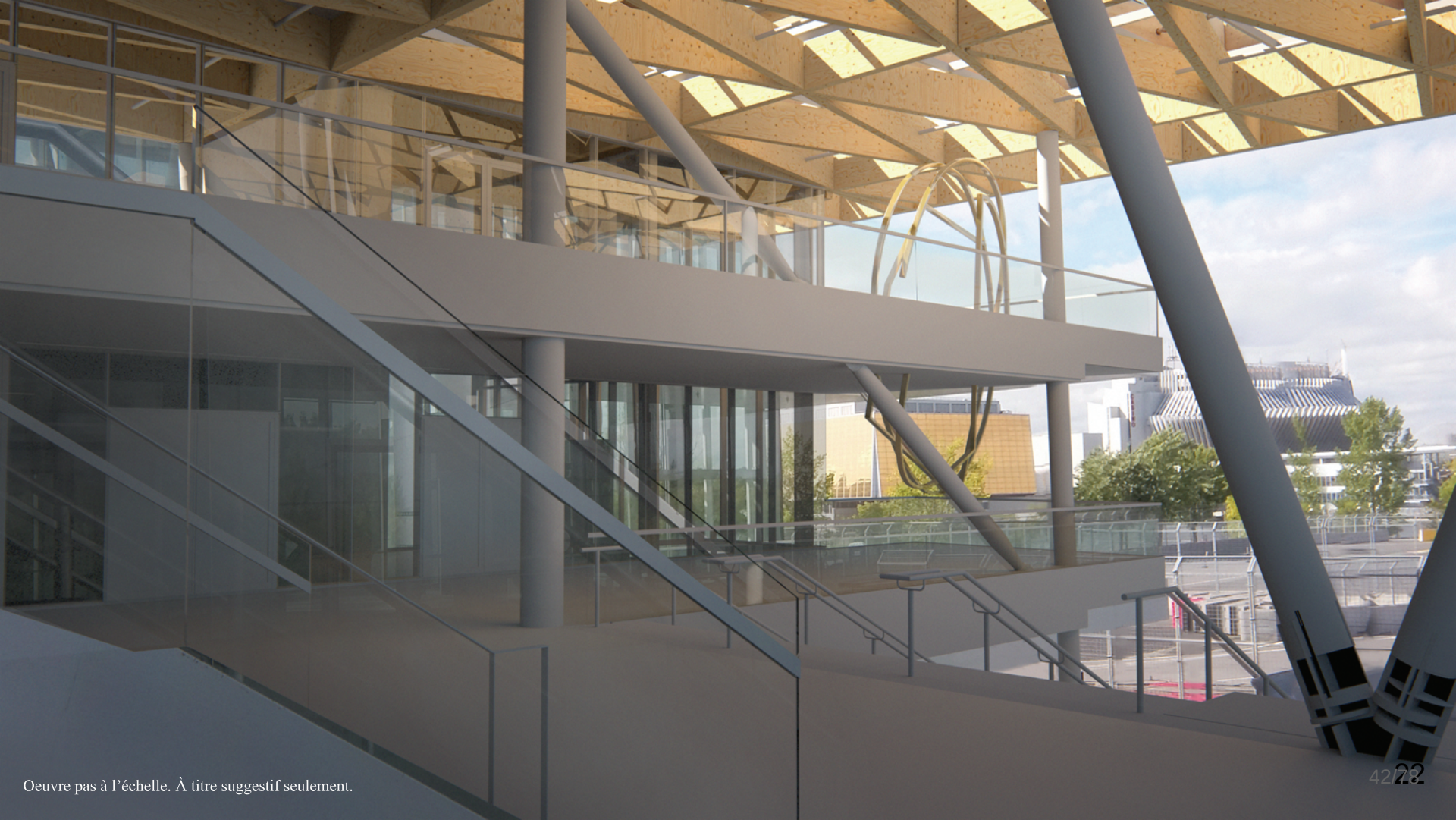


GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

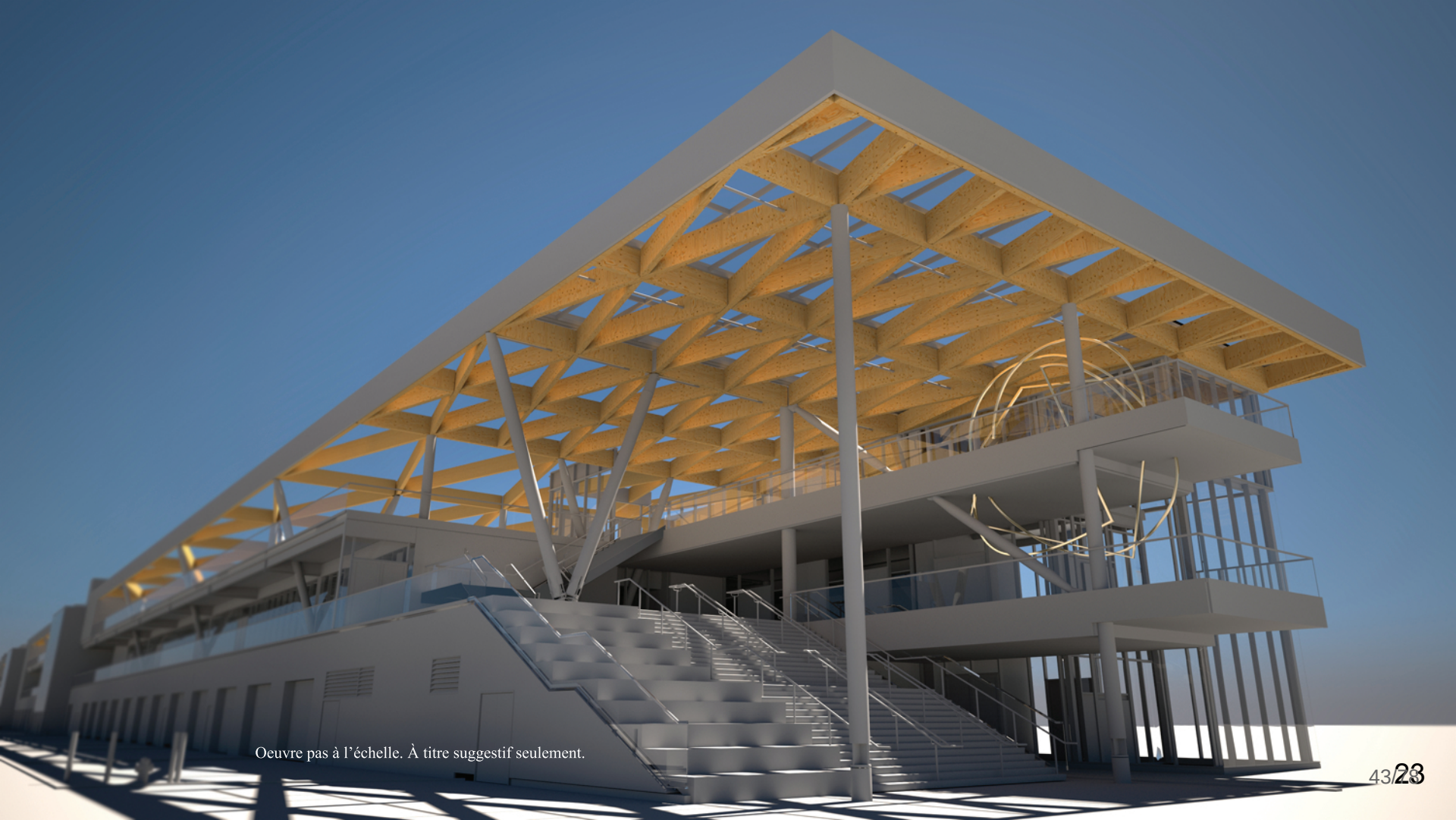
Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

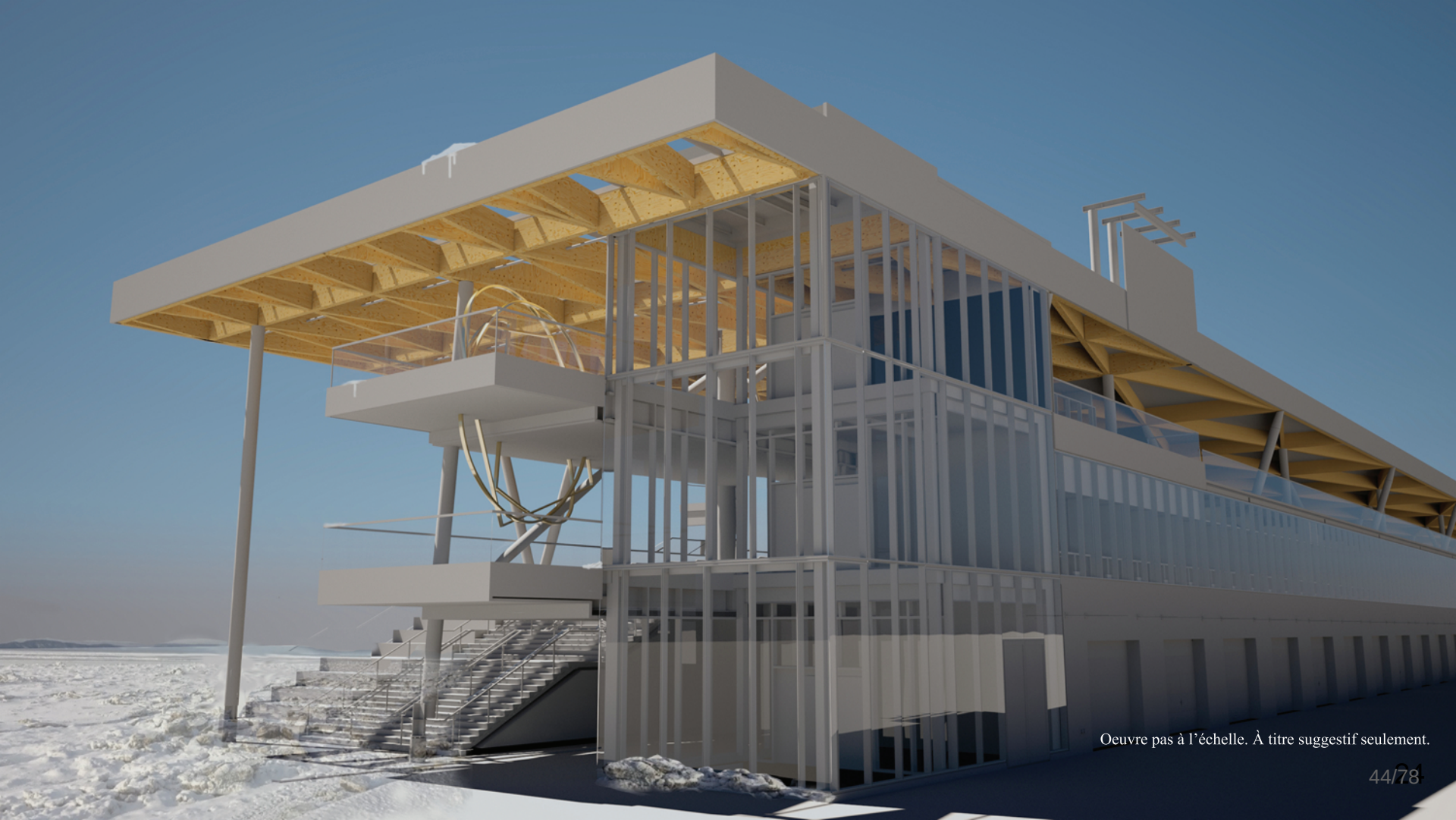
no. projet/ém 1702	titre Extrait Élevation	
dessiné par	échelle 1 : 100	date 2019-06-27
approuvé par		no. de dessin CR-004



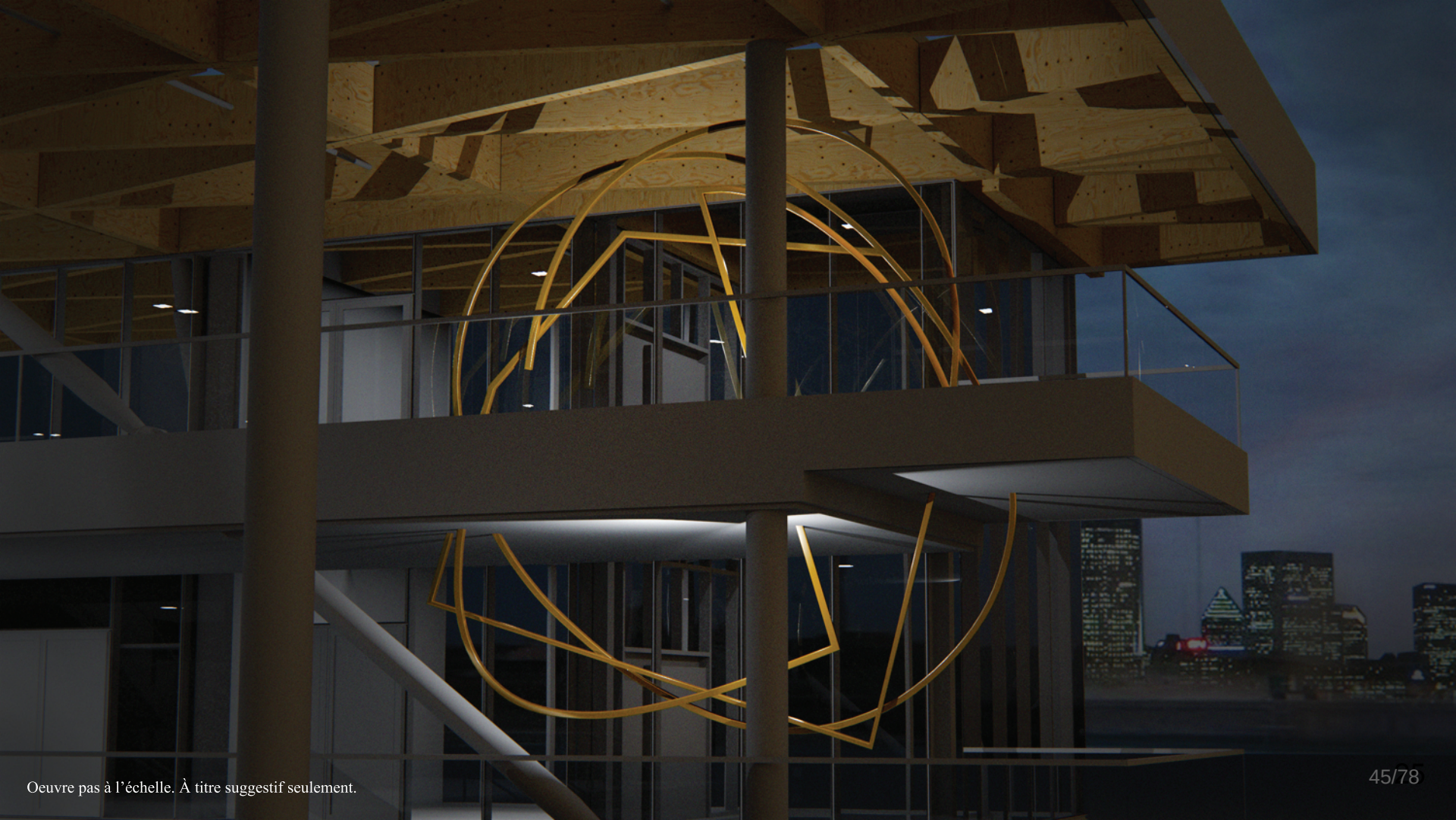
Oeuvre pas à l'échelle. À titre suggestif seulement.



Oeuvre pas à l'échelle. À titre suggestif seulement.



Oeuvre pas à l'échelle. À titre suggestif seulement.



Oeuvre pas à l’échelle. À titre suggestif seulement.

Bureau d'art public
Service de la culture
26 juin 2019

Règlement et programme du concours

pour une œuvre d'art public intégrée aux nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve

Montréal

Table des matières

1. Le contexte administratif **1**

2. Le contexte du projet
2.1 L'île Notre-Dame du parc Jean-Drapeau 1
2.2 Circuit Gilles-Villeneuve 1
2.3 Objectifs du projet de réfection 2
2.4 Projet de réfection 2

3. Le concours d'art public
3.1 Enjeux du concours 3
3.2 Site d'implantation de l'œuvre 3
3.3 Programme de l'œuvre 3

4. Les contraintes
4.1 Contraintes du site 3
4.2 Contraintes de l'œuvre 4

5. La sécurité 4

6. Le calendrier 4

7. Le budget 5

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt 5

9. Le dossier de candidature
9.1 Contenu 5
9.2 Conseil pour la présentation du dossier visuel 7
9.3 Format, présentation et envoi du dossier visuel 7

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes
10.1 Admissibilité 7
10.2 Exclusion 8

11. La composition du jury de sélection 8

12. Le déroulement du concours
12.1 Rôle du responsable du concours 9
12.2 Étapes du concours 9

13 Le processus de sélection
13.1 Rôle du jury 10
13.2 Rôle du comité technique 10
13.3 Critères de sélection 10

14. La prestation des finalistes 11

15. Les indemnités
15.1 Appel de candidature 11
15.2 Prestation des finalistes 11
15.3 Remboursement de certains frais 12

16. Les suites du concours
16.1 Approbation 12
16.2 Mandat de réalisation 12

17. Les dispositions d'ordre général
17.1 Clause de non-conformité 12
17.2 Droits d'auteur 12
17.3 Clause linguistique 12
17.4 Consentement 13
17.5 Confidentialité 13
17.6 Examen des documents 13
17.7 Statut du candidat 14

Table des annexes

Annexe 1.
Fiche d’identification du candidat

Annexe 2.
Localisation du site d’implantation

Annexe 3.
Plans et élévations du site retenu pour l’œuvre

Concours pour une œuvre d'art public intégrée aux nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve

1. Le contexte administratif

Le présent concours s'inscrit dans le cadre du projet de réfection des infrastructures du Grand prix du Canada de Formule 1 au parc Jean-Drapeau sur l'île Notre-Dame.

Conformément à la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec*, les nouvelles infrastructures doivent être dotées d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour ce lieu.

Les œuvres d'art public réalisées dans le contexte de la planification de projets immobiliers ou de réaménagement et retenues par les instances municipales font partie intégrante de la Collection municipale d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, le Service de la culture, par l'entremise de son Bureau d'art public, en gère l'acquisition, la conservation, la promotion et la diffusion.

Les orientations de collectionnement pour l'acquisition des œuvres d'art public par voie de concours tiennent compte de la diversité des pratiques actuelles en arts visuels. Elles tiennent également compte des valeurs d'inclusion, d'équité et de diversité de la Ville envers les artistes professionnels.

2. Le contexte du projet

2.1 L'île Notre-Dame du parc Jean-Drapeau

L'île Notre-Dame, faisant partie intégrante du parc Jean-Drapeau, est un espace public de renommée internationale témoignant de l'Exposition universelle et internationale de 1967 (Expo 67) et d'autres événements majeurs qui s'y sont tenus par la suite, notamment lors des Jeux olympiques de 1976. Elle représente pour les Montréalais un lieu d'accueil pour de nombreuses activités de divertissement ou de plein air.

L'île regroupe certains bâtiments et aménagements paysagers représentatifs des courants de conception architecturale et artistique en vogue lors d'Expo 67. Elle comporte aussi des aménagements paysagers novateurs, exécutés pour les Jeux olympiques, les Floralies internationales de Montréal ainsi que pour la réalisation de la plage Jean-Doré. Plusieurs œuvres d'art public se trouvent également sur le site : *Acier,* de Pierre Heyvaert, 1967; *Obélisque oblique*, d'Henri-Georges Adam,1967; *Totem Kwakiutl*, d'Henry Hunt et de Tony Hunt,1967; *Fontaine Wallace*, de Charles-Auguste Lebourg, 1872; *Iris*, de Raoul Hunter, 1967; *L'Arc,* Michel de Broin, 2009.

Bien qu'elle soit artificielle et fortement animée, l'île n'en conserve pas moins une valeur écologique grâce au microclimat particulier qui y règne, à son couvert végétal abondant ainsi qu'à la présence de l'eau et de milieux humides favorisant la biodiversité.

Références : Énoncé de l'intérêt patrimonial de l'île Notre-Dame, Arrondissement de Ville-Marie, 10 avril 2018.

2.2 Circuit Gilles-Villeneuve

Le circuit Gilles-Villeneuve est une piste de course automobile d'une longueur de 4 361 mètres qui accueille le Grand Prix du Canada depuis 1978. Hors événement, le circuit est une installation unique au Québec où les amateurs de vélo, de paracyclisme, de patins à roues alignées et de course à pied viennent s'entraîner. Le site est donc visité à l'année autant par les touristes que par les sportifs et les Montréalais.

Le circuit automobile comprend les garages (Paddocks) du Grand Prix du Canada de Formule 1, une tour de contrôle, un hôpital de piste, des gradins, des aires de services et d'autres espaces d'entreposage.

Certains points de vue du site offrent une perspective sur le bassin olympique, la Biosphère, la structure du pont des Îles et quelques vues subtiles sur le centre-ville. Le secteur sud offre, quant à lui, des vues sur le paysage du pont Victoria et des écluses.

2.3 Objectifs du projet de réfection des infrastructures du Grand prix du Canada de Formule 1

C'est dans le cadre du renouvellement de l'entente relative au Grand Prix du Canada de Formule 1 de 2015 à 2029 que la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) s'est engagée à contribuer à la réfection et à l'agrandissement des infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve. Ces travaux ont eu lieu du 20 juin 2018 au 24 mai 2019 en vue de l'édition 2019 de la Formula 1 Grand Prix du Canada.

L'actualisation des équipements des Paddocks, situés à l'extrémité sud du circuit Gilles-Villeneuve, en face du parc-plage de l'île Notre-Dame, permet de répondre aux exigences de la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA) et de la Formula One World Championship (FOWC) tout en augmentant la capacité des loges au-dessus des garages à 5 000 personnes, comparativement à 1 800 dans l'ancien bâtiment construit en 1988. Les Paddocks pourront aussi être loués pour des événements corporatifs ou privés après chaque édition du Grand Prix.

2.4 Projet de réfection

Acclamé pour son visuel moderne, sa logistique de construction complexe requise afin de livrer le bâtiment en 10 mois, son utilisation de matériaux écoresponsables dont les structures en bois et son intégration fluide dans l'environnement naturel du Parc, le nouveau bâtiment conçu par les architectes FABG, a déjà été primé par Canadian Architect en remportant le Prix d'Excellence en décembre 2018.

Se déployant maintenant sur trois étages, le bâtiment a été complètement revu pour répondre aux besoins de tous : spectateurs, personnel des écuries, médias et commentateurs. Il comporte des revêtements en béton préfabriqué blanc, des panneaux d'aluminium peint blanc et un mur-rideau en verre clair.

Les nouveaux paddocks permettront à toutes les écuries de bénéficier de deux accès à l'avant du bâtiment pour les monoplaces, les pilotes et les équipes techniques, ainsi qu'un accès de service situé à l'arrière du bâtiment pour accéder à la zone Hospitalité. Conçu sans division permanente, l'espace des garages est modulable selon les besoins des équipes.

Le bâtiment présente également une toute nouvelle configuration des secteurs réservés aux commentateurs sportifs et au personnel du Championnat de Formule 1. La tour de contrôle est dorénavant aménagée à l'horizontale sur deux étages et adaptée aux nouvelles technologies, alors que la salle de presse est intégrée au bâtiment plutôt que d'être située dans un chapiteau temporaire.

La structure de la toiture de 1425 m^3 est faite en bois, un matériau durable et renouvelable. Des panneaux solaires photovoltaïques apposés à certains endroits sur la toiture totalisent 64 m^2 et emmagasineront assez d'énergie solaire en une année pour compenser la dépense énergétique requise pour le bâtiment complet lors d'un Grand Prix.

3. Le concours d'art public

3.1 Enjeux du concours

Le concours vise à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal et à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain.

3.2 Site d'implantation de l'œuvre

L'œuvre s'intégrera aux deux volumétries (obligatoire) que forment les avancées des deux plates-formes (balcons) est du nouveau bâtiment longitudinal. Les deux zones d'intervention de dimension identique ont chacune un périmètre de 8,5 m de profondeur, par 6,25 m de largeur pour une hauteur libre de 3,45 m au deuxième étage et 3,6 m au troisième étage.

En plus d'offrir une vue spectaculaire lors du Grand Prix du Canada et d'être accessible à l'année, le site d'implantation identifié permettra à l'œuvre une visibilité importante depuis l'accès à l'entrée principale du bâtiment et lors des différents événements qui s'y tiendront.

3.3 Programme de l'œuvre d'art

Ce concours vise la création d'une œuvre sculpturale extérieure, déployée en plusieurs éléments. Cette œuvre d'envergure internationale offrira à la fois une dimension **signalétique** par son déploiement sur une volumétrie de deux étages et une expérience à l'**échelle humaine** puisqu'elle s'inscrira dans des espaces accessibles au public.

Le concept de l'œuvre s'inspirera des thèmes associés à la Formule 1 du Grand Prix du Canada telles que la recherche de la performance, la rigueur, l'innovation, la précision, la vitesse, le risque et l'adrénaline.

L'œuvre sera appréciable de jour comme de soir et ce, en toutes saisons, lorsque le site n'est pas utilisé par le Grand Prix.

Possibilités :

- D'ancrer les éléments de l'œuvre aux planchers (béton brut) et aux plafonds;
- De percer les panneaux d'aluminium et de s'attacher aux poutres d'acier ou de s'ancrer au béton du plafond du deuxième étage;
- De fixer des éléments aux poutres de bois du plafond du troisième étage;
- De percer les planchers en béton brut de la zone identifiée sur les deux étages.

La possibilité d'intégrer des composantes lumineuses et/ou de planifier une mise en lumière sera confirmée lors de la rencontre d'information aux finalistes.

4. Les contraintes

4.1 Contraintes du site

- Occupée une empreinte au sol maximal de 20% de la surface identifiée par étage afin de permettre une circulation sécuritaire et de respecter la vocation des lieux;
- Ne pas obstruer l'accès aux garde-corps des balcons ou contraindre la visibilité à partir de ce point focal;
- Aucune intervention n'est permise sur les garde-corps;
- La charge maximale au sol pour chacun des étages est de 4.8 kN/m²;
- S'assurer que le bâtiment est remis en état après toute intervention (exemple : étanchéité des percements).

4.2 Contraintes de l'œuvre

- Porter une attention soutenue aux associations possibles entre l'œuvre et certaines couleurs ou formes liées aux écuries de la Formule 1 afin qu'aucune de celles-ci ne semble mise de l'avant. Considérer que les couleurs et les logos des écuries peuvent changer en tout temps;
- Ne pas faire allusion de façon trop littérale à la course automobile et à la Formule 1;
- Si certains éléments sont suspendus uniquement au plafond, l'artiste devra convaincre le jury de leur immobilité et de leur résistance aux vents et aux intempéries;
- Éviter l'utilisation de l'acier intempérique (de type «Corten»).

Cette commande exclut l'utilisation de l'eau dans les composantes de l'œuvre d'art. Les pièces cinétiques et les mécanismes intégrés sont également exclus. Les pièces en mouvement, même non accessibles, sont proscrites.

Le choix des matériaux et le traitement qui leur est accordé doivent tenir compte des exigences de pérennité de l'œuvre d'art. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme et aux graffitis dans des conditions normales d'exposition dans un espace urbain. Le lauréat devra privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment.

L'utilisation de certains matériaux est par ailleurs rejetée; il s'agit de l'acier peint, du bois et des plastiques. Cependant, si l'artiste décide de choisir l'un de ces matériaux, il devra faire la démonstration de sa durabilité dans l'espace public. Pour ce qui est du cuivre, il peut être utilisé dans la mesure où le fini ne comporte pas de vernis pour stabiliser la couleur.

5. La sécurité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les espaces publics. Le traitement des matériaux ne doit pas présenter de surface rugueuse, d'arête coupante ou de fini présentant des risques de blessures à moins qu'ils ne soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier

Date limite de dépôt des candidatures	29 août 2019
Rencontre du jury pour le choix des finalistes	6 septembre 2019
Envoi des réponses aux candidats	9 septembre 2019
Rencontre d'information aux finalistes et signature du contrat de concept artistique	12 septembre 2019
Annonce publique des finalistes	mi-septembre 2019
Dépôt des prestations des finalistes	25 novembre 2019
Rencontre du comité technique	2 décembre 2019
Rencontre du jury pour le choix du lauréat	13 décembre 2019
Envoi des réponses aux finalistes	16 décembre 2019
Octroi de contrat par la Ville	31 janvier 2020
Installation prévue de l'œuvre	Début septembre 2020

À noter que ce projet nécessite un échéancier serré. Toutefois, outre la date limite du dépôt du dossier des finalistes, le calendrier de travail est sujet à modifications.

7. Le budget

Le budget de réalisation de l'œuvre d'art est de **213 900 $** avant taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de l'artiste;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coûts (préliminaires et définitifs de l'œuvre);
- Les honoraires d'un ingénieur en structure et des autres professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre;
- Les coûts de matériaux et de services (les matériaux, la main-d'œuvre, la machinerie, l'outillage et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre et du traitement de la composante du revêtement synthétique au sol;
- L'éclairage de l'œuvre (si autorisé lors de la rencontre avec les finalistes);
- Les coûts de remise en état des lieux le cas échéant;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'œuvre;
- Le transport, l'installation et la sécurisation de l'œuvre et du site pendant l'installation;
- Les dépenses relatives à l'administration du projet (déplacements et messagerie);
- Une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination et réunions de chantier entre le maître d'ouvrage, les professionnels, l'entrepreneur général et les autres sous-traitants spécialisés concernés, etc., le cas échéant;
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %.

La Ville de Montréal prendra en charge :

- Une maquette physique de la partie du bâtiment concerné aux fins de la présentation des propositions des artistes lors du jury de sélection du lauréat;
- Le panneau d'identification de l'œuvre.

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier complet doit être acheminé par courriel, en un seul envoi (voir point 9.2) et au plus tard lundi le ***29 août 2019 à*** **midi** à l'adresse suivante : genevieve.matteau@ville.montreal.qc.ca avec pour objet : « Concours pour une œuvre d'art public intégrée aux nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve ».

9. Le dossier de candidature

9.1 Contenu

Le candidat doit présenter son dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de ses réalisations ou de ses compétences pour la réalisation du projet en concours.

Le dossier de candidature **doit être présenté en cinq parties**. Comme le prévoit la clause linguistique au point 17.3 du présent document, le dossier doit être présenté en français.

Les documents à produire sont présentés dans l'ordre suivant :

1. Fiche d'identification fournie à l'Annexe 1, remplie, datée et signée par l'artiste;

2. Curriculum vitae d'au plus trois (3) pages comprenant les données suivantes :
   - La formation
   - Les expositions solos
   - Les expositions de groupe
   - Les collections
   - Les projets d'art public
   - Les prix, bourses et reconnaissances obtenus
   - Les publications

3. Démarche et intention
La section qui suit, d'au plus deux (2) pages, permet au jury de percevoir et de comprendre les aspects de la pratique actuelle de l'artiste qui pourront être mis en lien avec le programme de concours. Elle permet également d'évaluer la compréhension et les intérêts du candidat envers la commande. L'artiste doit répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les grandes lignes de votre pratique artistique ?
- Quels liens percevez-vous entre votre pratique artistique et les spécificités du programme de concours d'art public pour les nouvelles infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 ?
- En regard de votre recherche artistique actuelle et du programme de concours, quel(s) sujets, techniques et approches souhaiteriez-vous mettre de l'avant, explorer ou développer dans le cadre de ce projet d'art public ?

Aucun concept, projet précis ou image ne sont autorisés ni ne seront présentés au jury à cette étape du concours.

4. Dossier visuel
Il est essentiel de respecter les directives énoncées ci-dessous afin de faciliter la compréhension des dossiers lors des rencontres du jury. Les dossiers visuels sont analysés en regard du programme de concours.

Le dossier visuel est présenté de la façon suivante :

- Dix (10) images numériques d'au moins 6 œuvres réalisées au cours des huit (8) dernières années;
- Les images numériques doivent être placées en ordre chronologique (du plus ancien au plus récent);
- Une (1) image par page;
- Il n'est pas possible de présenter plusieurs points de vue d'une même œuvre dans une même image;
- Aucun texte ne doit être ajouté sur l'image;
- Une légende descriptive de l'œuvre reprenant les informations et le numéro attribué à l'œuvre dans la liste descriptive du dossier visuel doit figurer en bas de page;
- Le dossier visuel doit majoritairement montrer des œuvres terminées. Ainsi :
  - uniquement deux (2) images présentant une maquette sont admises dans le dossier visuel;
  - les images doivent présenter l'œuvre terminée et non le processus menant à sa création;

- Les photos ne doivent pas inclure d'œuvres d'autres artistes (ex. : exposition de groupe, musée, galerie, etc.);
- Les photos doivent être de qualité professionnelle.

Les dossiers qui contiennent du matériel visuel ne respectant pas ces directives seront considérés comme irrecevables. Il est essentiel que le Bureau d'art public reçoive tous les documents sous la forme mentionnée et dans le format spécifié.

5. Liste descriptive du dossier visuel

- La liste descriptive présente en ordre chronologique (du plus ancien au plus récent) les images numériques du dossier visuel et comprend les éléments suivants : titre, description, année de réalisation, techniques ou matériaux utilisés, dimensions, le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.), s'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget.

9.2. Conseil pour la présentation du dossier visuel

Le jury analysant un grand nombre de dossiers en peu de temps lors de la sélection des artistes, il est suggéré de considérer les aspects suivants dans la présentation de votre dossier :

- Proposez des images dont les concepts pourront être compris rapidement;
- Votre dossier devrait montrer ce que vous pouvez faire dans un contexte d'art public. Il témoigne de votre professionnalisme et constitue votre carte de visite, votre portfolio;
- Tenez compte des spécificités du programme de l'œuvre (point 3.4) et des types de public qui la côtoieront (enfants, adultes, résidents, touristes, etc.);
- Portez une attention particulière à la présentation de l'œuvre et à son contexte de présentation. L'œuvre choisie doit être mise en avant-plan et être dégagée, préférablement, de tout objet ou élément pouvant nuire à sa lecture (mobilier, affichage, etc.).

9.3. Format, présentation et envoi du dossier de candidature

Le dossier doit être envoyé par courriel et respecter les conditions suivantes :

- Être présenté en format lettre (8 ½ po x 11 po) portrait;
- Le texte doit être rédigé avec une police de caractère lisible, sans empattement et d'une grosseur variant de 10 à 12 points;
- Les cinq parties du dossier doivent être assemblées dans un seul document PDF (maximum 10 Mo), dans l'ordre indiqué ci-dessus (de 1 à 5);
- Le document PDF doit être transmis par courriel ou via la plateforme WeTransfer.

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

10.1 Admissibilité

Le concours s'adresse à tout artiste professionnel en arts visuels et en métiers d'art qui est citoyen canadien, immigrant reçu et habitant au Québec depuis au moins un an.

On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et qui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la

Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs.

Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus, ou encore de participations à des événements où la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à-dire qu'un étudiant ne peut être candidat au présent concours.

Le terme « artiste » peut désigner un individu seul, un regroupement, une personne morale. S'il s'agit d'un regroupement, un membre doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville de Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêts ou pouvant être considéré en conflit d'intérêts : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Les associés de ces personnes ni leurs employés salariés ne peuvent également y participer.

Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

10.2 Exclusion

Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits à l'article 8 sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non-respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

11. La composition du jury de sélection

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de sept membres dont plus de la moitié est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- Trois (3) spécialistes en arts visuels (conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs) ayant une connaissance de l'art public;
- Un (1) représentant du projet de construction, en l'occurrence l'architecte-concepteur;
- Un (1) représentant de l'arrondissement ou du service requérant;
- Un représentant des citoyens;
- Un représentant du Service de la culture.

Le président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

12. Le déroulement du concours

12.1 Rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées au chargé de projet. Celui-ci agit comme secrétaire du jury. Le chargé de projet du présent concours est :

Geneviève Matteau, agente de développement culturel
Bureau d'art public
Courriel : genevieve.matteau@ville.montreal.qc.ca

Toutes les demandes devront lui être acheminées par courriel.

Tous les documents remis par un candidat ou un finaliste sont vérifiés par le chargé de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité aux articles 8 et 9 du présent règlement. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

12.2 Étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des finalistes
- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature reçus dans le cadre de l'avis de concours;
- Il sélectionne un maximum de trois (3) finalistes en vue du concours;
- Il émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu.

Au terme de la deuxième étape, le nom des finalistes est divulgué dès que ceux-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique.

Deuxième étape : prestations des finalistes
- Le comité technique procède à l'analyse des prestations;
- L'ordre des présentations des finalistes est préalablement déterminé, par tirage au sort ou par ordre alphabétique, au moment de la rencontre d'information avec les finalistes;

- Le jury prend connaissance des prestations;
- Il entend le rapport du comité technique;
- Le jury reçoit chaque finaliste en entrevue : chacun dispose d'une période de 45 minutes pour la présentation de son concept et pour la période de questions;
- Au terme de sa présentation, le finaliste quitte la salle;
- Après délibérations, le jury recommande un projet lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;
- Le chargé de projet enclenche le processus d'acceptation de la recommandation auprès des instances supérieures;
- L'identité et le concept du lauréat du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat par la Ville de Montréal.

Compte-rendu des travaux du jury
À l'issue du concours, les conclusions des délibérations du jury sont consignées par le chargé de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury.

13. Le processus de sélection

13.1 Rôle du jury

Le jury est consultatif et la décision définitive appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle comporte la proposition de candidatures d'artistes, la sélection des finalistes, ainsi que le choix et la recommandation d'un lauréat. Le chargé de projet du Bureau d'art public agit à titre de secrétaire et d'animateur des séances du jury.

Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finalistes ou de lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

13.2 Rôle du comité technique

Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des finalistes.

Il évalue notamment :
- Les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- La faisabilité technique du projet;
- La faisabilité du projet en regard de la règlementation existante;
- L'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet.

Le chargé de projet présente par la suite le rapport sommaire du comité technique au jury du concours.

13.3 Critères de sélection

Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

<u>Première étape du concours : sélection des finalistes</u>
L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :
- Excellence et qualité des projets réalisés;
- Créativité et originalité de la démarche artistique;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Originalité de l'énoncé d'intention pour le concours d'art public.

<u>Deuxième étape du concours : prestations des finalistes</u>
La deuxième étape du concours est centrée sur la mise en forme détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme et sa faisabilité. Plus spécifiquement, les finalistes doivent démontrer la signifiance de leur projet sur le site, sa faisabilité technique, sa pérennité et son adéquation avec l'enveloppe budgétaire proposée.

Les prestations des finalistes sont évaluées sur la base des critères d'évaluation suivants :
- Intérêt de l'approche conceptuelle;
- Intégration du projet dans l'espace d'implantation;
- Impact visuel du projet le jour et la nuit, durant les 4 saisons;
- Respect des règles de sécurité;
- Aspects fonctionnels et techniques;
- Pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- Adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

14. La présentation des propositions des finalistes

Les finalistes sont invités à venir présenter leur proposition aux membres du jury. Ils reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, environ trois semaines avant la rencontre du jury.

Les finalistes doivent produire une représentation de l'œuvre d'art dans son environnement immédiat, ainsi que des montages visuels. La nature et la forme du matériel de prestation à fournir seront précisées lors de la rencontre d'information aux finalistes.

Les finalistes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera l'œuvre (si non standard).

Les finalistes doivent finalement produire, en sept (7) exemplaires, un document descriptif comprenant :

- Un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept et le parti choisi par l'artiste pour répondre à la commande;
- Une description technique (comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage. Il doit préciser la solution retenue pour les ancrages, validée par un ingénieur en structure);
- Un plan de localisation de l'œuvre;
- Des images de l'œuvre d'art;
- Un calendrier de réalisation pour une installation de l'œuvre;
- Un budget détaillé à même la grille Excel fournie par la Ville;
- Un devis d'entretien détaillé de l'œuvre. Ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique.

Note : les artistes n'ont pas à produire de dessins d'atelier à cette étape.

15. Les indemnités

15.1 Appel de candidatures

Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2 Prestations des finalistes

Chaque finaliste ayant présenté devant jury une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **cinq milles dollars (5 000 $)** taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du lauréat et sur présentation d'une facture.

Les frais et honoraires octroyés en vertu du présent règlement sont soumis aux taxes réglementaires, dont la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ). Les finalistes doivent fournir à la Ville, le cas échéant, leur numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés.

15.3 Remboursement de certains frais aux finalistes

Pour finalistes demeurant à plus de 100 km de Montréal, la Ville s'engage à rembourser les dépenses de déplacement et d'hébergement engagées pour assister à la rencontre d'information et pour présenter leur projet devant jury selon les pratiques administratives de la Ville. Les détails seront précisés lors de la rencontre d'information aux finalistes.

16. Les suites du concours

16.1 Approbation

Le projet gagnant doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2 Mandat de réalisation

La Ville reçoit la recommandation du jury. Si elle approuve cette recommandation, elle négocie avec l'artiste et prépare le contenu du contrat de services artistiques pour la fabrication et l'installation complète de l'œuvre d'art. Par la suite, c'est l'instance municipale appropriée qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat au lauréat. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1 Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- L'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation du finaliste;
- Le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non-respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, le chargé de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non conforme ne sera présentée au jury.

17.2 Droits d'auteur

Chaque finaliste accepte, par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'artiste ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

Le finaliste dont le projet est retenu garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Il se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3 Clause linguistique

La version anglaise des documents produits par la Ville est une version de courtoisie. En cas de contradiction entre la version française et anglaise de tous documents, la version française prédomine.

Les documents des projets des finalistes peuvent être présentés au jury en anglais. Les présentations orales peuvent aussi se faire en anglais. La Ville exige toutefois une copie en français de tous les documents.

17.4 Consentement

En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- Son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- Si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments précis de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

17.5 Confidentialité

Les finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront pas, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

17.6 Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, le candidat ou le finaliste reconnaît avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et il en accepte toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

17.7 Statut du finaliste

Dans le cas où le finaliste n'est pas une personne physique faisant affaire seule, sous son propre nom, et qui signe elle-même les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a) Si le finaliste est une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.

b) Si le finaliste est une société (société enregistrée) ou fait affaires sous un autre nom que celui des associés, il doit produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (RLRQ c P-45) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents du finaliste ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.

c) Si le finaliste est un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif ou du maître d'ouvrage.

Bureau d’art public

Formulaire d’identification du candidat

Coordonnées du candidat

Nom du candidat (artiste)

Geneviève Matteau, Agente de développement culturel

Nom de la personne contact

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

Déclaration de l’artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

Signature Date

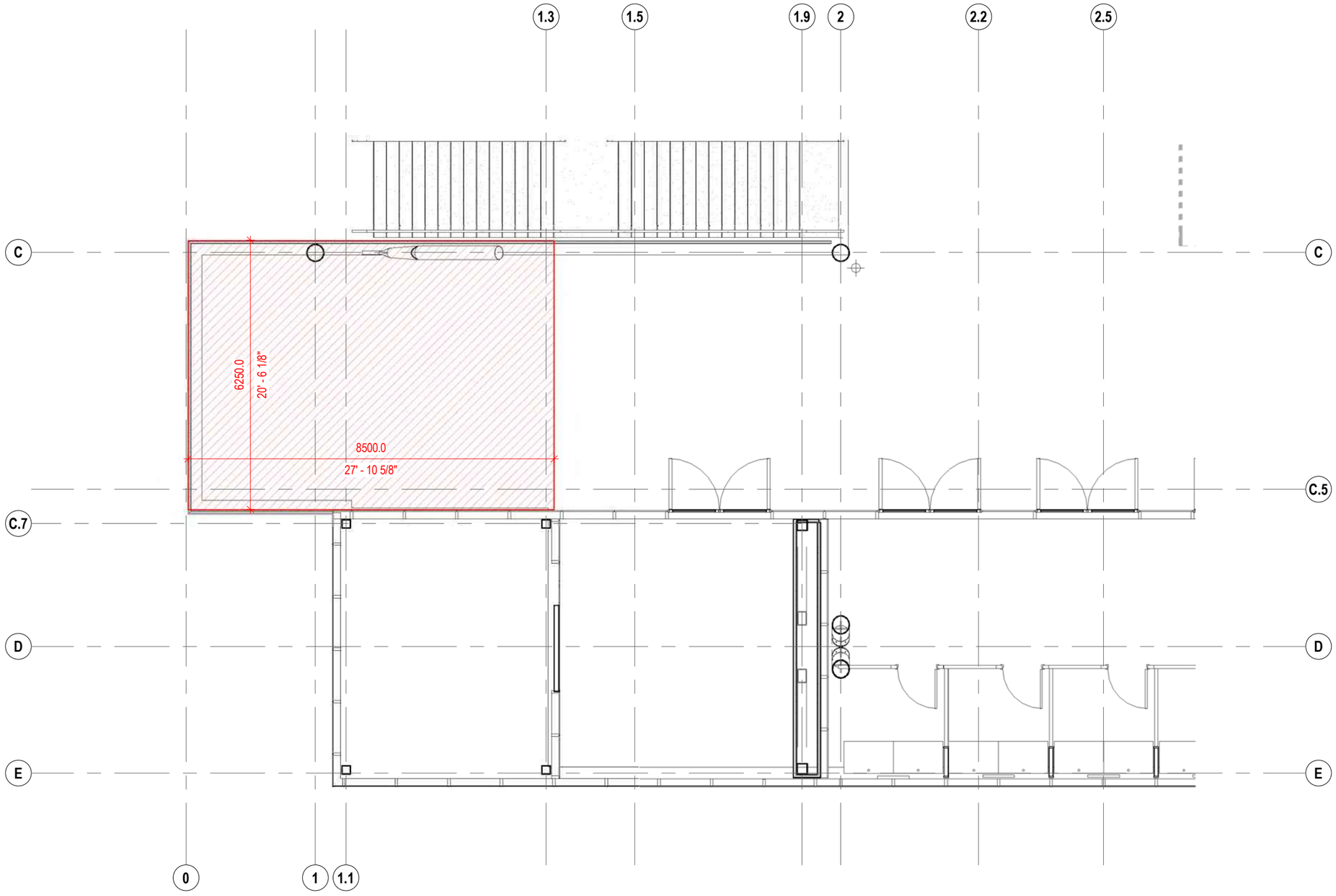
Montréal

Bureau d'art public
Service de la culture

Annexe 2 –
Localisation du site d'implantation



Annexe 3 –
Plans et élévations du site d’implantation de l’oeuvre

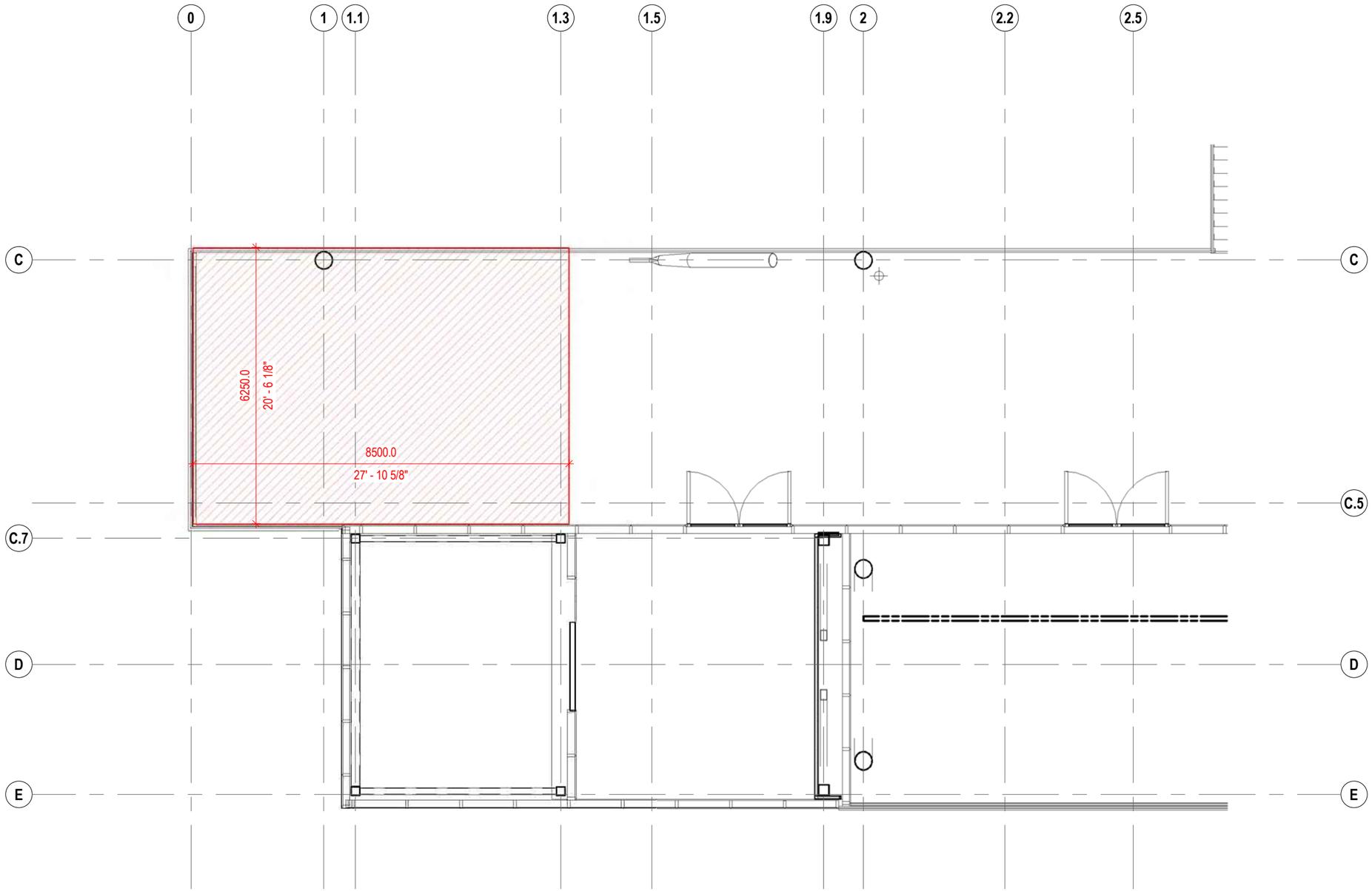


GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet:ekm 1702	titre: Extrait de plan 2e étage Secteur 1	
dessiné par:	échelle: 1 : 100	date: 2019-06-25
approuvé par:		no. de dessin CR-001



GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet:ekm 1702	titre: Extrait de plan 3e étage Secteur 1	
dessiné par:	échelle: 1 : 100	date: 2019-06-25
approuvé par:		no. de dessin CR-002

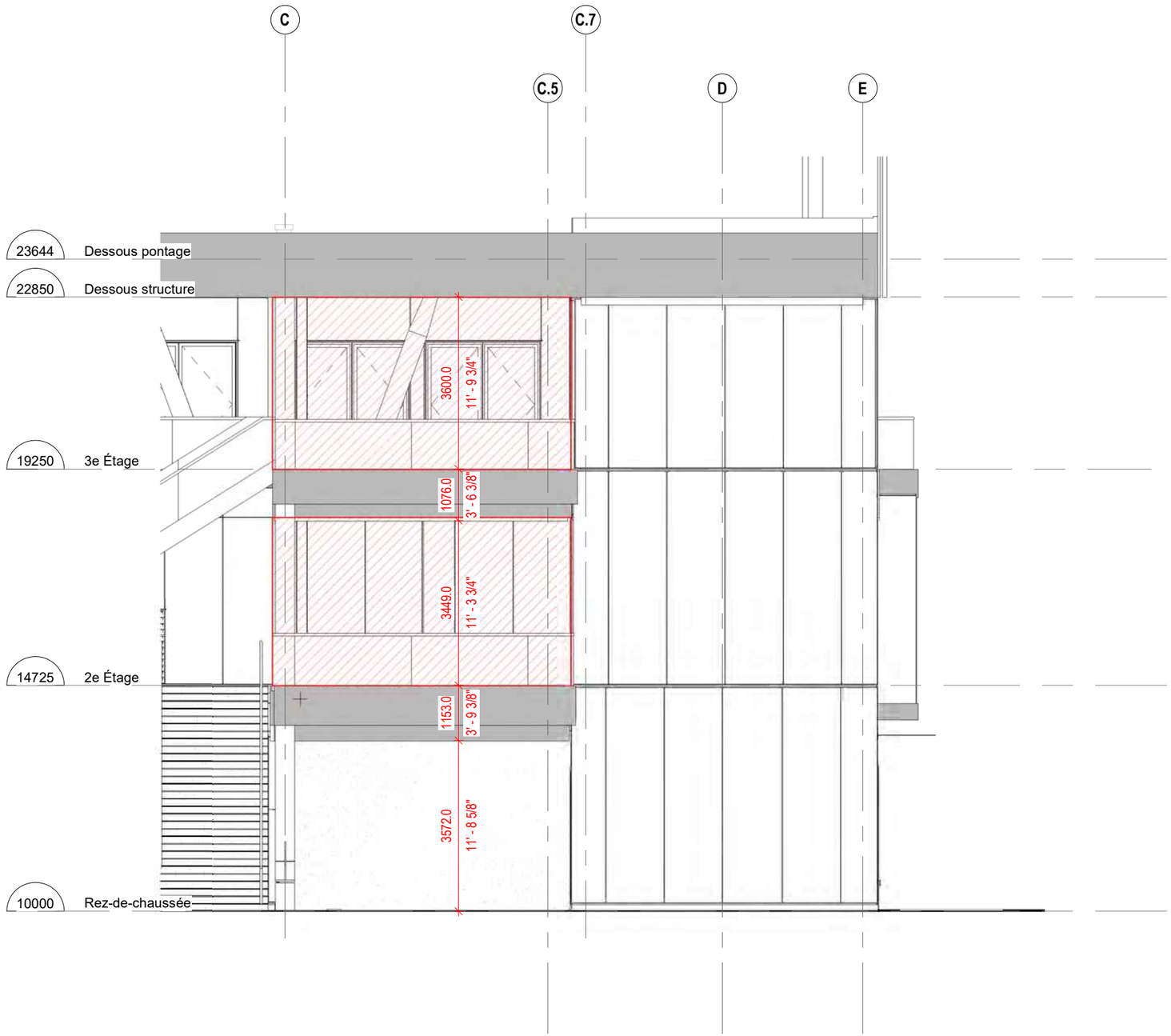


GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet:ekm 1702	titre: Extrait Élevation bassin	
dessiné par:	échelle: 1 : 100	date: 2019-06-25
approuvé par:		no. de dessin CR-003



GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet:ekm 1702	titre: Extrait Élevation	
dessiné par:	échelle: 1 : 100	date: 2019-06-25
approuvé par:		no. de dessin CR-004



GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet:ekm 1702	titre: Perspective	
dessiné par:	échelle:	date: 2019-06-25
approuvé par:		no. de dessin CR-005

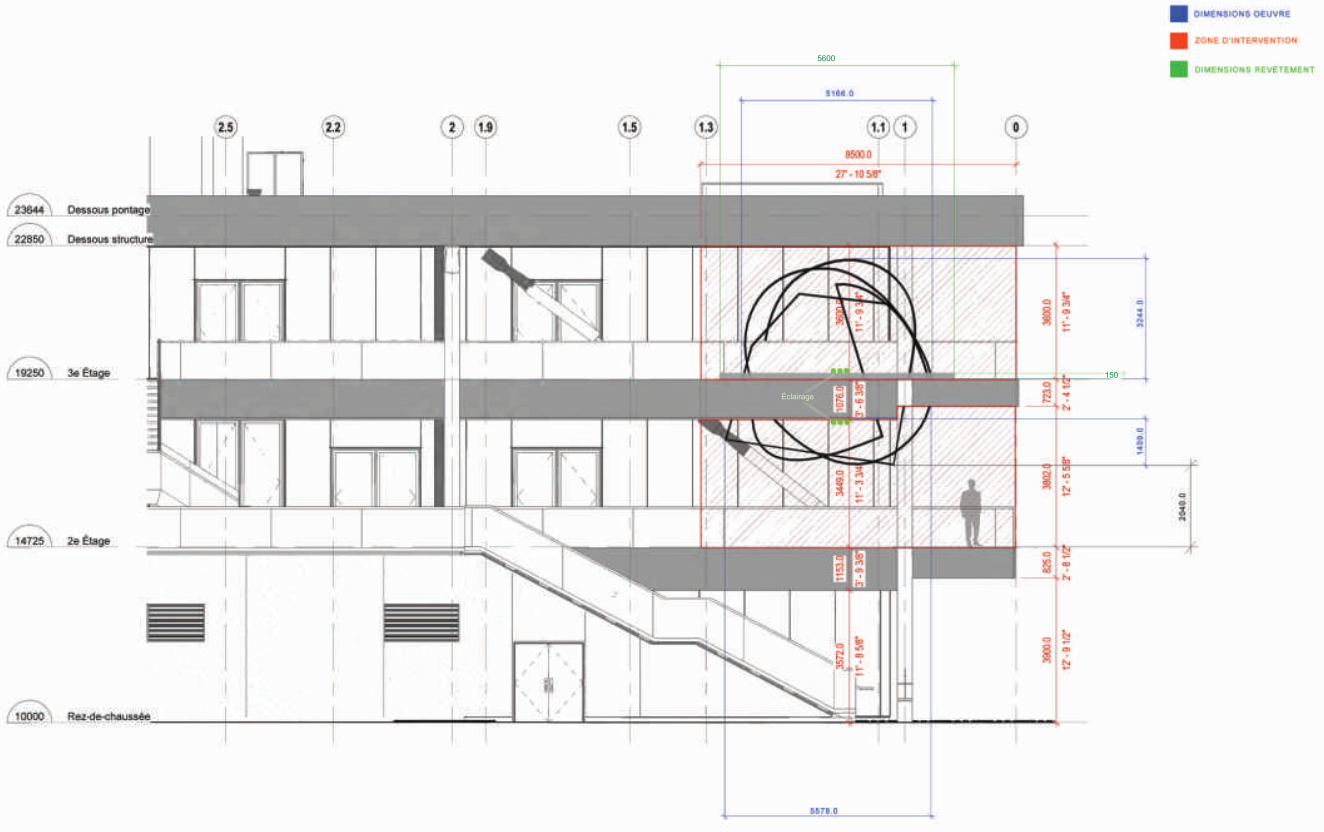


GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet:ekm 1702	titre: Perspective	
dessiné par:	échelle:	date: 2019-06-25
approuvé par:		no. de dessin CR-006

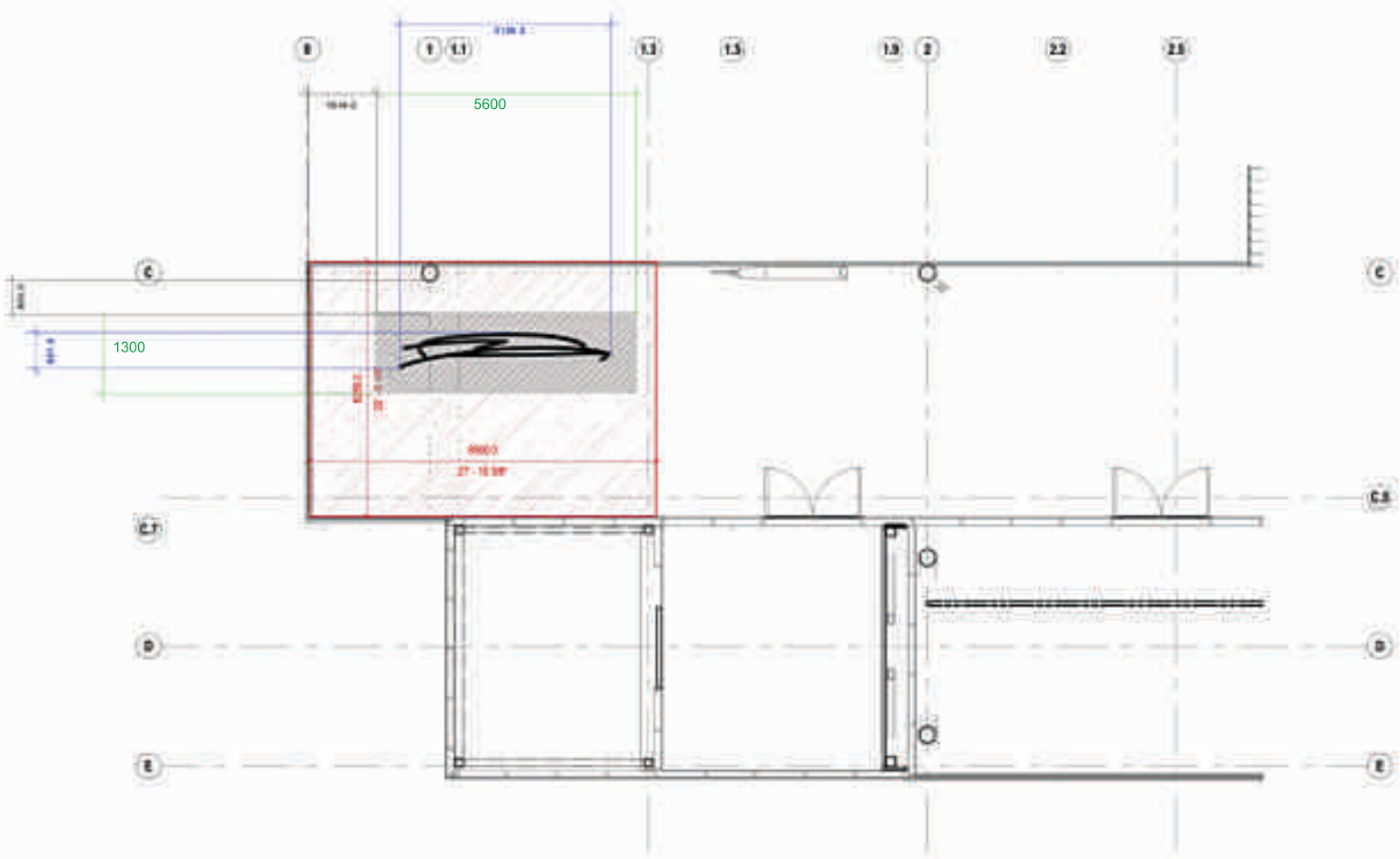


GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet elem 1702	titre Extrait Élevation bassin	
dessiné par	échelle 1 : 100	date 2019-06-28
approuvé par		no. de dessin CR-003



GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

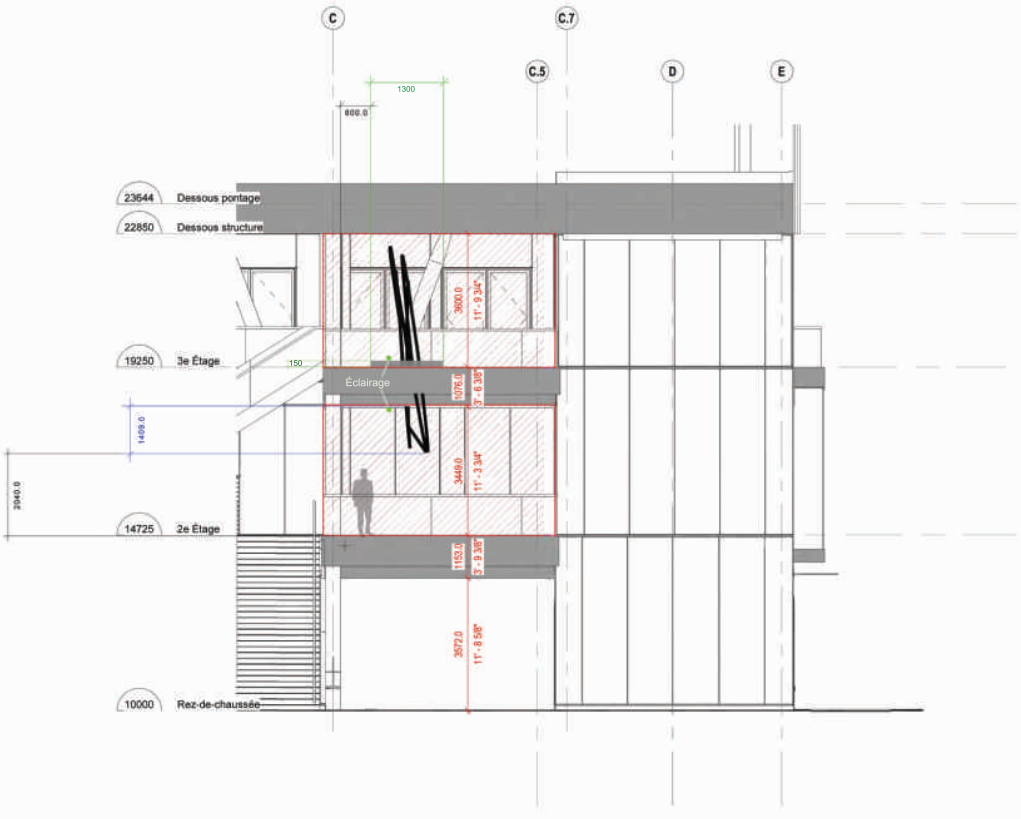
Montréal (Québec)
PAS POUR CONSTRUCTION

1702

1 | 100

2019-06-25

CR-002



GRAND PRIX DU CANADA DE FORMULE 1
Parc Jean-Drapeau

Montréal (Québec)

PAS POUR CONSTRUCTION

no. projet/dem 1702	titre Extrait Élevation	
dessiné par	échelle 1 : 100	date 2019-06-20
approuvé par		no. de dessin CR-004

Bureau d'art public
Service de la culture

Compte rendu

Rencontre d'information aux finalistes

Concours d'art public pour une œuvre d'art public intégrée aux nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve

Lieu : parc Jean-Drapeau sur l'île Notre-Dame,
Arrondissement de Ville-Marie, Ville de Montréal

Personnes présentes

Mme **Marie-France Brière**, artiste
M. **Mathieu Lévesque**, artiste
Mme **Shelley Miller**, artiste

Mme **Callie Delarme**, représentatnte de la SPJD

Mme **Geneviève Matteau**, agente de développement culturel, Bureau d'art public, Service de la culture

Date : **25 septembre 2019, à 15h00**
Lieu : aux paddocks (bâtiment adjacent au circuit Gilles-Villeneuve), Parc Jean-Drapeau

---

Ordre du jour

1. **Présentation de l'espace d'implantation de l'œuvre et/ou visite du site**
   (historique de l'aménagement, état actuel, clientèles, usages)

   Survol du règlement et programme de concours pour une œuvre d'art public intégrée aux nouvelles infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve.

2. **Précisions sur le règlement et le programme de l'œuvre**

   - Le projet de réfection et l'agrandissement des infrastructures du circuit Gilles-Villes s'est réalisé dans un temps record (10 mois) afin de répondre aux mises normes demandées par le Grand prix de Formule 1 (livraison mai 2019);
   - État donné que l'inauguration de l'œuvre d'art est souhaitée lors de la tenue d'un événement promotionnel prévue au mois de septembre 2020, l'échéancier pour le processus d'implantation de l'œuvre d'art public sera serré et devra être respecté.
   - Il est confirmé que l'œuvre peut soit intégrer des composantes lumineuses, soit être mise en valeur par un éclairage externe. Des amenées électriques seront prévues par la SPJD à cet effet.

3. Questions concernant les aspects techniques

(fondations, ancrages, matériaux prohibés, raccordements électriques)

- Est-ce possible de réaliser une percée du plancher du 3e étage ? Non
- Est-ce que les travaux à réaliser pour l'installation de l'œuvre (ex. : percée au plafond, déplacement des garde-corps, etc.) pourront être coordonnés avec les ressources de la SPJD afin de s'assurer qu'ils sont exécutés en conformité avec les spécificités et les exigences relatives au bâtiment ? Oui, bien que ces travaux soient prévus au budget de l'artiste.

4. Travaux à la charge de la Ville

- Les maquettes pour la présentation des propositions des artistes finalistes :
    - 3 maquettes de la zone d'intervention identifiée pour l'œuvre (une par artiste)
    - 1 maquette complémentaire pour la compréhension du contexte d'intégration de l'œuvre.
- Une source électrique au plafond du 2e et 3e étage
- Les appareils d'éclairage recommandés de l'artiste pour la mise en valeur de l'œuvre si elle n'intègre pas de composante lumineuse à l'intérieur de celle-ci.

5. Travaux à la charge de l'artiste

- L'artiste doit s'assurer que le bâtiment est remis en état après toute intervention (exemple : étanchéité des percements) tel que mentionné en page 3 du document de concours.

6. Budget (ce qui est inclus et exclus)

Tel qu'énuméré en page 5 du document de concours.

7. Précisions sur le matériel à produire

(documents, maquettes (échelle), photomontage, échantillons)

Aux termes des discussions et de l'échange courriel du 1er octobre 2019, il a été convenu que les artistes finalistes produisent :

- Un document descriptif, en 7 exemplaires, tel que décrit au point 14, page 11, du document de concours;
- Une maquette de l'œuvre à l'échelle 1 :25 intégrée à la maquette fournie par la Ville de Montréal;
- Un document en format PowerPoint des images 3D de l'œuvre intégrée au bâtiment;
- Des échantillons 1:1 des parties de chaque matériau composant l'œuvre (si non standard) ou des parties les plus significatives de l'œuvre pour un volume maximal d'environ 12'' x 12'' x 24''.

Facultatif : photos imprimées autre que celles présentées dans le document descriptif de la proposition.

8. Calendrier

- Annonce publique des finalistes — mi-octobre 2019
- Dépôt des prestations des finalistes — 25 novembre 2019
- Rencontre du comité technique — 2 décembre 2019
- Réponses des finalistes aux questions du comité technique — 3 au 12 décembre 2019
- Rencontre du jury pour le choix du lauréat — 13 décembre 2019
- Envoi des réponses aux finalistes — 16 décembre 2019
- Octroi de contrat par la Ville — 31 janvier 2020
- Installation prévue de l'œuvre — début septembre 2020

9. Précisions sur les contrats

Pour le paiement des honoraires à la suite de la sélection du lauréat et sur présentation d'une facture, l'artiste doit s'assurer d'être inscrit au registre des fournisseurs de la Ville de Montréal. Les numéros de fournisseur et de taxes (le cas échant) devront apparaître sur la facture. Il faudra également prévoir environ 1 mois pour le traitement de la facture. Il est possible d'adhérer au paiement électronique afin de diminuer les délais de paiement. Pour toute question liée au registre des fournisseurs, l'artiste peut communiquer avec le Service à la clientèle : 514 872-8824 / pratiques_daffaires@ville.montreal.qc.ca.

10. Séquence de présentation des propositions

1- Shelley Miller
2- Marie-France Brière
3- Mathieu Lévesque

11. Liste des informations, des documents et des plans à transmettre aux finalistes

- budget Excel à compléter
- plans d'architecture et de structure
- modèles REVIT 2019 et 3d Max 2019
- liste des normes du bâtiment
- charge maximale de la toiture

12. Liste des personnes ressources

En tout temps pendant la période précédant le dépôt, les artistes peuvent contacter la chargée de projet du Bureau d'art public par courriel pour lui adresser des questions techniques et sur le concours. Par soucis d'équité, les réponses seront envoyées à tous. La chargée de projet demeure la seule personne ressource pour l'ensemble du concours. Les artistes ne sont donc pas autorisés à contacter les architectes pendant la durée du concours.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207641001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Mathieu Lévesque, artiste professionnel, au montant maximal de 270 421,21 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art « Dédale et Icare » qui sera intégrée aux infrastructures du Grand Prix du Canada de Formule 1 et approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1207641001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-7660
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1206261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Simo Management inc., pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Simo Management inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 36 mois, le contrat pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 984 698,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17858 ;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 11:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206261001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Simo Management inc., pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Ces dernières années, la Ville de Montréal a lancé un des plus vastes chantiers de son histoire, soit la remise à niveau de ses infrastructures liées à l'eau et la gestion efficace de cette ressource sur son territoire. Dans le cadre de la Stratégie de l'eau 2011-2020, l'un des projets majeurs identifiés est la mesure du transport et de la distribution de l'eau et la régulation de la pression sur le réseau d'eau potable. Cette deuxième fonction, soit la stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de diminuer les bris de conduites et des entrées de services, de réduire le volume de fuites et d'augmenter la durée de vie utile des conduites, ce qui amène des économies substantielles. Elle a déjà été utilisée avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe. D'ici 2024, le Service de l'eau aura en fonction près de 300 sites de mesure, incluant une centaine de sites de régulation.

La pérennité des chambres et de leurs équipements (instruments de mesure, équipements de régulation, équipements électriques) ainsi que des panneaux de commandes et télécommunication demande un entretien périodique. Ce dernier se doit d'être effectué par du personnel qualifié.

Le présent dossier concerne un contrat de biens et services techniques pour l'entretien des chambres de régulation et de mesure, ainsi que le dépannage des équipements et le suivi de l'état fonctionnel du système, le tout pour une durée de trois ans.

L'appel d'offres a été publié sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 12

novembre 2019 ainsi que dans le quotidien Le Journal de Montréal les 11 et 15 novembre 2019. Il s'agit d'un appel d'offres à deux enveloppes soit avec comité de sélection. La réception des soumissions a eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal le 12 décembre 2019, soit 4 semaines et demi après le lancement. Une seule demande de report a été reçue, alors il a été décidé de conserver la date de dépôt.

Un addenda a été émis le 6 décembre 2019 par le Service de l'approvisionnement pour des raisons administratives (remplacement du bordereau).

La validité des soumissions est de 180 jours, soit jusqu'au 9 juin 2020.

Cet appel d'offres fait suite à un premier contrat d'entretien octroyé le 22 juin 2016, prolongé deux fois pour une période de six (6) mois et prenant fin le 22 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0413 - 19 septembre 2019 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc. pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses

CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG16 0390 - 22 juin 2016 - Accorder un contrat à Simo Management inc. pour l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 918 230,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14818 (1 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour l'entretien et la mise en service des chambres de régulation et de mesure construits entre 2014 et 2022, soit pour 75 sites de régulation (incluant des sites d'urgence) et 70 sites de mesure de débit et de pression. De plus, il comprend le prêt d'un technicien en instrumentation et contrôle en résidence pour la durée du contrat.
Le projet SOR (Suivi et Optimisation du Réseau) de la Section Optimisation du réseau de la Direction des Réseaux d'Eau (DRE) du Service de l'Eau est en cours de réalisation et d'implantation. Dans ce projet sont construits des sites de mesure de débit, de pression et de régulation de la pression sur son réseau de transport et de distribution d'eau potable. Ces sites sont équipés d'instruments et d'équipements dédiés à l'optimisation de la gestion du réseau de distribution d'eau potable de l'agglomération de Montréal. Le système de supervision central permet, selon les sites, d'assurer la mesure, la visualisation, l'archivage, la commande et la transmission des valeurs de débit et de pression. Il permet aussi de surveiller les équipements de mécanique de procédé, l'environnement des chambres ainsi que de commander à distance les consignes des équipements de régulation.

La Section Optimisation du réseau a la charge l'exploitation de ces sites, mais doit confier la portion entretien et dépannage à un fournisseur de services externes. Les interventions visées par le présent devis technique sont :

- l'entretien préventif;
- la supervision de l'état fonctionnel;
- le dépannage des instruments, des accessoires d'automatisation, des équipements et de l'appareillage électrique ainsi que de la mécanique de procédé des chambres de mesure et de régulation;
- l'assistance aux mises en service des instruments, des accessoires d'automatisation, des équipements et de l'appareillage électrique de nouvelles chambres de mesure et de régulation;
- la modification des installations des chambres de mesure et de régulation incluant les instruments, les accessoires d'automatisation, les équipements et l'appareillage électrique ainsi que la mécanique de procédé;
- d'autres services connexes, notamment l'entreposage des pièces de rechange et l'organisation de la circulation routière durant les interventions.

L'entretien préventif d'une chambre devra être effectué une fois par an. Il comprendra l'inspection de l'état général, mais également divers étalonnages ou tests de fonctionnement des équipements (régulateur, transmetteur de position, transmetteur de pression, débitmètre et robinet papillon).
La supervision de l'état fonctionnel aura pour but d'informer la Ville de toute anomalie dans le système.
Le dépannage concernera tous les éléments installés dans les chambres et les panneaux électriques et de télémesure.
L'assistance aux mises en service consistera en la vérification de la conformité et du fonctionnement de tous les éléments liés au contrat (mécanique, instrumentation et contrôle, électricité) avant de donner la réception provisoire à l'entrepreneur général en construction.

Il n'y a pas de contingences inscrites au bordereau. Toutefois, une enveloppe budgétaire pour l'achat d'équipements directement par l'adjudicataire au montant de 60 000 $ avant taxes est prévue au présent contrat.

JUSTIFICATION

Il y a eu trois (3) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, deux (2) ont déposé une soumission, ce qui représente 67 % des preneurs de documents.

Celui qui n'a pas déposé d'offre a mentionné avoir vu l'offre trop tardivement sur SEAO pour être en mesure de déposer une soumission.
Les soumissions ont été jugées conformes, l'analyse peut être consultée dans l'intervention du service de l'approvisionnement.

Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Simo Management inc.	83 %	984 698,79 $	0,00 $	984 698,79 $
Le Groupe LML	70 %	6 623 691,35 $	0,00 $	6 623 691,35 $
Dernière estimation réalisée		1 451 354,72 $	0,00 $	1 451 354,72 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				(405 876,00) $ -32,15 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				4 904 538,00 $ 572,66 %

La plus basse soumission présente un écart favorable de 32,15% par rapport à l'estimation réalisée à l'interne. Cette estimation a été basée sur l'estimation du précédent contrat faite à l'externe par la firme Tetra Tech QI en ajustant les prix et les activités. A notre avis, cet écart est dû à une sous-estimation des heures nécessaires pour effectuer les tâches décrites au devis ainsi qu'à un taux plus bas que le marché des spécialistes proposés.

La plus haute soumission présente un écart défavorable de 572,66% avec la plus basse. À notre avis, soit le temps et les ressources alloués aux tâches ont été surestimés soit il y a eu une incompréhension du mandat et du bordereau. Il semble en être de même pour le taux horaire des spécialistes.

La validation requise à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) a été faite.
Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public non assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1). Toutefois, l'adjudicataire recommandé, Simo Management inc., détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des Marchés Publics (numéro de client AMP : 3000161761).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût relatif au contrat à octroyer est de 984 698,79 $ taxes incluses.
La ventilation des dépenses selon les années est estimée comme suit:

Année	Montant estimé (Taxes incluses)
2020	192 128,97 $

2021	323 454,57 $
2022	340 406,48 $
2023	128 708,76 $

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production et le transport de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations». Signalons qu'il s'agit d'un budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report ou le rejet de l'octroi du contrat, générera un déficit d'entretien, risquant ainsi d'accélérer la dégradation des installations et d'accroître le risque de défaillances. De plus**,** les vérifications réglementaires des débitmètres servant à la facturation (exemple Ville de Côte-Saint-Luc) exigées par le MAMH ne pourront être réalisées. Des installations en mauvais état retarderont voire compromettront les bénéfices résultant de la réduction du gaspillage de l'eau potable et la réduction des bris sur les réseaux secondaires et entrées de service.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Adjudicataire transmettra à la Ville la planification de ses interventions et la tiendra informée de toute intervention d'urgence afin de pouvoir en aviser arrondissements et villes liées concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : 24 avril 2020
Période de transition initiale : 1 à 2 mois pour validation de la composition de l'équipe dont le technicien en résidence
Début des interventions : à la fin du précédent contrat (fin juin 2020)
Période de transition finale : 2 semaines avant fin du contrat
Fin des travaux : fin avril 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Ghislaine LACHAPELLE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Monique CAJA
ingenieur(e)

Tél : 514 872-3996
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

Jean L LAMARRE
Chef de section - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-03-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1206261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Simo Management inc., pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17858_Intervention.pdf 19-17858 Tableau de prix.pdf 19-17858 pv.pdf

19-17858_Liste des commandes SEAO.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislaine LACHAPELLE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquistion de biens

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17858

No du GDD : 1206261001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour l'entretien de sites de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc dans le cadre du projet optimisation du réseau pour une période de trois (3) ans.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 11 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 12 - 12 - 2019

Date du dernier addenda émis : 6 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 12 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Date du comité de sélection : 15 - 1 - 2020

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Le Groupe LML Ltée	6 623 691,35 $		
Simo Management inc.	984 698,79 $	√	

Information additionnelle

1 seul addenda a été émis dans le cadre de cet appel d'offres ayant pour but de remplacer le bordereau numérique erroné. La firme ayant pris possession du cahier de charge a été contactée et a répondu avoir vu l'offre sur SEAO trop tard pour faire parvenir une soumission. La tenue du comité de sélection a eu lieu le mercredi 15 janvier 2020, les deux firmes qui ont déposé une offre ont été évaluées et ont été jugées conformes. La firme ayant reçu le plus haut pointage finale est recommandée comme adjudicataire.

Préparé par : Ghislaine Lachapelle

Le 12 - 3 - 2020

19-17858 - SP - Entretien de sites de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc dans le cadre du projet optimisation du réseau pour une période de trois (3) ans

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Le Groupe LML Ltée	3,00	10,33	5,33	15,67	20,00	15,67	70,0	6 623 691,35 $	0,18	2
Simo Management inc.	4,33	14,00	8,33	18,00	23,00	15,33	83,0	984 698,79 $	1,35	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Ghislaine Lachapelle

Comité	
Date	mercredi 15 janvier 2020
Heure	11H00
Lieu	255 Crémazie est, 4e étage, salle 411 gré à gré

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17858
Numéro de référence : 1319364
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Entretien de sites de régulation et de mesure sur le réseau d'aqueduc dans le cadre du projet optimisation du réseau pour une période de trois (3) ans

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca	Monsieur Heïdi-Steeve Fillion Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1663321)** 2019-11-12 11 h 02 **Transmission :** 2019-11-12 11 h 02	3221590 - 19-17858_Addenda 1 (devis) 2019-12-06 11 h 03 - Courriel 3221591 - 19-17858_Addenda 1 (bordereau) 2019-12-06 11 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Contrôles Provan Associes Inc. 2315 HALPERN Montréal, QC, H4S 1S3 http://www.provan.ca	Monsieur Guy Trudel Téléphone : 514 332-3230 Télécopieur : 514 332-3552	**Commande : (1669743)** 2019-11-28 16 h 11 **Transmission :** 2019-11-28 16 h 11	3221590 - 19-17858_Addenda 1 (devis) 2019-12-06 11 h 03 - Courriel 3221591 - 19-17858_Addenda 1 (bordereau) 2019-12-06 11 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Simo Management Inc 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://www.simo.qc.ca	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 450 646-1903 Télécopieur : 450 646-9832	**Commande : (1663602)** 2019-11-12 17 h 37 **Transmission :** 2019-11-12 17 h 37	3221590 - 19-17858_Addenda 1 (devis) 2019-12-06 11 h 03 - Courriel 3221591 - 19-17858_Addenda 1 (bordereau) 2019-12-06 11 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Simo Management inc., pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1206261001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Bruno LAGACÉ
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5391
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Simo Management inc., pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 - 2 soumissionnaires

Rapport - mandatSMCE206261001.pdf

Dossier # :1206261001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE206261001

Accorder un contrat à Simo Management inc., pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 - 2 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206261001

Accorder un contrat à Simo Management inc., pour la fourniture de l'entretien des sites de régulation et de mesure sur le réseau d'eau potable, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 984 698,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17858 - 2 soumissionnaires

À sa séance du 8 avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.*

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a bien expliqué que ce projet portait sur la régulation et la mesure de l'eau potable de l'ensemble du réseau, en visant l'économie par la réduction du volume perdu par les fuites. Les commissaires ont donc bien compris que ce contrat prévoit l'installation d'un régulateur sur les quelque 300 nouveaux sites ainsi que différents types d'interventions, dont la surveillance à distance du réseau. Il a également été précisé que la firme Simo était accréditée pour intervenir en cas d'urgence.

En ce qui concerne le prix obtenu en réponse à cet appel d'offres, trois firmes ont pris le cahier des charges et deux soumissions ont été reçues. La particularité de ce dossier réside tant dans l'écart observé entre l'estimation de contrôle qu'entre les prix des deux soumissionnaires. D'une part, le prix de l'adjudicataire est favorable à la Ville de Montréal, de 32%. Par ailleurs, l'écart entre le prix du soumissionnaire et celui de l'adjudicataire est extrême, de plus de 300%. L'analyse du Service présentée à la Commission est à l'effet que l'adjudicataire a soumis des taux horaires plus bas que l'estimé de contrôle et qu'il a également sous-estimé le nombre d'heures. Quant au prix du deuxième soumissionnaire conforme, il révèle une surestimation incompréhensible des différents taux horaires, notamment ceux des techniciens.

Les Commissaires ont obtenu toutes les réponses à leurs questions concernant le fonctionnement de ce service et du système de surveillance, qui implique une connexion du service externe par VPN, permettant ainsi d'obtenir des données relatives au fonctionnement des équipements sept jours sur sept, incluant les jours fériés.

En conclusion, les commissaires comprennent bien la nécessité et l'urgence d'octroyer ce contrat, notamment en raison des risques d'entretien sur le réseau d'eau et de l'obligation de vérifier les débitmètres sept jours sur sept et de l'importance d'éviter une perte de bénéfice pour la Ville de Montréal. La Commission retient que l'écart observé est favorable à la Ville et tient à souligner la prudence du comité exécutif qui a décidé de soumettre ce contrat à l'examen de la Commission, qui, quant à elle, a su se montrer flexible en recevant ce mandat séance tenante.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE206261001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1208260002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder dix (10) contrats à la firmes Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation, pour une somme maximale de 11 980 775 $, taxes incluses (contrats : 11 346 825 $ + contingences : 633 950 $) - Appel d'offres public #20-18067 (3 soumissionnaires) - Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021. Ajustement total de 3 054 540 $.

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme Recyclage Notre-Dame inc., plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une période totale de 36 mois, les commandes pour le traitement par compostage d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public #20-18064 ;

Firme	Articles	Montant (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc.	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - 15 000 tonnes (lot 1)	2 166 301 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus	1 261 391 $

	alimentaire et résidus verts) - 10 000 tonnes (lot 2)	
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 3)	630 695 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 4)	630 695 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - 15 000 tonnes (lot 5)	2 193 206 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - 10 000 tonnes (lot 6)	1 261 391 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 7)	630 695 $
	Réception, chargement et transport (le cas échéant) et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - 5 000 tonnes (lot 8)	630 695 $
	Transport et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) à partir du CTMO - 10 000 tonnes (lot 9)	1 294 504 $
	Transport et traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaires et résidus verts) à partir du CTMO - 5 000 tonnes (lot 10)	647 252 $

2. d'autoriser une dépense de 633 950 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

Firme	Articles	Montant (taxes incluses)
Recyclage Notre-Dame inc.	Contingence - lot 1	216 630 $
	Contingence - lot 2	25 228 $
	Contingence - lot 3	12 614 $
	Contingence - lot 4	12 614 $
	Contingence - lot 5	219 321 $
	Contingence - lot 6	25 228 $
	Contingence - lot 7	12 614 $
	Contingence - lot 8	12 614 $

Contingence - lot 9	64 725 $
Contingence - lot 10	32 363 $

3. d'autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ au net, en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération, vers le budget de fonctionnement 2020 du Service de l'environnement;

4. d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ au net en 2021;

5. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-03 08:07

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208260002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder dix (10) contrats à la firmes Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation, pour une somme maximale de 11 980 775 $, taxes incluses (contrats : 11 346 825 $ + contingences : 633 950 $) - Appel d'offres public #20-18067 (3 soumissionnaires) - Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021. Ajustement total de 3 054 540 $.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération. En vertu de ces articles, l'agglomération de Montréal octroie des contrats à des entreprises exploitant des sites de compostage privés pour le traitement des résidus organiques qui sont collectés sur le territoire de l'agglomération d'ici à ce que la Ville puisse mettre en opération ses propres Centres de traitement des matières organiques (CTMO) par compostage (2021) et biométhanisation (2022). Ainsi, des contrats de traitements sont octroyés depuis 2008 pour des résidus verts (territoires de l'est de l'agglomération), depuis 2009 pour les résidus alimentaires (territoires de l'est de l'agglomération) et depuis 2011 pour les résidus organiques mélangés (territoires de l'ouest de l'agglomération).

Le contrat en vigueur pour le traitement des résidus organiques mélangés (résidus verts et résidus alimentaires collectées ensemble) en provenance de l'ouest de l'agglomération de Montréal, octroyé pour une durée de 36 mois (14 avril 2017 au 13 avril 2020), prévoyait deux options de prolongation de douze (12) mois chacune. L'adjudicataire actuel n'a pas souhaité profiter de ces options de prolongation malgré la demande de la Ville. La raison évoquée par l'adjudicataire pour expliquer le refus de prolongation repose sur la fin de son contrat avec le centre de transbordement identifié à sa soumission comme lieu de livraison des matières et l'impossibilité d'en trouver un de remplacement. Selon l'adjudicataire, les négociations entreprises avec d'autres centres ont démontré que le prix unitaire soumis en 2016 rendait l'activité économiquement non rentable. Les clauses du contrat précises qu'advenant qu'il y ait un changement de lieu de livraison des matières, cela serait à coût nul pour la Ville.

Par conséquent, un processus de renouvellement de contrat a été entamé et un premier appel d'offres a été lancé le 2 décembre 2019 (A/O 19-17972). Le processus d'appel d'offres avait comme objectif d'octroyer deux contrats différents, soit un contrat pour le traitement par compostage des résidus verts collectés dans les territoires de l'est de l'agglomération et un autre pour le traitement par compostage des résidus organiques mélangés des territoires de l'ouest de l'agglomération. Suite à ce processus, l'octroi du contrat pour le traitement des résidus verts est actuellement en cours et le dossier a été soumis aux Conseil d'agglomération du 26 mars 2020 (sommaire décisionnel :12008260001).

Concernant le lot pour le traitement par compostage des résidus organiques mélangés (total de 85 000 tonnes sur 36 mois), il n'y a eu aucune soumission déposée, et ce, malgré sept (7) preneurs du cahier des charges. Le retour effectué par le Service de l'approvisionnement a démontré que les entrepreneurs n'ont pas souhaité soumissionner principalement par manque de capacité de traitement dans leurs infrastructures. Le Service de l'environnement a dès lors entamé les démarches pour remettre en marché un appel d'offres tenant compte des enjeux soulevés par le premier appel d'offre notamment celui de la capacité des fournisseurs potentiels.

Les quantités prévisionnelles pour le présent appel d'offres sont de 35 000 tonnes par année, pour les deux premières années du contrat et de 15 000 tonnes pour la dernière année. Les quantités prévues pour les deux premières années permettront de traiter les matières des secteurs actuellement desservis par le service de collecte des résidus organiques mélangés, et d'ajouter les quantités additionnelles pour les nouvelles implantations durant ces deux années, notamment les immeubles résidentiels comptant 9 logements et plus. La diminution des quantités prévisionnelles pour la troisième année s'explique par la mise en service prévu du centre de traitement des matières organiques (CTMO) par compostage dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Le CTMO, propriété de la Ville de Montréal, traitera les matières organiques mélangées visées par le présent contrat. Toutefois, il est prévu que, lors de la mise en opération, le CTMO ne soit pas en mesure de traiter la totalité des matières. Une certaine quantité devra donc être traitée en vertu du présent contrat.

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d'offres public N° 20-18067 a été lancé le 3 février 2020.
· L'appel d'offres a été annoncé dans le Journal de Montréal et publié dans le SEAO.
· L'ensemble des entrepreneurs œuvrant dans ce secteur ont été contactés par le Service de l'approvisionnement pour les informer de l'appel d'offres en cours.
· La date initiale d'ouverture des soumissions était le 20 février. Celle-ci a été reportée au 5 mars 2020 (voir explication ci-dessous).
· Les soumissionnaires ont eu 32 jours calendriers pour préparer leur dossier.
· Les soumissions ont été ouvertes le 5 mars 2020.

· Les soumissions ont un délai de validité de cent-quatre-vingts (180) jours calendrier (cautionnement de soumission).
· Trois addendas ont été produits dans ce dossier.
· Il y a eu treize (13) preneurs de cahier de charges dont trois (3) ont déposé des soumissions, toutes jugées conformes.
· Aucune soumission n'a été jugée non admissible ou non conforme.

Suite à la publication sur le SEAO, le Service de l'approvisionnement a informé le Service de l'environnement qu'un entrepreneur œuvrant dans le secteur du compostage ne serait pas en mesure de soumissionner pour la date prévue d'ouverture des enveloppes. Considérant l'absence de soumissionnaire au premier appel d'offres, du nombre restreint d'entreprises œuvrant dans le secteur du compostage, des implications importantes que représenterait une absence de soumissionnaire au deuxième processus d'appel d'offres (interruption de service aux citoyens), il a été décidé de prolonger l'appel d'offres et de repousser au 5 mars l'ouverture des soumissions. Cette décision impliquait toutefois la nécessité d'octroyer un contrat de gré à gré d'une période de 10 jours afin d'assurer le maintient du service considérant les dates des conseil d'agglomération (23 avril 2020).

Voici en résumé le nombre de soumissions conformes reçues (par lots) :

Numéro du lot	Description	Nombre de soumissionnaires
1	Traitement de résidus organiques (résidus alimentaires et résidus verts) - Comprend réception, chargement et transport (le cas échéant) - Année 1	un (1)
2		trois (3)
3		deux (2)
4		un (1)
5	Traitement de résidus organiques (résidus alimentaires et résidus verts) - Comprend réception, chargement et transport (le cas échéant) - Année 2	un (1)
6		trois (3)
7		deux (2)
8		un (1)
9	Traitement de résidus organiques (résidus alimentaires et résidus verts) à partir du CTMO Saint -Laurent	trois (3)
10		trois (3)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0422 - 28 septembre 2017- Autoriser une dépense additionnelle de 1 020 403 $, taxes incluses, pour exercer l'option de 5 000 tonnes supplémentaires par année pour les trois années du contrat de traitement par compostage des résidus verts, dans le cadre du contrat accordé à Englobe corp. (CG17 0090), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 061 209 $ à 4 081 612 $, taxes incluses
CG17 0090 - 30 mars 2017- Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 105 000 tonnes de résidus organiques mélangés (35 000 tonnes par année), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 9 113 436 $, taxes incluses (3 soum.) - Dépense totale de 12 174 645 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15674

CG16 0537 - 29 septembre 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 827 820 $, taxes incluses, pour exercer l'option de traitement de 10 000 tonnes supplémentaires par année pour le compostage des résidus organiques mélangés, dans le cadre du contrat

accordé à 142975 Canada ltée (Mironor) (CG15 0158), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 311 280 $ à 4 139 100 $, taxes incluses.

CG15 0158 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à 142975 Canada ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 30 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 2 359 287 $, taxes incluses et un contrat pour le traitement de 40 000 tonnes de résidus organiques mélangés (20 000 tonnes par année), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 3 311 280 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13349 (1 soum.).

DESCRIPTION

Dans le secteur « Ouest » de l'agglomération où seront collectées les matières, tous les territoires (villes et arrondissements) effectuent une collecte spécifique de résidus organiques mélangés (résidus verts et alimentaires ensembles). Le nouveau contrat pour le traitement permettra de maintenir les services actuels de collecte, de poursuivre le déploiement des collectes tel que planifié dans le projet de plan directeur des matières résiduelles 2020-2025 (PDGMR) et de répondre aux besoins de traitement des quantités collectées. Les contrats de traitement par compostage ou biométhanisation des résidus organiques mélangés prévoient :

Pour les deux premières années (2020-2021 et 2021-2022)
- la réception et le chargement de la matière livrée par les territoires au site de transbordement fourni par l'entrepreneur (Recyclage Notre-Dame situé dans la Ville de Montréal-Est);
- le transport vers les sites de traitements identifiés (CRTMO Thetford Mines, 149275 Canada Ltée (Mironor), Société d'Économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud Inc. (SÉMECS), Dépôt Rive-Nord Inc.) ;
- le compostage ou la biométhanisation des résidus organiques mélangés allant jusqu'à 35 000 tonnes par année.

Pour la troisième année du contrat (2022-2023)
- le transport de la matière à partir du Centre de Traitement des Matières Organiques (CTMO) situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent vers les sites de traitements identifiés (CRTMO Thetford Mines, 149275 Canada Ltée (Mironor), Société d'Économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud Inc. (SÉMECS), Dépôt Rive-Nord Inc.) ;
- le compostage ou la biométhanisation des résidus organiques mélangés allant jusqu'à 15 000 tonnes.

Les contrats s'étaleront sur une période de 36 mois, ferme. Il n'y a pas lieu de prolonger puisqu'à la fin des 36 mois, la Ville disposera alors d'une infrastructure pour traiter les résidus organiques mélangés (CTMO-Saint-Laurent). L'adjudicataire sera responsable d'assurer la valorisation des matières organiques reçues de l'agglomération de Montréal et de géré le compost produit.

JUSTIFICATION

Il y a eu treize (13) preneurs du cahier des charges et trois (3) soumissionnaires au total (23 %). Dix preneurs du cahier de des charges n'ont pas soumissionnés (77 %).
L'entreprise Recyclage Notre-Dame Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme pour six (6) lots sur dix (10). L'entreprise 142975 Canada Ltée (Mironor) a soumis des prix inférieurs pour quatre (4) des dix (10) lots.
Puisque l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. était le seul soumissionnaire conforme pour les lots 1, 4 et 8, le Service de l'approvisionnement a entrepris une démarche de négociation avec l'entrepreneur. Celui-ci a accepté de diminuer son prix soumis pour le lot

1, mais a affirmé ne pas être en mesure de diminuer pour les lots 4 et 8. La baisse de prix est de 1,01% (prix unitaire de 125,61$/ tonne au lieu de 127,10$/tonne).

Voici les résultats du processus d'appel d'offres après négociation et de comparaison avec l'estimation interne.

PRIX DES CONTRATS					
Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme					
Soumissions conformes (taxes incluses)	**Lot #1**	**Lot #2**	**Lot #3**	**Lot #4**	**Lot #5**
142975 Canada Ltée (Mironor)		862 313 $			
Recyclage Notre-Dame inc.	2 166 301 $	1 261 391 $	630 695 $	630 695 $	2 193 206 $
GSI Environnement inc.		1 695 881 $	991 659 $		2 621 430 $
Estimation des professionnels internes ($)	1 810 856 $	1 230 233 $	626 614 $	626 614 $	1 810 856 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	2 166 301 $	1 273 195 $	811 177 $	630 695 $	2 407 318 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	0%	48%	29%	0%	10%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	n/a	833 569 $	360 964 $	n/a	428 244 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	n/a	97%	57%	n/a	20%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	355 445 $	(367 920) $	4 082 $	4 082 $	382 349 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	19,63%	-29,91%	0,65%	0,65%	21,11%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($)	n/a	399 078 $	360 964 $	n/a	428 244 $

(la deuxième plus basse - la plus basse)					
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	n/a	46%	57%	n/a	20%

PRIX DES CONTRATS					
Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme					
Soumissions conformes (taxes incluses)	**Lot #6**	**Lot #7**	**Lot #8**	**Lot #9**	**Lot #10**
142975 Canada Ltée (Mironor)	862 313 $			914 051 $	457 026 $
Recyclage Notre-Dame inc.	1 261 391 $	630 695 $	630 695 $	1 294 504 $	647 252 $
GSI Environnement inc.	1 747 620 $	960 041 $		1 609 650 $	804 825 $
Estimation des professionnels internes ($)	1 230 233 $	626 614 $	626 614 $	977 288 $	500 141 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	1 290 441 $	795 368 $	630 695 $	1 272 735 $	636 367 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	50%	26%	0%	39%	39%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	885 308 $	329 346 $	n/a	695 599 $	347 799 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	103%	52%	n/a	76%	76%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(367 920) $	4 082 $	4 082 $	(63 236) $	(43 116) $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-29,91%	0,65%	0,65%	-6,47%	-8,62%

Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	399 078 $	329 346 $	n/a	380 452 $	190 226 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	46%	52%	n/a	42%	42%

(voir pièce jointe *1208260002 - Formulaire normalisé_v3* pour détails du calcul)

Estimation du professionnel

L'estimation a été faite par les professionnels du Service de l'environnement et établie en tenant compte de la moyenne des prix soumis lors du dernier appel d'offres (A/O 16-15674), d'une inflation totale d'une valeur de 7,5% estimé en fonction des données de la Banque du Canada (inflation 2016-2019) et majoré d'un pourcentage additionnel (5%). Les pourcentages additionnels (entre 2 et 4%) ont été ajoutés en raison des variation de quantités pour chacun des lots et considérant que le prix du marché a progressé au delà de l'inflation pour les principale raisons suivantes :

- la hausse des coûts dans le secteur du transport;
- les mouvements d'acquisitions des dernières années dans le secteur du traitement des matières résiduelles réduisant par le fait même la compétition entre entreprises;
- l'implantation massive de la collecte des résidus organiques dans la grande région de Montréal, sans hausse significative de l'offre de service de traitement.

L'estimation interne était de 10 066 061 $ (taxes incluses) pour l'ensemble des dix lots. Au total, l'écart entre l'estimation des professionnels est inférieur de 13% à l'ensemble de la sommation des soumissions les plus basses conformes bien que cet écart varie d'un lot à l'autre.

Explication des écarts

Les lots 1 et 5 (soumissions plus basses conformes) présentent des écarts de plus de 10% avec l'estimation des professionnels. Le Service de l'environnement estime que ces écarts s'expliquent par les sites de traitement sélectionnés par le soumissionnaire. Celui-ci a identifié des sites de traitement plus éloignés que ceux historiquement employés pour traiter les matières de Montréal (celui de Thetford Mines notamment). Les coûts de transport associés qui sont assumés par le soumissionnaire se reflètent dans le prix soumis.

Les lots 2 et 6 présentent des écarts négatifs de plus de 10% avec l'estimation des professionnels. Le Service de l'environnement estime que ces écarts s'expliquent par l'éloignement du lieu de livraison. Le soumissionnaire peut avoir soumis un prix beaucoup plus bas afin d'être compétitif malgré la facteur d'ajustement du prix qui considère les frais associés au transport encourus par la Ville (voir modalités d'adjudication plus bas).

Certains lots présentent un écart de plus de 10% entre la plus basse soumission et la deuxième plus basse. Le Service de l'environnement estime que ces écarts sont le résultat des éléments suivants :

- Lieux de livraison des matières éloignés (le prix soumis sera plus bas en raison du facteur d'ajustement prévu aux modalités d'adjudication);

- Site de traitement éloigné du lieu de livraison identifié (le prix soumis sera plus élevé considérant que les coûts de transport entre le lieu de livraison et le site de traitement sont à la charge du soumissionnaire;
- Incapacité de traiter la totalité des matières sur un même site (le prix soumis est plus élevé puisque les soumissionnaires devront transporter la matière sur une plus grande distance et/ou ils devront sous-traiter une certaine quantité, ce qui contribue également à faire grimper les prix).

Modalités d'adjudication

En fonction des modalités d'adjudication édictées à l'annexe 1.13.01 du document Régie de l'appel d'offres, pour l'octroi des contrats, les prix soumis sont ajustés afin de prendre en compte les coûts additionnels de transports encourus pour la livraison de la matière et qui devront être assumés par la Ville ainsi que par les villes liées du secteur Ouest de l'agglomération. Cet ajustement est calculé en fonction de la distance à parcourir entre un point de départ (centroïde spécifié au devis) et le lieu de livraison du soumissionnaire.

Le tableau suivant présente prix soumis ajustés (facteur d'ajustement en fonction de la distance).

Numéro de lot	142975 Canada Ltée (Mironor)	Recyclage Notre-Dame Inc.	GSI Environnement Inc.
1	- $	3 053 362 $	- $
2	2 365 427 $	1 852 765 $	2 568 507 $
3	- $	926 382 $	1 427 972 $
4	- $	902 860 $	- $
5	- $	3 080 266 $	3 930 369 $
6	2 365 427 $	1 852 765 $	2 620 246 $
7	- $	926 382 $	1 396 354 $
8	- $	926 382 $	- $
9	2 417 165 $	1 885 877 $	2 482 276 $
10	1 208 583 $	942 939 $	1 241 138 $

(Voir pièce jointe *20-18067- Ajustement prix_v3* pour détail du calcul)

Selon cette méthode d'adjudication, c'est l'entreprise Recyclage Notre-Dame Inc. qui est le plus bas soumissionnaire conforme, pour l'ensemble des lots.

Les montants ajustés ne servent qu'au processus d'octroi. Le prix payé est celui soumis par le plus bas soumissionnaire conforme.

Commission permanente sur l’examen des contrats :

Ce dossier décisionnel sera soumis à un examen par la Commission permanente sur l’examen des contrats (CEC), prévu le mercredi 8 avril 2020, puisque le lot 1 et 5 répondent aux critères suivants:

- Contrat bien et services d'une valeur de plus de 2 M $; et
- Une seule soumission conforme (lot1);
- Écart supérieur à 20% entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimé (lot 5).

Vérifications

Après vérifications, l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. a démontré qu'elle dispose de l'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) (en pièce jointe). L'entreprise ne se retrouve pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et elle ne se retrouve pas sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est pour une durée de 36 mois qui s'étale sur quatre (4) années financières. La somme requise s'élève à 11 980 775 $ toutes taxes incluses (11 346 825 $ contrat et 633 950 $ contingences). Il n'y aura pas d'ajustement annuel de prix durant le contrat. La répartition du coût annuel, dont les détails du calcul se retrouvent en annexe, se présente comme suit:

Résidus mélangés	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Total - taxes incluses**
Contrats	4 111 403 $	4 708 813 $	2 138 259 $	388 351 $	11 346 825 $
Contingences	209 318 $	269 059 $	136 156 $	19 418 $	633 950 $
Total	**4 320 720 $**	**4 977 871 $**	**2 274 415 $**	**407 769 $**	**11 980 775 $**

Une contingence totale moyenne de 5,6% a été prévue afin de prévoir la transition entre chacun des contrats (au cours d'une même année) ainsi que de s'assurer d'avoir suffisamment de quantités en fin d'année (les contrats viennent à terme en fonction des quantités ou en fonction d'une date fixe, soit le 13 avril de chaque année). Le détail du calcul des contingences est inscrit dans la pièce jointe *Aspects financiers.*

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des matières résiduelles, du Service de l'Environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles - traitement des résidus organiques. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

En 2020, cette dépense sera financée par un virement budgétaire de 1 338 480 $ au net, en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération, vers le budget de fonctionnement du Service de l'environnement. Elle sera également financée par un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 1 716 060 $ au net en 2021.

Année	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**Total - taxe nette**
Ajustement récurrent sur la base budgétaire	1 338 480 $	1 716 060 $			3 054 540 $

À partir de l'année 2022, la base budgétaire 2021 au montant de 4 545 460 $ (taxe nette) doit être maintenue afin de pouvoir s'arrimer avec le contrat du CTMO situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent (GDD 1185951002). En effet, il est prévu au dossier décisionnel du CTMO de conserver le budget nécessaire pour le traitement des 35 000 tonnes de résidus organiques mélangés (présent contrat) pour financer le nouveau coût d'opération (au centre de traitement des matières organiques en construction)

À noter que le changement de lieu de livraison des matières suite à l'octroi du contrat amènera une dépense supplémentaire globale pour la Ville de Montréal pour le transport des matières organiques des quatre (4) arrondissements étant situés dans la portion ouest de l'agglomération (Lachine, Île Bizard-Saint-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent) ainsi que pour les villes liées concernées (voir carte en pièce jointe).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le traitement par compostage des résidus organiques mélangés contribue à l'objectif de recycler 60% de la matière organique putrescible résiduelle fixée par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise.
Le traitement par compostage ou par biométhanisation des résidus organiques mélangés s'inscrit également dans les priorités énoncées afin d'atteindre l'objectif zéro déchet en 2030 dans le projet de PDGMR 2020-2025, soit de détourner les matières organiques de l'enfouissement.

La Ville s'est également inscrite dans le cadre du C40 Cities à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

Composter ou biométhaniser les résidus organiques contribue également à réduire les gaz à effet de serre émis par la matière en décomposition dans les sites d'enfouissement produits et en limitant les risques de contamination des nappes phréatiques causés par les lixiviats. De plus, le compost est un amendement de sol de grande qualité qui a le potentiel de remplacer plusieurs amendements d'origine chimique, possiblement néfaste pour l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les matières organiques (résidus verts et résidus alimentaires) représentent environ 47 % des matières résiduelles à Montréal. Le potentiel de valorisation de ces matières doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte, le compostage et la biométhanisation des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

L'octroi du contrat de traitement des résidus organiques mélangés permettra la poursuite des services de collecte de résidus organiques mélangés pour le territoire de l'ouest de l'agglomération de Montréal ainsi que leur déploiement, Ne pas octroyer ce contrat mènerait à une cessation de service à partir du 14 avril 2020 et par conséquent à un recul dans l'atteinte des objectifs environnementaux énoncés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 8 avril 2020
Commission d'examen des contrats : 8 avril 2020
Comité exécutif : 15 avril 2020
Conseil municipal : 20 avril 2020
Conseil d'agglomération : 23 avril 2020
Début du contrat 24 avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marlene DUFOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume DEVIN-DUCLOS
Conseiller en planification

Tél : 514-872-2236
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - planification et developpement gmr

Tél : 514-868-8763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-04-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-04-02

20-18067

Tableau d'ajustement du prix à la distance

Lot 1:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		125.61 $	
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	15 000.00	15 000.00	15 000.00
C1 = CU *T	0.00	1 884 150.00	
C2 = T * D* FA		771 525.00	
C = C1 + C2		**2 655 675.00 $**	
TPS		132 783.75 $	
TVQ		264 903.58	
Coût global ajusté	**N/A**	**3 053 362.33 $**	**N/A**

Lot 2:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS	75.00 $	109.71 $	147.50 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	10 000.00	10 000.00	10 000.00
C1 = CU *T	750 000.00	1 097 100.00	1 475 000.00
C2 = T * D* FA	1 307 340.00	514 350.00	758 970.00
C = C1 + C2	**2 057 340.00 $**	**1 611 450.00 $**	**2 233 970.00 $**
TPS	102 867.00 $	80 572.50 $	111 698.50 $
TVQ	205 219.67	160 742.14	222 838.51
Coût global ajusté	**2 365 426.67 $**	**1 852 764.64 $**	**2 568 507.01 $**

Lot 3:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109.71 $	172.50 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	5 000.00	5 000.00	5 000.00
C1 = CU *T	0.00	548 550.00	862 500.00
C2 = T * D* FA		257 175.00	379 485.00
C = C1 + C2		**805 725.00 $**	**1 241 985.00 $**
TPS		40 286.25 $	62 099.25 $
TVQ		80 371.07	123 888.00
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382.32 $**	**1 427 972.25 $**

Lot 4:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109.71 $	
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	5 000.00	5 000.00	5 000.00
C1 = CU *T		548 550.00	
C2 = T * D* FA		257 175.00	
C = C1 + C2		**805 725.00 $**	
TPS		40 286.25 $	
TVQ		80 371.07	
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382.32 $**	**N/A**

Lot 5:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		127.17 $	152.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	15 000.00	15 000.00	15 000.00
C1 = CU *T		1 907 550.00	2 280 000.00

C2 = T * D* FA		771 525.00	1 138 455.00
C = C1 + C2		**2 679 075.00 $**	**3 418 455.00 $**
TPS		133 953.75 $	170 922.75 $
TVQ		267 237.73	340 990.89
Coût global ajusté	**N/A**	**3 080 266.48 $**	**3 930 368.64 $**

Lot 6:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS	75.00 $	109.71 $	152.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	10 000.00	10 000.00	10 000.00
C1 = CU *T	750 000.00	1 097 100.00	1 520 000.00
C2 = T * D* FA	1 307 340.00	514 350.00	758 970.00
C = C1 + C2	**2 057 340.00 $**	**1 611 450.00 $**	**2 278 970.00 $**
TPS	102 867.00 $	80 572.50 $	113 948.50 $
TVQ	205 219.67	160 742.14	227 327.26
Coût global ajusté	**2 365 426.67 $**	**1 852 764.64 $**	**2 620 245.76 $**

Lot 7:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109.71 $	167.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	5 000.00	5 000.00	5 000.00
C1 = CU *T		548 550.00	835 000.00
C2 = T * D* FA		257 175.00	379 485.00
C = C1 + C2		**805 725.00 $**	**1 214 485.00 $**
TPS		40 286.25 $	60 724.25 $
TVQ		80 371.07	121 144.88
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382.32 $**	**1 396 354.13 $**

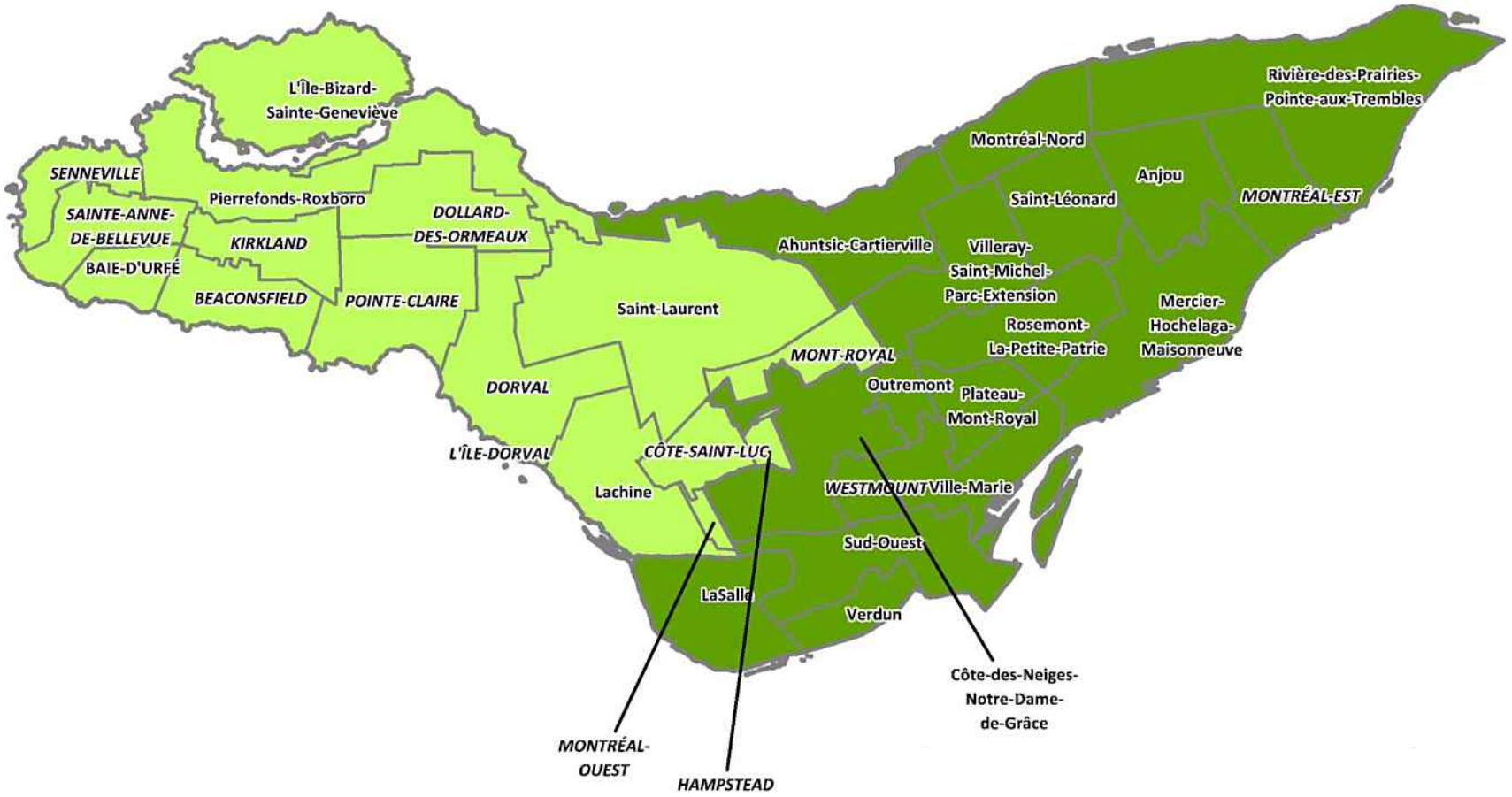
Lot 8:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109.71 $	167.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	5 000.00	5 000.00	5 000.00
C1 = CU *T		548 550.00	835 000.00
C2 = T * D* FA		257 175.00	379 485.00
C = C1 + C2		**805 725.00 $**	**1 214 485.00 $**
TPS		40 286.25 $	60 724.25 $
TVQ		80 371.07	121 144.88
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382.32 $**	**1 396 354.13 $**

Lot 9:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS	79.50 $	112.59 $	140.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	10 000.00	10 000.00	10 000.00
C1 = CU *T	795 000.00	1 125 900.00	1 400 000.00
C2 = T * D* FA	1 307 340.00	514 350.00	758 970.00
C = C1 + C2	**2 102 340.00 $**	**1 640 250.00 $**	**2 158 970.00 $**
TPS	105 117.00 $	82 012.50 $	107 948.50 $
TVQ	209 708.42	163 614.94	215 357.26
Coût global ajusté	**2 417 165.42 $**	**1 885 877.44 $**	**2 482 275.76 $**

Lot 10:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS	79.50 $	112.59 $	140.00 $
FA	0.81	0.81	0.81
Distance	161.40	63.50	93.70
Tonnage	5 000.00	5 000.00	5 000.00

C1 = CU *T	397 500.00	562 950.00	700 000.00
C2 = T * D* FA	653 670.00	257 175.00	379 485.00
C = C1 + C2	**1 051 170.00 $**	**820 125.00 $**	**1 079 485.00 $**
TPS	52 558.50 $	41 006.25 $	53 974.25 $
TVQ	104 854.21	81 807.47	107 678.63
Coût global ajusté	**1 208 582.71 $**	**942 938.72 $**	**1 241 137.88 $**

DÉLIMITATION DES ZONES POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES ORGANIQUES



Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 août 2019

RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.
A/S MONSIEUR MAXIM SYLVESTRE
8155, RUE LARREY
ANJOU (QC) H1J 2L5

No de décision : 2019-DAMP-0698
N° de client : 2700018824

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208260002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder dix (10) contrats à la firmes Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation, pour une somme maximale de 11 980 775 $, taxes incluses (contrats : 11 346 825 $ + contingences : 633 950 $) - Appel d'offres public #20-18067 (3 soumissionnaires) - Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021. Ajustement total de 3 054 540 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18067 pv.pdf20-18067_DetCah.pdf

20-18067 - Ajustement prix en fonction distance.pdf20-18067_TCP1.pdf

20-18067_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marlene DUFOUR
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-280-1994

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division : Approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

Lot 1:

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)			
Recyclage Notre-Dame Inc.	1 884 150 $		2 166 301,46 $
GSI Environnement Inc.			
Dernière estimation réalisée	1 575 000 $		1 810 856,25 $
Coût moyen des soumissions conformes			

Lot 2

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)	750 000 $		862 312,50 $
Recyclage Notre-Dame	1 097 100 $		1 261 390,73 $
GSI Environnement Inc.	1 475 000 $		1 695 881,25 $
Dernière estimation réalisée	1 070 000 $		1 230 232,50 $

Lot 3

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)			
Recyclage Notre-Dame	548 550 $		630 695,36 $
GSI Environnement Inc.	862 500 $		991 659,38 $
Dernière estimation réalisée	545 000 $		626 613,75 $

Lot 4

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)			
Recyclage Notre-Dame	548 550 $		630 695,36 $
GSI Environnement Inc.			
Dernière estimation réalisée	545 000 $		626 613,75 $

Lot 5

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)			
Recyclage Notre-Dame	1 884 150 $		2 193 205,61$
GSI Environnement Inc.	2 280 000 $		2 621 430,00 $
Dernière estimation réalisée	1 575 000 $		1 810 856,25 $

Lot 6

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)	750 000 $		862 312,50 $
Recyclage Notre-Dame	1 097 100 $		1 261 390,73 $
GSI Environnement Inc.	1 520 000 $		1 747 620,00 $
Dernière estimation réalisée	1 070 000 $		1 230 232,50 $

Lot 7

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)			
Recyclage Notre-Dame	548 550 $		630 695,36 $
GSI Environnement Inc.	835 000 $		960 041,25 $
Dernière estimation réalisée	545 000 $		626 613,75 $

Lot 8

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)			
Recyclage Notre-Dame	548 550 $		630 695,36 $
GSI Environnement Inc.			
Dernière estimation réalisée	545 000 $		626 613,75 $

Lot 9

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)	795 000 $		914 051,25 $
Recyclage Notre-Dame	1 125 900 $		1 294 503,53 $
GSI Environnement Inc.	1 400 000 $		1 609 650,00 $
Dernière estimation réalisée	850 000 $		977 287,50 $

Lot 10

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
142975 Canada Ltée (Mironor)	397 500 $		457 025,63 $
Recyclage Notre-Dame	562 950 $		647 251,76 $
GSI Environnement Inc.	700 000 $		804 825,00 $
Dernière estimation réalisée	435 000 $		500 141,25 $

20-18067

Tableau d'ajustement du prix à la distance

Lot 1:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		125,61 $	
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	15 000,00	15 000,00	15 000,00
C1 = CU *T	0,00	1 884 150,00	
C2 = T * D* FA		771 525,00	
C = C1 + C2		**2 655 675,00 $**	
TPS		132 783,75 $	
TVQ		264 903,58	
Coût global ajusté	**N/A**	**3 053 362,33 $**	**N/A**

Lot 2:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS	75,00 $	109,71 $	147,50 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	10 000,00	10 000,00	10 000,00
C1 = CU *T	750 000,00	1 097 100,00	1 475 000,00
C2 = T * D* FA	1 307 340,00	514 350,00	758 970,00
C = C1 + C2	**2 057 340,00 $**	**1 611 450,00 $**	**2 233 970,00 $**
TPS	102 867,00 $	80 572,50 $	111 698,50 $
TVQ	205 219,67	160 742,14	222 838,51
Coût global ajusté	**2 365 426,67 $**	**1 852 764,64 $**	**2 568 507,01 $**

Lot 3:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109,71 $	172,50 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	5 000,00	5 000,00	5 000,00
C1 = CU *T	0,00	548 550,00	862 500,00
C2 = T * D* FA		257 175,00	379 485,00
C = C1 + C2		**805 725,00 $**	**1 241 985,00 $**
TPS		40 286,25 $	62 099,25 $
TVQ		80 371,07	123 888,00
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382,32 $**	**1 427 972,25 $**

Lot 4:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109,71 $	
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	5 000,00	5 000,00	5 000,00
C1 = CU *T		548 550,00	
C2 = T * D* FA		257 175,00	
C = C1 + C2		**805 725,00 $**	
TPS		40 286,25 $	
TVQ		80 371,07	
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382,32 $**	**N/A**

Lot 5:	Mironor	Recyclage Notre-Dame	GSI
PRIX UNITAIRE SOUMIS		125,61 $	152,00 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	15 000,00	15 000,00	15 000,00
C1 = CU *T		1 884 150,00	2 280 000,00

C2 = T * D* FA		771 525,00	1 138 455,00
C = C1 + C2		**2 655 675,00 $**	**3 418 455,00 $**
TPS		132 783,75 $	170 922,75 $
TVQ		264 903,58	340 990,89
Coût global ajusté	**N/A**	**3 053 362,33 $**	**3 930 368,64 $**

Lot 6:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS	75,00 $	109,71 $	152,00 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	10 000,00	10 000,00	10 000,00
C1 = CU *T	750 000,00	1 097 100,00	1 520 000,00
C2 = T * D* FA	1 307 340,00	514 350,00	758 970,00
C = C1 + C2	**2 057 340,00 $**	**1 611 450,00 $**	**2 278 970,00 $**
TPS	102 867,00 $	80 572,50 $	113 948,50 $
TVQ	205 219,67	160 742,14	227 327,26
Coût global ajusté	**2 365 426,67 $**	**1 852 764,64 $**	**2 620 245,76 $**

Lot 7:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109,71 $	167,00 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	5 000,00	5 000,00	5 000,00
C1 = CU *T		548 550,00	835 000,00
C2 = T * D* FA		257 175,00	379 485,00
C = C1 + C2		**805 725,00 $**	**1 214 485,00 $**
TPS		40 286,25 $	60 724,25 $
TVQ		80 371,07	121 144,88
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382,32 $**	**1 396 354,13 $**

Lot 8:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS		109,71 $	167,00 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	5 000,00	5 000,00	5 000,00
C1 = CU *T		548 550,00	835 000,00
C2 = T * D* FA		257 175,00	379 485,00
C = C1 + C2		**805 725,00 $**	**1 214 485,00 $**
TPS		40 286,25 $	60 724,25 $
TVQ		80 371,07	121 144,88
Coût global ajusté	**N/A**	**926 382,32 $**	**1 396 354,13 $**

Lot 9:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS	79,50 $	112,59 $	140,00 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	10 000,00	10 000,00	10 000,00
C1 = CU *T	795 000,00	1 125 900,00	1 400 000,00
C2 = T * D* FA	1 307 340,00	514 350,00	758 970,00
C = C1 + C2	**2 102 340,00 $**	**1 640 250,00 $**	**2 158 970,00 $**
TPS	105 117,00 $	82 012,50 $	107 948,50 $
TVQ	209 708,42	163 614,94	215 357,26
Coût global ajusté	**2 417 165,42 $**	**1 885 877,44 $**	**2 482 275,76 $**

Lot 10:	**Mironor**	**Recyclage Notre-Dame**	**GSI**
PRIX UNITAIRE SOUMIS	79,50 $	112,59 $	140,00 $
FA	0,81	0,81	0,81
Distance	161,40	63,50	93,70
Tonnage	5 000,00	5 000,00	5 000,00

C1 = CU *T	397 500,00	562 950,00	700 000,00
C2 = T * D* FA	653 670,00	257 175,00	379 485,00
C = C1 + C2	**1 051 170,00 $**	**820 125,00 $**	**1 079 485,00 $**
TPS	52 558,50 $	41 006,25 $	53 974,25 $
TVQ	104 854,21	81 807,47	107 678,63
Coût global ajusté	**1 208 582,71 $**	**942 938,72 $**	**1 241 137,88 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18067
Numéro de référence : 1339831
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés (Résidus verts et résidus alimentaires)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1694223)** 2020-02-05 14 h 17 **Transmission :** 2020-02-05 14 h 17	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 18 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9147-9279 Québec inc. - Épursol 47 Albert-Ferland Chénéville, QC, J0V 1E0 http://www.epursol.ca	Monsieur Stéphane Maillé Téléphone : 819 428-1777 Télécopieur : 819 248-2345	**Commande : (1693381)** 2020-02-04 13 h 49 **Transmission :** 2020-02-04 13 h 49	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 19 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Bähler Biogas inc. 309, rue Léger Sherbrooke, QC, J1L2G7 http://biogas.bahler.ca/	Monsieur Elbert Felix Téléphone : 819 437-8658 Télécopieur :	**Commande : (1696564)** 2020-02-10 13 h 46 **Transmission :** 2020-02-10 13 h 46	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 19 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CCI BioEnergy Inc. 97 King Ave. E. Unit 101 Newcastle, ON, L1B 1H3	Monsieur Kevin Matthews Téléphone : 416 230-9391 Télécopieur : 905 939-18300416	**Commande : (1699962)** 2020-02-15 10 h 59 **Transmission :** 2020-02-15 10 h 59	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-15 10 h 59 - Téléchargement 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 19 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Complexe Enviro Connexions Ltée 3779, chemin des Quarante-Arpents Terrebonne, QC, J6V9T6 http://www.bficanada-quebec.com	Madame Sylvie Lesieur Téléphone : 450 434-2684 Télécopieur : 450 474-1871	**Commande : (1693066)** 2020-02-04 9 h 48 **Transmission :** 2020-02-04 9 h 48	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 18 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 505, boulevard du Parc-Technologique, bureau 200 Québec, QC, G1P4S9 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1693586)** 2020-02-04 16 h 19 **Transmission :** 2020-02-04 16 h 19	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 18 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1692925)** 2020-02-04 8 h 21 **Transmission :** 2020-02-04 8 h 21	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 18 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1693998)** 2020-02-05 11 h 20 **Transmission :** 2020-02-05 11 h 20	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 18 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GSI Environnement inc 415 chemin Plaisance Saint-Henri, QC, G0R 3E0	Monsieur Christiane Bélanger Téléphone : 418 882-2736 Télécopieur :	**Commande : (1701311)** 2020-02-18 11 h 24 **Transmission :** 2020-02-18 11 h 24	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-18 11 h 24 - Téléchargement 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 19 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MBI Consulting 130 Paradis	Monsieur Michael Brown Téléphone : 514 638-1977	**Commande : (1696022)** 2020-02-09 18 h 27	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel

La Prairie, QC, J5R 6G7	Télécopieur :	**Transmission :** 2020-02-10 8 h 02	3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 19 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Mironor C.P. 303 Lachute, QC, J8H 3X5	Monsieur Daniel Miron Téléphone : 450 562-5516 Télécopieur : 450 562-5358	**Commande : (1693200)** 2020-02-04 11 h 04 **Transmission :** 2020-02-04 11 h 04	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 19 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
recyclage notre-dame inc 8155 rue larrey Montréal, QC, h1j2l5	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1692992)** 2020-02-04 9 h 07 **Transmission :** 2020-02-04 9 h 07	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 19 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Viridis environnement inc. 1611, rue de l'Industrie Beloeil, QC, J3G 4S5 http://www.viridis-env.com	Madame Nathalie Fortin Téléphone : 418 704-0883 Télécopieur : 418 704-0535	**Commande : (1693436)** 2020-02-04 14 h 23 **Transmission :** 2020-02-04 14 h 23	3252326 - 20-18067_Add 1 2020-02-11 13 h 35 - Courriel 3264061 - 20-18067_Add 2 (devis) 2020-02-26 18 h 18 - Courriel 3264062 - 20-18067_Add 2 (bordereau) 2020-02-26 18 h 18 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Service de l'environnement
Direction de la gestion des matières résiduelles
1555, Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2

Note

Destinataire : Commission d'examen des contrats (CEC)

Date : Le 14 avril 2020

Objet : **Dossier 1208260002 (A/O 20-18067) : demande de précisions suite au passage à la Commission d'examen des contrats**

Suite à l'évaluation du dossier 1208260002 (Traitement par compostage et/ou biométhanisation de résidus organiques mélangés) par la Commission d'examen des contrats (CEC) le 8 avril dernier, il a été demandé de fournir des éléments d'information additionnelle permettant d'expliquer les écarts observés entre les prix soumis. Vous trouverez ci-joints des explications concernant les sujets suivants :

- Écart de prix soumissionnés selon les lots de l'adjudicataire;
- Explication des écarts avec l'estimation du professionnel;
- Explication des écarts entre les soumissionnaires;
- Clause d'ajustement des prix en fonction de l'évolution des prix du carburant

Explication de l'écart de prix soumissionnés selon les lots de l'adjudicataire

Pour chacune des deux premières années de la période visée par l'appel d'offres, le Service de l'environnement a prévu quatre lots différents. L'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. a soumis des prix pour chacun de ces lots. Le tableau suivant est extrait de l'offre de service de l'entrepreneur et détaille les prix unitaires soumis :

Numéro du lot	Année	Description du lot	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Prix unitaire ($/tonne)	Montant total (Sans taxes)
			A		B	A x B
1	Année 1 (14 avril 2020 au 13 avril 2021)	Traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - comprend réception, chargement et transport (le cas échéant)	15 000	tonnes	127,17 $	1 907 550,00 $
2			10 000	tonnes	109,71 $	1 097 100,00 $
3			5 000	tonnes	109,71 $	548 550,00 $
4			5 000	tonnes	109,71 $	548 550,00 $
5	Année 2 (14 avril 2021 au 13 avril 2022)	Traitement de résidus organiques mélangés (résidus alimentaire et résidus verts) - comprend réception, chargement et transport (le cas échéant)	15 000	tonnes	127,17 $	1 907 550,00 $
6			10 000	tonnes	109,71 $	1 097 100,00 $
7			5 000	tonnes	109,71 $	548 550,00 $
8			5 000	tonnes	109,71 $	548 550,00 $

À la lecture des documents de soumission, le Service de l'environnement estime que l'écart de prix soumis entre les lots à 109,71$ et ceux à 127,17$ s'explique par le recours à des sous-traitants pour le traitement des matières.

Dans une optique où il remporterait la totalité des lots, Recyclage Notre-Dame prévoyait traiter 20 000 tonnes de matières par année dans ses propres installations. Les 15 000 tonnes restantes seraient compostées en sous-traitance. Trois sites ont été identifiés par l'entrepreneur dans sa soumission (voir tableau ci-bas). Pour ces matières, Recyclage Notre-Dame s'occuperait d'en faire la réception à leur poste de transbordement situé à Montréal-Est et de les livrer aux sites de traitement. Le tableau suivant présente les sites de traitement identifiés ainsi que leurs capacités annuelles respectives :

Site de traitement	Capacité annuelle de traitement (tonnes)
CRTMO (Thetford Mines)	3 000 tonnes
Mironor (Brownsburg-Chatham)	10 000 tonnes
SÉMECS (Varennes)	10 000 tonnes
Dépôt Rive-Nord inc. (Saint-Thomas-de Joliette)*	20 000 tonnes

* Dépôt Rive-Nord inc. est une filiale de l'entreprise EBI, tout comme Recyclage Notre-Dame inc.

Ainsi, les quantités des lots 2, 3 et 4 pour la première année et pour les lots 6, 7 et 8 pour la deuxième, tous soumissionnés à 109,71$/tonne, correspondent aux 20 000 tonnes annuelles pour lequel Recyclage Notre-Dame est en mesure de traiter sans intermédiaire. Les deux lots soumissionnés à 127,71$/tonne correspondraient aux tonnages traités ailleurs qu'aux installations du soumissionnaire. La différence de prix s'explique par des coûts opérationnels de transports supplémentaires en direction des sous-traitants en plus des frais fixes de l'entreprise, du coût de traitement des sous-traitants et d'une certaine marge bénéficiaire pour l'entreprise.

Ces frais de transport seront vraisemblablement plus élevés pour les matières traitées à Brownsburg-Chatham et à Thetford Mines. Les camions quittant le site de transbordement de Recyclage Notre-Dame auront à parcourir des distances respectivement deux fois et quatre fois plus importantes que si elles étaient envoyées aux installations de Saint-Thomas-de-Joliette.

Un facteur supplémentaire pouvant influencer à la hausse le coût de traitement des matières est le mode de traitement du site de Varenne qui se fait par un procédé de biométhanisation. Bien que nous ne connaissions pas le prix de traitement exigé par la SÉMECS, il est généralement admis que le

traitement par biométhanisation est plus dispendieux que par un procédé de compostage tel que réalisé dans les autres sites de traitement identifiés.

Explication des écarts avec l'estimation du professionnel

Au total, l'écart entre l'estimation des professionnels du Service de l'environnement est inférieur de 13% à l'ensemble de la sommation des soumissions les plus basses conformes bien que cet écart varie d'un lot à l'autre. Il importe de mentionner que cette estimation ne tient pas compte du facteur d'ajustement de prix utilisé lors de l'octroi du contrat.

Les lots 1 et 5 (soumissions plus basses conformes) présentent des écarts de plus de 10% avec l'estimation des professionnels. Le Service de l'environnement estime que ces écarts s'expliquent par les sites de traitement en sous-traitance sélectionnés par le soumissionnaire. Celui-ci a identifié des sites de traitement plus éloignés que ceux historiquement employés pour traiter les matières de Montréal (celui de Thetford Mines notamment). Les coûts de transport associés qui sont assumés par le soumissionnaire se reflètent dans le prix soumis.

Les soumissions les plus basses conformes pour les lots 2 et 6 présentent des écarts négatifs de plus de 10% avec l'estimation des professionnels. Le Service de l'environnement estime que ces écarts s'expliquent par l'éloignement du lieu de livraison identifié. En raison des modalités d'octroi de contrat et du facteur d'ajustement des prix visant à tenir compte des coûts de transport que la ville aurait à assumer, il apparait que le soumissionnaire a soumis un prix beaucoup plus bas afin de demeurer compétitif (voir modalités d'adjudication plus bas). Il est à noter que bien que ce prix soit plus bas que l'estimation du professionnel, les contrats ne sont pas octroyés à ce soumissionnaire en raison du calcul du facteur d'ajustement (voir tableau ci-joint).

Numéro de lot	Détails	142975 Canada Ltée (Mironor)		Recyclage Notre-Dame Inc.		GSI Environnement Inc.	
		Prix soumis	Prix ajustés	Prix soumis	Prix ajustés	Prix soumis	Prix ajustés
1	15 000 tonnes (année 1)	- $	- $	2 166 301 $	3 053 362 $	- $	- $
2	10 000 tonnes (année 1)	862 313 $	2 365 427 $	1 261 391 $	1 852 765 $	1 695 881 $	2 568 507 $
3	5 000 tonnes (année 1)	- $	- $	630 695 $	926 382 $	991 659 $	1 427 972 $
4	5 000 tonnes (année 1)	- $	- $	630 695 $	926 382 $	- $	- $
5	15 000 tonnes (année 2)	- $	- $	2 193 206 $	3 080 266 $	2 621 430 $	3 930 369 $
6	10 000 tonnes (année 2)	862 313 $	2 365 427 $	1 261 391 $	1 852 765 $	1 747 620 $	2 620 246 $
7	5 000 tonnes (année 2)	- $	- $	630 695 $	926 382 $	690 041 $	1 396 354 $
8	5 000 tonnes (années 2)	- $	- $	630 695 $	926 382 $	- $	- $
9	10 000 tonnes (année 3)	914 051 $	2 417 165 $	1 294 504 $	1 885 877 $	1 609 650 $	2 482 276 $
10	5 000 tonnes (année 3)	457 026 $	1 208 583 $	647 252 $	942 939 $	804 825 $	1 241 138 $

Légende :

- Rouge : Soumission la plus basse conforme
- Bleu : Soumission retenue en tenant compte du prix ajusté

Explication des écarts entre les soumissionnaires

Certains lots présentent un écart de plus de 10% entre la plus basse soumission et la deuxième plus basse. Le Service de l'environnement estime que ces écarts sont le résultat des éléments suivants :

- Lieux de livraison des matières éloignés (le prix soumis sera plus bas afin de compenser le facteur d'ajustement prévu aux modalités d'adjudication);
- Site de traitement éloigné du lieu de livraison identifié (le prix soumis sera plus élevé considérant que les coûts de transport entre le lieu de livraison et le site de traitement sont à la charge du soumissionnaire;
- Incapacité de traiter la totalité des matières sur un même site (le prix soumis est plus élevé puisque les soumissionnaires devront transporter la matière sur une plus grande distance et/ou ils devront sous-traiter une certaine quantité, ce qui contribue également à faire grimper les prix).

Clause d'ajustement des prix en fonction de l'évolution des prix du carburant

Bien qu'il n'ait pas été demandé de fournir des éléments d'informations supplémentaires concernant la présence ou non d'une clause d'ajustement des prix en fonction de l'évolution des prix du carburant, il nous semble utile d'adresser le sujet suite aux différentes questions posées à cet effet lors du passage du dossier à la CEC.

Pour rappel, les devis pour le traitement des matières résiduelles par élimination ou valorisation ne prévoient pas une telle clause. Ces clauses sont généralement prescrites pour les contrats de collecte et de transport des matières résiduelles du point de cueillette au lieu de livraison identifié par la ville.

Les contrats de traitement de matières résiduelles peuvent impliquer un transport des matières entre un site de livraison identifiée et le site de traitement identifié. Cette activité relève d'une logistique opérationnelle propre à l'entrepreneur (variable d'un soumissionnaire à l'autre), rendu nécessaire de par sa planification pour l'activité de traitement demandé. Un ajustement de prix en fonction de l'évolution du prix du carburant ne semble donc pas approprié, au même titre qu'il ne serait pas approprié de demander un ajustement des prix soumis en raison d'une dépense non prévue (ex. : bris d'un équipement, renégociation des salaires des employés, nouvelles taxes, etc.). L'entrepreneur, lors de la rédaction et du dépôt de sa soumission doit en assumer le risque et inclure l'ensemble de ses coûts opérationnels dans son tarif unitaire de traitement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208260002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder dix (10) contrats à la firmes Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation, pour une somme maximale de 11 980 775 $, taxes incluses (contrats : 11 346 825 $ + contingences : 633 950 $) - Appel d'offres public #20-18067 (3 soumissionnaires) - Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021. Ajustement total de 3 054 540 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208260002 - Intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : 514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-01

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.17

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1208260002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder dix (10) contrats à la firmes Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation, pour une somme maximale de 11 980 775 $, taxes incluses (contrats : 11 346 825 $ + contingences : 633 950 $) - Appel d'offres public #20-18067 (3 soumissionnaires) - Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021. Ajustement total de 3 054 540 $.

Rapport - mandatSMCE208260002.pdf

Dossier # :1208260002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE1208260002

Accorder dix (10) contrats à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation, pour une somme maximale de 11 980 775 $, taxes incluses (contrats : 11 346 825 $ + contingences : 633 950 $) – Appel d'offres public #20-18067 (3 soumissionnaires) - Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021. Ajustement total de 3 054 540 $.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE208260002

Accorder dix (10) contrats à la firme Recyclage Notre-Dame inc. pour le traitement par compostage et/ou biométhanisation d'un total de 85 000 tonnes de résidus organiques mélangés, pour une période de 36 mois sans option de prolongation, pour une somme maximale de 11 980 775 $, taxes incluses (contrats : 11 346 825 $ + contingences : 633 950 $) – Appel d'offres public #20-18067 (3 soumissionnaires) - Autoriser un virement budgétaire de 1 338 480 $ en 2020 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 1 716 060 $ en 2021. Ajustement total de 3 054 540 $.

À sa séance du 8 avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat biens et services d'une valeur de plus de 2 M $ (lot 1 et 5);*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offre (lot1);*
    - *écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 5).*

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'environnement ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que ceci était le second processus d'appel d'offres pour les résidus verts et mélangés. Le contrat, scindé en 10 lots, exclut la réception des résidus à domicile puisque ceux-ci seront réceptionnés à l'arrondissement de Saint-Laurent. La Commission apprécie la carte du territoire et les précisions apportées concernant les modalités d'adjudication.

Le Service a rappelé que très peu de joueurs se retrouvaient dans ce marché et que des 13 preneurs de documents d'appel d'offres, seulement trois soumissions conformes avaient été reçues. Ainsi, le Service a expliqué avoir fait des efforts pour diversifier le type de traitement des matières afin que des entreprises localisées à l'extérieur du Québec puissent soumissionner. La date d'ouverture des soumissions a même été

reportée pour favoriser encore davantage l'ouverture du marché, d'où l'octroi d'un contrat de gré à gré dans l'intervalle afin d'éviter une rupture du service.

En ce qui concerne le prix obtenu et les écarts observés entre les lots, la Commission retient que, en raison de l'ampleur de certains lots, certaines firmes font appel à des sous-traitants qui imposent leurs conditions dans ce marché particulièrement saturé.

En conclusion, la Commission comprend que les prix de l'estimé ont été ajustés en regard de la localisation des entreprises et que la fluctuation des prix du carburant pour le transport des matières aura une influence sur les coûts de ce contrat. Néanmoins, la Commission demande de recevoir plus de précisions relativement aux éléments influant sur les coûts de ce service.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat biens et services d'une valeur de plus de 2 M $ (lot 1 et 5);*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offre (lot1);*
    - *écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (lot 5).*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE208260002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1206810002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes incluses (contrat : 4 869 191,25 $ + contingences : 973 838,25 $ + incidences: 1 168 605,90 $) - Appel d'offres public IMM-15507 - (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à HVAC inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 4 869 191,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15507;
2. d'autoriser une dépense de 973 838,25 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 1 168 605,90 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-19 11:22

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206810002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes incluses (contrat : 4 869 191,25 $ + contingences : 973 838,25 $ + incidences: 1 168 605,90 $) - Appel d'offres public IMM-15507 - (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au cœur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culture* .

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;

- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;

- L'amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode *« Gérance de construction »* : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 35 lots de travaux, incluant le présent lot L2301 « Ventilation », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0077 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15506 (3 soum.).
CG20 0031 - 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

DA197619001 - 31 juillet 2019 - Accorder un contrat de construction à Site Intégration Plus Inc. / Groupe SIP pour réaliser les travaux de construction du lot L2602 « Paratonnerre et démontage électrique extérieur » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 103 727,57 $, taxes et contingences incluses / Appel d'offres public IMM-15430 - 2 soumissionnaires.

CE19 1056 - 26 juin 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur « Dumoulin et Associés Réparation de Béton Ltée » pour la réalisation des travaux de construction du lot L0302 « Réparation de béton » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 219 802,29 $ (contrat de 191 132,43 $ + contingences de 28 669,86 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15428 (7 soumissionnaires).

CG19 0324 - 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0240 - 16 mai 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 3 543 401,23 $ (contrat de 2 834 720,98 $ + contingences de 708 680,25 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires).

CG19 0184 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville

accordé aux firmes *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel *Pomerleau inc.,* firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés,* équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0354 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Aedifica inc.,* seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, *CLEB* consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L2301 « Ventilation » consistent principalement à fournir la main d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour effectuer la mise aux normes des systèmes de ventilation, tels que décrits dans les documents d'appel d'offres.
L'appel d'offres public IMM-15507, publié le 19 novembre 2019 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de quatre-vingt-quatorze (94) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions

demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 20 février 2020.

Sept (7) addenda ont été publiés :

Addenda n^{o} 1 (28 novembre 2019) : Prolongation de la période de visite supervisée jusqu'au 19 décembre 2019 - Date de dépôt des soumissions reportée au 14 janvier 2020.

Addenda n^{o} 2 (11 décembre 2019) : Révision de l'article n^{o} 3.9 « Contrat à prix forfaitaire » des Instructions aux soumissionnaires - Ajout d'articles à la rubrique « Assurances, cautionnements, frais généraux de chantier incluant les frais d'administration et profits » du Cahier des clauses administratives spéciales - Révision de l'article n^{o} 5 « Nature et description des travaux » et de la portée générale des travaux - Révision de l'article n^{o} 10 « Assurances » du Cahier des clauses administratives spéciales - Remise du formulaire de soumission modifié (Révision 01) - Remise de l'addenda M-01 en mécanique - Réponses aux questions des soumissionnaires (6 questions) - Révision et ajout de plans en mécanique (12 révisions et 6 nouveaux plans) - Remise du document « Procédure de travail en présence d'amiante à risque modéré ».

Addenda n^{o} 3 (19 décembre 2019) : Prolongation de la période de visite supervisée jusqu'au 24 janvier 2020 - Date de dépôt des soumissions reportée au 4 février 2020.

Addenda n^{o} 4 (24 janvier 2020) : Ajout à l'article n^{o} 11 « Ventilation des coûts de construction » du Cahier des clauses administratives spéciales - Remise du formulaire de soumission modifié (Révision 02) - Révision et ajout de plans en mécanique (21 révisions et 5 nouveaux plans) - Remise des addendas M-02 et M-03 en mécanique - Réponses aux questions des soumissionnaires (6 questions).

Addenda n^{o} 5 (29 janvier 2020) : Date de dépôt des soumissions reportée au 13 février 2020.

Addenda n^{o} 6 (3 février 2020) : Ajout de plans en architecture (8 plans) - Réponses aux questions des soumissionnaires (5 questions).

Addenda n^{o} 7 (7 février 2020) : Ajout de plans en mécanique (1 plan) - Remise de l'addenda M-04 en mécanique - Réponses aux questions des soumissionnaires (1 question) - Date de dépôt des soumissions reportée au 20 février 2020.

Les documents d'appel d'offres comprennent des dispositions contractuelles liées à l'Échéancier d'exécution des travaux, qui prévoient des pénalités en cas de retard notamment dans la mise à jour de l'Échéancier, dans l'exécution même des travaux ainsi que dans la correction des déficiences.

JUSTIFICATION

Il a eu dix (10) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels quatre (4) ont déposé une soumission. Un preneur a acheté les documents à titre informatif, car il s'agit de l'Association de la construction du Québec (ACQ). Un suivi a été effectué auprès des cinq (5) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission.

- Une entreprise mentionne que l'envergure des travaux est trop grande pour lui permettre de répondre à l'appel d'offres;
- Une entreprise mentionne qu'elle a préféré ne pas soumissionner en raison des documents d'appel d'offres qui spécifient des critères de performance plutôt que

des marques de commerce, ce qui occasionne selon elle une trop grande incertitude pour être en mesure de soumissionner adéquatement;
- Une entreprise mentionne que le cautionnement de soumission demandé s'est avéré trop élevé pour lui permettre de déposer sa soumission;
- Une entreprise mentionne qu'elle a décidé de ne pas déposer de soumission puisqu'elle appréhende des difficultés à rencontrer les exigences de la Ville, vu la charge de travail que ce projet représente;
- Finalement, une entreprise n'a pas répondu à notre demande d'information.

Les quatre (4) soumissions, jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres, ont été remises par :

- HVAC inc.

- Les Entreprises de réfrigération LS inc.

- Lambert Somec inc.

- J.P. Lessard Canada inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
HVAC inc.	4 869 192,25 $	973 838,25 $	5 843 029,50 $
Les Entreprises de réfrigération LS inc.	5 887 275,33 $	1 177 455,07 $	7 064 730,40 $
Lambert Somec inc.	7 390 593,00 $	1 478 118,60 $	8 868 711,60 $
J.P. Lessard Canada inc.	8 585 183,25 $	1 717 036,65 $	10 302 219,90 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 536 046,25 $	1 107 209,25 $	6 643 255,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(800 226,00) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-12,0 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 221 700,90 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			20,9 %

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme HVAC inc.

L'écart de -12,0 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme HVAC inc. et la dernière estimation des professionnels peut s'expliquer notamment par le fait que des

modifications ont été apportées pour coordonner plus facilement le passage des conduits au niveau des colonnes montantes et de la distribution aux niveaux 1 et 2. Ceci pourrait avoir permis de réduire le risque pour le soumissionnaire, et donc réduire les coûts associés à ces éléments, où se retrouve l'écart nominal le plus important dans la soumission.

Par ailleurs, concernant l'écart de 20,9 % entre la soumission de l'adjudicataire HVAC inc. et la deuxième plus basse soumission de Les Entreprises de réfrigération LS inc., il a été constaté que les frais généraux incluant administration et profits sont supérieurs de 47% pour le deuxième soumissionnaire. Cette différence peut s'expliquer par l'intérêt relatif de chaque entreprise à être compétitive pour remporter le projet.

Nous sommes également d'avis que le deuxième plus bas soumissionnaire semble avoir fait une évaluation très élevée du poste *5.1 – Tous autres travaux relatifs au lot,* ajouté à l'Addenda n^{o} 4. En effet, son prix proposé pour cet item est nettement au-delà de la moyenne des quatre soumissionnaires.

Ces deux points représentent une différence de près de 500 000 $ entre les deux plus bas soumissionnaires, et expliquent principalement les écarts entre les deux propositions, alors que les autres prix détaillés suivent une corrélation normale.

L'entreprise HVAC inc. détient une attestation valide de l'Autorité des marchés publics, renouvelée jusqu'au 22 mai 2020 (voir pièce jointe). La firme ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Ce dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, car le contrat répond au critère suivant relatif aux contrats d'exécution des travaux d'une valeur de plus de 2 M$:

- Présente un écart de plus de 20 %, en l'occurence 20,9 %, entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme HVAC inc. s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 4 869 191,25 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 20 %, soit 973 838,25 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux puisque l'ensemble des conditions pour la mise aux normes des systèmes de ventilation n'est pas connu à ce jour.

Une provision, égale à 20 % du contrat total incluant les contingences, soit 1 168 605,90 $ incluant les taxes, est aussi recommandée pour couvrir des honoraires ou services hors contrat supplémentaires, dans l'éventualité où ceux-ci seraient requis en cours de réalisation des travaux. Ce montant n'est pas inclus au contrat du fournisseur.

La dépense totale à autoriser est donc de 7 011 635,40 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 7 011 635,40 $ (taxes incluses), est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 3 965 079,82 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 3 046 555,58 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,45 % agglo et de 56,55 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 25 % en 2020, 50 % en 2021 et 25 % en 2022.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification *« LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants »* de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique. L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;

- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;

- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des

mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon le calendrier prévisionnel, les travaux du présent lot L2301 « Ventilation » doivent débuter dans les meilleurs délais et se terminer au printemps 2022, de manière à ne pas retarder la livraison du bâtiment à l'été 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats 8 avril 2020

Décision d’accorder le contrat par le conseil d’agglomération 23 avril 2020

Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) 4 mai 2020

Période de travaux Mai 2020 à Mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Jean CAPPELLI
Chef de division des projets MAM & aménagements

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-03-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-03-19

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 2301: Ventilation
Description: Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15507

HVAC inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	11,7%	497 000,00	24 850,00	49 575,75	**571 425,75**
	15-050 - Équilibrage	0,8%	32 000,00	1 600,00	3 192,00	**36 792,00**
	15-260 - Calorifuges	11,0%	464 000,00	23 200,00	46 284,00	**533 484,00**
	15-700 - Réfrigération	9,2%	388 000,00	19 400,00	38 703,00	**446 103,00**
	15-800 - Ventilation climatisation	65,1%	2 758 500,00	137 925,00	275 160,38	**3 171 585,38**
	Autres travaux de ventilation	0,2%	10 000,00	500,00	997,50	**11 497,50**
	Mise en marche / Mise en service des installations	0,4%	15 500,00	775,00	1 546,13	**17 821,13**
	Allocation	1,7%	70 000,00	3 500,00	6 982,50	**80 482,50**
	Sous-total :	100,0%	**4 235 000,00**	**211 750,00**	**422 441,25**	**4 869 191,25**
	Contingences	20,0%	847 000,00	42 350,00	84 488,25	973 838,25
	Total - Contrat :		**5 082 000,00**	**254 100,00**	**506 929,50**	**5 843 029,50**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	20,0%	**1 016 400,00**	**50 820,00**	**101 385,90**	**1 168 605,90**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**6 098 400,00**	**304 920,00**	**608 315,40**	**7 011 635,40**
Ristournes:	Tps 100,00%			304 920,00		304 920,00
	Tvq 50,0%				304 157,70	304 157,70
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**6 098 400,00**	**0,00**	**304 157,70**	**6 402 557,70**

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 26 mars 2018

HVAC INC.
A/S MONSIEUR MARTIN LESIÈGE
2185, RUE LE CHATELIER
LAVAL (QC) H7L 5B3

N° de décision : 2018-CPSM-1020403
N° de client : 3000234657

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). HVAC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion de projets immobiliers
Division des projets corporatifs

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES IMM-15507
Date de publication : 19 novembre 2019
Date d'ouverture : 20 février 2020

Liste des preneurs des cahiers des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	ACQ - Provinciale
2	Climatisation Bâtivac
3	HVAC inc.
4	J.P. Lessard Canada inc.
5	Lambert Somec inc.
6	Le Groupe Master inc.
7	Les Entreprises de réfrigération LS inc.
8	Les partitions p. milet
9	Ventilation Jean Roy 1999 inc.
10	Ventilation MFC inc.
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206810002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes incluses (contrat : 4 869 191,25 $ + contingences : 973 838,25 $ + incidences: 1 168 605,90 $) - Appel d'offres public IMM-15507 - (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206810002 - Travaux de construction lot L2310 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-09

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Dossier # : 1206810002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes incluses (contrat : 4 869 191,25 $ + contingences : 973 838,25 $ + incidences: 1 168 605,90 $) - Appel d'offres public IMM-15507 - (4 soumissionnaires)

Rapport - mandatSMCE206810002.pdf

Dossier # :1206810002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE1206810002

Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes incluses (contrat : 4 869 191,25 $ + contingences : 973 838,25 $ + incidences: 1 168 605,90 $) - Appel d'offres public IMM-15507- (4 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206810002

Accorder un contrat à HVAC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 «Ventilation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 7 011 635,40 $, taxes incluses (contrat : 4 869 191,25 $ + contingences : 973 838,25 $ + incidences: 1 168 605,90 $) - Appel d'offres public IMM-15507- (4 soumissionnaires)

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:
    - écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que ce contrat vise la mise aux normes du système de ventilation, l'un des 35 lots du projet de rénovation majeure de l'hôtel de ville. Il a été précisé que le report de la date d'ouverture des soumissions était dû aux sept addendas et que, parmi les 10 preneurs des documents de l'appel d'offres, six ont effectué la visite obligatoire des lieux. Parmi ces six firmes, quatre ont déposé une soumission. Les raisons amenées pour expliquer l'absence de dépôt de soumission sont relatives à la trop grande envergure des travaux, à l'incertitude par rapport aux critères de performance, au cautionnement jugé trop élevé ainsi qu'à l'imposante charge de travail de ce projet.

En ce qui a trait au critère d'examen, celui-ci porte sur l'écart de plus de 20% entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme, 20,9%. La Commission retient de l'analyse du Service que l'évaluation du deuxième soumissionnaire conforme est très élevée au poste 5.1 « Tous autres travaux relatifs au lot, ajouté à l'Addenda no 4 », et ce, parce que le prix qu'il propose pour cet item est nettement supérieur à la moyenne des quatre soumissionnaires. Ceci, jumelé aux frais généraux et aux profits, de l'ordre de 47% plus élevés que ceux proposés par

l'adjudicataire, représente une différence de près de 500 000 $ entre les deux plus bas soumissionnaires conformes et permet d'expliquer l'écart entre les deux propositions. Par conséquent, la Commission comprend que la firme adjudicataire a pratiqué une stratégie plus agressive afin d'obtenir le contrat et que le prix soumis est de 12 % inférieur à l'estimation interne.

En conclusion, la Commission apprécie le dépôt de l'évolution budgétaire des différents lots octroyés à ce jour, soit 9 sur 35.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:
    - écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE206810002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2020/04/23
17:00

(2)

Dossier # : 1203438014

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes incluses (contrat : 2 643 712,16 $ + contingences : 396 556,82 $ + variations de quantités 132 185,61 $ + incidences 200 000 $) - Appel d'offres public CP19075-171156-C (5 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 643 712,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP19075-171156-C;

2. d'autoriser une dépense de 396 556,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépenses de 132 185,61 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'autoriser une dépense de 200 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.,

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-20 13:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438014**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes incluses (contrat : 2 643 712,16 $ + contingences : 396 556,82 $ + variations de quantités 132 185,61 $ + incidences 200 000 $) - Appel d'offres public CP19075-171156-C (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) effectue l'inspection des conduites d'égouts depuis plusieurs années dans le but d'identifier celles qui doivent être mises à niveau.
L'inspection télévisée à la caméra tractée (CCTV) réalisée à l'hiver 2016 a révélé que le collecteur sous la rue de Chambly entre les rues de Rouen et Adam présentait des défauts structuraux et d'entretien dont entre autres des déformations de 5 % de la conduite, des fractures longitudinales, de l'incrustation calcaire et de l'infiltration à plusieurs endroits. Il faut mentionner que ce collecteur date de 1916 et qu'il a été construit en briques réfractaires. En se basant sur ces observations, la DEEU a établi que des travaux de réhabilitation devaient être effectués le plus tôt possible, afin de préserver l'intégrité de ce collecteur d'égouts unitaires.

Un appel d'offres public a été publié le 13 février 2020 sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 5 mars 2020. La période de validité des soumissions est de 120 jours. Aucun addenda a été émis durant la période d'appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Les travaux consistent en la réhabilitation d'une conduite collectrice d'égouts unitaires de 1500 mm de diamètre par l'insertion d'une gaine renforcée en fibre de verre. La gaine est insérée par tirage dans la conduite à partir des regards d'accès, puis gonflée à l'air comprimé et polymérisée à l'aide de lampes UV.
Ces travaux auront lieu sur la rue de Chambly entre les rues de Rouen et Adam sur une longueur de 620 mètres. Ils comprennent :

· le nettoyage, l'inspection et réhabilitation de huit (8) sections de conduites collectrices;

· la reconstruction de huit (8) regards d'égouts;

· le gainage et/ou le remplacement de drains de puisards.

Compte tenu des imprévus probables dus à l'âge du collecteur qui fait l'objet des travaux, un budget de 15 % de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences et 5 % pour les variations de quantité des articles à prix unitaires. Également, des frais incidents ont été fixés à 200 000 $, afin de couvrir d'éventuels travaux de protection ou de réparation des infrastructures souterraines adjacentes au collecteur.

JUSTIFICATION

Huit (8) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et cinq (5) d'entre elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu. Lors de l'analyse de conformité des soumissions, une entreprises s'est avérée non conforme, parce qu'elle ne détenait pas une autorisation valide de contracter de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) en date de l'ouverture des soumissions.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Services Infraspec inc.	2 643 712,16 $	528 742,43 $	3 172 454,59 $
Clean Water Works inc.	3 281 000,00 $	656 200,00 $	3 937 200,00 $
Les excavations Lafontaine inc.	4 135 861,33 $	827 172,27 $	4 963 033,60 $
Institu form technologies ltd.	5 323 500,00 $	1 064 700,00 $	6 388 200,00 $
Estimation du professionnel ($)	3 207 612,79 $	641 522,56 $	3 849 135,35 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(676 680,76 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(17,58 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			764 745,41 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			24,11 %

L'écart entre l'estimation du professionnel interne et la plus basse soumission est favorable de 17,58 %. Cet écart s'explique principalement par une différence de 465 469 $ taxes incluses pour la mise en place des 8 regards préfabriqués (article 5 du bordereau). Ce même article montre un écart important de 1 096 056 $ taxes incluses entre les deux plus bas soumissionnaires conformes. Après vérification effectuée par le responsable des

contrats à la DEEU, Services Infraspec inc. se dit en mesure d'effectuer tous les travaux dans les délais requis et au montant de sa soumission.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à cette firme au montant de sa soumission, soit 2 643 712,16 $ taxes incluses.

Le présent dossier répond à un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, soit que l'écart entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme est supérieur à 20 %.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Services Infraspec inc., 4585 boulevard Lite, Laval, H7C 0B8 n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 30 avril 2020.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie Services Infraspec inc. détient une attestation valide de l'AMP. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly est de 3 372 454,59 $, contingences, variations de quantités, incidences et taxes incluses.
Ceci représente un montant de 3 079 500,55 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'était pas octroyé, l'état de la conduite centenaire continuerait de se dégrader au point où la réhabilitation ne serait même plus possible. Dans ce cas, sa reconstruction complète serait nécessaire. Les travaux de reconstruction seraient plus onéreux, plus longs à réaliser et occasionneraient par la suite beaucoup plus de nuisances aux riverains.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 23 avril 2020
Début des travaux : 4 mai 2020
Fin des travaux : 10 novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie PLOUFFE, 16 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-19

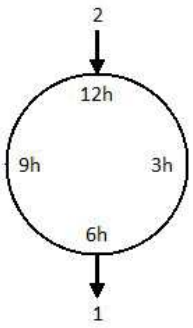
19. Sommaire et condition des regards

Autres informations

Nom du fichier:	CCTV_DEEU-34938_MHM_DE CHAMBLY-2_20191125	**Information 6:**	
Date de révision:		**Unité d'inspection:**	25
Rue de:	DE ROUEN	**Information 8:**	
Rue à:	ONTARIO	**Information 9:**	
Information 5:		**Numéro plan:**	203-002

Liste des raccordements de conduite

No.	Position	Sens	Conduite	Forme	Matériau	Diamètre	Largeur	Cadre/radier	Type de conduite	État garniture	État conduite	Commentaires
1	6	Sortante	5272682	Circulaire	Brique	1500		5.1				
2	12	Entrante	5272683	Circulaire	Brique	1500		5.1				

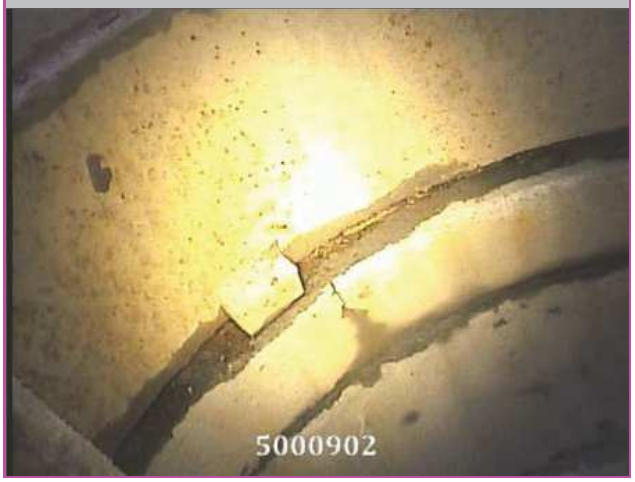


Observations

#1 0.00 m
MGP - Caractéristiques diverses - Photographie générale, Intérieur de la cheminée, Vue au sol.



#2 0.00 m
CM - Fissures - Multiples, Intérieur de la cheminée, entre 12h et 12h, Vue de face



#3 0.00 m
MGP - Caractéristiques diverses - Photographie générale, Intérieur de la chambre, à 12h, Aperçu de la conduite



#4 0.00 m
MGP - Caractéristiques diverses - Photographie générale, Intérieur de la chambre, à 6h, Aperçu de la conduite



19. Sommaire et condition des regards

#5 0.00 m
ISB - Infiltration - Traces - Paroi, Intérieur de la chambre, entre 12h et 12h, Vue de face



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 6 décembre 2017

SERVICES INFRASPEC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BELLEMARE
4585, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7C 0B8

N° de décision : 2017-CPSM-1063080
N° de client : 3000241603

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES CANALISATIONS KARIC, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SERVICES INFRASPEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : CP19075-171156-C
Numéro de référence : 1344849
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réhabilitation du collecteur de Chambly

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Capital Sewer Services 5255 Avenue Cumberland Montréal, QC, H4V2N7	Monsieur Luc Lefebvre Téléphone : 514 245-9130 Télécopieur :	**Commande : (1699290)** 2020-02-14 6 h 25 **Transmission :** 2020-02-14 7 h 19	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1709380)** 2020-03-02 20 h 58 **Transmission :** 2020-03-02 21 h 02	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1703417)** 2020-02-20 16 h 56 **Transmission :** 2020-02-20 18 h 14	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1699087)** 2020-02-13 14 h 34 **Transmission :** 2020-02-13 14 h 38	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Jean-Francois Béluse Téléphone : 514 863-5849 Télécopieur :	**Commande : (1700419)** 2020-02-17 11 h 04 **Transmission :** 2020-02-17 13 h 21	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1700146)** 2020-02-17 8 h 41 **Transmission :** 2020-02-17 8 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1699315)** 2020-02-14 7 h 42 **Transmission :** 2020-02-14 7 h 50	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Infraspec inc 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1699117)** 2020-02-13 15 h 01 **Transmission :** 2020-02-13 20 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438014

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes incluses (contrat : 2 643 712,16 $ + contingences : 396 556,82 $ + variations de quantités 132 185,61 $ + incidences 200 000 $) - Appel d'offres public CP19075-171156-C (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438014_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-17

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438014

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes incluses (contrat : 2 643 712,16 $ + contingences : 396 556,82 $ + variations de quantités 132 185,61 $ + incidences 200 000 $) - Appel d'offres public CP19075-171156-C (5 soumissionnaires)



Rapport - mandatSMCE203438014.pdf

Dossier # :1203438014

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203438014

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes incluses (contrat : 2 643 712,16 $ + contingences : 396 556,82 $ + variations de quantités 132 185,61 $ + incidences 200 000 $) - Appel d'offres public CP19075-171156-C - (5 soumissionnaires)

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203438014

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Chambly - Dépense totale de 3 372 454,59 $, taxes incluses (contrat : 2 643 712,16 $ + contingences : 396 556,82 $ + variations de quantités 132 185,61 $ + incidences 200 000 $) - Appel d'offres public CP19075-171156-C - (5 soumissionnaires)

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
    - *écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que ce contrat visait la réfection d'un collecteur unitaire de grande dimension en briques, de 2 ou 3 rangs, de 620 mètres de longueur et dont la construction remonte à 1916 sous la rue de Chambly. L'auscultation réalisée en 2016 avait montré plusieurs signes d'une importante détérioration. La technique à l'UV qui sera privilégiée pour la réfection est sans odeur et permet donc d'éviter de nombreux désagréments pour les riverains. Ce contrat comporte différents élément liés à la gestion d'un chantier, dont la signalisation, le pompage, la dérivation et des excavations profondes.

En ce qui a trait au prix obtenu, le Service a expliqué que cinq firmes ont déposé une offre, dont quatre sont conformes et une a été rejetée puisqu'il s'agit d'une nouvelle entreprise dans le marché qui ne détenait toujours pas l'autorisation de l'AMF au moment de l'ouverture des soumissions. En ce qui concerne le critère d'examen spécifique à ce contrat, il est relatif à l'écart de 24% observé entre le prix de l'adjudicataire et celui du deuxième plus bas soumissionnaire conforme. L'analyse du Service est à l'effet que ce sont les coûts de mise en place des regards de la conduite qui sont largement inférieurs, et ce, tant par rapport au deuxième soumissionnaire

conforme qu'à l'estimé interne. Par conséquent, le Service a validé la compréhension de l'adjudicataire et sa capacité à effectuer l'ensemble des travaux au prix convenu, ce que la Commission salue. En outre, la Commission s'est intéressée à la courte durée de l'appel d'offres. Le Service a expliqué qu'une période de 15 à 20 jours suffisait pour ce type de contrats qui comporte peu de complexité d'exécution.

En conclusion, la Commission apprécie l'obtention d'un prix favorable à la Ville, de 17, 58% inférieur à l'estimé de contrôle, ainsi que la validation subséquente effectuée par le Service auprès de l'adjudicataire pour s'assurer de sa compréhension du mandat.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
    - *écart de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203438014 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1203438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes incluses (contrat: 2 728 418,84 $ + contingences: 409 262,83 $ + variations de quantités: 136 420,94 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP19025-172689-C - (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Services Infraspec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 728 418,84 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP19025-172689-C;

2. d'autoriser une dépense de 409 262,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépenses de 136 420,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'autoriser une dépense de 200 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-20 13:31

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438016**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes incluses (contrat: 2 728 418,84 $ + contingences: 409 262,83 $ + variations de quantités: 136 420,94 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP19025-172689-C - (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l’épuration des eaux usées (DEEU) effectue l’inspection des conduites d’égouts depuis plusieurs années, dans le but d’identifier celles qui ont besoin d’être mises à niveau.

L’inspection par caméra en circuit fermé (CCTV) réalisée en 2016 a révélé que le collecteur sous la rue de Bordeaux entre les rues Sherbrooke Est et Marie-Anne Est, présentait des défauts structuraux et opérationnels tels que des fractures longitudinales, des déformations, des briques manquantes, des incrustations calcaires et des infiltrations d’eau à plusieurs endroits. Il faut mentionner que ce collecteur date de 1916 et qu'il est construit en briques réfractaires. En se basant sur ces observations, la DEEU a établi que des travaux de réhabilitation devaient être effectués le plus tôt possible, afin de préserver l'intégrité de ce collecteur d'égouts unitaires.

Un appel d’offres public a été publié le 29 janvier 2020 sur le site SEAO et dans le journal de Montréal. L’ouverture des soumissions a eu lieu le 10 mars 2020. La période de validité des soumissions est de 120 jours. Conformément à l’encadrement administratif C-OG-D-18-001, le bordereau de soumission n’inclut pas de budget pour les contingences.

Trois (3) addenda ont été émis :

· Addenda no. 1 en date du 3 février 2020 : report d’ouverture des soumissions

· Addenda no. 2 en date du 18 février 2020 : réponses aux questions.

· Addenda no. 3 en date du 28 février 2020: réponses aux questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Les travaux consistent en la réhabilitation d'une conduite d'égouts existante de 1500 mm de diamètre par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets. La gaine est insérée par tirage dans la conduite à partir des regards d'accès, puis gonflée à l'air comprimé et polymérisée à l'aide de lampes UV.
Ces travaux auront lieu sous la rue de Bordeaux entre les rues Sherbrooke Est et Marie-Anne Est, sur une longueur de 638 mètres. Ils comprennent :

· le contrôle du débit des eaux;

· le nettoyage, l'inspection, la réparation et le chemisage de neuf (9) sections de conduites;

· la reconstruction de huit (8) regards d'égouts;

· la gainage et/ou le remplacement des drains de puisards.

Compte tenu des imprévus probables dus à l'âge du collecteur qui fait l'objet des travaux, un budget de 15 % de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences. Un budget de 5 % de la valeur du contrat est également prévu pour couvrir les variations de quantités des articles à prix unitaires, conformément à l'encadrement administratif C-OG-D-18-001.

Des frais incidents ont été fixés à 200 000 $, afin de couvrir d'éventuels travaux de protection ou de réparations de conduites de gaz, de lignes électriques ou autres infrastructures situées à proximité des travaux d'excavation.

JUSTIFICATION

Huit (8) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et quatre (4) d'entre elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu des entreprises n'ayant pas déposé de soumission. Lors de l'analyse de conformité des soumissions, une entreprises s'est avérée non conforme, parce qu'elle ne détenait pas une autorisation valide de contracter de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) en date de l'ouverture des soumissions.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Variations de quantités (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Services Infraspec inc.	2 728 418,84 $	409 262,83 $	136 420,94 $	3 274 102,61 $
Clean Water Works inc.	3 071 000,00 $	460 650,00 $	153 550,00 $	3 685 200,00 $

Les excavations Lafontaine inc.	4 302 701,61 $	645 405,24 $	215 135,08 $	5 163 241,93 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 783 425,64 $	567 513,85 $	189 171,28 $	4 540 110,77 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*				(1 266 008,17 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*				(27,88 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*				411 097,40 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*				12,56 %

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission est favorable de 27.88 %. Cet écart s'explique principalement par une différence de 876 336 $ taxes incluses pour la mise en place des 8 regards préfabriqués (article 7 du bordereau). Ce même article montre aussi un écart de 586 373 $ taxes incluses entre les deux plus bas soumissionnaires conformes. Malgré ces écarts de prix, Services Infraspec inc. se dit en mesure d'effectuer tous les travaux dans les délais requis et au montant de sa soumission.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Services Infraspec inc**.** au prix de sa soumission, soit 2 728 418,84 $, taxes incluses.

Le présent dossier répond à un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, l'écart entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation est supérieur à 20 %.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Services Infraspec inc., 4585 boulevard Lite, Laval, H7C 0B8 n’est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu’au 30 avril 2020.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie Services Infraspec inc. détient une attestation valide de l’Autorité des Marchés Publics (anciennement l'Autorité des Marchés Financiers). Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Bordeaux est de 3 474 102,61 $, contingences, variations de quantités, incidences et taxes incluses.
Ceci représente un montant de 3 172 318,74 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce contrat n'était pas octroyé, l'état de la conduite centenaire continuerait à se dégrader au point où la réhabilitation ne serait même plus possible. Dans ce cas, sa reconstruction complète serait nécessaire. Les travaux de reconstruction sont beaucoup plus onéreux et longs à réaliser occasionnant ainsi beaucoup plus de nuisances aux citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux: mai 2020
Fin des travaux: septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie PLOUFFE, 17 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-16

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-19

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : CP19025-172689-C
Numéro de référence : 1339256
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Capital Sewer Services 427 Rang Lepage Sainte-Anne-des-Plaines, QC, J0N 1H0	Monsieur Luc Lefebvre Téléphone : 514 245-9130 Télécopieur :	**Commande : (1690639)** 2020-01-30 9 h 25 **Transmission :** 2020-01-30 9 h 28	3246305 - Addenda 1 2020-02-03 10 h 44 - Courriel 3257262 - Addenda 2 2020-02-18 13 h 33 - Courriel 3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	**Commande : (1691545)** 2020-01-31 10 h 39 **Transmission :** 2020-01-31 10 h 41	3246305 - Addenda 1 2020-02-03 10 h 44 - Courriel 3257262 - Addenda 2 2020-02-18 13 h 33 - Courriel 3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Camara 711 Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, j7v0m7 http://constructioncamara.ca	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1691228)** 2020-01-30 16 h 48 **Transmission :** 2020-01-30 17 h 54	3246305 - Addenda 1 2020-02-03 10 h 44 - Courriel 3257262 - Addenda 2 2020-02-18 13 h 33 - Courriel 3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1703424)** 2020-02-20 17 h 10 **Transmission :** 2020-02-20 18 h 18	3246305 - Addenda 1 2020-02-20 17 h 10 - Téléchargement 3257262 - Addenda 2 2020-02-20 17 h 10 - Téléchargement 3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1691429)** 2020-01-31 9 h 19 **Transmission :** 2020-01-31 9 h 20 **2 copies**	3246305 - Addenda 1 2020-02-03 10 h 44 - Courriel 3257262 - Addenda 2 2020-02-18 13 h 33 - Courriel 3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1691099)** 2020-01-30 14 h 51 **Transmission :** 2020-01-30 15 h 01	3246305 - Addenda 1 2020-02-03 10 h 44 - Courriel 3257262 - Addenda 2 2020-02-18 13 h 33 - Courriel

			3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1690198)** 2020-01-29 13 h 46 **Transmission :** 2020-01-29 13 h 52	3246305 - Addenda 1 2020-02-03 10 h 44 - Courriel 3257262 - Addenda 2 2020-02-18 13 h 33 - Courriel 3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Infraspec inc 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1691180)** 2020-01-30 15 h 59 **Transmission :** 2020-01-30 16 h 22	3246305 - Addenda 1 2020-02-03 10 h 44 - Courriel 3257262 - Addenda 2 2020-02-18 13 h 33 - Courriel 3265464 - Addenda 3 2020-02-28 11 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 6 décembre 2017

SERVICES INFRASPEC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC BELLEMARE
4585, BOUL LITE
LAVAL (QC) H7C 0B8

N° de décision : 2017-CPSM-1063080
N° de client : 3000241603

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES CANALISATIONS KARIC, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SERVICES INFRASPEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes incluses (contrat: 2 728 418,84 $ + contingences: 409 262,83 $ + variations de quantités: 136 420,94 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP19025-172689-C - (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438016_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438016

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes incluses (contrat: 2 728 418,84 $ + contingences: 409 262,83 $ + variations de quantités: 136 420,94 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP19025-172689-C - (4 soumissionnaires)



Rapport - mandatSMCE203438016.pdf

Dossier # :1203438016

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de MercierHochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203438016

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes incluses (contrat: 2 728 418,84 $ + contingences: 409 262,83 $ + variations de quantités: 136 420,94 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP19025-172689-C (4 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203438016

Accorder un contrat à Services Infraspec inc., pour les travaux de réhabilitation par chemisage avec cure aux rayons ultraviolets du collecteur de la rue de Bordeaux - Dépense totale de 3 474 102,61 $, taxes incluses (contrat: 2 728 418,84 $ + contingences: 409 262,83 $ + variations de quantités: 136 420,94 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP19025-172689-C (4 soumissionnaires).

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
    - écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que ce contrat visait la réfection d'un collecteur unitaire de grande dimension en briques, de 2 ou 3 rangs, de 638 mètres de longueur et dont la construction remonte à 1916 sous la rue de Bordeaux. L'auscultation réalisée en 2016 avait montré plusieurs signes d'une importante détérioration. La technique de cure à l'UV qui sera privilégiée pour la réfection est sans odeur et permet donc d'éviter de nombreux désagréments pour les riverains, notamment avec une école à proximité. Il a également été précisé que l'échéancier prévoit le début des travaux à la fin des classes et la fin des travaux avant la rentrée scolaire en septembre prochain, et ce, en plus de tenir compte des travaux environnants puisqu'ils sont coordonnés en collaboration avec AGIR. Ce contrat comporte également différents élément liés à la gestion d'un chantier, dont la signalisation, le pompage, la dérivation et des excavations profondes.

En ce qui a trait au prix obtenu, le Service a expliqué que quatre firmes ont déposé une offre, dont trois sont conformes et une a été rejetée puisqu'il s'agit d'une nouvelle entreprise dans le marché qui ne détenait toujours pas son autorisation de l'AMF au moment de l'ouverture des soumissions. En ce qui concerne le critère d'examen

spécifique à ce contrat, il est relatif à l'écart observé entre le prix de l'adjudicataire et celui de l'estimé interne. Comme dans le dossier précédent, l'analyse du Service a montré que ce sont les coûts de mise en place des regards de la conduite qui sont largement inférieurs à l'estimé interne. Par conséquent, le Service a, une fois de plus, validé la compréhension de l'adjudicataire et sa capacité à effectuer l'ensemble des travaux au prix convenu, ce que la Commission salue une fois de plus.

En conclusion, la Commission apprécie l'obtention d'un prix favorable à la Ville, de 27, 88% inférieur à l'estimé de contrôle ainsi que la validation effectuée par le Service auprès de l'adjudicataire pour cette intervention qui permettra d'éviter des interventions urgentes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203438016 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2020/04/23
17:00

(2)

Dossier # : 1203438017

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Les excavations Lafontaine inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes incluses (contrat: 1 776 557,51 $ + contingences: 266 483,63 $ + variation de quantités: 88 827,88 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP20004-180119-C - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme.

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme Les excavations Lafontaine inc., le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 776 557,51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP20004-180119-C;

2. d'autoriser une dépense de 266 483,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépenses de 88 827,88 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'autoriser une dépense de 200 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 20:55

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203438017**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Les excavations Lafontaine inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes incluses (contrat: 1 776 557,51 $ + contingences: 266 483,63 $ + variation de quantités: 88 827,88 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP20004-180119-C - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l’épuration des eaux usées (DEEU) effectue l’inspection des conduites d’égouts depuis plusieurs années dans le but d’identifier celles qui ont besoin d’être mises à niveau.
Les inspections télévisées à la caméra tractée (CCTV) réalisées en avril 2016 et en novembre 2020 ont révélé que le collecteur localisé sous la rue Sainte-Catherine Est entre les avenues Papineau et De Lorimier, présente des défauts structuraux majeurs dont des déformations de 15 % et des fractures longitudinales à plusieurs endroits compromettant sa capacité structurale. Il faut mentionner que ce collecteur date de 1862 et qu'il est construit en briques réfractaires. Afin d’améliorer la condition structurale de ce collecteur et éviter un possible effondrement, la DEEU recommande que des travaux de réhabilitation s'effectuent dès l’été 2020.

Un appel d’offres public a été publié le 19 février 2020 sur le site SEAO et dans le Journal de Montréal. L’ouverture des soumissions a eu lieu le 17 mars 2020. La période de validité des soumissions est de 120 jours.

Trois (3) addenda ont été émis :

- Addenda no 1 en date du 2 mars 2020 : modifications au cahier des charges

- Addenda no 2 en date du 5 mars 2020: questions / réponses.
- Addenda no 3: en date du 10 mars 2020: report de date et ajout de précisions au devis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Les travaux consistent en la réhabilitation d'un collecteur d'égouts ovoïde de 1800 mm x 1400 mm par l'insertion de tuyaux en PRV avec remplissage de l'espace annulaire par un coulis cimentaire. Ces travaux visent à assurer l'intégrité structurale, à améliorer la capacité hydraulique, à corriger les déficiences physiques, à éliminer l'infiltration et à prolonger la vie utile du collecteur d'égouts unitaires.
Ces travaux auront lieu sous la rue Sainte-Catherine Est entre les avenues Papineau et De Lorimier sur une longueur de 295 mètres. Ils comprennent, sans s'y limiter :

· le maintien de la circulation et de la signalisation du chantier;

· le contrôle des eaux;

· les travaux préparatoires avant l'insertion des tuyaux;

· la préparation d'un puits d'accès pour l'insertion des tuyaux;

· la construction d'un regard unitaire en PRV;

· la réhabilitation structurale de 295 mètres du collecteur d'égouts unitaires par l'insertion des coques en PRV;

· la remise en état des lieux.

Compte tenu des imprévus probables dus à l'âge du collecteur qui fait l'objet des travaux, un budget de 15 % de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences et 5 % pour les variations de quantités des articles à prix unitaires. Également, des frais d'incidences ont été fixés à 200 000 $, afin de couvrir d'éventuels travaux de protection ou de réparation des infrastructures souterraines adjacentes au collecteur.

JUSTIFICATION

Quatre (4) entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et deux (2) d'entre elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu des entreprises n'ayant pas déposé de soumission.
Lors de l'analyse de conformité des soumissions, une entreprises s'est avérée non conforme, parce qu'elle ne détenait pas une autorisation valide de contracter de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) à la date de l'ouverture des soumissions.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**Contingences** (taxes incluses)	**Variations de quantités** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

Les excavations Lafontaine inc.	1 776 557,51 $	266 483,63 $	88 827,88 $	2 131 869,02 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 851 355,04 $	277 703,26 $	92 567,75 $	2 221 626,05 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*				(89 757,03 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*				(4,04%)

L'écart entre la seule soumission conforme et l'estimation du professionnel est favorable de 4.04 %.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Les excavations Lafontaine inc. au prix de sa soumission, soit 1 776 557,51 $, taxes incluses.

Le présent dossier répond à un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, puisqu'une seule soumission conforme a été reçue suite à cet appel d'offres.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Les excavations Lafontaine inc. 872, rue Archimède, Lévis, QC, G6V 7M5 (NEQ: 1143662378) n’est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu’au 31 mai 2020.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie Les excavations Lafontaine inc. détient une attestation valide de l’Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les travaux de réhabilitation du collecteur de Ste-Catherine Est est de 2 331 869,02 $, contingences, variations de quantités, incidences et taxes incluses.
Ceci représente un montant de 2 129 307,23 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'était pas octroyé, les probabilités d'effondrement du collecteur seraient très élevées. Par conséquent ce secteur névralgique du centre-ville serait grandement affecté.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux: mai 2020
Fin des travaux: septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-20

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-03-23

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-25

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 5 février 2020

LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.
A/S MONSIEUR PIERRE POULIN
872, RUE ARCHIMÈDE
LÉVIS (QC) G6V 7M5

N° de décision : 2020-DAMP-1081
N° de client : 2700008103

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous LAFONTAINE, GROUPE LAFONTAINE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **4 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, RC. 30
Québec (Québec) G1R 5S9 | 1 888 335-5550
amp.quebec

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : CP20004-180119-C
Numéro de référence : 1347516
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine est entre les avenues Papineau et de Lorimier

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AMIBLU Campus St Christophe 10, avenue de l'entreprise Cergy-Pontoise cedex, , 95865	Madame Bénédicte DESBOIS Téléphone : 003 313-4356617 Télécopieur :	**Commande : (1709880)** 2020-03-03 11 h 36 **Transmission :** 2020-03-03 11 h 36	3266439 - Addenda 1 2020-03-03 11 h 36 - Téléchargement 3266443 - Clés USB 2020-03-03 11 h 36 - Aucun 3269803 - Addenda 2 2020-03-10 16 h 54 - Courriel 3273140 - Addenda 3 2020-03-10 16 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Capital Sewer Services 5255 Avenue Cumberland Montréal, QC, H4V2N7	Monsieur Marc Barrere Téléphone : 514 242-4580 Télécopieur :	**Commande : (1702591)** 2020-02-20 6 h 39 **Transmission :** 2020-02-20 7 h 22	3266439 - Addenda 1 2020-03-02 9 h 49 - Messagerie 3266443 - Clés USB 2020-03-03 11 h 38 - Messagerie 3269803 - Addenda 2 2020-03-10 16 h 54 - Courriel 3273140 - Addenda 3 2020-03-10 16 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1702948)** 2020-02-20 10 h 49 **Transmission :** 2020-02-20 10 h 55	3266439 - Addenda 1 2020-03-02 9 h 50 - Messagerie 3266443 - Clés USB 2020-03-03 11 h 39 - Messagerie 3269803 - Addenda 2 2020-03-10 17 h 25 - Télécopie 3273140 - Addenda 3 2020-03-10 16 h 54 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Services Infraspec inc 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (1703398)** 2020-02-20 16 h 30 **Transmission :** 2020-02-20 16 h 30	3266439 - Addenda 1 2020-03-02 9 h 48 - Messagerie 3266443 - Clés USB 2020-03-03 11 h 38 - Messagerie 3269803 - Addenda 2 2020-03-10 16 h 54 - Courriel 3273140 - Addenda 3 2020-03-10 16 h 53 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438017

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Les excavations Lafontaine inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes incluses (contrat: 1 776 557,51 $ + contingences: 266 483,63 $ + variation de quantités: 88 827,88 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP20004-180119-C - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438017_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : 514 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-24

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438017

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Collecteurs et bassins de rétention
Objet :	Accorder au seul soumissionnaire Les excavations Lafontaine inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes incluses (contrat: 1 776 557,51 $ + contingences: 266 483,63 $ + variation de quantités: 88 827,88 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP20004-180119-C - 2 soumissionnaires, 1 seul conforme.

Rapport - mandatSMCE203438017.pdf

Dossier # :1203438017

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203438017

Accorder au seul soumissionnaire Les excavations Lafontaine inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes incluses (contrat: 1 776 557,51 $ + contingences: 266 483,63 $ + variation de quantités: 88 827,88 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP20004-180119-C - 1 seul soumissionnaire conforme.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203438017

Accorder au seul soumissionnaire Les excavations Lafontaine inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, un contrat pour la réhabilitation du collecteur Ste-Catherine Est entre les rues Papineau et de Lorimier - Dépense totale de 2 331 869,02 $, taxes incluses (contrat: 1 776 557,51 $ + contingences: 266 483,63 $ + variation de quantités: 88 827,88 $ + incidences: 200 000 $) - Appel d'offres public CP20004-180119-C - 1 seul soumissionnaire conforme.

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres*

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus.. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que ce contrat visait la réfection d'un tronçon du collecteur unitaire de grande dimension en briques, de 2 ou 3 rangs, de 295 mètres de long sous la rue Sainte-Catherine Est. Dans ce cas-ci, en plus des différents signes de détérioration typiques, l'auscultation réalisée en 2016 avait montré une déformation de 15% à plusieurs endroits, notamment à la couronne, rendant cette intervention plus urgente. Ainsi, 295 mètres de conduites feront l'objet d'une insertion de conduite rigide en PVC plutôt que de gaine par chemisage. Ce contrat comporte la gestion de l'aménagement sécuritaire du chantier pour permettre la circulation sécuritaire.

En ce qui a trait au critère d'examen spécifique à ce contrat, il est relatif à la réception d'une seule soumission conforme. Ainsi, le Service a expliqué que, parmi les quatre firmes s'étant procuré les documents de l'appel d'offres, une seule a déposé une soumission conforme, et ce, puisque l'une des firmes a été rejetée en raison de l'absence de l'autorisation de l'AMF à son dossier au moment de l'ouverture des soumissions. Néanmoins, l'analyse du Service montre un écart favorable à la Ville entre la seule soumission reçue et l'estimation de contrôle.

En conclusion, la Commission apprécie l'obtention d'un prix favorable à la Ville, de 4% inférieur à l'estimé de contrôle.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$:*
    - *une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203438017 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2020/04/23
17:00

(2)

Dossier # : 1203855002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283.40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc.(3 958 888,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 19-17934 (8 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. De conclure cinq (5) ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction de critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 19-17934.

Contrat	**Soumissionnaire**	**Soumission** (taxes incluses)
Contrat no 1	Groupe ABS inc.	5 006 212,71 $
Contrat no 2	Solmatech inc.	4 951 283,40 $
Contrat no 3	Les Services EXP inc.	4 677 700,39 $
Contrat no 4	SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 882 314,84 $
Contrat no 5	FNX-Innov. inc.	3 958 888,19 $

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-19 16:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203855002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283.40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc.(3 958 888,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 19-17934 (8 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'ensemble des services de contrôle qualitatif des matériaux doit être fourni par la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) pour tous les projets de génie civil (construction, réhabilitation, réfection) de la Direction des infrastructures ainsi que ceux des autres services et arrondissements de la Ville. Ces services sont assurés en totalité par des consultants via des ententes-cadre de services professionnels. Les investissements dans les infrastructures de la Ville et la mise en oeuvre de différents programmes de réfection routière (programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR), programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) et programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement (PRCPR)) engendrent une demande de ces services de contrôle de la qualité. Afin de répondre aux besoins des chantiers, de la courte période de construction où tous ces services sont exigés en même temps sur nos chantiers, le processus d'appel d'offres et d'octroi de mandat ne peut être complété pour chacun des projets à l'intérieur des courts délais imposés et, de ce fait, la DEST doit faire appel à des firmes privées via des ententes-cadre pour répondre rapidement et adéquatement à la demande de ses requérants.
Suite aux investissements importants de la Ville dans le domaine des infrastructures, les ententes-cadre de services professionnels conclues en mai 2018 (CG18 0367) ont été fortement utilisées et les fonds disponibles de ces ententes-cadres ne permettront pas de faire face à la programmation complète des travaux d'infrastructures 2020 des requérants de la DEST. De nouvelles ententes-cadres doivent donc être octroyées pour assurer le maintien de ces services et répondre à la demande.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres #19-17934 a été publié sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal papier Le Journal de Montréal. Le détail du processus est décrit à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Durant la période de soumission, trois (3) addendas ont été publiés :

Addenda no 1 (11 décembre 2019)
Addenda no 2 (17 décembre 2019)
Addenda no 3 (20 décembre 2019)

Ces addendas ont été publiés afin de donner des précisions suite à des questions soulevées par des soumissionnaires et de reporter la date d'ouverture de 5 jours de calendrier, sans impact sur le prix.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0367 – 21 juin 2018 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Labo SM inc. (4 449 475,01 $), Solmatech inc. (4 253 615,10 $), Englobe Corp. (3 550 715,44 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 649 867,00 $), GHD Consultants ltée. (2 622 694,73 $) et Groupe ABS inc.(2 456 872,03 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 18-16621 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin (1183855003)
CG17 0048 - 23 février 2017 - Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les firmes suivantes : Solmatech inc. (3 174 402,26 $), Les Services EXP inc. (3 179 173,73 $), GHD Consultants ltée (3 476 614,05 $), Englobe Corp. (3 569 398,88 $), Groupe ABS inc. (3 312 832,16 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 452 124,37 $),totalisant une somme maximale de 20 164 454,54 $, toutes ces sommes taxes incluses, pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 16-15511 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin (1163855003)

DESCRIPTION

La DEST a comme mission de fournir des services de contrôle qualitatif des matériaux et des expertises sur des projets de construction, réhabilitation et réfection des infrastructures de la Ville. Ces services visent principalement, sans toutefois s'y restreindre, le béton de ciment, les enrobés bitumineux, les sols et granulats (pierre concassée, matériaux recyclés), les métaux, la galvanisation, les peintures (pour les pièces métalliques telles que mobilier de parc, ponts, viaduc, système d'éclairage, etc.), les systèmes de toiture et d'imperméabilisation (membranes de pont, de stationnements, etc.) ainsi que tout autre matériau (pvc, fonte, gaine, polymère, plastique, terrain sportif, etc.). Les services de contrôle qualitatif des matériaux, visés par le présent contrat, sont principalement prodigués par des techniciens et requièrent l'utilisation d'équipements spéciaux.
Dans le cadre de cette sollicitation, il était prévu d'accorder sept (7) contrats. A cette fin, les huit (8) soumissionnaires ayant déposés une soumission dans le cadre de l’appel d’offres public no 19-17934 sont les suivants :

Groupe ABS inc.
Solmatech inc.
Les Services EXP inc.
SNC-Lavalin GEM Québec inc.
FNX-Innov. inc.
Englobe Corp.
GHD Consultants Ltée
841 8748 Canada inc. (GIE)

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 19-17934, il est recommandé de retenir les services des cinq (5) firmes suivantes :

Contrat	**Soumissionnaire**	**Soumission** (taxes incluses)
Contrat no 1	Groupe ABS inc.	5 006 212,71 $
Contrat no 2	Solmatech inc.	4 951 283,40 $
Contrat no 3	Les Services EXP inc.	4 677 700,39 $
Contrat no 4	SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 882 314,84 $
Contrat no 5	FNX-Innov. Inc.	3 958 888,19 $
	Total	22 476 399,51 $

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le montant maximal des enveloppes budgétaires des ententes-cadre a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Puisque les contrats ont été approuvés en fonction d'une grille standard d'évaluation pré autorisée par le comité exécutif, une autorisation de lancement d'appel d'offres n'a pas été nécessaire.

JUSTIFICATION

La réalisation de projets de construction, de réhabilitation et de réfection de la Direction des infrastructures ainsi que ceux des services corporatifs et des arrondissements de la Ville nécessite implicitement un suivi serré de la qualité des matériaux utilisés ainsi qu'un soutien technique de pointe afin de garantir la conformité des travaux et la durabilité des ouvrages. La DEST doit fournir ces services dans le cadre de sa mission, mais ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST doit donc constituer une réserve de firmes, selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels qui seront en vigueur jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires de chacune des ententes-cadre ou à la fin de la date prévue des ententes-cadres, soit mars 2023. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadre en vigueur sont presque totalement engagées sur des projets en cours. Il est donc requis de conclure de nouvelles ententes-cadre afin d'assurer le suivi du contrôle qualitatif des matériaux des travaux qui seront réalisés pour la Ville, incluant ceux des projets particuliers 2020 du PCPR, du PMIR et du PRCPR.
Les activités du contrôle qualitatif des matériaux sont une partie intégrante de la réalisation des projets et sont en forte croissance depuis 2013. Pour les années 2017 et 2018, l'objectif d'investissements pour le Service des infrastructures du réseau routier a été établi à plus de 300M$ annuellement. Pour 2019 et 2020, l'objectif d'investissement a atteint les 400M$ annuellement. Il en va de même avec les arrondissements, le Service de l'Eau et les Grands Projets qui ont considérablement augmenté leurs investissements dans les infrastructures et qui sont des requérants très importants de services de la DEST.

Documents d'appel d'offres
Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que les sept (7) contrats ne soient pas d'envergure identique (contrats décroissants) et que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et le prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

L'enveloppe budgétaire sera répartie suivant les quantités inscrites dans les bordereaux des prix et pourra comprendre un nombre indéterminé de mandats. Les honoraires

professionnels sont établis par les soumissionnaires à taux horaire par catégorie d'employés. Les services des techniciens requièrent l'utilisation d'équipements spécialisés et ce coût est inclus dans le taux horaire des techniciens. Les dépenses pour les essais de laboratoire sont admissibles et, pour ce faire, un facteur multiplicatif établi par les soumissionnaires vient réduire les taux unitaires suggérés par l'Association des firmes de génie-conseil du Québec (AFG) dans le Guide de rémunération en vigueur.

Estimation

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadre et pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour faire l'estimation, la moyenne des taux horaires soumis dans les six (6) derniers contrats a été utilisée. Il en a été de même pour déterminer le facteur multiplicatif de réduction des taux proposés par l'AFG (Association des firmes de génie-conseil du Québec) dans le Guide de rémunération en vigueur. L'estimation a été faite en considérant que le coût des équipements utilisés pour la réalisation des essais est inclus dans le taux horaire des techniciens.

Analyse des soumissions

Les huit (8) soumissions reçues ont été jugées recevables et ont été soumises au comité de sélection pour évaluation. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

À noter que les firmes pouvaient théoriquement présenter plus d'une équipe, elles n'en ont présenté qu'une seule, compte tenu du nombre de techniciens à leur service.

Sur les huit (8) soumissions reçues, seulement sept (7) soumissions ont été jugées conformes par le comité de sélection :

Contrat	**Soumissionnaire**	**Soumission** (taxes incluses)
Contrat no 1	Groupe ABS inc.	5 006 212,71 $
Contrat no 2	Solmatech inc.	4 951 283,40 $
Contrat no 3	Les Services EXP inc.	4 677 700,39 $
Contrat no 4	SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 882 314,84 $
Contrat no 5	FNX-Innov. inc.	3 958 888,19 $
Contrat no 6	Englobe Corp.	3 296 925,37 $
Contrat no 7	GHD Consultants Ltée	2 766 689,42 $

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, l'équipe qui remporte un contrat, sera exclue des propositions subséquentes de la firme et devient non-conforme pour la suite des contrats à accorder.

Contrat no 1					
Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Groupe ABS inc.	78,7	0,26	5 006 212,71 $	N/A	5 006 212,71 $
Solmatech inc.	78,5	0,25	5 113 685,59 $	N/A	5 113 685,59 $
FNX-Innov. Inc.	77,7	0,24	5 311 988,72 $	N/A	5 311 988,72 $

Les Services EXP inc.	75,2	0,24	5 235 875,27 $	N/A	5 235 875,27 $
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	77,2	0,24	5 361 445,22 $	N/A	5 361 445,22 $
GHD Consultants Ltée	74,5	0,20	6 226 557,36 $	N/A	6 226 557,36 $
Englobe Corp.	78,0	0,20	6 516 685,27 $	N/A	6 516 685,27 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			4 474 029,36 $	N/A	4 474 029,36 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire-estimation)					532 183,35 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire-estimation/estimation) x 100					11,9%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire)					107 472,88 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire / adjudicataire) x 100					2,1%

Contrat no 2					
Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Solmatech inc.	78,5	0,26	4 951 283,40 $	N/A	4 951 283,40 $
FNX-Innov. Inc.	77,7	0,24	5 311 988,72 $	N/A	5 311 988,72 $
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	77,2	0,24	5 361 445,22 $	N/A	5 361 445,22 $
Les Services EXP inc.	75,2	0,24	5 300 261,27 $	N/A	5 300 261,27 $
GHD Consultants Ltée	74,5	0,20	6 226 557,36 $	N/A	6 226 557,36 $
Englobe Corp.	78,0	0,20	6 516 685,27 $	N/A	6 516 685,27 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			4 474 029,36 $	N/A	4 474 029,36 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire-estimation)					477 254,04 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire-estimation/estimation) x 100					10,7%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire)					360 705,32 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire / adjudicataire) x 100					7,3%

Contrat no 3					
Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Les Services EXP inc.	75,2	0,27	4 677 700,39 $	N/A	4 677 700,39 $

SNC-Lavalin GEM Québec inc.	77,2	0,27	4 759 620,08 $	N/A	4 759 620,08 $
FNX-Innov. Inc.	77,7	0,26	4 819 522,05 $	N/A	4 819 522,05 $
Englobe Corp.	78,0	0,24	5 384 595,43 $	N/A	5 384 595,43 $
GHD Consultants Ltée	74,5	0,23	5 528 946,54 $	N/A	5 528 946,54 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			3 971 293,99 $	N/A	3 971 293,99 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire-estimation)					706 406,40 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire-estimation/estimation) x 100					17,8%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire)					81 919,69 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire / adjudicataire) x 100					1,8%

Contrat no 4					
Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	77,2	0,33	3 882 314,84 $	N/A	3 882 314,84 $
FNX-Innov. Inc.	77,7	0,32	3 931 581,62 $	N/A	3 931 581,62 $
Englobe Corp.	78,0	0,29	4 389 233,86 $	N/A	4 389 233,86 $
GHD Consultants Ltée	74,5	0,28	4 512 786,00 $	N/A	4 512 786,00 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			3 238 933,42 $	N/A	3 238 933,42 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire-estimation)					643 381,42 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire-estimation/estimation) x 100					19,9%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire)					49 266,79 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire / adjudicataire) x 100					1,3%

Contrat no 5					
Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
FNX-Innov. Inc.	77,7	0,32	3 958 888,19 $	N/A	3 958 888,19 $
Englobe Corp.	78,0	0,29	4 389 233,86 $	N/A	4 389 233,86 $
GHD Consultants Ltée	74,5	0,28	4 512 786,00 $	N/A	4 512 786,00 $

Dernière estimation réalisée à l'interne			3 238 933,42 $	N/A	3 238 933,42 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire-estimation)					719 954,77 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire-estimation/estimation) x 100					22,2%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire)					430 345,68 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire / adjudicataire) x 100					10,9%

Contrat no 6: ANNULÉ					
Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Englobe Corp.	78,0	0,39	3 296 925,37 $	N/A	3 296 925,37 $
GHD Consultants Ltée	74,5	0,36	3 485 461,38 $	N/A	3 485 461,38 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			2 498 413,94 $	N/A	2 498 413,94 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire-estimation)					798 511,43 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire-estimation/estimation) x 100					32,0%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire)					188 536,01 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire / adjudicataire) x 100					5,7%

Contrat no 7: ANNULÉ					
Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
GHD Consultants Ltée	74,5	0,45	2 766 689,42 $	N/A	2 766 689,42 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			1 980 533,60 $	N/A	1 980 533,60 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire-estimation)					786 135,82 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire-estimation/estimation) x 100					39,7%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire)					N/A
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleur note finale - adjudicataire / adjudicataire) x 100					N/A

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Écarts avec les estimations

Les écarts entre les plus bas soumissionnaires et les estimations faites à l'interne sont les suivants :

CONTRAT #1 : Groupe ABS inc.	532 183.35 $	11,9 %
CONTRAT #2 : Solmatech inc.	477 254.04 $	10.7 %
CONTRAT #3 : Les Services EXP inc.	706 406.40 $	17.8 %
CONTRAT #4 : SNC-Lavalin GEM Québec inc.	643 381.42 $	19.9 %
CONTRAT #5 : FNX Innov inc.	719 954.77 $	22,2 %
CONTRAT #6 : Englobe Corp. **ANNULÉ**	798 511.43 $	**32.0 %**
CONTRAT #7 : GHD Consultants ltée. **ANNULÉ**	786 135.82 $	**39.7 %**

On observe des écarts variant de 11,9 % et 39,7 % pour l'ensemble des soumissionnaires entre les prix soumissionnés et les montants estimés.

Les cinq (5) premières soumissions se situent entre 10,7 et 22,2 % des estimations réalisées. Les contrats 6 et 7 se situent au-delà de 25 % de l'estimation.

De façon générale, les raisons justifiant les écarts observés pour les contrats 1 à 5 sont les suivantes :

· Ces écarts sont principalement dus par une saturation du marché depuis 2019. En effet, avec le nombre important de chantiers depuis ces dernières années, les firmes externes de laboratoire ont atteint la limite des ressources disponibles qu'elles peuvent fournir à la Ville incluant les arrondissements et ses autres clients publics ou privés;
· Les firmes étant très sollicitées, une augmentation des taux horaires du personnel a été constatée pour l'ensemble des soumissions;
· Pour les contrats 4 et 5, les écarts de prix s'expliquent en grande partie par une hausse plus marquée des taux horaire des techniciens, lesquels demeurent encore acceptables considérant l'offre et la demande de ces services sur le marché actuel.

Pour ces raisons, les écarts de prix pour les contrats 1 à 5 sont jugés acceptables compte tenu du contexte actuel dans le milieu de la construction.

Pour ce qui est de l'écart de 32,0 % observé pour le contrat 6, une hausse marquée du taux horaire pour l'item «Technicien > 3 ans d'expérience» a été observée. Cette hausse est aussi constatée à l'item «Technicien junior > 1 an d'expérience» pour lequel un taux élevé a été soumis. Cette situation n'est pas souhaitable ni représentative des taux usuels observés sur le marché.

Dans le cas du contrat 7, un important écart de 39,7 % a été calculé par rapport à l'estimation réalisée pour ce contrat. En analysant les prix soumis au bordereau, des taux horaires plus élevés que les taux du marché sont également remarqués pour l'item «Technicien > 3 ans d'expérience» et l'item «Technicien junior > 1 an d'expérience».

Pour ces raisons, les écarts de prix obtenus pour les contrats 6 et 7 n'apparaissent pas acceptables. En conséquence, les soumissions des firmes Englobe Corp. et GHD Consultants ltée. ne sont pas retenues.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de l'Autorité des marchés financiers. L'attestation de Groupe ABS inc. est en vigueur jusqu'au 5 juin 2022, celle de Solmatech inc est en demande de renouvellement, celle de Les Services EXP inc. jusqu'au 12 mars 2023, celle de SNC-Lavalin GEM Québec inc. jusqu'au 7 août 2022 et celle de FNX-Innov inc. jusqu'au 7 novembre 2021.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Le présent dossier répond au critère d'examen 2.4.2 du guide d'information à l'intention des unités administratives.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à l'une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, les contrats 1 à 5 de services professionnels des firmes Groupe ABS inc., Solmatech inc., Les Services EXP inc., SNC-Lavalin GEM Québec inc. et FNX-Innov inc. sont supérieurs à 1 000 000 $.

Trois (3) des adjudicataires (Groupe ABS inc., Solmatech inc. et SNC-Lavalin GEM Québec inc., anciennement Groupe Qualitas inc.) sont à leur troisième octroi de contrat consécutif, incluant celui-ci, pour un contrat récurrent.

De plus, un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (FNX-Innov inc.) a été noté avec un résultat de 22,2 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats d'expertises et de contrôle qualitatif de plusieurs projets. Ces mandats seront confiés à l'aide de bons de commande dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ ou arrondissements).
Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan-montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La Division de l'expertise et du soutien technique s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. Les crédits sont prévus au budget PTI ou au budget de fonctionnement.

Les dépenses maximales d'honoraires professionnels de 22 476 399.51 $, taxes incluses, pour les cinq (5) ententes-cadre, représentent un coût total maximal de 19 548 945.00 $ lorsque diminuées des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la Division de l'expertise et du soutien technique ne sera plus en mesure d'assumer sa mission qui est d'offrir des services de contrôle qualitatif des matériaux auprès de ses requérants (arrondissements et autres services centraux).
Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 12 juillet 2020, soit la date de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait

alors retirer sa soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact. Suite à l'octroi des ententes cadres, ces dernières débuteront suite à l'ordre de débuter du Directeur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 8 avril 2020
Octroi des contrats : Suite à l'adoption du présent dossier.
Début des ententes-cadre : avril 2020
Fin des ententes-cadre : mars 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain GAGNÉ
c/s controle des materiaux (laboratoire tp)

Tél : 514-872-8676
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-03-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-03-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203855002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283.40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc.(3 958 888,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 19-17934 (8 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17934 int. d'octroi contrat 1.pdf
19-17934 int. d'octroi contrat 2.pdf
19-17934 int. d'octroi contrat 3.pdf
19-17934 int. d'octroi contrat 4.pdf
19-17934 int. d'octroi contrat 5.pdf
19-17934 pv.pdf
SEAO _ Liste des commandes.pdf
19-17934 tableau contrat 1.pdf
19-17934 tableau contrat 2.pdf
19-17934 tableau contrat 3.pdf
19-17934 tableau contrat 4.pdf
19-17934 tableau contrat 5.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-27

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514-872-5149
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17934 Contrat 1

No du GDD : 1203855002

Titre de l'appel d'offres : S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de constructions, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corpoatifs et les arrondissements.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 11 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 9 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : 11 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 72,73

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 12,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GIE (8418748 Canada Inc.)	Pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 12 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe Corp.	6 516 685,27 $		
FNX-Innov Inc.	5 311 988,72 $		
GHD Consultants Ltée.	6 226 557.36 $		
Groupe ABS Inc.	5 006 212,71 $	X	1
Les Services EXP Inc.	5 235 875,27 $		
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	5 361 445,22 $		
Solmatech Inc.	5 113 685,59 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 24 - 2 - 2020

19-17934 - S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements (Contrat 1)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GIE (8418748 Canada Inc)	3,00	5,67	6,67	5,00	11,67	17,33	49,3			Non conforme
Englobe Corp.	3,33	6,33	12,00	7,33	24,33	24,67	78,0	6 516 685,27 $	0,20	7
FNX-Innov Inc.	3,00	7,67	12,33	8,00	24,33	22,33	77,7	5 311 988,72 $	0,24	3
GHD Consultants Ltée.	4,00	7,67	12,50	7,67	20,67	22,00	74,5	6 226 557,36 $	0,20	6
Groupe ABS Inc.	4,67	8,67	13,00	7,33	24,33	20,67	78,7	5 006 212,71 $	0,26	1
Les Services EXP Inc.	4,17	7,00	12,33	7,33	21,00	23,33	75,2	5 235 875,27 $	0,24	4
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3,83	7,67	12,00	8,33	22,67	22,67	77,2	5 361 445,22 $	0,24	5
Solmatech Inc.	3,83	8,00	12,33	8,33	22,67	23,33	78,5	5 113 685,59 $	0,25	2
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 11-02-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17934 contrat 2

No du GDD : 1203855002

Titre de l'appel d'offres : S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de constructions, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 11 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 9 - 1 - 2020

Date du dernier addenda émis : 20 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 14 - 1 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Date du comité de sélection : 11 - 2 - 2020

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 72,73

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GIE (8418748 Canada Inc.)	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Groupe ABS Inc.	Obtenu contrat 1, non coforme pour les contrats suivants

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 12 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe Corp.	6 516 685,27 $		
FNX-Innov Inc.	5 311 988,72 $		
GHD Consultants Ltée.	6 226 557,36 $		
Les Services EXP Inc.	5 300 261,27 $		
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	5 361 445,22 $		
Solmatech Inc.	4 951 283,40 $	X	2

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 24 - 2 - 2020

19-17934 - S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements (Contrat 2)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GIE (8418748 Canada Inc)	3,00	5,67	6,67	5,00	11,67	17,33	49,3			Non conforme
Englobe Corp.	3,33	6,33	12,00	7,33	24,33	24,67	78,0	6 516 685,27 $	0,20	6
FNX-Innov Inc.	3,00	7,67	12,33	8,00	24,33	22,33	77,7	5 311 988,72 $	0,24	2
GHD Consultants Ltée.	4,00	7,67	12,50	7,67	20,67	22,00	74,5	6 226 557,36 $	0,20	5
Groupe ABS Inc.	4,67	8,67	13,00	7,33	24,33	20,67	78,7		-	Contrat 1
Les Services EXP Inc.	4,17	7,00	12,33	7,33	21,00	23,33	75,2	5 300 261,27 $	0,24	4
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3,83	7,67	12,00	8,33	22,67	22,67	77,2	5 361 445,22 $	0,24	3
Solmatech Inc.	3,83	8,00	12,33	8,33	22,67	23,33	78,5	4 951 283,40 $	0,26	1
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	mardi 11-02-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17934 contrat 3

No du GDD : 1203855002

Titre de l'appel d'offres : S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de constructions, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et arrondissements.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 11 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 9 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : 11 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 72,73

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 37,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GIE (8418748 Canada Inc.)	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Groupe ABS Inc.	Obtenu contrat 1, non conforme pour les contrats suivants
Solmatech Inc.	Obtenu contrat 2, non conforme pour les contrats suivants

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 12 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe Corp.	5 384 595,43 $		
FNX-Innov Inc.	4 819 522,05 $		
GHD Consultants Ltée.	5 528 946,54 $		
Les Services EXP Inc.	4 677 700,39 $	X	3
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	4 759 620,08 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 24 - 2 - 2020

19-17934 - S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements (Contrat 3)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GIE (8418748 Canada Inc)	3,00	5,67	6,67	5,00	11,67	17,33	49,3			Non conforme
Englobe Corp.	3,33	6,33	12,00	7,33	24,33	24,67	78,0	5 384 595,43 $	0,24	4
FNX-Innov Inc.	3,00	7,67	12,33	8,00	24,33	22,33	77,7	4 819 522,05 $	0,26	3
GHD Consultants Ltée.	4,00	7,67	12,50	7,67	20,67	22,00	74,5	5 528 946,54 $	0,23	5
Groupe ABS Inc.	4,67	8,67	13,00	7,33	24,33	20,67	78,7		-	Contrat 1
Les Services EXP Inc.	4,17	7,00	12,33	7,33	21,00	23,33	75,2	4 677 700,39 $	0,27	1
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3,83	7,67	12,00	8,33	22,67	22,67	77,2	4 759 620,08 $	0,27	2
Solmatech Inc.	3,83	8,00	12,33	8,33	22,67	23,33	78,5		-	Contrat 2
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 11-02-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17934 contrat 4

No du GDD : 1203855002

Titre de l'appel d'offres : S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de constructions, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et arrondissements.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 11 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 9 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : 11 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 72,73

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GIE (8418748 Canada Inc.)	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Groupe ABS Inc.	Obtenu contrat 1, non conforme pour les contrats suivants
Solmatech Inc.	Obtenu contrat 2, non conforme pour les contrats suivants
Les Services EXP Inc.	Obtenu contrat 3, non conforme pour les contrats suivants

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 7 - 2020

Date d'échéance révisée : 12 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe Corp.	4 389 233,86 $		
FNX-Innov Inc.	3 931 581,62 $		
GHD Consultants Ltée.	4 512 786,00 $		
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3 882 314,84 $	X	4

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 24 - 2 - 2020

19-17934 - S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements (Contrat 4)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GIE (8418748 Canada Inc)	3,00	5,67	6,67	5,00	11,67	17,33	49,3			Non conforme
Englobe Corp.	3,33	6,33	12,00	7,33	24,33	24,67	78,0	4 389 233,86 $	0,29	3
FNX-Innov Inc.	3,00	7,67	12,33	8,00	24,33	22,33	77,7	3 931 581,62 $	0,32	2
GHD Consultants Ltée.	4,00	7,67	12,50	7,67	20,67	22,00	74,5	4 512 786,00 $	0,28	4
Groupe ABS Inc.	4,67	8,67	13,00	7,33	24,33	20,67	78,7		-	Contrat 1
Les Services EXP Inc.	4,17	7,00	12,33	7,33	21,00	23,33	75,2		-	Contrat 3
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3,83	7,67	12,00	8,33	22,67	22,67	77,2	3 882 314,84 $	0,33	1
Solmatech Inc.	3,83	8,00	12,33	8,33	22,67	23,33	78,5		-	Contrat 2
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 11-02-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17934 contrat 5

No du GDD : 1203855002

Titre de l'appel d'offres : S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de constructions, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services coporatifs et arrondissements.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 11 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 9 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 14 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : 11 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 72,73

Nbre de soumissions rejetées : 5

% de rejets : 62,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
GIE (8418748 Canada Inc.)	Pas obtenu la note intérimaire suffisante
Groupe ABS Inc.	Obtenu contrat 1, non conforme pour les contrats suivants
Solmatech Inc.	Obtenu contrat 2, non conforme pour les contrats suivants
Les Services EXP Inc.	Obtenu contrat 3, non conforme pour les contrats suivants
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	Obtenu contrat 4, non corforme pour les contrats suivants

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 12 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe Corp.	4 389 233,86 $		
FNX-Innov Inc.	3 958 888,19 $	X	5
GHD Consultants Ltée.	4 512 786,00 $		

Information additionnelle

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 24 - 2 - 2020

19-17934 - S.P. pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements (Contrat 5)

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
GIE (8418748 Canada Inc)	3,00	5,67	6,67	5,00	11,67	17,33	49,3			Non conforme
Englobe Corp.	3,33	6,33	12,00	7,33	24,33	24,67	78,0	4 389 233,86 $	0,29	2
FNX-Innov Inc.	3,00	7,67	12,33	8,00	24,33	22,33	77,7	3 958 888,19 $	0,32	1
GHD Consultants Ltée.	4,00	7,67	12,50	7,67	20,67	22,00	74,5	4 512 786,00 $	0,28	3
Groupe ABS Inc.	4,67	8,67	13,00	7,33	24,33	20,67	78,7		-	Contrat 1
Les Services EXP Inc.	4,17	7,00	12,33	7,33	21,00	23,33	75,2		-	Contrat 3
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3,83	7,67	12,00	8,33	22,67	22,67	77,2		-	Contrat 4
Solmatech Inc.	3,83	8,00	12,33	8,33	22,67	23,33	78,5		-	Contrat 2
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Pierre L'Allier

Comité

Date	mardi 11-02-2020
Heure	9h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17934
Numéro de référence : 1322249
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels pour contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et arrondissements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
8418748 Canada Inc. 8550 Cote de Liesse Montréal, QC, H4T 1H2 NEQ : 1168871011	Madame Guylaine Parent Téléphone : 514 284-6085 Télécopieur : 514 284-5229	**Commande : (1669788)** 2019-11-28 21 h 45 **Transmission :** 2019-11-28 21 h 45	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 http://www.englobecorp.com NEQ :	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-	**Commande : (1668690)** 2019-11-26 15 h 09 **Transmission**	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel

	1167280206	5173 Télécopieur : 450 668-5532	: 2019-11-26 15 h 09	3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1674124)** 2019-12-12 11 h 10 **Transmission :** 2019-12-12 11 h 10	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-12 11 h 10 - Téléchargement 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1668877)** 2019-11-27 8 h 48 **Transmission :** 2019-11-27 8 h 48	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3

				2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe ABS 7950, rue Vauban Montréal, QC, h1J 2X5 NEQ : 1165977969	Monsieur Jean Elie Joseph (Appels d'offres) Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1668532)** 2019-11-26 11 h 29 **Transmission :** 2019-11-26 11 h 29	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1668270)** 2019-11-25 16 h 28 **Transmission :** 2019-11-25 16 h 28	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
	SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet			3223195 - 19-

☐	125046 455, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1Z3 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences NEQ : 1166291337	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1668488)** 2019-11-26 10 h 37 **Transmission :** 2019-11-26 10 h 37	17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 NEQ : 1145544798	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1669936)** 2019-11-29 10 h 06 **Transmission :** 2019-11-29 10 h 06	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel 3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1668331)** 2019-11-26 7 h 21 **Transmission :** 2019-11-26 7 h 21	3223195 - 19-17934 Addenda 1 2019-12-11 9 h 22 - Courriel 3225899 - 19-17934 Addenda 2 report 2019-12-17 11 h 37 - Courriel

				3227861 - 19-17934 Addenda 3 2019-12-20 9 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Montréal 255 boulevard Crémazie Est 4e étage, bureau 400 Montréal, QC, H2M 1M2 NEQ :	Madame Catherine Aubin Téléphone : 514 872-1881 Télécopieur : 514 872-9619	**Commande : (1670014)** 2019-11-29 11 h 39 **Transmission :** 2019-11-29 11 h 39	Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Ville de Montréal - Bureau du contrôleur général 1555 Peel, 14e étage Montréal, QC, H3A3I8 NEQ :	Madame Desislava Cekova Téléphone : 514 872-7030 Télécopieur : 514 872-9619	**Commande : (1670001)** 2019-11-29 11 h 20 **Transmission :** 2019-11-29 11 h 20	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous

À propos
À propos de SEAO
Info et publicité sur

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec

Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers
Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.22

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1203855002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283.40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc.(3 958 888,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 19-17934 (8 soumissionnaires).

Rapport - mandatSMCE203855002.pdf

Dossier # :1203855002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203855002

Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283.40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc.(3 958 888,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 19-17934 (8 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203855002

Conclure des ententes-cadre de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : Groupe ABS inc.(5 006 212,71 $), Solmatech inc. (4 951 283.40 $), Les Services EXP inc. (4 677 700,39 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (3 882 314,84 $) et FNX-Innov inc.(3 958 888,19 $) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 19-17934 (8 soumissionnaires).

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M $ (contrats 1 à 5):*
    - *les adjudicataires en sont à leur troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Les Groupe ABS inc., Solmatech inc. et SNC-Lavalin GEM Québec inc. / anciennement Groupe Qualitas inc.);*
    - *écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat no 5 à FNX-Innov inc.).*

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que les besoins avaient dû être redéfinis en regard de l'augmentation des travaux observés chaque année depuis les dernières années, et ce, en plus des demandes grandissantes en provenance des différentes unités administratives de la Ville pour des services professionnels en contrôle de qualité. Le Service a expliqué avoir tenté de faire augmenter de 6 à 7 le nombre d'ententes-cadres, sans succès dans ce marché particulièrement saturé par les travaux du REM et du SRB, notamment. Le Service a cependant pu mettre en place une nouvelle stratégie visant à

optimiser les services en augmentant le nombre de ressources par l'ajout d'un nouveau type de technicien au devis.

En ce qui a trait aux critères d'examen, ceux-ci portent sur deux éléments, dont l'écart entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire du contrat no 5, FNX-Innov inc. Le Service est d'avis que ceci est essentiellement dû à une saturation du marché depuis 2019 et que l'écart défavorable est lié à l'augmentation des taux horaires. Quant aux critères de récurrence des contrats pour trois des adjudicataires, il s'avère que ce marché compte un nombre limité de firmes et que la répétition des ententes-cadres, année après année, engendre immanquablement ce phénomène.

La Commission retient que, dans ce contexte, le Service est d'avis que les écarts observés pour les lots 1 à 5, qui varient entre 11% et 22%, sont acceptables, et ce, contrairement aux contrats des lots 6 et 7 qui ont été annulés en raison des écarts jugés inacceptables par rapport à l'estimé de contrôle. La Commission comprend que le Service n'entend pas relancer le processus pour l'instant puisqu'il est d'avis que les cinq nouvelles ententes-cadres lui permettront de répondre à la demande, notamment parce qu'un processus de renouvellement est en cours avec une firme pour le renouvellement d'une entente-cadre précédemment conclue.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M $ (contrats 1 à 5):*
    - *les adjudicataires en sont à leur troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Les Groupe ABS inc., Solmatech inc. et SNC-Lavalin GEM Québec inc. / anciennement Groupe Qualitas inc.);*
    - *écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat no 5 à FNX-Innov inc.).*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203855002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1207684001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17582) - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17582;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-23 10:10

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207684001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17582) - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
La Ville de Montréal a amorcé un virage stratégique important de son Service des ressources humaines, tant pour son modèle d'affaires que pour les solutions technologiques qui le supportent. La mise en place d'une nouvelle solution technologique intégrée en gestion de ressources humaines et paie est la fondation de cette transformation que l'on nomme Transfo-RH.

Le portefeuille applicatif des RH a atteint un niveau de désuétude technologique qui limite la Ville dans l'évolution de ses pratiques RH et ultimement l'empêche de bien opérer sa transformation. Les principaux systèmes touchés par la désuétude sont le registre des postes, la paie et la dotation. Les technologies soutenant ces applications datent de plusieurs décennies et l'industrie en général fait face au départ à la retraite de la main-d'oeuvre qualifiée ce qui cause une pénurie quant à la disponibilité des ressources expertes dans ces domaines. La Ville ne fait pas exception, puisque ses ressources expertes prendront leur retraite dans un horizon de 1 à 5 ans. Cette situation rend principalement vulnérables les modules servant à produire la paie.

De plus, afin poursuivre ses objectifs de mobilisation, la Ville accorde de plus en plus d'importance à la gestion de talents (formation, performance, relève, carrière), or aucun système n'est en place à la Ville permettant de soutenir le Service des ressources humaines dans le déploiement de ces expertises auprès des gestionnaires et des employés.

Le projet 74205.04 - Système intégré en ressources humaines vise l'acquisition et l'implantation de cette solution intégrée RH, paie et talents, en remplacement des systèmes actuels et l'ajout de nouvelles fonctionnalités qui étaient absentes.

En août 2018, la Ville a accordé un contrat à Oracle Canada UCL (GDD 1187684002) pour la fourniture d'une solution infonuagique, Oracle HCM Cloud, permettant la gestion intégrée des ressources humaines couvrant l'ensemble des fonctions de gestion d'employés, de paie et d'acquisition et de gestion de talents.

Le déploiement de la solution d'envergure, qu'est Oracle HCM, requiert l'acquisition de services professionnels spécialisés d'intégration pour la durée du projet pour l'appuyer dans la spécification des exigences fonctionnelles, les travaux de paramétrage, de tests et de mise en production. L'acquisition de ces services permettra à la Ville :

- d'assurer la mise place d'une configuration respectant les meilleures pratiques du marché;
- de bénéficier de l'expérience acquise par la firme et son personnel lors d'intégration du logiciel Oracle HCM Cloud dans des projets d'envergure similaire;
- d'accélérer la mise en place des fonctionnalités de base en utilisant des modèles prédéfinis par la firme d'intégration.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres 19-17582. Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 16 octobre 2019 pour se terminer le 19 décembre 2019. La durée de la publication initiale a été de 56 jours, suite au report de date, la durée de la publication finale a été de 63 jours. Le délai de validité des soumissions est de 180 jours à partir de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 10 addenda ont été publiés :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	17 octobre 2019	Modifications aux documents d'appel d'offres.
2	25 octobre 2019	Modifications aux documents d'appel d'offres, réponses aux questions.
3	7 novembre 2019	Réponses aux questions.
4	15 novembre 2019	Modifications aux documents d'appel d'offres, réponses aux questions.
5	20 novembre 2019	Réponses aux questions.
6	28 novembre 2019	Modifications aux documents d'appel d'offres, réponses aux questions.
7	28 novembre 2019	Modifications aux documents d'appel d'offres.
8	03 décembre 2019	Réponses aux questions et report de date.
9	10 décembre 2019	Modifications aux documents d'appel d'offres.
10	11 décembre 2019	Réponses aux questions.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17582) - (3 soumissionnaires).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0449 - 23 août 2018 - Accorder un contrat à la firme Oracle Canada ULC, pour la fourniture de la solution infonuagique Oracle permettant la gestion intégrée des ressources humaines, pour une période de cinq ans, pour un montant de 7 276 932,49 $ taxes incluses, montant qui sera réduit d'un crédit de 2 028 480,60 $ taxes incluses, pour une dépense réelle de 5 248 451,89 $ - appel d'offres 17-16118 - 1 seul soumissionnaire / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 23 500 $ au net en 2020, de 144 900 $ en 2021, de 605 300 $ en 2022 et d'un ajustement récurrent de 1 377 600 $ au net à compter de 2023.
DA197684001 - 8 octobre 2019 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public no 19-17582 portant sur l'acquisition de services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle.

DESCRIPTION

L'octroi de ce contrat pour la réalisation, l'implantation et l'intégration des solutions Oracle infonuagiques de gestion du capital humain (Oracle HCM) en soutien aux processus d'affaires en gestion des ressources humaines inclut :
- La gestion de la paie;
- La gestion de la base RH :
    - o Gestion des données maîtresses RH et traitement des événements de vie au travail;
    - o Gestion des données organisationnelles;
    - o Gestion de la rémunération;
    - o Gestion des avantages sociaux.
- La gestion des talents :
    - o Gestion de la formation;
    - o Gestion de la performance;
    - o Gestion de la carrière;
    - o Gestion de la relève.
- La gestion de la dotation (recrutement interne et externe);
- Le libre-service employés et gestionnaires;
- Les rapports de gestion et tableaux de bord.

Les bénéfices non quantifiables identifiés sont liés à des coûts d'évitement et à des risques qui sont liés à la désuétude des systèmes et des processus d'affaires :

- Augmentation de l'efficacité dans l'organisation du travail par l'uniformisation des processus qui aura pour conséquence directe un coût de services qui est plus proche de la norme du marché pour réaliser les opérations de nature transactionnelle.

- Diminution des coûts de maintenance dus à la simplification de l'architecture technologique et à la diminution des technologies utilisées au sein du parc applicatif

RH.

- Éliminer les enjeux opérationnels dus au départ à la retraite des expertises de paie et expertises technologiques nécessaires au pilotage, maintien et à l'évolution des systèmes de paie. (départs prévus pour fin 2021 et expertise non disponible sur le marché)

Le projet de mise en place du Système intégré en ressources humaines (SIRH) sera découpé par module (dossier employé, paie, etc.). Ce découpage sera réalisé avec l'intégrateur de la solution.
Le nombre d'heures se découpe ainsi :

Expertises demandées	**Nombre d'heures**
Chargé de projet/ conseiller en gestion de changement/ spécialiste formation	15 000
Architecte de solution Oracle	7 500
Spécialiste intégration / architecte Kronos	7 500
Responsable applicatif (conseillers seniors)	30 000
Conseiller applicatif /formateur /spécialiste en assurance qualité /développeur	60 000

Pour chaque livrable du SIRH, un mandat sera estimé conjointement entre les experts internes et l'intégrateur. L'avancement du mandat sera suivi en mode agile sur une base quotidienne et une reddition de compte sera produite mensuellement. Tout écart devra faire l'objet d'une demande de changement approuvée.

Les départs à la retraite anticipés n'ont pas d'impact sur la livraison du programme Transfo RH, mais pourraient avoir des impacts sur le maintien des systèmes patrimoniaux actuellement en place que le projet vise à remplacer.

Au niveau TI, plusieurs initiatives constituent le plan de relève:

- Remplacements des départs : 2 nouvelles ressources se sont jointes à l'équipe dans la dernière année pour remplacer des départs à la retraite.
- Ajout d'un poste de conseiller : Un poste additionnel visant à assurer un transfert de connaissance entre les personnes quittant en 2021 a été prévu au budget de fonctionnement. Ce poste est en dotation.
- Incitatif à garder les experts et retarder les retraites : Demande de rendre permanente dans son poste une ressource clé comptant plus de 17 ans d'expériences dans ce poste.

La solution technologique choisie répond aux critères des sécurités établis par la direction de la sécurité de l'information. Ces critères sont définis en fonction des la nature des informations traitées par les solutions technologiques. Il y a 4 niveaux de criticité d'information, les informations de gestions des ressources humaines sont des informations qui sont jugées confidentielles et ayant le niveau de criticité le plus élevée. Ces solutions permettent entre autres le cryptage des données sensibles.

La sécurité est gérée à 2 niveaux :

- Via les accès sécurisés à la solution assurant que seuls les utilisateurs devant accéder à la solution puissent le faire via des profils de sécurité, assurant que les utilisateurs du système n'aient accès qu'aux informations en lien avec son rôle dans l'organisation

- Les environnements utilisés pour le développement et les tests doivent répondre au même niveau de sécurité que les environnements de production. Tant au niveau des accès, qu'au niveau des profile.

De plus afin d'assurer la confidentialité de l'information, les données dans ces environnements seront brouillées afin de les rendre totalement anonymes.

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de douze (12) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, trois (3) d'entre eux ont déposé une soumission, soit (25 %) des preneurs, alors que neuf (9) firmes n'ont pas déposé de soumission (75%). Un suivi auprès des preneurs de cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que :
- Deux firmes n'ont pas l'expérience requise;
- Deux firmes n'offrent pas les services demandés;
- Deux firmes n'ont pas les ressources qualifiées présentement;
- Un ministère était preneur;
- Les autres preneurs n'ayant pas déposé de soumission n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 8 octobre 2019 (DA197684001). Sur les trois (3) des firmes ayant déposé des soumissions, deux (2) ont obtenu la note de passage intérimaire. Les résultats qui découlent de cette évaluation sont les suivants :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L	73,4	0,063	19 436 523,76 $		19 436 523,76 $
Société Conseil Groupe LGS	76,3	0,054	23 325 553,13 $		23 325 553,13 $
Dernière estimation réalisée					25 869 375,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(6 432 851,24 $) (24,87%)

Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*	3 889 029,37 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	20,01%

On constate un écart de (24,87 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation, l'estimation financière a été réalisée à partir des données reçues de la firme Horizons RH et d'une grille des taux des ressources d'intégration avec des profils similaires de la firme Oracle négociés via une entente avec CSPQ. L'estimation était basée sur les taux horaires obtenus via une vigie de marché ainsi que sur les taux en vigueur au CSPQ pour des expertises similaires. Notre estimation tenait aussi compte d'une indexation des taux offerts étant donné que le présent mandat garantit les taux soumis pour les six prochaines années. La réponse du 2e soumissionnaire conforme semble valider cette hypothèse, alors que la soumission de l'adjudicataire est plus concurrentielle et correspond aux taux actuellement en vigueur dans le marché.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu des critères suivants :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 10 M$.
- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ et répondant aux deux conditions suivantes :

    1. Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;
    2. Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L. a obtenu son accréditation le 23 août 2016, et cette dernière demeure valide.

Après vérification, KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L. n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 19 436 523,76 $, taxes incluses, (17 748 136,91 $, net de taxes) sera imputée au PTI 2020-2022 du Service des TI au projet 74250 - Système de gestion des ressources humaines.
Les services de l'intégrateur seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins de services des différentes vagues prévues à la feuille de route du déploiement du Système intégré en ressources humaines (SIRH). Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction de chacune des vagues.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 49,8%. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Afin de soutenir adéquatement la transformation du Service des ressources humaines (SRH) et lui permettre d'accomplir la mission qui lui est investie par la direction générale, il est impératif que le SRH se dote d'outils et de processus adaptés aux meilleures pratiques de gestion du capital humain tout en respectant le cadre d'exécution complexe qui est propre à la Ville. L'acquisition en 2018 de la solution infonuagique Oracle HCM Cloud permettant la gestion intégrée des ressources humaines fut le premier pas pour atteindre ces objectifs de transformation. L'implantation d'un nouveau logiciel ainsi que les changements de processus inhérent à cette implantation auront un impact majeur sur les façons de faire de l'organisation et nécessiteront la mise en place d'une équipe compétente permettant d'en assurer le succès. La composition de cette équipe est donc cruciale afin de minimiser les risques de livrer une solution qui ne répondrait pas aux besoins de l'organisation. Ainsi la stratégie adoptée pour constituer l'équipe de projet est d'avoir une équipe composée :

- d'experts de contenu RH (Subject matter expert ou SME) : constitué de ressources internes provenant du SRH reconnues à la fois pour leurs champs d'expertise RH et leur connaissance de la Ville. Ils sont également responsables de définir le besoin d'affaires et de valider que les processus et les configurations mis en place atteignent les objectifs d'affaires;
- d'experts en gestion de changement : constitué de ressources internes responsables de mettre en place la stratégie de gestion de changement;
- d'experts TI : constitué de ressources internes provenant du Service des technologies de l'information responsables d'assurer l'interopérabilité avec le portefeuille technologique de la Ville, du développement complémentaire à la solution et de valider la maintenabilité de la solution mise en place;
- de services professionnels d'intégration du produit : responsables de proposer les processus et réaliser les configurations adéquates pour répondre aux besoins exprimés par la Ville ainsi que d'établir les stratégies de gestion de changement;
- de services de conseils et de validation par Oracle, éditeur du produit Oracle HCM : responsable de confirmer la maintenabilité des configurations choisies en lien avec l'architecture du système et les orientations du produit;
- de services professionnels complémentaires d'experts métiers et/ou experts TI : pour combler le manque de capacité ou d'expertise dans le cadre de l'exécution du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 1er avril 2020;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 8 avril 2020;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 15 avril 2020;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 20 avril 2020;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération : le 23 avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique PARÉ, Service des ressources humaines

Lecture :

Dominique PARÉ, 11 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-03-10
Naim MANOUCHI Conseiller en analyse et contrôle de gestion	Annie THERRIEN Chef de division
Tél : 514 872-7301 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-8938 **Télécop. :** 514-872-2036

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2020-03-18

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-03-23

ANNEXE 7.00 G - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 23 août 2016

KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.
A/S MONSIEUR JOHN GORDON
393, UNIVERSITY
BUREAU 1100
TORONTO (ON) M5G 2N9

N° de décision : 2016-CPSM-1045669
N° de client : 3000744632

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- KPMG LLP
- KPMG S.R.L.
- KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 août 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 17 mai 2019

KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.
333, BAY ST
UNIT 4600
TORONTO ON M5H 2S5

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000744632
N° de demande :	1900003294
N° de confirmation de paiement :	000256044070

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Imprimer

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 18 mars 2020 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Nombre de résultats trouvés : 1

Cliquez sur le nom de l'entreprise pour accéder à sa fiche de renseignements.

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/État	Code postal	Pays
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	KPMG LLP KPMG S.R.L. KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	3341653908	3000744632	333, BAY ST, UNIT 4600	TORONTO	ON	M5H 2S5	CANADA

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207684001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17582) - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

SEAO Liste des commandes.pdf
19-17582 pv.pdf
19-17582 tableau comité.pdf
19-17582 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-13

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17582

No du GDD : 1207684001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 12 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 19 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 23 - 1 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 10

Date du dernier addenda émis : 11 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 63 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Conseillers en Gestion et informatique CGI inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 16 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SC Services de gestion KPMG	19 436 523,76 $	√	
Société Conseil Groupe LGS	23 325 553,13 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique: deux firmes n'ont pas l'expérience requise, deux firmes n'offrent pas les services demandés et deux firmes n'ont pas les ressources qualifiées présentement. Un Ministère était preneur. Les autres preneurs n'ayant pas déposé de soumission n'ont pas retourné de formulaire de non participation.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 13 - 3 - 2020

19-17582 - Services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle

FIRME	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Qualification et expérience des responsables applicatifs 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat (équipe projet et équipe de soutien) 15%	Compréhension des rôles clés 10%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Conseillers en Gestion et informatique CGI inc.	7,40	10,40	5,20	14,40	11,80	10,60	7,20	67,0			Non conforme
SC Services de gestion KPMG	7,60	11,80	7,80	14,00	13,60	11,40	7,20	73,4	19 436 523,76 $	0,063	1
Société Conseil Groupe LGS	7,40	12,10	8,00	14,80	15,40	11,00	7,60	76,3	23 325 553,13 $	0,054	2
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	

Comité	
Date	23-01-2020
Heure	14 h 00
Lieu	801 Brennan salle 5139

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Liste des commandes

Numéro : 19-17582
Numéro de référence : 1311793
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1653238)** 2019-10-16 12 h 30 **Transmission :** 2019-10-16 12 h 30	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cofomo inc. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal, QC, H3B 4W5	Monsieur Gaston Jalbert Téléphone : 514 866-0039 Télécopieur : 514 866-0900	**Commande : (1653315)** 2019-10-16 14 h 03 **Transmission :** 2019-10-16 14 h 03	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel

	http://www.cofomo.com NEQ : 1142126664			3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1653440)** 2019-10-16 16 h 07 **Transmission :** 2019-10-16 16 h 07	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau)

				2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca NEQ : 1143039486	Madame Anne-Marie Deschenes Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Commande : (1653247)** 2019-10-16 12 h 44 **Transmission :** 2019-10-16 12 h 44	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Huron Advisors 600 de Maisonneuve Ouest Suite 1700 Montréal, QC, H3A 3J2 NEQ :	Monsieur François Chagnon Téléphone : 438 920-6182 Télécopieur :	**Commande : (1654178)** 2019-10-18 9 h 25 **Transmission :** 2019-10-18 9 h 25	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-18 9 h 25 - Téléchargement 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel

				3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Huron Advisors 600 de Maisonneuve Ouest Suite 1700 Montréal, QC, H3A 3J2 NEQ :	Monsieur Martin Lacasse Téléphone : 514 443-5904 Télécopieur :	**Commande : (1671868)** 2019-12-05 13 h 35 **Transmission :** 2019-12-05 13 h 35	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-05 13 h 35 - Téléchargement 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau)

				2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1653426)** 2019-10-16 15 h 52 **Transmission :** 2019-10-16 15 h 52	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ministère de la Justice 1200, route de l'Église 8e étage Québec, QC, G1V 4M1 NEQ :	Madame Marilou Lemay Téléphone : 418 644-4396 Télécopieur : 418 643-4224	**Commande : (1665926)** 2019-11-19 10 h 11 **Transmission :** 2019-11-19 10 h 11	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-11-19 10 h 11 - Téléchargement 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-11-19 10 h 11 - Téléchargement 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-19 10 h 11 - Téléchargement 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-19 10 h 11 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐	Oracle - Oracle Consulting services 330 rue St-Vallier Est suite 130 Québec, QC, G1K9C5 NEQ : 1149802960	Madame France Germain Téléphone : 418 455-3610 Télécopieur :	**Commande : (1653604)** 2019-10-17 9 h 03 **Transmission :** 2019-10-17 9 h 03	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Procom Montréal 2000 Reu Peel Bureau#300 Montréal, QC, H3A 2W5 NEQ : 1160926664	Monsieur Benoit Auclair Téléphone : 514 731-7224 Télécopieur :	**Commande : (1653978)** 2019-10-17 15 h 22 **Transmission :** 2019-10-17 15 h 22	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 15 h 22 - Téléchargement 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel

				3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1 NEQ : 3347816566	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1653439)** 2019-10-16 16 h 06 **Transmission :** 2019-10-16 16 h 06	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SC Services de gestion KPMG 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal, QC, H3A 0A3 NEQ : 3341653908	Madame Nada Atmeh Téléphone : 514 840-2568 Télécopieur : 514 840-2443	**Commande : (1666290)** 2019-11-19 17 h 32 **Transmission :** 2019-11-19 17 h 32	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-11-19 17 h 32 - Téléchargement 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-11-19 17 h 32 - Téléchargement 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-19 17 h 32 - Téléchargement

				3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-19 17 h 32 - Téléchargement 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	SC Services de gestion KPMG 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal, QC, H3A 0A3 NEQ : 3341653908	Madame SEAO Technologie Téléphone : 514 840-5630 Télécopieur : 514 840-2187	**Commande : (1654495)** 2019-10-18 14 h 50 **Transmission :** 2019-10-18 14 h 50	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-18 14 h 50 - Téléchargement 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau)

				2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1 Place Ville-Marie Bureau 2200 Montréal, QC, H3B 3M4 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Jean-Jacques Jetté Téléphone : 514 964-1454 Télécopieur : 845 463-6078	**Commande : (1653339)** 2019-10-16 14 h 24 **Transmission :** 2019-10-16 14 h 24	3199311 - 19-17582 addenda 1 2019-10-17 13 h 30 - Courriel 3203139 - 19-17582 addenda 2 2019-10-25 9 h 19 - Courriel 3209004 - 19-17852 addenda 3 2019-11-07 15 h 07 - Courriel 3212741 - 19-17582 addenda 4 2019-11-15 13 h 24 - Courriel 3214470 - 19-17582 addenda 5 2019-11-20 13 h 18 - Courriel 3218118 - 19-17582 addenda 6 2019-11-28 14 h 14 - Courriel 3218201 - 19-17582 addenda 7 (devis) 2019-11-28 15 h 12 - Courriel 3218202 - 19-17582 addenda 7 (bordereau) 2019-11-28 15 h 12 - Téléchargement 3219876 - 19-17582 addenda 8 avec report 2019-12-03 12 h 25 - Courriel 3222810 - 19-17582 addenda 9 (devis) 2019-12-10 16 h 18 - Courriel 3222811 - 19-17582 addenda 9 (bordereau) 2019-12-10 16 h 18 - Téléchargement 3223612 - 19-17582 addenda 10 2019-12-11 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.23

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1207684001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions ressources humaines
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels – Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17582) - (3 soumissionnaires).

Rapport - mandatSMCE207684001.pdf

Dossier # :1207684001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207684001

Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels - Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17582 (3 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207684001

Conclure une entente-cadre avec la firme KPMG S.R.L/S.E.N.C.R.L pour la fourniture de services professionnels - Intégrateur des volets Ressources humaines et Paie de la solution de gestion du capital humain en nuage d'Oracle, pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2026, pour une somme maximale de 19 436 523,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17582 (3 soumissionnaires)

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$:*
    - *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information et du Service des ressources humaines ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que cette entente-cadre de services professionnels vise l'intégration de la suite RH sur Oracle, un système de classe mondiale, et ce, au cours des six prochaines années. Il s'agit de développer, à l'aide d'intégrateurs, le nouveau système de gestion des ressources humaines, de la paie et de la gestion des talents. L'appel d'offres a permis de recevoir trois soumissions, dont deux ont été jugées conformes, parmi les 12 preneurs des documents de l'appel d'offres.

En ce qui concerne les critères d'examen de la Commission pour ce contrat d'envergure, ils portent à la fois sur l'écart entre le prix de l'adjudicataire et celui de l'estimé de contrôle ainsi que sur l'écart entre les deux soumissions conformes. L'écart par rapport à l'estimation interne est favorable de l'ordre de 6 M$, ce qui représente tout

près de 25% du prix estimé. Quant à l'écart entre les deux soumissions conformes, celui-ci est de l'ordre de 20%.

La Commission retient plusieurs éléments de la présentation, dont le fait qu'il s'agit d'un nombre d'heures non garanti et que ces heures seront utilisées selon les besoins réels. Ce sont 60 000 heures qui sont prévues en services-conseils pour implanter la paie et toutes les règles de dotation propres à chacune des cinq paies que la Ville de Montréal doit produire par catégorie d'emplois selon des cycles et des règles syndicales qui diffèrent. Les règles d'architecture et d'intégration aux autres systèmes informatiques de la Ville doivent également être élaborées.

Le système de base doit donc être adapté pour la Ville et l'implantation doit être faite en séquences, d'où l'échelonnement sur six ans. Les questions des commissaires leurs ont permis d'apprendre que des négociations avec les syndicats sont en cours, notamment afin d'optimiser le traitement de la paie et d'instaurer un seul cycle de paie pour payer tout le monde aux deux semaines. À cet effet, un balisage a été effectué pour identifier les pistes d'optimisation et le travail de négociation est en cours auprès des partenaires syndicaux. Aucune embûche n'est envisagée à ce stade-ci.

Les commissaires ont posé plusieurs questions relativement à la sécurité des données dans le contexte des importantes fuites de données personnelles de grandes organisations. Le Service s'est voulu rassurant en précisant que plusieurs recommandations tant du contrôleur que de la vérificatrice de la Ville avaient été suivies et que plusieurs mécanismes de sécurité déjà mis en place dans le système existant, notamment en ce qui concerne le caviardage du numéro d'assurance sociale. Il est prévu de sécuriser encore davantage les informations personnelles des employés. Le nouveau service permettra de déterminer le niveau d'accès à l'information par profil d'utilisation. Les nouveaux systèmes permettent de masquer de l'information et comportent des fonctions de sécurité plus avancées.

En conclusion, les commissaires ont obtenu la plupart des réponses à leurs nombreuses questions concernant les travaux prévus dans le cadre de contrats. Néanmoins, la Commission a demandé de recevoir, ultérieurement à l'octroi, des informations ventilées relativement aux différentes parties de ce projet d'envergure, qui comporte un très grand nombre d'heures échelonnées sur 6 ans, ainsi que des précisions relatives aux données requises pour effectuer les tests préalables à la mise en production du nouveau service et à la sécurité de leur hébergement chez le fournisseur, le cas échéant.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information et du Service des ressources humaines pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$:*

- *Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;*
- *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207684001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2020/04/23
17:00

(2)

Dossier # : 1206945001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure des contrats cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP Inc (2 858 436,59 $, taxes incluses) et SNC-Lavalin inc. (2 844 628,82 $, taxes incluses) pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux - Dépense totale de 2 944 189,69 $ (contrat : 2 858 436,59 $ et contingences : 85 753,10 $), taxes incluses, pour le contrat A et de 2 929 967,68 $ (contrat : 2 844 628,82 $ et contingences : 85 338,86 $) pour le contrat B - Appel d'offres public no 20-18002 - (Contrat A : 4 soumissionnaires conformes, Contrat B: 3 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :
1. de conclure des contrats cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de 4 ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en ingénierie pour les études, la conception, la préparation des plans et devis, la surveillance de travaux sur le réseau principal d'aqueduc, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18002 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Les Services EXP Inc	contrat A	2 858 436,59 $
SNC-Lavalin inc.	contrat B	2 844 628,82 $

2. d'autoriser une dépense de 85 753,10 $ pour le contrat A et de 85 338,86 $ pour le contrat B, toutes taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-25 21:12

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206945001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure des contrats cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP Inc (2 858 436,59 $, taxes incluses) et SNC-Lavalin inc. (2 844 628,82 $, taxes incluses) pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux - Dépense totale de 2 944 189,69 $ (contrat : 2 858 436,59 $ et contingences : 85 753,10 $), taxes incluses, pour le contrat A et de 2 929 967,68 $ (contrat : 2 844 628,82 $ et contingences : 85 338,86 $) pour le contrat B - Appel d'offres public no 20-18002 - (Contrat A : 4 soumissionnaires conformes, Contrat B: 3 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre des programmes des conduites principales d'aqueduc et des chambres de vannes, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau doit réaliser, au cours des prochaines années, plusieurs projets relatifs au rattrapage et au maintien des actifs, à l'amélioration du niveau de service et au développement du réseau principal d'aqueduc, incluant les conduites et les chambres souterraines sur le territoire de l'agglomération de Montréal. En effet, bon nombre d'équipements (conduites, vannes, accessoires, etc.) ont atteint leur durée de vie utile et doivent être reconstruits ou réhabilités. L'ajout de conduites, pour assurer une meilleure flexibilité et la sécurité de l'alimentation en eau potable, fait également partie de la stratégie de la DEP. Préalablement aux différents travaux, des services professionnels en ingénierie sont nécessaires, entre autres, pour la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux.
Le déficit d'entretien pour les conduites principales d'aqueduc devant être résorbé, il est nécessaire de maintenir le rythme de réalisation pour mettre à niveau les actifs. Le même déficit peut être observé au niveau d'autres actifs, à titre d'exemple, les conduites d'eau et d'égout secondaires, les chaussées et les trottoirs.

Afin de compléter les projets selon la planification établie, la DEP souhaite se doter de deux

(2) contrats cadres de services professionnels pour supporter la conception et la réalisation des projets d'aqueduc, mais également pour être accompagnée dans les projets à intégrer faisant appel à d'autres disciplines d'ingénierie, et ce, dans le but de pouvoir offrir le service aux partenaires internes (autres unités d'affaires) de la Ville et à l'occasion aux Villes liées de l'agglomération.

L'appel d'offres public no 20-18002 a été publié dans le quotidien *Le Journal de Montréal,* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 27 janvier 2020. La date limite de réception des soumissions était le 3 mars 2020. La durée de la publication a été de trente cinq (35) jours. La validité des soumissions est de cent quatre-vingt (180) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 30 août 2020.

Quatres (4) addenda ont été publiés durant le processus d'appel d'offres pour les raisons suivantes :

Addenda 1 - 5 février 2020 - Réponse à une question d'un des preneurs du Cahier des charges concernant le nombre de chargés de projet requis.
Addenda 2 - 24 février 2020 - Réponses aux questions des preneurs du Cahier des charges concernant les modèles de CV, une clarification quant au rôle de la firme dans le contrôle qualitatif et la façon de présenter l'organigramme et ajout
Addenda 3 - 27 février 2020 - Réponses aux questions des preneurs du Cahier des charges concernant les chargés de disciplines et la surveillance bureau.
Addenda 4 - 28 février 2020 - Réponses aux questions des preneurs du Cahier des charges concernant les responsable de gestion.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0450 - 23 août 2018 - Conclure une entente-cadre de services professionnels en ingénierie avec SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc - Dépense totale de 3 785 934,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16514 (2 soumissionnaires).
CG16 0624 - 24 novembre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour la conception, les plans et devis, la surveillance des travaux et la gestion de projet pour des projets de conduites principales d'aqueduc - Dépense totale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 (5 soumissionnaires).

CG14 0343 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour la conception, la surveillance des travaux, la gestion de projet et la réalisation d'études de projets de conduites principales d'aqueduc - Dépense totale de 4 744 275,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13345 (6 soumissionnaires).

CG12 0360 - 27 septembre 2012 - Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les services d'ingénierie relatifs aux conduites principales d'aqueduc et leurs accessoires, pour une somme maximale de 1 161 806,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-12146 (5 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à conclure deux (2) contrats cadres de services professionnels avec les firmes Les Services EXP Inc et SNC-Lavalin inc. pour une durée de quatre (4) ans, soit de 2020 à 2024 ou jusqu'à épuisement des crédits, avec une option de prolongation d'une année.
Les services requis consiste principalement en : la réalisation d'études, la conception, la préparation de plans et devis et la surveillance de travaux pour les conduites principales

d'aqueduc et travaux connexes. Ces contrats seront également utilisés pour la conception d'autres ouvrages dans le cadre des projets intégrés.

Une enveloppe de contingences représentant 3,0 % du montant total du contrat pour chacun de ceux-ci est prévue pour couvrir les coûts liés à certaines tâches supplémentaires qui pourraient être requises dans le cadre du présent mandat, notamment :

· les études spécialisées ou la recherche de nouvelles technologies;
· les plans et devis pour une réhabilitation environnementale;
· la surveillance pour une réhabilitation environnementale;
· le soutien pour l'étude de sol, l'étude environnementale ou l'étude archéologique;
· le soutien pour le service du contrôle qualitatif des matériaux;
· le soutien pour le service de maître d'œuvre en matière de santé et sécurité au travail.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou à pourcentage, selon l'offre de service de la firme.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no. 20-18002 à deux (2) enveloppes, il y a eu dix (10) preneurs du Cahier des charges et quatre (4) firmes ont déposé une soumission. La liste des preneurs du Cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Les motifs de désistement des preneurs du Cahier des charges sont trouvent également dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Le comité de sélection composé de trois (3) membres a siégé le 12 mars 2020. Les quatre (4) firmes ayant déposées une offre ont été retenues par le comité de sélection puisqu'elles ont toutes obtenu la note intérimaire de 70 %. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le Contrat A soit accordé au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, soit la firme Les Services EXP Inc.

Le comité de sélection en est arrivé aux résultats suivants :

Contrat A

À la suite de l'appel d'offres public lancé le 27 janvier 2020, 4 soumissions ont été déposées pour le contrat A.

Après analyse des soumissions, il s'avère que Les Services EXP Inc est la firme ayant obtenu le plus haut pointage final.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Services EXP Inc	79,7	0,454	2 858 436,59 $	85 753,10 $	2 944 189,69 $
SNC-Lavalin inc.	77,5	0,448	2 844 628,82 $	85 338,86 $	2 929 967,68 $
Groupe-Conseil Génipur inc.	73,0	0,442	2 780 569,77 $	83 417,09 $	2 863 986,86 $

FNX-Innov inc.	77,0	0,406	3 126 141,51 $	93 784,25 $	3 219 925,76 $
Dernière estimation réalisée			2 831 376,36 $	84 941,29 $	2 916 317,65 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					27 872,04 $ 0,96%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(14 222,00) $ -0,48%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final a présenté une soumission avec un écart défavorable de 27 872,04 $ (0,96%) par rapport à l'estimation réalisée à l'interne.

L'écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la 2e meilleure note finale et le soumissionnaire recommandé est de -0,48 %, soit (14 222,00) $, taxes incluses.

Il est recommandé d'octroyer le contrat A à la firme Les Services EXP Inc.

Contrat B

À la suite de l'appel d'offres public lancé le 27 janvier 2020, 4 soumissions ont été déposées pour le contrat B.

En obtenant le contrat A, la firme Les Services EXP Inc est automatiquement exclue du processus d'octroi pour le contrat B, conformément aux règles d'adjudication stipulées dans le contrat. Son enveloppe de prix n'a donc pas été ouverte pour le contrat B.

Après analyse des soumissions, il s'avère que SNC-Lavalin inc. est la firme ayant obtenu le plus haut pointage final.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
SNC-Lavalin inc.	77,5	0,448	2 844 628,82 $	85 338,86 $	2 929 967,68 $
Groupe-Conseil Génipur inc.	73,0	0,442	2 780 569,77 $	83 417,09 $	2 863 986,86 $
FNX-Innov inc.	77,0	0,406	3 126 141,51 $	93 784,25 $	3 219 925,76 $

Dernière estimation réalisée			2 831 376,36 $	84 941,29 $	2 916 317,65 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					13 650,03 $ 0,47%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(65 980,82) $ -2,25%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final a présenté une soumission avec un écart défavorable de 13 650,03 $ (0,47 %) par rapport à l'estimation réalisée à l'interne.

L'écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la 2e meilleure note finale et le soumissionnaire recommandé est de -2,25 %, soit (65 980,82) $, taxes incluses.

Il est recommandé d'octroyer le contrat B à la firme SNC-Lavalin.

Les validations requises à l'effet que les deux (2) soumissionnaires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public. Les contrats sont assujettis au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. Les adjudicataires recommandés, Les Services EXP Inc et SNC-Lavalin inc., détiennent des attestations de contracter délivrées par l'Autorité des marchés publics (AMP). Ces attestations sont expirées depuis le 13 mars 2020 pour Les Services EXP inc et depuis le 3 février 2020 pour SNC-Lavalin inc. Leur demande de renouvellement ont été transmises le 7 février 2020 pour EXP et le 6 novembre 2019 pour SNC-Lavalin. Une copie de ces attestations se trouve en pièce jointe au dossier, ainsi que les accusés de réception pour leur demande de renouvellement. De plus, une copie de leurs attestations de Revenu Québec se trouve également en pièce jointe.

Les soumissionnaires recommandés sont conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et ne sont pas inscrits sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0131, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 1 M$ et que l'adjudicataire du contrat B en est à son cinquième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal pour ces 2 contrats est de 2 858 436,59 $ pour le contrat A attribué à Les Services EXP Inc et de 2 844 628,82 $ pour le contrat B attribué à SNC-Lavalin inc., taxes incluses.
Les dépenses totales sont de 2 944 189,69 $, taxes incluses pour le contrat A, et de 2 929 967,68 $, taxes incluses, pour le contrat B, et comprennent les coûts totaux des contrats

auxquels s'ajoutent des montants de 85 753,10 $, taxes incluses, pour le contrat A et de 85 338,86 $, taxes incluses, pour le contrat B pour les contingences (3 % de la valeur des contrats).

Les dépenses totales de 2 944 189,69 $, taxes incluses, pour le contrat A, et de 2 929 967,68 $, taxes incluses, pour le contrat B, représentent des coûts nets de 2 688 437,61 $ et de 2 675 451,03 $, lorsque diminués des ristournes fédérale et provinciale.

Bien que ces dépenses vont majoritairement être assumées par l'agglomération puisqu'elles concernent la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, il s'agit de 2 contrats de type « entente-cadre » sans imputation budgétaire, pour des services professionnels, pour une durée de 4 ans, soit de 2020 à 2024 ou jusqu'à épuisement des crédits avec une option de prolongation d'une année. Les différents mandats seront effectués sur demande et la DEP du Service de l'eau en fera la gestion.

Chacun des mandats confiés à l'une ou l'autre des firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. Chaque bon de commande aura dans la case "Référence au contrat" la mention de l'entente-cadre afin de permettre une bonne gestion des mandats.

Les fonds requis pour réaliser ces divers mandats pourraient provenir des différents budgets d'agglomération, local ou corporatif.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de distribution de l’eau potable répond à l’une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l’eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra de poursuivre les réalisations requises sur le réseau principal d'aqueduc dans les programmes conduites et chambres de vanne, et ce, afin de résorber le déficit d'entretien. L'octroi de ce contrat permettra également d'avoir les outils nécessaires pour assurer l'intégration des réalisations requises sur les autres actifs de la Ville lors de la réalisation de travaux de conduites principales.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission sur l'examen des contrats : 8 avril 2020
Octroi du contrat : Avril 2020
Début du contrat : Mai 2020
Fin du contrat : Mai 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie PLOUFFE, 18 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

France-Line DIONNE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-4328

Romain Bonifay
C/s

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-17

Jean-François DUBUC
C/d

Tél : 514 872-4647

Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-03-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-25

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 27 juillet 2017

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

Nº de décision : 2017-CPSM-1041269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- EXP SERVICES INC.
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 7 février 2020

LES SERVICES EXP INC.
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON ON L6V 4M8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l’autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700027173
N° de demande :	1900015302
N° de confirmation de paiement :	060559

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 juin 2018

SNC-LAVALIN INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de décision : 2018-CPSM-1034809
N° de client : 2700007364

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE;
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.;
- GROUPE FUTUR TURCOT;
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER;
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU;
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS;
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU;
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SNC-LAVALIN INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 6 novembre 2019

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700007364

N° de demande : 1900012795

N° de confirmation de paiement : 098834

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1206945001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Objet :	Conclure des contrats cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP Inc (2 858 436,59 $, taxes incluses) et SNC-Lavalin inc. (2 844 628,82 $, taxes incluses) pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux - Dépense totale de 2 944 189,69 $ (contrat : 2 858 436,59 $ et contingences : 85 753,10 $), taxes incluses, pour le contrat A et de 2 929 967,68 $ (contrat : 2 844 628,82 $ et contingences : 85 338,86 $) pour le contrat B - Appel d'offres public no 20-18002 - (Contrat A : 4 soumissionnaires conformes, Contrat B: 3 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18002_Intervention - Contrat A.pdf
20-18002_Intervention - Contrat B.pdf
Tableau d'évaluation - Contrat A.pdf
Tableau d'évaluation Contrat B.pdf
20-18002_DetCah.pdf
20-18002 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cherifa HELLAL
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-0486

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18002 — No du GDD : 1206945001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux de conduites principales d'aqueduc - Contrat A

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 3 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 3 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : 12 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 28 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 40

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 30 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin inc.	2 844 628,82 $		Lot 1
FNX-INNOV inc.	3 126 141,51 $		Lot 1
Groupe-Conseil Génipur inc.	2 780 569,77 $		Lot 1
Les Services EXP Inc	2 858 436,59 $	√	Lot 1

Information additionnelle

Les firmes qui se sont procuré le cahier des charges et n'ont pas soumissionné ont évoqué les motifs suivants:

- Une firme a soumissionné en sous-traitance
- Deux firmes n'etaient pas en mesure de rencontrer nos exigences
- Un détenteur du cahier des charges est une municipalité
- Deux firmes n'ont pas complété le formulaire de non-participation

Préparé par : Cherifa Hellal Le 18 - 3 - 2020

20-18002 - Services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux de conduites principales d'aqueduc - Contrat A

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du responsable de gestion 20%	Qualification et expérience du personnel affecté aux mandats 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC-Lavalin inc.	3,83	8,00	10,67	15,33	15,67	24,00	77,5	2 844 628,82 $	0,448	2
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	10,67	16,00	15,67	22,67	77,0	3 126 141,51 $	0,406	4
Groupe-Conseil Génipur inc.	3,17	7,00	10,50	14,33	15,67	22,33	73,0	2 780 569,77 $	0,442	3
Les Services EXP Inc	4,67	8,00	11,00	16,00	15,67	24,33	79,7	2 858 436,59 $	0,454	1
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Cherifa Hellal

Comité

Date	jeudi 12-03-2020
Heure	13 h 30
Lieu	255, boul. Crémazie Est, Bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18002

No du GDD : 1206945001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux de conduites principales d'aqueduc

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 3 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 3 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : 12 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 28 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Les Services EXP Inc	Non admissible pour le contrat B parce qu'il est recommandé comme adjudicataire pour le contrat A

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 8 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 30 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin inc.	2 844 628,82 $	√	Lot 2
FNX-INNOV inc.	3 126 141,51 $		Lot 2
Groupe-Conseil Génipur inc.	2 780 569,77 $		Lot 2

Information additionnelle

Les firmes qui se sont procuré le cahier des charges et n'ont pas soumissionné ont évoqué les motifs suivants:

- Une firme a soumissionné en sous-traitance
- Deux firmes n'etaient pas en mesure de rencontrer nos exigences
- Un détenteur du cahier des charges est une municipalité
- Deux firmes n'ont pas complété le formulaire de non-participation

Préparé par : Cherifa Hellal Le 18 - 3 - 2020

20-18002 - Services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux de conduites principales d'aqueduc - CONTRAT B

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 20%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC-Lavalin inc.	3,83	8,00	10,67	15,33	15,67	24,00	77,5	2 844 628,82 $	0,45	1
FNX-INNOV inc.	4,00	8,00	10,67	16,00	15,67	22,67	77,0	3 126 141,51 $	0,41	3
Groupe-Conseil Génipur inc.	3,17	7,00	10,50	14,33	15,67	22,33	73,0	2 780 569,77 $	0,44	2
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 12-03-2020
Heure	13 h 30
Lieu	255, boul. Crémazie Est, Bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5

10000

Agent d'approvisionnement Cherifa Hellal

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18002
Numéro de référence : 1338913
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux de conduites principales d'aqueduc

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1689287)** 2020-01-28 10 h 14 **Transmission :** 2020-01-28 10 h 14	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-05 14 h 17 - Courriel 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1695866)** 2020-02-07 14 h 52 **Transmission :** 2020-02-07 14 h 52	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-07 14 h 52 - Téléchargement 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1689041)** 2020-01-27 16 h 49 **Transmission :** 2020-01-27 16 h 49	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-05 14 h 17 - Courriel 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1689461)** 2020-01-28 12 h 51 **Transmission :** 2020-01-28 12 h 51	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-05 14 h 17 - Courriel 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe-Conseil Génipur inc. 18 av Papineau Bureau 207 Candiac, QC, J5R 5S8	Madame Katie Gauthier Téléphone : 450 619-9991 Télécopieur : 450 619-0999	**Commande : (1696254)** 2020-02-10 10 h **Transmission :** 2020-02-10 10 h	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-10 10 h - Téléchargement 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Télécopie 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 32 - Télécopie 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 42 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IGF Axiom Inc 4125 AUTOROUTE DES LAURENTIDES Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com	Madame Stéphanie Boivin Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1693593)** 2020-02-04 16 h 26 **Transmission :** 2020-02-04 16 h 26	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-05 14 h 17 - Courriel 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1688938)** 2020-01-27 14 h 55 **Transmission :** 2020-01-27 14 h 55	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-05 14 h 17 - Courriel 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Municipalité Saint-Stanislas-de-Kostka 221 rue Centrale Saint-Stanislas-de-Kostka, QC, J0S 1W0	Monsieur Maxime Boissonneault Téléphone : 450 373-8944 Télécopieur : 450 373-8949	**Commande : (1703455)** 2020-02-20 20 h 44 **Transmission :** 2020-02-20 20 h 44	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-20 20 h 44 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Shellex Groupe Conseil 29 rue East Park Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 1P8	Madame Linda Desrosiers Téléphone : 450 371-8585 Télécopieur : 450 377-1444	**Commande : (1692602)** 2020-02-03 14 h 35 **Transmission :** 2020-02-03 14 h 35	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-05 14 h 17 - Courriel 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 7400, boulevard des Galeries-d'Anjou bureau 500 Montréal, QC, H1M 3M2	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1689793)** 2020-01-29 8 h 27 **Transmission :** 2020-01-29 8 h 27	3248672 - 20-18002_Addenda 1 2020-02-05 14 h 17 - Courriel 3261878 - 20-18002_Addenda 2 (devis) 2020-02-24 16 h 12 - Courriel 3261879 - 20-18002_Addenda 2 (bordereau) 2020-02-24 16 h 12 - Téléchargement 3264534 - 20-18002_Addenda 3 2020-02-27 11 h 31 - Courriel 3266009 - 20-18002_Addenda 4 2020-02-28 15 h 37 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.24

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1206945001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Objet :	Conclure des contrats cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP Inc (2 858 436,59 $, taxes incluses) et SNC-Lavalin inc. (2 844 628,82 $, taxes incluses) pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux - Dépense totale de 2 944 189,69 $ (contrat : 2 858 436,59 $ et contingences : 85 753,10 $), taxes incluses, pour le contrat A et de 2 929 967,68 $ (contrat : 2 844 628,82 $ et contingences : 85 338,86 $) pour le contrat B - Appel d'offres public no 20-18002 - (Contrat A : 4 soumissionnaires conformes, Contrat B: 3 soumissionnaires conformes)

Rapport - mandatSMCE206945001.pdf

Dossier # :1206945001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 23 avril 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE206945001

Conclure des contrats cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP Inc (2 858 436,59 $, taxes incluses) et SNC-Lavalin inc. (2 844 628,82 $, taxes incluses) pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux - Dépense totale de 2 944 189,69 $ (contrat : 2 858 436,59 $ et contingences : 85 753,10 $), taxes incluses, pour le contrat A et de 2 929 967,68 $ (contrat : 2 844 628,82 $ et contingences : 85338,86 $) pour le contrat B - Appel d'offres public no 20-18002 - (Contrat A : 4 soumissionnaires conformes, Contrat B : 3 soumissionnaires conformes).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206945001

Conclure des contrats cadres de services professionnels en ingénierie d'une durée de 4 ans avec Les Services EXP Inc (2 858 436,59 $, taxes incluses) et SNC-Lavalin inc. (2 844 628,82 $, taxes incluses) pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux - Dépense totale de 2 944 189,69 $ (contrat : 2 858 436,59 $ et contingences : 85 753,10 $), taxes incluses, pour le contrat A et de 2 929 967,68 $ (contrat : 2 844 628,82 $ et contingences : 85 338,86 $) pour le contrat B - Appel d'offres public no 20-18002 - (Contrat A : 4 soumissionnaires conformes, Contrat B : 3 soumissionnaires conformes).

À sa séance du 1er avril 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$:*
    - *l'adjudicataire du contrat B en est à son cinquième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 8 avril dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis, et ce, en visioconférence vu la consigne de confinement individuel en raison du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a expliqué que ces ententes-cadres de services professionnels visent la réalisation d'études, la conception et la préparation de plans et devis ainsi que la surveillance de travaux pour les remplacements de conduites et de structures, et ce, tant pour le Service de l'eau que pour d'autres services et villes liées. Ces ententes, d'une durée de quatre ans, sont valides jusqu'à épuisement des crédits. Il s'agit également de pouvoir répondre à des besoins d'intégration, notamment avec les compagnies de services publics qui souhaitent effectuer des travaux simultanément à ceux de la Ville.

La Commission a obtenu toutes les réponses souhaitées concernant les ententes-cadres précédentes toujours en cours, à savoir que les crédits sont soit épuisés ou engagés. Il a été précisé que plusieurs travaux d'ingénierie et d'impacts ont été réalisés depuis 2018, notamment pour les travaux de la rue Saint-Antoine.

En ce qui concerne le critère d'examen de la Commission, il porte sur l'octroi d'un cinquième contrat consécutif pour un contrat récurrent à l'adjudicataire. La Commission a compris que cette firme a déjà obtenu des ententes-cadres d'une durée de deux ans chacune et que le Service apprécie particulièrement le travail effectué par SNC-Lavalin, qui a développé une réelle expertise dans le domaine des infrastructures de l'eau. La Commission retient que le niveau de satisfaction du Service par rapport au rendement de l'adjudicataire est élevé.

En conclusion, les commissaires ont obtenu toutes les réponses à leurs questions concernant les addendas, notamment le quatrième qui portait sur une question relative à la distinction requise entre le rôle de responsable de gestion et celui de responsable de discipline.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$:*
    - *l'adjudicataire du contrat B en est à son cinquième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE206945001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1207231020

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepeneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation pour l'aménagement de pistes cyclables à divers endroits de la ville de Montréal . Dépense totale de 1 977 389.43 $ (contrat:1 597 597,75 $ + contingences: 164 791,68 $ + incidences: 215 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 424911 - 03 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder aux Entrepeneurs Bucaro inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 597 597,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 424911 ;

2. d'autoriser une dépense de 164 791,68 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 215 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 85.79% par l'agglomération, pour un montant de 1 549 113.27 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-31 10:57

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207231020**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepeneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation pour l'aménagement de pistes cyclables à divers endroits de la ville de Montréal . Dépense totale de 1 977 389.43 $ (contrat:1 597 597,75 $ + contingences: 164 791,68 $ + incidences: 215 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 424911 - 03 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan de transport adopté en juin 2008 prévoit un ensemble de mesures visant à accroître les déplacements actifs sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. L'objectif étant de favoriser l'émergence de nouveaux liens cyclables sur le territoire des arrondissements et des villes liées dans la perspective d'accroître les déplacements actifs et d'encourager l'utilisation du vélo à des fins utilitaires et non seulement de loisirs.
Une modification à ce Plan de transport concernant la mise-à-jour du réseau cyclable projeté de l'Île de Montréal a été approuvée par le Conseil d'agglomération en 2015. Une deuxième mise-à-jour a été rendue nécessaire en 2019 pour ajouter des liens cyclables projetés dans le cadre du Réseau express vélo (REV). Une troisième mise-à-jour est en cours pour permettre à l'agglomération de poursuivre le développement du réseau cyclable. Le potentiel cumulatif de voies cyclables, selon cette mise-à-jour, est de 1815 kilomètres, alors que le réseau cyclable actuel compte 968 kilomètres.

Dans ce contexte, l'agglomération se doit de poursuivre le développement du réseau cyclable et de continuer à offrir aux cyclistes des conditions de déplacement qui soient optimales, sécuritaires, attirantes et compétitives par rapport aux autres modes de transport. Les nouvelles infrastructures à mettre en place doivent donner un accès le plus direct possible aux pôles d'emplois, aux services ainsi qu'aux zones commerciales, touristiques, institutionnelles et autres, de telle sorte qu'un transfert modal soit possible et encouragé.

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a mandaté le service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0118 - 26 février 2015 - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - Modification au Plan de transport 2008 (1144368010).

DESCRIPTION

Les travaux du présent contrat consistent, sans s'y limiter, en la construction de nouveaux liens cyclables, la construction de sentier multi fonctionnel, l'implantation de nouvelles bandes cyclables, l'élargissement d'une chaussée existante, aux travaux d'éclairage et de feux de circulation à divers endroit de la ville de Montréal.
Les arrondissements et les rues concernées par ces travaux sont les suivants:

Arrondissement Rivière-des-Prairie–Pointe-aux-Trembles:

· 5e Rue entre le boulevard Marien et la 70e Avenue : construction d'un sentier multifonctionnel en site propre sur 300 m;

· Boulevard Armand-Bombardier à l'intersection du boulevard Maurice-Duplessis : élargissement de 2 m du boulevard Armand-Bombardier (vers le Nord) sur environ 50 m;

· Intersection boulevard Gouin et 24e Avenue : construction d'un lien cyclable sur 10 m pour relier la piste cyclable existante sur le boulevard Gouin à un nouveau lien cyclable sur la 24e Avenue – chaussée désignée;

· Parc des Botanistes : construction d'un sentier multifonctionnel entre l'avenue Rolland-Germain et la rue Galissonnière.

Arrondissement de Saint-Laurent:

· Boulevard Poirier à l'intersection du boulevard Cavendish: élargissement de 1.5 m du boulevard Poirier (vers le Sud) sur environ 68 m;

Arrondissement de LaSalle:

· Avenue Orchard: Marquage d'une piste du boulevard LaSalle à la rue Centrale et construction d'un court lien pour permettre aux cyclistes en direction sud sur Lasalle de rejoindre la piste cyclable existante le long du boulevard Lasalle.

Une liste de rues ainsi que les plans se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires

ont été transmises aux arrondissements et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 164 791,68 $, taxes incluses, soit 10,31 % du coût du contrat dû aux risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans le réseau de conduits souterrains pour les feux de circulation.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme Groupe Altus, mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), a été établie pendant la publication de l'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC) a procédé à l'analyse des trois (3) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable de 13.5 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

Cet écart est concentré dans les articles « Maintien de glissières de sécurité en béton pour chantier » et « Débroussaillage ».

L'écart relié au maintien de glissières de sécurité en béton pour chantier peut être expliqué par une surestimation de la firme externe d'estimation. En ce qui concerne l'item de débroussaillage, l'évaluation de cet item varie d'une entreprise à une autre selon la méthode de travail préconisée et le sous-traitant embauché.

Dans ce contexte et en considérant que l'écart de 13.5 % est favorable, l'ÉÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 977 389,43 $, taxes incluses et comprend :

- un contrat avec les Entrepeneurs Bucaro inc. pour un montant de 1 597 597,75 $ taxes incluses;
- plus un budget des contingences de 164 791,68 $ taxes incluses;
- plus un budget des incidences de 215 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense est assumée à 85,79% par l'agglomération pour un montant de 1 549 113.27 $ taxes incluses puisqu'elle concerne le réseau cyclable qui est de compétence d'agglomération en vertu de la loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et à 14, 21% par la ville centrale pour un montant de 256 506,85 $ taxes incluses, représente un coût net de 1 805 620,12 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

· # RCG 18-028 pour un montant de 1 549 113,27 $, pour les travaux des pistes cyclables;
· # 18-050 pour un montant de 96 038.72 $, pour les travaux d'éclairage;
· # 11-043 pour un montant de 160 468.13 $, pour les travaux de feux de circulation.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 1 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* « Augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 8 juillet 2020, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat est prévu au printemps 2020 tel qu'indiqué dans les clauses contractuelles. Si le démarrage a lieu en juin ou au début du mois de juillet, il n'y aura aucun impact car le délai contractuel est de 90 jours, ce qui permet la réalisation des travaux cette année. Si l'arrêt des chantiers est prolongé au delà de la période de juillet 2020, bien que possible, selon notre expérience, nous croyons qu'il y a peu de risque d'une réclamation de la part de l'entrepreneur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Dang NGUYEN, Saint-Laurent
Christianne CYRENNE, LaSalle
Farid CHABOUNI, LaSalle
Abdelwahid BEKKOUCHE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karine CÔTÉ, 19 mars 2020
Mourad ACHAB, 19 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Malek YOUCEF
Ingénieur

Tél : 514.872.0782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855

Approuvé le : 2020-03-31

Approuvé le : 2020-03-31

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 424911 — No du GDD : 1207231020

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 / 2 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 5 / 3 / 2020

Ouverture faite le : 10 / 3 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda			Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
25	2	2020	Ajout d'un mail central au niveau de l'intersection Armand-Bombardier Les modifications ont été apportées au Cahier des charges, au bordereau des prix de la formule de soumission (ajout des quantités de béton et de puisards) , au DTSI-M - Maintien et gestion de la Mobilité(ajout des clauses suite à l'ajout du mail) , au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures - Voirie et aux plans.	205 336.16
28	2	2020	Les modifications ont été apportées au Cahier des charges (modification de la date d'ouverture), au bordereau des prix de la formule de soumission (modification de la date d'ouverture) et au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures - Voirie.(Amendement de l'article Gestion des déblais),	Néant
5	3	2020	Publication du document excel de la formule de soumission,	Néant

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 33

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 / 7 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1 597 597.75
CONSTRUCTION VIATEC INC.	1 638 733.79
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	1 993 636.61
Estimation **Externe**	1 847 372.48
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	**-13.5%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	**2.6%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMP	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 1 597 597.75

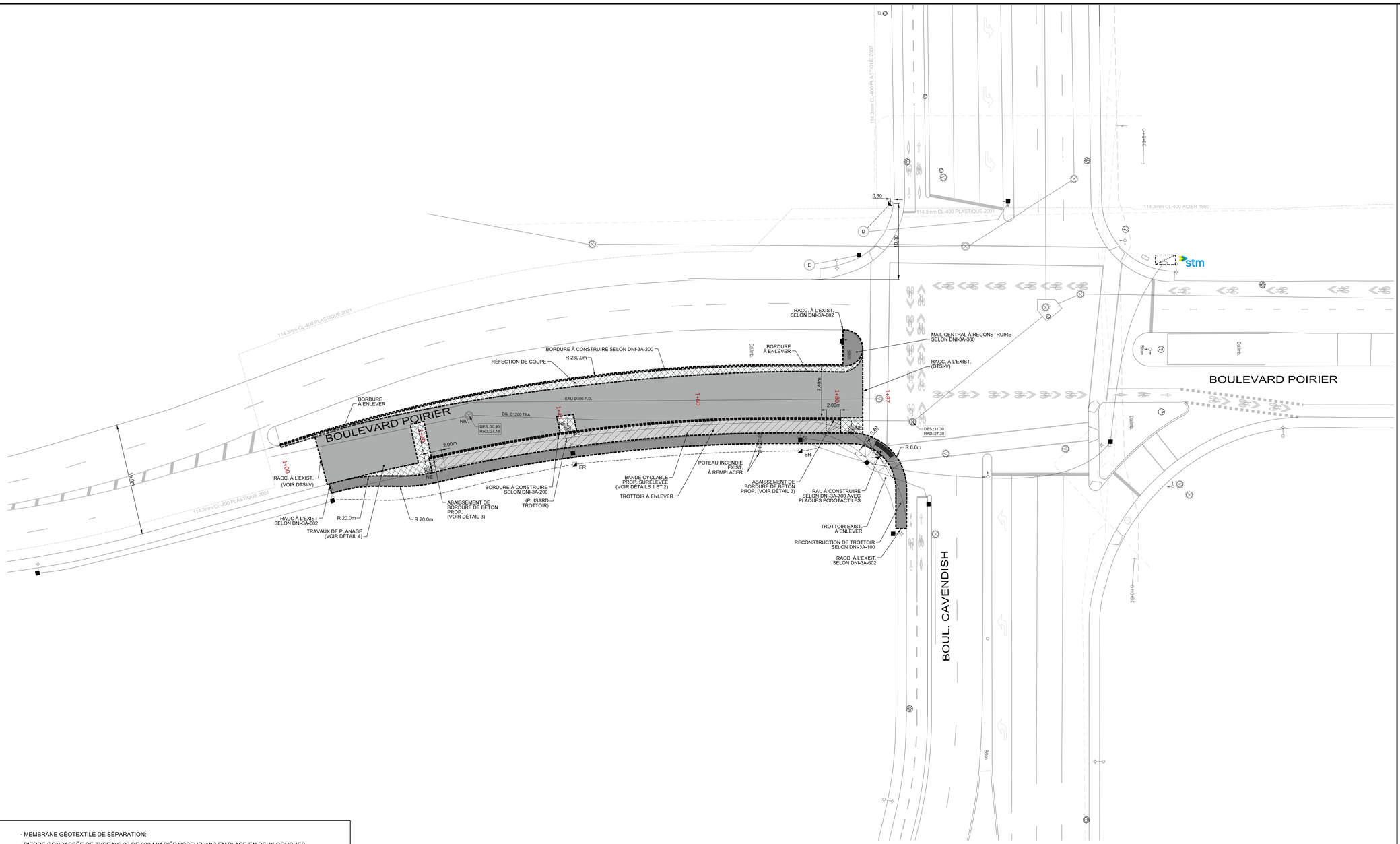
Montant des contingences ($) : 164 791.68

Montant des incidences ($) : 215 000.00

Date prévue de début des travaux : 1 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 30 / 9 / 2020

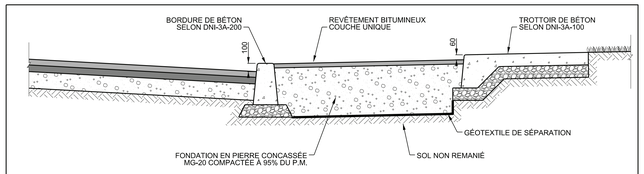
SOUMISSION 424911_LISTE DES ENDROITS

No	ENDROITS	
1	INTERSECTION BOULEVARD POIRIER ET BOULEVARD CAVENDISH	PL-VO-01
2	AVENUE ORCHARD ENTRE LE BOULEVARD LASALLE ET AVENUE ORCHARD	PL-VO-02
3	PARC DES BOTANISTES SENTIER ENTRE L'AVENUE ROLLAND-GERMAIN ET LA RUE DE LA GALISSONNIÈRE	PL-VO-03
4	5e RUE ENTRE LE BOULEVARD MARIEN ET LA 70e AVENUE	PL-VO-04 - 1/2
	5e RUE ENTRE LE BOULEVARD MARIEN ET LA 70e AVENUE	PL-VO-04 - 2/2
5	PARC ARMAND-BOMBARDIER INTERSECTION BOULEVARD GOUIN ET 24E AVENUE	PL-VO-05
6	INTERSECTION BOULEVARD ARMAND-BOMBARDIER ET BOULEVARD MAURICE DUPLESSIS	PL-VO-06



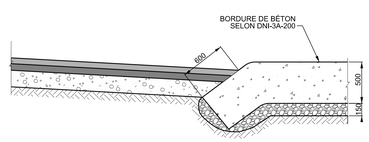
- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE SÉPARATION;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 600 MM D'ÉPAISSEUR (MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES SUCCESSIVES DE 300MM);
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 58S-28 DE 50 MM D'ÉPAISSEUR.

DÉTAIL 1 - CONSTRUCTION DE LA PISTE CYCLABLE



DÉTAIL 2 - AMÉNAGEMENT PISTE CYCLABLE

1:25



DÉTAIL 3 - ABAISSEMENT DE BORDURE DE BÉTON

1:25

- CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE
- TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON DNI-3A-100
- RÉFECTION DE COUPE (VOIR DNI-3B-400 ET 401)
- TRAVAUX DE PLANAGE
- PISTE CYCLABLE

- LA LOCALISATION FINALE DES PUISARDS PROPOSÉS SERA DÉTERMINÉE LORS DE L'ÉMISSION DE LA LISTE DE POINTS ÉMISE POUR CONSTRUCTION.
- SI L'ENTREPRENEUR RENCONTRE DES BOUCLES DE DÉTECTION DANS LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION, IL DEVRA LES DÉMOLIR ET EN DISPOSER.
- RÉPARATION DE COURS D'EAU SELON DNI-3A-702 (RUE AUTRE QUE LOCALE).
- LA NATURE DE LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST INCONNUE, ELLE SERA DÉTERMINÉE LORS DES TRAVAUX.

- PLANAGE DU REVÊTEMENT BITUMINEUX SUR UNE ÉPAISSEUR DE 50MM;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AUX TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 L/M²;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A-1, PG 64E-28 DE 50 MM D'ÉPAISSEUR.

DÉTAIL 4 - TRAVAUX DE PLANAGE

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

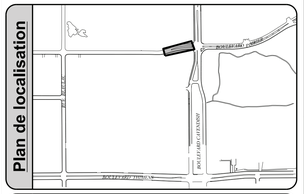
Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE:

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	-
Plan EGA:	-
Plan BC:	424910-PL-BC-03-000
Plan géométrie:	1602_GE_01 - 01

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	OM	Manchon
		OB	Bollard
		OOBS	Puits d'observation
★	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à construire		Chambre de transformateur
★	Base existante		
★	Base à briser ou à enlever		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020 / 01 / 31	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.N.
B	2020 / 01 / 17	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 100%	A.N.
A	2019 / 12 / 09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	A.N.

Montréal

Service des infrastructures
du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par:
-
Logo - -

Dessiné par :
Neda Satouh, tech.
Logo 2019-12

Préparé par :
Alexandre Nadeau, ing.
Logo 2019-12

Vidée

Ingénieur(e) Alexandre Nadeau 5061607 — Approuvé par lui
Responsable du projet (consultant) : 2020-01-31
Éric Bélanger, ing.
Logo

Sceau de l'ingénieur(e):
Ingénieur(e) Éric Bélanger 172577
Original signé le: 2020-01-31

Projet:

TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION À DIVERS ENDROITS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement(s): **Saint-Laurent (15)**

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE

Titre du plan:

INTERSECTION BOULEVARD POIRIER ET BOULEVARD CAVENDISH

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200

0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
424911	PL-VO-01	1/1	000	N/A



- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE SÉPARATION;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 600 MM D'ÉPAISSEUR (MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES SUCCESSIVES DE 300MM);
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 58S-28 DE 50 MM D'ÉPAISSEUR.

DÉTAIL 1 - CONSTRUCTION DE LA PISTE CYCLABLE

CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE
TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON DNI-3A-100
RÉFECTION DE COUPE (VOIR DNI-3B-400 ET 401)
TRAVAUX DE PLANAGE
PISTE CYCLABLE

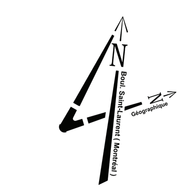
NOTES:

- LA LOCALISATION FINALE DES PUISARDS PROPOSÉS SERA DÉTERMINÉE LORS DE L'ÉMISSION DE LA LISTE DE POINTS ÉMISE POUR CONSTRUCTION.
- SI L'ENTREPRENEUR RENCONTRE DES BOUCLES DE DÉTECTION DANS LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION, IL DEVRA LES DÉMOLIR ET EN DISPOSER.
- L'ENTREPRENEUR NE DOIT EN AUCUN TEMPS ENDOMMAGER L'ENROBÉ DU BOULEVARD LASALLE.

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

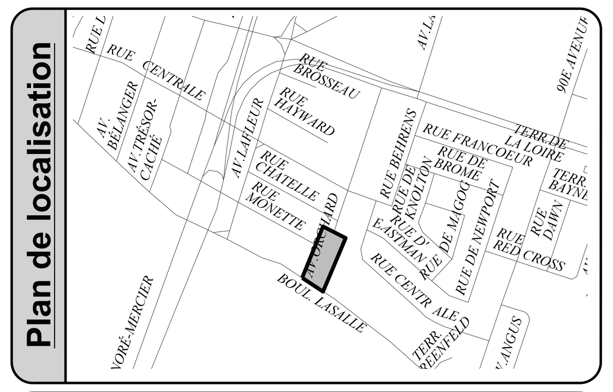
Orientation



REPÈRE GÉODÉSIQUE:

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	-
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	1619_MA-GE-SE_00 01

Légende

Puisard de rue	Regard chambre H.Q.
Puisard dalot	Regard chambre d'égout
Grille carrée	Regard chambre de Bell
Puisard de trottoir	Borne-fontaine
Repère géodésique	Boîte de vanne
Vanne de gaz	Vanne d'aqueduc
Regard chambre d'aqueduc	Manchon de parcomètre
Regard chambre de la CSEM	M Manchon
	B Bollard
	OBS Puits d'observation
Symbole de forage	F.C. Fin de courbe
Base à briser et à reconstruire au même emplacement	Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
Base à construire	Chambre de transformateur
Base existante	
Base à briser ou à enlever	Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
001	2020 / 02 / 24	ÉMIS POUR ADDENDA 1	A.N.
000	2020 / 01 / 31	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.N.
B	2020 / 01 / 17	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 100%	A.N.
A	2019 / 12 / 09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	A.N.

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par: Sébastien Goulet Ag. tech. — Logo — -
Dessiné par : Neda Satouh, tech. — Logo — 2019-12
Préparé par : Alexandre Nadeau, ing. — Logo — 2019-12
Voirie

INGÉNIEUR Alexandre Nadeau 5051607 QUÉBEC
Responsable du projet (consultant) : 2020-02-24
Éric Bélanger, ing. — Logo

Sceau de l'ingénieur(e):
INGÉNIEUR Eric Bélanger 118847 QUÉBEC
Original signé le: 2020-02-24

Projet:
TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION À DIVERS ENDROITS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement(s): **Lasalle (18)**

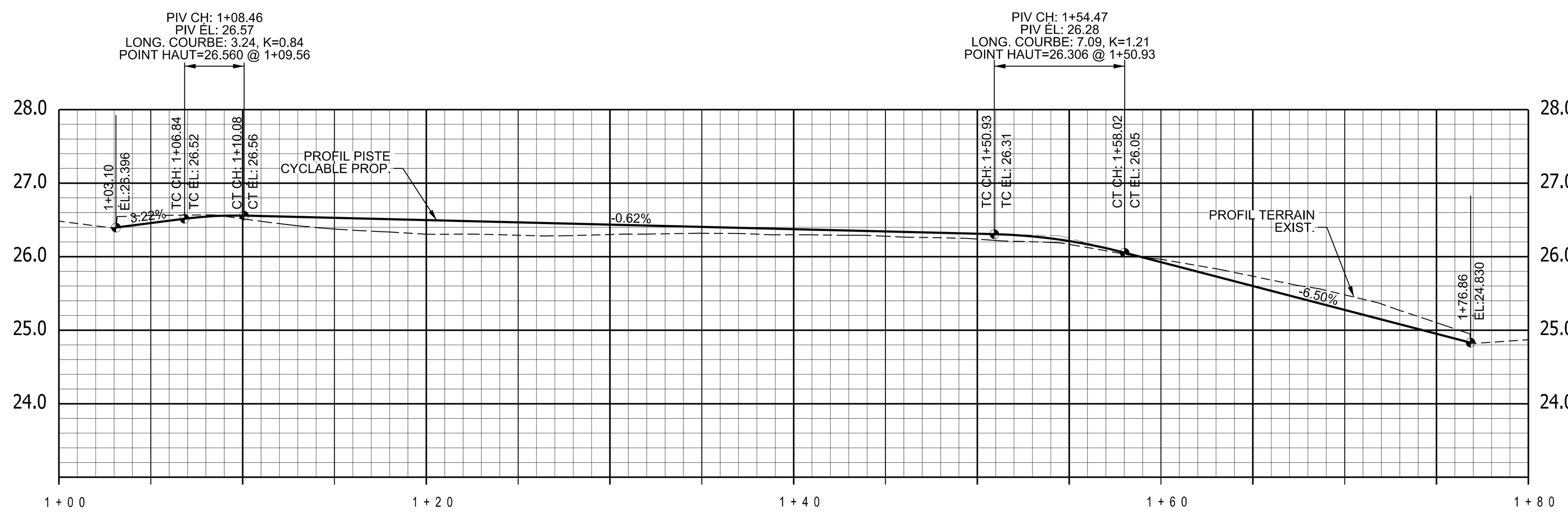
Nature des travaux:
TRAVAUX DE VOIRIE

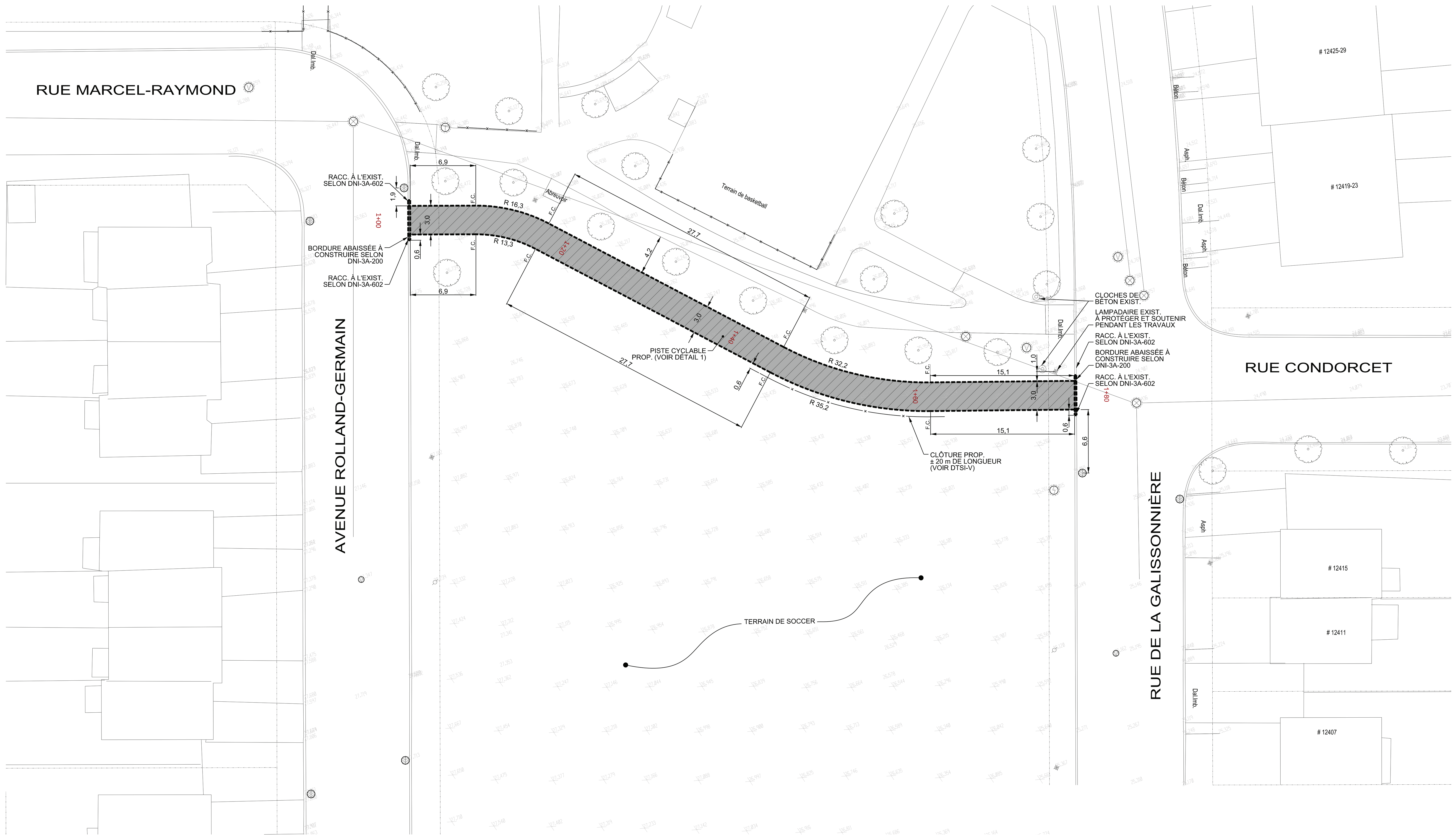
Titre du plan:
AVENUE ORCHARD ENTRE LE BOULEVARD LASALLE ET AVENUE ORCHARD

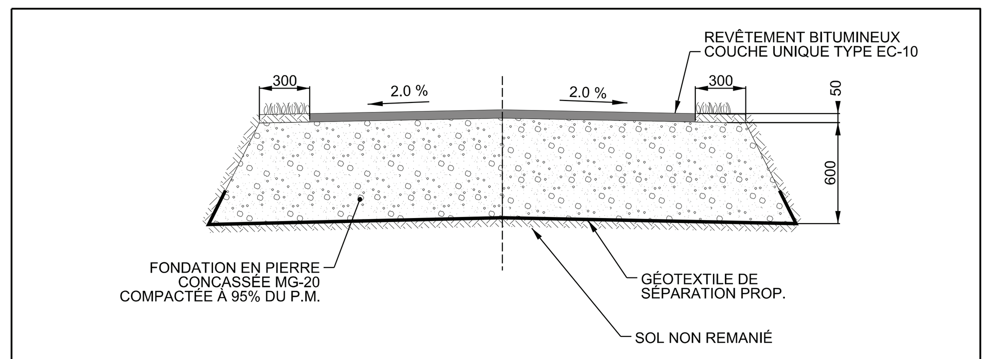
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200 — 0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
424911	PL-VO-02	1/1	001	N/A







DÉTAIL 1 -
CONSTRUCTION D'UNE PISTE CYCLABLE

ÉCHELLE : 1:25

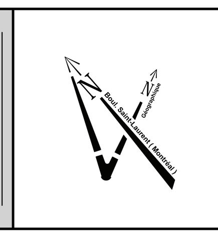
CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE	
TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON DNI-3A-100	
RÉFECTION DE COUPE (VOIR DNI-3B-400 ET 401)	
TRAVAUX DE PLANAGE	
PISTE CYCLABLE	

NOTES:

- LA LOCALISATION FINALE DES PUISARDS PROPOSÉS SERA DÉTERMINÉE LORS DE L'ÉMISSION DE LA LISTE DE POINTS ÉMISE POUR CONSTRUCTION.
- SI L'ENTREPRENEUR RENCONTRE DES BOUCLES DE DÉTECTION DANS LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION, IL DEVRA LES DÉMOLIR ET EN DISPOSER.
- RÉPARATION DE COURS D'EAU SELON DNI-3A-702 (RUE LOCALE).
- LA NATURE DE LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST INCONNUE, ELLE SERA DÉTERMINÉE LORS DES TRAVAUX.

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Orientation

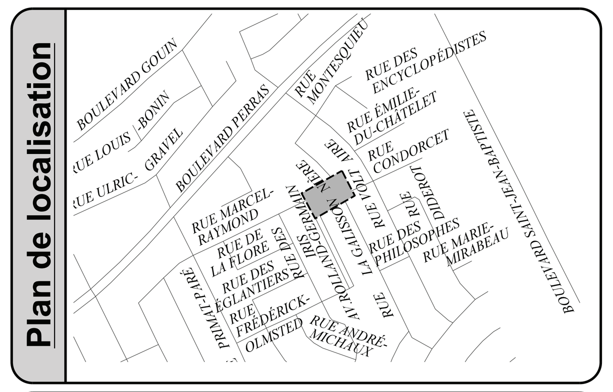


REPÈRE GÉODÉSIQUE:

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	-
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	1770_GE-03- 01

Légende

Puisard de rue	Regard chambre H.Q.
Puisard dalot	Regard chambre d'égout
Grille carrée	Regard chambre de Bell
Puisard de trottoir	Borne-fontaine
* Repère géodésique	* Boîte de vanne
* Vanne de gaz	Vanne d'aqueduc
Regard chambre d'aqueduc	P Manchon de parcomètre
	M Manchon
Regard chambre de la CSEM	B Bollard
	OBS Puits d'observation
* Symbole de forage	F.C. Fin de courbe
* Base à briser et à reconstruire au même emplacement	Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
* Base à construire	Chambre de transformateur
* Base existante	
* Base à briser ou à enlever	Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020 / 01 / 31	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.N.
B	2020 / 01 / 17	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 100%	A.N.
A	2019 / 12 / 09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	A.N.

Montréal
Service des infrastructures
du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par: André Perron, ag. tech.	Logo	2018-01
Dessiné par : Neda Satouh, tech.	Logo	2019-12
Préparé par : Alexandre Nadeau, ing.	Logo	2019-12

Voirie

INGÉNIEUR Alexandre Nadeau 5051607 QUÉBEC
Alexandre Nadeau ing.

Responsable du projet (consultant) : Éric Bélanger, ing. 2020-01-31 Logo

Sceau de l'ingénieur(e): INGÉNIEUR Eric Bélanger 118847 QUÉBEC
Original signé le: 2020-01-31

Projet:
TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION À DIVERS ENDROITS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement(s): **Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles**

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE

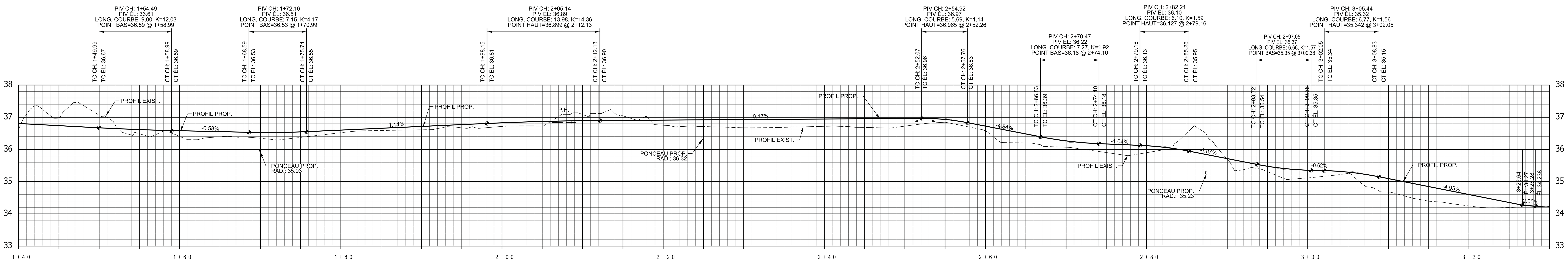
Titre du plan:

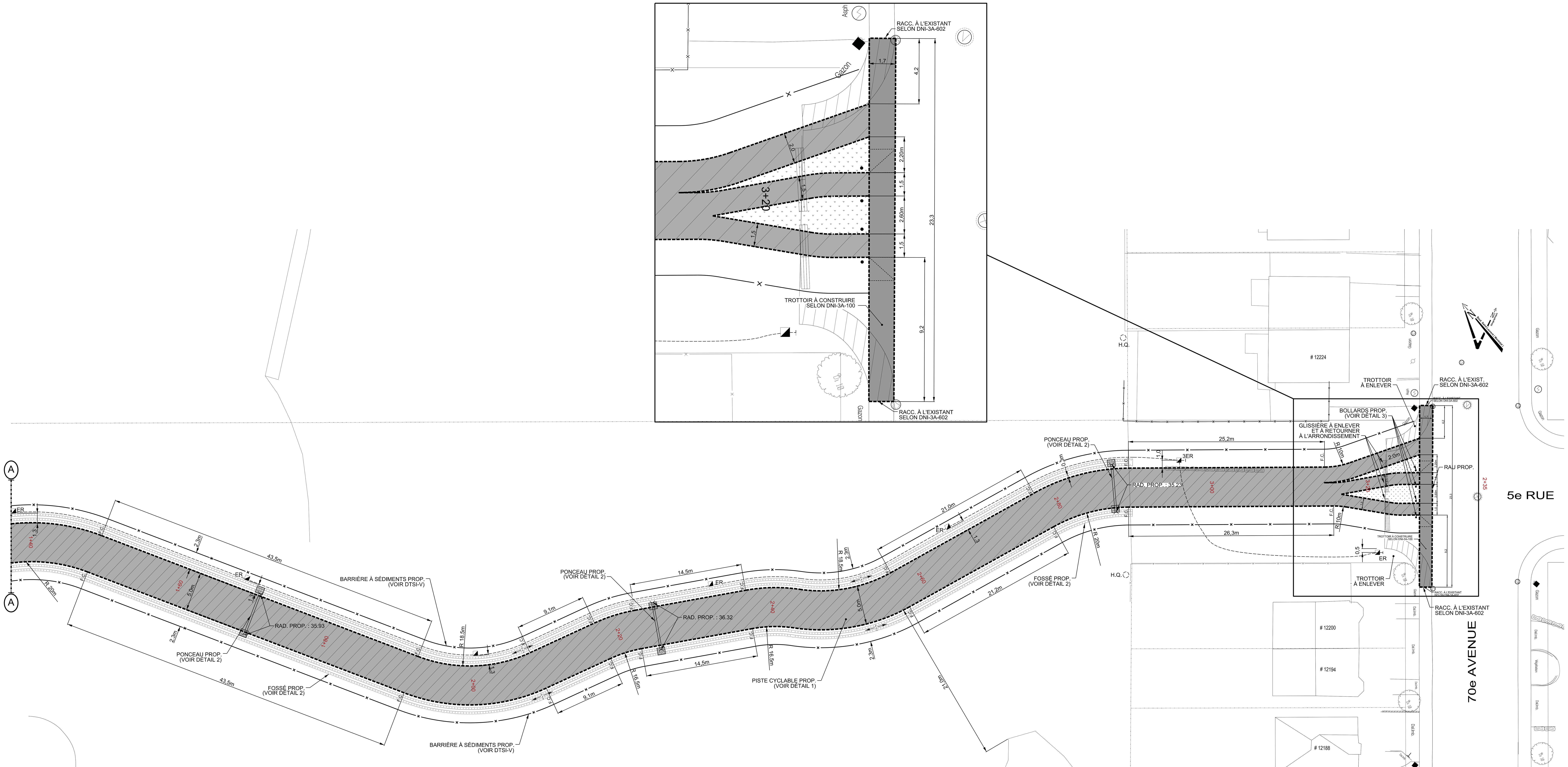
PARC DES BOTANISTES SENTIER ENTRE L'AVENUE ROLLAND-GERMAIN ET LA RUE DE LA GALISSONNIÈRE

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200 — 0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
424911	PL-VO-03	1/1	000	N/A





	CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE
	TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON DNI-3A-100
	RÉFECTION DE COUPE (VOIR DNI-3B-400 ET 401)
	TRAVAUX DE PLANAGE
	PISTE CYCLABLE

NOTES:

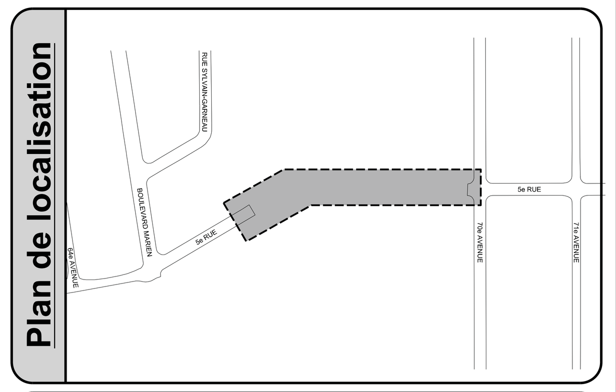
- LA LOCALISATION FINALE DES PUISARDS PROPOSÉS SERA DÉTERMINÉE LORS DE L'ÉMISSION DE LA LISTE DE POINTS ÉMISE POUR CONSTRUCTION.
- SI L'ENTREPRENEUR RENCONTRE DES BOUCLES DE DÉTECTION DANS LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION, IL DEVRA LES DÉMOLIR ET EN DISPOSER.
- RÉPARATION DE COURS D'EAU SELON DNI-3A-702 (RUE AUTRE QUE LOCALE).
- LA NATURE DE LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST INCONNUE, ELLE SERA DÉTERMINÉE LORS DES TRAVAUX.
- LES TRAVAUX DE DÉBOISEMENT, ESSOUCHEMENT ET DÉBROUILLAGE DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS DANS LE SECTEUR DÉLIMITÉ PAR LES BARRIÈRES DE SÉDIMENTS.
- LA BARRIÈRE DOIT ÊTRE INSTALLÉE PENDANT LA PREMIÈRE SEMAINE DU MOIS D'AOÛT ET EN PRÉSENCE DE M. PATRICK GALOIS, CONSULTANT EN HERPÉTOFAUNE ET AYANT RÉALISÉ L'INVENTAIRE DE CE SITE PRÉALABLEMENT. LES TRAVAUX DOIVENT DÉBUTER LE 10 SEPTEMBRE. PENDANT CE TEMPS, LE BIOLOGISTE RETIRERA LES COULEUVRES DE LA ZONE DES TRAVAUX.

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE:
LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage: -
Plan EGA: -
Plan BC: 424910-PL-BC-01-000
Plan géométrie: 1503_GE_05 - 01

Légende

Puisard de rue; Puisard dalot; Grille carrée; Puisard de trottoir; Repère géodésique; Vanne de gaz; Regard chambre d'aqueduc; Regard chambre de la CSEM; Symbole de forage; Base à briser et à reconstruire au même emplacement; Base à construire; Base existante; Base à briser ou à enlever; Regard chambre H.Q.; Regard chambre d'égout; Regard chambre de Bell; Borne-fontaine; Boîte de vanne; Vanne d'aqueduc; Manchon de parcomètre; Manchon; Bollard; Puits d'observation; Fin de courbe; Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle); Chambre de transformateur; Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020 / 01 / 31	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.N.
B	2020 / 01 / 17	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 100%	A.N.
A	2019 / 12 / 09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	A.N.

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par: André Perron, ag. tech.	Logo	2018-01
Dessiné par : Neda Satouh, tech.	Logo	2019-12
Préparé par : Alexandre Nadeau, ing.	Logo	2019-12

Voirie

INGÉNIEUR Alexandre Nadeau 5051607 QUÉBEC

Responsable du projet (consultant) : Éric Bélanger, ing. 2020-01-31 Logo

Sceau de l'ingénieur(e): INGÉNIEUR Eric Bélanger 118847 QUÉBEC
Original signé le: 2020-01-31

Projet:
TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION À DIVERS ENDROITS DE LA VILLE DE MONTRÉAL
Arrondissement(s): **Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles**

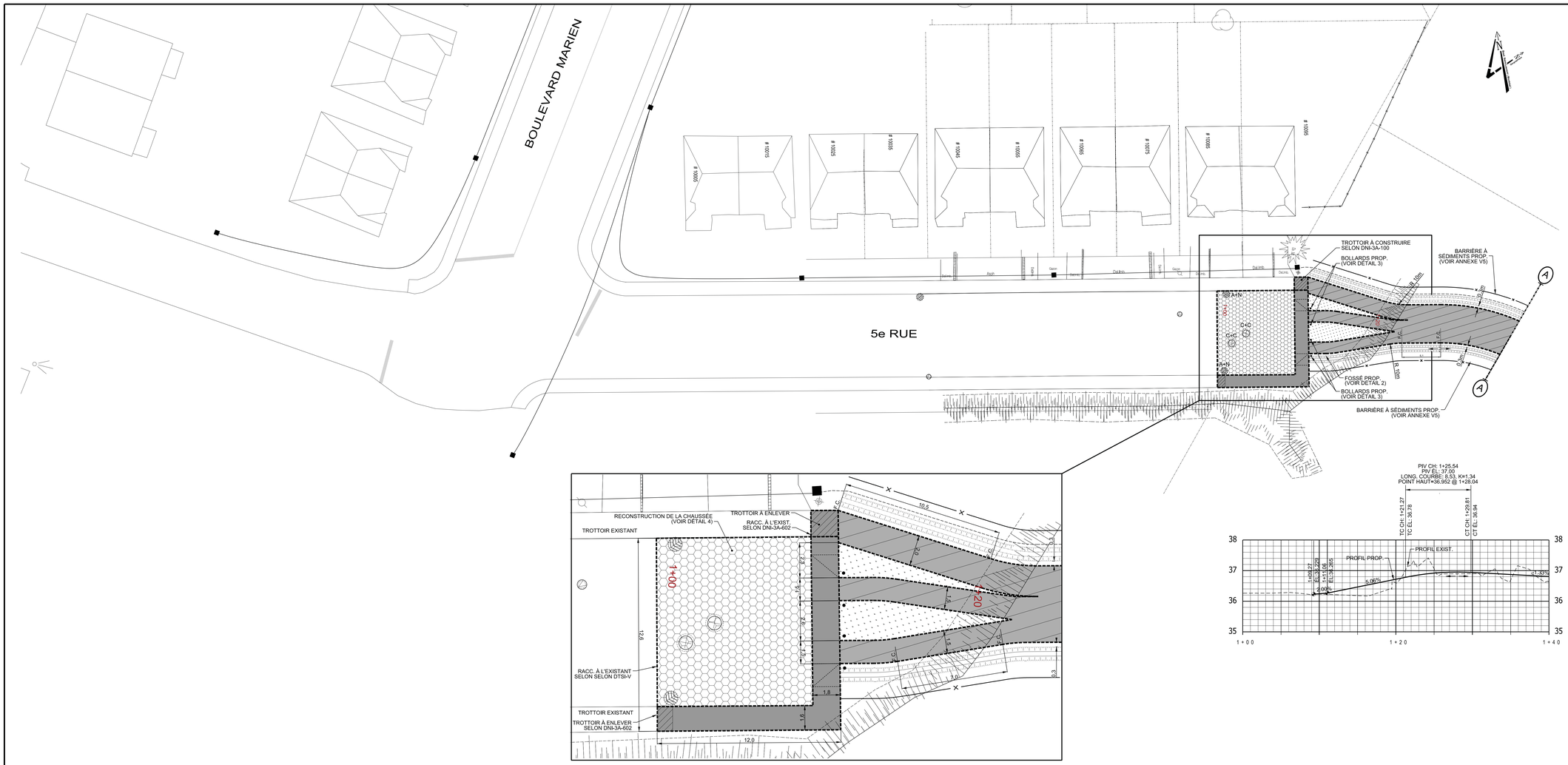
Nature des travaux:
TRAVAUX DE VOIRIE

Titre du plan:
5e RUE ENTRE LE BOULEVARD MARIEN ET LA 70e AVENUE

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

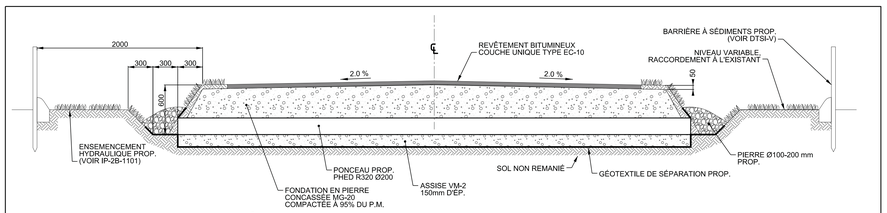
Échelle: 1:200 — 0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
424911	PL-VO-04	1/2	000	N/A



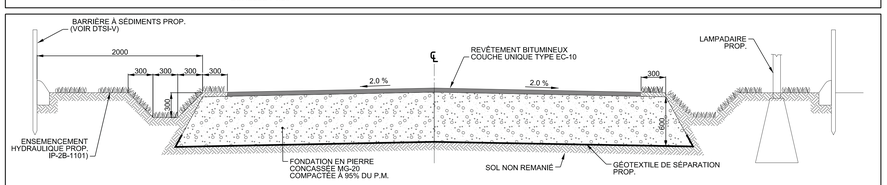
DÉTAIL 2 - COUPE TYPE DE PONCEAU

ÉCHELLE : 1:25



DÉTAIL 1 - CONSTRUCTION D'UNE PISTE CYCLABLE

ÉCHELLE : 1:25



- CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE
- TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON DNI-3A-100
- RÉFECTION DE COUPE (VOIR DNI-3B-400 ET 401)
- TRAVAUX DE PLANAGE
- PISTE CYCLABLE

NOTES:

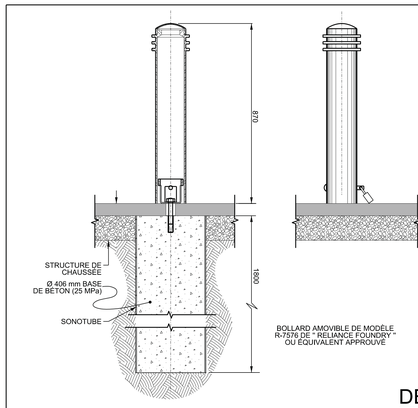
- LA LOCALISATION FINALE DES PUISARDS PROPOSÉS SERA DÉTERMINÉE LORS DE L'ÉMISSION DE LA LISTE DE POINTS ÉMISE POUR CONSTRUCTION.
- SI L'ENTREPRENEUR RENCONTRE DES BOUCLES DE DÉTECTION DANS LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION, IL DEVRA LES DÉMOLIR ET EN DISPOSER.
- RÉPARATION DE COURS D'EAU SELON DNI-3A-702 (RUE AUTRE QUE LOCALE).
- LA NATURE DE LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST INCONNUE, ELLE SERA DÉTERMINÉE LORS DES TRAVAUX.
- LES TRAVAUX DE DÉBOISEMENT, ESSOUCHEMENT ET DÉBROUILLAGE DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS DANS LE SECTEUR DÉLIMITÉ PAR LES BARRIÈRES DE SÉDIMENTS.

- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE SÉPARATION;
- MATÉRIAUX DE TYPE MG 112 DE 400 MM D'ÉPAISSEUR*;
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500 MM D'ÉPAISSEUR*;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 200 MM D'ÉPAISSEUR;
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28 DE 60 MM D'ÉPAISSEUR;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AUX TAUX RÉSIDUEL DE 0.2 L/M;
- COUCHE INTERMÉDIAIRE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28 DE 60 MM D'ÉPAISSEUR;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AUX TAUX RÉSIDUEL DE 0.2 L/M2;
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A-1, PG 64E-28 DE 50 MM D'ÉPAISSEUR.

*LES MATÉRIEUX DE TYPE MG 112 DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES DE 200 MM.

*LES MATÉRIEUX RECYCLÉS DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES DE 250 MM.

DÉTAIL 4 - CONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE



DÉTAIL 3 - EMPLACEMENT DES BOLLARDS

ÉCHELLE : N.A.E.

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

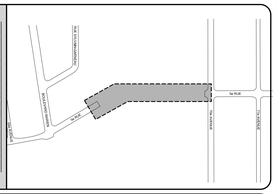
Orientation



REPÈRE GÉODÉSIQUE:

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	-
Plan EGA:	-
Plan BC:	424910-PL-BC-01-000
Plan géométrie:	1503_GE_05 - 01

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	○M	Manchon
		○B	Bollard
		○OBS	Puits d'observation
★	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à construire		Chambre de transformateur
★	Base existante		
★	Base à briser ou à enlever		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020 / 01 / 31	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.N.
B	2020 / 01 / 17	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 100%	A.N.
A	2019 / 12 / 09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	A.N.

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Étaboré par:	André Perron, ag. tech.	Logo	2018-01
Dessiné par :	Neda Satouh, tech.	Logo	2019-12
Préparé par :	Alexandre Nadeau, ing.	Logo	2019-12
Responsable du projet (consultant):	Éric Bélanger, ing.	Logo	2020-01-31

Voirie

Sceau de l'ingénieur(e):

Original signé par:

Projet:

TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION À DIVERS ENDROITS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement(s): **Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles**

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE

Titre du plan:

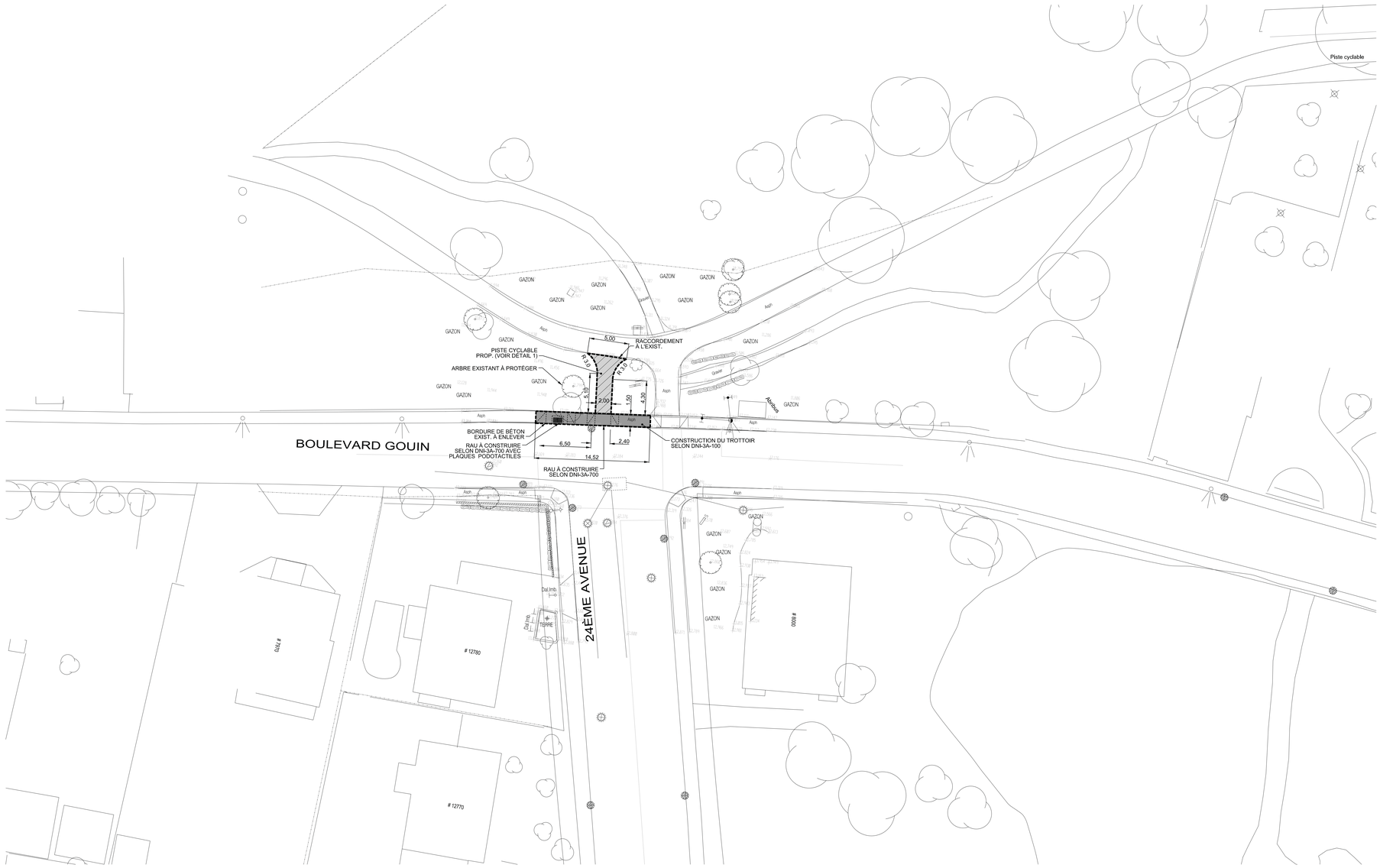
5e RUE ENTRE LE BOULEVARD MARIEN ET LA 70e AVENUE

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200

0 1.25 2.5 5.0 7.5 10.0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
424911	PL-VO-04	2/2	000	N/A



- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE SÉPARATION;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG 20 DE 600 MM D'ÉPAISSEUR (MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES SUCCESSIVES DE 300MM);
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 58S-28 DE 50 MM D'ÉPAISSEUR.

DÉTAIL 1-
CONSTRUCTION DE LA PISTE CYCLABLE

- CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE
- TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON DNI-3A-100
- RÉFECTION DE COUPE (VOIR DNI-3B-400 ET 401)
- TRAVAUX DE PLANAGE
- PISTE CYCLABLE

NOTES:

- LA LOCALISATION FINALE DES PUISARDS PROPOSÉS SERA DÉTERMINÉE LORS DE L'ÉMISSION DE LA LISTE DE POINTS EMISE POUR CONSTRUCTION.
- SI L'ENTREPRENEUR RENCONTRE DES BOUCLES DE DÉTECTION DANS LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION, IL DEVRA LES DÉMOLIR ET EN DISPOSER.
- RÉPARATION DE COURS D'EAU SELON DNI-3A-702 (RUE AUTRE QUE LOCALE).
- LA NATURE DE LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST INCONNUE, ELLE SERA DÉTERMINÉE LORS DES TRAVAUX.

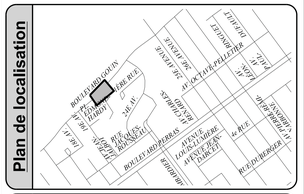
Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE:

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Plan de localisation



Références

Plan d'arpentage:	-
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	1769_GE_00 - 01 DE 01

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	OM	Manchon
		OB	Bollard
		OOBS	Puits d'observation
★	Symbole de forage	F.C.	Fin de courbe
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base à construire		Chambre de transformateur
★	Base existante		
★	Base à briser ou à enlever		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2020 / 01 / 31	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.N.
B	2020 / 01 / 17	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 100%	A.N.
A	2019 / 12 / 09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	A.N.

Montréal

Service des infrastructures
du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par:
André Perron, ag. tech. — Logo — 2018-01

Dessiné par :
Neda Satouh, tech. — Logo — 2019-12

Préparé par :
Alexandre Nadeau, ing. — Logo — 2019-12

Voirie

Responsable du projet (consultant):
Éric Bélanger, ing. — Logo

Sceau de l'ingénieur(e):
Original signé le:

Projet:
TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION À DIVERS ENDROITS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement(s): **Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles**

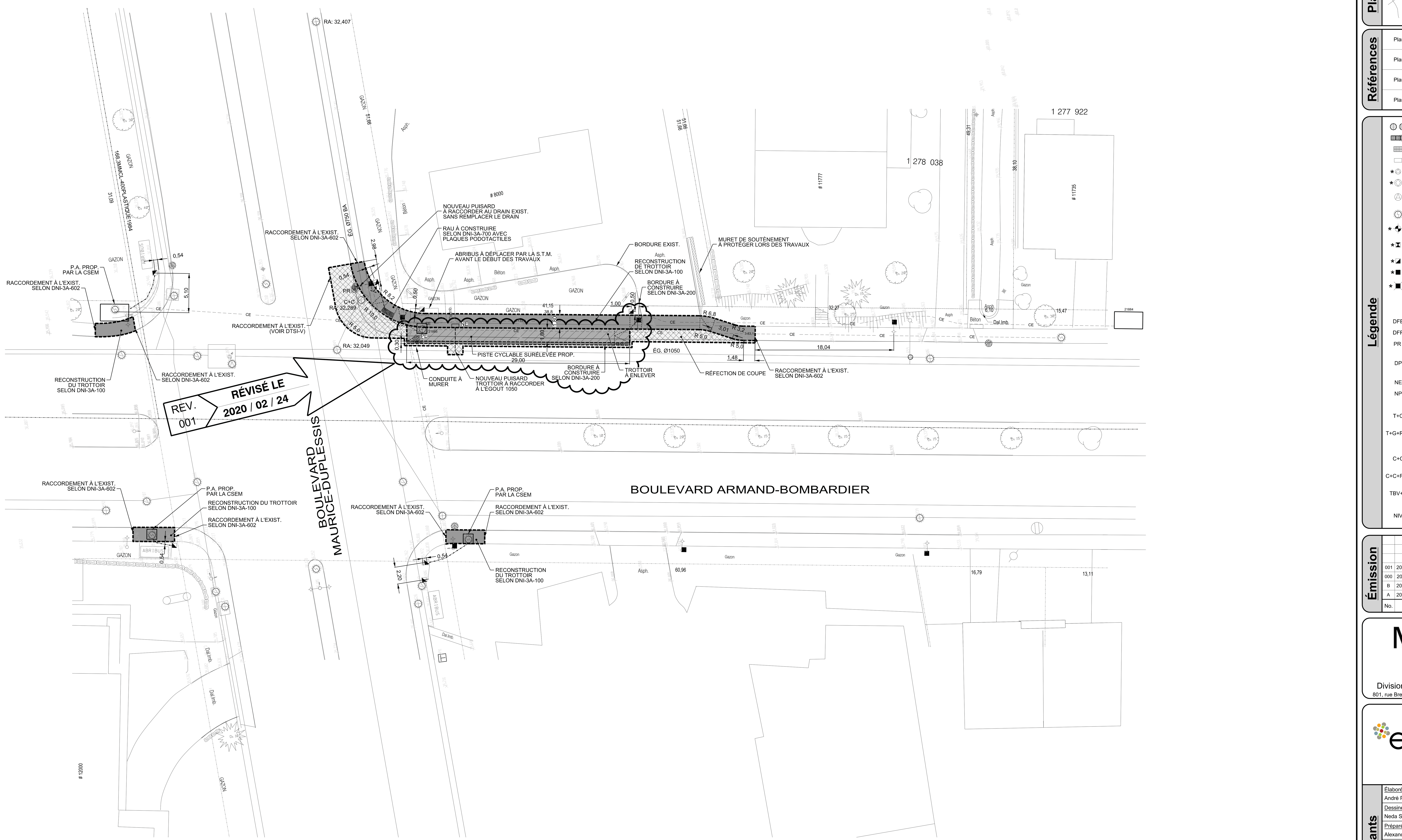
Nature des travaux:
TRAVAUX DE VOIRIE

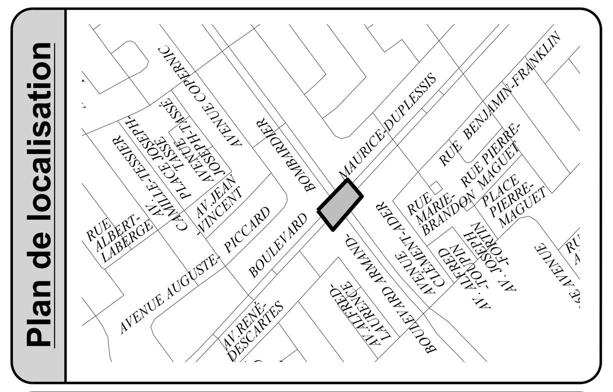
Titre du plan:
PARC ARMAND-BOMBARDIER
INTERSECTION
BOULEVARD GOUIN ET 24E AVENUE

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
1:200
0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
424911	PL-VO-05	1/1	000	N/A





Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE:

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL. LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation

Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Références

Plan d'arpentage:	-
Plan EGA:	-
Plan BC:	424910-PL-BC-02-000
Plan géométrie:	1741 _GE_02_01/03

Légende

Puisard de rue	Regard chambre H.Q.
Puisard dalot	Regard chambre d'égout
Grille carrée	Regard chambre de Bell
Puisard de trottoir	Borne-fontaine
Repère géodésique	Boîte de vanne
Vanne de gaz	Vanne d'aqueduc
Regard chambre d'aqueduc	Manchon de parcomètre
Regard chambre de la CSEM	M Manchon
	B Bollard
	OBS Puits d'observation
Symbole de forage	F.C. Fin de courbe
Base à briser et à reconstruire au même emplacement	Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
Base à construire	Chambre de transformateur
Base existante	Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
Base à briser ou à enlever	

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RAU	Rampe d'accès universel
		AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
001	2020 / 02 / 24	ÉMIS POUR ADDENDA 1	A.N.
000	2020 / 01 / 31	ÉMIS POUR SOUMISSION	A.N.
B	2020 / 01 / 17	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 100%	A.N.
A	2019 / 12 / 09	ÉMIS POUR COMMENTAIRES 50%	A.N.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par: André Perron, Ag. Tech.	Logo	2018-01
Dessiné par : Neda Satouh, tech.	Logo	2019-19
Préparé par : Alexandre Nadeau, ing.	Logo	2019-12

Voirie

INGÉNIEUR Alexandre Nadeau 5051607 QUÉBEC

Responsable du projet (consultant) : 2020-02-24
Éric Bélanger, ing.
Logo

Sceau de l'ingénieur(e):
INGÉNIEUR Eric Bélanger 118847 QUÉBEC
Original signé le: 2020-02-24

Projet:
TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION À DIVERS ENDROITS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement(s): **Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles**

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE

Titre du plan:

INTERSECTIONBOULEVARD ARMAND-BOMBARDIER ET BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200
0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
424911	PL-VO-06	1/1	001	N/A

	CONSTRUCTION DE CHAUSSÉE
	TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON DNI-3A-100
	RÉFECTION DE COUPE (VOIR DNI-3B-400 ET 401)
	TRAVAUX DE PLANAGE
	PISTE CYCLABLE

NOTES:

- LA LOCALISATION FINALE DES PUISARDS PROPOSÉS SERA DÉTERMINÉE LORS DE L'ÉMISSION DE LA LISTE DE POINTS ÉMISE POUR CONSTRUCTION.
- SI L'ENTREPRENEUR RENCONTRE DES BOUCLES DE DÉTECTION DANS LA CHAUSSÉE LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION, IL DEVRA LES DÉMOLIR ET EN DISPOSER.
- RÉPARATION DE COURS D'EAU SELON DNI-3A-702 (RUE AUTRE QUE LOCALE).
- LA NATURE DE LA CHAUSSÉE EXISTANTE EST INCONNUE, ELLE SERA DÉTERMINÉE LORS DES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR UNE COORDINATION AVEC LES ATELIERS ROSEMONT AFIN DE S'ASSURER QUE LA MARQUAGE PROPOSÉ SOIT RÉALISÉ RAPIDEMENT APRÈS SES TRAVAUX.

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	424911	DATE:
#GDD:	1207231020	DRM:	4249	2020/03/16
RESPONSABLE:	Malek Youcef, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la ville de Montréal.			

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: **Direction de la mobilité**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1945000018	182113	1 407 577.60 $	1 401 346.35 $	140 134.64 $	0.00 $	(A)
1945000019	182114	141 535.67 $	0.00 $	0.00 $	155 000.00 $	(A)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 549 113.27 $**	**1 401 346.35 $**	**140 134.64 $**	**155 000.00 $**	

PROJET INVESTI: 58002 Desc et client-payeur: **Direction de la mobilité**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1958002023	182115	96 038.72 $	95 613.55 $	9 561.36 $	0.00 $	(A)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**96 038.72 $**	**95 613.55 $**	**9 561.36 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: 59002 Desc et client-payeur: **Direction de la mobilité**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1959002008	182116	105 680.13 $	100 637.85 $	15 095.68 $	0.00 $	(A)
1959002 009	182117	54 788.00 $	0.00 $	0.00 $	60 000.00 $	(A)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**160 468.13 $**	**100 637.85 $**	**15 095.68 $**	**60 000.00 $**	

TOTAL	**1 805 620.12 $**	**1 597 597.75 $**	**164 791.68 $**	**215 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 977 389.43 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION: 424911**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**16/03/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la ville de Montréal.**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 597 597.75 $
TRAVAUX CONTINGENTS			164 791.68 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		35 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		40 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		60 000.00 $	
Gestion des impacts		10 000.00 $	
Gestion des sols excavés		10 000.00 $	
Mobilier de feux		50 000.00 $	
Incidences techniques		10 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	215 000.00	215 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 977 389.43 $
Imputation (crédits)			1 805 620.12 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		85 992.15	171 554.33
Ristournes TPS et TVQ à 50%		171 769.32	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-01, PL-VO-02, PL-VO-03, PL-VO-04-1, PL-VO-04-2, PL-VO-05 et PL-VO-06	CALCULÉ PAR ›	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1945000018**	**SOUMISSION:**	**424911**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182113**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Construction de pistes cyclables à divers endroits de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR ▸	**LES ENTREPRENEURS BUCARO INC**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 401 346.35 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		140 134.64 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Gestion des sols excavés			
Mobilier de feux			
Incidences techniques			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 541 480.99 $
Imputation (crédits)			1 407 577.60 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	67 035.49	133 735.79
Ristournes TPS et TVQ à 50%	133 903.39	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-01, PL-VO-02, PL-VO-03, PL-VO-04-1, PL-VO-04-2, PL-VO-05 et PL-VO-06	CALCULÉ PAR ▸	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1945000019**	**SOUMISSION:**	**424911**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182114**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, Incidences techniques et Incidences professionnelles**			
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		35 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		40 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		60 000.00 $	
Gestion des impacts		10 000.00 $	
Gestion des sols excavés		10 000.00 $	
Mobilier de feux			
Incidences techniques			
	TOTAL À REPORTER	155 000.00	155 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			155 000.00 $
Imputation (crédits)			141 535.67 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		6 740.60	13 447.49
Ristournes TPS et TVQ à 50%		13 464.35	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-01, PL-VO-02, PL-VO-03, PL-VO-04-1, PL-VO-04-2, PL-VO-05 et PL-VO-06	CALCULÉ PAR ▸	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1958002023**	**SOUMISSION:**	**424911**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182115**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de fourniture et installation d'éclairage à divers endroits de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR ▸	**LES ENTREPRENEURS BUCARO INC**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			95 613.55 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		9 561.36 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Gestion des sols excavés			
Mobilier de feux			
Incidences techniques			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			105 174.91 $
Imputation (crédits)			96 038.72 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	4 573.82	9 124.76
Ristournes TPS et TVQ à 50%	9 136.20	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-01, PL-VO-02, PL-VO-03, PL-VO-04-1, PL-VO-04-2, PL-VO-05 et PL-VO-06	CALCULÉ PAR ▸	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1959002008**	**SOUMISSION:**	**424911**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182116**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de Signalisation Lumineuse et de bases et conduits à divers endroits de la Ville de Montréal**			
ENTREPRENEUR ▸	**LES ENTREPRENEURS BUCARO INC**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			100 637.85 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		15 095.68 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Gestion des sols excavés			
Mobilier de feux			
Incidences techniques			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			115 733.53 $
Imputation (crédits)			105 680.13 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	5 032.99	10 040.81
Ristournes TPS et TVQ à 50%	10 053.40	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-01, PL-VO-02, PL-VO-03, PL-VO-04-1, PL-VO-04-2, PL-VO-05 et PL-VO-06	CALCULÉ PAR ▸	Malek Youcef, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1959002 009**	**SOUMISSION:**	**424911**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182117**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**16/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Achat de matériaux de signalisation lumineuse au centre de distribution Colbert. - Incidences**			
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Gestion des sols excavés			
Mobilier de feux		50 000.00 $	
Incidences techniques		10 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	60 000.00	60 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			60 000.00 $
Imputation (crédits)			54 788.00 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		2 609.26	5 205.48
Ristournes TPS et TVQ à 50%		5 212.00	

PLAN NUMÉRO:	PL-VO-01, PL-VO-02, PL-VO-03, PL-VO-04-1, PL-VO-04-2, PL-VO-05 et PL-VO-06	CALCULÉ PAR	Malek Youcef, ing.

Montréal

SOUMISSION 424911- PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la Ville de Montréal
Site 1 – PL-VO-01 **Intersection boulevard Poirier et boulevard Cavendish** Arrondissement Saint-Laurent	**Phase préliminaire : Effacer le marquage au sol à l'intersection Poirier / Cavendish** - Maintien d'une (1) voie de circulation de 3.2 mètres minimum par direction à contresens du côté nord. **Phase 1A : Travaux de bordures de trottoir du côté nord du boulevard Poirier** - Maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3.2 mètres en direction est. **Phase 1B : Travaux de reconstruction de chaussée, de trottoir, d'éclairage du côté sud du boulevard Poirier** - Maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3.2 mètres en direction est; - Fermeture du trottoir sur le boulevard Poirier côté sud à l'approche ouest de l'intersection Poirier/Cavendish et détourner les piétons du côté nord; - Entrave partielle de la piste cyclable sur le boulevard Cavendish à l'approche sud de l'intersection Poirier/Cavendish. Prévoir une signalisation d'obligation de descendre de bicyclette (P-125); - Fermeture de la piste cyclable sur le boulevard Cavendish à l'approche sud de l'intersection Poirier/Cavendish lors des travaux sur le boulevard Cavendish; - Prévoir un signaleur pour la gestion des cyclistes pendant le quart de travail; - Délimiter l'aire de travail des travaux de reconstruction de chaussée et de trottoir de la circulation par des glissières de sécurité en béton pour chantier; **Phase 2 : Travaux de pavage et boucles de détection, de déplacement de borne-fontaine et de raccordement de puisard du côté sud du boulevard Poirier** - Maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3.2 mètres minimum par direction à contresens du côté nord. **Phase 3 : Effacer le marquage au sol et nouveau marquage au sol et signalisation verticale sur le boulevard Poirier entre les boulevards Cavendish et Thimens** - Fermeture partielle du boulevard Poirier en direction est et ouest avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de minimum 3,2 mètres par direction; - Entrave partielle du boulevard Cavendish, Thimens, Bégin, Émile-Bélanger et Beaulac à l'approche de l'intersection Poirier au niveau des travaux avec maintien d'une (1) voie de circulation par direction; - Entrave partielle de la piste cyclable sur le boulevard Cavendish à l'approche sud de l'intersection Poirier/Cavendish. Prévoir une signalisation d'obligation de descendre de bicyclette (P-125). **Phase 4 : Ajout de base pour feu de circulation du côté nord-ouest de l'intersection Poirier/Cavendish** - Fermeture du trottoir du côté nord-ouest de l'intersection Poirier/Cavendish à la hauteur de la zone des travaux et détourner les piétons sur les trottoirs non entravés; - Entrave de la voie de droite de l'approche nord de l'intersection Poirier/Cavendish; - Aucune entrave de la piste cyclable n'est autorisée. **Horaire de travail :** - Phase préliminaire : Dimanche au Jeudi 21h à 5h. - Phase 1A et 1B : Lundi au Vendredi 7h à 19h pour le boulevard Poirier, Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30 pour le boulevard Cavendish. - Phase 2 et 3 : Dimanche au Jeudi 21h à 5h. - Phase 4 : Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30.

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la Ville de Montréal
Site 2 – PL-VO-02 **Avenue Orchard entre le boulevard LaSalle et l'avenue Orchard** Arrondissement LaSalle	**Reconstruction de chaussée et de trottoir sur le boulevard LaSalle à l'intersection de l'avenue Orchard** : - Maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres en alternance à la hauteur des travaux; - Lors de l'entrave du lien cyclable, installer un corridor cycliste de minimum 3 mètres de large sur le boulevard LaSalle à la hauteur des travaux; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7 à 19h.
Site 3 – PL-VO-03 **Parc des Botanistes sentier entre l'avenue Rolland-Germain et rue de la Galissonière** Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Construction d'un sentier multifonctionnel entre l'avenue Rolland-Germain et la rue de la Galissonière** : - Entrave partielle de l'avenue Rolland-Germain et de la rue de la Galissonière avec maintien d'une (1) voie de circulation dans chaque direction; **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h.
Site 4 PL-VO-04-1 et PL-VO-04-2 **5e Rue entre le boulevard Marien et la 70e Avenue** Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Travaux de retrait de glissière, de reconstruction de chaussée, d'éclairage et construction d'un sentier multifonctionnel** : - Fermeture complète de la 5e Rue avec maintien de la circulation locale seulement entre le boulevard Marien et le 10095 5e Rue; - Entrave partielle de la chaussée de la rue 70e Avenue au coin de la 5e Rue avec maintien d'une (1) voie de circulation par direction. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h.
Site 5 – PL-VO-05 **Parc Armand-Bombardier intersection boulevard Gouin et 24e Avenue** Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Construction d'un lien cyclable et reconstruction de trottoir au coin du boulevard Gouin et de la 24e Avenue** : - Fermeture complète de la direction ouest du boulevard Gouin avec maintien d'une (1) voie de circulation en alternance et gestion avec signaleurs; - Entrave partielle de la direction ouest en dehors des heures de travail avec maintien d'une (1) voie de circulation dans chaque direction à la hauteur des travaux; - Maintenir en tout temps le passage pour piétons et cyclistes sécuritaire; **Horaire de travail :** Samedi et Dimanche 7h à 19h.
Site 6 – PL-VO-06 **Intersection boulevard Armand-Bombardier et boulevard Maurice-Duplessis** Arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Phase 1 : Relocalisation des feux sur le boulevard Armand-Bombardier aux coins du boulevard Maurice-Duplessis et reconstruction de trottoir** - Fermer la voie de droite dans le sens de la circulation sur le boulevard Armand-Bombardier et le boulevard Maurice-Duplessis à la hauteur des travaux, réaliser un seul coin de rue à la fois. **Phase 2 : Construction d'une chaussée, reconstruction de trottoir, ajout d'une bordure de béton et élévation de la bande cyclable sur le boulevard Armand-Bombardier au coin sud-est du boulevard Maurice-Duplessis** - Fermeture de la voie de droite sur le boulevard Armand-Bombardier en direction nord avec maintien de deux (2) voies de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres; - Fermeture des deux voies de droite en hors pointe avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres. Redonner la voie du centre à la circulation à la fin du quart de travail; - Fermeture de la voie de droite sur le boulevard Maurice-Duplessis en direction est avec maintien de deux (2) voies de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres. - Lors des travaux de pavage et hors pointe uniquement, fermeture des deux voies de droite sur le boulevard Maurice-Duplessis avec maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres; - Fermeture du trottoir sur le boulevard Armand-Bombardier du côté est et sur le boulevard Maurice-Duplessis du côté sud avec chemin de détour; - Délimiter l'aire de travail des travaux de reconstruction de chaussée et de trottoir sur le boulevard Armand-Bombardier à l'intersection Armand-Bombardier et Maurice-Duplessis de la circulation par des glissières de sécurité en béton pour chantier.

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation à divers endroits de la Ville de Montréal
	Horaire de travail : - Phase 1 : Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30. - Phase 2 : Lundi au Vendredi 7h à 19h (entrave d'une voie) Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30 (entrave de deux voies).
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Les travaux sont prévus d'être réalisés en 2020; - L'Entrepreneur doit redonner les voies à la circulation à la fin de chaque quart de travail; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles; - Ajustement de la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Sécurisation de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7, à moins d'indication contraire; - Délimitation des voies en contresens à l'aide de repères visuels de type T-RV-10; - Maintien en tout temps, de façon sécuritaire, de tous les mouvements permis aux intersections, à moins d'indication contraire; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves; - Installation de PMVM pour les rues artérielles; - Accommodation et maintien en tout temps d'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Commercialisation policière pour la gestion des intersections, au besoin; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite; - L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 28 février 2017

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
A/S MONSIEUR ANDREA BUCARO
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD (QC) H1H 3L6

N° de décision : 2017-CPSM-1012406
N° de client : 2700022178

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **10 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 385-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 1 avril 2019

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
10441, AV BALZAC
MONTRÉAL-NORD QC H1H 3L6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande ;

N° de client : 2700022178

N° de demande : 1900000693

N° de confirmation de paiement : 000252798265

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 424911

Date de publication : 2020-02-10
Date d'ouverture : 2020-03-10

Liste des preneurs du cahier des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Construction NRC inc.
2	Construction Viatek inc.
3	Demix Construction, une division de CRH Canada inc.
4	Environnement Routier NRJ inc .
5	Groupe Altus Limitée - Consultation en analyse de coûts et gestion de projets
6	Les Entrepreneurs Bucaro inc.
7	Neolect inc.
8	Pavage Des Moulins inc.
9	Systèmes Urbains inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231020

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entrepeneurs Bucaro inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation pour l'aménagement de pistes cyclables à divers endroits de la ville de Montréal . Dépense totale de 1 977 389.43 $ (contrat:1 597 597,75 $ + contingences: 164 791,68 $ + incidences: 215 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 424911 - 03 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207231020 travaux voirie divers endroits - Bucaro.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7363
Division : Service des finances
Direction du conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2020/04/23
17:00

(2)

Dossier # : 1207669001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG17 0352) afin de tenir compte de la portion reliée aux travaux de pistes cyclables réalisés dans le cadre du projet Griffintown sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire au montant de 323 544,19$ taxes incluses.

Il est recommandé :
d'autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG017 0352) pour tenir compte de la portion des travaux de pistes cyclables du Plan de transport dans le cadre du projet dans Griffintown sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire d'un montant de 323 544.19$ taxes incluses.

Cette modification,qui n'implique aucun coût supplémentaire pour la Ville, se détaille comme suite :

- Retour d'un montant de 159 369,77$ (145 525.85$ net des ristournes) au règlement d'emprunt 13-038, ce règlement est de compétence locale.

- Retour d'un montant de 164 174,41$ (149 913.12$ net des ristournes) au règlement d'emprunt 15-097, ce règlement est de compétence locale.

- Affectation d'un montant de 323 544,19$ (295 438.97$ net des ristournes) au règlement d'emprunt RCG18-028 – Développement du réseau cyclable, qui est de compétence d'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-06 09:45

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207669001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG17 0352) afin de tenir compte de la portion reliée aux travaux de pistes cyclables réalisés dans le cadre du projet Griffintown sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire au montant de 323 544,19$ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville de Montréal a adopté le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur Griffintown afin d'améliorer la qualité de l'espace public dans ce secteur en requalification. Le Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), en tant qu'unité requérante, est mandaté afin de coordonner la mise en œuvre de certaines des interventions identifiées pour concrétiser la vision de développement du secteur. À cet effet, la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire a été identifiée pour être réaménagée dès 2017.

Dans le cadre de la requalification du secteur Griffintown, cette rue avait alors été identifiée comme une rue apaisée avec des aménagements plus larges du trottoir, des fosses de plantation continues priorisant ainsi les piétons. Le contrat de construction de cette rue a été octroyé à l'entrepreneur Michaudville en 2017 via l'appel d'offres numéro 337601, décrit au dossier décisionnel 1173493003.
En 2018, juste avant de débuter les travaux au printemps, il a été retenu par le SUM d'implanter des pistes cyclables sur les rues Ottawa et William. Une directive a donc été rédigée afin de faire la construction d'une piste cyclable à mi-hauteur du côté sud de la rue.

Dans le dossier initial, les travaux d'aménagements de surfaces en lien avec la piste cyclable (marquage et signalisation) étaient prévu initialement dans l'enveloppe des incidences. Cette enveloppe était de compétence locale étant donné que ce qui était prévu était tout simplement du marquage de rue et de la signalisation. Alors que la modification demandée quant à l'aménagement permanent d'une piste cyclable sur la rue Ottawa est maintenant de compétence d'agglomération et cadre avec le Plan de Transport, alors que cette piste est identifiée au dit Plan. Le présent dossier décisionnel présente donc le budget à autoriser par l'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0352 - Le 24 août 2017 - Accorder un contrat à la compagnie Les entreprises Michaudville inc., pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire - Griffintown Lot-3A. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 7 831 000,00 $ (contrat: 7 326 000,00 $ et incidences : 505 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 337601 - 4 soumissionnaires conformes - GDD 1173493003;

DESCRIPTION

Une directive de changement a été présentée à l'entrepreneur dans le cadre du projet 337601 afin de modifier les aménagements de surface pour refléter les nouvelles lignes directrices de Griffintown. Selon cette dernière, la rue Ottawa doit dorénavant être considérée comme une rue de typologie hybride, ayant comme particularité une piste cyclable à mi-hauteur de 2,5 mètres de largeur. Le détail de cette directive se retrouve dans le document «Extrait lignes directrices Griffintown - Rue Hybride.pdf» en pièce jointe. Le début des travaux pour cette piste cyclable est prévu pour le mois de mai 2020.

JUSTIFICATION

Le Plan de transport de la Ville de Montréal prévoit que le développement des pistes cyclables qui sont identifiées à son plan des réseaux cyclables soit financé par un budget d'agglomération. Comme le contrat initial a été financé avec des budgets corporatifs, une autorisation de modification de la source de financement est requise afin d'imputer les coûts des travaux de piste cyclable sur un budget d'agglomération. Le montant pour la réalisation des travaux de pistes cyclables a été négocié et entendu avec l'entrepreneur. Une économie a été faite sur certains items du contrat tandis que d'autres items ont été majorés. Cependant, cette directive n'implique pas de coût supplémentaire pour la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet, d'un montant total de 323 544,19$ (taxes incluses), n’implique aucun nouveau coût supplémentaire pour la Ville puisqu’il sera financé de la façon suivante :

- Relâchement d'un montant de 159 369,77$ (145 525.85$ net des ristournes) qui sera retourné dans le règlement d’emprunt 13-038 - Réaménagement du domaine public et de l'acquisition de terrains à des fins de parcs et places publiques dans le secteur Griffintown.

- Relâchement d'un montant de 164 174,41$ (149 913.12$ net des ristournes) qui sera retourné dans le règlement d’emprunt 15-097 - Travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans le cadre du projet Les Bassins du Nouveau Havre.

- Affectation d'un montant de 323 544,19$ (295 438.97$ net des ristournes) par la Division du développement de projets et de l'intégration des réseaux (DDPIR) via le règlement d’emprunt RCG18-028 – Développement du réseau cyclable, qui est une compétence d’agglomération.

Le budget net requis, pour donner suite à ce dossier, est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 et sera réparti de la manière suivante au projet 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable :									

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur
45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable	296	-		-
	296	-	-	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement de cette rue selon le Programme Particulier d'Urbanisme (PPU) de Griffintown permettra d'amener de nouveaux modes d'aménagement et d'appropriation du domaine public privilégiant le verdissement et les circulations douces, mais également les pratiques innovantes. L'aménagement des rues privilégiant les circulations douces fait de la rue, non plus un espace de transit, mais un espace de déambulation entre les marcheurs de tous âges, les cyclistes et les automobilistes, bref un espace de vie. La rue a de larges emprises de trottoirs qui permettent la plantation d'arbres dans des fosses de plantation continues pour assurer un verdissement généreux du domaine public et la gestion des eaux de ruissellement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.
Dans la mesure où il sera autorisé par le Gouvernement du Québec et par l'Administration municipale montréalaise que les entreprises sous contrat avec la Ville puissent reprendre les chantiers, cette dépense doit être autorisée avant le début des travaux de la piste cyclable en mai 2020 afin de ne pas retarder l'ensemble du projet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Passage au conseil exécutif : 15 avril 2020
Passage au conseil d'agglomération : 23 avril 2020
Virement de fonds : Avril 2020
Travaux : Mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

---

Parties prenantes

Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémi BRABANT-BLAQUIÈRE
Ingénieur

Tél : 514-463-3291
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-19

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-04-06



Les rues William et Ottawa bordant l'archipel sont désignées comme des rues hybrides. Pour ces rues, une rationalisation des largeurs de voies de circulation automobile et la limitation des espaces de stationnements en contre saillie sont préconisées au profit d'une surface piétonne élargie. L'asymétrie des aménagements permet à la fois de dégager un plus vaste espace de socialisation d'un côté et de favoriser la plantation de nouveaux arbres de rue à plus grande distance des bâtiments.

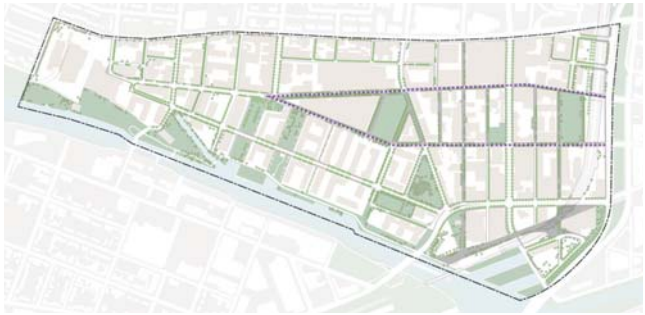
Ces rues ont un revêtement asymétrique qui renforce la hiérarchie des espaces publics préconisée au plan d'ensemble : le trottoir qui borde l'archipel est revêtu de pavés de béton préfabriqués tandis que le trottoir du côté opposé à l'archipel est en béton coulé en place.

Les trottoirs sont délimités par une bordure de granite de 200 mm de largeur. Le cours d'eau est rabaissé à une hauteur de 55 mm (±5 mm de tolérance). Le revêtement de la chaussée est en asphalte.

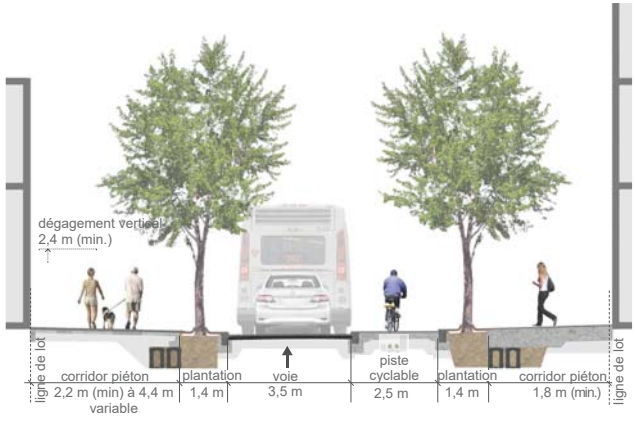
La voie cyclable, implantée du côté opposé à l'archipel, est à mi-hauteur entre la chaussée asphaltée et le trottoir adjacent. D'une largeur de 2.5 mètres, elle est bordée respectivement de part et d'autre par des bordures de granite de 200 mm de largeur. Le cours d'eau est rabaissé à une hauteur de 55 mm. Le revêtement de la piste est en béton coloré avec motifs au jet de sable (3 mm de profondeur).

Les fosses de plantation sur les rues hybrides sont agrandies par l'emploi de cellules d'enracinement avec grille d'arbre selon l'espace disponible. Alternativement, la fosse peut être agrandie sous un trottoir armé de béton. Dans tous les cas, un minimum de 10 m.cu. de terre est à assurer.

Les bancs identitaires sont installés entre deux fosses d'arbres du côté de l'archipel, le long du corridor de plantation. Trois des modules selon deux assemblages sont préconisés pour cette typologie. Ce même axe d'implantation est privilégié pour le mobilier tel les supports à vélo et les unités poubelles/recyclage. Ces dernières sont concentrées à proximité des lampadaires aux coins de rue. L'implantation des lampadaires suit l'alignement des arbres de rue. Les intersections, en plateau surélevé, sont généralement au niveau du trottoir et revêtues de pavés de béton, afin de prioriser les piétons et de rendre l'ensemble des mouvements continus et sécuritaires.



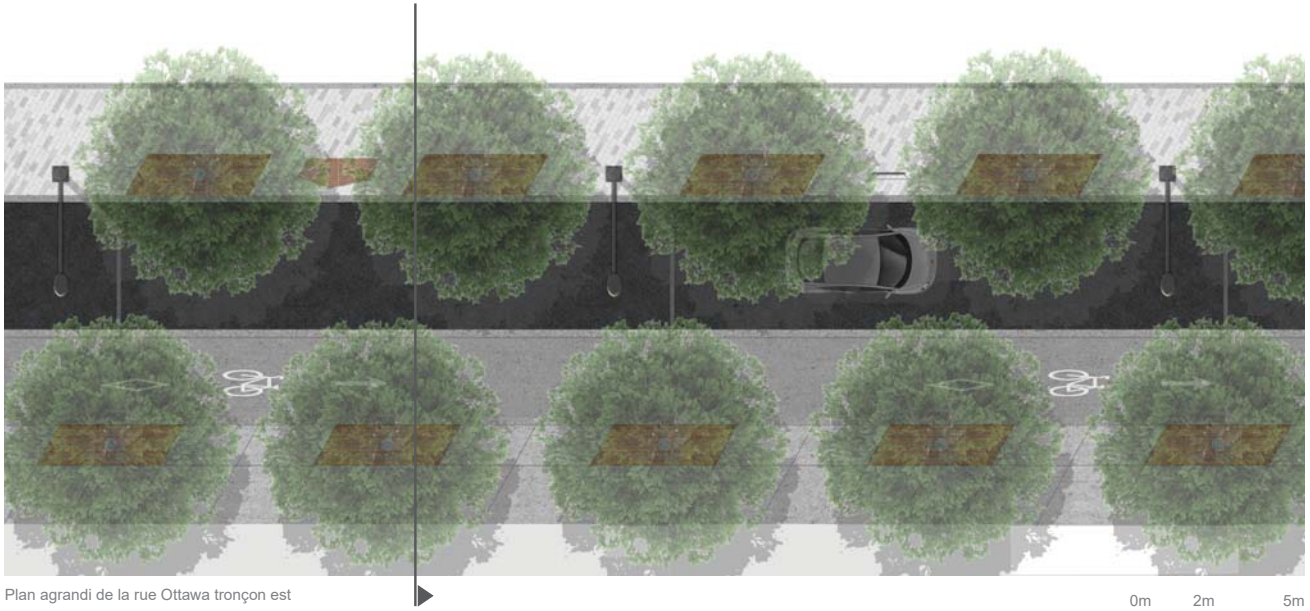
Rues hybrides bordant l'archipel



Coupe de la rue Ottawa tronçon est



Vue d'ensemble d'une rue hybride



Plan agrandi de la rue Ottawa tronçon est

0m 2m 5m

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	337601	DATE:
#GDD:	1207669001	DRM:		2020/03/18
RESPONSABLE:	Rémi Brabant Blaquière	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa entre les rues William et du Séminaire-Griffintown Lot-3A			

PROJET INVESTI: 40139 Desc et client-payeur: **Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), Direction de l'Urbanisme**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1740139-001	168220	580 178.07 $	635 370.62 $	0.00 $	57 760.97 $	
1740139-002	168221	995 206.36 $	1 089 880.71 $	0.00 $	99 080.06 $	
1740139-003	168222	200 562.66 $	219 642.26 $	0.00 $	19 967.48 $	
1740139-004	168223	330 119.75 $	361 524.17 $	0.00 $	32 865.83 $	
1740139-005	168224	976 082.16 $	1 068 937.22 $	0.00 $	97 176.08 $	
1740139-008	168868	21 598.35 $	23 653.01 $	0.00 $	2 150.27 $	
1740139-009	168869	33 890.25 $	37 114.24 $	0.00 $	3 374.02 $	
SOUS-TOTAL		**3 137 637.60 $**	**3 436 122.24 $**	**0.00 $**	**312 374.71 $**	

PROJET INVESTI: 40136 Desc et client-payeur: **Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), Direction de l'Habitation**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1740136-001	168217	368 048.18 $	403 060.74 $	0.00 $	36 641.89 $	
1740136-002	168218	432 950.16 $	474 136.87 $	0.00 $	43 103.35 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**800 998.34 $**	**877 197.62 $**	**0.00 $**	**79 745.24 $**	

PROJET INVESTI: 56121 Desc et client-payeur: **Sce de l'eau, Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE)**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1756121-043	166576	662 408.34 $	725 423.49 $	0.00 $	65 947.59 $	
1756121-044	166582	648 528.05 $	710 222.77 $	0.00 $	64 565.71 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
2045000-025	182853	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 310 936.39 $**	**1 435 646.26 $**	**0.00 $**	**130 513.30 $**	

PROJET INVESTI: 53010 Desc et client-payeur: **Sce de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU)**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1753010-002	164869	1 144 603.16 $	1 253 489.69 $	0.00 $	111 863.16 $	
SOUS-TOTAL		**1 144 603.16 $**	**1 253 489.69 $**	**0.00 $**	**111 863.16 $**	

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: **Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) Division développement projet et intégration des réseaux (DDPIR)**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
2045000-025	182853	295 438.97 $	323 544.19 $	0.00 $	29 413.11 $	A
SOUS-TOTAL		**295 438.97 $**	**323 544.19 $**	**0.00 $**	**29 413.11 $**	**A**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	337601	DATE:
#GDD:	1207669001	DRM:	0	2020/03/18
RESPONSABLE:	Rémi Brabant Blaquière	GROUPE:	0	
INTITULÉ DU PROJET:	Réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa entre les rues William et du Séminaire-Griffintown Lot-3A			

PROJET INVESTI: 40139 Desc et client-payeur: **Service de la mise en valeur du territoire (SMVT), Direction de l'Urbanisme**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1740139-011	169453	264 808.65 $	0.00 $	290 000.00 $	0.00 $	
1740139-012	169454	196 323.66 $	0.00 $	215 000.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**461 132.31 $**	**0.00 $**	**505 000.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	
TOTAL		**7 150 746.78 $**	**7 326 000.00 $**	**505 000.00 $**	**663 909.51 $**	

TOTAL (Contrat + Incidences) **7 831 000.00 $**

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa entre les rues William et du Séminaire-Griffintown Lot-3A**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			7 302 346.98 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	661 759.24 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		55 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		200 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		100 000.00 $	
Communication		50 000.00 $	
Gestion des impacts		30 000.00 $	
XXX		70 000.00 $	
XXX		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	505 000.00	505 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			7 807 346.98 $
Imputation (crédits)			7 129 148.43 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	339 523.68	677 349.74
Ristournes TPS et TVQ à 50%	678 198.55	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-001**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168220**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Reconstruction de chaussée**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			635 370.62 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	57 760.97 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			635 370.62 $
Imputation (crédits)			580 178.07 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		27 630.82	55 123.48
Ristournes TPS et TVQ à 50%		55 192.56	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-002**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168221**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Trottoirs et bordures Nord**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 089 880.71 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	99 080.06 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 089 880.71 $
Imputation (crédits)			995 206.36 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	47 396.42	94 555.86
Ristournes TPS et TVQ à 50%	94 674.35	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-003**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168222**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Éclairage**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			219 642.26 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	19 967.48 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			219 642.26 $
Imputation (crédits)			200 562.66 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		9 551.74	19 055.72
Ristournes TPS et TVQ à 50%		19 079.60	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-004**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168223**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Travaux de la CSEM**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			361 524.17 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	32 865.83 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			361 524.17 $
Imputation (crédits)			330 119.75 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		15 721.86	31 365.11
Ristournes TPS et TVQ à 50%		31 404.42	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-005**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168224**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Aménagement paysager Nord**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 068 937.22 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	97 176.08 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 068 937.22 $
Imputation (crédits)			976 082.16 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		46 485.64	92 738.85
Ristournes TPS et TVQ à 50%		92 855.06	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-008**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168868**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Bell (Ville)**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			23 653.01 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	2 150.27 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			23 653.01 $
Imputation (crédits)			21 598.35 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		1 028.62	2 052.09
Ristournes TPS et TVQ à 50%		2 054.66	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-009**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168869**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Bell**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			37 114.24 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	3 374.02 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			37 114.24 $
Imputation (crédits)			33 890.25 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		1 614.01	3 219.96
Ristournes TPS et TVQ à 50%		3 223.99	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740136-001**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168217**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Trottoirs et bordures Sud**			
ENTREPRENEUR	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			403 060.74 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	36 641.89 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			403 060.74 $
Imputation (crédits)			368 048.18 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		17 528.19	34 968.74
Ristournes TPS et TVQ à 50%		35 012.56	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740136-002**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168218**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Aménagement paysager Sud**			
ENTREPRENEUR	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			474 136.87 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	43 103.35 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			474 136.87 $
Imputation (crédits)			432 950.16 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		20 619.13	41 135.16
Ristournes TPS et TVQ à 50%		41 186.71	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756121-043**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166576**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Égout pluvial**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			725 423.49 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	65 947.59 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			725 423.49 $
Imputation (crédits)			662 408.34 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		31 547.01	62 936.28
Ristournes TPS et TVQ à 50%		63 015.15	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756121-044**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**166582**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Aqueduc**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			710 222.77 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	64 565.71 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			710 222.77 $
Imputation (crédits)			648 528.05 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		30 885.97	61 617.50
Ristournes TPS et TVQ à 50%		61 694.72	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2045000-025**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182853**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Aménagement de piste cyclable**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			323 544.19 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	29 413.11 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			323 544.19 $
Imputation (crédits)			295 438.97 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		14 070.20	28 070.04
Ristournes TPS et TVQ à 50%		28 105.22	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1753010-002**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**164869**	**GROUPE:**	**0**	**18/03/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Rue Ottawa - Égout Sanitaire**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 253 489.69 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	111 863.16 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 253 489.69 $
Imputation (crédits)			1 144 603.16 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	54 511.40	108 750.25
Ristournes TPS et TVQ à 50%	108 886.53	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-011**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**169453**	**GROUPE:**	**0**	**2017/07/24**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Incidences techniques**			
ENTREPRENEUR ›	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		50 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		100 000.00 $	
Communication		50 000.00 $	
Gestion des impacts		30 000.00 $	
Contrôle environnemental des sols		60 000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	290 000.00	290 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			290 000.00 $
Imputation (crédits)			264 808.65 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		12 611.44	25 159.82
Ristournes TPS et TVQ à 50%		25 191.35	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Rémi Brabant Blaquière

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1740139-012**	**SOUMISSION:**	**337601**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**169454**	**GROUPE:**	**0**	**43908**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Incidences professionnelles**			
ENTREPRENEUR	**Les entreprises Michaudville Inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		5 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		200 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Communication			
Gestion des impacts			
Contrôle environnemental des sols		10 000.00 $	
XXX			
	TOTAL À REPORTER	215 000.00	215 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			215 000.00 $
Imputation (crédits)			196 323.66 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		9 349.86	18 652.97
Ristournes TPS et TVQ à 50%		18 676.34	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Rémi Brabant Blaquière

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207669001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Autoriser une modification dans la source de financement du dossier initial (CG17 0352) afin de tenir compte de la portion reliée aux travaux de pistes cyclables réalisés dans le cadre du projet Griffintown sur la rue Ottawa entre les rues Guy et du Séminaire au montant de 323 544,19$ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207669001 - Certification de fonds.xlsx

Retour crédit Urbanisme_15-097_De GDD1173493003 pour le GDD1207669001.xlsm

Retour crédit Urbanisme_13-038_De GDD1173493003 pour le GDD1207669001.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1196037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation «Osmose» de Montréal pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, d'une superficie de 2 595,6 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, de 2036 à 2050, dont la rente annuelle à partir de 2036 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1674-03

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Osmose » de Montréal, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans de 2036 à 2050, pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, connue et désignée comme étant le lot 1 878 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 596 m², le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

2. d'imputer le revenu de la rente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-02 10:15

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196037007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation «Osmose» de Montréal pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, d'une superficie de 2 595,6 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, de 2036 à 2050, dont la rente annuelle à partir de 2036 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1674-03

CONTENU

CONTEXTE

Une soixantaine de coopératives et d'organismes d'habitation à but non lucratif (« OBNL ») ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subvention fédéraux sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.
Les conventions de financement de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL »), qui sont d'une durée de 35 ans, sont arrivées ou arriveront à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025. L'échéance des conventions de financement coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces OBNL cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire. En effet, les institutions bancaires exigent que l'emphytéose arrive à terme au minimum cinq ans après l'échéance de l'hypothèque. Selon les informations recueillies auprès des organismes, les institutions bancaires sont prêtes à consentir des prêts pour une durée maximale de 25 ans.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») et le Service de l'habitation (le « SH ») ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SGPI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.

Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux de rénovation importants sur leur bâtiment, le SGPI et le SH ont décidé de procéder de

manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour ces organismes. Les prolongations qui seront consenties permettront de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la *Loi sur les coopératives,* destinées à assurer la préservation de l'immeuble et sa vocation sociale.

Le choix de procéder à des prolongations ponctuelles d'emphytéose permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose tout en assurant que les immeubles concernés pourront demeurer en bon état d'entretien, une condition essentielle de l'emphytéose. Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, les organismes ayant bénéficié d'une prolongation d'emphytéose seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentées dans les paragraphes précédents, la Coopérative d'habitation « Osmose » de Montréal (l'« Emphytéote ») doit souscrire à une nouvelle hypothèque pour rénover la propriété située au 1680, avenue Jeanne-d'Arc (l'« Immeuble »). Pour souscrire à une nouvelle hypothèque amortie sur 25 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 30 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance en mars 2036, une prolongation de quatorze (14) ans est requise afin de bénéficier d'un amortissement pouvant aller jusqu'à 25 ans.

Le projet d'acte de modification de l'emphytéose prolongeant la durée de celle-ci s'inscrit dans le déploiement de la *Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables* pour laquelle on retrouve des objectifs de sauvegarde des logements sociaux et communautaires existants.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte de modification de l'emphytéose par les autorités compétentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation « Osmose » de Montréal, pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, connue comme étant le lot 1 878 307 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 596 m², située dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, à partir de mars 2036 jusqu'en mars 2050.
L'Immeuble a été construit en 1913 et a servi comme école jusqu'à sa conversion en immeuble résidentiel en 1985. Il comprend 24 unités, dont 11 sont occupées par des ménages recevant une aide fédérale au loyer (aide assujettie au contrôle des revenus). Les locataires qui sont membres de la coopérative, soit 96% d'entre eux, bénéficient d'une réduction du prix du loyer d'environ 20 %, comparativement au loyer marchand dans le secteur (SCHL, Enquête sur les logements locatifs, octobre 2018).

Des travaux d'entretien, de réfection et de rénovation importants doivent être effectués sur l'extérieur du bâtiment (balcon avant, rejointement de briques, travaux sur le toit) et à l'intérieur des logements. La liste des travaux ainsi que l'estimation du coût de ces travaux sont présentés en pièce jointe.

L'estimation du coût des travaux de 480 800 $, avant contingences et taxes, requiert une

nouvelle hypothèque de 500 000 $.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de mars 2036 à mars 2050, sera de 4 800 $ et payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

· Remettre un rapport d'inspection du bâtiment réalisé par un expert, tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :

- l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec
- l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec
- l'Ordre des architectes du Québec
- l'Ordre des ingénieurs du Québec
- l'Ordre des technologues professionnels du Québec

· Présenter un plan quinquennal des travaux d'entretien et de préservation en lien avec le rapport d'inspection;
· Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et sa capacité financière, pour réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
· Préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble;
· Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'immeuble.

Ces nouvelles conditions s'inscrivent en cohérence avec celles qui seront prévues dans le cadre de la mise en œuvre du futur programme Accès Logis présentement sous étude par la Ville.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :
· La prolongation de la durée de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer les travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.

· La modification de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.

· La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

· La prolongation de la durée de l'emphytéose, de quatorze (14) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur vingt-cinq (25) ans.

· Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d'assurer le suivi du maintien en bon état de l'Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.

· La réduction de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

· La modification de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc ancien de logements sociaux et communautaires, dans sa Stratégie de développement de 12 000 logements.

· L’ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.

· La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire à l'Emphytéote pour souscrire à une nouvelle hypothèque et réaliser les travaux de rénovation prévus au printemps ou à l'été 2020. Les restrictions liées au Covid-19 ne limitent pas l'Emphytéote à la souscription de la nouvelle hypothèque et la signature des ententes avec les entrepreneurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En concertation avec le SH, il fut décidé d'appliquer une rente moyenne pour les prolongations d'emphytéose pour permettre de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et être équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 $/unité) payé par les coopératives d'habitation sous emphytéose. Ainsi, la rente annuelle sera de 4 800 $, de mars 2036 à mars 2050. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour l'année 2020 est de 6 624 $.
La valeur marchande de la rente annuelle, pour la durée de la prolongation de 2036 à 2050, a été établie à 188 025 $, par la Division des analyses immobilières du SGPI. Ainsi, l'application d'une rente annuelle de 4 800 $ représente une subvention de 183 225 $, par année.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus de contribuer à la sauvegarde d’un important patrimoine bâti, la conservation du parc ancien de logements sociaux est un enjeu important en regard du maintien de la mixité sociale montréalaise, une dimension clé d’un développement social durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril les ententes prévues avec le prêteur hypothécaire et les entrepreneurs réalisant les travaux. De plus, un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier nuirait à la viabilité de l'Emphytéote et à la qualité de l'Immeuble. Les restrictions liées au Covid-19 n'influencent pas la nécessité d'approuver le présent dossier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte pas d'enjeu ni d'action de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil d'agglomération : Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

Marianne CLOUTIER, 30 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise immobilière

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-24

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

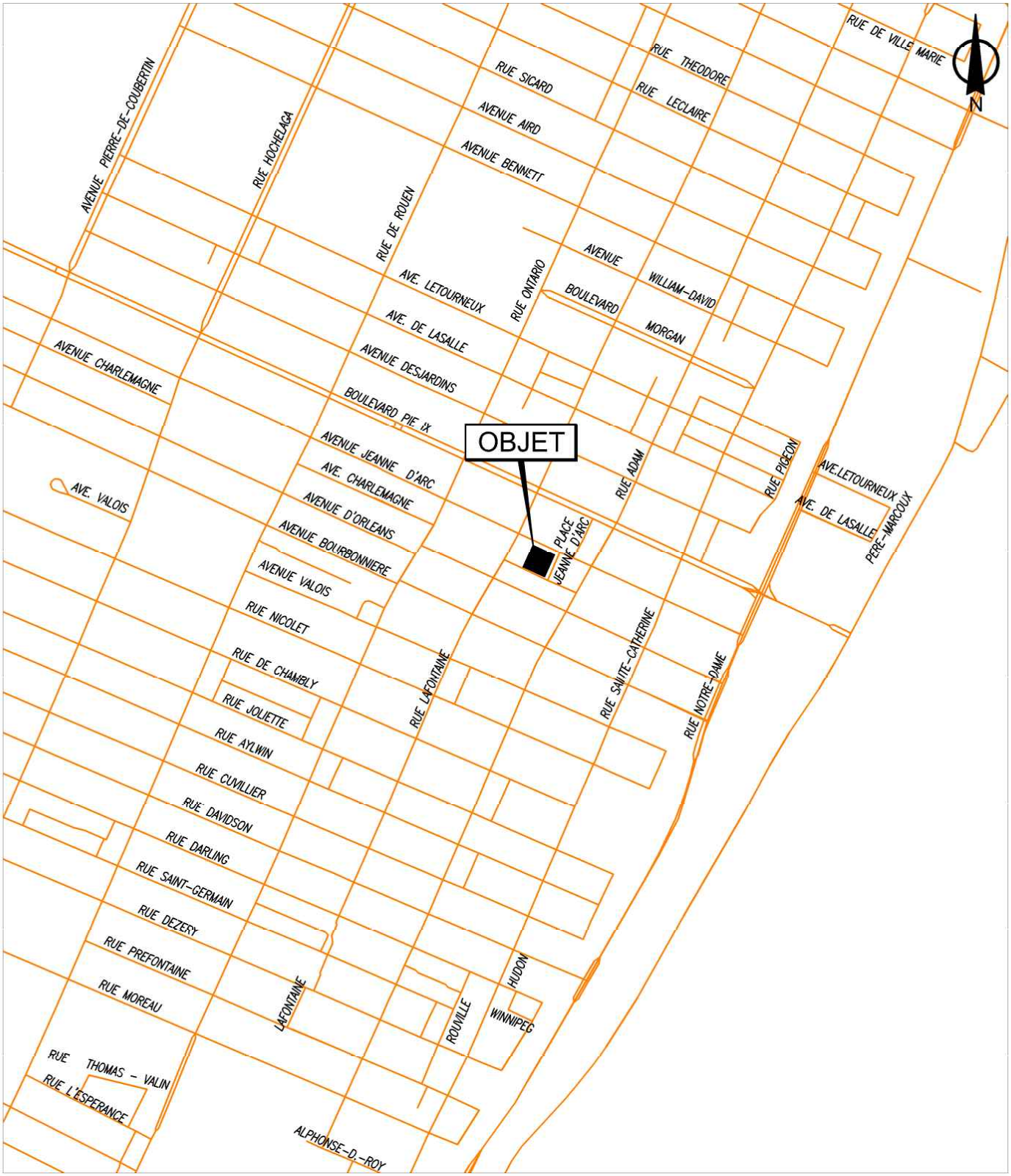
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-03-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-02



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Mercier -
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1674-03
Mandat: 19-0011-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 18-10-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Mercier -
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1674-03
Mandat: 19-0011-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:700
Date: 18-10-2019

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

OSMOSE - Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc, Montréal, (Québec)

commentaires

17 mai 2019



Liste des plans d'architecture

#	Titre
A000	Page Titre
A001	Notes générales
A051	Plans de l'existant / démolition
A052	Élévation avant de l'existant / démolition
A053	Élévations latérales de l'existant / démolition
A101	Plan du sous-sol / construction
A102	Plan du rez-de-chaussée / construction
A201	Élévation avant / construction
A202	Élévations latérales / construction
A301	Coupe et détails / construction
A302	Coupe et détails / construction
A303	Coupe et détails / construction
A304	Coupe et détails / construction
A305	Coupe et détails / construction

Rouge architecture

6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

Coopérative d'habitation Osmose

1680, avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

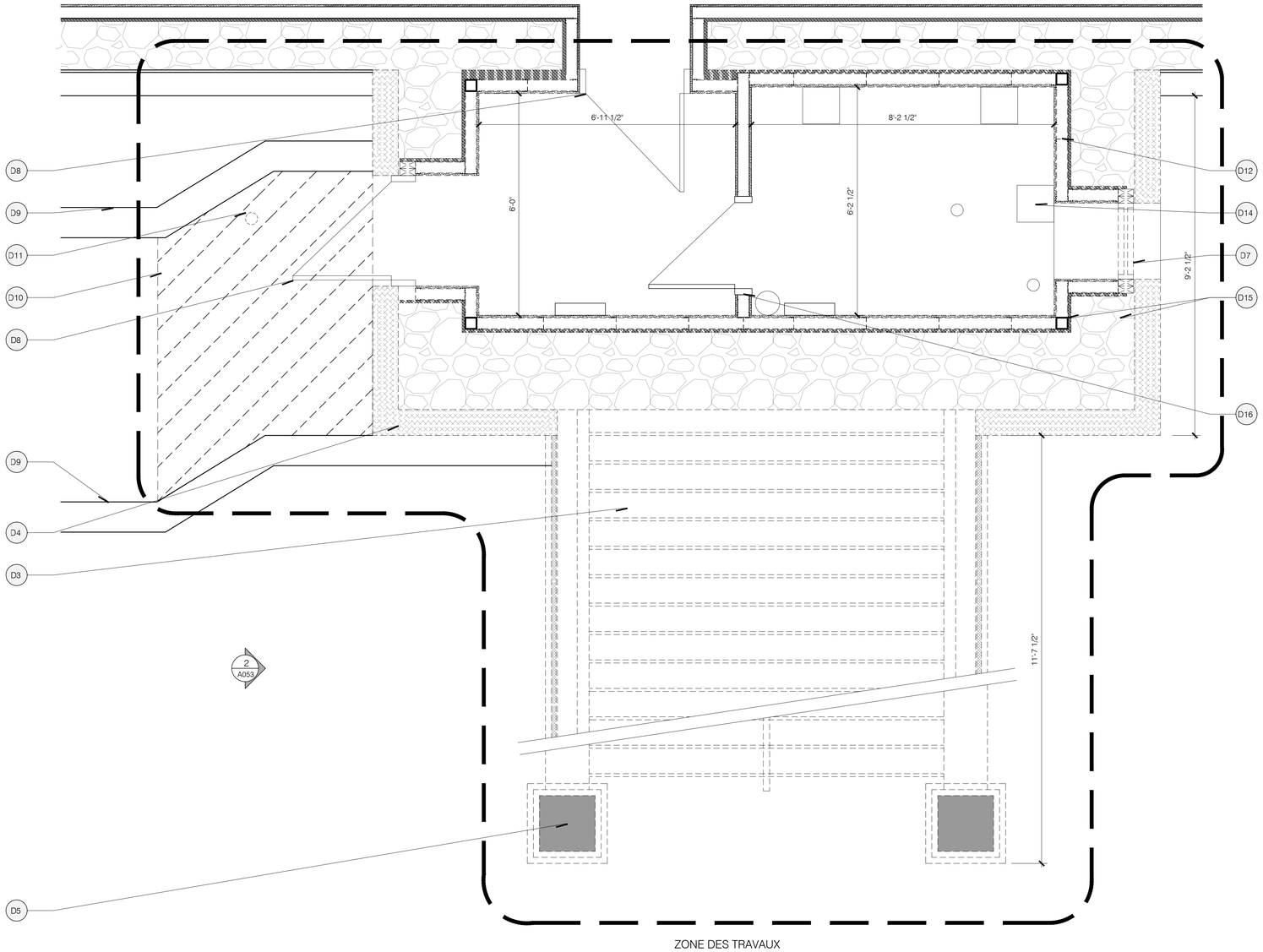
FECHIMM

Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE
AVEC CES PLANS



1 PLAN SOUS-SOL - DÉMOLITION
1/20

NOTES DE DÉMOLITION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

D1 Démolir la porte d'entrée et son cadre
D2 Démonter les pierres de parement de la ballustrade, les entreposer pendant la durée du chantier, les nettoyer à l'aide du One Restore par SENNECO et les réinstaller à la fin des travaux
D3 Démolir l'escalier, ses assises et sa structure, l'excaver et préparer pour la mise en place de la nouvelle fondation (Voir plans d'ingénieur)
D4 Démolir la chape de béton, la membrane imperméable et les parements de pierre (Voir plans d'ingénieur). Nettoyer, réparer et mettre à niveau la surface du mur avec un mortier
D5 Démonter les deux massifs, les entreposer pendant la durée du chantier et les reposer à la fin des travaux
D6 Démolir la main courante
D7 Démolir la fenêtre, son cadre et la persienne
D8 Démolir la porte et son cadre. Récupérer l'ouvre-porte automatique et la conserver pour sa réinstallation
D9 Murets à démonter et à reconstruire à la fin des travaux
D10 Découper l'asphalte et excaver
D11 Démolir le drain existant
D12 Démolir l'isolation intérieure, le pontage métallique et le gypse intérieur (Voir plans d'ingénieur)
D13 Enlever l'ancien No civic et obturer les trous avec un Néostone C35 par Daubois. Appareiller la couleur et le fini
D14 Préserver et maintenir en fonction le système de pompes et d'alarme incendie
D15 Préserver le mur de moellons et la structure d'acier (Voir plans d'ingénieur)
D16 Préserver la cloison et la porte intérieures
D17 Démolir le système d'éclairage
D18 Démolir le linteau
D19 Démolir le No civic

rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

PLAN SOUS-SOL
Démolition

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

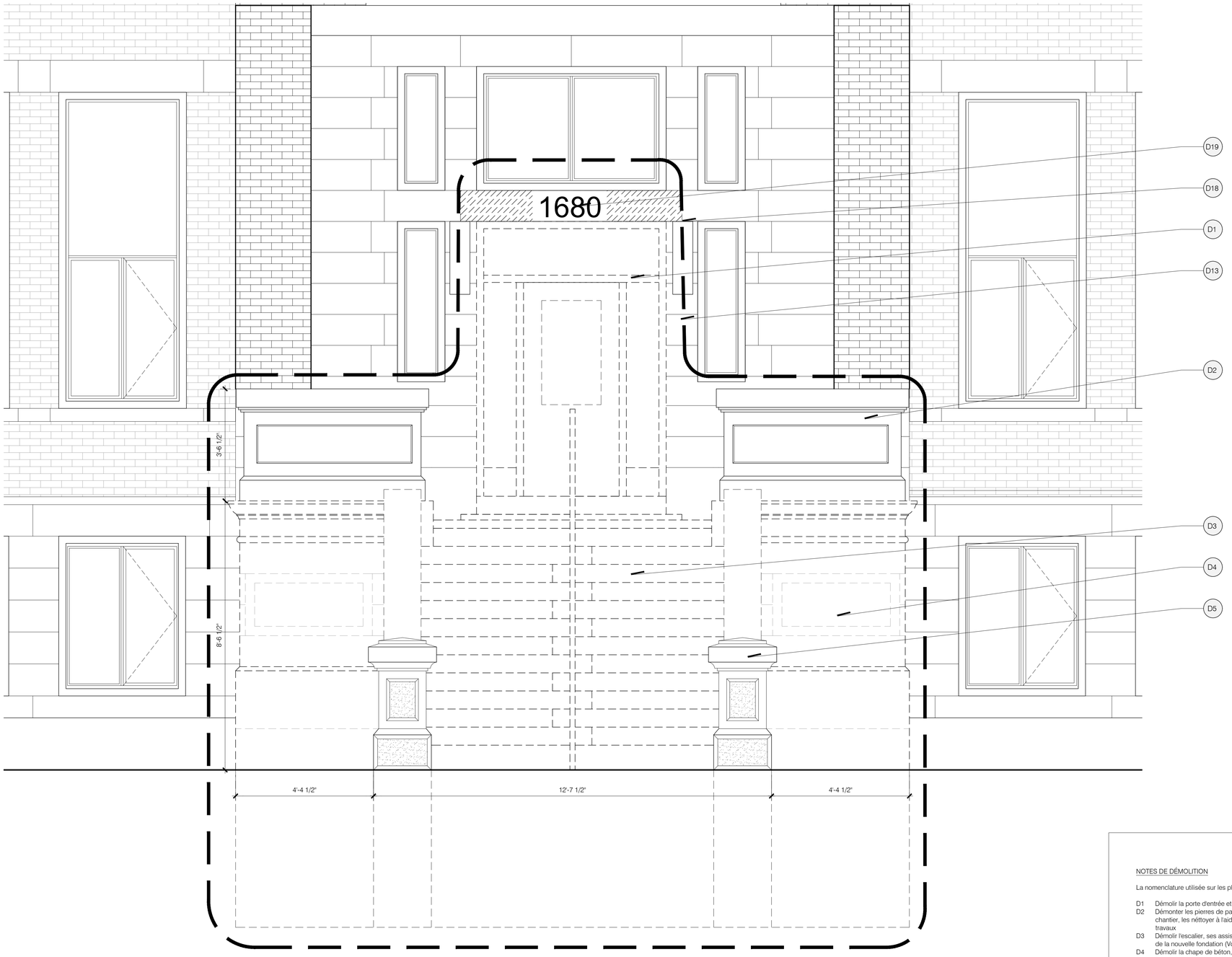
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A051

NB DE PAGES
10/54



1 ÉLÉVATION AVANT DE L'ESCALIER - DÉMOLITION
1/20

NOTES DE DÉMOLITION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

D1 Démolir la porte d'entrée et son cadre
D2 Démonter les pierres de parement de la ballustrade, les entreposer pendant la durée du chantier, les nettoyer à l'aide du One Restore par SENNECO et les réinstaller à la fin des travaux
D3 Démolir l'escalier, ses assises et sa structure, l'excaver et préparer pour la mise en place de la nouvelle fondation (Voir plans d'ingénieur)
D4 Démolir la chape de béton, la membrane imperméable et les parements de pierre (Voir plans d'ingénieur). Nettoyer, réparer et mettre à niveau la surface du mur avec un mortier
D5 Démonter les deux massifs, les entreposer pendant la durée du chantier et les reposer à la fin des travaux
D6 Démolir la main courante
D7 Démolir la fenêtre, son cadre et la persienne
D8 Démolir la porte et son cadre. Récupérer l'ouvre-porte automatique et la conserver pour sa réinstallation
D9 Murets à démonter et à reconstruire à la fin des travaux
D10 Découper l'asphalte et excaver
D11 Démolir le drain existant
D12 Démolir l'isolation intérieure, le pontage métallique et le gypse intérieur (Voir plans d'ingénieur)
D13 Enlever l'ancien No civic et obturer les trous avec un Néostone C35 par Daubois. Appareiller la couleur et le fini
D14 Préserver et maintenir en fonction le système de pompes et d'alarme incendie
D15 Préserver le mur de moellons et la structure d'acier (Voir plans d'ingénieur)
D16 Préserver la cloison et la porte intérieures
D17 Démolir le système d'éclairage
D18 Démolir le linteau
D19 Démolir le No civic

rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

ÉLÉVATION AVANT
Démolition

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

VÉRIFICATION
Yves Guernier

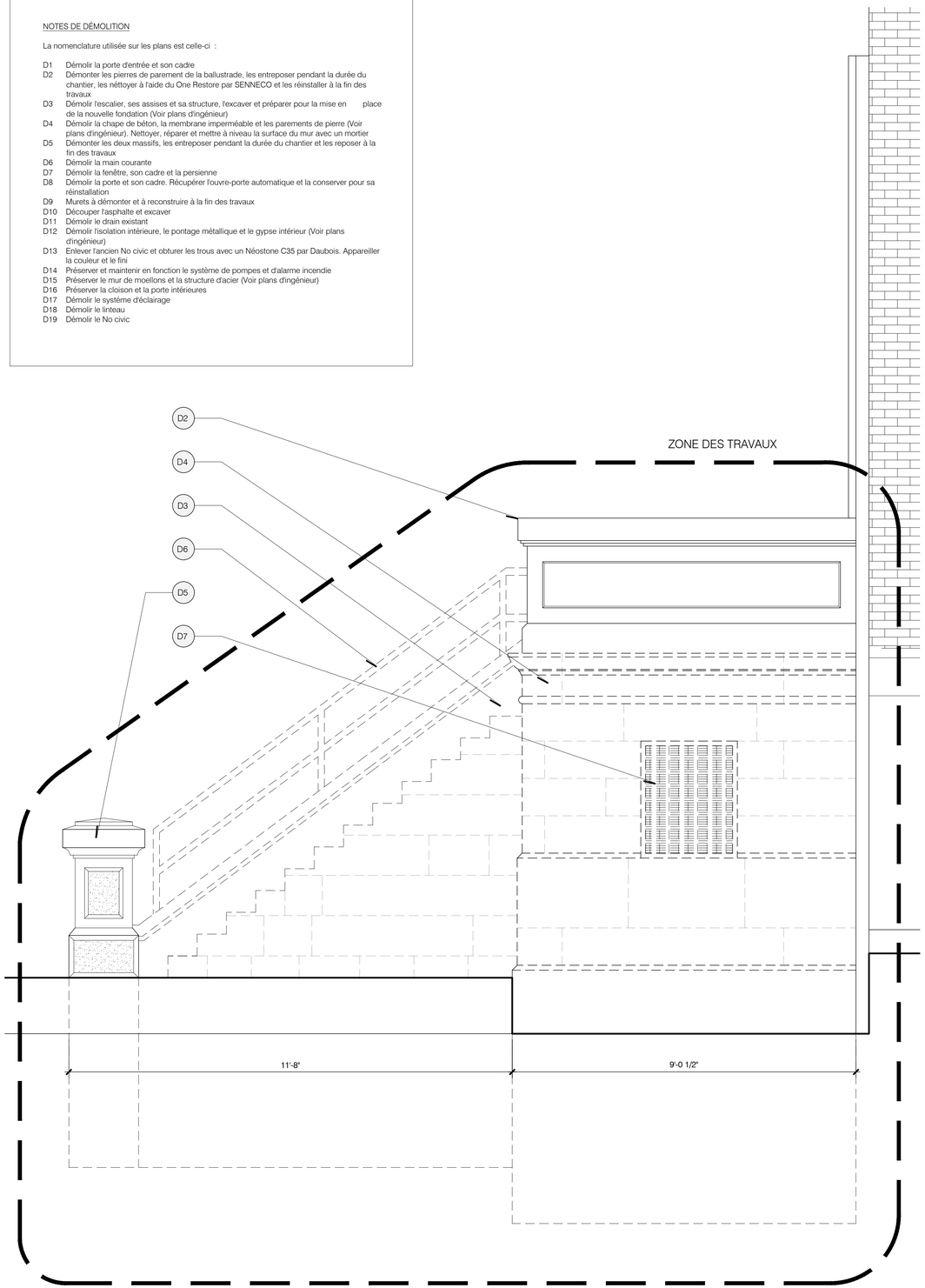
NUMÉRO DE PAGE
A052

NB DE PAGES
13

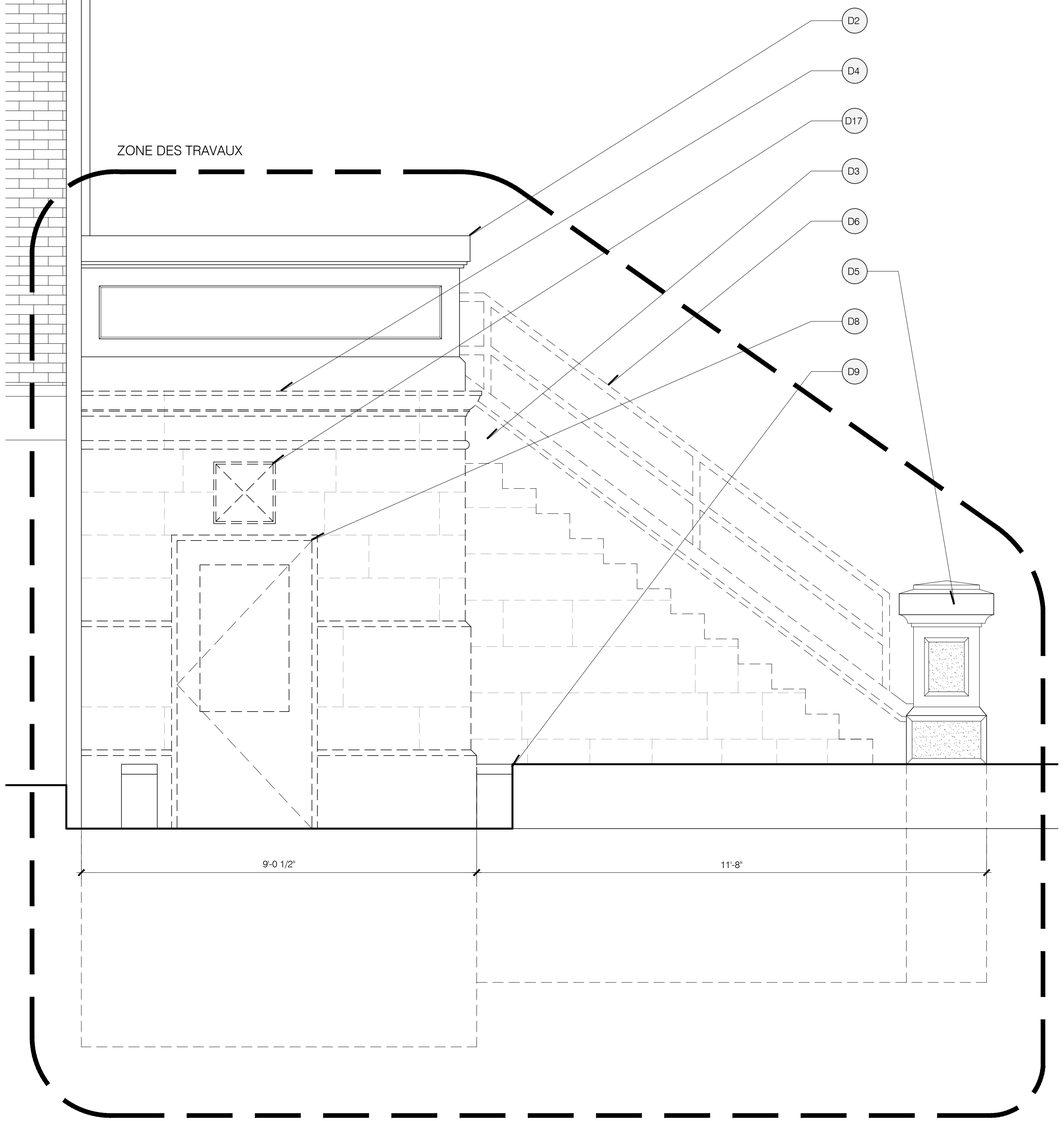
NOTES DE DÉMOLITION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

D1 Démolir la porte d'entrée et son cadre
D2 Démonter les pierres de parement de la ballustrade, les entreposer pendant la durée du chantier, les nétttoyer à l'aide du One Restore par SENNECO et les réinstaller à la fin des travaux
D3 Démolir l'escalier, ses assises et sa structure, l'excaver et préparer pour la mise en place de la nouvelle fondation (Voir plans d'ingénieur)
D4 Démolir la chape de béton, la membrane imperméable et les paremments de pierre (Voir plans d'ingénieur). Nettoyer, réparer et mettre à niveau la surface du mur avec un mortier
D5 Démonter les deux massifs, les entreposer pendant la durée du chantier et les reposer à la fin des travaux
D6 Démolir la main courante
D7 Démolir la fenêtre, son cadre et la persienne
D8 Démolir la porte et son cadre. Récupérer l'ouvre-porte automatique et la conserver pour sa réinstallation
D9 Murets à démonter et à reconstruire à la fin des travaux
D10 Découper l'asphalte et excaver
D11 Démolir le drain existant
D12 Démolir l'isolation intérieure, le pontage métallique et le gypse intérieur (Voir plans d'ingénieur)
D13 Enlever l'ancien No civic et obturer les trous avec un Néostone C35 par Daubois. Appareiller la couleur et le fini
D14 Préserver et maintenir en fonction le système de pompes et d'alarme incendie
D15 Préserver le mur de moellons et la structure d'acier (Voir plans d'ingénieur)
D16 Préserver la cloison et la porte intérieures
D17 Démolir le système d'éclairage
D18 Démolir le linteau
D19 Démolir le No civic



1 ÉLÉVATION LATÉRALE DE L'ESCALIER - DÉMOLITION
1/20



2 ÉLÉVATION LATÉRALE DE L'ESCALIER - DÉMOLITION
1/20

rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

ÉLÉVATIONS LATÉRALES
Démolition

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

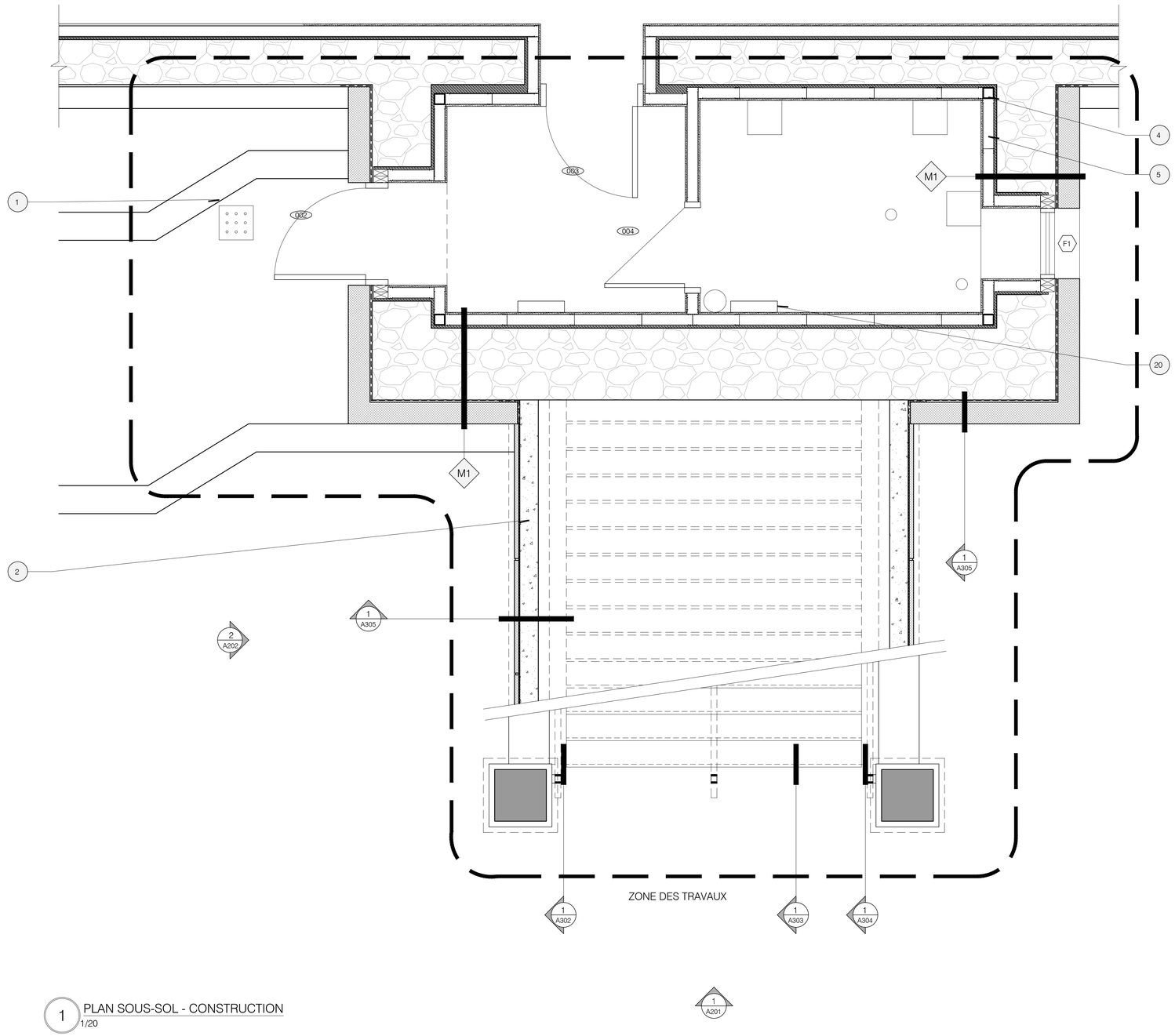
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A053

NB DE PAGES
13



1 PLAN SOUS-SOL - CONSTRUCTION
1/20

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en plaquage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique latérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les parements
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre

Rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

PLAN SOUS-SOL
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

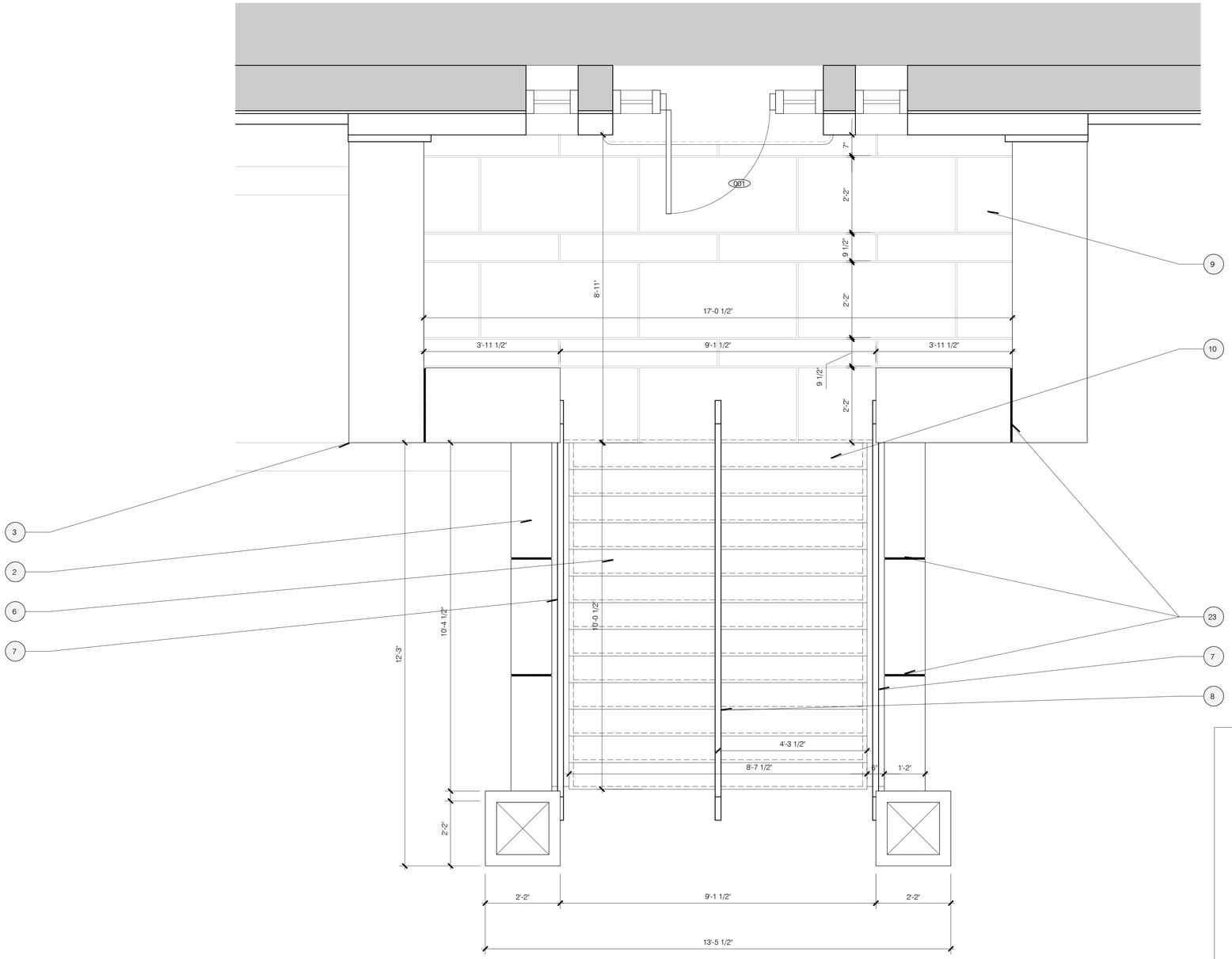
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A101

NB DE PAGES
13/45



1 PLAN RDC - CONSTRUCTION
1/20

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en plaquage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique latérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les paremments
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre

rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

PLAN RDC
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A102

NB DE PAGES
14de 13



1 ÉLÉVATION AVANT DE L'ESCALIER - CONSTRUCTION
1/20

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en plaquage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique latérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les parements
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre

rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

ÉLÉVATION AVANT
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

VÉRIFICATION
Yves Guernier

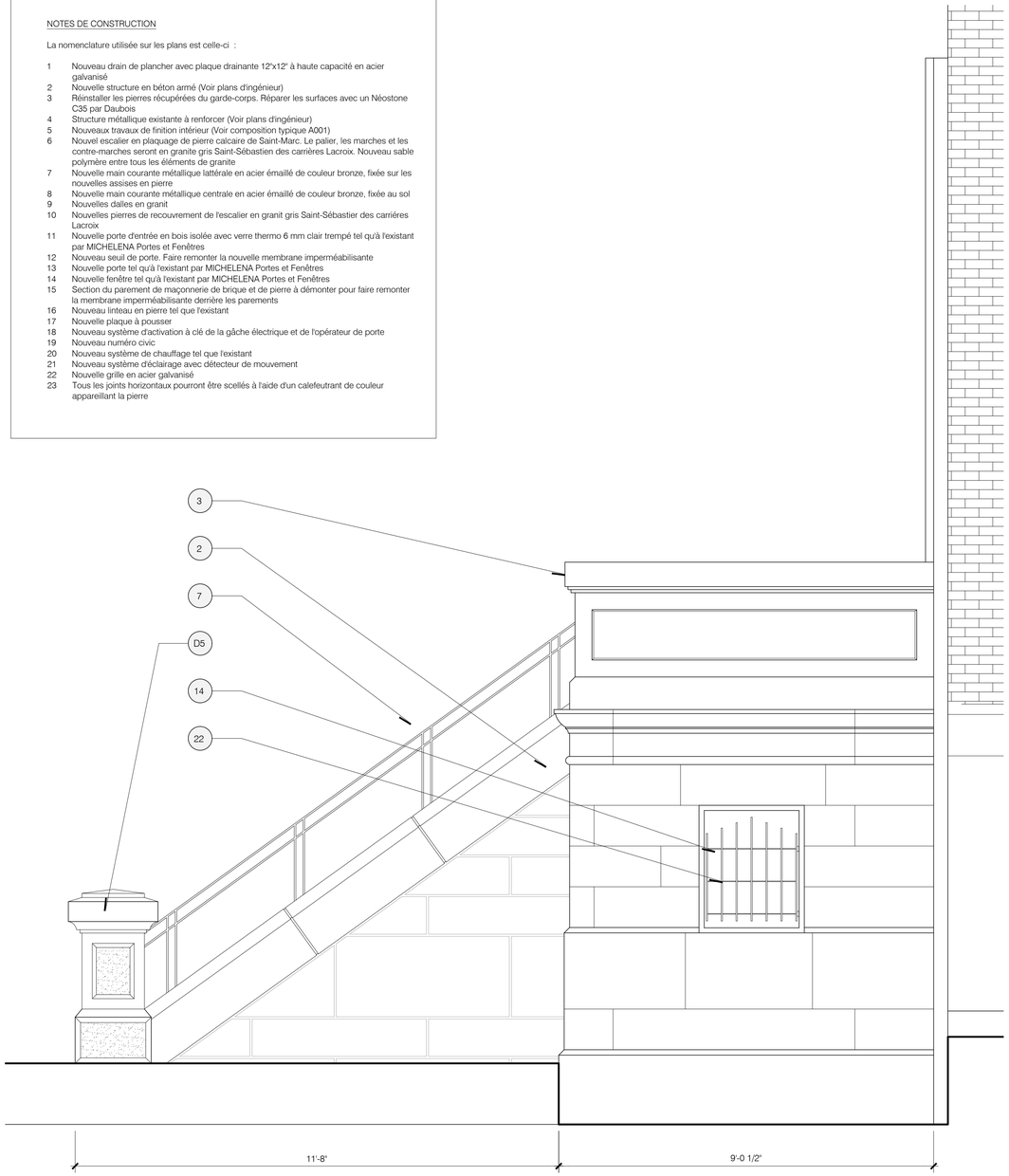
NUMÉRO DE PAGE
A201

NB DE PAGES
13

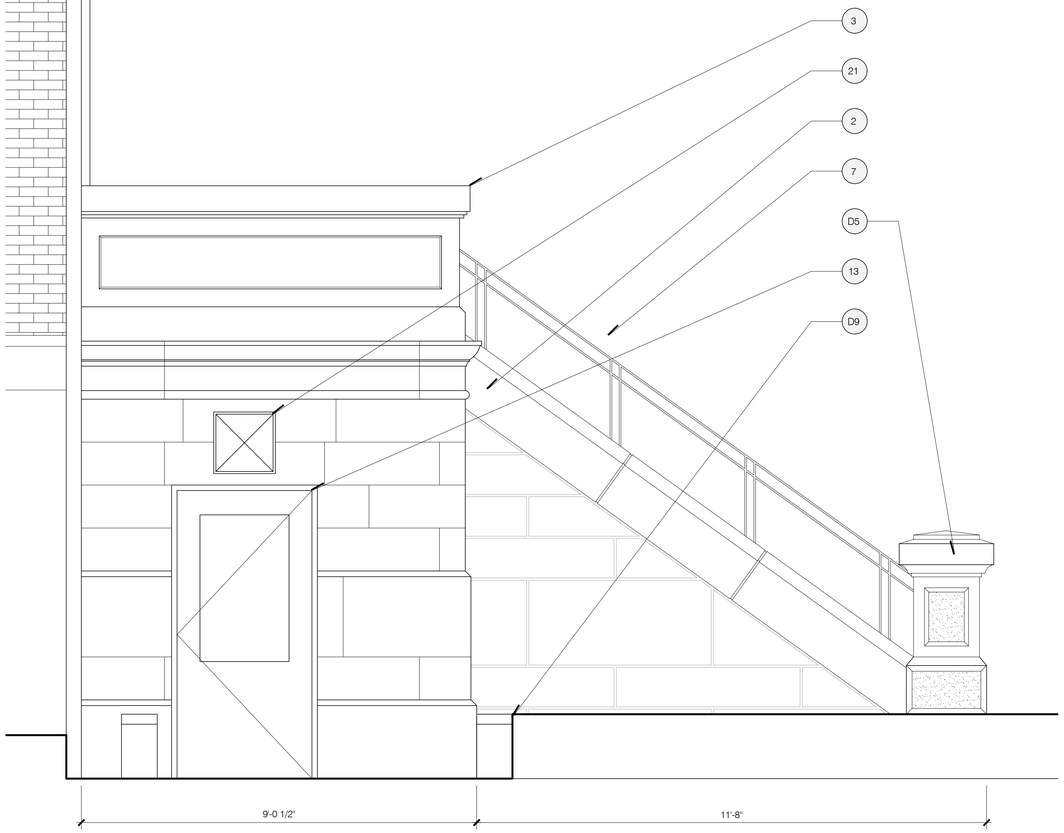
NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en plaquage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique latérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les paremens
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre



1 ÉLÉVATION LATÉRALE DE L'ESCALIER - CONSTRCUTION
1/20



2 ÉLÉVATION LATÉRALE DE L'ESCALIER - CONSTRUCTION
1/20

Rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

ÉLÉVATIONS LATÉRALES
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

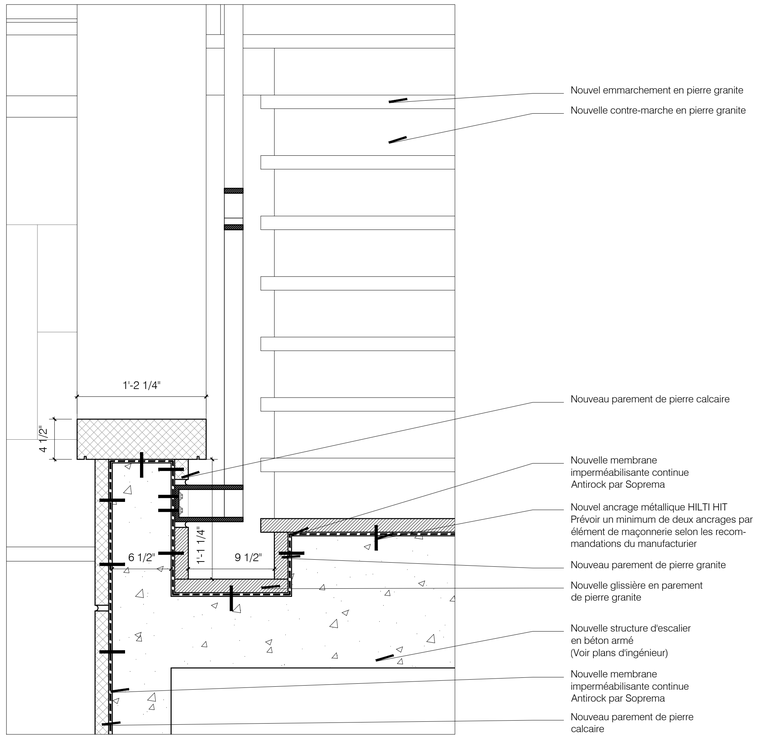
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

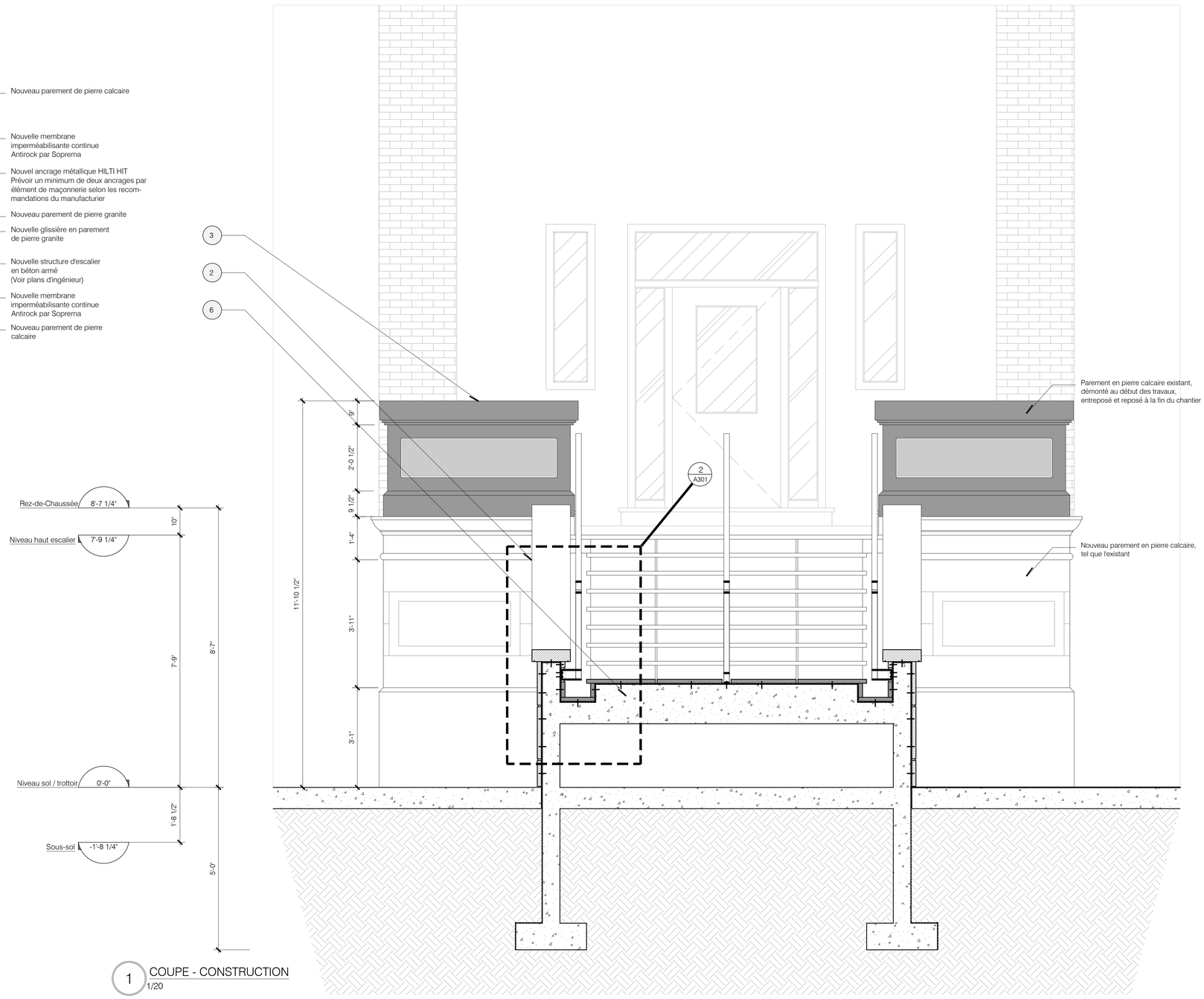
VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A202

NB DE PAGES
16/16



2 COUPE - CONSTRUCTION
1/8



1 COUPE - CONSTRUCTION
1/20

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en placuage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique latérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les parements
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre

rouge. architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

COUPE
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

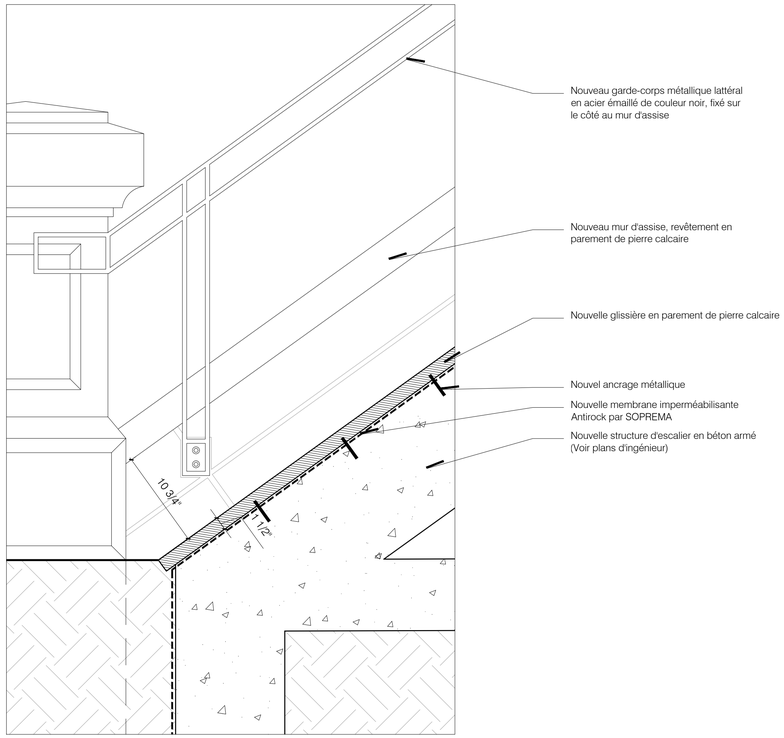
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

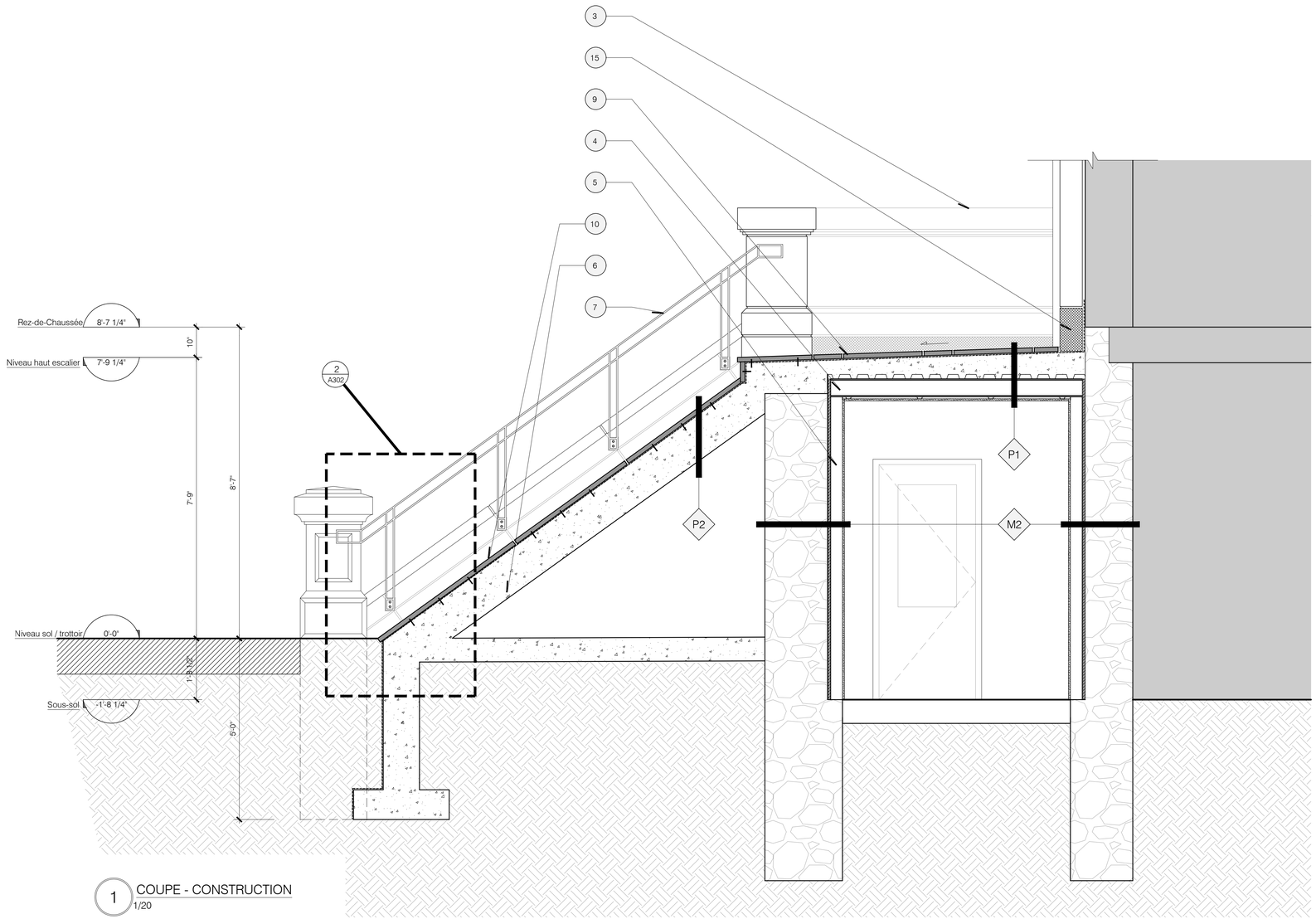
VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A301

NB DE PAGES
13



2 COUPE - CONSTRUCTION
1/8



1 COUPE - CONSTRUCTION
1/20

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en plaquage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique lattérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les parements
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre

Rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

COUPE
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

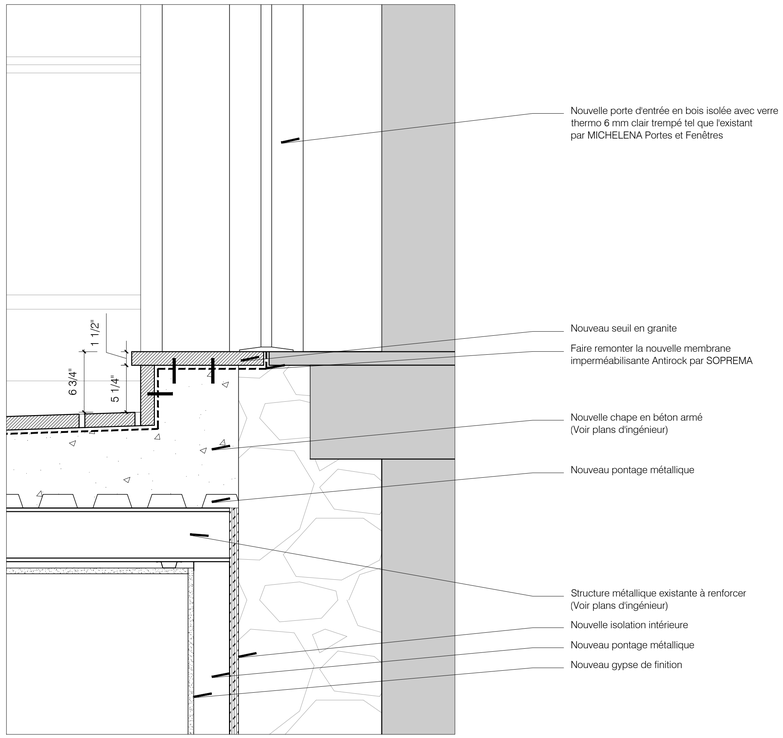
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

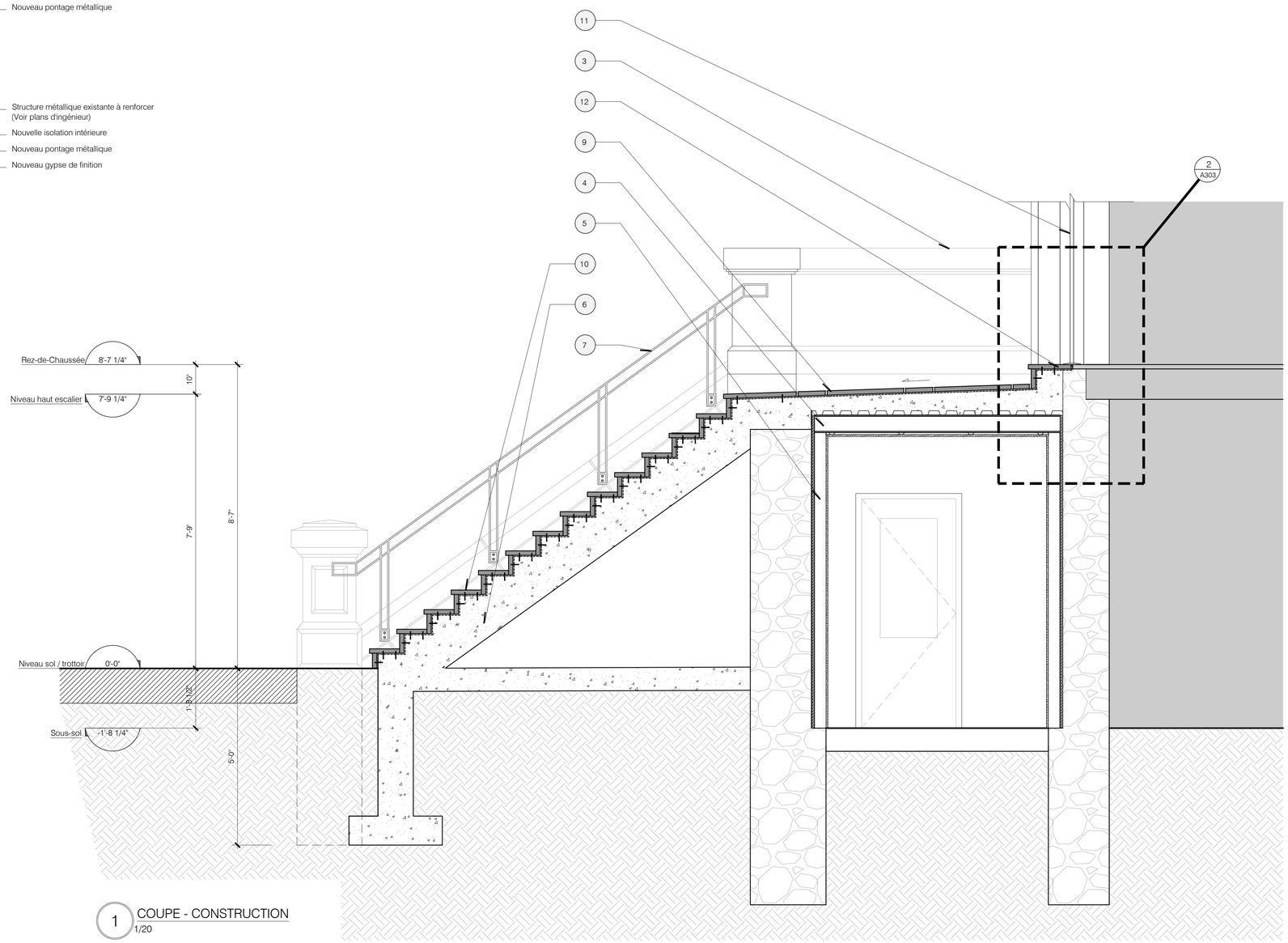
VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A302

NB DE PAGES
18



2 COUPE - CONSTRUCTION
1/8



1 COUPE - CONSTRUCTION
1/20

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en placuage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique lattérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les parements
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre

rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

COUPE
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

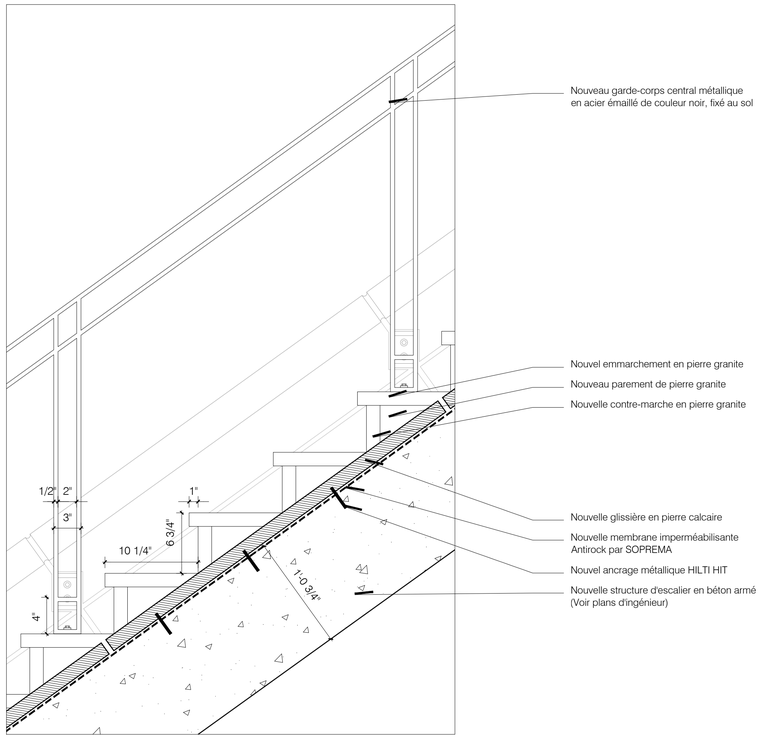
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

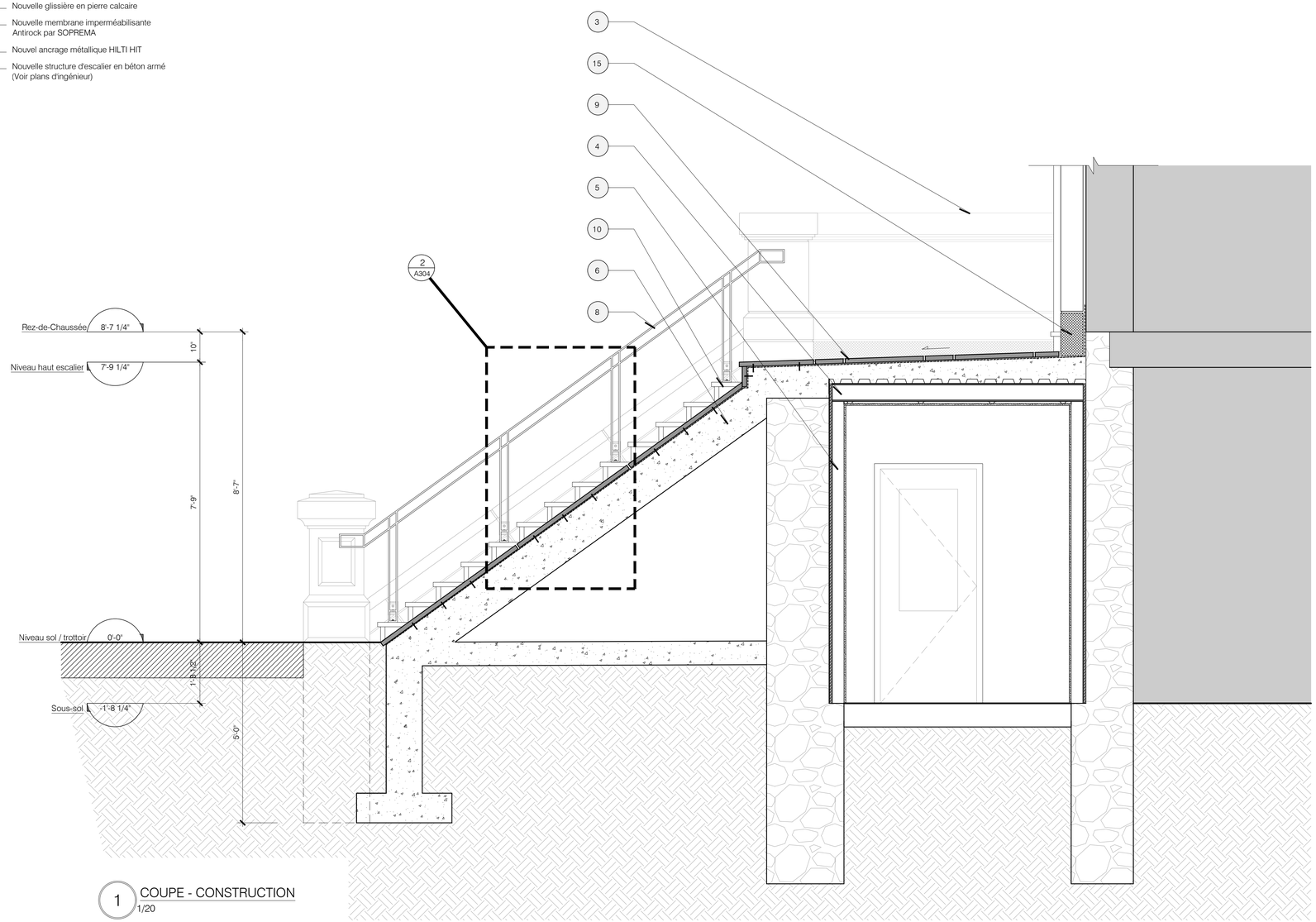
VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A303

NB DE PAGES
19/20



2 COUPE - CONSTRUCTION
1/8



1 COUPE - CONSTRUCTION
1/20

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en placuage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique latérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les parements
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système d'éclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre

Rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation
intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE
AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

COUPE
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

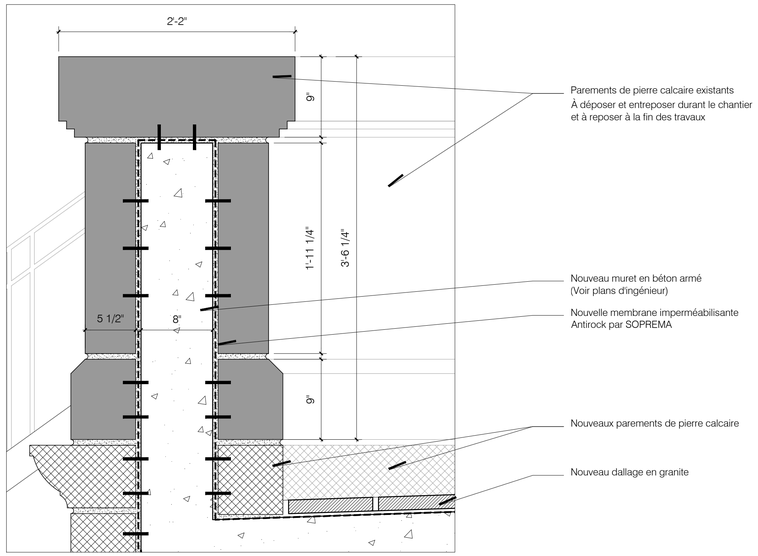
NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

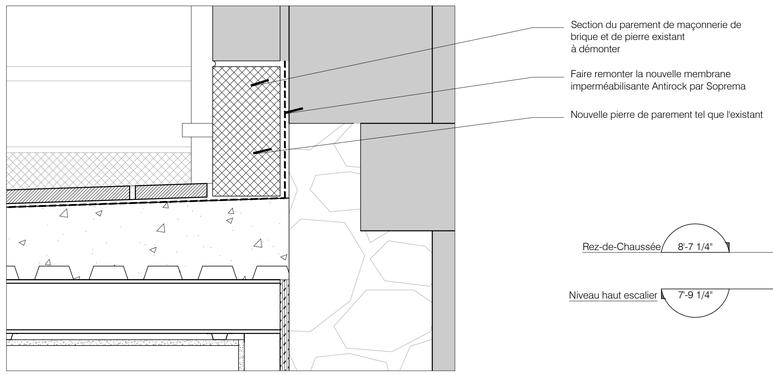
VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A304

NB DE PAGES
20



2 COUPE - CONSTRUCTION
1/8

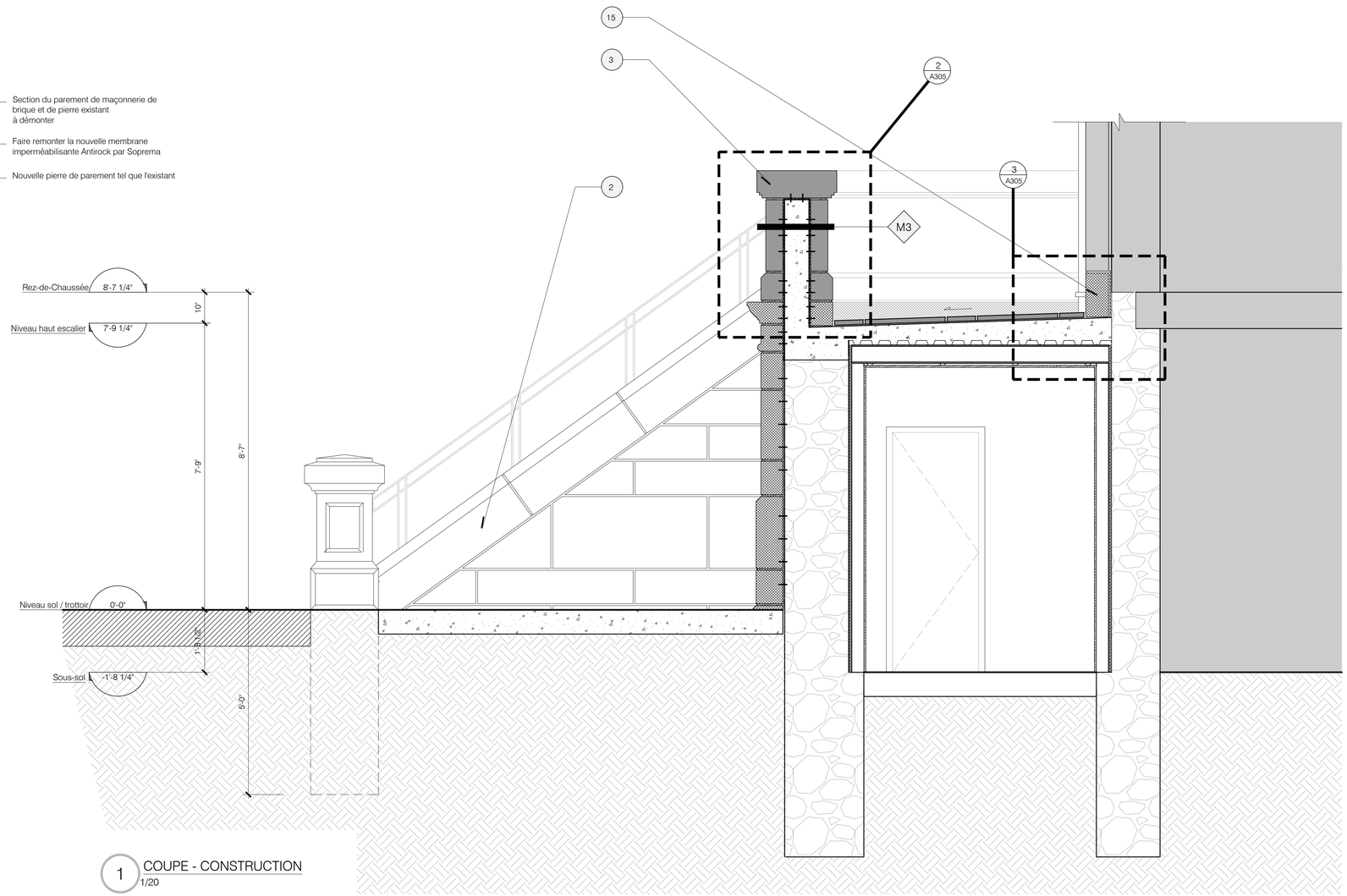


3 COUPE - CONSTRUCTION
1/8

NOTES DE CONSTRUCTION

La nomenclature utilisée sur les plans est celle-ci :

1 Nouveau drain de plancher avec plaque drainante 12"x12" à haute capacité en acier galvanisé
2 Nouvelle structure en béton armé (Voir plans d'ingénieur)
3 Réinstaller les pierres récupérées du garde-corps. Réparer les surfaces avec un Néostone C35 par Daubois
4 Structure métallique existante à renforcer (Voir plans d'ingénieur)
5 Nouveaux travaux de finition intérieur (Voir composition typique A001)
6 Nouvel escalier en placuage de pierre calcaire de Saint-Marc. Le palier, les marches et les contre-marches seront en granite gris Saint-Sébastien des carrières Lacroix. Nouveau sable polymère entre tous les éléments de granite
7 Nouvelle main courante métallique lattérale en acier émaillé de couleur bronze, fixée sur les nouvelles assises en pierre
8 Nouvelle main courante métallique centrale en acier émaillé de couleur bronze, fixée au sol
9 Nouvelles dalles en granit
10 Nouvelles pierres de recouvrement de l'escalier en granit gris Saint-Sébastier des carrières Lacroix
11 Nouvelle porte d'entrée en bois isolée avec verre thermo 6 mm clair trempé tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
12 Nouveau seuil de porte. Faire remonter la nouvelle membrane imperméabilisante
13 Nouvelle porte tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
14 Nouvelle fenêtre tel qu'à l'existant par MICHELENA Portes et Fenêtres
15 Section du parement de maçonnerie de brique et de pierre à démonter pour faire remonter la membrane imperméabilisante derrière les parements
16 Nouveau linteau en pierre tel que l'existant
17 Nouvelle plaque à pousser
18 Nouveau système d'activation à clé de la gâche électrique et de l'opérateur de porte
19 Nouveau numéro civic
20 Nouveau système de chauffage tel que l'existant
21 Nouveau système déclairage avec détecteur de mouvement
22 Nouvelle grille en acier galvanisé
23 Tous les joints horizontaux pourront être scellés à l'aide d'un calefeutrant de couleur appareillant la pierre



1 COUPE - CONSTRUCTION
1/20

Rouge architecture
6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1
www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 C. info@rouge.archi

MAÎTRE D'OUVRAGE

OSMOSE
Coopérative d'habitation Osmose

1680 avenue Jeanne-d'Arc
Montréal (Québec) H1W 3T8

GESTIONNAIRE DE PROJET

FECHIMM
Fédération des coopératives d'habitation
intermunicipale du Montréal Métropolitain

7000, avenue du Parc, bureau 206 514.843.6929
Montréal (Québec) H3N 1X1 514.843.5241

ENTREPRENEUR

NE PAS CONSTRUIRE
AVEC CES PLANS

RÉVISIONS

#	ÉMISSION	DATE
01	Commentaires	26/04/19
02	Commentaires	17/05/19

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra vérifier les dimensions des dessins et les conditions de chantier, ainsi que d'aviser les professionnels de toute divergence, omission ou erreur aux documents de construction

Aucune dimension ne doit être mesurée à l'échelle sur le plan.

Ce dessin ne pourra être utilisé pour construction qu'après avoir été signé et scellé par l'architecte et porter l'indication « pour construction ».

Ce document ne peut être transmis, téléchargé ou reproduit, sous aucune forme imprimée ou électronique que ce soit, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. © rouge architecture inc.

NOM DU PROJET

OSMOSE
Réfection de l'enveloppe

1680 avenue Jeanne d'Arc
Montréal (Québec)

TITRE DU DESSIN

COUPE
Construction

ÉMISSION

COMMENTAIRES
17 mai 2019

NUMÉRO DE PROJET
18-835

CONCEPTION
Léa Jeanin

VÉRIFICATION
Yves Guernier

NUMÉRO DE PAGE
A305

NB DE PAGES
21 de 3



Coop. d’habitation Osmose

Réfection de l’escalier et du palier extérieurs

COMITÉ CONSULTATIF D’URBANISME DE MONTRÉAL

12 août 2019

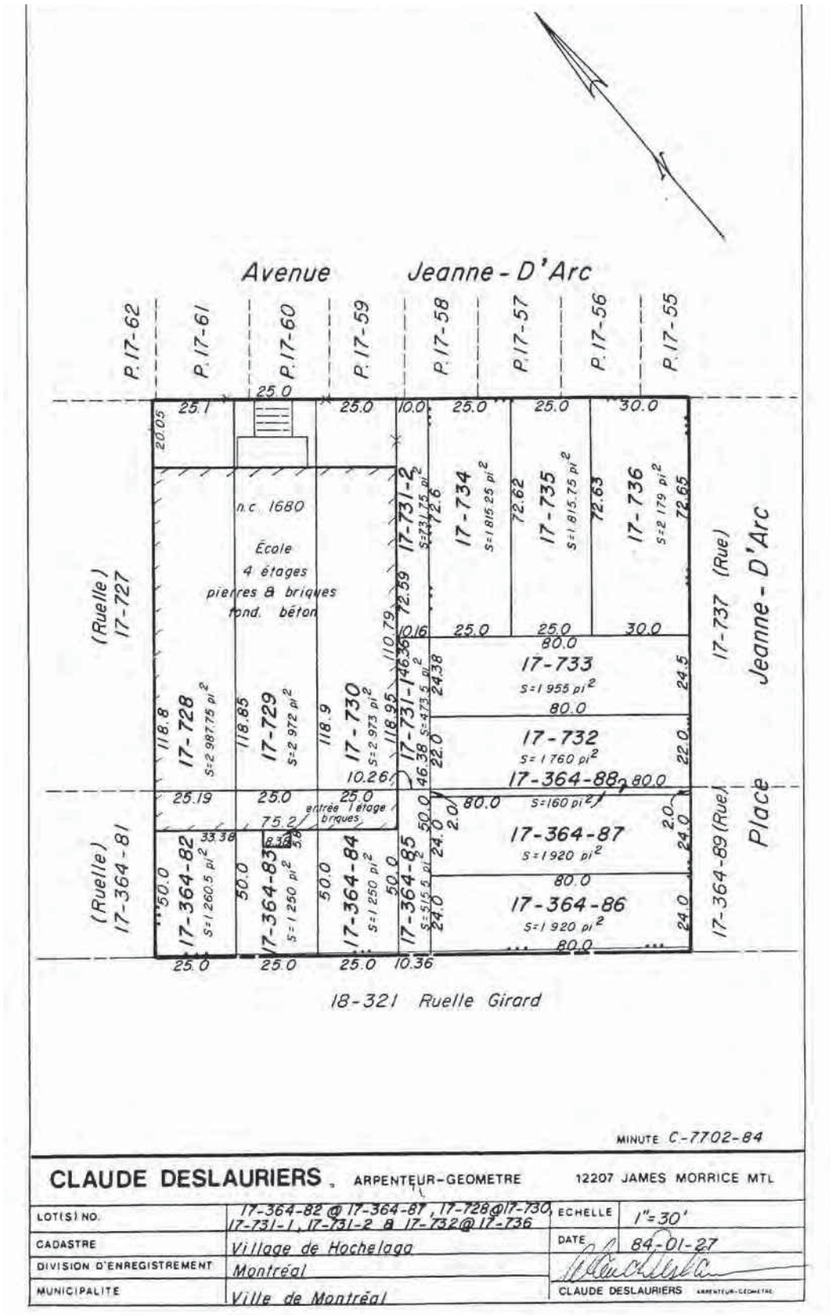
rouge architecture /6750, avenue de l’Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1 www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 info@rouge.archi

Ordre des architectes du Québec
A 4285
YVES GUERNIER
ARCHITECTE

Rouge.architecture

Certificat de localisation /3
Relevé photographique /4
Plan d’implantation proposée /5
Plan du sous-sol /6
Plan du RDC /7
Élévation sur rue /8
Détails élévation sur rue /9
Élévation latérale /10
Élévation latérale /11
Détails élévations latérales /12
Coupe transversale /13
Coupe longitudinale /14
Volumétries et matériaux /15

rouge architecture /6750, avenue de l’Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1 www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 info@rouge.archi



ZONE D'ÉTUDE

Dans le cadre de ce projet, la zone étudiée comprend l'escalier extérieur, le palier et la porte d'entrée de la coopérative d'habitation Osmose située au 1680 avenue Jeanne-d'Arc à Montréal.





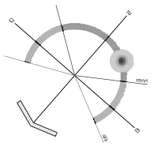


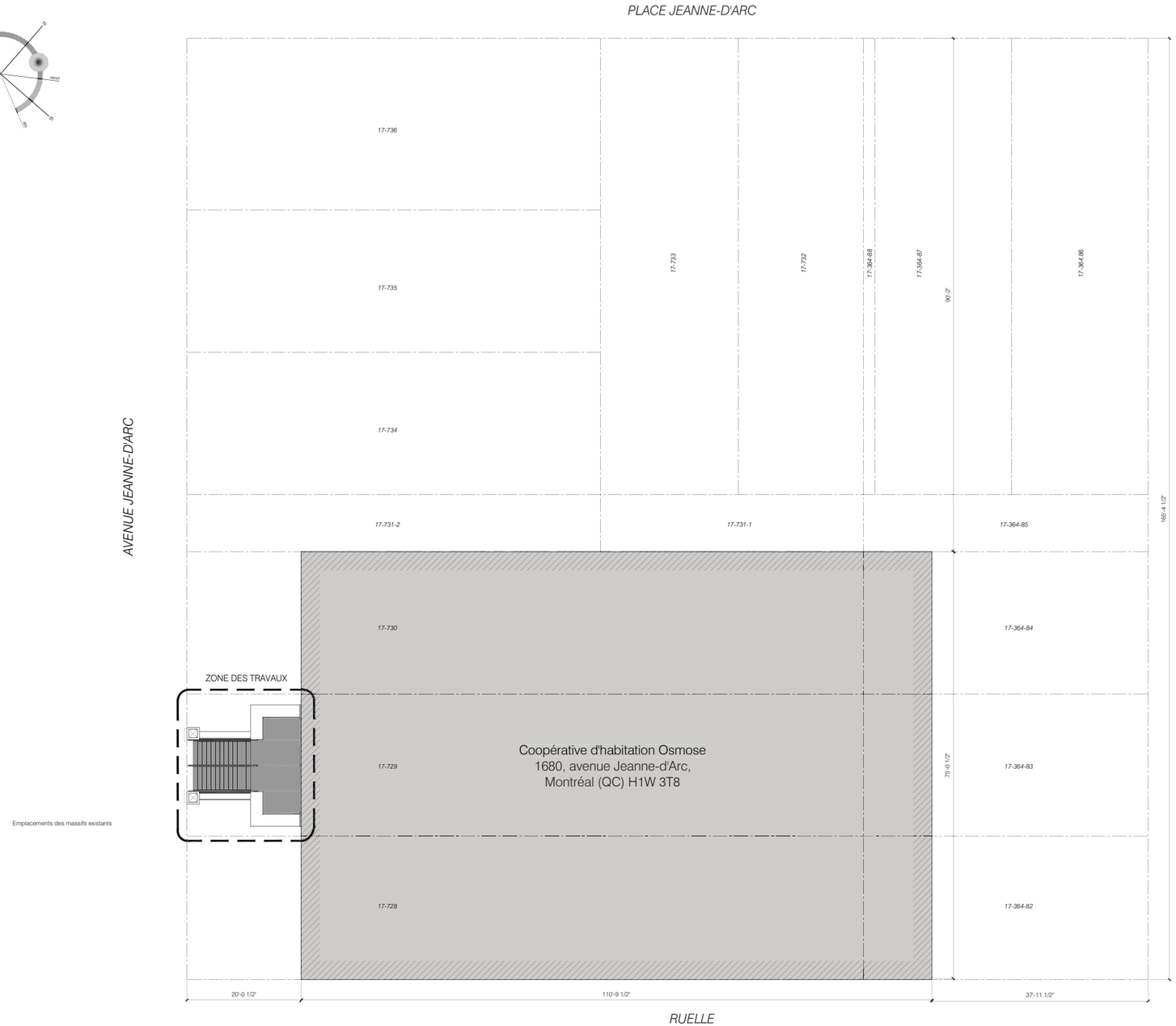




COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

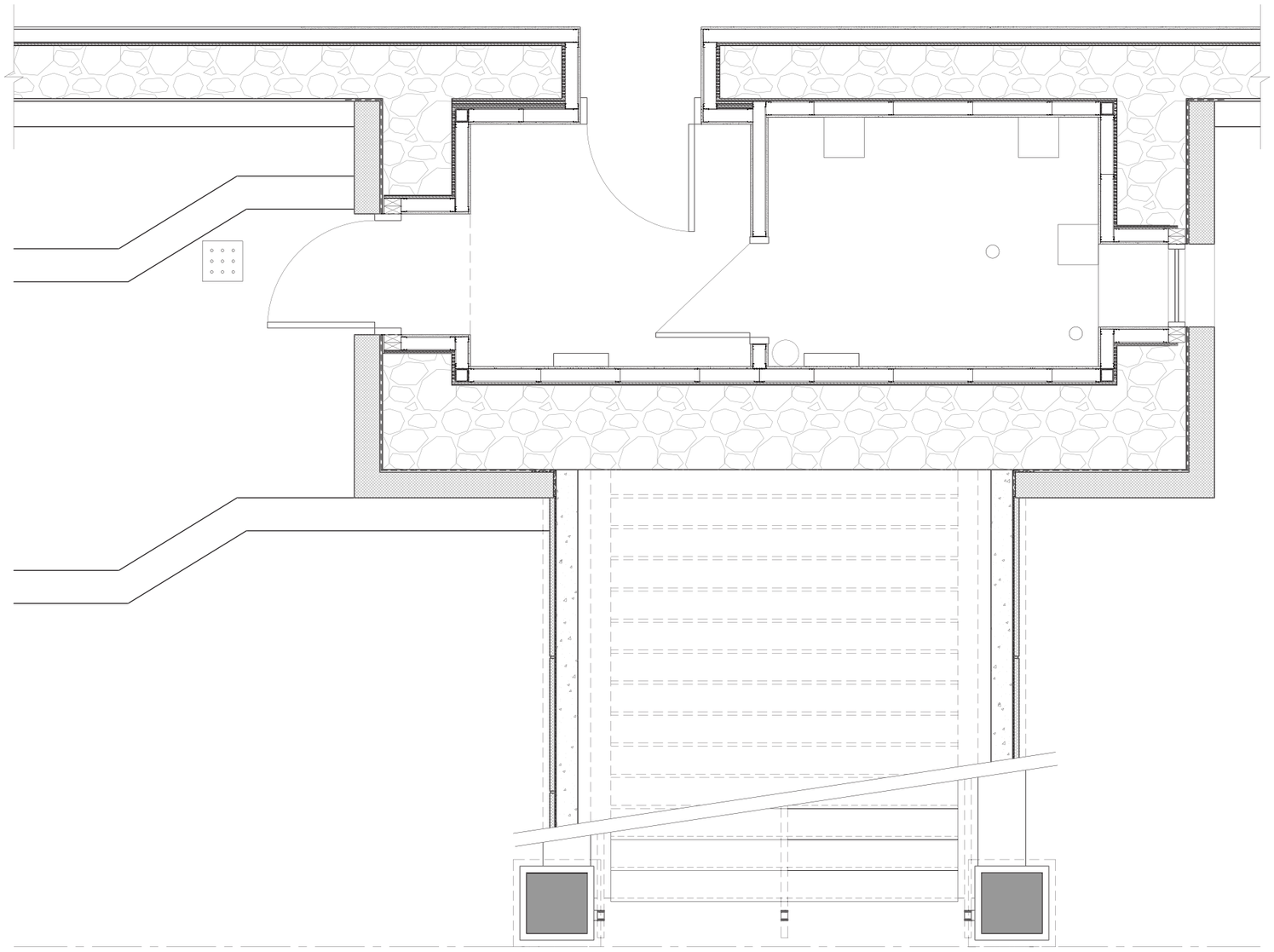
RELEVÉ PHOTOGRAPHIQUE DE L'EXISTANT
4/15





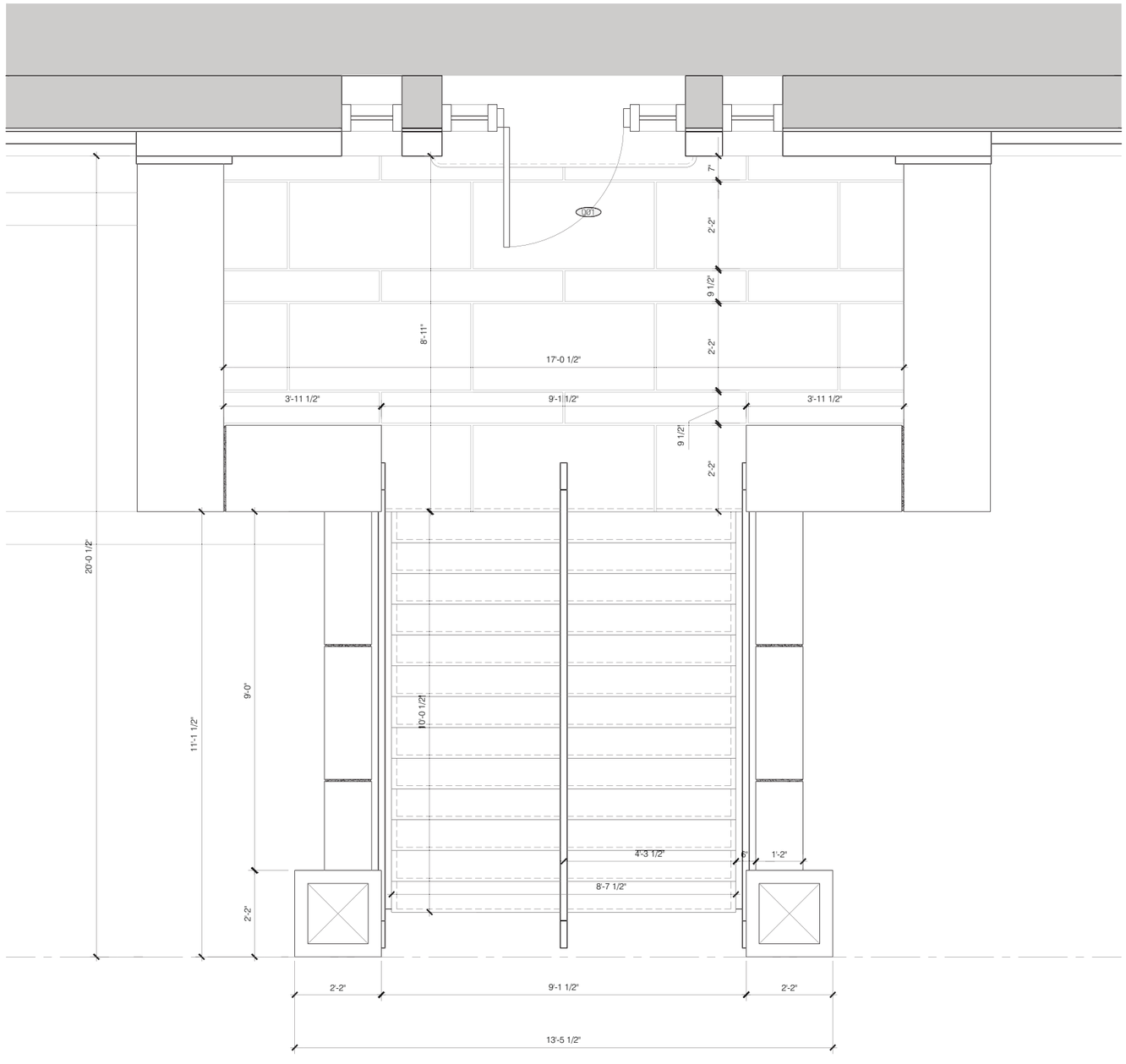
IMPLANTATION

Les nouveaux escaliers et palier seront construits à l'emplacement de ceux existants. Une attention particulière sera portée afin de vérifier que les nouveaux éléments n'empiétent pas sur le domaine public.



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

PLAN - SOUS-SOL
6/15



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

PLAN - TOITURE
7/15



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

ÉLÉVATION SUR RUE
8/15

rouge architecture /6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1 www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 info@rouge.archi



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

DÉTAILS ÉLÉVATION SUR RUE

9/15



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

ÉLÉVATION LATÉRALE
10/15

rouge architecture /6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1 www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 info@rouge.archi

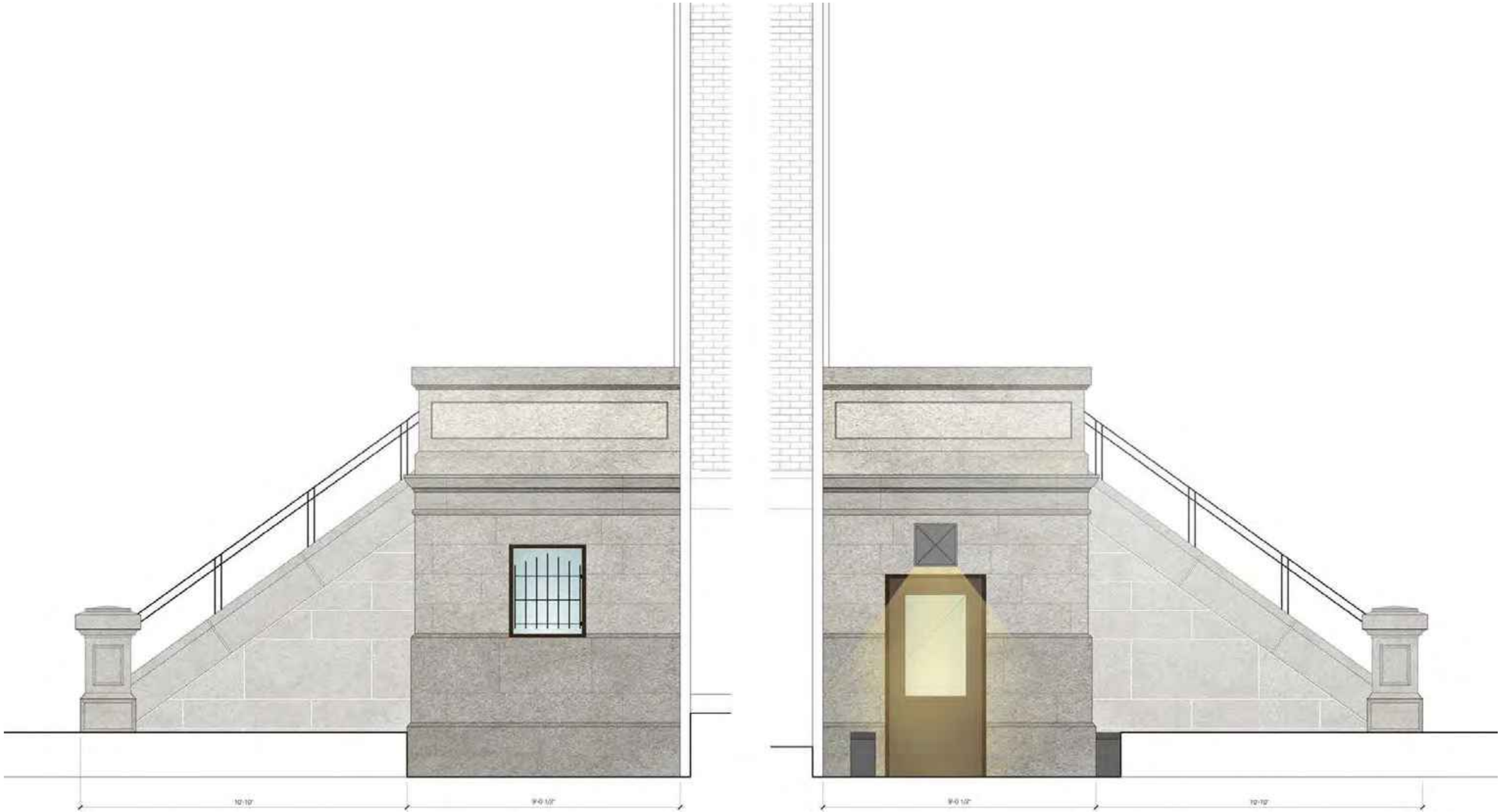


COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

ÉLÉVATION LATÉRALE

11/15

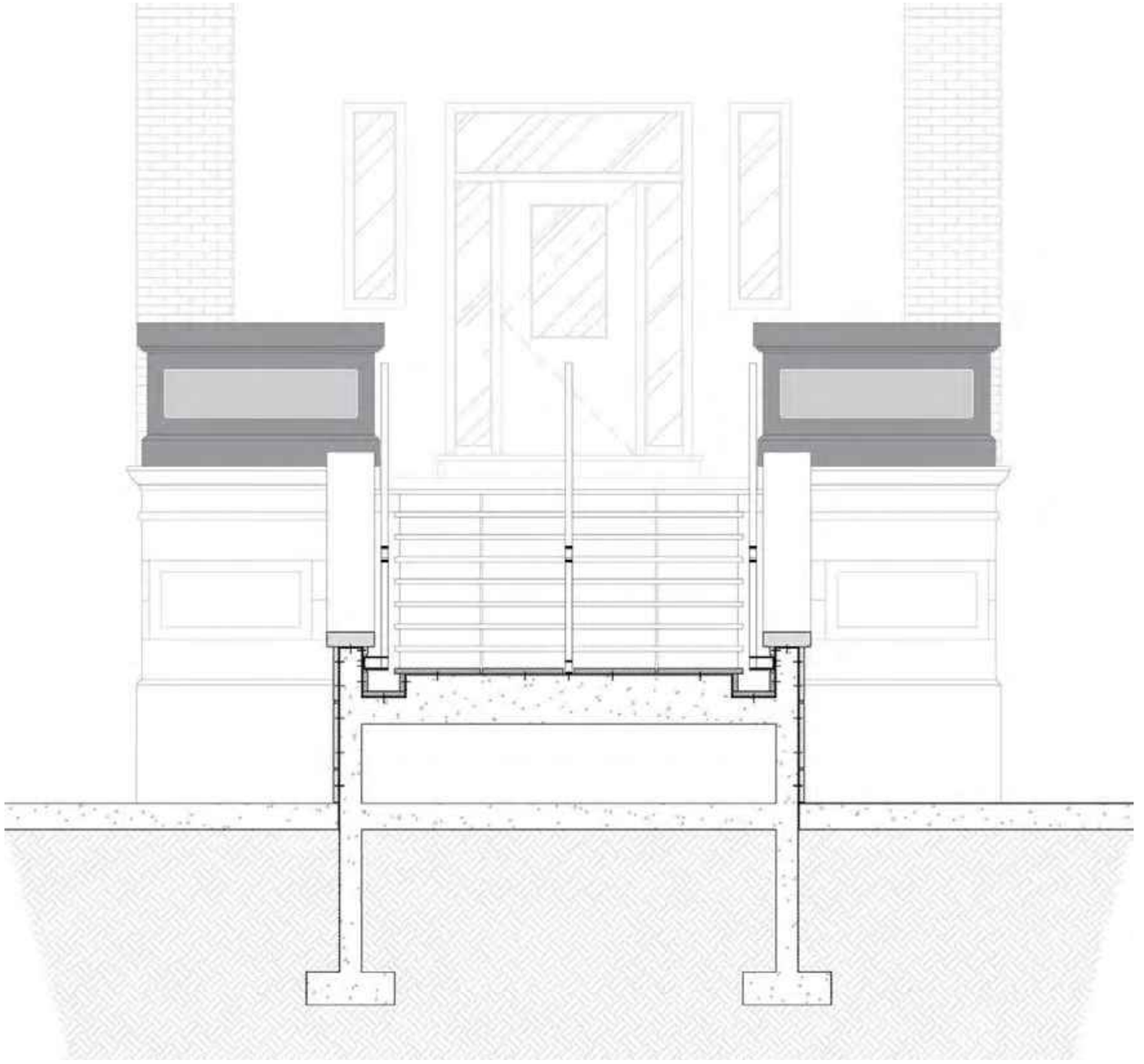
rouge architecture /6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1 www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 info@rouge.archi



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

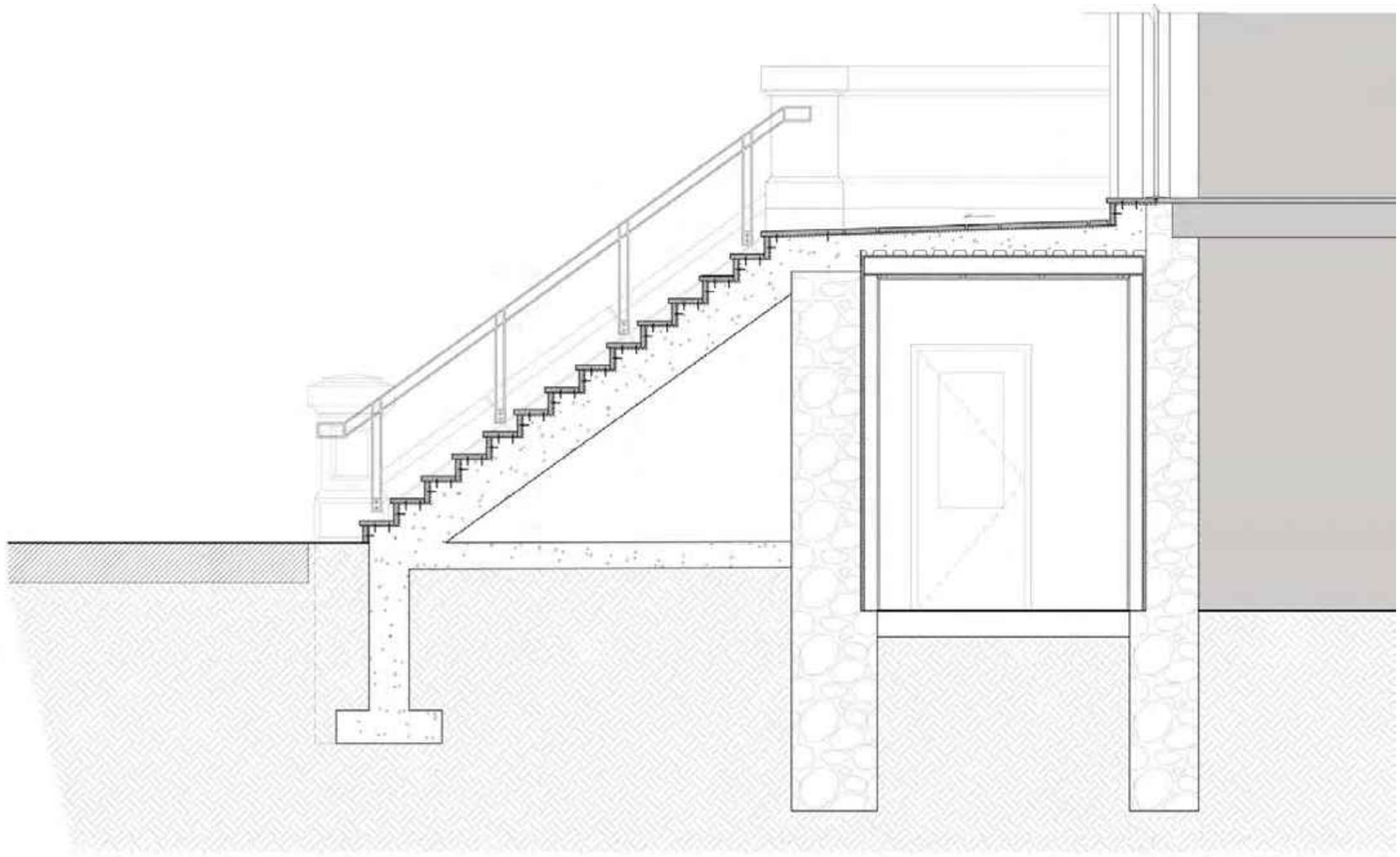
DÉTAILS ÉLÉVATIONS LATÉRALES

12/15



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

COUPE TRANSVERSALE
13/15



COOP. D'HABITATION OSMOSE
Réfection de l'escalier et
du palier extérieurs

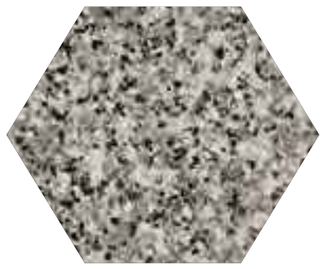
COUPE LONGITUDINALE
14/15

PROPOSITION DE MATÉRIAUX
- PROJET -

PAREMENT DE REVÊTEMENT :
PIERRE CALCAIRE DE SAINT-MARC



PALIER, ESCALIERS, MARCHES
ET GOUTTIÈRES :
GRANITE GRIS SAINT-SÉBASTIEN DES CARRIÈRES LACROIX



PORTES ET FENÊTRE :
PORTES ET FENÊTRES EN BOIS PAR MICHELENA TEL QUE L'EXISTANT



MATÉRIAUX EXISTANTS
- COOP. D'HABITATION OSMOSE -

FAÇADE :
BRIQUE ROUGE



FAÇADE :
PAREMENT DE PIERRE CALCAIRE



rouge architecture /6750, avenue de l'Esplanade, espace 215, Montréal (Québec) H2V 4M1 www.rouge.archi T. 514.658.8035 F. 514.658.8037 info@rouge.archi

Projet: Coop OSMOSE - Projet de rénovation
1680 Jeanne d'Arc Montréal H1W 3T9

		Ventilation du prêt		
Travaux				
Nouveau Perron- 3 nouvelles portes entrées		110 000,00		
Enveloppe extérieure (Maçonnerie)		80 000,00		
Nouvelles Salle de bain		85 000,00		
Planchers		94 100,00		
Espaces extérieurs (stationnement, clôture, balcon, etc.)		0,00		
Rénovations cuisine		35 000,00		
Somme des travaux			404 100,00 $	
Frais afférents (taxables)				
frais juridiques				
étude environnementale				
imprévus:	*15,00%*	60 615,00		
plans, devis, surveillance de chantier	*6,00%*	27 882,90		
permis	*0,008*	3 940,78		
évaluation				
arpentage				
ingénieur				
Somme des frais afférents			92 438,68 $	
Taxes sur travaux et frais				
TPS	*5,000%*	24 826,93 $		
TVQ	*9,975%*	49 529,73 $		
Somme des taxes			74 356,67 $	
Moins : Contribution du groupe			100 000,00 $	
Somme du financement avant assurance pour les travaux				470 895,35 $
Prêt total				470 895,35 $

Calcul approximatif et révisible vers le bas

Coop Osmose

Liste des travaux à réaliser

Nous avions déterminé les travaux à réaliser en trois phases :

Phase I :

Cette première phase **est terminée** depuis une année. Profitant d'un appartement qui se libérait et de changement entre les locataires au sein même de la COOP, nous avions remis 6 appartements complètements en ordre (nouveau plancher, nouvelles salle de bain et cuisine), le coût total de cette première phase est de plus ou moins 81 000,00 $
Cette opération nous a permis d'apprendre et d'accumuler une belle expérience de fonctionnement.

Phase II :

Cette phase que nous appelons communément «travaux de l'enveloppe extérieure» fait l'objet d'une remise de prix de la part d'une architecte, Rouge.Architecture le montant de cette phase s'élève à **237 800,00 $** cependant ce montant peut être revu à la baisse en fonction de nos moyens et d'une modification au projet

Phase III :

Concerne directement l'aménagement des appartements restants (soit 18) à ce niveau nous n'avons pas de soumission mais nous pouvons (grâce à notre expérience passée) établir un montant fixe par appartement (ils sont conçus tous sur le même schéma) soit 13 500,00 $ par appartement pour un grand total de **243 000,00 $**

Charles Pirnay
514 267 4046

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1196037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation «Osmose» de Montréal pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, d'une superficie de 2 595,6 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, de 2036 à 2050, dont la rente annuelle à partir de 2036 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1674-03

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet d'acte de modification d'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation «Osmose» de Montréal que nous avons préparé conformément aux instructions des services clients.

Le SGPI a reçu la confirmation des représentants de la coopérative d'habitation et du créancier hypothécaire à l'effet qu'ils sont d'accord avec le projet d'acte ci-joint.

N/D: 19-002782

FICHIERS JOINTS

Projet Osmose 27-03-2020.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514 872-6853

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-30

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514 872-6853
Division : Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles, Division du droit notarial

1196037007
19-002782

L'AN DEUX MILLE VINGT, le

Devant **M^e^ Patrick FLUET**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du deux mille vingt (2020).

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

COOPÉRATIVE D'HABITATION « OSMOSE » DE MONTRÉAL, coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), constituée le neuf (9) octobre mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982), ayant son siège au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, à Montréal, province de Québec, H1W 3T9, immatriculée au registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1144351443, agissant représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du deux mille vingt (2020), dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

La Ville et l'Emphytéote sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, préalablement à l'acte de modification d'emphytéose faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE par acte d'emphytéose (autrefois connue sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M^{e} Yvon Delorme, notaire, le vingt-huit (28) mars mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 459 402** (ci-après l'« **Emphytéose** »), la Ville a cédé à l'Emphytéote un immeuble autrefois connu comme étant composé des lots 17-364-82, 17-364-83, 17-364-84, 17-364-85, 17-364-86, 17-364-87, 17-364-88, 17-728, 17-729, 17-730, 17-731-1, 17-731-2, 17-732, 17-733, 17-734, 17-735 et 17-736 du cadastre du Québec, village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE depuis, lesdits lots ont fait l'objet d'une rénovation cadastrale et sont maintenant connus comme étant le lot 1 878 307 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans, commençant le vingt-huit (28) mars mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) et se terminant le vingt-huit (28) mars deux mille trente-six (2036);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville

qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement et que les institutions financières exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties, afin notamment, de prolonger de quatorze (14) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt-huit (28) mars deux mille cinquante (2050);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de son créancier hypothécaire à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de vingt-cinq (25) ans.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant le lot numéro **UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE TROIS CENT SEPT (1 878 307)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec le bâtiment dessus érigé et portant le numéro civique 1680, avenue Jeanne-d'Arc, à Montréal, province de Québec, H1W 3T9.

Ci-après nommé l'« **immeuble** »

3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose, afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour

compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose, incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

4. **AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE**

a) **OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE**

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.5 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.6. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.6.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.6.2. Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable.

3.7. Conformément à la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), l'Emphytéote s'engage à :

3.7.1. Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Ensemble immobilier;

3.7.2. Effectuer, au moins à tous les cinq (5) ans, un rapport d'inspection de l'Ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes du Québec, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels du Québec. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.7.3. Suite au rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'Ensemble immobilier ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.7.4. L'Emphytéote s'engage à transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal.

3.7.5. L'Emphytéote s'engage à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Ensemble immobilier.

3.8. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

b) **ASSURANCES**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 4**
ASSURANCES

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, (avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tout autre travaux), et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée

à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou d'une caisse populaire, dont le siège est à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre

paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que l'emphytéose prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2020, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu de l'emphytéose, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée

sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou une caisse populaire dont le siège est situé à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une copie conforme des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant.

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée de l'emphytéose, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de destruction partielle ou totale des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant

jamais six (6) mois à compter du sinistre, s'il y a destruction partielle, ou douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux.

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme de l'emphytéose, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

Cette obligation de reconstruire ou de restaurer les Améliorations ne s'éteindra pas à la fin de l'emphytéose, si la cause est antérieure à cette fin.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble immobilier.

4.6. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par cette emphytéose auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

c) **PARTAGE DES INDEMNITÉS**

Les Parties conviennent d'ajouter à la fin du tableau du sous-paragraphe 11.3.2. de l'Emphytéose ce qui suit :

« Par conséquent, la part de l'indemnité d'expropriation revenant à l'Emphytéote à partir de la 52e année, jusqu'à la 66e année sera de 0,0 % »

d) **EXTENSION DU TERME**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
DURÉE

12.1. Le présent acte d'emphytéose est ainsi consenti pour le terme de soixante-six (66) ans, à compter de la date de sa signature. »

e) **RENTE**

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable selon les mêmes conditions que celles prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 13.1.21. de l'Emphytéose le sous-paragraphe suivant :

« 13.1.22. du six cent vingt-cinquième (625e) mois jusqu'au sept cent quatre-vingt-douzième (792e) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de QUATRE MILLE HUIT CENTS DOLLARS (4 800,00 $), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENTS DOLLARS (400,00 $), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des présentes. »

f) **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3. de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3. Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la COOPÉRATIVE D'HABITATION « OSMOSE » DE MONTRÉAL, au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, à Montréal, province de Québec, H1W 3T9. »

g) <u>TAXES</u>

<u>Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose l'article suivant :</u>

« **ARTICLE 16**
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les parties reconnaissent qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être. »

5. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024) en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne aussi les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 459 402** demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

7. EFFETS

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose faisait l'objet des présentes prennent effet à compter de la date de signature des présentes.

8. <u>DÉCLARATION SPÉCIALE DE L'EMPHYTÉOTE</u>

L'Emphytéote déclare avoir obtenu l'approbation préalable de la Caisse D'Économie Solidaire Desjardins, en sa qualité de créancier hypothécaire, laquelle détient des droits sur l'immeuble aux termes de l'acte d'hypothèque publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **18 361 722**, le tout tel qu'en fait foi la lettre d'approbation émise par la Caisse D'Économie Solidaire Desjardins, dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant de l'Emphytéote en présence du notaire soussigné.

9. <u>LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES</u>

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, c. D-15.1).

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro
des minutes du notaire soussigné.

LES PARTIES déclarent au notaire avoir pris connaissance du présent acte et avoir exempté le notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence du notaire, comme suit :

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Yves SAINDON

COOPÉRATIVE D'HABITATION « OSMOSE » DE

MONTRÉAL

_____

Par :

_____

M^e^ Patrick FLUET, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196037007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation «Osmose» de Montréal pour la propriété sise au 1680, avenue Jeanne-d'Arc, d'une superficie de 2 595,6 m², dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de quatorze (14) ans, de 2036 à 2050, dont la rente annuelle à partir de 2036 sera de 4 800 $. N/Réf. : 31H12-005-1674-03

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1196037007 Coopérative d'habitation «Osmose» 1680 jeanne-d'Arc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-14

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2020/04/23
17:00

(2)

Dossier # : 1208057001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximal de 11 724 403,20 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximal de 11 724 403,20 $, taxes incluses;
2. d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), le contrat à cette fin, conformément à son offre de service en date du 29 août 2019;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des Services corporatifs et des Villes liées, et ce au rythme des besoins à combler;
4. d'autoriser le directeur de la direction solutions d'affaires à signer le formulaire d'adhésion aux contrats à commande du CSPQ.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-29 13:52

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208057001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions services institutionnels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximal de 11 724 403,20 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Le Service des technologies de l'information (Service des TI) a mis en place le projet du Bureau de demain, qui englobe un ensemble de projets unifiés sous une même stratégie. Ce projet vise à optimiser la productivité avec les outils bureautiques.

Le projet visé par le présent dossier est le suivant: « 74562 - Évolution du parc de postes de travail » pour l'acquisition d'équipements bureautiques incluant des postes de travail Windows, des postes de travail semi-robustes et robustes Windows, des tablettes Android, des tablettes Apple ainsi que des moniteurs.

Ce projet du Bureau de demain a pour objectif de doter la Ville d'outils de travail dans un souci d'efficacité, de performance, d'économie d'échelle et de meilleurs services aux citoyens. Il vise entre autres :

- à fournir aux employés un environnement de travail efficace, moderne et sécuritaire;
- à favoriser la mobilité, le travail collaboratif et le partage d'information;
- à optimiser les coûts (acquisition et soutien) et la performance des outils de travail.

Le projet d'évolution du parc de postes de travail vise à moderniser les composantes actuelles de l'environnement bureautique des employés ainsi qu'à accompagner ceux-ci

pour leurs nouveaux besoins.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximal de 11 724 403,20 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0410 - 19 septembre 2019 - Exercer l'option de la seconde prolongation et autoriser une dépense maximale additionnelle de 7 021 324,35 $, taxes incluses, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (famille 2 et 5), Informatique Pro-Contact inc. (famille 3) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er septembre 2019 au 31 août 2020, majorant ainsi le montant total des ententes cadres de 34 074 786,73 $ à 41 096 111,08 $, taxes incluses.
CG18 0597 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 11 358 261,99 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de la première prolongation de contrat pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec CPU Design inc. (famille 1), Compugen inc. (familles 2 et 5), Informatique ProContact inc. (famille 3) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4) (CG16 0622), pour une durée de 12 mois, soit du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2019, majorant ainsi le montant total des ententes de 22 716 523,97 $ à 34 074 785,96 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

À la Ville de Montréal, il existe plusieurs grandes familles d'ordinateurs normalisés et soutenus par le Service des TI, soit:

- des ordinateurs de bureau Windows;
- des ordinateurs portatifs Windows;
- des ordinateurs semi-robustes et robustes Windows;
- des tablettes électroniques Android, Apple et Windows;
- des moniteurs.

Afin de combler efficacement les besoins des applications existantes et répondre aux nouveaux projets de développement, le Service des TI souhaite continuer l'approvisionnement en équipements bureautiques normalisés en se joignant au regroupement offert par le CSPQ.

Les quantités prévues dans cette entente ont été estimées avant la COVID19. La tendance visant l'acquisition de portables a néanmoins été entamée il y a plusieurs années à la ville, et ce, pour une question de mobilité des ressources et une réduction d'impression du papier. Dans cette entente, le nombre d'ordinateurs portables représente 67% des quantités prévues comparativement à 33% pour les ordinateurs de table.

JUSTIFICATION

Les équipements visés par le présent dossier servent à combler les besoins du programme de désuétude en cours (environ 2 000 par année) et à fournir un poste aux nouveaux employés de la Ville.
De plus, en rejoignant ce regroupement d'achats, la Ville bénéficiera de nombreux services dont:

- une plus grande composition sur les modèles d'équipements offerts;
- dès qu'un nouveau produit sera offert sur le marché par les manufacturiers, il se retrouvera dans l'offre avec un prix préférentiel;
- un plus grand choix d'accessoires et d'options sera disponible pour les produits offerts;
- un taux d'escompte offert par les fournisseurs qui sera révisé tous les trois mois afin d'offrir le meilleur prix possible à la Ville;
- un système de commande validé en tout temps par le CSPQ pour s'assurer de la qualité des services offerts à la Ville par les fournisseurs.

Les frais de service que la Ville paie au CSPQ afin d'être membre de ce regroupement sont à la hauteur de 3% du montant total de chaque commande.

En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du CSPQ ou par l'entremise de celui-ci. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de plusieurs firmes par l'entremise du CSPQ, selon les termes et conditions qui ont été négociés entre les deux parties.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une dépense maximale de 11 724 403,20 $, taxes incluses, sera imputée au budget de fonctionnement des unités d'affaires concernées. Les achats qui seront effectués auprès du fournisseur se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses assumées au budget de fonctionnement et/ou au PTI du Service des TI pour la durée des ententes pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les équipements remplacés seront envoyés à l'OPEQ - Ordinateurs pour les écoles du Québec, qui a pour mission d'offrir des équipements informatiques performants gratuitement ou à faible coût aux écoles privées et publiques, centres de la petite enfance (CPE), organismes à but non lucratif (OBNL) et bibliothèques du Québec. Cet OBNL encourage l'insertion sociale, le réemploi et le recyclage écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permettra à la Ville de renouveler son parc informatique et également une meilleure efficacité des employés dans un environnement de travail moderne et sécuritaire, tout en favorisant la mobilité, le travail collaboratif et le partage d'information.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication et communication à la clientèle de la Ville en mai 2020.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit:

- Approbation du dossier par le CE : 15 avril 2020;
- Approbation du dossier par le CM : 20 avril 2020;
- Approbation du dossier par le CG : 23 avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl LESSARD
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-868-8747
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
Chef de division - Solutions aux utilisateurs

Tél : 438-221-1708
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2020-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-03-27

MICRO-ORDINATEURS DE TABLE, PORTABLES, SERVEURS x86 ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES
En vigueur du 29 août 2019 au 28 août 2021
PRIX ET CARACTÉRISTIQUES

DESCRIPTION SOMMAIRE DES BESOINS

Durée du contrat

Le contrat entre en vigueur à la date de signature et aura une durée de 2 ans avec une option de renouvellement de 1 an.

L'arrivée du premier des événements suivants mettra fin au contrat :

- La date d'échéance.
- L'atteinte du montant maximal indiqué au contrat

Aucune livraison de biens en vue de l'exécution du contrat ne doit être commencée avant l'octroi du contrat et le CSPQ n'assumera aucune responsabilité pour de telles livraisons.

Description de l'option

Le contrat sera automatiquement renouvelé aux mêmes termes et conditions pour une période additionnelle consécutive de 12 mois, à moins que le CSPQ ne transmette au fournisseur 3 mois avant la date de renouvellement, un avis écrit l'informant de son intention de ne pas renouveler le contrat.

Processus de mise en place et modalités particulières

Compte tenu de l'aspect évolutif de la technologie des biens faisant l'objet du présent appel d'offres, celui-ci prévoit des modalités particulières.

Les biens d'un fournisseur seront retenus sur la base de la conformité au regard des exigences techniques établies à l'appel d'offres. Si les spécifications du bien soumis sont égales ou supérieures aux exigences techniques décrites au devis technique, il sera considéré conforme. En ce qui a trait aux options et aux accessoires, elles doivent être offertes par le fournisseur pour que le bien soumis soit considéré conforme.

Les biens d'un fournisseur qui seront jugés non conformes ne seront pas retenus sans toutefois entraîner la non-conformité de la soumission du fournisseur à moins qu'aucun des biens proposés par ce fournisseur ne soit conforme. Ainsi, le CSPQ conclura des contrats avec les fournisseurs ayant soumis au moins un bien conforme dans une des sous-catégories.

PRIX SOUMIS ET EXIGENCES À RESPECTER TOUT AU LONG DU CONTRAT

L'annexe 4 « Bordereau de prix » présente les familles de biens subdivisées en catégories et en sous-catégories. Cette annexe doit être complétée par les fournisseurs en y soumettant un modèle type par sous-catégorie qui respecte les exigences techniques de base correspondantes de la sous-catégorie visée, comme stipulé au devis technique, en plus des exigences prévues à la présente clause. Les éléments suivants doivent être présentés au bordereau de prix conformément aux exigences ci-après énumérées :

- Nom/numéro du modèle type soumis par sous-catégorie;
- Prix de détail suggéré par le fabricant (PDSF) du modèle type soumis;
- Un hyperlien vers le site internet du fabricant permettant de vérifier les PDSF de tous les modèles types soumis;
- Taux d'escompte soumis en pourcentage, applicable sur le PDSF pour cette sous-catégorie.

En plus de respecter les exigences techniques minimales décrites au devis technique, le modèle type soumis devra obligatoirement être un bien offert au grand public et être disponible sur le marché, c'est-à-dire pouvoir être acheté tel quel par le biais du fournisseur ou sur le site web du fabricant.

Les fournisseurs ne peuvent présenter qu'un seul modèle type par sous-catégorie. Un fournisseur peut soumettre un taux d'escompte différent pour chaque sous-catégorie, lequel s'applique sur le PDSF pour cette sous-catégorie.

Le terme « prix de détail suggéré par le fabricant » (PDSF), tel qu'utilisé dans cet appel d'offres, est le prix de vente recommandé par le manufacturier à ses détaillants, en vigueur le jour de la commande effectuée par un client. Ce prix doit être le même que celui offert au grand public et doit pouvoir être vérifiable en tout temps. Le PDSF ne doit donc pas être présenté comme étant exclusif au présent appel d'offres, au CSPQ ou tout autre organisme gouvernemental. Tout modèle type dont il n'est pas possible de vérifier le PDSF sur le site Web public du fabriquant accessible par tous sera jugé non conforme pour cette sous-catégorie.

Le PDSF exclut les taxes et tous les autres frais supplémentaires tel que les écofrais. Les frais de gestion font partie du prix soumis par le fournisseur.

La présente clause s'applique aussi aux mises à jour trimestrielles.

Adjudication et processus de commande

L'adjudication et le classement des fournisseurs seront réalisés sur la base du calcul suivant :

PDSF soumis ($) × Taux d'escompte soumis (%) = Prix escompté pour l'adjudication ($)

Le prix escompté détermine l'ordre des fournisseurs conformes au moment de l'adjudication des contrats, et lors des mises à jour trimestrielles.

Un soumissionnaire doit soumettre minimalement un modèle type conforme dans sa soumission initiale afin d'être retenu comme fournisseur du présent regroupement.

Le client peut commander un bien répondant aux exigences de la sous-catégorie sélectionnée auprès de l'un ou l'autre des fournisseurs conformes ayant conclu un contrat à commandes pour des biens répondants aux exigences techniques minimales de cette sous-catégorie et dont le prix escompté n'excède pas plus de 10 % le prix le plus bas des autres modèles type de la même sous-catégorie.

Le processus de commande est le suivant :

I. Le client sélectionne, dans le configurateur du CSPQ, la sous-catégorie désirée. Le configurateur calcule le classement des fournisseurs se situant dans l'écart de 10 % du prix escompté le plus bas et affiche les fournisseurs conformes.
II. Le client contacte le fournisseur conforme de son choix afin de compléter sa commande;
III. Le fournisseur transmet le formulaire de commande* au client pour vérification. Si le client passe une commande contenant des biens de plusieurs sous-catégories, le fournisseur doit créer un formulaire de commande distinct pour chaque sous-catégorie;
IV. Le client transmet le bon de commande (BC) et le formulaire de commande au CSPQ pour vérification;
V. Le CSPQ vérifie le bon de commande. Si la commande est conforme aux exigences de l'appel d'offres, le CSPQ transmet le bon de commande approuvé au fournisseur et au client;
VI. Le fournisseur dispose de deux (2) jours ouvrables, suivant la réception de la commande vérifiée par le CSPQ, pour la traiter ou informer par courriel, dans le même délai, le CSPQ et le client qu'il y a un problème l'empêchant de traiter la commande dans ce délai;
VII. Le fournisseur transmet la facture de la commande au CSPQ pour l'approbation finale.

*Formulaire de commande : aussi appelé soumission ou proposition, il s'agit de la commande envoyée au client par le fournisseur pour fin d'approbation. Il doit inclure la sous-catégorie, le taux d'escompte en vigueur, la quantité, la description, le numéro de

modèle et le PDSF de chaque composante, les options et accessoires le cas échéant, ainsi que le nom et le courriel du représentant du fournisseur ou du revendeur.

L'adresse électronique de transmission des bons de commande est la suivante : micros.serveurs@cspq.gouv.qc.ca

Toute commande traitée par le fournisseur sans avoir été approuvée préalablement par le CSPQ sera considérée comme une acquisition faite hors de ce regroupement. Si le fournisseur reçoit directement un bon de commande d'un client qui n'a pas été validé par le CSPQ, le fournisseur doit alors, sans délai, le transmettre au CSPQ pour validation et en aviser le client.

Options et accessoires

L'appel d'offres prévoit des options et accessoires spécifiquement identifiés au devis technique et pour lesquels les prix ne seront pas exigés au dépôt de la soumission et ne seront pas pris en considération aux fins de l'adjudication. Toutefois, le taux d'escompte soumis dans la sous-catégorie du bien sélectionné s'appliquera sur le total de la commande, en utilisant les PDSF en vigueur le jour de la commande du modèle de base, des options et des accessoires.

En plus des options et accessoires identifiés au devis technique, le client pourra inclure dans sa commande d'autres options ou accessoires disponibles chez le fournisseur. Ces options et accessoires seront ajoutés à la facture et le taux d'escompte de la sous-catégorie sera appliqué sur le PDSF de l'option ou accessoire acquis.

Dans tous les cas, les options ou accessoires, doivent être acquis au même moment que le bien lors de la commande et être des accessoires matériels et internes au bien, à l'exception des accessoires suivants :

- Claviers
- Souris
- Câblage (vidéo, réseau ou électrique)
- Mallettes de transport (pour portables ou tablettes)
- Système d'exploitation (pour toutes les familles sauf la famille H – serveurs x86)

Toute commande d'options et d'accessoires doit être approuvée par le CSPQ avant la confirmation de la commande, selon le processus décrit à la clause précédente.

Les options ou accessoires qui ne répondent pas aux exigences citées précédemment devront obligatoirement faire l'objet d'un processus contractuel distinct du présent regroupement d'achats.

Mises à jour trimestrielles

Une première mise à jour sera effectuée le 13 janvier 2020. Par la suite, les mises à jour se feront selon le calendrier ci-dessous. Celles-ci doivent être transmises par courriel. L'adresse courriel pour l'envoi des mises à jour sera transmise aux fournisseurs retenus.

Pour ce faire, les fournisseurs pourront mettre à jour leur soumission des 3 façons suivantes :

- En modifiant le taux d'escompte soumis dans chaque sous-catégorie;
- En remplaçant le modèle type soumis dans chaque sous-catégorie en respectant les exigences;
- En présentant un nouveau PDSF en vigueur pour le modèle type soumis. Ce PDSF devra être vérifiable et respecter les autres exigences.

De plus, un fournisseur n'ayant précédemment pas soumis de modèle type dans une sous-catégorie pourra alors y ajouter un bien en soumettant un modèle type, un PDSF et un taux d'escompte applicable dans cette sous-catégorie, le tout conformément aux exigences.

En plus de respecter les exigences, le modèle type soumis doit être disponible sur le marché dès le dépôt de la soumission mise à jour. Il doit aussi être disponible jusqu'à la fin du contrat ou jusqu'à son remplacement à la fin du trimestre en vigueur.

Si le modèle type soumis lors d'une mise à jour ne respecte pas les exigences, il est retiré de la sous-catégorie et le fournisseur ne pourra pas accepter de commande dans cette sous-catégorie jusqu'à ce qu'il soumette un nouveau modèle type lors de la prochaine mise à jour trimestrielle pourvu que ce modèle soit conforme et que le prix escompté n'excède pas de plus de 10% le prix escompté le plus bas de la sous-catégorie visée. Il pourra soumettre un nouveau modèle type conformément à a procédure décrite ci-dessus.

Par conséquent, la liste des biens des fournisseurs disponibles dans l'écart du 10 % peut varier à chaque mise à jour trimestrielle.

Calendrier des mises à jour :

Périodes couvertes par la mise à jour trimestrielle	**Délai <u>maximal</u> pour la transmission de la soumission mise à jour**
13 janvier au 12 avril 2020	16 décembre 2019

Périodes couvertes par la mise à jour trimestrielle	Délai <u>maximal</u> pour la transmission de la soumission mise à jour
13 avril au 12 juillet 2020	16 mars 2020
13 juillet au 11 octobre 2020	15 juin 2020
12 octobre 2020 au 10 janvier 2021	14 septembre 2020
11 janvier au 11 avril 2021	14 décembre 2020
12 avril au 11 juillet 2021	15 mars 2021
12 juillet au 10 octobre 2021	14 juin 2021
11 octobre 2021 au 9 janvier 2022	13 septembre 2021
10 janvier au 10 avril 2022	13 décembre 2021
11 avril jusqu'à la fin du contrat	14 mars 2022

Le CSPQ se réserve le droit en tout temps de procéder à une vérification du respect des termes et conditions prévues au présent appel d'offres et d'exiger des précisions ou toute autre information de la part d'un ou de tous les fournisseurs dans le délai imparti par le CSPQ. À défaut par un fournisseur de donner suite à une telle demande du CSPQ, ce dernier peut notamment procéder au retrait du modèle type soumis. Lors d'une vérification, le CSPQ peut notamment décider de suspendre les commandes dans une sous-catégorie et une fois la vérification complétée, il peut y apporter des corrections dans le portail de commandes du CSPQ.

Dévoilement des prix soumis

En déposant sa soumission, un fournisseur accepte que l'ensemble des informations déposées (soit le modèle type, le PDSF et le taux d'escompte) lors du dépôt de sa soumission et lors de chaque mise à jour trimestrielle soit dévoilé à l'ensemble des autres fournisseurs en même temps qu'aux clients lors de la publication dans le portail de commande du CSPQ du classement des biens des fournisseurs se qualifiant dans l'écart de 10 % du prix escompté le plus bas dans chaque sous-catégorie.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1208833001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 843 885$ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi – Lespérance de l'organisme Vilavi Québec.

de recommander au conseil d'agglomération :
1 - d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 843 885 $, pour la réalisation du projet Vilavi - Lespéramce, situé 2190-2200 Lespérance, dans l'arrondissement Ville-Marie;

2 - d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-08 12:01

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208833001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 843 885$ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi – Lespérance de l'organisme Vilavi Québec.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, l'organisme Vilavi Québec a soumis un projet qui permettra la réalisation de 18 chambres et d'un espace communautaire pour des personnes en situation ou à risque d'itinérance; le projet prévoit la démolition d'une maison de chambres existante, en mauvaise condition, ainsi que la construction d'un nouvel édifice.

Le financement de base des projets d'AccèsLogis Québec provient de la Société d'habitation du Québec (SHQ), auquel s'ajoute une contribution de la Ville de Montréal (la part de la Ville étant remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal - CMM). Ce programme prévoit qu'une part des fonds doit provenir de prêts d'une institution financière (hypothèque) contractés par l'OBNL.

Une subvention exceptionnelle (au sens du règlement 02-102) devra être consentie pour viabiliser le projet, pour un montant maximal de 843 885 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0135 (26 mars 2020) : Approuver l'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et responsabilités en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, le tout sous réserve de l'approbation de l'entente tripartite 2020 par le gouvernement du Québec / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 46 097 208 $.

CG19 0148 (28 mars 2019) : Approuver l'entente entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et responsabilités en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention attendue de 72 830 000 $.

CG18 0244 (26 avril 2018) Approbation de l'entente tripartite entre la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (22,182 M$), en application de l'Entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal.

CE18 0690 (18 avril 2018) Ordonnance pour modifier la liste des cas admissibles à une subvention additionnelle ainsi que le pourcentage maximal prévu au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102), afin de permettre l'utilisation des sommes reçues de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation pour compléter le financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

DESCRIPTION

Le coût prévu de la construction de l'immeuble s'élève à 2 158 030 $ (incluant la démolition), et l'achat du terrain sera fait au coût de 1 000 000 $. À ces montants s'ajoutent les honoraires professionnels, le coût des études et dépenses connexes, et les taxes applicables. Le coût total de réalisation est de
4 580 809 $. Malgré les subventions de base et additionnelles prévues, et l'hypothèque qui sera contractée selon les normes d'AccèsLogis, il demeure un manque à gagner.

La subvention exceptionnelle, d'un maximum de 843 885 $, sera ajoutée au montage financier du projet et permettra de rendre viable le projet.

JUSTIFICATION

Le projet permet d'éliminer un immeuble en mauvais état et de le remplacer par une maison de chambres adaptée aux besoins de la clientèle vulnérable (notamment avec des espaces communautaires);

- Le projet contribuera à consolider la trame urbaine de l'îlot où il s'implante, tout en assurant la création de logements sociaux;
- Le projet répond aux engagements de l'Administration municipale en matière d'habitation sociale et répond à la priorité accordée à la lutte contre l'itinérance, ainsi qu'à la sauvegarde du parc de maisons de chambres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention exceptionnelle de 843 885 $ sera assumée par l'entente tripartite de 2019 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (CG19 0148). Cette dépense figure au budget de fonctionnement du Service de l'habitation; elle sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne le logement social qui est une compétence

d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

- La subvention exceptionnelle de 843 885 $ a été calculée en tenant compte des normes du programme AccèsLogis, notamment pour générer des loyers équivalent à 95 % du loyer médian établi pour Montréal. Ce montant pourrait être revu à la baisse à la fin de la construction, à la date dite d'ajustement des intérêts, advenant que le projet soit viable sans avoir recours au plein montant de la subvention exceptionnelle.
- Il est prévu qu'une fois construit, l'immeuble de l'organisme à but non lucratif générera des revenus annuels de taxes foncières estimés à 25 175 $.

.
2. Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera certifié Novoclimat, ce qui signifie une économie dans l'utilisation de l'énergie pour le bâtiment.
La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clé du développement durable, dont la consolidation du territoire urbanisé et de sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce projet ne réussit pas à compléter son montage financier, il n'obtiendra pas l'aide de la SHQ et le projet sera abandonné.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La phase qui sera franchie par le projet Vilavi - Lespérance, suite au conseil d'agglomération, est celle de l'engagement conditionnel (EC) qui permet la réservation la subvention pour l'organisme. Comme le chantier ne débutera pas avant juillet 2021, la crise actuelle n'a aucun impact sur le projet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication seront prévues lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le programme AccèsLogis. Ce protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation à la Ville et à la SHQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature du contrat avec l'entrepreneur : juin 2021
Début des travaux : juillet 2021
Occupation des bâtiments : septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marjolaine DESPARS
Conseiller en développement de l'habitation

Tél : 514.868.7342
Télécop. : 514.872.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-07

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation

Tél : 514 872-3882
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-04-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-04-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208833001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximal de 843 885$ pour la réalisation du projet de logement social Vilavi – Lespérance de l'organisme Vilavi Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208833001 subvention Lespérance de l'organisme Vilavi.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1208741003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 645 000 $ aux 11 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 458 000 $, pour l'année 2020, aux 10 organismes ci-après désignés, pour la période, le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);

Organisme	Projet	Période	Soutien
Dispensaire diététique de Montréal	« Bien se nourrir à bon compte »	1er avril 2020 au 31 mars 2021	**25 000 $**
Regroupement des cuisines collectives du Québec	« Montréal en cuisine 2020 -2021 »	1er avril 2020 au 31 mars 2021	**30 000 $**
L'Association des popotes roulantes de Montréal métropolitain	« Priorité alimentation »	1er avril 2020 au 31 mars 2021	**35 000 $**
Resto Plateau	« Un chef social au service de la communauté »	1er avril 2020 au 31 mars 2021	**23 000 $**

Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal	« Cultiver la solidarité et Nourrir l'Espoir »	1er avril 2020 au 31 janvier 2021	**150 000 $**
Mission Bon Accueil	« Fonds de solidarité: Sécurité alimentaire »	1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	**25 000 $**
Jeunesse au Soleil	« Nourrir l'espoir »	1er avril 2020 au 31 mars 2021	**90 000 $**
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	« Formation des mobilisateurs-trices du milieu »	17 août 2020 au 27 avril 2021	**35 000 $**
La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal	« Agriculture urbaine à l'église sacré coeur »	1er mai 2020 au 31 mars 2021	**30 000 $**
Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve	« Action pour la nutrition des jeunes et leurs parents »	1er avril 2020 au 31 mars 2021	**15 000 $**

2. d'approuver les 10 projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

de recommander au conseil d'agglomération :

1. d'accorder un soutien financier de 187 000 $ à Moisson Montréal inc., pour l'année 2020, pour le projet « Développement social - pour la période du 1er avril au 31 mars 2021 », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023;
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-07 13:12

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208741003**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 645 000 $ aux 11 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications

stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

COVID-19
Dans la situation de crise actuelle, il nous est impossible de confirmer en date d'aujourd'hui si ces projets auront besoins d'ajustements ou d'adaptations. Une décision des autorités en ce sens, pourrait obliger les organismes à revoir la manière de réaliser leur projet, tout en respectant les critères susmentionnés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale / Approuver un scénario permettant de ne pas réduire les budgets actuels des arrondissements et des villes liées pour les années 2020, 2021 et 2022 / Approuver l'application d'un seuil minimal de 15 000 $ pour octroyer des fonds aux arrondissements et aux villes liées
CG19 0221 du 16 mai 2019
Accorder un soutien financier de 187 000 $ à Moisson Montréal inc., afin de réaliser le projet « Développement social », pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)
CE19 0652 du 24 avril 2019
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 458 000 $ aux 10 organismes ci-après, dont 25 000 $ à Dispensaire diététique de Montréal pour « Bien se nourrir à bon compte », 30 000 $ à Regroupement des cuisines collectives du Québec pour « Montréal en cuisine 2019-2020 », 35 000 $ à L'Association des popotes roulantes de Montréal métropolitain pour « Priorité alimentation », 23 000 $ à Resto Plateau pour « Un chef social au service de la communauté », 150 000 $ à Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal pour « Cultiver la solidarité et Nourrir l'Espoir », 25 000 $ à Mission Bon Accueil pour « Sécurité alimentaire et saine alimentation », 90 000 $ à Jeunesse au Soleil pour « Nourrir l'espoir », 35 000 $ à Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain pour « Mobilisateurs de milieu : renforcement de la mobilisation et de la concertation », à 30 000 $ à La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal pour « Regroupons nos forces - Phase 3 » et 15 000 $ à Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve pour « Action pour la nutrition des jeunes et leurs parents », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)
CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023
CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le

ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CE18 0996 du 6 juin 2018

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 458 000 $, à dix organismes, soit 90 000 $ à Jeunesse au soleil, 150 000 $ à Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal, 25 000 $ à Dispensaire diététique de Montréal, 30 000 $ au Regroupement des cuisines collectives du Québec, 35 000 $ à L'Association des popotes roulantes du Montréal métropolitain, 15 000 $ à Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve, 25 000 $ à Mission Bon Accueil, 35 000 $ à Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain, 23 000 $ à Resto Plateau et 30 000 $ à La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, pour l'année 2018, dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)

CG17 0251 du 15 juin 2017

Accorder un soutien financier totalisant 415 000 $ à trois organismes, soit 90 000 $ à Jeunesse au soleil, 150 000 $ à Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal et 175 000 $ à Moisson Montréal, pour l'année 2017, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville (2013-2017)

CE17 0923 du 31 mai 2017

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 230 000 $ à huit organismes, soit 25 000 $ à Dispensaire diététique de Montréal, 35 725 $ au Regroupement des cuisines collectives du Québec, 25 000 $ à L'Association des popotes roulantes du Montréal métropolitain, 15 000 $ à Resto Plateau, 39 275 $ à Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve, 25 000 $ à Mission Bon Accueil, 30 000 $ à Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain et 35 000 $ à La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, pour l'année 2017, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville (2013-2017)

CG17 0195 du 18 mai 2017

Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194) afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017

CG16 0194 du 24 mars 2016

Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

DESCRIPTION

Dispensaire diététique de Montréal
Projet : Bien se nourrir à bon compte
Montant recommandé : 25 000 $
Ce projet vise à favoriser l'acquisition de connaissances et de compétences en saine alimentation abordable à travers des activités d'apprentissage culinaire aux femmes enceintes ou nouveaux parents en contexte de précarité dont une partie est issue de l'immigration récente. Il vise également à les encourager à introduire des aliments

complémentaires et riches en fer dans l'alimentation de leurs enfants entre 4 et 6 mois. Les différents ateliers et activités proposés permettront aux 200 familles ciblées de mieux se nourrir et d'améliorer leur santé et celle de leurs bébés.

Regroupement des cuisines collectives du Québec
Projet : Montréal en cuisine 2020-2021
Montant recommandé : 30 000 $
Ce projet vise à augmenter le leadership des cuisines collectives sur les enjeux alimentaires, à offrir des formations sur le démarrage et l'animation d'une cuisine collective et à promouvoir le modèle de cuisines collectives auprès des organismes de Montréal dont ceux issus des milieux anglophones et ethnoculturels ou ceux fréquentés par les personnes nouvellement arrivées au Québec.

Jeunesse au soleil
Projet : Nourrir l'espoir
Montant recommandé : 90 000 $
Ce projet vise à offrir des dépannages d'urgence et des suppléments alimentaires mensuels à certains groupes de personnes notamment les personnes âgées, les femmes enceintes ainsi que les personnes atteintes de maladies virales chroniques. Il vise également à améliorer la qualité des aliments de la banque alimentaire, qui aide 2 500 ménages mensuellement. En maximisant la qualité de la nourriture offerte, la clientèle pourra choisir ce qui convient davantage à ses besoins, ce qui aura un impact direct sur sa qualité de vie. Environ 10 000 femmes et 10 000 hommes seront rejoints par ce projet.

L'Association des popotes roulantes du Montréal métropolitain
Projet : Priorité alimentation
Montant recommandé : 35 000 $
Ce projet vise à poursuivre et à améliorer le service auprès des clientèles vulnérables. Il consiste à préparer et à livrer des repas aux aînés et aux personnes faisant face à des problèmes de santé mentale ou en perte d'autonomie et à les informer et sensibiliser sur les bienfaits d'une saine alimentation. Les services offerts seront étendus à d'autres secteurs. La fréquence des services offerts, le nombre de personnes rejointes ainsi que le volume de repas offert connaîtront également une augmentation.

Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal
Projet : Cultiver la solidarité et Nourrir l'Espoir
Montant recommandé : 150 000 $
Ce projet a comme objectif d'offrir une plus grande variété de fruits et légumes sains et nutritifs à travers le réseau des 34 Magasins-Partage, à assurer la pérennité des magasins partage dans l'optique de maintenir des services dont la population a besoin et à maintenir le projet « Cultiver l'Espoir » en tant que source importante d'approvisionnement durable en légumes. Il vise également à éviter le dédoublement de services et à développer des réflexes de collaboration dans d'autres champs d'action ou en situation d'urgence. Environ 12075 femmes et 12075 hommes seront rejoints par ce projet.

Moisson Montréal inc.
Projet : Développement social
Montant recommandé : 187 000 $
Ce projet vise à répondre aux besoins de nouveaux organismes qui souhaitent recevoir des denrées de Moisson Montréal. Plus de 200 nouvelles demandes d'accréditations ont été reçues et Moisson Montréal prévoit durant l'année 2020-2021 ajouter 40 de ces organismes parmi ceux accrédités ce qui représente 15% de la quantité de denrées distribuées. À travers ce projet, l'organisme compte récupérer le plus de nourriture possible pour satisfaire la demande croissante des organismes accrédités et ~~à~~ améliorer la qualité des aliments ~~qu'elle~~ qu'il distribue aux personnes dans le besoin par le biais de ces organismes accrédités.

Resto Plateau
Projet : Un chef social au service de la communauté
Montant recommandé : 23 000 $
Ce projet vise à renouveler l'offre de service de l'organisme et à développer des stratégies novatrices afin de rejoindre les personnes seules, isolées et en situation de précarité du centre-ville et des quartiers limitrophes, particulièrement les personnes âgées. L'embauche d'un chef social permettra de développer des activités pour la clientèle ciblée et d'évaluer de quelle manière ses équipements pourraient être mis à la disposition des personnes et des organismes qui en feront la demande, en respectant les règles de salubrité des aliments, entre autres. Il a également comme objectif de poursuivre l'enrichissement de la base de données des ateliers développés avec les groupes participants pour accélérer le processus de montage d'ateliers et les rendre accessibles à d'autres organismes ou quartiers.

Mission Bon Accueil
Projet : Fonds de solidarité: Sécurité alimentaire
Montant recommandé : 25 000 $
Ce projet vise à poursuivre la tenue d'une épicerie communautaire en remplacement de la banque alimentaire traditionnelle grâce à l'embauche de nouvelle main d'oeuvre et en faire l'ouverture quatre jours par semaine. Ainsi, les populations vulnérables rejointes pourront faire leur choix de denrées et bénéficier de conseils et de recettes pour améliorer leur alimentation. L'organisme dessert des personnes provenant de tout le territoire montréalais puisqu'il est le seul à être accrédité pour transformer la viande reçue de Moisson Montréal et la distribuer en respectant les normes de salubrité. Un plus grand nombre de clients sera servi avec un meilleur choix de nourriture saine et un service plus efficace. Des aliments sains et diversifiés seront offerts à plus de 126 000 personnes fréquentant le marché de Mission Bon Accueil.

Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
Projet : Formation des mobilisateurs-trices du milieu
Montant recommandé : 35 000 $
Ce projet vise plus spécifiquement à outiller les intervenant-e-s à identifier comment mieux rejoindre et mobiliser la population cible afin qu'elle devienne l'acteur principal de cette reprise de pouvoir sur son alimentation et sur sa vie. Il a également comme objectif le partage d'expériences entre les intervenants en matière de développement du pouvoir d'agir des citoyens et de développement de systèmes alimentaires locaux.

La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal
Projet : Agriculture urbaine à l'église Sacré-Coeur
Montant : 30 000 $
Le projet vise à mettre en place un jardin pour les personnes les plus démunies du quartier et leur permettre d'acquérir les compétences et connaissances nécessaires sur le plan alimentaire. Il permettra également la réduction des inégalités sociales ainsi que l'autonomisation et la prise en charge des personnes en situation de grande vulnérabilité. Près d'une centaine de personnes auront accès au dépannage alimentaire ainsi qu'à des aliments.

Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve
Projet: Action pour l'alimentation des jeunes et leurs enfants
Montant: 15 000 $
Ce projet vise à combler les carences alimentaires des jeunes enfants et des parents qui ont été référés. Il vise à rejoindre des familles vivant en contexte de vulnérabilité et à favoriser leur « empowerment ». De la nourriture sera récupérée et des denrées non consommées seront distribuées aux soutiens alimentaires de Répit Providence ou au frigo communautaire

JUSTIFICATION

Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal soutient des projets afin d'aider les personnes vulnérables à se nourrir convenablement. Les actions qu'elle soutient s'articulent autour de deux grands axes d'intervention :

- la sécurité alimentaire des communautés, en tenant compte particulièrement des groupes vulnérables, en lien avec le développement social et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion;
- la saine alimentation, en lien avec la promotion de saines habitudes de vie et la prévention des problèmes de santé.

Le soutien financier recommandé est en continuité du soutien financier déjà accordé par la Ville pour ces projets et vise la consolidation des actions développées par ces organismes. La date de début de certains d'entre eux est antérieure à l'adoption de ce dossier par l'instance décisionnelle. Toutefois, un montage financier leur a permis de les démarrer, et ce, afin d'éviter une rupture dans l'offre de service auprès de la clientèle qui en bénéficie.

COVID-19
Advenant que la situation perdure il sera nécessaire de revoir les projets pour les adapter.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 645 000 $, est prévu au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes au cours des dernières années pour les mêmes projets se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2020	Soutien MTESS / projet global
		2017	2018	2019		
Dispensaire diététique de Montréal	**Bien se nourrir à bon compte**	25 000 $	25 000 $	25 000 $	**25 000 $**	**100 %**
Regroupement des cuisines collectives du Québec	**Montréal en cuisine 2020-2021**	35 725 $	30 000 $	30 000 $	**30 000 $**	**100 %**
Jeunesse au Soleil	**Nourrir l'espoir**	90 000 $	90 000 $	90 000 $	**90 000 $**	**15 %**
L'Association des popotes roulantes du Montréal métropolitain	**Priorité alimentation**	25 000 $	35 000 $	35 000 $	**35 000 $**	**16 %**

Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal	**Cultiver la solidarité et Nourrir l'Espoir**	150 000 $	150 000 $	150 000 $	**150 000 $**	**14 %**
Moisson Montréal inc.	**Développement social**	175 000 $	187 000 $	187 000 $	**187 000 $**	**14 %**
Resto Plateau	**Un chef social au service de la communauté**	**–**	23 000 $	23 000 $	**23 000 $**	**40 %**
Mission Bon Accueil	**Fonds de solidarité: Sécurité alimentaire**	25 000 $	25 000 $	25 000 $	**25 000 $**	**4 %**
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	**Formation des mobilisateurs-trices du milieu**	30 000 $	35 000 $	35 000 $	**35 000 $**	**100 %**
La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal	**Agriculture urbaine**	35 000 $	30 000 $	30 000 $	**30 000 $**	**60 %**
Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve	**Action pour la nutrition des jeunes et leurs parents**	39 275 $	15 000 $	15 000 $	**15 000 $**	**19 %**

Les soutiens financiers versés depuis 2017 par toute unité d'affaires de la Ville sont présentés en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets contribuent à assurer de saines habitudes alimentaires et des dépannages d'urgence aux populations démunies.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire, en Annexe 2 de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 Présentation au comité exécutif pour approbation de 11 soutiens financiers
Avril 2020 Présentation au conseil d'agglomération pour l'approbation d'un soutien financier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aissata OUEDRAOGO
Agent de recherche

Tél : 5148728849
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-22

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale

Tél : (514) 872-3510
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice du SDIS
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2020-04-03

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ASSOCIATION DES POPOTES ROULANTES DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 1919, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H3J 1H2, agissant et représentée par Mme Huguette Roy, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 13036 4003 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 100647980
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 130364003RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son

utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TRENTE-CINQ MILLE** dollars (**35 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **TRENTE MILLE** dollars (**30 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et

irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

L'ASSOCIATION DES POPOTES ROULANTES Du MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Par : _____
Huguette Roy, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 ……).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



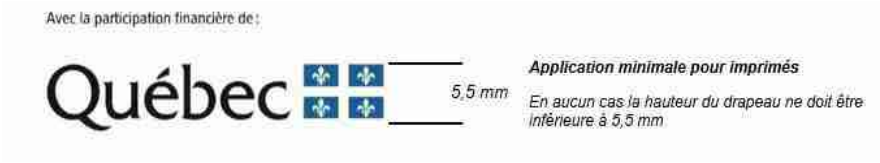
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MISSION BON ACCUEIL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 606, rue de Courcelle, Montréal, Québec, H4C 3L5, agissant et représentée par M. Samuel Watts, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 108195215ET0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006269032DQ0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : NE108195215RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de

COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de

contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **VINGT-CINQ MILLE** dollars (**25 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT MILLE** dollars (**20 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

MISSION BON ACCUEIL

Par : _____
Samuel Watts, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



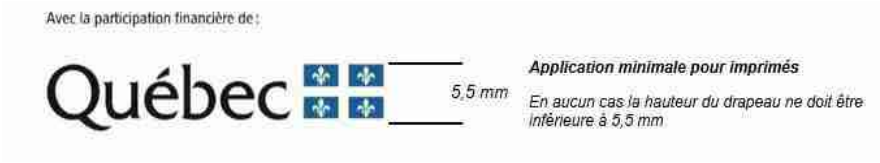
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 5789, rue d'Iberville, Montréal, Québec, H2G 2B8, agissant et représentée par Mme Sylvie Rochette, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S : S. O.
N^{o} d'inscription T.V.Q. : S. O.
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 879578022 RR001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à

l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente

Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de

contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE** dollars (**150 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **CENT VINGT MILLE** dollars (**120 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **TRENTE MILLE** dollars (**30 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et

irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Sylvie Rochette, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



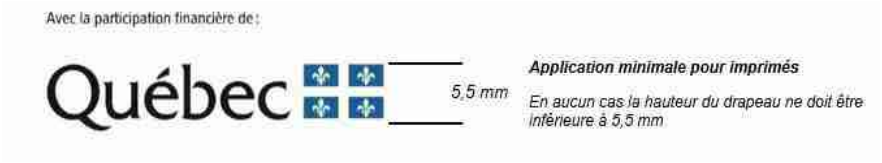
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1605, rue de Champlain, Montréal, Québec, H2L 2S5, agissant et représentée par M. Michel Alexandre Cauchon, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S : S. O.
N^{o} d'inscription T.V.Q. : S. O.
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 1356345170001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de

COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles

que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TRENTE MILLE** dollars (**30 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT-CINQ MILLE** dollars (**25 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC

Par : _____
Michel Alexandre Cauchon, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



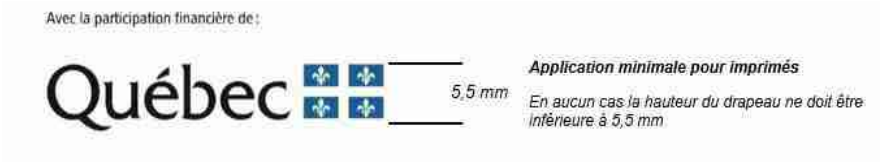
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DISPENSAIRE DIÉTÉTIQUE DE MONTRÉAL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, agissant et représentée par Mme Jackie Demers, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : S. O.
N^{o} d'inscription T.V.Q. : S. O.
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 118885920 RR 0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de

contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **VINGT-CINQ MILLE** dollars (**25 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT MILLE** dollars (**20 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

DISPENSAIRE DIÉTÉTIQUE DE MONTRÉAL

Par : _____
Jackie Demers, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



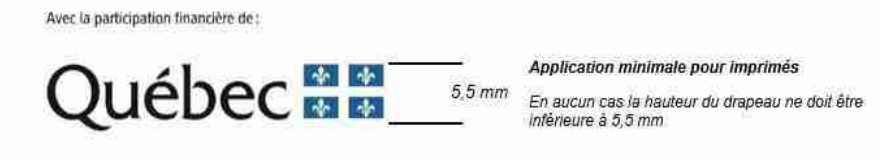
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MOISSON MONTRÉAL INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 6880, chemin de la Côte-de-Liesse, Montréal, Québec, H4T 2A1, agissant et représentée par M. Richard D. Daneau, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 103741757RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006410398
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 103741757RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles

que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLE** dollars (**187 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **CENT CINQUANTE MILLE** dollars (**150 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **TRENTE-SEPT MILLE** dollars (**37 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

MOISSON MONTRÉAL INC.

Par : _____
Richard D. Daneau, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CG20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



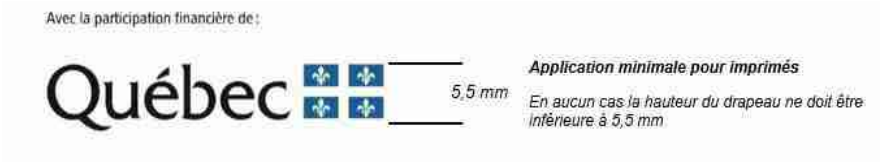
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RÉPIT PROVIDENCE, MAISON HOCHELAGA-MAISONNEUVE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 1855, rue Dézéry, Montréal, Québec, H1W 2S1, agissant et représentée par Mme Isabelle Perrreault, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : N/A
N^{o} d'inscription T.V.Q. : N/A
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 896296563RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles

que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **QUINZE MILLE** dollars (**15 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **DOUZE MILLE** dollars (**12 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **TROIS MILLE** dollars (**3 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

RÉPIT PROVIDENCE, MAISON HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Par : _____
Isabelle Perrault, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



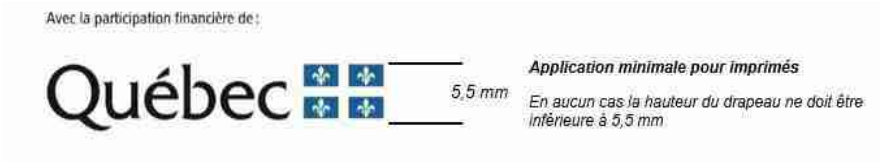
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RESTO PLATEAU**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 4450, rue Saint-Hubert, bureau 235, Montréal, Québec, H2J 2W9, agissant et représentée par Mme Audrey Mougenot, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 134528918
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1013243804
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 134528918RR01

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles

que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **VINGT-TROIS MILLE** dollars (**23 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **QUINZE MILLE** dollars (**15 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **HUIT MILLE** dollars (**8 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

RESTO PLATEAU

Par : _____
Audrey Mougenot, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



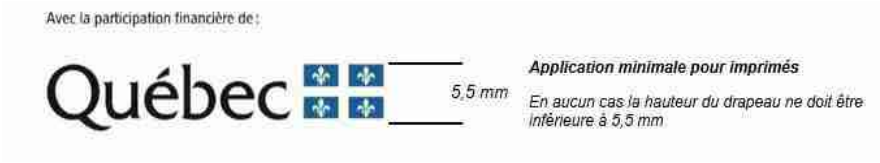
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité d'une *Loi du Québec à caractère public*, ayant sa place d'affaires au 1930, rue de Champlain, Montréal, Québec, H2L 2S8, agissant et représentée par Mme Denise Ouellette, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 107599573RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006002354DQ-0025
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 107599573RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles

que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TRENTE MILLE** dollars (**30 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT-CINQ MILLE** dollars (**25 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

LA SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL

Par : _____
Denise Ouellette, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



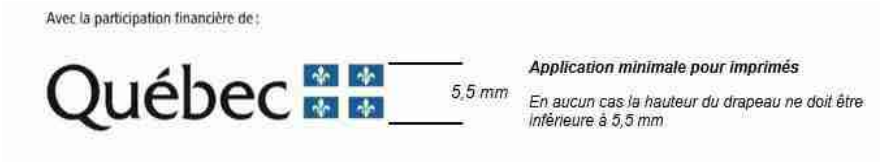
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **JEUNESSE AU SOLEIL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 6700, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2V 4H9, agissant et représentée par Mme Ann St-Arnaud, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : S. O.
N^{o} d'inscription T.V.Q. : S. O.
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 11920 6290 RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles

que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **QUATRE-VINGT-DIX MILLE** dollars (**90 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **SOIXANTE-DOUZE MILLE** dollars (**72 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **DIX-HUIT MILLE** dollars (**18 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

JEUNESSE AU SOLEIL

Par : _____
Ann St-Arnaud, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 ……).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



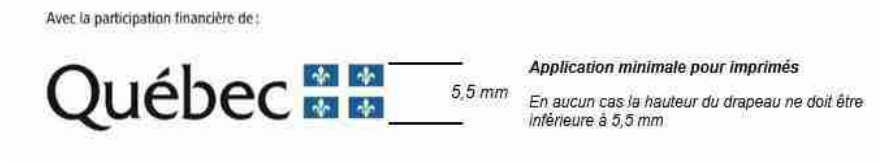
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Révision : Février 2020

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 874 1003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 8605, rue Berri, Montréal, Québec, H2P 2G5, agissant et représentée par M. Jean-Paul Faniel, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 140358516 RT
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1009353956-DQ0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 0925388-09

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme exerce des activités en lien avec la sécurité alimentaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles

que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TRENTE-CINQ MILLE** dollars (**35 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **TRENTE MILLE** dollars (**30 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $) après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2021.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l’Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n’est valide si elle est effectuée sans l’accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l’une ou l’autre des Parties ne peuvent être cédés qu’avec l’accord écrit préalable de l’autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2182, avenue Lincoln, Montréal, Québec, H3H 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Par : _____
Jean-Paul Faniel, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



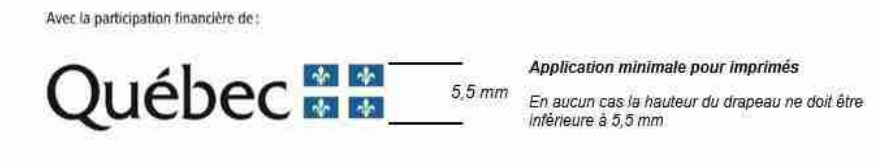
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208741003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 645 000 $ aux 11 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208741003 Sécurité alimentaire MTESS.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1208741002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), en 2020, en trois versements totalisant 100 000 $ par année, pour 2020, 2021 et 2022, afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal » et, « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville -MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à Office municipal d'habitation de Montréal, en 2020, sur trois ans à raison de versement de 100 000 $ par année, pour 2020, 2021 et 2022 afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal », et « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-07 13:15

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208741002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), en 2020, en trois versements totalisant 100 000 $ par année, pour 2020, 2021 et 2022, afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal » et, « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville -MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté

COVID-19
Dans la situation de crise en cours, il est impossible de confirmer si ce.s projet.s aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville en collaboration avec l'Organisme devront s'entendre à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale / Approuver un scénario permettant de ne pas réduire les budgets actuels des arrondissements et des villes liées pour les années 2020, 2021 et 2022 / Approuver l'application d'un seuil minimal de 15 000 $ pour octroyer des fonds aux arrondissements et aux villes liées
CE19 0910 du 5 juin 2019
Approuver un projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) (CE18 2043) afin de prolonger la durée du projet des trois activités pilotes, soit le Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires, les Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyer modique (HLM) de Montréal et la Brigade citoyenne en salubrité, jusqu'au 31 décembre 2019
CE18 2043 du 12 décembre 2018
Accorder un soutien financier de 96 500 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal afin de réaliser un projet de trois activités pilotes, soit le Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires, la Brigade de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal et la Brigade citoyenne en salubrité, pour la pour la période du 13 décembre 2018 au 31 mai 2019, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports
CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023
CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la

gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CG17 0195 du 18 mai 2017

Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194) afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017

CG16 0194 du 24 mars 2016

Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

DESCRIPTION

Pour faire suite à l'engagement de la Ville de Montréal à placer le développement social au coeur de l'évolution durable de la métropole et à l'intégrer à toutes les étapes de décision et de mise en œuvre des diverses activités municipales, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) soutient financièrement, depuis 2019, l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour la mise en place d'un projet de trois activités pilotes au sein de ses ensembles d'habitations à loyer modique (HLM). L'objectif est de tester, à petite échelle, des initiatives visant à répondre à des problématiques exprimées par les locataires et les intervenants de l'OMHM.

Activité : **Brigade de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les HLM de Montréal**

Soutien demandé : **33 190 $/année**

L'objectif principal de cette activité est de créer des mécanismes favorisant les liens sociaux et un dialogue soutenu au sein des HLM pour le développement d'une cohabitation harmonieuse par l'entremise de la création d'une brigade composée de jeunes habitant dans les HLM. Les objectifs spécifiques sont :

1. Promouvoir une nouvelle manière d'aborder les tensions et les conflits dans les HLM
2. Améliorer les relations de voisinage dans les HLM
3. Améliorer le sentiment de sécurité dans les HLM ciblés
4. Permettre aux jeunes médiateurs de développer des compétences et des habiletés transposables sur le marché de l'emploi
5. Diminuer les tensions, les incivilités et le vandalisme en établissant des liens entre les jeunes, les familles et les intervenants communautaires et institutionnels

Activité : **Brigade citoyenne de salubrité**

Soutien demandé : **32 150 $/année**

Inspirée d'une expérience similaire menée dans les HLM de Boston, cette activité propose des pistes de solution à une problématique identifiée par tous les acteurs engagés dans la salubrité des logements (Direction régionale de santé publique, Service de l'habitation, associations de locataires, organismes communautaires et firmes d'extermination) : la préparation des logements. Cette action qui est un maillon nécessaire pour le succès des opérations ne relève de la responsabilité d'aucun des acteurs.

Cette activité pilote vise donc à combler l'absence d'un service du genre en sensibilisant et en outillant les locataires de six habitations aux prises avec des problèmes d'insalubrité. Elle permettra de développer un volet d'aide à la préparation du logement lors d'intervention en

salubrité chez les personnes en situation de vulnérabilité et, en conséquence, en incapacité ponctuelle de le faire seules. Elle comprend, par ailleurs, le développement d'un volet d'employabilité pour les résidents en HLM.

Activité : **Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement social des locataires**
Soutien demandé : **34 660 $/année**
Cette activité pilote vise à systématiser le système d'entraide et de soutien aux associations de locataires en permettant à l'ensemble des comités de locataires d'en bénéficier. Ces dernières se verraient offrir un soutien au plan de la gestion financière et du fonctionnement démocratique.
Pour ce faire, l'OMHM misera sur la mise en place d'un système d'accompagnement géré par un groupe d'au moins trois locataires (par et pour) qui aura pour mission :

- de renforcer le soutien au fonctionnement démocratique des associations de locataires; et,
- de soutenir le développement de nouvelles associations de locataires.

Les associations de locataires sont la forme la plus structurée de la manifestation de la contribution des locataires à l'amélioration de la cohabitation et de la qualité de vie des résidants en HLM. Elles leur permettent aussi de développer leur « pouvoir d'agir » et leur influence dans les milieux de vie.

Ces trois activités répondent aux orientations et aux objectifs suivants de la Politique de développement social :

Axe 1 : Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine

Orientation : Habitation
Objectif : Réduire de manière importante l'insalubrité du parc locatif

Axe 2 : Favoriser la cohésion sociale et la cohabitation harmonieuse

Orientation : Cohabitation harmonieuse
Objectif : Créer des mécanismes favorisant les liens sociaux et un dialogue soutenu entre les personnes et entre les multiples composantes de la communauté montréalaise afin d'assurer la cohabitation harmonieuse

Axe 3 : Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social

Orientation : Participation citoyenne
Objectif : Soutenir et valoriser les individus faisant preuve de solidarité, engagés dans la vie collective et les causes sociales, bénévolement ou d'une autre façon, notamment auprès des organismes communautaires qui répondent aux divers besoins sociaux.

JUSTIFICATION

L'OMHM est un partenaire privilégié de la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur son territoire. Sa mission est d'améliorer les conditions de vie des familles et des personnes à faible revenu en offrant des logements et des services de qualité, tout en favorisant leur pouvoir d'influence et d'action. Le projet de ces trois activités pilotes qui fait l'objet de ce dossier décisionnel répond à des problématiques identifiées par les milieux.
Comme indiqué précédemment, ces activités s'inscrivent dans les objectifs de la Politique de développement social : « Montréal de tous les possibles! ».

COVID-19
Advenant que la situation perdure, il sera nécessaire de revoir le.s projet.s pour le.s ajuster ou le.s adapter.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 300 000 $, est prévu au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération* . Le soutien financier recommandé est en continuité du soutien financier déjà accordé par la Ville pour ces projets et vise la consolidation des actions développées par l'OMHM. La date de début de certains d'entre eux est antérieure à l'adoption de ce dossier par l'instance décisionnelle. Toutefois, un montage financier lui a permis de les démarrer, et ce, afin d'éviter une rupture dans l'offre de service auprès de la clientèle qui en bénéficie.

Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme pour le même projet au cours des dernières années se résume comme suit :

Organisme	**Projet OMHM de trois activités pilotes**	**Soutien accordé**			**Soutien recommandé**	**Versements du soutien**			**% du soutien MTESS / projet global**
		2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2020**	**2021**	**2022**	
Office municipal d'habitation de Montréal	Projet total : activités 1,2 et 3			96 500 $	**300 000 $**	100 000 $	100 000 $	100 000 $	48 %
	Activité 1 : Brigade de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les HLM de Montréal	-	-	(30 000 $)	(99 570 $)	(33 190 $)	(33 190 $)	(33 190 $)	52 **%**
	Activité 2 : Brigade citoyenne de salubrité	-	-	(31 500 $)	(96 450 $)	(32 150 $)	(32 150 $)	(32 150 $)	42 **%**
	Activité 3 : Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement social des locataires	-	-	(35 000 $)	(103 980 $)	(34 660 $)	(34 660 $)	(34 660 $)	50 **%**

Le portrait des soutiens financiers versés par la Ville de Montréal à l'OHMH depuis 2017 est disponible en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les trois activités pilotes de ce projet contribuent, chacune selon ses propres objectifs, à réduire de manière importante l'insalubrité du parc locatif, à favoriser l'insertion socioprofessionnelle des résidents des HLM au marché de l'emploi et à développer une meilleure cohabitation au sein des HLM concernés. De plus, elles encouragent la participation citoyenne des résidents et permettent aux différents acteurs du milieu de s'impliquer.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication, en Annexe 2 au projet de convention

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 Présentation au comité exécutif
Avril 2020 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation
Mars 2022 Fin du projet des trois activités pilotes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aissata OUEDRAOGO
Agent de recherche

Tél : 5148728849
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-22

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale

Tél : (514) 872-3510
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice du SDIS
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2020-04-07

Contributions financières versées depuis 2017

Date du jour ***2020-02-14***

NOM_FOURNISSEUR	(OMHM) OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTREAL
NUMERO_FOURNISSEUR	(Tous)
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	2019	2020	Total général
Dépenses de contributions	(vide)	500 000,00 $	500 000,00 $	375 000,00 $	125 000,00 $	1 500 000,00 $
Total Dépenses de contributions		**500 000,00 $**	**500 000,00 $**	**375 000,00 $**	**125 000,00 $**	**1 500 000,00 $**
Direction générale	CE18 1414		96 000,00 $	24 000,00 $		120 000,00 $
	GDD 1175970005	80 000,00 $				80 000,00 $
	(vide)	64 000,00 $	80 000,00 $			144 000,00 $
	CM19 0428		28 212,29 $	45 250,10 $	2 868,29 $	76 330,68 $
Total Direction générale		**144 000,00 $**	**204 212,29 $**	**69 250,10 $**	**2 868,29 $**	**420 330,68 $**
Diversité sociale et des sports	CE18 2043			86 850,00 $		86 850,00 $
Total Diversité sociale et des sports				**86 850,00 $**		**86 850,00 $**
Infrastructures, voirie et transports	(vide)	228 283,32 $				228 283,32 $
Total Infrastructures, voirie et transports		**228 283,32 $**				**228 283,32 $**
Service de la mise en valeur du territoire	CM13 1134	60 827,16 $				60 827,16 $
	CM150971	32 934,19 $				32 934,19 $
	CM16 1261		537 419,99 $	221 969,62 $		759 389,61 $
	CM16 1261 -CE16	682 055,69 $	119 902,47 $			801 958,16 $
	CM161261	4 686,19 $	3 021,69 $			7 707,88 $
	CM19 1020			624 394,54 $	165 495,11 $	789 889,65 $
Total Service de la mise en valeur du territoire		**780 503,23 $**	**660 344,15 $**	**846 364,16 $**	**165 495,11 $**	**2 452 706,65 $**
Total général		**1 652 786,55 $**	**1 364 556,44 $**	**1 377 464,26 $**	**293 363,40 $**	**4 688 170,65 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

GDD 120 8741 002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la *Loi sur la société d'habitation du Québec* (RLRQ, C. S-8), dont l'adresse principale est au 415, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1H8, agissant et représentée par M. Philippe St-Jacques, directeur général adjoint – Administration et affaires corporatives, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour améliorer les conditions de vie de familles et de personnes à faible revenu, dont les nouveaux arrivants et les minorités visibles, en offrant des logements et des services de qualité, tout en favorisant leur pouvoir d'influence et d'action;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil

d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des

organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TROIS CENT MILLE** dollars (**300 000 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2020 :**

5.2.1.1 une somme maximale de **QUATRE-VINGT-DIX MILLE** dollars (**90 000 $**) dans les (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2 une somme maximale de **DIX MILLE** dollars (**10 000 $**) après la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année **2021** :

5.2.2.1 une somme maximale de **QUATRE-VINGT-DIX MILLE** dollars (**90 000 $**) après la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de **DIX MILLE** dollars (**10 000 $**) après la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année **2022** :

5.2.3.1 une somme maximale de **QUATRE-VINGT-DIX MILLE** dollars (**90 000 $**) après la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de **DIX MILLE** dollars (**10 000 $**) après approbation par le responsable du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2023.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de de **DEUX MILLIONS** de dollars (**2 000 000** $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police.

L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 415, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1H8, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général adjoint – Administration et affaires corporatives. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL

Par : _____
M. Philippe St-Jacques, directeur général adjoint – Administration et affaires corporatives

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CG…….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité

est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



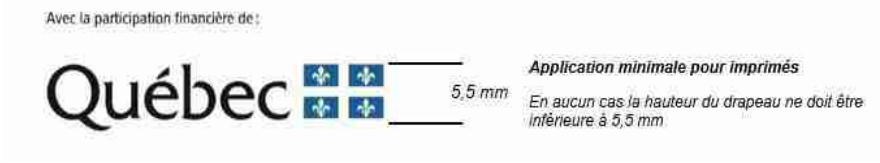
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208741002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), en 2020, en trois versements totalisant 100 000 $ par année, pour 2020, 2021 et 2022, afin de réaliser un projet de trois activités pilotes : « Renforcement de la participation citoyenne et de l'engagement des locataires », « Brigades de médiation jeunes pour l'amélioration de la cohésion sociale dans les habitations à loyers modiques (HLM) de Montréal » et, « Brigade citoyenne en salubrité », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208741002 OMHM MTESS.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-25

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1200191002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie - Dépense totale de 1 055 000 $

Il est recommandé :
- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique;

- d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade;

- d'imputer la dépense totale de 1 055 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-09 12:55

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200191002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie - Dépense totale de 1 055 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19, notamment l'imposition de mesures de distanciation, rendent impossible la réalisation des projets pilotés par des organismes partenaires selon les échéanciers prévus. Dans un premier temps, est soumis aux instances des ajustements à 2 ententes de financement avec autant de partenaires.
Printemps numérique est un organisme à but non lucratif dont la mission est de dynamiser la créativité numérique à Montréal. L'événement principal de l'organisme, intitulé également « Printemps numérique », constitue en une saison d'activités entre le 21 mars et le 21 juin à Montréal.

Le 27 février dernier, le conseil d'agglomération approuvait une contribution financière de 500 000 $ à Printemps numérique pour la mise en place de la semaine numérique *MTL Connecte* en 2020 et 2021 ainsi que pour la réalisation de deux événements *I nt ersection* par année pour les mêmes périodes.

Esplanade est un organisme à but non lucratif qui offre des programmes d'accompagnement, un espace collaboratif, des outils et des réseaux formant un écosystème pour aider les entrepreneurs de sa communauté à développer leurs projets, leurs organisations et ultimement, accroître leur impact social.

Le 28 février 2019, le conseil d'agglomération approuvait une contribution de 555 000 $ à Esplanade afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action pour la période 2019-2021.

Afin d'adapter et permettre la poursuite des activités de ces 2 organismes, le présente dossier propose l'approbation de 2 addenda venant modifier les modalités des ententes de contribution des organismes Printemps numérique et Esplanade.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Pour Printemps numérique :
CG20 0058 - 27 février 2020 - Accorder un soutien financier maximal de 500 000 $ au Printemps numérique pour la mise en place de leur Semaine numérique en 2020 et 2021 ainsi que pour la réalisation de deux événements Intersection par année pour les mêmes périodes

CM19 0156 - 26 février 2019 - Accorder un soutien financier maximal de 250 000 $ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019

CM17 0272 - 28 mars 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 475 000 $ à Printemps numérique pour la mise en œuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et par l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec

CM16 0103 - 25 janvier 2016 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $ à Printemps numérique pour la réalisation de la programmation 2016, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec

Pour Esplanade :

CG19 0070 - 28 février 2019 - Accorder un soutien financier, non récurrent, de 555 000 $ à l'organisme Esplanade, pour une durée de 3 ans (2019 à 2021), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action

CE15 0319 - 25 février 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Esplanade Montréal pour les travaux d'aménagement nécessaires à l'implantation d'un espace de travail collaboratif dédié à l'innovation sociale

DESCRIPTION

Pour Printemps numérique :
Les événements *Intersection* sont maintenus ce printemps mais en mode virtuel. Cela ne requière pas d'ajustement à l'entente. En ce qui concerne la semaine du numérique *MTL Connecte* , Printemps numérique propose de la reporter à l'automne.

MTL Connecte vise à accompagner les innovations et la transformation des entreprises et des communautés. La programmation 2020 s'articulera toujours autour de cinq pavillons thématiques : Ville du Futur, Intelligence artificielle, Internet des objets et 4.0, Cybersécurité et Identité numérique, FinTech et Créativité. Les deux volets, grand public et professionnel, sont maintenus. Le forum international sur la transformation numérique en lien avec les arts et la créativité, ISEA (International Symposium of Electronic Arts), qui s'insère dans le volet professionnel, a également été déplacé à l'automne.

L'addenda 1 à l'entente initiale viendrait reporter l'activité *MTL Connecte* à l'automne 2020 et plus précisément du 13 au 18 octobre 2020. En conséquence, la date limite pour le dépôt de la reddition de compte 2020 que le partenaire doit fournir est reportée au 30 décembre 2020 et des versements à l'Organisme sont reportés suite à l'approbation de l'Addenda et après le dépôt du rapport annuel en 2021.

Pour Esplanade :

L'addenda 1 à la convention initiale concernent particulièrement le recalibrage des activités prévues initialement vers les besoins identifiés par la clientèle de l'Organisme : soutien en réponse à la détresse psychologique, services conseils spécialisés pour préparer la relance, gérer la crise et les ressources humaines. Le tout en mode webinaire au lieu de présentiel (Annexe). Aussi, cette modification au projet a un impact sur les dates de versement de la contribution municipale et sur la date de fin de projet.

JUSTIFICATION

Printemps numérique est désormais un événement phare de l'écosystème du numérique montréalais et même international. L'Organisme a pris l'initiative de trouver des dates plausibles et ainsi reporter MTL Connecte et l'ISEA à l'automne. Le contenu financé par la contribution de la Ville reste ainsi intact.
L'Esplanade est un des rares organismes de soutien mature dédié à l'entrepreneuriat à impact social et à l'innovation sociale. Il dessert une très large communauté d'entrepreneurs à impact, s'adressant tout autant aux entreprises privées à finalité sociale, aux B-Corp et aux entreprises d'économie sociale de l'agglomération montréalaise. L'adaptation des activités de l'Organisme à la réalité vécue par sa clientèle en période de crise lui permettra de pleinement jouer son rôle d'organisme d'accompagnement de l'entrepreneuriat montréalais.

Dans les deux cas, les ajustements aux dates de reddition de compte viendront faciliter les obligations des organismes dans un échéancier serré.

Les deux organismes ont besoin de la contribution financière pour poursuivre leurs activités. Et pour la Ville, il est essentiel que les ententes de contribution lui permette de faire les versements pour des activités qui se dérouleront réellement au moment prévu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour Printemps numérique : aucun changement au montant de la contribution financière prévue de 500 000 $. Seule la répartition annuelle est modifiée :

Année	2020	2021
Contribution	225 000 $	275 000 $

Pour Esplanade : aucun changement au montant total de la contribution financière prévue de 555 000 $. Seule la répartition annuelle est modifié pour les années 2021 et 2022.

Année	2019	2020	2021	2022
Contribution	175 000 $	175 000 $	175 000 $	30 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Poursuite des activités de deux partenaires dont la mission est de stimuler le développement économique de Montréal et ses différents écosystèmes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19, notamment l'impossibilité de tenir des rassemblements, rendent impossible la réalisation des projets des organismes selon les modalités et les échéanciers prévus. Printemps numérique et Esplanade ont proposé de modifier ou de reporter leurs activités pour répondre aux exigences de la situation de distanciation sociale. En conséquence, il est requis de faire des ajustements à ces ententes afin de ne pas pénaliser financièrement ces partenaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Printemps numérique : poursuite de la mise en oeuvre de *MTL Connecte* à l'automne 2020.
Esplanade : poursuite des activités recalibrées afin de soutenir la clientèle de l'organisme dans le contexte de la COVID-19.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200191002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie - Dépense totale de 1 055 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-04-09 Addenda 1 Esplanade.pdf Version finale 2 ADDENDA 1 PN.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division droit contractuel
pour Julie Doyon
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, Droit contractuel

Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
09 AVR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par maître Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution **CG06 0006**;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ESPLANADE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 6750, avenue de l'Esplanade, bureau 102, Montréal, Québec H2V 4M1, agissant et représentée par Pascal Grenier, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 811740794RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1221835294TQ0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également collectivement désignés comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une aide financière de 555 000 $, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG19 0070 en date du 28 février 2019 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme propose un recalibrage des activités prévues initialement pour répondre aux exigences que pose la pandémie et aux besoins identifiés par sa clientèle;

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. L'article 5.2 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« 5.2 Versements

5.2.1 Pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 (ci-après « an I ») :

5.2.1.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 $) dans les trente jours de la signature de la convention;

5.2.2 Pour la période 1er avril 2020 au 31 mars 2021 (ci-après « an II ») :

5.2.2.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 $) dans les trente jours de la remise de la reddition de compte de l'an I à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2022 (ci-après « an III ») :

5.2.3.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 $) dans les trente jours de la remise de la reddition de compte de l'an II à la satisfaction du Responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de TRENTE MILLE dollars (30 000 $) dans les trente jours de la remise de la reddition de compte de l'an III à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

3. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

« ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties. »

4. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 du présent addenda.

5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : :

_____

Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

ESPLANADE

Par :

_____

Pascal Grenier, directeur

Cet addenda 1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2020 (Résolution .....).

ANNEXE 1

PROJET

Le projet se déroule sur cette période :

An I : 1er avril 2019 au 31 mars 2020
An II : 1er avril 2020 au 31 mars 2021
An III : 1e avril 2021 au 31 mars 2022

Les activités revues :

	Convention initiale	Modifications COVID
Programmation	Stabiliser le programme, rémunération des formateurs, déploiement hors les murs, Séries Mini8 et Financement	Initier une nouvelle programmation virtuelle : Reconnecte*
Entrepreneur en résidence	460 heures, stabiliser le programme, coordination	Initier une nouvelle approche d'accompagnement : Reconnecte avec ta nouvelle réalité**
Cohortes Collision	2 cohortes Collision, coordination, coaching et présence dans l'espace physique	Budget d'une cohorte réorienté vers la programmation et le programme entrepreneur en résidence (estimé : 60 K$) Une cohorte Collision orientée sur une approche solutions pour faire face aux enjeux soulevés par le COVID.

Reconnecte*

- **Série Reconnecte avec ta santé** : série de 4 webinaires sur la santé mentale avec des alumni de Impact8;
- **Série Reconnecte avec le futur** : série de 4 webinaires avec les experts des programmes Impact8 pour commencer à repenser le futur de l'entreprise ou du projet (viabilité économique et impact social).

Les séries sont renouvelables selon la durée de la pandémie et de l'attractivité des webinaires.

Reconnecte avec ta nouvelle réalité**

- Accompagnement : group coaching (5 à 6 entreprises) spécifiquement adapté aux besoins remontés comme par exemple : gérer la crise et adapter sa réalité, développer une nouvelle proposition d'affaires, planifier la relance, gréer sa croissance en période de crise, développer et gérer de nouvelles collaborations, etc.;
- Format d'accompagnement allant de 8@16 semaines.

Ajout de coaching individualisé.

ADDENDA 1

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution **CG06 0006**;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRINTEMPS NUMÉRIQUE** personne morale sous l'autorité de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1100, Montréal, Québec H3A 3G5, agissant et représentée par madame Suzanne Gouin, présidente du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également collectivement désignés dans le présent addenda comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde une contribution financière maximale de 500 000 $ à Printemps numérique, pour la mise en place de la semaine du numérique *MTL Connecte* en 2020 et en 2021 ainsi que pour deux événements *Intersection* par année pour les mêmes périodes, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG20 0058 en date du 27 février 2020 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE Printemps numérique a décidé de reporter la semaine du numérique *MTL Connecte* au 13 au 18 octobre 2020 à Montréal afin de respecter les mesures de distanciation sociale prescrites par le gouvernement du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le deuxième alinéa du paragraphe 4.5.1 de l'article 4.5 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

> « Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 30 octobre pour la première année et la période du 1er novembre 2020 au 30 juillet de l'année suivante pour l'année subséquente. »

2. L'article 5.2 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

> « **5.2 Versements**
>
> 5.2.1 Pour l'année 2020 **:**
>
> 5.2.1.1 une somme maximale de DEUX CENT MILLE dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivants la signature du présent l'Addenda 1;

5.2.1.2 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation du bilan de la semaine numérique 2020;

5.2.2 Pour l'année 2021 :

5.2.2.1 une somme maximale de DEUX CENT VINGT CINQ MILLE dollars (225 000 $) dans les trente (30) jours de la réception par la Responsable du rapport annuel des activités 2020, incluant *MTL Connecte* 2020 et les forums *Intersections* 2020, et de l'étude des retombées économiques du Printemps Numérique;

5.2.2.2 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation à la Responsable du bilan de la semaine numérique 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la réception par la Responsable du rapport annuel des activités 2021, incluant *MTL* Connecte 2021 et les forums *Intersections* 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant."

3. L'Annexe 1 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 1 jointe au présent addenda.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PRINTEMPS NUMÉRIQUE

Par : _____
Suzanne Gouin
Présidente du conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …… 2020 (résolution CG20 …..).

ANNEXE 1

PROJET

En 2019, le Printemps numérique (PN) a opéré une réorientation stratégique de son événement annuel menant à la création d'une Semaine de l'intelligence numérique, *MTL Connecte*. À travers cette édition, l'événement s'est décliné en deux volets : Professionnels et les Événements grands publics.

C'est donc sous le chapeau de l'intelligence numérique que l'organisme a repositionné son événement pour mieux valoriser les innovations numériques et accompagner la transformation numérique des organisations.

Une fois de plus, la seconde édition de *MTL Connecte* vise à accompagner les innovations et la transformation des entreprises et des communautés. Elle désire orienter son action autour d'une vision transversale du champ numérique.

En 2020, la programmation s'articulera autour de cinq nouveaux pavillons thématiques : Ville du Futur, Intelligence artificielle, Internet des objets et 4.0, Cybersécurité et Identité numérique, FinTech et Créativité.

L'événement offrira également un volet grand public (parcours extérieurs, spectacles, activités familiales, etc.) et un volet professionnel (conférences, ateliers, rencontres d'affaires, vitrines d'entreprises, etc.). Le volet professionnel de *MTL Connecte* accueillera cette année un forum international sur la transformation numérique en lien avec les arts et la créativité, ISEA.

Si la première édition visait à implanter une vision transversale du numérique par la mise en place de pavillon thématique, la seconde édition visera à attirer des délégations internationales et à élargir sa programmation internationale avec l'accueil d'ISEA2020 comme pavillon de la créativité.

Les prochaines éditions viseront également à favoriser les échanges entre les participants, l'expérimentation et l'hybridation disciplinaire et sectorielle afin de valoriser la mise en commun des idées et développer des partenariats innovants.

Objectifs généraux

- Le transfert d'expertise, l'encouragement de la fertilisation croisée des savoirs et l'émergence de l'innovation;
- Le rayonnement de Montréal, capitale mondiale du numérique;
- La démocratisation des contenus et des enjeux du numérique auprès de publics élargis.

Objectifs spécifiques

1. Renforcer le modèle d'affaire du PN avec l'accroissement du nombre de participants
2. Élargir la programmation et la participation internationale
3. Effectuer un rapprochement entre les établissements d'enseignement et les entreprises
4. Obtenir une meilleure contribution de l'écosystème à la programmation de l'événement et à la curation de contenu
5. Avoir un meilleur taux de participations chez les jeunes, et les femmes qui sont encore largement sous-représentées dans les métiers du numérique.
6. Mettre en place un comité de programmation distinct pour l'accueil des événements internationaux annuels intégrant les différents bailleurs de fonds et intervenants culturels montréalais.
7. Déployer un plan d'échange et de visibilité à l'échelle internationale
8. En 2020, les objectifs d'achalandage sont de 2 800 entrées pour le volet professionnel et de 55 500 visiteurs pour le volet grand public. L'année prochaine, il est prévu d'accroître la fréquentation à 3 900 pour le volet professionnel et à 60 000 pour le volet grand public.

Objectifs et résultats attendus

Finalités	Objectifs	Moyens	Résultats attendus
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE **1. Privilégier les transferts d'expertises, encourager la fertilisation croisée des savoirs et l'émergence de l'innovation**	Répondre au défi de la transition numérique des organisations et accroître le transfert de connaissances et stimuler l'innovation	• Développer une programmation diversifiée permettant d'accompagner le virage numérique des organisations • Générer une forte attraction sur une période stratégique de six jours • Organiser des activités professionnelles de réseautage et d'affaires	• Émergence et consolidation de créneaux d'excellence autour de l'intelligence numérique appliquée dans les divers secteurs d'activités • Accroissement des collaborations et des partenariats entre acteurs d'écosystèmes différents
RAYONNEMENT **2. Mettre en avant la compétitivité économique de Montréal, métropole numérique**	Accroître les échanges entre les milieux de la création, de la recherche et de l'industrie, d'ici et d'ailleurs	• Mobiliser et fédérer les écosystèmes concernés par les transformations numériques • Attirer des partenaires, des investisseurs et des délégations d'ici et d'ailleurs • Proposer des outils pour augmenter les capacités d'exportation et de commercialisation • Stimuler les échanges bilatéraux entre différentes villes et régions du monde	• Exportation, commercialisation et circulation accrues des produits, services et talents • Projection locale, nationale et internationale des acteurs et des réalisations
ACCESSIBILITÉ ET ÉDUCATION **3. Favoriser la démocratisation du numérique**	Développer l'accessibilité aux diverses formes d'innovations numériques	• Sensibiliser et susciter l'intérêt des publics aux cultures numériques par des activités d'éducation et de médiation • Organiser des activités pour accroître la découvrabilité des industries numériques • Tenir des portes ouvertes en entreprise pour faire connaître aux plus jeunes les emplois de ces domaines • Poursuivre les activités de recherche et de documentation des transformations numériques au sein de divers écosystèmes et leur diffusion	• Augmentation de l'intérêt public pour les acteurs, les productions, les impacts et les enjeux du numérique • Accroissement de l'emploi dans les métiers du numérique auprès des plus jeunes, incluant les femmes

Budget récapitulatif

Le tableau récapitulatif suivant présente le sommaire des contributions que le PN prévoit pour la période 2020-2021 :

	2020	**2021**
Contribution de la Ville	250 000$	250 000 $
Autres revenus	360 000 $	410 000 $
Revenus autonomes	492 750 $	666 300 $
Gouvernement du Québec	150 000 $	150 000 $
Total des revenus	1 252 750 $	1 476 300

Par ailleurs, afin d'atteindre ces objectifs, l'Organisme devra :

- Déployer une stratégie de marketing et de promotion avec des objectifs clairs, précis afin de mieux faire connaître l'événement et générer davantage de revenus autonomes;

- Proposer un plan de transition de la structure de son financement de sorte que l'apport du financement public et plus spécifiquement celui de la Ville de Montréal soient annuellement régressifs. Le porteur de projet devra exposer clairement comment il vise diversifier ses revenus et aller chercher d'avantage de revenus du privé.

De plus, compte tenu des objectifs de résultats qu'entend se fixer le SDÉ dans le projet, contribution financière à l'organisme pour la seconde année sera conditionnelle à :

- une reddition de compte de l'édition de 2020 accompagnée d'une étude externe (sur approbation du SDÉ) de l'impact qualitatif et des retombées économiques de *MTL Connecte*. Des indicateurs clairs et réalistes devront être préétablis avec le porteur de projet afin de mesurer à la fois des données liées à la campagne marketing, à l'achalandage et la billetterie, mais également sur la contribution de *MTL Connecte* à l'écosystème entrepreneurial montréalais, le réseau d'acteurs concernés, le transfert d'expertises et l'émergence de l'innovation;

- que PN confirme qu'il accueillera un nouvel événement international en lien avec les thématiques des pavillons à l'instar d'ISEA

- que PN démontre qu'il a atteint les résultats liés aux indicateurs de performance ciblés dans la convention. Les indicateurs de performance devront être distincts de l'événement ISEA (voir annexe de l'analyse du SDÉ).

ÉVALUATION ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

L'évaluation de l'événement reposera en partie sur une collecte de données sur l'achalandage de l'événement tirées d'un décompte systémique dont les données sont vérifiables dès l'année 1 et d'une étude indépendante en 2020 (fournisseur de service au choix du SDÉ).

Il tient lieu de mentionner, que chaque indicateur devra être articulé autour des événements qui sont strictement liés à la Semaine du numérique et ventilé par pavillon. Le porteur de projet devra ventiler les statistiques de chaque pavillon et isoler les statistiques de ISEA afin que l'on puisse évaluer la pertinence d'accueillir un forum international dans le cadre de la semaine numérique.

Les événements grands publics externes ou partenaires ne devront pas figurer dans les statistiques d'achalandage de *MTL Connecte*, car il n'en n'est pas responsable et que la contribution financière de la Ville ne doit pas couvrir le calendrier du Printemps numérique.

Le Profil statistique des participants devra également être granulé par secteurs d'activité, âge et sexe.

Voici les résultats prévus, les indicateurs clés et les mesures de rendement en lien, identifiés par PN.

Résultats prévus	Indicateurs clés	Mesure du rendement
1. Émergence et consolidation de créneaux d'excellence autour de l'intelligence numérique appliquée dans les divers secteurs d'activité	• Nombre de créateurs, d'entrepreneurs, de chercheurs et de gestionnaires participant aux activités professionnelles du PN • Nombre de maillages réalisés • Nombre de technologies présentées dans la ZoneTech • Nombre de participants / visiteurs aux activités grand public • Taux de satisfaction des participants et des partenaires aux différentes activités • Nombre de partenaires de financement publics et privés • Nombre de partenaires de production et de diffusion • Taux de satisfaction, qualité et pertinence des partenariats • Nombre d'utilisateurs des plateformes électroniques	• Tenue des activités - Événements d'ouverture et de clôture - Parcours extérieur - Journées portes ouvertes des entreprises - Vitrine professionnelle / DémoTech - Activités et conférences thématiques - Compétition Game Jam Battle • Décompte des technologies présentées • Décompte des participants • Signatures d'ententes • Questionnaires d'appréciation • Récolte des mentions médiatiques • Outils statistiques • Outils de communication

ÉVALUATION ET INDICATEURS DE PERFORMANCE SUPPLÉMENTAIRES

Le SDE a quant à lui raffiné certains indicateurs de performance à mesurer afin d'analyser le rendement réel de l'événement. Le SDÉ a également identifié de nouveaux indicateurs afin de permettre à l'OBNL de structurer la commercialisation de son événement, avoir une lecture plus fine de sa performance et s'assurer qu'il remplisse ces objectifs.

BILLETTERIE

Nombre de billets vendus

Nombre de billets de faveur

Nombre d'acheteurs uniques

Nombre de nouveaux clients

Panier moyen

Provenance des acheteurs (local, national, international (%))

Activité les plus populaires (%)

MARKETING

Bien identifier les objectifs marketings (améliorer l'adhésion, renforcer la motivation, fidéliser, inciter à l'achat)

Est-ce que les actions répondent à l'objectif visé ?

Ex :

Vous faire connaître à plus grande échelle

Promouvoir vos actions sur le terrain

Mesurer l'engagement de vos participants

Revenu généré par la promotion marketing

Nombre de vues sur les réseaux sociaux

Nombre de visiteurs sur votre page web avant et pendant la semaine numérique

Taux de conversion durant avant et pendant la semaine numérique (nombre de visite vs nombre d'acheteurs

% de visiteurs connus VS nouveaux (Google Analytics)

Notoriété obtenu

Récurrence

Rendement (profitabilité) de la campagne Marketing

Nombre de publications sur chaque réseau

Réactions aux publications (Promoteurs, détracteurs, passifs)

Quels types de contenus sont appréciés et relayés par vos invités ? (Ont-ils cité des conférenciers ? Ont-ils publié des photos d'eux ?

Coût d'acquisition (budget de la campagne/nombre de clients ou ventes effectués)

INFOLETTRE

Courriels d'invitation envoyés

Courriels d'invitation ouverts

Clics sur le courriel d'invitation

Conversion sur votre site internet

Inscriptions

Billets réels vendus _ Billets totaux

SITE INTERNET

Nombre de visiteurs

Taux de conversion de *leads* à clients

Croissance du nombre de *leads*

Objectif hebdomadaire par canal depuis le début du mois

Taux de conversion par canal

Pourcentage de *leads* payés et de *leads* naturels

Leads générés par l'offre

Taux de nouveaux *leads* par page de destination

Taux de clic des *call-to-action*

Mots-clés apportant du trafic

Livrables attendus

Il est donc attendu que le bilan et le rapport de reddition de compte présentent les résultats obtenus par rapport aux objectifs ci-haut mentionnés, en incluant les indicateurs de performance sélectionnés.

Le bilan 2020 de *MTL Connecte* sera à remettre au plus tard **le 15 novembre 2020** pour la première année, et le 30 juillet 2021 la seconde année et comprendra :

- le programme réalisé comprenant la liste des événements du volet grand public et du volet professionnel;
- la programmation détaillée des pavillons thématiques comprenant le nombre de conférenciers, le nombre et la nature des activités tenues et la liste des partenaires pour la réalisation des activités.
- la liste et le nombre d'activités inédites en économie numérique suscitées par la Semaine numérique;
- la stratégie de mise en marché réalisée ainsi que les démarches de promotion effectuées auprès des clientèles ciblées;
- une étude d'achalandage, par volet et par pavillon, tirée d'un décompte systématique dont les données sont vérifiables ainsi que le nombre d'entreprises qui ont participé à l'édition, ventilées par catégorie et par provenance, par sexe et par âge
- la composition du comité de programmation et les mécanismes mis en place pour assurer la qualité et la cohérence de l'événement;
- les statistiques de fréquentation du site web de PN par mois;
- la revue de presse de l'édition 2020-2021.

Les rapports de reddition de comptes pour les années 2020 et 2021 comprendront :

- un bilan de la Semaine numérique, une description des forums #intersection et le rapport de billetterie s'y rapportant;
- les états financiers vérifiés comprenant les états des résultats du projet;
- pour la version 2020, une étude indépendante sur les retombées économiques de *MTL Connecte*, au choix du professionnel du SDÉ.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200191002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie - Dépense totale de 1 055 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1200191002 addenda (Semaine numérique 2020-2021& Esplanade).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgetaire
Tél : 514 872-9366
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1208468003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19/ Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'approuver un contrat de prêt de 40 millions de $ entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19;

2. d'approuver un projet de convention à cet effet;

3. d'approuver la création d'un compte de bilan permettant la réception de la somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-14 13:30

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208468003**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19/ Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2020, le Québec connaît une situation économique exceptionnelle et circonstancielle causée par la pandémie de la COVID-19;

- Cette pandémie et les mesures restrictives afférentes affectent grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;
- Dans ce contexte, le 3 avril 2020, le gouvernement a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19; cette mesure est dotée d'une enveloppe de 150 millions de dollars rendue disponible aux municipalités régionales de comté (MRC) et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises.
- Le programme d'aide octroie à l'Agglomération de Montréal un montant de 40 millions de $ qui vise à soutenir, pour une période limitée, les entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19.

Le présent dossier vise à faire adopter le contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui mettra en place le Programme d'aide financière dans l'Agglomération de Montréal par le biais des six (6) organismes PME MTL qui assureront ainsi son déploiement sur le territoire et la clientèle visées.

Pour rappel, la Ville a constitué le réseau PME MTL en 2015. Celui-ci est composé des six (6) pôles de services suivants :

- PME MTL Centre-Est;
- PME MTL Centre-Ouest;
- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Est-de-l'Île;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Ouest-de-l'Île.

Le réseau PME MTL offre un ensemble de services professionnels et de financements accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale établis sur l'île de Montréal. PME MTL gère également le Fonds jeunes entreprises, le Fonds de développement de l'économie sociale ainsi que le Fonds d'investissement PME MTL.
Enfin, dans le contexte de la crise du COVID-19, le 19 mars dernier, la Ville de Montréal a annoncé ses premières séries de mesures de soutien aux entreprises, soit :

- Le report de l'échéance du 2e versement des taxes municipales pour les entreprises;
- Une aide financière d'urgence de 5 M$ pour soutenir les secteurs économiques les plus fragilisés;
- Un moratoire automatique de 6 mois avec le réseau PME MTL aux entreprises privées et d'économie sociale clientes du réseau;
- De nouveaux outils de communication destinés aux entrepreneurs dans un contexte d'urgence ainsi qu'un service d'accompagnement et de soutien.
- Un appel à l'achat solidaire pour les commerces locaux;
- Un appel de propositions pour la mise en place de solutions techniques d'appui aux entreprises par des organismes de soutien (OBNL).

Le présent dossier s'inscrit dans la suite des mesures d'urgences promulguées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CG19 0157- 28 mars 2019 « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises »
- CG18 0674 – 20 décembre 2018 – Accorder une contribution financière maximale de 17 150 100 $ aux six organismes du réseau PME MTL, pour les années 2019 à 2021, afin de bonifier l'offre de service d'accompagnement dédiés aux entrepreneurs / Approuver les projets de convention à cet effet.
- CE18 1159 – 27 juin 2018 – Approuver le plan d'action en développement économique du territoire 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.
- CE18 1096 – 13 juin 2018 – Approuver le plan d'action en commerce 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.
- CE18 0943 – 30 mai 2018 – Approuver le Plan d'action sur le savoir et le talent 2018-2022.
- CE18 0916 – 23 mai 2018 – Approuver le Plan d'action en innovation sociale 2018-2022.
- CE18 0915 – 23 mai 2018 – Approuver le plan d'action 2018-2022 pour un réseau performant, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.
- CE18 0914 – 23 mai 2018 – Adopter le plan d'action en entrepreneuriat, un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».
- CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.
- CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.
- CG16 0347 – 19 mai 2016 – Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux six (6) organismes PME MTL / Accorder une contribution financière

annuelle totale de 7 761 578,00 $ aux six (6) organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL

DESCRIPTION

Le contrat détermine les conditions et modalités d'un prêt maximal de 40 000 000 $ consenti par le MEI à la Ville de Montréal, pour l'établissement du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre de son Fonds d'investissement PME MTL;
L'objectif du programme est de favoriser l'accès à une aide financière pour les PME afin de maintenir, consolider ou relancer les activités affectées par la pandémie de la COVID-19.

Cette somme sera versée à la Ville sous forme de prêt sans intérêt.

Le MEI procédera à un déboursement équivalent à 100% du prêt dans les 10 jours ouvrables suivant la signature du contrat de prêt.

Le programme vise les PME de tous les secteurs d'activités, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes.

L'aide accordée aux PME prendra la forme d'un prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt appliqué par l'organisme délégataire désigné par la Ville sera de 3 %.

En vue de mieux répondre aux enjeux spécifiques de liquidité des entreprises montréalaises, la Ville de Montréal assumera les intérêts encourus pendant la période de six (6) mois du moratoire qu'autorise le prêt consenti aux entreprises.

La Ville de Montréal confiera à ses organismes délégataires, les six (6) organismes PME MTL, l'octroi et la gestion des aides financières, et ce, en conformité avec les normes du programme définies par le Gouvernement du Québec. Les conditions d'octroi des aides aux entreprises ainsi que les détails de l'aide sont prévus à l'annexe du contrat de prêt. Suite à l'approbation de ce dernier, ces modalités seront aussi intégrées aux ententes de délégation liant les PME MTL à la Ville. Ces ententes modifiées feront l'objet de dossiers décisionnels distincts.

Le contrat de prêt entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et cessera d'avoir effet à la date où les obligations de chacune des parties auront été entièrement exécutées.

Le cadre normatif du programme se termine le 30 avril 2021 et aucun prêt ne pourra être attribué aux entreprises une fois cette date échue.

Les modalités du remboursement du prêt consenti sont détaillées à l'article 4 du contrat de prêt, lequel prévoit un versement a être effectué par la Ville le 31 mars 2030.

JUSTIFICATION

Le programme permet à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d'urgences pour aider les entreprises dans le contexte de la crise du Covid-19, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022, *Accélérer Montréal* et ainsi qu'à l'entente intervenue entre la Ville et le ministre de l'Économie, de la

Science et de l'Innovation relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en œuvre de cette stratégie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme de 40 M$ fera l'objet d'un seul versement reçu en 2020. Le MEI procédera à un déboursement équivalent à 100% du prêt dans les 10 jours ouvrables suivant la signature du contrat de prêt.
Par l'entente, la Ville s'engage à rembourser le montant total du prêt consenti au plus tard le 31 mars 2030. Le prêt est sans intérêt.

La réception de la somme s'inscrit dans la compétence associée au développement local et régional (Centre local de développement). Le présent dossier concerne donc une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec l'économie sociale ainsi qu'en aidant les entreprises œuvrant dans ce secteur à surmonter les effets de la crise liée au Covid-19.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre l'adoption d'un Programme d'aide d'urgence aux PME impactées par la crise du Covid-19 qui s'appliquera à l'ensemble du territoire de l'agglomération.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La non mise en place du programme pourrait affecter négativement la capacité des entreprises montréalaises à reprendre leurs opérations après la crise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en préparation avec la collaboration du Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 :

- Approbation du contrat de prêt;
- Mise en place du mécanisme d'octroi de l'aide d'urgence;
- Préparation des annexes aux ententes de délégation entre la Ville et les 6 PME MTL et répartition des aides financières aux organismes PME MTL;

Mai 2020 :

- Versement des premières aides aux entreprises;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Angelica ALCA PALOMINO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) : / Certification de fonds : ; Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles, Julie Doyon / Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mourtala SALHA-HALADOU
Chef d'équipe

Tél : 514 872-3854
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-08

Johanne CÔTÉ-GALARNEAU
Directeur(trice) - investissement et developpement strategique

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208468003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19/ Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-04-09 - Entente MEI.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division droit contractuel
pour Julie Doyon
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-10

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, Droit contractuel

Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
09 AVR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONTRAT DE PRÊT

ENTRE

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation ici représenté par Mario Limoges, sous-ministre adjoint des Services aux entreprises et affaires territoriales, pour et au nom du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »;

ET

La Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

ci-après appelée la « **Ville de Montréal** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle et circonstancielle causée par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE cette pandémie et les mesures restrictives afférentes affectent grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement met en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE les modalités de la mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 dans le cadre des Fonds locaux d'investissement ont été autorisées le 31 mars 2020;

ATTENDU QU'une enveloppe de 150 millions de dollars est rendue disponible aux municipalités régionales de comté (MRC) et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

Initiales des parties

ARTICLE 1. OBJET

1.1. Le présent contrat a pour objet de déterminer les conditions et les modalités d'un prêt sans intérêt d'un montant de quarante millions de dollars (40 000 000,00 $), consenti par le **MINISTRE** à la **Ville de Montréal**, pour l'établissement du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises dont l'objectif et les modalités sont plus amplement décrits en Annexe. Il prévoit, conformément à l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), ci-après la LCM, les rôles et les responsabilités de la Ville de Montréal dans l'adaptation de ce programme à ses particularités.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DU MINISTRE

Le **MINISTRE** s'engage à :

2.1. verser à la **Ville de Montréal**, un montant maximal de quarante millions de dollars (40 000 000,00 $), selon les modalités suivantes :

a. un versement, au montant de quarante millions de dollars (40 000 000,00 $), équivalent à 100 % du prêt, sera versé à la **Ville de Montréal** dans les 10 jours ouvrables suivant la signature du présent contrat.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS PARTICULIERS DE LA VILLE DE MONTRÉAL

La **Ville de Montréal** s'engage à :

3.1. assurer l'octroi et la gestion des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises conformément au cadre d'intervention décrit à l'Annexe;

3.2. assurer la tenue de registres et livres comptables reliés à la gestion du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises et des aides financières, et ce, suivant une comptabilité distincte;

3.3. assurer, durant les heures normales de travail et suivant un préavis raisonnable, l'accès à l'établissement où sont tenus ces livres et registres pour en permettre l'examen et la vérification par un représentant du **MINISTRE**;

3.4. rendre compte mensuellement d'un état de situation présentant les prêts et garanties de prêts octroyés par entreprise dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises suivant les exigences prescrites et par l'intermédiaire de tout outil mis à sa disposition par le **MINISTRE**;

3.5. rendre compte annuellement, dans les cinq mois suivant la fin de son exercice financier, de la gestion du contrat de prêt et de celle des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises suivant les exigences prescrites et par l'intermédiaire de tout outil mis à sa disposition par le **MINISTRE**;

Initiales des parties

3.6. fournir au **MINISTRE**, sur demande, tout renseignement ou tout document relatif à la gestion du contrat de prêt et des aides financières dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises;

3.7. s'assurer du respect par ses membres des codes d'éthiques et de déontologie dont l'adoption est prévue à la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, chapitre E-15.1.0.1). Lorsque la gestion du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises est confiée à un organisme tiers, cette entité devra se doter de règles de déontologie et d'éthique conforme aux exigences indiquées par la **Ville de Montréal.**

Le fait pour la **Ville de Montréal** de déléguer la gestion du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises à un organisme délégataire au sens de l'article 126.4 de la LCM ne la libère pas des obligations que lui impose la Loi pas plus qu'elle ne la libère de celles auxquelles elle souscrit dans le présent contrat.

ARTICLE 4. DÉROGATION À LA LOI SUR L'INTERDICTION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES

4.1. Lorsque la **Ville de Montréal** accorde une aide en conformité avec les conditions et les modalités du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises prévues au présent contrat, elle peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (RLRQ, chapitre I-15). En tenant compte d'aides financières pouvant provenir d'autres sources, la valeur totale de l'aide financière octroyée en dérogation à cette loi ne peut toutefois pas excéder 150 000 $ à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois, à moins que la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation et le ministre de l'Économie et de l'Innovation n'autorisent conjointement une limite supérieure.

ARTICLE 5. REMBOURSEMENT

5.1. La **Ville de Montréal** s'engage à rembourser le montant total du prêt consenti selon les modalités suivantes :

a. un versement est effectué le 31 mars 2030.

Ce versement est égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté.

Dans la mesure où, le 31 mars 2030, la **Ville de Montréal** ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter en totalité le solde du prêt consenti, ce solde devra être remboursé à la demande du **MINISTRE**.

5.2. Le **MINISTRE** exigera le remboursement des sommes non versées au 30 avril 2021 dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises.

Sous condition d'un déploiement des sommes accordées, le **MINISTRE** pourrait potentiellement radier, à terme, une portion du prêt dans la mesure où celle-ci démontre qu'elle ne pourra pas récupérer les sommes en raison de la fermeture définitive des entreprises aidées.

5.3. La **Ville de Montréal** s'engage à transmettre au **MINISTRE**, au 1er juin de chaque année, l'état des créances irrécouvrables tel qu'établi au 31 décembre de l'année précédente, accompagné de tous les documents justificatifs y afférents. Ces documents seront utilisés par le **MINISTRE** aux fins de la radiation de la dette dans le cas où l'évaluation du portefeuille effectuée en vertu de l'article 5.1 serait inférieure au montant du prêt non encore remboursé à cette date.

5.4. Sous réserve du respect des obligations prévues au présent contrat et d'une saine administration conforme à l'accomplissement de ses obligations, les membres et les administrateurs de la **Ville de Montréal** ne pourront être tenus personnellement responsables d'acquitter en totalité ou en partie le solde du prêt consenti en vertu des présentes.

5.5. Tout remboursement devra être effectué en monnaie ayant cours légal au Canada, entre les mains du **MINISTRE**, à l'adresse indiquée aux présentes ou tout autre endroit que le **MINISTRE** pourra désigner par écrit à la **Ville de Montréal**. Les chèques de remboursement, à l'ordre du ministre des Finances, devront être reçus à l'endroit désigné avant la date d'échéance du remboursement et être encaissables à la date d'échéance.

ARTICLE 6. DURÉE

6.1. Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et cessera d'avoir effet à la date où les obligations de chacune des parties auront été entièrement exécutées.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

La **Ville de Montréal** s'engage à utiliser les actifs du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises aux seules fins de la réalisation des activités de de programme.

Les actifs du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises peuvent également être utilisés pour couvrir les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et pour assumer les frais bancaires du compte du programme.

ARTICLE 8. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les parties conviennent que les communications par écrit entre elles seront adressées comme suit :

Pour le **MINISTRE** :

Louis-Philippe Forget, directeur régional par intérim de Montréal.

Pour la **Ville de Montréal** :

Véronique Doucet, directrice du Service du développement économique de la **Ville de Montréal** ou toute autre personne désignée par la **Ville de Montréal**.

ARTICLE 9. DÉFAUT ET SANCTION

La **Ville de Montréal** est en défaut lorsqu'elle fait défaut d'exécuter les obligations qui lui sont imposées aux termes du présent contrat.

Dans ce dernier cas, le **MINISTRE** transmet à la **Ville de Montréal** un avis de défaut spécifiant le manquement identifié.

Le **MINISTRE** doit donner l'opportunité à la **Ville de Montréal** de remédier au défaut dans un délai raisonnable qu'il précise dans l'*Avis de défaut*.

Si la **Ville de Montréal** ne remédie pas au défaut dans le délai prescrit, le **MINISTRE** peut demander le remboursement total ou partiel du prêt du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises avant l'échéance prévue au contrat de prêt.

INTÉGRALITÉ DU CONTRAT

Le contrat de prêt constitut l'entente intégrale entre les parties.

SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté l'intégralité du contrat.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT CONTRAT, FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

à ....., ce..... jour de..... 2020.

Mario Limoges

sous-ministre adjoint

Services aux entreprises et affaires territoriales

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

à....., ce..... jour de..... 2020.

Me Yves Saindon

Greffier

Initiales des parties

ANNEXE

PROGRAMME AIDE D'URGENCE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

CADRE D'INTERVENTION

1. Objectif

Le programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19. Ce programme s'inscrit dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

2. Clientèles admissibles

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- La production ou distribution d'armes;
- Les jeux de hasard et d'argent, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;
- Toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

Conditions d'admissibilité :

- l'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- l'entreprise ne doit pas être sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- l'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- l'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- l'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19.

3. Projets admissibles

Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.

Le financement porte sur le besoin en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminé sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.

Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidité causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

4. Nature de l'aide accordée

L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3 %.

Un moratoire de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt. Un moratoire additionnel allant jusqu'à 12 mois sur le capital pourra être accordé.

Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.

L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

5. Conditions de versement et de remboursement des aides consenties

Les projets autorisés feront l'objet d'un contrat entre la **Ville de Montréal** et l'entreprise.

Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt, les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

Il établira également les modalités de reddition de comptes de l'entreprise, afin de permettre à la **Ville de Montréal** de répondre à sa reddition de comptes exigée par le **MINISTRE**.

6. Modalités générales du programme

Le cadre normatif du programme se termine le 30 avril 2021.

En conséquence, à compter du 1er mai 2021, les MRC devront cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce programme.

7. Résultats visés

Le programme vise le maintien, consolidation et relance des activités des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208468003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19/ Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Aucune certification de fonds n'est nécessaire car représente un prêt consenti à la Ville, donc aucun déboursé n'est requis de la part de la Ville dans ce dossier.

FICHIERS JOINTS

1208468003 MEI 40M$.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Angelica ALCA PALOMINO
Agent de gestion des ressources financieres

Tél : (514) 872-1738
Co-Auteur
Mohamed Ouali
Préposé au budget
Tél: (514) 872-4254

Nathalie Bouchard
Conseillère en gestion- Finances
514-872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Raoul CYR
Directeur - comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436

Division : Service des finances ,Direction De La Comptabilité Et Des Informations Financières

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1203931001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 200 000 $ à Conseil québécois du commerce de détail pour mettre en oeuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte du COVID-19 / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 200 000 $ à Conseil québécois du commerce de détail pour mettre en oeuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte du COVID-19;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-08 12:00

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203931001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 200 000 $ à Conseil québécois du commerce de détail pour mettre en oeuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte du COVID-19 / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la planification stratégique 2018-2022 et de l'adoption du plan d'action en commerce intitulé « Vivre Montréal », le Service du développement économique (SDÉ) a identifié l'axe 1 «Dynamiser les artères commerciales» comme un des quatre axes prioritaires visant à soutenir les zones commerciales et les commerçants qui font face aux nouvelles réalités et à maintenir le dynamisme commercial qui caractérise Montréal depuis toujours.

Le présent sommaire décisionnel vient répondre à la demande de soutien financier déposée par le Conseil québécois du commerce de détail le 7 avril 2020. La présente demande viserait à mettre en oeuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et viserait l'adoption de plateformes numériques dans le contexte du COVID-19. Ces activités permettraient aux commerçants montréalais de s'ajuster à la situation présente et d'innover dans leurs pratiques d'affaires.

Organisme à but non lucratif, le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) est un partenaire important de la Ville de Montréal dans ses stratégies de mise en valeur et de développement du commerce de détail. Il a notamment été un membre du comité consultatif en commerce qui a été mis sur pied en amont du développement du plan d'action en commerce, Vivre Montréal, dans le cadre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal.

Le présent dossier concerne l'attribution d'une contribution financière non récurrente et maximale de 200 000 $ à Conseil québécois du commerce au détail couvrant l'année 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0393 - 18 mars 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent de 55 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail, dans le cadre d'un partenariat annuel en appui

aux événements « Hop! Le commerce de détail » et « TAG », pour l'année 2020
CE19 0404 - 13 mars 2019 - Accorder une contribution financière non-récurrence de 30 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue de deux événements « Hop! Le Sommet du commerce de détail » et «eCommerce-Québec», pour l'année 2019

CE18 1606 - 3 octobre 2018 - Accorder une contribution financière non-récurrente de 10 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail en appui à la tenue du colloque e-Commerce-Québec qui se tiendra les 4 et 5 octobre 2018 au Palais des congrès de Montréal

CE18 0464 - 21 mars 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent de 20 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) afin d'appuyer la tenue de l'événement « Hop! Le Sommet du commerce de détail » du 20 au 21 mars 2018.

CE17 0547 - 12 avril 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 25 000 $ au Conseil québécois du commerce de détail (CQCD) afin d'appuyer la tenue des événements « Hop! Le sommet du commerce de détail » et « eCommerce-Québec » pour l'année 2017.

CE16 1628 - 12 octobre 2016 - Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme Le Conseil québécois du commerce de détails (CQCD) pour l'organisation de l'événement eCommerce-Québec, les 12 et le 13 octobre 2016, au Palais des congrès de Montréal.

DESCRIPTION

Devant la série de mesures et restrictions déployées par les autorités de santé publique afin de ralentir la propagation de la COVID-19 et de concert avec ses différents partenaires, le Conseil québécois du commerce de détail désire travailler de concert avec la Ville de Montréal et leurs partenaires pour aider les commerçants montréalais à traverser cette crise.
Le projet présenté offrirait à 400 détaillants un soutien technique pour maximiser leurs ventes en ligne pendant la fermeture des commerces en temps de crise ainsi que pour mieux planifier la reprise qui suivra. Inspiré et adapté d'une solution et structure existante qui a fait ses preuves auprès de 1325 détaillants à travers le Québec (dont plus de 300 commerces à Montréal), cette solution peut débuter son déploiement à l'intérieur de 10 jours ouvrables, suivant une entente. Les conseillers disponibles sont familiers avec la réalité québécoise et ils sont prêt à mettre en place des actions concrètes, avec les commerçants de la Ville, en lien avec leur présence Web.

Il est également à noter que le CQCD déploie depuis quelques années un programme d'accompagnement personnalisé aux PME du commerce de détail pour vendre en ligne. Ce programme, déployé en collaboration avec le Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI), a connu beaucoup de succès auprès des établissements accompagnés. C'est pourquoi, dans le contexte de la crise du COVID-19, le CQCD souhaite offrir un accompagnement similaire et condensé. Cet accompagnement viserait plus largement l'accompagnement de commerçants dans leurs efforts d'adoption de technologies numériques, le tout afin de mieux traverser la crise.

Le CQCD propose des séances de travail individuel, à distance, avec un conseiller expert en marketing électronique. Ces séances de travail, présentent l'avantage d'une approche neutre, axée sur les résultats et personnalisée à la réalité propre du commerçant. En plus d'une démarche personnalisée auprès de 400 détaillants le soutien inclurait 4 webinaires ouverts à tous.

Modèle d'accompagnement proposé pour les commerçants de la Ville de Montréal :
- 400 accompagnements personnalisés échelonné sur 2-3 mois
- 4 webinaires ouverts à 150 commerçants pour un total de 600 commerces en 3 mois

Il est à noter que les webinaires et les séances d'accompagnement personnalisé seront menés parallèlement.

JUSTIFICATION

La croissance du secteur commercial montréalais repose en grande partie sur la capacité des commerçants à adapter leur modèle d'affaires afin de tirer pleinement profit des occasions offertes par les applications numériques et le commerce électronique, et ce, tant sur les marchés québécois et montréalais qu'à l'international.
Considérant les transformations profondes auxquelles fait face le secteur du commerce de détail et l'urgence que fait naître la crise du COVID-19, les détaillants doivent adapter leurs pratiques et leurs modèles d'affaires, notamment à la transformation numérique.

Le projet du CQCD vient renforcer l'action « Établir une stratégie de promotion visant à mettre en valeur la qualité et la diversité de l'offre commerciale montréalaise » de l'axe 1 relatif à « Dynamiser les artères commerciales » du plan d'action en commerce.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 200 000 $.

Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

Contribution

2020	**TOTAL**
200 000 $	**200 000,00 $**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques. (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu que cette initiative contribue à la vitalité commerciale montréalaise, celle-ci vise donc à favoriser la qualité des milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permettrait de faciliter l'implantation de pratiques importantes dans la survie des commerces montréalais, particulièrement dans le contexte actuel de crise COVID-9 et du ralentissement économique qui devrait s'ensuivre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette initiative vise spécifiquement à outiller les commerçants montréalais afin de mieux traverser la crise et se préparer à la relance.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation du projet selon les échéanciers convenus dans la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Pierre CHAREST
Commissaire développement économique

Tél : 514 872-3513
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-07

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est le 630 rue Sherbrooke Ouest, bureau 300, Montréal, Québec, H3A 1E4, agissant et représentée par Céline Blanchet, présidente du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 103024857
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006199522

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est un organisme à but non lucratif ayant pour mission de représenter, promouvoir et valoriser le secteur du commerce et de développer des moyens pour favoriser l'avancement de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de la Mise en valeur des pôles économiques de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux cent mille dollars (200 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme trois versements :

- un premier versement au montant de cent dix mille dollars (110 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de soixante-dix mille dollars (70 000 $), dans les trente (30) jours suivant remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable,

- et un troisième versement au montant de vingt-mille dollars (20 000 $), suivant la remise du rapport final à la satisfaction du Responsable et au plus tard le 30 novembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 300 Montréal (Québec) H3A 1E4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente du conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700 rue de la Gauchetière Ouest, 28^{e} étage sud, Montréal, QC, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL

Par : _____
Céline Blanchet, Présidente du conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2020 (Résolution CG 20…….).

ANNEXE 1

PROJET

Devant la série de mesures et restrictions déployées par les autorités de santé publique afin de ralentir la propagation de la COVID-19 et de concert avec ses différents partenaires, le Conseil québécois du commerce de détail (CDCQ) désire aider les détaillants montréalais à traverser cette crise.

Le projet présenté offre à plus de 400 commerçants un soutien technique pour maximiser leurs ventes en ligne pendant la fermeture des commerces en temps de crise. Inspiré et adapté d'une solution et structure existante qui a fait ses preuves auprès de 1325 détaillants à travers le Québec (dont plus de 300 commerces à Montréal), cette solution peut débuter son déploiement à l'intérieur de 10 jours ouvrables, suivant une entente. Les conseillers disponibles sont familiers avec la réalité québécoise et ils sont prêts à mettre en place des actions concrètes, avec les commerçants de la ville, en lien avec leur présence Web.

Le CQCD propose des séances de travail individuel, à distance, avec un conseiller expert en marketing électronique. Ces séances de travail, présentent l'avantage d'une approche neutre, axée sur les résultats et personnalisée à la réalité propre du commerçant. En plus d'une démarche personnalisée auprès de 400 détaillants, le CQCD offrira 4 webinaires ouvert à tous.

Étapes / activités	**Échéanciers**	**Indicateurs**
Accompagnement personnalisé de 400 commerçants (1750 heures)	Avril 2020 à Juillet 2020	Nombre d'heures d'accompagnement Nombre de commerçants Appréciation de l'utilité du coaching déployé
Webinaires (4)	Avril 2020 à Juillet 2020	Nombre de participants aux webinaires Taux de satisfaction suivant la participation à des webinaires

Composantes et livrables du projet

Modèle d'accompagnement proposé pour plus de 400 commerçants de la Ville de Montréal :

- 400 accompagnements personnalisés échelonné sur 2-3 mois
- 4 webinaires ouverts à 150 commerçants pour un total de 600 commerces en 3 mois
- Les webinaires et les séances d'accompagnement personnalisé seront menés parallèlement

Objectifs/résultats attendus

La Ville octroie le financement à l'organisme pour la réalisation du projet décrit, qui permettra d'attendre les résultats suivants :

- Faciliter l'adoption de technologies numériques permettant d'augmenter le volume de ventes en ligne et la productivité des commerces visés
- Renforcer la présence sur le web des commerces du territoire montréalais

Indicateurs de performance

Afin de mesurer la performance et la pertinence de l'offre proposée, nous retiendrons les indicateurs de performance suivants, mesurés tout au long du projet et à la fin des activités :

- Nombre de commerçants accompagnés
- Nombre d'heures de coaching offertes
- Appréciation de l'utilité du coaching déployé
- Nombre de participants aux webinaires
- Taux de satisfaction suivant la participation à des webinaires

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

- .
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Conseil québécois du commerce de détail

Envoi par courriel : louis-pierre.charest@montreal.ca

Montréal, le 7 avril 2020

M. Louis-Pierre Charest, CRHA, MBA
Commissaire au développement économique - Innovation
Direction de l'entrepreneuriat
Service du développement économique
Ville de Montréal

Objet : Demande de contribution financière

Il nous fait plaisir de vous transmettre cette demande de contribution financière entre le CQCD et la Ville de Montréal. L'objectif de la présente entente vise à fournir aux détaillants du commerce de détail de la Ville de Montréal une aide personnalisée et adaptée à la situation actuelle, préparés et distribués par le Conseil québécois du commerce de détail.

La contribution financière demandée pour le Projet Virage telle que définie par la présente représente un coût de 200 000$.

Description du Mandat

Devant la série de mesures et restrictions déployées par les autorités de santé publique afin de ralentir la propagation de la COVID-19 et de concert avec nos différents partenaires, le Conseil québécois du commerce de détail et la Ville de Montréal désirent travailler de concert pour aider les détaillants montréalais à traverser cette crise.

Le projet présenté offre environ **1 750 heures** de soutient techniques pour maximiser leurs ventes en ligne pendant la fermeture des commerces en temps de crise. Inspiré et adapté d'une solution et structure existante qui a fait ses preuves auprès de 1325 détaillants à travers le Québec (dont plus de 300 commerces à Montréal), cette solution peut débuter son déploiement à l'intérieur de 10 jours ouvrables, suivant une entente. La solution proposée est version écourtée du virage numérique. Les conseillers disponibles sont familiers avec la réalité québécoise et ils sont prêts à mettre en place des actions concrètes, avec les commerçants de la ville, en lien avec leur présence Web.

Le CQCD propose des séances de travail individuel, à distance, avec un conseiller expert en marketing électronique. Ces séances de travail présentent l'avantage d'une approche neutre, axée sur les résultats et personnalisée à la réalité propre du commerçant. En plus d'une démarche personnalisée auprès d'environ 400 détaillants, nous offrons 4 webinaires ouverts à tous.

630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 300, Montréal (Québec) H3A 1E4
514 842-6681 / cqcd@cqcd.org / cqcd.org

Conseil québécois du commerce de détail

Modèle d'accompagnement proposé pour les commerçants de la ville de Montréal:

- ± 400 accompagnements personnalisés échelonnés sur 3 mois selon le nombre d'heures d'accompagnements pour un total de 1 750 heures.
- Une estimation de ± 4 heures d'accompagnements, les heures peuvent varier selon le besoin.
- 4 Webinaires ouverts à 150 commerçants pour un total de ±650 commerces en 3 mois.
- Les webinaires et les séances d'accompagnement personnalisé seront menés parallèlement.

**le recrutement des commerçants se fera en collaboration avec différents relayeurs tels que PME Montréal, l'Association des SDC de Montréal, la Ville de Montréal des partenaires privées et le Conseil québécois du commerce de détail dans le but d'optimiser le nombre d'inscription.*

Détail de l'accompagnement personnalisé

Séance de travail individuelle, offerte à distance, avec un expert en marketing électronique qui vise à offrir un accompagnement personnalisé à un commerçant dans la mise en place d'une action concrète pour optimiser sa présence Web.

Critère de qualité: Les commerçants accompagnés doivent répondre aux critères d'éligibilité identifiés par la Ville de Montréal.

Détail des Webinaires (4)

Ces formations à distance proposent à l'auditoire, une marche à suivre pour que les commerçants puissent mettre en place une action concrète pour optimiser leur présence Web.

Critère de qualité: Les sujets abordés doivent être pertinents pour les commerçants ciblés. La formule retenue pour la présentation et la diffusion doit être adaptée pour une audience à distance.

Les sujets seront sélectionnés avec les collaborateurs afin de s'assurer de la pertinence de la présentation.

Conseil québécois du commerce de détail

Responsabilité

Ce projet clé en main sera chapeauté principalement par le CQCD, toutefois le recrutement se fera en collaboration avec les partenaires identifiés par la ville de Montréal et le CQCD.

Équipe du CQCD

- 1 Chargé de projets
- 4 Conseillers numérique
- 1 Agente de communications
- 1 Directrice des communications
- 1 Comptabilité

Infographie :
Le CQCD fournira des visuels pour alimenter la campagne médias sociaux

Les relayeurs potentiels :

- Association des SDC
- PME Montréal
- Dirigeants des SDC
- Ville de Montréal
- Partenaires privées
- Conseil québécois du commerce de détail

Ceux-ci sont invités à partager l'information dans leurs réseaux respectifs.

En résumé

- 244 pages de contenu adapté à la réalité des commerçants québécois (Développé et amélioré durant l'accompagnement de plus de 1325 détaillants de tous les sous-secteurs)
- Des conseillers séniors avec des expertises variées
- Une approche adaptée au travail à distance qui s'applique bien au contexte actuel
- Une démarche personnalisée à chaque commerçant et orientée vers les résultats
- Suivi et mesure des résultats dans le temps afin d'adapter les actions mises en place

Conseil québécois du commerce de détail

Exemple d'interventions à prioriser

Accompagnements :

Amélioration de l'infolettre

- Ouverture d'un compte avec un gestionnaire d'infolettre
- Ajout d'une fenêtre promotionnelle + série de courriels informatisés
- Amélioration et optimisation des infolettres et augmentation de la fréquence

Amélioration de publicités (revenu immédiat)

- Formation sur la création de publicité pour le commerçant
- Création de publicités pour diffusion en ligne
- Formats publicitaires proposés et adaptés pour les clients
  - Publicité de recherche Google Ads
  - Publicité visuelle Google display network
  - Publicité de remarketing avec Google
  - Publicité de remarketing avec Facebook
  - Publicité sur la plateforme Facebook
  - Publicité sur la plateforme Instagram
  - Améliorer les ventes par les médias sociaux
- Conseils pratiques pour la vente à partir des médias sociaux tel que Facebook et Instagram

Amélioration du référencement organique

- Audit de base pour le référencement organique. Les modifications peuvent être effectuées par le commerçant ou le conseiller
- Amélioration ciblée du site pour maximiser les ventes
- Augmentation des visiteurs organiques en améliorant les articles de blogue des commerçants

Webinaires

- Le Blogue
- Le gestionnaire de publicité Facebook
- La publicité payante avec Google AdWords
- Comprendre et utiliser Google Analytics
- Comment utiliser les outils d'analyse SEO
- Comment optimiser une infolettre
- Les stratégies de livraisons

Conseil québécois du commerce de détail

Déclaration des parties

Les deux parties déclarent avoir pris connaissance de la présente entente, en acceptent les termes et conditions et la signent en toute bonne foi.

Durée de l'entente

L'entente entre en vigueur au moment de la signature et se termine le 24 juillet 2020

Paiement

Le paiement du partenariat devra être fait selon les modalités suivantes :

1. 110 000 $ - Mai 2020
2. 70 000$ - Juin 2020
3. 20 000$ - Juillet 2020
4. **200 000$ - Total**

Lieu de l'entente

La présente entente est réputée faite et passée en la ville de Montréal.

En foi de quoi, les parties ont signé la présente entente effectuée en deux exemplaires originaux.

_____ Date : _____

Josée Chiasson
Directrice de la mise en valeur des pôles économiques
Ville de Montréal

_____ Date : _____

Stéphane Drouin
Directeur général
Conseil québécois du commerce de détail (CQCD)

630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 300, Montréal (Québec) H3A 1E4
514 842-6681 / cqcd@cqcd.org / cqcd.org

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203931001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent et maximal de 200 000 $ à Conseil québécois du commerce de détail pour mettre en oeuvre une aide destinée aux commerçants montréalais et visant l'adoption de plateformes numériques dans le contexte du COVID -19 / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1203931001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-07

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgetaire
Tél : 514 872-9366
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1191179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

Il est recommandé :

1. d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) »;
2. d'autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ afin de donner suite au présent dossier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-28 15:40

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191179002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

CONTENU

CONTEXTE

Le projet soumis s'inscrit dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal* . Le Plan d'action en innovation sociale a été approuvé par le comité exécutif le 23 mai 2018. Le Plan d'action table entre autres sur l'accompagnement d'entrepreneurs et innovateurs sociaux. Cet accompagnement regroupe plusieurs activités qui peuvent être réparties en fonction du stade de développement de l'entreprise, de la problématique rencontrée, du type de soutien nécessaire ou d'expertise requise. Soutenir la réalisation de projets métropolitains ou structurants dans toutes les phases de développement et soutenir financièrement les projets immobiliers collectifs figurent parmi les 28 actions du plan d'action.
Le présent dossier concerne de façon spécifique la mise en oeuvre d'un des volets nouveau Programme Accélérer l'investissement durable, soit le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) qui doit être adopté par le conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0916 (23 mai 2018) : approbation du plan d'action en innovation sociale 2018-2022 intitulé « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

DESCRIPTION

Le programme proposé vise spécifiquement à accorder des subventions pour la rénovation intérieure ou extérieure, l'installation ou la modification d'une enseigne, l'agrandissement ou la construction de bâtiments affectés à des activités d'économie sociale visées à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale ainsi que pour les honoraires professionnels qui y sont

directement liés.
Les objectifs poursuivis par le programme sont les suivants :

1. Soutenir les projets immobiliers du secteur de l'économie sociale aux étapes de conception, de planification et de construction
2. Maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets d'économie sociale

Ses principales composantes sont les suivantes :

Subvention pour les travaux effectués sur les bâtiments

- Subvention égale à 40 % du coût des travaux admissibles, calculé avant taxes, sans dépasser 250 000 $.
- Le requérant a jusqu'au 30 juin 2024 pour effectuer les travaux admissibles.

Subvention pour les honoraires professionnels utilisés pour la conception et la réalisation du projet

- Subvention égale à 50 % du coût des honoraires professionnels utilisés pour la conception et la réalisation du projet, calculé avant taxes, mais d'au plus 7.5 % du coût des travaux admissibles sans dépasser 50 000 $.

Les versements de la subvention

- Au début des travaux : un montant équivalant à la subvention afférente aux services professionnels rendus avant la date de début des travaux sur présentation des factures et des preuves de leur acquittement complet ainsi qu'un montant correspondant à 50 % de la subvention afférente au coût estimé des travaux admissibles.
- À la fin des travaux : le montant de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus sur présentation des factures et des preuves de leur acquittement complet, en soustrayant le montant versé au début des travaux.

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement permet de mettre en place les conditions pour le versement des subventions.
Le règlement permettrait à la Ville d'intervenir dans les aspects suivants :

- Contribution au développement de l'économie sociale
- Accélération de l'investissement immobilier des entreprises d'économie sociale
- Pouvoir d'attraction amélioré pour l'implantation de nouvelles entreprises d'économie sociale sur le territoire de l'île de Montréal
- Valorisation du cadre bâti et reconversion de bâtiments anciens ou patrimoniaux

Compte tenu des outils de financement actuellement offerts aux entreprises d'économie sociale, le programme répondrait à un besoin non comblé en matière de financement de leurs projets immobiliers.

De plus, le programme répond à plusieurs principes soutenant l'action municipale en innovation sociale identifiés au Plan d'action en innovation sociale « Tisser Montréal » et aux principaux défis qui y sont considérés, soit :

- L’accès au financement présente souvent des difficultés pour les porteurs d’innovation sociale.
- Faire émerger des solutions concertées, entrepreneuriales et viables, issues des besoins du milieu et de la discussion entre les acteurs.
- Soutenir les processus développant de nouvelles formes d’utilisation des terrains et des bâtiments, mais aussi de nouvelles formes de gouvernance des espaces.
- Allouer des ressources conséquentes pour répondre aux besoins des collectivités et des projets entrepreneuriaux à fort impact social.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ entre 2020 et 2024. La ventilation annuelle des versements et de la provenance des fonds est présentée ci-dessous. Les crédits requis jusqu'au 31 décembre 2021 sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (Entente 150 M$). Au delà du 31 décembre 2021, le financement du programme sera assumé par la prolongation de l'Entente de 150 M$ convenue avec le Gouvernement du Québec à hauteur de 1,6 M$ en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires restantes libérées par le PR@M-Industrie étant donné l'utilisation qui en a été prévue dans le cadre du financement du programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (dossier décisionnel 1181179011) en 2022 et 2024.

ANNÉE	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
BUDGET	500 000 $	900 000 $	1 000 000 $	1 600 000 $	2 000 000 $	**6 000 000 $**
PROVENANCE DES FONDS						
Entente 150 M$	500 000 M$	900 000 M$				1 400 000 $
Disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie			1 000 000 M$		2 000 000 M$	3 000 000 $
Prolongation de l'Entente de 150 M$				1 600 000 M$		1 600 000 $

Le financement du programme par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024 se fera selon les paramètres identifiés ci-dessous. Les disponibilités budgétaires restantes pourront financer d'autres programmes.

ANNÉE	2022	2024
DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES AU PR@M-INDUSTRIE APRÈS DOSSIER 1181179011	**1,022 M$**	**4,135 M$**
UTILISATION EN DÉPENSES D'AGGLOMÉRATION	1,000 M$	2,000 M$
DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES	0,022 M$	2,135 M$

Le financement du programme relève à 100 % de l'agglomération puisqu'il concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet soumis, s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale, s'inscrit aussi dans la continuité du Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable de la Ville de Montréal. De plus, le programme s'inscrit dans le principe qui vise une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter de mai 2020 : Début de la réception des demandes d'admissibilité au programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

Nathalie ARÈS, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-11

Alain MARTEL
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1191179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1191179002 - Règlement subvention économie sociale 13022020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514 872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-13

Annie GERBEAU
Avocate et Chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES AUX BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À FINALITÉ SOCIALE (ACCÉLÉRER L'INVESTISSEMENT DURABLE – ÉCONOMIE SOCIALE)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activité économique à finalité sociale » : une activité économique à finalité sociale visée à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1) à l'exception des activités relatives aux secteurs suivants :

1° habitation communautaire et habitation coopérative;

2° services financiers et d'assurances;

3° mise en œuvre ou gestion de programmes relevant du gouvernement du Québec ou de la Ville de Montréal;

« bâtiment » : un bâtiment ou la partie d'un bâtiment, où est exercée une activité économique à finalité sociale;

« Code » : le Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1., r.2);

« coût des services professionnels » : le coût des services professionnels calculé avant les taxes;

« coût des travaux » : le coût des travaux admissibles calculé avant les taxes;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant;

« entreprise d'économie sociale » : personne morale à but non lucratif ou coopérative exerçant des activités économiques à finalité sociale;

« grand projet » : projet visé par le présent programme de subvention dont le coût des travaux admissibles est supérieur ou égal à 625 000 $;

« locataire » : entreprise d'économie sociale qui occupe un bâtiment en vertu d'un bail afin d'y exercer une activité économique à finalité sociale;

« propriétaire » : entreprise d'économie sociale propriétaire d'un immeuble au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) dans lequel ou dans une partie duquel est exercée une activité économique à finalité sociale;

« rénovations intérieures » : les travaux consistant en de la réparation ou du remplacement des éléments suivants :

1° murs, planchers, plafonds et escaliers;

2° revêtements;

3° électricité et plomberie;

4° dispositifs d'éclairage;

5° systèmes de climatisation, de chauffage et de ventilation;

6° salles de bains;

7° installation d'ascenseurs ou d'autres équipements destinés à la clientèle à mobilité réduite;

8° la réparation, le remplacement ou la modification des ouvertures.

La rénovation intérieure ne comprend pas les travaux consistant en de la réparation ou du remplacement de mobilier ou d'équipement utilisés aux fins de l'exercice des activités du requérant, qu'ils soient immobilisés ou non;

« requérant » : une entreprise d'économie sociale, propriétaire ou locataire d'un bâtiment dont la demande de subvention a été jugée admissible;

« services professionnels » : les services d'ingénierie, d'architecture, de design, de gestion de projet, d'urbanisme, d'archéologie ou d'experts-conseils visant la faisabilité, la planification, la conception ou la réalisation des travaux admissibles;

« travaux admissibles » : travaux de rénovations intérieures ou extérieures, de dégarnissage, d'installation ou de modification d'une enseigne, d'agrandissement ou de construction d'un bâtiment qui ne sont pas visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subventions de la Ville;

« Ville » : Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION

2. Le présent règlement permet la mise en place d'un programme de subventions pour la revitalisation d'un bâtiment où une entreprise d'économie sociale exerce une activité économique à finalité sociale dûment autorisée en vertu des règlements de zonage applicables.

3. Le présent règlement ne s'applique pas à un bâtiment ou à une partie de bâtiment occupé par un organisme professionnel ou un regroupement d'organismes professionnels dont le budget de fonctionnement bénéficie d'un soutien financier de la part du ministère de la Culture et des Communications du Québec, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Conseil des arts de Montréal, du Conseil des arts du Canada ou de la Société de développement des entreprises culturelles et des Archives nationales du Québec.

SECTION III
PRINCIPE GÉNÉRAL

4. Il est octroyé à une entreprise d'économie sociale, propriétaire ou locataire d'un bâtiment, en considération des travaux admissibles effectués sur ce bâtiment et des services professionnels afférents à ces travaux, une subvention en argent.

5. Aucune subvention n'est octroyée pour :

1° des travaux effectués avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 7;

2° des travaux admissibles qui ne sont pas substantiellement achevés le 30 juin 2024.

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

6. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet. La demande doit être présentée au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° si la demande est faite par le propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire du bâtiment visé par la demande, selon l'inscription au registre foncier;

b) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

c) au moins une estimation, ventilée poste par poste, portant sur tous les travaux prévus;

d) lettres patentes de l'entreprise d'économie sociale qui occupe ou occupera le bâtiment;

2° si la demande est faite par le locataire :

a) le contrat de location attestant son statut de locataire d'une partie ou de la totalité du bâtiment visé par la demande;

b) un document attestant que le propriétaire de ce bâtiment consent aux travaux;

c) les documents décrits aux sous-paragraphes b), c) et d) du paragraphe 1°.

Si la demande faite par le propriétaire ou le locataire constitue un grand projet, un avis favorable quant à la faisabilité financière du projet dans un échéancier respectant les délais prévus à l'article 5 doit être fourni par une firme d'experts-conseils spécialisée en structure de financement, en évaluation d'investissement ou en viabilité économique.

7. Dans les 40 jours ouvrables de la réception d'une demande de subvention, conforme à l'article 6, le directeur déclare la demande admissible et en avise le requérant par écrit, en indiquant le coût estimé des travaux admissibles qui sera pris en compte aux fins de la subvention.

8. Un requérant qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible par le directeur, conformément à l'article 7, ne peut pas subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en compensation du coût des travaux admissibles pour ce bâtiment.

SECTION V
MONTANT DE LA SUBVENTION

9. Les montants maximaux de subvention à verser au requérant sont :

1° un montant égal à 50 % du coût réel des services professionnels approuvés par le directeur, mais d'au plus 7,5 % du coût des travaux admissibles, sans dépasser 50 000 $;

2° un montant égal à 40 % du coût réel des travaux admissibles approuvé par le directeur en vertu de l'article 7, sans dépasser 250 000 $.

Lorsque les travaux sont substantiellement achevés, s'il est constaté que le coût réel des travaux dépasse le coût estimé approuvé en vertu de l'article 7, le montant de la subvention est calculé sur la base du coût estimé des travaux admissibles, majoré du pourcentage de dépassement constaté, ce pourcentage ne pouvant excéder 10 %.

SECTION VI
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT

SOUS-SECTION 1
PREMIER VERSEMENT

10. Après que les travaux admissibles aient débuté, le requérant peut présenter une demande de paiement en fournissant au directeur les documents suivants :

1° une copie des factures, des reçus et autres pièces attestant de tous les coûts des services professionnels encourus au moment de la demande et de leur acquittement;

2° une copie de tous les permis requis aux fins du commencement des travaux admissibles.

11. Un montant équivalant à la subvention afférente aux services professionnels rendus avant la date de début des travaux ainsi qu'un montant correspondant à 50 % de la subvention afférente au coût estimé des travaux approuvé, en vertu de l'article 7, sont alors versés au requérant.

SOUS-SECTION 2
SECOND VERSEMENT

12. Lorsque les travaux admissibles sont substantiellement achevés, le requérant présente une demande de paiement en fournissant au directeur les documents suivants :

1° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux admissibles qui n'ont pas été fournis antérieurement;

2° une copie des factures, des reçus et autres pièces attestant de tous les coûts des travaux admissibles et de leur acquittement;

3° une copie des factures, des reçus et autres pièces attestant de tous les coûts des services professionnels et de leur acquittement qui n'ont pas été fournis antérieurement;

4° un certificat d'achèvement substantiel des ouvrages signé par une personne habilitée à ce faire par la loi.

13. Le montant de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus lui est transmis, en soustrayant le montant versé en vertu de l'article 11.

14. Si la subvention afférente aux travaux admissibles est inférieure au montant correspondant à 50 % du coût estimé des travaux approuvé en vertu de l'article 7 et versé en vertu de l'article 11, le requérant doit rembourser le montant de la subvention non utilisé dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

SOUS-SECTION 3
CONDITIONS DE VERSEMENT

15. Si les travaux admissibles ne sont pas substantiellement achevés le 30 juin 2024, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement et il doit rembourser tout montant versé en vertu de l'article 11 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

16. Si, en date du 30 novembre 2024, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu des paragraphes 1°, 2° et 4° de l'article 12, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 11 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

Malgré le premier alinéa du présent article, si le requérant fournit le document requis en vertu du paragraphe 4 de l'article 12, il doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 11 à l'exception de la subvention afférente aux services professionnels rendus dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

17. Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le requérant est en défaut de rendre des travaux visés par le présent règlement conformes au Code de construction et aux exigences réglementaires applicables à ces travaux dans le cas où les travaux admissibles ont été exécutés en dérogation de ces règlements.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés de la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

18. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville par le requérant.

SECTION VII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

19. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection du bâtiment visé par une demande de subvention.

20. Un requérant ne peut s'opposer à une inspection du bâtiment visé par sa demande sous peine de l'annulation de toute subvention. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville.

21. Lorsqu'un bâtiment ou une partie de celui-ci, pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 7 change de propriétaire ou de locataire, le nouveau propriétaire ou le nouveau locataire peut bénéficier des mêmes droits que le requérant initial, à la condition qu'il se conforme aux exigences du présent règlement.

SECTION VIII
DURÉE DU PROGRAMME

22. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° le 31 décembre 2024;

2° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés.

GDD1191179002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1191179002 Règlementation.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1207814001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

La municipalité a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019 à 2023;

- La municipalité doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Il est résolu que :

- La municipalité s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;
- La municipalité s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2023;
- La municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux de l'année 2020 ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la

contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;
- La municipalité s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations qui lui est imposé pour l'ensemble des cinq années du programme;
- La municipalité s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;
- La municipalité atteste par la présente résolution que la programmation de travaux de l'année 2020 ci-jointe comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de coûts des travaux admissibles.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-03-27 14:55

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207814001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées. De nouveaux règlements gouvernementaux concernant la santé publique et l'environnement jumelés à l'état même des infrastructures sont à l'origine de ce gigantesque chantier qui s'échelonnera sur plusieurs années.
Afin d'aider les municipalités à se conformer à ces nouvelles normes et à assurer la pérennité de leurs infrastructures, les gouvernements du Canada et du Québec ont mis en place plusieurs programmes de subventions, dont le Programme de la taxe sur l'essence - contribution du Québec (TECQ).

Le Programme TECQ 2014-2018 a pris fin le 31 décembre 2018. En 2019, les gouvernements du Québec et du Canada ont conjointement convenu de renouveler le programme de subventions TECQ pour les années 2019-2023. Il s'agit d'un nouveau programme de cinq ans qui couvrira les travaux admissibles réalisés entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2023.

La Ville de Montréal recevra une somme de 626 905 173 $ échelonnée en cinq versements annuels égaux de 125 381 035 $. En contrepartie, la Ville de Montréal s'engage à maintenir à 125 $ par habitant par année, le seuil de ses investissements dans d'autres projets d'infrastructures municipales d'eau et d'égout financés à même des sources uniquement municipales, sans subvention d'aucune sorte.

Les travaux admissibles concernent quatre priorités:

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts;
4. la voirie locale (réfection ou amélioration des infrastructures de voirie locale telles que les ouvrages d'art municipaux, rues municipales ou autres routes locales), les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les infrastructures visant le déploiement d'un réseau d'Internet haute vitesse (installation de câble à fibre optique. de tours et serveurs excluant les ordinateurs pour des points d'accès), les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments ainsi que la construction ou la rénovation des bâtiments municipaux et d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

Les règles du programme prescrivent que la ville doit respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a plus de travaux à effectuer dans les priorités 1 à 3, à court terme, avant de réaliser des travaux de la priorité 4. Par ailleurs, comme le programme TECQ 2014 -2018, le programme TECQ 2019-2023 permet à la ville d'utiliser 20 % de son enveloppe dans les priorités de son choix. Ces sommes seront investis dans les travaux de priorités 4 sous la responsabilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Les enveloppes annuelles sont cumulatives si bien que des sommes n'ayant pas été utilisées au cours d'une année peuvent être reportées aux années suivantes jusqu'à la fin du programme, en 2023.

Au programme TECQ 2019-2023, une programmation pour l'année 2019 a été approuvée par le conseil municipal le 18 novembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1213 - 18 novembre 2019 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023), pour l'année 2019, et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) - 1197814001

CM19 0200 - 26 février 2019 - Approuver la programmation révisée des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - 1198020001

CM18 1011 - 21 août 2018 - Adopter une nouvelle résolution pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) / Abroger la résolution CM18 0677- 1188020002

CM18 0677 - 28 mai 2018 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)- 1181158004

CE17 1974 - 20 décembre 2017- Attester de la valeur des travaux admissibles réalisés et prévus en 2017 dans le cadre du programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018)

CG17 0277 - 15 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158003

CM17 0792 - 13 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158004

DESCRIPTION

La programmation TECQ de compétence locale et d'agglomération élaborée pour 2020 se décline comme suit :

- la valeur réelle des travaux réalisés au cours de l'année 2019 est de 91,1 M$ pour les réseaux locaux d'aqueduc et d'égout (priorité 3).
- la valeur prévue des travaux pour l'année 2020 est de 133,8 M$, incluant :

- 76,9 M$ pour les réseaux locaux d'aqueduc et d'égout (priorité 3);
- 1 M$ pour la reconstruction d'une station de pompage des eaux usées (priorité 1);
- 41,7 M$ pour des travaux d'installation d'eau potable (priorité 1);
- 14,1 M$ pour les travaux de voirie locale (priorité 4).

La liste soumise en annexe constitue la programmation TECQ pour l'année 2020.

Cette programmation est la deuxième du programme TECQ 2019-2023.

JUSTIFICATION

Le programme TECQ 2019-2023 exige la présente approbation. De plus, le libellé de la résolution est déterminé par les règles du programme également.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention globale du programme TECQ 2019-2023 allouée à la Ville de Montréal est de 626 905 173 $ sachant que 80 % de l'enveloppe disponible (501,5 M$) seront utilisés pour des projets en lien avec les infrastructures de l'eau de compétence locale ou d'agglomération et 20 % (125,4 M$) pour des projets en voirie de compétence locale. Rappelons que les enveloppes annuelles sont cumulatives si bien que des sommes n'ayant pas été utilisées au cours d'une année peuvent être reportées aux années suivantes jusqu'à la fin du programme, en 2023. Les travaux dans les réseaux locaux et de voirie locale admissibles à la TECQ sont remboursés à 100 %, le seuil d'investissement représentant la contrepartie de la Ville.Le revenu de subvention est estimé à 133,8 M$ pour l'année 2020. Il atteint 224,9 M$ pour les années 2019-2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réclamation de la Ville atteste d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas déposer cette programmation de travaux priverait la ville d'un revenu de subvention estimé à 133,8 M$ pour l'année 2020, et de l'atteinte d'un revenu global de subvention pour les années 2019-2020 de 224,9 M$.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications .

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril/Décembre 2020 - Transmission de la résolution au MAMH;
Avant la fin 2020 - Approbation finale de la programmation de travaux;
Mars 2021 - Versement de l'aide financière associée.
.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 9 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe ANQUEZ
Chargé d'expertise et de pratique - Subventions gouvernementales

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-04

Marie-France WITTY
Chef de division

Tél : 514 280-4264
Télécop. :

Tél : 514-872-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-03-27

Sommaire TECQ 2019-2023 - Programmation 2020

Compétence	Priorité	Réel 2019 ($)	Prévisions 2020 ($)	Total 2019-2020 ($)
Agglo	Priorité 1- Aqueduc		41 719 000	41 719 000
Corpo	Priorité 1 - Égout		1 001 084	1 001 084
	Priorité 3 - Aqueduc	49 597 000	61 927 102	111 524 102
	Priorité 3 - Égout	41 523 000	15 021 687	56 544 687
	Priorité 4 - Voirie		14 149 414	14 149 414
Total TECQ		**91 120 000**	**133 818 287**	**224 938 287**

Sommaire TECQ 2019-2023 - Programmation 2020

Compétence	Priorité	Réel 2019 ($)	Prévisions 2020 ($)	Total 2019-2020 ($)
Agglo	Priorité 1- Aqueduc		41 719 000	41 719 000
Corpo	Priorité 1 - Égout		1 001 084	1 001 084
	Priorité 3 - Aqueduc	49 597 000	61 927 102	111 524 102
	Priorité 3 - Égout	41 523 000	15 021 687	56 544 687
	Priorité 4 - Voirie		14 149 414	14 149 414
Total TECQ		**91 120 000**	**133 818 287**	**224 938 287**

Programmation TECQ 2019-2020 - PRIORITÉ 1 (Par arrondissements)

Priorité	Compétence	Arrondissements	No. Projet Simon	Localisation du tronçon	Prévisions 2020 ($)
Priorité 1 - Égout	**Corpo**	Saint-Laurent	**157177**	Autoroute 13, de Saint-François à Autoroute 40	990 623
			157178	Autoroute 13, de Saint-François à Autoroute 40	10 461
		Total Saint-Laurent			1 001 084
Total Priorité 1 - Égout					**1 001 084**
Priorité 1- Aqueduc	**Agglo**	Multiples	**163416**	Flexibilité centre & ouest zone 6 cond. 1200mm St-Laurent/St-Urbain - TECQ	8 480 000
			170928	Réfection des chambres à grand volume pour la sécurité des accès	1 200 000
			176645	Vincent d'Indy - Mise à niveau travaux phase 1	1 755 000
			176779	McTavish - Mise à niveau Travaux Phase 1	8 000 000
			180006	Maisonneuve&Clark de Melville à Sainte-Catherine-Réhab.cond 350 & 400 mm	1 440 000
			180338	Autoroute Ville-Marie- Ave Atwater & rue Guy -Réfection conduite 84 po	13 922 000
			181508	Intersection Sherbrooke & Champlain, reconst chambre de vannes	3 122 000
			181526	Autoroute Ville-Marie entre Atwater et Guy - Préachats conduite 2100mm	3 800 000
		Total Multiples			41 719 000
Total Priorité 1- Aqueduc					**41 719 000**
Total Priorité 1					**42 720 084**

Programmation TECQ 2019-2020 - PRIORITÉ 3 (Par arrondissements)

Priorité	Arrondissements	Longueur (m)	Réel 2019 ($)	Prévisions 2020 ($)	Total 2019-2020 ($)
Priorité 3 - Aqueduc	Ahuntsic-Cartierville	15 880	5 533 000	10 001 901	15 534 901
	Anjou	1 220	1 419 000	170 731	1 589 731
	Arrondissements multiples	0	9 934 000		9 934 000
	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	9 390	1 549 000	5 458 638	7 007 638
	Lachine	6 819	1 863 000	3 829 688	5 692 688
	LaSalle	4 665	2 344 000	2 204 895	4 548 895
	Le Plateau-Mont-Royal	6 866	6 836 000	1 770 492	8 606 492
	Le Sud-Ouest	6 568	3 037 000	4 332 125	7 369 125
	L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	2 485	352 000	1 042 102	1 394 102
	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	8 375	959 000	6 139 269	7 098 269
	Montréal-Nord	9 620	3 414 000	2 179 280	5 593 280
	Outremont	1 262		675 316	675 316
	Pierrefonds-Roxboro	12 351	753 000	1 724 639	2 477 639
	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	2 421	0	1 261 766	1 261 766
	Rosemont-La Petite-Patrie	3 930	2 798 000	3 595 211	6 393 211
	Saint-Laurent	11 089	2 978 000	5 148 742	8 126 742
	Saint-Léonard	2 556	1 970 000	646 404	2 616 404
	Verdun	2 697	1 870 000	1 299 199	3 169 199
	Ville-Marie	8 549	10 000	7 634 797	7 644 797
	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	11 602	1 978 000	2 811 907	4 789 907
Total Priorité 3 - Aqueduc		**128 345**	**49 597 000**	**61 927 102**	**111 524 102**
Priorité 3 - Égout	Ahuntsic-Cartierville	6 031	3 677 000	1 784 520	5 461 520
	Anjou	153	456 000		456 000
	Arrondissements multiples	0	2 170 000		2 170 000
	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	2 564	1 324 000	456 957	1 780 957
	Lachine	2 833	2 762 000	17 314	2 779 314
	LaSalle	32	9 000		9 000
	Le Plateau-Mont-Royal	6 566	10 974 000	1 481 867	12 455 867
	Le Sud-Ouest	4 195	3 817 000	1 154 542	4 971 542
	L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	1 111	0	257 639	257 639
	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	3 823	550 000	1 555 132	2 105 132
	Montréal-Nord	1 310	615 000	940 016	1 555 016
	Multiples	0	8 000		8 000
	Outremont	1 165	749 000	32 494	781 494
	Pierrefonds-Roxboro	7 549	1 634 000	12 479	1 646 479
	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	3 649	928 000	602 953	1 530 953
	Rosemont-La Petite-Patrie	713	2 443 000	589 938	3 032 938
	Saint-Laurent	1 895	57 000	2 146 553	2 203 553
	Verdun	856	1 283 000	0	1 283 000
	Ville-Marie	5 567	2 787 000	3 790 040	6 577 040
	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	8 375	5 280 000	199 244	5 479 244
Total Priorité 3 - Égout		**58 387**	**41 523 000**	**15 021 687**	**56 544 687**
Total général		**186 732**	**91 120 000**	**76 948 789**	**168 068 789**

PROGRAMMATION TECQ 2019-2023 - PRIORITÉ 4

Compétence	Requérant	N° Projet	Intitulé projet	Arrondissements	N° Sous-projet	Intitulé sous-projet	Description supplémentaire	No Projet SIMON	Subvention prévue TECQ 2019-2023	Dépense réelle 2019	Prévisions 2020	Dépense réelle 2020	Dépense réelle au 31 décembre 2023 (total)	No Dossier
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Lachine Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	1955856029	PCPR 2020 planage/revêtement divs.arrondissements SO458721 - DeSousa		181674	2 647 107		2 647 107		-	1197231081
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Lachine Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	1955856030	PCPR 2020 travaux voirie divs.arrondissements SO458721 - incidences		181675	111 402		111 402		-	1197231081
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Lachine Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	1955861019	PRCPR 2020 planage/revêtement divs.arrondissements SO458721 - De Sousa		181676	735 665		735 665		-	1197231081
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Lachine Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	1955861020	PRCPR 2020 travaux de voirie divs.arrondissements SO458721 - incidences		181677	37 438		37 438		-	1197231081
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Saint-Léonard Anjou Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles Montréal-Nord	1955856031	PCPR 2020 planage/revêtement chaussée divs.arrs. So458722		181764	2 899 438		2 899 438			1207231002
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Saint-Léonard Anjou Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles Montréal-Nord	1955856032	PCPR 2020 planage/revêtement chaussée divs.arrs. so458722 - INCIDENCES		181765	105 010		105 010			1207231002
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Saint-Léonard Anjou Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles Montréal-Nord	1955861021	PRCPR 2020 planage/revêtement chaussée divs.arrs. So458722		181766	1 517 302		1 517 302			1207231002
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Saint-Léonard Anjou Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles Montréal-Nord	1955861022	PRCPR 2020 planage/revêtement chaussée divs.arrs. so458722 -INCIDENCES		181767	62 550		62 550			1207231002
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Ahuntsic - Cartierville Saint-Laurent L'Île-Bizard - Ste-Geneviève Pierrefonds - Roxboro	1955856023	PCPR 2020 planage/revêtement divers arrondissements SO458711		181654	1 647 347		1 647 347			1197231082
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Ahuntsic - Cartierville Saint-Laurent L'Île-Bizard - Ste-Geneviève Pierrefonds - Roxboro	1955856024	PCPR 2020 travaux voirie div. arrondissements SO458711 incidences		181655	87 661		87 661			1197231082
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Ahuntsic - Cartierville Saint-Laurent L'Île-Bizard - Ste-Geneviève Pierrefonds - Roxboro	1955861013	PRCPR 2020 planage/revêtement divs.arrondissements SO458711		181656	1 612 082		1 612 082			1197231082
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilité	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : Ahuntsic - Cartierville Saint-Laurent L'Île-Bizard - Ste-Geneviève Pierrefonds - Roxboro	1955861014	PRCPR 2020 travaux voirie divs.arrondissements SO458711 incidences		181657	85 835		85 835			1197231082

CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilite	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : LaSalle Verdun Sud-Ouest	1955856025	PCPR 2020 planage/revêtement divs.arrondissements SO458712		181659	1 393 220		1 393 220			1207231003
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilite	**55856**	Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : LaSalle Verdun Sud-Ouest	1955856026	PCPR 2020 travaux voirie divs.arrondissements SO458712 - incidences		181660	64 832		64 832			1207231003
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilite	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : LaSalle Verdun Sud-Ouest	1955861015	PRCPR 2020 planage/revêtement divs.arrondissements SO458712		181661	1 092 302		1 092 302			1207231003
CORPO	48 - Urbanisme Et Mobilite	**55861**	Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	Arrondissements multiples : LaSalle Verdun Sud-Ouest	1955861016	PRCPR 2020 travaux voirie divs.arrondissements SO458712 incidences		181662	50 222		50 222			1207231003
TOTAL 2020									**14 149 414**	**-**	**14 149 414**	**-**	**-**	
TOTAL 2021									**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
TOTAL 2022									**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
TOTAL 2023									**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Total							**GRAND-TOTAL**		**-**	**-**	**14 149 414**	**-**	**-**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1206678002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social.

Il est recommandé d'adopter une résolution:

1. désignant les 81 lots du cadastre du Québec (circonscription foncière de Montréal) sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social;
2. mandatant le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-07 19:36

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206678002**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a obtenu, en 2017, le pouvoir d'exercer un droit de préemption sur des immeubles d'intérêt pour les interventions municipales. L'exercice de ce droit demande au préalable que la Ville ait défini, par règlement, les modalités d'exercice de ce droit, et qu'elle identifie, par résolution du conseil, les lots visés par l'exercice de ce droit.

Deux projets de règlement soumis au Conseil d'agglomération ont déjà été adoptés pour permettre le recours au droit de préemption à des fins de développement de logements sociaux : il s'agit d'une part du Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social et, d'autre part, du Règlement intérieur du Conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoir du Conseil d'agglomération au Comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (CG20 0160).

Le présent sommaire décisionnel porte sur un projet de résolution désignant un autre groupe d'immeubles situés entre autres, dans le secteur PDUES Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau et dans l'arrondissement de Ville-Marie sur lesquels le droit de préemption sera exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social.

Cheminant en parallèle au présent sommaire décisionnel, le projet de Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil

d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (sommaire 1206678001) a été soumis aux instances afin de permettre le recours au droit de préemption pour cette nouvelle série de lots.

L'assujettissement de lots au droit de préemption dans des secteurs visés accordera à la Ville une agilité accrue pour intervenir sur le marché et procéder, si opportun, à l'acquisition des immeubles assujettis dans le but de développer des logements sociaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0141 - 26 mars 2020 - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social.

CG20 0160 - 26 mars 2020 - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social et Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social.

CG18 0468 - 23 août 2018- Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

21 septembre 2017 - Adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (Projet de loi 121 modifiant l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal pour y ajouter une sous section traitant du droit de préemption - articles 151.1 à 151.7).

DESCRIPTION

La résolution comporte deux points.

1. La liste d'une nouvelle série de lots supplémentaires de propriétés privées situés à l'intérieur du territoire qui sera assujetti au droit de préemption. Il est à noter qu'en vertu de la loi, seuls les lots de propriétés privées peuvent être assujettis au droit de préemption.

Cette liste vise l'assujettissement de 81 lots ciblés dans les secteurs suivants:

- PDUES Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau (80 lots)
- Ville-Marie (1 lot)

2. L'octroi au Service des Affaires juridiques de la Ville de Montréal du mandat d'entreprendre les procédures requises pour mettre en œuvre le droit de préemption. Cela inclut de notifier un avis d'assujettissement aux propriétaires des lots visés et d'inscrire cet assujettissement au registre foncier du Québec.

L’assujettissement des lots au droit de préemption est valide pour une durée de 10 ans. À l’intérieur des 10 ans, la Ville de Montréal pourra acquérir les terrains visés au moment de leur mise en vente, et sous réserve de respecter les délais prévus au règlement, pourra avoir priorité face à un acheteur qui aura déposé une offre d'achat acceptée par le propriétaire.

À la réception d'un avis d'aliénation d'un immeuble de la part d'un propriétaire d'un lot visé, la Ville n'est pas tenue de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir l'immeuble.

JUSTIFICATION

Un contexte immobilier sous pression

Depuis 2016, Montréal connaît un resserrement de son marché locatif, et ce malgré un gain important dans les mises en chantier locatives. Les taux d’inoccupation sont à leur plus bas depuis les 15 dernières années ; ce qui crée des pressions à la hausse sur les loyers. Ce sont principalement les ménages à faible revenu qui subissent les contrecoups de ce resserrement. Selon les données du recensement de 2016, près de 40 % des 522 140 ménages locataires de l’agglomération sont à faible revenu et 155 000 d’entre eux consacrent plus de 30% de leur revenu pour se loger.

La réponse de Montréal

La Ville s'est dotée d'une Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 pour répondre aux besoins résidentiels diversifiés des collectivités et des citoyens montréalais, notamment ceux à revenu faible et modeste.

L'acquisition d'un droit de préemption pour le développement du logement social s'inscrit dans cette Stratégie. Le recours à ce droit permettra de bonifier la réserve foncière municipale d'immeubles destinés à la réalisation de logements sociaux. Il constitue un complément aux dispositifs déjà en place pour le développement de projets de logements sociaux dans le cadre du programme de subvention AccèsLogis, qui comprennent : les acquisitions négociées directement par les groupes de ressources techniques (GRT), les achats d'immeubles (publics ou privés) effectués par la Ville (Service de la planification et de la gestion immobilière - SGPI), les acquisitions faites dans le cadre de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, ainsi que certaines transactions faites par voie d'expropriation.

Le droit de préempter un immeuble permettra à la Ville d'agir avec une agilité accrue sur le marché de la revente, notamment dans des secteurs où les besoins en logements sociaux sont importants, dans des secteurs où la Ville s’est fixé des objectifs de réalisation en termes de logements sociaux et dans des secteurs en forte croissance. Le droit de préemption permettra alors de viser des secteurs de la Ville où il est ardu d’acquérir des immeubles en raison d’un marché très actif, où la réalisation de logements sociaux par le biais de l’action des GRT ou de l'application de la Stratégie d'inclusion est plus difficile.

Le mécanisme à implanter permettra, sur une période de dix (10) ans après la notification des avis d'assujettissement, d'acquérir des terrains d'intérêt avant qu'ils ne soient cédés à un tiers. Ainsi, la Ville pourra réaliser des transactions immobilières au moment opportun

pour le propriétaire, à la valeur marchande de l'immeuble, et minimiser le recours aux mécanismes d'expropriation qui s'avère onéreux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'assujettissement des lots ciblés au droit de préemption et la notification aux propriétaires d'un tel assujettissement n'impliquent pas de dépenses pour la Ville au-delà des frais administratifs afférents.

Conformément à ce que prévoit la Charte, les immeubles qui seront achetés par la Ville, dans l'exercice du droit de préemption seront acquis à une valeur correspondant au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et un tiers. Chaque transaction fera l'objet d'analyses, par les services compétents, pour établir l'acceptabilité du prix proposé.

L'adoption, en août 2018, du règlement d'emprunt de 50 M $ permettra, le cas échéant, de financer les acquisitions faites suivant le recours au droit de préemption. Ainsi, les sommes prévues au Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 18-029 « Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires », donneront les crédits nécessaires pour procéder à certaines acquisitions stratégiques souhaitées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces acquisitions immobilières permettront de soutenir la mise en œuvre des interventions municipales afin de créer des quartiers conviviaux et assurer une offre suffisante de logements sociaux, un élément important d'une réelle mixité sociale et d'un développement urbain viable et durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de cette résolution permettra d'assujettir au droit de préemption des immeubles avec un potentiel intéressant pour le développement de logements sociaux. Cet outil permettra de favoriser l'atteinte des objectifs de la stratégie de développement de 12000 logements sociaux d'ici 2021.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'impact de la COVID-19 sur le présent dossier est à l'effet de retarder l'envoi des avis d'assujettissement aux propriétaires des lots assujettis. L'envoi reprendra lorsque la situation le permettra.
De plus, si ce sommaire décisionnel n'est pas soumis aux instances compte tenu de la situation liée à la COVID-19, il faudra interrompre le processus d'adoption du sommaire décisionnel 1206678001, qui chemine en parallèle. Ce sommaire prévoit l'adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social, ce qui permet le recours au droit de préemption pour cette nouvelle série de lots.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Modification du règlement de délégation de pouvoir (CG) : mars 2020 et avril 2020 (sommaire 1206678002)
- Résolution désignant les lots à assujettir (CG) : avril 2020
- Rédaction et envoi des avis d'assujettissement : printemps 2020 et été 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre AUGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Audrey BLUTEAU-DESLAURIERS
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-8660
Télécop. : 514-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-02

Isabelle LUSSIER
Chef de division

Tél : 514-872-7909
Télécop. : 514-872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-04-07


Montréal
Service de l'habitation
Immeubles désignés par résolution pour assujettissement au droit de préemption
Fin visée
Logement social
Limites administratives
Service de l'habitation, Ville de Montréal
7 avril 2020
0 1 2 3 km

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206678002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1206678002_Résolution_Lots-Phase 2.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre AUGER
avocat
Tél : 514-872-1436

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-07

Annie GERBEAU
avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division :

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL DÉSIGNANT LES IMMEUBLES SUR LESQUELS LE DROIT DE PRÉEMPTION EST EXERCÉ ET QUI PEUVENT ÊTRE AINSI ACQUIS AUX FINS DE LOGEMENT SOCIAL.

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012), il est résolu :

1. D'assujettir au droit de préemption aux fins de logement social, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1° Dans le PDUES (Plan de développement urbain, économique et social) Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau, les lots:

1 350 800	1 867 958	1 868 885	2 334 548
1 350 841	1 867 962	1 870 109	2 334 549
1 350 848	1 867 965	1 870 110	2 334 552
1 350 851	1 867 968	1 870 111	2 334 553
1 350 852	1 867 969	2 247 870	2 334 585
1 351 132	1 867 976	2 247 872	2 334 586
1 351 133	1 867 983	2 247 873	2 334 587
1 351 136	1 867 987	2 247 874	2 334 588
1 866 568	1 868 016	2 249 691	2 334 589
1 867 464	1 868 017	2 249 734	2 334 590
1 867 505	1 868 724	2 249 773	2 334 619
1 867 506	1 868 728	2 249 774	2 334 638
1 867 555	1 868 733	2 249 775	2 334 745
1 867 558	1 868 744	2 249 812	2 335 567
1 867 755	1 868 747	2 249 813	2 335 569
1 867 845	1 868 758	2 249 816	2 335 572
1 867 885	1 868 774	2 249 825	2 590 264

1 867 902	1 868 775	2 334 493	6 034 617
1 867 916	1 868 811	2 334 495	6 231 659
1 867 917	1 868 830	2 334 501	6 231 660

2° Dans l'arrondissement Ville-Marie, le lot:

Le lot TROIS MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE ET UN MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEPT (3 361 267) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, incluant tous les droits, titres et intérêts de 3476847 Canada inc. ou ses ayants droit, à titre de propriétaire, ainsi que tous les droits, titres et intérêts de 3476847 Canada inc. ou ses ayants droit, à titre d'emphytéote, aux termes des actes 2 401 617, 2 469 275 et 4 129 219. La Ville de Montréal détenant déjà les droits de propriétaire sur certaines parties du lot 3 361 267 du cadastre du Québec.

2. De mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

La présente résolution prend effet à compter de l'entrée en vigueur du Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012).

GDD 1206678002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1205330004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.

Il est recommandé au conseil d'agglomération,
d'adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-08 09:41

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205330004**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil municipal a procédé à la création du comité de vérification le 23 septembre 2003 (CM03 0738). La première Charte du comité a été adoptée par le conseil municipal à son assemblée régulière du 30 mai 2005 (CM05 0357). Depuis, la législation créant l'agglomération de Montréal a créé l'obligation pour Montréal de se doter d'un tel Comité, et ce, en vertu de l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes. Pour donner suite à cette obligation, le conseil d'agglomération a reconnu le Comité de vérification de la Ville de Montréal. Dans ce contexte, la Charte du comité de vérification a été modifiée pour tenir compte des obligations législatives (CG08 0506).
Depuis l'adoption de la première Charte du comité de vérification, à l'exception de la modification pour y prévoir l'ajout des membres représentants les villes reconstituées en réponse à l'obligation législative, une mise à jour a été effectuée en 2010 (CG10 0457) afin notamment de clarifier les liens entre le comité et les conseils.

Actuellement, le comité de vérification élargi de la Ville de Montréal est composé d'au plus 10 membres nommés par le conseil d'agglomération, sur proposition de la mairesse de la Ville de Montréal. La loi prévoit que deux de ces membres doivent être membres du conseil d'agglomération représentant les villes reconstituées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0159 (26 mars 2020) - Adoption du «Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053)» aux fins de fixer une rémunération pour les élu.es qui siègent sur le comité de vérification
CG10 0457 (16 décembre 2010) - Adoption du projet de Charte modifiée du Comité de vérification

CM05 0357 (30 mai 2005) - Adoption de la Charte du comité de vérification

DESCRIPTION

Raisons pour la révision et modification de la charte :

- La charte avait était mise en vigueur en 2005 et modifiée la dernière fois en 2010. Il était nécessaire de la modifier pour prendre en considération l'évolution concernant les normes professionnelles d'audit, les notions de gouvernance et les pratiques à la ville;
- Il était nécessaire de réviser les responsabilités et la portée des travaux du comité. En énonçant plus clairement ces éléments, il est visé d'améliorer la valeur ajoutée de ce Comité, de maintenir son indépendance et d'appuyer sa capacité à réaliser son mandat conformément aux attentes des Conseils.

Des modifications ont été apportées à la majorité des articles de la charte et de ses annexes après consultations avec les intervenants concernés par les travaux du comité. Les modifications les plus significatives sont les suivantes :

- Le mandat du comité (chapitre III) a été modifié afin de préciser les responsabilités en matière d'examen des états financiers annuels de la Ville et du suivi des rapports du Vérificateur général de la Ville, de l'auditeur externe et du Contrôleur général. Les articles du chapitre IV et V portant sur les responsabilités du comité d'audit à l'égard du Vérificateur général et de l'auditeur externe, celles à l'égard du contrôleur ont aussi été modifiés et reflètent ces changements;

- Afin de refléter les normes professionnelles en matière d'audit et du rôle du comité d'audit, les articles de 20 à 27, expriment ainsi la portée des travaux du Comité; le suivi des recommandations d'audit et l'assurance en matière de contrôle interne et gestion des risques;

- Dans plusieurs articles, la charte énonce davantage les interactions avec les parties prenantes concernées par l'audit soit le conseil d'agglomération, le conseil municipal, le vérificateur général, l'auditeur externe, l'inspecteur général, le directeur général, le contrôleur général et le trésorier;

- La charte a aussi été mise à jour concernant des éléments de régie tels que le quorum à l'article 14, la nomination des membres du comité à l'article 3 et la compétence des membres indépendants à l'article 45.

JUSTIFICATION

Ce projet de charte modifiée est le résultat d'un exercice de réflexion qui s'est échelonné sur plusieurs mois et a impliqué plusieurs services et organismes incluant le Service des affaires juridiques de la Ville. Par conséquent, ce projet respecte la législation en vigueur incluant la Loi sur les cités et villes. Dans le contexte actuel et après maintenant 17 ans d'existence, il est tout justifié de proposer des ajustements et précisions à la Charte du comité, et ce, afin d'en accroître son rôle et responsabilité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif 15 avril 2020
Conseil municipal 20 avril 2020
Conseil d'agglomération 23 avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Conseiller en analyse

Tél : (514) 872 8326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-05

Domenico ZAMBITO
Chef de division soutien aux instances

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Tableau comparatif des Chartes du Comité de vérification
En vigueur versus proposée

	Charte en vigueur		**Modifications proposées**
CHAPITRE I DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES			
Article de la charte en vigueur		**Article concordant de la charte modifiée**	
N.a.		1. (2)	*Ajout de* « Comité de sélection » sous comité créé par le Comité de vérification, composé de deux membres conseillers et des membres indépendants siégeant sur le Comité, ayant pour mandat d'évaluer les candidats et de proposer au maire de futurs membres indépendants qui remplaceront les membres indépendants dont le mandat vient à échéance ou pour combler une vacance;
1. (3)	« services non liés à la vérification » : les services offerts par le vérificateur externe de la Ville qui ne sont pas des services de vérification visés à l'article 108.2.1 de la Loi		*Retiré*
1. (8)	« direction » : le directeur général ou le trésorier de la Ville ainsi que leurs représentants.	1. (8)	« direction » : La Direction générale de la Ville de Montréal au sens du *Règlement sur les services.*
CHAPITRE II CONSTITUTION ET ORGANISATION DU COMITÉ			
2.	Est constitué le Comité de vérification de la Ville de Montréal.	2.	Est constitué le Comité de vérification de la Ville de Montréal en conformité à l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes qui est un comité d'audit.
3.	Le Comité est composé d'au plus dix membres. Ils sont nommés par le conseil d'agglomération à la suite d'une proposition du maire de la Ville. Parmi les membres du Comité :	3.	Le Comité est composé d'au plus dix membres. Ils sont nommés par résolution du conseil d'agglomération à la suite d'une proposition du maire de la Ville. Parmi les membres du Comité :

	1° deux doivent être des membres du conseil d'agglomération représentant les municipalités reconstituées; 2° au moins trois doivent être des conseillers de la Ville préalablement désignés par le conseil municipal; 3° au moins deux membres doivent être indépendants et avoir une expérience pertinente à la fonction. Au moins l'un d'eux doit aussi posséder des compétences en vérification ou en finances municipales. Le président du Comité est nommé par le conseil d'agglomération parmi les membres indépendants.		1 au moins trois membres doivent être des conseillers de la Ville préalablement désignés par le conseil municipal; 2 deux membres du comité doivent être des membres du conseil d'agglomération représentant les municipalités reconstituées, ils sont désignés par le conseil d'agglomération; 3 au moins trois membres doivent être indépendants; ces membres indépendants sont proposés par le Comité de sélection et doivent avoir une expérience pertinente à la fonction. Ils doivent posséder des compétences en audit des états financiers, et aussi en audit interne ou en audit de performance. Ils doivent avoir une bonne connaissance en comptabilité et en finances municipales. Un membre du Comité est indépendant s'il n'est pas un élu municipal de la Ville ou d'une municipalité reconstituée de l'agglomération de Montréal et s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Ville, tel que décrit à l'annexe 1; 4 Le président du Comité est nommé par le conseil d'agglomération parmi les membres indépendants; 5 Le secrétaire du Comité de vérification et un représentant désigné par le directeur du Service des ressources humaines, appuient le Comité de sélection dans le processus d'appel de candidature et dans l'organisation de ses travaux;
4.	Un membre du Comité est indépendant s'il n'est pas un élu municipal de la Ville ou d'une municipalité reconstituée de l'agglomération de		*Retiré*

	Montréal et s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Ville. Une relation importante s'entend d'une relation qui, de l'avis du conseil d'agglomération, pourrait raisonnablement entraver l'exercice du jugement indépendant d'un membre. Une personne visée à l'annexe 1 de la présente Charte n'est pas indépendante.		
5	Un membre du Comité possède des compétences en vérification ou en finances municipales s'il est en mesure de lire et de comprendre des états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables dans l'ensemble aux questions dont on peut raisonnablement penser qu'elles seront soulevées par les états financiers de la Ville.		*Retiré*
6	La durée du mandat d'un membre du Comité est établie au moment de sa nomination et ne peut excéder trois ans. Toutefois, pour un membre qui est un conseiller de la Ville ou un membre du conseil d'agglomération, elle ne peut excéder la date prévue pour l'élection générale qui suit sa nomination.	4	La durée du mandat d'un membre du Comité est établie au moment de sa nomination et ne peut excéder trois ans. Toutefois, pour un membre qui est conseiller de la Ville ou membre du conseil d'agglomération, la durée ne peut excéder la date prévue pour l'élection générale qui suit sa nomination. Le mandat d'un membre du Comité peut être renouvelé pour une deuxième période de trois ans par l'approbation du Conseil d'agglomération.
7		5	
8	Sauf lors de l'expiration de son mandat de conseiller de la Ville ou de membre du conseil d'agglomération, un membre du Comité continue d'exercer ses fonctions après le terme du mandat établi lors de sa nomination jusqu'à ce qu'un nouveau membre ait été désigné pour le remplacer.	6	Sauf lors de l'expiration de son mandat de conseiller de la Ville ou de membre du conseil d'agglomération, un membre du Comité continue d'exercer ses fonctions après le terme du mandat établi lors de sa nomination jusqu'à ce qu'un nouveau membre ait été <u>nommé</u> pour le remplacer.

9	Le conseil municipal doit désigner les conseillers visés au paragraphe 2 du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte lors de la première assemblée régulière tenue après une élection générale.	7	Le conseil municipal doit désigner les conseillers visés au paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte lors de la première assemblée régulière tenue après une élection générale.
10	Le conseil d'agglomération doit nommer les membres du Comité lors de la première assemblée régulière tenue après que le conseil municipal ait désigné les conseillers visés au paragraphe 2 du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte.	8	Le conseil d'agglomération doit désigner les membres du Comité lors de la première assemblée régulière tenue après que le conseil municipal ait désigné les conseillers visés au paragraphe 2 du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte.
13	Le conseil d'agglomération peut remplacer un membre du Comité qui a démissionné, a été démis de ses fonctions, est décédé ou est devenu autrement incapable d'agir. Toutefois, lorsque la terminaison du mandat d'un membre du Comité fait en sorte que le nombre minimal des membres prévu aux paragraphes 1° à 3° du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte n'est plus atteint, le conseil d'agglomération nomme son remplaçant dans les 90 jours de la date de la terminaison du mandat. Si le membre à remplacer est visé au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte, le conseil municipal désigne préalablement un conseiller.	11 12	Le conseil d'agglomération peut remplacer un membre du Comité qui a démissionné, a été démis de ses fonctions, est décédé ou est devenu autrement incapable d'agir. Lorsque la terminaison du mandat d'un membre du Comité fait en sorte que le nombre minimal des membres prévu aux paragraphes 1° à 3° de l'article 3 de la présente Charte n'est plus atteint, le conseil d'agglomération nomme son remplaçant dans les 90 jours de la date de la terminaison du mandat. Si le membre à remplacer est visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte, le conseil municipal désigne préalablement un conseiller.
N.a.		13	*Ajout* : Seuls les membres ont droit de vote.

14	Lorsque le Comité est composé de sept membres, le quorum aux réunions du Comité est : 1° de quatre membres, dont au moins trois élus, pour toute question liée à une compétence d'agglomération; 2° de trois membres, dont au moins deux élus, pour toute autre question. Lorsque le Comité est composé de plus de sept membres, le quorum est de 50% du nombre de ses membres, dont au moins trois élus.	14	Le quorum est de 5 membres dont au moins trois élus qui doivent comprendre les deux membres du conseil d'agglomération lorsqu'un vote lié à une compétence d'agglomération est requis.
CHAPITRE III MANDAT DU COMITÉ			
15	Le Comité est l'intermédiaire entre les vérificateurs, général et externe, et les conseils.	15	*Retiré et remplacé par* : Le Comité formule aux conseils des avis sur les demandes, constatations et recommandations du vérificateur général et il informe le vérificateur général des intérêts et préoccupations des conseils sur sa vérification des comptes et affaires de la Ville.
16	Préalablement au dépôt de tout rapport aux conseils ou au maire, y compris leurs rapports ayant trait à la vérification des états financiers de la Ville, les vérificateurs, général et externe, peuvent faire rapport au Comité.	16	*Retiré et remplacé par :* Les travaux du Comité sont basés sur une communication efficace entre le Comité, le vérificateur général, l'auditeur externe, le directeur général, le trésorier et le contrôleur général.
17	Le Comité surveille l'intégralité de l'information financière de la Ville et de sa communication	17	*Retiré et remplacé par :* Le Comité s'assure aussi du suivi de la mise en œuvre des plans d'action en réponse aux recommandations du vérificateur général, de l'auditeur externe et du contrôleur général. Le Comité obtient, de la direction, l'assurance que les processus de contrôles financiers et de gestion des risques en matière d'information

			financière sont efficaces.
18	La fonction de la vérification interne relève du Comité dans la mesure prévue au chapitre V de la présente Charte.	18	*Retiré et remplacé par :* Le Comité examine tout rapport du vérificateur général, de l'auditeur externe ou du contrôleur général, ayant trait au mandat du Comité, y compris les rapports reliés à l'audit des états financiers et les rapports d'audit de performance.
		19	*Ajout :* En ce qui concerne le Rapport des auditeurs indépendants sur l'audit des états financiers consolidés de la Ville, l'auditeur externe et, le cas échéant, le vérificateur général font la présentation au Comité, préalablement à son dépôt aux conseils.
	CHAPITRE IV RESPONSABILITÉS DU COMITÉ À L'ÉGARD DES VÉRIFICATEURS, GÉNÉRAL ET EXTERNE		**CHAPITRE IV** RESPONSABILITÉS DU COMITÉ À L'ÉGARD DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET DE L'AUDITEUR EXTERNE
		20	*Ajout :* **1.** Le Comité suit l'évolution des travaux du vérificateur général et de l'auditeur externe, pour l'audit des états financiers de la Ville et pour émettre le rapport d'audit. En particulier, le Comité: 1° favorise le maintien de liens de communication efficaces entre la direction et les vérificateurs et la réalisation du plan d'audit convenu; 2° étudie pour le bénéfice des conseils tout rapport du vérificateur général, dans la mesure où ce dernier a choisi de participer à l'audit des états financiers, et de l'auditeur externe et s'assure que le travail d'audit a été réalisé selon les normes de vérification généralement reconnues,

			incluant la compréhension des normes de vérification et des responsabilités qui en découlent pour les auditeurs, les compétences et l'expertise des équipes d'audit et l'indépendance des auditeurs; 3° étudie pour le bénéfice des conseils les déclarations de la direction concernant la présentation de l'information financière, les risques d'erreur et de fraude, la pertinence de ses choix en matière de principes comptables et méthodes comptables importantes, ainsi que les jugements et estimations qu'elle a utilisés; 4° examine les états financiers et les documents complémentaires pertinents avec la direction et les vérificateurs en vue de déterminer que les états financiers sont complets et donnent une image fidèle et que les informations présentées sont claires et transparentes; 5° dans le contexte du dépôt des états financiers accompagné des rapports du vérificateur général et de l'auditeur externe au conseil municipal, le Comité fait rapport au conseil municipal de son travail effectué et de ses commentaires à cet égard; 6° examine l'étendue de l'audit effectué par le vérificateur général et l'auditeur externe, et son adéquation à l'égard de l'évaluation des risques. L'examen par le Comité porte notamment sur le plan d'audit, l'approche d'audit, le seuil de signification, les risques identifiés, les discussions y afférentes avec les vérificateurs et le calendrier de réalisation. Le Comité s'assure de l'indépendance du vérificateur général et de

			l'auditeur externe conformément aux normes à cet égard. 7° Prend connaissance des constatations importantes découlant de l'audit des états financiers, du sommaire des anomalies, des déficiences de contrôle interne, des recommandations et fait rapport de ses commentaires et recommandations au conseil municipal et au conseil d'agglomération sur toute question liée à une compétence d'agglomération; 8° s'assure de l'existence d'un processus adéquat de coordination entre les travaux réalisés par le vérificateur général et par l'auditeur externe; 9° rencontre individuellement, à huis clos, au moins annuellement, le vérificateur général et l'auditeur externe, le directeur général, le trésorier et le contrôleur général; 10° considérant la responsabilité du Comité concernant les états financiers consolidés de la Ville, le Comité s'assure d'une communication efficace avec les comités de vérification des organismes municipaux dont les états financiers sont consolidés dans les états financiers de la Ville ; 11° Examine le rapport de l'auditeur externe sur l'audit des comptes du Vérificateur général et formule, au besoin, ses commentaires et recommandations au conseil municipal;
19	Aux fins prévues aux articles 15 à 17, en ce qui a trait au vérificateur général, le Comité:	21	Aux fins du Chapitre III – Mandat du Comité, en ce qui

	1° prend connaissance du budget annuel du vérificateur général et s'assure qu'il respecte les limites prévues à l'article 107.5.7 de la Loi; 2° prend connaissance des mandats confiés au vérificateur général par les conseils en application de l'article 107.12 de la Loi et des moyens administratifs proposés par le vérificateur général pour leur réalisation et en effectue le suivi; 3° prend connaissance de tout rapport du vérificateur général déposé aux conseils ou au maire en vertu de l'un ou l'autre des articles 107.11 à 107.13 de la Loi et en effectue le suivi; 4° informe le vérificateur général des intérêts et préoccupations des conseils ou du Comité à l'égard de la vérification des comptes et affaires de la Ville et des personnes morales sur lesquelles il exerce sa compétence en vertu du paragraphe 2° de l'article 107.7 de la Loi; 5° formule aux conseils des commentaires et recommandations pour permettre au vérificateur général d'effectuer une vérification adéquate des comptes et affaires de la Ville ainsi que des personnes morales sur lesquelles il exerce sa compétence en vertu du paragraphe 2° de l'article 107.7 de la Loi; 6° formule aux conseils des commentaires et recommandations sur les suites données aux		a trait au vérificateur général : 1° le Comité prend connaissance du budget annuel du vérificateur général et s'assure qu'il respecte les limites prévues à l'article 107.5.7 de la Loi; 2° le Comité prend connaissance des mandats confiés au vérificateur général par les conseils en application de l'article 107.12 de la Loi et en effectue le suivi;; 3° informe le vérificateur général des sujets d'intérêts et des préoccupations des conseils ou du Comité à l'égard de la vérification des comptes et affaires de la Ville et des personnes morales sur lesquelles il exerce sa compétence en vertu du paragraphe 2° de l'article 107.7 de la Loi; 4° formule, si jugé nécessaire, aux conseils et au directeur général des commentaires et recommandations pour permettre au vérificateur général d'effectuer une vérification adéquate des comptes et affaires de la Ville ainsi que des personnes morales sur lesquelles il exerce sa compétence en vertu du paragraphe 2° de l'article 107.7 de la Loi; 5° formule aux conseils des commentaires et recommandations sur les suites données aux demandes, constatations et recommandations du vérificateur général; 6° donne son avis aux conseils, à la demande de ceux-ci ou de sa propre initiative, sur l'opportunité d'accorder des crédits supplémentaires au vérificateur général pour la réalisation de ses mandats. Le Comité doit, dans

	demandes, constatations et recommandations du vérificateur général; 7° donne son avis aux conseils, à la demande de ceux-ci ou de sa propre initiative, sur l'opportunité d'accorder des crédits supplémentaires au vérificateur général pour la réalisation de ses mandats. Le Comité doit, dans le cas où une telle demande est requise par un conseil, lui transmettre ses recommandations dans les 45 jours suivant celle-ci; 8° formule au conseil municipal, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, ses recommandations quant à la nomination du vérificateur général. Le Comité doit formuler ses recommandations dans les 45 jours d'une demande à cet effet; 9° recommande au conseil municipal la rémunération du vérificateur général.		le cas où une telle demande est requise par un conseil, lui transmettre ses recommandations dans les 45 jours suivant celle-ci; 7° formule au conseil municipal, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, ses recommandations quant à la nomination du vérificateur général. Le Comité doit formuler ses recommandations dans les 45 jours d'une demande à cet effet; 8° recommande au conseil municipal la rémunération du vérificateur général.
20	Aux fins prévues aux articles 15 à 17, en ce qui a trait au vérificateur externe, le Comité: 1° approuve au préalable tous les services non liés à la vérification que son vérificateur externe doit rendre à la Ville, conformément à l'annexe II de la présente Charte; 2° formule au conseil d'agglomération, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, ses recommandations quant à la désignation d'un vérificateur externe. Le Comité doit formuler ses recommandations dans les 45 jours d'une demande à cet effet;	22	Aux fins du Chapitre III – Mandat du Comité, en ce qui a trait à l'auditeur externe, le Comité: 1° recommande au Service des finances de la Ville l'approbation de tous coûts supplémentaire demandés par l'auditeur externe dans le cadre de la réalisation du mandat d'audit ;

	3° recommande au conseil d'agglomération les honoraires du vérificateur externe.		
21	Le Comité suit l'évolution des travaux des vérificateurs, général et externe, pour établir ou délivrer un rapport de vérification ou rendre d'autres services de vérification, d'examen ou d'attestation, y compris la résolution de désaccords entre la direction et les vérificateurs, général et externe, au sujet de l'information financière.		*Retiré*
22	En particulier, le Comité : 1° favorise le maintien de liens de travail efficaces entre la direction, les vérificateurs, général et externe, ainsi que leur personnel; 2° étudie pour le bénéfice des conseils tout rapport des vérificateurs, général et externe, visé à l'un ou l'autre des articles 107.14, 107.15, 108.2, 108.2.1 et 108.4 de la Loi, s'assure que le travail de vérification a été réalisé selon les normes de vérification généralement reconnues, incluant la compréhension des normes de vérification et des responsabilités qui en découlent pour les vérificateurs, les compétences et l'expertise de l'équipe de vérification et l'indépendance des vérificateurs; 3° étudie pour le bénéfice des conseils les déclarations de la direction concernant la présentation de l'information financière, les risques d'erreur et de fraude, la pertinence de ses choix en matière de principes comptables et conventions comptables critiques, ainsi que les jugements et estimations qu'elle a utilisés;		*Retiré*

	4° examine les états financiers, les rapports de gestion et les communiqués concernant les résultats annuels et intermédiaires avec la direction et les vérificateurs en vue de déterminer que les états financiers sont complets et donnent une image fidèle et que les informations présentées sont claires et transparentes; 5° recommande au comité exécutif le dépôt des états financiers accompagné du rapport des vérificateurs au conseil; 6° examine l'étendue de la vérification effectuée par les vérificateurs, général et externe, et son adéquation à l'égard de l'évaluation des risques d'affaires, incluant l'examen du plan de vérification, les discussions afférentes avec les vérificateurs et la répartition des tâches avec le personnel de la Ville et le calendrier de réalisation; 7° étudie le rapport annuel portant sur les travaux de vérification des états financiers des vérificateurs, général et externe, et le résultat de leur évaluation du système de contrôle interne; 8° s'assure de l'existence de processus adéquats de coordination entre les travaux de vérification interne et ceux réalisés par les vérificateurs, général et externe; 9° rencontre individuellement, à huis clos, au moins annuellement, le directeur général, le trésorier, ainsi que les vérificateurs, général et externe;		

	10° examine les activités et le plan de travail annuel des comités de vérification des organismes sur lesquels le vérificateur général exerce sa compétence en vertu du paragraphe 2 de l'article 107.7 de la Loi.		
	CHAPITRE V RESPONSABILITÉS DU COMITÉ À L'ÉGARD DU CONTRÔLEUR ET DE LA VÉRIFICATION INTERNE		**CHAPITRE V** RESPONSABILITÉS DU COMITÉ À L'ÉGARD DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL
23	Le Comité participe au processus de sélection du titulaire du poste de contrôleur et en recommande la nomination au directeur général de la Ville.		*Retiré*
24	Le Comité revoit et approuve les orientations du contrôleur et en effectue le suivi, notamment pour s'assurer du bon fonctionnement des activités relatives à la vérification interne au sein de la Ville. À cette fin, le Comité : 1° approuve le plan de travail et le calendrier des travaux du contrôleur, notamment ceux relatifs à la vérification interne; 2° prend connaissance du rapport portant sur le résultat des travaux du contrôleur, notamment ceux relatifs à la vérification interne, et formule à la direction générale des commentaires et des recommandations afin d'en assurer le suivi; 3° quand il l'estime nécessaire, mais au moins une fois par année, invite le contrôleur à le	23 24	*Retiré et remplacé par :* Le Comité examine les orientations et les plans de travail du contrôleur général concernant notamment la gestion et l'évaluation des risques, la gestion et l'évaluation des contrôles et le suivi des plans d'action de la direction en réponse aux recommandations du vérificateur général; Le Comité prend connaissance des rapports résultants des travaux du contrôleur à l'égard des sujets mentionnés à l'article précédent incluant les rapports d'audit réalisé par le contrôleur général. Le Comité s'assure d'un suivi approprié des recommandations de ces rapports d'audit et des plans d'action de la direction y afférent

	rencontrer à huis clos. Le contrôleur peut solliciter une rencontre du Comité lorsqu'il la juge appropriée. Le Comité prend connaissance du budget annuel alloué au contrôleur et formule aux conseils des commentaires et des recommandations sur tout écart, entre les crédits accordés et le plan de travail approuvé, notamment, sur tout écart susceptible de nuire à la réalisation des aspects de ce plan relatifs à la vérification interne.		
CHAPITRE VI AUTRES RESPONSABILITÉS DU COMITÉ			
25	**2.** Le Comité : 1° s'assure de l'établissement par la direction d'un processus continu de gestion des risques et de sa capacité à repérer et évaluer l'incidence et la probabilité des risques d'affaires y compris les risques de non-conformité aux lois et règlements applicables à la Ville; 2° s'assure de la définition, par la direction, des responsabilités et obligations quant aux objectifs et aux risques afin que les autorités municipales responsables puissent agir; 3° s'assure de l'établissement, par la direction, d'un système efficace de contrôles internes incluant la surveillance de l'environnement de contrôle et les discussions afférentes avec la direction et	25	**3.** Le Comité : 1° s'assure de l'établissement par la direction d'un processus continu de gestion des risques et de sa capacité à repérer et évaluer l'incidence et la probabilité des risques d'affaires y compris les risques de non-conformité aux lois et règlements applicables à la Ville; 2° s'assure de l'établissement, par la direction, d'un système efficace de contrôles internes incluant la surveillance de l'environnement de contrôle et les discussions afférentes avec la direction et le vérificateur général, de l'auditeur externe et le contrôleur général. 3° examine au moins annuellement les rapports de la direction en matière de gestion des risques et de contrôles internes, et effectue un suivi notamment à l'égard des faiblesses et recommandations soulevées.

	les vérificateurs,le vérificateur général et , de l'auditeur externe et le contrôleur général.		
26	Le Comité exerce tout autre mandat spécial que pourraient lui confier les conseils. À cette fin le Comité : 1° peut retenir les services de professionnels ou de tout autre conseiller qu'il juge nécessaire aux fins de l'exécution du mandat spécial, conformément aux règles applicables à la Ville en matière d'octroi de contrat; 2° peut retenir les services du vérificateur général afin de faire accomplir un mandat spécial que lui aurait confié un conseil, sous réserve de son acceptation; 3° formule des commentaires et recommandations suite à l'exécution de tout mandat spécial qui lui aurait été confié par un conseil.	26	Le Comité exerce tout autre mandat spécial que pourraient lui confier les conseils. À cette fin le Comité : 1° peut retenir les services de professionnels ou de tout autre conseiller qu'il juge nécessaire aux fins de l'exécution du mandat spécial, conformément aux règles applicables à la Ville en matière d'octroi de contrat; 2° peut informer le vérificateur général de préoccupations, de sujets d'intérêts et de risques pour considération dans le plan de travail du vérificateur général; 3° formule des commentaires et recommandations afférents à tout mandat spécial demandé par le conseil municipal.
27	Le Comité doit s'assurer que des procédures adéquates sont en place pour examiner la communication au public de l'information financière extraite ou dérivée de ses états financiers, autre que l'information prévue au paragraphe 4° de l'article 22 et doit apprécier périodiquement l'adéquation de ces procédures : 1° concernant la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Ville;	27	Le Comité doit s'assurer que des procédures adéquates sont en place pour examiner la communication au public de l'information financière extraite ou dérivée des états financiers de la Ville, autre que l'information prévue au paragraphe 4° de l'article 20 et doit apprécier périodiquement l'adéquation de ces procédures : 1° concernant la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Ville au sujet de la comptabilité, des contrôles internes ou de l'audit, le comité reçoit le rapport de

	2° concernant l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat par les salariés de la Ville, de préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou de vérification; 3° concernant l'examen des rapports périodiques de la direction sur les questions suivantes : a) l'évaluation du contrôle interne et revue de tout incident de perte de contrôle majeure et des mesures correctives apportées; b) l'état de la conformité de la Ville aux lois et règlements qui la touchent; c) les dérogations au code d'éthique des élus ou du guide de conduite des employés; d) reçoit le rapport sur les activités reliées à la ligne d'éthique et s'assure que des procédures adéquates sont en place pour examiner les plaintes ou dénonciations.		l'inspecteur général sur les activités reliées à la ligne de dénonciation et s'assure que des procédures adéquates sont en place pour examiner ces plaintes ou dénonciations. 2° le Comité examine et fait le suivi des rapports de la direction sur les questions suivantes : a) l'évaluation des risques et du contrôle interne; b) l'état de la conformité de la Ville aux lois et règlements qui la touchent;
28	Le Comité examine et fait ses recommandations au sujet des politiques d'engagement de la Ville à l'égard des associés, des salariés et anciens associés et salariés de son vérificateur externe, actuel et ancien.		*Retiré*
CHAPITRE VII POUVOIRS DU COMITÉ			
29	Le Comité a le pouvoir :	28	Le Comité a le pouvoir :

	1° d'engager des professionnels ou tout autre conseiller qu'il juge nécessaire pour exercer ses fonctions et de fixer et payer leur rémunération conformément aux règles applicables à la Ville; 2° de communiquer directement avec les vérificateurs général et externe et avec le contrôleur; 3° de communiquer directement avec tout fonctionnaire ou employé en lien avec le sujet d'étude du comité de travail; 4° de créer des comités de travail; 5° de convoquer au comité de travail toute personne pouvant faire avancer les travaux; 6° d'adopter des règles de fonctionnement et de régie interne.		1º d'engager des professionnels ou tout autre conseiller qu'il juge nécessaire pour exercer ses fonctions et de fixer et payer leur rémunération conformément aux règles applicables à la Ville; 2º de communiquer directement avec le vérificateur général, l'auditeur externe, et le contrôleur général; 3º <u>de convenir avec le directeur général, dans le cadre du suivi des plans d'action résultant des recommandations du vérificateur général, de l'auditeur externe ou du contrôleur général, de la présence de gestionnaires des unités de la Ville à une réunion du Comité;</u> 4º d'adopter des règles de fonctionnement et de régie interne.
30	Le Comité peut faire aux conseils les recommandations qu'il juge confidentielles et qui concernent directement la prévention, la détection ou la répression de la fraude, des conflits d'intérêts, des infractions aux lois, de la perte ou la destruction d'actifs tangibles ou intangibles de la Ville.	29	Le Comité peut faire aux conseils les commentaires et les recommandations résultant de ses travaux. Ces commentaires et recommandations peuvent porter sur la prévention, la détection ou la répression de la fraude, les conflits d'intérêts, la non-conformité aux lois, la perte ou mauvaise gestion d'actifs tangibles ou intangibles de la Ville, la gestion des risques et des contrôles.
31	Le Comité doit disposer des crédits annuels nécessaires au plein accomplissement de son mandat et de ses responsabilités. Ces crédits doivent être suffisants pour garantir l'indépendance	30	Le Comité doit disposer des crédits annuels nécessaires au plein accomplissement de son mandat et de ses responsabilités. Ces crédits doivent être suffisants pour

	nécessaire à l'exercice des fonctions du Comité.		garantir l'exercice des fonctions du Comité.
CHAPITRE VIII REDDITION DE COMPTES			
32	Au plus tard le 31 mars de chaque année, le président du Comité doit faire rapport aux conseils des activités du Comité.	31	Au plus tard le 31 mars de chaque année, le président du Comité doit faire rapport aux conseils des activités du Comité, des commentaires et recommandations résultant de ses travaux.
CHAPITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES			
33		32	
34		33	
CHAPITRE X RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ D'AUDIT			
35		34	
36	Les membres du Comité sont tenus de respecter le caractère confidentiel de leurs discussions et de leurs décisions jusqu'à ce que les conseils en aient été informés.	35	Les membres du Comité sont tenus de respecter le caractère confidentiel de leurs discussions et de leurs décisions.
N.a.		36	*Ajouté* Au-delà du rapport annuel prévu à l'article 31 de la présente Charte, tous autres rapports, avis, commentaires et recommandations formulés ou émis aux instances par le Comité en vertu de la présente Charte, doivent l'être par écrit.
38	Le Comité se réunit au besoin, mais au minimum trois fois par année.	38	Le Comité se réunit au besoin, mais au minimum quatre fois par année.

39	Le président du comité exécutif, le membre du comité exécutif désigné comme responsable des finances de la Ville, le directeur général, le trésorier, le vérificateur général, le contrôleur ainsi que les représentants du vérificateur externe sont, à moins d'avis contraire, invités à participer aux réunions du Comité, avec droit de parole mais sans droit de vote.	39	Le président du comité exécutif, le membre du comité exécutif désigné comme responsable des finances de la Ville, le directeur général, le trésorier, le vérificateur général, le contrôleur général sont, à moins d'avis contraire, invités à participer aux réunions du Comité, avec droit de parole mais sans droit de vote.
41	Un avis de convocation comprenant l'ordre du jour doit être transmis à chacun des membres du Comité au moins sept jours à l'avance, par tout moyen électronique de communication tel que, mais sans limitation, le courriel ou le télécopieur. L'avis de convocation doit préciser l'endroit, la date et l'heure de la réunion.	41	Un avis de convocation comprenant l'ordre du jour doit être transmis à chacun des membres du Comité et, le cas échéant, aux personnes invitées à participer à la réunion du Comité, au moins sept jours à l'avance, par tout moyen électronique de communication tel que, mais sans limitation, le courriel. L'avis de convocation doit préciser l'endroit, la date et l'heure de la réunion.
42	Les décisions et recommandations du Comité sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité des voix des membres présents, la décision est censée rendue dans la négative.	42	Les décisions et recommandations du Comité sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.
43	Les votes se prennent à main levée. Un membre peut toutefois demander au secrétaire de noter sa dissidence au procès-verbal.	43	Sous réserve de l'article 44, les votes se prennent à main levée. Un membre peut toutefois demander au secrétaire de noter sa dissidence au procès-verbal.
		44	*Ajouté* Les membres du Comité peuvent, si tous sont d'accord, participer à une séance du comité à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux. Les votes se prennent par tous moyens permettant au secrétaire du Comité de consigner le vote et, le cas échéant, la dissidence d'un membre, au procès-verbal.

CHAPITRE XI DEVOIR DES MEMBRES INDÉPENDANTS DU COMITÉ			
44	Un membre indépendant du Comité possédant des compétences en vérification ou en finances municipales s'appuie sur ces compétences afin d'orienter les délibérations du Comité, de même que les demandes auprès de la direction, des vérificateurs et du contrôleur qui ont trait aux principales questions financières ou relatives aux contrôles. Dans le cadre de sa contribution à l'exercice des responsabilités du Comité, un membre indépendant du Comité n'est pas requis d'agir avec plus de soin, de diligence et de compétence que devrait en faire preuve une personne prudente, en pareilles circonstances. Rien dans la présente Charte ne vise, ni ne peut être interprété comme visant à imposer, à un membre indépendant du Comité, une norme de soin ou de diligence qui soit, de quelque façon, plus lourde ou considérable que la norme que doit respecter un membre d'un conseil d'administration d'une personne morale.	45	Un membre indépendant du Comité possède des compétences en audit des états financiers, en audit interne ou de performance et en comptabilité municipale. Un membre indépendant s'appuie sur ses compétences et son bon jugement professionnel afin de contribuer aux délibérations du Comité, de même qu'aux discussions et questionnement auprès de la direction, des auditeurs et du contrôleur général.
45		46	
CHAPITRE XII DISPOSITION TRANSITOIRE			
46	La présente Charte remplace la CHARTE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL mise en vigueur le 30 mai 2005 par	47	La présente Charte remplace la CHARTE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL mise en vigueur le 30 mai 2005 par la résolution CM05

	la résolution CM05 0357 et modifiée par les résolutions CM06 0510, CM08 0699 et CM08 0822.		0357 et modifiée par les résolutions CM06 0510, CM08 0699, CM08 0822 et CG10 0457.
	ANNEXE I **PERSONNE AYANT UNE RELATION IMPORTANTE AVEC LA VILLE**		
	1. 2° a) au sein de la même personne morale ou de la même société qu'un vérificateur de la Ville, interne, externe ou général, actuel ou ancien;		1. 2° a) au sein de la même personne morale ou de la même société qu'un vérificateur de la Ville, externe ou général;
	3° cette personne ou un membre de sa famille immédiate a ou a fait partie de la haute direction d'une personne morale ou d'une société alors qu'un actuel haut fonctionnaire de la Ville fait ou faisait partie du comité de rémunération de cette personne morale ou de cette société, à moins que trois ans ne se soient écoulés depuis la fin de la période de service ou d'emploi;		3° cette personne ou un membre de sa famille immédiate a fait ou fait actuellement partie de la haute direction d'une personne morale ou d'une société alors qu'un actuel haut fonctionnaire de la Ville fait ou faisait partie du comité de rémunération de cette personne morale ou de cette société, à moins que trois ans ne se soient écoulés depuis la fin de la période de service ou d'emploi;
	4° cette personne ou un membre de sa famille immédiate : a) a une relation en vertu de laquelle elle peut accepter, directement ou indirectement, des honoraires de la Ville ou d'un organisme contrôlé par la Ville; b) reçoit plus de 75 000 $ annuellement comme rétribution directe de la Ville ou d'un organisme contrôlé par la Ville; Les honoraires et la rétribution directe visés au premier alinéa du paragraphe 4° ne comprennent pas la réception de montants fixes de rémunération dans le cadre d'un plan de retraite, ni une rémunération différée pour		4° cette personne ou un membre de sa famille immédiate a une relation en vertu de laquelle elle peut accepter, directement ou indirectement, des honoraires ou une rétribution de la Ville ou d'un organisme contrôlé par la Ville. Les honoraires et la rétribution visés ne comprennent pas la réception de montants fixes de rémunération dans le cadre d'un plan de retraite, ni une rémunération différée pour des services antérieurs auprès de la Ville ou d'un organisme contrôlé par la Ville si cette rémunération différée n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services, ni une rémunération touchée à titre de membre d'un conseil d'administration ou d'un comité d'un conseil d'administration d'un organisme contrôlé par la Ville.

	des services antérieurs auprès de la Ville ou d'un organisme contrôlé par la Ville si cette rémunération différée n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services, ni une rémunération touchée à titre de membre d'un conseil d'administration ou d'un comité d'un conseil d'administration d'un organisme contrôlé par la Ville.		
	ANNEXE II **POLITIQUES ET PROCÉDURES D'APPROBATION PRÉALABLE**		*Retiré*
	1. Le Comité satisfait à l'obligation d'approbation préalable prévue au paragraphe 1° de l'article 20 de la Charte du Comité de vérification de la Ville de Montréal s'il adopte des politiques et des procédures précises pour retenir des services non liés à la vérification et si les conditions suivantes sont remplies : a) les politiques et procédures d'approbation préalable sont détaillées quant aux services visés; b) le Comité est informé de chaque service non lié à la vérification; c) les procédures ne comportent pas de délégation à la direction des responsabilités du Comité. **2.** Malgré l'article 1 de la présente annexe, le Comité satisfait à l'obligation d'approbation préalable prévue au paragraphe 1° de l'article 20 de la Charte dans les conditions suivantes : a) il s'attend raisonnablement à ce que le		*Retiré*

	montant total de tous les services non liés à la vérification qui n'ont pas été approuvés au préalable ne constitue pas plus de 5% du montant total des honoraires versés par la Ville à son vérificateur externe au cours de l'exercice pendant lequel les services sont rendus; b) les services sont promptement portés à l'attention du Comité et approuvés avant l'achèvement de la vérification. **3.** Le Comité peut déléguer à un membre indépendant son pouvoir d'approuver au préalable les services non liés à la vérification. Une approbation préalable de services non liés à la vérification par le délégataire doit être présentée au Comité à sa première réunion régulière après l'approbation.		
	ANNEXE III **DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE**		**ANNEXE II** **DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE**
	Conformément à l'article 45 de la Charte du Comité de vérification, je soussigné, _____, après avoir lu la définition d'indépendance des membres du Comité de vérification prévue à l'article 4 de cette Charte et pris connaissance de son annexe I concernant les personnes ayant une relation importante avec la Ville de Montréal, déclare ne pas avoir et ne pas prévoir avoir durant la __ième année de mon mandat, de relation importante avec la Ville de Montréal. Si cette situation changeait et que je cessais d'être une personne indépendante au sens de l'article 4		Conformément à l'article 46 de la Charte du Comité d'audit, je soussigné, _____, après avoir lu la définition d'indépendance des membres du Comité d'audit prévue au paragraphe 3 l'article 3 de cette Charte et pris connaissance de son annexe I concernant les personnes ayant une relation importante avec la Ville de Montréal, déclare ne pas avoir et ne pas prévoir avoir durant la_ième année de mon mandat, de relation importante avec la Ville de Montréal.

	de la Charte du Comité de vérification, j'en informerais immédiatement, par écrit, le secrétaire du Comité.		Si cette situation changeait et que je cessais d'être une personne indépendante au sens du 3ième paragraphe de l'article 3 de la Charte du Comité de vérification, j'en informerais immédiatement, par écrit, le secrétaire du Comité.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1205330004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Objet :	Adopter le projet de modification de la Charte du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint un projet de Charte modifiée du Comité de vérification:

FICHIERS JOINTS

Charte du comité de vérification version du 12mars2020.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Annie GERBEAU
Avocate-Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

1. Dans la présente Charte et ses annexes, à moins que le contexte n'exige un sens différent, on entend par :

1° « Comité d'audit » : les expressions « Comité d'audit » et « Comité » telles qu'elles sont utilisées de façon interchangeable dans la présente Charte s'entendent du comité de vérification constitué en vertu de l'article 107.17 de la Loi ;

2° « Comité de sélection » sous comité créé par le Comité d'audit, composé de deux membres conseillers et des membres indépendants siégeant au Comité, ayant pour mandat d'évaluer les candidats et de proposer au maire de futurs membres indépendants qui remplaceront les membres indépendants dont le mandat vient à échéance ou pour combler une vacance;

3. « conseils » : à la fois le conseil municipal et le conseil d'agglomération;

4° « Loi » : la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

5° « conseil d'agglomération » : le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal;

6° « conseil municipal » : le conseil municipal de la Ville de Montréal;

7° « Ville » : la Ville de Montréal;

8° « direction » : La Direction générale de la Ville de Montréal au sens du *Règlement sur les services*.

CHAPITRE II

CONSTITUTION ET ORGANISATION DU COMITÉ D'AUDIT

2. Est constitué le Comité d'audit de la Ville de Montréal en conformité à l'article 107.17 de la Loi.

3. Le Comité est composé d'au plus dix membres. Ils sont nommés par résolution du conseil d'agglomération à la suite d'une proposition du maire de la Ville.

Parmi les membres du Comité :

PROJET

1° au moins trois membres doivent être des conseillers de la Ville préalablement désignés par le conseil municipal;

2° deux membres du comité doivent être des membres du conseil d'agglomération représentant les municipalités reconstituées, ils sont désignés par le conseil d'agglomération;

3° au moins trois membres doivent être indépendants; ces membres indépendants sont proposés par le Comité de sélection et doivent avoir une expérience pertinente à la fonction. Ils doivent posséder des compétences en audit des états financiers, en audit interne ou en audit de performance. Ils doivent avoir une bonne connaissance en comptabilité et en finances municipales. Un membre du Comité est indépendant s'il n'est pas un élu municipal de la Ville ou d'une municipalité reconstituée de l'agglomération de Montréal et s'il n'a pas de relation importante, directe ou indirecte, avec la Ville, tel que décrit à l'annexe 1;

4° Le président du Comité est nommé par le conseil d'agglomération parmi les membres indépendants ;

5° Le secrétaire du Comité d'audit et un représentant désigné par le directeur du Service des ressources humaines, appuient le Comité de sélection dans le processus d'appel de candidatures et dans l'organisation de ses travaux.

4. La durée du mandat d'un membre du Comité est établie au moment de sa nomination et ne peut excéder trois ans. Toutefois, pour un membre qui est conseiller de la Ville ou membre du conseil d'agglomération, la durée ne peut excéder la date prévue pour l'élection générale qui suit sa nomination. Le mandat d'un membre du Comité peut être renouvelé pour une deuxième période de trois ans par l'approbation du Conseil d'agglomération.

5. La date de fin de mandat d'un membre indépendant doit précéder ou excéder la date prévue pour l'élection générale qui suit sa nomination pour une période d'au moins six mois.

6. Sauf lors de l'expiration de son mandat de conseiller de la Ville ou de membre du conseil d'agglomération, un membre du Comité continue d'exercer ses fonctions après le terme du mandat établi lors de sa nomination jusqu'à ce qu'un nouveau membre ait été nommé pour le remplacer.

7. Le conseil municipal doit désigner les conseillers visés au paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte lors de la première assemblée ordinaire tenue après une élection générale.

8. Le conseil d'agglomération doit désigner les membres du Comité lors de la première assemblée ordinaire tenue après que le conseil municipal ait désigné les conseillers visés au paragraphe 2 du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte.

PROJET

9. Le conseil d'agglomération peut en tout temps démettre de ses fonctions un membre du Comité.

10. Un membre du Comité peut démissionner sur préavis écrit d'au moins 30 jours adressé au secrétaire du Comité et précisant la date effective de sa démission. Le secrétaire du Comité doit en aviser les autres membres et la direction, par écrit, dans les plus brefs délais.

11. Le conseil d'agglomération peut remplacer un membre du Comité qui a démissionné, a été démis de ses fonctions, est décédé ou est devenu autrement incapable d'agir.

12. Lorsque la terminaison du mandat d'un membre du Comité fait en sorte que le nombre minimal des membres prévu aux paragraphes 1° à 3° de l'article 3 de la présente Charte n'est plus atteint, le conseil d'agglomération nomme son remplaçant dans les 90 jours de la date de la terminaison du mandat. Si le membre à remplacer est visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 3 de la présente Charte, le conseil municipal désigne préalablement un conseiller.

13. Seuls les membres ont droit de vote.

14. Le quorum est de 5 membres dont au moins trois élus qui doivent comprendre les deux membres du conseil d'agglomération lorsqu'un vote lié à une compétence d'agglomération est requis.

CHAPITRE III

MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT

15. Le Comité formule aux conseils des avis sur les demandes, constatations et recommandations du vérificateur général et il informe le vérificateur général des intérêts et préoccupations des conseils sur sa vérification des comptes et affaires de la Ville;

16. Les travaux du Comité sont basés sur une communication efficace entre le Comité, le vérificateur général, l'auditeur externe, le directeur général, le trésorier et le contrôleur général.

17. Le Comité s'assure aussi du suivi de la mise en œuvre des plans d'action en réponse aux recommandations du vérificateur général, de l'auditeur externe et du contrôleur général. Le Comité obtient, de la direction, l'assurance que les processus de contrôles financiers et de gestion des risques en matière d'information financière sont efficaces.

18. Le Comité examine tout rapport du vérificateur général, de l'auditeur externe ou du contrôleur général, ayant trait au mandat du Comité, y compris les rapports concernant l'audit des états financiers et les rapports d'audit de performance.

19. En ce qui concerne le Rapport des auditeurs indépendants sur l'audit des états financiers consolidés de la Ville, l'auditeur externe et, le cas échéant, le vérificateur général font la présentation au Comité, préalablement à son dépôt aux conseils.

PROJET

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉS DU COMITÉ D'AUDIT À L'ÉGARD DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET DE L'AUDITEUR EXTERNE

20. Le Comité suit l'évolution des travaux du vérificateur général et de l'auditeur externe, pour l'audit des états financiers de la Ville et pour produire le rapport d'audit. En particulier, le Comité:

1° favorise le maintien de liens de communication efficaces entre la direction et le vérificateur général, l'auditeur externe et la réalisation du plan d'audit convenu;

2° étudie à l'intention des conseils tout rapport du vérificateur général, dans la mesure où ce dernier a choisi de participer à l'audit des états financiers, et de l'auditeur externe et s'assure que le travail d'audit a été réalisé selon les normes d'audit généralement reconnues, incluant la compréhension des normes d'audit et des responsabilités qui en découlent pour les auditeurs, les compétences et l'expertise des équipes d'audit et l'indépendance des auditeurs;

3° étudie à l'intention des conseils les déclarations de la direction concernant la présentation de l'information financière, les risques d'erreur et de fraude, la pertinence de ses choix en matière de méthodes comptables importantes, ainsi que les jugements et estimations qu'elle a utilisés;

4° examine les états financiers et les documents complémentaires pertinents avec la direction et le vérificateur général et l'auditeur externe en vue de déterminer que les états financiers sont complets et donnent une image fidèle et que les informations présentées sont claires et transparentes;

5° dans le contexte du dépôt des états financiers accompagné du rapport du vérificateur général et de l'auditeur externe au conseil municipal, le Comité fait rapport au conseil municipal de son travail effectué et de ses commentaires à cet égard;

6° examine l'étendue de l'audit effectué par le vérificateur général et l'auditeur externe, et son adéquation à l'égard de l'évaluation des risques. L'examen par le Comité porte notamment sur le plan d'audit, l'approche d'audit, le seuil de signification, les risques identifiés, les discussions y afférentes avec le vérificateur général et l'auditeur externe et le calendrier de réalisation. Le Comité s'assure de l'indépendance du vérificateur général et de l'auditeur externe conformément aux normes à cet égard.

7° prend connaissance des constatations importantes découlant de l'audit des états financiers, du sommaire des anomalies, des déficiences de contrôle interne, des recommandations et fait rapport de ses commentaires et recommandations au conseil municipal et au conseil d'agglomération sur toute question liée à une compétence d'agglomération;

8° s'assure de l'existence d'un processus adéquat de coordination entre les travaux réalisés par le vérificateur général et par l'auditeur externe;

PROJET

9° rencontre individuellement, à huis clos, au moins annuellement, le vérificateur général et l'auditeur externe, le directeur général, le trésorier et le contrôleur général;

10° considérant la responsabilité du Comité concernant les états financiers consolidés de la Ville, le Comité s'assure d'une communication efficace avec les comités d'audit des organismes municipaux dont les états financiers sont intégrés dans les états financiers consolidés de la Ville ;

11° examine le rapport de l'auditeur externe sur l'audit des comptes du Vérificateur général et formule, au besoin, ses commentaires et recommandations au conseil municipal;

12° formule, si jugé nécessaire, aux conseils et au directeur général des commentaires et recommandations pour permettre à l'auditeur externe d'effectuer un audit adéquat des états financiers de la Ville, de la conformité du taux global de taxation réel ainsi que des personnes morales sur lesquelles il exerce sa compétence en vertu des paragraphes 2° du premier alinéa de l'article 107.7 de la Loi.

21. Aux fins du Chapitre III – Mandat du Comité, en ce qui a trait au vérificateur général :

1° le Comité prend connaissance du budget annuel du vérificateur général et s'assure qu'il respecte les limites prévues à l'article 107.5.7 de la Loi;

2° Le Comité prend connaissance des mandats confiés au vérificateur général par les conseils en application de l'article 107.12 de la Loi et en effectue le suivi;

3° informe le vérificateur général des sujets d'intérêts et des préoccupations des conseils ou du Comité à l'égard de la vérification des comptes et affaires de la Ville et des personnes morales sur lesquelles il exerce sa compétence en vertu du paragraphe 2° et 3 de l'article 107.7 de la Loi;

4° formule, si jugé nécessaire, aux conseils et au directeur général des commentaires et recommandations pour permettre au vérificateur général d'effectuer un audit adéquat des comptes et affaires de la Ville ainsi que des personnes morales sur lesquelles il exerce sa compétence en vertu des paragraphes 2° et 3 de l'article 107.7 de la Loi;

5° formule aux conseils des commentaires et recommandations sur les suites données aux demandes, constatations et recommandations du vérificateur général;

6° donne son avis aux conseils, à la demande de ceux-ci ou de sa propre initiative, sur l'opportunité d'accorder des crédits supplémentaires au vérificateur général pour la réalisation de ses mandats. Le Comité doit, dans le cas où une telle demande est requise par un conseil, lui transmettre ses recommandations dans les 45 jours suivant celle-ci;

7° formule au conseil municipal, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, ses recommandations quant à la nomination du vérificateur général. Le Comité doit formuler ses recommandations dans les 45 jours d'une demande à cet effet;

8° recommande au conseil municipal la rémunération du vérificateur général.

PROJET

22. Aux fins du Chapitre III – Mandat du Comité, en ce qui a trait à l'auditeur externe, le Comité:

1° recommande au Service des finances de la Ville de soumettre aux instances l'approbation de tous coûts supplémentaires demandés par l'auditeur externe dans le cadre de la réalisation du mandat d'audit ;

CHAPITRE V

RESPONSABILITÉS DU COMITÉ D'AUDIT À L'ÉGARD DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL

23. Le Comité examine les orientations et les plans de travail du contrôleur général concernant notamment la gestion et l'évaluation des risques, la gestion et l'évaluation des contrôles et le suivi des plans d'action de la direction en réponse aux recommandations du vérificateur général;

24. Le Comité prend connaissance des rapports résultants des travaux du contrôleur à l'égard des sujets mentionnés à l'article précédent incluant les rapports d'audit interne réalisés par le contrôleur général. Le Comité s'assure d'un suivi approprié des recommandations de ces rapports d'audit interne et des plans d'action de la direction y afférents.

CHAPITRE VI

AUTRES RESPONSABILITÉS DU COMITÉ

25. Le Comité :

1° s'assure de l'établissement par la direction d'un processus continu de gestion des risques et de sa capacité à repérer et évaluer l'incidence et la probabilité des risques d'affaires y compris les risques de non-conformité aux lois et règlements applicables à la Ville;

2° s'assure de l'établissement, par la direction, d'un système efficace de contrôles internes incluant la surveillance de l'environnement de contrôle et les discussions afférentes avec la direction, le vérificateur général, l'auditeur externe et le contrôleur général.

3° examine au moins annuellement les rapports de la direction en matière de gestion des risques et de contrôles internes, et effectue un suivi notamment à l'égard des faiblesses et recommandations soulevées.

26. Le Comité exerce tout autre mandat spécial que pourraient lui confier les conseils.

À cette fin le Comité :

1° peut retenir les services de professionnels ou de tout autre conseiller qu'il juge nécessaires aux fins de l'exécution du mandat spécial, conformément aux règles applicables à la Ville en matière d'octroi de contrat;

2° formule des commentaires et recommandations afférents à tout mandat spécial demandé par les conseils.

27. Le Comité doit s'assurer que des procédures adéquates sont en place pour examiner la communication au public de l'information financière extraite ou dérivée des états financiers de la Ville, autre que l'information prévue au paragraphe 4° de l'article 20 et doit apprécier

périodiquement l'adéquation de ces procédures :

1° concernant la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Ville au sujet de la comptabilité, des contrôles internes ou de l'audit, le comité reçoit le rapport de l'inspecteur général sur les activités reliées à la ligne de dénonciation et s'assure que des procédures adéquates sont en place pour examiner ces plaintes ou dénonciations.

Le Comité examine et fait le suivi des rapports de la direction sur les questions suivantes :

1° l'évaluation des risques et du contrôle interne;

2° l'état de la conformité de la Ville aux lois et règlements qui la touchent;

CHAPITRE VII

POUVOIRS DU COMITÉ D'AUDIT

28. Le Comité a le pouvoir :

1° d'engager des professionnels ou tout autre conseiller qu'il juge nécessaires pour exercer ses fonctions et de fixer et payer leur rémunération conformément aux règles applicables à la Ville;

2° de communiquer directement avec le vérificateur général, l'auditeur externe, et le contrôleur général;

3° de convenir avec le directeur général, dans le cadre du suivi des plans d'action résultant des recommandations du vérificateur général, de l'auditeur externe ou du contrôleur général, de la présence de gestionnaires des unités de la Ville à une réunion du Comité;

4° d'adopter des règles de fonctionnement et de régie interne.

29. Le Comité peut faire aux conseils les commentaires et les recommandations résultant de ses travaux. Ces commentaires et recommandations peuvent porter sur la prévention, la détection ou la répression de la fraude, les conflits d'intérêts, la non-conformité aux lois, la perte ou mauvaise gestion d'actifs tangibles ou intangibles de la Ville, la gestion des risques et des contrôles.

30. Le Comité doit disposer des crédits annuels nécessaires au plein accomplissement de son mandat et de ses responsabilités. Ces crédits doivent être suffisants pour garantir l'exercice des fonctions du Comité.

PROJET

CHAPITRE VIII

REDDITION DE COMPTES

31. Au plus tard le 31 mars de chaque année, le président du Comité doit faire rapport aux conseils des activités du Comité, des commentaires et recommandations résultant de ses travaux.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

32. Le bureau du directeur général est mandaté pour assurer le support requis au Comité.

33. Le secrétariat du Comité est assumé par la personne désignée à cette fin par le directeur général.

CHAPITRE X

RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ D'AUDIT

34. Le Comité siège à huis clos.

35. Les membres du Comité sont tenus de respecter le caractère confidentiel de leurs discussions et de leurs décisions.

36. Au-delà du rapport annuel prévu à l'article 31 de la présente Charte, tous autres rapports, avis, commentaires et recommandations formulés ou émis aux instances par le Comité en vertu de la présente Charte, doivent l'être par écrit.

37. Les réunions du Comité sont convoquées, selon les besoins, par le président du Comité.

38. Le Comité se réunit au besoin, mais au minimum quatre fois par année.

39. Le président du comité exécutif, le membre du comité exécutif désigné comme responsable des finances de la Ville, le directeur général, le trésorier, le vérificateur général, l'auditeur externe et le contrôleur général sont, à moins d'avis contraire, invités à participer aux réunions du Comité, avec droit de parole, mais sans droit de vote.

40. L'avis de convocation aux réunions du Comité est émis par le secrétaire du Comité, à la demande du président du Comité ou, en son absence ou en cas d'incapacité d'agir, de sa propre autorité.

41. Un avis de convocation comprenant l'ordre du jour doit être transmis à chacun des membres du Comité et, le cas échéant, aux personnes invitées à participer à la réunion du Comité, au moins sept jours à l'avance, par tout moyen électronique de communication tel que, mais sans limitation, le courriel. L'avis de convocation doit préciser l'endroit, la date et l'heure de la réunion.

42. Les décisions et recommandations du Comité sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

PROJET

43. Sous réserve de l'article 44, les votes se prennent à main levée. Un membre peut toutefois demander au secrétaire de noter sa dissidence au procès-verbal.

44. Les membres du Comité peuvent, si tous sont d'accord, participer à une séance du comité à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux. Les votes se prennent par tous moyens permettant au secrétaire du Comité de consigner le vote et, le cas échéant, la dissidence d'un membre, au procès-verbal.

CHAPITRE XI

DEVOIR DES MEMBRES INDÉPENDANTS DU COMITÉ D'AUDIT

45. Un membre indépendant du Comité possède des compétences en audit des états financiers, en audit interne ou de performance et en comptabilité municipale. Un membre indépendant s'appuie sur ses compétences et son bon jugement professionnel afin de contribuer aux délibérations du Comité, de même qu'aux discussions et questionnement auprès de la direction, des auditeurs et du contrôleur général.

46. Un membre indépendant du Comité doit, lors de la première réunion du Comité qui suit sa nomination et par la suite, à chaque année de son mandat, lors de la première réunion du Comité qui suit le 1er janvier, déposer dûment signée la déclaration d'indépendance prévue à l'annexe III de la présente Charte.

CHAPITRE XII

DISPOSITION TRANSITOIRE

47. La présente Charte remplace la CHARTE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL mise en vigueur le 30 mai 2005 par la résolution CM05 0357 et modifiée par les résolutions CM06 0510, CM08 0699, CM08 0822 et CG10 0457.

PROJET

ANNEXE I

PERSONNE AYANT UNE RELATION IMPORTANTE AVEC LA VILLE

1. Sans restreindre la portée de l'article 4 de la Charte, une personne a une relation importante avec la Ville si, à la date prévue de sa nomination de membre du Comité par le conseil d'agglomération:

1° cette personne ou un membre de sa famille immédiate est ou a été fonctionnaire ou employé de la Ville, à moins que trois ans ne se soient écoulés depuis la fin de cette période de service ou d'emploi;

2° cette personne ou un membre de sa famille immédiate œuvre ou a œuvré, à titre d'associé ou de salarié, à moins que trois ans ne se soient écoulés depuis la fin de cette relation professionnelle:

a) au sein de la même personne morale ou de la même société qu'un vérificateur de la Ville, externe ou général;

b) au sein d'une personne morale ou d'une société, liée à une personne morale ou à une société visée au sous- paragraphe a).

N'est pas visé au premier alinéa du paragraphe 2°, un associé honoraire n'ayant pas d'autres droits que celui de recevoir des montants fixes de rémunération, y compris une rémunération différée pour des services rendus antérieurement si cette rémunération différée n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services;

3° cette personne ou un membre de sa famille immédiate a fait ou fait actuellement partie de la haute direction d'une personne morale ou d'une société alors qu'un actuel haut fonctionnaire de la Ville fait ou faisait partie du comité de rémunération de cette personne morale ou de cette société, à moins que trois ans ne se soient écoulés depuis la fin de la période de service ou d'emploi;

4° cette personne ou un membre de sa famille immédiate a une relation en vertu de laquelle elle peut accepter, directement ou indirectement, des honoraires ou une rétribution de la Ville ou d'un organisme contrôlé par la Ville. Les honoraires et la rétribution visés ne comprennent pas la réception de montants fixes de rémunération dans le cadre d'un plan de retraite, ni une rémunération différée pour des services antérieurs auprès de la Ville ou d'un organisme contrôlé par la Ville si cette rémunération différée n'est subordonnée d'aucune façon à la continuation des services, ni une rémunération touchée à titre de membre d'un conseil d'administration ou d'un comité d'un conseil d'administration d'un organisme contrôlé par la Ville.

PROJET

ANNEXE II

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Conformément à l'article 46 de la Charte du Comité d'audit, je soussigné, _____, après avoir lu la définition d'indépendance des membres du Comité d'audit prévue au paragraphe 3 l'article 3 de cette Charte et pris connaissance de son annexe I concernant les personnes ayant une relation importante avec la Ville de Montréal, déclare ne pas avoir et ne pas prévoir avoir durant la _e année de mon mandat, de relation importante avec la Ville de Montréal.

Si cette situation changeait et que je cessais d'être une personne indépendante au sens du 3e paragraphe de l'article 3 de la Charte du Comité d'audit, j'en informerais immédiatement, par écrit, le secrétaire du Comité.

_____

Signature

Date : _____

PROJET

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1205929002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil d'agglomération

Il est recommandé :

- D'adopter un budget supplémentaire de 177 000 $ au PTI 2020-2022, provenant de report de surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables d'agglomération au 31 décembre 2019, et ce, pour les arrondissements de Ville-Marie et de Saint-Laurent, selon le document présenté en pièce jointe.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-01 16:19

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205929002**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2019 - volet conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

L'objet du présent dossier vise l'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2020-2022 provenant du report des surplus budgétaires des arrondissements au 31 décembre 2019. Parmi les budgets de dépenses d'immobilisations non utilisés de 2019 provenant des arrondissements, certains relèvent de la compétence du conseil d'agglomération dont le projet du Technoparc de Montréal à l'arrondissement de Saint-Laurent, le projet «Divers équipements et véhicules du Parc Mont-Royal» à l'arrondissement de Ville-Marie. Un portrait des résultats des arrondissements au 31 décembre 2019 est présenté en pièce jointe au présent dossier.

Il est important de rappeler que la gestion budgétaire des dépenses d'immobilisations s'effectue selon la base d'une limite d'emprunt à la charge des contribuables (PTI net), l'enveloppe budgétaire allouée aux arrondissements est basée sur la dépense au brut déduite des dépôts de promoteurs, des contributions provenant du budget de fonctionnement et des subventions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0556 -16 décembre 2019 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération)
CG19 0255 **-** 16 mai 2019 - Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2018 - volet conseil d'agglomération
CG18 0634 - 30 novembre 2018 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération)
CG18 0247 - 27 avril 2018 - Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2017 du conseil d'agglomération
CG18 0094 - 14 février 2018 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet agglomération)
CG17 0155 - 1er mai 2017 - Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2016 du conseil d'agglomération
CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération)
CG16 0265 - 22 avril 2016 - Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2015 du conseil d'agglomération

DESCRIPTION

Afin de permettre aux arrondissements de finaliser les projets amorcés et non terminés, les budgets non utilisés au 31 décembre 2019 des dépenses d'immobilisations seront reportés en cours d'année 2020 pour leurs PTI 2020-2022. Rappelons que le montant des reports représente l'écart cumulé entre les dépenses réelles et le budget modifié 2019 pour l'ensemble des projets de chacun des arrondissements.

JUSTIFICATION

L'objet du présent dossier vise l'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2020-2022 provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets relevant du conseil d'agglomération reportés en 2020 se chiffrent à 177 000 $ pour les arrondissements. Ce report concerne principalement l'arrondissement de Ville-Marie pour un montant de 131 000 $. Voir en pièce jointe le détail des reports par arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de ces budgets permettra notamment aux arrondissements de Saint-Laurent et de Ville-Marie de poursuivre les investissements prévus à leur programmation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil d'agglomération : Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Natacha SAINT-JEAN
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-5864
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Philippe BRILLANT
Chef de division - Plan d'investissement

Tél : 514 872-2238
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2020-03-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-03-26

REPORT DES SURPLUS DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS 2020 (AU NET)
Conseil d'agglomération
Données au 4 février 2020
(milliers $)

Arrondissements	Sous-projet	Conseil d'agglomération
Ahuntsic-Cartierville		-
Anjou		-
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce		-
Île-Bizard–Sainte-Geneviève		-
Lachine		-
LaSalle		-
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve		-
Montréal-Nord		-
Outremont		-
Pierrefonds-Roxboro		-
Plateau-Mont-Royal		-
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles		-
Rosemont–La Petite-Patrie		-
Saint-Laurent	2055515003	46
Saint-Léonard		-
Sud-Ouest		-
Verdun		-
Ville-Marie	2055832010	131
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension		-
Total		177

SUIVI BUDGÉTAIRE DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS DES ARRONDISSEMENTS (AU NET)
AU 31 DÉCEMBRE 2019
(Milliers $)

							REPORTS 2019		
Total Ville	Budget original	Budget modifié	Réel	Reports avant ajustements	Ajustements	Reports après ajustements	Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
Ahuntsic-Cartierville	7 113	17 967	4 988	12 979	-	12 979	8 175	4 804	-
Anjou	5 663	16 097	7 010	9 087	-	9 087	8 205	882	-
Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce [1]	6 830	24 371	10 865	13 506	(29)	13 477	12 272	1 205	-
Lachine	3 677	15 008	3 103	11 905	-	11 905	9 744	2 161	-
LaSalle	13 132	29 172	8 266	20 906	-	20 906	18 305	2 601	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	2 927	14 404	1 479	12 925	-	12 925	12 179	746	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve [1]	9 787	31 158	5 043	26 115	(565)	25 550	24 057	1 493	-
Montréal-Nord	6 714	23 685	4 529	19 156	-	19 156	15 756	3 400	-
Outremont	2 561	13 054	5 269	7 785	-	7 785	7 528	257	-
Pierrefonds-Roxboro	5 799	16 820	10 973	5 847	-	5 847	5 980	(133)	-
Plateau-Mont-Royal	8 695	21 787	7 539	14 248	-	14 248	13 221	1 027	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	12 730	61 787	8 939	52 848	-	52 848	44 090	8 758	-
Rosemont-La Petite-Patrie	8 840	24 231	11 471	12 760	-	12 760	10 032	2 728	-
Saint-Laurent [1]	9 620	30 105	9 233	20 872	(3 747)	17 125	16 619	460	46
Saint-Léonard	5 940	12 955	8 470	4 485	-	4 485	3 402	1 083	-
Sud-Ouest	5 839	23 429	9 396	14 033	-	14 033	12 616	1 417	-
Verdun	5 362	29 018	14 528	14 490	-	14 490	14 286	204	-
Ville-Marie	14 185	34 461	9 627	24 834	-	24 834	9 306	15 397	131
Villeray-St-Michel-Parc-Extension [1]	6 981	20 987	11 522	9 465	(16)	9 449	7 852	1 597	-
Total Ville	**142 395**	**460 496**	**152 250**	**308 246**	**(4 357)**	**303 889**	**253 625**	**50 087**	**177**
Conseil municipal	Budget original	Budget modifié	Réel	Reports avant ajustements	Ajustements	Reports après ajustements	Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
Ahuntsic-Cartierville	7 113	17 967	4 988	12 979	-	12 979	8 175	4 804	-
Anjou	5 663	16 097	7 010	9 087	-	9 087	8 205	882	-
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce [1]	6 830	24 371	10 865	13 506	(29)	13 477	12 272	1 205	-
Lachine	3 677	15 008	3 103	11 905	-	11 905	9 744	2 161	-
LaSalle	13 132	29 172	8 266	20 906	-	20 906	18 305	2 601	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	2 927	14 404	1 479	12 925	-	12 925	12 179	746	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve [1]	9 787	31 158	5 043	26 115	(565)	25 550	24 057	1 493	-
Montréal-Nord	6 714	23 685	4 529	19 156	-	19 156	15 756	3 400	-
Outremont	2 561	13 054	5 269	7 785	-	7 785	7 528	257	-
Pierrefonds-Roxboro	5 799	16 820	10 973	5 847	-	5 847	5 980	(133)	-
Plateau-Mont-Royal	8 695	21 787	7 539	14 248	-	14 248	13 221	1 027	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	12 730	61 787	8 939	52 848	-	52 848	44 090	8 758	-
Rosemont-La Petite-Patrie	8 840	24 231	11 471	12 760	-	12 760	10 032	2 728	-
Saint-Laurent [1]	9 620	27 496	9 016	18 480	(1 401)	17 079	16 619	460	-
Saint-Léonard	5 940	12 955	8 470	4 485	-	4 485	3 402	1 083	-
Sud-Ouest	5 839	23 429	9 396	14 033	-	14 033	12 616	1 417	-
Verdun	5 362	29 018	14 528	14 490	-	14 490	14 286	204	-
Ville-Marie	14 185	34 330	9 627	24 703	-	24 703	9 306	15 397	-
Villeray-St-Michel-Parc-Extension [1]	6 981	20 987	11 522	9 465	(16)	9 449	7 852	1 597	-
Total Conseil municipal	**142 395**	**457 756**	**152 033**	**305 723**	**(2 011)**	**303 712**	**253 625**	**50 087**	**-**
Conseil d'agglomération	Budget original	Budget modifié	Réel	Reports avant ajustements	Ajustements	Reports après ajustements	Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
Ahuntsic-Cartierville	-	-	-	-		-	-	-	-
Anjou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lachine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LaSalle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montréal-Nord	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outremont	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pierrefonds-Roxboro	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Plateau-Mont-Royal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rosemont-La Petite-Patrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Laurent [1]	-	2 609	217	2 392	(2 346)	46	-	-	46
Saint-Léonard	-	-	-	-		-	-	-	-
Sud-Ouest	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verdun	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ville-Marie	-	131	-	131	-	131	-	-	131
Villeray-St-Michel-Parc-Extension	-	-	-	-		-	-	-	-
Total Conseil d'agglomération	**-**	**2 740**	**217**	**2 523**	**(2 346)**	**177**	**-**	**-**	**177**

Note 1 : Report non requis à la demande de l'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1200029002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

Je recommande:

- de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et de le déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020.
- de ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-14 15:36

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200029002**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois ».
Toutes les données financières contenues dans ces états financiers ont été vérifiées. Les données du rapport financier consolidé vérifié sont les mêmes que celles qui seront présentées aux formulaires prescrits du MAMH. Seulement la présentation de quelques tableaux diffère des formulaires prescrits du MAMH.

De plus, dans une optique de transparence et de seine gestion, l'administration municipale s'est dotée, à partir de l'exercice financier 2014, d'un nouvel outil de gestion, soit le document « Reddition de comptes financière ». Ce document est considéré en soi comme un processus visant à faire la preuve, notamment, sous forme de rapport de gestion, que l'administration municipale a fait tout ce qui était raisonnable avec les pouvoirs et les ressources dont elle disposait, pour l'atteinte des résultats escomptés.

Pour ce qui est de la ratification de l'affectation, le 1er janvier 2007, des changements ont été apportés aux Normes comptables applicables par les municipalités canadiennes à l'égard des avantages complémentaires de retraite offerts à leurs employés. Ces avantages complémentaires sont notamment liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires accordés à certains employés. Le passif initial comptabilisé aux livres de la Ville se chiffrait à 106 234 000 $.

À cette date, et en guise d'allègement fiscal, le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (le MAMH) a permis aux municipalités de virer, dans un montant à pourvoir dans le futur, une somme équivalente au passif initial. La ville de Montréal s'est alors prévalue de cette mesure d'allègement.
Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, basée sur les nouvelles conditions de travail de ses employés, la valeur du passif associé à ces avantages complémentaires de retraite a été revue à la baisse. À cette date, il était estimé à 98 921 000 $.

En vertu des règles élaborées par le MAMH, tout excédent du montant à pourvoir sur la valeur du passif inscrit aux livres comptables doit être viré, par affectation, aux résultats établis à des fins fiscales. Une affectation, au montant de 7 313 000 $, a donc été comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Les règles du MAMH stipulent également que toute affectation comptabilisée à cet effet doit faire l'objet d'une résolution adoptée par les instances décisionnelles appropriées.

L'objectif du présent dossier décisionnel vise donc à faire ratifier, par le conseil municipal et le conseil d'agglomération, l'affectation au montant de 7 313 000 $ comptabilisée au cours de l'exercice financier 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1190029006- CG20 0080 - Report du dépôt des états financiers 2019 au bureau du greffier, du 31 mars au 30 avril 2020, au plus tard.

DESCRIPTION

Prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et ratifier l'affectation du montant à pouvoir dans le futur au montant de 7 313 000 $ inscrit aux résultats financiers de 2019.

JUSTIFICATION

Compte tenu des règles édictées par le MAMH, l'affectation de 7 313 000 $ comptabilisée au cours de l'exercice financier 2019 doit être ratifiée par les instances décisionnelles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que décrit précédemment, l'affectation de 7 313 000 $ a été constatée dans les résultats établis à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2019. En conséquence, cette ratification n'a aucun effet sur les résultats du présent exercice financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-04-14

Rapport financier annuel

Exercice terminé le 31 décembre 2019



Rapport financier annuel 2019

Exercice terminé le 31 décembre

Déposé au greffe de la Ville de Montréal
le 15 avril 2020

Montréal

Table des matières

INTRODUCTION

Mot de la mairesse et du président du comité exécutif III

Message du trésorier VI

Carte géographique du territoire de Montréal IX

L'organisation municipale XI

Résumé des compétences XII

INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière 1

Rapport des auditeurs indépendants 2

États financiers consolidés

État consolidé de la situation financière 5

État consolidé des résultats 6

État consolidé de la variation de la dette nette 7

État consolidé des flux de trésorerie 8

Informations sectorielles

Annexe 1 – Situation financière consolidée par organisme 9

Annexe 2 – Résultats détaillés consolidés par organisme 10

Annexe 3 – Excédent (déficit) consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par organisme 11

Annexe 4 – (Déficit) excédent consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales par organisme 12

Annexe 5 – Charges par objet consolidées par organisme 13

Table des matières (suite)

Notes et tableaux complémentaires 15

Tableau 1 – Excédent (déficit) consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par compétence 46

Tableau 2 – (Déficit) excédent consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales par compétence 48

Tableau 3 – Excédent accumulé consolidé 50

Tableau 4 – Endettement total net à long terme consolidé 52

Tableau 5 – Conciliation des budgets déposés et du budget consolidé présenté à l'état consolidé des résultats 53

INFORMATION FINANCIÈRE DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Ventilation par compétence

Tableau 6 – Excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par compétence 56

Tableau 7 – Déficit non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales par compétence 59

Tableau 8 – Excédent accumulé non consolidé par compétence 60

Tableau 9 – Charges par objet non consolidées à des fins fiscales par compétence 62

Gestion de l'eau

Tableau 10 – (Déficit) excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales lié à la gestion de l'eau par compétence 66

Tableau 11 – (Déficit) excédent non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales lié à la gestion de l'eau par compétence 69

Ventilation des charges mixtes

Rapport des auditeurs indépendants 72

Tableau de la ventilation des charges mixtes par compétence 74

Notes complémentaires 76

Table des matières (suite)

INFORMATION FINANCIÈRE NON AUDITÉE RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET ENGAGEMENTS 79

CADRE DE RÉFÉRENCE DU GIFCC 80

Recommandations du GIFCC 80

GOUVERNANCE ET STRATÉGIES 82

Planification financière liée au climat 83

Stratégies et plans d'action liés au climat 83

RISQUE CLIMATIQUE 84

Évaluation des risques climatiques 84

GESTION DU RISQUE 87

Gestion des inondations 87

MESURES ET OBJECTIFS 88

Collectivité montréalaise 88

Activité municipales de l'agglomération de Montréal 89

PERSPECTIVES ET PROCHAINES ÉTAPES 91

BIBLIOGRAPHIE 92

Introduction

2019

MOT DE LA MAIRESSE ET DU PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF





Montréalaises,
Montréalais,

La crise sanitaire mondiale que nous traversons présentement et les impacts économiques qui s'ensuivent entraîneront, dans les prochains mois et, possiblement, les prochaines années, des défis budgétaires majeurs.

Heureusement, bien que nous traversions une période critique de notre histoire, nous sommes dans une bonne position économique pour aller de l'avant. Nos résultats positifs sont dus à la bonne gestion des opérations qui s'effectuent dans les arrondissements et aux efforts d'optimisation déployés par nos différents services centraux pour s'assurer que chaque dollar est dépensé adéquatement.

Ce bilan positif est d'une extrême importance étant donné la situation actuelle. En cette période de grande incertitude économique, nous sommes fiers d'avoir su gérer de façon responsable les finances de la Ville de Montréal au cours de la dernière année.

Dans le Rapport financier annuel et la Reddition de comptes financière pour l'exercice 2019, on constate que la métropole présente un excédent budgétaire global de 250,9 M$, en hausse de 38,2 M$ par rapport à l'année 2018.

De plus, malgré la crise sanitaire, l'urgence climatique ne prend pas de répit. Nous avons donc fixé, pour l'ensemble des services de la Ville de Montréal, des cibles ambitieuses visant à accélérer la transition écologique.

Nous publions d'ailleurs, dans ce rapport, un volet dédié à l'information financière relative aux changements climatiques – une première pour une ville québécoise!

Comme toujours, notre administration fait le choix de soutenir les Montréalaises et les Montréalais, quoi qu'il arrive, et s'engage à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins de la population, particulièrement en ces temps plus difficiles.

Nous investissons davantage pour faire face au vieillissement des infrastructures de la Ville, notamment afin de combler le déficit d'entretien des réseaux d'eau et de voirie.

Nous intensifions également nos efforts pour soutenir une offre résidentielle diversifiée, saine et abordable et nous développons des projets structurants qui favorisent la mobilité durable.

Nous soutenons et accompagnons les entreprises et les commerces montréalais afin d'assurer la prospérité de la métropole et de la positionner avantageusement sur l'échiquier mondial dans des secteurs à haut potentiel.

Nous investissons dans le développement social, la culture et les sports, mais aussi pour offrir à la population des services à la hauteur de ses attentes, que ce soit en matière de déneigement, de sécurité publique ou en modernisant les réseaux d'aqueducs et d'égouts de la Ville.

Enfin, la pandémie de la COVID-19 qui a frappé la planète nous l'a bien démontré, pour répondre aux enjeux sanitaires, économiques et environnementaux, une réponse collective s'impose. Heureusement, les dernières semaines ont démontré notre capacité à travailler ensemble pour un meilleur avenir commun.

Nous entendons mettre à contribution l'ensemble des forces vives de la métropole les Montréalaises et les Montréalais, afin que notre ville demeure un modèle de qualité de vie, de dynamisme économique et de prospérité.

Nous avons confiance, ça va bien aller!

La mairesse,



Valérie Plante

Le président du comité exécutif,



Benoit Dorais

MOT DU TRÉSORIER

Mesdames,
Messieurs,

La Ville de Montréal dévoile son rapport financier annuel pour l'année 2019. Ce rapport est constitué de deux sections : la première contenant les données financières consolidées de la Ville et la seconde, une analyse des informations financières de l'administration municipale. Cette dernière section exclut les organismes de son périmètre comptable.

L'exercice financier 2019 s'est soldé par un excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales de 250,9 M$, soit 4,4 % des revenus globaux de la Ville. Ces résultats sont le fruit d'une multitude d'éléments dont une saine gestion ainsi que le respect des perspectives financières de l'année 2019.

Cet excédent de 250,9 M$ est attribuable à des revenus supérieurs par rapport au budget de fonctionnement préalablement déposé. Il se ventile de la façon suivante : un excédent de 191,0 M$ de compétences de nature locale (228,3 M$ en 2018) et un surplus de 59,9 M$ (déficit de 15,6 M$ en 2018) de compétences d'agglomération. Ce surplus résulte d'un revenu de quotes-parts spécifiques de 86,2 M$ servant au comblement du déficit d'agglomération des exercices antérieurs. Sans ces quotes-parts, le résultat opérationnel de l'année 2019 de compétences d'agglomération se serait soldé par un déficit de 26,3M$. En ce qui concerne le surplus de gestion des arrondissements (inclut dans le surplus des compétences de nature locales), il s'élève à 72,6 M$ comparativement à 73,7 M$ en 2018.

Les revenus se chiffrent à 5 692,2 M$, soit une hausse de 143,0 M$ (2,6 %) par rapport au budget de fonctionnement. La hausse s'explique, entre autres, par un marché immobilier performant ayant, à lui seul, généré des revenus additionnels de 94,6 M$ avec l'imposition de droits de mutation immobilière et de 26,3 M$ avec la délivrance de permis de construction et de modification. Une activité économique favorable et les revenus d'intérêts ont aussi contribué à hauteur de 51,1 M$ par rapport au montant établi au budget de 2019. Par contre, cette hausse est atténuée par un ensemble de variations dans les autres catégories de recettes fiscales, notamment une variation de 29,0 M$ pour les amendes et pénalités.

Concernant les charges de fonctionnement et de financement et les affectations, elles sont de l'ordre de 5 441,3 M$, soit une baisse de 107,9 M$ (1,9 %) par rapport au budget établi. Cette diminution résulte principalement d'affectations moindres de 131,4 M$ et d'un remboursement de la dette inférieur de 2,5 M$ à ce qui était prévu. Par contre, ces baisses sont contrebalancées par des charges de fonctionnement supérieures de 26,0 M$, provenant principalement des augmentations suivantes :

- 51,8 M$ pour la rémunération globale, dont 48,5 M$ pour les heures supplémentaires;
- 15,2 M$ en service professionnels et techniques, majoritairement en lien avec l'élimination de la neige.

En contrepartie, certaines économies ont été réalisées pour les charges de fonctionnement suivantes :

- les contributions à des organismes et autres objets pour 38,3 M$;
- les frais de location, d'entretien et de réparation pour 17,2 M$;
- les frais de financement pour 7,7 M$.

De plus, compte tenu des impacts importants des différents bouleversements et changements climatiques auxquels chaque ville devra faire face dans les prochaines années, le rapport financier de la Ville inclut dorénavant une section non auditée rendant transparentes les informations financières relatives aux changements climatiques.

En terminant, il est important de souligner le professionnalisme du personnel de la Ville, qui s'emploie au quotidien à fournir les services municipaux. Ces femmes et ces hommes ont contribué à l'atteinte de ces résultats.

Le trésorier de la Ville de Montréal,

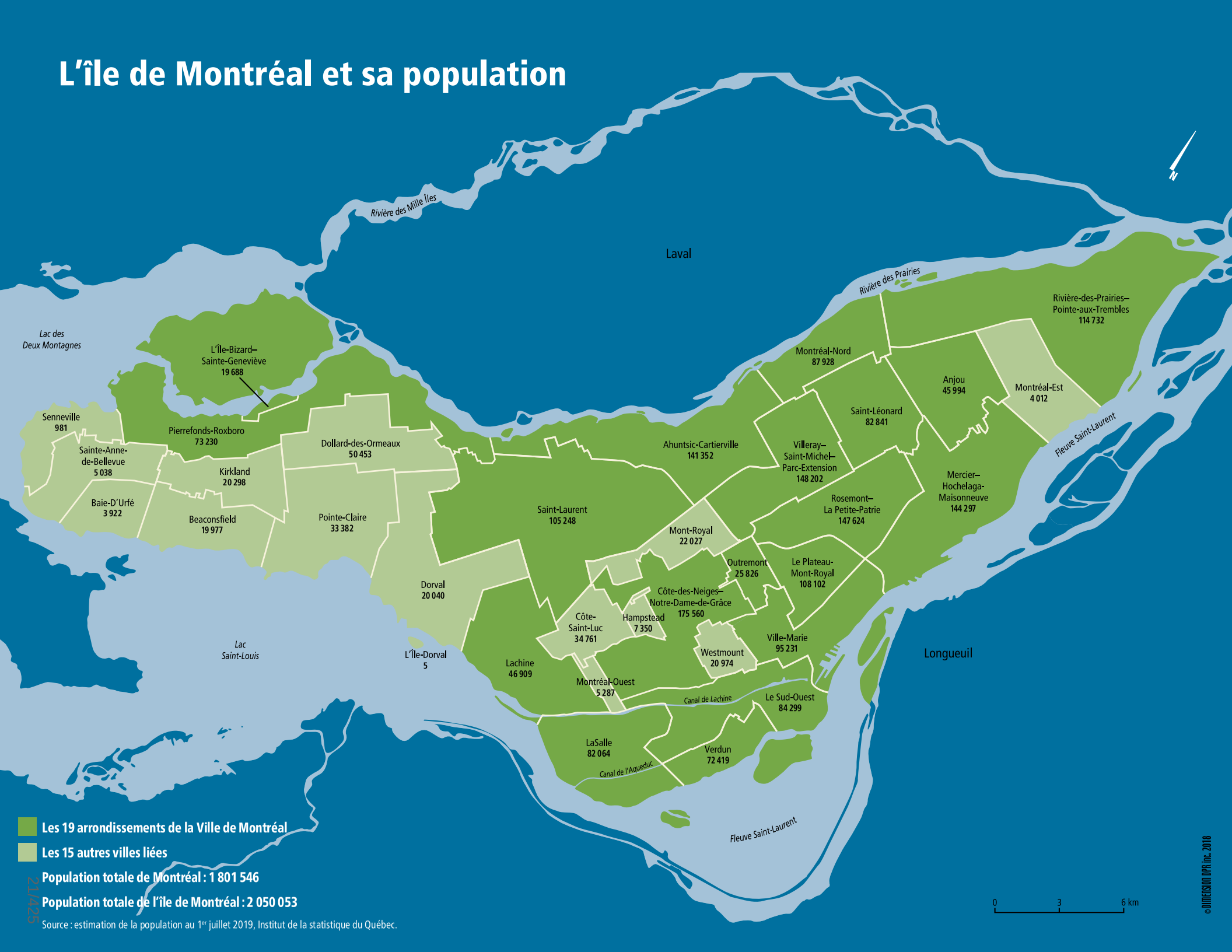


Yves Courchesne, CPA, CGA

EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE *(en milliers de dollars)*

	2019								2018
	Compétences de nature locale		Compétences d'agglomération		Éliminations		Total		Total
	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus									
Taxes	3 529 327	3 504 898	48 300	49 385	-	-	3 577 627	**3 554 283**	3 482 078
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855	-	-	-	-	275 845	**274 855**	264 417
Quotes-parts	-	-	2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	**425 936**	418 105
Transferts	191 981	206 162	128 363	152 506	-	-	320 344	**358 668**	283 068
Services rendus	262 314	254 509	56 150	62 053	(1 926)	(2 568)	316 538	**313 994**	313 510
Imposition de droits	246 449	367 494	1 969	1 838	-	-	248 418	**369 332**	318 973
Amendes et pénalités	105 916	94 430	102 497	85 033	-	-	208 413	**179 463**	189 033
Intérêts	77 323	88 902	74 355	83 824	-	-	151 678	**172 726**	160 802
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472	-	-	-	-	-	**8 472**	-
Autres revenus	22 035	32 195	2 175	2 286	-	-	24 210	**34 481**	52 145
	4 711 190	4 831 917	2 896 763	2 917 558	(2 058 750)	(2 057 265)	5 549 203	**5 692 210**	5 482 131
Charges de fonctionnement									
Administration générale	486 303	415 257	279 675	286 917	(657)	(584)	765 321	**701 590**	673 533
Sécurité publique	8 543	10 555	1 034 073	1 086 838	(505)	(636)	1 042 111	**1 096 757**	1 077 332
Transport	426 221	459 298	621 585	564 534	(70)	(353)	1 047 736	**1 023 479**	1 016 709
Hygiène du milieu	203 077	213 725	229 799	229 452	(334)	(708)	432 542	**442 469**	466 652
Santé et bien-être	65 973	61 624	49 134	62 352	-	-	115 107	**123 976**	94 991
Aménagement, urbanisme et développement	160 405	185 588	97 887	92 913	(293)	(281)	257 999	**278 220**	200 721
Loisirs et culture	479 247	496 505	110 421	121 102	(67)	(6)	589 601	**617 601**	597 210
Frais de financement	273 877	271 449	134 800	129 534	-	-	408 677	**400 983**	397 165
	2 103 646	2 114 001	2 557 374	2 573 642	(1 926)	(2 568)	4 659 094	**4 685 075**	4 524 313
Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération	2 056 824	2 054 697	-	-	(2 056 824)	(2 054 697)	-	**-**	-
Excédent avant financement et affectations	550 720	663 219	339 389	343 916	-	-	890 109	**1 007 135**	957 818
Financement									
Remboursement de la dette à long terme	(332 427)	(332 940)	(165 998)	(163 021)	-	-	(498 425)	**(495 961)**	(473 756)
Affectations									
Activités d'immobilisations	-	(8 899)	-	(1 632)	-	-	-	**(10 531)**	(17 704)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091	(86 170)	18	-	-	23 830	**159 109**	117 980
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)	(147 618)	(152 029)	-	-	(434 661)	**(437 312)**	(354 486)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)	60 397	32 574	-	-	19 147	**28 419**	(17 158)
	(218 293)	(139 246)	(173 391)	(121 069)	-	-	(391 684)	**(260 315)**	(271 368)
Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	-	191 033	-	59 826	-	-	-	**250 859**	212 694

L'île de Montréal et sa population



Les 19 arrondissements de la Ville de Montréal

Les 15 autres villes liées

Population totale de Montréal : 1 801 546

Population totale de l'île de Montréal : 2 050 053

Source : estimation de la population au 1er juillet 2019, Institut de la statistique du Québec.

21/425

© DIMENSION DPR inc. 2018

L'organisation municipale

Les pouvoirs d'administrer la Ville de Montréal sont partagés en compétences d'agglomération et en compétences locales. La Ville de Montréal, en sa qualité de ville centrale, continue à fournir des services et à gérer des équipements communs pour l'ensemble des citoyens de l'île de Montréal, à la fois sur son territoire et sur celui des 15 villes reconstituées.

La prestation des services communs est assurée par les employés de la Ville de Montréal. Depuis 2009, les 16 villes liées sur le territoire de l'île de Montréal financent au moyen de quotes-parts l'ensemble des services communs placés sous l'autorité du conseil d'agglomération. Ce mode de financement des compétences d'agglomération a été introduit par la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (projet de loi 22), adoptée en juin 2008.

Cette loi apporte également des modifications aux éléments relevant de la compétence du conseil d'agglomération à l'égard du réseau artériel de voirie à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, la compétence exclusive de la municipalité centrale sur ce réseau se limite désormais à certaines fonctions, notamment celles relatives à la détermination de normes de gestion et d'harmonisation, de planification générale du réseau et à la réalisation de certains travaux mentionnés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001). Les autres activités qui concernent le réseau de voirie artérielle à l'échelle de l'agglomération et qui ne sont pas mentionnées dans la loi demeurent de compétence locale.

Aussi, la liste initiale des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif prévue à l'annexe du *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (no 1229-2005 et modifications) a été diminuée de plusieurs éléments, notamment plusieurs grands parcs, équipements culturels, fêtes et festivals. De plus, à la suite de l'adoption de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale* (Projet de loi 120), à compter du 1er janvier 2017, la Ville de Montréal assume le remboursement des emprunts contractés par le conseil d'agglomération de Montréal pour le financement de dépenses engagées dans l'exercice de la compétence d'agglomération relative à l'aménagement et au réaménagement du domaine public dans le secteur désigné comme le centre-ville.

À la suite de l'adoption de la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (Projet de loi 121) qui a modifié la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001), l'activité de dépannage, de remorquage et de remisage des véhicules est maintenant de compétence d'agglomération. Les activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement ont toutefois été déléguées à chaque municipalité liée le 18 avril 2019, conformément au *Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs en matière de remorquage aux municipalités liées* (RCG 19-016).

Les compétences d'agglomération

Les compétences d'agglomération, soit les pouvoirs relatifs aux services fournis à l'ensemble des citoyens de l'île de Montréal, sont exercées par le conseil d'agglomération. Cette instance politique et décisionnelle de la Ville de Montréal détient, à l'égard des services communs, le pouvoir d'adopter tout règlement, d'autoriser toute charge et d'imposer toute quote-part sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal. La structure du conseil d'agglomération se veut légère et démocratique. La mairesse de Montréal choisit les représentants qui l'accompagnent au conseil d'agglomération, lesquels tiennent leurs mandats du conseil municipal; celui-ci détermine les orientations que prennent les élus au conseil d'agglomération. Il en est de même pour les maires des villes reconstituées, qui sont liés aux orientations de leur conseil municipal respectif.

Au total, le conseil d'agglomération est composé de 31 élus, soit :

- la mairesse de Montréal, qui en est la présidente;
- 15 élus du conseil municipal de Montréal, désignés par la mairesse;
- 14 maires des villes reconstituées, dont un nommé vice-président (il n'y a qu'un représentant pour L'Île-Dorval et Dorval);
- un représentant supplémentaire pour Dollard-des-Ormeaux (en raison de la taille de sa population), désigné par le maire de cette municipalité.

Au sein de ce conseil, les 16 villes liées possèdent une représentation proportionnelle à leur poids démographique, soit environ 87,8 % pour la Ville de Montréal et 12,2 % pour les 15 municipalités reconstituées.

Les compétences locales

Par ailleurs, les compétences locales de la Ville, conformément aux différents domaines d'activité énoncés dans la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* sont partagées entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement.

Le conseil municipal de la Ville de Montréal assume ses responsabilités à l'égard des compétences locales sur le territoire de Montréal qui compte 19 arrondissements. Les conseils d'arrondissement assurent, quant à eux, la prestation des services locaux sur leur territoire respectif.

Le conseil municipal est composé de la mairesse de Montréal qui est, d'office, mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie, et des 64 conseillères et conseillers municipaux, dont 18 sont des maires d'arrondissement. Les conseils d'arrondissement, dont la composition est fixée par le décret 645-2005, compte un minimum de cinq membres, soit le maire d'arrondissement, le ou les conseillères et conseillers municipaux et, selon le cas, les conseillères et conseillers d'arrondissement représentant cet arrondissement. Au total, les 19 arrondissements comprennent 46 conseillères et conseillers qui siègent également au conseil municipal et 38 conseillères et conseillers d'arrondissement.

Le coût inhérent aux services locaux fournis sur le territoire de la Ville de Montréal est défrayé à même les revenus provenant de la taxe municipale locale acquittée par les contribuables de la Ville de Montréal. Dans certains cas, les contribuables d'un arrondissement peuvent être appelés, à la suite de décisions de leur conseil d'arrondissement, à verser une taxe d'arrondissement pour des services locaux.

Résumé des compétences

Compétences d'agglomération

- L'évaluation foncière
- Les services de police et de sécurité incendie et civile
- Les services de premiers répondants, à l'exception de ceux de la Ville de Côte Saint-Luc
- Le centre d'urgence 911
- L'élaboration et l'adoption du schéma de couverture de risques en sécurité incendie et en sécurité civile
- La cour municipale
- Le logement social
- L'aide destinée aux sans-abri
- La prévention de la toxicomanie et de la prostitution, et la lutte contre celles-ci
- L'élimination et la valorisation des matières résiduelles ainsi que tout autre élément de leur gestion, si elles sont dangereuses
- L'élaboration et l'adoption du plan de gestion des matières résiduelles
- La gestion des cours d'eau municipaux
- Les équipements et les infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées, sauf les conduites locales
- Le transport collectif des personnes
- La détermination de normes minimales de gestion et la planification générale du réseau artériel ainsi que les travaux concernant certaines voies énumérées
- La promotion économique, y compris à des fins touristiques, lorsqu'elle est effectuée hors du territoire d'une municipalité liée
- L'accueil touristique
- Les parcs industriels
- Le Conseil des arts de Montréal
- Les équipements, les infrastructures et les activités d'intérêt collectif nommés à l'annexe du *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (no 1229-2005 et modifications)
- La contribution au financement du déficit d'Espace pour la vie
- Toute autre compétence anciennement accordée à la communauté urbaine, dans le cas où la Ville a succédé à celle-ci

Compétences locales

- L'urbanisme
- La réglementation en matière de construction, de nuisance et de salubrité
- L'habitation
- La prévention en sécurité incendie et sécurité civile
- La collecte et le transport des matières résiduelles
- La gestion des rues locales et artérielles
- Les conduites qui, au sein des réseaux d'aqueduc et d'égout, sont de nature locale
- Les équipements locaux de sport ou de loisir
- Les bibliothèques locales
- Les parcs locaux
- Le développement économique local, communautaire, culturel et social
- Le patrimoine
- La Commission des services électriques
- Les sociétés de développement commercial
- Les parcs industriels énumérés au règlement RCG 06-020
- L'organisation des élections

Information financière consolidée

2019

Responsabilité de la direction de la Ville à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés présentés dans ce rapport sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le tout tel que décrit à la note 2 afférente à ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés et toute l'information figurant dans le présent rapport financier annuel sont la responsabilité de la direction de la Ville. Cette dernière s'est également assurée de la cohérence entre les états financiers consolidés et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier annuel.

Pour évaluer certains faits et opérations, la direction de la Ville a procédé à des estimations d'après la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de l'importance relative.

La direction de la Ville a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers consolidés reposent sur des registres comptables fiables.

Les pouvoirs et les compétences de la Ville sont exercés, soit par le conseil d'agglomération, soit par le conseil municipal ou encore par les conseils d'arrondissement.

Les responsabilités du comité de vérification, lequel est composé de huit membres dont deux sont membres du conseil qui représentent les municipalités reconstituées et trois proviennent de l'externe, comprennent la surveillance du processus de présentation et de communication de l'information financière, ce qui englobe notamment la révision des états financiers consolidés et des autres éléments contenus dans le présent rapport financier annuel.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal et l'auditeur indépendant, Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., ont audité les états financiers consolidés et ont présenté les rapports qui suivent.

Yves Courchesne
Trésorier

Serge Lamontagne
Directeur général

Montréal, le 14 avril 2020

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont décrites à la note 14 des états financiers. La direction a choisi de présenter ces informations, car elle juge qu'elles sont nécessaires en vue d'une analyse pertinente et plus approfondie des résultats des activités réalisées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne

sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal, Québec

Le 14 avril 2020

État consolidé de la situation financière
Au 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Notes	2019	2018
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	**902 734**	563 290
Placements	4	**2 739 808**	2 880 376
Débiteurs	5	**5 057 134**	4 773 083
Propriétés destinées à la revente		**1 970**	1 592
Prêts	6	**57 600**	37 587
		8 759 246	8 255 928
Passifs			
Emprunts temporaires	7	**578 396**	456 280
Créditeurs, provisions et charges à payer	8	**2 313 560**	2 024 366
Revenus reportés	9	**577 139**	318 613
Dette à long terme	10	**12 980 955**	12 342 217
Passif au titre des avantages sociaux futurs	11	**308 651**	316 864
		16 758 701	15 458 340
Dette nette		**(7 999 455)**	(7 202 412)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	**18 288 245**	16 606 212
Propriétés destinées à la revente		**157 844**	133 716
Stocks		**98 134**	92 911
Autres actifs non financiers	13	**131 551**	161 278
		18 675 774	16 994 117
Excédent accumulé	14	**10 676 319**	9 791 705

Obligations contractuelles et droits contractuels	18
Actifs éventuels	19
Passifs éventuels	20
Événement postérieur à la date des états financiers	21
Transfert d'actifs, de passifs, d'obligations et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation	23

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des résultats
Exercice terminé le 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Notes	2019 Budget consolidé [1]	2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus				
Taxes		3 554 693	**3 529 631**	3 460 181
Compensations tenant lieu de taxes		275 845	**274 855**	264 417
Quotes-parts		426 130	**425 936**	418 105
Transferts	*15*	1 301 698	**1 233 622**	1 506 828
Services rendus		1 807 738	**1 812 902**	1 725 422
Imposition de droits		248 418	**369 332**	318 973
Amendes et pénalités		208 413	**179 463**	189 033
Intérêts	*16*	130 520	**167 133**	144 364
Autres revenus		110 296	**97 592**	121 294
		8 063 751	**8 090 466**	8 148 617
Charges				
Administration générale		772 875	**706 143**	678 195
Sécurité publique		1 071 467	**1 123 864**	1 105 533
Transport		2 912 408	**2 885 702**	2 642 669
Hygiène du milieu		668 089	**665 280**	688 239
Santé et bien-être		176 496	**182 698**	149 178
Aménagement, urbanisme et développement		303 306	**323 907**	244 862
Loisirs et culture		768 794	**807 605**	782 920
Frais de financement		536 514	**510 653**	500 709
		7 209 949	**7 205 852**	6 792 305
Excédent de l'exercice		853 802	**884 614**	1 356 312
Excédent accumulé au début de l'exercice		9 791 705	**9 791 705**	8 435 393
Excédent accumulé à la fin de l'exercice		10 645 507	**10 676 319**	9 791 705

[1] Des informations sur les données budgétaires sont fournies au tableau 5.

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de la variation de la dette nette
Exercice terminé le 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Note	**2019**	**2019**	**2018**
		Budget consolidé	**Réalisations**	**Réalisations**
Excédent de l'exercice		853 802	**884 614**	1 356 312
Variation des immobilisations				
Acquisition	*12*	(3 015 347)	**(2 747 389)**	(2 911 897)
Produit de cession		6 701	**21 652**	29 925
Amortissement	*12*	1 070 928	**1 054 966**	1 016 695
Gain sur cession		(6 701)	**(11 262)**	(16 449)
		(1 944 419)	**(1 682 033)**	(1 881 726)
Variation des propriétés destinées à la revente		-	**(24 128)**	(3 133)
Variation des stocks		-	**(5 223)**	(7 329)
Variation des autres actifs non financiers		-	**29 727**	107 309
		-	**376**	96 847
Variation de la dette nette		(1 090 617)	**(797 043)**	(428 567)
Dette nette au début de l'exercice		(7 202 412)	**(7 202 412)**	(6 773 845)
Dette nette à la fin de l'exercice		(8 293 029)	**(7 999 455)**	(7 202 412)

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 décembre 2019

(en milliers de dollars)

	Note	2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent de l'exercice		**884 614**	1 356 312
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations	*12*	**1 054 966**	1 016 695
Gain sur cession d'immobilisations		**(11 262)**	(16 449)
		1 928 318	2 356 558
Variation des éléments hors caisse			
Débiteurs		**(284 051)**	(567 308)
Propriétés destinées à la revente		**(24 506)**	766
Prêts		**(20 013)**	(4 757)
Créditeurs, provisions et charges à payer [1]		**234 999**	94 208
Revenus reportés		**258 526**	155 782
Passif au titre des avantages sociaux futurs		**(8 213)**	(142 052)
Stocks		**(5 223)**	(7 329)
Autres actifs non financiers		**29 727**	107 309
		2 109 564	1 993 177
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition d'immobilisations [1]		**(2 693 194)**	(2 815 718)
Produit de cession d'immobilisations		**21 652**	29 925
		(2 671 542)	(2 785 793)
Autres activités d'investissement			
Acquisition de placements		**(691 647)**	(562 448)
Produit de cession de placements		**832 215**	756 191
		140 568	193 743
Activités de financement			
Produit des emprunts		**1 946 086**	2 110 169
Remboursement de la dette à long terme déduction faite des refinancements		**(1 204 321)**	(847 473)
Rachat d'obligations par refinancement		**(103 027)**	(198 144)
Variation nette des emprunts temporaires		**122 116**	(182 019)
		760 854	882 533
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**339 444**	283 660
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		**563 290**	279 630
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		**902 734**	563 290

[1] Le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2019 est établi à 660,3 M$ (606,1 M$ en 2018). La variation de ce coût entre 2019 et 2018 est retranchée des créditeurs, provisions et charges à payer ainsi que des acquisitions puisqu'elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

Les annexes, notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Informations sectorielles
Au 31 décembre 2019

ANNEXE 1– SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	2019				2018
	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total	Total
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	786 817	115 917	-	**902 734**	563 290
Placements	2 292 332	447 476	-	**2 739 808**	2 880 376
Débiteurs	3 166 130	3 044 763	(1 153 759)	**5 057 134**	4 773 083
Propriétés destinées à la revente	1 592	378	-	**1 970**	1 592
Prêts	55 718	1 882	-	**57 600**	37 587
	6 302 589	3 610 416	(1 153 759)	**8 759 246**	8 255 928
Passifs					
Emprunts temporaires	199 385	379 011	-	**578 396**	456 280
Créditeurs, provisions et charges à payer	1 803 411	569 820	(59 671)	**2 313 560**	2 024 366
Revenus reportés	564 107	13 032	-	**577 139**	318 613
Dette à long terme	9 922 209	4 152 834	(1 094 088)	**12 980 955**	12 342 217
Passif au titre des avantages sociaux futurs	287 199	21 452	-	**308 651**	316 864
	12 776 311	5 136 149	(1 153 759)	**16 758 701**	15 458 340
Dette nette	(6 473 722)	(1 525 733)	-	**(7 999 455)**	(7 202 412)
Actifs non financiers					
Immobilisations	11 944 998	6 343 247	-	**18 288 245**	16 606 212
Propriétés destinées à la revente	157 844	-	-	**157 844**	133 716
Stocks	46 915	51 219	-	**98 134**	92 911
Autres actifs non financiers	51 648	79 903	-	**131 551**	161 278
	12 201 405	6 474 369	-	**18 675 774**	16 994 117
Excédent accumulé					
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement non affecté	246 596	(9 822)	-	**236 774**	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	417 508	42 269	-	**459 777**	442 550
Réserves financières et fonds réservés	440 531	165 749	-	**606 280**	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(708 673)	(273 633)	-	**(982 306)**	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 212 485)	(113 591)	55 864	**(1 270 212)**	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	6 544 206	5 137 664	(55 864)	**11 626 006**	10 718 932
	5 727 683	4 948 636	-	**10 676 319**	9 791 705

Informations sectorielles
Exercice terminé le 31 décembre 2019

ANNEXE 2 – RÉSULTATS DÉTAILLÉS CONSOLIDÉS PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	2019				2018
	Administration municipale	**Organismes contrôlés**	**Éliminations**	**Total**	**Total**
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	3 554 283	-	(24 652)	**3 529 631**	3 460 181
Compensations tenant lieu de taxes	274 855	-	-	**274 855**	264 417
Quotes-parts	425 936	-	-	**425 936**	418 105
Transferts	358 668	143 846	(51 697)	**450 817**	370 220
Services rendus	313 994	1 580 772	(81 864)	**1 812 902**	1 725 422
Imposition de droits	369 332	-	-	**369 332**	318 973
Amendes et pénalités	179 463	-	-	**179 463**	189 033
Intérêts	172 726	30 569	(36 162)	**167 133**	144 364
Effet net des opérations de restructuration	8 472	-	(8 472)	**-**	-
Autres revenus	28 452	57 908	(12 000)	**74 360**	100 174
	5 686 181	1 813 095	(214 847)	**7 284 429**	6 990 889
Immobilisations					
Transferts	149 323	633 482	-	**782 805**	1 136 608
Contributions des promoteurs	9 129	-	-	**9 129**	7 386
Effet net des opérations de restructuration	5 047	-	(5 047)	**-**	-
Autres revenus	8 573	5 530	-	**14 103**	13 734
	172 072	639 012	(5 047)	**806 037**	1 157 728
	5 858 253	2 452 107	(219 894)	**8 090 466**	8 148 617
Charges					
Administration générale	715 337	-	(9 194)	**706 143**	678 195
Sécurité publique	1 124 559	-	(695)	**1 123 864**	1 105 533
Transport	1 297 569	1 691 394	(103 261)	**2 885 702**	2 642 669
Hygiène du milieu	666 565	-	(1 285)	**665 280**	688 239
Santé et bien-être	125 438	71 726	(14 466)	**182 698**	149 178
Aménagement, urbanisme et développement	319 419	10 228	(5 740)	**323 907**	244 862
Loisirs et culture	775 449	67 728	(35 572)	**807 605**	782 920
Frais de financement	400 983	145 832	(36 162)	**510 653**	500 709
Effet net des opérations de restructuration	-	13 519	(13 519)	**-**	-
	5 425 319	2 000 427	(219 894)	**7 205 852**	6 792 305
Excédent de l'exercice	432 934	451 680	-	**884 614**	1 356 312

Informations sectorielles
Exercice terminé le 31 décembre 2019

ANNEXE 3 – EXCÉDENT (DÉFICIT) CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

		2019				2018
	Budget consolidé	**Administration municipale**	**Organismes contrôlés**	**Éliminations**	**Total**	**Total**
Excédent de l'exercice	853 802	432 934	451 680	-	**884 614**	1 356 312
Moins: revenus des activités d'immobilisations	(919 780)	(172 072)	(639 012)	5 047	**(806 037)**	(1 157 728)
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales de l'exercice	(65 978)	260 862	(187 332)	5 047	**78 577**	198 584
Conciliation à des fins fiscales						
Immobilisations						
Produit de cession	6 701	18 576	3 076	-	**21 652**	29 925
Amortissement	1 070 928	740 244	314 722	-	**1 054 966**	1 016 695
(Gain) perte sur cession	(6 701)	(12 547)	1 285	-	**(11 262)**	(16 449)
Effet net des opérations de restructuration	-	-	5 047	(5 047)	**-**	-
	1 070 928	746 273	324 130	(5 047)	**1 065 356**	1 030 171
Financement						
Remboursement de la dette à long terme	(593 131)	(495 961)	(109 335)	(5 399)	**(610 695)**	(555 367)
Affectations (note 14)						
Activités d'immobilisations	(39 744)	(10 531)	(51 143)	-	**(61 674)**	(60 258)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	159 109	273	-	**159 382**	117 980
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	(437 312)	(9 095)	-	**(446 407)**	(496 756)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	28 046	28 419	3 616	5 399	**37 434**	(30 522)
	(422 529)	(260 315)	(56 349)	5 399	**(311 265)**	(469 556)
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	(10 710)	250 859	(28 886)	-	**221 973**	203 832

ANNEXE 4 – (DÉFICIT) EXCÉDENT CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

		2019				2018
	Budget consolidé	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total	Total
Revenus des activités d'immobilisations	919 780	172 072	639 012	(5 047)	**806 037**	1 157 728
Conciliation à des fins fiscales						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	(148 200)	(111 354)	-	-	**(111 354)**	(103 581)
Sécurité publique	(40 700)	(50 547)	-	-	**(50 547)**	(58 918)
Transport	(1 608 247)	(556 672)	(900 682)	-	**(1 457 354)**	(1 675 434)
Hygiène du milieu	(616 800)	(507 446)	-	-	**(507 446)**	(513 545)
Santé et bien-être	(41 000)	(2 253)	(28 898)	-	**(31 151)**	(78 415)
Aménagement, urbanisme et développement	(120 800)	(95 905)	(62)	5 047	**(90 920)**	(66 851)
Loisirs et culture	(439 600)	(498 597)	(20)	-	**(498 617)**	(415 153)
	(3 015 347)	(1 822 774)	(929 662)	5 047	**(2 747 389)**	(2 911 897)
Financement						
Financement à long terme des activités d'immobilisations	1 610 223	1 082 587	268 802	34 267	**1 385 656**	1 259 974
Affectations (note 14)						
Activités de fonctionnement	39 744	10 531	51 143	-	**61 674**	60 258
Excédent des activités de fonctionnement affecté	-	15 155	-	-	**15 155**	10 150
Réserves financières et fonds réservés	445 600	84 782	-	-	**84 782**	426 443
	485 344	110 468	51 143	-	**161 611**	496 851
(Déficit) excédent des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	-	(457 647)	29 295	34 267	**(394 085)**	2 656

ANNEXE 5 – CHARGES PAR OBJET CONSOLIDÉES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	2019				2018
	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total	Total
Rémunération					
Élus	11 198	104	-	**11 302**	10 045
Employés	1 823 683	781 283	(6 790)	**2 598 176**	2 506 245
Charges sociales					
Élus	4 781	16	-	**4 797**	4 943
Employés	507 396	239 889	-	**747 285**	662 371
Transport et communication	37 413	160 266	-	**197 679**	193 563
Services professionnels, techniques et autres					
Honoraires professionnels	66 690	23 806	-	**90 496**	79 079
Achats de services techniques	357 301	46 416	(16 798)	**386 919**	360 784
Autres	4 880	19 945	-	**24 825**	23 604
Location, entretien et réparation					
Location	96 457	19 204	(31 764)	**83 897**	91 277
Entretien et réparation	93 624	37 856	(28)	**131 452**	117 963
Biens durables					
Travaux de construction	58 262	-	-	**58 262**	24 134
Autres biens durables	6 385	19	-	**6 404**	7 978
Biens non durables					
Fourniture de services publics	83 587	15 433	(4 474)	**94 546**	95 127
Autres biens non durables	172 215	79 737	(6 629)	**245 323**	229 149
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :					
La municipalité	305 492	58 855	-	**364 347**	342 744
Gouvernement du Québec et ses entreprises	34 699	80 725	-	**115 424**	130 436
Autres tiers	57 048	-	(36 162)	**20 886**	18 982
Autres frais de financement	3 744	6 252	-	**9 996**	8 547
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts - Communauté métropolitaine de Montréal	39 505	-	-	**39 505**	39 328
Quotes-parts - Autorité régionale de transport métropolitain	541 829	-	-	**541 829**	551 450
Autres	51 990	-	(51 697)	**293**	210
Organismes gouvernementaux	16 441	-	-	**16 441**	15 492
Autres organismes	293 575	17 258	-	**310 833**	208 074
Amortissement des immobilisations	740 244	314 722	-	**1 054 966**	1 016 695
Autres objets					
Créances douteuses ou irrécouvrables	12 351	473	-	**12 824**	23 678
Effet net des opérations de restructuration	-	13 519	(13 519)	**-**	-
Autres	4 529	84 649	(52 033)	**37 145**	30 407
	5 425 319	2 000 427	(219 894)	**7 205 852**	6 792 305

1. STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (les NCCSP). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées à la note 14.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (la SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (la SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les provisions pour dévaluation de prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, des revenus relatifs aux services rendus par la STM à l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

b) Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

c) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

d) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour moins-value est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs (suite)

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2019, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 $. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

c) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

F) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'ARTM a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments

a) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;

- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;

- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;

- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;

- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;

- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;

- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;

- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

b) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

c) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération. La ventilation de l'excédent (déficit) consolidé des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales, par type de compétences, est donnée aux tableaux complémentaires 1 et 2.

h) Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en novembre 2018 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est montrée au tableau 5.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en novembre 2018 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

Une comparaison des données réelles avec les données budgétaires est également présentée dans les annexes et les tableaux établis à des fins fiscales.

3. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Trésorerie	846 398	558 190
Équivalents de trésorerie	56 336	5 100
	902 734	563 290

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,89 % à 2,40 % (2,10 % en 2018).

4. PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

	2019			2018
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	-	106 743	106 743	141 062
Obligations et débentures	2 377 291	255 774	2 633 065	2 739 314
	2 377 291	362 517	2 739 808	2 880 376

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des placements s'établit à 2 820,8 M$ (2 913,3 M$ en 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffraient respectivement à 2 566,7 M$ et à 313,6 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps et des établissements de la santé et des services sociaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 505,1 M$ (700,0 M$ en 2018).

4. PLACEMENTS (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2019				
2020	106 743	394 763	501 506	2,73 %
2021	-	211 302	211 302	4,06 %
2022	-	143 061	143 061	2,89 %
2023	-	193 331	193 331	3,25 %
2024	-	409 668	409 668	3,12 %
1 à 5 ans	106 743	1 352 125	1 458 868	3,12 %
6 à 10 ans	-	878 991	878 991	3,24 %
11 à 15 ans	-	212 603	212 603	3,91 %
16 à 20 ans	-	166 973	166 973	3,91 %
Plus de 20 ans	-	22 373	22 373	4,10 %
	106 743	2 633 065	2 739 808	3,27 %
31 décembre 2018				
2019	141 062	385 925	526 987	3,78 %
2020	-	417 462	417 462	2,85 %
2021	-	191 149	191 149	4,09 %
2022	-	135 342	135 342	2,91 %
2023	-	191 895	191 895	3,29 %
1 à 5 ans	141 062	1 321 773	1 462 835	3,41 %
6 à 10 ans	-	976 515	976 515	3,42 %
11 à 15 ans	-	237 121	237 121	3,68 %
16 à 20 ans	-	181 010	181 010	3,62 %
Plus de 20 ans	-	22 895	22 895	4,10 %
	141 062	2 739 314	2 880 376	3,45 %

5. DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Taxes	100 505	119 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	273 690	256 620
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	4 199 872	3 970 088
Organismes municipaux	56 063	57 694
Services rendus et autres	427 004	369 473
	5 057 134	4 773 083

[1] Comprend les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme de 2 886,2 M$ (2 862,8 M$ en 2018) dont la juste valeur s'établit à 2 990,9 M$ (2 912,1 M$ en 2018).

Une provision pour créances douteuses de 134,9 M$ (128,5 M$ en 2018) a été déduite des débiteurs.

Les encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2019, s'établissent comme suit :

	Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2019			
2020	325 596	3,33 %	4 175
2021	284 389	3,22 %	21 268
2022	253 989	3,19 %	13 358
2023	217 214	3,16 %	62 206
2024	149 867	3,25 %	99 262
1 à 5 ans	1 231 055	3,24 %	200 269
6 à 10 ans	335 381	2,77 %	525 728
11 à 15 ans	151 421	2,71 %	377 173
16 à 20 ans	45 778	2,79 %	19 352
	1 763 635	3,09 %	1 122 522
31 décembre 2018			
2019	334 482	3,65 %	14 590
2020	296 647	3,43 %	4 249
2021	255 019	3,32 %	21 565
2022	224 618	3,30 %	13 656
2023	188 572	3,27 %	62 504
1 à 5 ans	1 299 338	3,42 %	116 564
6 à 10 ans	359 742	3,05 %	460 697
11 à 15 ans	140 343	2,75 %	403 364
16 à 20 ans	54 109	2,92 %	28 677
	1 853 532	3,28 %	1 009 302

6. PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Prêts aux PME MTL	45 493	29 080
Prêts à un office municipal d'habitation	5 691	5 376
Prêts à des organismes à but non lucratif	4 534	2 303
Soldes de prix de vente	1 882	828
	57 600	37 587

Les prêts aux PME MTL, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,3 M$ (2,7 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 1,9 M$ (2,3 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéant en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,0 M$ (1,5 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Au 31 décembre 2019, aucune provision pour moins-value n'a été constatée (aucune en 2018).

7. EMPRUNTS TEMPORAIRES
(en milliers de dollars)

	2019		2018	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	312 000	-	319 100	66 500
Titres [1]	1 781 500	578 396	1 762 200	389 780
	2 093 500	578 396	2 081 300	456 280

[1] Le montant total des titres autorisés de 1 781,5 M$ (1 762,2 M$ en 2018) se compose de la limite autorisée de 750,0 M$ à la STM et de 1 031,5 M$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires. La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018, le taux moyen pondéré des marges de crédit utilisées était de 2,39 %.

Au 31 décembre 2019, le taux moyen pondéré des titres émis est de 1,87 % (2,17 % en 2018)

8. CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER (en milliers de dollars)

	2019	2018
Fournisseurs	835 248	708 693
Rémunération et charges sociales	586 547	567 554
Dépôts et retenues de garantie	256 812	230 631
Intérêts courus sur la dette à long terme	92 506	88 398
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides [1]	83 141	83 907
Passif environnemental [2]	77 227	99 367
Contestations d'évaluation	40 708	39 153
Autres	108 473	89 747
Gouvernement du Québec et ses entreprises [3]	51 015	54 469
Autorité régionale de transport métropolitain	96 987	10 744
Autres	84 896	51 703
	2 313 560	2 024 366

[1] La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 145,2 M$ (153,2 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018).

[2] La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2019, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 54,1 M$ (76,9 M$ en 2018), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2045, se chiffrent à 73,5 M$ (96,5 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 23,1 M$ (22,5 M$ en 2018). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils sont confirmés et qu'ils satisfont à tous les critères de comptabilisation, sont portés en réduction du passif. Des recouvrements de 9,8 M$ (9,8 M$ 2018) ont réduit la provision au 31 décembre 2019.

[3] En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2019, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 39,3 M$ (39,7 M$ en 2018).

9. REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts	384 806	160 972
Primes à l'émission de titres	74 856	62 651
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	55 421	34 795
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 170	16 185
Fonds de développement du logement social	22 205	18 198
Autres	23 681	25 812
	577 139	318 613

10. DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Obligations et emprunts bancaires [1]	12 779 514	12 224 323
Emprunts à terme et hypothèques immobilières [2]	177 972	90 645
Autres dettes à long terme	23 469	27 249
	12 980 955	12 342 217

[1] Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2018).

[2] Les hypothèques immobilières, au montant de 5,1 M$ (11,1 M$ en 2018), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 20,6 M$ (33,3 M$ en 2018).

10. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2019	2018
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 753 298	4 276 154
De l'agglomération	2 583 345	2 281 092
Placements du fonds d'amortissement	2 377 291	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 886 157	2 862 834
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	380 864	355 394
	12 980 955	12 342 217

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 278,5 M$ (183,5 M$ en 2018). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2019			2018		
Années	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net
2019				1 301 788	242 780	1 059 008
2020	628 915	57 431	571 484	587 777	88 011	499 766
2021	1 031 474	297 167	734 307	964 097	297 167	666 930
2022	814 822	461 024	353 798	748 637	461 023	287 614
2023	1 453 541	579 812	873 729	1 319 772	507 072	812 700
2024	1 201 192	203 102	998 090	-	-	-
1 à 5 ans	5 129 944	1 598 536	3 531 408	4 922 071	1 596 053	3 326 018
6 à 10 ans	4 217 670	1 377 610	2 840 060	4 261 707	1 119 630	3 142 077
11 à 15 ans	1 234 463	93 321	1 141 142	722 607	80 365	642 242
16 à 20 ans	1 345 148	191 183	1 153 965	1 382 102	151 811	1 230 291
2043	934 556	-	934 556	934 556	-	934 556
2045	119 174	-	119 174	119 174	-	119 174
TOTAL	12 980 955	3 260 650	9 720 305	12 342 217	2 947 859	9 394 358

10. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2019	2018
Années d'échéance	**Moyenne pondérée**	**Moyenne pondérée**
1 à 5 ans	3,57 %	3,75 %
6 à 10 ans	3,15 %	3,59 %
11 à 15 ans	4,13 %	4,13 %
16 à 20 ans	3,36 %	3,60 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
	3,66 %	3,89 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 255,7 M$ (13 109,1 M$ en 2018). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018).

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Régimes de retraite à prestations déterminées	31 445	28 003
Autres régimes	277 206	288 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs	308 651	316 864

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 329,5 M$ (258,9 M$ en 2018). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,5 M$ (1,3 M$ en 2018) et à 2,9 M$ (2,8 M$ en 2018).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices 2016 à 2018.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	20 741 485	-	19 741 973	-
Obligation au titre des prestations constituées	(20 583 458)	(292 262)	(19 391 122)	(299 862)
Excédent (déficit)	158 027	(292 262)	350 851	(299 862)
Pertes (gains) actuarielles non amorties	(51 711)	15 056	(42 526)	11 001
Actif (passif) au titre des prestations constituées	106 316	(277 206)	308 325	(288 861)
Provision pour moins-value	(137 761)	-	(336 328)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(31 445)	(277 206)	(28 003)	(288 861)

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 746 045)	(292 262)	(6 787 150)	(299 862)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 235 411	-	6 208 473	-
Déficit	(510 634)	(292 262)	(578 677)	(299 862)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 741 973	-	19 018 793	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 164 263	-	1 136 308	-
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	347 775	-	20 142	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 512 038	-	1 156 450	-
Cotisations de l'employeur	327 976	9 689	391 010	9 987
Cotisations des employés	233 696	-	209 706	-
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Solde à la fin de l'exercice	20 741 485	-	19 741 973	-
Juste valeur des actifs des régimes [1]	21 318 594	-	19 427 822	-

[1] La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2018).

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2019		2018	
	Régimes de retraite [1]	Autres régimes	Régimes de retraite [1]	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 391 122	299 862	18 893 396	304 886
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Pertes (gains) survenues dans l'exercice sur l'obligation	270 179	1 806	(22 445)	(15 365)
Solde à la fin de l'exercice	20 583 458	292 262	19 391 122	299 862

[1] Au 31 décembre 2019, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 2 196,1 M$ (1 771,1 M$ au 31 décembre 2018) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Cotisations des employés	(233 696)	-	(209 706)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(134 220)	(2 580)	-	(4)
Amortissement des pertes actuarielles	65 809	331	96 031	1 743
Charge au titre des avantages de retraite	541 827	(12 429)	357 569	11 160
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 164 263)	-	(1 136 308)	-
Charge (revenu) d'intérêt	(11 842)	10 463	(53 395)	10 907
Variation de la provision pour moins-value	(198 567)	-	(67 296)	-
Charge totale	331 418	(1 966)	236 878	22 067

11. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,70% à 6,20%	3,00% à 3,50%	5,90% à 6,20%	3,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70% à 6,25%		5,90% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,10%	2,10%	2,00% à 2,10%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,20% à 2,75%	2,20% à 2,50%	2,50% à 2,85%	2,50% à 3,10%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 7,50%		3,00% à 7,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,00%		3,00% à 5,00%
Années où le taux devrait se stabiliser		2027 et 2028		2027 et 2028

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2019	2018
Régimes à cotisations déterminées	1 460	1 277
Régimes de retraite des élus municipaux	2 902	2 777

12. IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Cessions / Radiations	Solde à la fin de l'exercice
COÛT				
Infrastructures	13 144 042	1 203 507	797 927	13 549 622
Réseau du métro - infrastructures	2 691 757	267 443	12 913	2 946 287
Réseau du métro - tunnels	328 081	-	-	328 081
Voitures de métro	1 964 959	104 565	-	2 069 524
Bâtiments	4 120 244	546 976	14 727	4 652 493
Améliorations locatives	131 831	19 005	352	150 484
Véhicules	1 721 213	220 588	89 053	1 852 748
Ameublement et équipement de bureau	652 540	170 937	66 654	756 823
Machinerie, outillage et équipement	473 580	58 818	40 797	491 601
Terrains	1 396 431	151 534	2 895	1 545 070
Autres	13 089	4 016	-	17 105
	26 637 767	2 747 389	1 025 318	28 359 838
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 558 715	517 650	797 906	5 278 459
Réseau du métro - infrastructures	775 855	99 769	12 913	862 711
Réseau du métro - tunnels	107 062	3 398	-	110 460
Voitures de métro	286 249	42 741	-	328 990
Bâtiments	1 733 675	125 028	14 515	1 844 188
Améliorations locatives	73 916	11 831	274	85 473
Véhicules	988 001	114 438	82 409	1 020 030
Ameublement et équipement de bureau	294 429	98 174	66 132	326 471
Machinerie, outillage et équipement	213 447	41 866	40 779	214 534
Autres	206	71	-	277
	10 031 555	1 054 966	1 014 928	10 071 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	16 606 212	1 692 423	10 390	18 288 245

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 1 115,7 M$ au 31 décembre 2019 (1 231,8 M$ en 2018). Aucune réduction de valeur n'a été opérée au cours de l'exercice (aucune en 2018).

13. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	54 523	92 400
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	5 169	-
Frais d'émission de titres	60 182	60 011
Autres	11 677	8 867
	131 551	161 278

14. EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	236 774	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés	606 280	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(982 306)	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 270 212)	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	11 626 006	10 718 932
	10 676 319	9 791 705

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales. Outre la ventilation de l'excédent accumulé dans différents postes définis aux paragraphes qui suivent, ces informations financières sont montrées aux annexes 3 et 4, ainsi qu'aux tableaux 1 à 11.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment à l'aménagement et à l'entretien d'unités de stationnement, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

14. EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à la différence entre le coût des immobilisations et le total des sources de financement.

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce solde net est viré par affectations à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);

- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);

- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations, sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);

- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) (affectations sur une période maximale de 10 ans);

- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

15. REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 596	5 488
Gouvernement du Québec	402 233	327 129
Communauté métropolitaine de Montréal	42 988	37 603
	450 817	370 220
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	28 874	34 378
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	163	25 502
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	275 391	526 522
Programme d'aide financière du fonds de l'insfrastructure de transport en commun	320 620	251 325
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	31 613	168 296
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	45 806	38 743
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	30 237	44 002
Autres	50 101	47 840
	782 805	1 136 608
	1 233 622	1 506 828

16. REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Placements du fonds d'amortissement	96 471	78 926
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	56 141	49 475
	152 612	128 401
Arriérés de taxes	14 521	15 963
	167 133	144 364

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2019, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2019		2018	
	Juste valeur	**Valeur comptable**	**Juste valeur**	**Valeur comptable**
Placements	2 820 754	2 739 808	2 913 333	2 880 376
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 990 942	2 886 157	2 912 118	2 862 834
Dette à long terme	14 255 749	12 980 955	13 109 158	12 342 217

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2019, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS

a) Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 069,0 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2020	2021	2022	2023	2024	2025-2050	Total
704,6 M$	424,0 M$	339,7 M$	262,8 M$	201,4M$	1 136,5M$	3 069,0 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 5 617,6 M$, dont 821,9 M$ pour l'acquisition de bus et 482,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

b) Droits contractuels

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 138,5 M$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 578,9 M$ et des services rendus de 559,6 M$ associés à la location de locaux et à des prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2020 [1]	2021	2022	2023	2024	2025-2065	Total
301,4 M$	147,3 M$	128,1 M$	58,1 M$	46,3 M$	457,3 M$	1 138,5 M$

[1] Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 114,3 M$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 97,7 M$ et de services rendus de 16,6 M$ associés à des prêts d'employés.

Les droits contractuels liés aux activités d'immobilisations se chiffrent à 1 994,7 M$ dont 811,4 M$ pour l'acquisition de bus et 392,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

19. ACTIFS ÉVENTUELS

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

20. PASSIFS ÉVENTUELS

a) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 451,8 M$ (2 074,7 M$ en 2018).

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Selon lui, le réseau de transport collectif que gèrent la STM, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) (et les entités qui lui ont succédé) et l'administration municipale serait inaccessible et violerait les droits et libertés des personnes ayant un handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective de 171 M$ intentée par la Ligue des noirs du Québec et autorisée par la Cour supérieure le 7 août 2019. Cette action collective concerne toute personne physique des communautés noires et culturelles qui aurait subi du profilage racial entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 32,0 M$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

b) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2019.

c) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

20. PASSIFS ÉVENTUELS (SUITE)

d) Garanties d'emprunts

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) (l'ARTM) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci sont indiquées au tableau 4.

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 150,0 M$. Au 31 décembre 2019, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 8,6 M$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 3,2 M$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel relié aux prêts cautionnés est de 5,4 M$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1er juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière. Il est prévu que la STM transférera à l'ARTM des voies réservées, des stationnements incitatifs et des terminus et que cette dernière cédera des stationnements incitatifs et des terminus.

COVID-19 (maladie à coronavirus 2019)

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 4 mai 2020.

Face à cette pandémie, la Ville a adopté plusieurs mesures spécifiques qui comprennent notamment l'annulation de festivals, événements sportifs et rassemblements publics sur l'ensemble du territoire montréalais jusqu'au 2 juillet ainsi que la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives, des bureaux Accès Montréal et de différents comptoirs de services. La Ville a également reporté au 2 juillet le deuxième versement des taxes foncières et suspendu l'augmentation annuelle des tarifs des parcomètres. Des mesures d'aide aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises. La Ville continue d'assurer les services municipaux essentiels, comme l'accès à l'eau potable, les services d'urgence, le transport collectif et la collecte des ordures et du recyclage.

De plus, la COVID-19 a aussi des incidences financières importantes telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers consolidés et sur la situation financière de la Ville au cours des exercices futurs.

22. INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2019, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

23. TRANSFERT D'ACTIFS, DE PASSIFS, D'OBLIGATIONS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, l'administration municipale avait débuté ou complété des démarches visant le transfert d'actifs, de passifs et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation de la Ville.

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Technoparc Montréal

En vertu d'une entente intervenue le 19 décembre 2019, Technoparc Montréal a cédé à l'administration municipale, sans compensation monétaire, l'ensemble de ses éléments d'actifs en contrepartie de la prise en charge, par l'administration municipale de son passif et de ses obligations et responsabilités. Les actifs, d'une valeur comptable nette de 18,5 M$, sont composés de propriétés destinées à la revente et d'immobilisations. Les passifs, au montant de 4,4 M$, sont principalement lié aux propriétés destinées à la revente.

Le transfert de ces actifs et passifs a été effectués à la valeur comptable nette à la date du transfert. Il n'a aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville. À compter du 1er janvier 2020, les activités associées à la gestion des actifs transférés seront exercées par l'administration municipale. Le processus de dissolution de Technoparc Montréal se poursuivra en 2020.

Exercice subséquent

Société en commandite Stationnement de Montréal

Le 31 décembre 2019, l'administration municipale a résilié l'entente qu'elle avait conclue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal, par laquelle elle lui avait confié l'exploitation du stationnement tarifé sur son territoire. Les parties ont signé un acte de cession qui fait en sorte que l'administration municipale devient propriétaire, le 1er janvier 2020, des immeubles et autres biens meubles liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession est consentie sans compensation monétaire et en considération de la prise en charge, par l'administration municipale, de certains contrats, réclamations et recours de la SCSM. Le 1er janvier 2020, la valeur comptable nette des actifs cédés est de 12,4 M$.

Agence de mobilité durable

L'Agence de mobilité durable, nouvel organisme du périmètre comptable, a été constituée le 13 février 2019 en vertu de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. À compter du 1er janvier 2020, conformément à une l'entente intervenue entre les parties, l'administration municipale lui a confié la gestion, le développement et la promotion du stationnement tarifé et lui cède certains actifs pour une considération équivalente à leur valeur comptable nette de 7,4 M$. Cette transaction, constatée à la valeur comptable nette, n'aura aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2020.

24. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

TABLEAU 1 – EXCÉDENT (DÉFICIT) CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations [1]
Revenus		
Taxes	3 529 327	3 504 898
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855
Quotes-parts	-	-
Transferts	204 804	219 457
Services rendus	422 454	414 483
Imposition de droits	246 449	367 494
Amendes et pénalités	105 916	94 430
Intérêts	77 873	89 959
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472
Autres revenus	22 540	36 791
	4 885 208	5 010 839
Charges de fonctionnement		
Administration générale	759 921	688 875
Sécurité publique	883 985	885 997
Transport	1 002 058	1 030 282
Hygiène du milieu	464 931	473 452
Santé et bien-être	135 438	129 891
Aménagement, urbanisme et développement	218 736	247 664
Loisirs et culture	576 701	593 959
Frais de financement	277 358	274 413
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472
	4 319 128	4 333 005
Excédent avant financement et affectations	566 080	677 834
Financement		
Remboursement de la dette à long terme [3]	(337 558)	(340 631)
Affectations (note 14)		
Activités d'immobilisations	(19 744)	(45 230)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)
	(238 037)	(175 577)
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	(9 515)	161 626

[1] Les revenus de transferts, ainsi que les charges de fonctionnement équivalentes présentées à la fonction hygiène du milieu, sont réduits d'un montant de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Les éliminations sont liées aux opérations entre les organismes inclus dans le périmètre comptable et aux opérations intercompétences.

[3] Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
48 300	49 385	(22 934)	(24 652)	3 554 693	**3 529 631**	3 460 181
-	-	-	-	275 845	**274 855**	264 417
2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	**425 936**	418 105
257 949	283 057	(44 792)	(51 697)	417 961	**450 817**	370 220
1 481 782	1 482 851	(96 498)	(84 432)	1 807 738	**1 812 902**	1 725 422
1 969	1 838	-	-	248 418	**369 332**	318 973
102 497	85 033	-	-	208 413	**179 463**	189 033
90 120	113 336	(37 473)	(36 162)	130 520	**167 133**	144 364
-	-	-	(8 472)	-	**-**	-
53 713	59 959	(2 000)	(12 000)	74 253	**84 750**	113 650
4 519 284	4 556 092	(2 260 521)	(2 272 112)	7 143 971	**7 294 819**	7 004 365
279 675	286 917	(282 300)	(283 396)	757 296	**692 396**	663 562
1 034 073	1 086 838	(876 616)	(876 773)	1 041 442	**1 096 062**	1 077 332
1 933 393	1 870 307	(591 697)	(594 157)	2 343 754	**2 306 432**	2 095 554
229 799	229 452	(263 427)	(261 720)	431 303	**441 184**	465 835
49 134	62 352	(20 454)	(20 092)	164 118	**172 151**	140 120
97 887	92 913	(55 636)	(58 308)	260 987	**282 269**	204 730
159 824	188 812	(132 918)	(133 032)	603 607	**649 739**	627 768
296 629	272 402	(37 473)	(36 162)	536 514	**510 653**	500 709
-	-	-	(8 472)	-	**-**	-
4 080 414	4 089 993	(2 260 521)	(2 272 112)	6 139 021	**6 150 886**	5 775 610
438 870	466 099	-	-	1 004 950	**1 143 933**	1 228 755
(250 174)	(264 665)	(5 399)	(5 399)	(593 131)	**(610 695)**	(555 367)
(20 000)	(16 444)	-	-	(39 744)	**(61 674)**	(60 258)
(86 170)	291	-	-	23 830	**159 382**	117 980
(147 618)	(161 124)	-	-	(434 661)	**(446 407)**	(496 756)
63 897	36 190	5 399	5 399	28 046	**37 434**	(30 522)
(189 891)	(141 087)	5 399	5 399	(422 529)	**(311 265)**	(469 556)
(1 195)	60 347	-	-	(10 710)	**221 973**	203 832

TABLEAU 2 – (DÉFICIT) EXCÉDENT CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Transferts	125 000	58 540
Contributions des promoteurs	1 100	9 112
Effet net des opérations de restructuration	-	5 047
Autres revenus	-	7 878
	126 100	80 577
Acquisition d'immobilisations		
Administration générale	89 200	64 082
Sécurité publique	-	1 097
Transport	668 144	526 718
Hygiène du milieu	192 100	238 448
Santé et bien-être	41 000	29 090
Aménagement, urbanisme et développement [3]	110 100	93 135
Loisirs et culture	344 900	339 597
	1 445 444	1 292 167
Déficit avant financement et affectations	(1 319 344)	(1 211 590)
Financement		
Financement à long terme des activités d'immobilisations	1 008 600	885 693
Affectations (note 14)		
Activités de fonctionnement	19 744	45 230
Excédent des activités de fonctionnement affecté	-	15 155
Réserves financières et fonds réservés [4]	291 000	63 577
	310 744	123 962
(Déficit) excédent des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	-	(201 935)

[1] Les revenus comprennent des transferts de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Les éliminations sont liées aux opérations entre les organismes inclus dans le périmètre comptable.

[3] Comprend un montant de 5,0 M$ dans les compétences de nature locale et une élimination du même montant provenant des opérations de restructuration.

[4] L'affectation de 21,2 M$ (171,4 M$ en 2018) présentée dans les compétences d'agglomération inclut un montant de 2,9 M$ (10,0 M$ en 2018) provenant des compétences de nature locale.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations [1]	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
758 737	724 265	-	-	883 737	**782 805**	1 136 608
-	17	-	-	1 100	**9 129**	7 386
-	-	-	(5 047)	-	**-**	-
34 943	6 225	-	-	34 943	**14 103**	13 734
793 680	730 507	-	(5 047)	919 780	**806 037**	1 157 728
59 000	47 272	-	-	148 200	**111 354**	103 581
40 700	49 450	-	-	40 700	**50 547**	58 918
940 103	930 636	-	-	1 608 247	**1 457 354**	1 675 434
424 700	268 998	-	-	616 800	**507 446**	513 545
-	2 061	-	-	41 000	**31 151**	78 415
10 700	2 832	-	(5 047)	120 800	**90 920**	66 851
94 700	159 020		-	439 600	**498 617**	415 153
1 569 903	1 460 269	-	(5 047)	3 015 347	**2 747 389**	2 911 897
(776 223)	(729 762)	-	-	(2 095 567)	**(1 941 352)**	(1 754 169)
601 623	465 696	-	34 267	1 610 223	**1 385 656**	1 259 974
20 000	16 444	-	-	39 744	**61 674**	60 258
-	-	-	-	-	**15 155**	10 150
154 600	21 205	-	-	445 600	**84 782**	426 443
174 600	37 649	-	-	485 344	**161 611**	496 851
-	(226 417)	-	34 267	-	**(394 085)**	2 656

TABLEAU 3 – EXCÉDENT ACCUMULÉ CONSOLIDÉ *(en milliers de dollars)*

	2019	2018
Excédent accumulé		
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	**236 774**	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	**459 777**	442 550
Réserves financières et fonds réservés	**606 280**	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	**(982 306)**	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	**(1 270 212)**	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	**11 626 006**	10 718 932
	10 676 319	9 791 705
Ventilation des différents éléments		
Excédent des activités de fonctionnement affecté		
Affectation à l'exercice suivant	**12 740**	4 800
Excédent affecté - Arrondissements	**226 117**	205 253
Excédent affecté - Projets spécifiques	**124 866**	107 136
Excédent affecté - Autres fins	**96 054**	125 361
	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
Eau	**27 541**	35 337
Voirie	**26 791**	34 538
Immobilisations	**375 450**	282
	429 782	70 157
Fonds réservés		
Immobilisations	**152 692**	143 597
Fonds de roulement	**10 570**	10 768
Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés	**6 871**	8 240
Unités de stationnement	**6 106**	6 218
Autres	**259**	317
	176 498	169 140
	606 280	239 297
Charges constatées à taxer ou à pourvoir		
Avantages sociaux futurs		
Régimes de retraite	**74 558**	99 739
Autres régimes	**(191 827)**	(199 140)
	(117 269)	(99 401)
Passif environnemental	**(35 200)**	(36 800)
Mesure transitoire relative à la TVQ	**(6 740)**	(8 940)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	**(1 111 003)**	(1 087 637)
	(1 270 212)	(1 232 778)

TABLEAU 3 – EXCÉDENT ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite) *(en milliers de dollars)*

	2019	2018
Investissement net dans les immobilisations		
Actif		
Placements - Fonds d'amortissement	**2 377 291**	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	**2 795 295**	2 756 685
Immobilisations	**18 288 245**	16 606 212
	23 460 831	21 929 640
Passif		
Dette à long terme	**(12 980 955)**	(12 342 217)
Dette n'affectant pas l'investissement net dans les immobilisations	**1 146 130**	1 131 509
	(11 834 825)	(11 210 708)
	11 626 006	10 718 932

TABLEAU 4 – ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ *(en milliers de dollars)*

	2019	2018
Dette à long terme de l'administration municipale	**9 922 209**	9 221 042
Ajouter		
Activités de fonctionnement à financer à long terme	**74 234**	112 634
Activités d'immobilisations à financer à long terme	**708 673**	251 026
Acquisition de propriétés destinées à la revente à financer à long terme	**57 147**	26 761
Déduire		
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	**1 503 923**	1 414 779
Placements du fonds d'amortissement	**1 934 406**	1 957 537
Montant à recouvrer par l'entremise de redevances	**391 127**	361 503
Endettement net à long terme de l'administration municipale	**6 932 807**	5 877 644
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	**1 521 828**	1 377 794
Endettement net à long terme	**8 454 635**	7 255 438
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Réseau de transport métropolitain	**160 121**	169 246
Autorité régionale de transport métropolitain	**20 856**	23 271
Communauté métropolitaine de Montréal	**12 640**	9 166
Endettement total net à long terme consolidé	**8 648 252**	7 457 121

L'endettement total net à long terme correspond à l'endettement dont le remboursement doit être pourvu au moyen de revenus fiscaux ou d'autres revenus autonomes futurs.

TABLEAU 5 - CONCILIATION DES BUDGETS DÉPOSÉS ET DU BUDGET CONSOLIDÉ PRÉSENTÉ À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS *(en milliers de dollars)*

					2019
	Budgets déposés				
	Administration municipale	Organismes contrôlés [1]	Ajustements [2]	Éliminations [3]	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 577 627	-	-	(22 934)	**3 554 693**
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	-	-	-	**275 845**
Quotes-parts	426 130	-	-	-	**426 130**
Transferts	320 344	814 146	212 000	(44 792)	**1 301 698**
Services rendus	316 538	1 585 772	-	(94 572)	**1 807 738**
Imposition de droits	248 418	-	-	-	**248 418**
Amendes et pénalités	208 413	-	-	-	**208 413**
Intérêts	151 678	16 315	-	(37 473)	**130 520**
Autres revenus	24 210	86 986	1 100	(2 000)	**110 296**
	5 549 203	2 503 219	213 100	(201 771)	**8 063 751**
Charges					
Administration générale	765 321	-	15 579	(8 025)	**772 875**
Sécurité publique	1 042 111	-	30 025	(669)	**1 071 467**
Transport	1 047 736	1 683 395	282 361	(101 084)	**2 912 408**
Hygiène du milieu	432 542	-	236 786	(1 239)	**668 089**
Santé et bien-être	115 107	74 550	1 667	(14 828)	**176 496**
Aménagement, urbanisme et développement	257 999	6 100	42 263	(3 056)	**303 306**
Loisirs et culture	589 601	49 418	165 172	(35 397)	**768 794**
Frais de financement	408 677	165 310	-	(37 473)	**536 514**
	4 659 094	1 978 773	773 853	(201 771)	**7 209 949**
Excédent avant financement et affectations	890 109	524 446	(560 753)	-	**853 802**
Financement					
Remboursement de la dette à long terme	(498 425)	-	498 425	-	**-**
Affectations (note 14)					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	-	(23 830)	-	**-**
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	-	434 661	-	**-**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	19 147	-	(19 147)	-	**-**
	(391 684)	-	391 684	-	**-**
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	524 446	329 356	-	**853 802**

[1] Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 297,1 M$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport 286,3 M$, santé et bien-être 10,7 M$ et aménagement, urbanisme et développement 0,1 M$.

[2] Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'immobilisations de 213,1 M$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 773,8 M$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

[3] En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

Information financière de l'administration municipale

2019

Ventilation par compétence

Gestion de l'eau

Ventilation des charges mixtes

Information financière de l'administration municipale

2019

Ventilation par compétence

TABLEAU 6 – EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations [1]
Revenus		
Taxes	3 529 327	3 504 898
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855
Quotes-parts	-	-
Transferts	191 981	206 162
Services rendus	262 314	254 509
Imposition de droits	246 449	367 494
Amendes et pénalités	105 916	94 430
Intérêts	77 323	88 902
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472
Autres revenus	22 035	32 195
	4 711 190	4 831 917
Charges de fonctionnement		
Administration générale	759 921	688 875
Sécurité publique	883 985	885 997
Transport	916 764	949 841
Hygiène du milieu	464 931	473 452
Santé et bien-être	71 599	67 250
Aménagement, urbanisme et développement	212 692	237 875
Loisirs et culture	576 701	593 959
Frais de financement	273 877	271 449
	4 160 470	4 168 698
Excédent avant financement et affectations	550 720	663 219
Financement		
Remboursement de la dette à long terme [3]	(332 427)	(332 940)
Affectations (note 14)		
Activités d'immobilisations	-	(8 899)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)
	(218 293)	(139 246)
Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	-	191 033

[1] Les revenus de transferts, ainsi que les charges de fonctionnement équivalentes présentées à la fonction hygiène du milieu, sont réduits d'un montant de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Les éliminations sont liées aux opérations intercompétences.

[3] Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
48 300	49 385	-	-	3 577 627	**3 554 283**	3 482 078
-	-	-	-	275 845	**274 855**	264 417
2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	**425 936**	418 105
128 363	152 506	-	-	320 344	**358 668**	283 068
56 150	62 053	(1 926)	(2 568)	316 538	**313 994**	313 510
1 969	1 838	-	-	248 418	**369 332**	318 973
102 497	85 033	-	-	208 413	**179 463**	189 033
74 355	83 824	-	-	151 678	**172 726**	160 802
-	-	-	-	-	**8 472**	-
2 175	2 286	-	-	24 210	**34 481**	52 145
2 896 763	2 917 558	(2 058 750)	(2 057 265)	5 549 203	**5 692 210**	5 482 131
279 675	286 917	(274 275)	(274 202)	765 321	**701 590**	673 533
1 034 073	1 086 838	(875 947)	(876 078)	1 042 111	**1 096 757**	1 077 332
621 585	564 534	(490 613)	(490 896)	1 047 736	**1 023 479**	1 016 709
229 799	229 452	(262 188)	(260 435)	432 542	**442 469**	466 652
49 134	62 352	(5 626)	(5 626)	115 107	**123 976**	94 991
97 887	92 913	(52 580)	(52 568)	257 999	**278 220**	200 721
110 421	121 102	(97 521)	(97 460)	589 601	**617 601**	597 210
134 800	129 534	-	-	408 677	**400 983**	397 165
2 557 374	2 573 642	(2 058 750)	(2 057 265)	4 659 094	**4 685 075**	4 524 313
339 389	343 916	-	-	890 109	**1 007 135**	957 818
(165 998)	(163 021)	-	-	(498 425)	**(495 961)**	(473 756)
-	(1 632)	-	-	-	**(10 531)**	(17 704)
(86 170)	18	-	-	23 830	**159 109**	117 980
(147 618)	(152 029)	-	-	(434 661)	**(437 312)**	(354 486)
60 397	32 574	-	-	19 147	**28 419**	(17 158)
(173 391)	(121 069)	-	-	(391 684)	**(260 315)**	(271 368)
-	59 826	-	-	-	**250 859**	212 694

TABLEAU 7 – DÉFICIT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE *(en milliers de dollars)*

	2019						2018
	Compétences de nature locale		Compétences d'agglomération		Total		Total
	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations [1]	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus							
Transferts	125 000	58 540	87 000	90 783	212 000	**149 323**	191 429
Contributions des promoteurs	1 100	9 112	-	17	1 100	**9 129**	7 386
Effet net des opérations de restructuration	-	5 047	-	-	-	**5 047**	-
Autres revenus	-	7 878	-	695	-	**8 573**	7 752
	126 100	80 577	87 000	91 495	213 100	**172 072**	206 567
Acquisition d'immobilisations							
Administration générale	89 200	64 082	59 000	47 272	148 200	**111 354**	103 581
Sécurité publique	-	1 097	40 700	49 450	40 700	**50 547**	58 918
Transport	660 900	519 347	72 300	37 325	733 200	**556 672**	537 582
Hygiène du milieu	192 100	238 448	424 700	268 998	616 800	**507 446**	513 545
Santé et bien-être	-	192	-	2 061	-	**2 253**	25 892
Aménagement, urbanisme et développement [2]	110 100	93 073	10 700	2 832	120 800	**95 905**	66 845
Loisirs et culture	344 900	339 597	94 700	159 000	439 600	**498 597**	415 138
	1 397 200	1 255 836	702 100	566 938	2 099 300	**1 822 774**	1 721 501
Déficit avant financement et affectations	(1 271 100)	(1 175 259)	(615 100)	(475 443)	(1 886 200)	**(1 650 702)**	(1 514 934)
Financement							
Financement à long terme des activités d'immobilisations	980 100	785 693	460 500	296 894	1 440 600	**1 082 587**	918 781
Affectations (note 14)							
Activités de fonctionnement	-	8 899	-	1 632	-	**10 531**	17 704
Excédent des activités de fonctionnement affecté	-	15 155	-	-	-	**15 155**	10 150
Réserves financières et fonds réservés [3]	291 000	63 577	154 600	21 205	445 600	**84 782**	426 443
	291 000	87 631	154 600	22 837	445 600	**110 468**	454 297
Déficit des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	**-**	(301 935)	-	(155 712)	-	**(457 647)**	(141 856)

[1] Les revenus comprennent des transferts de 5,5 M$ (21,5 M$ en 2018) correspondant à la quote-part spécifique de l'administration municipale à l'égard des travaux d'infrastructures de compétences d'agglomération admissibles au programme d'aide financière de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

[2] Comprend un montant de 5,0 M$ dans les compétences de nature locale provenant des opérations de restructuration.

[3] L'affectation de 21,2 M$ (171,4 M$ en 2018) présentée dans les compétences d'agglomération inclut un montant de 2,9 M$ (10,0 M$ en 2018) provenant des compétences de nature locale.

TABLEAU 8 – EXCÉDENT ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ PAR COMPÉTENCE

	2019		
	de nature locale	d'agglomération	Total
Excédent accumulé			
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	283 530	(36 934)	**246 596**
Excédent des activités de fonctionnement affecté	410 797	6 711	**417 508**
Réserves financières et fonds réservés	280 018	160 513	**440 531**
Déficit des activités d'immobilisations	(452 725)	(255 948)	**(708 673)**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 207 450)	(5 035)	**(1 212 485)**
Investissement net dans les immobilisations			**6 544 206**
			5 727 683
Ventilation des différents éléments			
Excédent des activités de fonctionnement affecté			
Affectation à l'exercice suivant	12 740	-	**12 740**
Excédent affecté - Arrondissements	226 117	-	**226 117**
Excédent affecté - Projets spécifiques	118 155	6 711	**124 866**
Excédent affecté - Autres fins	53 785	-	**53 785**
	410 797	6 711	**417 508**
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
Eau	10 090	17 451	**27 541**
Voirie	22 922	3 869	**26 791**
Immobilisations	236 963	138 487	**375 450**
	269 975	159 807	**429 782**
Fonds réservés			
Fonds de roulement	3 570	-	**3 570**
Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés	108	706	**814**
Unités de stationnement	6 106	-	**6 106**
Autres	259	-	**259**
	10 043	706	**10 749**
	280 018	160 513	**440 531**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir			
Avantages sociaux futurs			
Régimes de retraite	(31 142)	111 817	**80 675**
Autres régimes	(91 201)	(7 720)	**(98 921)**
	(122 343)	104 097	**(18 246)**
Passif environnemental	(35 200)	-	**(35 200)**
Mesure transitoire relative à la TVQ	(3 000)	(3 740)	**(6 740)**
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(1 046 907)	(105 392)	**(1 152 299)**
	(1 207 450)	(5 035)	**(1 212 485)**

(en milliers de dollars)

	2018		
	de nature locale	d'agglomération	Total
Excédent accumulé			
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	312 582	(96 760)	215 822
Excédent des activités de fonctionnement affecté	370 318	6 729	377 047
Réserves financières et fonds réservés	55 846	26 797	82 643
Déficit des activités d'immobilisations	(150 790)	(100 236)	(251 026)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 211 605)	27 539	(1 184 066)
Investissement net dans les immobilisations			6 054 329
			5 294 749
Ventilation des différents éléments			
Excédent des activités de fonctionnement affecté			
Affectation à l'exercice suivant	4 800	-	4 800
Excédent affecté - Arrondissements	205 253	-	205 253
Excédent affecté - Projets spécifiques	100 407	6 729	107 136
Excédent affecté - Autres fins	59 858	-	59 858
	370 318	6 729	377 047
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
Eau	13 751	21 586	35 337
Voirie	30 245	4 293	34 538
Immobilisations	70	212	282
	44 066	26 091	70 157
Fonds réservés			
Fonds de roulement	3 768	-	3 768
Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés	1 477	706	2 183
Unités de stationnement	6 218	-	6 218
Autres	317	-	317
	11 780	706	12 486
	55 846	26 797	82 643
Charges constatées à taxer ou à pourvoir			
Avantages sociaux futurs			
Régimes de retraite	(36 443)	142 299	105 856
Autres régimes	(96 320)	(9 914)	(106 234)
	(132 763)	132 385	(378)
Passif environnemental	(36 800)	-	(36 800)
Mesure transitoire relative à la TVQ	(4 000)	(4 940)	(8 940)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(1 038 042)	(99 906)	(1 137 948)
	(1 211 605)	27 539	(1 184 066)

TABLEAU 9 – CHARGES PAR OBJET NON CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations
Rémunération		
Élus	10 536	11 198
Employés	851 232	878 290
Charges sociales		
Élus	4 276	4 781
Employés	288 638	256 795
Transport et communication	31 142	29 810
Services professionnels, techniques et autres		
Honoraires professionnels	46 113	48 213
Achats de services techniques	251 287	265 165
Autres	3 681	3 518
Location, entretien et réparation		
Location	81 564	74 212
Entretien et réparation	73 458	66 796
Biens durables		
Travaux de construction	31 857	49 537
Autres biens durables	1 592	(187)
Biens non durables		
Fourniture de services publics	45 843	44 769
Autres biens non durables	114 966	116 254
Frais de financement		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :		
La municipalité	236 082	230 705
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14 737	17 142
Autres tiers	21 748	20 858
Autres frais de financement	1 310	2 744
Contributions à des organismes		
Organismes municipaux		
Quotes-parts - Agglomération de Montréal	2 056 824	2 054 697
Quotes-parts - Communauté métropolitaine de Montréal	28 309	28 016
Quotes-parts - Autorité régionale de transport métropolitain	-	-
Autres	10 086	13 680
Organismes gouvernementaux	-	-
Autres organismes	124 760	166 534
Autres objets		
Créances douteuses ou irrécouvrables	9 015	862
Autres	(178 586)	(215 691)
	4 160 470	4 168 698

[1] Les éliminations sont liées aux opérations intercompétences.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [1]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
-	-	-	-	10 536	**11 198**	9 845
912 149	945 393	-	-	1 763 381	**1 823 683**	1 774 830
-	-	-	-	4 276	**4 781**	4 907
228 466	250 601	-	-	517 104	**507 396**	575 752
7 717	7 603	-	-	38 859	**37 413**	34 933
17 293	18 477	-	-	63 406	**66 690**	57 822
94 688	93 371	(512)	(1 235)	345 463	**357 301**	332 248
1 073	1 362	-	-	4 754	**4 880**	4 830
24 032	22 708	(464)	(463)	105 132	**96 457**	92 756
29 614	27 673	(897)	(845)	102 175	**93 624**	78 386
10 775	8 725	-	-	42 632	**58 262**	24 134
553	6 597	(53)	(25)	2 092	**6 385**	7 929
39 897	38 818	-	-	85 740	**83 587**	84 125
51 349	55 961	-	-	166 315	**172 215**	154 837
81 070	74 787	-	-	317 152	**305 492**	304 529
16 152	17 557	-	-	30 889	**34 699**	44 913
37 473	36 190	-	-	59 221	**57 048**	46 679
105	1 000	-	-	1 415	**3 744**	1 044
-	-	(2 056 824)	(2 054 697)	-	**-**	-
11 633	11 489	-	-	39 942	**39 505**	39 328
599 200	541 829	-	-	599 200	**541 829**	551 450
38 466	38 310	-	-	48 552	**51 990**	49 176
16 407	16 441	-	-	16 407	**16 441**	15 492
96 869	127 041	-	-	221 629	**293 575**	194 012
14 080	11 489	-	-	23 095	**12 351**	23 464
228 313	220 220	-	-	49 727	**4 529**	16 892
2 557 374	2 573 642	(2 058 750)	(2 057 265)	4 659 094	**4 685 075**	4 524 313

Information financière de l'administration municipale

2019

Gestion de l'eau

TABLEAU 10 – (DÉFICIT) EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES LIÉ À LA GESTION DE L'EAU PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	Réalisations
Revenus		
Quotes-parts - service de l'eau	-	-
Quotes-parts - alimentation en eau potable	-	-
Quotes-parts - financement des investissements TECQ	-	-
Quotes-parts - financement des investissements FCCQ	-	-
Quotes-parts - tarifaire	-	-
Tarification des eaux usées et vente d'eau potable à Charlemagne	-	-
Taxe relative à l'eau	374 524	371 865
Tarification forfaitaire et au compteur	24 513	25 468
Revenus pour activités déléguées d'agglomération	316	317
Autres tarifications	1 006	892
Services rendus	225	210
	400 584	398 752
Charges		
Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération	196 915	194 787
Fonctionnement	113 482	117 252
	310 397	312 039
Excédent avant financement et affectations	90 187	86 713
Financement		
Remboursement de la dette à long terme [1]	(32 092)	(41 207)
Affectations (note 14)		
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(384)	(517)
Réserve financière de l'eau	(57 711)	(55 231)
	(58 095)	(55 748)
(Déficit) excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	-	(10 242)

[1] Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers. Aux fins de ce tableau, le remboursement inclut les frais de financement.

[2] Les opérations intercompétences sont éliminées.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [2]		Total		Total
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
137 142	137 142	(113 663)	(113 662)	23 479	**23 480**	22 644
91 769	89 414	(79 655)	(77 681)	12 114	**11 733**	11 906
4 198	4 198	-	-	4 198	**4 198**	3 919
3 205	3 205	(326)	(326)	2 879	**2 879**	2 279
3 294	3 328	(3 271)	(3 118)	23	**210**	286
4 271	3 968	-	-	4 271	**3 968**	4 346
-	-	-	-	374 524	**371 865**	336 952
-	-	-	-	24 513	**25 468**	25 866
-	-	(316)	(317)	-	**-**	-
304	443	-	(17)	1 310	**1 318**	1 943
1 167	1 603	-	-	1 392	**1 813**	845
245 350	243 301	(197 231)	(195 121)	448 703	**446 932**	410 986
-	-	(196 915)	(194 787)	-	**-**	-
176 871	175 698	(316)	(334)	290 037	**292 616**	284 844
176 871	175 698	(197 231)	(195 121)	290 037	**292 616**	284 844
68 479	67 603	-	-	158 666	**154 316**	126 142
(57 561)	(53 869)	-	-	(89 653)	**(95 076)**	(75 251)
-	-	-	-	(384)	**(517)**	(512)
(10 918)	(13 734)	-	-	(68 629)	**(68 965)**	(45 486)
(10 918)	(13 734)	-	-	(69 013)	**(69 482)**	(45 998)
-	-	-	-	-	**(10 242)**	4 893

TABLEAU 11 – (DÉFICIT) EXCÉDENT NON CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS À DES FINS FISCALES LIÉ À LA GESTION DE L'EAU PAR COMPÉTENCE

(en milliers de dollars)

	2019						2018
	Compétences de nature locale		Compétences d'agglomération		Total		
	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus							
Transferts	101 326	33 929	38 763	32 684	140 089	**66 613**	113 999
Autres revenus	-	-	-	-	-	**-**	649
	101 326	33 929	38 763	32 684	140 089	**66 613**	114 648
Acquisition d'immobilisations							
Production de l'eau potable	-	-	163 076	115 306	163 076	**115 306**	148 870
Épuration des eaux usées	-	-	129 675	87 704	129 675	**87 704**	103 487
Réseau secondaire d'acqueduc et d'égout	182 651	220 074	6 534	11 836	189 185	**231 910**	226 205
Immeubles	-	15 951	3 713	7 657	3 713	**23 608**	14 611
	182 651	236 025	302 998	222 503	485 649	**458 528**	493 173
Déficit avant financement et affectations	(81 325)	(202 096)	(264 235)	(189 819)	(345 560)	**(391 915)**	(378 525)
Financement							
Financement à long terme des activités d'immobilisations	81 325	187 389	246 340	77 094	327 665	**264 483**	29 673
Affectations (note 14)							
Réserve financière de l'eau [1]	-	62 997	17 895	21 205	17 895	**84 202**	69 576
	-	62 997	17 895	21 205	17 895	**84 202**	69 576
(Déficit) excédent des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	-	48 290	-	(91 520)	-	**(43 230)**	(279 276)

[1] L'affectation de 21,2 M$ (30,9 M$ en 2018) présentée dans les compétences d'agglomération inclut un montant de 2,9 M$ (10,0 M$ en 2018) provenant des compétences de nature locale.

Information financière de l'administration municipale

2019

Ventilation des charges mixtes

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été établi par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la note 3 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de Montréal de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau
La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal, Québec

Le 14 avril 2020

TABLEAU DE LA VENTILATION DES CHARGES MIXTES PAR COMPÉTENCE

	2019	
	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Charges		
Administration générale	150 571	135 841
Transport	55 390	58 527
Hygiène du milieu	18 913	18 322
Santé et bien-être	985	1 055
Aménagement, urbanisme et développement	8 170	8 222
Loisirs et culture	21 689	22 187
Total des charges	255 718	244 154

[1] Les opérations intercompétences sont éliminées.

(en milliers de dollars)

2019						2018
Compétences d'agglomération		Éliminations [1]		Total		
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
159 432	167 972	(149)	(147)	309 854	**303 666**	292 214
1 634	1 843	-	(4)	57 024	**60 366**	63 023
7 430	7 680	(1)	(1)	26 342	**26 001**	27 984
2 572	2 253	-	-	3 557	**3 308**	3 121
4 978	5 458	-	-	13 148	**13 680**	12 720
7 391	7 143	-	(3)	29 080	**29 327**	29 570
183 437	192 349	(150)	(155)	439 005	**436 348**	428 632

Administration municipale – Ventilation des charges mixtes – Notes complémentaires
31 décembre 2019

1. CHARGES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les charges engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des charges mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une charge mixte constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

2. VENTILATION DES CHARGES MIXTES

Les charges mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une charge mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une charge mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des charges d'administration à appliquer aux charges d'agglomération, à l'exclusion des charges du service de la dette, des charges de contribution, des charges contingentes et des charges mixtes d'administration générale. Le taux des charges d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2019 est de 9,88 %.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les charges présentées dans le tableau de la ventilation des charges mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les charges mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

Information financière non auditée relative aux changements climatiques

2019

La présente section « non auditée » est insérée dans le Rapport financier annuel de la Ville de Montréal afin de sensibiliser et de fournir, à l'ensemble des parties prenantes, l'information financière relative aux changements climatiques. Dans cette optique, la Ville de Montréal a décidé de présenter l'information financière relative aux changements climatiques telle qu'elle est promue par le cadre de référence du « Groupe de travail sur les informations financières relatives aux changements climatiques (GIFCC) » établi par le Conseil de stabilité financière en 2015. Les principaux objectifs de cette divulgation sont les suivants :

- Proposer une démarche systématique et uniformisée pour cerner les risques, les occasions et les incidences financières de la Ville.
- Favoriser une allocation efficace des capitaux en vue d'une transition vers une économie à faible émission de carbone.
- Fournir les renseignements dans la communication de l'information financière pour permettre une appréciation qualitative et quantitative adéquate des risques et des occasions liés aux changements climatiques.
- Rendre les marchés plus transparents pour les citoyens, les investisseurs, les assureurs et les autres parties prenantes.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET ENGAGEMENTS

La Ville de Montréal, au même titre que les autres villes du monde, subit les effets des changements climatiques. Depuis les dernières années, ces changements ont engendré des conséquences importantes sur les activités opérationnelles ainsi que sur les coûts financiers et sociaux pour la Ville et sa communauté. Dans les années passées, la Ville a dû faire face notamment à plusieurs impacts de ces changements, tels que la tempête de verglas de 1998, les chaleurs extrêmes de 2010 et de 2018, les pluies diluviennes, ainsi que les fortes rafales connues lors de la tempête de l'Halloween à l'automne 2019. Finalement, un autre événement météorologique inhabituel, auquel la Ville de Montréal a été confrontée en 2017 et 2019 sont les crues printanières qui ont entrainé des inondations à divers endroits sur le territoire.

Figure 1 : Projections climatiques relatives aux aléas identifiés par la Ville de Montréal dans un scénario d'Ouranos avec RCP 8.5



Source : Ouranos, Portraits climatiques, www.ouranos.ca, consulté le 27 février 2020.

Si la tendance se maintient, les projections climatiques d'Ouranos font état d'une augmentation des températures moyennes estivales annuelles, du nombre de jours de vagues de chaleur et de la fréquence de pluies abondantes. Ainsi, la figure 1 présentée précédemment illustre les projections climatiques en se référant au scénario statu quo ou le scénario RCP 8.5 (*Representative Concentration Pathway*). Ce scénario tient compte d'une augmentation constante des concentrations de CO_2 causant ainsi une plus forte augmentation des températures de la surface de la Terre vers 2100. Aujourd'hui, les villes canadiennes doivent faire face aux changements climatiques et cette réalité force les décideurs à évaluer davantage les conséquences, les vulnérabilités, les risques et les occasions climatiques potentiels afin d'éviter le coût élevé de ses effets.

Par ailleurs, selon le rapport publié par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) [1], pour chaque dollar investi dans des mesures d'atténuation, six dollars sont économisés en dommages futurs. Ce rapport mentionne également que les coûts des infrastructures municipales au Canada, tels que les bâtiments, les digues et les routes nécessitent un plus grand investissement en matière d'adaptation, soit respectivement 2,01 %, 1,18 % et 0,47 % du PIB national.

L'engagement de la Ville de Montréal dans les mesures de réduction des émissions de GES et d'adaptation aux impacts émergents et prévus des changements climatiques remonte à plusieurs années. En fait, cet engagement de la Ville a commencé en 2005 lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP-11) tenue à Montréal. La Ville s'était alors engagée à réduire les émissions de GES pour la collectivité montréalaise de 30 % d'ici 2020, par rapport à l'année de référence 1990. À cet effet, la Ville a adopté et publié en 2005 son premier Plan de réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise 2005-2010. Par la suite, d'autres plans ont suivi, tels que le Plan de réduction des émissions de GES corporatives 2007-2012, publié en 2007, et le premier Plan d'adaptation aux changements climatiques 2015-2020, publié en 2015. Montréal, qui est membre du Réseau C40 Cities Climate Leadership Group[2], a signé, lors du Sommet mondial 2018 en action climatique, la *One Planet Charter*, réaffirmant sa détermination à occuper ce rôle et à poursuivre son engagement en matière de lutte contre les changements climatiques.

De plus, en septembre 2019, la mairesse madame Valérie Plante a réitéré cet engagement auprès du Sommet des Nations Unies en invitant les villes ainsi que les gouvernements à agir rapidement contre les changements climatiques en investissant davantage dans l'adaptation et dans la réduction des émissions de carbone pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Elle a aussi appuyé, avec plus de 300 municipalités du Québec, la « Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique (DUC) » couvrant ainsi 70 % de l'ensemble de la population québécoise. Cette année en février 2020, la Ville de Montréal a affirmé dans un communiqué de presse son engagement et adhésion au cadre de référence du (GIFCC).

CADRE DE RÉFÉRENCE DU GIFCC

En octobre 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié un rapport sur les impacts majeurs du réchauffement planétaire appuyé par un scénario où les températures augmenteraient au-delà de 1,5 °C. Selon ce rapport, si le rythme actuel de GES se poursuit, le seuil de réchauffement global de +1,5 °C sera atteint entre 2030 et 2050. Avec l'Accord de Paris de 2015, des actions globales pour lutter contre les changements climatiques ont été entreprises pour réaliser la transition vers une économie durable à faible intensité de carbone et pour renforcer ainsi la capacité des villes à faire face aux conséquences des changements climatiques. Aujourd'hui, bien que ces actions soient prometteuses, elles demeurent toutefois insuffisantes. D'où l'importance de continuer à investir dans les efforts pour mieux s'adapter face aux changements climatiques. Ainsi, la Ville de Montréal, comme toutes autres municipalités au Canada et dans le monde, joue un rôle de première ligne auprès de ses citoyens face aux impacts des changements climatiques. Avec les initiatives mondiales pour soutenir les actions immédiates face aux risques et aux impacts liés à ces changements, les villes adoptent de plus en plus des stratégies et des actions novatrices dans l'élaboration des politiques, des modèles de gestion et de planification ainsi que dans l'implémentation des mesures d'atténuation et d'adaptation.

L'une de ces initiatives soutenues par la Ville de Montréal est l'adhésion au GIFCC. En juin 2017, au Sommet du G20, le GIFCC a publié un cadre de référence comprenant des recommandations afin d'inclure les risques et les occasions climatiques dans les opérations courantes d'une organisation, permettant ainsi une transparence au niveau de la divulgation financière liée aux changements climatiques. Bien que cette divulgation financière liée au climat soit volontaire, la Ville de Montréal et les villes de Toronto et de Vancouver ont décidé de s'aligner vers ces recommandations et de travailler ensemble pour harmoniser la présentation de l'information financière liée aux changements climatiques afin qu'elle soit cohérente, comparable, fiable, claire, efficace et utile lors de la prise de décision pour les prêteurs, les assureurs, les citoyens et les investisseurs.

RECOMMANDATIONS DU GIFCC

Tel qu'il est mentionné précédemment, le GIFCC a élaboré les lignes directrices pour permettre à toutes les organisations d'évaluer ses recommandations afin de pouvoir divulguer les informations financières liées aux changements climatiques. Cette divulgation comprend quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC qui sont essentiels au fonctionnement d'une organisation, tels que la gouvernance, les stratégies, la gestion de risque et les mesures et objectifs. Ainsi, en partant des recommandations du GIFCC, la Ville a inclus dans l'actuel rapport financier annuel la section non auditée traitant de l'information financière relative aux changements climatiques. Ces informations liées aux changements climatiques se trouvent également

[1] Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Bureau d'assurance du Canada (BAC), 2020. Investir dans l'avenir du Canada : Le coût de l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle locale.
[2] Un réseau de mégapoles qui s'engagent à intervenir sur les changements climatiques. www.C40.org.

dans divers documents de la Ville notamment dans le Budget 2020 et dans les fiches-projets du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

Les informations financières et non financières présentées dans ce rapport sont alignées sur une divulgation partielle des recommandations du GIFCC et évolueront avec la science climatique ainsi qu'avec l'expertise climatique au sein de la Ville.

Tableau 1 : Recommandations du GIFCC sur la divulgation financière relative aux changements climatiques de la Ville de Montréal

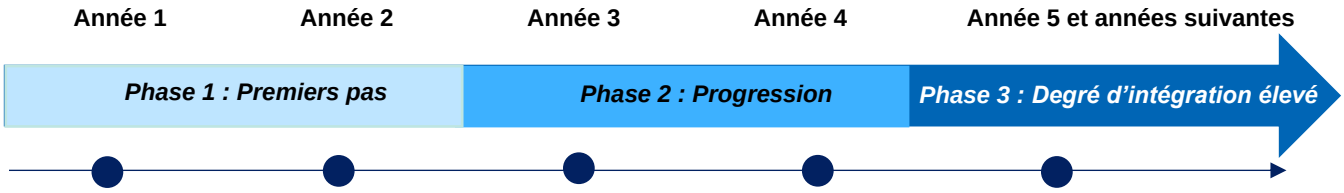
GOUVERNANCE	Décrire la surveillance exercée par la mairesse et les conseillers à l'égard des risques et des occasions relatifs aux changements climatiques.
	Décrire le rôle des dirigeants dans l'appréciation et la gestion des risques et des occasions relatifs aux changements climatiques.
STRATÉGIE	Décrire ce qui constitue selon la Ville les risques et occasions à court, moyen et long terme relativement aux changements climatiques.
	Décrire l'incidence des risques et occasions relatifs aux changements climatiques sur la stratégie et la planification financière de la Ville.
	Décrire la stratégie de résilience de la Ville compte tenu de différents scénarios de changements climatiques, dont un scénario de hausse des températures d'un maximum de 2 °C.
GESTION DES RISQUES	Décrire la procédure suivie par la Ville pour la détermination et l'appréciation des risques relatifs aux changements climatiques.
	Décrire la procédure suivie par la Ville pour la gestion des risques relatifs aux changements climatiques.
	Décrire la façon dont les procédures suivies pour la détermination, l'appréciation et la gestion des risques relatifs aux changements climatiques sont intégrées dans la stratégie globale de gestion des risques de la Ville.
MESURES ET OBJECTIFS	Communiquer les mesures utilisées par la Ville pour apprécier les risques et les occasions relatifs aux changements climatiques conformément à sa stratégie et à sa procédure de gestion des risques.
	Communiquer les émissions de GES des champs d'application 1, 2 et, s'il y a lieu, 3 ainsi que les risques associés.
	Décrire les mesures utilisées par la Ville pour évaluer la gestion des risques et des occasions relatifs aux changements climatiques au regard des objectifs.

En octobre 2019, CPA Canada a publié le rapport « Améliorer l'information relative aux changements climatiques fournie par les villes : Guide sur l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) ». Ce guide s'inspire des conseils d'un groupe de travail organisé par CPA Canada auquel plusieurs organismes ont participé, notamment les villes de Vancouver, Toronto et Montréal. Les ressources et les informations issues de ce guide peuvent être appliquées de façon plus large à l'ensemble des municipalités canadiennes ainsi qu'à d'autres villes dans le monde.

Une des cinq ressources contenues dans ce guide est le cadre d'évaluation de la maturité du GIFCC à l'intention des villes. Cette ressource permet aux villes d'effectuer une autoévaluation sur le progrès qu'elles ont accomplis dans la mise en œuvre des recommandations du GIFCC. Autrement dit, chacun des quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC est évalué en fonction des trois phases de la feuille de route présentée à la figure 2, qui suit. Cet exercice aidera les villes à évaluer leur état d'avancement et à déterminer les étapes à franchir afin de passer à la phase suivante.

En se référant à cette feuille de route, la Ville de Montréal a effectué une autoévaluation en utilisant une approche qualitative consentie avec les villes de Vancouver et de Toronto afin de promouvoir la transparence et la comparaison dans leurs déclarations financières.

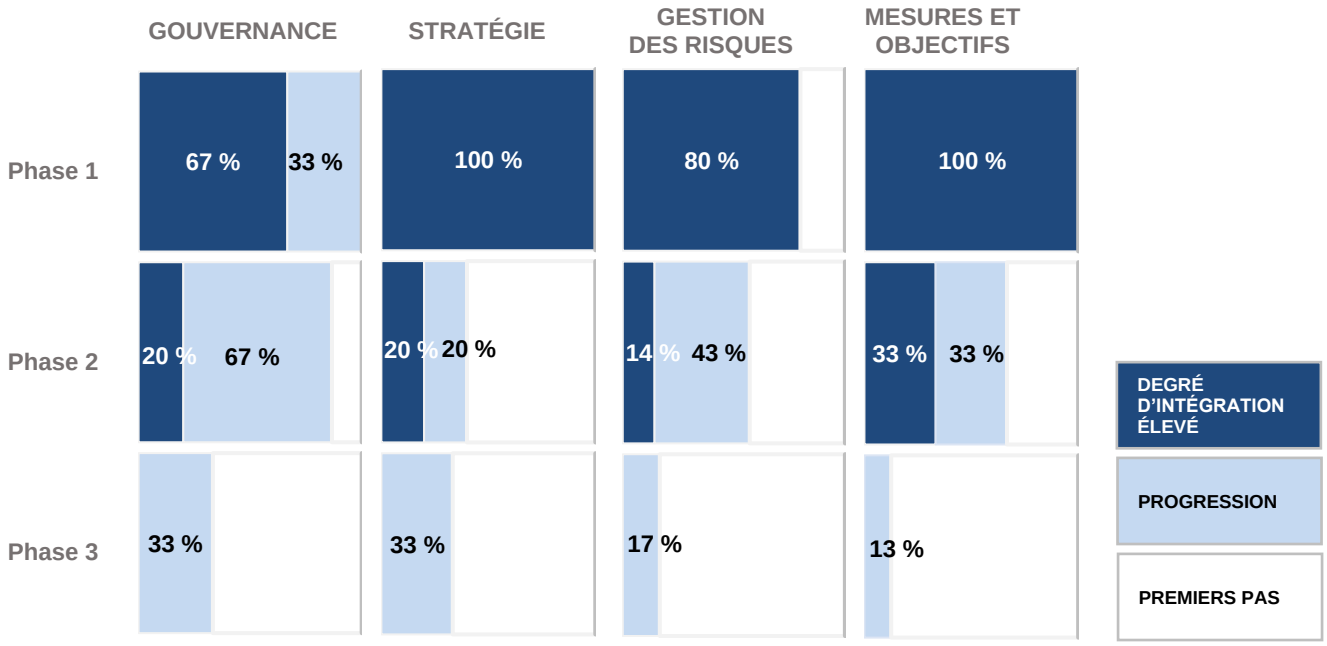
Figure 2 : Feuille de route pour progresser dans l'alignement sur les recommandations du GIFCC



La figure 3, ci-dessous, illustre à ce jour, l'état d'avancement de la Ville dans la mise en œuvre des recommandations du GIFCC. Actuellement, la Ville a dans l'ensemble rencontré la majeure partie de l'alignement selon les recommandations du GIFCC de la phase 1. Cependant, des progrès restent à réaliser pour compléter la phase 2 et pour finalement entreprendre la phase 3.

Figure 3 : Cadre d'évaluation de la maturité du GIFCC pour la Ville de Montréal selon les quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC

Pourcentage d'alignement de la Ville à ce jour par rapport aux recommandations du GIFCC



GOUVERNANCE ET STRATÉGIES

En 2018, la Ville a créé le « Bureau de la transition écologique et de la résilience » (BTER). Ce Bureau est le résultat du regroupement de trois équipes, soit le Bureau de la résilience, le Bureau du développement durable ainsi que l'équipe des changements climatiques et projets spéciaux provenant du Service de l'environnement de la Ville. Aujourd'hui, le BTER est sous la supervision de la Direction générale adjointe à la qualité de vie et se rapporte directement à un membre du comité exécutif. Ce bureau travaille principalement sur le développement durable à Montréal et sur la capacité de la Ville à surmonter les changements environnementaux afin de devenir un leader dans la lutte contre les changements climatiques. Parmi ses objectifs établis en 2019, notons :

- La poursuite de la réalisation de Montréal durable 2016-2020 et de la reddition de comptes.
- La poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de résilience et du plan d'action.
- L'amorce de la réflexion et l'élaboration d'un prochain plan en tenant compte des engagements actuels (transition écologique, carboneutre, équité, résilience écologique, etc.).

De concertation avec l'ensemble des arrondissements, des services centraux et d'autres partenaires, le BTER travaille à élaborer le Plan Climat 2020-2030-2050 dont le lancement est prévu en 2020. Ce plan regroupera des mesures concrètes à réaliser pour l'adaptation face aux changements climatiques ainsi que pour la réduction des émissions de GES de 55 % d'ici 2030 afin d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050, par rapport à l'année de référence de 1990. De plus, avec ce nouveau plan

climat, le BTER prévoit accompagner les services centraux et les arrondissements dans cette transition écologique afin d'intégrer les risques climatiques dans les processus et les pratiques d'affaires de la Ville.

Au cours de la même année, le comité directeur des planifications climatiques de l'agglomération de Montréal a été formé pour assurer le suivi et la mise en œuvre des différents engagements de l'agglomération en matière de lutte contre les changements climatiques.

En 2019, la Ville a créé un nouveau comité consultatif sur le climat composé de 20 membres internes et externes à la Ville avec un mandat de fournir des avis sur la lutte contre les changements climatiques, notamment, sur la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques. En plus de ce comité, la Ville a conclu une entente de collaboration avec plusieurs partenaires externes, dont notamment les fondations David Suzuki et Familiale Trottier et la Direction régionale de la santé publique, afin de mettre en commun nos ressources pour faire de Montréal un véritable leader municipal dans la lutte contre les changements climatiques. De plus, Montréal est membre affilié d'Ouranos depuis 2017, ce qui lui permet ainsi d'accéder à des outils et connaissances innovantes sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, ainsi qu'au vaste réseau d'experts d'Ouranos.

PLANIFICATION FINANCIÈRE LIÉE AU CLIMAT

En 2019, dans le cadre de la confection du Programme triennal des immobilisations de la Ville (PTI 2020-2022), une section appelée « Impact environnemental » traitant entre autres, de la réduction des émissions de GES ainsi que de l'adaptation, a été ajoutée dans chaque fiche-projet du PTI. Cette initiative avait pour but d'identifier et de suivre les projets en lien avec les actions et les orientations stratégiques de la Ville relatives aux changements climatiques.

De plus, le Bureau des projets et programmes d'immobilisations de la Ville, responsable de l'approbation des projets d'envergure à la Ville, a développé une section spécifique dans son guide relatif aux risques climatiques. Les unités d'affaires sont invitées de la compléter lors de la présentation de nouveaux projets d'immobilisations. Conséquemment, lors des rencontres mensuelles de suivis des projets, le risque climatique est intégré à l'agenda de travail.

STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION LIÉS AU CLIMAT

Les actions climatiques de la Ville de Montréal sont orientées en fonction de deux grandes catégories.

- L'atténuation du changement climatique est liée à la réduction des émissions de GES. Ces actions suivent les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) afin d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de GES mondiales de 45 % d'ici 2030 afin de limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5 ^{o}C ainsi que les conséquences imprévisibles des changements climatiques.

- L'adaptation aux changements climatiques est liée à l'état de préparation et de proactivité de la Ville ainsi que de la communauté montréalaise à réduire les conséquences, les vulnérabilités et les impacts potentiels réels ou prévus de ces changements.

Le tableau 2 résume les stratégies et les plans de mise en œuvre approuvés par les instances municipales de la Ville. La mise en œuvre des mesures d'adaptation relève de chacune des unités administratives de l'agglomération, soit les arrondissements, les villes liées et les services centraux. La stratégie de résilience, les plans de réduction de GES et d'adaptation aux changements climatiques ainsi que les progrès de leur mise en œuvre sont réalisés par le BTER chaque année ou selon l'intervalle de temps défini.

Le tableau 2 : Résumé des stratégies liées au climat de la Ville de Montréal

STRATÉGIES
En 2015, publication du premier **Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020**. Ce plan présente une analyse cartographique des vulnérabilités face aux six aléas climatiques identifiés pour le territoire montréalais. Ce document énonce les constats en lien avec les défis d'adaptation auxquels est confrontée l'agglomération de Montréal ainsi que les actions à consolider ou à développer concernant les engagements pris par les différentes unités administratives. En 2019, un état d'avancement de ce plan a été publié, soit le Suivi du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020. En 2013, le **Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020** et le **Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020** ont été publiés. Le suivi sur l'état d'avancement de ces plans a été publié en 2018. De plus, la publication des inventaires des émissions de GES de la collectivité montréalaise est réalisée annuellement et celle des corporatives à tous les cinq ans. En 2016, le plan **Montréal durable 2016-2020** est le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise et il propose 20 actions à réaliser pour faire de Montréal une métropole durable. En 2018, le rapport sur la **Stratégie montréalaise pour une ville résiliente** a été publié. En décembre 2014, la Ville de Montréal a été la première ville au Canada à adhérer au programme **100 Resilient Cities**. Aujourd'hui, ce programme continue d'exister sous le nom de **Global Resilient Cities Network.** Cette stratégie permet à la Ville d'améliorer sa capacité d'anticipation, de prévention et d'adaptation pour mieux faire face aux chocs et au stress pouvant affecter la population, les institutions, les entreprises et les systèmes. Parmi les enjeux identifiés dans cette stratégie, ils sont d'ordre climatiques, sociaux, sanitaires, technologiques et économiques. Finalement, cette stratégie comporte 30 mesures et est chapeautée par les différents services de la Ville et des partenaires externes. Un rapport de mi-mandat est en préparation.

RISQUE CLIMATIQUE

ÉVALUATION DES RISQUES CLIMATIQUES

Le plan initial d'adaptation aux changements climatiques de la Ville a identifié six aléas climatiques, dont les impacts sur le territoire et la population de l'agglomération de Montréal sont et/ou seront susceptibles d'être affectés par les changements climatiques : augmentation des températures moyennes, pluies abondantes, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, sécheresses et crues. Afin de développer la capacité d'adaptation de l'agglomération à ces aléas, la Ville de Montréal a opté pour une analyse cartographique des vulnérabilités de l'agglomération montréalaise plutôt que d'évaluer le risque associé à chacun d'eux en tenant compte de leurs probabilités d'occurrence respectives. Cette analyse est fondée sur les impacts potentiels des aléas tout en tenant compte des sensibilités physiques, territoriales, environnementales et sociales. Les impacts, quant à eux, ont été identifiés lors de la revue des événements climatiques extrêmes s'étant produits au cours des 30 dernières années et sont classés sous quatre catégories : impacts sur le bâti, impacts environnementaux, impacts socio-économiques et impacts sur les opérations municipales.

Les informations sur les impacts pour chacun de ces aléas se retrouvent dans le rapport « Plan d'adaptation aux changements de l'Agglomération de Montréal 2015-2020 : Les constats, édition 2017 ». Ainsi, le tableau 3 présente un exemple des impacts causés par les pluies abondantes sur l'agglomération de Montréal.

Tableau 3 : Exemple d'impacts potentiels des pluies abondantes sur l'agglomération de Montréal

Environnement bâti	Socio-économiques	Environnement naturel	Opérationnels
Infrastructures publiques	**Santé**	**Végétaux**	**Infrastructure**
▪ Dommages au réseau routier et structures connexes ▪ Dommages au réseau de commodités souterraines ▪ Dommages suite à un incident lié au transport de matières dangereuses ▪ Sollicitation accrue des infrastructures au-delà de leur capacité (conduites, stations de pompage, etc.) ▪ Détérioration accrue des conduites d'égout en briques	▪ Problèmes de santé causés par l'accroissement de la présence de moisissures ▪ Épidémies de maladies gastro-intestinales d'origine hydrique par refoulement d'égouts et inondations ▪ Maladies causées par contamination des eaux de baignade ▪ Maladies à transmission vectorielle ▪ Détresses psychologiques	▪ Diminution de certaines populations d'insectes	▪ Retard dans certains chantiers de construction
Infrastructures résidentielles - ICI[3]	**Dépenses pour les particuliers**	**Insectes**	**Augmentation des coûts**
▪ Endommagement des maisons ou immeubles (glissement de terrain, inondations, refoulement d'égouts et infiltrations d'eau)	▪ Réduction possible des couvertures d'assurance ▪ Coûts reliés à la destruction de biens (bâtiments endommagés)	▪ Création de mares d'eau temporaires pouvant favoriser la croissance des larves de moustiques vecteurs de maladies telles que le virus du Nil occidental (VNO) ▪ Production d'eau potable : conséquence de l'augmentation des surverses d'égouts en amont des prises d'eau	▪ Traitement d'eaux usées : volume d'eau collecté plus important et débits de pointe plus fréquents (augmentation du dosage de produits chimiques, sollicitation accrue des équipements)
	Désagréments et accidents	**Plans d'eau**	**Santé et sécurité**
	▪ Inconvénients reliés à la mobilité routière (accidents routiers, circulation ralentie ou bloquée) ▪ Désagréments liés à l'interruption des services de commodités souterraines autres que l'électricité	▪ Pollution des cours d'eau ✓Lessivage des nutriments et polluants ✓Surverses d'égout ▪ Érosion des berges et instabilité des pentes	▪ Risque accru sur les chantiers causé par l'instabilité des pentes

[3] Industries, commerces et institutions.

Le premier Plan d'adaptation aux changements climatiques 2015-2020 incluait 24 mesures phares et 1 733 engagements entrepris par les arrondissements, les villes reconstituées et les services centraux. Afin d'assurer un suivi optimal, la Ville a regroupé ces mesures en cinq catégories dans le « Suivi du plan d'adaptation aux changements climatiques 2015-2020 » :

- Adapter l'offre de services et les pratiques opérationnelles
- Adapter le territoire urbain
- Augmenter la résilience des infrastructures et des bâtiments
- Développer des mesures d'urgence
- Protéger la biodiversité.

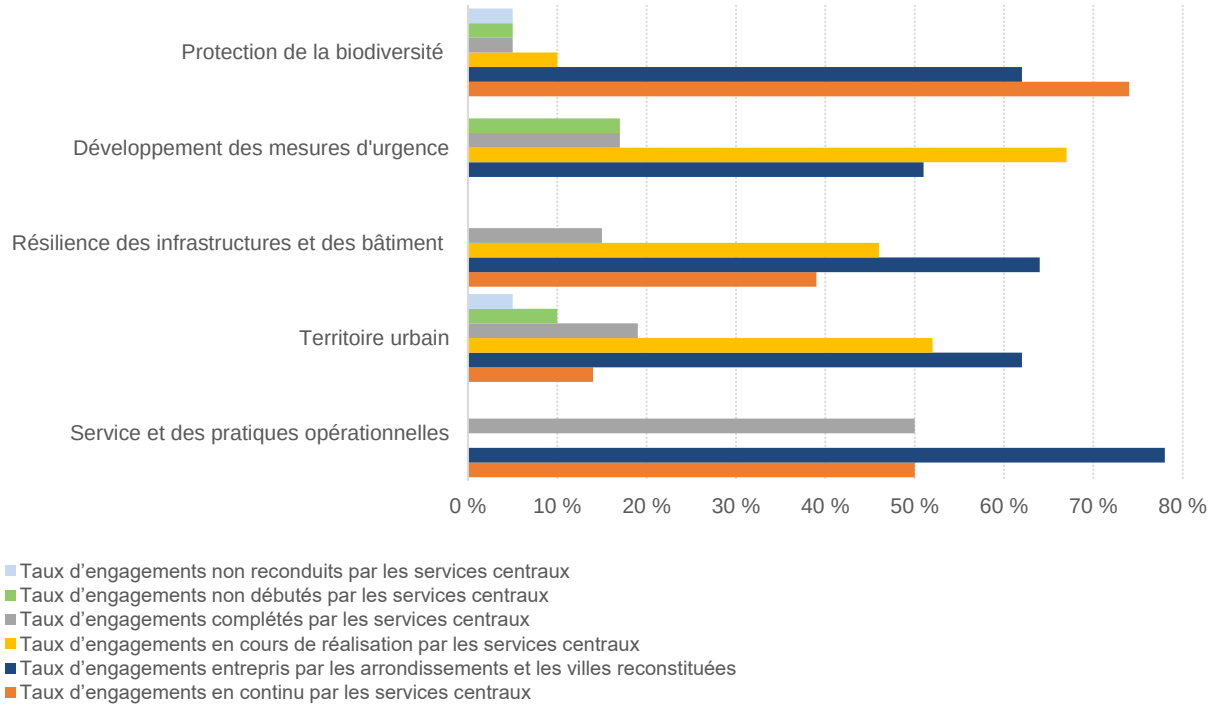
Ces catégories regroupent 60 sous-catégories de mesures et 104 indicateurs établis exclusivement pour les arrondissements et les villes reconstituées ainsi que 11 indicateurs globaux.

Cette stratégie est appuyée par d'autres mesures et plans d'action établis par les documents suivants :

- Plan de réduction des émissions de GES corporatives et collectives 2013-2020
- Plan de développement durable de la collectivité montréalaise Montréal durable 2016-2020
- Stratégie montréalaise pour une ville résiliente

La figure ci-dessous illustre l'état d'avancement de ces engagements dont les informations détaillées sont incluses dans le document de suivi.

Figure 4 : État d'avancement des engagements des arrondissements, des villes reconstituées et des services centraux selon les cinq catégories de mesures, en date de 2017



Source : Ville de Montréal, Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal : Les constats, édition 2017.

Finalement, le nouveau Plan Climat 2020-2030-2050 aura comme objectif de regrouper sous un même document l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des émissions de GES.

GESTION DU RISQUE

À partir des analyses de vulnérabilité et des impacts passés des aléas climatiques et des événements météorologiques exceptionnels subis au cours des dernières décennies, la Ville a mis en place différentes mesures permettant de réduire leurs effets sur ses opérations ainsi que sur la collectivité montréalaise. La gestion des inondations est un des exemples récents auxquels la Ville a dû faire face au cours des trois dernières années.

GESTION DES INONDATIONS

En 2017 et en 2019, la Ville a connu deux épisodes où une combinaison de facteurs météorologiques et hydrologiques ont entraîné des crues printanières importantes. Généralement, elles se produisent entre le début mars et la fin mai et sont influencées principalement par des facteurs tels que la quantité de neige accumulée, la vitesse de fonte de la neige, la température, la quantité de pluie et la sublimation[4]. Dans le but d'évaluer et de mettre en place les outils ou/et les infrastructures municipales nécessaires pour pallier les conséquences des inondations par rapport aux changements climatiques et aux évènements météorologiques exceptionnels, un comité pour l'atténuation du risque d'inondations fluviales a été formé. D'autres comités composés des membres de la direction des différents services de la Ville se réunissent régulièrement pour évaluer les autres risques et impacts climatiques sur ses opérations.

Tableau 4 : Impact des inondations de 2019 versus 2017 à la Ville de Montréal

	2019	2017
Mobilisation de l'OSCAM[5]	**152 jours**	**52 jours**
Impacts sur les propriétés et les biens matériels	**110 sinistrés**	**1 100 sinistrés**
Hébergements de longue durée	10	65
Domiciles ayant subi des dommages majeurs	Moins de 20	103
Territoires submergés	5,6 km^2	7,3 km^2
Résidences inondées	Moins de 100	Plus de 430
Impacts sur les infrastructures Essentielles et autres infrastructures publiques ou privées	Un centre de santé évacué et surveillance de plusieurs autres sites par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud	Trois centres de santé évacués
	Fermeture partielle du poste de quartier 3 du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) (seulement le comptoir citoyen); aucune fermeture de caserne de pompiers ni de clos de voirie	Fermeture d'une caserne de pompiers, d'un poste de quartier du SPVM et d'un clos de voirie de l'arrondissement de Pierrefonds- Roxboro
	Fermeture de 3 ponts et 10 rues, chemins et boulevards	Fermeture de 3 ponts et de 27 rues, chemins et boulevards
	Fermeture de courte durée de quelques commerces	Fermeture de longue durée de nombreux commerces et fermeture définitive pour certains
	Fermeture de l'école primaire Saint-Gérard	Fermeture de plusieurs établissements scolaires
Sommaire des dépenses de la Ville de Montréal	**17 241 085,91 $**	**8 014 316,80 $[6]**

Le tableau précédent présente le portrait des impacts des inondations sur le plan financier et non financier à l'échelle de l'agglomération en 2019 et en 2017. En fait, l'agglomération de Montréal a fait de nombreux apprentissages lors des crues printanières de 2017. D'ailleurs, le Plan particulier d'intervention (PPI) relatif aux inondations des crues printanières a été révisé en fonction des impacts potentiels d'une inondation affectant l'agglomération ainsi que des stratégies d'atténuation en vue de protéger les secteurs les plus vulnérables. Ces actions ont permis d'agir de façon proactive en 2019 pour limiter les cas

[4] Passage d'un corps de l'état solide à l'état gazeux, sans passer par l'état liquide.
[5] Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal.
[6] Cette valeur exclut les dépenses assumées par les arrondissements, les villes reconstituées et les services centraux lors du rétablissement.

d'infiltration d'eau dans les résidences ainsi que de fermeture des rues. L'écart entre ces deux années est expliqué par l'état de préparation de la Ville en 2019 qui a permis d'anticiper et de gérer plus efficacement les risques ainsi que les impacts d'inondations. En résumé, bien qu'à première vue, les impacts des inondations ont été plus prononcés et plus coûteux pour la Ville de Montréal en 2019, la communauté montréalaise affectée par cet événement a subi des conséquences moins importantes que celles de 2017.

MESURES ET OBJECTIFS

Cette section traite, sommairement, le dernier des quatre aspects visés par les recommandations du GIFCC. Toutefois, les informations détaillées, notamment sur les méthodologies, la portée et la mise en garde sont publiées dans les derniers rapports de la Ville, soit « Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise : Inventaire 2015 », « Émissions de gaz à effet de serre des activités municipales de l'agglomération de Montréal : Inventaire 2015 » et finalement dans le rapport annuel publié sur la plateforme du CDP de la Ville de Montréal, anciennement appelé « Carbon Disclosure Project ». Cette section inclut également les émissions de GES classées en trois périmètres d'inventaire « Scope » tels qu'ils sont définis par l'Association canadienne de normalisation (CSA) dont la définition est la suivante :

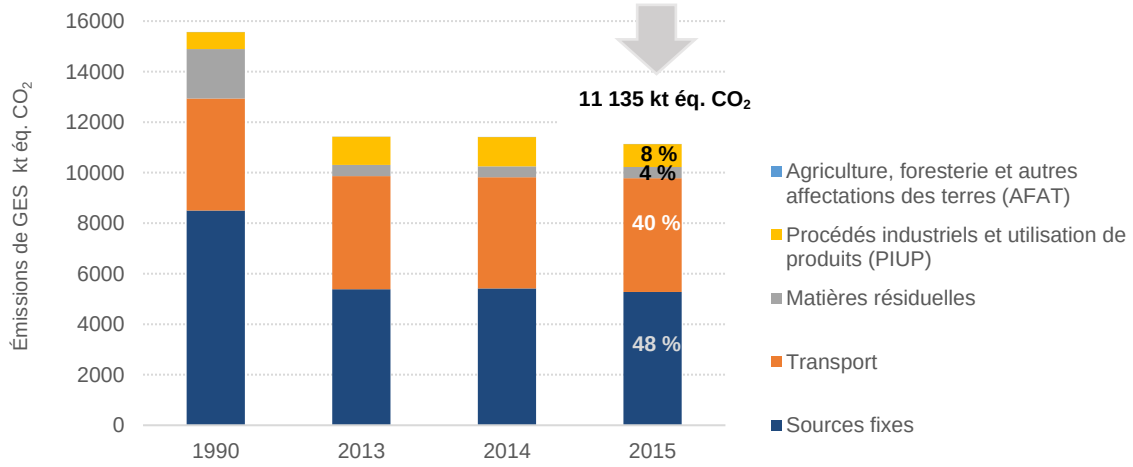
- *Scope 1 - Émission directe de GES* : Émissions de GES provenant de sources appartenant ou étant sous le contrôle de l'organisme.
- *Scope 2 - Émission de GES à énergie indirecte* : Émissions de GES provenant de la production d'électricité, de la chaleur ou de la vapeur importée et consommée par l'organisme.
- *Scope 3 - Émission indirecte de GES* : Émissions de GES autres que les émissions de GES à énergie indirecte (scope 2) qui résultent des activités d'un organisme, mais qui proviennent de sources de GES que possèdent ou contrôlent d'autres organismes.

COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE

Depuis 2002, l'agglomération de Montréal est engagée dans une démarche collective de lutte contre les changements climatiques. D'ailleurs, le Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020, publié en 2018, témoigne des efforts consentis et des progrès réalisés par rapport aux 12 pistes de solutions proposées à la collectivité afin d'atteindre la cible de réduction des émissions de GES de 30 % en 2020 par rapport à la période de référence de 1990.

Les inventaires d'émissions de GES sont comptabilisés selon les normes standards reconnues « Global Protocol for Community-Scale Greenhouse Emission Inventories (GPC) » et sont regroupés sous quatre secteurs : Sources fixes, Transport, Matières résiduelles, Procédés industriels et utilisation de produits (PIUP) et finalement Agriculture, foresterie et autres affectations des terres (AFAT).

La figure 5 présente une compilation des inventaires annuels des émissions de GES de la collectivité montréalaise.



Source : Ville de Montréal, Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise : Inventaire 2015

Le résumé des émissions de GES par secteur et par périmètre « Scope » tel que défini au GPC est présenté dans le tableau qui suit.

Tableau 5 : Émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2014 et 2015

Indicateurs clés de performance	**Scope 1**			**Scope 2**			**Scope 3**			**Émissions totales**
Inventaires GES / kt éq. CO_2										
Secteur	**2014**	**2015**	*Variation %*	**2014**	**2015**	*Variation %*	**2014**	**2015**	*Variation %*	*Variation totale 2014-2015*
Sources fixes (énergétique)	5 378 315	5 230 913	- 2,7 %	39 982	43 927	9,9 %				- 2,6 %
Transport	4 397 553	4 506 547	2,5 %							2,5 %
Matières résiduelles	148 701	145 673	- 2,0 %				287 832	296 487	3,0 %	1,3 %
PIUP	1 153 134	903 528	- 21,6 %							- 21,6 %
AFAT	5 543	7 035	26,9 %							26,9 %
TOTAL	**11 083 246**	**10 793 696**	**- 2,6 %**	**39 982**	**43 927**	**9,9 %**	**287 832**	**296 487**	**3,0 %**	**- 2,4 %**

Selon le dernier rapport détaillé d'inventaire 2015 pour la collectivité montréalaise publié en 2019, la réduction des émissions de GES est de 28 % par rapport à la période de référence de 1990. Cette diminution est principalement expliquée par l'abandon progressif du mazout, la fermeture d'une raffinerie de pétrole située sur le territoire de l'agglomération de Montréal en 2018 et l'amélioration des systèmes de captage du biogaz émis par les sites d'enfouissement entre 1990 et 2015. De plus, la variation des émissions de GES du secteur PIUP observée en 2015 par rapport à 2014, est principalement attribuable à une diminution de l'utilisation de coke[7] (charbon) comme non-combustible dans la province de Québec, selon les explications obtenues par Environnement et Changement climatique Canada. Les données disponibles ne permettent pas d'évaluer cette variation exclusivement pour l'agglomération de Montréal. Finalement, la variation des émissions de GES du secteur AFAT observée en 2015 par rapport à 2014 est principalement attribuable à une modification de la méthode de recensement de la superficie des terres agricoles par Statistique Canada.

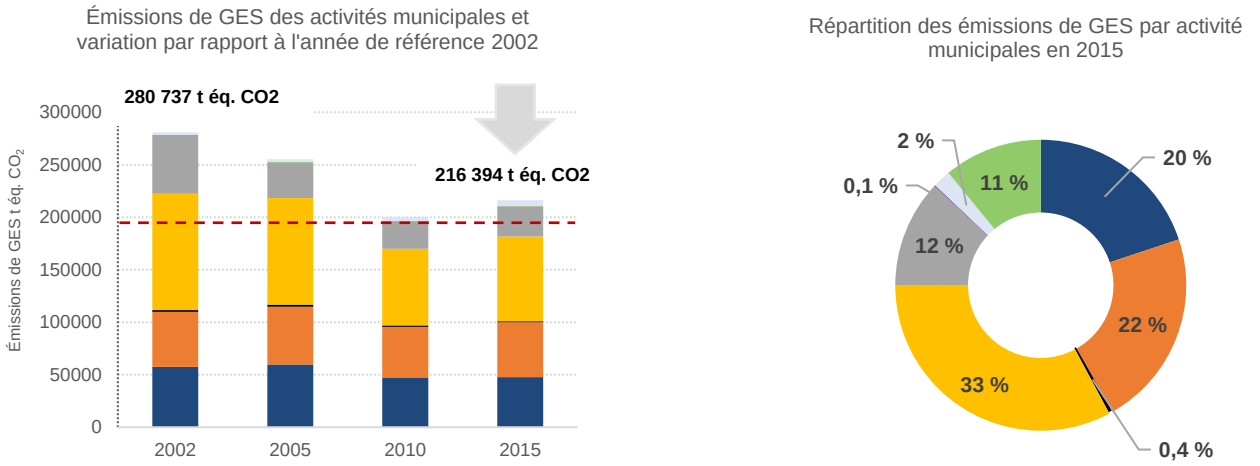
ACTIVITÉS MUNICIPALES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Le premier plan de réduction 2007-2012 visait à réduire de 20 % les émissions de GES par rapport à l'année de référence (2002), objectif atteint en 2010. En 2013, la Ville de Montréal s'est fixée un objectif de réduire à 30 % les émissions de GES des activités municipales d'ici 2020 par rapport à celles de 2002. En 2018, le rapport « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020 » fait état de l'avancement de la mise en œuvre des mesures de réduction de GES des arrondissements, des villes reconstituées et des services centraux de la Ville de Montréal afin de constater l'écart à combler pour atteindre cet objectif. Les constats publiés dans ce rapport portaient principalement sur la gestion des bâtiments municipaux, du parc de véhicules ainsi que sur le traitement des eaux potables et usées.

L'inventaire 2015 des émissions de GES pour les activités municipales de l'agglomération de Montréal est comptabilisé selon les principes de la norme ISO 14064-1 de l'Organisation internationale de normalisation « Gaz à effet de serre – partie 1 : Spécifications et lignes directrices, au niveau des organismes, pour la quantification et la déclaration des émissions et des suppressions de gaz à effet de serre ». L'inventaire des émissions de GES est réparti en huit secteurs : traitement des eaux usées, matériel roulant en régie, matériel roulant en sous-traitance, bâtiment, biogaz du CESM, fuites des réfrigérants, production d'eau potable et éclairage des rues et feux de circulation.

[7] Coke est un composé minéral dérivé du charbon.

Figure 6 : Émissions de GES pour les années 2002, 2005, 2010 et 2015 ainsi que leurs répartitions par activité municipale selon le dernier inventaire de GES de 2015



Source : Ville de Montréal, Émissions de gaz à effet de serre des activités municipales de l'agglomération de Montréal : Inventaires 2015.

Le résumé des émissions de GES par secteur et par périmètre « Scope » est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Émissions de GES pour les activités municipales en 2010 et 2015

Indicateurs clés de performance	**Scope 1**			**Scope 2**			**Scope 3**			**Émissions totales**
Inventaires GES / tonnes éq. CO_2										
Secteur	**2010**	**2015**	*Variation %*	**2010**	**2015**	*Variation %*	**2010**	**2015**	*Variation %*	*Variation totale 2010-2015*
Bâtiments	42 592	45 411	6,6 %	4 833	2 295	- 52,5 %				0,6 %
Matériel roulant en régie	48 242	52 330	8,5 %							8,5 %
Production d'eau potable	429	367	- 14,5 %	917	607	- 33,8 %				- 27,6 %
Traitement des eaux usées	72 376	80 456	11,2 %	581	317	- 45,4 %				10,7 %
Biogaz du CESM	26 060	28 659	10,0 %							10,0 %
Éclairage de rues et feux de circulation				459	273	- 40,5 %				- 40,5 %
Fuites de réfrigérants (HFC)	3 747	5 680	51,6 %							51,6 %
Matériel roulant en sous-traitance-Matières résiduelles							16 516	15 109	- 8,5 %	- 8,5 %
Matériel roulant en sous-traitance-Déneigement							9 655	11 688	21,1 %	21,1 %
TOTAL	**193 446**	**212 903**	**10,1 %**	**6 790**	**3 492**	- 48,6 %	**26 171**	**26 797**	**2,4 %**	**7,4 %**

Depuis la publication de l'inventaire 2010, les émissions de GES des activités municipales de l'agglomération ont augmenté de 8 %. Cette hausse en 2015 par rapport à 2010 est principalement due à l'augmentation des émissions provenant de la destruction du biogaz aux torches du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM). En 2014, après la cessation des activités pendant une période de trois ans de la centrale Gazmont suite à une panne majeure de sa turbine de cogénération[8], les émissions de GES ont augmenté. Cette hausse est expliquée par le fait que le biogaz capté fut brûlé au lieu d'être valorisé. Par ailleurs, si le biogaz capté avait été valorisé à la centrale de cogénération, les émissions totales de GES imputables aux activités municipales auraient été réduites de 28 % en 2015 par rapport à 2002, en supposant que les émissions de torchères

[8] Centrale de cogénération produit de l'énergie à partir du biogaz issu de méthane capté de l'ancienne carrière Miron.

soient demeurées constantes depuis 2010. À partir d'octobre 2017, les opérations de valorisation ont repris avec la mise en place complète de la centrale de cogénération au biogaz Biomont.

La source d'énergie électrique de Montréal est principalement hydroélectrique et renouvelable à 99 %. De ce fait, la Ville a développé et met actuellement en œuvre une stratégie d'électrification afin d'encourager l'électrification des transports et la mobilité durable. Cette stratégie vise le déploiement d'un réseau public de bornes de recharge pour favoriser la conversion progressive de la flotte montréalaise, la mise en place de conditions permettant aux entreprises privées de déployer un réseau de véhicules électriques en libre-service, la conversion du parc de véhicules thermiques municipaux en modèles électriques, etc.

PERSPECTIVES ET PROCHAINES ÉTAPES

La Ville travaille conjointement avec les villes canadiennes comme Vancouver et Toronto ainsi qu'avec d'autres villes et organismes, entre autres, CPA Canada et CUSP Network pour développer des méthodologies et des approches uniformes, standards et cohérentes en termes de divulgation de l'information financière relative aux changements climatiques. D'autre part, la Ville continue d'évaluer ses processus existants en matière de gouvernance, de stratégie, de gestion des risques et de mesures et objectifs afin d'y intégrer les risques climatiques. Le Service des finances travaille également en étroite collaboration avec les différents services de la Ville notamment avec le Bureau de la transition écologique et de la résilience, afin de continuer à parfaire et à intégrer ces recommandations lors des prochaines publications, lorsque cela est possible. Lors du prochain Plan Climat 2020-2030-2050, d'autres possibilités s'offriront à la Ville afin d'intégrer les compétences acquises liées au climat dans sa gouvernance et ses stratégies tout en tenant compte des répercussions des changements climatiques dans la planification de ses opérations et ses investissements à court, moyen et à long terme.

BIBLIOGRAPHIE

Association canadienne de normalisation. (2006). CAN/CSA-ISO 14064-1:06 – Gaz à effet de serre – Partie I : Spécifications et lignes directrices, au niveau des organismes, pour la quantification et la déclaration des émissions et des suppressions des gaz à effet de serre.

CPA Canada. (2019). Améliorer l'information relative aux changements climatiques fournie par les villes : Guide sur l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC). Repéré à www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en affaires/information-financiere-et-non-financiere/durabilite-environnement-et-responsabilite-sociale/publications/guide-gifcc-pour-villes.

Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Bureau d'assurance du Canada (BAC). (2020). Investir dans l'avenir du Canada : Le coût de l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle locale. Repéré à www.data.fcm.ca/documents/reports/investir-dans-avenir-du-canada-le-cout-de-adaptation-au-climat.pdf.

Financial Stability Board. (2017). Final Report, Recommendations of the Task Force on Climate-related Financial Disclosure. Repéré à www.fsb-tcfd.org/wp-content/uploads/2017/06/FINAL-2017-TCFD-Report-11052018.pdf.

Greenhouse Gas Protocol. (2014). Global Protocol for Community-Scale Greenhouse Gas Emission Inventories – An Accounting and Reporting Standard for Cities, partenariat entre le World Resources Institute, le C40 Cities Climate Leadership Group et l'ICLEI pour la création d'un protocole standard pour les villes. Repéré à www.ghgprotocol.org/sites/default/fi les/ghgp/ standards/GHGP_GPC_0.pdf.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2018). Approbation par les gouvernements du Résumé à l'intention des décideurs relatif au Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C. Repéré à www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/11/pr_181008_P48_spm_fr.pdf.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2018). Approbation par les gouvernements du Résumé à l'intention des décideurs relatif au Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C. Repéré à www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf.

Ouranos. Portraits climatiques. Repéré le 27 février 2020 au www.ouranos.ca/portraitsclimatiques/#/.

Ville de Montréal. (2015). Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020, Les mesures d'adaptation, une production du Service de l'environnement. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/ docs/page/enviro_fr/media/documents/paccam_2015-2020_ lesmesures.pdf.

Ville de Montréal. (2017). Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020, Les constats, une production du Service de l'environnement. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/ docs/page/enviro_fr/media/documents/paccam_2015-2020_ lesconstats.pdf.

Ville de Montréal. (2019). Suivi du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SUIVIPLANADAPTATION2015-2020.PDF.

Ville de Montréal. (2016). Montréal durable 2016-2020, Ensemble pour une métropole durable. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/d_durable_fr/media/documents/plan_montreal_durable_2016_2020.pdf.

Ville de Montréal. (2016). Stratégie montréalaise pour une ville résiliente. Repéré à www.resilient.montreal.ca/ assets/doc/strategie-montreal-ville-resiliente-fr.pdf.

Ville de Montréal. (2013). Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_COLLECTIVITE_2013-2020_VF.PDF.

Ville de Montréal. (2013). Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_CORPORATIF_2013-2020_VF.PDF.

Ville de Montréal. (2019). Émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise, Inventaire 2015. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/INVENTAIRECOLLECTIVITEGES_2015.PDF.

Ville de Montréal. (2019). Émissions de gaz à effet de serre municipales de l'agglomération de Montréal, Inventaire 2015. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/INVENT_GES_ACTMUNI_2015_VF.PDF.

Ville de Montréal. (2018). Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SUIVIPLANCOLLECTIVITE2013-2020.PDF

Ville de Montréal. (2018). Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020. Repéré à www.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SUIVIPLANCORPO2013-2020.PDF.

Ville de Toronto. (2018). City of Toronto Annual Financial Report for the fiscal year ending December 31, 2018. Repéré à www.toronto.ca/wp-content/uploads/2019/09/9655-SO-DS19-0220_2018FAR_Final_Web.pdf.

Ville de Vancouver. (2019). City of Vancouver Statement of Financial Information, December 31, 2019. Repéré à www.council.vancouver.ca/20200310/documents/r1.pdf.

Publié par la Ville de Montréal
Service des finances

630, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6
Canada

montreal.ca

Dépôt légal
2e trimestre 2020
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

978-2-7647-1759-2
Rapport financier annuel
PDF, Français

978-2-7647-1761-5
Annual Financial Report
PDF, English

Design graphique :
Ville de Montréal
Service de l'expérience citoyenne et des communications
24906

Montréal

montreal.ca

Reddition de comptes financière

Résultats financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019



Couverture :
Parc Frédéric-Back, arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Préparé par
le Service des finances

NOTES

- Pour les sections « Analyse des revenus par objets », « Analyse des charges par secteurs d'activités », « Autres charges corporatives » et « État des activités d'immobilisations », les données de 2017 et de 2018 ont été redressées de manière, notamment, à tenir compte des modifications de structure effectuées en 2019 et de les rendre comparables, dans la mesure du possible, à celles de 2019.

  Pour les autres sections, les données réelles sont comparées avec le budget original afin d'avoir une similitude avec les données figurant aux rapports financiers annuels.

- L'année financière s'étend du 1er janvier au 31 décembre.
- À moins d'indications contraires, toutes les données de ce document sont en milliers de dollars.
- L'arrondissement au millier de dollars peut faire en sorte que certaines données présentées dans la Reddition de comptes diffèrent de celles présentées aux états financiers.

TABLE DES MATIÈRES

Messages

Mot de la mairesse et du président du comité exécutif 9

Mot du trésorier 11

Objectifs de la reddition de comptes financière 13

Activités de fonctionnement – Faits saillants 15

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats de 2019 21

Analyse des revenus par objets 25

Taxes 25

Compensations tenant lieu de taxes 26

Quotes-parts 27

Transferts 31

Services rendus 33

Imposition de droits 34

Amendes et pénalités 35

Intérêts 36

Autres revenus 37

Affectation de revenus 38

Analyse des charges par secteurs d'activités 41

Services administratifs 43

Sécurité publique 59

Services institutionnels 67

Mobilité et attractivité - Global 81

Qualité de vie 95

Service aux citoyens 115

Arrondissements 125

Autres charges corporatives – Financement et autres charges 177

Service de la dette brute corporative 178

Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés 179

Dépenses communes 180

Charges de contributions corporatives 182

Analyses complémentaires 183

Charges de fonctionnement par objets 183

Analyse de certaines activités 198
Surplus accumulés et réserves 202
Activités d'immobilisations – Analyse des résultats de 2019
État des activités d'immobilisations 203
Portrait des investissements 204
Analyse des investissements par catégories d'actifs 207
Environnement et infrastructures souterraines 207
Infrastructures routières 209
Bâtiments 210
Parcs, espaces verts et terrains de jeux 211
Autres catégories d'actifs 212
Impact des investissements en immobilisations 214
Analyse des principales réalisations 215
Services centraux 216
Arrondissements 225
Dette et financement
Encadrement financier et stratégies de financement 235
Encadrement financier 235
Stratégies de financement des investissements 236
Évolution de la dette directe 240
Évolution de la dette consolidée directe et indirecte 241
Évolution des ratios énoncés dans la politique de gestion de la dette 242
Contributions volontaires énoncées dans la politique de gestion de la dette 246
Annexes
1. Données historiques (revenus et charges non consolidés) 1.1
2. Répartition des compétences d'agglomération et locales 2.1
3. Glossaire 3.1
4. Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations 4.1

INDEX DES TABLEAUX

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

FAITS SAILLANTS

Tableau 1 Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences 19
Tableau 2 Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales 20

ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

Tableau 3 Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par secteurs d'activités 22

Analyse des revenus par objets

Tableau 4 Sommaire des revenus à des fins fiscales 25
Tableau 5 Taxes 25
Tableau 6 Compensations tenant lieu de taxes 26
Tableau 7 Quotes-parts des villes reconstituées 27
Tableau 8 Transferts 31
Tableau 9 Services rendus 33
Tableau 10 Imposition de droits 34
Tableau 11 Amendes et pénalités 35
Tableau 12 Intérêts 36
Tableau 13 Autres revenus 37
Tableau 14 Affectation de revenus 38

Analyse des charges par secteurs d'activités

Tableau 15 Charges par secteurs d'activités 41
Tableau 16 Services administratifs 43
Tableau 17 Direction générale 44
Tableau 18 Finances 47
Tableau 19 Performance organisationnelle 49
Tableau 20 Ressources humaines 52
Tableau 21 Bureau de l'inspecteur général 55
Tableau 22 Commission de la fonction publique 57
Tableau 23 Secrétariat de liaison 58
Tableau 24 Sécurité publique 59
Tableau 25 Police 60

Analyse des charges par secteurs d'activités (suite)

Tableau 26 Sécurité incendie 63
Tableau 27 Services institutionnels 67
Tableau 28 Affaires juridiques 68
Tableau 29 Approvisionnement 70
Tableau 30 Évaluation foncière 72
Tableau 31 Gestion et planification immobilière 74
Tableau 32 Greffe 77
Tableau 33 Matériel roulant et ateliers 79
Tableau 34 Mobilité et attractivité - Global 81
Tableau 35 Commission des services électriques 82
Tableau 36 Eau 84
Tableau 37 Grands parcs, mont Royal et sports 87
Tableau 38 Infrastructures du réseau routier 90
Tableau 39 Urbanisme et mobilité 92
Tableau 40 Qualité de vie 95
Tableau 41 Culture 96
Tableau 42 Développement économique 99
Tableau 43 Diversité et inclusion sociale 102
Tableau 44 Environnement 105
Tableau 45 Espace pour la vie – Charges de fonctionnement 109
Tableau 46 Espace pour la vie – Revenus 111
Tableau 47 Habitation 112
Tableau 48 Service aux citoyens 115
Tableau 49 Concertation des arrondissements 116
Tableau 50 Expérience citoyenne et communications 119
Tableau 51 Technologies de l'information 121
Tableau 52 Sommaire des arrondissements 125
Tableau 53 Ahuntsic-Cartierville 126
Tableau 54 Anjou 129
Tableau 55 Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 131
Tableau 56 Lachine 134
Tableau 57 LaSalle 136
Tableau 58 Île-Bizard–Sainte-Geneviève 138

Analyse des charges par secteurs d'activités (suite)

Tableau 59 Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 140
Tableau 60 Montréal-Nord 143
Tableau 61 Outremont 146
Tableau 62 Pierrefonds-Roxboro 148
Tableau 63 Plateau-Mont-Royal 150
Tableau 64 Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 153
Tableau 65 Rosemont–La Petite-Patrie 156
Tableau 66 Saint-Laurent 159
Tableau 67 Saint-Léonard 162
Tableau 68 Sud-Ouest 165
Tableau 69 Verdun 168
Tableau 70 Ville-Marie 171
Tableau 71 Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 174

Autres charges corporatives – Financement et autres charges

Tableau 72 Autres charges corporatives – Financement et autres charges 177
Tableau 73 Service de la dette brute corporative 178
Tableau 74 Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés 179
Tableau 75 Dépenses communes 180
Tableau 76 Dépenses de contributions corporatives 182

Analyses complémentaires

Tableau 77 Charges de fonctionnement par objets 183
Tableau 78 Rémunération et cotisations de l'employeur 184
Tableau 79 Transport et communications 187
Tableau 80 Services professionnels, techniques et autres 188
Tableau 81 Location, entretien et réparation 190
Tableau 82 Biens non durables 191
Tableau 83 Biens durables 192
Tableau 84 Frais de financement 193
Tableau 85 Principales contributions à des organismes 194
Tableau 86 Autres objets 196
Tableau 87 Sommaire des surplus accumulés et des réserves 202

ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS

État des activités d'immobilisations

Tableau 88 Excédent (déficit) non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales..... 203

Analyse des principales réalisations

Tableau 89 Dépenses d'immobilisations par unités d'affaires 215

DETTE ET FINANCEMENT

Encadrement financier et stratégies de financement

Tableau 90 Encadrement financier 235

Tableau 91 Sources de financement et répartition des dépenses 236

Tableau 92 Évolution du solde à financer 238

Tableau 93 Évolution du coût réel de la dette..... 239

ANNEXES

Données historiques (revenus et charges non consolidés)

Tableau 94 Historique des revenus et des charges non consolidés 1.1

INDEX DES FIGURES

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

FAITS SAILLANTS

Figure 1 Répartition de l'excédent global 15

ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

Figure 2 Conciliation des données financières du rapport financier annuel et du budget de 2019 21

INDEX DES GRAPHIQUES

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

FAITS SAILLANTS

Graphique 1 Provenance des revenus, des charges de fonctionnement, du financement et des affectations 18

ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

Graphique 2 Sommaire des revenus et des charges à des fins fiscales 23

Analyses complémentaires

Graphique 3 Droits sur les mutations immobilières 198
Graphique 4 Coût de l'enlèvement de la neige en fonction des précipitations 199
Graphique 5 Coût de la gestion des matières résiduelles 200

ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS

Portrait des investissements

Graphique 6 Réalisations annuelles des activités d'immobilisations à des fins fiscales 205
Graphique 7 Engagements cumulatifs annuels – Ville de Montréal, de 2017 à 2019 206

Analyse des investissements par catégories d'actifs

Graphique 8 Réalisations de 2019, 2018 et 2017, par catégories d'actifs 207

DETTE ET FINANCEMENT

Encadrement financier et stratégies de financement

Graphique 9 Évolution de la dette directe brute et nette 240
Graphique 10 Évolution de la dette consolidée brute et nette 241
Graphique 11 Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale), en pourcentage des revenus de la Ville 242

Encadrement financier et stratégies de financement (suite)

Graphique 12 Coût net du service de la dette, en pourcentage des charges de fonctionnement..... 243
Graphique 13 Dette directe nette et dette actuarielle initiale, en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée..... 244
Graphique 14 Dette directe nette par citoyen..... 245

Reddition de comptes financière

2019



MOT DE LA MAIRESSE ET DU PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF





Montréalaises,
Montréalais,

La crise sanitaire mondiale que nous traversons présentement et les impacts économiques qui s'ensuivent entraîneront, dans les prochains mois et, possiblement, les prochaines années, des défis budgétaires majeurs.

Heureusement, bien que nous traversions une période critique de notre histoire, nous sommes dans une bonne position économique pour aller de l'avant. Nos résultats positifs sont dus à la bonne gestion des opérations qui s'effectuent dans les arrondissements et aux efforts d'optimisation déployés par nos différents services centraux pour s'assurer que chaque dollar est dépensé adéquatement.

Ce bilan positif est d'une extrême importance étant donné la situation actuelle. En cette période de grande incertitude économique, nous sommes fiers d'avoir su gérer de façon responsable les finances de la Ville de Montréal au cours de la dernière année.

Dans le Rapport financier annuel et la Reddition de comptes financière pour l'exercice 2019, on constate que la métropole présente un excédent budgétaire global de 250,9 M$, en hausse de 38,2 M$ par rapport à l'année 2018.

De plus, malgré la crise sanitaire, l'urgence climatique ne prend pas de répit. Nous avons donc fixé, pour l'ensemble des services de la Ville de Montréal, des cibles ambitieuses visant à accélérer la transition écologique.

Nous publions d'ailleurs, dans ce rapport, un volet dédié à l'information financière relative aux changements climatiques – une première pour une ville québécoise!

Comme toujours, notre administration fait le choix de soutenir les Montréalaises et les Montréalais, quoi qu'il arrive, et s'engage à redoubler d'efforts pour répondre aux besoins de la population, particulièrement en ces temps plus difficiles.

Nous investissons davantage pour faire face au vieillissement des infrastructures de la Ville, notamment afin de combler le déficit d'entretien des réseaux d'eau et de voirie.

Nous intensifions également nos efforts pour soutenir une offre résidentielle diversifiée, saine et abordable et nous développons des projets structurants qui favorisent la mobilité durable.

Nous soutenons et accompagnons les entreprises et les commerces montréalais afin d'assurer la prospérité de la métropole et de la positionner avantageusement sur l'échiquier mondial dans des secteurs à haut potentiel.

Nous investissons dans le développement social, la culture et les sports, mais aussi pour offrir à la population des services à la hauteur de ses attentes, que ce soit en matière de déneigement, de sécurité publique ou en modernisant les réseaux d'aqueducs et d'égouts de la Ville.

Enfin, la pandémie de la COVID-19 qui a frappé la planète nous l'a bien démontré, pour répondre aux enjeux sanitaires, économiques et environnementaux, une réponse collective s'impose. Heureusement, les dernières semaines ont démontré notre capacité à travailler ensemble pour un meilleur avenir commun.

Nous entendons mettre à contribution l'ensemble des forces vives de la métropole les Montréalaises et les Montréalais, afin que notre ville demeure un modèle de qualité de vie, de dynamisme économique et de prospérité.

Nous avons confiance, ça va bien aller!

La mairesse,



Valérie Plante

Le président du comité exécutif,



Benoit Dorais

MOT DU TRÉSORIER

Mesdames,
Messieurs,

La Ville de Montréal dévoile son rapport financier annuel pour l'année 2019. Ce rapport est constitué de deux sections : la première contenant les données financières consolidées de la Ville et la seconde, une analyse des informations financières de l'administration municipale. Cette dernière section exclut les organismes de son périmètre comptable.

L'exercice financier 2019 s'est soldé par un excédent non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales de 250,9 M$, soit 4,4 % des revenus globaux de la Ville. Ces résultats sont le fruit d'une multitude d'éléments dont une saine gestion ainsi que le respect des perspectives financières de l'année 2019.

Cet excédent de 250,9 M$ est attribuable à des revenus supérieurs par rapport au budget de fonctionnement préalablement déposé. Il se ventile de la façon suivante : un excédent de 191,0 M$ de compétences de nature locale (228,3 M$ en 2018) et un surplus de 59,9 M$ (déficit de 15,6 M$ en 2018) de compétences d'agglomération. Ce surplus résulte d'un revenu de quotes-parts spécifiques de 86,2 M$ servant au comblement du déficit d'agglomération des exercices antérieurs. Sans ces quotes-parts, le résultat opérationnel de l'année 2019 de compétences d'agglomération se serait soldé par un déficit de 26,3 M$. En ce qui concerne le surplus de gestion des arrondissements (inclut dans le surplus des compétences de nature locales), il s'élève à 72,6 M$ comparativement à 73,7 M$ en 2018.

Les revenus se chiffrent à 5 692,2 M$, soit une hausse de 143,0 M$ (2,6 %) par rapport au budget de fonctionnement. La hausse s'explique, entre autres, par un marché immobilier performant ayant, à lui seul, généré des revenus additionnels de 94,6 M$ avec l'imposition de droits de mutation immobilière et de 26,3 M$ avec la délivrance de permis de construction et de modification. Une activité économique favorable et les revenus d'intérêts ont aussi contribué à hauteur de 51,1 M$ par rapport au montant établi au budget de 2019. Par contre, cette hausse est atténuée par un ensemble de variations dans les autres catégories de recettes fiscales, notamment une variation de 29,0 M$ pour les amendes et pénalités.

Concernant les charges de fonctionnement et de financement et les affectations, elles sont de l'ordre de 5 441,3 M$, soit une baisse de 107,9 M$ (1,9 %) par rapport au budget établi. Cette diminution résulte principalement d'affectations moindres de 131,4 M$ et d'un remboursement de la dette inférieur de 2,5 M$ à ce qui était prévu. Par contre, ces baisses sont contrebalancées par des charges de fonctionnement supérieures de 26,0 M$, provenant principalement des augmentations suivantes :

- 51,8 M$ pour la rémunération globale, dont 48,5 M$ pour les heures supplémentaires;
- 15,2 M$ en service professionnels et techniques, majoritairement en lien avec l'élimination de la neige.

En contrepartie, certaines économies ont été réalisées pour les charges de fonctionnement suivantes :

- les contributions à des organismes et autres objets pour 38,3 M$;
- les frais de location, d'entretien et de réparation pour 17,2 M$;
- les frais de financement pour 7,7 M$.

De plus, compte tenu des impacts importants des différents bouleversements et changements climatiques auxquels chaque ville devra faire face dans les prochaines années, le rapport financier de la Ville inclut dorénavant une section non auditée rendant transparentes les informations financières relatives aux changements climatiques.

En terminant, il est important de souligner le professionnalisme du personnel de la Ville, qui s'emploie au quotidien à fournir les services municipaux. Ces femmes et ces hommes ont contribué à l'atteinte de ces résultats.

Le trésorier de la Ville de Montréal,



Yves Courchesne, CPA, CGA

Objectifs de la reddition de comptes financière 2019



Photo : Mathieu Sparks

OBJECTIFS DE LA REDDITION DE COMPTES FINANCIÈRE

Dans une optique de transparence et de saine gestion, l'administration municipale s'est dotée d'un outil de gestion, le document *Reddition de comptes financière*.

Ce document, qui se veut complémentaire du rapport financier annuel, permettra à l'administration municipale de répondre aux besoins des différents intervenants concernant l'exercice des responsabilités qui leur sont confiées tout au long de l'année financière.

Le principal objectif du document *Reddition de comptes financière* est de produire une information de gestion plus détaillée que celle du rapport financier annuel. En présentant l'information concernant l'utilisation, par l'administration municipale, des ressources financières mises à sa disposition pour l'année financière précédente, ce document permet d'analyser en détail les différentes activités de la Ville et de comparer les résultats avec les données budgétaires de l'année courante. De plus, des analyses permettent de mettre en évidence les tendances qui se dessinent pour certaines données financières ou qualitatives.

Ce document se divise en trois parties. Dans la première, l'ensemble des activités de fonctionnement sont analysées. Dans la deuxième, l'analyse porte sur les activités reliées aux charges d'immobilisations et la troisième partie présente la dette et les autres sources de financement.

Activités de fonctionnement – Faits saillants

2019

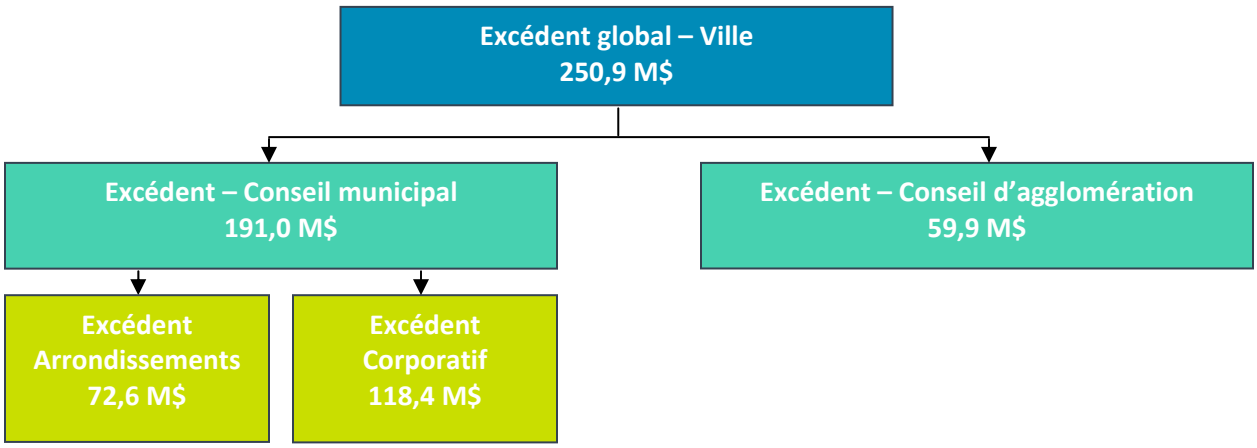

CAFÉ

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT – FAITS SAILLANTS

Afin de faire le lien avec la présentation officielle du rapport financier de la Ville, cette section présente les charges de fonctionnement et les affectations comme l'exige le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), soit par activités.

L'exercice financier 2019 de la Ville de Montréal, en excluant les organismes de son périmètre comptable[1], s'est soldé par un excédent global de 250,9 M$, soit 4,4 % des revenus globaux. L'excédent de 250,9 M$ se répartit comme suit :

Figure 1 – Répartition de l'excédent global



Analyse des résultats de 2019

Les éléments importants ayant permis de générer les excédents globaux de 250,9 M$ se situent principalement dans des revenus supplémentaires, pour 143,0 M$, et des affectations de 131,4 M$ provenant de surplus accumulés, tant par le conseil municipal que par les arrondissements. Ces augmentations sont toutefois contrebalancées par une augmentation des charges de fonctionnement, pour 26,0 M$.

Au niveau du Conseil d'agglomération, le surplus de 59,9 M$ provient d'un revenu de quotes-parts spécifiques de 86,2 M$ perçu pour combler le déficit d'agglomération des exercices antérieurs. Sans ces quotes-parts spécifiques, le résultat opérationnel de l'année 2019 se serait soldé par un déficit de 26,3 M$.

1. Le périmètre comptable comprend les organismes suivants : la Société de transport de Montréal (STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal, le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal.

Pour ce qui est des revenus globaux, l'excédent budgétaire s'établit à 143,0 M$ et s'explique principalement par les éléments suivants :

- une activité économique favorable et un marché immobilier encore robuste qui ont permis de générer des revenus supplémentaires de 94,6 M$ en droits sur les mutations immobilières et de 26,3 M$ en paiements de licences et permis;
- des transferts gouvernementaux supérieurs de 38,3 M$, principalement destinés à l'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus (14,3 M$) et à divers programmes s'échelonnant sur plusieurs années (14,0 M$), notamment le Fonds Chantiers Canada-Québec pour le Campus Outremont, le programme Climat des municipalités, financé par le gouvernement du Québec, le programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents financé par le Ministère de la sécurité publique, l'entente avec le MTQ Turcot pour mesurer la qualité de l'air et l'entente avec le MAMH pour les projets de revitalisation urbaine;
- des revenus additionnels de 11,9 M$ pour la cession d'actifs, liés principalement à l'encaissement de l'indemnité finale de 7,2 M$ pour l'expropriation relative à la construction du pont Champlain et à la vente non prévue d'une ruelle, pour 4,3 M$;
- des revenus supplémentaires de 21,0 M$, générés par des taux d'intérêt plus élevés que prévu pour les placements;
- ces hausses de revenus étant toutefois atténuées par un ensemble de variations dans les autres types de revenus, notamment une baisse de 23,3 M$ des revenus de taxes municipales en raison de la croissance immobilière un peu plus faible que prévu et des retards pour la finalisation de certains projets par rapport aux prévisions, ainsi qu'une baisse de 28,4 M$ pour les contraventions en matière de circulation et stationnement.

Les charges de fonctionnement, de financement et des affectations se sont élevées quant à elles à 5 441,3 M$, en baisse de 107,9 M$ (1,9%) par rapport au budget. Cette diminution étant attribuable principalement à des affectations moindres de 131,4 M$ et au remboursement de la dette inférieur de 2,5 M$. Par contre, ces baisses sont contrebalancées par des charges de fonctionnement supérieures de 26,0 M$, provenant principalement des éléments suivants :

- une augmentation de la rémunération globale de 51,8 M$, dont 48,5 M$ pour la rémunération liée aux heures supplémentaires;
- une augmentation de 15,2 M$ des coûts des services professionnels et techniques, découlant majoritairement des activités d'élimination de la neige;

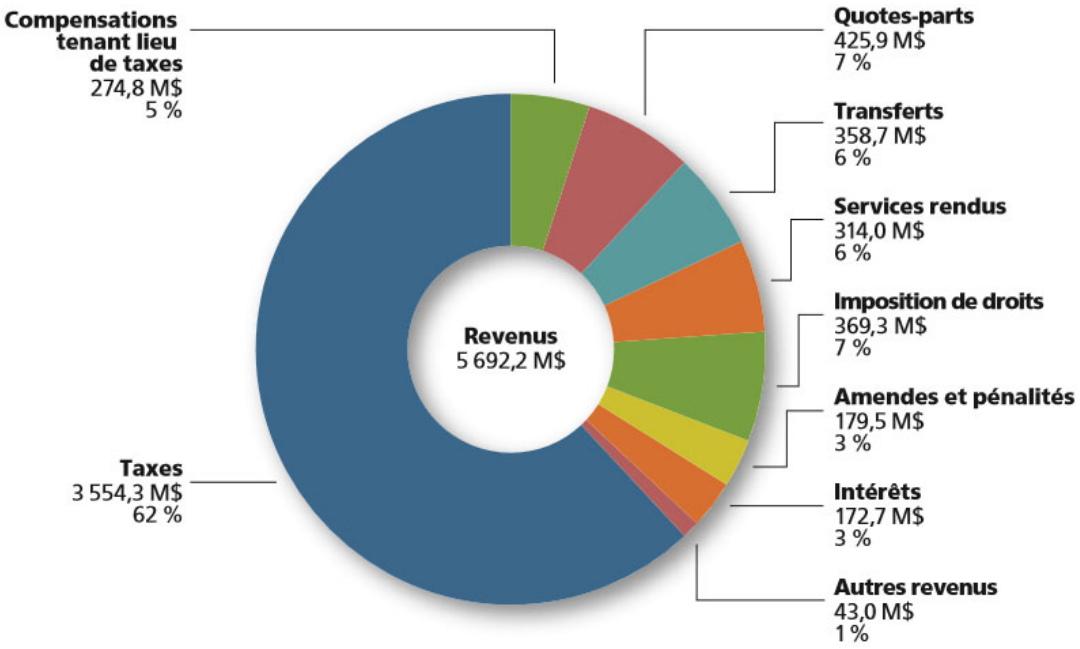
En contrepartie de ces augmentations, des économies ont été réalisées au niveau de certaines charges de fonctionnement, dont :

- des contributions à des organismes et autres objets moindres que prévu, pour 38,3 M$;

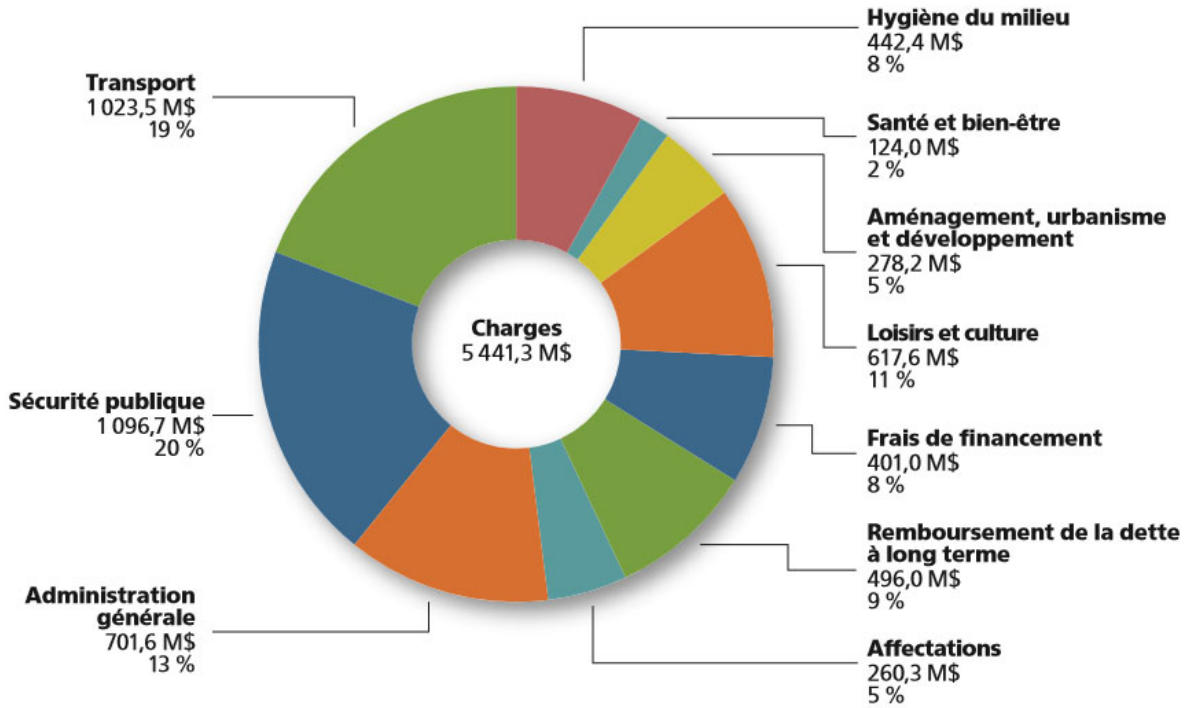
- une baisse des frais de location, d'entretien et de réparation, pour 17,2 M$;
- une réduction des frais de financement, pour 7,7 M$;
- des achats d'autres biens non durables tel que l'électricité, pour 3,7 M$.

Graphique 1 – Provenance des revenus, des charges de fonctionnement, du financement et des affectations

Total des revenus → **5 692,2 M$**



Total des charges de fonctionnement et de financement et des affectations → **5 441,3 M$**



Excédent de l'année → **250,9 M$**

Tableau 1 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences[2]

(en milliers de dollars)

	2019								2018
	Conseil municipal		Conseil d'agglomération		Éliminations		Total		Total
	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Budget original	Réel	Réel
Revenus									
Taxes	3 529 327	3 504 898	48 300	49 385	-	-	3 577 627	3 554 283	3 482 078
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	274 855	-	-	-	-	275 845	274 855	264 417
Quotes-parts	-	-	2 482 954	2 480 633	(2 056 824)	(2 054 697)	426 130	425 936	418 105
Transferts	191 981	206 162	128 363	152 506	-	-	320 344	358 668	283 068
Services rendus	262 314	254 509	56 150	62 053	(1 926)	(2 568)	316 538	313 994	313 510
Imposition de droits	246 449	367 494	1 969	1 838	-	-	248 418	369 332	318 973
Amendes et pénalités	105 916	94 430	102 497	85 033	-	-	208 413	179 463	189 033
Intérêts	77 323	88 902	74 355	83 824	-	-	151 678	172 726	160 802
Effet net des opérations de restructuration	-	8 472	-	-	-	-	-	8 472	-
Autres revenus	22 035	32 195	2 175	2 286	-	-	24 210	34 481	52 145
	4 711 190	**4 831 917**	**2 896 763**	**2 917 558**	**(2 058 750)**	**(2 057 265)**	**5 549 203**	5 692 210	**5 482 131**
Charges de fonctionnement									
Administration générale	486 303	415 257	279 675	286 917	(657)	(584)	765 321	701 590	673 533
Sécurité publique	8 543	10 555	1 034 073	1 086 838	(505)	(636)	1 042 111	1 096 757	1 077 332
Transport	426 221	459 298	621 585	564 534	(70)	(353)	1 047 736	1 023 479	1 016 709
Hygiène du milieu	203 077	213 725	229 799	229 452	(334)	(708)	432 542	442 469	466 652
Santé et bien-être	65 973	61 624	49 134	62 352	-	-	115 107	123 976	94 991
Aménagement, urbanisme et développement	160 405	185 588	97 887	92 913	(293)	(281)	257 999	278 220	200 721
Loisirs et culture	479 247	496 505	110 421	121 102	(67)	(6)	589 601	617 601	597 210
Frais de financement	273 877	271 449	134 800	129 534	-	-	408 677	400 983	397 165
	2 103 646	**2 114 001**	**2 557 374**	**2 573 642**	**(1 926)**	**(2 568)**	**4 659 094**	4 685 075	**4 524 313**
Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération	**2 056 824**	**2 054 697**	**-**	**-**	**(2 056 824)**	**(2 054 697)**	**-**	**-**	**-**
Excédent avant financement et affectations	**550 720**	**663 219**	**339 389**	**343 916**	**-**	**-**	**890 109**	**1 007 135**	**957 818**
Financement									
Remboursement de la dette à long terme	(332 427)	(332 940)	(165 998)	(163 021)	-	-	(498 425)	(495 961)	(473 756)
Affectations									
Activités d'immobilisations	-	(8 899)	-	(1 632)	-	-	-	(10 531)	(17 704)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	110 000	159 091	(86 170)	18	-	-	23 830	159 109	117 980
Réserves financières et fonds réservés	(287 043)	(285 283)	(147 618)	(152 029)	-	-	(434 661)	(437 312)	(354 486)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(41 250)	(4 155)	60 397	32 574	-	-	19 147	28 419	(17 158)
	(218 293)	**(139 246)**	**(173 391)**	**(121 069)**	**-**	**-**	**(391 684)**	**(260 315)**	**(271 368)**
Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice	**-**	**191 033**	**-**	**59 826**	**-**	**-**	**-**	**250 859**	**212 694**

2. Ce tableau permet de faire le lien avec les états financiers consolidés de 2019 de la Ville de Montréal.

Tableau 2 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0	3 577 627,3	(23 344,3)	3 577 627,3
Compensations tenant lieu de taxes	260 024,1	264 416,6	274 855,2	275 845,3	(990,1)	275 845,3
Quotes-parts	397 246,2	418 105,5	425 936,3	426 130,3	(194,0)	426 130,3
Transferts	350 701,8	283 068,2	358 667,5	320 344,2	38 323,3	344 086,7
Services rendus	314 394,6	313 509,8	313 994,8	316 537,6	(2 542,8)	323 818,3
Imposition de droits	265 881,6	318 972,4	369 331,9	248 417,8	120 914,1	248 389,0
Amendes et pénalités	172 813,9	189 033,7	179 462,7	208 413,0	(28 950,3)	208 413,0
Intérêts	144 569,7	160 801,0	172 725,6	151 677,5	21 048,1	151 677,5
Autres revenus	43 132,2	52 145,7	42 953,1	24 210,2	18 742,9	27 716,2
Total – Revenus	**5 292 205,0**	**5 482 131,3**	**5 692 210,1**	**5 549 203,2**	**143 006,9**	**5 583 703,6**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	766 300,1	673 532,2	701 589,3	765 320,5	63 731,2	750 016,3
Sécurité publique	1 100 761,7	1 077 331,0	1 096 757,6	1 042 110,6	(54 647,0)	1 043 998,9
Transport	1 010 173,5	1 016 709,2	1 023 479,6	1 047 736,4	24 256,8	1 091 153,6
Hygiène du milieu	406 660,2	466 652,2	442 469,0	432 542,5	(9 926,5)	437 958,9
Santé et bien-être	89 913,5	94 991,8	123 977,4	115 106,8	(8 870,6)	120 855,2
Aménagement, urbanisme et développement	209 237,8	200 722,2	278 219,1	257 999,3	(20 219,8)	277 997,9
Loisirs et culture	615 354,0	597 209,8	617 600,2	589 601,1	(27 999,1)	611 109,2
Frais de financement	389 789,0	397 165,8	400 983,1	408 676,7	7 693,6	408 676,8
Total – Charges de fonctionnement	**4 588 189,8**	**4 524 314,2**	**4 685 075,3**	**4 659 093,9**	**(25 981,4)**	**4 741 766,8**
Financement						
Remboursement de la dette à long terme	463 853,5	473 755,5	495 960,9	498 425,2	2 464,3	498 437,6
Affectations						
Activités d'immobilisations	9 487,1	17 704,0	10 531,2	-	(10 531,2)	6 843,8
Excédent des activités de fonctionnement affecté	(141 995,9)	(117 979,3)	(159 110,3)	(23 830,3)	135 280,0	(72 940,6)
Réserves financières et fonds réservés	324 128,8	354 485,8	437 311,8	434 661,1	(2 650,7)	428 742,7
Montant à pourvoir dans le futur	(90 968,2)	17 157,5	(28 418,0)	(19 146,7)	9 271,3	(19 146,7)
Total – Affectations	**100 651,8**	**271 368,0**	**260 314,7**	**391 684,1**	**131 369,4**	**343 499,2**
Excédent (déficit) de l'exercice	**139 509,9**	**212 693,6**	**250 859,2**	**-**	**250 859,2**	**-**

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des revenus par objets

Analyse des charges par secteurs d'activités

Autres charges corporatives – Financement et autres charges

Analyses complémentaires



ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT – ANALYSE DES RÉSULTATS DE 2019

La présente section comprend quatre parties, soit une analyse détaillée des revenus par objets, une analyse des dépenses par secteurs d'activités, une analyse des charges de financement corporatives et autres charges ainsi que des analyses complémentaires de certaines charges par objets.

Les charges de fonctionnement, les frais de financement et les affectations sont regroupés par secteurs d'activités afin de permettre une reddition de comptes financière sur la même base que celle établie pour la production du budget de 2019.

La figure 2 permet au lecteur de faire le lien entre les données présentées dans le rapport financier annuel de 2019 (tableaux 1 et 2), tel que l'exige le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), et la présentation budgétaire de 2019 (tableau 3), élaborée en fonction des secteurs d'activités, et ce, tel que l'ont adoptée les instances de la Ville.

Figure 2 – Conciliation des données financières du rapport financier annuel et du budget de 2019

		Rapport financier	Ajustements	Présentation budgétaire
Revenus	Revenus	5 692,2 M$	–	5 692,2 M$
	Affectations de revenus	–	226,5 M$	226,5 M$
	Total	5 692,2 M$	226,5 M$	5 918,7 M$
Charges	Charges de Fonctionnement [1]	5 181,0 M$	–	5 181,0 M$
	Affectations de charges	260,3 M$	226,5 M$	486,8 M$
	Total	5 441,3 M$	226,5 M$	5 667,8 M$
	Excédent	250,9 M$	–	250,9 M$

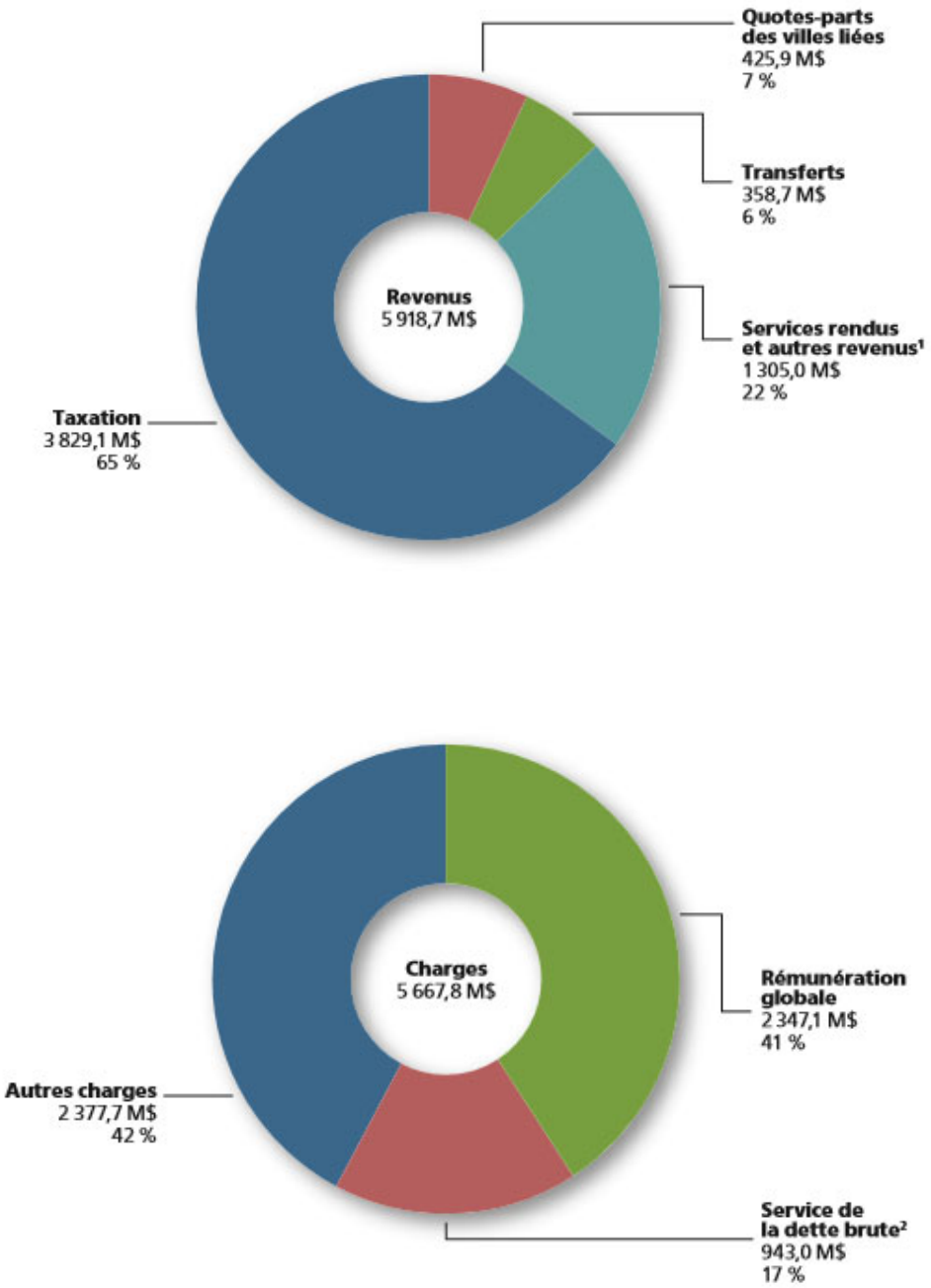
1. Comprend les charges de fonctionnement et le financement.

Tableau 3 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement à des fins fiscales par secteurs d'activités

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0	3 577 627,3	(23 344,3)	3 577 627,3
Compensations tenant lieu de taxes	260 024,1	264 416,7	274 855,3	275 845,3	(990,0)	275 845,3
Quotes-parts	397 246,2	418 105,5	425 936,3	426 130,3	(194,0)	426 130,3
Transferts	350 701,8	283 067,9	358 667,4	320 344,2	38 323,2	344 086,7
Services rendus	314 394,6	313 509,9	313 994,7	316 537,6	(2 542,9)	323 818,3
Imposition de droits	265 881,7	318 972,4	369 331,9	248 417,8	120 914,1	248 389,0
Amendes et pénalités	172 813,9	189 033,7	179 462,8	208 413,0	(28 950,2)	208 413,0
Intérêts	144 569,7	160 801,1	172 725,6	151 677,5	21 048,1	151 677,5
Autres revenus	43 132,2	52 145,7	42 953,1	24 210,2	18 742,9	27 716,2
Affectation de revenus	223 075,1	158 136,6	226 496,9	155 850,1	70 646,8	204 960,7
Total – Revenus	**5 515 280,2**	**5 640 267,9**	**5 918 707,0**	**5 705 053,3**	**213 653,7**	**5 788 664,3**
Charges par secteurs d'activités						
Services administratifs	132 208,0	131 316,7	134 101,0	143 809,2	9 708,2	145 456,5
Sécurité publique	1 052 449,8	1 028 212,2	1 051 364,2	998 476,9	(52 887,3)	999 410,1
Services institutionnels	391 775,7	395 973,8	412 343,7	410 284,2	(2 059,5)	419 851,1
Mobilité et attractivité	428 244,0	430 059,8	494 931,2	456 960,9	(37 970,3)	467 329,5
Qualité de vie	401 305,7	433 540,5	479 446,4	471 055,9	(8 390,5)	489 668,7
Service aux citoyens	205 939,2	208 938,2	216 260,6	196 792,7	(19 467,9)	218 619,6
Arrondissements	876 843,6	887 768,9	917 602,2	904 638,0	(12 964,2)	940 748,7
Total – Charges par secteurs d'activités	**3 488 766,0**	**3 515 810,1**	**3 706 049,3**	**3 582 017,8**	**(124 031,5)**	**3 681 084,2**
Charges de financement corporatives						
Service de la dette brute	748 072,8	763 845,9	780 813,7	788 598,8	7 785,1	788 598,8
Paiement comptant d'immobilisations	333 674,4	379 198,4	454 851,5	441 611,2	(13 240,3)	442 536,6
Total – Charges de financement	**1 081 747,2**	**1 143 044,3**	**1 235 665,2**	**1 230 210,0**	**(5 455,2)**	**1 231 135,4**
Autres charges corporatives						
Dépenses communes	197 205,6	160 060,8	121 436,3	226 546,0	105 109,7	211 361,1
Dépenses de contributions	653 414,2	652 895,1	647 284,2	703 722,7	56 438,5	705 487,7
Total – Autres charges corporatives	**850 619,8**	**812 955,9**	**768 720,5**	**930 268,7**	**161 548,2**	**916 848,8**
Élimination des transactions internes et interentités	**(45 362,7)**	**(44 236,0)**	**(42 587,2)**	**(37 443,2)**	**5 144,0**	**(40 404,1)**
Total des charges de fonctionnement, du financement et des affectations	**5 375 770,3**	**5 427 574,3**	**5 667 847,8**	**5 705 053,3**	**37 205,5**	**5 788 664,3**
Excédent (déficit) de l'exercice	**139 509,9**	**212 693,6**	**250 859,2**	**-**	**250 859,2**	**-**

Graphique 2 – Sommaire des revenus et des charges à des fins fiscales



1. Comprend les affectations de revenus, pour 226,5 M$.
2. Comprend les frais de financement, le remboursement de la dette à long terme et le remboursement de capital sur les emprunts contractés pour le financement à long terme de dépenses de fonctionnement.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des revenus par objets


30

ANALYSE DES REVENUS PAR OBJETS

Les revenus de 2019, incluant les affectations de revenus, s'élèvent à 5,9 G$, pour un écart favorable de 213,7 M$ par rapport au budget original.

Tableau 4 – Sommaire des revenus à des fins fiscales
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0	3 577 627,3	(23 344,3)	3 577 627,3
Compensations tenant lieu de taxes	260 024,1	264 416,7	274 855,3	275 845,3	(990,0)	275 845,3
Quotes-parts	397 246,2	418 105,5	425 936,3	426 130,3	(194,0)	426 130,3
Transferts	350 701,8	283 067,9	358 667,4	320 344,2	38 323,2	344 086,7
Services rendus	314 394,6	313 509,9	313 994,7	316 537,6	(2 542,9)	323 818,3
Imposition de droits	265 881,7	318 972,4	369 331,9	248 417,8	120 914,1	248 389,0
Amendes et pénalités	172 813,9	189 033,7	179 462,8	208 413,0	(28 950,2)	208 413,0
Intérêts	144 569,7	160 801,1	172 725,6	151 677,5	21 048,1	151 677,5
Autres revenus	43 132,2	52 145,7	42 953,1	24 210,2	18 742,9	27 716,2
Affectations de revenus	223 075,1	158 136,6	226 496,9	155 850,1	70 646,8	204 960,7
Total – Revenus	**5 515 280,2**	**5 640 267,9**	**5 918 707,0**	**5 705 053,3**	**213 653,7**	**5 788 664,3**

TAXES

Les taxes foncières municipales, basées sur la valeur des immeubles, représentent la principale source de revenus de la Ville de Montréal.

Tableau 5 – Taxes
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Taxes						
Taxes générales	2 666 834,8	2 758 582,7	2 775 694,5	2 800 121,6	(24 427,1)	2 800 121,6
Taxes de secteurs	237 822,2	244 881,5	253 918,6	251 470,1	2 448,5	251 470,1
Taxes sur une autre base – Autres	12 696,6	13 572,4	13 748,4	13 883,3	(134,9)	13 883,3
Taxes, compensation et tarification	113 713,0	117 192,2	116 128,8	114 380,1	1 748,7	114 380,1
Taxe relative au financement de la contribution ARTM	-	-	11 006,6	11 170,5	(163,9)	11 170,5
Taxes spéciales	312 374,3	347 849,6	383 786,1	386 601,7	(2 815,6)	386 601,7
Total – Taxes	**3 343 440,9**	**3 482 078,4**	**3 554 283,0**	**3 577 627,3**	**(23 344,3)**	**3 577 627,3**

Les revenus de taxes pour l'année 2019 ont atteint 3,6 G$, produisant un écart défavorable de 23,3 M$, soit 0,65 % des sommes prévues au budget.
Cela est principalement dû au fait que la croissance immobilière a été un peu plus faible que prévu et, qu'en moyenne, les travaux de différents projets se sont terminés en retard par rapport à leurs échéanciers.

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

Ces revenus proviennent des compensations devant être payées par les propriétaires d'immeubles exempts de taxes foncières. À titre d'exemple, les immeubles appartenant aux gouvernements canadien et québécois, les immeubles du réseau de la santé et des services sociaux et du réseau de l'éducation, et ceux dont le propriétaire est mandataire de la Couronne, chef de l'État canadien, sont visés par différentes lois prévoyant le paiement de compensations.

Tableau 6 – Compensations tenant lieu de taxes

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Compensations tenant lieu de taxes						
Gouvernement du Québec	205 537,0	212 906,8	220 389,7	221 387,4	(997,7)	221 387,4
Gouvernement du Canada	41 252,1	35 859,1	39 128,9	39 636,2	(507,3)	39 636,2
Organismes municipaux	11 009,9	13 601,1	13 238,6	12 660,5	578,1	12 660,5
Autres organismes compensables	2 225,1	2 049,7	2 098,1	2 161,2	(63,1)	2 161,2
Total – Compensations tenant lieu de taxes	**260 024,1**	**264 416,7**	**274 855,3**	**275 845,3**	**(990,0)**	**275 845,3**

Les revenus provenant des compensations tenant lieu de taxes se sont élevés à 274,9 M$, générant un écart négatif de 1,0 M$, ou de 0,4 %, avec le budget. Ce faible écart est grandement lié au retard de quelques mois dans la finalisation d'un grand projet universitaire (catégorie « Gouvernement du Québec »). Les autres écarts sont liés à des variations dans la croissance de l'assiette foncière des comptes fédéraux et des organismes municipaux.

QUOTES-PARTS

Le conseil d'agglomération partage entre les villes liées, au moyen de quotes-parts, le financement des frais engendrés par l'exercice de ses compétences. Les villes liées peuvent ensuite prélever les sommes nécessaires au paiement de leurs quotes-parts, selon leurs propres orientations fiscales.

La Ville de Montréal, en tant que ville liée, participe aussi au financement des dépenses d'agglomération par le paiement de quotes-parts; celles-ci ont totalisé un peu plus de 2 G$ en 2019, soit 2 M$ de moins que le budget original. Cette charge a été financée, principalement, par les taxes et compensations tenant lieu de taxes perçues pour l'exercice.

Le montant global que la Ville de Montréal a perçu en 2019 auprès des autres villes liées, au nom de l'agglomération, se chiffre à 425,9 M$, soit 0,2 M$ de moins que le budget original de 426,1 M$. Ces autres villes liées, aussi appelées villes reconstituées, sont :

- Baie-D'Urfé
- Beaconsfield
- Côte-Saint-Luc
- Dollard-Des Ormeaux
- Dorval
- Hampstead
- L'Île-Dorval
- Kirkland
- Mont-Royal
- Montréal-Est
- Montréal-Ouest
- Pointe-Claire
- Senneville
- Sainte-Anne-de-Bellevue
- Westmount

Tableau 7 – Quotes-parts des villes reconstituées
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Quotes-parts des villes reconstituées						
Dépenses générales	357 066,2	374 024,0	366 945,9	366 945,8	0,1	366 945,8
Alimentation en eau potable	11 055,0	11 906,2	11 732,8	12 113,4	(380,6)	12 113,4
Service de l'eau	21 128,4	22 644,4	23 479,7	23 479,7	-	23 479,7
Dettes de la voirie artérielle (2006-2008)	1 741,0	1 672,1	427,4	427,4	-	427,4
Service des premiers répondants	1 237,0	1 374,5	1 311,0	1 311,0	-	1 311,0
Tarifaire (compteurs d'eau)	415,3	286,1	209,4	22,8	186,6	22,8
Déficit - Exercices antérieurs	-	-	14 752,9	14 752,9	-	14 752,9
Financement des investissements admissibles à la TECQ	3 445,0	3 919,3	4 198,0	4 198,1	(0,1)	4 198,1
Financement des investissements admissibles au FCCQ	1 158,3	2 278,9	2 879,2	2 879,2	-	2 879,2
Total – Quotes-parts des villes reconstituées	**397 246,2**	**418 105,5**	**425 936,3**	**426 130,3**	**(194,0)**	**426 130,3**

La section qui suit explique brièvement les différentes quotes-parts perçues par le conseil d'agglomération. Une distinction est apportée entre les quotes-parts générales, qui financent la plus grande partie des dépenses, et les quotes-parts spécifiques, pour le financement d'activités précises, notamment tout ce qui concerne la gestion de l'eau.

LES QUOTES-PARTS GÉNÉRALES

Les quotes-parts générales servent au financement des charges relevant des compétences d'agglomération, à l'exception de celles qui font déjà l'objet de quotes-parts spécifiques. Elles sont évidemment les plus importantes parmi l'ensemble des quotes-parts. Conformément à la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (projet de loi n° 22), ces charges sont réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif, établi conformément aux règles fixées par le gouvernement du Québec[1].

À moins de circonstances exceptionnelles, les quotes-parts générales sont définitives, de sorte qu'il n'y a pas d'écarts entre les prévisions budgétaires et les résultats financiers, hormis les écarts dus à l'arrondissement des données dans les différents systèmes financiers de la Ville.

LES QUOTES-PARTS SPÉCIFIQUES

Il existe huit quotes-parts spécifiques, dont cinq financent l'ensemble des coûts de l'eau pour l'agglomération : les quotes-parts pour l'alimentation en eau potable, les quotes-parts pour le service de l'eau, les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau ainsi que celles pour les travaux admissibles au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) et au Programme d'aide financière Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ). Les trois quotes-parts restantes financent d'autres coûts spécifiques assumés par l'agglomération, soit le service des premiers répondants, les dettes de la voirie artérielle et le déficit constaté de l'exercice financier 2017.

Les quotes-parts pour l'alimentation en eau potable

Les coûts associés aux activités de production et de distribution de l'eau potable sont partagés entre les villes liées en fonction de leur consommation réelle respective. Aussi, les quotes-parts spécifiques pour l'alimentation en eau potable sont basées sur des estimations, à la fois, du volume d'eau consommé et du tarif au mètre cube. Au terme de chaque exercice financier, un tarif final est calculé en fonction des coûts réels et de la production réelle d'eau potable. Les quotes-parts spécifiques exigées des municipalités sont alors ajustées à la lumière de ces données réelles, incluant les frais d'intérêt lorsqu'il y a lieu.

1. Depuis 2017, le potentiel fiscal des villes liées de l'agglomération de Montréal est établi selon des règles prescrites par arrêté ministériel, en l'occurrence l'*Arrêté remplaçant l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions du 26 novembre 2007 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération*. Les règles de calcul précisées dans cet arrêté sont valables pour les exercices financiers de 2017 à 2019 inclusivement.

Somme toute, les écarts de fin d'exercice s'expliquent par la combinaison de deux facteurs : le volume d'eau réellement consommé dans l'ensemble des villes reconstituées et le tarif final par rapport au tarif provisoire établi au moment de l'élaboration du budget. En 2019, les revenus de l'exercice affichent une baisse de 0,4 M$ par rapport aux prévisions.

Les quotes-parts pour le service de l'eau

Les autres charges reliées au service de l'eau sont également financées par des quotes-parts spécifiques. Ces charges sont réparties entre les villes liées selon le même mode que celui des quotes-parts générales, à savoir le potentiel fiscal. Aussi, tout comme pour ces dernières, en l'absence de circonstances exceptionnelles, il n'y a pas d'écart entre les prévisions et les résultats pour ces quotes-parts, hormis les écarts dus à l'arrondissement des données dans les systèmes financiers de la Ville.

Les quotes-parts pour les dettes de la voirie artérielle (2006-2008)

La loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal, citée plus haut, a restreint considérablement la compétence du conseil d'agglomération concernant le réseau artériel des voies de circulation. Les villes liées ont en effet hérité de la responsabilité d'entretenir ce réseau. Dans cet esprit, la Loi prévoit que toutes les dettes relatives aux travaux d'immobilisations effectués sur les voies de circulation composant le réseau artériel, pour les exercices de 2006, 2007 ou 2008, doivent être financées au moyen de quotes-parts spécifiques par les municipalités ayant bénéficié de ces travaux. Les villes liées où des travaux de voirie artérielle ont été effectués et qui ont conservé un solde impayé assument donc les charges relatives aux dettes restantes au moyen de quotes-parts.

Étant donné qu'il s'agit d'un service de dette avec des annuités déjà calculées pour chacune des villes, on n'observe aucun écart entre les prévisions budgétaires et les résultats financiers.

Les quotes-parts pour le service des premiers répondants

La sécurité publique est une compétence d'agglomération, à l'exception du service des premiers répondants sur le territoire de Côte-Saint-Luc, qui assume le financement de son propre service de premiers répondants (L.R.Q., c. E-20.001, article 28.1). Pour cette raison, les activités associées au service des premiers répondants font l'objet de quotes-parts spécifiques, dont la Ville de Côte-Saint-Luc est exclue.

Les charges nettes des subventions prévues pour le service des premiers répondants sur l'île de Montréal sont réparties entre les villes liées en proportion du potentiel fiscal respectif des villes liées, en excluant celui de Côte-Saint-Luc. Tout comme les quotes-parts générales, celles des premiers répondants sont définitives, de sorte qu'il n'y a pas d'écarts entre les prévisions et les résultats.

Les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau

L'alimentation en eau relève du conseil d'agglomération, notamment la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles. Or, l'agglomération délègue aux municipalités liées les activités de mise en conformité des entrées d'eau, ainsi que d'installation, de lecture, de diagnostic, de réparation et d'entretien des compteurs.

Les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau permettent donc d'assumer les coûts de ces activités déléguées, de même que le coût des compteurs. Conséquemment, les prévisions budgétaires sont directement liées au nombre de compteurs que l'agglomération estime installer au cours de l'exercice.

L'écart favorable de 0,2 M$ témoigne de l'achat et de l'installation d'un nombre de compteurs plus élevé que prévu dans les villes reconstituées.

Les quotes-parts pour le financement des investissements admissibles au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) et au Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ)

Depuis 2006, les villes liées doivent se partager le financement de travaux effectués sur les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement de l'eau. Certains de ces travaux sont admissibles à des programmes de subvention, tels ceux de la TECQ et du FCCQ. Les villes liées doivent choisir annuellement de payer comptant leur part des dépenses pour les travaux effectués l'année précédente ou d'en étaler le paiement sur 20 ans, en s'acquittant d'une quote-part spécifique à cet effet.

Tout comme les dettes de la voirie artérielle, les quotes-parts spécifiques de la TECQ et du FCCQ constituent un service de dette à la charge des villes concernées, en fonction d'annuités déjà calculées. En conséquence, il n'existe pas d'écart entre les prévisions et les résultats de fin d'exercice, hormis ceux attribuables à l'arrondissement des données dans les systèmes financiers.

Les quotes-parts tarifaires pour le déficit des exercices antérieurs

En 2019, de nouvelles quotes-parts spécifiques ont été prélevées afin de combler le déficit de l'agglomération pour l'exercice financier 2017, qui s'élevait à 86,2 M$. La part assumée par l'ensemble des villes reconstituées s'élevait à 14,8 M$, tandis que celle assumée par la Ville de Montréal était de 71,4 M$. La répartition du remboursement du déficit entre les villes suit les mêmes règles que celles des quotes-parts générales.

TRANSFERTS

Les revenus de transferts représentent des sommes reçues des gouvernements supérieurs sous forme de subventions. Règle générale, ces subventions sont liées à des ententes de partage, donc destinées à des fins précises, mais il existe aussi des transferts de droits, qui sont des sommes versées à la Ville sans être associées à des activités précises.

Tableau 8 – Transferts
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Transferts						
Contribution au service de la dette	35 454,7	30 745,0	25 448,2	25 302,1	146,1	25 302,1
CMM	35 705,5	37 603,0	42 988,3	45 886,2	(2 897,9)	52 586,2
AccèsLogis	-	978,2	28 106,1	11 300,0	16 806,1	9 709,8
Gestion des matières résiduelles	37 097,6	37 343,5	40 895,8	36 200,0	4 695,8	36 200,0
Rénovation urbaine	4 807,9	10 021,5	7 781,8	18 753,5	(10 971,7)	18 753,5
Développement économique local	8 582,0	8 936,6	20 754,7	6 464,8	14 289,9	20 729,7
Sécurité publique (police)	9 504,6	8 126,0	14 277,0	14 233,3	43,7	16 229,8
Lutte contre la pauvreté	8 903,7	8 884,2	7 946,2	10 000,0	(2 053,8)	7 946,2
Projet des premiers répondants	8 227,3	7 945,8	7 869,4	7 585,9	283,5	8 276,6
Loisirs et culture	30 194,1	13 007,7	13 218,6	7 628,9	5 589,7	12 200,0
Violence conjugale	1 873,7	1 758,8	1 483,4	2 039,2	(555,8)	2 039,2
Projets « Montréal 2025 »	-	-	356,8	-	356,8	-
Réflexe Montréal – Volet inconditionnel	83 000,0	86 474,2	88 636,7	89 900,0	(1 263,3)	89 900,0
Réflexe Montréal – Développement économique	-	8 389,4	25 472,5	30 000,0	(4 527,5)	25 472,5
Programmes de financements pluriannuels	15 012,6	13 770,0	13 535,5	9 112,7	4 422,8	8 493,2
Autres	72 338,1	9 084,0	19 896,4	5 937,6	13 958,8	10 247,9
Total – Transferts	**350 701,8**	**283 067,9**	**358 667,4**	**320 344,2**	**38 323,2**	**344 086,7**

Les revenus de transferts sont en hausse de 38,3 M$ par rapport au budget original, pour s'établir à 358,7 M$. Cette hausse de revenus s'explique principalement par :

- une hausse globale de 13,9 M$ des subventions reçues pour le programme AccèsLogis, s'expliquant par une hausse de 16,8 M$ en provenance du gouvernement du Québec et par une diminution de 2,9 M$ du soutien de la Communauté métropolitaine de Montréal. Ces subventions sont versées en fonction de l'avancement des travaux;
- un surplus de 4,7 M$, lié à la gestion des matières résiduelles et s'expliquant par la compensation de Recyc-Québec pour la collecte sélective ainsi que par la hausse des redevances sur l'élimination des matières organiques, en raison de la bonne performance de la Ville;
- une baisse de revenus de 11,0 M$, liée aux programmes de rénovation urbaine (Rénovation Québec, Programme d'amélioration des maisons d'hébergement, Programme d'adaptation de domicile, etc.) en raison d'un volume moins élevé de demandes;

- un écart favorable de 14,3 M$ pour le développement économique local s'expliquant principalement par une somme en provenance du gouvernement du Québec en lien avec l'avancement du développement de l'îlot central du Technopôle Angus;
- une baisse des subventions de 2,0 M$, liée à l'entente Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (lutte contre la pauvreté et l'itinérance) et s'expliquant par une baisse des contributions versées en raison d'une nouvelle répartition des fonds, sur 3 ans;
- une hausse des subventions de 5,6 M$, principalement pour les projets réalisés en 2019 en matière d'intégration de personnes immigrantes, selon l'entente avec le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI);
- un écart défavorable de 5,8 M$, lié à l'entente Réflexe Montréal pour soutenir la Stratégie de développement économique de la Ville et s'expliquant principalement par un avenant à l'aide financière de 150,0 M$ qui prévoit une nouvelle répartition annuelle de l'aide financière;
- un écart favorable de 4,4 M$, lié principalement aux subventions de programmes (TECQ, MCCQ, FCCQ, etc.) pour des travaux admissibles sur les infrastructures de l'eau non prévues au budget et aux intérêts à recevoir sur l'entente MCCQ;
- un écart favorable de 14,0 M$ s'expliquant par l'échelonnement sur plusieurs années du financement de divers programmes, notamment le Fonds Chantiers Canada-Québec pour le Campus Outremont, le programme Climat des municipalités, financé par le gouvernement du Québec, le programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents financé par le Ministère de la Sécurité publique, l'entente avec le MTQ Turcot pour mesurer la qualité de l'air et l'entente avec le MAMH pour les projets de revitalisation urbaine.

SERVICES RENDUS

Ces revenus comprennent l'ensemble des montants provenant d'organismes municipaux pour des services rendus sur une base contractuelle ou ponctuelle, en vertu d'ententes intermunicipales et lors de cas d'urgence. De plus, cette rubrique comprend l'ensemble des revenus associés aux services rendus à des gouvernements ou à leurs entreprises et à des tiers.

Tableau 9 – Services rendus
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services rendus						
Services rendus aux organismes municipaux	8 215,2	8 481,0	8 627,1	8 553,3	73,8	8 553,3
Autres services rendus	306 179,4	305 028,9	305 367,6	307 984,3	(2 616,7)	315 265,0
Total – Services rendus	**314 394,6**	**313 509,9**	**313 994,7**	**316 537,6**	**(2 542,9)**	**323 818,3**

Les revenus de 314,0 M$ des services rendus sont en baisse de 2,5 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique notamment par :

- un écart défavorable de 11,9 M$ pour les redevances de stationnement, attribuable à la résiliation de l'entente conclue antérieurement avec la Société en commandite Stationnement de Montréal (10 M$) ainsi qu'à une baisse des revenus de stationnement tarifés (1,9 M$)
- un écart défavorable de 3,9 M$, lié au retard dans la mise en application de l'entente de facturation pour les frais du Bureau des régimes de retraite;
- une baisse de revenus de 3,6 M$, attribuable principalement au report de l'ouverture du Biodôme dans le cadre du projet *Migration*;
- un écart défavorable de 2,1 M$ pour des prêts d'employés, lié principalement à l'entente conclue avec le MTESS et le Bureau du taxi

Cette baisse est contrebalancée par des hausses de revenus, soit :

- une augmentation de revenus de 7,0 M$, attribuable à l'occupation du domaine public dans les arrondissements, notamment dans le secteur de Griffintown;
- une hausse de revenus de 6,9 M$, reliée aux services de surveillance des chantiers routiers par les policiers (échangeur Turcot, pont Champlain, projet SRB Pie-IX, etc.)
- des revenus additionnels de 2,7 M$, attribuables à la vente d'inventaire provenant des stocks du Service de l'approvisionnement
- des revenus additionnels de 2,5 M$, relatifs aux activités supplémentaires de BIXI Montréal

IMPOSITION DE DROITS

La Ville de Montréal impose des droits sur les mutations immobilières et perçoit également des revenus pour la délivrance de licences et permis divers.

Tableau 10 – Imposition de droits
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Imposition de droits						
Licences et permis	54 605,0	65 422,7	55 956,5	29 686,9	26 269,6	29 658,1
Droits sur les mutations immobilières	211 276,7	253 549,7	313 375,4	218 730,9	94 644,5	218 730,9
Total – Imposition de droits	**265 881,7**	**318 972,4**	**369 331,9**	**248 417,8**	**120 914,1**	**248 389,0**

En 2019, les revenus de l'imposition de droits sont de 369,3 M$, soit une augmentation de 120,9 M$ par rapport au budget original. Cette hausse est attribuable à :

- un écart favorable de 26,3 M$, découlant principalement des permis de construction et de modification délivrés par les arrondissements pour des projets immobiliers, tels que le Square Children's, la Tour des Canadiens, la gare Viger, l'ensemble résidentiel Le Triangle, la réfection de plusieurs écoles, etc.
- un écart favorable de 94,6 M$ pour les revenus des droits sur les mutations immobilières, en raison d'un marché immobilier actif ayant généré une hausse de 4,1 % du nombre de transactions et une augmentation de 10,2 % de la valeur moyenne des transactions effectuées. Par ailleurs, les transactions de très grande envergure ont généré 50,0 M$ de plus que la moyenne des trois dernières années, soit 79 % de plus.

AMENDES ET PÉNALITÉS

Cette rubrique regroupe les revenus des contraventions données par les policiers et les agents de stationnement en matière de circulation et de stationnement, ainsi que d'autres types d'infractions, à savoir les contraventions à la réglementation municipale (urbanisme, nuisance, prévention incendie, fausses alarmes, etc.), à diverses lois provinciales et au Code criminel.

Tableau 11 – Amendes et pénalités
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Amendes et pénalités						
Contraventions – Circulation et stationnement	154 959,3	168 130,6	158 658,6	187 022,0	(28 363,4)	187 022,0
Autres – Amendes et pénalités	17 854,6	20 903,1	20 804,2	21 391,0	(586,8)	21 391,0
Total – Amendes et pénalités	**172 813,9**	**189 033,7**	**179 462,8**	**208 413,0**	**(28 950,2)**	**208 413,0**

Les revenus de 2019 s'élèvent à 179,5 M$, soit un écart défavorable de 29,0 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique par les éléments suivants :

- un écart défavorable de 28,4 M$ pour les revenus de contraventions en matière de circulation et stationnement, essentiellement en raison d'un nombre moins élevé de constats émis par les policiers et les agents de stationnement;
- un écart défavorable de 0,6 M$ qui est le résultat net d'un déficit de 2,0 M$, se trouvant principalement dans les revenus liés à la réglementation municipale pouvant donner lieu à l'émission de constats et d'un surplus de 1,4 M$ au chapitre des alarmes non fondées ayant entraîné des interventions des policiers ou des pompiers.

INTÉRÊTS

Ces revenus comprennent les intérêts sur les fonds d'amortissement, les intérêts sur l'encaisse et les autres intérêts, ainsi que les intérêts sur les arriérés de taxes.

Tableau 12 – Intérêts
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Intérêts						
Fonds d'amortissement	68 061,1	68 998,6	68 104,3	67 135,2	969,1	67 135,2
Encaisse et autres intérêts	61 193,6	75 839,3	90 100,4	70 865,1	19 235,3	70 865,1
Arriérés de taxes	15 315,0	15 963,2	14 520,9	13 677,2	843,7	13 677,2
Total – Intérêts	**144 569,7**	**160 801,1**	**172 725,6**	**151 677,5**	**21 048,1**	**151 677,5**

Les revenus d'intérêts totalisent 172,7 M$, soit une hausse de 21,0 M$ par rapport au budget original. Cette augmentation est attribuable à :

- des revenus supplémentaires de 1,0 M$, générés par l'accroissement des placements du fonds d'amortissement. Le volume additionnel du fonds d'amortissement est requis pour pourvoir au remboursement de la dette à long terme associé à la hausse du financement des dépenses en immobilisations;
- des revenus supplémentaires de 20,0 M$, générés par des taux d'intérêt plus élevés que prévu pour les placements.

AUTRES REVENUS

Cette rubrique comprend les revenus de cession d'éléments de l'actif, les contributions des organismes municipaux et les revenus divers.

Tableau 13 – Autres revenus
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Autres revenus						
Cession d'éléments d'actif	29 327,5	34 508,9	31 043,4	15 451,1	15 592,3	15 451,1
Autres	13 804,7	17 636,8	11 909,7	8 759,1	3 150,6	12 265,1
Total – Autres revenus	**43 132,2**	**52 145,7**	**42 953,1**	**24 210,2**	**18 742,9**	**27 716,2**

Les autres revenus s'élèvent à 42,9 M$, soit une hausse de 18,7 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique principalement par les éléments suivants :

- des revenus additionnels de 11,9 M$ pour la cession d'actifs, liés principalement à l'encaissement de l'indemnité finale de 7,2 M$ pour l'expropriation liée à la construction du pont Champlain et à la vente non prévue d'une ruelle, pour 4,3 M$;
- un revenu de 10,0 M$ à la suite de la résiliation de l'entente conclue avec Stationnement de Montréal;
- un écart favorable de 4,0 M$, lié à l'utilisation des fonds des parcs et des terrains de jeux et stationnements;
- des revenus inférieurs de 6,3 M$ à ceux prévus pour la cession de terrains destinés à la revente.

AFFECTATION DE REVENUS

Cette rubrique regroupe, d'une part, le financement provenant des excédents cumulés des années antérieures, des fonds réservés et des réserves financières et, d'autre part, les montants à pourvoir permis en vertu des dispositions de la comptabilité municipale du MAMH.

Tableau 14 – Affectation de revenus
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Affectation de revenus						
Financement à long terme – SOFIL-STM	29 876,0	6 790,0	5 829,8	38 900,0	(33 070,2)	38 900,0
Financement à long terme – Autres	39 944,7	26 358,7	54 548,2	-	54 548,2	-
Affectation – Montants à pourvoir – TVQ	11 200,0	-	-	-	-	-
Excédent de fonctionnement	93 395,9	81 979,3	74 693,5	25 583,2	49 110,3	74 693,8
Excédent de fonctionnement spécifique	-	-	71 416,8	71 416,8	-	71 416,8
Excédent de fonctionnement – Élections	12 000,0	-	-	-	-	-
Excédent de fonctionnement – TVQ – Allègement	9 900,0	9 300,0	-	-	-	-
Excédent de fonctionnement – Régimes de retraite – Allègement	26 700,0	26 700,0	13 000,0	13 000,0	-	13 000,0
Affectation des réserves et fonds	58,5	7 008,6	7 008,6	6 950,1	58,5	6 950,1
Total – Affectation de revenus	**223 075,1**	**158 136,6**	**226 496,9**	**155 850,1**	**70 646,8**	**204 960,7**

Ces affectations, qui totalisent 226,5 M$, affichent un écart favorable de 70,6 M$ qui s'explique principalement par les éléments suivants :

- un écart défavorable de 33,1 M$ reflétant un financement par emprunt moindre pour la contribution versée en 2019 par la Ville dans le cadre du programme de la SOFIL, compte tenu du ralentissement des investissements réalisés par la STM pour son programme d'immobilisations;
- un écart favorable de 54,5 M$ reflétant la décision de financer par emprunt certaines dépenses de fonctionnement, notamment :
  - des dépenses de 26,1 M$, principalement pour d'importants travaux de restauration du site du Campus Outremont de l'Université de Montréal, dans le cadre d'une entente avec la Ville;
  - des dépenses de 11,3 M$ liées à la réalisation du Plan de gestion de la forêt urbaine dans le cadre du programme Canopée de la Ville de Montréal;
  - afin de maintenir l'attractivité touristique du secteur des musées et des centres d'exposition, des contributions de près de 5,4 M$ versées au musée Pointe-à-Callière pour le renouvellement de ses expositions permanentes;
  - des travaux majeurs de nature non capitalisable de 4,7 M$, réalisés par les arrondissements pour, notamment, l'entretien des infrastructures locales de voirie et des parcs;

- un soutien financier de 2,0 M$ à l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal pour ses travaux de réaménagement, dans le cadre d'une entente prévoyant un appui de la Ville totalisant 10,0 M$ et s'échelonnant de 2017 à 2020
- des dépenses de près de 2,0 M$, liées à l'acquisition et à la distribution d'outils de collecte de matières organiques, dans le cadre du programme de gestion des matières résiduelles;
- des dépenses de l'ordre de 0,9 M$ en vertu du volet culturel de l'entente avec le ministère de la Culture et des Communications visant à favoriser l'accès aux arts et à la culture;

▪ un écart favorable de 49,1 M$ reflétant un recours plus important aux excédents accumulés des exercices antérieurs de la Ville, pour financer notamment :

- des dépenses additionnelles de 23,8 M$ réalisées par les arrondissements et financées à même leurs propres surplus accumulés, notamment pour des projets d'aménagement urbain, pour des contributions financières à des organismes communautaires et de loisirs ainsi que pour la bonification des services de proximité destinés aux citoyens;
- des dépenses additionnelles de 25,3 M$ réalisées par la Ville centre, notamment :
  - une somme de 19,1 M$ relative aux activités supplémentaires de chargement et de transport de la neige engendrées par des précipitations plus élevées que prévu;
  - une somme de 3,2 M$ consacrée aux travaux majeurs de réfection et de réaménagement des cours de services réservées aux activités de voirie et de transport de quelques arrondissements;
  - une contribution de 1,9 M$ versée à un OBNL pour compléter, à même les excédents de la Ville le montage financier d'un projet d'acquisition et de remise en état d'immeubles locatifs à des fins de logements abordables.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

- Services administratifs
- Sécurité publique
- Services institutionnels
- Mobilité et attractivité – Global
- Qualité de vie
- Service aux citoyens
- Arrondissements



ANALYSE DES CHARGES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tableau 15 – Charges par secteurs d'activités

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services centraux						
Direction générale	18 033,6	17 986,0	18 721,8	18 087,2	(634,6)	20 151,0
Finances	48 386,8	46 647,8	46 053,9	47 744,3	1 690,4	48 519,3
Performance organisationnelle	3 667,0	3 841,4	3 805,1	4 885,9	1 080,8	4 585,9
Ressources humaines	50 868,9	52 691,7	55 607,1	59 334,3	3 727,2	58 833,3
Bureau de l'inspecteur général	4 994,7	4 186,1	4 500,3	5 909,8	1 409,5	5 909,8
Commission de la fonction publique	759,4	624,5	351,7	726,0	374,3	726,0
Secrétariat de liaison	70,4	38,5	85,0	680,6	595,6	680,6
Vérificateur général	5 427,2	5 300,7	4 976,1	6 441,1	1 465,0	6 050,6
Total – Services administratifs	**132 208,0**	**131 316,7**	**134 101,0**	**143 809,2**	**9 708,2**	**145 456,5**
Police	683 174,7	683 014,9	695 509,4	662 206,6	(33 302,8)	661 369,6
Sécurité incendie	369 275,1	345 197,3	355 854,8	336 270,3	(19 584,5)	338 040,5
Total – Sécurité publique	**1 052 449,8**	**1 028 212,2**	**1 051 364,2**	**998 476,9**	**(52 887,3)**	**999 410,1**
Affaires juridiques	60 455,6	61 089,9	60 291,3	64 861,5	4 570,2	65 690,5
Approvisionnement	21 642,7	21 243,1	27 768,7	24 258,0	(3 510,7)	29 729,8
Évaluation foncière	15 742,1	15 942,5	15 464,0	15 929,7	465,7	15 945,6
Gestion et planification immobilière	145 544,7	156 249,8	164 286,7	170 765,4	6 478,7	164 596,2
Greffe	40 440,4	28 359,0	29 283,0	28 600,3	(682,7)	31 155,2
Matériel roulant et ateliers	107 950,2	113 089,5	115 250,0	105 869,3	(9 380,7)	112 733,8
Total – Services institutionnels	**391 775,7**	**395 973,8**	**412 343,7**	**410 284,2**	**(2 059,5)**	**419 851,1**
Commission des services électriques	60 578,9	64 098,6	65 700,3	74 683,0	8 982,7	74 683,1
Eau	224 518,6	227 940,6	256 100,4	248 024,3	(8 076,1)	247 031,9
Grands parcs, mont Royal et sports	53 093,0	49 999,1	52 671,5	42 579,0	(10 092,5)	42 916,9
Infrastructures du réseau routier	38 780,4	37 078,4	36 131,3	36 563,0	431,7	40 387,1
Urbanisme et mobilité	51 273,1	50 943,1	84 327,7	55 111,6	(29 216,1)	62 310,5
Total – Mobilité et attractivité	**428 244,0**	**430 059,8**	**494 931,2**	**456 960,9**	**(37 970,3)**	**467 329,5**
Culture	108 252,0	67 339,6	64 330,7	62 202,4	(2 128,3)	62 559,9
Développement économique	56 364,9	61 725,8	92 832,9	84 152,9	(8 680,0)	94 979,6
Diversité et inclusion sociale	28 206,2	29 205,5	29 253,7	29 505,8	252,1	30 314,2
Environnement	122 363,7	176 510,5	146 736,3	144 314,1	(2 422,2)	143 269,8
Espace pour la vie	58 120,0	58 201,2	59 351,3	60 735,1	1 383,8	61 519,8
Habitation	27 998,9	40 557,9	86 941,5	90 145,6	3 204,1	97 025,4
Total – Qualité de vie	**401 305,7**	**433 540,5**	**479 446,4**	**471 055,9**	**(8 390,5)**	**489 668,7**
Concertation des arrondissements	98 389,0	102 657,1	105 513,5	86 654,0	(18 859,5)	104 154,0
Expérience citoyenne et communications	22 097,9	22 434,3	23 867,0	22 889,5	(977,5)	25 152,5
Technologies de l'information	85 452,3	83 846,8	86 880,1	87 249,2	369,1	89 313,1
Total – Service aux citoyens	**205 939,2**	**208 938,2**	**216 260,6**	**196 792,7**	**(19 467,9)**	**218 619,6**
Arrondissements	876 843,6	887 768,9	917 602,2	904 638,0	(12 964,2)	940 748,7
Total – Charges par secteurs d'activités	**3 488 766,0**	**3 515 810,1**	**3 706 049,3**	**3 582 017,8**	**(124 031,5)**	**3 681 084,2**

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Services administratifs



SERVICES ADMINISTRATIFS

Tableau 16 – Services administratifs

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services administratifs						
Services de la direction générale						
Direction générale	18 033,6	17 986,0	18 721,8	18 087,2	(634,6)	20 151,0
Finances	48 386,8	46 647,8	46 053,9	47 744,3	1 690,4	48 519,3
Performance organisationnelle	3 667,0	3 841,4	3 805,1	4 885,9	1 080,8	4 585,9
Ressources humaines	50 868,9	52 691,7	55 607,1	59 334,3	3 727,2	58 833,3
Autres services administratifs						
Bureau de l'inspecteur général	4 994,7	4 186,1	4 500,3	5 909,8	1 409,5	5 909,8
Commission de la fonction publique	759,4	624,5	351,7	726,0	374,3	726,0
Secrétariat de liaison	70,4	38,5	85,0	680,6	595,6	680,6
Vérificateur général	5 427,2	5 300,7	4 976,1	6 441,1	1 465,0	6 050,6
Total – Services administratifs	**132 208,0**	**131 316,7**	**134 101,0**	**143 809,2**	**9 708,2**	**145 456,5**

DIRECTION GÉNÉRALE

Sous l'autorité du comité exécutif, la Direction générale dirige, supervise et coordonne l'ensemble des activités administratives de la Ville de Montréal, établit les priorités d'action, soutient le processus décisionnel des instances politiques et voit à la mise en œuvre de leurs décisions.

Le Service de la direction générale est composé du cabinet du directeur général, des quatre directions générales adjointes et des bureaux de la Transition écologique et de la Résilience, du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal, des Relations gouvernementales et municipales, des Projets et Programmes d'immobilisations, des Relations internationales et du Contrôleur général.

Tableau 17 – Direction générale

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	12 620,2	12 840,3	13 682,8	13 466,4	(216,4)	14 192,6
Transport et communications	445,8	494,7	375,4	572,9	197,5	475,6
Services professionnels	665,6	835,3	1 650,2	422,0	(1 228,2)	1 951,0
Services techniques et autres	1 759,6	2 345,9	1 861,0	1 677,4	(183,6)	2 075,7
Location, entretien et réparation	226,7	267,9	92,8	152,4	59,6	152,0
Biens durables et non durables	248,4	197,8	162,0	169,0	7,0	280,7
Contributions à des organismes	2 067,3	941,8	899,9	1 627,1	727,2	1 023,4
Autres objets de dépenses	-	62,3	(2,3)	-	2,3	-
Total – Charges de fonctionnement	**18 033,6**	**17 986,0**	**18 721,8**	**18 087,2**	**(634,6)**	**20 151,0**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mise en œuvre d'une démarche d'alignement stratégique ayant permis de dégager une vision et d'engager les employés et les partenaires internes dans une direction commune;
- déploiement d'une démarche de mobilisation dans l'ensemble des unités de la Ville de Montréal dans un objectif de performance organisationnelle et d'amélioration continue;
- offre de services sans papier depuis janvier 2019 par la Division soutien aux instances, qui appuie le comité exécutif;
- création du Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER), embauche d'un nouveau directeur, structuration de l'équipe par le transfert d'une division, actualisation de la mission et élaboration active et concertée d'un plan climat;
- obtention du premier prix du Défi des villes intelligentes du gouvernement du Canada, donnant droit à 50 M$, dans une optique d'innovation urbaine;

- poursuite des négociations avec les instances gouvernementales, notamment pour le financement du transport en commun, le pacte fiscal, le développement de l'Est, en plus de l'élaboration d'une stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones;
- accroissement du rayonnement international, notamment auprès de l'ONU et du G20 sur des thématiques au cœur des enjeux de la métropole comme l'environnement et les changements climatiques, la mobilité, l'inclusion sociale et la migration;
- poursuite du contrôle interne et du suivi rigoureux des recommandations de la vérificatrice générale, élaboration des règles liées aux changements législatifs touchant le processus d'appel d'offres et renforcement de l'encadrement des contributions financières octroyées aux organismes à but non lucratif;
- bonification du cadre de gouvernance de la gestion des actifs municipaux de la Ville de Montréal et implantation d'une culture commune de gestion de projets grâce à de nombreux outils.

Principales variations

Budget modifié

La Direction générale a reçu des budgets additionnels de 2,0 M$ au cours de l'année 2019 principalement reliés au transfert de la Division planification et suivi environnemental du Service de l'environnement au BTER.

Charges de fonctionnement

Nonobstant l'excédent de 1,4 M$ par rapport au budget modifié, globalement, la Direction générale présente un déficit budgétaire de 0,6 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants:

Rémunération et cotisations de l'employeur

L'écart défavorable de 0,2 M$ s'explique principalement par les éléments suivants :

- écart défavorable de 1,2 M$, relié au transfert de la Division planification et suivi environnemental du Service de l'environnement au BTER;
- écart favorable de 0,6 M$, relié au transfert de 6 postes au Service de l'expérience citoyenne et des communications, au Service des ressources humaines et au Service de l'environnement;
- écart favorable de 0,4 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de postes vacants.

Autres familles de dépenses

L'écart défavorable de 0,4 M$ s'explique principalement par les éléments suivants :

- écart défavorable de 1,4 M$, attribuable aux dépenses relatives à l'ancien Hôpital de la Miséricorde, à l'Institut des sourdes-muettes et à l'Îlot Voyageur, à des dépenses en lien avec la subvention du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le soutien à la réalisation de projets-pilotes de véhicules autonomes électriques ainsi qu'au transfert de la Division planification et suivi environnemental du Service de l'environnement au BTER;
- écart favorable de 1,0 M$, attribuable aux budgets versés aux arrondissements pour le programme Quartiers intégrés, divers réaménagements internes requis pour différents dossiers ainsi que des dépenses moindres en frais de déplacement.

FINANCES

Leader de la fonction « finance » et gardien des fonds publics, le Service des finances réalise des activités de conseil stratégiques, opérationnelles et transactionnelles, selon les meilleures pratiques de gouvernance, de gestion et de contrôle.

Le Service des finances :

- réalise la planification financière à long terme de la Ville et fournit des services d'expert-conseil en stratégies financières et fiscales aux unités d'affaires et aux instances;
- conseille et appuie les unités d'affaires dans la planification et l'optimisation des ressources financières. Il assure le respect des normes et l'exactitude de leurs informations financières;
- gère les opérations de taxation et de perception, les transactions de facturation et de déboursés, en conjuguant la qualité du service à la clientèle, l'innovation et l'efficience;
- produit les informations financières statutaires et de gestion et fournit un service d'expertise en comptabilité;
- établit les stratégies et gère les activités de financement, de placement et de trésorerie. Dans le cadre de mandats délégués, il administre les régimes de retraite dans le respect des lois et règlements applicables.

Tableau 18 – Finances
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	38 130,6	37 542,6	35 956,6	36 744,4	787,8	36 744,4
Transport et communications	1 497,4	1 346,7	1 688,8	1 591,0	(97,8)	1 814,3
Services professionnels	772,9	907,2	1 406,0	1 021,8	(384,2)	1 599,6
Services techniques et autres	3 223,5	3 222,4	3 436,2	4 565,5	1 129,3	4 408,0
Location, entretien et réparation	(392,8)	103,2	121,7	134,6	12,9	151,5
Biens durables et non durables	332,0	202,4	183,5	392,6	209,1	430,6
Autres objets de dépenses	4 823,2	3 323,3	3 261,1	3 294,4	33,3	3 370,9
Total – Charges de fonctionnement	**48 386,8**	**46 647,8**	**46 053,9**	**47 744,3**	**1 690,4**	**48 519,3**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mise en œuvre de la première consultation prébudgétaire de l'histoire de Montréal;
- poursuite de la modernisation des solutions touchant les encaissements simplifiés permettant une amélioration de l'expérience citoyenne en réduisant le temps passé aux comptoirs d'encaissement;

- refonte de l'ensemble des documents financiers, notamment les documents du budget de fonctionnement et du Programme triennal d'immobilisations, afin de faciliter la compréhension de l'information financière par les non-experts;
- production de plusieurs scénarios d'harmonisation fiscale qui ont permis à l'Administration d'analyser et de décider du scénario à mettre en œuvre d'ici 2022;
- développement des sources de revenus de la Ville par la création d'une nouvelle tranche pour les droits de mutation des transactions de 2,0 M$ et plus;
- assistance à l'administration municipale pour la révision de la Politique de la gestion de la dette par l'évaluation et la présentation de stratégies visant le retour du ratio d'endettement à l'intérieur des balises de la politique.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels de 0,8 M$ au cours de l'année 2019, principalement pour des travaux d'audit supplémentaires.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des finances dégage un excédent budgétaire de 1,7 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,8 M$ qui résulte essentiellement d'un écart entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;

Services professionnels

- écart défavorable de 0,4 M$, attribuable à des honoraires non budgétés pour les audits de diverses sociétés paramunicipales qui relevaient auparavant du Vérificateur général de la Ville de Montréal;

Services techniques et autres

- écart favorable de 1,1 M$, imputable principalement aux implantations tardives de projets informatiques qui ont généré des économies en frais de services bancaires et en frais de numérisation.

PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

La mission du Service de la performance organisationnelle est de mener les projets d'amélioration continue, les dossiers d'architecture d'affaires, les analyses de coûts complets et les démarches d'étalonnage à l'échelle de l'organisation, en vue d'optimiser les façons de faire et de générer des gains d'efficience mesurables et durables.

Tableau 19 – Performance organisationnelle

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	2 808,6	3 034,1	3 211,3	3 347,8	136,5	3 347,8
Transport et communications	22,5	28,7	22,7	78,0	55,3	46,1
Services professionnels	722,9	679,6	477,8	1 167,6	689,8	941,6
Services techniques et autres	58,6	48,7	66,0	134,5	68,5	136,7
Location, entretien et réparation	6,3	5,4	2,6	21,4	18,8	13,9
Biens durables et non durables	48,1	44,9	24,7	136,6	111,9	99,8
Total – Charges de fonctionnement	**3 667,0**	**3 841,4**	**3 805,1**	**4 885,9**	**1 080,8**	**4 585,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réalisation de près de 30 projets de simplification des processus d'affaires des services centraux et des arrondissements, notamment l'implantation d'un système de gestion quotidienne dans quelques directions des travaux publics, la révision des processus d'acheminement des demandes de permis au sein de certaines directions de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, la refonte de parcours de déneigement, la révision de la gestion des collectes des matières résiduelles, etc.;
- optimisation de l'activité de marquage des rues en vue d'en accroître l'efficacité et l'efficience, en collaboration avec l'équipe de l'Entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de l'Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
- publication conjointe, avec le Service des infrastructures du réseau routier, d'une vingtaine de documents techniques normalisés dans les domaines des infrastructures et des parcs, à l'intention des responsables de l'élaboration des appels d'offres publics pour l'exécution de travaux;
- publication de 141 indicateurs de performance portant sur la métropole seule ou la comparant à Calgary, Toronto et Winnipeg;

- développement de 2 nouveaux indicateurs de performance, l'un portant sur la diversité et l'inclusion, et l'autre, sur l'impression de documents, étant spécifiquement rattaché à la transition écologique, et production mensuelle d'un tableau de bord des indicateurs de performance à l'intention des directeurs de service et d'arrondissement;
- réalisation de dossiers d'architecture d'affaires dans le cadre de projets de modernisation des systèmes informatiques, comme le soutien aux opérations et aux activités de prévention du Service de sécurité incendie de Montréal ou à la gestion des immeubles pour le Service de la gestion et de la planification immobilière, la réalisation d'une analyse d'opportunité pour une plateforme visant à soutenir toutes les inspections des domaines public et privé, etc.

Principales variations

Budget modifié

La Performance organisationnelle a transféré un budget de 0,3 M$ au Service du matériel roulant et des ateliers.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la performance organisationnelle présente un excédent budgétaire de 1,1 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

L'écart favorable de 0,1 M$ s'explique par l'élément suivant :

- écart favorable de 0,1 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de postes vacants.

Autres familles de dépenses

L'écart favorable de 1,0 M$ s'explique par les éléments suivants :

- écart favorable de 0,7 M$ pour les services professionnels, relié à la réduction du nombre de projets de nature technologique auxquels le service devait contribuer (annulés ou ralentis de manière importante, considérant la capacité du Service des technologies de l'information et les choix effectués à son PTI) : déploiement d'un logiciel corporatif de gestion de l'entretien des actifs, d'un logiciel corporatif de gestion de projets et d'un système de code à barres pour la gestion des stocks; implantation d'un système permettant aux instances de ne pas produire de documents imprimés;

- écart favorable de 0,3 M$, attribuable à des dépenses moins élevées que prévu, principalement dans les biens non durables, les services techniques ainsi que le transport et les communications.

RESSOURCES HUMAINES

Le Service des ressources humaines exerce un leadership stratégique en offrant des services-conseils et des solutions à haute valeur ajoutée qui permettent une gestion saine et équitable des ressources humaines. Il contribue de manière importante à ce que la Ville dispose d'employés compétents et mobilisés, dans une perspective d'excellence du service aux citoyens.

Tableau 20 – Ressources humaines

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	44 073,9	46 123,7	49 146,5	51 521,8	2 375,3	50 863,4
Transport et communications	632,3	646,5	1 006,9	1 064,9	58,0	1 122,5
Services professionnels	3 789,2	3 796,7	4 150,2	4 703,7	553,5	4 973,5
Services techniques et autres	2 136,7	1 859,2	943,2	1 555,7	612,5	1 422,3
Location, entretien et réparation	(0,5)	73,8	64,7	95,2	30,5	80,7
Biens durables et non durables	237,3	182,5	295,6	393,0	97,4	370,9
Autres objets de dépenses	-	9,3	-	-	-	-
Total – Charges de fonctionnement	**50 868,9**	**52 691,7**	**55 607,1**	**59 334,3**	**3 727,2**	**58 833,3**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- pilotage de la démarche de mobilisation des employés et réalisation d'un sondage auprès de tout le personnel au début de 2019. Les résultats ont permis de faire un état de la situation afin de mettre en place des solutions d'amélioration visant à assurer un milieu de travail sain et mobilisant
- contribution à l'implantation d'une culture de valorisation de la diversité et de l'inclusion à la Ville en accompagnant étroitement les gestionnaires dans leur processus de recrutement. À ce jour, le pourcentage global des membres des minorités visibles et ethniques embauchés du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019 est de 36,1 %;
- déploiement d'une démarche en continu de gestion prévisionnelle des ressources humaines afin de faire un diagnostic des principaux enjeux et de déterminer les initiatives à mettre en place;
- renouvellement de la convention collective des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal jusqu'au 31 décembre 2023, permettant à l'Administration de reconnaître l'apport de ce groupe;
- conclusion d'une entente de 10 ans avec Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective, permettant l'obtention de conditions avantageuses pour l'ensemble du personnel;

- mise en place du Centre de services RH, offrant un point de contact unique aux employés des services centraux pour simplifier leur recherche de réponses et permettre des gains d'efficacité.

Principales variations

Budget modifié

La diminution de 0,5 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par :

- un montant de 1,2 M$ transféré aux unités d'affaires participant au programme d'assignation temporaire;
- une somme de 0,6 M$ reçue en cours d'année à titre de subvention du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour le programme de parrainage professionnel;
- un montant de 0,1 M$ reçu de la Direction générale à la suite du transfert d'un poste de cadre sur mandats.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des ressources humaines présente un excédent budgétaire de 3,7 M$ par rapport au budget original attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 1,5 M$, attribuable à l'écart entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;
- écart favorable de 1,2 M$ s'expliquant par des virements budgétaires aux unités administratives participant au programme d'assignation temporaire;
- écart défavorable de 0,3 M, relatif à l'augmentation du nombre de stagiaires participant au programme de parrainage professionnel;

Services professionnels

- écart favorable de 0,4 M$, principalement dû aux enquêtes externes en lien avec le respect de la personne;
- écart favorable de 0,1 M$, attribuable aux tests d'évaluation psychométriques et à l'évaluation des cadres;

Services techniques

- écart favorable de 0,3 M$, généré par un transfert budgétaire au Service des technologies de l'information pour l'archivage des données de la paie des employés;
- écart favorable de 0,3 M$, principalement dû à des économies reliées aux formations des employés et aux cotisations à des associations, à la formation des contremaîtres, à la formation en leadership, etc.

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

Le Bureau de l'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation de contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville ou par toute personne morale qui lui est liée, par exemple la Société d'habitation de Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Bureau du taxi, etc.

L'inspecteur général recommande au conseil municipal et à toutes les instances toute mesure visant à prévenir les manquements à l'intégrité dans le cadre de la passation de contrats. Il recommande également au conseil toute mesure visant à favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière de passation et d'exécution de contrats.

Il exerce son mandat tant à l'égard des contrats qui relèvent d'une compétence d'agglomération que de ceux qui relèvent d'une compétence de proximité.

Tableau 21 – Bureau de l'inspecteur général
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	4 143,4	3 804,1	3 955,6	4 260,1	304,5	4 260,1
Transport et communications	82,3	76,2	76,0	106,0	30,0	132,0
Services professionnels	33,5	8,5	54,2	1 086,2	1 032,0	913,9
Services techniques et autres	294,7	206,0	261,9	346,0	84,1	386,3
Location, entretien et réparation	310,8	29,1	34,7	34,0	(0,7)	42,3
Biens durables et non durables	130,0	62,2	117,9	77,5	(40,4)	175,2
Total – Charges de fonctionnement	**4 994,7**	**4 186,1**	**4 500,3**	**5 909,8**	**1 409,5**	**5 909,8**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- le Bureau de l'inspecteur général a reçu plusieurs centaines de signalements, réalisé de nombreuses enquêtes, déposé 3 rapports de recommandations aux instances et émis 3 rapports de décision résiliant des contrats déjà octroyés. De plus, un rapport de mi-année a été déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération pour rendre compte des interventions menées du 1er janvier au 30 juin 2019;
- le Bureau de l'inspecteur général a pour mandat de former tous les employés de la Ville, les élus, les membres de conseils et les employés des sociétés paramunicipales. Ce programme de formation est offert depuis l'automne 2017 et vise à accroître l'intégrité dans la gestion des contrats de la Ville. Afin de favoriser la participation du plus grand nombre de personnes possible aux 5 formations déjà offertes, le Bureau de l'inspecteur général a diffusé plus de 40 % de ses sessions de formation directement dans les unités d'affaires de la Ville ou des organismes qui lui sont liés;

- pour donner suite à des travaux d'enquête et de surveillance sur la gestion des sols contaminés à la Ville de Montréal, l'inspectrice générale a déposé ses constats et recommandations dans son rapport de mi-année 2019. Adhérant à sa vision de collaboration, plusieurs intervenants de la Ville ont été mis à contribution dans la recherche de solutions viables et applicables aux constats. C'est ainsi qu'ont été formulées des recommandations telles que la confection d'un guide des bonnes pratiques ainsi que l'évaluation de la mise en place de sites de dépôt transitoires afin de favoriser l'efficience dans la gestion écoresponsable des sols faiblement contaminés et, conséquemment, de prévenir les manquements à l'intégrité dans la gestion de ces sols.

Principales variations

Budget modifié

Au total, il n'y a aucun écart entre le budget original et le budget modifié.

Charges de fonctionnement

La variation globale favorable de 1,4 M$ entre les dépenses réelles et le budget original est principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,3 M$, dû à 2 postes laissés vacants en cours d'année et à l'abolition d'un poste de col blanc;

Services professionnels

- écart favorable de 1,0 M$ correspondant à des montants budgétisés, mais non dépensés pour des services professionnels. Ces montants sont réservés pour des projets ponctuels non récurrents et/ou pour des circonstances imprévues.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

La Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est un organisme indépendant dont la mission première est de traiter les plaintes relatives aux processus de dotation et de gestion de la main-d'œuvre de la Ville de Montréal. La CFPM mène ses activités avec rigueur, impartialité et professionnalisme, et ce, dans le but d'assurer la confiance des employés et des citoyens envers les pratiques en place. Dans une perspective d'amélioration continue, elle émet des recommandations et privilégie, dans toutes ses interventions, une approche constructive et de collaboration, tout en demeurant objective et neutre.

Tableau 22 – Commission de la fonction publique

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	730,9	509,0	278,1	593,0	314,9	593,0
Transport et communications	10,1	7,9	6,5	25,0	18,5	24,5
Services professionnels	39,3	88,4	50,2	68,0	17,8	67,0
Services techniques et autres	27,7	17,3	12,5	28,6	16,1	28,1
Location, entretien et réparation	(52,2)	0,8	2,7	2,7	-	4,7
Biens durables et non durables	3,6	1,1	1,7	8,7	7,0	8,7
Total – Charges de fonctionnement	**759,4**	**624,5**	**351,7**	**726,0**	**374,3**	**726,0**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- traitement de 81 demandes, dont 50 plaintes ont mené à une enquête 13 ont été jugées recevables et 2 se sont avérées fondées;
- raccourcissement du délai moyen de traitement des plaintes recevables, celui-ci étant passé de 49 jours en 2017 à 39 en 2019, atteignant la cible des 45 jours ouvrables;
- publication du rapport annuel uniquement en ligne, réduisant ainsi l'empreinte écologique de la CFPM.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, la Commission de la fonction publique présente un excédent budgétaire de 0,4 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement à des économies de 0,3 M$ découlant de délais dans le comblement de postes vacants.

SECRÉTARIAT DE LIAISON

Le Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal est entré en fonction le 1er janvier 2009 à la suite de l'adoption, par le gouvernement du Québec, du projet de loi 22 modifiant le décret concernant l'agglomération de Montréal en juin 2008. Il relève directement des membres du conseil d'agglomération. Sa mission est de répondre à toutes les demandes d'information formulées par un membre du conseil d'agglomération sur tout aspect de l'administration de la municipalité centrale qui intéresse l'agglomération. Pour ce faire, le secrétariat soumet une demande à la municipalité centrale.

Tableau 23 – Secrétariat de liaison

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	67,6	35,5	81,4	230,3	148,9	230,3
Transport et communications	-	-	-	12,7	12,7	12,7
Services professionnels	-	-	-	152,9	152,9	152,9
Services techniques et autres	2,7	3,0	3,6	14,9	11,3	16,9
Location, entretien et réparation	-	-	-	4,0	4,0	4,0
Biens durables et non durables	0,1	-	-	265,8	265,8	263,8
Total – Charges de fonctionnement	**70,4**	**38,5**	**85,0**	**680,6**	**595,6**	**680,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par l'élément suivant :

- traitement de 120 demandes des maires des villes liées et coordination de 9 demandes de présentation.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, le Secrétariat de liaison présente un excédent budgétaire de 0,6 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement à des économies réalisées en services professionnels, fournitures de bureau et équipements informatiques.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Sécurité publique



SÉCURITÉ PUBLIQUE

Tableau 24 – Sécurité publique

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Sécurité publique						
Police	683 174,7	683 014,9	695 509,4	662 206,6	(33 302,8)	661 369,6
Sécurité incendie	369 275,1	345 197,3	355 854,8	336 270,3	(19 584,5)	338 040,5
Total – Sécurité publique	**1 052 449,8**	**1 028 212,2**	**1 051 364,2**	**998 476,9**	**(52 887,3)**	**999 410,1**

POLICE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a pour mission de protéger la vie et les biens des citoyens, de maintenir la paix et la sécurité publiques, de prévenir et de combattre le crime et de faire respecter les lois et les règlements en vigueur (articles 48 et 69 de la Loi sur la police, L.R.Q. c. P-13.1).

En partenariat avec les institutions, les groupes communautaires, ainsi que la population de l'agglomération de Montréal, le SPVM s'engage à réduire la criminalité, à améliorer le bilan routier, à favoriser le sentiment de sécurité, à développer un milieu de vie paisible et sûr, et ce, dans le respect des droits et libertés garantis par les chartes canadienne et québécoise.

Tableau 25 – Police

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	660 227,3	659 178,2	671 502,1	632 677,1	(38 825,0)	632 694,6
Transport et communications	2 688,7	2 204,6	2 381,9	2 518,8	136,9	2 785,6
Services professionnels	1 670,5	1 630,7	976,0	2 175,2	1 199,2	1 280,4
Services techniques et autres	4 619,5	4 397,2	5 136,9	5 398,7	261,8	5 519,9
Location, entretien et réparation	1 368,6	2 361,8	2 126,5	2 922,1	795,6	3 155,3
Biens durables et non durables	9 320,2	9 082,2	9 783,9	11 856,8	2 072,9	11 285,9
Contributions à des organismes	4 258,1	4 161,9	4 647,8	4 657,9	10,1	4 647,9
Autres objets de dépenses	(978,2)	(1,7)	(1 045,7)	-	1 045,7	-
Total – Charges de fonctionnement	**683 174,7**	**683 014,9**	**695 509,4**	**662 206,6**	**(33 302,8)**	**661 369,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- découlant de la réorganisation stratégique opérationnelle :
  - décentralisation de 55 agents de circulation vers les postes de quartier (PDQ);
  - intégration des PDQ 24 et 26 dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
- réalisation de « barrages routiers alcool au volant et évaluations stupéfiants » (BRAVES);
- obtention du Prix national du maintien de l'ordre de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP) pour le projet *Intimidateur en encadrement;*
- conclusion d'opérations d'envergure, notamment les projets *Asterios* et *Mégalo.*

Principales variations

Budget modifié

L'écart à la baisse entre le budget original et le budget modifié, de l'ordre de 0,8 M$, est majoritairement attribuable à la prise en charge des paiements de certains honoraires juridiques par le Service des affaires juridiques.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de police de la Ville de Montréal présente un déficit opérationnel de 33,3 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

Le résultat défavorable de 38,8 M$ s'explique comme suit :

- écart défavorable de 17,1 M$ pour les heures supplémentaires, principalement liées aux opérations. Cependant, des revenus additionnels 5,2 M$ pour la commercialisation des effectifs policiers ont été générés et pris en considération dans la rubrique Services rendus;
- écart défavorable de 13,6 M$ pour la portion non réalisée de l'optimisation de la structure des effectifs policiers;
- écart défavorable de 9,6 M$ pour la prime de niveau de service et l'ajustement de diverses provisions;
- écart défavorable de 5,5 M$, attribuable au coût excédentaire du régime de retraite des policiers à la suite de l'évaluation actuarielle et à d'autres cotisations de l'employeur;
- écart défavorable de 2,6 M$ pour des dépassements liés aux activités du Centre d'urgence 911, aux activités de remorquage et à la gestion du stationnement;
- écart favorable de 9,6 M$ découlant d'économies qui résultent, entre autres, de départs à la retraite et de postes laissés vacants.

Autres familles de dépenses

Le résultat favorable de 5,5 M$ est principalement attribuable aux éléments suivants :

- écart favorable de 1,2 M$, lié à un transfert budgétaire de 0,8 M$ au Service des affaires juridiques ainsi qu'à une réduction de 0,4 M$ du coût des services de juricomptabilité et de déontologie;
- écart favorable de 0,8 M$, attribuable à des besoins moindres pour les travaux d'entretien des immeubles, l'entretien et le remplacement des équipements et la location de véhicules;

- écart favorable de 2,1 M$, dû au report de divers projets ponctuels comme le Programme d'acquisition des armes à impulsion électrique 2019 et le changement des écussons d'uniforme, pour 1,2 M$, ainsi qu'à des économies sur le coût des uniformes et des accessoires et sur les achats de munitions, de l'ordre de 1,0 M$;
- écart favorable de 1,0 M$ découlant d'ajustements comptables pour le transfert d'une dépense du SPVM à la Sécurité civile pour la crue printanière ainsi que pour l'aide financière du gouvernement du Québec à titre de compensation pour les coûts liés à la légalisation du cannabis.

SÉCURITÉ INCENDIE

Le Service de sécurité incendie de Montréal s'emploie à rendre l'agglomération de Montréal plus sécuritaire en protégeant les vies, les biens et l'environnement.

Cette mission se réalise en intervenant lors de tous types d'urgence, notamment les urgences médicales, les incendies et les mesures d'urgence, et en poursuivant les actions de prévention, d'éducation et de sécurité civile.

Tableau 26 – Sécurité incendie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	352 537,6	334 124,0	327 831,2	324 343,0	(3 488,2)	325 420,2
Transport et communications	735,5	740,9	1 027,6	909,4	(118,2)	1 016,8
Services professionnels	839,5	946,8	1 925,6	1 440,0	(485,6)	1 145,9
Services techniques et autres	1 827,7	1 697,4	3 210,2	2 096,4	(1 113,8)	1 762,4
Location, entretien et réparation	485,2	839,2	3 435,1	912,6	(2 522,5)	756,7
Biens durables et non durables	7 202,2	6 758,1	11 929,5	6 368,9	(5 560,6)	7 661,0
Contributions à des organismes	10,0	10,5	33,0	-	(33,0)	205,0
Autres objets de dépenses	5 637,4	80,4	6 462,6	200,0	(6 262,6)	72,5
Total – Charges de fonctionnement	**369 275,1**	**345 197,3**	**355 854,8**	**336 270,3**	**(19 584,5)**	**338 040,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mobilisation de l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal en mode alerte et intervention du 15 avril au 4 juin 2019 en raison de la crue des eaux printanières, tout en réduisant de 91 % les heures supplémentaires des pompiers et les dommages liés aux bâtiments, comparativement à 2017
- amélioration de la capacité d'anticipation par l'intégration d'analyses et d'outils prédictifs en élaborant des cartes interactives d'intervention pour la crue des eaux et en implantant un outil d'intelligence artificielle de prédiction et de prévention des endroits présentant des risques d'incendie dans l'agglomération de Montréal;
- poursuite de la mise en place du plan d'action de la CNESST afin de prévenir les maladies professionnelles, notamment les cancers chez les pompiers;
- poursuite de l'implantation de l'équipe pancanadienne de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd;
- tenue d'événements et d'activités avec les citoyens afin de promouvoir la prévention et la sensibilisation communautaires sur les risques liés aux incendies, comprenant la vérification de plus de 107 799 avertisseurs de fumée;

- réalisation de 125 804 interventions d'urgence, incluant 75 409 interventions pour urgences médicales à titre de premiers répondants. En effet, le taux de survie pour les arrêts cardio-respiratoires a augmenté à 49,2 % en 2019, comparativement à celui de 2007 qui était de 12,2 %, soit une des meilleures performances en Amérique du Nord;
- réalisation de plus de 19 634 inspections de bâtiments dans l'agglomération de Montréal, y compris 591 inspections de risques particuliers reliés à des bâtiments industriels.

Principales variations

Budget modifié

La différence entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par le budget additionnel en provenance du Service des ressources humaines pour le remboursement des affectations temporaires pour l'année 2019. Cet ajout au budget original explique une partie de l'écart en heures supplémentaires des pompiers (voir le quatrième point ci-dessous).

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de sécurité incendie de Montréal présente un déficit opérationnel de 19,6 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

L'écart défavorable de 3,5 M$ s'explique par les éléments suivants :

- écart défavorable de 13,3 M$, dû aux heures supplémentaires, essentiellement pour les pompiers, se détaillant ainsi :
  - 5,1 M$ pour les opérations;
  - 3,2 M$ en lien avec une augmentation de l'absentéisme, principalement relié aux maladies et accidents;
  - 2,8 M$ pour le remplacement des postes vacants;
  - 1,4 M$ associés au remboursement des affectations temporaires en cours d'année, engendrant un écart défavorable en heures supplémentaires;

    0,8 M$ en raison de la nouvelle entente salariale de l'état-major prévoyant un ajustement des heures supplémentaires
- écart défavorable de 0,6 M$, relatif à une dépense supplémentaire pour la nouvelle entente salariale de l'état-major;

- écart défavorable de 0,4 M$, relié aux dépenses de la Sécurité civile du SIM concernant les mesures d'urgence pour la crue des eaux printanières;
- écart favorable de 6,9 M$, réalisé grâce à des économies liées aux postes vacants, aux écarts salariaux et autres;
- écart favorable de 2,4 M$, dû à une désynchronisation entre les taux budgétés pour la cotisation de l'employeur et les taux réellement prélevés dans les unités d'affaires. Cependant, ce dernier élément n'a aucune incidence budgétaire pour la Ville dans son ensemble, puisque des ajustements sont faits au niveau corporatif;
- écart favorable de 1,5 M$ en raison de remboursements pour maladies supérieurs à l'hypothèse budgétaire.

Autres familles de dépenses

L'écart défavorable de 16,1 M$ s'explique par les éléments suivants :

- écart défavorable de 16,8 M$, relié aux dépenses de la Sécurité civile, des villes liées, des arrondissements et des autres services de la Ville concernant les mesures d'urgence pour la crue des eaux printanières;
- écart défavorable de 0,3 M$, attribuable à l'acquisition d'habits de combat pour les pompiers;
- écart favorable de 1,0 M$, attribuable à des économies en honoraires professionnels, en formation et en achat de mobilier et d'équipement divers.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Services institutionnels



SERVICES INSTITUTIONNELS

Tableau 27 – Services institutionnels

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services institutionnels						
Affaires juridiques	60 455,6	61 089,9	60 291,3	64 861,5	4 570,2	65 690,5
Approvisionnement	21 642,7	21 243,1	27 768,7	24 258,0	(3 510,7)	29 729,8
Évaluation foncière	15 742,1	15 942,5	15 464,0	15 929,7	465,7	15 945,6
Gestion et planification immobilière	145 544,7	156 249,8	164 286,7	170 765,4	6 478,7	164 596,2
Greffe	40 440,4	28 359,0	29 283,0	28 600,3	(682,7)	31 155,2
Matériel roulant et ateliers	107 950,2	113 089,5	115 250,0	105 869,3	(9 380,7)	112 733,8
Total – Services institutionnels	**391 775,7**	**395 973,8**	**412 343,7**	**410 284,2**	**(2 059,5)**	**419 851,1**

AFFAIRES JURIDIQUES

La mission du Service des affaires juridiques est d'offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville (services centraux et arrondissements), de rédiger des règlements municipaux et de représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs.

Le Service des affaires juridiques vise également à assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir à l'ensemble des justiciables de l'île de Montréal une justice pénale de proximité. Il vise aussi à assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté la Reine, dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence, et du Bureau du taxi de Montréal (BTM).

Enfin, le Service des affaires juridiques offre les services accessibles et efficaces du Bureau des réclamations, où les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.

Tableau 28 – Affaires juridiques
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	49 452,1	50 709,9	49 368,0	53 123,2	3 755,2	53 123,2
Transport et communications	2 508,4	2 232,6	1 995,6	2 602,3	606,7	2 486,2
Services professionnels	1 371,2	1 273,7	2 241,3	1 264,3	(977,0)	2 108,9
Services techniques et autres	6 425,9	6 069,0	5 899,1	7 055,8	1 156,7	7 078,2
Location, entretien et réparation	93,7	158,5	135,5	144,8	9,3	146,4
Biens durables et non durables	604,3	639,4	658,1	671,1	13,0	737,6
Contributions à des organismes	-	-	-	-	-	10,0
Autres objets de dépenses	-	6,8	(6,3)	-	6,3	-
Total – Charges de fonctionnement	**60 455,6**	**61 089,9**	**60 291,3**	**64 861,5**	**4 570,2**	**65 690,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- continuation des procédures de recouvrement, en application de la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics* (PL-26);
- nomination d'une nouvelle directrice à la Direction des affaires civiles;

- finalisation de l'architecture d'affaires et révision des processus visant à rendre entièrement numérique le traitement des dossiers de la cour municipale de Montréal;
- poursuite de la modernisation des opérations à la Direction des poursuites pénales et criminelles;
- représentation de la Ville de Montréal devant toutes les instances de droit commun au Québec, y compris devant la Cour suprême du Canada.

Principales variations

Budget modifié

Le budget modifié est plus élevé de 0,8 M$ en raison d'honoraires juridiques auparavant assumés par le SPVM.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des affaires juridiques présente un excédent budgétaire de 4,6 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 2,5 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de certains postes vacants, notamment en raison de postes spécialisés difficiles à combler;
- écart favorable de 1,2 M$ s'expliquant par la différence entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;

Transport et communications, services professionnels et techniques

- écarts favorables de 0,6 M$ et 0,7 M$ respectivement dans les frais de poste et les services techniques, principalement en raison d'un volume de dossiers moindre en lien avec la baisse du nombre de constats émis en matière de circulation et stationnement;
- écart favorable de 0,4 M$ dans les services techniques s'expliquant par le report en 2020 de l'inscription au Registre d'avis d'exécution du ministère de la Justice du Québec, qui fait suite à l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile;
- écart défavorable de 0,9 M$ dans les honoraires juridiques, sans incidence sur les résultats de l'ensemble de la Ville, le budget afférent étant auparavant la responsabilité du SPVM.

APPROVISIONNEMENT

Grâce à l'expertise de ses employés, le Service de l'approvisionnement soutient les unités d'affaires dans leurs besoins matériels liés aux services et aux activités. Il joue un rôle très actif dans la gestion des processus d'approvisionnement et dans l'harmonisation des pratiques d'achat et de gestion des stocks.

Le Service de l'approvisionnement développe des stratégies d'acquisition et de logistique contribuant à la saine gestion de la Ville de Montréal. Ses objectifs sont, entre autres, de suivre l'évolution des marchés, d'appliquer les nouvelles tendances en approvisionnement et d'influencer le cadre législatif régissant le domaine municipal. À cet égard, il se doit de prendre en charge et d'accompagner les unités d'affaires dans l'ensemble des activités reliées au processus d'approvisionnement.

Tableau 29 – Approvisionnement

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	21 023,8	20 401,9	20 554,7	20 857,7	303,0	20 857,7
Transport et communications	194,5	193,1	204,2	232,0	27,8	292,5
Services professionnels	53,6	34,4	129,0	130,0	1,0	240,0
Services techniques et autres	248,9	207,5	3 511,4	2 451,8	(1 059,6)	3 741,1
Location, entretien et réparation	(192,4)	44,4	67,0	75,9	8,9	77,3
Biens durables et non durables	290,1	160,8	180,1	221,5	41,4	242,1
Contributions à des organismes	2,0	-	-	-	-	-
Autres objets de dépenses	22,2	201,0	3 122,3	289,1	(2 833,2)	4 279,1
Total – Charges de fonctionnement	**21 642,7**	**21 243,1**	**27 768,7**	**24 258,0**	**(3 510,7)**	**29 729,8**

Faits saillants

Les résultats du Service de l'approvisionnement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- prolongation, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, de la déclaration de compétence du conseil municipal quant aux pouvoirs auxquels réfère le modèle d'affaires de la fonction d'approvisionnement, et ce, pour une période de cinq ans;
- refonte complète de la structure organisationnelle du service afin d'assurer une meilleure coordination des activités et une utilisation optimale des ressources;
- réception d'un mandat du comité exécutif afin que le service revoie son modèle d'affaires de manière à répondre à certaines lacunes mentionnées dans son bilan, mandat auquel le service a efficacement répondu par les moyens suivants :
    - mise en place d'une planification stratégique efficace des acquisitions ainsi que d'une gestion rigoureuse des achats, et ce, dans le respect des lois et règlements

en vigueur, afin de permettre à la Ville de se positionner comme acquéreuse influant sur le marché;

- gestion des activités du processus d'achat partagée entre le Service de l'approvisionnement et les unités d'affaires, selon des rôles et des responsabilités clairement établis;
- application rigoureuse du cadre législatif et administratif en matière d'approvisionnement;
- diversification des sources d'approvisionnement pour les requérants afin de mieux répondre aux besoins complexes et spécifiques en matière d'acquisition et de planification logistique.

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 5,5 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique par un budget additionnel de 4,0 M$ pour la vente au rabais des stocks, compensé par un revenu du même montant et l'octroi de crédits additionnels de 1,5 M$ pour des contingences reliées à la gestion vestimentaire intégrée.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'approvisionnement présente un déficit budgétaire de 3,5 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,9 M$ découlant des économies générées par le non-comblement immédiat de certains postes vacants, notamment en raison de la nouvelle structure;
- écart défavorable de 0,6 M$ s'expliquant par une augmentation imprévue du volume d'heures supplémentaires en raison du soutien apporté au SMRA pour les opérations de déneigement ainsi que du soutien logistique requis durant les importantes inondations printanières.

Services techniques et autres

- écart défavorable de 1,1 M$ s'expliquant par des dépenses supplémentaires au contrat de service de gestion vestimentaire intégrée;

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 2,8 M$ s'expliquant par la vente de stocks en contrepartie d'un revenu.

ÉVALUATION FONCIÈRE

La mission du Service de l'évaluation foncière est de confectionner, tenir à jour et défendre le rôle d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal, conformément aux dispositions de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Tableau 30 – Évaluation foncière

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	15 082,0	15 327,3	14 881,5	15 115,0	233,5	15 130,9
Transport et communications	109,4	197,0	191,9	304,4	112,5	302,4
Services professionnels	10,8	15,5	10,0	14,7	4,7	16,6
Services techniques et autres	319,3	291,1	249,1	306,4	57,3	304,5
Location, entretien et réparation	51,3	24,1	24,5	40,3	15,8	41,4
Biens durables et non durables	169,3	87,5	107,0	148,9	41,9	149,8
Total – Charges de fonctionnement	**15 742,1**	**15 942,5**	**15 464,0**	**15 929,7**	**465,7**	**15 945,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- dépôt des rôles 2020-2021-2022, le 11 septembre, accompagné de nombreuses activités de communication comprenant des rencontres citoyennes dans trois secteurs de la ville;
- mise au rôle de nouvelles constructions et améliorations, pour 3,8 G$, en maintenant les délais de traitement à 6 mois pour le secteur résidentiel;
- conversion de plus de 1 260 dossiers non résidentiels selon les nouveaux standards du MAMH, dans le cadre de la modernisation réglementaire;
- déploiement de la tablette électronique comme outil d'inspection des immeubles résidentiels auprès de l'ensemble des inspecteurs.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'évaluation foncière dégage un excédent budgétaire de 0,5 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,2 M$ qui résulte essentiellement d'un écart entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;

Transport et communications

- écart favorable de 0,1 M$ découlant d'économies sur les frais de poste et de déplacement.

GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

La mission du Service de la gestion et de la planification immobilière consiste à être un leader novateur et à offrir à ses clients des solutions immobilières performantes et écoresponsables, à l'image et au bénéfice des Montréalais.

Tableau 31 – Gestion et planification immobilière

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	55 782,6	55 974,1	57 801,4	60 765,1	2 963,7	56 292,8
Transport et communications	742,3	691,1	678,1	722,5	44,4	805,4
Services professionnels	1 477,1	800,3	1 015,6	2 485,1	1 469,5	1 661,8
Services techniques et autres	6 036,6	7 940,3	7 681,8	8 306,3	624,5	8 899,2
Location, entretien et réparation	61 188,3	65 906,8	71 676,3	76 623,5	4 947,2	73 814,9
Biens durables et non durables	20 305,8	24 593,5	25 443,3	21 857,1	(3 586,2)	23 116,3
Contributions à des organismes	10,0	343,7	-	-	-	-
Autres objets de dépenses	2,0	-	(9,8)	5,8	15,6	5,8
Total – Charges de fonctionnement	**145 544,7**	**156 249,8**	**164 286,7**	**170 765,4**	**6 478,7**	**164 596,2**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action visant à accroître la performance de la sécurité au sein des édifices municipaux;
- droit de préemption : conclusion d'une première entente d'envergure avec les promoteurs qui ont fait l'acquisition du site Molson, permettant à la Ville d'y acquérir des terrains stratégiques pour réaliser un parc, une promenade et des unités d'habitation et pour offrir des services à la communauté;
- Réinventer Montréal – C40 Reinventing Cities : coordination d'un appel international à projets urbains visant à encourager la régénération urbaine bas carbone et à mettre en œuvre les idées les plus innovantes pour transformer des sites sous-utilisés, tels que la cour de voirie de la Commune, en lieux exemplaires de développement durable et de résilience;
- acquisition et prise en charge d'immeubles dans le cadre de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables.

Principales variations

Budget modifié

La variation à la baisse de 6,2 M$ entre le budget original et le budget modifié du service est marquée par les éléments suivants :

- diminution du budget de 4,5 M$ en raison de la capitalisation des coûts en main-d'œuvre pour des employés affectés à des projets du PTI;
- virement budgétaire au SMRA afin de maintenir les activités courantes en disposant des crédits nécessaires dans les autres familles de dépenses, pour une diminution de 2,4 M$;
- travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales sur le site de l'écocentre LaSalle, pour une augmentation de 0,4 M$;
- frais de gestion au marché Bonsecours, pour une augmentation de 0,2 M$;
- augmentation de 0,1 M$ provenant d'une affectation de surplus pour les études d'avant-projet du service.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la gestion de la planification immobilière présente un excédent budgétaire de 6,4 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 3,0 M$, attribuable à l'effet combiné de la capitalisation de la main-d'œuvre, des postes vacants ainsi que de l'effort supplémentaire demandé pour la gestion de la main-d'œuvre et des heures supplémentaires des cols bleus affectés à la sécurité et à l'entretien;

Services professionnels

- écart favorable de 1,4 M$, attribuable au report de services professionnels et au report de l'audit des immeubles afin de réévaluer la portée du mandat;

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,6 M$, attribuable à des dépenses moins élevées que prévu pour les activités de sécurité;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 3,6 M$, relatif à des dépenses de location moins élevées que prévu et principalement dû à des fins de baux;
- écart favorable de 1,3 M$, attribuable à des dépenses moins élevées que prévu pour les contrats d'entretien des immeubles;

Biens non durables

- écart défavorable de 3,5 M$, attribuable à des dépenses plus élevées que prévu pour la consommation d'énergie et pour les pièces et accessoires nécessaires à l'entretien des immeubles.

GREFFE

Le Service du greffe voit à la préparation, à la tenue et au suivi des séances du comité exécutif, du conseil municipal et du conseil d'agglomération. Il assure le soutien opérationnel et professionnel aux commissions permanentes du conseil municipal et du conseil d'agglomération, au Conseil du patrimoine de Montréal, au Comité Jacques-Viger, au Conseil interculturel de Montréal, au Conseil des Montréalaises ainsi qu'au Conseil jeunesse. Il voit à la gestion des documents et des archives de la Ville ainsi qu'au traitement et à la signature des contrats. Il a également comme obligation de voir à l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur les archives* ainsi qu'à la gestion des processus électoraux.

Tableau 32 – Greffe
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	30 294,4	25 752,1	27 053,8	26 059,2	(994,6)	28 046,9
Transport et communications	2 342,6	431,0	460,9	513,0	52,1	641,4
Services professionnels	415,7	249,2	288,6	548,1	259,5	521,7
Services techniques et autres	5 173,9	896,7	775,7	773,7	(2,0)	1 060,3
Location, entretien et réparation	1 589,9	491,8	401,1	322,4	(78,7)	463,9
Biens durables et non durables	374,0	149,3	193,7	274,7	81,0	306,8
Contributions à des organismes	177,5	320,4	40,0	35,0	(5,0)	45,0
Autres objets de dépenses	72,4	68,5	69,2	74,2	5,0	69,2
Total – Charges de fonctionnement	**40 440,4**	**28 359,0**	**29 283,0**	**28 600,3**	**(682,7)**	**31 155,2**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- tenue d'une élection partielle dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;
- ajustement de la rémunération des élus afin de compenser l'imposition des allocations de dépenses.

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 2,6 M$ entre le budget original et le budget modifié provient de l'octroi de crédits additionnels de 0,8 M$ pour la tenue d'une élection partielle dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et de l'ajout de crédits de 1,8 M$ en vue de couvrir la rémunération supplémentaire payable aux conseillers de ville et d'arrondissement afin de compenser l'imposition des allocations de dépenses.

Charges de fonctionnement

Par rapport au budget original, le Service du greffe présente un déficit opérationnel de 0,7 M$, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 0,7 M$, causé en grande partie par la rémunération supplémentaire payable aux conseillers de ville et d'arrondissement afin de compenser l'imposition des allocations de dépenses;
- écart défavorable de 0,3 M$ pour couvrir la rémunération liée à l'élection partielle dans Le Plateau-Mont-Royal;

Services professionnels

- écart favorable de 0,2 M$ afin de financer la rémunération des présidents du Comité Jacques-Viger et du Conseil du patrimoine;
- écart favorable de 0,1 M$, causé par une baisse des activités au Bureau de la présidence du conseil.

MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) s'assure de la disponibilité et de la fiabilité des véhicules et de divers services et produits spécialisés, adaptés aux besoins des arrondissements et des unités, le tout de façon responsable et dans un milieu de travail sécuritaire.

Tableau 33 – Matériel roulant et ateliers

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	47 052,9	47 153,5	47 580,8	44 984,6	(2 596,2)	44 984,6
Transport et communications	210,8	174,1	163,9	214,8	50,9	157,0
Services professionnels	35,6	73,3	163,4	70,1	(93,3)	178,3
Services techniques et autres	2 682,0	2 997,9	2 760,8	2 860,2	99,4	2 853,5
Location, entretien et réparation	14 271,2	12 759,0	16 679,1	14 138,4	(2 540,7)	17 692,0
Biens durables et non durables	46 701,2	52 795,3	49 864,3	47 086,2	(2 778,1)	50 355,9
Contributions à des organismes	-	10,0	12,5	15,0	2,5	12,5
Autres objets de dépenses	(3 003,5)	(2 873,6)	(1 974,8)	(3 500,0)	(1 525,2)	(3 500,0)
Total – Charges de fonctionnement	**107 950,2**	**113 089,5**	**115 250,0**	**105 869,3**	**(9 380,7)**	**112 733,8**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- évaluation exhaustive des besoins de remplacement des véhicules sur une perspective de 10 ans;
- standardisation de différents types de véhicules qui a permis un accroissement des achats au volume, une économie sur les coûts d'achat et d'entretien, un développement de l'expertise des mécaniciens et un partage plus aisé des véhicules entre les arrondissements;
- usage partagé entre les 19 arrondissements : le SMRA a mis en service 9 véhicules avec benne chauffante et 4 colmateuses facilitant les opérations de colmatage de nids-de-poule;
- contribution aux actions de la Ville visant à limiter les surfaces glissantes en période hivernale en réalisant une capsule d'apprentissage en ligne destinée aux cols bleus et portant sur l'utilisation des véhicules et des équipements d'épandage;
- réaménagement de 10 ateliers selon la méthode 5S, une démarche éprouvée d'organisation des postes de travail;
- participation à la mise au point d'un aspirateur de trottoir 100 % électrique pour réduire le bruit et pour éliminer les émissions à gaz à effet de serre (GES).

Principales variations

Budget modifié

La variation à la hausse de 6,9 M$ entre le budget original et le budget modifié du service provient principalement d'une augmentation des dépenses en biens non durables et en entretien et réparation à l'externe afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des véhicules et des équipements.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service du matériel roulant et des ateliers présente un déficit opérationnel de 9,4 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,3 M$, relié aux heures supplémentaires destinées à assurer un service constant aux clients internes et aux citoyens;
- écart défavorable de 0,6 M$ entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires;
- écart défavorable de 0,4 M$ en heures supplémentaires, causé par une augmentation du nombre de bris mécaniques lors de la crue printanière;

Biens durables et non durables

- écart défavorable de 2,9 M$ imputable à la quantité de pièces achetées afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des véhicules et des équipements pour les clients internes;

Location, entretien et réparation

- écart défavorable de 2,5 M$, attribuable à l'augmentation des travaux d'entretien et de réparation des camions et des véhicules, rendue nécessaire par l'accumulation de neige et de glace;

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 1,5 M$, occasionné par une diminution du nombre de demandes des unités d'affaires aux ateliers spécialisés (facturation interne).

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Mobilité et attractivité – Global



MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ - GLOBAL

Tableau 34 – Mobilité et attractivité - Global

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Mobilité et attractivité						
Commission des services électriques	60 578,9	64 098,6	65 700,3	74 683,0	8 982,7	74 683,1
Eau	224 518,6	227 940,6	256 100,4	248 024,3	(8 076,1)	247 031,9
Grands parcs, mont Royal et sports	53 093,0	49 999,1	52 671,5	42 579,0	(10 092,5)	42 916,9
Infrastructures du réseau routier	38 780,4	37 078,4	36 131,3	36 563,0	431,7	40 387,1
Urbanisme et mobilité	51 273,1	50 943,1	84 327,7	55 111,6	(29 216,1)	62 310,5
Total – Développement	**428 244,0**	**430 059,8**	**494 931,2**	**456 960,9**	**(37 970,3)**	**467 329,5**

COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES

La Commission des services électriques de Montréal (CSEM) s'emploie à promouvoir et à favoriser l'enfouissement des réseaux câblés sur l'ensemble du territoire de Montréal, conformément aux orientations et politiques de la Ville.

La CSEM planifie, conçoit, fait construire, entretient, exploite et administre le réseau de conduits souterrains. Elle gère et coordonne les interventions sur le réseau de distribution aérien et assure l'intégration de celui-ci au réseau souterrain.

La CSEM se finance au moyen de redevances perçues auprès de ses usagers et de ses utilisateurs.

Tableau 35 – Commission des services électriques
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	7 630,5	6 947,3	6 514,2	6 533,4	19,2	6 533,4
Transport et communications	178,7	190,7	235,3	294,2	58,9	298,5
Services professionnels	394,4	350,2	466,4	680,9	214,5	519,0
Services techniques et autres	277,0	3 562,5	3 864,5	8 246,0	4 381,5	8 126,7
Location, entretien et réparation	1 102,6	1 234,8	1 251,9	1 048,2	(203,7)	1 353,3
Biens durables et non durables	473,8	536,3	597,9	660,8	62,9	632,7
Frais de financement	23 487,4	22 947,6	20 865,6	23 606,9	2 741,3	23 606,9
Remboursement de la dette à long terme	25 866,8	28 027,9	31 473,5	32 012,6	539,1	32 012,6
Contributions à des organismes	-	-	431,0	-	(431,0)	1 600,0
Autres objets de dépenses	1 167,7	301,3	-	1 600,0	1 600,0	-
Total – Charges de fonctionnement	**60 578,9**	**64 098,6**	**65 700,3**	**74 683,0**	**8 982,7**	**74 683,1**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réalisation de travaux de construction et de modification de conduits souterrains, incluant ceux de la Ville et des tiers sur le réseau de la CSEM, pour 78,9 M$;
- enlèvement de poteaux sur 6 kilomètres de rues;
- inspection structurale de 4 022 puits d'accès et vérification de l'occupation sur 937 structures;
- fixation du taux de redevance à 3,895 $ par mètre, ce qui est supérieur de 0,5 % à la prévision budgétaire et de 2 % au budget réel de 2018;
- déménagement du siège social et agrandissement des bureaux au centre de gestion des réseaux.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, la Commission des services électriques de Montréal présente un excédent budgétaire de 9 M$ par rapport au budget original, attribuable principalement aux éléments suivants :

Services techniques et autres

- écart favorable de 4,4 M$ s'expliquant ainsi :
  - plusieurs travaux de construction intégrés aux contrats de la Ville et du ministère des Transports du Québec et non imputés aux comptes de dépenses et de revenus du service, pour 2,7 M$;
  - conclusion d'une nouvelle entente ayant réduit les frais d'administration de la Ville de Montréal, pour 1,0 M$;
  - économies sur les dépenses d'inspection structurale du réseau et de nettoyage des puits d'accès ainsi que sur les frais de services professionnels, pour 0,6 M$;

Frais de financement

- écart favorable de 2,7 M$, dû à des frais d'intérêts en baisse par rapport à ceux prévus au budget;

Remboursement de la dette à long terme

- écart favorable de 0,5 M$, relié aux remboursements d'emprunts réels inférieurs aux montants budgétés;

Contributions à des organismes

- écart défavorable de 0,4 M$, relié au reclassement de l'objet comptable « programmes d'aide et de subvention »;

Autres objets de dépenses

- écart favorable de 1,6 M$, causé par le report de plusieurs interventions des usagers en vue de l'enfouissement des câbles et du déplacement de poteaux en arrière-lot des projets de conversion.

EAU

Le Service de l'eau fournit l'eau potable à la collectivité montréalaise, gère les eaux pluviales et assainit les eaux usées pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.

Tableau 36 – Eau

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	73 811,5	77 732,5	76 259,0	75 293,6	(965,4)	75 298,2
Transport et communications	634,0	651,0	651,9	737,4	85,5	1 003,0
Services professionnels	5 949,5	6 849,0	8 021,8	8 577,0	555,2	8 237,1
Services techniques et autres	9 543,2	9 425,3	8 852,8	8 560,7	(292,1)	10 308,4
Location, entretien et réparation	11 214,1	9 452,2	10 968,5	18 890,1	7 921,6	15 601,6
Biens durables et non durables	52 788,3	49 399,1	56 658,2	57 151,9	493,7	57 415,4
Frais de financement	21 788,5	25 235,0	31 443,7	30 169,4	(1 274,3)	30 169,4
Remboursement de la dette à long terme	49 545,5	50 528,5	64 148,9	59 868,2	(4 280,7)	59 868,2
Contributions à des organismes	1 685,6	423,2	438,7	422,5	(16,2)	454,8
Autres objets de dépenses	(2 441,6)	(1 755,2)	(1 343,1)	(11 646,5)	(10 303,4)	(11 324,2)
Total – Charges de fonctionnement	**224 518,6**	**227 940,6**	**256 100,4**	**248 024,3**	**(8 076,1)**	**247 031,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

Protection de la sécurité et de la santé publiques dans le respect du cadre réglementaire

- respect des exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable pour les 6 usines de traitement d'eau potable et distinction spéciale pour 4 usines dans le cadre du Programme d'excellence en eau potable (PEXEP);
- repérage de plus de 10 000 entrées de service en plomb et remplacement de 4 800 entrées;

Protection de l'environnement

- respect des exigences d'enlèvement des matières en suspension et du phosphore dans les eaux usées;
- repérage de 212 raccordements inversés d'égouts et réalisation de 44 corrections;
- suivi de la qualité de l'eau dans les secteurs prévus pour les plages;
- valorisation, pour usage agricole, de 20 % de la production de cendres de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte;

Entretien optimal des infrastructures et investissements

- réalisation, par le service, de plus de 35 000 interventions d'entretien, dont près de 90 % en mode planifié;

- auscultation de 268 km de conduites d'eau potable et d'égout;
- réparation, par les arrondissements, de plus de 1 200 fuites sur le réseau d'aqueduc;
- installation et mise en service de 2 400 compteurs dans les industries, les commerces et les institutions (ICI), pour un total de 19 400 compteurs;

Saines pratiques de gestion

- optimisation des activités et participation au plan de gestion de la puissance d'Hydro-Québec, pour des économies de 0,6 M$;
- investissement de plus de 0,5 M$ pour l'élimination à la source des accidents du travail et plus de 12 heures de formation en santé et sécurité du travail par employé;
- déploiement des meilleures pratiques de planification des activités d'entretien dans 3 arrondissements au moyen d'un progiciel de gestion de la maintenance (MAXIMO).

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 1,0 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique par des virements effectués aux arrondissements pour les activités d'entretien des réseaux d'eau.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'eau présente un déficit opérationnel de 8,1 M$ par rapport au budget original. Les principaux écarts s'expliquent de la façon suivante :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,0 M$, principalement attribuable à la hausse du nombre d'heures supplémentaires et compensées;

Services professionnels

- écart favorable de 0,4 M$, en raison de l'annulation d'un appel d'offres pour l'inspection des chambres de vannes, à la Direction de l'eau potable;
- écart favorable de 0,2 M$, lié à un retard d'échéancier pour le plan directeur de drainage des eaux usées;

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,2 M$, lié à la diminution du nombre de stagiaires pour le programme de remplacement des entrées de service en plomb;
- écart défavorable de 0,4 M$, relatif à l'augmentation du nombre d'auscultations des collecteurs d'égouts;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 2,5 M$, lié au montant réservé pour les interventions pour travaux majeurs et imprévus (une partie de cette somme ayant été imputée à d'autres familles de dépenses en cours d'année);
- écart favorable de 2,5 M$ correspondant au montant réservé pour les transferts aux arrondissements et relatif à l'entente de partenariat ainsi qu'à l'intensification de l'entretien des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts;
- écart favorable de 2,3 M$, relié à l'exploitation et à l'entretien des usines et réservoirs d'eau potable ainsi qu'à l'entretien délégué des conduites principales d'aqueduc;
- écart favorable de 0,5 M$, dû à certains retards dans le programme de réparation ponctuelle d'égouts

Biens durables et non durables

- écart favorable de 1,6 M$ pour les dépenses en électricité provenant principalement du crédit de dépenses reçu d'Hydro-Québec, du report de la mise en service du procédé d'ozonation à l'usine Charles-J.-Des Baillets et du débit d'eaux usées traitées;
- écart défavorable de 0,4 M$, lié à l'achat de matériel dans le cadre du programme de remplacement des entrées de service en plomb;

Frais de financement et remboursement de la dette à long terme

- écart défavorable de 5,6 M$, attribuable à la sous-estimation des investissements financés par emprunt pour les exercices financiers 2018 et 2019

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 10,0 M$, lié à une économie anticipée au budget, sans réduction d'activités, basée sur les surplus historiques;
- écart défavorable de 0,2 M$ provenant du crédit de dépenses - compteurs et lié à la baisse de la cadence d'installation des compteurs dans les institutions, les commerces et les industries.

GRANDS PARCS, MONT ROYAL ET SPORTS

En tant qu'acteur majeur dans l'aménagement d'une ville qui préserve son environnement, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports a pour mission d'améliorer la qualité de vie des Montréalais et des visiteurs par la protection, le développement, l'aménagement et la gestion de parcs, d'espaces verts, de milieux naturels, de places publiques et de parcours urbains. Ces lieux assurent un ensemble de services écologiques favorisant notamment la détente, le ressourcement, la convivialité des déplacements et le loisir.

La mission du service vise également à mettre en œuvre le plan de protection et de mise en valeur du mont Royal, à verdir le domaine public et à encourager le verdissement du domaine privé, à assurer la protection et la mise en valeur des paysages, et à travailler à l'amélioration de l'ensemble du milieu urbain.

Le service vise également à contribuer, par ses installations d'envergure, son leadership, ses programmes et son expertise, à la vie physiquement active des citoyens et au rayonnement de Montréal en tant que métropole sportive de premier plan.

Tableau 37 – Grands parcs, mont Royal et sports

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	21 096,4	22 385,8	21 742,1	20 701,3	(1 040,8)	20 505,9
Transport et communications	258,1	305,8	267,3	316,3	49,0	334,0
Services professionnels	8 308,5	2 989,9	3 774,6	1 964,9	(1 809,7)	3 532,1
Services techniques et autres	7 451,1	9 372,4	8 025,8	7 730,8	(295,0)	6 208,3
Location, entretien et réparation	2 459,7	3 243,1	3 360,8	4 926,4	1 565,6	4 312,5
Biens durables et non durables	3 779,6	4 841,9	6 633,0	982,4	(5 650,6)	1 336,6
Contributions à des organismes	9 743,2	6 773,9	8 825,7	5 912,1	(2 913,6)	6 642,7
Autres objets de dépenses	(3,6)	86,3	42,2	44,8	2,6	44,8
Total – Charges de fonctionnement	**53 093,0**	**49 999,1**	**52 671,5**	**42 579,0**	**(10 092,5)**	**42 916,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

Parcs

- création du plus grand parc municipal au Canada (3 000 hectares) : le Grand parc de l'Ouest par l'acquisition historique de 175 hectares de milieux naturels;
- ouverture d'un nouveau secteur du parc Frédéric-Back et bonification de l'offre sportive;
- implantation de mesures d'apaisement de la circulation sur l'axe Camillien-Houde–Remembrance;
- enregistrement de plus de 1 million d'entrées dans le réseau des parcs-nature;

- mise en service de la Navette Nature pour améliorer l'accessibilité des parcs-nature;

Sports

- nomination de Montréal comme la meilleure ville du Canada pour l'accueil d'événements sportifs d'envergure (2018 et 2019);
- création de nouveaux programmes de soutien aux arrondissements : Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux et Programme des installations sportives extérieures;
- réalisation d'un guide d'aménagement et d'entretien des terrains de soccer extérieurs, en collaboration avec l'Association québécoise du loisir municipal;
- enregistrement de près de 2 millions d'entrées annuelles aux complexes sportifs Claude-Robillard et Marie-Victorin, au Stade de soccer de Montréal, au Taz et aux arénas Maurice-Richard et Michel-Normandin.

Principales variations

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports présente un déficit opérationnel de 10,1 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine et à l'Entente sur le développement culturel. Les principaux écarts s'expliquent de la manière suivante :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,0 M$ composé de :
  - 0,7 M$ pour l'entretien et l'exploitation des parcs et des installations sportives;
  - 0,3 M$ pour une capitalisation moindre des coûts de la main-d'œuvre affectée à des projets du PTI;

Services professionnels

- écart défavorable de 1,8 M$, composé des éléments suivants :
  - écart défavorable de 2,3 M$ pour des dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine;
  - économies de 0,5 M$ pour des études non réalisées;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 1,6 M$, composé de :
  - 1,4 M$ en lien avec la révision des orientations d'un anneau de glace temporaire;
  - 0,2 M$ en lien avec des économies sur l'entretien et la réparation des installations;

Biens durables et non durables

- écart défavorable de 5,6 M$, dont 5,5 M$ pour des dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine;

Contributions à des organismes

- écart défavorable de 2,9 M$, composé de :
  - 1,4 M$ pour des dépenses reliées au Plan de gestion de la forêt urbaine et 0,9 M$ pour des dépenses relatives à l'Entente sur le développement culturel;
  - 0,6 M$ pour des contributions à des événements sportifs internationaux accordées avec des budgets additionnels.

INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER

La mission du Service des infrastructures du réseau routier est de protéger, d'aménager et de développer les infrastructures urbaines de façon durable et innovante, afin de concrétiser le Montréal de demain.

Tableau 38 – Infrastructures du réseau routier

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	22 877,5	23 928,2	22 297,8	23 167,4	869,6	24 863,0
Transport et communications	590,0	627,7	633,2	882,3	249,1	887,9
Services professionnels	3 723,2	2 159,4	1 079,7	2 067,0	987,3	1 931,4
Services techniques et autres	1 749,5	1 649,8	3 045,9	1 047,5	(1 998,4)	3 300,6
Location, entretien et réparation	7 742,8	8 132,4	8 413,0	8 533,3	120,3	8 575,8
Biens durables et non durables	1 812,7	556,3	660,5	815,1	154,6	828,7
Contributions à des organismes	284,7	32,6	31,9	50,4	18,5	32,3
Autres objets de dépenses	-	(8,0)	(30,7)	-	30,7	(32,6)
Total – Charges de fonctionnement	**38 780,4**	**37 078,4**	**36 131,3**	**36 563,0**	**431,7**	**40 387,1**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- accompagnement des partenaires externes de la Ville dans la réalisation de leurs grands projets afin de faire respecter les exigences municipales et de saisir les occasions de bonifier l'intégration des réalisations au milieu bâti;
- planification intégrée des projets et réalisation d'un portefeuille de quelque 504 M$ en travaux;
- surveillance du marché afin que le citoyen paie un prix juste et raisonnable;
- réalisation des travaux en s'assurant de générer le moins de nuisances possible pour les citoyens et les riverains;
- établissement d'une cartographie des îlots de chaleur, tout comme celles des zones d'intervention stratégique dans le cadre des mesures gouvernementales prises à la suite des inondations printanières.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu pour l'année 2019 des budgets additionnels de 3,8 M$, principalement pour les éléments suivants :

- études et expertises en phase d'avant-projets préliminaires afin de soutenir les projets d'investissements (rue Peel, passage Berri-Sherbrooke, rue des Pins), pour une augmentation de 0,8 M$;
- études et expertises en phase d'avant-projets préliminaires afin de soutenir les projets en partenariat (SRB Pie-IX, corridor du pont Samuel de Champlain, rue Sainte-Catherine Ouest), pour une augmentation de 3,0 M$.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des infrastructures du réseau routier présente un excédent budgétaire de 0,4 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,0 MS, lié à une capitalisation moindre des coûts de la main-d'œuvre affectée à des projets d'immobilisations;
- écart favorable de 0,9 M$ pour les postes vacants et les écarts salariaux;
- écart défavorable de 0,9 M$ pour les projets en partenariat (SRB Pie-IX et corridor du nouveau pont Champlain);
- écart favorable de 1,9 M$, relié aux charges sociales et principalement dû à une désynchronisation entre les taux des cotisations de l'employeur aux régimes de retraite et aux banques de temps compensé qui ont été budgétés aux unités d'affaires et les taux prélevés au budget réel;

Services professionnels, techniques et autres

- écart favorable de 1,0 M$ pour le report d'études liées à des projets spécifiques;
- écart défavorable de 2,0 M$ pour des travaux réalisés pour des partenaires.

URBANISME ET MOBILITÉ

S'inscrivant dans une perspective de transition écologique, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) assure un développement et une mise en valeur du territoire répondant aux aspirations des Montréalais. À cette fin, il offre son expertise et sa capacité à innover à la Direction générale, aux arrondissements ainsi qu'aux partenaires de la Ville.

Tableau 39 – Urbanisme et mobilité
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	22 808,5	22 484,4	26 901,6	26 368,0	(533,6)	26 096,4
Transport et communications	1 065,0	691,5	951,9	676,5	(275,4)	920,5
Services professionnels	6 092,1	7 290,1	7 910,8	6 710,6	(1 200,2)	10 617,9
Services techniques et autres	2 920,1	2 524,4	2 745,7	3 243,6	497,9	4 138,9
Location, entretien et réparation	1 384,2	2 707,4	(624,2)	1 310,4	1 934,6	1 881,1
Biens durables et non durables	6 548,2	4 879,8	14 060,3	7 957,6	(6 102,7)	5 661,4
Contributions à des organismes	8 445,1	8 321,8	32 381,6	5 809,9	(26 571,7)	12 994,3
Autres objets de dépenses	2 009,9	2 043,7	-	3 035,0	3 035,0	-
Total – Charges de fonctionnement	**51 273,1**	**50 943,1**	**84 327,7**	**55 111,6**	**(29 216,1)**	**62 310,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réalisation de démarches concertées avec les citoyens pour les 5 secteurs stratégiques : site Louvain Est, partie nord de L'Île-des-Sœurs, secteur Bridge-Bonaventure, quartier Namur-Hippodrome et secteur de Lachine Est;
- mise en œuvre de Vision Zéro avec l'engagement des partenaires dans des actions collectives pour améliorer la sécurité des aînés, des jeunes, des cyclistes et des piétons et la mise en place d'une équipe post-collision mortelle;
- établissement des 5 premiers axes du Réseau express vélo (REV) et développement de leurs concepts d'aménagement;
- adoption d'un règlement encadrant l'offre de trottinettes électriques en libre service;
- création de la Direction des projets de mobilité durable, responsable de la ligne rose et du réaménagement de la rue Notre-Dame;
- lancement des démarches intégrées de révision du Plan d'urbanisme et d'élaboration du Plan de mobilité;
- élaboration des lignes directrices pour le patrimoine archéologique autochtone;
- révision de la stratégie d'électrification et du plan d'action de la politique de stationnement;
- comblement de plus de 150 000 nids-de-poule et auscultation de l'ensemble des trottoirs du réseau artériel ainsi que des voies cyclables.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par un budget additionnel de dépenses de 7,2 M$, soit 3,1 M$ pour la nouvelle entente avec BIXI Montréal, 2,8 M$ pour le fonds de voirie et 1,3 M$ pour des études d'avant-projets et des activités prioritaires.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'urbanisme et de la mobilité présente un déficit opérationnel de 29,2 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 0,5 M$ s'expliquant principalement par une capitalisation moindre des coûts de la main-d'œuvre affectée à des projets d'immobilisations;

Services professionnels

- écart défavorable de 1,2 M$ pour des études et expertises en phase d'avant-projets principalement pour le projet de la rue Sainte-Catherine;

Location, entretien et réparation

- écart favorable de 1,9 M$, attribuable aux éléments suivants :
  - économie de 1,4 M$ en raison de la fin des travaux de réfection du viaduc Rockland;
  - une économie de 0,5 M$ sur des travaux d'entretien et de réparation d'infrastructures;

Biens durables et non durables

- écart défavorable de 8,6 M$ pour les dépenses non capitalisables du Campus Outremont;
- écart favorable de 2,5 M$, lié à des virements vers d'autres familles de dépenses;

Contributions à des organismes et autres objets de dépenses

- écart défavorable de 26,6 M$, attribuable aux éléments suivants :
  - 21,0 M$ en contribution à l'Université de Montréal pour le Campus Outremont;
  - 3,8 M$ reliés à la contribution à BIXI Montréal, compensée par une renonciation aux revenus;
  - 1,3 M$ en économies sur des dépenses moindres que prévu pour l'Entente sur le développement culturel.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Qualité de vie


Vignoble Prémont
Bistro Hastings

QUALITÉ DE VIE

Tableau 40 – Qualité de vie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Qualité de vie						
Culture	108 252,0	67 339,6	64 330,7	62 202,4	(2 128,3)	62 559,9
Développement économique	56 364,9	61 725,8	92 832,9	84 152,9	(8 680,0)	94 979,6
Diversité et inclusion sociale	28 206,2	29 205,5	29 253,7	29 505,8	252,1	30 314,2
Environnement	122 363,7	176 510,5	146 736,3	144 314,1	(2 422,2)	143 269,8
Espace pour la vie	58 120,0	58 201,2	59 351,3	60 735,1	1 383,8	61 519,8
Habitation	27 998,9	40 557,9	86 941,5	90 145,6	3 204,1	97 025,4
Total – Qualité de vie	**401 305,7**	**433 540,5**	**479 446,4**	**471 055,9**	**(8 390,5)**	**489 668,7**

CULTURE

Le Service de la culture a pour mission de consolider, de développer et d'accroître le rayonnement de Montréal comme métropole culturelle, d'offrir une expertise professionnelle à la Direction générale, aux arrondissements et aux services municipaux et d'agir à titre de répondant municipal avec les milieux culturels, les partenaires publics et privés ainsi que le grand public en matière de culture.

De manière plus spécifique, l'action du service a pour but de développer ou de mettre en valeur :

- le loisir, la pratique artistique amateur et le patrimoine immatériel;
- le réseau des bibliothèques;
- le réseau municipal de diffusion culturelle (Accès culture);
- l'art public et le patrimoine artistique;
- les événements publics;
- les festivals et événements culturels;
- l'industrie cinématographique et télévisuelle;
- les industries culturelles et créatives;
- les équipements, espaces et quartiers culturels.

Tableau 41 – Culture
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	15 761,7	17 658,2	15 426,0	16 152,7	726,7	15 635,8
Transport et communications	283,5	326,6	213,2	256,8	43,6	259,1
Services professionnels	2 251,8	4 994,4	3 825,3	2 334,1	(1 491,2)	3 785,0
Services techniques et autres	5 120,1	3 043,1	3 723,6	2 650,5	(1 073,1)	3 179,6
Location, entretien et réparation	(163,3)	95,4	112,2	162,2	50,0	178,7
Biens durables et non durables	8 374,0	8 124,4	8 076,2	7 897,6	(178,6)	8 118,7
Contributions à des organismes	76 380,9	32 890,8	32 954,2	32 513,5	(440,7)	31 403,0
Autres objets de dépenses	243,3	206,7	-	235,0	235,0	-
Total – Charges de fonctionnement	**108 252,0**	**67 339,6**	**64 330,7**	**62 202,4**	**(2 128,3)**	**62 559,9**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- soutien aux quartiers culturels et à l'expérience culturelle citoyenne en développant à Verdun un projet pilote permettant de planifier un quartier culturel en concertation avec les acteurs du milieu et en procédant au démarrage d'un autre projet pilote à Saint-Laurent;
- finalisation du projet de l'analyse et du contrôle du bruit au parc Jean-Drapeau avec l'installation de sonomètres permanents pour assurer une meilleure cohabitation entre les promoteurs d'événements et les citoyens;
- inauguration de la nouvelle bibliothèque de Pierrefonds, récipiendaire du prix Architecture 2019 de bibliothèques et de centres d'archives du Québec;
- mise en place de 11 laboratoires de création numérique (*Fab Labs*) dans les bibliothèques, ce qui porte l'offre à 17 fabricathèques dans 11 arrondissements dans le but de cultiver l'expérience numérique citoyenne;
- bonification de l'offre d'activités et de services universellement accessibles avec l'installation de 35 claviers numériques accessibles à tous dans autant de bibliothèques;
- poursuite du maintien de l'actif en art avec la restauration de 13 œuvres d'art public et de 4 œuvres de la collection municipale;
- financement de projets et d'activités d'organismes culturels favorisant l'inclusion et la diversité;
- mise en place de 2 mesures pour des tournages « verts ».

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par un budget additionnel de dépenses de 0,4 M$, soit 0,1 M$ en contributions financières et 0,3 M$ en services professionnels et techniques.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la culture présente un déficit opérationnel de 2,1 M$ par rapport au budget original. Ce montant s'explique principalement par des dépenses non capitalisables financées par emprunt, en lien avec l'Entente sur le développement culturel de Montréal, et est composé des éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,7 M$ s'expliquant principalement par des postes vacants

Services professionnels

- écart défavorable de 1,5 M$, attribuable aux éléments suivants :
  - dépense de 2,6 M$ pour le Partenariat du Quartier des spectacles;
  - économies de 0,3 M$ sur des études d'avant-projet et de 0,8 M$ sur des virements internes vers d'autres familles de dépenses.

Services techniques

- écart défavorable de 1,0 M$, attribuable principalement à des dépenses liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

Contributions à des organismes

- écart défavorable de 0,4 M$, lié à l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La mission principale du Service du développement économique consiste à faire de Montréal un leader dans des secteurs d'avenir et une référence en matière de croissance économique durable et inclusive, en collaboration avec les acteurs du milieu.

Tableau 42 – Développement économique

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	5 772,0	7 032,9	8 194,9	8 032,4	(162,5)	8 093,1
Transport et communications	395,2	493,9	540,4	35,1	(505,3)	789,5
Services professionnels	1 858,9	1 848,7	2 683,4	1 388,8	(1 294,6)	3 926,4
Services techniques et autres	422,7	1 280,7	461,0	135,5	(325,5)	912,9
Location, entretien et réparation	(500,6)	122,9	25,8	12,6	(13,2)	100,3
Biens durables et non durables	202,0	255,5	61,4	6,2	(55,2)	151,5
Contributions à des organismes	29 471,4	26 794,1	80 862,7	44 190,8	(36 671,9)	81 003,6
Autres objets de dépenses	18 743,3	23 897,1	3,3	30 351,5	30 348,2	2,3
Total – Charges de fonctionnement	**56 364,9**	**61 725,8**	**92 832,9**	**84 152,9**	**(8 680,0)**	**94 979,6**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- adoption de l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture, qui permettra d'améliorer la qualité du cadre bâti des milieux de vie des Montréalais;
- développement d'une vision cohérente et porteuse pour l'est de Montréal, qui sera mise en œuvre grâce à l'approbation d'une entente de 100 M$ avec le Ministère de l'Économie et de l'innovation (MEI) et à l'adoption du Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal;
- renforcement du secteur du commerce de détail avec le déploiement du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs;
- soutien à l'innovation montréalaise par les moyens suivants :
  - investissement de 9,8 M$ dans les 6 organismes du réseau PME MTL pour soutenir des projets de commercialisation des innovations, d'entrepreneuriat commercial, de développement industriel et durable ainsi que les nouvelles expertises en innovation sociale;
  - accompagnement de 70 entreprises dans le cadre des programmes Parcours Innovation PME Montréal, Cabinet créatif et Parcours Créativité Culture Croissance;
  - financement de diverses initiatives importantes : C2 Montréal, Printemps numérique, M3, Startupfest, Néomed, Movin'On, C40, etc.;

- réalisation de 2 événements SÉRI (Synergie émergente - Recherche industrie) dont l'objectif est la création de liens et d'échanges entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises;
- soutien au développement des entreprises de Montréal par la réalisation des appels à projets « Accélérer l'entrepreneuriat » et « Accélérer les talents », qui visent à stimuler l'entrepreneuriat et le développement des compétences chez les clientèles prioritaires (jeunes, personnes de la diversité et *startups*).

Principales variations

Budget modifié

L'augmentation de 10,8 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par les éléments suivants :

- augmentation de 1,1 M$, reliée au transfert de surplus affectés de la Ville au Fonds de dynamisation des rues commerciales pour les sociétés de développement commercial du Plateau-Mont-Royal;
- augmentation de 3,4 M$ à la suite de l'octroi d'un budget additionnel lié à l'entente sur le Fonds de développement des territoires;
- augmentation de 10,8 M$ en budgets supplémentaires pour le projet d'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus;
- diminution de 4,5 M$, liée au report en 2020 de la portion non utilisée du budget de 2019 prévu à l'entente de 150 M$ (Réflexe Montréal) afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie « Accélérer Montréal ».

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service du développement économique présente un déficit opérationnel de 8,7 M$ par rapport au budget original, qui s'explique globalement par l'activation des dépenses pour la mise en œuvre de la stratégie « Accélérer Montréal ». Les principaux écarts sont les suivants :

Transport et communications

- écart défavorable de 0,5 M$, attribuable principalement à l'augmentation des dépenses liées à la participation de la Ville à des événements de nature locale, nationale et internationale;

Services et honoraires professionnels

- écart défavorable de 1,3 M$, associé à l'augmentation des dépenses en matière de services professionnels, notamment pour la réalisation d'études sectorielles;

Services techniques et autres

- écart défavorable de 0,3 M$, attribuable principalement à l'augmentation des dépenses pour des services nécessaires à la réalisation d'événements;

Contributions à des organismes et autres objets de dépenses

- écart défavorable net de 6,3 M$, attribuable à l'augmentation des contributions financées par le Fonds de développement des territoires, par l'entente de 150 M$ et par l'entente de financement du projet d'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus.

DIVERSITÉ ET INCLUSION SOCIALE

La mission du Service de la diversité et de l'inclusion sociale est de mobiliser les forces de transformation sociale et d'agir pour révéler tous les visages de Montréal : une ville inclusive, engagée et diversifiée.

Le service vise également à contribuer, par son leadership, ses programmes et son expertise, à faire de Montréal une ville de tous les possibles où chaque personne peut :

- vivre dans la dignité et être traitée avec respect;
- évoluer dans un milieu de vie dynamique et accessible;
- s'épanouir dans une ville plus équitable qui célèbre l'équité et les diversités, quelles que soient leurs formes.

Tableau 43 – Diversité et inclusion sociale

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	4 957,7	5 244,4	6 111,5	5 250,6	(860,9)	5 574,3
Transport et communications	237,1	221,3	111,8	92,2	(19,6)	131,7
Services professionnels	750,7	1 366,5	1 636,1	414,9	(1 221,2)	2 054,3
Services techniques et autres	392,7	295,0	342,7	684,2	341,5	422,7
Location, entretien et réparation	286,5	9,5	1,9	26,6	24,7	20,9
Biens durables et non durables	162,2	42,7	70,0	51,7	(18,3)	77,7
Contributions à des organismes	21 419,3	22 026,1	20 451,6	22 985,6	2 534,0	21 504,5
Autres objets de dépenses	-	-	528,1	-	(528,1)	528,1
Total – Charges de fonctionnement	**28 206,2**	**29 205,5**	**29 253,7**	**29 505,8**	**252,1**	**30 314,2**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- renforcement de la lutte contre l'itinérance par les efforts consentis du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal, pour un investissement total de 5,5 M$ sur quatre ans;
- renouvellement et renforcement de l'action locale, en collaboration avec les arrondissements, dans les « territoires d'inclusion prioritaires » des nouveaux arrivants, avec 6 conseillers en partenariat territorial et un soutien financier de 3,9 M$ à des projets structurants;
- adoption de la Politique d'accès aux services municipaux sans peur, qui prévoit une carte d'attestation d'identité et de résidence, une action clef pour un accès à tous les services municipaux de toutes les personnes résidant à Montréal, sans égard au statut d'immigration;

- réalisation de plusieurs actions phares pour mieux prévenir les situations pouvant compromettre la sécurité de la population dans l'espace public; par exemple, l'unité de débordement temporaire pour personnes en situation d'itinérance et l'adhésion de la Ville au programme Des villes sûres et des espaces publics sûrs, d'ONU Femmes;
- répartition de 20 M$ entre plus de 350 organismes qui offrent une gamme de services variés pour, notamment, lutter contre la pauvreté et l'itinérance, intervenir auprès des enfants et des familles, soutenir l'intégration socioéconomique des nouveaux arrivants, l'employabilité et plus encore;
- implantation progressive de l'ADS+, un outil qui permet de concevoir et réaliser des projets mieux adaptés aux besoins et réalités de toute la population, en tenant compte des diverses discriminations possibles. Des formations sur l'ADS+ ont été réalisées et l'outil commence à être intégré dans des projets de la Ville;
- création de 6 espaces de dialogue pour écouter la population et les organismes sur des sujets qui les touchent quotidiennement : racisme et discrimination systémique, profilage racial, égalité des genres, problèmes vécus par la population LGBTQ+, personnes aînées et personnes en situation d'itinérance.

Principales variations

Budget modifié

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale a reçu des budgets additionnels de 0,8 M$ au cours de l'année 2019, principalement pour le soutien à des projets ou à des organismes :

- augmentation de 4,9 M$, reliée aux ententes avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (Ville-MIFI) et avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH);
- augmentation de 0,5 M$ provenant des dépenses contingentes pour le Centre social et communautaire de la Petite-Patrie, en soutien à l'acquisition d'un immeuble;
- diminution de 2,9 M$, due à des transferts budgétaires vers les arrondissements pour la mise en œuvre de la Politique de l'enfant et des plans d'action locaux en développement social;
- diminution de 2,0 M$, liée à des dépenses reportées concernant la subvention relative à l'entente MTESS;
- augmentation de 0,3 M$ en lien avec les subventions pour la prévention du crime et de Municipalité amie des aînés (MADA), ainsi qu'avec la régularisation de la contrainte faisant suite à la réorganisation.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale présente un excédent budgétaire de 0,2 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 0,5 M$ découlant de l'effet combiné d'éléments non budgétés relatifs à 2 postes ainsi qu'à la régularisation de la contrainte faisant suite à la réorganisation ayant eu lieu à la fin de 2018;
- écart défavorable de 0,4 M$, attribuable à des postes financés par les subventions Ville-MIFI ainsi que par celles du MAMH et liés à la légalisation du cannabis;

Services professionnels

- écart défavorable de 0,7 M$ découlant de réaménagements internes requis pour la mise en œuvre du Plan d'action en accessibilité universelle et du Plan d'action en développement social;
- écart défavorable de 0,5 M$, lié à des dépenses financées par la subvention Ville-MIFI;

Contributions à des organismes

- écart favorable de 2,9 M$, principalement lié aux virements budgétaires vers les arrondissements pour la mise en œuvre de la Politique de l'enfant et des plans d'action locaux en développement social;
- écart favorable de 2,0 M$, lié à des dépenses reportées dans le cadre de la subvention relative à l'entente MTESS;
- écart favorable de 0,9 M$ découlant de réaménagements internes provenant des contributions à des organismes vers les services professionnels;
- écart défavorable de 3,3 M$, lié aux dépenses financées par la subvention Ville-MIFI, inscrite en budget modifié.

ENVIRONNEMENT

Le Service de l'environnement oriente ses actions afin d'améliorer la qualité et le cadre de vie des citoyens de l'agglomération de Montréal, en sensibilisant la population aux problématiques environnementales, en assurant la promotion et le contrôle de la qualité du milieu physique, en agissant pour une gestion responsable des matières résiduelles et des ressources sur le territoire pour atteindre le zéro déchet en 2030 et en contrôlant la qualité et l'innocuité des aliments des établissements alimentaires.

Par son expertise, le service assume, auprès des services municipaux, des arrondissements, des villes liées et autres instances, un rôle d'expert en matière de protection de l'environnement et développe, à ce titre, des politiques, des programmes et des plans d'action, le tout dans une perspective de développement durable.

Tableau 44– Environnement

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	23 400,2	23 162,8	21 697,4	22 961,8	1 264,4	21 969,0
Transport et communications	395,3	720,1	513,0	723,2	210,2	596,8
Services professionnels	1 253,2	640,1	2 984,3	3 673,2	688,9	4 496,5
Services techniques et autres	104 062,3	112 172,9	120 155,1	120 365,4	210,3	120 278,2
Location, entretien et réparation	897,7	853,7	890,4	1 238,2	347,8	1 168,5
Biens durables et non durables	4 889,7	5 071,2	27 632,9	32 965,9	5 333,0	32 141,0
Contributions à des organismes	243,8	131,4	146,2	120,5	(25,7)	353,9
Autres objets de dépenses	(12 778,5)	33 758,3	(27 283,0)	(37 734,1)	(10 451,1)	(37 734,1)
Total – Charges de fonctionnement	**122 363,7**	**176 510,5**	**146 736,3**	**144 314,1**	**(2 422,2)**	**143 269,8**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- extension de la collecte sélective des matières organiques à tous les immeubles de 8 logements et moins (environ 540 000 résidences);
- élaboration du projet de Plan de gestion des matières résiduelles (PDGMR) 2020-2025 avec la tenue d'une consultation publique. L'ambitieux plan vise, entre autres, à atteindre le zéro déchet d'ici 2030;
- modification du mode opératoire des écocentres à la suite des difficultés rencontrées avec le principal fournisseur et transporteur de conteneurs;
- lancement d'autres projets visant la maîtrise du passif environnemental de l'agglomération :
- démarrage de la construction d'une usine de traitement des eaux souterraines au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, avec mur-écran bloquant l'écoulement, pour 48,5 M$;

- conception d'une usine de traitement du lixiviat au Complexe environnemental de Saint-Michel, pour 14,5 M$;

- réalisation d'actions pour faire respecter les normes de qualité de l'air et de l'eau :
  - délivrance de 280 permis et autorisations pour différents travaux et activités :
    - quelque 1 400 prélèvements ou échantillons effectués pour vérifier si les entreprises étaient conformes aux normes de rejets;
    - 24 nouvelles poursuites déposées en cour contre des personnes morales pour non-respect des normes environnementales applicables;
    - près de 1 500 plaintes traitées;
    - dans le cadre de l'application du Règlement sur le chauffage au bois, 95 avis d'infraction ou demandes d'information complémentaire transmis et 16 poursuites entreprises à la suite de 141 plaintes reçues de citoyens;
- réalisation d'actions pour assurer la salubrité alimentaire des établissements réglementés, générant environ 0,8 M$ en amendes :
  - quelque 14 000 inspections menant à 2 700 avis d'infraction;
  - 1 150 poursuites judiciaires entreprises;
  - 270 fermetures d'établissement pour danger imminent;
  - 8 suspensions de permis;
  - 2 200 plaintes de citoyens traitées.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié est de 1,0 M$ et s'explique principalement par le transfert de l'équipe spécialisée en changements climatiques du Service de l'environnement au Bureau de la transition écologique et de la résilience, excluant les contributions obtenues pour les programmes MTQ Turcot - Mesure de la qualité de l'air et Climat municipalités.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'environnement présente un déficit opérationnel de 2,4 M$ par rapport au budget original, principalement attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 1,3 M$, principalement en raison du transfert de l'équipe spécialisée en changements climatiques au Bureau de la transition écologique et de la résilience, pour 1,4 M$;

Services professionnels

- écart favorable de 0,7 M$, attribuable au report en 2020 de l'utilisation des services professionnels pour les travaux de construction prévus au passif environnemental de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC);

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,2 M$, dû principalement aux éléments suivants :
  - écart défavorable de 0,9 M$ pour la différence sur les taux d'indexation des contrats de collecte et de transport des matières résiduelles (IPC et carburant);
  - écart favorable de 0,3 M$ pour le nouveau contrat d'entretien des bacs;
  - écart favorable de 0,9 M$, attribuable à la forte variabilité du marché pour le contrat de tri et de mise en marché des matières recyclables;
  - écart défavorable de 0,7 M$, lié à la hausse des coûts des écocentres à la suite de la résiliation des contrats du fournisseur principal au RENA et de l'implantation d'un nouveau mode d'exploitation;
  - écart favorable de 0,3 M$, attribuable aux variations de quantité et/ou du coût moyen de traitement des matières résiduelles;
  - écart favorable de 0,3 M$ pour l'entretien des bacs de matières résiduelles;

Biens durables

- Un écart favorable de 5,3 M$, attribuable principalement aux éléments suivants :
  - écart favorable de 6,9 M$, soit 4,1 M$ pour le report en 2020 de certains travaux à l'usine d'assainissement du lixiviat et 2,8 M$ pour le report en 2020 des procédés prévus dans le cadre de la construction de l'usine de traitement du Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC);

- écart défavorable de 2,0 M$, associé à l'achat d'outils de collectes des matières résiduelles (implantation et remplacement) – financé par emprunt au PTI

Autres objets de dépenses

- ajustement à la hausse de la réserve du passif environnemental du PEPSC, pour 0,9 M$, résultant de la hausse du coût d'entretien de l'usine de traitement et de 0,7 M$ pour celle des autres sites contaminés;
- utilisation moindre des réserves, pour 8,7 M$, soit 3,8 M$ pour le PEPSC et 4,9 M$ pour le Complexe environnemental de Saint-Michel, principalement associée au report des travaux de construction et annulant les écarts favorables pour les autres familles de dépenses;

ESPACE POUR LA VIE

Par ses actions de diffusion, de conservation, de recherche et d'éducation, le Service de l'Espace pour la vie accompagne l'humain pour mieux vivre la nature. Ensemble, le Biodôme, le Jardin botanique, l'Insectarium et le Planétarium Rio Tinto Alcan forment le plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada – un important pôle de biodiversité actif et ouvert sur le monde, en milieu urbain.

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- la poursuite des travaux pour la *Migration* du Biodôme;
- la fermeture de l'Insectarium, en mars, pour sa *Métamorphose*;
- l'inauguration, en août, de la première station du Parcours des phytotechnologies (les Marais épurateurs);
- l'offre de programmes de sciences collaboratives (Mission monarque, Fripon, etc.) et de participation citoyenne (Mon Jardin Espace pour la vie, Biodiversité dans mon quartier, etc.), qui invitent les citoyens à agir;
- une programmation grand public comprenant plusieurs nouveautés : les expositions *Terre de Chine* et *Femmes d'impact*, Passeport pour l'Univers, Polaris, etc.

Tableau 45 – Espace pour la vie – Charges de fonctionnement
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	30 264,8	29 811,9	28 802,1	31 451,1	2 649,0	31 527,1
Transport et communications	2 027,3	1 980,1	2 168,7	1 402,3	(766,4)	2 231,6
Services professionnels	1 478,0	1 122,9	1 432,1	1 649,9	217,8	1 491,4
Services techniques et autres	8 488,9	8 673,7	8 886,0	8 133,8	(752,2)	7 317,3
Location, entretien et réparation	197,9	172,0	202,3	193,0	(9,3)	223,7
Biens durables et non durables	4 460,1	4 119,7	4 332,8	3 960,6	(372,2)	4 747,2
Frais de financement	4 939,6	5 147,7	5 627,8	5 741,2	113,4	5 741,2
Remboursement de la dette à long terme	5 918,4	6 750,1	7 464,5	7 800,2	335,7	7 800,2
Contributions à des organismes	345,0	423,1	435,0	403,0	(32,0)	440,1
Total – Charges de fonctionnement	**58 120,0**	**58 201,2**	**59 351,3**	**60 735,1**	**1 383,8**	**61 519,8**

Principales variations

Budget modifié

L'augmentation de 0,8 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par un budget additionnel de dépenses pour les éléments suivants :

- des contributions financières diverses, pour 0,3 M$, des contrats d'échanges d'échange de service avec des partenaires, pour 0,3 M$, et les camps de jour de l'Espace pour la vie, pour 0,2 M$.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'Espace pour la vie présente un excédent budgétaire de 1,4 M$, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 2,6 M$ s'expliquant ainsi :
  - 1,1 M$ en charges sociales et régimes de retraite;
  - 1,5 M$: économies sur postes vacants; écarts salariaux et primes; désynchronisation entre les taux budgétés pour les cotisations de l'employeur et les taux réellement prélevés dans les unités d'affaires

Transport et communications

- écart défavorable de 0,8 M$, relatif à un ajustement du budget devant couvrir les frais courants de publicité et de représentation;

Services techniques

- écart favorable de 1,1 M$ découlant du report de l'ouverture du Biodôme, combiné à une augmentation de 1,8 M$ des frais internes d'administration générale facturés à l'Espace pour la vie sur la portion des dépenses de fonctionnement administrées par le SGPI;

Biens durables et non durables

- écart défavorable total de 0,4 M$: 0,3 M$ attribuables à la contrainte liée à l'historique des dépenses; 0,1 M$ pour l'acquisition et le renouvellement de matériel et d'accessoires;

Frais de financement et remboursement de la dette à long terme

- écart favorable de 0,4 M$, associé aux emprunts charge de l'organisme municipal (projets d'immobilisations), baisse des taux d'intérêt.

Tableau 46 – Espace pour la vie – Revenus

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Transferts	297,7	358,0	214,9	-	214,9	214,9
Services rendus	25 902,7	17 127,0	14 617,9	18 066,3	(3 448,4)	18 636,1
Total – Revenus	**26 200,4**	**17 485,0**	**14 832,8**	**18 066,3**	**(3 233,5)**	**18 851,0**

Principales variations

Revenus

Les principaux écarts sont les suivants :

Transferts

- écart favorable de 0,2 M$, attribuable à des contributions financières et à des subventions

Services rendus

- le décalage de l'ouverture du Biodôme dans le cadre du projet *Migration* entraîne une diminution de l'achalandage et une perte de revenus de 3,7 M$ par rapport aux projections (droits d'entrée, boutiques et restaurants). De plus, un budget additionnel de 0,3 M$ a été dégagé pour des contrats d'échange de publicité et de représentation avec divers partenaires

HABITATION

Le Service de l'habitation a pour mission de soutenir et d'accélérer un développement résidentiel équilibré à Montréal, d'améliorer l'habitat et de répondre aux enjeux urbains en intervenant de façon structurante sur le cadre bâti et le territoire.

Tableau 47 – Habitation

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	7 628,3	8 838,2	9 654,8	10 299,6	644,8	10 197,5
Transport et communications	123,8	105,4	76,7	128,2	51,5	128,9
Services professionnels	446,9	268,1	408,2	882,8	474,6	831,0
Services techniques et autres	61,3	177,0	84,0	150,2	66,2	137,0
Location, entretien et réparation	(41,5)	7,1	19,6	19,1	(0,5)	17,1
Biens durables et non durables	69,3	142,3	139,2	129,8	(9,4)	234,0
Contributions à des organismes	847,1	858,8	76 559,0	936,1	(75 622,9)	85 479,9
Autres objets de dépenses	18 863,7	30 161,0	-	77 599,8	77 599,8	-
Total – Charges de fonctionnement	**27 998,9**	**40 557,9**	**86 941,5**	**90 145,6**	**3 204,1**	**97 025,4**

Faits saillants

Dans un contexte de resserrement du marché locatif et de forte activité immobilière, le Service de l'habitation a intensifié ses efforts pour soutenir une offre résidentielle diversifiée, saine et abordable.

À mi-parcours de la mise en œuvre de la Stratégie 12 000 logements sociaux et abordables (2018-2021), la cible est atteinte à 57 %, ce qui se traduit ainsi :

- 2 850 logements sociaux en chantier ou en élaboration, avec engagement de subventions;
- Plusieurs interventions pour du logement abordable au profit de 4 000 ménages;
- Une augmentation marquée du volume d'engagements annuels de subventions.

Pour la seule année 2019 :

- 2 700 logements ont été inspectés par la Division de la salubrité afin de contrer les logements insalubres;
- un projet de règlement pour une métropole mixte, qui balise l'inclusion de logements sociaux, abordables et familiaux, a été déposé au conseil municipal et soumis à une large consultation publique;
- une aide financière a été accordée pour près de 200 logements, dans le cadre de projets innovants de création de logements abordables;

- 1 300 logements locatifs ont été rénovés avec le soutien d'une subvention; de ce nombre, 200 appartiennent à des coopératives ou à des organismes d'habitation à but non lucratif. La révision des programmes d'aide à la rénovation permet maintenant de soutenir davantage le secteur sans but lucratif dans la mise à niveau de ses immeubles;
- le traitement des demandes faites dans le cadre du Programme d'appui à l'acquisition résidentielle a été accéléré.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels au cours de l'année 2019, portant l'écart entre le budget original et le budget modifié à 6,9 M$, un montant qui s'explique de la façon suivante :

- 5,1 M$ en budgets supplémentaires découlant des ententes tripartites 2018 et 2019 intervenues entre la Ville de Montréal, la SHQ et le gouvernement du Québec dans le cadre du programme AccèsLogis Québec;
- 1,8 M$ pour le financement d'un projet innovant de logements abordables, *Habitations communautaires Duff Court*.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'habitation présente un excédent budgétaire de 3,2 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,6 M$ qui s'explique principalement par des économies en lien avec les postes vacants;

Services professionnels

- écart favorable de 0,5 M$, attribuable à certains budgets d'honoraires professionnels non utilisés, notamment les sommes réservées pour le suivi de l'exploitation des nouveaux projets de logements sociaux;

Contributions à des organismes et autres objets de dépenses

- écart favorable net de 2,0 M$ pour ces deux catégories de charges de fonctionnement qui provient globalement de dépenses moindres pour le programme Rénovation Québec ainsi que des subventions associées à AccèsLogis, lesquelles sont constatées en fonction de l'avancement des travaux pour les dossiers engagés.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Service aux citoyens



SERVICE AUX CITOYENS

Tableau 48 – Service aux citoyens

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Service aux citoyens						
Concertation des arrondissements	98 389,0	102 657,1	105 513,5	86 654,0	(18 859,5)	104 154,0
Expérience citoyenne et communications	22 097,9	22 434,3	23 867,0	22 889,5	(977,5)	25 152,5
Technologies de l'information	85 452,3	83 846,8	86 880,1	87 249,2	369,1	89 313,1
Total – Service aux citoyens	**205 939,2**	**208 938,2**	**216 260,6**	**196 792,7**	**(19 467,9)**	**218 619,6**

CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS

La mission du Service de la concertation des arrondissements est de conseiller les services municipaux et les arrondissements et de se concerter avec eux, principalement en vue d'offrir son soutien aux opérations locales de déneigement, de mobilité, de gestion animalière et de propreté, notamment en développant des outils technologiques adaptés à leurs besoins.

Tableau 49 – Concertation des arrondissements

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	6 532,5	6 288,7	7 285,5	8 228,4	942,9	8 546,5
Transport et communications	152,4	148,1	150,4	229,1	78,7	179,3
Services professionnels	362,9	230,6	368,9	468,8	99,9	639,1
Services techniques et autres	88 478,7	93 761,7	96 320,5	80 081,2	(16 239,3)	97 168,8
Location, entretien et réparation	2 454,4	1 393,1	522,7	745,5	222,8	548,7
Biens durables et non durables	74,2	489,8	526,1	601,0	74,9	695,4
Contributions à des organismes	333,9	309,9	337,2	300,0	(37,2)	376,2
Autres objets de dépenses	-	35,2	2,2	(4 000,0)	(4 002,2)	(4 000,0)
Total – Charges de fonctionnement	**98 389,0**	**102 657,1**	**105 513,5**	**86 654,0**	**(18 859,5)**	**104 154,0**

Faits saillants

Les résultats du Service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

Déneigement

- lors du renouvellement de la compétence du déneigement (art. 85.5) en 2019, des ajustements ont été apportés à la Politique de déneigement pour mieux tenir compte des différentes réalités opérationnelles des arrondissements (art. 85.5). Ainsi, les arrondissements ont la possibilité de déclencher jusqu'à deux chargements locaux, financés par la Ville, et le Comité d'amélioration du déneigement a été créé et a déjà mis en place plusieurs actions;
- la compétence pour l'élimination de la neige (autre art. 85.5) a été renouvelée par reconduction du fonctionnement actuel;

Escouade mobilité

- composée de 11 inspecteurs, l'équipe a mené plus de 9 000 interventions pour améliorer la fluidité et la sécurité des déplacements dans 6 arrondissements, depuis sa création en juin 2018, dont 3 500 depuis son transfert au Service de la concertation des arrondissements, en juin 2019;

- Développement et exploitation de systèmes informatiques adaptés
  - en collaboration avec le STI, des outils technologiques utilisés par les arrondissements ont été améliorés. De nombreux permis sont maintenant disponibles en ligne pour les citoyens et le personnel a été formé pour répondre à la demande.

Gestion animalière

- une section du Service de la concertation des arrondissements se consacre à la gestion animalière. Elle veille à l'application du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (18-042) par l'intermédiaire d'activités quotidiennes de la Patrouille de contrôle animal et des agents de prévention. Ses priorités d'action consistent à encadrer les chiens à risque dans une optique de sécurité publique, à agir en amont afin de prévenir les morsures et à assurer le suivi lorsqu'il y a morsures. Elle apporte également son soutien aux arrondissements en la matière et met en œuvre des programmes de prévention, de sensibilisation et d'éducation, en collaboration avec les parties prenantes et ses partenaires. La Patrouille de contrôle animal a mené 11 790 interventions sur le territoire montréalais à des fins d'application réglementaire et de sensibilisation. Dans le but d'assurer le traitement des incidents de morsures et des plaintes concernant un chien au comportement agressif, les agents de prévention ont assuré le suivi de 287 requêtes pour chiens agressifs, transmises par le centre de service 311, et de 251 dossiers d'incidents de morsures, acheminés par le Service de police de la Ville de Montréal;

Propreté

- le programme intensif de propreté a été élargi à 15 arrondissements avec des brigades alternées faisant des passages de 3 à 4 fois par semaine par arrondissement, de juin à octobre. Pour leur part, les brigades classiques de propreté ont été déployées dans 4 arrondissements, d'avril à novembre, à raison d'un passage par jour par arrondissement, 7 jours sur 7. Un soutien matériel et communicationnel a été offert à près de 34 500 citoyens qui ont participé à des corvées de propreté (une augmentation de 25 % par rapport à 2018).

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels de 17,5 M$ au cours de l'année 2019, soit 17,2 M$ afin de couvrir les coûts supplémentaires de chargement et de transport de la neige, en raison de précipitations plus élevées que la normale, et 0,3 M$ pour l'expansion de l'escouade mobilité.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de la concertation des arrondissements présente un déficit opérationnel de 18,9 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écarts favorables de 0,9 M$, principalement attribuable à des économies liées aux postes vacants, pour 0,6 M$, et entre les taux budgétés des cotisations de l'employeur et les taux réellement imputés aux unités d'affaires, pour 0,3 M$;

Services techniques et autres

- écart défavorable de 17,1 M$ pour les contrats d'enlèvement, de transport et d'élimination de neige, en raison de précipitations de 249 cm de neige et d'un volume de neige ramassé de 15,4 millions de mètre cubes.
- écart favorable de 0,9 M$, attribuable à des dépenses moindres que prévu en propreté;

Autres objets de dépenses

- écart défavorable de 4,0 M$, lié à la non-atteinte de l'objectif de rationalisation des dépenses.

EXPÉRIENCE CITOYENNE ET COMMUNICATIONS

Le Service de l'expérience citoyenne et des communications a pour mission de créer une expérience citoyenne simplifiée et fluide en établissant des liens intelligibles, compréhensibles et logiques entre les actions de la Ville et la population. Porte-étendard de la Ville, il fait rayonner celle-ci en la rendant inspirante, attirante et accueillante.

Tableau 50 – Expérience citoyenne et communications

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	15 505,9	17 830,5	19 136,9	17 958,4	(1 178,5)	19 501,2
Transport et communications	3 722,1	2 751,7	3 185,8	3 317,8	132,0	3 314,2
Services professionnels	641,1	307,2	575,1	246,0	(329,1)	949,0
Services techniques et autres	1 474,2	1 114,8	1 020,0	1 089,8	69,8	1 182,4
Location, entretien et réparation	303,7	286,8	20,8	109,4	88,6	63,4
Biens durables et non durables	439,9	143,8	87,8	168,1	80,3	142,3
Contributions à des organismes	11,0	(0,5)	-	-	-	-
Autres objets de dépenses	-	-	(159,4)	-	159,4	-
Total – Charges de fonctionnement	**22 097,9**	**22 434,3**	**23 867,0**	**22 889,5**	**(977,5)**	**25 152,5**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- définition de l'approche du positionnement stratégique du service;
- réalisation d'une vingtaine de campagnes de communication majeures, dont 4 en mobilité sécuritaire dans le cadre de l'approche Vision Zéro;
- soutien de communication et logistique pour la tenue et la promotion de plus de 20 consultations publiques et séances d'information;
- traitement de plus de 3 000 demandes médiatiques et réalisation de plus de 2 000 produits de communication;
- développement de la nouvelle plateforme web de la Ville, **Montreal.ca**, et de nouveaux services en ligne, notamment le permis animalier, le droit d'initiative et certains permis d'occupation du domaine public;
- acheminement de plus de 900 000 avis de travaux dans le cadre de 400 chantiers;
- mise en place du Programme d'aide financière aux commerces affectés par des travaux majeurs, notamment pour les rues Sainte-Catherine et Saint-Hubert;
- poursuite du regroupement des appels et des courriels au centre de services 311, portant à 6 le nombre d'arrondissements regroupés, et intégration des activités liées à Info-Travaux;

- début de la révision de la Politique de participation publique et d'engagement citoyen et déploiement d'un exercice de dialogue avec les Montréalais.

Principales variations

Budget modifié

Le service a reçu des budgets additionnels de 2,3 M$ au cours de l'année 2019, soit :

- 1,5 M$ pour le transfert de 18 postes d'autres unités d'affaires, principalement pour l'intégration des appels de 6 nouveaux arrondissements (15 postes) au centre de services 311;
- 0,4 M$ pour la révision de la Politique de participation publique et d'engagement citoyen;
- 0,2 M$ pour le Programme d'aide financière aux commerces affectés par des travaux majeurs – rue Sainte-Catherine;
- 0,2 M$ pour différents projets ponctuels, notamment Vision Zéro – promotion de la mobilité sécuritaire.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service de l'expérience citoyenne et des communications présente un déficit opérationnel de 0,9 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart défavorable de 1,2 M$, principalement attribuable au transfert pendant l'année de 18 postes de différentes unités administratives.

Transport et communications

- écart favorable de 0,1 M$, principalement dû à la diminution du nombre de placements obligatoires (publication des appels d'offres).

Services professionnels

- écart défavorable de 0,3 M$, principalement imputable au financement en budget modifié de la révision de la Politique de participation publique et d'engagement citoyen.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le Service des technologies de l'information (STI) assure le maintien des services technologiques clés de la Ville et en soutient la modernisation.

Il appuie aussi les unités de la Ville dans leurs mandats liés à la ville intelligente et numérique, aux autres initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Tableau 51 – Technologies de l'information
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération et cotisations de l'employeur	50 192,7	48 101,3	45 468,7	46 111,5	642,8	46 111,5
Transport et communications	8 023,5	8 079,9	9 813,6	8 517,6	(1 296,0)	9 085,3
Services professionnels	3 040,6	1 054,7	788,5	1 134,5	346,0	1 132,5
Services techniques et autres	2 621,8	3 447,7	1 065,5	1 342,2	276,7	1 320,0
Location, entretien et réparation	19 667,7	21 465,3	28 553,2	28 437,4	(115,8)	29 586,8
Biens durables et non durables	1 873,0	2 466,5	1 185,1	1 706,0	520,9	2 071,5
Contributions à des organismes	33,0	0,5	5,5	-	(5,5)	5,5
Autres objets de dépenses	-	(769,1)	-	-	-	-
Total – Charges de fonctionnement	**85 452,3**	**83 846,8**	**86 880,1**	**87 249,2**	**369,1**	**89 313,1**

Faits saillants

Les résultats du service pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- augmentation de l'expertise du service afin de développer des solutions numériques de pointe et une grande variété d'applications, et ce, malgré un contexte de pénurie de la main-d'œuvre dans le domaine des TI, grâce à une campagne de recrutement qui a donné ces résultats :
  - 124 affichages;
  - 9 882 candidatures de la part de 4 692 candidats;
  - 88 embauches et 84 promotions;
- soutien aux systèmes patrimoniaux et augmentation de l'automatisation et de la surveillance des activités;
- soutien opérationnel lors des inondations printanières;
- accompagnement et soutien TI pour la réalisation des grands chantiers;
- amélioration du processus de gestion des accès des nouveaux employés, en collaboration avec le Service de la performance organisationnelle (SPO) et le Service des ressources humaines (SRH), réduisant de 3 jours le délai d'obtention des accès aux outils informatiques et, par conséquent, augmentant la productivité de l'ensemble de la Ville (3 000 demandes par année);
- mise à niveau des applications et des ordinateurs avec la version 10 du système Windows;

- mise en place, pour 5 arrondissements, d'une solution totalement intégrée de gestion des dossiers physiques et électroniques;
- réalisation de l'architecture d'entreprise TI, cible de tous les domaines d'affaires clés de la Ville;
- élaboration de la Politique sur l'encadrement lié au mobilier urbain numérique et aux infrastructures de télécommunications, qui comprend un volet sur la protection de la vie privée;
- mise en place du comité de sécurité de l'information pour la Ville, afin d'améliorer la gestion des cyberrisques.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par l'octroi d'un budget additionnel de dépenses de 2,1 M$ pour l'acquisition et l'entretien de systèmes informatiques et de radiocommunication.

Charges de fonctionnement

Globalement, le Service des technologies de l'information présente un excédent budgétaire de 0,4 M$ par rapport au budget original, attribuable aux éléments suivants :

Rémunération et cotisations de l'employeur

- écart favorable de 0,6 M$, relié à des taux de cotisations de l'employeur moins élevés que les taux budgétaires;

Transport et communications

- écart défavorable de 1,3 M$, attribuable aux services de téléphonie et de réseau téléinformatique ainsi qu'à une campagne de recrutement;

Services professionnels

- écart favorable de 0,3 M$, attribuable à une diminution du recours aux services professionnels;

Services techniques et autres

- écart favorable de 0,3 M$, attribuable à des économies sur le soutien technique à la téléphonie et à la téléinformatique;

Biens durables et non durables

- écart favorable de 0,5 M$, attribuable principalement à des économies sur l'acquisition d'équipements de radiocommunication.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyse des charges par secteurs d'activités

Arrondissements

L'île de Montréal et sa population



Les 19 arrondissements de la Ville de Montréal

Les 15 autres villes liées

Population totale de Montréal : 1 801 546

Population totale de l'île de Montréal : 2 050 053

Source : estimation de la population au 1er juillet 2019, Institut de la statistique du Québec.

© DIRECTION DPA ville, 2018

ARRONDISSEMENTS

En 2019, le résultat des arrondissements reflètent un excédent de 72,6 M$ sur un budget original de dépenses de fonctionnement de 904,6 M$.

Tableau 52 – Sommaire des arrondissements

(en milliers de dollars)

	Réel 2019					Réel 2018
	Revenus	Charges[1]	Affectations	Ajustements corporatifs	Excédent	Excédent
Arrondissements						
Ahuntsic-Cartierville	57 023,0	58 785,9	3 061,8	3 003,7	4 302,6	4 374,7
Anjou	26 897,7	27 034,3	357,2	701,4	922,0	1 731,5
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	68 942,6	68 557,7	2 650,5	4 072,2	7 107,6	4 258,5
Lachine	29 804,0	30 594,1	1 550,0	1 186,6	1 946,5	1 367,3
LaSalle	38 748,9	39 400,8	1 086,4	1 306,9	1 741,4	3 440,8
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	10 618,8	11 157,6	38,3	170,5	(330,0)	(481,1)
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	65 031,1	65 582,0	1 946,1	1 044,1	2 439,3	3 883,3
Montréal-Nord	41 338,8	40 449,7	1 512,9	1 165,4	3 567,4	1 555,9
Outremont	14 115,2	14 127,9	438,3	451,1	876,7	641,5
Pierrefonds-Roxboro	31 380,8	32 438,1	3 008,7	(368,5)	1 582,9	256,4
Plateau-Mont-Royal	55 984,2	54 701,3	2 029,7	1 493,2	4 805,8	3 595,3
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	59 256,7	59 479,5	1 398,8	1 023,8	2 199,8	5 857,5
Rosemont–La Petite-Patrie	65 851,3	63 429,9	2 584,4	5 291,0	10 296,8	6 808,7
Saint-Laurent	70 595,3	66 045,0	(387,2)	1 590,8	5 753,9	4 075,5
Saint-Léonard	35 267,3	34 953,5	1 246,9	295,7	1 856,4	457,3
Sud-Ouest	55 019,0	54 968,0	4 215,6	(513,0)	3 753,6	5 506,4
Verdun	33 538,7	35 833,2	2 963,6	1 113,8	1 782,9	1 555,8
Ville-Marie	90 583,7	97 655,5	13 612,3	9 797,5	16 338,0	22 384,2
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	58 390,6	62 408,2	3 611,7	2 077,4	1 671,5	2 414,3
Total – Arrondissements	**908 387,7**	**917 602,2**	**46 926,0**	**34 903,6**	**72 615,1**	**73 683,8**

1. Inclut le remboursement de la dette à long terme.

Le budget des arrondissements comprend des activités déléguées par le conseil municipal et des activités de compétence locale, notamment l'adoption de tous les règlements relatifs à leur territoire respectif et concernant l'urbanisme, la voirie locale, le développement économique local, communautaire, culturel et social, les parcs locaux ainsi que les activités et équipements sportifs et culturels à vocation locale. Le conseil municipal adopte le budget des arrondissements et leurs surplus de gestion découlant des activités sous leur responsabilité.

Le surplus des arrondissements atteint 72,6 M$ incluant des ajustements corporatifs totalisant 34,9 M$. Ceux-ci portent essentiellement sur les surplus de revenus de permis de construction et de modification, pour 25,8 M$, le remboursement des dépenses relatives au Plan d'action canopée, pour 4,7 M$, un remboursement pour les chargements de neige additionnels, pour 4,4 M$, les ajustements au budget des matières résiduelles, pour 2,7 M$, une portion des gains de vente de terrains, pour 1,8 M$, l'excédent budgétaire de la taxe locale de services, pour 1,1 M$, une participation des arrondissements à l'abolition des mesures transitoires relatives au régime de retraite, pour (4,0 M$) et des ajustements touchant la SST, pour (1,6 M$).

ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE

Tableau 53 – Ahuntsic-Cartierville

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 935,1	7 120,9	7 305,4	7 266,3	39,1	7 266,3
Transferts centraux	45 224,7	47 703,6	47 224,3	47 493,4	(269,1)	47 568,7
Services rendus et autres revenus	2 540,8	2 200,0	2 488,3	1 946,3	542,0	2 111,1
Transferts	32,2	10,0	5,0	-	5,0	-
Total – Revenus	**54 732,8**	**57 034,5**	**57 023,0**	**56 706,0**	**317,0**	**56 946,1**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 492,9	7 795,7	7 659,5	9 103,7	1 444,2	8 579,6
Sécurité publique	346,9	379,7	325,4	371,2	45,8	382,5
Transport	13 102,3	13 468,3	14 576,0	13 109,2	(1 466,8)	14 521,7
Hygiène du milieu	7 897,9	7 885,0	7 970,0	7 864,9	(105,1)	7 927,1
Santé et bien-être	305,0	321,8	300,3	316,4	16,1	349,9
Aménagement, urbanisme et développement	3 151,0	3 329,7	3 514,0	3 037,7	(476,3)	3 497,5
Loisirs et culture	21 975,1	22 759,9	24 440,7	22 902,9	(1 537,8)	24 405,4
Total – Charges de fonctionnement	**54 271,1**	**55 940,1**	**58 785,9**	**56 706,0**	**(2 079,9)**	**59 663,7**
Affectations	805,6	1 395,7	3 061,8	-	3 061,8	2 717,6
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**1 267,3**	**2 490,1**	**1 298,9**	**-**	**1 298,9**	**-**
Ajustements	1 588,6	1 884,6	3 003,7			
Excédent (déficit) de gestion	**2 855,9**	**4 374,7**	**4 302,6**	**-**	**4 302,6**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- adoption du Plan stratégique de développement durable 2019-2025 et du Plan de transition écologique 2019-2021;
- adoption du Plan local de déplacements, qui vise à favoriser les déplacements actifs et collectifs, et réalisation du Plan de déplacement scolaire, pour 31 écoles de l'arrondissement;
- implantation de 3 pôles de mobilité : Complexe Claude-Robillard, secteur de Fleury-Chambord et secteur de l'Esplanade-Chabanel;
- lancement de la collecte des résidus alimentaires dans Saint-Sulpice;
- élaboration du plan fonctionnel et technique du nouveau centre culturel et communautaire Cartierville;
- bonification du programme de subvention pour couches lavables;
- tenue de 2 séances itinérantes du conseil d'arrondissement ainsi que de consultations publiques sur l'aménagement des parcs Ahuntsic, Saint-Simon-Apôtre et Henri-Julien;

- tenue du premier exercice de budget participatif : plus de 100 idées recueillies et 11 projets soumis au vote populaire.

Principales variations

Budget modifié

La variation entre le budget original et le budget modifié est de 3,0 M$. Elle provient essentiellement des éléments suivants :

- affectation de surplus de 1,7 M$ pour la réalisation de plusieurs projets du Plan stratégique 2019-2021 (Plan de lutte à l'agrile du frêne, Plan local de déplacement, Plan de propreté, etc.);
- affectation de surplus de 1,3 M$ pour financer les opérations de déneigement.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Écart favorable de 0,3 M$ provenant des revenus du fonds de stationnement et des constats d'infraction liés au stationnement.
- Écart favorable de 0,2 M$ provenant d'une contribution de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour les aires TOD (*transit-oriented development*) des gares Ahuntsic et Chabanel et de divers autres revenus.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 0,5 M$ provenant de transferts budgétaires à différentes activités.
- Économies budgétaires de 0,6 M$ provenant des postes vacants et d'écarts salariaux.

Transport

- Écart défavorable de 1,5 M$ provenant des activités réalisées dans le cadre des opérations de déneigement.

Loisirs et culture

- Écart défavorable de 1,0 M$ provenant de l'augmentation de l'offre de services concernant la forêt urbaine de l'arrondissement.
- Écart défavorable de 0,3 M$ provenant des transferts de la Ville centre pour la Politique de l'enfant, l'harmonisation des bibliothèques et la création d'un poste d'agent de liaison.
- Dépenses additionnelles de 0,2 M$ pour la création de la Division du développement social.

ARRONDISSEMENT D'ANJOU

Tableau 54 – Anjou

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	5 246,1	5 930,3	6 946,7	6 915,8	30,9	6 915,7
Transferts centraux	17 525,2	17 926,9	18 666,3	17 988,3	678,0	18 780,2
Services rendus et autres revenus	1 255,8	1 336,3	1 259,7	1 427,1	(167,4)	1 427,1
Transferts	(74,4)	33,5	25,0	50,5	(25,5)	50,5
Total – Revenus	**23 952,7**	**25 227,0**	**26 897,7**	**26 381,7**	**516,0**	**27 173,5**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	3 964,6	3 781,3	3 747,1	4 334,6	587,5	4 062,3
Sécurité publique	174,6	163,9	167,5	180,3	12,8	164,7
Transport	6 650,9	7 102,7	8 145,4	7 218,7	(926,7)	7 694,3
Hygiène du milieu	1 809,1	1 867,9	2 223,3	1 978,7	(244,6)	2 233,6
Aménagement, urbanisme et développement	1 527,4	1 529,5	1 494,9	1 695,9	201,0	1 764,8
Loisirs et culture	11 449,9	11 195,4	11 073,1	11 519,7	446,6	11 314,0
Frais de financement	72,6	65,7	58,3	70,8	12,5	58,4
Total – Charges de fonctionnement	**25 649,1**	**25 706,4**	**26 909,6**	**26 998,7**	**89,1**	**27 292,1**
Financement	(110,3)	(117,3)	(124,7)	(112,3)	(12,4)	(124,7)
Affectations	1 952,0	1 534,2	357,2	729,3	(372,1)	243,3
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**145,3**	**937,5**	**220,6**	**-**	**220,6**	**-**
Ajustements	423,8	794,0	701,4			
Excédent (déficit) de gestion	**569,1**	**1 731,5**	**922,0**	**-**	**922,0**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- amorce de la première phase des travaux de revitalisation de l'avenue de Chaumont;
- plantation de 1 000 arbres dans le cadre du plan maître de plantation;
- réalisation de travaux d'analyse, de développement et de rédaction pour un plan d'action culturel et un plan local de déplacements, dans le cadre du projet de la future maison de la culture;
- poursuite des rénovations à la bibliothèque Jean-Corbeil et à la mairie;
- conception et adoption du nouveau plan d'action local Municipalité amie des aînés (MADA) 2019-2022;
- conception et adoption du premier plan d'action en sécurité urbaine (2019-2021);
- migration de l'ensemble des employés vers un système intégré de gestion de documents;

- réaménagement de la cuisine du centre Roger-Rousseau, dans le cadre de la démarche MADA et de la Politique municipale d'accessibilité universelle.

Principales variations

Budget modifié

Financement obtenu par la réserve de gestion de l'eau, pour 0,2 M$, et la Politique de l'enfant, pour 0,1 M$.

Revenus

Transferts centraux

- Financement obtenu de 0,5 M$ pour la rénovation de l'édifice des Travaux publics.
- Financement de 0,2 M$ obtenu du Service de l'eau.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Somme de 0,4 M$ allouée pour imprévus et non requise.
- Économies de 0,1 M$ réalisées sur les postes vacants

Transport

- Surcroît de dépenses de 0,3 M$ à la suite de la hausse du coût du sel.
- Dépenses additionnelles de 0,7 M$ reliées aux activités de déneigement.
- Économies de 0,1 M$ pour l'éclairage des rues.

Loisirs et culture

- Économies réalisées de 0,4 M$ réalisées à la suite d'assignations d'employés à d'autres activités, notamment le déneigement.

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Tableau 55 – Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	8 866,5	8 871,4	9 175,9	9 255,4	(79,5)	9 255,4
Transferts centraux	51 399,1	52 617,1	53 759,2	53 237,0	522,2	54 407,9
Services rendus et autres revenus	3 985,5	3 918,9	5 895,6	3 346,7	2 548,9	4 056,8
Transferts	15,1	12,6	111,9	-	111,9	100,0
Total – Revenus	**64 266,2**	**65 420,0**	**68 942,6**	**65 839,1**	**3 103,5**	**67 820,1**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 929,5	7 569,3	7 974,5	9 195,3	1 220,8	8 716,7
Sécurité publique	605,7	619,6	671,4	630,6	(40,8)	670,5
Transport	13 230,1	12 606,1	13 015,9	14 022,4	1 006,5	14 131,7
Hygiène du milieu	9 951,0	10 683,7	10 640,9	10 011,5	(629,4)	10 326,5
Santé et bien-être	1 357,0	1 483,2	1 727,1	1 466,4	(260,7)	1 944,0
Aménagement, urbanisme et développement	4 172,3	4 203,7	5 191,5	4 488,0	(703,5)	5 650,5
Loisirs et culture	27 168,2	28 357,1	29 336,4	27 024,9	(2 311,5)	28 382,1
Total – Charges de fonctionnement	**64 413,8**	**65 522,7**	**68 557,7**	**66 839,1**	**(1 718,6)**	**69 822,0**
Affectations	2 232,6	623,2	2 650,5	1 000,0	1 650,5	2 001,9
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**2 085,0**	**520,5**	**3 035,4**	**-**	**3 035,4**	**-**
Ajustements	932,1	3 738,0	4 072,2			
Excédent (déficit) de gestion	**3 017,1**	**4 258,5**	**7 107,6**	**-**	**7 107,6**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- participation au déploiement d'une escouade mobilité sur le territoire;
- présentation de plus de 1 300 activités culturelles et événements publics, avec la collaboration de plus de 80 organismes sans but lucratif;
- analyse de la structure commerciale de la rue Sherbrooke Ouest et soutien à la Société de développement commercial du chemin de la Côte-des-Neiges pour le développement économique local et le maintien des emplois;
- réalisation d'un projet pilote de rue piétonne avec placottoir sur la rue Jean-Brillant;
- adoption du Plan d'action en développement social 2020-2024 et poursuite du Plan local de développement durable 2019-2022;
- réalisation du projet *Vélorution CDN-NDG* et déploiement du programme « À pied, à vélo, ville active »;

- organisation de consultations citoyennes, dont une liée à l'aménagement de parcs et d'espaces verts dans le secteur de Loyola;
- réalisation du projet d'éradication de l'herbe à poux;
- réalisation d'un projet d'agriculture urbaine sur le site de l'ancien hippodrome;
- restauration du piano et achat d'un nouvel équipement de sonorisation à la maison de la culture de Côte-des-Neiges;
- resurfaçage des sentiers à la place du 6 Décembre-1989.

Principales variations

Budget modifié

- Affectation de surplus de 1,0 M$ pour la réalisation de divers projets, tels que des travaux arboricoles et le soutien à divers organismes, notamment la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI).
- Attribution d'un budget additionnel de 1,1 M$ par la Ville-Centre, soit 0,6 M$ pour des travaux de réfection à la cour de services Madison, 0,3 M$ en soutien à la Politique de l'enfant, 0,1 M$ dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec et 0,1 M$ pour la réalisation des activités d'entretien sur les réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts.
- Budget de 0,6 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs.
- Budget de 0,2 M$ provenant du fonds de réserve SST pour les activités de prévention.

Revenus

Transferts centraux

- Transferts de 1,1 M$ en provenance d'autres unités administratives – principalement pour les travaux à la cour de services Madison.
- Économies de 0,4 M$ réalisées dans le projet de construction de trottoirs sur différentes rues locales et artérielles de l'arrondissement.
- Ajustement de 0,2 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Revenus additionnels de 1,1 M$, associés aux permis d'occupation temporaire du domaine public et à divers services techniques.
- Budget de 0,6 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs.
- Revenus supplémentaires de 0,4 M$ provenant des constats de stationnement et des vignettes de stationnement pour résidents (SRRR).
- Écart favorable de 0,3 M$, lié aux revenus d'étude de demandes de permis.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Transfert de 1,0 M$ pour financer des postes additionnels dans diverses activités.

Transport

- Économies de 1,0 M$, soit 0,5 M$ dans les activités de voirie et de déneigement et 0,5 M$ sur les coûts d'électricité liés à l'implantation de matériel d'éclairage de type DEL (diode électroluminescente).

Hygiène du milieu

- Déficit de 0,6 M$, lié en grande partie à la gestion des matières résiduelles.

Aménagement, urbanisme et développement

- Dépense de 0,6 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs.

Loisirs culture et parcs

- Dépenses supplémentaires de 1,1 M$ pour l'achat, la plantation, l'élagage et l'entretien du parc arboricole.
- Déficit de 0,8 M$ pour l'activité « bibliothèques – centres communautaires et activités culturelles », lié entre autres à l'exploitation de deux *Fab Labs*, aux activités numériques, à divers projets d'animation culturelle (hors les murs) ainsi qu'à l'ouverture des bibliothèques durant les jours fériés.
- Excédent de dépenses de 0,4 M$ pour les activités « pataugeoires et piscines » résultant de la prolongation des heures d'ouverture durant la période de chaleur accablante, de la saison d'exploitation des plans d'eau et de l'exploitation de la patinoire Bleu Blanc Bouge, de même que de l'ajout de surveillants d'installations dans les centres communautaires, notamment au Centre Notre-Dame-de-Grâce.

ARRONDISSEMENT DE LACHINE

Tableau 56 – Lachine

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	4 275,8	4 325,3	4 443,2	4 444,1	(0,9)	4 444,2
Transferts centraux	21 250,8	20 890,6	21 632,8	21 435,1	197,7	21 726,6
Services rendus et autres revenus	3 404,1	3 506,9	3 669,8	3 585,3	84,5	3 626,1
Transferts	116,0	57,0	58,2	81,0	(22,8)	81,0
Total – Revenus	**29 046,7**	**28 779,8**	**29 804,0**	**29 545,5**	**258,5**	**29 877,9**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	3 697,0	3 709,3	4 121,0	4 864,8	743,8	4 528,4
Sécurité publique	47,4	51,4	33,2	65,0	31,8	65,0
Transport	5 354,4	4 358,3	5 206,4	5 353,4	147,0	5 449,2
Hygiène du milieu	3 442,0	3 671,4	4 019,8	3 493,1	(526,7)	3 907,2
Santé et bien-être	1 288,8	1 104,5	1 293,5	1 131,5	(162,0)	1 201,1
Aménagement, urbanisme et développement	1 903,7	1 958,7	2 193,8	2 003,4	(190,4)	2 363,5
Loisirs et culture	13 660,8	14 065,1	13 726,4	13 734,3	7,9	13 819,7
Total – Charges de fonctionnement	**29 394,1**	**28 918,7**	**30 594,1**	**30 645,5**	**51,4**	**31 334,1**
Affectations	251,6	924,6	1 550,0	1 100,0	450,0	1 456,2
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(95,8)**	**785,7**	**759,9**	**-**	**759,9**	**-**
Ajustements	217,7	581,6	1 186,6			
Excédent (déficit) de gestion	**121,9**	**1 367,3**	**1 946,5**	**-**	**1 946,5**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- mise en place d'une programmation hivernale au parc Grovehill;
- mise en place d'un programme de ruelle communautaire;
- création de la Direction des services administratifs et des projets urbains;
- création de la Division des relations avec les citoyens et des communications;
- poursuite du projet *Jenkins* dans le secteur de Lachine-Est et délivrance de permis pour 225 unités d'habitation;
- production d'un diagnostic culturel;
- aménagement de terrains de tennis léger (*pickleball*) au parc LaSalle;
- réalisation de purges automatiques aux endroits problématiques d'eau colorée.

Principales variations

Budget modifié

Affectation des surplus, pour une somme de 0,5 M$, à divers dossiers (revitalisation de la rue Notre-Dame, création d'un centre communautaire et sportif, plan d'action local en développement social) et virement de crédits de 0,2 M$ en provenance de la Direction des réseaux d'eau pour des projets d'entretien des réseaux secondaires d'aqueduc et égouts.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies prévues de 0,5 M$ sur le financement de la masse salariale liée aux projets de la Direction des travaux publics.
- Économies (non récurrentes) de 0,2 M$, obtenues à la suite de la réorganisation de la fonction administrative et de la création de la Direction des services administratifs et des projets urbains.

Hygiène du milieu

- Financement de dépenses de 0,5 M$, en provenance de l'activité de l'administration générale, à la suite de la création de nouveaux postes liés à la mise en place de projets urbains complexes.

Aménagement, urbanisme et développement

- Appropriation du surplus de 0,3 M$ pour des projets divers visant la revitalisation de la rue Notre-Dame.

ARRONDISSEMENT DE LASALLE

Tableau 57 – LaSalle

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 055,2	4 424,0	4 532,8	4 500,7	32,1	4 500,8
Transferts centraux	29 564,9	30 895,4	32 416,0	32 718,2	(302,2)	32 871,6
Services rendus et autres revenus	1 687,9	1 486,2	1 761,7	1 423,8	337,9	1 423,8
Transferts	(141,7)	43,5	38,4	28,1	10,3	30,6
Total – Revenus	**37 166,3**	**36 849,1**	**38 748,9**	**38 670,8**	**78,1**	**38 826,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	5 961,6	5 885,6	6 104,2	7 736,9	1 632,7	6 547,4
Sécurité publique	463,1	461,6	517,0	515,0	(2,0)	574,5
Transport	10 123,3	9 472,1	10 753,1	10 594,1	(159,0)	10 796,4
Hygiène du milieu	3 270,3	3 677,4	3 601,4	3 448,8	(152,6)	3 635,5
Aménagement, urbanisme et développement	1 530,1	1 599,9	1 871,8	1 599,1	(272,7)	1 883,9
Loisirs et culture	14 796,8	15 129,6	16 540,8	15 472,0	(1 068,8)	16 007,4
Frais de financement	-	-	12,5	-	(12,5)	12,5
Total – Charges de fonctionnement	**36 145,2**	**36 226,2**	**39 400,8**	**39 365,9**	**(34,9)**	**39 457,6**
Affectations	(46,7)	857,1	1 086,4	695,1	391,3	630,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**974,4**	**1 480,0**	**434,5**	**-**	**434,5**	**-**
Ajustements	1 175,0	1 960,8	1 306,9			
Excédent (déficit) de gestion	**2 149,4**	**3 440,8**	**1 741,4**	**-**	**1 741,4**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- réfection de plus d'une cinquantaine de tronçons de rue et de plusieurs kilomètres de trottoirs;
- transformation et restauration de l'ancienne station de pompage de la Borroughs Wellcome en une halte-repos pour piétons et cyclistes (Halte bonheur);
- sécurisation des secteurs de 4 écoles primaires;
- réalisation de la phase 1 de la réfection des sentiers piétonniers riverains (de Verdun à Lachine);
- installation de 4 écrans numériques extérieurs;
- organisation de la 5e édition du Festival de la SOUPE;
- reconstruction et réaménagement de la piscine et du pavillon des baigneurs, au parc Lacharité;
- réaménagement complet du parc Dalmany, comprenant l'ajout de jeux d'eau
- réaménagement complet (mobilier urbain et table de ping-pong) du parc G-Melatti;

- aménagement d'un 4e parc canin au parc Mohawk.

Principales variations

Budget modifié

Variation de 0,1 M$ provenant de crédits additionnels de 0,2 M$ pour des projets spéciaux et d'une affectation du budget de fonctionnement de 0,1 M$ au financement de projets d'immobilisations.

Revenus

Transferts centraux

- Transferts 0,1 M$. en provenance d'autres unités administratives – principalement pour la Politique de l'enfant.
- Ajustement de 0,5 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Revenus supplémentaires de 0,2 M$ pour des travaux effectués par l'Arrondissement à la charge des contribuables, tels que l'aménagement d'entrées charretières et l'abattage d'arbres.
- Revenus excédentaires de 0,1 M$, attribuables à l'augmentation du nombre de demandes de licences et de permis divers.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 1,6 M$ provenant principalement de transferts à d'autres activités budgétaires et d'économies sur des sommes allouées pour imprévus.

Aménagement, urbanisme et développement

- Écart défavorable de 0,3 M$ dans la rémunération, pour l'embauche de personnel temporaire, et dans les honoraires professionnels, pour la réalisation de la stratégie de développement de l'arrondissement.

Loisirs et culture

- Dépenses additionnelles de 1,0 M$ dans la rémunération, les services techniques et l'acquisition de biens, pour les activités en lien avec l'effort accru pour le programme Canopée.

ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE

Tableau 58 – L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	1 336,4	1 359,5	1 540,2	1 526,7	13,5	1 526,8
Transferts centraux	8 236,0	8 456,6	8 734,2	8 144,1	590,1	8 765,0
Services rendus et autres revenus	486,6	476,5	338,2	443,0	(104,8)	443,0
Transferts	(43,2)	6,0	6,2	7,0	(0,8)	7,0
Total – Revenus	**10 015,8**	**10 298,6**	**10 618,8**	**10 120,8**	**498,0**	**10 741,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	2 004,3	2 039,9	2 302,2	2 383,4	81,2	2 391,0
Sécurité publique	72,8	54,4	171,1	140,5	(30,6)	146,3
Transport	2 716,7	2 956,6	3 055,0	3 067,6	12,6	2 951,9
Hygiène du milieu	558,2	779,0	1 038,2	412,6	(625,6)	1 035,6
Santé et bien-être	9,6	9,2	36,1	9,5	(26,6)	36,3
Aménagement, urbanisme et développement	604,1	622,2	699,6	681,8	(17,8)	681,8
Loisirs et culture	4 148,2	4 113,5	3 855,4	3 425,4	(430,0)	3 506,5
Frais de financement	(0,2)	-	-	-	-	-
Total – Charges de fonctionnement	**10 113,7**	**10 574,8**	**11 157,6**	**10 120,8**	**(1 036,8)**	**10 749,4**
Affectations	96,0	17,5	38,3	-	38,3	7,6
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(1,9)**	**(258,7)**	**(500,5)**	**-**	**(500,5)**	**-**
Ajustements	(495,6)	(222,4)	170,5			
Excédent (déficit) de gestion	**(497,5)**	**(481,1)**	**(330,0)**	**-**	**(330,0)**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- sécurisation des bâtiments publics;
- préparation d'un site d'entreposage pour les Travaux publics, sur la montée de l'Église;
- réhabilitation des réseaux d'aqueduc et d'égouts ainsi que des trottoirs et de la chaussée de différents secteurs;
- mise en œuvre du programme de sensibilisation à l'agriculture pour les élèves des écoles primaires, dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal;
- bonification du service de transport collectif (7 jours sur 7), avec le concours de la Société de transport de Montréal (STM);
- achat de clapets antiretour pour des rues inondables;
- organisation d'une série de rencontres avec les résidents des secteurs les plus touchés par les inondations;
- élaboration d'un plan d'urgence pour le pont Jacques-Bizard;

- poursuite des rencontres avec les acteurs du projet *Paysage humanisé*;
- lancement du projet de revitalisation du village de Sainte-Geneviève;
- lancement du processus pour l'obtention de services professionnels en ingénierie afin d'analyser les besoins à la suite de l'inondation printanière;
- démolition d'un bâtiment commercial sur le boulevard Gouin pour l'aménagement du parc de Sainte-Geneviève;
- élaboration des plans et devis pour la rénovation du point de service de Sainte-Geneviève.

Principales variations

Budget modifié

Attribution de ressources additionnelles de 0,6 M$ par la Ville centre pour la réalisation de travaux sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts.

Revenus

Transferts centraux

- Variation de 0,6 M$ découlant de l'attribution de ressources additionnelles pour la réalisation de travaux sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts.

Services rendus et autres revenus

- Manque à gagner de 0,1 M$ provenant notamment de la location d'espaces publics.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 0,1 M$ en rémunération pour des postes vacants non pourvus.

Hygiène du milieu

- Dépenses supplémentaires financées par un budget additionnel de 0,6 M$ provenant du Service de l'eau.

Loisirs et culture

- Économie anticipée sur les postes vacants non réalisée, pour 0,4 M$.

ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Tableau 59 – Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	9 144,9	9 441,4	9 673,2	9 620,9	52,3	9 620,9
Transferts centraux	48 485,3	50 515,1	51 358,9	51 189,0	169,9	51 658,3
Services rendus et autres revenus	3 373,6	3 510,2	3 999,0	3 025,7	973,3	3 301,3
Transferts	17,3	-	-	-	-	-
Total – Revenus	**61 021,1**	**63 466,7**	**65 031,1**	**63 835,6**	**1 195,5**	**64 580,5**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 583,7	6 974,7	7 190,2	8 792,2	1 602,0	7 801,2
Sécurité publique	523,8	525,3	490,9	519,2	28,3	509,6
Transport	15 913,0	16 056,9	16 724,1	15 502,9	(1 221,2)	16 658,7
Hygiène du milieu	8 197,1	8 020,4	7 785,6	7 480,7	(304,9)	7 737,9
Santé et bien-être	218,0	122,5	530,7	245,3	(285,4)	530,7
Aménagement, urbanisme et développement	3 532,1	3 673,3	3 941,5	3 945,4	3,9	4 155,6
Loisirs et culture	26 233,7	26 750,3	28 919,0	27 349,9	(1 569,1)	28 833,7
Total – Charges de fonctionnement	**62 201,4**	**62 123,4**	**65 582,0**	**63 835,6**	**(1 746,4)**	**66 227,4**
Affectations	2 623,1	2 167,8	1 946,1	-	1 946,1	1 646,9
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**1 442,8**	**3 511,1**	**1 395,2**	**-**	**1 395,2**	**-**
Ajustements	1 968,5	372,2	1 044,1			
Excédent (déficit) de gestion	**3 411,3**	**3 883,3**	**2 439,3**	**-**	**2 439,3**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- efforts en verdissement partout sur le territoire, notamment par la réalisation de nouvelles ruelles vertes, la plantation de 619 arbres et 6 836 vivaces et arbustes, et la déminéralisation de 588 mètres carrés de surface bétonnée;
- adoption d'un plan d'action culturel local et obtention du titre de Municipalité amie des enfants;
- hausse de 50 % des coûts déclarés pour les travaux associés aux permis et augmentation de 7,5 % du nombre de permis délivrés, tous types confondus;
- réfection de l'auditorium de la maison de la culture Mercier et aménagement de 2 nouveaux jeux d'eau aux parcs Saint-Donat et Raymond-Préfontaine;
- remplacement de 422 entrées de service en plomb;
- démarche d'optimisation, en collaboration avec le Service de la performance organisationnelle, concernant le processus de délivrance des permis et l'inspection des logements, à la Direction de l'aménagement, de l'urbanisme et des services aux entreprises, ainsi que l'offre de services aux arrondissements, à la Division du soutien technique et logistique aux installations.

Principales variations

Budget modifié

- Affectations au fonctionnement de 1,6 M$, soit 0,5 M$ pour augmenter l'offre de services prévue au budget, 0,3 M$ pour contribuer à l'offre de services de partenaires et 0,8 M$ pour les opérations de déneigement.
- Attribution d'un budget additionnel de 0,5 M$ par la Ville centre pour divers projets (notamment le plan d'action Vision Zéro, la Politique de l'enfant et le programme Quartier intégré) et d'un budget additionnel de 0,3 M$ provenant de l'affectation de revenus reportés pour fins de parcs et de stationnements.

Revenus

Services rendus et autres

- Revenus excédentaires reliés à l'utilisation des revenus reportés pour fins de parcs pour le remplacement d'installations dans les parcs à l'occupation du domaine public, aux études de demandes de permis en construction et aux contraventions liées au stationnement.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies principalement reliées au financement de dépenses dans d'autres activités, notamment par l'ajout de postes.

Transport

- Dépassement de 1,1 M$, résultat d'un hiver rigoureux ayant fait augmenter le nombre d'heures d'utilisation de remorqueuses et de tracteurs-chargeurs ainsi que la quantité d'abrasifs.

Hygiène du milieu

- Dépassement de 0,1 M$ pour l'entretien du réseau d'égouts et de 0,2 M$ pour la gestion des matières résiduelles, notamment en heures supplémentaires.

Santé et bien être

- Dépassement de 0,3 M$ résultant de l'obtention de sommes additionnelles à verser en contributions financières dans le cadre du programme Quartier intégré et de la Politique de l'enfant.

Loisirs et culture

- Dépassement de 1,0 M$ pour les parcs et les terrains de jeux en raison de décisions visant à hausser le niveau de service, entre autres : plantation, aménagement de carrés d'arbre, tonte de gazon et ouverture des jeux d'eau.
- Utilisation des surplus de l'Arrondissement et de la réserve pour fins de parcs, pour 0,6 M$, entre autres pour de l'essouchement, le verdissement de carrés d'arbre supplémentaires et la mise à niveau d'installations dans les parcs.

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Tableau 60 – Montréal-Nord

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	8 254,6	8 353,4	8 466,5	8 462,0	4,5	8 462,0
Transferts centraux	30 413,9	31 094,2	32 018,2	30 925,1	1 093,1	32 193,2
Services rendus et autres revenus	883,0	728,9	854,1	898,2	(44,1)	898,2
Transferts	(181,1)	-	-	-	-	-
Total – Revenus	**39 370,4**	**40 176,5**	**41 338,8**	**40 285,3**	**1 053,5**	**41 553,4**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	6 209,8	5 976,1	6 269,5	6 964,6	695,1	6 947,9
Sécurité publique	226,8	202,1	134,8	204,0	69,2	176,1
Transport	6 697,9	6 759,9	7 877,9	7 133,0	(744,9)	7 780,2
Hygiène du milieu	4 512,0	4 502,7	4 610,1	4 389,2	(220,9)	4 491,1
Santé et bien-être	1 498,1	1 750,5	2 146,9	1 838,0	(308,9)	2 237,9
Aménagement, urbanisme et développement	3 073,3	3 003,1	2 871,3	3 206,4	335,1	3 313,9
Loisirs et culture	15 674,9	16 718,9	16 539,2	17 617,9	1 078,7	17 944,3
Total – Charges de fonctionnement	**37 892,8**	**38 913,3**	**40 449,7**	**41 353,1**	**903,4**	**42 891,4**
Affectations	(75,9)	139,9	1 512,9	1 067,8	445,1	1 338,0
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**1 401,7**	**1 403,1**	**2 402,0**	**-**	**2 402,0**	**-**
Ajustements	1 299,7	152,8	1 165,4			
Excédent (déficit) de gestion	**2 701,4**	**1 555,9**	**3 567,4**	**-**	**3 567,4**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- adoption d'un cadre de référence pour les programmes d'aide financière et les ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif;
- tenue du deuxième Rendez-vous économique;
- aménagement et animation de la place éphémère Le Bouquiniste sur le site de la future bibliothèque interarrondissements;
- création d'un conseil jeunesse;
- fermeture de l'aréna Garon pour héberger temporairement l'organisme sportif Gymkhana;
- inauguration de 4 nouvelles ruelles vertes;
- fermeture de la piscine Henri-Bourassa pour réfection majeure et construction d'un pôle aquatique, en collaboration avec la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île et la Ville centre;

- ouverture d'un deuxième point de service de l'éco-quartier pour mieux desservir le nord-est de l'arrondissement;
- poursuite du programme Canopée et du plan de verdissement (plantation d'arbres, aménagement de saillies);
- mise en place de mesures de mitigation pour la sécurité du secteur de l'intersection Henri-Bourassa–Pie-IX et sur le boulevard Gouin.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié de 2019 s'élève à 1,5 M$. Cette différence est attribuable aux transferts budgétaires avec d'autres unités administratives. Les principaux transferts sont présentés dans la section « Revenus », ci-dessous.

Revenus

Transferts centraux

- Transferts en provenance d'autres unités administratives :
  - pour les travaux urgents dans les cours de services : 0,9 M$,
  - pour les projets locaux répondant aux besoins des enfants des milieux défavorisés (Politique de l'enfant) : 0,3 M$,
  - pour le programme Quartier intégré : 0,1 M$.
- Transfert de 0,1 M$ au centre de service 311 pour un agent de communication sociale.
- Ajustement de 0,2 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Réserve de 0,4 M$ pour imprévus transférée à d'autres activités.
- Économie de 0,1 M$ résultant du transfert d'un agent de communication sociale au centre de service 311.

Transport

- Excédent des dépenses de 0,7 M$ pour les activités de déneigement, incluant l'épandage d'abrasifs.

Hygiène du milieu

- Dépenses additionnelles de 0,2 M$ en rémunération des cols bleus pour la collecte de déchets effectuée en régie.

Santé et bien-être

- Octroi de contributions de 0,3 M$ pour les projets locaux répondant aux besoins des enfants des milieux défavorisés.

Aménagement, urbanisme et développement

- Non-exécution de projets de caractérisation des rives, de relevés de stationnement, etc., pour 0,1 M$.
- Report du projet de mise à niveau de la réglementation d'urbanisme, pour 0,1 M$.
- Économies de 0,2 M$ relatives à des comblements de postes tardifs, à taux moindre ou à des remplacements d'employés non effectués.

Loisirs et culture

- Dépenses supplémentaires de 0,2 M$ pour le programme Canopée.
- Économie de 0,6 M$ à la suite de fermetures temporaires de lieux récréatifs et culturels.
- Économie de 0,3 M$ engendrée par un écart important entre les taux réels et budgétés pour les cotisations de l'employeur.
- Économie de 0,2 M$ sur la masse salariale pour les comblements tardifs, les vacances et les remplacements à taux moindre.

ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT

Tableau 61 – Outremont

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	2 343,4	2 602,2	2 874,0	2 869,4	4,6	2 869,4
Transferts centraux	9 218,9	9 079,8	9 051,6	9 186,1	(134,5)	9 083,0
Services rendus et autres revenus	1 483,9	1 746,4	2 170,6	1 868,8	301,8	1 912,6
Transferts	3,6	3,4	19,0	8,0	11,0	8,0
Total – Revenus	**13 049,8**	**13 431,8**	**14 115,2**	**13 932,3**	**182,9**	**13 873,0**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	3 018,0	2 893,9	2 315,4	2 690,9	375,5	2 583,6
Sécurité publique	517,0	551,1	498,1	488,1	(10,0)	523,9
Transport	3 569,1	3 964,6	3 839,0	3 210,0	(629,0)	3 391,0
Hygiène du milieu	708,1	653,6	790,1	865,7	75,6	871,3
Aménagement, urbanisme et développement	1 384,9	1 326,8	1 343,1	1 248,3	(94,8)	1 268,4
Loisirs et culture	5 654,4	5 786,1	5 342,2	5 652,6	310,4	5 641,6
Total – Charges de fonctionnement	**14 851,5**	**15 176,1**	**14 127,9**	**14 155,6**	**27,7**	**14 279,8**
Affectations	1 809,3	1 872,9	438,3	223,3	215,0	406,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**7,6**	**128,6**	**425,6**	-	**425,6**	-
Ajustements	(175,6)	512,9	451,1			
Excédent (déficit) de gestion	**(168,0)**	**641,5**	**876,7**	-	**876,7**	-

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- octroi d'un mandat à Îlot Services-conseils en urbanisme : « Orientations de travail pour la mise en valeur des chalets de parc de l'arrondissement d'Outremont »;
- l'Enclume : atelier de développement territorial, étude typo-morphologique et caractérisation du paysage d'Outremont;
- mesures de transition écologique et de développement durable :
  - achat et installation de supports à vélo;
  - aménagement d'un lien cyclable nord-sud entre le campus de l'Université de Montréal et le campus MIL;

- verdissement :
  - plantation de 90 arbres;
  - élagage de 450 arbres matures;
- sécurisation des rues et des ruelles :
  - achat et installation de la signalisation, dans le cadre de la refonte du stationnement dans l'ensemble de l'arrondissement;
  - sécurisation de 3 ruelles (projet pilote);
- animation de l'espace public et développement social :
  - aménagement d'une guinguette éphémère;
  - inauguration du campus MIL;
  - soutien aux activités communautaires (Outremont en famille, Maison des jeunes d'Outremont, etc.).

Principales variations

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Revenus additionnels de 0,1 M$ à la suite de la signature d'un nouveau bail pour la location de locaux.
- Surplus de 0,2 M$ résultant de la délivrance des permis et des inspections pour le nouveau développement du MIL.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économie de 0,3 M$ à la suite de la restructuration de postes.

Transport

- Déficit de 0,3 M$ pour financer des postes de cadres en réaffectation, de cols bleus et la création de deux 2 postes de professionnels en cours d'année.
- Dépenses additionnelles de 0,3 M$, liées à l'achat de sel de voirie supplémentaire et aux dépenses en électricité.

Loisirs et culture

- Économie de 0,2 M$ à la suite de la restructuration de postes.
- Écart favorable de 0,1 M$ découlant d'un virement au Service de la culture pour le Théâtre Outremont.

ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO

Tableau 62 – Pierrefonds-Roxboro

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	5 069,3	5 255,0	5 548,7	5 524,2	24,5	5 524,2
Transferts centraux	22 245,5	22 830,6	24 244,5	24 279,2	(34,7)	24 329,1
Services rendus et autres revenus	1 427,3	1 430,3	1 578,2	1 360,1	218,1	1 360,1
Transferts	(144,0)	8,0	9,4	24,0	(14,6)	33,4
Total – Revenus	**28 598,1**	**29 523,9**	**31 380,8**	**31 187,5**	**193,3**	**31 246,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	4 376,7	4 904,3	4 842,5	5 522,4	679,9	5 496,8
Sécurité publique	393,1	170,9	31,1	79,5	48,4	69,3
Transport	8 366,9	8 877,2	8 565,2	6 901,0	(1 664,2)	8 305,3
Hygiène du milieu	2 990,4	3 087,3	3 083,3	3 131,4	48,1	3 232,5
Santé et bien-être	292,6	288,0	415,5	208,4	(207,1)	443,7
Aménagement, urbanisme et développement	2 409,3	2 573,0	2 660,7	2 773,2	112,5	2 974,8
Loisirs et culture	12 052,0	13 043,2	12 839,8	12 896,6	56,8	13 648,5
Total – Charges de fonctionnement	**30 881,0**	**32 943,9**	**32 438,1**	**31 512,5**	**(925,6)**	**34 170,9**
Affectations	2 267,5	3 133,2	3 008,7	325,0	2 683,7	2 924,1
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(15,4)**	**(286,8)**	**1 951,4**	**-**	**1 951,4**	**-**
Ajustements	1 147,0	543,2	(368,5)			
Excédent (déficit) de gestion	**1 131,6**	**256,4**	**1 582,9**	**-**	**1 582,9**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- gestion exceptionnelle de la crue des eaux, limitant les dommages en comparaison avec ceux de l'année 2017;
- implantation du programme « On s'occupe de vous! », visant à augmenter la satisfaction des résidents à l'égard des services reçus;
- versement de nombreuses contributions financières pour soutenir les organismes locaux;
- bonification de l'offre d'activités socioculturelles présentée aux citoyens;
- acquisition de 2 terrains à des fins de parcs locaux;
- organisation de plusieurs événements comme la fête d'hiver, la fête du Canada et les célébrations post-inondations.

Principales variations

Budget modifié

L'écart entre le budget original et le budget modifié s'explique par des affectations de surplus de 2,7 M$, autorisées par le conseil d'arrondissement afin de bonifier les services offerts par les Travaux publics, d'assumer les coûts excédentaires en sel et abrasifs, de tenir un événement post-inondations et de réaliser une multitude de projets locaux.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Augmentation de 0,1 M$ en aménagement urbain provenant de la délivrance des permis et des études de demandes.
- Recouvrement de 0,1 M$ à la suite de pénalités facturées en raison de travaux en retard.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies salariales de 0,2 M$, liées à des absences de longue durée et à des postes non comblés.
- Écart favorable de 0,1 M$ en frais de déplacement, contributions à des organismes et biens non durables.
- Écart favorable de 0,2 M$ en honoraires professionnels, services techniques et dépenses contingentes.

Transport

- Augmentation de 1,1 M$ en dépenses salariales pour le déneigement.
- Écarts défavorables de 0,3 M$ en achat de sel et abrasifs et de 0,2 M$ en location de machinerie.

Santé et bien-être

- Bonification de 0,1 M$ en crédits alloués aux projets communautaires, aux camps d'été et aux activités culturelles.
- Déficit de 0,1 M$, relié à l'ajout d'un poste temporaire en développement économique.

Aménagement, urbanisme et développement

- Économies salariales de 0,1 M$ en raison d'absences de longue durée et de postes non comblés.

ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Tableau 63 – Plateau-Mont-Royal

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	9 784,0	9 812,6	10 086,9	10 051,9	35,0	10 051,9
Transferts centraux	37 666,0	39 313,9	36 574,1	36 113,4	460,7	36 464,5
Services rendus et autres revenus	7 725,5	7 965,2	9 271,4	8 060,1	1 211,3	8 098,9
Transferts	27,5	-	51,8	-	51,8	-
Total – Revenus	**55 203,0**	**57 091,7**	**55 984,2**	**54 225,4**	**1 758,8**	**54 615,3**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	6 874,8	6 013,0	5 872,7	6 793,8	921,1	5 968,1
Sécurité publique	186,8	152,6	305,1	144,6	(160,5)	169,3
Transport	16 453,9	17 102,2	16 131,1	16 669,8	538,7	17 483,7
Hygiène du milieu	7 950,6	8 258,6	8 038,8	7 654,1	(384,7)	7 811,6
Aménagement, urbanisme et développement	4 122,6	4 059,5	4 103,3	4 156,2	52,9	4 532,0
Loisirs et culture	20 306,9	19 910,5	20 250,3	20 485,7	235,4	20 789,9
Total – Charges de fonctionnement	**55 895,6**	**55 496,4**	**54 701,3**	**55 904,2**	**1 202,9**	**56 754,6**
Affectations	1 498,8	1 191,6	2 029,7	1 678,8	350,9	2 139,3
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**806,2**	**2 786,9**	**3 312,6**	**-**	**3 312,6**	**-**
Ajustements	2 133,4	808,4	1 493,2			
Excédent (déficit) de gestion	**2 939,6**	**3 595,3**	**4 805,8**	**-**	**4 805,8**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- apaisement et sécurisation des déplacements sur la rue Marie-Anne Est par une mise à sens unique et bonification du réseau cyclable par des aménagements cyclables d'envergure sur la rue Milton, par la piétonnisation de la terrasse Mercure et l'agrandissement du parc Baldwin et par la diminution de la largeur de la voie de circulation;
- réaménagement et animation de plusieurs espaces publics, ce qui comprend la création d'une nouvelle place publique aux abords de l'école secondaire Robert-Gravel, la transformation de la rue Saint-Cuthbert en coulée verte, l'aménagement de 7 nouvelles ruelles vertes et de la bretelle Masson et l'inauguration d'un *skatepark* sous le viaduc Van Horne;
- rénovation des parcs Devonshire et Hirsch-Wolofsky;
- adoption de nouveaux règlements afin de mieux encadrer la construction de mezzanines, d'actualiser les critères d'évaluation pour une architecture intégrée, de qualité et durable, de prohiber les nouveaux fours à bois commerciaux, de permettre les tables et chaises sur le

domaine public pour les commerçants de la rue Prince-Arthur et d'exiger des corridors piétons aux abords des chantiers;

- création d'un concours entrepreneurial pour stimuler le démarrage d'entreprises et favoriser une hausse de l'achalandage des artères commerciales, et adoption d'un plan de relance pour la rue Saint-Denis;
- ouverture et aménagement du rez-de-chaussée du chalet Laurier en zone famille, avec prêt gratuit de matériel sportif et ludique;
- élaboration et adoption du premier Plan d'action en développement social;
- bonification des heures de bain libre dans les deux piscines intérieures (2 heures);
- poursuite de la rénovation de la bibliothèque Mordecai-Richler (phase 3) : intégration d'un robot de retour en libre service, actualisation des espaces d'accueil pour les rendre invitants et universellement accessibles;
- lancement des heures du conte dans les pataugeoires pour l'été 2019.

Principales variations

Budget modifié

- Budget additionnel de 0,1 M$ provenant du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la poursuite du projet *Chemin Gilford*.
- Virement de 0,1 M$ provenant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour la Politique de l'enfant.
- Virement de 0,1 M$ provenant du Service de l'eau.
- Ajout de 0,1 M$ en provenance du Fonds de dynamisation des rues commerciales.
- Budget additionnel de 0,5 M$ provenant des surplus et des revenus reportés des parcs et terrains de jeux à des fins de projets liés à l'aménagement, au transport, à la culture et aux loisirs.

Revenus

Transferts centraux

- Écart de 0,4 M$ provenant des virements des services centraux et du Fonds de dynamisation des artères commerciales.
- Ajout de 0,1 M$ reflétant un ajustement pour la plantation d'arbres, dans le cadre du programme Canopée, et les investissements en immobilisations financés par le budget de fonctionnement.

Services rendus et autres services

- Revenus supplémentaires de 0,6 M$ provenant des revenus d'occupation du domaine public.
- Écart favorable de 0,3 M$ provenant des demandes d'étude de dossiers en urbanisme.
- Revenus supplémentaires de 0,3 M$ en amendes et pénalités de remorquage, infligées notamment lors des opérations de déneigement.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économie de 0,4 M$ sur le droit d'ester en justice pour annulation de la provision.
- Écart favorable de 0,3 M$, généré par un transfert pour les assignations temporaires et les étudiants.
- Écart favorable de 0,2 M$, généré essentiellement par des retards de comblement de postes et des écarts salariaux.

Sécurité publique

- Dépenses additionnelles de 0,2 M$ à la suite d'un prêt de cols bleus à l'Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro durant les inondations.

Transport

- Écart favorable de 0,4 M$, généré par des retards de comblement de postes et des écarts salariaux.
- Économie de 0,1 M$ sur la location d'équipements et de matériel roulant avec opérateur.

Hygiène du milieu

- Dépenses supplémentaires de 0,4 M$, essentiellement pour la collecte des matériaux secs dans le but d'accroître la propreté.

Loisirs et culture

- Économie de 0,5 M$, à la suite de la fermeture de l'aréna Mont-Royal pour sa mise aux normes.
- Dépenses supplémentaires de 0,4 M$ dans le cadre du programme d'aide financière à la déminéralisation et du Plan de gestion de la forêt urbaine.
- Économie de 0,1 M$, attribuable à l'optimisation de la main-d'œuvre dans les bibliothèques.

ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

Tableau 64 – Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	9 820,1	9 949,4	10 234,2	10 169,4	64,8	10 169,4
Transferts centraux	44 108,9	46 142,1	47 683,6	46 947,9	735,7	47 978,7
Services rendus et autres revenus	1 636,1	1 682,8	1 327,2	1 563,7	(236,5)	1 563,7
Transferts	55,1	11,0	11,7	26,0	(14,3)	51,4
Total – Revenus	**55 620,2**	**57 785,3**	**59 256,7**	**58 707,0**	**549,7**	**59 763,2**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 534,0	6 201,5	6 853,4	8 082,8	1 229,4	7 501,6
Sécurité publique	330,6	353,3	362,3	355,4	(6,9)	378,5
Transport	14 049,6	13 372,0	15 946,6	14 951,6	(995,0)	15 761,9
Hygiène du milieu	7 099,1	7 775,2	7 737,7	7 207,3	(530,4)	7 634,9
Santé et bien-être	241,6	354,0	391,7	214,7	(177,0)	450,1
Aménagement, urbanisme et développement	3 183,5	3 420,6	3 592,0	3 353,8	(238,2)	3 686,5
Loisirs et culture	22 839,4	23 447,2	24 595,8	24 541,4	(54,4)	25 453,5
Total – Charges de fonctionnement	**55 277,8**	**54 923,8**	**59 479,5**	**58 707,0**	**(772,5)**	**60 867,0**
Affectations	578,4	740,8	1 398,8	-	1 398,8	1 103,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**920,8**	**3 602,3**	**1 176,0**	**-**	**1 176,0**	**-**
Ajustements	2 427,8	2 255,2	1 023,8			
Excédent (déficit) de gestion	**3 348,6**	**5 857,5**	**2 199,8**	**-**	**2 199,8**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- obtention du prix d'excellence décerné par l'Institut d'administration publique du Québec (IAPQ) pour le projet participatif *Transformons nos parcs*, qui invitait des citoyens et des organismes de l'arrondissement à proposer des aménagements de parcs qui ont été ultérieurement soumis au vote de la population afin d'en prioriser deux. Il s'agit du projet *Fenêtre sur la rivière* pour le parc Ernest-Rouleau, à Rivière-des-Prairies, et du projet *Halte culturelle* pour le terrain derrière la bibliothèque et la maison de la culture de Pointe-aux-Trembles;
- inauguration, à l'automne, de la piscine Hans-Selye, de dimensions olympiques, chauffée et homologuée par la Fédération internationale de natation (FINA);

- lancement de la toute première Politique en agriculture urbaine montréalaise, avec l'objectif 30-2030, soit 30 hectares du territoire de l'arrondissement qui porteront la marque de l'agriculture urbaine en 2030. Cette vision collective est la prémisse du dépôt, en 2020, d'un plan d'action sur l'agriculture urbaine;
- célébration du 300e anniversaire du Vieux Moulin de Pointe-aux-Trembles, pour lequel l'Arrondissement a reçu un soutien financier de Patrimoine canadien;
- diffusion d'une campagne publicitaire mettant de l'avant le potentiel récréotouristique de l'arrondissement à la radio, sur le web et sur les réseaux sociaux;
- construction de 103 nouveaux logements;
- réduction de la limite de vitesse de 50 km à 30 km/h dans 6 zones scolaires situées sur le réseau artériel et aux abords de certains terrains de jeux;
- embauche de 15 cols bleus pour offrir dans 7 parcs, du 11 mai au 20 septembre 2019, le service quotidien de gardiens de parc et assurer ainsi la propreté des lieux, renforcer le sentiment de sécurité des citoyens et diminuer le vandalisme;
- installation de panneaux Lexan permettant d'améliorer la signalisation lors d'opérations de chargement et de réfection de routes, de trottoirs et autres;
- plantation de 19 961 fleurs annuelles et de 400 arbres, et élagage de 454 arbres;
- implantation de vélos BIXI sur le territoire;
- poursuite de la navette fluviale sur le fleuve Saint-Laurent, à la hauteur du Vieux-Pointe-aux-Trembles, devenue en 2019 un projet pilote du gouvernement du Québec, à l'implantation et au succès duquel l'Arrondissement a collaboré.

Principales variations

Budget modifié

L'écart de 2,2 M$ entre le budget original et le budget modifié résulte d'affectations de surplus de 1,2 M$, autorisées par le conseil d'arrondissement pour la mise en place d'une équipe de gardiens de parc, l'amélioration des installations et des parcs, l'embellissement des artères, le remplacement du mobilier urbain, l'installation de panneaux Lexan ainsi que pour des programmes fonctionnels et techniques préalables aux investissements. Il résulte aussi d'un transfert de 1,0 M$ en dotation budgétaire de la Ville centre pour les cours de services, la Politique de l'enfant, les réseaux d'aqueduc et d'égouts et des projets favorables à l'activité physique et à la pratique du sport.

Revenus

Transferts centraux

- Transfert de 1,0 M$ en dotation budgétaire des services centraux et ajustement de 0,3 M$ pour le remplacement des frênes.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Réserve de 0,4 M$ ayant servi à financer plusieurs projets tels que l'entretien de l'emprise ferroviaire nécessaire au projet de la navette fluviale et le projet *Aînés à vélo*.
- Réserve de 0,3 M$ nécessaire à la création d'un bureau de projets.
- Économies de 0,5 M$ relatives aux honoraires professionnels ainsi qu'à divers postes de dépenses reliés à la Maison du citoyen.

Transport

- Réserve de 0,9 M$ en voirie, pour la main-d'œuvre, les services techniques et la location de matériel roulant, ayant servi à réduire un déficit de 2,2 M$ cumulé pour des dépenses nécessaires aux opérations de chargement et de déblaiement de la neige : enlèvement de la neige, main-d'œuvre, achat de sel et abrasifs, et autres.
- Économie de 0,2 M$ sur l'éclairage des rues

Hygiène du milieu

- Écart défavorable de 0,3 M$ pour l'achat de pièces et accessoires ainsi que pour les services requis dans le cadre de travaux d'aqueduc et d'égouts.
- Déficit de 0,2 M$ lié à la main-d'œuvre (rémunération et cotisations de l'employeur) pour la gestion des matières résiduelles.

Loisirs et culture

- Écart défavorable de 0,5 M$, reliée aux projets de gardiens de parc, d'embellissement de diverses rues et de ramassage de débris, tous trois financés par affectation de surplus.
- Écart défavorable de 0,3 M$ pour le remplacement des frênes, financé par la Ville centre.
- Écart favorable de 0,2 M$ relative au projet de la piscine Hans-Selye.
- Économie de 0,1 M$ liée à la main-d'œuvre (rémunération et cotisations de l'employeur) pour l'activité « piscine ».
- Économies de 0,4 M$ sur les locations, les achats de biens durables, l'entretien, les réparations et autres.

ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

Tableau 65 – Rosemont–La Petite-Patrie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	7 008,3	8 788,8	9 057,5	9 038,2	19,3	9 038,2
Transferts centraux	45 115,0	46 221,6	47 700,1	47 330,1	370,0	48 143,8
Services rendus et autres revenus	6 451,4	7 663,5	9 066,9	3 531,8	5 535,1	6 164,1
Transferts	43,3	9,5	26,8	-	26,8	-
Total – Revenus	**58 618,0**	**62 683,4**	**65 851,3**	**59 900,1**	**5 951,2**	**63 346,1**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	10 637,2	10 926,0	8 360,4	7 956,5	(403,9)	8 019,8
Sécurité publique	256,9	187,5	87,6	202,8	115,2	202,8
Transport	19 397,8	17 243,2	19 404,8	17 041,6	(2 363,2)	21 052,1
Hygiène du milieu	7 149,3	7 489,3	7 323,2	7 149,1	(174,1)	7 148,1
Santé et bien-être	673,4	810,4	1 150,0	798,2	(351,8)	1 350,6
Aménagement, urbanisme et développement	3 645,4	3 409,9	3 474,5	3 441,8	(32,7)	3 820,7
Loisirs et culture	19 850,8	20 674,6	23 629,4	23 453,3	(176,1)	23 892,5
Total – Charges de fonctionnement	**61 610,8**	**60 740,9**	**63 429,9**	**60 043,3**	**(3 386,6)**	**65 486,6**
Affectations	2 970,5	1 668,1	2 584,4	143,2	2 441,2	2 140,5
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(22,3)**	**3 610,6**	**5 005,8**	**-**	**5 005,8**	**-**
Ajustements	1 842,8	3 198,1	5 291,0			
Excédent (déficit) de gestion	**1 820,5**	**6 808,7**	**10 296,8**	**-**	**10 296,8**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- création de 5 milieux de vie dans le cadre du Programme de projets participatifs citoyens;
- aménagement d'une place publique pour enfants, L'Île aux volcans;
- accompagnement de 50 familles dans le Défi Zéro déchet et lancement d'une deuxième édition du Défi;
- aménagement de la place publique temporaire Les Quais Masson;
- mise en œuvre du Programme des jardins de rue, ayant permis de remplacer 550 m^2 d'asphalte par 2 000 végétaux, en plus de la distribution de 28 000 plants de vivaces et de fines herbes;
- installation de 2 œuvres de l'artiste Armand Vaillancourt sur les places Pierre-Falardeau et Michel-Brault;
- sécurisation de nombreuses intersections;
- installation de 700 supports à vélos;

- récupération du bois de frêne et valorisation en mobilier urbain.

Principales variations

Budget modifié

- Facturation interne de la Division entretien, éclairage, signalisation et marquage sur la chaussée apportant une hausse de 2,3 M$ au budget de revenus et de charges de fonctionnement.
- Virement de 2,1 M$ du surplus budgétaire pour financer différents projets et activités, notamment 0,5 M$ pour le déneigement, 0,5 M$ pour le nettoyage des voies publiques et le solde pour divers projets (bois de frêne, Zéro déchet, etc.) et des contributions financières à des organismes.
- Budget additionnel de 0,4 M$ dans le cadre du programme de cours de services.
- Utilisation des revenus reportés pour les parcs et terrains de jeux et du Fonds de stationnement, pour 0,3 M$.

Revenus

Transferts centraux

- Budgets additionnels de 0,8 M$ provenant des services centraux, notamment pour les cours de services à la voirie.
- Ajustement de 0,4 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Facturation interne de la Division entretien, éclairage, signalisation et marquage sur la chaussée, pour 2,3 M$.
- Réclamation de dommages par tiers et récupération de frais divers, pour 0,5 M$.
- Occupation temporaire du domaine public, étude de demandes et autres travaux effectués, pour 2,3 M$.
- Revenus réservés (fonds de parc et de stationnement), pour 0,4 M$.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Coûts additionnels d'assignation temporaire des employés.

Transport

- Entretien de l'éclairage, signalisation et marquage : accroissement du nombre de demandes de services internes, pour des coûts additionnels de 0,6 M$.
- Coûts additionnels de 0,9 M$ pour l'enlèvement de la neige (7 opérations de chargement) et l'épandage.
- Activités de nettoyage des voies publiques et activités d'entretien et de réfection des chaussées et des trottoirs financées par le surplus, pour 0,7 M$.

Santé et bien-être

- Divers projets de l'Arrondissement principalement financés par le surplus (bois de frêne, Zéro déchet, Politique de l'enfant, etc.), pour 0,4 M$.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT

Tableau 66 – Saint-Laurent

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	11 773,8	12 997,4	13 333,9	13 231,8	102,1	13 231,9
Transferts centraux	51 932,6	52 368,0	52 746,2	52 682,4	63,8	52 976,2
Services rendus et autres revenus	4 371,7	4 542,6	4 515,2	5 052,9	(537,7)	5 151,3
Transferts	(400,0)	-	-	-	-	-
Total – Revenus	**67 678,1**	**69 908,0**	**70 595,3**	**70 967,1**	**(371,8)**	**71 359,4**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	13 340,3	9 795,1	7 831,0	11 132,5	3 301,5	10 067,2
Sécurité publique	1 425,1	1 470,8	1 106,5	1 205,9	99,4	1 162,8
Transport	15 253,2	14 847,9	16 818,7	16 783,5	(35,2)	17 136,4
Hygiène du milieu	5 335,8	5 115,9	5 283,1	5 445,3	162,2	5 550,4
Santé et bien-être	1 275,2	1 340,6	1 532,8	1 395,6	(137,2)	1 647,8
Aménagement, urbanisme et développement	4 588,4	4 856,4	4 927,3	5 343,5	416,2	5 564,0
Loisirs et culture	27 062,7	28 764,3	28 545,6	29 660,8	1 115,2	29 613,6
Total – Charges de fonctionnement	**68 280,7**	**66 191,0**	**66 045,0**	**70 967,1**	**4 922,1**	**70 742,2**
Affectations	747,5	(416,5)	(387,2)	-	(387,2)	(617,2)
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**144,9**	**3 300,5**	**4 163,1**	**-**	**4 163,1**	**-**
Ajustements	1 776,9	775,0	1 590,8			
Excédent (déficit) de gestion	**1 921,8**	**4 075,5**	**5 753,9**	**-**	**5 753,9**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- déclaration de Saint-Laurent « territoire municipal durable » et adoption d'une nouvelle politique de développement durable en 6 axes : lutte contre les changements climatiques; protection et augmentation de la biodiversité; pérennité des ressources; vitalité, sécurité et résilience des quartiers; développement socioculturel; économie verte, circulaire et solidaire;
- réduction de 21 % des émissions de gaz à effet de serre depuis 1990 – première entité municipale québécoise de plus de 100 000 habitants à franchir la dernière étape du programme Partenaire dans la protection du climat (PPC) de la Fédération canadienne des municipalités (FCM);
- obtention de la certification « Ville amie des abeilles », décernée par l'organisme canadien Bee City Canada, Saint-Laurent étant la première municipalité québécoise à la recevoir;
- inauguration d'une septième murale sur le territoire laurentien, *Cœurs combattants – Équanimité*, œuvre réalisée par Ankh One sur un mur du 900, boulevard Décarie;

- obtention du statut Argent de « Ville amie des monarques » du programme de la Fondation David Suzuki et implantation de 6 nouveaux passages piétons avec monarques. Saint-Laurent avait été le premier arrondissement montréalais à obtenir le statut d'ami des monarques à l'été 2017;
- tenue du premier Rendez-vous de l'écocitoyen, qui proposait aux citoyens et aux entreprises de l'arrondissement des outils concrets pour adopter des comportements écoresponsables au quotidien;
- inauguration du Mixlab, un laboratoire de création numérique à la Bibliothèque du Boisé qui permet aux usagers de développer leurs connaissances en robotique, photo, création de jeux vidéo, dessin virtuel et programmation;
- poursuite de la réalisation des 6 plans sectoriels, avec l'atteinte de 60 % des objectifs selon les indicateurs de performance et les outils de suivi : Plan d'action intégré en développement social 2017-2021, Plan local de déplacements, Plan local de développement culturel 2018-2021, Plan local de développement durable 2017-2020, Plan local de réduction des émissions de gaz à effet de serre 2016-2020 et Plan local de développement municipal 2018-2021.

Principales variations

Budget modifié

La baisse de 0,2 M$ entre les budgets original et modifié provient essentiellement des éléments suivants :

- transferts budgétaires de 0,3 M$ de la Ville centre pour la réalisation de divers projets, l'aménagement d'une rue piétonnière, les célébrations du 125e anniversaire de Saint-Laurent et la réalisation d'actions liées à la Politique de l'enfant;
- ajustement de la dotation de la Ville centre concernant les interventions menées par l'arrondissement sur l'aqueduc de l'agglomération, pour 0,1 M$;
- utilisation de 0,6 M$ du budget de fonctionnement pour financer la main-d'œuvre capitalisable.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Manque à gagner de 0,5 M$ qui s'explique par la fin de l'entente conclue avec le Service de la gestion et de la planification immobilière pour l'entretien d'immeubles situés sur le territoire et par la perte de revenus associée à la fermeture temporaire de l'aréna Raymond-Bourque.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 1,6 M$ qui s'explique principalement par des virements dans d'autres activités pour financer, entre autres, la location de glaces en vue de pallier la fermeture de l'aréna Raymond-Bourque, la location d'équipements additionnels pour le déneigement et diverses études de mobilité sur le territoire visant à gérer l'accroissement de la population.
- Diminution de la provision de 1,7 M$ pour le Technoparc Saint-Laurent.

Transport

- Dépassement de coûts de 2,9 M$ lié au déneigement, compensé par une gestion serrée des budgets de la voirie.

Aménagement, urbanisme et développement

- Économie de 0,4 M$, due au report d'études sur l'implantation de 2 aires T.O.D. (*transit-oriented development*) sur le territoire.

Loisirs et culture

- Économies de près 1,0 M$, générées par la fermeture de l'aréna Raymond-Bourque et de la bibliothèque du Vieux-Saint-Laurent.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD

Tableau 67 – Saint-Léonard

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 965,5	7 129,0	7 261,3	7 313,5	(52,2)	7 313,5
Transferts centraux	25 524,4	25 591,0	26 238,1	25 529,5	708,6	26 391,3
Services rendus et autres revenus	1 740,5	1 761,6	1 761,9	1 710,8	51,1	1 710,8
Transferts	(178,0)	2,1	6,0	30,1	(24,1)	30,1
Total – Revenus	**34 052,4**	**34 483,7**	**35 267,3**	**34 583,9**	**683,4**	**35 445,7**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	5 242,5	5 345,6	4 640,8	5 051,5	410,7	5 334,2
Sécurité publique	191,0	184,1	215,5	241,0	25,5	241,8
Transport	7 874,5	7 776,3	7 535,3	7 603,0	67,7	7 896,6
Hygiène du milieu	2 558,9	2 610,5	2 916,7	2 878,8	(37,9)	3 066,5
Santé et bien-être	246,6	193,1	163,6	207,5	43,9	194,6
Aménagement, urbanisme et développement	1 692,0	1 849,1	1 942,5	1 989,3	46,8	2 336,0
Loisirs et culture	14 982,2	15 948,8	16 599,7	16 173,1	(426,6)	16 530,1
Frais de financement	380,4	341,7	300,2	300,3	0,1	300,3
Total – Charges de fonctionnement	**33 168,1**	**34 249,2**	**34 314,3**	**34 444,5**	**130,2**	**35 900,1**
Financement	(559,0)	(597,7)	(639,2)	(639,4)	0,2	(639,4)
Affectations	147,6	616,8	1 246,9	500,0	746,9	1 093,8
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**472,9**	**253,6**	**1 560,7**	**-**	**1 560,7**	**-**
Ajustements	1 754,5	203,7	295,7			
Excédent (déficit) de gestion	**2 227,4**	**457,3**	**1 856,4**	**-**	**1 856,4**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- aménagement d'un corso sur la rue Jean-Talon Est, dans le cadre du Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées de la Ville de Montréal (PIRPP);
- réception de l'OSM au parc Wilfrid-Bastien au mois de juillet 2019 - spectacle ayant attiré plus de 7 000 personnes;
- construction du nouveau parc Ermanno-La Riccia sur le site des bassins de rétention du Domaine Chartier permettant d'accroître le verdissement et la biodiversité sur son territoire;
- organisation de la 25e Fête des citoyens;
- réaménagement des espaces administratifs et du bureau Accès Montréal (BAM) à la mairie d'arrondissement à des fins de mise aux normes et de regroupement des activités pour les citoyens;

- réalisation d'importants investissements dans le cadre de la politique de foresterie urbaine afin d'augmenter la cadence de plantation, d'essouchement, d'élagage et d'abattage d'arbres, avec l'objectif de remplacer des frênes et d'améliorer la canopée.

Principales variations

Budget modifié

La variation entre le budget original et le budget modifié est de 1,5 M$. Celle-ci provient essentiellement des éléments suivants :

- affectations de surplus totalisant 0,8 M$, utilisées afin de financer des dépenses excédentaires de déneigement ainsi que des dépenses supplémentaires en lien avec la politique de foresterie urbaine de l'Arrondissement.
- transferts budgétaires de 0,7 M$ dans le cadre de différents programmes corporatifs, notamment pour le corso de la rue Jean-Talon Est, le déneigement en régie, la cour de voirie, la gestion de l'eau et la Politique de l'enfant.

Revenus

Transferts centraux

- Transfert corporatif de 0,2 M$ pour la reprise en régie d'activités de déneigement sur le réseau local.
- Transfert corporatif de 0,2 M$ pour le PIRPP.
- Dotation supplémentaire de 0,2 M$ du Service de l'eau pour se défaire de sols d'excavation.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Économies de 0,3 M$ en lien avec le budget destiné à ester en justice, ainsi qu'avec un ajustement favorable de la provision pour cause en justice.

Transport

- Écart défavorable de 0,3 M$ pour l'achat de sel et abrasifs.
- Économie de 0,2 M$ en éclairage de rues, notamment grâce à une diminution de la consommation énergétique à la suite de la conversion aux lumières DEL.

Loisirs et culture

- Dépenses supplémentaires de 0,3 M$, effectuées dans le cadre du programme de foresterie urbaine.
- Dépenses additionnelles de 0,1 M$ pour l'entretien et le regazonnement de terrains sportifs afin d'améliorer la qualité des surfaces de jeu.

ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST

Tableau 68 – Sud-Ouest

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 911,5	7 298,6	7 790,5	7 522,2	268,3	7 522,2
Transferts centraux	40 232,8	39 625,6	40 132,6	39 989,2	143,4	40 322,9
Services rendus et autres revenus	5 245,6	5 768,9	7 058,8	4 147,9	2 910,9	4 306,9
Transferts	11,2	26,7	37,1	-	37,1	11,8
Total – Revenus	**52 401,1**	**52 719,8**	**55 019,0**	**51 659,3**	**3 359,7**	**52 163,8**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	6 939,5	10 695,3	10 831,7	11 132,7	301,0	11 491,9
Sécurité publique	180,3	164,3	174,6	209,8	35,2	175,0
Transport	12 453,5	11 632,8	12 095,0	12 858,0	763,0	13 091,6
Hygiène du milieu	7 793,1	8 310,8	7 709,3	7 883,6	174,3	7 727,3
Santé et bien-être	3 017,5	3 297,8	3 723,9	3 161,1	(562,8)	3 762,7
Aménagement, urbanisme et développement	3 761,6	4 076,3	4 130,4	4 196,1	65,7	4 412,1
Loisirs et culture	20 490,4	16 361,5	16 303,1	14 881,9	(1 421,2)	15 528,7
Total – Charges de fonctionnement	**54 635,9**	**54 538,8**	**54 968,0**	**54 323,2**	**(644,8)**	**56 189,3**
Affectations	3 097,2	3 914,4	4 215,6	2 663,9	1 551,7	4 025,5
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**862,4**	**2 095,4**	**4 266,6**	**-**	**4 266,6**	**-**
Ajustements	5 039,7	3 411,0	(513,0)			
Excédent (déficit) de gestion	**5 902,1**	**5 506,4**	**3 753,6**	**-**	**3 753,6**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- développement urbain, permis et inspection : délivrance de 1 142 permis de construction et transformation ayant généré un revenu de 2,0 M$ et représentant, entre autres, 1 666 nouvelles unités résidentielles;
- développement durable : distribution de plus de 26 556 végétaux aux citoyens, plantation et animation de 6 jardins communautaires et mise en œuvre du programme de couches lavables et d'hygiène féminine;
- mobilité et déplacements : mise en œuvre de mesures d'apaisement et de sécurisation, notamment l'ajout de 29 dos d'âne permanents sur 15 tronçons de rue, l'installation de balises d'apaisement et de panneaux d'arrêt lumineux, et l'augmentation du temps de traverse piéton; aménagement d'un nouveau réseau cyclable;
- loisirs, sports et culture : mise en œuvre du programme d'animation et d'accueil des chalets de parc, comprenant l'ouverture de 7 chalets; contributions financières à des événements qui

concourent à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et au développement économique local;

- bureau Accès Montréal et demande d'accès à l'information (DDS) : implantation d'un nouveau système de caisse, prolongation des heures d'ouverture du comptoir. Le Sud-Ouest est classé 2e arrondissement ayant le meilleur taux de résolution des DDS;
- travaux publics : optimisation de la gestion des ressources par la réalisation des activités en régie, notamment l'installation des dos d'âne, le colmatage des nids-de-poule, l'équipe à béton et la réparation mineure des trottoirs; projet de verdissement et de plantation de fleurs et d'arbres;
- direction des services administratifs : déploiement d'un système de rétention des impressions favorisant la réduction de la consommation de papier, augmentation de la polyvalence dans les équipes administratives pour la continuité du service offert, sondage de mobilisation des employés et élaboration d'un plan d'action.

Principales variations

Budget modifié

- Affectation des surplus de gestion de l'Arrondissement de 1,4 M$, principalement pour l'octroi de contributions financières à des activités de loisirs et culturelles, pour des projets de développement économique, pour le plan d'action 2018-2021 et pour le financement de projets d'aménagement urbain.
- Transfert de 0,3 M$ de la Ville centre, notamment pour la piétonnisation de la rue Island, la Politique de l'enfant et Cyclovia.
- Affectation de 0,2 M$ provenant des fonds de parcs et de terrains de jeux à divers projets.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Excédent de 2,1 M$ des revenus des permis d'occupation du domaine public, s'expliquant par la vigueur de la construction dans le secteur de Griffintown.
- Excédent de 0,4 M$ relatif aux revenus des frais d'étude de demandes.
- Excédent de 0,4 M$ provenant des revenus des contraventions et amendes relatives au remorquage lors des périodes de chargement de la neige.

Charges de fonctionnement

Transport

- Économie de 0,6 M$ dans les autres familles de dépenses de la voirie, notamment dans les frais de location d'équipements et de matériel roulant et autres services techniques, servant à compenser le déficit salarial pour les parcs et terrains de jeux et les travaux de béton en régie.

Santé et bien-être

- Affectation de surplus de l'Arrondissement pour des contributions financières à des organismes du Sud-Ouest, afin de combler un manque à gagner de 0,2 M$.
- Déficit de 0,3 M$ pour des travaux d'éclairage de rues et des feux de circulation.

Loisirs et culture

- Affectation de surplus de l'Arrondissement pour des contributions financières à des activités culturelles offertes par des organismes, afin de combler un manque à gagner de 0,4 M$.
- Déficit de 1,0 M$ relié à la main-d'œuvre (cols bleus) qui est financé par une économie dans l'activité « transport », comprenant les heures supplémentaires.

ARRONDISSEMENT DE VERDUN

Tableau 69 – Verdun

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	6 622,2	6 817,4	6 981,0	7 023,4	(42,4)	7 023,4
Transferts centraux	25 022,9	25 385,6	24 973,2	25 447,9	(474,7)	25 368,3
Services rendus et autres revenus	1 760,7	1 642,8	1 584,5	1 861,3	(276,8)	1 861,3
Transferts	(166,3)	0,4	-	-	-	-
Total – Revenus	**33 239,5**	**33 846,2**	**33 538,7**	**34 332,6**	**(793,9)**	**34 253,0**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	5 553,0	5 590,8	5 186,6	5 736,3	549,7	5 536,6
Sécurité publique	479,1	491,8	465,8	523,5	57,7	505,1
Transport	10 046,9	11 680,5	10 093,5	9 314,2	(779,3)	9 871,0
Hygiène du milieu	2 224,5	2 300,9	2 376,6	2 472,8	96,2	2 448,7
Santé et bien-être	498,5	169,9	554,9	482,5	(72,4)	599,1
Aménagement, urbanisme et développement	2 186,1	2 291,7	2 333,9	2 160,8	(173,1)	2 415,0
Loisirs et culture	13 208,0	13 766,7	14 821,9	15 365,6	543,7	15 446,0
Total – Charges de fonctionnement	**34 196,1**	**36 292,3**	**35 833,2**	**36 055,7**	**222,5**	**36 821,5**
Affectations	1 090,1	2 427,2	2 963,6	1 723,1	1 240,5	2 568,5
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**133,5**	**(18,9)**	**669,1**	**-**	**669,1**	**-**
Ajustements	2 759,7	1 574,7	1 113,8			
Excédent (déficit) de gestion	**2 893,2**	**1 555,8**	**1 782,9**	**-**	**1 782,9**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- ouverture de la plage urbaine de Verdun;
- tenue de plusieurs événements rassembleurs d'envergure : Festival international de jazz (80 380 participants), Cabane Panache et Bois rond (80 000 participants), 9e Festival Marionnettes Plein la rue (65 000 participants);
- implantation d'un projet pilote de bandes cyclables sur la rue de Verdun;
- optimisation du processus d'affaires en vue de la mise en place du bureau Accès Montréal (BAM) de l'avenir;
- tenue d'une charrette de design urbain pour le développement et la mise en valeur du secteur Hickson-Dupuis.

Budget modifié

L'écart de 0,8 M$ entre le budget original et le budget modifié s'explique principalement par les éléments suivants :

- affectation du surplus de gestion de 0,9 M$ afin de financer diverses dépenses liées aux activités de déneigement, pour 0,5 M$, le développement économique, pour 0,1 M$, et des dépenses en rémunération, pour 0,3 M$;
- transfert de l'activité du 311 au Service de l'expérience citoyenne et des communications, pour 0,2 M$;
- réception de 0,1 M$ pour la Politique de l'enfant.

Revenus

Transferts centraux

- Baisse de budget de 0,1 M$, relative aux virements nets avec les services centraux pour la Politique de l'enfant et au transfert des activités du 311.
- Ajustement de 0,4 M$ pour la plantation d'arbres, dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Diminution de 0,1 M$ des revenus de location de la glace, due à la fermeture de l'auditorium pour des travaux.
- Écart de 0,2 M$, lié à une baisse des revenus encaissés découlant des travaux effectués par la Ville (dépôts de garantie), ce qui produit un surplus d'un montant équivalent à la dépense, donc sans incidence sur les résultats financiers.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Écart favorable de 0,2 M$, lié à une économie sur la rémunération (postes vacants et délais du processus de dotation).
- Économies de 0,3 M$ dans les autres familles de dépenses (honoraires professionnels et frais de poste).

Transport

- Déficit de 1,3 M$, lié au déneigement, notamment en raison de chargements additionnels.
- Économies de 0,3 M$ en rémunération réallouée depuis l'activité « voirie » aux activités de déneigement.
- Impact de 0,2 M$ sur les dépenses reliées à des travaux effectués par la Ville à la suite de l'encaissement des dépôts de garantie, ce qui produit un écart inverse équivalant aux revenus.

Aménagement, urbanisme et développement

- Dépense additionnelle de 0,1 M$ pour la contribution financière à la Société de développement commercial.
- Ajout d'une ressource, pour 0,1 M$, en vue de réaliser le projet de refonte réglementaire.

Loisirs et culture

- Économies de 0,3 M$ découlant de la fermeture de l'auditorium en raison de travaux en cours.
- Économies de 0,2 M$ en location d'installations sportives à la suite de la nouvelle entente avec les commissions scolaires.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Tableau 70 – Ville-Marie

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	16 339,0	17 090,3	17 904,5	17 345,8	558,7	17 345,9
Transferts centraux	48 583,7	48 437,1	48 578,5	47 483,2	1 095,3	49 171,8
Services rendus et autres revenus	18 244,2	21 177,1	24 024,2	20 280,5	3 743,7	20 280,5
Transferts	12,5	9,4	76,5	20,0	56,5	20,0
Total – Revenus	**83 179,4**	**86 713,9**	**90 583,7**	**85 129,5**	**5 454,2**	**86 818,2**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	11 081,5	11 646,9	11 513,3	14 223,2	2 709,9	12 460,6
Sécurité publique	468,2	369,6	644,3	391,2	(253,1)	463,1
Transport	25 561,1	27 865,1	29 314,9	28 299,6	(1 015,3)	29 816,3
Hygiène du milieu	16 174,4	15 940,2	17 446,9	16 160,5	(1 286,4)	17 644,9
Santé et bien-être	787,4	1 050,3	956,3	1 050,9	94,6	1 064,6
Aménagement, urbanisme et développement	8 165,0	8 662,5	10 199,8	7 573,3	(2 626,5)	10 223,9
Loisirs et culture	25 507,2	26 251,2	27 580,0	25 881,5	(1 698,5)	28 163,7
Total – Charges de fonctionnement	**87 744,8**	**91 785,8**	**97 655,5**	**93 580,2**	**(4 075,3)**	**99 837,1**
Affectations	7 260,3	10 886,3	13 612,3	8 450,7	5 161,6	13 018,9
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**2 694,9**	**5 814,4**	**6 540,5**	**-**	**6 540,5**	**-**
Ajustements	10 890,0	16 569,8	9 797,5			
Excédent (déficit) de gestion	**13 584,9**	**22 384,2**	**16 338,0**	**-**	**16 338,0**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- permis et inspection : intégration des plans numériques au processus de délivrance des permis; 2 900 permis (construction et transformation) correspondant à des coûts de travaux de 2,7 G$;
- développement urbain : 5 282 nouveaux logements et près de 95 nouveaux projets immobiliers; étude de planification détaillée et étude patrimoniale et historique, dans le cadre du plan particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs;
- promotion et développement économique : soutien financier de 3,2 M$ pour la réalisation de divers projets et événements (décorations hivernales, préposés à l'accueil, La Sainte-Catherine célèbre 2019!, un service de voiturier au centre-ville, Canopée 18 nuances de gai, etc.) et pour l'activité des commerces de détail pendant les travaux du projet de la rue Sainte-Catherine;
- culture, sports, loisirs et développement social : contributions financières de 3,0 M$ à divers projets et mesures comme les murales, l'Auguste Théâtre, le programme en itinérance, le programme d'accueil, de surveillance et d'entretien sanitaire, le programme activité physique, etc.; plus de 250 activités et événements sur le domaine public et près de 25 parcs animés.

Principales variations

Budget modifié

- Affectation de surplus et de fonds réservés de 4,6 M$, principalement pour l'octroi de contributions financières à des activités de loisirs, de culture et de soutien au développement économique et commercial, de même que pour l'achat de sel de déglaçage et de mobilier urbain.
- Ajustement du fonds de l'eau pour 1,6 M$.

Revenus

Transferts centraux

- Virement de 1,7 M$ en provenance des services centraux, notamment pour les activités de gestion de l'eau.
- Ajustement de 0,6 M$ pour la plantation d'arbres dans le cadre du programme Canopée.

Services rendus et autres revenus

- Excédent de 3,7 M$ principalement attribuable à la délivrance de permis d'occupation temporaire et aux frais d'inspection du domaine public.

Charges de fonctionnement

Administration générale

- Surplus de 2,7 M$, principalement lié au budget de dépenses contingentes et autres objets, viré pour financer des projets dans d'autres activités.

Transport

- Écart défavorable de 1,0 M$, occasionné par des affectations de surplus de l'Arrondissement pour financer l'achat de sel de déglaçage, l'achat de mobilier urbain et des travaux de rejointoiement des dalles de granite, au Quartier des spectacles.

Hygiène du milieu

- Déficit de 1,3 M$, attribuable à l'entretien du réseau de distribution de l'eau potable.

Aménagement, urbanisme et développement

- Dépenses additionnelles de 2,6 M$, principalement liées aux affectations de surplus de l'Arrondissement pour soutenir les sociétés de développement commercial et autres organismes dans la réalisation de divers projets en lien avec le développement économique, et pour financer une étude de planification détaillée et une étude patrimoniale et historique dans le cadre du plan particulier d'urbanisme (PPU) des Faubourgs.

Loisirs et culture

- Déficit de 1,7 M$, dû à l'entretien des parcs et des terrains de jeux ainsi qu'à l'affectation de surplus de l'Arrondissement pour soutenir les travaux d'agrandissement des locaux de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud.

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Tableau 71 – Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Revenus						
Taxes [1]	5 781,5	7 558,6	7 740,3	7 753,7	(13,4)	7 753,7
Transferts centraux	47 036,7	47 585,3	46 748,6	46 948,4	(199,8)	47 006,8
Services rendus et autres revenus	3 916,4	3 745,7	3 896,7	3 225,4	671,3	3 384,1
Transferts	1,9	37,2	5,0	-	5,0	-
Total – Revenus	**56 736,5**	**58 926,8**	**58 390,6**	**57 927,5**	**463,1**	**58 144,6**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	7 606,7	7 369,3	6 934,3	7 271,7	337,4	7 043,3
Sécurité publique	636,6	619,9	570,2	612,3	42,1	640,7
Transport	12 267,6	13 012,2	14 715,5	13 722,2	(993,3)	14 660,2
Hygiène du milieu	9 442,3	9 487,3	8 481,9	7 644,3	(837,6)	7 837,3
Santé et bien-être	204,6	206,7	455,4	169,1	(286,3)	456,0
Aménagement, urbanisme et développement	3 205,9	3 423,9	3 672,4	3 510,5	(161,9)	3 645,6
Loisirs et culture	26 187,1	26 670,8	27 578,5	25 398,2	(2 180,3)	27 214,7
Total – Charges de fonctionnement	**59 550,8**	**60 790,1**	**62 408,2**	**58 328,3**	**(4 079,9)**	**61 497,8**
Affectations	2 174,4	1 579,6	3 611,7	400,8	3 210,9	3 353,2
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**(639,9)**	**(283,7)**	**(405,9)**	**-**	**(405,9)**	**-**
Ajustements	3 037,0	2 698,0	2 077,4			
Excédent (déficit) de gestion	**2 397,1**	**2 414,3**	**1 671,5**	**-**	**1 671,5**	**-**

1. Cette rubrique contient la taxe sur les enseignes publicitaires et les revenus de taxes locales. L'écart « Réel/Budget » des revenus de taxes locales est inclus dans la ligne « Taxes » et déduit de la ligne « Ajustements ».

Faits saillants

Les résultats de l'Arrondissement pour l'année 2019 ont été marqués par les éléments suivants :

- déploiement de mesures d'apaisement de la circulation aux endroits problématiques (arrêts, dos d'âne);
- implantation de la réduction de vitesse à 30 km/h sur les rues résidentielles et certaines rues collectrices;
- révision du règlement de zonage de l'arrondissement;
- élaboration du plan local de prévention et de lutte en matière de logements insalubres;
- élargissement de la portée du programme de ruelles vertes;
- consolidation de la collecte des résidus alimentaires sur l'ensemble du territoire (9 logements et moins);
- accroissement de la canopée par la plantation de près de 1 000 arbres;
- soutien aux initiatives citoyennes de verdissement des espaces publics;

- déploiement de mesures pour accroître la propreté et l'embellissement;
- offre d'un programme de subvention pour l'achat de couches lavables.

Principales variations

Budget modifié

Affectation de 3,2 M$ du surplus de l'Arrondissement, principalement à des projets de verdissement des espaces publics, au programme de ruelles vertes, à des projets de mobilité et de sécurité ainsi qu'à des travaux de propreté et d'embellissement.

Revenus

Services rendus et autres revenus

- Surplus de 0,4 M$ provenant des revenus d'occupation temporaire du domaine public.
- Revenus additionnels de 0,2 M$ en amendes et pénalités liées à la circulation et au stationnement, dans le cadre des opérations de déneigement.

Services rendus et autres revenus

- Variation favorable de 0,6 M$, provenant principalement des réserves pour parcs, pour le financement de divers projets de verdissement.

Charges de fonctionnement

Transport

- Écart défavorable de 0,6 M$ à la dépense de rémunération provenant des activités réalisées dans le cadre des opérations de déneigement et de 0,3 M$ pour l'achat de sel et d'abrasifs.

Hygiène du milieu

- Dépassement à la dépense de rémunération destinée à la gestion des matières résiduelles, pour 0,9 M$.
- Diminution du nombre d'interventions sur les réseaux d'aqueduc et d'égouts, pour 0,1 M$.

Loisirs et culture

- Rémunération excédentaire de 0,6 M$ pour l'entretien des parcs, l'horticulture et l'arboriculture.
- Engagement de dépenses additionnelles de 0,3 M$ dans le cadre du programme Canopée.
- Excédent de 0,8 M$ résultant des affectations du surplus de l'Arrondissement à divers projets de verdissement des espaces publics.
- Dépassement de 0,2 M$, attribuable à la rémunération liée aux activités culturelles.
- Rémunération excédentaire de 0,2 M$ pour l'activité des patinoires intérieures et extérieures.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Autres charges corporatives – Financement et autres charges



AUTRES CHARGES CORPORATIVES – FINANCEMENT ET AUTRES CHARGES

Tableau 72 – Autres charges corporatives – Financement et autres charges

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de financement corporatives						
Service de la dette brute	748 072,8	763 845,9	780 813,7	788 598,8	7 785,1	788 598,8
Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés	333 674,4	379 198,4	454 851,5	441 611,2	(13 240,3)	442 536,6
Total – Charges de financement corporatives	**1 081 747,2**	**1 143 044,3**	**1 235 665,2**	**1 230 210,0**	**(5 455,2)**	**1 231 135,4**
Autres charges corporatives						
Dépenses communes	197 205,6	160 060,8	121 436,3	226 546,0	105 109,7	211 361,1
Dépenses de contributions	653 414,2	652 895,1	647 284,2	703 722,7	56 438,5	705 487,7
Total – Autres charges corporatives	**850 619,8**	**812 955,9**	**768 720,5**	**930 268,7**	**161 548,2**	**916 848,8**
Total – Autres charges corporatives et de financement	**1 932 367,0**	**1 956 000,2**	**2 004 385,7**	**2 160 478,7**	**156 093,0**	**2 147 984,2**

Les dépenses associées aux autres charges corporatives, totalisant 2,0 G$, affichent un écart favorable de 156,1 M$ par rapport au budget original. Cette rubrique est constituée du service de la dette brute corporative, des paiements au comptant d'immobilisations, des dépenses communes (charges relatives aux régimes de retraite, charges requises en vertu des dispositions légales, etc.) et des dépenses de contributions versées à des agences et organismes gouvernementaux et régionaux pour la réalisation d'activités relevant de leur responsabilité.

SERVICE DE LA DETTE BRUTE CORPORATIVE

Le service de la dette brute corporative comprend les éléments suivants :

- les frais de financement correspondant aux intérêts et autres frais relatifs à l'ensemble des emprunts émis par la Ville;
- le remboursement de la dette à long terme, reflétant les contributions au fonds d'amortissement et les remboursements de capital sur les emprunts liés au financement des dépenses d'immobilisations. Il inclut également le versement de contributions à la réserve financière destinée au remboursement accéléré de la dette;
- le remboursement de capital sur les emprunts contractés pour le financement à long terme de dépenses de fonctionnement.

Tableau 73 – Service de la dette brute corporative

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Frais de financement	389 789,2	397 165,8	400 970,5	408 676,7	7 706,2	408 676,7
Remboursement de la dette à long terme	463 853,3	473 755,5	495 960,9	498 425,2	2 464,3	498 425,2
Affectations – Remboursement de capital	27 098,6	32 683,8	46 028,5	41 818,2	(4 210,3)	41 818,2
Sous total – Service de la dette brute	**880 741,1**	**903 605,1**	**942 959,9**	**948 920,1**	**5 960,2**	**948 920,1**
Service de la dette décentralisé[1]	(132 668,3)	(139 759,2)	(162 146,2)	(160 321,3)	1 824,9	(160 321,3)
Total – Service de la dette brute	**748 072,8**	**763 845,9**	**780 813,7**	**788 598,8**	**7 785,1**	**788 598,8**

1. Ce montant correspond aux remboursements de dettes, aux intérêts et autres frais sur la dette à long terme dont le budget se trouve dans certaines unités d'affaires (Commission des services électriques, Eau, Espace pour la vie et arrondissements d'Anjou et de Saint-Léonard).

Le service de la dette brute corporative affiche une économie de 7,8 M$, pour s'établir à 780,8 M$. Celle-ci s'explique principalement par des taux d'intérêt moindres que ceux prévus lors de la confection budgétaire.

AFFECTATIONS – ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS, RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS

Tableau 74 – Affectations – Activités d'immobilisations, réserves financières et fonds réservés
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Affectations						
Affectation – Réserve financière – Eau	19 979,9	14 978,0	14 878,9	13 829,0	(1 049,9)	11 348,8
Affectation – Réserve financière – Eau – Taxes dédiées	-	31 500,0	54 800,0	54 800,0	-	54 800,0
Affectation – Réserve financière – Voirie	(5 227,8)	(1 869,0)	(797,0)	2 000,0	2 797,0	(1 493,6)
Affectation – Réserve financière – Immobilisations	307 980,6	316 482,5	375 168,1	370 900,0	(4 268,1)	370 900,0
Affectation – Financement comptant des activités d'immobilisations	9 487,1	17 704,0	10 531,2	-	(10 531,2)	6 843,8
Affectation – Fonds réservés	1 454,6	402,9	270,3	82,2	(188,1)	137,6
Total – Affectations	**333 674,4**	**379 198,4**	**454 851,5**	**441 611,2**	**(13 240,3)**	**442 536,6**

Les affectations aux activités d'immobilisations, totalisant 454,9 M$, affichent un écart défavorable de 13,2 M$ qui s'explique par les éléments suivants :

- une somme additionnelle de 1,0 M$, allouée à la réserve financière de l'eau pour financer au comptant les investissements dans les infrastructures de l'eau;
- une somme de 2,8 M$ de la réserve financière de la voirie, plutôt affectée au financement des dépenses de fonctionnement liées à des projets spécifiques et à celui des études de faisabilité des projets d'immobilisations liés aux infrastructures de voirie et de transport;
- une somme additionnelle de 4,3 M$, allouée à la réserve financière destinée au financement comptant des investissements pour l'ensemble des immobilisations autres que les infrastructures de l'eau et de la voirie;
- une somme de 10,5 M$, affectée directement au financement au comptant des activités d'immobilisations, notamment pour des travaux de mise aux normes et de protection des immeubles.

DÉPENSES COMMUNES

Tableau 75 – Dépenses communes

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Dépenses communes						
Redéploiement des ressources et dépenses relatives aux régimes de retraite	124 613,8	83 146,9	46 968,1	56 030,0	9 061,9	56 030,0
Crédits pour dépenses contingentes	23 451,1	(14 757,8)	44 285,2	32 018,6	(12 266,6)	18 054,2
Dépenses générales d'administration	51,0	-	-	-	-	-
Pertes possibles dans la perception	39 025,6	23 299,8	12 246,4	23 030,0	10 783,6	23 030,0
Prêt d'employés au MESS	23 298,2	21 821,2	17 857,6	20 334,6	2 477,0	20 334,6
Aide dédiée au développement économique	8 301,1	-	-	-	-	-
Développement du réseau des bibliothèques	-	-	-	812,8	812,8	812,8
Prêt d'employés à la société Stationnement de Montréal	4 532,0	4 571,4	4 535,2	4 738,4	203,2	4 738,4
Prêt d'employés au Bureau du taxi de Montréal	2 881,6	3 029,2	3 018,6	3 561,6	543,0	3 564,5
Bureau des régimes de retraite	7 364,7	7 392,0	7 219,0	7 967,7	748,7	7 967,7
Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Mesures d'allègement	(57 000,0)	-	-	-	-	-
Affectation – Régimes de retraite	26 700,0	32 600,0	14 300,0	14 300,0	-	14 300,0
Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Autres	(19 506,1)	(30 177,6)	(32 168,5)	(40 164,9)	(7 996,4)	(40 164,9)
Affectation – Sites contaminés	1 600,0	1 600,0	1 600,0	1 600,0	-	1 600,0
Affectation – Montant à pourvoir – TVQ	11 160,0	13 600,0	2 200,0	2 200,0	-	2 200,0
Affectation – Comblement de déficit ou autres	-	-	-	86 169,7	86 169,7	86 169,7
Autres	732,6	13 935,7	(625,3)	13 947,5	14 572,8	12 724,1
Total – Dépenses communes	**197 205,6**	**160 060,8**	**121 436,3**	**226 546,0**	**105 109,7**	**211 361,1**

Les dépenses communes de 121,4 M$ affichent un écart favorable de 105,1 M$ qui s'explique par les éléments suivants :

- un écart favorable global de 9,1 M$, associé aux charges liées au redéploiement des ressources et aux régimes de retraite, soit :
  - un écart favorable de 25,0 M$, attribuable à l'ajustement de la charge liée aux avantages sociaux futurs, à la suite de la signature de la nouvelle convention collective des professionnels;
  - un écart favorable de 2,7 M$ découlant de la révision à la baisse de la provision destinée aux règlements de griefs (cols bleus) et de versements moindres que prévu au budget en matière d'équité salariale;
  - un écart favorable de 3,0 M$, lié principalement à des dépenses moindres en matière de relations de travail et de gestion de la santé et de la sécurité au travail;

- un écart défavorable de 22,9 M$ découlant des derniers ajustements imputés aux charges de retraite comptabilisées au chapitre corporatif et dont la finalité reflète, conformément au dépôt de la dernière évaluation actuarielle, une charge de retraite globale à la hauteur de 263 M$ pour l'ensemble de la Ville, comparativement au budget original de 230,1 M$ (écart défavorable de 32,9 M$), tel que le présente le Tableau 78, « Rémunération et cotisations de l'employeur »;

- un écart défavorable de 12,3 M$ aux dépenses contingentes, attribuable principalement à :
  - un écart défavorable, lié à une révision à la hausse de 31,9 M$ de la provision pour les causes en justice relatives aux poursuites intentées contre la Ville;
  - un écart favorable de 10,8 M$ au poste des pertes possibles sur perception, attribuable principalement au recouvrement d'une somme de 10,0 M$ dans la liquidation de l'actif net de la Société de vélo en libre-service, dont les activités ont été transférées à BIXI Montréal en 2014;
  - un écart favorable de 2,5 M$, lié à une réduction importante du personnel de la Ville affecté à la gestion des programmes sociaux du MESS (départs à la retraite), conformément à l'entente;
- un écart favorable de 0,8 M$, dû au fait que les budgets destinés à l'ouverture de nouvelles infrastructures socioculturelles et sportives ont été transférés aux arrondissements, où les dépenses d'exploitation ont été réalisées à la suite de leur ouverture, en 2019;
- un écart favorable de 0,7 M$ en rémunération, constaté aux ententes de prêts d'employés aux organismes et principalement dû aux difficultés de comblement des postes devenus vacants en cours d'exercice;
- un ajustement de 0,8 M$, lié aux mesures transitoires prévues à la signature de la convention collective des professionnels;
- un surplus d'exercice de 86,1 M$ que la Ville doit obligatoirement consacrer au renflouement du déficit accumulé de l'agglomération de Montréal, au terme de l'exercice 2017;
- un écart favorable de 14,5 M$ pour les autres objets, qui s'explique principalement par les éléments suivants :
  - un écart favorable de 11,3 M$ résultant de la radiation de la provision consacrée au rachat d'éléments de l'actif de la Société en commandite Stationnement Montréal, dans le contexte de sa dissolution et du transfert de ses activités à la nouvelle Agence de mobilité durable;
  - un écart favorable de 7,4 M$ découlant principalement de la révision à la baisse des comptes créditeurs de fin d'exercice et de la reconnaissance d'une provision sur les prêts consentis à des organismes sans but lucratif;
  - un écart défavorable de 4,2 M$ découlant de la vente et de la dévaluation des terrains destinés au développement du logement social.

CHARGES DE CONTRIBUTIONS CORPORATIVES

Ce poste prévoit les contributions financières versées à des organismes relevant de la juridiction de la Ville, le paiement des quotes-parts à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ainsi que la contribution versée à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) qui, depuis 2018, se consacre à la planification de tous les services de transport collectif (incluant la STM) sur l'ensemble de son territoire, constitué de ceux de la CMM, de la réserve indienne de Kahnawake et de la ville de Saint-Jérôme.

Tableau 76 – Dépenses de contributions corporatives
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Dépenses de contributions corporatives						
Communauté métropolitaine de Montréal	39 113,6	39 328,0	39 505,0	39 942,4	437,4	39 942,4
Société de transport de Montréal	485 476,0	-	-	-	-	-
Agence métropolitaine de transport	26 020,5	-	-	-	-	-
Autorité régionale de transport métropolitain	37 535,7	551 450,4	541 829,4	599 200,0	57 370,6	599 200,0
Société du parc Jean-Drapeau	12 892,4	14 104,0	15 053,3	14 128,4	(924,9)	15 053,4
Société d'initiative et de développement commercial	12 696,6	13 572,4	13 748,4	13 900,0	151,6	13 900,0
Conseil des arts	14 450,0	16 950,0	18 450,0	18 450,0	-	18 450,0
Bureau du taxi de Montréal	3 917,6	4 577,8	4 805,0	4 805,0	-	4 805,0
Autres organismes	21 311,8	12 912,5	13 893,1	13 296,9	(596,2)	14 136,9
Total – Dépenses de contributions corporatives	**653 414,2**	**652 895,1**	**647 284,2**	**703 722,7**	**56 438,5**	**705 487,7**

Les dépenses de contributions corporatives, totalisant 647,3 M$, affichent un écart favorable de 56,4 M$ qui s'explique principalement par les éléments suivants :

- un écart favorable de 57,4 M$ pour la contribution versée à l'ARTM principalement attribuable à:
  - une révision à la baisse de 24,3 M$, décrétée par l'ARTM relativement à la quote-part que la Ville devait lui verser en 2018 et 2019;
  - une révision à la baisse de 33,1 M$ de la contribution que la Ville doit verser dans le cadre du programme de la SOFIL, compte tenu du ralentissement des investissements réalisés par la STM en 2019;
- un écart défavorable de 0,9 M$, lié à une contribution additionnelle à la Société du parc Jean-Drapeau pour la mise à jour du programme fonctionnel du nouveau site de la Place des Nations et du Plan directeur d'aménagement et de développement du parc Jean-Drapeau pour les 10 prochaines années;
- un écart défavorable de 0,6 M$ à la rubrique « Autres organismes », notamment pour des mandats additionnels confiés à l'Office de consultation publique de Montréal relativement à des projets priorisés par l'administration municipale.

Activités de fonctionnement – Analyse des résultats

2019

Analyses complémentaires



ANALYSES COMPLÉMENTAIRES

CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJETS

Tableau 77 – Charges de fonctionnement par objets

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original[1]	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Charges de fonctionnement						
Rémunération	1 782 405,5	1 784 675,5	1 834 881,5	1 773 916,8	(60 964,7)	1 779 979,6
Cotisations de l'employeur	629 953,0	580 658,8	512 177,1	521 380,0	9 202,9	522 565,4
Transport et communications	39 238,0	34 932,8	37 413,5	38 858,9	1 445,4	41 785,0
Services professionnels, techniques et autres	384 152,3	394 901,2	428 870,9	413 622,4	(15 248,5)	470 724,2
Location, entretien et réparation	162 347,0	171 139,4	190 080,1	207 307,0	17 226,9	209 260,7
Biens non durables	240 628,5	238 962,0	255 801,7	252 054,4	(3 747,3)	263 684,9
Biens durables	21 471,2	32 063,2	64 646,3	44 724,0	(19 922,3)	50 374,7
Frais de financement	389 789,0	397 165,8	400 983,0	408 676,7	7 693,7	408 676,8
Contributions à des organismes	854 046,1	792 077,5	943 341,4	857 707,1	(85 634,3)	993 421,7
Autres objets	84 159,2	97 738,1	16 879,8	140 846,6	123 966,8	1 294,0
Total – Charges de fonctionnement	**4 588 189,8**	**4 524 314,3**	**4 685 075,3**	**4 659 093,9**	**(25 981,4)**	**4 741 767,0**

1. Pour les fins de présentation du Rapport financier annuel, une portion de l'enveloppe budgétaire 2019 présentée dans Autres objets a été reclassée dans l'objet Contributions à des organismes.

RÉMUNÉRATION ET COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR

Tableau 78 – Rémunération et cotisations de l'employeur
(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Rémunération						
Salaires et avantages rattachés à la rémunération	1 665 491,7	1 668 120,7	1 703 957,8	1 690 915,2	(13 042,6)	1 696 804,0
Temps supplémentaire	112 343,4	111 829,5	126 168,1	77 682,5	(48 485,6)	77 858,3
Allocations et autres avantages	4 570,4	4 725,3	4 755,6	5 319,1	563,5	5 317,3
Total – Rémunération	**1 782 405,5**	**1 784 675,5**	**1 834 881,5**	**1 773 916,8**	**(60 964,7)**	**1 779 979,6**
Cotisations de l'employeur						
Régimes de retraite						
Services courants	208 523,8	197 269,4	199 012,7	187 663,4	(11 349,3)	188 051,3
Services passés	139 381,6	107 321,1	64 007,2	42 439,7	(21 567,5)	42 439,7
Total – Régimes de retraite	**347 905,4**	**304 590,5**	**263 019,9**	**230 103,1**	**(32 916,8)**	**230 491,0**
Charges sociales et autres cotisations	282 047,6	276 068,3	249 157,2	291 276,9	42 119,7	292 074,4
Total – Cotisations de l'employeur	**629 953,0**	**580 658,8**	**512 177,1**	**521 380,0**	**9 202,9**	**522 565,4**
Total – Rémunération globale	**2 412 358,5**	**2 365 334,3**	**2 347 058,6**	**2 295 296,8**	**(51 761,8)**	**2 302 545,0**

La rémunération globale est le poste de dépenses le plus important. Elle comprend la rémunération ainsi que les cotisations de l'employeur, et ce, pour tous les employés et élus de la Ville. La rémunération englobe les salaires et les indemnités. Les cotisations de l'employeur incluent les avantages sociaux et les charges sociales.

En 2019, la rémunération globale a atteint 2,3 G$, soit un écart défavorable de 51,8 M$ avec les prévisions budgétaires. Ces dépenses sont en baisse de 0,8 % par rapport à 2018.

Salaires et avantages rattachés à la rémunération

La rémunération régulière, soit les salaires et les avantages rattachés à la rémunération, s'élève à 1,7 G$ en 2019, soit un écart défavorable de 13,0 M$ avec les prévisions budgétaires originales. Cette rémunération représente 92,9 % de la rémunération globale. L'écart budgétaire s'explique principalement par les éléments suivants :

- services centraux : un écart favorable net de 2,2 M$ comprenant :
  - un écart défavorable de 12,2 M$, généré par la non-réalisation de l'optimisation de la structure de l'effectif policier;
  - un écart favorable net de 14,4 M$, causé par un nombre élevé de postes vacants, notamment chez les professionnels (17,7 M$), les cols bleus (5,9 M$), les pompiers (4,3 M$), les cadres (3,8 M$), et ce, malgré l'anticipation des économies sur les postes vacants déjà budgétisés;

- services centraux : un écart favorable net de 2,0 M$ provenant principalement de la non-utilisation de diverses provisions;
- arrondissements : un écart défavorable net de 17,2 M$.

Temps supplémentaires

En 2019, la rémunération liée aux heures supplémentaires s'élève à 126,2 M$, soit un écart défavorable de 48,5 M$ avec les prévisions budgétaires. Une grande partie de l'excédent des dépenses liées à la rémunération supplémentaire concerne la sécurité publique, soit plus de 65 %. Plus spécifiquement, l'écart budgétaire s'explique notamment par les éléments suivants :

- Service de police : un écart défavorable de 18,2 M$ qui s'explique ainsi :
  - policiers et officiers : un écart défavorable de 16,0 M$ principalement lié aux opérations;
  - employés civils : un écart défavorable de 2,2 M$ lié aux activités policières courantes;
- Service de sécurité incendie : un écart défavorable de 13,1 M$, associé principalement au travail des pompiers et de l'état-major, aux opérations, à l'augmentation de l'absentéisme et au remplacement des postes vacants;
- arrondissements : un écart défavorable de 12,1 M$, principalement attribuable aux heures supplémentaires non budgétées;
- services centraux : un écart favorable net de 5,1 M$ pour le remplacement des postes vacants.

Allocations et autres avantages

Les allocations et autres avantages s'élèvent à 4,8 M$ en 2019, pour un écart favorable de 0,6 M$ avec les prévisions budgétaires. L'écart budgétaire provient surtout de provisions non utilisées.

Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur incluent les charges des régimes de retraite, les avantages sociaux et la part de l'employeur dans les charges sociales.

Les régimes de retraite de la Ville de Montréal sont à prestations déterminées. On entend par régime de retraite à prestations déterminées un régime dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les employés, soit le mode de calcul du montant de ces prestations. Ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant.

Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation. Les cotisations déposées dans une caisse de retraite et les revenus de placement qui en découlent servent à financer le paiement des prestations prévues.

La charge des services courants représente la valeur des prestations acquises durant l'exercice financier. Elle est déterminée selon les hypothèses actuarielles. Ce montant permet de faire face aux obligations des régimes de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur.

La charge des services passés est un montant déterminé par l'actuaire afin de respecter les obligations des régimes de retraite en fonction des déficits actuariels. Il s'agit notamment de la part nécessaire au remboursement du déficit.

Les dépenses associées aux cotisations de l'employeur ont atteint 512,2 M$ en 2019, soit un écart favorable de 9,2 M$ avec les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des éléments suivants :

- régimes de retraite : un écart défavorable de 32,9 M$ découlant principalement de 2 éléments :
  - services courants : un écart défavorable de 11,4 M$, généré par de nouvelles évaluations actuarielles, des changements d'hypothèses et de méthodes;
  - services passés : un écart défavorable de 21,6 M$ (voir les explications à la section «Dépenses communes » et le tableau 75);
- charges sociales et autres cotisations : un écart favorable de 42,1 M$ découlant principalement de l'élément suivant :
  - une économie de 23,9 M$ pour l'assurance collective des retraités, suivant l'entente de principe conclue avec les professionnels municipaux.

TRANSPORT ET COMMUNICATIONS

Tableau 79 – Transport et communications

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Transport et communications						
Transport et communications	39 238,0	34 932,8	37 413,5	38 858,9	1 445,4	41 785,0
Total – Transport et communications	**39 238,0**	**34 932,8**	**37 413,5**	**38 858,9**	**1 445,4**	**41 785,0**

Les charges associées au transport et aux communications sont de 37,4 M$, en baisse de 1,4 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique notamment par les diminutions suivantes :

- 1,2 M$ en frais de déplacement, dont 0,9 M$ pour les allocations automobiles de l'ensemble de la Ville;
- 0,5 M$ pour les frais de poste de la cour municipale en raison d'un volume de dossiers moindre en lien avec une baisse du nombre de constats émis en matière de circulation et de stationnement;
- 0,5 M$ pour les dépenses de publicité et d'information, principalement dans les arrondissements;
- Ces baisses étant contrebalancées par une augmentation de 1,0 M$ pour les dépenses en télécommunication, soit 0,6 M$ pour des tarifs de téléphonie supérieurs à ce qui était prévu et 0,4 M$ pour les coûts de la téléinformatique et des réseaux.

SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES

Tableau 80 – Services professionnels, techniques et autres

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Services professionnels, techniques et autres						
Honoraires professionnels	63 023,7	57 822,6	66 689,5	63 405,5	(3 284,0)	85 665,0
Services techniques	316 263,1	332 248,2	357 301,4	345 462,2	(11 839,2)	379 445,4
Autres	4 865,5	4 830,4	4 880,0	4 754,7	(125,3)	5 613,8
Total – Services professionnels, techniques et autres	**384 152,3**	**394 901,2**	**428 870,9**	**413 622,4**	**(15 248,5)**	**470 724,2**

Les charges en services professionnels, techniques et autres s'élèvent à 428,9 M$ et affichent un écart défavorable de 15,2 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique notamment :

- d'une part, par une augmentation de 3,3 M$ des dépenses en honoraires professionnels, correspondant principalement aux hausses suivantes :
  - 4,1 M$ pour les dépenses des services centraux, essentiellement pour des crédits initialement prévus au poste « Autres objets » à des fins d'expertise juridique, d'ingénierie et autres, pour les affaires juridiques;
  - 1,8 M$ au Service des grands parcs, mont Royal et des sports, reliée principalement au Plan de gestion de la forêt urbaine, pour 2,3 M$, et à une baisse de 0,5 M$ pour des études non réalisées;
  - 1,5 M$ au Service de la culture, attribuable à une dépense de 2,6 M$ pour le Partenariat du Quartier des spectacles, compensée par une économie de 0,3 M$ sur des études d'avant-projet et à une autre de 0,8 M$ pour des virements internes à d'autres familles de dépenses;
  - 1,4 M$ à la Direction générale pour des dépenses en lien avec l'ancien Hôpital de la Miséricorde, l'Institut des sourdes-muettes et l'Îlot voyageur et pour des projets pilotes de véhicules autonomes électriques;
  - cette augmentation étant contrebalancée, notamment, par les diminutions suivantes :
    - 1,5 M$ dans les arrondissements, notamment au Plateau-Mont-Royal et à Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, due essentiellement à un transfert de charges à d'autres objets de dépenses;
    - 1,4 M$ au Service de la gestion et de la planification immobilière, s'expliquant principalement par le report temporaire de l'audit des bâtiments;
    - 1,0 M$ au Bureau de l'inspecteur général pour des projets ponctuels non récurrents et des circonstances imprévues;

- 1,0 M$ au Service des infrastructures du réseau routier pour le report d'études liées à des projets spécifiques;

- d'autre part, par une hausse de 11,8 M$ des dépenses en services techniques, se répartissant, entre autres, ainsi :
  - 17,1 M$ au Service de la concertation des arrondissements pour les contrats d'enlèvement, de transport et d'élimination de la neige, à la suite de précipitations plus élevées que prévu;
  - cette hausse étant contrebalancée en partie par les diminutions suivantes :
    - 3,3 M$ à la Commission des services électriques, s'expliquant principalement par une baisse dans les travaux effectués, lesquels sont plutôt intégrés dans les différents projets capitalisés, par une diminution des dépenses pour l'inspection structurale du réseau par caméra et le nettoyage des puits d'accès;
    - 1,1 M$ au Service des affaires juridiques, attribuable à des versements moindres de 0,8 M$ à la SAAQ ainsi qu'aux témoins et aux interprètes, en raison d'un nombre moins élevé de constats émis, ainsi qu'à des économies générées par les délais d'implantation des systèmes nécessaires au nouveau Code de procédure civile, pour 0,3 M$;
    - 1,1 M$ au Service de l'Espace pour la vie, diminution associée principalement au report de l'ouverture du Biodôme.

LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION

Tableau 81 – Location, entretien et réparation

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Location, entretien et réparation						
Location de bâtiments et de terrains	72 111,3	74 206,5	74 539,0	81 027,7	6 488,7	76 906,6
Location de véhicules et de matériel roulant	15 479,9	14 298,7	17 969,5	18 537,5	568,0	17 538,2
Autres locations	4 446,4	4 250,0	3 948,1	5 566,7	1 618,6	4 866,9
Entretien et réparation de bâtiments et de terrains	26 972,0	32 700,5	39 250,9	41 133,5	1 882,6	44 866,1
Entretien et réparation de véhicules et de matériel roulant	9 064,7	8 371,7	12 266,8	12 036,4	(230,4)	14 566,7
Entretien et réparation – Autres	34 272,7	37 312,0	42 105,8	49 005,2	6 899,4	50 516,2
Total – Location, entretien et réparation	**162 347,0**	**171 139,4**	**190 080,1**	**207 307,0**	**17 226,9**	**209 260,7**

Les charges de location, d'entretien et de réparation sont de 190,1 M$, en baisse de 17,2 M$ par rapport au budget original. Cet écart est attribuable aux éléments suivants :

- une diminution de 8,7 M$ des charges de location, notamment :
  - 5,2 M$ pour l'ensemble des baux de la Ville;
  - 2,4 M$, soit 1,0 M$ dans les arrondissements pour la location d'installations sportives et 1,4 M$ au Service des grands parcs, mont Royal et des sports, une baisse liée à la révision des orientations de l'anneau de glace temporaire;
  - 0,6 M$ pour l'ensemble des locations d'équipements de bureau et informatiques de la Ville;

- une diminution de 8,6 M$ des charges d'entretien et de réparation, soit :
  - 6,6 M$ au Service de l'eau, principalement en raison d'économies de 2,5 M$ sur le montant réservé aux interventions pour travaux majeurs et imprévus, de 2,5 M$ pour les transferts aux arrondissements relatifs à l'entente de partenariat et de 1,8 M$ pour l'entretien des usines et réservoirs d'eau potable et des conduites principales et d'égouts;
  - 1,9 M$ au Service de l'urbanisme et de la mobilité, diminution attribuable à la fin des travaux de la réfection du viaduc Rockland ainsi qu'à l'entretien et à la réparation d'infrastructures;
  - 1,3 M$ au Service de la gestion et de la planification immobilière, en raison d'une baisse relative concernant les travaux d'entretien des immeubles;
  - 0,9 M$ pour diverses économies dans les arrondissements, notamment pour les infrastructures municipales.

BIENS NON DURABLES

Tableau 82 – Biens non durables

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Biens non durables						
Fourniture de services publics	82 636,1	84 125,0	83 587,6	85 739,6	2 152,0	80 968,1
Autres biens non durables	157 992,4	154 837,0	172 214,1	166 314,8	(5 899,3)	182 716,8
Total – Biens non durables	**240 628,5**	**238 962,0**	**255 801,7**	**252 054,4**	**(3 747,3)**	**263 684,9**

Les charges associées aux biens non durables sont de 255,8 M$, en hausse de 3,7 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique, notamment, par les augmentations suivantes :

- 6,5 M$ pour les dépenses de sel et d'abrasifs pour l'ensemble de la Ville;
- 4,6 M$ au Service de sécurité incendie pour les mesures d'urgence reliées à la crue printanière;
- 2,9 M$ au Service du matériel roulant et des ateliers, principalement due aux pièces achetées afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des véhicules et des équipements pour les clients internes;
- ces augmentations étant contrebalancées, notamment, par les diminutions suivantes :
  - 3,8 M$ d'économies diverses dans les arrondissements, notamment pour des matériaux de construction en fonction des opérations des Travaux publics et diverses réserves;
  - 3,0 M$ au Service de l'urbanisme et de la mobilité pour des virements internes à d'autres familles de dépenses;
  - 2,4 M$ en frais d'électricité et d'énergie : au Service de l'eau, une diminution de 1,6 M$ en dépenses d'électricité provenant principalement du crédit de dépenses reçu d'Hydro-Québec et du report de la mise en service du procédé d'ozonation; dans les arrondissements, 3,0 M$ à la suite de l'installation d'un éclairage de rue plus écoénergétique. Ces économies sont contrebalancées par une hausse des coûts de l'énergie de 2,2 M$ dans les bâtiments de la Ville;
  - 2,1 M$ au Service de police, une diminution due au report de divers projets comme le Programme d'acquisition des armes à impulsion électrique et le changement des écussons d'uniforme, pour 1,2 M$, ainsi qu'à des économies sur le coût des uniformes et des accessoires et sur les achats de munitions, de l'ordre de 1,0 M$.

BIENS DURABLES

Tableau 83 – Biens durables

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Biens durables						
Biens durables	17 549,4	24 134,2	58 261,2	42 632,4	(15 628,8)	48 283,1
Propriétés destinées à la revente	3 921,8	7 929,0	6 385,1	2 091,6	(4 293,5)	2 091,6
Total – Biens durables	**21 471,2**	**32 063,2**	**64 646,3**	**44 724,0**	**(19 922,3)**	**50 374,7**

Les charges associées aux biens durables sont de 64,6 M$, en hausse de 19,9 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique, notamment, par les augmentations suivantes :

- 19,9 M$ de dépenses non capitalisables payées par emprunt, soit :
  - 9,4 M$ pour le Plan de gestion de la forêt urbaine;
  - 8,6 M$ pour la réalisation du Campus Outremont;
  - 1,9 M$ pour l'achat d'outils de collecte des matières résiduelles;
  - 4,8 M$ attribuables à une évaluation à la baisse de la valeur des terrains destinés à la construction de logements sociaux;
- ces augmentations étant contrebalancées, notamment, par les diminutions suivantes :
  - 4,1 M$ en raison des délais de construction de l'usine d'assainissement du lixiviat, au Complexe environnemental de Saint-Michel;
  - 2,8 M$ sous l'effet du report du choix des procédés pour l'usine de traitement prévue au PEPSC.

FRAIS DE FINANCEMENT

Tableau 84 – Frais de financement

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	388 662,8	396 121,5	397 238,8	407 262,2	10 023,4	407 249,8
Autres frais de financement	1 126,2	1 044,3	3 744,2	1 414,5	(2 329,7)	1 427,0
Total – Frais de financement	**389 789,0**	**397 165,8**	**400 983,0**	**408 676,7**	**7 693,7**	**408 676,8**

Les frais de financement totalisent 401,0 M$, créant un écart favorable de 7,7 M$ par rapport au budget original. Cette économie s'explique principalement par des financements négociés à des taux d'intérêt moindres que ceux prévus initialement lors de la confection budgétaire (9,7 M$), en contrepartie des frais encourus à l'émission de financement à court terme (2,0 M$).

CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES

Tableau 85 – Principales contributions à des organismes

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original[1]	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Principales contributions						
Communauté métropolitaine de Montréal	39 113,6	39 328,0	39 505,0	39 942,4	437,4	39 942,4
Société de transport de Montréal	485 476,0	-	-	-	-	-
Agence métropolitaine de transport	26 020,5	-	-	-	-	-
Autorité régionale de transport métropolitain	37 535,7	551 450,4	541 829,4	599 200,0	57 370,6	599 200,0
Société du parc Jean-Drapeau	12 892,4	14 104,0	15 053,3	14 128,4	(924,9)	15 053,4
Société d'initiative et de développement commercial	12 696,6	13 572,4	13 748,4	13 900,0	151,6	13 900,0
Conseil des arts	14 450,0	16 950,0	18 450,0	18 450,0	-	18 450,0
Bureau du taxi de Montréal	3 917,6	4 577,8	4 805,0	4 805,0	-	4 805,0
Autres organismes	221 943,7	152 094,9	309 950,3	167 281,3	(142 669,0)	302 070,9
Total – Principales contributions	**854 046,1**	**792 077,5**	**943 341,4**	**857 707,1**	**(85 634,3)**	**993 421,7**

1. Pour les fins de présentation du Rapport financier annuel, une portion de l'enveloppe budgétaire 2019 présentée dans Autres objets a été reclassée dans l'objet Contributions à des organismes.

Les charges des contributions à des organismes totalisent 943,3 M$, en hausse de 85,6 M$ par rapport au budget original. Cet écart s'explique, entre autres, par les éléments suivants :

- un écart favorable de 57,4 M$ pour la contribution versée à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), découlant principalement des éléments suivants :
  - une révision à la baisse de 24,3 M$, décrétée par l'ARTM relativement à la quote-part que la Ville devait lui verser en 2018 et 2019;
  - une révision à la baisse de 33,1 M$ de la contribution que la Ville doit verser dans le cadre du programme de la SOFIL, compte tenu du ralentissement des investissements réalisés par la STM en 2019;
  - une contribution additionnelle de 0,9 M$ à la Société du parc Jean-Drapeau pour le nouveau site de la Place des Nations;
- un écart défavorable de 142,7 M$ pour les contributions aux autres organismes, s'expliquant par les éléments suivants :
  - un reclassement de 113,4 M$, relié principalement aux programmes d'aide et de subventions des services de l'Habitation et du Développement économique, budgété dans « Autres objets », alors que la dépense réelle est comptabilisée dans « Contributions »;
  - une dépense de contribution non capitalisable de 21,0 M$, payée par emprunt et accordée à l'Université de Montréal pour la cour de voirie du Campus Outremont;
  - un budget additionnel de 10,7 M$, reçu pour l'aménagement de l'îlot central du Technopôle Angus;

- des contributions de 4,1 M$ pour l'ensemble des arrondissements qui ont versé des sommes plus importantes que prévu au courant de l'année, notamment 3,1 M$ à l'Arrondissement de Ville-Marie, principalement pour des contributions aux sociétés de développement commercial pour la décoration hivernale et le plan d'action 2019;
- une hausse de 2,9 M$ pour le Service des grands parcs, mont Royal et sports, s'expliquant principalement par des dépenses non capitalisables payées par emprunt dans le cadre du Plan de gestion de la forêt urbaine, pour 1,4 M$, ainsi que par des contributions additionnelles accordées pour des événements sportifs (Championnats du monde de patinage artistique, Grand Prix de judo, etc.);

Ces éléments étant contrebalancés en partie par les diminutions suivantes :

- économie liée au report en 2020 de la portion non utilisée du budget de 2019 pour les deux ententes Réflexe Montréal (5,8 M$) et de l'entente MTESS (1,6 M$);
- un écart favorable de 2,0 M$ qui provient globalement de dépenses moindres pour le programme Rénovation Québec ainsi que d'une hausse des subventions associées à AccèsLogis, lesquelles sont constatées en fonction de l'avancement des travaux pour les dossiers actuellement engagés.

AUTRES OBJETS

Tableau 86 – Autres objets

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget original[1]	Écart	Budget modifié
	2017	2018	2019	2019	2019	2019
Autres objets						
Dépenses contingentes	22 593,0	(17 267,7)	40 434,4	36 694,7	(3 739,7)	12 507,7
Créances douteuses ou irrécouvrables	39 014,0	23 464,2	12 351,0	23 094,5	10 743,5	23 151,2
Autres objets – Autres que dépenses contingentes	22 552,2	91 541,6	(35 905,6)	81 057,4	116 963,0	(34 364,9)
Total – Autres objets	**84 159,2**	**97 738,1**	**16 879,8**	**140 846,6**	**123 966,8**	**1 294,0**

1. Pour les fins de présentation du Rapport financier annuel, une portion de l'enveloppe budgétaire 2019 présentée dans Autres objets a été reclassée dans l'objet Contributions à des organismes.

Les charges des autres objets totalisent 16,9 M$, en baisse de 124,0 M$ par rapport au budget original. Cet écart est attribuable principalement aux éléments suivants :

- une augmentation de 3,8 M$ dans les dépenses contingentes, soit :
  - hausse de 31,9 M$, relative à la révision de la provision pour les causes en justice liées aux poursuites intentées contre la Ville;
  - réduction de 14,5 M$, due au fait que les dépenses sont réalisées dans les unités d'affaires où des budgets ont été transférés à la suite des autorisations des instances pour la réalisation de projets ponctuels;
  - baisse de 5,2 M$ pour les litiges en réclamations contre la Ville ayant été réglés pour un montant moindre que prévu;
  - baisse de 4,6 M$ en raison d'un transfert de budget à d'autres familles de dépenses;
  - écart favorable de 3,8 M$ dans les arrondissements, relié à des réserves non utilisées et à des transferts de crédits à d'autres activités;
- un écart favorable de 10,8 M$ en créances douteuses ou irrécouvrables, attribuable principalement au recouvrement d'une somme de 10,0 M$ dans la liquidation de l'actif net de la Société de vélo en libre-service;
- une baisse de 117,0 M$ pour les autres objets, soit les diminutions suivantes :
  - 113,4 M$, attribuable au reclassement dans les contributions aux organismes de la dépense réelle reliée aux programmes d'aide et de subventions;
  - 11,4 M$ en raison de l'annulation de la provision pour le rachat des éléments de l'actif de Stationnement Montréal;
  - 7,3 M$ pour l'ajustement à la baisse des charges à payer de l'exercice antérieur;
  - 5,4 M$ de réserve dans les dépenses générales d'administration des arrondissements;
  - 3,0 M$ en budget non requis pour les relations de travail;

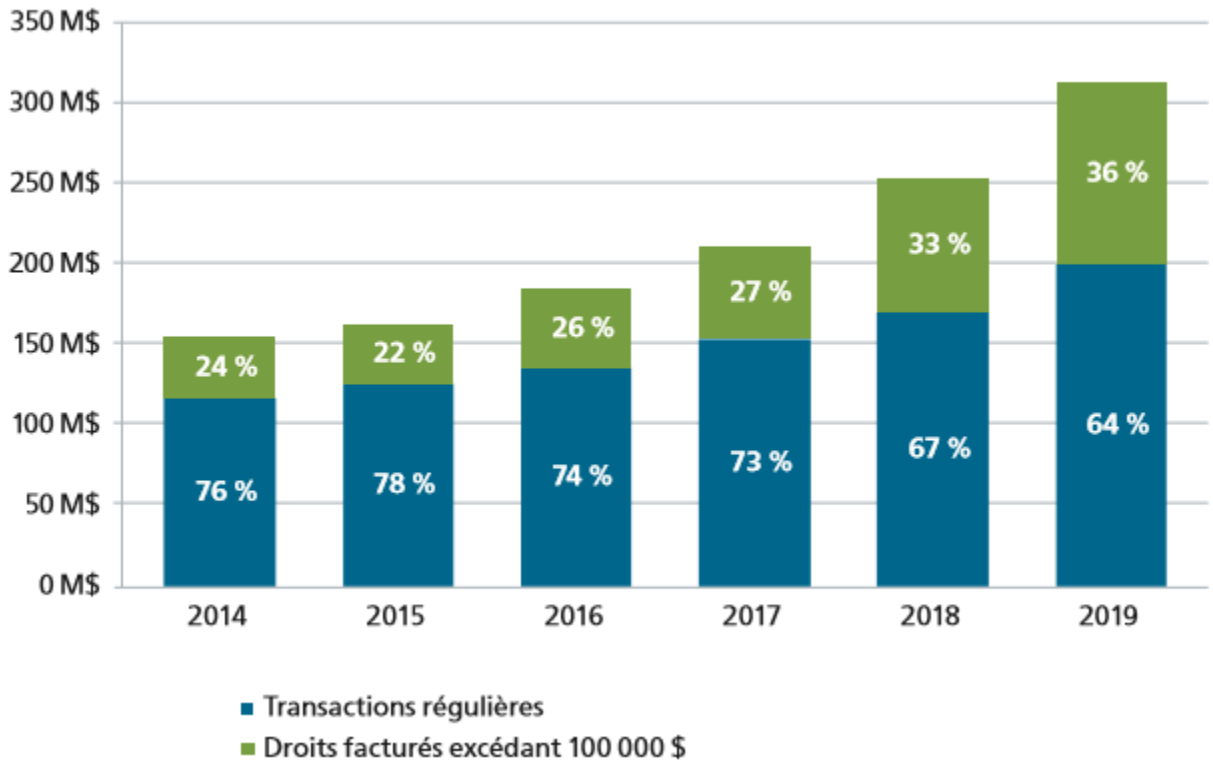
- 1,6 M$ à la Commission des services électriques pour l'enfouissement des fils et le report de projets avec ses partenaires;

- des éléments contrebalancés par les augmentations suivantes :
  - 10 M$ au Service de l'eau, attribuable à une économie anticipée au budget, mais réalisée dans les autres familles de dépenses;
  - 4,8 M$ pour le passif environnemental de la Pointe Saint-Charles (PEPSC), incluant un ajustement de la provision de 0,9 M$, dont la contrepartie est dans plusieurs objets;
  - 4,9 M$ pour le passif environnemental du Complexe environnemental de Saint-Michel, dont la contrepartie est dans les autres familles de dépenses;
  - 2,8 M$ au Service de l'approvisionnement pour un ajustement d'inventaire.

ANALYSE DE CERTAINES ACTIVITÉS

DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Graphique 3 – Droits sur les mutations immobilières
(en millions de dollars)

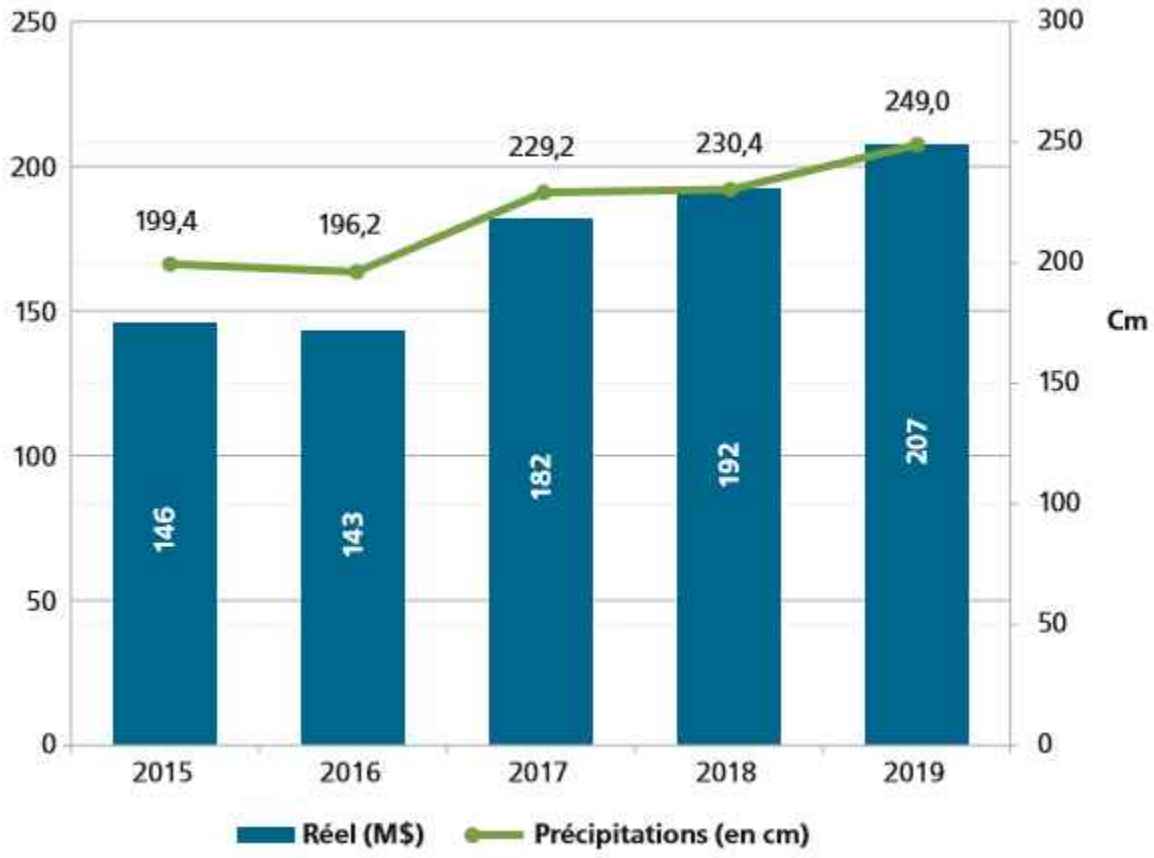


Les revenus associés aux droits sur les mutations immobilières ont fortement augmenté dans les dernières années. Bien que l'ampleur (en nombre et en valeur) des transactions courantes ait contribué à cette croissance, une bonne partie de l'augmentation est attribuable aux transactions générant des factures de plus 100 000 $, qui ont propulsé les revenus à plus de 310 M$ en 2019.

ENLÈVEMENT DE LA NEIGE

Graphique 4 – Coût de l'enlèvement de la neige en fonction des précipitations

(en millions de dollars)



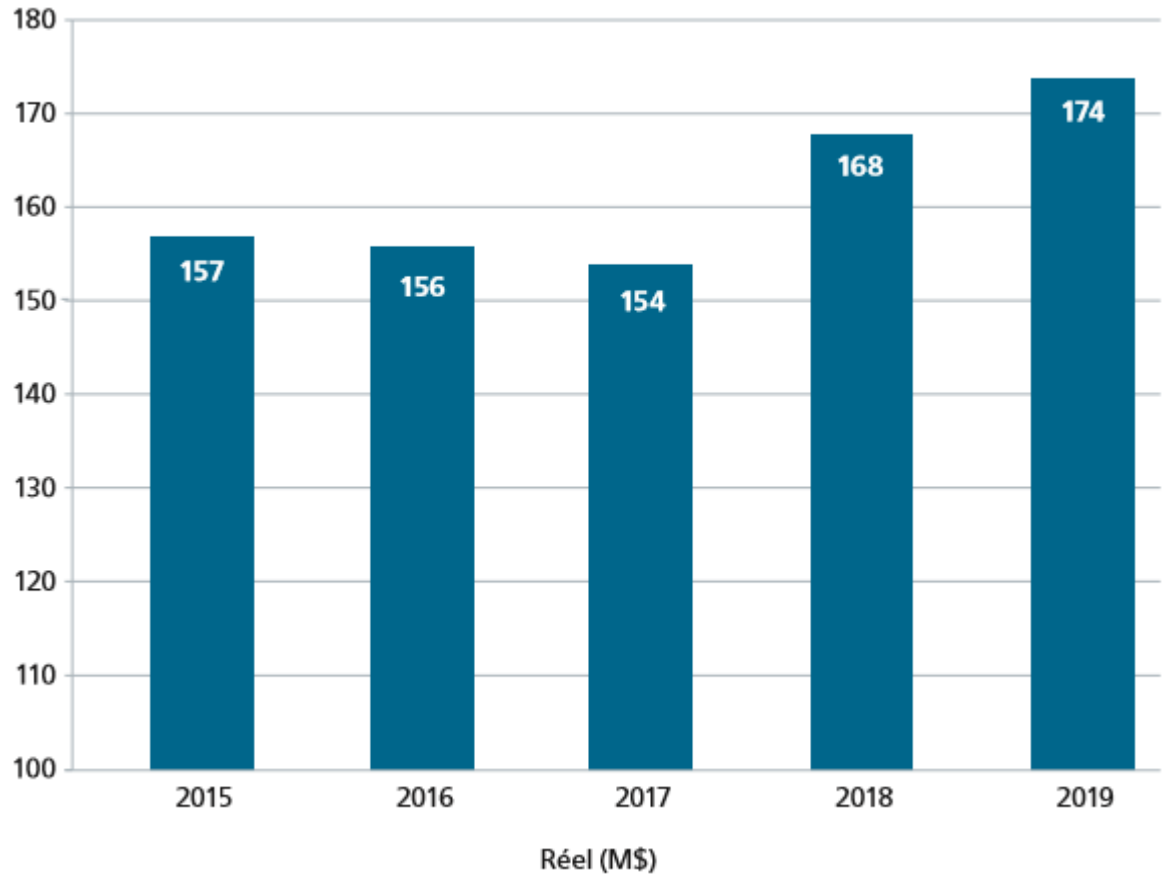
L'excédent des coûts de 15 M$ pour les activités de déneigement de 2019 par rapport aux activités de 2018 peut s'expliquer par les principaux éléments suivants;

- des précipitations de neige plus élevées et un nombre accru de jours de chargement;
- une augmentation du nombre d'opérations de déglaçage et d'épandage de fondants en raison de conditions hivernales difficiles.

Les données relatives aux précipitations proviennent de l'Aéroport international Montréal-Trudeau.

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Graphique 5 – Coût de la gestion des matières résiduelles
(en millions de dollars)



Basé sur les définitions du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, le coût de la gestion des matières résiduelles regroupe plusieurs dépenses relatives aux activités associées aux matières résiduelles, notamment :

- la collecte, le transport et l'élimination des déchets domestiques et assimilés;
- la collecte, le transport, le tri et le conditionnement des matières recyclables provenant de la collecte sélective;
- la collecte, le transport et le traitement des matières organiques (résidus verts et alimentaires);
- la collecte, le transport et la valorisation des matériaux secs tels que les résidus de construction, de rénovation et de démolition d'immeubles, de ponts, de routes et autres structures;
- la collecte, le transport, l'entreposage et la valorisation des autres matières non énumérées précédemment et destinées à être valorisées comme les pneus, les électroménagers, les meubles, les résidus domestiques dangereux, les résidus technologiques, etc.;
- la réalisation, la modification et la révision d'un plan de gestion des matières résiduelles.

Les dépenses reliées aux matières résiduelles de la Ville s'élèvent à 174 M$ en 2019. Il s'agit d'une hausse de 5,7 M$ par rapport à 2018, principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 4,1 M$ au contrat de tri et de mise en marché des matières recyclables, résultant de la poursuite de la chute de la valeur des matières triées (restrictions sur l'exportation);
- une baisse de 1,0 M$ des coûts de traitement et d'élimination des matières résiduelles, attribuable principalement à la baisse de la quantité de matières éliminées et à une hausse du volume des résidus alimentaires et mélangés et des résidus verts valorisés;
- une augmentation de 1,3 MS des dépenses des écocentres, à la suite de la résiliation des contrats du fournisseur principal au RENA et de l'implantation d'un nouveau mode d'exploitation pour le maintien du service;
- une hausse de 2,9 M$ à la suite de l'indexation des contrats de collecte et transport des matières résiduelles (IPC et indice de carburant) et de la hausse des coûts des nouveaux contrats;
- un ajustement du taux de répartition des dépenses liées au matériel roulant en fonction de l'inventaire des véhicules, pour un impact positif de 1,9 M$;
- une indexation des coûts de main-d'œuvre, associée aux activités de la gestion des matières résiduelles des arrondissements, pour 0,7 M$.

Sur cette période, les revenus totaux de 42 M$ ont augmenté de 3,2 M$ en raison des éléments suivants :

- une augmentation des redevances redistribuées concernant la performance en gestion des matières organiques (déploiement de la collecte);
- une hausse de 3,3 M$ de la compensation reçue, par l'intermédiaire du régime de compensation en place, pour les coûts de gestion des matières recyclables (eux-mêmes en hausse).

SURPLUS ACCUMULÉS ET RÉSERVES

Tableau 87 – Sommaire des surplus accumulés et des réserves
(en millions de dollars)

	Conseil municipal			Conseil d'agglo-mération	Total	
	Ville	Arrondis-sements	Total		2019	2018
Surplus accumulés non affectés[1]	210,9	72,6	283,5	(36,9)	246,6	215,8
Surplus accumulés affectés	184,7	226,1	410,8	6,7	417,5	377,1
Solde au 31 décembre	395,6	298,7	694,3	(30,2)	664,1	592,9
Réserves financières et fonds réservés						
Eau	10,1		10,1	17,4	27,5	35,4
Voirie	22,9		22,9	3,9	26,8	34,5
Immobilisations	237,0		237,0	138,5	375,5	0,2
Autres	0,3	9,7	10,0	0,7	10,7	12,5
	270,3	9,7	280,0	160,5	440,5	82,6
	665,9	308,4	974,3	130,3	1 104,6	675,5

1. Après affectation des surplus de gestion aux arrondissements et affectation à l'équilibre budgétaire de l'année suivante.

Les surplus accumulés de la Ville représentent les sommes dont la Ville dispose, en plus de son budget annuel, pour effectuer certains projets spécifiques. Ils sont composés des surplus accumulés non affectés et des surplus accumulés affectés.

SURPLUS ACCUMULÉS NON AFFECTÉS

Ces surplus accumulés représentent les sommes pour lesquelles aucune affectation n'a encore été faite, c'est-à-dire les surplus libres de la Ville. Ces montants sont présentés avant toute autre affectation à différents projets ou réserves.

SURPLUS ACCUMULÉS AFFECTÉS (RÉSERVES DE FONDS)

Ces surplus accumulés représentent l'ensemble des sommes affectées par la Ville ou les arrondissements à divers projets, ainsi que les sommes disponibles pour les surplus des arrondissements.

Activités d'immobilisations – Analyse des résultats

2019

État des activités d'immobilisations

Portrait des investissements

Analyse des investissements par catégories d'actifs

Impact des investissements en immobilisations

Analyse des principales réalisations



ÉTAT DES ACTIVITÉS D'IMMOBILISATIONS

Le sommaire des résultats contenus dans le tableau suivant présente les activités d'immobilisations de la Ville de Montréal. Ces activités couvrent les investissements réalisés sur le territoire de Montréal. Le tableau illustre aussi les revenus et le financement à long terme des activités d'immobilisations ainsi que les affectations utilisées pour le paiement des immobilisations.

Tableau 88 – Excédent (déficit) non consolidé des activités d'immobilisations à des fins fiscales
(en milliers de dollars)

		Réel	
	2017	**2018**	**2019**
Revenus			
Transferts	268 355	191 429	149 323
Autres revenus			
Contributions des promoteurs	1 558	7 386	9 129
Effet net des opérations de restructuration	-	-	5 047
Autres	6 790	7 752	8 573
Total – Revenus	**276 703**	**206 567**	**172 072**
Dépenses d'immobilisations			
Infrastructures	1 020 585	1 285 381	1 295 629
Bâtiments et améliorations locatives	200 402	281 851	331 010
Véhicules	36 647	35 363	47 901
Ameublement et équipements de bureau	76 646	83 687	105 700
Machinerie, outillage et équipements	33 618	23 284	21 303
Terrains	46 220	3 735	18 410
Autres	800	8 200	2 821
Total – Dépenses d'immobilisations	**1 414 916**	**1 721 501**	**1 822 774**
Déficit de l'exercice	**(1 138 213)**	**(1 514 934)**	**(1 650 702)**
Financement			
Financement à long terme des activités d'immobilisations	679 966	918 781	1 082 587
Affectations			
Activités de fonctionnement	9 487	17 704	10 531
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement affecté	24 116	10 150	15 155
Réserves financières et fonds réservés[1]	343 716	426 443	84 782
Total – Affectations	**377 319**	**454 297**	**110 468**
Excédent (déficit) des activités d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice	**(80 928)**	**(141 856)**	**(457 647)**

1. En 2019, un montant de 375,4 M$ a été porté à la réserve pour le paiement au comptant des immobilisations. Ce montant sera utilisé en 2020.

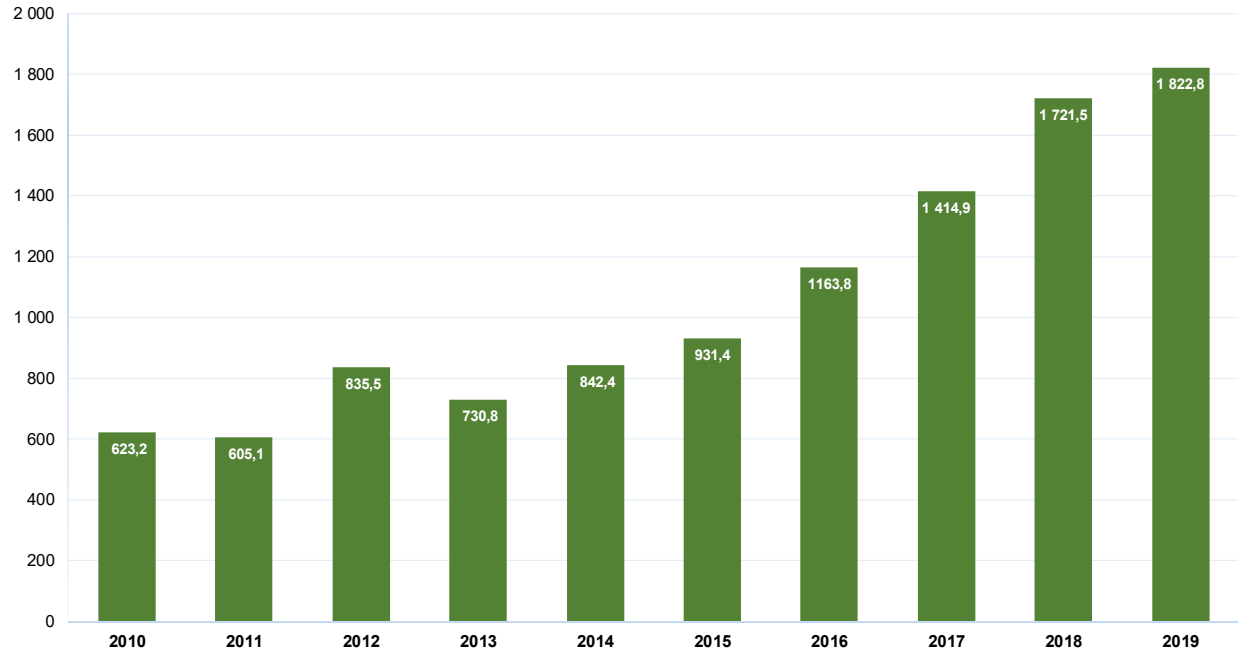
PORTRAIT DES INVESTISSEMENTS

Le Programme triennal d'immobilisations regroupe un ensemble de projets et de programmes d'investissement que la Ville de Montréal compte réaliser ou entreprendre sur son territoire, au cours des trois prochaines années, pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie des citoyens. La valeur de remplacement des éléments des actifs de la Ville est estimée à environ 66 G$[1].

Les infrastructures de la Ville ont besoin d'entretien et de réfection réguliers afin de parer aux hausses des coûts de fonctionnement et, aussi, d'éviter les coûts substantiels de réfection ou de remplacement complet, à la limite de la durée de vie d'un élément d'actif. Ainsi, les activités d'immobilisations s'imbriquent à plusieurs égards dans le budget de fonctionnement de la Ville pour maximiser l'utilisation des actifs.

[1] Données de 2011, en cours de révision.

Graphique 6 – Réalisations annuelles des activités d'immobilisations à des fins fiscales
(en millions de dollars)



En 2019, les sommes investies sur l'ensemble du territoire montréalais totalisent 1,8 G$, soit une hausse de 101,3 M$ ou 5,9 % par rapport à 2018.

Les principales réalisations proviennent des investissements dans les éléments d'actifs liés à l'environnement et aux infrastructures souterraines, pour 579,4 M$, aux infrastructures routières, pour 502,6 M$, aux bâtiments, pour 331,0 M$, ainsi qu'aux parcs, aux espaces verts et aux terrains de jeux, pour 213,6 M$.

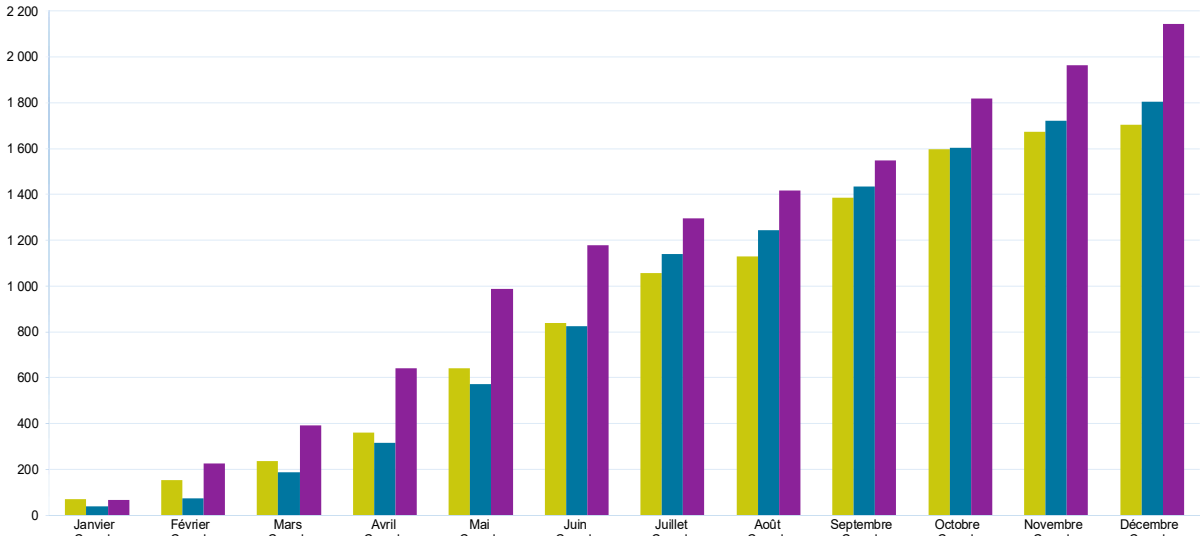
La valeur des réalisations en investissements a presque doublé de 2015 à 2019, étant passée de 0,9 G$ à 1,8 G$, soit une augmentation de 95,7 %, tel que l'illustre le graphique 6. Par ailleurs, il est possible d'observer un ralentissement de la croissance des réalisations entre 2018 et 2019 par rapport à celles des années précédentes, reflétant l'atteinte progressive de la capacité maximale de réalisation, tant du marché que de la Ville.

Le graphique 7 illustre les engagements annuels cumulés, des années 2017 à 2019. La poursuite de la progression des engagements annuels cumulatifs de la Ville en 2019 fait suite aux nombreux contrats octroyés durant cette période par les différents services centraux et arrondissements. Ces contrats seront réalisés au cours des mois et des années à venir.

L'augmentation du nombre d'engagements annuels témoigne de l'objectif de la Ville de combler les besoins à l'égard de ses infrastructures vieillissantes afin d'éliminer, notamment, le déficit d'entretien dans ses réseaux d'eau et de voirie.

Graphique 7 – Engagements cumulatifs annuels – Ville de Montréal, de 2017 à 2019

(en milliers de dollars)



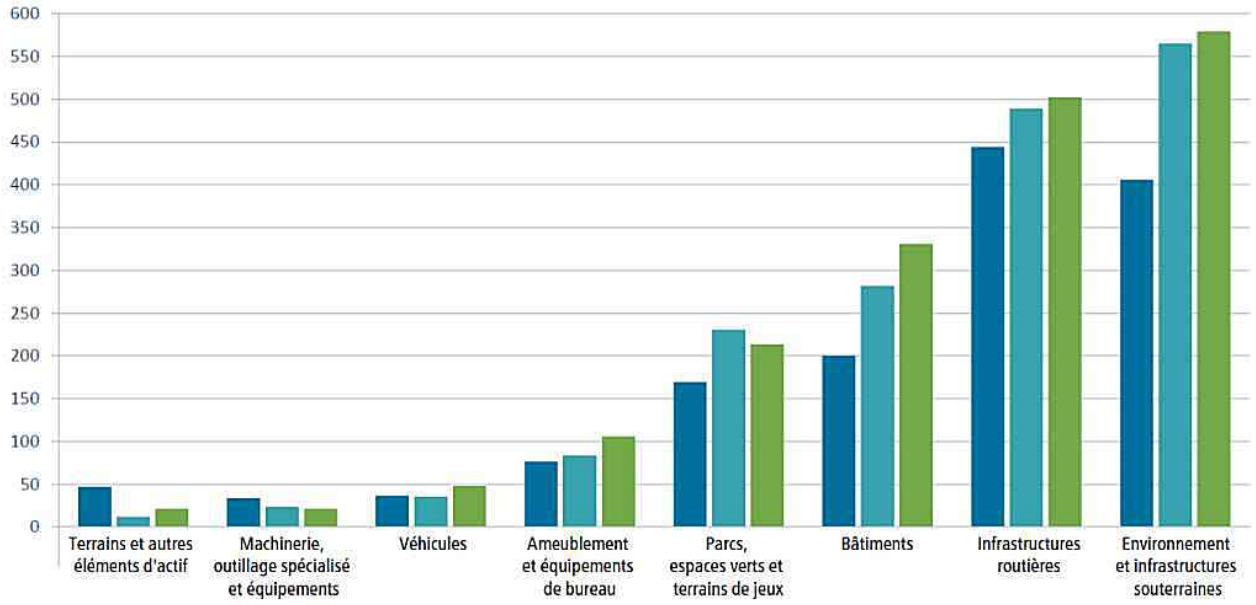
	Janvier Cumul.	Février Cumul.	Mars Cumul.	Avril Cumul.	Mai Cumul.	Juin Cumul.	Juillet Cumul.	Août Cumul.	Septembre Cumul.	Octobre Cumul.	Novembre Cumul.	Décembre Cumul.
2017	69,3	153,6	236,2	359,2	642,0	838,4	1 055,5	1 130,1	1 384,2	1 598,1	1 673,2	1 704,2
2018	39,7	72,0	186,0	315,8	571,0	823,0	1 139,1	1 243,9	1 434,7	1 604,3	1 720,3	1 803,7
2019	67,2	226,8	391,6	642,4	988,6	1 179,5	1 296,7	1 415,2	1 547,2	1 818,3	1 963,9	2 144,6

ANALYSE DES INVESTISSEMENTS PAR CATÉGORIES D'ACTIFS

La Ville de Montréal a injecté, en 2019, 1,8 G$ pour l'entretien, la réhabilitation et le développement d'éléments de ses actifs, répartis sur l'ensemble du territoire montréalais. À ces investissements totaux, ses services centraux ont participé à hauteur de 1,6 G$ et les arrondissements, à hauteur de 179,4 M$.

Cette section présente par grandes catégories d'actifs les principaux projets et programmes pour lesquels les sommes ont été investies.

Graphique 8 – Réalisations de 2019, 2018 et 2017, par catégories d'actifs
(en millions de dollars)



	Terrains et autres éléments d'actif	Machinerie, outillage spécialisé et équipements	Véhicules	Ameublement et équipements de bureau	Parcs, espaces verts et terrains de jeux	Bâtiments	Infrastructures routières	Environnement et infrastructures souterraines
2017	47,0	33,6	36,6	76,6	169,7	200,4	444,6	406,3
2018	11,9	23,3	35,4	83,7	230,6	281,8	489,5	565,3
2019	21,2	21,3	47,9	105,7	213,6	331,0	502,6	579,4

ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES

Un montant de 579,4 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative à l'environnement et aux infrastructures souterraines, en hausse de 14,1 M$ ou 2,5 % par rapport à l'exercice précédent.

La gestion de l'eau est une priorité pour la Ville de Montréal, et de nombreux projets sont réalisés sur l'ensemble du territoire afin d'éliminer le déficit d'entretien des années antérieures ainsi que d'entretenir et de développer l'ensemble des éléments d'actifs relatifs à l'eau.

Des investissements importants, soit 271,9 M$, ont été consacrés au renouvellement de l'ensemble des conduites. De ce montant, 35,7 M$ ont servi à la réhabilitation et à la reconstruction de 5,5 km de conduites primaires d'aqueduc, tandis que 219,9 M$ ont été investis dans le renouvellement de 50,3 km du réseau d'aqueduc et de 77,4 km d'égouts secondaires. La technique d'intervention sans tranchée a été utilisée pour 72 % des conduites. Un montant de 16,3 M$ a également été consacré au réseau des collecteurs d'égouts.

Un montant de 25,2 M$ a été consacré à la modernisation et à l'entretien des éléments d'actifs liés aux usines de production d'eau potable (notamment 7,5 M$ à l'usine Atwater et 5,3 M$ à l'usine Pierrefonds). Des investissements ont également été réalisés dans différents projets, soit 3,1 M$ pour la protection de la source d'alimentation à l'usine Atwater et 37,4 M$ pour la remise en service du réservoir Rosemont. Afin d'améliorer et d'optimiser la consommation et la distribution de l'eau potable, 6,5 M$ ont été investis de manière à sectoriser le réseau, à réguler la pression et à mesurer la distribution.

Concernant la gestion des eaux usées et la protection de l'environnement, un montant de 18,5 M$ a été investi à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte et dans son réseau d'intercepteurs afin de maintenir les actifs en bon état. Les investissements suivants ont aussi été réalisés en 2019 : 27,2 M$ dans la construction d'ouvrages de rétention afin de réduire les surverses d'eaux usées et 24,4 M$ dans le projet de désinfection à l'ozone des eaux usées.

Concernant les conduites d'aqueduc et d'égouts, des investissements ont également été effectués dans la réalisation de grands projets de réaménagement urbain, notamment 5,0 M$ pour le projet visant la mise en fonction du système rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX. Certains projets de réaménagement d'artères importantes sur l'ensemble du territoire de Montréal ont aussi fait l'objet d'investissements, tel que celui de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour 14,8 M$.

En ce qui a trait à l'environnement durable, la Ville a investi 22,6 M$ pour finaliser la construction du centre de tri des matières recyclables, dans l'arrondissement de Lachine, qui dessert maintenant le secteur ouest de l'agglomération. De plus, 15,4 M$ ont été consacrés au projet de construction d'un centre de compostage, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, afin de traiter les matières organiques.

Par ailleurs, la Commission des services électriques de Montréal a investi 66,7 M$ dans le programme de construction et de modification de conduits souterrains. Ce programme est autofinancé à 100 %, à même les redevances facturées aux utilisateurs, selon la portion de conduits qu'ils utilisent.

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Un montant de 502,6 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative aux infrastructures routières, en hausse de 13,1 M$ ou 2,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Maintenir et améliorer l'état d'un réseau routier vieillissant, comprenant plus de 4 070 km de chaussées et près de 600 structures, constitue un défi majeur et demeure chaque année une grande priorité pour la Ville. En conséquence, la remise à niveau de ce réseau névralgique a été établie comme un objectif stratégique, en visant l'élimination du déficit d'entretien.

Globalement, c'est un investissement de 283,6 M$ qui a été consacré à l'entretien des éléments d'actifs liés à la voirie, ce qui a permis de réhabiliter ou reconstruire 197 km de rues. Ainsi, la Ville de Montréal a investi dans plusieurs programmes destinés aux infrastructures de la voirie :

- 78,7 M$ dans les deux programmes complémentaires de planage-revêtement (qui consistent à prolonger la durée de vie des chaussées en attente de réhabilitation majeure);
- 79,0 M$ dans le programme de réfection des artères;
- 68,3 M$ dans le programme de réfection du réseau de rues locales;
- 28,6 M$ dans le programme de réfection des structures routières (ponts et tunnels);
- 19,4 M$ dans les programmes de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement;
- 7,1 M$ dans les programmes d'aménagement des rues;
- 2,5 M$ dans le programme de maintien des infrastructures routières.

Le déploiement de systèmes de transport intelligents sur le territoire de la ville se poursuit. Des investissements de 15,8 M$ ont été réalisés en 2019 pour équiper les réseaux routiers (caméras, feux de circulation mis aux normes, détecteurs), afin de réagir aux perturbations dès qu'elles surviennent et de rétablir des conditions de circulation normale.

Afin d'améliorer la sécurisation des déplacements, un investissement de 15,4 M$ a été réalisé dans le programme de réaménagement géométrique du réseau artériel. Par ailleurs, une somme de 27,8 M$ a été investie dans plusieurs projets de réaménagement d'artères importantes sur le territoire de Montréal, notamment celui de la rue Sainte-Catherine Ouest, pour 14,2 M$, et celui de la rue Saint-Hubert, pour 13,6 M$. De plus, un montant de 32,7 M$ a été consacré au programme d'acquisition de mobilier d'éclairage et au projet de mise à niveau de l'éclairage de rue.

La réalisation de grands projets d'aménagement urbain et de transport a également nécessité des investissements en infrastructures routières, soit :

- 23,0 M$ dans la réalisation du Campus Outremont et de ses abords;

- 14,1 M$ dans le projet de reconstruction du complexe Turcot;
- 13,7 M$ dans le projet visant la mise en fonction du système rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX;
- 5,7 M$ dans le programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de Griffintown;
- 3,7 M$ dans le projet de revitalisation du Quartier des gares;
- 1,6 M$ dans la requalification urbaine du secteur de Namur–Jean-Talon Ouest (Le Triangle).

Enfin, un montant total de 43,0 M$ a été investi par les 19 arrondissements dans différents programmes de réfection routière afin de maximiser la durée de vie et le confort du réseau local.

BÂTIMENTS

Un montant de 331,0 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative aux bâtiments, en hausse de 49,2 M$ ou 17,5 % par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements sont les suivants :

- 44,7 M$ dans le programme de mise aux normes des arénas;
- 39,7 M$ à l'Espace pour la vie, principalement dans le projet *Migration du Biodôme*, le programme commun de maintien des actifs et le projet *Métamorphose de l'Insectarium*;
- 24,1 M$ dans les travaux d'amélioration des infrastructures du circuit Gilles-Villeneuve pour le Grand Prix du Canada;
- 16,9 M$ dans le projet de rénovation de l'hôtel de ville;
- 15,9 M$ en matière de sécurité publique : programmes d'entretien des bâtiments du Service de police et du Service de sécurité incendie, projet de développement du pôle multifonctionnel du Service de police et projet de captation des gaz dans les casernes;
- 14,7 M$ dans le projet de réaménagement du secteur de la Place des Arts et de l'îlot Clark, dans le Quartier des spectacles;
- 12,0 M$ dans le développement d'installations sportives, principalement à la suite de l'acquisition du Centre sportif St-Jean-Vianney;
- 10,3 M$ dans le réseau des bibliothèques : programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques et programme d'aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID;
- 7,4 M$ au parc Jean-Drapeau, principalement dans la protection de son actif immobilisé;
- 7,1 M$ dans le programme d'amélioration locative des immeubles administratifs et dans le programme de protection des bâtiments administratifs et commerciaux;

- 6,6 M$ dans le programme de mise à niveau des cours de services, dans les arrondissements;
- 6,0 M$ dans le programme de protection des bâtiments culturels;
- 2,6 M$ dans le programme de réfection des bâtiments des grands parcs et dans le programme de protection des bâtiments sportifs;
- 2,4 M$ dans le programme d'accessibilité universelle (chalets de parc, arénas et piscines).

Enfin, 77,9 M$ ont été consacrés par les arrondissements à différents programmes de réfection, de protection et d'amélioration des installations et des bâtiments.

PARCS, ESPACES VERTS ET TERRAINS DE JEUX

Un montant de 213,6 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative aux parcs, aux espaces verts et aux terrains de jeux, en baisse de 17,0 M$ ou 7,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Afin de protéger la mosaïque d'habitats et la biodiversité, et d'offrir de nouveaux espaces verts qui favorisent le contact des citoyens avec la nature, un montant de 83,3 M$ a été investi dans le programme d'acquisition de milieux naturels.

Une somme de 8,7 M$ a été investie pour l'aménagement de certaines sections du parc Frédérick-Back, situé au cœur du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) : 6 hectares supplémentaires sont maintenant accessibles à la population. La transformation de ce parc constitue le plus vaste projet de réhabilitation environnementale jamais entrepris en milieu urbain, en Amérique du Nord. De plus, 7,9 M$ ont été consacrés au réaménagement du réseau des grands parcs ainsi qu'à celui du mont Royal, pour permettre sa protection et sa mise en valeur tout en bonifiant son accessibilité.

La réalisation de projets structurants d'aménagement urbain a également nécessité des investissements dans les parcs, les espaces verts et les terrains de jeux, soit 6,4 M$ dans la réalisation du Campus Outremont et de ses abords, 6,0 M$ dans le projet de réaménagement du square Viger, qui s'inscrit dans la requalification du secteur Champ-de-Mars, 4,5 M$ dans le secteur de Griffintown, 1,8 M$ dans le réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada ainsi que 1,7 M$ dans le réaménagement du secteur de la Place des Arts et de l'îlot Clark, dans le Quartier des spectacles.

Afin de favoriser l'utilisation sécuritaire du vélo selon une approche de développement durable, un montant de 11,1 M$ a été consacré à la mise en œuvre du Réseau express vélo (REV) et au développement du réseau cyclable montréalais, qui atteint maintenant 968 km.

Soucieuse d'améliorer la qualité de ses espaces verts, la Ville a mis en place, en 2019, un nouveau programme de soutien aux 19 arrondissements afin d'offrir des sites conviviaux et accessibles, favorisant les activités de plein air, et par conséquent, d'améliorer la qualité de l'offre aux usagers. Ce

soutien aux arrondissements a permis d'investir 3,7 M$ pour rénover des parcs dans plusieurs arrondissements.

Par ailleurs, le programme de réfection des terrains de balle a fait l'objet d'un investissement de 4,3 M$ afin de maintenir le réseau des terrains de balle municipaux en bon état et d'assurer une offre de services de qualité aux Montréalais. Un montant de 3,9 M$ a également été investi dans le nouveau terrain de soccer-football à surface synthétique du Complexe sportif Marie-Victorin, inauguré en octobre 2019.

Pour leur part, les 19 arrondissements ont investi un total de 49,7 M$ dans des programmes de réfection et d'aménagement de parcs et d'aires de jeux.

AUTRES CATÉGORIES D'ACTIFS

Un montant de 105,7 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative à l'ameublement et aux équipements de bureau, en hausse de 22,0 M$ ou 26,3 % par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements ont été réalisés dans des projets liés aux technologies de l'information (92,0 M$) : 17,9 M$ pour les solutions d'affaires institutionnelles, 13,1 M$ pour la télécommunication et la radiocommunication, 12,9 M$ pour les solutions de sécurité publique et de justice, 11,5 M$ pour les solutions numériques de services aux citoyens et aux entreprises, 10,8 M$ pour les solutions aux utilisateurs, 10,6 M$ pour les solutions de gestion du territoire, 9,6 M$ pour les plateformes et les infrastructures, 2,9 M$ pour l'intelligence d'affaires, 2,2 M$ pour la sécurité de l'information ainsi que 0,5 M$ pour le bureau de projets.

Un montant de 47,9 M$ a été investi dans la catégorie d'actifs relative aux véhicules, en hausse de 12,5 M$ par rapport à l'exercice précédent. Un montant de 17,1 M$ a permis d'acheter et de remplacer des véhicules pour le Service de police et le Service de sécurité incendie. De plus, un montant de 28,3 M$ a contribué à renouveler la flotte de véhicules, de camionnettes et autres équipements spécialisés pour les services centraux et les arrondissements. Les véhicules sont prioritairement remplacés par des modèles 100 % électriques ou plus écologiques, selon les catégories. Soulignons que la Ville de Montréal possède 227 automobiles compactes 100 % électriques, ce qui la place au premier rang des municipalités canadiennes à ce chapitre.

Un montant de 21,3 M$ a été investi en 2019 dans la catégorie d'actifs relative à la machinerie, à l'outillage spécialisé et aux équipements, en baisse de 2,0 M$ par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements sont les suivants :

- 4,6 M$ pour le développement et l'optimisation du système de vélo en libre service BIXI;
- 3,0 M$ pour la mesure de la consommation d'eau;
- 3,0 M$ pour l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques;

- 1,4 M$ pour l'ensemble des 19 arrondissements.

Enfin, un montant de 21,2 M$ a été investi pour la catégorie des terrains et autres éléments d'actifs, en hausse de 9,3 M$ par rapport à l'exercice précédent. Les principaux investissements en acquisition de terrains sont les suivants :

- 14,4 M$ pour le programme d'acquisitions stratégiques dans les secteurs prioritaires de planification;
- 3,0 M$ pour le développement d'installations sportives, à la suite de l'acquisition du Centre sportif St-Jean-Vianney.

IMPACT DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

Les projets et programmes d'immobilisations inscrits au PTI influencent le budget de fonctionnement par leurs modes de financement. En effet, différentes sources de financement sont requises par la Ville, entre autres des emprunts à long terme, afin qu'elle soit en mesure d'effectuer ses investissements. Les emprunts ainsi contractés constituent la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les charges prévues au budget de fonctionnement : c'est ce que l'on appelle le service de la dette.

Un autre mode de financement influence également le budget de fonctionnement, soit le paiement au comptant d'immobilisations.

Enfin, les frais d'exploitation liés à certains investissements en immobilisations influencent également le budget de fonctionnement. En effet, les charges concernant l'exploitation et l'entretien des infrastructures sont comptabilisées au budget de fonctionnement. Ainsi, toute nouvelle construction ou tout développement d'un nouvel élément des actifs de la Ville doit faire l'objet d'une analyse d'impact sur le budget de fonctionnement à court et long terme pour en mesurer les répercussions sur le cadre financier des prochaines années et établir les besoins de financement qui s'y rattachent.

ANALYSE DES PRINCIPALES RÉALISATIONS

Cette section présente les principales réalisations liées aux investissements effectués par les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Tableau 89 – Dépenses d'immobilisations par unités d'affaires
(en milliers de dollars)

		Réel	
	2017	2018	2019
Services centraux			
Commission des services électriques	35 322,4	51 469,2	69 089,9
Concertation des arrondissements	12 752,1	2 014,9	3 021,1
Culture	21 954,3	19 834,8	31 351,9
Diversite et inclusion sociale	135,7	366,9	1 704,6
Eau	336 472,5	478 562,7	435 006,6
Environnement	9 634,9	14 576,2	42 289,9
Espace pour la vie	15 899,3	14 142,6	43 489,2
Gestion et planification immobilière	92 091,9	75 847,2	93 619,0
Grands parcs, mont Royal et sports	81 896,7	95 584,4	187 469,7
Habitation	1 566,6	26 938,5	6 757,7
Infrastructures du réseau routier	5 072,9	6 785,5	34 553,7
Matériel roulant et ateliers	34 909,9	38 803,0	50 098,6
Sécurité incendie	618,1	354,0	895,6
Société du parc Jean-Drapeau	29 368,1	97 310,9	54 162,0
Technologies de l'information	64 049,8	75 824,6	91 998,7
Urbanisme et mobilité	491 476,5	540 862,2	495 054,4
Autres ajustements	800,0	8 200,9	2 851,7
Total – Services centraux	**1 234 021,7**	**1 547 478,5**	**1 643 414,3**
Arrondissements			
Ahuntsic-Cartierville	12 595,4	9 540,2	4 765,0
Anjou	6 949,2	5 225,1	7 715,8
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	12 454,9	10 991,1	11 776,8
Lachine	2 030,7	2 584,2	3 018,3
LaSalle	9 889,1	8 704,5	9 769,2
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	5 951,4	1 737,4	1 464,9
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	13 925,7	11 979,2	5 228,3
Montréal-Nord	7 918,5	8 792,6	10 441,9
Outremont	1 962,0	1 605,3	5 483,5
Pierrefonds-Roxboro	4 828,5	9 687,9	11 230,9
Plateau-Mont-Royal	11 613,2	9 596,5	10 596,0
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	8 341,6	18 463,4	15 084,8
Rosemont–La Petite-Patrie	11 762,2	16 697,1	11 494,7
Saint-Laurent	23 657,4	14 129,9	13 537,6
Saint-Léonard	10 035,1	7 656,1	9 830,6
Sud-Ouest	10 134,7	5 298,8	11 085,2
Verdun	6 149,0	7 303,8	15 519,4
Ville-Marie	7 405,9	14 321,5	9 512,4
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	13 290,0	9 708,4	11 804,8
Total – Arrondissements	**180 894,5**	**174 023,0**	**179 360,1**
Total – Dépenses d'immobilisations	**1 414 916,2**	**1 721 501,5**	**1 822 774,4**

Les montants énumérés ci-après peuvent différer de ceux présentés dans la section relative aux investissements par catégories d'actifs. En effet, cette dernière se limitait aux investissements en fonction d'une seule catégorie d'actifs à la fois, alors que les réalisations retenues dans la prochaine section peuvent couvrir plusieurs catégories d'actifs.

SERVICES CENTRAUX

Les services centraux mettent de l'avant des projets et programmes qui sont destinés à la collectivité montréalaise ou qui nécessitent une expertise particulière. Par ailleurs, les services centraux appuient les arrondissements dans la réalisation de différents projets et programmes tels que les programmes de mise aux normes des arénas et des équipements aquatiques, les programmes de réfection des rues locales, le Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques, et d'autres. En 2019, un montant de 1,6 G$ a été consacré à différentes activités d'immobilisations, ce qui représente une croissance de 95,9 M$ ou 6,2 % par rapport à l'exercice précédent.

COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES DE MONTRÉAL : 69,1 M$

- Intégration des travaux de la CSEM à une vingtaine de projets de la Ville relatifs au réseau de conduits souterrains.
- Enlèvement de poteaux sur 6 km de rues.
- Coordination de réseaux sur 2 km de nouveaux ensembles résidentiels.

CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS : 3,0 M$

- Réaménagement des chemins d'accès et des chaussées dans divers sites à neige et réfection du dépôt à neige de la 46e Avenue, à Lachine, avec création d'un bassin pour mise aux normes et pavage du site, pour 2,5 M$.
- Réaménagement de la chute à neige Jules-Poitras, dans Saint-Laurent, pour 0,3 M$.
- Réalisation de plusieurs études de conception en vue d'aménagements en 2020 (bassin et accès à Ray-Lawson, chemin d'accès à la chute Verdun, etc.).

CULTURE : 31,4 M$

- Quartier des spectacles – Réaménagement du secteur de la Place des Arts et de l'esplanade Clark, pour 16,5 M$:
  - Poursuite du chantier de construction de la patinoire extérieure réfrigérée, d'un lieu public et d'un bâtiment multifonctionnel sur l'îlot Clark, pour 14,8 M$.
  - Services professionnels en architecture, ingénierie et architecture du paysage, pour 1,0 M$.
- Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID, pour 6,0 M$:

- Poursuite de la phase 3 de l'implantation du système de détection avec identification, pour 5,4 M$.

- Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques, pour 5,3 M$:
  - Fin du chantier de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque de Pierrefonds, pour 2,8 M$.
  - Contrat de services professionnels en architecture pour la bibliothèque L'Octogone, pour 0,9 M$.
  - Poursuite de l'implantation des laboratoires de fabrication numérique (*Fab Labs*), pour 0,7 M$.
  - Contrat de services professionnels en architecture pour la bibliothèque Maisonneuve, pour 0,7 M$.
- Programme d'acquisition et de valorisation d'équipements culturels, pour 2,0 M$:
  - Poursuite des travaux de réaménagement de la salle de spectacle de la maison de la culture Janine-Sutto (Frontenac), pour 1,3 M$.

DIVERSITÉ ET INCLUSION SOCIALE : 1,7 M$

- Programme d'aménagement urbain pour les enfants : mise en œuvre du nouveau programme en 2019; 4 projets retenus (LaSalle, Montréal-Nord, Le Plateau-Mont-Royal et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles) pour leur réalisation en 2020.
- Programmes Municipalité amie des aînés (MADA) et accessibilité universelle : réalisation d'investissements dans 16 arrondissements (Ahuntsic-Cartierville, Anjou, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, LaSalle, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, Outremont, Pierrefonds-Roxboro, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Le Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension), pour 1,2 M$.
- Programme Quartier intégré RUI : achèvement des projets de 3 arrondissements (Ville-Marie, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Montréal-Nord), pour 0,5 M$.

EAU : 435,0 M$

- Protection de la sécurité et de la santé publiques et respect du cadre réglementaire :
  - Modernisation et entretien des actifs liés aux usines de production d'eau potable, pour 28,2 M$.
- Protection de l'environnement et respect du cadre réglementaire :
  - Réalisation d'investissements à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte et dans son réseau d'intercepteurs afin de maintenir les actifs en bon état, pour 19,6 M$.
  - Construction d'ouvrages de rétention afin de réduire les surverses d'eaux usées, pour 27,1 M$.
  - Réalisation d'investissements dans le projet visant la désinfection des eaux usées à l'ozone, pour 24,4 M$.

- Rattrapage du déficit de maintien des actifs afin de préserver leur état fonctionnel et d'assurer un service fiable en eau potable et eaux usées :
  - Renouvellement de conduites secondaires d'eau potable et d'eaux usées, pour 220,1 M$.
  - Réalisation d'investissements dans le réseau de conduites primaires d'eau potable, pour 40,0 M$.
  - Réalisation d'investissements dans le réseau de collecteurs d'égouts, pour 16,5 M$.
  - Mise à niveau des réservoirs Rosemont, Dollard-des-Ormeaux et McTavish, pour 41,6 M$.
- Amélioration et optimisation de la consommation et de la distribution d'eau potable :
  - Installation et mise en service de 2 400 compteurs dans les industries, les commerces et les institutions, pour 3,2 M$, pour un total de 19 400 compteurs installés à ce jour.

ENVIRONNEMENT : 42,3 M$

- Réalisation de plusieurs projets majeurs et innovants qui ont favorisé l'adoption de nouvelles pratiques et de nouvelles habitudes chez les citoyens et les entreprises, qui participent ainsi à la transition écologique.
- Mise en service, dans l'arrondissement de Lachine, d'un nouveau centre de tri des matières recyclables, à la fine pointe de la technologie, qui respecte les meilleurs standards internationaux, pour 22,7 M$ en 2019. Ce centre permettra de desservir l'ouest de l'île et de traiter 58 % du total des matières recyclables de l'agglomération de Montréal (près de 100 000 tonnes annuellement).
- Octroi de 2 contrats pour la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien de 2 centres de traitement des matières organiques (CTMO), pour 18,6 M$. Pour le CTMO de Saint-Laurent, la conception a été avancée et le site a été préparé en 2019 pour permettre le démarrage de la construction en 2020. La conception du CTMO de Montréal-Est a commencé en 2019.

ESPACE POUR LA VIE : 43,5 M$

- Investissements dans les programmes de maintien des actifs, pour 13,5 M$, notamment :
  - Biodôme : réfection des écosystèmes (murs, pochettes et filets) et de l'enveloppe extérieure, réparation de la dalle de béton extérieure, rénovation des sanitaires, mise aux normes des issues et autres travaux, pour 8,6 M$.
  - Jardin botanique : réaménagement des serres Louis-Dupire et du jardin de la pureté (volet phytotechnologique), réfection des bâtiments de la chaufferie du complexe C et des services annexes, rénovation des pergolas et des murets du restaurant, réaménagement des sentiers, des terrasses et de l'exposition permanente du Jardin de Chine et autres travaux, pour 4,2 M$.
  - Planétarium Rio Tinto Alcan, renouvellement des équipements techniques des théâtres, pour 0,4 M$.

- Trois grands projets en cours de réalisation, pour 30,0 M$:
  - *Migration du Biodôme*, pour 21,0 M$.
  - *Métamorphose de l'Insectarium*, pour 6,6 M$.
  - *Parcours phytotechnologique*, pour 2,4 M$.

GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE : 93,6 M$

- Acquisition de terrains à des fins municipales (parcs et bassin de rétention d'eau), pour 17,1 M$.
- Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, incluant le déménagement des effectifs, pour 16,9 M$.
- Restauration des casernes 16, 18, 30, 31, 48, 61 et 71, pour 9,2 M$.
- Aménagement de plus de 1 110 postes de travail dans divers immeubles administratifs, pour 5,1 M$.
- Acquisition du bâtiment du Club Garçons et Filles de LaSalle, pour 3,6 M$.
- Réfection du quartier général de la police et diverses interventions aux postes de quartier (PDQ) 13, 21, 39 et 49, pour 3,6 M$.
- Mise à niveau de l'atelier Viau et de la cour des Carrières, pour 3,4 M$.
- Réalisation de travaux d'améliorations locatives au MEM (Mémoire des Montréalais) et au 5800, rue Saint-Denis (Archives Montréal), pour 2,9 M$.
- Réalisation de travaux d'accessibilité universelle au stade Hébert, au Centre culturel Georges-Vanier ainsi qu'aux chalets des parcs Saint-Georges et Jeannotte, pour 2,6 M$.
- Agrandissement et rénovation du pôle multifonctionnel du Service de police, pour 2,1 M$.
- Réfection de la station de pompage Vincent-d'Indy, pour 2,1 M$.
- Restauration du Château Dufresne, pour 1,6 M$.
- Mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, pour 1,2 M$.
- Réalisation du projet de captation des gaz à la source, dans les casernes, pour 1,0 M$.
- Mise en œuvre du nouveau programme de réfection des chalets de parc, destiné aux arrondissements, pour 1,0 M$.

GRANDS PARCS, MONT ROYAL ET SPORTS : 187,5 M$

- Protection, réhabilitation et valorisation des milieux naturels, de la forêt urbaine ainsi que des espaces verts et publics de Montréal, pour 111,2 M$, comprenant notamment :
  - Création du plus grand parc municipal au Canada (3 000 hectares), le Grand parc de l'Ouest, pour 83,3 M$.

- Maintien et réhabilitation du réseau vert des grands parcs, incluant le parc La Fontaine, pour 10,6 M$.
- Ouverture au public de 6 hectares supplémentaires au parc Frédéric-Back, pour 8,8 M$.
- Mise en valeur du square Viger, pour 6,0 M$.
- Réhabilitation des espaces riverains du Réseau bleu, pour 1,9 M$.
- Aménagement d'un nouveau seuil à l'entrée du mont Royal, à l'intersection Cedar–Côte-des-Neiges, pour 0,3 M$.

- Réalisation d'investissements dans divers programmes et projets pour soutenir la pratique sportive ainsi que le développement et la mise aux normes des équipements sportifs, pour 76,3 M$, notamment :
  - Mise aux normes de 8 arénas, pour 44,7 M$.
  - Acquisition du Centre sportif et culturel St-Jean-Vianney, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour 15,0 M$.
  - Création de 2 nouveaux programmes de soutien aux arrondissements, qui ont permis d'améliorer 31 parcs locaux et installations sportives extérieures, pour 4,7 M$.
  - Réfection de 7 terrains de balle, pour 4,3 M$.
  - Aménagement d'un terrain de soccer synthétique au Complexe sportif Marie-Victorin, pour 3,8 M$.
  - Programme de construction d'équipements aquatiques sportifs afin de démarrer le chantier du complexe aquatique de Rosemont, pour 1,9 M$.
  - Mise aux normes d'équipements aquatiques, pour 1,3 M$.
  - Protection d'installations municipales, pour 0,2 M$

S'ajoute au bilan la réalisation de divers programmes de mise aux normes des équipements sportifs, où les arrondissements ont notamment agi comme requérant pour 16 installations aquatiques locales, pour 18,8 M$.

HABITATION : 6,8 M$

- Réalisation d'investissements nécessaires au développement immobilier, principalement liés aux projets Habitations Saint-Michel Nord (OMHM), Les Développements Bois-Franc (phase 3A-3) et Privico Modena, pour 3,5 M$.
- Réalisation d'investissements dans le développement du logement social et communautaire, majoritairement en lien avec les Habitations Jeanne-Mance, cédées à la Ville à coût nul en 2018 par le gouvernement du Québec, pour 2,4 M$.

- Réalisation de travaux de réaménagement et d'infrastructures au site du Faubourg Contrecœur, pour 0,9 M$.

INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER : 34,6 M$

- Reconstruction du boulevard Pie-IX afin de permettre la mise en fonction du système rapide par bus (SRB), pour 18,7 M$. Environ 70 % des travaux prévus sont terminés du côté ouest du boulevard Pie-IX (chaussée, trottoirs et utilité publique).
- Reconstruction du complexe Turcot, pour 15,5 M$. Les travaux de voirie sur la rue Notre-Dame (secteur Angrignon–Sainte-Anne-de-Bellevue), les voies locales du secteur ouest et le viaduc Angrignon ainsi que l'aménagement de la nouvelle intersection Pullman–Notre-Dame sont terminés. Réalisation à 70 % du boulevard De La Vérendrye et des rues locales du secteur sud (Hadley, Eadie, Saint-Rémi et Angers).

MATÉRIEL ROULANT ET ATELIERS : 50,1 M$

- Acquisition de véhicules de remplacement, pour 29,9 M$.
- Acquisition de divers types de véhicules pour le Service de sécurité incendie, incluant 8 camions autopompes et 6 camions à échelle, pour 13,0 M$.
- Acquisition de plusieurs véhicules pour le Service de police, incluant 60 véhicules de patrouille, pour 4,1 M$.
- Acquisition de 14 voiturettes-aspirateurs, en lien avec le programme d'expérimentation des produits écoresponsables, pour 1,5 M$.
- Acquisition d'équipements mécaniques spécialisés, pour 1,4 M$.
- Construction ou remplacement de postes d'essence, pour les cours des arrondissements de Saint-Laurent et du Sud-Ouest, pour 0,2 M$.

SÉCURITÉ INCENDIE : 0,9 M$

- Acquisition de séchoirs portatifs pour les habits de combat afin de réduire les risques liés aux maladies professionnelles des pompiers, pour 0,6 M$.
- Acquisition de 3 analyseurs portables Hazmat ID Élite afin d'analyser et de contrôler rapidement les produits toxiques, pour 0,2 M$.
- Achat de divers équipements incendie, pour 0,1 M$.

SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU : 54,2 M$

- Programme de protection des actifs, pour 14,3 M$:
  - Réfection de la station de filtration de la plage Jean-Doré, pour 4,5 M$.
  - Réfection de la toiture et mise aux normes du Musée Stewart, pour 1,9 M$.
  - Mise aux normes du circuit Gilles-Villeneuve, pour 1,7 M$.
  - Installation de la fibre optique sur l'île Notre-Dame, pour 1,0 M$.
  - Réfection des infrastructures électriques, pour 0,7 M$.
- Projets de legs du 375e anniversaire de Montréal et autres projets, pour 39,9 M$:
  - Réfection des installations liées au Grand Prix de Formule 1 du Canada, pour 24,1 M$.
  - Aménagement et construction de l'allée Calder et de l'amphithéâtre, dans le cadre du Plan d'aménagement et de la mise en valeur de la section sud de l'île Sainte-Hélène, pour 15,8 M$.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION : 92,0 M$

- Plateformes et infrastructures, pour 9,6 M$:
  - Rehaussement du niveau de plus de 1 000 serveurs Linux et Windows, représentant 70 % des infrastructures informatiques de la Ville.
  - Rehaussement du niveau du centre de données de l'édifice Brennan, amenant la Ville à utiliser seulement 3 centres de données majeurs.
- Sécurité de l'information, pour 2,2 M$:
  - Début du déploiement et de l'intégration d'une solution d'authentification unique rehaussée pour toutes les applications.
  - Amélioration du processus d'octroi des accès pour les nouveaux employés, en collaboration avec le SRH.
- Solutions d'affaires institutionnelles, pour 17,9 M$:
  - Déploiement d'un nouveau système de paie des policiers du Service de police.
  - Mise en place d'un nouveau système de comptabilisation des recettes diverses et des encaissements.
  - Déploiement d'un nouveau module d'entretien correctif de l'application mobile d'entretien des immeubles.
  - Mise en place d'interfaces pour assurer l'intégration du nouvel assureur de la Ville.
- Solutions aux utilisateurs, pour 10,8 M$:

- Déploiement de la « suite » Google : remplacement de la messagerie, de l'agenda et des contacts d'IBM Notes par les applications Google correspondantes, les outils de la suite bureautique ainsi que les outils de clavardage et de vidéoconférence.

- Solutions de gestion du territoire, pour 10,6 M$:
  - Début du déploiement de la gestion des actifs du Service de l'eau dans les arrondissements.
  - Création d'une carte interactive des entrées de service d'eau en plomb et application de marquage sur rue.
  - Déploiement d'équipements informatiques dans le nouveau bâtiment de la Direction de l'eau potable (DEP), à l'usine Atwater.
- Solutions pour la sécurité publique et la justice, pour 12,9 M$:
  - Rehaussement du niveau du système de gestion des empreintes digitales.
  - Mise en place d'un tableau de bord au Service de sécurité incendie (SIM) pour le suivi opérationnel et le temps de réponse.
  - Déploiement d'une solution de vidéo comparution dans les centres opérationnels du SPVM pour la comparution des détenus à la cour municipale.
  - Mise en place de la consultation numérique du rôle (salles d'audience) à la cour municipale.
  - Modernisation complète de la Répartition assistée par ordinateur (RAO) du SIM.
- Télécommunication et radiocommunication, pour 13,1 M$:
  - Déploiement d'outils de communication pour l'ensemble de la flotte de camions d'incendie.
  - Modernisation des communications numériques (modems cellulaires du SIM) pour les communications avec la RAO.
  - Déploiement du WiFi corporatif, contribuant ainsi à l'amélioration de la mobilité, de l'efficacité et des opérations des employés.
- Solutions numériques pour les services aux citoyens et les entreprises, pour 11,5 M$:
  - Déploiement de **Montréal.ca** et amélioration des services aux citoyens numériques, qui permettent maintenant un accès en ligne pour l'obtention de permis animaliers, d'occupation temporaire du domaine public, de rénovation extérieure, d'abattage d'arbres, d'installation de piscines, etc.
  - Déploiement de services en ligne pour les demandes de consultation publique, l'obtention de billets pour les musées de l'Espace pour la vie et l'inscription à des activités de loisirs.
  - Poursuite de la transformation numérique par la création de composantes transversales : gestion des accès, commerce en ligne, outil pour les formulaires et évolution du dossier citoyen intégré.
- Intelligence d'affaires, pour 2,9 M$:

- Mise en production de l'outil corporatif d'analytique et de visualisation des données de la Ville.

- Bureau de projets, pour 0,5 M$:
  - Rehaussement du niveau de l'écosystème de gestion de projets du service Jira-Confluence.

URBANISME ET MOBILITÉ : 495,1 M$

- Maintien des actifs de voirie : investissement de 283,6 M$ pour, notamment, réhabiliter, reconstruire ou réaménager 197 km de rues et pour réhabiliter 8 structures routières.
- Poursuite de la réalisation de projets structurants destinés, entre autres, à améliorer la convivialité des lieux ainsi que la sécurité des déplacements, tout en assurant le réaménagement géométrique du réseau artériel, pour 71,7 M$: les rues Sainte-Catherine Ouest, Saint-Hubert, Jarry Est et Laurentien-Lachapelle ainsi que le Quartier des gares et le Quartier latin.
- Réalisation de grands projets de requalification urbaine, pour 48,6 M$, notamment : le site du Campus Outremont et ses abords, le quartier de Griffintown, Le Triangle et des abords de l'autoroute Ville-Marie.
- Acquisition de mobilier d'éclairage et mise à niveau de l'éclairage des rues, pour 32,7 M$.
- Mise aux normes et amélioration de feux de circulation, pour 15,5 M$.
- Déploiement du Réseau express vélo (REV) et du réseau cyclable, pour 13,0 M$: ajout de 23 km de voies cyclables et de plus de 15 km de bandes de protection contre l'emportiérage et aménagement de la première vélorue sur la rue Saint-André.
- Réalisation de projets patrimoniaux, pour 10,5 M$, notamment : le réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada, l'aménagement de la rue Saint-Paul, la mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux, le plan lumière ainsi que le réaménagement du domaine public de la rue Saint-François-Xavier.
- Déploiement de systèmes de transport intelligents ou utilisant les nouvelles technologies (caméras et détecteurs pour améliorer l'exploitation du réseau, jalonnement dynamique des stationnements, préemption pour autobus et véhicules d'incendie, notamment), pour 6,1 M$.
- Extension du réseau BIXI Montréal à 6 autres arrondissements (Anjou, Lachine, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Saint-Laurent, Saint-Léonard) et acquisition de 1 000 vélos traditionnels ainsi que de 100 vélos à assistance électrique, pour 4,6 M$.
- Acquisition et installation de 104 bornes de recharge, pour 3,0 M$.

ARRONDISSEMENTS

Les arrondissements, au moyen des budgets qui leur sont réservés dans le cadre du PTI 2019-2021, investissent dans les éléments des actifs touchant les services de proximité destinés aux citoyens. Pour 2019, un montant de 179,4 M$ a été consacré à diverses activités d'immobilisations, ce qui représente une hausse de 5,3 M$ ou 3,1 % par rapport à l'exercice précédent.

AHUNTSIC-CARTIERVILLE : 4,8 M$

- Pavage et reconstruction de différents tronçons, incluant l'aménagement de 57 saillies de trottoirs permettant de sécuriser les intersections, pour 1,9 M$.
- Stabilisation des berges et aménagement du parc Nicolas-Viel, pour 1,3 M$.
- Réalisation de travaux de mise aux normes à l'aréna Marcellin-Wilson et au Complexe Sophie-Barat, pour 0,5 M$.
- Réalisation de travaux d'aménagement au parc et au stationnement Raimbault, pour 0,4 M$.
- Construction d'un abri pour la surfaceuse, à la patinoire Bleu, Blanc, Bouge, pour 0,4 M$.
- Protection de divers bâtiments, pour 0,2 M$.

ANJOU : 7,7 M$

- Mise aux normes de l'aréna Chénier, pour 1,8 M$.
- Réaménagement du parc de Verdelles, pour 1,5 M$.
- Finalisation de l'acquisition d'un terrain pour la maison de la culture, pour 1,2 M$.
- Rénovation de divers bâtiments, pour 1,0 M$.
- Réfection de la cour de l'édifice des travaux publics, pour 0,7 M$.
- Réfection de rues et de trottoirs, pour 0,5 M$.
- Installation d'une clôture sur la piste cyclable du Haut-Anjou, pour 0,2 M$.

CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE : 11,8 M$

- Réalisation de travaux dans divers bâtiments municipaux, comme la bibliothèque interculturelle (BIC), le centre de ressources communautaires de Côte-des-Neiges, de même que le manoir et le centre communautaire Notre-Dame-de-Grâce, pour 4,7 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière local, comprenant la réfection de trottoirs, pour 2,3 M$.
- Agrandissement du chalet de parc de la Savane, pour 1,9 M$.

- Réalisation de mesures d'apaisement de la circulation, incluant les travaux de réaménagements géométriques aux abords de 4 écoles, pour 1,8 M$.
- Réaménagement du parc à chiens du parc Notre-Dame-de-Grâce, pour 0,4 M$.
- Finalisation des travaux de mise aux normes de la pataugeoire du parc Trenholme, pour 0,3 M$.
- Lancement des travaux de réaménagement du centre administratif de l'arrondissement (5160, boulevard Décarie), comprenant le bureau d'Accès Montréal, la mairie, les bureaux ainsi que l'aménagement d'une nouvelle salle de conseil, pour 0,2 M$.
- Aménagement d'un terrain de cricket au parc Van Horne, pour 0,1 M$.

LACHINE : 3,0 M$

- Réfection de rues, de trottoirs et de bordures, pour 0,9 M$.
- Réfection des toitures, escaliers extérieurs et échelles de toit de divers bâtiments municipaux, pour 0,6 M$.
- Achat de mobilier urbain et installation dans les parcs riverains, pour 0,4 M$.
- Réfection du système d'éclairage routier, pour 0,3 M$.
- Aménagement du parc Pominville (phase II : décontamination), pour 0,2 M$.
- Réparation du mur de fondation du garage du centre technique, pour 0,2 M$.
- Ouverture du Centre de pédiatrie sociale Fernand-Laplaine, pour 0,1 M$.
- Réalisation de travaux d'aménagement de dos d'âne, d'installation de signalisation et de marquage dans diverses rues de l'arrondissement, pour 0,1 M$.

LASALLE : 9,8 M$

- Renouvellement des parcs, comprenant la reconstruction ainsi que le réaménagement de la piscine et du pavillon des baigneurs du parc Lacharité, la démolition du parc Ménard pour sa réhabilitation complète, le réaménagement complet du parc Dalmany, comprenant l'ajout de jeux d'eau, le réaménagement du parc G.-Melatti, l'aménagement d'un quatrième parc canin au parc Mohawk et la réfection des sentiers piétonniers du parc riverain, entre les arrondissements Verdun et Lachine, pour 4,6 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection des bâtiments, notamment pour la réfection du dôme et du toit et le remplacement de l'ascenseur de la mairie, la réfection des vestiaires du complexe aquatique Michel-Leduc ainsi que le début des travaux de mise aux normes du Centre sportif Dollard-St-Laurent, pour 3,1 M$.

- Mise en œuvre du programme de réfection routière avec travaux de pavage et de reconstruction sur différents tronçons de chaussées et de trottoirs permettant d'améliorer l'état du réseau routier local, pour 1,4 M$.
- Réalisation de travaux de démolition pour le projet *Quartier culturel 13 Strathyre*, pour 0,7 M$.

L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève : 1,5 M$

- Pavage et reconstruction de différents tronçons de chaussées et de trottoirs permettant d'améliorer l'état du réseau routier local, pour 0,7 M$.
- Mise en œuvre du programme de réaménagement de parcs, pour 0,4 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection des bâtiments, pour 0,3 M$.
- Acquisition d'équipements informatiques, pour 0,1 M$.

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve : 5,2 M$

- Mise en œuvre du programme de réaménagement de parcs, comprenant le réaménagement du parc de l'Ancienne-Pépinière, le réaménagement de la pataugeoire en jeux d'eau et celui des aires de jeu du parc Saint-Donat, la réfection du jeu de pétanque du parc Sainte-Claire, le réaménagement des parcs Hector-Vinet et Juliette-Huot, le remplacement des tableaux de pointage et du panneau d'alimentation du parc Louis-Riel, l'aménagement d'un nouveau jeu d'eau au parc Raymond-Préfontaine et l'achat d'éléments d'éclairage pour différents parcs, pour 2,5 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière, comprenant la conception et la reconstruction de trottoirs et l'aménagement d'avancées de trottoirs, pour 1,4 M$.
- Mise en œuvre du programme de protection des bâtiments, comprenant la poursuite de la mise aux normes de l'aréna Saint-Donat, la rénovation de la maison de la culture Mercier (sièges de l'auditorium, régie, plancher et câblage), l'ajout de serpentins à la bibliothèque Mercier et la réfection des vestiaires du pavillon des baigneurs de la piscine Maisonneuve, pour 0,9 M$.
- Mise en œuvre du programme d'apaisement de la circulation (dos d'âne, avancées de trottoirs et passages piétons surélevés), comprenant l'aménagement d'un parcours des écoliers sur l'avenue Pierre-De Coubertin ainsi que l'aménagement de plusieurs ruelles vertes, incluant l'aménagement de 3 ruelles en pavés drainants pour prolonger la promenade Luc-Larivée jusqu'au parc Hochelaga, pour 0,3 M$.
- Mise en œuvre du programme d'acquisition d'équipements, comprenant l'achat d'une console de son, d'un ordinateur studio et périphériques ainsi que de matériel d'éclairage pour la maison de la culture Maisonneuve, et l'achat d'équipements pour l'accessibilité universelle de la piscine Pierre-Lorange, pour 0,1 M$.

MONTRÉAL-NORD : 10,4 M$

- Construction d'un pavillon au parc Henri-Bourassa, pour 2,7 M$.
- Réfection de 5,35 km de rues et de 10 944 m^2 de trottoirs, construction de 92,65 ml de fosses de plantation et de 67 saillies et ajout de 1,3 km au réseau cyclable, pour 2,3 M$.
- Mise aux normes de la piscine Henri-Bourassa, pour 1,6 M$.
- Aménagement de scènes extérieures aux parcs Gouin et Eusèbe-Ménard, et rénovation du chalet de parc Aimé-Léonard, pour 1,2 M$.
- Mise aux normes de bâtiments administratifs, pour 0,5 M$.
- Mise aux normes de l'aréna Rolland, pour 0,4 M$.
- Réfection de la toiture des garages municipaux, pour 0,4 M$.
- Aménagement du parc et du chalet de service du parc Sabrevois, pour 0,4 M$.
- Mise aux normes de piscines et aires de jeux de différents parcs, pour 0,3 M$.
- Acquisition d'un terrain à des fins de parcs et d'espaces publics, pour 0,2 M$.
- Aménagement de 4 nouvelles ruelles vertes, pour 0,2 M$.
- Aménagement de différents espaces publics, pour 0,1 M$.
- Réaménagement du bureau Accès Montréal (BAM), pour 0,1 M$.

OUTREMONT : 5,5 M$

- Réfection routière et reconstruction de trottoirs, pour 2,3 M$:
  - Reconstruction de sections de trottoirs, incluant la traverse piétonne devant le Collège Stanislas et l'école Guy-Drummond.
  - Réfection des avenues Dunlop, Durocher, Duchastel et Maplewood.
  - Implantation de mesures d'apaisement de la circulation sur l'avenue Champagneur, entre Bernard et Saint-Viateur.
  - Construction de dos d'âne allongés sur diverses rues de l'arrondissement.
- Mise aux normes de la piscine John-F. Kennedy, pour 1,8 M$:
  - Mise à niveau du système de filtration.
  - Amélioration locative et travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, au pavillon des baigneurs.
- Réfection de l'enveloppe extérieure et de la fenestration de la Maison des jeunes, pour 0,4 M$.

- Mise aux normes du système de réfrigération de l'aréna du Centre communautaire intergénérationnel (CCI), pour 0,3 M$.
- Mise aux normes de l'aire de jeux du parc John-F. Kennedy, pour 0,2 M$.
- Restauration de l'enveloppe extérieure et de la fenestration du chalet du parc Pratt – services professionnels, pour 0,1 M$.

PIERREFONDS-ROXBORO : 11,2 M$

- Aménagement d'un troisième terrain de soccer-football synthétique au centre George Springate, pour 3,4 M$.
- Achèvement de la revitalisation du port de plaisance, pour 2,1 M$.
- Aménagement du passage culturel à l'arrière de la bibliothèque et à l'avant de la mairie, pour 1,4 M$.
- Finalisation de la mise aux normes de la piscine Versailles, pour 1,3 M$.
- Finalisation de la rénovation et de l'agrandissement de la bibliothèque de Pierrefonds, pour 1,2 M$.
- Construction de jeux d'eau au parc Cyril-W.-McDonald, pour 0,5 M$.

PLATEAU-MONT-ROYAL : 10,6 M$

- Mise en œuvre du programme de protection des bâtiments, comprenant notamment la mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, la réfection des piscines Laurier et Baldwin, la réfection de la toiture du gymnase du Centre multiethnique et des enclos de béton, à la cour de voirie Bercy, pour 4,7 M$.
- Mise en œuvre du programme de réaménagement des infrastructures, incluant notamment l'aménagement de l'intersection Fairmount – Saint-Dominique, le réaménagement géométrique des rues Bagg, Napoléon, Marie-Anne Est, Parthenais, De Lanaudière et Jeanne-Mance, ainsi que des projets de verdissement et d'aménagement de saillies, pour 3,4 M$.
- Mise en œuvre du programme de réaménagement des parcs, principalement par la poursuite des travaux d'aménagement du *skatepark*, l'aménagement des parcs Devonshire et Hirsch-Wolofsky, l'aménagement de la terrasse Mercure ainsi que la déminéralisation des terrains vacants, pour 1,2 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière, pour 0,9 M$.

RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES : 15,1 M$

- Construction d'une piscine et d'un chalet au parc Hans-Selye, pour 4,4 M$.
- Réfection routière et réaménagement de rues, pour 2,2 M$.

- Réaménagement des terrains de baseball des parcs Sainte-Marthe, Clémentine-De La Rousselière et Daniel-Johnson, pour 1,7 M$.
- Mise en valeur de la rivière des Prairies, notamment aux parcs du Moulin-du-Rapide et André-Corbeil-Dit-Tranchemontagne, pour 1,5 M$.
- Réalisation de divers travaux d'aménagement dans des parcs, tels que Gérard-Picard, de la Coulée-Grou, Daniel-Johnson, Saint-Georges, Renée-Vautelet et Saint-Marcel, et dans les jardins communautaires, pour 1,2 M$.
- Réalisation de divers travaux de réfection dans les centres de loisirs et communautaires, notamment pour les glissades du centre aquatique de Rivière-des-Prairies et pour le stationnement écologique de l'aréna Rodrigue-Gilbert, pour 1,0 M$.
- Construction d'un pavillon au parc Clémentine-De La Rousselière, pour 1,0 M$.
- Réaménagement de terrains de soccer, particulièrement ceux des parcs Daniel-Johnson et Saint-Marcel, pour 0,6 M$.
- Réalisation de la phase 2 de l'aménagement de la plage de l'Est, pour 0,6 M$.
- Acquisition d'un terrain à des fins de parc, pour 0,5 M$.
- Mise en œuvre du programme de protection des cours de services, pour 0,2 M$.
- Mise en œuvre du programme de travaux d'infrastructures dans les nouveaux secteurs résidentiels, pour les projets de développement Pointe-Est, Le Modéna, Rue Forsyth et Joseph-Morin, pour 0,1 M$.
- Avancement du projet Espace Rivière, pour 0,1 M$.

ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE : 11,5 M$

- Poursuite de la mise en œuvre du Plan local de déplacement (incluant de nombreuses mesures d'apaisement de la circulation), pour 2,6 M$.
- Aménagement permanent de l'avenue Shamrock et de la place du Marché, pour 1,5 M$.
- Réfection du chalet et réaménagement de l'aire de jeux sud au parc du Père-Marquette, pour 1,0 M$.
- Transformation de la pataugeoire du parc de la Cité-Jardin en jeux d'eau, pour 0,9 M$.
- Aménagement d'un sentier, installation de mobilier, réfection et éclairage des terrains de tennis et aménagement de 4 terrains de tennis léger (*pickleball*) au parc Beaubien, pour 0,8 M$.
- Réaménagement intérieur du centre Masson, pour 0,6 M$.
- Mise aux normes du système de réfrigération, réfection structurale et ajout d'un humidificateur au Centre Étienne-Desmarteau, pour 0,5 M$.

- Réfection des sanitaires du chalet du parc Saint-Édouard, pour 0,5 M$.
- Aménagement de 5 nouvelles ruelles vertes, pour 0,1 M$.

SAINT-LAURENT : 13,5 M$

- Construction d'infrastructures pour de nouveaux secteurs résidentiels : Jean-Gascon (phases 2A et 3), pour 5,3 M$.
- Amélioration et aménagement de parcs (Saint-Laurent, Marcel-Laurin, Bourbonnière, Guillaume-Bruneau, Urgel-Eugène-Archambault, Houde, MADA – quartier Chameran), pour 1,9 M$.
- Mise en œuvre du programme de réfection routière et de conversion à la DEL, pour 1,8 M$.
- Réfection partielle de la bibliothèque du Vieux-Saint-Laurent, pour 1,8 M$.
- Réalisation de rénovations majeures à l'aréna Raymond-Bourque, pour 0,9 M$.
- Aménagement (poursuite de la première phase) des projets Secteur Bois-Franc, Éco-campus Hubert-Reeves et bassin du ruisseau Bertrand, pour 0,8 M$.
- Réfection des composantes électromécaniques de la mairie d'arrondissement, pour 0,8 M$.
- Rénovation des ateliers municipaux, incluant la sécurisation des entrées, la ventilation ainsi que la climatisation et la cour arrière, pour 0,2 M$.

SAINT-LÉONARD : 9,8 M$

- Réalisation d'investissements dans le programme de protection des centres de loisirs, communautaires et administratifs, pour 4,9 M$:
  - Projet de mise aux normes des vestiaires, du pavillon des sauveteurs et du système de filtration de la piscine du parc Ladauversière, pour 1,7 M$.
  - Réfection du système de déshumidification, de ventilation et de climatisation du complexe aquatique de Saint-Léonard, pour 1,7 M$.
  - Mise aux normes des vestiaires et du système de filtration de la piscine du parc Garibaldi, pour 1,2 M$.
- Réalisation d'investissements locaux dans le programme de réfection de rues et trottoirs et d'éclairage, pour 2,1 M$.
- Réalisation d'investissements dans le programme d'amélioration des aires de jeux, pour 1,9 M$:
  - Poursuite des travaux d'aménagement des bassins de rétention du Domaine Chartier en vue de la création du parc Ermanno-La Riccia, pour 0,6 M$.
  - Réfection des terrains de tennis des parcs Coubertin et Luigi-Pirandello, pour 0,2 M$.

- Aménagement d'un nouveau parc de planche à roulettes (*skatepark*) de type plaza au parc Delorme, pour 0,2 M$.
- Installation de nouveaux jeux d'eau au parc Coubertin, pour 0,2 M$.

- Réaménagement majeur des espaces administratifs et du bureau Accès Montréal (BAM) de la mairie d'arrondissement à des fins de mise aux normes et de regroupement d'activités, pour 1,0 M$.

SUD-OUEST : 11,1 M$

- Réalisation d'investissements dans la mise aux normes des installations et le développement immobilier, pour 6,5 M$, notamment :
  - Piscine Georges-Étienne Cartier, pour 3,7 M$.
  - Construction du Pavillon des aînés de Pointe-Saint-Charles, pour 2,2 M$.
  - Début des travaux de mise aux normes des systèmes de réfrigération des arénas du Complexe Gadbois, pour 0,3 M$.
  - Ascenseur de la bibliothèque Georges-Vanier, pour 0,2 M$.
- Réalisation de plusieurs interventions dans les parcs, pour 3,9 M$, notamment :
  - Transformation des pataugeoires Vinet, Campbell-Ouest et Saint-Gabriel en jeux d'eau, pour 2,1 M$.
  - Réaménagement du parc de la Traite-des-Fourrures, pour 0,8 M$.
  - Parc des Jazzmen (sentier de la Bourgogne) et parc Charles-Drew, pour 0,5 M$.
  - Aménagement d'un espace pour les jeux d'échecs en plein air au parc Daisy-Peterson-Sweeney, pour 0,2 M$.
- Réalisation d'investissements dans les infrastructures urbaines, incluant diverses mesures d'apaisement de la circulation, pour 0,7 M$, notamment :
  - Création d'îlots de fraîcheur à la suite de travaux d'aménagement paysager dans 6 ruelles vertes, à savoir les ruelles d'Yamaska, Liverpool, Jogues, Hurteau, Victor-Rousselot et Sainte-Marie, pour 0,4 M$.
  - Réfection et construction de trottoirs, de chaussées et de saillies sur plusieurs rues ainsi que divers aménagements, pour 0,3 M$.

VERDUN : 15,5 M$

- Poursuite du projet de l'auditorium, pour 8,9 M$.
- Finalisation du projet de la plage urbaine de Verdun, pour 3,4 M$.
- Programme de réfection routière, pour 1,9 M$:

- Réfection des rues Melrose et Godin.
- Réfection des ruelles vertes Evelyn-Gertrude, de l'Église-Galt, 3e Avenue-Victor.
- Installation des lampadaires sur la piste cyclable de L'Île-des-Sœurs.
- Ajout de 16 saillies de trottoir, de 54 dos d'âne et de 11 arrêts pour favoriser les déplacements en transports actifs.

- Parcs et places publiques de l'arrondissement, pour 0,9 M$:
  - Réaménagement et modernisation des équipements du parc Duquette.
  - Aménagement du pourtour du parc-école des Marguerite, au parc Elgar.
  - Réfection partielle des espaces de jeux du parc de la Fontaine.
  - Changement des équipements des jeux au parc Marin.
- Protection des bâtiments, pour 0,3 M$.

VILLE-MARIE : 9,5 M$

- Travaux de réaménagement des parcs, pour 5,9 M$:
  - 1,4 M$ pour le réaménagement du parc des Joyeux-Vikings.
  - 1,2 M$ pour le réaménagement du parc Sainte-Marie.
  - 0,9 M$ pour le réaménagement des parcs Saint-Jacques, Robert-Prévost et Messier ainsi que la place Jean-Paul-Riopelle.
  - 0,7 M$ pour l'aménagement du parc Prudence-Heward.
  - 0,6 M$ pour l'aménagement de la partie sud du parc Raymond-Blain.
- Réfection routière, pour 2,4 M$.
- Protection des bâtiments, pour 0,7 M$, notamment 0,6 M$ pour la rénovation de la salle de spectacle de la maison de la culture Janine-Sutto.
- Création d'îlots de fraîcheur dans le secteur de l'école Jean-Baptiste-Meilleur, dans le cadre du programme Accès jardins, pour 0,3 M$.
- Installation de toilettes publiques, pour 0,1 M$.

VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION : 11,8 M$

- Poursuite du programme de réfection routière permettant d'améliorer l'état du réseau routier local, pour 3,7 M$.
- Mise aux normes des systèmes de réfrigération de l'aréna Saint-Michel, pour 3,3 M$.
- Finalisation des aménagements des parcs Saint-Damase et Jean-Marie-Lamonde, pour 0,8 M$.
- Réaménagement intérieur et amélioration de la sécurité du clos de voirie Saint-Michel, pour 0,7 M$.
- Remplacement du système de chauffage et réfection de la toiture au Centre Patro Le Prevost, pour 0,6 M$.
- Réaménagement intérieur du Centre Patro Le Prevost pour l'accueil d'organismes communautaires, pour 0,5 M$.
- Aménagement de la place du Centenaire-de Parc-Extension, pour 0,3 M$.
- Début du réaménagement du parc Nicolas-Tillemont, pour 0,3 M$.
- Ajout de systèmes d'éclairage aux terrains de basketball et multisports du parc Champdoré, pour 0,2 M$.
- Finalisation des travaux de réfection du système de chauffage et de la plomberie (eau chaude) au Centre Jean-Rougeau, pour 0,2 M$.
- Réaménagement partiel de la salle de diffusion du Centre William-Hingston, pour 0,1 M$.

Dette et financement

2019

Encadrement financier et stratégies de financement



ENCADREMENT FINANCIER ET STRATÉGIES DE FINANCEMENT

ENCADREMENT FINANCIER

La Ville de Montréal a recours à l'emprunt pour financer une partie de ses investissements. Cela implique que la Ville doit faire des choix parce qu'elle ne peut pas s'endetter outre mesure, bien qu'il n'y ait pas de limite légale à son pouvoir d'emprunt. La Ville a donc élaboré une stratégie financière qui tient compte notamment de son endettement. C'est dans cet esprit qu'elle a présenté, au budget de 2004, sa politique de gestion de la dette.

Rappelons que cette politique a pour but :

- de définir les objectifs de la gestion de la dette;
- de rendre plus systématique le processus de prise de décision;
- d'assurer la cohérence en introduisant discipline et continuité dans le processus de décision en matière d'endettement;
- de doter la Ville d'un encadrement permettant de maintenir, voire d'améliorer sa situation financière.

La politique de gestion de la dette fixe également certaines balises essentielles à de bonnes pratiques de gestion. Ces dernières composent l'encadrement financier et sont résumées dans le tableau suivant.

Tableau 90 – Encadrement financier

Balises	Définitions	Objectifs	Limite
Dette directe et indirecte nette / Revenus annuels	Solde de la dette nette par rapport aux revenus annuels	Limiter le niveau de la dette	Limiter le niveau de la dette directe et indirecte nette à 100 % des revenus annuels
Coût annuel net de la dette / Dépenses de fonctionnement	Coût net de la dette par rapport à l'ensemble des charges, du financement et des affectations	Limiter le coût net de la dette	Limiter le coût annuel net de la dette à la charge des contribuables à 16 % des dépenses de fonctionnement
Réserves de fonds (Surplus affectés)	Excédents annuels cumulés des revenus sur les dépenses, réservés à des fins particulières	Créer des réserves suffisantes pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues	Aucune
Réserve financière pour le paiement accéléré de la dette		Prévoir à même les frais financiers une contribution volontaire devant servir à rembourser la dette	5 M$ + une hausse minimum de 10 % par année et affecter 50 % des économies d'intérêts pour rembourser la dette
Dette nette / Potentiel fiscal	Solde des emprunts contractés par la Ville et à la charge de celle-ci par rapport à la capacité qu'a la Ville de générer des revenus	Éviter que la dette augmente plus rapidement que la capacité qu'a la Ville de générer des revenus	Aucune
Dette par habitant	Niveau d'endettement net par habitant	Déterminer le niveau de la dette par habitant	Aucune

STRATÉGIES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

En 2019, diverses sources de financement autres que l'emprunt ont servi à financer les dépenses de 1,9 G$ imputées aux différents règlements d'emprunt, tel que le présente le tableau suivant.

Tableau 91 – Sources de financement et répartition des dépenses[1]

(en millions de dollars)

	2017	2018	2019
Paiement au comptant d'immobilisations et autres			
Réserve pour le paiement au comptant d'immobilisations	267,7	356,5	-
Réserve Eau	77,1	69,6	84,2
Réserve du fonds d'amort. - Politique gestion dette	-	-	-
Autres Paiements au comptant[2]	40,9	49,8	51,2
Sous-total paiement au comptant	**385,7**	**475,9**	**135,4**
Subventions gouvernementales			
Subventions différées [3]	150,4	106,3	119,4
Subventions comptant[4]	165,3	91,7	39,2
Sous-total subventions gouvernementales	**315,7**	**198,0**	**158,6**
Total des autres sources de financement	**701,4**	**673,9**	**294,0**
Dépenses 2019 à financer par emprunts	**810,0**	**1 105,5**	**1 631,0**
Total – Montant global imputé à l'activité d'investissement en 2019	**1 511,4**	**1 779,4**	**1 925,0**
Répartition des dépenses			
Dépenses d'immobilisations [2]	1 414,9	1 699,4	1 823,9
Dépenses de fonctionnement	99,0	67,8	69,7
Propriétés acquises à des fins de revente	(2,5)	12,2	31,4
Dépenses totales imputées à l'activité d'investissement	**1 511,4**	**1 779,4**	**1 925,0**

1. Pour l'ensemble des dépenses qui y sont imputées (immobilisations, fonctionnement et autres).
2. Inclut un montant pour des travaux effectués pour des tiers et pour lesquels la Ville se fait rembourser.
3. En 2017, inclut un montant de 14,5 M$ provenant de la reclassification des subventions qui sont reliées à la dette en subventions différées, à la suite de la modification en 2015 de la stratégie de financement des projets afférents.
4. En 2017, exclut une reclassification de 20,3 M$ en provenance des revenus divers.

STRATÉGIE DE PAIEMENT AU COMPTANT (PCI)

Auparavant, la Ville finançait par emprunts la majorité de ses investissements. Depuis 2014, elle a opté pour une stratégie visant à accroître substantiellement, d'année en année, la portion des investissements qui seront financés au comptant. Au 31 décembre 2019, un montant de 375,4 M$ est réservé pour le paiement au comptant de dépenses d'investissement encourues à cette même date.

SUBVENTIONS DETTES DEVENUES SUBVENTIONS DIFFÉRÉES

Afin de financer une partie des investissements de la Ville, le gouvernement du Québec octroie à celle-ci des subventions. Certaines sont payées au comptant, alors que d'autres sont versées sur plusieurs années, selon les différents programmes et protocoles d'entente. Auparavant, la Ville devait financer par emprunt la part du gouvernement du Québec qui était remboursable sur plusieurs années (subventions dettes). Le coût de l'emprunt était alors remboursé par les différents ministères concernés. Depuis quelques années, de nouvelles clauses ont été ajoutées aux protocoles afin de ne plus obliger la Ville à emprunter, et ce, même si la subvention est remboursée par le gouvernement sur plusieurs années (subventions différées). Dans ce cas, des clauses spécifiques indiquent comment déterminer les dépenses d'intérêts qui seront effectivement remboursées à la Ville par les ministères.

Du point de vue financier, il est nettement préférable pour la Ville de bénéficier de ces nouvelles conditions. Cela diminue le besoin d'emprunts et génère des revenus d'intérêts supérieurs, compte tenu des taux d'intérêt des emprunts, des subventions et des placements actuels.

C'est donc dans ce contexte qu'à la fin de 2015, la Ville a adapté sa stratégie de financement des investissements qui bénéficient de subventions gouvernementales à être versées sur plusieurs années (subventions différées). Cette stratégie sera revue en fonction de l'évolution future des taux d'intérêt des emprunts, des subventions et des placements.

FINANCEMENT PAR EMPRUNT

Une partie des investissements est à la charge de tiers et l'autre, à la charge des contribuables. Dans les deux cas, une portion doit être financée par emprunts. Par conséquent, une partie des emprunts sera à la charge de tiers, et l'autre, à la charge des contribuables.

Plusieurs facteurs doivent être considérés avant la réalisation des emprunts, notamment :

- la capacité de réalisation des investissements au cours des exercices financiers;
- la stratégie de report du financement à long terme des investissements;
- l'utilisation des sommes réservées, en vue de réduire le recours à l'emprunt, notamment les sommes provenant de la politique de gestion de la dette et celles affectées à la réserve d'immobilisations;

- depuis 2011, l'émission par la Ville des emprunts à long terme nécessaires au financement des investissements non subventionnés de la Société de transport de Montréal (STM). La STM en assume tous les frais;
- les emprunts échus au cours de l'exercice et pour lesquels des refinancements sont requis.

Vu l'ensemble de ces paramètres, la Ville a émis en 2019 un volume d'emprunts de 1,5 G$. Ces emprunts ont été émis pour des termes de 5, 9, 10 et 19 ans, selon les besoins et opportunités des marchés financiers. La Ville a obtenu un taux d'intérêt nominal moyen de 2,84 %. Ces emprunts ont été émis à des fins de refinancement (103,0 M$), pour les besoins de la STM (195,6 M$) et pour le financement à long terme des dépenses de la Ville (dépenses de fonctionnement : 98,8 M$; investissements : 1,1 G$).

Compte tenu des dépenses, des autres sources de financement et des emprunts émis en 2019, voici l'évolution du solde des dépenses à financer en fin d'exercice :

Tableau 92 – Évolution du solde à financer
(en millions de dollars)

	2017	2018	2019
Solde des dépenses à financer par emprunt au 1er janvier	**143,6**	**258,6**	**390,4**
Plus : dépenses	1 511,4	1 779,4	1 925,0
Moins : autres sources de financement (voir tableau 91)	701,4	673,9	294,0
Total – Montant à financer par emprunt	**953,6**	**1 364,1**	**2 021,4**
Moins : emprunts réalisés	695,0	973,7	1 181,4
Solde des dépenses à financer par emprunt au 31 décembre	**258,6**	**390,4**	**840,0**
Moins : Montant réservé en vue du paiement au comptant des immobilisations au 31 décembre	-	-	375,4
	258,6	**390,4**	**464,6**

Après la réalisation du programme d'emprunts, au 31 décembre 2019, la dette brute de la Ville, non consolidée, s'élevait à 9,9 G$, alors que la dette nette atteignait 6,1 G$. Les coûts bruts et nets de cette dette pour les exercices 2017 à 2019 sont présentés dans le tableau ci-après. En 2019, le coût brut s'élève à 1,1 G$ et le coût net, à 771,8 M$, comparativement à des budgets respectifs de 1,1 G$ et 776,8 M$.

Tableau 93 – Évolution du coût réel de la dette

(en milliers de dollars)

	2017	2018	2019	Budget original 2019	Écart 2019	Budget modifié 2019
Coût brut de la dette						
Intérêts et autres frais[1]	389 788,0	397 165,8	400 970,5	408 676,7	7 706,2	408 676,8
Remboursement de capital et contributions aux fonds d'amortissement	463 854,0	473 755,0	495 960,9	498 425,2	2 464,3	498 425,2
	853 642,0	**870 920,8**	**896 931,4**	**907 101,9**	**10 170,5**	**907 102,0**
Affectation au remboursement de la dette	27 098,0	32 684,0	46 028,5	41 818,2	(4 210,3)	41 818,2
Remboursement de capital par subventions[2]	83 814,4	84 845,2	79 615,4	79 770,3	154,9	79 770,3
Remboursement de capital de la STM[3]	26 206,2	30 125,5	26 254,6	26 254,6	-	26 254,6
	137 118,6	**147 654,7**	**151 898,5**	**147 843,1**	**(4 055,4)**	**147 843,1**
Coût brut de la dette	**990 760,6**	**1 018 575,5**	**1 048 829,9**	**1 054 945,0**	**6 115,1**	**1 054 945,1**
Moins :						
Revenus de placement des fonds d'amortissement	68 061,0	68 998,0	68 104,3	66 116,2	1 988,1	66 116,2
Amortissement de la prime à l'émission[1]	7 577,0	-	-	-	-	-
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec						
pour la portion des intérêts	35 455,0	30 745,0	25 448,2	25 302,1	146,1	25 302,1
pour la portion du capital[2]	83 814,4	84 845,2	79 615,4	79 770,3	(154,9)	79 770,3
	194 907,4	**184 588,2**	**173 167,9**	**171 188,6**	**1 979,3**	**171 188,6**
Moins :						
Recouvrement de la Société de transport de Montréal						
pour la portion des intérêts	21 900,0	27 696,9	36 190,2	37 473,3	(1 283,1)	37 473,3
pour la portion du capital[3]	26 206,2	30 125,5	26 254,6	26 254,6	-	26 254,6
Recouvrement sous la forme de redevances du fonds des conduits souterrains	37 748,0	40 171,0	41 422,9	43 202,9	(1 780,0)	43 202,9
	85 854,2	**97 993,4**	**103 867,7**	**106 930,8**	**(3 063,1)**	**106 930,8**
Coût net de la dette à la charge des contribuables	**709 999,0**	**735 993,9**	**771 794,3**	**776 825,6**	**5 031,3**	**776 825,7**

1. À partir de 2018, l'« Amortissement de la prime à l'émission » est inscrit dans « Intérêts et autres frais ».
2. Cette dépense est annulée en contrepartie des subventions du gouvernement du Québec, portion du capital.
3. Cette dépense est annulée en contrepartie des sommes remboursées par la STM, portion du capital.

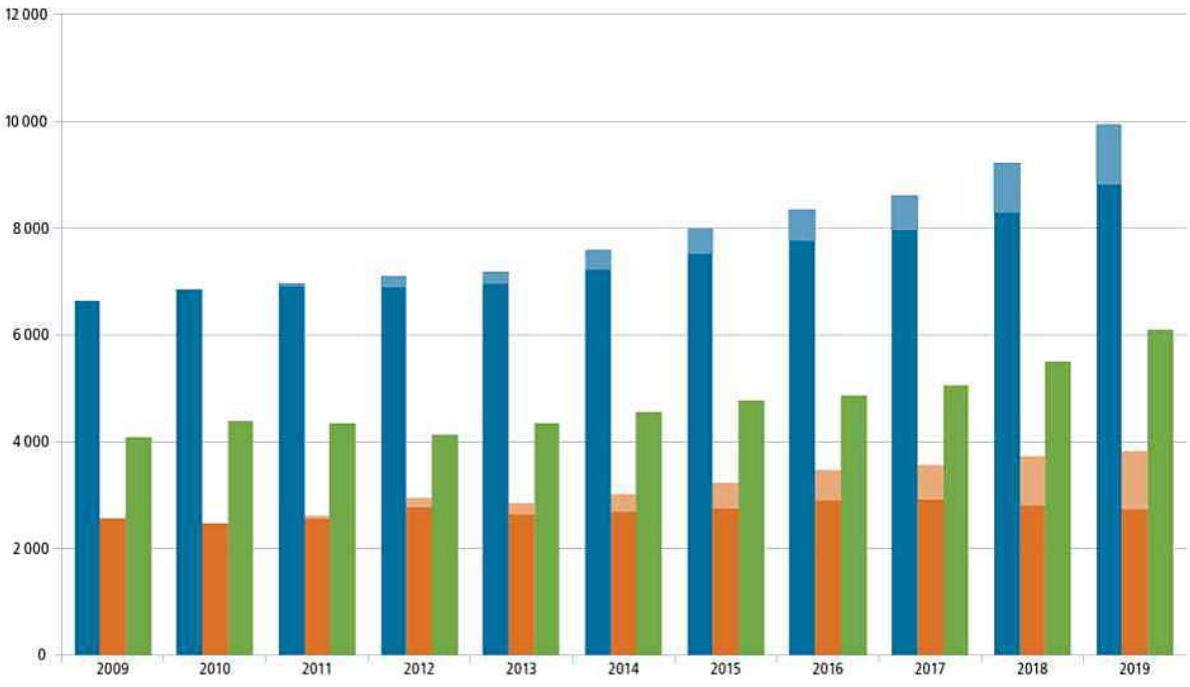
ÉVOLUTION DE LA DETTE DIRECTE

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette directe, brute et nette, depuis l'année 2009.

La dette nette comprend l'ensemble des emprunts contractés par la Ville, déduction faite de la portion remboursable par le gouvernement du Québec et d'autres tiers, ainsi que des sommes accumulées au fonds d'amortissement.

La dette nette est en hausse de 11,1% par rapport à 2018. Elle a atteint 6,1 G$ en 2019, soit une augmentation de 609,7 M$.

Graphique 9 – Évolution de la dette directe brute et nette
(en millions de dollars)



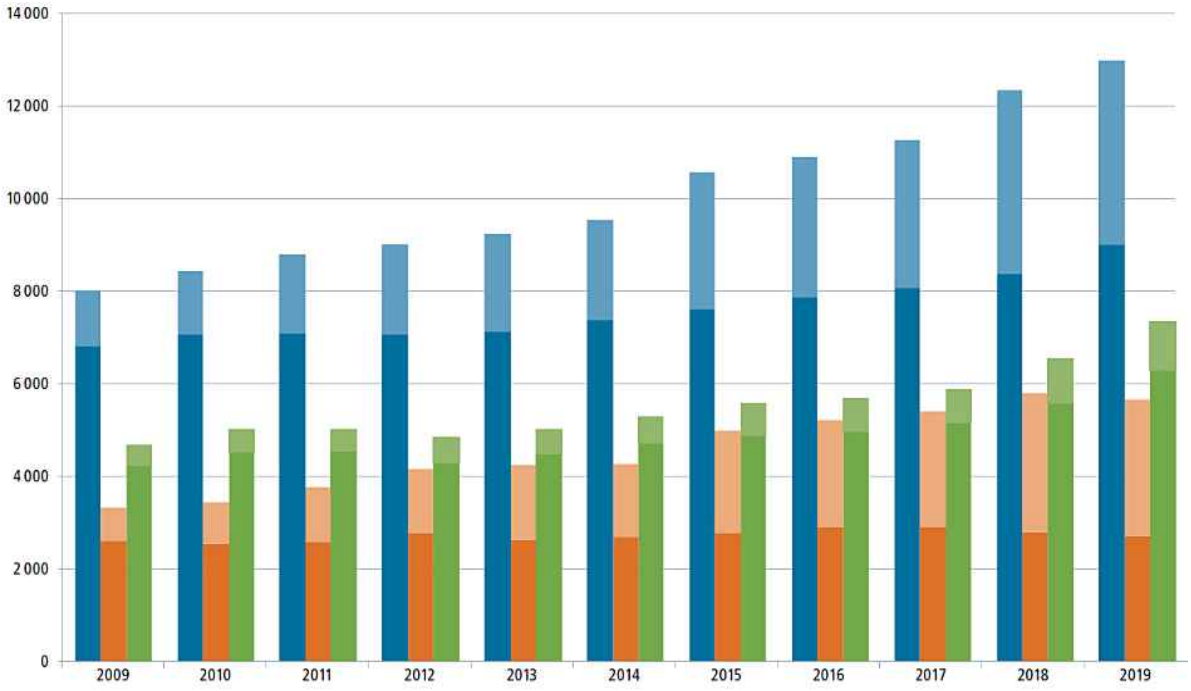
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette brute (excluant STM)	6 644	6 865	6 917	6 900	6 966	7 241	7 519	7 774	7 968	8 296	8 828
Dette brute STM	-	-	58	184	215	350	473	564	637	925	1 094
Déductions[1] (excluant STM)	2 572	2 469	2 566	2 771	2 631	2 674	2 757	2 907	2 914	2 803	2 725
Déductions STM	-	-	58	184	215	350	473	564	637	925	1 094
Dette nette (excluant STM)	4 071	4 396	4 351	4 129	4 335	4 567	4 763	4 867	5 054	5 493	6 103

1. Correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagers de la CSEM, ainsi qu'aux sommes accumulées au fonds d'amortissement.

ÉVOLUTION DE LA DETTE CONSOLIDÉE DIRECTE ET INDIRECTE

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette consolidée, brute et nette, de la Ville de Montréal. Celle-ci comprend la dette directe de la Ville et celle de certains organismes faisant partie du périmètre comptable de la Ville, soit la STM, la Société d'habitation et de développement de Montréal, Anjou 80, la Société de vélo en libre-service et la Société en commandite Stationnement de Montréal.

Graphique 10 – Évolution de la dette consolidée brute et nette
(en millions de dollars)



	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette brute (excluant STM)	6 828	7 072	7 101	7 069	7 121	7 378	7 632	7 877	8 065	8 387	9 006
Dette brute STM	1 182	1 374	1 684	1 940	2 127	2 174	2 930	3 014	3 213	3 955	3 975
Déductions[1] (excluant STM)	2 601	2 546	2 563	2 771	2 631	2 674	2 757	2 907	2 914	2 803	2 725
Déductions STM	728	890	1 200	1 390	1 603	1 584	2 237	2 294	2 481	2 982	2 919
Dette nette (excluant STM)	4 227	4 526	4 538	4 298	4 490	4 704	4 875	4 970	5 151	5 584	6 281
Dette nette STM	454	484	485	550	524	590	693	721	732	973	1 056

1. Correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagers de la CSEM, ainsi qu'aux sommes accumulées au fonds d'amortissement.

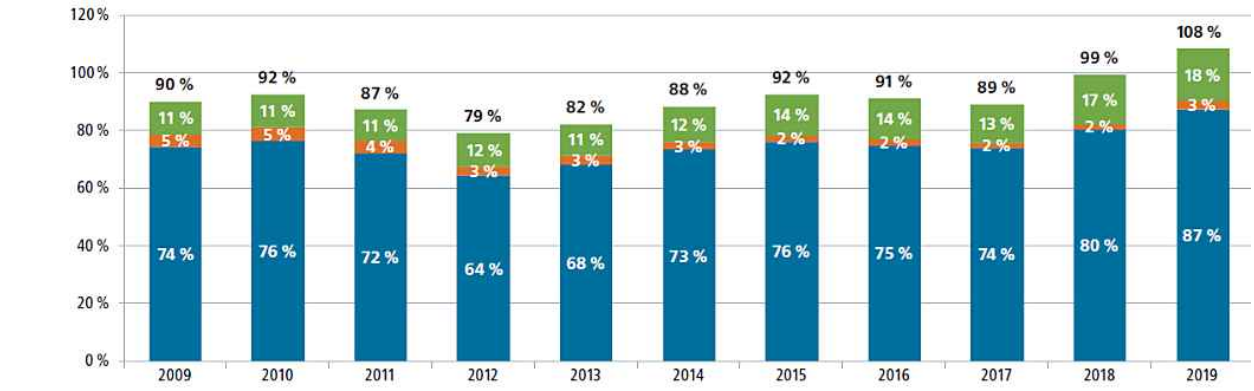
ÉVOLUTION DES RATIOS ÉNONCÉS DANS LA POLITIQUE DE GESTION DE LA DETTE

Ratio de la limite d'endettement

La politique de gestion de la dette, en vigueur depuis 2004, établit un certain nombre de paramètres afin de guider les actions de la Ville relativement à la gestion de sa dette. L'un de ces paramètres a pour but de limiter le niveau de la dette consolidée nette, excluant la dette attribuable au refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum équivalant à 100 % des revenus du budget global de la Ville de Montréal.

L'analyse des données permet de constater que pour 2019, ce ratio atteint 108 %, soit 8 % au-dessus de la limite fixée de 100 %. Ce résultat est conséquent avec la stratégie retenue par l'administration municipale prévoyant une dérogation à ce paramètre de la politique de gestion de la dette pour les années 2019 à 2026 et portant la limite du ratio d'endettement à un maximum de 120 %. Avec cette orientation, la Ville de Montréal vise à effectuer un important rattrapage dans le déficit d'entretien de ses actifs, tout en exerçant un contrôle serré de son bilan financier.

Graphique 11 – Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale), en pourcentage des revenus de la Ville
(données au 31 décembre de chacune des années)



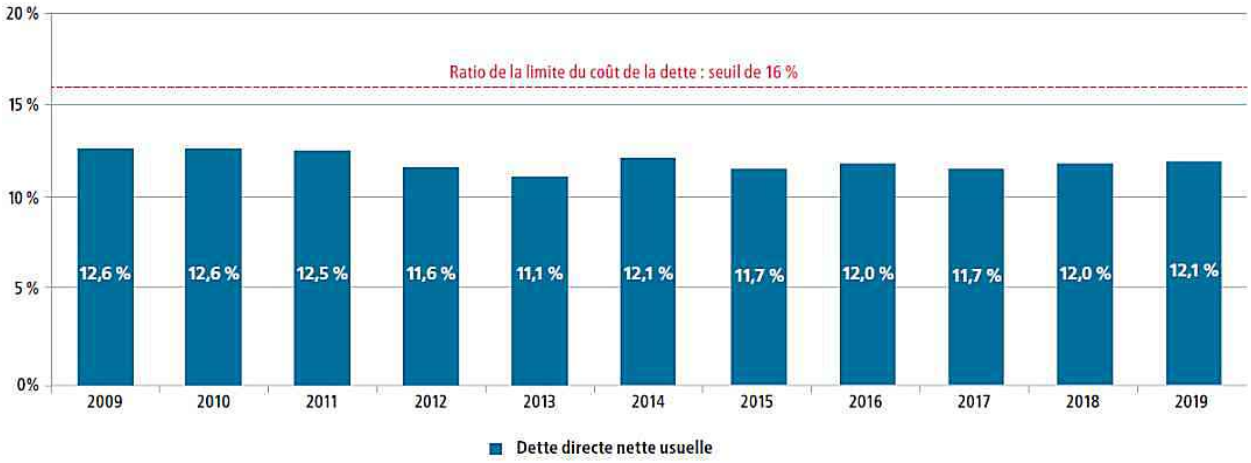
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total	90 %	92 %	87 %	79 %	82 %	88 %	92 %	91 %	89 %	99 %	108 %
Dette STM	11 %	11 %	11 %	12 %	11 %	12 %	14 %	14 %	13 %	17 %	18 %
Autres dettes	5 %	5 %	4 %	3 %	3 %	3 %	2 %	2 %	2 %	2 %	3 %
Dette ville	74 %	76 %	72 %	64 %	68 %	73 %	76 %	75 %	74 %	80 %	87 %

Ratio de la limite du coût de la dette

Le graphique suivant présente le coût net[1] de la dette par rapport à l'ensemble des dépenses[2]. La politique de gestion de la dette limite le coût net de la dette, excluant le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum de 16 % de l'ensemble des charges et du financement de la Ville.

Depuis 2009, ce ratio est relativement stable.

Graphique 12 – Coût net du service de la dette, en pourcentage des charges de fonctionnement



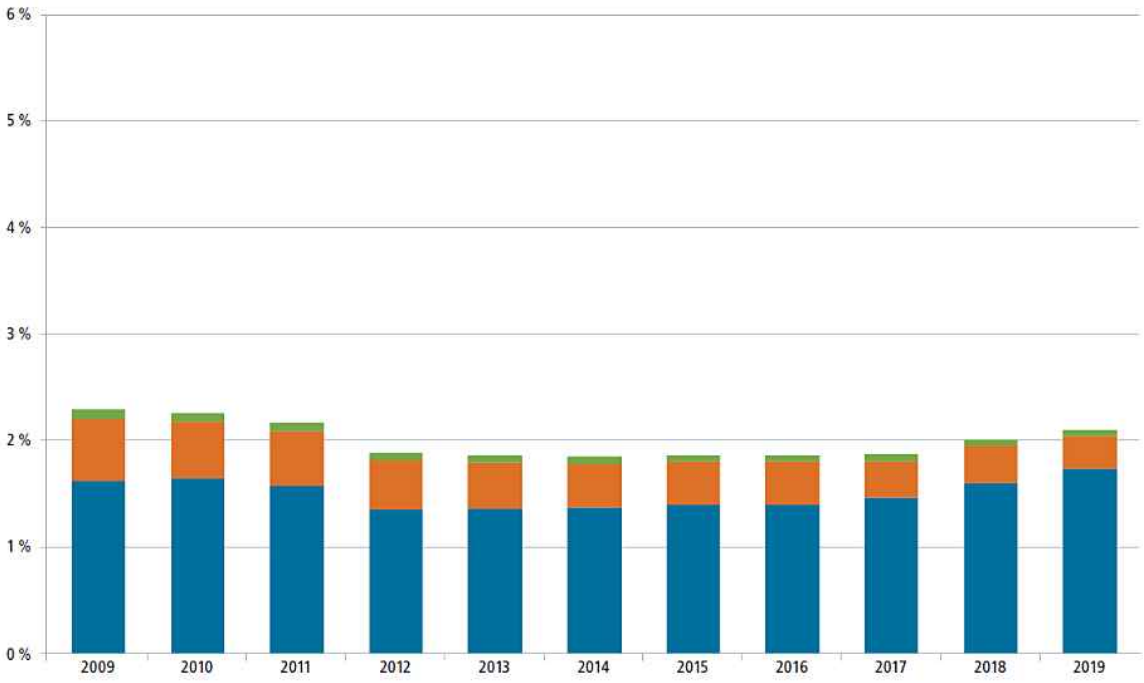
1. Ce coût net de la dette exclut le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale de cinq des six régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal. Ce coût net s'élève à 83 M$.
2. Le niveau des dépenses utilisé aux fins de l'établissement de ce ratio est celui présenté au tableau 3 – Excédent (déficit) non consolidé des activités de fonctionnement par secteurs d'activités.

Ratio du poids de la dette par rapport à la richesse foncière

Le graphique suivant présente la dette directe nette en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée[3]. Le poids de la dette directe nette est passé de 1,62 % en 2009 à 1,74 % en 2019. En tenant compte du refinancement de la dette actuarielle initiale (DAI) de certains régimes de retraite, ce ratio atteint 2,1 % en décembre 2019. Cette variation est attribuable à trois facteurs principaux :

- l'appréciation de la valeur des immeubles sur le territoire de Montréal;
- l'évolution à la hausse de la dette directe nette, excluant le refinancement de la DAI;
- la stratégie de refinancement de la DAI de la Ville de Montréal.

Graphique 13 – Dette directe nette et dette actuarielle initiale, en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée



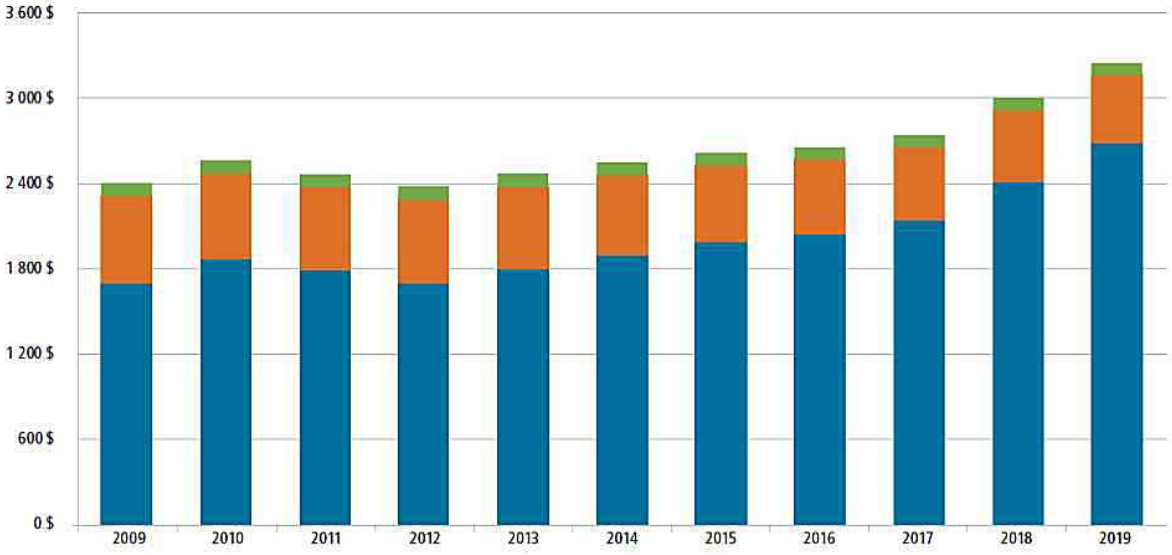
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Solde (DAI)	0,09 %	0,08 %	0,08 %	0,08 %	0,07 %	0,07 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,05 %
Dette directe nette : refinancement (DAI)	0,58 %	0,53 %	0,51 %	0,47 %	0,44 %	0,41 %	0,40 %	0,40 %	0,35 %	0,35 %	0,31 %
Dette directe nette usuelle	1,62 %	1,65 %	1,57 %	1,35 %	1,36 %	1,37 %	1,40 %	1,40 %	1,46 %	1,60 %	1,74 %

3. La valeur imposable équivalente uniformisée correspond à la valeur imposable plus la valeur ajustée des immeubles non imposables, assujettis à des paiements tenant lieu de taxes. La valeur imposable équivalente est redressée pour tenir compte de l'évolution du marché immobilier depuis le dépôt du rôle foncier et pour refléter les valeurs plus récentes (uniformisées).

Ratio du poids de la dette par citoyen

Le prochain graphique indique que la dette directe nette par citoyen, en incluant le refinancement de la dette actuarielle initiale, a augmenté de 35 % depuis 2009. Elle est passée de 2 408 $ en 2009 à 3 251 $ en 2019, soit une augmentation cumulative de 843 $ par habitant. Comparativement à 2018, la dette par citoyen est passée de 3 005 $ à 3 251 $. Cette hausse de 246 $, ou 8,2 % est attribuable à deux facteurs, soit la hausse de l'endettement de la Ville (328 $), compensée par la hausse de la population (82 $).

Graphique 14 – Dette directe nette par citoyen



	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Solde (DAI)	92	91	94	96	94	91	89	87	86	87	83
Dette directe nette : refinancement (DAI)	614	604	583	588	578	560	541	526	511	503	478
Dette directe nette usuelle	1 702	1 871	1 793	1 699	1 799	1 897	1 990	2 045	2 145	2 415	2 690
Total :	2 408	2 566	2 470	2 383	2 471	2 548	2 620	2 658	2 742	3 005	3 251

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ÉNONCÉES DANS LA POLITIQUE DE GESTION DE LA DETTE

Au-delà de la fixation de plusieurs balises, la politique prévoit notamment l'ajout de contributions volontaires chaque année. Ainsi, depuis sa mise en place en 2004 et jusqu'à la fin de 2018, ces contributions auront permis de réduire l'endettement global net de 636,3 M$. Au 31 décembre 2019, ces sommes ont été utilisées de diverses façons, notamment pour augmenter des contributions au remboursement accéléré d'un emprunt, pour 9,2 M$, pour réduire le recours à l'emprunt dans différents règlements d'emprunt, pour 335,7 M$, ou encore pour éviter des refinancements, pour 288,4 M$. Un solde de 3,1 M$ demeure en réserve au 31 décembre 2019. Il sera utilisé ultérieurement pour réduire les emprunts de refinancements ou pour financer au comptant des dépenses imputées aux règlements d'emprunt.

La mise en œuvre de la politique de gestion de la dette aura donc permis d'améliorer le profil financier de la Ville et, ce faisant, de contribuer à bonifier sa cote de crédit[4].

4. Moody's, depuis 2006 : Aa2; Standard & Poor's, depuis 2015 : AA-.

Annexes

2019

Données historiques (revenus et charges)

Répartition des compétences d'agglomération et locales

Glossaire

Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations



DONNÉES HISTORIQUES (REVENUS ET CHARGES NON CONSOLIDÉS)

Tableau 94 – Historique des revenus et des charges non consolidés

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Revenus										
Transferts	342 899,4	367 108,0	381 637,3	358 327,6	251 799,7	256 024,0	244 535,7	350 701,8	283 068,2	358 667,5
Taxes	2 583 720,9	2 746 059,4	2 871 471,3	2 973 164,1	3 061 444,5	3 173 700,8	3 262 398,2	3 343 440,9	3 482 078,4	3 554 283,0
Services rendus et autres revenus	798 433,4	820 214,4	879 545,1	851 348,8	850 841,6	834 531,3	857 965,8	940 792,0	1 034 462,6	1 078 468,1
Quotes-parts	360 465,2	378 785,9	393 230,3	396 295,7	400 572,5	406 084,3	404 753,5	397 246,2	418 105,5	425 936,3
Compensations tenant lieu de taxes	266 571,3	227 816,4	241 638,1	238 411,8	250 956,6	254 543,3	252 329,6	260 024,1	264 416,6	274 855,2
	4 352 090,2	**4 539 984,1**	**4 767 522,1**	**4 817 548,0**	**4 815 614,9**	**4 924 883,7**	**5 021 982,8**	**5 292 205,0**	**5 482 131,3**	**5 692 210,1**
Charges de fonctionnement et autres activités financières										
Rémunération globale	1 652 650,5	2 299 338,0	2 436 570,3	2 439 961,9	2 363 751,2	2 369 989,5	2 367 691,3	2 412 358,5	2 365 334,2	2 347 058,6
Frais de financement	398 243,4	388 281,8	365 408,2	366 499,5	376 588,0	377 064,7	382 947,0	389 789,0	397 165,8	400 983,0
Contributions à des organismes	611 988,1	618 052,3	610 378,0	650 025,6	631 586,2	698 336,3	769 656,4	854 046,1	792 077,5	943 341,4
Biens et services	687 307,8	722 779,6	745 029,2	786 509,0	700 785,9	752 345,2	776 005,5	847 837,0	871 998,6	976 812,5
Autres objets de dépenses	118 985,7	85 895,3	39 113,4	187 816,0	69 548,2	105 373,1	95 833,8	84 159,2	97 738,1	16 879,8
	3 469 175,5	**4 114 347,0**	**4 196 499,1**	**4 430 812,0**	**4 142 259,5**	**4 303 108,8**	**4 392 134,0**	**4 588 189,8**	**4 524 314,2**	**4 685 075,3**
Remboursement de la dette à long terme	**(358 325,2)**	**(376 004,1)**	**(379 013,9)**	**(376 515,8)**	**(385 304,2)**	**(387 158,8)**	**(449 312,5)**	**(463 853,5)**	**(473 755,5)**	**(495 960,9)**
Affectations	**(332 524,8)**	**29 596,8**	**(82 883,2)**	**(58 162,2)**	**(74 111,4)**	**(88 802,8)**	**(41 416,3)**	**(100 651,8)**	**(271 368,0)**	**(260 314,7)**
Transfert aux activités d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales	**192 064,7**	**79 229,8**	**109 125,9**	**(47 942,0)**	**213 939,8**	**145 813,3**	**139 120,0**	**139 509,9**	**212 693,6**	**250 859,2**

RÉPARTITION DES COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION ET LOCALES

Compétences d'agglomération	Compétences locales
▪ L'évaluation foncière ▪ Les services de police et de sécurité incendie et civile Les services de premiers répondants, à l'exception de ceux de la Ville de Côte-Saint-Luc ▪ Le centre d'urgence 911 ▪ La mise en œuvre des schémas de couverture de risques en sécurité incendie et en sécurité civile ▪ La cour municipale ▪ Le logement social ▪ L'aide destinée aux sans-abri ▪ La prévention de la toxicomanie et de la prostitution, et la lutte contre celles-ci ▪ L'élimination et la valorisation des matières résiduelles ainsi que tout autre élément de leur gestion, si elles sont dangereuses ▪ L'élaboration et l'adoption du plan de gestion des matières résiduelles ▪ La gestion des cours d'eau municipaux ▪ Les équipements et les infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées, sauf les conduites locales ▪ Le transport collectif des personnes ▪ La détermination de normes minimales de gestion et la planification générale du réseau artériel ainsi que les travaux concernant certaines voies énumérées ▪ L'accueil touristique ▪ Les parcs industriels ▪ Le Conseil des arts de Montréal ▪ Les équipements, les infrastructures et les activités d'intérêt collectif nommés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (n° 1229-2005 et modifications) ▪ La contribution au financement du déficit de l'Espace pour la vie ▪ Toute autre compétence anciennement accordée à la Communauté urbaine de Montréal, dans le cas où la Ville a succédé à celle-ci	▪ L'adoption du plan d'urbanisme et les modifications qui y sont apportées ▪ La réglementation en matière de construction, de nuisance et de salubrité ▪ L'habitation ▪ La collecte et le transport des matières résiduelles ▪ La gestion des rues locales et artérielles ▪ Les conduites qui, au sein des réseaux d'aqueduc et d'égouts, sont de nature locale ▪ Les équipements locaux de sport ou de loisir ▪ Les bibliothèques locales ▪ Les parcs locaux ▪ La promotion économique locale, communautaire, culturelle et sociale ▪ Le patrimoine ▪ La Commission des services électriques de Montréal ▪ Les sociétés de développement commercial ▪ Les parcs industriels énumérés au règlement RCG 06-020 ▪ L'organisation des élections

GLOSSAIRE

Acquisition d'immobilisations

Poste qui représente les sommes destinées aux charges d'immobilisations prévues au Programme triennal d'immobilisations.

Affectation

Poste qui renvoie aux montants provenant des excédents accumulés et des réserves financières ou fonds réservés et qui permet de financer certaines dépenses de fonctionnement de l'exercice courant. Ce poste renvoie également aux montants affectés au renflouement des réserves financières et des fonds réservés ainsi qu'au financement des acquisitions d'immobilisations prévues au PTI.

Agglomération

L'agglomération de Montréal est le regroupement de l'ensemble des villes de l'île de Montréal. Elle a été créée le 1er janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été nommés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (2004)* comme relevant du regroupement des municipalités, plutôt que de chacune individuellement. Les services concernés comprennent la police et les pompiers, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

Amortissement

Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

Année-personne (a-p.)

Unité de mesure correspondant au temps de travail d'une personne ou d'un groupe d'employés converti en temps de travail régulier (c.-à-d. temps plein). Pour calculer des années-personnes, le nombre d'heures totales travaillées est divisé par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail du groupe d'emplois.

Arrondissement

Division territoriale, administrative et politique. La Ville de Montréal est divisée, pour l'exercice de certaines compétences, en 19 arrondissements, considérés comme des unités d'affaires.

Budget

Le budget de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs et l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

Capital

Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s'y rapportent.

Charge des services courants

Montant déterminé par l'actuaire du régime pour respecter les obligations du régime de retraite en fonction des hypothèses actuarielles. Il s'agit de la part de l'employeur.

Charges par objets

Système de classification des charges établi en fonction de la nature économique des biens et des services et défini dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*. La classification regroupe les charges selon les objets qui suivent : rémunération; cotisations de l'employeur; transport et communications; services professionnels, techniques et autres; location, entretien et réparation; biens durables; biens non durables; frais de financement; contributions à des organismes; autres objets.

Charte de la Ville de Montréal

Loi québécoise qui contient les dispositions ayant trait à la constitution, à l'organisation, aux compétences et aux pouvoirs de cette municipalité. C'est dans la Charte de la Ville de Montréal que se trouvent les règles régissant l'harmonisation de la fiscalité municipale.

Dépense contingente

Montant prévu au budget de l'exercice en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

Dépenses d'investissement – voir aussi « Immobilisations »

Charges comprenant les éléments qui peuvent être achetés, construits, développés ou mis en valeur. De plus, ces éléments de l'actif doivent répondre aux critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la production de biens, la prestation de services ou le fonctionnement de l'administration municipale;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités de l'entité municipale.

Dette

Somme due à un ou plusieurs créanciers.

Dette brute

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal.

Dette nette

Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal, déduction faite des sommes accumulées au fonds d'amortissement ainsi que de la portion remboursable par le gouvernement du Québec, d'autres tiers et organismes.

Droits sur les mutations immobilières

Revenus provenant des droits imposés à l'acquéreur à la suite d'une transaction immobilière.

Financement (mode de)

Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisation (emprunt, subvention, paiement comptant, etc.).

Immobilisations

Éléments corporels identifiables de l'actif qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, à des fins administratives ou pour la production de biens ou encore à servir à l'entretien, à la réparation, au développement, à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

Immobilisations (capitalisation)

Charge faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou d'en réduire les frais d'exploitation, mais excluant les charges courantes d'entretien et de réparation.

Infrastructures

Installations publiques telles que routes, ponts, rues, conduites d'eau, ports, bâtiments, installations technologiques, etc.

Investissements

Dépenses effectuées par la Ville de Montréal en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation qui procurera des avantages économiques ou sociaux au cours d'un certain nombre d'exercices.

Maintien des infrastructures, des actifs

Action de maintenir en bon état de fonctionnement de l'équipement, des installations, des locaux, etc. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectuées, à la demande des utilisateurs, sur de l'équipement ou des installations afin que ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mises en œuvre pour éviter un dommage ou une panne.

Mutation immobilière

Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

Paiement au comptant d'immobilisations (PCI)

Procédé utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget de fonctionnement, les affectations de surplus, les réserves financières ou les sommes accumulées au fonds d'amortissement, à la suite des contributions effectuées en vertu de la politique de gestion de la dette. Dans ce dernier cas, les sommes utilisées privilégient le paiement au comptant d'actifs dont la période de financement est la plus courte.

Potentiel fiscal

Capacité, pour la Ville, de générer des revenus sur la valeur des immeubles faisant partie du territoire de Montréal. Sont incluses dans ce potentiel fiscal :

- la valeur des immeubles résidentiels (unifamiliaux, bifamiliaux, multifamiliaux);
- la valeur des immeubles non résidentiels (industriels et commerciaux), majorée selon un facteur déterminé pour tenir compte du fait que ces immeubles sont imposés à un taux de taxe supérieur à celui des autres immeubles;
- la valeur pondérée des immeubles à l'égard desquels sont versés des paiements tenant lieu de taxes (gouvernements);
- la valeur des terrains vacants.

Programme triennal d'immobilisations (PTI)

Il regroupe les projets d'investissements que la Ville prévoit effectuer sur son territoire au cours des trois prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Différentes sources de financement sont requises pour ces investissements, notamment des emprunts à long terme. L'ensemble des emprunts ainsi contractés constitue la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les charges prévues au budget de fonctionnement. C'est ce que l'on appelle le service de la dette.

Projet non capitalisable

Élément d'actif qui n'appartient pas à la Ville de Montréal ou qui ne répond pas à la définition d'une immobilisation, mais qui est tout de même acquis par emprunt à long terme (ex. : bacs de recyclage, matériel informatique, armes à feu, etc.). Dans la plupart des cas, il s'agit de différents programmes de subventions (ex. : rénovation des façades commerciales, stabilisation des falaises, aménagement des ruelles, aide à la stabilisation des rives) ou d'ententes de contribution à différents projets.

Proximité (compétences par service)

Un conseil municipal local, formé de représentants élus, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire et social, culture, loisirs et parcs d'arrondissement ainsi que voirie locale).

Refinancement

Lorsque l'emprunt est contracté pour un terme plus court que la période d'amortissement de certaines sommes, un nouvel emprunt sera requis pour poursuivre le financement par emprunt, jusqu'à la fin du terme de l'amortissement. Ces emprunts qui poursuivent le financement pour le reste du terme d'amortissement sont appelés refinancements.

Régime de retraite à prestations déterminées

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants, soit le mode de calcul du montant de ces prestations; ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

Règlement

Acte juridique par lequel le conseil municipal ou le conseil d'agglomération fait état des décisions, donne des directives ou établit des normes, des contraintes et parfois des sanctions.

Règlement d'emprunt

Règlement qui autorise à financer par emprunt certaines dépenses d'investissement, de fonctionnement ou autres. Généralement, le règlement prévoit le terme maximal de l'emprunt ainsi que la clause de taxation. Lorsqu'un emprunt est émis, les charges fiscales sont imposées aux contribuables (capital et intérêts) et, par conséquent, réparties sur plusieurs exercices financiers, selon le terme le plus court : la période prévue au règlement ou la période d'amortissement de l'actif.

Rôle d'évaluation foncière

Registre préparé par le Service de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal et comprenant toutes les données nécessaires à l'élaboration du rôle de taxation.

Service central

Entité administrative ou unité d'affaires qui assure des fonctions de planification et de soutien à l'Administration et aux arrondissements. Un service central peut également cumuler des responsabilités opérationnelles.

Secteur d'activités

Regroupement de services ou unités d'affaires ayant la même activité principale.

Service de la dette

Le service ou coût brut de la dette comprend les charges d'intérêts, les frais d'escompte et d'émission d'emprunts, les remboursements de capital et les contributions au fonds d'amortissement pour l'ensemble des emprunts en circulation. Le coût net est celui qui demeure à la charge des contribuables, déductions faites des revenus de placements du fonds d'amortissement, des sommes à la charge du gouvernement du Québec et autres tiers ou organismes, et de l'amortissement des revenus reportés qui sont reliés aux primes à l'émission d'emprunts, selon le cas.

Transferts

Subventions des gouvernements, des autres organismes publics, des entreprises privées et des personnes, sans aucun service en contrepartie. Les revenus de transferts sont regroupés en fonction de leur finalité. Ils peuvent financer les charges de fonctionnement, le service de la dette ou les investissements.

Unité d'affaires

Entité qui désigne un arrondissement ou un service central.

INDEX DES SIGLES, DES ACRONYMES ET DES AUTRES ABRÉVIATIONS

AA -	Cote de crédit Haute qualité *(High grade)* de Standard & Poor's
Aa2	Cote de crédit Haute qualité *(High grade)* de Moody's
ACCP	Association canadienne des chefs de police
ADS+	Analyse différenciée selon les sexes et plus
art.	Article
ARTM	Autorité régionale de transport métropolitain
BAM	Bureau Accès Montréal
BINAM	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal
BIXI	Système de vélos en libre-service de Montréal
BRAVES	Barrages routiers alcool au volant et évaluations stupéfiants
BTER	Bureau de la transition écologique et de la résilience
BTM	Bureau du taxi de Montréal
CDN-NDG	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de Grâce
CESM	Complexe environnemental de Saint-Michel
CFPM	Commission de la fonction publique de Montréal
cm	Centimètre
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CSEM	Commission des services électriques de Montréal
CTMO	Centre de traitement des matières organiques
DAI	Dette actuarielle initiale
DDS	Demande d'accès à l'information
DEL	Diode électroluminescente
DEP	Direction de l'eau potable
FCCQ	Fonds Chantiers Canada-Québec
FCM	Fédération canadienne des municipalités
FINA	Fédération internationale de natation
GES	Gaz à effet de serre
G20	Groupe des vingt (19 pays et Union européenne)
G$	Milliard de dollars
IAPQ	Institut d'administration publique de Québec

ICI	Industries, commerces et institutions
IPC	Indice des prix à la consommation
km	Kilomètre
LGBTQ+	Lesbiennes, gais, bisexuels, trans, queers et autres
M$	Million de dollars
MADA	Municipalité amie des aînés
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCCQ	Ministère de la Culture et des Communications du Québec
MEI	Ministère de l'Économie et de l'Innovation
MIFI	Ministères de l'immigration de la francisation et de l'intégration
MIDI	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MTQ	Ministère des transports du Québec
OBNL	Organisme à but non lucratif
OMHM	Office municipal d'habitation de Montréal
ONU	Organisation des Nations unies
PAMV	Plan d'aménagement et de mise en valeur du secteur sud de l'Île Sainte-Hélène
PCI	Paiement au comptant d'immobilisations
PDGMR	Plan de gestion des matières résiduelles 2020-2025
PDQ	Poste de quartier
PEPSC	Parc environnemental de la Pointe-Saint-Charles
PEXEP	Programme d'excellence en eau potable
PIRPP	Programme d'implantation de rues piétonnes et partagées
PME MTL	Réseau d'experts en soutien aux entrepreneurs et aux entreprises
PPC	Partenaires dans la protection du climat
PPU	Programme particulier d'urbanisme
PTI	Programme triennal d'immobilisations
RAO	Répartition assistée par ordinateur
RDP-PAT	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
RENA	Registre des entreprises non admissibles
REV	Réseau express vélo
RFID	Identification par radiofréquence

RH	Ressources humaines
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
RRSM	Régimes de retraite du secteur municipal
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SÉRI	Synergie émergente - Recherche industrie
SGPI	Service de la gestion et de la planification immobilière
SHDM	Société d'habitation et de développement de Montréal
SHQ	Société d'habitation du Québec
SIM	Service de sécurité incendie de Montréal
SMRA	Service du matériel roulant et des ateliers
SOFIL	Société de financement des infrastructures locales
SOVERDI	Société de verdissement du Montréal métropolitain
SPO	Service de la performance organisationnelle
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
SRB	Service rapide par bus
SRH	Service des ressources humaines
SRRR	Stationnement sur rue réservé aux résidents
SST	Santé et sécurité au travail
STI	Service des technologies de l'information
STM	Société de transport de Montréal
TAZ	Centre sportif intérieur de Montréal pour la pratique du skateboard, du BMX, de la trottinette et du patin à roues alignées
TECQ	Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec
TI	Technologies de l'information
TOD	Transit-oriented development
TVQ	Taxe de vente du Québec

Publié par la Ville de Montréal
Service des finances

630, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6
Canada

montreal.ca

Dépôt légal
2e trimestre 2020
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

978-2-7647-1763-9
Reddition de comptes financière
PDF, Français

Design graphique :
Ville de Montréal
Service de l'expérience citoyenne
et des communications
24908

Montréal

montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1193276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc.

Il est recommandé :
1. d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-09 20:49

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193276001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc.

CONTENU

CONTEXTE

Par sa mission, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau assure la distribution de l'eau potable sur tout le territoire de l'agglomération de Montréal. Pour ce faire, elle doit assurer une saine gestion des actifs : intervenir sur le réseau afin d'augmenter la fiabilité, assurer un renouvellement adéquat des actifs, réduire la quantité de perte en eau potable et les bris ainsi que d'améliorer l'état structurel du réseau. Il est donc requis de construire de nouvelles conduites reliées aux besoins hydrauliques et de remplacer ou de réhabiliter des conduites existantes.
Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par le conseil d'agglomération de Montréal, il est planifié des investissements pour les travaux de construction et de renouvellement des actifs sur le réseau principal d'aqueduc. Le Service de l'eau doit donc faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin de pouvoir financer ce programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0515 - 28 septembre 2017 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc ».
CG17 0118 - 30 mars 2017 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites primaires d'aqueduc ».

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 157 000 000 $ afin de financer différents travaux du programme "56088 - Réseau principal d'aqueduc" prévus au Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération). Le montant du règlement demandé correspond au niveau des dépenses prévues des trois années du programme triennal.
Ce règlement permettra ainsi de financer divers travaux de construction, de remplacement ou de réhabilitation de conduites principales d'aqueduc et de composantes, tels que la

reconstruction de la conduite principale existante de 600 mm sur la rue Guy et la construction d'une nouvelle conduite principale de 900 mm sur le boulevard de Pierrefonds.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer les travaux de construction et de renouvellement des conduites principales d'aqueduc. La DEP doit réaliser ces travaux pour assurer en tout temps la distribution de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération et s'assurer d'une saine gestion de ses actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon les règles prescrites par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en vertu de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ chapitre E-20.001). Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.
Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ce programme de subvention, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doivent pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible d'effectuer les travaux requis tels que la reconstruction de la conduite principale existante de 600 mm sur la rue Guy et la construction d'une nouvelle conduite principale de 900 mm sur le boulevard de Pierrefonds.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: Mars 2020
Adoption: Avril 2020
Approbation par le ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François DUBUC
C/d - Infrastructures réseau principal

Tél : 514 872-4647
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable

Tél : 514 872-5090
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-11-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-01-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1193276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1193276001 - Réseau principal aqueduc.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-22

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 157 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

2. Un emprunt de 157 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ), durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles au programme mentionné à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1193276001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193276001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Division projets réseau principal
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 157 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement du réseau principal d'aqueduc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Règlement d'empruntGDD1193276001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-25

Louise B LAMARCHE
Professionnelle-Chef d équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1201081002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Il est recommandé :
Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-02-24 20:04

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1201081002**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0534 - Le 25 novembre 2019 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG19 0556 - Le 13 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés - Villes de compétence d'agglomération pour 3 000 000 $ (no 68103) et (no 68107)

JUSTIFICATION

La mise en valeur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des

ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses de compétence d'agglomération visant la mise à niveau des équipements mécaniques et spécialisés dans les garages d'entretien et ateliers spécialisés. Plusieurs de ces équipements ne rencontrent plus les normes de santé sécurité et d'efficacité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme 68103 et du projet 68107 prévu à la programmation du PTI 2020-2022.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM18 0120 .

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque remplacement est évalué afin d'avoir des solutions les plus éco-responsables possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces équipements sont essentiels pour le bon fonctionnement des garages d'entretien de véhicules et des ateliers spécialisés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 26 mars 2020

Adoption : Le 23 avril 2020

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201081002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1201081002 - Remplacement d'équipements mécaniques et specialisés.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 3 000 000 $ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET SPÉCIALISÉS

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 3 000 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1201081002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201081002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1201081002 - Règlement d'emprunt MRA équipements - AGGLO.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1201081003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

Il est recommandé :
Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-02-24 20:06

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1201081003**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement de véhicules.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0534 - Le 25 novembre 2019 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG18 0094 - Le 14 février 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement de véhicules - Ville de compétence d'agglomération pour 25 000 000 $ (68102), (71076) et (71080)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des

ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant le remplacement des véhicules et équipements rendus désuets ou non fonctionnels. La Ville possède un parc de 8 400 véhicules et équipements d'une valeur globale de 600 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon l'analyse du bureau des projets et programmes d'immobilisations sur la stratégie d'investissement pour le maintien du parc de véhicules et équipements à Montréal, un budget annuel moyen de 47 M$ doit être prévu.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM18 0120.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les remplacements de véhicules et équipements font l'objet d'analyses écoénergétiques afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. De plus, les véhicules et équipements 100 % électriques sont priorisés lors des remplacements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les investissements pour le remplacement des véhicules et équipements permettent de maintenir des services sécuritaires et efficaces aux citoyens de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 26 mars 2020

Adoption : Le 23 avril 2020

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201081003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1201081003 - Remplacement de véhicules.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 25 000 000 $ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT DE VÉHICULES

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 25 000 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement de véhicules incluant les véhicules du Service de police de la Ville de Montréal et du Service de sécurité incendie de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1201081003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201081003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1201081003 - Règlement d'emprunt MRA véhicules - AGGLO.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : (514) 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : (514) 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1201179001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042).

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-03-02 10:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201179001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) a été adopté par le conseil d'agglomération en décembre 2018. Ce programme de subvention constitue l'un des volets contribuant aux efforts de relance économique des secteurs commerciaux ayant fait l'objet de travaux majeurs d'infrastructures et ayant été préalablement désignés par le comité exécutif dans le cadre du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation. Il s'appliquera dans un premier secteur désigné, soit la rue Saint-Paul Est, à compter de la fin du printemps prochain.
En septembre 2019, la mairesse de Montréal s'est engagée devant l'ONU à réduire de 55 %, par rapport au niveau de 1990, les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la ville d'ici 2030. Ceci dans le contexte où la Ville avait préalablement annoncé son objectif de rendre Montréal carboneutre et résiliente face aux changements climatiques d'ici 2050.

Dans ce contexte, le Service du développement économique souhaite proposer quelques modifications au Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) avant qu'il ne commence à s'appliquer dans un premier secteur désigné.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0619 (22 novembre 2018) : approuver la mise en oeuvre du nouveau Programme de soutien aux artères commerciales en transformation; approuver les conditions sur la base desquelles des secteurs seront désignés par ordonnance du comité exécutif, énumérées au document intitulé « Conditions de désignation des secteurs aux fins de l'application du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation »
CG18 0705 (20 décembre 2018) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier »

DESCRIPTION

Les modifications au règlement les plus significatives sont recommandées afin d'intégrer des exigences de développement durable au niveau des travaux pouvant faire l'objet d'une subvention dans le cadre de ce programme. Certaines autres modifications sont proposées afin de préciser et de clarifier certains éléments, de simplifier certaines exigences ainsi que de faciliter le traitement des dossiers.

Modifications liées au développement durable

- Les travaux relatifs à la construction d'un bâtiment neuf ou à la reconstruction d'un bâtiment suivant une démolition ne seront admissibles à la subvention que si une certification Bâtiment à carbone zéro, BREEAM, HQE, LEED, Living Building Challenge ou Passive House a été émise à l'égard de ce bâtiment.
- L'aménagement d'un mur végétal sera admissible à la subvention, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur.
- Les travaux reliés à un système de chauffage alimenté au mazout ne seront pas admissibles à la subvention.
- Les travaux de réfection intégrale d'un toit plat réalisés aux conditions établies au règlement ne seront admissibles qu'à condition qu'un toit blanc ou un toit végétalisé soit prévu et réalisé.

Modifications liées à des raisons de clarification et de simplification

- Les services d'un architecte ne seront plus exigés pour du remplacement à l'identique d'éléments de la façade d'un bâtiment.
- Les services d'un professionnel en design ne seront exigés que pour des interventions de rénovation intérieure combinant plusieurs éléments (murs, planchers, plafonds, escaliers, etc.).
- Les documents requis ou non acceptés en vue du versement de la subvention (factures, preuve de paiement, etc.) sont précisés et un sommaire des travaux répertoriant les factures et autres documents présentés sera dorénavant exigé.
- Les éléments admissibles à la subvention pour les travaux de rénovation intérieure sont précisés.

JUSTIFICATION

Grâce aux modifications liées au développement durable, le programme pourra désormais contribuer aux engagements de la Ville relatives à la transition écologique, plus particulièrement au niveau de la réduction des GES et de son objectif de rendre Montréal carboneutre et résiliente face aux changements climatiques. De plus, le programme répondra à un des principes soutenant l'action municipale en développement économique du territoire identifiés au Plan d'action en développement économique du territoire « Bâtir Montréal », soit de mieux intégrer le concept de développement durable dans le développement économique du territoire.

Quant aux autres modifications proposées, elles permettront de clarifier et de simplifier certains aspects du programme pour les requérants. Par exemple, il peut être difficile d'obtenir les services d'un architecte pour du remplacement à l'identique d'éléments de la façade d'un bâtiment lorsque ce n'est pas exigé pour l'émission du permis de modification ou d'obtenir les services d'un professionnel en design pour des interventions mineures et isolées de rénovation intérieure, tel que la peinture seulement ou le remplacement d'un couvre-plancher seulement. Elles permettront également de mieux préciser les documents requis et les informations qu'ils doivent contenir afin, particulièrement, d'accélérer le traitement des dossiers et le versement des subventions aux requérants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'ont aucun impact sur le cadre financier du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu du fait que les modifications proposées au Programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier encouragera plus d'investissements dans des initiatives innovantes et durables et puisque certains des travaux couverts par la subvention devront dorénavant faire appel à des technologies vertes du bâtiment, le programme s'inscrira dans le principe qui vise la réduction des gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application les modifications proposées au Programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication prévue par la Ville dans le cadre du présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-11

Alain MARTEL
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201179001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

R. modif R. subv. artères en chantier.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-872-9382

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Annie GERBEAU
Avocat
Tél : 514-872-9382
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 18-042-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS VISANT LA REVITALISATION DES SECTEURS COMMERCIAUX EN CHANTIER (RCG 18-042)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur le programme de subventions visant la revitalisation des secteurs commerciaux en chantier (RCG 18-042) est modifié par :

1° l'insertion, à la suite de la définition de « bâtiment », des définitions suivantes :

« « certification Bâtiment à carbone zéro » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments faisant la preuve d'un bilan carbone zéro;

« certification BREEAM » : certification accordée par BRE Group, BREEAM USA ou BREEAM Canada à des bâtiments respectant des performances environnementales, sociales et économiques;

« certification HQE » : certification Haute Qualité Environnementale accordée par Écobâtiment à des bâtiments respectant des performances environnementales et un système de gestion environnementale de projet;

« certification LEED Canada » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments respectant des normes de performance élevées en matière de responsabilité environnementale et d'efficacité énergétique;

« certification Living Building Challenge » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments respectant des normes de durabilité de l'environnement bâti;

« certification Passive House » : certification accordée par le Canadian Passive House Institute à des bâtiments dont la consommation énergétique par unité de surface est très faible; »

2° l'insertion, à la suite de la définition de « ingénieur », de la définition suivante :

« « mur végétal » : système de culture autonomisé ou non qui permet la végétalisation verticale d'une façade par lequel les végétaux couvrant la totalité de la superficie visée sont insérés dans des contenants remplis de substrat et fixés par un système d'accroche; »

2. L'article 6 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au paragraphe 3°, des mots «, sauf pour du remplacement à l'identique » à la suite du mot « architecte »;

2° l'insertion, au paragraphe 4°, des mots « impliquant au moins trois éléments identifiés aux paragraphes 1° à 8° de l'article 10 de l'annexe A » à la suite du mot « intérieure ».

3. L'article 9 de ce règlement est modifié par le suivant :

« 9. Lorsque les travaux sont terminés dans le délai fixé à l'article 8, un propriétaire ou un locataire doit, pour obtenir la subvention demandée, transmettre au directeur :

1° un avis indiquant que les travaux sont complétés présenté au moyen du formulaire fourni par la Ville;

2° les factures et autres pièces détaillant les travaux et démontrant le coût des travaux et, le cas échéant, des services professionnels;

3° La preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

4° un document synthèse des travaux détaillant, pour chacune des factures soumises, le nom du fournisseur, le montant total avant taxes, le mode de paiement et une référence à la preuve d'acquittement;

5° une copie de tout permis visant les travaux admissibles;

6° des photographies des façades et des parties de façades visibles de l'artère commerciale concernée ainsi que de toute autre partie du bâtiment où ont été complétés des travaux admissibles en vertu de l'article 8.

7° le cas échéant, une copie de la certification exigée en vertu du paragraphe 11° du deuxième alinéa de l'article 13 de l'annexe A. »

4. L'article 15 de ce règlement est modifié par l'ajout du deuxième alinéa suivant :

« Cependant, si son retard est attribuable à un des organismes responsables d'émettre les certifications exigées en vertu du paragraphe 11° du deuxième alinéa de l'article 13 de l'Annexe A, il n'est pas déchu de son droit d'obtenir toute subvention en vertu du présent règlement dans la mesure où il a transmis les documents requis en vertu des paragraphes 1° à 6° de l'article 9 dans le délai prévu au premier alinéa. »

5. L'article 9 de l'annexe A de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, à la suite du paragraphe 3° du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 4° l'aménagement d'un mur végétal. »

2° l'insertion, au paragraphe 3° du deuxième alinéa, des mots « sur une ruelle, » à la suite du mot « donnant ».

6. L'article 10 de l'annexe A de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« 10. Sont admissibles les travaux de rénovation intérieure de toute partie du bâtiment destinée à être utilisée à des fins d'activités commerciales qui consistent en dégarnissage et en réparation ou en remplacement des éléments suivants :

1° murs et murs végétaux;

2° planchers;

3° plafonds;

4° escaliers;

5° revêtements;

6° portes;

7° dispositifs d'éclairage;

8° ascenseurs ou d'autres équipements destinés à la clientèle à mobilité réduite;

9° électricité et plomberie;

10° systèmes de climatisation, de chauffage et de ventilation;

11° grilles gratte-pieds.

Les conditions particulières suivantes s'appliquent à ces travaux :

1° les travaux visant la rénovation intérieure sont admissibles dans la mesure où des travaux sont réalisés pour contribuer à améliorer l'ambiance physique du lieu destiné à accueillir et à servir la clientèle;

2° les travaux reliés à une salle de bain sont admissibles à la condition que celle-ci soit destinée à accueillir la clientèle;

3° les travaux reliés à un système de climatisation alimenté par le réseau d'aqueduc, à un système de chauffage alimenté au mazout, à un garage ou à une cuisinette destinée aux employés ne sont pas admissibles;

4° le mobilier et les équipements utilisés aux fins de l'exercice des activités commerciales, notamment les sièges, les tables, les banquettes, les comptoirs, les étagères, les armoires et éléments décoratifs, ne sont pas admissibles, qu'ils soient immobilisés ou non. »

7. Le paragraphe 3° deuxième alinéa de l'article 12 de l'annexe A de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 3° les travaux relatifs aux toits plats ne sont admissibles qu'aux conditions suivantes :

a) un document signé par un architecte ou un ingénieur confirme qu'ils sont nécessaires afin de préserver d'autres composantes du bâtiment qui font l'objet de travaux admissibles;

b) lorsque des travaux de réfection intégrale sont nécessaires, un toit blanc ou un toit végétalisé est prévu et aménagé. »

8. Le deuxième alinéa de l'article 13 de l'annexe A de ce règlement est modifié par l'insertion, à la suite du paragraphe 10°, du paragraphe suivant :

« 11° les travaux relatifs à la construction d'un bâtiment neuf ou à la reconstruction d'un bâtiment suivant une démolition sont admissibles si l'une des certifications suivantes a été émise à l'égard du bâtiment :

a) une certification LEED;

b) une certification Living Building Challenge;

c) une certification BREEAM;

d) une certification HQE;

e) une certification Passive House;

f) une certification Bâtiment à carbone zéro; »

GDD: 1201179001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1191179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

Il est recommandé :

1. d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) »;
2. d'autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ afin de donner suite au présent dossier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-28 15:40

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191179002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

CONTENU

CONTEXTE

Le projet soumis s'inscrit dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal* . Le Plan d'action en innovation sociale a été approuvé par le comité exécutif le 23 mai 2018. Le Plan d'action table entre autres sur l'accompagnement d'entrepreneurs et innovateurs sociaux. Cet accompagnement regroupe plusieurs activités qui peuvent être réparties en fonction du stade de développement de l'entreprise, de la problématique rencontrée, du type de soutien nécessaire ou d'expertise requise. Soutenir la réalisation de projets métropolitains ou structurants dans toutes les phases de développement et soutenir financièrement les projets immobiliers collectifs figurent parmi les 28 actions du plan d'action.
Le présent dossier concerne de façon spécifique la mise en oeuvre d'un des volets nouveau Programme Accélérer l'investissement durable, soit le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) qui doit être adopté par le conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0916 (23 mai 2018) : approbation du plan d'action en innovation sociale 2018-2022 intitulé « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

DESCRIPTION

Le programme proposé vise spécifiquement à accorder des subventions pour la rénovation intérieure ou extérieure, l'installation ou la modification d'une enseigne, l'agrandissement ou la construction de bâtiments affectés à des activités d'économie sociale visées à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale ainsi que pour les honoraires professionnels qui y sont

directement liés.
Les objectifs poursuivis par le programme sont les suivants :

1. Soutenir les projets immobiliers du secteur de l'économie sociale aux étapes de conception, de planification et de construction
2. Maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets d'économie sociale

Ses principales composantes sont les suivantes :

Subvention pour les travaux effectués sur les bâtiments

- Subvention égale à 40 % du coût des travaux admissibles, calculé avant taxes, sans dépasser 250 000 $.
- Le requérant a jusqu'au 30 juin 2024 pour effectuer les travaux admissibles.

Subvention pour les honoraires professionnels utilisés pour la conception et la réalisation du projet

- Subvention égale à 50 % du coût des honoraires professionnels utilisés pour la conception et la réalisation du projet, calculé avant taxes, mais d'au plus 7.5 % du coût des travaux admissibles sans dépasser 50 000 $.

Les versements de la subvention

- Au début des travaux : un montant équivalant à la subvention afférente aux services professionnels rendus avant la date de début des travaux sur présentation des factures et des preuves de leur acquittement complet ainsi qu'un montant correspondant à 50 % de la subvention afférente au coût estimé des travaux admissibles.
- À la fin des travaux : le montant de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus sur présentation des factures et des preuves de leur acquittement complet, en soustrayant le montant versé au début des travaux.

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement permet de mettre en place les conditions pour le versement des subventions.
Le règlement permettrait à la Ville d'intervenir dans les aspects suivants :

- Contribution au développement de l'économie sociale
- Accélération de l'investissement immobilier des entreprises d'économie sociale
- Pouvoir d'attraction amélioré pour l'implantation de nouvelles entreprises d'économie sociale sur le territoire de l'île de Montréal
- Valorisation du cadre bâti et reconversion de bâtiments anciens ou patrimoniaux

Compte tenu des outils de financement actuellement offerts aux entreprises d'économie sociale, le programme répondrait à un besoin non comblé en matière de financement de leurs projets immobiliers.

De plus, le programme répond à plusieurs principes soutenant l'action municipale en innovation sociale identifiés au Plan d'action en innovation sociale « Tisser Montréal » et aux principaux défis qui y sont considérés, soit :

- L’accès au financement présente souvent des difficultés pour les porteurs d’innovation sociale.
- Faire émerger des solutions concertées, entrepreneuriales et viables, issues des besoins du milieu et de la discussion entre les acteurs.
- Soutenir les processus développant de nouvelles formes d’utilisation des terrains et des bâtiments, mais aussi de nouvelles formes de gouvernance des espaces.
- Allouer des ressources conséquentes pour répondre aux besoins des collectivités et des projets entrepreneuriaux à fort impact social.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 6 000 000 $ entre 2020 et 2024. La ventilation annuelle des versements et de la provenance des fonds est présentée ci-dessous. Les crédits requis jusqu'au 31 décembre 2021 sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (Entente 150 M$). Au delà du 31 décembre 2021, le financement du programme sera assumé par la prolongation de l'Entente de 150 M$ convenue avec le Gouvernement du Québec à hauteur de 1,6 M$ en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires restantes libérées par le PR@M-Industrie étant donné l'utilisation qui en a été prévue dans le cadre du financement du programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (dossier décisionnel 1181179011) en 2022 et 2024.

ANNÉE	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
BUDGET	500 000 $	900 000 $	1 000 000 $	1 600 000 $	2 000 000 $	**6 000 000 $**
PROVENANCE DES FONDS						
Entente 150 M$	500 000 M$	900 000 M$				1 400 000 $
Disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie			1 000 000 M$		2 000 000 M$	3 000 000 $
Prolongation de l'Entente de 150 M$				1 600 000 M$		1 600 000 $

Le financement du programme par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024 se fera selon les paramètres identifiés ci-dessous. Les disponibilités budgétaires restantes pourront financer d'autres programmes.

ANNÉE	2022	2024
DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES AU PR@M-INDUSTRIE APRÈS DOSSIER 1181179011	**1,022 M$**	**4,135 M$**
UTILISATION EN DÉPENSES D'AGGLOMÉRATION	1,000 M$	2,000 M$
DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES	0,022 M$	2,135 M$

Le financement du programme relève à 100 % de l'agglomération puisqu'il concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet soumis, s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale, s'inscrit aussi dans la continuité du Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable de la Ville de Montréal. De plus, le programme s'inscrit dans le principe qui vise une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter de mai 2020 : Début de la réception des demandes d'admissibilité au programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

Nathalie ARÈS, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-11

Alain MARTEL
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1191179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1191179002 - Règlement subvention économie sociale 13022020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514 872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-13

Annie GERBEAU
Avocate et Chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES AUX BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À FINALITÉ SOCIALE (ACCÉLÉRER L'INVESTISSEMENT DURABLE – ÉCONOMIE SOCIALE)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activité économique à finalité sociale » : une activité économique à finalité sociale visée à l'article 3 de la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1) à l'exception des activités relatives aux secteurs suivants :

1° habitation communautaire et habitation coopérative;

2° services financiers et d'assurances;

3° mise en œuvre ou gestion de programmes relevant du gouvernement du Québec ou de la Ville de Montréal;

« bâtiment » : un bâtiment ou la partie d'un bâtiment, où est exercée une activité économique à finalité sociale;

« Code » : le Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1., r.2);

« coût des services professionnels » : le coût des services professionnels calculé avant les taxes;

« coût des travaux » : le coût des travaux admissibles calculé avant les taxes;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant;

« entreprise d'économie sociale » : personne morale à but non lucratif ou coopérative exerçant des activités économiques à finalité sociale;

« grand projet » : projet visé par le présent programme de subvention dont le coût des travaux admissibles est supérieur ou égal à 625 000 $;

« locataire » : entreprise d'économie sociale qui occupe un bâtiment en vertu d'un bail afin d'y exercer une activité économique à finalité sociale;

« propriétaire » : entreprise d'économie sociale propriétaire d'un immeuble au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) dans lequel ou dans une partie duquel est exercée une activité économique à finalité sociale;

« rénovations intérieures » : les travaux consistant en de la réparation ou du remplacement des éléments suivants :

1° murs, planchers, plafonds et escaliers;

2° revêtements;

3° électricité et plomberie;

4° dispositifs d'éclairage;

5° systèmes de climatisation, de chauffage et de ventilation;

6° salles de bains;

7° installation d'ascenseurs ou d'autres équipements destinés à la clientèle à mobilité réduite;

8° la réparation, le remplacement ou la modification des ouvertures.

La rénovation intérieure ne comprend pas les travaux consistant en de la réparation ou du remplacement de mobilier ou d'équipement utilisés aux fins de l'exercice des activités du requérant, qu'ils soient immobilisés ou non;

« requérant » : une entreprise d'économie sociale, propriétaire ou locataire d'un bâtiment dont la demande de subvention a été jugée admissible;

« services professionnels » : les services d'ingénierie, d'architecture, de design, de gestion de projet, d'urbanisme, d'archéologie ou d'experts-conseils visant la faisabilité, la planification, la conception ou la réalisation des travaux admissibles;

« travaux admissibles » : travaux de rénovations intérieures ou extérieures, de dégarnissage, d'installation ou de modification d'une enseigne, d'agrandissement ou de construction d'un bâtiment qui ne sont pas visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subventions de la Ville;

« Ville » : Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION

2. Le présent règlement permet la mise en place d'un programme de subventions pour la revitalisation d'un bâtiment où une entreprise d'économie sociale exerce une activité économique à finalité sociale dûment autorisée en vertu des règlements de zonage applicables.

3. Le présent règlement ne s'applique pas à un bâtiment ou à une partie de bâtiment occupé par un organisme professionnel ou un regroupement d'organismes professionnels dont le budget de fonctionnement bénéficie d'un soutien financier de la part du ministère de la Culture et des Communications du Québec, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Conseil des arts de Montréal, du Conseil des arts du Canada ou de la Société de développement des entreprises culturelles et des Archives nationales du Québec.

SECTION III
PRINCIPE GÉNÉRAL

4. Il est octroyé à une entreprise d'économie sociale, propriétaire ou locataire d'un bâtiment, en considération des travaux admissibles effectués sur ce bâtiment et des services professionnels afférents à ces travaux, une subvention en argent.

5. Aucune subvention n'est octroyée pour :

1° des travaux effectués avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 7;

2° des travaux admissibles qui ne sont pas substantiellement achevés le 30 juin 2024.

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

6. Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet. La demande doit être présentée au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° si la demande est faite par le propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire du bâtiment visé par la demande, selon l'inscription au registre foncier;

b) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

c) au moins une estimation, ventilée poste par poste, portant sur tous les travaux prévus;

d) lettres patentes de l'entreprise d'économie sociale qui occupe ou occupera le bâtiment;

2° si la demande est faite par le locataire :

a) le contrat de location attestant son statut de locataire d'une partie ou de la totalité du bâtiment visé par la demande;

b) un document attestant que le propriétaire de ce bâtiment consent aux travaux;

c) les documents décrits aux sous-paragraphes b), c) et d) du paragraphe 1°.

Si la demande faite par le propriétaire ou le locataire constitue un grand projet, un avis favorable quant à la faisabilité financière du projet dans un échéancier respectant les délais prévus à l'article 5 doit être fourni par une firme d'experts-conseils spécialisée en structure de financement, en évaluation d'investissement ou en viabilité économique.

7. Dans les 40 jours ouvrables de la réception d'une demande de subvention, conforme à l'article 6, le directeur déclare la demande admissible et en avise le requérant par écrit, en indiquant le coût estimé des travaux admissibles qui sera pris en compte aux fins de la subvention.

8. Un requérant qui a présenté une demande de subvention déclarée admissible par le directeur, conformément à l'article 7, ne peut pas subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en compensation du coût des travaux admissibles pour ce bâtiment.

SECTION V
MONTANT DE LA SUBVENTION

9. Les montants maximaux de subvention à verser au requérant sont :

1° un montant égal à 50 % du coût réel des services professionnels approuvés par le directeur, mais d'au plus 7,5 % du coût des travaux admissibles, sans dépasser 50 000 $;

2° un montant égal à 40 % du coût réel des travaux admissibles approuvé par le directeur en vertu de l'article 7, sans dépasser 250 000 $.

Lorsque les travaux sont substantiellement achevés, s'il est constaté que le coût réel des travaux dépasse le coût estimé approuvé en vertu de l'article 7, le montant de la subvention est calculé sur la base du coût estimé des travaux admissibles, majoré du pourcentage de dépassement constaté, ce pourcentage ne pouvant excéder 10 %.

SECTION VI
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT

SOUS-SECTION 1
PREMIER VERSEMENT

10. Après que les travaux admissibles aient débuté, le requérant peut présenter une demande de paiement en fournissant au directeur les documents suivants :

1° une copie des factures, des reçus et autres pièces attestant de tous les coûts des services professionnels encourus au moment de la demande et de leur acquittement;

2° une copie de tous les permis requis aux fins du commencement des travaux admissibles.

11. Un montant équivalant à la subvention afférente aux services professionnels rendus avant la date de début des travaux ainsi qu'un montant correspondant à 50 % de la subvention afférente au coût estimé des travaux approuvé, en vertu de l'article 7, sont alors versés au requérant.

SOUS-SECTION 2
SECOND VERSEMENT

12. Lorsque les travaux admissibles sont substantiellement achevés, le requérant présente une demande de paiement en fournissant au directeur les documents suivants :

1° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux admissibles qui n'ont pas été fournis antérieurement;

2° une copie des factures, des reçus et autres pièces attestant de tous les coûts des travaux admissibles et de leur acquittement;

3° une copie des factures, des reçus et autres pièces attestant de tous les coûts des services professionnels et de leur acquittement qui n'ont pas été fournis antérieurement;

4° un certificat d'achèvement substantiel des ouvrages signé par une personne habilitée à ce faire par la loi.

13. Le montant de la subvention afférente aux travaux admissibles effectués et aux services professionnels rendus lui est transmis, en soustrayant le montant versé en vertu de l'article 11.

14. Si la subvention afférente aux travaux admissibles est inférieure au montant correspondant à 50 % du coût estimé des travaux approuvé en vertu de l'article 7 et versé en vertu de l'article 11, le requérant doit rembourser le montant de la subvention non utilisé dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

SOUS-SECTION 3
CONDITIONS DE VERSEMENT

15. Si les travaux admissibles ne sont pas substantiellement achevés le 30 juin 2024, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement et il doit rembourser tout montant versé en vertu de l'article 11 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

16. Si, en date du 30 novembre 2024, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu des paragraphes 1°, 2° et 4° de l'article 12, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 11 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

Malgré le premier alinéa du présent article, si le requérant fournit le document requis en vertu du paragraphe 4 de l'article 12, il doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 11 à l'exception de la subvention afférente aux services professionnels rendus dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

17. Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le requérant est en défaut de rendre des travaux visés par le présent règlement conformes au Code de construction et aux exigences réglementaires applicables à ces travaux dans le cas où les travaux admissibles ont été exécutés en dérogation de ces règlements.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés de la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

18. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville par le requérant.

SECTION VII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

19. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection du bâtiment visé par une demande de subvention.

20. Un requérant ne peut s'opposer à une inspection du bâtiment visé par sa demande sous peine de l'annulation de toute subvention. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville.

21. Lorsqu'un bâtiment ou une partie de celui-ci, pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 7 change de propriétaire ou de locataire, le nouveau propriétaire ou le nouveau locataire peut bénéficier des mêmes droits que le requérant initial, à la condition qu'il se conforme aux exigences du présent règlement.

SECTION VIII
DURÉE DU PROGRAMME

22. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° le 31 décembre 2024;

2° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés.

GDD1191179002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191179002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) - Financer le Programme par la prolongation de l'entente Réflexe (Entente 150 M$) en 2023 et par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie en 2022 et 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1191179002 Règlementation.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction des revenus

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1206707001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 million $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vanne situées sous une partie de l'avenue McGill College.

Il est recommandé d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 1 million $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vanne situées sous une partie de l'avenue McGill College.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-27 15:44

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206707001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 million $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vanne situées sous une partie de l'avenue McGill College.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de la place de l'avenue McGill College comprend l'aménagement de surface et le remplacement des infrastructures souterraines de l'avenue McGill College entre les rues Cathcart et Sherbrooke Ouest (lots 1 et 2). Des travaux d'aménagement et d'infrastructures souterraines sont également prévus sur la rue Cathcart entre la rue Mansfield et l'avenue Union (lot 3).
Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par les instances, l'Administration prévoit des investissements totaux de 101,1 M$ pour la réalisation des trois lots du projet, dont 5,2 M$ entre 2020 et 2022. Le service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin de pouvoir financer le projet de la place de l'avenue McGill College.

Cet espace est actuellement partiellement démoli pour la construction de la station McGill du futur Réseau express métropolitain (REM). De plus, les travaux de la rue Sainte-Catherine Ouest, à l'intersection McGill College, débuteront cette année et de nombreux projets privés riverains sont en cours (voir Plan de localisation en pièce jointe). Dans un contexte où la population réclame plus d'espace public, la Ville de Montréal a saisi l'opportunité de repenser cette artère pour la convertir en place publique, nommée place de l'avenue McGill College.Cette décision permet de saisir l'opportunité d'arrimer ce projet d'envergure avec la planification et la réalisation de trois grands chantiers qui transformeront le secteur.

Depuis l'annonce du projet en avril 2018, une consultation publique menée par l'OCPM a eu lieu à l'automne 2018. Un programme d'aménagement fonctionnel et technique (PAFT) et un programme et un règlement de concours ont par la suite été rédigés. Le 31 octobre 2019, un Concours international de design urbain pluridisciplinaire, intitulé «McGill College : l'avenue réinventée», a été lancé. Le concept d'aménagement lauréat qui concerne les lots 1 et 2 du projet sera connu à l'automne 2020. Sous réserve de l'approbation des instances municipales, le contrat de services professionnels pour la conception du lot 1 sera alors octroyé et les travaux débuteront en 2023. Les montants nécessaires pour la conception et les travaux des lots 2 et 3 du projet feront l'objet de règlements d'emprunt ultérieurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0556 - 13 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CE10 1095 – 3 juillet 2019 – Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci, afin d'octroyer un contrat de services professionnels au lauréat du concours de design visant le réaménagement de l'avenue McGill College.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 millions $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vanne située sous l'avenue McGill College entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard De Maisonneuve (projet de la place de l'avenue McGill College - lot 1). Un autre dossier décisionnel est soumis au conseil municipal en parallèle dans le but d'obtenir un règlement d'emprunt au montant de 48 millions $ afin de financer les autres travaux d'aménagement et d'infrastructures du lot 1 (GDD 11967070002). La conception et la réalisation des autres lots 2 et 3 du projet feront l'objet de règlements d'emprunt subséquents.
Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des études techniques, des services professionnels et des travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale et de la chambre de vanne située dans le lot 1 du projet de la place de l'avenue McGill College.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira à financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale et de la chambre de vanne située sous l'avenue McGill College entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard De Maisonneuve prévus au PTI 2020-2022 et ultérieur. Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet vise la transformation d'une rue en un espace public piéton largement végétalisé au coeur du centre-ville. Les grands principes et engagements de la Ville, tel que détaillés dans le Plan Montréal durable 2016-2020, ont été considérés lors de la réalisation du PAFT et des documents de concours, ce qui assure à terme la réalisation d'un projet qui répond aux objectifs de la Ville au niveau du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'un règlement d'emprunt, l'octroi du contrat de services professionnels pour le remplacement de ces infrastructures souterraines, prévu pour l'automne 2020, serait retardé. Par conséquent, les travaux prévus pour 2023 ne pourront pas avoir lieu. Un retard

du début des travaux empêcherait d'arrimer ceux-ci avec la fin des travaux de la station McGill du REM. Le tronçon de l'avenue McGill College, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard De Maisonneuve, devra alors faire l'objet de travaux d'aménagement de surface temporaire dans l'attente de l'aménagement final.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée par le Services des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : Conseil d'agglomération du 26 mars 2020
2. Adoption : Conseil d'agglomération du 23 avril 2020
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
4. Prise d'effet à compter de la publication du règlement
5. Octroi du contrat de services professionnels pour la conception du lot 1: automne 2020
6. Début de l'exécution des travaux du lot 1: début 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-02-14
Ariane QUIRION LAMOUREUX	Christianne RAIL	

Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-6180
Télécop. : 514-872-6478

Chef de section

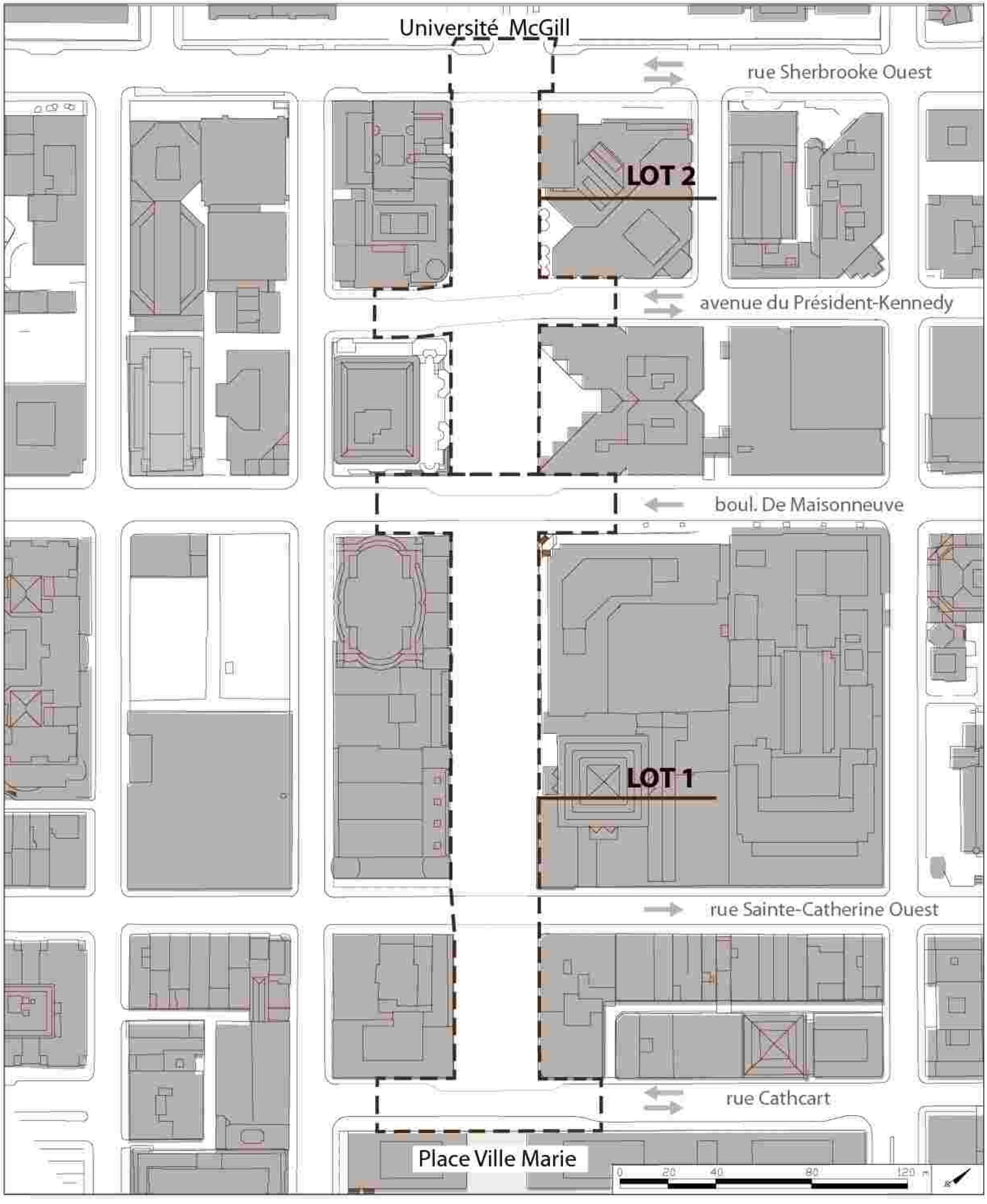
Tél : 514 872-4854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-27


Université McGill
rue Sherbrooke Ouest
LOT 2
avenue du Président-Kennedy
boul. De Maisonneuve
LOT 1
rue Sainte-Catherine Ouest
rue Cathcart
Place Ville Marie
0
20
40
80
120 m

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1206707001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 million $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vanne situées sous une partie de l'avenue McGill College.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1206707001 - Conduite principale aqueduc Place McGill - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE CONDUITE D'AQUEDUC PRINCIPALE ET D'UNE CHAMBRE DE VANNES SITUÉES SOUS UNE PARTIE DE L'AVENUE MCGILL COLLEGE

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vannes situées sous l'avenue McGill College entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard De Maisonneuve.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1206707001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206707001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 million $ afin de financer les travaux de remplacement d'une conduite d'aqueduc principale et d'une chambre de vanne situées sous une partie de l'avenue McGill College.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 75035 - GDD 1206707001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1206707003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7,2 millions $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Il est recommandé d'adopter le règlement autorisant un emprunt de 7,2 millions $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-27 15:41

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206707003**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7,2 millions $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

Débuté depuis 2013, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest comprend l'aménagement de façade à façade et le remplacement ou la réhabilitation des infrastructures souterraines de cette artère commerciale emblématique sur 2,2 km, soit entre la rue De Bleury et l'avenue Atwater. En raison de l'ampleur de ce territoire et de la complexité qu'il présente, le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest a été divisé en 2 phases. La phase 1, dont les travaux sont actuellement en cours, est située entre les rues de Bleury et Mansfield et a déjà fait l'objet de règlements d'emprunt. La phase 2 est située entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater et est elle-même divisée en trois lots.
> Le Lot 1 (Mansfield à Bishop) - travaux prévus 2022-2024 (650 mètres linéaires)
> Le Lot 2 (Bishop à Saint-Marc) - travaux prévus 2024-2026 (530 mètres linéaires)
> Le Lot 3 (Saint-Marc à Atwater) - travaux prévus 2026-2028 (500 mètres linéaires)

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 adopté par les instances, l'Administration prévoit des investissements totaux de 234,4 M$ pour la réalisation de la phase 2, dont 33,8 M$ entre 2020 et 2022. Le service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin de pouvoir financer la phase 2 du projet Sainte-Catherine Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 – 11 décembre 2019 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal.
CG19 0556 - 13 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 7,2 millions $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop (lot 1 de la phase 2 du projet

Sainte-Catherine Ouest), relevant de la compétence du conseil d'agglomération. Un autre dossier décisionnel est soumis au conseil municipal en parallèle dans le but d'obtenir un règlement d'emprunt au montant de 98,2 million $ afin de financer les autres travaux du lot 1 (GDD 1206707002). Il est également important de préciser que les montants nécessaires pour la conception et la réalisation des lots 2 et 3 de la phase 2 du projet feront l'objet de demande de règlements d'emprunt distincts.
Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des études techniques, des services professionnels et des travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop (lot 1).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira à financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop prévus au PTI 2020-2022 et ultérieur. Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest valorisera les déplacements actifs notamment par l'élargissement des trottoirs et la sécurisation des intersections visant une importante amélioration de l'expérience piétonne. La réduction du nombre de voies et de la vitesse de circulation participera également à ces objectifs de sécurisation et d'amélioration de l'expérience sur la rue. Le projet comprend également l'augmentation du verdissement sur la rue, ainsi que le déploiement d'un mobilier urbain signature, impliquant notamment l'augmentation du nombre d'équipements de stationnement pour vélo et d'assises sur la rue. Enfin, le nouvel aménagement de la rue respecte les principes d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'un règlement d'emprunt, ou en cas de retard important, l'octroi du contrat de services professionnels pour la conception du lot 1, prévus pour l'été 2020, ne pourront pas avoir lieu. Le début des travaux du lot 1, prévu pour 2022, sera alors retardé ce qui compromettra l'enchaînement des travaux de la phase 1 et 2, augmentant ainsi l'impact sur les citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée par le Services des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : Conseil d'agglomération du 26 mars 2020
2. Adoption : Conseil d'agglomération du 23 avril 2020
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
4. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement
6. Octroi du contrat de services professionnels pour la réalisation de fouilles exploratoires: printemps 2020
7. Conception du lot 1: été 2020-2021
8. Début des travaux du lot 1: 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ariane QUIRION LAMOUREUX
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-6180
Télécop. : 514-872-6478

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-14

Christianne RAIL
Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service

Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-27

Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1206707003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7,2 millions $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 1206707003 - Travaux rue Ste-Catherine (aqueduc principal) - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 7 200 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA CONDUITE D'AQUEDUC PRINCIPALE SITUÉE SUR UNE PARTIE DE LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 7 200 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1206707003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206707003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement et grands projets
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7,2 millions $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 75021 - GDD 1206707003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1208244001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles" relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

Il est recommandé:
d'adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles".

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-27 13:31

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208244001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles" relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

CONTENU

CONTEXTE

Pour répondre aux besoins de la planification du PTI, le Service de la gestion et de la planification immobilière doit faire adopter un nouveau règlement d'emprunt afin de permettre la réalisation de travaux de protection sur les immeubles qui sont en tout ou en partie de compétence d'agglomération.
Les travaux seront réalisés entre autres sur les immeubles du Service des Incendies (SSIM), du Service de police (SPVM), et la partie agglomération d'immeubles industriels et autres programmes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0556 13 décembre 2019 D'adopter le Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG17 0545 du 30 Novembre 2017 : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 64 000 000 $ afin de financer des travaux de protection d'immeubles.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 58 192 000 $ pour financer le programme de protection d'immeubles sous la responsabilité, en tout ou en partie, du Conseil d'agglomération

JUSTIFICATION

Le règlement d'emprunt existant, dédié aux programmes relevant en tout ou en partie du Conseil d'agglomération, est utilisé à 82 % et n'est plus suffisant pour couvrir les dépenses à venir du programme du PTI 2020-2022 du début de l'année 2020. Un nouveau règlement d'emprunt est nécessaire afin de couvrir les dépenses de maintien et d'amélioration de ces actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Répartition des montants :

Programmes		**2020 (M$)**	**2021 (M$)**
30910	Programme d'amélioration locative des immeubles administratifs	2 717	2 264
42211	Programme de réfection des bâtiments dans les grands parcs	2 830	2 772
64021	Programme de protection - Immeubles du SPVM	4 367	8 281
64023	Programme de rénovation des bâtiments du SIM	12 055	7 856
66030	Programme de protection de bâtiments administratifs et commerciaux	250	222
66169	Programme de développement durable dans les édifices municipaux	2 018	2 458
66460	Programme de protection des bâtiments industriels	2 371	5 711
70020	Programme des compteurs d'eau	1 976	44
Total requérant		**28 584**	**29 608**

Cette dépense est entièrement de responsabilité de l'Agglomération. La période d'amortissement est de 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce règlement d'emprunt permettra de financer la réalisation de certains programmes réduisant l'empreinte écologique des bâtiments.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report d'obtention de ce règlement pourrait retarder la réalisation de certains programmes en cours de conception.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 11 Mars 2020
CM: 23 Mars 2020
CG: 26 Mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdeljalil BERRANNOUN
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0857
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Sébastien CORBEIL
Chef de division - Bureau de projet et gestion de l'information

Tél : 514 872-7903
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michèle GIROUX
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2020-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1208244001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles" relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ADP - 120824401- Protection d'immeubles SSIM et SPVM - VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 58 192 000 $ AFIN DE FINANCER DES TRAVAUX DE PROTECTION D'IMMEUBLES

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ., chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ., chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 58 192 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de protection d'immeubles.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1208244001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208244001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 58 192 000 $ afin de financer les travaux de protection d'immeubles" relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208244001 - Règlement d'emprunt GPI protection - AGGLO.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-18

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.09

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1207518002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) », afin d'y refléter les changements apportés à l'annexe D en lien à la délégation de l'entretien des ouvrages, en fonction des opérations courantes, ainsi qu'à la grille tarifaire des équipements et véhicules.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-21 11:59

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207518002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (ci-après nommé «le règlement») est complété par les 4 annexes suivantes:
- annexe A - Liste des activités d'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout déléguées;
- annexe B - Liste des ouvrages et stations de pompage de l'agglomération ne faisant pas l'objet de la délégation aux municipalités liées;
- annexe C - Guide d'entretien pour les activités déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- annexe D - Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération.

Un comité technique, composé de cinq membres de la Ville de Montréal et de quatre des autres municipalités liées, dont l'un des rôles est d'analyser les demandes de modification au règlement de délégation, recommande l'adoption des modifications proposées au règlement afin d'y refléter les changements apportés à la délégation de l'entretien des ouvrages, en fonction des opérations courantes, ainsi qu'à la grille tarifaire des équipements et véhicules.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0197 - 18 avril 2019 - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D révision 6);
CG18 0256 - 26 avril 2018 - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de

l'annexe D révision 5);

CG17 0165 - 27 avril 2017 - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D révision 4);

CG16 0441 - 22 juin 2016 - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D révision 3);

CG15 0305 - 30 avril 2015 - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D révision 2);

CG14 0382 - 21 août 2014 - Adoption du règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe B révision 5 et de l'annexe D révision 1 en remplacement des annexes B et D du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées);

CG12 0319 - 23 août 2012 - Modifier le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (adoption de l'annexe D);

CG05 0020 - 19 décembre 2005 - Adoption du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées.

DESCRIPTION

Les tarifs des équipements qui apparaissent à la grille tarifaire en vigueur actuellement au règlement tiennent compte d'une indexation de l'indice du prix à la consommation (IPC) de la région de Montréal. Pour 2020, il est requis d'adopter l'annexe D « révision 7 » datée du 18 février 2020, afin de refléter l'indexation de l'IPC de l'année 2019.

JUSTIFICATION

La révision de l'annexe D du règlement, recommandée par le comité technique, permet de refléter la réalité opérationnelle qui prévaut pour l'entretien standard des ouvrages d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Fonds de l'eau, par son budget dédié à l'agglomération, rembourse aux villes liées les coûts d'entretien et de réparation des infrastructures déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour du règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées est essentielle au bon fonctionnement des opérations d'entretien des ouvrages d'aqueduc et d'égout de l'agglomération.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du règlement et de ses annexes aux arrondissements et villes liées.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christianne CYRENNE, LaSalle
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Patrice LANGEVIN, Service de l'eau
Ava L. COUCH, Ville de Mont-Royal
Marleen SIDNEY, Service des finances
Yves BRISSON, Service des finances
Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Christianne CYRENNE, 21 février 2020
Jean-François DUBUC, 20 février 2020
Yves BRISSON, 20 février 2020
Alain DUFRESNE, 20 février 2020
Patrice LANGEVIN, 20 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Steve DESROCHERS
Agent(e) technique - soutien technique et réglementation

Tél : 514-280-2478
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514 872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-02-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-02-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207518002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints à la présente intervention

FICHIERS JOINTS

Règlement RCG05-002_finale_v2.docAnnexe D - révision 7.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-4783

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-20

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit Public

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE L'ENTRETIEN DU RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT AUX MUNICIPALITÉS LIÉES (RCG 05-002)

VU l'article 47 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) est modifié par le remplacement de l'annexe D par le document joint en annexe 1 au présent règlement**.**

ANNEXE 1
ANNEXE D : GRILLE TARIFAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET VÉHICULES D'AGGLOMÉRATION (révision 7, le 18 février 2020)

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD : 120758002

ANNEXE D
GRILLE TARIFAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET VÉHICULES D'AGGLOMÉRATION

Tarif horaire des équipements (comité technique)

Classe	Nom de l'équipement	Base tarif 2020
128A	Camionnette 4 roues - 8 cylindres - 4 portes	19,69
129	Camionnette tracteur 4 roues - 8 cylindres - 2 portes	20,07
134	Auto compacte - 4 cylindres	10,47
151	Auto C.E.	26,85
178A	Fourgonnette - 8 cylindres	14,30
178B	Fourgonnette vitrée - avec passagers	14,87
211A	Camion de 5001 à 10000 lbs PBV	12,54
212A	Camion de 5001 à 10000 lbs PBV – 6 passagers	13,14
217A	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV – régulier	21,28
217B	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV - régulier 115 V	24,42
217C	Fourgon 5001 à 10000 lbs PBV - h.h.	25,36
224	Camion 10001 à 14000 lbs PBV - B.B. - 6 passagers	26,75
227E	Fourgon 10001 à 14000 lbs PBV - patrouille	38,11
234	Camion 14001 à 16500 lbs - 6 passagers	24,30
237B	Fourgon 14001 à 16500 lbs PBV - 115 V	38,11
237C	Fourgon 14001 à 16500 lbs PBV - h.h.	38,11
247	Camion 16501 à 19500 lbs PBV - B.F.	25,10
283A	Camion 30001 à 33000 lbs PBV - B.B.	47,28
286	Camion 30001 lbs PBV et plus, grue, treuil	61,30
293	Camion 33000 lbs PBV et plus, B.B.	57,75
296	Camion 33000 lbs PBV et plus, grue légère	68,02
299	Camion tracteur, 33000 lbs PBV et plus	52,18
309	Camion écureur d'égout	106,74
319	Camion vide-puisard (Vector)	71,79
387	Unité mobile d'entretien mécanique	61,90
414	Tracteur sur roues 65 à 100 H.P.	29,08
433	Chargeur sur roues 1 à 1 1/2 v.c.	40,81
435	Chargeur sur roues 2 à 2 1/2 v.c.	62,24
439	Chargeur sur roues 7 v.c.	270,38
451A	Excavatrice sur roues	53,85
451B	Excavatrice avec marteau piqueur	103,49
478A	Profileuse à asphalte - 24000 lbs	167,54
481B	Rouleau motorisé - (moins de 2 tonnes) B vibrateur	12,32
484	Rouleau motorisé - 6 à 8 tonnes	42,27

538	Balai aspirateur 2 à 5 v.c.	77,65
548	Chariot élévateur à fourche 7001 à 8000 lbs	42,81
549	Chariot élévateur à fourche 8001 à 10000 lbs	49,49
557	Grue automotrice 7 tonnes	67,98
559	Grue automotrice de plus de 20 tonnes	139,39
603	Opérateur de vanne remorqué, motorisé	30,83
614	Opérateur de valve remorqué	7,90
644	Génératrice 5 KW à projecteurs remorquée	12,76
645C	Génératrice 15 KW remorquée	22,72
645E	Génératrice 150 KW remorquée	97,62
645F	Génératrice 280 KW remorquée	116,89
646	Génératrice à souder remorquée	14,46
654	Pompe centrifuge 4" remorquée	10,08
661	Compresseur 100 à 199 PCM remorqué	14,89
753	Fardier 4 à 6 tonnes	5,30
755	Fardier 8 à 10 tonnes	9,21
759B	Fardier 50 tonnes	46,24
760B	Roulotte de 20 à 40 pieds	18,03
760E	Remorque à chlorination	17,08
761	Roulotte de chantier	6,81
763B	Semi-remorque, benne basculante	40,15
815	Scie à béton	24,94
843	Génératrice 2 à 3 KW portative	4,76
845B	Génératrice 15 KW portative	19,87
852	Pompe 2" centrifuge portative	3,50
853	Pompe 2" diaphragme portative	3,50
860	Compresseur petite capacité portatif	3,30
861	Compresseur 100 à 199 PCM fixe	13,40

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.10

2020/04/23 17:00

(1)

Dossier # : 1206678001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social »

Il est recommandé :

1. d'adopter le règlement intitulé : Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-03-09 12:45

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206678001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social »

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 septembre 2017, le gouvernement du Québec a adopté la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (Loi n^{o} 121 modifiant l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal). Cette loi confère à la Ville de Montréal le pouvoir d'exercer, sur tout ou en partie de son territoire, un droit de préemption sur tout immeuble (art. 151.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, RLRQ, c. C-11.4, ci-après : « annexe C de la Charte »). Concrètement, ce pouvoir accorde à la Ville un droit de premier refus et donc la possibilité d'acheter les immeubles qui sont assujettis au droit de préemption, en priorité sur tout autre acheteur.
Le présent sommaire porte sur l'adoption du *Règlement modifiant le Règlement intérieur du Conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du Conseil d'agglomération au Comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social.*

L'adoption de ce règlement est prévue au mois d'avril 2020, à la suite de trois autres éléments du même dossier, soit :

- Sommaire 1198018001 (adoption prévue par le CG du 26 mars 2020) - Adopter les projets de règlement intitulés « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social » et « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social. »

- Sommaire 1198018002 (adoption prévue par le CG du 26 mars 2020) - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social.

Cette modification au règlement de délégation de pouvoirs vise à permettre l'assujettissement prévu de lots supplémentaires au mois d'avril 2020 (sommaire 1206678002). À cet effet, le règlement doit être modifié pour ajouter ces nouveaux lots à la résolution à venir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

21 septembre 2017 - Adoption de la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (Projet de loi 121 modifiant l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal pour y ajouter une sous section traitant du droit de préemption - articles 151.1 à 151.7).
23 août 2018 - CG18 0468 - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

DESCRIPTION

Le *Règlement de délégation de pouvoirs du Conseil d'agglomération au Comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social* (sommaire 1198018001) accorde au comité exécutif le pouvoir de se prévaloir du droit de préemption ou d'y renoncer à l'égard d'un immeuble qui y est assujetti. Également, ce règlement prévoit la sous délégation à un fonctionnaire de la Ville du pouvoir d'acquérir par préemption, ou d'y renoncer, lorsque l'immeuble visé est d'une valeur inférieure à 150 000 $.
La présente adoption du *Règlement modifiant le R è glement de délégati on de pouvoirs du Conseil d'agglomération au Comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social* est en appui au sommaire décisionnel additionnel (sommaire 1206678002) qui sera soumis au Conseil d'agglomération à une date ultérieure (avril 2020) portant sur un projet de résolution désignant un autre groupe d'immeubles pour lesquels un droit de préemption sera demandé.

Cette nouvelle série de lots supplémentaires à assujettir sera la seconde d'une série de 2 interventions :

La première intervention (sommaire 1198018002), dont l'adoption est prévue par les instances au mois de mars 2020, vise l'assujettissement de 196 lots ciblés dans les arrondissements suivants :

- Côte-des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce - secteur du «Triangle»
- Le Plateau-Mont-Royal
- Le Sud-Ouest
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
- PDUES Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau
- Verdun - secteur Hickson-Dupuis
- Ville-Marie
- Villeray-St-Michel-Parc-Extension - secteur Parc-Extension

La seconde intervention assujettira au droit de préemption une nouvelle série de lots supplémentaires.

JUSTIFICATION

Un contexte immobilier sous pression
Depuis 2016, Montréal connaît un resserrement de son marché locatif et ce malgré un gain important dans les mises en chantier locatives. Les taux d'inoccupation sont à leur plus bas depuis les 15 dernières années ; ce qui crée des pressions à la hausse sur les loyers. Ce sont principalement les ménages à faible revenu qui subissent les contrecoups de ce resserrement. Selon les données du recensement de 2016, près de 40 % des 522 140 ménages locataires de l'agglomération sont à faible revenu et 155 000 d'entre eux consacrent plus de 30% de leur revenu pour se loger.

La Ville s'est dotée d'une Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 pour répondre aux besoins résidentiels diversifiés des collectivités et des citoyens montréalais, notamment ceux à revenu faible et modeste.

Les objectifs de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021

L'acquisition d'un droit de préemption pour le développement du logement social s'inscrit dans cette Stratégie. Le recours à ce droit permettra de bonifier la réserve foncière municipale d'immeubles destinés à la réalisation de logements sociaux. Il constitue un complément aux dispositifs déjà en place pour le développement de projets de logements sociaux dans le cadre du programme de subvention AccèsLogis, qui comprennent : les acquisitions négociées directement par les groupes de ressources techniques (GRT), les achats d'immeubles (publics ou privés) effectués par la Ville (Service de la planification et de la gestion immobilière - SGPI), les acquisitions faites dans le cadre de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, ainsi que certaines transactions faites par voie d'expropriation.

Le droit de préempter un immeuble permettra à la Ville d'agir avec une agilité accrue sur le marché de la revente, notamment dans des secteurs où les besoins en logements sociaux sont importants, dans des secteurs où la Ville s'est fixé des objectifs de réalisation en termes de logements sociaux et dans des secteurs en forte croissance. Le droit de préemption permettra alors de viser des secteurs de la Ville où il est ardu d'acquérir des immeubles en raison d'un marché très actif, où la réalisation de logements sociaux par le biais de l'action des GRT ou de l'application de la Stratégie d'inclusion est plus difficile.

Le mécanisme à implanter permettra, sur une période de dix (10) ans après la notification des avis d'assujettissement, d'acquérir des terrains d'intérêt avant qu'ils ne soient cédés à un tiers. Ainsi, la Ville pourra réaliser des transactions immobilières au moment opportun pour le propriétaire, à la valeur marchande de l'immeuble, et minimiser le recours aux mécanismes d'expropriation qui s'avère onéreux.

Obtention de la délégation de pouvoirs pour l'assujettissement de lots supplémentaires

Au moment où un avis d'intention d'aliéner l'immeuble est notifié par un propriétaire, la Ville doit respecter un délai prescrit de 60 jours pour signifier l'intention d'acquérir l'immeuble. Dû aux délais très restrictifs associés à l'avis de l'intention d'acquérir un immeuble et à l'acquittement du prix de l'immeuble, il s'avère nécessaire d'attribuer au Comité exécutif de la Ville le pouvoir d'exercice du droit de préemption. Il demeure cependant que le pouvoir de désignation des lots sur lesquels s'applique le droit de préemption reste de compétence exclusive du Conseil d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à ce que prévoit la Charte, les immeubles qui seront achetés par la Ville, dans l'exercice du droit de préemption, seront acquis à une valeur correspondant au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et un tiers. Chaque transaction fera l'objet d'analyses, par les services compétents, pour établir l'acceptabilité du prix proposé.
L'adoption, en août 2018, du règlement d'emprunt de 50 M $ permettra, le cas échéant, de financer les acquisitions faites suivant le recours au droit de préemption. Ainsi, les sommes prévues au Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 18-029 (« Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires »), donneront les crédits nécessaires pour procéder à certaines acquisitions stratégiques souhaitées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces acquisitions immobilières permettront de soutenir la mise en œuvre des interventions municipales afin de créer des quartiers conviviaux et assurer une offre suffisante de logements sociaux, un élément important d'une réelle mixité sociale et d'un développement urbain viable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La délégation du pouvoir d'exercer le droit de préemption au comité exécutif et à un fonctionnaire de la Ville permettra d'acquérir des terrains qui autrement ne pourraient être achetés à l'intérieur des délais impartis par la Loi.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Première intervention

- Adoption des règlements et de la résolution déterminant les lots (CG) : mars 2020
- Rédaction et envoi des avis d'assujettissement : printemps 2020 et été 2020

Seconde intervention (lots supplémentaires à assujettir)

- Modification du règlement de délégation de pouvoir (CG) : mars 2020 et avril 2020
- Résolution désignant les lots à assujettir (CG) : avril 2020
- Rédaction et envoi des avis d'assujettissement : printemps 2020 et été 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre AUGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Audrey BLUTEAU-DESLAURIERS
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-8660
Télécop. : 514-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-28

Isabelle LUSSIER
Chef de division

Tél : 514-872-7909
Télécop. : 514-872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-03-09

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206678001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Adopter le « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AA 1206678001 Règlement modifiant Règlement délégation CGA.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre AUGER
avocat
Tél : 514-872-1436

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-06

Annie GERBEAU
avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION AU COMITÉ EXÉCUTIF RELATIF À L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION AUX FINS DE LOGEMENT SOCIAL (RCG 20-XXX)

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu les articles 34 et 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 1 du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social est modifié par l'ajout, après « eu égard aux immeubles énumérés à la résolution CG20 XXXX adoptée le XX mars 2020 », des mots « et à la résolution CG20 XXXX adoptée le XX avril 2020 ».

GDD1206678001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2020/04/23 17:00

(2)

Dossier # : 1195326006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un (1) an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020, et autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service.

Il est recommandé :

1. d'autoriser rétroactivement le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un (1) an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020;

2. d'autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-03-27 17:17

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195326006**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un (1) an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020, et autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service.

CONTENU

CONTEXTE

En 1989, se tenait à Montréal la première conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain, organisée par des associations de villes dont la Fédération des municipalités canadiennes (FCM), la United States Conference of Mayors et le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (FESU). La Déclaration finale notait qu'il "conviendra de rechercher les modalités permettant de poursuivre de façon permanente les échanges d'informations engagés à Montréal".
Par la suite, soit en 1990, la Communauté urbaine de Montréal (CUM), avec le soutien d'associations de villes, élabore le projet d'établir à Montréal un organisme international favorisant les échanges et la coopération technique entre autorités locales pour rendre les villes plus sûres.

En 1992, un groupe de travail international ad hoc comprenant des représentants de divers pays, des associations de villes, des instituts des Nations Unies et des organismes et des experts en prévention s'est réuni à Montréal pour discuter de la mission, de l'organisation et des activités du futur Centre.

En 1993, les gouvernements du Canada, de France et du Québec adoptaient une déclaration relative à la création à Montréal du Centre international pour la prévention de la criminalité et, avec la CUM, la FMC et le FESU ainsi que la Société du centre de conférences internationales de Montréal, convenaient d'en former le Conseil constituant.

Depuis sa création en 1994, le Centre international pour la prévention de la criminalité

(CIPC) a cherché à mieux faire connaître et à rendre plus accessible la base de connaissances sur la prévention de la criminalité et la sécurité des collectivités.

Plus récemment, le CIPC a élargi sa collection de politiques nationales de prévention de la criminalité en incluant les descriptions de politiques et stratégies afférentes en matière de sécurité des collectivités d'un plus grand nombre de pays. Les tendances récentes indiquent un recours croissant à une approche transversale et concertée pour développer la sécurité des collectivités à l'échelon national.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le CIPC fait la promotion de pratiques d'Europe, d'Amérique latine et du Nord, d'Afrique, et d'autres régions du monde. Reposant sur des bases solides, elles ont été élaborées à partir de minutieuses analyses faites en partenariat sur les problèmes et solutions possibles, et de connaissances relatives aux pratiques efficaces, aux difficultés de mise en œuvre et aux moyens d'y répondre. L'équipe du CIPC a aussi décrit et analysé les politiques nationales de prévention de la criminalité pour ses gouvernements membres.

JUSTIFICATION

Le SPVM et la Ville de Montréal croit en l'importance du rôle essentiel du CIPC dans notre société actuelle et consent à collaborer à la réalisation de sa mission en assurant une participation active au sein de son organisation. À ce sujet, et dans un cadre de partenariat, le SPVM prête au CIPC un cadre civil pour une période d'un (1) an, renouvelable pour une durée supplémentaire d'une (1) année. La ressource occupera le poste de conseillère scientifique en analyse criminelle et sécurité urbaine. Elle travaillera principalement sur les dossiers suivants :

- L'observatoire de la criminalité et l'analyse criminelle;
- Le développement d'indicateurs en sécurité urbaine;
- La réforme de la police, la police de proximité et les pratiques policières;
- Le renforcement de capacités en milieu policier;
- La prévention du crime organisé, du crime transnational et la corruption.

Éventuellement, la ressource aura aussi à intervenir dans d'autres dossiers, notamment :

- Le laboratoire en sécurité urbaine de Montréal;
- Les standards internationaux pour l'évolution d'observatoires de la criminalité;
- Le 7^{e} rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne - Prévention de la criminalité basée sur des données probantes;
- Le colloque international sur la législation du cannabis.

Dans un esprit de partenariat, le présent prêt de service favorisera le partage des bonnes pratiques et mettra à profit les aptitudes, l'expertise, les connaissances et les compétences de chaque partie en matière de recherche et d'analyse en sécurité urbaine et prévention de la criminalité.

Ce prêt offrira l'opportunité au SPVM de développer une expertise en matière de prévention de la criminalité, soit un domaine en constante évolution; et de bénéficier du travail de recherche et d'analyse criminelle et de sécurité urbaine réalisé par le CIPC en la matière.

À ce sujet, un protocole d'entente a été préparé afin d'énoncer les droits et les obligations

du SPVM et du CIPC à l'égard du présent prêt de service. Il sera signé par Monsieur Sylvain Caron, directeur du SPVM, en vertu de l'autorisation du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

Il est essentiel de préciser que les démarches de validation du protocole ont occasionné un délai dans le processus décisionnel. Cependant, en raison de l'entente prise entre le CIPC et le SPVM, la ressource a débuté son prêt de service le 2 décembre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le SPVM assume l'ensemble des coûts reliés au prêt de service du cadre civil prêté au CIPC pour une période d'un (1) an, à compter du 2 décembre 2019.
Le CIPC défraye les frais admissibles versés et engagés, dans le cadre de l'Entente pendant la période du prêt de service, tels les frais de formation, de transport, de repas et les frais accessoires.

Les crédits budgétaires pour dépenses sont prévus dans les budgets d'opération. Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Avril 2020
Conseil d'agglomération: Avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karine MARTEL)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hugo BLANCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claudia BLOUIN, Service des ressources humaines
Joanne PROVOST, Service des ressources humaines

Lecture :

Joanne PROVOST, 4 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stavroula ARVANITIS
Lieutenant

Tél : 514 280-2975
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint

Tél : 514 280-2602
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-03-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1195326006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un (1) an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020, et autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Cette intervention vise à confirmer la validité du protocole d'entente de prêt de service quant à sa forme et son contenu.

FICHIERS JOINTS

Protocole d'entente final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karine MARTEL
Avocate en droit du travail
Tél : 514-872-1319

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Audrey LÉVESQUE
Chef de division
Tél : 514-872-1437
Division : Droit du travail

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 JAN. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE

LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée aux fins des présentes par Monsieur Sylvain Caron, directeur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);

Ci-après appelée « **VILLE** »

ET

LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ, dont l'adresse principale est 3535, avenue du Parc, 4e étage, Montréal, Québec, H2X 2H8, agissant et représenté par Madame Ann Champoux, directrice générale;

Ci-après appelé « **CIPC** »

ET

MADAME MICHELLE CÔTÉ, cadre civil de la Ville;

Ci-après appelée « **EMPLOYÉE** »

ATTENDU que le CIPC a manifesté le désir de bénéficier des services d'une employée-cadre de la Ville, ci-après appelée « EMPLOYÉE »;

ATTENDU que la Ville entend répondre favorablement à cette demande et que l'EMPLOYÉE y consent;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie dudit Règlement au CIPC.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule et les annexes font partie intégrante des présentes. La présente entente fixe les conditions générales du prêt de service de l'EMPLOYÉE au CIPC.

ARTICLE 2
DÉFINITION

Dans le présent protocole d'entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, « Directeur » ou « Directrice » signifie le Directeur de l'unité d'affaires d'origine de l'EMPLOYÉE, soit Sylvain Caron, Directeur du Service de police de la Ville de Montréal ou son représentant.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1 permettre à l'EMPLOYÉE d'occuper un poste de cadre conseillère scientifique au sein du CIPC;

3.2 sous réserve des paragraphes 4.11 et 5.5, verser à l'EMPLOYÉE son traitement périodique déterminé sur la base de son salaire annuel et lui consentir les mêmes avantages et droits qu'elle possède comme employée-cadre de la Ville, conformément aux Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal ou en vertu des encadrements administratifs de la Ville applicables et non incompatibles, tels que modifiés de temps à autre et sous réserve des conditions particulières prévues dans le présent protocole;

3.3 fournir à l'EMPLOYÉE un téléphone cellulaire et un ordinateur portable pour accomplir ses fonctions au CIPC conformément au protocole d'entente, étant entendu que l'utilisation de ces appareils et services technologiques demeure assujettie aux encadrements administratifs de la Ville;

3.4 réintégrer l'EMPLOYÉE au sein de la Ville, à l'échéance du prêt de service ou en cas de résiliation du présent protocole, conformément aux règles de dotation et

aux Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal, telles que modifiées de temps à autre;

Il est entendu que toute entente particulière relative aux Conditions de travail de l'EMPLOYÉE intervenue entre cette dernière et le CIPC ne lie pas la Ville, ni pendant la durée du prêt ni à son échéance.

3.5 Nonobstant les Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal, l'EMPLOYÉE prêtée sera assujettie au Programme de gestion de la performance des cadres pour l'année 2020.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DU CIPC

Le CIPC s'engage à :

4.1 s'assurer que l'EMPLOYÉE remplisse les fonctions de cadre conseillère spécialisée au sein du CIPC;

4.2 respecter les dispositions des Conditions de travail, du Code de conduite des employés de la Ville de Montréal (RCG 12-026) et les encadrements administratifs applicables aux cadres de la Ville non incompatibles avec le protocole d'entente, pendant la période de prêt de service, tels que modifiés de temps à autre et non incompatibles avec le prêt de service notamment l'attribution des vacances en fonction de ses besoins, les descriptions de tâches, le processus disciplinaire et les décisions des tribunaux judiciaires ou quasi-judiciaires applicables;

Il est entendu que les pouvoirs décisionnels, délégués par le comité exécutif à des fonctionnaires et employés de la Ville en vertu du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004), ne peuvent pas être exercés par les employés du CIPC.

4.3 ce que l'EMPLOYÉE, dans le cadre de ses fonctions, agisse conformément aux Conditions de travail, au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal et aux encadrements administratifs de la Ville non incompatibles avec le présent protocole d'entente, étant entendu que l'EMPLOYÉE n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'elle fasse l'objet du protocole d'entente avec le CIPC;

4.4 fournir à l'EMPLOYÉE un espace de bureau, un mobilier, des fournitures et l'équipement dont elle aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions, le tout conformément aux politiques du CIPC;

4.5 transmettre au Service de l'administration du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) tous les documents reliés au dossier administratif de l'EMPLOYÉE et transmettre mensuellement, par courriel, au chef du Service de l'administration du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ou à son remplaçant, toutes les absences, vacances et congés pris par l'EMPLOYÉE durant la période de prêt et dûment autorisés par le CIPC;

4.6 communiquer au Service de l'administration du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) immédiatement toute information concernant un accident de

travail, une absence prolongée en invalidité ou une problématique vécue avec l'EMPLOYÉE ou concernant un incident mettant en cause l'EMPLOYÉE et survenant dans le cadre du présent prêt de service et qui pourrait donner lieu à tout(e) enquête, mesure, recours, action, poursuite, contestation ou réclamation;

4.7 tenir la Ville indemne relativement à l'assistance judiciaire prévue par la loi et les Conditions de travail, telles que modifiées de temps à autre, ainsi que de toute somme que cette dernière serait tenue d'assumer ou débourser en vertu de celles-ci ou de toute condamnation, dans le cadre du présent protocole;

4.8 rembourser à la Ville tous les frais, honoraires et déboursés afférents à tout recours, action, poursuite, contestation ou réclamation intenté(e) ou présenté(e) contre celle-ci ou contre l'EMPLOYÉE dans le cadre du présent protocole d'entente;

4.9 dégager et tenir indemne la Ville de toute responsabilité à l'égard des dommages-intérêts, frais, débours, intérêts, pertes ou autres dépenses qui découlent des réclamations de l'EMPLOYÉE ou de tierces parties (y compris les réclamations contre des tiers, les réclamations entre défendeurs et les demandes reconventionnelles), demandes, causes d'action, actions, instances ou enquêtes dans le cadre du présent protocole;

4.10 dégager et tenir indemne la Ville de toute condamnation relative aux décisions ou recommandations du CIPC à l'égard de l'EMPLOYÉE;

4.11 défrayer tous les frais de déplacement ou autres dépenses encourues par l'EMPLOYÉE durant la période de prêt, ainsi que les frais de formations requises par le CIPC, étant entendu que la Ville n'est pas tenue de débourser ces frais et dépenses pendant la durée du prêt et ne paiera à l'EMPLOYÉE aucune heure supplémentaire ou n'acceptera aucune demande de l'EMPLOYÉE visant du temps à compenser;

4.12 veiller à la santé et à la sécurité de l'EMPLOYÉE lorsqu'elle accomplit ses fonctions au CIPC et rembourser à la Ville toute somme déboursée par cette dernière à l'égard de l'EMPLOYÉE et en ce qui concerne sa responsabilité civile à l'égard des tiers dans le contexte de *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (RLRQ, c. A-3.001) ou par application des Conditions de travail des cadres de la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'EMPLOYÉE

L'EMPLOYÉE s'engage à :

5.1 fournir au CIPC une prestation de services satisfaisante;

5.2 se conformer, en tout temps, aux exigences des lois et des règlements encadrant les activités de la Ville et du CIPC, aux Conditions de travail, au Code de conduite des employés de la Ville de Montréal et aux encadrements administratifs applicables de la Ville et du CIPC, non incompatibles avec le présent protocole d'entente et tels que modifiés de temps à autre étant entendu que l'EMPLOYÉE

n'est pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'elle agit dans l'intérêt du CIPC;

Dans l'éventualité où l'EMPLOYÉE considère qu'un encadrement y incluant, par exemple, une politique, directive, procédure ou instruction du CIPC est incompatible avec celle applicable à la Ville, elle doit se référer à la personne responsable au CIPC ou son remplaçant, qui fera le lien avec le Directeur ou une personne désignée par ce dernier, pour déterminer laquelle doit être respectée dans les circonstances du prêt de service;

5.3 informer le Directeur dès qu'elle constate une dérogation au présent protocole d'entente;

5.4 prendre ses congés et ses vacances annuelles durant la période de prêt. Les demandes de vacances et congés seront présentées au préalable à la personne responsable au CIPC ou son remplaçant qui les recommandera en fonction de ses besoins opérationnels;

5.5 renoncer, et elle y renonce par les présentes, à réclamer à la Ville toute somme ou temps compensé pour des heures supplémentaires effectuées pendant la période de prêt ou pour une allocation automobile, des frais de déplacement ou autres dépenses.

ARTICLE 6
DURÉE

Sous réserve de l'article 7, le présent protocole d'entente prend effet rétroactivement le 2 décembre 2019 pour se terminer le 1er décembre 2020 inclusivement.

ARTICLE 7
PROLONGATION ET RÉSILIATION

7.1 Le présent protocole peut être prolongé pour une durée maximale d'une (1) année supplémentaire et selon les mêmes modalités, par le SPVM, le CIPC et l'EMPLOYÉE.

7.2 Chaque partie peut mettre fin au présent protocole d'entente en tout temps moyennant un préavis de trente (30) jours signifié aux autres parties par courrier recommandé.

7.3 Dans le cas d'une résiliation, l'EMPLOYÉE réintègre la Ville, selon les dispositions convenues à l'article 3.4 du présent protocole. Cette clause n'a pas pour effet de restreindre les droits de la Ville quant à l'imposition de mesures administratives ou disciplinaires ou en matière de cessation d'emploi.

ARTICLE 8
REPRÉSENTATION

8.1 Les représentants de la Ville et du CIPC pour les besoins du présent protocole d'entente :

GGB

Pour la Ville :		Pour le CIPC :	
Nom :	**Lieutenant Stavroula Arvanitis**	Nom :	**Madame Ann Champoux**
Titre :	Responsable du Module des missions internationales et des Services affaires Service de police de la Ville de Montréal	Titre :	Directrice générale Centre international pour la prévention de la criminalité
Adresse :	1441, rue Saint-Urbain, 6e étage Montréal (Québec) H2X 2M6	Adresse :	3535, avenue du Parc, 4e étage, Montréal (Québec) H2X 2H8
Téléphone :	514 280-2975	Téléphone :	514 518-8077
Courriel :	prets.services@spvm.qc.ca	Courriel :	achampoux@cipc-icpc.org

8.2 Le remplacement des représentants de la Ville et du CIPC doit faire l'objet d'un préavis écrit à l'intention de l'autre partie.

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1. Élection de domicile

Aux fins de la présente entente, la Ville et le CIPC élisent domicile au 3535, avenue du Parc, 4e étage, Montréal, Québec, H2X 2H8. Il constitue le port d'attache de l'EMPLOYÉE aux fins d'application de la Directive sur les frais remboursables lors d'un déplacement et les autres frais inhérents.

9.2 Incessibilité

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit des autres parties.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de ce protocole d'entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit de toutes les parties.

9.4 Validité

Une disposition du présent protocole d'entente jugée invalide par le tribunal, n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

GGB

9.5 Intégralité

Le présent protocole constitue l'intégralité de l'entente entre la Ville et le CIPC. Il annule et remplace toutes les communications, négociations ou ententes qui lui sont antérieures.

9.6 Autorité compétente

Le présent protocole est conditionnel à son approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Monsieur Sylvain Caron
Directeur
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)

Le e jour de 2020

LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

Par : _____
Madame Ann Champoux
Directrice générale
Centre international pour la prévention de la criminalité

Le e jour de 2020

L'EMPLOYÉE

Par : _____
Madame Michelle Côté
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)

Ce protocole a été approuvé par la résolution CG_____.

GGB

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195326006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Objet :	Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un cadre civil du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), pour une période d'un (1) an, à compter du 2 décembre 2019, et ce, jusqu'au 1er décembre 2020, et autoriser le directeur du SPVM à signer le protocole de prêt de service.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1195326006 - Prêt cadre civil au CIPC pour 1 an (final).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo BLANCHETTE
Conseiller budgétaire
Tél : 514-280-8531

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Isabelle LEVEAU
Chef de division
Tél : 514 516-5877
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier